



► Application des normes internationales du travail, 2021

Addendum au Rapport de 2020
de la Commission d'experts pour l'application
des conventions et recommandations

Conférence internationale du Travail
109^e session, 2021



Rapport III/Addendum (partie A)

► Addendum au Rapport de 2020 de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations

(articles 19, 22 et 35 de la Constitution)

Troisième question à l'ordre du jour:
Informations et rapports sur l'application
des conventions et recommandations

Rapport général
et observations concernant certains pays

ISBN 978-92-2-034159-9 (imprimé)
ISBN 978-92-2-034160-5 (pdf Web)
ISSN 0251-3218

Première édition 2021

La publication d'informations relatives aux mesures prises en ce qui concerne les conventions et recommandations internationales du travail n'implique l'expression, de la part du Bureau international du Travail, d'aucun avis quant au statut juridique de l'État qui a communiqué ces informations (y compris la communication d'une ratification ou d'une déclaration), ni quant à l'autorité de cet État sur les zones ou territoires au sujet desquels ces informations sont communiquées; dans certains cas, cela peut présenter des problèmes sur lesquels le Bureau international du Travail n'est pas compétent pour se prononcer.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques du Bureau international du Travail, consultez notre site Web www.ilo.org/publns.

La **Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations** est un organe indépendant, constitué de juristes ayant pour mission d'examiner l'application des conventions et recommandations de l'OIT dans les États Membres de cette Organisation. Son rapport annuel couvre de nombreux aspects touchant à l'application des normes de l'OIT. La structure de ce rapport, telle que modifiée en 2003, se présente comme suit:

- a) La **note au lecteur** donne des indications sur la commission d'experts et la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail (leurs mandats, leurs modes de fonctionnement et le cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent leurs travaux respectifs) (**vol. A, pp. 1-4**).
- b) **Partie I: Le rapport général** rend compte du déroulement des travaux de la commission d'experts, de la mesure dans laquelle les États Membres s'acquittent de leurs obligations constitutionnelles s'agissant des normes internationales du travail, et met en relief des questions d'intérêt général qui se dégagent des travaux de la commission (**vol. A, pp. 5-53**).
- c) **Partie II: Les observations concernant certains pays** ont trait à l'envoi des rapports, à l'application des conventions ratifiées (voir section I) et à l'obligation de soumettre les instruments aux autorités compétentes (voir section II) (**vol. A, pp. 55-840**).
- d) **Partie III: Addendum à l'Étude d'ensemble**, dans laquelle la commission examine l'état de la législation et de la pratique ayant trait à un domaine spécifique couvert par un certain nombre de conventions et de recommandations. Cet examen concerne l'ensemble des États Membres, qu'ils aient ratifié les conventions en question ou non. L'Étude d'ensemble est publiée dans un volume séparé (rapport III (partie B)). Cette année, elle porte sur la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, la convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983, la convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996, la recommandation (n° 168) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983, la recommandation (n° 169) concernant la politique de l'emploi (dispositions complémentaires), 1984, la recommandation (n° 184) sur le travail à domicile, 1996, la recommandation (n° 198) sur la relation de travail, 2006, et la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015 (**vol. B**).

Le rapport de la commission d'experts est également disponible à l'adresse suivante:
<http://www.ilo.org/normes>.

► Table des matières

	Page
Note au lecteur	1
Vue d'ensemble des mécanismes de contrôle de l'OIT	1
Rôle des organisations d'employeurs et de travailleurs	1
Origines de la Commission de l'application des normes de la Conférence et de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations	2
La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations	2
La Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail	3
La commission d'experts et la Commission de l'application des normes de la Conférence	4
Partie I. Rapport général	5
I. Introduction	7
Composition de la commission	7
Méthodes de travail	8
Relations avec la Commission de l'application des normes de la Conférence	9
Mandat	13
Application des normes internationales du travail en temps de crise: L'importance des normes internationales du travail et d'un contrôle efficace et faisant autorité dans le contexte de la pandémie de COVID-19	14
II. Respect des obligations relatives aux normes	25
A. Rapports sur les conventions ratifiées (articles 22 et 35 de la Constitution)	25
B. Examen par la commission d'experts des rapports sur les conventions ratifiées	28
C. Rapports au titre de l'article 19 de la Constitution	43
D. Collaboration avec les Nations Unies	43
E. Soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence (article 19, paragraphes 5, 6 et 7, de la Constitution)	45
Annexe au rapport général	49
Composition de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations	49

	Page
Partie II. Observations concernant certains pays	55
I. Observations concernant les rapports sur les conventions ratifiées (articles 22 et 35 de la Constitution)	57
Observations sur les cas de manquements graves aux obligations de faire rapport	57
Liberté syndicale, négociation collective et relations professionnelles	63
Travail forcé	281
Élimination du travail des enfants et protection des enfants et des adolescents	369
Égalité de chances et de traitement	483
Consultations tripartites	613
Administration et inspection du travail	635
Politique et promotion de l'emploi.....	691
Orientation et formation professionnelles	715
Sécurité de l'emploi	717
Salaires	719
Temps de travail.....	729
Sécurité et santé au travail.....	731
Sécurité sociale	751
Protection de la maternité	763
Politique sociale	765
Travailleurs migrants	773
Gens de mer	779
Pêcheurs.....	787
Dockers.....	789
Peuples indigènes et tribaux	795
Catégories particulières de travailleurs	811
II. Observations concernant la soumission aux autorités compétentes des conventions et recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail (article 19 de la Constitution)	825

	Page
Annexes	841
I. Tableau des rapports sur les conventions ratifiées, enregistrés au 12 décembre 2020 (articles 22 et 35 de la Constitution)	843
II. Tableau statistique des rapports sur les conventions ratifiées, enregistrés au 12 décembre 2020 (article 22 de la Constitution).....	858
III. Liste des observations des organisations d'employeurs et de travailleurs	861
IV. Résumé des informations communiquées par les gouvernements en ce qui concerne l'obligation de soumettre les instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes	875
V. Situation générale des États Membres relative à la soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence (31 ^e à 108 ^e session de la Conférence internationale du Travail, 1948-2019)	877
VI. Situation générale des États Membres relative à la soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence (à la date du 12 décembre 2020)	892
VII. Liste par pays des commentaires présentés par la commission.....	894

Liste des conventions et protocoles par sujet

Les conventions fondamentales apparaissent en gras et les conventions prioritaires en italique.

- ★ Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs.
- Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte.
- ◆ Convention ou protocole pas en vigueur.
- Convention retirée.
- Convention abrogée.

1 Liberté syndicale, négociation collective et relations professionnelles

- C011 Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
- C084 Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
- C087 **Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948**
- C098 **Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949**
- C135 Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
- C141 Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
- C151 Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978
- C154 Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

2 Travail forcé

- C029 **Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930**
- C105 **Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957**
- P029 Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930

3 Elimination du travail des enfants et protection des enfants et des adolescents

- ★ C005 Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
- ★ C006 Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919
- ★ C010 Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
- C015 *Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921*
- C033 Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932
- ★ C059 Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
- C060 *Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937*
- C077 Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
- C078 Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C079 Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C090 Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948
- ★ C123 Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965
- C124 Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965
- C138 **Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973**
- C182 **Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999**

4 Egalité de chances et de traitement

- C100 **Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951**
- C111 **Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958**
- C156 Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981
- ◆ C190 Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019

5 Consultations tripartites

- C144 *Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976*

6	Administration et inspection du travail	
●	C063	Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938
★	C081	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947
	C085	Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
	C129	Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
	C150	Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
	C160	Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
	P081	Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947
7	Politique et promotion de l'emploi	
	C002	Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
●	C034	Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933
	C088	Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
●	C096	Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
	C122	Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964
	C159	Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983
	C181	Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997
8	Orientation et formation professionnelles	
	C140	Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974
	C142	Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975
9	Sécurité de l'emploi	
	C158	Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982
10	Salaires	
	C026	Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928
★	C095	Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
	C099	Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
	C131	Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970
	C173	Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

11 Temps de travail

	C001	Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
□	C004	Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
	C014	Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
	C020	Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925
	C030	Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930
■	C031	Convention (n° 31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931
□	C041	Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934
	C043	Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934
■	C046	Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935
	C047	Convention (n° 47) des quarante heures, 1935
	C049	Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935
■	C051	Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
●	C052	Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936
■	C061	Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
□	C067	Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939
★	C089	Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
★	C101	Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
	C106	Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
	C132	Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970
	C153	Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979
	C171	Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990
	C175	Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994
	P089	Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

12 Sécurité et santé au travail

	C013	Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
	C045	Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935
●	C062	Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937
	C115	Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960
	C119	Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963
	C120	Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964
	C127	Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967
	C136	Convention (n° 136) sur le benzène, 1971
	C139	Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
	C148	Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
★	C155	Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
	C161	Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985
	C162	Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986
	C167	Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
	C170	Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
	C174	Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993
	C176	Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995
	C184	Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001
	C187	Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006
	P155	Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

13 Sécurité sociale

- ★ C012 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- ★ C017 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C018 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C019 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- ★ C024 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C025 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927
- C035 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933
- C036 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
- C037 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933
- C038 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
- C039 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933
- C040 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933
- ★ C042 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
- C044 Convention (n° 44) du chômage, 1934
- C048 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935
- ★ C102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- C118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962
- C121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]
- C128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967
- C130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969
- C157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

14 Protection de la maternité

- ★ C003 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- C103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952
- C183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

15 Politique sociale

- ★ C082 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C094 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- C117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

16 Travailleurs migrants

- C021 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926
- C066 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- C097 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

17 Gens de mer

★	C007	Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
★	C008	Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufnage), 1920
★	C009	Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920
★	C016	Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921
★	C022	Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
★	C023	Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926
★●	C053	Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
★◆●	C054	Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
★●	C055	Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
★●	C056	Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
★◆●	C057	Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936
★●	C058	Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936
★●	C068	Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
★●	C069	Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
★◆●	C070	Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
	C071	Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
★◆●	C072	Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
★●	C073	Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
★●	C074	Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
★◆●	C075	Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
★◆●	C076	Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946
★●	C091	Convention (n° 91) des congés payés des marins (révisée), 1949
★●	C092	Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
★◆●	C093	Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
●	C108	Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
★◆●	C109	Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958
★●	C133	Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970
★●	C134	Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970
★●	C145	Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
★●	C146	Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
★●	C147	Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976
★●	C163	Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
★●	C164	Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
★●	C165	Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
★●	C166	Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987
★●	C178	Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996
★●	C179	Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996
★●	C180	Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996
	C185	Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, telle qu'amendée
	MLC, 2006	Convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)
★●	P147	Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

18 Pêcheurs

★	C112	Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
	C113	Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
	C114	Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959
	C125	Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966
	C126	Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966
	C188	Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

19 Dockers

- C027 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929
- C028 Convention (n°28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929
- C032 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932
- C137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
- C152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

20 Peuples indigènes et tribaux

- C050 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- C064 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C065 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- C086 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947
- C104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955
- C107 Convention (n° 107) relative aux populations aborigènes et tribales, 1957
- C169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

21 Catégories particulières de travailleurs

- C083 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- ★ C110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977
- C172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991
- C177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996
- C189 Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011
- P110 Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

22 Conventions sur les articles finals

- C080 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946
- C116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Index des commentaires par convention ¹

Observations générales

Belize	57
Congo	57
Djibouti	57
Dominique	58
Gabon	58
Grenade	58
Guinée équatoriale	58
Guyana	58
Jamaïque	59
Liban	59
Madagascar	59
Maldives	59
Nigéria	59
Pays-Bas (Aruba)	59
Pays-Bas (Sint-Maarten)	60
République-Unie de Tanzanie	60
République-Unie de Tanzanie (Tanganyika)	60
Roumanie	60
Sainte-Lucie	60
Saint-Kitts-et-Nevis	60
Sao Tomé-et-Principe	60
Sri Lanka	61
Tunisie	61
Vanuatu	61
C001	
Haïti	729
C011	
Burundi	127
C012	
Haïti	754
C013	
Comores	735
C014	
Haïti	729
C017	
Arménie	751
Haïti	754
Kenya	755
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord (Gibraltar)	756
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord (Île de Man)	757
Sainte-Lucie	757
Sierra Leone	758
C019	
Djibouti	751
C024	
Djibouti	752
Haïti	754

C025	
Haïti	754
C026	
Burundi	720
Guinée-Bissau	720
Ouganda	721
République bolivarienne du Venezuela	724
Rwanda	721
C029	
Afrique du Sud	281
Arabie saoudite	283
Congo	286
Dominique	287
Émirats arabes unis	288
Fédération de Russie	294
Liban	298
Mali	300
Mauritanie	301
Mozambique	304
Myanmar	306
Niger	310
Oman	312
Pakistan	317
Paraguay	320
Pérou	323
Philippines	325
Pologne	329
Qatar	331
République arabe syrienne	336
République bolivarienne du Venezuela	357
République-Unie de Tanzanie	338
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	341
Sierra Leone	346
Soudan	346
Turquie	351
Ukraine	353
Uruguay	356
Viet Nam	362
Zimbabwe	364
C030	
Haïti	729
C037	
Djibouti	752
C038	
Djibouti	752
C042	
Haïti	754
C081	
Albanie	635
Bangladesh	637

¹ À la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020) et sur la base des informations complémentaires ou d'un rapport fourni par le gouvernement, ainsi que des observations reçues des partenaires sociaux, la commission a mis à jour en 2020 l'observation adoptée en 2019. Pour faciliter leur identification, ces observations mises à jour apparaissent en gras et italique dans cet index.

Congo.....	640	<i>Fidji</i>	194
Dominique.....	641	<i>Gambie</i>	201
Fédération de Russie	642	Guatemala	202
Grenade.....	644	Guinée équatoriale.....	212
Haïti.....	644	<i>Haïti</i>	214
Inde	645	Honduras	216
Kirghizistan.....	649	Japon	222
Liban.....	650	Kazakhstan	226
Ouganda.....	652	Kirghizistan	231
Pakistan	652	Libéria	231
Paraguay.....	654	Pays-Bas (Sint-Maarten).....	235
Pérou.....	657	Philippines	235
Pologne	658	République bolivarienne du Venezuela.....	268
Portugal	660	République centrafricaine	243
Qatar	662	République dominicaine	245
République bolivarienne du Venezuela.....	684	Sainte-Lucie.....	248
Roumanie.....	666	Sénégal.....	249
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	667	Somalie	251
Saint-Vincent-et-les Grenadines	670	Tchad.....	253
Sénégal.....	671	Turquie	254
Serbie	671	Zimbabwe	275
Sierra Leone.....	673	C088	
Slovénie.....	673	Nigéria.....	709
Sri Lanka	676	Nouvelle-Zélande.....	711
Tadjikistan	677	Sierra Leone.....	713
Turquie.....	679	C094	
Ukraine	681	Dominique.....	765
Viet Nam.....	686	Jamaïque.....	765
Zimbabwe.....	688	Maurice.....	766
C087		Norvège.....	769
Albanie	63	Pays-Bas.....	771
Algérie	65	République démocratique du Congo.....	772
Argentine	73	C095	
Arménie	78	République bolivarienne du Venezuela	724
Australie	80	Ukraine	722
Bahamas	83	C096	
Bangladesh	85	Mauritanie.....	707
Barbade.....	100	C097	
Bélarus	101	Barbade.....	773
Belize.....	114	Israël.....	773
Bosnie-Herzégovine	115	Malaisie (Sabah).....	777
Botswana	115	C098	
Bulgarie	125	Albanie	63
Burundi	127	Algérie	70
Cambodge	131	Angola	72
Cameroun	137	Arménie	79
Canada	139	Australie	82
Chili	142	Bahamas	84
Chine (Région administrative spéciale de Hong-kong)	148	Bangladesh	93
Chine (Région administrative spéciale de Macao)	152	Bélarus	110
Colombie	157	Belize.....	114
Congo.....	170	Botswana	117
Costa Rica	171	Brésil	118
Djibouti.....	176	Burundi	129
Égypte	176	Cambodge	134
El Salvador	182	Cameroun	138
Équateur	184	Chili	145
Érythrée.....	190	Chine (Région administrative spéciale de Hong-kong)	150
Eswatini.....	192	Chine (Région administrative spéciale de Macao)	154
		Colombie	165

Comores	170	C102	République bolivarienne du Venezuela	759
Costa Rica	172	C103	Guinée équatoriale.....	763
Croatie	174	C105	Afrique du Sud	282
Égypte	181		Belize	286
Équateur	187		Émirats arabes unis.....	290
Érythrée	191		Érythrée	291
Fidji	199		États-Unis d'Amérique	294
Gambie	201		Fédération de Russie	295
Guatemala	207		Kazakhstan	297
Guinée équatoriale	213		Madagascar.....	299
Guyana	213		Mozambique	305
Haïti	215		Ouganda	313
Jordanie.....	226		Ouzbékistan	315
Libéria	232		Pakistan	319
Pakistan	234		Philippines	328
Papouasie-Nouvelle-Guinée	234		République arabe syrienne.....	337
République centrafricaine	244		République bolivarienne du Venezuela	360
République dominicaine	246		République de Moldova.....	337
Sainte-Lucie	248		République-Unie de Tanzanie	339
Sao Tomé-et-Principe.....	249		Rwanda	344
Sri Lanka	251		Serbie	345
Turquie	259		Seychelles	346
Uruguay	266		Soudan	347
Zimbabwe	278		Trinité-et-Tobago.....	348
C100			Turkménistan	348
Afghanistan	483		Ukraine.....	355
Allemagne	485		Zimbabwe	365
Barbade	489	C106		
Congo	493		Haïti	729
Fidji	494	C107		
Gabon.....	497		Inde	807
Géorgie	501	C110		
Ghana.....	505		Cuba	812
Grèce	509	C111		
Guinée-Bissau	519		Afghanistan	484
Guyana	524		Allemagne.....	487
Honduras	527		Barbade	490
Inde	528		Burundi	491
Indonésie.....	530		Congo	494
Israël.....	540		Fidji	495
Jamaïque	543		France (Polynésie française)	496
Japon	544		Gabon.....	499
Jordanie.....	549		Géorgie	503
Kazakhstan	552		Ghana	507
Lettonie	557		Grèce	511
Liban.....	561		Guinée	518
Lituanie	564		Guinée équatoriale.....	523
Madagascar.....	569		Guinée-Bissau	520
Maurice	573		Guyana	525
Mauritanie	575		Hongrie	528
Mexique	577		Indonésie	531
Monténégro	577		Iraq	537
Mozambique	578		Irlande.....	538
Nicaragua	580		Islande.....	540
Nigéria	581		Israël.....	541
Nouvelle-Zélande	585		Italie.....	542
Pays-Bas.....	589		Jordanie	550
République de Corée	593		Kazakhstan	552
République démocratique du Congo	597		Koweït	554
Rwanda	601			
Sainte-Lucie	601			
Saint-Vincent-et-les Grenadines.....	602			

Lettonie.....	558	Saint-Vincent-et-les Grenadines	670
Liban.....	561	Serbie	671
Libye	562	Slovénie.....	673
Lituanie.....	566	Ukraine	681
Luxembourg	568	Zimbabwe.....	688
Madagascar.....	569	C130	
Malawi.....	570	République bolivarienne du Venezuela	759
Maroc	572	C131	
Maurice	573	Bolivie (État plurinational de)	719
Mauritanie.....	576	Ukraine	722
Mozambique	578	C135	
Namibie	579	Turquie	264
Nigéria	582	C138	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	588	Afrique du Sud	372
Pays-Bas.....	590	Arabie saoudite	374
République de Corée	594	Djibouti	375
République de Moldova	597	Dominique.....	377
République démocratique du Congo	598	Émirats arabes unis	378
République démocratique populaire lao... ..	599	Érythrée	379
République islamique d'Iran.....	533	Éthiopie	385
Saint-Vincent-et-les Grenadines.....	602	Fédération de Russie	388
Tadjikistan	603	Guyana.....	392
Tchad.....	606	Kenya	396
Turquie	606	Kirghizistan	399
C112		Kiribati.....	403
Libéria	787	Lesotho	405
C113		Liban.....	409
Libéria	787	Madagascar.....	412
C114		Mauritanie	415
Libéria	787	Ouganda.....	416
C115		Pakistan	418
Belize	731	Papouasie-Nouvelle-Guinée	423
Turquie	736	Pays-Bas (Aruba).....	425
C117		Philippines	428
Nicaragua	768	République arabe syrienne.....	434
C118		République bolivarienne du Venezuela	472
Guinée.....	753	République-Unie de Tanzanie	437
Tunisie.....	758	Samoa	440
C119		Seychelles	445
Sierra Leone	735	Sierra Leone	447
Turquie	736	Soudan	451
C121		Sri Lanka	454
République bolivarienne du Venezuela	759	Tadjikistan	458
C122		Togo	461
Observation générale.....	691	Turquie.....	465
Djibouti	698	Ukraine	469
Irlande.....	699	Viet Nam	475
Japon	701	Zimbabwe.....	477
Libye	702	C139	
Madagascar.....	706	Guyana.....	735
Mozambique	707	Ukraine	738
C125		C140	
Sierra Leone	788	Guyana.....	715
C127		C143	
Turquie	736	Italie.....	774
C128		C144	
République bolivarienne du Venezuela	759	Antigua-et-Barbuda	613
C129		Bangladesh	613
Albanie	635	Botswana	614
Pologne	658	Burundi	615
Portugal	660	Chili	617
Roumanie	666		

Chine (Région administrative spéciale de Hong-kong)	618	C176	
Colombie	620	Turquie	736
Djibouti	622	Ukraine	738
Équateur	622	Zimbabwe	744
Fidji	625	C177	
Grenade	627	Argentine	811
Madagascar	627	C182	
République bolivarienne du Venezuela	632	Observation générale	369
République démocratique du Congo	628	Afrique du Sud	372
République dominicaine	629	Congo	374
Serbie	630	Djibouti	376
Tchad	631	Espagne	381
C147		États-Unis d'Amérique	383
Dominique	783	Fédération de Russie	388
C149		Ghana	389
Grèce	815	Haïti	393
Malawi	820	Kenya	397
C151		Kirghizistan	401
Antigua-et-Barbuda	73	Kiribati	404
C152		Lesotho	407
Congo	789	Liban	410
République de Moldova	791	Madagascar	413
C154		Ouganda	417
Argentine	76	Pakistan	421
C155		Pérou	426
Chine	732	Philippines	430
République bolivarienne du Venezuela	743	République arabe syrienne	434
Turquie	736	République bolivarienne du Venezuela	473
Ukraine	738	République-Unie de Tanzanie	438
Uruguay	740	Saint-Vincent-et-les Grenadines	440
Zimbabwe	744	Samoa	441
C156		Sénégal	443
Grèce	515	Seychelles	446
Guinée	519	Somalie	448
Japon	546	Soudan	452
République de Corée	596	Sri Lanka	456
C158		Tadjikistan	460
Cameroun	717	Tchad	460
Papouasie-Nouvelle-Guinée	718	Trinité-et-Tobago	463
C159		Turkménistan	464
Nigéria	710	Turquie	466
C161		Ukraine	470
Turquie	736	Viet Nam	476
Uruguay	740	Zimbabwe	479
Zimbabwe	744	MLC, 2006	
C162		Observation générale	779
Uruguay	740	Congo	783
Zimbabwe	744	Gabon	784
C167		Maldives	784
Chine	732	C187	
Turquie	736	Turquie	736
C169		Soumission aux autorités compétentes	
Brésil	795	Albanie	825
Guatemala	798	Angola	825
Honduras	803	Antigua-et-Barbuda	826
C170		Bahamas	826
Zimbabwe	744	Bahreïn	826
C173		Belize	827
Ukraine	722	Bolivie (État plurinational de)	827
C174		Brunéi Darussalam	827
Zimbabwe	744	Chili	827
		Comores	828

Congo.....	828	Malaisie.....	834
Croatie	828	Malawi.....	834
Dominique.....	828	Maldives.....	835
El Salvador.....	829	Malte	835
Gabon	829	Mexique	835
Gambie	829	Mozambique	835
Grenade	829	Pakistan	835
Guinée.....	830	Papouasie-Nouvelle-Guinée	836
Guinée équatoriale	830	République arabe syrienne.....	836
Guinée-Bissau	830	République centrafricaine.....	836
Guyana.....	830	République de Moldova	837
Haïti	830	République démocratique du Congo	837
Hongrie.....	831	Rwanda	837
Îles Marshall.....	831	Sainte-Lucie	837
Îles Salomon	831	Saint-Vincent-et-les Grenadines.....	837
Iraq	832	Seychelles	838
Kazakhstan	832	Sierra Leone	838
Kirghizistan	832	Somalie	838
Kiribati.....	833	Tchad.....	839
Koweït	833	Timor-Leste	839
Liban.....	833	Tuvalu.....	839
Libéria	833	Vanuatu.....	839
Libye.....	834	Yémen	840
Macédoine du Nord	834	Zambie	840

Index des commentaires par pays ¹

Afghanistan		Barbade	
C100.....	483	C087.....	100
C111.....	484	C097.....	773
Afrique du Sud		C100.....	489
C029.....	281	C111.....	490
C105.....	282	Bélarus	
C138.....	372	C087	101
C182.....	372	C098	110
Albanie		Belize	
C081	635	C087.....	114
C087	63	C098.....	114
C098	63	C105.....	286
C129	635	C115.....	731
Soumission aux autorités compétentes	825	Observations générales	57
Algérie		Soumission aux autorités compétentes	827
C087	65	Bolivie (État plurinational de)	
C098	70	C131.....	719
Allemagne		Soumission aux autorités compétentes	827
C100.....	485	Bosnie-Herzégovine	
C111.....	487	C087	115
Angola		Botswana	
C098	72	C087	115
Soumission aux autorités compétentes	825	C098	117
Antigua-et-Barbuda		C144.....	614
C144.....	613	Brésil	
C151.....	73	C098	118
Soumission aux autorités compétentes	826	C169	795
Arabie saoudite		Brunéi Darussalam	
C029	283	Soumission aux autorités compétentes	827
C138	374	Bulgarie	
Argentine		C087	125
C087	73	Burundi	
C154	76	C011	127
C177.....	811	C026	720
Arménie		C087	127
C017.....	751	C098	129
C087	78	C111.....	491
C098	79	C144	615
Australie		Cambodge	
C087	80	C087	131
C098	82	C098	134
Bahamas		Cameroun	
C087	83	C087	137
C098	84	C098	138
Soumission aux autorités compétentes	826	C158.....	717
Bahreïn		Canada	
Soumission aux autorités compétentes	826	C087	139
Bangladesh		Chili	
C081	637	C087	142
C087	85	C098	145
C098	93	C144	617
C144.....	613	Soumission aux autorités compétentes	827

¹ À la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020) et sur la base des informations complémentaires ou d'un rapport fourni par le gouvernement, ainsi que des observations reçues des partenaires sociaux, la commission a mis à jour en 2020 l'observation adoptée en 2019. Pour faciliter leur identification, ces observations mises à jour apparaissent en gras et italique dans cet index.

Chine					
C155	732				
C167	732				
Chine (Région administrative spéciale de Hong-kong)					
C087	148				
C098	150				
C144	618				
Chine (Région administrative spéciale de Macao)					
C087	152				
C098	154				
Colombie					
C087	157				
C098	165				
C144	620				
Comores					
C013	735				
C098	170				
Soumission aux autorités compétentes	828				
Congo					
C029	286				
C081	640				
C087	170				
C100	493				
C111	494				
C152	789				
C182	374				
MLC, 2006.....	783				
Observations générales	57				
Soumission aux autorités compétentes	828				
Costa Rica					
C087	171				
C098	172				
Croatie					
C098	174				
Soumission aux autorités compétentes	828				
Cuba					
C110	812				
Djibouti					
C019	751				
C024	752				
C037	752				
C038	752				
C087	176				
C122	698				
C138	375				
C144	622				
C182	376				
Observations générales	57				
Dominique					
C029	287				
C081	641				
C094	765				
C138	377				
C147	783				
Observations générales	58				
Soumission aux autorités compétentes	828				
Égypte					
C087	176				
C098	181				
El Salvador					
C087	182				
Soumission aux autorités compétentes	829				
Émirats arabes unis					
C029	288				
C105	290				
C138	378				
Équateur					
C087	184				
C098	187				
C144	622				
Érythrée					
C087	190				
C098	191				
C105	291				
C138	379				
Espagne					
C182	381				
Eswatini					
C087	192				
États-Unis d'Amérique					
C105	294				
C182	383				
Éthiopie					
C138	385				
Fédération de Russie					
C029	294				
C081	642				
C105	295				
C138	388				
C182	388				
Fidji					
C087	194				
C098	199				
C100	494				
C111	495				
C144	625				
France (Polynésie française)					
C111	496				
Gabon					
C100	497				
C111	499				
MLC, 2006.....	784				
Observations générales	58				
Soumission aux autorités compétentes	829				
Gambie					
C087	201				
C098	201				
Soumission aux autorités compétentes	829				
Géorgie					
C100	501				
C111	503				
Ghana					
C100	505				
C111	507				
C182	389				
Grèce					
C100	509				
C111	511				
C149	815				
C156	515				

Grenade		Inde	
C081.....	644	C081	645
C144.....	627	C100.....	528
Observations générales	58	C107.....	807
Soumission aux autorités compétentes	829	Indonésie	
Guatemala		C100.....	530
C087	202	C111.....	531
C098	207	Iraq	
C169.....	798	C111.....	537
Guinée		Soumission aux autorités compétentes	832
C111	518	Irlande	
C118.....	753	C111.....	538
C156.....	519	C122.....	699
Soumission aux autorités compétentes	830	Islande	
Guinée équatoriale		C111.....	540
C087.....	212	Israël	
C098.....	213	C097.....	773
C103.....	763	C100.....	540
C111.....	523	C111.....	541
Observations générales	58	Italie	
Soumission aux autorités compétentes	830	C111.....	542
Guinée-Bissau		C143.....	774
C026.....	720	Jamaïque	
C100.....	519	C094.....	765
C111.....	520	C100	543
Soumission aux autorités compétentes	830	Observations générales	59
Guyana		Japon	
C098.....	213	C087	222
C100.....	524	C100.....	544
C111.....	525	C122.....	701
C138.....	392	C156.....	546
C139.....	735	Jordanie	
C140.....	715	C098.....	226
Observations générales	58	C100.....	549
Soumission aux autorités compétentes	830	C111	550
Haïti		Kazakhstan	
C001.....	729	C087	226
C012	754	C100.....	552
C014.....	729	C105	297
C017	754	C111.....	552
C024	754	Soumission aux autorités compétentes	832
C025	754	Kenya	
C030.....	729	C017.....	755
C042	754	C138	396
C081.....	644	C182	397
C087	214	Kirghizistan	
C098	215	C081.....	649
C106.....	729	C087	231
C182.....	393	C138.....	399
Soumission aux autorités compétentes	830	C182.....	401
Honduras		Soumission aux autorités compétentes	832
C087	216	Kiribati	
C100	527	C138.....	403
C169	803	C182.....	404
Hongrie		Soumission aux autorités compétentes	833
C111.....	528	Koweït	
Soumission aux autorités compétentes	831	C111.....	554
Îles Marshall		Soumission aux autorités compétentes	833
Soumission aux autorités compétentes	831	Lesotho	
Îles Salomon		C138.....	405
Soumission aux autorités compétentes	831	C182.....	407

Lettonie		
C100	557	
C111	558	
Liban		
C029	298	
C081	650	
C100	561	
C111	561	
C138	409	
C182	410	
Observations générales	59	
Soumission aux autorités compétentes	833	
Libéria		
C087	231	
C098	232	
C112	787	
C113	787	
C114	787	
Soumission aux autorités compétentes	833	
Libye		
C111	562	
C122	702	
Soumission aux autorités compétentes	834	
Lituanie		
C100	564	
C111	566	
Luxembourg		
C111	568	
Macédoine du Nord		
Soumission aux autorités compétentes	834	
Madagascar		
C100	569	
C105	299	
C111	569	
C122	706	
C138	412	
C144	627	
C182	413	
Observations générales	59	
Malaisie		
Soumission aux autorités compétentes	834	
Malaisie (Sabah)		
C097	777	
Malawi		
C111	570	
C149	820	
Soumission aux autorités compétentes	834	
Maldives		
MLC, 2006	784	
Observations générales	59	
Soumission aux autorités compétentes	835	
Mali		
C029	300	
Malte		
Soumission aux autorités compétentes	835	
Maroc		
C111	572	
Maurice		
C094	766	
C100	573	
C111	573	
Mauritanie		
C029	301	
C096	707	
C100	575	
C111	576	
C138	415	
Mexique		
C100	577	
Soumission aux autorités compétentes	835	
Monténégro		
C100	577	
Mozambique		
C029	304	
C100	578	
C105	305	
C111	578	
C122	707	
Soumission aux autorités compétentes	835	
Myanmar		
C029	306	
Namibie		
C111	579	
Nicaragua		
C100	580	
C117	768	
Niger		
C029	310	
Nigéria		
C088	709	
C100	581	
C111	582	
C159	710	
Observations générales	59	
Norvège		
C094	769	
Nouvelle-Zélande		
C088	711	
C100	585	
Oman		
C029	312	
Ouganda		
C026	721	
C081	652	
C105	313	
C138	416	
C182	417	
Ouzbékistan		
C105	315	
Pakistan		
C029	317	
C081	652	
C098	234	
C105	319	
C138	418	
C182	421	
Soumission aux autorités compétentes	835	
Papouasie-Nouvelle-Guinée		
C098	234	
C111	588	
C138	423	
C158	718	
Soumission aux autorités compétentes	836	

Paraguay			
C029.....	320		
C081.....	654		
Pays-Bas			
C094.....	771		
C100.....	589		
C111.....	590		
Pays-Bas (Aruba)			
C138.....	425		
Observations générales	59		
Pays-Bas (Sint-Maarten)			
C087.....	235		
Observations générales	60		
Pérou			
C029.....	323		
C081.....	657		
C182	426		
Philippines			
C029	325		
C087	235		
C105	328		
C138	428		
C182	430		
Pologne			
C029	329		
C081	658		
C129	658		
Portugal			
C081	660		
C129	660		
Qatar			
C029	331		
C081	662		
République arabe syrienne			
C029.....	336		
C105.....	337		
C138.....	434		
C182.....	434		
Soumission aux autorités compétentes	836		
République bolivarienne du Venezuela			
C026	724		
C029.....	357		
C081.....	684		
C087.....	268		
C095	724		
C102.....	759		
C105.....	360		
C121.....	759		
C128.....	759		
C130.....	759		
C138	472		
C144.....	632		
C155.....	743		
C182	473		
République centrafricaine			
C087	243		
C098	244		
Soumission aux autorités compétentes	836		
République de Corée			
C100.....	593		
C111.....	594		
C156.....	596		
République de Moldova			
C105.....	337		
C111.....	597		
C152.....	791		
Soumission aux autorités compétentes	837		
République démocratique du Congo			
C094.....	772		
C100.....	597		
C111.....	598		
C144.....	628		
Soumission aux autorités compétentes	837		
République démocratique populaire lao			
C111.....	599		
République dominicaine			
C087	245		
C098	246		
C144	629		
République islamique d'Iran			
C111.....	533		
République-Unie de Tanzanie			
C029	338		
C105.....	339		
C138	437		
C182	438		
Observations générales	60		
République-Unie de Tanzanie (Tanganyika)			
Observations générales	60		
Roumanie			
C081.....	666		
C129.....	666		
Observations générales	60		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord			
C029.....	341		
C081	667		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Gibraltar)			
C017.....	756		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Île de Man)			
C017.....	757		
Rwanda			
C026.....	721		
C100.....	601		
C105.....	344		
Soumission aux autorités compétentes	837		
Sainte-Lucie			
C017.....	757		
C087.....	248		
C098.....	248		
C100.....	601		
Observations générales	60		
Soumission aux autorités compétentes	837		
Saint-Kitts-et-Nevis			
Observations générales	60		
Saint-Vincent-et-les Grenadines			
C081	670		
C100.....	602		
C111.....	602		
C129	670		
C182.....	440		
Soumission aux autorités compétentes	837		

Samoa			
C138	440		
C182	441		
Sao Tomé-et-Principe			
C098.....	249		
Observations générales	60		
Sénégal			
C081.....	671		
C087.....	249		
C182.....	443		
Serbie			
C081	671		
C105.....	345		
C129	671		
C144	630		
Seychelles			
C105.....	346		
C138.....	445		
C182.....	446		
Soumission aux autorités compétentes	838		
Sierra Leone			
C017.....	758		
C029.....	346		
C081.....	673		
C088.....	713		
C119.....	735		
C125.....	788		
C138.....	447		
Soumission aux autorités compétentes	838		
Slovénie			
C081.....	673		
C129.....	673		
Somalie			
C087	251		
C182	448		
Soumission aux autorités compétentes	838		
Soudan			
C029	346		
C105	347		
C138	451		
C182	452		
Sri Lanka			
C081	676		
C098	251		
C138	454		
C182	456		
Observations générales	61		
Tadjikistan			
C081	677		
C111	603		
C138	458		
C182.....	460		
Tchad			
C087.....	253		
C111.....	606		
C144.....	631		
C182.....	460		
Soumission aux autorités compétentes	839		
Timor-Leste			
Soumission aux autorités compétentes	839		
Togo			
C138	461		
Trinité-et-Tobago			
C105.....	348		
C182.....	463		
Tunisie			
C118.....	758		
Observations générales	61		
Turkménistan			
C105	348		
C182	464		
Turquie			
C029.....	351		
C081.....	679		
C087	254		
C098	259		
C111	606		
C115	736		
C119	736		
C127	736		
C135	264		
C138.....	465		
C155	736		
C161	736		
C167	736		
C176	736		
C182.....	466		
C187	736		
Tuvalu			
Soumission aux autorités compétentes	839		
Ukraine			
C029.....	353		
C081	681		
C095	722		
C105.....	355		
C129	681		
C131	722		
C138.....	469		
C139.....	738		
C155.....	738		
C173	722		
C176.....	738		
C182.....	470		
Uruguay			
C029.....	356		
C098	266		
C155	740		
C161	740		
C162	740		
Vanuatu			
Observations générales	61		
Soumission aux autorités compétentes	839		
Viet Nam			
C029	362		
C081.....	686		
C138	475		
C182	476		
Yémen			
Soumission aux autorités compétentes	840		
Zambie			
Soumission aux autorités compétentes	840		
Zimbabwe			
C029.....	364		
C081.....	688		

C087	275
C098	278
C105.....	365
C129.....	688
C138.....	477
C155.....	744

C161.....	744
C162.....	744
C170.....	744
C174.....	744
C176.....	744
C182.....	479

Note au lecteur

Vue d'ensemble des mécanismes de contrôle de l'OIT

Depuis la création de l'Organisation internationale du Travail (OIT) en 1919, le mandat de l'Organisation comprend l'adoption de normes internationales du travail et la promotion de leur ratification et leur application dans ses États Membres et le contrôle de cette application, comme moyens essentiels à la réalisation de ses objectifs. Afin de suivre les progrès réalisés par ses États Membres dans l'application des normes internationales du travail, l'OIT a développé des mécanismes de contrôle uniques au niveau international ¹.

En vertu de l'article 19 de la Constitution de l'OIT, les États Membres ont, dès l'adoption d'une norme internationale du travail, un certain nombre d'obligations, notamment celles de soumettre l'instrument nouvellement adopté aux autorités nationales compétentes et de faire rapport périodiquement sur les mesures prises pour donner effet aux dispositions des conventions non ratifiées et des recommandations.

Il existe plusieurs mécanismes de contrôle permettant à l'Organisation d'examiner le respect des obligations incombant aux États Membres résultant des conventions ratifiées. Ce contrôle est possible grâce à une procédure régulière, fondée sur l'envoi de rapports périodiques (article 22 de la Constitution de l'OIT) ², et à des procédures spéciales, fondées sur des réclamations ou des plaintes adressées au Conseil d'administration par les mandants de l'OIT (articles 24 et 26 de la Constitution respectivement). Depuis 1950, il existe une procédure spéciale pour traiter des plaintes en matière de liberté syndicale qui repose principalement sur le Comité de la liberté syndicale du Conseil d'administration. Ce comité peut être saisi de plaintes même quand l'État Membre concerné n'a pas ratifié les conventions pertinentes relatives à la liberté syndicale.

Rôle des organisations d'employeurs et de travailleurs

En raison même de sa structure tripartite, l'OIT a été la première organisation internationale à associer directement à ses activités les partenaires sociaux. La participation des organisations d'employeurs et de travailleurs aux mécanismes de contrôle est prévue par l'article 23, paragraphe 2, de la Constitution, aux termes duquel les rapports et les informations soumis par les gouvernements en application des articles 19 et 22 doivent être communiqués aux organisations représentatives.

En pratique, les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs peuvent notamment transmettre à leurs gouvernements des observations sur les rapports concernant l'application par ces derniers des normes internationales du travail. Par exemple, elles peuvent attirer l'attention sur la non-conformité du droit ou de la pratique avec l'application d'une convention ratifiée. De plus, toute organisation d'employeurs ou de travailleurs peut adresser directement au Bureau des observations sur l'application des normes internationales du travail. Le Bureau les transmettra au gouvernement concerné

¹ Pour des informations détaillées sur l'ensemble des procédures de contrôle, voir le *Manuel sur les procédures en matière de conventions et recommandations internationales du travail*, Département des normes internationales du travail, Bureau international du Travail, Genève, Rev., 2019.

² Des rapports sont demandés tous les trois ans pour les conventions fondamentales et de gouvernance, et désormais tous les six ans pour les conventions techniques. En effet, à sa 334^e session, le Conseil d'administration a décidé d'allonger de cinq à six ans le cycle de présentation de rapports pour cette dernière catégorie de conventions (GB.334/INS/5). Les rapports sont transmis par les gouvernements selon un groupement des conventions par sujet.

qui aura la possibilité d'y répondre avant qu'elles soient examinées par la commission d'experts, sauf circonstances exceptionnelles ³.

Origines de la Commission de l'application des normes de la Conférence et de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations

Au cours des premières années d'existence de l'OIT, l'adoption des normes internationales du travail et les activités de contrôle régulières avaient lieu chaque année dans le cadre de séances plénières de la Conférence internationale du Travail. Toutefois, l'augmentation considérable du nombre de ratifications des conventions a rapidement entraîné une augmentation importante du nombre de rapports annuels soumis. Il est apparu très vite que la séance plénière de la Conférence ne pourrait plus se charger en même temps de l'examen de l'ensemble de ces rapports, de l'adoption de nouvelles normes et d'autres questions importantes. C'est pourquoi la Conférence a adopté, en 1926, une résolution ⁴ instituant chaque année une commission de la Conférence (dénommée par la suite Commission de l'application des normes de la Conférence) et a demandé au Conseil d'administration de nommer une commission technique (dénommée par la suite Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations) chargée de préparer un rapport pour la Conférence. Ces deux commissions sont devenues les deux piliers du système de contrôle de l'OIT.

La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations

Composition

La commission d'experts est composée de 20 experts. Juristes de grande réputation à la fois nationale et internationale, ils sont nommés par le Conseil d'administration, sur recommandation de son bureau, et sur proposition du Directeur général. Les nominations sont faites à titre personnel, le choix s'opérant parmi des personnalités réputées pour leur impartialité, leurs compétences et leur indépendance et choisies dans toutes les régions du monde, le but étant que la commission bénéficie d'une expérience directe des différents systèmes juridiques, économiques et sociaux. Chaque membre est nommé pour une période de trois ans renouvelable. En 2002, la commission a décidé que ses membres exerceraient leurs fonctions pendant une durée maximum de quinze ans, soit un nombre maximum de quatre renouvellements après le premier mandat de trois ans. À sa 79^e session (novembre-décembre 2008), la commission a décidé d'élire son/sa président/e pour une période de trois ans, renouvelable une seule fois pour une nouvelle période de trois ans. La commission élit un rapporteur au début de chaque session.

Travaux de la commission

La commission d'experts se réunit chaque année en novembre-décembre. Conformément au mandat qui lui a été confié par le Conseil d'administration ⁵, la commission est appelée à examiner :

- les rapports périodiques prévus par l'article 22 de la Constitution et portant sur les mesures prises par les États Membres afin de donner effet aux dispositions des conventions auxquelles ils sont parties;
- les informations et rapports concernant les conventions et recommandations communiqués par les États Membres conformément à l'article 19 de la Constitution;
- les informations et rapports sur les mesures prises par les États Membres conformément à l'article 35 de la Constitution ⁶.

La commission d'experts a pour tâche d'indiquer dans quelle mesure la législation et la pratique de chaque État apparaissent conformes aux conventions ratifiées et dans quelle mesure les États s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu de la Constitution de l'OIT au regard des normes. Dans l'accomplissement de cette tâche, la commission fait toujours siens les principes d'indépendance, d'objectivité et d'impartialité ⁷. Les commentaires de la commission d'experts sur la manière dont les États

³ Rapport général, paragr. 144 et suivants.

⁴ *Compte rendu* de la 8^e session de la Conférence internationale du Travail, 1926, vol. I, annexe VII.

⁵ Mandat de la commission d'experts, Minutes de la 103^e session du Conseil d'administration (1947), annexe XII, paragr. 37.

⁶ L'article 35 porte sur l'application des conventions aux territoires non métropolitains.

⁷ Rapport général, paragr. 43.

Membres s'acquittent de leurs obligations normatives prennent la forme d'observations ou de demandes directes. En règle générale, les observations sont formulées dans les cas les plus graves ou les plus persistants de manquement aux obligations, et, le cas échéant, dans les cas de progrès significatifs. Elles sont publiées dans le rapport annuel de la commission d'experts qui est ensuite présenté à la Commission de l'application des normes de la Conférence chaque année en juin. Les demandes directes ne sont pas publiées dans le rapport de la commission d'experts mais sont communiquées directement au gouvernement intéressé et peuvent être consultées en ligne ⁸. En outre, la commission d'experts envoie un accusé de réception aux gouvernements, lesquels ont répondu aux demandes d'informations complémentaires les informant qu'aucun autre commentaire n'est nécessaire. Enfin, la commission examine, dans le cadre d'une Étude d'ensemble, l'état de la législation et de la pratique ayant trait à un domaine spécifique couvert par un certain nombre de conventions et recommandations sélectionnées par le Conseil d'administration ⁹. Cette Étude d'ensemble est fondée sur les rapports soumis en vertu des articles 19 et 22 de la Constitution et concerne ainsi tous les États Membres, qu'ils aient ratifié ou non les conventions en question. Cette année, l'addendum à l'Étude d'ensemble de 2020 sur la promotion de l'emploi et du travail décent dans un monde en mutation comprend un complément d'information par rapport à la version de l'an dernier à la lumière de la pandémie de COVID-19.

Le rapport de la commission d'experts

Au terme de ses travaux, la commission établit un rapport annuel. Le rapport se présente en deux volumes.

Le premier (rapport III (partie A)) ¹⁰ contient deux parties:

- **Partie I: le rapport général** rend compte, d'une part, du déroulement des travaux de la commission d'experts et des questions spécifiques y relatives qu'elle a traitées et, d'autre part, de la mesure dans laquelle les États Membres s'acquittent de leurs obligations constitutionnelles s'agissant des normes internationales du travail.
- **Partie II: les observations concernant certains pays** ont trait au respect des obligations liées à l'envoi des rapports, à l'application des conventions ratifiées regroupées par sujet et à l'obligation de soumettre les instruments adoptés aux autorités compétentes.

Le second volume contient l'**Étude d'ensemble** (rapport III (partie B)).

La Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail

Composition

La Commission de l'application des normes de la Conférence est l'une des deux commissions permanentes de la Conférence. Elle est tripartite et comprend, à ce titre, des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs. À chaque session, la commission élit son bureau qui est composé d'un président (membre gouvernemental), de deux vice-présidents (membre employeur et membre travailleur), ainsi que d'un rapporteur (membre gouvernemental).

⁸ Rapport général, paragr. 117. Les observations et les demandes directes se trouvent dans la base de données NORMLEX, accessible à l'adresse suivante: www.ilo.org/normes.

⁹ En vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008, un dispositif de discussions annuelles récurrentes dans le cadre de la Conférence a été mis en place pour permettre à l'Organisation de mieux comprendre la situation et les besoins divers de ses Membres en rapport avec les quatre objectifs stratégiques de l'OIT, à savoir: emploi; protection sociale; sécurité sociale et protection des travailleurs; dialogue social et tripartisme; et principes et droits fondamentaux au travail. Le Conseil d'administration a considéré que les rapports récurrents préparés par le Bureau aux fins de la discussion de la Conférence devraient bénéficier des informations sur la législation et la pratique des États Membres contenues dans les études d'ensemble, ainsi que des résultats de la discussion de celles-ci par la Commission de la Conférence. Les thèmes des études d'ensemble ont par conséquent été alignés sur les objectifs stratégiques de l'OIT. L'importance de la coordination de l'Étude d'ensemble et des discussions récurrentes a été réaffirmée avec l'adoption par le Conseil d'administration en novembre 2016 d'un nouveau cycle de cinq ans pour les discussions récurrentes. Dans le contexte de la discussion sur les mesures visant à renforcer le système de contrôle qui a eu lieu en novembre 2018, le Conseil d'administration a invité la commission d'experts à formuler des propositions sur sa contribution possible en vue d'optimiser le recours à l'article 19, paragraphes 5 e) et 6 d) de la Constitution, en particulier moyennant l'examen des mesures visant à améliorer la présentation de l'Étude d'ensemble, de manière à adopter une approche et un format faciles à utiliser qui permettent de maximiser sa valeur auprès des mandants (GB.334/INS/5).

¹⁰ Cette désignation reflète l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail qui comporte comme question inscrite d'office la question III relative aux informations et rapports sur l'application des conventions et recommandations.

Travaux de la commission

La Commission de l'application des normes de la Conférence se réunit chaque année, lors de la session de la Conférence en juin. Aux termes de l'article 7 du Règlement de la Conférence, elle a pour mandat d'examiner:

- les mesures prises pour donner effet aux conventions ratifiées (article 22 de la Constitution);
- les rapports communiqués conformément à l'article 19 de la Constitution (études d'ensemble);
- les mesures prises au titre de l'article 35 de la Constitution (territoires non métropolitains).

La commission doit présenter son rapport à la séance plénière de la Conférence.

Faisant suite à l'examen technique et indépendant de la commission d'experts, la procédure de la Commission de l'application des normes de la Conférence donne aux représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs l'occasion d'examiner ensemble la manière dont les États s'acquittent de leurs obligations normatives. Les gouvernements ont la possibilité de compléter les informations qui figurent dans les rapports examinés par la commission d'experts, d'indiquer les autres mesures adoptées ou proposées depuis la dernière session de cette commission, d'attirer l'attention sur les difficultés qu'ils rencontrent pour remplir leurs obligations et de solliciter une assistance pour surmonter ces obstacles.

La Commission de l'application des normes de la Conférence base ses travaux sur le rapport de la commission d'experts, ainsi que sur des documents envoyés par les gouvernements. Les travaux de la Commission de la Conférence débutent par une discussion générale sur la base, essentiellement, du rapport général de la commission d'experts. La Commission de la Conférence discute ensuite l'Étude d'ensemble. Elle examine aussi les cas de manquements graves à l'obligation de faire rapport ou à d'autres obligations liées aux normes. Enfin, la Commission de la Conférence examine un certain nombre de cas individuels relatifs à l'application de conventions ratifiées ayant fait l'objet d'observations par la commission d'experts. À l'issue de la discussion de chaque cas individuel, la Commission de la Conférence adopte des conclusions sur le cas en question.

Dans le rapport ¹¹ qu'elle soumet pour adoption à la Conférence en séance plénière, la Commission de l'application des normes de la Conférence peut inviter l'État Membre dont le cas individuel a été discuté à accepter une mission d'assistance technique du Bureau international du Travail visant à améliorer sa capacité de remplir ses obligations ou d'autres types de mission. Elle peut aussi prier un gouvernement de transmettre des informations complémentaires ou de tenir compte de certaines de ses préoccupations lorsqu'il établira son prochain rapport pour la commission d'experts. Dans ce même rapport, la commission attire l'attention de la Conférence sur certains cas, tels que les cas de progrès et les cas de défaut grave d'application de conventions ratifiées.

La commission d'experts et la Commission de l'application des normes de la Conférence

Dans de nombreux rapports, la commission d'experts a souligné l'importance de l'esprit de respect mutuel, de coopération et de responsabilité dont les relations entre la commission d'experts et la Commission de la Conférence ont toujours été empreintes. À ce titre, il est d'usage que le/la président(e) de la commission d'experts assiste en tant qu'observateur/observatrice à la discussion générale de la Commission de la Conférence et à la discussion de l'Étude d'ensemble, et qu'il/elle ait, en outre, la possibilité de s'adresser à cette commission, à l'occasion de l'ouverture de la discussion générale, et de faire quelques remarques à la fin de la discussion de l'Étude d'ensemble. De même, les vice-présidents employeur et travailleur de la Commission de la Conférence sont invités à rencontrer la commission d'experts lors de ses sessions pour avoir des entretiens sur des questions d'intérêt commun dans le cadre d'une séance spécialement prévue à cet effet.

¹¹ Le rapport est publié dans le *Compte rendu des travaux* de la Conférence. Depuis 2007, il fait également l'objet d'une publication séparée. Voir, pour ce qui est du dernier rapport: *Commission de l'application des normes de la Conférence, Extraits du Compte rendu des travaux*, Conférence internationale du Travail, 108^e session, Genève, 2019.



Partie I. Rapport général

I. Introduction

1. La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, instituée par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail pour examiner les informations et rapports fournis par les États Membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux articles 19, 22 et 35 de la Constitution, sur les mesures prises en ce qui concerne les conventions et recommandations, a tenu sa 91^e session du 25 novembre au 12 décembre 2020. La commission a l'honneur de présenter son rapport au Conseil d'administration.

2. La 91^e session de la commission s'est tenue en mode virtuel en raison des restrictions imposées aux déplacements dans le contexte de la pandémie de COVID-19, au moyen d'une plate-forme collaborative basée sur le Web et d'un système de visioconférence en ligne. La commission a pris note du report de la 109^e session de la Conférence internationale du Travail au mois de juin 2021 avec, pour conséquence, l'adaptation du cycle de présentation des rapports décidée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (mars 2020)¹. Du fait de cette décision, la commission a examiné à cette session:

- des informations complémentaires sur les rapports sur les instruments relatifs à l'emploi, soumis en 2019 au titre de l'article 19, mettant en lumière les faits nouveaux qui auraient pu se produire entretemps;
- des informations complémentaires sur les rapports soumis l'an dernier au titre des articles 22 et 35 et mettant en lumière les faits nouveaux qui auraient pu survenir entretemps s'agissant de l'application des dispositions des conventions étudiées; certains rapports demandés et reçus en 2019 qui n'ont pas pu être examinés lors de sa précédente session; les rapports demandés sur la base d'une note de bas de page adoptée par la commission demandant un rapport pour cette année; les rapports demandés dans le cadre du suivi des manquements à l'obligation de présenter des rapports, et
- des informations sur les demandes adressées aux autorités compétentes au titre de l'article 19 de la Constitution de l'OIT.

3. En conséquence, la commission soumet:

- l'addendum à l'Étude d'ensemble intitulée «Promouvoir l'emploi et le travail décent dans un monde en mutation», publiée en 2020;
- le présent rapport général et les observations de la commission à propos de certains pays, dont la plupart sont une mise à jour des observations publiées en 2020.

Composition de la commission

4. La composition de la commission est la suivante: M. Shinichi AGO (Japon), M^{me} Lia ATHANASSIOU (Grèce), M^{me} Leila AZOURI (Liban), M. Lelio BENTES CORRÊA (Brésil), M. James J. BRUDNEY (États-Unis), M^{me} Graciela Josefina DIXON CATON (Panama), M. Rachid FILALI MEKNASSI (Maroc), M. Abdul G. KOROMA (Sierra Leone), M. Alain LACABARATS (France), M^{me} Elena E. MACHULSKAYA (Fédération de Russie), M^{me} Karon MONAGHAN (Royaume-Uni), M. Vitit MUNTARBHORN (Thaïlande), M. Sandile NGCOBO (Afrique

¹ Conseil d'administration, 338^e session (mars 2020). Décision concernant les obligations des États Membres en matière de présentation de rapports, ainsi que les travaux de la CEACR et de la Commission de l'application des normes, à la suite du report de la 109^e session de la Conférence internationale du Travail en 2021, [Section institutionnelle](#), [Relevé des décisions](#).

du Sud), M^{me} Rosemary OWENS (Australie), M^{me} Mónica PINTO (Argentine), M. Paul-Gérard POUGOUÉ (Cameroun), M. Raymond RANJEVA (Madagascar), M^{me} Kamala SANKARAN (Inde), M^{me} Deborah THOMAS-FELIX (Trinité-et-Tobago) et M. Bernd WAAS (Allemagne). L'annexe I du rapport général contient une courte biographie de tous les membres de la commission.

5. Pendant la présente session, la commission a mené ses travaux avec tous ses 20 membres et s'est félicitée de la nomination de M. Sandile Ngcobo par le Conseil d'administration à sa 338^e session (mars 2020).

6. La commission a également noté que cette session serait la dernière pour deux de ses membres éminents, M. Abdul G. Koroma, ancien président de la commission, et M. Lelio Bentes Corrêa, ancien président de la sous-commission sur les méthodes de travail, tous deux entrés à la commission en 2006 et arrivés au terme des 15 années de mandat maximal. La commission exprime sa profonde gratitude aux deux experts pour leur contribution inestimable et leur dévouement.

7. La commission exprime sa plus vive gratitude pour la manière exceptionnelle dont le Juge Koroma s'est acquitté de ses obligations tout au long des 15 ans passés au service de la commission et, en particulier, elle le félicite chaleureusement pour le grand professionnalisme dont il a fait montrer dans cette tâche importante et éprouvante qu'est la direction de la commission au cours des six années (de la 84^e à la 89^e session) pendant lesquelles il a assuré sa présidence. Au cours de ces années, le Juge Koroma a travaillé en particulier sur les conventions concernant l'emploi ainsi que les travailleurs migrants et sa contribution dans ces domaines laissera longtemps son empreinte.

8. La commission exprime aussi sa gratitude particulière à la remarquable contribution du Juge Bentes Corrêa à la commission pendant les années où il y a siégé et, en particulier, elle le félicite chaleureusement pour la clairvoyance et la créativité dont il a fait preuve à la présidence de la sous-commission sur les méthodes de travail qu'il a occupée pendant plusieurs années. Pendant les années où il a siégé à la commission, le Juge Bentes Corrêa a surtout travaillé sur les conventions portant sur l'élimination des pires formes de travail des enfants ainsi que sur les droits des peuples autochtones, des thèmes dont il a fait profiter la commission de son inestimable expertise.

9. Cette année, M^{me} Graciela Dixon Caton a continué son mandat de présidente de la commission. La commission a élu M^{me} Rosemary Owens en qualité de rapporteure.

Méthodes de travail

10. L'examen par la commission d'experts de ses méthodes de travail est un processus qui se poursuit depuis sa création et dans lequel la commission a toujours pris dûment en considération les avis exprimés par les mandants tripartites. Depuis quelques années, dans sa réflexion sur les moyens qui lui permettraient d'améliorer et de renforcer ses méthodes de travail, la commission d'experts s'est surtout mise à la recherche de moyens d'adapter ses méthodes de travail de manière à remplir ses fonctions le mieux et le plus efficacement possible et, ce faisant, d'aider les États Membres à s'acquitter de leurs obligations en matière de normes internationales du travail, et de renforcer le fonctionnement du système de contrôle.

11. Afin de guider sa réflexion sur l'amélioration constante de ses méthodes de travail, la commission a constitué en 2001 une sous-commission sur les méthodes de travail dont le mandat consiste à examiner les méthodes de travail de la commission, ainsi que tout sujet connexe, et de lui faire des recommandations appropriées. Cette année, sous la direction de M. Bernd Waas, élu à sa présidence, la sous-commission sur les méthodes de travail s'est réunie pour la vingtième fois. Ses discussions ont principalement porté sur les dernières discussions du Conseil d'administration sur le programme de travail pour le renforcement du mécanisme de contrôle. Elle a plus particulièrement discuté des progrès accomplis dans la mise en œuvre des avancées des technologies de l'information (TI) qui permettent à la commission de travailler en mode totalement électronique pour la préparation, l'examen, l'adoption et la publication de son rapport à la suite d'une décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 331^e session (octobre-novembre 2017). La sous-commission a noté que l'introduction de ces avancées technologiques en 2020 a permis à la commission d'organiser cette session à distance et de surmonter les obstacles imposés par la pandémie de COVID-19. Le nouveau système de gestion des documents et de l'information a facilité le travail de la commission en rationalisant des processus auparavant basés sur papier, en améliorant la gestion des documents et en permettant aux experts de travailler davantage à distance et collaborer en ligne. D'autres avancées technologiques seront mises en œuvre en 2021, en étroite concertation avec les experts.

12. La sous-commission a aussi pris note de retards dans la mise en œuvre de deux décisions prises à sa précédente session s'agissant des appels d'urgence et des rapports traités sans commentaire, en raison des aménagements apportés au cycle de présentation des rapports à la suite du report de la 109^e session de la Conférence internationale du Travail et de certaines limites inhérentes aux TI.

13. La sous-commission a rappelé que, dans le contexte de la discussion de novembre 2018 relative à des mesures de renforcement du système de contrôle, le Conseil d'administration avait invité la commission d'experts à formuler des propositions sur sa possible contribution à l'optimisation de l'usage qu'il est fait des paragraphes 5(e) et 6(d) de l'article 19 de la Constitution², en particulier moyennant l'examen des mesures visant à améliorer la présentation de l'Étude d'ensemble, de manière à adopter une approche et un format faciles à utiliser qui permettent de maximaliser sa valeur auprès des mandants³. Répondant à cette invitation, la commission a décidé d'ajouter des résumés exécutifs qui donneraient un aperçu succinct des principaux éléments examinés dans les études d'ensemble, afin de faciliter leur discussion lors de la Conférence. La sous-commission serait intéressée par le retour d'information que les mandants voudraient éventuellement donner sur l'impact de cette innovation, y compris sur le rôle des études d'ensemble dans l'information des discussions récurrentes de la Conférence internationale du Travail, afin de permettre à la commission de poursuivre ses réflexions sur les moyens d'optimiser les études d'ensemble.

Relations avec la Commission de l'application des normes de la Conférence

14. Un esprit de respect mutuel, de collaboration et de responsabilité a toujours prévalu dans les relations de la commission avec la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail. Dans ce contexte, la présidente de la commission a été invitée à participer à la discussion générale de la Commission de la Conférence à la 109^e session (prévue au départ pour mai-juin 2020) de la Conférence internationale du Travail qui a été reportée au mois de juin 2021 à cause de la pandémie de COVID-19.

15. La présidente de la commission d'experts a invité la vice-présidente employeuse (M^{me} Sonia Regenbogen) et le vice-président travailleur (M. Marc Leemans) à participer à une séance spéciale de la commission organisée dans le cadre de la présente session. Tous deux ont accepté l'invitation et un échange de vues interactif et approfondi a eu lieu sur des questions d'intérêt commun. Cette année, la discussion a porté sur deux questions: l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le monde du travail et le rôle d'un mécanisme de contrôle faisant autorité pour répondre à ce défi, comme cela ressort de la Déclaration du centenaire pour l'avenir du travail.

16. Dans ses propos liminaires, la **commission d'experts** a fait part de ses réflexions sur les conséquences dévastatrices, sur les plans économique et humain, de la pandémie et a souligné l'importance de s'appuyer sur les orientations fournies par les normes internationales du travail et par un mécanisme de contrôle faisant autorité pour reconstruire en mieux, comme prévu dans la Déclaration du centenaire pour l'avenir du travail. Les réflexions de la commission à ce propos figurent dans un chapitre du rapport général consacré spécialement à la COVID-19.

17. **La vice-présidente employeuse** a fait remarquer qu'avec la pandémie de COVID-19, le monde avait subi un bouleversement public et économique sans précédent. De nombreux gouvernements ont déclaré l'état d'urgence pour enrayer la propagation du virus et ont donné plus de pouvoirs à l'exécutif en adoptant des lois d'urgence. La vigilance s'impose devant ces pouvoirs accrus de certains gouvernements. S'ils sont nécessaires du point de vue de la santé publique, ils risquent d'impacter lourdement les libertés et droits fondamentaux.

18. Avec la COVID-19, de nombreux gouvernements ont beaucoup plus de mal à se conformer, en droit comme dans la pratique, aux normes internationales du travail qu'ils ont ratifiées. Des facteurs tels que le manque de ressources et les problèmes de financement, les mesures sanitaires d'urgence ou l'état d'urgence peuvent avoir entraîné des dérogations temporaires à l'application de certaines dispositions. Bien que les cas de non-respect des conventions ratifiées doivent être analysés et évalués au cas par cas, en tenant compte des réalités de chaque pays, la COVID-19 ne doit pas servir d'excuse à des violations des conventions ratifiées, en particulier de conventions fondamentales et de conventions de gouvernance.

² Comme l'indique la note de bas de page 9 de la note aux lecteurs, reproduite ici pour en faciliter la lecture, en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008, un dispositif de discussions annuelles récurrentes dans le cadre de la Conférence a été mis en place pour permettre à l'Organisation de mieux comprendre la situation et les besoins divers de ses Membres en rapport avec les quatre objectifs stratégiques de l'OIT, à savoir: emploi; protection sociale; sécurité sociale et protection des travailleurs; dialogue social et tripartisme; et principes et droits fondamentaux au travail. Le Conseil d'administration a considéré que les rapports récurrents préparés par le Bureau aux fins de la discussion de la Conférence devraient bénéficier des informations sur la législation et la pratique des États Membres contenues dans les études d'ensemble, ainsi que des résultats de la discussion de celles-ci par la Commission de la Conférence. Les thèmes des études d'ensemble ont par conséquent été alignés sur les objectifs stratégiques de l'OIT. L'importance de la coordination de l'Étude d'ensemble et des discussions récurrentes a été réaffirmée avec l'adoption par le Conseil d'administration en novembre 2016 d'un nouveau cycle de cinq ans pour les discussions récurrentes.

³ GB.334/INS/5.

L'évaluation de la conformité à ces conventions devrait être une priorité dans les circonstances exceptionnelles actuelles.

19. Des organisations d'employeurs ont porté à l'attention de la commission d'experts des observations au titre du paragraphe 2 de l'article 23 de la Constitution de l'OIT sur des violations de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, commises par plusieurs gouvernements. Elles ont aussi exprimé leurs préoccupations devant l'augmentation du travail des enfants, du travail forcé et de la discrimination au travail résultant de la pandémie mondiale. L'application en droit et dans la pratique des conventions sur la sécurité et la santé au travail ratifiées devrait aussi être une priorité, de même que la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), telle qu'amendée, compte tenu des énormes difficultés que rencontre la marine marchande dans le monde pour procéder aux changements d'équipages et aux rapatriements de gens de mer du fait des mesures adoptées pour contenir la pandémie de COVID-19, et des conséquences négatives qu'elles ont sur les droits des gens de mer. Une résolution sur le sujet proposé par le Conseil d'administration de l'OIT a reçu le soutien de son groupe.

20. La vice-présidente employeuse a communiqué des informations sur l'effet catastrophique de la pandémie de COVID-19 sur l'activité économique, les créations d'emplois et la productivité à cause des mesures de santé publique qui s'imposaient pour endiguer la propagation du virus. Elle a également évoqué comment la pandémie mondiale accélère la transformation du monde du travail, en particulier sous l'effet d'une numérisation accélérée. Elle a dit craindre que si rien de plus n'était fait pour investir dans la création d'emplois et les possibilités de formation, le monde pourrait prendre la voie d'une reprise sans emplois et d'un creusement de la fracture numérique.

21. La vice-présidente employeuse a mis l'accent sur l'importance d'entreprises pérennes pour créer de l'emploi, générer davantage de possibilités pour les vulnérables et augmenter la prospérité et la qualité de vie de tout un chacun. Elle a souligné que les entreprises durables sont une partie de la solution pour affronter les impacts de la pandémie, relever les défis d'une durabilité longue et s'efforcer de parvenir à une reprise positive. Elle a lancé un appel pour une collaboration renforcée, stratégique et déterminée entre les secteurs public et privé qui est, à ses yeux, plus importante que jamais pour ouvrir la voie à une reprise efficace, forte et résiliente, emmenée par le secteur privé pour bâtir un avenir meilleur. Elle a également mentionné des pays qui ont démontré qu'un dialogue social effectif et inclusif est la meilleure façon de réagir à la situation actuelle et a salué de tels efforts.

22. La vice-présidente employeuse a également souligné que le défi consiste à savoir comment atténuer les dégâts que subissent les entreprises et les moyens de subsistance, reconstruire l'économie et relancer la croissance économique sur un mode robuste, résilient et pérenne. D'après elle, l'emploi productif et le travail décent dans des entreprises durables est la solution pour reconstruire un monde du travail meilleur après la pandémie.

23. La vice-présidente employeuse a affirmé qu'il est extrêmement important que la commission d'experts adopte une démarche équilibrée, pragmatique et réfléchie pour l'élaboration de son rapport, en tenant compte des besoins des entreprises durables lors de l'évaluation du respect des normes et pour l'actualisation de l'Étude d'ensemble sur les instruments relatifs à l'emploi.

24. La vice-présidente employeuse a souligné l'importance incontestée d'un contrôle des normes efficace et qui fasse autorité en temps de crise, comme cela ressort de la Déclaration du centenaire. Le fait que la Déclaration du centenaire de l'OIT doive être le cadre de référence pour une reprise durable et résiliente rallie aussi un consensus tripartite général. Cette déclaration demande que les normes internationales du travail reflètent les évolutions du monde du travail, protègent les travailleurs et tiennent compte des besoins des entreprises durables. Cela nécessite que les organes de contrôle fassent preuve de pondération et de souplesse envers des nouvelles réflexions, des démarches des évaluations et des méthodologies innovantes et appropriées pour répondre aux besoins et aux réalités nationales qui sont en train de changer.

25. La vice-présidente employeuse a estimé que, pleinement consciente des bouleversements que subit le monde du travail, la commission d'experts doit être à l'écoute active des mandants tripartites pour comprendre leurs besoins réels dans leurs contextes nationaux propres et pour leur apporter des orientations politiques pratiques et efficaces. La pandémie a été l'occasion pour le système de contrôle de l'OIT de faire une pause et se demander si le contrôle régulier de l'OIT est efficace, fait autorité, est pertinent, a un impact, et s'il aide les États Membres à se conformer aux conventions ratifiées d'une manière durable, en droit comme dans les faits. C'est l'occasion d'entamer une première réflexion, à la fois pour la commission d'experts et pour la Commission de l'application des normes dans le cadre des consultations tripartites informelles sur les méthodes de travail de cette dernière. À cet égard, elle a demandé l'aide du Bureau pour renforcer les capacités des organisations employeurs et permettre à celles-ci de présenter des observations complètes à la Commission d'experts.

26. La vice-présidente employeuse a souligné que le succès du contrôle des normes repose en grande partie sur le dialogue ouvert et la coopération active de tous les acteurs concernés, à savoir la Commission de la Conférence, la Commission d'experts, le Bureau et les mandants tripartites des États Membres. Elle a rappelé que la continuité du dialogue et de la coopération s'impose à tous égards et en particulier relevé que les organes de contrôle de l'OIT doivent s'assurer que leurs évaluations non contraignantes correspondent aux points de vue exprimés par les mandants tripartites et y soient réceptives. La vice-présidente employeuse a évoqué comment le long débat sur le «droit de grève» a été dommageable pour le dialogue et la coopération. Rappelant que nul n'a à gagner d'une telle situation, elle a souligné que la solution se trouve entre les mains de la Commission de la Conférence qui a su garder le cap dans des périodes de turbulences dans le passé, mais aussi dans les mains de la commission d'experts et, bien entendu, dans celles du Bureau qui assure le soutien. L'expérience du passé a montré qu'un rapprochement des avis et recommandations de la Commission de la Conférence et de la commission d'experts est propice à de meilleurs résultats, produits plus rapidement, et à des réactions plus positives de la part des gouvernements et des partenaires sociaux. Les deux organes de contrôle doivent continuer à œuvrer dans ce sens, car en cela réside la clé d'un système de contrôle efficace et faisant autorité.

27. Le vice-président travailleur a rappelé que, dans leurs rôles distincts mais complémentaires, les deux organes de contrôle composent un système de contrôle qui fait autorité et œuvre à une application effective des normes internationales du travail. Il convient, comme la vice-présidente employeuse, de la nécessité de veiller au respect des normes internationales du travail dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Celle-ci ne doit pas servir de prétexte à certains gouvernements pour ne pas s'acquitter des obligations que leur confèrent les normes internationales du travail.

28. Le vice-président travailleur a dit que les informations que les organisations de travailleurs ont communiquées à la commission cette année portent sur une montée de la discrimination antisyndicale, sur l'adoption de mesures d'urgence qui sapent les normes du travail, sur l'absence de protection sociale pour les travailleurs précaires et ceux de l'économie informelle qui, très souvent, n'ont pas le droit de s'organiser ni de négocier collectivement, sur l'incapacité à offrir une protection de la sécurité et la santé au travail et les moyens nécessaires à une inspection du travail efficace, ainsi que sur l'inadéquation des aménagements de la durée du travail, y compris dans le contexte du travail à domicile et du télétravail.

29. Le vice-président travailleur a évoqué la situation des gens de mer qui sont en première ligne de la riposte à la pandémie et qui doivent bénéficier d'un rapatriement immédiat car ils sont arrivés au terme de leur période de service, certains depuis plusieurs mois. Il est absolument essentiel d'avoir une déclaration faisant autorité qui clarifie et renforce l'obligation de se conformer à la MLC, 2006, et la nécessité du contrôle de son application, surtout en ces temps de crise. Il se félicite, à ce propos, de la résolution du Conseil d'administration du BIT sur les questions de travail maritime et la pandémie de COVID-19, ainsi que de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur la coopération internationale face aux difficultés connues par les gens de mer à cause de la pandémie de COVID-19 et en appui aux chaînes d'approvisionnement mondiales, adoptée le 1^{er} décembre 2020.

30. Le vice-président travailleur a relevé que les gouvernements seront priés de prendre des mesures pour faire face aux chiffres massifs du chômage résultant de l'impact économique de la pandémie et souligné que ces mesures ne devraient pas être hâtives ou idéologiques, ni aller à l'encontre des obligations contractées en ratifiant les normes internationales du travail. Il a également noté que la pandémie va peser lourdement sur les négociations collectives à venir, surtout à l'échelon interprofessionnel.

31. Il a rappelé que c'est au milieu d'une crise économique et sociale semblable que l'OIT a vu le jour et qu'il est par conséquent mieux avisé de soutenir ses États Membres pour assurer la reprise sur un mode résilient. Il a rejoint la vice-présidente employeuse sur l'importance du contrôle du respect des normes internationales du travail au milieu de cette pandémie pour assurer le respect des prescriptions des conventions ratifiées, ce qui est plus important que jamais pour faire en sorte que la reprise soit fondée sur les droits. Il a souligné que le risque de non-observation renforce le rôle crucial du contrôle en tant que moyen fondamental d'assurer le respect des obligations découlant des conventions ratifiées et de promouvoir le mandat de l'OIT inscrit dans la Constitution et la déclaration de Philadelphie. En tant que tel, le travail des organes de contrôle respectifs consistant à suivre et vérifier les progrès accomplis par les États Membres dans l'application des normes internationales du travail reste absolument déterminant. Le vice-président travailleur a souligné que la commission d'experts a donc besoin d'un maximum de confiance, de respect et de soutien pour continuer à s'acquitter de son mandat avec l'indépendance, l'autorité et le professionnalisme qui ont toujours été la marque de son action. Il a exprimé le profond respect que les travailleurs ont pour la neutralité et la rigueur qui ont toujours présidé aux travaux de la commission d'experts et a assuré la commission de leur indéfectible soutien.

32. Le vice-président travailleur a félicité la commission d'experts pour son travail énorme et très complexe qu'elle a accompli et il a noté que le rapport de 2020 de la commission est une fois encore d'une haute tenue. La pratique établie consistant à examiner les mesures prises à la suite des recommandations de la Commission de l'application des normes de la Conférence et des comités tripartites au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT ainsi que des commissions d'enquête saisies au titre de l'article 26 de la Constitution assure la cohérence du système de contrôle. En effet, la commission d'experts reste l'épine dorsale du système de contrôle.

33. Le vice-président travailleur s'est référé aux informations figurant dans le rapport 2020 de la commission sur les premiers rapports reçus après discussion à la Commission de la Conférence en juin 2019 sur les manquements graves à l'obligation de faire rapport et à l'assistance technique fournie par le Bureau⁴. Ce progrès montre qu'une collaboration continue et efficace entre la Commission de la Conférence, le Bureau et la commission d'experts porte ses fruits et qu'elle doit être étendue à d'autres cas de manquement grave à l'obligation de présenter des rapports.

34. Le vice-président travailleur a noté que, dans son dernier rapport, la commission d'experts n'a retenu qu'un seul cas de double note de bas de page et demandé un retour d'information sur les considérations qui ont amené la commission d'experts à ne retenir qu'un seul cas. Il a mentionné la déclaration de la commission sur les perturbations qu'engendrent les retards dans la présentation des rapports dus au titre de l'article 22 sur le mécanisme de contrôle⁵ et demandé si une piste à explorer serait celle consistant à donner aux partenaires sociaux les moyens de fournir des informations à la commission, en particulier en cas de défaillance des gouvernements. Il s'est également félicité de la place importante laissée à l'examen des conventions techniques dans le rapport de l'an dernier au vu de l'extension du cycle de présentation des rapports sur les conventions techniques, porté de cinq à six ans. Conscient qu'en ces temps de crise, les orientations concernant les conditions de travail qui ont été les plus impactées seront particulièrement pertinentes, il a demandé que l'examen des conventions techniques soit accéléré et que de nouvelles observations soient publiées dans des domaines techniques tels que le temps de travail et la sécurité et la santé au travail. Il a souligné l'importance des informations reçues par le biais de rapports, dus au titre de l'article 22, sur l'application des conventions dans la pratique, notamment des informations sur la jurisprudence nationale, les statistiques et l'inspection du travail⁶ et demandé que le Bureau continue à fournir une assistance aux gouvernements et aux partenaires sociaux dans cette direction.

35. Enfin, bien que l'accessibilité et la transparence du rapport répondent incontestablement à l'intérêt de tous les mandants, il s'est dit quelque peu préoccupé par la diminution du volume de ce document et a dit qu'il était nécessaire qu'y soient reflétées les informations envoyées à la Commission d'experts par les organisations de travailleurs. Il a souligné qu'une visibilité et une prise en compte totales s'imposent pour les allégations graves, sur les conventions techniques notamment, et d'autant plus encore en temps de crise. Enfin, il a souligné que les détails et la clarté sont effectivement essentiels pour orienter les mandants dans leur dialogue sur les mesures nécessaires à une bonne application des normes internationales du travail.

36. En réponse aux commentaires des deux vice-présidents, la commission a rappelé que les deux commissions ont été créées en 1926 par la même résolution de la Conférence internationale du Travail et qu'elles sont les deux piliers du mécanisme de contrôle de l'OIT. Au fil des ans, ces deux organes jumeaux se sont toujours considérés comme tels malgré, à l'occasion, quelques divergences de vues. La qualité technique du rapport de la commission fait qu'il constitue une base solide pour le travail de la Commission de la Conférence, contribuant de la sorte à asseoir la légitimité et l'autorité du mécanisme de contrôle de l'OIT. En même temps, par leur nature plus politique, les délibérations de la Commission de la Conférence ont aidé les mandants à mieux comprendre leurs obligations résultant des conventions ratifiées. La commission n'aurait pas obtenu les mêmes résultats sans l'écho politique qu'ont conféré à ses commentaires techniques les discussions de la Commission de la Conférence. La commission d'experts prête une attention totale aux discussions de la Commission de la Conférence sur la manière dont les États Membres remplissent leurs obligations et y donne suite de manière concrète. Les relations entre les deux commissions relèvent donc de la synergie.

37. Les deux commissions sont distinctes mais interdépendantes. En fait, l'indépendance de la commission d'experts a été un facteur important qui a permis de maintenir un dialogue constructif et d'aplanir d'éventuelles divergences au fil des ans. Par ailleurs, l'action de la commission fait en sorte qu'en tant que fondement de la législation du travail dans tous les pays du monde, les normes internationales du travail conservent leur pertinence dans le temps grâce à des commentaires qui font le lien entre les

⁴ Rapport général 2020 de la CEACR, CIT, 109^e session, rapport III (partie A) (ILC.109/III(A)), paragr. 61.

⁵ Rapport général 2020 de la CEACR, CIT, 109^e session, rapport III (partie A) (ILC.109/III(A)), paragr. 45.

⁶ Rapport général 2020 de la CEACR, CIT, 109^e session, rapport III (partie A) (ILC.109/III(A)), paragr. 86-88.

dispositions telles qu'elles sont inscrites dans les conventions et la manière dont elles sont appliquées dans chaque contexte national et dans un environnement en constante mutation.

38. Une coopération fructueuse entre ces deux organes a permis de nombreux cas de progrès avec, par exemple, la récente abolition du système de parrainage au Qatar en application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et l'abolition du travail forcé des enfants pendant la récolte annuelle du coton en Ouzbékistan en application de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999. Il est à espérer que les complémentarités positives entre les deux commissions inciteront la Commission de la Conférence à donner un élan nouveau à l'Étude d'ensemble, intitulée *Promouvoir l'emploi et le travail décent dans un monde en mutation*, ainsi qu'à l'addendum de cette année dans lequel la commission donne des orientations sur les mesures qui, après la COVID-19, devront assurer la reprise par un dialogue social inclusif, des entreprises durables et du travail décent.

39. Les synergies avec la Commission de la Conférence touchent aussi au domaine des doubles notes de bas de page. En fait, en signalant les cas de manquement grave, elles peuvent aider les mandants à décider quels cas devraient être discutés par la Commission de la Conférence, alors que cette discussion publique renforce en retour l'impact politique des observations formulées par la commission d'experts. Comme cela a déjà été dit, un tel processus synergétique se traduit en fin de compte par un renforcement du système de contrôle dans son ensemble. S'agissant de l'usage qu'il est fait des notes de bas de page, la commission a adopté des critères qui ont évolué avec le temps, grâce aussi à l'incalculable contribution des mandants. Ces critères figurent dans le rapport général de la commission. Il faut souligner à ce propos que la décision d'ajouter ou non un cas à la liste dont discutera la Commission de la Conférence est une prérogative des vice-présidents de la commission exercée dans le contexte du dialogue et parfois sur la base de considérations d'ordre politique qui n'ont pas leur place dans la fonction technique dont est investie la commission d'experts. C'est pourquoi la commission fait preuve de retenue dans le recours aux «doubles notes de bas de page» par respect pour les décisions que prend la Commission de la Conférence sur les cas dont elle souhaite discuter. La commission s'est également efforcée de répartir de manière plus homogène les doubles notes de bas de page entre les conventions fondamentales, de gouvernance et techniques. Quoi qu'il en soit, le nombre des commentaires reçus des partenaires sociaux sur les conventions techniques a été relativement faible jusqu'à présent, et parfois ces commentaires arrivent trop tard pour être pris en considération la même année. Les propositions des deux vice-présidents consistant à renforcer les capacités des partenaires sociaux pour leur permettre d'apporter leur contribution au travail de la commission sont particulièrement bienvenues. La prérogative prévue au paragraphe 2 de l'article 23 de la Constitution de l'OIT est un excellent moyen d'apporter de précieuses informations sur les carences constatées dans la pratique s'agissant de la mise en application des conventions techniques.

40. La commission s'est penchée davantage sur les déclarations des vice-présidents. La commission partage l'intérêt des vice-présidents pour une coopération et un dialogue constants tout en comprenant l'importance de s'acquitter de son mandat, qui exige une analyse impartiale et technique de la manière dont les États Membres appliquent les conventions en droit et dans la pratique. La valeur persuasive des avis et des recommandations non contraignants de la commission, et sa capacité de guider les actions des autorités nationales, reposent sur un dialogue continu avec les autorités nationales, tout en tenant compte des informations fournies par les organisations d'employeurs et de travailleurs.

41. Dans l'exercice de ses fonctions, la commission garde à l'esprit les différentes réalités et systèmes juridiques nationaux et agit en se fondant sur l'impartialité, l'expérience et l'expertise de ses membres. Cela sera particulièrement nécessaire en temps de crise, comme la présente pandémie, périodes pendant lesquelles un contrôle rigoureux et un respect effectif des normes internationales du travail sont de la plus haute pertinence. Ainsi, la commission d'experts reconnaît l'importance de la collaboration continue avec la Commission de la Conférence, tout en sachant que nos efforts doivent être conformes à nos responsabilités et modalités de fonctionnement distinctes.

42. Pour conclure, la commission d'experts réitère l'importance de la synergie qui s'est dégagée dans ses rapports avec la Commission de la Conférence et assure les deux vice-présidents qu'elle est, comme toujours, prête à continuer à faire évoluer ses méthodes de travail dans l'intérêt de la transparence.

Mandat

43. La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations est un organe indépendant établi par la Conférence internationale du Travail; ses membres sont nommés par le Conseil d'administration. Elle est constituée de juristes ayant pour mission d'examiner l'application des conventions et recommandations de l'OIT par les États Membres de cette organisation. La commission d'experts procède à une analyse impartiale et technique de la façon dont les conventions ratifiées sont appliquées dans la législation et la pratique par les États

Membres, en gardant à l'esprit les diverses réalités nationales et les différents systèmes juridiques. Ce faisant, elle examine la portée juridique, le contenu et la signification des dispositions des conventions. Ses avis et recommandations ont un caractère non contraignant, leur objet étant de guider l'action des autorités nationales. Ils tirent leur valeur persuasive de la légitimité et de la rationalité du travail de la commission qui est basé sur son impartialité, son expérience et son expertise. Le rôle technique de la commission et son autorité morale sont largement reconnus, en particulier du fait qu'elle poursuit sa tâche de contrôle depuis plus de quatre-vingt-dix ans et en raison de sa composition, de son indépendance et de ses méthodes de travail qui se fondent sur un dialogue continu avec les gouvernements et prennent en compte les informations fournies par les organisations d'employeurs et de travailleurs. Cela se reflète dans l'intégration des avis et recommandations de la commission dans les législations nationales, dans des instruments internationaux et dans les décisions des tribunaux.

Application des normes internationales du travail en temps de crise: L'importance des normes internationales du travail et d'un contrôle efficace et faisant autorité dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Introduction: la crise de la COVID-19

44. La pandémie de COVID-19 représente la plus grande crise de santé publique que le monde ait connue durant les cent ans d'existence de l'OIT et, dans son sillage, suit une crise sociale et économique d'une immense ampleur. Des millions de personnes dans le monde sont exposées au virus et, à ce jour, près de 1,6 million de personnes en sont mortes. Pour faire face à la crise sanitaire, de nombreux gouvernements adoptent des mesures d'endiguement, notamment des mesures de confinement et des restrictions connexes afin d'empêcher la propagation du virus. Ces mesures ont eu des effets dévastateurs sur le marché du travail. Alors que la demande a augmenté dans certains secteurs, comme la santé et la distribution alimentaire, dans d'autres, comme le tourisme, l'aviation et les transports, elle s'est pratiquement effondrée. Des millions d'entreprises ont été fermées et des millions d'emplois et de moyens de subsistance ont été perdus. Si la crise touche les entreprises de tous les secteurs et de toutes les tailles, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, qui ne disposent pas des ressources humaines et financières nécessaires pour surmonter une crise de cette ampleur, sont gravement touchées et beaucoup ont simplement fermé leurs portes ⁷.

45. Selon l'Observatoire de l'OIT de septembre 2020 ⁸, les pertes d'heures de travail sont plus élevées que ce qui avait été estimé précédemment; elles s'élèvent à 495 millions d'emplois équivalents temps plein. Comme on pouvait s'y attendre, les groupes spécifiques en situation de vulnérabilité sont les plus durement touchés par la crise socio-économique, même si les effets varient. Par exemple, les femmes, qui dans de nombreux pays ont des taux de chômage nettement plus élevés que les hommes, subissent des taux de perte d'emploi plus importants en général. En outre, les femmes sont également surreprésentées dans les secteurs à haut risque, comme les activités de soins, où la demande de leurs services a augmenté en raison de la pandémie. En conséquence, elles sont tenues de travailler un nombre d'heures excessif tout en continuant à assumer la charge principale des activités de soins non rémunérées. Parmi les autres groupes en situation de vulnérabilité qui sont gravement touchés dans de nombreux pays, on peut citer: les jeunes travailleurs, les travailleurs migrants, les personnes appartenant à des minorités raciales, ethniques ou linguistiques, les travailleurs âgés, les travailleurs domestiques, les peuples indigènes et tribaux, les personnes vivant avec ou affectées par le VIH ou le sida et les travailleurs ruraux. En plus d'avoir été historiquement victimes de discrimination et d'exclusion dans l'emploi et la profession, ces groupes subissent aujourd'hui la violence, le harcèlement, la stigmatisation et la xénophobie. Les personnes appartenant à ces groupes sont généralement concentrées dans des emplois mal rémunérés dans les secteurs les plus touchés par la pandémie, et occupent souvent des emplois précaires, y compris dans l'économie informelle.

46. L'OIT estime que la crise a dévasté l'emploi et les moyens de subsistance de quelque 1,6 milliard de travailleurs de l'économie informelle, ce qui représente 76 pour cent de l'emploi informel dans le monde ⁹. La distanciation sociale est souvent difficile, voire impossible, pour de nombreux travailleurs de

⁷ Addendum de 2021 à l'Étude d'ensemble de 2020 sur la promotion de l'emploi et du travail décent dans un monde en mutation.

⁸ Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail, 6^e édition, 23 septembre 2020.

⁹ Communiqué de presse de l'OIT: Alors que les pertes d'emploi s'intensifient, près de la moitié de la main-d'œuvre mondiale risque de perdre ses moyens de subsistance, 29 avril 2020.

l'économie informelle, tels que les vendeurs de rue et des marchés, les travailleurs domestiques et les livreurs à domicile. De nombreux ramasseurs de déchets sont susceptibles de manipuler des matériaux contaminés, tout en vivant et en travaillant à proximité d'autres personnes. S'ils continuent à travailler, ils n'ont généralement pas accès aux équipements de protection individuelle, à la désinfection ou au lavage des mains.

47. Les mesures adoptées pour contenir la propagation de la pandémie au moyen de quarantaines, de restrictions de voyage et de confinements entraînent une récession mondiale et des niveaux de chômage historiques. Selon les estimations de la Banque mondiale ¹⁰, les effets de la pandémie pourraient plonger jusqu'à 150 millions de personnes dans l'extrême pauvreté d'ici 2021, ce qui entraînerait la première augmentation de la pauvreté mondiale depuis 1998. À l'échelle mondiale, la famine pourrait doubler en 2020, touchant plus de 260 millions de personnes, et l'augmentation de l'extrême pauvreté va sans doute renforcer les disparités, amplifier les inégalités sociales et économiques et générer de nouveaux flux migratoires, une augmentation de la stigmatisation et de la discrimination et un creusement de la fracture numérique. La crise a mis en évidence les angles morts des cadres juridiques et politiques préexistants en exacerbant les inégalités et la pauvreté et en freinant, voire en inversant, les progrès réalisés sur la voie du développement durable et de la concrétisation de la vision de l'objectif de développement durable n°8, à savoir le plein emploi productif et librement choisi et un travail décent pour tous.

48. Dans ce contexte, les organes de contrôle de l'OIT, ainsi que d'autres organes de surveillance des droits de l'homme, sont appelés à offrir des conseils sur la voie du rétablissement et de la résilience en tant que gardiens des droits de l'homme et du principe consistant à ne laisser personne de côté ¹¹. Le rôle central des normes internationales du travail en tant que fondement éprouvé de l'agenda du travail décent est de réaffirmer le cadre dans lequel toute réponse peut être formulée afin d'empêcher la régression et de placer les efforts de relance sur une base stable, répondant ainsi à l'appel du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de ne pas faire de laissés-pour-compte. Des normes et un contrôle efficace et faisant autorité constituent une partie fondamentale de la solution à cette crise, conformément aux orientations données dans la Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail ¹² afin de faire face aux profonds changements qui transforment le monde du travail d'aujourd'hui.

Principes généraux

49. La commission, prenant note des déclarations d'autres organes de contrôle du système des Nations Unies sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les garanties fondamentales des droits de l'homme ¹³, souligne ce qui suit:

- i) La crise ne suspend pas les obligations découlant des normes internationales du travail ratifiées; toute dérogation devrait être exercée dans des limites clairement définies de légalité, de nécessité, de proportionnalité et de non-discrimination. De même, l'obligation de faire rapport sur les mesures prises pour donner effet aux normes ratifiées et non ratifiées en vertu des articles 19, 22 et 35 de la Constitution de l'OIT n'est pas suspendue. Les États Membres sont invités à se prévaloir du soutien du Bureau, qui est aujourd'hui plus nécessaire que jamais pour garantir que les droits au travail ne soient pas sacrifiés à cause de la crise et que le système normatif de l'OIT remplisse son objectif premier, qui est de fournir les orientations nécessaires pour reconstruire en mieux.
- ii) En accord avec les mesures légales visant à protéger la santé du public, tout doit être mis en œuvre pour éviter une spirale descendante des conditions de travail et poursuivre un cycle vertueux de reprise et de développement avec l'appui du Bureau et des partenaires du développement dans le plein respect des droits au travail. Les mesures de relance qui affaiblissent la protection offerte par le droit au travail ne feront que saper davantage la cohésion et la stabilité sociales et éroder la confiance des citoyens dans le fait que les décideurs ont entendu l'appel en faveur de politiques publiques répondant aux besoins des gens. Celle-ci n'est tout simplement pas la bonne solution. Une économie mondiale ouverte, moteur de la reprise, est plus que jamais liée au respect des droits au travail.

¹⁰ Banque mondiale, communiqué de presse: [La pandémie de COVID-19 risque d'entraîner 150 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2021](#), 7 octobre 2020.

¹¹ Déclaration de Philadelphie, paragr. II a).

¹² Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail, Conférence internationale du Travail, 108^e session (Centenaire), Genève, 21 juin 2019.

¹³ La commission note en particulier la Déclaration du Comité des Nations Unies pour les droits économiques, sociaux et culturels sur la pandémie de coronavirus (COVID-19) et les droits économiques, sociaux et culturels (E/C.12/2020/1). Voir la section du rapport général sur la collaboration avec les Nations Unies.

- iii) Le dialogue social est d'une importance capitale dans tous les aspects de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'examen des réponses politiques à la pandémie de COVID-19 afin de garantir que celles-ci soient fondées sur le respect des droits au travail, adaptées aux circonstances nationales et bénéficiant d'une appropriation locale. L'approche inclusive centrée sur l'homme, préconisée dans la Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail, est plus que jamais nécessaire pour protéger les droits des travailleurs et sauver les entreprises et les économies dévastées par les graves ondes de choc sanitaires et socio-économiques provoquées par la pandémie.
- iv) L'OIT a élaboré des orientations politiques globales pour soutenir les efforts déployés afin de faire face aux effets économiques et sociaux de la crise, par les gouvernements, les partenaires sociaux et la société en général et s'assurer que ces derniers «reconstruiront en mieux». Elle a également rejoint des partenariats au sein du système des Nations Unies pour promouvoir le Cadre des Nations Unies pour une réponse socio-économique immédiate à la pandémie de COVID-19 et ses indicateurs clés pour le suivi des implications de la pandémie sur les droits de l'homme. La commission demande que les plans nationaux de réponse socio-économique soutenus par les équipes de pays des Nations Unies tiennent pleinement compte des normes internationales du travail et des principes qui les sous-tendent, notamment le tripartisme et le dialogue social, et qu'ils leur soient conformes.

Principaux défis pour les droits au travail

50. À sa présente session, la commission d'experts a identifié au moins trois défis clés émergeant de la pandémie en ce qui concerne les droits au travail.

51. Premièrement, si l'accumulation exponentielle du pouvoir exécutif dans tous les pays est une conséquence naturelle des circonstances actuelles, afin de sauvegarder la sécurité nationale et la santé publique, et si les limitations des droits et libertés servent dans une large mesure un objectif légitime, elles doivent encore se conformer à divers paramètres du droit international, en particulier:

- i) le principe de légalité, de sorte que ces contraintes ne doivent pas être arbitraires et doivent être fondées sur le droit;
- ii) le principe de nécessité qui exige que le pouvoir exécutif prouve que les limitations sont réellement nécessaires selon les circonstances;
- iii) le principe de proportionnalité, qui impose de tester les mesures de contrainte en fonction des risques et des exigences de la situation;
- iv) le principe de non-discrimination à l'égard de groupes particuliers de la société, tout en respectant également les prescriptions correspondantes des traités respectifs sur les droits de l'homme.

52. S'agissant des libertés civiles et de la liberté syndicale en particulier, la commission rappelle sa déclaration de longue date selon laquelle les situations de crise «ne peuvent être utilisées pour justifier des restrictions aux libertés civiles qui sont essentielles au bon exercice des droits syndicaux, sauf dans des circonstances d'extrême gravité et à condition que toute mesure affectant [leur] application soit limitée dans sa portée et sa durée à ce qui est strictement nécessaire pour faire face à la situation en question»¹⁴. La commission rappelle régulièrement, que dans le contexte d'une crise économique, comme l'a également souligné le Comité de la liberté syndicale, il est important de maintenir un dialogue permanent et intensif avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, en particulier pour le processus d'adoption de la législation, qui peut avoir un effet sur les droits des travailleurs, y compris ceux visant à atténuer une situation de crise grave¹⁵. La commission renvoie enfin aux déclarations et aux observations faites à ce sujet par un groupe d'experts des droits de l'homme le 16 mars 2020¹⁶ et par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies le 29 juillet 2020¹⁷. Elle revient sur cette question dans la partie de son rapport général consacrée à la collaboration avec les Nations Unies.

53. Le deuxième défi consiste à maintenir l'universalité, l'indivisibilité, l'interdépendance et l'interrelation de tous les droits de l'homme, tant civils et politiques qu'économiques, sociaux et culturels. Les droits de l'homme et les normes internationales du travail incarnent l'universalité et l'indivisibilité des

¹⁴ OIT, Étude d'ensemble de la CEACR sur la liberté syndicale et la négociation collective, 1994, paragr. 41.

¹⁵ Compilation du Comité de la liberté syndicale, 2018, paragr. 1437 et 1546.

¹⁶ COVID-19: Les États ne devraient pas abuser des mesures d'urgence pour supprimer les droits de l'homme – experts des Nations Unies. La Déclaration dispose que «les déclarations d'urgence basées sur la pandémie de COVID-19 ne doivent pas servir de base pour cibler des groupes, des minorités ou des individus particuliers. Elles ne devraient pas servir de couverture à une action répressive sous le prétexte de la protection de la santé... et ne devraient pas être utilisées simplement pour étouffer la dissidence».

¹⁷ Le Comité des droits de l'homme, dans son Observation générale n° 37 (2020) sur le droit de réunion pacifique (art. 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, CCPR/C/GC/37, paragr. 2), décrit le droit fondamental de réunion pacifique comme «un outil précieux qui peut être et a été utilisé pour reconnaître et réaliser un large éventail d'autres droits, y compris les droits économiques, sociaux et culturels».

droits et des libertés. La Déclaration de Philadelphie appelle à des «conditions de liberté et de dignité, de sécurité économique et d'égalité de chances», concrétisant ainsi dans la Constitution de l'OIT ce que l'on a appelé l'interconnexion des droits civils et politiques avec les droits économiques, sociaux et culturels ¹⁸.

54. Troisièmement, la pandémie aggrave la situation difficile de nombreux groupes qui étaient déjà vulnérables à la discrimination et à la marginalisation. C'est particulièrement le cas lorsque différents motifs de discrimination se croisent. Comme indiqué au début, par exemple, de nombreuses femmes sont désavantagées dans leur accès au marché du travail en raison de la discrimination sexuelle et sont également marginalisées parce qu'elles appartiennent à des groupes défavorisés. Pendant la pandémie, il est également devenu évident que le fléau de la discrimination raciale est en augmentation et suscite de graves préoccupations. Bien que la COVID-19 ne fasse pas de discrimination, ses effets et conséquences pourraient bien en faire.

Sécurité et santé au travail

55. La pandémie de COVID-19 lance un immense défi à la protection de la sécurité et de la santé des travailleurs dans le monde entier, certains secteurs étant particulièrement touchés. Les stratégies nationales adoptées dans ce contexte tiennent compte du fait que les mesures de sécurité et de santé au travail (SST) constituent un pilier essentiel pour des réponses de santé publique efficaces et qu'elles sont fondamentales pour le travail décent.

56. Pendant la crise, des millions de travailleurs ont continué à travailler et à fournir des services essentiels à la communauté tout en étant confrontés à des risques personnels importants pour leur santé au travail. Un lourd dilemme s'est posé: soit travailler, et donc risquer l'infection, soit n'avoir ni revenus ni nourriture. La réponse de la santé publique à la pandémie met en lumière le droit à la santé, mais elle expose également les tensions sur la «protection adéquate de la vie et de la santé des travailleurs dans toutes les professions», telle que demandée par la Déclaration de Philadelphie.

57. La crise a conduit à une prise de conscience brutale du fait que la centralité du droit à la santé n'a pas été suffisamment mise en évidence dans le discours politique. La commission souhaite s'en remettre au Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies, qui a estimé que la santé est un droit fondamental de l'être humain, indispensable à l'exercice des autres droits de l'être humain ¹⁹. Le droit à la santé englobe des conditions de travail sûres et saines en tant que déterminant fondamental de la santé ²⁰. Même dans les situations d'urgence de santé publique, certaines obligations fondamentales doivent rester satisfaites, notamment les soins de santé primaires essentiels et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de santé publique applicable à l'ensemble de la population et qui accorde une attention particulière à tous les groupes vulnérables ou marginalisés ²¹.

58. La commission note que la pandémie a permis de reconnaître à nouveau l'importance des normes internationales du travail en matière de SST, notamment la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, et la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981. Les principes contenus dans ces normes de SST se révèlent plus pertinents que jamais, notamment: la protection des travailleurs contre les risques pour leur santé, selon le principe de la prévention, et c'est là la première des priorités; l'importance de prendre des mesures techniques et organisationnelles en matière de SST; la nécessité de fournir des équipements de protection individuelle sans frais pour le travailleur; le caractère indispensable d'une formation et d'une information adéquates; et l'importance fondamentale de l'évaluation des risques professionnels.

59. La pandémie met également en évidence le rôle clé des services de santé au travail, dans la surveillance de la santé des travailleurs et la fourniture d'orientations pour l'adaptation des procédures et pratiques sur le lieu de travail et l'élaboration de protocoles de sécurité. À cet égard, la commission rappelle les dispositions importantes de la convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985. Elle rappelle également que le groupe de travail tripartite du mécanisme d'examen des normes (MEN) a identifié une lacune de la couverture normative dans le domaine des risques biologiques qui pourrait conduire à l'inclusion éventuelle d'un point relatif à l'établissement de normes sur cette question à l'ordre du jour d'une future session de la Conférence internationale du travail.

60. Des consultations constructives avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives pour l'élaboration de politiques, de systèmes et de programmes de SST sont au cœur des normes de l'OIT en matière de SST. Les mécanismes nationaux de consultation se sont avérés essentiels

¹⁸ Déclaration de Philadelphie, paragr. II a).

¹⁹ Comité des Nations Unies des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale n° 14: Le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint (art. 12 du Pacte), adoptée à la vingt-deuxième session du Comité, le 11 août 2000 (E/C.12/2000/4), paragr. 1.

²⁰ Comité des Nations Unies des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale n° 14, paragr. 4.

²¹ Comité des Nations Unies des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale n° 14, paragr. 44 et 47.

pour l'élaboration et la mise en œuvre de mesures adaptées en temps de crise avec le soutien des employeurs et des travailleurs. La pandémie renforce également la valeur de la coopération et de la consultation avec les travailleurs et leurs représentants sur le lieu de travail pour garantir la sécurité et la santé et élaborer des mesures adaptées à chaque entreprise.

61. La commission tient à souligner que les normes de l'OIT en matière de SST couvrent, en ce qui concerne le travail, aussi bien les éléments physiques que mentaux affectant la santé. Les changements considérables apportés aux conditions et modalités de travail en 2020 introduisent ou intensifient certains risques psychosociaux, et la commission souligne par conséquent l'importance cruciale, lors de la conception et de la mise en œuvre des mesures de sortie de crise et de reprise, de la prise en compte de la santé mentale, de la santé physique et du bien-être général des travailleurs.

Sécurité sociale

62. La commission constate l'énorme pression exercée par la pandémie de COVID-19 sur les systèmes de santé à l'échelle nationale et l'augmentation de la demande de soins et de services médicaux et connexes résultant de la propagation du virus, dans toutes les régions du monde. Elle observe également l'impact significatif de la crise qui en a découlé, sur les moyens de subsistance de la population, menacés par le ralentissement économique et les restrictions mises en place pour endiguer la crise sanitaire.

63. Le rôle fondamental des socles de protection sociale universelle est apparu clairement dès le début de la pandémie. Seuls 29 pour cent de la population mondiale ont accès à une sécurité sociale complète, tandis que les 71 pour cent restants ne sont pas du tout, ou seulement partiellement, protégés.

64. Sur la base des informations dont elle dispose ²², la commission observe que, dès les premiers stades, la protection sociale est apparue comme un élément fondamental de la réponse à la crise de la pandémie de COVID-19 et un moyen d'atténuer son impact économique et social. Naturellement, les pays dotés de systèmes de protection sociale solides, soutenus par un système de santé bien développé et robuste, sont en mesure de faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19 et d'intensifier rapidement et efficacement le soutien à leurs populations touchées. La réponse est moins cohérente dans les pays dont les systèmes de protection sociale sont fragmentés, principalement les pays en développement. La plupart de ceux-ci, faute de couverture universelle de santé, d'assurance chômage, ou d'indemnités de maladie pour leur population qui travaille en majeure partie dans l'économie informelle, n'étaient pas aussi bien préparés pour faire face à la crise.

65. La commission félicite les gouvernements concernés d'avoir pris une vaste gamme de mesures (tel que le renforcement des systèmes de santé, la fourniture d'indemnités supplémentaires de maladie et de chômage et de transferts monétaires aux travailleurs et aux familles dans le besoin, et la reconnaissance de l'origine professionnelle de la pandémie de COVID-19 pour faciliter l'indemnisation des personnes infectées dans le cadre de leur travail. De plus, ces mesures ont été prises rapidement, afin d'assurer le soutien au revenu et la protection de la santé des populations face à la pandémie et contenir ses conséquences dévastatrices sur la société et sur l'économie.

66. La commission note que, si nombre de ces mesures vont au-delà des normes minimales énoncées dans la convention (n° 102) sur la sécurité sociale, elles tendent à être alignées sur les normes plus avancées contenues dans les autres conventions à jour de l'OIT en matière de sécurité sociale ²³ et à mettre en œuvre, dans une certaine mesure, les orientations des recommandations sur le même thème ²⁴, notamment en ce qui a trait à la couverture personnelle et matérielle obtenue. L'importance revêtue par ces normes de sécurité sociale de dernière génération dans le contexte de la pandémie de COVID-19 met en exergue leur pertinence pour guider l'action étatique, même lorsqu'elles ne sont pas ratifiées ou ne sont pas contraignantes.

67. L'on doit s'attendre à ce que les effets de la pandémie s'aggravent dans un futur proche, et continuent à se faire sentir pendant un certain temps. Cela peut justifier d'étendre ou d'ajuster l'étendue de la protection et la durée des mesures actuelles ou de prendre des mesures supplémentaires, le cas échéant, pour renforcer la protection sociale de toutes les personnes dans le besoin, en particulier les plus vulnérables, et permettre ainsi aux sociétés de mieux faire face à l'impact de la crise. Consciente des

²² Tels que fournis par les gouvernements dans leurs rapports sur l'application des conventions de l'OIT et du Code européen de sécurité sociale, et tels que compilés par l'OIT dans une série de publications disponibles sur les pages web dédiées [La réponse de la protection sociale à la crise du COVID-19](#) et [State practice to address COVID-19 infection as a work-related injury](#).

²³ Notamment la convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964, la convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969, et la convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988.

²⁴ Notamment la recommandation (n° 134) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969, la recommandation (n° 176) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988, et la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale.

coûts associés à ces mesures, qui seront probablement nécessaires pendant un certain temps, et du défi pour les États Membres de garantir un financement approprié dans le temps, la commission rappelle les principes de progressivité, de solidarité sociale, de solidarité dans le financement et de viabilité financière et budgétaire, ancrées dans les normes de sécurité sociale de l'OIT.

68. La commission rappelle en outre l'importance du dialogue social et de la participation tripartite, ainsi que des consultations avec les représentants d'autres personnes concernées, dans la formulation et la mise en œuvre des mesures de sécurité sociale, y compris les mesures prises en réponse à la pandémie. Enfin, la commission exprime l'espoir que les États Membres de l'OIT, en collaboration avec les partenaires sociaux et d'autres parties prenantes, saisisront cette occasion pour renforcer leurs systèmes de soins de santé et de sécurité sociale, en s'inspirant des normes internationales du travail.

Politique de l'emploi

69. Dans son addendum de 2021 à l'Étude d'ensemble de 2020 sur la promotion de l'emploi et du travail décent dans un monde en mutation, et dans son observation générale sur la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, qui figure dans son rapport de 2021, la commission souligne la valeur ajoutée des orientations contenues dans le corpus des instruments de l'OIT relatifs à l'emploi pour établir les fondements d'une réponse et d'une reprise durables et inclusives. En adoptant la Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail en juin 2019, la Conférence internationale du travail a demandé à l'OIT de développer davantage son approche de l'avenir du travail centrée sur l'homme, notamment en élaborant des politiques efficaces visant à générer le plein emploi, productif et librement choisi, et des possibilités de travail décent pour tous.

70. La commission observe que la crise de la COVID-19 présente à la fois d'énormes défis et de précieuses possibilités de façonner un avenir professionnel plus juste, plus inclusif et plus sûr grâce à l'adoption et à la mise en œuvre effective de mesures politiques fondées sur les normes internationales du travail et l'état de droit. Elle souligne toutefois que les gouvernements ne peuvent pas relever ces énormes défis seuls: le dialogue social et la consultation tripartite sont des outils essentiels à la reprise. Les partenaires sociaux, grâce à leur connaissance approfondie des besoins et des réalités des entreprises et des travailleurs, peuvent contribuer à l'élaboration et à l'adoption de mesures préventives efficaces pour limiter la propagation de la COVID-19 sur les lieux de travail, ainsi que de mesures de réponse et de relance globales et ciblées qui tiennent compte des besoins et des points de vue de toutes les parties concernées. Un dialogue inclusif avec les personnes et les groupes concernés par les mesures à prendre, et avec les organisations de la société civile le cas échéant, peut contribuer dans une large mesure à instaurer un climat de confiance et à garantir l'élaboration, l'adoption, la mise en œuvre et le réexamen de mesures qui soient à la fois fondées sur des données probantes et sur un consensus et qui favorisent une plus grande appropriation par toutes les parties prenantes. L'élaboration d'une nouvelle génération de politiques et de programmes inclusifs sensibles à l'égalité entre les sexes, fondés sur les orientations fournies par les instruments pour l'emploi, peut contribuer à assurer une reprise durable après la crise qui favorise et protège la croissance de l'emploi et le travail décent, crée un environnement favorable aux entreprises durables et renforce les processus de dialogue social inclusif. Ce faisant, les instruments pour l'emploi peuvent contribuer à assurer la résilience des sociétés, des économies et des institutions capables de construire un avenir du travail qui sera meilleur et plus inclusif.

Liberté syndicale

71. Tout en rappelant ses constatations générales sur les libertés civiles et la liberté syndicale en temps de crise²⁵ mentionnées au paragraphe 52, la commission observe que, dans le contexte de la pandémie, les mesures de distanciation sociale et les restrictions à la liberté de réunion ont affecté, directement ou indirectement, l'exercice du droit d'organisation et de négociation collective. Les situations de confinement ont rendu plus difficile le contact direct des travailleurs avec leurs représentants et ont aussi parfois fait obstacle à la tenue des élections permettant de renouveler les mandats des instances dirigeantes des syndicats ainsi qu'à la réalisation des processus de négociation collective et de concertation. La commission relève à cet égard les mesures proactives prises dans certains pays pour faciliter la poursuite de l'exercice des droits collectifs dans le contexte des contraintes imposées par la pandémie, incluant la prorogation des mandats des représentants syndicaux, l'aménagement des échéances de la négociation collective, le recours accru à la vidéoconférence pour assurer la continuité de l'activité des instances de dialogue social et de négociation collective et l'adaptation des installations mises à disposition des syndicats pour leurs rapports avec les travailleurs en situation de télétravail.

72. La commission note que, dans certains pays, des mesures exceptionnelles ont conduit à des restrictions temporaires, y compris à la mise à l'écart des mécanismes de négociation collective et des accords qui en résultent. La commission estime que ces mesures exceptionnelles ne sont admissibles

²⁵ OIT, Étude d'ensemble de la CEACR sur la liberté syndicale et la négociation collective, 1994, paragr. 41.

qu'en cas de crise aiguë et qu'elles doivent être, de par leur nature, limitées dans le temps, adaptées et proportionnées strictement aux contraintes objectives auxquelles elles répondent, comporter des garanties pour les travailleurs les plus touchés et faire l'objet de consultations avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives. Dans le même temps, la commission constate que, dans plusieurs pays, les mécanismes de négociation collective ont joué un rôle important dans l'identification des réponses à la crise, par exemple par le biais de la signature d'accords définissant les modalités de la réduction temporaire de la durée du travail et de la préservation des revenus des travailleurs.

73. Dans le contexte des grandes difficultés économiques générées par la pandémie, la commission relève également l'importance d'examiner avec attention les effets de réformes récentes établissant des possibilités accrues de dérogation, par accords d'entreprise, aux dispositions protectrices négociées par des conventions de niveau supérieur. Comme indiqué dans une récente étude de l'OIT, «les négociations collectives qui prennent en compte les circonstances particulières d'entreprises ou de secteurs spécifiques sont les mieux placées pour trouver le juste équilibre et pour réévaluer l'adéquation des salaires dans certains secteurs faiblement rémunérés à prédominance féminine, qui se sont révélés essentiels et d'une grande valeur sociale pendant la crise actuelle» ²⁶.

74. Enfin, la commission rappelle que la crise de la COVID-19 ne doit pas servir de prétexte à des actes de discrimination antisyndicale.

75. À la lumière de ces développements et en accord avec les orientations de la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, la commission souligne l'importance des droits syndicaux et de négociation collective pour apporter des solutions équitables et solides à l'actuelle crise sanitaire, économique et sociale, ainsi que pour assurer, dans ce contexte, le respect de l'ensemble des droits garantis par les normes de l'OIT.

Travail des enfants, y compris ses pires formes

76. Comme indiqué dans l'observation générale sur la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, qui figure dans le rapport de 2021 de la commission, les estimations mondiales indiquent qu'entre 42 et 66 millions d'enfants pourraient tomber dans l'extrême pauvreté en raison de la pandémie, ce qui s'ajouterait aux 386 millions d'enfants qui étaient déjà dans l'extrême pauvreté en 2019. La commission se félicite de la ratification universelle de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, par tous les États Membres, ce qui a également contribué à porter le taux de ratification de la convention n° 138 à plus de 90 pour cent. Elle craint cependant que, sans efforts particuliers pour empêcher que les enfants soient poussés vers le travail des enfants et ses pires formes en pleine pandémie, non seulement des années de progrès vers l'élimination du travail des enfants et de ses pires formes ne soient inversés, mais aussi le fondement même d'une reprise inclusive à long terme ne soit sapé. La commission appelle les États Membres de l'OIT à s'efforcer de sauvegarder les précieux progrès réalisés depuis l'adoption des conventions n°s 138 et 182 et à faire de la reprise une occasion de reconstruire mieux et plus solidement.

Travail forcé

77. La pandémie exacerbe la pauvreté dans ses nombreuses dimensions et expose ceux qui vivent dans la pauvreté à la coercition et au risque d'être victimes de travail forcé, notamment de la traite des personnes, de la servitude pour dettes et d'autres formes de travail forcé. Elle contribue également à aggraver la situation des personnes qui étaient déjà en situation de travail forcé ou risquaient de l'être avant l'épidémie de COVID-19, notamment les personnes prises au piège d'une situation analogue à l'esclavage, celles victimes de discrimination, d'une marginalisation, et qui n'ont qu'une protection sociale et du travail limitée, voire inexistante.

78. La commission souhaite rappeler qu'en vertu des traités relatifs aux droits de l'homme, certains droits, tels que le droit à une vie exempte de tout esclavage, notamment de la traite des personnes, sont inaliénables et que l'on ne peut y déroger, même en temps d'urgence publique ²⁷. Même si la convention n° 29 permet des dérogations en cas d'épidémie qui mettrait en danger l'existence de tout ou partie de la population, dans ces cas exceptionnels, la durée et l'étendue du service obligatoire, ainsi que le but pour lequel il est utilisé, doivent être limités à ce qui est strictement requis par les exigences de la situation. En outre, il peut aussi être utile de rappeler que la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957, exige des membres qui l'ont ratifiée qu'ils ne recourent à aucune forme de travail obligatoire ou forcé à des fins de développement économique, comme moyen de discipline du travail, comme sanction pour avoir participé à des grèves, ou comme un moyen de discrimination raciale, sociale, nationale ou

²⁶ Rapport mondial de l'OIT sur les salaires, 2020-21, résumé analytique, 5.

²⁷ Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 4.

religieuse. La convention protège également les personnes qui «ont ou expriment certaines opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi contre des sanctions comportant un travail obligatoire». De telles restrictions ne devraient être appliquées que dans des circonstances d'une extrême gravité et devraient être limitées, dans le temps et dans leur portée, à ce qui est strictement nécessaire pour répondre à la situation de force majeure en question ²⁸.

Égalité et non-discrimination

79. Les conséquences de la pandémie augmentent le risque d'éliminer des décennies de progrès en matière d'égalité entre hommes et femmes dans le monde du travail. Dans l'addendum de cette année à l'Étude d'ensemble de 2020 sur la promotion de l'emploi et du travail décent dans un monde en mutation, la commission observe que la pandémie a touché différemment les femmes et les hommes, car le travail à domicile peut imposer une double charge aux travailleurs ayant des responsabilités familiales, en particulier aux femmes, en raison de leurs activités de soins non rémunérées ²⁹.

80. Les femmes sont surreprésentées dans le secteur de la santé et le secteur social et sont sans aucun doute aussi plus touchées par les pertes d'emploi, y compris la perte de la protection de la sécurité sociale. La commission souligne la nécessité d'élaborer des réponses politiques qui soient à la fois efficaces et inclusives, afin de promouvoir et réaliser l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes ³⁰.

81. Comme noté ci-dessus, le contexte de la pandémie a également des effets disproportionnés sur des groupes en situation de vulnérabilité et montre qu'il est encore plus essentiel de ne laisser personne de côté en période de crise. Pour sortir de la crise et régénérer le monde du travail, il est impératif que les progrès soient réalisés de manière inclusive.

82. Notant les rapports faisant état d'une forte augmentation de l'incidence de la violence et du harcèlement en raison de la pandémie, la commission se félicite de l'entrée en vigueur de la convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019. Elle exprime l'espoir que les réponses juridiques et politiques à la pandémie de COVID-19 à tous les niveaux de l'économie, adoptées en consultation avec les partenaires sociaux et les autres parties prenantes, intégreront des mesures visant à promouvoir et à garantir l'égalité et la non-discrimination dans l'emploi et la profession ainsi que l'absence de violence et de harcèlement dans le monde du travail.

Inspection du travail

83. La commission note qu'une forte diminution du nombre d'inspections a été signalée du fait de la pandémie. Les inspections du travail continuent néanmoins de jouer un rôle important dans les réponses nationales à la pandémie de COVID-19, en contrôlant le respect des mesures de protection visant à réduire la propagation du virus chez les salariés, en fournissant des conseils aux travailleurs et aux employeurs et en instaurant des lignes téléphoniques d'urgence pour les travailleurs, les syndicats et le public afin de signaler toute préoccupation concernant les pratiques sur le lieu de travail. La crise de la santé publique conduit de nombreux services d'inspection à redéfinir leurs priorités habituelles, développant ainsi de nouvelles procédures opérationnelles et utilisant davantage la technologie pour continuer à fonctionner. En outre, beaucoup d'entre eux ont adopté d'importantes mesures de protection pour garantir la sécurité et la santé des inspecteurs du travail.

84. Dans un certain nombre de juridictions, la pandémie entraîne une réduction substantielle des visites d'inspection sur les lieux de travail. La plupart des inspections du travail ont réduit les activités prévues en raison de la nécessité de protéger la sécurité et la santé des inspecteurs, même si leur rôle de conseil et d'exécution est plus nécessaire que jamais. Toutefois, la commission souligne que les moratoires imposés aux inspections du travail dans certains cas ou l'exemption de certains types d'entreprises des inspections du travail sont extrêmement déconcertants et risquent de fragiliser le respect du droit. À l'avenir, les systèmes d'inspection pourraient être affectés par les réductions budgétaires liées à la diminution des dépenses publiques. La commission rappelle à cet égard le cadre important fourni par les conventions de l'OIT (n°s 81 et 129) sur l'inspection du travail pour garantir que les inspections du travail disposent d'un personnel suffisant, avec des conditions d'embauche, de formation et de service appropriées, et des ressources nécessaires pour remplir leurs fonctions. La commission demande que les ressources nécessaires, y compris des équipements de protection

²⁸ OIT: [Principales dispositions des normes internationales du travail à prendre en compte dans le contexte évolutif de l'épidémie de COVID-19](#), mai 2020, 26.

²⁹ Addendum de 2021 à l'Étude d'ensemble de 2020 sur la promotion de l'emploi et du travail décent dans un monde en mutation, paragr. 169.

³⁰ Addendum de 2021 à l'Étude d'ensemble de 2020, paragr. 230.

individuelle, soient mises à la disposition des inspections du travail pour leur permettre d'accomplir leur rôle fondamental dans la gouvernance du marché du travail, y compris dans l'économie informelle.

Salaires

85. Selon un récent rapport de l'OIT, dans un avenir proche, les conséquences de la crise de la pandémie de COVID-19 sur l'économie et l'emploi risquent d'exercer une pression massive à la baisse sur les salaires des travailleurs. Des politiques salariales appropriées et équilibrées, élaborées grâce à un dialogue social fort et inclusif, sont nécessaires pour atténuer les effets de la crise et soutenir la reprise économique. Dans la perspective d'une nouvelle et meilleure «normalité» après la crise, des salaires minima adéquats - légaux ou négociés - pourraient contribuer à garantir plus de justice sociale et moins d'inégalités³¹. Dans ce contexte, la commission souhaite rappeler l'importance cruciale des normes internationales du travail qui visent à garantir des niveaux de salaires minima décents et la protection des salaires, en particulier la convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970, la convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949, et la convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992. La commission exprime l'espoir que les réponses à la crise adoptées ou envisagées par les gouvernements dans le domaine de la sécurité des revenus seront pleinement conformes aux principes qui sous-tendent ces conventions.

Durée du travail

86. Dans l'addendum de cette année à l'Étude d'ensemble de 2020, la commission observe l'augmentation exponentielle du recours au télétravail, au travail sur plateforme, au travail à domicile, au travail posté et à des modalités de travail similaires en tant que mesures visant à prévenir la propagation de la COVID-19. Notant l'éventail des défis posés par le télétravail, la commission suggère dans ses conclusions que, pour faire en sorte que le télétravail en tant que modalité de travail réponde aux besoins des entreprises et des travailleurs tout en offrant des protections et des garanties adéquates, les mandants de l'OIT voudront sans doute entamer une réflexion plus approfondie sur la meilleure façon de se pencher sur les questions liées au télétravail, comme le temps de travail et le droit à la déconnexion, l'attribution des droits et des responsabilités en ce qui concerne les coûts du télétravail, les exigences en matière de sécurité et de santé au travail et le droit au respect de la vie privée, entre autres³².

Travailleurs de première ligne

87. De nombreux travailleurs de première ligne du secteur des soins de santé et des travailleurs clés assurant la continuité de fonctions essentielles à la sécurité économique et nationale (comme les gens de mer et autres travailleurs du transport, les travailleurs ruraux, les livreurs de nourriture ou les agents de la force publique) ont continué à fournir des biens et services publics essentiels pendant la pandémie. La commission renvoie aux observations générales qui figurent dans son rapport de cette année sur la convention n° 122, la convention n° 182 et la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée, ainsi qu'à l'addendum de 2021 à l'Étude d'ensemble de 2020, intitulée *Promouvoir l'emploi et le travail décent dans un monde en mutation*. Elle souligne la nécessité de veiller à ce que ces catégories de travailleurs bénéficient de la pleine protection juridique à laquelle ils ont droit en vertu du droit international³³.

Peuples autochtones

88. Tout en reconnaissant la gravité de l'impact de la pandémie sur l'ensemble de la population et les efforts déployés par les gouvernements pour faire face à la crise qui en résulte, la commission estime qu'il convient de prendre en considération la vulnérabilité et les conditions socio-économiques particulières auxquelles sont confrontés les peuples autochtones.

89. Bien que les peuples autochtones aient un taux élevé de participation à l'emploi, ils sont davantage susceptibles de travailler dans l'économie informelle et la qualité de leur emploi se traduit souvent par de mauvaises conditions de travail, de faibles rémunérations et des discriminations. Ils sont

³¹ Rapport mondial de l'OIT sur les salaires 2020-21, non disponible en français.

³² Addendum de 2021 à l'Étude d'ensemble de 2020 sur la promotion de l'emploi et du travail décent dans un monde en mutation, paragr. 299, partie IV. Dans son Étude d'ensemble de 2018, la commission avait observé également que si le télétravail et l'économie de plateforme peuvent offrir une certaine flexibilité aux travailleurs, ces modalités de travail peuvent également entraîner un certain nombre d'inconvénients pour les travailleurs, notamment l'empiètement sur le temps de non-travail et les périodes de repos, l'imprévisibilité des heures de travail, l'insécurité des revenus et le stress associé au besoin (perçu) d'être toujours disponible pour travailler ou d'être lié au travail, et la perte de la protection du travail si les intéressés sont classés comme entrepreneurs indépendants. Ces facteurs de stress peuvent avoir des répercussions importantes sur le bien-être des travailleurs, y compris sur leur santé mentale, qui peuvent être aggravées pendant la période actuelle d'incertitude mondiale découlant de la pandémie et de ses suites (CIT, rapport III (partie B): Étude d'ensemble concernant les instruments relatifs au temps de travail – Garantir un temps de travail décent pour l'avenir, paragr. 758).

³³ La commission rappelle également à cet égard la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, la convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996, et la convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977.

près de trois fois plus susceptibles de se trouver dans une situation d'extrême pauvreté que leurs homologues non indigènes³⁴. En outre, ils rencontrent encore des obstacles dans l'accès à l'eau potable, à un assainissement adéquat ainsi qu'aux systèmes de santé publique et aux programmes de protection sociale.

90. La commission est préoccupée par le fait que ces obstacles préexistants contribuent à ce que les communautés autochtones et tribales soient touchées de manière disproportionnée par les effets sanitaires et socio-économiques de la crise³⁵ et parce que cela peut conduire à une aggravation de la marginalisation des membres desdites communautés. Elle estime que la situation de vulnérabilité à laquelle sont confrontés les peuples autochtones doit être traitée de manière urgente. La commission reconnaît que certains pays ont pris en considération les réalités spécifiques et en même temps diverses des communautés autochtones et tribales dans leur réponse à la crise de la pandémie de COVID-19³⁶. Elle rappelle que la pleine application des droits reconnus dans la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, devrait guider l'action gouvernementale dans sa réponse à la crise. En effet, la convention n° 169 fournit le cadre pour l'adoption d'une approche inclusive qui ne laisse personne de côté. Il s'agit notamment de veiller à ce que les peuples autochtones et tribaux soient consultés lorsque des mesures législatives ou administratives peuvent les affecter; à ce que leur droit à la terre et à leur accès aux ressources naturelles soit pleinement reconnu; à ce que leur identité culturelle, leurs coutumes et leurs traditions soient respectées; à ce que des services de santé soient effectivement mis à leur disposition; et à ce qu'ils aient accès à des informations dans leur propre langue autochtone. À la lumière de ces considérations, la commission appelle les gouvernements à s'efforcer de faire en sorte que les populations autochtones bénéficient d'une protection efficace et culturellement appropriée contre la pandémie de COVID-19 et ses conséquences.

Remarques finales

91. La commission apprécierait de recevoir des informations concernant les mesures adoptées par les gouvernements pour satisfaire aux obligations susmentionnées.

³⁴ Rapport de l'OIT: *Application de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux: pour un avenir inclusif, durable et juste*, BIT, 2019.

³⁵ Gabriela Balvedi Pimentel et María Victoria Cabrera Ormaza, *Les effets du COVID-19 sur les communautés autochtones: l'éclairage apporté par le Navigateur autochtone* (BIT, octobre 2020).

³⁶ Addendum de 2021 à l'Étude d'ensemble de 2020, paragr. 275 à 286 relatifs aux peuples autochtones et tribaux.

II. Respect des obligations relatives aux normes

A. Rapports sur les conventions ratifiées (articles 22 et 35 de la Constitution)

92. La majeure partie du travail de la commission consiste dans l'examen des rapports fournis par les gouvernements au sujet des conventions ratifiées par les États Membres (article 22 de la Constitution) et de celles qui ont été déclarées applicables aux territoires non métropolitains (article 35 de la Constitution).

Modalités pour la présentation des rapports

93. Conformément à la décision prise par le Conseil d'administration à sa 258^e session (novembre 1993) les rapports dus sur les conventions ratifiées doivent être envoyés au Bureau entre le 1^{er} juin et le 1^{er} septembre de chaque année. En raison des circonstances exceptionnelles de cette année, le Conseil d'administration a décidé, à titre exceptionnel, de modifier cette échéance et a invité les États Membres à envoyer leurs rapports **entre le 15 septembre et le 1^{er} octobre 2020** ³⁷.

94. La commission rappelle qu'un rapport détaillé doit être envoyé lorsqu'il s'agit d'un premier rapport (un premier rapport est dû après ratification) ou lorsqu'il est spécifiquement demandé par la commission d'experts ou par la Commission de la Conférence. Des rapports simplifiés doivent ensuite être soumis sur une base régulière ³⁸. La commission rappelle aussi qu'à sa 306^e session (novembre 2009) le Conseil d'administration a décidé de porter de deux à trois ans le cycle de présentation des rapports pour les conventions fondamentales et celles relatives à la gouvernance et que, à sa 334^e session (octobre-novembre 2018), il a décidé de porter de cinq à six ans le cycle de présentation des rapports pour les autres conventions.

95. En outre, des rapports peuvent être demandés par la commission en dehors du cycle régulier de soumission des rapports ³⁹. Des rapports peuvent aussi être demandés expressément en dehors du cycle régulier de soumission des rapports par la Commission de la Conférence ou le Conseil d'administration. À chaque session, la commission doit aussi examiner des rapports demandés dans des cas où un gouvernement n'avait pas envoyé un rapport dû pour la période précédente ou n'avait pas répondu aux commentaires précédents de la commission.

³⁷ Conseil d'administration, 338^e session (mars 2020). Décision concernant les obligations des États Membres en matière de présentation de rapports, ainsi que les travaux de la CEACR et de la Commission de l'application des normes, à la suite du report de la 109^e session de la Conférence internationale du Travail en 2021, [Section institutionnelle](#), [Relevé des décisions](#).

³⁸ En 1993 a été faite une distinction entre les rapports détaillés et les rapports simplifiés. Comme il est expliqué dans les formulaires de rapport, dans le cas de rapports simplifiés, des informations ne doivent normalement être données que sur les points suivants: a) toutes nouvelles mesures législatives ou autres affectant l'application de la convention; b) les réponses aux questions du formulaire de rapport sur l'application pratique de la convention (par exemple: informations statistiques, résultats d'inspections, décisions judiciaires ou administratives), ainsi que sur la communication de copies du rapport aux organisations représentatives des employeurs et des travailleurs et sur des observations éventuelles reçues de ces organisations; et c) les réponses aux commentaires des organes de contrôle. À sa 334^e session, le Conseil d'administration a adopté un nouveau formulaire de rapport, conçu pour faciliter la tâche aux gouvernements lorsqu'ils n'ont qu'à présenter des rapports simplifiés (GB.334/INS/5).

³⁹ Rapport général, paragr. 123 et suivants.

Respect de l'obligation d'envoyer des rapports

96. Cette année, un total de 2 004 rapports (1 796 rapports au titre de l'article 22 de la Constitution et 208 au titre de l'article 35 de la Constitution) concernant l'application des conventions ratifiées par les États Membres a été demandé aux gouvernements, contre 2 007 l'an dernier. À la fin de cette session de la commission, 859 rapports ont été reçus par le Bureau, soit 42,9 pour cent des rapports demandés⁴⁰. L'an dernier, le Bureau avait reçu un total de 1 419 rapports, soit 70,7 pour cent. La commission note en particulier que 5 des 20 premiers rapports dus sur l'application des conventions ratifiées ont été reçus au moment de la clôture de la session de la commission (l'an dernier, 45 des 70 premiers rapports dus avaient été reçus).

97. La commission observe une forte diminution du nombre de rapports reçus cette année dans le délai du 1^{er} octobre par rapport aux années précédentes (531 rapports, soit 26,5 pour cent des rapports reçus contre 39,6 pour cent à sa précédente session). Ce fut pour beaucoup de gouvernements une année lourde de défis qui ont pesé sur leurs capacités à faire rapport. Tout en prenant note de la complexité de la situation dans le monde entier, la commission rappelle que la Constitution de l'OIT ne prévoit aucune circonstance qui permettrait de suspendre l'obligation de soumettre les rapports dus au titre des articles 19, 22 et 35.

98. **La commission tient à exprimer sa reconnaissance aux gouvernements qui ont consenti des efforts particuliers pour s'acquitter de leur obligation d'envoyer des rapports en pleine pandémie, et elle invite tous les États Membres à tout mettre en œuvre pour envoyer les rapports dus au titre des articles 19, 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, y compris en sollicitant l'assistance technique du BIT pour les aider à se conformer à leurs obligations constitutionnelles.**

99. La commission rappelle que, lors de sa précédente session, elle a décidé d'identifier plus précisément les rapports au titre de l'article 22 de la Constitution reçus après la date limite dont l'examen pourrait être différé en raison de leur arrivée tardive. Cette année, 322 rapports sur un total de 2 004 rapports dus (soit 16,1 pour cent) ont été reçus après cette date limite.

100. D'une manière générale, la commission tient à rappeler que l'envoi tardif des rapports perturbe le bon fonctionnement de la procédure de contrôle car l'examen de certains de ces rapports au cours des sessions suivantes de la commission empêche les experts de se concentrer sur les domaines thématiques précis à examiner chaque année et prive les gouvernements et les partenaires sociaux d'un retour d'information en temps voulu sur leurs rapports. ***Elle est donc conduite à réitérer sa demande pour que les États Membres consentent un effort particulier pour faire en sorte que leurs rapports soient soumis dans les délais l'an prochain et qu'ils contiennent toutes les informations demandées afin de permettre un examen complet par la commission. Elle prie instamment en particulier les États Membres qui ont bénéficié de l'assistance du Bureau à cet égard de s'efforcer tout spécialement de soumettre les rapports dans les délais prescrits.***

101. Lors de l'examen des manquements des États Membres à leurs obligations en matière de rapports, la commission adopte des commentaires «généraux» (figurant au début de la partie II (section I) du présent rapport). Elle formule des observations générales lorsqu'aucun des rapports dus n'a été envoyé pendant deux ans ou plus, ou lorsqu'un premier rapport n'a pas été envoyé pendant deux ans ou plus. Elle formule une demande directe générale lorsque, dans l'année en cours, un pays n'a pas envoyé les rapports dus, ou la majorité des rapports dus, ou n'a pas envoyé un premier rapport dû.

102. Les 16 pays qui suivent n'ont pas fourni les rapports dus depuis deux ans ou plus: **Belize, Congo, Djibouti, Dominique, Grenade, Guinée équatoriale, Guyana, Liban, Madagascar, Nigéria, Pays-Bas (Aruba et Sint-Maarten), République-Unie de Tanzanie (Tanganyika), Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sao Tomé-et-Principe et Vanuatu. La commission prie instamment les gouvernements concernés de faire tous les efforts possibles pour fournir les rapports demandés sur les conventions ratifiées.**

103. ***En particulier, la commission attire l'attention des gouvernements ci-après sur le fait que, si à sa prochaine session un rapport ne lui parvient pas dans les délais prescrits pour qu'elle puisse examiner l'application des conventions, elle pourrait se fonder sur les informations de caractère public à sa portée pour procéder à cet examen: Dominique, Grenade, Guinée équatoriale et Sainte-Lucie.***

⁴⁰ L'annexe I au présent rapport indique, dans un classement par pays, si les rapports demandés (au titre des articles 22 et 35 de la Constitution) avaient été enregistrés ou non à la fin de la réunion de la commission. L'annexe II donne, pour les rapports demandés au titre de l'article 22 de la Constitution et pour chaque année depuis 1932, le nombre et le pourcentage de rapports reçus à la date prescrite, à la date de la réunion de la commission d'experts et à la date de la session de la Conférence internationale du Travail.

104. Douze pays n'ont pas fourni un premier rapport dû depuis deux ans ou plus:

États	Conventions n ^{os}
Albanie	– depuis 2018: MLC, 2006
Congo	– depuis 2015: convention n ^o 185, – depuis 2016: MLC, 2006, et – depuis 2018: convention n ^o 188
Gabon	– depuis 2016: MLC, 2006
Guinée	– depuis 2019: conventions n ^{os} 167, 176, 187 et 189
Guinée équatoriale	– depuis 1998: conventions n ^{os} 68 et 92
Jamaïque	– depuis 2018: convention n ^o 189
Maldives	– depuis 2016: MLC, 2006
République-Unie de Tanzanie	– depuis 2019: convention n ^o 185
Roumanie	– depuis 2017: MLC, 2006
Sao Tomé-et-Principe	– depuis 2019: convention n ^o 183
Sri Lanka	– depuis 2019: MLC, 2006
Tunisie	– depuis 2019: MLC, 2006

105. La commission prie instamment les gouvernements concernés de s'efforcer tout spécialement de fournir les premiers rapports dus.

106. En particulier, la commission appelle l'attention des gouvernements des pays ci-après sur le fait que, si le premier rapport ne lui parvient pas dans les délais prescrits pour qu'elle puisse examiner l'application d'une convention à la prochaine session, elle pourrait se fonder sur les informations de caractère public à sa portée pour procéder à cet examen: Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Maldives et Roumanie.

107. Tout comme la Commission de la Conférence, la commission souligne l'importance particulière des premiers rapports, qui constituent la base sur laquelle la commission procède à une première évaluation de l'application des conventions spécifiques concernées. La commission a conscience que, lorsqu'aucun rapport n'a été envoyé depuis longtemps, des problèmes administratifs ou autres sont souvent à l'origine des difficultés rencontrées par les gouvernements dans le respect de leurs obligations constitutionnelles. Cette année, la pandémie de COVID-19 a été un facteur supplémentaire d'aggravation de ces difficultés⁴¹. La commission veut exprimer sa reconnaissance aux gouvernements qui ont soumis cinq premiers rapports cette année. **Elle rappelle qu'il est important que les gouvernements fassent appel à l'assistance du Bureau et que celle-ci soit apportée dans les meilleurs délais pour la préparation des premiers rapports.**

108. Cette année, tous les pays ont fourni des informations quant à la communication des rapports aux organisations d'employeurs et de travailleurs dans la totalité ou la majorité de leurs rapports. La commission rappelle que, conformément au caractère tripartite de l'OIT, le respect de cette obligation constitutionnelle a pour objet de permettre aux organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs de participer pleinement au contrôle de l'application des normes internationales du travail⁴². Si un gouvernement manque à son obligation, ces organisations sont privées de leur possibilité de faire des observations, et un élément essentiel du tripartisme est perdu. Dans le contexte de la COVID-19, la participation des organisations d'employeurs et de travailleurs au contrôle des normes internationales du travail est d'autant plus importante qu'en temps normal. **La commission appelle tous les États Membres à continuer à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 23, paragraphe 2, de la Constitution.**

⁴¹ Dans certains cas exceptionnels, l'absence de rapports est le résultat de difficultés plus générales liées à la situation nationale et qui souvent empêchent la réalisation de toute assistance technique par le Bureau.

⁴² Rapport général, paragr. 140 et suivants.

Réponses aux commentaires de la commission

109. Les gouvernements sont priés de répondre, dans leurs rapports, aux observations et demandes directes de la commission. En plus cette année, ils ont été invités à fournir des informations supplémentaires par rapport aux rapports de l'an dernier, en tenant compte de l'évolution de la situation qui a pu se produire entretemps.

110. Cette année, aucune information n'a été reçue pour l'ensemble ou la plupart des observations et demandes directes de la commission qui appelaient une réponse des pays suivants: **Afghanistan, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Belize, État plurinational de Bolivie, Congo, Djibouti, Dominique, Fédération de Russie, Gabon, Grenade, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Inde, Iraq, Kirghizistan, Kiribati, Liban, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Maurice, Monténégro, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas (Aruba et Sint-Maarten), République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie (Tanganyika), Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sierra Leone, Soudan du Sud, Tchad, Tuvalu, Ukraine, Vanuatu et Zambie.**

111. La commission note avec **préoccupation** que le nombre de commentaires sans réponse reste très élevé. Elle souligne que la valeur que les mandants de l'OIT attachent au dialogue avec les organes de contrôle sur l'application des conventions ratifiées se trouve considérablement diminuée par le défaut des gouvernements à s'acquitter de leurs obligations en la matière. **La commission prie instamment les pays concernés de faire parvenir toutes les informations demandées et rappelle qu'ils peuvent avoir recours à l'assistance du Bureau dans ce domaine.**

Suivi des cas de manquements graves aux obligations de faire rapport des États Membres, mentionnés dans le rapport de la Commission de l'application des normes

112. Comme le fonctionnement du système de contrôle repose, en premier lieu, sur les informations contenues dans les rapports envoyés par les gouvernements, la commission et la Commission de la Conférence considèrent que les cas de manquements des États Membres à remplir leurs obligations à cet égard doivent faire l'objet d'une attention aussi soutenue que ceux relatifs à l'application des conventions ratifiées. Les deux commissions ont donc décidé de renforcer, avec l'assistance du Bureau, le suivi donné à ces cas de manquements. En raison du report de la 109^e session de la Conférence, une discussion sur les informations sur la question contenues dans le rapport de 2020 de la commission aura lieu à la prochaine session de la Conférence, en juin 2021.

113. La commission réitère par conséquent le paragraphe 61 de son rapport de 2020 selon lequel, à la suite des discussions menées au sein de la Commission de la Conférence en juin 2019 et de l'assistance technique que le Bureau a fournie ⁴³, sept des 14 premiers rapports pour lesquels des appels d'urgence ont été lancés ont été reçus ⁴⁴.

114. La commission se félicite de la collaboration fructueuse qu'il entretient avec la commission de la Conférence sur cette question d'intérêt mutuel qui est essentielle à la bonne exécution de leurs tâches respectives. Elle demande au Bureau de maintenir l'assistance technique soutenue qu'il fournit aux États Membres à cet égard.

B. Examen par la commission d'experts des rapports sur les conventions ratifiées

115. Dans l'examen des rapports reçus sur les conventions ratifiées et sur celles qui ont été déclarées applicables aux territoires non métropolitains, la commission a attribué, selon sa pratique, à chacun de ses membres, la responsabilité initiale d'un groupe de conventions. Chaque membre soumet ses conclusions préliminaires sur les instruments dont il ou elle a la charge, à la commission en séance plénière pour discussion et approbation. Les décisions relatives aux commentaires sont adoptées par consensus.

116. La commission tient à informer les États Membres qu'elle a examiné tous les rapports portés à son attention.

Observations et demandes directes

117. Tout d'abord, la commission estime qu'il convient de relever que, dans 81 cas, elle a considéré, suite à l'examen des rapports correspondants, que la manière dont les conventions ratifiées étaient mises

⁴³ Rapport de la Commission de l'application des normes, CIT, 108^e session, Genève, 2019, paragr. 298.

⁴⁴ Kiribati (convention n° 185), Maldives (conventions n°s 100 et 185), Nicaragua (MLC, 2006), Saint-Vincent-et-les Grenadines (MLC, 2006) et Somalie (conventions n°s 87 et 98). Entre-temps, quatre premiers rapports supplémentaires ont été reçus suite à un appel d'urgence des pays suivants: Angola (convention n° 188), Somalie (convention n° 182) et Timor-Leste (conventions n°s 100 et 111).

en œuvre n'appelait pas d'autres commentaires. Cependant, dans d'autres cas, la commission a estimé qu'il y avait lieu d'attirer l'attention des gouvernements intéressés sur la nécessité de prendre des mesures supplémentaires pour donner effet à certaines dispositions des conventions ou de fournir des informations complémentaires sur des points déterminés. Comme les années précédentes, les commentaires de la commission ont été rédigés soit sous la forme d'«observations», qui sont reproduites dans le rapport de la commission, soit sous celle de «demandes directes», qui ne sont pas publiées dans le rapport de la commission, mais sont communiquées directement aux gouvernements intéressés et sont disponibles en ligne ⁴⁵. En règle générale, les observations sont formulées dans les cas les plus graves ou les plus persistants de manquements aux obligations. Elles soulignent des divergences importantes entre les obligations découlant d'une convention et la législation et/ou la pratique correspondantes des États Membres. Elles peuvent porter sur l'absence de mesures visant à donner effet à une convention ou à agir de manière appropriée à la suite de demandes de la commission. Elles peuvent aussi, le cas échéant, mettre en valeur un cas de progrès. Les demandes directes permettent à la commission d'entretenir un dialogue continu avec les gouvernements, le plus souvent lorsque les questions abordées sont de nature essentiellement technique. Elles peuvent aussi servir à clarifier certains points lorsque l'information disponible ne permet pas d'apprécier pleinement dans quelle mesure les obligations sont remplies. Les demandes directes servent aussi à examiner les premiers rapports soumis par les gouvernements quant à l'application des conventions.

118. Cette année, la commission a formulé 556 observations et 1 110 demandes directes. Les observations formulées par la commission figurent à la partie II du présent rapport avec, pour chaque sujet, une liste des demandes directes. Un index de toutes les observations et demandes directes, classées par pays, figure en annexe VII du présent rapport.

119. En outre, la commission a formulé trois observations générales sur la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 et la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006).

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes

120. La commission examine les suites données aux conclusions de la Commission de l'application des normes, car ces informations font partie intégrante de son dialogue avec les gouvernements concernés. Cette année, la commission a examiné le suivi des conclusions adoptées par la Commission de l'application des normes pendant la dernière session de la Conférence internationale du travail (108^e session, juin 2019) dans les cas suivants:

Liste des cas pour lesquels la commission a examiné le suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

États	Conventions n ^{os}	Page n°
Algérie	87	65
Bolivie (État plurinational de)	131	719
Brésil	98	118
Égypte	87	176
Éthiopie	138	385
Fidji	87	194
Honduras	87	216
Kazakhstan	87	226
Myanmar	29	306
Philippines	87	235
Serbie	81/129	671
Tadjikistan	111	603
Turquie	87	254

⁴⁵ Les observations et les demandes directes se trouvent dans la base de données NORMLEX, sur le [site Internet de l'OIT](#).

Liste des cas pour lesquels la commission a examiné le **suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes** (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

Uruguay	98	266
Zimbabwe	87	275

Suivi des réclamations au titre de l'article 24 de la Constitution et des plaintes au titre de l'article 26 de la Constitution

121. Selon la pratique établie, la commission examine aussi les suites données par les gouvernements aux recommandations des comités tripartites (institués pour examiner les réclamations présentées en vertu de l'article 24 de la Constitution) et des commissions d'enquête (instituées pour examiner des plaintes en vertu de l'article 26 de la Constitution). Les informations correspondantes font partie intégrante du dialogue de la commission avec les gouvernements concernés. La commission estime utile d'indiquer les commentaires qui ont un lien avec ces procédures de contrôle constitutionnelles et dont les tableaux suivants donnent un aperçu.

Liste des cas pour lesquels la commission a examiné les **mesures prises par les gouvernements pour donner effet aux recommandations des commissions d'enquête** (plaintes au titre de l'article 26)

États	Conventions n ^{os}
Bélarus	87, 98
Myanmar	29
République bolivarienne du Venezuela	26, 87, 144
Zimbabwe	87, 98

Liste des cas pour lesquels la commission a examiné les **mesures prises par les gouvernements pour donner effet aux recommandations des comités tripartites** (réclamations au titre de l'article 24)

États	Conventions n ^{os}
Émirats arabes unis	29
Pérou	29
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	29

Suivi donné aux aspects législatifs renvoyés par le Comité de la liberté syndicale

122. Selon la pratique établie, la commission examine aussi les aspects législatifs qui lui ont été renvoyés par le Comité de la liberté syndicale. À la demande de ce dernier, la commission a décidé d'indiquer ces cas dans le tableau suivant:

Liste des cas dans lesquels la commission a examiné les **suites données aux aspects législatifs qui lui ont été renvoyés par le Comité de la liberté syndicale**

États	Conventions n ^{os}
Brésil	151
Chili	87, 98

Liste des cas dans lesquels la commission a examiné les **suites données aux aspects législatifs qui lui ont été renvoyés par le Comité de la liberté syndicale**

États	Conventions n ^{os}
El Salvador	87
Kazakhstan	87
Philippines	87
Zimbabwe	87

Notes spéciales

123. Comme d'habitude, la commission a indiqué par des notes spéciales – communément appelées notes de bas de page – ajoutées à la fin de ses commentaires les cas pour lesquels, du fait de la nature des problèmes rencontrés dans l'application des conventions en question, elle a jugé approprié de demander aux gouvernements de communiquer un rapport plus tôt que prévu et, dans certains cas, de fournir des données complètes à la Conférence lors de sa prochaine session, en juin 2021.

124. Aux fins d'identifier les cas pour lesquels elle insère des notes spéciales, la commission a recours aux critères de base décrits ci-après, tout en tenant compte des considérations générales suivantes. Premièrement, ces critères sont indicatifs. Exerçant un jugement lorsqu'elle applique ces critères, la commission peut également tenir compte des circonstances particulières du pays et de la durée du cycle de soumission des rapports. Deuxièmement, ces critères sont applicables aux cas dans lesquels un rapport anticipé est demandé, souvent désignés comme «note de bas de page simple», ainsi qu'aux cas dans lesquels le gouvernement est prié de fournir des informations détaillées à la Conférence, souvent désignés comme «note de bas de page double». La différence entre ces deux catégories est une question de degré. Troisièmement, un cas grave justifiant une note spéciale pour fournir des détails complets à la Conférence (note de bas de page double) pourrait ne recevoir qu'une note spéciale pour fournir un rapport anticipé (note de bas de page simple) dans la mesure où il aurait fait l'objet d'une discussion récente au sein de la Commission de la Conférence. Enfin, la commission souhaite souligner qu'elle fait preuve de retenue dans son usage des «notes de bas de page doubles» par respect à l'égard des décisions prises par la Commission de la Conférence quant aux cas qu'elle souhaite discuter.

125. Les critères dont la commission tient compte sont les suivants:

- la gravité du problème; la commission souligne à ce propos qu'il est important d'envisager le problème dans le cadre d'une convention particulière et de tenir compte des questions qui touchent aux droits fondamentaux, à la santé, à la sécurité et au bien-être des travailleurs, ainsi qu'à tout effet préjudiciable, notamment au niveau international, sur les travailleurs et les autres catégories de personnes protégées;
- la persistance du problème;
- l'urgence de la situation; l'évaluation d'une telle urgence est nécessairement liée à chaque cas, selon des critères types en matière de droits de l'homme, tels que des situations ou des problèmes qui menacent la vie et dans lesquels un préjudice irréversible est prévisible; et
- la qualité et la portée de la réponse du gouvernement dans ses rapports ou l'absence de réponse aux questions soulevées par la commission, notamment les cas de refus caractérisé et répété de la part de l'État de se conformer à ses obligations.

126. De plus, la commission souhaite souligner que sa décision de ne pas mentionner un cas pour lequel elle aurait, par le passé, attiré l'attention de la Commission de la Conférence, en double note de bas de page, n'implique en aucun cas que ce cas soit considéré comme un cas de progrès.

127. Au cours de sa 76^e session (novembre-décembre 2005), la commission a décidé que l'identification des cas pour lesquels un gouvernement est prié de fournir des informations détaillées à la Conférence s'effectue en deux étapes: dans un premier temps, l'expert ayant la responsabilité initiale d'un groupe particulier de conventions recommande à la commission l'insertion de notes spéciales; dans un second temps, compte tenu de l'ensemble des recommandations formulées, la commission prendra, après discussion, une décision finale et collégiale, une fois qu'elle aura examiné l'application de toutes les conventions.

128. Cette année, la commission a prié les gouvernements de fournir des données complètes à la Conférence, lors de sa prochaine session de 2021, dans les cas suivants:

Liste des cas dans lesquels la commission a prié les gouvernements de **fournir des données complètes à la Conférence**, lors de sa prochaine session de juin 2021

États	Conventions n ^{os}
Bélarus	87
Ghana	182
Tadjikistan	81
Turkménistan	105

129. En outre, la commission a demandé des réponses complètes à ses commentaires en dehors du cycle régulier de soumission des rapports dans les cas suivants:

Liste des cas dans lesquels la commission a demandé des **réponses complètes à ses commentaires en dehors du cycle régulier**

États	Conventions n ^{os}
Algérie	87, 98
Arménie	17
Bahamas	87
Bangladesh	81, 87
Belgique	87
Brésil	151
Burundi	26
Cameroun	87
Chine - Hong Kong	MLC, 2006
Colombie	98
Comores	87
Congo	MLC, 2006
Cuba	110
Égypte	98
Équateur	87, 95/131, 98
France	98
Gabon	MLC, 2006
Indonésie	MLC, 2006
République islamique d'Iran	111
Irlande	189
Jordanie	MLC, 2006
Kirghizistan	81, 95/131
Pakistan	98
Pays-Bas - Curaçao	MLC, 2006
Portugal	MLC, 2006

Liste des cas dans lesquels la commission a demandé des **réponses complètes** à ses commentaires en dehors du cycle régulier

États	Conventions n ^{os}
République de Moldova	152
République démocratique du Congo	144
République-Unie de Tanzanie - Zanzibar	85
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord - Anguilla	85
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord – Îles Vierges britanniques	85
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord - Montserrat	85
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord – Sainte- Hélène	85/150
Saint-Vincent-et-les Grenadines	MLC, 2006
Slovénie	MLC, 2006
Sri Lanka	98
Turquie	98, 115/119/127/155/161/167/176/1 87
Ukraine	81/129/150, 95/131/173, 119/120/139/155/161/174/176/1 84
République bolivarienne du Venezuela	1, 13/45/120/127/139/155, 26/95, 87, 144
Zimbabwe	26/99, 87

Cas de progrès

130. À la suite de son examen des rapports envoyés par les gouvernements, conformément à la pratique établie, la commission mentionne dans ses commentaires les cas dans lesquels elle exprime sa **satisfaction** ou son **intérêt** par rapport aux progrès réalisés dans l'application des conventions considérées.

131. Lors de ses 80^e et 82^e sessions (2009 et 2011), la commission a apporté les précisions suivantes sur l'approche générale élaborée au cours des années concernant l'identification des cas de progrès:

- 1) L'expression par la commission de son intérêt ou de sa satisfaction ne signifie pas qu'elle estime que le pays en question se conforme à la convention d'une manière générale, si bien que, dans le même commentaire, **la commission peut exprimer sa satisfaction ou son intérêt sur une question particulière tout en exprimant par ailleurs son regret au sujet d'autres questions importantes** qui, à son avis, n'ont pas été traitées de manière satisfaisante.
- 2) La commission tient à souligner qu'**un constat de progrès est limité à une question particulière liée à l'application de la convention et à la nature des mesures prises par le gouvernement considéré.**
- 3) La commission exerce un jugement lorsqu'il s'agit de prendre note d'un progrès, en tenant compte de la nature spécifique de la convention et des circonstances particulières du pays considéré.
- 4) Le constat d'un progrès peut se référer à différentes sortes de mesures concernant la législation, la politique ou la pratique nationales.

- 5) Si elle exprime sa satisfaction par rapport à l'adoption d'une législation, la commission peut également envisager des mesures propres à assurer le suivi de leur application en pratique.
- 6) Dans l'identification des cas de progrès, la commission tient compte aussi bien des informations fournies par les gouvernements dans leurs rapports que des observations des organisations d'employeurs et de travailleurs.

132. Depuis qu'elle a commencé à relever les cas de satisfaction dans son rapport, en 1964 ⁴⁶, la commission a continué à utiliser les mêmes critères généraux. La commission exprime sa **satisfaction** dans les cas dans lesquels, **suite aux commentaires qu'elle a formulés sur un problème particulier, les gouvernements ont pris des mesures, que ce soit par l'adoption d'une nouvelle législation, d'un amendement à la législation existante ou par une modification significative de la politique ou de la pratique nationales, réalisant ainsi une plus grande conformité avec leurs obligations découlant des conventions considérées.** Lorsqu'elle exprime sa satisfaction, la commission indique au gouvernement et aux partenaires sociaux que, selon elle, le problème particulier est réglé. Le fait de relever les cas de satisfaction a un double objectif:

- reconnaître formellement que la commission se félicite des mesures positives prises par les gouvernements pour faire suite à ses commentaires; et
- fournir un exemple aux autres gouvernements et aux partenaires sociaux qui font face à des problèmes similaires.

133. Le détail de ces cas de progrès se trouve dans la partie II du présent rapport; il s'agit de 24 cas dans lesquels des mesures de cette nature ont été prises, dans 22 pays. La liste complète en est la suivante:

Liste des cas dans lesquels la commission a été à même d'exprimer sa satisfaction pour certaines mesures prises par les gouvernements des pays suivants

États	Conventions n ^{os}
Arabie saoudite	138
Bangladesh	87
Botswana	87
Bulgarie	87
Cambodge	87
Canada	87
Colombie	98
Costa Rica	98
Émirats arabes unis	29, 138
France - Polynésie française	111
Jordanie	100
Kazakhstan	87
Malaisie - Sabah	97
Pakistan	138
Qatar	29
République de Moldova	111
Samoa	138
Serbie	105
Seychelles	105

⁴⁶ Rapport de la commission d'experts soumis à la 48^e session (1964) de la Conférence internationale du Travail, paragr. 16.

Liste des cas dans lesquels la commission a été à même d'**exprimer sa satisfaction** pour certaines mesures prises par les gouvernements des pays suivants

États	Conventions n ^{os}
Tadjikistan	182
Turquie	29, 111
Viet Nam	29

134. Ainsi, le nombre total des cas dans lesquels la commission a été amenée à **exprimer sa satisfaction** devant des progrès enregistrés suite à ses commentaires s'élève à **3 133** depuis qu'elle a entrepris de les énumérer dans son rapport.

135. Dans les cas de progrès, la commission a formalisé en 1979 la distinction entre les cas pour lesquels elle exprime sa satisfaction et ceux pour lesquels elle exprime son intérêt⁴⁷. D'une manière générale, les cas d'**intérêt** portent sur des **mesures qui sont assez élaborées pour augurer d'autres progrès et au sujet desquels la commission voudrait poursuivre le dialogue avec le gouvernement et les partenaires sociaux**. La pratique de la commission a évolué de telle manière que les cas dans lesquels elle exprime son intérêt peuvent actuellement englober un large éventail de mesures. La considération primordiale est que les mesures concourent à la réalisation générale des objectifs de la convention considérée. Il peut s'agir:

- de projets de législation devant le Parlement ou d'autres propositions de modifications de la législation qui ont été transmises à la commission ou qui lui sont accessibles;
- de consultations au sein du gouvernement et avec les partenaires sociaux;
- de nouvelles politiques;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'activités dans le cadre d'un projet de coopération technique ou suite à une assistance ou à des conseils techniques du Bureau;
- de décisions judiciaires; selon le niveau du tribunal, l'objet traité et la force de telles décisions dans un système juridique déterminé, les décisions judiciaires sont généralement considérées comme des cas d'intérêt, à moins qu'il n'y ait un motif irréfutable de noter une décision judiciaire particulière comme un cas de satisfaction; ou
- dans le cadre d'un système fédéral, la commission peut également noter comme cas d'intérêt les progrès réalisés par un État, une province ou un territoire.

136. Le détail de ces cas se trouve soit dans la partie II du présent rapport, soit dans les demandes adressées directement aux gouvernements concernés; il s'agit de **163** cas dans lesquels des mesures de cette nature ont été prises, dans **79** pays. La liste complète en est la suivante:

Liste des cas dans lesquels la commission a **relevé avec intérêt** différentes mesures prises par les gouvernements des pays suivants

États	Conventions n ^{os}
Afrique du Sud	MLC, 2006
Albanie	98, 151
Argentine	177
Arménie	87
Australie	87
Bangladesh	81, 87, 98
Bélarus	98
Bosnie-Herzégovine	98, 135, 154
Burundi	111

⁴⁷ Rapport de la commission d'experts soumis à la 65^e session (1979) de la Conférence internationale du Travail, paragr. 122.

Liste des cas dans lesquels la commission a **relevé avec intérêt** différentes mesures prises par les gouvernements des pays suivants

États	Conventions n^{os}
Cambodge	87
Canada	108
Chine	155/167
Chine - Région administrative spéciale de Hong-kong	98
Colombie	87, 98, 144
Costa Rica	87
Danemark - Îles Féroé	MLC, 2006
El Salvador	87
Émirats arabes unis	81
Finlande	MLC, 2006
France	87, 98
France - Polynésie française	81/129, 125
Gabon	111, 122
Géorgie	100, 111
Grèce	100, 122, 149, 156
Guinée	117
Guinée-Bissau	18, 111
Honduras	87, 122
Hongrie	100, 111
Inde	81
Irlande	100, 122
Islande	111
Italie	111
Japon	156, MLC, 2006
Jordanie	111
Kazakhstan	87
Kenya	17, 97/143
Kirghizistan	105
Kiribati	182
Libéria	MLC, 2006
Lituanie	88
Macédoine du Nord	122, 158
Malawi	81/129/150, 149
Mali	122, 159

Liste des cas dans lesquels la commission a **relevé avec intérêt** différentes mesures prises par les gouvernements des pays suivants

États	Conventions n ^{os}
Malte	MLC, 2006
Maroc	111, 181
Maurice	88, 94, 100
Mexique	111, 142, 159
Monténégro	111, 158
Nicaragua	142
Norvège	94, 111
Nouvelle-Zélande	82, 111
Ouzbékistan	29
Pakistan	29, 81, 138, 182
Panama	105, 138
Pays-Bas	142
Pérou	29, 182
Philippines	151
Pologne	81
Qatar	29, 81
République de Corée	156
République de Moldova	111
République démocratique populaire lao	100
République-Unie de Tanzanie	142, 148/170
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	115/120/148/187
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord – Anguilla	85
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord – Gibraltar	160
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord – Île de Man	160
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord – Jersey	160
Samoa	182
Sénégal	81
Serbie	81/129, 182
Singapour	94
Somalie	87, 98
Soudan du Sud	100
Sri Lanka	122, 138

Liste des cas dans lesquels la commission a **relevé avec intérêt** différentes mesures prises par les gouvernements des pays suivants

États	Conventions n ^{os}
Suède	81/129
Suriname	111
Tadjikistan	122, 142
Tchéquie	154
Trinité-et-Tobago	81/150, 182
Turquie	115/119/127/155/161/167/176/187
Ukraine	81/129/150
Uruguay	29, 115/136/139/155/161/162/167/176 /184
République bolivarienne du Venezuela	13/45/120/127/139/155
Zimbabwe	98

Application pratique

137. Dans le cadre de son évaluation de l'application des conventions dans la pratique, la commission prend note des informations contenues dans les rapports des gouvernements, à savoir celles portant sur les décisions judiciaires, les statistiques et l'inspection du travail. L'envoi de ces informations est prévu par la plupart des formulaires de rapport, voire par les termes mêmes de certaines conventions. La commission a estimé que les informations de cette nature étaient particulièrement utiles cette année pour illustrer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le monde du travail et les mesures correspondantes prises en réaction par les gouvernements.

138. La commission constate que près d'un quart des rapports reçus cette année contiennent des informations supplémentaires sur l'application pratique des conventions, y compris des informations sur la jurisprudence nationale, sur les statistiques et sur l'inspection du travail.

139. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ces informations sont indispensables pour compléter l'examen des législations nationales et aider la commission à identifier les questions soulevant de réels problèmes d'application pratique. La commission souhaite souligner à l'intention des gouvernements l'importance de soumettre de telles informations et encourager également les organisations d'employeurs et de travailleurs à communiquer des informations précises et à jour sur l'application des conventions dans la pratique.

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

140. À chacune de ses sessions, la commission rappelle que la contribution des organisations d'employeurs et de travailleurs est essentielle pour que la commission puisse évaluer l'application des conventions dans la législation et la pratique nationales. Les États Membres sont tenus, au titre de l'article 23, paragraphe 2, de la Constitution, de communiquer aux organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs des copies des rapports transmis en application des articles 19 et 22 de la Constitution. Le respect de cette obligation constitutionnelle a pour objet de permettre aux organisations d'employeurs et de travailleurs de participer pleinement au contrôle de l'application des normes internationales du travail. Dans certains cas, les gouvernements transmettent les observations des organisations d'employeurs et de travailleurs avec leurs rapports, en ajoutant parfois leurs propres commentaires. Toutefois, dans la majorité des cas, les observations des organisations d'employeurs et de travailleurs sont envoyées directement au Bureau qui, conformément à la pratique établie, les transmet aux gouvernements concernés pour commentaires afin de respecter l'équité des procédures. Pour des raisons de transparence, toutes les observations reçues des organisations d'employeurs et de travailleurs sur l'application des conventions ratifiées depuis la dernière session en date de la commission sont reprises à l'annexe III de son rapport. Lorsque la commission constate que des observations n'entrent pas dans le champ d'application de la convention ou ne contiennent pas d'informations de nature à enrichir son examen de l'application de la convention, elle n'en fait pas mention dans ses commentaires. Sinon,

les observations reçues des organisations d'employeurs et de travailleurs peuvent être examinées, suivant le cas, dans une observation ou une demande directe.

Au cours d'une année pendant laquelle le rapport est dû

141. À sa 86^e session (2015), la commission a apporté les précisions suivantes sur l'approche générale élaborée au cours des années concernant le traitement des observations émanant d'organisations d'employeurs et de travailleurs. La commission rappelle que, **au cours d'une année pendant laquelle le rapport est dû**, lorsque les observations des organisations d'employeurs et de travailleurs ne sont pas communiquées avec le rapport du gouvernement, elles doivent être reçues par le Bureau le 1^{er} septembre au plus tard, afin de laisser au gouvernement concerné un délai raisonnable pour répondre et permettre ainsi à la commission d'examiner les questions soulevées à sa session la même année. Les observations qui sont reçues après le 1^{er} septembre ne seront pas examinées au fond en l'absence de réponse du gouvernement, sauf dans des cas exceptionnels. Au fil des ans, la commission a identifié en tant que cas exceptionnels ceux dans lesquels les allégations sont suffisamment étayées et où la situation doit être traitée d'urgence, que ce soit parce qu'ils portent sur des questions de vie ou de mort ou parce que des droits humains fondamentaux sont en jeu ou encore parce que l'inaction pourrait occasionner un dommage irréparable. En outre, les observations se rapportant à des propositions ou projets de loi peuvent également être examinées par la commission en l'absence de réponse du gouvernement, dès lors que cet examen pourrait être d'une certaine utilité pour le pays à ce stade de proposition ou de projet.

Au cours d'une année pendant laquelle le rapport n'est pas dû

142. À sa 88^e session (2017), après avoir examiné la décision de révision du Conseil d'administration du cycle de présentation des rapports sur les conventions techniques pour le faire passer de cinq à six années, la commission s'est dite disposée à réfléchir à la manière dont elle pourrait assouplir les critères extrêmement rigides qui permettent de déroger à son cycle d'examen lorsqu'elle reçoit des observations d'organisations de travailleurs ou d'employeurs sur un pays en particulier au titre de l'article 23, paragraphe 2, de la Constitution de l'OIT, et a décidé qu'elle pourrait s'inspirer à cet égard des critères utilisés pour les «notes de bas de page» et définis au paragraphe 73 du rapport général de cette année-là.

143. Compte tenu de la décision du Conseil d'administration d'octobre-novembre 2018 (document GB.334/INS/5) de porter à six ans le cycle de présentation des rapports sur les conventions techniques, étant entendu que la commission continuera d'examiner, de préciser et, si nécessaire, d'élargir les critères permettant de rompre ce cycle, la commission a procédé, à sa 89^e session (2018) à la révision des critères précités.

144. La commission rappelle que, **au cours d'une année pendant laquelle aucun rapport n'est dû**, lorsque les observations reçues d'organisations d'employeurs ou de travailleurs reprennent simplement celles faites les années précédentes, ou portent sur des questions déjà soulevées par la commission, elles seront examinées conformément au cycle régulier, c'est-à-dire l'année où le rapport du gouvernement est dû. Dans ce cas, il ne sera pas demandé de rapport au gouvernement en dehors de ce cycle.

145. Lorsque des observations sur une convention technique remplissent les critères énumérés au paragraphe ci-dessous, la commission priera le Bureau d'envoyer une notification aux gouvernements indiquant que les observations reçues au titre de l'article 23 seront examinées lors de sa prochaine session, que le gouvernement y ait ou pas répondu. Tout en prévenant suffisamment à l'avance les gouvernements, la procédure permet d'éviter de différer davantage l'examen de questions importantes.

146. La commission examinera l'application d'une **convention technique** au cours d'une année pendant laquelle aucun rapport n'est dû à la suite de la réception d'observations des organisations d'employeurs ou de travailleurs en tenant dûment compte des éléments suivants:

- la gravité du problème et ses effets préjudiciables sur l'application de la convention;
- la persistance du problème; et
- la pertinence et la portée de la réponse du gouvernement dans ses rapports ou l'absence de réponse aux questions soulevées par la commission, notamment les cas de refus caractérisé et répété de la part de l'État de se conformer à ses obligations.

147. Pour **toute convention (fondamentale, de gouvernance ou technique)**, rappelant sa pratique bien établie, la commission examinera, l'année de leur réception, les observations des organisations d'employeurs ou de travailleurs reçues au cours d'une année pendant laquelle le rapport n'est pas dû dans les cas exceptionnels énumérés au paragraphe 90 ci-dessus, et ce même en l'absence de réponse de la part du gouvernement concerné.

148. La commission a souligné que la procédure établie aux paragraphes antérieurs entend donner effet aux décisions du Conseil d'administration qui a étendu le cycle de présentation des rapports et a réclamé des mesures de sauvegarde dans ce contexte, visant à garantir le maintien d'un contrôle efficace de l'application des conventions ratifiées. L'une de ces mesures de sauvegarde consiste à reconnaître dûment la possibilité dont les organisations d'employeurs et de travailleurs peuvent se prévaloir d'attirer l'attention de la commission sur des sujets de préoccupation particuliers touchant à l'application de conventions ratifiées, y compris au cours d'une année où aucun rapport n'est dû. La démarche décrite précédemment accorde également une attention particulière à l'importance de prévenir à l'avance les gouvernements, sauf circonstances exceptionnelles et, dans tous les cas, la commission indiquera les raisons pour lesquelles elle déroge au cycle d'examen.

149. La commission note que, depuis sa dernière session, elle a été saisie de **757** observations (contre 915 l'an dernier), dont 230 (contre 297 l'an dernier) communiquées par des organisations d'employeurs et 527 (contre 618 l'an dernier) par des organisations de travailleurs. La grande majorité des observations reçues (soit **695** contre 721 l'an dernier) portaient sur l'application de conventions ratifiées ⁴⁸; **243** observations (contre 349 l'an dernier) concernaient l'application des conventions fondamentales; **75** observations (contre 148 l'an dernier) concernaient l'application des conventions relatives à la gouvernance et **377** observations (contre 252 l'an dernier) concernaient l'application d'autres conventions. En outre, **62** observations ont été reçues en plus des 194 l'année dernière concernant l'Étude d'ensemble de 2020 sur la promotion de l'emploi et du travail décent dans un monde en mutation. La commission note que 589 des observations reçues cette année au sujet de l'application des conventions ratifiées ont été directement transmises au Bureau. Dans 106 cas, les gouvernements ont transmis les observations des organisations d'employeurs et de travailleurs avec leurs rapports. La commission relève que, en général, les organisations d'employeurs et de travailleurs se sont efforcées de recueillir et de présenter des informations sur l'application des conventions ratifiées dans des pays en particulier, en droit comme dans la pratique. La commission rappelle que les observations à caractère général relatives à certaines conventions sont traitées d'une manière plus appropriée dans le cadre de l'examen par la commission des études d'ensemble ou au sein d'autres instances de l'OIT.

Cas dans lesquels le besoin en termes d'assistance technique a été souligné

150. L'une des caractéristiques majeures du système de contrôle de l'OIT réside dans la combinaison entre l'examen des organes de contrôle et les conseils pratiques donnés aux États Membres par le biais de la coopération pour le développement et l'assistance technique.

151. La commission note que le Bureau a réagi rapidement à la pandémie de COVID-19 en fournissant une assistance technique indispensable pour les réformes du droit du travail visant à traiter l'impact immédiat de la pandémie et en soutenant les processus de dialogue social dans ce cadre. Le Bureau a réaffecté des ressources à la lutte contre la pandémie de COVID-19 en mettant particulièrement l'accent sur les normes internationales du travail et le dialogue social. En outre, des partenariats globaux ont été établis avec les principaux donateurs afin de soutenir les États membres souffrant de graves lacunes en matière de notification et d'application en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ces projets s'appuient sur les orientations des organes de contrôle de l'OIT afin de renforcer les capacités nationales à s'engager dans des relations commerciales fondées sur le respect des principes et des droits fondamentaux du travail, qui sont aujourd'hui plus importants que jamais pour une reprise durable.

152. La commission se félicite des informations selon lesquelles le Centre international de formation de l'OIT à Turin a réagi rapidement à la pandémie en convertissant ses programmes de renforcement des capacités et notamment l'Académie internationale des normes du travail en cours en ligne qui seront dispensés virtuellement. Elle se félicite également de la nouvelle orientation régionale de l'Académie qui a réuni cette année près de 160 participants d'Afrique représentant les mandants de l'OIT, des juges, des professeurs de droit et d'autres professionnels du droit ainsi que les médias de tout le continent. La commission note l'importante contribution de l'Académie au renforcement des capacités de notification des gouvernements et des organisations d'employeurs et de travailleurs, y compris dans les pays confrontés à de graves faiblesses dans ce domaine.

153. En plus des cas de manquements graves de certains États Membres à respecter certaines obligations spécifiques liées à l'obligation de faire rapport, les cas pour lesquels, de l'avis de la commission, l'assistance technique du Bureau serait particulièrement utile pour aider les États Membres à remédier aux lacunes en droit et en pratique dans l'application des conventions ratifiées, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19, sont repris dans le tableau suivant, et la partie II du rapport de la commission donne des précisions sur ces cas.

⁴⁸ Annexe III du rapport.

Liste des cas pour lesquels l'**assistance technique** aux États Membres
serait particulièrement utile

États	Conventions n ^{os}
Afrique du Sud	MLC, 2006
Algérie	87, 98
Angola	87, 98
Arménie	98
Bahamas	87
Bangladesh	87, 98
Bélarus	87, 98
Botswana	87, 98
Brésil	151
Bulgarie	87
Burundi	87
Cambodge	87, 98
Colombie	87, 98
Comores	87, 111
Congo	185, MLC, 2006
Costa Rica	87
Égypte	87
El Salvador	87
Émirats arabes unis	1
Érythrée	105, 138
Éthiopie	138
Gabon	MLC, 2006
Ghana	107
Guatemala	87, 98
Guinée-Bissau	12/18/19, 81, 100
Honduras	87
Hongrie	185
République islamique d'Iran	122
Iraq	187
Israël	100
Jamaïque	94
Jordanie	185, MLC, 2006
Kirghizistan	17, 81, 87, 95, 97
Kiribati	185

Liste des cas pour lesquels l'**assistance technique** aux États Membres
serait particulièrement utile

États	Conventions n^{os}
Koweït	111
Libye	122
Macédoine du Nord	94
Malawi	81/129/150
Maldives	185, MLC, 2006
Monténégro	185
Myanmar	185
Paraguay	81
Pérou	81
Philippines	87
République de Moldova	100, 185
République démocratique du Congo	62/119/120, 94
République dominicaine	87, 98
République-Unie de Tanzanie	85
Roumanie	MLC, 2006
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - Anguilla	85
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - Gibraltar	160
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - Guernesey	63
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - Îles Vierges britanniques	85
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - Jersey	17
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - Montserrat	85
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - Sainte-Hélène	63, 85
Saint-Vincent-et-les Grenadines	111
Sénégal	87
Serbie	81/129, 94
Seychelles	81
Sierra Leone	88
Soudan du Sud	100, 111
Sri Lanka	98, 185
Suriname	100

Liste des cas pour lesquels l'assistance technique aux États Membres serait particulièrement utile

États	Conventions n ^{os}
Tchad	81, 122
Tchéquie	98
Timor-Leste	87
Tunisie	45/62/120
Turkménistan	105
Turquie	98
Ukraine	81/129
Uruguay	63, 98
République bolivarienne du Venezuela	13/45/120/127/139/155, 87, 144
Viet Nam	81

C. Rapports au titre de l'article 19 de la Constitution

154. La commission rappelle que le Conseil d'administration a décidé que le sujet des études d'ensemble devrait être aligné sur celui des discussions annuelles récurrentes dans le cadre de la Conférence dans le cadre du suivi de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008. Cette année, les gouvernements ont été appelés à fournir des informations supplémentaires aux rapports soumis l'an dernier au titre de l'article 19 de la Constitution, aux fins de l'Étude d'ensemble, sur la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, la convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983, la convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996, la recommandation (n° 168) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983, la recommandation (n° 169) concernant la politique de l'emploi (dispositions complémentaires), 1984, la recommandation (n° 184) sur le travail à domicile, 1996, la recommandation (n° 198) sur la relation de travail, 2006, et la recommandation (n° 204)⁴⁹ sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015. Un addendum à l'Étude d'ensemble de l'année dernière a été préparé sur la base d'un examen préliminaire par un groupe de travail composé de sept membres de la commission, conformément à la pratique suivie les années précédentes.

155. La commission constate avec **regret** que les **21** pays ci-après n'ont fourni, pour les cinq dernières années, aucun des rapports demandés au titre de l'article 19 de la Constitution sur des conventions non ratifiées et sur des recommandations: **Belize, Congo, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Îles Marshall, Îles Salomon, Libéria, Maldives, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tchad, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Yémen.**

156. *La commission prie à nouveau instamment les gouvernements de fournir les rapports demandés afin que ses études d'ensemble puissent être aussi complètes que possible et de fournir un état général complet des développements relatifs à l'impact de la COVID-19 dans les domaines particulièrement affectés par la pandémie.*

D. Collaboration avec les Nations Unies

157. La commission se félicite de la déclaration du président du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, qui appelle les États à veiller à ce que tous les droits de l'homme soient respectés, protégés et réalisés dans le cadre de la lutte contre la pandémie et à ce que leurs réactions à la pandémie de COVID-19 soient pleinement conformes à leurs obligations et engagements en matière de droits de l'homme⁵⁰. Elle salue les nombreuses recommandations des titulaires de mandats du Conseil des droits

⁴⁹ Rapport III (partie B), Conférence internationale du Travail, 109^e session, Genève, 2020.

⁵⁰ ONU, Assemblée générale des Nations Unies, Déclaration de la Présidente du Conseil des droits de l'homme sur les incidences de la pandémie de COVID-19 sur les droits de l'homme (A/HRC/43/L.42), 27 mai 2020.

de l'homme des Nations Unies sur un large éventail de questions relatives aux droits de l'homme, telles que le droit à la santé, le droit au logement, la pauvreté, la liberté d'expression, le racisme et la discrimination, le droit à l'eau, la situation des personnes âgées, la violence domestique, les conséquences de l'état d'exception, les mesures d'urgence ou les groupes, communautés et populations spécifiques ⁵¹.

158. La commission prend note de la déclaration sur la pandémie de COVID-19 et les droits économiques, sociaux et culturels publiée par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) le 6 avril 2020, qui fournit des orientations complètes sur les mesures que les États parties au Pacte devraient prendre pour faire face à la pandémie, notamment en ce qui concerne la nécessité d'atténuer son impact sur les groupes les plus vulnérables et marginalisés ⁵². La commission se félicite de l'accent particulier placé sur la sécurité et la santé au travail dans cette déclaration. Elle rappelle également la déclaration du Comité des droits économiques, sociaux et culturels selon laquelle «le droit à la santé est étroitement lié et tributaire de la réalisation d'autres droits de l'homme, tels qu'ils sont énoncés dans la Charte internationale des droits de l'homme, notamment les droits à l'alimentation, au logement, au travail, à l'éducation, à la dignité humaine, à la vie, à la non-discrimination, à l'égalité, à l'interdiction de la torture, à la vie privée, à l'accès à l'information et aux libertés d'association, de réunion et de déplacement» ⁵³.

159. La commission prend également note de l'Observation générale n° 37 publiée le 29 juillet 2020 par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies. Ce dernier souligne l'indivisibilité des droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels en décrivant le droit humain fondamental de réunion pacifique comme «un outil précieux qui peut être et a été utilisé pour reconnaître et réaliser un large éventail d'autres droits, y compris les droits économiques, sociaux et culturels» ⁵⁴. Dans le même ordre d'idées, la commission se félicite de la déclaration faite le 16 mars 2020 par un groupe d'experts des droits de l'homme des Nations Unies, selon laquelle «les déclarations d'urgence fondées sur la pandémie de COVID-19 ne devraient pas servir de base pour cibler des groupes, des minorités ou des individus particuliers. Elles ne doivent pas servir de couverture à une action répressive sous le prétexte de la protection de la santé... et ne doivent pas être utilisées simplement pour étouffer la dissidence» ⁵⁵.

160. La commission note que les Nations Unies ont publié des orientations complètes sur la réponse socio-économique à la pandémie de COVID-19, qui font figurer les normes internationales du travail parmi les normes internationales des droits de l'homme et les normes guidant le système de développement des Nations Unies, reconnaissant ainsi le rôle central que les droits au travail peuvent jouer dans le cadre de la reprise et d'une meilleure reconstruction ⁵⁶.

161. La commission souligne la nature indivisible des droits de l'homme et l'importance des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels en tant que points de repère pour la reprise après la COVID-19. Elle souligne également la complémentarité des observations de l'organe de surveillance et de contrôle dans ce cadre. Elle attire l'attention sur l'indicateur 8.8.2 des objectifs du développement durable (ODD), qui est le seul indicateur de l'Agenda 2030 à s'appuyer sur les observations des organes de contrôle de l'OIT pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de respect des droits du travail au niveau national, et notamment de la liberté d'association et de négociation collective. La coopération entre les organes de surveillance et de contrôle du système des Nations Unies est aujourd'hui plus nécessaire que jamais afin d'empêcher une régression dans la réalisation de l'Agenda 2030 et la progression des droits de l'homme, y compris des normes du travail, en faisant de ces dernières une partie intégrante des réponses à la COVID-19.

162. La commission réitère son espoir que les normes internationales du travail et les observations des organes de contrôle seront de plus en plus intégrées dans les plans-cadres de coopération des Nations unies pour le développement durable (PCNUDD) et les programmes par pays pour la promotion du travail décent (PPTD) afin d'aider les États Membres à garantir le respect des droits du travail en tant que partie intégrante des droits de l'homme dans le contexte des réponses immédiates et à long terme à la pandémie de COVID-19.

⁵¹ Haut-Commissariat aux droits de l'homme, [COVID-19 et procédures spéciales](#).

⁵² Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Déclaration sur la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les droits économiques, sociaux et culturels (E/C.12/2020/1/*), 2021.

⁵³ Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale n° 14 (2000), Le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint (article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels) (E/C.12/2000/4), 2000.

⁵⁴ Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 17 (2020) sur le droit de réunion pacifique (article 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques) (CCPR/C/GC/37), 2020, paragr. 2.

⁵⁵ Haut-Commissariat aux droits de l'homme, [COVID-19: les États ne doivent pas abuser des mesures d'urgence pour réprimer les droits de l'homme – Experts de l'ONU](#).

⁵⁶ Haut-Commissariat aux droits de l'homme, [COVID-19 Guidance](#).

E. Soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence (article 19, paragraphes 5, 6 et 7, de la Constitution)

163. Conformément à son mandat, la commission a examiné cette année les informations suivantes communiquées par les gouvernements des États Membres en vertu de l'article 19 de la Constitution de l'Organisation:

- a) informations concernant les mesures prises pour soumettre aux autorités compétentes les instruments adoptés par la Conférence de juin 1970 (54^e session) à juin 2019 (108^e session) (conventions n^{os} 131 à 190, recommandations n^{os} 135 à 206 et protocoles); et
- b) réponses aux observations et aux demandes directes formulées par la commission à sa 90^e session (novembre-décembre 2019).

164. L'annexe IV de la partie II du rapport contient un résumé des plus récentes informations reçues spécifiant l'autorité nationale compétente à laquelle ont été soumis le protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, et la recommandation (n^o 203) sur le travail forcé (mesures complémentaires), 2014, adoptés par la Conférence à sa 103^e session, la recommandation (n^o 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, adoptée par la Conférence à sa 104^e session, la recommandation (n^o 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, adoptée par la Conférence à sa 106^e session, ainsi que la convention (n^o 190) sur la violence et le harcèlement, 2019, et la recommandation (n^o 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session, et la date de cette soumission. En outre, l'annexe IV résume les informations transmises par les gouvernements concernant les instruments adoptés au cours des années précédentes et soumis aux autorités compétentes en 2020.

165. D'autres informations statistiques se trouvent dans les annexes V et VI de la partie II du rapport. L'annexe V, établie sur la base des éléments communiqués par les gouvernements, présente la situation de chacun des États Membres par rapport à son obligation constitutionnelle de soumission. L'annexe VI donne une vue d'ensemble de la situation de chaque instrument adopté depuis la 54^e session (juin 1970) de la Conférence. Tous les instruments adoptés avant la 54^e session de la Conférence ont été soumis. Les données statistiques figurant aux annexes V et VI sont régulièrement mises à jour par les services compétents du Bureau et sont accessibles dans NORMLEX.

103^e session

166. À sa 103^e session en juin 2014, la Conférence a adopté le protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, et la recommandation (n^o 203) sur le travail forcé (mesures complémentaires), 2014. La commission note avec *intérêt* que le protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, qui est entré en vigueur le 9 novembre 2016, a été ratifié par les **46** États Membres suivants: **Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Canada, Chypre, Côte d'Ivoire, Danemark, Djibouti, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Islande, Israël, Jamaïque, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Madagascar, Malawi, Mali, Malte, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Panama, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Sri Lanka, Suriname, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchèque, Thaïlande et Zimbabwe.** *La commission invite tous les gouvernements à poursuivre leurs efforts pour soumettre les instruments adoptés par la Conférence à sa 103^e session à leurs organes législatifs et à communiquer des informations sur les mesures prises à l'égard de ces instruments.*

104^e session

167. À sa 104^e session en juin 2015, la Conférence a adopté la recommandation (n^o 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015. Le délai de douze mois pour la soumission aux autorités compétentes de la recommandation n^o 204 a pris fin le 12 juin 2016, et celui de dix-huit mois (pour les circonstances exceptionnelles) le 12 décembre 2016. La commission note que 96 gouvernements ont communiqué des informations sur la soumission aux autorités compétentes de la recommandation n^o 204. Elle renvoie à cet égard à l'annexe IV de la partie II du rapport qui contient un résumé des informations communiquées par les gouvernements à propos des soumissions, notamment de la recommandation n^o 204. *La commission invite tous les gouvernements à poursuivre leurs efforts pour soumettre la recommandation n^o 204 à leurs organes législatifs et à communiquer des informations sur les mesures prises à l'égard de cet instrument.*

105^e et 106^e sessions

168. La commission rappelle qu'aucun instrument n'a été adopté à la 105^e session de la Conférence (mai-juin 2016). À sa 106^e session, en juin 2017, la Conférence a adopté la recommandation (n^o 205) sur

l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017. Le délai de douze mois pour la soumission aux autorités compétentes de la recommandation n° 205 a pris fin le 16 juin 2018, et celui de dix-huit mois (pour les circonstances exceptionnelles) le 16 décembre 2018. La commission note que 73 gouvernements ont communiqué des informations sur la soumission aux autorités compétentes de la recommandation n° 205. ***La commission se félicite des informations reçues à ce jour et encourage tous les gouvernements à soumettre la recommandation n° 205 à leurs organes législatifs et à communiquer des informations sur toute mesure prise à l'égard de cet instrument.***

107^e et 108^e sessions

169. La commission rappelle qu'aucun instrument n'a été adopté à la 107^e session de la Conférence (mai-juin 2018). Lors de sa 108^e session en juin 2019, la Conférence a adopté la convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019, et la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019. Le délai de douze mois pour la présentation de ces instruments aux autorités compétentes a pris fin le 21 juin 2020, et celui de dix-huit mois (pour les circonstances exceptionnelles) prendra fin le 21 décembre 2020. La commission note que **31** gouvernements, **l'Azerbaïdjan, la Barbade, la Belgique, le Cameroun, le Canada, le Danemark, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, les Fidji, la Finlande, le Guatemala, l'Indonésie, la République islamique d'Iran, l'Islande, Israël, le Japon, Kiribati, la Lettonie, le Luxembourg, le Maroc, le Myanmar, le Niger, l'Ouzbékistan, la Pologne, le Sénégal, la Slovaquie, la Slovénie, le Togo, Trinité-et-Tobago, la Turquie et l'Uruguay** ont fourni des informations sur la soumission aux autorités compétentes de la convention n° 190 et de la recommandation n° 206. ***La commission se félicite des informations fournies à ce jour et encourage tous les gouvernements à soumettre la convention n° 190 et la recommandation n° 206 à leurs organes législatifs et à communiquer des informations sur toute mesure prise à l'égard de cet instrument.***

Cas de progrès

170. La commission prend note avec ***intérêt*** des informations communiquées par le gouvernement de **Kiribati**. Elle se félicite des importants efforts accomplis par **Kiribati** pour surmonter les retards considérables pris dans la soumission et prendre d'importantes mesures pour remplir son obligation constitutionnelle de soumettre à son organe législatif les instruments adoptés par la Conférence depuis plusieurs années.

Problèmes particuliers

171. Afin de faciliter les travaux de la Commission de l'application des normes de la Conférence, ce rapport ne mentionne que les gouvernements qui n'ont pas soumis les instruments adoptés par la Conférence à leurs autorités compétentes depuis au moins sept sessions. Ces problèmes particuliers sont qualifiés de cas de «défaut grave de soumission». ***La période considérée commence à la 99^e session (2010) et s'achève à la 108^e session (2019), sachant que la Conférence n'a pas adopté de convention ni de recommandation à ses 97^e (2008), 98^e (2009), 102^e (2013), 105^e (2016) et 107^e (2018) sessions.*** Cette période a été considérée comme suffisamment longue pour justifier que les gouvernements concernés soient invités à exposer, à une séance spéciale de la Commission de l'application des normes, les raisons de ces retards dans la soumission. Dans ses observations relatives aux cas de «défaut de soumission», la commission fournit également des informations en relation avec les gouvernements qui n'ont pas soumis aux autorités compétentes les instruments adoptés lors des six dernières sessions de la Conférence.

172. La commission note que, à la date de la clôture de sa 91^e session, soit au 12 décembre 2019, les **48** États Membres (38 en 2016, 31 en 2017, 39 en 2018 et 36 en 2019) étaient dans la catégorie de «défaut grave de soumission»: **Albanie, Bahamas, Bahreïn, Belize, État plurinational de Bolivie, Brunéi Darussalam, Chili, Comores, Congo, Croatie, Dominique, El Salvador, Eswatini, Fidji, Gabon, Gambie, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libéria, Libye, Malaisie, Malte, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Timor-Leste, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie.**

173. La commission est consciente des situations exceptionnelles que certains de ces pays connaissent depuis plusieurs années et qui font qu'ils sont parfois privés des institutions nécessaires à l'accomplissement de leur obligation de soumission. À la 108^e session de la Conférence (juin 2019), certaines délégations gouvernementales ont fourni des informations sur les raisons pour lesquelles leurs pays n'avaient pas pu s'acquitter de leur obligation constitutionnelle de soumission des conventions, recommandations et protocoles aux organes législatifs nationaux. À la suite des préoccupations exprimées par la commission d'experts, la Commission de la Conférence a elle aussi exprimé sa profonde préoccupation devant le non-respect de cette obligation. Elle a rappelé que le respect de cette obligation constitutionnelle consistant à soumettre les instruments adoptés par la Conférence aux organes législatifs nationaux est de la plus haute importance pour l'efficacité des activités normatives de l'Organisation.

174. Les pays précités font l'objet d'observations publiées dans le présent rapport, et les conventions, recommandations et protocoles qu'ils n'ont pas soumis sont indiqués dans les annexes correspondantes. La commission croit utile d'attirer l'attention des gouvernements concernés afin que ceux-ci puissent prendre, dès à présent et de toute urgence, les mesures appropriées pour rattraper le retard accumulé, conformément à cette obligation. Elle rappelle que les gouvernements peuvent bénéficier des mesures que le Bureau peut mettre en place à leur demande en vue de les assister dans les démarches à accomplir pour soumettre rapidement à leurs organes législatifs les instruments en suspens.

Commentaires de la commission et réponses des gouvernements

175. Comme dans ses précédents rapports, la commission présente à la section II de la partie II du présent rapport des observations individuelles portant sur des points sur lesquels l'attention des gouvernements doit être plus particulièrement attirée. En général, les observations concernent les cas où il n'a pas été communiqué d'informations depuis au moins cinq sessions de la Conférence. En outre, des demandes d'informations complémentaires sur d'autres points ont été directement adressées à un certain nombre de pays (voir la liste des demandes directes à la fin de la section II).

176. La commission a déjà souligné combien il est important que les gouvernements communiquent les informations et documents demandés dans le questionnaire annexé au mémorandum adopté par le Conseil d'administration en mars 2005. La commission doit être saisie pour examen d'un résumé ou d'une copie des documents par lesquels les instruments ont été soumis aux organes législatifs, d'une indication de la date des soumissions, et aussi être informée des propositions formulées sur la suite à donner aux instruments soumis. L'obligation de soumission n'est donc accomplie que lorsque les instruments adoptés par la Conférence ont été soumis aux organes législatifs et que des mesures ont été prises à l'égard des instruments. Le Bureau doit être informé des mesures prises à l'égard des instruments ainsi que de leur soumission aux organes législatifs. La commission espère continuer à prendre acte dans son prochain rapport de progrès concernant le processus de soumission. Elle rappelle à nouveau la possibilité pour les gouvernements de faire appel à l'assistance technique du BIT, en particulier par l'intermédiaire des spécialistes des normes sur le terrain.

* * *

177. Enfin, rappelant tous les défis que pose l'exercice d'activités en pleine pandémie, la commission désire exprimer sa profonde reconnaissance pour l'aide précieuse qui lui a été apportée, une fois de plus, par les fonctionnaires du Bureau, dont la compétence et le dévouement lui permettent d'accomplir une tâche complexe dans un délai limité.

Genève, le 12 décembre 2020

(Signé) Graciela Josefina Dixon Caton
Présidente

Rosemary Owens
Rapporteuse

Annexe au rapport général

Composition de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations

M. Shinichi AGO (Japon)

Professeur et directeur du Musée de Kyoto pour la paix mondiale, Université de Ritsumeikan; ancien doyen de la faculté de droit et vice-président de l'Université de Kyushu; membre de la Société asiatique de droit international, de l'Association de droit international et de la Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale; Président du tribunal administratif de la Banque asiatique de développement.

M^{me} Lia ATHANASSIOU (Grèce)

Professeure titulaire de droit maritime et commercial à l'Université nationale et Kapodistrian d'Athènes (Faculté de droit); élue membre du Conseil des doyens de la Faculté de droit et directrice du programme de troisième cycle en matière de droit commercial et maritime; présidente du comité organisateur de la Conférence internationale sur le droit maritime qui se tient tous les trois ans au Pirée (Grèce); docteur en droit à l'Université de Paris I-Sorbonne, autorisée par la même université à superviser la recherche académique; DEA de l'Université d'Aix-Marseille III; et DEA de l'Université de Paris II-Assas; professeure invitée à la Faculté de droit de Harvard et boursière Fulbright (2007-08); membre de comités législatifs pour plusieurs questions de droit commercial. Elle a donné des conférences et effectué des recherches académiques dans plusieurs institutions étrangères, notamment en France, au Royaume-Uni, en Italie, à Malte, aux États-Unis, etc. Elle a beaucoup publié sur le droit maritime, le droit de la concurrence, le droit de la propriété industrielle, le droit des sociétés, le droit européen et le droit du transport (huit livres et plus de 60 articles et contributions à des ouvrages collectifs en grec, en anglais et en français); avocate en exercice et arbitre spécialisée en droit européen, commercial et maritime.

M^{me} Leila AZOURI (Liban)

Docteur en droit; professeure de droit social à la Faculté de droit de l'Université La Sagesse à Beyrouth; directrice de recherches à l'École doctorale de droit de l'Université libanaise jusqu'en 2017; ancienne directrice de la Faculté de droit de l'Université libanaise; membre du bureau exécutif de la Commission nationale de la femme libanaise et présidente de la Commission nationale chargée de l'établissement des rapports soumis par le gouvernement libanais au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) jusqu'en 2017; experte juridique auprès de l'Organisation de la femme arabe jusqu'en 2017; membre du «ILO Policy Advisory Committee on Fair Migration» au Moyen-Orient.

M. Lelio BENTES CORRÊA (Brésil)

Juge du Tribunal supérieur du travail (Tribunal Superior do Trabalho) du Brésil; ancien procureur du travail du Brésil; titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université d'Essex,

Royaume-Uni; ancien membre du Conseil national de justice du Brésil; professeur à l'Instituto de Ensino Superior de Brasilia.

M. James J. BRUDNEY (États-Unis)

Professeur de droit à la Faculté de droit de l'Université de Fordham, New York; coprésident du «Public Review Board» du Syndicat des travailleurs de l'industrie automobile d'Amérique (UAW); ancien professeur invité à l'Université d'Oxford, Royaume-Uni; ancien invité de la Faculté de droit de l'Université de Harvard; ancien professeur de droit au Moritz College of Law de l'Université de l'Ohio; ancien conseiller principal et directeur-conseil à la Sous-commission du travail du Sénat des États-Unis; ancien avocat; ancien greffier à la Cour suprême des États-Unis.

M^{me} Graciela Josefina DIXON CATON (Panama)

Ancienne présidente de la Cour suprême de justice du Panama; ancienne présidente de la Chambre de cassation pénale et de la Chambre des affaires générales de la Cour suprême du Panama; ancienne présidente de l'Association internationale des femmes juges; ancienne présidente de la Fédération latino-américaine des juges; ancienne consultante nationale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); actuellement juge du tribunal administratif de la Banque interaméricaine de développement; arbitre à la Cour d'arbitrage de la Chambre officielle de commerce de Madrid; arbitre au Centre de résolution des conflits de la Chambre panaméenne de la construction (CESCON) et au Centre de conciliation et arbitrage de la Chambre de commerce de Panama; conseillère juridique et consultante internationale.

M. Rachid FILALI MEKNASSI (Maroc)

Docteur en droit, ancien professeur à l'Université Mohammed V de Rabat, membre du Conseil supérieur de l'enseignement, de la formation et de la recherche scientifique, consultant auprès d'organismes publics nationaux et internationaux, le professeur Filali Meknassi a été le fondateur et le dirigeant de plusieurs ONG nationales et chargé de nombreux projets de coopération pour le développement notamment le projet «Développement durable grâce au Pacte mondial», BIT (2005-2008). Depuis 2000, il participe aux activités de formation du Centre international de formation (Turin). Il est membre de plusieurs comités et instituts scientifiques et l'auteur d'une centaine de publications en français et en arabe, dont certaines ont été traduites en espagnol et en anglais.

M. Abdul G. KOROMA (Sierra Leone)

Juge à la Cour internationale de Justice (1994-2012); ancien président du Centre Henri Dunant pour le dialogue humanitaire à Genève; ancien membre et président de la Commission du droit international; ancien ambassadeur et représentant permanent de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU) (New York); et ancien ambassadeur plénipotentiaire auprès de l'Union européenne et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), et dans de nombreux pays.

M. Alain LACABARATS (France)

Juge à la Cour de cassation; ancien président de la troisième Chambre civile de la Cour de cassation; ancien président de la Chambre sociale de la Cour de cassation; ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature; ancien membre du Réseau européen des conseils de justice; ancien membre du Conseil consultatif des juges européens (Conseil de l'Europe); ancien vice-président du Tribunal de grande instance de Paris; ancien président de la Chambre à la Cour d'appel de Paris; ancien maître de conférence dans plusieurs universités françaises et auteur de nombreuses publications.

M^{me} Elena E. MACHULSKAYA (Fédération de Russie)

Professeure de droit, Département du droit du travail, Faculté de droit, Université Lomonosov (Université d'État de Moscou); secrétaire de l'Association russe de droit social et de droit du travail (2011-2016); membre du Comité européen des droits sociaux; membre (bénévole) de la Commission présidentielle de la Fédération de Russie des droits des personnes handicapées.

M^{me} Karon MONAGHAN (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Queen's Counsel; ancienne juge suppléante de la Haute Cour (2010-2019); ancienne juge du Tribunal du travail (2000-2008); avocate en exercice à Matrix Chambers, spécialisée dans le droit en matière de discrimination et d'égalité, le droit des droits de l'homme, le droit européen, le droit public et le droit du travail; professeure honoraire invitée, Faculté de droit, University College de Londres.

M. Vitit MUNTARBHORN (Thaïlande)

Professeur émérite de droit, Université Chulalongkorn, Thaïlande; chevalier commandeur de l'ordre de l'Empire britannique (KBE); ancien chargé de recherche de l'Université des Nations Unies pour le Programme d'études sur les réfugiés de l'Université d'Oxford; ancien Rapporteur spécial de l'ONU sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants; ancien Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée; ancien président du Comité de coordination des procédures spéciales de l'ONU; président de la Commission d'enquête de l'ONU sur la Côte d'Ivoire (2011); ancien membre du Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine; membre de la Commission d'enquête de l'ONU sur la République arabe syrienne (2012-2016); lauréat en 2004 du prix de l'UNESCO pour l'éducation sur les droits de l'homme; ancien expert indépendant de l'ONU sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre; membre du Conseil consultatif de la société civile visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles, mis en place par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

M. Sandile NGCOBO (Afrique du Sud)

Ancien président de la Cour suprême de la République d'Afrique du Sud; ancien juge et président par intérim de la Cour d'appel du travail d'Afrique du Sud; ancien juge de la Cour suprême, division provinciale du Cap de Bonne Espérance; juge par intérim de la Cour suprême de Namibie; président du tribunal électoral de la Commission électorale indépendante à l'occasion des premières élections démocratiques organisées en 1994 en Afrique du Sud; professeur de droit invité à la Faculté de droit de l'Université de Harvard, à la Faculté de droit de l'Université de New York, et ancien professeur de droit invité à la Faculté de droit de l'Université de Columbia et à la Faculté de droit de l'Université Cornell; ancien président de la Commission présidentielle d'examen des rémunérations en Afrique du Sud; ancien avocat dans des cabinets d'avocats en Afrique du Sud et aux États-Unis.

M^{me} Rosemary OWENS (Australie)

Professeure émérite de droit, Faculté de droit de l'Université d'Adélaïde; ancienne professeure de droit Dame Roma Mitchell (2008-2015); ancienne doyenne (2007-2011); officier de l'Ordre d'Australie; membre puis directrice (2014-2016) de l'Académie australienne de droit; ancienne rédactrice en chef et actuellement membre du Conseil de rédaction de la revue *Australian Journal of Labour Law*; membre du Conseil scientifique et de rédaction de la Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale; membre de l'Association australienne du droit du travail (et ancien membre de son bureau exécutif national); maîtresse de conférences au Conseil australien de la recherche; présidente de la Commission consultative ministérielle du gouvernement de l'Australie-Méridionale sur l'équilibre entre le travail et la vie privée (2010-2013); présidente et membre du Conseil de gestion du Centre des femmes actives (Australie-Méridionale) (1990-2014).

M^{me} Mónica PINTO (Argentine)

Professeure émérite, Université de Buenos Aires. Membre de l'Institut de droit international. Avocate et conseillère juridique dans des affaires de droit international public, arbitre et membre de comités spéciaux chargés de se prononcer sur l'annulation concernant des investissements étrangers. Elle a plaidé devant des organes et tribunaux des droits de l'homme, des tribunaux arbitraux et la Cour internationale de Justice. Ancienne doyenne de la Faculté de droit de l'Université de Buenos Aires (2010-2018). Professeure invitée aux universités de Columbia, Paris I & II, Rouen. Elle a enseigné à l'Académie de droit international de La Haye ainsi qu'aux Instituts interaméricain et européen des droits de l'homme. Elle a tenu différents mandats dans le domaine des droits de l'homme pour l'ONU. Juge et présidente des tribunaux administratifs de la Banque Mondiale et de la BID. Vice-présidente

du Comité consultatif de nominations de la Cour pénale internationale (2013-2018), membre du *Independent Expert Review* (2020). Elle a publié cinq livres et plusieurs articles en Amérique latine, aux États-Unis et en Europe.

M. Paul-Gérard POUYOUÉ (Cameroun)

Professeur agrégé des facultés de droit; professeur émérite de l'Université de Yaoundé; professeur invité ou associé à plusieurs universités et à l'Académie du droit international de La Haye; président à plusieurs reprises du jury du concours d'agrégation du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), section droit privé et sciences criminelles; ancien membre (1993-2001) du Conseil scientifique de l'Agence universitaire de la francophonie; ancien membre (2002-2012) du Conseil de l'Ordre international des palmes académiques du CAMES; membre de la Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale, de la Fondation internationale pour l'enseignement du droit des affaires, de l'Association Henri Capitant et de la Société de législation comparée; fondateur et directeur de la revue *Juridis périodique*; président de l'Association pour la promotion des droits de l'homme en Afrique centrale (APDHAC); président du Conseil scientifique du Centre régional africain d'administration du travail (CRADAT).

M. Raymond RANJEVA (Madagascar)

Président de l'Académie malgache (Académie nationale des arts, des lettres et des sciences de Madagascar); ancien membre (1991-2009), vice-président (2003-2006) et juge doyen (2006-2009) de la Cour internationale de Justice (CIJ); président (2005) de la Chambre constituée pour connaître de l'affaire du différend frontalier Bénin/Niger; licence en droit, Université de Madagascar (Antananarivo, 1965); titulaire d'un doctorat d'État en droit de l'Université de Paris II; agrégé des facultés de droit et des sciences économiques, section droit public et sciences politiques (Paris, 1972); docteur honoris causa des universités de Limoges, de Strasbourg et de Bordeaux-Montesquieu; ancien professeur titulaire de chaire (1981-1991) à l'Université de Madagascar et dans plusieurs institutions nationales et étrangères; ancien premier recteur de l'Université d'Antananarivo (1988-1990); membre de la délégation malgache à plusieurs conférences internationales; chef de la délégation malgache à la Conférence des Nations Unies sur la codification du Traité de la succession d'États en matière de traités (1976-77); ancien premier vice-président pour l'Afrique de la Conférence internationale des facultés de droit et de sciences politiques d'expression française (1987-1991); membre de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale; membre du Tribunal international du sport; membre et ancien vice-président de l'Institut du droit international; membre de nombreuses sociétés académiques et professionnelles, nationales et internationales; Curatorium de l'Académie de droit international; membre du Conseil pontifical justice et paix; président de la Société africaine pour le droit international de 2012 à 2017; ancien vice-président de l'Institut du droit international (2015-2017); président de la Commission internationale de conciliation de l'OIT sur la question du Zimbabwe; membre associé de l'Académie des sciences d'Outre-Mer (Paris).

M^{me} Kamala SANKARAN (Inde)

Professeure à la faculté de droit de l'Université de Delhi et ancienne vice-chancelière de la faculté de droit de l'Université du Tamil Nadu, Tiruchirappalli; ancienne doyenne du Département des affaires juridiques de l'Université de Delhi; membre du groupe de travail chargé de revoir la législation du travail, Commission nationale pour les entreprises du secteur non organisé et informel, gouvernement de l'Inde; membre du Conseil consultatif international, *International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations*; membre du comité de rédaction du journal *Oxford Human Rights Hubs* de l'Université d'Oxford; boursière à l'Institute of Advanced Study de Stellenbosch, Afrique du Sud; chargée de recherche invitée pour l'Asie du Sud, *School of Interdisciplinary Area Studies* de l'Université d'Oxford, boursière Fulbright postdoctorante à la faculté de droit de l'Université de Georgetown, Washington, DC.

M^{me} Deborah THOMAS-FELIX (Trinité-et-Tobago)

Présidente du Tribunal du travail de la Trinité-et-Tobago; juge au tribunal administratif du Fonds monétaire international; ancienne présidente du Tribunal d'appel des Nations Unies; deuxième vice-présidente du Tribunal d'appel des Nations Unies; ancienne présidente de la Commission des opérations de bourse de la Trinité-et-Tobago; ancienne présidente du

Caribbean Group of Securities Regulators; ancienne présidente du Tribunal des affaires familiales de Saint-Vincent-et-les Grenadines; chargée de recherche avec le programme de bourse Hubert Humphrey Fulbright à l'Université de Georgetown et à l'Institut d'éducation judiciaire du Commonwealth.

M. Bernd WAAS (Allemagne)

Professeur de droit du travail et de droit civil à l'Université de Francfort; coordinateur et membre du Réseau du droit du travail européen; coordinateur du Centre européen d'expertise (CEE) dans le domaine du droit du travail, de l'emploi et des politiques du marché du travail; président de la Société allemande pour le droit du travail et de la sécurité sociale et membre du Comité exécutif de la Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale (SIDTSS); membre du Comité consultatif du Réseau de recherche sur le droit du travail (LLRN).



Partie II. Observations concernant certains pays

I. Observations concernant les rapports sur les conventions ratifiées (articles 22 et 35 de la Constitution)

Observations sur les cas de manquements graves aux obligations de faire rapport

Belize

La commission note avec **préoccupation** que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur des conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, 22 rapports sont dus sur des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques, dont la plupart auraient dû inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle, et qu'ils répondront aux commentaires de la commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.

Congo

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le premier rapport sur la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, telle qu'amendée, dû depuis 2015, le premier rapport sur la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006), dû depuis 2016, et le rapport sur la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007, dû depuis 2018, n'ont pas été reçus. La commission note que, pour la troisième année consécutive, les rapports dus sur des conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, 15 rapports sont dus sur des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques, dont la plupart auraient dû inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission avait lancé l'année dernière un appel d'urgence au gouvernement pour qu'il envoie ses premiers rapports relatifs à la convention n° 185 et à la MLC, 2006. La commission a décidé d'examiner à la présente session l'application de ces conventions sur la base des informations disponibles.

Rappelant qu'une assistance technique a été fournie l'année dernière sur ces questions par l'Équipe d'appui technique au travail décent pour l'Afrique centrale, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle, et qu'ils répondront aux commentaires de la commission.

Djibouti

La commission note avec une **profonde préoccupation** que, pour la troisième année consécutive, les rapports dus sur des conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, 22 rapports sont dus sur des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques, dont la plupart auraient dû inclure des informations en réponse à ses commentaires. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports, conformément à son obligation

constitutionnelle, et qu'ils répondront aux commentaires de la commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.

Dominique

La commission note avec une **profonde préoccupation** que, pour la huitième année consécutive, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, 24 rapports sont dus sur les conventions fondamentales, de gouvernance et techniques, dont la plupart auraient dû inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.

Gabon

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le premier rapport sur la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006), dû depuis 2016, n'a pas été reçu. La commission, à sa dernière session, avait lancé un appel d'urgence au gouvernement pour qu'il envoie son premier rapport concernant la convention MLC, 2006. Même en l'absence de ce premier rapport, la commission a décidé d'examiner l'application de cette convention à la présente session sur la base des informations disponibles.

La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement présentera prochainement ce premier rapport conformément à son obligation constitutionnelle et qu'il répondra aux commentaires de la commission. Rappelant qu'une assistance technique a été fournie sur ces questions par le Centre international de formation de l'OIT, la commission exprime l'espoir que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle, et qu'ils répondront aux commentaires de la commission.

Grenade

La commission note avec une **profonde préoccupation** que, pour la quatrième année consécutive, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, 13 rapports sont dus sur des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques, dont la plupart auraient dû contenir des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.

Guinée équatoriale

La commission note avec une **profonde préoccupation** que, depuis quatorze ans, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, 14 rapports sont dus sur des conventions fondamentales et techniques, dont la plupart auraient dû contenir des informations en réponse aux commentaires de la commission.

Sur ces 14 rapports, deux sont des premiers rapports sur l'application de la convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946, et de la convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949, dus depuis 1998. Notant que le gouvernement a demandé une assistance technique pour l'établissement de rapports sur l'application de ces deux conventions, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports conformément à son obligation constitutionnelle et que ces rapports répondront aux commentaires de la commission.

Guyana

La commission note avec **préoccupation** que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, 14 rapports sont dus sur des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques, dont la plupart auraient dû contenir des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission.

Jamaïque

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le premier rapport sur l'application de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, dû depuis 2018, n'a pas été reçu. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement ce rapport conformément à son obligation constitutionnelle. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.

Liban

La commission note avec **préoccupation** que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, 12 rapports sont dus sur des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques, dont la plupart auraient dû inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission.

Madagascar

La commission note avec **préoccupation** que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, 12 rapports sont dus sur des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques dont la plupart devraient inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission.

Maldives

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le premier rapport sur la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006), dû depuis 2016 n'a pas été reçu. La commission a lancé l'année dernière un appel d'urgence au gouvernement pour qu'il envoie son premier rapport concernant la convention MLC, 2006. Même en l'absence de ce premier rapport, la commission a décidé d'examiner l'application de cette convention à la présente session sur la base des informations disponibles.

La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement présentera prochainement ce rapport conformément à son obligation constitutionnelle. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.

Nigéria

La commission note avec **préoccupation** que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, six rapports sont dus sur des conventions fondamentales et techniques dont la plupart auraient dû inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. Rappelant qu'une assistance technique sera fournie sur ces questions par le Centre international de formation de l'OIT, la commission espère que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission.

Pays-Bas

Aruba

La commission note avec **préoccupation** que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, 13 rapports sont dus sur des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques dont la plupart devraient inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission.

Sint-Maarten

La commission note avec **préoccupation** que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, trois rapports sont dus sur des conventions de gouvernance et techniques qui devraient inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission.

République-Unie de Tanzanie

La commission note avec **préoccupation** que le premier rapport sur l'application de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, telle qu'amendée, dû depuis 2019, n'a pas été reçu. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement ce premier rapport conformément à son obligation constitutionnelle.

Tanganyika

La commission note avec **préoccupation** que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. Trois rapports, à ce jour, sont dus sur des conventions de gouvernance et techniques dont certains devraient inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission.

Roumanie

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le premier rapport sur la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006), dû depuis 2017, n'a pas été reçu. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.

Sainte-Lucie

La commission note avec une **profonde préoccupation** que, pour la septième année consécutive, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, 18 rapports sont dus sur des conventions fondamentales et techniques, dont la plupart devraient inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.

Saint-Kitts-et-Nevis

La commission note avec **préoccupation** que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. Cinq rapports sont dus à ce jour sur des conventions fondamentales et techniques qui devraient inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission.

Sao Tomé-et-Principe

La commission note avec une **profonde préoccupation** que, pour la troisième année consécutive, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, huit rapports sont dus sur des conventions fondamentales, de gouvernance et techniques, dont le premier rapport sur l'application de la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000, dû depuis 2019. En outre, la plupart de ces rapports devraient inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports, conformément à son obligation constitutionnelle, et qu'ils répondront aux commentaires de la

commission. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.

Sri Lanka

La commission note avec **préoccupation** que le premier rapport sur l'application de la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006), dû depuis 2019, n'a pas été reçu. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement ce premier rapport conformément à son obligation constitutionnelle.

Tunisie

La commission note avec **préoccupation** que le premier rapport sur l'application de la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006), dû depuis 2019, n'a pas été reçu. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement ce premier rapport conformément à son obligation constitutionnelle.

Vanuatu

La commission note avec **préoccupation** que, pour la deuxième année consécutive, les rapports dus sur les conventions ratifiées n'ont pas été reçus. À ce jour, quatre rapports sont dus sur des conventions fondamentales et techniques, dont certains devraient inclure des informations en réponse aux commentaires de la commission. La commission espère que le gouvernement soumettra prochainement tous ces rapports conformément à son obligation constitutionnelle et qu'ils répondront aux commentaires de la commission.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: *Afghanistan, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Bénin, État plurinational de Bolivie, Côte d'Ivoire, Fédération de Russie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Inde, Iraq, Kirghizistan, Kiribati, Lesotho, Libéria, Malawi, Monténégro, Mozambique, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tchad, Tuvalu, Ukraine, Yémen, Zambie.*

Liberté syndicale, négociation collective et relations professionnelles

Albanie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1957)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 16 septembre 2020, dénonçant la persistance des restrictions au droit des travailleurs de créer des syndicats par des actes de repréailles, d'intimidation ou même d'abus policiers. **Rappelant qu'en 2019, les observations de la CSI avaient soulevé des allégations similaires, la commission demande au gouvernement de fournir ses commentaires sur les observations de la CSI de 2019 et 2020.**

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2019, alléguant des violations de droits syndicaux dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

La commission prend note des observations à caractère général formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE), reçues le 1^{er} septembre 2016.

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs étrangers de se syndiquer. La commission, se référant à l'article 70 de la loi sur les étrangers (n° 108 de 2013), aux termes duquel les travailleurs étrangers ayant un permis de résidence permanente jouiront des mêmes droits sur les plans économique et social que les nationaux, avait prié le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer que tous les travailleurs étrangers, qu'ils aient un permis de séjour permanent ou temporaire ou même qu'ils n'en aient pas du tout, puissent exercer leurs droits sur le plan syndical. La commission note que selon le gouvernement que les articles 16(1), 46(1) et 50 de la Constitution de la République albanaise garantissent pleinement les droits des étrangers à cet égard et que la loi sur les étrangers assure à ces derniers une protection contre toutes formes de discrimination. **La commission prie le gouvernement de confirmer que tous les travailleurs étrangers, y compris ceux qui n'ont pas de permis de séjour, peuvent exercer leurs droits sur le plan syndical, notamment celui de s'affilier à des organisations pour la défense de leurs intérêts professionnels. La commission prie en outre le gouvernement de donner des informations sur l'exercice par les travailleurs étrangers de ce droit dans la pratique et de prendre, par ailleurs, toutes les mesures nécessaires pour assurer que les travailleurs étrangers peuvent exercer les droits établis par la convention.**

Article 3. Droit des organisations d'organiser leur activité et de formuler leur programme d'action. Depuis un certain nombre d'années, la commission prie le gouvernement de prendre des mesures propres à: i) modifier l'article 197/7(4) du Code du travail concernant les grèves de solidarité; et ii) assurer que tous les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État puissent exercer le droit de faire grève.

La commission note avec **satisfaction** que le gouvernement indique que la loi n° 136 du 5 décembre 2016, introduisant certains amendements et suppléments dans le Code du travail, modifie l'article 197/7 en disposant que les grèves de solidarité sont légales dès lors qu'elles soutiennent une grève qui l'est elle aussi.

La commission note en outre que le gouvernement indique que la loi n° 152/2013 sur les fonctionnaires prévoit que ceux-ci peuvent s'affilier à des syndicats et des associations professionnelles et ont le droit de faire grève, sauf indication contraire prévue par la loi. Il ajoute qu'en tout état de cause le droit de grève ne s'applique pas à l'égard des services essentiels de l'activité de l'État. La commission rappelle à cet égard que les interdictions du droit de grève qui ont pour effet d'amoindrir le droit des syndicats d'organiser leur activité pour la défense des intérêts des travailleurs ne peuvent être imposées qu'à l'égard des fonctionnaires qui sont commis à l'administration de l'État, à ceux des services essentiels au sens strict du terme (c'est-à-dire ceux dont l'interruption mettrait en danger, pour tout ou partie de la population, la vie, la sécurité ou la santé des individus), ou bien dans des situations de crise nationale ou locale aiguë (et ce, pour une période limitée correspondant à ce qui est rendu nécessaire par la situation). La commission observe que la liste des services essentiels figurant dans l'article 35 de la loi sur les fonctionnaires inclut des services tels que les transports publics ou la télévision, qui ne peuvent pas être considérés comme essentiels au sens strict du terme. **La commission prie le gouvernement d'indiquer toutes les autres dérogations au droit de grève que la législation aurait prévues et de prendre les mesures nécessaires pour que celle-ci soit modifiée dans le sens des principes énoncés ci-dessus.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1957)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 16 septembre 2020, dénonçant des actes de discrimination antisyndicale dans le secteur minier, en particulier le licenciement antisyndical du président du Syndicat des travailleurs unis des mines de Bulquiza (TUUMB) à la suite de la création de l'organisation syndicale. La commission note par ailleurs que la CSI allègue un manque de protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale.

Rappelant que dans ses observations de 2019, la CSI avait soulevé des allégations analogues et avait signalé de graves obstacles à la négociation collective, la commission prie le gouvernement de veiller à ce que toutes les allégations de discrimination antisyndicale fassent l'objet d'enquêtes rapides et efficaces de la part d'un organe indépendant et de transmettre ses commentaires sur les observations de 2019 et 2020 de la CSI.

La commission note **avec regret** que le rapport du gouvernement dû en 2019 n'a pas été reçu et prie instamment le gouvernement de le transmettre avant sa prochaine réunion. Néanmoins, la commission note que les rapports qu'il a soumis sur l'application de la convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978, et de la convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981, fournissent des informations pertinentes pour l'application de la convention dont il est tenu compte dans la présente observation.

Article 1 de la convention. Protection adéquate des travailleurs contre les actes de discrimination antisyndicale. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que si le Code du travail prévoyait bien des voies de recours dans certains cas de discrimination antisyndicale, en l'absence de juridiction appropriée, les conflits du travail étaient renvoyés vers des tribunaux ordinaires, ce qui retardait considérablement les procédures. À cette occasion, elle avait rappelé que des dispositions législatives qui interdisent d'une manière générale les actes de discrimination antisyndicale ne suffisent pas à moins de les assortir de procédures efficaces et rapides qui assurent leur application dans la pratique. La commission avait instamment prié le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la création et le fonctionnement dans les meilleurs délais de mécanismes adéquats d'application des lois. Tout en saluant que le Code du travail, tel que modifié par la loi n° 136/2015: i) reconnaisse l'adhésion syndicale comme motif de discrimination (article 9 du Code du travail); et ii) prolonge la protection accordée aux représentants syndicaux un an après la fin de leur mandat (article 181 du Code du travail), la commission croit comprendre, sur la base des informations fournies par le gouvernement dans son rapport sur l'application de la convention n° 151, que ces amendements du Code du travail n'ont pas modifié les mécanismes d'application des lois en vue de garantir l'accès à des procédures plus efficaces et plus rapides contre les actes de discrimination antisyndicale. **Compte tenu en particulier des dénonciations réitérées de la CSI d'actes graves de discrimination antisyndicale et du manque présumé de protection adéquate, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard. Elle le prie également de communiquer des informations détaillées sur l'application pratique des voies de recours prévues par la loi en cas de discrimination antisyndicale, en particulier sur la disponibilité et l'utilisation des mécanismes d'application des lois prévus, comme des actions en justice devant les tribunaux, et sur la durée des procédures.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Dans ses précédents commentaires, ayant noté que l'article 161 du Code du travail ne prévoyait la conclusion de conventions collectives qu'au niveau de l'entreprise ou à celui de la branche et qu'aucune convention collective n'avait été conclue au niveau national, la commission avait invité le gouvernement à poursuivre ses efforts tendant à promouvoir la négociation collective volontaire à tous les niveaux, y compris au niveau national, et à fournir des informations sur toutes les mesures prises pour encourager la négociation collective et sur les résultats de telles mesures. La commission note **avec intérêt** que le Code du travail, tel que modifié, prévoit, dans le cadre du processus de négociation collective, le droit des représentants syndicaux de recevoir de l'employeur des informations sur tous les points liés aux négociations dans un délai d'une semaine (article 163/2). Elle note également que le gouvernement indique, dans son rapport sur l'application de la convention n° 154, que: i) plusieurs entités gouvernementales auront bientôt accès à une base de données nationale sur les conventions collectives, les syndicats et les conflits collectifs, créée en décembre 2019 avec l'assistance du Bureau, qui aidera les autorités publiques à concevoir des mesures stratégiques visant à promouvoir les négociations collectives et à mettre en œuvre de meilleures pratiques; ii) de 2019 à 2020, 16 conventions collectives ont été conclues dans les secteurs du tourisme, de l'alimentation, de l'énergie et du pétrole, couvrant 10 pour cent des travailleurs du secteur privé; et iii) malgré l'obligation légale, incluse à l'article 167 du Code du travail, d'enregistrer les conventions collectives auprès des bureaux du travail dont ils dépendent, les employeurs privés ne le font pas systématiquement, ce qui peut influencer le nombre de conventions collectives rapporté par le gouvernement. Tout en prenant bonne note des informations transmises par le gouvernement, la commission observe toutefois qu'il ne fournit aucune indication quant à la conclusion de conventions collectives au niveau national et note qu'aucun amendement n'a été apporté à l'article 161 du Code du travail. **La commission prie donc le gouvernement de continuer de fournir des informations sur toute autre mesure adoptée ou envisagée pour promouvoir la négociation collective, y compris au niveau national, lorsque les parties le souhaitent. Elle le prie en outre de continuer à fournir des informations sur le nombre de conventions collectives qui ont été conclues et qui sont en vigueur, les secteurs couverts et le pourcentage de travailleurs concernés.**

Algérie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1962)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement, des observations reçues cette année des partenaires sociaux, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations reçues les 29 septembre et 9 octobre 2020 de la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA) et du Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (SNAPAP), appuyées par l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA) et par l'Internationale des Services Publics (ISP). Les organisations précitées dénoncent la fermeture du siège de la CGATA à Alger, la persécution de centaines de membres syndicaux dans de nombreux wilayas du pays, ainsi que l'arrestation, la détention et les condamnations en justice à l'encontre des délégués syndicaux suivants: i) M. Kaddour Chouicha, coordinateur du Syndicat des enseignants du supérieur Solidaires (SESS); ii) M^{me} Lalia Djaddour, membre du comité national des femmes travailleuses et secrétaire nationale du SNAPAP; iii) et M. Maaza Belkacem, membre de la Fédération nationale du secteur de la justice.

La commission prend également note des observations reçues le 30 septembre 2020 de la Confédération syndicale des forces productives (COSYFOP), appuyées par l'UITA, l'ISP et IndustriALL Global Union. La COSYFOP dénonce les faits suivants intervenus en 2020: i) la création d'un bureau clone de la COSYFOP via une assemblée générale sans représentants des syndicats affiliés et dont les représentants soi-disant élus n'ont jamais été adhérents de la Confédération; ii) la fermeture sous scellés du siège social de la COSYFOP le 21 février 2020; iii) une campagne gouvernementale contre les organisations affiliées à la COSYFOP; iv) le harcèlement judiciaire à l'encontre des délégués syndicaux suivants: M. Raouf Mellal, Président de la COSYFOP; M. Hamza Kherroubi, Président du Syndicat national des aides-soignants (SNAS); M. Ayoub Merine, Président de la Fédération nationale des travailleurs des Fonds de Sécurité sociale; M. Benzine Slimane, membre du bureau de la COSYFOP; M. Nasser Hamitouche, délégué de la wilaya d'Alger de la COSYFOP; M^{me} Tym Kadri, Présidente de la Fédération du personnel du secteur de l'Éducation; M. Omar Harid, secrétaire général de bureau de la wilaya de Guelma de la COSYFOP; et M. Mohamed Essalih Bensdira, président du comité national des chômeurs de la COSYFOP; v) les observations présentées par la COSYFOP sur le projet d'amendement de la loi n° 90-14 ont été ignorées par le gouvernement.

La commission avait précédemment pris note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2019, qui portent sur des questions d'ordre législatif dont l'essentiel fait déjà l'objet d'un examen par la commission, et dénoncent la persistance de violations de la convention dans la pratique. La CSI allègue en particulier que les autorités font toujours usage d'un pouvoir discrétionnaire pour refuser d'enregistrer certains syndicats. La commission avait également noté les observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), reçues les 30 août et 1^{er} septembre 2019, concernant la déclaration des employeurs devant la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail en 2019. Enfin, la commission avait noté les observations de la COSYFOP, reçues les 28 août, 11 octobre et 13 novembre 2019 concernant de sérieuses entraves à la liberté d'organiser ses activités et faisant des propositions sur la réforme législative en cours en rapport avec l'application de la convention.

Compte tenu de la gravité des faits allégués, la commission prie instamment le gouvernement de fournir ses commentaires en réponse aux observations susmentionnés dans l'éventualité où ceux-ci n'auraient pas été fournis dans sa réponse de novembre 2020 que la commission mentionne ci-après, et en particulier de fournir des informations détaillées concernant les allégations de fermeture des locaux syndicaux et d'arrestation et condamnation de délégués syndicaux, ainsi que celles de la COSYFOP concernant les difficultés d'installation d'un syndicat affilié dans une entreprise d'ingénierie et de construction.

La commission prend note des informations suivantes fournies par le gouvernement en novembre 2020 en réponse à certaines observations: i) le gouvernement informe de la situation de l'enregistrement des syndicats. La commission se réfère à ces informations ci-après; ii) le gouvernement indique que l'arrestation de M. Chouicha, coordinateur du SESS, n'était pas liée à ses activités syndicales mais à des activités troublant l'ordre public par la diffusion de tracts politiques de déstabilisation et de désobéissance civile; ce dernier a été relâché par la suite; iii) le gouvernement se réfère à la situation de M. Mellal, président de la COSYFOP, en rappelant une décision de justice rendue par la Cour suprême en octobre

2019 confirmant son licenciement pour faute professionnelle. Selon le gouvernement, M. Mellal exerce une profession libérale et a perdu sa crédibilité de représentant syndical à cause de ses communiqués appelant au changement politique par la violence. La commission observe que la situation professionnelle de M. Mellal a fait l'objet d'un examen par le Comité de la liberté syndicale qui a formulé des recommandations (voir 392^e rapport, octobre 2020, cas n° 3210).

La commission note que la mission de haut niveau demandée par la Commission de l'application des normes en juin 2018 s'est rendue à Alger en mai 2019. La mission a par la suite présenté un rapport avec son analyse des questions en suspens en rapport avec l'application de la convention et a formulé des recommandations. La commission note que l'acceptation de la mission et son déroulement constituent un signal positif quant à la volonté du gouvernement de progresser dans le traitement de ces questions en suspens depuis de nombreuses années. La commission a bénéficié des informations recueillies par la mission lors des réunions qu'elle a tenues, ainsi que des conclusions et recommandations auxquelles elle est parvenue. Celles-ci contribuent à une compréhension plus empirique des difficultés d'ordre juridique et pratique de l'exercice de la liberté syndicale dans le pays.

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

La commission prend note de la discussion qui a eu lieu à la Commission de la Conférence, en juin 2019, concernant l'application de la convention par l'Algérie. La commission observe que, si la Commission de la Conférence a noté positivement l'acceptation par le gouvernement de la mission de haut niveau, cette dernière a néanmoins tenu à exprimer sa préoccupation devant la persistance des restrictions au droit des travailleurs de constituer des organisations, fédérations et confédérations syndicales de leur choix et de s'y affilier et l'absence continue de progrès tangibles dans la mise en conformité de la législation avec la convention. Dans ses conclusions, la Commission de la Conférence a demandé au gouvernement de: i) s'assurer que l'enregistrement des syndicats est, en droit comme dans la pratique, conforme à la convention; ii) traiter les demandes en suspens d'enregistrement de syndicats libres et indépendants qui répondent aux conditions énoncées dans la loi et permettre aux syndicats de se constituer et fonctionner librement; iii) revoir la décision de dissoudre le Syndicat national autonome des travailleurs de l'électricité et du gaz (SNATEGS); iv) fournir systématiquement et promptement aux organisations syndicales toutes les informations détaillées et nécessaires pour leur permettre de prendre des mesures correctives ou de remplir des formalités supplémentaires en vue de leur enregistrement; v) modifier l'article 4 de la loi n° 90-14 afin d'éliminer les obstacles à la constitution par des travailleurs d'organisations, de fédérations et de confédérations de leur choix, indépendamment du secteur auquel elles appartiennent; vi) modifier l'article 6 de la loi n° 90-14 afin de reconnaître le droit de tous les travailleurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations syndicales; vii) prendre toutes les mesures appropriées pour s'assurer que, quelle que soit l'affiliation syndicale, le droit à la liberté syndicale peut être exercé dans des conditions normales de respect des libertés publiques et dans un climat exempt de violence, de pression et de menaces; viii) s'assurer des droits à l'impartialité de l'enquête et à la régularité de la procédure afin de garantir la primauté du droit; ix) réintégrer les agents de l'administration destitués sur la base d'une discrimination antisyndicale, lorsque cela se justifie; et x) s'assurer que le nouveau projet de Code du travail est adopté sans autre délai et est conforme au texte de la convention. La commission note que, comme requis, le gouvernement a par la suite transmis dans son rapport des informations détaillées sur les suites données aux recommandations de la Commission de la Conférence.

Questions législatives

Modification de la loi relative aux modalités d'exercice de la liberté syndicale et réforme du Code du travail. La commission rappelle que le gouvernement se réfère, depuis 2011, au processus de réforme du Code du travail pour répondre aux préoccupations de la commission concernant l'application de la convention. La commission note que le gouvernement a informé la mission de haut niveau de son intention d'adopter une nouvelle démarche pour répondre rapidement aux commentaires appelant la modification des articles 2, 4 et 6 de la loi n° 90-14 relative aux modalités d'exercice du droit syndical. Cette nouvelle démarche consisterait ainsi à réviser dans un premier temps les dispositions susmentionnées et de dissocier cette modification du processus plus global de révision de l'ensemble du Code du travail, qui serait poursuivie dans un second temps. Les modalités de consultation et le calendrier restaient cependant à définir. Ayant observé qu'il ressortait des entretiens avec les organisations syndicales et patronales qu'aucune discussion ou consultation sur le projet de code n'avait eu lieu depuis 2017, la mission a recommandé au gouvernement d'engager sans délai la préparation des projets de texte révisant les dispositions de la loi n° 90-14, selon les recommandations de la commission, et de poursuivre le travail de mise en conformité du projet de Code du travail avec les commentaires techniques fournis par le Bureau en 2015, tout ceci en consultation avec tous les partenaires sociaux. En juin 2019, le gouvernement a confirmé devant la Commission de la Conférence vouloir mettre à jour le texte de révision

du Code du travail à la lumière des amendements proposés par le Bureau et de consulter l'ensemble des partenaires économiques et sociaux.

La commission note les informations supplémentaires fournies par le gouvernement indiquant que l'avant-projet de loi modifiant et complétant la loi n° 90-14 a été préparé et soumis à l'avis de 47 organisations syndicales et patronales et à 27 départements ministériels. Selon le gouvernement, cet avant-projet de loi modifie l'ensemble des articles qui font l'objet de commentaires de la part de la commission. En outre, le gouvernement indique avoir pu bénéficier des commentaires techniques du Bureau en février 2020 et que la dernière version de l'avant-projet de loi en tient dûment compte. Le gouvernement informe que le projet de loi est en discussion au niveau du Secrétariat général du gouvernement en vue de son adoption en Conseil du gouvernement puis en Conseil des Ministres, avant sa transmission au Parlement. Par ailleurs, le gouvernement fait mention d'une nouvelle mouture du Code du travail qui inclut les observations de 2015 du Bureau. Il indique que ce nouveau texte sera soumis à la concertation avec les partenaires économiques et sociaux et que la version finale sera ensuite soumise aux autorités habilitées pour approbation et promulgation. La commission accueille favorablement l'indication du gouvernement selon laquelle ses commentaires ont été pris en compte dans le texte de modification de la loi n° 90-14 et que sa nouvelle rédaction, ainsi que celle du projet de révision du Code du travail, a tenu compte des commentaires techniques du Bureau. S'agissant des modifications de la loi n° 90-14, la commission renvoie aux commentaires qu'elle formule ci-après. S'agissant du Code du travail, la commission renvoie aux commentaires qu'elle formule dans sa demande directe. **La commission attend du gouvernement qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour achever, sans délai, la réforme législative demandée par la commission pour donner pleinement effet aux dispositions de la convention et qu'il sera en mesure de faire rapidement état de progrès à cet égard.**

Article 2 de la convention. Droit de constituer des organisations syndicales. La commission rappelle que ses commentaires portaient sur l'article 6 de la loi n° 90-14 qui limite le droit de fonder une organisation syndicale aux personnes de nationalité algérienne d'origine ou acquise depuis au moins dix ans. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le projet de loi inclut une modification de l'article 6 qui supprime la condition de nationalité, ce qui va permettre aux travailleurs et employeurs étrangers de fonder des organisations syndicales et, sous condition de trois années de résidence et selon les modalités fixées dans les statuts, de devenir membres des organes de direction ou d'administration d'un syndicat. **La commission veut croire que la modification de l'article 6 de la loi n° 90-14 interviendra rapidement afin que soit reconnu à tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, le droit de constituer une organisation syndicale et d'accéder aux fonctions dans les organes de direction ou d'administration.**

Article 5. Droit de constituer des fédérations et des confédérations. La commission rappelle que ses commentaires portaient sur les articles 2 et 4 de la loi n° 90-14 qui, lus conjointement, ont pour effet de limiter la constitution des fédérations et confédérations dans une profession, branche ou dans un secteur d'activité. La commission avait précédemment noté l'indication du gouvernement selon laquelle l'article 4 en question serait amendé avec l'inclusion d'une définition de fédérations et de confédérations. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique simplement que le projet de loi de révision de la loi n° 90-14 clarifie les notions d'unions, de fédérations et de confédérations en vue de permettre leur constitution quel que soit le secteur d'activité que couvrent les syndicats membres. La commission accueille favorablement l'indication du gouvernement que la dernière modification de l'article 4 de la loi permettra aux organisations syndicales de constituer les fédérations, unions et confédérations quel que soit la profession, la branche et le secteur auxquels elles appartiennent. **La commission veut croire que la modification de l'article 4 de la loi n° 90-14 interviendra rapidement afin de lever tout obstacle à la constitution de fédérations et de confédérations par les organisations de travailleurs, quel que soit le secteur auquel elles appartiennent.**

Article 3. Limitation de l'accès aux fonctions syndicales. Enfin, la commission note le constat de la mission de haut niveau en rapport avec l'application de l'article 2 de la loi n° 90-14 qui pourrait dans les faits limiter la pleine jouissance et l'exercice de la liberté syndicale. Selon la mission, l'emploi de l'expression «travailleurs salariés» qui figure à l'article 2 de la loi n° 90-14 peut avoir pour conséquence pratique de limiter l'accès aux fonctions syndicales. Les entretiens de la mission ont révélé que le licenciement d'un dirigeant syndical (ou d'un membre fondateur d'une organisation en attente d'un agrément) dans une entreprise ou une administration déterminée lui faisait perdre sa qualité de salarié et, par voie de conséquence, ce dernier perdait, de jure, sa qualité de responsable syndical en vertu de l'article 2 de la loi n° 90-14. La mission a observé que cette situation était de nature à porter atteinte à la liberté d'action de l'organisation et à son droit d'élire librement ses représentants. À cet égard, la commission rappelle qu'elle considère que l'obligation d'appartenir à une profession ou une entreprise pour exercer une fonction syndicale peut entraver le droit des organisations d'élaborer librement leurs statuts et d'élire librement leurs représentants. Elle ôte aux syndicats la possibilité d'élire des personnes

qualifiées (telles que des permanents syndicaux ou des retraités) ou les prive de l'expérience de certains dirigeants lorsqu'ils ne disposent pas, dans leurs propres rangs, de personnes compétentes en nombre suffisant. Il existe en outre un risque réel d'ingérence de l'employeur, par le biais du licenciement des dirigeants syndicaux qui perdent, de ce fait, leur qualité de responsables syndicaux (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 102). À la lumière de ce qui précède, la commission avait demandé au gouvernement de consulter d'urgence les partenaires sociaux sur les mesures à prendre pour modifier les prescriptions résultant de l'application de l'article 2 de la loi n° 90-14, ceci afin que les fonctions syndicales dans une entreprise ou un établissement ne soient plus limitées aux seules personnes salariées de l'entreprise ou de l'établissement en question, ou afin de lever la question d'appartenance à la profession ou de la qualité de salarié pour au moins une proportion raisonnable de responsables syndicaux. Dans les informations supplémentaires fournies, le gouvernement indique qu'une véritable représentation des travailleurs auprès de l'employeur, notamment via la section syndicale qui est élue démocratiquement par les affiliés, vaut non seulement par son expérience dans l'entreprise en question mais aussi par la connaissance de l'organisation et de la culture de l'entreprise. Selon le gouvernement, la définition du terme "travailleur" est liée à la question de la rémunération, qui représente la contrepartie de l'effort fourni par le travailleur. Cette définition crée une relation de travail et un lien juridique créant des droits et des obligations pour les deux parties de la relation de travail. Enfin, rappelant qu'aucune organisation syndicale n'a soulevé la question de la représentation syndicale, le gouvernement indique que la question du mandat de personnes étrangères aux «organismes employeurs» par des organisations syndicales peut-être envisagée sous certaines conditions et que celle-ci fera l'objet d'une consultation des partenaires sociaux et économiques. ***La commission attend du gouvernement qu'il engage sans délai les consultations avec les partenaires sociaux sur la question de l'octroi du mandat de représentation syndicale à des personnes étrangères à l'entreprise ou à l'établissement. Elle rappelle la nécessité de modifier les prescriptions résultant de l'application de l'article 2 de la loi n° 90-14 afin que les fonctions syndicales dans une entreprise ou un établissement ne soient plus limitées aux seules personnes salariées de l'entreprise ou de l'établissement en question, ou afin de lever la question d'appartenance à la profession ou de la qualité de salarié pour au moins une proportion raisonnable de responsables syndicaux.***

Enregistrement des syndicats dans la pratique

La commission rappelle que ses commentaires portent depuis de nombreuses années sur les questions des délais particulièrement longs, parfois de plusieurs années, dans le traitement des demandes d'enregistrement de syndicats ou de refus des autorités d'enregistrer certaines organisations syndicales autonomes sans fournir de motif.

La commission note que le gouvernement a informé la mission de haut niveau, ainsi que la Commission de la Conférence, de la récente initiative du ministère du Travail d'actualiser les dossiers relatifs à la constitution des syndicats et d'inviter les organisations souhaitant se faire enregistrer ou dont les demandes sont en cours d'examen à rencontrer le ministère pour mettre à jour les documents administratifs, en particulier ceux relatifs à leur situation professionnelle. Selon le rapport du gouvernement et les informations supplémentaires fournies, cette initiative a abouti à l'enregistrement de 138 organisations représentatives (91 organisations syndicales et 47 organisations d'employeurs) au mois de mars 2020.

En outre, la commission note les informations suivantes fournies par le gouvernement en ce qui concerne l'enregistrement de syndicats qui figuraient dans ses commentaires précédents: i) le Syndicat national autonome des travailleurs du nettoyage et de l'assainissement (SNATNA) et le Syndicat national des travailleurs de Mobilis (SNTM) ont été enregistrés; ii) le Syndicat algérien autonome des travailleurs des transports (SAATT) et le Syndicat autonome des avocats algériens (SAAVA) n'ont pas encore donné suite aux courriers du ministère leur demandant d'actualiser leurs demandes d'enregistrement. Les démarches entreprises par les administrations publiques pour contacter ces syndicats n'ont pas abouti; iii) le gouvernement informe de l'enregistrement du Syndicat des enseignants du supérieur solidaires (SESS) en février 2020; iv) le traitement des dossiers de constitution du Syndicat national autonome des travailleurs de la fabrication et de la transformation du papier et de l'emballage (SNATFTPE), du Syndicat national autonome des travailleurs de la manufacture du bois et dérivés (SNATMBD) et du Syndicat national autonome des travailleurs de l'EUREST Algérie (SNATE) relève de la compétence territoriale de la wilaya ou de la commune. Selon le gouvernement, les démarches entreprises par les administrations publiques pour contacter ces syndicats n'ont pas abouti; v) le dossier de constitution du Syndicat algérien des fonctionnaires de l'administration publique (SAFAP) est en instance en raison de l'existence d'un conflit dû à un désaccord entre les membres fondateurs au sujet de la présidence de l'organisation en question, cependant une tentative de conciliation est en cours, et le gouvernement informera le Bureau de l'évolution de l'affaire; vi) le gouvernement réitère que la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA) ne présente pas un dossier de constitution conforme aux dispositions de

la loi dans la mesure où elle n'est constituée d'aucun syndicat légalement constitué comme le requiert la loi, qui exige que toute confédération soit issue d'un regroupement de syndicats enregistrés ou existant légalement; vii) selon le gouvernement, des personnes n'ayant aucun lien avec la Confédération syndicale des forces productives (COSYFOP) se sont accaparé le récépissé d'enregistrement de l'organisation en question sans la présence d'aucun membre ou adhérent. Le gouvernement admet toutefois que la COSYFOP est constituée de trois syndicats légalement constitués.

Le gouvernement ajoute que, pour donner suite aux recommandations de la Commission de la Conférence, les échanges de courriers et les réunions avec les représentants de syndicats demandant leur enregistrement donnent lieu désormais à des procès-verbaux cosignés avec les demandeurs. Enfin, le gouvernement informe qu'il procède actuellement à l'élaboration d'un manuel de procédure concernant les modalités d'enregistrement des syndicats.

La commission accueille favorablement les informations de suivi fournies par le gouvernement et le prie de continuer de fournir des informations actualisées sur le traitement des dossiers de demande d'enregistrement de syndicats.

La commission fait référence ci-après à la situation spécifique de certaines organisations syndicales.

La commission prend note des points ci-après que la mission de haut niveau a soulevés sur la question de l'enregistrement des syndicats, et qu'elle considère particulièrement pertinente. Tout d'abord, la mission a observé que les dispositions législatives concernant les conditions de formation des fédérations et confédérations de syndicats couvrant différents secteurs d'activité semblent être interprétées de manière non consistante et très restrictive selon les organisations. La mission a ainsi constaté le cas d'une confédération qui n'a pu recevoir son récépissé au motif qu'elle regroupe des affiliés de plusieurs secteurs d'activité, alors que, dans un autre cas, elle a constaté l'enregistrement d'une organisation d'employeurs en février 2019 alors que cette dernière regroupe des affiliés issus de quatre secteurs différents. La mission a aussi été informée du cas d'une centrale syndicale disposant d'affiliés dans plusieurs secteurs. Aussi, la mission a recommandé au gouvernement d'adopter en pratique une position constante et d'admettre la possibilité pour les organisations qui se constituent de regrouper des affiliés de professions, de branches ou de secteurs d'activité différents, cela dans le sens des commentaires de la commission à propos de l'application des articles 2 et 4 de la loi n° 90-14. La mission a ainsi demandé au gouvernement d'en tirer les conséquences en enregistrant toutes les organisations dans cette situation qui en feraient la demande. La commission note également que la mission a fait le constat d'inconsistances dans la teneur des réponses de rejet d'enregistrement. Dans la majorité des cas, la réponse de l'administration indique uniquement que «la demande de déclaration de constitution de l'organisation syndicale ne remplit pas les conditions requises par la loi n° 90-14 du 2 juin 1990 relative aux modalités d'exercice du droit syndical et invite le demandeur à se conformer à ladite loi», sans autre précision. Aussi, la mission a encouragé le gouvernement à fournir systématiquement et rapidement aux organisations syndicales toutes les informations nécessaires afin de leur permettre de prendre les mesures correctives ou de remplir les formalités supplémentaires aux fins de leur enregistrement.

De manière générale, si elle accueille favorablement les efforts du gouvernement pour clarifier la manière dont l'administration traite les demandes d'enregistrement de syndicats, la commission est néanmoins **préoccupée** par le fait que l'enregistrement de la plupart des fédérations et syndicats qui font l'objet de ses commentaires, notamment la CGATA, le SAAVA et le SAATT, demeure en suspens. La commission note également les explications fournies sur les rejets d'enregistrement opposés par l'administration à la Confédération des syndicats algériens (CSA), la COSYFOP et le SAFAP, dont les représentants ont pu s'entretenir avec la mission de haut niveau. La commission note que, en tenant compte des éléments qui lui ont été fournis tant par les organisations elles-mêmes que par les autorités, la mission a recommandé au gouvernement de procéder d'urgence à l'enregistrement de la CGATA, de la CSA et du SAFAP.

La commission note avec **regret** que le gouvernement se borne pour l'essentiel à présenter dans son rapport et les informations supplémentaires fournies en 2020 les mêmes explications qu'il avait précédemment fournis sur les rejets de demandes d'enregistrement concernant les organisations syndicales susmentionnées, en majeure partie fondés sur la lecture de dispositions législatives en vigueur dont la non-conformité avec la convention est rappelée plus haut par la commission. Le gouvernement devrait également tenir compte du processus de modification de ces dispositions qu'il a engagé pour donner effet à la convention. ***En conséquence, la commission s'attend à ce que le gouvernement tienne dûment compte des éléments rappelés ci-dessus en reconsidérant d'urgence les dossiers d'enregistrement de la CGATA, de la CSA et de la COSYFOP. En outre, elle renvoie aux recommandations de la mission de haut niveau et appelle le gouvernement à procéder à l'enregistrement du SAFAP dès la résolution du différend interne dont il a fait référence. Elle s'attend à ce que le gouvernement fasse état, sans autre délai, de progrès tangible dans le traitement positif de ces dossiers d'enregistrement qui sont, pour certains, en attente depuis plusieurs années. Par ailleurs, la commission encourage une nouvelle***

fois le gouvernement à fournir systématiquement et rapidement aux organisations syndicales auxquelles l'administration oppose un rejet d'enregistrement toutes les informations nécessaires afin de leur permettre de prendre les mesures correctives ou de remplir les formalités supplémentaires aux fins de leur enregistrement.

En ce qui concerne la situation du Syndicat national autonome des travailleurs de l'électricité et du gaz (SNATEG), dont les observations reçues en juillet 2018 faisaient état de nombreuses entraves à la liberté d'organiser ses activités, la commission rappelle que le SNATEG a présenté une plainte devant le Comité de la liberté syndicale qui s'est une nouvelle fois prononcé sur le fond de l'affaire (voir 392^e rapport, octobre 2020, cas n° 3210) et a formulé des recommandations demandant notamment au gouvernement de **diligenter une enquête indépendante pour déterminer les circonstances ayant abouti à la décision administrative entérinant la dissolution du SNATEG malgré des éléments présentés par le syndicat qu'aucune dissolution volontaire de la sorte n'avait été décidée. Se référant aux recommandations formulées par la Commission de la Conférence en juin 2019, le comité a demandé au gouvernement de revoir sans délai la décision de dissoudre le SNATEG. Enfin, le comité a exhorté le gouvernement à mettre en œuvre sans délai ses recommandations afin d'assurer au sein de l'entreprise industrielle énergétique concernée un environnement où les droits syndicaux sont respectés et garantis pour toutes les organisations syndicales, et où les travailleurs ont la possibilité d'adhérer au syndicat de leur choix, d'élire leurs représentants et d'exercer leurs droits syndicaux sans crainte de représailles et d'intimidation. La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour donner effet aux recommandations du Comité de la liberté syndicale à cet égard.**

De manière générale, compte tenu des mesures qu'il a engagées pour traiter les questions juridiques et pratiques qu'elle soulève en rapport avec la mise en œuvre de la convention, la commission veut croire que le gouvernement pourra continuer de se prévaloir de l'assistance technique du Bureau.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement et qui réitère le contenu de sa demande directe adoptée en 2019.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète au présent commentaire en 2022.]

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1962)

La commission prend note des observations reçues le 30 septembre 2020 de la Confédération syndicale des forces productives (COSYFOP, appuyées par l'Internationale des Services Publics (ISP), l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA), et IndustriALL Global Union). N'ayant pas reçu d'informations supplémentaires du gouvernement, la commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations dont elle disposait en 2019 ainsi que sur la base des observations de la COSYFOP (voir les *articles 1 et 2* de la convention ci-après).

Articles 1 et 2 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence. La commission prend note des observations dénonçant des discriminations à l'encontre de dirigeants syndicaux et de syndicalistes, reçues entre 2017 et 2019, de la Confédération syndicale internationale (CSI), du Syndicat national autonome des travailleurs de l'électricité et du gaz (SNATEG) et de la COSYFOP. La commission note que cette question a également été abordée de manière récurrente par la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail (ci-après la Commission de la Conférence) à l'occasion de sa discussion sur l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (discussions en juin 2017, juin 2018 et juin 2019), qui a constamment demandé au gouvernement de faire état de la situation des dirigeants et membres syndicaux dont le licenciement antisyndical avait été dénoncé. La commission note en outre que le Comité de la liberté syndicale a été saisi de plusieurs cas concernant le harcèlement et le licenciement de dirigeants et membres syndicaux mentionnés dans les observations des organisations syndicales. La commission note que, dans le cadre des recommandations formulées par la Commission de la Conférence en juin 2018, une mission de haut niveau s'est rendue à Alger en mai 2019 et a pu recueillir sur place des informations en rapport avec la situation de syndicalistes licenciés. Enfin, la commission note que le gouvernement a fourni de manière régulière des informations concernant les observations reçues des organisations syndicales, ainsi qu'en réponse aux recommandations de la Commission de la Conférence.

La commission rappelle qu'en 2016, la CSI et la CGATA avaient présenté des observations relatives à des actes de discrimination antisyndicale à l'encontre de dirigeants syndicaux et à des licenciements de syndicalistes suite à des mouvements sociaux dans des entreprises de divers secteurs et dans le secteur public (justice, poste, santé publique, Agence nationale des ressources hydrauliques). À cet égard, elle note les informations fournies par le gouvernement sur les mesures de réintégration des travailleurs licenciés dans l'administration publique. La commission relève cependant que certains dirigeants syndicaux n'ont toujours pas été réintégrés, dans certains cas malgré des décisions de justice en leur

faveur. **La commission prie en conséquence le gouvernement de s'assurer, d'une part, de la mise en œuvre immédiate de toutes les décisions de justice ayant ordonné la réintégration de dirigeants syndicaux et de syndicalistes de l'administration publique et de continuer à fournir, d'autre part, des informations sur les autres dirigeants syndicaux et syndicalistes licenciés dont la situation n'aurait toujours pas été réglée.**

La commission constate que les observations des organisations syndicales reçues depuis 2017 portent en grande partie sur le licenciement massif des membres du SNATEG par une entreprise du secteur du gaz et l'ingérence dans le fonctionnement du syndicat. Le gouvernement a présenté des informations sur la situation des syndicalistes licenciés, faisant état dernièrement de mesures de réintégration pour la majorité des travailleurs concernés, de situations en cours de règlement et de licenciements confirmés pour fautes graves pour certains travailleurs. À cet égard, la commission rappelle que le SNATEG a présenté une plainte devant le Comité de la liberté syndicale et que la mission de haut niveau a recueilli sur place des informations actualisées sur l'affaire de la part tant du gouvernement que des représentants syndicaux. Sur cette base, le Comité de la liberté syndicale s'est une nouvelle fois prononcé sur le fond de l'affaire à sa réunion d'octobre 2020 et a formulé des recommandations demandant notamment au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution sans délai supplémentaire des décisions de justice ou de l'inspection du travail concernant la réintégration des membres du SNATEG, et de fournir des informations en relation avec les allégations selon lesquelles la plupart des travailleurs réintégrés dans l'entreprise auraient été contraints de se désaffilier du SNATEG et d'adhérer à un autre syndicat présent dans l'entreprise (voir 392^e rapport, octobre 2020, cas n° 3210). **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour donner suite aux recommandations du Comité de la liberté syndicale et en particulier celles concernant les dirigeants syndicaux du SNATEG qui n'ont toujours pas été réintégrés.**

La commission prend note des observations de la COSYFOP sur les actes de discrimination à l'encontre de ses membres depuis le récent renouvellement de son instance dirigeante. La commission observe qu'en mai 2019 la mission de haut niveau a rencontré les représentants de la COSYFOP qui ont fourni des informations sur le harcèlement à l'encontre de ses dirigeants, en particulier M. Raouf Mellal, M. Ben Zein Slimane et M. Abdelkader Kouafi, et sur des intimidations au travail contre M^{me} Haddad Racheda et M^{me} Sarah Ben Maich, qui ont conduit ces dernières à cesser d'exercer leurs fonctions syndicales. La commission note également que M. Mellal a subi des violences physiques à l'occasion de sa détention, du fait de ses activités syndicales, et fait régulièrement l'objet d'intimidations et de détentions abusives. En outre, la commission note que la COSYFOP dénonce les mesures de discrimination et d'ingérence suivantes, à l'encontre d'organisations syndicales affiliées: i) le licenciement en octobre 2019 de 17 dirigeants et membres du Syndicat national des travailleurs de BATIMETAL-COSYFOP avec la menace de l'entreprise de ne pas les réintégrer à moins qu'ils ne quittent le syndicat en question. Les délégués syndicaux n'ont été effectivement réintégrés par l'entreprise que suite à leur démission du syndicat et qu'il est apparu qu'un de ces anciens délégués est, depuis février 2020, membre du bureau d'un syndicat constitué par ingérence antisyndicale; ii) des menaces de licenciement et de poursuites judiciaires pénales à l'encontre des membres du Syndicat des travailleurs du Comité de régulation de l'Électricité et du Gaz (STCREG); iii) le licenciement de tous les dirigeants du Syndicat national de l'Institut supérieur de gestion et le refus de l'inspection du travail de faire appliquer les dispositions de protection des délégués syndicaux en vertu de l'article 56 de la loi n° 90-14 sur les modalités d'exercice du droit syndical; et iv) la correspondance du Secrétaire général du Ministère du travail, incitant tous les fonds de solidarité sociale à licencier tous les membres de la Fédération nationale des travailleurs des Caisses de Sécurité Sociale affiliés à la COSYFOP, qui a conduit au harcèlement judiciaire et au licenciement du Président de la Fédération en question, ce dernier ayant par la suite démissionné de la COSYFOP peu après avoir été réintégré en janvier 2020. **La commission note avec préoccupation la gravité des faits allégués et prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les autorités compétentes diligent les enquêtes nécessaires sur les faits de discrimination antisyndicale contre les membres de la COSYFOP et de ses organisations syndicales affiliées. La commission s'attend à ce que le gouvernement prenne des mesures correctives pour rétablir dans leurs droits les travailleurs victimes de discrimination antisyndicale et d'obtenir la cessation sans délai de l'ingérence des employeurs et des autorités administratives dans l'exercice de la liberté syndicale. La commission prie instamment le gouvernement de fournir ses commentaires et des informations détaillées à cet égard.**

Révision de la législation. En ce qui concerne, de manière générale, la nécessité d'offrir une protection adéquate des dirigeants et membres syndicaux contre les actes de discrimination antisyndicale, la commission se réfère aux préoccupations exprimées par la mission de haut niveau concernant le traitement dilatoire de décisions de justice exécutoires de réintégration prononcées en faveur de dirigeants syndicaux et toujours non exécutées, ainsi que la judiciarisation excessive des procédures. En outre, la commission note que la mission de haut niveau a identifié une difficulté d'application de l'article 1 de la convention pour les membres fondateurs de syndicats. Selon la mission,

en l'état actuel du cadre législatif et des procédures, il serait possible qu'un employeur puisse licencier des membres fondateurs d'un syndicat durant sa période d'enregistrement, ce qui en pratique peut prendre plusieurs années, sans que ces derniers ne bénéficient de la protection de la législation en matière de discrimination antisyndicale. **La commission prie instamment le gouvernement d'entamer sans délai, en consultation avec les partenaires sociaux, un examen d'ensemble du cadre juridique et de la pratique concernant la protection contre la discrimination antisyndicale, en vue de prendre les mesures nécessaires pour garantir une protection adéquate des dirigeants et membres syndicaux pendant la période d'enregistrement du syndicat constitué. Elle prie le gouvernement de faire état de tout progrès dans ce sens et veut croire que ce dernier pourra se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.**

Application de la convention dans la pratique. La commission note les statistiques fournies sur le nombre de conventions et d'accords collectifs enregistrés par l'Inspection du travail entre 1990 et 2019, ainsi que le nombre de travailleurs couverts. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir les statistiques disponibles concernant le nombre de conventions et d'accords collectifs enregistrés et, dans la mesure du possible, à préciser les secteurs et le nombre de travailleurs couverts.**

[Le gouvernement est prié de répondre, de manière complète, aux présents commentaires en 2021.]

Angola

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1976)

Article 1 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note des observations du Syndicat national des enseignants (SINPROF) et de l'Internationale de l'éducation (IE), reçues le 1er septembre 2017, alléguant l'existence d'actes de représailles antisyndicaux de la part du gouvernement dans diverses provinces du pays. En l'absence d'informations reçues du gouvernement à cet égard, la commission rappelle qu'il incombe à ce dernier de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les autorités compétentes diligentent les enquêtes nécessaires sur les faits de discrimination antisyndicale rapportés, de prendre les mesures correctives et d'imposer les sanctions adéquates s'il est avéré que les droits syndicaux reconnus dans la convention ont été entravés. **La commission prie instamment le gouvernement de fournir ses commentaires à ce sujet.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Arbitrage obligatoire. La commission rappelle que depuis de nombreuses années elle prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les articles 20 et 28 de la loi n° 20-A/92 sur le droit de négociation collective, qui impose l'arbitrage obligatoire en des termes contraires à ce qu'a indiqué la commission. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note du fait que l'article 273.2 de la loi générale du travail n° 7/2015 dispose que les conflits collectifs du travail sont réglés par la médiation, la conciliation, l'arbitrage volontaire, sans préjudice de la législation spécifique, et elle avait en outre noté que l'article 293 dispose que les conflits collectifs du travail sont réglés de préférence par arbitrage volontaire. La loi générale du travail de 2015 abrogeant toute disposition contraire, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer si les articles 20 et 28 de la loi n° 20-A/92 imposant l'arbitrage obligatoire sur un ensemble de services non essentiels avaient été abrogés, ou si ces articles étaient toujours en vigueur. La commission note que le gouvernement indique qu'il y a en effet une contradiction entre les deux textes de loi précités et que la contradiction devrait être levée à l'occasion de la révision de la loi n° 20-A/92. **Rappelant que l'arbitrage obligatoire dans le cadre de la négociation collective n'est acceptable que pour les fonctionnaires commis à l'administration de l'État (article 6 de la convention), dans les services essentiels au sens strict du terme (services dont l'interruption pourrait mettre en danger la vie, la sécurité ou la santé de la personne dans tout ou partie de la population) et dans des situations de crise nationale aiguë, la commission s'attend à ce que les articles 20 à 28 de la loi n° 20-A/92 soient rapidement modifiés et s'attend à ce que le gouvernement fournisse des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

Articles 4 et 6. Négociation collective des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État. La commission rappelle que, depuis plusieurs années, elle demande au gouvernement de prendre des mesures pour garantir aux syndicats de fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État le droit de négocier avec leurs employeurs publics non seulement leur rémunération salariale, mais aussi leurs autres conditions d'emploi. La commission rappelle en effet que, en vertu de l'article 6 de la convention, une distinction doit être faite entre, d'une part, les fonctionnaires qui, par leurs fonctions, sont directement commis à l'administration de l'État (par exemple, dans certains pays, les fonctionnaires des ministères gouvernementaux et autres organes assimilés et leurs personnels auxiliaires), lesquels peuvent être exclus du champ d'application de la convention et, d'autre part, toutes les autres personnes employées par le gouvernement, des entreprises publiques ou des institutions publiques autonomes,

lesquelles devraient bénéficier des garanties prévues par la convention (par exemple les salariés des entreprises publiques, les employés des services municipaux et employés des autres entités décentralisées, ainsi que les enseignants du secteur public). La commission note que le gouvernement se limite à indiquer que les droits de négociation collective des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État sont sauvegardés en vertu de la loi générale sur le travail de 2015 et de la loi n° 20-A/92 sur le droit de négociation collective. À cet égard, la commission observe que, aux termes des articles 1(1) et 2 (f) de la loi générale du travail, les seuls employés publics couverts par ladite loi sont ceux des entreprises publiques et que, dans le même sens, l'article 2 de la loi n° 20-A/92 exclut de son champ d'application les fonctionnaires de l'Administration publique centrale et locale de l'État ainsi que les travailleurs des services publics non organisés sous forme d'entreprise. Au vu de ce qui précède, la commission observe que le champ d'application des lois précitées ne semble pas couvrir toutes les catégories de travailleurs considérées par la commission comme des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État. **En l'absence d'autres informations portées à sa connaissance, la commission prie le gouvernement de préciser les dispositions ou les mécanismes de négociation collective en vertu desquels les différentes catégories de fonctionnaires non commis à l'administration de l'État peuvent négocier leurs conditions de travail et d'emploi ainsi que de fournir des informations détaillées sur les différents accords conclus avec des organisations d'employés et fonctionnaires publics. La commission prie en outre le gouvernement de veiller à ce que ses recommandations soient prises en compte dans le cadre de la révision de la loi n° 20-A/92 mentionnée par le gouvernement et prie ce dernier d'indiquer tout progrès à cet égard.**

La commission rappelle au gouvernement qu'il peut solliciter l'assistance technique du Bureau dans le cadre de la révision des lois concernant l'application de la convention.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Antigua-et-Barbuda

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978 (ratification: 2002)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 4 et 5 de la convention. Dans ses précédents commentaires, la commission avait demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir aux fonctionnaires et à leurs organisations une protection juridique suffisante contre la discrimination antisyndicale et l'ingérence, ainsi que de communiquer et de fournir des informations sur les cas de discrimination antisyndicale. La commission note que, selon les informations contenues dans le rapport du gouvernement, aucun cas de discrimination antisyndicale n'est à notifier et que la constitution d'Antigua-et-Barbuda accorde des droits inaliénables aux citoyens. **La commission prie à nouveau au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir aux fonctionnaires et à leurs organisations une protection juridique suffisante contre la discrimination antisyndicale et l'ingérence, et le prie de fournir toute information sur tout cas de discrimination antisyndicale (en particulier sur les procédures de protection appliquées et les sanctions infligées).**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Argentine

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision prise par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020), qui portent sur les mesures prises dans le cadre de la pandémie de COVID-19 en vue de dialogue social et de l'application de la convention (entre autres, prolongation des mandats des représentants patronaux et syndicaux). La commission se félicite de la reprise des activités de la sous-commission normative de la Commission de dialogue social, afin de progresser dans l'examen tripartite des questions qui relèvent des organes de contrôle de l'OIT. À cet égard, le gouvernement indique que l'OIT a été invitée à participer aux réunions tripartites et que des espaces sont en cours de création pour traiter les désaccords entre les autorités provinciales, la nation et les partenaires sociaux.

La commission prend également note des observations de:

- i) l'Union industrielle argentine (UIA), transmises avec le rapport supplémentaire, qui soulignent l'élan que donne le gouvernement au dialogue social en tant qu'instrument pour parvenir à des accords

permettant de surmonter la crise, et qui indiquent que des réunions ont eu lieu dans le but de progresser dans le traitement des questions en suspens;

- ii) la Confédération générale du travail de la République argentine (CGT RA), reçues le 27 septembre 2020, qui mentionnent les mesures prises en réponse à la pandémie et indiquent que le mouvement syndical a jeté les bases d'un dialogue soutenu avec le gouvernement et les employeurs (ces observations soulignent l'importance de la création d'un conseil économique et social);
- iii) la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA Autonome), reçues le 30 septembre 2020, qui dénoncent la réticence persistante du gouvernement à mettre la législation syndicale en conformité avec la convention. La CTA Autonome souligne les efforts de la Direction internationale du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale pour que la Commission de dialogue social et ses sous-commissions restent actives. Elle déplore toutefois que la réforme de la loi sur les associations syndicales n'ait pas été abordée par cette commission et ses sous-commissions. La CTA Autonome fait également état d'autres allégations de violations de la convention dans la pratique (retards et refus d'enregistrer des syndicats ou de leur accorder le statut syndical, répression de deux manifestations en septembre 2019, judiciarisation d'une grève de conducteurs en octobre 2019, espionnage et actes de harcèlement par la police au siège d'un syndicat provincial, et actes d'ingérence dans deux processus d'élections syndicales). **La commission prie le gouvernement de transmettre ses observations à ce sujet.**

La commission espère que ces autres questions soulevées dans ces observations supplémentaires seront également examinées et traitées de manière tripartite dans le cadre de la sous-commission normative de la Commission de dialogue social. La commission exprime le ferme espoir que des mesures concrètes seront prises dans le même cadre pour traiter les questions soulevées dans des observations précédentes, notamment la conformité avec la convention de la législation à laquelle il est fait référence et allusion dans ce commentaire.

Par ailleurs, la commission réitère le contenu de ses commentaires adoptés en 2019 dont le texte suit.

La commission prend note des observations de l'UIA, avec le soutien de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), reçues le 30 août 2019, se félicitant de la création de la Commission de dialogue social, et plus spécialement de sa sous-commission des cas particuliers. De même, la commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2019, ainsi que de la CGT RA et de la (CTA Autonome, reçues toutes le 3 septembre 2019, et de la Centrale des travailleurs d'Argentine (CTA des travailleurs) reçues le 10 septembre 2019. La commission observe que certaines des questions que posent les partenaires sociaux font l'objet de cas qui ont été soumis au Comité de la liberté syndicale (notamment les cas nos 3229, 3257, 3272 et 3315). La commission prend note de ce que les autres observations portent sur des questions déjà mises en lumière, ainsi que sur des allégations de répression politique et des restrictions à l'exercice du droit de grève et autres infractions à la convention. **La commission formule l'espoir que les questions soulevées seront examinées et abordées en mode tripartite dans le cadre de la Commission de dialogue social.**

Faisant suite aux indications données en 2018, la commission se félicite des informations communiquées par le gouvernement à propos de la mise en place, par le biais de la résolution n° 225/2019, et du fonctionnement de ladite Commission de dialogue social. Elle prend note en particulier de: i) ses fonctions, d'intermédiation notamment avec les partenaires sociaux dans le but d'améliorer l'application des conventions ratifiées; ii) la création de deux sous-commissions – une sur les normes du travail (pour le traitement des thèmes relatifs au contrôle périodique, en vertu des articles 12, 22 et 23 de la Constitution de l'OIT, ainsi que des réclamations au titre de son article 24), et une autre sur les cas particuliers (pour le traitement des plaintes en matière de liberté syndicale); et iii) son activité initiale (deux réunions plénières, trois de la sous-commission des normes et deux de la sous-commission des cas – dans laquelle ont été traités deux cas à l'examen devant le Comité de la liberté syndicale). **La commission encourage le gouvernement à continuer de renforcer cette instance de dialogue social et le prie de continuer à fournir des informations sur l'évolution de ses travaux.**

Articles 2, 3 et 6 de la convention. Autonomie des syndicats et non-ingérence de l'État. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle prie le gouvernement de prendre des mesures afin de modifier les dispositions suivantes de la loi sur les associations syndicales (LAS) n° 23551 de 1988 et du décret réglementaire correspondant n° 467/88 qui ne sont pas conformes à la convention:

- **Privilège de représentation (personería gremial):** i) l'article 28 de la LAS, qui impose à toute association, pour pouvoir disputer à une autre le privilège de représentation, de compter un nombre d'adhérents «considérablement supérieur», et l'article 21 du décret réglementaire n° 467/88, qui définit le sens des termes «considérablement supérieur» comme signifiant que l'association qui le revendique doit compter au moins 10 pour cent d'adhérents cotisants de plus que sa rivale; ii) l'article 29 de la LAS,

qui dispose que le privilège de représentation ne sera accordé à un syndicat d'entreprise qu'en l'absence d'un autre syndicat ayant déjà ce privilège dans le secteur d'activité, la catégorie ou le secteur géographique considéré; et iii) l'article 30 de la LAS, qui fait obligation aux syndicats de corps de métier, de profession ou de catégorie, pour obtenir le privilège de représentation, de prouver qu'ils défendent des intérêts différents de ceux du syndicat préexistant, et que le privilège de représentation qu'ils revendiquent n'empiétera pas sur le privilège de celui-là.

- *Avantages découlant du privilège de représentation (personería gremial):* i) l'article 38 de la LAS qui autorise uniquement les associations ayant le privilège de représentation – et pas celles qui sont simplement enregistrées – à percevoir les cotisations syndicales par retenue directe; et ii) les articles 48 et 52 de la LAS, qui prévoient que seuls les représentants des organisations ayant le privilège de représentation bénéficient d'une protection spéciale (immunité syndicale).

La commission a pris note des arrêts rendus par la Cour suprême de justice de la nation (CSJN) et d'autres instances judiciaires nationales et provinciales qui déclarent inconstitutionnels divers articles de la législation précitée, en particulier ceux relatifs au privilège de représentation (*personería gremial*) et à la protection syndicale. De même, la commission salue un avis récent rendu le 27 août 2019 par le procureur de la CSJN, qui affirme que le régime des prélèvements de cotisations syndicales régi par l'article 38 de la LAS porte atteinte à la liberté syndicale des organisations simplement inscrites et est donc inconstitutionnel.

De même, la commission note que la CTA autonome et la CTA des travailleurs soulignent à nouveau la nécessité de modifier les dispositions de la LAS en question, de même que ses articles 31 a) et 41 a) qui ont été déclarés inconstitutionnels par la CSJN. Ces organisations dénoncent l'absence de volonté politique du gouvernement à cet égard, en précisant qu'il n'est à l'origine d'aucun amendement à la LAS et qu'il n'a appuyé aucun des projets de modification de la loi qui ont été déposés à cet effet, et que, bien qu'il ait créé une sous-commission des normes au sein de la Commission de dialogue social, il n'a pas mis à son programme la nécessité de mettre la législation sur les syndicats en conformité avec la convention. La commission note que le gouvernement affirme que la réforme de la législation du travail n'a pas été soumise à la discussion devant la Commission de dialogue social sans doute en raison du fait que ces mêmes partenaires sociaux n'ont pas réussi à dégager les consensus minima exigés.

La commission exprime le ferme espoir que se prendront sans plus de retard toutes les mesures nécessaires pour mettre la LAS et son décret réglementaire en totale conformité avec la convention. La commission considère que le dialogue tripartite structuré de la Commission de dialogue social devrait offrir un espace adéquat pour procéder à un examen tripartite approfondi qui permettra d'élaborer un projet de modification prenant en compte toutes les questions soulevées. Rappelant que depuis plus de vingt ans elle demande que soit modifiée la législation en question, et que de nombreuses dispositions concernées ont été déclarées inconstitutionnelles dans le cadre de procédures judiciaires concrètes, la commission espère et attend de pouvoir constater des progrès tangibles dans un avenir proche.

Retards dans les procédures d'obtention de l'enregistrement ou le privilège de représentation (personería gremial). La commission demande depuis des années au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour éviter les retards injustifiés dans le traitement des demandes d'enregistrement d'un syndicat ou d'obtention du privilège de représentation (*personería gremial*). Elle note que la CSI, la CTA des travailleurs et la CTA autonome dénoncent à nouveau la persistance de retards et de refus des autorités administratives d'enregistrer des syndicats ou de reconnaître leur privilège de représentation. Elles allèguent que, bien que les procédures doivent se faire en quatre-vingt-dix jours, les autorités les paralysent pendant des années ou imposent des conditions qui ne figurent pas dans la loi, forçant ces organisations à fonctionner sans couverture légale. Les organisations citées fournissent à nouveau de longues listes de non-obtention de l'enregistrement (invoquant des retards pouvant atteindre seize ans) ainsi que du privilège de représentation (y compris les demandes de la Fédération des travailleurs de l'énergie d'Argentine (FeTERA) ou de la Centrale des travailleurs argentins, vieilles de 19 et 15 ans respectivement), et elles dénoncent le gouvernement qui n'a pris aucune mesure pour remédier à la situation. Par ailleurs, la commission note que le gouvernement affirme que les retards de la procédure d'enregistrement ou d'obtention de la personnalité juridique proviennent principalement: i) des retards mis par les entités syndicales à remplir les conditions requises par la loi; et ii) la présence d'entités préexistantes qui défendent leur position et intentent des recours administratifs et judiciaires. La commission rappelle une fois de plus que les allégations de mesures dilatoires de ce genre ont fait l'objet de divers cas soumis au Comité de la liberté syndicale, tant récemment (n° 3331 et 3360), que de longue date. En particulier le cas de FeTERA, n° 2870, dans lequel le comité a insisté avec fermeté pour que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour que soit accordée la reconnaissance du privilège de représentation demandée. ***La commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les retards ou les refus injustifiés de procéder à l'enregistrement de syndicats ou à la reconnaissance du privilège de représentation (personería gremial), et de fournir des***

informations sur toute évolution à cet égard. La commission veut croire que cette question sera également traitée en Commission de dialogue social afin que soient trouvées des solutions efficaces qui tiennent compte des préoccupations de toutes les parties concernées.

Article 3. Droit des syndicats d'élire librement leurs représentants et d'organiser leur administration et leurs activités. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note des allégations d'organisations de travailleurs alléguant l'ingérence du gouvernement dans les processus électoraux des syndicats, ainsi que des retards dans l'inscription d'instances dirigeantes de syndicats. Elle a aussi observé avec préoccupation que certaines de ces allégations avaient fait l'objet de recommandations du Comité de la liberté syndicale (en particulier dans les cas n^{os} 2865 et 2979). De même, la CGT RA et la CTA autonome formulent des objections à la publication d'une disposition (n^o 17 E/2017) de la Direction nationale des associations syndicales, qui ordonnait de rayer du registre des syndicats ceux qui n'auraient pas, dans les trois ans, déclaré leurs activités et rempli les obligations légales périodiques imposées par la LAS, la CTA Autonome indiquant que cette disposition confère un énorme pouvoir discrétionnaire permettant de sanctionner les syndicats critiques. La commission salue le fait que la résolution n^o 751/2019 ait rendu sans effet la disposition n^o 17-E. De même, elle note que le gouvernement affirme que: i) la procédure d'enregistrement des instances dirigeantes n'est soumise à aucun délai et que la principale cause de retard est le dépôt de demandes accompagnées de documents incomplets ou manquants; et ii) le traitement permet de soulever des questionnements à propos du processus électoral, ce qui garantit l'exercice de la démocratie syndicale. D'autre part, la commission note que la CTA autonome dénonce à nouveau: a) les ingérences des autorités gouvernementales qui imposent des délégués qui prennent en charge l'administration et évincent les représentants élus par les travailleurs (bien que ces faits aient diminué ces dernières années, depuis décembre 2015, un total de 23 organisations syndicales ont subi des ingérences); et b) les retards ou les oublis dans la remise des certificats aux dirigeants, ce qui empêche de disposer librement des avoirs bancaires des syndicats et limite leurs possibilités de fonctionnement, de même que d'autres interventions des autorités administratives qui perturbent le financement des syndicats, comme le fait de ne pas délivrer l'attestation document nécessaire pour obtenir le prélèvement des cotisations. La commission rappelle une fois encore qu'il est important de garantir l'absence d'ingérence des autorités administratives dans les processus électoraux des syndicats et d'éviter les retards injustifiés dans l'homologation de leurs instances dirigeantes, ainsi que de renoncer à toute autre ingérence qui porte atteinte au droit des syndicats d'élire librement leurs représentants et d'organiser leur administration et leurs activités. **À cet égard, la commission exprime le ferme espoir que les questions soulevées par les organisations de travailleurs seront examinées au plus tôt par la Commission de dialogue social et que par la suite seront prises les mesures adéquates, y compris à l'échelon législatif si besoin, et elle prie le gouvernement de l'informer de tout fait nouveau.**

Convention (n^o 154) sur la négociation collective, 1981 (ratification: 1993)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020) qui contiennent des informations détaillées et à jour sur la situation de la négociation collective et des conventions collectives homologuées dans le pays.

La commission prend également note: i) des observations de l'Union industrielle argentine (UIA), jointes au rapport supplémentaire du gouvernement, qui portent sur le rôle de la négociation collective dans la gestion de la pandémie de COVID-19 et font notamment référence à l'adoption de protocoles de conduite bipartites visant à prévenir la contagion sur les lieux de travail; ii) des observations de la Confédération générale du travail de la République argentine (CGT RA), reçues le 27 septembre 2020, relatives à l'application de la convention (n^o 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Ces observations contiennent des informations sur la situation de la négociation collective dans le contexte de la pandémie, notamment quant à l'accord conclu par la CGT RA et l'UIA sur le socle minimal de rémunération et la stabilité dans l'emploi, et quant à la recommandation d'homologation automatique pour 60 jours des accords conclus dans le cadre de l'article 223 bis de la loi sur les contrats de travail et du respect des paramètres convenus par les partenaires sociaux. L'UIA et la CGT RA renvoient à ce propos à la décision ministérielle n^o 397/2020 qui, conformément à ce qui a été décidé, prévoit l'homologation automatique des accords, et indiquent que certains accords sectoriels ont été conclus dans ce cadre. La CGT RA ajoute que, si la plupart des organisations ont repoussé le lancement officiel des négociations de 2020 du fait de l'allongement des restrictions prononcées pour faire face à la pandémie, plusieurs syndicats ont entamé et achevé la rédaction de leurs conventions collectives; et iii) des observations de la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA Autonome), reçues le 30 septembre 2020, également relatives à la négociation collective dans le contexte de la pandémie, d'après lesquelles la CTA Autonome indique ne pas avoir été consultée au sujet des mesures prises après l'accord conclu entre la CGT et l'UIA, bien qu'elle ait demandé à participer et qu'elle ait proposé des mesures aux autorités, et regrette qu'il n'ait pas

été fait usage du dialogue social pour s'attaquer à la crise dans le cadre de la Commission du dialogue social. Dans ses observations, la CTA Autonome renvoie à la décision de la Cour suprême de justice de la nation du 3 septembre 2020 qui accorde l'exclusivité de la négociation collective aux organisations syndicales dotées du statut syndical (*personería gremial*). La commission note que la CTA Autonome renvoie également aux observations de l'Association des travailleurs de l'État (ATE) dans lesquelles celle-ci affirme que: i) toutes les provinces ne disposent pas d'une législation garantissant expressément le droit de négociation collective des travailleurs de l'État et très peu d'entre elles ont conclu une convention collective du travail; et ii) l'existence d'un organe impartial intervenant en cas de conflit collectif entre l'État et ses employés n'est pas garantie.

La Commission accueille favorablement le recours à la négociation collective dans la gestion de la pandémie. La Commission souligne également l'importance d'un large dialogue social avec toutes les organisations représentatives de travailleurs et d'employeurs lorsqu'il s'agit de prendre des mesures pour faire face à des crises affectant les intérêts de leurs membres. **La Commission prie le gouvernement de transmettre ses commentaires sur les questions soulevées dans ces observations supplémentaires.**

La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année (voir article 5 ci-dessous), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de l'Union industrielle argentine (UIA), reçues le 30 août 2019. Elle prend également note des observations de la Fédération judiciaire argentine (FJA), reçues le 27 août 2019, de la Confédération générale du travail de la République argentine (CGT RA), reçues le 3 septembre 2019, et de la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA des travailleurs), reçues le 10 septembre 2019.

La commission accueille favorablement la création de la Commission du dialogue social et renvoie à ce sujet à son observation sur l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948.

Article 5 de la convention. Promotion de la négociation collective dans le pays. La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement sur la situation de la négociation collective dans le pays en 2017 (1 004 conventions et accords collectifs, couvrant 4 180 000 travailleurs, ont été signés), en 2018 (1 653 accords et conventions pour 4 300 000 travailleurs) et pour les trois premiers trimestres de 2019 (un total de 1 518 accords et conventions homologués pour 3 982 813 travailleurs).

Négociation collective des travailleurs du pouvoir judiciaire. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir le droit de négociation collective aux travailleurs du pouvoir judiciaire de la nation et des provinces. La commission note que, une fois de plus, le gouvernement fait référence à la séparation des pouvoirs et rappelle que la réglementation de la négociation collective du pouvoir judiciaire national relève exclusivement de la compétence de la Cour suprême de justice de la nation et du pouvoir législatif. Le gouvernement ajoute à cet égard que, récemment, deux projets de loi avaient été présentés à ce sujet, mais qu'à défaut d'avoir été examinés, ces projets ne se trouvent plus à ce jour devant le Parlement. En ce qui concerne le pouvoir judiciaire des différentes provinces, le gouvernement indique que des progrès ont été réalisés, qui se sont traduits par d'intenses négociations paritaires, et que la négociation collective est mise en œuvre dans la ville autonome de Buenos Aires, ainsi que dans les provinces de Buenos Aires, Tucumán, Chaco, Río Negro et Mendoza. Par ailleurs, la commission note que la CGT RA affirme que le pouvoir judiciaire de la nation continue d'invoquer son indépendance pour éviter la pratique de la négociation collective, et que la FJA dénonce le fait que, ni au niveau national, ni dans 23 des 28 provinces du pays, le droit des travailleurs du système judiciaire à la négociation collective n'est respecté. La commission rappelle également que ces déficiences dans la promotion de la négociation collective des travailleurs du pouvoir judiciaire ont fait l'objet de plusieurs cas du Comité de la liberté syndicale (par exemple, les cas n°s 3078 et 3220). **La commission veut croire que la Commission du dialogue social analysera les mesures nécessaires, adaptées aux conditions nationales, y compris celles de nature législative, qui doivent être prises pour garantir le droit de négociation collective des travailleurs du pouvoir judiciaire de la nation et de l'ensemble des provinces de la République argentine. La commission encourage le gouvernement à envisager la possibilité d'inviter, à la Commission du dialogue social, des représentants du pouvoir judiciaire et du pouvoir législatif concernés, aux fins de cette discussion. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Arménie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2006)

La commission prend note des observations de l'Union républicaine des employeurs d'Arménie (RUEA) et de la Confédération des syndicats d'Arménie (CTUA), jointes au rapport du gouvernement, qui font référence aux questions soulevées par la commission ci-après. La commission prend également note des observations de la CTUA reçues le 30 septembre 2020, qui portent sur les questions soulevées par la commission ci-après, et sur l'application de la convention dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.**

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs et des employeurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations et de s'y affilier. La commission avait précédemment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier la Constitution et la loi sur les syndicats de façon à ce que les catégories suivantes de travailleurs puissent constituer les organisations de leur choix et s'y affilier: i) les employés du bureau du procureur, les juges et les membres de la Cour constitutionnelle; ii) les employés civils de la police et des services de sécurité; iii) les travailleurs indépendants; iv) les membres des professions libérales; et v) les travailleurs de l'économie informelle. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle des modifications à la Constitution ont été adoptées le 6 décembre 2015. La commission note avec **intérêt** qu'en vertu de l'article 45, paragraphe 1, de la Constitution telle que modifiée, toute personne jouit du droit de liberté syndicale, y compris du droit de constituer des organisations syndicales et de s'y affilier.

La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle la question de la modification de la loi sur les syndicats sera examinée avec les partenaires sociaux mais que le droit du personnel civil des services de police et de sécurité de s'affilier à des syndicats n'est restreint ni par l'article 6 de la loi sur les syndicats, ni par la loi sur les services de police ni par la loi sur le service dans les organismes de la sécurité nationale. La commission note toutefois qu'il découle de l'article 6 de la loi sur les syndicats, telle que modifiée en 2018, que seules les personnes liées par un contrat de travail peuvent se syndiquer et que, conformément au paragraphe 3 de cet article, les agents des forces armées, de la police, de la sécurité nationale et du ministère public, ainsi que les juges, y compris les juges de la Cour constitutionnelle, ne peuvent pas être membres d'une organisation syndicale. La commission rappelle à nouveau que tous les travailleurs, sans distinction d'aucune sorte, doivent avoir le droit de constituer des organisations de leur choix et de s'y affilier. Elle rappelle en outre que les seules exceptions autorisées concernent les membres de la police et des forces armées. Elle estime toutefois que les civils employés dans ces services devraient avoir le droit de constituer des organisations et de s'y affilier pour promouvoir et défendre leurs intérêts. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier la loi sur les syndicats afin que les employés du ministère public, les juges (y compris les juges de la Cour constitutionnelle), le personnel civil de la police et des services de sécurité, les travailleurs indépendants, les personnes exerçant des professions libérales et les travailleurs de l'économie informelle puissent constituer des organisations pour promouvoir et défendre leurs intérêts, et s'y affilier. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tous progrès réalisés à cet égard.**

Nombre minimum de membres requis. La commission rappelle qu'elle avait précédemment prié le gouvernement de modifier l'article 4 de la loi sur les organisations d'employeurs, qui fixe le nombre d'employeurs requis pour constituer des organisations d'employeurs au niveau national (plus de la moitié des organisations d'employeurs en place aux niveaux sectoriel et territorial), au niveau sectoriel (plus de la moitié des organisations d'employeurs en place au niveau des territoires) et au niveau territorial (majorité des employeurs sur un territoire administratif particulier ou dans des organisations d'employeurs de différents secteurs sur un territoire administratif particulier). La commission avait aussi prié le gouvernement de modifier l'article 2 de la loi sur les syndicats, qui établit des conditions préalables analogues pour les fédérations de syndicats aux niveaux territorial, sectoriel et national, afin d'abaisser le nombre minimum de membres requis. La commission avait estimé que les nombres minimums de membres requis telles qu'ils sont définis dans les dispositions législatives susmentionnées sont trop élevés, étant donné qu'ils semblent viser à ce qu'il n'existe en fait qu'une seule organisation au niveau national, une organisation par secteur et une organisation au niveau territorial, par territoire ou par secteur particulier sur un territoire. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le ministère du Travail et des Questions sociales a reçu des propositions de modifications de la loi sur les syndicats et de la loi sur les organisations d'employeurs. **Rappelant qu'elle soulève la question du nombre minimum de membres requis depuis dix ans, la commission exprime l'espoir que, en consultation avec les partenaires sociaux, la loi sur les syndicats et la loi sur les organisations d'employeurs seront modifiées prochainement afin d'abaisser le nombre minimum de membres requis,**

et de garantir que plus d'une organisation peut être constituée à différents niveaux. La commission prie le gouvernement de donner des informations sur tout fait nouveau à cet égard.

Article 3. Droit des organisations d'organiser librement leur gestion et leur activité. La commission rappelle qu'elle avait précédemment prié le gouvernement de modifier les articles suivants:

- les articles 13, paragraphes 2 1) et 14 de la loi sur les organisations d'employeurs, qui réglementent en détail des questions qui devraient être décidées par les organisations elles-mêmes (par exemple l'utilisation obligatoire de l'expression «syndicat» d'employeurs pour toutes les organisations d'employeurs, et du mot «Arménie» pour toute organisation nationale, et qui prévoient les droits et les responsabilités du congrès d'une organisation d'employeurs);
- l'article 74, paragraphe 1, du Code du travail, qui rend nécessaire le vote des deux tiers des travailleurs d'une organisation (entreprise) pour décider d'une grève (ou le vote des deux tiers des travailleurs de la sous-division d'une organisation si une grève est décidée par la sous-division d'une organisation, le cas échéant), de manière à ce que seuls soient pris en compte les votes exprimés et à ce que le quorum ou la majorité requis soient fixés à un niveau raisonnable;
- l'article 77, paragraphe 2, du code, qui prévoit que les services minima sont déterminés par l'entité étatique ou locale autonome correspondante, de manière à assurer que les partenaires sociaux peuvent participer à la définition de ce qui constitue un service minimum.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il estime que les articles 13, paragraphe 2 1), et 14 de la loi sur les organisations d'employeurs ne sont pas incompatibles avec l'article 3 de la convention, et ne restreignent pas le droit des organisations d'employeurs d'élaborer en toute indépendance leurs statuts et règlements administratifs, d'élire librement leurs représentants et d'organiser leur gestion et leur activité. **Rappelant que la notion fondamentale de l'article 3 de la convention n° 87 est que les travailleurs et les employeurs peuvent décider eux-mêmes des règles qui doivent régir la gestion de leurs organisations, la commission prie à nouveau le gouvernement d'envisager de modifier les dispositions susmentionnées, en consultation avec les partenaires sociaux, afin que seules des prescriptions formelles soient fixées par la législation nationale en ce qui concerne le fonctionnement d'organisations.**

La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle le Code du travail est actuellement en cours de révision afin de déterminer si les articles susmentionnés doivent être modifiés. Le gouvernement indique en particulier qu'il a été proposé de modifier l'article 74, paragraphe 1, du code du Travail de manière à exiger le vote favorable de la majorité des travailleurs ayant participé au scrutin à bulletin secret pour pouvoir appeler à la grève, à condition qu'au moins les deux tiers du nombre total des travailleurs d'une organisation/entreprise (ou de sa sous-division) aient participé au scrutin. Le gouvernement indique que la question du quorum acceptable sera examinée ultérieurement avec les partenaires sociaux. En ce qui concerne l'article 77, paragraphe 2, du Code du travail, la commission note que le gouvernement indique qu'une nouvelle proposition de modifications se réfère à la négociation de services minimums entre les employeurs et les représentants des travailleurs. **Tout en faisant bon accueil aux modifications proposées, la commission rappelle que le respect d'un quorum des deux tiers du nombre total des salariés peut également être difficile à atteindre, et qu'il pourrait restreindre le droit de grève dans la pratique. Elle prie donc le gouvernement de veiller à ce que le quorum et la majorité requis pour le vote d'une grève ainsi que pour l'appel à une grève soient fixés à un niveau raisonnable. La commission prie le gouvernement de donner des informations sur tout fait nouveau dans la modification du Code du travail.**

La commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts pour traiter les questions soulevées ci-dessus, avec l'assistance du BIT et en consultation avec les partenaires sociaux.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 2003)

La commission prend note des observations soumises par la Confédération des syndicats d'Arménie, reçues le 30 septembre 2020, alléguant des violations de la convention dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard.**

Article 4 de la convention. Négociation collective. La commission avait noté précédemment qu'aux termes des articles 23, 25, 45, 55 et 56 du Code du travail, les syndicats comme les «représentants des travailleurs» ont le droit de négocier des conventions collectives au niveau de l'entreprise. Rappelant qu'une négociation directe, entre l'entreprise et ses salariés, qui ignore les organisations représentatives lorsqu'elles existent, va à l'encontre du principe selon lequel il convient d'encourager et de promouvoir la négociation entre les employeurs et les organisations de travailleurs, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier sa législation de manière à la rendre conforme à la convention. La commission prend note de l'explication du gouvernement selon laquelle,

aux fins de la négociation collective, un syndicat est habilité à représenter tous les travailleurs d'une entreprise si ce syndicat représente plus de la moitié des travailleurs de l'entreprise. Une convention collective signée par ce syndicat s'appliquerait à tous les travailleurs de l'entreprise en question. Si un syndicat représente moins de la moitié des travailleurs d'une entreprise, il ne peut négocier qu'au nom de ses propres membres. En l'absence de syndicat, les fonctions de représentation peuvent être transférées au syndicat régional ou sectoriel concerné. Conformément à l'article 23 du Code du travail, s'il n'y a pas de syndicat dans une entreprise, ou si les syndicats en place représentent moins de la moitié des travailleurs de l'entreprise, l'assemblée du personnel peut élire d'autres représentants. Dans ce dernier cas, conformément à l'article 56 du Code du travail, le syndicat qui représente moins de la moitié des travailleurs d'une entreprise négocie collectivement avec d'autres représentants élus par le biais d'un organe représentatif commun. Le gouvernement considère donc qu'il n'est pas nécessaire de modifier le Code du travail à cet égard. La commission rappelle que, aux termes de la convention, le droit de négocier collectivement appartient aux organisations de travailleurs, de quelque niveau qu'elles soient, et que la négociation entre des employeurs ou leurs organisations et des représentants non syndiqués des travailleurs ne devrait être envisageable que lorsqu'il n'existe pas de syndicat au niveau considéré. La commission souligne que, lorsqu'il existe un syndicat représentatif et que celui-ci est actif au sein de l'entreprise ou de la branche d'activité considérée, l'habilitation d'autres représentants des travailleurs à négocier collectivement non seulement affaiblit la position du syndicat mais aussi porte atteinte aux droits et aux principes de l'OIT en matière de négociation collective (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphes 239-240). La commission constate avec **regret** que, malgré ses nombreuses demandes, l'article 23 du Code du travail n'a pas été modifié. **La commission attend du gouvernement qu'il prenne des mesures immédiates pour modifier l'article 23 du Code du travail, et le prie de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

La commission avait noté précédemment que, conformément aux articles 59(4) et 61(2) du Code du travail, lorsqu'une entreprise est restructurée ou privatisée, la convention collective est considérée comme résiliée unilatéralement, quelle que soit sa durée de validité. Rappelant que ni la restructuration ni la privatisation d'une entreprise ne devraient avoir pour effet automatique d'entraîner l'extinction de l'ensemble des obligations résultant de la convention collective, et que les parties devraient, dans tous les cas, être en mesure de faire valoir l'application des clauses pertinentes telles que celles concernant les indemnités de licenciement, la commission avait prié le gouvernement de modifier ces dispositions en conséquence. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, en cas de fusion de deux ou plusieurs entreprises en une seule structure, le maintien d'une convention collective ne sera pas possible si toutes les entreprises concernées ont déjà leurs propres conventions collectives, étant donné que chaque entité juridique ne peut avoir qu'une seule convention collective. La commission note, d'une part, que la situation décrite par le gouvernement n'est qu'une des nombreuses situations possibles couvertes par les dispositions susmentionnées du Code du travail, lesquelles traitent de la restructuration et de la privatisation en général et, d'autre part, que même dans la situation mentionnée par le gouvernement, la fusion de deux entreprises ne devrait pas avoir pour effet automatique la perte pour les travailleurs de tous les droits et garanties obtenus par la négociation collective. La commission considère donc qu'avant qu'une nouvelle convention collective puisse être négociée et signée, la convention précédente doit rester en vigueur. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Négociation collective dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de conventions collectives signées et en vigueur dans le pays, et d'indiquer les secteurs et niveaux intéressés ainsi que le nombre de travailleurs couverts.**

La commission rappelle au gouvernement qu'il peut solliciter l'assistance technique du Bureau.

Australie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1973)

Articles 2, 3 et 5 de la convention. **Droit des travailleurs de constituer des organisations de leur choix et d'y adhérer sans autorisation préalable, et droit de ces organisations d'élire leur bureau, d'organiser librement leurs activités et de formuler leurs programmes sans ingérence indue.** Dans ses commentaires précédents, la commission notait que la CSI exprimait ses vives et graves préoccupations devant la tentative du gouvernement pour faire adopter le projet de loi de 2019 (garantie de l'intégrité) modifiant (pour les organisations enregistrées) la loi sur le travail équitable (Fair Work Act (FWA)), qu'elle jugeait contraire à la convention. Ayant noté avec préoccupation les nombreuses propositions contenues dans le projet de loi qui élargiraient les possibilités d'intervention dans le fonctionnement interne des organisations de travailleurs, la commission avait prié le gouvernement de revoir les propositions contenues dans le projet

de loi avec les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs concernées pour faire en sorte que les mesures adoptées soient en totale conformité avec la convention et de la tenir informée des mesures prises à cet égard. La commission note, d'après le rapport du gouvernement, que le 26 mai 2020 le Premier ministre a annoncé que le gouvernement ne procéderait pas à un nouveau vote au Parlement sur le projet de loi sur la garantie de l'intégrité. D'après le Premier ministre, cette décision est prise de bonne foi pour donner toutes ses chances à un véritable mécanisme de négociation, compromis et coopération, qui fait partie intégrante de tout processus de réforme des relations professionnelles dans le but de créer des emplois et de retrouver le chemin d'une prospérité bénéfique pour tous après la pandémie de COVID-19. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations dans ses futurs rapports concernant toute évolution de la loi ou propositions concernant le processus de réforme des relations professionnelles.**

Article 3. Droit des organisations d'organiser librement leurs activités et de formuler leurs programmes d'action. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de prendre, en concertation avec les partenaires sociaux, toutes les mesures appropriées afin de revoir: i) les dispositions de la loi sur la concurrence et la consommation interdisant les boycotts secondaires; ii) les articles 423, 424 et 426 de la loi sur le travail équitable relatifs à la suspension ou l'arrêt dans certaines circonstances de l'action collective protégée; iii) les articles 30J et 30K de la loi sur les délits qui interdisent l'action revendicative risquant de porter préjudice au commerce avec d'autres pays ou entre les États; et iv) les boycotts ayant pour effet de paralyser ou gêner le fonctionnement des services de l'État ou le transport des biens ou des personnes dans le commerce international, et de fournir des informations détaillées sur l'application de ces dispositions dans la pratique afin de les mettre en conformité avec la convention.

La commission note que le gouvernement déclare à nouveau que les rapports de 2015 des trois organismes indépendants, qui avaient examiné le fonctionnement des dispositions sur les boycotts secondaires dans le cadre de la loi sur la concurrence et la consommation, ont conclu qu'il reste de solides arguments en faveur du maintien de leur interdiction. En ce qui concerne la loi sur les crimes, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il n'y a eu aucun renvoi pour poursuite d'une infraction contraire à l'article 30J depuis les années 1980 et qu'il n'y a eu qu'une seule action publique concernant une infraction contraire à l'article 30K en 1988. Le gouvernement ne considère donc pas que ces infractions soient utilisées d'une manière contraire au droit des organisations de travailleurs et n'estime pas qu'un réexamen de ces dispositions soit nécessaire à l'heure actuelle.

Tout en notant dûment l'absence de poursuites en vertu de la loi sur les infractions ces derniers temps, la commission, observant l'impact effrayant que ces dispositions peuvent néanmoins avoir sur le droit des organisations de travailleurs d'organiser leurs activités et de mener à bien leurs programmes en toute liberté, prie à nouveau le gouvernement de continuer à examiner les dispositions précitées, en consultation avec les partenaires sociaux, afin de s'assurer qu'elles ne sont pas appliquées d'une manière contraire à ce droit. Elle prie en outre le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées sur l'application de ces dispositions dans la pratique.

Dans son rapport de 2019, le gouvernement a dit considérer que les dispositions mentionnées régissant l'action collective sont nécessaires, raisonnables et proportionnées en ce qu'elles appuient les objectifs poursuivis par la loi sur le travail équitable, qui sont d'offrir un cadre équilibré pour des relations de travail collaboratives et productives permettant de favoriser la prospérité économique nationale et l'inclusion sociale pour tous les Australiens. Tandis que l'action collective protégée se justifie pendant la négociation d'un projet de convention d'entreprise, il peut y avoir des cas dans lesquels l'impact de cette action sur les parties ou sur des tiers est si lourd qu'il va de l'intérêt public, voire de l'intérêt de ceux qui participent à cette action, que cette action collective cesse, au moins de façon temporaire. Le gouvernement ajoute qu'une série de facteurs doivent être pris en considération lorsqu'est envisagé un recours au titre de l'article 423 de la FWA, et que ces recours sont rares, deux ayant été formés en 2016-2017 et un seul en 2017-2018. S'agissant de l'article 424, les recours ont été relativement rares, avec seulement neuf déposés en 2017-18, contre 579 demandes de scrutin en vue d'une action protégée déposées pendant la même période. Enfin, seuls deux recours ont été introduits en application de l'article 426 en 2017-18.

Le gouvernement indique qu'aucune décision n'a été prise au titre des articles 423 et 426, et donne quelques exemples de décisions rendues par la Fair Work Commission au titre de l'article 424, qui consistaient soit à suspendre ou faire cesser une action collective protégée, soit à refuser d'ordonner la suspension ou l'arrêt. Les cas concernant l'arrêt ou la suspension d'une action collective portaient notamment sur: a) l'arrêt d'une action dans une raffinerie de pétrole qui aurait causé à l'économie de l'Australie-Occidentale des pertes estimées à près de 90 millions de dollars australiens par jour, ainsi qu'à l'économie australienne en général; b) la suspension pendant deux mois d'une action collective des salariés de la sécurité des tribunaux et des services de garde qui risquait de mettre en danger la sécurité individuelle, la santé et le bien-être d'une partie de la population; c) la suspension sous forme d'interdiction

indéfinie d'un arrêt de travail dans le transport ferroviaire qui risquait de mettre en danger le bien-être d'une partie de la population et d'endommager sérieusement l'économie de Sydney; et d) l'arrêt d'une action collective chez les gardes-frontières australiens. Une demande de cessation d'une action collective dans des écoles indépendantes a toutefois été refusée au motif que, cette action causant «de la gêne», elle «ne cause pas jusqu'à présent de préjudice significatif».

La commission apprécie les informations communiquées par le gouvernement concernant l'application dans la pratique de ces dispositions de la FWA. Elle note que certains services visés dans les cas de suspension ou d'arrêt d'une action collective (comme pour les gardes-frontières, la sécurité des tribunaux et les services de garde) peuvent être assimilés à des services essentiels au sens strict du terme ou à ceux de fonctionnaires exerçant des fonctions d'autorité au nom de l'État pour lesquels l'action collective peut faire l'objet de restrictions. La commission rappelle toutefois qu'elle ne considère pas le raffinage du pétrole ni le transport ferroviaire comme des services dans lesquels ce droit peut être totalement limité, le gouvernement pouvant toujours envisager la mise en place d'un service minimum négocié.

Au vu des commentaires qui précèdent, la commission prie le gouvernement de la tenir informée de toutes mesures prises dans le cadre du processus de réforme des relations professionnelles pour réviser ces dispositions de la FWA.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1973)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 4 de la convention. Promotion de la négociation collective. Portée de la négociation collective. Loi sur le travail équitable (FWA). Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait noté que les articles 186(4) et 194 ainsi que les articles 470 à 475 de la FWA excluent de la négociation collective toutes les clauses, considérées comme «clauses illicites», relatives à l'extension des prestations dues en cas de licenciement abusif aux travailleurs ayant peu d'ancienneté dans l'entreprise, au paiement des jours de grève, au versement de frais de négociation à un syndicat et à la création d'un droit d'accès du syndicat au lieu de travail à des fins de vérification plus large que celles prévues par les dispositions de la loi sur le travail équitable. La commission avait pris note des préoccupations exprimées par l'Australian Council of Trade Unions (ACTU) au sujet des restrictions imposées par la FWA sur le contenu des conventions et avait demandé au gouvernement de revoir ces articles, en consultation avec les partenaires sociaux, afin de les mettre en conformité avec la convention.

La commission note que le gouvernement considère que ces dispositions sont adaptées aux conditions nationales de l'Australie (comme le permet l'article 4) et que la formulation «questions relatives à la relation de travail» figurant à l'article 172(1) concernant le contenu autorisé des accords d'entreprise fait partie depuis longtemps du cadre des relations professionnelles de l'Australie, qui a été élaboré dans le cadre de négociations et consultations tripartites approfondies avec les partenaires sociaux, notamment l'ACTU. Le gouvernement ajoute que l'examen de la loi sur le travail équitable effectué après sa mise en œuvre par un groupe d'experts indépendants (le groupe d'experts) s'est appuyé sur les contributions de diverses parties prenantes (y compris les partenaires sociaux) et sur les règles de contenu de la loi sur le travail équitable. Le gouvernement conclut que les dispositions actuelles traitant des questions permises dans les accords d'entreprise sont nécessaires, raisonnables et proportionnées pour appuyer les objectifs de la FWA.

Soulignant que les mesures adaptées aux conditions nationales auxquelles fait référence l'article 4 de la convention doivent avoir pour but d'encourager et de promouvoir le développement et l'utilisation les plus larges de procédures de négociation collective et rappelant que les mesures prises unilatéralement par les autorités en vue de restreindre l'étendue des sujets négociables sont souvent incompatibles avec la convention, alors que des discussions tripartites visant à élaborer sur une base volontaire des lignes directrices en la matière constituent une méthode particulièrement appropriée pour y remédier (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 215), la commission prie à nouveau le gouvernement de revoir les articles susmentionnés de la FWA, en consultation avec les partenaires sociaux, afin de laisser aux parties la plus grande autonomie possible dans les négociations collectives.

La commission prend également note des informations supplémentaires fournies par l'État du Queensland selon lesquelles, dans le cadre de la réponse du personnel de santé à la pandémie de la

COVID-19, un ensemble de principes de relations du travail et de documents d'appui a été élaboré en partenariat entre *Queensland Health* et les syndicats concernés. Ces principes constituent un cadre général en matière d'emploi qui s'ajoute aux accords et indemnités agréés existants, afin de permettre la consultation diligente et respectueuse nécessaire pour apporter des changements temporaires rapides, tout en garantissant que les obligations du travail continuent d'être respectées. Les principes consacrent un engagement de flexibilité de la part de l'employeur et du personnel et garantissent que les droits syndicaux d'affiliation et le droit de s'organiser continuent d'être respectés de manière sûre tout au long de la pandémie. La commission se félicite de ces efforts visant à garantir une large consultation et un accès syndical efficace et sûr pour défendre les intérêts des travailleurs dans le contexte difficile de la pandémie de la COVID-19.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Bahamas

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2001)

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs et des employeurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations et de s'y affilier. Notant que la loi de 2012 sur les relations professionnelles (IRA) ne s'applique pas au service pénitentiaire (article 3), la commission avait prié précédemment le gouvernement d'indiquer la manière dont le personnel pénitentiaire et les organisations concernées bénéficient des droits et garanties établis dans la convention. La commission note que le gouvernement indique à nouveau que l'Association des fonctionnaires pénitentiaires des Bahamas a mis à disposition du personnel pénitentiaire (appelés «agents des services correctionnels» dans la législation nationale) une plate-forme publique pour qu'elle puisse examiner les sujets de préoccupation de ses membres. Toutefois, le gouvernement reconnaît que, malheureusement, les agents des services pénitentiaires et correctionnels, qui remplissent pourtant des fonctions importantes, ne bénéficient pas de tous les droits et garanties consacrés par la convention. La commission rappelle qu'elle avait précédemment exprimé ses préoccupations face aux articles 39 et 40 du règlement de 2014 relatif aux gardiens de prison (Code de conduite), qui limitent les droits d'association et de représentation aux organisations agréées du personnel en ce qui concerne les questions liées aux conditions professionnelles et à la protection sociale des agents en tant que catégorie. La commission se doit de souligner que tous les travailleurs et les employeurs, sans distinction d'aucune sorte, ont le droit de constituer les organisations de leur choix et, sous réserve uniquement des règles de l'organisation intéressée, de s'y affilier sans autorisation préalable, et que ces organisations doivent bénéficier de toutes les garanties prévues par la convention. **Rappelant que les seules exceptions à l'application de la convention concernent les forces armées et la police, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires - y compris en révisant l'article 3 de l'IRA et le règlement de 2014 relatif aux gardiens de prison (Code de conduite) - afin de veiller à ce que le personnel pénitentiaire bénéficie de tous les droits et garanties prévus par la convention. La commission prie le gouvernement de donner des informations sur toute fait nouveau à cet égard.**

Droit des travailleurs et des employeurs de constituer des organisations sans autorisation préalable. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que, aux termes de l'article 8, paragraphe 1e), de l'IRA, sans tenir compte des conditions relatives à l'enregistrement, le responsable du registre peut refuser d'enregistrer un syndicat s'il estime que ce syndicat ne doit pas être enregistré. La commission avait noté aussi que, conformément à l'article 1 de la première annexe de l'IRA, l'application des règles d'enregistrement des syndicats est laissée à l'appréciation du responsable du registre. La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour limiter le pouvoir discrétionnaire accordé au responsable du registre en ce qui concerne l'enregistrement de syndicats de travailleurs et d'organisations d'employeurs. À cet égard, la commission rappelle que le fait de conférer à l'autorité compétente un pouvoir discrétionnaire pour accepter ou refuser une demande d'enregistrement équivaut dans la pratique à imposer une « autorisation préalable » incompatible avec l'article 2 de la convention. **Notant avec regret que le gouvernement n'a pas donné d'information à ce sujet, la commission le prie à nouveau de réviser l'article 8, paragraphe 1 e), et la première annexe de l'IRA afin que, au-delà de la vérification des formalités, le responsable du registre n'ait pas le pouvoir discrétionnaire de refuser l'enregistrement de syndicats et d'organisations d'employeurs.**

Article 3. Droit des organisations de travailleurs et d'employeurs d'élaborer leurs statuts et règlements administratifs et d'élire librement leurs représentants. Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note de l'article 20, paragraphe 2, de l'IRA, en vertu duquel le vote à bulletin secret pour l'élection ou la destitution de dirigeants syndicaux et pour la modification des statuts d'un syndicat doit se dérouler sous la surveillance du responsable du registre ou d'un fonctionnaire désigné à cet effet. La commission

avait estimé que cet article était contraire à la convention. La commission avait donc exprimé l'espoir que des mesures spécifiques seraient prises pour le modifier. **Prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle le Conseil national tripartite examine actuellement l'article 20, paragraphe 2, de l'IRA, et rappelant que la modification de cet article est une question soulevée de longue date, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour modifier prochainement l'article 20, paragraphe 2, de l'IRA afin que les syndicats puissent organiser des scrutins sans l'ingérence des autorités. La commission prie aussi le gouvernement de donner des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

Droit des organisations d'organiser librement leur activité et de formuler leur programme d'action. La commission avait précédemment noté que, lorsqu'une grève est organisée ou poursuivie en violation des dispositions concernant la procédure de règlement des différends, l'IRA prévoit des sanctions excessives, y compris des peines d'emprisonnement allant jusqu'à deux ans (article 74, paragraphe 3, article 75, paragraphe 3, article 76, paragraphe 2 b), et article 77, paragraphe 2). À cette occasion, la commission avait rappelé qu'aucune sanction pénale ne devrait être infligée à un travailleur pour avoir mené une grève pacifique, et que de telles sanctions pouvaient être envisagées uniquement si, au cours d'une grève, des violences contre des personnes ou des biens, ou d'autres violations graves des droits, ont été commises. **Notant que le gouvernement n'a pas communiqué ses observations à ce sujet, la commission le prie instamment de modifier les articles susmentionnés de l'IRA afin qu'aucune sanction pénale ne puisse être imposée pour avoir mené une grève pacifique.**

Article 5. Droit de s'affilier à une fédération ou à une confédération internationale. La commission avait précédemment noté qu'aux termes de l'article 39 de l'IRA, un syndicat ne peut pas être membre d'un organisme constitué ou organisé hors des Bahamas sans y avoir été autorisé par le ministre compétent, qui a un pouvoir discrétionnaire à cet égard. Tout en prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle ces autorisations étaient généralement accordées et ne posaient pas de problèmes, la commission avait prié le gouvernement de prendre des mesures pour adapter la législation nationale à la pratique courante et pour abroger l'article 39 de l'IRA, en vue de donner pleinement effet au droit des organisations de travailleurs et d'employeurs de s'affilier aux organisations internationales de travailleurs et d'employeurs. À cet égard, la commission rappelle que la solidarité internationale des travailleurs et des employeurs exige également que leurs fédérations et confédérations nationales puissent se regrouper et agir librement sur le plan international (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 163). **Prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle le Conseil national tripartite examine actuellement l'article 39 de l'IRA, et rappelant que, depuis 2006, elle prie le gouvernement de traiter cette question, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour que cet article soit abrogé prochainement, et le prie de donner des informations sur tout fait nouveau à ce sujet.**

La commission rappelle au gouvernement qu'il peut recourir à l'assistance technique du Bureau, et espère qu'elle pourra constater des progrès dans un proche avenir.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1976)

Article 2 de la convention. Protection adéquate contre les actes d'ingérence. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour adopter des dispositions législatives et protéger ainsi les organisations de travailleurs et d'employeurs contre tout acte d'ingérence des uns à l'égard des autres, soit directement, soit par leurs membres, ces dispositions devant être assorties de sanctions efficaces et suffisamment dissuasives. Tout en relevant que le gouvernement indique prendre bonne note de ses préoccupations en ce qui concerne l'absence de dispositions législatives prévoyant une protection contre les actes d'ingérence, la commission observe qu'il ne fournit pas d'informations sur les mesures envisagées à cet égard. **Rappelant qu'elle examine cette question depuis 2013, la commission s'attend fermement à ce que le gouvernement fournisse sans délai des informations sur les mesures prises afin de donner effet à l'article 2 de la convention. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Article 4. Représentativité. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que l'article 41 de la loi sur les relations du travail (IRA) prévoit que, pour qu'un syndicat soit reconnu à des fins de négociation, il doit représenter au moins 50 pour cent des travailleurs de l'unité de négociation. La commission avait rappelé que, dans un système de désignation d'un agent négociateur exclusif, si aucun syndicat ne représente le pourcentage de travailleurs requis pour être déclaré agent négociateur exclusif, les droits de négociation collective devraient être accordés à tous les syndicats de l'unité, pris ensemble ou séparément, au moins au nom de leurs propres membres. Tout en notant que le gouvernement indique tenir compte de ses préoccupations à cet égard, la commission constate avec **regret** qu'il ne donne

pas d'information spécifique sur les mesures prises ou envisagées pour aligner la législation sur la convention. **Rappelant qu'elle soulève cette question depuis 2013, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour revoir l'IRA afin de l'aligner sur la convention. La commission le prie de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.**

Droit de négociation collective des gardiens de prison. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que les articles 39-40 des règles de 2014 sur les agents des services correctionnels (Code de conduite) permettaient à l'Association des gardiens de prison des Bahamas (BPOA) de s'adresser au commissaire du Département des services correctionnels pour les questions relatives aux conditions de travail et au bien-être des agents en tant que groupe. Notant que ces dispositions ne semblaient pas conférer de droits de négociation collective à la BPOA, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les gardiens de prison puissent pleinement jouir des droits et garanties énoncés dans la convention. La commission prend note avec **regret** des indications du gouvernement, à savoir que les dispositions susmentionnées ne prévoient pas le droit de négociation collective pour les agents des services correctionnels et qu'il n'y a pas de discussions législatives à ce sujet. **Rappelant une fois de plus que le droit de négociation collective s'applique également au personnel pénitentiaire et que la mise en place d'une simple procédure de consultation pour les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État ne suffit pas, la commission s'attend fermement à ce que le gouvernement prenne les mesures nécessaires, y compris d'ordre législatif, pour que les gardiens de prison jouissent pleinement des droits et garanties énoncés dans la convention. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur toute évolution à cet égard.**

Négociation collective dans la pratique. **La commission prie en outre le gouvernement de donner des informations sur le nombre de conventions collectives signées et en vigueur dans le pays, et d'indiquer le secteur et le nombre de travailleurs couverts.**

Bangladesh

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1972)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement le 15 septembre 2020, en réponse à une plainte présentée en vertu l'article 26 de la Constitution de l'OIT. Au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020), la commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des observations présentées par les partenaires sociaux cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission note que la plainte présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, alléguant le non-respect par le Bangladesh de cette convention, ainsi que de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, est en instance devant le Conseil d'administration. À sa 340^e session (octobre-novembre 2020), au vu des informations communiquées par le gouvernement sur la situation de la liberté syndicale dans le pays, et prenant dûment note de l'engagement du gouvernement à continuer d'améliorer la situation générale et à traiter les questions en suspens devant les organes de contrôle, le Conseil d'administration a indiqué ce qui suit: a) demande au gouvernement d'élaborer, avec le soutien du Bureau et des secrétariats du groupe des employeurs et du groupe des travailleurs et en consultation avec les partenaires sociaux concernés, une feuille de route des mesures à prendre et des résultats concrets attendus, assortie d'un calendrier, en vue de traiter toutes les questions en suspens mentionnées dans la plainte présentée à la 108^e session de la Conférence internationale du Travail (2019) en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT; b) demande au gouvernement de lui rendre compte des progrès réalisés à cet égard à sa prochaine session; c) reporte à sa 341^e session (mars 2021) la décision sur la suite à donner à la plainte.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2019 et le 15 septembre 2020, portant sur les questions abordées dans le présent commentaire, et alléguant la répression brutale des grèves des travailleurs du secteur de l'habillement, des mesures de représailles prises en permanence contre les travailleurs qui se livrent à des activités syndicales, ainsi que la surveillance des syndicalistes par les autorités.

La commission prend note de l'amendement de 2018 à la loi de 2006 du Bangladesh sur le travail (BLA) et de l'adoption de la loi de 2019 sur les zones franches d'exportation (ELA).

Libertés publiques. Dans ses précédents commentaires, la commission s'est déclarée profondément préoccupée par la persistance de la violence et de l'intimidation dont souffrent les travailleurs et a prié instamment le gouvernement de fournir des informations sur les allégations spécifiques de violence et

d'intimidation qui n'ont pas encore été traitées et de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir à l'avenir de tels incidents et pour veiller à ce que, s'ils se produisent, une enquête appropriée soit diligentée. La commission prend note en outre de la déclaration générale du gouvernement selon laquelle: tous les cas d'allégations graves de violence et d'intimidation font l'objet d'enquêtes menées par le Département de la police ou le ministère de l'Intérieur; des mesures préventives ont été adoptées, notamment des actions de sensibilisation, des formations et des séminaires sur les droits de l'homme et du travail destinés au personnel de police; et 29 comités ont été créés dans huit districts à forte intensité de main-d'œuvre, composés de fonctionnaires du Département du travail (DOL) et du Département de l'inspection des usines et établissements (DIFE), dans le but d'assurer des conditions de travail paisibles et agréables dans les usines de confection de prêt-à-porter au moyen d'un certain nombre d'activités concrètes, telles que la résolution de situations difficiles en consultation avec les représentants des travailleurs et des employeurs, la promotion de la permanence téléphonique instaurée par le DIFE, la notification au ministère de la situation du travail prévalente, etc. D'après les informations supplémentaires communiquées par le gouvernement, des propositions ont aussi été présentées pour augmenter encore les effectifs du DIFE, moyennant la création de 1 698 postes supplémentaires, dont des postes de direction.

La commission note toutefois avec **préoccupation** les allégations de répression violente par la police de plusieurs manifestations de travailleurs en 2018 et 2019 communiquées par la CSI, qui dénoncent l'utilisation de balles en caoutchouc, de gaz lacrymogènes, de canons à eau, de perquisitions et la destruction de biens, qui ont fait un mort et plus de cent blessés parmi les travailleurs, ainsi que le dépôt de plaintes pénales injustifiées contre des centaines de syndicalistes identifiés et des milliers de personnes non identifiées. La commission prend note de la réponse détaillée du gouvernement et fait observer qu'aucune information n'a été communiquée au sujet des points suivants: i) les blessures présumées de 20 conducteurs de rickshaw lors de la répression des manifestations d'avril 2018; ii) les blessures présumées de 25 travailleurs d'usines de jute après la dispersion de deux manifestations à Chittagong en août 2018; iii) les blessures présumées de dix travailleurs du textile lors d'une manifestation pour non-paiement des salaires à Gazipur en septembre 2018; et iv) la répression présumée de travailleurs zones franches d'exportation (ZFE) qui ont essayé de faire respecter les droits limités que la loi permet d'accorder à ces travailleurs. La commission note en outre avec **préoccupation** les allégations de la CSI de 2020: (i) la répression brutale des grèves de septembre 2019 et de juillet 2020, qui a fait des blessés parmi les travailleurs; (ii) les mesures de représailles antisyndicales prises en permanence contre les travailleurs du secteur de l'habillement, notamment l'inscription sur une liste noire de centaines de travailleurs et des poursuites pénales en instance contre ces derniers en lien avec les manifestations de décembre 2018 et de janvier 2019 sur le salaire minimum; et (iii) la pression et la surveillance accrues exercées par l'État sur les fédérations de l'habillement via une unité créée au sein du ministère de la Sécurité nationale, qui ont entraîné l'inscription sur une liste noire d'au moins 175 dirigeants et membres syndicaux actifs dont 26 d'entre eux font l'objet de poursuites pénales et civiles. À cet égard, la commission rappelle une fois de plus qu'un mouvement syndical véritablement libre et indépendant ne peut se développer que dans un climat exempt de violence, de pressions et de menaces d'aucune sorte contre les dirigeants et les membres de telles organisations. La commission note que le Comité de la liberté syndicale a également examiné les allégations de représailles de masse et la criminalisation, ainsi que de surveillance et d'intimidation persistantes des travailleurs en raison de leurs activités syndicales, avec 19 affaires pénales contre plus de 520 travailleurs actuellement en cours en relation avec les manifestations de décembre 2018 et janvier 2019 relatives au salaire minimum (voir 392^e rapport, octobre 2020, cas n° 3263, paragraphes 266-287). **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les allégations spécifiques de violence et de répression qui n'ont pas encore été traitées, ainsi que sur les allégations de la CSI de 2020, notamment de rendre compte de toutes enquêtes ou poursuites engagées et de leurs résultats.**

La commission encourage le gouvernement à continuer de dispenser à la police et aux autres agents de l'État toute la formation et les informations nécessaires pour les sensibiliser aux droits de l'homme et aux droits syndicaux afin d'éviter un recours excessif à la force et de garantir le plein respect des libertés publiques lors des réunions et manifestations publiques, et elle prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir de tels incidents de violence et de répression et pour veiller, s'ils se produisent, à ce que des enquêtes soient dûment menées.

Article 2 de la convention. Droit d'organisation. Enregistrement de syndicats. Dans ses précédents commentaires, ayant observé que le nombre de demandes d'enregistrement rejetées demeurait élevé, la commission a prié le gouvernement de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour parvenir à ce que l'enregistrement soit une simple formalité; de fournir des statistiques actualisées sur le nombre total de demandes d'enregistrement reçues, acceptées et rejetées; et d'apporter des éclaircissements sur la situation des 509 demandes qui ont été soumises par le système en ligne et qui ont été rejetées. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle: i) les procédures opératoires

normalisées (SOP) ont été incorporées en tant que nouvel article dans l'amendement de 2018 de la BLA et les fonctionnaires concernés ont reçu une formation sur le sujet; ii) après l'adoption des SOP, le taux de succès de l'enregistrement syndical est passé de 70 pour cent en 2017 avant cette adoption à 81 pour cent après l'adoption, 82 pour cent en 2018, 73 pour cent en 2019 et 86 pour cent en 2020 (le nombre total de syndicats enregistrés est passé de 6 580 en décembre 2012 à 8 342 en août 2020, tandis que le nombre de syndicats dans le secteur de l'habillement est passé de 132 à 945); iii) bien que le taux de rejet reste élevé, il peut encore être réduit grâce à la formation des fonctionnaires et travailleurs concernés du DOL et des efforts sont déployés à cet égard avec l'appui de l'OIT; iv) si une demande d'enregistrement est incomplète, le demandeur peut la soumettre à nouveau après s'être conformé aux observations de la Direction du registre ou en interjetant appel dans les trente jours devant le tribunal du travail; v) si une demande est incomplète en raison du non-respect des conditions requises ou du manque d'informations et que les parties concernées ne sont pas en mesure de donner suite dans les quinze jours à l'objection soulevée par la Direction de l'enregistrement, la demande sera classée sans suite; vi) il n'y a pas de cas de refus arbitraire d'enregistrement, mais les demandes peuvent être rejetées au motif qu'elles ne remplissent pas l'une des conditions énoncées dans la BLA et la décision est communiquée au demandeur par courrier recommandé; vii) le délai d'enregistrement d'un syndicat par le DOL a été ramené de soixante à cinquante-cinq jours et le délai de communication de toute objection au demandeur et de réponse de celui-ci a été ramené de quinze à douze jours (article 182 1), 2) et 4)); viii) si l'on se base sur les 546 demandes acceptées entre mars 2015 et avril 2018, le délai moyen d'enregistrement est de quarante-cinq jours; ix) les dispositions prévues par la BLA pour l'enregistrement en ligne ne sont pas encore obligatoires, et les travailleurs ont besoin d'une formation intensive sur cette question, au sujet de laquelle une demande d'assistance a été soumise au bureau du BIT à Dacca; x) du fait de l'énorme volume de documents qui doivent être soumis, et considérant que l'enregistrement en ligne n'est pas encore obligatoire, les prestataires de services et les demandeurs utilisent une combinaison des systèmes manuel et en ligne; xi) pour des raisons de mise à niveau du logiciel, la base de données publique sur l'enregistrement n'est actuellement pas disponible, et ce pendant une période limitée; xii) une fois la mise à niveau achevée, la base de données contiendra des informations sur les demandes d'enregistrement acceptées et rejetées, l'enregistrement des fédérations et confédérations sectorielles et nationales, les affaires judiciaires liées aux syndicats, la conciliation, l'élection des agents de négociation collective, la discrimination antisyndicale et des informations relatives aux comités de participation; xiii) les 509 demandes d'enregistrement mentionnées précédemment ont été traitées manuellement; xiv) les fonctions du DOL en matière d'enregistrement des syndicats ont été décentralisées et 16 bureaux sont désormais chargés de l'enregistrement (le siège, 6 agences du travail divisionnaires et 9 agences du travail régionales); et xv) le gouvernement a achevé le surclassement de la Direction du travail en Département du travail, ce qui a entraîné une augmentation des effectifs de 712 à 921 personnes, une augmentation considérable du budget du DOL et la création de deux agences du travail divisionnaires supplémentaires.

La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement et se félicite de l'augmentation des effectifs du DOL, ainsi que de la décentralisation de l'enregistrement, qui peuvent accroître la rapidité et l'efficacité du processus d'enregistrement. Elle note toutefois que, malgré les efforts déployés par le gouvernement pour simplifier la procédure et en assurer la transparence, l'enregistrement semble rester trop compliqué, obligeant les demandeurs à respecter des conditions strictes et à soumettre de nombreux documents, de sorte que l'enregistrement en ligne n'est pas pleinement opérationnel. Tout en prenant dûment note de la baisse du taux de rejet des demandes d'enregistrement de syndicats (passant de 26 pour cent en 2019 à 14 pour cent en 2020), la commission rappelle que ce chiffre semble ne se rapporter qu'au rejet des demandes complètes et ne comprend pas les demandes que le Greffier juge incomplètes et qui sont classées sans suite par le DOL. La commission note également que, selon la CSI, la procédure d'enregistrement reste extrêmement lourde, que les procédures opératoires normalisées n'empêchent pas le refus arbitraire des demandes, que la Direction de l'enregistrement impose régulièrement des conditions non fondées sur la loi ou la réglementation et que le co-Directeur du travail conserve le pouvoir discrétionnaire de refuser l'enregistrement pour de faux motifs ou des motifs fabriqués de toutes pièces. **Compte tenu de ce qui précède, tout en se félicitant de la baisse du taux de rejet des demandes d'enregistrement de syndicats, et prenant note de l'engagement pris par le gouvernement à réduire encore le nombre de demandes syndicales rejetées, la commission encourage le gouvernement à continuer de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que la procédure d'enregistrement soit, en droit et en pratique, simple, objective, rapide et transparente, et qu'elle ne limite pas le droit des travailleurs de constituer des organisations sans autorisation préalable. Elle encourage le gouvernement à étudier, en coopération avec les partenaires sociaux, des moyens concrets de simplifier la procédure d'enregistrement afin de la rendre plus conviviale et plus accessible à tous les travailleurs, ainsi qu'à fournir, le cas échéant, une formation aux travailleurs sur la présentation de demandes d'enregistrement de syndicats complètes et dûment documentées. Elle encourage également le gouvernement à dispenser une formation complète aux responsables**

divisionnaires et régionaux qui, suite à la décentralisation du processus d'enregistrement, sont à présent responsables de l'enregistrement des syndicats, afin qu'ils disposent des connaissances et capacités nécessaires pour traiter rapidement et efficacement les demandes d'enregistrement. Tout en notant en outre les difficultés techniques actuellement rencontrées, la commission compte que le système d'enregistrement en ligne et la base de données accessible au public seront tous deux pleinement opérationnels dans un proche avenir afin d'assurer une transparence totale de la procédure d'enregistrement. Regrettant que le gouvernement ne fournisse pas de statistiques complètes sur l'enregistrement, la commission le prie une fois de plus de communiquer des statistiques actualisées sur le nombre total de demandes soumises, acceptées, déposées et rejetées, ventilées par année et par secteur.

Seuil minimum pour constituer un syndicat. Dans ses précédents commentaires, la commission a prié instamment le gouvernement de continuer à prendre les mesures nécessaires pour examiner sans délai les articles 179 2) et 179 5) de la BLA, en consultation avec les partenaires sociaux, afin de réduire véritablement les conditions minimales de représentativité. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle: i) grâce à l'amendement de 2018 de la BLA, le nombre minimum de membres requis pour constituer un syndicat et maintenir son enregistrement a été ramené de 30 à 20 pour cent du nombre total de travailleurs employés dans l'établissement dans lequel un syndicat est constitué; ii) depuis cette réduction, 216 syndicats au total ont été enregistrés; iii) il pourrait falloir un certain temps pour modifier l'article 179 5) de la BLA qui limite à trois le nombre de syndicats dans un établissement ou groupe d'établissements; iv) ces deux questions pourront être examinées lors de la révision suivante de la BLA. Tout en se félicitant de la réduction du nombre minimum de membres requis, la commission constate que le seuil de 20 pour cent risque d'être encore excessif, en particulier dans les grandes entreprises, et elle note que, selon la CSI, il constitue en pratique un obstacle à l'organisation des travailleurs des grandes entreprises. La commission fait également observer qu'un syndicat constitué dans un groupe d'établissements (défini comme étant plus d'un établissement dans une zone donnée où les établissements qui le constituent exercent la même activité ou une activité identique) ne peut être enregistré que s'il compte parmi ses membres au moins 30 pour cent du nombre total de travailleurs employés dans tous les établissements, ce qui revient à imposer une exigence excessive restreignant indûment le droit des travailleurs à créer des syndicats sectoriels ou par industrie. **La commission prie le gouvernement de préciser si, dans le traitement des demandes d'enregistrement, l'exigence réduite du nombre minimum de membres est appliquée même en l'absence d'ajustements à la Réglementation du travail du Bangladesh (BLR) et, si tel n'est pas le cas, de prendre sans délai les mesures nécessaires pour appliquer ces amendements afin de faciliter l'enregistrement des syndicats, et d'indiquer les résultats une fois que ces amendements auront été appliqués. La commission prie également le gouvernement d'indiquer si l'exigence réduite du nombre minimum de membres a eu une incidence sur le nombre total de demandes d'enregistrements de syndicats soumises et accordées, en particulier dans les grandes entreprises. Notant que le gouvernement est disposé à réduire davantage le seuil, la commission attend du gouvernement qu'il entame des discussions constructives avec les partenaires sociaux afin de: poursuivre le réexamen de la BLA dans le but de ramener à un niveau raisonnable le nombre minimum d'affiliés requis, au moins pour les grandes entreprises et pour les syndicats à constituer dans un groupe d'établissements; modifier l'article 179 5); et abroger l'article 190 f) qui autorise la radiation d'un syndicat si le nombre de ses membres tombe sous le minimum requis.**

En ce qui concerne l'application de la BLA aux travailleurs du secteur agricole, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la BLA s'applique aux travailleurs des exploitations agricoles commerciales employant au moins cinq travailleurs – ceux-ci peuvent participer aux activités syndicales et aux négociations collectives – et les petites exploitations agricoles où moins de cinq travailleurs sont employés se caractérisent par une faible productivité et une agriculture de subsistance et ne montrent généralement aucun intérêt pour des activités syndicales. Tout en prenant note de l'explication du gouvernement, la commission rappelle que les travailleurs des petites exploitations agricoles devraient eux aussi être autorisés à constituer des syndicats ou du moins à s'affilier à des syndicats existants, même si, dans la pratique, cela ne se produit pas souvent. La commission a précédemment prié le gouvernement de préciser, au titre de cette convention et de la convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921, si l'article 167 4, de la BLR fixe à 400 le nombre minimum de membres requis pour constituer un syndicat agricole et de fournir des informations sur les effets de cet article dans la pratique et son impact sur le droit des travailleurs agricoles à constituer les organisations syndicales de leur choix. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle les travailleurs des exploitations agricoles mécanisées gérées à des fins commerciales peuvent s'organiser conformément aux dispositions en vigueur de la BLA (le gouvernement fournit des statistiques sur le nombre de syndicats existant dans divers secteurs agricoles) et les travailleurs des exploitations familiales de subsistance caractérisées par un petit nombre de travailleurs peuvent former des groupes d'établissements en vertu de l'article 167 4). Le gouvernement explique en outre que l'article 167 4) de la

BLR fait référence par erreur au nombre minimum de 400 travailleurs pour constituer un syndicat, mais que cette exigence a été redéfinie dans un avis publié au Journal officiel en janvier 2017. L'article susmentionné donne donc la possibilité aux travailleurs engagés dans la production de grandes cultures de former un groupe d'établissements dans chaque sous-district ou district, s'il y a au moins cinq travailleurs dans chaque exploitation et un minimum de 400 travailleurs regroupés (il y a 18 entités enregistrées auprès du Département du travail). Selon le gouvernement, puisque 77 pour cent de la population vit dans des villages et puisque l'agriculture représente la principale source de revenus, cette condition quant au nombre de membres n'est pas trop élevée. **Prenant bonne note des précisions apportées par le gouvernement, mais faisant observer que l'obligation de compter 400 travailleurs pour constituer un groupe d'établissements dans un district pourrait encore être excessive, d'autant plus que, pour atteindre le seuil de 400, un grand nombre de petites exploitations familiales devraient s'unir, la commission prie le gouvernement de s'employer à réduire cette obligation, en consultation avec les partenaires sociaux, à un niveau raisonnable pour que le droit syndical des travailleurs agricoles ne soit pas abusivement restreint.**

Articles 2 et 3. Droit des organisations d'élire leurs représentants et d'organiser librement leurs activités. Loi sur le travail du Bangladesh. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en consultation avec les partenaires sociaux, pour continuer de réviser et d'amender un certain nombre de dispositions de la BLA afin de veiller à ce que toute restriction à l'exercice du droit à la liberté syndicale soit conforme à la convention. La commission prend note des informations détaillées fournies sur les consultations tripartites qui ont eu lieu avant la modification de la BLA en 2018, ainsi que de l'indication du gouvernement selon laquelle la réforme du secteur du travail a fait partie du programme politique national. La commission prend note avec **satisfaction** des modifications ci-après apportées à la BLA: ajout de l'article 182 7) donnant instruction au gouvernement d'adopter des procédures opératoires normalisées pour le traitement des demandes d'enregistrement de syndicats; abrogation de l'article 184 2)-4) imposant des restrictions excessives à la syndicalisation dans l'aviation civile; abrogation de l'article 190 d) autorisant la radiation d'un syndicat pour cause de violation de toute disposition fondamentale de ses statuts; abrogation de l'article 202 22), qui prévoit la radiation automatique d'un syndicat si, lors d'une élection visant à désigner l'agent de négociation collective, il obtient moins de 10 pour cent du total des voix exprimées; ajout de l'article 205 12), qui prévoit qu'il n'est pas nécessaire de former un comité de participation dans un établissement où il existe un syndicat; et ajout de l'article 348 A) qui prévoit la création d'un conseil consultatif tripartite pour conseiller le gouvernement sur des questions liées à la législation, aux politiques et aux questions de travail.

La commission se félicite de la précision selon laquelle les travailleurs du secteur informel n'ont pas besoin de fournir des cartes d'identité délivrées par un établissement au moment où l'union demande l'enregistrement mais peuvent également utiliser une carte d'identité nationale ou un certificat de naissance (article 178 2) a) iii)), ainsi que du remplacement de l'obligation d'obtenir l'approbation du gouvernement par une obligation d'informer le gouvernement de tout financement reçu de toute source nationale ou internationale, sauf les cotisations syndicales (article 179 1) d)). La commission se félicite en outre de ce que le soutien obligatoire des deux tiers des membres du syndicat pour déclencher une grève soit ramenée à un soutien de 51 pour cent des membres (article 211 1)). Elle note également que les modifications apportées en 2018 ont introduit l'article 196 4), qui prévoit l'adoption de procédures opératoires normalisées pour enquêter sur les pratiques de travail déloyales de la part des travailleurs et qui réduit de moitié la peine d'emprisonnement maximum infligée aux travailleurs pour une série de violations – pratiques de travail déloyales, incitation et participation à une grève illégale ou à une grève perlée, participation aux activités de syndicats non enregistrés et double appartenance syndicale (articles 291 2)-3), 294-296, 299 et 300). Toutefois, la commission constate que les sanctions comprennent toujours des peines d'emprisonnement pour des activités qui ne justifient pas une telle sévérité et elle rappelle qu'elle a prié le gouvernement de supprimer ces sanctions de la BLA et de laisser le système pénal s'occuper de tout acte criminel éventuel.

Prenant dûment note des amendements susmentionnés visant à améliorer le respect de la convention, la commission compte qu'ils seront appliqués sans délai dans la pratique afin de renforcer le droit d'association des travailleurs et des employeurs et elle prie le gouvernement d'indiquer s'ils sont pleinement en vigueur et appliqués ou si leur application dépend de la publication d'une BLR révisée.

La commission **regrette** que de nombreux autres changements qu'elle réclame depuis un certain nombre d'années n'aient pas été pris en compte ou ne l'aient été que partiellement, y compris certains changements qui avaient déjà été annoncés par le gouvernement. À cet égard, la commission souligne une fois de plus la nécessité de poursuivre l'examen de la BLA pour s'assurer de sa conformité avec la convention en ce qui concerne les questions suivantes: i) le champ d'application de la loi – des restrictions continuent d'être imposées à de nombreux secteurs et travailleurs, y compris, entre autres, aux

fonctionnaires publics, aux professeurs d'université et aux travailleurs domestiques (articles 1 4) et 2 49), 65) et 175)); ii) une restriction continue de peser sur la liberté d'association dans l'aviation civile (article 184 1)) - la disposition devrait préciser que les syndicats de l'aviation civile peuvent être constitués indépendamment de s'ils souhaitent ou non s'affilier à des fédérations internationales); iii) des restrictions à la syndicalisation dans des groupes d'établissements (articles 179 5) et 183 1)); iv) les restrictions à l'affiliation syndicale (articles 2 65), 175, 193 et 300); v) l'ingérence dans l'activité syndicale, y compris l'annulation de l'enregistrement pour des motifs qui ne justifient pas la sévérité d'un tel acte (articles 192, 196 2) b) lu conjointement avec les articles 190 1) c), e) et g), 229, 291 2)-3) et 299); vi) l'ingérence dans les élections syndicales (article 180 1) a) lu conjointement avec l'article 196 2) d), et les articles 180 b) et 317 4) d)); vii) l'ingérence dans le droit d'établir librement des statuts en donnant des instructions trop détaillées (articles 179 1) et 188 (en outre, il semble y avoir une incohérence, car si l'article 188 donne au DOL le pouvoir d'enregistrer et, dans certaines circonstances, de refuser d'enregistrer toute modification aux statuts d'un syndicat et à son Conseil exécutif, la règle 174 de la BLR ne fait référence qu'à la notification de telles modifications au DOL qui délivre alors un nouveau certificat)); viii) des restrictions excessives au droit de grève (articles 211 3)-4) et 8) et 227 c)) assorties de sévères sanctions (articles 196 2) e), 291 2)-3) et 294-296); et ix) des droits préférentiels excessifs pour les agents de négociation collective (articles 202 24) b), c) et e) et 204 (tout en notant les modifications mineures apportées aux articles 202 et 204, la commission relève qu'ils ne répondent pas à ses préoccupations en ce qu'ils limitent le champ d'action des syndicats autres que les agents de négociation collective)). En outre, la Commission avait précédemment demandé au gouvernement, au titre de la convention n° 11, d'indiquer si les travailleurs des petites exploitations agricoles comptant moins de cinq travailleurs peuvent, en droit et en pratique, se regrouper avec d'autres travailleurs pour former un syndicat ou s'affilier à des organisations de travailleurs existantes (article 1 4) n) et p) de la BLA).

Compte tenu des nombreuses dispositions susmentionnées qui doivent encore être modifiées pour que la BLA soit pleinement conforme à la convention, la commission encourage le gouvernement à collaborer rapidement avec le Conseil consultatif tripartite visé à l'article 348 A) afin de poursuivre la révision législative de la BLA. Elle le prie de fournir des informations sur la composition, le mandat et le fonctionnement pratique du Conseil consultatif tripartite et compte que, lors de la prochaine révision de la BLA, ces observations seront dûment prises en compte afin que les dispositions de cette loi soient pleinement conformes à la convention.

Réglementation du travail du Bangladesh (BLR). Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de revoir un certain nombre de dispositions de la BLR pour les mettre en conformité avec la convention et a exprimé l'espoir que ses observations seraient dûment prises en compte pendant le processus de révision. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, suite à la modification de la BLA, la révision de la BLR est prioritaire pour le gouvernement et un comité tripartite, composé de six représentants du gouvernement et de trois représentants des travailleurs et des employeurs chacun, a déjà été constitué à cette fin et s'est réuni à trois reprises. Se félicitant de ces informations, la commission souligne la nécessité de revoir la BLR afin de l'aligner sur les amendements de 2018 de la BLA, ainsi que pour prendre en compte les questions suivantes soulevées précédemment: i) les alinéas g) et j) de la règle 2 contiennent une définition large des agents d'administration et de supervision qui sont exclus de la définition des travailleurs aux termes de la BLA et donc du droit de se syndiquer; ii) la règle 85, annexe IV, alinéa 1 h) interdit aux membres du Comité de sécurité d'engager un conflit du travail ou d'y participer; la règle 169 4) limite l'éligibilité à un comité exécutif syndical aux travailleurs permanents, ce qui peut avoir un impact sur le droit des organisations de travailleurs d'élire librement leurs dirigeants; iii) la règle 188 prévoit la participation de l'employeur à la constitution des commissions électorales qui en l'absence de syndicat organisent l'élection des représentants des travailleurs aux comités de participation - ce qui, selon la CSI, pourrait aboutir à une domination par la direction des comités de participation et de sécurité. Le gouvernement indique à cet égard que l'élection de représentants des travailleurs aux comités de participation sans représentation des employeurs est en cours d'expérimentation dans deux usines; iv) la règle 190 interdit à certaines catégories de travailleurs de voter pour les représentants des travailleurs aux comités de participation; v) la règle 202 contient des restrictions générales sur les mesures prises par les syndicats et les comités de participation; vi) la règle 204, qui détermine de manière restrictive que seuls les travailleurs payant une cotisation peuvent voter lors d'un scrutin de grève n'est pas conforme à l'article 211 1) de la BLA qui mentionne les membres du syndicat; vii) la règle 350 accorde des pouvoirs de contrôle excessivement larges du directeur du travail; et viii) les dispositions de la BLR ne prévoient ni procédures appropriées ni réparations en cas de plainte pour pratique de travail déloyale. La commission note en outre, d'après les informations supplémentaires communiquées par le gouvernement, que la révision de la BLR, initialement prévue d'être finalisée en septembre 2020, sera retardée en raison de la pandémie de COVID-19. **Tout en prenant note du contexte difficile dû à la pandémie actuelle, la commission s'attend à ce que le processus de révision sera achevé sans tarder de manière à garantir que les modifications apportées en 2018 à la BLA**

pour améliorer la conformité avec la convention soient prises en compte dans la BLR et son application, et pour régler les autres questions en suspens, comme indiqué ci-dessus.

Droit syndical dans les zones franches d'exportation. Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de poursuivre la révision du projet de loi de 2016 et 2017 sur les zones franches d'exportation (ZFE), en consultation avec les partenaires sociaux, afin de garantir à tous les travailleurs une égalité de droits en matière de liberté syndicale, et de faire entrer ces zones dans le champ de compétence du ministère du Travail et de l'Inspection du travail. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le projet de loi sur le travail dans les ZFE a été élaboré après une analyse pragmatique et neutre de la situation socio-économique du pays et a fait l'objet d'un long processus de consultations et de dialogue exhaustif et ouvert avec toutes les parties prenantes, notamment l'OIT. Le gouvernement fournit des informations détaillées sur les consultations qui ont eu lieu et indique que la loi sur le travail dans les ZFE du Bangladesh (ELA), adoptée en février 2019, consacre les droits et privilèges des travailleurs et prévoit des changements complets et des progrès mesurables. La commission prend note avec **satisfaction** des modifications ci-après, qui donnent suite à ses observations précédentes: la simplification de la formation et de l'enregistrement des associations de protection sociale des travailleurs (WWA); la forme institutionnelle donnée aux organisations de travailleurs dans les ZFE - par la modification d'un certain nombre de dispositions du projet de loi de 2016 sur le travail dans les EPZ et l'abrogation de l'article 96 établissant une exigence référendaire excessive pour constituer une WWA; l'article 16 de la loi de 2010 sur la protection sociale et les relations du travail des travailleurs des ZFE (EWWAIRA), qui interdit la création d'une WWA dans une nouvelle unité industrielle durant les trois premiers mois d'existence de cette unité, n'a pas été inclus dans la loi; l'abrogation de l'article 98 du projet de loi sur les EPZ interdisant de tenir un nouveau référendum pour créer une WWA durant un an après un échec d'un référendum antérieur; l'abrogation de l'article 101 permettant à l'Autorité de zone de constituer un comité de rédaction des statuts d'une WWA et d'approuver ces statuts; l'abrogation de l'article 116 autorisant la radiation d'une WWA pour un certain nombre de raisons, notamment à la demande de 30 pour cent des travailleurs admissibles même s'ils ne sont pas membres de l'association et interdisant la création d'une nouvelle association dans l'année suivant cette radiation; la modification du article 103 2) aux fins de supprimer, pour les élections des membres du Conseil exécutif, l'ouverture obligatoire de ces élections à tous les travailleurs et pas seulement aux membres de la WWA; l'abrogation de l'article 103 5), du projet de loi de 2017 sur le travail dans les ZFE, qui limite le droit d'élire et d'être élu au Conseil exécutif aux travailleurs ayant travaillé dans l'entreprise pendant une période déterminée; et la modification de l'article 127 2) de l'ELA qui prévoyait qu'un préavis de grève doit obligatoirement être lancé par les trois quarts des membres du Conseil exécutif, cette proportion étant ramenée au deux tiers.

La commission se félicite en outre de la réduction du nombre minimum de membres requis pour créer des WWA, mais fait observer que la nouvelle exigence de 20 pour cent (articles 94 2) et 97 5)) peut encore être excessive, en particulier dans les grandes entreprises, sachant que seuls les travailleurs permanents peuvent demander à créer une WWA. Tout en se félicitant également de l'ajout d'une disposition autorisant la constitution d'organisations de plus haut niveau au sein d'une zone (articles 2 50) et 113), la commission constate que les conditions pour former une fédération sont excessivement strictes - plus de 50 pour cent des WWA dans une zone doivent accepter de créer une fédération - et qu'une fédération de WWA ne peut en aucune manière s'associer ou s'affilier à une autre fédération dans une autre zone ou au-delà (article 113 3)). **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique des nouveaux amendements, en particulier la réduction du nombre minimum de membres requis pour créer des WWA et la possibilité de créer des fédérations, y compris d'indiquer les implications pratiques de ces amendements sur le nombre de demandes soumises et enregistrées de création de WWA et de fédérations de WWA. La commission compte que, pour assurer le plein respect de la convention, le gouvernement continuera, en consultation avec les partenaires sociaux concernés, à s'efforcer de réduire encore, à un niveau raisonnable, les conditions minimales d'affiliation pour constituer une WWA, en particulier dans les grands établissements, et pour constituer une fédération de WWA, et de permettre aux WWA et aux fédérations de s'associer à d'autres entités dans la même zone et en dehors de la zone où elles ont été créées, notamment à des organisations de travailleurs hors ZFE à différents niveaux.**

Tout en prenant dûment note des modifications susmentionnées et des efforts déployés par le gouvernement pour donner suite à certaines de ses observations antérieures, la commission **regrette profondément** que la plupart des changements qu'elle avait demandés n'aient pas été pris en compte bien que le gouvernement ait assuré avoir accordé la plus grande attention aux observations de la commission. La commission souligne donc une fois de plus la nécessité de poursuivre l'examen de l'ELA pour veiller à sa conformité avec la convention en ce qui concerne les questions suivantes: i) champ d'application de la loi - des catégories spécifiques de travailleurs continuent d'être exclues de la loi, comme indiqué dans son article 2 48) (travailleurs occupant des postes de supervision et de direction) ou dans le chapitre IX traitant

des WWA (membres du personnel de surveillance, de garde ou de sécurité, chauffeurs, assistants habilités, assistants cryptographiques, travailleurs occasionnels, travailleurs employés par des contractants pour exercer des fonctions de cuisine ou de préparation alimentaire, travailleurs occupant un emploi de bureau (article 93), et travailleurs occupant un poste de direction (article 115 2)); ii) imposition d'un monopole d'association aux niveaux de l'entreprise et de l'unités industrielle (articles 94 6), 97 5) paragraphes 2, 100 et 101); iii) exigences détaillées quant au contenu des statuts d'une WWA allant au-delà des exigences formelles et risquant ainsi d'entraver la libre création des WWA et de constituer une ingérence dans le droit des WWA d'établir librement leurs statuts (article 96 2) e) et o)); iv) définition limitative des fonctions des membres de la WWA malgré la suppression du mot «principalement» de l'article 102 3); v) interdiction de tenir une élection au conseil exécutif pendant une période de six mois (au lieu d'un an) si une élection antérieure n'a pas été valable parce que moins de la moitié des travailleurs permanents de l'entreprise ont voté (article 103 2-3)); vi) interdiction de fonctionnement et de collecte de fonds pour une WWA non enregistrée (article 111); vii) ingérence dans les affaires internes de par l'interdiction de l'expulsion de certains travailleurs d'une WWA (article 147); viii) pouvoirs étendus et ingérence de l'Autorité de Zone dans les affaires internes d'une WWA en approuvant les fonds provenant d'une source extérieure (article 96 3)), en approuvant toute modification dans les statuts de la WWA et du Conseil exécutif (article 99), en organisant les élections au Conseil exécutif de la WWA (article 103 1)) et en les approuvant (article 104), en statuant sur la légitimité du transfert ou de la cessation d'emploi d'un représentant de la WWA (article 121), en déterminant la légitimité de toute WWA et sa capacité d'agir en qualité d'agent de négociation collective (article 180 c)) et en surveillant toute élection à la WWA (article 191); ix) ingérence des autorités dans les affaires internes en autorisant la supervision des élections au Conseil exécutif de la WWA par le directeur exécutif (Relations du travail) et l'inspecteur général (articles 167 2) b) et 169 2) e)); x) restrictions imposées au droit de vote et à l'éligibilité des travailleurs au Conseil exécutif (articles 103 2) et 4) et 107); xi) détermination législative du mandat du Conseil exécutif (article 105); xii) définition large des pratiques déloyales de travail, qui inclut également la persuasion d'un travailleur de s'affilier à une WWA pendant les heures de travail ou le début d'une grève illégale, et imposition de sanctions pénales pour violation desdites pratiques (articles 116 2) a) et f), 151 2-3) et 155-156); xiii) pouvoir du médiateur désigné par l'Autorité de zone de juger de la validité d'un avis de grève, sans lequel une grève légale ne peut pas avoir lieu (article 128 2) lu conjointement avec l'article 145 a)); xiv) possibilité d'interdire la grève ou le lock-out après trente jours ou à tout moment si le président exécutif est convaincu que la poursuite de la grève ou du lock-out nuit gravement à la productivité dans la zone ou porte préjudice à l'intérêt public ou à l'économie nationale (article 131 3-4)); xv) possibilité de renvoi unilatéral d'un litige devant le tribunal du travail de la ZFE, ce qui peut déboucher sur un arbitrage obligatoire (articles 131 3-5) et 132 lus conjointement avec l'article 144 1)); xvi) interdiction de grève ou de lock-out pendant trois ans dans une entreprise nouvellement créée et imposition d'un arbitrage obligatoire (article 131 9)); xvii) possibilité d'engager des travailleurs temporaires pendant une grève légale dans les cas où le président exécutif de l'Autorité de zone est convaincu que l'arrêt complet du travail risque de causer de graves dommages aux machines ou aux installations de l'établissement (article 115 1) g)); xviii) sanctions excessives, y compris des peines d'emprisonnement, pour les grèves illégales (articles 155 et 156); xix) interdiction d'exercer des activités qui ne sont pas décrites dans les statuts de la WWA comme des objectifs de l'association (article 178 1)); xx) interdiction de maintenir tout lien avec un parti politique ou une organisation affiliée à un parti politique ou une organisation non gouvernementale, radiation éventuelle d'une WWA qui maintiendrait ce lien et interdiction pour elle de constituer une nouvelle WWA dans l'année suivant sa radiation (article 178 2-3)); xxi) annulation de l'enregistrement d'une WWA pour des motifs qui ne semblent pas justifier la sévérité de cette sanction (articles 109 b)-h) et 178 3)); xxii) limitation des activités de la WWA aux frontières territoriales de l'entreprise, interdisant ainsi toute implication avec des acteurs extérieurs à l'entreprise, y compris pour la formation ou la communication (article 102 2)) et, sous réserve du droit de constituer des fédérations en vertu de l'article 113, interdiction de s'associer ou de s'affilier à une autre WWA dans la même zone, une autre zone ou au-delà de la zone, y compris et à tous les niveaux avec des organisations de travailleurs non présentes dans la ZFE (article 102 4)); xxiii) ingérence dans les affaires internes d'une fédération de WWA – détermination par la législation de la durée d'une fédération (quatre ans) et détermination par l'Autorité de zone de la procédure d'élection et d'autres questions (article 113); xxiv) pouvoir du gouvernement d'exempter tout propriétaire, groupe de propriétaires, entreprise ou groupe d'entreprises, travailleur ou groupe de travailleurs de l'application de toute disposition de la loi, transformant ainsi la règle de droit en droit discrétionnaire (article 184); xxv) exigences excessives pour la création d'une association d'employeurs (article 114 1)); xxvi) interdiction faite à une association d'employeurs de s'associer ou s'affilier de quelque manière que ce soit à une autre association au-delà de la zone (article 114 2)); xxvii) pouvoirs excessifs d'ingérence dans les affaires des associations d'employeurs (article 114 3)); et xxviii) possibilité pour l'Autorité de zone, avec l'approbation du gouvernement, d'établir des règlements (article 204) – ceux-ci pourraient restreindre davantage encore le droit des travailleurs et de leurs organisations à mener des activités syndicales légitimes sans ingérence.

La commission note également, d'après les informations communiquées par le gouvernement dans son rapport supplémentaire, qu'un comité sera formé pour traiter la question de toute modification de l'ELA et que les mesures nécessaires seront prises pour donner suite à ses recommandations. Le gouvernement indique également que l'autorité de la zone est ouverte aux bonnes suggestions, aux conseils et à l'assistance technique de l'OIT afin de continuer à améliorer ses programmes de formation et de renforcer les droits des travailleurs dans les ZFE. **Prenant bonne note du fait que la ELA a été adoptée en février 2019 et de l'engagement du gouvernement à améliorer et réformer davantage les dispositions existantes, mais constatant qu'un nombre exceptionnellement élevé de dispositions doivent encore être abrogées ou substantiellement modifiées pour assurer leur conformité avec la convention, la commission s'attend à ce que la discussion sur la révision de la ELA se poursuivra en urgence dans un proche avenir, en consultation avec les partenaires sociaux, afin de traiter de manière productive les questions mises en évidence ci-dessus (et celles qui pourraient être soulevées pendant la discussion) et de garantir aux travailleurs des ZFE l'ensemble des droits prévus par la convention. La commission prie le gouvernement de rendre compte dans les détails des progrès réalisés à cet égard.**

La commission prend également note avec **intérêt** de l'indication du gouvernement selon laquelle le système d'inspection et d'administration des ZFE a été placé en conformité avec la BLA (chapitre XIV de l'ELA), que l'article 168 autorise l'inspecteur en chef et les autres inspecteurs nommés en vertu de la BLA à procéder à des inspections dans les ZFE et que plusieurs inspections conjointes ont déjà été effectuées. La commission observe toutefois que pour que le DIFE puisse inspecter les établissements des ZFE, l'agrément du Président exécutif est requis et que le Président conserve le contrôle ultime des normes du travail dans ces zones (articles 168 1) et 180 g)), ce qui peut entraver l'indépendance et le bon fonctionnement de l'inspection du travail. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle des consultations avec les travailleurs, les investisseurs et les parties prenantes concernées sont en cours afin trouver la meilleure façon d'associer le DIFE au système d'inspection existant dans les ZFE et d'élaborer un cadre intégré pour les inspections, et de définir le rôle du DIFE dans les usines des EPZ. **Se référant à ses observations plus détaillées formulées sur cette question au titre de la convention n° 81, la commission encourage le gouvernement à prendre des mesures pour élaborer le cadre d'inspection susmentionné afin de préciser les pouvoirs du DIFE et de l'Autorité de zone, et d'apporter des éclaircissements sur le fonctionnement dans la pratique des inspections conjointes ou des inspections menées par l'Inspection du travail dans les établissements des ZFE. La commission prie également le gouvernement de continuer à prendre de nouvelles mesures pour garantir aux inspecteurs du DIFE un accès sans restriction aux activités d'inspection du travail dans les ZFE et pour lui donner juridiction sur ces activités sans aucune restriction non plus.**

Enfin, la commission note, d'après l'indication du gouvernement dans son rapport supplémentaire, que le secteur de l'habillement, qui dépend de l'exportation, se trouve dans une situation critique en raison de la pandémie de COVID-19. Le gouvernement indique également que pour faire respecter les droits des travailleurs, le ministère du Travail et de l'Emploi a élaboré une feuille de route en consultation avec les partenaires tripartites, mais qu'à cause de la pandémie actuelle, la mise en œuvre de beaucoup de ces initiatives a été retardée ou ralentie, notamment en ce qui concerne la réforme du travail. Tout en prenant dûment note de l'impact de la pandémie actuelle de COVID-19 sur l'économie du pays, en particulier dans le secteur de l'habillement, ainsi que sur les efforts du gouvernement pour poursuivre la réforme du travail, la commission rappelle une fois de plus l'importance cruciale qu'elle accorde à la liberté d'association en tant que droit humain fondamental et droit d'habilitation. **Compte tenu de l'engagement réitéré du gouvernement en faveur d'une réforme du travail et de la protection des droits des travailleurs, elle exprime le ferme espoir que des progrès significatifs seront accomplis dans un avenir très proche pour placer la législation et la pratique en conformité avec la convention. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut, s'il le souhaite, se prévaloir de l'assistance technique du Bureau pour faciliter le dialogue tripartite national en l'aidant à déterminer d'autres domaines dans lesquels des progrès sont nécessaires.**

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2022.]

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1972)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement le 15 septembre 2020, en réponse à une plainte présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT. Au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020), la commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des observations présentées par les partenaires sociaux cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019 (voir *articles 1 et 3 ci-dessus*).

La commission note que la plainte présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, alléguant le non-respect par le Bangladesh de cette convention, ainsi que de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, est en instance devant le Conseil d'administration. À sa 340^e session (octobre-novembre 2020), au vu des informations communiquées par le gouvernement sur la situation de la liberté syndicale dans le pays et prenant dûment note de l'engagement du gouvernement à continuer d'améliorer la situation générale et de traiter les questions en suspens devant les organes de contrôle, le Conseil d'administration a indiqué ce qui suit: 1) demande au gouvernement d'élaborer, avec le soutien du Bureau et des secrétariats du groupe des employeurs et du groupe des travailleurs et en consultation avec les partenaires sociaux concernés, une feuille de route des mesures à prendre et des résultats concrets attendus, assortie d'un calendrier, en vue de traiter toutes les questions en suspens mentionnées dans la plainte présentée à la 108^e session de la Conférence internationale du Travail (2019) en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT; 2) demande au gouvernement de lui rendre compte des progrès réalisés à cet égard à sa prochaine session; 3) reporte à sa 341^e session (mars 2021) la décision sur la suite à donner à la plainte.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2019 et le 15 septembre 2020, concernant les questions traitées dans le présent commentaire, et alléguant en outre le licenciement antisyndical de 3 000 ouvriers du textile en juin 2020, suite à des pratiques antisyndicales dans trois usines de confection à Gazipur et Dhaka. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.**

La commission prend note de l'amendement de 2018 à la loi de 2006 du Bangladesh sur le travail (BLA) et de l'adoption de la loi de 2019 sur le travail dans les zones franches industrielles pour l'exportation (ELA).

Articles 1 et 3 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale. Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de fournir des statistiques détaillées sur le nombre de plaintes pour discrimination antisyndicale reçues par les autorités compétentes et sur les suites données à ces plaintes, et de prendre les mesures nécessaires, après consultation des partenaires sociaux, pour que les sanctions prévues pour pratiques déloyales et discrimination antisyndicale soient renforcées, et de faire connaître l'issue des 39 plaintes ayant donné lieu à des poursuites pénales. Elle a également exprimé l'espoir que les mesures prises par le gouvernement contribueraient à un traitement prompt, efficace et transparent des plaintes pour discrimination antisyndicale. La commission note avec **intérêt** l'ajout de l'article 196(A) à la BLA, qui interdit explicitement les activités antisyndicales de l'employeur et prévoit l'établissement de procédures d'instruction normalisées (SOP) pour enquêter sur ces actes. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle, en cas d'allégations d'activités antisyndicales au niveau de l'entreprise, il intervient généralement dans le cadre de consultations tripartites, notamment en créant des comités spécialisés chargés de prendre des mesures correctives rapides et efficaces, qui se sont révélées efficaces dans le contexte des relations professionnelles nationales, et que, en cas d'allégations graves, il existe une possibilité de procéder à une enquête sur place et à un renvoi aux tribunaux du travail. La commission prend également note des détails fournis par le gouvernement sur le suivi, dans le cadre des SOP, des plaintes reçues, qui comprend sept étapes (plainte écrite, vérification, communication avec l'employeur, enquête, résolution, dossier avec recommandations et renvoi devant les tribunaux du travail). La commission prend note en outre de l'indication du gouvernement selon laquelle: i) à la suite de l'adoption des SOP sur la discrimination antisyndicale, le traitement des plaintes est devenu plus facile et plus transparent et les SOP sont mentionnées dans l'amendement 2018 de la BLA (article 195(2), 196(4) et 196(A)); ii) le reclassement de la Direction du travail en Département du travail a été mené à terme, ce qui a porté les effectifs de 712 à 921 personnes, et une augmentation considérable du budget du Département et la création de deux bureaux divisionnaires du travail supplémentaires; iii) le logiciel de la base de données en ligne accessible au public sur la discrimination antisyndicale est en cours de mise à niveau, et malgré un processus retardé en raison des récentes réformes qui ont lieu au sein du ministère du Travail, et de la pandémie de COVID-19, la base de données devrait être bientôt fonctionnelle et, une fois achevée, celle-ci offrira des informations sur la discrimination antisyndicale et les pratiques déloyales en matière de travail ainsi que sur les mécanismes de conciliation, l'élection des agents de négociation collective, ainsi que des informations sur les comités de participation; iv) entre 2013 et 2019, 270 plaintes pour discrimination antisyndicale et pratiques déloyales de travail ont été déposées auprès de l'agence pour l'emploi, dont 204 ont été traitées (52 affaires portées devant les tribunaux du travail et 152 réglées à l'amiable par voie de réintégration, indemnisation, protocole d'accord, arriérés de salaire, etc.) et 66 font l'objet d'une enquête en cours; et v) sur 51 affaires pénales renvoyées devant les tribunaux du travail (39 dans le rapport précédent), 48 sont pendantes et trois ont été réglées – deux en faveur de l'employeur et une en faveur des travailleurs. La commission prend note également des précisions fournies par le gouvernement sur le type de pratiques antisyndicales mentionnées dans les plaintes et sur les réparations

accordées, ainsi que des informations sur les activités de formation et de renforcement des capacités à l'intention des parties prenantes et des travailleurs concernés, notamment par l'intermédiaire du centre de ressources pour les travailleurs. Prenant dûment note des informations fournies, la commission rappelle que l'existence de dispositions législatives interdisant les actes de discrimination antisyndicale est insuffisante en l'absence de procédures rapides et efficaces qui en assurent l'application pratique (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 190). **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des statistiques détaillées sur le nombre de plaintes pour discrimination antisyndicale reçues par les autorités compétentes et sur la suite qui leur a été donnée, y compris le temps nécessaire pour régler les différends, les réparations accordées, le nombre de plaintes réglées à l'amiable par rapport à celles renvoyées aux tribunaux du travail, le résultat des procédures judiciaires et les sanctions imposées à l'issue des procédures. La commission encourage le gouvernement à continuer de dispenser la formation nécessaire aux responsables du travail sur le traitement des plaintes relatives aux pratiques antisyndicales et déloyales de travail en vue d'assurer leur traitement efficace et crédible, et à fournir des informations sur le fonctionnement pratique du centre de ressources des travailleurs. Tout en prenant note des difficultés techniques rencontrées, la commission s'attend à ce que la base de données en ligne sur les plaintes antisyndicales soit pleinement opérationnelle dans un proche avenir afin d'assurer la transparence du processus, tout en garantissant la protection des données personnelles des travailleurs concernés.**

La commission constate avec **regret** qu'en dépit de sa demande antérieure d'alourdir les sanctions prévues pour les pratiques déloyales de travail et les actes de discrimination antisyndicale commis par les employeurs, les amendes applicables sont restées inchangées et ne sont donc pas suffisamment dissuasives (une amende maximale de 10 000 taka bangladais (BDT), soit 120 dollars des États-Unis (dollars É.-U.) – article 291(1) de la BLA). La commission note en outre que la peine d'emprisonnement a été ramenée de deux à un an en vertu de l'amendement de 2018 à la BLA (article 291(1)). **Tout en notant que la BLA a été récemment modifiée, la commission, afin d'assurer que les actes de discrimination antisyndicale donnent lieu à une réparation juste et une sanction suffisamment dissuasive, prie une fois de plus le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, après consultation des partenaires sociaux, pour relever le montant de l'amende imposable pour les actes de discrimination antisyndicale.**

Service d'assistance téléphonique pour le dépôt de plaintes liées au travail. Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées sur le fonctionnement du système de numéro d'appel téléphonique gratuit pour le dépôt de plaintes liées au travail dans le secteur de l'habillement dans la région d'Ashulia et de préciser les suites données aux 1 567 plaintes mentionnées qui n'avaient pas encore été traitées. La commission prend note des informations détaillées fournies sur le fonctionnement de la ligne d'assistance téléphonique: les plaintes sont reçues par l'intermédiaire de cette ligne par un groupe de consultants à distance, puis transmises aux bureaux de district du Département de l'inspection des usines et des entreprises (DIFE) et examinées par un inspecteur du travail. Le traitement des plaintes se fait de trois façons: 1) au moyen de réunions tripartites (article 124A de la BLA); 2) par la communication de la plainte à la direction de l'usine, qui règle ensuite le problème; ou 3) par une action en justice du DIFE qui porte les plaintes devant les tribunaux du travail. Le gouvernement informe que le DIFE a reçu au total 5 494 plaintes entre mars 2015 et août 2020, dont 5 407 ont été traitées et 87 sont en instance, et que le délai de règlement des plaintes dépend de la nature et de la complexité du problème. La commission note également, d'après les informations communiquées par le gouvernement dans son rapport supplémentaire, qu'une autre ligne d'assistance téléphonique pour les travailleurs a été mise en place par le DIFE pour recevoir leurs plaintes et leur garantir une réparation appropriée, et que cette ligne d'assistance aidera les travailleurs et les employeurs à régler les problèmes relatifs aux salaires, aux licenciements, à la violence sexiste et aux questions de santé et de sécurité, conformément à la loi sur le travail. Des propositions ont aussi été présentées pour augmenter encore les effectifs du DIFE, moyennant la création de 1 698 postes supplémentaires, dont des postes de direction. **Prenant dûment note de ces informations, la commission prie le gouvernement de clarifier le résultat des 5 407 plaintes qui ont été traitées, d'indiquer le nombre ou le pourcentage de plaintes concernant spécifiquement des pratiques antisyndicales, et de lui indiquer si des mesures sont prises pour garantir l'anonymat des plaignants afin d'éviter des représailles contre les utilisateurs de la ligne d'assistance téléphonique. Constatant que la ligne pour le dépôt de plaintes liées au travail dans le secteur de l'habillement est en service depuis 2015 et qu'une nouvelle ligne d'assistance téléphonique pour régler les problèmes liés au travail a été créée, la commission encourage le gouvernement à continuer d'étendre officiellement ces procédures à d'autres zones géographiques et d'autres secteurs industriels, conformément à l'engagement qu'il a pris.**

Allégations de discrimination antisyndicale à la suite de l'incident d'Ashulia en 2016 et des manifestations sur le salaire minimum en 2018-2019. Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de veiller à ce que toute procédure en cours concernant l'incident d'Ashulia soit menée à terme sans délai et à ce que tous les travailleurs licenciés pour des motifs antisyndicaux qui souhaitent

retourner au travail soient réintégrés, et elle a exprimé l'espoir que des mesures seraient prises pour prévenir la répétition systématique de ces actes de discrimination antisyndicale. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement selon lesquelles, en ce qui concerne l'incident d'Ashulia, tous les détenus ont été immédiatement libérés, aucun travailleur n'a été emprisonné et, après enquête préliminaire, sur les 10 affaires concernées, huit d'entre elles ont été réglées sans inculpation d'aucun travailleur, et deux sont encore en instance. Elle note que le Comité de la liberté syndicale a noté que le gouvernement avait indiqué qu'aucun travailleur n'avait été licencié pour avoir participé aux activités liées à la grève mais que plusieurs travailleurs avaient démissionné après avoir reçu les indemnités prévues par la loi, et qu'aucune information contradictoire ou supplémentaire à cet égard n'a été reçue par les plaignants (voir 388^e rapport, mars 2019, cas n° 3263, paragraphe 202). En ce qui concerne les manifestations de 2018-2019 sur le salaire minimum, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, alors que les partenaires sociaux ont fourni une liste de 12 436 travailleurs licenciés dans 104 usines, après vérification préliminaire par la Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA) et la Bangladesh Knitwear Manufacturers and Exporters Association (BKMEA), il s'est avéré que 94 usines étaient concernées et que 4 489 travailleurs avaient été licenciés dans 41 usines. Le gouvernement précise que tous les travailleurs licenciés ont reçu des indemnités en application des dispositions en vigueur de la loi sur le travail, que 2 usines ont été fermées, que des protocoles d'entente ont été signés entre les fédérations de travailleurs et l'employeur dans 10 usines et qu'une collecte d'informations auprès de 12 usines est en cours. La commission note que le Comité de la liberté syndicale a observé, en ce qui concerne les manifestations de janvier 2019, que plusieurs mémorandums d'accord ont été conclus entre les travailleurs et les employeurs dans plusieurs entreprises, prévoyant le paiement des salaires et des sommes légalement dues aux travailleurs licenciés ou suspendus (voir 392 rapport, octobre 2020, cas n° 3263, paragraphe 284). Prenant note avec **préoccupation** des licenciements massifs de travailleurs à la suite de leur participation aux manifestations de 2018-2019 sur le salaire minimum, la commission constate que les enquêtes sur ces allégations ne semblent pas être menées par une entité indépendante mais par les organisations d'employeurs concernées. **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie le gouvernement de préciser sa participation aux enquêtes en cours sur les licenciements massifs de travailleurs à la suite des manifestations de 2018-2019 sur le salaire minimum et de préciser si une enquête a été menée par une entité indépendante à cet égard. La commission s'attend fermement à ce que toute enquête future sur des allégations concrètes de discrimination antisyndicale se fasse en toute indépendance et impartialité et que le gouvernement continuera de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir la répétition systématique d'actes de discrimination antisyndicale. Rappelant en outre qu'en cas de licenciement au motif d'appartenance syndicale ou d'activités syndicales légitimes, la réintégration devrait faire partie de l'éventail des mesures qui peuvent être prises pour remédier à une telle situation et que, si des indemnités ou amendes sont imposées, elles devraient être suffisamment dissuasives, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les réparations concrètes accordées dans tous les cas de licenciement de travailleurs pour lesquels il a été établi que les incidents ci-dessus ont eu lieu pour motifs antisyndicaux.**

Affaire concernant les travailleurs licenciés dans le secteur minier. Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur l'issue de la procédure judiciaire concernant les travailleurs licenciés du secteur minier accusés d'activités illégales (cas n° 345/2011), une fois le jugement du tribunal de district de Dinajpur rendu. Prenant note de la déclaration du gouvernement selon laquelle aucune audience n'a encore eu lieu, mais constatant que le cas est en instance depuis plusieurs années, la commission souligne qu'il conviendrait d'examiner rapidement les allégations de discrimination antisyndicale afin d'assurer une protection adéquate, dans la pratique, contre de tels actes. **La commission s'attend à ce que l'affaire soit rapidement menée à terme et demande au gouvernement de lui fournir des informations sur son issue une fois que le jugement du tribunal de district de Dinajpur aura été rendu.**

Protection des travailleurs des zones franches industrielles d'exportation (ZFE) contre les actes de discrimination antisyndicale. Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de fournir des éclaircissements sur plusieurs aspects de l'inspection et des auditions menées par l'Autorité bangladaise des zones franches d'exportation (BEPZA ou Autorité de zone) et sur la mise à disposition de la ligne d'assistance téléphonique pour les travailleurs du secteur de l'habillement aux travailleurs des zones franches d'exportation. Elle a prié le gouvernement de créer une base de données en ligne sur les plaintes pour discrimination antisyndicale spécifique aux zones franches d'exportation et de continuer à fournir des informations statistiques sur les plaintes pour discrimination antisyndicale. La commission note que le gouvernement a précisé que la ligne d'assistance téléphonique pour les travailleurs du secteur de l'habillement mise en place par le DIFE ne fonctionne pas pour les usines des zones franches d'exportation, mais qu'il existe une ligne d'assistance téléphonique individuelle et un service d'assistance indépendant dans huit de ces zones où les plaintes en matière de travail peuvent être déposées

facilement, et que la création d'une base de données en ligne des plaintes des travailleurs est en cours. La commission prend également note des informations détaillées sur l'inspection et le suivi des conditions de travail, les plaintes et les griefs des travailleurs enregistrées par la BEPZA, notamment: des visites inopinées dans les entreprises; la possibilité de déposer des plaintes anonymes, qui font l'objet d'une enquête neutre, auprès d'un conseiller faisant office d'inspecteur, d'un responsable des relations du travail, du directeur général de la zone concernée ou du bureau exécutif de la BEPZA; une option de consultation sur le site officiel de la BEPZA où chacun peut déposer un message, une question ou une plainte; une boîte à plaintes dans chaque bureau de zone, dans laquelle les travailleurs peuvent déposer une plainte et obtenir une assistance de l'Autorité de zone; la possibilité d'afficher des informations sur les réseaux sociaux et de les actualiser. **Prenant bonne note des informations détaillées fournies mais constatant qu'aucune information statistique n'a été présentée à cet égard, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations statistiques détaillées sur le nombre de plaintes pour discrimination antisyndicale portées devant les autorités compétentes, les suites qui leur ont été données, les réparations accordées et les sanctions imposées.**

La commission a précédemment prié le gouvernement de faire en sorte que les ZFE relèvent de la compétence du ministère du Travail et de l'Inspection du travail. La commission note avec **intérêt** que le gouvernement a indiqué que le système d'inspection et d'administration des ZFE avait été placé en conformité avec la BLA (chapitre XIV de l'ELA), que l'article 168 de l'ELA autorise l'inspecteur en chef et les autres inspecteurs désignés en application de cette loi à effectuer des inspections dans les ZFE et que plusieurs inspections communes ont déjà eu lieu. La commission renvoie aux observations plus détaillées qu'elle a formulées à cet égard au titre des conventions n^{os} 81 et 87.

Tout en prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle des changements radicaux ont été apportés pour aligner l'ELA sur la BLA et améliorer la protection contre la discrimination antisyndicale, la commission note que, pour assurer une protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale, il est nécessaire de continuer à réviser la loi afin de s'assurer de sa conformité avec la convention dans les domaines suivants: des catégories spécifiques de travailleurs continuent d'être exclues de la loi (travailleurs occupant des postes de supervision et de direction – article 2(48)) ou du chapitre IX qui traite des associations de protection sociale des travailleurs (WWA), et donc de la protection contre la discrimination antisyndicale (membres du personnel de surveillance et de garde ou de sécurité, chauffeurs, assistants habilités, assistants cryptographiques, employés occasionnels, employés de cuisine ou de préparation alimentaire et travailleurs occupant des postes administratifs (article 93), de même que les travailleurs exerçant des fonctions de gestion (article 115(2)); le pouvoir étendu du président exécutif de statuer sur la légitimité du transfert ou de la cessation de service d'un représentant d'une WWA (article 121(3)-(4)); exception générale à la protection contre la discrimination antisyndicale (article 121(2), paragr. 2); absence de mesures spécifiques pour remédier aux actes de discrimination antisyndicale sauf dans le cas des fonctionnaires de la WWA couverts par l'article 121; sanctions suffisamment dissuasives pour pratiques de travail déloyales – maximum 600 dollars E.-U. (article 151(1)) et pour discrimination antisyndicale pendant un conflit du travail – maximum 120 dollars E.-U. (article 157). La commission note également, selon l'indication du gouvernement dans son rapport supplémentaire, qu'un comité sera formé pour traiter la question de toute modification de l'ELA, et que les mesures nécessaires seront prises pour donner suite à ses recommandations. Le gouvernement indique également que l'Autorité de la zone est ouverte aux bonnes propositions, aux conseils et à l'assistance technique de l'OIT, afin d'améliorer encore ses programmes de formation et de renforcer les droits des travailleurs dans les ZFE. **Prenant bonne note du fait que l'ELA a été adoptée en février 2019, mais observant que les dispositions susmentionnées doivent encore être modifiées pour assurer leur conformité avec la convention, la commission s'attend à ce que le débat sur la révision de l'ELA se poursuive dans un avenir proche, en consultation avec les partenaires sociaux, afin de traiter les questions susmentionnées de manière constructive, pour garantir à tous les travailleurs couverts par la convention une protection adéquate contre tout acte de discrimination antisyndicale. La commission veut croire que le gouvernement sera en mesure de rendre compte des progrès réalisés à cet égard.**

Enfin, la commission prend note avec **préoccupation** des allégations de la CSI faisant état de pratiques antisyndicales généralisées dans le pays, comme en témoigne le licenciement de 36 travailleurs dans deux usines des ZFE en avril 2019, après des tentatives infructueuses de négociation collective. **La commission prie le gouvernement de répondre à ces allégations.**

Articles 2 et 3. Absence de protection légale contre les actes d'ingérence dans la BLA et l'ELA. La commission a précédemment souligné l'importance de prévoir des dispositions explicites dans la BLA pour assurer une protection complète contre les actes d'ingérence. Tout en notant l'accent mis par le gouvernement sur les amendements de 2018 à la BLA et en notant que les articles 195(1)(g) et 202(13) interdisent l'ingérence de l'employeur dans la conduite des élections d'un agent de négociation collective et que la règle 187(2) de la Réglementation du travail du Bangladesh (BLR) interdit toute ingérence dans

les élections des représentants des travailleurs aux comités de participation, la commission constate que ces dispositions ne couvrent pas l'ensemble des actes d'ingérence interdits par l'article 2 de la convention, tels que les actes visant à promouvoir la création d'organisations de travailleurs dominées par un employeur, à soutenir des organisations de travailleurs par des moyens financiers ou autrement dans le dessein de les placer sous le contrôle d'un employeur ou d'une organisation d'employeurs, à exercer des pressions en faveur ou à l'encontre d'une organisation de travailleurs, etc. De même, tout en notant que l'ELA contient certaines dispositions interdisant les actes d'ingérence (art. 115(1)(f) et 116(3)), la commission observe qu'elles ne couvrent pas tous les actes d'ingérence interdits par l'article 2 de la convention. **La commission prie par conséquent le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour élargir la portée actuelle de la protection de la BLA et de l'ELA contre les actes d'ingérence, afin de garantir que les organisations de travailleurs et d'employeurs soient effectivement protégées contre tous les actes d'ingérence tant en droit que dans la pratique. La commission veut croire que, dans l'intervalle, des efforts seront déployés pour faire en sorte que, dans la pratique, les organisations de travailleurs et d'employeurs soient protégées contre tout acte d'ingérence de la part de l'autre partie.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. La commission avait précédemment prié le gouvernement de l'informer de l'application pratique de l'article 202A(1) de la BLA, qui prévoit l'assistance d'experts pour la négociation collective. Elle prend note de l'explication du gouvernement selon laquelle il n'existe actuellement pas de procédure uniforme pour le recours à des experts en matière de négociation collective, mais que la question pourrait être examinée lors de la révision de la BLR, que sur neuf conventions collectives conclues au niveau national et sept au niveau sectoriel entre 2017 et 2019, le soutien d'experts a été utilisé dans cinq cas et que l'assistance d'experts facilite la prise en toute confiance des décisions relatives aux conventions collectives.

La commission a également prié le gouvernement de veiller à ce que la règle 4 de la BLR, qui confère à l'inspecteur général un pouvoir entièrement discrétionnaire quant à la rédaction des règles de service et à la détermination de leur conformité à la loi, ne soit pas utilisée pour limiter la négociation collective et elle l'a prié en outre de fournir des informations sur l'application pratique de la règle 202, qui interdit certaines activités syndicales de façon telle qu'elle pourrait porter atteinte au droit à la liberté syndicale et à la négociation collective. En ce qui concerne la règle 4, le gouvernement déclare que la direction des usines établit les règles de service en collaboration avec les syndicats et qu'en cas d'objection, des réunions tripartites sont organisées pour traiter l'objection et ce n'est qu'ensuite que le DIFE vérifie la conformité des règles de service avec la loi, sans entraver ainsi la négociation collective. Le gouvernement indique également que la modification de la règle 202 peut être discutée lors de la prochaine révision de la BLR. **La commission encourage le gouvernement à envisager de modifier l'article 202 du Règlement, en consultation avec les partenaires sociaux, lors de la prochaine révision de la BLR, afin de s'assurer qu'il n'empiète pas indûment sur le droit à la négociation collective.**

Négociation collective de niveau supérieur. La commission a précédemment demandé au gouvernement d'envisager de modifier les articles 202 et 203 de la BLA afin de fournir une base juridique claire pour la négociation collective aux niveaux sectoriel, industriel et national et de continuer à fournir des statistiques sur le nombre de conventions collectives de niveau supérieur conclues. Tout en prenant note des modifications apportées à l'article 202 de la BLA, la commission constate que celles-ci ne répondent pas à ses préoccupations antérieures concernant l'absence d'une base juridique pour la négociation collective à un niveau supérieur. Elle prend note des statistiques fournies par le gouvernement sur le nombre de conventions collectives conclues, le nombre de travailleurs couverts et les secteurs auxquels elles se rapportent, mais note que ces conventions collectives semblent avoir été conclues au niveau de l'entreprise et non au niveau sectoriel ou national. Elle rappelle à cet égard la nécessité d'assurer que la négociation collective est possible à tous les niveaux, tant au niveau national qu'au niveau des entreprises. Elle doit aussi être possible pour les fédérations et les confédérations (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 222). **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie le gouvernement d'envisager, en consultation avec les partenaires sociaux, de réviser encore les articles 202 et 203 de la BLA afin de fournir une base juridique claire pour la négociation collective aux niveaux industriel, sectoriel et national. Constatant que les informations fournies par le gouvernement manquent de certains éléments précédemment demandés, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des statistiques sur le nombre de conventions collectives de niveau supérieur conclues et en vigueur (aux niveaux sectoriel et national), les secteurs concernés et le nombre de travailleurs couverts par ces conventions, ainsi que sur toute mesure supplémentaire prise pour promouvoir le développement et la pleine utilisation des mécanismes de négociation collective prévus par la convention.**

Négociation collective dans le secteur agricole. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement en réponse aux observations qu'elle a formulées au titre de la convention (n° 11) sur

le droit d'association (agriculture), 1921, et en particulier du fait que, dans le cadre de négociations bipartites ou tripartites, les syndicats et associations de travailleurs agricoles concluent tous les trois ans des accords avec les employeurs concernant les termes et conditions de travail, les équipements sociaux, les assurances, la sûreté, la sécurité et autres questions. **La commission prie le gouvernement d'indiquer si des statistiques sont disponibles sur le nombre de conventions collectives conclues dans le secteur agricole, le type d'activité concerné et le nombre de travailleurs couverts et, dans l'affirmative, de fournir des précisions à ce sujet. Elle prie également le gouvernement de clarifier le fonctionnement pratique des négociations tripartites dans ce secteur.**

Désignation des agents de négociation collective. Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de fournir des éclaircissements sur les règles exactes imposées à un syndicat pour devenir agent de négociation collective. Elle prend note de l'explication du gouvernement selon laquelle il n'y a pas encore eu de situation où, de tous les syndicats existants, aucun n'a obtenu le pourcentage de voix requis (un tiers du nombre total de travailleurs employés dans l'établissement concerné) et rappelle que la détermination du seuil de représentativité pour désigner un agent exclusif aux fins de la négociation de conventions collectives destinées à être appliquées à tous les travailleurs dans un secteur ou établissement est compatible avec la convention pour autant que les conditions requises ne constituent pas dans la pratique un obstacle à la promotion d'une négociation collective libre et volontaire. La commission souhaite préciser qu'elle ne demande pas au gouvernement de supprimer l'exigence de la majorité d'un tiers pour l'obtention du statut d'agent négociateur exclusif, mais elle rappelle que si aucun syndicat, dans une unité de négociation donnée, n'atteint le seuil de représentativité requis pour pouvoir négocier au nom de tous les travailleurs, les syndicats existants devraient pouvoir négocier, conjointement ou séparément, à tout le moins au nom de leurs propres membres. **La commission prie par conséquent le gouvernement de préciser si, lorsqu'aucun syndicat n'atteint le seuil requis pour être reconnu comme agent de négociation collective exclusif, en vertu de l'article 202 de la BLA, les syndicats existants, conjointement ou séparément, ont la possibilité de négocier collectivement, à tout le moins au nom de leurs propres membres.**

Promotion de la négociation collective dans les zones franches d'exportation. Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur tous les cas dans lesquels le Président exécutif de la BEPZA a rejeté la légitimité d'une WWA et sa capacité d'agir en tant qu'agent de négociation collective, de prendre les mesures nécessaires pour que la désignation des agents de négociation collective dans les ZFE relève de la compétence d'un organe indépendant et de continuer à fournir des statistiques sur le nombre de conventions collectives conclues. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle une WWA enregistrée en vertu de la loi dans une unité industrielle est l'agent de négociation collective pour cette unité industrielle (art. 119 de l'ELA), qu'il n'y a eu jusqu'ici aucun cas de rejet de la légitimité d'une WWA et de sa capacité d'agir en qualité d'agent de négociation collective en vertu de l'alinéa 180(c), et que cette disposition constitue une sauvegarde pour les WWA légitimes et les agents de négociation collective. Prenant bonne note de cette explication, la commission rappelle toutefois que la désignation des agents négociateurs devrait être effectuée par un organe offrant toutes les garanties d'indépendance et d'objectivité. Le gouvernement indique en outre que les 237 WWA élues et enregistrées exercent toutes activement leurs activités en toute liberté et qu'au cours des cinq dernières années, elles ont présenté 521 cahiers de revendications, qui ont toutes été négociées avec succès, et des conventions collectives ou protocoles d'accord ont été signés. **Se félicitant de l'engagement pris par le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour tenir des statistiques annuelles à cet égard, la commission le prie de continuer à communiquer des statistiques sur le nombre de conventions collectives conclues et en vigueur dans les ZFE, les secteurs concernés et le nombre de travailleurs couverts par ces conventions ainsi que sur toute mesure supplémentaire prise pour promouvoir le développement et la pleine utilisation des mécanismes de négociation collective prévus par la convention, ainsi que des exemples de conventions. Elle prie le gouvernement de s'efforcer de modifier à nouveau l'article 180 de l'ELA, en consultation avec les partenaires sociaux, pour faire en sorte que la désignation des agents de négociation collective dans les ZFE relève de la compétence d'un organe indépendant tel que le Département du travail. La commission prie également le gouvernement de clarifier les implications pratiques de l'article 117(2), qui ne permet aucune poursuite devant un tribunal civil aux fins de l'exécution ou du recouvrement de dommages-intérêts pour violation d'un accord.**

Arbitrage obligatoire dans la BLA et l'ELA. La commission accueille favorablement l'indication du gouvernement, en réponse à sa demande antérieure, selon laquelle la modification proposée à l'article 210(10) de la BLA qui permettrait à un conciliateur de renvoyer un conflit du travail à un arbitre même si les parties n'en conviennent pas n'a finalement pas été incluse dans la BLA modifiée. La commission observe toutefois que la BLA permet le renvoi unilatéral d'un conflit du travail devant le tribunal du travail de la zone franche d'exportation, ce qui pourrait donner lieu à un arbitrage obligatoire (art. 131, paragr. (3) à (5), et art. 132, lus conjointement avec l'art. 144(1)). **Rappelant que l'arbitrage**

obligatoire n'est acceptable que pour les fonctionnaires publics chargés de l'administration de l'État (article 6 de la convention), ou des services essentiels au sens strict du terme ou en cas de crise nationale aiguë, la commission s'attend à ce que, lors de la prochaine révision de l'ELA, le gouvernement traite cette question de manière constructive, en consultation avec les partenaires sociaux.

Articles 4 et 6. *Négociation collective dans le secteur public.* La commission a précédemment demandé au gouvernement de préciser quelles catégories spécifiques de travailleurs du secteur public peuvent négocier collectivement, d'indiquer les critères sur la base desquels ce droit est reconnu et de fournir des exemples de conventions collectives conclues dans le secteur public. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il existe 408 syndicats dans le secteur public, y compris dans diverses sociétés sectorielles, sociétés municipales et municipalités, autorités portuaires, conseils de l'enseignement secondaire et supérieur, conseils d'aménagement hydraulique, secteurs de l'énergie, diverses banques et institutions financières, secteurs électriques, usines de jute et raffineries de sucre. **Observant que la réponse du gouvernement fait référence au droit de former des syndicats sans indiquer si, dans les différents secteurs mentionnés, ces organisations ont le droit d'entreprendre la négociation collective, la commission prie le gouvernement d'indiquer si tel est effectivement le cas et, dans l'affirmative, de fournir des exemples de conventions collectives conclues dans le secteur public.**

La commission prend note en outre de la déclaration du gouvernement selon laquelle seul le personnel des organisations autonomes a le droit de former des syndicats et non les cadres, et que ni les cadres ni le personnel des organisations du secteur public autres que les organisations autonomes publiques n'ont le droit de former des syndicats. La commission rappelle à cet égard que, conformément à l'article 6, seuls les fonctionnaires chargés de l'administration de l'État peuvent être exclus du champ d'application de la convention et qu'une distinction doit donc être faite entre, d'une part, ce type de fonctionnaires et, d'autre part, toute autre personne employée par le gouvernement, par des entreprises publiques ou par des institutions publiques autonomes, qui devrait bénéficier des garanties prévues par la convention (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 172). **La commission prie par conséquent le gouvernement de fournir la liste de services ou d'entités du secteur public où la négociation collective n'est pas autorisée. Pour les organisations autonomes du secteur public où la négociation collective est autorisée, elle le prie d'indiquer les critères utilisés pour opérer une distinction entre le personnel et les cadres aux fins de la négociation collective.**

Enfin, la commission note, d'après l'indication du gouvernement dans son rapport supplémentaire, que le secteur de l'habillement, qui dépend de l'exportation, se trouve dans une situation critique en raison de la pandémie de COVID-19. Le gouvernement indique également, que pour faire respecter les droits des travailleurs, le ministère du Travail et de l'Emploi a élaboré une feuille de route en consultation avec les partenaires tripartites, mais qu'à cause de la pandémie actuelle, la mise en œuvre de beaucoup de ces initiatives a été retardée ou ralentie, notamment en ce qui concerne la réforme du travail. **Tout en prenant dûment note de l'impact de la pandémie actuelle de COVID-19 sur l'économie du pays, en particulier dans le secteur de l'habillement, ainsi que sur les efforts du gouvernement pour poursuivre la réforme du travail, la commission souligne que la négociation collective est un bon moyen de parvenir à des solutions équilibrées et durables en temps de crise. La commission exprime le ferme espoir que, dans la mesure du possible, des progrès significatifs seront réalisés dans un avenir très proche pour mettre la législation et la pratique en conformité avec la convention, et rappelle au gouvernement qu'il peut solliciter l'assistance technique du Bureau, s'il le souhaite, pour faciliter le dialogue tripartite national en l'aidant à déterminer d'autres domaines dans lesquels des progrès sont nécessaires.**

Barbade

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1967)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 10 septembre 2014, à propos des questions examinées ci-après, ainsi que d'autres allégations de violations de la convention contenues dans la loi. **La commission prie le gouvernement de formuler ses commentaires à cet égard.** La commission prend également note des observations à caractère général formulées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE), reçues le 1^{er} septembre 2016.

La commission rappelle que, depuis 1998, elle prie le gouvernement de transmettre des informations sur les éléments nouveaux concernant le processus de révision de la législation sur la reconnaissance des syndicats. Elle note que le gouvernement indique qu'aucun élément nouveau n'est survenu dans le processus de révision de la législation sur la reconnaissance des syndicats et que plusieurs observations formulées par la CSI portent sur des questions relatives à l'enregistrement des syndicats. **Espérant être en mesure d'observer un progrès dans un avenir proche, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout élément**

nouveau concernant le processus de révision de la législation et elle rappelle qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du BIT en la matière.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Bélarus

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1956)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) et du Congrès des syndicats démocratiques du Belarus (BKDP), reçues respectivement les 16 et 30 septembre 2020, et examinées par la commission ci-après, en même temps que de la réponse du gouvernement à leur sujet.

Suivi des recommandations de la Commission d'enquête nommée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

Libertés civiles et droits syndicaux. La commission prend note, d'après les allégations de la CSI et du BKDP, de l'extrême violence exercée pour réprimer des manifestations et des grèves pacifiques, ainsi que de la détention, de l'emprisonnement et de la torture de travailleurs pendant leur détention, à la suite de l'élection présidentielle d'août 2020. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que les élections qui se sont tenues en août 2020 avaient soulevé des rivalités, des passions et des réactions que le pays n'avait jamais connues auparavant. Le gouvernement indique en outre que, suite au comptage des voix, les tensions politiques alimentées par l'extérieur ont entraîné une série de protestations et de manifestations organisées en violation de la législation en vigueur et visant à déstabiliser le pays. Le gouvernement souligne que l'exercice des droits et libertés, notamment de la liberté de rassemblement, de réunion, de cortèges, de manifestations et de grève doit être pacifique, respecter la loi du pays et ne pas enfreindre la loi, les droits et intérêts légitimes des autres, ni menacer la sécurité publique et nationale. Le gouvernement souligne aussi que les actes de protestation menés par certains citoyens pour exprimer leur désaccord avec les résultats des élections présidentielles étaient de nature purement politique, qu'ils avaient été organisés sans tenir compte de la législation pertinente et qu'ils n'étaient pas toujours pacifiques. Au cours de ces actions, plusieurs infractions ont été relevées, telles que des actes de résistance aux demandes légitimes des fonctionnaires d'application des lois, associés à des agressions, à l'usage de la violence, à des dommages provoqués aux transports publics, à un blocage de la circulation, et à des dommages aux infrastructures. Le gouvernement indique que la majorité des personnes signalées par le BKDP avaient été responsables d'avoir organisé et /ou participé activement à des actes de protestation illégaux ou appelé à la participation à de tels actes. Le gouvernement estime que l'arrestation de personnes responsables d'actes illégaux ne peut être assimilée à une persécution des travailleurs et des syndicalistes pour exercice de leurs droits et libertés civils, y compris des droits de participer à des actes de protestation pacifiques et à des grèves légales. Le statut de travailleur ou de dirigeant syndical ne doit pas créer des avantages ou des immunités supplémentaires.

La commission prend note de la déclaration de la Haute-Commissaire aux droits de l'homme au cours de la réunion intersession du Conseil des droits de l'homme sur la situation au Bélarus du 4 décembre 2020, dans laquelle elle souligne que le contrôle et l'analyse des manifestations depuis le 9 août 2020 étaient dans leur grande majorité pacifiques. La commission se déclare **profondément préoccupée** par les allégations graves soumises par la CSI et le BKDP et par la détérioration continue de la situation des droits de l'homme dans le pays, en particulier, à l'égard du droit de réunion pacifique, comme noté par la Haute-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies lors de sa réunion la plus récente susvisée. La commission rappelle que la participation pacifique à des grèves ou à des manifestations ne doit pas donner lieu à des arrestations ou à des détentions. Nul ne devrait pouvoir être privé de liberté ni faire l'objet de sanctions pénales pour le simple fait d'avoir organisé une grève, des réunions publiques ou des cortèges pacifiques, ou d'y avoir participé. La commission rappelle la résolution de la Conférence internationale du Travail (CIT) de 1970 concernant les droits syndicaux et leurs relations avec les libertés civiles, qui souligne que les droits conférés aux organisations de travailleurs et d'employeurs se fondent sur le respect des libertés civiles, et que l'absence des libertés civiles enlève toute signification au concept des droits syndicaux. Parmi ces libertés essentielles à l'exercice normal des droits syndicaux figurent la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de réunion, la protection contre toute arrestation et détention arbitraires, et le droit à un jugement équitable par un tribunal indépendant et impartial. La commission renvoie à la recommandation 8 de la Commission d'enquête sur le Bélarus, qui a estimé qu'une protection adéquate, voire l'immunité, contre toute mesure de détention administrative doit être garantie aux

responsables syndicaux dans l'exercice de leurs fonctions ou de leurs libertés publiques (liberté d'expression, liberté de réunion, etc.). **La commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour donner suite à cette recommandation de la Commission d'enquête, afin de prévenir les violations des droits de l'homme et pour assurer le plein respect des droits et libertés des travailleurs. La commission prie aussi instamment le gouvernement de prendre des mesures pour faire libérer tous les syndicalistes encore en détention et d'abandonner toutes les charges découlant de la participation à des manifestations pacifiques et à des actions revendicatives. La commission prie aussi le gouvernement de communiquer des copies des décisions pertinentes de justice qui se prononcent en faveur de la détention et de l'emprisonnement de travailleurs et de syndicalistes et de transmettre une liste des personnes concernées**

Concernant les cas signalés de violences à l'endroit de travailleurs qui participaient à ces manifestations, la commission, **regrettant profondément** que le gouvernement ne fournisse aucune information à ce sujet, rappelle qu'il incombe au gouvernement de garantir un climat exempt de violence, de menace ou de pression à l'égard des travailleurs qui manifestent pacifiquement. **La commission prie instamment le gouvernement d'enquêter sans délai sur tous les cas d'intimidation ou de violence physique présumés en ouvrant une enquête judiciaire indépendante, afin de faire la lumière sur les faits et les circonstances entourant ces actes, et d'identifier les responsables, de punir les coupables et d'empêcher ainsi que des événements similaires ne se reproduisent. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur toutes les mesures prises à cette fin. Par ailleurs et en référence aux recommandations de la Commission d'enquête, la commission souligne la nécessité d'assurer un système judiciaire et une administration de la justice impartiaux et indépendants pour veiller à ce que les enquêtes sur ces graves allégations soient menées de manière véritablement indépendante, neutre, objective et impartiale.**

La commission rappelle que dans son commentaire précédent, elle a noté que les activités visant à donner suite aux recommandations de la Commission d'enquête se sont poursuivies dans le pays, en collaboration avec l'OIT. À cet égard, la commission a pris note qu'un cours de formation sur les normes internationales du travail à l'intention des juges, avocats et enseignants du droit a eu lieu à Minsk en juin 2017 et qu'une conférence tripartite intitulée «Tripartisme et dialogue social dans le monde du travail» s'est tenue à Minsk le 27 février 2019. La commission rappelle qu'elle avait précédemment noté qu'une réunion tripartite sur le règlement des différends tenue en 2016 avait fait ressortir un consensus sur la nécessité de continuer à collaborer à la mise en place d'un système solide et efficace de règlement des différends, permettant de traiter les conflits du travail individuels, collectifs et syndicaux. La commission a pris note avec regret de l'indication du BKDP selon laquelle les activités de mise au point d'un tel mécanisme ont été complètement négligées. **La commission prie à nouveau le gouvernement de faire part de ses commentaires à ce sujet et l'invite à continuer de profiter de l'assistance technique du BIT à cet égard.**

Article 2 de la convention. Droit de constituer des organisations de travailleurs. La commission rappelle que dans ses observations précédentes, elle a prié instamment le gouvernement d'évaluer, dans le cadre du Conseil tripartite pour l'amélioration de la législation dans le domaine social et du travail (ci-après, le Conseil tripartite), les mesures nécessaires pour garantir que le problème de l'adresse légale ne soit plus un obstacle à l'enregistrement d'un syndicat dans la pratique. La commission rappelle qu'elle avait demandé au gouvernement de communiquer ses commentaires au sujet des allégations du BKDP et de la CSI sur les cas de refus d'enregistrer les structures syndicales du syndicat libre de Bélarus (SPB) et du syndicat du Bélarus des travailleurs du secteur électronique et de la radio (syndicat REP) à Orsha et Bobruisk. La commission note que, d'après l'indication du gouvernement, l'obligation de fournir une confirmation de l'adresse légale ne constitue pas un obstacle à l'enregistrement des syndicats et qu'il n'y avait eu aucun cas de refus d'enregistrement de syndicats ou de confédérations en 2019 et durant les neuf premiers mois de 2020. En ce qui concerne le refus d'enregistrer un syndicat primaire REP à Bobruisk, le gouvernement confirme que le 5 juillet 2019, la commission exécutive de la ville de Bobruisk a décidé de refuser l'enregistrement du syndicat primaire, étant donné que ses membres n'étaient pas liés par des intérêts communs du fait de la nature de leur travail, comme requis par l'article 1 de la loi sur les syndicats. Le gouvernement souligne que la pertinence et la validité de cette condition a été confirmée au cours d'une réunion du 30 avril 2009 du conseil tripartite. Ainsi, selon le gouvernement, les mesures prises par le syndicat REP pour établir les prétendues organisations primaires de la ville, qui rassemblent des citoyens sans aucun lien avec une organisation, un secteur ou une profession quelconque, ne répondent pas aux prescriptions de la loi sur les syndicats. Parmi les autres motifs justifiant la décision de refuser l'enregistrement figuraient l'absence de décision de la part d'un organisme syndical autorisé de créer une structure organisationnelle et d'autres défauts dans les documents soumis à l'enregistrement. La décision du comité exécutif de la ville de Bobruisk n'avait pas été attaqué devant la justice. La commission note qu'une explication similaire a été fournie par le gouvernement concernant le refus d'enregistrer un syndicat primaire à Orsha. Le gouvernement souligne qu'un refus d'enregistrement n'équivalait pas à une

interdiction de constituer un syndicat ou sa structure organisationnelle, une fois que les défauts étaient supprimés, et les documents nécessaires à l'enregistrement pouvaient à nouveau être soumis. La commission rappelle qu'elle avait précédemment pris note de la décision concernant la condition de l'article 1 de la loi sur les syndicats, acceptée par tous les membres de la réunion tripartite du 30 avril 2009.

En ce qui concerne la demande antérieure de la commission de soumettre la discussion de la question de l'enregistrement des syndicats par le Conseil tripartite, la commission note, d'après l'indication du gouvernement, que la possibilité d'appliquer la proposition de la commission peut être envisagée lorsque le Conseil tripartite reprendra ses travaux une fois que la situation épidémiologique dans le pays s'améliorera. Le gouvernement souligne, cependant, que les commentaires de la commission d'experts sont disponibles au grand public et que les membres du Conseil tripartite peuvent librement les consulter et, si nécessaire, inscrire les commentaires de la commission à l'ordre du jour du Conseil tripartite. Le gouvernement réitère que l'ordre du jour des réunions est fixé sur la base des propositions des parties et des organisations représentées au Conseil, compte tenu de la pertinence des questions soulevées, et avec l'accord des membres du Conseil. À cette fin, les informations devraient être soumises au secrétariat du Conseil (ministère du Travail et de la Protection sociale), en expliquant pourquoi cette question particulière est problématique et mérite d'être examinée par le Conseil. Le gouvernement indique qu'en 2016-2020, aucune soumission n'a été faite aux fins de discuter des questions relatives à la condition de l'adresse légale. **La commission s'attend à ce que le gouvernement, en tant que membre du Conseil tripartite, soumette dans les meilleurs délais les commentaires de la commission sur la question de l'enregistrement pour examen par le Conseil à l'une de ses réunions. La commission prie le gouvernement de l'informer de l'issue des discussions à ce sujet.**

La commission constate avec **préoccupation** que, lors de sa rencontre télévisée avec le Président de la Fédération des syndicats du Bélarus (FSB), le Président Loukachenko a demandé instamment que des syndicats soient constitués dans toutes les entreprises privées d'ici à la fin 2020, sous peine de liquidation des entreprises privées qui n'auraient pas formé de syndicats comme le demandait la FSB. Dans ses remarques, le Président a souligné que l'État était en faveur des syndicats du FSB. La commission rappelle que l'objectif principal de la convention n° 87 est de protéger l'autonomie et l'indépendance des organisations de travailleurs et d'employeurs par rapport aux pouvoirs publics, tant dans leur constitution que dans leur fonctionnement et leur dissolution (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 55). La commission considère que l'esprit de la convention n° 87 exige que les autorités traitent tous les syndicats avec impartialité, qu'ils soient ou non critiques à l'égard des politiques sociales et économiques menées par le gouvernement national ou les autorités régionales, et s'abstiennent d'exercer des représailles contre des activités syndicales légitimes. Une déclaration par une haute autorité publique qui favoriserait un syndicat par rapport à un autre, voire profiterait de son pouvoir pour créer des syndicats au sein d'une fédération syndicale en particulier porte atteinte au droit des travailleurs de constituer des organisations de leur choix et de s'y affilier.

La commission rappelle que, selon la résolution concernant l'indépendance du mouvement syndical, adoptée en 1952 par la Conférence internationale du Travail, l'existence d'un mouvement syndical stable, libre et indépendant est une condition indispensable à l'établissement de bonnes relations professionnelles et qu'il est indispensable de préserver, dans chaque pays, la liberté et l'indépendance du mouvement syndical afin de mettre ce dernier en mesure de remplir sa mission économique et sociale indépendamment des changements politiques qui peuvent survenir. Lorsqu'ils s'efforcent d'obtenir la collaboration des syndicats pour l'application de leur politique économique et sociale, les gouvernements devraient avoir conscience que la valeur de cette collaboration dépend dans une large mesure de la liberté et de l'indépendance du mouvement syndical, considéré comme facteur essentiel pour favoriser le progrès social, et ils ne devraient pas chercher à transformer le mouvement syndical en un instrument politique qu'ils utiliseraient pour atteindre leurs objectifs politiques. Ils ne devraient pas non plus essayer de s'immiscer dans les fonctions normales d'un syndicat.

La commission prie instamment le gouvernement de s'abstenir de favoriser un syndicat en particulier et de cesser immédiatement de s'ingérer dans la constitution d'organisations syndicales. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toutes les mesures prises à cette fin.

Articles 3, 5 et 6. *Droits des organisations de travailleurs, y compris les fédérations et les confédérations, d'organiser leurs activités. Législation.* La commission rappelle que la Commission d'enquête avait demandé au gouvernement de modifier le décret présidentiel n° 24 du 28 novembre 2003 sur la réception et l'utilisation de l'aide gratuite de l'étranger. Elle rappelle en outre qu'elle avait estimé que les modifications devraient viser à abolir les sanctions imposées aux syndicats (dissolution d'une organisation) pour une violation unique du décret et à élargir le champ des activités pour lesquelles l'aide financière étrangère peut être utilisée afin d'y inclure les manifestations organisées par les syndicats. La commission rappelle que le décret n° 24 avait été remplacé par le décret présidentiel n° 5 du 31 août 2015 sur l'aide accordée à titre gracieux par des étrangers et par le règlement d'application qui en découle

concernant les procédures de réception, d'enregistrement et d'utilisation de l'aide reçue, le contrôle de sa réception et de l'utilisation prévue, et l'enregistrement des programmes humanitaires auxquelles elle est destinée. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la législation nationale n'interdit pas aux syndicats de recevoir une aide accordée à titre gracieux par des entités étrangères, ce qui inclut les organisations syndicales internationales. En outre, la législation définit les objectifs et les conditions d'utilisation de l'aide accordée à titre gracieux par des entités étrangères et dispose que cette aide doit être enregistrée conformément à la procédure établie qui, selon le gouvernement, est simple et rapide. Le gouvernement indique que le décret n° 5 a été remplacé par le décret n° 3 du 25 mai 2020. La commission note avec **regret** que, comme par le passé, en vertu des décrets nos 24 et 5, l'aide accordée à titre gracieux ne peut être utilisée pour organiser ou tenir des assemblées, des rassemblements, des marches, des manifestations, des piquets de grève ou des grèves, ni pour produire ou distribuer du matériel électoral, organiser des séminaires ou mener d'autres activités visant à faire de la «propagande politique ou de la propagande de masse auprès de la population», et que toute violation du règlement est passible de dissolution de l'organisation. La commission prend note des précisions données par le gouvernement à ce sujet selon lesquelles l'interdiction de recevoir et d'utiliser des dons accordés par une entité étrangère pour mener des activités de propagande politique et de propagande de masse auprès de la population découle de la nécessité de préserver la sécurité nationale et d'exclure toute possibilité que des forces extérieures (d'autres États ou des organisations, des associations ou des fondations internationales, ou d'autres entités) exercent une influence néfaste et des pressions visant à déstabiliser la situation sociopolitique et socio-économique du pays. Le gouvernement souligne que cette procédure s'applique à toutes les personnes morales, y compris aux syndicats et que, par ailleurs, aucune affaire dans laquelle un syndicat se serait vu refuser le droit de recevoir une aide accordée à titre gracieux par une entité étrangère et aucun cas de dissolution de syndicat prononcée pour violation de la procédure régissant l'utilisation de ce type d'aide n'ont été recensés. Toujours à ce propos, le gouvernement considère injustifié le lien qui est fait entre la question de la procédure régissant la réception de l'aide accordée à titre gracieux par une entité étrangère avec les articles 5 et 6 de la convention.

Tout en prenant note de ce qui précède, la commission fait observer que, si elle est appliquée aux activités des syndicats, la formule vague «propagande politique et propagande de masse auprès de la population» risque d'entraver l'exercice des droits syndicaux étant donné qu'il est inévitable et parfois normal que les syndicats prennent position sur des questions dont les aspects politiques ont des incidences sur leurs intérêts socio-économiques, ainsi que sur des questions purement économique ou sociales. S'agissant du lien qui est établi avec les articles 5 et 6 de la convention, la commission attire l'attention du gouvernement sur le paragraphe 624 du rapport de la commission d'enquête, dans lequel on peut lire que le droit reconnu par ces articles «implique le droit de bénéficier des liens qui peuvent avoir été noués avec une organisation internationale de travailleurs ou d'employeurs. Une législation qui interdit à un syndicat national ou une organisation nationale d'employeurs d'accepter une aide financière venant d'une organisation internationale de travailleurs ou d'employeurs, à moins que cette aide n'ait été approuvée par le gouvernement, et qui permet d'interdire une organisation s'il est avéré qu'elle a reçu une telle aide sans l'autorisation prescrite n'est pas conforme à ce droit. Bien qu'il n'y ait pas eu d'allégations spécifiques concernant l'application pratique [du] décret, la commission rappelle les conclusions [des] organes de contrôle selon lesquelles l'autorisation préalable [...] [qui doit être obtenue pour] pouvoir bénéficier d'une aide gratuite de l'étranger et les restrictions [imposées] à l'utilisation de cette aide sont incompatibles avec le droit des organisations d'employeurs et de travailleurs d'organiser leurs propres activités et de bénéficier de l'assistance que peuvent leur apporter des organisations internationales de travailleurs et d'employeurs.»

En outre, à cet égard, la commission rappelle que la commission d'enquête avait demandé au gouvernement de modifier la loi sur les actions collectives. Elle rappelle qu'en vertu de cette loi, qui établit une procédure pour les manifestations collectives, la demande d'organisation d'une manifestation doit être présentée à l'organe exécutif et administratif local. Bien que la décision de cet organe puisse faire l'objet d'un recours en justice, la loi n'énonce pas clairement les motifs pour lesquels une demande peut être rejetée. Un syndicat qui enfreint la procédure d'organisation et de tenue de manifestations collectives peut, en cas de dommage grave ou de préjudice substantiel aux droits et intérêts légaux d'autres citoyens et organisations, être dissous pour cette seule infraction. Dans ce contexte, le terme «infraction» s'entend des éléments suivants: l'arrêt temporaire des activités de l'organisation ou la perturbation de la circulation, le décès ou les dommages corporels causés à une ou plusieurs personnes, ou les dégâts dépassant 10 000 fois une valeur à établir à la date du fait incriminé. La commission avait prié le gouvernement de modifier la législation, en particulier en abolissant les sanctions imposées aux syndicats ou aux syndicalistes pour une violation unique de la loi et en établissant des motifs clairs pour le refus des demandes de tenir des manifestations syndicales collectives, sans perdre de vue que cette restriction devrait être conforme aux principes de la liberté syndicale.

Dans ses observations précédentes, la commission a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle la loi sur les actions collectives a été modifiée le 26 janvier 2019. Le gouvernement a indiqué que la loi révisée énonce un certain nombre de mesures et de conditions supplémentaires qui doivent être respectées par les organisateurs afin d'assurer l'ordre public et la sécurité publique pendant les manifestations collectives. La commission a noté avec un profond regret que la loi sur les actions collectives n'a pas été modifiée dans le sens de ses précédentes demandes. Elle a également noté avec préoccupation l'allégation du BKDP selon laquelle les partenaires sociaux n'ont pas été consultés pour les modifications de la loi. La commission a pris également note de l'indication du BKDP selon laquelle parmi les nouveautés de la loi figure la procédure de notification des actions de rue, qui s'applique aux manifestations collectives devant être organisées dans des «lieux fixes» désignés comme tels par les autorités locales. Ainsi, selon le BKDP, le format d'un événement est imposé aux organisateurs, car les rassemblements et les piquets de grève sont possibles sur les places désignées comme «lieux fixes», ce qui n'est pas le cas des cortèges et manifestations. La commission a prié le gouvernement de lui faire part de ses commentaires à ce sujet.

La commission prend note de l'explication du gouvernement qui fait valoir qu'une violation de la procédure régissant l'organisation et la tenue d'une manifestation collective peut comporter un risque de grave menace pour l'ordre public, raison pour laquelle la législation nationale prévoit certaines sanctions, notamment la dissolution d'une organisation en cas de violation, lorsque la manifestation collective débouche sur des dommages graves ou des préjudices substantiels causés aux droits et intérêts légitimes d'autres citoyens et organisations. Le gouvernement souligne que ces dispositions ne doivent pas être interprétées comme ayant pour finalité de dissuader les citoyens et les syndicats d'exercer leur droit à liberté de réunion pacifique. Le gouvernement ajoute que la décision de mettre fin aux activités d'une organisation ne peut être prise que par la Cour suprême. Il précise qu'à ce jour, aucune décision prononçant la dissolution d'un syndicat pour violation de la procédure relative à l'organisation et à la tenue des manifestations collectives n'a encore été rendue.

Pour ce qui est des renseignements fournis par le BKDP selon lesquels l'introduction de procédures de notification de l'organisation et de la tenue de manifestations collectives dans des lieux fixes revient à imposer un certain format aux organisateurs de manifestations collectives, le gouvernement souligne que les organisateurs sont libres de déterminer eux-mêmes le format des manifestations qu'ils planifient. Ainsi, si le format prévu fait que la manifestation peut se tenir dans l'un des lieux fixes expressément désignés comme tels, les organisateurs peuvent recourir à la procédure de notification. Dans le cas contraire, les organisateurs doivent obtenir une autorisation pour organiser la manifestation collective. La disposition en question ne vise pas à limiter la liberté des organisateurs de choisir le format de la manifestation ; elle a pour objectif d'éliminer les ingérences excessives des organes publics dans ce processus et, partant, de mettre en place des garanties supplémentaires permettant aux citoyens d'exercer leur droit de réunion. En outre, certaines restrictions des libertés et droits individuels constituent une forme de protection juridique de la sécurité et de l'ordre publics, de la moralité, de la santé publique et des droits et libertés d'autrui. En conséquence, le gouvernement estime que la législation en vigueur est conforme aux principes de liberté syndicale et de liberté de réunion.

Tout en prenant note de ce qui précède, la commission rappelle qu'elle avait pris note avec regret de l'adoption par le Conseil des ministres (en application de la loi sur les actions collectives) du règlement relatif à la procédure de paiement des services fournis par les autorités du ministère de l'Intérieur pour la protection de l'ordre public et les dépenses liées aux soins médicaux et aux travaux de nettoyage après une manifestation collective (ordonnance n° 49, entrée en vigueur le 26 janvier 2019). La commission a noté que, en vertu du règlement, une fois qu'une manifestation collective est autorisée, l'organisateur doit conclure des contrats avec les instances locales compétentes des affaires intérieures, les services de santé et les services de nettoyage en ce qui concerne, respectivement, la protection de l'ordre public, les services médicaux et le nettoyage. Le règlement fixe les frais relatifs à la protection des services publics comme suit: trois unités de base – pour un événement auquel participent jusqu'à dix personnes; 25 unités de base – pour un événement auquel participent de 11 à 100 personnes; 150 unités de base – pour un événement auquel participent de 101 à 1 000 personnes; 250 unités de base – pour un événement auquel participent de plus de 1 000 personnes. La commission note que l'unité de base actuelle est fixée à 27 roubles biélorusses (11 dollars des États-Unis). Si l'événement doit avoir lieu dans une zone qui n'est pas un «lieu fixe», les frais ci-dessus seront multipliés par un coefficient de 1,5. En plus des frais susmentionnés, le règlement prévoit les frais des organismes spécialisés (services médicaux et de nettoyage) qui doivent être payés par l'organisateur de la manifestation, notamment: le salaire des employés engagés pour la prestation de services, compte étant tenu de leur catégorie, leur nombre et du temps consacré à la manifestation collective; les primes d'assurance obligatoire; le coût des fournitures et des matériaux, y compris les médicaments, les produits médicaux, les détergents; les dépenses indirectes des organismes spécialisés; les impôts, les redevances et autres versements obligatoires aux budgets républicain et local, prévus par la loi. La commission note avec un **profond regret** que le règlement a été modifié le 3 avril 2020

par l'ordonnance n° 196 du Conseil des ministres et prévoit que l'organisateur doit conclure ces différents contrats avant de déposer la demande d'autorisation d'organiser une manifestation. La commission note avec une **profonde préoccupation** que, selon les dernières observations du BKDP, le nouvel amendement prive les syndicats de la possibilité d'exercer leurs activités publiques.

À la lecture de ces dispositions et de celles qui interdisent l'utilisation de l'aide gratuite de l'étranger pour l'organisation de manifestations collectives, la commission estime que la capacité à réaliser des actions collectives semble extrêmement limitée sinon inexistante dans la pratique. La commission note avec **regret** qu'à ce stade, le gouvernement estime qu'il n'est pas souhaitable de modifier la procédure existante en ce qui concerne la réception et l'utilisation de l'aide gratuite de l'étranger. **La commission prie donc de nouveau instamment le gouvernement de modifier, en consultation avec les partenaires sociaux, la loi sur les actions collectives et le règlement qui l'accompagne dans un avenir très proche, et de fournir des informations sur toutes les mesures prises à cet égard dès que possible. Elle rappelle que les modifications devraient avoir pour but de supprimer les sanctions imposées aux syndicats ou aux syndicalistes pour une violation unique de la législation pertinente; de définir clairement les motifs valables de refus des demandes d'organiser des manifestations syndicales collectives, en gardant à l'esprit le fait que toute restriction de ce type devrait être conforme aux principes de la liberté syndicale; et d'élargir le champ des activités pour lesquelles une aide financière étrangère peut être utilisée. En outre, considérant que le droit d'organiser des réunions et manifestations publiques constitue un aspect important des droits syndicaux, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour abroger l'ordonnance n° 49 du Conseil des ministres, telle que modifiée, qui rend l'exercice de ce droit pratiquement impossible dans la pratique. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur toutes les mesures prises à cette fin et l'invite à solliciter l'assistance technique du BIT à cet égard.**

Application pratique. La commission rappelle qu'elle prend note, depuis plusieurs années, des allégations de refus répétés d'autoriser le BKDP, le BNP et le REP à organiser des manifestations et des réunions publiques et qu'elle avait instamment prié le gouvernement de travailler de concert avec les organisations susmentionnées pour enquêter sur tous les cas présumés de refus d'autoriser la tenue de manifestations et de réunions, et de porter à l'attention des autorités compétentes le droit des travailleurs de participer à des manifestations et réunions pacifiques pour défendre leurs intérêts professionnels. À cet égard, la commission avait noté que, d'après le gouvernement, entre 2016 et 2019, les raisons les plus souvent invoquées pour refuser l'autorisation d'organiser une manifestation collective étaient les suivantes: la demande ne contenait pas les informations requises par la loi; une autre manifestation collective avait lieu au même endroit au même moment; la manifestation devait avoir lieu dans un lieu non autorisé à cette fin; les documents soumis ne précisaient pas l'endroit de la manifestation et la manifestation était annoncée par les médias avant que l'autorisation ne soit donnée. Le gouvernement a indiqué que, lorsqu'une autorisation d'organiser une manifestation collective n'était pas accordée, les organisateurs, après avoir corrigé les lacunes, pouvaient soumettre à nouveau leur demande. Enfin, une décision interdisant la tenue d'une manifestation collective peut faire l'objet d'un recours en justice. Le gouvernement a cité plusieurs exemples où l'autorisation d'organiser de telles actions a été accordée au BKDP. Tout en prenant note de ces informations, la commission a pris également note des allégations du BKDP de 2019 selon lesquelles les autorités exécutives de Minsk, Mogilev, Vitebsk, Zhlobin, Borisov, Gomel, Brest, Novopolotsk avaient refusé d'octroyer l'autorisation de tenir des manifestations collectives et prié le gouvernement de lui faire part de ses commentaires détaillés à ce sujet. La commission note que le gouvernement indique que la décision d'autoriser ou d'interdire une manifestation collective est prise en fonction de la date, du lieu, de l'heure, du nombre de participants, des conditions météorologiques et de plusieurs autres éléments qui ont des incidences directes sur l'ordre et la sécurité publics et que sont pris en compte tant les droits des citoyens à la liberté syndicale et à la liberté de réunion que le principe selon lequel l'intérêt général est prioritaire, principe qui veut que l'exercice des droits ne mette pas à mal l'intérêt de la société et la sécurité publique, ni nuise à l'environnement et aux valeurs historiques et culturelles ni aille à l'encontre des droits et intérêts d'autrui. La commission prend également note des informations détaillées fournies par le gouvernement en réponse aux allégations du BKDP de 2019. Elle note en particulier qu'à l'exception d'un cas dans lequel une autorisation de manifestation collective a été accordée, les autres demandes ont été refusées pour les motifs suivants: la manifestation était prévue dans un lieu qui n'était pas adapté à cette fin; aucune information n'avait été donnée quant à la source de son financement ni aux contrats relatifs aux services de santé et au nettoyage des lieux; la demande ne contenait pas les éléments requis par la loi; une autre manifestation collective était prévue au même endroit à la même heure. La commission observe que, d'après les informations fournies par le gouvernement, il semblerait que l'application de la législation dans la pratique entrave le droit des travailleurs de mener leurs activités sans ingérence. **Compte tenu des difficultés que les syndicats du BKDP ne cessent de rencontrer, la commission prie instamment le gouvernement de se lancer dans une coopération avec les partenaires sociaux, y compris dans le cadre du Conseil tripartite, pour trouver des solutions concrètes aux préoccupations relatives à l'organisation et à la tenue de**

manifestations collectives que les syndicats ont soulevées. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes prises à cet égard et sur l'issue de ces discussions. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations statistiques sur les demandes soumises et les autorisations accordées et refusées, ventilées par centrale syndicale.

La commission rappelle les allégations du BKDP et de la CSI de 2019 concernant les cas de MM. Fedynich et Komlik, dirigeants du syndicat REP, reconnus coupables, en 2018, d'évasion fiscale et d'utilisation de fonds étrangers sans les avoir officiellement enregistrés auprès des autorités comme l'exige la législation en vigueur. Ils ont été condamnés à quatre ans d'emprisonnement avec sursis, à des mesures de restriction des déplacements, à une interdiction d'occuper des postes de direction pendant cinq ans et à une amende de 47 560 roubles biélorusses (plus de 22 500 dollars É.-U. à l'époque). La commission a noté que le Comité de la liberté syndicale examine actuellement les circonstances de ces affaires dans le cadre de son examen des mesures prises par le gouvernement pour donner suite aux recommandations de la Commission d'enquête. À cet égard, la commission a également pris note de l'allégation du BKDP selon laquelle les équipements saisis lors des perquisitions dans les locaux du syndicat REP et du BNP n'avaient pas été restitués à ce jour et prié le gouvernement de fournir des informations sur ce point.

La commission prend note des indications du gouvernement selon lesquelles, d'après la Commission d'enquête, le matériel informatique, les téléphones portables et le reste du matériel saisi au cours des perquisitions au siège administratif du syndicat REP et du BNP ont été restitués à leurs représentants officiels en octobre 2019, à l'exception des disques durs et des clés USB contenant des informations sur les transactions financières et économiques de ces organisations. Les dispositifs de stockage des données n'ont pas été restitués et sont conservés avec le matériel correspondant dans le dossier pénal pour évasion fiscale des dirigeants du syndicat REP, MM. Fedynich et Komlik. Le gouvernement indique que les informations qui y sont contenues seront utilisées pour mener d'autres enquêtes sur de possibles infractions similaires commises par ces individus entre 2012 et 2018, avec l'assistance d'employés du BNP. À cet égard, le bureau de Minsk de la Commission d'enquête de la République du Bélarus a décidé d'une nouvelle inspection fiscale du syndicat REP, inspection qui n'a pas encore eu lieu. À l'issue de cette inspection, l'autorité pénale compétente décidera du sort des dispositifs de stockage d'informations saisis. Tout en prenant note de ces informations, la commission observe que les données contenues dans les dispositifs de stockage auraient pu être copiées et rendues au syndicat, évitant ainsi une situation dans laquelle un syndicat est privé des informations administratives et financières nécessaires à la conduite de ses activités. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'issue d'une nouvelle enquête.**

Droit de grève. La commission rappelle que, depuis un certain nombre d'années, elle prie le gouvernement de modifier les articles 388(3) et 393 du Code du travail relatifs à l'exercice du droit de grève, et de faire en sorte qu'aucune limitation législative ne puisse être imposée à l'exercice pacifique du droit de grève dans l'intérêt des droits et des libertés d'autrui (sauf en cas de crise nationale aiguë ou pour les fonctionnaires exerçant une autorité au nom de l'État, ou pour les services essentiels au sens strict du terme, c'est-à-dire uniquement ceux dont l'interruption mettrait en péril la vie, la sécurité ou la santé personnelle de tout ou partie de la population); l'article 388(4), afin de faire en sorte que les organisations nationales de travailleurs puissent recevoir une aide, y compris financière, d'organisations internationales de travailleurs, même lorsque cette aide a pour but de faciliter l'exercice d'une action collective librement décidée; l'article 390, en abrogeant l'exigence de la notification de la durée de la grève; et l'article 392, pour que la détermination finale du service minimum à fournir en cas de désaccord entre les parties soit effectuée par un organisme indépendant et que les services minimums ne soient pas requis dans toutes les entreprises mais seulement dans les services essentiels, les services publics d'une importance fondamentale, les situations dans lesquelles des grèves d'une certaine ampleur et d'une certaine durée pourraient provoquer une crise aiguë menaçant les conditions normales d'existence de la population, ou pour assurer le fonctionnement et la sécurité des services indispensables.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le droit de grève n'est pas expressément énoncé dans l'Instrument de l'OIT. De fait, les organes de contrôle de l'OIT estiment que le droit de grève découle de l'article 3 de la convention n° 87, même si le groupe des employeurs a remis en question la légalité de cette interprétation, à plusieurs occasions, et que, conformément à l'Article 37 de la Constitution de l'OIT, toutes questions ou difficultés relatives à l'interprétation des conventions seront soumises à l'appréciation de la Cour internationale de Justice, seul organe compétent en matière d'interprétation des conventions. La commission note en outre que le gouvernement se réfère aux dispositions constitutionnelles et législatives nationales qui consacrent le droit de grève. Elle prend en outre note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'exercice du droit de grève se justifie par l'existence d'un conflit collectif du travail et que la législation nationale ne prévoit pas la possibilité d'organiser et de tenir des grèves politiques. La loi peut imposer des restrictions à l'exercice du droit de

grève dans la mesure où cela est nécessaire, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé publique et des droits et libertés d'autrui. Le gouvernement souligne qu'en vertu de l'article 393 du Code du travail, en cas de menace réelle pour la sécurité nationale, l'ordre public, la santé publique, les droits et libertés d'autrui, ainsi que dans d'autres cas prévus par la loi, le Président de la République du Bélarus a le droit de reporter ou de suspendre une grève, pour une durée inférieure ou égale à trois mois. Le gouvernement souligne en outre que les dispositions législatives prévoyant certaines restrictions ou conditions à l'exercice du droit de grève tiennent à la nature même de ce droit. Selon le gouvernement, le droit de grève est fondamentalement différent des autres droits de l'homme en raison d'un certain nombre de caractéristiques spécifiques, notamment: il ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen d'atteindre un but, un moyen de protéger les intérêts des travailleurs; il n'est ni intrinsèque ni inaliénable car il peut être limité; il doit être considéré en fonction des autres droits de l'homme lorsque la santé et la sécurité d'autrui sont affectées ou que les services essentiels sont touchés; et bien qu'il s'agisse d'un droit individuel, sa concrétisation éventuelle dépend de l'accord des autres parties. Pour les raisons exprimées ci-dessus, le gouvernement ne souscrit pas aux demandes de la commission préconisant la modification de la législation, en particulier en ce qui concerne l'article 388(4) du Code du travail.

Dans un premier temps, et en réponse aux remarques générales du gouvernement, la commission rappelle que ses avis et recommandations tirent leur force de conviction de la légitimité et de la rationalité des travaux de la commission, fondées sur son impartialité, son expérience et son expertise. La fonction technique et l'autorité morale de la commission sont bien établies, et ce, d'autant plus qu'elle exerce sa mission de contrôle depuis plus de 90 ans, du fait de sa composition, de son indépendance et de ses méthodes de travail fondées sur un dialogue permanent avec les gouvernements en tenant compte des informations fournies par les organisations d'employeurs et de travailleurs. Tout cela se reflète dans la transposition des avis et recommandations de la commission dans les législations nationales, les instruments internationaux et les décisions de justice. C'est dans le cadre de ce mandat que la commission traite les questions relatives au droit de grève.

La commission prie par conséquent le gouvernement de prendre des mesures en vue de réviser les dispositions législatives susmentionnées, qui ont une incidence néfaste sur le droit des organisations de travailleurs d'organiser leurs activités en toute liberté, en consultation avec les partenaires sociaux, et de fournir des informations sur toutes les mesures prises ou envisagées à cette fin.

La commission rappelle qu'elle avait précédemment prié le gouvernement de faire part de sa réponse aux allégations du BKDP concernant la violation du droit de grève dans la pratique. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la grève est une mesure de dernier recours dont les travailleurs représentés par un syndicat peuvent se prévaloir si tous les autres moyens constructifs de résoudre un conflit collectif du travail (conciliation, médiation et arbitrage) ont été épuisés. Le gouvernement souligne que la nécessité de respecter la procédure de résolution des conflits collectifs du travail ne doit pas être considérée comme une pratique contraire aux dispositions de la convention relatives au droit des organisations de travailleurs d'exercer librement leurs activités. La commission note avec **regret** que, si le gouvernement confirme que la décision des membres du SPB d'une entreprise de Polotsk de déclencher une grève continue du 1^{er} novembre au 31 décembre 2017 a été déclarée illégale par le tribunal, celui-ci ne motive pas sa décision.

La commission prend note avec **préoccupation** des allégations détaillées concernant de nombreux cas d'arrestations, de détentions et d'amendes infligées à des syndicalistes pour avoir organisé et participé à des grèves après les événements d'août 2020. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les tentatives d'organiser des grèves dans diverses entreprises n'étaient en aucune façon en rapport avec la résolution de conflits collectifs du travail, comme le prévoit le Code du travail, mais elles visaient plutôt à attirer l'attention de la population sur la position civile et les exigences politiques de certains travailleurs à l'endroit des dirigeants du pays, et ce, sans aucun égard pour les intérêts des autres membres du personnel qui ne partagent pas les mêmes opinions politiques, ni pour les intérêts économiques des entreprises et de l'État. La commission note que, conformément à la définition du terme «grève» énoncée à l'article 388(1), du Code du travail, auquel le gouvernement fait référence, les grèves ne sont autorisées que dans le cadre d'un conflit collectif du travail. La commission considère que les grèves visant la politique économique et sociale du gouvernement sont légitimes, y compris lorsqu'il s'agit de grèves générales, et qu'elles ne devraient donc pas être assimilées aux grèves purement politiques, lesquelles ne sont pas couvertes par les principes de la convention. Pour elle, les organisations syndicales et les organisations d'employeurs, ayant vocation à défendre des intérêts socio-économiques et professionnels, doivent pouvoir utiliser respectivement la grève ou des actions de protestation pour appuyer leur position dans la recherche de solutions aux problèmes posés par les grandes orientations de politique économique et sociale qui ont des répercussions immédiates pour leurs membres. De plus, notant que le système démocratique est fondamental pour le libre exercice des droits syndicaux, la commission estime que, dans une situation où ils estimeraient ne pas jouir des libertés

essentielles pour mener à bien leur mission, les syndicats et les organisations d'employeurs seraient fondés à demander la reconnaissance et l'exercice de ces libertés et que de telles revendications pacifiques devraient être considérées comme entrant dans le cadre d'activités syndicales légitimes, y compris lorsque ces organisations ont recours à la grève (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 124). **La commission prie donc le gouvernement de modifier l'article 388(1) du Code du travail, en consultation avec les partenaires sociaux, afin de garantir que les travailleurs puissent exercer leur droit de grève pour défendre leurs intérêts professionnels et économiques, ceux-ci ne concernant pas seulement de meilleures conditions de travail ou des revendications collectives de nature professionnelle, mais aussi la recherche de solutions aux questions de politique économique et sociale. La commission prie le gouvernement d'indiquer toutes les mesures prises ou envisagées à cette fin.**

Consultations avec les organisations de travailleurs et d'employeurs. La commission rappelle que, dans son précédent commentaire, elle a noté que le BKDP avait affirmé que les partenaires sociaux n'avaient pas été consultés au sujet de l'adoption de nouveaux textes de loi ayant des incidences sur les droits et les intérêts des travailleurs. La commission note à cet égard que le gouvernement indique que l'élaboration de projets de loi régissant les questions sociales et du travail se fait avec la participation directe des partenaires sociaux. L'obligation de consulter les partenaires sociaux et la procédure y afférente sont reflétées dans l'accord tripartite général pour 2019-21. En outre, et dans le cadre de la suite donnée à la loi sur les textes juridiques normatifs, le 28 janvier 2019, le Conseil des ministres a approuvé un règlement relatif à la procédure de discussion publique sur les projets de textes juridiques normatifs dans lequel sont décrits les procédures et moyens employés pour consulter la population au sujet des projets de texte de loi. En outre, en vertu du décret n° 193 du 14 février 2009 portant règlement intérieur du Conseil des ministres, les projets de loi ayant des incidences sur les droits et les intérêts des citoyens au travail et dans le domaine socio-économique sont soumis à la FPB, en tant qu'organisation de travailleurs la plus représentative, aux fins de commentaires ou de propositions. En outre, la FPB et le BKDP sont représentés au Conseil national sur les questions du travail et les questions sociales (CNTS) et au Conseil tripartite. Ces deux organes consultatifs sont dotés de certaines fonctions en ce qui concerne la rédaction de textes de loi ayant des incidences sur les questions sociales et du travail. Le gouvernement indique qu'il a consulté les syndicats et les organisations d'employeurs sur les modifications au Code du travail et que des discussions sur ce sujet ont eu lieu aux réunions du CNTS tenues les 28 juin 2018 et 31 mai 2019.

Tout en prenant note de ces informations, la commission croit comprendre que la FPB, en tant qu'organisation comptant le plus grand nombre de membres, a la préférence dans les consultations sur les textes de loi ayant des incidences sur les droits et les intérêts des travailleurs. La commission considère que tant le nombre de membres que l'indépendance vis-à-vis des autorités et des organisations d'employeurs sont des éléments essentiels à prendre en considération pour déterminer la représentativité d'une organisation. Compte tenu de l'appui que les autorités au plus haut niveau de l'État ont publiquement affiché à l'égard de la FPB, comme indiqué ci-dessus, la commission ne peut que réitérer ses précédents commentaires de 2007, qui ont rappelé l'importance d'établir un climat permettant aux organisations syndicales de prospérer dans le pays, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la structure traditionnelle, avant d'établir la notion de représentativité. **La commission prie donc le gouvernement de veiller à ce que le BKDP et la FPB, en tant que membres du NCLSI et du Conseil tripartite, jouissent des mêmes droits en matière de consultations lorsqu'il s'agit d'élaborer un texte de loi, et de prendre, à cette fin, les mesures nécessaires pour modifier le décret n° 193 portant règlement intérieur du Conseil des ministres. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toutes les mesures prises à cet égard. Elle prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer le rôle du Conseil tripartite pour l'amélioration de la législation dans le domaine social et du travail qui devrait, comme son nom l'indique, servir de plateforme aux consultations sur les textes de loi qui ont une incidence sur les droits et les intérêts des partenaires sociaux.**

En outre, la commission note que le gouvernement indique que le Conseil tripartite a été mis sur pied avec les conseils du BIT pour examiner les questions relatives à la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête ainsi que les difficultés pouvant surgir entre le gouvernement et ses partenaires sociaux, y compris l'examen des plaintes reçues des syndicats. La commission accueille favorablement le fait que le gouvernement se dit prêt à s'employer à améliorer la fonction du Conseil ou à créer une nouvelle structure. Elle note également que le gouvernement se dit préoccupé par la question de la représentation au Conseil et la volonté des parties d'accepter les décisions qui seront prises au sein de cet organe tripartite. Le gouvernement indique en particulier que, d'après son expérience, les représentants du BKDP ne sont pas prêts à soutenir les décisions du Conseil qui ne vont pas dans le même sens que la position prédéterminée du BKDP ou affirment qu'ils n'ont pas l'autorité nécessaire pour adopter une position du Conseil. Le gouvernement indique qu'il souhaiterait bénéficier des conseils du Bureau sur ce point une fois que le Conseil aura repris ses travaux, temporairement suspendus du fait de

la situation épidémiologique liée à la propagation de la COVID-19. ***Au vu de ce qui précède, la commission s'attend à ce que le gouvernement collabore pleinement avec les partenaires sociaux, le BIT et les institutions et organes nationaux compétents en vue d'améliorer le fonctionnement, les procédures et le travail du Conseil tripartite pour qu'il soit mieux à même de régler les problèmes figurant dans les recommandations de la Commission d'enquête et d'autres organes de contrôle de l'OIT.***

La commission estime que la situation actuelle au Bélarus est loin de garantir le plein respect de la liberté syndicale et l'application des dispositions de la convention. La commission constate avec **regret** que les événements récents susmentionnés semblent indiquer un recul dans la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête, par rapport aux progrès précédemment réalisés. ***La commission prie donc instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts et espère que, avec l'aide du BIT et en consultation avec les partenaires sociaux, il prendra les mesures nécessaires pour appliquer dans leur intégralité et sans délai toutes les recommandations en suspens.***

À la lumière de la situation décrite, la commission est obligée de noter qu'il n'y a pas eu de progrès tangible vers la mise en œuvre intégrale des recommandations de la Commission d'enquête de 2004, et note avec préoccupation que les récents développements mentionnés en détail ci-dessus semblent indiquer un recul du gouvernement par rapport à ses obligations en vertu de la convention.

[Le gouvernement est prié de fournir des données complètes à la Conférence à sa 109^e session et de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1956)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) et du Congrès des syndicats démocratiques du Belarus (BKDP) reçues respectivement les 16 et 30 septembre 2020. Elle note que ces organisations allèguent des actes de discrimination antisyndicale par un non-renouvellement des contrats de travail, par une ingérence dans les affaires internes des syndicats, par la non-reconnaissance des principaux syndicats établis au niveau de l'entreprise ou par des pressions exercées sur les travailleurs pour qu'ils quittent le syndicat. ***La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.***

La commission prend également note de l'indication du BKDP selon laquelle il n'a pas fait partie du groupe de travail créé pour préparer les modifications de l'accord général en vigueur (2019-2021), à la lumière de l'amendement du Code du travail, qui est entré en vigueur en janvier 2020. Se référant à la modification de l'article 365 du Code du travail, qui établit désormais une distinction entre les clauses d'une convention collective qui s'appliquent à tous les travailleurs et celles qui ne peuvent s'appliquer qu'aux travailleurs membres d'un syndicat ayant négocié et signé une convention collective, le BKDP indique que cette réforme favorise indûment la Fédération des syndicats du Belarus (FPB) au détriment des syndicats indépendants. La commission note que, dans son rapport sur l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, le gouvernement indique que l'affirmation du BKDP selon laquelle ses représentants n'ont pas été invités à participer à l'élaboration des modifications de l'accord général est fautive. Le gouvernement explique qu'à la suite de la décision, en date du 5 février 2020, du Conseil national du travail et des questions sociales, le ministère du Travail et de la Protection sociale a commencé à préparer des projets de modifications de l'accord général tripartite en vigueur (2019-2021). À cette fin, le 12 février 2020, le ministère a demandé par courrier au BKDP: 1) de nommer son représentant au groupe de travail en vue de la préparation des projets de modifications de l'accord général; et 2) de fournir les projets de modifications qu'il proposait en tenant compte de la modification de l'article 365 du Code du travail. Selon le gouvernement, le BKDP a désigné son représentant mais n'a pas soumis de propositions; il a néanmoins été informé des propositions faites par d'autres membres du groupe de travail, qui consistaient essentiellement à préciser certains termes utilisés dans l'accord général, en tenant compte des modifications apportées au Code du travail.

En ce qui concerne la modification de l'article 365 du Code du travail, qui traite du champ d'application des conventions collectives, la commission prend note de l'explication du gouvernement selon laquelle cette modification visait à éliminer l'insécurité juridique qui s'était créée dans la pratique. Le gouvernement précise à cet égard qu'en vertu de l'ancien article 365, les dispositions d'une convention collective s'appliquaient à tous les travailleurs, y compris ceux qui n'étaient pas membres du syndicat partie à une convention collective. La pratique avait toutefois évolué et, dans certaines entreprises, la convention collective s'appliquait à tous les travailleurs et, dans d'autres, uniquement aux travailleurs membres d'un syndicat. La principale innovation de l'article tel que modifié du Code du travail est qu'il définit désormais clairement les dispositions de la convention collective, lesquelles doivent s'appliquer à tous les travailleurs, qu'ils soient ou non membres d'un syndicat. Ces dispositions comprennent notamment les normes les plus importantes qui définissent les conditions de travail: durée du travail et du repos, règlement intérieur du travail, normes du travail, salaires, procédure d'indexation des salaires,

sécurité au travail, garanties et contreparties prévues par la loi. Les dispositions d'une convention collective régissant d'autres questions s'appliquent aux travailleurs qui ne sont pas membres du syndicat s'ils y consentent par écrit. Lorsqu'une convention collective prévoit une autre procédure pour l'application de dispositions portant sur d'autres questions que les normes les plus importantes, la procédure prévue dans la convention collective s'applique. Le gouvernement considère qu'il n'y a pas d'éléments discriminatoires dans cette approche. Tout en prenant note de cette explication, la commission rappelle que depuis plusieurs années, donnant suite aux recommandations de la Commission d'enquête et du Comité de la liberté syndicale, elle entretient un dialogue avec le gouvernement afin de l'encourager à mettre un terme à diverses mesures prises en droit et dans la pratique qui visent à éliminer les organisations syndicales indépendantes et à entraver le pluralisme syndical. La commission renvoie à son observation sur l'application de la convention n° 87 dans laquelle elle a noté que la FPB, la plus grande organisation de travailleurs du pays, bénéficie du plein soutien de l'État. Compte tenu de la situation des droits syndicaux au Bélarus et observant que la FPB est signataire de la quasi-totalité des conventions collectives en vigueur, la commission s'interroge sur l'impact que la modification de l'article 365 du Code du travail pourrait avoir dans la pratique sur la liberté des travailleurs de s'affilier à des syndicats n'appartenant pas aux structures de la FPB, y compris aux fins de la négociation collective. **La commission prie le gouvernement de porter la question de l'application de cette disposition dans la pratique à l'attention du Conseil tripartite et de donner des informations sur les résultats de la discussion dans son prochain rapport.**

N'ayant pas reçu d'autres d'informations supplémentaires de la part du gouvernement, la commission, tout en exprimant sa **préoccupation** au sujet des allégations précitées qui pourraient laisser craindre un recul par rapport à certains progrès réalisés précédemment et relevés l'an dernier vis-à-vis de l'article 4 de la convention réitère ses commentaires adoptés en 2019 et reproduits ci-dessous, tout en tenant compte de certaines nouvelles informations fournies par le gouvernement dans son rapport de 2020 sur l'application de la convention n° 87 (voir article 4).

Suivi des recommandations adoptées en 2004 de la commission d'enquête formée en application de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

La commission prend note des observations du BKDP, reçues le 30 août 2019, alléguant des violations de la convention dans la pratique. La commission les examinera ci-après.

La commission prend note des 385^e et 390^e rapports du Comité de la liberté syndicale sur les mesures prises par le gouvernement de la République du Bélarus pour mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête.

Articles 1 à 3 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence. La commission rappelle qu'elle avait prié le gouvernement de faire part de ses commentaires quant aux observations du BKPD alléguant le licenciement de deux militants syndicaux, M^{me} Oksana Kernozhitskaya and M. Mikhail Soshko. La commission note que le gouvernement déclare que ces travailleurs n'ont pas été licenciés, mais que leur contrat d'engagement est parvenu à son terme. Il explique que la cessation de la relation d'emploi à l'échéance d'un contrat de travail à durée déterminée ne saurait être considérée comme un licenciement. Il explique en outre qu'en droit un employeur n'est pas tenu de justifier son intention de ne pas proroger la relation d'emploi une fois le contrat parvenu à expiration. Par le fait, selon le gouvernement, l'expiration d'un contrat est en soi suffisante pour motiver la cessation de la relation d'emploi et il n'existe pas de moyen légal de contraindre un employeur de conclure un nouveau contrat avec un travailleur. La commission considère que le cadre légal décrit par le gouvernement ne comporte pas dans sa forme actuelle une protection adéquate contre le non-renouvellement d'un contrat pour des motifs antisyndicaux. Elle rappelle à cet égard que le non-renouvellement d'un contrat pour des motifs antisyndicaux constitue un acte préjudiciable au sens de l'article 1 de la convention. Elle rappelle aussi que, lorsque des sauvegardes inadéquates contre la discrimination antisyndicale, notamment contre la non-reconduction de contrats guidée par des motivations antisyndicales, risquent de conduire à la disparition de fait des syndicats de base composés uniquement de travailleurs d'une entreprise, des mesures supplémentaires doivent être prises pour assurer une protection pleine et entière des militants syndicaux et des travailleurs syndiqués contre de tels actes. On citera parmi les mesures supplémentaires qui peuvent assurer une protection efficace contre la discrimination antisyndicale l'adoption de dispositions faisant peser la charge de la preuve sur l'employeur lorsque sont alléguées des motivations discriminatoires comme cause d'un licenciement ou de la non-reconduction d'un contrat. **La commission prie le gouvernement de prendre, en consultation avec les partenaires sociaux, les mesures nécessaires pour que soient adoptées des dispositions législatives spécifiques instaurant une protection adéquate contre la non-reconduction de contrats fondée sur des motivations antisyndicales. Elle prie le gouvernement de donner des informations sur toutes mesures prises à cette fin.**

La commission rappelle qu'elle avait également pris note d'allégations du BKDP selon lesquelles la direction de l'entreprise JSC Belaruskali favorise le syndicat de base affilié à la FPB aux dépens du syndicat affilié au BKDP et qu'elle fait pression sur les travailleurs affiliés à ce dernier afin qu'ils quittent le syndicat. La commission note que le gouvernement explique qu'au Bélarus les organisations syndicales du premier degré sont affiliées soit à la FPB, soit au BKDP. Il existe dans un certain nombre d'entreprises plusieurs syndicats du premier degré. À l'entreprise JSC Belaruskali, il y a deux syndicats du premier degré: le syndicat du premier degré de l'Union biélorusse des travailleurs des industries chimiques et pétrolières et des mines (Belkhimprofsoyuz), affiliée à la FPB, et le Syndicat indépendant des mineurs (NPG) de Belaruskali, organisation du premier degré affiliée au Syndicat indépendant biélorusse (BNP), lui-même affilié au BKDP. La présence dans une même entreprise de structures syndicales émanant de deux organisations syndicales différentes donne lieu naturellement à une concurrence entre les membres. Les syndicats recourent à diverses méthodes et divers moyens pour affermir leur position propre, conserver leurs propres membres et en attirer d'autres. Comme le règlement du Belkhimprofsoyuz ne permet pas l'appartenance simultanée à deux syndicats, La commission du syndicat du premier degré affilié à Belkhimprofsoyuz dans l'entreprise a décidé de conformer sa structure aux règles existantes et a pris des mesures pour éliminer la double appartenance syndicale. À cette fin, il a proposé aux (690) travailleurs ayant la double appartenance de choisir entre l'un ou l'autre des syndicats. Selon le gouvernement, une majorité considérable de travailleurs s'est décidé en faveur du syndicat du premier degré affilié à Belkhimprofsoyuz. Par suite, le nombre des adhérents au BNP a chuté. Le gouvernement conclut donc que la forte chute du nombre des adhérents du syndicat du premier degré résultait essentiellement du choix des travailleurs. Il ajoute que le départ en retraite de certains travailleurs, ainsi que la cessation de la relation d'emploi de certains autres, a aussi été un facteur de cette chute. Il fait valoir que le Conseil tripartite pour l'amélioration de la législation dans le domaine social et du travail (ci-après: le «Conseil tripartite») n'a été saisi d'aucune plainte spécifique selon laquelle des travailleurs adhérents au BNP (syndicat du premier degré) auraient subi des pressions de la direction de l'entreprise pour qu'ils quittent ce syndicat affilié au BKDP. Enfin, il déclare que les travailleurs qui estimerait avoir été victimes de discrimination antisyndicale ou de pression de cette nature peuvent se tourner vers la juridiction compétente.

La commission prend note des nouvelles allégations du BKDP concernant l'intervention de dirigeants d'une entreprise dans des affaires syndicales. Selon le BKDP, les dirigeants d'entreprise en question sont, pour la plupart, encore membres de la FPB. Le BKDP allègue en outre que, dans la plupart des entreprises, les salariés, lorsqu'ils sont engagés, sont d'abord envoyés vers La commission syndical, où ils sont intimidés de remplir une demande d'adhésion au syndicat officiel pour pouvoir obtenir un emploi. Les travailleurs sont ainsi privés de leur droit de choisir librement un syndicat et les travailleurs affiliés à des syndicats indépendants sont poussés à quitter leurs organisations. Le BKDP dénonce en particulier la situation à l'entreprise susmentionnée JSC Belaruskali, où le directeur général a rejoint le Belkhimprofsoyuz pour en devenir représentant et dirigeant de la campagne antisyndicale dirigée contre le syndicat indépendant. Le BKDP allègue que, par suite, du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 2019, non moins de 596 travailleurs ont été forcés de renoncer à leur affiliation au NPG. Le BKDP signale en outre une situation similaire à l'entreprise Remmontazhstroy, où le syndicat indépendant a perdu 180 adhérents au cours de la même période. Le BKDP allègue en outre certaines menaces de licenciement à l'adresse de M. Drazhenko, dirigeant du syndicat du premier degré à l'usine «Autohydraulic booster» de Borisov, en raison de son activisme syndical. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires détaillés en ce qui concerne les faits allégués ci-dessus.**

La commission avait accueilli favorablement l'annonce faite par le gouvernement de l'organisation d'une formation sur les normes internationales du travail à l'intention des magistrats, autres juristes et enseignants du droit, qui s'est déroulée en 2017 avec le soutien de l'OIT, et elle avait prié le gouvernement de donner des informations sur les effets de cette activité. La commission note que, selon les indications du gouvernement, ce cours a permis aux magistrats, autres juristes et enseignants du droit qui en ont bénéficié d'élargir leurs connaissances quant à l'application des normes internationales du travail dans la pratique, ce dont ils tirent désormais partie dans leur activité professionnelle.

À ce propos, la commission rappelle qu'elle attendait également que les autorités publiques, notamment le ministère de la Justice, le Bureau du procureur général et la magistrature, les partenaires sociaux ainsi que d'autres parties intéressées (en particulier l'Association nationale du Barreau du Bélarus) continuent d'œuvrer de concert pour mettre sur pied un système solide et efficace de résolution des conflits, qui serait habilité à connaître des conflits du travail portant sur des questions individuelles, collectives et syndicales. La commission note avec **regret** que, selon les indications données par le BKDP, le projet d'élaborer un mécanisme efficace de résolution des conflits par une voie non judiciaire et qui pourrait être saisi de questions individuelles, collectives et syndicales, a été complètement délaissé. **La commission prie le gouvernement de faire ses commentaires à ce sujet. Elle invite le gouvernement à continuer de se prévaloir de l'assistance technique du BIT à cet égard.**

Article 4. Droit de négocier collectivement. La commission avait noté précédemment qu'un accord s'était dégagé sur une procédure de négociation collective au niveau des entreprises dans lesquelles il existe plus d'un syndicat, et que des dispositions avaient été incluses à cet effet dans la clause 45 de la Convention collective générale entre le gouvernement et les organisations nationales d'employeurs et de travailleurs pour 2016-2018. Conformément à ces dispositions, un organe unique réunissant des représentants de tous les syndicats actifs au niveau de l'entreprise doit négocier une convention collective à laquelle tous les syndicats deviendraient parties. La commission note avec **intérêt** que la même disposition est désormais incluse dans la Convention collective générale pour 2019-2021 (clause 49).

La commission rappelle que le BKDP alléguait que cette procédure n'avait pas été respectée par la direction d'une entreprise de fibre de verre de Polotsk, une entreprise produisant des pièces de tracteur de Bobruisk et une entreprise produisant des tracteurs à Minsk. Le gouvernement indique que, en ce qui concerne la première entreprise, le syndicat du premier degré du syndicat libre biélorusse (SPB) n'avait pas désigné de représentants pour faire partie du comité de négociation collective. Il souligne que la convention collective pour 2014-2017 s'appliquait à l'égard de tous les travailleurs de l'entreprise. Le 28 janvier 2016, l'entreprise a reçu une demande écrite de négociation collective émanant de l'organisation du premier degré du SPB. Conformément à la législation en vigueur, le syndicat a été prié de confirmer qu'il avait des adhérents dans l'entreprise et qu'il était habilité à représenter leurs intérêts. Aucune confirmation de cette nature n'ayant été reçue, le syndicat ne pouvait pas engager de processus de négociation collective. Le gouvernement indique que la convention collective la plus récente a été conclue pour 2017-2020 par des représentants du syndicat du premier degré de Belkhimprofsoyuz. Pour ce qui est de l'usine de Bobruisk, le gouvernement indique qu'une convention collective a été conclue le 26 mars 2016 par le président du syndicat du premier degré affilié à l'Union biélorusse des travailleurs de l'automobile et des machines agricoles. Les représentants du syndicat du premier degré affilié au SPB n'ont pas participé aux travaux de la commission créée aux fins de la négociation collective, puisque la compétence de ce syndicat n'a pas été confirmée dans les formes appropriées. Pour ce qui est de l'usine de Minsk, le gouvernement indique que, selon la direction de l'entreprise, ni le Syndicat biélorusse des travailleurs de la radio et de l'électronique (REP) ni le groupe syndical formé par ce syndicat en février 2016 n'ont exprimé leur souhait de se rallier à la convention collective conclue au niveau de l'entreprise pour 2014-2016 et, d'autre part, qu'aucun document n'a été fourni confirmant qu'ils représenteraient des travailleurs au sein de cette entreprise.

La commission note que le BKDP allègue plusieurs autres cas dans lesquels la clause 45 de la précédente convention collective générale n'aurait pas été respectée. La commission note à cet égard que le gouvernement indique que, pour faire suite aux plaintes émanant du BKDP, la question de la conformité de la procédure de négociation collective dans le cas où il existe plus d'un syndicat au sein d'une entreprise, comme spécifié dans la convention collective générale pour 2016-2018, a été examinée à plusieurs reprises dans le cadre du Conseil tripartite. Ce dernier a appelé l'attention de tous les partenaires sociaux sur la nécessité de se conformer à la clause 45 de la convention collective générale. Sur la proposition du BKDP, cette question a une fois de plus été examinée le 6 mars 2018. À cette occasion, le Conseil tripartite a fait appel à l'assistance des membres employeurs et des membres travailleurs, incitant ceux-ci à agir au sein de leurs associations respectives pour expliquer et clarifier les tenants et aboutissants de la clause 45 de la convention collective générale pour 2016-2018. Le Conseil a conclu que cette clause 45 s'applique exclusivement aux représentants des organisations syndicales qui sont effectivement actives au sein d'une entreprise et qui ont des adhérents parmi les travailleurs de cette entreprise. **La commission veut croire que tous problèmes qui viendraient à se poser à propos de la Convention collective générale continueraient d'être portés à l'attention du Conseil tripartite, où ils pourraient ainsi être examinés dans un cadre tripartite.**

La commission note que le gouvernement déclare qu'au Bélarus le Conseil tripartite fonctionne de manière effective et que c'est même l'instance principale de discussion des questions ayant trait à la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête. Ce Conseil est également l'instance qui tranche sur les propositions touchant à la collaboration avec l'OIT. Le gouvernement indique à ce propos que, sur la base de telles propositions, une réunion du Conseil tripartite s'est tenue avec la participation de représentants de l'OIT en février 2019 pour discuter de la question de la négociation collective à différents niveaux. Il a été convenu que les travaux dans ce domaine se poursuivraient, avec le soutien de l'OIT, en vue d'améliorer la législation et la pratique dans ce domaine. La commission note que, dans son rapport sur l'application de la convention n° 87, le gouvernement indique qu'une réunion de suivi du Conseil tripartite s'est tenue en novembre 2019 pour examiner les propositions sur la question de la négociation collective élaborées en collaboration avec l'OIT. Le gouvernement estime que les propositions et recommandations constituent une bonne base pour que les parties tripartites puissent élaborer des solutions acceptables pour tous. **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur tous faits nouveaux à cet égard.**

Belize

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1983)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Arbitrage obligatoire. La commission rappelle que, dans ses précédents commentaires, elle avait demandé au gouvernement de modifier la loi de 1939 sur le règlement des différends dans les services essentiels (SDESA), telle que modifiée à plusieurs reprises, par laquelle les autorités peuvent soumettre les conflits collectifs à l'arbitrage obligatoire, interdire ou mettre fin à une grève dans les services qui ne peuvent être considérés comme étant essentiels au sens strict du terme, dont font partie le secteur de la banque, l'aviation civile, l'autorité portuaire, les services postaux, la sécurité sociale et le secteur pétrolier. La commission note avec **regret** que, d'après les informations fournies par le gouvernement, bien que l'annexe à la loi SDESA ait été modifiée à deux reprises en 2015, les commentaires qu'elle exprime depuis longtemps n'ont toujours pas été pris en considération. Au lieu de cela, les deux amendements étendent le champ d'application de la SDESA et ajoutent à son annexe les «services de port comprenant le chargement et le déchargement d'un cargo», qui ne font pas non plus partie des services essentiels au sens strict du terme – à savoir ceux dont l'interruption serait de nature à mettre en danger la vie, la sécurité ou la santé de toute ou partie de la population. **La commission prie le gouvernement de modifier l'annexe à la SDESA afin de ne permettre l'arbitrage obligatoire ou une interdiction de grève que dans les services considérés comme essentiels au sens strict du terme et de fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1983)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission avait pris note des observations formulées en 2014 par la Confédération syndicale internationale (CSI). Elle note avec **regret** que le gouvernement n'a toujours pas répondu à ces observations et **elle le prie une fois de plus le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard.**

Articles 1 et 3 de la convention. Protection contre les actes de discrimination antisyndicale. Dans ses commentaires antérieurs à la suite des observations de 2011 de la CSI concernant ces deux secteurs, la commission a prié le gouvernement de communiquer des informations statistiques sur le nombre d'actes de discrimination antisyndicale dénoncés aux autorités dans le secteur des plantations de bananes et dans les zones franches d'exportation et sur les décisions rendues à leur sujet. La commission note que le gouvernement indique que, pendant la période couverte par le rapport (de juillet 2013 à juin 2017), aucun acte de discrimination antisyndicale n'a été dénoncé aux autorités dans ces secteurs. **Soulignant que l'absence de plaintes pour discrimination antisyndicale peut découler de raisons autres que celle de l'absence d'actes de discrimination antisyndicale, et rappelant les allégations spécifiques soulevées par la CSI, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que, d'une part, les autorités compétentes prennent pleinement en compte, dans leurs activités, tant de contrôle que de prévention, la question de la discrimination antisyndicale et que, d'autre part, les travailleurs du pays soient pleinement informés de leurs droits en la matière. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les actions prises en la matière ainsi que toutes statistiques concernant les actes de discrimination antisyndicale dénoncés aux autorités.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait demandé au gouvernement de prendre des mesures pour modifier l'article 27(2) de la loi sur les syndicats et les organisations d'employeurs (enregistrement, reconnaissance et statut) en vertu duquel un syndicat ne peut être agréé comme agent de négociation que s'il bénéficie du soutien d'au moins 51 pour cent des employés, exigence qui risque d'entraîner des problèmes dans le cas où, ce pourcentage n'étant pas atteint, un syndicat néanmoins majoritaire peut se voir refuser la possibilité de négocier. Dans son dernier commentaire, la commission a pris note des informations du gouvernement selon lesquelles: i) l'organe tripartite et le Conseil consultatif du travail ont tenu des discussions sur la possibilité de modifier la loi; et ii) à la suite des consultations, il a été recommandé de réduire à 20 pour cent le seuil de représentativité syndicale exigé pour pouvoir appeler à un vote et de maintenir l'exigence de recueillir 51 pour cent des voix, mais avec un taux de participation de 40 pour cent au moins de l'unité de négociation. La commission note que le gouvernement signale que l'article 27(2) de la loi sur les syndicats et les organisations d'employeurs n'a pas été modifié, mais que des discussions se poursuivent entre les partenaires sociaux à ce propos. **La commission prie le gouvernement de continuer de promouvoir le dialogue social pour mettre l'article 27(2) de la loi sur les syndicats et les organisations d'employeurs en conformité avec la convention et de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard. Elle rappelle au gouvernement qu'il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau.**

Promotion de la négociation collective dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de conventions collectives conclues et en vigueur, sur les secteurs concernés et sur le nombre de travailleurs couverts par ces conventions.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Bosnie-Herzégovine

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1993)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) en 2016.

Article 2 de la convention. Champ d'application. Dans son précédent commentaire, sur la base de l'article 6 de la loi sur le travail de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, 2016 (loi sur le travail de la FBiH), de l'article 5 de la loi sur le travail de la Republika Srpska, 2016 (loi sur le travail de la RS) et de l'article 2(5) de la loi sur le travail du district Brčko (BD) de Bosnie-Herzégovine, 2006 (loi sur le travail de BD), la commission avait prié le gouvernement d'indiquer si certaines catégories de travailleurs – travailleurs n'ayant pas de contrat de travail, travailleurs domestiques, travailleurs de l'économie informelle, ou encore travailleurs dépendants – jouissent, en droit et dans la pratique, des droits que la convention garantit et, dans la négative, de prendre les mesures nécessaires pour modifier la législation pertinente à cet égard. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle: i) en Fédération de Bosnie Herzégovine, le droit d'association est principalement exercé en vertu de la loi sur les associations et les fondations de la Fédération de Bosnie-Herzégovine (loi de la FBiH sur les associations et les fondations) qui donne à toutes les personnes sans discrimination le droit de constituer des associations afin de proclamer ou protéger leurs droits et intérêts, qu'elles soient salariées ou non; ii) bien que la protection spécifique des salariés à s'organiser en syndicats soit prévue séparément par les dispositions de la loi sur le travail de la FBiH, cela n'empêche pas les non-salariés de s'associer et de protéger leurs intérêts conformément à la loi de la FBiH sur les associations et les fondations; iii) il n'est pas nécessaire de revoir la législation du travail existante et aucune mesure n'a été prise pour étendre le droit d'association aux personnes qui ne font pas partie de la définition d'un travailleur (personne morale employée dans le cadre d'un contrat de travail – article 6 de la loi sur le travail de la FBiH); et iv) dans la Republika Srpska, la législation distingue les syndicats de tous les autres types d'associations formelles ou informelles de travailleurs ou de citoyens: toutes les personnes ayant le statut de travailleur en vertu de l'article 5 de la loi sur le travail de RS peuvent constituer des syndicats, alors que les personnes n'ayant pas officiellement ou légalement le statut de travailleur peuvent constituer des organisations, en vertu de la loi sur les associations et les fondations de la Republika Srpska, 2001 (loi sur les associations et les fondations de RS) en vue d'améliorer leur situation et de protéger leurs intérêts, exerçant ainsi les droits garantis par la convention. La commission observe toutefois que la loi de la FBiH sur les associations et les fondations et la loi de la RS sur les associations et les fondations n'offrent pas les mêmes garanties aux travailleurs pour ce qui est des droits d'association et les droits connexes, et que, dans la Fédération de Bosnie Herzégovine comme dans la Republika Srpska, des catégories spécifiques de travailleurs ne sont en conséquence pas couvertes par toutes les garanties de la convention. La commission note qu'aucune information n'a été fournie à ce sujet pour le district Brčko. La commission croit comprendre en outre que l'information fournie par le gouvernement au titre de la présente convention et de la convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921, que la distinction entre les salariés bénéficiant des droits accordés par la convention et d'autres travailleurs s'applique également au secteur de l'agriculture. **Rappelant que le droit d'association devrait être garanti à tous les travailleurs sans distinction d'aucune sorte, y compris aux travailleurs sans contrat de travail, aux travailleurs domestiques, aux travailleurs dans le secteur de l'agriculture, aux travailleurs de l'économie informelle et aux travailleurs indépendants, la commission encourage une fois de plus le gouvernement à réviser la législation actuelle dans les trois entités afin de veiller à ce que les catégories de travailleurs susmentionnées jouissent, en droit et dans la pratique, de tous les droits accordés par la convention.**

La commission soulève d'autres points dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Botswana

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1997)

La commission prend note des observations de la Fédération des syndicats du Botswana (BFTU) reçues le 1^{er} octobre 2020, qui portent sur des questions examinées dans le présent commentaire. Elle note également que, dans ses observations, la BFTU allègue de licenciement de travailleurs en raison

d'une action revendicative consécutive à l'adoption, le 9 avril 2020, d'une loi sur les pouvoirs d'urgence, qui incluait une clause restreignant la liberté des travailleurs et des employeurs de recourir à l'action revendicative. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à ce sujet.**

N'ayant pas reçu d'informations supplémentaires, la commission reprend la teneur de son commentaire adopté en 2019, qui est reproduit ci-après.

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) et le Syndicat des formateurs et travailleurs assimilés (TAWU) en 2013 et 2014.

Évolution de la législation

La commission rappelle que, conformément aux recommandations formulées par la Commission de l'application des normes de la Conférence (Commission de la Conférence) en 2017 et 2018: i) le gouvernement s'est engagé dans un processus de révision du droit du travail; ii) une commission tripartite de révision du droit du travail (LLRC) a été créée; et iii) la LLRC a décidé de concentrer son activité sur la révision de la loi sur l'emploi et de la loi sur les syndicats et les organisations d'employeurs (TUEO), de la loi de 2008 sur la fonction publique (PSA) et de la loi de 2016 sur les conflits du travail (TDA). Dans sa dernière observation, la commission avait noté qu'aussi bien le gouvernement que la Fédération des syndicats du Botswana (BFTU) avaient indiqué que les travaux de la LLRC étaient en cours et que des progrès avaient été réalisés en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations de la Commission de la Conférence. La commission avait également pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle, étant donné qu'un examen de la liste des services essentiels revêtait une importance critique pour les travailleurs, une équipe spéciale avait été constituée pour revoir cette liste annexée à l'article 46 de la loi.

Dans son dernier rapport, le gouvernement indique que, alors que l'examen du droit du travail est toujours en cours, le Parlement a adopté le 8 août 2019 la loi de 2019 portant modification de la TDA, qui modifie la liste des services essentiels. La commission note avec **satisfaction** que, conformément à ses recommandations, les services suivants ont été supprimés de la liste des services essentiels: services de tri, taille et vente de diamants; enseignement; services publics de radiodiffusion; Banque du Botswana; services de laboratoire de vaccins; services d'exploitation et d'entretien des chemins de fer; services de l'immigration et des douanes; services de transport et de distribution des produits pétroliers; services d'assainissement; services vétérinaires publics et services nécessaires au fonctionnement de l'un quelconque de tous ces services.

La commission note que, par conséquent, la liste des services essentiels annexée à l'article 46 de la loi de 2019 portant modification de la TDA contient les services suivants: services de contrôle du trafic aérien, services de lutte contre les incendies, services de fourniture de repas aux élèves d'âge scolaire et de nettoyage des écoles, services de l'électricité (équipes chargées de la production, du transport et de la distribution), services de l'eau et de l'assainissement, services de santé, ainsi que les services de transport et de télécommunications nécessaires à la fourniture des services susmentionnés. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle ces services auxiliaires de transport et de télécommunications ont été inclus compte tenu des circonstances particulières qui prévalent dans le pays et compte tenu, par exemple, des besoins en ambulances ou en services d'opérateurs prenant note et transmettant les coordonnées des patients en cas d'accident afin que les services paramédicaux se rendent sur les lieux.

La commission rappelle que, dans ses observations précédentes, elle avait également demandé au gouvernement de prendre les mesures législatives suivantes:

- Modifier l'article 2(1)(iv) de la TUEO et l'article 2(11)(iv) de la TDA, qui excluent les salariés de l'administration pénitentiaire de leur champ d'application, ainsi que l'article 35 de la loi sur les prisons, qui interdit aux agents de l'administration pénitentiaire de devenir membres d'un syndicat ou de tout organe affilié à un syndicat. La commission note que le gouvernement indique que, bien qu'il considère que le personnel pénitentiaire exerce une fonction de sécurité, la LLRC, avec l'aide de l'OIT, est en contact avec les parties prenantes concernées par cette question.
- Modifier l'article 43 de la TUEO, qui prévoit l'inspection de la comptabilité, des livres et des documents d'un syndicat par le fonctionnaire chargé de l'enregistrement à «tout moment raisonnable». La commission note que le gouvernement indique que cette question est actuellement examinée dans le cadre du processus d'examen du droit du travail.
- Modifier l'article 48B(1) de la TUEO, qui n'accorde certaines facilités (telles que l'accès aux locaux de l'entreprise ou la représentation des membres en cas de plainte, etc.) qu'aux syndicats représentant au moins un tiers des effectifs de l'entreprise. La commission note que le gouvernement indique que cette question est actuellement examinée dans le cadre du processus d'examen du droit du travail.

Convaincue que toutes les questions en suspens concernant les lois susmentionnées seront traitées dans le cadre du processus en cours d'examen du droit du travail en cours, la commission prie instamment le gouvernement à prendre des mesures pour que ces lois soient modifiées, en consultation avec les partenaires sociaux, de manière à les rendre pleinement conformes à la convention. Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard et de transmettre copie des lois modifiées une fois adoptées.

La commission avait précédemment pris note du fait que le processus d'examen du droit du travail avait été élargi pour inclure la PSA et avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard. **Notant que le gouvernement n'a pas fourni d'information à ce sujet, la commission réitère sa demande antérieure au gouvernement de lui fournir des informations sur les progrès réalisés dans la révision de la PSA et de transmettre copie de la loi modifiée, une fois adoptée.**

La commission rappelle au gouvernement qu'il peut continuer à se prévaloir de l'assistance technique de l'OIT en ce qui concerne toutes les questions soulevées dans ses observations.

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement, qui réitère le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1997)

La commission prend note des observations formulées par la Fédération des syndicats du Botswana (BFTU), reçues le 1^{er} octobre 2020, relatives aux questions examinées dans le présent commentaire. Elle relève que, dans ses observations, la BFTU fait état d'actes répétés de discrimination antisyndicale, dont des licenciements antisyndicaux dans le secteur minier et des violations du droit de négociation collective dans le secteur privé. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires au sujet de ces allégations.**

La commission n'ayant pas reçu d'informations supplémentaires, elle réitère son observation, adoptée en 2019, telle que reproduite ci-après.

Questions législatives. La commission rappelle qu'elle demande depuis de nombreuses années au gouvernement de prendre les mesures législatives suivantes:

- a) modifier l'article 2 de la loi sur les conflits du travail (TDA), l'article 2 de la loi sur les organisations syndicales et patronales (TUEO) et l'article 35 de la loi sur les prisons afin que le personnel pénitentiaire bénéficie de toutes les garanties prévues par la convention;
- b) adopter des dispositions législatives spécifiques garantissant que tous les membres des comités syndicaux, y compris ceux des syndicats non enregistrés, bénéficient d'une protection suffisante contre la discrimination antisyndicale;
- c) adopter des dispositions législatives spécifiques assurant une protection appropriée contre les actes d'ingérence des employeurs, assortie de sanctions efficaces et suffisamment dissuasives;
- d) abroger l'article 35(1)(b) de la TDA, qui autorise un employeur ou une organisation d'employeurs à s'adresser au commissaire en vue d'annuler la reconnaissance accordée à un syndicat au motif que le syndicat refuse de négocier de bonne foi avec l'employeur;
- e) modifier le paragraphe 20(3) de la TDA (cet article devant être lu à la lumière de l'article 18(1)(a) et (e), qui permet au tribunal du travail de renvoyer un conflit du travail devant une commission d'arbitrage, y compris lorsqu'une seule des parties a déposé un recours urgent auprès du tribunal pour qu'il statue sur le conflit) afin de garantir que le recours à l'arbitrage obligatoire n'ait pas d'incidence sur la promotion de la négociation collective;
- f) prendre les mesures législatives nécessaires pour faire en sorte que, si aucun syndicat n'atteint le seuil requis pour être reconnu comme agent négociateur, à savoir le tiers des salariés d'une unité de négociation (article 48 de la TUEO lu à la lumière de l'article 32 de la TDA), les syndicats existants aient la possibilité, conjointement ou séparément, de négocier collectivement, à tout le moins pour leurs propres membres; et
- g) prendre les mesures législatives nécessaires pour que la limitation imposée par la loi sur la fonction publique à la portée de la négociation collective pour les travailleurs du secteur public qui ne sont pas employés par l'administration de l'État soit pleinement conforme à la convention.

La commission avait précédemment exprimé l'espoir que les mesures législatives susmentionnées seraient prises dans le cadre de l'examen en cours de la législation du travail afin de garantir la pleine conformité des lois susmentionnées avec la convention. Elle note que le gouvernement indique que les observations et les préoccupations de la commission ont été prises en compte dans le processus d'examen de la législation du travail actuellement en cours, laquelle se déroule avec l'assistance technique du Bureau. Elle prend note également de l'indication du gouvernement selon laquelle le 8 août 2019, le

Parlement a adopté la loi de 2019 portant modification de la TDA. La commission note toutefois que si ladite loi fait référence aux questions liées à l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, elle ne traite pas des questions soulevées par la commission dans la présente observation. **La commission rappelle donc la demande qu'elle a déjà adressée au gouvernement et exprime le ferme espoir que les mesures nécessaires seront prises dans le cadre du processus d'examen de la législation du travail en cours afin d'assurer la pleine conformité des lois susmentionnées avec la convention. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Article 4 de la convention. Négociation collective dans la pratique. La commission rappelle qu'elle a précédemment prié le gouvernement de répondre aux observations formulées en 2013 par le Syndicat des formateurs et des travailleurs assimilés (TAWU) concernant les violations du droit à la négociation collective dans la pratique. Tout en notant que le gouvernement n'a pas répondu auxdites allégations, la commission constate, d'après les renseignements fournis dans le rapport, que sur les 40 conventions collectives conclues entre 2017 et 2019, trois ont été négociées par le TAWU. Elle note en outre que les 40 conventions collectives ont été négociées dans un large éventail de secteurs, notamment les mines, le commerce de détail, l'éducation, la santé, l'hôtellerie, les communications et les services. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre de conventions collectives signées et en vigueur dans le pays et d'indiquer les secteurs et le nombre de travailleurs couverts.**

La commission rappelle au gouvernement qu'il peut continuer à se prévaloir de l'assistance technique du Bureau en ce qui concerne toutes les questions soulevées dans sa présente observation.

Brésil

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1952)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision prise par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a actualisé l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des: i) observations de la Confédération Nationale de l'Industrie (CNI) reçues le 24 septembre 2020 réitérant ses positions exprimées antérieurement et concernant des thèmes traités par la commission dans le présent commentaire; et ii) des observations de l'Organisation internationale des Employeurs (OIE) reçues le 1^{er} octobre 2020 par le biais desquelles l'OIE réitère ses observations de l'année précédente et appuie les observations de la CNI.

La commission prend également note des: i) observations conjointes de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), de la Centrale des syndicats brésiliens (CSB) et de Force Syndicale, reçues le 12 juin 2020; ii) observations de la Conférence syndicale internationale (CSI) reçues le 16 septembre 2020; iii) observations de l'Internationale des services publics (ISP) reçues le 29 septembre 2020; iv) observations de la CUT reçues le 1^{er} octobre 2020; et v) observations de la Confédération nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE) reçues le 1^{er} octobre 2020. La commission note que ces observations concernent des thèmes abordés dans le présent commentaire ainsi que des allégations de violation de la convention dans la pratique vis-à-vis desquelles le gouvernement apporte ses commentaires. À cet égard, la commission relève en premier lieu les observations de la CSI et de la CUT dénonçant la suspension de la convention collective de l'entreprise des postes par une décision du Tribunal Supérieur du Travail de septembre 2020 et la réponse du gouvernement indiquant qu'il ne s'est produit aucune violation de la négociation collective mais seulement un arrêt de la juridiction supérieure infirmant la décision de première instance prise en 2019 dans le cadre du conflit collectif en cours dans ledit secteur. **Au vu de ces éléments, la commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur la poursuite de la négociation collective dans l'entreprise des postes.** La commission relève également les allégations de la CSI selon lesquelles se seraient produits des actes de violence et d'intimidation perpétrés par la police contre les travailleurs et leurs représentants au cours de plusieurs grèves et assemblées de travailleurs. La commission prend note que le gouvernement indique à cet égard que: i) il s'agit de trois cas isolés pour lesquels les éléments fournis par la CSI ne permettent pas à eux seuls de déduire l'existence d'abus de la part de la police ou du pouvoir judiciaire; ii) il n'est pas possible de connaître la réalité des faits sans une analyse détaillée de l'action de la police; et iii) l'ordonnancement juridique brésilien offre des recours judiciaires suffisants pour traiter efficacement ce genre de situations. **Soulignant l'importance que les organisations de travailleurs puissent exercer leurs activités légitimes de défense des intérêts de leurs membres en général et de négociation collective en particulier dans un contexte exempt de violence, la**

commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats des enquêtes menées concernant les cas mentionnés par la CSI.

Pandémie de COVID-19 et application de la convention. La commission note les allégations de la CUT, de la CSB, de Force Syndicale et de l'ISP, selon lesquelles les mesures provisoires 927 (MP 927 publiée le 22 mars 2020) et 936 (MP 936 publiée le 1^{er} avril 2020), adoptées en réponse à la pandémie de COVID-19 (ci-après la pandémie), porteraient sévèrement atteinte au droit de négociation collective en faisant prévaloir les accords individuels entre employeur et travailleur sur les mécanismes de négociation collective. La commission note que les centrales syndicales allèguent en particulier que: i) l'article 2 de la MP 927 prévoit la possibilité d'établir par accord individuel les adaptations nécessaires au maintien du contrat de travail dans le contexte de la crise sanitaire, cet accord individuel prévalant sur toutes les autres sources législatives et collectives du droit du travail, à la seule exception des garanties constitutionnelles; ii) la MP 927 accorde à l'employeur la faculté unilatérale de prolonger ou non l'applicabilité des accords collectifs arrivés à échéance et ne pouvant être renouvelés du fait de la crise sanitaire; iii) la MP 936 (relative aux mesures temporaires de réduction du temps de travail et à la suspension du contrat de travail pendant la crise sanitaire et prévoyant le versement d'indemnités compensatrices aux salariés concernés sur des fonds publics) privilégie la mise en œuvre de ce mécanisme par accord individuel en ne prévoyant son activation par accord collectif que pour une fraction réduite de la main d'œuvre salariée et en n'accordant pas aux réductions du temps de travail négociées collectivement les mêmes compensations financières; et iv) les MP 927 et 936, en ne soumettant pas l'activation des mécanismes d'urgence de réduction du temps de travail et de suspension des contrats de travail à la démonstration par les entreprises de la nécessité de celles-ci, créent les conditions d'un véritable état d'exception.

La commission note que, pour sa part, le gouvernement, tout en soulignant la nécessité d'apporter des réponses rapides et efficaces à la situation d'urgence causée par la pandémie, réfute toute violation de la convention et manifeste en particulier que: i) la MP 927 a permis de sauvegarder de manière immédiate les emplois mis en danger par la crise, dans une situation où existaient de très fortes incertitudes, y compris sur la possibilité de mener des négociations collectives dans un contexte de distanciation physique; ii) la MP 927 a permis aux employeurs de prendre différentes mesures temporaires sur des matières telles que le télétravail, les dates des vacances ou l'organisation des heures de travail; iii) la MP 927 n'interdisait pas de mener des négociations collectives pendant la période où elle était en vigueur et, s'il est exact que son article 2 faisait prévaloir les accords individuels sur les sources collectives et législatives du droit du travail, l'obligation de respecter les droits relatifs au travail protégés constitutionnellement entourait les accords signés individuellement de garanties substantielles; iv) pendant sa période de mise en œuvre, le Tribunal Suprême Fédéral, saisi sur la constitutionnalité de la MP 927, avait refusé d'ordonner sa suspension provisoire, en particulier parce qu'elle contribuait à l'impératif de sauvegarde des emplois dans une situation exceptionnelle; et v) il était prévu que la MP 927 expirerait au plus tard le 19 juillet 2020 en l'absence de consécration législative; il résulte de l'absence d'action du congrès en la matière que la MP ne fait plus partie, depuis cette date, de l'ordonnancement juridique brésilien.

La commission note que, concernant la MP 936, le gouvernement indique que: i) la MP 936 a instauré un programme d'urgence de maintien de l'emploi et du revenu afin d'atténuer l'impact de la situation de calamité publique; ii) la MP 936 prévoit, par le biais d'accords individuels ou collectifs, la possibilité temporaire-pendant la durée de l'état de calamité publique- soit de réduire le temps de travail et la rémunération de manière proportionnelle soit de suspendre le contrat de travail, accords donnant lieu, d'une part, à la garantie du maintien de l'emploi pendant la période considérée, et, d'autre part, au paiement par le gouvernement d'une indemnité de préservation de l'emploi et du revenu calculés à partir du montant de l'assurance-chômage auquel aurait droit le travailleur; iii) l'accès à ces mécanismes d'urgence n'est pas subordonné à la démonstration d'une réduction d'activités de l'entreprise afin de rendre plus souple le processus et de sauver le plus d'emplois possibles; iv) l'action en inconstitutionnalité présentée par les centrales syndicales contre la MP 936 a également été rejetée; v) à l'unanimité des 2 chambres du congrès, la MP 936, qui a permis de préserver plus de 10 millions d'emplois, a été transformée en instrument législatif par la loi 14.020 de 2020; vi) à la différence de ce qu'affirment les centrales syndicales, les mécanismes prévus par la MP 936 et la loi 14.020 peuvent être mis en œuvre par le biais de la négociation collective pour l'ensemble des salariés, quel que soit leur niveau de revenu; vii) en revanche, c'est seulement pour les travailleurs dont le salaire est situé entre 3, 135 et 12,102 *reais* que la réduction du temps de travail ou la suspension du contrat doivent nécessairement être décidés par le biais d'un accord collectif, et ce parce que ce sont ceux qui, en vertu du dispositif établi, ont un taux de remplacement du salaire plus bas que celui prévu pour la tranche inférieure de rémunération; viii) il n'existe pas de différenciation du montant des indemnités de compensation du revenu versées selon que la décision de réduction du temps de travail ou de suspension du contrat procède d'un accord individuel ou collectif mais seulement la règle générale selon laquelle en dessous de 25 pour cent de réduction du temps de travail, il n'y aura pas de versement d'indemnité; et ix) enfin, dans le but de promouvoir la

négociation collective, la MP 936 a réduit de moitié les délais applicables et les actes du pouvoir exécutif ont permis la réalisation de négociations virtuelles.

La commission prend bonne note des éléments apportés par le gouvernement et par les centrales syndicales. La commission reconnaît pleinement les circonstances exceptionnelles que connaît le pays en raison de la pandémie et la nécessité absolue qu'il y a eu d'adopter des mesures urgentes pour atténuer les effets économiques et sociaux de la crise générée par celle-ci. Dans le même temps, la commission rappelle sa position générale selon laquelle les mesures qui, en cas de crise aiguë, écartent l'application des conventions collectives en vigueur, doivent présenter un caractère exceptionnel, être limitées dans le temps et comporter des garanties pour les travailleurs les plus touchés. La commission souligne également que la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, insiste sur l'importance du dialogue social en général et de la négociation collective en particulier pour répondre aux situations de crise, en encourageant la participation active des organisations d'employeurs et de travailleurs à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des mesures de relance et de résilience.

La commission observe que la MP 927 qui, dans le but de sauvegarder l'emploi, établissait la primauté temporaire des accords individuels sur les accords collectifs et attribuait à l'employeur la faculté de prendre un certain nombre de décisions unilatérales, y compris celles de proroger ou non l'application des accords collectifs expirant pendant la pandémie, n'est plus en vigueur. **La commission prie toutefois le gouvernement de préciser si les clauses des conventions collectives ayant pu être temporairement écartées par un accord conclu entre l'employeur et le travailleur ou par des décisions unilatérales de l'employeur prises en vertu de la MP 927 ont retrouvé leur pleine applicabilité.**

Concernant la MP 936 convertie par le Congrès en loi 14/020, la commission comprend qu'elle a pour objet de permettre la réduction du temps de travail ou la suspension temporaire du contrat de travail pendant la période de calamité publique et de mettre en place un mécanisme temporaire de compensations des revenus par le biais de fonds publics. La commission observe à cet égard que, selon les instruments mentionnés: i) en cas de réduction du temps de travail, le salaire horaire doit être maintenu; ii) l'accès à ces mécanismes peut être déclenché soit par accord collectif soit par accord individuel pour les travailleurs à bas ou à très haut revenu tandis que le recours à l'accord collectif est obligatoire pour les salariés dont le salaire correspond à une fourchette intermédiaire (concernant environ 11 pour cent de la main d'œuvre selon le gouvernement); et iii) lorsqu'un accord collectif est signé, il prévaut sur les accords individuels sauf lorsque ceux-ci sont plus favorables pour le salarié. Tout en rappelant que la promotion des mécanismes de négociation collective incombant à l'État en vertu de la convention s'applique à tous les travailleurs quel que soit leur niveau de revenu, la commission comprend que les mécanismes de protection du revenu en cas de réduction de l'activité établis par la MP 936 et la loi 14.020 n'ont pas pour objet de mettre à l'écart les conventions et accords collectifs en vigueur mais d'établir un système temporaire de réduction d'activité et de compensation des revenus qui peut être déclenché par accord individuel ou par accord collectif. **Dans ces conditions et sur la base des principes mentionnés précédemment, la commission, tout en prenant bonne note des efforts importants consentis par le gouvernement pour atténuer les pertes de revenu des travailleurs, encourage celui-ci à renforcer le dialogue avec les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs en vue d'évaluer l'impact de la mise en œuvre de la loi 14/020, d'assurer l'application des conventions et accords collectifs en vigueur et de promouvoir, pour l'ensemble des travailleurs couverts par la convention, la pleine utilisation de la négociation collective comme moyen de parvenir à des solutions équilibrées et durables en temps de crise. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.**

La commission note également les allégations de la CSI affirmant que la conjonction de la crise économique causée par la pandémie avec la possibilité, résultant de la réforme de la législation du travail de 2017, d'écarter par le biais de la négociation collective, une partie significative des dispositions protectrices de la législation du travail, pourrait conduire les travailleurs à accepter des conditions de travail et de rémunération dégradées afin de conserver leur emploi. La commission note à cet égard la réponse du gouvernement qui réfute ces affirmations et qui souligne à la fois les garanties et la flexibilité offertes par la nouvelle législation du travail en vue de préserver l'emploi. **Tout en prenant note de ces indications, la commission prie le gouvernement de fournir dans son prochain rapport des informations sur le nombre et le contenu des conventions et accords signés pendant la période de calamité publique, en précisant la fréquence des dérogations aux dispositions protectrices de la législation du travail pouvant y être contenues.**

La commission prend également note des observations suivantes reçues en 2019 qui concernent des sujets examinés par la commission dans le présent commentaire: i) observations de la CUT reçues le 20 mai 2019; ii) observations conjointes de la CSI, l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), l'Internationale de l'Éducation (IE), IndustriALL Global Union (IndustriALL), la Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT), l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de

l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA), l'ISP et d'UNI Global Union, reçues le 1^{er} septembre 2019; iii) observations de la CNI et de la Confédération nationale des transports (CNT) reçues toutes deux le 1^{er} septembre 2019; iv) observations de la NCST reçues le 10 septembre 2019; et v) observations conjointes de la CUT et la CSI reçues le 18 septembre 2019.

La commission prend également note des observations de l'OIE reçues le 30 août 2019 et contenant les interventions réalisées par les employeurs auprès de la Commission de l'application des normes de la Conférence de 2019 (ci-après la Commission de la Conférence).

**Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes
(Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)**

La commission prend note des discussions ayant eu lieu à la Commission de la Conférence en juin 2019 sur l'application de la convention par le Brésil. La commission note que la Commission de la Conférence a demandé au gouvernement de: i) continuer d'examiner, en coopération et consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, l'impact des réformes et de déterminer si des ajustements appropriés sont nécessaires; et ii) élaborer, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, un rapport qui sera présenté à la commission d'experts, conformément au cycle régulier de présentation des rapports.

Article 1 de la convention. Protection adéquate contre la discrimination antisyndicale. Dans de précédents commentaires, la commission avait noté que, dans le cadre de plusieurs plaintes examinées par le Comité de la liberté syndicale (cas n^{os} 2635, 2636 et 2646) qui faisaient état d'actes de discrimination antisyndicale, le gouvernement avait indiqué que, «bien que la liberté syndicale soit un droit consacré par la Constitution, la législation nationale ne couvre pas les pratiques antisyndicales, ce qui empêche le ministère du Travail et de l'Emploi de prendre des mesures efficaces à caractère préventif et répressif pour lutter contre des pratiques telles que celles dénoncées dans le cas examiné». Lors de commentaires précédents, sur la base des informations fournies par le gouvernement, la commission avait exprimé l'espoir que, dans le cadre du Conseil des relations du travail (CRT), un projet de loi pourrait être élaboré afin d'établir expressément des recours et des sanctions suffisamment dissuasives contre les actes de discrimination antisyndicale.

La commission note que le gouvernement, dans son rapport de 2019 et dans les informations supplémentaires fournies en 2020, indique que: i) la liberté syndicale est protégée par la constitution; ii) si la législation ordinaire ne contient pas de section sur les actes antisyndicaux, elle dispose d'une section sur les droits des affiliés syndicaux; iii) au sein de cette section, l'article 543 de la Consolidation des lois du travail (CLT) assure la stabilité dans l'emploi des représentants syndicaux et l'article 543(6) prévoit une sanction administrative pour l'employeur qui empêcherait un travailleur d'exercer ses droits syndicaux, sans préjudice du droit à réparation que celui-ci pourrait obtenir; et iv) l'article 199 du code pénal criminalise le fait d'empêcher une personne d'adhérer à un syndicat par la menace ou la violence. La commission note également l'indication de la CNT que le nouvel article 510-B de la CLT attribue aux comités des représentants des travailleurs la fonction de veiller à la prévention de toute discrimination, dont les discriminations syndicales dans l'entreprise. La commission prend note de ces éléments. Elle constate à cet égard que: i) en vertu de la Mesure provisoire n° 905 (MP 905) de novembre 2019, les sanctions administratives applicables en cas de violation de l'article 543(6) de la CLT étaient celles concernant les infractions à la législation du travail en général; et ii) la MP 905 n'est aujourd'hui plus en vigueur dans la mesure où elle n'a pas été confirmée par le Congrès de la République. ; ii ; **Rappelant l'importance fondamentale d'assurer une protection effective contre la discrimination antisyndicale, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la législation établisse expressément des sanctions spécifiques suffisamment dissuasives contre tous les actes de discrimination antisyndicale. La commission prie le gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Articulation entre la négociation collective et la loi. Dans ses commentaires de 2017 et 2018, la commission avait noté qu'en vertu de la loi n° 13467 adoptée le 13 novembre 2017, le nouvel article 611-A de la CLT avait introduit le principe général selon lequel les conventions et accords collectifs prévalent sur la législation, permettant ainsi, par le biais de la négociation collective, de déroger, dans la limite du respect des droits constitutionnels visés à l'article 611-B de la CLT, aux dispositions protectrices de la législation. La commission avait alors rappelé qu'elle estimait que, si des dispositions législatives ciblées portant sur des aspects spécifiques des conditions de travail et prévoyant, de manière circonscrite et motivée, la possibilité d'y déroger par la voie de la négociation collective peuvent être compatibles avec la convention, une disposition qui établirait une possibilité générale de déroger à la législation du travail au moyen de la négociation collective serait en revanche contraire à l'objectif de promouvoir la négociation collective libre et volontaire posé par l'article 4 de la convention. Sur cette base, la commission avait prié le gouvernement de prendre, en consultation avec les partenaires sociaux représentatifs, les mesures nécessaires pour réviser les articles 611-A et 611-B de

la CLT, de manière à encadrer plus précisément les situations où des clauses dérogatoires de la législation pourraient être négociées collectivement ainsi que la portée de ces dernières.

La commission prend note des observations conjointes de la CSI, de l'IBB, de l'IE, d'IndustriALL, de la FIT, de l'UITA, de l'ISP et d'UNI Global Union qui dénoncent les effets néfastes que causerait la possibilité générale de déroger par le biais de la négociation collective aux dispositions protectrices de la législation. La commission note que les organisations syndicales internationales considèrent que la nouvelle articulation entre la négociation collective et la loi établie par la loi n° 13467: i) remet radicalement en cause les piliers sur lesquels sont établis les mécanismes de négociation collective et constitue une attaque frontale à la négociation collective libre et volontaire garantie par la convention; ii) crée les conditions d'une compétition vers le bas entre employeurs pour la réduction des droits des travailleurs; et iii) produit un effet dissuasif sur l'exercice de la négociation collective qui aurait entraîné une baisse de 39 pour cent du taux de couverture de la négociation collective dans le pays. La commission prend également note des observations de la CUT qui affirme que: i) des mesures rendant possible la négociation à la baisse des conditions de travail ne promeuvent pas l'exercice de la négociation collective; et ii) la réforme a occasionné une baisse significative du nombre de conventions et accords collectifs signés. La commission prend également note des observations de la NCST à cet égard.

La commission prend note par ailleurs des observations de la CNT et de la CNI, selon lesquelles les articles 611-A et 611-B de la CLT: i) assurent une grande liberté pour que la négociation collective permette de fixer des conditions de travail favorables pour toutes les parties; ii) sont conformes aux dispositions de la constitution brésilienne qui prévoient la possibilité de déroger par accord collectif à certains droits ainsi qu'à la jurisprudence du Tribunal suprême fédéral qui souligne la nécessité de respecter les accords conclus par les partenaires sociaux; et iii) sont conformes aux conventions de l'OIT en la matière, tel qu'il résulte de l'examen par la Commission de la Conférence qui n'a relevé aucun motif d'incompatibilité avec la convention.

La commission prend note des éléments fournis par le gouvernement qui réitère, pour l'essentiel, les positions exprimées dans ses rapports précédents. La commission note que le gouvernement considère que: i) la réforme législative de 2017 renforce le rôle et la valeur de la négociation collective en accroissant son champ matériel d'intervention, ce qui est pleinement conforme aux finalités des conventions de l'OIT en la matière et particulièrement nécessaire dans le contexte d'une législation du travail excessivement détaillée; ii) la primauté reconnue aux accords et conventions collectifs sur la loi renforce la sécurité juridique de la négociation collective, élément indispensable au vu de la traditionnelle ingérence du pouvoir judiciaire brésilien et répond à une demande historique du mouvement syndical brésilien; iii) l'article 611-A de la CLT n'oblige en aucun cas à ce que les syndicats signent des accords qui écartent les dispositions légales protectrices, les partenaires sociaux pouvant choisir de continuer à être régis, lorsque cela est dans l'intérêt des parties, par les dispositions légales; iv) le fait que l'article 611-A de la CLT établisse une liste non-exhaustive de thèmes vis-à-vis desquels les conventions et accords collectifs peuvent déroger aux dispositions de la législation a pour but d'assurer la flexibilité nécessaire aux partenaires sociaux dans le cadre de leurs négociations; v) la réforme assure dans le même temps la protection de 30 droits contenus dans l'article 611-B de la CLT et auxquels la négociation collective ne peut déroger; vi) aucune des 30 actions en justice intentées au niveau national contre la loi n° 13467 n'a porté sur la négociation collective; vii) une situation où les négociations collectives pourraient uniquement déboucher sur des bénéfices additionnels pour les travailleurs découragerait la participation des employeurs à ces dernières; viii) après une baisse de 13,1 pour cent en 2018, le nombre de conventions et accords collectifs a commencé à croître lors des quatre premiers mois de l'année 2019 pour se rapprocher des niveaux antérieurs à la réforme; ix) tel que relevé dans une étude détaillée de la Fondation institut de recherche économique (FIPE), les contenus négociés sont favorables aux travailleurs et couvrent plus de thèmes qu'auparavant, ce qui démontre donc que l'hypothétique effet dissuasif de l'article 611-A sur la négociation collective ne s'est pas produit; et x) la réforme de la législation du travail a été favorablement accueillie par la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Fonds monétaire international. La commission note enfin les affirmations du gouvernement selon lesquelles: i) il n'existe pas de fondement textuel à la position de la commission selon laquelle cette convention ainsi que la convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978, et la convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981, auraient pour objectif général de promouvoir des conditions de travail plus favorables que celles prévues par la législation; et ii) l'utilisation des travaux préparatoires des conventions par la commission présente un caractère inapproprié.

La commission prend note des différents éléments fournis par le gouvernement ainsi que par les partenaires sociaux nationaux et internationaux et constate que les différents acteurs réitèrent dans les informations supplémentaires fournies en 2020 les positions antérieurement exprimées. La commission relève en premier lieu l'indication du gouvernement selon laquelle, contrairement à la position exprimée

par les organisations syndicales, le nombre d'accords et conventions collectifs signés est en train de rejoindre les niveaux antérieurs à la réforme législative de 2017. La commission souligne l'importance de continuer à disposer d'informations complètes à cet égard, tant sur le nombre d'accords et conventions signées que sur leur contenu. La commission relève également que le gouvernement et les organisations d'employeurs réitèrent que les articles 611-A et 611-B de la CLT promeuvent la négociation collective au sens de la convention en assurant une liberté accrue aux parties à la négociation et en garantissant dans le même temps que de nombreux droits ne peuvent être écartés par le biais de la négociation collective.

La commission rappelle à ce sujet que, sur la base des informations détaillées fournies par le gouvernement, la commission a relevé dans ses commentaires précédents que: i) la possibilité de dérogation aux dispositions protectrices de la législation par le biais de la négociation collective introduite par la loi n° 13467 n'est effectivement pas absolue puisque l'article 611-B de la CLT établit une liste limitative de 30 droits fondés sur le contenu de la Constitution brésilienne, qui ne peuvent être écartés par le biais d'accords ou de conventions collectives; et ii) les facultés de dérogation à la législation par la négociation collective ouvertes par l'article 611-A de la CLT sont toutefois très étendues dans la mesure où, d'une part, cet article se réfère explicitement à 14 points qui couvrent de nombreux aspects de la relation de travail, et où, d'autre part, cette liste, contrairement à celle qui figure à l'article 611-B est uniquement indicative («entre autres»), la possibilité d'écarter des dispositions législatives protectrices par le biais de la négociation collective, étant ainsi érigée en principe général.

La commission rappelle qu'elle estime que, si des dispositions législatives ciblées portant sur des aspects spécifiques des conditions de travail et prévoyant, de manière circonscrite et motivée, la possibilité d'y déroger par la voie de la négociation collective peuvent être compatibles avec la convention, une disposition qui établirait une possibilité générale d'écarter les règles protectrices de la législation du travail au moyen de la négociation collective serait en revanche contraire à l'objectif de promouvoir la négociation collective libre et volontaire posé par l'article 4 de la convention. ***Tout en soulignant l'importance d'obtenir, dans toute la mesure possible, un accord tripartite sur les règles de base de la négociation collective, la commission prie donc de nouveau le gouvernement de prendre, en consultation avec les partenaires sociaux représentatifs, les mesures nécessaires pour réviser les articles 611-A et 611-B de la CLT de manière à encadrer plus précisément les situations où des clauses dérogatoires de la législation pourraient être négociées ainsi que la portée de ces dernières. Prenant par ailleurs note des indications du gouvernement sur l'accroissement des conventions et accords collectifs signés lors des quatre premiers mois de 2019, la commission prie ce dernier de continuer à fournir des informations sur l'évolution du nombre de conventions et accords collectifs conclus dans le pays, y compris sur les conventions et accords qui contiennent des clauses dérogatoires à la législation en précisant la nature et la portée de ces dernières.***

Articulation entre la négociation collective et les contrats de travail individuels. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la mise en conformité avec la convention de l'article 444 de la CLT qui permet aux travailleurs titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur et qui perçoivent un salaire au moins deux fois supérieur au plafond des prestations du régime général de sécurité sociale de déroger, par le biais de leurs contrats de travail individuels, aux dispositions des conventions collectives applicables.

La commission note que le gouvernement manifeste à cet égard que l'article 4 de la convention ne se réfère pas aux contrats individuels de travail et qu'il réitère dans les informations supplémentaires remises en 2020 que l'article 444 de la CLT concerne un groupe très réduit de travailleurs, généralement des cadres supérieurs qui ne représentent qu'environ 0,25 pour cent de la population. La commission note également la position des organisations d'employeurs CNI et CNT qui estiment que les dispositions de l'article 444 étendent les possibilités de négociation des travailleurs considérés. La commission note enfin la position exprimée par les organisations syndicales nationales et internationales qui réclament l'abrogation de ladite disposition.

La commission rappelle à nouveau que l'obligation de promotion de la négociation collective posée par l'article 4 de la convention requiert que la négociation individuelle des clauses du contrat de travail ne puisse déroger aux droits et garanties fixés par les conventions collectives applicables, étant entendu que les contrats de travail peuvent toujours prévoir des conditions de travail et d'emploi plus favorables. La commission réitère également que ce principe est par ailleurs explicitement exprimé dans le paragraphe 3 de la recommandation (n° 91) sur les conventions collectives, 1951. Tout en soulignant de nouveau que les mécanismes de négociation collective sont en mesure de prendre en compte les besoins et intérêts spécifiques de catégories différenciées de travailleurs qui peuvent, si elles le souhaitent, être représentées par des organisations qui leur sont propres, la commission rappelle que la présente convention est pleinement applicable aux travailleurs couverts par l'article 444 de la CLT dans la mesure où, en vertu de ses articles 5 et 6, seuls peuvent être exclus de son champ d'application les membres de la police et des forces armées (article 5) ainsi que les fonctionnaires commis à l'administration de l'État

(article 6). La commission réaffirme en conséquence que la convention ne permet pas une exclusion de son champ d'application fondée sur le niveau de la rémunération des travailleurs. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de prendre, après consultation des partenaires sociaux représentatifs concernés, les mesures nécessaires afin d'assurer la mise en conformité de l'article 444 de la CLT avec la convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute avancée à cet égard.**

Champ d'application de la convention. Travailleurs autonomes ou indépendants. Dans ses commentaires adoptés en 2017 et 2018, sur la base des observations d'organisations syndicales alléguant que l'extension de la définition des travailleurs indépendants découlant du nouvel article 442-B de la CLT aurait pour effet d'exclure une catégorie importante de travailleurs des droits reconnus par la convention, la commission avait invité le gouvernement à tenir des consultations avec toutes les parties concernées dans le but de garantir que les travailleurs autonomes ou indépendants soient autorisés à participer à une négociation collective libre et volontaire, tout en identifiant les adaptations appropriées à introduire aux mécanismes de négociation collective afin de faciliter leur application à ces catégories de travailleurs.

Indépendamment de la définition des travailleurs autonomes ou indépendants retenue par l'article 442-B de la CLT, la commission rappelle que tous les travailleurs, y compris les travailleurs autonomes ou indépendants, sont couverts par les dispositions de la convention. À cet égard, la commission a accueilli favorablement en 2019 les indications du gouvernement selon lesquelles il résulte de l'article 511 de la CLT, qui reconnaît aux travailleurs autonomes le droit de se syndiquer, que ces derniers jouissent également du droit de négociation collective. La commission a également noté à cet égard la position concordante exprimée par la CNT et la CNI. Dans le même temps, la commission relève: i) la demande formulée en 2019 par la CSI et sept fédérations syndicales internationales pour que toutes les mesures soient prises afin d'assurer l'accès effectif des travailleurs autonomes et indépendants à la négociation collective libre et volontaire; ii) l'affirmation par la CUT dans ses observations de 2020 que si l'article 511 de la CLT reconnaît aux travailleurs autonomes le droit de se syndiquer, cette disposition ne leur donne pas pour autant possibilité d'accéder aux mécanismes de négociation collective, en particulier du fait de l'absence d'interlocuteur et que, dans la pratique, le passage du statut de salarié à celui de travailleur autonome en application de l'article 442-B aura pour effet d'exclure les travailleurs concernés du bénéfice des conventions collectives en vigueur; et iii) l'indication du gouvernement dans les informations supplémentaires fournies en 2020 que l'émergence de différentes formes de travail atypique représente pour l'ensemble des pays un défi supplémentaire pour la négociation collective, en particulier du fait de leur faible niveau de syndicalisation. **Au vu de ces éléments, tout en relevant le large champ d'application de l'article 511 de la CLT la commission invite le gouvernement à: i) fournir des exemples de conventions ou accords collectifs négociés par des organisations représentant des travailleurs autonomes ou indépendants ou, à tout le moins, dont le champ d'application couvrirait ces catégories de travailleurs; et ii) à tenir des consultations avec toutes les parties concernées dans le but d'identifier les adaptations appropriées à introduire aux mécanismes de négociation collective afin de faciliter leur application aux travailleurs autonomes et indépendants. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès accomplis à cet égard.**

Articulation entre les différents niveaux de la négociation collective. Ayant relevé que, selon l'article 620 de la CLT tel que révisé par la loi n° 13467, les conditions établies dans les accords collectifs de travail (conclus au niveau d'une ou plusieurs entreprises) prévalent toujours sur celles contenues dans les conventions collectives de travail (conclues à un niveau plus large, telles qu'un secteur d'activité ou une profession), la commission avait prié le gouvernement d'indiquer de quelle manière est garanti le respect des engagements pris par les partenaires sociaux dans le cadre des conventions conclues au niveau du secteur d'activité ou de la profession et de fournir des informations sur l'impact de l'article 620 de la CLT sur le recours respectif à la négociation de conventions collectives et d'accords collectifs ainsi que sur le taux de couverture global de la négociation collective dans le pays.

La commission note que le gouvernement se limite à signaler à cet égard que l'objectif de l'article 620 de la CLT est de permettre la conclusion d'accords se situant au plus près des réalités quotidiennes des travailleurs et de l'entreprise. La commission relève également que la CNI et la CNT considèrent que la primauté accordée dans tous les cas aux accords collectifs sur les conventions collectives dotées d'un champ d'application plus large est pleinement conforme aux dispositions de la convention dans la mesure où cette dernière n'établit aucun ordre de préférence ou de hiérarchie entre les différents niveaux de négociation.

La commission rappelle à nouveau qu'il résulte de l'article 4 de la convention que la négociation collective doit être promue à tous les niveaux et que, selon le principe général énoncé au paragraphe 3(1) de la recommandation n° 91, toute convention collective devrait lier ses signataires ainsi que les personnes au nom desquelles elle est conclue. **Constatant l'absence de réponses du gouvernement à cet égard, la commission prie à nouveau le gouvernement: i) d'indiquer de quelle manière est garanti le**

respect des engagements pris par les partenaires sociaux dans le cadre des conventions conclues au niveau de la branche ou de la profession; et ii) de fournir des informations sur l'impact de l'article 620 de la CLT sur le recours respectif à la négociation de conventions collectives et d'accords collectifs ainsi que sur le taux de couverture global de la négociation collective dans le pays.

Article 4. Promotion de la négociation collective libre et volontaire. Soumission des conventions collectives à la politique économique et financière. La commission rappelle que, depuis des années, elle souligne la nécessité d'abroger l'article 623 de la CLT en vertu duquel sont déclarées nulles et non avenues les dispositions d'une convention ou d'un accord qui seraient contraires aux normes régissant la politique économique et financière du gouvernement ou la politique salariale en vigueur. À ce sujet, soulignant que l'article 4 de la convention exige de promouvoir la négociation collective libre et volontaire, la commission avait rappelé que: i) les pouvoirs publics peuvent élaborer des mécanismes de discussions et d'échanges en vue d'inciter les parties à la négociation à tenir compte volontairement de considérations relatives à la politique économique et sociale du gouvernement et à la sauvegarde de l'intérêt général; et ii) les restrictions à la négociation collective sur les questions économiques ne devraient être possibles que dans des circonstances exceptionnelles, c'est-à-dire dans des cas de difficultés graves et insurmontables, en vue du maintien des emplois et de la continuité des entreprises et des institutions. La commission note que, dans ses informations supplémentaires de 2020, le gouvernement indique que: i) l'article 623 de la CLT, adopté en 1967, n'est pas en accord avec les orientations de la constitution de 1988 et n'est donc plus appliqué; et ii) l'unique limitation effectivement en vigueur concerne l'interdiction du réajustement automatique des salaires en fonction de l'indice des prix afin d'éviter l'augmentation de l'inflation, ce qui ne limite en rien les négociations sur les salaires fondées sur d'autres bases. **Tout en prenant bonne note des indications du gouvernement, la commission relève que la réforme de 2017 de la législation du travail n'a pas éliminé l'article 623 de la CLT. La commission prie donc à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier la législation dans le sens indiqué et de communiquer des informations dans son prochain rapport sur toute mesure prise à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Bulgarie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1959)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement, suite à la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle examinera ici l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année (voir dernier paragraphe, concernant l'article 51 de la loi sur les transports ferroviaires), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait déjà en 2019.

La commission prend également note des observations de la Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie (CITUB) transmises avec le rapport du gouvernement en 2019, observations alléguant que les articles 44 à 46 de la loi sur la fonction publique sont insuffisants pour garantir dans la pratique le droit de se syndiquer aux fonctionnaires comme à tous les autres travailleurs ayant une relation d'emploi et affirmant que la loi sur la fonction publique, de même que la loi sur le ministère de l'Intérieur et la loi sur l'Appareil judiciaire, devraient être modifiées afin de garantir pleinement tous les droits prévus par la convention à l'égard de ces travailleurs et de leurs organisations. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses observations à ce sujet.**

La commission prend également note des observations de l'Association industrielle bulgare (BIA) transmises avec le rapport supplémentaire du gouvernement, alléguant que certains instruments réglementaires sectoriels – à savoir la loi sur la foresterie; la loi sur le vin et les boissons alcooliques; la loi sur le tabac et les produits apparentés - interfèrent avec la liberté d'association des employeurs, en particulier quant à l'autonomie et au fonctionnement des associations de branches de producteurs et négociants, qui assurent dans le même temps les fonctions de protection des intérêts des employeurs dans leurs domaines d'activité respectifs. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses observations à ce sujet.**

Enfin, la commission prend note des observations du syndicat de l'entreprise économique privée (UPEE) et de la Confédération du travail (PODKREPA) concernant les informations supplémentaires communiquées par le gouvernement et transmises avec son rapport.

Article 3 de la convention. Droit des organisations de travailleurs d'organiser leur gestion et leur activité et de formuler leur programme d'action. La commission rappelle qu'elle soulève depuis plusieurs années la question de la nécessité de modifier l'article 47 de la loi sur les fonctionnaires (CSA), qui restreint le droit

de grève des fonctionnaires. La commission note avec **satisfaction** que l'article 47 de la loi sur les fonctionnaires a été modifié afin de reconnaître le droit de grève des fonctionnaires. La commission prend note que de l'indication du gouvernement selon laquelle: i) ce droit est applicable à tous les fonctionnaires, à l'exception des cadres supérieurs de la fonction publique, c'est-à-dire ceux qui occupent les postes de secrétaire général, secrétaire municipal, directeur général, directeur et chef des services de l'inspection; et ii) l'article 47 dispose également que le temps de participation des fonctionnaires à une grève légale est comptabilisé comme du temps de service officiel car le fonctionnaire, pendant la période où il participe à une grève légale, a droit à réparation et il est expressément interdit de prendre des sanctions disciplinaires ou d'invoquer la responsabilité des fonctionnaires en cas de participation à une grève légale.

La commission rappelle à nouveau ses commentaires concernant la nécessité de modifier l'article 11(2) de la loi relative au règlement des conflits collectifs du travail (CLDSA), qui prévoit que la décision d'appeler à une grève doit être prise par la majorité simple des travailleurs de l'entreprise ou de l'unité concernée, et l'article 11(3), qui exige que la durée de la grève soit déclarée à l'avance. La commission prend note des indications du gouvernement concernant la nécessité d'avoir le soutien de la majorité des travailleurs, selon lesquelles: i) cette mesure est justifiée car elle donne la certitude que les objectifs poursuivis par la grève sont communs à la plupart des travailleurs et des salariés, et non à une petite partie d'entre eux; ii) la CLDSA prévoit la possibilité de décider à la majorité simple uniquement pour ce qui est des travailleurs et des salariés d'une division particulière de l'entreprise; iii) la CLDSA ne précise pas expressément la manière dont la décision de grève doit être prise, de sorte qu'il n'est pas nécessaire de réunir tous les travailleurs et salariés en un même lieu en même temps; et iv) les travailleurs et les salariés qui ont exprimé leur consentement à la grève ne sont pas liés par l'obligation d'y participer et il n'est pas rare que, dans la pratique, le nombre des travailleurs et salariés qui ont effectivement fait grève soit inférieur au nombre de ceux qui ont donné leur consentement à la grève. Tout en prenant note de ces explications du gouvernement, la commission doit rappeler à nouveau que le fait d'exiger de recueillir l'adhésion de plus de la moitié de tous les travailleurs occupés dans l'entreprise ou l'unité pour le déclenchement d'une grève est excessif et pourrait indûment entraver la possibilité de faire grève, notamment dans les grandes entreprises, et que si un pays juge approprié d'exiger un vote des travailleurs avant le déclenchement d'une grève, il doit s'assurer que seuls sont pris en considération les votes exprimés et que le quorum et la majorité nécessaires sont fixés à un niveau raisonnable (Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 147). Quant à l'obligation d'indiquer la durée de la grève, la commission note que le gouvernement précise que: i) le fait de déclarer préalablement la durée de la grève vise à déterminer la période pendant laquelle les parties s'emploient à régler définitivement le conflit par la négociation directe, la médiation ou tout autre moyen approprié et que cette condition tend à encourager les parties à faire tout leur possible pour régler le conflit, et ii) la CLDSA ne restreint pas le droit de grève, car elle n'interdit pas aux travailleurs et aux salariés de poursuivre leur action dès lors qu'ils se prononcent en ce sens. À cet égard, la commission se doit de rappeler à nouveau que les travailleurs et leurs organisations devraient avoir le droit de déclarer une grève de durée indéterminée s'ils le souhaitent sans devoir annoncer la durée d'avance. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout fait nouveau concernant les articles 11(2) et 11(3) de la CLDSA, et d'indiquer quelles sont les prescriptions relatives à la poursuite d'une action de grève au-delà de la durée initialement déclarée, et, en particulier, si un nouveau vote doit avoir lieu ou une nouvelle décision doit être prise par les travailleurs concernés, ou si la décision du syndicat qui a appelé à la grève suffit.**

Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait également soulevé la nécessité de modifier l'article 51 de la loi sur le transport ferroviaire (RTA), qui prévoit que, lorsqu'une action revendicative est décidée conformément à cette loi, les travailleurs et les employeurs doivent fournir à la population des services de transport satisfaisants correspondant à 50 pour cent au moins du volume de transport fourni avant la grève. La commission s'était félicitée des indications du gouvernement selon lesquelles le ministère du Travail et de la Politique sociale a rappelé au ministère des Communications et de la Technologie de l'information (MTITC) la nécessité de modifier l'article 51 de la RTA afin de se conformer aux prescriptions de la convention et le MTITC s'est dit prêt à prendre les mesures nécessaires en vue de modifier ledit article. La commission note que, dans son rapport supplémentaire, le gouvernement fait état d'une proposition tendant à modifier l'article 51 de la RTA soumise par le MTITC, proposition selon laquelle: a) il sera inséré dans cet article un nouveau paragraphe 2 disposant que les travailleurs, les employeurs et les autorités ferroviaires doivent convenir dans la convention collective quelles seront les parcours ferroviaires de transport de voyageurs qui, dans l'horaire annuel des trains, constituera le pourcentage prévu au paragraphe un (non moins de 50 pour cent), ainsi que les catégories et le nombre des membres du personnel requis pour assurer ces services; b) il sera inséré dans cet article un nouveau paragraphe 3 selon lequel, en cas de désaccord, les parties peuvent rechercher une aide au règlement du conflit à travers la médiation et/ou l'arbitrage volontaire de l'Institut national de conciliation et d'arbitrage; c) sera cependant maintenue l'obligation exprimée dans le paragraphe 1 d'assurer non moins de 50 pour

cent des services de transport (étant précisé qu'il en sera ainsi pour les services de transport programmés «au moment» du déclenchement des actions de grève. Le MTITC fait observer que l'article 51 n'a pas été un obstacle à l'exercice du droit de grève pour les salariés de l'Entreprise nationale gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire et ses filiales (il se réfère à ce propos à des exemples concrets de l'usage de ce droit de grève en 2011) et il défend la nécessité d'une telle disposition en se référant aux droits des voyageurs, arguant que ceux-ci doivent être en mesure de voyager par chemin de fer sans considération des intérêts poursuivis par les organisations syndicales. Tout en se félicitant de ce que le projet d'amendement envisagé prévoit la participation des partenaires sociaux à la définition du service minimum ainsi qu'aux mécanismes de solution des conflits du travail lorsqu'un accord n'a pas pu être trouvé, la commission observe que ce projet n'apporte pas une réponse exhaustive à ses précédents commentaires. Elle rappelle à cet égard que, si un service minimum peut être instauré dans les services d'importance fondamentale comme les transports ferroviaires, pour assurer un respect adéquat du droit des organisations de travailleurs d'organiser leurs activités, un tel service minimum doit se limiter aux fonctions strictement nécessaires pour répondre aux besoins essentiels de la population ou à l'exigence minimale de services, tout en préservant l'efficacité de la pression recherchée à travers la grève, et que l'instauration d'un service minimum trop large (par exemple, pas moins de 50 pour cent) restreint l'un des moyens fondamentaux de pression dont disposent les travailleurs pour défendre leurs intérêts économiques et sociaux. La commission prend note à cet égard à des observations de la PODKREPA, qui argue que l'exigence d'un service minimum «non inférieur à 50 pour cent» est trop élevée; qu'à l'heure actuelle la négociation de services minima est pratiquement impossible et qui propose que le pourcentage devant être établi par voie de convention collective soit au maximum de 20 pour cent, de manière à la fois à préserver le droit de grève et assurer le maintien d'un service minimum. **La commission prie le gouvernement de revoir l'article 51 de la RTA en consultation avec les organisations les plus représentatives afin d'assurer que cet article ne restreint pas indûment le droit des organisations syndicales d'organiser leurs activités à travers l'action collective tout en préservant le niveau de fonctionnement des services qui est strictement nécessaire pour répondre aux besoins essentiels de la population et aux exigences d'un service minimum. La commission rappelle que le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau à cet égard et elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout progrès accompli en la matière.**

Burundi

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921 (ratification: 1963)

La commission prend note du rapport du gouvernement reçu lors du premier semestre de 2020 ainsi que des informations supplémentaires fournies par ce dernier au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle note également les observations de la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU) reçues en août 2019 et août 2020 concernant la question qui fait l'objet du présent commentaire, ainsi que la réponse du gouvernement à cet égard.

Dans ses observations précédentes, la commission avait exprimé l'espoir que le gouvernement ferait tout son possible pour prendre les mesures nécessaires, dans un proche avenir, pour modifier ou abroger le décret-loi n° 1/90 du 25 août 1967 sur les associations rurales, qui prévoit qu'en cas de dotation publique le ministre de l'Agriculture peut constituer des associations rurales (article 1), dont l'adhésion est obligatoire (article 3) et dont il fixe les statuts (article 4), qui obligent notamment leurs membres à fournir des services en faveur de l'entreprise commune, à verser une cotisation unique ou périodique, à fournir des produits de récolte ou d'élevage et à observer des règles de discipline culturelle ou autres (article 7), sous peine de saisine de leurs biens (article 10). La commission note que le gouvernement, dans son rapport, déclare que ce décret-loi n'est plus pris en compte et qu'il est d'accord avec la nécessité de le modifier ou de l'abroger. Elle note son indication selon laquelle des procédures en ce sens seront enclenchées dans un proche avenir. La commission note en outre que la COSYBU, dans ses observations, demande au gouvernement d'accélérer les procédures d'abrogation du décret-loi en concertation avec les partenaires sociaux. **La commission veut croire que les mesures nécessaires pour modifier ou abroger le décret-loi n° 1/90 du 25 août 1967 seront prises très rapidement et prie le gouvernement de fournir des informations sur tout développement à cet égard.**

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1993)

La commission prend note du rapport du gouvernement reçu lors du premier semestre de 2020 ainsi que des informations supplémentaires fournies par ce dernier à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle note également les observations de la

Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU) reçues en août 2019 et août 2020 concernant les questions examinées dans le présent commentaire, ainsi que la réponse du gouvernement à cet égard.

Code du travail révisé. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle un Code du travail révisé a été adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat, mais n'a pas encore été promulgué. Le texte de ce Code du travail révisé n'ayant pas été transmis au Bureau, elle n'est pas en position d'évaluer la conformité de ses dispositions avec la convention. **La commission prie le gouvernement de fournir une copie du Code du travail adopté.**

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs sans distinction d'aucune sorte de constituer des organisations et de s'y affilier. Fonctionnaires. Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note de l'absence de dispositions réglementaires relatives à l'exercice du droit syndical des magistrats, qui avait été à l'origine des difficultés d'enregistrement du Syndicat des magistrats du Burundi (SYMABU). La commission note que le gouvernement informe que les magistrats du Burundi sont régis par le statut des magistrats, et que ce dernier ne contient pas de base légale qui prévoit comment les magistrats peuvent se syndiquer. Le gouvernement affirme que pour corriger ce statut lacunaire, le ministre de la Justice doit mettre en place une commission chargée de le réviser en y insérant des dispositions relatives à l'exercice du droit syndical. **La commission prie le gouvernement de veiller à ce que ladite commission soit mise en place dans un proche avenir, d'informer de tout progrès relatif à la révision du statut des magistrats afin d'assurer que les juges bénéficient des garanties énoncées dans la convention, et de communiquer une copie du statut révisé lorsqu'il aura été adopté.**

Mineurs. La commission avait précédemment soulevé la question de la conformité avec la convention de l'article 271 du Code du travail, qui dispose que les mineurs âgés de moins de 18 ans ne peuvent adhérer à des syndicats professionnels de leur choix sans autorisation expresse des parents ou des tuteurs. La commission prend note que le gouvernement ne fournit aucune information à ce sujet dans son rapport. Elle note en outre que la COSYBU, dans ses observations, indique que cet article demeure en vigueur. La commission rappelle qu'elle insiste sur la nécessité de garantir que les mineurs ayant l'âge minimum légal d'admission à l'emploi – tant comme travailleurs que comme apprentis – puissent exercer leurs droits syndicaux sans autorisation parentale (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 78). **La commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour modifier l'article 271 du Code du travail dans le cadre de sa révision.**

Article 3. Élection des dirigeants syndicaux. La commission rappelle qu'elle avait déjà demandé au gouvernement de modifier l'article 275(3) du Code du travail, qui indique que les dirigeants syndicaux ne doivent pas avoir été condamnés à une peine définitive sans sursis et privative de liberté dépassant six mois de servitude pénale, même si leur condamnation est pour un acte qui ne met pas en cause leur intégrité et n'implique aucun risque réel pour l'exercice des fonctions syndicales. Elle lui avait également demandé d'amender l'article 275(4), qui dispose que les dirigeants syndicaux doivent avoir exercé la profession ou le métier depuis au moins un an, afin d'assouplir sa législation en acceptant la candidature des personnes ayant travaillé antérieurement dans la profession ou en levant les conditions d'appartenance à la profession pour une proportion raisonnable de dirigeants. La commission salue la déclaration du gouvernement selon laquelle il reconnaît la nécessité de lever les conditions d'appartenance à la profession pour une proportion raisonnable de dirigeants et mènera des discussions tripartites sur ce sujet. Elle prend également note de l'indication de la COSYBU selon laquelle le gouvernement n'a pas encore réagi par rapport à ces questions. **La commission prie de nouveau le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour amender l'article 275(3) et (4) du Code du travail dans le cadre de sa révision. Espérant qu'elle sera en mesure d'observer des progrès à cet égard dans un proche avenir, la commission prie le gouvernement de la tenir informée des résultats des discussions tripartites menées sur le sujet de l'appartenance à la profession et de toute mesure de suivi adoptée.**

Droit des organisations d'organiser librement leurs activités et de formuler leurs programmes d'action. Modalités d'exercice du droit de grève. La commission avait précédemment prié instamment le gouvernement d'adopter et de communiquer le texte d'application du Code du travail sur les modalités d'exercice du droit de grève. Elle l'avait également prié de modifier l'article 213 du Code du travail, qui prévoit que la grève est légale quand elle est déclenchée après avis conforme de la majorité simple des effectifs de l'établissement ou de l'entreprise (si un pays juge opportun d'exiger un vote des travailleurs avant qu'une grève puisse être déclenchée, cette exigence devrait être que seuls soient pris en compte les votes exprimés et que le quorum ou la majorité requis soient fixés à un niveau raisonnable). Elle avait aussi noté qu'un décret-loi interdisant l'exercice du droit de grève et du droit de manifester sur tout le territoire national pendant la période électorale n'avait toujours pas été abrogé suite aux élections (les organisations syndicales doivent pouvoir exercer pleinement leur droit d'organiser librement leurs activités sans ingérence des pouvoirs publics). La commission note que le gouvernement ne fournit aucune information sur ces questions dans son rapport. Elle prend également note que la COSYBU, qui

indique que le gouvernement n'a pas encore réagit, demande toujours l'adoption du texte d'application du Code du travail sur les modalités d'exercice du droit de grève. **Rappelant une fois encore l'importance du droit de grève pour la promotion et la défense des intérêts des travailleurs syndiqués, la commission attend du gouvernement qu'il prenne, dans un avenir proche, les mesures qui s'imposent pour adopter et communiquer le texte d'application du Code du travail sur les modalités d'exercice du droit de grève, amender l'article 213 du Code du travail, ainsi qu'abroger le décret-loi susmentionné.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1997)

La commission prend note du rapport du gouvernement, reçu lors du premier semestre de 2020, ainsi que des informations supplémentaires fournies par ce dernier à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission note également les observations de la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU), reçues en août 2019 et août 2020, ayant trait aux différents éléments examinés dans le cadre du présent commentaire, ainsi que la réponse du gouvernement à cet égard. La commission relève que les observations de la COSYBU se réfèrent en outre à la situation alléguée de discrimination qui découlerait de la non-application d'une sentence arbitrale aux travailleurs affiliés au Syndicat des Travailleurs de l'Université du Burundi (STUB). **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires concernant cette question.**

Projet de Code du travail révisé. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle un projet de Code du travail révisé a été soumis au Parlement pour adoption. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tous faits nouveaux concernant le projet de Code du travail révisé et d'en transmettre une copie dès qu'il aura été adopté.**

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales. Dans ses commentaires précédents, la commission avait souligné le caractère non dissuasif des sanctions prévues par le Code du travail en cas d'actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales, et avait exprimé l'espoir que les dispositions en cause seraient modifiées dans le cadre de la révision du Code du travail. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle les principes protégés par la convention trouvent leur application dans les articles 268 et 269 du Code du travail, ainsi que dans les articles 5 et 6 de la loi n° 1/28 du 23 août 2006, portant statut général des fonctionnaires. Le gouvernement souligne également que la protection des travailleurs contre le licenciement figure dans le projet de son nouveau Code du travail en cours d'élaboration. La commission note en outre que, dans ses observations, la COSYBU: i) demande l'adoption de mesures additionnelles afin d'assurer la protection particulièrement nécessaire des dirigeants syndicaux; ii) demande l'inclusion dans la législation nationale de dispositions spécifiques contre les actes d'ingérence et de discrimination antisyndicales, de procédures d'appel rapides, ainsi que de sanctions efficaces et dissuasives; iii) affirme que, dans les secteurs de la sécurité et des télécommunications, des dirigeants syndicaux sont constamment victimes d'actes d'intimidation conduisant à des suspensions, licenciements et emprisonnements; et iv) dans les secteurs de l'éducation et de la santé, des actes d'ingérence sont pratiqués par certains responsables de l'administration, qui soutiennent des syndicats ou s'immiscent dans leur gestion. La commission rappelle que la protection accordée aux travailleurs et aux dirigeants syndicaux contre les actes de discrimination antisyndicale et contre les actes d'ingérence constitue un aspect capital du droit syndical puisque de tels actes peuvent aboutir, dans la pratique, à une négation de la liberté syndicale et des garanties prévues par la convention n° 87 et, par conséquent, également, de la négociation collective (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 167). **La commission s'attend à ce que le gouvernement prenne toutes les mesures nécessaires pour qu'une protection adéquate contre tous les actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales, qu'il s'agisse de licenciements ou de tous autres actes préjudiciables soit assurée, notamment en prévoyant des procédures d'appel rapides et des sanctions suffisamment dissuasives dans le projet de Code du travail révisé en cours d'adoption, et prie le gouvernement de fournir des informations sur l'évolution de la situation à cet égard. La commission prie également le gouvernement de communiquer ses commentaires sur les observations de la COSYBU alléguant des actes d'intimidation dans le secteur de la sécurité et des télécommunications, et des actes d'ingérence dans les secteurs de l'éducation et de la santé.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Dans un précédent commentaire, la commission avait prié le gouvernement de fournir ses commentaires sur une allégation de la Confédération syndicale internationale (CSI) indiquant que l'article 227 du Code du travail permet des ingérences des autorités dans la négociation collective, et que l'article 224 du code autorise des accords collectifs avec des

travailleurs non syndiqués. La commission note que le gouvernement n'a toujours pas fourni de réponse à cet égard et que la COSYBU, dans ses observations de 2020, demande aussi la révision des deux articles susmentionnés. **La commission prie à nouveau le gouvernement de faire part de ses commentaires à ce sujet et exprime l'espoir que le Code du travail révisé donnera pleinement effet à l'article 4 de la convention.**

La commission avait précédemment prié le gouvernement de fournir des indications sur les mesures concrètes prises pour promouvoir la négociation collective, ainsi que de fournir des données d'ordre pratique sur l'état de la négociation collective dans le pays. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle il a facilité et appuyé la création de Comités de Dialogue Social dans les branches d'activité suivantes: santé, éducation, transport, justice, agriculture, technologies de l'information et de la communication, commerce, énergie et mines, travaux publics, agro-industrie, sécurité, hôtellerie et tourisme, art et artisanat. Elle note que ces comités, qui ont pour mission d'animer le dialogue social et d'initier des négociations collectives, sont bipartites, et se composent de 10 membres chacun, dont cinq employeurs et cinq travailleurs, présents dans les 18 provinces du Burundi. La commission note en outre que le gouvernement souligne que dans le secteur privé, certaines entreprises ont engagé des négociations avec les représentants des salariés dans le cadre de réformes dans la gestion des ressources humaines. La commission note par ailleurs que, de son côté, la COSYBU: i) affirme que depuis 2012 des conventions collectives n'ont pas été conclues dans tous les secteurs; ii) dénonce la suspension de primes et d'indemnités conjoncturelles consacrées par la convention collective nationale interprofessionnelle du 3 avril 1980 réglementant les primes d'ancienneté; et iii) affirme qu'un accord signé avec le gouvernement le 23 février 2017 en vue de rétablir des textes réglementaires relatifs à la mise en œuvre de la liberté syndicale et la négociation collective n'est toujours pas appliqué. La commission note également que le gouvernement, dans sa réponse, indique qu'il examine actuellement les voies et moyens pour mettre en application l'accord signé en date du 23 février 2017. **Rappelant que le respect mutuel des engagements pris dans les accords collectifs est un élément important du droit de négociation collective, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout développement relatif à l'application de l'accord du 23 février 2017 et de répondre aux allégations de la COSYBU concernant la suspension de primes et d'indemnités conjoncturelles consacrées par la convention collective nationale interprofessionnelle du 3 avril 1980. Constatant par ailleurs les appréciations divergentes du gouvernement et de la COSYBU sur la mise en œuvre du droit de négociation collective dans la pratique, la commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures d'encouragement et de promotion de la négociation collective ainsi que sur leur impact. La commission prie en outre le gouvernement de continuer de fournir des informations détaillées, y compris dans le secteur privé, sur les conventions collectives conclues, les secteurs concernés et le nombre de travailleurs couverts.**

Articles 4 et 6. Droit de négociation collective des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées visant à assurer que les organisations de fonctionnaires non commis à l'administration de l'État disposent des mécanismes leur permettant de négocier l'ensemble de leurs conditions de travail et d'emploi, y compris les rémunérations. Elle avait également prié le gouvernement de donner des indications sur tout accord conclu dans le secteur public sur les conditions de travail et d'emploi, y compris les rémunérations. La commission note les indications du gouvernement selon lesquelles: i) dans le cadre de l'élaboration de sa Politique salariale nationale, le ministère du Travail a mis en place une commission tripartite, qui inclut des représentants de tous les fonctionnaires, y compris ceux non commis à l'administration de l'État, pour piloter et orienter techniquement ce travail; ii) le principal accord conclu dans le secteur public est celui sur l'octroi de l'indemnité d'ajustement salarial, qui fut signé à la fin 2015 et dont le contenu a commencé à être appliqué aux fonctionnaires non commis à l'administration de l'État en 2018; et iii) des conventions collectives couvrant plus de 80 pour cent des fonctionnaires de l'État ont été conclues dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la justice. La commission note également que, de son côté, la COSYBU demande que: i) la commission sur l'élaboration de la Politique salariale nationale soit redynamisée en vue de finaliser cette politique; et ii) les dispositions législatives pertinentes soient modifiées de sorte que les organisations de fonctionnaires et d'employeurs publics non commis à l'administration de l'État puissent négocier leurs salaires et autres conditions de travail. **Constatant les appréciations divergentes du gouvernement et de la COSYBU sur l'accès des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État au droit de négociation collective, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures prises pour promouvoir la négociation collective de cette catégorie de travailleurs, y compris dans le cadre de la Politique salariale nationale. La commission prie également le gouvernement de faire part de tous les accords collectifs conclus dans le secteur public.**

Cambodge

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1999)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 21 septembre 2020, alléguant que les modifications de la loi sur les syndicats, adoptées en décembre 2019, qui sont examinées dans ce commentaire, n'ont pas permis de mettre la loi sur les syndicats en conformité avec la convention.

La commission prend note, en outre, des observations de l'Internationale de l'éducation, reçues le 1^{er} octobre 2020, dénonçant l'arrestation de cinq syndicalistes en lien avec leurs activités, dont le président de la Confédération cambodgienne des syndicats (CCU), ainsi qu'une attaque contre le président de l'Association indépendante des enseignants cambodgiens (CITA) le 10 août 2020. **Rappelant que les droits syndicaux ne peuvent s'exercer que dans un climat exempt de toute violence et d'intimidation, et dans le cadre d'un système qui garantit le respect effectif des libertés civiles, la commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à propos de ces graves allégations.**

La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des observations reçues des partenaires sociaux cette année (voir questions législatives), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des commentaires par lesquels le gouvernement répond aux observations formulées en 2016 et en 2017 par la CSI, y compris de l'indication de la suppression de la loi promulguée des dispositions du projet de loi sur les salaires minima que la CSI remettait en cause, alléguant qu'elles interdisaient des activités syndicales légitimes. La commission prend par ailleurs note des observations soumises par la CSI le 1^{er} septembre 2019 sur des questions faisant l'objet du présent commentaire, ainsi que sur des allégations de répression violente de grèves par des criminels spécialement engagés à cette fin et de détention de dirigeants syndicaux qui ont organisé des actions de grève dans le secteur de l'habillement. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard.**

Droits syndicaux et libertés publiques

Meurtres de syndicalistes. S'agissant de la recommandation qu'elle fait depuis longtemps de procéder à des enquêtes complètes et indépendantes sur les meurtres des dirigeants syndicaux Chea Vichea et Ros Sovannareth (en 2004) et Hy Vuthy (en 2007), la commission note que le gouvernement indique une fois de plus que les ministères et les institutions concernés travaillent sur ces cas, mais leur ancienneté et le manque de collaboration de la famille de M. Vichea compliquent encore l'enquête. Le gouvernement déclare également que, pour que l'enquête aboutisse, toutes les parties impliquées, y compris les familles des victimes, doivent entièrement coopérer et indique que l'enquête a été présentée lors de la réunion annuelle de la Commission nationale chargée d'examiner la mise en œuvre des conventions internationales du travail ratifiées par le Cambodge (NCRILC). La commission doit exprimer une fois de plus sa **profonde préoccupation** face à l'absence de résultats concrets concernant les enquêtes, même en gardant à l'esprit le manque de coopération des familles des victimes, et la commission renvoie aux conclusions et recommandations du Comité de la liberté syndicale lors de son examen du cas n° 2318 (voir 391^e rapport, octobre 2019). **Rappelant la nécessité de conclure les enquêtes et de traduire les auteurs et les instigateurs de ces crimes en justice, la commission prie à nouveau instamment les autorités compétentes de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'accélérer la procédure d'enquête.**

Incidents durant les manifestations de janvier 2014. En ce qui concerne les syndicalistes faisant l'objet de procédures pénales pour les incidents survenus au cours des manifestations de janvier 2014, la commission note avec **intérêt** l'indication du gouvernement selon laquelle les six dirigeants syndicaux qui avaient été condamnés à une peine de deux ans et demi de prison avec sursis et au versement collectif d'une indemnité de 8 750 dollars des États-Unis ont été acquittés de tous les chefs d'accusation par la Cour d'appel, le 28 mai 2019, à la suite du pourvoi en appel du premier jugement interjeté avec l'assistance juridique du ministère du Travail et de la Formation professionnelle et du ministère de la Justice. La commission note également l'indication du gouvernement selon laquelle: a) en ce qui concerne les autres syndicalistes faisant encore l'objet de procédures judiciaires, le ministère du Travail et de la Formation professionnelle et le ministère de la Justice ont mis en place un groupe de travail qui a demandé aux syndicats de fournir des informations sur leurs cas pour que les deux ministères puissent suivre les affaires en vue d'accélérer leur résolution (jusqu'à présent 80 pour cent des affaires pénales engagées contre des syndicalistes ont été résolues); b) sur un total de 121 affaires pénales identifiées impliquant des syndicalistes, 71 affaires ont été résolues (des verdicts ont été prononcés dans 27 cas, 13 cas ont été classés sans suite par le procureur et les poursuites ont été abandonnées par le juge chargé de l'enquête

dans 23 cas), 33 affaires font toujours l'objet d'une procédure judiciaire et 17 affaires n'ont pas trait à la liberté syndicale ou aux droits au travail, mais ont également été résolues; et c) sur les 19 affaires civiles, 11 ont été résolues (des verdicts ont été prononcés dans 9 cas et les poursuites ont été abandonnées dans 2 cas) et la procédure judiciaire est en cours pour 8 affaires (dont 2 ne sont pas liées à la liberté syndicale ou aux droits au travail). **La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur les procédures en cours, en particulier sur toute décision rendue, et de s'efforcer de veiller à ce qu'aucune poursuite criminelle ne soit entamée ni aucune sanction imposée pour l'exercice pacifique d'activités syndicales.**

Formation des forces de police en ce qui concerne les actions collectives et de protestation. Dans ses commentaires précédents, rappelant que l'intervention de la police devrait être proportionnée à la menace pour l'ordre public et que les autorités compétentes devraient recevoir des instructions adéquates pour éviter l'écueil d'un usage disproportionné de la force lorsqu'elles tentent de contrôler des manifestations susceptibles de porter atteinte à l'ordre public, la commission avait encouragé le gouvernement à envisager de solliciter l'assistance technique du Bureau en rapport avec la formation des forces de police dans le but, par exemple, d'élaborer des principes directeurs, un code de bonnes pratiques ou un manuel sur l'attitude à avoir lors d'actions collectives et de protestation. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle: i) le ministère du Travail et de la Formation professionnelle a coopéré avec le ministère de l'Intérieur pour préparer des documents destinés à la formation des forces de police afin de veiller au plein respect des droits syndicaux; ii) le 18 décembre 2018, le ministère du Travail et de la Formation professionnelle a envoyé un courrier au BIT pour solliciter son assistance technique afin de prodiguer une formation aux forces de police; et iii) en avril 2019, des représentants du ministère ont rencontré des fonctionnaires du BIT pour préparer la formation destinée à la police nationale et sont convenus d'organiser quatre formations des formateurs, en coopération avec le ministère de l'Intérieur et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui auront lieu au second semestre de 2019. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur l'évolution de la situation à cet égard, y compris en ce qui concerne l'achèvement des quatre cours de formation, leur durée, le nombre de participants et les sujets particuliers couverts.**

Questions législatives

La commission prend bonne note des informations fournies par le gouvernement à propos de la procédure de préparation des amendements à la loi sur les syndicats (LTU), en consultation avec les partenaires sociaux. Le gouvernement indique que: i) le ministère du Travail et de la Formation professionnelle a soumis un premier projet d'amendement à la consultation des mandants tripartites; ii) les organisations d'employeurs et de travailleurs ont présenté leurs commentaires par écrit; iii) deux ateliers consultatifs tripartites nationaux ont eu lieu le 25 avril 2019 et le 2 août 2019, avec le soutien technique du BIT, au cours desquels les partenaires sociaux ont pu ajouter des commentaires; iv) le 9 août 2019, un projet final a été présenté au Conseil des ministres pour ensuite le soumettre à l'Assemblée nationale pour examen et adoption d'ici la fin de 2019; et v) entre temps, plusieurs réglementations (prakas) ont été adoptées pour simplifier la mise en œuvre de la loi sur les syndicats, notamment pour ce qui est de l'enregistrement des syndicats, des fédérations et des confédérations. La commission observe que le projet de loi a été approuvé par l'Assemblée nationale le 26 novembre 2019 et promulguée le 19 décembre 2019.

Article 2 de la convention. Droits des travailleurs et des employeurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations et de s'y affilier. Dans ses commentaires précédents, la commission avait instamment prié le gouvernement de prendre des mesures appropriées, en concertation avec les partenaires sociaux, pour faire en sorte que les fonctionnaires – y compris les enseignants – qui ne sont pas couverts par la loi sur les syndicats, puissent pleinement bénéficier de leur liberté d'association telle que conférée par la convention et que la législation soit modifiée en conséquence. La commission note que, bien que le gouvernement ait indiqué lors de sa présentation, en juin 2019, du Rapport sur l'évolution de la mise en œuvre des recommandations de l'OIT à propos de la liberté syndicale qu'il continuait d'organiser des ateliers consultatifs et de finaliser le projet d'amendement à la législation, aucun amendement n'a été préparé à ce propos. Dans son rapport, le gouvernement ne fait que répéter qu'il estime que la liberté syndicale est garantie à tous les travailleurs par le biais de deux textes de loi: i) la loi sur les syndicats, qui s'applique au secteur privé, y compris aux travailleurs domestiques (les amendements feront explicitement référence aux travailleurs domestiques à l'article 3 de la loi sur les syndicats relatif au champ d'application de la loi), les enseignants qui ne sont pas fonctionnaires et les travailleurs de l'économie informelle qui répondent aux critères de cette loi pour la création d'un syndicat; et ii) la loi sur les associations et les organisations non gouvernementales qui prévoit le droit des fonctionnaires, y compris les enseignants qui ont maintenant un tel statut, de se syndiquer.

La commission se doit de répéter que certaines dispositions de la loi sur les associations et les organisations non gouvernementales contreviennent aux droits que la convention reconnaît aux

fonctionnaires en matière de liberté syndicale, car elle ne confère pas aux associations de fonctionnaires le droit de rédiger des statuts et un règlement, le droit d'élire des représentants, le droit d'organiser des activités et de formuler des programmes sans l'ingérence des autorités publiques ni le droit de s'affilier à des fédérations ou confédérations, y compris à l'échelon international, et soumet l'enregistrement de ces associations à l'autorisation du ministère de l'Intérieur. En outre, la commission avait noté que les organisations et associations de travailleurs étaient particulièrement inquiètes face: i) au manque de protection des droits syndicaux des enseignants (mentionnant en particulier les sanctions et menaces contre des enseignants qui cherchent à s'organiser); et ii) aux difficultés rencontrées par les travailleurs domestiques et les travailleurs de l'économie informelle en général lorsqu'ils veulent créer des syndicats ou s'y affilier, du fait que la loi sur les syndicats préconise un modèle de syndicat d'entreprise, dont les conditions sont très difficiles à remplir pour ces travailleurs, et n'autorise pas la création de syndicats par secteur ou profession. De la même façon, elle avait pris note que la CSI affirmait que l'absence de toute structure de représentation sectorielle se traduisait par la privation du droit de s'organiser pour des centaines de milliers de travailleurs de l'économie informelle. **Regrettant l'absence continue de progrès à cet égard, la commission se doit une fois de plus de prier instamment le gouvernement de prendre des mesures appropriées, en concertation avec les partenaires sociaux, pour faire en sorte que les fonctionnaires, y compris les enseignants, qui ne sont pas couverts par la loi sur les syndicats, puissent pleinement bénéficier de leur liberté d'association telle que conférée par la convention et que la législation soit modifiée en conséquence. Elle encourage en outre le gouvernement à promouvoir la jouissance pleine et effective de ces droits par les travailleurs domestiques et les travailleurs de l'économie informelle et, à cette fin, à soumettre à des consultations tripartites la possibilité d'autoriser la formation de syndicats par secteur ou profession.**

Article 3. Droit d'élire librement des représentants. Conditions à respecter pour les dirigeants, les gestionnaires et les responsables de l'administration des syndicats. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les articles 20, 21 et 38 de la loi sur les syndicats qui fixent les conditions suivantes pour voter: être candidat à une élection ou occuper un poste de direction ou de gestion dans une organisation d'employeurs ou de travailleurs, avoir atteint l'âge de 18 ans révolus, savoir lire et écrire, et signer une déclaration attestant de n'avoir jamais été condamné pour une infraction pénale. La commission note avec **satisfaction** que les modifications apportées en 2019 à la loi sur les syndicats ont supprimé les conditions relatives à la déclaration attestant de n'avoir jamais été condamné pour une infraction pénale et, pour les ressortissants cambodgiens, l'obligation de savoir lire et écrire. Toutefois, la commission note que les articles 20 et 21 modifiés imposent toujours l'obligation de savoir lire et écrire pour les ressortissants étrangers. En outre, la commission observe que les amendements de 2019 à la loi sur les syndicats ne modifient pas l'article 38 s'agissant de l'élection de représentants des travailleurs dans une entreprise ou un établissement. Comme la commission l'avait déjà noté dans ses commentaires précédents, cet article pose des problèmes analogues de compatibilité avec la convention. **Rappelant ses commentaires précédents, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les articles 20, 21 et 38 de cette loi afin de supprimer l'obligation de lire et d'écrire le khmer comme critère d'éligibilité des étrangers. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès à cet égard.**

Article 4. Dissolution des organisations représentatives. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de modifier le paragraphe 2 de l'article 28 de la loi sur les syndicats qui prévoit la dissolution automatique d'un syndicat en cas de fermeture complète de l'entreprise ou de l'établissement. La commission observe que les amendements de 2019 à la loi sur les syndicats prévoient toujours, au paragraphe 2 de l'article 28 de la loi, la dissolution automatique d'un syndicat en cas de fermeture complète de l'entreprise ou de l'établissement, en incluant une condition supplémentaire: le versement intégral des salaires et autres prestations aux travailleurs. À cet égard, la commission estime que si le versement des salaires et des autres prestations peut en effet constituer une raison légitime pour un syndicat de rester en activité après la dissolution de l'entreprise concernée, il en existe d'autres (comme la défense d'autres revendications légitimes). **Rappelant que la dissolution d'une organisation de travailleurs ou d'employeurs ne peut être décidée que dans le cadre des procédures définies par ses statuts ou par un jugement d'un tribunal, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier en conséquence l'article 28 de la loi sur les syndicats en supprimant entièrement son paragraphe 2.**

Motifs de demande de dissolution par un tribunal. Dans ses commentaires précédents, la commission avait demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 29 de la loi sur les syndicats, qui accorde à toute partie concernée ou à 50 pour cent du nombre total de membres du syndicat ou de l'association d'employeurs le droit de déposer au tribunal du travail une demande de dissolution. Observant que les amendements de 2019 à la loi sur les syndicats ne modifiaient pas la disposition en question, et notant que les membres peuvent toujours décider de quitter le syndicat, la commission doit à nouveau rappeler que la seule manière pour les membres de demander la dissolution

doit être celle prévue dans les statuts de l'organisation. **La commission prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 29 de la loi sur les syndicats pour laisser aux statuts et règlements des syndicats ou des associations d'employeurs le soin de déterminer la procédure de dissolution par leurs membres.**

La commission avait aussi demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier le paragraphe (c) de l'article 29 de la loi sur les syndicats, qui prévoit qu'un syndicat ou une association d'employeurs est dissous par le tribunal du travail dans les cas où ses dirigeants, ses gestionnaires et les responsables de son administration sont reconnus coupables d'une faute grave ou d'un délit commis au nom du syndicat ou de l'association d'employeurs. La commission avait rappelé que, s'il s'avère que des représentants de syndicat se sont gravement méconduits ou ont commis des délits par des actes allant au-delà des limites de l'activité syndicale normale – y compris des actes commis pour le compte du syndicat –, ils peuvent être poursuivis en vertu des dispositions légales applicables et dans le respect des procédures judiciaires ordinaires, sans provoquer la dissolution du syndicat et le priver de toute possibilité d'action. La commission observe avec **satisfaction** que les amendements de 2019 ont supprimé le paragraphe susmentionné de la loi sur les syndicats.

Application de la convention dans la pratique

Indépendance du pouvoir judiciaire. Dans ses commentaires précédents, la commission avait rappelé combien il était important de veiller au bon fonctionnement du système judiciaire en tant que sauvegarde contre l'impunité et moyen efficace de protection des droits des travailleurs à la liberté syndicale pendant des conflits du travail, ainsi que pour répondre aux vives préoccupations qui se sont exprimées quant à l'indépendance du pouvoir judiciaire et son effet sur l'application de la convention. Elle s'était félicitée de l'engagement du gouvernement à renforcer le conseil d'arbitrage et avait voulu croire qu'il resterait facilement accessible et continuerait à jouer son rôle important de traitement des conflits collectifs, et que les éventuelles mesures nécessaires seraient prises pour faire en sorte que ses sentences, lorsqu'elles ont force obligatoire, fussent dûment appliquées. La commission note que le gouvernement indique qu'il a supprimé le projet de loi sur la procédure relative aux tribunaux du travail et note avec **intérêt** que le ministère du Travail et de la Formation professionnelle a décidé de continuer de soutenir financièrement le conseil d'arbitrage et étudie la possibilité de tenter la résolution des conflits relatifs aux droits individuels au travail par son intermédiaire en 2020. **La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations à cet égard, y compris en ce qui concerne toute mesure prise pour veiller à ce que les sentences du conseil d'arbitrage qui ont force obligatoire soient dûment appliquées.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1999)

La commission prend note des observations de la CSI, reçues le 21 septembre 2020, alléguant que les modifications de décembre 2019 apportées à la loi sur les syndicats n'ont pas mis cette loi en conformité avec la convention, et faisant valoir en particulier que les sanctions infligées pour discrimination antisyndicale restent bien trop faibles pour être dissuasives. **La commission demande au gouvernement de transmettre ses commentaires à cet égard.**

N'ayant reçu aucune information supplémentaire, la commission réitère ses commentaires adoptés en 2019, reproduits ci-après.

La commission prend note des observations soumises par la Confédération syndicale internationale (CSI) en date du 1^{er} septembre 2019 sur des questions faisant l'objet du présent commentaire.

La commission prend note des commentaires du gouvernement en réponse aux observations de la CSI de 2016 et 2017. En ce qui concerne les allégations relatives à l'utilisation prolongée de contrats à court terme pour pouvoir mettre fin à la relation de travail de dirigeants et de membres syndicaux et fragiliser les syndicats actifs, le gouvernement indique que la loi sur les syndicats prévoit des voies de recours en cas de licenciement ou de non-renouvellement de contrats à durée déterminée liés à de la discrimination antisyndicale et précise que, si les faits sont avérés, que les inspecteurs du travail ordonnent à l'employeur de réintégrer les travailleurs ou leur imposent des amendes conséquentes. Le gouvernement ajoute que, pour éviter toute interprétation erronée des dispositions légales relatives aux contrats à durée déterminée, le ministère du Travail et de la Formation professionnelle a procédé à des consultations avec les partenaires sociaux et d'autres parties concernées, comme le Conseil d'arbitrage, afin que tous s'accordent sur une durée maximale de quatre ans pour les contrats à durée déterminée et pour que, en cas de dépassement de cette période maximale, le contrat soit considéré comme à durée indéterminée. En date du 17 mai 2019, le ministère du Travail et de la Formation professionnelle a traduit cette décision dans une Instruction sur la détermination du type du contrat de travail. **Tout en prenant**

bonne note des informations fournies, la commission prie le gouvernement de s'assurer que toutes les mesures sont prises afin de contrôler, en consultation avec les partenaires sociaux, que les contrats à durée déterminée ne sont pas utilisés, y compris par leur non-renouvellement, à des fins antisyndicales et de continuer à fournir des informations à cet égard.

Articles 1 et 3 de la convention. Protection adéquate contre la discrimination antisyndicale. Depuis de nombreuses années, plusieurs organisations de travailleurs, et en particulier la CSI – y compris dans ses observations les plus récentes – dénoncent de nombreux actes graves de discrimination antisyndicale dans le pays. La commission note que le gouvernement indique à cet égard que le ministère du Travail et de la Formation professionnelle: i) a envoyé un courrier administratif à tous les employeurs et à leurs associations le 31 mai 2019 pour veiller à l'application stricte et effective des dispositions relatives à la discrimination antisyndicale; ii) a invité les représentants des employeurs de 50 entreprises à diffuser l'information sur les protections spéciales contre la discrimination antisyndicale; et iii) a rencontré les représentants de la Confédération du travail du Cambodge (CLC) à deux occasions (13 juin et 18 juillet 2019) en vue du suivi des 44 cas renvoyés devant la justice (le gouvernement fait savoir que des acquittements ont été prononcés dans 11 de ces cas et que le ministère du Travail et de la Formation professionnelle collabore étroitement avec le ministère de la Justice pour examiner les cas restants). Tout en saluant les mesures adoptées pour la mise en œuvre effective des protections contre la discrimination antisyndicale, la commission observe que, outre la référence aux deux réunions avec la CLC, le gouvernement n'a transmis aucun détail supplémentaire quant aux nombreuses allégations graves de discrimination antisyndicale formulées dans les précédentes observations des organisations de travailleurs. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur le traitement des allégations de discrimination antisyndicale formulées dans les observations de la CSI en 2014, 2016 et 2019, et rappelle qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures pour veiller à ce que des organes indépendants, jouissant de la confiance des parties, enquêtent sur les allégations de discrimination antisyndicale et, lorsque ces allégations sont avérées, que des mesures correctives appropriées et des sanctions suffisamment dissuasives soient imposées.**

De plus, dans ses précédents commentaires, la commission avait instamment prié le gouvernement de s'assurer que la législation nationale prévoyait une protection adéquate contre tous les actes de discrimination antisyndicale, comme les licenciements et autres actes préjudiciables commis contre des dirigeants et des membres syndicaux, y compris en prévoyant des sanctions suffisamment dissuasives. À cet égard, elle avait noté que selon les observations de la CSI, les sanctions prévues dans la loi sur les syndicats en cas de pratiques antisyndicales par des employeurs étaient trop faibles (l'amende maximale étant de 5 millions de riel cambodgiens, soit 1 250 dollars des États-Unis) et pouvaient ne pas être suffisamment dissuasives. La commission avait alors estimé que les amendes prévues dans la loi sur les syndicats en cas de pratiques de travail déloyales pouvaient être dissuasives pour les petites et moyennes entreprises, mais ne semblaient pas l'être pour les grandes entreprises à forte productivité. Elle avait donc invité le gouvernement à évaluer, en consultation avec les partenaires sociaux, le caractère dissuasif des sanctions à introduire dans la loi sur les syndicats ou dans toute autre loi pertinente. En réponse à ces commentaires, la commission note que le gouvernement affirme que les mécanismes légaux en vigueur prévoient une protection appropriée contre la discrimination antisyndicale. Le gouvernement indique que: i) outre l'application des dispositions et des mesures correctives prévues au chapitre XV de la loi sur les syndicats en cas de discrimination antisyndicale, la loi prévoit, à son article 95, que d'autres lois pénales peuvent s'appliquer pour sanctionner de telles actions (les actes de violence et de discrimination contre des syndicats de travailleurs constituant des infractions pénales en vertu des articles 217 et 267 du Code pénal) et des peines de prison pourraient éventuellement être prononcées à l'encontre d'employeurs, par exemple si les actes sont violents; ii) outre les amendes prévues dans la loi sur les syndicats, les victimes peuvent également réclamer une indemnisation; iii) le ministère du Travail et de la Formation professionnelle n'a jamais reçu de plaintes ou de réclamations de la part de syndicalistes à propos des sanctions prévues; et iv) le gouvernement s'est engagé à renforcer davantage les capacités des inspecteurs du travail et sensibiliser les travailleurs à propos de leurs droits. Par ailleurs, la commission observe que, si de nombreuses réunions de consultation ont été organisées sur la révision et la modification de la loi sur les syndicats, le gouvernement n'indique pas si une évaluation tripartite du caractère dissuasif et efficace des protections contre la discrimination antisyndicale a été effectuée, comme l'avait recommandé la commission. De plus, la commission note que la CSI dénonce dans ses observations, en plus des cas concrets ci-dessus, un manque général d'action et l'absence de protection appropriée contre une discrimination antisyndicale endémique. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations statistiques détaillées sur l'application des différents mécanismes de protection contre la discrimination antisyndicale, y compris sur les sanctions infligées et autres réparations imposées, comme la réintégration ou l'indemnisation de travailleurs. Elle le prie également d'évaluer, à la lumière de ces données statistiques et en consultation avec les partenaires sociaux, la pertinence des**

mesures correctives en place et surtout le caractère dissuasif des sanctions, et de fournir des informations sur toute évolution de la situation.

Article 4. Reconnaissance des syndicats aux fins de la négociation collective. Dans sa précédente observation, prenant note de la déclaration du gouvernement selon laquelle, en abaissant le seuil pour déterminer l'organisation la plus représentative à 30 pour cent du total des travailleurs, la loi promouvait les conventions collectives, la commission avait invité le gouvernement à évaluer l'effet de la mise en œuvre de la loi sur les syndicats en fournissant des statistiques sur: a) le nombre d'organisations qualifiées de représentatives sans avoir recours à une élection, dans la mesure où elles disposent du soutien d'au moins 30 pour cent des travailleurs, ainsi que le nombre d'accords collectifs conclus par ces organisations représentatives; et b) le nombre d'élections réalisées suite à l'absence d'organisation disposant du soutien d'au moins 30 pour cent des travailleurs, de même que le nombre de conventions collectives conclues par les organisations ainsi élues. La commission note que le gouvernement fournit les informations suivantes: i) en 2018, quatre organisations ont été qualifiées de représentatives sans avoir recours à une élection, disposant du soutien d'au moins 30 pour cent des travailleurs (toutes dans le secteur de l'habillement, couvrant 3 226 travailleurs), et en 2019, 15 organisations ont ainsi été qualifiées de représentatives (11 dans le secteur de l'habillement, couvrant 11 070 travailleurs et quatre dans le secteur de l'hôtellerie, couvrant 890 travailleurs); et ii) sept conventions collectives ont été conclues en 2018 et 2019 (en 2018, quatre conventions collectives ont été conclues entre l'employeur et les délégués syndicaux et en 2019, trois conventions collectives ont été conclues entre l'employeur et un syndicat qualifié de plus représentatif). Le gouvernement indique que les informations relatives au point b) seront fournies dans son prochain rapport. La commission note également que la mission de contacts directs de mars 2017 avait recommandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires, notamment en donnant des instructions aux autorités compétentes, pour veiller à ce que les organisations ou les coalitions de travailleurs satisfaisant au seuil minimum soient qualifiées de plus représentatives sans délai et en toute impartialité. À cet égard, tout en notant que le gouvernement indique qu'il a publié une Instruction sur l'octroi du statut d'organisation la plus représentative et que l'un des objectifs des amendements de la loi sur les syndicats est d'assouplir les conditions d'obtention du statut d'organisation la plus représentative, la commission observe que le nombre d'organisations disposant du soutien d'au moins 30 pour cent des travailleurs sans avoir recours à une élection ainsi que le nombre de conventions collectives conclues en 2018 et 2019 sont très bas. **La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur le nombre d'organisations qualifiées de plus représentatives et le nombre de conventions collectives en vigueur, en précisant les parties qui les ont conclues (surtout s'il s'agit d'un syndicat qualifié de plus représentatif, d'un conseil de négociation ou d'un délégué syndical), les secteurs concernés et le nombre de travailleurs couverts par ces conventions. Elle le prie également de fournir des informations sur toute mesure supplémentaire adoptée pour répondre aux questions soulevées par la mission de contacts directs à propos de la reconnaissance du statut d'organisation la plus représentative et pour promouvoir le développement et l'utilisation les plus larges de la négociation collective comme le prévoit la convention.**

Articles 4, 5 et 6. Droit de négociation collective des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État. Dans ses commentaires précédents, la commission avait instamment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en consultation avec les partenaires sociaux, pour veiller à ce que les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État, y compris les enseignants, qui sont régis par la loi sur le statut commun des fonctionnaires et par la loi sur l'éducation en ce qui concerne leur droit d'organisation, bénéficient des droits de négociation collective prévus par la convention. La commission note que dans sa réponse, le gouvernement indique que les fonctionnaires, y compris les enseignants, peuvent former des associations, conformément à la loi sur les associations et les organisations non gouvernementales, mais ne fournit aucune information quant aux mesures pour veiller à ce que les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État puissent exercer le droit de négociation collective. **Regrettant l'absence de progrès à cet égard, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en consultation avec les partenaires sociaux, pour veiller à ce que les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État, y compris les enseignants, bénéficient des droits de négociation collective prévus par la convention. Elle le prie d'indiquer toute mesure adoptée ou envisagée à cet égard et rappelle qu'il peut solliciter l'assistance technique du Bureau.**

Cameroun

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

La commission prend note des observations sur l'application de la convention dans la pratique soumises par la Confédération syndicale internationale (CSI) en date du 16 septembre 2020, qui contiennent des allégations de favoritisme des autorités à l'égard d'organisations non-représentatives. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à ce sujet.** La commission prend aussi note des observations de l'Union générale des travailleurs du Cameroun (UGTC) reçues le 5 novembre 2020 qui ont trait à des questions examinées dans le cadre du présent commentaire.

La commission prend note des informations générales fournies par le gouvernement en réponse aux observations de la Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT) qui concernaient notamment la répression par les forces de l'ordre d'un mouvement de grève des dockers du port de Douala en juin 2018 et les nombreuses arrestations arbitraires qui s'en étaient suivies. La commission note que le gouvernement déclare que la police est intervenue en raison d'actes de violences à l'encontre des dockers non-grévistes et d'atteintes à l'ordre public. À cet égard, la commission souhaite rappeler que les autorités ne devraient recourir à la force publique en cas de grève que dans des circonstances exceptionnelles et des situations graves où l'ordre public est gravement menacé, et qu'un tel recours à la force doit être proportionnel à la situation (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 149).

La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a toujours pas fourni d'informations en réponse aux observations de la CSI en date du 1^{er} septembre 2016, concernant des violences policières répétées à l'encontre de grévistes (dans le secteur de la construction), ainsi que des cas d'ingérence des autorités dans les élections syndicales (dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et de la santé), de vandalisme contre les locaux d'un syndicat et de harcèlement syndical (secteur bancaire). **La commission prie instamment le gouvernement de fournir des informations détaillées sur l'ensemble de ces questions.**

Dans ses précédents commentaires portant sur le défaut d'enregistrement de huit organisations syndicales des agents publics de l'éducation faisant suite aux observations de l'Internationale de l'éducation (IE) de 2016, la commission avait noté que selon le gouvernement cette situation était liée à la vacance du poste de greffier des syndicats. Le gouvernement indique maintenant que, si un greffier des syndicats a bien été nommé par décret en février 2015, le processus de délivrance des certificats d'enregistrement a été suspendu dans le but «d'assainir le fichier syndical», cette opération ayant permis au gouvernement d'avoir une meilleure lisibilité du paysage syndical par secteur et par branche d'activités. **Rappelant que le droit de constituer des organisations syndicales doit être garanti sans autorisation préalable et que toute procédure d'enregistrement doit se limiter à une simple formalité, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'enregistrement des organisations concernées des agents publics de l'éducation.**

Article 3 de la convention. Loi portant répression des actes de terrorisme. Faisant référence à ses précédents commentaires relatifs à la loi portant répression des actes de terrorisme (n° 2014/028 du 23 décembre 2014), la commission souhaite une nouvelle fois attirer l'attention du gouvernement sur la formulation de l'article 2 (1), selon lequel «est puni de la peine de mort, celui qui [...] commet tout acte ou menace susceptible de causer la mort, de mettre en danger l'intégrité physique, d'occasionner des dommages corporels ou matériels, des dommages aux ressources naturelles, à l'environnement ou au patrimoine culturel dans l'intention: (a) d'intimider la population, de provoquer une situation de terreur ou de contraindre la victime, le gouvernement et/ou une organisation nationale ou internationale, à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque, à adopter ou à renoncer à une position particulière ou à agir selon certains principes; (b) de perturber le fonctionnement normal des services publics, la prestation de services essentiels aux populations ou de créer une situation de crise au sein des populations [...]». La commission réitère sa **profonde préoccupation** du fait que certaines de ces situations pourraient concerner des actes liés à l'exercice légitime d'activités par les représentants d'organisations syndicales ou d'employeurs en vertu de la convention. La commission se réfère notamment aux actions de protestation ou à des grèves qui auraient des répercussions directes sur les services publics. La commission rappelle par ailleurs que, compte tenu de la peine encourue, une telle disposition peut avoir un caractère particulièrement intimidant à l'égard de représentants syndicaux ou patronaux s'exprimant ou agissant dans le cadre de leurs mandats. **Tout en notant que le gouvernement réitère que toute entreprise qui n'est pas de nature à assumer les missions légales dévolues aux syndicats et qui a pour finalité de semer la peur, l'intimidation, la violence ou qui se caractérise par l'usage des armes peut ne pas être rattachée à l'activité syndicale et comme telle, peut être requalifiée par les juridictions compétentes, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour**

modifier l'article 2 de la loi portant répression des actes de terrorisme pour assurer qu'il ne s'applique pas aux activités légitimes des organisations de travailleurs et d'employeurs, protégées par la convention. Entre-temps, la commission prie instamment le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises afin de garantir: i) que la mise en œuvre de cette loi n'a pas pour conséquence de porter préjudice à des dirigeants et membres s'exprimant dans le cadre de leurs mandats et exerçant des activités syndicales ou patronales en vertu de l'article 3 de la convention; et ii) que la loi est appliquée de telle sorte qu'elle n'est pas perçue comme une menace ou une intimidation destinée à des syndicalistes ou au mouvement syndical dans son ensemble.

Articles 2 et 5. Réforme législative. La commission rappelle depuis plusieurs années la nécessité: i) de modifier la loi n° 68/LF/19 du 18 novembre 1968 (qui soumet l'existence juridique d'un syndicat ou d'une association professionnelle de fonctionnaires à l'agrément préalable du ministre en charge de l'administration territoriale); ii) de modifier les articles 6(2) et 166 du Code du travail (portant sur la sanction de promoteurs d'un syndicat non encore enregistré qui se comporteraient comme si le syndicat avait été enregistré); et iii) d'abroger l'article 19 du décret n° 69/DF/7 du 6 janvier 1969 (qui prévoit l'autorisation préalable pour l'affiliation des syndicats de fonctionnaires publics à une organisation internationale). **Notant une nouvelle fois avec un profond regret que, d'après les informations fournies par le gouvernement, le processus de révision du Code du travail n'a toujours pas été achevé, la commission se voit, une fois encore, obligée d'exhorter le gouvernement à achever le processus de révision législative, sans délai supplémentaire, de manière à donner pleinement effet aux dispositions de la convention sur les points qu'elle rappelle ci-dessus. La commission veut croire que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.**

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1962)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 16 septembre 2020 qui portent sur l'application de la convention dans la pratique et dont le contenu est abordé dans le présent commentaire. Elle prend également note des observations de l'Union générale des travailleurs du Cameroun (UGTC) reçues le 5 novembre 2020 qui contiennent des allégations de discrimination antisyndicale à l'encontre de plusieurs membres d'une organisation affiliée (SNEGCBEFCAM), au sein de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS). **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à ce sujet.**

Articles 1 et 2 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté les observations de la CSI reçues en 2016 qui dénonçaient des actes de discrimination antisyndicale à l'encontre de dirigeants syndicaux et de syndicalistes dans le secteur bancaire et l'ingérence de l'employeur et des autorités dans les élections d'un syndicat dans le secteur de l'agriculture. Elle avait également noté les observations de 2016 de la Confédération des travailleurs unis du Cameroun (CTUC) concernant l'ingérence d'une entreprise dans les activités d'une organisation syndicale dans le secteur du bois et le licenciement par l'entreprise en question de plus de 150 travailleurs au seul motif de leur affiliation syndicale. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a toujours pas fourni les informations demandées et qu'il se limite à indiquer qu'il veille à la promotion des normes internationales du travail dans le pays. La commission prend enfin note des observations de la CSI reçues en septembre 2020 qui contiennent de nouvelles allégations de suspensions et de licenciements arbitraires de responsables syndicaux, en particulier dans le secteur brassicole. **La commission note une fois encore avec préoccupation la gravité des faits allégués et la persistance de dénonciations de pratiques antisyndicales dans de nombreux secteurs. La commission rappelle au gouvernement qu'il lui incombe de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les autorités compétentes et, en particulier, l'inspection du travail diligentent les enquêtes nécessaires sur les faits de discrimination antisyndicale et d'ingérence rapportés, et de prendre sans délai les mesures correctives et d'imposer les sanctions adéquates s'il est avéré que les droits syndicaux reconnus dans la convention ont été entravés dans certaines administrations ou entreprises. La commission prie instamment le gouvernement de fournir ses commentaires et des informations détaillées à cet égard.**

Faisant référence aux observations reçues en octobre 2016 de l'UGTC dénonçant l'aggravation des discriminations antisyndicales à l'encontre des dirigeants du SNEGCBEFCAM au sein de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS), la commission note qu'une décision de justice a été rendue en faveur des travailleurs qui avaient fait l'objet d'une procédure de licenciement mais que la CNPS a fait appel de la décision. **La commission prie le gouvernement de fournir toute information pertinente à ce sujet.**

Article 4. Droit de négociation collective dans la pratique. La commission note les informations fournies par le gouvernement selon lesquelles depuis 2017, neuf conventions collectives ont été signées.

En référence à ses précédents commentaires, elle note en particulier que la convention collective révisée des sociétés de gardiennage a été signée le 7 mai 2019. Par ailleurs, la commission avait pris note des observations de 2016 de la Confédération syndicale des travailleurs du Cameroun (CSTC) qui dénonçait la désignation unilatérale par le ministère du Travail des représentants des travailleurs dans les commissions de négociation des conventions collectives nationales, cela sans tenir compte de la représentativité des organisations dans les secteurs concernés. À cet égard, la commission prend note des observations de la CSI reçues en septembre 2020 qui allègue que des organisations sans représentativité sont désignées dans les institutions en lieu et place des organisations représentatives et que de telles pratiques empêchent toute véritable représentation des travailleurs et de leurs intérêts tant au sein des entreprises que dans le cadre des instances tripartites et du dialogue social. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires sur les observations de la CSTC et de la CSI ainsi que d'indiquer les mesures d'encouragement et de promotion de la négociation collective prises par les autorités, en vertu de l'article 4 de la convention, et de spécifier les secteurs concernés. La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations statistiques sur le nombre de conventions collectives signées et en vigueur, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, en indiquant également le nombre de secteurs et de travailleurs couverts par ces conventions.**

Canada

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1972)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement (concernant principalement le gouvernement de l'Alberta) et du Congrès du travail du Canada (CTC), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission note que dans ses observations supplémentaires, le CTC souligne que la pandémie de COVID-19 a eu un impact disproportionné sur les travailleurs à faible revenu et les groupes déjà marginalisés et a souligné à nouveau la pertinence des droits à la liberté d'association et le rôle essentiel que jouent les syndicats en permettant aux travailleurs de se faire entendre sur leur lieu de travail. Elle note en outre que le CTC indique que depuis le début de la pandémie, un grand nombre de travailleurs non syndiqués ont pris contact avec les syndicats et ont commencé à s'organiser sur leur lieu de travail.

Article 2 de la convention. Droit d'organisation de certaines catégories de travailleurs.

Province de l'Alberta. La commission rappelle qu'elle avait auparavant prié le gouvernement de fournir des renseignements sur l'issue des discussions techniques concernant l'application du Code des relations de travail (CRT) aux travailleurs agricoles, ainsi que sur les résultats du réexamen du CRT et de la loi sur l'enseignement postsecondaire en ce qui concerne les architectes, dentistes, arpenteurs-géomètres, avocats, médecins, ingénieurs, travailleurs domestiques, infirmières et personnel enseignant du supérieur en Alberta.

- En ce qui concerne le personnel infirmier, la commission note avec **satisfaction** qu'à la suite d'une décision prise par la Commission des relations de travail de l'Alberta le 25 novembre 2019, qui a déclaré que l'exclusion des infirmières praticiennes du droit d'association était inconstitutionnelle en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés, le gouvernement a adopté en juillet 2020 la loi sur le rétablissement de l'équilibre dans les lieux de travail de l'Alberta (*Restoring Balance in Alberta's Workplaces Act*) pour supprimer l'exclusion des infirmières praticiennes du CRT.
- S'agissant de l'extension des droits d'association et de négociation collective au personnel enseignant des établissements d'enseignement postsecondaire de l'Alberta, la commission note que suite au réexamen de la loi sur l'enseignement postsecondaire, cinq professions ont été incluses dans des unités de négociation universitaires, leur donnant ainsi le droit légal de s'organiser et de bénéficier de la liberté syndicale.
- En ce qui concerne les travailleurs agricoles, la commission note qu'en 2018, la loi sur la protection renforcée des travailleurs des fermes et des ranchs est entrée en vigueur en janvier 2018, donnant aux employés salariés non familiaux d'une ferme ou d'un ranch les mêmes droits légaux que ceux de la plupart des salariés en Alberta, y compris la possibilité d'être représentés par un agent négociateur. La commission note cependant avec **préoccupation** l'indication du gouvernement selon laquelle, suite à des consultations à l'échelle provinciale avec les parties prenantes du secteur agricole, la loi de 2019 sur la liberté et la sécurité agricoles de l'Alberta (*Alberta Farm Freedom and Safety Act*) a rétabli l'exemption du secteur des fermes et des ranchs du CRT, à compter de janvier 2020.

- En ce qui concerne les employés de la fonction publique provinciale, la commission note que la promulgation de la loi sur l'assurance de la viabilité financière, en décembre 2019, a modifié la loi sur les relations avec les employés de la fonction publique (PSERA). Cet amendement a entraîné l'exclusion des responsables du budget, des analystes-systèmes et des vérificateurs du champ d'application de la PSERA, qui reconnaît les droits de liberté d'association aux autres employés de la fonction publique.
- S'agissant de l'exclusion de certaines catégories de salariés professionnels tels que les architectes, les dentistes, les géomètres, les avocats, les médecins et les ingénieurs, le gouvernement indique que: i) dans le secteur public, la PSERA n'exclut pas totalement les salariés professionnels (c'est-à-dire les médecins, dentistes, architectes et ingénieurs) des dispositions de la loi et, conformément à son article 13(2), la Commission des relations de travail peut ordonner à ces salariés d'être membres d'une unité de négociation si la majorité le souhaite; ii) une révision de la loi sur l'enseignement postsecondaire a permis d'inclure cinq professions (médecins, dentistes, architectes, ingénieurs et juristes) dans des unités de négociation universitaires, comme le prévoit l'article 58. 1(4) du CRT; et iii) certaines catégories de professionnels, tels que les architectes, ont également la possibilité d'être couverts par les dispositions de la loi sur l'enregistrement des professions et des métiers, qui établit les moyens par lesquels les associations professionnelles de la province gèrent leurs affaires et la conduite de leurs membres professionnels.
- S'agissant des travailleurs domestiques, le gouvernement indique que rien ne les empêche de s'associer et de s'organiser.

En ce qui concerne les travailleurs agricoles et les responsables du budget, les analystes-systèmes et les auditeurs travaillant dans le secteur public, la commission, notant l'indication du gouvernement selon laquelle ces catégories sont exclues soit du CRT soit de la PSERA, prie le gouvernement d'indiquer la manière dont ces travailleurs peuvent jouir de leur droit de s'organiser et de toutes les garanties prévues par la convention. En ce qui concerne les travailleurs domestiques, la commission prie le gouvernement de préciser en vertu de quelles dispositions législatives cette catégorie de travailleurs peut jouir de son droit de s'organiser et de toutes les garanties prévues par la convention. Pour ce qui est des catégories professionnelles spécifiques de travailleurs, telles que les architectes, les dentistes, les géomètres, les avocats, les médecins et les ingénieurs, la commission, compte tenu des informations fournies par le gouvernement, prie ce dernier de confirmer que toutes les catégories susmentionnées, tant du secteur public que du secteur privé, peuvent exercer tous les droits de liberté syndicale prévus par la convention.

Province de l'Ontario. La commission note que la loi sur la protection des salariés de l'agriculture (AEPA) a été modifiée afin d'étendre son champ d'application à l'horticulture ornementale à compter du 3 avril 2019. Quant à l'exclusion des travailleurs agricoles de la loi de 1995 sur les relations de travail, le gouvernement indique encore une fois que l'AEPA protège le droit des travailleurs agricoles de l'Ontario de former des associations et de s'y affilier. La commission note toutefois que, selon le rapport final de l'Examen de l'évolution des lieux de travail (CWR), commandé par le ministère du Travail et publié en 2017, l'AEPA n'indique pas clairement que ces salariés ont le droit d'adhérer à un syndicat et de participer à des activités légales, ni qu'elle accorde aux travailleurs agricoles le droit de grève ni aucun autre droit au règlement des différends. La commission note en outre que le gouvernement indique une fois de plus qu'il ne dispose pas de statistiques sur le nombre de travailleurs représentés par une association de salariés ou un syndicat. ***Rappelant la valeur des informations statistiques pour évaluer l'application efficace de la convention dans la pratique, la commission prie le gouvernement de recueillir et fournir des informations sur le nombre de travailleurs représentés par une association de salariés ou un syndicat dans le cadre de l'AEPA. Elle le prie également de prendre toutes mesures supplémentaires pour garantir aux travailleurs agricoles le droit, en droit et en pratique, de créer les organisations de leur choix et de s'y affilier, ainsi que d'autres droits reconnus par la convention.*** En ce qui concerne les autres catégories exclues de travailleurs (architectes, dentistes, arpenteurs-géomètres, avocats, médecins, ingénieurs, directeurs et directeurs adjoints d'établissements d'enseignement, travailleurs associatifs et travailleurs domestiques), la commission avait déjà noté que les exclusions susmentionnées de la loi de 1895 sur les relations de travail seraient prises en compte dans l'examen en cours de la législation du travail et de l'emploi de l'Ontario. À cet égard, la commission note qu'en dépit des recommandations des conseillers spéciaux chargés du CWR concernant l'abrogation de ces exclusions, aucun changement n'a été apporté pendant la période 2016-2019. Elle prend note, en outre, de l'indication du gouvernement selon laquelle la législation du travail n'est pas adaptée aux environnements non industriels, tels que les domiciles privés et les bureaux professionnels. ***Tout en prenant dûment note du rapport final du CWR et de la déclaration du gouvernement sur l'inadaptation de la législation du travail aux contextes non industriels, la commission invite le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires, en consultation avec les partenaires sociaux, pour que les catégories susmentionnées aient le droit, en droit et en pratique, de***

créer les organisations de leur choix et de s'y affilier, et qu'ils aient en outre les droits reconnus dans la convention.

Province du Nouveau-Brunswick. La commission note que le gouvernement reconnaît l'effet négatif de l'exclusion des travailleurs domestiques du champ d'application de la loi sur les normes d'emploi et que des consultations ont eu lieu en septembre 2016 au sujet d'amendements éventuels à cette loi, qui prévoient entre autres l'abrogation de l'exclusion. Le gouvernement informe en outre qu'il procède actuellement à un examen technique de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011. **La commission espère que les consultations et l'examen technique seront achevés dans un proche avenir et que toutes les mesures nécessaires seront prises pour que les travailleurs domestiques jouissent du droit d'association et des autres garanties prévues par la convention. La commission prie le gouvernement de la tenir informée de tout fait nouveau à cet égard.**

Autres provinces. Nouvelle-Ecosse, Île-du-Prince-Édouard et Saskatchewan. En ce qui concerne l'exclusion des architectes, des dentistes, des arpenteurs-géomètres, des médecins et des ingénieurs, la commission note que: i) en Nouvelle-Ecosse, bien qu'aucune modification législative n'ait été apportée, les médecins sont *de facto* représentés par Doctors Nova Scotia, une association qui négocie avec le gouvernement au nom des médecins et des résidents; ii) s'agissant de l'Île-du-Prince-Édouard, aucune information n'a été fournie par le gouvernement concernant les exclusions ci-dessus; iii) en Saskatchewan, les catégories ci-dessus ne sont pas explicitement exclues de la certification en qualité d'unité de négociation et ont donc le droit de se syndiquer; par exemple, les avocats de la commission d'assistance juridique de la province sont syndiqués. En ce qui concerne l'exclusion des travailleurs domestiques en Saskatchewan, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle certaines catégories de travailleurs, y compris les travailleurs domestiques, font face à une limitation, dans la pratique, de leur syndicalisation en raison de la définition du terme «employeur» comme «un employeur qui emploie habituellement ou effectivement trois salariés ou plus», définition qui a pour but d'assurer la viabilité de l'unité de négociation. **Tout en notant que rien n'empêche les architectes, les dentistes, les arpenteurs-géomètres, les médecins et les ingénieurs de s'associer et de s'organiser, la commission prie le gouvernement de préciser les dispositions législatives en vertu desquelles les catégories susmentionnées jouissent de leurs droits syndicaux ainsi que des autres droits reconnus par la convention. En ce qui concerne la limitation pratique de la syndicalisation des travailleurs domestiques, la commission invite le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires, en consultation avec les partenaires sociaux, pour faire en sorte que les travailleurs domestiques jouissent, en droit et dans la pratique, du droit syndical, ainsi que des autres droits prévus par la convention.**

Article 3. Droit des organisations d'employeurs et de travailleurs d'organiser leurs activités et de formuler leurs programmes. Services essentiels. Plan d'action économique (projet de loi C.4). Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que l'adoption, en 2013, de la loi sur le plan d'action économique a permis au gouvernement fédéral de se voir conférer le pouvoir exclusif de déterminer quels sont les services essentiels pour la santé et la sécurité du public et d'imposer un arbitrage comme mécanisme de règlement des conflits dans les cas où 80 pour cent ou plus des postes d'une unité de négociation sont jugés essentiels. La commission note avec **satisfaction** que, le 26 novembre 2016, le projet de loi C-62, «loi modifiant la loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral et d'autres lois», a reçu la sanction royale et, de ce fait, ce n'est plus l'employeur qui a le droit exclusif de déterminer quels sont les services essentiels et de désigner les postes nécessaires pour assurer ces services. La commission note en outre que, de ce fait, lorsqu'une conciliation/grève a été choisie par l'agent en tant que mécanisme de règlement du conflit dans la négociation collective, l'employeur et l'agent de négociation doivent négocier collectivement les services essentiels et conclure un accord de services essentiels.

Province de la Saskatchewan. Loi sur l'emploi. Dans ses observations précédentes, la commission s'est dit préoccupée par le fait que la loi sur l'emploi de la Saskatchewan a augmenté le nombre de salariés non admissibles à l'affiliation syndicale du fait que leurs fonctions professionnelles sont déclarées confidentielles. À cette occasion, la commission a souligné que la définition du terme «salarié» excluait toute personne exerçant une autorité et des fonctions de direction ou de confiance, et que les termes «syndicat», «organisation syndicale» et «grève» étaient définis dans la loi par référence au terme «salarié». La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle de vastes consultations ont eu lieu en 2012 dans le cadre de l'examen des articles relatifs aux relations de travail (partie IV) de la loi sur l'emploi et que certaines dispositions de la loi exigent un réexamen tous les dix ans, de sorte qu'un autre examen de la disposition sur les relations de travail aurait lieu vers 2024. La commission se réfère à ses recommandations précédentes, dans lesquelles elle rappelait au gouvernement que, bien qu'il ne soit pas nécessairement incompatible avec l'article 2 de refuser aux travailleurs qui exercent des fonctions de direction ou sont employés à des fonctions confidentielles d'appartenir aux mêmes syndicats que les autres salariés, cette catégorie de travailleurs ne devrait pas être définie de manière trop large car cela risque d'affaiblir les organisations des autres travailleurs dans l'entreprise ou le secteur d'activité en leur

enlevant une proportion substantielle de leur appartenance actuelle ou potentielle à un syndicat. ***La commission espère que le gouvernement prendra toutes les mesures appropriées dans un proche avenir pour assurer la révision de la loi sur l'emploi de la Saskatchewan, en consultation avec les partenaires sociaux, afin de la placer en pleine conformité avec les considérations susmentionnées. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'employés déclarés «confidentiels» et donc non éligibles à l'affiliation syndicale, ventilées par entreprise ou branche d'emploi.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Chili

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1999)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020), qui font état des mesures prises dans le cadre de la pandémie de COVID-19 afin de mettre en œuvre la convention. À ce sujet, la commission fait bon accueil aux mesures indiquées par le gouvernement pour prolonger les mandats des directions syndicales pendant l'état d'exception (les organisations ayant la possibilité d'élire leurs représentants si elles estiment que les conditions sont réunies pour mener à bien le processus électoral), et pour veiller à ce que les travailleurs qui fournissent des services à distance soient informés de l'existence de syndicats dans l'entreprise. La commission fait bon accueil aussi à d'autres initiatives visant à faciliter l'action et la consultation des organisations de travailleurs au sujet de mesures liées à la pandémie, par exemple leur participation aux accords de réduction de la journée de travail en raison de l'urgence sanitaire, ou leur capacité de défendre leurs membres contre d'éventuelles irrégularités dans la suspension de relations de travail.

La commission prend également note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 15 septembre 2020, qui font état d'une répression violente de la manifestation organisée contre une réforme antisyndicale à la fin de 2019, notamment de la détention provisoire de plusieurs dirigeants syndicaux et de lésions qu'ils ont subies, et de la tentative de pénétrer dans le siège de la Centrale unitaire des travailleurs du Chili (CUT). La commission prend également note des observations de la CUT, reçues le 6 octobre 2020 alléguant également des limitations à l'exercice du droit de manifestation et aux activités syndicales, et la détention arbitraire et injustifiée de 24 dirigeants syndicaux dans plusieurs villes, ainsi que la mort d'un dirigeant syndical de pêcheurs artisanaux (contestant la version officielle du suicide comme cause de sa mort), des raids et tentatives d'entrée dans des locaux syndicaux (en particulier le siège de la CUT, également allégué par la CSI), et l'espionnage et la surveillance de dirigeants syndicaux. ***La commission prie le gouvernement de transmettre ses commentaires sur ces graves allégations.***

La commission note, concernant la plainte présentée par un délégué des travailleurs à la Conférence internationale du Travail en 2019 sur les fondements de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, plainte alléguant l'inexécution de la présente convention et d'autres conventions de l'OIT par la République du Chili, que le Conseil d'administration a: i) décidé de ne pas renvoyer la question à une Commission d'enquête et de clore la procédure engagée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT; et ii) invité le gouvernement à continuer de rendre compte au système de contrôle régulier de l'OIT des mesures qu'il aura prises pour mettre en œuvre les conventions en question dans la législation et dans la pratique.

En ce qui concerne les autres questions en suspens, la commission répète le contenu de ses commentaires adoptés en 2019 dont le texte suit.

La commission prend note d'observations ayant trait à l'application de la convention en droit et dans la pratique (alléguant notamment d'atteintes aux libertés syndicales dans le secteur public et dans les secteurs de l'alimentation, des transports et du cuivre) venant des organisations suivantes: l'Association nationale des employés de l'administration (ANEF) (29 août 2019); la Confédération des travailleurs du cuivre (CTC); la Confédération générale des travailleurs des secteurs public et privé (CGTP); la Fédération syndicale mondiale (FSM, qui reprend les observations de la CGTP) (30 août 2019); la Confédération syndicale internationale (CSI) (1^{er} septembre 2019); la Fédération des syndicats des travailleurs du Chili (FESINTRACH) (2 septembre 2019); le Syndicat de l'entreprise n° 1 Promoter CMR Falabella (20 septembre 2019); et la Centrale unitaire des travailleurs du Chili (CUT) (26 octobre 2019). ***La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.*** Observant que le gouvernement n'a pas donné suite à de multiples demandes de commentaires faites précédemment, notamment au sujet de diverses observations faites par les partenaires sociaux en 2016, la commission veut croire qu'il communiquera les informations encore attendues dans le prochain rapport.

Articles 2 et 3 de la convention. Questions d'ordre législatif non couvertes par la réforme du Code du travail. Dans ses commentaires précédents, tout en prenant note avec satisfaction de la modification ou de l'abrogation de diverses dispositions du Code du travail qui n'étaient pas conformes à la convention, la commission avait observé que les instruments suivants n'étaient toujours pas en adéquation avec la convention:

- Amendement de l'article 23 de la Constitution politique, qui dispose que la fonction de dirigeant syndical n'est pas compatible avec l'appartenance à un parti politique et que la loi devra prévoir des sanctions à l'encontre des dirigeants syndicaux qui interviennent dans les activités d'un parti politique. Dans ses commentaires précédents, la commission s'était félicitée de la présentation en octobre 2014 d'un projet de loi de réforme constitutionnelle tendant à supprimer ces restrictions, mais l'instrument en question n'a toujours pas été adopté.
- Amendement de l'article 48 de la loi n° 19296, qui confère à la Direction du travail des pouvoirs particulièrement étendus de contrôle des livres comptables et états financiers et patrimoniaux des associations. La commission avait noté que, de l'avis du gouvernement, la politique de la Direction du travail en la matière est conforme aux principes de la liberté syndicale puisqu'elle laisse aux organisations le soin de contrôler leurs livres comptables et autres documents financiers et patrimoniaux, mais néanmoins que, dans le cadre d'un protocole d'accord conclu en 2014 entre le gouvernement et le Bureau du secteur public, un compromis a été trouvé qui permettra de procéder à des modifications de la loi n° 19296.
- Abrogation de l'article 11 de la loi n° 12927 sur la sécurité intérieure de l'État, en vertu duquel toute interruption ou suspension collective du travail ou toute grève dans certains services constitue un délit passible d'emprisonnement ou de relégation; et l'article 254 du Code pénal, qui prévoit des sanctions pénales en cas d'interruption de service public ou de service d'utilité publique ou en cas d'abandon de leur poste par des agents de la fonction publique. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note des indications du gouvernement selon lesquelles il n'avait pas été fait application de ces dispositions au cours de la période considérée, et la commission avait rappelé que les États ne devraient pas pouvoir imposer de sanctions pénales à un travailleur qui participe à une grève de manière pacifique, dès lors qu'il ne fait qu'exercer un droit fondamental et ne devrait pas encourir à ce titre une peine d'amende ou d'emprisonnement.

La commission observe que, dans son dernier rapport, le gouvernement ne fournit aucune information nouvelle sur l'application, la modification ou l'abrogation de ces dispositions, alors que plusieurs organisations syndicales en dénoncent l'incompatibilité avec la convention. **La commission exprime à nouveau l'espoir que le gouvernement prendra dans les meilleurs délais les mesures nécessaires afin que ces instruments soient rendus conformes à la convention et elle prie à nouveau le gouvernement de la tenir informée de toute évolution à cet égard.**

Article 3. Droit des organisations d'organiser leurs activités et de formuler leurs programmes d'action. Interdiction de la grève dans les entreprises déclarées stratégiques. L'article 362 du Code du travail, s'agissant de la détermination des entreprises dans lesquelles le droit de grève ne pourra s'exercer, place dans cette catégorie les sociétés ou les entreprises, quelle que soit leur nature, leur finalité ou leur fonction, qui s'occupent de services d'utilité publique ou dont la paralysie des activités entraînerait un grave préjudice pour la santé, pour l'économie du pays, pour l'approvisionnement de la population ou pour la sécurité nationale. Dans ses précédents commentaires, la commission avait rappelé qu'une telle détermination des entreprises dans lesquelles le droit de grève ne peut s'exercer, même si elle a été approuvée conjointement par divers ministères et qu'elle reste susceptible de recours devant la Cour d'appel, englobe potentiellement des services dont la définition ne coïncide pas avec celle de services essentiels au sens strict du terme (ceux dont l'interruption pourrait mettre en péril la vie, la sécurité ou la santé de tout ou une partie de la population). Rappelant que l'interdiction de la grève eu égard à la nature des services assurés devra se limiter aux services essentiels au sens strict du terme, la commission réitère que la notion d'utilité publique et celle de dommage à l'économie sont l'une et l'autre plus large que la notion de services essentiels. Elle observe que les «services d'utilité publique» sont déjà couverts par le système de services minimums prévu à l'article 359 qui est distinct du concept de services essentiels au sens strict du terme. Observant que le gouvernement n'a pas communiqué les informations demandées précédemment quant à l'application de cet article dans la pratique, la commission observe que, selon la CSI, sur les fondements de ce même article, une liste de 100 entreprises considérées comme stratégiques et exclues à ce titre de l'exercice du droit de grève a été approuvée en août 2017 et, dans cette liste, sont incluses des entreprises des secteurs de la santé et de l'énergie, décision contre laquelle 14 syndicats ont déposé des réclamations devant la Cour d'appel. La commission observe également qu'une nouvelle liste d'entreprises considérées comme stratégiques et exclues à ce titre de l'exercice du droit de grève a été adoptée en août 2019 (et qu'ainsi, on a enlevé 43 entreprises de l'ancienne liste et on en a ajouté 15 nouvelles). **Considérant qu'il y aurait lieu de modifier l'article 362 du Code du travail de manière à**

assurer que l'interdiction de l'exercice du droit de grève ne puisse concerner que les services essentiels au sens strict du terme, la commission prie à nouveau le gouvernement de donner des informations sur l'application dans la pratique de l'article 362 du Code du travail, en précisant les différentes catégories de services assurés par les entreprises où il est exclu d'exercer le droit de grève, ainsi que sur les suites faites aux réclamations présentées à ce sujet. La commission rappelle que sans remettre en cause le droit de grève de la plus grande partie des travailleurs, le maintien d'un service minimum négocié peut être établi dans les services publics d'importance primordiale qui ne sont pas des services essentiels au sens strict du terme.

Remplacement de grévistes. Dans ses précédents commentaires, alors que, d'une part, la commission avait noté avec satisfaction l'introduction dans le Code du travail d'une interdiction de remplacer des travailleurs en grève, ainsi que des sanctions dans le cas d'un tel remplacement (articles 345, 4.3 et 409), d'autre part, elle avait noté que, selon la CGTP, d'autres dispositions récemment introduites pourraient priver de leur effet les dispositions interdisant le remplacement de travailleurs en grève ou introduire de la confusion dans ces dispositions. La CGTP évoquait en particulier la possibilité offerte par le nouvel article 306 du Code du travail, qui permet à une entreprise ayant sous-traité des travaux ou un service à une autre d'exécuter directement ou par l'intermédiaire d'un tiers les travaux ou services sous-traités mais non exécutés en raison de la grève (la CGTP précisait à ce propos que plus de 50 pour cent des travailleurs du pays sont employés par des entreprises sous-traitantes). La commission avait prié le gouvernement de faire part de ses commentaires sur ces aspects signalés par la CGTP et de donner des informations sur l'application dans la pratique des articles 306, 345, 403 et 407 du Code du travail, notamment sur les sanctions imposées lorsque des travailleurs en grève ont été remplacés. La commission note que le gouvernement donne des informations sur un certain nombre d'avis juridiques formulés par la Direction du travail à propos de ces règles, y compris sur une circulaire clarifiant qu'il n'est pas conforme au droit qu'une entreprise de services intermédiaires fournisse des travailleurs à une entreprise principale pour l'accomplissement d'un travail ou l'exécution d'un service qui se trouve interrompu en raison de la grève des travailleurs de l'entreprise sous-traitante chargée de leur exécution. La commission se félicite de ces éclaircissements, mais elle observe que le gouvernement n'a pas fourni d'informations additionnelles sur l'application en pratique des dispositions susmentionnées. La commission note également que la question du remplacement de travailleurs grévistes fait l'objet d'observations additionnelles des partenaires sociaux. À cet égard, la CTC déclare que les termes même de l'article 403 du Code du travail encouragent de fait le remplacement interne de travailleurs en grève et la CGTP dénonce que les autorités permettent le remplacement de travailleurs en grève dans le secteur des transports publics de passagers de Santiago. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires sur ces observations des partenaires sociaux et elle le prie de donner de plus amples informations sur l'application dans la pratique des articles 306, 345, 403 et 407 et du Code du travail, y compris sur les sanctions imposées dans les cas de remplacement de travailleurs grévistes, et aussi sur l'impact de l'engagement, en application de l'article 306, de travailleurs de remplacement par rapport aux travailleurs en grève ou aux services interrompus en raison d'une grève.**

Exercice du droit de grève par-delà ce qui a été convenu dans le cadre de la négociation collective. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que, dans des termes généraux, l'exercice du droit de grève est réglementé dans le cadre de la négociation collective. Elle avait évoqué les recommandations suivantes adressées au gouvernement par le Comité de la liberté syndicale: i) étant donné que la législation ne permet pas l'organisation de grèves en dehors du contexte de la négociation collective, le comité demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, pour modifier la législation afin que celle-ci cadre avec les principes de la liberté syndicale (voir 367^e rapport, mars 2013, cas n° 2814, paragraphe 365); et ii) rappelant le principe selon lequel les intérêts professionnels et économiques que les travailleurs défendent par le droit de grève se rapportent non seulement à l'obtention de meilleures conditions de travail ou aux revendications collectives d'ordre professionnel, mais englobent également la recherche de solutions aux questions de politiques économique et sociale et aux problèmes qui se posent à l'entreprise et qui intéressent directement les travailleurs, le comité a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, y compris, au besoin, sur le plan législatif, pour assurer le respect de ce principe, et il a porté à l'attention de la présente commission les aspects législatifs de ce cas (cas n° 2963, 371^e rapport, paragr. 238).

Dans ce contexte, plusieurs organisations de travailleurs (voir, par exemple, les observations de la CSI en 2016, de la CGTP en 2016 et en 2019, et de la CTC en 2019) ont dénoncé l'absence de protection de la grève en dehors du contexte de la négociation collective. La commission a observé d'autre part qu'un jugement rendu par la Cour d'appel de Santiago le 23 octobre 2015 fait valoir que le seul fait que la loi réglemente la grève dans une circonstance – celle de la négociation collective «réglée» – ne permet pas de soutenir qu'en dehors de cette circonstance la grève est interdite, considérant que ce que le législateur a omis de réglementer ou de définir ne saurait être considéré comme étant interdit (voir également

d'autres décisions judiciaires récentes dans le même sens, comme l'arrêt de la Chambre de jugement du Tribunal du travail d'Antofagasta du 6 août 2019 faisant valoir que le droit de grève est un droit essentiel régulé par la convention et que la Cour suprême a considéré que le droit de grève est garanti, y compris en dehors des processus de négociation collective). **À la lumière des décisions judiciaires susmentionnées, la commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer ses commentaires sur les observations des partenaires sociaux dénonçant l'absence de protection de la grève en dehors du contexte de la négociation collective «régulée», et de fournir des informations sur les mesures prises pour faire suite aux recommandations émises à ce sujet.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, laquelle reprend le contenu de sa demande précédente adoptée en 2019.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1999)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020), qui font état des mesures prises dans le cadre de la pandémie de COVID-19. La commission a pris dûment note de ces mesures dans son observation sur l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948. La commission prend également note des observations de la Centrale unitaire des travailleurs du Chili (CUT), reçues le 6 octobre 2020, qui portent sur l'application de la convention dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de transmettre ses commentaires à ce sujet.**

La commission note, concernant la plainte présentée par un délégué des travailleurs à la Conférence internationale du Travail en 2019 sur les fondements de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, plainte alléguant l'inexécution de la présente convention et d'autres conventions de l'OIT par la République du Chili, que le Conseil d'administration a décidé de ne pas renvoyer la question à une Commission d'enquête et de clore la procédure engagée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT; et invité le gouvernement à continuer de rendre compte au système de contrôle régulier de l'OIT des mesures qu'il aura prises pour mettre en œuvre les conventions en question dans la législation et dans la pratique.

En ce qui concerne les autres questions en suspens, la commission répète le contenu de ses commentaires adoptés en 2019 et qui est reproduit ci-après.

La commission prend note des observations relatives à l'application de la convention en droit et dans la pratique (y compris des allégations d'atteinte à des droits des travailleurs du secteur public et des secteurs financiers, des transports, de l'alimentation et du cuivre) émanant des organisations suivantes: Confédération des travailleurs du cuivre (CTC); Confédération générale des travailleurs des secteurs public et privé (CGTP) et Fédération syndicale mondiale (FSM), qui reprend à son compte les observations de la CGTP, reçues toutes le 30 août 2019; la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2019, la Fédération des syndicats des travailleurs du Chili (FESINTRACH), reçues le 2 septembre 2019; le syndicat de l'Entreprise n° 1 Promotora CMR Falabella, reçues le 20 septembre 2019; et la Centrale unitaire des travailleurs du Chili (CUT-Chile), reçues le 26 octobre 2019. **La commission prie le gouvernement de faire parvenir ses commentaires à cet égard.** Notant que le gouvernement n'a pas donné de réponse aux diverses demandes formulées dans ses précédents commentaires, notamment quant aux multiples observations déposées par les partenaires sociaux en 2016, la commission veut croire que ces informations toujours attendues figureront dans son prochain rapport.

Article 1 de la convention. Discrimination antisyndicale. Dans ses précédents commentaires, la commission, saluant les dispositions prises en vue d'étendre et de renforcer la protection contre la discrimination antisyndicale, avait prié le gouvernement de fournir, à la lumière des considérations signalées par le Comité de la liberté syndicale et des observations faites par les partenaires sociaux, des informations sur l'impact de ces nouvelles dispositions dans la pratique, notamment une évaluation de leur application effective et de leur effet dissuasif. La commission prend note à cet égard de la réponse du gouvernement aux observations de la CGTP et de la CSI: i) se référant aux dispositions pertinentes du Code du travail relatives aux pratiques antisyndicales et déloyales (art. 289 à 292 et 403 à 406) et rappelant que c'est aux tribunaux du travail qu'il incombe de connaître des plaintes, le gouvernement indique que, suite à la réforme de la législation du travail consacrée par la loi n° 20940, la législation établit des distinctions en fonction de la taille de l'entreprise, alourdissant la quotité des sanctions appliquées dans les moyennes et grandes entreprises, et met l'accent sur le caractère objectif des actions antisyndicales, indépendamment de l'intentionnalité; ii) le gouvernement tient à jour un registre des condamnations pour pratiques antisyndicales ou déloyales dans la négociation collective et, chaque semestre, les entreprises ou les entités en infraction y sont mentionnées, avec indication des faits incriminés et des amendes imposées; le gouvernement communique à cet égard des statistiques des condamnations prononcées de 2016 au premier semestre de 2019 (qui font ressortir une moyenne de plus de

42 sentences de condamnation par an); iii) en ce qui concerne l'obligation légale de consigner le nom de chacun des travailleurs affiliés, le gouvernement déclare que, loin de favoriser la discrimination antisyndicale, cette disposition a une vocation protectrice, pour faire valoir l'immunité dont lesdits travailleurs jouissent, conformément à l'article 309 du Code du travail (à partir des 10 jours qui précèdent la présentation du projet de convention collective jusqu'à 30 jours après la signature de l'instrument – si ces travailleurs sont licenciés pendant cette période, la Direction du travail engage une procédure spéciale d'investigation dont la finalité est la réintégration), il souligne la nécessité de savoir quels sont les travailleurs qui participent à la négociation collective; elle se fonde également sur d'autres considérations (par exemple, identifier les travailleurs concernés par le processus de négociation collective en cas d'acceptation tacite de l'employeur de la proposition du syndicat), et il précise en outre que, une fois expiré le délai de l'immunité liée à la négociation collective, l'article 294 du Code du travail ménage encore la possibilité d'une action en nullité contre le licenciement antisyndical; iv) sur l'inexistence alléguée de mécanismes et de moyens de dénonciation et de sanction des pratiques antisyndicales et les obstacles qu'elle soulève dans la pratique, le gouvernement déclare que, au cours du premier semestre de 2019, non moins de 26 sentences ont été prononcées sanctionnant des faits constitutifs de pratiques antisyndicales ou déloyales dans la négociation collective et que le montant des amendes imposées dans 23 cas allait de 20 à 300 unités contributives mensuelles (approximativement l'équivalent de 1 350 à 20 400 dollars des États-Unis); et enfin que de 2013 à mars 2018, la Direction du travail a été saisie d'un total de 6 992 plaintes pour pratiques antisyndicales et déloyales, dont 352 avaient trait à une réintégration individuelle (abandon de la grève pour négocier individuellement les conditions de travail) illégale ou bien au remplacement de grévistes (et 62 pour cent de ces plaintes ont connu des suites favorables). D'autre part, la commission note que les observations des partenaires sociaux évoquées précédemment allèguent des faits nouveaux de discrimination antisyndicale et dénoncent aussi la persistance du caractère ineffectif et non dissuasif du système de protection contre la discrimination antisyndicale (en soulignant par exemple que le montant maximum de 300 unités contributives mensuelles ne saurait suffire à dissuader une entreprise multinationale). ***Tout en accueillant favorablement les informations et explications détaillées fournies par le gouvernement, la commission l'invite à procéder, dans le cadre d'un dialogue avec les organisations les plus représentatives, à l'évaluation du système de protection contre la discrimination antisyndicale décrit ci-dessus, et plus particulièrement son application effective et son effet dissuasif. Elle le prie de donner des informations à cet égard.***

Article 4. Promotion de la négociation collective. Organisations de travailleurs et groupes négociateurs. Dans ses plus récents commentaires, la commission a pris note des éléments suivants: i) le Tribunal constitutionnel a estimé qu'il serait inconstitutionnel de disposer que les travailleurs peuvent uniquement négocier par l'intermédiaire de syndicats, considérant que, selon la Constitution du Chili, le droit à la négociation collective appartient à tous les travailleurs et chacun d'entre eux et que cette convention et la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, ratifiées par le Chili, n'obligent pas ce pays à exclure les groupes de négociateurs de la législation interne; et ii) le gouvernement a précisé que seule la négociation collective avec des syndicats fait l'objet d'une réglementation dans le Code du travail, que cette situation fait actuellement l'objet d'une évaluation concertée avec les partenaires sociaux et que le gouvernement veut croire qu'il sera possible de parvenir à une solution satisfaisante, conforme à la convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971. La commission note que, dans son plus récent rapport, le gouvernement communique les éléments suivants: i) vu l'arrêt susvisé du Tribunal constitutionnel, la Direction du travail a promulgué l'instruction n° 3938/33 du 27 juillet 2018, qui précise et reconsidère partiellement la doctrine antérieure en matière d'accords de groupes négociateurs, établissant que lesdits accords constituent un instrument collectif reconnu expressément par le Code du travail et qui doit être enregistré par l'inspection du travail; ii) plusieurs organisations syndicales ont interjeté un recours en protection contre ladite instruction devant la Cour d'appel de Santiago, recours déclaré recevable par la Cour, puis, par la suite, déféré à la Cour suprême, qui a infirmé la décision; et iii) si une organisation syndicale estime que la formation d'un groupe négociateur ou les avantages accordés par l'employeur à un groupe négociateur impliquent une quelconque discrimination, les faits peuvent être déférés devant les tribunaux judiciaires en tant que pratique antisyndicale et, sur le plan administratif, l'action correspondante peut être exercée devant la Direction du travail. D'autre part, la commission note que, dans leurs observations, la CTC, la CGTP et la FSM dénoncent à nouveau comme contraire à la convention la reconnaissance d'un droit de négocier collectivement pour ces groupes, droit qui aurait été officialisé par l'ordonnance n° 3938/33 précitée, et elles considèrent qu'à travers cela on cherche à affaiblir les organisations syndicales et la négociation collective. De plus, la commission observe que les groupes négociateurs ne se trouvent pas définis dans le Code du travail.

La commission doit rappeler à nouveau que, sans préjuger de la possibilité pour le système juridique chilien de reconnaître chacun des travailleurs comme titulaires du droit de négociation collective, il s'agit

d'un droit s'exerçant collectivement, et la convention, à l'instar des autres conventions de l'OIT ratifiées par le Chili, reconnaît à cet égard un rôle prépondérant aux syndicats et aux organisations de travailleurs, face à d'autres modalités de regroupement. La notion d'organisation de travailleurs reconnue dans les conventions de l'OIT est vaste (englobant une multitude de formes d'organisations), de sorte que la distinction se fait par rapport aux modalités de regroupement qui ne réuniraient pas les garanties et les exigences minimales pour pouvoir être considérées comme des organisations constituées pour promouvoir et pour défendre les droits des travailleurs de manière indépendante et sans ingérence aucune. C'est de ce point de vue que l'article 4 de la convention dispose que la négociation collective est menée par les employeurs et leurs organisations, d'une part, et les organisations de travailleurs, d'autre part, reconnaissant que ces derniers présentent des garanties d'autonomie dont pourraient manquer d'autres formes de regroupement. Par conséquent, la commission a toujours considéré que la négociation directe entre l'entreprise et les groupes de travailleurs non organisés, alors qu'il existe des organisations de travailleurs, ne tend pas à promouvoir la négociation collective, comme prévu à l'article 4 de la convention, de sorte que les groupes de travailleurs devraient uniquement pouvoir négocier des conventions ou des accords collectifs en l'absence de telles organisations. En outre, il a été constaté dans la pratique que la négociation des conditions de travail et d'emploi par l'intermédiaire de groupes qui ne réunissent pas les garanties pour être considérés comme des organisations de travailleurs pourrait être utilisée afin de décourager l'exercice de la liberté syndicale et d'affaiblir l'existence des organisations de travailleurs habilitées à défendre de manière autonome les intérêts des travailleurs au cours de la négociation collective. **La commission prie le gouvernement d'adopter, par l'intermédiaire du dialogue social, des mesures reconnaissant de manière effective le rôle fondamental et les prérogatives des organisations représentatives des travailleurs et de leurs représentants et prévoyant des mécanismes visant à éviter que l'intervention d'un groupe de négociateurs dans la négociation collective en l'absence d'un syndicat puisse affaiblir la fonction des organisations de travailleurs et porter ainsi atteinte à l'exercice de la liberté syndicale.**

Entreprises d'État. En ce qui concerne son invitation à modifier ou abroger l'article 304 du Code du travail (qui ne permet la négociation collective ni dans les entreprises publiques qui relèvent du ministère de la Défense nationale ou qui ont un lien avec le gouvernement à travers ce ministère ni dans les entreprises ou institutions publiques ou privées dont le budget, au cours de l'une des deux dernières années civiles, a été financé pour plus de moitié par l'État, directement ou par le biais de droits ou d'impôts), la commission note que le gouvernement réitère que cet article n'a pas été modifié en raison du fait que les entreprises ou institutions en question participent au budget de l'État. À cet égard, la commission rappelle une fois de plus, que la convention admet des modalités particulières d'application à l'égard des travailleurs du secteur public et que, conformément aux articles 5 et 6 de la convention, seuls les membres des forces armées et de la police et les fonctionnaires commis à l'administration de l'État peuvent être exclus de la négociation collective. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que, en droit et dans la pratique, les catégories de travailleurs susmentionnées aient accès à la négociation collective et elle le prie de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Article 6. Champ d'application de la convention. Travailleurs du secteur public qui ne sont pas commis à l'administration de l'État. Dans ses plus récents commentaires, la commission a noté que la réforme du Code du travail entrée en vigueur en 2017 n'a pas apporté de réponses à l'invitation à modifier l'article 1 de cet instrument (en vertu duquel le Code du travail ne s'applique pas aux fonctionnaires du Congrès national et du pouvoir judiciaire, ni aux travailleurs des entreprises ou institutions de l'État ou des entreprises dans lesquelles l'État a des intérêts, une participation ou une représentation, lesdits fonctionnaires ou travailleurs du secteur public relevant, en vertu de la loi, d'un statut spécial). La commission avait prié le gouvernement d'exposer de manière détaillée de quelle manière les fonctionnaires et les travailleurs des services publics qui ne sont pas commis à l'administration de l'État (par exemple les employés des entreprises publiques et ceux des entités décentralisées, les enseignants du secteur public et les travailleurs des transports publics) bénéficient des garanties prévues par la convention. Observant que le gouvernement n'a pas répondu à la question posée et réitérant ses indications précédentes, la commission souligne que la réforme n'a concerné que le secteur privé et que les fonctionnaires visés dans cette disposition, ainsi que les fonctionnaires de l'administration centralisée et décentralisée, font partie du secteur public et que l'État applique à leur égard la convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978. **Rappelant qu'en vertu de l'article 6 de la convention, il ne peut être exclu du champ d'application de la convention que les fonctionnaires publics qui sont commis à l'administration de l'État, la commission prie à nouveau, le gouvernement d'exposer de manière détaillée, comment les fonctionnaires et les travailleurs des services publics qui ne sont pas commis à l'administration de l'État (par exemple les salariés des entreprises publiques et ceux des entités décentralisées, les enseignants du secteur public et le personnel des transports publics) jouissent des garanties prévues par la convention. De même, réitérant sa demande précédente, la commission prie le**

gouvernement de fournir dans son prochain rapport relatif à l'application de la convention n° 151 des précisions sur l'application des garanties prévues dans cette autre convention à l'égard de tous les travailleurs de l'administration publique.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, laquelle reprend le contenu de sa demande précédente adoptée en 2019.

Chine

Région administrative spéciale de Hong-kong

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (notification: 1997)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration lors de sa 338^e session (juin 2020). Elle a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération internationale des syndicats (CSI) et de la Confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU) reçues respectivement les 15 et 30 septembre 2020, concernant l'application de la convention et alléguant la répression policière et les arrestations effectuées dans le cadre des manifestations publiques qui ont eu lieu en 2019, notamment l'arrestation de M. Lee Cheuk Yan, secrétaire général de la HKCTU, qui a ensuite été libéré sous caution en attendant une audience au tribunal. Selon la HKCTU, son arrestation a dissuadé des syndicalistes d'organiser des manifestations publiques et d'exercer leur droit de réunion pacifique. La commission prend note également de l'allégation de la CSI selon laquelle les autorités ont commencé à recourir à la loi sur la sécurité nationale, adoptée le 30 juin 2020 et à laquelle la commission fait référence dans la présente observation, pour réprimer des rassemblements légitimes et pacifiques. La commission note la réponse du gouvernement aux observations de la CSI et de la HKCTU, soulignant le niveau inquiétant de violence des manifestations publiques de 2019 et 2020, ainsi que l'ampleur des dommages qu'elles ont causés, et rappelant que la police a l'obligation légale de préserver la sécurité et l'ordre publics. **Tout en prenant bonne note de ces indications, la commission prie le gouvernement de veiller à ce que les syndicalistes puissent exercer leurs activités dans un climat exempt de violence et d'intimidation, et dans le cadre d'un système qui garantit le respect effectif des libertés civiles. Elle réitère également sa demande au gouvernement de faire part de ses commentaires sur les observations de la CSI de 2016, notamment sur l'arrestation présumée de M. Yu Chi Hang, secrétaire organisateur du HKCTU, et le licenciement présumé de tous les travailleurs (chauffeurs d'autocars) avant une grève annoncée couplée à l'embauche de main-d'œuvre de remplacement.**

Articles 2, 3, 5 et 8 de la convention. Évolution de la législation. Loi sur la sécurité nationale. La commission a précédemment pris note des propositions visant à appliquer l'article 23 de la Loi fondamentale qui, entre autres, permettrait d'interdire toute organisation locale subordonnée à une organisation continentale dont le fonctionnement a été interdit pour des motifs de protection de la sécurité de l'État. Elle a estimé que ces propositions pouvaient entraver le droit des travailleurs et des employeurs de former des organisations de leur choix et d'y adhérer, et d'organiser leur administration et leurs activités sans ingérence des pouvoirs publics. La commission a également pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle, tout en étant revêtu de la responsabilité constitutionnelle de légiférer conformément à l'article 23 de la Loi fondamentale afin de sauvegarder la sécurité nationale, il examinerait avec soin tous les facteurs pertinents, agirait avec prudence et poursuivrait ses efforts pour créer un environnement social favorable au travail législatif. Le gouvernement a en outre déclaré qu'il écouterait sérieusement l'opinion publique et étudierait les moyens de permettre à la société de répondre positivement à l'exigence constitutionnelle. Dans son dernier commentaire, la commission a exprimé le ferme espoir que le gouvernement veillerait à ce que toute nouvelle législation visant à mettre en œuvre l'article 23 de la Loi fondamentale tienne dûment compte de ses commentaires et soit conforme à la convention. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard, notamment sur les consultations tenues avec les partenaires sociaux.

La commission note que le gouvernement, dans son rapport supplémentaire, indique que le 28 mai 2020, le Congrès national du peuple a adopté une décision sur l'établissement et l'amélioration du système juridique et des mécanismes d'application de la loi dans la Région administrative spéciale de Hong Kong, afin de sauvegarder la sécurité nationale. Par ailleurs, la commission prend note de l'indication de la CSI

et de la HKCTU selon laquelle la plus haute assemblée législative chinoise a adopté à l'unanimité, le 30 juin 2020, une nouvelle loi sur la sécurité nationale pour Hong Kong, qui est entrée en vigueur le même jour.

La commission prend note des diverses allégations et préoccupations émises par la CSI et la HKCTU en ce qui concerne la loi sur la sécurité nationale, notamment: i) la loi a été adoptée quelques semaines à peine après avoir été annoncée, contournant ainsi l'assemblée législative locale de Hong Kong; ii) la loi est dangereusement vague et large et, selon ses dispositions, pratiquement n'importe quel acte peut être considéré comme une menace pour la «sécurité nationale»; iii) en vertu de la loi, tout acte de «sécession», de «subversion», de «terrorisme» et de «collusion avec des forces étrangères» est passible d'une peine maximale d'emprisonnement à perpétuité; iv) les autorités disposent d'un large éventail de pouvoirs, sans freins ni contrepoids pour garantir le respect du droit, des droits fondamentaux et d'une procédure régulière, et les suspects peuvent être envoyés en Chine continentale pour être poursuivis dans le cadre du système de justice pénale continental et jugés au titre du droit continental; v) si la loi prévoit bien une garantie générale du respect des droits de l'homme, d'autres dispositions de la loi pourraient permettre de passer outre une telle protection; vi) l'article 62 de la loi lui confère un statut prépondérant sur toutes les autres lois locales de Hong Kong; et vii) l'article 29 de la loi menace le droit des syndicats de Hong Kong de s'associer librement et de mener des activités de solidarité avec des organisations internationales, car il érige en infraction pénale le fait «d'être placé sous le contrôle direct ou indirect, ou de recevoir directement ou indirectement des instructions, un financement ou tout autre type de soutien d'un pays étranger ou d'une institution étrangère» pour se livrer à certains actes visant, entre autres, à «perturber gravement la formulation et l'application de lois ou de politiques par le gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong ou par le gouvernement populaire central, situation qui pourrait avoir de lourdes conséquences».

La commission note que, dans sa réponse aux observations de la CSI et de la HKCTU, le gouvernement indique que depuis juin 2019, la situation a évolué à un point tel que les autorités centrales n'ont pas eu d'autre choix que d'intervenir et d'agir, le gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong n'ayant pas réussi ces 23 dernières années à promulguer ses lois sur la sécurité nationale pour sauvegarder la sécurité nationale, conformément à l'article 23 de la Loi fondamentale. La commission prend note que le gouvernement indique que: i) «plusieurs pays disposent de leurs propres lois sur la sécurité nationale qui ne diffèrent guère de celle-ci; ii) il est trompeur d'affirmer que l'adoption de la loi sur la sécurité nationale a «contourné» l'article 23 de la Loi fondamentale car, comme le précise l'article 7 de la loi sur la sécurité nationale, il incombe toujours à la Région administrative spéciale de Hong Kong de formuler le plus rapidement possible une législation complète visant à sauvegarder la sécurité nationale, conformément à l'article 23 de la Loi fondamentale; iii) avant d'adopter la loi, le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale avait sondé par différentes voies le gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong et plusieurs segments de sa communauté, iv) la mise en place d'un mécanisme d'application de la loi dans la Région administrative spéciale de Hong Kong visant à sauvegarder la sécurité nationale ne portera pas atteinte au système juridique de la région ni ne le remplacera, et son système judiciaire continue d'être protégé par la Loi fondamentale; v) l'article 4 de la loi dispose que, tout en veillant à sauvegarder la sécurité nationale dans la Région administrative spéciale de Hong Kong, les droits de l'homme doivent être respectés et protégés, et les droits et les libertés dont jouissent les résidents de la région (y compris le droit à la liberté syndicale et le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer, conformément à l'article 27 de la Loi fondamentale de la Région administrative spéciale de Hong Kong, à l'article 8 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et à l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, tels qu'ils s'appliquent à Hong Kong) doivent être protégés conformément à la loi; et vi) Hong Kong est une ville internationale qui entretient des communications et des contacts étroits avec d'autres pays, régions et organisations internationales, et ces interactions et activités normales sont protégées par la Loi fondamentale, ainsi que par les lois locales de la Région administrative spéciale de Hong Kong; ce que la loi sur la sécurité nationale cherche à prévenir, supprimer et sanctionner n'est autre que la collusion avec des forces étrangères et extérieures pour mener des actes de sécession, de subversion, d'infiltration et de sabotage - par exemple, des activités visant à quémander l'imposition de sanctions étrangères qui nuiraient gravement aux intérêts de Hong Kong diffèrent nettement d'interactions normales (y compris les relations normales entre des syndicats de Hong Kong et des organisations internationales)».

La commission prend bonne note des indications du gouvernement. Elle rappelle que l'article 8 de la convention dispose à la fois que: i) dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus par la convention, les travailleurs, les employeurs et leurs organisations respectives sont tenus, à l'instar des autres personnes ou collectivités organisées, de respecter la légalité; et ii) la législation du pays ne devra pas porter atteinte ni être appliquée de manière à porter atteinte aux garanties prévues par la convention. À cet égard, la commission rappelle en outre que les organisations de travailleurs et d'employeurs doivent avoir le droit d'organiser en toute liberté leurs activités et de formuler leur programme d'action, dans le but de défendre les intérêts professionnels de leurs membres, dans le respect de la légalité. Cela recouvre

notamment le droit de tenir des réunions, le droit, pour leurs dirigeants, d'accéder aux lieux de travail et de communiquer avec la direction de l'entreprise, le droit d'organiser des actions revendicatives, ainsi que l'exercice de certaines activités politiques (comme le soutien à un parti politique considéré comme plus enclin à défendre les intérêts de leurs membres) et avoir des contacts et des communications étroits avec les organisations internationales de travailleurs et d'employeurs. Les autorités devraient s'abstenir de toute intervention de nature à limiter la liberté d'association et de réunion ou à entraver l'exercice légal, à moins que cet exercice ne menace l'ordre public de manière grave et imminente (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 115). Soulignant que la solidarité syndicale internationale constitue l'un des objectifs fondamentaux de tout mouvement syndical, la commission attend du gouvernement qu'il veille, comme il l'a déclaré, à ce que les interactions et les activités syndicales normales soient effectivement protégées par la loi.

Ayant pris note des préoccupations exprimées par la CSI et la HKCTU sur les possibles effets négatifs de l'application de la loi sur la sécurité nationale sur les droits consacrés par la convention, la commission prie le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, de surveiller l'impact que la loi a déjà eu et pourrait encore avoir sur l'application de la convention et de communiquer des informations à cet égard.

La commission a accueilli favorablement les statistiques fournies par le gouvernement selon lesquelles, au 31 mai 2019, le nombre de syndicats était de 914, ce qui représente une augmentation de 13,1 pour cent au cours des dix dernières années.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (notification: 1997)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 16 septembre 2020 réitérant les questions soulevées dans ses observations communiquées en 2019 et traitées dans le présent commentaire. Elle prend note également des observations de la Confédération des syndicats de Hong-kong (HKCTU), reçues le 30 septembre 2020, qui ont trait à des questions sur lesquelles porte le présent commentaire et qui dénoncent des violations de la convention dans la pratique, notamment des transferts et rétrogradations antisyndicaux dans le cadre de manifestations publiques. La commission prend note de la réponse du gouvernement concernant les observations de la CSI et de la HKCTU. Elle constate que la réponse concerne principalement des questions examinées dans le cadre de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948. ***La commission prie donc le gouvernement de lui communiquer ses commentaires sur les allégations de la HKCTU formulées en 2020, alléguant de violations de la présente convention dans la pratique ainsi que sur les observations de la CSI et la HKCTU formulées en 2016, alléguant également des violations de la convention dans la pratique.***

La commission prend note également du rapport supplémentaire du gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020), qui n'apporte pas d'information nouvelle sur les questions en suspens. Elle réitère par conséquent le contenu de son observation adoptée en 2019, qui figure ci-après.

Article 1 de la convention. *Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale.* Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que le gouvernement faisait état de l'élaboration d'un projet d'amendement qui habiliterait le tribunal du travail à ordonner la réintégration d'un travailleur sans que le consentement de l'employeur soit pour cela nécessaire lorsque le licenciement serait avéré injustifié et illégal. La commission avait exprimé l'espoir que ledit projet, à l'étude depuis dix-sept ans, serait adopté sans délai de sorte que le principe d'une protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale serait inscrit dans la loi et serait effectivement appliqué dans la pratique. La commission note avec **intérêt** l'indication du gouvernement selon laquelle, en vertu de l'ordonnance (n° 2) (amendement) sur l'emploi, 2018, qui modifie l'ordonnance sur l'emploi (EO), le tribunal du travail et les juridictions sont désormais en droit, en cas de licenciement illégal ou injustifié (entre autres, licenciement pour l'exercice du droit d'adhérer à un syndicat ou de participer à des activités syndicales), de rendre une décision imposant la réintégration ou le réengagement sans que le consentement de l'employeur ne soit nécessaire. La commission fait observer que, selon la CSI et la HKCTU, l'ordonnance modifiée laisse le choix d'ordonner la réintégration et que la sanction imposée à l'employeur qui se soustrait à l'obligation de réintégrer un travailleur n'est pas suffisamment dissuasive pour assurer qu'il s'y conformera (l'équivalent de trois mois du salaire moyen d'un travailleur sans dépasser 72 500 dollars de Hong-kong (9 300 dollars des États-Unis)). La commission note également que le gouvernement indique qu'il accorde une priorité élevée à l'instruction des plaintes sur toute allégation de discrimination antisyndicale mais fait observer que, d'après la CSI et la HKCTU, seules deux poursuites pour discrimination antisyndicale ont abouti à la réintégration d'un travailleur depuis 1974, étant donné la difficulté de prouver l'intention déguisée de l'employeur dans les poursuites pénales. ***Compte tenu de ce qui précède, la commission prie***

le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de l'EO modifiée, notamment pour savoir quel est son impact sur le nombre d'ordonnances de réintégration rendues par des tribunaux et effectivement exécutées par les employeurs. Gardant présentes à l'esprit les allégations de la CSI et de la HKCTU concernant les licenciements antisyndicaux et les menaces de licenciement dans le cadre des manifestations publiques, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour enquêter sur toutes allégations d'actes de discrimination antisyndicale et d'imposer des sanctions suffisamment dissuasives pour éviter que de tels actes se reproduisent. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des statistiques actualisées sur le nombre et la nature des plaintes pour discrimination antisyndicale dont sont saisies les autorités compétentes, leur suivi et les résultats obtenus.

Article 4. Promotion de la négociation collective. La commission rappelle qu'elle avait déjà indiqué la nécessité de renforcer le cadre de la négociation collective en raison notamment du degré particulièrement faible de diffusion des conventions collectives – lesquelles ne sont pas contraignantes à l'égard de l'employeur – et de l'absence d'un cadre institutionnel pour la reconnaissance du syndicalisme et de la négociation collective. Dans ses commentaires précédents, la commission priait le gouvernement d'intensifier, en consultation avec les partenaires sociaux, les efforts tendant à ce que des mesures efficaces, y compris d'ordre législatif, soient prises pour promouvoir et encourager la négociation collective libre et volontaire, de bonne foi, entre les organisations syndicales et les employeurs ou leurs organisations. La commission note que le gouvernement indique que: i) la négociation collective ordonnée par la loi ne favorise pas la promotion de la négociation collective et que l'introduction de la négociation collective obligatoire dans la loi ne fait pas l'objet d'un consensus; ii) le Département du travail, lorsqu'il est fait appel à ses services de conciliation, encourage les employeurs et les employés à conclure entre eux des accords sur les conditions d'emploi, contribuant à des relations socioprofessionnelles harmonieuses; iii) des conventions collectives ont été conclues dans certaines branches d'activité, notamment dans l'imprimerie, la construction, les transports publics routier, les transports aériens, la transformation des aliments et boissons, l'abattage des porcs et la maintenance des ascenseurs; iv) le gouvernement a pris de nombreuses mesures adaptées aux conditions locales, au niveau de l'entreprise et de la branche d'activité, pour promouvoir et encourager des négociations volontaires et une communication efficace entre les employeurs et les salariés ou leurs organisations respectives, y compris par l'intermédiaire de comités tripartites par activité; et v) tous les mesures ci-dessus contribuent à instaurer un environnement favorable à la négociation bipartite volontaire entre les employeurs et les employés ou leurs organisations respectives.

Tout en prenant dûment note des informations fournies, notamment les mesures de promotion et les activités déployées, la commission fait état des préoccupations exprimées par la CIS et la HKCTU concernant l'absence d'un cadre légal permettant de réglementer le champ d'action, la protection et la mise en application des accords et le fait que moins de 1 pour cent des travailleurs sont couverts par une convention collective. La commission rappelle à cet égard que la négociation collective est un droit fondamental que les États Membres sont tenus de respecter, de promouvoir et de mettre en pratique de bonne foi et que l'objectif principal de l'article 4 de la convention est de promouvoir de bonne foi la négociation collective entre les travailleurs ou leurs organisations d'une part, et les employeurs ou leurs organisations, d'autre part, afin de parvenir à un accord sur les conditions d'emploi. La commission souligne en outre qu'elle n'a pas demandé au gouvernement d'imposer la négociation collective obligatoire, étant donné que comme le prévoit l'article 4 de la convention, la négociation collective doit être libre et volontaire, mais qu'elle a souligné la nécessité de renforcer le cadre de la négociation collective. La commission rappelle également, au sujet des comités tripartites établis au niveau de la branche d'activité, que le principe du tripartisme, qui est particulièrement adapté au traitement de questions de plus large portée (rédaction de législations, formulation de politiques du travail), ne doit pas se substituer au principe, inscrit dans la convention, de l'autonomie des organisations de travailleurs et des employeurs (ou de leurs organisations) dans la négociation collective des conditions d'emploi. La commission rappelle également que, quel que soit le type de système retenu, il devrait avoir pour but premier d'encourager, par tous les moyens possibles, la négociation collective libre et volontaire entre les parties, en leur laissant la plus grande autonomie possible mais tout en établissant un cadre législatif et un appareil administratif auquel elles peuvent recourir, sous une forme volontaire et d'un accord commun, pour faciliter la conclusion d'une convention collective dans les meilleures conditions (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 242). **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, d'intensifier ses efforts pour que des mesures efficaces, y compris d'ordre législatif, soient prises pour renforcer le cadre législatif de la négociation collective de façon à promouvoir et à encourager la négociation libre et volontaire, de bonne foi, entre les organisations syndicales et les employeurs ou leurs organisations. La commission prie le gouvernement de fournir des statistiques sur le nombre de conventions collectives conclues, les secteurs auxquelles elles s'appliquent et le nombre de travailleurs couverts.**

Article 6. Négociation collective dans le secteur public. Dans ses commentaires précédents, la commission priait le gouvernement de veiller à ce que les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État, notamment les enseignants et les employés des entreprises publiques, bénéficient du droit à la négociation collective. La commission note avec **regret** que le gouvernement ne fait que réitérer que tout fonctionnaire, quel que soit son grade ou son rang, fait partie de la fonction publique et contribue à l'administration de l'État, et que, à ce titre, tous les fonctionnaires sont exclus du champ d'application de l'article 6 de la convention. Elle constate également que la CSI et de la HKCTU sont préoccupées par le fait que les fonctionnaires sont exclus de l'application de la convention, sans distinction de rang ou de fonction. Tout en notant en outre l'explication du gouvernement selon laquelle les représentants du personnel ont de nombreuses possibilités de participer aux procédures permettant de déterminer les conditions d'emploi, notamment par l'intermédiaire d'un mécanisme élaboré de consultation du personnel à trois niveaux et divers organes indépendants qui fournissent un avis impartial sur les questions relatives aux conditions d'emploi, la commission réitère qu'une distinction doit être faite entre, d'une part, les fonctionnaires qui, de par leurs fonctions, participent directement de l'administration de l'État (par exemple dans certains pays, ceux des ministères et autres organes de cette nature, avec leur personnel d'appui), lesquels peuvent être exclus du champ d'application de la convention et, d'autre part, toutes les autres personnes employées par l'État, des entreprises publiques ou des institutions publiques autonomes, lesquelles devraient bénéficier des garanties prévues par la convention. Elle rappelle que l'établissement de simples procédures de consultation pour les fonctionnaires au lieu de réelles procédures de conventions collectives n'est pas suffisant. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en consultation avec les partenaires sociaux, pour s'assurer que les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État, y compris les enseignants et les salariés d'entreprises publiques, jouissent du droit de négociation collective. La commission espère que le gouvernement sera en mesure de faire état de progrès à cet égard dans un avenir proche.**

Région administrative spéciale de Macao

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (notification: 1999)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Dans ses précédents commentaires, la commission a noté les observations des organisations représentatives des travailleurs jointes au rapport du gouvernement, et recueillies par l'intermédiaire du Comité permanent pour la coordination des affaires sociales, dont les membres sont nommés dans les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives (actuellement la Chambre du commerce de Macao et la Fédération des syndicats de Macao). Ces observations faisaient état de la nécessité d'adopter des lois spécifiques sur la liberté syndicale. La commission a noté en outre les observations de l'Association des travailleurs de la fonction publique de Macao (ATFPM), en date du 6 août 2019, qui indiquent également le besoin de légiférer sur les questions de la liberté syndicale et de la négociation collective, et la réponse générale du gouvernement à cet égard. La commission a également pris note de la réponse supplémentaire du gouvernement aux observations formulées en 2014 par la Confédération syndicale internationale (CSI).

Articles 2 et 3 de la convention. Droit d'organisation de toutes les catégories de travailleurs. Droit des organisations d'organiser leurs activités. La commission rappelle qu'elle avait antérieurement pris note de l'indication du gouvernement, selon laquelle la liberté d'association, de procession et de manifestation, ainsi que le droit et la liberté de constituer des syndicats et de s'y affilier, et le droit de grève sont garantis à tous les résidents de Macao, en vertu de l'article 27 de la loi fondamentale de la Région administrative spéciale de Macao, et que, conformément à l'article 2(1) du règlement sur la liberté syndicale (loi n° 2/99), toute personne a le droit de former librement des associations, sans autorisation préalable. La commission avait également noté que le projet de loi sur les droits fondamentaux des syndicats, qui était censé donner effet au droit d'organisation et de négociation collective, était en cours d'adoption depuis 2005.

Dans son précédent commentaire, la commission a noté, d'après l'indication du gouvernement, que le projet de loi sur les droits fondamentaux des syndicats avait été soumis au conseil législatif et qu'il avait été retoqué pour la dixième fois. En avril 2019, ceux qui s'opposaient au projet de loi estimaient que nombre de dispositions relatives au fond et à la procédure existent déjà pour protéger les travailleurs et que la situation socio-économique a évolué depuis que le premier projet a été soumis et, qu'en

conséquence, le projet de loi ne reflète pas les besoins de la société actuelle. Si le gouvernement ne s'opposait pas à l'adoption de la loi sur les syndicats à un temps opportun, il devait prendre en compte les opinions de tous les membres de la société et des parties intéressées pour répondre à la situation socio-économique et adapter la loi et les réglementations en conséquence. Le gouvernement a indiqué qu'une étude de recherche était en cours depuis 2016 sur les conditions sociales essentielles pour l'examen du projet de loi sur les droits fondamentaux des syndicats. Il s'attendait à ce que cette étude soit finalisée au second semestre 2019. La commission a noté également que dans leurs observations, les organisations représentatives des travailleurs avaient estimé que l'absence d'une législation sur les syndicats et la négociation collective constituait une grave carence législative et qu'elles étaient restées favorables à l'adoption d'un ensemble de lois concrètes et spécifiques permettant de réellement garantir et protéger le droit de constituer des syndicats, de s'y affilier et de les représenter. *Gardant à l'esprit les préoccupations exprimées par les organisations de travailleurs et rappelant que le projet de loi sur les droits fondamentaux des syndicats est en cours d'adoption depuis plus de dix ans, la commission prie instamment le gouvernement à intensifier ses efforts pour trouver un consensus au sujet du projet de loi et à concrétiser son adoption dans un proche avenir, et à informer la commission des résultats de l'étude susmentionnée.*

La commission prend note de l'indication du gouvernement dans son rapport supplémentaire selon laquelle l'étude, finalisée en 2019, conseille au gouvernement de revoir et d'améliorer progressivement la politique du travail pour mieux l'adapter à l'environnement socio-économique de la région et d'entreprendre cet examen conformément à la Loi fondamentale et aux conventions internationales. Le gouvernement indique en outre que, pour améliorer progressivement la législation du travail et prendre en compte le développement à long terme de la société, il entamera la première phase de la procédure législative de la loi sur les syndicats et il prévoit de lancer une consultation publique au troisième trimestre 2020 pour permettre un large débat afin de trouver un consensus qui tienne compte des opinions minoritaires, et ainsi fournir une base pour la formulation d'une loi qui réponde aux besoins de la société.

Tout en prenant bonne note des indications du gouvernement, la commission se voit tenue de constater avec **regret** que le projet de loi sur les droits fondamentaux des syndicats est en attente d'adoption depuis quinze ans. ***La commission invite donc instamment, une fois de plus, le gouvernement à intensifier ses efforts pour parvenir à un consensus sur le projet de loi et à son adoption dans un avenir proche. Elle réitère également son attente que cette loi accorde explicitement les droits consacrés par la convention à toutes les catégories de travailleurs (à la seule exception autorisée de la police et des forces armées), y compris les travailleurs domestiques, les travailleurs migrants, les travailleurs indépendants et ceux qui n'ont pas de contrat de travail, les travailleurs à temps partiel, les marins et les apprentis, afin de garantir que la liberté d'association, y compris le droit de grève, puisse être effectivement exercée. La commission prie le gouvernement d'informer de tous faits nouveaux à cet égard.***

Dans la même veine, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau concernant l'adoption de cadres législatifs régissant les droits de catégories spécifiques de travailleurs, tels que prévus à l'article 3(3) de la loi sur les relations professionnelles. La commission a noté à cet égard que: i) le projet de loi sur les relations professionnelles à temps partiel avait été soumis au comité permanent en 2018 mais une discussion plus approfondie étant nécessaire, le gouvernement avait soumis de nouveau le projet de loi pour que les représentants des organisations de travailleurs et d'employeurs puissent formuler de nouveaux commentaires; et ii) le projet de loi sur les relations professionnelles des gens de mer était toujours en cours de discussion pour en assurer la compatibilité avec les conventions internationales pertinentes. La commission a également noté que le gouvernement déclarait de nouveau que si ces projets de loi sont des réglementations spécialisées destinées à prendre en compte la spécificité des relations de travail dans les secteurs susmentionnés, les réglementations de base concernant ces travailleurs figurent dans la loi sur les relations professionnelles et les travailleurs de toutes les branches d'activité, y compris les gens de mer et les travailleurs à temps partiel, ont droit à la liberté d'association, d'organisation et de participation à un syndicat.

Prenant dûment note de l'explication préalable du gouvernement et en l'absence d'informations actualisées, la commission prie de nouveau le gouvernement de continuer à fournir des informations sur toute évolution concernant l'adoption de cadres législatifs régissant les droits des catégories spécifiques de travailleurs, y compris les travailleurs à temps partiel et les gens de mer, et d'indiquer si ces instruments incluent des dispositions sur la promotion et la protection des droits que consacre la convention. La commission s'attend à ce que tous cadres législatifs régissant les droits de catégories spécifiques de travailleurs soient pleinement conformes à la convention.

Application de la convention dans la pratique. Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note des statistiques fournies par le gouvernement sur le nombre de syndicats (408 organisations de travailleurs enregistrées, dont 49 impliquent des fonctionnaires, en avril 2019), ainsi que des informations détaillées sur le règlement des conflits du travail impliquant plus de dix travailleurs. La commission a également pris note des mesures que le gouvernement a indiqué avoir prises pour protéger la liberté

d'association et de réunion des travailleurs et pour améliorer les conditions de travail, ainsi que de la déclaration du gouvernement selon laquelle pour formaliser le système d'agences de placement, il avait soumis au conseil législatif un projet de loi sur les agences de placement. La commission se félicite des statistiques actualisées fournies par le gouvernement sur le nombre de syndicats et observe qu'en mai 2020, il y avait 440 organisations de travailleurs enregistrées, ce qui montre que, par rapport aux chiffres de 2019, et comme indiqué par le gouvernement, le nombre d'associations de travailleurs enregistrées a continué à augmenter. Elle prend également note des informations détaillées et actualisées sur le règlement des conflits du travail impliquant plus de dix travailleurs. **La commission encourage le gouvernement à continuer de fournir des statistiques et d'autres données pertinentes en rapport avec l'application de la convention dans la pratique.**

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (notification: 1999)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année (voir évolution de la législation et articles 1 et 2 ci-dessous), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Dans son commentaire précédent, la commission avait noté les observations des organisations représentatives de travailleurs communiquées avec le rapport du gouvernement et recueillies par le Comité permanent pour la coordination des affaires sociales, dont les membres sont nommés dans les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives (actuellement la Chambre du commerce de Macao et la Fédération des syndicats de Macao). Ces observations faisaient état de la nécessité d'adopter des lois spécifiques sur la liberté syndicale et attiraient l'attention sur les pratiques antisyndicales qui régnaient dans certaines entreprises. La commission avait en outre noté les observations de l'Association des travailleurs de la fonction publique de Macao (ATFPM), en date du 6 août 2019, qui indiquaient qu'il était également nécessaire de légiférer sur les questions de la liberté syndicale et de la négociation collective, et la réponse générale du gouvernement à cet égard. La commission avait aussi noté la réponse supplémentaire du gouvernement aux observations formulées en 2014 par la Confédération syndicale internationale (CSI), mais avait fait observer que ce dernier ne traitait pas des allégations concrètes de licenciements injustes de syndicalistes et d'enseignants. **La commission prie de nouveau le gouvernement de faire part de ses commentaires au sujet de ces allégations spécifiques.**

Évolution de la législation. La commission avait fait référence aux observations qu'elle avait formulées au titre de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, par lesquelles elle rappelait que si la loi sur les relations professionnelles de 2008 contenait certaines dispositions interdisant la discrimination antisyndicale et prévoyait des sanctions contre de tels actes, elle ne contenait aucun chapitre sur le droit d'organisation et de négociation collective, et que le projet de loi sur les droits fondamentaux des syndicats, censé donner effet à ces droits, était en cours d'adoption depuis 2005. Faisant référence à ses commentaires formulés au titre de la convention n° 87, la commission avait vivement encouragé le gouvernement à intensifier ses efforts en vue de l'adoption, dans un proche avenir, d'une législation qui accorderait expressément les divers droits contenus dans la convention et prendrait en considération les commentaires en suspens de la commission.

La commission prend note que le gouvernement indique dans son rapport supplémentaire qu'une étude, entamée en 2016 pour comprendre les conditions sociales requises afin d'entamer la discussion sur une loi sur les syndicats, a été achevée en 2019. Il annonce que, à la lumière des recommandations contenues dans l'étude, il va amorcer la première étape du processus d'adoption de la loi sur les syndicats et prévoit de mener une consultation publique pour ouvrir davantage la discussion et jeter les bases pour la formulation d'une loi qui tient compte des besoins de la société.

Tout en prenant bonne note des indications du gouvernement, la commission rappelle que le projet de loi sur les droits fondamentaux des syndicats est en attente d'adoption depuis quinze ans. Faisant référence à ses commentaires plus détaillés formulés au titre de la convention n° 87, la commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour parvenir à l'adoption, dans un proche avenir, d'une législation qui accorde expressément les divers droits contenus dans la convention et prend en considération les commentaires en suspens de la commission. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.

La commission avait également prié le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau concernant l'adoption de cadres législatifs régissant les droits des gens de mer et des travailleurs à temps partiel et avait exprimé l'espoir que de tels instruments soient conformes à la convention et permettent à ces catégories de travailleurs d'exercer leur droit d'organisation et de négociation collective.

La commission prend dûment note des informations fournies par le gouvernement et renvoie à ses commentaires plus détaillés formulés au titre de la convention n° 87.

Article 1 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale. Ayant précédemment noté que les amendes prévues par l'article 85(1)(2) de la loi sur les relations professionnelles en cas d'actes de discrimination à l'encontre des travailleurs, en raison de leur affiliation à un syndicat ou de l'exercice de leurs droits, pourraient ne pas être suffisamment dissuasives, en particulier pour les grandes entreprises (de 20 000 à 50 000 patacas de Macao (MOP), soit l'équivalent de 2 500 à 6 200 dollars des États-Unis), la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer les sanctions financières applicables à la discrimination antisyndicale pour en assurer le caractère dissuasif. Elle l'avait également prié de donner des précisions sur l'utilisation éventuelle d'autres sanctions du Code pénal auxquelles le gouvernement faisait référence. La commission note que le gouvernement indique que: i) des sanctions lourdes sont déjà imposées en cas d'actes illégaux violant les droits des travailleurs et le gouvernement continuera à examiner avec soin et à améliorer les lois et les réglementations dans le domaine du travail; ii) les violations de la loi sur les relations professionnelles se divisent en deux catégories: violations administratives et «violations de caractère mineur», lesquelles sont plus graves, sont de nature pénale et relèvent du Code pénal; iii) si un employeur empêche un employé d'exercer ses droits ou soumet l'employé à tout traitement défavorable pour avoir exercé de tels droits (article 10(1) de la loi sur les relations professionnelles) et que l'acte constitue une infraction pénale, le Bureau des affaires du travail engagera une procédure, assurera le suivi et imposera une sanction; et iv) en cas de refus d'un employeur de payer une amende, des poursuites pénales seront engagées, le tribunal pouvant imposer une amende en vertu des dispositions du Code pénal. Tout en prenant dûment note des informations fournies, la commission observe qu'aucune mesure concrète n'a, semble-t-il, été prise pour relever le montant des amendes prévues pour de tels actes de discrimination antisyndicale, lesquelles de ce fait semblent toujours être insuffisamment dissuasives, notamment pour les grandes entreprises. La commission note à cet égard que les organisations représentatives de travailleurs insistent sur le fait qu'il est nécessaire de relever le montant des amendes et des sanctions contre la discrimination antisyndicale afin d'en renforcer l'effet dissuasif. Elles estiment en outre que certaines entreprises recourent à des pratiques antisyndicales, le règlement de l'entreprise imposant aux employés qui s'affilient à un syndicat et assument des fonctions syndicales d'en informer la direction. **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en consultation avec les partenaires sociaux, pour renforcer les sanctions financières applicables aux actes de discrimination, afin de garantir qu'elles aient un caractère suffisamment dissuasif. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès à cet égard.**

La commission avait aussi noté que, selon les observations de la CSI de 2014, l'article 70 de la loi sur les relations professionnelles, qui autorise la dénonciation d'un contrat sans motif valable avec octroi d'une indemnisation, servait dans la pratique à sanctionner les membres syndicaux qui prennent part à des activités syndicales ou à des actions revendicatives, et avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, y compris d'ordre législatif, afin de veiller à ce que cet article ne soit pas appliqué à des fins antisyndicales. Dans son précédent commentaire, la commission avait noté que le gouvernement indiquait qu'entre 2014 et mai 2019, le Bureau des affaires du travail n'avait reçu aucune plainte de licenciement antisyndical, mais qu'il ne fournissait aucune information sur les mesures prises pour répondre aux préoccupations de la CSI. La commission note que, dans son rapport supplémentaire, le gouvernement indique que, de juin 2019 à mai 2020, le Bureau des affaires du travail n'a reçu aucune plainte pour licenciement antisyndical. **Rappelant que les actes antisyndicaux, dans la pratique, ne donnent pas toujours lieu au dépôt d'une plainte auprès des autorités compétentes, la commission prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, y compris d'ordre législatif, pour veiller à ce que le licenciement au titre de l'article 70 de la loi sur les relations professionnelles n'est pas utilisé à des fins antisyndicales.**

Article 2. Protection adéquate contre des actes d'ingérence. La commission avait précédemment noté que les articles 10 et 85 de la loi sur les relations du travail n'interdisent pas expressément tous les actes d'ingérence tels que décrits à l'article 2 de la convention, et qu'ils ne garantissent pas une protection adéquate par le biais de sanctions dissuasives et de procédures efficaces et rapides. Dans ses commentaires précédents, la commission avait donc prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la législation pertinente contienne des dispositions expresses à cet effet. La commission note que le gouvernement, indiquant de nouveau la procédure expliquée ci-dessus relative à l'obstruction de la part d'un employeur à l'exercice des droits des employés, déclare qu'il poursuivra ses efforts pour atteindre les objectifs que fixe la convention. Rappelant une fois de plus que la législation applicable (articles 10 et 85 de la loi sur les relations professionnelles et article 4 du Règlement sur le droit d'organisation) n'interdit pas expressément tous actes d'ingérence tels que décrits dans l'article 2 de la convention, la commission insiste sur la nécessité de prévoir une législation qui protège expressément les organisations de travailleurs et d'employeurs contre tout fait d'ingérence de membres envers d'autres

membres ou d'une organisation envers une autre, y compris, par exemple, tous actes visant à promouvoir la création d'organisations de travailleurs qui soient dominées par des employeurs ou des organisations d'employeurs, et d'établir des dispositions explicites prévoyant des procédures d'appel rapides à l'encontre de tels actes, accompagnées de sanctions efficaces et dissuasives. **Compte tenu de ces considérations, la commission prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la législation pertinente contienne des dispositions qui interdisent expressément les actes d'ingérence et qui offrent des sanctions suffisamment dissuasives et des procédures rapides et efficaces contre de tels actes.**

La commission avait aussi prié le gouvernement de fournir des statistiques sur le fonctionnement, dans la pratique, du Bureau des affaires du travail et du tribunal du travail, y compris le nombre de cas de discrimination antisyndicale et d'ingérence dont ils avaient été saisis, la durée des procédures et les résultats obtenus. Dans son commentaire précédent, la commission avait pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle, entre juin 2016 et mai 2019, un cas avait été ouvert au motif qu'un employé aurait été licencié pour avoir participé à une manifestation, mais qu'il avait été découvert par la suite que c'était en raison de performances médiocres, et qu'aucune décision de justice ne portait sur des cas de discrimination ou d'ingérence. La commission note que, dans son rapport supplémentaire, le gouvernement indique que de juin 2019 à mai 2020, le Bureau des affaires du travail n'a reçu aucune plainte relative à la suspension d'employés pour leur participation à des manifestations. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations statistiques sur le fonctionnement, dans la pratique, du Bureau des affaires du travail et du tribunal du travail en ce qui concerne les allégations de discrimination antisyndicale et d'ingérence dont ils sont saisis, sur la durée de ces procédures et les résultats obtenus.**

Articles 1, 2 et 6. *Protection des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État contre des actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence.* La commission avait observé que les dispositions générales relatives au personnel de l'administration publique à Macao ne contenaient aucune mesure contre la discrimination antisyndicale et l'ingérence, et que le gouvernement n'indiquait pas d'autres dispositions spécifiques assurant aux fonctionnaires la protection appropriée contre de tels actes. La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier la législation de façon qu'elle interdise expressément tous actes de discrimination antisyndicale et ingérence et accorde aux fonctionnaires non commis à l'administration de l'État la protection adéquate contre de tels actes. La commission note que le gouvernement indique de nouveau que la protection des fonctionnaires contre des actes de discrimination ou d'ingérence lorsqu'ils participent à des activités syndicales est garantie, mais observe, une fois de plus, qu'il ne mentionne aucune disposition législative spécifique à cet effet. **Dans ces conditions, rappelant que le champ d'application de la convention couvre les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État, la commission prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, y compris d'ordre législatif, afin de modifier la législation de sorte qu'elle interdise explicitement les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence et qu'elle accorde aux fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État une protection adéquate contre de tels actes.**

Articles 4 et 6. *Absence de disposition dans la législation pour la négociation collective dans le secteur privé et pour les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État.* Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la pleine application de l'article 4 de la convention pour le secteur privé et pour les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État, par l'adoption du projet de loi sur les droits fondamentaux des syndicats ou par toute autre législation. La commission note la déclaration du gouvernement selon laquelle il engage toujours des discussions et des consultations avec les partenaires sociaux, soit par le biais du mécanisme tripartite de consultation du Comité exécutif pour la coordination des affaires sociales dans le secteur privé, qui est désormais essentiel pour communiquer, négocier et parvenir à un consensus et qui contribue à instaurer des relations stables et harmonieuses entre employeurs et travailleurs, soit par le biais du mécanisme de consultation permanente, instauré par le Conseil d'examen de la rémunération des fonctionnaires et chargé de formuler des normes et des procédures pour l'ajustement des salaires dans la fonction publique. Le gouvernement indique que plusieurs lois et règlements sur les conditions de travail des fonctionnaires font actuellement l'objet d'une révision et que par le biais des différents mécanismes de consultation, les fonctionnaires peuvent exprimer leurs opinions sur les questions s'y rapportant. **Rappelant que la convention a essentiellement pour but de promouvoir la négociation bipartite des conditions d'emploi et que l'établissement de simples procédures de consultation et non de réelles procédures de négociation collective ne suffit pas, la commission prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, dans un très proche avenir, pour garantir la pleine application de l'article 4 de la convention, aussi bien dans le secteur privé que pour les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État, soit par l'adoption du projet de loi sur les droits**

fondamentaux des syndicats, soit par toute autre législation, et de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.

Négociation collective dans la pratique. La commission note que le gouvernement n'a pas réalisé d'analyse statistique substantielle sur les conventions collectives conclues. **La commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des statistiques sur le nombre de conventions collectives qui ont été conclues, en spécifiant les secteurs d'activité concernés, leurs niveau et champ d'application ainsi que le nombre d'entreprises et de travailleurs couverts.**

Colombie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1976)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 16 septembre 2020, des observations conjointes de la Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT) et de la Confédération des travailleurs de Colombie (CTC) reçues le 1^{er} octobre 2020, ainsi que des commentaires du gouvernement y relatifs. La commission note que ces différentes observations portent sur des questions abordées par la commission dans la présente observation, ainsi que sur des allégations de violations de la convention dans la pratique.

La commission prend également note des observations de l'Association nationale des employeurs de Colombie (ANDI) transmises par l'Organisation internationale des employeurs le 1^{er} octobre 2020, qui portent sur les questions abordées dans la présente observation.

Droits syndicaux et libertés publiques. La commission rappelle qu'elle examine depuis de nombreuses années, comme le Comité de la liberté syndicale, des allégations de violence à l'encontre de syndicalistes et d'impunité à ce sujet. La commission note avec une **profonde préoccupation** que la CSI, la CUT et la CTC continuent à dénoncer la persistance de la situation de violence antisyndicale dans le pays. À cet égard, la commission note que la CSI, après avoir fait état de l'impact particulièrement élevé de la violence antisyndicale dans les secteurs de l'éducation, des transports, des mines et de l'énergie, dénonce spécifiquement les faits suivants: i) l'assassinat, entre janvier 2019 et mars 2020, de 14 dirigeants syndicaux; ii) pendant la même période, quatre tentatives de meurtre, un cas de disparition forcée et 198 cas de menaces de mort à l'encontre de membres du mouvement syndical; iii) l'assassinat le 26 juillet 2020 d'un dirigeant syndical agraire; iv) la surveillance et la filature, entre février et décembre 2019, par des agents de l'armée, de plusieurs dirigeants syndicaux et sociaux, dont le vice-président de l'*Union nationale des travailleurs de l'État et des services publics de la Colombie* (UTRADEC) et le secrétaire aux droits de l'homme de la Confédération générale du travail (CGT), M. Humberto Correa; et v) l'incapacité du gouvernement d'assurer une protection prompte et adéquate aux syndicalistes menacés de mort, ou de mener des poursuites dans les nombreux cas historiques d'assassinats et d'autres crimes violents, et de résoudre la plupart des cas les plus récents.

La commission note également que la CUT et la CTC font état de la persistance d'une situation intense de violence antisyndicale, dont les caractéristiques sectorielles et territoriales sont analogues à celles décrites en 2019, avec une recrudescence particulièrement notable de la violence antisyndicale dans le secteur rural, notamment dans les zones autrefois contrôlées par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Les centrales syndicales déclarent que les forces paramilitaires et de nouveaux groupes de délinquance, qui se sont constitués dans certaines régions en lien avec des pouvoirs économiques et politiques territoriaux, sont la principale source de menace pour le syndicalisme. Elles ajoutent que les syndicats les plus touchés par la violence antisyndicale sont ceux de l'agriculture, de l'éducation, du secteur minier et énergétique, du secteur public et des transports.

La commission note que la CUT et la CTC affirment expressément ce qui suit: i) trois ans après la signature de l'accord de paix, 998 atteintes à la vie et à l'intégrité de dirigeants syndicaux ont été enregistrées entre 2016 et mai 2020 (dont 119 homicides); ii) entre août 2019 et mai 2020, 141 nouveaux actes de violence antisyndicale documentés ont été signalés, dont 18 homicides et 101 menaces de mort, le nombre d'homicides tendant à augmenter depuis 4 ans; iii) 44 pour cent des actes de violence antisyndicale sont imputables à des groupes paramilitaires, et 52 pour cent sont d'origine inconnue; iv) Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a enregistré 55 massacres dans le pays depuis janvier 2020 contre 36 en 2019, des actes qui, bien qu'ils ne visent pas directement les syndicats, compromettent la capacité des organisations de travailleurs de réaliser librement leurs activités, par crainte de représailles à leur encontre; v) la grève nationale de novembre 2019 contre la politique économique et sociale du gouvernement, et pour le respect de l'accord de paix, a entraîné des réactions policières excessives; et vi) en raison de leur rôle de premier plan dans la grève susmentionnée, des dirigeants de la Fédération colombienne des travailleurs de l'éducation (FECODE) et de la CUT, dont le

président de la CUT, M. Diógenes Orjuela, sont l'objet de menaces de mort de la part de groupes paramilitaires, mais les enquêtes correspondantes n'ont pas progressé.

En ce qui concerne les mesures de protection des dirigeants syndicaux en situation de risque, la commission note que la CUT et la CTC dénoncent la lenteur, le retard et le manque d'efficacité de ces mesures. Les centrales syndicales affirment spécifiquement ce qui suit: i) en 2019 et 2020, seulement 38 pour cent de l'ensemble des demandes de mesures de protection que des membres du mouvement syndical ont présentées pendant cette période ont été examinées; ii) dans un contexte de diminution du budget alloué à la protection des membres du mouvement syndical, les mesures de protection interrompues en 2019 représentent un peu plus de 50 pour cent de l'ensemble des mesures qui ont été maintenues; et iii) la participation réelle et effective des organisations syndicales au processus de détermination des mesures de protection a diminué peu à peu, notamment dans le cadre du Comité pour l'évaluation des risques et la recommandation de mesures (CERREM)

La commission note que, pour sa part, l'ANDI souligne à nouveau les efforts importants déployés par les institutions publiques tant pour protéger des membres du mouvement syndical que pour lutter contre l'impunité, ainsi que les résultats substantiels obtenus à cet égard.

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement concernant le phénomène de la violence antisyndicale et les mesures institutionnelles prises pour y faire face. La commission note que, d'une manière générale, le gouvernement déclare que: i) s'il a accompli des progrès significatifs dans le domaine de la sécurité, il continue à être confronté à de nombreuses et graves difficultés, dues à la mutation et à la capacité d'adaptation des organisations criminelles et au maintien de conditions propices à leur multiplication et à leur renforcement; ii) grâce aux efforts énormes des différentes institutions publiques, l'État colombien a réduit significativement le nombre des actes de violence contre les membres du mouvement syndical, et le nombre d'homicides de syndicalistes a baissé de 84 pour cent entre 2001 et 2019; iii) de même, l'État a pu résorber l'impunité qui prévalait auparavant, 966 condamnations pour des actes de violence antisyndicale ayant été prononcées à ce jour, contre une seule en 2001; et iv) bien que tout acte de violence contre les travailleurs syndiqués soit réprouvé, une grande partie des homicides dont ont été victimes les syndicalistes ne sont pas dus à l'activité syndicale des victimes mais à la violence généralisée qui existe encore dans le pays.

La commission note qu'en ce qui concerne les initiatives institutionnelles prises pour atteindre les résultats susmentionnés, le gouvernement souligne à nouveau l'importance du Plan d'action opportune (PAO), adopté en 2018 pour articuler les programmes de protection et de ressources de l'ensemble des entités gouvernementales chargées d'assurer la protection des dirigeants syndicaux et sociaux et des défenseurs des droits de l'homme. La commission note que le gouvernement souligne également le rôle pertinent de la Commission interinstitutionnelle pour la promotion et la protection des droits de l'homme des travailleurs, dirigée par le ministère du Travail, qui réunit toutes les institutions publiques concernées et les partenaires sociaux. Le gouvernement déclare que, lors de sa réunion du 23 juillet 2020, la commission interinstitutionnelle a abordé de nombreuses questions relatives, entre autres, à la prévention et à la protection contre les actes de violence antisyndicale, aux sanctions prises contre les auteurs de ces actes, et aux relations entre les centrales ouvrières et la police, dans le cadre de l'exercice de la protestation sociale. Le gouvernement déclare que 80 pour cent des engagements pris pendant cette réunion, qui visent tous à protéger les droits fondamentaux des travailleurs, ont été respectés.

La commission prend note des informations spécifiques fournies par le gouvernement concernant la protection des membres du mouvement syndical en situation de risque, et selon lesquelles: i) en 2018, 447 évaluations des risques qu'encourent des membres du mouvement syndical ont été effectuées et ont permis de constater 280 cas de risques exceptionnels et 167 de risques ordinaires; ii) en 2019, 332 évaluations de ces risques ont été effectuées et ont permis de constater 206 cas de risques exceptionnels, un cas de risques extrêmes et 125 de risques ordinaires; iii) du 1^{er} janvier au 31 août 2020, 190 évaluations des risques ont été effectuées sur des membres du mouvement syndical, déterminant 109 cas de risques exceptionnels, 3 cas de risques extrêmes et 78 de risques ordinaires; iv) l'Unité nationale de protection (UNP) protège actuellement 298 dirigeants et militants syndicaux; et v) les dépenses estimées au titre des mesures de protection des membres du mouvement syndical se sont élevées à 42 889 000 054 pesos colombiens en 2018 (environ 12 081 623 USD), et à 39 986 188 070 pesos colombiens en 2019 (environ 11 262 552 USD). La commission note également que, en réponse aux observations de la CUT et de la CTC, le gouvernement indique que: (i) toutes les demandes de protection ne donnent pas lieu à une évaluation exhaustive du niveau de risque, puisque l'UNP vérifie d'abord que les demandes sont conformes aux exigences minimales établies par le décret 1066 de 2015; (ii) en 2019, 87 pour cent des mesures de sécurité établies l'année précédente ont été maintenues; et (iii) les espaces interinstitutionnels de protection, tels que le CERREM, où les confédérations syndicales sont invitées, continuent d'être pleinement opérationnels. La commission note que le gouvernement déclare finalement que l'émergence de

nouveaux facteurs de menaces a rendu nécessaire, en 2019, le renforcement des mécanismes et des stratégies de protection des dirigeants sociaux et des défenseurs des droits de l'homme.

En ce qui concerne la lutte contre l'impunité, la commission note que le gouvernement indique expressément que: i) le ministère public (*Fiscalía General de la Nación* (FGN)) poursuit sa stratégie d'enquête et de poursuite judiciaire des délits contre des syndicalistes par l'intermédiaire du Groupe Elite constitué en 2016 qui est chargé de la conduite et du suivi des enquêtes sur ces cas; ii) simultanément, le ministère public, sur la base de la directive 002 du 30 novembre 2017, a mis en œuvre une stratégie d'enquête et de poursuite judiciaire des crimes contre les défenseurs des droits de l'homme, renforcée depuis 2020 en terme de ressources humaines, logistiques et scientifiques, et il existe à cet égard une interrelation entre les deux stratégies étant donné qu'un travailleur syndiqué engagé dans des activités de défense des droits de l'homme est considéré comme un défenseur des droits de l'homme); iii) sur 216 cas d'homicides de membres du mouvement syndical ayant fait l'objet d'enquêtes entre 2011 et 2020, la FGN a pu éclaircir 42,59 pour cent de ces cas (60 condamnations ont été prononcées à propos de 41 cas, 30 cas sont en instance de jugement, dix cas ont donné lieu à des inculpations, six cas en sont au stade de l'enquête avec mandats d'arrêt émis, et les poursuites ont été abandonnées dans deux cas); et iv) les tribunaux colombiens ont rendu en tout 966 sentences sur des actes de violence antisyndicale, dont 815 sur l'homicide de membres du mouvement syndical (dont 525 ont été rendues entre 2011 et 2020).

La commission prend également note des informations fournies par le gouvernement sur 34 homicides commis en 2018 et dénoncés par la CSI en 2019, qui indiquent ce qui suit: i) 21 cas en sont au stade de l'enquête, huit en instance de jugement, quatre ont donné lieu à des décisions judiciaires, et un cas a été classé; et ii) sur ces 34 plaintes pour homicide, 19 sont enregistrées dans le cadre de la stratégie d'enquête et de poursuite judiciaire des crimes contre des défenseurs des droits de l'homme (dont 9 dirigeants syndicaux). **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées sur les progrès réalisés dans les enquêtes sur ces cas.**

La commission prend également note des commentaires du gouvernement sur les observations de la CUT et de la CTC concernant la réponse des autorités à la grève nationale de novembre 2019 et les actes antisyndicaux qui ont touché plusieurs dirigeants syndicaux actifs dans le cadre de la grève susmentionnée. La Commission note que le gouvernement indique que: (i) le gouvernement a toujours respecté le droit de manifester, et un communiqué réitérant le droit constitutionnel de manifester pacifiquement a été signé lors de la session plénière du Comité permanent de coordination des politiques salariales et de l'emploi; (ii) le gouvernement a créé des espaces de dialogue avec les différents promoteurs de la grève; (iii) malgré les garanties fournies par le gouvernement, il y a eu quelques flambées de violence visant à déstabiliser la sécurité des citoyens; (iv) à la suite de l'attentat du 9 février 2020 dont il a été victime, l'ancien président de la FECODE, M. Carlos Rivas, a bénéficié de mesures de sécurité personnelle d'urgence complètes à partir du 19 février 2020; et (v) le président de la CUT, M. José Diógenes Orjuela, bénéficie également de mesures de sécurité personnelle complètes.

La commission reconnaît à nouveau les efforts considérables déployés par les pouvoirs publics, tant en termes de protection des membres du mouvement syndical en situation de risque que d'éclaircissement et de sanction des actes de violence antisyndicale. À cet égard, la commission se félicite à nouveau tout particulièrement de l'engagement actif des différents organes compétents de l'État, des initiatives prises pour renforcer l'efficacité de l'action de l'État par la coordination interinstitutionnelle, et de la consultation des partenaires sociaux au sein de la Commission interinstitutionnelle des droits de l'homme. La commission prend note en particulier des 815 condamnations prononcées dans des cas d'homicide de syndicalistes depuis 2001 et de l'augmentation substantielle du nombre de ces condamnations depuis 2016.

Toutefois, la commission exprime sa **profonde préoccupation** face à la persistance du nombre important d'homicides de membres du mouvement syndical et d'autres actes de violence antisyndicale dans le pays, ainsi que de menaces de mort contre des dirigeants syndicaux nationaux et locaux, dans un contexte de nombre en hausse d'agressions à l'encontre des dirigeants sociaux en général. La commission prend particulièrement note des indications des centrales syndicales selon lesquelles les syndicats des secteurs de l'agriculture, de l'éducation, de l'énergie et des mines sont particulièrement touchés. La commission note aussi que le gouvernement et les centrales syndicales font état des mutations en cours dans l'origine de la violence antisyndicale. Consciente de la complexité des difficultés auxquelles sont confrontés les organes chargés des enquêtes pénales, la commission ne peut néanmoins que constater à nouveau l'absence de données sur le nombre de condamnations prononcées contre les auteurs intellectuels des actes de violence antisyndicale, et souligne une fois de plus à cet égard l'importance cruciale que revêt l'identification et la condamnation des auteurs intellectuels de ces crimes pour éviter que ne se reproduise la violence antisyndicale. **Compte tenu de l'ampleur des difficultés décrites et reconnaissant les actions importantes menées par les pouvoirs publics, la commission exhorte le gouvernement à continuer de renforcer son action et ses ressources pour assurer une protection**

appropriée à tous les dirigeants syndicaux et syndicalistes en situation de risque, ainsi qu'à leurs organisations, en accordant toute l'attention et les ressources financières nécessaires aux secteurs les plus touchés par la violence antisyndicale. Soulignant l'augmentation significative du nombre de sentences rendues, la commission prie également instamment le gouvernement de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour que tous les actes de violence antisyndicale, les homicides et autres actes qui ont eu lieu dans le pays soient élucidés et pour que leurs auteurs, tant matériels qu'intellectuels, soient condamnés. La commission espère en particulier que toutes les mesures supplémentaires seront prises et que toutes les ressources indispensables seront consacrées afin que les enquêtes et les procédures pénales menées soient sensiblement plus efficaces pour identifier et punir les auteurs intellectuels des actes de violence antisyndicale. La commission prie le gouvernement de donner des informations détaillées à ce sujet. Enfin, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les allégations des centrales syndicales concernant les actes d'«espionnage» (tel que des filatures) présumés à l'encontre d'un certain nombre de dirigeants syndicaux.

Mesures de réparation collective en faveur du mouvement syndical. Dans son commentaire précédent, la commission avait noté avec intérêt la création du Bureau permanent de concertation pour l'octroi d'une réparation collective au mouvement syndical. La commission avait prié le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les travaux du bureau permanent et sur la mise en œuvre pratique de mesures collectives de réparation en faveur du mouvement syndical touché par la violence. La commission note que le gouvernement déclare que: i) le 29 novembre 2019, le bureau permanent a tenu sa deuxième réunion et a convenu de son fonctionnement et des actions nécessaires pour avancer dans le processus dans le cadre duquel le Défenseur du peuple entendra les déclarations du mouvement syndical, étape fondamentale pour inscrire au Registre unique des victimes le mouvement syndical en tant que sujet collectif; ii) le Défenseur du peuple, la CUT, la CGT, la CTC et la FECODE se sont réunis en décembre 2019 pour examiner les informations dont dispose le mouvement syndical pour faire cette déclaration; iii) à la demande du mouvement syndical, la troisième réunion du Bureau a été reportée deux fois, afin de permettre la tenue d'une autre réunion préparatoire du mouvement syndical avec le Défenseur du peuple et l'Unité d'aide aux victimes; iv) la troisième réunion du Bureau a eu lieu virtuellement le 23 avril et le 4 mai 2020 avec la direction de l'Unité d'aide aux victimes; v) comme convenu lors de la 3^e réunion du Bureau, deux réunions techniques ont ensuite été organisées avec le mouvement syndical en juillet et septembre 2020 pour examiner les progrès réalisés dans la systématisation de l'information; vi) les différentes réunions mentionnées ont permis de recruter le personnel technique nécessaire pour avancer dans le processus; et vii) l'Unité d'aide aux victimes gère la 4^e réunion du Bureau depuis octobre 2020, dans l'attente d'une réponse du mouvement syndical pour arrêter une date. La commission note que le gouvernement exprime à nouveau sa volonté politique d'accorder une réparation au mouvement syndical et souligne l'importance que celui-ci fasse la déclaration susmentionnée au Défenseur du peuple pour poursuivre la procédure légale.

La commission note également que, de leur côté, la CUT et la CTC affirment que: i) depuis qu'a été effectué le protocole de mise en place du bureau permanent, celui-ci ne s'est pas réuni à nouveau et, un an après sa mise en place, il n'a progressé dans aucune des fonctions qui lui ont été assignées, faute d'initiative et de volonté politique du gouvernement; ii) malgré la pandémie, le processus aurait pu se poursuivre virtuellement; iii) le personnel technique nécessaire pour avancer dans le processus n'a pas été recruté; et iv) le bureau permanent doit également agir pour faciliter la déclaration formelle des organisations syndicales devant le Défenseur du peuple.

Prenant note des positions respectives du gouvernement et des centrales syndicales sur le travail effectué par le bureau permanent en 2020, la commission s'attend à ce que les mesures de réparation collective en faveur du mouvement syndical soient rapidement mises en place, compte tenu de la violence dont il fait l'objet. La commission prie le gouvernement de continuer à donner des informations sur cette question.

Article 200 du Code pénal. Dans son commentaire précédent, la commission avait pris note des informations fournies par le gouvernement sur l'effet des initiatives législatives et institutionnelles visant à faciliter la mise en œuvre de l'article 200 du Code pénal, qui prévoit des sanctions pénales pour une série d'actes contraires à la liberté syndicale et à la négociation collective. La commission avait noté en particulier que, comme suite à la procédure pénale spécifique accélérée qu'a instituée la loi n° 1826 du 12 janvier 2017, et grâce au plan de travail conjoint établi depuis août 2016 par la FGN et le ministère du Travail, 86 pour cent des 2 530 cas de violation supposée de l'article 200 avaient été examinés. La commission avait également pris note des allégations de la CUT, de la CTC et de la CGT selon lesquelles une impunité totale prévalait en ce qui concerne l'application de cet article, puisqu'aucune condamnation n'avait été prononcée. La commission avait également pris note de la réponse du gouvernement à cet égard, qui indiquait que 10 cas en étaient au stade du procès, illustrant ainsi l'absence d'impunité.

La commission note que le gouvernement et l'ANDI fournissent des informations actualisées sur les résultats des enquêtes sur les violations présumées de l'article 200 du Code pénal. Le gouvernement déclare que, sur les 2 727 cas de possible violation de l'article 200 du Code pénal enregistrés par la FGN entre 2011 et le 20 octobre 2020, 91,024 pour cent ont été conclus et seuls 8.98 pour cent en sont encore au stade de l'enquête. Le gouvernement déclare en outre que la conclusion des affaires susmentionnées est due: i) à la clôture de la procédure pénale (1 363 affaires, et dans 61,78 pour cent d'entre elles il a été établi qu'il n'y avait pas eu de comportement criminel); ii) à la clôture de la procédure pénale en raison de la péremption ou de l'extinction de la plainte (520 cas); iii) au désistement du travailleur ou de l'organisation syndicale (441 cas); et iv) aux conciliations (158 cas, dont le nombre a considérablement augmenté depuis août 2016). La commission note également que le gouvernement est en désaccord avec les déclarations des centrales syndicales concernant l'impunité des actes contraires à l'article 200, puisque plus de 90 pour cent des enquêtes ont été menées à bien et que leurs résultats ont été présentés au Comité interinstitutionnel des droits de l'homme, qui est dirigé par le ministère du Travail et auquel participent les centrales ouvrières.

La commission note que la CUT et la CTC, pour leur part, déclarent que les chiffres fournis par le gouvernement n'incluent pas les données correspondant aux inculpations et à la poursuite judiciaire des cas, qui sont des éléments nécessaires pour évaluer l'efficacité concrète des enquêtes sur les délits commis en violation de l'article 200 du Code pénal. Les centrales syndicales ajoutent que les résultats de l'efficacité de l'article 200 n'ont pas été portés à la connaissance du mouvement syndical au cours de 2020 et qu'aucune réunion de concertation n'a été organisée sur ce sujet.

Tout en se félicitant à nouveau du nombre croissant de cas ayant donné lieu à une conciliation et observant que, dans ses réponses aux observations de la CUT et de la CTC, le gouvernement se réfère à l'existence de huit affaires actuellement devant les tribunaux, la commission continue de constater l'absence de sanctions pénales pour les violations de l'article 200 du Code pénal, malgré le nombre très élevé de plaintes pénales déposées à cet égard depuis 2011. **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie à nouveau le gouvernement de procéder, avec le ministère public et les partenaires sociaux, à l'évaluation de l'efficacité de l'article 200 du Code pénal, et d'indiquer les résultats obtenus et les mesures éventuellement prises en conséquence.**

Articles 2 et 10 de la convention. Contrats syndicaux. En ce qui concerne le contrat syndical, figure contractuelle prévue dans la législation colombienne en vertu de laquelle un ou plusieurs syndicats de travailleurs s'engagent à fournir des services ou à effectuer des travaux, par l'intermédiaire de leurs membres, pour une entreprise ou un syndicat d'employeurs, ou pour plusieurs entreprises ou syndicats d'employeurs, la commission rappelle que, les années précédentes, elle avait prié le gouvernement de communiquer ses commentaires sur les observations de la CUT et de la CTC selon lesquelles le contrat syndical constituait un outil pour perpétuer et étendre l'intermédiation illégale du travail, et pour dénaturer l'activité syndicale en créant de fausses organisations syndicales.

La commission rappelle à cet égard que, dans son dernier commentaire, elle avait pris note de: i) la déclaration du gouvernement selon laquelle le contrat syndical est une figure reconnue par la législation validée par les hautes juridictions du pays, qui permet aux syndicats de participer à la création d'emplois, avec des garanties pour éviter l'utilisation abusive du contrat syndical par de faux syndicats, grâce aux dispositions du décret 0636 de 2016 et au contrôle de l'inspection du travail en ce qui concerne l'intermédiation du travail; ii) la position similaire de l'ANDI, qui souligne en outre qu'il faut respecter l'autonomie des organisations syndicales pour conclure ou non des contrats syndicaux; iii) la position répétée de la CUT et de la CTC selon laquelle le contrat syndical nuit à la finalité et à l'autonomie des organisations syndicales, empêche l'exercice effectif des droits syndicaux par les travailleurs et permet de continuer à exercer des activités illégales d'intermédiation du travail, notamment dans le secteur de la santé; et iv) la position de la CGT selon laquelle, bien que le contrat syndical puisse être une figure juridique valide pour les syndicats forts, dans la pratique un nombre important de coopératives de travail associé se sont constitués en faux syndicats pour signer des contrats syndicaux, en particulier dans le secteur de la santé.

La commission rappelle que, sur la base des éléments susmentionnés: i) elle avait noté que, dans le contexte très particulier du contrat syndical, par lequel un syndicat est directement responsable, au moyen de ses membres, d'une activité productive pour une entreprise, le syndicat est chargé d'organiser le travail de ses membres et de leur accorder les prestations correspondant au travail effectué; ii) que le gouvernement et les trois centrales syndicales nationales (CUT, CTC et CGT) avaient convenu que plus de 98 pour cent des contrats syndicaux étaient concentrés dans le secteur de la santé; et iii) elle avait constaté avec une profonde préoccupation que les trois centrales déclaraient que des coopératives de travail associé, auparavant responsables d'activités illicites d'intermédiation du travail, auraient pris la forme de faux syndicats afin de poursuivre ces activités au moyen de contrats syndicaux. Compte tenu de ce qui précède, la commission avait souligné que l'exercice par un syndicat de travailleurs d'un pouvoir de

gestion et de décision sur l'emploi de ses affiliés est susceptible de générer un conflit d'intérêts avec sa fonction de défense de leurs intérêts professionnels. La commission avait donc prié le gouvernement de contrôler de près l'utilisation du contrat syndical, en particulier dans le secteur de la santé, et de prendre les mesures nécessaires pour garantir que la figure du contrat syndical ne porte pas atteinte aux droits syndicaux des travailleurs.

La commission note que le gouvernement réitère ce qu'il a déclaré en 2019 et qu'il souligne que: i) le contrat syndical permet aux syndicats de participer à la gestion des entreprises et à la promotion de l'emploi; ii) dans le cadre du contrat syndical, deux types de relations apparaissent: l'une entre l'entreprise et le syndicat, qui est une forme des relations collectives réglementées par les normes collectives du travail; l'autre entre les membres du syndicat et le syndicat, qui est une relation spéciale, protégée en particulier par les garanties minimales et les principes constitutionnels fondamentaux du travail, sans constituer pour autant une relation de travail, puisque le contrat syndical n'a pas été créé pour faire du syndicat un nouveau type d'employeur; iii) les travailleurs qui sont parties à un contrat syndical sont déjà couverts par une convention collective, conclue par l'employeur et l'organisation syndicale; iv) les différentes dispositions du décret n° 036 de 2016, et notamment la règle selon laquelle un contrat syndical ne peut pas être conclu si l'organisation syndicale n'a pas été constituée au moins six mois avant la signature du contrat, empêchent de constituer une organisation syndicale dans le seul but de conclure immédiatement des contrats syndicaux; v) le ministère du Travail contrôle les cas qui sont dénoncés au motif d'une intermédiation illégale du travail, y compris ceux qui comportent l'utilisation abusive du contrat syndical; vi) le ministère du Travail est en train de mener à bien le processus d'adoption du plan d'action pour la «Politique publique de prévention, d'inspection, de surveillance et de contrôle du travail: Engagés en faveur du travail décent 2020-2030» adoptée le 20 février 2020; ce plan prévoit des actions visant à renforcer les libertés syndicales, ce qui inclut le contrôle de l'utilisation des contrats syndicaux; vii) 567 contrats syndicaux étaient en vigueur entre janvier et juin 2020, dont 95,8 pour cent dans le secteur de la santé; viii) 11 plaintes ont été enregistrées pour utilisation abusive du contrat syndical (sept en sont au stade de l'enquête préliminaire, trois au stade de l'inculpation et un au stade de la notification); ix) en ce qui concerne les visites d'inspection axées sur le contrôle des contrats syndicaux, les domaines des contrats syndicaux en vigueur ont été déterminés, en précisant le secteur économique, ces contrats étant concentrés dans les secteurs de la santé, de la manufacture et de l'agriculture; x) afin de parvenir à 20 pour cent de visites d'inspection concernant les contrats syndicaux en vigueur, l'accent a été mis sur les secteurs économiques de l'exportation; et xi) en raison de la pandémie, les visites d'inspection ont été suspendues, raison pour laquelle il n'y a pas de données disponibles sur les visites d'inspection portant sur les contrats syndicaux pour la période de janvier à juin 2020. La commission constate que l'ANDI exprime à nouveau une position similaire à celle du gouvernement, et qu'elle souligne une fois de plus qu'il faut respecter l'autonomie des organisations syndicales pour conclure des contrats syndicaux, comme le fait par exemple la centrale syndicale CGT.

La commission constate enfin que la CUT et la CTC rappellent dans leurs dernières observations que la figure juridique du contrat syndical, qui suppose qu'une entreprise verse des fonds supplémentaires à l'organisation syndicale: i) dénature la raison pour laquelle les organisations syndicales sont constituées; et ii) limite l'autonomie des organisations syndicales par rapport à l'entreprise et dissimule la nature de l'employeur réel. La commission note que les deux centrales syndicales déclarent en outre que: i) la prolifération des contrats syndicaux persiste, 567 contrats syndicaux ayant été déposés entre janvier et juin 2020; ii) à ce jour, le gouvernement national n'a donné suite à aucune proposition de réforme réglementaire pour limiter leur utilisation, et il a encore moins permis de proposer une réforme qui les éliminerait de la législation colombienne; iii) l'inspection du travail a été réticente à la possibilité d'envisager une enquête sur les contrats syndicaux dans le cadre de la procédure d'intermédiation illégale du travail et, lorsqu'elle effectue des visites d'inspection, elle se limite aux conditions formelles requises pour la signature et la validité du contrat syndical; et iv) à ce jour, aucune sanction n'a été prise contre l'un quelconque des plus de 1 700 contrats syndicaux en vigueur dans le pays, lesquels sont conclus avec des syndicats prétendument indépendants et inconnus du véritable mouvement syndical.

La commission prend bonne note des informations fournies par le gouvernement et les partenaires sociaux sur la figure du contrat syndical. La commission constate que les différents acteurs réitèrent leurs positions respectives, et note qu'il n'y a pas eu de changements particuliers dans la législation ou la pratique. La commission note en particulier que l'utilisation du contrat syndical est encore concentrée, dans 95 pour cent des cas, dans le secteur de la santé. À ce sujet, tout en étant pleinement consciente des énormes obstacles que la pandémie de COVID-19 oppose aux activités de l'inspection du travail, la commission note que le gouvernement ne mentionne pas la priorité de planifier des activités pour contrôler l'utilisation du contrat syndical dans ce secteur. **Compte tenu de ce qui précède, et soulignant à nouveau que l'attribution à un syndicat de travailleurs d'une capacité de gestion et de décision sur l'emploi de ses membres peut créer un conflit d'intérêts et mettre par conséquent en péril la capacité du syndicat d'assumer en même temps la responsabilité propre aux organisations syndicales, qui est**

d'appuyer et de défendre de façon indépendante les revendications de ses membres en ce qui concerne l'emploi et les conditions de travail, la commission prie le gouvernement: i) de planifier et d'effectuer, dans un avenir proche, un contrôle précis de l'utilisation du contrat syndical, en particulier dans le secteur de la santé; et ii) après avoir communiqué les résultats de ces contrôles aux partenaires sociaux, de prendre les mesures nécessaires, législatives le cas échéant, pour veiller à ce que la figure du contrat syndical ne porte pas atteinte aux droits syndicaux des travailleurs et ne soit pas utilisée à des fins incompatibles avec l'article 10 de la convention. La commission prie le gouvernement d'indiquer tout progrès réalisé à cet égard.

Article 4. Annulation par voie judiciaire de l'enregistrement d'un syndicat. Dans son commentaire précédent, la commission avait prié le gouvernement de communiquer ses commentaires sur les affirmations de la CUT et de la CTC selon lesquelles la procédure accélérée de l'article 380, paragraphe 2 du Code du travail ne fournirait pas les garanties de procédure suffisantes.

La commission note que le gouvernement indique les étapes et les délais de la procédure accélérée d'annulation de l'enregistrement des syndicats établie par le Code du travail. Le gouvernement déclare à ce sujet que: i) cette procédure judiciaire, qui reconnaît le droit de contester et prévoit un droit de recours avec effet suspensif de la décision de première instance, prévoit les garanties constitutionnelles de procédure régulière; ii) en ce qui concerne les allégations selon lesquelles certaines entreprises profiteraient de cette procédure pour violer la liberté syndicale, les juges statuent de manière indépendante après avoir analysé chaque cas individuel, de sorte qu'on ne peut déduire que les dissolutions d'organisations syndicales sont systématiques, et iii) dans son arrêt C-096/93, la Cour constitutionnelle a estimé que l'article 380 du Code du travail était conforme à l'article 4 de la convention, qui interdit la dissolution ou la suspension administrative des organisations syndicales. La commission note que, de leur côté, la CUT et la CTC affirment à nouveau que: i) les délais très courts établis par l'article 380, paragraphe 2, du Code du travail n'offrent pas de garanties de procédure suffisantes aux organisations syndicales; ii) plusieurs cas récents montrent que certaines entreprises utilisent le processus accéléré pour tenter d'éliminer des organisations syndicales en repréailles de la cessation prétendument illégale d'activités; et iii) la CUT et la CTC demandent une révision du Code du travail afin de restreindre la possibilité actuelle de liquider des syndicats pour des raisons et au moyen de procédures incompatibles avec la convention.

La commission prend bonne note des éléments fournis par le gouvernement sur la procédure établie par l'article 380, paragraphe 2, du Code du travail et, en particulier, de l'existence d'un droit de recours avec effet suspensif. La commission note également que, dans leurs observations, les centrales syndicales ont jusqu'à présent fait référence aux actions en justice fondées sur l'article 380, paragraphe 2, mais non aux décisions de dissolution prononcées dans le cadre de cette procédure. Dans le même temps, la commission constate que: i) les délais fixés par l'article 380, paragraphe 2, pour que les syndicats faisant l'objet d'une action en dissolution présentent leur défense et, éventuellement, contestent une décision de première instance sont extrêmement courts (5 jours dans chaque cas); et ii) la CUT et la CTC dénoncent également les motifs pour lesquels la procédure accélérée de dissolution judiciaire du syndicat pourrait être engagée, notamment la cessation présumée illégale d'activités. **Rappelant à nouveau que l'annulation de l'enregistrement d'un syndicat constitue une forme extrême d'intervention qui devrait être limitée aux violations graves de la loi, après avoir épuisé d'autres moyens moins drastiques pour l'organisation dans son ensemble, et qu'il est important que ces mesures s'accompagnent de toutes les garanties nécessaires que seule une procédure judiciaire normale peut assurer, la commission prie le gouvernement d'indiquer les raisons justifiant l'application des délais de procédure très courts fixés par l'article 380, paragraphe 2, du Code du travail, et d'indiquer également dans quelle mesure la réalisation d'une cessation d'activités, considérée comme illégale, peut constituer un motif de dissolution d'une organisation syndicale.**

Articles 3 et 6. Droit des organisations de travailleurs d'organiser leur activité et de formuler leur programme d'action. Questions législatives. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle souligne la nécessité de prendre des mesures pour modifier la législation en ce qui concerne: i) l'interdiction pour les fédérations et les confédérations d'appeler à la grève (art. 417, alinéa i), du Code du travail) et l'interdiction de la grève dans toute une série d'activités qui ne sont pas nécessairement des services essentiels au sens strict du terme (art. 430, alinéas b), d), f) et h); art. 450, paragr. 1, alinéa a), du Code du travail; loi fiscale n° 633/00; et décrets nos 414 et 437 de 1952; 1543 de 1955; 1593 de 1959; 1167 de 1963; 57 et 534 de 1967); et ii) la possibilité de licencier des travailleurs qui ont participé à une grève illégale ou sont intervenus dans une grève illégale (art. 450, paragr. 2, du Code du travail), y compris lorsque l'illégalité résulte de prescriptions contraires aux dispositions de la convention.

En ce qui concerne l'interdiction des grèves dans un certain nombre de services qui ne sont pas nécessairement essentiels au sens strict du terme, la commission note que le gouvernement fait observer tout d'abord que le droit de grève, même s'il s'agit d'un droit fondamental des syndicats, n'est pas un droit

absolu et peut donc être soumis à des limitations comme dans le cas des services publics essentiels. La commission note ensuite que le gouvernement mentionne l'examen par la Chambre des représentants du projet de loi n° 071 de 2019, qui porte modification du Code du travail, afin d'harmoniser le droit de grève avec les conventions de l'OIT sur la liberté syndicale, projet qui a été soumis à la Chambre des représentants le 24 juillet 2019 et débattu pour la première fois le 17 février 2020. Le gouvernement indique que, dans l'avis qu'il a formulé sur le projet susmentionné, le ministère du Travail a jugé nécessaire que les services publics essentiels soient définis dans le projet et que le projet soit examiné par la Commission nationale de concertation des politiques salariales et du travail. À cet égard, la commission note que le gouvernement déclare qu'il n'existe actuellement aucun consensus tripartite sur les modifications législatives demandées par les centrales syndicales en matière de grèves et que, à cet égard, il convient de tenir compte aussi bien de la position des syndicats que de celle des organisations d'employeurs. La commission note enfin que le gouvernement décrit en détail l'arrêt de la Cour suprême SL1680-2020 du 24 juin 2020 concernant une grève dans le secteur de la santé, et souligne que, dans cet arrêt, la Cour: i) indique que la grève n'est pas interdite dans l'ensemble du secteur de la santé, mais strictement et exclusivement dans les services dont l'interruption mettrait effectivement en danger la santé ou la vie des personnes; ii) modifie son approche et considère que la procédure prévue aux articles 444 et 445 du Code du travail - qui prévoient un certain nombre de conditions pour l'exercice du droit de grève - ne s'applique qu'aux grèves contractuelles, dont le but est de parvenir à la signature de conventions collectives; iii) considère que la procédure susmentionnée ne peut en revanche pas être appliquée à d'autres types de grèves, telles que celles imputables à l'employeur ou à des mesures politiques, ou les grèves de solidarité, dans la mesure où les articles 444 et 445 ont été adoptés avant la Constitution de 1991, à une époque où le législateur n'avait pas envisagé de grèves autres que contractuelles.

La commission note que, pour sa part, l'ANDI, après avoir exprimé l'avis que le droit de grève n'est pas couvert par la convention, déclare à nouveau que la législation et la jurisprudence colombiennes sur les grèves dans les services essentiels sont pleinement satisfaisantes et que le pays dispose d'un pouvoir judiciaire indépendant qui est chargé d'examiner chaque cas lorsqu'il y a des différends entre l'employeur et le travailleur. La commission note enfin que la CUT et la CTC font également référence dans leurs observations à l'arrêt SL1680-2020 et que, à cet égard, elles soulignent tout particulièrement que, par cet arrêt, la Cour suprême: i) reconnaît la grève en tant que droit humain fondamental; et ii) s'appuie sur la position des organes de contrôle de l'OIT pour déterminer si, dans le cas spécifique considéré, la cessation d'activités a effectivement mis en danger direct la vie, la santé ou la sécurité des personnes. La commission note que la CUT et la CTC affirment également ce qui suit: i) l'arrêt susmentionné n'est valable que pour les parties et, comme il émane d'un tribunal de cassation, il n'affecte pas la validité des règles légales en la matière; ii) à ce jour, aucune proposition n'a été faite par le gouvernement pour modifier les dispositions de la législation qui limitent et violent le droit de grève; et iii) bien que le projet de loi 071 de 2019, proposé par les centrales syndicales pour rendre la législation nationale sur le droit de grève conforme aux normes internationales de l'OIT, soit toujours en instance, les parlementaires favorables au gouvernement ont empêché que le projet de loi soit examiné et voté, et cherchent à ce qu'il soit classé pour la seconde fois.

La commission prend bonne note des éléments fournis par le gouvernement et les partenaires sociaux. La commission prend note avec **intérêt** de l'arrêt de la Cour suprême SL1680-2020 qu'ont transmis le gouvernement et les centrales syndicales, qui se fonde sur le caractère fondamental du droit de grève pour appliquer et interpréter les dispositions légales établissant ses conditions d'exercice et fixant ses limites. À cet égard, la commission rappelle que, dans son commentaire précédent, elle avait noté que tant la Cour constitutionnelle, pour le secteur des hydrocarbures, que la Cour suprême, pour les différents services définis comme essentiels par la législation, avaient demandé que la législation soit revue afin de mieux définir les limites imposées à l'exercice du droit de grève. La commission continue toutefois de constater qu'aucun progrès concret n'a encore été accompli en ce qui concerne les réformes législatives qu'elle a demandées au sujet des grèves dans les services essentiels. La commission rappelle son commentaire précédent sur ce sujet dans lequel elle indiquait ce qui suit: i) elle estime que seuls peuvent être considérés essentiels – aux fins de la restriction ou de l'interdiction du droit de grève – les services dont l'interruption mettrait en danger, dans l'ensemble ou dans une partie de la population, la vie, la sécurité ou la santé de la personne; et ii) bien que la notion de services essentiels ne soit pas absolue, la commission a considéré que des secteurs comme celui des hydrocarbures et des transports publics ne sont pas des services essentiels au sens strict mais des services publics d'une importance primordiale qui peuvent exiger le maintien d'un service minimum. **La commission exprime donc le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour réviser dès que possible les dispositions législatives susmentionnées sur les services essentiels dans le sens indiqué ci-dessus. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard et lui rappelle qu'il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau.**

En ce qui concerne l'article 417 du Code du travail, qui interdit aux fédérations et confédérations de déclencher une action de grève, la commission note que le gouvernement déclare que la vocation des fédérations et des confédérations n'est pas, à proprement parler, de prendre position sur un différend collectif de travail concernant une entreprise ou une activité économique particulière, mais de représenter et de promouvoir les intérêts des syndicats en général, sans l'intention d'exercer le droit de grève. La commission note que le gouvernement et l'ANDI se réfèrent également de nouveau aux arrêts C-797 de 2000 et C-018 de 2015 dans lesquels la Cour constitutionnelle a souligné que les fédérations et les confédérations exercent des fonctions consultatives pour leurs organisations affiliées et que, dans le contexte d'un différend économique qui est porté à la connaissance de l'employeur par le biais d'un cahier de revendications, il est constitutionnellement justifié que les fédérations et les confédérations soient exclues de la décision de déclarer la grève.

Constatant par ailleurs les critiques persistantes exprimées par les centrales syndicales nationales et internationales à l'égard de l'interdiction prévue à l'article 417 de la Code du travail, la commission rappelle à nouveau que, en vertu de l'article 6 de la convention, les garanties des articles 2, 3 et 4 s'appliquent pleinement aux fédérations et aux confédérations, lesquelles doivent donc pouvoir formuler librement leur programme d'action. De plus, la commission souligne que, en vertu du principe d'autonomie syndicale énoncé à l'article 3 de la convention, il n'appartient pas à l'État de déterminer les rôles respectifs des syndicats de base et des fédérations et confédérations auxquelles ils appartiennent. La commission souligne enfin que, comme le souligne l'arrêt 1680 de 2020 de la Chambre du travail de la Cour suprême, largement décrit par le gouvernement dans son rapport, le droit de grève ne se limite pas aux différends collectifs concernant la négociation d'une convention collective à l'échelle d'une entreprise et, par conséquent, dans les cas où la défense des intérêts collectifs des travailleurs dépasse le cadre d'une seule entreprise, il est particulièrement important de reconnaître aux fédérations et aux confédérations l'exercice de toutes les garanties prévues par la convention. **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre dès que possible les mesures nécessaires pour réviser l'article 417 du Code du travail, qui interdit l'exercice du droit de grève aux fédérations et aux confédérations. La commission prie le gouvernement d'indiquer tout progrès réalisé à cet égard.**

Enfin, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur l'examen, par la sous-commission des affaires internationales de la Commission permanente de concertation des politiques salariales et du travail, de certaines des questions mentionnées dans le présent commentaire. **La commission exprime à nouveau l'espoir que les travaux de la sous-commission permettront d'accélérer l'adoption des diverses mesures demandées par la commission pour donner pleinement effet à la convention. La commission rappelle que le gouvernement peut demander l'assistance technique du Bureau à cette fin.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1976)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision prise par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020) La commission a actualisé l'examen de l'application de la convention effectué en 2019 sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année (voir articles 1, 2 et 4 ci-dessous).

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2019 et le 16 septembre 2020, des observations conjointes de la Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT) et de la Confédération des travailleurs de Colombie (CTC) reçues le 1^{er} septembre 2019 et le 1^{er} octobre 2020, des observations de la Confédération générale du travail (CGT) reçues le 5 septembre 2019 et des observations conjointes de la CSI, de la Confédération syndicale des Amériques (CSA), de la CUT et de la CTC reçues le 1^{er} septembre 2017. La commission note que ces observations portent sur des questions qu'elle traite dans la présente observation ainsi que sur des allégations de violation de la convention dans la pratique, en particulier des plaintes pour licenciements antisyndicaux dans le secteur privé. La commission prend note des réponses du gouvernement à cet égard.

La commission prend note des observations conjointes de l'Association colombienne des pilotes de ligne (ACDAC), de la CTC et de la CSI, reçues le 22 mars 2019 et de la réponse correspondante du gouvernement. La commission prend également note des observations de la Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT) et de ses organisations affiliées: ACDAC, l'Association colombienne des auxiliaires de vol (ACAV) et le Syndicat des travailleurs du transport aérien colombien (SINTRATAC), reçues

le 4 septembre 2019 et qui concernent, d'une part, les faits faisant l'objet du cas n° 3316 du Comité de la liberté syndicale et, d'autre part, des questions examinées dans le présent commentaire.

La commission prend enfin note des observations conjointes de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de l'Association nationale des employeurs de Colombie (ANDI) reçues le 30 août 2019, et des observations de l'ANDI transmises par l'OIE le 1^{er} octobre 2020, qui portent sur des questions traitées dans la présente observation.

Article 1 de la convention. Protection adéquate contre la discrimination antisyndicale. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que la CUT, la CTC et la CGT dénonçaient l'absence de mécanismes permettant d'assurer une protection adéquate contre la discrimination antisyndicale, et indiquaient notamment ce qui suit: i) la lenteur et l'inefficacité de l'examen par le ministère du Travail des plaintes administratives dans le domaine du travail; ii) l'absence, à l'exception de la procédure visant à lever l'immunité syndicale applicable aux dirigeants syndicaux uniquement, de mécanisme judiciaire rapide de protection contre les actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales; et iii) le manque de protection par le ministère public (*Fiscalía General de la Nación*) dans le cadre de l'application de l'article 200 du Code pénal qui érige en infraction un certain nombre d'actes antisyndicaux. Compte tenu de ce qui précède, la commission avait invité le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, à entamer un examen d'ensemble des mécanismes de protection contre la discrimination antisyndicale, en vue de prendre les mesures nécessaires pour garantir une protection adéquate.

La commission note à cet égard que, dans leurs observations de 2019, les centrales syndicales nationales réitérent leurs précédentes allégations, et que la CUT et la CTC affirment en particulier ce qui suit: i) les délais utilisés par l'administration du travail pour examiner les plaintes administratives du travail sont excessivement longs – il est arrivé que plus de 1 400 jours s'écoulent sans que l'administration ne se prononce; ii) ces longs délais peuvent être particulièrement préjudiciables à la protection des droits syndicaux puisque, en vertu de l'article 52 du Code de procédure administrative et du contentieux administratif, la faculté des autorités d'imposer des sanctions expire au bout de trois ans; et iii) le Plan national de développement récemment approuvé contient des dispositions susceptibles de compromettre davantage l'efficacité de l'action de l'inspection du travail. La commission note également que, dans leurs observations de 2020, la CUT et la CTC affirment que, parmi les demandes soumises en 2020 à l'administration du travail par des syndicats ou par des travailleurs, moins de 5 pour cent font l'objet d'une enquête et seulement 1 pour cent a abouti à une sanction à l'encontre de l'employeur.

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur les initiatives institutionnelles prises pour lutter contre la violence antisyndicale et sur l'application de l'article 200 du Code pénal, lesquelles sont examinées dans le cadre de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948. La commission note également que le gouvernement ajoute dans ses commentaires sur les observations de 2019 des centrales syndicales que: i) afin d'améliorer les procédures et les délais des enquêtes administratives menées par les inspecteurs du travail, des outils techniques d'inspection ont été conçus pour promouvoir l'uniformisation des procédures d'enquête et de sanction; et ii) les dispositions récemment adoptées modifiant la procédure de sanction administrative en matière de travail, qui sont critiquées par les centrales syndicales, visent à décongestionner les recours administratifs en matière de travail en suspendant la procédure administrative lorsque les personnes faisant l'objet d'une enquête s'engagent à mettre en œuvre les mesures correctives requises dans un délai raisonnable. La commission note également que, dans ses informations supplémentaires de 2020, le gouvernement fournit des données sur le fonctionnement général de l'inspection du travail, qui portent sur les systèmes d'information qu'utilise l'inspection du travail pour enregistrer et organiser ses enquêtes et assurer la perception des amendes, ainsi que des informations sur les initiatives de formation virtuelle des inspecteurs. La commission note enfin que, dans ses commentaires sur les observations de la CUT et de la CTC pour 2020, le gouvernement nie toute inefficacité des performances de l'inspection du travail en matière de discrimination antisyndicale, puisque des progrès significatifs peuvent être observés dans la protection de ces droits par le biais des enquêtes administratives correspondantes. À cet égard, le gouvernement indique qu'entre le 1^{er} janvier et le 15 octobre 2020, 47 plaintes administratives du travail ont été déposées concernant des actes antisyndicaux, lesquelles sont toutes actuellement au stade de l'enquête préliminaire.

Tout en prenant bonne note de ces informations, la commission observe que le gouvernement fournit des éléments limités sur les résultats concrets atteints par l'administration du travail dans les cas de plaintes pour discrimination antisyndicale, qu'il ne se prononce pas sur le rôle des tribunaux du travail à cet égard et qu'il ne fait pas référence à la réalisation d'un examen d'ensemble des mécanismes existants de protection contre la discrimination antisyndicale. ***Rappelant le caractère fondamental de la protection contre la discrimination antisyndicale pour l'exercice effectif de la liberté syndicale, la commission prie instamment le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, d'entreprendre dès que possible un examen d'ensemble des mécanismes de protection contre la discrimination antisyndicale,***

afin de prendre les mesures nécessaires assurant l'imposition rapide de sanctions efficaces en cas de commission d'actes antisyndicaux. La commission veut croire que le gouvernement indiquera les progrès réalisés à cet égard dans son prochain rapport.

Articles 2 et 4. Pactes collectifs avec des travailleurs non syndiqués. La commission rappelle que, depuis 2003, elle prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les accords collectifs avec des travailleurs non syndiqués (pactes collectifs) ne puissent être conclus qu'en l'absence d'organisations syndicales. La commission note que le gouvernement réaffirme dans ses différents rapports que, conformément à la législation et à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle: i) tant les pactes collectifs (conclus avec des travailleurs non syndiqués) que les conventions collectives (conclues avec des organisations syndicales) sont des instruments de négociation collective, étant entendu que la reconnaissance du droit de négociation collective ne devrait pas exclure les travailleurs non syndiqués; ii) l'employeur est libre de conclure des pactes collectifs avec les travailleurs non syndiqués, sauf s'il existe un syndicat représentant au moins un tiers du personnel (article 481 du Code du travail-CST-); et iii) les conditions négociées dans les pactes collectifs et dans les conventions collectives doivent être égales afin d'éviter la discrimination antisyndicale et de ne pas enfreindre le principe de l'égalité. La commission note que le gouvernement, dans les informations fournies en 2019, ajoute que: i) il existait 639 pactes collectifs en vigueur dans le pays en 2019; ii) le nombre de pactes collectifs adoptés par an a été réduit de 53 pour cent entre 2015 (372 pactes adoptés) et 2018 (198); iii) 115 pactes collectifs ont été déposés de janvier à septembre 2019; iv) la résolution 3783 du 29 septembre 2017 du ministère du Travail a confié à l'Unité des enquêtes spéciales du ministère du Travail des fonctions d'enquête sur les abus en matière de pactes collectifs; et v) l'Unité des enquêtes spéciales du ministère du Travail a mené au sujet de 27 cas des enquêtes pour recours abusif à des pactes collectifs (parmi ces cas, 22 cas en sont au stade de l'enquête préliminaire, trois au stade de l'inculpation, un à celui des conclusions du tribunal et un dans lequel une sanction a été prononcée). La commission note aussi que l'ANDI est d'accord avec le gouvernement, et estime par ailleurs que les travailleurs devraient être libres de choisir la forme d'association qu'ils souhaitent pour négocier collectivement. De plus, l'ANDI souligne que les pactes collectifs ne peuvent pas être utilisés dans le but d'éviter l'affiliation syndicale. La commission prend note également à cet égard des informations actualisées fournies par le gouvernement dans son rapport supplémentaire de 2020, et dans ses réponses aux observations des centrales syndicales. Le gouvernement indique en particulier que: i) l'Unité des enquêtes spéciales du ministère du Travail mène actuellement 7 enquêtes sur l'utilisation abusive de pactes collectifs (une en est au stade des allégations de conclusion, trois au stade de l'enquête préliminaire et trois à celui de la notification de première décision); et ii) en tout, 141 enquêtes sont menées par les directions territoriales du ministère du Travail sur cette question.

La commission note également que la CGT déclare ce qui suit: i) bien que les pactes collectifs soient régis par les mêmes dispositions du CST que les conventions collectives en ce qui concerne la négociation collective, dans la plupart des cas cette négociation n'a pas lieu, le pacte étant rédigé directement par l'entreprise ou par son personnel de confiance; ii) les pactes collectifs sont habituellement encouragés pour empêcher l'organisation autonome des travailleurs en syndicat, et, une fois conclus, ils ont habituellement pour effet de réduire considérablement le nombre de travailleurs syndiqués; iii) malgré la jurisprudence de la Cour constitutionnelle à cet égard, l'administration du travail et le ministère public (*Fiscalía General de la Nación*) refusent d'enquêter sur les plaintes de pratique antisyndicale lorsque les pactes collectifs sont appelés «plans volontaires d'avantages», affirmation rejetée par le gouvernement dans ses commentaires aux observations des centrales syndicales. La commission note enfin que la CUT et la CTC: i) ont indiqué dans leurs observations de 2019 que 68 plaintes administratives du travail ont été déposées pour recours abusif aux pactes collectifs entre 2014 et 2017. Parmi ces cas, 35 ont été classés, 24 en sont encore au stade de l'enquête, et des sanctions ont été prononcées dans seulement 9 cas; ii) affirment dans leurs observations de 2020 qu'il y a eu en 2019 une augmentation significative du nombre de pactes collectifs conclus (222), contre 198 en 2018 et 141 en 2017, et que le nombre de procédures de sanction administrative, pour utilisation abusive de pactes collectifs, engagées par l'Unité des enquêtes spéciales du ministère du Travail est dérisoire par rapport au nombre de pactes collectifs enregistrés au cours des dernières années; et iii) se réfèrent l'arrêt SL 3597-2020 du 16 septembre 2020 par lequel la Cour Suprême a condamné une compagnie aérienne pour actes antisyndicaux commis contre un syndicat de l'entreprise et affirment que cette décision de justice met en évidence comment les pactes collectifs ou les «plans volontaires d'avantages» conclus avec des travailleurs non syndiqués seraient utilisés pour violer la liberté syndicale.

Constatant l'absence de progrès accompli dans la prise en compte de ses commentaires, la commission se voit obligée de rappeler une fois de plus que, en vertu de l'article 4 de la convention, les sujets de négociation collective sont, d'une part, les employeurs ou leurs organisations et, d'autre part, les organisations de travailleurs, ces dernières présentant des garanties d'autonomie que d'autres formes de regroupement pourraient ne pas offrir. En conséquence, la commission a toujours considéré que la négociation directe entre l'entreprise et des groupes de travailleurs non syndiqués, et non avec des

organisations de travailleurs, lorsque celles-ci existent, n'est pas conforme à la promotion de la négociation collective prévue à l'article 4 de la convention. En outre, au vu de la situation de différents pays, la commission a constaté que, dans la pratique, la négociation des conditions de travail et d'emploi avec des groupes qui ne réunissent pas les garanties nécessaires pour être considérés comme des organisations de travailleurs peut être utilisée pour décourager l'exercice de la liberté syndicale et affaiblir l'existence d'organisations de travailleurs qui ont la capacité de défendre de manière autonome les intérêts des travailleurs pendant la négociation collective. **Au vu de ce qui précède, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la conclusion d'accords collectifs avec des travailleurs non syndiqués (pactes collectifs) ne soit possible qu'en l'absence d'organisations syndicales. La commission prie le gouvernement d'indiquer tout progrès réalisé à cet égard.**

Article 4. Champ personnel de la négociation collective. Apprentis. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que la législation n'exclut pas la rémunération des apprentis du champ de la négociation collective. La commission note que le gouvernement déclare ce qui suit: i) la loi n° 789 de 2002 qui a créé le contrat d'apprentissage détermine clairement que les apprentis sont des étudiants et non pas des travailleurs; ii) par conséquent, le contrat d'apprentissage n'est pas un contrat de travail mais un contrat spécial dans le cadre du droit du travail qui est soumis à ses propres normes et non aux dispositions du CST; et iii) dans son arrêt C-038 de 2004, la Cour constitutionnelle a considéré que les apprentis n'étaient pas des travailleurs au sens strict et que l'exclusion de leur rémunération du champ de la négociation collective constituait une restriction proportionnée à l'obligation légale qu'ont les entreprises d'engager un certain nombre d'apprentis. **Notant que, selon l'arrêt susmentionné, les apprentis peuvent négocier individuellement leur rémunération, et rappelant à nouveau que la convention n'exclut pas les apprentis de son champ d'application et que les parties à la négociation devraient donc pouvoir décider d'inclure la question de leur rémunération dans leurs accords collectifs, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que la législation n'exclut pas la rémunération des apprentis du champ de la négociation collective.**

Champ de la négociation collective. Exclusion des pensions de retraite. La commission rappelle que, à l'instar du Comité de la liberté syndicale dans le cas n° 2434, elle a eu l'occasion à différentes reprises de se prononcer au sujet de l'impact de la réforme de l'article 48 de la Constitution de la Colombie, en vertu de l'acte législatif n° 01 de 2005, sur l'application de cette convention et de la convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981. Dans son dernier commentaire, rappelant que la mise en place par voie législative d'un système général et obligatoire de pensions de retraite est compatible avec la négociation collective dans le cadre d'un système complémentaire, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour ne pas interdire aux parties à la négociation collective, tant dans le secteur privé que public, d'améliorer les pensions par le biais de prestations complémentaires.

La commission note que le gouvernement déclare que l'acte législatif n° 1 de 2005 interdit, depuis son entrée en vigueur, d'établir dans des pactes, des conventions collectives du travail, des sentences arbitrales ou tout autre acte juridique, des conditions de pension différentes de celles établies dans les dispositions du système général de pension. Cette interdiction n'empêche pas les parties à la négociation collective, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, d'améliorer les pensions au moyen de prestations complémentaires grâce à l'épargne volontaire, étant donné que cela ne crée pas des conditions de pension différentes de celles prévues par le système, mais que cela améliore, par l'effort individuel, le capital nécessaire pour obtenir une meilleure pension. **La commission prend bonne note de ces indications et prie le gouvernement de fournir des exemples concrets de conventions collectives prévoyant des prestations complémentaires de retraite.**

Promotion de la négociation collective dans le secteur public. La commission note avec **satisfaction** que le gouvernement indique qu'un nouvel accord national de l'État a été conclu avec toutes les centrales du pays. Il bénéficie à 1 200 000 travailleurs du secteur public et prévoit une augmentation des salaires supérieure de 1,32 pour cent à l'inflation pour 2019 et 2020, ainsi que plusieurs autres avancées aux niveaux national et sectoriel. La commission note que les trois centrales syndicales nationales (de leur côté, la CUT et la CTC signalent certaines difficultés au niveau des entités locales) se félicitent des progrès importants de la négociation collective dans le secteur public, et que ces progrès sont dus à l'existence d'une négociation à plusieurs niveaux avec des effets *erga omnes* au niveau national. Selon ces centrales, ces mécanismes devraient être étendus à la négociation collective dans le secteur privé.

Promotion de la négociation collective dans le secteur privé. La commission rappelle que, dans ses commentaires précédents, elle avait noté avec préoccupation le très faible niveau de la couverture de la négociation collective dans le secteur privé dont faisaient état les centrales syndicales nationales. La commission avait également pris note de leur indication selon laquelle un ensemble d'insuffisances et de restrictions, tant en droit que dans la pratique, a conduit à l'absence totale de la négociation collective à des niveaux supérieurs à celui de l'entreprise, d'où un très faible taux de couverture de la négociation

collective dans le secteur privé. La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir le recours à la négociation collective, conformément à la convention.

La commission note que le gouvernement indique ce qui suit: i) selon les données des registres syndicaux, détaillés par secteur d'activité et direction territoriale, 781 conventions collectives sont en vigueur dans le secteur privé; ii) 268 conventions collectives ont été déposées entre janvier et septembre 2019, ce chiffre étant de 158 pour la période allant du 1^{er} janvier au 15 octobre 2020; iii) le ministère du Travail n'a pas encore mis en place de système pour déterminer le taux de couverture de la négociation collective, mais, avec l'appui du Canada et du Bureau, il élabore actuellement un système d'enregistrement des pactes collectifs, des contrats syndicaux et des conventions collectives qui permettra de disposer de ces informations; iv) les dispositions du CST relatives à l'extension des conventions collectives démontrent que l'on peut négocier valablement par secteur d'activité économique; v) bien qu'il n'existe pas de norme spécifique régissant la négociation au niveau des branches, il existe dans le pays un cas réussi de négociation collective dans le secteur bananier, dans la région d'Urabá, qui couvre 15 000 des 17 600 travailleurs concernés; et vi) avec l'assistance technique de la Plate-forme des organisations sociales pour le travail décent et du Bureau, la CUT et la CTC ont lancé à la fin du deuxième semestre 2018 un vaste projet de diffusion de la négociation collective articulée sur plusieurs niveaux (*negociación multinivel*). La commission note également que, selon le gouvernement, en vue de doter les syndicats d'une forte capacité de négociation et d'assurer la rapidité et l'efficacité de ces processus, il a proposé de modifier le décret n° 089 de 2014, qui promeut la négociation unifiée dans l'entreprise, afin de rendre obligatoire la présentation d'un cahier de revendications unique et de former une seule commission de négociation, composée de membres de toutes les organisations syndicales. La commission note que le gouvernement fait remarquer qu'il a soumis pour commentaires la modification proposée au Bureau et qu'il mène actuellement des consultations tripartites sur le contenu de la modification.

La commission note également que la CUT et la CTC déclarent dans leur observation de 2019 que: i) selon les estimations de l'École nationale syndicale, seulement 1,75 pour cent des personnes occupant un emploi et 3,67 pour cent des salariés sont couverts par une convention collective; ii) l'absence de réglementation de la négociation collective au niveau de la branche dans le secteur privé rend son application impossible dans la pratique, ce qui contribue de manière décisive à ce que ce taux de couverture soit très faible; et iii) le Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a demandé au gouvernement de promouvoir un système de négociation à deux niveaux en développant les normes sur la négociation sectorielle du CST.

Notant avec **regret** que, d'après les données fournies par les centrales syndicales, le niveau de couverture de la négociation collective dans le secteur privé reste très faible, la commission observe qu'il existe à cet égard un contraste important avec la situation dans le secteur public. La commission rappelle que: i) en vertu de l'article 4 de la convention, il incombe au gouvernement de prendre des mesures appropriées aux conditions nationales, si nécessaire, pour encourager et promouvoir le développement et l'utilisation les plus larges de procédures de négociation volontaire entre les employeurs et les organisations d'employeurs d'une part, et les organisations de travailleurs d'autre part, en vue de régler par ce moyen les conditions d'emploi; ii) en vertu de l'article 5, paragraphe 2 d), de la convention n° 154, que la Colombie a ratifiée, le gouvernement doit veiller à ce que la négociation collective ne soit pas entravée par suite de l'inexistence de règles régissant son déroulement ou de l'insuffisance ou du caractère inapproprié de ces règles.

Tout en se félicitant de l'initiative du gouvernement visant à canaliser et à rationaliser le processus de négociation collective dans l'entreprise dans un contexte de pluralisme syndical, la commission estime nécessaire que le gouvernement aborde dès que possible, en consultation avec les partenaires sociaux, tous les aspects qui pourraient entraver la promotion efficace de la négociation collective dans le secteur privé, et qui sont mentionnés dans ses commentaires sur l'application de la convention. **Encouragée par les résultats obtenus dans le secteur public, la commission prie le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, de prendre dès que possible toutes les mesures, y compris législatives si nécessaire, pour promouvoir, à tous les niveaux appropriés, la négociation collective dans le secteur privé. La commission prie le gouvernement d'indiquer les progrès réalisés et rappelle qu'il peut recourir à l'assistance technique du Bureau.**

Résolution des conflits. Commission spéciale de traitement des conflits déferés à l'OIT (CETCOIT). La commission prend note des informations fournies en 2019 et 2020 par le gouvernement et l'ANDI, et en 2020 par la CUT et la CTC, sur le fonctionnement de la CETCOIT, organe tripartite chargé du règlement des différends concernant la liberté syndicale et la négociation collective. La commission note avec **intérêt** que le gouvernement indique ce qui suit: i) de 2012 à 2017, la CETCOIT a examiné 191 cas et conclu 123 accords; ii) après la nomination à l'unanimité d'un nouveau facilitateur en avril 2018, la CETCOIT poursuit de manière effective ses activités, et a examiné 24 cas en 2018 et conclu 14 accords; iii) de 2012

à 2019, la CETCOIT a obtenu la conclusion d'accords dans 63 pour cent des cas examinés; et iv) dans le contexte de la pandémie de COVID 19, la CETCOIT a continué à se réunir, obtenant notamment lors des 18 sessions réalisées en 2020 la conclusion de 11 accords et l'approbation de 7 documents de suivi. La commission note enfin que: i) l'ANDI, la CUT et la CTC déclarent que la CETCOIT est un exemple de bonne pratique en matière de dialogue social qui reflète la volonté de tous les acteurs tripartites d'avancer dans la recherche de solutions aux différends; et ii) dans le même temps, la CUT et la CTC ajoutent que les travailleurs peuvent être découragés par le fait qu'ils n'estiment pas que le soutien nécessaire est apporté aux accords conclus, et par l'absence de sanctions en cas de non-respect, laquelle caractérise ce type de mécanisme extrajudiciaire. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations à ce sujet.**

Notant que, dans son rapport sur l'application de la convention n° 87, le gouvernement a indiqué que la sous-commission des affaires internationales de la Commission permanente de concertation sur les politiques salariales et du travail donnerait suite aux observations formulées par la commission d'experts sur l'application des conventions ratifiées par la Colombie, la commission exprime l'espoir que les travaux de la sous-commission permettront d'accélérer les diverses mesures demandées par la commission pour donner pleinement application à la convention. La commission rappelle que le gouvernement peut demander l'assistance technique du Bureau à cet égard.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Comores

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1978)

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas de réponse à ses précédents commentaires. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission note les observations de la Confédération des travailleurs et travailleuses des Comores (CTC), reçues le 1^{er} août 2017, qui portent sur des questions traitées par la commission dans la présente observation et prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard. La commission note que, en réponse aux observations de la CTC de 2013, le gouvernement indique que les responsables syndicaux ayant fait l'objet d'un licenciement ont été rétablis dans leurs fonctions. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires sur les autres points soulevés par la CTC, concernant en particulier des allégations de pressions patronales contre des dirigeants syndicaux de la CTC, du syndicat des agents de la santé et de l'éducation et d'un nouveau syndicat d'une entreprise de communications afin que ces derniers mettent fin à leur activité syndicale.**

Articles 4 et 6 de la convention. Promotion de la négociation collective dans les secteurs public et privé (employés des entreprises publiques et fonctionnaires non commis à l'administration de l'État). Dans ses commentaires précédents, la commission avait de nouveau regretté l'absence de progrès concernant la négociation collective qui, selon la CTC, n'était ni structurée ni encadrée à quelque niveau que ce soit, les organes paritaires dans la fonction publique n'ayant en particulier pas encore été mis en place. La commission note que, dans ses observations de 2017, la CTC fait particulièrement référence aux décrets et arrêtés d'application encadrant le Conseil supérieur de la fonction publique, la commission paritaire et la commission médicale mis en place afin d'encadrer la négociation, mais toujours non signés depuis leur élaboration en 2015, laissant ainsi place à des règlements et des prises de mesures non conformes à la loi, au détriment des agents de la fonction publique. **Tout en notant la demande d'assistance technique formulée par le gouvernement dans son rapport, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour promouvoir la négociation collective tant dans le secteur privé que dans le secteur public (employés des entreprises publiques et fonctionnaires non commis à l'administration de l'État). La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.**

La commission prend note de l'adoption de la loi du 28 juin 2012 abrogeant, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 84-108/PR portant Code du travail.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Congo

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le

gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle procédera alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission note la réponse du gouvernement aux allégations de la Confédération syndicale internationale (CSI) de 2014 relatives à une grève des enseignants qui aurait abouti à: i) l'arrestation arbitraire de syndicalistes enseignants par la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST); et ii) l'enlèvement en juin 2013 de M. Dominique Ntsienkoulou, membre de la Concertation pour la revalorisation de la profession d'enseignant (CRPE), par des agents de la Direction départementale de la surveillance du territoire (DDST) et sa disparition depuis lors. La commission note que, selon le gouvernement: i) la Direction générale de la police (et non la DGST) a convoqué les dirigeants de la CRPE pour expliquer les motifs du débordement de leur action dans le cadre de la grève; et ii) M. Ntsienkoulou a déserté son domicile de son propre chef et n'a jamais fait l'objet d'arrestation ou d'enlèvement et n'a jamais été poursuivi par les services de la police nationale. Compte tenu des informations divergentes de la CSI et du gouvernement, la commission souhaite rappeler que les pouvoirs publics ne doivent pas s'ingérer dans les activités légitimes des organisations syndicales en soumettant les travailleurs à des arrestations ou des détentions arbitraires, et que l'arrestation et la détention de syndicalistes, sans que leur soit imputé un délit, ou sans qu'il existe un mandat judiciaire, constituent une grave violation des droits syndicaux consacrés dans la convention. **La commission veut croire que le gouvernement assurera le plein respect de ces principes et le prie de manière urgente de diligenter une enquête supplémentaire sur la situation de M. Ntsienkoulou, en particulier sur sa sécurité et sa localisation, et de fournir des informations à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Costa Rica

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement pour faire suite à la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020), informations qui ont trait aux questions examinées dans la demande directe qui accompagne cette observation.

La commission prend également note des observations de l'Union costaricienne des chambres et associations d'entreprises privées (UCCAEP), qui ont été transmises par le gouvernement, ainsi que des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 16 septembre 2020, de la Confédération des travailleurs Rerum Novarum (CTRN) et de l'Association nationale des professionnels du secteur des soins infirmiers (ANPE) reçues les unes comme les autres le 30 septembre 2020, qui portent toutes sur les questions traitées par la commission dans la demande directe. **La commission prie le gouvernement de transmettre ses commentaires au sujet des observations de la CTRN, de la CSI et de l'ANPE, de même que sur les observations de la CTRN de 2019.**

La commission reprend la teneur de son observation adoptée en 2019, qui est reproduite ci-après.

Dans son dernier commentaire, la commission avait pris note de l'adoption de la loi n° 9343 portant réforme de la procédure de travail et avait noté avec satisfaction qu'elle avait modifié le pourcentage minimum de travailleurs requis pour déclarer une grève. La commission note que le gouvernement indique que, en novembre 2017, le décret exécutif n° 40749 a été promulgué pour réglementer la convocation au scrutin nécessaire pour exercer le droit de grève, conformément aux dispositions de la loi sur la réforme de la procédure du travail.

Questions législatives en suspens. Articles 2 à 4 de la convention. La commission rappelle que, depuis des années, ses commentaires portent sur les questions suivantes:

- **Enregistrement des organisations syndicales et acquisition de la personnalité juridique.** La commission avait attiré l'attention du gouvernement sur la nécessité de modifier l'article 344 du Code du travail afin de fixer un délai concret et court pour que l'autorité administrative se prononce sur l'enregistrement des syndicats, délai à l'échéance duquel on considérerait que le syndicat a obtenu la personnalité juridique. À ce sujet, la commission note que le gouvernement indique que cette situation a été résolue dans la pratique et dans la législation administrative, mais que les commentaires de la commission seront pris en compte.
- **Droit des organisations d'élire librement leurs représentants. Obligation faite à l'assemblée syndicale de nommer chaque année son comité de direction (art. 346 a) du Code du travail).** La commission avait attiré l'attention du gouvernement sur la nécessité de modifier l'article 346 a) du Code du travail, qui dispose que la nomination du conseil de direction des syndicats doit être annuelle. À ce sujet, la commission note que le gouvernement indique que, bien que cet article n'ait pas été modifié, le

Registre des organisations sociales n'applique pas cette disposition et que le ministère du Travail et de la Sécurité sociale garantit dans la pratique la pleine autonomie des organisations pour déterminer la validité de leurs conseils de direction.

- *Interdiction faite aux étrangers d'exercer des fonctions de direction ou de responsabilité dans les syndicats (art. 60, paragr. 2, de la Constitution, et art. 345 e) du Code du travail).* La commission avait attiré l'attention du gouvernement sur la nécessité de modifier le paragraphe 2 de l'article 60 de la Constitution et le paragraphe e) de l'article 345 du Code du travail, qui interdisent aux étrangers d'exercer des fonctions de direction ou d'autorité dans les syndicats. La commission rappelle qu'un projet de réforme constitutionnelle avait été soumis à l'Assemblée législative plénière pour résoudre ce problème (dossier législatif n° 17804). La commission note que, selon les informations du gouvernement, ce projet de réforme constitutionnelle a été déposé le 17 octobre 2018. Le gouvernement indique que cette décision résulte d'une résolution du Président de l'Assemblée législative qui a ordonné d'archiver les projets de loi au terme d'un délai de quatre ans, conformément à l'article 119 du Règlement de l'Assemblée législative. Le gouvernement indique aussi qu'il commencera à l'évaluer afin d'envisager la présentation d'une nouvelle initiative de réforme constitutionnelle dans les termes mentionnés par la commission. Le gouvernement ajoute que, dans la pratique, le Département des organisations sociales du ministère du Travail et de la Sécurité sociale enregistre la nomination d'étrangers aux conseils de direction de syndicats s'il est démontré qu'ils respectent les prescriptions de la loi.

Notant qu'aucun progrès concret n'a été accompli sur les points susmentionnés, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les dispositions susmentionnées du Code du travail et de la Constitution soient modifiées conformément à la convention, ainsi qu'à la pratique des autorités. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès à ce sujet.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1960)

La commission prend note des observations du Syndicat des travailleurs du Banco popular (SIBANPO), de la Confédération des travailleurs Rerum Novarum (CTRN) ainsi que des observations conjointes de la Centrale syndicale Juanito Mora Porras (CSJMP) et de l'Association nationale des salariés du secteur public et privé (ANEP) reçues, respectivement, les 29 et 30 septembre et le 1^{er} octobre 2020. La commission note que, outre les questions abordées dans le présent commentaire, les observations font référence à l'impact que la loi de renforcement des finances publiques n° 9635, en vigueur depuis juillet 2019, et le projet de loi sur l'emploi public n° 21.336 auraient sur l'exercice des droits garantis par la convention. ***Constatant les observations répétées des organisations syndicales qui dénoncent le fait que les restrictions au droit de négociation collective des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État sont contraires à la convention, la commission prie le gouvernement de lui faire part de ses commentaires à ce sujet. Elle le prie également de communiquer des informations sur l'état d'avancement du projet de loi sur l'emploi public susmentionné et veut croire que les garanties prévues par la convention seront pleinement prises en compte dans ce projet de loi.***

N'ayant reçu aucune information supplémentaire du gouvernement, la commission réitère le commentaire, reproduit ci-après, qu'elle a adopté en 2019.

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de la Confédération syndicale internationale de 2014 et aux observations de la Confédération des travailleurs Rerum Novarum (CTRN) de 2016. Elle prend note également des observations détaillées de la CTRN, reçues le 31 août 2019, sur des questions que la commission aborde dans le présent commentaire. La commission prend note par ailleurs des observations conjointes de l'Union costaricienne des chambres et associations du secteur de l'entreprise privée (UCCAEP) et de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 2 septembre 2019, et prend note de la réponse du gouvernement à celles-ci.

Articles 1 et 2 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence. Dans son dernier commentaire, la commission avait pris note avec satisfaction de l'entrée en vigueur, en juillet 2017, de la loi n° 9343 portant réforme de la procédure de travail, dont les modifications ont pour objet d'accélérer et rendre plus efficace la procédure judiciaire pour les actes de discrimination antisyndicale. La commission note que le gouvernement souligne que cette loi a introduit une procédure spéciale, rapide et conservatoire, pour les cas de discrimination antisyndicale, lesquels sont traités en priorité et de manière individualisée, tant par les autorités administratives que judiciaires. La commission prend note des données statistiques communiquées par le gouvernement et observe que: i) entre 2016 et 2019, la Direction de l'inspection a traité un total de 67 cas de persécution antisyndicale

ou de pratique de travail déloyale; ii) la durée de ces cas devant les instances administratives a été de cent quatre jours en moyenne; iii) entre juillet 2017 et mai 2019, les instances judiciaires ont reçu au total 207 dossiers relatifs à des cas impliquant les forces spéciales, dont 59 portaient sur de la discrimination antisyndicale; et iv) la durée des cas de discrimination antisyndicale devant les instances judiciaires était en moyenne de cent vingt-huit jours, depuis le dépôt du dossier jusqu'au prononcé du jugement par la deuxième chambre de la Cour suprême. Rappelant que, les années précédentes, la commission avait pris note de ce que la lenteur des procédures en matière de discrimination antisyndicale se traduisait par un délai d'au moins quatre ans pour obtenir une condamnation judiciaire définitive, elle accueille avec **satisfaction** l'information de nature statistique communiquée par le gouvernement qui témoigne de l'impact que la loi portant réforme de la procédure de travail a eu dans la pratique. D'autre part, la commission note que le gouvernement espère pouvoir envoyer davantage d'informations sur les sanctions et les mesures compensatoires. **La commission, encouragée par cette évolution s'agissant de la durée des procédures, prie le gouvernement de continuer à communiquer des statistiques sur le nombre de cas de discrimination examinés et la durée des procédures, et de fournir aussi des informations sur la nature des sanctions imposées et des mesures compensatoires accordées.**

Article 4. Négociation collective dans le secteur public. Agents de la fonction publique n'exerçant pas des fonctions d'autorité au nom de l'État. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle se dit préoccupée par l'utilisation fréquente du recours en inconstitutionnalité pour contester la validité des conventions collectives conclues dans le secteur public. Dans son dernier commentaire, la commission avait noté qu'un recours en inconstitutionnalité avait été présenté par le Contrôleur général de la République à l'encontre de la convention collective d'une banque du secteur public et que le recours était en attente d'être examiné. La commission observe que ladite situation a été examinée récemment par le Comité de la liberté syndicale dans le cas n° 3243 et renvoie aux recommandations formulées par le comité dans son rapport n° 391 d'octobre 2019. La commission note d'autre part que le gouvernement dit poursuivre l'application de la politique de révision des conventions collectives du secteur public entamée en 2014, afin d'éviter sa judiciarisation et d'obtenir, par le dialogue social, sa rationalisation et son adaptation à la réalité budgétaire du pays et à sa politique d'austérité. Le gouvernement indique en outre que les parties, après avoir dénoncé leurs conventions collectives, en renégocient une nouvelle qu'elles adaptent aux paramètres de rationalité et de proportionnalité définis par la Chambre constitutionnelle, ce qui diminue le risque que les instruments collectifs puissent être remis en question par la suite sous l'angle constitutionnel. Ainsi, le gouvernement affirme que pendant l'année 2018 et jusqu'en mai 2019, le Département des relations de travail de la Direction des questions de travail a homologué 19 conventions collectives dans le secteur public. La commission note par ailleurs que, dans ses observations, la CTRN dénonce une série d'atteintes au droit des travailleurs de négocier collectivement leurs conditions d'emploi. La commission constate que les éléments signalés dans les observations de la CTRN coïncident avec les faits qui font l'objet d'une réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT et actuellement en cours d'examen.

La commission souligne qu'elle examine depuis de nombreuses années un certain nombre d'obstacles à la pleine application de l'article 4 de la convention dans le secteur public du pays. La commission rappelle à cet égard que tous les travailleurs du secteur public qui ne sont pas commis à l'administration de l'État (par exemple les employés des entreprises publiques, les employés municipaux et ceux des entités décentralisées, les enseignants du secteur public et le personnel du secteur des transports) doivent jouir du droit de négocier collectivement, y compris leurs rémunérations, et que, même si les particularités de l'administration publique nécessitent un certain degré de flexibilité, il existe des mécanismes qui permettent de concilier le respect des disponibilités budgétaires, d'une part, et la reconnaissance du droit de négociation collective, de l'autre.

Rappelant ses observations précédentes, la commission veut croire que le gouvernement prendra, en consultation avec les organisations représentatives du secteur, toutes les mesures à sa portée pour renforcer le droit de négociation collective pour les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État. La commission prie le gouvernement d'informer de toute action à cet égard.

Accords directs avec des travailleurs non syndiqués. Dans ses derniers commentaires, la commission avait noté avec préoccupation que, alors que le nombre de conventions collectives dans le secteur privé était très faible, celui des accords directs avec des travailleurs non syndiqués était très élevé. Elle avait aussi pris note de la décision n° 12457-2011 qui avait confirmé que l'accord direct ne peut porter préjudice à la négociation de conventions collectives et, par voie de conséquence, à l'exercice de la liberté syndicale. À cet égard, la commission note que le gouvernement indique que cette décision a un caractère obligatoire, tant dans les instances administratives que judiciaires, et que, dans cet esprit, la Direction nationale de l'inspection a publié, le 2 mai 2012, la circulaire n° 018-12, adressée à tous les membres de son personnel, pour les informer que, dans les cas où il existe une organisation syndicale et un comité permanent de travailleurs, l'inspecteur veillera à ce qu'il n'y ait pas de violation de la liberté syndicale et,

avant l'éclatement d'un conflit ou d'un différend qui justifie l'une ou l'autre forme de négociation ou de conciliation, il le portera à la connaissance de la Direction des questions de travail, afin d'être en conformité avec la procédure requise et d'agir dans les conditions fixées dans la décision 12457-2011. La commission prend note des données statistiques communiquées par le gouvernement et observe que: i) au cours de la période allant de 2014 à avril 2019 ont été conclues chaque année en moyenne 30 conventions collectives dans le secteur privé et 80 dans le secteur public; et ii) au cours de la période allant de 2014 à août 2018 ont été conclus chaque année 160 accords directs en moyenne. La commission observe en outre que, alors qu'en 2018 ont été conclues 83 conventions collectives dans le secteur public et 33 dans le secteur privé, pour, respectivement, 153 037 et 14 346 travailleurs couverts, la même année, ce sont 180 accords directs qui ont été conclus, couvrant 48 239 travailleurs. La commission constate en outre que le nombre des accords directs a augmenté au fil des ans, passant de 118 en 2014 à 180 en 2018. La commission rappelle à nouveau qu'elle a toujours considéré que la négociation directe entre l'entreprise et des groupes de travailleurs non syndiqués plutôt qu'avec des organisations de travailleurs lorsque celles-ci sont en place va en l'encontre de la promotion de la négociation collective telle que prévue à l'article 4 de la convention. En outre, la commission a constaté que, dans la pratique, la négociation des conditions de travail et d'emploi par le biais de groupes qui ne réunissent pas les conditions nécessaires pour être considérés comme des organisations de travailleurs peut être utilisée pour décourager l'exercice de la liberté syndicale et affaiblir les organisations de travailleurs capables de défendre de manière autonome les intérêts des travailleurs pendant la négociation collective. **Observant que le nombre d'accords directs a sensiblement augmenté par rapport au nombre de conventions collectives dans le secteur privé, la commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris à caractère législatif, pour intensifier la promotion de la négociation collective avec les organisations syndicales au sens de la convention. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur l'impact qu'a eu la circulaire n° 018-12 de la Direction nationale de l'inspection, ainsi que toute autre mesure prise à la lumière de la décision n° 12457-2011.**

Croatie

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1991)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires au vu des décisions adoptées par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle prend dûment note des informations communiquées par le gouvernement sur les mesures prises pour aider l'économie et atténuer les conséquences sociales et économiques de la pandémie de COVID-19. Elle note aussi que selon le gouvernement ces mesures ont été adoptées dans le cadre d'un dialogue approfondi avec les syndicats et les associations d'employeurs et qu'aucune modification n'a été apportée à la législation du travail. D'après le gouvernement, la protection des travailleurs et des syndicats est donc restée inchangée et les mesures prises n'ont en rien réduit les droits découlant de la convention. La commission note également les informations concernant le recours à la négociation collective dans le contexte de la pandémie de COVID-19, dont les éléments sont examinés dans les présents commentaires.

La commission avait précédemment pris note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2018, selon lesquelles les employeurs des secteurs privé et public saperaient le processus de négociation collective en retardant les négociations, en favorisant les négociations avec des syndicats jaunes et en concluant des accords directement avec les comités d'entreprise, ainsi que de la réponse du gouvernement à ce sujet. Elle a prié le gouvernement de fournir des détails sur la relation entre les règlements intérieurs d'entreprise et les conventions collectives négociées avec les syndicats. La commission prend note des arguments du gouvernement selon lesquels: i) conformément à la législation, l'employeur a l'obligation de consulter le comité d'entreprise lors de l'adoption du règlement intérieur de l'entreprise; ii) les règlements intérieurs constituent une valeur ajoutée pour la protection des travailleurs, en particulier dans les secteurs à faible densité syndicale (les petites et moyennes entreprises) où ils représentent la seule possibilité qu'ont les travailleurs de réglementer leurs conditions de travail; iii) l'existence de règlements intérieurs n'a aucun effet négatif sur le processus de négociation collective et les syndicats peuvent négocier avec l'employeur des conditions plus favorables que celles établies dans le règlement intérieur; et iv) conformément à l'article 160 de la loi sur le travail, les accords écrits conclus entre l'employeur et le comité d'entreprise sur les règles juridiques régissant les questions d'emploi ne déterminent pas la rémunération, les heures de travail et d'autres questions qui sont de manière générale régies par une convention collective. La commission prend note de ces informations. La commission relève également que l'article 26 de la Loi sur le travail relatif au règlement intérieur de l'entreprise indique que celui-ci est obligatoire pour toute entreprise d'au moins 20 salariés et qu'il couvre, entre autres, les questions de rémunération et d'organisation du travail ainsi que toutes autres questions importantes pour les travailleurs de l'entreprise dès lors que celles-ci ne sont

pas régulées par une convention collective. La commission relève des éléments qui précèdent que si la législation reconnaît, lorsqu'elles existent, la primauté des conventions collectives conclues avec les organisations syndicales, les accords conclus avec les comités d'entreprises et les règlements intérieurs faisant l'objet d'une consultation de ces derniers ont un champ matériel qui est susceptible de coïncider avec celui des conventions collectives. **Rappelant que la négociation directe entre l'entreprise et ses salariés visant à contourner les organisations suffisamment représentatives, lorsqu'elles existent, peut porter atteinte au principe de la promotion de la négociation collective inscrit dans la convention, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur le nombre respectif de conventions collectives d'entreprises conclues avec des organisations syndicales et d'accords conclus avec des comités d'entreprises, en précisant dans chaque cas le nombre de travailleurs couverts.**

Article 1 de la Convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale. Procédures de recours rapides. Dans ses commentaires précédents, la commission a observé avec préoccupation que le règlement judiciaire des cas de discrimination antisyndicale était caractérisé par des retards excessifs et a prié instamment le gouvernement de prendre, conjointement avec les autorités compétentes, des mesures efficaces afin d'accélérer sensiblement les procédures judiciaires portant sur des cas de discrimination antisyndicale. La commission note que le gouvernement indique qu'au début de 2019, il y avait 20 recours civils en cours, auxquels se sont ajoutés 7 autres liés à la discrimination antisyndicale, dont 8 ont été résolus en cours d'année (l'une des procédures a duré jusqu'à 12 mois et 7 ont duré plus d'un an. En conséquence, il y avait 19 cas liés à la discrimination antisyndicale qui n'avaient pas été résolus à la fin de 2019. Le gouvernement déclare également que les amendements à la loi de procédure civile adoptés en 2019 visent à harmoniser la jurisprudence et contribueront à la résolution des conflits. **La commission veut croire que les amendements de 2019 à la loi de procédure civile contribueront à accélérer de manière significative les procédures judiciaires dans les cas de discrimination antisyndicale et elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la durée moyenne de résolution des cas de discrimination antisyndicale.**

Articles 4 et 6. Négociation collective pour les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État. Dans ses observations précédentes, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations actualisées sur les conventions collectives négociées et signées dans le secteur public, et de préciser si l'augmentation de 2 pour cent des salaires des fonctionnaires et des agents publics depuis 2017 résultait de la négociation collective. La commission note que le gouvernement indique que tous les fonctionnaires (travailleurs employés dans l'administration de l'État aux niveaux central, local et des comités ou dans d'autres organes de l'État créés pour dispenser un service public) et agents publics (travailleurs dans les services publics financés par l'État tant au niveau central qu'au niveau local) sont couverts par des conventions collectives. Le gouvernement mentionne en outre qu'une convention collective de base applicable aux fonctionnaires, des conventions spécifiques ont été conclues dans les secteurs suivants: protection sociale; santé et assurance maladie; écoles primaires et secondaires; sciences et enseignement supérieur; institutions culturelles financées par le budget de l'État; service croate de l'emploi et institut croate d'assurance pension. La commission accueille favorablement ces informations et note en outre que 83 conventions collectives ont été conclues avec la municipalité, la ville ou le comté en tant qu'une des parties et que la plupart des entreprises publiques sont également couvertes par des conventions collectives.

En ce qui concerne l'augmentation des salaires de 2017, la commission note que le gouvernement précise que si l'augmentation pour les fonctionnaires a été convenue dans une convention collective, celle pour les agents publics a été déterminée par une décision spéciale basée sur la loi sur la base des salaires dans les services publics, puisqu'il n'y avait pas d'accord entre le gouvernement et les syndicats du secteur public. Le gouvernement indique en outre que: i) à la fin de 2018, une augmentation supplémentaire des salaires a été convenue dans les conventions collectives pour les deux catégories de travailleurs; ii) en 2019, les syndicats représentant les fonctionnaires et les agents publics ont donné leur accord à une nouvelle augmentation des salaires pour 2020; iii) dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les syndicats des services publics ont accepté de conclure une annexe à la convention collective de base qui stipule que l'augmentation du salaire de base sera reportée à 2021; et iv) les syndicats de la fonction publique ont également accepté le même report dans leur convention collective.

La commission prend dûment note de ces informations et invite le gouvernement à continuer d'encourager la négociation collective dans le secteur public, en particulier pour les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État, y compris en ce qui concerne la rémunération.

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Djibouti

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1978)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations formulées par l'Union générale des travailleurs djiboutiens (UGTD) et l'Union djiboutienne du travail (UDT), reçues le 23 août 2019, et de l'Internationale de l'éducation (IE), reçues le 20 septembre 2019, qui contiennent de graves allégations de répression antisyndicale. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

Article 3 de la convention. Droit des organisations de travailleurs d'organiser librement leur gestion et leurs activités. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer les motifs de l'arrestation en mai 2014, à l'aéroport de Djibouti, de M. Adan Mohamed Abdou, secrétaire général de l'Union djiboutienne du travail (UDT) qui devait participer à la 103^e session de la Conférence internationale du Travail (mai-juin 2014) en tant qu'observateur de la Confédération syndicale internationale (CSI), dont les documents de voyage et les bagages ont été confisqués. Le gouvernement s'était alors contenté d'indiquer qu'il ne reconnaissait pas la qualité de représentant des travailleurs de M. Mohamed Abdou qui occupait un mandat de député. Dans son dernier rapport, le gouvernement indique qu'il est en train de recueillir les éléments nécessaires pour expliquer l'interdiction de sortie du territoire de M. Mohamed Abdou. La commission rappelle que les dirigeants des organisations de travailleurs et d'employeurs doivent bénéficier des facilités appropriées pour l'exercice de leurs fonctions, y compris le droit de sortir du pays lorsque leurs activités en faveur des personnes qu'ils représentent l'exigent; et il appartient aux autorités d'assurer la libre circulation de ces représentants. **Notant avec regret le fait que le gouvernement n'a pas fourni les informations demandées plus de trois ans après les faits, la commission s'attend à ce que le gouvernement fournisse sans délai les raisons ayant motivé l'interdiction de sortie du territoire qui a empêché M. Mohamed Abdou de participer à la Conférence internationale du Travail en mai-juin 2014 et à ce qu'il précise si cette interdiction a été levée.**

Situation syndicale à Djibouti. Par ailleurs, la commission prend note des conclusions de la Commission de vérification des pouvoirs de la 106^e session de la Conférence internationale du Travail (juin 2017) relatives à une protestation concernant la désignation de la délégation des travailleurs de Djibouti. À cet égard, la commission note avec **préoccupation** l'indication de la Commission de vérification des pouvoirs selon laquelle la confusion continue de régner sur le paysage syndical à Djibouti. La Commission de vérification des pouvoirs se réfère notamment à des informations fournies par les organisations protestataires montrant que la situation des syndicats s'est détériorée et que le phénomène du clonage (syndicats établis avec l'aide du gouvernement) affecte désormais les syndicats du premier degré. À cet égard, la commission rappelle que la situation syndicale à Djibouti fait l'objet de préoccupations de la part des organes de contrôle, y compris du Comité de la liberté syndicale, depuis de nombreuses années. **Notant que la Commission de la Conférence invite les organes de contrôle de l'Organisation internationale du Travail à fournir, avec la coopération du gouvernement, une évaluation fiable, exhaustive et à jour de la situation des mouvements syndicaux et de la liberté syndicale à Djibouti, la commission attend du gouvernement qu'il garantisse le développement de syndicats libres et indépendants conformément à la convention et qu'il prenne toutes les mesures nécessaires afin de permettre l'évaluation de la situation syndicale à Djibouti, avec l'assistance technique du Bureau s'il le souhaite.**

Questions législatives. La commission rappelle que ses commentaires portent, depuis de nombreuses années, sur la nécessité de prendre des mesures pour amender les dispositions législatives suivantes:

- l'article 5 de la loi sur les associations qui impose aux organisations l'obligation d'obtenir une autorisation préalable avant de se constituer en syndicats;
- l'article 23 du décret n° 83-099/PR/FP du 10 septembre 1983 qui confère au Président de la République de larges pouvoirs de réquisition des fonctionnaires.

Notant avec regret que le gouvernement se borne à indiquer qu'il prévoit une révision du Code du travail, la commission s'attend à ce que le gouvernement prenne toutes les mesures nécessaires pour amender les dispositions précitées et à ce qu'il fasse état de progrès concrets dans son prochain rapport.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Égypte

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1957)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 25 septembre et le 13 octobre 2020, relatives à l'application de la convention en droit et dans la pratique. Elle prend également note des observations faites par l'Internationale des services publics (PSI) au nom de ses affiliés, le Syndicat des travailleurs de l'autorité de perception des impôts fonciers (RETA), le Syndicat des travailleurs de la Bibliotheca Alexandrina (BASU) et le Syndicat des travailleurs de l'organisation des services ambulanciers de l'Égypte, ainsi que de son organisation partenaire, le Centre de services pour les syndicats et les travailleurs (CUTWS), reçues le 22 octobre 2020.

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

Dans ses précédents commentaires, la commission a rappelé les conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence, réunie en juin 2019, à propos de l'application de la convention. La commission a en particulier constaté que la Commission de la Conférence avait prié le gouvernement de: i) s'assurer qu'aucun obstacle n'existe, en droit ou dans la pratique, à l'enregistrement des syndicats, conformément à la convention; ii) agir avec célérité afin de traiter les demandes d'enregistrement de syndicats en suspens; et iii) s'assurer que tous les syndicats peuvent exercer leurs activités et élire leurs dirigeants en toute liberté, en droit et dans la pratique, conformément à la convention. Elle avait en outre prié le gouvernement de: iv) modifier la loi sur les syndicats pour s'assurer que le seuil minimum d'adhérents exigé au niveau de l'entreprise, de même que celui exigé pour la constitution de syndicats généraux et de confédérations syndicales, ne représente pas un obstacle au droit des travailleurs de constituer des organisations syndicales libres et indépendantes de leur choix et de s'y affilier; et que les travailleurs ne soient pas emprisonnés pour avoir exercé leurs droits prévus dans la convention; et v) de transmettre des copies du projet de Code du travail à la commission d'experts avant sa réunion de novembre 2019. Enfin, la Commission de la Conférence avait invité le gouvernement à accepter l'assistance technique du BIT pour l'aider à mettre en œuvre ces recommandations.

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs de constituer des organisations de leur choix et de s'affilier. Application en droit et dans la pratique. La commission rappelle que dans ses précédents commentaires elle a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle le ministère de la Main-d'œuvre avait constitué une commission légale et technique, directement placée sous son autorité, chargée d'examiner tous les problèmes que rencontrent les organisations syndicales qui n'ont pas réussi à régulariser leur situation et postérieurement d'offrir le soutien technique requis. La commission ministérielle, après examen des demandes, avait fait part, le 27 août 2019, aux organisations de certaines restrictions d'ordre légal et procédural. Le gouvernement avait ajouté que 11 nouveaux comités syndicaux (seulement 10 noms différents ont été fournis par le gouvernement) avaient été créés durant les mois de juillet et d'août et un nouveau syndicat général avait été formé, portant le nombre de ces syndicats constitués conformément à la Déclaration ministérielle de 2011 sur la liberté syndicale à cinq syndicats généraux, dont deux qui ne sont pas membres d'une fédération syndicale de niveau supérieur. La commission a pris note en outre de l'indication ultérieure du gouvernement selon laquelle la commission ministérielle avait examiné plus avant les documents d'enregistrement soumis par les 11 nouveaux comités syndicaux et était en train de finaliser les procédures de façon à leur remettre un certificat attestant de leur personnalité juridique (Comités syndicaux des travailleurs des services fiscaux pour l'immobilier à Kafr Al Sheikh, Gizeh et Beni Sewaif; Comité syndical des travailleurs de la compagnie des eaux et de l'assainissement à Qena; Comité syndical des travailleurs de l'assainissement à Gharbeya; Comité syndical des représentants d'associations et d'institutions privées; Comité syndical des travailleurs dans le domaine de la chasse à Gizeh; Comité syndical des travailleurs dans les transports à Gizeh; Comité syndical des travailleurs du ciment à Suez; Comité syndical des travailleurs dans les moyens de transport à Damiette; Comité syndical des travailleurs des télécommunications à Qena).

La commission prend note des informations fournies par la CSI selon lesquelles, depuis la dissolution de tous les syndicats indépendants en 2018, les travailleurs et leurs représentants ont demandé le réenregistrement de leurs syndicats mais sont toujours confrontés à un processus difficile et arbitraire et, dans la pratique, les autorités imposent encore des exigences d'enregistrement excessives et absurdes, telles que l'obtention de l'approbation et du cachet de l'employeur. En ce qui concerne les onze comités syndicaux pour lesquels le gouvernement a indiqué que les procédures de reconnaissance étaient en cours de finalisation, la CSI et PSI indiquent que trois parmi les onze - les Comités syndicaux des travailleurs des services fiscaux pour l'immobilier à Kafr Al Sheikh, Gizeh et Beni Sewaif, le Comité syndical des travailleurs de la compagnie des eaux et de l'assainissement à Qena et le Comité syndical des travailleurs de l'assainissement à Gharbeya - attendent encore leur enregistrement. La CSI et PSI font également référence au Comité syndical de l'assurance qualité à Gizeh, qui attend son enregistrement depuis plus d'un an. Ils ajoutent qu'aucun progrès tangible n'a été réalisé par la commission technique chargé d'examiner les obstacles à l'enregistrement des syndicats et que, depuis mars, aucune réunion n'a été organisée, même virtuellement. La CSI et PSI soumettent une liste de 19 organisations syndicales qui n'ont pas encore été enregistrées, bien qu'elles se conforment aux exigences administratives, et dix autres organisations qui avaient adapté leur statut juridique sur la base des nouvelles exigences administratives continuent à se voir refuser les documents nécessaires à leur fonctionnement.

La commission prend bonne note de la réponse du gouvernement selon laquelle le ministère rencontre déjà les organisations syndicales qui cherchent à se constituer, les aide à résoudre tous leurs problèmes et leur garantit tous leurs droits en vertu de la loi en vigueur. Selon le gouvernement, le ministère a réussi à surmonter bon nombre des obstacles auxquels elles sont confrontées, bien que les

événements qui ont touché le monde, y compris l'Égypte, à la suite des répercussions de la crise du coronavirus, l'aient empêché de mener à bien cette tâche avec la diligence espérée. D'une part, les travailleurs du ministère et des municipalités ont bénéficié d'un congé exceptionnel et, d'autre part, les représentants des organisations syndicales ont été obligés de s'isoler chez eux pendant un certain temps par mesure de précaution et en ont officiellement informé le ministère. De manière plus générale, le gouvernement indique que le temps nécessaire à l'achèvement du processus d'enregistrement varie en fonction du degré de connaissance de l'organisation, qui soumet les documents requis par la loi. Quand les documents sont remplis, le représentant légal reçoit le procès-verbal de la présentation dans un délai d'environ deux jours. En cas de documents incomplets, l'organisation qui soumet les documents est informée des documents à soumettre et de la manière de les obtenir. Si les documents soumis sont jugés incorrects ou insuffisants, l'organe administratif compétent a le droit, dans un délai de trente jours à compter de la date de dépôt des documents, d'en informer le représentant légal de l'organisation par lettre recommandée. Si une organisation syndicale ne rectifie pas ses documents ou ses procédures qui font l'objet de la notification, ou si elle ne remplit pas les documents ou les procédures dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification, l'organe administratif compétent a le droit de s'opposer à sa création devant le tribunal du travail compétent. De nombreuses organisations syndicales, qui ont exercé leur activité conformément à la Déclaration ministérielle de 2011, ont réussi à réglementer leur statut ou à soumettre les documents de constitution, et se sont intégrées sous une tutelle juridique qui réglemente leur statut sur un pied d'égalité avec les organisations constituées en vertu de la loi précédente. Le gouvernement ajoute qu'il a reçu à ce jour environ 67 demandes de constitution juridique. Le gouvernement réaffirme sa conviction que le plein respect des normes internationales du travail, en particulier de la liberté d'association et de la négociation collective, est l'un des piliers les plus importants de la stabilité des relations industrielles, leur régularité et leur impact positif sur la production et la croissance économique. Le gouvernement ajoute que les trois partenaires sociaux sont confrontés à de nombreux défis et difficultés, d'autant plus que le nouveau mouvement syndical en Égypte est un mouvement syndical naissant qui doit être encouragé et bénéficier de tout le soutien nécessaire. Le gouvernement souligne que le projet d'assistance technique à être mis en œuvre sur le «Renforcement des relations de travail et de ses institutions en Égypte» offre une réelle occasion de sensibiliser aux questions concernant la liberté d'association et le rôle des partenaires sociaux dans le respect des normes internationales du travail, ainsi que la résolution des conflits éventuels. Le ministère a mis en place un comité permanent chargé d'examiner les plaintes déposées par les organisations syndicales et de leur fournir l'assistance technique nécessaire en vertu de la décision ministérielle n° 162 de 2020, publiée au journal officiel égyptien, afin d'assurer sa pérennité. Au cours du mois de novembre, le comité permanent a tenu quatre réunions et a examiné vingt-six cas. À ce jour, dix comités syndicaux ont reçu des certificats de personnalité juridique. D'autres comités syndicaux sont en train de compléter leurs documents.

En outre, le gouvernement indique qu'il a pris contact avec les trois comités syndicaux de la liste ci-dessus qui n'avaient pas encore finalisé leur enregistrement. Selon le gouvernement, deux d'entre eux n'ont pas répondu à son invitation, tandis qu'un autre avait indiqué qu'il était en train de finaliser ses documents. Le gouvernement a également pris contact ou prendra contact avec les 19 comités syndicaux mentionnés dans la dernière communication des organisations de travailleurs, dont quatre ont déjà reçu leur certificat d'enregistrement. En ce qui concerne les dix comités syndicaux qui ont finalisé le processus d'enregistrement, mais n'ont toujours pas reçu les documents nécessaires à leur fonctionnement, le gouvernement signale que quatre d'entre eux ont obtenu leur certificat d'enregistrement, deux ont porté l'affaire devant les tribunaux (l'un a gagné l'appel tandis que l'autre affaire est en cours), trois seront invités au ministère pour résoudre les questions en suspens et un n'a tout simplement pas mis en place son comité exécutif.

Tout en accueillant favorablement les mesures prises par le gouvernement de contacter les syndicats demandant l'enregistrement et de les aider à mener à bien ce processus, la commission s'attend à ce que le gouvernement prenne toutes les mesures nécessaires qui s'imposent pour assurer la suppression des exigences excessives en matière d'enregistrement, telles que l'obtention de l'approbation et du cachet de l'employeur, afin qu'elles puissent être enregistrées sans plus tarder. Compte tenu de nombreuses difficultés d'enregistrement qui continuent à être relevées, la commission veut croire que, sur la base des amendements de 2019 qui ont abaissé le nombre minimum de membres requis, les organisations restantes recevront sans délai leurs certificats de personnalité juridique pour qu'elles puissent exercer pleinement leurs activités, conformément à la convention. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées sur le nombre de demandes d'enregistrement de syndicats reçues, le nombre d'enregistrements acceptés, les raisons des refus éventuels ainsi que le délai moyen entre le dépôt de la demande et l'enregistrement.

Exigence d'effectif minimum. Dans son précédent commentaire, la commission a noté avec intérêt l'adoption, le 5 août 2019, de la loi n° 142 qui abaisse à 50 le nombre minimum de membres requis pour

former un syndicat au niveau de l'entreprise, à 10 comités syndicaux et à 15 000 membres pour un syndicat général et à 7 syndicats généraux et à 150 000 membres pour l'établissement d'une confédération syndicale. La commission prend note de l'observation de la CSI indiquant que les seuils sont encore trop élevés et que, dans un contexte d'intimidation et de répression permanentes des activités syndicales, les travailleurs et leurs représentants peuvent être gravement gênés dans leurs efforts pour rassembler un nombre aussi élevé de personnes, en particulier dans les petites et moyennes entreprises et dans les petites industries ou branches. Tout en prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle les amendements ont été soumis et adoptés par le Conseil supérieur du dialogue social, qui a estimé que les effectifs étaient appropriés pour la main-d'œuvre en Égypte et proportionnels au nombre d'établissements, la commission rappelle une fois de plus que le nombre minimum de membres doit être fixé à un niveau raisonnable de façon à ne pas entraver la constitution des organisations (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 89). **La commission prie à nouveau le gouvernement de continuer à revoir ces exigences avec les partenaires sociaux concernés, afin de garantir que tous les travailleurs puissent former les organisations de leur choix et s'y affilier et que leurs organisations puissent créer des fédérations et confédérations et s'y affilier librement.**

Articles 3. Droit des organisations de travailleurs d'organiser leur administration sans ingérence et de bénéficier des avantages de l'affiliation internationale. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté avec intérêt que la loi n° 142 modifie les articles 67, 68 et 76 de façon à éliminer toute référence à des peines d'emprisonnement, prévoyant uniquement le paiement d'une amende. La commission a prié le gouvernement de maintenir ces dispositions à l'examen et de faire part de toutes sanctions imposées et de leurs motifs, avec une référence particulière à l'article 67. Tout en notant l'indication du gouvernement selon laquelle l'article 67 est limité aux actes de toute entité qui utilise - sans en avoir le droit - dans ses communications, affiches ou annonces, etc., le nom d'une organisation syndicale, ou exerce une activité syndicale qui est limitée aux membres des conseils d'administration de l'organisation syndicale, visant ainsi à protéger les organisations syndicales contre d'autres entités, la commission note avec **préoccupation**, d'après les informations fournies par la CSI et PSI, que cet article a précisément été utilisé contre le président du Comité syndical des travailleurs de l'enseignement du gouvernorat de Qena, qui a été condamné à une amende pour avoir dirigé un syndicat non enregistré sans posséder les lettres nécessaires pour rendre l'organisation opérationnelle. La CSI et PSI ajoutent que ce Comité syndical a déposé sa demande en mai 2018 et a obtenu un reçu de la Direction du travail, mais n'a pas réussi à obtenir un procès-verbal estampillé. La commission rappelle à cet égard que bien que la reconnaissance officielle d'une organisation à travers son enregistrement constitue un aspect pertinent du droit d'organisation, puisque c'est la première mesure à prendre pour que les organisations puissent remplir efficacement leur rôle, l'exercice d'activités syndicales légitimes ne devrait pas en dépendre (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 83). **La commission prie le gouvernement de réexaminer ce cas à la lumière de sa propre explication quant à l'objectif de l'article 67 et d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour garantir que ces articles au libellé large ne soient pas utilisés pour pénaliser les syndicats dans l'exercice de leurs activités, même si les dernières étapes du processus d'enregistrement n'ont pas encore été achevées. Elle prie en outre le gouvernement de l'informer de toute autre sanction imposée en vertu de ces dispositions et des motifs de ces sanctions.**

La commission a également observé que la loi sur les syndicats énonce certaines conditions spécifiques pour exercer des fonctions syndicales (art. 41.1 et 41.4), qu'elle considère comme portant atteinte au droit des organisations de travailleurs d'élire leurs représentants en toute liberté, en particulier l'obligation de savoir lire et écrire et les questions liées au service militaire. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les représentants des organisations syndicales se sont mis d'accord sur l'importance de ces conditions pour ceux qui se proposent pour la gestion administrative et financière de l'organisation puisque le conseil d'administration est l'autorité exécutive. En ce qui concerne le service militaire, le gouvernement indique que la disposition ne précise pas la condition d'avoir accompli le service militaire mais qu'elle prévoit l'obligation d'indiquer le statut vis-à-vis du service militaire. Selon le gouvernement, la raison en est que si le candidat est en train d'effectuer son service militaire, cela entrera en conflit avec l'exercice de ses fonctions syndicales. Alors que la CSI allègue que l'exigence du service militaire implique spécifiquement que les travailleurs migrants ne peuvent pas se présenter à des fonctions syndicales, la commission prend bonne note de l'observation du gouvernement selon laquelle l'article 41(1) dispose qu'un candidat à une fonction syndicale doit avoir effectué son service militaire, ou en avoir été légalement exempté, ce qui serait le cas des travailleurs migrants qui ne seraient donc pas soumis à cette condition. La commission estime néanmoins que de telles dispositions devraient être la prérogative des statuts des syndicats plutôt que d'être fixées par la législation concernant les organisations syndicales. **La commission prie à nouveau le gouvernement de revoir ces prescriptions avec les partenaires sociaux concernés en vue de les rendre conformes à la convention.**

Autres commentaires de la CSI. La commission note en outre que la CSI s'oppose à un certain nombre d'autres dispositions de la loi n° 213 de 2017. En particulier, la CSI considère que l'article 5 de la loi, qui

prévoit qu'un syndicat ne peut être fondé sur une base religieuse, idéologique, politique, partisane ou ethnique, est contraire à l'article 2 de la convention. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle cette disposition a précisément pour but de protéger les travailleurs contre la discrimination et de garantir qu'ils ne soient pas privés de l'adhésion à un syndicat pour ces motifs. À cet égard, la commission rappelle qu'elle a précédemment noté que le droit des organisations d'élaborer leurs statuts et leurs règles doit être subordonné à la nécessité de respecter les droits de l'homme fondamentaux, ce qui signifie qu'il ne serait pas incompatible avec les exigences de la convention d'exiger que les règles syndicales n'entraînent pas de discrimination à l'égard des membres ou membres potentiels pour des raisons de race, de couleur, de sexe, de religion, d'opinion politique, d'ascendance nationale ou d'origine sociale.

La CSI renvoie en outre aux dispositions détaillées des articles 30 et 35, qui définissent les compétences des comités exécutifs et la procédure d'élection des assemblées générales, et à l'article 42, qui impose des règles détaillées sur la composition des comités exécutifs et délimite leurs fonctions. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle ces articles sont purement réglementaires, visant à soutenir et organiser le travail du mouvement syndical. Enfin, la commission prend note des observations de la CSI selon lesquelles l'article 58 soumet les comptes des organisations au contrôle d'un organisme comptable central, ce qui équivaut à une ingérence dans leur administration, tandis que le gouvernement indique que cet organisme procède à des audits gratuits afin de protéger les travailleurs et d'apporter un soutien aux organisations. La commission rappelle que les législations qui régissent de façon détaillée le fonctionnement interne des organisations de travailleurs et d'employeurs présentent des risques graves d'ingérence incompatibles avec la convention. Lorsque des dispositions législatives sont jugées nécessaires, elles devraient se borner à établir un cadre global, en laissant la plus large autonomie possible aux organisations dans leur fonctionnement et leur gestion. En outre, étant donné que l'autonomie et l'indépendance financière constituent des éléments essentiels du droit des organisations d'organiser librement leur gestion, toute intervention législative en la matière appelle l'attention de la commission. Si la commission admet que la législation puisse exiger que les statuts des organisations contiennent des dispositions relatives à leur gestion financière interne ou prévoient un contrôle extérieur de leurs rapports financiers pour garantir les conditions d'une gestion honnête et efficace, elle estime que d'autres interventions sont incompatibles avec la convention. Elle considère par exemple que, quand ce contrôle s'effectue selon les modalités suivantes, il est compatible avec la convention: lorsque le contrôle se borne à une obligation de soumettre des rapports financiers annuels; lorsque le contrôle intervient parce qu'il existe des raisons graves de croire que les actions d'une organisation sont contraires à ses statuts ou à la loi; lorsque le contrôle est limité aux cas dans lesquels un nombre appréciable de travailleurs (par exemple 10 pour cent) demandent une enquête sur des faits présumés de malversation ou présentent une plainte. La commission estime toutefois qu'un tel contrôle est incompatible avec la convention si la loi tend à réglementer à l'excès des aspects qui devraient relever de la compétence des syndicats eux-mêmes et être réglés par leurs statuts, notamment en prévoyant un contrôle financier de la comptabilité par les autorités publiques (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphes 108 à 110). Enfin, la commission observe que l'article 7 habilite le ministre, en termes vagues et généraux, à demander au tribunal du travail compétent de rendre une décision de dissolution du conseil d'administration d'une organisation syndicale en cas de violation de la loi ou d'infractions financières ou administratives graves. **La commission prie le gouvernement de revoir ces dispositions et leur application avec les partenaires sociaux concernés en vue de les rendre conformes à la convention.**

Code du travail. Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note du projet de Code du travail transmis par le gouvernement et qui est examiné par la Commission de la main-d'œuvre du Parlement. La commission accueille favorablement la déclaration du gouvernement selon laquelle toutes les dispositions du projet de Code du travail continueront à être examinées et les commentaires de la Commission de la main-d'œuvre seront présentés au Parlement. La commission note qu'en réponse à ses considérations concernant le droit de grève, le gouvernement réitère que le droit de grève est un droit constitutionnel et que ses dispositions sont formulées au moyen de la consultation et du dialogue avec les représentants des travailleurs et des employeurs. La commission prend note que le gouvernement réitère que l'obligation de déclarer la durée de la grève ne précise pas la période ou les périodes maximales d'action de grève, laquelle peut être prolongée ou renouvelée pour des périodes similaires, dans l'optique de protéger l'objectif qui est visé en tant que moyen de pression légitime. À cet égard, la commission rappelle que les travailleurs et leurs organisations devraient pouvoir déclarer une grève pour une durée indéterminée s'ils le souhaitent (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 146). Concernant l'interdiction de l'action collective dans les entreprises vitales ou stratégiques où l'arrêt des activités compromettrait la sécurité nationale ou les services essentiels qui sont fournis aux citoyens, le gouvernement rappelle que l'identification de ces établissements et les règles régissant les actions de grève relèvent de la décision du Premier ministre. En

ce qui concerne la référence à une organisation syndicale spécifique dans l'article 78 du projet de Code du travail, la commission note que le gouvernement a indiqué qu'il s'agissait d'une erreur et que la Commission de la main-d'œuvre avait été contactée pour la rectifier. **Rappelant que les restrictions au droit de grève doivent être limitées aux agents publics exerçant une autorité au nom de l'État, aux services essentiels au sens strict du terme et aux situations de crise nationale aiguë, la commission exprime le ferme espoir que le Code du travail sera adopté sans délai et que celui-ci, ainsi que les décrets d'exécutions éventuels, seront pleinement conformes à la convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard et de transmettre une copie du Code du travail dès son adoption, ainsi que les règlements pertinents qui pourraient avoir été publiés en vertu de celui-ci.**

S'agissant des travaux relatifs à une loi réglementant le travail domestique, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle un nouveau projet de loi est toujours en cours d'élaboration et un premier dialogue sociétal a eu lieu sur son premier projet avec les partenaires sociaux, des experts et des spécialistes ainsi que de nombreux membres du Parlement. Le gouvernement ajoute que la loi sur les syndicats s'applique aux travailleurs domestiques qui ont le droit de former des syndicats pour défendre leurs intérêts. **Rappelant que le projet de code du travail exclut les travailleurs domestiques de son champ d'application, y compris des chapitres relatifs aux relations collectives de travail, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir une copie de la loi réglementant le travail domestique dès son adoption, ainsi qu'une copie du contrat de travail type. Elle prie en outre le gouvernement d'indiquer les noms des syndicats de travailleurs domestiques qui ont été enregistrés et les dates auxquelles l'enregistrement a été approuvé.**

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1954)

La commission prend note des observations formulées par l'Internationale des services publics (ISP) au nom de ses affiliés, le Syndicat des travailleurs de l'autorité de perception des impôts fonciers (RETA), le Syndicat des travailleurs de la Bibliotheca Alexandrina (BASU) et le Syndicat des travailleurs de l'organisation des services ambulanciers de l'Égypte, ainsi que de son organisation partenaire, le Centre de services pour les syndicats et les travailleurs (CUTWS), reçues le 22 octobre 2020, qui portent sur l'application de la convention dans la législation et la pratique. La commission prend également note des commentaires du gouvernement à ces observations.

La commission a actualisé son examen de l'application de la convention réalisé en 2019 sur la base des éléments mentionnés au paragraphe précédent.

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Protection adéquate contre la discrimination antisyndicale et l'ingérence. En référence à ses commentaires au sujet de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la commission note que la loi n° 137 sur les syndicats prévoit, dans son article 3, l'interdiction générale de toute discrimination à l'égard de la constitution d'un syndicat ou de l'exercice d'une activité syndicale. Elle note aussi que le projet de code du travail, actuellement devant la Commission de la main d'œuvre du Parlement, interdit, dans son article 138, le licenciement sur la base de l'affiliation ou de l'activité syndicale. La commission constate cependant que le projet transmis par le gouvernement ne comporte aucun article relatif aux sanctions, aux pénalités ou aux mesures correctives. **Tout en rappelant que l'article 1 de la convention prévoit une protection contre la discrimination antisyndicale non seulement à l'égard du licenciement mais également à l'égard de tout acte qui pourrait porter préjudice aux travailleurs dans leur emploi, y compris au moment de l'engagement, et d'autres formes de préjudices telles que la rétrogradation, le transfert, les avantages, etc., et que l'article 2 prévoit que les organisations de travailleurs et d'employeurs doivent bénéficier d'une protection adéquate contre tous actes d'ingérence des uns à l'égard des autres, la commission prie le gouvernement d'indiquer la disposition de la législation qui assure pleinement une protection à l'égard de tels actes ainsi que les sanctions, les pénalités et les mesures correctives prévues à cet effet.**

La commission prend également note des préoccupations soulevées par l'ISP et d'autres organisations concernant un cas spécifique de discrimination antisyndicale présumée. La commission prend note que le gouvernement affirme que le syndicaliste en question exerce son activité syndicale conformément aux dispositions de la loi sur les syndicats et que l'administration du travail lui fournit une assistance dans son recours devant les tribunaux au sujet des actes allégués à son égard.

Article 4. Promotion de la négociation collective. En ce qui concerne les commentaires qu'elle formule depuis plusieurs années au sujet du Code du travail n° 12 de 2003, la commission note, d'après l'indication du gouvernement, que le projet de nouveau code du travail a supprimé toutes références au rôle des organisations de niveau supérieur dans le processus de négociation des organisations de niveau inférieur. Elle note aussi, d'après les explications du gouvernement, que le projet de loi prévoit l'arbitrage facultatif basé sur la volonté et le souhait des deux parties sans aucune contrainte. **La commission prie le**

gouvernement de communiquer des informations sur tous faits nouveaux au sujet du projet de code et d'en transmettre une copie une fois qu'il sera adopté.

Articles 4 et 6. *Négociation collective des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État.* En ce qui concerne l'exclusion du champ d'application du projet de code du travail, et donc du droit de négociation collective, des fonctionnaires des organismes de l'État, y compris des unités du gouvernement local, la commission note, d'après l'indication du gouvernement, que la loi n° 81 sur la fonction publique a été adoptée le 1er novembre 2016 et que le règlement d'application de cette loi a été édicté en vertu du décret n° 126/2017 du Premier ministre. La commission relève que la loi n° 81 établit, d'une part, un Conseil de la fonction publique qui dispose d'un rôle consultatif sur différentes questions liées à la fonction publique et, d'autre part, pour chaque département public, des comités de ressources humaines. La commission observe également que, en vertu de l'article 3 de la loi n° 81 et de l'article 4 de son décret d'application, le Conseil de la fonction publique et les comités de ressources humaines, majoritairement composés de représentants de l'administration, comptent en leur sein un représentant syndical dont la désignation relève principalement de la Fédération des syndicats égyptiens. La commission constate dans le même temps que la loi et son décret d'application ne font aucune mention à d'autres modalités de représentation des personnels des services publics ni à des mécanismes de négociation collective des conditions de travail et d'emploi de ces derniers.

Dans ses réponses aux observations des organisations syndicales, le gouvernement ajoute que rien n'empêche les fonctionnaires d'exercer les droits collectifs du travail (tels que le dialogue social, la négociation collective, le droit de grève, etc.) L'article 4 du projet de code du travail précise leur exemption "sauf si un autre texte en dispose autrement" et, à cet égard, il convient de noter qu'ils sont couverts par les dispositions de la loi sur les organisations syndicales, dont l'article 2 précise qu'ils ont droit à tous les droits collectifs du travail ainsi qu'au droit de grève dans les articles 14, 15 et 16.

Constatant que la loi sur les syndicats n'établit pas de mécanismes et de procédures pour l'engagement de négociations collectives, la commission rappelle que l'article 4 de la convention dispose que des mesures appropriées aux conditions nationales doivent, si nécessaire, être prises pour encourager et promouvoir le développement et l'utilisation les plus larges des procédures de négociation volontaire des conventions collectives entre les employeurs et les organisations d'employeurs, d'une part, et les organisations de travailleurs, d'autre part, en vue de régler par ce moyen les conditions d'emploi.

À cet égard, la commission rappelle que les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État doivent pouvoir négocier collectivement leurs conditions de travail et d'emploi au-delà des simples mécanismes de consultation. ***La commission prie donc le gouvernement de préciser les mécanismes permettant aux fonctionnaires non commis à l'administration de l'État de négocier collectivement leurs conditions de travail et de préciser le mode de désignation des organisations les représentant.***

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

El Salvador

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2006)

La commission prend note des observations de l'Association nationale de l'entreprise privée (ANEP), reçues le 13 octobre 2020, qui sont soutenues par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) (et qui touchent également à l'application de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, mais que la commission examinera ici, à la lumière de la présente convention). Selon ces observations, le Président de la République et d'autres hautes instances gouvernementales ont décidé de traiter comme quantité négligeable, de diffamer et d'intimider le nouveau président de l'ANEP élu le 29 avril 2020 en faisant obstacle au dialogue entre les fonctionnaires publics et l'ANEP ou son président, et ils ont entrepris de dénigrer publiquement cette organisation parmi les plus représentatives des employeurs et de fomenter la répudiation de son président par les citoyens, au mépris de la convention et des libertés civiles les plus fondamentales. ***La commission se déclare préoccupée par la gravité des actes allégués et elle prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.***

La commission note également que le comité de la liberté syndicale l'a saisie des aspects législatifs du cas n° 3321, en espérant que le gouvernement prendra les mesures qui s'avéreront nécessaires pour assurer au personnel pénitentiaire le plein respect du droit de se syndiquer [voir 392^e rapport, octobre 2020]. ***Réitérant sa demande précédente, tendant à ce que les mesures nécessaires soient prises pour que le droit de se syndiquer soit reconnu aux travailleurs de l'État, à la seule exception, éventuellement, des membres des forces armées et de ceux de la police (voir ci-après les réformes législatives pendantes) la commission prie le gouvernement de la tenir informée de tout progrès enregistré à cet égard.***

S'agissant des autres questions restant pendantes, la commission réitère les commentaires qu'elle a adoptés en 2019 et qui sont reproduits ci-après.

La commission prend note des réponses du gouvernement aux observations formulées antérieurement par l'ANEP et l'OIE, ainsi que celles de la Confédération nationale des travailleurs salvadoriens (CNTS).

Droits syndicaux et libertés publiques. Assassinat d'un militant syndical. En ce qui concerne l'assassinat de M. Victoriano Abel Vega, survenu en 2010, la commission note que le gouvernement souligne la nécessité d'accélérer la procédure d'enquête et de sanctionner les coupables et qu'il décrit en détail les mesures qu'il prend périodiquement pour s'informer auprès du Procureur général de la République de l'état d'avancement de la procédure; à ce jour la thèse la plus crédible semble être celle d'un homicide involontaire perpétré par un gang. La commission note que les informations détaillées communiquées par le gouvernement sur la procédure d'enquête ont déjà été examinées par le Comité de la liberté syndicale et que, d'après les derniers éléments reçus, l'affaire serait toujours en cours d'investigation. Par conséquent, la commission renvoie de nouveau aux recommandations formulées par le Comité dans le cadre de l'examen du cas n° 2923 (voir 388^e rapport, mars 2019).

Article 3 de la convention. Liberté et autonomie des organisations d'employeurs et de travailleurs pour désigner leurs représentants. Reprise de fonctions du Conseil supérieur du travail. La commission prend note avec **intérêt** que, selon le gouvernement, le Conseil supérieur du travail, qui avait cessé ses activités en 2013 a repris ses fonctions le 16 septembre 2019. À cet égard, la commission renvoie aux commentaires qu'elle a formulés au sujet de l'application de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976.

Articles 2 et 3. Réformes législatives en suspens. Depuis plusieurs années, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réviser les dispositions constitutionnelles et législatives suivantes:

- les articles 219 et 236 de la Constitution de la République ainsi que l'article 73 de la loi sur le service public qui excluent certaines catégories de fonctionnaires du droit syndical (les membres de la profession judiciaire, les agents de la fonction publique exerçant dans le cadre de leurs fonctions un pouvoir de décision, ayant des fonctions de direction ou ayant parmi leurs obligations certaines de nature hautement confidentielle, les secrétaires particuliers des fonctionnaires de haut rang, les représentants diplomatiques, les adjoints du ministère public ou ceux qui agissent comme agents auxiliaires, les procureurs auxiliaires, les procureurs du travail et les délégués);
- l'article 204 du Code du travail qui interdit de s'affilier à plus d'un syndicat, afin que les travailleurs qui exercent plus d'une activité professionnelle dans différentes professions ou différents secteurs puissent s'affilier aux syndicats correspondants;
- les articles 211 et 212 du Code du travail (et la disposition correspondante de la loi sur le service public concernant les syndicats de travailleurs de la fonction publique) qui établissent qu'il faut au moins 35 travailleurs pour pouvoir constituer une organisation de travailleurs, et qu'il faut au moins 7 employeurs pour pouvoir constituer une organisation d'employeurs de manière à ce que les minima imposés par la loi ne fassent pas obstacle à la libre constitution d'organisations de travailleurs et d'employeurs;
- l'article 219 du Code du travail qui dispose que, dans le cadre de la procédure d'enregistrement du syndicat, l'employeur doit certifier le statut de salarié des membres fondateurs, afin de garantir que la liste des affiliés aux syndicats en formation ne sera pas communiquée à l'employeur;
- l'article 248 du Code du travail, afin que soit éliminé le délai d'attente de six mois requis pour formuler une nouvelle demande de constitution d'un syndicat suite à un refus d'enregistrement;
- l'article 47, paragraphe 4, de la Constitution de la République, l'article 225 du Code du travail et l'article 90 de la loi sur le service public qui disposent qu'il faut être «Salvadorien de naissance» et majeur pour être membre du conseil de direction d'un syndicat, que la commission considère comme des restrictions excessives au droit des travailleurs de choisir librement leurs représentants;
- l'article 221 de la Constitution de la République, afin que l'interdiction du droit de grève dans la fonction publique se limite aux fonctionnaires qui exercent des fonctions d'autorité au nom de l'État et aux fonctionnaires qui exercent leurs fonctions dans les services essentiels au sens strict du terme (rappelant qu'il est également possible de limiter le droit de grève par la mise en place de services minima dans les services publics d'une grande importance);
- l'article 529 du Code du travail afin que, au moment de prendre la décision de recourir à la grève, seuls soient pris en compte les votes exprimés et que soit reconnu le principe de la liberté de travailler des non-grévistes et le droit des employeurs et du personnel de direction d'entrer dans les locaux de

l'entreprise ou de l'établissement, même dans les cas où la grève a été décidée par la majorité absolue des travailleurs; et

- l'article 553(f) du Code du travail qui prévoit que la grève est déclarée illégale «lorsqu'il ressort de l'inspection que les travailleurs en grève ne représentent pas au moins 51 pour cent du personnel de l'entreprise ou de l'établissement», qui contredit l'article 529(3) du Code du travail, qui restreint de façon excessive le droit des organisations de travailleurs d'organiser librement leurs activités et de formuler leur programme d'action.

À cet égard, la commission constate que le gouvernement prend dûment note des recommandations susmentionnées, et indique que les projets de réforme y relatifs n'ont pas pu être examinés du fait de l'inactivité du Conseil supérieur du travail pendant six ans. Il ajoute que, du fait de la reprise de fonctions de cet organe, il est prévu de soumettre les réformes à la législation du travail susmentionnées ainsi que d'autres. La commission prend dûment note que le gouvernement indique avoir sollicité l'assistance technique du BIT à cet égard. ***Dans l'espoir de constater des avancées dans un proche avenir sur ces questions de réforme législative en suspens depuis de nombreuses années, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, à la suite de consultations tripartites, pour faire en sorte que les dispositions mentionnées soient mises en conformité avec la convention.***

Équateur

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1967)

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de l'Internationale des services publics en Équateur (ISP-Équateur) d'août 2019.

La commission prend note également des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 16 septembre 2020, ainsi que de la réponse du gouvernement à cet égard.

La commission prend également note des observations de l'ISP-Équateur reçues le 25 septembre 2020, ainsi que des observations conjointes de l'Association syndicale des travailleuses et travailleurs agricoles, bananiers et paysans (ASTAC) et de la Confédération équatorienne des organisations de classe des travailleurs (CEDOCUT), reçues le 1^{er} octobre 2020. La commission note que ces observations portent en grande partie sur des questions examinées dans le cadre du présent commentaire.

Assistance technique

Dans son dernier commentaire, la commission s'était félicitée que le gouvernement ait sollicité l'assistance technique du BIT au sujet du processus de réforme législative, afin de donner suite aux observations et aux recommandations formulées par les organes de contrôle de l'OIT. L'observation de la commission s'était donc limitée à résumer brièvement les questions à résoudre, et elle avait voulu croire que cette assistance technique permettrait au gouvernement de prendre les mesures nécessaires à cette fin. La commission prend note du rapport de la mission d'assistance technique (ci-après la mission) qui a séjourné en Équateur du 16 au 20 décembre 2019. Elle note à cet égard ce qui suit: i) la mission a soumis aux mandants tripartites un projet de feuille de route qui présentait les questions prioritaires examinées lors des réunions, et qui prévoyait que les parties engageraient en mars 2020, avec l'appui technique du BIT, un dialogue tripartite pour prendre des mesures concrètes et tenir compte ainsi des commentaires des organes de contrôle de l'OIT; ii) la mission a encouragé les mandants tripartites à finaliser la feuille de route dès que possible et les a invités à poursuivre le dialogue afin d'obtenir des résultats tangibles et durables. La commission constate avec **regret** que le rapport du gouvernement ne fait pas référence à la mission et au projet de feuille de route susmentionné. La commission prend note à ce sujet des allégations de l'ISP-Équateur selon lesquelles le gouvernement n'a pas respecté l'engagement qu'il avait pris devant la mission d'organiser une nouvelle réunion tripartite en vue de la signature de la feuille de route en janvier 2020.

La commission rappelle ci-après les points qu'elle soulève dans ses commentaires précédents en exigeant que des mesures concrètes soient prises afin de mettre la législation en pleine conformité avec la convention.

Application de la convention dans le secteur public

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs de constituer sans autorisation préalable des organisations de leur choix. Organisations de fonctionnaires autres que les comités de fonctionnaires. La commission avait noté que la loi organique portant réforme de la législation qui régit le secteur public (ci-après, la loi organique de réforme), adoptée le 19 mai 2017, avait créé la figure juridique du comité des fonctionnaires afin de garantir certaines prérogatives à l'organisation de fonctionnaires la plus représentative (celle qui a affilié la majorité absolue des effectifs) dans chaque institution publique. La

commission avait constaté que, même si l'article 11 de la loi organique de réforme n'interdit pas la possibilité de créer plusieurs organisations syndicales dans une même institution publique, cette disposition prévoit et régit seulement l'exercice des différents droits collectifs des fonctionnaires au moyen du comité des fonctionnaires, organisation unique puisqu'elle doit affilier la majorité absolue du personnel d'une institution publique. Rappelant qu'en vertu de l'article 2 de la convention, le pluralisme syndical devrait être possible dans tous les cas, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les mécanismes dont disposent les organisations de fonctionnaires autres que les comités de fonctionnaires pour défendre et représenter les intérêts de leurs membres. À cet égard, la commission note que le gouvernement indique que la loi organique de réforme reconnaît le droit des fonctionnaires de s'organiser pour défendre leurs droits, améliorer la prestation des services publics et exercer le droit de grève. La commission note cependant que: i) la deuxième disposition provisoire de la loi organique de réforme établit que le ministère du Travail doit publier les accords ministériels nécessaires pour que soient appliquées les dispositions de la loi; ii) le 5 février 2018, le ministère a publié l'accord ministériel MDT-2018-0010, qui régit l'exercice du droit d'organisation des fonctionnaires; iii) l'article 21 de cet accord ministériel dispose que les comités de fonctionnaires sont chargés d'assurer la défense des droits des fonctionnaires, l'amélioration de la prestation des services publics et l'exercice du droit de grève; et iv) l'article 24 de cet accord ministériel indique que seuls les comités de fonctionnaires des institutions publiques peuvent déclarer les grèves. La commission rappelle à nouveau qu'en vertu de l'article 2 de la convention, le pluralisme syndical devrait être possible dans tous les cas. Elle rappelle aussi que le critère de plus grande représentativité ne devrait pas conférer au syndicat le plus représentatif des privilèges qui vont au-delà de la priorité de représentation dans les négociations collectives, dans les consultations de la part des autorités et dans le choix des délégations devant les organismes internationaux. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement d'indiquer les moyens dont disposent les organisations de fonctionnaires, autres que les comités de fonctionnaires, en vertu de la loi organique de réforme et de l'accord ministériel pour défendre les intérêts professionnels de leurs membres, organiser leur gestion et leur activité, et formuler leur programme d'action, conformément aux dispositions de la convention.**

Articles 2, 3 et 4. Enregistrement des associations de fonctionnaires et de leurs comités directeurs. Interdiction de la dissolution par la voie administrative des associations. La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les règles du décret n° 193, qui maintient comme motif de dissolution la réalisation d'activités politiques partisans, et prévoit la dissolution administrative, ne s'appliquent pas aux associations de fonctionnaires qui ont pour but de défendre les intérêts économiques et sociaux de leurs membres. À ce sujet, la commission note que le gouvernement indique que, conformément à l'article 226 de la Constitution, les institutions de l'État, leurs organismes, départements, agents et personnes exerçant une autorité au nom de l'État exercent seulement les pouvoirs et compétences qui leur sont conférés par la Constitution et la loi. **Rappelant à nouveau que, pour défendre les intérêts de leurs membres, les associations de fonctionnaires doivent pouvoir s'exprimer sur la politique économique et sociale du gouvernement, et que l'article 4 de la convention interdit la dissolution ou la suspension par voie administrative de ces associations, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les règles susmentionnées du décret n° 193 ne s'appliquent pas aux associations de fonctionnaires qui ont pour but de défendre les intérêts économiques et sociaux de leurs membres.**

Dissolution administrative de l'Union nationale des enseignants (UNE). Dans ses commentaires précédents, faisant suite aux conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail en juin 2017, la commission avait exprimé sa profonde préoccupation en raison de la dissolution administrative de l'UNE, et avait prié instamment le gouvernement de prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour annuler cette décision et pour que l'UNE puisse reprendre immédiatement ses activités. Dans son dernier commentaire, la commission avait indiqué qu'elle se sentait encouragée par le début d'un dialogue entre le gouvernement et l'UNE ainsi que par l'abrogation du décret n° 16 qui constituait l'une des bases juridiques de la dissolution de l'UNE. Notant que l'abrogation dudit décret avait entraîné l'annulation de la dissolution de plusieurs organisations sociales, la commission avait voulu croire que le gouvernement pourrait faire état dans les meilleurs délais de l'annulation de la dissolution de l'UNE afin que cette organisation puisse exercer à nouveau immédiatement toutes ses activités de défense des intérêts professionnels de ses membres. La commission note que le Comité de la liberté syndicale a traité de cette question dans le cadre de l'examen du cas n° 3279, et qu'à cette occasion le comité a voulu croire que toutes les mesures nécessaires seront prises pour veiller à l'enregistrement de l'UNE en tant qu'organisation syndicale auprès du ministère du Travail, si l'UNE le demande. En outre, le comité a prié instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la restitution intégrale des avoirs saisis à l'organisation et garantir que toute autre conséquence liée à la dissolution administrative de l'UNE sera éliminée (voir 391^e rapport, octobre 2019, cas n° 3279). La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que: i) la

procédure régulière de dissolution et de liquidation de l'UNE a été respectée; ii) toutes les actions en justice intentées par l'UNE contre la décision administrative déclarant sa dissolution ont été rejetées par les organes judiciaires compétents; et iii) cinq organisations sociales liées à l'UNE ont été constituées entre juin 2019 et juin 2020, dont l'Union nationale des travailleurs de l'éducation - Union nationale des éducateurs de l'Équateur (UNTE-UNE), qui aurait été enregistrée en juillet 2020. **Tout en prenant bonne note de l'enregistrement de l'UNTE-UNE, organisation sociale liée à l'UNE, la commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à l'enregistrement de l'UNE en tant qu'organisation syndicale auprès du ministère du Travail, si cette dernière le demande. Elle prie également le gouvernement de veiller à la restitution intégrale des avoirs saisis à l'organisation, et à ce que toute autre conséquence liée à la dissolution administrative de l'UNE soit éliminée. La commission prie le gouvernement d'indiquer tout fait nouveau à cet égard.**

Application de la convention dans le secteur privé

Article 2. Nombre de travailleurs excessivement élevé (30) pour constituer des associations de travailleurs, des comités d'entreprise ou des assemblées visant à organiser des comités d'entreprise. La commission avait prié le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, de prendre les mesures nécessaires pour réviser les articles 443, 449, 452 et 459 du Code du travail de façon à abaisser le nombre minimum d'affiliés requis pour créer des associations de travailleurs et des comités d'entreprise, et pour créer des organisations syndicales de premier niveau regroupant des travailleurs de plusieurs entreprises. À ce sujet, la commission note que le gouvernement indique que la fixation d'un nombre minimum requis de travailleurs pour créer un syndicat, et le fait de limiter aux associations en place dans une entreprise la possibilité de créer un syndicat, n'ont pas pour but de restreindre ou de limiter la création de ce type d'organisation, mais de donner à l'organisation syndicale la représentativité nécessaire vis-à-vis des employeurs, en démontrant l'existence d'un accord et d'une cohésion majoritaires. La commission note également que le Comité de la liberté syndicale a évoqué cette question dans le cadre de son dernier examen du cas n° 3148 (voir 391^e rapport, octobre 2019), et qu'à cette occasion le Comité a noté que, selon les informations du gouvernement: i) une proposition a été émise le 13 mars 2018 pour modifier l'accord ministériel n° 0130 de 2013, dont le deuxième paragraphe de l'article 2 prévoit qu'il faut au moins 30 membres pour constituer un syndicat, afin de supprimer ce nombre minimum et de préciser qu'il sera déterminé par le Code du travail; et ii) il reviendra au Conseil national du travail et des salaires, organe consultatif tripartite, d'établir le nombre minimum de membres ainsi que ses critères de définition. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard et le prie instamment, en consultation avec les partenaires sociaux, à prendre les mesures nécessaires pour réviser les articles 443, 449, 452 et 459 du Code du travail afin d'abaisser le nombre minimum de membres requis pour créer des associations de travailleurs et des comités d'entreprise, et de permettre la création d'organisations syndicales de premier niveau regroupant des travailleurs de plusieurs entreprises.**

Article 3. Délais obligatoires pour organiser des élections syndicales. La commission avait prié le gouvernement de modifier l'article 10 c) de l'accord ministériel n° 0130 de 2013 portant règlement des organisations professionnelles, lequel prévoit la perte des attributions et des compétences de la direction syndicale si elle n'organise pas des élections dans un délai de quatre-vingt-dix jours après l'expiration du mandat défini par les statuts de l'organisation, afin que, dans le respect des règles démocratiques, ce soient les statuts des organisations qui définissent les conséquences d'un éventuel retard des élections syndicales. La commission note que le gouvernement indique que le règlement des organisations de travailleurs a été approuvé avec la participation de représentants de diverses organisations de travailleurs et centrales syndicales, afin de résoudre les problèmes rencontrés par les organisations de travailleurs lorsqu'elles n'ont pas de comité directeur et qu'il est impossible d'organiser de nouvelles élections. Le règlement constitue selon le gouvernement un mécanisme flexible et simplifié dans lequel les principes de participation, de transparence et de démocratie prédominent. La commission rappelle à cet égard que, en vertu de l'article 3 de la convention, les élections syndicales constituent une affaire interne des organisations et qu'elles doivent être régies en premier lieu par les statuts des organisations. **La commission prie par conséquent le gouvernement de modifier l'article 10 c) de l'accord ministériel n° 0130 de 2013 portant règlement des organisations professionnelles afin que, dans le respect des règles démocratiques, ce soient les statuts de l'organisation qui définissent les conséquences d'un éventuel retard électoral.**

Article 3. Obligation d'être équatorien pour être dirigeant syndical. La commission rappelle que, dans son observation de 2015, elle avait noté avec satisfaction que l'article 49 de la loi pour la justice au travail avait modifié l'article 459, paragraphe 4, du Code du travail et supprimé ainsi l'exigence de la nationalité équatorienne pour faire partie d'un organe de direction du comité d'entreprise. La commission note cependant que, selon les observations de l'ASTAC et de la CEDOCUT, l'article 49 de la loi pour la justice au travail a été déclaré inconstitutionnel par l'arrêt 002-18-SIN-CC du 21 mars 2018. La commission rappelle que la législation nationale devrait permettre aux travailleurs étrangers d'accéder aux fonctions de

dirigeant syndical, au moins au terme d'une période raisonnable de résidence dans le pays d'accueil. **La commission prie le gouvernement d'expliquer les conséquences de l'arrêt de la Cour constitutionnelle susmentionné sur le droit des travailleurs étrangers d'accéder à des postes de direction syndicale.**

Élection de travailleurs non affiliés à l'organe de direction du comité d'entreprise. La commission note que, dans l'administration publique, la loi organique de réforme prévoit que l'organe de direction du comité des fonctionnaires ne peut être composé que de personnes qui y sont affiliées. **À ce sujet, la commission veut à nouveau croire que les mesures nécessaires seront prises pour réviser l'article 459, paragraphe 3, du Code du travail afin que les candidatures de travailleurs non affiliés au comité d'entreprise soient possibles seulement si les statuts du comité d'entreprise prévoient cette possibilité.**

Article 3. Droit des syndicats de travailleurs et des associations de fonctionnaires d'organiser leur activité et de formuler leur programme d'action. Peines d'emprisonnement en cas de suspension ou d'entrave des services publics. La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réviser l'article 346 du Code organique intégral pénal (COIP), qui prévoit des peines d'un à trois ans d'emprisonnement en cas de suspension ou d'entrave de la prestation normale d'un service public, de sorte que des sanctions pénales ne soient pas imposées aux travailleurs qui organisent une grève pacifique. À ce sujet, la commission note que, selon le gouvernement, la demande de réforme du COIP sera portée à l'attention des institutions publiques compétentes afin de déterminer si la modification de la loi est appropriée. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations à ce sujet.**

La commission constate avec **regret** qu'à ce jour, alors que l'assistance technique demandée a été fournie, elle n'a pas pu constater de progrès dans l'adoption des mesures nécessaires pour rendre la législation conforme à la convention. La commission constate en particulier avec **regret** qu'elle n'a pas reçu d'informations du gouvernement sur la suite donnée à la mission du Bureau de décembre 2019. **La commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour prendre les mesures nécessaires en ce qui concerne les points soulignés dans ses commentaires. À cet égard, prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle le ministère du Travail prévoit d'organiser des tables rondes de dialogue avec différentes organisations d'employeurs et de travailleurs à la fin de 2020, la commission le prie instamment de promouvoir un dialogue constructif avec toutes les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs afin d'obtenir des résultats tangibles et durables. La commission prie le gouvernement d'indiquer tout progrès réalisé à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1959)

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de l'Internationale des services publics en Équateur (ISP-Équateur) d'août 2019.

La commission prend également note des observations de l'Association syndicale des travailleuses et travailleurs agricoles, bananiers et paysans (ASTAC), reçues le 24 janvier 2020, des observations de l'ISP-Équateur, reçues le 25 septembre 2020, et des observations conjointes de l'ASTAC et de la Confédération équatorienne des organisations de classe des travailleurs (CEDOCUT), reçues le 1^{er} octobre 2020. La commission constate que ces observations concernent non seulement des questions examinées dans le cadre du présent commentaire mais également des allégations de licenciements antisyndicaux et une série de mesures administratives et législatives que le gouvernement a adoptées pendant la pandémie de COVID-19 et qui n'auraient pas fait l'objet de consultations tripartites, notamment la loi organique du 22 juin 2020 sur l'aide humanitaire visant à faire face à la crise sanitaire engendrée par la pandémie, qui, d'après les allégations, a donné lieu à des réformes régressives du Code du travail pour ce qui concerne les droits des ouvriers du secteur public et porté de nouvelles atteintes à la négociation collective. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

Assistance technique. Dans son dernier commentaire, la commission avait accueilli favorablement la demande d'assistance technique que le gouvernement avait adressée au Bureau au sujet du processus de réforme législative, en vue de donner suite aux observations et recommandations formulées par les organes de contrôle de l'OIT. Dans son observation, la commission s'était par conséquent contentée de résumer brièvement les points à régler et avait dit qu'elle voulait croire que cette assistance technique permettrait au gouvernement de prendre les mesures nécessaires à ce propos. La commission prend note du rapport de la mission d'assistance technique, menée en Équateur du 16 au 20 décembre 2019. Elle y relève que la mission: i) a présenté aux mandants tripartites un projet de feuille de route qui visait à refléter les sujets prioritaires abordés au cours des réunions et qui prévoyait que les parties entameraient, en mars 2020, avec l'appui technique du BIT, un dialogue tripartite en vue d'adopter des mesures concrètes donnant suite aux commentaires des organes de contrôle de l'OIT; et ii) a encouragé les

mandants tripartites à finaliser rapidement la feuille de route et les a invités à poursuivre le dialogue en vue de parvenir à des résultats tangibles sur la durée. La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient aucune mention de la mission d'assistance technique ni du projet de feuille de route susmentionné. La commission prend note à ce sujet des allégations de l'ISP-Équateur selon laquelle le gouvernement n'aurait pas respecté l'engagement pris auprès de la mission, à savoir celui d'organiser, en janvier 2020, une nouvelle réunion tripartite au cours de laquelle la feuille de route devait être signée.

La commission rappelle ci-après les points qu'elle avait mis en avant dans ses commentaires précédents, d'après lesquels des mesures concrètes doivent être prises pour mettre la législation en pleine conformité avec la convention.

Application de la convention dans le secteur public

Articles 1, 2 et 6 de la convention. Protection des travailleurs du secteur public qui ne sont pas commis à l'administration de l'État contre tous actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence. Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note des dispositions instaurant une protection contre la discrimination et l'ingérence antisyndicales contenues dans la loi organique portant réforme des lois régissant le service public (loi organique de réforme). Elle avait également noté que l'arrêté ministériel n° MDT-2018-0010, qui régleme l'exercice du droit d'organisation des employés des services publics, semblait se limiter aux actes d'ingérence. Rappelant qu'il est important de disposer de sanctions effectives et dissuasives dans ce domaine, la commission avait prié le gouvernement: i) de donner des informations sur les sanctions et mesures de réparation applicables en cas d'actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales dans le secteur public; ii) d'indiquer si, outre les membres de la direction du comité d'employés des services publics, les dirigeants des organisations d'employés des services publics jouissent également d'une protection renforcée contre la suppression de leur poste ou d'autres mesures du même ordre, y compris en cas de recours au dispositif de démission forcée assortie d'une indemnisation; et iii) de fournir des informations sur l'issue d'un recours en inconstitutionnalité qui, d'après l'ISP-Équateur et l'Union nationale des enseignants, avait été formé contre ledit dispositif. À ce sujet, la commission note que, d'après le gouvernement: i) la loi organique de réforme, en sa seconde disposition générale, dispose que les dispositions du Code du travail qui régissent le licenciement nul (art. 195.2) s'appliquent en cas de suppression de poste et de démission forcée assortie d'une indemnisation ou de licenciement des membres de la direction du comité d'employés des services publics; ii) les articles 187 et 195, alinéas 1 et 2, du Code du travail disposent que le licenciement de dirigeants syndicaux est considéré comme d'effet nul; et iii) l'article 195.3 du Code du travail prévoit que, une fois que l'effet nul du licenciement a été déclaré, il est considéré que la relation de travail n'a pas été interrompue et le paiement des rémunérations dues est ordonné, avec une majoration de 10 pour cent; si le travailleur décide de ne pas poursuivre la relation de travail, il touche une indemnisation équivalente à la valeur d'une année de sa rémunération, en sus de ce qui lui est dû au motif du licenciement. La commission constate toutefois que les éléments susmentionnés ne révèlent pas l'existence de dispositions applicables au secteur public qui protègent expressément les dirigeants des organisations d'employés des services publics qui ne sont pas membres de la direction du comité d'employés des services publics. **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que la législation applicable au secteur public contienne des dispositions protégeant expressément les dirigeants de toutes les organisations d'employés du service public contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence, ainsi que des dispositions prévoyant des sanctions dissuasives en cas de commission de tels actes. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur l'issue du recours en inconstitutionnalité qui, d'après l'ISP-Équateur et l'Union nationale des enseignants, avait été formé contre le dispositif de démission forcée assortie d'une indemnisation.**

Articles 4 et 6. Négociation collective des travailleurs du secteur public qui ne sont pas commis à l'administration de l'État. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que la loi organique de réforme et l'arrêté ministériel n° MDT-2018-0010 ne reconnaissaient pas le droit de négociation collective aux employés des services publics et que seuls les ouvriers du secteur public, se trouvant sous le régime du Code du travail, pouvaient négocier collectivement. La commission avait également noté que la Cour constitutionnelle avait annulé les modifications apportées en 2015 à la Constitution qui excluaient la totalité du secteur public du champ de la négociation collective (arrêt n° 018-18-SIN-CC du 1^{er} août 2018). La commission avait prié le gouvernement de rouvrir un débat de fond avec les organisations syndicales concernées en vue d'instaurer un mécanisme de négociation collective pour toutes les catégories d'employés du secteur public couvertes par la convention, adapté aux particularités de ce secteur. À cet égard, la commission note que le gouvernement dit que, même s'il a maintenu le dialogue avec des organisations syndicales du secteur public, le manque de cohésion entre les organisations syndicales représentatives, ainsi que les intérêts et critères divergents, ont compliqué les discussions. Par ailleurs, la commission note que, d'après les observations de l'ASTAC et de la CEDOCUT, même si, en date du 4 décembre 2019, le ministère du Travail a pris l'arrêté n° 373 donnant effet à l'arrêt n° 018-18-SIN-CC

de 2018 de la Cour constitutionnelle, un grand nombre d'institutions du secteur public n'ont pas donné effet aux dispositions de l'arrêt. L'ASTAC et la CEDOCUT affirment que ceux qui ont commencé à travailler pour le secteur public depuis que l'inconstitutionnalité de ces modifications a été déclarée se trouvent dans un vide juridique, car ils ne sont ni employés ni ouvriers du secteur public, ce qui ne leur permet pas de s'affilier à une organisation syndicale constituée ni de négocier collectivement. La commission rappelle à nouveau qu'en vertu des *articles 4 et 6* de la convention, les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État (employés des entreprises publiques, employés municipaux, employés des institutions décentralisées, enseignants du secteur public, personnel du secteur des transports, etc.) sont couverts par la convention (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 172) et qu'ils doivent donc pouvoir négocier collectivement leurs conditions de travail, y compris leurs conditions salariales, et que la simple consultation des syndicats intéressés ne répond pas suffisamment aux prescriptions de la convention à cet égard (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 219). **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour rouvrir un débat de fond avec les organisations syndicales concernées en vue d'instaurer, pour toutes les catégories d'employés du secteur public couverts par la convention, un mécanisme de négociation collective adapté. Elle le prie également de prendre les mesures nécessaires pour garantir la pleine application de l'arrêt ministériel n° 373 dans les différentes institutions de l'État et de fournir des informations à ce sujet.**

Application de la convention dans le secteur privé

Article 1. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale. La commission rappelle à nouveau qu'elle prie depuis de nombreuses années le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la législation comporte des dispositions garantissant la protection contre les actes de discrimination antisyndicale au stade de l'accès à l'emploi. À ce sujet, la commission note que le gouvernement indique qu'il n'envisage pas pour l'instant d'adopter une réglementation spéciale sur la question, compte tenu que la législation du travail en vigueur offre les garanties et la protection suffisantes pour que les travailleurs puissent exercer leur droit d'organisation et jouir de leur liberté d'organisation quand ceux-ci le jugent nécessaire. **À cet égard, la commission insiste sur le fait qu'il est nécessaire d'inclure les dispositions susmentionnées dans la législation et prie le gouvernement de faire part, dans son prochain rapport, de toute mesure adoptée à ce propos.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. La commission avait noté que, conformément à l'article 221 du Code du travail, la convention collective de travail devait être conclue avec le comité d'entreprise et, en l'absence d'un tel comité, avec l'association comptant le plus grand nombre de travailleurs affiliés, pour autant qu'elle représente plus de 50 pour cent des travailleurs de l'entreprise. La commission avait prié le gouvernement de prendre, en consultation avec les partenaires sociaux, les mesures nécessaires pour modifier ledit article de telle sorte que, lorsqu'il n'y a pas d'organisation réunissant au moins 50 pour cent des travailleurs, les organisations syndicales minoritaires puissent, seules ou conjointement, négocier au moins au nom de leurs membres. À cet égard, la commission note que le gouvernement réaffirme qu'il n'envisage pas de modifier l'article 221 du Code du travail car celui-ci est étroitement lié aux principes de démocratie, de participation et de transparence, en ce que les avantages découlant de la convention collective bénéficient à tous les travailleurs de l'entreprise ou de l'institution employeuse. La commission ne peut que rappeler à ce propos que, s'il est admissible que le syndicat qui représente la majorité ou un pourcentage élevé de travailleurs d'une unité de négociation jouisse de droits préférentiels ou exclusifs de négociation, la commission estime que dans le cas où aucun syndicat ne réunirait ces conditions, ou bien ne jouirait pas de tels droits exclusifs, les organisations syndicales minoritaires devraient au minimum pouvoir conclure une convention ou un accord collectif au nom de leurs membres (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 226). **Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre enfin, en consultation avec les partenaires sociaux, les mesures nécessaires pour modifier l'article 221 du Code du travail de telle sorte que, lorsqu'il n'y a pas d'organisation réunissant au moins 50 pour cent des travailleurs, les organisations syndicales minoritaires puissent, seules ou conjointement, négocier au moins au nom de leurs membres. En outre, la commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer le nombre de conventions collectives signées et en vigueur dans le pays, ainsi que les secteurs d'activité et le nombre de travailleurs couverts par ces conventions.**

Arrêtés ministériels établissant de nouvelles formes de contrat pour les travailleurs des plantations de bananes et les autres travailleurs du secteur agricole. La commission avait prié le gouvernement de faire part de ses commentaires au sujet des observations de l'ASTAC, d'après lesquelles les arrêtés n°s MDT-029-2017, MDT-074-2018 et MDT-096-2018, établissant de nouvelles formes de contrat pour les travailleurs des plantations de bananes et les autres travailleurs du secteur agricole, faisaient obstacle à l'exercice effectif du droit de négociation collective dans ces secteurs. À cet égard, la commission note que, d'après le gouvernement: i) les modalités de la relation contractuelle édictées par le ministère du

Travail ne visent pas un certain groupe de personnes ni des tâches déterminées; et ii) la modalité de la relation contractuelle concerne des activités non permanentes, communes à tous les secteurs d'activité économique, notamment bananière, élément qui a précisément permis de régulariser les relations contractuelles dans le secteur bananier et de faire que les travailleurs jouissent de tous leurs droits au travail. La commission note également que, d'après le gouvernement, entre juin 2019 et juin 2020, 4 conventions collectives ont été signées et sont en vigueur dans le secteur agricole et 3 dans le secteur bananier. **La commission prend note de ces informations et prie le gouvernement de continuer à fournir, avec les statistiques demandées au paragraphe précédent, des informations détaillées sur les conventions collectives existantes dans les secteurs susmentionnés, et notamment d'indiquer le nombre de travailleurs couverts.**

La commission note avec **regret** qu'à ce jour, malgré la fourniture de l'assistance technique demandée, elle n'a pas pu constater de progrès concernant l'adoption des mesures nécessaires pour mettre la législation en conformité avec la convention. La commission note en particulier avec **regret** qu'elle n'a pas reçu d'informations du gouvernement sur la suite donnée à la mission du Bureau de décembre 2019. **La commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour adopter les mesures nécessaires concernant les points mis en relief dans ses commentaires et, à cette fin, d'engager un dialogue constructif avec toutes les organisations d'employeurs et de travailleurs représentatives afin de parvenir à des résultats tangibles sur la durée. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Érythrée

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2000)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Libertés publiques. Dans ses commentaires antérieurs, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur la façon dont il garantit dans la pratique les droits des syndicats d'organiser leur gestion et leurs activités, et de tenir des réunions publiques et des manifestations. À cet égard, le gouvernement réitère ses déclarations antérieures concernant les dispositions existantes dans le cadre de la Proclamation du travail, 2001, et indique que, en mars 2017, la Confédération nationale des travailleurs érythréens (NCEW) a organisé son septième congrès et a élu ses représentants en toute liberté. Du reste, une association de base de travailleurs a été récemment créée dans la société minière par actions de Bisha où les parties ont entamé le processus de négociation collective. Le gouvernement indique que ce dernier point montre que la NCEW a étendu sa présence à de nouveaux secteurs. Tout en prenant note de ces éléments, la commission **regrette** que le gouvernement ne fournisse aucune information sur toute mesure prise au cours de ces dernières années afin de garantir la protection de l'exercice du droit de tenir des manifestations des réunions publiques en droit et dans la pratique. **Rappelant que le droit des syndicats de tenir des réunions publiques et d'organiser des manifestations constitue un élément essentiel de la liberté syndicale, la commission réitère sa demande.**

Article 2 de la convention. **Droit des travailleurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations de leur choix et de s'affilier à de telles organisations. Service national obligatoire.** La commission note que, en application des articles 19 et 30 de la Proclamation sur le service national n° 82/1995, les personnes qui effectuent un travail dans le cadre du service national sont soumises à la loi martiale et à ses règlements, et l'article 3 de la Proclamation du travail exclut les membres de l'armée, de la police et des forces de sécurité du champ d'application du droit du travail. La commission note également que des discussions ont eu lieu lors de la Commission de l'application des normes de la Conférence à propos de l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et prend note des conclusions de la commission de 2015 et de celles de 2018 faisant référence à la pratique systématique et à grande échelle de l'imposition du travail obligatoire à la population pendant une durée indéterminée, dans le cadre des programmes relatifs au service national obligatoire. Cette pratique a largement été rapportée par la Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en Érythrée constituée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, ainsi que par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Érythrée nommé par le même conseil. La commission note avec une **profonde préoccupation** que de nombreux citoyens érythréens n'ont pas pu exercer leur droit syndical pendant des périodes indéfinies de leur vie active, alors qu'ils étaient obligés d'effectuer des travaux dans le cadre du service national obligatoire. La commission rappelle que les responsabilités de sécurité intérieure et extérieure de l'État qui incombent à la police, aux forces de sécurité et à l'armée justifient l'exception énoncée à l'article 9, paragraphe 1, de la convention. Celle-ci doit s'interpréter de manière restrictive et ne s'appliquer qu'à des fonctions purement militaires et policières et non à toute la population active, mobilisée pour travailler dans des secteurs non militaires aussi divers que l'agriculture, la construction, l'administration civile et l'éducation pour des périodes indéfinies en application de la loi martiale qui leur refuse le droit de s'organiser. **Compte tenu de ce qui précède et notant la «situation de ni guerre ni paix» qui dure depuis la guerre frontalière de 1998-2000 avec l'Éthiopie et le rétablissement officiel des relations entre les deux pays en juillet 2018, la commission prie instamment le gouvernement de mettre un terme à la mobilisation générale de la population pendant des périodes indéfinies en application de la loi martiale et, par conséquent, de révoquer ou d'amender la Proclamation sur le service national pour veiller à ce que les citoyens érythréens ne se voient**

pas refuser le droit de s'organiser au-delà de la période légalement limitée du service militaire au cours duquel ils effectuent des travaux ayant un caractère purement militaire.

Fonctionnaires. La commission rappelle que, dans son observation de 2014, elle avait constaté avec préoccupation que le gouvernement annonçait comme imminente l'adoption de la Proclamation sur la fonction publique depuis douze ans et avait instamment prié le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le processus d'adoption de cet instrument, de manière que tous les fonctionnaires bénéficient sans délai supplémentaire du droit de se syndiquer, tel que prévu par la convention, et qu'il a répété la même observation avec préoccupation en 2016 et 2017. La commission note avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement signale une fois de plus que le processus d'élaboration de cette loi aborde la dernière étape avant son approbation. À ce propos, la commission note que, dans son dernier rapport, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée désignée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a informé ce dernier que le pays ne s'est toujours pas doté d'un Parlement au sein duquel les textes de loi pourraient être examinés et adoptés et les questions d'importance nationale débattues (A/HRC/38/50 du 25 juin 2018, paragr. 28). La commission se voit obligée de noter que la paralysie institutionnelle décrite dans le rapport de la Rapporteuse spéciale n'est pas propice à l'adoption imminente d'une nouvelle législation. **Rappelant que les fonctionnaires, à l'instar de tous les autres travailleurs – à la seule exception des forces armées et de la police – devraient jouir du droit de constituer et de s'affilier à des organisations de leur choix, la commission prie instamment le gouvernement d'adopter toutes les mesures nécessaires pour rétablir les institutions législatives démocratiques de façon à ce que le processus d'adoption du Code de la fonction publique puisse aboutir et que tous les fonctionnaires puissent bénéficier sans plus tarder du droit syndical. Elle rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 2000)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Questions législatives. La commission rappelle que, depuis son premier examen de l'application de la convention en Érythrée en 2002, elle a porté son attention sur une série de questions législatives et a prié le gouvernement de modifier la législation ou d'adopter d'autres lois et règlements afin de traiter les questions suivantes:

- *Articles 1 et 2 de la convention. Protection contre la discrimination antisyndicale et les actes d'ingérence.* La commission a noté que la Proclamation sur le travail de 2001 n'offre pas une protection suffisante contre la discrimination antisyndicale et les actes d'ingérence au sujet de la durée de la protection, des personnes protégées et des sanctions et réparations prévues par la loi, et elle avait prié le gouvernement de modifier cette proclamation de manière à renforcer la protection contre la discrimination antisyndicale et les actes d'ingérence.
- *Articles 1, 2 et 4. Travailleurs domestiques.* La commission a noté que la Proclamation sur le travail n'accorde pas explicitement les droits énoncés dans la convention aux travailleurs domestiques, étant donné que son article 40 habilite le ministre à déterminer par voie de réglementation les dispositions de la proclamation applicables à ces travailleurs. La commission a exprimé l'espoir que les garanties consacrées par la convention seront prochainement reconnues de manière explicite aux travailleurs domestiques par voie de réglementation.
- *Article 6. Secteur public.* La commission a noté que les agents de l'Administration centrale du personnel qui ne sont pas commis à l'administration de l'État sont exclus du champ d'application de la Proclamation sur le travail et elle a demandé au gouvernement de reconnaître explicitement leurs droits en matière de protection contre la discrimination antisyndicale et les actes d'ingérence, ainsi que leur droit de négocier collectivement leurs conditions d'emploi dans la nouvelle Proclamation sur la fonction publique.

La commission note que le gouvernement: i) reconnaît que des mesures législatives devraient être prises, comme l'a requis la commission, afin d'assurer une protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence, mais il indique que la procédure d'amendement de la loi n'est pas terminée et le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a l'intention d'organiser un atelier tripartite destiné à la finaliser; ii) indique, s'agissant des travailleurs domestiques, que donner effet à l'article 40 de la Proclamation sur le travail demande du temps et des compétences, et le nouveau Code civil contient des dispositions en rapport avec les droits des travailleurs domestiques énoncés dans la convention, sans toutefois communiquer le texte des dispositions correspondantes du nouveau Code civil; et iii) déclare que le projet de Code de la fonction publique n'est pas encore adopté. La commission note que les réponses fournies par le gouvernement à propos des questions législatives soulignées dans les commentaires de la commission révèlent des lacunes institutionnelles qui empêchent depuis de nombreuses années de mener à son terme le processus de rédaction et d'adoption de la nouvelle législation. La commission note à cet égard que la Commission d'enquête des Nations Unies sur les droits de l'homme en Érythrée a constaté qu'en raison de l'incertitude de normes régissant les procédures législatives, les codes, les décrets et la législation nationale sont préparés et adoptés en l'absence d'un processus clair, transparent, consultatif et inclusif. Personne ne connaît vraiment la procédure conduisant à l'adoption d'une législation ou l'auteur d'un décret particulier (A/HRC/29/CRP.1 du 5 juin 2015, paragr. 299). La commission note en outre que, dans son dernier rapport en date, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, désignée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, a informé cette instance qu'il n'existe toujours pas dans ce pays de Parlement au sein duquel les textes de loi pourraient être examinés et les questions d'importance nationale pourraient être débattues (A/HRC/38/50 du 25 juin 2018, paragr. 28). La

commission note que la paralysie institutionnelle décrite par la Rapporteuse spéciale n'est pas propice à une adoption imminente de la nouvelle législation. **En conséquence, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires afin que puisse être mené à terme avec succès un processus d'élaboration et d'adoption d'une nouvelle législation dont le but sera d'assurer la conformité de la loi érythréenne avec la convention. La commission invite en outre le gouvernement à solliciter l'assistance technique du Bureau, en particulier pour ce qui est des questions soulevées dans la présente observation.**

Articles 4, 5 et 6. Promotion de la négociation collective. Service national obligatoire. La commission note que, conformément aux articles 19 et 30 de la Proclamation du service national (n° 82/1995), les ressortissants érythréens effectuant un travail dans le cadre du service national relèvent de la loi martiale et des règlements militaires et que l'article 3 de la Proclamation sur le travail exclut les membres de l'armée, de la police et des forces de sécurité du champ d'application de la législation du travail. La commission note qu'il résulte de la lecture conjointe des dispositions susmentionnées que les personnes travaillant dans le cadre du service national ne sont pas couvertes par les dispositions de la Proclamation du travail concernant la négociation collective. Par ailleurs, elle prend note des discussions qui ont eu lieu devant la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail concernant l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et des conclusions de ladite commission à cet égard, en juin 2015 et 2018 respectivement, qui faisaient état d'une pratique répandue et systématique consistant à exiger des ressortissants érythréens d'effectuer du travail pour une durée indéfinie dans le cadre de programmes liés à l'obligation de service national qui incluait de nombreuses activités civiles telles que la construction et l'agriculture. La commission rappelle que les seules restrictions au champ d'application de la convention se rapportent aux forces armées et à la police ainsi qu'aux agents de la fonction publique commis à l'administration de l'État (articles 5 et 6). Elle souligne en outre que l'exception de l'article 5 de la convention, tout comme celle inscrite dans l'article 9 de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, est justifiée en raison de la responsabilité de la police et des forces armées s'agissant de la sécurité extérieure et intérieure de l'État. Cette exception doit donc être interprétée dans un sens restrictif, s'appliquant uniquement aux fonctions purement militaires et de police. De ce fait, des personnes engagées, en vertu de la loi martiale, dans des activités telles que l'agriculture, la construction, l'administration civile et l'éducation, qui ne relèvent pas des activités militaires ou de police, ou de l'administration de l'État, doivent être en mesure de négocier collectivement leurs conditions d'emploi. Au vu des considérations juridiques et factuelles qui précèdent, la commission prend note avec **préoccupation** du fait qu'un grand nombre de ressortissants érythréens sont privés du droit de négocier collectivement pendant des périodes indéfinies de leur vie active, lorsqu'ils exercent, dans le cadre de leur service national obligatoire, des activités civiles qui entrent dans le champ d'application de la convention. **Prenant note de la fin de la situation de guerre larvée qui prévalait depuis le conflit frontalier de 1998-2000 avec l'Éthiopie et le rétablissement officiel des relations entre les deux pays en juillet 2018, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les nationaux érythréens ne soient pas privés du droit de négocier collectivement en dehors des exceptions énoncées aux articles 5 et 6 de la convention.**

Promotion de la négociation collective dans la pratique. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre des conventions collectives conclues et en vigueur, les secteurs concernés et le nombre de travailleurs couverts par ces conventions.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Eswatini

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1978)

La commission prend note des observations reçues le 1^{er} septembre 2019 de la Confédération syndicale internationale (CSI) alléguant des violences commises par les forces de sécurité à l'occasion des manifestations pacifiques, entre août et octobre 2018, et en septembre et octobre 2019, ainsi que de la réponse du gouvernement à ce sujet, qui sont toutes deux traitées dans le présent commentaire.

La commission prend note des observations du Congrès des syndicats du Swaziland (TUCOSWA) dénonçant des actes similaires de violence policière et de répression de manifestations pacifiques. Le TUCOSWA invoque en outre d'autres violations de la convention, notamment i) le refus d'un certain nombre de sociétés de reconnaître le Syndicat unifié du Swaziland (ATUSWA) malgré diverses sentences arbitrales en sa faveur, portant atteinte à sa capacité de mettre en place des programmes et des activités; ii) la déclaration unilatérale du commissaire de police qualifiant d'illégale une action collective en septembre 2018; iii) le refus d'autoriser un membre de l'Association des infirmières du Swaziland à représenter le syndicat lors des négociations avec le gouvernement au motif qu'il n'est plus employé, violant ainsi le droit des travailleurs d'élire leurs représentants en toute liberté; et iv) l'intimidation et la victimisation des dirigeants de l'Association nationale des enseignants du Swaziland (SNAT) et du Syndicat des travailleurs alliés chargés de l'entretien et de l'alimentation électrique du Swaziland (SESAWU). La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à ce sujet.

Libertés civiles et droits syndicaux. Violence policière contre les manifestations pacifiques. La commission note que la CSI allègue les incidents suivants lors de manifestations: i) en septembre 2018, des membres de l'ATUSWA ont été arrêtés et frappés par la police lors de manifestations dans cinq usines de vêtements et de textiles impliquant plus de 10 000 travailleurs. Selon la CSI, la police a eu recours, sans provocation, à des gaz lacrymogènes pour disperser les travailleurs et les frapper; ii) en octobre 2018, des

policiers armés ont envahi l'hôpital gouvernemental de Hlatikhulu lors d'une manifestation légale et pacifique d'infirmières. La grève faisait suite à une série de manifestations et de rassemblements violemment réprimés par la police; iii) en septembre 2019, lors d'une manifestation pacifique de fonctionnaires organisée par la SNAT, l'Association nationale du service public et du syndicat des travailleurs alliés (NAPSAW) et l'Association nationale du personnel comptable de l'État (SNAGAP), des membres de la police ont utilisé des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des canons à eau contre les manifestants au cours d'un défilé visant à remettre des pétitions au quartier général des services de la police royale d'Eswatini, au ministère de la Fonction publique et au ministère de l'Éducation et de la Formation. Selon la CSI, la police est intervenue et a commencé à agresser les manifestants lorsque la foule s'est écartée de l'itinéraire autorisé de la manifestation; iv) en octobre 2019, au cours d'une manifestation rassemblant 8000 travailleurs à Manzini, la police a tiré à balles réelles sur des groupes de manifestants, blessant dix travailleurs, dont le secrétaire général de la section de Manzini de la NAPSAWU (Dumisani Nkuna). Selon la CSI, d'autres violences ont éclaté lorsque les manifestants ont atteint le bureau régional de l'éducation de Manzini, et au moins 30 travailleurs ont été blessés. Le gouvernement a saisi le Tribunal national des relations professionnelles pour déclarer la grève illégale au motif qu'elle constituait une «menace pour l'intérêt national». Le tribunal a rendu une ordonnance provisoire mettant fin à la grève.

La commission note que, en réponse aux observations de la CSI, le gouvernement informe de la mise en place, en septembre 2019, d'une commission d'enquête composée de quatre membres, dirigée par un haut magistrat. La commission d'enquête a été nommée pour donner suite à la recommandation du Comité de la liberté syndicale d'ouvrir une enquête indépendante afin de déterminer le bien-fondé de l'intervention de la police dénoncée par la CSI (voir 388^e rapport, mars 2019, cas n° 2949). Par ailleurs, le gouvernement rappelle que le Conseil consultatif du travail (LAB), une structure consultative tripartite, établie en vertu de la partie III de la loi sur les relations professionnelles, a ouvert ses propres enquêtes sur les actions syndicales de septembre 2018 dénoncées par la CSI. Le LAB a tenu des réunions en novembre et décembre 2018 pour entendre les soumissions des parties prenantes concernées, notamment le TUCOSWA, l'ATUSWA et la SNAT, les employeurs concernés et la police, afin de connaître et d'examiner en détail les circonstances entourant ces activités syndicales en termes de conformité avec les procédures législatives établies. Alors que le LAB devait publier ses conclusions au début de 2019, la décision du gouvernement de nommer le comité d'enquête indépendant les a rendues obsolètes. L'Avis juridique n° 183 de 2019 (Journal officiel du 12 septembre 2019) énumère les fonctions de la commission d'enquête indépendante, notamment i) déterminer la conformité de toutes les actions syndicales mentionnées par la CSI et le TUCOSWA dans leur lettre de plainte de septembre 2018, ainsi que l'étendue et la justification de l'intervention des forces de sécurité dans les actions syndicales; ii) enquêter sur la conduite présumée de la police lorsqu'elle a pénétré dans l'hôpital gouvernemental de Hlatikhulu; iii) interroger des témoins, mener des inspections sur place et examiner toute preuve documentaire, électronique et autre pour prouver ou écarter tout élément de violence ou d'intimidation liés aux actions syndicales mentionnées par la CSI dans ses lettres de septembre 2018 et de septembre 2019; et iv) émettre des conclusions sur la conduite des actions syndicales et formuler des recommandations sur toute lacune de la loi ayant un impact sur la réglementation et la conduite des actions syndicales. Le 28 septembre 2019, la commission d'enquête indépendante a invité toutes les personnes et parties intéressées à faire part de leur souhait de présenter des observations. Le gouvernement déclare que la mise en place rapide de la commission d'enquête démontre sa volonté de promouvoir l'application de la convention.

Le gouvernement nie par ailleurs l'allégation de la CSI selon laquelle les brutalités policières à l'encontre des travailleurs en grève sont monnaie courante et indique que les actions syndicales qui ont eu lieu entre août et octobre 2018 ne reflètent pas le comportement général de la police contre les actions syndicales dans le pays - si l'on admet que ces actions syndicales ont été marquées par des brutalités policières. Le gouvernement indique qu'en 2018, plus de dix autres actions syndicales organisées par divers syndicats dans tout le pays n'ont pas été perturbées par des actes de violence ou de brutalité de la part de la police.

La commission doit exprimer sa **préoccupation** face aux graves allégations d'attaques violentes récurrentes et de répressions des rassemblements syndicaux pacifiques par les forces de sécurité, y compris les allégations d'attaques violentes survenues après la création par le gouvernement de la nouvelle commission d'enquête pour mieux gérer les rassemblements syndicaux dans les lieux publics. À cet égard, la commission rappelle que l'exercice des droits syndicaux est incompatible avec la violence ou les menaces de toute nature. Il est donc important que toutes les allégations de violence contre des travailleurs qui s'organisent ou qui défendent de toute autre manière leurs intérêts fassent l'objet d'une enquête approfondie en vue d'établir les faits, de déterminer les violations et les responsabilités, de punir les auteurs et d'éviter que de tels actes ne se reproduisent. La commission accueille favorablement la décision du gouvernement de créer la commission d'enquête indépendante et d'étendre son mandat afin d'examiner les actions syndicales mentionnées par la CSI dans ses communications de septembre 2019,

les tirs à balles réelles de policiers contre des groupes de manifestants en octobre 2019, ainsi que celles énumérées dans la communication de la CSI de septembre 2018. La commission note que la commission indépendante bénéficie d'un délai étendu à mars 2021 pour présenter un rapport et ses conclusions, ainsi que la volonté du gouvernement de transmettre les résultats des enquêtes. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations concernant les conclusions de la commission d'enquête indépendante, ainsi que toute mesure prise par le gouvernement dans le cadre de la suite qui y est donnée. En référence à ses commentaires précédents, la commission prie également le gouvernement de fournir les résultats des procédures judiciaires et de médiation dans les cas où les syndicats ont par la suite eu recours à la Commission de conciliation, de médiation et d'arbitrage (CMAC) et au tribunal du travail.**

Le gouvernement informe de l'adoption de la loi sur les services de police (n° 22 de 2018), notant qu'elle contient des dispositions renforcées conformes à la promotion de l'exercice du droit à la liberté syndicale, et des dispositions prévoyant des mesures disciplinaires en cas d'abus de pouvoir de la part des membres de la police (article 49(1)(I)). Le gouvernement souligne à quel point il est important d'avoir inclus de telles dispositions dans la loi réglementant la discipline des policiers, en vue d'assurer que les policiers exercent la plus grande retenue dans l'exercice de leurs fonctions pour le maintien de la sécurité et de l'ordre public lors d'actions syndicales et de manifestations.

En outre, le gouvernement rend compte de l'assistance technique fournie par le Bureau en 2019 pour le programme de diffusion du Code de bonne conduite pour la gestion des grèves et des actions de protestation (avis juridique n° 202 de 2015), du Code de bonne conduite relatif aux rassemblements (avis juridique n° 201 de 2017) et de la loi sur l'ordre public de 2017, en tant que stratégie de renforcement des capacités des différentes parties prenantes pour bien gérer les actions collectives et de protestation dans le pays, afin de réduire au minimum les affrontements injustifiés entre les manifestants et les membres des forces de l'ordre et des conseils municipaux. Des sessions spéciales sont prévues pour les membres du Parlement, les ministres du Cabinet et les dirigeants des syndicats. La commission exprime de nouveau l'espoir que cette dynamique contribuera à créer un climat propice, exempt de violence, de pressions et de menaces de toute nature lors des manifestations pacifiques de travailleurs. **Notant l'intention du gouvernement de faire un rapport sur l'impact du programme de diffusion des codes de bonnes pratiques, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises pour garantir que les droits des syndicats à participer à des manifestations et à des actions syndicales pour la défense des intérêts professionnels sont effectivement protégés, tant en droit qu'en pratique, y compris des informations sur les violations identifiées et les sanctions imposées conformément à l'article 49(1) de la loi n° 22 de 2018 sur les services de police.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Fidji

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2002)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année, ainsi que sur la base des informations dont il disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2019 et le 15 septembre 2020, et du Congrès des syndicats des Fidji (FTUC), reçues le 23 mai et le 13 novembre 2019, dénonçant des violations des libertés publiques et l'absence de progrès dans la réforme législative. **La commission prend note de la réponse générale du gouvernement à ces observations, ainsi qu'aux observations de 2017 et de 2018 du FTUC, et le prie de communiquer de plus amples détails sur les incidents spécifiques de violation alléguée des libertés publiques dénoncées par le FTUC.**

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

La commission prend note de la discussion qui a eu lieu à la Commission sur l'application des normes de la Conférence (ci-après la Commission de la Conférence) en juin 2019 concernant l'application de cette convention. Elle note que la Commission de la Conférence a constaté de graves allégations de violation des libertés publiques fondamentales, y compris des arrestations, des détentions et des agressions, ainsi que des restrictions à la liberté syndicale, et a noté avec regret que le gouvernement n'a pas mené à bien

le processus prévu dans le rapport conjoint sur la mise en œuvre (JIR). La Commission de la conférence a demandé au gouvernement de: i) s'abstenir de toute ingérence dans la désignation des représentants des partenaires sociaux au sein des organes tripartites; ii) réunir à nouveau et sans délai le Conseil consultatif des relations d'emploi (ERAB) pour entamer un processus de réforme législative; iii) achever sans plus attendre le processus complet de réforme législative convenue dans le JIR; iv) éviter les pratiques antisyndicales, dont des arrestations, détentions, violences, intimidations, harcèlement et ingérence; v) s'assurer que les organisations d'employeurs et de travailleurs peuvent exercer leur droit à la liberté syndicale, la liberté de réunion et la liberté d'expression sans ingérence induite des autorités publiques; et vi) s'assurer que sont garanties des procédures judiciaires régulières et équitables aux organisations d'employeurs et de travailleurs et à leurs membres. La Commission de la Conférence a également prié le gouvernement de faire rapport sur les progrès accomplis en vue de l'application du rapport conjoint sur la mise en œuvre, en consultation avec les partenaires sociaux, d'ici à novembre 2019, et a demandé au gouvernement d'accepter une mission de contacts directs pour évaluer les progrès accomplis avant la 109^e session de la Conférence internationale du Travail. **Tout en prenant bonne note du contexte de la pandémie actuelle de la COVID 19, la commission veut croire que la mission de contacts directs demandée par la Commission de la Conférence pourra être réalisée dès que la situation le permettra et, si possible, avant la prochaine session de la Conférence internationale du Travail.**

Droits syndicaux et libertés publiques. Dans son précédent commentaire, la commission avait demandé au gouvernement de répondre en détail aux allégations du FTUC dénonçant des manœuvres persistantes de harcèlement et d'intimidation de syndicalistes, en particulier à l'égard de son secrétaire national, Felix Anthony. La commission prend note de la déclaration générale du gouvernement selon laquelle M. Anthony a pu organiser et mener des activités syndicales sans aucune ingérence du gouvernement et que l'arrestation, la perquisition et la détention de personnes précédemment dénoncées par la CSI et le FTUC n'avaient pas pour objectif de harceler ni d'intimider les syndicalistes mais de permettre au commissaire de police de mener une enquête sur des violations présumées des lois applicables. Le gouvernement affirme également que le commissaire de police et le bureau du Procureur général sont tous deux indépendants et que ni les entités ni leurs décisions ne sont soumises à la direction ou au contrôle du gouvernement. La commission prend toutefois note des allégations faites en 2020 par la CSI selon lesquelles M. Anthony fait actuellement l'objet, en vertu de la loi sur l'ordre public de 1969, d'un chef d'accusation d'actes malveillants en rapport avec ses activités syndicales à la suite de la résiliation massive de 2 000 contrats de travail par l'Autorité des eaux des Fidji en avril 2019, qui a entraîné des protestations et l'arrestation de syndicalistes et de membres de syndicats, dont M. Anthony. La CSI allègue que M. Anthony devrait comparaître devant le tribunal le 1^{er} septembre 2020 et que s'il était reconnu coupable, il pourrait se voir infliger une amende allant jusqu'à 2 500 dollars américains ou être emprisonné pour une durée maximale de trois ans. La commission prend note de la réponse du gouvernement selon laquelle l'arrestation de M. Anthony et les poursuites pénales ultérieures à son encontre ne constituent pas une attaque ciblée mais une affaire de nature pénale et selon laquelle le tribunal se prononcera sur les accusations et les sanctions pénales imposées, le cas échéant. La commission note en outre avec **préoccupation** les allégations de la CSI et du FTUC selon lesquelles la police continuerait de commettre des actes d'intimidation, des arrestations, des détentions et des interrogatoires, et d'engager des poursuites pénales contre des syndicalistes, ainsi que de confisquer des biens personnels et appartenant aux syndicats de manière prolongée, et de disperser violemment des rassemblements entre avril et juin 2019. **Rappelant l'interdépendance entre les libertés publiques et les droits syndicaux, et soulignant le fait qu'un mouvement syndical réellement libre et indépendant ne peut se développer que dans le respect des droits humains fondamentaux et que l'exercice de la liberté syndicale n'est pas possible dans un climat de violence, de pressions, de craintes et de menaces à l'égard des responsables et des membres de ces organisations, la commission prie le gouvernement de faire de sérieux efforts pour veiller à ce que les entités de l'État et leurs fonctionnaires s'abstiennent de se livrer à des pratiques antisyndicales, notamment à des arrestations, détentions, à de la violence, à l'intimidation, au harcèlement et à l'ingérence dans les activités syndicales, afin de contribuer à un environnement favorable au plein exercice des droits syndicaux. La commission prie le gouvernement d'envisager d'émettre des directives à la police et aux forces armées à cet égard, et de dispenser une formation pour veiller à ce que toutes mesures prises pendant les manifestations respectent les libertés civiles fondamentales et les droits fondamentaux des travailleurs et des employeurs. En outre, la commission s'attend fermement à ce que toute accusation portée contre M. Anthony en rapport avec l'exercice de ses activités syndicales soit immédiatement abandonnée.**

Nomination des membres et fonctionnement du Conseil consultatif sur les relations de travail chargé d'examiner la législation du travail. Dans ses précédents commentaires, ayant pris note des préoccupations du FTUC selon lesquelles le gouvernement a systématiquement démantelé le tripartisme en supprimant ou en remplaçant la représentation tripartite dans un certain nombre d'organes par ses propres représentants, la commission avait demandé au gouvernement de communiquer des

informations détaillées sur la manière dont les membres de ces organes sont désignés dans ces instances et sur la qualité représentative des organisations qui apparaissent dans ces instances. La commission prend note de la réponse détaillée communiquée par le gouvernement au sujet de la nomination des membres de l'ERAB, de la Caisse nationale de prévoyance des Fidji, de l'Université nationale des Fidji, du Conseil des salaires et de Air Terminal Service (Fiji) Limited. La commission note également que le gouvernement a précisé que, outre l'ERAB, le Conseil consultatif national de la santé et de la sécurité au travail (NOHSAB) et le Conseil du centre national de placement (NECB) sont également de composition tripartite. Le gouvernement indique également qu'en ce qui concerne l'ERAB: i) le ministre de l'Emploi est l'autorité habilitée, et les représentants des travailleurs et des employeurs sont nommés parmi les personnes désignées par les organisations de travailleurs et d'employeurs; ii) la nomination des membres s'effectue dans le cadre d'un processus de consultation permettant une représentation élargie des travailleurs de différentes organisations; iii) il n'y a pas d'ingérence du gouvernement dans la désignation des représentants des partenaires sociaux; et iv) le mandat des membres de l'ERAB ayant pris fin en octobre 2019, les partenaires sociaux ont été invités à soumettre des candidats, et la Fédération du commerce et des employeurs des Fidji (FCEF) et le FTUC l'ont déjà fait fin octobre 2019. La commission constate néanmoins que, selon le FTUC, rien n'indique à quel moment la nomination des membres de l'ERAB aura lieu, malgré l'urgence de la situation, et que la CSI reste préoccupée par la manipulation gouvernementale des organes tripartites nationaux, réduisant ainsi la possibilité d'un véritable dialogue tripartite. **La commission veut croire que le gouvernement s'abstiendra de toute ingérence induite dans la nomination et la désignation des membres de l'ERAB et d'autres organes tripartites, et qu'il veillera à ce que les partenaires sociaux puissent librement désigner leurs représentants. La commission espère que la nomination des membres de l'ERAB interviendra sans délai de manière à permettre à ce mécanisme de se réunir de nouveau et régulièrement afin de poursuivre l'examen de la législation du travail et de traiter efficacement toutes les questions encore en suspens dans ce domaine.**

Progrès accomplis dans l'examen de la législation du travail, comme convenu dans le rapport conjoint de mise en œuvre (JIR). La commission avait précédemment noté avec regret l'absence apparente de progrès dans la révision de la législation du travail, comme convenu dans le JIR, et avait prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de mettre la législation en conformité avec la convention. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle plusieurs réunions ont eu lieu avec les partenaires tripartites et l'OIT, entre juin 2018 et août 2019, au cours desquelles il a été convenu qu'un certain nombre de questions relevant du JIR ont déjà été mises en œuvre et que les partenaires tripartites progressent correctement sur les questions en suspens concernant la révision de la législation du travail et la liste des services et industries essentiels malgré le boycott du FTUC et son retrait du dialogue tripartite au sein de l'ERAB en juin 2018, février et août 2019. La commission note que, selon le FTUC, le fait que le gouvernement mentionne un boycott montre clairement que des problèmes persistent dans le processus de nomination des membres de l'ERAB et témoigne du manque d'engagement réel du gouvernement à respecter les délais précédemment convenus qui avaient conduit au boycott. La commission prend note des résolutions adoptées lors de la 48^e conférence biennale des délégués du FTUC, communiquées par le gouvernement dans son rapport supplémentaire: i) le FTUC maintient sa position sur le boycott de la participation à tout forum tripartite jusqu'à ce que soit reconnu son rôle d'acteur important avec un engagement de bonne foi; et ii) le FTUC exprime sa préoccupation quant au fait que le gouvernement ne respecte pas son engagement à ouvrir un véritable dialogue social et à prendre toute mesure positive pour réviser la législation du travail, et il dénonce la manière dont le ministère de l'Emploi, de la Productivité et des Relations industrielles a géré le processus de révision. La commission observe en outre que la CSI demande au gouvernement de revenir à la table des négociations avec les partenaires sociaux afin de mettre pleinement en œuvre le JIR et d'accorder des garanties aux participants au dialogue. Enfin, la commission se félicite que le gouvernement indique dans son rapport supplémentaire qu'un plan d'action détaillé assorti d'un calendrier a été élaboré avec le bureau de pays de l'OIT en septembre 2020 pour donner des orientations aux partenaires tripartites, et que le plan d'action énumère les questions à traiter afin de mettre en œuvre les recommandations des mécanismes de contrôle de l'OIT, notamment la reconvoque de l'ERAB, la matrice ERA, la réforme de la liste des services essentiels, la formation et la sensibilisation de la police aux libertés civiles et à la liberté d'association, ainsi que l'organisation de la mission de contacts directs. **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'ERAB reprenne ses travaux et poursuive l'examen de la législation du travail, comme convenu dans le JIR et le Plan d'action de septembre 2020, en vue de la mettre rapidement en conformité avec la convention, en tenant compte des commentaires de la commission mentionnés ci-après.**

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs de constituer des organisations de leur choix et de s'y affilier. La commission avait précédemment noté que les questions suivantes étaient toujours en suspens après l'adoption de la loi (modifiée) sur les relations d'emploi de 2016: déni du droit des gardiens de prison de se syndiquer (art. 3(2)) et pouvoir discrétionnaire excessif conféré au Greffier des syndicats

de déterminer si un syndicat satisfait aux conditions d'enregistrement établies par l'ERP (promulgation de 2007 sur les relations d'emploi) (ci-après ERA, art. 125(1)(a) tel que modifié). La commission note, d'une part, l'indication du gouvernement selon laquelle les partenaires tripartites se sont réunis en août 2019 pour débattre des amendements proposés et de toutes les clauses de la matrice de l'ERA, mais constate, d'autre part, que la CSI et le FTUC affirment qu'aucun progrès n'a été réalisé depuis lors et que la matrice approuvée par les partenaires tripartites est toujours en instance devant le bureau du Procureur général. ***En l'absence de progrès substantiels à cet égard, la commission prie instamment le gouvernement d'achever le processus d'examen sur la base de la matrice tripartite afin que les amendements nécessaires pour mettre la législation en pleine conformité avec la convention puissent être rapidement soumis au Parlement pour adoption.***

Article 3. Droit des organisations d'élire librement leurs représentants, d'organiser leurs activités et de formuler leurs programmes d'action. La commission avait précédemment noté que, conformément à l'article 185 de l'ERA, tel que modifié en 2015, la liste des secteurs d'activité considérés comme services essentiels incluait les suivants: i) les services énumérés à l'annexe 7 de l'ERP; ii) les industries nationales essentielles en vertu de l'ancien décret de 2011 sur les industries nationales essentielles (emploi) (ENID) (industrie financière, industrie des télécommunications, industrie de l'aviation civile et industrie des services publics) et les entreprises désignées correspondantes; et iii) le gouvernement, les autorités réglementaires, les autorités locales et les entreprises commerciales publiques (suite à l'adoption de la loi sur les entreprises publiques de 2019, appelées désormais entreprises publiques – une entité contrôlée par l'État et figurant à l'annexe 1 de la loi ou désignée comme telle par le ministre).

La commission se félicite de l'indication du gouvernement selon laquelle, comme convenu dans le JIR et avec l'assistance technique du Bureau, un atelier s'est tenu les 16 et 17 octobre 2019 avec la participation des partenaires tripartites afin d'examiner, évaluer et déterminer la liste des services et industries essentiels. La commission se félicite également du fait que, à l'issue de l'atelier, les parties tripartites sont convenues d'un plan d'action assorti d'un calendrier précis pour revoir la liste existante des services essentiels au sein de l'ERAB et engager des discussions en vue de restreindre les limitations au droit de grève aux services essentiels au sens strict du terme et aux fonctionnaires exerçant leur autorité au nom de l'État. Le gouvernement informe qu'il a reçu des propositions d'amendement des représentants des travailleurs et des employeurs et qu'il les examine actuellement. La commission note toutefois les préoccupations exprimées par le FTUC selon lesquelles, en raison de l'absence du ministre à l'atelier, toutes les décisions ont dû être envoyées au Bureau du Procureur général et que l'on continue de faire fi des délais sans aucune justification du retard en ce qui concerne la convocation des réunions pour finaliser la liste des industries nationales essentielles et la matrice de l'ERA.

La commission tient à réaffirmer que si certaines industries essentielles sont définies conformément à la convention, à savoir celles qui figuraient initialement à l'annexe 7 de l'ERP, d'autres industries dont la grève peut désormais être interdite en raison de l'inclusion de l'ENID dans l'ERA ne relèvent pas de la définition des services essentiels au sens strict du terme, notamment: les autorités gouvernementales réglementaires; les autorités locales, urbaines, municipales ou rurales; les travailleurs occupant des postes de direction; le secteur financier; les services de radio, de télévision et de radiodiffusion; l'industrie de l'aviation civile et les services aéroportuaires (sauf le contrôle de la circulation aérienne); les services publics en général; l'industrie du pin, de l'acajou et du bois, les secteurs métallurgique et minier, les services postaux et les entreprises publiques en général. La commission tient également à souligner que les dispositions qui interdisent le droit de grève en raison du risque d'atteinte à l'ordre public ou de conséquences économiques ne sont pas compatibles avec les principes liés au droit de grève. La commission rappelle toutefois que pour les services qui ne sont pas considérés comme essentiels au sens strict du terme mais pour lesquels des grèves d'une certaine ampleur et d'une certaine durée pourraient provoquer une crise aiguë menaçant les conditions normales d'existence de la population ou dans les services publics d'importance fondamentale où il est important de répondre aux besoins fondamentaux des usagers, un service minimum négocié comme alternative possible à une interdiction totale des actions collectives par arbitrage obligatoire imposé pourrait être approprié. Le droit de grève peut également être limité pour les fonctionnaires, mais uniquement pour ceux qui exercent une autorité au nom de l'État. ***Compte tenu de l'étendue des services pour lesquels le droit des travailleurs à l'action collective peut être interdit, comme indiqué ci-dessus, la commission prie instamment le gouvernement de s'engager sérieusement et sans délai avec les partenaires sociaux pour revoir la liste des services essentiels, comme convenu dans le JIR et les plans d'action d'octobre 2019 et de septembre 2020, afin de limiter les restrictions au droit de grève aux services essentiels au sens strict et aux fonctionnaires exerçant une autorité au nom de l'État. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés à cet égard.***

En outre, depuis plusieurs années, la commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour revoir un nombre important de dispositions de l'ERA. En l'absence de tout progrès réalisé à cet égard,

la commission rappelle que les questions suivantes sont toujours en suspens: obligation faite aux dirigeants syndicaux d'être des salariés de la branche d'activité du secteur ou de la profession correspondante depuis au moins trois mois (art. 127(a) tel que modifié); interdiction faite aux étrangers de siéger dans les instances dirigeantes d'un syndicat (art. 127(d)); ingérence dans les règlements intérieurs des syndicats (art. 184); pouvoirs excessifs conférés au Greffe des syndicats d'inspecter à tout moment la comptabilité de ces organisations (art. 128(3)); dispositions qui peuvent entraver les actions revendicatives (art. 175(3)(b) et 180); arbitrage obligatoire (art. 169 et 170, art. 181(c) tel qu'amendé, et le nouvel art. 191BS (anciennement 191(1)(c)); peines d'emprisonnement prévues contre ceux qui organisent une grève illégale mais pacifique (art. 250 et 256(a)); dispositions susceptibles de faire obstacle à des actions collectives (art. 191BN); peines d'emprisonnement en cas d'organisation d'une grève pacifique (illégale voire légale) dans des services qualifiés d'essentiels (art. 191BQ(1), 256(a), 179 et 191BM); pouvoir discrétionnaire excessivement vaste octroyé au ministre pour la nomination et la destitution de la Cour d'arbitrage ainsi que la nomination de médiateurs, remettant en question l'impartialité des organes de règlement des différends (art. 191D, 191E, 191G et 191Y); et arbitrage obligatoire dans les services qualifiés d'essentiels (art. 191Q, 191R, 191S, 191T et 191AA). À cet égard, la commission note, au vu des résolutions adoptées lors de la 48^e conférence biennale des délégués du FTUC, communiquées par le gouvernement dans son rapport supplémentaire, les préoccupations exprimées par le FTUC concernant l'inefficacité du tribunal d'arbitrage et des tribunaux du travail, ainsi que la nécessité d'améliorer le système actuel de règlement des différends afin d'éponger les retards considérables dans la résolution des litiges. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réviser les dispositions susmentionnées de l'ERA, conformément à l'accord conclu dans le JIR et en consultation avec les organisations nationales de travailleurs et d'employeurs, en vue de les modifier, afin de mettre la législation en pleine conformité avec la convention.**

Décret (modificatif) sur l'ordre public (POAD). En ce qui concerne ses précédents commentaires concernant l'application pratique du POAD, la commission note que le gouvernement réitère simplement que le POAD facilite le maintien de l'ordre public et que l'autorisation préalable est nécessaire pour assurer l'exercice des fonctions administratives et la mise à disposition d'agents de la force publique pour maintenir l'ordre. Tout en notant que le gouvernement fait état de deux cas, en octobre 2017 et janvier 2018, dans lesquels le FTUC a obtenu l'autorisation de défilé, la commission note que, selon le FTUC, ses récentes demandes de défilé de mai, août et novembre 2019 ont toutes été refusées. La CSI et le FTUC dénoncent le fait que l'autorisation des réunions syndicales et des rassemblements publics continue d'être arbitrairement refusée et que l'article 8 du POAD est de plus en plus invoqué pour s'ingérer dans les réunions et assemblées syndicales, les empêcher ou les entraver. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre l'article 8 du POAD en conformité avec la convention, en abrogeant ou en modifiant complètement cette disposition afin de garantir que le droit de réunion puisse être exercé librement.**

Décret sur les partis politiques. La commission avait précédemment noté que, en vertu de l'article 14 du décret de 2013 sur les partis politiques, il est interdit aux personnes exerçant des fonctions dans une organisation d'employeurs ou de travailleurs d'être membres ou d'exercer une fonction dans un parti politique ou d'avoir une activité politique, y compris par le seul fait d'exprimer un soutien politique ou une opposition à un parti politique; et que les articles 113(2) et 115(1) du décret électoral interdisent à tout fonctionnaire de mener des activités de campagne ainsi qu'à toute personne, entité ou organisation bénéficiaires d'un financement ou d'une assistance d'un gouvernement étranger, d'une organisation intergouvernementale ou non gouvernementale de s'engager dans, participer à ou conduire une campagne (y compris d'organiser des débats, des forums publics, des réunions, des interviews, des décisions ou de publier des documents) en rapport avec les élections. Dans ses précédents commentaires, la commission avait en outre noté que le décret relatif aux partis politiques était indûment restrictif en ce qu'il interdisait l'appartenance à un parti politique ou toute manifestation de soutien ou d'opposition politique de la part des responsables d'organisations d'employeurs ou de travailleurs, et elle avait prié le gouvernement de prendre à nouveau des mesures pour modifier les dispositions ci-dessus, en consultation avec les organisations nationales représentatives des travailleurs et des employeurs. **Notant que le gouvernement ne communique aucune nouvelle information et notant les préoccupations de la CSI concernant les effets restrictifs du décret relatif aux partis politiques sur les activités syndicales légitimes, la commission réitère sa demande à cet égard.**

Article 4. Dissolution et suspension des organisations par l'autorité administrative. La commission prend note des allégations de la CSI selon lesquelles, en février 2020, le gouvernement a suspendu cinq syndicats pour défaut de présentation de leurs rapports annuels vérifiés et a indiqué que ces syndicats risquaient des sanctions et la radiation de leur enregistrement s'ils continuaient à ne pas respecter la législation (le syndicat des employés de Hot Bread Kitchen, l'association des travailleurs maritimes des Fidji, le syndicat national des travailleurs *I-taukei* de Viti, l'association du groupe des travailleurs et charpentiers salariés de BPSS Co Limited et le syndicat des travailleurs du conseil fiduciaire des terres *I-*

taukei). Selon la CSI, ces mesures arbitraires représentent une tentative évidente d'éliminer les syndicats indépendants et la législation ne fournit pas de garanties suffisantes pour que les syndicats puissent fonctionner sans ingérence indue des autorités, comme le démontre l'article 128(3) de l'ERA, qui donne au greffier le pouvoir excessif de demander à tout moment au trésorier des comptes détaillés et certifiés. La commission note que le gouvernement réfute cette allégation comme étant sans fondement et fausse et affirme que toute suspension de l'activité syndicale se fait conformément à l'article 133(2) de l'ERA. En ce qui concerne les syndicats mentionnés, le gouvernement déclare que: i) en juin 2019, le greffier a adressé des avis à 11 syndicats pour défaut de soumission de leur déclaration annuelle au titre de l'article 129 de l'ERA; en août 2019, le greffier a adressé un rappel; et en septembre 2019, sept syndicats, qui n'avaient pas rectifié leur manquement, ont reçu un avis de suspension; ii) l'avis de suspension donnait aux syndicats deux mois pour justifier la raison pour laquelle leur enregistrement ne devait pas être suspendu; iii) malgré l'avis, quatre syndicats n'ont pas rectifié leur infraction et, en juin 2020, le greffier a publié un avis de suspension concernant les quatre syndicats; et iv) les syndicats ont de nouveau eu deux mois pour rectifier leur infraction et le greffier n'a annulé que l'enregistrement des syndicats qui n'avaient pas répondu à l'avis, tandis que les trois autres syndicats suspendus ont pu soumettre leur rapport annuel. Le gouvernement ajoute qu'il y a actuellement 46 syndicats actifs aux Fidji, qui mènent librement leurs activités et que le greffier n'a pas le pouvoir de leur dicter comment opérer ou fonctionner en vertu de leur constitution, ce qui garantit aux syndicats une liberté absolue de gérer leurs affaires. La commission prend bonne note des mesures prises par le Greffier avant de suspendre ou d'annuler l'enregistrement des syndicats susmentionnés et rappelle qu'en vertu de l'article 139 de l'ERA, un syndicat peut faire appel d'une décision de suspension ou d'annulation d'enregistrement auprès du tribunal compétent. **Rappelant en outre toutefois que la dissolution et la suspension des organisations syndicales constituent des formes extrêmes d'ingérence et devraient être réservées aux violations graves de la loi après avoir épuisé d'autres possibilités ayant des effets moins graves pour les organisations, et notant les allégations de la CSI selon lesquelles ces mesures constituent une tentative d'éliminer les syndicats indépendants, la commission prie le gouvernement d'envisager, en consultation avec les organisations les plus représentatives, l'adoption toute mesure appropriée pour garantir que les procédures de suspension ou d'annulation de l'enregistrement des syndicats sont, tant en droit qu'en pratique, pleinement conformes aux garanties énoncées dans la convention.**

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1974)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année (voir *article 4* ci-après), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2019, et du Congrès des syndicats des Fidji (FTUC) reçues le 23 août 2018, les 23 mai et 13 novembre 2019, dénonçant des licenciements massifs de travailleurs, dont des membres du Syndicat national des travailleurs (NUW), des restrictions à la négociation collective, en particulier dans le secteur public et les services essentiels, et l'absence de progrès de la réforme législative. La commission prend note de la réponse du gouvernement à ces observations. Dans son précédent commentaire, la commission avait également demandé au gouvernement de communiquer sa réponse aux observations de 2016 de l'Internationale de l'éducation et de l'Union des enseignants de Fidji (FTU) concernant le manque de concertation au sujet des salaires et des conditions d'emploi des enseignants. La commission note, d'après la réponse du gouvernement, qu'il a régulièrement rencontré les représentants de la FTU et de l'Association des enseignants de Fidji (FTA) au sujet des conditions d'emploi, notamment en novembre 2018 et février 2019.

Article 1 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale. Se référant au conflit de longue date dans l'exploitation minière Vatukoula (refus de reconnaître un syndicat et licenciement de grévistes, il y a plus de vingt ans), la commission rappelle que, dans ses précédents commentaires, elle avait pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle le Fonds fiduciaire d'assistance sociale de Vatukoula (VSATF) avait été créé afin de fournir à quelque 800 personnes des allocations et diverses aides pour la reconversion des mineurs licenciés, la création de micro et petites entreprises, et l'éducation des personnes à charge. La commission avait noté qu'une procédure de médiation avait été conduite et avait demandé au gouvernement de communiquer des informations détaillées sur les mesures prises pour indemniser les personnes concernées, ainsi que dans le cadre du VSATF. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, suite à la procédure de médiation et gardant à l'esprit qu'il n'a aucune obligation légale d'indemniser les travailleurs concernés, il envisage d'effectuer des versements à titre gracieux à ces travailleurs afin de régler les conflits, mais qu'il

devra obtenir préalablement l'approbation du Cabinet. La commission observe néanmoins que le gouvernement ne communique aucune information détaillée sur les résultats réels de la médiation ou sur l'utilisation du VSATF. **Rappelant que ce conflit de longue date a causé de grandes difficultés aux travailleurs licenciés, la commission s'attend à ce qu'il soit définitivement et équitablement résolu grâce à un processus de règlement mutuellement satisfaisant. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur l'issue de la procédure de médiation et sur les mesures de suivi prises pour indemniser les personnes concernées, notamment dans le cadre du VSATF. Elle invite également le Syndicat des travailleurs des mines de Fidji (FMWU) à communiquer des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Dans son précédent commentaire, la commission avait accueilli favorablement l'abrogation du décret de 2011 sur les industries nationales et essentielles (ENID) par l'adoption de la loi n° 10 de 2015 (modificative) sur les relations de travail et le retrait du concept d'unités de négociation de la promulgation de 2007 des relations d'emploi (ci-après la loi sur les relations de travail, ERA) par la loi de 2016 sur les relations de travail (modificative). La commission avait néanmoins noté avec regret que l'abrogation par l'ENID des conventions collectives en vigueur, qui a été considérée comme contraire à l'article 4, n'avait pas fait l'objet d'un réexamen et avait prié le gouvernement d'engager des consultations avec les organisations nationales représentatives des travailleurs et des employeurs, en vue de rechercher une solution mutuellement satisfaisante à cet égard. La commission note que le gouvernement indique qu'il a mis en place les conditions nécessaires prévues par l'article 149 de l'ERA pour que les syndicats et les organisations d'employeurs entretiennent des relations de bonne foi. Le gouvernement indique également qu'entre 2016 et 2018 des négociations fructueuses ont eu lieu entre les employeurs et les travailleurs et que celles-ci ont abouti à la signature de 63 conventions collectives et à 59 amendements aux conventions collectives, et qu'entre août 2019 et septembre 2020, le ministère de l'Emploi, de la Productivité et des Relations professionnelles a enregistré 20 conventions collectives et traité 46 plaintes déposées par des syndicats, notamment sur des allégations concernant le refus de procéder à des négociations ou de mettre en œuvre des conventions collectives et le licenciement abusif de représentants syndicaux. La commission observe néanmoins que, selon la FTUC: i) toutes ces négociations ont recommencé à zéro au lieu d'utiliser les conventions abrogées comme base de discussion; ii) les sujets qui peuvent être négociés au sein du secteur public local sont sérieusement limités; et iii) le gouvernement continue à refuser la négociation collective dans le secteur public. La FTUC dénonce également le fait que toutes les entités publiques, y compris celles qui emploient des enseignants, des infirmières et des fonctionnaires, insistent pour imposer des contrats individuels à durée déterminée sans aucune consultation avec les syndicats, de manière à affaiblir le droit de négociation collective et à réaliser les objectifs de l'ENID abrogé. **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures concrètes pour faciliter les négociations et promouvoir la négociation collective entre les travailleurs et les employeurs ou leurs organisations dans le secteur public, afin de créer un environnement favorable à la conclusion de conventions collectives pour remplacer celles abrogées par l'ENID. Elle prie également le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur le nombre de conventions collectives conclues en vigueur, les secteurs concernés, le nombre de travailleurs couverts par ces conventions et toutes mesures supplémentaires prises pour promouvoir le développement et l'utilisation les plus larges de la négociation collective, conformément à la convention.**

Arbitrage obligatoire. Dans son précédent commentaire, la commission avait noté que les articles 191Q(3), 191(R), 191(S) et 191AA(b) et (c) de l'ERA, telle qu'amendée en 2015, autorisaient la conciliation ou l'arbitrage obligatoire, et elle avait demandé au gouvernement de prendre des mesures pour revoir les dispositions susmentionnées en vue de les modifier, afin de mettre la législation en conformité avec la convention. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle le ministre de l'Emploi, de la Productivité et des Relations professionnelles n'a recours à l'arbitrage obligatoire que s'il estime que le différend peut être réglé par voie de conciliation, et note qu'un de ces différends a été réglé par voie de conciliation obligatoire en 2018. Le gouvernement indique que le Conseil consultatif des relations de travail (ERAB) examinera les lois pertinentes et envisagera toute modification appropriée. La commission rappelle que l'arbitrage obligatoire est contraire au caractère volontaire de la négociation collective et qu'il n'est acceptable que pour les fonctionnaires commis à l'administration de l'État (article 6 de la convention), dans les services essentiels au sens strict du terme ou dans les situations de crises nationales aiguës. **La commission s'attend à ce que les dispositions susmentionnées de l'ERA soient réexaminées dans le cadre de l'ERAB, conformément à l'accord conclu dans le cadre de JIR et en consultation avec les organisations nationales représentatives des travailleurs et des employeurs, en vue de les modifier pour mettre la législation en pleine conformité avec la convention.**

Gambie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2000)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Droits syndicaux et libertés publiques. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de faire ses commentaires sur les observations de la Confédération syndicale internationale reçues le 1^{er} septembre 2017 alléguant l'arrestation arbitraire de plusieurs dirigeants syndicaux de l'Association pour le contrôle des transports nationaux de Gambie (GNTCA), la mort, pendant sa détention, d'un de ces dirigeants, M. Sheriff Diba, et enfin l'interdiction faite à la GNTCA de poursuivre ses activités. La commission avait regretté que le gouvernement n'eût donné aucune information concrète, tant sur les faits allégués, particulièrement graves, que sur les investigations menées à leur sujet, et qu'il se bornât à déclarer que la procédure engagée contre les dirigeants de cette association devant la Haute Cour de Gambie avait été stoppée et que les charges qui pesaient contre les parties avaient été abandonnées. La commission avait réitéré l'importance de mettre tout en œuvre pour que les faits allégués, qui constituent des violations graves des droits syndicaux, fassent l'objet d'investigations en vue de déterminer les responsabilités et de punir les auteurs. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la Commission vérité, réconciliation et réparations, un organe indépendant chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises par l'ancien régime de juillet 1994 à janvier 1997, pourrait mener une enquête sur les faits entourant la mort de M. Diba. Il précise également que, la Haute Cour de Gambie s'étant dessaisie de l'affaire, il revient à la GNTCA de relancer la procédure d'examen du cas auprès des autorités. **La commission exprime son ferme espoir que la Commission vérité, réconciliation et réparations mènera dans les plus brefs délais une enquête en bonne et due forme sur la mort de M. Diba, ainsi que sur les allégations d'arrestation arbitraire de plusieurs dirigeants syndicaux de la GNTCA, et prie le gouvernement de fournir des informations actualisées à cet égard. La commission le prie également de s'assurer que la GNTCA est informée des procédures nécessaires pour obtenir une révision de son cas et de transmettre à la commission copie de la décision de la Haute Cour de Gambie.**

Article 2 de la convention. Droit des employeurs et des travailleurs de constituer, sans autorisation préalable, des organisations de leur choix et de s'affilier à de telles organisations. Fonctionnaires, gardiens de prison et travailleurs domestiques. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que la loi sur le travail de 2007 excluait de son champ d'application les fonctionnaires, les gardiens de prison et les travailleurs domestiques (art. 3(2)(a), (c) et (d), respectivement). Elle avait également noté que le gouvernement indiquait qu'un processus de révision de la loi sur le travail avait été engagé en vue de permettre à ces catégories de travailleurs de jouir des droits établis par la convention. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle ladite révision est toujours en cours; les fonctionnaires et les gardiens de prison sont couverts par des dispositions législatives et réglementaires distinctes; et de nouvelles dispositions pourraient s'appliquer aux travailleurs domestiques. **Rappelant la nécessité de prendre toute mesure nécessaire pour que les fonctionnaires, les travailleurs domestiques et les gardiens de prison jouissent du droit de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard, y compris toute révision de la loi sur le travail en vue d'étendre ce droit aux trois catégories, et d'indiquer les dispositions d'autres législations qui veillent à ce que chacune des trois catégories jouisse de ce droit.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 2000)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Champ d'application de la Convention. Fonctionnaires non commis à l'administration de l'État, agents pénitentiaires et travailleurs domestiques. Depuis plusieurs années, la commission prie le gouvernement d'indiquer si les employés exclus en vertu de l'article 3(2) de la loi sur le travail (agents pénitentiaires, travailleurs domestiques et fonctionnaires non commis à l'administration de l'État) bénéficient du droit à

la négociation collective ainsi que d'une protection adéquate contre les actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales. La commission rappelle que le gouvernement a précédemment indiqué que si les salariés exclus en vertu de l'article 3(2) de la loi de 2007 sur le travail ne jouissent pas du droit de négociation collective, ils bénéficient des mêmes droits en vertu de l'ordonnance générale (OG), du règlement de la Commission de la fonction publique et des conditions de service des soldats et officiers des forces armées. Le gouvernement a également indiqué qu'il s'apprêtait à présenter un nouveau projet de loi sur les syndicats (2019) dans lequel l'exclusion de ces catégories de travailleurs pourrait être réexaminée pour tenir compte des *articles 1 et 2* de la convention. La commission note que le gouvernement n'a pas fourni d'information sur tous faits nouveaux concernant l'adoption du projet de loi sur les syndicats. **Rappelant que, conformément aux articles 5 et 6, seuls les membres des forces armées et de la police, ainsi que les fonctionnaires commis à l'administration de l'État, peuvent être exclus des garanties prévues par la convention, la commission prie le gouvernement de fournir des informations concernant l'adoption du projet de loi sur les syndicats et s'attend fermement à ce que les droits conférés par la convention seront garantis aux agents pénitentiaires, aux travailleurs domestiques et aux fonctionnaires non commis à l'administration de l'État, notamment une protection adéquate contre les actes de discrimination et d'ingérence antisyndicales.**

Article 4. Mesures visant à encourager et à promouvoir l'élaboration et l'utilisation complètes de mécanismes de négociation volontaire entre les employeurs ou leurs organisations et les organisations de travailleurs. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, conformément à l'article 130 de la loi sur le travail, pour être reconnu comme agent négociateur exclusif, un syndicat doit représenter une certaine proportion de salariés engagés dans le cadre d'un contrat de travail (30 pour cent dans le cas d'un syndicat unique et au moins 45 pour cent si l'établissement concerné occupe au moins 100 personnes; dans ce cas, l'agent de négociation peut être composé de deux syndicats ou plus). La commission a rappelé que si aucun syndicat d'une unité de négociation spécifique n'atteint le seuil de représentativité requis pour pouvoir négocier au nom de tous les travailleurs, les syndicats minoritaires devraient pouvoir négocier, conjointement ou séparément, au moins au nom de leurs propres membres. La commission a en outre noté que l'article 131 de la loi prévoit qu'un employeur peut, s'il le souhaite, organiser un vote à bulletins secrets pour déterminer un agent négociateur unique, et elle a rappelé que la détermination de la représentativité des organisations appelées à négocier devrait s'effectuer selon une procédure présentant toutes les garanties d'impartialité par un organe indépendant ayant la confiance des parties (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 228). Sur ce fondement, la commission a souligné dans ses précédents commentaires que l'organisation d'un scrutin pour déterminer la représentativité devrait être effectuée par les autorités ou une partie indépendante sur demande présentée par un syndicat. La commission a donc demandé au gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau concernant la mise en conformité de la législation avec la convention. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la révision de la loi sur le travail est toujours en cours et que cette question sera soumise à l'examen des parties prenantes pour être intégrée dans le nouveau projet de loi. **Se félicitant de l'indication du gouvernement, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Promotion de la négociation collective dans la pratique. **Tout en prenant note des informations fournies par le gouvernement sur deux conventions collectives d'entreprise conclues dans le secteur privé en 2014 et 2017, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour promouvoir la négociation collective dans tous les secteurs couverts par la convention, ainsi que des informations sur le nombre de conventions collectives conclues et en vigueur dans le pays, les secteurs concernés et le nombre de travailleurs couverts par ces conventions collectives.**

Guatemala

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1952)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2019 et le 16 septembre 2020. La commission prend note également des observations conjointes du Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et des Syndicats globaux du Guatemala, reçues le 16 octobre 2020. La commission note les réponses du gouvernement à ces observations qui portent sur des questions examinées dans le présent commentaire, ainsi que sur des allégations de violation de la convention dans la pratique.

La commission prend également note des observations du Comité de coordination des associations de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et de la finance (CACIF), présentées avec l'appui de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et reçues le 1^{er} septembre 2019, qui portent aussi sur des questions examinées par la commission dans le présent commentaire.

Pandémie de COVID-19 et application de la convention. La commission prend note des allégations du Mouvement syndical et populaire autonome guatémaltèque et des Global Unions au Guatemala selon lesquelles: i) à cause de l'interdiction des réunions publiques dans le cadre de l'état d'urgence, plusieurs organisations syndicales se sont retrouvées sans direction, le mandat de leur comité directeur étant arrivé à échéance; ii) compte tenu de ce qui précède, elles ont demandé à plusieurs reprises au ministère du Travail de publier une décision ministérielle prolongeant jusqu'à la fin de la crise le mandat des comités directeurs qui avaient expiré; iii) face à l'inaction des autorités, les centrales syndicales ont envoyé un projet de décision ministérielle au ministère du Travail et ont proposé de demander l'assistance du Bureau; iv) à la levée de l'état d'urgence, le 1^{er} octobre 2020, lorsqu'il a à nouveau été possible de se réunir, elles ont demandé que le ministre du Travail fournisse des orientations aux organisations sans direction, mais n'ont obtenu aucune réponse; et v) le vide juridique créé par l'inaction des autorités a laissé les travailleurs et leurs organisations sans défense, surtout dans un contexte où surviennent de nombreux actes antisyndicaux. ***Soulignant que les mesures de distanciation consécutives à la pandémie ne doivent pas affecter la capacité des syndicats à représenter leurs membres et constatant que le gouvernement n'évoque pas cette question dans ses commentaires sur les observations des centrales syndicales nationales, la commission prie le gouvernement d'engager dès que possible un dialogue avec les syndicats concernés afin de résoudre les difficultés soulevées. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.***

Suivi de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 334^e session relative à la clôture de la procédure de plainte ouverte au titre de l'article 26 de la Constitution de l'OIT alléguant l'inexécution de la convention

La commission prend note des discussions qui ont eu lieu lors de la 340^e session du Conseil d'administration (octobre-novembre 2020) concernant les nouvelles mesures prises aux fins de la mise en œuvre complète et durable de la feuille de route adoptée en 2013, dans le cadre du suivi de la plainte présentée en 2012 en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT alléguant l'inexécution de la convention.

La commission note que le Conseil d'administration: i) a accueilli avec satisfaction le programme de coopération technique du BIT «Renforcement de la Commission nationale tripartite des relations professionnelles et de la liberté syndicale au Guatemala aux fins de l'application effective des normes internationales du travail» et a appelé au financement de sa mise en œuvre; et ii) a demandé au Bureau de lui rendre compte de la mise en œuvre du projet chaque année à sa session d'octobre-novembre, pendant les trois ans que durera le programme.

Droits syndicaux et libertés publiques

La commission constate avec **regret** que depuis 2005 elle est saisie, comme le Comité de la liberté syndicale, d'allégations afférentes à de graves actes de violence, y compris de nombreux meurtres, commis contre des dirigeants syndicaux et des syndicalistes, allégations qui ont également trait à l'impunité entourant ces actes. À cet égard, la commission prend note: i) des informations communiquées par le gouvernement dans ses rapports de 2019 et 2020 sur l'application de la convention; et ii) des éléments contenus dans les rapports que le gouvernement, d'une part, et le Mouvement populaire autonome et syndical guatémaltèque et les Global Unions au Guatemala, de l'autre, ont présentés au Conseil d'administration en septembre 2019. La commission note en outre que le gouvernement a joint à son rapport supplémentaire de 2020 le document préparé de manière tripartite par la Commission nationale tripartite des relations professionnelles et de la liberté syndicale (ci-après, la Commission nationale tripartite) et envoyé au Conseil d'administration en septembre 2020. Le document reprend la position de chacun des mandants nationaux tripartites sur l'état d'avancement de la feuille de route de 2013.

La commission note également que le Comité de la liberté syndicale a examiné, à sa session d'octobre 2019, le cas n° 2609 qui regroupe des plaintes dénonçant des actes de violence antisyndicale, dont 90 homicides de membres du mouvement syndical intervenus entre 2004 et 2018 (voir 391^e rapport, octobre 2019, cas n° 2609, paragraphes 270 à 302).

La commission note que le gouvernement fournit des informations sur les initiatives institutionnelles prises pour faire face au phénomène de la violence antisyndicale. Elle note que le gouvernement indique spécifiquement que: i) pour réduire les délais et rendre une justice prompte et efficace, le ministère public a créé en novembre 2019, le parquet spécialisé dans les infractions contre le personnel judiciaire et les syndicalistes; ii) cette structure compte une direction, une unité chargée des infractions contre le

personnel judiciaire et une autre chargée des infractions contre les syndicalistes, et dispose, pour l'exercice budgétaire 2020, de 4 918 412 quetzales (environ 618 500 dollars des É.-U.); iii) le ministère public a mis en place un système de gestion intégral des cas pour éviter tout retard dans le traitement des cas; iv) en février 2020, la Commission nationale tripartite a tenu une réunion avec la Procureure générale au cours de laquelle, s'appuyant sur les recommandations du Comité de la liberté syndicale, elle lui a demandé de mener sans délai des enquêtes sur 35 cas d'homicide; v) le 6 août 2020, le gouvernement et les partenaires sociaux ont approuvé le programme de coopération technique préparé par le Bureau, ainsi que les activités pour renforcer la réponse de l'État à la violence antisyndicale; et vi) le plan de travail de la Commission nationale tripartite pour la période 2020-2021 prévoit des réunions de haut niveau avec la Cour suprême de justice, le ministère public et le ministère de l'Intérieur sur les réponses à la violence antisyndicale. La commission note en outre que, lors de la discussion tenue à la 340^e session du Conseil d'administration, le gouvernement s'est référé à une déclaration conjointe du 22 octobre 2020 du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, du ministère de l'Intérieur et du ministère public sur la violence antisyndicale, dans laquelle les institutions susmentionnées s'engagent à: i) assurer rapidement une coordination interinstitutionnelle pour garantir les droits fondamentaux des dirigeants syndicaux et des syndicalistes; ii) chercher à accroître et à renforcer les capacités institutionnelles pour atteindre cet objectif; et iii) dynamiser les espaces de dialogue avec les représentants des défenseurs des droits du travail et avec la Commission nationale tripartite.

La commission prend également note des données actualisées que le gouvernement a fournies concernant les enquêtes sur 90 homicides de membres du mouvement syndical dont il ressort que: i) 24 décisions ont été prononcées (19 condamnations et 5 acquittements), et une mesure corrective a été prise; ii) deux affaires sont en cours de jugement oral et public; iii) sept mandats d'arrêt sont en cours; iv) les poursuites pénales engagées dans six affaires sont éteintes; et v) en 2020, des progrès ont été accomplis dans les procédures d'enquêtes concernant 13 homicides. Le gouvernement indique en outre que les enquêtes du ministère public sont actuellement soumises aux mesures de prévention adoptées pour faire face à la pandémie de COVID-19.

Par ailleurs, la commission note aussi que le gouvernement déclare que, entre le 1^{er} janvier 2019 et juillet 2020, 109 demandes tendant à la mise en place de mesures de sécurité pour des membres du mouvement syndical ont été reçues et indique à cet égard que: i) il a été décidé d'instaurer 86 mesures établissant un périmètre de sécurité pour une durée de six mois, trois mesures de sécurité personnelle pour la même durée, et 12 mesures consistant à mettre à disposition un numéro de téléphone compte tenu du faible niveau de risque déterminé; ii) huit demandes sont en cours de traitement; et iii) en tout, cinq membres du mouvement syndical bénéficient actuellement de mesures de sécurité personnelle, alors qu'ils étaient deux en 2019.

La commission note également que, dans sa contribution au document de la Commission nationale tripartite, le CACIF: i) fait référence à la difficulté croissante d'établir les faits à mesure que les années passent; ii) suggère de concentrer les efforts sur les affaires dans lesquelles il est possible d'établir la vérité et de condamner les responsables; et iii) déclare que la Commission nationale tripartite devrait examiner les mécanismes de prévention et de protection de la liberté syndicale en vue d'évaluer l'opportunité d'en modifier certains aspects.

En outre, la commission note également que la CSI, dans ses observations de 2019 et 2020, allègue: i) l'assassinat en novembre 2018 du dirigeant du Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'enseignement secondaire à distance de Santa Rosa; ii) l'assassinat de six dirigeants syndicaux entre le 2 février et le 2 juin 2020; et iii) plusieurs tentatives d'assassinat et menaces contre des dirigeants syndicaux nationaux et locaux de premier plan. Elle note également que le Mouvement syndical et populaire autonome guatémaltèque et les Global Unions au Guatemala, en plus d'alléguer un recul de la politique de protection menée par le ministère de l'Intérieur, dénoncent l'assassinat de douze dirigeants syndicaux et syndicalistes entre le 1^{er} janvier et le 22 septembre 2020, ainsi que trois autres tentatives d'assassinat. La commission note que les centrales syndicales indiquent que le nombre total de syndicalistes tués dépasse désormais la centaine. La commission note **avec une profonde préoccupation** les nombreux actes de violence antisyndicale supplémentaires qui ont été signalés et, en particulier, le nombre croissant d'homicides enregistrés l'année dernière. Elle rappelle une fois de plus à cet égard que les droits syndicaux ne peuvent être exercés que dans un climat exempt de violence, de pressions ou de menaces de quelque nature que ce soit à l'encontre des syndicalistes et qu'il incombe aux gouvernements de veiller au respect de ce principe.

À cet égard et à la lumière des éléments fournis par le gouvernement et les partenaires sociaux, la commission note que: i) si trois condamnations supplémentaires d'auteurs matériels de deux assassinats commis en 2017 et 2018 ont bien été prononcées entre juillet 2019 et septembre 2020, la majorité des nombreux assassinats de membres du mouvement syndical signalés restent impunis à ce jour; et ii) si le nombre de syndicalistes bénéficiant de mesures de protection personnelle est passé de deux à cinq

l'année dernière, ces mesures restent très rares par rapport au nombre très élevé d'homicides de syndicalistes et d'autres actes de violence antisyndicale signalés.

Compte tenu de ce qui précède et tout en prenant dûment note des mesures que le gouvernement continue de prendre, des résultats rapportés et de la difficulté d'élucider les meurtres les plus anciens examinés, la commission exprime sa **profonde préoccupation** devant la persistance du degré élevé d'impunité et le nombre croissant d'homicides de membres du mouvement syndical signalés l'année dernière. **La commission prie donc de nouveau instamment le gouvernement de continuer de prendre et d'intensifier sans délai les mesures nécessaires visant à: i) enquêter sur tous les actes de violence perpétrés à l'encontre de dirigeants syndicaux et de syndicalistes, afin d'établir les responsabilités et de sanctionner les auteurs et les instigateurs de ces actes, en tenant compte de l'activité syndicale des victimes; et ii) octroyer rapidement et efficacement une protection aux dirigeants syndicaux et syndicalistes en situation de danger. En ce qui concerne les mesures concrètes requises pour atteindre ces objectifs, la commission renvoie aux recommandations formulées par le Comité de la liberté syndicale dans le cas n° 2609.**

Problèmes d'ordre législatif

Articles 2 et 3 de la convention. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle prie le gouvernement de prendre des mesures aux fins de la modification des dispositions législatives suivantes:

- l'article 215 c) du Code du travail, qui impose de réunir la majorité absolue des travailleurs d'un secteur déterminé pour pouvoir constituer un syndicat de branche (à cet égard, dans son précédent commentaire, la commission avait pris note avec préoccupation de l'indication des organisations syndicales selon laquelle la conjonction de l'impossibilité de créer des syndicats de branche conformément aux prescriptions de l'article 215 c) et de l'impossibilité, dans les petites entreprises, qui représentent la quasi-totalité des sociétés guatémaltèques, de créer un syndicat tant que 20 travailleurs ne sont pas réunis à cette fin, comme le prévoit le Code du travail, fait que la grande majorité des travailleurs du pays ne peuvent bénéficier du droit de se syndiquer;
- les articles 220 et 223 du Code du travail, qui imposent d'être guatémaltèque d'origine et travailleur de l'entreprise ou du secteur d'activité économique correspondant pour pouvoir être élu dirigeant syndical;
- l'article 241 du Code du travail, qui prévoit que la grève doit être déclarée par la majorité des travailleurs et non par la majorité des votants;
- l'article 4, alinéas d), e) et g) du décret n° 71-86 dans sa teneur modifiée par le décret législatif n° 35-96 du 27 mars 1996, qui prévoit la possibilité d'imposer un arbitrage obligatoire dans des services qui ne sont pas des services essentiels, et qui comporte d'autres obstacles à l'exercice du droit de grève;
- les articles 390, alinéa 2, et 430 du Code pénal et le décret n° 71-86, qui prévoient à l'égard des fonctionnaires et des travailleurs de certaines entreprises des sanctions d'ordre professionnel, civil et pénal en cas de grève.

En outre, la commission rappelle qu'elle demande depuis de nombreuses années au gouvernement de prendre des mesures pour que plusieurs catégories de travailleurs du secteur public (engagés sur la base de la ligne budgétaire n° 029 et d'autres lignes budgétaires) bénéficient des garanties prévues par la convention.

Dans son commentaire adopté en 2018, la commission avait pris note avec intérêt de la conclusion d'accords tripartites signés en février et août 2018, portant sur divers aspects des réformes nécessaires pour mettre la législation en conformité avec la convention. La commission avait exprimé l'espoir que le gouvernement serait prochainement en mesure d'annoncer l'adoption, sollicitée depuis de nombreuses années, d'une législation qui respecte pleinement les obligations prévues par la convention.

La commission note que le gouvernement rappelle que: i) il avait présenté le projet de loi n° 5199 dans l'objectif de mettre la législation en conformité avec la présente convention, et avec la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; et ii) il avait été demandé au président de la Commission du travail du Congrès de la République de mettre en suspens la discussion en séance plénière du Congrès concernant le projet de loi n° 5199 pour faciliter un accord tripartite sur les réformes susmentionnées, et c'est pourquoi, depuis août 2017, le Congrès de la République attend que les partenaires sociaux parviennent à ce consensus. La commission note que, dans son rapport supplémentaire, le gouvernement fait également référence à: i) l'importante approche législative du programme de coopération technique préparé par le Bureau et approuvé par les mandants tripartites du pays; et ii) l'appui qu'un consultant engagé par le BIT fourni actuellement à la Commission nationale tripartite en menant une étude d'actualisation de la législation du travail du Guatemala en vue des

réformes réclamées par la commission dans le cadre de l'application de la convention; des réunions avec les mandants tripartites sont prévues en novembre 2020 à ce propos.

La commission note que le CACIF, pour sa part, réitère son engagement à l'égard de la mise en œuvre de la feuille de route et de la composante liée à la réforme législative. Tout en soutenant la position exprimée par le groupe des employeurs au sein des différents organes de l'OIT, selon laquelle le droit de grève ne figure dans aucune convention de l'OIT, le CACIF indique être toujours disposé à parvenir, de manière tripartite, à une proposition de réforme répondant aux intérêts nationaux en la matière.

La commission note également que le Mouvement populaire autonome et syndical guatémaltèque et les Global Unions au Guatemala affirment qu'aucun progrès n'a été réalisé au cours des deux années écoulées concernant les réformes législatives prévues dans la feuille de route et en particulier que: i) les tentatives engagées dans le cadre de la Commission nationale tripartite, y compris par des fonctionnaires du BIT, se sont heurtées au désintérêt des employeurs et du gouvernement; et ii) il n'est donc toujours pas accepté que les personnes puissent s'organiser en syndicats par secteur ou industrie, que les étrangers puissent jouir de la liberté syndicale et que les personnes directement intéressées puissent décider de faire grève.

Tout en prenant note de l'assistance technique constante du Bureau, la commission note avec **regret** qu'il ressort des éléments exposés ci-dessus que, depuis 2018, aucun progrès concret n'a été accompli dans l'élaboration et l'adoption d'une législation visant à mettre la législation en conformité avec la convention. ***Soulignant à la fois l'importance des accords conclus de manière tripartite en 2018, la nécessité de régler enfin les divergences majeures constatées il y a plusieurs décennies entre la législation et la convention et la responsabilité ultime du gouvernement pour l'application de la convention, la commission veut croire qu'avec l'appui du Bureau, grâce au programme de coopération technique dont il a été fait mention précédemment, les mandants tripartites mèneront à bien dès que possible le dialogue entamé en 2018 sur les questions restant en suspens. La commission prie instamment le gouvernement, en tenant compte des résultats de ce dialogue, de prendre les mesures nécessaires pour adopter une législation pleinement conforme à la convention. La commission s'attend fermement à ce que le prochain rapport du gouvernement fasse état de progrès substantiels.***

Application de la convention dans la pratique

Enregistrement d'organisations syndicales. Dans ses précédents commentaires, tout en prenant note en particulier de l'enregistrement de syndicats par métier, la commission avait prié de nouveau le gouvernement d'approfondir et de concrétiser le dialogue avec les organisations syndicales, afin de revoir et de faciliter la procédure d'enregistrement des syndicats. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle, à la suite des recommandations formulées par le Comité de la liberté syndicale en octobre 2015 dans le cas n° 3042, il n'y a plus d'obstacles à la liberté d'enregistrement des organisations syndicales. Le gouvernement déclare spécifiquement que: i) sur un total de 36 demandes reçues cette année-là, 34 organisations syndicales ont été enregistrées en 2018; ii) 60 organisations syndicales ont été priées d'apporter des modifications à leurs statuts avant de pouvoir poursuivre leurs démarches d'enregistrement; iii) le ministère du Travail a élaboré et diffusé, après l'avoir présenté lors d'une réunion tripartite en décembre 2018, un «livret syndical» pour fournir des informations efficaces aux travailleurs qui souhaitent créer une organisation syndicale; iv) en mai 2019, il a invité les travailleurs à discuter du processus de constitution d'organisations syndicales; et v) le programme de coopération technique préparé par le Bureau prévoit des actions visant à simplifier les procédures et réduire les exigences en matière d'enregistrement des syndicats.

La commission note cependant que le Mouvement syndical et populaire autonome guatémaltèque et les Global Unions au Guatemala indiquent que: i) le Guatemala est toujours le pays d'Amérique latine où le taux de syndicalisation est le plus bas (1,5 pour cent); ii) selon les chiffres fournis par le gouvernement dans son rapport au Conseil d'administration, l'enregistrement de nouveaux syndicats a connu un net recul en 2018 et 2019 par rapport aux années précédentes; iii) une proportion importante des organisations syndicales qui ont demandé leur enregistrement entre août 2019 et août 2020 n'ont pas été enregistrées par l'administration du travail; et iv) les chiffres fournis par le gouvernement montrent que l'administration du travail outrepassa ses pouvoirs en imposant la modification des statuts des syndicats comme condition préalable à l'octroi de l'enregistrement et continue donc d'imposer des exigences complexes et de légalité douteuse en matière d'enregistrement. ***Notant les derniers chiffres relatifs à l'enregistrement des organisations syndicales et les points de vue divergents du gouvernement et des organisations syndicales à cet égard, la commission invite à nouveau le gouvernement et les organisations syndicales à faire progresser sensiblement le dialogue sur la simplification de la procédure d'enregistrement des syndicats. Soulignant l'occasion que le programme de coopération technique préparé par le Bureau offre à cet égard, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé en ce sens.***

Résolution des conflits en matière de liberté syndicale et de négociation collective. En ce qui concerne le fonctionnement de la sous-commission de la médiation et du règlement des conflits de la Commission nationale tripartite, la commission renvoie aux commentaires qu'elle a formulés concernant l'application de la convention n° 98.

Campagne de sensibilisation sur la liberté syndicale et la négociation collective. Dans ses commentaires antérieurs, après avoir pris note d'une série de mesures prises ou envisagées, la commission avait prié instamment le gouvernement, en collaboration avec les partenaires sociaux, de prendre toutes les mesures nécessaires pour que la campagne de sensibilisation à la liberté syndicale et à la négociation collective, prévue dans la feuille de route de 2013, bénéficie d'une visibilité significative dans les principaux médias du pays. La commission note que le gouvernement déclare que le programme de coopération technique préparé par le Bureau et approuvé par les mandants tripartites du pays prévoit «l'approbation, la diffusion et la réalisation d'une campagne de promotion de la négociation collective». La commission note également que les centrales syndicales guatémaltèques affirment, elles, qu'aucun progrès n'a été réalisé dans l'élaboration de campagnes de sensibilisation et d'information sur la liberté syndicale.

La commission note avec **regret** que, depuis son dernier commentaire, aucun progrès significatif n'a été réalisé en ce qui concerne l'élaboration de la campagne de sensibilisation sur la liberté syndicale et la négociation collective. **Soulignant à la fois la contribution importante que la Commission nationale tripartite et ses membres tripartites devraient apporter à cet égard, ainsi que la responsabilité qui incombe en dernier ressort au gouvernement de veiller à ce que les engagements pris dans le cadre de la feuille de route soient effectivement tenus, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement, en collaboration avec les partenaires sociaux et en s'appuyant sur le programme de coopération technique préparé par le Bureau, de prendre toutes les mesures nécessaires pour que la campagne de sensibilisation à la liberté syndicale et à la négociation collective bénéficie d'une visibilité significative dans les principaux médias du pays.**

Constatant l'absence de progrès significatifs ces deux dernières années, la commission prie instamment le gouvernement, avec la participation de la Commission nationale tripartite et en s'appuyant sur le programme d'assistance technique préparé par le Bureau, de prendre les mesures nécessaires pour remédier sans délai aux violations graves de la convention que la commission constate depuis de nombreuses années.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1952)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e réunion (juin 2020). La commission a procédé à la mise à jour de l'examen de l'application de la convention effectué en 2019 sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2019 et le 16 septembre 2020. La commission note en outre les observations conjointes du Mouvement syndical populaire autonome du Guatemala et des Syndicats globaux du Guatemala, reçues le 16 octobre 2020. La commission prend également note des observations du Comité de coordination des associations de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et de la finance (CACIF) reçues le 1^{er} septembre 2019 qui portent sur des questions examinées par la commission dans le présent commentaire.

Enfin, la commission prend note des réponses du gouvernement aux différentes observations formulées par la CSI et les centrales syndicales nationales, qui contiennent, entre autres, des allégations de discrimination antisyndicale et d'obstacle à la négociation collective dans les secteurs privé et public. Ces réponses sont prises en compte par la commission lors de l'examen des différentes questions soulevées dans le présent commentaire.

Pandémie de COVID-19 et application de la convention. La commission note que les centrales syndicales nationales allèguent qu'à la suite de la pandémie de COVID-19, les installations du ministère du Travail et les tribunaux nationaux du travail ont été fermés, laissant les travailleurs totalement dépourvus de protection pour présenter leurs plaintes pour violations des droits fondamentaux du travail. **Tout en étant consciente des grands défis posés par la pandémie, la commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard.**

Dans son commentaire de 2019, la commission avait noté la clôture par le Conseil d'administration de la procédure de plainte au titre de l'article 26 de la Constitution de l'OIT en 2012, alléguant l'inexécution de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948. La commission rappelle que dans le cadre du suivi de la plainte susmentionnée et dans la feuille de route adoptée par le gouvernement en 2013 à cette occasion, plusieurs questions concernant l'application de la présente convention avaient été soulevées.

La commission prend note des discussions qui ont eu lieu lors de la 340e session du Conseil d'administration (octobre-novembre 2020) concernant les mesures supplémentaires prises pour permettre une mise en œuvre durable et complète de la feuille de route susmentionnée.

La commission note que le Conseil d'administration: i) a accueilli favorablement le projet de coopération technique «Renforcement de la Commission nationale tripartite des relations professionnelles et de la liberté d'association au Guatemala aux fins de l'application effective des normes internationales du travail» (ci-après le programme de coopération technique) et a demandé que sa mise en œuvre soit financée; et ii) a demandé au Bureau de présenter un rapport annuel sur la mise en œuvre du projet à ses réunions d'octobre-novembre, pendant les trois années que durera le projet.

Article 1 de la convention. Protection contre la discrimination antisyndicale. Action de l'inspection du travail. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait pris note avec satisfaction que le décret législatif n° 7/2017 rend à l'inspection du travail sa capacité de sanction, et avait prié le gouvernement de fournir des informations détaillées sur l'impact de cette nouvelle loi sur la protection contre les actes de discrimination antisyndicale.

La commission note que le gouvernement, dans son rapport de 2019 et dans ses informations supplémentaires de 2020, indique à cet égard que: i) entre janvier 2018 et avril 2019, le nombre total de sanctions notifiées par l'inspection du travail s'élève à 1 233 et, entre janvier 2018 et le 10 août 2020, le nombre d'amendes payées par les entreprises contrevenantes s'élève à 783; ii) à ce stade de la mise en œuvre du décret législatif n° 7/2017, il n'est pas encore possible de ventiler et de considérer isolément les informations sur les sanctions imposées pour violation des droits syndicaux et de négociation collective; iii) toutefois, l'Inspection générale du travail (IGT) s'emploie actuellement à mettre au point un système informatique permettant de fournir des informations ventilées sur, entre autres, les motifs des sanctions imposées et le respect de celles-ci, l'IGT indiquant sa ferme intention de fournir les informations demandées dans les meilleurs délais; iv) sans préjudice de ce qui précède, l'IGT indique que: entre 2017 et avril 2019, elle a traité 1 179 plaintes déposées par des organisations syndicales, dont 333 concernaient des allégations de représailles contre des dirigeants syndicaux; et pendant toute l'année 2019, elle a reçu 539 plaintes au niveau national, relatives à des actes pouvant être qualifiés de discrimination antisyndicale, à propos desquelles des procédures ont été engagées; et v) le gouvernement a entamé le processus d'adoption de l'accord ministériel qui permettra de rendre opérationnel le Conseil consultatif tripartite de l'IGT, qui constitue un cadre approprié afin que l'inspection du travail et les partenaires sociaux puissent échanger leurs points de vue sur les critères pour améliorer l'application du décret législatif n° 7/2017.

La commission accueille favorablement les efforts déployés par le gouvernement pour mettre en place un système d'information complet pour assurer le suivi des sanctions imposées pour non-respect de la liberté syndicale et de la négociation collective, et s'attend à ce que le Conseil consultatif tripartite de l'IGT commence ses activités dès que possible. Tout en rappelant ses commentaires antérieurs sur les dispositions du décret législatif n° 7/2017, formulés au titre de l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, la commission souligne à nouveau l'importance de l'inspection du travail pour assurer une protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale, en particulier dans un contexte où il y a de nombreuses plaintes en la matière. **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie le gouvernement de renforcer les mesures prises pour que l'inspection du travail traite en priorité les violations des droits syndicaux et de négociation collective et pour qu'un système d'information efficace soit mis en place dans les meilleurs délais, afin d'assurer le suivi des mesures prises par l'inspection dans ce domaine. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations complètes à ce sujet, y compris les données statistiques demandées dans ses précédents commentaires. La commission rappelle que le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau, notamment dans le cadre du lancement du programme de coopération technique élaboré par le Bureau.**

Procédure judiciaire efficace. Dans ses précédents commentaires, la commission avait exprimé sa préoccupation face au nombre élevé de plaintes alléguant la lenteur excessive de la justice pour traiter les affaires de discrimination antisyndicale, et au grand nombre de décisions de réintégration n'ayant pas été exécutées. Tout en accueillant favorablement le projet de réforme des règles de procédure judiciaire en matière de travail, la commission avait souligné la nécessité que ce projet ait, entre autres priorités, l'adoption de règles de procédures judiciaires efficaces pour que tous les cas de discrimination antisyndicale soient examinés très rapidement par la justice, et que les décisions judiciaires correspondantes soient exécutées dans les meilleurs délais. La commission note à cet égard que le gouvernement fournit des données actualisées sur le statut procédural des actions judiciaires de réintégration, selon lesquelles, entre le 1^{er} janvier 2019 et le 7 septembre 2020: i) les tribunaux du travail du pays ont reçu 6 257 demandes de réintégration (6 123 pour le secteur public et 134 pour le secteur privé); ii) sur ces 6 257 demandes, 1 794 ont déjà donné lieu à une décision judiciaire, 148 ont été rejetées ou retirées, et 4 315 sont en cours de traitement; iii) sur les 1 501 ordonnances de réintégration

prononcées pendant la période, 385 ont été exécutées, 918 ont suscité l'opposition de l'employeur et 198 n'ont pu être exécutées en raison d'obstacles d'ordre pratique (adresse incorrecte, etc.); iv) au cours de la même période, 1 390 appels ont été interjetés contre des décisions de réintégration (1 323 concernant le secteur public et 67 concernant le secteur privé); v) le ministère public a dressé 344 constats certifiés des faits en lien avec des ordonnances de réintégration (343 pour le secteur public et 1 pour le secteur privé); et vi) 55 pour cent des recours en *amparo* examinés par la Cour suprême de justice concernent les relations de travail. La commission note également que le gouvernement indique que le projet de loi n° 5809 présenté par la Cour suprême de justice, qui prévoit l'approbation du Code de procédure du travail et de la sécurité sociale, est sur le point d'être présenté à la séance plénière du Congrès de la République et qu'il établit des procédures judiciaires rapides et efficaces en matière de travail. La commission note enfin que le gouvernement indique que la sous-commission sur la mise en œuvre de la feuille de route de la Commission nationale tripartite examine en priorité la situation de non-respect des ordonnances de réintégration dans deux municipalités et deux autres institutions publiques.

Compte tenu de ce qui précède, la commission constate que: i) les données statistiques générales communiquées par le gouvernement sur le traitement judiciaire des demandes de réintégration dans le cadre de conflits collectifs continuent de faire apparaître un nombre important d'affaires en instance devant les tribunaux du travail et le ministère public, ainsi qu'un très grand nombre de décisions judiciaires de réintégration non exécutées; ii) la CSI et les centrales syndicales nationales continuent de dénoncer le manque de progrès en matière de protection judiciaire contre la discrimination antisyndicale; iii) le CACIF souligne que, selon les données communiquées par le pouvoir judiciaire, c'est dans le secteur public que la plupart des réintégrations sont demandées; et iv) bien que le projet de réforme des règles de procédure judiciaire du travail élaboré par la Cour suprême vise à accélérer les procédures des tribunaux du travail en général, il ne ressort pas des informations fournies que le projet contienne des dispositions spécifiques visant à assurer la résolution rapide et efficace des cas de discrimination antisyndicale.

La commission note avec **préoccupation**, d'après les éléments susmentionnés, l'absence de progrès en ce qui concerne la réponse judiciaire aux affaires de licenciement antisyndical, question faisant l'objet des commentaires de la commission sur l'application de la convention par le Guatemala depuis 2001. À cet égard, la commission souligne que: i) la discrimination antisyndicale est l'une des violations les plus graves de la liberté syndicale, car elle peut mettre en danger l'existence même des organisations syndicales; ii) la persistance de la non-exécution d'un grand nombre de décisions de réintégration dans des affaires de licenciement antisyndical a été particulièrement mise en lumière lors de récentes discussions du Conseil d'administration concernant la mise en œuvre de la feuille de route adoptée en 2013; et iii) concernant deux cas récents, le Comité de la liberté syndicale a prié de nouveau instamment le gouvernement d'entamer, en consultation avec les partenaires sociaux, une révision approfondie des règles de procédure applicables aux contentieux du travail de manière à ce que le système judiciaire offre une protection appropriée et efficace face à des cas de discrimination antisyndicale (voir 392^e rapport, octobre 2020, cas n° 2869, paragraphe 633; et 386^e rapport, juin 2018, cas n° 3188, paragraphe 340).

Compte tenu de ce qui précède, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement d'examiner en priorité la nécessité d'apporter une réponse judiciaire efficace aux affaires de discrimination antisyndicale. La commission prie instamment le gouvernement, en particulier de: i) prendre dès que possible, en coordination avec toutes les autorités compétentes, des mesures pour éliminer les obstacles entravant l'application effective des décisions de réintégration rendues par la justice; et ii) prendre les mesures nécessaires pour que, en consultation avec les partenaires sociaux, de nouvelles règles de procédure judiciaire soient adoptées afin que toutes les affaires de discrimination antisyndicale soient examinées très rapidement par la justice, et que les décisions judiciaires correspondantes soient exécutées dans les meilleurs délais. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations à cet égard.

Article 4. Promotion de la négociation collective. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté avec une préoccupation croissante que le nombre mentionné de conventions collectives conclues et homologuées était extrêmement faible et continuait à baisser par rapport aux années précédentes. Compte tenu de cette situation, la commission avait prié le gouvernement de saisir la nouvelle Commission tripartite des relations professionnelles et de la liberté syndicale pour examiner, avec les partenaires sociaux, les entraves, tant législatives que pratiques, à la promotion efficace de la négociation collective et, de cette manière, pouvoir prendre des mesures favorisant la négociation collective à tous les niveaux.

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement, d'où il ressort qu'ont été signés et homologués: i) 17 conventions collectives en 2017 (11 dans le secteur public et 6 dans le secteur privé); ii) 14 conventions collectives en 2018 (6 dans le secteur public et 8 dans le secteur privé); iii) 12 conventions collectives entre le 1^{er} janvier et le 18 septembre 2019 (8 dans le secteur public et 4 dans le secteur privé); et iv) six conventions collectives entre le 1^{er} août 2019 et le 31 août 2020. La commission

prend note à cet égard des allégations de la CSI et des centrales syndicales nationales, fondées sur les chiffres communiqués par le gouvernement et selon lesquelles il y a une grave régression en matière de négociation collective dans le pays.

La commission note avec **préoccupation** que le nombre déjà extrêmement faible de conventions collectives conclues et homologuées continue de diminuer, et rappelle en outre qu'à ce jour, les conventions collectives sont négociées et signées de manière décentralisée, au niveau des entreprises et des institutions publiques et que, en l'absence de données statistiques à cet égard, on peut en déduire que le taux de couverture de la négociation collective dans le pays est extrêmement faible. En outre, la commission rappelle que, dans son commentaire de 2018, elle avait noté avec intérêt que l'accord tripartite conclu le 2 novembre 2017 par les mandants nationaux, identifiait, parmi les objectifs de la réforme législative qui doit être soumise au Congrès de la république, les mécanismes et conditions requises applicables à la négociation collective à l'échelle sectorielle. À cet égard, la commission note que le gouvernement a indiqué en 2019 que, dans le contexte des discussions relatives aux réformes législatives prévues par la feuille de route de 2013 et par l'accord de 2017 susmentionné, les mandants tripartites nationaux se sont mis d'accord en août 2018 sur un ensemble de principes sur lesquels devrait se fonder la future législation, principes recouvrant entre autres le droit des syndicats de branche à la négociation collective. Tout en notant l'absence de progrès concrets dans l'élaboration d'instruments législatifs fondés sur les principes convenus en 2018, la commission note que le gouvernement indique dans ses informations supplémentaires que: i) le projet de coopération technique élaboré par le Bureau contient des activités relatives à la promotion de la négociation collective; et ii) un consultant engagé par l'OIT apporte son soutien à la Commission nationale tripartite en réalisant une étude d'actualisation de la législation du travail guatémaltèque dans la perspective des réformes demandées par cette Commission, assistance devant donner lieu à des réunions avec les mandants tripartites en novembre 2020.

La commission prie le gouvernement, avec le soutien du programme de coopération technique développé par le Bureau, de recourir à la commission tripartite sur les relations professionnelles et la liberté syndicale pour examiner, avec les partenaires sociaux, les obstacles tant législatifs que pratiques qui entravent une promotion efficace de la négociation collective et, de cette manière, pouvoir prendre des mesures favorisant la négociation collective à tous les niveaux. À cet égard, la commission exprime le ferme espoir que l'accord d'août 2018 sur les principes sur lesquels devrait se fonder la réforme de la législation du travail se traduira bientôt par l'adoption d'un texte législatif. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.

Articles 4 et 6. Promotion de la négociation collective dans le secteur public. Dans ses précédents commentaires, prenant note des observations formulées par la CSI et par diverses centrales syndicales nationales, et rappelant que le Guatemala a ratifié la convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981, qui couvre le secteur public, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour accélérer le processus d'homologation des conventions collectives légalement conclues dans le secteur public et pour s'assurer que les éventuels refus d'homologation soient compatibles avec la convention. La commission avait prié également le gouvernement de communiquer ses commentaires sur les observations syndicales correspondantes au sujet, d'une part, de l'interdiction des négociations salariales dans le secteur public et, de l'autre, des actions en justice engagées par le bureau du Procureur général de la nation contre 14 conventions collectives du secteur public. Enfin, la commission avait prié le gouvernement de prendre, en consultation avec les organisations syndicales concernées, les mesures nécessaires pour inscrire les processus de négociation collective dans le secteur public dans un cadre normatif clair et équilibré.

En ce qui concerne l'homologation des conventions collectives dans le secteur public, et la possibilité de négocier les salaires dans l'administration publique, la commission note que le gouvernement a indiqué en 2019 que: i) l'article 96 de la loi sur le budget général (recettes et dépenses) de l'État pour l'exercice financier 2019, ainsi que l'article 19 du plan annuel des salaires et des normes de gestion (accord gouvernemental n° 245/2018), prévoit la possibilité de négocier les rémunérations au sein des organes de l'État, en tenant compte des conditions financières de l'État, information que fournira le ministère des Finances; ii) le ministère du Travail a publié une circulaire en date du 25 janvier 2019 pour accélérer le processus d'homologation des conventions collectives; iii) fin 2018, le ministère du Travail a soumis à la Commission nationale tripartite un projet d'accord gouvernemental visant à établir des conditions formelles pour l'homologation des conventions collectives dans l'administration publique, dont le texte est toujours en attente de consolidation tripartite; et iv) la convention collective sur les conditions de travail du Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'éducation du Guatemala a été homologuée et est entrée en vigueur. La commission note que, dans les informations supplémentaires fournies en 2020, le gouvernement signale qu'en plus des six conventions collectives homologuées mentionnées précédemment pour la période août 2019-août 2020, 15 demandes d'homologation supplémentaires ont été soumises au cours de la même période, 14 étant en cours d'examen par l'administration du travail et

un dossier ayant été renvoyé aux demandeurs pour être complété. La commission note également à cet égard les allégations répétées des centrales syndicales nationales selon lesquelles le processus d'homologation serait utilisé par l'administration du travail pour entraver la négociation collective dans le secteur public. **Soulignant l'importance de renforcer le cadre réglementaire applicable à l'approbation des conventions collectives dans le secteur public, la commission note avec préoccupation les très longs délais auxquels les conventions collectives du secteur public sont encore soumises avant d'être homologuées. La commission prie le gouvernement, en consultation avec les organisations syndicales représentatives du secteur, de déterminer les mesures appropriées pour remédier à cette situation et de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

En ce qui concerne la plainte présentée par les organisations syndicales concernant les enquêtes et les actions judiciaires engagées par le bureau du Procureur général de la nation contre diverses conventions collectives dans le secteur public, la commission note que, selon le gouvernement, le bureau du Procureur général de la nation ne remet pas systématiquement en cause les avantages octroyés via la négociation collective, mais cherche plutôt à faire prévaloir le principe de légalité de l'exercice du droit de négociation collective. La commission rappelle une fois encore qu'elle estime que, si les autorités remettent en cause plus ou moins systématiquement les avantages ainsi octroyés aux travailleurs du secteur public, sur la base de considérations liées à la «rationalité» ou à la «proportionnalité» en vue d'en obtenir l'annulation (en raison par exemple de leur coût présumé excessif), l'institution de la négociation collective elle-même risquerait d'être gravement mise en péril, et son rôle dans la résolution des conflits collectifs affaibli. Cependant, si la convention collective comporte des dispositions contraires à des principes fondamentaux (par exemple la non-discrimination), le juge saisi doit pouvoir annuler ces dispositions au nom d'une norme supérieure (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 207). **En conséquence, la commission prie une fois encore le gouvernement de tout mettre en œuvre pour faciliter un règlement négocié et consensuel des conflits qui pourraient survenir en raison du caractère prétendument excessif de certaines clauses des conventions collectives du secteur public.**

Application de la convention dans la pratique. Secteur des maquilas. Dans des commentaires précédents, la commission avait noté avec préoccupation que le taux de syndicalisation dans le secteur était inférieur à 1 pour cent et que l'on avait connaissance de l'homologation d'une seule convention collective d'une entreprise du secteur des *maquilas*. La commission avait donc prié le gouvernement, dans le cadre de la nouvelle Commission tripartite des relations professionnelles et de la liberté syndicale, d'examiner avec les partenaires sociaux les entraves à l'exercice des droits syndicaux et de la négociation collective dans les *maquilas*, et d'intensifier les initiatives visant à promouvoir de manière effective les droits susmentionnés dans ce secteur. La commission note que dans ses informations supplémentaires, le gouvernement déclare qu'entre l'année 2013 et le 16 mars 2020, cinq syndicats enregistrés ont été comptabilisés dans ce secteur. **En l'absence d'informations supplémentaires, la commission est obligée de réitérer ses précédentes demandes et espère qu'elle sera en mesure de prendre note de mesures concrètes pour promouvoir la négociation collective dans le secteur des maquilas dans le prochain rapport du gouvernement.**

Application de la convention dans les municipalités. Dans son commentaire publié en 2018, la commission avait pris note du nombre élevé d'allégations de violation de la convention dans les municipalités et avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'application de la convention dans les municipalités. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, dans le cadre de l'entrée en fonction des nouvelles autorités municipales, suite aux élections municipales de juin 2019, le ministère du Travail avait soumis à la Commission nationale tripartite une proposition de communiqué sur la nécessité d'éviter les licenciements antisyndicaux dans les municipalités, le ministère étant toujours en attente des commentaires des membres travailleurs de la Commission nationale tripartite à cet égard.

La commission prend également note des réponses détaillées du gouvernement aux observations de la CSI, du Mouvement populaire autonome et syndical guatémaltèque et de Global Unions du Guatemala relatives à des situations concrètes au sein des municipalités. La commission note avec **préoccupation** qu'il ressort des informations communiquées par le gouvernement que les interventions de l'inspection du travail et les décisions judiciaires sont souvent insuffisantes pour remédier aux situations de violation de la convention, en particulier dans les affaires de licenciements antisyndicaux de travailleurs municipaux.

Soulignant la nécessité, d'une part, de mettre en place des mécanismes efficaces pour veiller à ce que les municipalités respectent la législation et, d'autre part, d'analyser de manière exhaustive les raisons expliquant le grand nombre de conflits dans ce secteur, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris législatives si nécessaire, pour

garantir l'application de la convention dans les municipalités. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.

Règlement tripartite des conflits en matière de liberté syndicale et de négociation collective. Dans son commentaire relatif à la présente convention, publié en 2018, la commission avait noté avec intérêt que l'accord tripartite conclu le 2 novembre 2017 prévoit que la nouvelle Commission tripartite des relations professionnelles et de la liberté syndicale intégrera les fonctions de la Commission de traitement des conflits, organe tripartite créé en 2016 en vue de régler les différends sur la liberté syndicale et la négociation collective par la conciliation volontaire. Dans ce commentaire, et dans son commentaire sur l'application de la convention n° 87 publié en 2019, la commission, prenant note du grand nombre de conflits signalés au BIT, avait encouragé le gouvernement et les partenaires sociaux à déployer les efforts nécessaires pour que la nouvelle sous-commission puisse contribuer dans les meilleurs délais à une meilleure application des conventions relatives à la liberté syndicale et la négociation collective ratifiées par le Guatemala.

La commission note que le gouvernement déclare que la sous-commission a commencé à fonctionner efficacement et qu'un accord direct a été conclu entre le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles et les syndicats de ce ministère. La commission note également que les centrales syndicales nationales, pour leur part, affirment que la sous-commission ne fonctionne pas en raison d'un manque d'esprit tripartite et de la mauvaise volonté des employeurs qui ont été convoqués à la sous-commission. Ils ajoutent que l'accord mentionné par le gouvernement a été conclu en dehors de la sous-commission et qu'il a été rompu par l'employeur, ce qui a provoqué le début d'un conflit collectif.

Soulignant le rôle important que peut jouer la sous-commission de règlement des conflits dans un contexte de nombreuses plaintes pour discrimination antisyndicale et notant que le programme de coopération technique élaboré par le Bureau prévoit son renforcement, la commission s'attend à ce que le gouvernement puisse rendre compte des progrès réalisés dans ses activités.

Constatant l'absence de progrès significatifs, la commission prie instamment le gouvernement, avec la participation de la Commission nationale tripartite et avec l'appui du programme d'assistance technique élaboré par le Bureau, de prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier sans délai aux violations graves de la convention constatées depuis de nombreuses années par la commission.

Guinée équatoriale

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2001)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle procédera alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission rappelle à nouveau que, depuis plusieurs années, elle demande au gouvernement: i) de modifier l'article 5 de la loi n° 12/1992, qui dispose que les organisations de salariés peuvent être professionnelles ou sectorielles, afin de garantir aux travailleurs la possibilité de constituer des syndicats d'entreprise, s'ils le souhaitent; ii) de modifier l'article 10 de la loi n° 12/1992, qui prescrit à une organisation professionnelle notamment de représenter au moins 50 salariés pour pouvoir obtenir la personnalité juridique, en abaissant ce nombre de salariés à un niveau raisonnable; iii) de confirmer que la révision de la loi fondamentale en 1995 (loi n° 1 de 1995) a entraîné la reconnaissance du droit de grève dans les services d'utilité publique et que ce droit s'exerce effectivement dans les conditions prévues par la loi; iv) d'indiquer les services considérés comme essentiels et la façon dont sont déterminés les services minima qui doivent être garantis et qui sont prévus à l'article 37 de la loi n° 12/1992; et v) d'indiquer si les fonctionnaires qui n'exercent pas des fonctions d'autorité au nom de l'État jouissent du droit de grève (art. 58 de la loi fondamentale).

La commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier la législation afin de la rendre pleinement conforme aux dispositions de la convention et d'indiquer dans son prochain rapport les mesures prises ou envisagées à cet égard. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra sans délai toutes les mesures à sa portée pour reprendre un dialogue constructif avec l'OIT.

En outre, la commission avait noté les commentaires de la Confédération syndicale internationale (CSI) sur l'application de la convention et sur le fait que l'on continue de refuser de reconnaître plusieurs syndicats, à savoir l'Union syndicale des travailleurs de Guinée équatoriale (UST), le Syndicat indépendant des services (SIS), l'Association syndicale des enseignants (ASD) et l'Organisation des travailleurs agricoles (OTC). La commission rappelle à nouveau que le pouvoir discrétionnaire de l'autorité compétente d'accepter ou de refuser la demande d'enregistrement revient à imposer une autorisation préalable, incompatible avec l'article 2 de la convention. **Dans ces conditions, la commission prie instamment le gouvernement d'enregistrer sans délai les organisations syndicales qui ont satisfait aux dispositions légales et de fournir des informations dans son prochain rapport à ce sujet.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 2001)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle procédera alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 4 de la convention. Négociation collective. La commission a pris note des commentaires antérieurs de la Confédération syndicale internationale (CSI) qui font état, de nouveau, du refus des autorités de reconnaître divers syndicats, à savoir l'Union syndicale des travailleurs de Guinée équatoriale (UST), le Syndicat indépendant des services (SIS), l'Association syndicale des enseignants (ASD) et l'Organisation des travailleurs agricoles (OTC), ainsi que de l'absence d'un cadre législatif en vue de la négociation collective. Elle souligne de nouveau que l'existence de syndicats constitués librement par les travailleurs est une condition nécessaire à l'application de la convention. **La commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour créer les conditions propices à la formation de syndicats qui puissent négocier collectivement pour réglementer les conditions d'emploi.**

Article 6. Droit des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État de négocier collectivement. La commission avait noté que, selon les commentaires de la CSI, le droit des fonctionnaires de constituer des syndicats n'a pas encore été reconnu par la loi, alors que l'article 6 de la loi n° 12/1992 sur les syndicats et les relations collectives du travail dispose que la syndicalisation des fonctionnaires de l'administration publique sera régie par une loi spéciale. La commission avait pris note du fait que la CSI indique également que le cadre juridique de la négociation collective reste déficient et ambigu. **La commission prie instamment le gouvernement d'indiquer si la loi spéciale en question a été adoptée et si elle garantit le droit d'organisation et de négociation collective des fonctionnaires et prie le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur l'application de la convention en ce qui concerne les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État. La commission rappelle au gouvernement qu'elle peut recourir à l'assistance technique du Bureau à ce sujet. Elle exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra sans délai toutes les mesures nécessaires pour reprendre un dialogue constructif avec l'OIT.**

Application de la convention dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de communiquer des statistiques sur le nombre d'organisations syndicales, sur le nombre de conventions collectives signées avec les organisations syndicales, ainsi que sur le nombre de travailleurs et les secteurs couverts.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Guyana

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1966)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Dans son observation précédente, la commission avait noté que, conformément à la loi sur la reconnaissance des syndicats, seuls les syndicats recueillant l'appui de 40 pour cent au moins des travailleurs étaient reconnus. La commission prend note de l'indication du gouvernement, à savoir qu'à la demande du Congrès des syndicats la loi sur la reconnaissance des syndicats reconnaît les syndicats qui étaient reconnus avant l'adoption de la loi, sans qu'ils n'aient à prouver qu'ils sont majoritaires (art. 32). Tous les syndicats ont bénéficié de cette disposition qui, selon le gouvernement, n'est plus applicable étant donné que l'ensemble des certifications prévues dans cet article ont été délivrées. Étant donné que la représentativité des syndicats peut évoluer, la commission rappelle une fois de plus que, si aucun syndicat ne regroupe plus de 40 pour cent des travailleurs dans l'unité de négociation, les droits de négociation collective devraient être accordés à tous les syndicats de l'unité concernée, au moins pour leurs propres membres (voir Étude d'ensemble sur la liberté syndicale et la négociation collective, 1994, paragr. 241). **La commission espère que des progrès significatifs concernant cette question seront réalisés prochainement et demande au gouvernement de fournir des informations sur les résultats des consultations.**

Négociation collective dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de faire état des mesures prises, en application de l'article 4 de la convention, pour promouvoir la négociation collective et de fournir des informations sur le nombre de conventions collectives conclues et en vigueur dans le pays, en indiquant les secteurs concernés ainsi que le nombre de travailleurs couverts par celles-ci.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Haïti

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1979)

La commission prend note des observations sur l'application de la convention dans la pratique soumises par la Confédération syndicale internationale (CSI) en date du 24 septembre 2020, qui contiennent notamment des allégations d'atteintes au droit d'organisation dans les zones franches d'exportation. La commission prend aussi note des observations de l'Internationale de l'éducation reçues le 1^{er} octobre 2020, qui dénoncent une remise en cause du droit des organisations d'exercer librement leurs activités dans le secteur de l'enseignement. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à ce sujet.**

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission prend note des observations formulées par la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP), reçues le 1^{er} septembre 2019, sur des questions soulevées dans le présent commentaire, ainsi qu'alléguant des violations de droits syndicaux dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

La commission prend note de la communication du gouvernement reçue le 30 octobre 2018 dans laquelle il informe la commission que, suite aux conclusions de la Commission de la Conférence, il a sollicité l'assistance technique du Bureau afin notamment de l'aider à présenter les rapports dus, à renforcer les services d'inspection, à consolider le dialogue social pour la poursuite des réformes sociales, ainsi qu'à traiter les autres points soulevés par la Commission de la Conférence. Le gouvernement indique également qu'il espère pouvoir recevoir cette assistance avant la prochaine Conférence internationale du Travail. La commission espère que cette assistance technique pourra être fournie sans délai.

La commission prend note des observations formulées par l'Association des industries d'Haïti (ADIH) reçues le 31 août 2018. Elle prend également note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) et la Coordination syndicale haïtienne (CSH), reçues le 1^{er} septembre 2018, ainsi que la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP) reçues le 29 août 2018, qui portent sur l'application des principes de la liberté syndicale.

La commission prend note des observations formulées par la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP) et de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 30 août et le 1^{er} septembre 2017 respectivement, qui portent sur l'application des principes de la liberté syndicale dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

La commission rappelle qu'elle prie le gouvernement, depuis de nombreuses années, de modifier la législation nationale, notamment le Code du travail, pour la rendre conforme aux dispositions de la convention. La commission rappelle que ses commentaires concernent notamment:

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations de leur choix et de s'y affilier:

- la nécessité de modifier les articles 229 et 233 du Code du travail de façon à garantir que les mineurs ayant l'âge minimum légal d'admission à l'emploi peuvent exercer leurs droits syndicaux sans autorisation parentale;
- la nécessité de modifier l'article 239 du Code du travail de façon à permettre aux travailleurs étrangers d'accéder aux fonctions de dirigeants syndicaux, tout au moins après une période raisonnable de résidence dans le pays;
- la nécessité de garantir aux travailleurs domestiques les droits consacrés dans la convention (l'article 257 du Code du travail prévoit que le travail domestique n'est pas régi par ce code, et la loi adoptée en 2009 par le Parlement pour modifier cet article – loi qui n'a pas été promulguée, mais à laquelle le gouvernement se référait dans ses précédents rapports – ne reconnaît pas non plus les droits syndicaux aux travailleurs domestiques).

Article 3. Droit des organisations de travailleurs d'organiser leurs activités et de formuler leurs programmes d'action:

- la nécessité de réviser les dispositions du Code du travail relatives au recours à l'arbitrage obligatoire afin de garantir que ce dernier ne soit possible, pour mettre fin à un conflit collectif du travail et à une grève, que dans certaines circonstances, à savoir: 1) lorsque les deux parties au conflit en conviennent; ou 2) lorsque la grève peut faire l'objet de restrictions, voire d'une interdiction, c'est-à-dire: a) dans le cadre de conflits concernant des fonctionnaires qui exercent des fonctions d'autorité au nom de l'État; b) dans le cadre de conflits survenant dans les services essentiels au sens strict du terme; ou c) dans des situations de crise nationale ou locale aiguë, mais pour une durée limitée et dans la mesure nécessaire pour faire face à la situation uniquement.

La commission s'attend à ce que, avec l'assistance technique dont il bénéficie, notamment en vue de la reprise du dialogue tripartite pour la réforme du Code du travail, le gouvernement sera en mesure, dans son prochain rapport, de faire état de progrès dans la révision de la législation nationale pour la rendre pleinement conforme à la convention.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1957)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) en date du 24 septembre 2020, ainsi que de celles de l'Internationale de l'éducation en date du 1^{er} octobre 2020. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission prend note des observations formulées par la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP), reçues le 1^{er} septembre 2019, sur des questions soulevées dans le présent commentaire, ainsi qu'alléguant des violations de la convention dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

La commission prend note de la communication du gouvernement reçue le 30 octobre 2018 dans laquelle il informe la commission que, suite aux conclusions de la Commission de la Conférence, il a sollicité l'assistance technique du Bureau, afin notamment de l'aider à présenter les rapports dus, à renforcer les services d'inspection, à consolider le dialogue social pour la poursuite des réformes sociales, ainsi qu'à traiter les autres points soulevés par la Commission de la Conférence. Le gouvernement indique également qu'il espère pouvoir recevoir cette assistance avant la prochaine Conférence internationale du Travail. La commission espère que cette assistance technique pourra être fournie sans délai.

La commission note les observations de: i) la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2018 qui dénoncent l'absence de négociation collective dans le pays du fait de l'opposition alléguée des employeurs; ii) la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP) reçues les 29 août et concernant les points examinés par la commission dans son précédent commentaire; et iii) la Coordination syndicale haïtienne (CSH) reçues les 1^{er} septembre 2018 qui contiennent des allégations d'actes de discrimination d'ingérence antisyndicales. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

La commission note enfin les observations de l'Association des industries d'Haïti (ADIH) reçues le 31 août 2018.

La commission rappelle les observations formulées par la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP), reçues le 30 août 2017, concernant des allégations de violations graves de la liberté syndicale tant dans le secteur public que dans le secteur privé, notamment dans plusieurs entreprises des zones franches d'exportation du textile, où quelque 200 travailleurs syndiqués et dirigeants syndicaux ont été licenciés suite à un mouvement de grève déclenché en mai 2017 pour réclamer une augmentation du salaire minimum. La commission note à cet égard la campagne de dénonciation des violations de la liberté syndicale lancée en juillet 2017 par la Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération syndicale des Amériques (CSA). La commission exprime sa **profonde préoccupation** devant ces informations. Elle note que ces questions font l'objet d'un suivi par le programme Better Work, partenariat entre l'OIT et la Société financière internationale (SFI), membre du groupe de la Banque mondiale, présent en Haïti depuis 2009. **Rappelant que les actes de harcèlement ou d'intimidation contre des travailleurs ou leur licenciement pour des motifs d'appartenance à un syndicat ou de participation à des activités syndicales légitimes constituent une infraction grave aux principes de la liberté syndicale tels qu'ils sont consacrés dans la convention, la commission veut croire que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer le respect de ces principes et le prie de fournir des informations sur toute enquête diligente à l'initiative du ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST), ainsi que sur toute procédure judiciaire engagée à ce sujet.**

Article 1 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale. La commission rappelle que ses commentaires précédents concernaient la nécessité d'adopter une disposition spécifique prévoyant une protection contre la discrimination antisyndicale à l'embauche, ainsi que d'adopter des dispositions assurant de façon générale aux travailleurs une protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale (motivés par l'affiliation ou l'activité syndicale) au cours de l'emploi, accompagnées de procédures efficaces et rapides et de sanctions suffisamment dissuasives. À cet égard, la commission rappelle que selon l'article 251 du Code du travail «Tout employeur, qui, pour empêcher un salarié de s'affilier à un syndicat, d'organiser une association syndicale ou d'exercer ses droits de syndiqué, le congédiera ou le suspendra, le rétrogradera ou réduira son salaire, sera passible d'une amende de 1 000 à 3 000 gourdes (soit environ 15 à 45 dollars des États-Unis) à prononcer par le tribunal du travail, sans préjudice de la réparation à laquelle le salarié aura droit.» **La commission prie le gouvernement de veiller à ce que, dans le cadre de la reprise du dialogue tripartite pour la réforme du Code du travail, les sanctions prévues en cas de discrimination antisyndicale en cours d'emploi soient substantiellement renforcées, afin de garantir qu'elles sont suffisamment dissuasives. Elle le prie en outre de s'assurer qu'une disposition spécifique prévoyant une protection contre la discrimination antisyndicale à l'embauche est adoptée.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. La commission rappelle de nouveau la nécessité de modifier l'article 34 du décret du 4 novembre 1983, notamment en ce qu'il confère au Service des organisations sociales de la Direction du travail du MAST le pouvoir «d'intervenir dans l'élaboration des conventions collectives

de travail et dans les conflits collectifs de travail au sujet de tout ce qui concerne la liberté syndicale». **La commission veut croire que le gouvernement s'appuiera sur l'assistance technique fournie par le Bureau pour modifier l'article 34 du décret du 4 novembre 1983, afin de garantir que le Service des organisations sociales ne puisse intervenir dans la négociation collective qu'à la demande des parties.**

Droit de négociation collective des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État et des employés publics. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les dispositions de la législation à cet égard.

Droit de négociation collective dans la pratique. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait noté qu'à l'issue d'une formation tripartite organisée par le Bureau en 2012 à Port-au-Prince, à destination des acteurs du secteur textile, les participants avaient affirmé la nécessité d'établir un forum de dialogue bipartite permanent afin de continuer à renforcer le dialogue entre les acteurs du secteur. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard, y compris à la lumière des derniers événements survenus dans le secteur textile en mai 2017.** La commission note avec **préoccupation** que selon la CTSP le pays ne compte que quatre conventions collectives en vigueur et que certaines d'entre elles ne seraient pas signées par des représentants légitimes des travailleurs. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard et de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées pour promouvoir la négociation collective dans le pays.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Honduras

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1956)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations supplémentaires de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 16 septembre 2020, et des observations communes de la Centrale générale des travailleurs (CGT) et de la Centrale des travailleurs du Honduras (CTH), reçues le 5 octobre 2020. Elle prend également note des observations du Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP) reçues le 1^{er} octobre 2020. La commission prend note des réponses du gouvernement à ces différentes observations, qui portent sur des questions examinées par la commission dans le cadre de la présente observation.

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

La commission prend note de la discussion qui a eu lieu en juin 2019 au sein de la Commission de la Conférence concernant l'application de la convention par le Honduras. La commission observe que la Commission de la conférence, ayant pris note avec une grave préoccupation des allégations d'actes de violences antisyndicales, notamment d'agressions physiques et d'assassinats, et de l'existence d'un climat d'impunité, ainsi que de la mission de contacts directs de l'OIT qui a eu lieu en mai 2019 et de l'Accord tripartite qui en a résulté, a prié le gouvernement d'appliquer l'Accord tripartite, notamment en ce qui concerne les points suivants: création, en juin 2019, d'une commission nationale chargée de la lutte contre la violence antisyndicale; établissement d'une ligne de communication directe entre les syndicats et les autorités publiques compétentes; fourniture sans délai d'une protection effective aux dirigeants syndicaux et aux syndicalistes en danger; enquête sans délai sur les actes de violences antisyndicales en vue d'arrêter et d'inculper les auteurs ainsi que les instigateurs; transparence autour des plaintes reçues au moyen de rapports semestriels; nécessité de faire connaître les mesures de protection dont les syndicalistes et les défenseurs des droits de l'homme peuvent bénéficier; réforme du cadre législatif, en particulier du Code du travail et du Code pénal, en vue de garantir le respect de la convention; et adoption du règlement de fonctionnement du Comité sectoriel chargé du traitement des différends soumis à l'OIT (MEPCOIT) sans préjudice du droit des plaignants de porter plainte auprès des organes de contrôle de l'OIT.

Mission de contacts directs de mai 2019 et suivi de cette mission

La commission prend dûment note de la mission de contacts directs ayant eu lieu en mai 2019 pour faire suite aux Conclusions de la Commission de la Conférence de juin 2018. Elle prend note avec **intérêt** de l'accord tripartite signé le 24 mai 2019 à l'issue de cette mission, accord qui porte sur trois points: i) la violence antisyndicale; ii) les réformes législatives; et iii) le renforcement du Conseil économique et social (CES) en matière de liberté syndicale. À cet égard, elle prend également note de la mission d'assistance technique effectuée par le Bureau en septembre 2019 afin de lancer et soutenir

l'application de cet accord tripartite, ainsi que des diverses activités menées à bien avec l'assistance du Bureau en septembre 2019 (atelier de formation sur la liberté syndicale et l'application des normes internationales du travail dans les décisions judiciaires rendues; atelier bipartite et tripartite sur la convention n° 87 et les réformes législatives du Code du travail; et atelier d'appui au MEPCOIT).

Droits syndicaux et libertés publiques

Dans ses commentaires précédents, ayant exprimé sa préoccupation devant le nombre élevé des actes de violences antisyndicales signalés, notamment du meurtre de 14 membres du mouvement syndical, et devant la lenteur des enquêtes sur ces meurtres, la commission avait prié instamment le gouvernement d'intensifier les efforts déployés pour: i) enquêter sur tous les actes de violence commis contre des dirigeants syndicaux et des syndicalistes, de manière à établir les responsabilités et sanctionner les coupables, qu'ils soient les auteurs matériels ou les instigateurs de ces crimes; et ii) assurer rapidement une protection efficace pour tous les dirigeants syndicaux et les syndicalistes en danger. Elle rappelle à cet égard qu'elle avait prié instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour que toutes les autorités compétentes s'attaquent de manière prioritaire et coordonnée aux actes de violences antisyndicales; que, systématiquement, ces autorités tiennent pleinement compte des motivations éventuellement antisyndicales des meurtres commis sur des membres du mouvement syndical; que l'échange d'informations entre le bureau du ministère public et le mouvement syndical soit amélioré; et que l'on augmente le budget afférent aux enquêtes sur les actes de violences antisyndicales ainsi qu'aux programmes de protection des membres du mouvement syndical.

La commission prend note des informations provenant du bureau du ministère public qui ont été transmises par le gouvernement en 2019 au sujet de 22 affaires de violences antisyndicales, dont 16 homicides: i) dans sept affaires, les enquêtes sont en cours (sur les homicides des personnes suivantes: Sonia Landaverde Miranda, Alfredo Misael Ávila Castellanos, Evelio Posadas Velásquez, Juana Suyapa Posadas Bustillo, Maribel Sánchez, Fredy Omar Rodríguez et Roger Abraham Vallejo); ii) cinq affaires sont entre les mains de la justice (pour les homicides des personnes suivantes: Alma Yaneth Díaz Ortega, Uva Erlinda Castellanos Vigil, José Ángel Flores et Silmer Dionisio George, les mandats d'arrestation correspondants ont été émis; s'agissant de l'homicide de Claudia Larissa Brizuela, la condamnation de l'auteur des faits fait l'objet d'un recours en cassation); iii) dans cinq affaires, les procédures sont closes ou achevées (les procès des homicides volontaires de Manuel Crespo et de Ilse Ivania Velásquez Rodríguez sont achevés; les instructions sont closes, s'agissant des affaires de menaces visant Miguel López, Nelson Nuñez et Víctor Manuel Crespo Murciá); et iv) cinq cas n'ont pas été enregistrés étant donné qu'il n'a pas été déposé de plaintes en ce qui les concerne (la mort de Martin Florencio et de Félix Murillo López, la séquestration présumée de Moisés Sánchez, l'agression présumée de Hermes Misael Sánchez et les présomptions de menaces contre Miguel López).

La commission note également que le gouvernement, dans son rapport de 2019, a souligné que l'accord tripartite de mai 2019 prévoyait la création, au sein du CES, d'une commission de la violence antisyndicale, dans laquelle seront représentés les autorités du Secrétariat général de coordination du gouvernement, le secrétariat d'État au Travail et à la Sécurité sociale, le secrétariat aux Droits de l'homme, les partenaires sociaux représentés au CES, et les fonctionnaires de justice concernés étant invités à participer. La commission note que, aux termes de l'accord tripartite, la commission de la violence antisyndicale est investie des fonctions suivantes: i) mettre en place, en matière de violences antisyndicales, un mécanisme de communication directe entre les organisations syndicales et l'État; ii) assurer la participation des organisations syndicales au mécanisme de protection des défenseurs des droits de l'homme; et iii) promouvoir l'accompagnement efficace des enquêtes menées sur les actes de violences antisyndicales. La commission observe en outre que l'accord tripartite signé le 24 mai 2019 prévoyait un délai de trente jours pour la création de la Commission sur la violence antisyndicale et que, soixante jours après sa création, ladite commission communiquera au CES un rapport de situation. La commission prend note que dans son rapport supplémentaire, le gouvernement indique que la Commission sur la violence antisyndicale est entrée en fonction le 18 septembre 2019, et que le 25 février 2020, le premier rapport sur la création de cette commission et les actions menées à bien dans le cadre de celle-ci a été transmis au CES. Le gouvernement fournit en outre des informations sur les activités menées au sein de ladite commission, à savoir: i) deux réunions organisées avec les représentants des travailleurs pour faire connaître le mécanisme de protection des défenseurs des droits humains; ii) une réunion avec les représentants de trois syndicats en danger, dans le but de réviser le mécanisme de protection et de classer les actions par ordre de priorité; et iii) la convocation à des réunions extraordinaires pour débattre du décès du dirigeant syndical Jorge Acosta et de la situation dans laquelle se trouvent d'autres syndicalistes dont l'intégrité physique est menacée, et pour s'assurer que les autorités compétentes diligenteront les enquêtes voulues.

S'agissant des mesures de protection des membres du mouvement syndical en danger, la commission rappelle que, dans son rapport de 2019, le gouvernement a communiqué les éléments

suivants: i) le MEPCOIT a organisé un atelier tripartite sur le Système national de protection conçu pour assurer la protection de tous les défenseurs des droits de l'homme dans le pays afin de permettre aux partenaires sociaux de se familiariser avec ce système; ii) depuis 2015, non moins de 427 demandes de mesures de protection ont été enregistrées; iii) à l'heure actuelle, 210 personnes sont placées sous la responsabilité de la Direction générale du système national de protection; et iv) les syndicalistes ayant bénéficié de mesures de protection sont au nombre de quatre (Miguel Ángel López, Moisés Sánchez, Nelson Geovanny Núñez, actuellement hors du pays, et Martha Patricia Riera, dont le dossier est désormais classé).

La commission note que, pour sa part, dans ses observations de 2019, la CSI a déclaré que: i) le Réseau contre la violence antisyndicale a dénombré 109 actes de violences antisyndicales au Honduras entre janvier 2015 et février 2019; ii) pour la seule année 2018, on dénombre 38 actes de violences contre des syndicalistes, dont 11 menaces de mort; iii) l'usage de la force par les autorités s'est renforcé, comme le montre le déploiement des forces armées pour réprimer les manifestations de protestation des enseignants et des médecins en juin 2019; iv) pour ce qui est des nombreux homicides de membres du mouvement syndical, on n'enregistre qu'un seul jugement de condamnation, qui fait actuellement l'objet d'un recours; v) le bureau du ministère public n'a pris aucune mesure visant à officialiser la coopération mutuelle afin de garantir que ces affaires fassent l'objet d'une enquête; et vi) le mouvement syndical n'est pas représenté au Conseil national de protection des défenseurs des droits de l'homme, qui est l'organisme responsable de l'élaboration de politiques nationales de prévention et de protection de la vie et de l'intégrité physique des personnes en danger, y compris des syndicalistes.

La commission prend note avec une **profonde préoccupation** que dans ses observations supplémentaires, la CSI dénonce l'assassinat, le 16 novembre 2019, de M. Jorge Alberto Acosta, dirigeant du Syndicat des travailleurs de la Tela Railroad Company (SITRATERCO), ainsi que l'inefficacité du mécanisme national de protection des défenseurs des droits humains, des journalistes, des communicateurs sociaux et des agents du système judiciaire, lequel n'aurait pas mené d'enquête au sujet des menaces proférées ni pris de mesures appropriées pour protéger les syndicalistes menacés, malgré les demandes répétées en ce sens formulées par l'organisation syndicale. La CSI dénonce également la persécution judiciaire du secrétaire général du Syndicat des travailleurs de l'agroalimentaire et des branches connexes (STAS), qui aurait été victime d'un enlèvement, et affirme que depuis 2019, il est à nouveau la cible de menaces de mort. La commission prend également note des observations supplémentaires de la CGT et de la CTH selon lesquelles, bien que la Commission sur la violence antisyndicale ait tenu quelques réunions d'information et de suivi sur diverses questions, elle n'a pas été en mesure de promouvoir des solutions concrètes, de sorte que son efficacité est remise en question.

La commission note que, dans ses observations de 2019 et 2020, le COHEP indique, en ce qui concerne les mesures prises dans le domaine de la violence antisyndicale, que: i) la Commission sur la violence antisyndicale n'est pas entrée en fonction dans les 30 jours suivant la signature de l'accord; ii) bien que la Commission sur la violence antisyndicale ait prévu la participation de diverses institutions à ses travaux, notamment le bureau du ministère public, le bureau du Procureur général de la République et le Commissaire national aux droits humains, leur participation a été limitée et certaines institutions, en particulier le ministère public, n'ont pas assisté aux réunions bien qu'elles aient été dûment convoquées; iii) à ce jour, il n'y a pas d'échange formel d'informations entre le ministère public et les partenaires sociaux; et iv) aucune information n'a encore été reçue sur la mise en œuvre du système national de protection des membres du mouvement syndical. Selon le COHEP, il convient, si l'on veut améliorer le fonctionnement de la Commission sur la violence antisyndicale, de mettre en œuvre les recommandations de l'OIT, dont les plus importantes sont la formation des fonctionnaires qui, au ministère public, reçoivent les plaintes pour violence antisyndicale, la réglementation de la Commission et la détermination au niveau tripartite de ce qui constitue des pratiques antisyndicales. Le COHEP prie instamment le gouvernement de préciser si les actes de violence susmentionnés sont motivés par des considérations antisyndicales et d'augmenter le budget alloué aux enquêtes sur les actes de violence antisyndicale.

La commission note que, dans sa réponse aux observations supplémentaires de la CSI, le gouvernement déclare que depuis le 25 avril 2018, M. Acosta et dix autres membres du conseil d'administration de SITRATERCO bénéficiaient de mesures de protection, lesquelles étaient régulièrement réévaluées. La commission prend note des indications du gouvernement selon lesquelles, suite au décès du syndicaliste, le ministère du Travail et la Commission sur la violence antisyndicale ont demandé au ministère public, au procureur général, au secrétaire d'État à la Sécurité et au ministère des Droits humains de mener une enquête afin de clarifier les faits, de condamner les responsables et de garantir la protection des autres membres du comité exécutif de SITRATERCO. Quant à M. Moises Sanchez, le gouvernement fait savoir que ce dirigeant et son frère, le syndicaliste Misael Sanchez, ainsi que la présidente du SINTRASEMCA, M^{me} Lucidia Isela Juarez, bénéficient actuellement de diverses mesures de protection et que des enquêtes ont été diligentées, compte tenu des menaces de mort dont ils sont l'objet.

La commission note que le gouvernement, dans sa réponse aux observations supplémentaires formulées par le COHEP, la CGT et la CTH, reconnaît l'immense défi auquel il est confronté en ce qui concerne la violence contre les syndicalistes, et souligne que la Commission sur la violence antisyndicale est en cours de création et de structuration. Si bien le gouvernement reconnaît qu'il continue à être confronté à des limitations importantes, il estime que ses efforts en ce qui concerne la violence seront progressivement renforcés.

La commission prend dûment note des différents éléments communiqués tant par le gouvernement que par les partenaires sociaux. Elle exprime sa **profonde préoccupation** face à l'homicide de M. Jorge Acosta et devant la persistance des nombreux actes présumés de violences antisyndicales et le très faible nombre de condamnations prononcées à ce jour vis-à-vis des homicides de membres du mouvement syndical.

La commission rappelle que dans son commentaire de l'année précédente, prenant connaissance du rapport de la mission de contacts directs et de la création de la Commission sur la violence antisyndicale, elle avait souligné l'urgence pour les différentes institutions de l'État d'apporter enfin la réponse coordonnée et prioritaire que la gravité de la situation exige face au phénomène de violence antisyndicale qui prévaut dans le pays. À cet égard, la commission avait demandé au gouvernement de prendre des mesures concrètes et rapides concernant les six points suivants: i) exécuter intégralement chacune des clauses de l'accord tripartite relatives à la lutte contre la violence antisyndicale; ii) assurer l'implication active de toutes les autorités concernées, en particulier du secrétariat aux Droits de l'homme, du ministère public et du pouvoir judiciaire, dans la Commission sur la violence antisyndicale; iii) officialiser et rendre effective la participation des organisations syndicales représentatives dans le Conseil national de protection des défenseurs des droits de l'homme; iv) élaborer un protocole d'investigation spécial selon lequel le ministère public examinera de manière systématique et efficace les éventuelles motivations antisyndicales qui ont suscité les actes de violence commis contre des membres du mouvement syndical; v) faire en sorte que les juridictions pénales traitent de manière prioritaire les affaires de violences antisyndicales; et vi) assurer à tous les membres du mouvement syndical en danger une protection adéquate et rapide. La commission note que depuis l'entrée en fonction de la Commission sur la violence antisyndicale, des réunions ont eu lieu avec les représentants des travailleurs afin de faire connaître le mécanisme de protection des défenseurs des droits humains; le dialogue a été facilité entre les représentants des organisations syndicales en danger et la commission susmentionnée sur la manière d'améliorer l'efficacité des mesures de protection; et des réunions ont été organisées pour discuter des cas de syndicalistes en danger et de l'assassinat du dirigeant syndical Jorge Acosta.

Toutefois, la commission note que les organisations de travailleurs et d'employeurs se déclarent préoccupées par: l'absence de solutions concrètes de la Commission sur la violence antisyndicale pour mettre fin à cette violence; la participation limitée des organes du système judiciaire (le ministère public et l'appareil judiciaire) et d'autres institutions aux travaux de la commission; et l'insuffisance de mesures de protection adéquates et rapides en faveur des membres du mouvement syndical. **Exprimant sa profonde préoccupation par le faible nombre de syndicalistes ayant bénéficié de mesures de protection, par rapport au nombre très élevé d'actes de violence antisyndicale signalés par les organisations syndicales nationales et internationales, par l'inefficacité de ces mesures de protection, par la persistance des actes de violence antisyndicale, ainsi que par l'absence de progrès dans les enquêtes sur ces actes, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement et toutes les autorités compétentes de prendre, dans les meilleurs délais, les mesures nécessaires, y compris budgétaires, pour se conformer aux six points énoncés dans son précédent commentaire et qui sont réitérés ci-avant. Consciente des efforts déployés par le gouvernement et des obstacles supplémentaires engendrés par la pandémie de COVID-19, la commission rappelle que l'assistance technique du Bureau est à la disposition du gouvernement et prie ce dernier de la tenir informée de tous progrès enregistrés à cet égard.**

La commission prie également le gouvernement de continuer de donner des informations détaillées sur les enquêtes menées et les procédures pénales ouvertes sur les actes de violence commis contre des membres du mouvement syndical, notamment en ce qui concerne l'assassinat du syndicaliste Jorge Acosta.

Problèmes de caractère législatif

Articles 2 et suivants de la convention. Constitution d'organisations syndicales et autonomie et activités de ces organisations. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle prie le gouvernement de modifier les dispositions suivantes du Code du travail afin d'assurer leur conformité avec la convention:

- a) l'exclusion du champ d'application du Code du travail des droits et garanties prévus par la convention des travailleurs des exploitations agricoles ou d'élevage qui n'emploient pas de manière permanente plus de dix travailleurs (art. 2(1));

- b) l'interdiction de la présence de plus d'un syndicat dans une seule et même entreprise (art. 472);
- c) la nécessité de réunir 30 travailleurs pour pouvoir constituer un syndicat (art. 475);
- d) les conditions imposées pour être membre des instances dirigeantes d'un syndicat: être de nationalité hondurienne (art. 510(a) et 541(a)); être partie prenante à l'activité correspondante (art. 510(c) et 541(c)); et savoir lire et écrire (art. 510(d) et 541(d));
- e) l'impossibilité pour les fédérations et les confédérations de déclarer la grève (art. 537);
- f) l'obligation de recueillir une majorité des deux tiers de tous les membres de l'organisation syndicale pour lancer une grève (art. 495 et 563);
- g) la faculté pour le ministre compétent de mettre fin à un conflit dans les services de l'industrie du pétrole (art. 555(2));
- h) la nécessité d'une autorisation gouvernementale ou d'un préavis de six mois pour tout arrêt ou suspension du travail dans les services publics qui ne dépendent pas directement ou indirectement de l'État (art. 558); et
- i) la soumission à l'arbitrage obligatoire, sans possibilité d'appeler à la grève tant que la sentence arbitrale reste applicable (deux ans), des conflits collectifs dans des services publics qui ne sont pas essentiels au sens strict du terme (art. 554(2) et (7), 820 et 826).

La commission note que l'accord tripartite du 24 mai 2019 prévoit que, «sous l'égide du CES et sur la base des décisions pertinentes des organes de contrôle de l'OIT», les mandants tripartites du pays «s'accordent à engager un vaste processus de discussion et de recherche d'un consensus tripartite qui permettra, les conditions adéquates ayant été réunies, d'harmoniser la législation du travail par rapport à la convention». Elle note également que, dans son rapport, la mission de contacts directs a constaté que «certains aspects des réformes préconisées par les organes de contrôle de l'OIT suscitent des interrogations de la part de certains partenaires sociaux».

Par ailleurs, la commission prend note des observations des partenaires sociaux en ce qui concerne le processus de révision de la législation du travail en vue de l'adéquation de ce système par rapport à la convention. Elle observe en premier lieu que le COHEP: i) est en faveur de la révision des articles 2, 472, 475, 510 et 541 du Code du travail, comme demandé par la Commission de la Conférence en juin 2018; ii) attend toujours une proposition de réforme de la part du gouvernement; iii) estime qu'il y aurait lieu de prendre en considération la teneur des discussions sur la réforme intégrale du Code du travail qui s'était tenue de 1993 à 1995 avec le soutien du Bureau et qui avait recueilli un large consensus (sauf en ce qui concerne le droit de grève et le solidarisme); iv) estime que toute réforme devrait être concertée de manière tripartite et être accompagnée de l'assistance technique du Bureau; et v) indique que, dans le cadre du dialogue social, il convient de souligner l'importance que revêt un code du travail qui prévoit des relations professionnelles en adéquation avec le monde moderne et l'avenir du travail.

La commission observe que, de son côté, la CSI affirme que: i) tout dialogue social effectif est totalement absent dans ce pays, ce qui rend difficile de parvenir à des consensus tripartites sur la réforme législative; et ii) la situation décrite précédemment fait craindre aux organisations syndicales nationales que le processus de réforme du Code du travail conduise à l'adoption d'une législation régressive sur les plans des droits sociaux et de la liberté syndicale.

Enfin, la commission note que le gouvernement indique que: i) il recherche les modalités selon lesquelles il serait possible de parvenir à un consensus tripartite sur les réformes du Code du travail; ii) un atelier tripartite a été organisé à cette fin sous l'égide du CES le 11 septembre 2019; iii) le 26 septembre 2019, le gouvernement a prié les partenaires sociaux de faire connaître avant le 25 octobre 2019 leur position officielle sur les réformes législatives, n'ayant reçu que la réponse des employeurs; et iv) les discussions relatives à la réforme du Code du travail ont repris depuis février 2020.

Rappelant qu'elle avait observé, dans son commentaire précédent, qu'il ressort des éléments décrits antérieurement que l'instauration d'un dialogue tripartite sur la réforme de la législation du travail tel qu'envisagé dans l'accord tripartite de mai 2019 requiert un effort particulier d'instauration de la confiance entre les parties, la commission constate avec **regret** l'absence de progrès tangibles à cet égard. **Tout en étant consciente des obstacles que la pandémie de COVID-19 a pu engendrer à cet égard, la commission s'attend fermement à ce que le gouvernement avancera aussi rapidement que possible et avec l'appui technique du Bureau, dans l'instauration d'un processus de discussion tripartite tel qu'envisagé dans l'accord de mai 2019, afin de pouvoir enregistrer des progrès quant aux réformes préconisées depuis de nombreuses années.**

Nouveau Code pénal. La commission rappelle que dans ses observations précédentes, elle avait pris note de l'abrogation de l'article 335 B du Code pénal relatif à la justification, l'apologie ou l'encouragement du terrorisme, et constatant que la mission de contacts directs avait été informée de l'adoption d'un nouveau Code pénal, elle avait demandé au gouvernement de l'informer de son entrée en vigueur et des

modifications apportées à la définition du crime de terrorisme. La commission note que dans ses informations supplémentaires, le gouvernement mentionne l'entrée en vigueur, le 25 juin 2020, du nouveau Code pénal, contenu dans le décret législatif n° 130-2017. À cet égard, la commission note que, dans son rapport de 2019, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne au Honduras, tout en prenant note de l'abrogation de l'article 335 B du Code pénal, s'est déclaré préoccupé par certaines dispositions pénales relatives aux crimes d'association terroriste, d'usurpation, de rassemblement et de manifestation illicites, de calomnie et de diffamation, qui, en raison de leur vaste portée, pourraient entraîner la criminalisation des défenseurs des droits de la personne et avoir un effet dissuasif sur leurs activités (A/HRC/40/60/Add.2). Elle note également que, dans son rapport 2020, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Honduras a exprimé sa préoccupation quant à l'impact négatif que le Code pénal pourrait avoir sur la liberté d'expression et de réunion, et a recommandé qu'un processus de consultation ouvert, transparent et complet soit engagé pour examiner les dispositions du code pénal qui ne sont pas conformes aux normes internationales et régionales en matière de droits de l'homme (A/HRC/43/3/Add.2). **Compte tenu des préoccupations exprimées au sujet du vaste champ d'application de certaines infractions, notamment l'infraction d'association terroriste, et de l'impact de certaines dispositions du nouveau code pénal sur la liberté d'expression et de réunion, qui sont fondamentales pour la jouissance effective de la liberté syndicale, la commission prie le gouvernement, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, d'analyser l'impact des dispositions du code pénal sur le libre exercice des activités syndicales. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.**

Application de la convention dans la pratique. La commission note que le gouvernement communique les éléments suivants: i) la personnalité juridique a été reconnue à sept organisations syndicales en 2017 (trois dans le secteur public et quatre dans le secteur privé), à huit organisations en 2018 (sept dans le secteur privé et une dans le secteur public) et à huit organisations entre janvier et août 2019 (toutes dans le secteur privé); et ii) en application de la loi sur l'inspection du travail adoptée le 23 janvier 2017, 13 peines d'amendes ont été imposées entre le 1^{er} janvier 2018 et août 2019 pour des infractions en matière de liberté syndicale (sur un total de 261 amendes). La commission note également que: i) la CGT et la CTH déclarent dans leurs observations que la loi sur l'inspection du travail n'est toujours pas appliquée de manière satisfaisante en raison de l'inertie du Procureur général de la République (PGR) dans ce domaine; ii) le COHEP déclare dans ses observations supplémentaires qu'il a soumis un rapport préliminaire au PGR sur les cas dans lesquels des amendes sont perçues, qu'un accord interinstitutionnel a été signé entre le PGR et le STSS, et qu'il existe une proposition pilote visant à lancer un processus de perception des amendes axée sur l'application de la loi sur l'inspection du travail; et iii) dans son rapport, la mission de contacts directs indique que les centrales syndicales ont dénoncé auprès d'elles de nombreuses violations de la liberté syndicale, commises notamment dans les secteurs de l'agro-exportation et de l'éducation.

La commission note finalement que l'accord tripartite de mai 2019 prévoit, dans sa partie consacrée au renforcement du CES en matière de liberté syndicale, l'entrée en fonction du MEPCOIT en tant qu'instance de résolution des conflits du domaine des relations du travail ainsi que la promotion à d'autres secteurs du modèle que représente la Commission bipartite du secteur de la *maquila*. La commission observe à cet égard qu'une mission d'assistance technique du Bureau effectuée en septembre 2019 a permis un échange d'expérience avec le modérateur de l'organe de résolution des conflits de Panama. À cet égard, la commission prend note que, dans ses observations supplémentaires, le COHEP regrette que depuis la tenue des réunions en septembre 2019 sous l'égide du MEPCOIT, aucun progrès significatif n'a eu lieu.

Prenant note des informations supplémentaires fournies, la commission prie de nouveau le gouvernement, dans le processus d'application de la loi sur l'inspection du travail, d'accorder une attention spéciale au respect des droits syndicaux dans les secteurs de l'agro-exportation et de l'éducation. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations spécifiques à cet égard. Tout en étant consciente des obstacles que la pandémie de COVID-19 peut avoir engendré à cet égard, la commission exprime à nouveau l'espoir que le MEPCOIT entrera bientôt en fonction et qu'il sera ainsi en mesure d'examiner les situations de violation des libertés syndicales signalées par les centrales syndicales à la mission de contacts directs. Elle le prie également de donner des informations à cet égard, de même que sur la promotion à d'autres secteurs de l'économie, du modèle que représente la plateforme de discussion bipartite pour le secteur de la *maquila*.

Rappelant qu'elle avait salué, dans son commentaire précédent, les engagements exprimés dans l'accord tripartite qui a été signé à l'issue de la mission de contacts directs et qu'elle avait dûment tenu compte de l'assistance technique que le Bureau a mis à disposition du gouvernement pour aider à la mise en œuvre de l'accord, la commission espère qu'elle aura lieu de constater à brève échéance des progrès

significatifs dans la voie d'une solution aux graves atteintes à la convention qui sont signalées depuis de nombreuses années.

Japon

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1965)

La commission prend note des observations du Syndicat solidaire, Suginami, du Syndicat solidaire des travailleurs, section d'Itabashi, du Apaken Kobe (Syndicat des travailleurs non réguliers/occasionnels/temporaires/à temps partiel) et du Syndicat Rakuda (Syndicat indépendant des agents de la municipalité de Kyoto), reçues les 25 août et 25 septembre 2020, ainsi que de la réponse du gouvernement à leur sujet. La commission prend également note des observations de la Fédération du commerce du Japon (NIPPON KEIDANREN), transmises par le gouvernement le 30 septembre 2020.

N'ayant pas reçu d'autres informations supplémentaires, la commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des observations reçues des partenaires sociaux cette année et de la réponse du gouvernement à leur sujet (voir *Article 3*), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO), transmises avec le rapport du gouvernement, et de la réponse du gouvernement à celle-ci. Dans ses observations, JTUC-RENGO déclare qu'elle avait espéré initialement que le gouvernement aborderait les problèmes de mise en œuvre de la présente convention en application de la «résolution pour une contribution accrue du Japon à l'OIT» adoptée le 26 juin 2019 par la Diète à l'occasion du centenaire de l'Organisation. Dans cette résolution, la Diète proclame que «le Japon, considérant qu'il est appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans la concrétisation des principes fondamentaux de l'OIT, des normes internationales du travail, du tripartisme et des objectifs du travail décent, reconnaît à nouveau l'importance qu'il est appelé à jouer au sein de l'OIT et s'engage à continuer à l'avenir de contribuer de toute son énergie à la poursuite et à concrétisation de ces principes, de concert avec les autres États Membres du monde entier [...]». La commission note que JTUC-RENGO déplore que le rapport du gouvernement exprime un apparent manque de volonté de résoudre les problèmes qui se posent dans le système juridique actuel. La commission prend également note des observations reçues le 19 juillet 2019 des syndicats Rentai de Suginami, Rentai d'Itabashi-ku, Rakuda et Apaken Kobe à propos du droit de syndicalisation des salariés des services publics locaux et de leurs syndicats. La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la NIPPON KEIDANREN, reçues le 30 août 2019, et de la réponse du gouvernement à celles-ci.

Article 2 de la convention. Droit du personnel des services de lutte contre l'incendie de se syndiquer. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle aborde la question de la nécessité de reconnaître le droit de se syndiquer au personnel des services de lutte contre l'incendie. Ces dernières années, le gouvernement s'est référé au fonctionnement de la Commission du personnel des services de lutte contre l'incendie (FDPC), système présenté comme alternative. Le rôle de la FDPC est d'examiner les propositions faites par le personnel sur les conditions de travail et de soumettre ses conclusions au chef du département de ces services. Le gouvernement a indiqué en outre que des études sont menées régulièrement par la Direction des services de lutte contre l'incendie pour recueillir des informations sur les délibérations de la FDPC et leurs résultats. Il a également mentionné une étude spécifique, menée en janvier 2018, afin d'évaluer le fonctionnement du système constitué par la FDPC et, au besoin, de l'améliorer. Les conclusions de cette étude ont donné lieu à des discussions au sein de l'Agence de gestion des services de lutte contre les incendies. Si les conclusions de cette étude sont que le système de la FDPC fonctionne convenablement, les représentants des travailleurs siégeant au sein de cette agence ont appelé à des améliorations dans le fonctionnement de la FDPC, notamment en vue d'une plus grande transparence dans les procédures et aussi de l'instauration d'un environnement plus propice à l'expression, au sein de la FDPC, des opinions du personnel. Le gouvernement indique qu'en conséquence une nouvelle politique de fonctionnement de la FDPC a été élaborée avec les partenaires sociaux et est entrée en vigueur en avril 2019. L'Agence de gestion du personnel des services de lutte contre l'incendie a informé toutes les casernes de la nouvelle politique et leur a demandé d'organiser des sessions d'informations sur les amendements apportés à celle-ci. Le gouvernement indique en outre que, depuis janvier 2019, le ministère des Affaires intérieures et des Communications a organisé trois consultations avec les représentants des travailleurs pour discuter de l'avis du gouvernement selon lequel le personnel de lutte contre l'incendie devrait être assimilé à la police, s'agissant de l'application de la convention. Il ajoute que l'Agence de gestion continuera de tenir régulièrement des consultations à ce sujet.

La commission note que JTUC-RENGO mentionne dans ses observations que le gouvernement a réaffirmé, au cours des discussions avec le Syndicat des travailleurs des préfectures et des municipalités

(JICHIRO), qu'à son avis les pompiers doivent être assimilés à la police. La commission note également que, de l'avis de NIPPON KEIDANREN, les règles hiérarchiques, les règles d'organisation et la relation de coopération du personnel de lutte contre les incendies avec des organisations de travailleurs risquent d'affecter la confiance des habitants dans les services de lutte contre l'incendie et dans la sécurité de la population. En conséquence, pour NIPPON KEIDANREN, il y a lieu de continuer d'étudier prudemment la question de la reconnaissance aux pompiers d'un droit de se syndiquer.

La commission note cependant que JTUC-RENGO se déclare préoccupée par le fait que le gouvernement n'a pas répondu directement aux conclusions de 2018 de la Commission de la Conférence et qu'aucun plan d'action à échéances déterminées n'a été développé avec les partenaires sociaux comme demandé par la Commission de la Conférence. Le seul élément digne d'être signalé est l'intention exprimée de poursuivre les consultations entre le ministère des Affaires intérieures et des Communications et JICHIRO, consultations qui sont menées depuis juillet 2018. JTUC-RENGO déplore que le gouvernement persiste à se référer à d'anciens rapports du Comité de la liberté syndicale antérieurs à la ratification de la convention par le Japon pour justifier le maintien du statu quo, et elle rappelle qu'en juin 2018, ayant examiné ces questions, le Comité de la liberté syndicale a appelé le gouvernement à reconnaître pleinement aux pompiers les droits d'organisation et de négociation collective.

La commission, si elle apprécie les informations concernant la nouvelle politique de la FDPC, tient à souligner que, cette politique reste distincte de la reconnaissance du droit de se syndiquer comme prévu à l'article 2 de la convention. Elle prend note des développements concernant les consultations menées avec JICHIRO depuis janvier 2019 et de l'intention exprimée par le gouvernement de poursuivre le dialogue. **La commission exprime à nouveau le ferme espoir que la poursuite des consultations permettra d'accomplir de nouveaux progrès vers la reconnaissance du droit du personnel de lutte contre l'incendie de constituer des organisations de son choix et du droit de s'affilier à de telles organisations pour la défense de ses intérêts professionnels. Elle prie le gouvernement de donner des informations détaillées sur tous faits nouveaux à cet égard.**

Article 2. Droit du personnel pénitentiaire de se syndiquer. La commission rappelle qu'elle soulève depuis longtemps la question de la nécessité de reconnaître au personnel de l'administration pénitentiaire le droit de se syndiquer. Elle note que le gouvernement réitère sa position que ce personnel est assimilé à la police. Le gouvernement réitère également que cet avis a été accepté par le Comité de la liberté syndicale dans ses 12^e et 54^e rapports. À son avis, reconnaître au personnel de l'administration pénitentiaire le droit de se syndiquer poserait des difficultés par rapport au bon fonctionnement des institutions pénitentiaires et au maintien de l'ordre et de la discipline dans celles-ci. Cela étant, tenant compte des précédents commentaires de la commission, le gouvernement a décidé d'accorder au personnel des institutions pénitentiaires des possibilités significatives d'exprimer ses opinions en prenant les mesures suivantes: i) le ministère de la Justice a organisé des rencontres entre des hauts fonctionnaires et des représentants du personnel de chaque établissement pénitentiaire au Siège régional de cette administration (RCH) afin d'échanger des opinions sur l'amélioration de l'ambiance de travail et les activités récréatives prévues pour le personnel; ii) dans le cadre du programme «Amélioration du lieu de travail pour prévenir les démissions», le personnel féminin sera entendu et les avis qu'il aura exprimés seront étudiés et donneront lieu à des mesures d'amélioration des conditions de travail; et iii) des inspecteurs du ministère de la Justice et du RCH offriront au personnel des possibilités d'exprimer ses opinions sur ses conditions de travail. Le gouvernement rappelle que, dans chaque établissement pénal, des personnes-contact ont été désignées pour recueillir les propositions du personnel sur l'amélioration des conditions de travail et qu'une commission itinérante a été constituée pour recueillir dans chaque établissement les avis du personnel sur des questions telles que l'administration de l'institution pénitentiaire, les conditions de travail, l'équilibre entre obligations professionnelles et impératifs familiaux, les congés payés, etc. Enfin, le gouvernement déclare que, dans l'institution pénale, en cas de situation exceptionnelle, il faut réagir rapidement et de manière appropriée pour que la situation n'échappe pas à tout contrôle, en mettant en œuvre la force si nécessaire, si bien que la reconnaissance d'un droit de se syndiquer au personnel de l'institution pénale pourrait poser un problème par rapport au bon fonctionnement de cette administration et au maintien de l'ordre et de la discipline.

La commission note enfin que, dans ses observations, NIPPON KEIDANREN soutient l'avis du gouvernement selon lequel les agents de l'administration pénitentiaire devraient être assimilés à la police aux fins de l'article 9 de la convention.

La commission note que, dans ses observations, JTUC-RENGO déplore que le gouvernement n'ait pas accordé de suite aux suggestions faites par la commission d'examiner, en consultation avec les partenaires sociaux, les catégories d'agents pénitentiaires considérés comme faisant partie de la police et celles qui ne le sont pas. JTUC-RENGO expose à ce sujet que: i) les différentes mesures évoquées par le gouvernement en tant qu'opportunités offertes au personnel des institutions pénitentiaires d'exprimer ses avis sur ses conditions de travail n'ont rien à voir avec les libertés syndicales ni avec le droit de se

syndiquer. Puisqu'il s'agit simplement d'un échange de vues avec des salariés qui sont entendus individuellement, il ne saurait s'agir de négociations; ii) les mesures décrites par le gouvernement prétendent se substituer à des discussions significatives sur la reconnaissance du droit du personnel des institutions pénitentiaires de se syndiquer; iii) invoquer le fait que le personnel de l'administration pénitentiaire porte les armes, à l'instar du personnel de la police, comme raison de ne pas reconnaître au personnel pénitentiaire le droit de se syndiquer n'est pas un argument logique: le droit de se syndiquer est reconnu aux inspecteurs compétents en matière de normes du travail, aux inspecteurs des pêches et à d'autres catégories de personnel investies de pouvoirs spéciaux de police judiciaire, comparables au personnel pénitentiaire. Le droit de se syndiquer est reconnu aux agents des stupéfiants, alors qu'ils sont investis de pouvoirs spéciaux de police judiciaire et qu'ils ont le droit de porter des armes et d'en faire usage; et iv) pour les établissements pénitentiaires il est recouru de plus en plus à des formules reposant sur des initiatives financières privées et à l'externalisation de diverses tâches et, pourtant, la reconnaissance du droit de se syndiquer aux travailleurs du secteur privé qui sont les exécutants de ces tâches externalisées n'a pas été contesté. Par voie de conséquence, pour JTUC-RENGO, l'argument du gouvernement selon lequel il ne serait pas approprié de reconnaître le droit de se syndiquer au personnel de l'institution pénitentiaire parce que cela poserait un problème au regard de l'accomplissement des tâches et de la préservation de l'ordre et de la discipline voulus pour pouvoir faire face à des situations exceptionnelles est en contradiction totale avec la propre politique du gouvernement consistant à externaliser des tâches de l'institution pénitentiaire vers le secteur privé.

La commission estime utile de rappeler que, dans de précédents rapports, le gouvernement opérait parmi le personnel de l'institution pénitentiaire les distinctions suivantes: i) les gardiens de prison, qui ont un devoir d'intervention sans réserve dans les établissements, y compris celui d'assurer des services de sécurité en recourant à la force physique, et qui sont habilités à faire usage d'armes de poing et d'armes légères; ii) le personnel de l'institution pénitentiaire autre que les gardiens de prison, qui participe directement à la gestion des établissements ou au traitement des détenus; et iii) le personnel de l'institution pénitentiaire chargé, conformément au Code de procédure pénale, de remplir des missions de police judiciaire dans les cas de crime commis à l'intérieur de l'institution, qui est habilité à procéder à des arrestations, des fouilles et des saisies. Tout en appréciant les informations fournies par le gouvernement dans son rapport quant aux nouvelles initiatives visant à offrir au personnel de l'institution pénitentiaire des opportunités d'exprimer ses opinions sur divers aspects, notamment sur les conditions de travail, la commission souligne que de telles mesures restent distinctes de la reconnaissance du droit de se syndiquer au sens de l'article 2 de la convention. La commission observe en outre que le gouvernement, malgré les appels réitérés de la présente commission et de la Commission de la Conférence, n'a pas engagé de consultations avec les partenaires sociaux pour étudier la question des distinctions entre différentes catégories de personnel pénitentiaire. **En conséquence, la commission prie instamment le gouvernement de prendre, en concertation avec les partenaires sociaux nationaux et les autres parties intéressés, les mesures nécessaires pour que les agents de l'administration pénitentiaire autres que ceux qui sont investis de fonctions de police judiciaire aient le droit de constituer l'organisation de leur choix et aussi le droit de s'affilier pour la défense de leurs intérêts professionnels, et elle le prie de donner des informations détaillées sur les mesures prises à cet égard.**

Article 3. Non-reconnaissance de droits fondamentaux au travail à des salariés du secteur public. La commission rappelle les commentaires qu'elle formule depuis de nombreuses années sur la nécessité de reconnaître aux salariés des services publics leurs droits fondamentaux au travail, en particulier leur droit de recourir à l'action revendicative sans s'exposer à des sanctions, les seules catégories de travailleurs pouvant faire exception à ce titre étant les fonctionnaires exerçant une autorité au nom de l'État et les travailleurs employés dans des services essentiels au sens strict du terme. La commission prend note des informations de caractère général présentées par le gouvernement sur son approche globale, qui consiste toujours à continuer d'entendre les avis des organisations de salariés. La commission note également que, selon le gouvernement, le contingent d'employés dans les agences administratives gouvernementales a diminué de 807 000 en mars 2003 à 299 000 en mars 2019, laissant de moins en moins de travailleurs dans le secteur public sans leurs droits fondamentaux au travail.

De plus, la commission rappelle que le gouvernement invoque les procédures de l'Autorité nationale du personnel (NPA) en tant que garanties compensatoires pour les travailleurs des services publics auxquels les droits fondamentaux au travail ne sont pas reconnus. Ayant noté la persistance des divergences de vues quant à l'acceptabilité de la NPA en tant que garantie compensatoire, la commission avait prié le gouvernement d'étudier, en concertation avec les partenaires sociaux, les mécanismes appropriés qui seraient susceptibles d'assurer des moyens de conciliation et d'arbitrage impartiaux et rapides. Dans son rapport, le gouvernement indique que la NPA a tenu en 2018 non moins de 213 réunions officielles avec des organisations de salariés. Il réitère également que ces mesures compensatoires permettent convenablement de préserver les conditions de travail des salariés des services publics. Dans ses observations, NIPPON KEIDANREN déclare soutenir l'intention manifestée par

le gouvernement de continuer d'étudier soigneusement des mesures tendant à un système autonome de relations salariés-employeurs qui, selon ce qu'avait indiqué le gouvernement par le passé, accorderait aux salariés de la fonction publique nationale du secteur non opérationnel le droit de négocier les conditions de travail et de conclure des conventions collectives.

La commission note également que JTUC-RENGO déplore dans ses observations que la position du gouvernement au sujet d'un système autonome de relations salariés-employeurs n'ait pas évolué et que le gouvernement n'ait pris aucune des mesures préconisées par les organes de contrôle de l'OIT. JTUC-RENGO déplore au surplus que, bien qu'ayant affirmé devant l'OIT lors d'une réunion qui s'est tenue en mars 2019 qu'il prendrait en considération les recommandations de la Commission de la Conférence, le gouvernement se borne à faire toujours la même réponse, répétant depuis trois ans aux organisations de salariés «qu'il existe un large éventail de questions qui touchent aux systèmes autonomes de relations entre salariés et employeur et qu'il souhaite étudier ces questions soigneusement tout en continuant d'échanger ses vues avec les organisations de salariés». JTUC-RENGO se déclare, par le fait, profondément préoccupée par le manque manifeste de volonté de la part du gouvernement de reconsidérer le système légal en ce qui concerne les droits fondamentaux au travail des salariés des services publics et elle demande que l'OIT se penche sur ces problèmes à travers une mission dans le pays.

La commission prie instamment le gouvernement de faire connaître toute mesure prise ou envisagée afin que les salariés du secteur public qui n'exercent aucune autorité au nom de l'État jouissent pleinement de leurs droits fondamentaux au travail, notamment du droit d'entreprendre des actions revendicatives. Elle prie instamment le gouvernement de faire état de toute consultation engagée avec les partenaires sociaux concernés en vue de revoir le système actuel afin d'instaurer des procédures de conciliation et d'arbitrage impartiales et rapides qui recueilleraient la confiance des parties et autoriseraient la participation de celles-ci à toutes les étapes, et dont les décisions, une fois arrêtées, seraient pleinement et rapidement mises en œuvre. Entre-temps, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les départements ou divisions publics qui ne sont plus classés comme des agences administratives gouvernementales depuis mars 2003, permettant la réduction du nombre de travailleurs dans le secteur public ne bénéficiant pas de leurs droits fondamentaux au travail. Elle le prie également de continuer de donner des informations détaillées sur le fonctionnement du système de recommandations de la NPA.

La commission prend note des observations des syndicats de travailleurs Rentai de Suginami, Rentai d'Itabashi-ku, Rakuda et Apaken Kobe concernant les effets néfastes sur le droit de se syndiquer de l'entrée en vigueur de la loi sur la fonction publique locale en avril 2020 à savoir: i) les salariés des services publics locaux n'ayant pas un statut ordinaire et leurs syndicats ne sont pas couverts par la loi générale du travail, qui établit les droits fondamentaux au travail de cette catégorie et qui fixe les conditions dans lesquelles ce personnel peut saisir la commission des relations du travail d'une plainte pour pratique déloyale; ii) le nouveau système, qui vise à limiter le recours à du personnel engagé à temps partiel sur des missions permanentes, a pour effet d'accroître le nombre des travailleurs dépourvus de tous droits fondamentaux au travail; iii) le système d'emploi annuel conditionnel mis en place suscite des angoisses liées à l'emploi et affaiblit les actions des syndicats; iv) ces situations appellent le rétablissement de toute urgence des droits fondamentaux au travail pour tous les salariés du secteur public. La commission prend note que le gouvernement indique que les modifications législatives veillent à la nomination opportune de membres du personnel des services spéciaux et d'employés temporaires, et clarifient le cadre de nomination du personnel à temps partiel dans les services réguliers. Les amendements garantissent le statut de ces membres du personnel et employés, et prévoient certaines indemnités qui leur sont dues. Selon le gouvernement, la modification de leur statut à l'égard des droits fondamentaux au travail découle donc de la garantie qui leur est offerte du type de nomination initialement prévu. Par conséquent, pour le gouvernement, la déclaration de Rentai de Suginami selon laquelle les amendements privent les fonctionnaires temporaires et à temps partiel de leurs droits fondamentaux au travail n'est pas correcte. Tout en notant que le gouvernement réaffirme que ce changement de statut contribue à améliorer le traitement des personnes engagées à temps partiel, la commission observe que les amendements en question ont pour effet d'élargir les catégories de travailleurs du secteur public qui ne jouissent désormais plus pleinement des droits prévus par la convention. **En conséquence, la commission prie instamment le gouvernement de hâter l'examen du système autonome des relations du travail, de manière à garantir qu'avec l'introduction de ces amendements les employés des services municipaux ne soient pas privés des droits syndicaux dont ils jouissent depuis longtemps. Elle prie le gouvernement de donner des informations détaillées sur les mesures prises ou envisagées à cet égard.**

La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle il examine attentivement la manière de répondre aux conclusions et aux recommandations formulées par la Commission de la Conférence en 2018 et aux préoccupations que soulève le système autonome de relations salariés-employeurs, tout en continuant d'écouter les avis des partenaires sociaux. Le

gouvernement prévoit de fournir régulièrement des informations sur les initiatives qu'il adopte de bonne foi à cet égard. **Rappelant les conclusions de la Commission de la Conférence, y compris l'absence de progrès tangibles à prendre les mesures nécessaires en ce qui concerne le système autonome de relations salariés-employeurs, la commission encourage à nouveau vivement le gouvernement à faire état de toutes mesures prises ou envisagées afin d'élaborer, en consultation avec les partenaires sociaux intéressés, un plan d'action à échéance déterminée pour la mise en œuvre des recommandations développées ci-dessus et de faire rapport sur tout progrès réalisé à cet égard.**

Jordanie

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1968)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 24 septembre 2020 concernant diverses questions examinées dans ses commentaires précédents. La commission note que la CSI dénonce également: i) l'arrestation et la détention de membres de l'Association des enseignants jordaniens (JTA) entre le 25 juillet et le 23 août 2020; ii) l'engagement de poursuites pénales contre la JTA et son président; et iii) la fermeture par le gouvernement des bureaux de la JTA pendant deux ans à partir du 25 juillet 2020, ce qui prive de fait les enseignants et le personnel éducatif de toute représentation. **Rappelant que les enseignants sont pleinement couverts par la convention et que l'exercice des droits d'organisation et de négociation collective requiert que les organisations syndicales puissent mener librement leurs activités de défense des intérêts de leurs membres, la commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires sur les allégations de la CSI et d'assurer le respect de la convention dans tous les secteurs couverts, y compris celui de l'enseignement.**

La commission note par ailleurs le rapport non-demandé du gouvernement reçu le 16 septembre 2020 relatif aux différents points soulevés par la commission dans sa dernière observation mais ne se référant pas aux mesures prises à l'encontre de la JTA contenues dans les observations de la CSI. La commission examinera le contenu de ce rapport dans le cadre du cycle régulier. **La commission prie à cet égard le gouvernement de fournir toute autre information relative à l'application de la convention ainsi qu'une copie des amendements effectués à la législation nationale auxquels il s'est référé dans le rapport mentionné.**

Kazakhstan

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2000)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année, ainsi que sur la base des informations dont il disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération internationale syndicale (CSI), reçues les 8 et 16 septembre 2020, et de la Confédération des employeurs de la République du Kazakhstan (KRRK), reçues le 1^{er} octobre 2020, concernant les questions soulevées par la commission ci-dessous.

La commission rappelle que, dans leurs observations de 2019, la CSI et la Fédération des syndicats du Kazakhstan (FPRK) ont dénoncé l'emprisonnement, le 16 octobre 2019, de M. Erlan Baltabay, dirigeant du Syndicat indépendant des travailleurs du pétrole et de l'énergie. Exprimant sa préoccupation au sujet de cette allégation, la commission avait prié le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet. La commission note que, dans ses observations de 2020, la CSI rappelle que M. Baltabay a été condamné à sept ans de prison en juillet 2019 pour l'appropriation abusive alléguée d'environ 28 000 dollars E.-U. de cotisations syndicales. Selon la CSI, M. Baltabay a été libéré en août 2019 après avoir été gracié par le Président et s'être vu infliger une amende de 4 000 dollars E.-U. en échange de sa peine de prison restante. M. Baltabay, clamant son innocence, a refusé de payer l'amende ou d'admettre la grâce présidentielle, et a fait valoir devant le tribunal que les accusations pénales d'appropriation abusive de fonds à grande échelle portées contre lui étaient politiquement motivées et non fondées. La CSI indique en outre que le 16 octobre 2019, M. Baltabay a été condamné à une nouvelle peine d'emprisonnement de cinq mois et huit jours pour activités syndicales et pour ne pas avoir payé l'amende; bien que M. Baltabay ait été libéré de prison le 20 mars 2020, il lui est toujours interdit d'exercer toute activité publique, y compris des activités syndicales, pendant les sept années à venir, comme le prévoyait la peine précédente.

La commission prend également note de l'indication de la CSI selon laquelle M^{me} Larisa Kharkova, présidente de la Confédération des syndicats indépendants du Kazakhstan (KNPRK), aujourd'hui liquidée, qui a été condamnée à quatre ans de restriction de sa liberté de mouvement et à cinq ans d'interdiction d'exercer toute fonction dans une organisation publique ou non gouvernementale, a continué à purger sa peine.

La commission note que le gouvernement ne conteste pas les faits tels qu'ils sont exposés par la CSI, mais indique que les décisions judiciaires dans le cas de M. Baltabay ont été prises au titre de délits de droit commun et n'étaient pas liées à sa participation à des activités syndicales légales.

La commission note en outre que les cas de M. Baltabay et de M^{me} Kharkova continuent d'être examinés par le Comité de liberté syndicale dans le cadre du cas n° 3283 (voir 392^e rapport, octobre 2020). **La commission se réfère aux conclusions et recommandations du Comité de liberté syndicale et prie instamment le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les cas de M. Baltabay et de M^{me} Kharkova.**

La commission rappelle qu'elle avait précédemment noté avec une profonde préoccupation l'allégation de la CSI 2018 concernant l'agression et les blessures subies par le président d'un syndicat de travailleurs du complexe pétrolier et énergétique de la région de Karaganda et avait instamment prié le gouvernement d'enquêter sans délai sur cette affaire et de traduire les auteurs en justice. La commission avait pris note des informations fournies par le gouvernement confirmant l'agression du président du syndicat des travailleurs du complexe pétrolier et énergétique de Chakhtinsk, M. Dmitri Senyavsky, par des inconnus le 10 novembre 2018. Le gouvernement a indiqué qu'une procédure préliminaire a été ouverte en vertu de l'article 293(2)(1) du Code pénal (trouble de l'ordre public). Selon un rapport médico-légal, M. Senyavsky a subi de légers dommages à sa santé. La commission note que, dans son observation de 2020, la CSI indique que deux ans après l'agression, aucun suspect n'a été identifié. La commission note que le gouvernement réitère dans son rapport supplémentaire que l'enquête préliminaire a été suspendue en vertu de l'article 45(7)(1) du Code de procédure pénale (défaut d'identification de la personne ayant commis un crime) jusqu'à ce que de nouvelles circonstances (preuves) soient découvertes. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'évolution de cette affaire.**

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du travail, 108^e session, juin 2019)

La commission prend note des débats qui ont eu lieu au sein de la commission de la Conférence en juin 2019 concernant l'application de la convention. Elle note que la commission de la Conférence a regretté l'absence persistante de progrès depuis le dernier examen de l'affaire en juin 2017, en particulier en ce qui concerne les graves obstacles à la création de syndicats sans autorisation préalable en droit et en pratique, et l'atteinte continue à la liberté syndicale des organisations d'employeurs. La commission de la Conférence a pris note de la mission tripartite de haut niveau de l'OIT, qui a eu lieu en mai 2018, et de la feuille de route qui en a résulté. La commission note que la commission de la Conférence a invité le gouvernement à : i) modifier les dispositions de la loi sur les syndicats conformément à la convention, en ce qui concerne les questions relatives aux restrictions excessives appliquées à la structure des syndicats qui limitent le droit des travailleurs de constituer des syndicats de leur choix et de s'y affilier; ii) ne pas imposer de restrictions au droit d'occuper des postes électifs dans les syndicats et à la liberté de mouvement pour exercer des activités syndicales légitimes; iii) s'assurer que les allégations de violence à l'encontre de syndicalistes fassent l'objet d'enquêtes et, le cas échéant, imposer des sanctions dissuasives; iv) revoir, en consultation avec les partenaires sociaux, la législation et la pratique existantes en matière de réenregistrement des syndicats afin de surmonter les obstacles existants; v) modifier, en consultation avec les organisations d'employeurs les plus représentatives, libres et indépendantes, les dispositions de la loi sur la Chambre nationale des entrepreneurs et les règlements y afférents, de manière à garantir sans plus attendre la pleine autonomie et la pleine indépendance d'organisations d'employeurs libres et indépendantes. En particulier, supprimer les dispositions sur le mandat général de la NCE, qui consiste à représenter les employeurs et à accréditer les organisations d'employeurs; vi) s'assurer que la Confédération des syndicats indépendants du Kazakhstan KNPRK et les organisations qui y sont affiliées jouissent sans plus tarder de la pleine autonomie et de la pleine indépendance d'une organisation de travailleurs libre et indépendante, et jouissent de l'autonomie et de l'indépendance nécessaires pour remplir leur mandat et représenter leurs mandants; vii) confirmer la modification de la législation pour permettre aux juges, aux pompiers et au personnel pénitentiaire, qui n'ont pas un grade militaire, de constituer une organisation de travailleurs et de s'y affilier; viii) adopter une législation garantissant que les organisations nationales de travailleurs et d'employeurs ne sont pas empêchées de recevoir une aide financière ou autre de la part d'organisations internationales. À cet égard, fournir des informations sur le statut juridique et le contenu de sa recommandation visant à autoriser les organisations de travailleurs et d'employeurs à recevoir une assistance financière d'organisations internationales; et ix) mettre en œuvre

d'urgence la feuille de route de 2018, en consultation avec les partenaires sociaux. La commission de la Conférence a décidé d'inclure ses conclusions dans un paragraphe spécial du rapport.

La commission note que la loi sur les syndicats, le Code du travail, la loi sur la NCE, le Code pénal, le Code de procédure pénale et la loi sur les associations publiques ont été modifiés en vertu de l'adoption, en mai 2020, de la loi sur les modifications et les ajouts à certains textes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de travail. La commission note que, dans ses conclusions et recommandations dans l'affaire n° 3283 (voir 392^e rapport, octobre 2020), le Comité de liberté syndicale soumet l'examen de ces modifications législatives à la commission. La commission les examine ci-dessous.

Article 2 de la convention. Droit de créer des organisations sans autorisation préalable. La commission rappelle qu'à la suite de l'entrée en vigueur de la loi sur les syndicats en 2014, tous les syndicats existants ont dû être réenregistrés. Elle rappelle à cet égard que les affiliés de la KNPRK se sont vu refuser l'enregistrement ou le réenregistrement, ce qui a finalement conduit à sa liquidation. Rappelant l'allégation de la CSI concernant le refus d'enregistrer les organisations qui formaient auparavant la KNPRK, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur le statut actuel de la KNPRK et de veiller à ce que la KNPRK et ses affiliés jouissent sans plus tarder de la pleine autonomie et de la pleine indépendance d'une organisation de travailleurs libre et indépendante, et jouissent de l'autonomie et de l'indépendance nécessaires pour remplir leur mandat et représenter leurs mandants.

La commission note que la CSI indique que le Congrès des syndicats libres (KSPRK) (nom sous lequel le successeur de la KNPRK avait tenté pour la dernière fois de se faire réenregistrer) n'est toujours pas enregistré et que le Syndicat industriel des employés du secteur des combustibles et de l'énergie attend toujours son réenregistrement, ne pouvant toujours pas nommer officiellement un nouveau président.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, si l'autorité chargée de l'enregistrement (ministère de la Justice) constate des lacunes, elle émet un refus motivé, en invoquant la disposition législative applicable, conformément à l'article 11 de la loi sur l'enregistrement national des personnes morales et l'enregistrement officiel des succursales et bureaux de représentation. Le gouvernement indique en outre que la KSPRK a également reçu un refus motivé et que le ministère du Travail et de la Protection sociale (MLSP) a tenu une série de réunions avec les représentants du Congrès concernant le refus de l'enregistrer. Le gouvernement souligne que si le syndicat en question corrige les lacunes indiquées, le ministère de la Justice est prêt à réexaminer la demande d'enregistrement. Le gouvernement indique en outre qu'une explication a été fournie à la personne demandant l'enregistrement du Syndicat industriel des employés du secteur des combustibles et de l'énergie, qui précise l'organisme auquel la demande d'enregistrement et les documents d'accompagnement doivent être soumis. Toutefois, selon le gouvernement, le demandeur doit toujours s'adresser à l'autorité d'enregistrement compétente. ***Ayant dûment pris note des informations communiquées par le gouvernement, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le statut de l'enregistrement de la KSPRK et du Syndicat industriel des employés du secteur des combustibles et de l'énergie.***

La commission rappelle en outre qu'elle avait précédemment noté que plusieurs textes de loi réglaient l'enregistrement et que certains syndicats se voyaient refuser le réenregistrement parce que leurs statuts n'étaient pas conformes à l'une des lois applicables ou à l'ensemble de ces dernières. La commission avait donc prié le gouvernement de s'engager avec les partenaires sociaux à examiner les difficultés identifiées par les syndicats cherchant à se faire enregistrer en vue de trouver des mesures appropriées, y compris législatives, pour donner pleinement effet à l'article 2 de la convention et pour garantir le droit des travailleurs de créer des organisations sans autorisation préalable.

La commission prend note de l'explication du gouvernement selon laquelle les syndicats peuvent être constitués sans autorisation préalable. Les syndicats de base n'ont pas besoin de s'enregistrer. Toutefois, si un syndicat souhaite devenir une personne morale (ce qui lui donne le droit d'ouvrir un compte bancaire), il doit s'enregistrer auprès des autorités judiciaires. Ces dernières disposent des pouvoirs suivants pour déterminer le statut des syndicats: (1) vérifier la conformité à la législation des documents soumis à l'enregistrement; et (2) délivrer des certificats d'enregistrement nationaux. En cas de refus d'enregistrement d'un syndicat, l'autorité chargée de l'enregistrement identifie les lacunes et émet un refus motivé. Si le syndicat en question corrige ces lacunes, il peut soumettre à nouveau sa demande d'enregistrement, en y joignant tous les documents nécessaires. Le gouvernement souligne que les documents peuvent être présentés à nouveau un nombre illimité de fois. Le gouvernement indique qu'il a fait tout son possible pour fournir des directives sur l'enregistrement à tous les syndicats et informe qu'il a développé un algorithme décrivant, étape par étape, la procédure d'enregistrement des syndicats (de la préparation des documents nécessaires jusqu'au moment de l'enregistrement). En outre, de nouvelles règles relatives aux services de l'État concernant l'enregistrement des entités avec et sans personnalité juridique ont été approuvées en mai 2020. La commission accueille favorablement qu'en vertu de ces nouvelles règles, le délai d'enregistrement par l'autorité a été réduit de 10 à 5 jours ouvrables. La

commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il existe actuellement trois associations nationales de syndicats dans le pays, 49 organisations syndicales sectorielles, 44 territoriales et 348 locales, qui regroupent environ 3 millions de travailleurs - soit la moitié des salariés au Kazakhstan. Le gouvernement souligne qu'à la suite de l'amendement de la loi sur les syndicats, un syndicat sectoriel, neuf syndicats locaux et six structures de syndicats sectoriels ont été constitués dans le pays, et qu'aucun problème d'enregistrement des syndicats n'a été signalé. Le gouvernement indique en outre que le nouvel accord général pour 2021-23 prévoit une protection contre les actes d'ingérence dans les affaires internes des organisations. **La commission prie le gouvernement de poursuivre le dialogue avec les partenaires sociaux sur les questions concernant le processus d'enregistrement.**

Droit des travailleurs de créer des organisations de leur choix et d'y adhérer à des organisations de leur choix. La commission avait précédemment prié le gouvernement de modifier les articles suivants de la loi sur les syndicats afin de garantir le droit des travailleurs de décider librement s'ils souhaitent s'associer ou devenir membres d'une structure syndicale de niveau supérieur, et d'abaisser les seuils requis pour créer des organisations de niveau supérieur:

- les articles 11(3), 12(3), 13(3) et 14(4), qui exigent, sous peine de radiation en vertu de l'article 10(3), l'affiliation obligatoire des syndicats sectoriels, territoriaux et locaux à une association syndicale nationale dans les six mois suivant leur enregistrement, afin de garantir le droit des travailleurs de décider librement s'ils souhaitent s'associer ou adhérer à une structure syndicale supérieure; et
- l'article 13(2), qui exige qu'un syndicat sectoriel représente au moins la moitié de l'effectif total du secteur ou des secteurs connexes, ou des organisations du secteur ou des secteurs connexes, ou qu'il comprenne des subdivisions structurelles et des organisations membres sur un territoire comprenant plus de la moitié des régions, des villes d'importance nationale et la capitale, en vue de réviser ce seuil à la baisse.

La commission note avec **satisfaction** que les articles 11, 12, 13 et 14 de la loi sur les syndicats ont été modifiés de manière à supprimer l'affiliation obligatoire des syndicats à une association syndicale de niveau supérieur. La commission note en outre que l'article 10 de la loi sur les syndicats a été modifié de façon à prolonger le délai pour la confirmation du statut d'un syndicat comme organisation nationale, sectorielle ou régionale, en portant le délai de cette procédure de six mois à un an. Si, une fois le délai d'un an expiré, l'organisation n'a pas confirmé son statut, son fonctionnement peut être suspendu pour une période de trois à six mois afin de lui laisser le temps nécessaire pour confirmer son statut, alors qu'auparavant il pouvait faire l'objet d'une liquidation.

Loi sur la Chambre nationale des entrepreneurs (NCE). La commission avait précédemment prié instamment le gouvernement de modifier la loi sur la NCE et toute autre législation pertinente de manière à garantir la pleine autonomie et l'indépendance des organisations d'employeurs libres et indépendantes. La commission rappelle, en particulier, que la loi prévoit l'affiliation obligatoire à la NCE (article 4(2)). La commission avait noté en outre les difficultés rencontrées dans la pratique par la Confédération des employeurs de la République du Kazakhstan (KRRK), qui découlent de l'obligation de s'affilier à la NCE et de son monopole, et en particulier, que l'accréditation des organisations d'employeurs par la NCE et l'obligation imposée dans la pratique aux organisations d'employeurs de conclure un accord annuel (un contrat type) avec la NCE se traduisait à tous égards par le fait que cette dernière approuvait et élaborait les programmes des organisations d'employeurs et intervenait ainsi dans leurs affaires internes. À cet égard, la commission avait noté qu'il avait été convenu de modifier le paragraphe 5 de l'article 148 du Code du travail de manière à supprimer la référence au pouvoir de la NCE de représenter les employeurs dans le dialogue social aux niveaux national, sectoriel et régional et que la feuille de route prévoyait les mesures à prendre pour répondre aux préoccupations susmentionnées, ce qui a abouti à la présentation au Parlement, en novembre 2018, du projet de loi visant à modifier divers textes législatifs, notamment la loi sur la NCE. À cet égard, la commission avait noté l'indication du gouvernement selon laquelle l'accréditation par la NCE est une procédure interne, qui se déroule sur une base volontaire. Le gouvernement soulignait que cette procédure n'est pas une procédure d'autorisation et n'empêchait pas l'organisation d'employeurs de fonctionner. De plus, l'adhésion obligatoire à la NCE n'était pas imposée aux associations. Le gouvernement réaffirmait qu'à la suite de l'amendement proposé au Code du travail, tel qu'il est décrit ci-dessus, la NCE se retirerait de la Commission nationale tripartite sur le partenariat social et la réglementation des relations sociales et du travail, des commissions sectorielles (20 secteurs) et des commissions régionales (16 régions). Par conséquent, la NCE ne serait plus signataire de l'Accord général entre le gouvernement et les associations nationales d'employeurs et de travailleurs, des accords sectoriels et des accords régionaux. La commission avait en outre noté la proposition de modification de l'article 9 de la loi sur la NCE, qui excluait explicitement de la définition des fonctions représentatives de la NCE le droit de représenter les entrepreneurs dans le système de partenariat social tel que défini dans le Code du travail. La commission s'attendait à ce que le paragraphe 5 de l'article 148 du Code du travail

et l'article 9 de la loi sur la NCE soient modifiés, sans délai, de sorte que la NCE et ses structures aux niveaux national, sectoriel et régional ne soient plus des représentants des employeurs au dialogue social.

La commission note avec **satisfaction** que le paragraphe 5 de l'article 148 du Code du travail et l'article 9 de la loi sur la NCE ont été modifiés comme indiqué plus haut. La commission note en outre que le gouvernement indique qu'actuellement 120 associations d'employeurs fonctionnent dans le pays, et qu'à la réunion, en septembre 2020, de la commission nationale tripartite sur le partenariat social et la réglementation des relations sociales et du travail, il a été demandé aux associations d'employeurs à tous les niveaux de décider qui seront leurs représentants auprès des organes de dialogue social à divers niveaux, ainsi que les signataires des accords tripartites.

À cet égard, la commission note que le KRRK a déclaré que la NCE ne participe plus au dialogue social et ne signera pas l'accord tripartite nationale 2021-23 car cette prérogative revient désormais aux organisations d'employeurs et que l'accord sera signé avec le KRRK. Le KRRK indique qu'il est convié par le MLSPP à des réunions traitant de questions de dialogue social et se dit convaincu que le dialogue sera encore renforcé à l'avenir. Le KRRK fournit des informations détaillées sur la relation entre la NCE et les organisations d'employeurs suite aux amendements législatifs et aux questions concernant l'impact du système d'accréditation sur l'indépendance des organisations d'employeurs et leur droit à participer aux processus de dialogue social. La commission prend dûment note de la réponse détaillée du gouvernement sur les observations du KRRK. La commission prend note, en particulier, de l'explication détaillée du gouvernement concernant les objectifs et le fonctionnement du NCE par rapport au rôle des organisations d'employeurs. Le gouvernement souligne que le rôle de la NCE est lié au développement des entreprises et à la promotion de l'entrepreneuriat, alors que l'objectif des organisations d'employeurs est de promouvoir et de défendre les droits de leurs membres dans les sphères professionnelles et sociales, en participant à divers mécanismes de dialogue social, à des négociations collectives et à des consultations concernant la législation du travail. Le gouvernement souligne qu'en dépit du fait que certaines des organisations d'employeurs sont accréditées auprès de la NCE, elles restent indépendantes les unes des autres dans leur rôle respectif.

Article 3. Droit des organisations d'organiser leurs activités et de formuler leurs programmes d'action. La commission a précédemment prié le gouvernement de fournir des informations sur l'état d'avancement de sa proposition de modification de l'article 176 1) 1) du Code du travail concernant le droit de grève. La commission note avec **intérêt** que la disposition susmentionnée a été modifiée de sorte que la grève demeure possible s'agissant de certains services «vitaux» (électricité, chauffage, eau et gaz; transports aériens, chemins de fer, transports routiers, transports publics et transports par eau; communication et services de santé) dès lors qu'un niveau minimum de services nécessaires, convenu au préalable par les représentants des travailleurs et les autorités locales, soit assuré durant la grève.

La commission rappelle qu'elle avait précédemment noté avec préoccupation que des dirigeants syndicaux avaient été reconnus coupables et condamnés en application de l'article 402 du Code pénal (2016), selon lequel une incitation à poursuivre une grève déclarée illégale par le tribunal était passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée pouvant aller jusqu'à un an et, dans certains cas (atteinte grave aux droits et intérêts des citoyens, émeutes de masse, etc.) jusqu'à trois ans. La commission note que cette disposition a été modifiée de manière à qualifier de délits les actes décrits à l'article 402 (qui ne seraient donc plus des actes criminels) et à réduire les peines (amendes et emprisonnements) en conséquence. La commission note en particulier que l'emprisonnement d'une durée maximale d'un an, et de trois ans dans les cas particuliers décrits ci-dessus, doit être remplacé par une détention d'une durée maximale de 50 jours et de deux ans, respectivement. Tout en se félicitant des modifications proposées visant à réduire les peines, la commission est néanmoins d'avis que le simple fait d'appeler à une grève, même déclarée illégale par les tribunaux, ne devrait pas entraîner une détention d'une durée pouvant aller jusqu'à 50 jours et qu'en général, des sanctions ne sont envisageables que si, à l'occasion d'une grève, des violences contre des personnes ou des biens ou d'autres violations graves du droit pénal ont été commises. **La commission prie le gouvernement d'examiner plus avant l'article 402 du Code pénal en tenant compte de ce qui précède et prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Article 5. Droit des organisations de recevoir une aide financière des organisations internationales de travailleurs et d'employeurs. La commission avait précédemment salué l'intention de modifier la loi sur les syndicats en ajoutant des dispositions sur le droit des syndicats de coopérer avec les organisations syndicales internationales et, conjointement avec les organisations internationales, de s'organiser et de mener des activités, ainsi que de réaliser des projets visant à défendre les droits et les intérêts des travailleurs conformément à la législation du Kazakhstan. La commission note avec **intérêt** que l'article 6 de la loi sur les syndicats a été modifié à cet effet. La commission prend note que le gouvernement fait état de son ordonnance n° 177 du 9 avril 2018 «relative à l'adoption d'une liste d'organisations internationales et d'État, d'organisations non gouvernementales étrangères et kazakhes et de fonds

pouvant accorder des subventions», qui autorise 98 organisations internationales à accorder des aides à des personnes physiques et morales au Kazakhstan. La commission salue l'indication du gouvernement selon laquelle le MLSP est prêt à examiner la possibilité d'inclure dans cette liste la CSI et l'Organisation internationale des employeurs, si une demande en ce sens est formulée. **La commission espère que la liste figurant dans l'ordonnance sera modifiée pour inclure les organisations internationales de travailleurs et d'employeurs et prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cette fin.**

Kirghizistan

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1992)

La commission prend note des observations de la Confédération internationale des syndicats (CSI) et de la Fédération des syndicats du Kirghizistan (FPK) reçues respectivement les 16 et 30 septembre 2020. Elle note que la CSI et la FPK expriment leur préoccupation quant aux dispositions du projet de loi sur les syndicats, qui avait été initié par plusieurs membres du Parlement et qui a été adopté en deuxième lecture. Selon les deux organisations, le projet de loi établit un système syndical unique, régit en détail les modalités d'organisation et le fonctionnement des syndicats et définit des critères généraux pour la dissolution des organisations syndicales. En outre, la CSI et le FPK allèguent des représailles contre les dirigeants du FPK et une ingérence dans les activités financières du FPK, paralysant ainsi son travail. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à ces sujets.**

En l'absence d'informations supplémentaires du gouvernement, la commission réitère ses commentaires adoptés en 2019 et reproduits ci-dessous.

La commission prend note du projet de loi sur les syndicats. Elle note avec **préoccupation** que, outre qu'il régit de manière détaillée le fonctionnement des syndicats et impose des prescriptions excessives en ce qui concerne les règlements internes des syndicats et leurs élections, cet instrument instaure également un monopole syndical. La commission note que le gouvernement déclare avoir préparé, en vue de les soumettre au Parlement, ses commentaires sur ce projet de loi, en soulignant celles de ses dispositions qui, à son avis, ne sont pas conformes à la législation nationale, à la Constitution et aux normes internationales du travail. **La commission prie le gouvernement de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que la loi sur les syndicats, lorsqu'elle sera adoptée, soit pleinement conforme à la convention et de donner des informations sur tout fait nouveau à cet égard. Elle le prie en outre de veiller à ce que les partenaires sociaux soient pleinement consultés dans le processus d'adoption d'une législation qui touche à leurs droits et à leurs intérêts.**

La commission rappelle au gouvernement qu'il lui est toujours possible de recourir à l'assistance technique du BIT.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui réitère le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

Libéria

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1962)

La commission prend note des observations du Syndicat national des travailleurs de la santé du Libéria (NAHWUL), reçues le 1^{er} octobre 2020, alléguant le défaut de reconnaissance juridique par le gouvernement, qu'elle considère encore plus préjudiciable dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ainsi que des atteintes au droit de grève. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à ce sujet.**

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2017 et portant sur les questions soulevées depuis 2012 et examinées dans la présente observation, ainsi que les questions traitées par le Comité de la liberté syndicale au titre des cas n°s 3081 et 3202.

Évolution de la législation. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle formule des commentaires sur la nécessité de modifier ou d'abroger les dispositions suivantes du titre 18 de la loi sur les pratiques du travail qui ne sont pas en conformité avec les dispositions de la convention: i) l'article 4506, qui interdit aux travailleurs des entreprises de l'État et de l'administration publique de constituer une organisation

syndicale; ii) l'article 4601-A, qui interdit aux travailleurs de l'agriculture d'adhérer à des organisations de travailleurs de l'industrie; et iii) l'article 4102, paragraphes 10 et 11, qui instaure un contrôle des élections syndicales par le Conseil de contrôle des pratiques du travail. La commission note avec **satisfaction** que, comme l'indique le gouvernement dans son rapport, le titre 18 de la loi sur les pratiques du travail a été abrogé par la loi de 2015 sur le travail décent (intitulée «la loi») qui est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2016. La commission souhaite soulever les points suivants à ce sujet.

Champ d'application. La commission note que l'article 1.5(c)(i) et (ii) de la loi exclut de son champ d'application les travaux qui entrent dans le cadre de la loi sur la fonction publique. La commission rappelle à cet égard que, dans son précédent commentaire, elle avait noté l'indication du gouvernement selon laquelle la législation qui garantit le droit des fonctionnaires à la création de syndicats (décret sur la fonction publique) est actuellement en cours de révision, avec l'assistance technique du Bureau. La commission note qu'aucune nouvelle information n'a été fournie par le gouvernement à ce sujet. **La commission s'attend à ce que la révision du décret permette de donner pleinement effet à la convention pour ce qui est des fonctionnaires et prie le gouvernement de rendre compte de tout progrès accompli à cet égard.**

La commission note que l'article 1.5(c)(i) et (ii) de la loi exclut également de son champ d'application les officiers, les membres de l'équipage et toute autre personne employée ou en formation sur des navires. **Notant qu'aucune information n'a été fournie par le gouvernement sur la législation qui garantit aux personnes travaillant sur des navires le droit de constituer des organisations et de s'y affilier, la commission prie le gouvernement d'indiquer la façon dont les travailleurs maritimes, y compris les stagiaires, bénéficient des droits inscrits dans la convention, y compris toute réglementation adoptée ou envisagée couvrant cette catégorie de travailleurs.**

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations et de s'y affilier. La commission note que, conformément à l'article 2.6 de la loi, tous les employeurs et tous les travailleurs, sans distinction d'aucune sorte, ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix et de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de se conformer aux statuts de ces dernières. La commission note également que l'article 45.6 de la loi reconnaît le droit aux travailleurs étrangers de s'affilier à ces organisations. **La commission prie le gouvernement d'indiquer si, outre le droit de s'affilier à des organisations, les travailleurs étrangers bénéficient du droit de constituer des organisations de leur choix.**

Article 3. Détermination des services essentiels. La commission note que le Conseil tripartite national (constitué en vertu de l'article 4.1 de la loi) a pour fonction d'identifier et de recommander au ministre les services qui doivent être considérés comme étant essentiels (art. 41.4(a) de la loi). La commission note avec **intérêt** que les services essentiels sont définis à l'article 41.4 de la loi comme étant les services dont l'interruption serait de nature à mettre en danger la vie, la sécurité ou la santé de tout ou partie de la population. L'article prévoit également que le Président doit décider, à la lecture des recommandations du Conseil tripartite national, s'il doit ou non désigner une des parties d'un service quelle qu'elle soit comme étant un service essentiel et publier un avis dans ce sens dans le Journal officiel. La commission note que la décision finale concernant la désignation d'un service comme étant un service essentiel appartient au Président, qui n'est pas lié par les recommandations du Conseil tripartite national et n'est pas dans l'obligation de les suivre. **La commission prie le gouvernement d'indiquer si, au moment de déterminer quels services doivent être considérés comme étant essentiels, le Président doit s'en tenir à la définition des services essentiels tels qu'ils figurent à l'article 41.4 de la loi. La commission prie aussi le gouvernement de fournir des informations sur la manière dont l'article 41.4 a été mis en œuvre, en pratique, en conformité avec la détermination des services essentiels.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1962)

La commission prend note des observations du Syndicat national des travailleurs de la santé du Libéria (NAHWUL), reçues le 1^{er} octobre 2020, contenant des allégations de violations des droits syndicaux dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et qui sont examinées au titre de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948.

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2017, au sujet des questions examinées dans la présente observation, ainsi que de questions suivies par le Comité de la liberté syndicale dans le cadre des cas n°s 3081 et 3202.

Évolution de la législation. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la loi sur le travail décent adoptée en 2015 est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2016 et veille à garantir les droits consacrés dans la convention. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle formule des commentaires sur la nécessité d'adopter les dispositions législatives garantissant: i) une protection suffisante contre la discrimination antisyndicale au moment du recrutement et pendant la relation d'emploi, accompagnée de sanctions suffisamment efficaces et dissuasives; ii) une protection adéquate aux organisations de travailleurs contre les actes d'ingérence des employeurs et de leurs organisations, y compris des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives; et iii) le droit à la négociation collective aux salariés des entreprises d'État et aux fonctionnaires non commis à l'administration de l'État.

Champ d'application de la convention. La commission note que l'article 1.5(c)(i) et (ii) de la loi sur le travail décent de 2015 (ci-après, «la loi») ne s'applique pas aux travailleurs qui relèvent de la loi sur la fonction publique. La commission rappelle, à cet égard, que, dans son précédent rapport, le gouvernement avait assuré que la législation garantissant le droit des fonctionnaires et des employés des entreprises d'État de négocier collectivement (ordonnance sur la fonction publique) était en cours de révision avec l'assistance technique du Bureau. La commission note qu'aucune information n'a été fournie à cet égard par le gouvernement. **La commission veut croire que la révision de l'ordonnance sur la fonction publique permettra de donner pleinement effet à la convention en ce qui concerne les employés des entreprises d'État et les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État et prie le gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.**

La commission note que l'article 1.5(c)(i) et (ii) de la loi exclut également de son champ d'application les officiers, les membres d'équipage et toute autre personne employée ou en formation sur des navires. **Notant qu'aucune information n'a été fournie par le gouvernement sur la législation garantissant aux travailleurs maritimes le droit de négociation collective, la commission prie le gouvernement d'indiquer comment les droits consacrés dans la convention s'appliquent à ces travailleurs, y compris les éventuels textes de loi ou règlements adoptés ou envisagés qui les protègent.**

Article 1 de la convention. Protection adéquate contre tous actes de discrimination antisyndicale. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle demande au gouvernement de prendre des mesures pour adopter des dispositions législatives garantissant une protection efficace contre la discrimination antisyndicale. La commission note que l'article 2.6 de la loi prévoit que le droit de constituer des organisations et de négocier collectivement est un droit fondamental et que l'article 2.7 interdit la discrimination dans l'exercice des droits conférés par la loi. La commission note également que l'article 2.11 de la loi protège les travailleurs en matière de liberté syndicale (disposant, notamment, que nul ne peut porter préjudice ni menacer de porter préjudice à un travailleur en raison de son affiliation passée, présente ou prévue à une organisation de travailleurs) et que l'article 2.12 de la loi protège les employeurs en matière de liberté d'association. La commission note que les articles 2.11 et 2.12 doivent être mis en œuvre, dans toute la mesure possible, conjointement à l'article 2.7 de la loi, qui interdit la discrimination de manière générale. La commission note que, si la loi n'interdit pas de manière expresse le licenciement fondé sur la discrimination antisyndicale, l'article 14.8 interdit le licenciement fondé sur l'exercice des droits conférés par la loi. Elle note également que les plaintes pour violation des droits garantis par la loi peuvent être portées à l'attention du ministère et que les décisions du ministère peuvent faire l'objet d'un recours devant le tribunal du travail (chap. 9 et 10 de la loi). **Insistant sur l'importance d'assurer une protection efficace contre tous actes de discrimination antisyndicale et de prévoir des sanctions suffisamment dissuasives à cet égard, la commission prie le gouvernement de fournir des informations complémentaires sur les sanctions imposées dans les cas de discrimination antisyndicale. Elle le prie en outre de fournir des statistiques sur le nombre de cas de discrimination examinés, la durée des procédures et le type de sanctions imposées et de réparations octroyées par les tribunaux.**

Article 2. Protection adéquate contre tous actes d'ingérence. La commission rappelle que, depuis de nombreuses années, elle demande au gouvernement de prendre des mesures pour inclure dans la législation des dispositions garantissant aux organisations de travailleurs une protection adéquate contre tous actes d'ingérence de la part des employeurs et de leurs organisations, y compris des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives. La commission note avec **regret** que la loi ne contient toujours pas de dispositions expresses sur la protection contre l'ingérence. La commission rappelle que, en vertu de l'article 2 de la convention, les organisations de travailleurs et d'employeurs doivent bénéficier d'une protection adéquate contre tous actes d'ingérence les uns à l'égard des autres, soit directement, soit par leurs agents ou membres, dans leur formation, leur fonctionnement et leur administration (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 194). **La commission prie le gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour introduire dans la législation des dispositions interdisant les actes d'ingérence ainsi que des procédures de recours rapides et des sanctions dissuasives contre de tels actes. Elle le prie en outre de rendre compte de toute évolution en la matière.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. La commission note que l'article 37.1(a) de la loi prévoit que les syndicats qui représentent la majorité des travailleurs au sein d'une unité de négociation appropriée peuvent être reconnus en tant qu'agents de négociation exclusifs de cette unité de négociation. Elle note également qu'un syndicat qui ne représente plus la majorité des travailleurs d'une unité de négociation doit retrouver la majorité dans les trois mois qui suivent, à défaut, l'employeur peut décider de ne plus reconnaître ledit syndicat (art. 37.1(k)). La commission rappelle que, s'il est admissible que le syndicat qui représente la majorité ou un pourcentage élevé de travailleurs d'une unité de négociation jouisse de droits préférentiels ou exclusifs de négociation, la commission estime que, dans le cas où aucun syndicat ne réunirait ces conditions ou bien ne jouirait pas de tels droits exclusifs, les organisations syndicales minoritaires devraient, au minimum, pouvoir conclure une convention ou un accord collectif au nom de leurs membres (voir Étude d'ensemble de 2012, *op. cit.*, paragr. 226). **La commission prie le gouvernement d'indiquer si, lorsqu'aucun syndicat ne représente la majorité des travailleurs d'une unité de négociation appropriée, les syndicats minoritaires de la même unité jouissent des droits de négociation collective, au moins au nom de leurs membres.**

Règlement des conflits affectant l'intérêt national. La commission note que l'article 42.1 de la loi prévoit que, si le Président estime que cela est dans l'intérêt national, il peut: i) demander au ministre de nommer un conciliateur pour intervenir dans le conflit, ou le conflit potentiel opposant les employeurs et leurs organisations, d'un côté, et les travailleurs et leurs organisations, de l'autre; ou ii) en consultation avec le Conseil tripartite national, nommer un comité de personnes représentant les intérêts des employeurs, des travailleurs et de l'État pour enquêter sur les éventuels conflits professionnels, ou les conflits potentiels, afin de faire rapport à cet égard et de formuler des recommandations au Président. **Rappelant que, aux termes de l'article 4 de la convention, le règlement des conflits collectifs doit aller de pair avec la promotion de la négociation collective libre, la commission prie le gouvernement de fournir des informations complémentaires en ce qui concerne les prérogatives conférées par l'article 42.1 de la loi et d'indiquer dans quelle mesure cette disposition assure aux parties la complète liberté de négociation collective et n'altère pas le principe d'arbitrage volontaire.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Pakistan

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1952)

La commission prend note des observations reçues le 2 juillet 2020 de la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) dénonçant les mesures antisyndicales prises par la Pakistan International Airline (PIA), incluant la décision unilatérale en mai 2020 de ne plus reconnaître l'Association des pilotes de la Pakistan Airline (PALPA) et d'autres associations de salariés de la compagnie, ainsi que la résiliation avec effet immédiat de tous les accords de travail. Selon l'ITF, la compagnie aérienne a fait valoir le fait qu'elles ne disposaient pas du statut légal d'agents de négociation collective en vertu de la loi sur les relations professionnelles, et la situation est marquée par la répression comme réponse à l'expression des préoccupations des travailleurs. ***La commission prie le gouvernement de transmettre ses commentaires à l'égard de ses graves allégations.***

La commission prie également le gouvernement de répondre de manière complète aux autres commentaires adoptés en 2018 au titre de la convention

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1976)

La commission note avec ***préoccupation*** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Questions législatives. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle le nouveau projet de loi sur les relations professionnelles (IRB 2014) faisait l'objet d'un processus d'examen approfondi par le Comité exécutif du gouvernement et par l'Agence centrale et le Conseil consultatif afin de l'harmoniser avec les autres lois pertinentes, que le projet révisé devrait être présenté au Conseil des ministres avant novembre 2016 ou début 2017, et que des consultations sur cette question devraient avoir lieu au sein du Conseil consultatif tripartite national. ***Notant que les dernières informations transmises par le gouvernement dans un rapport anticipé remontent au 5 janvier 2017 et que son rapport de 2018 n'a pas été reçu, la commission espère que le gouvernement fournira dans son prochain rapport des informations sur les résultats de ces consultations et indiquera si l'IRB 2014 a été adoptée.***

Article 1 de la convention. Protection adéquate contre tous actes de discrimination antisyndicale. La commission avait précédemment demandé au gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises pour garantir une application effective de l'interdiction des actes de discrimination antisyndicale dans la pratique et de fournir des statistiques sur le nombre de plaintes pour discrimination antisyndicale portées devant les autorités compétentes, la suite qui leur a été donnée, les sanctions imposées et les réparations octroyées. ***Notant que le gouvernement n'a pas fourni d'informations précises à cet égard, la commission réitère sa précédente demande.***

Article 4. Promotion de la négociation collective. Prerogatives du ministre chargé d'évaluer des conventions collectives en fonction de l'intérêt public. La commission avait précédemment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre l'article 50 du projet de loi sur les relations professionnelles (2011) en conformité avec le principe selon lequel l'homologation d'une convention collective ne peut être refusée que si celle-ci est entachée d'un vice de forme ou ne respecte pas les normes minima prévues dans la législation générale du travail. Tout en notant une fois de plus que le gouvernement ne fournit pas de copie du projet de loi, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'article 50 de l'IRB 2014 a été modifié et que, en vertu de la version révisée, le procureur général n'a pas le droit de faire appel contre une décision rendue dans l'intérêt public.

Arbitrage obligatoire en cas d'échec de la conciliation entre les parties. Tout en rappelant qu'elle avait noté la conformité de l'article 78 de l'IRB 2014, tel que décrit par le gouvernement, avec la convention, la commission note que le gouvernement n'a toujours pas précisé le contenu de l'article 79 de l'IRB 2014.

La commission veut croire une fois de plus que le gouvernement, compte tenu des observations de la commission, veillera à ce que toute législation révisée soit pleinement conforme à la convention. À cet égard, la commission encourage le gouvernement à se prévaloir de l'assistance technique du Bureau, s'il le souhaite, et lui demande de fournir des informations détaillées sur le processus de révision du projet de loi sur les relations professionnelles.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Pays-Bas

Sint-Maarten

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission note les observations de l'Association de l'hôtellerie et du commerce de Sint-Maarten (SHTA) reçues le 30 septembre 2020, selon lesquelles la Chambre de commerce et d'industrie (COCI), une agence gouvernementale, a créé l'Association des employeurs de Soualiga (SEA), une organisation faïtière chargée de représenter les employeurs, notamment au sein du Conseil socio-économique tripartite (SER). La SHTA allègue que par le biais de la COCI et de la SEA, le gouvernement tente de mettre en place une organisation représentative des employeurs qui est plus conforme à la position du gouvernement et ne reflète pas une représentation réelle et diligente, et que cela semble être une tentative de marginalisation des groupes représentatifs d'employeurs existants. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires sur ces graves allégations.**

La commission prie également le gouvernement de répondre de manière complète aux autres commentaires en suspens relatifs à la convention adoptés en 2017.

Philippines

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1953)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2019 et le 15 septembre 2020, de la Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT) reçues le 3 septembre 2019 et de l'Internationale de l'éducation (IE) reçues le 20 septembre 2019, concernant les questions traitées ci-après, ainsi que de la réponse détaillée du gouvernement à ce sujet. La commission prend également note des observations conjointes de l'IE, de l'Alliance des enseignants concernés (ACT) et de l'Alliance nationale des enseignants et employés de bureau (SMP-NATOW) reçues le 1^{er} octobre 2020, dénonçant les assassinats extrajudiciaires de syndicalistes et d'autres violations graves des libertés civiles, ainsi que les difficultés rencontrées dans l'application et la mise en œuvre du droit à la liberté syndicale. **La commission prie le gouvernement d'y répondre.**

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

La commission avait pris note de la discussion qui a eu lieu en juin 2019 à la Commission de l'application des normes de la Conférence sur l'application de la convention. Elle avait observé que la Commission de la Conférence avait invité le gouvernement à: i) prendre des mesures efficaces pour prévenir la violence dans l'exercice des activités légitimes des organisations de travailleurs et d'employeurs; ii) mener immédiatement et efficacement des enquêtes sur les allégations d'actes de violence à l'encontre de membres d'organisations de travailleurs en vue d'établir les faits, de déterminer les culpabilités et de punir les auteurs; iii) rendre opérationnels les organes de contrôle, notamment en mettant à leur disposition les ressources suffisantes, et fournir régulièrement des informations sur ces mécanismes et sur l'état d'avancement du traitement des affaires dont ils ont à connaître; et iv) faire en sorte que tous les travailleurs sans distinction d'aucune sorte puissent constituer les organisations de leur choix et s'y affilier, conformément à l'article 2 de la convention. La Commission de la Conférence avait également appelé le gouvernement à accepter une mission tripartite de haut niveau avant la prochaine Conférence internationale du Travail. Tout en prenant note de la demande du gouvernement de reporter la mission tripartite de haut niveau, la commission avait exprimé l'espoir que le gouvernement prendrait les dispositions nécessaires pour que la mission tripartite de haut niveau demandée par la Commission de la Conférence ait lieu avant la prochaine Conférence internationale du Travail. La commission note que, dans son rapport supplémentaire, le gouvernement indique qu'il a traité les points soulevés par la Commission de la Conférence dans son rapport de 2019, qu'il continue à procéder à des réformes et à prendre des mesures avec les partenaires sociaux pour assurer la conformité avec les normes du travail ratifiées, et qu'il est prêt à accepter une mission de l'OIT dans les années à venir, mais qu'il a besoin de plus de précisions sur ce qui constitue des «mesures efficaces» pour prévenir la violence contre les

travailleurs; sur ce qui constitue une «enquête immédiate et efficace» qui garantirait le respect de la convention; et sur les mesures que le gouvernement devrait prendre pour satisfaire à la demande de la Commission de la Conférence de garantir le droit des travailleurs à l'auto-organisation. La commission prend note de la demande du gouvernement de recevoir des orientations sur la manière de donner effet aux conclusions de la Commission de la Conférence. La commission veut croire que ses recommandations détaillées, passées et présentes, vont fournir des orientations utiles, en consultation avec les partenaires sociaux, afin de déterminer les mesures efficaces et appropriées pour assurer la conformité avec la convention; et que la mission tripartite de haut niveau demandée par la Commission de la Conférence pourra fournir des orientations spécifiques sur la manière de donner effet aux conclusions de la Commission de la Conférence. **La commission exprime donc l'espoir que, dès que la situation le permettra, le gouvernement recevra une mission tripartite de haut niveau, comme l'a demandé la Commission de la Conférence en 2019. La commission rappelle également au gouvernement que, dans l'intervalle, il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau, notamment pour élaborer un plan d'action détaillant les mesures progressives à prendre pour se conformer pleinement à la convention.**

Libertés civiles et droits syndicaux

Observations de 2016 de la CSI. La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations précédentes de la CSI, dans laquelle il fait le point de l'état d'avancement des enquêtes sur l'assassinat présumé de deux dirigeants syndicaux en 2016 et précise que les activités menées dans la vallée de Compostelle (Mindanao) étaient des visites dans le cadre du Programme de soutien communautaire des Forces armées des Philippines (AFP). La commission prend note en outre de la déclaration générale du gouvernement selon laquelle les réformes des politiques et des programmes de liberté syndicale et de négociation collective mises en œuvre par le gouvernement ont contribué à réduire l'incidence des conflits du travail et de la violence liée au travail depuis 2011 et que cette baisse peut également être attribuée aux efforts constants de sensibilisation et de renforcement des capacités des institutions gouvernementales compétentes.

Nouvelles allégations de violence et d'intimidation. La commission prend note toutefois avec une **profonde préoccupation** des graves allégations de violence et d'intimidation de syndicalistes communiquées par la CSI et l'IE en 2019, notamment: i) l'assassinat de 23 dirigeants syndicaux en 2018 et 2019, ainsi que plusieurs tentatives d'assassinat documentées par le Centre pour les syndicats et les droits de l'homme (CTUHR); ii) des menaces de mort proférées en janvier et février 2019 à l'encontre de dirigeants syndicaux dans le secteur de l'enseignement, ainsi que le profilage, la surveillance, le harcèlement et l'inscription sur une liste rouge par la Police nationale philippine (PNP) et des membres des AFP; iii) la dispersion violente d'un certain nombre de grèves et de manifestations de travailleurs à Marilao, Bulacan, en juin et juillet 2018, qui a occasionné des blessures graves et entraîné des arrestations, le lancement de multiples accusations (abandonnées par la suite) et l'imposition d'une semaine de détention; iv) la dispersion violente d'une grève des travailleurs d'une entreprise exportatrice de fruits dans la ville de Compostelle, dans la vallée de Compostelle, en octobre 2018, et le meurtre d'un syndicaliste; v) l'assassinat de neuf travailleurs du secteur de la canne à sucre lors d'une manifestation à l'hacienda Nene à Sagay, Negros Occidental; et vi) un incendie criminel présumé du domicile d'un dirigeant syndical pendant une grève dans une usine d'emballage de bananes, en décembre 2018. La commission prend note aussi avec une **profonde préoccupation** des graves allégations faisant état d'actes de violence rapportées par la CSI dans sa dernière communication, notamment: i) l'assassinat extrajudiciaire de deux syndicalistes en novembre 2019 et août 2020; ii) des attaques conjointes de l'armée et de la police contre des syndicats, des groupes de la société civile, des militants des droits de l'homme et des groupes de femmes à Manille et dans la ville de Bacolod en octobre 2019; l'arrestation de 57 personnes et des accusations pénales infondées portées contre nombre d'entre elles; iii) des menaces de mort, des persécutions, des accusations fabriquées de toutes pièces et du profilage de membres de l'ACT, ainsi qu'une tentative de meurtre contre un syndicaliste en octobre 2019 et le harcèlement par l'armée de deux dirigeants syndicaux en juillet 2020; et iv) la répression et la dispersion d'une manifestation pacifique à l'entreprise Coca Cola à San Fernando, dans la province de Pampanga, en avril 2020, ainsi que l'inscription sur une liste rouge du syndicat à l'usine de la ville de Bacolod et des menaces contre un dirigeant syndical en octobre 2019. La commission note que, dans son rapport supplémentaire, le gouvernement donne des informations sur les mesures prises pour répondre aux allégations ci-dessus depuis 2019 et 2020, y compris la publication de directives, des enquêtes, des contrôles ou des procédures judiciaires engagées à ce sujet. **La commission veut croire que toutes les allégations susmentionnées feront l'objet d'une enquête en bonne et due forme et que toute procédure en cours sera conclue sans délai, afin d'établir les faits, de déterminer les culpabilités, de punir les auteurs, et ainsi de prévenir et de combattre efficacement l'impunité.**

La commission prend aussi note avec une **profonde préoccupation** des graves allégations de violence rapportées par l'IE, l'ACT et la SMP-NATOW dans leurs observations de 2020, en particulier: i) l'intimidation

de dirigeants de la NATOW, ainsi que l'arrestation et l'inscription sur une liste rouge de syndicalistes en tant que membres du mouvement communiste; ii) l'assassinat extrajudiciaire de huit syndicalistes du secteur de l'éducation et deux tentatives de meurtre entre juillet 2019 et août 2020; iii) 18 cas de menaces de mort, d'inscription sur une liste rouge, d'intimidation et de harcèlement de dirigeants de l'ACT; iv) 36 cas documentés de profilage illégal par la police; et v) des accusations pénales infondées et quatre cas de détention de longue durée de membres de l'ACT. Tout en notant que certains aspects de ces allégations figurent dans la communication de la CSI de 2020 et ont été brièvement abordés par le gouvernement dans sa réponse à celle-ci, la commission observe que les observations conjointes de l'IE, de la SMP-NATOW et de l'ACT contiennent des informations plus détaillées sur ces incidents concrets, auxquelles le gouvernement pourrait répondre plus en détail. **La commission prie donc le gouvernement de répondre en détail au sujet de ces graves allégations, y compris en donnant des informations sur toute enquête ou autre procédure engagée, afin d'établir les faits, de déterminer les culpabilités et de punir les auteurs. La commission veut croire que le gouvernement continuera à prendre des mesures appropriées, adaptées aux circonstances nationales, pour prévenir et prendre en compte rapidement toute allégation future de violence et d'intimidation à l'encontre de syndicalistes.**

Cas en instance d'assassinats présumés de dirigeants syndicaux. La commission avait auparavant prié le gouvernement de fournir des informations détaillées sur tout progrès réalisé dans les poursuites et enquêtes judiciaires concernant trois cas d'assassinats présumés de dirigeants syndicaux signalés précédemment par la CSI. La commission prend note des informations actualisées fournies par le gouvernement selon lesquelles le cas de Rolando Pango devrait être réexaminé par la police régionale aux fins d'un éventuel nouveau classement, que le cas de Florencio «Bong» Romano n'a pas encore fait l'objet de délibérations en raison de la non réactivation de l'ordonnance administrative (OA) 35 du Comité inter-institutions (IAC) et que dans le cas de Victoriano Embang, l'affaire a fait l'objet d'une ouverture de dossier pour meurtre et un mandat d'arrêt a été lancé contre des suspects qui sont en fuite. Dans son rapport supplémentaire, le gouvernement réaffirme que les trois affaires sont actuellement traitées et instruites dans le cadre du processus normal d'enquêtes et de poursuites pénales, mais précise que les progrès à cet égard peuvent être affectés par un certain nombre de circonstances, comme le manque de témoins et de preuves matérielles. **Tout en prenant bonne note de l'indication du gouvernement, la commission regrette que, après plusieurs années, aucune affaire de ce type ne soit totalement close. La commission exprime le ferme espoir que les enquêtes sur les graves allégations d'assassinats des dirigeants syndicaux susmentionnés, ainsi que les procédures judiciaires en cours à cet égard, seront menées à bien dans un avenir très proche pour faire toute la lumière, dans les meilleurs délais, sur les faits et les circonstances dans lesquels ces actes ont été commis et, dans la mesure du possible, pour établir les responsabilités, punir les auteurs et empêcher que de tels événements ne se reproduisent.**

Mécanismes de suivi. Dans ses observations précédentes, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les progrès accomplis par les équipes tripartites de validation, le Conseil national tripartite pour la paix sociale-Organe de suivi (NTIPC-MB) et d'autres organes compétents afin d'assurer la collecte des informations qui manquent pour que soient portées devant les tribunaux les affaires d'acte de violence en instance et de fournir des informations sur le résultat à cet égard. La commission prend note de l'affirmation du gouvernement selon laquelle: i) les mécanismes existants manquent encore de la souplesse nécessaire pour pouvoir garantir la rapidité des enquêtes, des poursuites et du règlement des affaires en instance concernant des allégations de harcèlement et d'assassinat de dirigeants syndicaux; ii) par exemple, après que le meurtre extrajudiciaire présumé du syndicaliste Dennis Sequeña a été pris en considération le IAC, le Département de la justice a ordonné la création d'un groupe spécial d'investigation chargée de mener l'enquête et de constituer le dossier; iii) un progrès notable en ce qui concerne l'IAC a été la désignation de représentants des travailleurs nommés et choisis au sein du NTIPC en tant qu'observateurs pendant ses travaux; et iv) les mécanismes existants effectuent le suivi de 72 affaires de meurtre extrajudiciaire présumé et de tentatives de meurtres de la part de l'EJK et ont également été mobilisés pour valider et recueillir des informations sur les 43 affaires de meurtres présumés de syndicalistes et de dirigeants syndicaux, identifiées par le CTUHR et examinées par la Commission de la Conférence. La commission se félicite des informations fournies par le gouvernement à la Commission de la Conférence selon lesquelles, dans un esprit de dialogue social et d'engagement tripartite, des représentants des syndicats et des employeurs ont été recrutés comme inspecteurs du travail délégués (en janvier 2019, il y avait 241 partenaires sociaux délégués) et 16 organes régionaux tripartites de suivi (RTMB), répartis sur l'ensemble du territoire national, étaient prêts à se mobiliser en cas de besoin, pour une réaction immédiate et des mesures concrètes et appropriées.

La commission note toutefois que le représentant du gouvernement à la Commission de la Conférence a reconnu que les mandats, structures et règles internes des mécanismes de suivi devaient être revus. Selon le représentant du gouvernement, le IAC, par exemple, devait être renforcé en garantissant l'ouverture et la transparence des poursuites et de l'évolution des dossiers sur des meurtres extrajudiciaires présumés, en adoptant des critères intégrateurs pour l'examen de ces affaires,

l'établissement de liens avec l'exercice de la liberté d'association et, le renforcement des capacités dans ce domaine, ainsi que la collecte de preuves matérielles et criminalistiques essentielles pour réduire le recours excessif aux preuves testimoniales. La commission **regrette** de constater que le IAC ne s'est pas encore réuni de nouveau et que, même si les membres des équipes tripartites de validation peuvent demander une assistance en matière de sécurité à la PNP et à l'AFP, en raison des risques et dangers encourus par eux, cette initiative n'a pas encore été mise en pratique. La commission prend note en outre des préoccupations exprimées par la CSI et la FIT en ce qui concerne les critères utilisés par le IAC pour déterminer s'il s'agit de meurtres extrajudiciaires, l'absence de mécanismes de suivi efficaces et de ressources pour enquêter sur toutes les plaintes pour meurtre extrajudiciaire déposées par des syndicalistes et pour poursuivre les auteurs de ces meurtres, et la nécessité de traduire rapidement les auteurs en justice pour lutter contre l'impunité.

La commission **regrette** que, en dépit d'un certain nombre d'initiatives prises, il continue d'y avoir de nombreuses allégations de violences perpétrées contre des syndicalistes, dont les auteurs n'ont pas encore été identifiées et dont les coupables n'ont pas été punis. Elle note à cet égard que le gouvernement reconnaît que l'accusation a effectivement constitué un problème énorme et récurrent du fait de la quantité de preuves requises pour condamner les auteurs d'un crime et qu'un appui important est nécessaire à cet égard. La commission observe que la Commission de la Conférence a elle aussi noté avec préoccupation les nombreuses allégations de meurtres de syndicalistes et d'actes de violence antisyndicaux, ainsi que les allégations concernant l'absence d'enquête sur ces allégations. **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que tous les mécanismes de contrôle existants puissent fonctionner correctement et efficacement, notamment en leur allouant des ressources et du personnel suffisants, afin de contribuer à un suivi et des enquêtes efficaces et rapides sur les allégations de meurtres extrajudiciaires et autres formes de violence contre des dirigeants et des membres de syndicats. La commission s'attend en particulier à ce que, malgré les difficultés rencontrées, les équipes tripartites de validation soient constituées dans la pratique et à ce que le IAC se réunisse à nouveau dans un proche avenir. Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées sur les progrès réalisés par les mécanismes de suivi existants afin d'assurer la collecte des informations nécessaires pour porter devant les tribunaux les affaires de violence en instance.**

Mesures de lutte contre l'impunité. La commission a précédemment prié le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures prises pour lutter contre l'impunité, assurer une protection suffisante des témoins et renforcer les capacités des acteurs étatiques concernés dans la conduite des enquêtes médico-légales. Elle accueille favorablement les informations détaillées que le gouvernement a fourni à la Commission de la Conférence au sujet des nombreuses formations, activités de renforcement des capacités, séminaires et conférences organisés pour améliorer, en ce qui concerne les principes et l'application de la convention et les enquêtes pénales, les connaissances et capacités des divers acteurs étatiques et non étatiques, notamment la police, l'armée, les procureurs, les autres agents de l'autorité publique, les intervenants dans les enquêtes pénales, les responsables locaux et les partenaires sociaux. La commission se félicite également des mesures supplémentaires prises par le gouvernement à cet égard: élaboration d'un manuel de formation des travailleurs et d'un module d'apprentissage en ligne sur la liberté d'association dans le cadre des services d'éducation au travail et à l'emploi (LEES); appel lancé à la PNP et aux AFP par le Département du travail et de l'emploi (DOLE) afin qu'elles veillent au respect des directives sur le comportement à observer lors de l'exercice des droits et activités des travailleurs; engagement des AFP et de la PNP à intégrer le code et les directives dans leur programme de formation; et révision des directives en vue de leur amendement et de leur actualisation. Enfin, la commission note l'explication du gouvernement selon laquelle le recours aux preuves testimoniales dans les poursuites pénales demeure indispensable, que les preuves médico-légales ont un caractère complémentaire et qu'en outre des programmes devraient être mis en œuvre, en collaboration avec l'OIT, pour renforcer la capacité des organismes concernés à recueillir et traiter les preuves médico-légales. Les représentants gouvernementaux ont également informé la Commission de la Conférence d'une planification stratégique conduite en mars 2019 concernant la fourniture d'une assistance et d'une protection appropriées aux témoins dans le cadre du Programme de protection des témoins. La commission prend également note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement, qui indique que des entretiens exploratoires sont en cours avec le bureau de pays de l'OIT en vue d'une éventuelle collaboration pour de futurs projets et pour renforcer les capacités de tous les acteurs de l'État concernés dans le domaine des droits de l'homme et des droits syndicaux, mais qu'en raison de l'immense impact de la pandémie de COVID-19, ces initiatives sont au point mort. Il indique que, compte tenu des mesures de précaution en matière de santé et de sécurité et des protocoles qui doivent désormais être respectés, le gouvernement et le bureau de pays devront reconsidérer, revoir et repenser les programmes existants de formation et de renforcement des capacités afin d'y intégrer les normes de santé et de sécurité. **Se félicitant des initiatives et mesures susmentionnées, et prenant dûment note de la nécessité de garantir des mesures**

de santé et de sécurité pertinentes dans le contexte de la pandémie actuelle, la commission encourage le gouvernement à continuer de dispenser régulièrement à tous les acteurs concernés de l'État une formation complète sur les droits de l'homme et les droits syndicaux, ainsi que sur le recueil de preuves et la conduite des enquêtes médico-légales, dans le but de lutter contre l'impunité, de renforcer les capacités des fonctionnaires concernés et de fournir une protection suffisante aux témoins. La commission invite le Bureau à fournir toute assistance technique nécessaire à cet égard.

Examen des directives opérationnelles des mécanismes de suivi. La Commission avait auparavant prié le gouvernement de l'informer de l'état d'avancement de la révision et de la mise à jour des directives opérationnelles des organes d'enquête et de contrôle dans le cadre du plan d'action national lancé au titre du Projet de coopération au développement DOLE-ILO-UE-GSP+. Le gouvernement a indiqué à la Commission de la Conférence que l'un des résultats du projet est la révision des mécanismes existants de traitement des affaires de violation des libertés civiles et des droits syndicaux des travailleurs. Suite à l'examen des directives opérationnelles et des structures procédurales du CTIPPN-MB, des RTMB, du IAC et des Mécanismes nationaux de suivi (MNS), les lacunes et les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de ces mécanismes ont été identifiés, de même que les problèmes rencontrés par les organes d'enquête, tels que la PNP, la Commission des droits de l'homme et le responsable des droits de l'homme au sein des forces armées Des Philippines. Selon le gouvernement, les recommandations formulées pour aider à remédier aux lacunes et aux blocages recensés seront prises en compte par les organismes concernés pour examen et mise en œuvre éventuelle. **Se félicitant de ces informations, la commission compte que les recommandations visant à remédier aux lacunes et blocages actuels seront rapidement appliquées afin de contribuer à un déroulement rapide et efficace des enquêtes sur les affaires en instance, liées au travail, concernant des meurtres extrajudiciaires et autres violations.**

Droits syndicaux et libertés civiles. Loi antiterroriste. La commission prend note des préoccupations exprimées par la CSI au sujet de l'adoption de la loi antiterroriste de 2020 qui, selon elle, contient une définition large du terrorisme, vise à faire taire les voix dissidentes et renforce la répression et l'hostilité de l'État à l'encontre des travailleurs et des syndicalistes. La commission note que, en réponse, le gouvernement déclare que la loi antiterroriste ne cherche nullement à restreindre le droit des travailleurs à la liberté syndicale, mais vise à s'attaquer aux causes profondes du terrorisme par une approche globale et par tous les moyens légaux, tout en protégeant et en faisant respecter les libertés et les droits fondamentaux inscrits dans la Constitution, notamment le droit à la liberté syndicale. **Compte tenu de l'indication du gouvernement, la commission s'attend à ce que la loi antiterroriste de 2020 ne soit pas utilisée de quelque manière que ce soit pour limiter les activités syndicales légitimes ou pour justifier la répression contre les syndicalistes, et prie le gouvernement de fournir des informations sur tout aspect de la mise en œuvre de la loi qui affecte les syndicalistes ou les activités syndicales.**

Questions d'ordre législatif

Code du travail. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note des nombreuses propositions de modifications en attente au Congrès depuis de nombreuses années et sous des formes multiples, qui sont destinées à mettre la législation nationale en conformité avec la convention. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, en coordination avec les partenaires sociaux, il s'est efforcé de répondre aux nouveaux problèmes professionnels, économiques et sociaux qui se posent en ce qui concerne les droits des travailleurs et leur exercice, et qu'il a beaucoup progressé dans la réalisation de ses engagements dans le sens de la promotion et de la protection des droits d'association, notamment par de très nombreuses mesures et réformes. Par ailleurs, la commission note que, selon la CSI, le gouvernement n'est pas de bonne foi pour ce qui est de l'adoption des mesures nécessaires pour rendre la législation conforme à la convention. La commission note en outre que la Commission de la Conférence a regretté que ces réformes n'aient pas été adoptées, et a prié instamment le gouvernement de rendre la législation conforme à la convention. Le Comité de la liberté syndicale a également exprimé l'espoir que le gouvernement s'emploierait activement à mettre le Code du travail en conformité avec les principes de la liberté syndicale dans un proche avenir, et a soumis cet aspect législatif à la commission d'experts. (Voir 391^e rapport, octobre 2019, cas n° 2745, paragraphe 50 et 392^e rapport, octobre 2020, cas n° 2716, paragraphe 153.) **La commission veut croire que le gouvernement s'emploiera activement à aligner le Code du travail et d'autres textes législatifs nationaux sur la convention en ce qui concerne les questions suivantes.**

Article 2 de la convention. Droits des travailleurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer sans autorisation préalable des organisations de leur choix et de s'affilier à de telles organisations. Ressortissants étrangers. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer les progrès réalisés en ce qui concerne les modifications des articles 284 et 287(b) du Code du travail, afin d'accorder le droit d'organisation à tous les travailleurs résidant aux Philippines. La commission note, d'après les informations supplémentaires fournies par le gouvernement, que le projet de loi de la chambre n° 2629 (qui permet aux étrangers d'exercer leur droit à l'auto-organisation) a été déposé en juillet 2019

et est en attente d'examen par la Commission du travail et de l'emploi de la Chambre des représentants. ***Tout en prenant note du projet de loi en cours, la commission regrette l'absence de progrès substantiel dans l'adoption de la législation pertinente et s'attend à ce que les modifications nécessaires soient adoptées dans un proche avenir et à ce qu'elles garantissent que toute personne résidant dans le pays, qu'elle ait ou non un permis de séjour ou de travail, puisse bénéficier des droits syndicaux prévus par la convention. La commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer les progrès réalisés et de communiquer copie de la législation de modification une fois qu'elle aura été adoptée.***

Autres catégories de travailleurs privés des droits énoncés dans la convention. La commission avait précédemment souligné l'absence de droits syndicaux pour certaines catégories de travailleurs, en particulier les travailleurs occupant des postes de direction ou qui ont accès à des informations confidentielles, les pompiers, les gardiens de prison et d'autres catégories de travailleurs du secteur public ainsi que les travailleurs temporaires ou externalisés et les travailleurs sans contrat de travail (art. 253 et 255 du Code du travail, Règle I, section 4, de l'ordonnance exécutive n° 180, et Règle II, section 2, du règlement révisé et des règles relatives à l'exercice du droit d'organisation par les agents de l'État, 2004). La commission prend note de l'indication du gouvernement, selon les informations supplémentaires fournies, que le droit à l'auto-organisation peut être exercé par tous les salariés des entreprises commerciales, industrielles et agricoles, ainsi que des institutions religieuses, caritatives, médicales et éducatives, et qu'il s'étend aux travailleurs ambulants, intermittents, itinérants, indépendants et ruraux, ainsi qu'à ceux qui n'ont pas d'employeur précis. Le gouvernement réaffirme que, aux fins de l'exercice du droit d'organisation, la première question à prendre en compte est celle de savoir si un travailleur est couvert ou non par une relation de travail avec un employeur. Le gouvernement indique qu'en vertu de l'article 253 du Code du travail, seuls les salariés peuvent s'affilier à des syndicats aux fins de la négociation collective, tandis que les travailleurs ambulants, intermittents, itinérants, indépendants et ruraux, ainsi que ceux qui n'ont pas d'employeur défini, ne peuvent former des organisations syndicales que pour assurer leur entraide et leur protection. Dans son rapport supplémentaire, le gouvernement réitère cette distinction et affirme que rien dans la loi ni dans la jurisprudence n'empêche les travailleurs temporaires ou externalisés et les travailleurs sans contrat de travail d'exercer le droit de constituer des syndicats et de s'y affilier. En ce qui concerne les travailleurs occupant des postes de direction, la commission note qu'en vertu de l'article 255 du Code du travail, ils ne peuvent pas s'affilier à une organisation syndicale, ou aider une organisation ou en constituer une. Toutefois, elle note également que, selon le gouvernement, si les travailleurs occupant des postes de direction ne peuvent pas constituer des organisations syndicales ou s'y affilier, afin d'éviter tout conflit d'intérêts ou la création de syndicats dominés par l'entreprise, ils peuvent constituer une organisation d'aide et de protection mutuelle ou une organisation ayant un but légitime autre que la négociation collective, et s'y affilier. Enfin, la commission observe que les pompiers et les gardiens de prison sont exclus du champ d'application de l'ordonnance exécutive n° 180 (Règle I, section 4), qui établit des principes directeurs en ce qui concerne l'exercice du droit syndical des fonctionnaires. Néanmoins, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les pompiers et les gardiens de prison peuvent exercer le droit à la liberté syndicale, mais non au point de constituer des organisations syndicales, de s'y affilier ou de les aider à négocier collectivement. Tout en prenant bonne note de ces informations, notamment sur le droit de s'organiser à des fins autres que la négociation collective et de constituer des organisations, autres que des organisations syndicales, à des fins d'entraide et de protection, ou de s'y affilier, la commission observe qu'il n'apparaît pas clairement si ou dans quelle mesure cette forme d'organisation offre à toutes les catégories de travailleurs susmentionnées, tant en droit que dans la pratique, les pleines garanties de la liberté syndicale énoncées dans la convention. La commission prend également note des préoccupations exprimées par la CSI à cet égard.

En ce qui concerne les amendements législatifs en instance, la commission note l'indication du gouvernement, dans son rapport supplémentaire, selon laquelle le projet de loi de la Chambre n° 2621, destinée à combler les lacunes des relations de travail dans le secteur public, notamment en ce qui concerne la protection du droit syndical, et le projet de loi de la Chambre n° 2846, qui vise à codifier toutes les lois et tous les textes pertinents régissant la fonction publique dans un statut unique et complet, ont été déposés au 18^e Congrès en juillet 2019 et sont actuellement soumis à la Commission de la fonction publique et la réglementation professionnelle de l'Assemblée. Le gouvernement indique également que le projet de loi de la Chambre n° 7036 (qui renforce la sécurité de l'emploi des travailleurs) a été consolidé et soumis pour examen à la Commission du travail et de l'emploi de la Chambre. Ce projet de loi vise à : i) protéger les travailleurs contre les contrats concernant uniquement la fourniture de main-d'œuvre, en permettant aux travailleurs d'exprimer leurs préoccupations au sujet de la conclusion de contrats portant sur des tâches déterminées, et aux employeurs de présenter les réalités de leurs activités économiques; et ii) simplifier le classement des travailleurs en travailleurs réguliers et en travailleurs en période d'essai, les travailleurs occupés dans le cadre de projets et les travailleurs saisonniers étant classés comme travailleurs réguliers pendant la durée de leur emploi, et toutes les autres formes d'emploi étant

strictement interdites. **Prenant bonne note des informations ci-dessus et des projets de loi en instance, et rappelant que la réforme législative visant à remédier à d'éventuelles lacunes dans le droit d'organisation des catégories de travailleurs susmentionnées est en suspens depuis plusieurs années, la commission exprime le ferme espoir que toutes les modifications législatives actuellement en suspens sur la question seront adoptées sans délai pour veiller à ce que, si ce n'est pas encore le cas, tous les travailleurs, à la seule exception des membres des forces armées et de la police, y compris les travailleurs occupant des postes de direction ou qui ont accès à des informations confidentielles, les pompiers, les gardiens de prison et d'autres catégories de travailleurs du secteur public ainsi que les travailleurs temporaires ou externalisés et les travailleurs sans contrat de travail, puissent constituer et s'affilier aux organisations de leurs choix pour défendre leurs intérêts professionnels et bénéficier ainsi pleinement des garanties de la convention. La commission prie le gouvernement de transmettre copie de la législation de modification une fois qu'elle aura été adoptée et rappelle au gouvernement qu'il peut, s'il le souhaite, recourir à l'assistance technique du Bureau.**

Conditions d'enregistrement. La commission avait évoqué précédemment la nécessité de modifier l'article 240(c) du Code du travail de manière à abaisser le seuil, trop élevé, en termes de nombre minimum d'adhérents qui est requis pour pouvoir constituer un syndicat indépendant (20 pour cent de l'ensemble des salariés de l'unité de négociation dans laquelle le syndicat veut s'implanter). La commission note, d'après les informations supplémentaires que, selon le gouvernement, alors que l'exigence actuelle de 20 pour cent est requise pour qu'un syndicat indépendant acquière la personnalité juridique et bénéficie des droits et privilèges accordés par la loi aux organisations syndicales légitimes, aucun nombre minimum de travailleurs n'est exigé dans un établissement pour qu'un syndicat puisse être constitué. Le gouvernement précise également que l'article 241 du Code du travail facilite l'enregistrement par une «charte», en vertu de laquelle toute fédération ou tout syndicat national dûment enregistrés peuvent, en délivrant un certificat de charte, créer directement une section locale bénéficiant de tous les droits et privilèges d'une organisation syndicale légitime, sans avoir à se conformer aux exigences d'enregistrement de l'article 240 c) du Code du travail. La commission comprend, d'après les indications du gouvernement, que bien qu'un syndicat puisse être constitué par un nombre quelconque de travailleurs d'une entreprise, il ne sera pas considéré comme une organisation légitime et n'aura donc pas de personnalité juridique ni ne bénéficiera d'aucun autre droit découlant de la loi (droit de propriété, droit d'ester en justice, etc.), sauf s'il représente 20 pour cent des effectifs de l'unité où il est actif, et s'il obtient un certificat d'enregistrement. À cet égard, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le projet de loi de la Chambre des représentants n° 6023, qui vise à réduire de 20 à 5 pour cent le nombre minimum de membres requis pour l'enregistrement des syndicats indépendants, à institutionnaliser l'enregistrement en ligne, à décentraliser le processus d'enregistrement et à garantir la réalisation en une journée du processus d'enregistrement, a été déposé en janvier 2020 et est en cours d'examen par la Commission du travail et de l'emploi de la Chambre des représentants. **Constatant que le gouvernement se réfère depuis plusieurs années à une législation de modification, la commission exprime le ferme espoir que les modifications nécessaires seront adoptées dans un avenir très proche, afin de réduire le nombre minimum requis de membres pour un enregistrement à un niveau raisonnable et, ainsi, de ne pas entraver la création d'organisations indépendantes légitimes. La commission prie le gouvernement d'indiquer les progrès réalisés à cet égard et de communiquer copie de la législation de modification une fois qu'elle aura été adoptée.**

Article 3. Droit des organisations de travailleurs d'organiser leur gestion et leurs activités et de formuler leurs programmes d'action sans ingérence des pouvoirs publics. Services essentiels. La commission avait prié précédemment le gouvernement de fournir des informations sur les progrès législatifs réalisés pour faire en sorte qu'une intervention du gouvernement conduisant à un arbitrage obligatoire se limite aux services essentiels au sens strict du terme (modifications de l'article 278(g) du Code du travail). La commission note, d'après les informations supplémentaires fournies par le gouvernement, que le projet de loi de la Chambre des représentants n° 2632 (qui vise à limiter l'intervention du gouvernement en vue d'un arbitrage obligatoire dans les services essentiels au sens strict du terme, et même à interdire l'émission d'injonctions dans les affaires concernant le travail) a été déposé en juillet 2019 et est en cours d'examen par la Commission du travail et de l'emploi de la Chambre des représentants. La commission note également que le gouvernement réitère les informations fournies précédemment sur la promulgation en 2013 de l'ordonnance n° 40-H-13 (directive d'application de l'article 278(g) du Code du travail), qui harmonise la liste des secteurs indispensables à l'intérêt national avec les critères des services essentiels de la convention, dans l'exercice de l'attribution du pouvoir du Secrétaire au travail et à l'emploi dans les conflits du travail, grèves et lockout, et qui devrait faciliter l'adoption par le Congrès du texte législatif correspondant. La commission rappelle que les secteurs mentionnés dans l'ordonnance n° 40-H-13 comprennent le secteur hospitalier, la production d'électricité, les services d'approvisionnement en eau (à l'exception de ceux de petite taille, comme les stations d'embouteillage et de remplissage) et le contrôle aérien, et que d'autres secteurs peuvent être ajoutés sur recommandation du NTIPC. La commission note

à cet égard que, selon la CSI, le gouvernement maintient une définition large et, non stricte et limitée, des services essentiels. **Observant que le Comité de la liberté syndicale a déjà examiné cette question (voir 390^e rapport, juin 2019, cas n° 2716, paragraphe 78; 391^e rapport, octobre 2019, cas n° 2745, paragraphe 51 et 392^e rapport, octobre 2020, cas n° 2716, paragraphe 153) et rappelant que le gouvernement fait état depuis de nombreuses années de modifications législatives de l'article 278(g), la commission exprime l'espoir que ces modifications seront adoptées dans un avenir très proche pour faire en sorte qu'une intervention du gouvernement conduisant à un arbitrage obligatoire se limite aux services essentiels au sens strict du terme. La commission prie le gouvernement d'indiquer les progrès réalisés à cet égard et de transmettre copie de la législation de modification une fois qu'elle aura été adoptée.**

Sanctions pénales pour la participation à une grève pacifique. Dans ses commentaires précédents, la commission avait exprimé le ferme espoir que les articles 279 et 287 du Code du travail seraient modifiés dans un avenir très proche de manière à garantir qu'aucune sanction pénale ne puisse être imposée à un travailleur pour avoir participé à une action de grève pacifique, même si les exigences en matière de négociation ou de préavis n'ont pas été respectées. La commission note que, selon le gouvernement, les articles 279 et 287 actuels du Code du travail n'imposent pas de sanctions pénales aux travailleurs qui participent à une grève pacifique ou mènent une grève pacifique, mais que ces articles se bornent à énumérer et à pénaliser les activités qui sont interdites pendant une grève ou un lock-out. Dans son rapport supplémentaire, le gouvernement indique également que le projet de loi de la Chambre des représentants n° 2631 (qui renforce le droit de grève des travailleurs) a été déposé en juillet 2019 et est en attente d'examen par la Commission du travail et de l'emploi de la Chambre des représentants. Ce projet de loi vise: i) à autoriser un groupe ou des représentants de travailleurs à déposer un préavis de grève et à se mettre en grève; et ii) à supprimer le licenciement et la détention en tant que sanctions pour violation des ordres, interdictions ou injonctions émis par le ministre du Travail, ou à l'encontre de responsables syndicaux pour participation directe à une grève illégale. La commission prend note aussi des allégations formulées par la FIT, selon lesquelles, outre les articles 279 et 287 du Code du travail, la loi de 1946 sur le Commonwealth a également été utilisée pour imposer des sanctions pénales à l'organisateur d'une grève pacifique. **Regrettant l'absence de progrès substantiels dans l'adoption des modifications des articles 279 et 287 du Code du travail annoncées précédemment, la commission attend du gouvernement qu'il prenne les mesures nécessaires pour que ces modifications soient adoptées dans un proche avenir et à ce que toute autre modification nécessaire soit apportée à la législation nationale afin qu'aucune sanction pénale ne soit imposée à un travailleur pour avoir mené une grève pacifique, même si la grève n'est pas conforme aux obligations de négociation ou de préavis. La commission prie le gouvernement d'indiquer les progrès accomplis, ainsi que sa réponse aux allégations de la FIT.**

Aide étrangère aux syndicats. La commission avait déjà souligné la nécessité de modifier l'article 285 du Code du travail subordonnant la possibilité pour les syndicats de recevoir une aide étrangère à une autorisation préalable du secrétaire au Travail. La commission prend note des éclaircissements du gouvernement selon lesquels, bien que l'article 285 du Code du travail régleme l'assistance étrangère aux syndicats, l'obligation d'obtenir une autorisation n'incombe pas au syndicat mais à l'entité étrangère qui fournit l'assistance. La commission observe en outre d'après les informations supplémentaires fournies par le gouvernement, que le projet de loi de la Chambre des représentants n° 2629 a été déposé en juillet 2019 et est en attente d'examen par la Commission du travail et de l'emploi de la Chambre des représentants. Le projet de loi vise à lever la réglementation sur l'aide étrangère en permettant aux personnes ou entités étrangères de faire des dons, de verser une subvention ou d'apporter une aide à une organisation de travail, à un groupe de travailleurs ou à un auxiliaire de ces derniers sans l'autorisation préalable du Secrétaire au travail. **Rappelant que le gouvernement fait référence à la modification de la législation depuis plusieurs années, la commission exprime le ferme espoir que les modifications législatives proposées, qui suppriment la nécessité d'une autorisation gouvernementale pour apporter une aide étrangère aux syndicats, seront adoptées dans un avenir très proche. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés et de communiquer copie de la législation de modification une fois qu'elle aura été adoptée.**

Article 5. Droit des organisations de constituer des fédérations et des confédérations. La commission avait déjà souligné la nécessité d'abaisser le nombre excessif de dix sections locales dûment reconnues en tant qu'agents de la négociation collective qui est requis pour enregistrer une fédération ou un syndicat national inscrit en vertu de l'article 244 du Code du travail. La commission note, d'après les informations supplémentaires fournies par le gouvernement, que le projet de loi de la Chambre des représentants n° 6023, qui vise à ramener de 10 à 5 le nombre de sections locales nécessaire pour enregistrer des fédérations et des confédérations, a été déposé en janvier 2020 et est en cours d'examen par la Commission du travail et de l'emploi de la Chambre des représentants. **Constatant que la révision du Code du travail sur ce point est en suspens depuis plusieurs années, la commission exprime le ferme espoir que les modifications législatives visant à réduire l'exigence excessivement élevée en matière**

d'enregistrement seront adoptées dans un avenir très proche, et prie le gouvernement d'indiquer les progrès réalisés.

Autres questions législatives. La commission note que le Comité de la liberté syndicale lui a soumis un certain nombre d'aspects législatifs, notamment en ce qui concerne: i) les progrès réalisés dans l'adoption du projet de loi concernant les disparitions forcées et involontaires, dont la commission avait estimé qu'il pouvait représenter une étape importante pour reconnaître l'existence de disparitions forcées et garantir des sanctions significatives et dissuasives (voir 392^e rapport, octobre 2020, cas n° 2528, paragraphe 136); et ii) les progrès réalisés en ce qui concerne le réexamen précédemment annoncé, par la Cour suprême et la Commission des droits de l'homme, du programme de protection de témoins dans le cadre d'un recours en *amparo* adopté en 2007, et l'application de la loi anti-torture n° 9745 et de la loi n° 9851 sur les crimes contre le droit international humanitaire, le génocide et autres crimes contre l'humanité (voir 392^e rapport, octobre 2020, cas n° 2528, paragraphe 138). **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé sur les questions susmentionnées.**

Application de la convention dans la pratique. La commission se félicite des informations statistiques fournies par le gouvernement sur le nombre d'organisations de travailleurs et le nombre de travailleurs couverts tant dans le secteur privé que dans le secteur public, ainsi que de l'interdiction de recourir à l'embauche et à la sous-traitance de prestataires de travaux, pour contourner le droit des travailleurs à stabilité dans l'emploi à l'auto-organisation, à la négociation collective et aux activités pacifiques concertées (décret exécutif n° 51, série 2018).

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République centrafricaine

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

Projet de Code du travail révisé. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle un projet de Code du travail révisé a été soumis au Parlement pour adoption. Le texte de ce projet n'ayant pas été transmis au Bureau, elle n'est pas en mesure d'évaluer la conformité de ses dispositions avec la convention. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau concernant le projet de Code du travail révisé et d'en transmettre une copie dès qu'il aura été adopté.**

Articles 2, 3, 5 et 6 de la convention. Code du travail. Dans ses précédents commentaires, la commission avait relevé la nécessité de modifier les dispositions suivantes du Code du travail:

- l'article 17 qui limite le droit des étrangers d'adhérer à un syndicat par le biais d'une condition de résidence (de deux ans) et une condition de réciprocité;
- l'article 24 qui limite, par le biais d'une condition de réciprocité, le droit des étrangers d'accéder aux fonctions d'administration et de direction d'un syndicat;
- l'article 25 qui prescrit l'inéligibilité au bureau d'un syndicat de toute personne ayant subi une condamnation à une peine d'emprisonnement, ayant un casier judiciaire ou étant privée de son droit d'éligibilité en application de la loi, même si les faits ainsi réprimés ne mettent pas en cause l'intégrité requise pour l'exercice de cette charge;
- l'article 26 qui conditionne le droit des mineurs âgés de moins de 16 ans d'adhérer à un syndicat en l'absence d'opposition de leur père, mère ou tuteur, alors que l'âge minimum d'admission à l'emploi est de 14 ans aux termes de l'article 259 du code; et
- l'article 49(3) qui interdit la formation d'une centrale syndicale sans qu'il n'existe au préalable des «fédérations professionnelles» et des «unions régionales».

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle les demandes de la commission ont été prises en compte dans le cadre du processus de révision tripartite du Code du travail, à l'exception, semble-t-il, de l'article 26. **La commission exprime l'espoir que la version révisée du Code du travail, telle qu'adoptée par le Parlement, permettra de garantir la pleine conformité de l'ensemble des dispositions susmentionnées avec les prescriptions de la convention et prie le gouvernement d'indiquer tout progrès réalisé à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1964)

Projet de Code du travail révisé. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle un projet de Code du travail révisé a été soumis au Parlement pour adoption et relève que les réponses du gouvernement concernant les demandes précédentes de la commission se réfèrent au contenu du projet de Code du travail et à plusieurs de ses articles. Le texte de ce projet n'ayant toutefois pas été transmis au Bureau, la commission n'est pas en mesure d'évaluer la conformité de ses dispositions avec la convention. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau concernant le projet de Code du travail révisé et d'en transmettre une copie dès qu'il aura été adopté.**

Article 2 de la convention. Protection adéquate contre les actes d'ingérence. Dans ses précédents commentaires, la commission avait considéré que l'article 30, alinéa 2, du Code du travail en vigueur n'incluait pas l'ensemble des actes d'ingérence couverts par l'article 2 de la convention. La commission avait également pris note des indications du gouvernement selon lesquelles des textes réglementaires seraient adoptés afin de couvrir l'ensemble des actes d'ingérence et que ces textes préciseraient également les sanctions applicables en la matière.

La commission note que, selon le gouvernement, les commentaires de la commission relatifs à la protection contre les actes d'ingérence n'ont pas fait l'objet de dispositions réglementaires particulières mais ont finalement été pris en compte dans le cadre du projet de loi portant Code du travail révisé, notamment en ses articles 31 à 45. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les progrès réalisés au plan législatif visant à élargir la protection contre les actes d'ingérence et de communiquer le contenu des dispositions en question lorsqu'elles auront été adoptées par le Parlement.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Article 40 du Code du travail. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que, en vertu de l'article 40 du Code du travail, les conventions collectives doivent obligatoirement être discutées par les délégués des syndicats d'employeurs et de travailleurs appartenant à la profession ou aux professions intéressées. Ayant également relevé qu'aucune disposition du Code du travail ne semblait reconnaître expressément le droit des fédérations et confédérations de conclure des conventions collectives, la commission avait prié le gouvernement de communiquer copie de conventions collectives négociées et signées par des fédérations ou confédérations.

La commission note que le gouvernement indique que l'article 41 du projet de loi portant Code du travail révisé donne mandat aux représentants des fédérations d'assister les délégués syndicaux dans la négociation des conventions collectives axées sur la profession. **Rappelant que le niveau de la négociation devrait normalement être du ressort des partenaires sociaux eux-mêmes, la commission prie le gouvernement de préciser si, au-delà de la fonction d'assistance des délégués syndicaux mentionnée par le gouvernement, les nouvelles dispositions du Code du travail révisé reconnaissent expressément le droit des fédérations et confédérations de conclure elles-mêmes des conventions collectives, et de communiquer, le cas échéant, copie de toute convention collective négociée et signée par des fédérations ou confédérations.**

Articles 197 et 198 du Code du travail. Depuis de nombreuses années, la commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que, en vertu des articles 197 et 198 du Code du travail, les représentants des organisations syndicales et les groupements professionnels de travailleurs (non syndiqués) sont placés sur un pied d'égalité en matière de négociation collective, alors que la négociation de conventions collectives par des groupements professionnels ne doit être possible qu'en l'absence de syndicat. **Regrettant l'absence d'informations à cet égard, la commission veut croire que l'actuel projet de réforme du Code du travail contiendra enfin des dispositions à même de garantir que les groupements professionnels de travailleurs ne puissent négocier des conventions collectives avec les employeurs que lorsqu'il n'existe pas de syndicat dans les unités de négociation considérées. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.**

Articles 367 à 370 du Code du travail. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement d'envisager la modification des articles 367 à 370 du Code du travail qui semblent instaurer une procédure par laquelle tous les conflits collectifs doivent être soumis à une conciliation et, en cas d'échec, à un arbitrage. **Regrettant là encore l'absence d'informations à cet égard et rappelant que, en vertu du principe de promotion de la négociation collective libre et volontaire posé par l'article 4 de la convention, le recours à l'arbitrage obligatoire en cas de désaccord entre les parties à une négociation collective n'est acceptable que vis-à-vis des fonctionnaires commis à l'administration de l'État (article 6 de la convention), des services essentiels au sens strict du terme et en cas de crise nationale aiguë, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés au plan législatif à cet égard.**

Articles 4 et 6. Droit de négociation collective des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État. Article 211 du Code du travail. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait noté que, en vertu de l'article 211 du Code du travail, la possibilité de conclure des conventions collectives dans le secteur public concernait uniquement le personnel des services, entreprises et établissements publics non régis par un statut particulier et avait demandé au gouvernement de préciser dans quelle mesure, et sur le fondement de quel texte, les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État qui seraient soumis à un statut particulier jouissaient du droit de négociation collective. La commission tient à rappeler que, en vertu des *articles 4 et 6* de la convention, les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État, catégorie qui comprend entre autres les employés des entreprises publiques, les employés municipaux et les employés des institutions décentralisées, les enseignants du secteur public ou encore les employés des transports publics, doivent se voir reconnaître le droit de négocier collectivement leurs conditions de travail et d'emploi. **La commission prie le gouvernement de préciser, d'une part, la liste des services et établissements publics non soumis à un statut législatif ou réglementaire particulier et, d'autre part, si, en droit ou en pratique, les fonctionnaires soumis à un tel statut peuvent prendre part à de véritables mécanismes de négociation collective de leurs conditions de travail et d'emploi. La commission prie également le gouvernement d'indiquer si les dispositions de l'article 211 se trouvent affectées par le projet de révision du Code du travail soumis au Parlement pour adoption et de fournir toute information pertinente à cet égard.**

Droit de négociation collective dans la pratique. La commission note les informations fournies par le gouvernement selon lesquelles plusieurs conventions collectives ont été identifiées pour une éventuelle révision, comme la convention collective d'exploitation forestière de 1994 ou encore la convention collective des industries hôtelières de 1961. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les processus de révision en cours en précisant la manière dont ceux-ci sont initiés et menés. La commission prie également le gouvernement d'indiquer les mesures visant à encourager et promouvoir la négociation collective, en vertu de l'article 4 de la convention, ainsi qu'à spécifier les secteurs concernés. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations statistiques sur le nombre de conventions collectives signées et en vigueur, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, en indiquant également les secteurs et le nombre de travailleurs couverts par ces conventions.**

République dominicaine

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1956)

La commission prend note des observations conjointes de la Confédération nationale d'unité syndicale (CNUS), de la Confédération autonome des syndicats ouvriers (CASC) et de la Confédération nationale des travailleurs dominicains (CNTD), reçues le 1^{er} octobre 2020, qui font état de difficultés persistantes dans la pratique pour obtenir l'enregistrement d'organisations syndicales, notamment dans le secteur du transport touristique. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires sur cette question.**

La commission prend également note du rapport supplémentaire adressé par le gouvernement à la lumière de la décision prise par le Conseil d'administration lors de sa 338^e réunion (juin 2020), qui n'apporte pas d'autres informations sur les questions en suspens. La commission réitère donc le contenu de son observation adoptée en 2019, dont le texte suit.

La commission prend note des observations de la CNUS, de la CASC et de la CNTD, du 3 septembre 2018 et du 5 septembre 2019, traitées dans cette observation.

Application de la convention dans la pratique. La commission prend dûment note que le gouvernement, dans le cadre de ses réponses aux observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) de 2013 alléguant des actes de violence et des menaces contre des dirigeants syndicaux du Syndicat national des travailleurs de Frito Lay Dominicana (SINTRALAYDO), indique que: i) les enquêtes menées n'ont pas permis d'établir l'existence d'actes de violence ou de menaces à l'encontre de dirigeants syndicaux; ii) les actes imputés à l'entreprise n'ont jamais été dénoncés lorsque, à plusieurs reprises, le syndicat et l'entreprise ont participé à la table de négociation dirigée par la direction de la médiation et de l'arbitrage, et iii) l'inspection du travail a bien constaté l'existence de pratiques déloyales dans le secteur et a appliqué les sanctions correspondantes. Quant aux observations de la CASC, de la CNUS et de la CNTD de 2016 concernant les difficultés pratiques pour obtenir la personnalité juridique des organisations syndicales, le gouvernement indique que, en 2013, toutes les demandes d'enregistrement ont été accordées et que, de 2014 à 2016, la demande d'enregistrement de trois organisations syndicales a été rejetée au motif que les conditions de fond n'étaient pas remplies (ses

membres ne répondant pas à la qualité de travailleur et ne représentant pas le nombre minimum de 20 travailleurs).

Problèmes législatifs. La commission rappelle qu'elle demande depuis plusieurs années au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les dispositions législatives suivantes, lesquelles ne sont pas conformes aux articles 2,3 et 5 de la convention:

- l'article 84, paragraphe 1, du règlement d'application de la loi sur la fonction publique et la carrière administrative (décret n° 523-09), qui oblige les agents publics à recueillir l'adhésion d'au moins 40 pour cent des agents de l'organisme concerné ayant le droit de s'organiser afin de constituer des organisations;
- l'article 407, paragraphe 3, du Code du travail, qui exige de recueillir 51 pour cent des voix des travailleurs de l'entreprise pour déclarer la grève; et
- l'article 383 du Code du travail, qui exige des fédérations de recueillir les voix des deux tiers de leurs membres pour pouvoir constituer des confédérations.

La commission rappelle également que, dans ses commentaires précédents, elle avait noté que la Commission pour la révision et l'actualisation du Code du travail, constituée en 2013, en était encore au stade de consultation et de discussion, que les modifications proposées avaient fait l'objet de discussions au Conseil consultatif du travail, et que le 1^{er} juillet 2016, un accord tripartite avait été signé pour la création d'une table ronde chargée de traiter les questions relatives aux normes internationales du travail, avec pour principal objectif d'assurer le respect de ces dernières. La commission note que, selon le gouvernement, dans le secteur public, le ministère du Travail et le ministère de l'Administration publique ont tenu des réunions dans le but de mettre la législation qui régit ce secteur en conformité avec les conventions internationales; et que dans le secteur privé, la commission pour la révision et l'actualisation du Code du travail poursuit le processus de consultation et de discussion, et souligne que des réunions tripartites ont eu lieu en vue d'une éventuelle réforme du Code. Par ailleurs, la commission note que dans leurs observations de 2018 et 2019, la CASC, la CNUS et la CNTD critiquent le fonctionnement de la Commission pour la révision et l'actualisation du Code du Travail ainsi que celui de la Table ronde chargée de traiter les questions relatives aux normes internationales du travail, mettent en question son efficacité et dénoncent une réticence à engager le dialogue.

La commission renvoie aux observations qu'elle formule dans le cadre de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, concernant le fonctionnement de la Commission pour la révision et l'actualisation du Code du travail et de la Table ronde chargée de traiter les questions relatives aux normes internationales du travail. La commission exprime le ferme espoir que, à la faveur d'un dialogue social effectif, le nouveau Code du travail et la nouvelle législation qui régit les travailleurs du secteur public seront adoptés dans un très proche avenir et que, prenant en considération les commentaires formulés par la commission, ces révisions législatives seront pleinement conformes aux dispositions de la convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à cet égard et lui rappelle que, s'il le souhaite, il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1953)

La commission prend note des observations conjointes de la Confédération nationale d'unité syndicale (CNUS), de la Confédération autonome des syndicats ouvriers (CASC) et de la Confédération nationale des travailleurs dominicains (CNTD), reçues le 1^{er} octobre 2020, qui dénoncent la persistance des actes antisyndicaux, en particulier les licenciements antisyndicaux, ainsi que des actes d'ingérence commis dans deux entreprises du secteur avicole et du transport touristique. En outre, les organisations syndicales susmentionnées dénoncent l'inaction de la table ronde sur les questions relatives aux normes internationales du travail et le non-respect des conventions collectives par certaines entreprises à la suite de la pandémie de COVID-19. ***La commission prie le gouvernement de lui faire part de ses commentaires à cet égard.***

La commission prend également note du rapport supplémentaire soumis par le gouvernement à la lumière de la décision prise par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020), qui n'ajoute aucun élément nouveau aux questions en suspens dans le cadre de l'application de cette convention. La commission renvoie donc au contenu de son observation adoptée en 2019, tel que reproduit ci-après.

La commission prend note des observations de la CNUS, de la CASC et de la CNTD, en date du 31 août 2018 et 3 septembre 2019, qui portent, d'une part, sur les questions traitées dans cette observation et, d'autre part, sur des allégations d'actes de discrimination antisyndicale pendant le processus de négociation ainsi que sur le manque de moyens des inspecteurs du travail. ***Notant le caractère récurrent***

des allégations de discrimination antisyndicale, la commission demande au gouvernement de lui faire parvenir ses commentaires à ce sujet.

La commission prend note des réponses du gouvernement aux observations de 2016 de la CNUS, de la CASC et de la CNTD. La commission observe que certaines de ces questions ont été examinées par le Comité de la liberté syndicale dans les cas nos 2786 et 3297. La commission prend également note de la réponse du gouvernement aux allégations d'obstacles à la négociation collective dans deux entreprises.

En ce qui concerne la mise en place de la table ronde sur les questions relatives aux normes internationales du travail, le gouvernement indique qu'elle fonctionne régulièrement depuis juin 2018, dans le but de prendre connaissance des cas et de rechercher une solution consensuelle entre les parties. La commission prend également note des observations de la CNUS, de la CASC et de la CNTD formulées en 2018 à propos de la prétendue inefficacité de la table ronde susmentionnée. **La commission se réfère à l'observation qu'elle a formulée au titre de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, et veut croire que les questions traitées dans cette observation seront prises en compte dans le cadre des discussions qui auront lieu lors de cette table ronde.**

a) Application de la convention dans le secteur privé

Articles 1 et 2 de la convention. Absence de sanctions suffisamment dissuasives contre les actes de discrimination et d'ingérence antisyndicale. Dans sa dernière observation, la commission avait pris note de la création de la Commission spéciale pour la révision et l'actualisation du Code du travail et des difficultés de procédure auxquelles se heurtent les juges de paix s'agissant de l'application des sanctions prévues aux articles 720 et 721 du Code du travail. Elle avait demandé au gouvernement d'adopter des réformes procédurales et de fond et de communiquer des données statistiques sur la durée des procédures judiciaires. En ce qui concerne la durée des procédures judiciaires, le gouvernement rappelle qu'en moyenne: i) en première instance, une affaire est entendue dans un délai de six mois; ii) un appel est entendu dans un délai supplémentaire de six mois; et iii) si l'affaire fait l'objet d'un appel en cassation, le jugement peut être rendu dans un délai d'environ un an. En outre, la commission prend note des observations de la CNUS, de la CASC et de la CNTD concernant la lenteur dans le traitement des affaires de discrimination antisyndicale, qui durerait entre six et sept ans devant les tribunaux. Tout en notant le manque d'informations du gouvernement sur les difficultés procédurales rencontrées par les tribunaux de première instance dans l'application des sanctions prévues aux articles 720 et 721 du Code du travail, ainsi que les opinions divergentes exprimées par le gouvernement et les syndicats sur la durée des procédures judiciaires, la commission rappelle que l'existence de dispositions législatives interdisant les actes de discrimination antisyndicale est insuffisante en l'absence de procédures rapides et efficaces qui en assurent l'application pratique (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 190). **Au vu de ce qui précède, la commission exprime à nouveau le ferme espoir que les réformes tant procédurales que de fond seront adoptées, de manière à permettre l'application efficace et rapide de sanctions dissuasives en cas d'actes de discrimination et d'ingérence antisyndicale. En outre, la commission prie une fois encore le gouvernement de communiquer des données statistiques sur la durée des procédures judiciaires relatives aux actes antisyndicaux, ainsi que des informations sur l'application des sanctions dans la pratique, sur le caractère dissuasif de ces sanctions (montants des amendes imposées et nombre d'entreprises concernées) et sur le nombre de dirigeants syndicaux réintégrés en vertu des articles 389 à 394 du Code du travail.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Majorité requise pour négocier collectivement. Depuis de nombreuses années, la commission évoque la nécessité de modifier les articles 109 et 110 du Code du travail qui imposent à un syndicat de représenter la majorité absolue des travailleurs de l'entreprise ou des travailleurs employés dans la branche d'activité concernée pour pouvoir négocier collectivement. À cet égard, le gouvernement déclare à nouveau que la Commission spéciale pour la révision et la mise à jour du Code du travail est en train de réviser le Code du travail et que la teneur des articles 109 et 110 sera examinée dans le cadre de cette discussion tripartite. Notant le nombre d'années écoulées depuis le début du processus de révision du Code du travail, la commission exprime le ferme espoir qu'il aboutira très prochainement à la modification de ses articles 109 et 110, conformément aux observations qu'elle a formulées précédemment. **La commission prie le gouvernement de faire état de tout fait nouveau à cet égard.**

b) Application de la convention dans la fonction publique

Articles 1, 2 et 6. Protection des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État contre la discrimination antisyndicale et les actes d'ingérence. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que la loi n° 41-08 sur la fonction publique ne couvrait que les membres fondateurs d'un syndicat et un certain nombre de ses dirigeants, a demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État jouissent

pleinement d'une protection spécifique contre les actes d'ingérence de l'employeur, prévoyant des sanctions suffisamment dissuasives contre les actes de discrimination et d'ingérence. **La commission note avec regret l'absence d'informations spécifiques du gouvernement à cet égard et exprime le ferme espoir qu'il prendra les mesures nécessaires pour que les fonctionnaires non commis à l'administration de l'État bénéficient d'une protection adéquate contre les actes de discrimination et d'ingérence.**

Articles 4 et 6. *Droit de négociation collective des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État.* Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait observé que la loi n° 41-08 relative à la fonction publique et son règlement d'application ne contiennent pas de dispositions en matière de négociation collective et avait invité le gouvernement à prendre rapidement les mesures nécessaires pour reconnaître sur le plan légal le droit des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État de négocier collectivement. La commission note que le gouvernement indique que des réunions conjointes sont prévues avec des fonctionnaires du Ministère de l'administration publique afin d'évaluer la possibilité de reconnaître légalement le droit de négociation collective des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État. **La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour reconnaître légalement le droit de négociation collective des fonctionnaires non commis à l'administration de l'État et prie le gouvernement de faire état de tout fait nouveau à cet égard.**

La commission rappelle au gouvernement qu'il peut recourir à l'assistance technique du Bureau, s'il le souhaite.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Sainte-Lucie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1980)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle procédera alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Droit des travailleurs et des employeurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations et de s'affilier à celles-ci. Depuis un certain nombre d'années, notant que les «services de protection» – qui comprennent les services d'incendie et le personnel pénitentiaire – sont exclus du champ d'application de la loi de 1999 portant enregistrement, statut et reconnaissance des organisations d'employeurs et de travailleurs, la commission avait demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que le personnel des services d'incendie et des services pénitentiaires ait le droit de constituer des syndicats. La commission note que l'article 325 de la loi sur le travail de 2006 exclut lui aussi les «services de protection» (qui, selon l'article 2 de la loi, comprennent les services d'incendie et les services correctionnels) du champ d'application des dispositions de la nouvelle législation relative au droit d'organisation. **Notant que le gouvernement indique dans son rapport que la question du droit d'organisation du personnel des services d'incendie et du personnel pénitentiaire sera posée au ministre du Travail, et compte tenu des indications faites précédemment selon lesquelles les travailleurs de ces services jouissent dans la pratique de ce droit, la commission prie le gouvernement d'indiquer de quelle manière les droits syndicaux sont garantis au personnel des services d'incendie et des services pénitentiaires.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1980)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle procédera alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Articles 1, 2, 4 et 6 de la convention. Depuis plusieurs années, notant que les «services de protection» comprenant les services de lutte contre l'incendie et le personnel pénitentiaire sont exclus de la loi de 1999 portant enregistrement, statut et reconnaissance des syndicats et des organisations d'employeurs, la commission avait demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les membres des services de lutte contre l'incendie et du personnel pénitentiaire jouissent des droits et garanties prévus par la convention. La commission note que la loi de 2006 sur le travail, entrée en vigueur le 1^{er} août 2012, abroge la loi

de 1999 portant enregistrement, statut et reconnaissance des syndicats et des organisations d'employeurs. Elle note en outre que l'article 355 de la loi de 2006 sur le travail exclut également les «services de protection» (comprenant, selon l'article 2 de la loi, les services de lutte contre l'incendie et les services pénitentiaires) du champ d'application des dispositions relatives au droit de négociation collective dans la nouvelle législation. **Prenant note, selon les indications du gouvernement dans son rapport, que les membres des services de lutte contre l'incendie et des services pénitentiaires jouissent dans la pratique du droit de négociation collective, et que la question sera soulevée auprès du ministre du Travail, la commission prie une nouvelle fois le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la législation prévoit expressément le droit de négociation collective au personnel pénitentiaire et des services de lutte contre l'incendie.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Sao Tomé-et-Principe

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1992)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence. La commission rappelle que, depuis plusieurs années, elle prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que soit adoptée une législation adéquate prévoyant des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives contre les actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence à l'encontre des organisations syndicales, conformément aux dispositions de la convention. **Notant avec regret que le gouvernement se borne à mentionner que, dans la pratique, d'autres lois sont invoquées pour compenser la lacune législative susmentionnée, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que la législation contienne des dispositions spécifiques et efficaces relatives aux actes de discrimination antisyndicale et d'ingérence. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute évolution de la situation à cet égard.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Absence de cadre juridique pour l'exercice du droit à la négociation collective et absence de négociation collective dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que le droit de négociation collective est reconnu dans la loi n° 5/92, mais ne fait pas l'objet d'une réglementation juridique et que l'adoption d'un projet de loi sur le cadre juridique de la négociation collective est en suspens depuis plusieurs années.

La commission note avec **regret** que, contrairement à ses rapports précédents, le gouvernement affirme qu'aucun projet de loi n'est en cours de préparation à cet égard. Rappelant que, dans son observation précédente, la commission avait également exprimé sa préoccupation quant à l'absence de conventions collectives dans le pays, elle souligne que l'absence d'un cadre juridique peut entraver l'exercice du droit à la négociation collective. **La commission prie donc le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires, en droit et dans la pratique, pour encourager le développement et l'utilisation de la négociation collective. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut faire appel à l'assistance technique du Bureau sur les différents points soulevés et veut croire qu'elle pourra prendre note des progrès accomplis dans un avenir proche.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Sénégal

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

Mise en conformité de la législation avec la convention. La commission rappelle que ses commentaires portent depuis de très nombreuses années sur la nécessité de modifier plusieurs dispositions législatives, afin de les rendre conformes à la convention. Alors que le gouvernement a jusqu'à présent indiqué sa volonté de procéder à ces modifications, la commission note avec un **profond regret** que le dernier rapport du gouvernement ne contient aucune information sur les mesures prises pour mettre en œuvre ses recommandations. **Dans ces conditions, la commission se voit dans l'obligation de prie une nouvelle fois le gouvernement de prendre sans autre délai les mesures qui s'imposent pour assurer la pleine conformité de la législation avec la convention sur l'ensemble des points ci-après.**

Article 2 de la convention. Droit syndical des mineurs. La commission rappelle ses recommandations précédentes sur la nécessité d'amender l'article 11 du Code du travail pour garantir le droit syndical aux mineurs ayant atteint l'âge minimum légal d'admission à l'emploi (15 ans aux termes de l'article L.145 du Code du travail), tant comme travailleurs que comme apprentis, sans que l'autorisation parentale ou du tuteur soit nécessaire. La commission avait précédemment noté qu'un projet de texte portant modification de l'article 11 avait été validé par le Conseil consultatif national du travail et que ladite modification vise à assurer la libre adhésion des mineurs aux syndicats, sans aucune restriction ou autorisation préalable, à partir de 16 ans, ce qui correspond à l'âge de fin de scolarité obligatoire au

Sénégal. **La commission prie instamment le gouvernement de faire état de tout progrès réalisé pour modifier l'article 11 du Code du travail afin de permettre aux mineurs d'adhérer librement à un syndicat, dès lors qu'ils ont atteint l'âge minimum d'accès à l'emploi, tel que prévu par le Code du travail.**

Articles 2, 5 et 6. *Droit des travailleurs de constituer des organisations de leur choix sans autorisation préalable.* La commission rappelle ses recommandations précédentes sur la nécessité d'abroger la loi n° 76-28 du 6 avril 1976 et de modifier l'article L.8 du Code du travail, afin de garantir aux travailleurs et aux organisations de travailleurs le droit de constituer des organisations de leur choix sans autorisation préalable. La commission avait regretté que le précédent rapport du gouvernement se bornait à rappeler que la procédure en cause ne renvoie qu'à de simples formalités administratives. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre sans délai des mesures en vue d'abroger les dispositions législatives qui restreignent la liberté des travailleurs de former leurs propres organisations, particulièrement les dispositions concernant la moralité et la capacité des dirigeants syndicaux, ou qui octroient de fait aux autorités un pouvoir d'approbation préalable discrétionnaire, qui est contraire à la convention.**

Article 3. *Droit des organisations d'exercer librement leurs activités et de formuler leur programme d'action. Réquisition en cas de grève.* La commission rappelle que ses commentaires portaient sur la nécessité d'adopter le décret d'application de l'article L.276 du Code du travail déterminant la liste des emplois qui n'autoriseront la réquisition des travailleurs en cas de grève que pour assurer le fonctionnement des services essentiels au sens strict du terme. La commission rappelle sur ce point que le gouvernement s'était précédemment référé au décret n° 72-17 du 11 janvier 1972 – qui fixe la liste des postes, emplois ou fonctions dont les occupants peuvent faire l'objet de réquisition – sans tenir compte des commentaires qu'elle avait déjà formulés en 2006, à savoir que le décret en question prévoit la réquisition des travailleurs en cas de grève pour de nombreux postes, emplois ou fonctions auxquels ne s'applique pas la définition des services essentiels au sens strict du terme (c'est-à-dire ceux dont l'interruption mettrait en danger, dans l'ensemble ou dans une partie de la population, la vie, la sécurité ou la santé de la personne). **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent pour que le décret d'application de l'article L.276 du Code du travail n'autorise la réquisition des travailleurs que pour assurer le fonctionnement des services essentiels au sens strict du terme.**

Occupation des locaux en cas de grève. La commission rappelle ses recommandations précédentes sur la nécessité d'une disposition prévoyant que les restrictions prévues à l'article L.276 du Code du travail (concernant l'occupation des locaux ou des abords immédiats pendant la grève) ne s'appliquent que dans les cas où les grèves perdraient leur caractère pacifique ou dans les cas où le respect de la liberté du travail des non-grévistes, ainsi que le droit de la direction de l'entreprise de pénétrer dans les locaux, sont entravés. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent pour limiter les restrictions prévues à l'article L.276 du Code du travail aux cas rappelés ci-dessus.**

Article 4. *Dissolution par voie administrative.* La commission rappelle que ses commentaires portaient sur la nécessité d'adopter une disposition, par voie législative ou réglementaire, prévoyant expressément que la dissolution des associations séditeuses, prévue par la loi n° 65-40 du 22 mai 1965 sur les associations, ne peut en aucune façon s'appliquer aux organisations professionnelles. Le gouvernement avait indiqué dans son rapport de 2015 que la mise en conformité de la loi sur ce point était en cours. Dans son rapport de 2018, le gouvernement s'était contenté d'indiquer que la dissolution administrative n'est nullement possible en droit sénégalais. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent pour modifier la législation de telle sorte que la dissolution des associations séditeuses, prévue par la loi n° 65-40 du 22 mai 1965 sur les associations, ne puisse en aucune façon s'appliquer aux organisations professionnelles.**

Droits syndicaux du personnel des douanes. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note des recommandations du Comité de la liberté syndicale dans un cas concernant les droits syndicaux des agents des douanes (voir 384^e apport, mars 2018, cas n° 3209) invitant le gouvernement à modifier l'article 8 de la loi n° 69-64 du 30 octobre 1969 portant statut du personnel des douanes, afin de supprimer l'interdiction faite au personnel des douanes d'exercer leurs droits syndicaux. **En l'absence d'information à cet égard, la commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour modifier l'article 8 de la loi n° 69-64 portant statut du personnel des douanes, afin de lever tout obstacle à l'exercice des droits syndicaux.**

La commission rappelle au gouvernement la possibilité de se prévaloir de l'assistance technique du Bureau sur les différents aspects législatifs soulevés.

Somalie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2014)

La commission prend note du premier rapport du gouvernement sur l'application de la convention. Elle prend note avec *intérêt* de l'indication du gouvernement selon laquelle un projet de Code du travail (dont le contenu est examiné dans la demande directe accompagnant la présente observation), a été élaboré en collaboration avec l'OIT pour réviser le Code du travail de 1972, et que tous les partenaires tripartites ont participé à son élaboration. Elle note en outre que le projet de Code du travail et un projet de loi sur la fonction publique sont actuellement en attente d'approbation par le Parlement. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur la procédure d'adoption du projet de Code du travail et du projet de loi sur la fonction publique, et de transmettre copie de ces lois une fois qu'elles auront été adoptées.**

La commission note également les observations de la Fédération des syndicats somaliens (FESTU), reçues le 1^{er} octobre 2020, alléguant des violations du droit syndical, y compris du droit de grève, dans une entreprise de gestion d'aéroports, ainsi que des pressions et menaces de la police contre des responsables syndicaux. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Sri Lanka

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1972)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement compte tenu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année (voir l'article 4 ci-dessous) ainsi qu'à partir des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux commentaires de 2018 de la Confédération syndicale internationale (CSI) et du Syndicat des travailleurs des zones franches et des services généraux (FTZ et GSEU) portant sur des allégations de licenciements antisyndicaux dans les zones franches d'exportation (ZFE) et du refus de reconnaître aux syndicats le droit de négociation collective dans les ZFE. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que les inspecteurs du travail ont le droit de pénétrer sur les lieux de travail dans les ZFE à tout moment et sans avertissement préalable, et que les Bureaux du travail n'ont reçu aucune plainte à ce sujet.

Par ailleurs, la commission prend note des commentaires de la CSI reçus le 1^{er} septembre 2019 à propos d'allégations de licenciements antisyndicaux dans une entreprise, et indiquant que la discrimination antisyndicale et les actions antisyndicales restent un problème important dans le pays. **La commission prie le gouvernement de communiquer sa réponse à ce sujet.**

Article 1 de la convention. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale. Procédures efficaces et rapides. La commission se réfère depuis plusieurs années au fait que, dans la pratique, seul le Département du travail peut soumettre les affaires concernant la discrimination antisyndicale devant la justice et qu'aucun délai obligatoire n'est prévu pour l'introduction des recours devant la justice. Tout en rappelant l'importance de prévoir des procédures efficaces et rapides pour traiter les actes de discrimination antisyndicale, la commission avait prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les travailleurs victimes de discrimination antisyndicale puissent saisir la justice. La commission avait également exprimé l'espoir que la loi sur les conflits du travail sera modifiée de manière à accorder aux syndicats le droit de porter les affaires de discrimination antisyndicale directement devant la justice. La commission note à ce propos que le gouvernement indique à nouveau que la possibilité pour les travailleurs et pour les syndicats de déposer des plaintes auprès de la justice est discutée depuis des années au sein du Conseil consultatif du travail (NLAC), mais qu'aucun consensus n'a été réalisé sur cette question. Le gouvernement est d'avis que, en tant qu'institution impartiale, le Département du travail est mieux habilité que les victimes à mener les enquêtes et à recueillir les preuves en rapport avec les plaintes pour discrimination antisyndicale. Le gouvernement souligne que, fin 2018, 311 affaires de discrimination antisyndicale étaient en cours et que huit avaient été résolues. **Tout en rappelant que la discrimination antisyndicale représente l'une des violations les plus graves de la liberté syndicale et constatant que, selon la CSI, la discrimination antisyndicale et les actions antisyndicales restent un problème important dans le pays, la commission:**

i) prie instamment à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires dans les meilleurs délais pour veiller à ce que les travailleurs qui sont victimes de discrimination antisyndicale puissent saisir la justice; et ii) exprime à nouveau l'espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires en vue de modifier la loi sur les conflits du travail de manière à accorder aux syndicats le droit de porter directement devant la justice les cas de discrimination antisyndicale. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre d'affaires concernant la discrimination antisyndicale examinées par les tribunaux et d'indiquer la durée de la procédure, ainsi que les sanctions ou les mesures correctives imposées.

Article 4. Promotion de la négociation collective. Zones franches d'exportation (ZFE). La commission prend note des informations fournies par le gouvernement concernant les mesures prises pour promouvoir la négociation collective dans les ZFE et accueille favorablement l'indication du gouvernement selon laquelle en 2018 et en 2019 le Département du travail a organisé 12 programmes de sensibilisation dans les ZFE, qui ont porté sur environ 1 000 travailleurs et couvert plus de cinquante lieux de travail. La commission note aussi, d'après l'indication du gouvernement, que le fait que seuls les syndicats soient habilités à mener des négociations collectives freine la création de conseils de travailleurs dans les ZFE. La commission note que, dans son rapport supplémentaire, le gouvernement répète l'information donnée les années précédentes, à savoir que sept conventions collectives sont actuellement en vigueur dans les ZFE. Elle note cependant que le gouvernement ne précise pas le nombre de syndicats et de conseils de travailleurs créés dans les ZFE, comme demandé par la commission. **En conséquence, la commission prie le gouvernement de fournir de telles informations et de continuer à faire état du nombre de conventions collectives conclues par des organisations syndicales dans les ZFE et du nombre de travailleurs couverts par celles-ci en comparaison avec le nombre total de travailleurs employés dans ce secteur. Tout en rappelant les observations antérieures de la CSI concernant le refus de reconnaître aux syndicats le droit de négociation collective dans les ZFE, la commission encourage le gouvernement à continuer à prendre les mesures nécessaires pour promouvoir la négociation collective dans les ZFE et le prie de communiquer des informations à cet égard.**

Conditions de représentativité pour les négociations collectives. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait demandé au gouvernement de modifier l'article 32(A)(g) de la loi sur les conflits du travail selon laquelle aucun employeur ne peut refuser de négocier avec un syndicat qui représente au moins 40 pour cent des travailleurs au nom desquels ce syndicat entend négocier. La commission note que le gouvernement réitère que cette question a été discutée au sein du NLAC, mais que les employeurs aussi bien que les grands syndicats ne sont pas d'accord pour réduire ce seuil, vu qu'ils considèrent que cela est susceptible de créer davantage de divisions sur le lieu de travail et d'affaiblir la représentation et le pouvoir de négociation des syndicats. Le gouvernement réitère aussi que les syndicats qui ne remplissent pas la condition du seuil requis de représentativité peuvent fusionner et fonctionner en tant que syndicat unique, et indique que plusieurs employeurs ont accepté de négocier avec les syndicats sans prendre en compte le seuil de 40 pour cent. Tout en rappelant que la CSI s'était précédemment référée à des cas dans lesquels des entreprises avaient refusé de négocier collectivement avec des syndicats qui ne remplissaient pas la condition de 40 pour cent de seuil de représentativité, la commission souhaite rappeler que la détermination du seuil de représentativité pour la désignation d'un agent exclusif aux fins de la négociation des conventions collectives qui sont destinées à être appliquées à tous les travailleurs dans un secteur ou un établissement donné, n'est compatible avec la convention que dans la mesure où les conditions requises ne constituent pas un obstacle à la promotion dans la pratique d'une négociation collective libre et volontaire. La commission estime cependant que, lorsqu'aucun syndicat dans une unité donnée de négociation ne remplit le seuil requis de représentativité pour être en mesure de négocier au nom de tous les travailleurs, les syndicats minoritaires devraient être en mesure de négocier, de manière conjointe ou séparée, tout au moins au nom de leurs propres membres. **La commission réitère en conséquence qu'elle s'attend à ce que le NLAC et le gouvernement prennent les mesures nécessaires en vue de réviser l'article 32(A)(g) de la loi sur les conflits du travail, conformément à l'article 4 de la convention, en vue de garantir que, lorsqu'il n'existe aucun syndicat remplissant le pourcentage requis pour être désigné en tant qu'agent de négociation collective, les syndicats existants doivent avoir la possibilité, de manière conjointe ou séparée, de négocier collectivement, tout au moins au nom de leurs propres membres. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.**

Article 6. Droit de négociation collective à l'égard des travailleurs du service public autres que ceux qui sont commis à l'administration de l'État. La commission avait précédemment noté que les procédures concernant le droit de négociation collective des travailleurs du secteur public ne garantissaient pas une véritable négociation collective, mais instaurent plutôt un mécanisme de consultation. Dans son dernier rapport, le gouvernement avait indiqué qu'il allait prendre les mesures nécessaires en vue de traiter cette question. La commission note à ce propos que le gouvernement réitère que: i) la loi sur les conflits du travail reconnaît le droit des syndicats du secteur privé de négocier collectivement avec l'employeur ou l'autorité concernée; ii) au Sri Lanka, le secteur privé englobe les entreprises publiques qui occupent un

grand nombre de travailleurs; et iii) l'article 32(A) de la loi en question, qui traite des pratiques de travail déloyales et de la négociation collective, s'applique non seulement aux syndicats dans le secteur privé, mais également aux syndicats dans les entreprises publiques. Le gouvernement indique aussi que le secteur public au Sri Lanka occupe 14 pour cent de l'ensemble des salariés et que les syndicats qui possèdent un pouvoir de négociation important ont négocié l'octroi d'allocations spécifiques qui ont abouti à des disparités disproportionnées dans le secteur public par rapport aux salaires nets. Le gouvernement est d'avis que le fait de prévoir dans la législation des droits de négociation collective aux travailleurs du secteur public serait susceptible de nuire à la stabilité du gouvernement. La commission voudrait réitérer à ce propos qu'il existe des mécanismes permettant de concilier l'équilibre des budgets publics et la protection du principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale dans le secteur public, d'un côté, et la reconnaissance du droit à la négociation collective, d'un autre côté. Elle rappelle aussi à nouveau qu'en vue de donner effet à l'article 6 de la convention une distinction doit être établie entre d'une part, les fonctionnaires commis à l'administration de l'État qui peuvent être exclus du champ d'application de la convention et, d'autre part, toutes les autres personnes employées par le gouvernement, les entreprises publiques ou les institutions publiques autonomes qui devraient bénéficier des garanties prévues dans la convention (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 172). **Compte tenu de ce qui précède, et vu que l'article 49 de la loi sur les conflits du travail exclut les travailleurs de l'État du champ d'application de ladite loi, la commission réitère sa demande antérieure au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir le droit à la négociation collective des travailleurs du secteur public couverts par la convention, en matière de salaires et autres conditions d'emploi. La commission rappelle aussi au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau.**

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Tchad

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1960)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2019, alléguant des violations de droits syndicaux en droit et dans la pratique ainsi que des réponses du gouvernement à celles-ci en date du 11 octobre 2019.

La commission note les observations à caractère général de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), reçues le 1^{er} septembre 2016. Elle note également les observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2016, qui portent sur: i) la procédure légale régissant le droit de grève; ii) des cas de violations graves des droits syndicaux et fondamentaux; et iii) la détermination des services essentiels. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

Articles 2 et 3 de la convention. Code du travail. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait prié le gouvernement de prendre des mesures pour modifier l'article 294, alinéa 3, du code, en vertu duquel les mineurs âgés de moins de 16 ans peuvent adhérer à un syndicat, sauf opposition de leur père, de leur mère ou de leur tuteur, afin de reconnaître le droit syndical aux mineurs ayant l'âge minimum légal pour accéder au marché du travail selon le code (14 ans), tant comme travailleurs que comme apprentis, sans l'intervention parentale ou du tuteur. La commission avait aussi attiré l'attention du gouvernement sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour réviser l'article 307 du Code du travail, pour que le contrôle exercé par les autorités publiques sur les finances syndicales n'aille pas au-delà de l'obligation pour les organisations de soumettre des rapports périodiques. La commission avait noté l'indication du gouvernement selon laquelle cette disposition n'avait jamais été appliquée et qu'il avait procédé à sa suppression dans le projet de révision du Code du travail. La commission note la déclaration du gouvernement selon laquelle les préoccupations de la commission ont été prises en compte dans le cadre de la révision de la loi portant Code du travail, bien que ce dernier n'ait pas encore été promulgué. **La commission veut croire que le Code du travail sera promulgué dans un proche avenir et qu'il donnera pleinement effet aux dispositions de la convention sur les points rappelés ci-dessus. Elle prie le gouvernement de lui faire parvenir une copie du texte ainsi promulgué.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Turquie

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1993)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019 [voir les sections sur les *libertés publiques* et l'*article 2* ci-dessous].

La commission note les observations de la Confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK), reçues le 31 août 2020, de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 16 septembre 2020, de l'Internationale de l'éducation (IE), reçues le 1^{er} octobre 2020, et les réponses détaillées du gouvernement à ce sujet. La commission note également les observations de la Confédération des syndicats de la fonction publique (MEMUR-SEN), communiquées avec le rapport supplémentaire du gouvernement.

La commission avait précédemment pris note des observations de CSI, reçues le 1^{er} septembre 2019 et examinées ci-après. Elle avait également pris note des observations de la KESK et de la Confédération turque des associations d'employeurs (TİSK) transmises par le gouvernement avec son rapport et se référant aux questions soulevées par la commission ci-dessous. La commission avait également pris note des observations de la Fédération internationale des travailleurs des transports (ITF), reçues le 4 septembre 2019 et se référant aux informations soumises par la CSI. La commission avait également pris note des observations de la TİSK, reçues le 2 septembre 2019.

La commission rappelle qu'elle avait précédemment prié le gouvernement de répondre aux observations de 2018 de la Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İŞ) selon lesquelles les travailleurs employés temporairement par des agences de placement privées ne pouvaient jouir de leurs droits syndicaux, ainsi qu'aux allégations de pression exercée sur les travailleurs, en particulier dans le secteur public, pour les inciter à adhérer aux syndicats désignés par leur employeur. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, dans le cadre d'un «contrat de travail triangulaire» (dans lequel le travailleur est employé par une agence de travail intérimaire et travaille pour un employeur différent), les travailleurs ont le droit de se syndiquer dans la branche d'activité dans laquelle l'agence de travail est active. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations additionnelles à cet égard, y compris des exemples concrets de la manière selon laquelle les droits des travailleurs engagés dans le cadre d'un contrat de travail triangulaire sont exercés dans la pratique.** En ce qui concerne l'allégation de pressions exercées sur les travailleurs du secteur public, le gouvernement se réfère aux dispositions législatives garantissant la protection contre la discrimination antisyndicale et souligne que les syndicats et les travailleurs disposent de recours administratifs et judiciaires pour contester ces actions. Il se réfère en particulier au premier paragraphe de l'article 118 du code pénal, selon lequel toute personne qui fait usage de la force ou de menaces dans le but de contraindre une personne à adhérer ou à ne pas adhérer à un syndicat, ou à participer à des activités syndicales ou à ne pas y participer, ou à démissionner d'une fonction syndicale, est punie d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans. En outre, selon le gouvernement, dans de tels cas, la législation prévoit une indemnisation équivalente au moins au montant d'une année de salaire et, en cas de licenciement, la possibilité d'une réintégration. Les employeurs du secteur public ont la responsabilité de respecter la loi dans l'exercice de leurs fonctions et sont donc également responsables en vertu du droit public.

Suivi des conclusions de la commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

La commission prend note des discussions qui ont eu lieu au sein de la Commission de la Conférence en juin 2019 concernant l'application de la convention. Elle fait observer que la Commission de la Conférence avait noté avec préoccupation les allégations de restrictions imposées aux organisations de travailleurs s'agissant de constituer des syndicats, d'y adhérer et d'en assurer la gestion et avait prié le gouvernement de: i) prendre toutes les mesures appropriées afin de garantir que, quelle que soit l'affiliation syndicale, le droit à la liberté syndicale peut s'exercer dans des conditions normales, dans le respect des libertés civiles et dans un climat exempt de violence, de pressions et de menaces; ii) s'assurer qu'une procédure judiciaire régulière et en bonne et due forme est garantie aux organisations de travailleurs et d'employeurs et à leurs membres; iii) réviser la loi n° 4688 en concertation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives afin d'accorder à tous les travailleurs sans aucune distinction, y compris aux travailleurs du secteur public, la liberté syndicale conformément à la convention, en droit et dans la pratique; iv) réviser le décret présidentiel n° 5 pour exclure les organisations de travailleurs et d'employeurs de son champ d'application; et v) s'assurer que la dissolution

d'organisations syndicales est le résultat d'une décision de justice et que les droits de la défense et la régularité de la procédure sont pleinement garantis dans un système judiciaire indépendant.

Libertés publiques. La commission rappelle qu'elle formule depuis un certain nombre d'années des commentaires sur la situation des libertés publiques en Turquie. Notant que le gouvernement a indiqué qu'il existait des voies de recours administratives ou judiciaires internes contre tous les actes de l'administration, la commission l'avait prié d'indiquer si les personnes touchées avaient eu recours à de telles voies et quels en avaient été les résultats. La commission l'avait également prié de fournir des informations sur les mesures prises pour garantir un climat exempt de violence, de pressions ou de menaces de quelque nature que ce soit afin que les travailleurs et les employeurs puissent exercer pleinement et librement les droits que leur confère la convention.

La commission rappelle que, dans son commentaire précédent, elle a noté la réaffirmation par le gouvernement que la Turquie est un pays démocratique, respectueux de l'état de droit et qu'aucun syndicat n'a jamais été fermé ni ses fonctionnaires suspendus ou licenciés en raison de leurs activités légitimes. Le gouvernement a indiqué que: i) du fait de l'adoption de la loi sur les syndicats et les conventions collectives de travail (loi n° 6356) et des modifications substantielles apportées à la loi n° 4688 sur les syndicats des fonctionnaires en 2013, le taux de syndicalisation a régulièrement augmenté, atteignant 22 pour cent dans les secteurs public et privé réunis (66,79 pour cent dans le secteur public; 13,76 pour cent dans le secteur privé). Il existe actuellement quatre confédérations syndicales dans le secteur privé et dix confédérations de fonctionnaires. Comme tous les pays démocratiques, la Turquie dispose d'un cadre réglementaire pour l'organisation de réunions et de manifestations. Lorsque les membres des syndicats transgressent la loi, détruisent les biens publics et privés et cherchent à imposer leurs propres règles pendant les réunions et les manifestations, les forces de sécurité sont obligées d'intervenir pour préserver l'ordre et la sécurité publics. Le gouvernement indique qu'il est possible d'organiser des marches et des manifestations avec notification préalable, comme l'illustrent les célébrations du 1^{er} mai, organisées par tous les syndicats et confédérations de manière pacifique. Le gouvernement réaffirme en outre que les droits et libertés fondamentaux sont protégés par la Constitution nationale. Outre le droit de recours judiciaire contre les actes de l'administration, toute personne peut saisir la Cour constitutionnelle contre les autorités publiques pour violation des droits et libertés constitutionnels. Le gouvernement souligne en outre que les allégations concernent principalement la période de l'état d'urgence entre juillet 2016 et juillet 2018, à la suite d'une tentative de coup d'État, et que les problèmes sont survenus lorsque les prescriptions de l'état d'urgence ont été ignorées et ignorées avec persistance par certains syndicats et leurs membres. Bien que les fonctionnaires n'aient pas le droit de grève, certains syndicats de fonctionnaires et leurs membres ont appelé à des actions de grève et des réunions et manifestations en plein air ont été organisées en violation des dispositions de la loi n° 2911 sur les réunions et manifestations. Par conséquent, des procédures disciplinaires peuvent avoir été appliquées à des fonctionnaires impliqués dans la vie politique.

En ce qui concerne l'usage excessif présumé de la force par les forces de sécurité, le gouvernement rappelle qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour empêcher que de tels incidents ne se produisent. Il explique que ces incidents se sont largement produits pour deux raisons: i) l'infiltration d'organisations terroristes illégales dans les marches et manifestations organisées par les syndicats et ii) l'insistance de certains syndicats à organiser de telles réunions dans des zones non prévues à cet effet. Le gouvernement informe que les forces de sécurité sont intervenues dans 2 pour cent des cas sur 40 016 actions et activités en 2016; dans 0,8 pour cent des cas sur 38 976 activités en 2017; et dans 0,7 pour cent des cas sur 36 925 activités en 2018. Selon les informations supplémentaires fournies par le gouvernement, le taux d'interférence des forces de sécurité a diminué de 0,8 pour cent en 2017 à 0,7 pour cent en 2019. Le gouvernement indique en outre qu'en 2019, 51 525 manifestations/activités ont été menées, impliquant 32 166 244 personnes, ce qui représente, par rapport à 2018, une augmentation de 3,6 pour cent du nombre d'événements et une augmentation de 11,07 pour cent en termes de participants. Le gouvernement a indiqué dans son rapport de 2019 que l'intervention de la police ne se produit qu'en cas de violence et d'attaques contre les forces de sécurité et les citoyens et lorsque la vie des citoyens est gravement affectée.

La commission rappelle que dans son rapport de 2019, le gouvernement a indiqué qu'une stratégie de réforme judiciaire a été lancée le 30 mai 2019 par le Président de la République. Les principaux objectifs de cette réforme sont notamment le renforcement de l'état de droit, la protection et la promotion effectives des droits et libertés, le renforcement de l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'amélioration de l'impartialité, l'accroissement de la transparence du système, la simplification des procédures judiciaires, l'accès à la justice, le renforcement du droit à la défense et la protection efficace du droit au procès dans un délai raisonnable. Le gouvernement a indiqué qu'un plan d'action clair et mesurable serait également préparé et que le ministère de la Justice publierait des rapports de suivi annuels.

Tout en prenant note de ce qui précède, la commission a noté avec **préoccupation** les observations de la CSI selon lesquelles, depuis la tentative de coup d'État et les sévères restrictions aux libertés publiques imposées par le gouvernement, les libertés et droits des travailleurs ont été davantage restreints (la CSI a dénoncé, en particulier, la répression policière des manifestations et le licenciement systématique des travailleurs cherchant à s'organiser). La commission a noté en outre avec **préoccupation** l'allégation de l'assassinat, le 13 novembre 2018, du président du syndicat des travailleurs du caoutchouc et de la chimie Lastik-İş et la condamnation, le 2 novembre 2018, de 26 syndicalistes à cinq mois de prison avec sursis pour «désobéissance à la loi sur les réunions et manifestations» après une manifestation en mars 2016 demandant la reconnaissance du droit syndical dans une entreprise privée (la CSI affirme que la manifestation avait été dispersée violemment par la police). La commission note également avec **préoccupation** les allégations de la CSI selon lesquelles les dirigeants syndicaux suivants auraient fait l'objet de poursuites pénales pour leurs activités syndicales légitimes: i) Le secrétaire général du syndicat d'enseignants Eğitim Sen a été arrêté en mai 2019 pour avoir assisté à une réunion de presse et n'a donc pas été autorisé à assister à la Conférence de l'OIT; ii) Kenan Ozturk, président du syndicat des transports TÜMTİS, et quatre autres responsables syndicaux ont été arrêtés en vertu de la loi n° 2911 pour avoir rendu visite, en 2017, aux travailleurs injustement licenciés d'une compagnie de fret dans la province de Gaziantep et avoir tenu une conférence de presse; en attendant leur procès pénal, un autre dirigeant de TÜMTİS, Nurettin Kilicdogan, est toujours en prison; iii) Arzu Çerkezoğlu, président de la Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK) fait l'objet de poursuites pénales pour son intervention devant le panel public organisé en juin 2016 par le parti de l'opposition de Turquie; et iv) en mai 2019, le ministère public a engagé des poursuites contre Tarim Orman-ı, président du Syndicat des fonctionnaires de l'agriculture, des forêts, de l'élevage et de l'environnement pour avoir critiqué le gouvernement après avoir publiquement défendu le droit des travailleurs à bénéficier des installations publiques.

La commission a noté que la CSI s'est déclarée préoccupée par la gravité et la persistance des violations de la liberté syndicale et des mesures autoritaires du gouvernement visant à s'ingérer dans les affaires syndicales et à imposer de lourdes restrictions au droit syndical. La CSI a allégué qu'il est devenu presque impossible pour les syndicats en Turquie de fonctionner. Elle a affirmé que, à cet égard, à partir de 2016, le gouvernement a justifié la poursuite des violations des libertés publiques sous couvert de l'état d'urgence par des décrets associés. En conséquence, quelque 110 000 fonctionnaires et 5 600 universitaires ont été licenciés; environ 22 500 travailleurs d'établissements d'enseignement privés ont vu leur permis de travail annulé; 19 syndicats ont été dissous et environ 24 000 travailleurs font l'objet de diverses formes de mesures disciplinaires liées aux manifestations des travailleurs. Plus de 11 000 représentants et membres de la KESK ont été suspendus de leurs fonctions ou licenciés en raison de leurs activités syndicales, sous prétexte de la sécurité nationale et des pouvoirs d'urgence. En outre, la CSI a indiqué que le gouvernement a continué de faire respecter les lois d'état d'urgence qui permettent la dissolution arbitraire des organisations syndicales. Le décret n° 667 adopté en 2016 dispose que «les syndicats, fédérations et confédérations (...) dont il est établi qu'ils sont liés à des formations menaçant la sécurité nationale ou à des organisations terroristes, ou qu'ils en communiquent ou y adhèrent, sont interdits sur proposition de la commission et sur approbation du ministre concerné». La CSI a allégué en outre que la loi ne fait aucune distinction entre un syndicat en tant qu'organisation ayant une finalité publique objective et des acteurs individuels et déclare tous les membres du syndicat coupables par association en ordonnant la fermeture du syndicat. Bien que le gouvernement ait mis en place une commission d'enquête chargée d'examiner ses actions, y compris les cas de dissolution de syndicats, le processus n'a pas bénéficié de la confiance des victimes et des syndicats en raison de la manière dont il a été constitué et des résultats des processus à ce jour (la CSI a affirmé qu'il est marqué par un manque d'indépendance institutionnelle, de longues périodes d'attente, une absence de garanties permettant aux individus de réfuter les allégations et la faiblesse des preuves invoquées dans les décisions de maintenir les licenciements).

La commission note que dans son rapport supplémentaire, le gouvernement indique que M. Kenan Ozturk, le président du syndicat des travailleurs du transport TÜMTİS, et quatre autres membres du syndicat arrêtés en 2017 ont été acquittés en mai 2018 et qu'un autre dirigeant du TÜMTİS, M. Nurettin Kilicdogan, a été libéré en février 2020. En ce qui concerne l'allégation de la CSI sur les travaux de la commission d'enquête, le gouvernement indique que la commission a commencé ses travaux le 22 décembre 2017 et qu'en date du 2 octobre 2020, elle avait rendu 110 250 décisions (12 680 acceptées et 97 570 rejetées). Selon le gouvernement, 60 des décisions d'acceptation sont liées à l'ouverture d'organisations qui ont été fermées (associations, fondations et chaînes de télévision). Le gouvernement souligne que 87 pour cent des demandes ont fait l'objet d'une décision dans un délai de 33 mois. Le gouvernement informe en outre qu'actuellement, six tribunaux administratifs d'Ankara sont compétents pour traiter les cas d'annulation des décisions de la commission d'enquête et que le «délai moyen de traitement» (pour finaliser une demande d'annulation) varie, selon le tribunal, entre 191 et 347 jours.

La commission note avec **préoccupation** l'allégation la plus récente de la CSI selon laquelle en 2019 et 2020, des dirigeants syndicaux ont continué à faire l'objet d'arrestations et de poursuites alors que le gouvernement tentait de réprimer les voix critiques. Selon la CSI, alors que les tribunaux ont rejeté plusieurs affaires, les autorités sont tombées dans un schéma de ciblage, d'arrestation et de poursuite systématique des dirigeants syndicaux. La CSI fait référence à l'affaire en cours d'Umar Karatepe, directeur des communications du DISK, en notant que sa maison a été perquisitionnée le 5 mars 2020; il a été arrêté et conduit au siège de la police à Istanbul; et les charges retenues contre lui n'ont pas été précisées mais seraient liées à plusieurs déclarations faites sur son compte sur les médias sociaux.

La commission note en outre avec **préoccupation** l'allégation de la MEMUR-SEN concernant les pressions et le harcèlement exercés sur ses membres, les membres de Bem-Bir-Sen, son affilié, et les membres de Hizmet-Is, affilié à Hak-Is, à la suite des élections locales du 31 mars 2019.

Tout en notant la réponse du gouvernement à certaines de ces allégations, la commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires détaillés sur les autres allégations de longue date et graves de violations des libertés civiles et des droits syndicaux. La commission observe que la question du licenciement des syndicalistes à la suite de la dissolution des syndicats est examinée par un comité tripartite du Comité de la liberté syndicale créé pour examiner une réclamation en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT alléguant la violation par le gouvernement de la Turquie de la convention n° 87. La commission procédera à l'examen de ces questions une fois que le comité tripartite aura achevé ses travaux.

Article 2 de la convention. Droit des travailleurs, sans distinction aucune, de constituer des organisations et d'y adhérer. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que l'article 15 de la loi n° 4688, telle que modifiée en 2012, excluait du droit syndical les hauts fonctionnaires, les magistrats et les gardiens de prison. La commission note que le gouvernement a réaffirmé que les restrictions prévues à l'article 15 de la loi se limitent aux services publics où l'interruption de service ne peut être compensée, comme la sécurité, la justice et les hauts fonctionnaires.

La commission note que la MEMUR-SEN souligne la nécessité de garantir les droits à la liberté d'association des retraités, des travailleurs suppléants (enseignants, infirmières, sages-femmes, etc.) ainsi que des employés publics qui ne sont pas salariés et qui travaillent sans contrat de travail. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à ce sujet.**

Rappelant que tous les travailleurs, sans distinction aucune, ont le droit de constituer des syndicats de leur choix et d'y adhérer et que les seules exceptions possibles à l'application de la convention à cet égard concernent les forces armées et la police, la commission encourage le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour revoir l'article 15 de la loi n° 4688, telle que modifiée, afin de garantir à tous les employés publics le droit de constituer des organisations de leur choix et de s'y affilier. Elle le prie également de fournir des informations sur toutes les mesures prises ou envisagées à cet égard.

Article 3. Droit des organisations de travailleurs d'organiser leurs activités et de formuler leur programme d'action. La commission rappelle que, dans ses précédents commentaires, elle avait noté que l'article 63(1) de la loi n° 6356 dispose qu'une grève ou un lock-out légal qui a été déclenché ou commencé peut être suspendu par le Conseil des ministres pendant soixante jours par décret si cette action porte atteinte à la santé publique ou à la sécurité nationale et que, si un accord n'est pas trouvé pendant cette période, le litige sera soumis à un arbitrage obligatoire. Depuis un certain nombre d'années, la commission prie le gouvernement de veiller à ce que l'article 63 de la loi n° 6356 ne soit pas appliqué d'une manière qui porte atteinte au droit des syndicats d'organiser leurs activités sans ingérence gouvernementale. Tout en notant que, dans une décision datée du 22 octobre 2014, la Cour constitutionnelle a déclaré inconstitutionnelle l'interdiction des grèves et lock-out dans les services bancaires et les services municipaux de transport en vertu de l'article 62(1), la commission a relevé que le décret n° 678 (KHK) autorise le Conseil des Ministres, en application duquel les sociétés et institutions bancaires locales de transport ont le pouvoir légal de suspendre pour soixante jours la grève des travailleurs des services bancaires. La commission a en outre noté avec préoccupation que, en 2017, cinq grèves avaient été suspendues, y compris dans le secteur du verre pour menace à la sécurité nationale, alors qu'en 2015, la Cour constitutionnelle turque avait déclaré inconstitutionnelle une suspension de grève dans ce même secteur. La commission a rappelé que le droit de grève ne peut être limité ou interdit qu'à l'égard des fonctionnaires exerçant leur autorité au nom de l'État, dans les services essentiels au sens strict du terme et dans les situations de crise nationale ou locale aiguë, pour une durée limitée et dans la mesure nécessaire pour répondre aux besoins de la situation. Rappelant la décision de la Cour constitutionnelle selon laquelle les suspensions de grève dans ces secteurs sont inconstitutionnelles, la commission avait prié le gouvernement de tenir compte des principes ci-dessus dans l'application de l'article 63 des lois n° 6356 et n° 678 du KHK. Elle avait en outre prié le gouvernement de fournir une copie du KHK n° 678. La commission note qu'une copie du décret a été transmise et l'examinera dès que sa traduction sera disponible. La commission note en outre l'indication du gouvernement selon laquelle le

pouvoir de suspendre une grève pendant soixante jours revient au Président lorsqu'une grève nuit à la santé générale et à la sécurité nationale ou aux transports publics urbains des municipalités métropolitaines ou à la stabilité économique et financière des services bancaires. Le gouvernement indique que lorsque la grève a été suspendue, le Haut Conseil d'arbitrage fait le maximum d'efforts pour amener les parties à un accord. La procédure judiciaire est ouverte pour le sursis de l'exécution contre la décision du Conseil. Le gouvernement rappelle qu'en vertu de l'article 138 de la Constitution sur «l'indépendance des tribunaux» aucun organe, autorité, fonction ou individu ne peut donner d'ordres ou d'instructions aux tribunaux ou aux juges concernant l'exercice de leur pouvoir judiciaire, leur envoyer des circulaires ou leur faire des recommandations ou suggestions. La commission note que, selon la CSI, bien que la législation indique que la mesure de suspension devrait être limitée aux grèves susceptibles de porter préjudice à la santé publique ou à la sécurité nationale, elle a été interprétée d'une manière si large que les grèves dans les services non essentiels ont également été effectivement interdites. Elle informe à cet égard que, en janvier 2019, une grève déclenchée par le syndicat des chemins de fer affilié à la FIT à Izmir a été reportée en vertu de ces lois. **La commission prie le gouvernement de lui faire part de ses commentaires à ce sujet. Considérant que les grèves ne peuvent être suspendues que dans les services essentiels au sens strict du terme, pour les fonctionnaires exerçant leur autorité au nom de l'État ou en cas de crise nationale aiguë, la commission prie le gouvernement de faire en sorte que l'article 63 des lois n° 6356 et n° 678 KHK soit appliqué en tenant compte de ces éléments.**

La commission rappelle que la CSI avait précédemment allégué que le décret n° 5 adopté en juillet 2018 prévoyait qu'une institution relevant directement de la Présidence de la République – le Conseil de surveillance d'État (DDK) – était investie du pouvoir d'enquêter et de vérifier les syndicats, associations professionnelles, fondations et associations à un moment donné. Selon la CSI, tous les documents et activités des syndicats peuvent faire l'objet d'une enquête sans ordonnance judiciaire et le DDK a le pouvoir discrétionnaire de révoquer ou de modifier la direction des syndicats. Rappelant que toute loi qui donnerait aux autorités des pouvoirs étendus de contrôle du fonctionnement interne des syndicats au-delà de l'obligation de soumettre des rapports financiers annuels serait incompatible avec la convention, la commission avait prié le gouvernement de transmettre un exemplaire du décret n° 5 afin que soit effectué un examen approfondi de sa conformité avec la convention. Elle l'avait également prié de fournir des informations précises sur toute enquête ou tout audit entrepris en application du décret n° 5 et sur leurs résultats, y compris tout licenciement ou suspension de dirigeants syndicaux. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il n'y a jamais eu d'enquête ou d'audit d'une organisation syndicale ou de suspension d'un responsable syndical par le Conseil national de surveillance en vertu du décret n° 5. Le gouvernement explique que les pouvoirs d'enquête du Conseil en vue d'assurer la légalité, le fonctionnement régulier et efficace et l'amélioration de l'administration sont énoncés à l'article 108 de la Constitution. Il indique en outre que le Conseil n'a pas le pouvoir de révoquer les responsables syndicaux et qu'il ne s'est jamais ingéré et n'a jamais eu l'intention de s'ingérer dans le fonctionnement interne des syndicats. Les mesures de révocation ne peuvent être prises que par les tribunaux dans le cadre des dispositions légales existantes. En outre, la suspension est une mesure appliquée aux agents publics dans les cas où la prestation de services publics l'exige au cours d'une enquête administrative. Lorsqu'une mesure de suspension doit être prise à l'encontre d'élus tels que des responsables syndicaux, le Conseil de surveillance de l'État ne peut proposer l'application de cette mesure qu'aux autorités compétentes qui, dans le cas des syndicats, font référence aux conseils de surveillance des syndicats et aux comités de discipline. La commission prend note qu'une copie du décret n° 5 a été transmise par le gouvernement et l'examinera dès que sa traduction sera disponible. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur toute enquête ou audit entrepris par le Conseil, en application du décret n° 5 ou de l'article 108 de la Constitution, ainsi que sur ses résultats, y compris les sanctions imposées.**

Article 4. Dissolution des syndicats. La commission rappelle qu'après la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, la Turquie était en état de crise nationale aiguë et qu'une commission d'enquête a été créée pour examiner les demandes contre la dissolution des syndicats ordonnée par décret pendant l'état d'urgence. La commission avait vivement espéré que la commission d'enquête serait accessible à toutes les organisations qui le souhaitaient et que la commission d'enquête et les tribunaux administratifs qui examinaient ses décisions en appel examineraient attentivement les motifs de dissolution en tenant dûment compte des principes de la liberté syndicale. Elle avait prié le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de demandes présentées par les organisations dissoutes et sur les résultats de leur examen par la commission d'enquête. La commission avait en outre prié le gouvernement de fournir des informations sur le nombre et l'issue des recours formés contre les décisions négatives de la commission d'enquête concernant la dissolution des syndicats. La commission observe que le gouvernement se réfère uniquement aux cas des confédérations Cihan-Sen et Aksiyon-İş. Selon le gouvernement, ces organisations, ainsi que leurs syndicats affiliés, ont été dissous en raison de leurs liens avec l'organisation terroriste FETÖ qui a perpétré le coup d'État visant à renverser le gouvernement

démocratiquement élu. Le gouvernement indique que les affaires des organisations susmentionnées sont toujours en instance devant la commission d'enquête. Rappelant que la dissolution et la suspension des syndicats constituent des formes extrêmes d'ingérence des autorités dans les activités des organisations, la commission observe, comme indiqué ci-dessus, que la question de la dissolution des syndicats est examinée par un comité tripartite du Comité de la liberté syndicale créé pour examiner une réclamation en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT alléguant l'inexécution par le gouvernement de la Turquie de la convention n° 87. La commission procédera à l'examen de cette question lorsque le comité tripartite aura achevé ses travaux.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui réitère le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1952)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK), reçues le 31 août 2020, de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 16 septembre 2020, de l'Internationale de l'éducation (IE), reçues le 1^{er} octobre 2020, et des réponses détaillées du gouvernement à celles-ci. Elle prend note, en outre, des observations de la Confédération des syndicats de la fonction publique (MEMUR-SEN) et de la Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İŞ), jointes au rapport du gouvernement. La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations communiquées par la TÜRK-İŞ. La commission prend enfin note des observations de la Confédération turque des associations d'employeurs (TİSK), reçues le 29 septembre 2020.

Champ d'application de la convention. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que si le personnel pénitentiaire, à l'instar d'autres fonctionnaires, était couvert par les conventions collectives conclues dans la fonction publique, cette catégorie de travailleurs ne bénéficiait pas du droit d'organisation (art. 15 de la loi (n° 4688) sur les syndicats de fonctionnaires et les conventions collectives). La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, y compris par la révision de textes de loi, en vue de garantir que le personnel pénitentiaire peut effectivement être représenté par les organisations de son choix dans les négociations qui le concernent. La commission note que le gouvernement réitère qu'il est interdit à cette catégorie de créer des syndicats et d'y adhérer en raison de la nature de leur travail et pour des considérations tenant à l'ordre public et à la sécurité, à la discipline et à la hiérarchie, qui sont des principes supérieurs de l'administration publique. **Rappelant à nouveau que tous les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État ou qui ne sont pas membres des forces armées ou de la police, définies de manière restrictive, doivent jouir des droits prévus par la convention, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, y compris la révision de l'article 15 de la loi n° 4688, en vue de garantir que le personnel pénitentiaire peut effectivement être représenté par les organisations de son choix dans les négociations qui le concernent. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toutes les mesures prises à ce sujet.**

Notant en outre que le MEMUR-SEN souligne la nécessité de garantir la liberté d'organisation et les droits de négociation collective aux travailleurs suppléants (enseignants, infirmières, sages-femmes, etc.) ainsi qu'aux employés publics dépourvus de contrat écrit de travail, la commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.

Articles 1 et 3 de la convention. Protection adéquate contre la discrimination antisyndicale. Suite aux recommandations formulées en juin 2013 par la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail (ci-après, la Commission de la Conférence), la commission avait prié le gouvernement de mettre en place un système de compilation de données sur les actes de discrimination antisyndicale signalés dans les secteurs public et privé. La commission note que le gouvernement indique qu'il n'est pas possible actuellement d'obtenir des données fiables sur les cas de discrimination antisyndicale. À ce propos, le gouvernement souligne les difficultés liées à la collecte des données, telles que la longueur des procédures judiciaires et la nécessité d'apporter des changements considérables aux registres et bases de données de nombreuses institutions. Le gouvernement souligne la nécessité de travailler avec toutes les institutions et organisations concernées sur la question de la discrimination et que ces institutions doivent développer leurs propres infrastructures de bases de données et systèmes d'enregistrement afin de détecter les cas de discrimination antisyndicale. La commission note ces indications et souligne l'importance de telles données pour le gouvernement pour s'acquitter de son obligation de prévenir, suivre et sanctionner les actes de discrimination antisyndicales. **La commission renouvelle la demande formulée par la Commission de la Conférence en juin 2013 et s'attend à ce que des mesures nécessaires soient prises à cette fin au sein de chaque institution. Elle prie le gouvernement de fournir dans son prochain rapport des informations sur les mesures prises à cet égard.** La commission note à cet égard que le TİSK indique que les partenaires sociaux ont la volonté d'agir ensemble en la

matière. **La commission rappelle au gouvernement la possibilité de se prévaloir à nouveau de l'assistance technique du BIT à cet égard.**

Articles 1, 2 et 3. *Licenciements en masse dans le secteur public en application des décrets adoptés pendant l'état d'urgence.* Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note des informations sur le nombre important de suspensions et de licenciements de syndicalistes et de responsables syndicaux dans le contexte de l'état d'urgence. Elle avait pris note, à cet égard, de l'allégation selon laquelle l'état d'urgence avait été utilisé par le pouvoir politique pour cibler et punir certains syndicats et pour exercer des pressions sur les syndicats de l'opposition en licenciant leurs membres. Espérant vivement que la commission d'enquête (créée pour réexaminer ces licenciements) puisse disposer des moyens nécessaires pour examiner les faits pertinents, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur le fonctionnement de cette commission et d'indiquer le nombre de demandes de réexamen déposées par des membres et responsables syndicaux, et l'issue de ces demandes. La commission avait également prié le gouvernement de fournir des informations sur le nombre et l'issue des recours déposés en cas de décision négative de la commission d'enquête concernant des membres et des responsables syndicaux. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, le 2 octobre 2020, 126 300 demandes avaient été soumises à la commission d'enquête. Depuis le 22 décembre 2017, celle-ci s'est prononcé sur 110.250 demandes, dont 12.680 ont été acceptées (pour une réintégration) et 97.570 rejetées; 16.050 demandes sont toujours en instance. Le gouvernement explique que les décisions de la commission d'enquête sont communiquées aux institutions où les personnes étaient en poste au moment de leur renvoi ou suspension celles-ci procédant ensuite, le cas échéant, aux affectations de concert avec le Conseil de l'enseignement supérieur. Le gouvernement indique en outre qu'une action en annulation contre la décision de la commission d'enquête et de l'institution ou organisation dans laquelle la personne concernée était affectée peut être introduite devant l'un ou l'autre des six tribunaux administratifs d'Ankara dans les six jours de la date de la signification de la décision. Le gouvernement souligne qu'il n'existe pas de statistiques sur le nombre d'adhérents et de responsables syndicaux qui se seraient adressés à la commission d'enquête ou aux tribunaux administratifs d'Ankara.

La commission rappelle qu'elle avait noté précédemment que, suivant les observations de la CSI en 2019, plus de 11.000 membres et représentants de la KESK avaient été suspendus de leurs fonctions ou licenciés en raison de leurs activités syndicales et qu'elle avait prié le gouvernement de faire part de ses commentaires à ce sujet. La commission note que, dans ses dernières observations en date, la KESK souligne que près de 89 pour cent des demandes sont rejetées par la commission d'enquête et allègue que l'examen des cas impliquant ses membres est ajourné. La commission note que le gouvernement répète que, compte tenu d'un taux de décisions positives plus élevé que la moyenne pour ses membres (une sur trois, ce qui est supérieur au taux moyen), les allégations de la KESK sont sans fondement. En outre, le gouvernement conteste que les mesures imposées aux membres de la KESK soient d'inspiration antisyndicale et renvoie aux dispositions légales énonçant la protection contre les actes de discrimination antisyndicale.

À cet égard toujours, la commission prend note des allégations de l'IE suivant lesquelles: pendant l'état d'urgence, 1.628 membres du Syndicat des travailleurs de l'enseignement et de la science de Turquie (EGİTİM SEN) ont été radiés de la fonction publique en vertu de décrets ayant force de loi; seuls 12,7 pour cent des dossiers de ces adhérents ont été examinés, sur lesquels 126 recours ont été rejetés et seulement 79 acceptés; et, au mois de mai 2020, 1.178 membres de l'EGİTİM SEN étaient toujours sans emploi. Tout en prenant note de la réponse du gouvernement selon lequel le taux d'acceptation des réintégrations de membres de l'EGİTİM SEN (38,5 pour cent) est nettement supérieur à la moyenne (11,5 pour cent), la commission exprime sa **préoccupation** devant l'allégation suivant laquelle près de 75 pour cent des membres de l'EGİTİM SEN sont toujours sans emploi depuis leur licenciement. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à ce sujet.**

Tout en prenant note des informations détaillées fournies par le gouvernement dans lesquelles il rappelle les motifs de l'état d'urgence et des statistiques générales fournies par le gouvernement, la commission **regrette** à nouveau l'absence d'informations spécifiques sur le nombre de membres et de responsables syndicaux concernés. La commission prend note avec **préoccupation** du nombre élevé de rejets de recours (88,5 pour cent actuellement) et **regrette** en outre l'absence d'informations concernant le nombre de recours et leur issue par rapport aux décisions négatives de la commission d'enquête concernant les membres et les responsables syndicaux. **La commission exprime à nouveau le ferme espoir que la commission d'enquête et les tribunaux administratifs qui révisent ses décisions examinent avec soin les motifs pour lesquels les membres et responsables syndicaux du secteur public ont été licenciés et ordonneront la réintégration des syndicalistes licenciés pour discrimination antisyndicale. La commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations spécifiques sur le nombre de demandes reçues émanant de membres et de responsables syndicaux, l'issue de l'examen de leurs cas**

par la commission d'enquête, et sur le nombre et l'issue des recours intentés contre les décisions négatives de la commission d'enquête en ce qui concerne les membres et responsables syndicaux.

Article 1. Discrimination antisyndicale dans le cadre de l'emploi. La commission rappelle les observations de la KESK de l'EGITIM SEN, qui allèguent que des centaines de leurs membres, appartenant principalement au secteur de l'éducation, ont été mutés contre leur volonté en 2016 (au moins 122 mutations, consécutives principalement à une participation à des activités syndicales et des manifestations) et en 2017 (1 267 mutations, dont 1 190 dans le secteur de l'éducation). La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour prévenir toute mesure de mutation ou de rétrogradation de caractère discriminatoire et à motivation antisyndicale et de faire en sorte que, si des mesures de cette nature sont encore en vigueur à ce jour, elles soient annulées immédiatement. La commission prend note des dernières allégations en date de la KESK concernant des changements de lieu d'affectation de ses membres, des résiliations de contrats et des suspensions pour avoir exercé leurs droits syndicaux, ainsi que des enquêtes administratives diligentées par des employeurs. Elle prend également note des allégations de la CSI faisant état de menées antisyndicales dans diverses entreprises, et de la réponse détaillée du gouvernement à celles-ci. La commission note que le gouvernement conteste toute discrimination contre des activités syndicales légitimes de l'une ou l'autre organisation syndicale et souligne que, conformément à la législation nationale, aucun licenciement et aucune suspension ne peut avoir lieu en raison d'une activité syndicale légitime ou d'une affiliation syndicale. Le gouvernement souligne que la protection qu'offre la législation contre la discrimination antisyndicale, dans le secteur public comme dans le privé, est encore renforcée et confirmée par le biais du système judiciaire, notamment par un recours individuel devant la Cour constitutionnelle et la Cour européenne des droits de l'homme pour violation des libertés et droits fondamentaux par des autorités publiques. Se référant à l'allégation de changement de lieu d'affectation portée par la KESK, le gouvernement mentionne la législation applicable au service public qui autorise ce changement en fonction des besoins du service. La commission prend note des observations des organisations des travailleurs et l'information détaillée fournie par le gouvernement. **La commission prie le gouvernement de continuer à dialoguer avec les partenaires sociaux au sujet des plaintes de discrimination antisyndicale dans les secteurs privé et public.**

Article 4. Promotion de la négociation collective. Négociations intersectorielles. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que si la négociation collective intersectorielle se concrétise par des «protocoles d'accord-cadre de conventions collectives du secteur public», ce n'est pas le cas dans le secteur privé. Elle avait noté à cet égard que, en vertu de l'article 34 de la loi n° 6356, la convention collective peut couvrir un ou plusieurs lieux de travail dans une même branche d'activité, ce qui rend impossible la négociation intersectorielle dans le secteur privé. La commission avait prié le gouvernement de considérer, en consultation avec les partenaires sociaux, la possibilité de modifier l'article 34 de la loi n° 6356, de manière à ce qu'il ne restreigne pas la possibilité pour les parties de conclure des accords intersectoriels de niveau régional ou national dans le secteur privé si elles le souhaitent. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'article 34 de la loi a été rédigé en tenant compte des vues des partenaires sociaux. Le gouvernement indique que cette disposition régit le champ et le niveau de la négociation collective afin de protéger et de renforcer la paix sociale et pour faire que la législation en question ne limite pas la négociation collective à l'échelon du lieu de travail, mais permette aussi une négociation au niveau de l'entreprise et du groupe ainsi que des accords-cadres. La commission note que le TISK indique qu'en raison des caractéristiques sectorielles et des difficultés à les compiler toutes dans un seul accord, les conventions intersectorielles ou nationales n'ont pas la faveur des partenaires sociaux. Tout en prenant note de ces explications, la commission rappelle que, conformément à l'article 4 de la convention, la négociation collective devrait rester possible à tous les niveaux et que la législation ne devrait pas imposer de restrictions à cet égard. **En conséquence, la commission demande à nouveau au gouvernement d'envisager, en consultation avec les partenaires sociaux, de modifier l'article 34 de la loi n° 6356 afin que les parties du secteur privé qui souhaitent conclure des accords régionaux ou nationaux intersectoriels puissent le faire sans obstacle. Elle le prie en outre de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard.**

Conditions requises pour devenir agent de négociation. La commission rappelle avoir observé dans ses précédents commentaires que l'article 41(1) de la loi n° 6356 impose à un syndicat de satisfaire initialement aux conditions suivantes pour pouvoir devenir agent de négociation collective: le syndicat doit représenter au moins 1 pour cent (puis, progressivement, 3 pour cent) des travailleurs occupés dans la branche d'activité considérée, ainsi que plus de 50 pour cent des travailleurs en poste sur le lieu de travail et 40 pour cent des travailleurs employés dans l'entreprise devront être couverts par la convention collective. La commission rappelle en outre que ce seuil de 3 pour cent a été abaissé à 1 pour cent par la loi n° 6552 du 10 septembre 2014. De plus, l'article 1 de la loi n° 6356, qui prévoit que ce seuil de 1 pour cent devait être porté à 3 pour cent à l'égard des syndicats non affiliés à des confédérations siégeant au Conseil économique et social, a été abrogé sur décision de la Cour constitutionnelle. De ce fait, ce seuil de

3 pour cent a été abaissé à 1 pour cent à l'égard de tous les syndicats. La commission rappelle en outre que, jusqu'au 6 septembre 2018, des dérogations aux dispositions légales quant au seuil de représentativité au niveau de la branche ont été accordées à trois catégories de syndicats, qui étaient préalablement habilités, afin qu'ils ne perdent pas leur habilitation aux fins de la négociation collective. Rappelant les préoccupations exprimées par plusieurs organisations de travailleurs à propos de la persistance d'une dualité dans les seuils d'admissibilité et notant que la dérogation accordée aux syndicats habilités antérieurement n'était que provisoire, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer si cette dérogation a été prorogée au-delà du 6 septembre 2018 et quelle a été l'incidence de la décision prise à cet égard quant à la capacité des syndicats habilités antérieurement à participer à la négociation collective. Elle avait en outre prié le gouvernement de continuer d'observer, en concertation avec les partenaires sociaux, l'incidence de la persistance de cette dualité de seuils sur le mouvement syndical et sur le mécanisme de négociation collective dans son ensemble et, dans le cas où il serait avéré que ce seuil de 1 pour cent a un impact négatif sur l'extension du mécanisme national de négociation collective, de réviser la loi en vue de la suppression de ce seuil.

La commission rappelle que le gouvernement avait précédemment souligné que la loi n° 6356 a été élaborée en consultation avec les partenaires sociaux et en tenant compte des principes universels relatifs aux libertés et aux droits syndicaux. Après l'entrée en vigueur des dispositions de la loi, le gouvernement a entrepris de recueillir les avis et les évaluations des partenaires sociaux. Certains partenaires sociaux ont demandé le maintien du seuil au niveau de la branche, d'autres ont estimé qu'il devait être réduit ou supprimé. À l'époque, il n'y avait pas d'accord sur cette question. Le gouvernement avait indiqué toutefois qu'en cas de consensus sur cette question, des mesures seraient prises pour faire le nécessaire.

La commission prend note de l'indication du gouvernement suivant laquelle la dérogation provisoire à l'exigence d'un seuil de représentativité par secteur d'activité avait été prolongée jusqu'au 12 juin 2020 par la loi n° 30799 promulguée le 12 juin 2019. Le gouvernement indique que, à la suite de cette promulgation, les organisations syndicales bénéficiaires de cette dérogation ont conclu des conventions collectives. La commission note que le TISK indique que les syndicats ayant bénéficié de la dérogation ont eu largement la possibilité d'accroître leurs effectifs. Pourtant, après trois prolongations successives, la plupart des syndicats en question n'ont pas atteint le seuil de la branche d'activité. Le TISK indique qu'il y a chez les partenaires sociaux un consensus en faveur de l'abandon de cette dérogation. **Notant que la dérogation provisoire a expiré à la date du 12 juin 2020, la commission prie le gouvernement d'indiquer si une nouvelle prolongation a été décidée et, dans la négative, de fournir des informations sur l'impact de la non-prolongation de la capacité des organisations précédemment habilitées à participer à la négociation collective et d'indiquer quel est le statut des conventions collectives conclues par ces dernières. Elle le prie également de continuer de contrôler l'incidence de la persistance de la prescription relative au seuil de branche sur le mouvement syndical et le mécanisme national de négociation collective dans son ensemble, en pleine consultation avec les partenaires sociaux, et de fournir des informations à cet égard.**

En ce qui concerne les seuils de représentativité du lieu de travail et de l'entreprise, dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note de l'article 42(3) de la loi n° 6356, qui dispose que lorsque aucun syndicat ne satisfait aux conditions d'habilitation à la négociation collective, toute partie ayant sollicité l'attribution de cette compétence doit en être avisée. Elle avait en outre pris note du paragraphe 45(1), qui prévoit qu'une convention conclue sans le certificat d'habilitation est nulle et non avenue. Tout en notant le principe d'«une seule convention pour un lieu de travail ou une entreprise» adopté par la législation turque, la commission avait rappelé qu'en vertu d'un système de désignation d'un agent négociateur exclusif, si aucun syndicat n'atteint le pourcentage requis de travailleurs pour être déclaré agent négociateur exclusif, tous les syndicats de l'unité, conjointement ou séparément, devraient pouvoir prétendre au droit de négocier collectivement, au moins au nom de leurs propres membres. La commission avait souligné qu'en autorisant la négociation conjointe des syndicats minoritaires, la loi pouvait adopter une approche plus favorable au développement de la négociation collective sans porter atteinte au principe d'«une seule convention pour un lieu de travail ou une entreprise». Elle avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en consultation avec les partenaires sociaux, pour que la législation soit modifiée, et de donner des informations à ce sujet. La commission note que le gouvernement se réfère à ses déclarations antérieures, suivant lesquelles: 1) la question de la modification du système de négociation collective a été examinée avec les partenaires sociaux mais qu'il a été impossible de trouver un accord sur un modèle; 2) il examinera la proposition de modification de la législation si elle est présentée par les partenaires sociaux et si une telle proposition fait l'objet d'un consensus. La commission reconnaît que si la recherche d'un consensus en matière de négociation collective est importante, elle ne peut constituer un obstacle à l'obligation du gouvernement de mettre le droit et la pratique en conformité avec la convention. **La commission prie donc de nouveau le gouvernement de modifier la législation de façon à ce que si aucun syndicat n'atteint le pourcentage de travailleurs requis pour être déclaré agent de négociation exclusif, tous les syndicats de l'unité**

considérée puissent participer à la négociation collective, conjointement ou séparément, tout au moins au nom de leurs propres membres. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur toutes mesures prises ou envisagées à cet égard.

Articles 4 et 6. *Droits de négociation collective des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État. Portée matérielle de la négociation collective.* Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que l'article 28 de la loi n° 4688, dans sa teneur modifiée en 2012, restreint le champ d'application des conventions collectives aux seuls «droits sociaux et financiers», excluant de ce fait les questions telles que la durée du travail, l'avancement, le développement des carrières et les mesures disciplinaires. Elle note que le gouvernement réitère ce qu'il a indiqué précédemment, à savoir que les revendications des syndicats et confédérations syndicales qui ne portent pas sur les droits sociaux et financiers sont accueillies et étudiées dans d'autres instances, plus appropriées, en dehors de la négociation collective. La commission se voit donc obligée de rappeler une fois de plus que les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État devraient jouir des garanties prévues par la convention et devraient en conséquence pouvoir négocier collectivement sur leurs conditions d'emploi, et que des mesures prises unilatéralement par les autorités afin de restreindre le champ des questions négociables sont le plus souvent incompatibles avec la convention. Elle souhaite néanmoins rappeler que la convention est compatible avec des systèmes soumettant à l'approbation autorités compétentes certaines clauses de conventions collectives qui ont trait aux conditions de travail ou aux conditions financières dans le secteur public, dès lors que les autorités respectent les accords ainsi conclus. **Tout en soulignant que la convention est compatible avec des modalités de négociation particulières dans le secteur public telles que mentionnées ci-dessus, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que soient abrogées les restrictions concernant les questions sur lesquelles la négociation collective peut porter, afin que le champ concret des droits de négociation collective des fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État soit pleinement conforme à la convention.**

Négociation collective dans le secteur public. Participation des syndicats de branche les plus représentatifs. Dans son précédent commentaire, la commission avait noté que, en vertu de l'article 29 de la loi n° 4688, la Délégation des employeurs du secteur public (PED) et la Délégation des syndicats d'employés des services publics (PSUD) sont parties aux conventions collectives conclues dans le secteur public. À cet égard, les propositions afférentes à la partie générale de la convention collective sont établies par les membres de la confédération de la PSUD et les propositions afférentes aux conventions collectives pour chaque branche sont élaborées par les membres représentatifs des syndicats de branche de la PSUD. La commission avait également pris note des observations de la Confédération turque des associations d'employés du secteur public (Türkiye KAMU-SEN) à cet égard, selon lesquelles de nombreuses propositions émanant de syndicats habilités de la branche étaient acceptées en tant que propositions afférentes à la partie générale de la convention collective alors que, conformément aux dispositions de l'article 29, elles devraient être présentées par une confédération, et que ce procédé prive les syndicats de branche de la faculté d'exercer directement leur droit de faire des propositions. Notant que, bien que les syndicats les plus représentatifs de la branche soient représentés dans la PSUD et qu'ils prennent part à la négociation spécifique à une branche, leur rôle au sein de la PSUD se trouve restreint en ce qu'ils ne sont pas habilités à faire des propositions pour les conventions collectives, en particulier lorsque leurs revendications sont qualifiées de générales ou applicables à plus d'une branche, la commission avait prié le gouvernement de faire en sorte que ces syndicats puissent formuler des propositions générales. La commission note que le gouvernement se réfère à son indication précédente, selon laquelle les négociations collectives ont lieu tous les deux ans afin de débattre des questions qui concernent les branches de service et les questions générales. À cette occasion, les offres de négociation collective pour toutes les branches de service sont déterminées séparément par les syndicats habilités qui comptent le plus grand nombre de membres dans cette branche de service. Naturellement, les propositions des syndicats sont déterminées exclusivement pour les branches de service en raison des différences entre les branches de service et les fonctionnaires dans le cadre de ces branches et examinées dans les comités spéciaux établis séparément pour les branches de service par les chefs de la PED et de la PSUD. **Considérant que, lorsque les instances paritaires au sein desquelles les conventions collectives doivent être conclues et les conditions imposées par la loi pour la participation de ces instances sont telles qu'elles empêchent un syndicat qui serait le plus représentatif de la branche d'activité considérée d'être associé aux travaux desdites instances, il est porté atteinte aux principes établis par la convention, la commission prie à nouveau le gouvernement de faire en sorte que la loi n° 4688 et son application permettent que les syndicats les plus représentatifs de toute branche fassent des propositions pour les conventions collectives, y compris sur les questions qui peuvent intéresser plus d'une branche, pour les salariés du secteur public qui ne sont pas commis à l'administration de l'État.**

Négociation collective dans le secteur public. Conseil d'arbitrage de salariés du secteur public. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que, en vertu des articles 29, 33 et 34 de la loi n° 4688,

en cas d'échec de négociations dans le secteur public, le président de la PED (le ministre du Travail), au nom de l'administration publique, et le président de la PSUD, agissant au nom des salariés du secteur public, peuvent solliciter le Conseil d'arbitrage des salariés du secteur public. Les décisions de ce conseil sont finales et revêtent alors les mêmes effets et la même force qu'une convention collective. La commission avait noté que sept des onze membres du Conseil d'arbitrage, y compris le président, sont désignés par le Président de la République, et elle a estimé qu'une telle procédure de sélection peut susciter des doutes quant à l'indépendance et l'impartialité de cette institution. Elle avait donc prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réaménager la composition du Conseil d'arbitrage ou le mode de désignation de ses membres pour mieux révéler son indépendance et son impartialité et emporter la confiance des parties. La commission note que le gouvernement se réfère à son rapport de 2019 dans lequel il confirmait qu'outre le chef du Conseil, ses cinq autres membres ayant des connaissances en matière d'administration publique, de finances publiques et de régime du personnel public, ainsi qu'un membre parmi les universitaires proposés par les confédérations compétentes, sont nommés par le Président. **La commission prie le gouvernement d'envisager de revoir, en consultation avec les partenaires sociaux, le mode de nomination des membres du Conseil, afin de démontrer plus clairement son indépendance et son impartialité et de gagner la confiance des parties.**

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971 (ratification: 1993)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 1 de la convention. Licenciement massif de fonctionnaires. La commission avait précédemment noté que, à la suite de la tentative de coup d'État de juillet 2016, un grand nombre de fonctionnaires, dont un nombre indéterminé de représentants syndicaux, avaient été licenciés sur la base de décrets d'urgence. Elle avait prié en conséquence, le gouvernement de veiller à ce que les représentants des travailleurs ne soient pas licenciés du fait de leur statut ou de leurs activités en tant que représentants des travailleurs ni de leur appartenance syndicale ou de leur participation à des activités syndicales, s'ils ont agi dans le respect des lois en vigueur. En cas d'allégation de participation d'un représentant des travailleurs à des activités illégales, la commission avait prié le gouvernement de veiller à ce que toutes les garanties de régularité de la procédure soient appliquées. La commission avait en outre prié le gouvernement de fournir des informations statistiques sur le nombre de représentants syndicaux touchés par les licenciements et les suspensions fondés sur des décrets d'urgence. Elle avait pris note de la mise en place, pour une période de deux ans, d'une commission d'enquête ad hoc chargée d'examiner les licenciements fondés sur les décrets adoptés pendant l'état d'urgence et, à cet égard, elle avait noté avec préoccupation que la commission aurait à traiter un nombre très important de cas dans un laps de temps relativement court. Elle avait prié le gouvernement de veiller à ce qu'elle soit accessible à tous les représentants de travailleurs licenciés qui souhaitent la révision de la décision les concernant et qu'elle soit dotée des capacités, des ressources et du temps nécessaires pour mener le processus de réexamen dans les meilleurs délais, de manière impartiale et rapide. Elle avait en outre prié le gouvernement de veiller à ce que les représentants des travailleurs licenciés ne supportent pas seuls la charge de prouver que leur licenciement était de nature discriminatoire, en exigeant des employeurs ou des autorités compétentes qu'ils établissent que la décision de les licencier était fondée sur d'autres motifs. Enfin, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations statistiques sur le nombre de recours déposés par les représentants de travailleurs licenciés et traités par la commission d'enquête et les juridictions administratives, et d'indiquer les résultats de ces recours.

La commission avait pris note que le gouvernement indiquait dans son rapport de 2019 que le licenciement de fonctionnaires de la fonction publique, dont certains représentants syndicaux, à la suite de l'adoption de décrets d'urgence, était fondé sur leur appartenance, affiliation ou lien avec des organisations terroristes à la suite de la tentative de coup d'État de 2016. Après la tentative de coup d'État, le gouvernement a décrété l'état d'urgence et promulgué des décrets pour éliminer l'influence des organisations terroristes telles que le mouvement Gülen (FETÖ), le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) ou (DAESH). Selon le gouvernement, ces organisations terroristes, en particulier celle qui a perpétré ladite tentative de coup d'État visant à renverser le gouvernement légitime démocratiquement élu en Turquie, s'étaient infiltrées au sein de la structure étatique des institutions et organismes gouvernementaux centraux et locaux, en particulier dans les forces armées, la police, les institutions judiciaires et éducatives. Le gouvernement réitérait en outre l'obligation des fonctionnaires, d'une part, d'exercer leurs fonctions dans le respect de la Constitution et des lois en vigueur en se conformant aux principes de neutralité et d'égalité et, d'autre part, de ne

participer à aucun mouvement, groupe, organisation ou association qui se livre à des activités illégales ni de les aider. Il soulignait qu'être fonctionnaire, membre ou représentant d'un syndicat ou même responsable syndical ne garantit pas l'immunité contre des poursuites pour activités illégales. Le gouvernement expliquait en outre que les procédures de licenciement ou de suspension des fonctionnaires suspectés d'appartenir à des organisations terroristes ou des structures, entités ou groupes que le Conseil national de sécurité considère comme portant atteinte à la sécurité nationale de l'État, ou en liaison ou de concert avec elles, ont été menées conformément aux dispositions de la loi n° 2935 sur l'état d'urgence, de la loi n° 657 sur les fonctionnaires et des décrets ayant force de loi. Le gouvernement faisait référence à cet égard à la décision de la Cour constitutionnelle de Turquie dans une affaire portant sur la révocation de deux membres de la Cour: «Bien que la tentative de coup d'État ait, de fait, échoué, prendre des mesures pour éliminer les dangers qui pèsent sur l'ordre constitutionnel démocratique, les libertés et les droits fondamentaux et la sécurité nationale, et pour empêcher toute tentative future ne relève pas seulement de l'autorité de l'État, c'est aussi un devoir et une responsabilité envers les individus et la société qui ne peuvent être différés [...] dans certains cas, l'État peut ne pas être en mesure de faire disparaître les menaces à l'ordre constitutionnel démocratique, aux libertés et droits fondamentaux et à la sécurité nationale par la voie de procédures administratives ordinaires. En conséquence, il peut être nécessaire d'imposer des procédures administratives extraordinaires jusqu'à ce que ces menaces soient éliminées.»

Le gouvernement avait expliqué que la commission d'enquête a été créée pour veiller à ce que les personnes touchées par les décrets promulgués pendant l'état d'urgence bénéficient d'une procédure légale régulière. Les fonctionnaires licenciés directement par décret ayant force de loi pouvaient s'adresser à la commission d'enquête, et les requérants dont la demande était rejetée par la commission pouvaient saisir les juridictions administratives compétentes. Le gouvernement rappelait qu'un licenciement par décret ayant force de loi était une mesure appliquée uniquement pendant l'état d'urgence et que toutes les voies de recours judiciaires étaient disponibles pour contester les décisions de la commission d'enquête, y compris par le biais de la Cour constitutionnelle de Turquie et de la Cour européenne des droits de l'homme. Le mandat de la commission d'enquête est renouvelable d'un an après la période initiale de deux ans. Le fonctionnement de la commission se poursuivra donc jusqu'à ce qu'elle ait mené à bien l'intégralité de ses travaux. Tous les fonctionnaires licenciés, y compris les représentants syndicaux, ont le droit de saisir la commission d'enquête d'un recours en révision; la seule exception concerne les membres du corps judiciaire qui doivent saisir les organes désignés dans la loi et le décret pertinents. Les activités de la commission peuvent être suivies par la population grâce aux annonces qu'elle fait sur sa page Web. Le gouvernement avait souligné que la Commission a entrepris ses travaux sans autre intention que celle de protéger l'ordre constitutionnel démocratique, l'état de droit et les droits des personnes, et travaille de façon transparente, dans le respect des droits individuels. Pour le gouvernement, le respect d'une procédure légale régulière était assuré et tous les fonctionnaires licenciés ont eu accès à des voies de recours.

Par ailleurs, le gouvernement avait expliqué qu'à l'issue de l'examen, la commission d'enquête peut rejeter ou accepter la demande de recours en révision. En cas d'acceptation de la demande des personnes licenciées de la fonction publique ou d'une institution publique, la décision est notifiée à l'organisation ou à l'institution publique dans laquelle l'intéressé était affecté pour sa réintégration dans les 15 jours. En cas de rejet, le demandeur peut saisir les tribunaux administratifs compétents. En ce qui concerne la charge de la preuve, la commission d'enquête demande à l'institution compétente de lui fournir les documents et informations démontrant l'appartenance, l'affiliation ou le lien du demandeur avec une organisation terroriste. Si aucun document ou renseignement de ce genre n'est fourni et que le demandeur ne fait l'objet d'aucune enquête ni de poursuites, alors, la commission accepte la demande de réintégration. Les décisions de la commission sont communiquées à l'institution ou à l'organisation compétente, qui nomme ensuite la personne dont la réintégration a été prononcée. Le Conseil des juges et des procureurs peut former un recours en annulation devant le Tribunal administratif d'Ankara contre la décision de la commission et de l'institution ou organisation concernée dans un délai de soixante jours à compter de la date de notification de la décision. La commission note à cet égard que dans son rapport supplémentaire, le gouvernement indique que six tribunaux administratifs d'Ankara ont été désignés pour traiter les demandes d'annulation.

La commission note encore que dans son rapport supplémentaire, le gouvernement réitère qu'outre ses sept membres, la commission emploie 250 personnes au total, dont 80 juges, experts et inspecteurs faisant office de rapporteurs. Une infrastructure de traitement des données du processus de demande de recours a été établie et les informations relatives aux demandes émanant de 20 institutions et organismes y sont enregistrées. Le gouvernement indique par ailleurs qu'en tout 490 000 dossiers, y compris des dossiers du personnel, des dossiers judiciaires et des anciennes demandes, ont été classés, enregistrés et archivés.

Le gouvernement indique que 131 922 mesures ont été prises en vertu de décrets promulgués pendant l'état d'urgence, y compris le licenciement de 125 678 personnes. Au 2 octobre 2020, la commission s'était prononcée sur 110 250 demandes sur 126 200 reçues; 16 050 demandes étaient encore en instance. Parmi les 110 250 demandes pour lesquelles une décision a été rendue, 12 680 ont été acceptées et ont donné lieu à une réintégration, alors que 97 750 ont été rejetées.

La commission rappelle que le gouvernement avait précédemment indiqué qu'il n'existait pas de données statistiques sur le nombre de représentants syndicaux concernés et le nombre de requêtes devant les tribunaux.

La commission rappelle que l'article 1 de la convention prescrit la protection effective des représentants des travailleurs contre un licenciement qui serait motivé par leur qualité ou leurs activités de représentants des travailleurs, leur affiliation syndicale, ou leur participation à des activités syndicales, pour autant qu'ils agissent conformément aux lois, conventions collectives ou autres arrangements conventionnels en vigueur. Elle rappelle en outre qu'à cet égard elle avait demandé au gouvernement de veiller à ce que les représentants des travailleurs licenciés n'aient pas à assumer seuls la charge de prouver que les licenciements étaient de nature discriminatoire. **Tout en prenant note des informations actualisées fournies par le gouvernement à cet égard, la commission le prie de nouveau de fournir des informations supplémentaires sur le traitement des cas dans lesquels les représentants des travailleurs affirment devant la commission d'enquête ou le Tribunal administratif qu'ils ont fait l'objet d'un licenciement motivé par leur activité ou leur affiliation syndicale.** Elle note avec regret qu'aucune information statistique n'est disponible sur le nombre de représentants syndicaux touchés et le nombre de demandes soumises par eux devant la justice et souligne que ces informations sont essentielles pour qu'elle puisse évaluer si la protection des représentants de travailleurs conférée par la convention est effectivement garantie. **Prenant note des informations détaillées et actualisées fournies par le gouvernement concernant le système de traitement des données mis en place aux fins de la commission d'enquête, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que le système permette de fournir des informations sur le nombre de représentants syndicaux touchés. Elle le prie de nouveau de fournir ces informations et d'indiquer, en particulier, le nombre de représentants syndicaux réintégrés à la suite de la décision de la commission d'enquête et le nombre de recours en révision déposés auprès des tribunaux administratifs, ainsi que l'issue de ces recours.**

Uruguay

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1954)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année et de celles dont elle disposait en 2019.

La commission note les observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2019. Elle prend également note des observations conjointes de la Chambre nationale de commerce et des services de l'Uruguay (CNCS), de la Chambre des industries de l'Uruguay (CIU) et de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 1^{er} septembre et le 22 novembre de 2019, ainsi que le 30 septembre 2020, lesquelles, comme les observations de la CSI, portent sur les questions examinées par la commission dans le présent commentaire. De même, la commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations des organisations d'employeurs de 2019 et 2020.

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

La commission note la discussion qui s'est tenue à la Commission d'application des normes de la Conférence (ci-après la Commission de la Conférence) en juin 2019, sur l'application de la convention par l'Uruguay. La commission note que la Commission de la Conférence priait le gouvernement: i) d'entreprendre des mesures législatives d'ici au 1^{er} novembre 2019, après avoir pleinement consulté les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, en prenant en considération la recommandation des organes de contrôle de l'OIT, pour garantir la pleine conformité de la législation et de la pratique nationales avec la convention; et ii) de préparer, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, un rapport à soumettre à la commission d'experts avant le 1^{er} septembre 2019, afin de l'informer en détail des initiatives prises pour progresser dans le sens de la pleine application de la convention en droit et dans la pratique.

Article 4 de la convention. Promotion de la négociation collective libre et volontaire. Depuis plusieurs années, la commission demande au gouvernement, avec le Comité de la liberté syndicale (cas n° 2699), qu'il révisé la loi n° 18566 de 2009 (loi qui consacre les principes et les droits fondamentaux du système de négociation collective, ci-après la loi n° 18566) afin d'en garantir la pleine conformité avec les principes de la négociation collective et les conventions ratifiées par l'Uruguay dans ce domaine. Dans des commentaires antérieurs, la commission notait que, en 2015, 2016 et 2017, le gouvernement avait soumis aux partenaires sociaux plusieurs propositions de modifications législatives, lesquelles, selon les indications du gouvernement, n'avaient pas réuni le consensus nécessaire entre les parties.

Dans son dernier commentaire, la commission a noté que, comme l'avait indiqué le gouvernement : i) le 29 octobre 2019, le gouvernement, après plusieurs réunions tripartites, a soumis au Parlement un projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 18566 en date du 11 septembre 2009; et ii) le projet constituait une synthèse des propositions que le gouvernement formule depuis 2015.

La commission avait pris note que, dans leurs observations de 2019, la CNCS, la CIU et l'OIE déclaraient que les propositions de modification contenues dans le projet de loi étaient insuffisantes et que certaines d'entre elles auraient dû être rédigées de manière différente. Elles déclaraient en outre que lors des réunions tripartites, le gouvernement avait indiqué qu'un projet de loi serait élaboré si l'on parvenait à un consensus. La commission observait, d'autre part, que selon ce qu'indiquait le gouvernement, dans le cadre des réunions tripartites qui ont eu lieu, l'Assemblée intersyndicale des travailleurs – Convention nationale des travailleurs PIT-CNT avait déclaré que, si elle était disposée à discuter, d'après elle, il n'était pas nécessaire de modifier la loi n° 18566. La CSI, quant à elle, indiquait que plus de 90 pour cent des travailleurs étaient protégés par des conventions collectives et qu'il convenait d'être prudent au moment de prendre des mesures susceptibles de déstabiliser ce mécanisme efficace.

La commission faisait observer que les modifications proposées prévues dans le projet de loi avaient déjà été portées à son attention dans le précédent rapport du gouvernement. Tout en rappelant qu'elle avait estimé que ces modifications étaient conformes à l'obligation, découlant de l'article 4 de la convention, de promouvoir la négociation collective libre et volontaire, la commission avait noté avec regret que, malgré ses commentaires répétés, le projet de loi ne contenait pas de modifications ni de précisions au sujet de la compétence des conseils salariaux pour apporter des ajustements aux rémunérations qui dépassent les seuils minimaux par catégorie et pour fixer les conditions de travail (article 12 de la loi n° 18566). La commission relevait également que, dans leurs observations, la CNCS, la CIU et l'OIE se déclaraient préoccupées à ce sujet.

La commission a rappelé une fois encore à cette occasion que si la fixation du salaire minimum peut faire l'objet de décisions d'instances tripartites, l'article 4 de la convention a pour but de promouvoir la négociation bipartite pour la fixation des conditions de travail, toute convention collective sur la fixation des conditions de travail devant donc être le fruit d'un accord entre les employeurs ou les organisations d'employeurs, d'une part, et les organisations de travailleurs, d'autre part. La commission a rappelé en outre que des mécanismes peuvent être établis pour garantir le caractère libre et volontaire de la négociation collective et une réelle promotion de cette dernière, assurant le maintien d'un haut niveau de couverture des conventions collectives en vigueur dans le pays.

La commission note que, dans leurs observations de 2020, après avoir rappelé leurs critiques envers le projet de loi, la CIU, l'OIE et la CNCS indiquent qu'en mars de cette année, un nouveau gouvernement est entré en fonction et que, à la fin de la législature, le projet de loi a été archivé sans qu'aucune de ses dispositions n'ait été adoptée ni même examinée. Les organisations d'employeurs se disent préoccupées par les carences continues du gouvernement eu égard aux les recommandations que la commission lui adresse depuis de nombreuses années et elles soulignent la nécessité pour le gouvernement de déposer un nouveau projet de loi, lequel pourrait ou non reprendre les propositions antérieures.

La commission note que, dans son rapport supplémentaire, le gouvernement indique que, treize jours après son entrée en fonction, il a décrété l'état d'urgence sanitaire en raison de la pandémie de COVID-19, ce qui a entraîné une limitation des activités et des réunions et entravé tout progrès sur la question objet du présent commentaire. La commission note que, en réponse aux observations des organisations d'employeurs, le gouvernement, réaffirme son attachement aux normes internationales en la matière en indiquant qu'en novembre 2019, il a esquissé son programme de gouvernement dans un document intitulé "Engagement pour le pays" dans lequel il s'engage à modifier la loi sur la négociation collective en tenant compte des observations de l'OIT. La commission prend également note du fait que, comme l'indique le gouvernement: i) il est proposé d'entamer une nouvelle étape de dialogue, sans écarter la possibilité de solliciter l'assistance technique du BIT; ii) dans la nouvelle étape de dialogue, le gouvernement présenterait un nouveau projet de loi qui s'inspirerait du projet qui avait été présenté et qui a été archivé, ainsi que des commentaires formulés par les partenaires sociaux sur le texte; iii) il prépare actuellement un projet de loi relatif à la personnalité juridique des organisations patronales qui

sera lui aussi présenté sous peu aux partenaires sociaux et dont le thème s'inscrit dans les aspects observés.

Tout en reconnaissant pleinement les difficultés particulières rencontrées par le gouvernement depuis son entrée en fonction du fait de la pandémie, la commission a le **regret** de constater qu'à ce jour aucun progrès n'a été accompli s'agissant de la prise en compte de ses recommandations dans la législation. **Prenant toutefois dument note de l'engagement pris par le gouvernement à propos de la mise en conformité de la législation à la lumière de ses commentaires, la commission exprime le ferme espoir que, après avoir consulté les partenaires sociaux, le gouvernement déposera dans les plus brefs délais devant le parlement, un projet de loi qui, en accord avec orientations données dans son dernier commentaire, garantisse pleinement le caractère libre et volontaire de la négociation collective tout en continuant de la promouvoir de manière efficace, conformément à la Convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli à ce sujet et lui rappelle qu'il peut continuer à se prévaloir de l'assistance technique du Bureau. De même, elle le prie de fournir des informations quant au projet de loi relatif à la personnalité juridique des organisations syndicales.**

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 1982)

Suivi des recommandations de la commission d'enquête (plainte présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT)

La commission rappelle qu'à sa 332^e session (mars 2018), le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une commission d'enquête pour examiner une plainte présentée au titre de l'article 26 de la Constitution de l'OIT relativement au non-respect par le gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela des conventions n°s 26, 87 et 144. La commission note qu'en septembre 2019, la commission d'enquête a achevé ses travaux et a présenté son rapport au Conseil d'administration, lequel en a pris note à sa 337^e session (octobre 2019).

La commission prend note du document présenté au Conseil d'administration (G.B. 340/INS/13), contenant la réponse du gouvernement à la commission d'enquête, ainsi que des discussions ayant eu lieu à ce sujet à la 340^e session du Conseil d'administration (octobre 2020) et qui se poursuivront à la prochaine session, en mars 2021. Dans cette réponse, de même que dans son rapport adressé à la commission, le gouvernement déclare ne pas accepter les recommandations de la commission d'enquête, car leur mise en œuvre éventuelle entraînerait la violation de la Constitution de la République et des principes de séparation des pouvoirs, de légalité, d'indépendance, de souveraineté et d'autodétermination de la République bolivarienne du Venezuela. La commission constate cependant que le gouvernement n'a pas usé de la prérogative que lui reconnaît la Constitution de l'OIT de saisir, dans un délai de trois mois à compter de la réception du rapport, la Cour internationale de Justice. D'autre part, la commission observe que le gouvernement a exprimé sa volonté d'améliorer l'application des conventions de l'OIT ratifiées par le pays, sur la base des propositions constructives des organes de contrôle de l'OIT, et de recevoir l'assistance technique du BIT.

La commission rappelle que dans ses commentaires sur l'application de la convention par le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, elle a été conduite à soulever de nombreuses questions examinées par la commission d'enquête. Elle observe que la commission d'enquête a confirmé, au terme d'un examen détaillé, un certain nombre des préoccupations qui avaient été exprimées par elle-même, par le Comité de la liberté syndicale et par la Commission de l'application des normes de la Conférence, s'agissant de l'application de cette convention fondamentale. Dans son rapport, la commission d'enquête a établi que, au vu de la gravité des questions soulevées, la situation ainsi que les progrès enregistrés par rapport à ses recommandations devraient faire l'objet d'une supervision active de la part des organes de contrôle de l'OIT concernés. En particulier, elle a indiqué que le gouvernement devait soumettre à la présente commission les rapports correspondant à l'application des conventions dont il est question dans la plainte, afin que ces rapports soient examinés à sa session de novembre-décembre 2020.

La commission observe que, s'agissant de l'application de la présente convention, la commission d'enquête a recommandé que les autorités concernées prennent sans délai les mesures nécessaires, lesquelles devraient être accomplies au plus tard le 1^{er} septembre 2020, pour: 1) assurer un climat exempt de violences, de menaces, de persécutions, de stigmatisation, d'intimidation ou d'autres formes d'agressions, dans lequel les partenaires sociaux pourront exercer leurs activités légitimes, notamment participer à un dialogue social avec toutes les garanties; et 2) assurer le plein respect de l'autonomie des organisations d'employeurs et de travailleurs, en particulier vis-à-vis du gouvernement ou des partis

politiques, et éliminer toute ingérence ou tout favoritisme des autorités de l'État, tout en encourageant les partenaires sociaux à prendre les mesures en leur pouvoir pour préserver l'indépendance de leurs organisations dans la défense des intérêts de leurs membres.

Le gouvernement ayant exprimé dans son rapport son désaccord avec les conclusions et recommandations de la commission d'enquête, la commission rappelle qu'en de précédentes occasions, lors du suivi des recommandations d'une commission d'enquête, la commission a observé que la Constitution de l'OIT ne soumet pas les conclusions d'une commission d'enquête à l'accord de l'État concerné. Elle a rappelé qu'en vertu de l'article 32 de la Constitution de l'OIT, la seule autorité compétente pour confirmer, modifier ou infirmer les conclusions ou les recommandations d'une commission d'enquête est la Cour internationale de Justice. En conséquence, un gouvernement qui a choisi de ne pas se prévaloir de la possibilité de soumettre la question à la Cour se doit de tenir compte des conclusions et de faire suite aux recommandations émises par la commission d'enquête, à la lumière des principes de la Constitution de l'OIT.

La commission prend également note des observations ayant trait aux suites données aux recommandations de la commission d'enquête et à l'application de la convention en droit et dans la pratique, que les organisations suivantes ont fait parvenir, aux dates indiquées respectivement: la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), la Fédération des associations de professeurs d'université du Venezuela (FAPUV) et la Centrale des travailleurs et travailleuses/Alliance syndicale indépendante (ASI), le 26 mai 2020; à nouveau l'ASI, le 30 septembre 2020; la CTV, le 30 septembre; la FAPUV, le 30 septembre; la Fédération nationale des professionnels et techniciens des fonctions administratives des universités du Venezuela (FENASIPRUV), le syndicat SPT 7 professionnels et techniciens de l'enseignement de l'État de Táchira, le Mouvement syndical 10 « La voz del Sidorista » (MS10) et l'Association des retraités et pensionnés d'Alcasa (AJUPAL), le 30 septembre 2020; la Fédération des Chambres et Associations de commerce et de production du Venezuela (FEDECAMARAS), avec l'appui de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), le 1^{er} octobre 2020; la Confédération des syndicats autonomes (CODESA), la Confédération générale du Travail (CGT) et l'Union nationale des travailleurs du Venezuela (UNETE), le 1^{er} octobre 2020; l'ASI et le syndicat national des fonctionnaires de la carrière législative, travailleurs et travailleuses de l'Assemblée nationale (SINFUCAN), le 5 octobre 2020; la Fédération des travailleurs de l'État de Bolívar (FETRA-BOLIVAR), le 5 novembre 2020. Enfin, la commission prend note des observations de la Confédération bolivarienne socialiste des travailleurs de la ville, des campagnes et de la pêche du Venezuela (CBST-CCP) reçues le 3 décembre 2020, selon lesquelles la CBST-CCP a réussi, en coordination avec le gouvernement et malgré des conditions défavorables, à faire respecter la convention au cours de l'année 2020. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses observations à ce sujet.**

Libertés civiles et droits syndicaux. Climat exempt de violences, menaces, persécutions, stigmatisation, intimidation ou autres formes d'agression, dans lequel les partenaires sociaux pourront exercer leurs activités légitimes, y compris participer au dialogue social avec toutes les garanties. La commission note que la commission d'enquête a recommandé: i) de mettre fin immédiatement à tous les actes de violence, menaces, persécutions, stigmatisations, manœuvres d'intimidation ou autres formes d'agression contre des personnes ou des organisations en relation avec l'exercice d'activités syndicales légitimes et d'adopter des mesures propres à garantir que de tels actes ne se reproduiront pas; ii) de ne pas recourir à des procédures judiciaires ni à des mesures conservatoires ou des mesures de substitution dans le but de restreindre la liberté syndicale, notamment de ne pas soumettre des civils à la juridiction militaire; iii) de remettre immédiatement en liberté tout employeur ou syndicaliste qui pourrait être encore détenu à raison de l'exercice d'activités légitimes de son organisation, comme dans les cas de MM. Rubén González et Rodney Álvarez; iv) de diligenter sans délai une enquête indépendante sur toutes les allégations de violence, menaces, persécutions, stigmatisations, manœuvres d'intimidation et autres formes d'agression qui n'ont pas été dûment élucidées, afin d'établir les responsabilités et d'identifier les auteurs matériels et les intellectuels, en veillant à ce que des mesures appropriées de protection, de répression et d'indemnisation soient prises; v) d'adopter les mesures nécessaires pour garantir l'état de droit, en particulier l'indépendance des organes des autres branches de l'État vis-à-vis du pouvoir exécutif; et vi) d'élaborer avec le BIT des programmes de formation visant à promouvoir la liberté d'association, la consultation tripartite et le dialogue social en général, y compris le plein respect de ses conditions essentielles et des normes fondamentales, conformément aux normes internationales du travail.

La commission note à cet égard que le gouvernement: i) déclare que, s'il déplore la lenteur du fonctionnement de la justice, il considère pour autant que cela ne signifie pas qu'il y a impunité; que les relations du pouvoir exécutif avec le pouvoir judiciaire obéissent aux principes de la séparation des pouvoirs; qu'aucune personne qui commettrait un délit de caractère militaire ne pourrait se soustraire au juge naturel de la justice militaire; que les procédures judiciaires et les mesures de précaution [mesures conservatoires] et de substitution prévues dans l'ordre juridique ne sont utilisées en aucune manière afin

d'entraver la liberté syndicale ou un autre droit et que les activités légitimes des organisations d'employeurs et de travailleurs et de leurs dirigeants ne constituent pas un délit dans le pays; ii) déclare que les convocations et les détentions préventives à des fins d'investigation et de recueil de déclarations ont pour but de clarifier chaque affaire et que rien en cela ne peut être interprété comme du harcèlement, de la menace, de l'intimidation ou de la persécution; iii) déclare qu'il continue de demander aux organes de sécurité et aux instances de la justice nationale de procéder sans délai, de manière indépendante et transparente, aux enquêtes et procédures devant permettre d'établir les responsabilités des auteurs matériels et intellectuels et de déterminer les mesures de protection, de sanction et de réparation qui s'imposent (le gouvernement précise que les éventuelles mesures économiques compensatoires ou de réparation des préjudices n'interviennent pas d'office mais qu'elles sont du ressort de la justice, à charge pour la partie intéressée de l'en saisir); iv) déclare qu'il continue de renforcer le dialogue social afin que se poursuivent, malgré la pandémie de COVID-19, les réunions et autres instances de dialogue de haut niveau entre le gouvernement et les représentants des organisations patronales du pays, dont la FEDECAMARAS (il fait référence à cet égard aux déclarations de deux dirigeants employeurs - FEDECAMARAS et ses organisations affiliées - qui auraient reconnu l'existence d'un dialogue entre le secteur privé et le gouvernement).

De même, la commission se félicite de la suite donnée suite en partie à l'une des recommandations de la commission d'enquête, avec l'octroi d'une grâce à M. Rubén González par décret du Président de la République bolivarienne du Venezuela du 31 août 2020. Cependant, la commission constate avec **regret** que le gouvernement n'a pas remis en liberté M. Rodney Alvarez, militant syndical, et qu'il ne fait pas état d'autres progrès tangibles concernant les recommandations susmentionnées relatives aux libertés civiles et aux droits syndicaux.

D'autre part, la commission note que nombreuses observations reçues des partenaires sociaux dénoncent l'absence de progrès dans la suite donnée à ces recommandations, ainsi que de nouvelles violations de la convention:

- i) La FEDECAMARAS déclare qu'il n'y a pas eu de progrès et souligne la persistance des manifestations de manque de respect, de dénigrement et de diffamation à son égard (comme en attestent les expressions désobligeantes, stigmatisantes ou insultantes proférées à l'adresse de la FEDECAMARAS et contre le mouvement syndical indépendant dont fait état la réponse du gouvernement au rapport de la commission d'enquête du 27 décembre 2019). Elle fait valoir que l'on ne peut considérer que les rares réunions ayant eu lieu entre la FEDECAMARAS et le gouvernement afin de résoudre des questions d'ordre opérationnel dans le contexte de la pandémie, ou le niveau dérisoire des réponses obtenues dans le contexte de la crise, attestent d'un dialogue social effectif, et encore moins bipartite, surtout dans la mesure où ces contacts n'ont pas accordé la moindre attention aux questions faisant l'objet du rapport de la commission d'enquête. À cet égard, et en l'absence de l'ouverture des tables rondes préconisées dans le rapport, la FEDECAMARAS et les organisations indépendantes de travailleurs (dont les centrales CTV, UNETE, ASI, CGT et CODESA) ont mis au point une initiative de dialogue bipartite sur la base du «Manifeste bipartite pour le travail décent et productif et la justice sociale».
- ii) La CTV allègue que la persécution des représentants des travailleurs n'a pas diminué (en donnant plusieurs exemples, comme la mise en détention du secrétaire du Syndicat de l'Institut socialiste de la pêche et de l'aquaculture SINTRAPESCAVE, pour avoir dénoncé des dirigeants de cette institution pour inexécution d'obligations sociales). La CTV allègue que les tribunaux continuent de servir d'instruments pour amoindrir la liberté syndicale (elle se réfère, entre autres, à la mise en détention, en février 2020, de deux dirigeants du Syndicat unique des employés des organes publics de l'Exécutif de l'État de Sucre (SUEPPLES) à la suite d'une manifestation pacifique réclamant aux autorités de cet État l'effacement d'une dette à l'égard des travailleurs, et se réfère aussi à l'ouverture contre ces deux personnes de poursuites pour incitation à la haine, incitation à la délinquance et troubles à l'ordre public. La CTV fait également état de la détention d'un dirigeant syndical des professions de la santé dans l'État de Monagas, pour avoir dénoncé la précarité de la situation de l'hôpital universitaire Dr Manuel Nunez Tovar face à la pandémie, ce dirigeant syndical étant poursuivi pour incitation à la haine, provocation de la panique au sein de la population et incitation à la délinquance. La CTV indique que l'Exécutif national contrôle pratiquement tous les organes publics de l'État, à l'exception de l'Assemblée nationale, aucune mesure n'ayant été prise pour rétablir l'état de droit dans le pays.
- iii) La centrale ASI dénonce l'assassinat d'un autre syndicaliste du secteur de la construction dans l'État de Sucre en 2019, ainsi que le placement en détention de deux syndicalistes de l'entreprise Agropatria. De leur côté, l'UNETE, la CODESA et la CGT allèguent que les agissements du gouvernement en violation de la convention ont empiré depuis la publication du rapport de la commission d'enquête. Dans le même sens, la FAPUV affirme que les actes de violence, les menaces et les persécutions antisyndicales de la part de fonctionnaires de l'État se poursuivent, se référant à

cet égard aux nouvelles plaintes dont le Comité de la liberté syndicale a été saisi (notamment dans les cas n° 3385 et 3374) ainsi que l'étude préliminaire publiée par l'organisation non-gouvernementale de défense des droits de l'homme PROVEA, le 1^{er} mai 2020, sur les suites données aux recommandations de la commission d'enquête, étude qui relate une multiplicité de nouveaux épisodes d'actes antisyndicaux, au mépris des recommandations pertinentes. La FAPUV dénonce d'autres cas d'atteintes analogues signalés par des organisations syndicales de secteurs et d'obédiences diverses, et elle se réfère également à ses communications présentées conjointement avec l'ASI et la CTV pour dénoncer de nouveaux cas concrets d'arrestations de syndicalistes et de travailleurs pour avoir diffusé des informations sur une situation liée à la pandémie ou pour avoir réclamé le respect de droit du travail pendant la pandémie. Elle allègue également une persistance de la pratique de l'utilisation des procédures judiciaires à des fins antisyndicales, donnant des détails sur des cas concrets de syndicalistes soumis à une procédure pénale puis condamnés à des mesures substitutives de présentation périodique et aussi, dans certains cas, à des mesures d'interdiction de sortir du pays, à quoi peuvent s'ajouter des intimations - signifiées oralement - de garder le silence. La FAPUV souligne également que les conclusions détaillées de la Mission internationale indépendante de détermination des faits concernant la République bolivarienne du Venezuela présentées le 16 septembre 2020 lors de la 45^e session du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies confortent les préoccupations exprimées par la commission d'enquête quant aux déficiences et lacunes affectant l'état de droit et la séparation des pouvoirs dans le pays.

Exprimant sa profonde préoccupation devant l'absence quasi totale de progrès et devant la gravité des allégations de nouvelles violations qui ressortent des observations citées des partenaires sociaux, la commission réitère les recommandations de la commission d'enquête énoncées précédemment relativement aux libertés civiles et aux droits syndicaux. À cet égard, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour donner effet immédiatement aux dites recommandations, diligenter des enquêtes sur les faits nouvellement allégués et assurer un climat exempt de toutes violences, menaces, persécutions, stigmatisations, intimidations ou autres formes d'agression, grâce auquel les partenaires sociaux pourront exercer librement leurs activités légitimes, y compris participer au dialogue social, avec toutes les garanties.

Articles 2 et 3 de la convention. Respect de l'autonomie des organisations d'employeurs et de travailleurs, en particulier vis-à-vis du gouvernement et des partis politiques, et abstention des autorités de l'État de toute ingérence ou favoritisme. La commission note que la commission d'enquête a recommandé: 1) d'adopter les mesures nécessaires pour que, tant en droit que dans la pratique, l'enregistrement soit une simple formalité administrative qui ne puisse en aucun cas être subordonnée à une autorisation préalable, et que l'Alliance syndicale indépendante (ASI) soit enregistrée immédiatement; 2) de supprimer l'élément du retard électoral et de réviser les règles et procédures des élections syndicales de telle sorte que l'intervention du Conseil national électoral (CNE) soit véritablement facultative et que celui-ci ne constitue pas un mécanisme d'ingérence dans la vie des organisations, que la prééminence de l'autonomie syndicale soit garantie dans les processus électoraux et qu'il n'y ait pas de retards dans l'exercice des droits et les actions des organisations d'employeurs et de travailleurs; 3) de mettre fin à tout recours à des mécanismes institutionnels ou formes d'action visant à s'immiscer dans l'autonomie des organisations d'employeurs et de travailleurs ou dans les relations entre ces organisations. En particulier, la commission recommande aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à l'imposition d'institutions ou de mécanismes de contrôle qui, tels que les conseils au sein desquels les travailleurs participent à la gestion des activités de production (Consejos productivos de trabajadores (CPT)), peuvent, en droit ou dans la pratique, restreindre l'exercice de la liberté syndicale; 4) d'établir avec l'aide du BIT des critères objectifs, vérifiables et pleinement respectueux de la liberté syndicale pour déterminer la représentativité des organisations d'employeurs et de travailleurs; et 5) d'une manière générale, de supprimer en droit et dans la pratique toutes les dispositions ou institutions incompatibles avec la liberté syndicale, notamment l'obligation de communiquer des informations détaillées sur les membres des organisations, en tenant compte des conclusions de la commission et des observations des organes de contrôle de l'OIT.

La commission note que, à cet égard, le gouvernement déclare que la législation et la pratique dans le domaine du travail au Venezuela ont toujours progressé et que l'on ne saurait prétendre que ce qui n'est pas prévu dans les conventions de l'OIT – qui sont des normes minimales – ne peut être prévu ou élaboré dans la législation nationale en faveur des travailleurs. Le gouvernement déclare qu'il en est ainsi des CPT et il réitère à cet égard ce qu'il a déjà déclaré dans sa réponse à la commission d'enquête: la loi de création des CPT établit que ces conseils n'ont pas le caractère d'organisations syndicales et ne peuvent ni exercer des attributions qui appartiennent aux organisations syndicales ni empêcher ou affecter l'exercice des droits relevant de la liberté syndicale et de la négociation collective; les CPT ne sont pas des mécanismes de contrôle et ils ne limitent pas l'exercice de la liberté syndicale. Quant à la représentativité

des organisations de travailleurs, le gouvernement indique avoir remis une demande d'assistance technique au BIT en mars 2020 et il déclare, de manière générale, ne jamais s'être opposé à l'assistance technique spécialisée proposée par le BIT dans le cadre de la convention.

La commission se félicite de la suite donnée en partie à l'une des recommandations de la commission d'enquête, sous la forme de la délivrance, par le Registre national des organisations syndicales (RNOS), qui relève du ministère du Pouvoir populaire pour le Processus social du Travail, de l'attestation de l'enregistrement de la centrale ASI en date du 28 février 2020, quatre ans après la date initiale de demande d'enregistrement.

S'agissant de la demande d'assistance technique que le gouvernement a exprimée à propos d'une recommandation spécifique - l'instauration de critères objectifs, vérifiables, respectant pleinement la liberté syndicale, pour déterminer la représentativité des organisations d'employeurs et de travailleurs - la commission observe que la commission d'enquête a souligné que, pour l'application de ses recommandations, il est nécessaire de garantir les conditions et les règles de base indispensables à un dialogue social doté de toutes les garanties, effectif et ayant de véritables incidences. Il s'agit notamment de l'absence de toute forme de violence, d'agression, de harcèlement ou d'intimidation, du respect de l'indépendance et de l'autonomie des organisations d'employeurs et de travailleurs, de la reconnaissance des interlocuteurs représentatifs, du respect mutuel, y compris en ce qui concerne le ton du débat, de la définition consensuelle de formes et de délais permettant une participation et une discussion véritables et constructives, de la bonne foi et de l'instauration d'un climat de confiance, et de la volonté réelle de respecter les accords conclus. Dans ce sens, la commission observe que les recommandations étant interdépendantes et devant être considérées ensemble, leur application doit être menée à bien suivant une approche holistique et dans un climat permettant aux partenaires sociaux d'exercer leurs activités légitimes, notamment de participer au dialogue social, avec toutes les garanties et dans le plein respect de l'autonomie des organisations d'employeurs et de travailleurs.

D'autre part, la commission constate avec **regret** que le gouvernement ne fait état d'aucune autre avancée de sa part par rapport aux recommandations évoquées précédemment relativement au respect de l'autonomie des organisations d'employeurs et de travailleurs et à l'abstention, de la part des autorités de l'État, de toute ingérence ou de tout favoritisme. De même, la commission note que de nombreuses observations reçues des partenaires sociaux dénoncent une absence de progrès dans la suite donnée à ces recommandations ainsi que la persistance des atteintes à la convention.

La commission note que la FEDECAMARAS allègue qu'il n'y a pas eu de progrès et fait valoir la persistance de l'exclusion et de la discrimination à son égard et du favoritisme à l'égard de la FEDEINDUSTRIA en tant qu'organisme patronal allié au gouvernement et à son projet politique (comme en attesterait la rencontre du Président de la République et de son gouvernement du 22 janvier 2020 avec les petites et moyennes entreprises, rencontre marquée par la participation notable de la FEDEINDUSTRIA, alors que l'on avait invité ni la FEDECAMARAS ni aucune de ses chambres affiliées qui fédèrent les petites et moyennes industries. La FEDECAMARAS allègue de même que, loin de suivre la recommandation d'abolir les CPT, le gouvernement a continué de les renforcer et de les promouvoir: a) par des événements publics de promotion placés sous la direction du Président de la République (par exemple, la participation de celui-ci, en février 2020, à un événement organisé par l'industrie pétrolière d'État à l'occasion duquel il a été souligné que le principal instrument pour transformer l'économie, la société et les relations de production, ce sont les CPT et, à cette occasion a été créé l'état-major des CPT de ce secteur industriel); b) avec l'attribution aux CPT de fonctions de contrôle des employeurs en matière de fixation des prix; c) avec des campagnes d'installation et de promotion de CPT dans les établissements et entreprises de tout l'intérieur du pays (comme l'organisation au niveau national, en juin 2020, ou le déroulement, le 3 septembre 2020, d'événements publics placés sous l'autorité du Président de la République à l'occasion desquels des CPT ont été investis de la fonction de direction partagée du processus social de travail, étant appuyés par les Corps combattants de la classe ouvrière). La FEDECAMARAS estime que cela révèle clairement l'ingérence du gouvernement et l'imposition de son projet politique et idéologique dans la sphère des relations socioprofessionnelles, étouffant ainsi les droits consacrés par la convention, et elle déclare que cette ingérence des CPT n'affecte pas seulement les organisations de travailleurs mais porte également atteinte à la liberté syndicale des employeurs en faisant obstacle aux relations entre les employeurs et les travailleurs et leurs organisations.

S'agissant des observations reçues des organisations de travailleurs, la commission note que la CTV déclare que, hormis l'enregistrement de l'ASI, il n'y a eu aucun progrès par rapport à cette série de recommandations. La CTV indique en outre que les manquements ou atteintes persistent - comme en attesterait l'accélération de la création de mécanismes tels que les CPT, conçus pour s'immiscer dans l'autonomie des organisations syndicales et les organisations d'employeurs (selon le Président de la République, 2208 CPT auraient été créés. Le ministre du Travail n'a pas manqué, quant à lui, de déclarer que les CPT sont un élément organisationnel de grande importance parce qu'ils permettent de mobiliser

les électeurs dans la perspective des prochaines échéances électorales). De même, l'UNETE, la CODESA et la CGT déclarent que les CPT – entités civico-militaires imposées dans tous les lieux de travail et qui ont une relation de dépendance directe à l'égard du gouvernement – sont l'expression même d'une ingérence du gouvernement dans l'exercice des relations socioprofessionnelles qui entrave l'exercice de la liberté syndicale. Soulignant la prolifération des CPT et leur promotion incessante, les centrales susmentionnées considèrent que les CPT sont l'instrument de contrôle social du gouvernement pour anéantir le mouvement syndical. Quant à la FAPUV, cette organisation: i) indique, en donnant des exemples concrets, que le gouvernement poursuit son action de discrédit et d'agression des organisations syndicales légitimes et majoritaires et de soutenir ou favoriser les organisations minoritaires qui lui sont proches; ii) alerte sur le fait que l'enregistrement des organisations syndicales continue de constituer un obstacle à l'exercice de la liberté syndicale et que les organisations syndicales qui sont encore à jour concernant le registre sont de moins en moins nombreuses; iii) déclare que l'ingérence de l'État à travers les procédures concernant les élections syndicales se poursuit – évoquant à ce propos divers cas dans lesquels le retardement des procédures électorales continuerait de paralyser l'action d'organisations de travailleurs; iv) souligne à cet égard que les autorités compétentes en matière de travail omettraient de rendre une décision nécessaire à la reconnaissance des résultats des élections auxquelles procèdent les syndicats sans intervention du CNE; v) signale qu'en janvier 2020 d'autres CPT ont été assermentées et dénonce le fait que les CPT se substituent aux syndicats et à leurs instances dirigeantes au sein de la compagnie pétrolière d'État et que dans l'état de Sucre, les autorités n'autorisent que les CPT dans les établissements d'enseignement, déclarant que les syndicalistes sont des « sordides et des apatrides » et que le syndicat SUTISS a été marginalisé de fait (avec la mise à la retraite illégale de la majorité de son comité) pour être remplacé par les CPT, lesquels interdisent aux instances dirigeantes du SUTISS d'accéder à l'établissement; et vi) dénonce, dans le même sens, l'infiltration des milices boliviennes dans les entreprises essentielles de Guyana.

Réitérant sa profonde préoccupation devant l'absence quasi totale de progrès, et devant les allégations de persistance des violations de la convention, qui corroborent les craintes exprimées antérieurement dans ses commentaires (notamment en ce qui concerne les CPT et leur influence néfaste quant à l'exercice de la liberté syndicale), la commission renvoie aux conclusions de la commission d'enquête et réitère ses recommandations précédentes sur la nécessité d'assurer le respect de l'autonomie des organisations d'employeurs et de travailleurs, en particulier par rapport au gouvernement ou aux partis politiques, ainsi que l'abolition de toute ingérence comme de tout favoritisme de la part des autorités de l'État. Cela inclut, entre autres recommandations concrètes, l'abolition de l'imposition d'institutions ou mécanismes de contrôle tels que les CPT, qui peuvent entraver l'exercice de la liberté syndicale, en droit comme dans la pratique. La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour donner effet immédiatement à toutes ces recommandations.

Articles 2 et 3. Questions d'ordre législatif. La commission rappelle que, depuis un certain nombre d'années, elle prie le gouvernement de prendre, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, les mesures nécessaires pour revoir les aspects suivants de la législation nationale en vue de les mettre en conformité avec la convention:

- L'article 388 de la LOTTT, afin de supprimer l'obligation pour les syndicats de communiquer la liste de leurs membres au Registre national des organisations syndicales (RNOS);
- Les articles 367 et 368 de la LOTTT, afin de supprimer l'imposition aux organisations syndicales de finalités liées à des responsabilités qui incombent aux autorités publiques;
- L'article 402 de la LOTTT et d'autres dispositions connexes, afin i) de ne pas permettre à une autorité non judiciaire (comme le CNE) de trancher sur les recours concernant des élections syndicales; ii) d'éliminer, en droit et dans la pratique, le principe selon lequel le retard dans le processus électoral interdit aux organisations syndicales de négocier collectivement; iii) de supprimer l'obligation de communiquer au CNE le calendrier des élections, et iv) de supprimer la publication dans la Gazette électorale des résultats des élections syndicales en tant que condition pour reconnaître ces élections;
- L'article 387 de la LOTTT, afin de ne plus disposer que, pour être éligibles, les dirigeants doivent avoir convoqué dans les délais requis des élections syndicales lorsqu'ils étaient dirigeants d'une autre organisation;
- L'article 395 de la LOTTT, afin de supprimer la disposition prévoyant que le fait de ne pas avoir versé leurs contributions ou cotisations syndicales n'empêche pas les adhérents, hommes ou femmes, d'exercer leur droit de vote;
- L'article 403 de la LOTTT, afin de supprimer l'imposition aux organisations syndicales de systèmes déterminés de vote;

- L'article 410 de la LOTTT, afin d'abroger le principe du référendum de révocation des charges syndicales;
- L'article 484 de la LOTTT, afin de garantir qu'une autorité judiciaire ou une autorité indépendante déterminera les domaines ou secteurs d'activité qui ne peuvent pas être interrompus en cas de grève parce que cela affecterait la production de biens et de services essentiels dont l'interruption pourrait porter préjudice à la population;
- L'article 494 de la LOTTT, afin de garantir que le système de désignation des membres du Conseil d'arbitrage en cas de grève dans les services essentiels recueille la confiance des parties.

De même, la commission observe que la commission d'enquête – qui ne s'est penchée sur aucun des aspects législatifs concrets, considérant que ce n'était pas là des questions qui faisaient l'objet de la plainte – a recommandé de soumettre à une consultation tripartite la révision des lois et normes qui se situent dans le champ couvert par la convention, comme la LOTTT, et qui posent des problèmes de compatibilité avec elle à la lumière des conclusions de la commission d'enquête et des commentaires des organes de contrôle de l'OIT. La commission observe que le gouvernement déclare avoir pris note des suggestions de réformes législatives tendant à améliorer la législation vénézuélienne mais que, même si elles pourraient être, le moment venu, transmises à l'Assemblée nationale en sa qualité d'instance compétente, il n'était alors pas possible d'y procéder étant donné que celle-ci n'était pas en mesure d'y donner suite (par effet des décisions du Tribunal suprême de justice), ses actes étant nuls et non avenue. À cet égard, la commission considère que cela ne devrait pas avoir empêché que, avant de transmettre les modifications à l'organe législatif, le gouvernement donne suite à la recommandation de la commission d'enquête tendant à ce que cette tâche importante soit soumise à la consultation tripartite. **La commission réitère sa recommandation et elle prie le gouvernement de soumettre sans plus tarder, dans le cadre de l'instance de dialogue tripartite visée ci-après, la révision des lois et des normes qui entrent dans le champ couvert par la convention et qui posent des problèmes de compatibilité avec celle-ci, en commençant par la LOTTT, en se référant aux conclusions de la commission d'enquête (comme à propos des problèmes concernant l'enregistrement des syndicats, le retardement des processus électoraux et les CPT) et aux commentaires formulés antérieurement par la présente commission.**

La commission exprime sa **profonde préoccupation** devant les violations nombreuses et graves de la convention qui ont été constatées par la commission d'enquête dans son rapport, lequel met en exergue l'existence de tout un réseau complexe qui harcèle les organisations d'employeurs et de travailleurs qui ne sont pas les alliées du gouvernement, lequel sape leur action. Si le gouvernement affirme à nouveau continuer de s'employer à parfaire l'application des conventions ratifiées et si la commission reconnaît que, comme l'indique le gouvernement, la pandémie de COVID-19 a affecté également ce pays, la commission ne peut que **déplorer profondément** l'absence de suite donnée à la quasi-totalité des recommandations que les organes de contrôle de l'OIT, y compris la commission d'enquête et celle-ci en particulier n'ont eu de cesse de formuler à propos de l'application de la convention. Si cette dernière a fixé un délai d'un an pour l'application de ses recommandations, ledit délai s'étant écoulé, on constate qu'au-delà de la libération d'un dirigeant syndical et de l'enregistrement d'une organisation de travailleurs, le gouvernement n'a pas avancé dans l'application des recommandations qui sont véritablement au cœur des problématiques examinées par la commission d'enquête. En particulier, le gouvernement n'a engagé aucune initiative allant dans le sens de la création et de la convocation des instances de dialogue qui doivent accompagner l'application des recommandations contenues dans le rapport (suivant ce dernier, ces instances de dialogue auraient dû être constituées déjà avant mars 2020 et avoir adopté un calendrier de réunions).

À cet égard, la commission demande instamment au gouvernement de procéder immédiatement à la mise en place des instances de dialogue susmentionnées, en procédant de la manière indiquée dans le rapport de la commission d'enquête: i) une instance de dialogue tripartite qui inclut toutes les organisations représentatives; ii) une instance de dialogue entre les autorités concernées et la FEDECAMARAS pour les questions qui concernent cette dernière; et iii) une autre instance avec les organisations de travailleurs représentatives, pour traiter des questions qui les concernent spécifiquement.

Notant que le gouvernement se déclare disposé à recevoir l'assistance technique de l'OIT, et prenant note des demandes exprimées par des partenaires sociaux à cet égard, la commission considère d'une importance fondamentale que cette assistance technique soit définie de manière tripartite dans le cadre des instances de dialogue et à la lumière des considérations précédemment exprimées.

La commission est informée de ce que le Conseil d'administration est en train d'examiner le suivi du rapport de la Commission d'enquête. Au vu des violations graves des droits du travail exposées ci-dessus, du non-respect systémique d'un certain nombre de conventions de l'OIT et du grave manque de coopération de la part des autorités du Venezuela en ce qui concerne ses obligations, la commission estime qu'il est très important que, dans le contexte des normes de l'OIT, la situation dans le pays reçoive

toute l'attention de l'OIT et de son système de contrôle, et ce, de manière continue, afin de parvenir à des mesures solides et efficaces pouvant conduire au respect, en droit et dans la pratique, des conventions visées.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Zimbabwe

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (ratification: 2003)

Suivi des recommandations de la commission d'enquête désignée en application de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

La commission prend note des observations présentées par le Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU), reçues le 30 août 2019 et le 29 septembre 2020, et par la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2019 et le 16 septembre 2020, qui font référence aux questions ci-dessous abordées par la commission. Elle note en outre que les observations de 2020 de la CSI et de le ZCTU rappellent que, depuis la répression de la grève générale organisée par le ZCTU en janvier 2019, le président et le secrétaire général de le ZCTU demeurent accusés de subversion et sont soumis à des conditions strictes de liberté, interdits de voyage et obligés de se présenter régulièrement au poste de police. Les deux organisations allèguent de nouvelles représailles contre les dirigeants syndicaux et contre les dirigeants du syndicat fusionné des enseignants ruraux (ARTUZ), à la suite des manifestations organisées par le ZCTU en 2020. La CSI allègue notamment que le 17 juillet 2020, le président de l'ARTUZ a été cambriolé par du personnel armé au milieu de la nuit pour tenter de l'enlever. Le ZCTU affirme que plus tôt, en mai 2020, la secrétaire à l'égalité des sexes de l'ARTUZ a été arrêtée, torturée et laissée pour morte après que la police l'ait accusée d'incitation à la violence. Selon la CSI, le ZCTU est attaquée et étiquetée comme une organisation terroriste et ses dirigeants sont quotidiennement menacés, harcelés et persécutés par les autorités. La CSI et le ZCTU allèguent également la répression des protestations des travailleurs du secteur de la santé. **La commission exprime sa préoccupation face à ces graves allégations et prie le gouvernement de fournir ses commentaires à ce sujet.**

La commission prend note des discussions que la Commission de la Conférence a consacrées à l'application de cette convention au Zimbabwe en juin 2019. Elle note que, dans ses conclusions, la Commission de la Conférence a pris note des préoccupations concernant la non-application par le gouvernement des éléments spécifiques des recommandations de la commission d'enquête de 2009 et de la persistance des problèmes de non-respect de la convention, notamment des allégations de violation des droits afférents à la liberté de réunion des organisations de travailleurs. La Commission de la Conférence a également pris note de l'engagement exprimé par le gouvernement de se conformer à ses obligations découlant de la convention et de respecter le processus de dialogue social, notamment dans le cadre du Forum de négociation tripartite (TNF). La Commission de la Conférence a appelé le gouvernement à: i) s'abstenir de soumettre des membres de syndicats à des mesures d'arrestation ou de détention, de les intimider ou encore de les harceler lorsqu'ils exercent des activités syndicales légales; ii) de veiller à ce que des enquêtes soient menées sur les faits allégués de violences contre des syndicalistes et, le cas échéant, que des sanctions dissuasives soient imposées; iii) d'abroger, comme il s'est engagé à le faire, la loi sur l'ordre public et la sécurité (POSA) et de s'assurer que la loi sur l'ordre public qui la remplacera respecte la liberté syndicale des travailleurs et des employeurs en droit et que son application la respecte dans la pratique; iv) de réviser, en concertation avec les partenaires sociaux – ou d'abroger – la loi sur la fonction publique et, au besoin, la loi sur les services de santé, de manière à ce que la liberté de se syndiquer soit reconnue dans ce secteur; v) de modifier, en concertation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, la loi sur le travail afin de la rendre conforme à la convention; et vi) enfin de poursuivre le dialogue social engagé avec les organisations de travailleurs et d'employeurs dans le cadre du TNF. En outre, la Commission de la Conférence a instamment prié le gouvernement d'accepter la venue, d'ici à la prochaine session de la Conférence internationale du Travail, d'une mission de contacts directs du BIT pour évaluer les progrès accomplis.

La commission se félicite de l'engagement du gouvernement à recevoir la mission de contacts directs du BIT demandée par la commission de la Conférence. Elle prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la mission, prévue pour mai 2020, a dû être reportée en raison de la COVID-19, et de son espoir que la mission sera reprogrammée conformément aux directives de voyage de la COVID-19.

Droits syndicaux et libertés civiles. La commission rappelle qu'elle avait précédemment pris note avec préoccupation des faits suivants allégués par la CSI et la ZCTU: les lésions corporelles subies par le

personnel du ZCTU lorsque le bureau de ce syndicat a été pris d'assaut par des membres des forces armées lors des manifestations du 1^{er} août 2018; les cas d'interdiction de grève et de poursuite au pénal des actes de grève; les cas de refus d'enregistrement de syndicats ou de retardement de cet enregistrement. La commission a noté que dans sa communication reçue en 2019, la ZCTU a indiqué que le gouvernement a nommé une commission d'enquête chargée d'enquêter sur les actes imputés à la police et à l'armée au cours des manifestations d'août 2018. Selon la ZCTU, cette commission a conclu que six personnes ont été tuées et 35 autres blessées par suite d'actes commis par l'armée et la police et elle a recommandé l'attribution de réparations financières au titre des pertes et dommages subis. La ZCTU s'est déclarée préoccupée par le fait qu'aucune réparation n'a été attribuée aux membres de son personnel qui ont été affectés par ces événements ni au titre des dommages causés à son bâtiment et que les auteurs des faits n'ont pas eu à rendre compte de leurs actes.

La commission note que dans son rapport, le gouvernement indique que l'objectif de la commission d'enquête était d'enquêter sur les troubles à motivation politique du 31 août 2018. La commission d'enquête a produit un rapport et des recommandations, que le gouvernement a acceptés. Le gouvernement indique qu'il travaille sur les modalités de réparation et qu'il écrira à la ZCTU pour lui demander de soumettre des demandes d'indemnisation. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé pour donner suite aux recommandations de la commission d'enquête.**

En ce qui concerne l'allégation faite par le ZCTU en 2019 selon laquelle le syndicat des tanneurs de chaussures et des travailleurs assimilés du Zimbabwe n'est toujours pas enregistré, la commission se félicite de l'indication du gouvernement selon laquelle le syndicat a été enregistré le 30 janvier 2020.

La commission rappelle qu'elle avait pris note de la mise en place d'un programme d'enseignement sur la liberté syndicale destiné à être dispensé dans les centres de formation de la police. La commission avait pris note avec préoccupation que, dans sa communication de 2019, le ZCTU déclare ne pas avoir observé de changement de comportement sur ce plan de la part de la police et que, sur le terrain, la situation n'a fait qu'empirer, avec des atteintes particulièrement graves aux libertés civiles.

À cet égard, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le programme de formation à la liberté d'association a été intégré dans les manuels de formation de la police, et selon laquelle ce sont les centres de formation qui ont organisé les formations. Le gouvernement indique que certains des incidents signalés par le ZCTU sont liés à des manifestations menées en violation des mesures de confinement prises en raison de la COVID-19. Bien que le gouvernement reconnaisse la nécessité de respecter les principes de la liberté d'association, il considère que les mesures de confinement devaient être respectées pour préserver la vie humaine dans le contexte de l'augmentation des cas de COVID-19. Il indique en outre que la question des affrontements présumés entre la police et les syndicats et du harcèlement présumé de la police aux barrages routiers/points de contrôle est un sujet de discussion en cours sous les auspices du Forum de négociation tripartite (TNF). Selon le gouvernement, le groupe social du TNF a été chargé de contacter la police et de dresser une liste de contrôle standard à l'usage des forces de sécurité en place aux points de contrôle; c'est dans ce contexte que le passage des travailleurs pendant le confinement a été facilité, y compris le passage des membres des syndicats et des organisations d'employeurs. Le gouvernement exprime l'espoir qu'une mobilisation continue des efforts dans le cadre du TNF renforcera la collaboration entre les organes chargés de l'application de la loi et les syndicats. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur le travail effectué par le groupe social du TNF et sur les progrès de son implication avec les forces de police. La commission prie également le gouvernement de fournir ses commentaires détaillés sur les allégations de 2020 de la CSI et de la ZCTU concernant plusieurs nouveaux cas de violation des libertés civiles dans le pays.**

Loi sur l'ordre public et la sécurité (POSA). La commission rappelle qu'elle avait prié le gouvernement de passer en revue l'application de la POSA, en concertation avec les partenaires sociaux, en vue de formuler des propositions visant à ce que cet instrument énonce plus clairement que les activités syndicales sont hors de son champ d'action. La commission prend note de la promulgation de la loi sur le maintien de la paix et de l'ordre (MOPA) en novembre 2019. Elle prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle, avant son adoption, le projet de loi a fait l'objet de consultations publiques des parties prenantes en 2019, au cours desquelles toutes ces parties, y compris le ZCTU, ont eu la possibilité de faire part de leurs préoccupations ou de proposer des changements. Le gouvernement indique que les avis issus de ces consultations ont été pris en considération. Il indique en outre que des réunions de consultation avec les partenaires sociaux pour étudier de près les dispositions de la MOPA avaient été programmées avant les mesures de confinement dues à la pandémie de la COVID-19, et qu'il espère reprogrammer ces réunions une fois les mesures de confinement levées. La commission note que, comme la POSA dans le passé, les articles pertinents de la MOPA ne s'appliquent pas aux rassemblements publics organisés à des fins syndicales réelles par un syndicat enregistré, pour la conduite de ses activités conformément à la loi sur le travail. À cet égard, la commission prend note des conclusions et

recommandations du Comité de la liberté syndicale dans l'affaire n° 3339 (voir 392^e rapport, octobre 2020). **Compte tenu des préoccupations précédemment exprimées par les organes de contrôle de l'OIT concernant l'application de la POSA aux activités syndicales et sa similarité avec la MOPA, la commission veut croire que la réunion consultative avec les partenaires sociaux à laquelle le gouvernement fait référence se tiendra dans les meilleurs délais. Elle prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur l'évolution de la situation à cet égard.**

Réforme et harmonisation de la législation du travail.

Loi sur le travail. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté avec préoccupation que, malgré ses nombreuses demandes, dont certaines sont antérieures à la commission d'enquête de 2009, aucun progrès tangible n'a été constaté quant à la modification de la loi sur le travail dans un sens qui serait propre à rendre cet instrument conforme à la convention. Notant que les partenaires sociaux se déclarent inquiets de la lenteur et du caractère erratique de la réforme de la législation, situation qui dénote à leurs yeux un net manque de volonté politique de voir cette réforme aboutir, la commission attendait que la révision de la loi sur le travail soit menée à bonne fin, en concertation avec les partenaires sociaux, dans les meilleurs délais. La commission a en outre noté que, dans sa communication, la ZCTU a signalé qu'aucun changement n'avait été apporté à la législation et que la quatrième version du projet de loi sur le travail ne répondait aucunement aux attentes de la commission d'enquête ou à celle de la présente commission. La commission a également noté que, lors de sa réunion de juin 2019, le Comité de la liberté syndicale a prié instamment le gouvernement de modifier sans délai la loi sur le travail, en consultation avec les partenaires sociaux (voir 389^e rapport, juin 2019, cas n° 3128, paragraphes 103-109).

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le projet de loi sur le travail a été examiné de manière approfondie par le gouvernement et les partenaires sociaux lors d'une réunion des parties prenantes convoquée du 30 septembre au 1^{er} octobre 2019, et selon laquelle des amendements ont été apportés en tenant compte des propositions des partenaires sociaux. Un accord a été conclu avec les partenaires sociaux pour permettre aux rédacteurs de peaufiner le projet de loi conformément aux résultats de la réunion. Le projet de loi révisé a été soumis aux partenaires sociaux pour commentaires. Le gouvernement souligne que si la partie patronale a consenti au projet de loi révisé et proposé qu'il soit soumis pour adoption, la partie syndicale a présenté de nouvelles demandes d'amendements qui n'avaient pas été discutées lors des réunions précédentes. Ces demandes et les suivantes ont été soumises au bureau du procureur général en vue de finaliser le projet de loi. Le gouvernement indique qu'il y a eu un accord pour accélérer le projet de loi dans sa forme actuelle afin de garantir qu'il soit présenté au 9^e Parlement du Zimbabwe dès que possible.

Loi sur la fonction publique et loi sur les services de santé. La commission avait également prié précédemment le gouvernement de prendre, en concertation avec les partenaires sociaux, les mesures nécessaires pour que les nouvelles dispositions de la loi sur la fonction publique garantissent pour tout le personnel relevant de la Commission de la fonction publique la jouissance des droits consacrés par la convention et pour les dispositions légales ayant trait à l'enregistrement de syndicats de fonctionnaires soient suffisamment claires pour ne pas prêter à des interprétations aboutissant à attribuer aux autorités un pouvoir discrétionnaire de refuser un tel enregistrement.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il y a eu des consultations avec les représentants des travailleurs de la fonction publique sous les auspices du Conseil national de négociation conjointe, qui est une chambre de négociation collective bipartite entre le gouvernement et les représentants des travailleurs de la fonction publique. Le gouvernement indique que cette question a été soulevée lors de la réunion du TNF tenue le 7 février 2020, et que les représentants au TNF des travailleurs de la fonction publique se sont déclarés satisfaits des consultations menées à ce jour. La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle la modification de la loi sur la fonction publique est actuellement examinée par le bureau du procureur général, en attente des amendements constitutionnels nécessaires qui ont une incidence sur la loi, et le projet de loi d'amendement constitutionnel fait actuellement l'objet de consultations publiques parlementaires.

La commission rappelle qu'elle avait noté précédemment que, selon le ZCTU, la loi sur les services de santé devrait elle aussi être révisée, puisqu'elle est la réplique essentiellement de la loi sur les services publics, notamment en ce qui concerne la liberté syndicale et le droit de négocier collectivement. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il est actuellement engagé dans un exercice de réorganisation du secteur de la santé pour relever les défis existants, notamment ceux rencontrés pendant la période de la COVID-19. Le gouvernement indique qu'il y a une mobilisation en faveur d'une révision globale de la législation d'habilitation et que cette question sera également soumise à l'examen du TNF.

La commission note avec **préoccupation** que, selon les dernières observations de le ZCTU, aucun progrès n'a été enregistré en ce qui concerne les changements législatifs demandés par les organes de

contrôle de l'OIT et que le processus du dialogue tripartite sur la réforme du droit du travail n'est toujours pas achevé. Elle prend également note des préoccupations exprimées par le ZCTU et la CSI concernant le fonctionnement des institutions du dialogue social, du TNF et du groupe de négociation bipartite dans le secteur de la santé.

Tout en prenant note des informations fournies par le gouvernement, la commission exprime l'espoir que la loi sur le travail, la loi sur le service public et la loi sur les services de santé seront mises en conformité avec la convention sans plus tarder et en pleine consultation avec les partenaires sociaux, et elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard, y compris des copies des actes législatifs dès qu'ils seront promulgués.

La commission a noté dans son précédent commentaire que la loi sur le Forum tripartite de négociation (TNF) a été adoptée et que le TNF a été créé le 5 juin 2019. À cet égard, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, depuis la promulgation du TNF, il y a eu beaucoup de contacts avec les partenaires sociaux en vue de renforcer le dialogue social au Zimbabwe. Le gouvernement rend compte d'un certain nombre de réunions tenues pour discuter des questions relatives au mandat et au fonctionnement du TNF. Il indique en outre que, malgré les limites imposées par les mesures de confinement prises en raison de la COVID-19, le TNF a tenu un certain nombre de réunions virtuelles, principalement sur des questions visant à atténuer les difficultés induites par la COVID-19, et que les recommandations du groupe de travail national sur la COVID-19 ont émané des discussions du TNF. La commission prend note de l'indication du ZCTU selon laquelle, bien qu'elle ait porté à l'attention du TNF certaines des questions relatives aux mesures de protection contre la COVID-19, aucune discussion n'a eu lieu. ***La commission prie le gouvernement de fournir ses observations à ce sujet.***

La commission s'attend à ce que la mise en œuvre opérationnelle du TNF permette de conclure sans plus tarder la réforme du droit du travail et l'harmonisation de la législation sur le service public.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (ratification: 1998)

La commission prend note des observations soumises par la Confédération syndicale internationale (CSI) et le Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU), reçues respectivement les 16 et 29 septembre 2020, qui font référence aux questions abordées par la commission dans le présent commentaire. La commission note en outre que le ZCTU allègue également que les droits de négociation collective ont été sérieusement réduits pendant la période de la COVID-19, car certains employeurs, profitant de la pandémie, n'ont pas tenu compte de l'appel à des négociations pour venir en aide aux travailleurs en difficulté. Enfin, le ZCTU indique qu'il a porté certaines des questions relatives aux mesures de protection contre la COVID-19 à l'attention du Forum de négociation tripartite (TNF), mais qu'aucune discussion ne s'en est suivie. La commission note que, de même, la CSI allègue que le gouvernement a déclaré unilatéralement qu'il n'engagerait aucune forme de négociation collective dans le secteur de la santé, rendant ainsi inutile le groupe de négociation bipartite du secteur de la santé. ***La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à ce sujet.***

Suivi des recommandations adoptées en 2009 par la commission d'enquête constituée en application de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

Réforme et harmonisation de la législation du travail

Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté avec préoccupation que, malgré ses nombreuses demandes, dont certaines étaient antérieures à l'instauration de la commission d'enquête en 2009, aucun progrès réel n'était constaté quant à la modification de la loi sur le travail ou de la loi sur la fonction publique dans un sens propre à rendre ces instruments conformes à la convention. Elle avait donc instamment prié le gouvernement de faire tous les efforts nécessaires pour promouvoir sans plus attendre le processus de révision de la législation du travail et de la loi sur fonction publique en vue d'assurer la conformité de leurs dispositions avec la convention, et ce, en consultant pleinement les partenaires sociaux.

Loi sur le travail. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note des indications du gouvernement selon lesquelles, suite à l'adoption des Principes de réforme de la législation du travail par le Cabinet en décembre 2016, un certain nombre de réunions de consultation avaient eu lieu en 2017 et 2018 et que le projet final d'instrument modificateur de la loi sur le travail était finalisé et se trouvait prêt à être soumis au Cabinet puis au Parlement. La commission avait cependant noté avec préoccupation que, selon le ZCTU, ce projet d'instrument modificateur de la législation du travail ignorait délibérément les observations formulées par la commission et ne prévoyait aucune disposition établissant clairement la protection des travailleurs et de leurs représentants contre la discrimination antisyndicale.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le projet de loi a été examiné de manière approfondie par le gouvernement et les partenaires sociaux lors d'une réunion des parties prenantes convoquées les 30 septembre et 1^{er} octobre 2019 et que des modifications ont été apportées en tenant compte des propositions des partenaires sociaux. Un accord a été conclu avec les partenaires sociaux pour permettre aux rédacteurs de peaufiner le projet de loi conformément aux conclusions de la réunion. Le projet de loi révisé a été soumis aux partenaires sociaux pour commentaires. Le gouvernement souligne que la partie employeurs a approuvé le projet de loi révisé et proposé qu'il soit traité, mais la partie travailleurs a soumis de nouvelles demandes de modifications qui n'avaient pas été examinées lors des réunions précédentes. Ces demandes et les suivantes ont été soumises au bureau du procureur général en vue de mettre la dernière main au texte du projet de loi. Le gouvernement indique que les parties se sont mises d'accord pour accélérer l'examen du projet de loi sous sa forme actuelle afin qu'il soit soumis au 9^e Parlement du Zimbabwe dès que possible.

Loi sur la fonction publique et loi sur les services de santé. La commission avait pris note des indications données par le gouvernement selon lesquelles les principes de modification de la loi sur les services publics avaient été approuvés par le forum de négociation tripartite et que d'autres consultations avaient été entreprises dans le cadre du Conseil national de négociation paritaire (NJNC). Le gouvernement avait indiqué en outre que le ministère de la Justice procédait à la rédaction du projet de loi et que les partenaires sociaux seraient consultés sur ce projet.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la modification de la loi sur la fonction publique est entre les mains du bureau du procureur général, en attente des amendements constitutionnels nécessaires qui ont une incidence sur la loi, et que le projet de loi d'amendement constitutionnel fait actuellement l'objet de consultations publiques au Parlement. En ce qui concerne la loi sur les services de santé, le gouvernement fait savoir qu'il s'est engagé dans un processus de réorganisation du secteur de la santé afin de résoudre certains problèmes, notamment ceux rencontrés pendant la période de la COVID-19. Il indique que l'engagement porte sur une révision globale de la législation d'habilitation et que celle-ci sera également soumise à l'examen du forum de négociation tripartite.

La commission note avec **préoccupation** que, selon les dernières observations du ZCTU, aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne les modifications législatives requises par les organes de contrôle de l'OIT et que le processus de dialogue tripartite sur la réforme de la législation du travail n'est toujours pas achevé. La commission prend également note des préoccupations exprimées tant par le ZCTU que par la CSI concernant le fonctionnement des institutions de dialogue social, du forum de négociation tripartite et du groupe de négociation bipartite dans le secteur de la santé. **Tout en prenant note des informations communiquées par le gouvernement, la commission s'attend à ce que la législation du travail et celle de la fonction publique soient mises en conformité avec la convention sans délai supplémentaire, en pleine consultation avec les partenaires sociaux, et elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Article 4 de la convention. Promotion de la négociation collective. La commission avait noté précédemment que l'article 56(2) de la loi (de 2016) sur les zones économiques spéciales ne reconnaît pas le droit à la négociation collective et charge le ministre compétent et l'autorité administrant les zones économiques spéciales de déterminer les conditions de travail dans ces zones. Elle avait donc prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que cette loi soit modifiée, en concertation avec les partenaires sociaux, de manière à être rendue conforme à la convention et elle l'avait prié de donner des informations sur tout fait nouveau à cet égard.

La commission prend note avec **intérêt** de l'indication du gouvernement selon laquelle la loi sur les zones économiques spéciales a été abrogée et remplacée par la loi sur l'Organisme zimbabwéen de développement des investissements (ZIDA). La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle, conformément à l'article 11 de la ZIDA, la loi sur le travail se substitue à toute loi en ce qui concerne les questions d'emploi, et que la ZIDA a également créé un centre de services d'investissement à guichet unique, composé de représentants de plusieurs ministères/départements du gouvernement, y compris le ministère du Travail, qui ont pour mandat d'aider et de conseiller les investisseurs. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application de la convention dans la pratique dans les zones économiques spéciales et d'indiquer le nombre de conventions collectives en vigueur dans ces zones.**

Application de la convention dans la pratique

Article 1. Protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale. La commission rappelle que dans un commentaire précédent, elle avait instamment prié le gouvernement de prendre, sans délai supplémentaire, toutes les mesures nécessaires pour assurer une protection efficace contre les actes de discrimination antisyndicale dans la pratique. À cet égard, elle avait également prié le gouvernement de

fournir des informations détaillées sur tout fait nouveau concernant un système électronique de gestion des cas, que le gouvernement était en train de mettre au point avec l'assistance du BIT, lequel permettrait de suivre les cas de conflits du travail, en particulier ceux relatifs à la discrimination antisyndicale.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il a élaboré une note conceptuelle, qui a été communiquée aux partenaires sociaux et au BIT, et qui a conduit à l'engagement d'un consultant en 2019 pour élaborer les spécifications du cahier des charges du logiciel du système électronique de gestion des cas. Le cahier des charges a été soumis au BIT en mai 2020 pour une vérification standard. Des ressources sont actuellement mobilisées pour l'acquisition de matériel informatique qui permettra de rendre le système opérationnel. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès en la matière.**

La commission rappelle qu'elle avait également prié le gouvernement de faire part de ses commentaires au sujet des allégations du ZCTU selon lesquelles la discrimination antisyndicale serait particulièrement étendue dans le secteur de la construction (où plusieurs travailleurs affiliés au Syndicat des travailleurs de la construction et des professions connexes du Zimbabwe auraient été victimes d'agressions et de faits de harcèlement, notamment dans des multinationales et des entreprises étrangères, et leurs représentants auraient été interdits d'accéder à ces entreprises), ainsi que d'autres cas de discrimination antisyndicale.

La commission prend note que le gouvernement conteste le fait que la discrimination antisyndicale est largement répandue dans le secteur de la construction. Elle prend en outre note de l'indication du gouvernement selon laquelle tous les cas allégués ont fait l'objet d'une enquête, qu'il a mené des inspections conjointes dans les domaines où la discrimination antisyndicale était supposée exister et qu'il a encouragé les syndicats à signaler tous les cas de ce genre. **La commission encourage le gouvernement à continuer de collaborer avec les partenaires sociaux sur toutes les questions relatives à l'application de la convention dans la pratique et à veiller à ce que toutes les allégations de violation fassent rapidement l'objet d'une enquête.**

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 87** (Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Australie, Bahamas, Barbade, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Burundi, Cambodge, Canada, Chili, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Croatie, Djibouti, Dominique, Équateur, Érythrée, Eswatini, France, Gambie, Grenade, Haïti, Kirghizistan, Ouzbékistan, Pays-Bas: Aruba, Philippines, République centrafricaine, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Somalie, Tadjikistan, Tchad, Timor-Leste, Turquie); la **convention n° 98** (Angola, Argentine, Australie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Comores, Congo, Croatie, Djibouti, Eswatini, Finlande, France, Îles Salomon, Kirghizistan, Saint-Marin, Somalie, Soudan du Sud, Tadjikistan, Tchèque, Timor-Leste); la **convention n° 135** (Antigua-et-Barbuda, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Dominique); la **convention n° 141** (Afghanistan, Albanie); la **convention n° 151** (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Philippines); la **convention n° 154** (Albanie, Belize, Bosnie-Herzégovine, Sainte-Lucie, Tchèque).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 11** (Argentine, Azerbaïdjan, Bulgarie, Malaisie (Malaisie péninsulaire et Sarawak)); la **convention n° 87** (Azerbaïdjan, Cuba, Danemark: Îles Féroé, Estonie, Éthiopie, Finlande, France (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Terres australes et antarctiques françaises), Macédoine du Nord, Tchèque); la **convention n° 98** (Azerbaïdjan, Bulgarie, Cuba, Danemark: Îles Féroé, Estonie, Éthiopie, France (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Terres australes et antarctiques françaises), Macédoine du Nord); la **convention n° 135** (Argentine, Azerbaïdjan); la **convention n° 151** (Argentine, Azerbaïdjan, Belgique); la **convention n° 154** (Azerbaïdjan, Belgique, Brésil).

Travail forcé

Afrique du Sud

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1997)

Article 1, paragraphe 1 et article 2, paragraphe 2, de la convention. Traite des personnes. Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note de l'adoption de la loi de prévention et de lutte contre la traite des personnes (loi PCTP) de 2013, qui interdit la traite des personnes et les activités connexes et prévoit des mesures destinées à protéger les victimes. La commission a noté également que la loi PCTP prévoit l'adoption d'un cadre juridique national. Elle a noté en outre que l'Autorité nationale des poursuites (NPA) abordait les dernières étapes de la finalisation de directives sur la mise en œuvre de la loi PCTP, que la diffusion de ces dernières était imminente et, en outre, qu'une formation sur la traite et les questions qui s'y rapportent étaient dispensée depuis 2013 aux membres du ministère public. La commission a prié le gouvernement de poursuivre les efforts engagés en vue de prévenir, réprimer et combattre la traite des personnes.

Le gouvernement se réfère dans son rapport à la mise en place le 25 avril 2019 du Cadre de politique nationale (NPF) de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains, dispositif ayant pour but de promouvoir la coopération et la concertation dans la réponse apportée à la traite par l'ensemble des organes gouvernementaux et organismes de la société civile ayant vocation à aider et soutenir les victimes de la traite. Le NPF doit contribuer à l'application de la loi PCTP. Ses objectifs stratégiques sont les suivants: prévenir la traite, notamment à travers la sensibilisation et une action propre à réduire la vulnérabilité des personnes à la traite et au risque de victimisation; mettre en place un cadre institutionnel de lutte contre la traite qui soit coordonné et coopératif; mettre en place un cadre réglementaire adapté de la lutte contre la traite; pérenniser les ressources; et identifier les personnes qui risquent d'être victimes ou qui pourraient être victimes de traite et leur fournir une assistance complète.

La commission note que le NPF comprend une Stratégie nationale contre la traite, qui se décline en buts et en objectifs stratégiques dont la réalisation facilitera la mise en œuvre intégrale de la loi PCPT, ainsi qu'un Plan d'action national contre la traite, qui précise comment parvenir à la réalisation de ces buts et objectifs.

Dans son rapport sur l'application de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, le gouvernement se réfère à la création d'une Commission nationale intersectorielle contre la traite des personnes, constituée de représentants d'organes ministériels, de la NPA et d'organisations de la société civile, qui a pour fonction de superviser la mise en œuvre et l'administration de la loi PCPT au niveau national. Le gouvernement indique également dans ce rapport qu'il a constitué au niveau des provinces des Équipes de terrain chargées de l'action contre la traite ainsi que des Équipes de réaction rapide chargées de s'occuper des plaintes se rapportant à des affaires de traite, d'assurer le suivi des affaires en cours et de fournir une aide aux victimes.

Le gouvernement indique en outre dans son rapport sur l'application de la présente convention que l'Afrique du Sud est considérée comme pays de destination majeure de la traite des personnes en Afrique australe et au sein de l'Afrique d'une manière générale, et aussi comme pays d'origine et de transit pour la traite à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord. La traite concerne des personnes des deux sexes qui sont victimes de traite tant à des fins d'exploitation au travail que d'exploitation sexuelle. Le gouvernement signale également qu'une main-d'œuvre masculine étrangère soumise à des conditions de travail relevant du travail forcé a été découverte à bord de navires de pêche opérant dans les eaux territoriales sud-africaines. Le gouvernement déclare que la traite des personnes est un phénomène profondément ancré dans le paysage sud-africain en raison des profondes inégalités structurelles qui existent dans le pays, et qu'un virage culturel et une réponse systémique s'impose, y compris à travers le dépistage de toute situation potentielle de corruption.

La commission note que, d'après les informations émanant du Bureau régional pour l'Afrique australe de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), il n'y a en Afrique du Sud qu'un nombre limité de centre d'accueil pour les victimes de traite de sexe masculin.

La commission note que, si deux règlements ont été adoptés en août et en octobre 2015 pour l'application de l'article 43, paragraphes 1) a) et 3) de la loi PCTP, il n'apparaît pas que les règlements prévus à l'article 43, paragraphes 1) b) et 2 de la loi PCTP aient été élaborés et adoptés. Elle note en outre que les règlements pris pour l'application de l'article 43, paragraphe 1) a) ont trait à la création d'un mécanisme devant faciliter la mise en œuvre de la loi. Les règlements prévus à l'article 43, paragraphe 2 ont trait à la période de récupération et de réflexion concernant les étrangers victimes de faits relevant de la traite et à leur rapatriement dans leur pays d'origine. **La commission prend note des efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre la traite des personnes et l'encourage fortement à continuer de**

prendre des mesures en ce sens, compte tenu notamment de la prévalence du phénomène dans le pays. Elle le prie de fournir des informations sur la mise en œuvre du Cadre de politique nationale de prévention et de lutte contre la traite des personnes et sur les résultats obtenus, notamment dans les domaines de la prévention de la traite et de l'identification des victimes. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur les activités de la Commission nationale intersectorielle de lutte contre la traite, de même que sur les activités des Équipes de lutte contre la traite et de réponse rapide mises en place au niveau des provinces, et sur les résultats obtenus pour faire reculer ce phénomène. Prière également d'indiquer quels sont les services d'assistance et de protection mis à disposition des victimes de traite, ainsi que le nombre des victimes qui ont bénéficié de ces services. Enfin, elle le prie de fournir des informations sur tout règlement qui viendrait à être pris en application de l'article 43, paragraphe 1 b) et paragraphe 2) de la loi PCTP et, le cas échéant, d'en communiquer le texte.

Article 25. Sanctions pénales. La commission a précédemment noté que, conformément à l'article 13 a) de la loi PCPT, l'auteur d'une infraction relevant de la traite encourt une peine d'amende ou une peine d'emprisonnement (peine pouvant aller en ce cas jusqu'à l'emprisonnement à vie). La commission a observé en conséquence qu'une personne reconnue coupable, sur la base de cet article pouvait n'être punie que d'une peine d'amende. Elle a donc prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application de la loi PCPT dans la pratique, et notamment sur les sanctions spécifiques imposées en application de son article 13 a).

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations à cet égard. Elle note que d'après le rapport annuel de la Police sud-africaine pour 2018/2019 que, du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019, au total 448 victimes de traite des personnes ont été prises en charge (p. 214). Se référant à son Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission rappelle que lorsque la législation permet de n'imposer qu'une peine d'amende à l'auteur du crime de trait, cela ne constitue pas une sanction suffisamment efficace au regard de la gravité de l'infraction commise et du caractère dissuasif que la sanction doit revêtir (paragr. 319). **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin que les affaires de traite des personnes mentionnées ci-dessus et découvertes par la Police sud-africaine donnent lieu à des enquêtes approfondies et à l'ouverture de poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les condamnations prononcées et les peines imposées dans ce contexte. La commission le prie également de donner des informations sur l'application dans la pratique des dispositions de la loi PCTP qui répriment la traite des personnes, notamment sur le nombre des personnes condamnées et la nature des peines imposées.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1997)

Article 1 c) de la convention. Mesures disciplinaires applicables aux gens de mer. La commission a noté précédemment que les articles 321, 322 et 180(2)(b) de la loi sur la marine marchande de 1951 sont incompatibles avec l'article 1 c) de la convention. Elle a noté en particulier que, en vertu des articles 321, 322 et 180(2)(b) de la loi sur la marine marchande de 1951, un marin peut être ramené à bord de force pour accomplir ses fonctions. Elle a également noté qu'en vertu de l'article 313 de cette loi, des peines d'emprisonnement (peines dans le cadre desquelles un travail peut être imposé en vertu de l'article 37(1)(b) de la loi sur les services pénitentiaires de 1998) peuvent être imposées pour les manquements suivants à la discipline du travail des gens de mer: la désobéissance délibérée à un ordre licite; l'association avec un membre d'équipage pour désobéir à un ordre légal; la négligence de ses tâches; l'entrave à la navigation du navire ou le retardement du cours du voyage; l'entrave, la gêne ou le retardement des opérations de chargement ou déchargement, ou de l'appareillage; l'abandon du bord; l'absence sans autorisation. La commission a noté avec préoccupation que la loi modificative de 2015 sur la marine marchande n'avait apporté aucun changement aux dispositions susvisées et elle a exprimé le ferme espoir que la loi sur la marine marchande de 1951 serait modifiée de manière à être mise en conformité avec l'article 1 c) de la convention.

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient aucune information à ce sujet. Elle prend note d'un projet de loi 2020 sur la marine marchande dont le texte a été publié pour commentaires publics dans le Journal Officiel n° 43 073 du 6 mars 2020. La commission observe que, s'agissant des dispositions prévoyant qu'un marin peut être ramené à bord de force pour accomplir ses fonctions, les articles 397, 398 et 142 (3) de ce projet de loi 2020 reproduisent dans les mêmes termes les articles 321, 322 et 180 (2) (b) de la loi sur la marine marchande de 1951. Elle note également que, aux termes de l'article 372 du projet de loi de 2020, des peines d'emprisonnement (peines au titre desquelles un travail pénitentiaire peut être imposé) pourront encore sanctionner des manquements à la discipline du travail des gens de mer, notamment: l'association avec un membre d'équipage pour désobéir de manière délibérée à un ordre légal (article 134 (2)(b)); la négligence de ses tâches (article 134 (2)(c)); l'entrave à la

navigation du navire ou le retardement du cours du voyage (article 134 (2)(d); l'entrave, la gêne ou le retardement des opérations de chargement ou déchargement, ou de l'appareillage (article 134 (2)(f); l'abandon du bord (article 138 (1) et (2); l'absence sans autorisation (article 139 (1) et (2). La commission se voit donc obligée de noter avec une **profonde préoccupation** que le projet de loi de 2020 sur la marine marchande contient les mêmes dispositions que celles de la loi de 1951 sur la marine marchande qui affectent l'application de la convention, malgré les commentaires qu'elle formule à ce sujet de manière réitérée depuis 2004. La commission tient à rappeler que l'article 1 c) de la convention interdit expressément le recours à toute forme de travail forcé ou obligatoire en tant que mesures de discipline du travail ce qui couvre tant les mesures visant à ce qu'un travailleur réalise dument son travail sous la contrainte de la loi (sous la forme d'une contrainte physique ou de la menace d'une peine) que les sanctions pour manquement à la discipline du travail qui comportent une obligation d'accomplir un travail (tels que: la désobéissance, l'abandon du bord, l'absence non autorisée). Seules les sanctions concernant les actes susceptibles de compromettre la sécurité du navire ou de mettre en danger la vie ou la santé des personnes sont exclues du champ d'application de la convention (comme prévu à l'article 134 (1) du projet de loi de 2020 sur la marine marchande. **La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement tiendra compte des développements qui précèdent pour revoir le projet de loi de 2020 sur la marine marchande afin de le mettre en conformité avec la convention. À cet égard, elle prie instamment le gouvernement d'assurer que les manquements à la discipline du travail, notamment ceux qui sont visés à l'article 134 (2) (b), (c), (d), (f), à l'article 138 (1) et (2), et à l'article 139 (1) et (2) de ce projet de loi sur la marine marchande ne seront pas passibles de peines d'emprisonnement comportant une obligation de travail lorsque ni la sécurité du navire ni la vie ou la santé des personnes à bord n'auront été mises en péril. Elle prie également instamment le gouvernement de supprimer les articles 397, 398 et 142 (3), aux termes desquels un marin peut être ramené à bord de force pour accomplir ses fonctions, ou bien de restreindre l'application de ces articles à des circonstances dans lesquelles la sécurité du navire ou la vie ou la santé des personnes à bord auront été mises en péril.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Arabie saoudite

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1978)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement, suite à la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle examinera ici l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait déjà en 2019.

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1, de la convention. Situation de vulnérabilité des travailleurs migrants à l'imposition de travail forcé. 1. *Travailleurs migrants.* La commission avait pris note précédemment des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) selon lesquelles dans le secteur de la construction de nombreux travailleurs migrants sont soumis à des pratiques qui relèvent du travail forcé, comme le paiement tardif du salaire, la confiscation du passeport ou la substitution du contrat. La commission avait prié le gouvernement: de prendre les mesures nécessaires afin que les travailleurs migrants puissent se tourner vers les autorités compétentes et chercher à obtenir réparation; de fournir des statistiques sur le nombre des cas de violation des conditions de travail ayant affecté des travailleurs migrants et d'indiquer les sanctions appliquées consécutivement. Elle avait également demandé au gouvernement d'indiquer les mesures prises pour assurer que les travailleurs migrants victimes d'abus bénéficient d'une assistance appropriée.

La commission note que le gouvernement se réfère dans son rapport à un certain nombre de règlements d'application du Code du travail qui sont applicables à tous les travailleurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers. Il s'agit notamment: du règlement n° 70273 du 20 décembre 2018, en vertu duquel l'employeur ne doit pas détenir le passeport, le permis de séjour ou la carte d'assurance-maladie d'un travailleur non saoudien (art. 6); de la décision n° 178743 du 31 mai 2019, qui prévoit que l'employeur qui contraint un travailleur au travail est passible d'une amende de 15 000 riyals saoudiens (SAR) (4 000 dollars É.-U.) pour chaque travailleur concerné et que l'employeur qui détient le passeport, le permis de séjour ou la carte d'assurance-maladie d'un travailleur et des membres de sa famille est passible d'une amende de 5 000 SAR (1 300 dollars É.-U.) pour chaque travailleur concerné; enfin, de la décision n° 156309 du 24 avril 2019 relative au programme d'enregistrement des contrats, programme qui permet aux employeurs d'accéder aux informations portées sur le contrat de travail d'un travailleur du secteur privé et de les actualiser, et qui permet également aux travailleurs de vérifier les données figurant dans leur contrat en s'adressant aux services en ligne de l'Institution d'assurance sociale, laquelle prescrit aux entreprises d'appliquer la décision n° 156309 suivant un échéancier spécifique, déterminé par la taille de

l'entreprise. En ce qui concerne les mesures prises pour permettre aux travailleurs migrants de s'adresser aux autorités compétentes, le gouvernement indique également que le ministère du Travail a mis en place une permanence téléphonique pour les questions relatives au travail, ouvert un service de conseil en matière d'emploi et créé des départements chargés de rechercher une solution amiable aux conflits du travail dans les agences pour l'emploi en recevant les plaintes à titre de procédure préalable à leur dépôt. La permanence téléphonique a répondu à 1 601 258 communications en 2018. Selon le gouvernement, ce sont les organismes de sécurité publique qui sont les administrations chargées de recevoir les plaintes et les rapports d'infraction. En outre, le ministère public est compétent pour diligenter des enquêtes sur les situations présumées d'infraction et décider s'il y a lieu, sur la base de la réglementation, d'engager des poursuites ou classer l'affaire et, dans les limites de ses compétences, de saisir la juridiction de jugement. La commission note en outre que, selon les informations supplémentaires communiquées par le gouvernement, le ministère des Ressources humaines et du Développement social a créé dans un certain nombre de régions du pays des services et des départements de protection, qui sont chargés de contrôler les agences de recrutement et d'assurer certains services aux travailleurs, ainsi que de recevoir les plaintes déposées par des travailleurs ou émanant d'ambassades.

Le gouvernement fait également référence à un certain nombre d'ajustements de la réglementation, notamment l'insertion dans le Code du travail des nouveaux articles 234 et 235, qui prévoient des procédures de règlement rapide des conflits du travail. La commission note que 85 538 dénonciations de violations ont été enregistrées au cours du premier trimestre de 2019, dont 12 585 qui avaient trait à l'omission par l'employeur d'assurer des soins de santé ou un traitement médical, 4 625 à l'emploi de travailleurs sans contrat de travail écrit et 812 au non-paiement du salaire. Dans les cas ayant trait au non-paiement du salaire, des peines d'amende ont été appliquées dont le montant allait de 10 000 SAR à 5 000 SAR (2 600-1 300 dollars É.-U.). Le gouvernement ajoute que, pour la période du 30 août 2019 au 30 juin 2020, 57 337 dénonciations de violations ont été enregistrées, dont 11 217 avaient trait à l'omission par l'employeur d'assurer des soins de santé ou un traitement, 6 676 au non-paiement ou au paiement tardif du salaire ou à son paiement dans une monnaie autre que la monnaie ayant cours légal et 2100 à l'emploi de travailleurs sans un contrat de travail établi dans la forme écrite. Le gouvernement indique enfin que 12 centres d'accueil ont été créés, dans lesquels au total 120 personnes, notamment des psychologues, assurent aux bénéficiaires des services de soutien psychologique et de conseil juridique, y compris en matière d'emploi. En ce qui concerne les services médicaux, les travailleurs qui relèvent du secteur public bénéficient de ces services conformément au système d'assurance-maladie obligatoire. **La commission prie instamment le gouvernement de continuer à renforcer le cadre légal et institutionnel afin d'assurer que, dans la pratique, les travailleurs migrants ne soient pas exposés à des pratiques qui pourraient accroître leur vulnérabilité à des pratiques relevant du travail forcé, dont la rétention du passeport par l'employeur et le non-paiement des salaires dus. La commission le prie également de renforcer la capacité des inspecteurs du travail et des organes chargés de l'application de la loi à mieux identifier et contrôler les conditions de travail des travailleurs migrants, et de s'assurer que des sanctions sont effectivement appliquées pour toute violation détectée. Elle le prie en outre de continuer à fournir des statistiques sur le nombre et la nature des violations des conditions de travail des travailleurs migrants qui ont été constatées et enregistrées par les inspecteurs du travail, et d'indiquer les sanctions prononcées pour ces violations, ainsi que dans les cas de pratiques abusives commises par des agences de recrutement. Enfin, la commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur les mesures prises pour s'assurer que les travailleurs migrants victimes de conditions abusives de travail bénéficient d'une assistance psychologique, sociale, médicale et juridique, ainsi que des informations sur le nombre de personnes bénéficiant de cette assistance.**

2. *Travailleurs migrants domestiques.* La commission a précédemment pris note des observations de la CSI selon lesquelles, tout en étant couverts par la Décision ministérielle n° 310 de 2013, les travailleurs migrants domestiques ne jouissent pas des mêmes droits que les autres travailleurs en Arabie saoudite. Par exemple, le temps de travail est de quinze heures par jour en vertu du règlement, alors que le temps de travail pour les autres travailleurs n'est que de huit heures par jour. La commission a prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en droit et dans la pratique, pour que les travailleurs domestiques migrants soient pleinement protégés contre les pratiques abusives et les conditions pouvant relever du travail forcé.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la décision ministérielle n° 61842 de 2017 sur le contrat de travail unifié exige que l'employeur: i) émette un bulletin de salaire pour les travailleurs domestiques et les personnes de statut similaire pour chaque travailleur domestique par l'intermédiaire des banques offrant ce service; ii) enregistre électroniquement le contrat de travail des travailleurs domestiques et des personnes de statut similaire par l'intermédiaire de *Musaned*, la plateforme pour travailleurs domestiques. Elle note que, selon les informations supplémentaires communiquées par le gouvernement, la décision ministérielle n° 172489 prévoit l'adoption d'un contrat visant à réglementer et renforcer la relation contractuelle entre les agences de recrutement et leurs clients

employeurs en matière de recrutement de travailleurs domestiques, grâce à la plateforme *Musaned*. En outre, le gouvernement indique que les agences de recrutement seront responsables de l'accueil et de l'hébergement des travailleuses domestiques et devront leur assurer des services d'hébergement d'une haute qualité professionnelle.

En outre, deux comités de règlement des conflits du travail domestique ont été créés au centre d'accueil de Riyadh pour fournir des services juridiques et des services liés au travail. En 2018, les comités pour le règlement des différends impliquant des travailleurs domestiques ont résolu 21 409 affaires (affaires de travail) suite à des plaintes déposées par des travailleurs domestiques et 439 travailleurs domestiques ont été transférés au centre d'accueil de Riyadh. En ce qui concerne les services médicaux, le gouvernement déclare en outre que les travailleurs domestiques sont traités gratuitement dans les hôpitaux publics.

La commission note en outre que, dans ses observations finales de 2018, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des Nations Unies (CEDAW) s'est déclaré préoccupé par la situation des travailleuses migrantes domestiques, qui continuent d'être victimes d'abus et d'exploitation sur les plans économique et physique, à travers la rétention de leur passeport par l'employeur et la persistance de facto du système de *kafala*, qui accroît encore le risque d'exploitation et complique la tâche des femmes qui veulent changer d'employeur, même quand elles sont victimes de mauvais traitements (CEDAW/C/SAU/CO/3-4, paragr. 37). **La commission prie instamment le gouvernement de renforcer les mesures susmentionnées pour assurer que, dans la pratique, les travailleurs domestiques migrants peuvent s'adresser aux autorités compétentes et demander réparation en cas de violation de leurs droits ou d'abus, sans crainte de représailles. À cet égard, elle le prie de fournir des statistiques sur le nombre de travailleurs migrants domestiques qui ont eu recours à des procédures de plainte et sur les résultats obtenus. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir des informations statistiques sur le nombre de travailleurs migrants domestiques qui ont bénéficié d'une assistance en cas de conditions de travail abusives.**

3. *Système de parrainage (kafala)*. La commission a précédemment pris note des observations de la CSI selon lesquelles les travailleurs migrants doivent obtenir l'autorisation de leur employeur/parrain pour changer d'employeur ainsi qu'un permis de sortie pour quitter le pays. La commission a demandé au gouvernement de fournir des informations sur les modalités et la durée de la procédure de changement d'employeur et de communiquer des statistiques sur le nombre de transferts effectués récemment.

La commission prend note une fois de plus de l'indication du gouvernement selon laquelle le chapitre 3 du Code du travail précise les circonstances dans lesquelles le contrat de travail peut être résilié et les conditions relatives aux délais de préavis et aux indemnités en cas de résiliation par l'une des parties. Ce chapitre précise également les circonstances dans lesquelles les travailleurs ont le droit de quitter leur emploi sans préavis tout en conservant tous leurs droits légaux. L'article 14 du règlement d'application du Code du travail promulgué par l'arrêté ministériel n° 70273 du 20 décembre 2018 dispose que les travailleurs migrants peuvent résilier leur contrat avec leur employeur et travailler pour un autre employeur. En outre, les travailleurs migrants peuvent résilier leur contrat à condition qu'ils notifient à l'employeur soixante jours avant la date d'expiration le fait qu'ils ne souhaitent pas le renouveler et en indiquant également s'ils souhaitent rester dans le pays et changer d'employeur ou quitter définitivement le pays. Toute la procédure relative au changement d'employeur s'effectue par voie électronique. En ce qui concerne les travailleurs migrants domestiques, la commission note qu'ils sont couverts par le règlement n° 310 de 2014 et le contrat type de travail. Les travailleurs migrants domestiques peuvent mettre fin au contrat de travail en donnant un préavis écrit de trente jours. En outre, en vertu de la décision ministérielle n° 605 du 12 février 2017 sur les procédures de transfert des travailleurs migrants domestiques, ces derniers peuvent être transférés à un nouvel employeur sans le consentement de l'employeur pour un certain nombre de raisons, notamment pour non-paiement du salaire pendant trois mois consécutifs ou isolés. Enfin, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'entrée et la sortie des étrangers à destination et en provenance de l'Arabie saoudite sont régies par la loi sur la résidence et les procédures qu'elle prévoit.

Tout en notant que la décision ministérielle n° 70273 du 20 décembre 2018 et la décision ministérielle n° 605 du 12 février 2017 autorisent respectivement les travailleurs migrants et les travailleurs domestiques migrants à changer d'employeur sous réserve de donner un préavis, la commission observe que ces deux catégories de travailleurs sont tenues d'obtenir l'autorisation de l'employeur/du parrain pour quitter le pays (en application des règles sur la résidence en Arabie saoudite, loi n° 17/25/1337 de juin 1959). La commission rappelle que, en limitant la possibilité pour les travailleurs migrants de quitter le pays, les victimes de pratiques abusives sont empêchées de se libérer de telles situations. La commission note cependant que, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement fait état de l'adoption de procédures réglementant et facilitant la délivrance de visas aux travailleurs, de telle sorte que ceux-ci

puissent quitter le pays sans avoir à obtenir l'accord de l'employeur. **La commission prie le gouvernement de communiquer copie du texte réglementant la procédure adoptée pour faciliter le départ du pays des travailleurs migrants qui n'ont pas obtenu l'accord de l'employeur/du parrain, en précisant les critères sur la base desquels l'employeur peut s'opposer au départ d'un travailleur du pays. La commission prie également le gouvernement de fournir des statistiques sur le nombre de travailleurs ayant quitté le pays sans visa de sortie. En outre, elle le prie de fournir des informations sur les conditions et la durée de la procédure de changement d'employeur dans le cadre du système de parrainage et de communiquer des statistiques sur le nombre de transferts effectués depuis l'entrée en vigueur des décisions ministérielles n°s 70273 et 605, ventilées par genre, profession et pays d'origine des travailleurs.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Belize

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1983)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 1 c) et d) de la convention. Sanctions comportant l'obligation de travailler pour manquement à la discipline du travail ou participation à des grèves. La commission se réfère depuis de nombreuses années à l'article 35(2) de la loi sur les syndicats, en vertu duquel une peine d'emprisonnement (comportant l'obligation de travailler en vertu de l'article 66 du Règlement des prisons) peut être infligée à toute personne employée par le gouvernement, une autorité municipale ou tout employeur assurant des services d'approvisionnement en électricité ou en eau, de liaisons ferroviaires, de santé, et d'assistance sanitaire ou médicale ou de communication, ou tout autre service qui peut être déclaré comme service public par le gouverneur lorsque, volontairement et dans l'intention de nuire, cette personne rompt son contrat de service en sachant ou en ayant de bonnes raisons de penser que la conséquence probable de cette rupture engendrera un préjudice ou un danger ou de graves inconvénients pour la collectivité. La commission a également noté que l'article 2 de la loi n° 92 de 1981 sur le règlement des conflits dans les services essentiels a déclaré services essentiels le service national du feu, les services postaux, les services monétaires et financiers (banques, Trésor public, autorité monétaire), les aéroports (aviation civile et services de sécurité des aéroports) et l'autorité portuaire (services des pilotes et de la sécurité), et que la loi n° 51 de 1988 a déclaré service essentiel le régime de sécurité sociale administré par la branche de la sécurité sociale.

La commission a rappelé à cet égard que l'imposition de sanctions comportant l'obligation de travailler pour manquement à la discipline du travail ou participation à des grèves est incompatible avec la convention. Elle a également relevé que l'article 35(2) de la loi sur les syndicats se réfère non seulement au préjudice ou au danger, mais également à l'éventualité d'inconvénients graves pour la collectivité, et que cet article s'applique non seulement aux services essentiels mais également à d'autres services tels que la plupart de ceux placés sous l'autorité du gouvernement ou d'une municipalité, et la plupart des services bancaires, postaux et de transport.

Le gouvernement indique dans son rapport que l'une des tâches principales du Conseil consultatif du travail récemment réactivé est la révision de la législation nationale, et que ce conseil a regroupé la législation devant être révisée en six thèmes, parmi lesquels les droits syndicaux. Le gouvernement déclare également que, bien que la législation sur les syndicats n'ait pas encore été examinée, il est prévu de la réviser en vue de la mettre en conformité avec les conventions internationales du travail, et que les préoccupations de la commission au sujet de l'article 35(2) de la loi sur les syndicats seront certainement prises en considération. **Tout en prenant dûment note de ces informations, la commission veut croire que le processus de révision de la loi sur les syndicats sera achevé dans un proche avenir, de manière à ce qu'aucune peine comportant une obligation de travailler ne puisse être imposée en tant que sanction pour manquement à la discipline du travail ou participation pacifique à des grèves.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Congo

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1960)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 2, paragraphe 2 a), de la convention. 1. *Travail exigé en vertu des lois sur le service militaire obligatoire.* Depuis de nombreuses années, la commission attire l'attention du gouvernement sur la non-conformité de l'article 1 de la loi n° 16 du 27 août 1981 portant institution du service national obligatoire avec la convention. En vertu de cette disposition, le service national est une institution destinée à permettre à tout citoyen de participer à la défense et à la construction de la nation, et comporte deux volets: le service militaire et le service civique. La commission a souligné à maintes reprises que les travaux imposés à des recrues dans le cadre du service national obligatoire, et notamment ceux ayant trait au développement du pays, ne présentent pas de caractère purement militaire et, de ce fait, sont contraires à l'article 2, paragraphe 2 a), de la convention.

La commission note que le gouvernement indique une nouvelle fois qu'il s'engage à abroger la loi susmentionnée et que cela se concrétisera dans le cadre de la révision du Code du travail qui est en cours. **La commission exprime à nouveau le ferme espoir que, à l'occasion de la révision du Code du travail, les mesures nécessaires seront prises pour modifier ou abroger la loi portant institution du service national obligatoire afin de la mettre en conformité avec la convention. Prière de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet effet.**

2. *Brigades et chantiers de jeunesse.* Dans ses précédents commentaires, la commission a noté l'indication du gouvernement selon laquelle la loi n° 31-80 du 16 décembre 1980 sur l'orientation de la jeunesse était tombée en désuétude depuis 1991. Cette loi prévoyait que le parti et les organisations de masse devaient créer progressivement toutes les conditions pour la formation des brigades de jeunes et l'organisation des chantiers de jeunesse (nature des travaux accomplis, nombre de personnes concernées, durée et conditions de leur participation, etc.). La commission note à nouveau l'indication du gouvernement selon laquelle il s'engage à abroger la loi susmentionnée et que cela se concrétisera à travers la révision du Code du travail qui est en cours. **La commission exprime le ferme espoir que, à l'occasion de la révision du Code du travail, les mesures nécessaires seront prises afin d'abroger formellement la loi n° 31-80 du 16 décembre 1980 sur l'orientation de la jeunesse.**

Article 2, paragraphe 2 d). Réquisition des personnes pour accomplir des travaux d'intérêt public allant au-delà des cas de force majeure. Depuis de nombreuses années, la commission attire l'attention du gouvernement sur la non-conformité avec la convention de la loi n° 24-60 du 11 mai 1960, qui permet de réquisitionner des personnes pour accomplir des travaux d'intérêt public en dehors des cas de force majeure prévus par l'article 2, paragraphe 2 d), de la convention; les personnes réquisitionnées qui refusent de travailler étant en outre passibles d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an.

La commission note à nouveau l'indication du gouvernement selon laquelle cette loi est tombée en désuétude et peut être considérée comme abrogée, étant donné que le Code du travail (art. 4) et la Constitution (art. 26), qui interdisent le travail forcé, abrogent toutes les dispositions nationales qui leur sont contraires. Le gouvernement précise que, pour éviter toute ambiguïté juridique, un texte sera publié permettant de distinguer clairement les travaux d'intérêt public qui ne sont pas à confondre avec le travail forcé interdit par le Code du travail et la Constitution. Le gouvernement indique également que la pratique consistant à mobiliser les populations pour des travaux collectifs, sur la base des dispositions de l'article 35 des statuts du Parti congolais du travail (PCT), n'existe plus. Les tâches de désherbage, d'assainissement, etc. sont effectuées par des associations, par des agents de l'État et des collectivités locales sur une base volontaire, donc non contraignante. Par ailleurs, le caractère volontaire des travaux d'intérêt collectif sera établi dans le Code du travail en cours de révision de manière à mettre clairement en conformité la législation nationale avec les dispositions de la convention. **La commission prend note de ces informations et espère que des mesures appropriées seront prises pour clarifier la situation tant en droit que dans la pratique, notamment à travers l'adoption d'un texte permettant de distinguer les travaux d'intérêt public du travail forcé.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Dominique

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1983)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphes 1 et 2 a) et d), de la convention. *Obligations relatives au service national.* Depuis plusieurs années, la commission prie le gouvernement d'abroger ou de modifier la loi de 1977 sur le service national, en vertu de laquelle les personnes âgées de 18 à 21 ans sont tenues d'accomplir le service national et, dans le cadre de ce service, de participer à des projets de développement et d'autoassistance relatifs aux logements, aux écoles, à la construction, à l'agriculture et à la construction routière; les personnes ne remplissant pas cette obligation encourent une amende et une peine de prison (art. 35(2) de la loi). La commission a observé que, malgré les déclarations faites à plusieurs reprises par le gouvernement selon lesquelles le service national avait été créé pour faire face aux catastrophes naturelles, la loi ne contient aucune référence aux catastrophes naturelles mais définit les objectifs du service national comme «visant à mobiliser les énergies du peuple de la Dominique pour atteindre le maximum d'efficacité et à utiliser ces énergies pour promouvoir la croissance et le développement économique de l'État». La commission a souligné que les dispositions ci-dessus ne sont conformes ni à cette convention ni à la convention (n° 105) sur l'abolition

du travail forcé, 1957, qui interdit expressément le recours au travail forcé ou obligatoire «en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique».

Le gouvernement indique dans son rapport que la question concernant la modification de la législation a été incluse dans l'Agenda du travail décent, et que les mesures nécessaires seront prises pour répondre, avec l'assistance technique du BIT, aux demandes concernant le respect des conventions. ***Tout en ayant pris note des indications du gouvernement, dans ses rapports précédents, selon lesquelles la loi de 1977 sur le service national n'a pas été incluse dans la révision des lois de la Dominique de 1990, et selon lesquelles l'article 35(2) de la loi n'a pas été appliqué dans la pratique, la commission veut croire que les mesures appropriées seront prises dans un proche avenir pour abroger formellement la loi susmentionnée, de façon à mettre la législation nationale en conformité avec les conventions nos 29 et 105, et que le gouvernement fournira, dans son prochain rapport, des informations sur les progrès réalisés à cet égard.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Émirats arabes unis

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1982)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. 1. *Cadre législatif concernant les travailleurs migrants.* Dans ses commentaires précédents, la commission s'est référée au rapport adopté en mars 2016 par le comité tripartite chargé d'examiner la réclamation présentée par la Confédération syndicale internationale (CSI) alléguant l'inexécution par les Émirats arabes unis de la convention n° 29. La commission a noté que, afin de s'assurer que les travailleurs migrants ne soient pas confrontés à des situations qui les rendent plus vulnérables aux pratiques de travail forcé, le gouvernement avait adopté un certain nombre de mesures législatives, notamment le décret ministériel n° 764 de 2015 sur le contrat de travail type, et le décret ministériel n° 766 de 2015 relatif aux règles régissant la délivrance d'un nouveau permis de travail après la cessation de la relation de travail.

À ce sujet, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de la nouvelle législation, en particulier sur les points suivants: a) frais de recrutement, substitution de contrat et questions concernant la confiscation du passeport; b) système de parrainage; c) travailleurs domestiques migrants; d) inspection du travail et sanctions effectives; et e) accès à la justice et protection des victimes.

a) *Frais de recrutement, substitution de contrat et confiscation du passeport.* La commission prend note de l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle, suite à l'adoption du décret ministériel n° 764 de 2015 sur le contrat de travail type, les employeurs sont tenus d'adresser la lettre d'offre d'emploi, qui est une copie du contrat de travail original, au travailleur dans le pays où est adressée l'offre d'emploi, avant le départ du travailleur. La lettre d'offre doit indiquer toutes les conditions du contrat, y compris le salaire. Une fois que le contrat de travail est signé et enregistré dans la base de données du ministère des Ressources humaines et de l'Émiratisation (MOHRE), le visa d'entrée dans le pays est accordé au travailleur. Tout travailleur peut avoir accès électroniquement à une copie du contrat de travail sur le site Internet du ministère. À l'arrivée du travailleur, l'employeur et le travailleur sont invités à se rendre dans l'un des centres d'orientation que le MOHRE a mis en place, en partenariat avec le secteur privé. Ces centres ont pour but d'assurer un programme d'initiation aux travailleurs concernant le Code du travail et la législation relative à la résidence dans le pays. De plus, les deux parties peuvent signer le contrat dans ces centres.

En ce qui concerne le plan d'action concernant les travailleurs migrants, le gouvernement mentionne plusieurs mesures législatives qui ont été adoptées depuis 2015, notamment: i) l'adoption du décret ministériel n° 765 de 2015 relatif aux règles et conditions régissant la cessation de la relation de travail; ii) la signature de plusieurs protocoles d'accord avec un certain nombre de pays pour garantir que les agences de recrutement agréées des deux pays ne facturent pas de frais aux travailleurs; et iii) la fourniture d'un logement adéquat répondant à des normes strictes de sécurité et de santé au travail, suite à l'adoption du décret ministériel n° 212 de 2014. En ce qui concerne la question de la confiscation du passeport, la commission note que le gouvernement indique que le contrat de travail type pour les travailleurs du secteur privé consacre le droit des travailleurs de conserver leurs pièces d'identité. De même, en ce qui concerne les travailleurs domestiques, l'article 15, paragraphe 9, de la loi n° 10 de 2017 sur les travailleurs domestiques prévoit l'obligation de l'employeur de garantir le droit des travailleurs de conserver leurs pièces d'identité. Le gouvernement indique également que, dans les procédures intentées par des travailleurs contre des employeurs au motif de la rétention de leur passeport, la justice se prononce toujours en faveur des travailleurs, et les employeurs sont tenus de restituer leur passeport. À cet égard, le gouvernement mentionne plusieurs arrêts, dont celui rendu par la Cour de Cassation en septembre 2012, dans lequel la cour a considéré que la liberté de déplacement et de circulation constitue

un droit garanti par la Constitution. **Tenant compte des mesures positives susmentionnées, la commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour assurer la protection des travailleurs migrants contre les pratiques abusives liées à la substitution de contrat, à l'imposition de frais de recrutement et à la confiscation du passeport. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus dans ce sens, y compris des données statistiques.**

b) *Système de parrainage.* Se référant au décret ministériel n° 765 de 2015 sur les règles et conditions régissant la cessation de la relation de travail, la commission note que, selon le gouvernement, dans le cas d'un contrat à durée déterminée de deux ans, l'une ou l'autre partie peut mettre fin au contrat, soit d'un commun accord pendant la durée du contrat, soit unilatéralement, à condition que la partie qui met fin au contrat respecte les procédures prévues par la loi, notamment l'observation d'un délai maximum de préavis de trois mois et l'indemnisation de l'autre partie, en application du contrat, au titre des arriérés de salaire de trois mois au maximum. D'après le gouvernement, 2 932 062 contrats de travail ont été résiliés conformément au décret ministériel n° 765, au cours de la période comprise entre janvier 2016 et décembre 2018. Le gouvernement indique également que, suite à l'adoption du décret n° 766 de 2015 relatif aux règles régissant la délivrance d'un nouveau permis de travail après la cessation de la relation de travail, les anciens employeurs ne sont plus en position de menacer d'expulsion le travailleur ou de le soumettre à d'autres pratiques négatives. Pendant la période 2016-2018, le nombre de cas de transfert à un autre employeur s'est élevé à 229 971. **La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur le nombre de cas de transferts d'emploi récents, ventilé par sexe, type de travail et type de contrat.**

c) *Travailleurs domestiques migrants.* La commission a précédemment prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les travailleurs domestiques migrants soient pleinement protégés contre les pratiques abusives et les conditions relevant du travail forcé, et pour s'assurer que le projet de loi réglementant les conditions de travail des travailleurs domestiques migrants serait adopté dans un proche avenir.

La commission note avec **satisfaction** l'adoption de la loi n° 10 de 2017 sur les travailleurs domestiques ainsi que du contrat type de travail domestique et ses annexes. Elle note que le contrat de travail énonce les droits et les obligations du travailleur et de l'employeur, y compris le montant du salaire de base, les conditions de logement et les périodes de repos journalier et hebdomadaire (articles 15 à 18). En ce qui concerne la résiliation du contrat de travail, l'article 23 de la loi n° 10 prévoit la possibilité pour l'employeur et le travailleur de résilier unilatéralement le contrat si l'une des parties ne remplit pas ses obligations envers l'autre. Dans tous les cas de résiliation du contrat, le MOHRE décide d'accorder ou non un nouveau permis de travail au travailleur, conformément à la réglementation en vigueur aux Émirats arabes unis (article 23, paragraphe 4). Par ailleurs, le nouvel employeur est tenu de payer les frais de transfert du parrainage (*Kafala*) et du nouveau permis de séjour au travailleur. L'employeur doit aussi informer le MOHRE si le travailleur n'accomplit pas ses tâches ou s'absente sans raison valable. De même, le travailleur doit notifier le MOHRE lorsqu'il quitte le lieu de travail sans en avertir l'employeur. En ce qui concerne la résolution des différends, l'article 21 de la loi dispose qu'en cas de différend entre l'employeur et le travailleur, le MOHRE statue sur le différend. Les travailleurs domestiques migrants peuvent également s'adresser aux centres *Tad-beer* (services de soutien créés à la suite de l'adoption du décret ministériel n° 819 de 2017) pour obtenir une aide juridique. Ces centres ont pour vocation de fournir tous les services concernant les travailleurs domestiques migrants à leur arrivée dans le pays, tels que par exemple les examens médicaux, l'assurance maladie, les pièces d'identité et la validation du visa de séjour. Le gouvernement indique aussi que le MOHRE a récemment émis la carte bancaire *Ghanayem* pour les travailleurs domestiques. Il s'agit d'une carte à puce d'identité bancaire polyvalente, qui sert notamment de porte-monnaie électronique. Elle permet aussi d'accéder à un nouveau système automatisé de contrôle des transactions de transfert, afin de garantir la protection des salaires des travailleurs domestiques et de virer rapidement les salaires tout en assurant la confidentialité des données du client et de celles du MOHRE. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de la loi n° 10 de 2017 sur les travailleurs domestiques, y compris des statistiques sur le nombre de transferts d'emploi de travailleurs domestiques migrants qui ont eu lieu depuis l'entrée en vigueur de la loi.**

d) *Inspection du travail et sanctions effectives.* La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'inspection du travail a constaté 1 146 infractions, dont 1 144 cas de retard de paiement des salaires qui touchaient 80 633 travailleurs migrants. Les deux cas restants portaient sur des retenues salariales illicites et sur l'absence de calcul de la rémunération des heures supplémentaires. Dans tous ces cas, la justice a imposé des amendes. La commission prend note des décisions de justice n° 1 de 2016, n° 45 de 2017 et n° 49 de 2017 jointes au rapport du gouvernement qui témoignent de la lourdeur des amendes imposées. La commission note en outre que les articles 19 et 20 de la loi n° 10 de 2017 sur les travailleurs domestiques permettent aux inspecteurs du travail de se rendre sur le lieu de

résidence du travailleur domestique, en cas de plainte de ce dernier ou en présence d'indices crédibles de violation des dispositions de la loi. **La commission prie le gouvernement d'indiquer si des inspections ont été effectuées en vertu des articles 19 et 20 de la loi n° 10 sur les travailleurs domestiques, et d'indiquer aussi les cas de violations qui ont été constatés et enregistrés lors des inspections du travail, et le cas échéant les sanctions.**

e) *Accès à la justice et protection des victimes.* La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le MOHRE a institué en 2018 les centres de réconciliation *Tawa-Fouq* pour résoudre les différends du travail qui concernent des travailleurs migrants. Ces centres jouent un rôle préliminaire de médiation pour résoudre les différends à l'amiable. Ils formulent des recommandations qu'ils soumettent au MOHRE. Ce dernier est autorisé à prendre la décision finale, c'est-à-dire demander un règlement du différend à l'amiable ou saisir l'autorité judiciaire. À cet égard, les services de la justice ont établi un formulaire type sur les modalités selon lesquelles les travailleurs peuvent saisir la justice, notamment au moyen d'un «dossier intégré». Ce dossier est soumis par voie électronique aux services de la justice. Le gouvernement se réfère également au décret ministériel n° 749 de 2018 sur le règlement des différends collectifs du travail lorsque plus de 100 travailleurs sont parties au différend. Un comité de conciliation doit régler le différend à l'amiable dans un délai de dix jours. Si le différend ne peut pas être réglé, il est porté devant la commission d'arbitrage qui doit examiner le différend dans un délai de 30 jours.

En ce qui concerne la protection et l'assistance fournies aux travailleurs migrants, la commission prend note des informations du gouvernement sur les mesures prises pour protéger les victimes de la traite des personnes, mesures qui s'appliquent aussi aux travailleurs migrants. **La commission prie le gouvernement de continuer à prendre les mesures nécessaires pour que les travailleurs migrants puissent s'adresser aux autorités compétentes et accéder aux mécanismes judiciaires, sans crainte de représailles. Elle le prie aussi de communiquer des statistiques sur le nombre de travailleurs migrants, y compris les travailleurs domestiques migrants, qui ont eu recours à l'assistance juridique des centres de réconciliation Tawa-Fouq, et d'indiquer quelle a été l'issue de ces différends. La commission prie le gouvernement d'indiquer si l'assistance juridique fournie dans les centres de réconciliation est disponible dans la langue parlée par le travailleur migrant. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les procédures judiciaires engagées et sur le nombre de jugements rendus à ce sujet.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1997)

Article 1 a) de la convention. Sanctions pénales comportant un travail obligatoire punissant l'expression d'opinions politiques ou la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. 1. Loi fédérale n° 15 de 1980. Depuis un certain nombre d'années, la commission se réfère à certaines dispositions suivantes de la loi fédérale n° 15 de 1980 régissant les publications. En vertu de ces dispositions, des peines d'emprisonnement assorties de l'obligation de travailler (en application des articles 86 et 89 de la loi n° 43 de 1992 portant règlement pénitentiaire) peuvent être imposées pour sanctionner les infractions aux articles suivants:

- article 70: interdiction de critiquer le chef de l'État ou les dirigeants des Émirats;
- article 71: interdiction de publier des écrits portant atteinte à l'islam, au gouvernement, aux intérêts du pays ou encore aux systèmes fondamentaux sur lesquels la société est fondée;
- article 76: interdiction de publier des écrits diffamatoires à l'égard d'un chef d'État d'un pays arabe ou musulman ou d'un pays ami, ou des écrits qui pourraient altérer les relations du pays avec des pays arabes ou musulmans ou des pays amis;
- article 77: interdiction de publier des écrits de nature à causer une injustice aux Arabes ou à donner une image déformée de la civilisation ou du patrimoine culturel arabe;
- article 81: interdiction de publier des écrits de nature à fragiliser la monnaie nationale ou à semer la confusion dans la situation économique d'un pays.

La commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les dispositions ci-dessus et de veiller à ce que les modifications en résultant, et qui seraient contenues dans le projet de loi régissant les activités des médias, soient en conformité avec la convention.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que le projet de loi régissant les activités des médias est toujours à l'examen et n'a pas encore été adopté. **La commission exprime une fois de plus le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour modifier ou abroger les dispositions susmentionnées, dans le cadre de l'adoption du projet de loi régissant les activités des médias, afin d'assurer qu'aucune sanction comportant un travail obligatoire (y compris un travail pénitentiaire obligatoire) ne puisse être imposée pour avoir exprimé des opinions politiques ou**

manifesté une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés dans l'adoption de ce projet de loi, ainsi que copie du texte une fois qu'il aura été adopté.

2. *Code pénal.* Depuis plusieurs années, la commission attire l'attention du gouvernement sur l'incompatibilité qui existe entre plusieurs dispositions du Code pénal et la convention, à savoir les dispositions interdisant de constituer une organisation ou de tenir une assemblée ou une conférence dans le but de critiquer ou de malmenager les fondements ou les enseignements de l'islam, ou d'appeler à l'observance d'une autre religion – infractions qui sont passibles d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de dix ans (art. 317 et 320). La commission s'est également référée aux articles 318 et 319 du Code pénal, qui prévoient une peine d'emprisonnement (comportant l'obligation de travailler) pour tout membre d'une association spécifiée à l'article 317 qui conteste les fondements et les enseignements de l'islam, et qui fait du prosélytisme pour une autre religion ou pour une idéologie qui en relève. La commission a exprimé le ferme espoir que des mesures appropriées seraient prises afin de mettre les articles susmentionnés en conformité avec la convention.

La commission note que, selon le gouvernement, l'application des articles 318 et 320 est strictement limitée; les dispositions de ces articles ont été appliquées dans un nombre très limité de cas et elles donnent généralement lieu à une condamnation avec sursis, assortie d'une expulsion. À ce sujet, le gouvernement renvoie à l'arrêt n° 12311/2002 de décembre 2002 de la Cour pénale. Dans cette affaire, le prévenu était accusé de critiquer les principes de l'islam et de posséder et diffuser des publications et des articles offensants pour cette religion. Le ministère public l'a inculpé en application des articles 318, 320 et 323 du Code pénal, et la personne a été condamnée à un an d'emprisonnement et a fait l'objet d'un ordre d'expulsion. Toutefois, le gouvernement ajoute que la peine d'emprisonnement n'a pas été appliquée dans la pratique, le tribunal ayant décidé que le prévenu serait expulsé du pays à condition de ne pas commettre la même infraction sur le territoire du pays au cours des trois années suivantes.

La commission note que, bien que dans ce cas la peine d'emprisonnement n'ait pas été appliquée dans la pratique, cela ne veut pas dire pour autant qu'elle ne s'appliquerait pas dans d'autres cas analogues, étant donné que les articles 317 à 320 du Code pénal prévoient une peine d'emprisonnement qui implique l'obligation de travailler. **La commission exprime donc à nouveau le ferme espoir que des mesures appropriées seront prises pour mettre les articles 317 à 320 du Code pénal en conformité avec la convention (par exemple en limitant leur portée aux actes de violence ou d'incitation à la violence, ou en remplaçant les sanctions impliquant un travail obligatoire par d'autres types de sanctions, par exemple des amendes), et que le gouvernement sera bientôt en mesure de faire état de progrès réalisés à cet égard. Dans l'attente de l'adoption de ces modifications, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique des articles 317 à 320, de communiquer copie de toute décision de justice pertinente et d'indiquer les sanctions imposées et les faits à l'origine des condamnations.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Érythrée

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 2000)

Article 1 a) de la convention. Sanctions comportant l'obligation de travailler imposées pour l'expression de certaines opinions politiques ou la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que plusieurs dispositions de la proclamation n° 90/1996 sur la presse prévoient des restrictions à la reproduction et la publication (concernant l'impression ou la réédition d'une publication ou d'un journal érythréens sans autorisation; l'impression ou la diffusion d'un journal ou d'une publication étrangers qu'il est interdit d'introduire en Érythrée; la publication de nouvelles ou d'informations inexactes troublant l'ordre public (art. 15(3), (4) et (10)) dont la violation est passible de peines de prison. Or, aux termes de l'article 110 du Code pénal transitoire de 1991, les personnes condamnées à une peine privative de liberté sont soumises à l'obligation de travailler en prison. Le gouvernement a indiqué que l'expression d'une opinion ou conviction politique ne constitue pas un délit en Érythrée et que, depuis l'indépendance, aucun citoyen n'a été détenu pour avoir exprimé son opinion ou pour avoir critiqué le gouvernement. S'agissant de la liberté religieuse, le gouvernement s'est référé à la proclamation n° 73/1995 concernant les institutions et activités religieuses et a indiqué qu'aucune ingérence n'est permise dans l'exercice des pratiques ou rites religieux dès lors que ceux-ci ne sont pas utilisés à des fins politiques ou ne portent pas atteinte à l'ordre public ou à la moralité. À cet égard, la commission a noté que, dans sa résolution de juin 2017 sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies avait noté «avec une vive inquiétude les graves restrictions apportées à la liberté de ne pas être inquiété pour ses

opinions, à la liberté d'expression, y compris le droit de rechercher, de recevoir et de répandre des informations, à la liberté de circulation, à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et au droit de réunion pacifique et de libre association, ainsi que la détention de journalistes, de défenseurs des droits de l'homme, de personnalités politiques et de chefs et membres de groupes religieux en Érythrée» (A/HRC/RES/35/35).

Elle a également noté que, dans le cadre du Groupe de travail sur l'examen périodique universel, le gouvernement a accepté les recommandations de certains pays l'encourageant à «réformer la législation dans le domaine du droit à la liberté de conscience et de religion»; veiller à ce que «les droits de chacun à la liberté d'expression, de religion et de réunion pacifique soient respectés»; et «prendre les mesures nécessaires pour garantir le respect des droits de l'homme, y compris les droits des femmes, les droits politiques, les droits des personnes placées en détention et le droit à la liberté d'expression s'agissant de la presse et autres médias» (A/HRC/26/13/Add.1). La commission a exprimé l'espoir que le gouvernement prendrait toutes les mesures nécessaires pour assurer que la législation en vigueur ainsi que toute législation en préparation concernant l'exercice des droits et libertés ne contiennent aucune disposition qui pourrait permettre de sanctionner l'expression de certaines opinions politiques, la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, économique et social établi ou la pratique d'une religion, par une peine de prison aux termes de laquelle un travail pourrait être imposé.

La commission note que le gouvernement réitère dans son rapport sa déclaration selon laquelle aucun citoyen n'a été arrêté arbitrairement pour avoir exprimé une opinion ou conviction politique et aucune cour ou tribunal n'a imposé de peine d'emprisonnement pour l'expression de points de vue ou la critique du gouvernement. À cet égard, la commission note que, dans ses observations finales de mai 2019 concernant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies s'est déclaré préoccupé par les informations faisant état de la persistance des arrestations et du placement en détention de personnes qui ne font qu'exprimer leur opinion, notamment des personnalités politiques, des journalistes, des responsables religieux et communautaires (CCPR/C/ERI/CO/1, paragraphe 39). En outre, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies se réfère, dans sa déclaration d'octobre 2020 sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, à de nombreux cas d'arrestations et d'emprisonnement prolongé de journalistes et d'écrivains qui ont critiqué le gouvernement, ainsi que de particuliers, membres de communautés religieuses, en raison de leur foi ou de leur conviction. Elle ajoute que l'Érythrée continue de limiter gravement les libertés publiques et que les défenseurs des droits de l'homme, journalistes indépendants et groupes d'opposition ne peuvent pas travailler librement dans le pays. La commission note aussi que le gouvernement indique que de nouveaux codes ont été adoptés et seront promulgués sous peu, comme le Code civil et le Code pénal, d'autres codes y afférents ainsi que les codes de procédures civile et pénale.

La commission rappelle que la convention protège les personnes qui ont ou expriment des opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi en interdisant de les punir par des sanctions aux termes desquelles un travail pourrait leur être imposé, notamment des peines d'emprisonnement comportant l'obligation de travailler. Les libertés d'opinion, de croyance ou d'expression se matérialisent à travers l'exercice de différents droits tels que le droit de réunion, le droit d'association ou la liberté de la presse. L'exercice de ces droits permet aux citoyens de diffuser leurs opinions, de les faire accepter ou de pratiquer leur religion. Tout en reconnaissant que ces droits peuvent souffrir certaines restrictions qui sont nécessaires dans l'intérêt de l'ordre public pour protéger la société, de telles restrictions doivent être strictement encadrées par la loi. **À la lumière de ces considérations, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en droit comme dans la pratique, pour assurer qu'aucune sanction comportant du travail obligatoire ne puisse être imposée aux personnes qui expriment pacifiquement des opinions idéologiquement opposées au système politique, social ou économique établi ou qui pratiquent une religion, par exemple en restreignant clairement le champ d'application des dispositions de la proclamation n° 90/1996 sur la presse et la proclamation n° 73/1995 aux situations impliquant un recours à la violence, ou en supprimant les sanctions comportant une obligation de travailler en prison. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard, ainsi que sur l'application dans la pratique des dispositions des proclamations précitées, en précisant les actes qui ont donné lieu aux condamnations et le type de sanctions imposées.**

Article 1 b). *Service national obligatoire à des fins de développement économique.* Dans ses précédents commentaires, la commission s'est référée à son observation formulée au titre de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, en ce qui concerne le large éventail des activités exigées de l'ensemble de la population dans le cadre de l'obligation de service national, comme le prévoit la proclamation n° 82 de 1995 relative au service national et la déclaration de 2002 concernant la campagne de développement Warsai Yakaalo. Elle a rappelé que cette obligation de service national, à laquelle tous les citoyens âgés de 18 à 40 ans sont soumis pour une durée indéterminée, a notamment pour objectifs la reconstruction du

pays, la lutte contre la pauvreté et le renforcement de l'économie nationale et, par conséquent, est clairement en contradiction avec l'objectif poursuivi par la convention n° 105 qui, à son *article 1 b)*, interdit le recours au travail obligatoire «en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique». En conséquence, elle a instamment et fermement prié le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour éliminer, en droit et dans la pratique, toute possibilité de recourir au travail obligatoire dans le cadre du service national en tant que moyen de mobiliser de la main-d'œuvre à des fins de développement économique.

La commission note que, dans les conclusions qu'elle a adoptées en juin 2018 sur l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, la Commission de l'application des normes de la Conférence a pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle la campagne de développement Warsai Yakaalo avait cessé et qu'un certain nombre de conscrits avaient été démobilisés et avaient intégrés la fonction publique avec un salaire adéquat. La commission note également que la commission de la Conférence avait exhorté le gouvernement à modifier ou abroger la Proclamation sur le service national, à mettre fin au travail forcé comme l'exige la convention, et à se prévaloir sans délai de l'assistance technique du BIT.

Se référant au rapport de la Mission consultative technique de juillet 2018, la commission note l'existence d'un consensus, entre les divers interlocuteurs que la mission a rencontrés, quant à l'importance de comprendre le contexte du service national avant d'interagir avec l'Érythrée. Ce contexte repose notamment sur le fait que l'obligation pour chaque citoyen d'accomplir un service national doit être examinée à la lumière de la situation de «ni guerre, ni paix» que a été dévastatrice pour le pays, et que le service national s'inscrit dans le combat national pour la libération de l'Érythrée, même si un service national d'une durée indéterminée n'a jamais été à l'ordre du jour du programme du gouvernement. Tout en reconnaissant que beaucoup d'Érythréens sont prêts à participer à un service national qui n'était pas prévu pour être «indéfini», et que le service national est essentiel, non seulement pour assurer le développement du pays, mais aussi pour garantir sa survie, la commission note que la mission a estimé que le service national ne peut être considéré comme un cas de force majeure, et que les exceptions énumérées par la convention n° 29 ne peuvent s'appliquer au travail forcé imposé à des fins de développement économique pendant une durée indéfinie. En outre, une série de parties prenantes ont indiqué à la mission qu'à la lumière du récent traité de paix signé par l'Érythrée et l'Éthiopie, le caractère obligatoire du service national ne se justifierait plus et qu'une démobilisation est à attendre, même si aucune date n'a été précisée.

La commission note que le gouvernement déclare dans son rapport que l'Érythrée met actuellement en place les principes fondamentaux de la construction de la nation et qu'elle attache une grande importance à ces principes, qui consistent à créer et accroître le bien-être national par un travail productif bien organisé fondé sur la connaissance, et à assurer une répartition équitable des ressources et des opportunités. Si de grands chantiers tels que l'approvisionnement en eau pour tous, la remise en état des infrastructures de transport et de communication, la production d'énergie verte et la fourniture d'électricité, les projets de logement, des infrastructures de santé et d'enseignement modernes sont menés à bien, cela pourrait élargir les possibilités de création de postes et de perspectives d'emploi pour la population. Le gouvernement est conscient que l'engagement avéré, la participation totale de la population et son infatigable travail et sa résilience sont nécessaires pour transformer la vieille économie de subsistance traditionnelle en une économie industrielle développée et pour apporter un changement durable à la qualité de vie des gens. À cet égard, la population est invitée à entreprendre des activités de reconstruction économique telles que le reboisement, la conservation des sols et de l'eau et les programmes de sécurité alimentaire. Le gouvernement réitère que le travail forcé ou obligatoire n'est pas utilisé et que la pratique consistant à exiger de la population diverses formes de travail reste d'une ampleur limitée de manière à être compatible avec la convention.

En outre, la commission note que, dans ses observations finales de mai 2019, le Comité des droits de l'homme s'est déclaré préoccupé par les allégations indiquant que les appelés au service national sont affectés à différents travaux, notamment dans des entreprises privées dans les secteurs miniers et du bâtiment, contre une rémunération très faible ou sans aucune rémunération (CCPR/C/ERI/CO/1, paragraphe 37).

La commission rappelle que l'interdiction énoncée à l'*article 1 c)* de la convention s'applique même lorsque le recours au travail forcé ou obligatoire en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique est de nature temporaire ou exceptionnelle. La commission souligne en outre qu'il n'y a pas lieu, au nom du développement, de déroger au respect des droits de l'homme universellement reconnus (paragraphe 308 de l'Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales). **En conséquence, la commission prie instamment le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires afin d'éliminer, en droit comme dans la pratique, l'utilisation du travail obligatoire dans le contexte du service national en tant que méthode de mobilisation de la**

main-d'œuvre à des fins de développement économique. À cet égard, notant que le gouvernement a indiqué aux membres de la Mission consultative technique sa volonté de faire appel à l'assistance technique du Bureau, la commission encourage vivement le gouvernement à collaborer avec l'OIT en continuant à se prévaloir de l'assistance technique du Bureau dans ses efforts pour mettre sa législation et sa pratique en conformité avec les dispositions de la convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises ainsi que sur tout progrès accompli en la matière.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

États-Unis d'Amérique

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1991)

Article 1 d) de la convention. Sanctions comportant l'obligation de travailler imposées pour participation à des grèves. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, aux termes de l'article 12, section 95-98.1, de la législation générale de la Caroline du Nord, les grèves des employés publics sont illégales et contraires à la politique publique de cet État. Toute personne qui enfreint l'article 12 est passible d'une «peine de travaux d'intérêt général» et, en cas de récidive, d'une peine d'emprisonnement (section 95-99 de la législation générale de la Caroline du Nord; section 15A-1340.11 et section 15A-1340.23 du chapitre 15A (loi sur la procédure pénale)). La commission a également noté que la condamnation à une peine de travaux d'intérêt général peut comporter l'affectation au Programme de travail du service communautaire de l'État et que tous les détenus valides sont tenus d'effectuer consciencieusement toutes les tâches qui leur sont confiées (article 3, section 148-26, du chapitre 148 (Système pénitentiaire de l'État)). La commission a noté en outre les observations de la Fédération américaine du travail et du Congrès des organisations professionnelles (AFL-CIO) selon lesquelles, étant donné que les sections 95-98.1 et 95-99 peuvent avoir un effet dissuasif sur les travailleurs du secteur public qui, autrement, décideraient de faire grève, ces dispositions devraient être abrogées ou modifiées.

La commission note à nouveau que, dans son rapport, le gouvernement indique que les registres des tribunaux d'État ne contiennent pas un seul cas de personne condamnée pour avoir participé à une grève illégale dans le secteur public. Dans le cas peu probable où une personne serait condamnée, la législation de la Caroline du Nord n'impose pas au juge de condamner le gréviste illégal à exécuter un travail en violation de la convention. Le juge peut choisir d'imposer uniquement une amende.

Constatant qu'elle soulève ce point depuis plus de dix ans, la commission se voit dans l'obligation de rappeler que l'article 1 d) de la convention interdit de recourir à quelque forme que ce soit de travail forcé ou obligatoire en tant que punition pour avoir participé à des grèves. Se référant aux éclaircissements figurant au paragraphe 315 de son Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission rappelle que, indépendamment du caractère légal de la grève, toute sanction imposée doit être proportionnée à la gravité de la faute commise et que, tant en droit que dans la pratique, aucune sanction comportant du travail obligatoire ne peut être imposée pour le simple fait d'avoir organisé ou participé pacifiquement à une grève. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la législation générale de la Caroline du Nord soit mise en conformité avec la convention et la pratique indiquée, en s'assurant que les sections 95-98.1 et 95 99 sont abrogées ou modifiées de manière à ce qu'aucune sanction comportant du travail obligatoire (dans le cadre du Programme de travail du service communautaire ou pendant l'emprisonnement) ne puisse être imposée en raison de la participation à une grève.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Fédération de Russie

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1956) et protocole de 2014 (ratification: 2019)

La commission prend note des observations de la Confédération du travail de Russie (KTR), reçues le 30 septembre 2019.

Article 1, paragraphe 2, et article 2, paragraphe 1, de la convention. Situation de vulnérabilité des travailleurs migrants à l'imposition de travail forcé. La commission note que, selon les observations de la KTR, les travailleurs migrants risquent davantage d'être soumis au travail forcé. Des pratiques de travail forcé ont ainsi pu être constatées dans des magasins d'alimentation d'un quartier de Moscou, les victimes étant originaires de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan et du Tadjikistan, des femmes pour la plupart, qui ont non seulement été exploités au travail mais également soumis à une exploitation sexuelle et à des abus

sexuels. La KTR indique que les forces de l'ordre n'ont pris aucune mesure pour mettre un terme à ces pratiques. En conséquence, en 2016 deux victimes ont porté plainte devant la Cour européenne des droits de l'homme. **La commission prie le gouvernement de répondre aux observations de la KTR à ce sujet.**

Article 2, paragraphe 2 c). Travail pénitentiaire. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que l'article 103 du Code de l'exécution des peines prévoit que les personnes condamnées ont l'obligation de travailler, ce travail leur étant imposé par l'administration des institutions pénitentiaires et devant s'effectuer dans les entreprises qui relèvent de celles-ci, dans des entreprises d'État ou dans des entreprises relevant d'autres formes de propriété. La commission a également noté que, en vertu de l'article 21 de la loi n° 5473-I (du 21 juillet 1993) sur les institutions et organismes chargés de l'exécution des peines privatives de liberté, le travail imposé à des personnes ayant été condamnées peut s'effectuer dans des entreprises, quelle que soit leur forme structurelle ou juridique, même si elles ne font pas partie du système d'exécution des peines et sont situées en dehors des établissements pénitentiaires. Dans ce dernier cas, ce travail obligatoire est imposé sur la base d'un contrat conclu entre l'administration pénitentiaire et les entreprises concernées. S'agissant des conditions de travail des personnes condamnées, la commission a noté que, en vertu des articles 103 à 105 du Code de l'exécution des peines, la durée du travail, les périodes de repos et les questions ayant trait à la sécurité et à la santé au travail et à la rémunération sont régies par la législation générale du travail. À cet égard, la commission a constaté que, même si les conditions de travail ainsi garanties aux détenus peuvent être considérées comme se rapprochant de celles d'une relation de travail libre, la législation pertinente n'exige pas que les détenus aient donné formellement leur consentement libre et éclairé pour travailler pour des entreprises privées.

La commission note que, selon les observations de la KTR, les récentes modifications apportées à la législation russe par la loi fédérale n° 179-FZ du 18 juillet 2019 sur les amendements au Code d'exécution des peines de la Fédération de Russie permettent de créer des succursales de centres pénitentiaires dans des entreprises et de grands chantiers de construction. La commission note l'absence de nouvelles informations dans le rapport du gouvernement en ce qui concerne le consentement des détenus à travailler pour des entreprises privées. Elle rappelle une nouvelle fois que *l'article 2(2) c)* de la convention interdit strictement que des détenus soient concédés ou mis à la disposition d'entreprises privées. Le travail de détenus pour des entreprises privées n'est compatible avec la convention que lorsqu'il ne comporte pas de travail obligatoire, ce qui nécessite le consentement formel, libre et éclairé des personnes concernées. **Notant que la législation autorise le travail de détenus pour des entreprises privées, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que ce travail n'est réalisé qu'avec le consentement volontaire des détenus concernés, ce consentement devant être formel, éclairé et exempt de toute menace de peine, y compris la perte d'un droit ou d'un avantage. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de détenus travaillant pour des entreprises privées et la nature de ces entreprises, ainsi que sur les procédures établies pour obtenir leur consentement libre et éclairé à effectuer un tel travail. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées dans ce sens.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1998)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération du travail de Russie (KTR), reçues le 30 septembre 2019.

Article 1 a) de la convention. Peines comportant l'obligation de travailler en tant que sanction pour l'expression d'opinions politiques ou idéologiques. 1. *Loi du 24 juillet 2007 sur la lutte contre l'extrémisme.* Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note de l'adoption de la loi du 24 juillet 2007 qui vise à modifier certains textes de lois pour accroître la responsabilité des auteurs d'«activités extrémistes». Celles-ci comprennent notamment les actes motivés par la haine ou l'hostilité raciale, nationale ou religieuse. La commission a noté que, en vertu des articles 280, 282.1 et 282.2 du Code pénal, les actes suivants pouvaient être sanctionnés par des peines d'emprisonnement comportant un travail pénitentiaire obligatoire: inciter la population à se livrer à des activités extrémistes; créer un groupe ou une organisation extrémiste; participer aux activités d'un groupe ou d'une organisation de ce type interdits sur décision de justice. Le gouvernement a affirmé que le tribunal doit prendre en considération la nature, ou le degré, ou le danger social que représentent le délit et la personnalité de la personne incriminée, y compris toutes circonstances atténuantes ou aggravantes, et également l'incidence de la peine infligée sur la réadaptation de la personne condamnée, au moment où il décide de la peine. En outre, la liste des peines établie à l'article 280 autorise les tribunaux à prononcer des peines autres que la privation de liberté, par exemple des amendes. Le gouvernement a également indiqué que la plupart des peines infligées étaient des amendes et que seules quatre personnes avaient été condamnées à des peines privatives de liberté. Le Comité des droits de l'homme des Nations Unies s'est toutefois déclaré préoccupé par le fait que la loi fédérale relative à la lutte contre les activités extrémistes définissait les

«activités extrémistes» d'une manière vague et non limitative n'imposant l'existence d'aucun élément de violence ou de haine et qu'elle n'établissait pas de critères clairs et précis en vertu desquels des documents pouvaient être qualifiés d'extrémistes.

La commission note que, d'après les informations de la KTR, la définition de «l'extrémisme» prévue à l'article 1 de la loi fédérale n° 114-FZ est tellement large qu'elle peut également couvrir l'expression publique d'opinions politiques et de convictions idéologiques allant à l'encontre de l'ordre politique, social ou économique établi.

La commission note que le gouvernement réaffirme que la loi fédérale n° 114-FZ, qui consacre les notions d'«activités extrémistes», d'«organisations extrémistes» et de «matériel extrémiste», définit les cibles de la lutte contre les activités extrémistes et régit les procédures de prévention de l'extrémisme. Le gouvernement se réfère également à la loi fédérale n° 519-FZ du 27 décembre 2018 portant modification de l'article 282 du Code pénal (incitation à la haine ou à l'hostilité et atteintes à la dignité humaine), d'après laquelle seules les personnes qui ont déjà commis une infraction administrative au cours de l'année écoulée pour un acte similaire peuvent faire l'objet de sanctions pénales. Le gouvernement indique que l'assemblée plénière de la Cour suprême a affirmé, au paragraphe 7 de sa décision n° 11 du 28 juin 2011 relative à la pratique judiciaire en matière pénale en cas d'infraction de nature extrémiste, que l'expression «actes visant à inciter à la haine ou à l'hostilité» devrait être comprise comme visant en particulier les propos qui justifient le génocide, les répressions de masse, les expulsions et la commission d'autres actes illicites, dont l'usage de la violence à l'égard de ressortissants d'autres nations ou races, ou de personnes de toute confession, ou les propos qui défendent la nécessité de tels actes. La critique d'organisations politiques, d'associations idéologiques ou religieuses, de convictions politiques, idéologiques ou religieuses, ou de coutumes nationales ou religieuses ne doit pas être considérée comme un acte constitutif d'une incitation à la haine ou à l'hostilité. De plus, d'après les informations statistiques du service juridique de la Cour suprême, depuis 2017, des personnes n'ont été condamnées à des peines privatives de liberté en vertu de l'article 280.2 du Code pénal qu'à eux reprises. Les sanctions imposées en vertu de l'article 280 étaient essentiellement des amendes. **La commission prie le gouvernement de continuer à assurer qu'aucune peine impliquant du travail obligatoire ne soit prononcée à l'encontre de personnes qui, sans user ni prôner la violence, expriment des opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Elle prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'application des lois relatives à l'extrémisme, dans la pratique, y compris sur toutes poursuites engagées et condamnations prononcées en application des articles 280, 282.1 et 282.2 du Code pénal et de la loi de 2007 sur la lutte contre l'extrémisme.**

2. Loi fédérale n° 65-FZ du 8 juin 2012 portant modification de la loi fédérale n° 54-FZ du 9 juin 2004 sur les rassemblements, les réunions, les manifestations, les défilés et l'organisation de piquets de grève et du Code des délits administratifs. La commission a précédemment pris note des restrictions apportées à la loi fédérale n° 65-FZ du 8 juin 2012 (loi sur les rassemblements) portant modification de la loi fédérale n° 54-FZ du 19 juin 2004 sur les rassemblements, les réunions, les manifestations, les défilés et l'organisation de piquets de grève et du Code des délits administratifs. Tel que modifié, l'article 20.2 du Code des délits administratifs fixe une peine de travaux d'intérêt général pouvant aller jusqu'à cinquante heures pour l'organisation ou la tenue d'une manifestation publique sans en avoir préalablement averti les autorités conformément aux procédures établies. L'article 20.18 prévoit une peine de détention administrative pouvant aller jusqu'à quinze ans pour l'organisation d'un blocage des voies de transport ainsi que pour la participation active à ce blocage. La commission a également pris note du fait que le Comité des droits de l'homme avait exprimé sa préoccupation face aux informations récurrentes faisant état de restrictions arbitraires à l'exercice de la liberté de réunion pacifique, notamment de détentions arbitraires et de lourdes peines de prison visant des personnes qui expriment leur opinion politique. Le Comité s'était en outre inquiété de l'effet fortement dissuasif qu'ont sur le droit de réunion pacifique les nouvelles restrictions introduites dans la loi relative aux réunions. À cet égard, la commission a également pris note des commentaires de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) à ce sujet, en 2013.

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient aucune information à ce sujet. **La commission prie de nouveau le gouvernement de préciser la manière dont une personne condamnée consent à effectuer des travaux d'intérêt général. Elle prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique des articles 20.2 et 20.18 du Code des délits administratifs, en indiquant le nombre de poursuites engagées, les sanctions infligées ainsi que les faits à l'origine des poursuites.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Kazakhstan

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 2001)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement en ce qui concerne les points soulevés dans sa précédente demande directe et réitère son observation adoptée en 2019 dont le contenu est reproduit ci-après.

La commission avait noté précédemment que, suivant le Code pénal du 3 juillet 2014, les personnes condamnées pour des infractions pénales à des peines de travail correctionnel ou à des travaux d'intérêt général sont dans l'obligation d'effectuer un travail obligatoire (art. 42 et 43 du Code pénal). La commission note que les peines de limitation et de privation de liberté (prévues, respectivement, aux articles 44 et 46 du Code pénal) comportent aussi du travail obligatoire dans les conditions énoncées dans le Code pénal exécutif du 5 juillet 2014 (art. 63(2) et 104(2)(1)).

Article 1 a) de la convention. Sanctions pénales comportant l'obligation de travailler imposées en tant que sanction de l'expression d'opinions politiques ou de la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Code pénal. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, selon plusieurs dispositions du Code pénal, certaines activités pourraient être sanctionnées par des peines comportant une obligation d'effectuer un travail dans des situations visées par la convention. Ces dispositions sont les suivantes:

- l'article 174 qui prévoit des sanctions de limitation ou de privation de la liberté pour l'incitation à la discorde sociale, nationale, sexiste, raciale, de classe ou religieuse;
- l'article 400 qui instaure des peines d'amende, de travail correctionnel, de travaux d'intérêt général ou de détention provisoire en cas de violation de la procédure régissant l'organisation et la tenue de réunions, rassemblements, piquets de grève, défilés et manifestations;
- l'article 404 qui instaure des peines d'amende, de travail correctionnel, de limitation de la liberté, de privation de liberté, accompagnées d'une déchéance du droit d'occuper certains postes ou de s'engager dans certaines activités en cas d'organisation, de conduite et de participation à des activités d'associations sociales et autres illégales.

La commission a noté l'indication du gouvernement suivant laquelle, en 2015, il y a eu 47 infractions relevant de l'article 174 du Code pénal, dont 3 ont été portées devant les tribunaux et 44 sont restées sans suite. La commission a prié le gouvernement de s'assurer dans la pratique que les dispositions des articles 174, 400 et 404 du Code pénal sont appliquées de manière à veiller à ce qu'aucune peine impliquant du travail obligatoire ne soit imposée en tant que sanction aux personnes qui ont ou expriment des opinions politiques ou idéologiques.

Le gouvernement indique dans son rapport que, selon la Cour suprême du Kazakhstan, au cours du premier semestre 2019, 19 personnes ont été condamnées au titre de l'article 174 du Code pénal, dont 6 à de la prison et 10 à de la limitation de la liberté. Il déclare qu'aucun cas n'a fait l'objet de poursuites au titre des articles 400 et 404. La commission prend note des informations contenues dans la compilation préparée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR) pour l'Examen périodique universel de novembre 2019, selon lesquelles la Rapporteuse spéciale sur le terrorisme a noté que l'article 174 du code pénal était l'article le plus couramment utilisé contre les militants de la société civile, et contre les organisations religieuses en particulier (A/HRC/WG.6/34/KAZ/2, paragr. 25). La commission note aussi que, d'après le rapport de 2017 «Lois sur la diffamation et l'insulte dans la région de l'OSCE: Étude comparative» (*Defamation and Insult Laws in the OSCE Region: A Comparative Study*) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'article 174 du Code pénal est de plus en plus largement utilisé contre des militants critiques, y compris des écrivains athées (p. 29). En outre, l'article 174 du Code pénal a été appliqué dans des cas relatifs à des critiques contre des politiques poursuivies par le président d'un État étranger (p. 132).

Se référant aux paragraphes 302 et 303 de son Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission souligne que, parmi les activités qui, en vertu de l'article 1 a), ne doivent pas faire l'objet d'une sanction comportant du travail forcé ou obligatoire figurent la liberté d'exprimer des opinions politiques ou idéologiques (oralement, par voie de presse ou par d'autres moyens de communication), ainsi que divers autres droits généralement reconnus, tels que par exemple les droits d'association et de réunion, droits par lesquels les citoyens cherchent à faire connaître et accepter leur opinion, et qui peuvent se trouver affectés par des mesures de coercition politique. La commission souligne aussi que la convention n'interdit pas d'appliquer des sanctions comportant du travail obligatoire aux personnes qui utilisent la violence, incitent à la violence ou préparent des actes de violence. **En conséquence, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer qu'aucune sanction comportant du travail obligatoire, y compris du travail pénitentiaire obligatoire, du travail correctionnel ou des travaux d'intérêt général, n'est imposée, en droit et dans les faits, à des**

personnes qui expriment de façon pacifique des opinions idéologiquement opposées à l'ordre politique, social ou économique établi, par exemple en restreignant sans équivoque le champ d'application des articles 174, 400 et 404 du Code pénal à des situations en rapport avec le recours à la violence, ou en supprimant les sanctions comportant du travail obligatoire. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard, ainsi que des informations sur l'application dans la pratique des articles précités, en précisant le nombre des poursuites engagées au titre de chaque disposition, les faits à l'origine de ces poursuites et le type de sanctions imposées.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Liban

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1977)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2018 et prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à ce sujet.

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1, de la convention. Situation de vulnérabilité des travailleurs domestiques migrants au travail forcé. Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), selon lesquelles il est estimé que 200 000 travailleurs domestiques migrants sont employés au Liban. Ces travailleurs sont exclus de la protection de la loi sur le travail, leur statut juridique les lie à un employeur spécifique en vertu du système de la *kafala* (parrainage) et ils ne peuvent pas intenter de recours en justice. De plus, ils sont soumis à différentes situations d'exploitation, notamment le paiement différé du salaire, des agressions verbales et des violences sexuelles. La commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que le projet de loi portant réglementation des conditions de travail des travailleurs domestiques et le contrat standard unifié réglementant leur travail seront adoptés dans un très proche avenir.

La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que le projet de loi portant réglementation des conditions de travail des travailleurs domestiques a été rédigé de manière conforme à la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, et qu'il a été soumis au Conseil des ministres pour examen. Ce projet de loi contient un certain nombre de garanties, notamment en ce qui concerne la couverture de sécurité sociale, un logement décent, le paiement régulier des salaires par virement bancaire, la durée du travail (huit heures par jour), les congés de maladie et un jour de repos hebdomadaire. Le gouvernement indique également qu'un comité directeur, établi sous l'égide du ministère du Travail, a été chargé des questions relatives aux travailleurs domestiques migrants. Il réunit des représentants des départements ministériels concernés, des agences de recrutement privées, d'ONG, de certaines organisations internationales, de certaines ambassades, ainsi qu'un représentant de l'équipe d'appui technique du BIT au travail décent à Beyrouth.

De plus, le gouvernement indique que le ministère de l'Intérieur et le ministère du Travail ont pris une série de mesures de prévention, notamment l'organisation de campagnes de sensibilisation dans les médias, la création d'un centre d'accueil «Beit al Aman» pour les travailleurs domestiques migrants en difficulté, en collaboration avec Caritas, la nomination d'assistants sociaux qui examinent les conditions de travail des travailleurs domestiques migrants sur leur lieu de travail, la formation des inspecteurs du travail aux conditions de travail décentes et la conclusion de plusieurs mémorandums d'accord avec les pays d'origine, notamment les Philippines, l'Éthiopie et Sri Lanka. Le gouvernement affirme également que le ministère du Travail a mis en place un bureau spécialisé dans le traitement des plaintes et une ligne téléphonique d'urgence chargée d'apporter une aide juridictionnelle aux travailleurs domestiques migrants. De plus, le décret n° 1/168 de 2015 relatif aux agences de recrutement de travailleurs domestiques migrants interdit d'imposer des frais de recrutement à tout travailleur.

En outre, la commission note que, dans ses observations finales de 2015, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est félicité des diverses mesures adoptées par l'État partie pour protéger les droits des travailleuses domestiques migrantes, y compris l'établissement de contrats types, l'obligation faite aux employeurs de contracter une assurance, la réglementation des agences d'emploi, l'adoption d'une loi incriminant la traite des personnes et l'intégration de ces travailleuses à la charte sociale et à la stratégie nationale pour le développement social. Toutefois, il a noté avec préoccupation que ces mesures s'étaient révélées insuffisantes pour garantir le respect des droits de l'homme de ces travailleuses. Le comité a également fait part de sa préoccupation face au fait que le ministère du Travail a rejeté la demande de la Fédération nationale des syndicats de créer un syndicat des travailleurs domestiques, par l'absence de mécanisme coercitif concernant les contrats de travail des travailleuses domestiques, par l'accès limité de ces travailleuses aux soins de santé et à la protection sociale et par la non-ratification de la convention n° 189. Le comité est également préoccupé par le nombre élevé de violences à l'égard des travailleuses domestiques migrantes et par la persistance de pratiques telles que la confiscation du passeport par l'employeur et le maintien du système de la *kafala*, qui expose les travailleuses à l'exploitation et qui fait qu'il leur est difficile de quitter des employeurs abusifs. Le comité a fait part de sa profonde préoccupation face aux affirmations étayées alarmantes faisant état de décès de travailleuses domestiques migrantes dus à des causes non naturelles, y compris des suicides et des chutes depuis des immeubles élevés, et par l'incapacité de l'État partie à enquêter sur ces décès (CEDAW/C/LBN/CO/4-5, paragr. 37).

Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission note avec **préoccupation** que les travailleurs domestiques migrants subissent des pratiques abusives de la part de leur employeur,

notamment la rétention de leur passeport, le non-paiement du salaire, la privation des libertés et les violences physiques. Ces pratiques peuvent transformer leur emploi en une situation relevant du travail forcé. **La commission prie donc instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour fournir aux travailleurs domestiques migrants une protection juridique adaptée en s'assurant que le projet de loi portant réglementation des conditions de travail des travailleurs domestiques sera adopté dans un très proche avenir, et de transmettre copie de la loi, une fois qu'elle aura été adoptée. La commission prie également instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, dans la pratique, pour garantir que les travailleurs domestiques migrants seront entièrement protégés contre les pratiques abusives et les conditions de travail relevant du travail forcé.**

Article 25. Sanctions pénales punissant l'imposition de travail forcé. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, d'après les informations de la CSI, l'absence de dispositifs de plaintes accessibles, la longueur des procédures judiciaires et les politiques restrictives en matière de visa dissuadent les travailleurs de porter plainte ou d'agir en justice contre leur employeur. Même dans le cas où un travailleur porte plainte, en général, la police et les autorités judiciaires ne traitent pas certaines pratiques abusives à l'égard de travailleurs domestiques comme des crimes. Elle a également noté que le gouvernement indiquait que l'article 569 du Code pénal, qui établit des sanctions pénales contre ceux qui auraient privé autrui de sa liberté, s'applique aux cas d'imposition de travail forcé. Elle a prié le gouvernement de fournir des informations sur toute procédure judiciaire engagée sur la base de l'article 569 pour juger des situations de travail forcé et sur les peines imposées.

La commission note également que, dans ses observations finales de 2015, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a observé que les travailleurs domestiques migrants se heurtent à des obstacles en matière d'accès à la justice, notamment la crainte d'être expulsés et l'incertitude quant à leurs conditions de séjour.

La commission note que, d'après les indications du gouvernement, les conditions d'emploi des travailleurs domestiques migrants sont régies par le contrat standard unifié et que l'application de l'article 569 du Code pénal relève de la compétence de la justice en cas d'infraction. Elle prend également note des copies des décisions de justice fournies par le gouvernement. Elle observe que ces cas concernent le non-paiement du salaire, le harcèlement et les conditions de travail des travailleurs domestiques migrants. Dans tous ces cas, les employeurs ont été condamnés à des sanctions pécuniaires pour indemniser les travailleurs.

Tout en prenant note de ces informations, la commission rappelle que l'article 25 de la convention dispose que le fait d'exiger du travail forcé doit être passible de sanctions pénales. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les employeurs qui imposent aux travailleurs domestiques migrants des pratiques relevant du travail forcé sont condamnés à des sanctions réellement efficaces et strictement appliquées. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Madagascar

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 2007)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 b) de la convention. Imposition de travail forcé en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique. Dans ses précédents commentaires, la commission a souligné que le service national, tel qu'il résulte de l'ordonnance n° 78-002 du 16 février 1978 portant sur les principes généraux du service national, n'était pas compatible avec l'article 1 b) de la convention. En effet, selon l'article 2 de cette ordonnance, tous les Malgaches sont tenus au devoir de service national défini comme étant la participation obligatoire à la défense nationale et au développement économique et social du pays. Les obligations d'activité, qui mettent le citoyen au service effectif de la défense ou du développement, concernent les citoyens des deux sexes pour une période maximale de deux ans et peuvent s'exécuter jusqu'à l'âge de 35 ans. La commission a demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de mettre sa législation en conformité avec la convention.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle, après avoir effectué le recensement et la révision, les jeunes appelés du service national doivent accomplir leurs obligations d'activité en choisissant entre deux options: i) être sursitaire pour des raisons familiales, et l'appel sera donc annulé ou reporté à un an selon le cas; ii) ou poursuivre des formations professionnelles à travers le Service militaire d'action au développement (SMAD). Le SMAD a pour objectif de faciliter l'insertion dans la vie active des jeunes malgaches volontaires du service national. Le SMAD est établi sur une base de volontariat pour les jeunes; la durée de formation est fixée à vingt-quatre mois, à l'issue de laquelle les volontaires sont libérés de leurs obligations légales d'activité. Ces jeunes choisissent entre la formation aux métiers ruraux ou urbains.

La commission rappelle à nouveau que les programmes comportant la participation obligatoire de jeunes gens, dans le cadre du service militaire ou en lieu et place de celui-ci, à des activités tendant au développement de leur pays sont incompatibles avec l'article 1 b) de la convention qui interdit l'utilisation du service national obligatoire en tant que méthode de mobilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique. Elle observe que l'ordonnance de 1978 prévoit que tous les Malgaches sont tenus au devoir du service national défini comme étant la participation obligatoire à la défense nationale et au développement économique et social du pays. **La commission prie fermement le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre**

l'ordonnance n° 78-002 du 16 février 1978 en conformité avec la convention en s'assurant que le service national obligatoire ne soit pas utilisé en tant que méthode de mobilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique. Dans cette attente, la commission prie le gouvernement de préciser la relation existant entre les obligations d'activité prévues dans le cadre du service national obligatoire, conformément à l'ordonnance de 1978, et la participation au SMAD. En outre, la commission prie le gouvernement d'indiquer les modalités pratiques de la mise en œuvre du SMAD, en précisant si les jeunes ayant opté pour le SMAD peuvent y renoncer de leur propre initiative. La commission prie finalement le gouvernement d'indiquer le nombre de défections enregistrées et les conséquences que cela entraîne.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Mali

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1960) et protocole de 2014 (ratification: 2016)

La commission salue la ratification par le Mali du Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930. Elle prend note du rapport du gouvernement sur la convention ainsi que du premier rapport sur le protocole.

Pratiques esclavagistes et de servitude héréditaire

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1, de la convention, et article 1, paragraphe 2, du protocole. Action systématique et coordonnée. Dans ses précédents commentaires, la commission a exprimé l'espoir que le gouvernement pourrait faire état des mesures prises pour examiner la question de la survivance de l'esclavage et prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à toute pratique au terme de laquelle des personnes considérées comme descendantes d'esclaves se verraient contraintes de réaliser un travail sans avoir pu y consentir valablement.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle l'insécurité dans la partie nord du pays rend difficile la prise de toute initiative tendant à examiner la situation incriminée. Toutefois, des actions sont entreprises pour examiner la question de la survivance de l'esclavage et les mesures nécessaires pour y mettre fin. La commission note que, dans son rapport de 2020, l'expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Mali indique qu'il a reçu des informations sur plusieurs affaires de violence physique, de menaces et de bannissement de victimes d'esclavage, ainsi que sur l'arrestation et la détention arbitraires de 16 défenseurs des droits de l'homme anti-esclavagistes (A/HRC/43/76, paragr. 29). La commission note également qu'a récemment débuté la mise en œuvre d'un nouveau projet de lutte contre l'esclavage et la discrimination fondée sur l'esclavage, qui a été développé par le gouvernement, l'OIT et ses partenaires. La commission note avec **préoccupation** les pratiques esclavagistes subsistant dans le pays et l'absence d'une action systématique et coordonnée pour y mettre fin. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, y compris dans le cadre du projet développé avec le BIT, pour évaluer l'étendue du phénomène de l'esclavage et des pratiques assimilées et pour développer une stratégie permettant de mener une action coordonnée et systématique pour mettre fin à ces pratiques.**

Article 25 de la convention, et article 1, paragraphe 3, du protocole. Application de sanctions. La commission note l'absence d'actions judiciaires et de sanctions pour les cas liés à l'esclavage. La commission note que, en vertu de l'article 29 du Code pénal, l'esclavage est défini comme un des crimes contre l'humanité et puni de la peine capitale. En outre, l'article 243 du Code pénal prévoit que le gage et la servitude sont punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 20 000 à 100 000 FCFA. **La commission prie donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que des procédures judiciaires sont engagées dans les affaires d'esclavage, et de fournir des informations à cet égard ainsi que sur les sanctions appliquées. Elle prie également le gouvernement de prendre des mesures pour renforcer les activités de sensibilisation et de formation des acteurs de la chaîne pénale en ce qui concerne la répression des pratiques d'esclavage.**

Articles 2 et 3 du protocole. Mesures de sensibilisation. Identification et protection des victimes. La commission note l'absence d'informations sur les mesures visant à prévenir l'esclavage ainsi qu'à identifier et protéger les victimes de l'esclavage. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour sensibiliser à la question de la survivance des pratiques liées à l'esclavage ainsi que pour identifier et protéger les victimes. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de victimes identifiées, le nombre de celles qui ont bénéficié d'une protection et la nature de cette protection.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Mauritanie

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1961) et protocole de 2014 (ratification: 2016)

La commission prend note des informations complémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM), et de la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM), reçues respectivement le 1^{er} septembre, le 30 août et le 12 juin 2019. Elle note également les observations de la CSI et de la CGTM reçues en 2018. Enfin, la commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de la CLTM et de la CGTM de 2019, qui a été reçue le 21 octobre 2019.

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 106^e session, juin 2017)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Esclavage et séquelles de l'esclavage. La commission a précédemment noté que, en juin 2017, la Commission de la Conférence avait exprimé ses vives préoccupations face à la persistance de l'esclavage et au faible nombre de poursuites engagées et elle avait instamment prié le gouvernement de poursuivre ses efforts pour lutter contre ce phénomène. La commission avait salué le fait que le gouvernement accepte une mission de haut niveau et que le projet de coopération technique du BIT visant à renforcer les efforts entrepris par le gouvernement pour mettre fin aux séquelles de l'esclavage poursuive ses activités. La commission avait demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires, tant dans le cadre du projet de coopération technique que du comité interministériel chargé de la mise en œuvre de la feuille de route pour la lutte contre les séquelles de l'esclavage, pour mettre en œuvre les recommandations de la Commission de la Conférence ainsi que celles formulées par cette commission.

La commission prend note du rapport de la mission de haut niveau qui s'est rendue en Mauritanie en avril 2018. La mission a constaté que des progrès certains étaient à mettre au crédit du gouvernement. Si ce dernier manifestait une volonté de continuer à agir pour combattre un phénomène clivant, le contexte global dans lequel s'inscrivait cette action demeurait complexe. En effet, la mission a entendu des discours ambivalents et a constaté que l'action menée était perçue de manière différente par les diverses parties prenantes. La mission a considéré que la poursuite d'une approche multisectorielle était indispensable pour lutter contre toutes les facettes de l'esclavage et ses séquelles, y compris la discrimination. La mission a recommandé au gouvernement d'établir un mécanisme de coordination et d'adopter un plan d'action de lutte contre le travail forcé et l'esclavage qui serait articulé autour de quatre volets: *a)* appui à l'application effective de la loi de 2015 (loi n° 2015-031 du 10 septembre 2015 portant incrimination de l'esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes) à travers un renforcement du rôle et de la présence de l'État; *b)* identification, prise en charge et protection des victimes; *c)* promotion d'une approche inclusive et d'une meilleure compréhension collective de l'action menée; et *d)* sensibilisation. La commission se propose donc d'examiner ces quatre volets qui faisaient déjà l'objet de ses précédents commentaires.

a) Application effective de la loi de 2015. La commission a précédemment souligné que les efforts déployés pour diffuser la connaissance de la loi de 2015 et renforcer la formation des différents intervenants de la chaîne pénale ne s'étaient pas traduits dans la pratique par l'examen d'affaires devant les trois cours criminelles spéciales compétentes en matière d'esclavage. Elle a demandé au gouvernement de continuer de prendre les mesures à cet égard de manière à ne laisser aucun cas d'esclavage impuni. La commission note que la mission a salué le fait que plusieurs affaires soient en instance devant les cours criminelles spéciales et a souligné l'importance pour ces cours de bénéficier des moyens et de la stabilité nécessaires pour mener à bien leurs fonctions. Elle a également constaté qu'il demeurerait complexe d'accéder aux victimes et de les identifier.

Dans son rapport de 2019, le gouvernement se réfère à un certain nombre de mesures dont la circulaire du procureur général enjoignant à l'ensemble des procureurs de poursuivre les affaires d'esclavage de la manière la plus active; l'assistance judiciaire gratuite et la dispense de frais judiciaires dont bénéficient les victimes d'esclavage à toutes les étapes du procès; la création de bureaux d'aide judiciaire; et la possibilité offerte aux juges d'ordonner des mesures conservatoires pour préserver les droits des victimes. Le gouvernement ajoute que 35 affaires ont été déférées devant les trois cours criminelles spéciales donnant lieu à des règlements de conciliation, des non-lieux, des acquittements, des condamnations et des réparations civiles. La Cour de l'Est a rendu deux jugements et devrait examiner

une dizaine d'affaires antérieures à la loi de 2015. La Cour de Nouakchott a traité 10 dossiers depuis 2010 et 6 autres jugés en première instance ont fait l'objet d'un appel. La Cour de Nouadhibou a traité 7 dossiers (1 seul dossier est en cours d'instruction, 2 sont clos et 3 attendent un dessaisissement de la cour criminelle régionale). En outre, le gouvernement informe que le Département de la justice continue à organiser des séminaires pour les acteurs judiciaires impliqués dans la lutte contre l'esclavage. En 2018 et 2019, des ateliers de formation et de sensibilisation ont eu lieu à Nouadhibou, Kiffa, Nouakchott et Aleg réunissant les membres des cours criminelles spéciales ainsi que des magistrats du siège des instances d'appel, des juges d'instruction, des procureurs et des membres de la police et de la gendarmerie. Dans les informations supplémentaires fournies en 2020, le gouvernement précise que les cours criminelles ont jugé 11 affaires sur la base de la loi de 2015 ayant trait à de l'esclavage traditionnel pour 9 d'entre elles et à des injures esclavagistes pour deux autres. Deux acquittements ont été prononcés ainsi que des peines de prison allant d'un à vingt ans et des amendes conséquentes.

La commission note que, dans le cadre du projet de coopération technique du BIT, une évaluation du fonctionnement des trois cours criminelles spéciales est en cours de préparation, avec l'appui du ministère de la Justice. L'objectif étant de faire des recommandations sur les améliorations concrètes pouvant être apportées à cet égard en vue d'une meilleure application de la loi de 2015.

La commission note que, dans ses observations, la CSI fait état de plusieurs obstacles à l'application effective de la loi: l'inaction des officiers de police et des procureurs lorsque des cas d'esclavage sont rapportés; des actes d'intimidation de la part de la police et des autorités judiciaires à l'égard des victimes pour les pousser à accepter un règlement à l'amiable avec leur ancien «maître»; l'absence de mesures de protection des victimes ou des témoins.

La commission prend note de l'ensemble de ces informations. Elle rappelle qu'en vertu de l'article 25 de la convention, les États ont l'obligation de s'assurer que les sanctions pénales prévues par la loi pour exaction de travail forcé sont réellement efficaces et strictement appliquées. À cet égard, elle salue le fait que les trois cours criminelles spéciales soient saisies d'un nombre croissant d'affaires d'esclavage. Elle observe cependant que les informations concernant ces affaires restent imprécises et que quatre ans après l'adoption de la loi de 2015 un nombre limité d'affaires semble avoir débouché sur l'imposition de sanctions réellement efficaces. **La commission prie instamment le gouvernement de continuer à prendre les mesures nécessaires pour renforcer la connaissance de la loi de 2015, tant auprès des autorités que des victimes, et pour assurer son application effective. Ainsi, comme mentionné par la mission dans son rapport, la commission encourage le gouvernement à poursuivre les activités de formation des différents intervenants de la chaîne pénale. Elle souligne également l'importance de travailler à la préparation d'un guide pratique répertoriant les éléments/indicateurs les plus courants qui laissent penser qu'une personne se trouve en situation d'esclavage de manière à renforcer les capacités à l'identification des situations d'esclavage, à la collecte des preuves et à la qualification des faits. La commission exprime en outre l'espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que l'évaluation du fonctionnement des trois cours criminelles puisse être menée à bien et elle le prie de préciser les recommandations qui auront été formulées dans ce contexte. Prière de continuer à fournir des informations sur le nombre de cas d'esclavage dénoncés auprès des autorités, le nombre de ceux qui ont abouti à une action en justice, le nombre des condamnations et la nature des sanctions imposées, ainsi que sur le nombre d'affaires qui ont été résolues en dehors du système judiciaire. La commission prie également le gouvernement d'indiquer le nombre de victimes d'esclavage ayant été indemnisées du préjudice subi, conformément à l'article 25 de la loi de 2015.**

b) *Identification, protection et réinsertion des victimes.* La commission a précédemment constaté que l'identification et la prise en charge effective des victimes d'esclavage constituait toujours un défi à relever. La mission a considéré que la mise en place de structures pouvant accueillir les victimes et leur fournir une assistance intégrale afin qu'elles puissent être accompagnées pour faire valoir leurs droits et reconstruire leur vie en dehors de toute pression était essentielle.

La commission observe que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur l'assistance spécifique qui aurait été apportée aux victimes et ce malgré l'existence d'un certain nombre d'affaires devant les tribunaux. Elle note que, parmi les mesures d'insertion sociale de caractère général, le gouvernement cite: les activités menées par l'Agence Tadamoun (Agence nationale pour la lutte contre les séquelles de l'esclavage); les mesures prises pour faciliter l'accès à l'état civil des personnes sans filiation avec le prononcé de 17 857 jugements supplétifs d'état civil pour octroyer notamment des actes de naissance; les actions visant à inciter les familles à inscrire les enfants des familles pauvres et/ou victimes des séquelles de l'esclavage à l'école, dans le cadre des mécanismes de «cash transfert»; les cours de formation, les programmes de qualification et de placement et les projets générateurs de revenus mis en place au profit des populations victimes des séquelles de l'esclavage; et la réforme de la propriété foncière menée à travers la commission pluridisciplinaire de réforme du droit foncier et domanial. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement se réfère au lancement en janvier 2020 du

programme social dénommé «Ewlewiyyat» (Priorités), qui couvre le plus grand nombre de projets simultanés de l'histoire du pays, ainsi qu'aux programmes développés par la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte contre l'Exclusion (TAAZOUR) au profit des populations les plus défavorisées.

La commission note que, dans ses observations, la CGTM constate que les actions menées par l'agence Tadamoun n'ont porté que sur la réalisation d'infrastructures sociales et scolaires sans prendre en charge les questions de prévention et de protection des victimes. La CGTM observe que les victimes ne sont pas associées à la conception ni à l'exécution des programmes les concernant. La CLTM se réfère également au manque de structures d'accueil. Pour sa part, la CSI souligne que les personnes libérées de l'esclavage n'ont pas accès à des mesures spécifiques de réadaptation et de réinsertion. Face à la pauvreté, elles risquent de retomber dans une situation d'exploitation par manque d'alternatives, ou de retourner vers leurs anciens «maîtres» en raison de l'ascendance psychologique exercée dans le cadre de l'esclavage.

Tout en saluant les mesures de lutte contre la pauvreté et d'insertion sociale de caractère général prises par le gouvernement, la commission exprime l'espoir que le gouvernement fournira des informations sur les mesures concrètes prises pour que les victimes identifiées bénéficient d'un accompagnement spécifique et adapté à leur situation qui leur permette de faire valoir leurs droits et de se reconstruire psychologiquement, économiquement et socialement. Comme mentionné par la mission, la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité d'accorder une attention particulière à la situation des femmes et de leurs enfants et sur la possibilité d'envisager la création d'un fonds public d'indemnisation des victimes. La commission prie une nouvelle fois le gouvernement d'indiquer le nombre de cas dans lesquels l'agence Tadamoun s'est portée partie civile et le nombre de victimes ayant été accompagnées par l'agence au stade de l'enquête et de la procédure judiciaire, en détaillant la nature de cette assistance.

c) *Approche inclusive, coordination et meilleure compréhension collective du phénomène.* 1. *Plan d'action.* La commission a précédemment salué l'approche multisectorielle et la coordination interministérielle mises en place pour mettre en œuvre la feuille de route pour la lutte contre les séquelles de l'esclavage. Elle a demandé au gouvernement d'indiquer les nouvelles actions à mener qui avaient été identifiées suite à l'évaluation finale de l'impact des mesures prises dans le cadre de cette feuille de route. Le gouvernement indique qu'il ressort du séminaire d'évaluation finale de la mise en œuvre de la feuille de route que les 29 recommandations qu'elle contenait avaient, globalement, été mises en œuvre de manière satisfaisante. La commission note que, dans ses observations, la CGTM constate que les organisations de travailleurs n'ont pas été associées à la feuille de route, ni au stade de sa formulation, ni de sa mise en œuvre, ni de son évaluation. Elle ajoute que l'absence de concertation autour des actions à mener pour éliminer toutes les formes de travail forcé risque de compromettre les programmes gouvernementaux et les efforts réalisés dans le domaine de la lutte contre l'esclavage et ses séquelles. La CSI rappelle à cet égard l'importance d'inclure les organisations de travailleurs à chaque étape de l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action.

La commission prend note de l'adoption de l'arrêté n° 085 portant nomination du Président et des membres du Conseil national du dialogue social du 5 février 2019. La commission note que parmi les points à mettre en œuvre en priorité par le Conseil national du dialogue social figurent le développement et la finalisation dans les meilleurs délais d'un plan d'action de lutte contre le travail forcé et le travail des enfants afin de suivre les actions à mener sur la base des conclusions du rapport de la mission de l'OIT et des recommandations de la Commission de l'application des normes. ***La commission veut croire que le gouvernement ne manquera pas de prendre les mesures nécessaires pour adopter dans les plus brefs délais le plan d'action de lutte contre le travail forcé élaboré par le Conseil national du dialogue social et pour s'assurer qu'il couvre l'ensemble des volets examinés tant par la commission que par la mission dans son rapport de manière à lutter efficacement contre les multiples facettes du phénomène de l'esclavage. Rappelant que la lutte contre l'esclavage nécessite l'engagement de tous dans le cadre d'une action coordonnée et menée au plus haut niveau, la commission prie également le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour établir un mécanisme de coordination et de suivi de la mise en œuvre du plan d'action, en veillant à intégrer toutes les parties prenantes, y compris les organisations de travailleurs et d'employeurs.***

2. *Étude qualitative.* En ce qui concerne l'étude qualitative devant être menée dans le cadre du projet de coopération technique du BIT, la commission a souligné l'importance de prendre en compte la question de la dépendance économique, sociale et psychologique au moment d'évaluer si une personne exprime un consentement au travail libre, éclairé et dénué de toute menace ou pression. Dans son rapport, la mission a souligné que l'étude qualitative devant être menée permettrait à l'ensemble des acteurs de disposer de données fiables pour orienter leurs actions et qu'il était indispensable que le gouvernement favorise le processus permettant de mener cette étude dans les plus brefs délais.

La commission note que, au cours de l'année 2019, dans le cadre du projet de coopération technique, 12 ateliers régionaux ont été réalisés sur l'ensemble du territoire en vue de préparer un protocole de recherche pour l'étude qualitative. L'objectif étant d'identifier le champ d'application de l'étude, les catégories de travailleurs et les secteurs d'emploi à risque. Les partenaires sociaux ont été associés à ces ateliers. Le protocole de recherche pourrait être validé au début de 2020. La commission note que, dans ses observations, la CSI salue les progrès concernant la réalisation de l'étude qualitative et réitère l'importance de mener également une étude qui établirait la prévalence quantitative de l'esclavage.

La commission note également que, dans ses observations, la CLTM indique que l'esclavage continue d'exister dans sa forme la plus archaïque avec des personnes qui restent à disposition de leurs maîtres 24 heures sur 24. Pour sa part, la CGTM se réfère aux liens de subordination des anciens esclaves qui vivent dans des conditions économiques et sociales très difficiles en raison des discriminations et des exclusions sociales qui les ont marqués et qui les rendent vulnérables à l'exploitation.

Rappelant l'importance de disposer de données fiables sur le phénomène de l'esclavage et les différentes formes de travail forcé, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement continuera à prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'étude qualitative puisse être menée dans les plus brefs délais, avec l'assistance du BIT.

d) *Sensibilisation.* La commission a précédemment noté les activités de sensibilisation développées par le gouvernement et lui a demandé de poursuivre sur cette voie en cherchant non seulement à sensibiliser sur la loi de 2015 mais également à délégitimer l'esclavage et à lutter contre la stigmatisation et la discrimination dont sont victimes les esclaves et leurs descendants. La commission note à cet égard que la mission a recommandé la mise en place d'un plan d'intervention pluriannuel pour coordonner les actions de sensibilisation dans le temps et sur l'ensemble du territoire en accordant une attention particulière aux femmes, aux enfants, aux maires et acteurs au niveau local. Le gouvernement se réfère à nouveau aux caravanes de sensibilisation qui sillonnent l'ensemble du territoire national en privilégiant certaines *adwabas* (villages) et en mettant l'accent sur la lutte contre les pratiques esclavagistes. Le gouvernement indique également que, afin de renforcer le cadre juridique de lutte contre les formes contemporaines de l'esclavage et de toute velléité de discriminer les citoyens, une loi importante visant à réprimer les pratiques de discrimination pouvant se manifester dans le pays a été adoptée.

La commission note que, dans ses observations, la CSI continue à se référer aux obstacles rencontrés par certaines organisations de la société civile qui œuvrent dans le domaine de la lutte contre l'esclavage et ses séquelles se référant à des manœuvres d'intimidation et aux difficultés que rencontrent certaines organisations pour s'enregistrer.

La commission prie le gouvernement de continuer à mener des activités de sensibilisation sur le phénomène de l'esclavage sur l'ensemble du territoire. La commission prie également le gouvernement d'y associer toutes les parties prenantes, et notamment les autorités locales, afin que la position ferme de l'état sur la question de la lutte contre l'esclavage, ses séquelles et la discrimination soit relayée et comprise à tous les niveaux. La commission prie en outre le gouvernement de veiller à ce que les personnes et les organisations qui luttent contre l'esclavage puissent agir librement et sans crainte de représailles.

Notant que le gouvernement n'a pas fourni le premier rapport sur l'application du protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, la commission le prie de le fournir avec son prochain rapport sur la convention.

Mozambique

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 2003) et protocole de 2014 (ratification: 2018)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Traite des personnes. Dans ses précédents commentaires, la commission a relevé que le décret d'application de la loi n° 6/2008 du 9 juillet 2008 établissant le régime juridique applicable à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes, qui devait permettre de mettre en œuvre les mesures de sensibilisation, de formation, de protection et de réinsertion des victimes, n'avait pas été adopté, mais qu'une étude commandée par le procureur général recommandait l'adoption d'un plan d'action dans ce domaine. Elle a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour adopter un plan national de lutte contre la traite des personnes qui contienne des mesures précises et coordonnées et de décrire les mesures prises pour protéger et réinsérer les victimes, conformément aux articles 20, 21 et 24 de la loi n° 6/2008. La commission note que dans son rapport le gouvernement indique que, le 11 décembre 2017, le vice-ministre de la justice a présenté un projet de plan national pour la prévention de la traite des personnes et la lutte contre ce phénomène afin d'améliorer le système de protection au moyen d'une

stratégie nationale globale. Le gouvernement ajoute que ce projet comprend des objectifs précis en matière de prévention de la traite, de protection des victimes et de sanction des auteurs de tels actes. La commission note que le gouvernement déclare que la police nationale a mené des campagnes de sensibilisation à l'échelon local et qu'elle a régulièrement contrôlé les lieux où pouvaient se trouver des victimes de traite, par exemple les restaurants, les plantations et les lieux d'opérations minières. S'agissant de la protection des victimes, le gouvernement affirme que les victimes de traite peuvent être accueillies dans des hébergements d'urgence aérés par le ministère du Genre, de l'Enfance et de l'Action sociale, où elles bénéficient d'un logement adéquat, d'une aide médicale et psychosociale, et parfois d'une formation professionnelle. Dans le rapport annuel de 2018 que le Procureur général de la République a soumis à l'Assemblée de la République, la commission relève que plusieurs mesures ont été prises pour sensibiliser à la traite des personnes et former les fonctionnaires d'État, en particulier les juges et les policiers, ainsi que pour renforcer la coopération transnationale avec l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et l'Eswatini. Elle relève que le nombre de victimes de traite est passé de 5 à 26 entre 2017 et 2018 et que 21 d'entre elles ont été victimes de traite à des fins d'exploitation au travail. La commission note cependant que le procureur général a souligné qu'il était nécessaire d'œuvrer plus activement et de manière concertée pour prévenir et combattre la traite, et qu'il avait mis en avant le fait que le cadre législatif ne permettait pas de sanctionner dûment les auteurs de tels actes. La commission note également que, dans leurs observations finales de 2019 et 2018 respectivement, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et le Comité des Nations Unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW) se sont déclarés préoccupés par: i) la situation des Mozambicains et des travailleurs migrants, notamment ceux qui se trouvent en situation irrégulière, victimes de traite et de travail forcé, en particulier dans des mines, dans des exploitations agricoles, sur des chantiers, dans l'industrie touristique et dans le secteur du travail domestique; ii) le manque de ressources humaines et financières allouées à la prévention et à l'élimination de la traite des êtres humains, de même que l'insuffisance de la formation dispensée aux fonctionnaires chargés du contrôle de l'application de la législation contre la traite; iii) le très faible nombre de poursuites engagées et de condamnations prononcées dans les cas de traite et la complicité au sein de la police dont certains trafiquants bénéficient; et iv) l'absence de procédures efficaces permettant de repérer tôt les victimes de traite et de les orienter, y compris les migrants sans papiers, le manque de foyers pour les victimes de traite et leur couverture géographique insuffisante, et l'inadéquation de l'assistance médicale et psychologique qui leur est apportée (CEDAW/C/MOZ/CO/3-5, 30 juillet 2019, paragr. 27, et CMW/C/MOZ/CO/1, 16 octobre 2018, paragr. 61). **Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission le prie d'intensifier ses efforts pour lutter contre la traite, de prendre des mesures concrètes et coordonnées et de les mettre en œuvre sans délai en vue de: i) prévenir la traite des personnes et de sensibiliser à ce problème; ii) renforcer les capacités et la formation des autorités chargées d'identifier les situations de traite, de mener des enquêtes et d'engager les poursuites; et iii) sanctionner les auteurs de tels actes, y compris les éventuels fonctionnaires complices. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli en vue d'adopter le plan national de prévention de la traite et de lutte contre ce phénomène et le décret d'application de la loi n° 6/2008, ainsi que sur toute difficulté rencontrée pour y parvenir. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour protéger et réinsérer les victimes, en particulier dans le cadre des articles 20, 21 et 24 de la loi n° 6/2008. Enfin, elle le prie de fournir des données statistiques sur le nombre et la nature des enquêtes menées, des poursuites engagées, des décisions de justice rendues et des sanctions imposées en vertu de la loi n° 6/2008, qui prévoit des peines de seize à vingt ans de prison.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1977)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 a) et b) de la convention. *Contrainte au travail des personnes identifiées comme «improductives» ou «antisociales».* Depuis de nombreuses années, la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité d'abroger la directive ministérielle du 15 juin 1985 sur l'évacuation des villes, aux termes de laquelle les personnes identifiées comme «improductives» ou «antisociales» peuvent être arrêtées et envoyées dans des centres de rééducation ou affectées aux secteurs productifs. Le gouvernement a précédemment indiqué que les centres de rééducation n'existaient plus et que la directive de 1985 était caduque et serait abrogée dans le cadre de la révision du Code pénal. La commission constate avec **regret** que le nouveau Code pénal adopté en décembre 2014 (loi n° 35/2014) n'abroge pas cette directive. La commission rappelle que, aux termes des *alinéas a) et b) de l'article 1* de la convention, les États s'engagent à ne recourir à aucune forme de travail forcé ou obligatoire en tant que mesure de coercition ou d'éducation politique ou en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour abroger formellement la directive ministérielle du**

15 juin 1985 sur l'évacuation des villes de manière à mettre la législation en conformité avec la convention et la pratique indiquée et ainsi garantir la sécurité juridique.

Article 1 b) et c). *Imposition de peines de prison comportant l'obligation de travailler à des fins de développement économique et en tant que mesure de discipline du travail.* Depuis de nombreuses années, la commission souligne la nécessité de modifier ou d'abroger certaines dispositions de la loi n° 5/82 du 9 juin 1982 relative à la défense de l'économie. Cette loi permet de punir les comportements qui, directement ou indirectement, compromettent le développement économique, empêchent la réalisation du plan et attentent au bien-être matériel et spirituel du peuple. Les articles 10, 12, 13 et 14 de la loi prévoient des peines de prison – peines qui peuvent impliquer une obligation de travailler – pour plusieurs manquements aux obligations économiques énoncées dans les instructions, directives, procédures, etc., régissant notamment la préparation et l'exécution du plan étatique national. L'article 7 de la loi punit les comportements non intentionnels (tels que l'incurie, le manque de sens des responsabilités, etc.) entraînant une violation des normes de gestion et de discipline.

La commission avait noté que, en 2007, le Conseil constitutionnel avait déclaré inconstitutionnelle une loi adoptée par l'Assemblée de la République qui abrogeait la loi n° 5/82 (telle que modifiée par la loi n° 9/87), considérant que l'abrogation en bloc de ces lois aurait pour effet de ne plus incriminer ni punir certaines conduites antiéconomiques qui ne sont pas sanctionnées par d'autres textes, laissant ainsi un vide juridique. La commission constate que, si le Code pénal de 2014 abroge certaines dispositions de ces deux lois, les articles qui faisaient l'objet de ses précédents commentaires, à savoir les articles 7, 10, 12, 13 et 14, restent en vigueur. **La commission regrette que le gouvernement n'ait pas saisi l'occasion de l'adoption du nouveau Code pénal pour mettre sa législation en conformité avec la convention et elle veut croire que le gouvernement ne manquera pas de prendre les mesures nécessaires pour abroger les dispositions de la loi n° 5/82 relative à la défense de l'économie, telle que modifiée par la loi n° 9/87, qui sont contraires à la convention.**

Article 1 d). *Sanctions imposées pour participation à des grèves.* La commission a précédemment noté que, en vertu de l'article 268, paragraphe 3, de la loi sur le travail (loi n° 23/2007), les travailleurs grévistes qui violent les dispositions de l'article 202, alinéa 1, et de l'article 209, alinéa 1 (obligation d'assurer un service minimum), sont passibles de sanctions disciplinaires et peuvent voir leur responsabilité pénale engagée, conformément à la législation générale. La commission constate que le gouvernement ne fournit aucune précision sur la nature des peines encourues par les travailleurs grévistes dont la responsabilité pénale serait engagée ni sur les dispositions de la législation générale applicables en la matière. La commission rappelle à cet égard que, conformément à l'article 1 d) de la convention, les personnes qui participent pacifiquement à une grève ne peuvent être sanctionnées pénalement par une peine de prison aux termes de laquelle elles seraient astreintes à un travail obligatoire. **La commission prie par conséquent une nouvelle fois le gouvernement d'indiquer la nature des peines encourues par les travailleurs grévistes dont la responsabilité pénale serait engagée suite à l'application de l'article 268, paragraphe 3, de la loi sur le travail. Se référant également aux commentaires qu'elle formule sur l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les travailleurs qui participent pacifiquement à une grève ne peuvent pas être sanctionnés par une peine de prison qui impliquerait l'imposition d'un travail obligatoire.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Myanmar

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1955)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2019. Elle prend également note de la discussion approfondie qui s'est tenue à la 108^e session de la Commission de l'application des normes de la Conférence, en juin 2019, concernant l'application de la convention par le Myanmar.

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. *Élimination de toutes les formes de travail forcé.* 1. *Engagement de l'OIT concernant l'élimination du travail forcé.* a) *Historique.* En mars 1997, une commission d'enquête a été établie en vertu de l'article 26 de la constitution de l'OIT pour examiner la situation du travail forcé au Myanmar. Comme indiqué au Conseil d'administration du BIT, le travail forcé avait pris diverses formes dans le pays au fil des ans, y compris le travail forcé dans les zones de conflit, ainsi que le travail forcé au profit d'entreprises publiques et privées. Dans ses recommandations, la commission d'enquête a exhorté le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour: i) que les textes législatifs pertinents, en particulier la loi sur les villages et la loi sur les villes, soient mis en conformité avec la convention; ii) que, dans la pratique, aucun travail forcé ou

obligatoire ne soit plus imposé par les autorités, et en particulier par les militaires; et iii) que les sanctions prévues à l'article 374 du Code pénal pour le fait d'imposer du travail forcé ou obligatoire soient strictement appliquées.

Depuis lors, la question a fait l'objet d'une coopération entre le gouvernement et l'OIT pendant plus de dix ans. En 2002, un protocole d'accord a été signé entre le gouvernement et l'OIT, qui a permis la nomination d'un chargé de liaison de l'OIT. Plus tard, en 2007, un protocole d'accord complémentaire a été conclu afin, en particulier, d'instaurer un mécanisme de plainte dont l'objectif est de «donner officiellement aux victimes du travail forcé la possibilité d'adresser leurs plaintes aux autorités compétentes par l'intermédiaire des services du chargé de liaison, en vue d'obtenir réparation conformément à la législation applicable et à la convention». En outre, en 2012, l'OIT a conclu un protocole d'accord sur une stratégie globale conjointe pour l'élimination du travail forcé d'ici à 2015, qui a servi de base à sept plans d'action étroitement liés. L'OIT a également participé aux travaux de l'équipe spéciale de pays chargée du suivi et de l'établissement de rapports sur les questions relatives au recrutement de mineurs.

b) Développements récents. Le plan d'action 2018 pour l'élimination de toutes les formes de travail forcé et le protocole d'accord complémentaire, qui prévoyait un mécanisme de traitement des plaintes, ont expiré en décembre 2018. Le 21 septembre 2018, le gouvernement, les organisations de travailleurs et d'employeurs et l'OIT ont signé un protocole d'accord dans le cadre du programme par pays de promotion du travail décent (PPTD) (2018-2021). Tel qu'indiqué dans le document du PPTD, les principaux objectifs à atteindre sont l'institutionnalisation des mécanismes nationaux de plainte pour travail forcé et le renforcement de la protection contre les formes de travail inacceptables, en particulier le travail forcé et le travail des enfants, d'ici à 2021. La commission note que, lors de la discussion tenue en octobre-novembre 2019, le Conseil d'administration a noté, à propos des progrès réalisés vers l'élimination du recours au travail forcé, que le nombre de plaintes reçues a continué de diminuer depuis 2016, ce qui donne à penser que des progrès ont été accomplis sur la voie de l'élimination du recrutement des mineurs, qui représente généralement la plus forte proportion des plaintes reçues. Le Conseil d'administration a noté que le BIT a reçu 108 plaintes pour travail forcé en 2019, dont 48 ont été considérées comme entrant dans la définition du travail forcé, et qu'aucune plainte pour travail forcé liée à l'emploi involontaire de civils comme guides et porteurs dans les zones de conflit n'a été reçue. Très peu de cas de travail forcé dans le secteur privé ont été signalés depuis mars 2019. Le Conseil d'administration a aussi noté que la proposition de mettre en place le mécanisme national de traitement des plaintes a été approuvée par le gouvernement, via une lettre datée du 7 août 2019 (GB.337/INS/9). Le Conseil d'administration a également noté que le BIT a mis l'accent sur les éléments ci-après, nécessaires à la mise en place d'un mécanisme crédible et efficace: a) impartialité dans l'évaluation et l'instruction des plaintes; b) garantie de la protection des victimes; c) volonté avérée de rendre des comptes; d) décentralisation des responsabilités en matière d'élimination du travail forcé; et e) programmes de sensibilisation, en particulier à l'intention de ceux qui vivent dans des zones reculées ou des zones de conflit. Le gouvernement a commencé à annoncer publiquement son intention d'établir un mécanisme national de traitement des plaintes, sans toutefois mentionner la possibilité pour les plaignants de continuer à soumettre des plaintes au BIT. Le Conseil d'administration a aussi noté que, bien que le gouvernement se soit efforcé d'élaborer des procédures provisoires pour le traitement des plaintes, un cadre pour la création du mécanisme national de traitement des plaintes et un plan d'action pour l'élimination du travail forcé dans le contexte du PPTD, les mesures de protection des victimes restent floues et la question de la décentralisation des responsabilités en matière d'élimination du travail forcé au profit des autorités des États et des régions doit encore être examinée.

2. *Application de la convention en droit et dans la pratique.* Dans ses précédents commentaires, la commission a noté l'adoption de la loi de 2012 concernant l'administration des circonscriptions et des villages, qui abroge la loi de 1907 sur les villages et les villes et fait du recours au travail forcé par quelque personne que ce soit une infraction pénale passible d'emprisonnement et d'amende (art. 27A). La commission a noté qu'aucune mesure n'avait été prise pour modifier l'article 359 de la Constitution (chap. VIII – Citoyenneté, droits et devoirs fondamentaux des citoyens), qui exclut de l'interdiction du travail forcé «les tâches assignées par l'Union conformément à la loi, dans l'intérêt du public» et pourrait être interprété de manière à permettre une imposition généralisée du travail forcé à la population. Elle a également noté qu'avec l'évolution du processus de paix, notamment l'Accord national de cessez-le-feu de 2015 et l'initiative de l'OIT avec le gouvernement et les groupes armés ethniques ayant amené au moins deux groupes armés non étatiques à s'engager à éliminer le travail forcé, le nombre de cas signalés de recrutement forcé à des fins militaires par les forces de sécurité et les groupes armés a considérablement diminué. Toutefois, la commission a noté, d'après le rapport de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar du 17 septembre 2018 (A/HRC/39/CRP.2), que le recours au travail forcé par les *Tatmadaw* (les forces armées du Myanmar) persiste, en particulier dans les États de Kachin et de Shan, ainsi que parmi les ethnies rakhine et rohingya. Dans de nombreux cas, les *Tatmadaw*

sont arrivés dans un village et ont emmené les villageois directement de chez eux ou des environs de leur village pendant qu'ils pêchaient, cultivaient, faisaient des commissions ou voyageaient. Dans certains cas, cela s'est fait de manière organisée, maison par maison, sur la base d'un quota pour chaque famille, d'une liste ou avec la coopération des chefs de village. Les personnes soumises au travail forcé étaient tenues d'accomplir diverses tâches. La durée du travail forcé variait de quelques jours à plusieurs mois. Bon nombre d'entre elles étaient obligées de travailler comme porteurs, transportant des colis lourds, y compris de la nourriture, des vêtements et, dans certains cas, des armes. D'autres types de travaux courants comprenaient le creusement de tranchées, le nettoyage, la cuisine, la collecte de bois de chauffage, la coupe d'arbres et la construction de routes ou de bâtiments dans des complexes militaires. Les victimes étaient aussi parfois tenues de combattre ou de participer aux hostilités. Elles recevaient une quantité insuffisante de nourriture de qualité médiocre ou n'étaient pas en mesure de manger du tout. Elles n'avaient pas accès à l'eau et étaient maintenues dans des logements inadéquats ou logées en plein air, sans literie et sans installation sanitaire convenable. Les victimes étaient soumises à la violence si elles résistaient, travaillaient lentement ou se reposaient. En particulier, les femmes étaient de surcroît victimes de violence sexuelle (paragr. 258 à 273, 412 à 424 et 614 à 615). La commission a noté avec une profonde préoccupation la persistance du travail forcé imposé par les *Tatmadaw* dans les États de Kachin et Shan, ainsi qu'aux ethnies rakhine et rohingya. Elle a instamment prié le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer l'élimination du travail forcé sous toutes ses formes tant en droit que dans la pratique, en particulier le travail forcé imposé par les *Tatmadaw*; de prendre les mesures nécessaires pour assurer la stricte application de la législation nationale, en particulier des dispositions de la loi de 2012 portant modification de la loi sur les villages et du Code pénal; et de fournir des informations sur les progrès réalisés en ce qui concerne la modification de l'article 359 de la Constitution.

La commission note que, d'après les observations de la CSI, le travail forcé est exigé de manière systématique et continu, et que cette pratique persiste aussi dans le secteur privé, en particulier dans le secteur agricole (pêche, canne à sucre, haricot) et dans l'industrie du jade. La CSI souligne également le sort de la population rohingya, dont près de 700 000 personnes ont été expulsées de l'État de Rakhine à la suite des soi-disant opérations de «nettoyage», commencées en 2017, et se sont retrouvées exposées à un risque accru de devenir victimes de travail forcé imposé par les autorités de l'État ou d'autres acteurs.

La commission note, d'après la déclaration du représentant gouvernemental du Myanmar à la Commission de la Conférence, qu'au total dix groupes ethniques armés ont déjà signé l'Accord national de cessez-le-feu et qu'un cessez-le-feu unilatéral a été annoncé dans les États de *Kachin* et de *Shan* entre décembre 2018 et avril 2019. Le représentant gouvernemental a également indiqué que des procédures provisoires pour recevoir en permanence les plaintes sont en place et qu'un comité parlementaire conjoint a été créé pour modifier la Constitution. Les membres travailleurs, dans leur déclaration à la Commission de la Conférence, ont allégué que le gouvernement n'avait pas mis en œuvre la plupart des activités prévues dans le cadre des plans d'action 2012 et 2018. La commission note que dans ses conclusions, la Commission de la Conférence, tout en saluant les efforts pour éliminer le travail forcé, a exprimé ses préoccupations face à la persistance du recours au travail forcé et a, par conséquent, prié instamment le gouvernement: de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que le travail forcé ne soit pas imposé dans la pratique par les autorités militaires ou civiles; de s'assurer que les victimes de travail forcé ont accès à des voies de recours efficaces et à un soutien complet, sans crainte de représailles; de faire mieux connaître au grand public et aux autorités administratives les activités de sensibilisation et de renforcement des capacités afin de dissuader le recours au travail forcé; de fournir des informations détaillées sur les progrès accomplis dans le cadre du PPTD; et d'intensifier sa coopération avec le BIT en élaborant un plan d'action assorti de délais pour la mise en place d'une procédure efficace de traitement des plaintes et pour la transition vers cette procédure.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que, dans le cadre du PPTD, en janvier 2019, une formation de formateurs en matière d'élimination du travail forcé a été conduite avec des représentants du groupe de travail de haut niveau, des membres du groupe de travail technique et des représentants du BIT. En outre, un atelier de partage de connaissances a été tenu au cours de la même période avec 50 représentants, dont des membres du groupe de travail de haut niveau, des membres du groupe de travail technique, et des représentants du BIT, du gouvernement, des organisations d'employeurs et de travailleurs pour partager les bonnes pratiques d'autres pays en matière d'élaboration du mécanisme national de traitement des plaintes (NCM). Le gouvernement indique que des procédures provisoires pour recevoir et traiter les plaintes de travail forcé sont et seront gérées par le groupe de travail de haut niveau jusqu'à la mise en place du NCM.

À cet égard, la commission prend dûment note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement selon lesquelles le NCM a été créé et est opérationnel depuis février 2020. Un comité national a été établi afin de mettre en œuvre efficacement le NCM; il comprend des représentants de 16 ministères et de la Commission des droits de l'homme du Myanmar ainsi que des représentants de la

Fédération des chambres de commerce et d'industrie de l'Union du Myanmar (UMFCCI), de la Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM), de la Fédération de l'agriculture et des agriculteurs du Myanmar (Travailleurs agricoles et assimilés) (AFFM-IUF) et de la Fédération des syndicats des industries, de l'artisanat et des services du Myanmar (MICS-TUSF). Une session d'orientation, animée par l'OIT, a été organisée pour les membres du Comité national pour le NCM. En outre, une formation sur l'identification et l'investigation des cas de travail forcé ainsi que sur la définition internationale du travail forcé et sur le droit humanitaire international a été dispensée à 38 fonctionnaires et agents des différents ministères et départements qui reçoivent des plaintes sur le travail forcé. La commission prend également note des informations du gouvernement selon lesquelles le NCM a résolu 20 cas sur les 38 reçus en 2020, y compris les 24 cas reçus durant la période du fonctionnement du mécanisme provisoire de traitement des plaintes.

La commission note également, d'après les informations communiquées par le gouvernement, que, entre juillet 2018 et août 2019, 6 423 ateliers de sensibilisation au travail forcé ont été conduits au total, auxquels ont participé environ 507 935 personnes dans les municipalités concernées du pays, et que 115 113 affiches ont été distribuées. En outre, pour prévenir le recours au travail forcé dans le secteur privé, entre janvier 2018 et juillet 2019, 1 903 ateliers de partage de connaissances ont été conduits auxquels ont participé 92 698 personnes provenant de 4 252 usines, magasins, établissements et centres de formation.

En ce qui concerne l'amendement de l'article 359 de la Constitution, qui exclut de l'interdiction du travail forcé «les tâches assignées par l'Union conformément à la loi, dans l'intérêt du public», la commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle la proposition a été présentée à l'Assemblée de l'Union (Pyidaungsu Hluttaw) le 19 mars 2020. Toutefois, la commission note avec **regret** la déclaration du gouvernement selon laquelle, bien que 409 des 654 représentants aient voté en faveur de l'amendement, l'article n'a pas pu être modifié, le nombre de voix requis de plus de 75 pour cent de l'ensemble des représentants de l'Assemblée n'ayant pas été atteint.

Le gouvernement indique en outre que jusqu'en juillet 2020, 1 105 cas concernant le recrutement de mineurs ont été reçus dans le cadre du mécanisme de plaintes du SU, dont 707 ont été résolus. La commission note également que d'avril 2019 à juillet 2020, dix officiers et huit militaires ont été sanctionnés pour le recrutement irrégulier d'enfants. En outre, 23 enfants mineurs qui avaient été recrutés de manière irrégulière ont été libérés. La commission constate cependant l'absence d'informations sur les sanctions concrètes appliquées aux dix officiers et huit militaires pour le recrutement irrégulier d'enfants.

La commission note également, d'après l'information du gouvernement, qu'aucune sanction n'a été imposée en vertu de la loi concernant l'administration des circonscriptions et des villages et du Code pénal entre juillet 2018 et juillet 2019. Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement pour éliminer toutes les formes de travail forcé, la commission rappelle une fois encore au gouvernement que, en vertu de l'article 25 de la convention, le fait d'exiger du travail forcé ou obligatoire est passible de sanctions pénales, et que les sanctions prévues dans la loi doivent être réellement adéquates et strictement appliquées.

La commission prie donc instamment et fermement le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la stricte application de la législation nationale, en particulier les dispositions de la loi de 2012 concernant l'administration des circonscriptions et des villages et du Code pénal, afin que des peines d'emprisonnement suffisamment dissuasives soient imposées et appliquées aux auteurs dans tous les cas. À cet égard, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur l'application dans la pratique de la législation susmentionnée afin de s'assurer que les auteurs soit tenus responsables de leurs actes, y compris des statistiques sur les cas de travail forcé recensés, les procédures judiciaires engagées, les condamnations prononcées et la nature des sanctions imposées aux personnes condamnées. Elle prie aussi le gouvernement de continuer à communiquer des informations détaillées sur les mesures prises pour assurer que, dans la pratique, le travail forcé n'est plus imposé par les autorités militaires ou civiles, ainsi que par le secteur privé – mesures telles que des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités des administrateurs locaux, du personnel militaire, des autres acteurs et de la population. La commission prie en outre le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre de plaintes relatives au travail forcé reçues et résolues par le NCM. De plus, tout en reconnaissant les efforts déployés par le gouvernement en ce qui concerne la procédure d'amendement de l'article 359 de la Constitution, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement continuera à prendre les mesures nécessaires pour que l'article 359 de la Constitution soit amendé de manière à le rendre conforme à la convention, et à fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard. Elle réitère une fois de plus le ferme espoir que toutes les mesures nécessaires seront prises sans délai, en droit et dans la pratique, pour parvenir au respect intégral de la Convention afin de garantir que tout recours au travail forcé ou obligatoire au Myanmar soit complètement éliminé.

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Niger

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1961) et protocole de 2014 (ratification: 2015)

La commission salue la ratification par le Niger du Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, qui témoigne de l'engagement du gouvernement à prévenir et éliminer toutes les formes de travail forcé.

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1, de la convention et article 1, paragraphe 1 du protocole. Mesures efficaces pour lutter contre l'esclavage et les pratiques assimilées. 1. Action systématique et coordonnée. La commission examine la question de la persistance de pratiques esclavagistes au Niger depuis de nombreuses années. La commission a salué l'engagement du gouvernement à lutter contre ces pratiques, notamment à travers l'assistance technique du Bureau prodiguée dans le cadre du Projet d'appui à la lutte contre le travail forcé et la discrimination (PACTRAD). Néanmoins, tout en notant l'existence d'un cadre législatif incriminant l'esclavage, la commission a observé que l'institution initialement établie pour coordonner la lutte contre les pratiques esclavagistes – la Commission nationale de lutte contre les survivances du travail forcé et la discrimination – ne disposait pas des moyens pour s'acquitter de ses fonctions. La commission a considéré que le gouvernement devait intensifier ses efforts pour mettre fin aux pratiques esclavagistes et prendre les mesures nécessaires pour adopter une stratégie nationale de lutte contre l'esclavage.

Dans son rapport, le gouvernement indique qu'il a opté pour un plan global de lutte contre la traite des personnes et le travail forcé en renforçant la présence du ministère en charge du travail au sein de la Commission nationale de lutte contre la traite des personnes (CNLTP) et en impliquant davantage les partenaires sociaux. Il se réfère en outre aux activités menées dans le cadre du projet PACTRAD II dont l'objectif général est de contribuer à une réduction significative du nombre de victimes de travail forcé, avec pour objectif immédiat l'élimination progressive des vestiges de l'esclavage. Dans ce contexte, des réunions techniques d'échange ont été organisées afin que les différents acteurs disposent d'une meilleure connaissance des priorités et des modalités d'intervention réciproques de chacun d'entre eux.

La commission prend note de ces informations. Tout en notant l'indication du gouvernement selon laquelle il adopte une approche globale de lutte contre la traite des personnes et le travail forcé dans le cadre de la Commission nationale de lutte contre la traite des personnes, la commission rappelle que les phénomènes de traite des personnes et de survivances de l'esclavage renferment des caractéristiques propres qui requièrent des actions spécifiques différentes. La lutte contre la traite des personnes a été définie et encadrée dans l'ordonnance n° 2010-86 du 16 décembre 2010 relative à la lutte contre la traite des personnes et fait l'objet d'un plan national d'actions mis en œuvre par l'Agence nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants (ANLTP/TIM) (voir à cet égard les commentaires formulés par la commission dans sa demande directe). Les crimes et délits d'esclavage ont été introduits dans le Code pénal en 2003 sans qu'ait été mis en place une stratégie globale de lutte contre ces pratiques. La commission a déjà souligné la complexité des facteurs qui sont à l'origine de la persistance des pratiques esclavagistes et la nécessité d'y répondre de manière spécifique. **La commission prie par conséquent instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour adopter une politique nationale et un plan d'action de lutte contre l'esclavage et les pratiques esclavagistes qui permettront d'assurer une action systématique et coordonnée de la part des autorités compétentes et de déterminer les objectifs à atteindre et les mesures à prendre. Prière d'indiquer à cet égard la manière dont les organisations d'employeurs et de travailleurs sont consultées. La commission prie en outre le gouvernement d'indiquer quelle sera l'autorité compétente pour la mise en œuvre de cette politique et de préciser les mesures prises pour que celle-ci dispose des moyens pour mener à bien ses fonctions sur l'ensemble du territoire.**

2. *Article 2 du protocole. Prévention. Sensibilisation, éducation et information (alinéas a) et b)).* La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement sur les activités de formation et de sensibilisation organisées dans le cadre du projet PACTRAD II à l'attention notamment des chefs traditionnels, des journalistes de la presse publique et privée, des milieux universitaires et de l'École nationale d'administration en vue de favoriser un changement de mentalité et de comportement. Elle relève que suite à une formation théorique et pratique dispensée à l'Association des chefs traditionnels du Niger (ACTN), cette dernière s'est dotée d'un Plan d'actions de lutte contre le travail forcé et les pratiques assimilées. La commission note par ailleurs que le gouvernement indique que, dans le cadre du projet de coopération technique Bridge, il est envisagé que l'ANLTP/TIM mène des études sur

l'état des lieux de l'esclavage dans les localités où existent encore des survivances esclavagistes, en vue d'adopter une stratégie de lutte contre l'esclavage.

La commission rappelle que le fait de disposer de données fiables sur la nature et la prévalence des pratiques esclavagistes au Niger constitue un élément préalable essentiel. **Elle encourage vivement le gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de mener à bien, avec l'assistance du Bureau, une étude sur l'état des lieux de l'esclavage et des pratiques esclavagistes qui permettra de mieux appréhender les caractéristiques de ces pratiques et notamment le caractère multidimensionnel de la relation existant entre les victimes et leur maître. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les activités de sensibilisation menées auprès des différentes autorités compétentes et acteurs concernés ainsi que de la population. Prière de préciser comment ces activités ciblent les zones et les populations à risque.**

Lutte contre les causes profondes de l'esclavage (alinéa f)). La commission salue les différentes actions menées dans le cadre du projet PACTRAD II pour appréhender les causes profondes de l'esclavage. Elle note en particulier les mesures prises ayant permis de créer des écoles communautaires (MODECOM) dans les zones où sont établies des communautés d'ascendance esclave afin de promouvoir leur émancipation; l'organisation d'une campagne foraine d'établissement d'actes de naissance et de pièces d'état civil pour lutter contre la marginalisation de ces populations en leur permettant d'accéder à leurs droits (droit de vote, éducation et autres services); les opérations d'appui à l'autonomisation de ménages d'origine servile dans la commune de Tajaé.

La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour s'attaquer aux causes profondes des survivances de pratiques esclavagistes, en précisant dans quel cadre les activités sont menées et la manière dont elles sont coordonnées. Elle le prie de préciser si des programmes sont spécifiquement destinés aux anciens esclaves ou descendants d'esclaves afin de leur assurer des moyens de subsistance suffisants pour ne pas se retrouver dans une situation de dépendance propice à l'exploitation de leur travail. À cet égard, la commission renvoie également aux commentaires formulés sous la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, dans lesquels elle a souligné l'importance de «lutter contre la discrimination et la stigmatisation dont sont victimes les anciens esclaves et les descendants d'esclaves, y compris dans l'accès aux ressources productives telles que la terre, afin de leur permettre d'occuper un emploi ou d'exercer leurs activités librement».

3. *Article 3 du protocole. Identification et protection des victimes.* S'agissant de l'identification et de la protection des victimes, la commission observe que les informations communiquées par le gouvernement concernent principalement des mesures prises ou envisagées pour les victimes de traite des personnes. Elle souligne à cet égard que les victimes d'esclavage se trouvent dans une situation de dépendance économique et psychologique qui appelle des actions spécifiques de l'ensemble des acteurs de la société pour détecter les cas d'esclavage et aider les victimes à sortir de leur situation de dépendance. **La commission prie par conséquent le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les victimes d'esclavage sont identifiées et libérées et qu'elles bénéficient d'une protection adaptée à leur situation afin de pouvoir se reconstruire en dehors de la relation esclave-maître. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur les situations dénoncées, le nombre de victimes potentielles identifiées, celles qui ont bénéficié d'une protection, la nature de cette protection et les entités qui ont prodigué cette assistance.**

4. *Article 4 du protocole. Accès à la justice et réparation.* La commission a précédemment noté que le Code pénal habilite toute association ayant comme objectif de combattre l'esclavage ou les pratiques analogues à exercer l'action civile en réparation des dommages causés dans le cadre des infractions liées à l'esclavage (art. 270-5). Elle a également noté que les personnes vulnérables ou ne disposant pas des revenus nécessaires peuvent bénéficier d'un dispositif d'assistance juridique et judiciaire géré par l'Agence nationale de l'assistance juridique et judiciaire. Le gouvernement a indiqué que cette assistance constitue une avancée significative pour permettre aux victimes de voir leurs droits rétablis. **La commission prie une nouvelle fois le gouvernement d'indiquer comment dans la pratique l'assistance juridique est effectivement octroyée aux personnes identifiées comme pouvant être des victimes d'esclavage. Elle le prie d'indiquer comment les différents acteurs (associations de la société civile, forces de l'ordre et Agence nationale d'assistance juridique et judiciaire) coopèrent pour s'assurer que les victimes sont effectivement en mesure de faire valoir leurs droits et accéder à la justice. La commission prie également le gouvernement de s'assurer que les victimes ont facilement accès à des mécanismes appropriés de réparation et d'indemnisation de l'ensemble des préjudices qu'elles ont subi.**

5. *Article 25 de la convention et article 1, paragraphe 1, du protocole. Application de sanctions pénales efficaces.* La commission a relevé que, depuis l'adoption des dispositions incriminant l'esclavage en 2003 (loi n° 2003-025 du 13 juin 2003 qui a inséré dans le Code pénal les articles 270-1 à 270-5 relatifs à l'esclavage), très peu d'informations ont été communiquées sur les poursuites judiciaires engagées et les sanctions prononcées à l'encontre de ceux qui pratiquent l'esclavage. Le gouvernement se réfère à

plusieurs activités de formation réalisées entre 2013 et 2017 au sein des forces de défense et de sécurité dans le cadre de modules de formation sur les droits de l'homme, ainsi qu'à des activités de sensibilisation des acteurs de la chaîne pénale concernant la traite des personnes. La commission prend note de ces informations et insiste une nouvelle fois sur la nécessité de mener des activités plus ciblées sur la thématique de l'esclavage et les dispositions législatives y relatives. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer les activités de sensibilisation et de renforcement des capacités des forces de l'ordre, des autorités de poursuite et des autorités judiciaires afin de s'assurer que les cas d'esclavage sont identifiés, les preuves réunies et les procédures judiciaires initiées de manière à ce que les auteurs de telles pratiques soient sanctionnés conformément aux articles 270-1 à 270-5 du Code pénal. La commission prie le gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations détaillées à cet égard.**

La commission note qu'un nouveau projet de coopération technique du Bureau (Projet BRIDGE) est mis en œuvre depuis le début de l'année 2020 et que, parmi ses objectifs, figurent l'appui à l'élaboration d'un plan national de lutte contre l'esclavage et pratiques assimilées ainsi qu'au renforcement d'un mécanisme de coordination. Ce plan englobe également des activités visant à sensibiliser à cette problématique et à l'inclusion des victimes d'esclavage dans les projets favorisant leur autonomisation et leur insertion sociale. **La commission espère que l'assistance du Bureau permettra d'accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre des recommandations qui précèdent.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Oman

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1998)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1, de la convention. Situation de vulnérabilité des travailleurs migrants à l'imposition de travail forcé. Travailleurs migrants et travailleurs domestiques migrants. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que les travailleurs migrants sont couverts par la loi n° 35 de 2003 sur le travail (chap. 2: réglementation du travail des étrangers) et qu'ils peuvent résilier leur contrat de travail après un délai de trente jours. La commission a également noté que les travailleurs domestiques migrants ne sont pas couverts par la loi sur le travail et que leur travail est réglementé par l'ordonnance ministérielle n° 1 de 2011 relative au recrutement des travailleurs étrangers par des agences d'emploi privées, ainsi que par le contrat type de recrutement des travailleurs domestiques étrangers. Elle a noté en outre que, en vertu du décret ministériel n° 189/2004 sur les conditions d'emploi spéciales des travailleurs domestiques, les travailleurs domestiques migrants ne peuvent travailler pour un autre employeur qu'après avoir suivi la procédure de transfert vers un autre employeur conformément à la réglementation nationale (art. 7). La commission a demandé au gouvernement d'indiquer la manière dont les travailleurs domestiques migrants peuvent mettre fin librement à leur contrat de travail et de fournir des informations sur le nombre de transferts vers un autre employeur qui ont eu lieu dans la pratique pour les travailleurs migrants et les travailleurs domestiques migrants.

La commission prend note de l'indication faite par le gouvernement dans son rapport selon laquelle le délai nécessaire pour transférer un travailleur d'un employeur à un autre varie d'un minimum d'un jour à un maximum d'un mois, en fonction de la disponibilité des parties. Le gouvernement déclare également qu'il n'existe pas de système de parrainage (*kafala*) à Oman et que le système en place est une relation contractuelle temporaire en vertu d'un contrat de travail précisant les conditions d'emploi, signé par le travailleur et l'employeur. Selon le gouvernement, la réduction du nombre de cas de transfert de travailleurs est un reflet positif de la stabilité de la main-d'œuvre dans l'emploi, qui témoigne d'un environnement de travail décent à Oman grâce aux efforts déployés par le ministère de la Main-d'œuvre, en coopération avec l'OIT, pour mettre en œuvre le programme par pays pour le travail décent depuis 2010.

En ce qui concerne les travailleurs domestiques migrants, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les procédures de résiliation des contrats des travailleurs domestiques et la période nécessaire pour transférer leurs services d'un employeur à un autre sont les mêmes que celles applicables à tous les travailleurs.

La commission note que, en vertu de l'article 8 du décret ministériel n° 189/2004 sur les conditions d'emploi spéciales des travailleurs domestiques, le contrat de travail peut être résilié par l'employeur ou

le travailleur moyennant un préavis d'un mois. Le travailleur a le droit de résilier le contrat de travail sans préavis en cas d'abus de la part de l'employeur ou d'un membre de sa famille. La commission note toutefois que, en vertu du paragraphe 4 de l'article 7, le travailleur domestique migrant ne peut pas travailler pour un autre employeur avant que le recruteur n'ait renoncé à son parrainage et n'ait accompli les procédures nécessaires à cet égard.

La commission note en outre que les articles 17 et 20 de la loi n° 16/95 de 1995 relative au séjour des étrangers disposent que le visa de séjour est délivré au travailleur étranger par son «parrain» et que les conditions et les procédures de transfert du travailleur étranger à un autre «parrain» sont déterminées par décision de l'Inspecteur général du ministère de l'Intérieur. À cet égard, la commission note que dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que le règlement d'application de la loi relative au séjour des étrangers a été modifié en 2020. L'article 24 de ce règlement, qui prévoyait qu'un travailleur étranger ne pouvait être transféré à un autre employeur qu'avec l'approbation du premier employeur «parrain», a été amendé. Il est désormais prévu qu'un travailleur étranger peut être transféré d'un employeur à un autre employeur détenteur d'une licence de recrutement de travailleurs, sur présentation d'un justificatif de la fin, de l'annulation ou de la résiliation du contrat de travail du travailleur, ainsi que d'un justificatif de l'approbation par l'organisme gouvernemental compétent du contrat du second employeur avec le travailleur étranger. Le gouvernement indique en outre que 58 744 travailleurs ont été transférés vers un nouvel employeur en 2018, et 60 958 en 2019.

La commission note que, s'il existe des dispositions permettant aux travailleurs migrants, y compris les travailleurs domestiques, de mettre fin à leur contrat de travail, les conditions de changement d'emploi restent difficiles, car le permis de travail de cette catégorie de travailleurs est lié à l'employeur qui les a parrainés en vertu des articles 17 et 20 de la loi n° 16/95 de 1995 relative au séjour des étrangers. La commission note que, dans ses observations finales de 2017, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des Nations Unies recommande au gouvernement omanais de revoir le système de *kafala*, qui est préjudiciable aux travailleurs migrants vulnérables. Elle note en outre que ce comité a observé que, bien que le gouvernement ait adopté un certain nombre de mesures pour protéger les droits des travailleuses domestiques migrantes, le système de la *kafala* accroît encore le risque d'exploitation de ces dernières. Le comité s'est également inquiété de l'exclusion de cette catégorie de travailleurs du droit du travail et, partant, de leur accès aux tribunaux du travail, du risque qu'ils soient accusés de «fuite», ainsi que du fait que le travail forcé n'est pas érigé en crime dans le Code pénal et n'est interdit que par la loi sur le travail qui ne s'applique pas aux travailleurs domestiques (CEDAW/C/OMN/CO/2-3, paragr. 30 h) et 39).

La commission rappelle que le système de parrainage crée une relation dans laquelle les travailleurs migrants, y compris les travailleurs domestiques, sont dépendants de leurs parrains – employeurs, et que le permis de travail de cette catégorie de travailleurs est lié à leurs parrains. Elle note que ce système empêche les travailleurs migrants de mettre fin librement à leur emploi et accroît leur vulnérabilité à des situations relevant du travail forcé. **À cet égard, la commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour s'assurer que les travailleurs migrants, y compris les travailleurs domestiques migrants, ne sont pas exposés à des pratiques qui relèvent du travail forcé. La commission prie également le gouvernement de continuer de fournir des informations sur la manière dont les travailleurs migrants, y compris les travailleurs domestiques migrants, peuvent exercer, dans la pratique, leur droit de mettre fin librement à leur emploi et de quitter le pays, de manière à ne pas se retrouver dans des pratiques abusives qui peuvent résulter du système de parrainage. Enfin, la commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur le nombre de travailleurs migrants qui ont changé d'employeur et dont le permis de travail a été transféré à un nouvel employeur, en incluant, si elles sont disponibles, des statistiques ventilées par genre, profession et pays d'origine.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Ouganda

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1963)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 a) de la convention. Sanctions pénales comportant l'obligation de travailler imposées en tant que punition de l'expression d'opinions politiques ou de la manifestation d'une opposition à l'ordre politique, social ou économique établi. Depuis un certain nombre d'années, la commission se réfère aux dispositions suivantes de la législation nationale en vertu desquelles des sanctions pénales comportant un travail pénitentiaire obligatoire – en application de l'article 62 du règlement des prisons – peuvent être imposées:

- la loi n° 20 de 1967 sur l'ordre public et la sécurité, habilitant les autorités à restreindre le droit d'association ou de communication entre les individus, indépendamment de la commission d'une infraction, et à imposer des sanctions comportant du travail obligatoire;
- les articles 54(2)(c), 55, 56 et 56(A) du Code pénal, habilitant le ministre à déclarer illégale l'association de deux ou de plusieurs personnes, de sorte que tout discours, toute publication ou toute activité au nom de cette association ou pour la soutenir devient illégal et passible d'une peine d'emprisonnement (comportant l'obligation de travailler).

La commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que ces dispositions soient modifiées ou abrogées afin de garantir la compatibilité de la législation avec la convention.

La commission note que le gouvernement déclare dans son rapport que la loi sur l'ordre public et la sécurité et le Code pénal sont l'un et l'autre en conformité avec la convention.

La commission relève cependant les déclarations faites par un certain nombre de gouvernements dans le rapport de 2016 du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies) recommandant la modification de la loi de 2013 relative à la gestion de l'ordre public afin d'assurer le plein respect des libertés d'association et de manifestation pacifique (A/HRC/34/10, paragr. 115.101, 117.8, 117.18 et 117.52). En outre, la commission note que, selon le rapport de 2017 du Conseil des droits de l'homme, un certain nombre de partenaires regrettent que l'Ouganda ne remplisse pas pleinement ses engagements tels qu'ils résultent de l'Examen périodique universel, en ce qui concerne la liberté d'expression, la liberté d'assemblée pacifique et la liberté d'association. Ils se sont également déclarés préoccupés par les actes d'agression physique commis à l'égard de journalistes et le harcèlement dont sont l'objet des activistes politiques et des défenseurs des droits de l'homme, et ont appelé instamment à des réformes du Code pénal, de la loi sur la presse et les journalistes et de la loi de 2013 sur la gestion de l'ordre public (A/HRC/34/2, paragr. 688, 692, 693 et 694).

La commission note également avec **préoccupation** que des peines d'emprisonnement (comportant un travail pénitentiaire obligatoire) peuvent être imposées en application des dispositions suivantes de la loi de 2013 sur la gestion de l'ordre public: article 5(8) (manque aux devoirs de la charge dans le contexte de l'organisation d'une réunion publique sans excuse raisonnable); article 8(4) (non-obtempération à des ordres légaux à l'occasion d'une réunion publique).

À cet égard, la commission se doit de rappeler que l'article 1 a) de la convention interdit tout recours à des sanctions comportant une obligation de travailler en tant que mesure de coercition politique ou en tant que sanction à l'égard de personnes qui ont ou expriment certaines opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Elle souligne en outre que la protection assurée par la convention ne se limite pas aux activités consistant à exprimer ou manifester des opinions divergentes par rapport aux principes établis. En effet, même lorsque certaines activités visent à l'avènement de changements fondamentaux dans les institutions de l'État, elles n'en demeurent pas moins couvertes par la convention tant qu'elles ne s'exercent pas à travers le recours à des moyens violents ou l'appel à de tels moyens, pour servir leurs fins. **À la lumière des considérations qui précèdent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les dispositions susvisées de la loi n° 20 de 1967 sur l'ordre public et la sécurité, du Code pénal et de la loi de 2013 sur la gestion de l'ordre public soient modifiées ou abrogées afin qu'aucune peine de prison comportant une obligation de travail ne puisse être imposée à des personnes qui, sans recourir à la violence ou prôner celle-ci, expriment certaines opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Elle prie le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises à cet égard.**

Article 1 d). Sanctions pénales comportant l'obligation de travailler punissant la participation à des grèves. La commission avait noté précédemment que la loi de 2006 sur les conflits du travail (arbitrage et règlement) comporte des dispositions relatives au règlement des conflits du travail qui peuvent conduire à des procédures d'arbitrage obligatoire rendant de ce fait illégales les grèves et autres formes d'action revendicative. Les grèves peuvent en effet être déclarées illégales lorsque, par exemple, le ministre ou l'administrateur du travail porte le différend devant le tribunal du travail (art. 28(4)) ou que la sentence arbitrale rendue par le tribunal du travail est devenue exécutoire (art. 29(1)). Dans de telles circonstances, l'organisation d'une grève est passible d'une peine d'emprisonnement (comportant l'obligation de travailler) en vertu des articles 28(6) et 29(2) et (3) de la loi, et la commission a rappelé à cet égard au gouvernement que de telles sanctions ne sont pas conformes à la convention. En outre, la commission a noté que, en vertu de l'article 34(5) de la loi de 2006 sur les conflits du travail (arbitrage et règlement), le ministre peut porter tout conflit dans des services essentiels devant le tribunal du travail, ce qui rend alors illégal tout arrêt collectif de travail dans ces services, sous peine d'emprisonnement (comportant l'obligation de travailler) (art. 33(1) et (2) de la loi). La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre les dispositions précitées de la loi de 2006 sur les conflits du travail (arbitrage et règlement) en conformité avec la convention.

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information à ce sujet. **La commission se doit donc de prier à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour rendre les dispositions susmentionnées de la loi de 2006 sur les conflits du travail (arbitrage et règlement) en conformité avec la convention, soit en abrogeant les peines d'emprisonnement comportant une obligation de travail, soit en limitant leur champ d'application aux services essentiels au sens strict du terme (à savoir ceux dont l'interruption mettrait en péril la vie, la sécurité ou la santé des personnes pour tout ou partie de la population) ou aux situations de crise nationale aiguë. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Ouzbékistan

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1997)

La commission prend note des observations de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA) reçues le 8 octobre 2020. N'ayant pas reçu d'informations supplémentaires du gouvernement, la commission réitère ses commentaires adoptés en 2019, tels que reproduits ci-dessous.

La commission prend également note des observations de l'UITA reçues le 30 août 2019.

Article 1 b) de la convention. Mobilisation et utilisation de main-d'œuvre à des fins de développement économique dans l'agriculture (production de coton). Dans ses commentaires précédents, la commission a noté les allégations de l'UITA selon lesquelles le gouvernement de l'Ouzbékistan continuait d'imposer un système d'État de travail forcé à des fins économiques de production du coton. Elle avait aussi pris note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) indiquant qu'il existait un certain nombre de cas d'engagement involontaire de travailleurs et de cas d'extorsion des fonds de remplacement par les autorités locales qui devaient faire l'objet d'enquêtes et de poursuites judiciaires. À cet égard, la commission a noté les informations fournies par le Conseil de la fédération des syndicats de l'Ouzbékistan (CFTUU) à propos des différentes mesures adoptées en 2016 dans le cadre de la coopération entre l'Ouzbékistan, l'OIT et la Banque mondiale pour l'application des conventions de l'OIT sur le travail des enfants et le travail forcé, dont des cours de formation et des séminaires sur les normes internationales du travail et leur application pour des employés des ministères et de l'administration, des organisations non gouvernementales et des exploitants agricoles; des campagnes de sensibilisation au travail des enfants et au travail forcé; et la mise en place et le suivi d'un dispositif d'informations (FBM). En outre, une table ronde intitulée «Situation et perspectives de la coopération entre l'Ouzbékistan et l'OIT» a eu lieu à Tachkent au cours de laquelle tous les participants, dont des représentants de l'OIT, de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), de la CSI, de la Banque mondiale, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ainsi que des représentants diplomatiques, ont fait part de leur volonté et de leur engagement à coopérer étroitement avec l'Ouzbékistan.

La commission a également pris note des résultats de l'enquête quantitative de l'OIT sur les pratiques d'emploi dans le secteur agricole, menée par le centre de recherches (*Ekspekt fikri*) selon lesquels le nombre de cueilleurs de coton était passé de 3,2 millions en 2014 à 2,8 millions en 2015; le nombre de participants volontaires à la récolte du coton de 2015 avait augmenté; et le nombre de membres du personnel médical, d'enseignants et d'étudiants parmi les cueilleurs de coton avait diminué. Enfin, elle a noté que, d'après le rapport du BIT, «Mécanisme de surveillance par une tierce partie (TPM) sur le recours au travail des enfants et au travail forcé pendant la récolte du coton de 2015» (ci-après, rapport TPM 2015), depuis la récolte de 2015, le gouvernement avait pris de nouveaux engagements en ce qui concerne le travail des enfants et le travail forcé, en particulier dans le cadre du Plan d'action pour l'amélioration des conditions de travail, de l'emploi et de la protection sociale des travailleurs du secteur agricole 2016-2018. Plusieurs ateliers de formation pour le renforcement des capacités des fonctionnaires, y compris les *hokims* (gouverneurs d'une région administrative), avaient été organisés avant la récolte avec les ministères, les institutions et les entités impliqués à tous les niveaux. Des campagnes de sensibilisation du public durant la récolte avaient été menées dans des villages reculés et des messages sur le travail des enfants et le travail forcé, sur les droits au travail et sur le centre d'appel du FBM avaient été diffusés sur l'ensemble du territoire national. Se référant aux résultats préliminaires de l'enquête quantitative du BIT, le rapport TPM 2015 indiquait que, en 2015, sur les 2,8 millions de cueilleurs de coton, un nombre important, environ les deux tiers, avait été recruté volontairement et que les personnes «exposées au risque» de travail involontaire étaient essentiellement des enseignants, des membres du personnel médical et des étudiants. Le rapport TPM 2015 indiquait aussi que des équipes de surveillance, conduites par des experts du BIT, s'étaient rendues dans 50 établissements de soins médicaux et avaient constaté qu'ils fonctionnaient normalement pendant la récolte et que la présence des membres du personnel était régulièrement contrôlée. Il signalait aussi que, bien que le travail des enfants fût reconnu comme inacceptable par toutes les couches de la société, il était cependant nécessaire d'améliorer la sensibilisation au risque de travail forcé. La commission avait pris note de la conclusion du rapport TPM 2015 selon laquelle, si d'importantes mesures avaient été adoptées pour le recrutement volontaire des cueilleurs de coton, elles n'étaient pas suffisamment vigoureuses pour modifier de façon décisive les pratiques de recrutement. S'appuyant sur les recommandations du rapport TPM 2015 de réduire les risques de travail forcé lors des récoltes du coton, la commission avait vivement encouragé le gouvernement à continuer de prendre des mesures efficaces et assorties de délais pour renforcer les mesures de protection contre le recours au travail forcé lors de la récolte du coton, y compris en renforçant le système des relations professionnelles en vigueur pour les cueilleurs de coton, en élaborant

une stratégie de formation de haute qualité à l'intention de tous les acteurs impliqués dans la récolte du coton et en continuant de sensibiliser toutes les couches de la société aux risques de travail forcé lors des récoltes du coton.

La commission prend note des observations de l'UITA indiquant que la mobilisation et l'utilisation de main-d'œuvre à des fins de développement économique dans l'agriculture, et dans une certaine mesure, dans d'autres secteurs continuent de se produire massivement, de façon systématique et répandue dans tout le pays, et concernent des militaires, des médecins, des enseignants, des employés d'entreprises publiques et d'autres travailleurs.

La commission note les informations que le gouvernement fournit dans son rapport sur les différentes mesures législatives adoptées, dont des modifications et des ajouts aux lois existantes, ainsi que l'adoption de nouvelles lois pour améliorer les conditions de travail et d'emploi dans l'agriculture et les rendre conformes aux règles et normes fondamentales. À cet égard, la commission note que le gouvernement fait référence aux adoptions suivantes:

- loi n° ZRU-558 d'août 2019 modifiant et complétant plusieurs textes législatifs, dont l'article 51 du Code de responsabilité administrative, durcissant les peines infligées en cas de contrainte au travail et d'engagement d'enfants dans le travail forcé;
- décret n° 197-ICH du ministère de l'Emploi et des Relations de travail (MELR) du 13 août 2019 relatif à l'augmentation du nombre d'inspecteurs du travail des services d'inspection de l'État dans les villes et les districts;
- résolution n° 349 du cabinet des ministres du 10 mai 2018 sur des mesures supplémentaires pour éliminer le travail forcé en chargeant les responsables des organes administratifs économiques et de l'État à tous les échelons de réagir efficacement et de mettre fin à l'imposition de toutes les formes de travail forcé, surtout à l'encontre de travailleurs des services de l'éducation et de la santé, d'élèves et de salariés d'autres organisations publiques, et d'adopter des mesures disciplinaires strictes contre les fonctionnaires qui ont directement ou indirectement imposé ou toléré du travail forcé;
- décret présidentiel n° UP-5563 du 29 octobre 2018 augmentant les responsabilités des responsables des pouvoirs publics à tous les échelons en ce qui concerne l'interdiction et l'élimination du travail forcé sous toutes ses formes et manifestations;
- résolution n° 799 du cabinet des ministres d'octobre 2017 relative à l'organisation des activités du Fonds communautaire pour le travail du MELR afin d'interdire le travail forcé en engageant des personnes pour réaliser des tâches communautaires rémunérées.

Le gouvernement indique également que des avis sur l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé ont été diffusés dans toutes les localités, dans des centres de soins, des établissements d'éducation et des organisations publiques. Des campagnes de grande ampleur sur les peines encourues en cas de violations de l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé ont aussi été menées. En 2018, avec l'assistance du BIT, 400 banderoles et 100 000 dépliants sur l'interdiction du travail forcé ont été distribués et placés dans des lieux visibles dans tout le pays. Un court film sur le FBM et le travail forcé a été diffusé à la télévision. Des mesures organisationnelles et financières concrètes ont été adoptées pour recruter volontairement des travailleurs pour récolter le coton. La commission prend par ailleurs note des informations du gouvernement relatives aux rapports sur le travail forcé reçus par le FBM par l'intermédiaire de services de messages télégraphiques et téléphoniques. Selon ces informations, alors qu'en 2016 et 2017, seuls 15 rapports avaient été reçus, il y en a eu 2 135 en 2018. Les inspecteurs du travail de l'État ont examiné tous les rapports et pour 284 cas concernant un recours à du travail forcé, des sanctions administratives ont été imposées à des personnes qui obligeaient des salariés à cueillir du coton, y compris à des responsables de l'inspection des impôts et d'administrations régionales, municipales et locales (*hokims*). Des instructions ont été envoyées à 250 organisations pour traiter des violations du droit du travail et de la sécurité et la santé au travail; 50 réclamations ont été envoyées à des responsables d'organisations et un avertissement a été envoyé au ministère de la Défense. Des procédures disciplinaires ont été intentées contre plus de 100 directeurs de zones de développement socio-économique global, 30 d'entre eux ont été licenciés et des amendes ont été infligées à 11 *hokims*. En outre, la commission note que selon le rapport du gouvernement, le programme par pays de promotion du travail décent (PPTD) du BIT a été prolongé jusqu'en 2020.

La commission note avec *intérêt* que, selon le rapport du BIT, «Mécanisme de surveillance par une tierce partie (TPM) sur le recours au travail des enfants et au travail forcé pendant la récolte du coton de 2018 en Ouzbékistan» (ci-après, rapport TPM 2018), l'Ouzbékistan a fortement progressé vers l'élimination du travail forcé lors de la récolte du coton de 2018 au cours de laquelle l'utilisation du travail forcé a diminué de 48 pour cent par rapport à 2017. D'après le rapport TPM 2018, le gouvernement de l'Ouzbékistan démontre toujours un engagement politique fort en faveur de l'élimination du travail forcé

et continue de communiquer clairement en ce sens. La commission prend par ailleurs note des changements positifs survenus et des résultats obtenus en 2018 mentionnés dans le rapport TPM 2018:

- le gouvernement n'a pas eu systématiquement recours au travail forcé (en référence à une situation de travail forcé imposé par un gouvernement d'une façon méthodique et organisée) pour la récolte du coton de 2018;
- l'interdiction de recruter des étudiants, des enseignants, des infirmiers et des médecins a été systématiquement appliquée et a été en général respectée au niveau local;
- les salaires ont augmenté de 85 pour cent par rapport à la précédente récolte et les cueilleurs de coton ont été payés dans les temps et en intégralité;
- les médias ont commencé à aborder le thème du travail forcé. Le gouvernement a invité des journalistes à couvrir des cas de travail forcé et au niveau local, des défenseurs des droits de l'homme indépendants ont pu librement mener leurs activités de contrôle;
- l'inspection du travail a été renforcée et 200 inspecteurs ont suivi une formation du BIT sur les enquêtes relatives au travail forcé et ont été déployés dans tout le pays pour enquêter sur des cas présumés de travail forcé; et
- plus de 2 000 cas de travail forcé ont fait l'objet d'enquêtes et 206 hokims, fonctionnaires et responsables ont été sanctionnés par des amendes, des rétrogradations et des licenciements pour des infractions liées au travail forcé.

La commission prend dûment note des mesures prises par le gouvernement et de leurs résultats en termes de réduction du nombre de cas de travail forcé dans la culture du coton. Elle note toutefois que d'après le rapport TPM 2018, si la grande majorité des cueilleurs ne sont pas contraints à du travail forcé, il subsiste néanmoins un grand nombre de cas de travail forcé (6,8 pour cent ou 170 000 personnes) en grande partie à cause des traditions qui prévalent dans l'agriculture et l'économie planifiées, s'articulant autour de quotas, propices à l'imposition de travail forcé. Le rapport TPM 2018 indique que même si les réformes annoncées par le gouvernement central ont eu des effets, l'application irrégulière des politiques nationales, surtout au niveau local, continue d'être problématique. ***Par conséquent, la commission encourage fortement le gouvernement à poursuivre ses efforts, en coopération avec le BIT et les partenaires sociaux, dans le cadre du programme par pays de promotion du travail décent pour garantir l'élimination complète du recours au travail forcé dans la culture du coton à travers la mise en œuvre efficace de ses politiques au niveau local. Elle le prie de continuer de fournir des informations sur les mesures adoptées à cette fin et les résultats concrets obtenus, en indiquant les sanctions infligées.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement qui reprend le contenu de sa demande adoptée en 2019.

Pakistan

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1957)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement, à la lumière de la décision du Conseil d'administration adoptée sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que des informations dont elle disposait en 2019.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. 1. *Servitude pour dettes.*

1. *Cadre législatif.* La commission a précédemment pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle la loi de 1992 portant abolition du système de travail en servitude demeurerait applicable sur le Territoire métropolitain d'Islamabad et dans la province du Baloutchistan. La commission a noté que les gouvernements des provinces du Khyber Pakhtunkhwa (KPK) et du Sindh avaient promulgué la loi de 2015 du KPK portant abolition du système de travail en servitude et la loi de 2015 du Sindh portant abolition du système de travail en servitude, respectivement, qui contiennent toutes deux des dispositions interdisant le travail en servitude, annulant les dettes restantes et prévoyant des sanctions pénales en cas d'infraction. Toutefois, la commission a pris note des informations de la Fédération nationale des syndicats du Pakistan (APFTU) selon lesquelles, malgré l'interdiction légale du travail en servitude, cette pratique persistait dans les briqueteries en raison de l'absence d'application effective de la loi. La commission a par conséquent prié instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates pour assurer l'application effective de la législation provinciale nouvellement promulguée en matière d'abolition du travail en servitude dans la pratique, et de fournir des informations à cet égard.

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport selon lesquelles le gouvernement du Pendjab a promulgué la loi de 2018 du Pendjab portant abolition du système de travail en servitude (amendement). Elle note également, d'après les informations

supplémentaires du gouvernement, que le Cabinet provincial du Baloutchistan a approuvé le projet de loi de 2020 sur l'élimination du travail en servitude, qui contient des dispositions visant à enrayer le système de travail en servitude et de travail forcé dans cette province, ainsi que le projet de loi de 2020 sur la réinsertion des victimes du travail en servitude. Ces deux projets de loi seront présentés au Département juridique pour examen. La commission prend également note de l'information du gouvernement selon laquelle le ministère des Pakistanais de l'étranger et de la valorisation des ressources humaines a entrepris, en consultation avec le BIT, une «analyse des lacunes concernant le protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930», dans le but: i) de déterminer dans quelle mesure la convention n° 29 et le protocole ont été incorporés dans les lois et politiques nationales; ii) d'identifier les lacunes dans l'application de la convention n° 29 et les domaines dans lesquels les mécanismes et mesures actuels de lutte contre le travail en servitude doivent être renforcés pour répondre aux exigences du protocole; et iii) de formuler une série de recommandations visant à favoriser un meilleur respect de la convention n° 29 et à progresser vers la ratification du protocole.

La commission note que, selon les conclusions de l'étude réalisée en mai 2017 par le Bureau des statistiques du Département de la planification et du développement du gouvernement du KPK sur le travail en servitude dans les briqueteries des deux districts du KPK, dans un total de 190 briqueteries dans les deux districts, 4 à 270 travailleurs ont été trouvés comme employés dans chaque four. L'étude révèle que, d'après les données recueillies auprès des travailleurs des briqueteries, aucune preuve de travail en servitude ou de punition par les propriétaires n'a été trouvée et que ces travailleurs ont tous été traités avec humanité et conformément aux lois. La commission prend également note des informations tirées de cette étude selon lesquelles, contrairement au Pendjab, les droits des travailleurs des fours à briques du KPK sont protégés principalement par l'application de la loi. **La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures efficaces pour éliminer le travail en servitude dans toutes ses provinces, notamment en veillant à l'application effective des lois provinciales nouvellement promulguées qui abolissent le travail en servitude, et de fournir des informations à cet égard. Elle exprime également le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer l'adoption, dans un proche avenir, du projet de loi de 2020 sur l'élimination du travail en servitude au Baloutchistan et du projet de loi de 2020 sur la réinsertion des victimes du travail en servitude. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

2. *Programmes d'action.* La commission a précédemment pris note des mesures prises par les gouvernements provinciaux pour éliminer le travail en servitude, telles que l'adoption et la mise en œuvre du Plan d'action provincial de lutte contre le travail en servitude et le projet de l'OIT intitulé «Renforcement des mesures de contrôle de l'application des lois et de l'action contre la traite interne et le travail en servitude à l'intérieur du pays» par les gouvernements des provinces du Sindh et du Pendjab, ainsi que la mise en œuvre du projet «Élimination du travail en servitude dans les briqueteries» au Punjab.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles le Plan d'action provincial de lutte contre le travail en servitude au Pendjab est en cours d'exécution et le Département du travail du Pendjab a créé un service d'assistance juridique pour aider les victimes du travail en servitude. Elle note également que le Département du travail et des ressources humaines du Pendjab, avec l'appui du projet de coopération technique du BIT, procède actuellement à une analyse des lacunes du projet intitulé «Projet d'élimination du travail des enfants et du travail en servitude – un projet intégré pour la promotion du travail décent pour les travailleurs vulnérables au Punjab». La commission note également que le gouvernement du Sind a libéré et réhabilité huit familles en servitude du district de Khairpur. Le gouvernement indique en outre que le gouvernement du Baloutchistan s'efforce d'adopter un plan de développement spécifique pour les ouvriers des briqueteries au Baloutchistan sur la base d'une étude. En outre, la commission note que, d'après son rapport au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, le gouvernement a adopté en 2017 le cadre stratégique national pour l'élimination du travail des enfants et du travail en servitude au Pakistan, qui comporte 18 recommandations sur les mesures que les provinces doivent prendre pour éliminer le travail des enfants et le travail en servitude. **La commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts pour combattre et éliminer le travail en servitude, ainsi qu'à continuer d'adopter des mesures visant à assister les travailleurs en servitude qui ont été libérés. Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées sur les mesures spécifiques mises en œuvre au Pendjab et dans d'autres provinces à cet égard, y compris les mesures prises au titre du Cadre stratégique national, ainsi que des informations sur les résultats concrets de ces initiatives, notamment le nombre de travailleurs en servitude et anciens travailleurs en servitude qui bénéficient de ces mesures.**

3. *Comités de vigilance de district (DVCs).* La commission a pris précédemment note de l'indication du gouvernement selon laquelle il était impossible de surveiller le travail en servitude au moyen de la procédure d'inspection normale et, par conséquent, des DVCs ont été créés en vertu des lois provinciales sur le travail en servitude. La commission a noté que les DVCs étaient opérationnels dans l'ensemble du

Pendjab, tandis que les provinces du KPK et du Sindh avaient promulgué de nouvelles lois sur le travail en servitude, en vertu desquelles les DVCs seraient réactivés conformément aux règles mises en place. En outre, la province du Baloutchistan a indiqué que les DVCs seraient mis en service sans retard. La commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les DVCs soient rétablis dans les provinces du KPK et du Sindh en vertu de la nouvelle législation et à ce qu'ils soient opérationnels au Baloutchistan.

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement selon lesquelles sept DVCs travaillent efficacement dans la province du Sindh. Ces DVCs regroupent les élus de la région, les représentants de l'administration du district, les barreaux, la presse, les services sociaux agréés et le département du travail de la province. Le rapport du gouvernement indique que le Territoire métropolitain d'Islamabad a lui aussi mis en place des DVCs pour éliminer le travail en servitude dans les briqueteries. La loi de 2018 du Pendjab portant abolition du système de travail en servitude (amendement) contient des dispositions visant à renforcer et à rationaliser les inspections et l'élaboration des rapports en réactivant les DVCs et en redéfinissant le rôle des inspecteurs autorisés. Selon le rapport du gouvernement, 188 réunions de DVCs ont eu lieu dans les 36 districts du Pendjab en 2018. En outre, 258 réunions de DVCs ont eu lieu en 2019, et 70 en janvier-février 2020. Le gouvernement indique aussi que, en 2018, 7 420 inspections liées au travail en servitude ont été effectuées au Pendjab, 33 plaintes ont été reçues, 24 plaintes ont été réglées et un cas a été renvoyé aux DVCs. La commission note en outre que le gouvernement du Pendjab a créé en avril 2019 un sous-comité chargé d'aider les DVCs à examiner l'application de la loi et du plan d'action relatifs à l'abolition du travail en servitude et à la réadaptation des travailleurs en servitude qui ont été libérés, à surveiller le fonctionnement des DVCs et à répondre aux préoccupations des organismes nationaux et internationaux concernant le travail en servitude. Elle note également que dans la province du Baloutchistan et au KPK, le processus d'activation des DVCs sera achevé dans un proche avenir. **La commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts pour mettre en place, renforcer et consolider les DVCs dans toutes les provinces, y compris au Baloutchistan et au KPK. Elle le prie également de continuer à fournir des informations sur le fonctionnement des DVCs, notamment sur le nombre de travailleurs asservis identifiés et secourus, et de fournir des copies des rapports de suivi ou d'évaluation. Elle le prie en outre d'indiquer si des poursuites judiciaires ont été engagées contre des personnes employant des travailleurs en servitude et de fournir des informations sur le nombre de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions spécifiques appliquées, ainsi que des copies des décisions judiciaires pertinentes.**

4. *Mesures de collecte de données visant à évaluer la nature et l'étendue actuelle du travail en servitude.* Dans ses précédents commentaires, la commission a prié instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts pour s'assurer qu'une étude sur le travail en servitude est effectuée dans chaque province du pays dans un proche avenir, en coopération avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et les autres acteurs concernés.

La commission prend note de la référence faite par le gouvernement à l'étude réalisée en 2017 sur l'industrie des briqueteries dans les deux districts du KPK. Elle prend note aussi de l'indication du gouvernement selon laquelle, en raison de la nature traditionnellement cachée des cas de travail en servitude, aucune étude n'a été menée jusqu'à présent sur ce type de travail. Toutefois, les provinces s'efforcent de mener des études et des recherches sur le sujet en vue d'élaborer une politique globale d'éradication du travail en servitude. **La commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts pour entreprendre des études et des recherches sur le travail en servitude dans toutes les provinces. Elle le prie de fournir des informations sur toute mesure prise à cet égard, ainsi que de transmettre une copie de toute étude réalisée.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1960)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement sur les questions soulevées dans sa précédente demande directe et réitère par ailleurs son observation adoptée en 2019 dont le contenu est reproduit ci-après.

Article 1 a) et e) de la convention. Peines comportant un travail obligatoire imposées en tant que sanction de l'expression d'opinions politiques et en tant que mesure de discrimination religieuse. Dans ses commentaires précédents, la commission a observé que les articles 10 à 13 de la loi de 1952 sur la sécurité du Pakistan, les articles 5, 26, 28 et 30 de l'ordonnance de 2002 sur l'enregistrement de la presse, des journaux, des agences de presse et des livres; l'article 32(2) et (3) de l'ordonnance de 2002 sur l'autorité de régulation des médias électroniques et les articles 8 et 9 de la loi de 1997 sur la lutte contre le terrorisme contiennent des restrictions à l'expression des opinions politiques et prévoient des peines de prison comportant l'obligation de travailler en cas de violation. La commission s'est référée également

aux articles 298B(1) et (2) et 298C du Code pénal, introduits en vertu de l'ordonnance n° XX de 1984 relative aux activités anti-islamiques du groupe Quadiani, du groupe Lahori et des Ahmadis (interdiction et répression), en vertu desquels toute personne appartenant à l'un de ces groupes qui utilise des épithètes, une terminologie ou des titres propres à l'islam encourt une peine d'emprisonnement (pouvant comporter l'obligation de travailler) d'une durée maximum de trois ans. À cet égard, la commission a noté la déclaration du gouvernement selon laquelle le ministère des Pakistanaïs de l'étranger et du Développement des ressources humaines avait proposé au ministère de la Loi et de la Justice d'envisager que toute violation des droits et libertés civils et sociaux ne soit pas passible de sanctions pénales; de limiter les peines pouvant être imposées à des amendes ou autres sanctions ne comportant pas l'obligation de travailler; et de conférer un statut spécial aux prisonniers condamnés pour certaines infractions politiques. La commission a donc prié le gouvernement de poursuivre ses efforts pour mettre les lois précitées en conformité avec la convention dans un proche avenir et elle l'a prié de fournir des informations sur tout progrès réalisé en la matière.

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient aucune information sur cette question. ***Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les dispositions précitées soit en les abrogeant, soit en limitant leur champ d'application aux actes de violence ou d'incitation à la violence, soit en remplaçant les peines comportant un travail obligatoire par d'autres types de sanctions (par exemple des amendes) de manière à ce qu'aucune forme de travail obligatoire, y compris de travail pénitentiaire obligatoire, ne puisse être imposée aux personnes qui, sans avoir recouru à la violence ni prôné la violence, expriment certaines opinions politiques ou manifestent une opposition à l'ordre politique, social ou économique établi. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Paraguay

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1967)

***Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes
(Conférence internationale du Travail, 106^e session, juin 2017)***

La commission prend note de la discussion qui a eu lieu en juin 2017 au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail (ci-après, la Commission de la Conférence). La commission prend note du rapport du gouvernement, reçu en 2019, ainsi que des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), reçues le 1^{er} septembre 2017; des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2017 et le 9 septembre 2019; des observations de la Centrale unitaire des travailleurs Authentique (CUT-A), reçues le 2 septembre 2017 et le 30 août 2019; et des observations de la Centrale nationale des travailleurs (CNT), reçues le 26 août 2019.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. 1. Cadre institutionnel de lutte contre le travail forcé. Dans ses commentaires précédents, la commission a estimé que l'adoption de la Stratégie nationale de prévention du travail forcé 2016-2020 (décret n° 6285 du 15 novembre 2016) constituait un pas important dans la lutte contre le travail forcé. Elle a prié le gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour que cette stratégie soit effectivement mise en œuvre, en particulier dans les régions et les secteurs où des indices de travail forcé ont été identifiés, et pour assurer une plus forte sensibilisation à la question du travail forcé. La commission note que, dans ses conclusions, la Commission de la Conférence a prié le gouvernement de continuer à associer les partenaires sociaux au processus d'adoption de la Stratégie nationale de prévention du travail forcé; et d'élaborer des plans d'action régionaux et de prévoir des actions à mener en priorité pour faire connaître le problème du travail forcé et protéger les victimes identifiées.

La commission prend note que, dans son rapport, le gouvernement indique que le décret n° 7865 du 12 octobre 2017 met en place la Commission nationale des droits fondamentaux au travail et de la prévention du travail forcé (CONTRAFOR), qui relève du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (MTESS) et remplace la Commission des droits fondamentaux au travail et de la prévention du travail forcé. Des représentants de 14 ministères, de l'Institut paraguayen de l'indigène (INDI) et du Conseil des peuples indigènes du Chaco, ainsi que des représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs participent aux travaux de cette commission. La principale mission de la CONTRAFOR est de coordonner les politiques publiques de prévention et d'éradication du travail forcé à l'échelle nationale et, plus spécifiquement, de définir les processus de mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention du travail forcé 2016-2020 et de suggérer des ajustements pertinents. La commission salue également l'adoption, par l'intermédiaire de la CONTRAFOR, du Plan de prévention et d'éradication du travail

forcé 2017-2019. Celui-ci s'articule autour de trois domaines: i) la réalisation d'une étude diagnostique de la situation du travail forcé; ii) la coordination interinstitutionnelle et tripartite (dont la coordination des actions pour la mise en œuvre de la stratégie et le renforcement de l'inspection du travail pour pouvoir donner effectivement suite aux plaintes et aux dénonciations); et iii) la sensibilisation de la société au problème du travail forcé et les actions pour lui assurer une plus grande visibilité. Le plan prévoit également que la Commission de suivi et d'évaluation, qui inclut des représentants des partenaires sociaux, rédige tous les ans un rapport sur les progrès accomplis et la réalisation des objectifs établis afin d'apporter les ajustements nécessaires et de coordonner la conception du prochain plan d'action.

La commission observe que, dans son rapport de 2018 sur sa mission au Paraguay, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage a félicité le gouvernement pour l'évolution positive du développement d'un cadre juridique et institutionnel national de lutte contre les formes modernes d'esclavage et a également estimé que la plus grande prise de conscience de la société des différentes formes d'exploitation était une avancée positive (A/HRC/39/52/Add.1, paragr. 18).

La commission salue les efforts déployés par le gouvernement pour renforcer le cadre institutionnel de lutte contre le travail forcé et l'encourage vivement à continuer de prendre des mesures pour mettre en œuvre intégralement la Stratégie nationale de prévention du travail forcé et le Plan d'action pour la prévention et l'éradication du travail forcé au Paraguay pour la période 2017-2019. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les résultats obtenus, y compris des informations spécifiques sur les rôles des différentes institutions responsables de leur mise en œuvre, les mécanismes de coordination interinstitutionnelle, l'adoption de plans régionaux, les rapports annuels de la Commission de suivi et d'évaluation, et l'étude diagnostique de la situation du travail forcé, en précisant les facteurs qui ont été identifiés comme favorisant l'imposition de travail forcé. La commission le prie également de fournir des informations sur le processus d'élaboration et d'adoption de la deuxième Stratégie nationale de prévention du travail forcé et encourage le gouvernement à promouvoir le dialogue tripartite dans toutes ses actions de lutte contre le travail forcé.

2. *Exploitation au travail des travailleurs indigènes du Chaco.* Depuis quelques années, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour mettre fin à l'exploitation économique, et en particulier à la servitude pour dettes, de certains travailleurs indigènes de la région du Chaco. Elle a insisté sur la nécessité de renforcer la présence de l'État dans cette région pour identifier les victimes et mener à bien les enquêtes relatives aux plaintes déposées. À cet égard, la commission a pris note de la mise en place d'un bureau de la Direction du travail dans la localité de Teniente Irala Fernández (Chaco central), du recrutement de 30 inspecteurs du travail au niveau national, de la création de nouveaux tribunaux dans le Chaco (compétents y compris en matière de droit du travail) et de la mise en place de la sous-commission de la Commission des droits fondamentaux au travail et de la prévention du travail forcé dans la région du Chaco. La commission note que la Commission de la Conférence a également prié le gouvernement d'allouer suffisamment de ressources matérielles et humaines aux services du ministère du Travail dans la région du Chaco afin qu'ils puissent recevoir les plaintes et les dénonciations de travailleurs pour travail forcé et de prendre des mesures adéquates pour garantir que, dans la pratique, les victimes sont en mesure de s'adresser aux autorités judiciaires compétentes.

Dans son rapport, le gouvernement se réfère à la conclusion, en juillet 2017, d'une convention-cadre de coopération interinstitutionnelle entre le MTESS et les autorités du département de Boquerón pour appuyer les actions du ministère dans la région du Chaco en vue notamment de faciliter l'accès de toute personne appartenant à un peuple indigène aux canaux d'information et aux mécanismes de plainte. C'est ainsi qu'en mars 2018, un bureau de la Direction du travail pour les peuples autochtones a été créé dans la ville de Filadelfia, dans le département de Boquerón (Chaco). Depuis lors, le bureau a été renforcé; il dispose désormais d'un mécanisme de réclamation accessible aux travailleurs, il sensibilise les populations indigènes à leurs droits et les conseille. Le gouvernement indique également que des campagnes de sensibilisation ont été menées en faveur du travail décent dans le Chaco paraguayen (*Chaco paraguayo, con trabajo decente*) et des ateliers de formation ont été organisés pour la population du Chaco sur ses droits au travail dans différentes langues (espagnol, guaraní, enxet, sanapaná, nivaclé, ayoreo, toba qom, allemand et dialecte mennonite), ainsi que pour le secteur privé et les agents de la fonction publique. Il précise également que depuis 2018, il a entrepris de consolider le Bureau régional du MTESS dans le Chaco et a notamment mené les actions suivantes: l'élaboration d'une liste des institutions publiques des trois districts de Boquerón (Filadelfia, Mariscal Estigarribia et Loma Plata) avec lesquelles le Bureau régional entretient des relations suivies; l'élaboration d'une liste des communautés indigènes dans chaque district; et l'organisation du Bureau pour recevoir et conseiller les travailleurs et les employeurs, et leur offrir un service de médiation. En janvier 2019, 117 personnes en tout avaient été conseillées par le MTESS dans la ville de Filadelfia.

La commission note que, dans ses observations, la CSI indique que le Bureau de Filadelfia ne dispose pas des ressources administratives minimales lui permettant de fonctionner ni de l'autonomie nécessaire

pour vérifier sur le terrain d'éventuelles irrégularités. La CSI signale que le gouvernement n'a fourni aucune information aux organisations syndicales relatives aux activités du Bureau et au nombre de plaintes pour travail forcé ou autres formes de violation des droits au travail reçues et traitées. De son côté, la CUT-A indique que le Bureau de Filadelfia ne dispose pas d'un personnel formé pour «monter un dossier» et réunir les éléments de preuve ni pour mener les entretiens avec des victimes potentielles. La CUT-A ajoute qu'elle ne dispose d'aucune information sur les résultats d'éventuelles interventions menées ni par conséquent sur l'imposition de sanctions exemplaires.

La commission note que, dans son rapport, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies observe que, selon les informations reçues, les coopératives et les exploitations agricoles (*estancias*) respectent généralement la législation nationale et le degré de conformité s'est récemment amélioré dans la région du Chaco. Toutefois, elle indique qu'elle demeure préoccupée par les cas de travail forcé et de servitude sur des lieux de travail plus petits et dans des *estancias* plus isolées et moins accessibles, ainsi que par des pratiques de travail qu'elle considère comme de l'exploitation (paragraphe 50).

La commission encourage le gouvernement à intensifier ses efforts pour faciliter l'accès des travailleurs indigènes aux mécanismes administratifs et judiciaires pour dénoncer des situations de travail forcé en tenant compte de leur situation géographique, linguistique et culturelle, ainsi que de leur niveau d'éducation. À cet égard, la Commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour assurer la présence d'inspecteurs dans les zones les plus reculées du Chaco où sont occupés les travailleurs indigènes en indiquant le nombre actuel d'inspecteurs pour cette région, ainsi que leur répartition géographique, le nombre d'inspections effectuées, de plaintes reçues et de sanctions administratives et pénales imposées, ainsi que la manière dont le ministère du Travail coopère avec le ministère public et la police lors d'enquêtes sur des cas de travail forcé. En outre, la commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures adoptées pour protéger les travailleurs qui ont dénoncé leur situation de victimes de travail forcé, les prendre en charge et leur fournir une assistance. La commission prie également le gouvernement d'indiquer de quelle façon le MTESS collabore avec l'Institut paraguayen de l'indigène (INDI) pour identifier et résoudre les problèmes que rencontrent les peuples indigènes de la région du Chaco et qui les rendent vulnérables à l'imposition de travail forcé.

3. *Article 25. Application de sanctions pénales.* La commission a précédemment noté qu'aucune procédure judiciaire n'avait été engagée ni aucune sanction imposée aux auteurs de travail forcé (servitude pour dettes ou autres pratiques impliquant du travail forcé). À l'instar de la Commission de la Conférence, la commission a prié le gouvernement de prendre les mesures appropriées pour que la législation nationale incrimine le travail forcé à travers des dispositions suffisamment précises et adaptées aux circonstances nationales pour que les autorités compétentes puissent poursuivre pénalement les auteurs de ces pratiques. Le gouvernement indique qu'il a rédigé un avant-projet de loi qui incrimine le travail forcé et prévoit une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ou une amende pour «toute personne qui, par la force ou la menace, contraint une autre d'effectuer un travail ou de fournir un service, même moyennant rétribution». Le projet prévoit également une liste de circonstances aggravantes qui sont passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à dix ans de prison, dont le fait de soumettre la victime à une situation d'esclavage ou de servitude ou à une situation dégradante qui va à l'encontre de sa condition humaine, ou lorsque la victime est sans défense ou se trouve en situation de vulnérabilité. La commission prend également note de l'adoption du Guide tripartite et interinstitutionnel d'intervention en cas de travail forcé qui contient des indicateurs du travail forcé et propose des méthodes d'intervention en cas de dénonciation de travail forcé, tant du point de vue du droit du travail que de celui du droit pénal. Il y est clairement énoncé que le ministère public doit agir de sa propre initiative lorsqu'aucune plainte n'a été déposée mais que la situation de travail forcé est connue.

La commission note que la sanction prévue en l'absence de circonstances aggravantes, c'est-à-dire une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ou une amende, ne revêt pas un caractère suffisamment dissuasif. En effet, la commission a déjà indiqué que «lorsque la sanction prévue consiste en une amende ou une peine de prison de très courte durée [...] elle ne saurait constituer une sanction efficace compte tenu de la gravité de l'infraction et du caractère dissuasif que les sanctions doivent revêtir» (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 319). ***Tout en saluant l'élaboration d'un projet de loi qui incrimine le travail forcé et prévoit les sanctions applicables, la commission veut croire que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour revoir ledit projet de loi afin que l'imposition du travail forcé soit passible de sanctions pénales réellement efficaces et revêtant un caractère suffisamment dissuasif. La commission veut également croire que ce projet sera adopté dans les plus brefs délais et prie le gouvernement de communiquer des informations sur les actions de sensibilisation menées et les formations organisées pour promouvoir la connaissance et l'utilisation de ce texte par les autorités compétentes. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur les poursuites judiciaires engagées contre les personnes qui imposent du travail forcé et leurs résultats.***

Article 2, paragraphe 2 c). Travail obligatoire des personnes placées en détention préventive. Depuis de nombreuses années, la commission souligne la nécessité de modifier la loi pénitentiaire (loi n° 210 de 1970, art. 10 lu conjointement avec l'art. 39) qui prévoit le travail obligatoire pour les personnes soumises à des mesures de sûreté privatives de liberté. La commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour abroger formellement les dispositions de la loi. La commission prend note que le gouvernement indique qu'en 2017, il a présenté une proposition pour abroger formellement l'article 39 de la loi pénitentiaire pour rendre la législation nationale conforme aux dispositions de la convention. La proposition a été transmise à la présidence de la République qui devait ensuite la faire suivre au Congrès national. La présidence a renvoyé la proposition au MTESS accompagnée de l'avis juridique A.J./2017/N° 1073 du 16 juillet 2018 recommandant l'obtention de l'opinion juridique du ministère de la Justice sur le projet présenté. **La commission prie le gouvernement de continuer de prendre les mesures nécessaires pour parvenir rapidement à l'approbation du projet de loi abrogeant l'article 39 de la loi pénitentiaire (loi n° 210/70) et de fournir des informations à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Pérou

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1960)

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement dans son rapport de 2019 ainsi que des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'Administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend également note des observations conjointes de la Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP), de la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP), de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP) et de la Centrale unitaire des travailleurs du Pérou (CUT-Perú), transmises par le gouvernement avec ses informations supplémentaires.

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1, de la convention. Lutte contre le travail forcé. a) Plan national de lutte contre le travail forcé (PNLCTF). La commission a précédemment noté le manque d'informations fournies par le gouvernement sur la mise en œuvre des trois objectifs stratégiques du deuxième Plan national de lutte contre le travail forcé (PNLCTF-II), ainsi que les observations faites par la CATP selon lesquelles le manque de financement ne permettait pas de réaliser les actions prévues dans le PNLCTF-II ni de renforcer les capacités de la Commission nationale pour la lutte contre le travail forcé (CNLCTF), tant aux niveaux national que régional, en particulier dans les régions où se trouvent les zones les plus à risque. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations complètes sur toute évaluation faite sur la mise en œuvre du PNLCTF-II et sur les mesures prises pour renforcer les capacités de la CNLCTF. La commission a exprimé l'espoir que des plans régionaux de lutte contre le travail forcé pourraient être élaborés et qu'ils prendraient en compte les spécificités des éventuelles situations de travail forcé dans les différentes régions du pays. La commission note que le gouvernement déclare dans son rapport que l'évaluation faite en 2018 par la CNLCTF, avec l'aide du BIT, a montré que la conception du PNLCTF-II, et plus particulièrement l'absence d'indicateurs de base ou d'objectifs exprimés en termes absolus, ne permettait pas d'évaluer ses résultats et son efficacité, et que les institutions concernées ne rendaient compte que partiellement de ce qui avait été fait. Le gouvernement ajoute toutefois que la mise en œuvre du PNLCTF-II a permis de mieux connaître le travail forcé, en particulier dans les régions d'Ucayali et de Madre de Dios où deux études de cas ont été menées avec l'aide du BIT. En outre, en 2018, plusieurs ateliers visant à élaborer des plans régionaux de lutte contre la traite des personnes, tout en intégrant des actions de lutte contre le travail forcé, se sont tenus dans les régions de Cusco, Loreto, Amazonas, Tumbes et Ica. La commission prend bonne note de l'adoption du PNLCTF-III pour 2019-2021 (décret suprême n° 015-2019-TR du 18 septembre 2019) qui fixe deux objectifs spécifiques: i) développer une capacité adéquate des institutions gouvernementales pour prévenir et éliminer le travail forcé, en particulier à travers des actions spécifiques visant à prévenir et à détecter les cas de travail forcé, à fournir une assistance aux victimes de traite, à sanctionner les auteurs et à rétablir les droits des victimes; et ii) réduire la tolérance de la population à l'égard du travail forcé par des activités destinées à renforcer les capacités et des activités de sensibilisation, en particulier parmi les fonctionnaires et employés publics. La commission note que, dans leurs observations conjointes, la CATP, la CTP, la CGTP et la CUT-Perú soulignent que la mise en œuvre du PNLCTF-III requiert l'allocation de ressources adéquates aux institutions faisant partie de la CNLCTF.

Saluant l'adoption du PNLCTF-III et notant qu'il prévoit expressément l'élaboration d'un système de suivi et de rapports d'évaluation annuels, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur la mise en œuvre des deux objectifs stratégiques du PNLCTF-III et sur toute évaluation des mesures adoptées dans ce cadre. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des

informations sur toute mesure prise pour renforcer les capacités de la CNLCTF tant au niveau national que régional, ainsi que sur le contenu et l'impact des plans régionaux de lutte contre le travail forcé mis en place dans les différentes régions du pays, en particulier dans celles où se trouvent les zones les plus à risque.

b) *Diagnostic.* La commission a précédemment relevé qu'en mars 2017 le ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi (MTPE), l'Institut national de la Statistique et de l'Informatique (INEI) et le BIT avaient conclu un accord de coopération visant à collecter des données statistiques pour connaître la dimension réelle de la problématique du travail forcé dans les zones les plus «vulnérables» du pays. La commission a exprimé l'espoir que ces données pourraient être collectées rapidement. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, dans le cadre de cet accord de coopération, l'INEI réalisera une étude sur la prévalence du travail forcé dans la région de Cusco, avec l'aide du BIT, qui fournira des informations statistiques quantitatives et améliorera les politiques et les actions publiques. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que des réunions techniques ont été organisées, qu'un questionnaire a été élaboré et que des projets pilotes ont été menés à cet égard, à la fin de l'année 2019. Le gouvernement indique cependant que du fait de la pandémie de la COVID-19, ces actions sont suspendues. La commission note que, dans leurs observations conjointes, la CATP, la CTP, la CGTP et la CUT-Perú encouragent le gouvernement à mener cette étude afin que des informations fiables soient collectées et contribuent à l'amélioration des interventions de politique publique dans les différents secteurs économiques. De plus, la commission note que, si le projet Bridge, dans le cadre duquel l'assistance technique du BIT a été fournie au Pérou, a pris fin le 19 octobre 2019, le BIT prévoit de continuer à aider le gouvernement ainsi que les organisations d'employeurs et de travailleurs dans la mise en œuvre du PNCLTF-III, notamment en réalisant la première étude sur la main-d'œuvre en 2020-21. **La commission veut croire que le gouvernement fera tout son possible pour que, dans un avenir proche, des données quantitatives et qualitatives sur le travail forcé soient recueillies, analysées et communiquées aux autorités compétentes afin qu'elles puissent mieux cibler leurs actions, utiliser de manière appropriée les ressources humaines et financières et identifier les victimes du travail forcé. Plus particulièrement, la commission exprime l'espoir que l'assistance technique du Bureau aidera le gouvernement à réaliser des progrès tangibles dans ce sens, et elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les résultats des statistiques recueillies sur le travail forcé, et sur les mesures prises en conséquence.**

c) *Inspection du travail.* La commission a précédemment noté que la Superintendence nationale de l'inspection du travail (SUNAFIL) avait initié un processus de restructuration du Groupe spécial d'inspection du travail contre le travail forcé et le travail des enfants (GEIT), créé en 2008, afin d'en accroître l'efficacité, et qu'en avril 2016 le protocole d'intervention en matière de travail forcé préparé par la SUNAFIL avait été adopté. Ce protocole contient des directives minima en vue d'une action coordonnées et efficace du système d'inspection du travail dans le domaine de la prévention et de l'élimination du travail forcé. Prenant note des observations de la CATP sur les difficultés financières auxquelles faisait face la SUNAFIL, la commission a prié le gouvernement de redoubler d'efforts et de prendre toutes les mesures pour s'assurer que le GEIT dispose des ressources humaines et matérielles adéquates pour se déplacer rapidement et efficacement sur l'ensemble du territoire national. La commission prend note de l'adoption de la résolution n° 05-2018-SUNAFIL du 10 janvier 2018 qui porte: i) création d'un nouveau groupe d'inspection spécialisé dans la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants (GEIT-TFI), composé d'au moins dix inspecteurs (superviseur, inspecteurs du travail et inspecteurs auxiliaires); et ii) adoption du protocole n° 001-2018-SUNAFIL/INII relatif aux actions que le GEIT-TFI doit mener, dont une seconde version a été adoptée en vertu de la résolution n° 152-2019-SUNAFIL du 7 mai 2019. Conformément au protocole d'action, le GEIT-TFI est chargé: de mener des inspections à des fins de contrôle et de fournir des conseils dans la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants; d'obtenir des informations; de promouvoir la collaboration intergouvernementale et multisectorielle; de participer à des formations et à des stages; et de suggérer des améliorations dans le fonctionnement de la SUNAFIL. La commission note également que le protocole d'action sur le travail forcé a été adopté en vertu de la résolution n° 217 2019-SUNAFIL du 9 juillet 2019 afin de recueillir et d'utiliser des informations qui permettront d'identifier les secteurs économiques ou les régions dans lesquels le travail forcé existe, de diffuser des informations, de mener des activités de sensibilisation sur la protection des droits fondamentaux au travail, et de renforcer les capacités du personnel de l'inspection du travail sur les questions liées au travail forcé. La commission note que le protocole prévoit l'imposition d'amendes administratives dans les cas de situations de travail forcé (paragraphe 14.2 du protocole). La commission note en outre que le PNCLTF-III prévoit des actions spécifiques pour former les inspecteurs à l'identification des situations de travail forcé et pour veiller à ce qu'un nombre suffisant de cadres se spécialisent sur cette question et à ce que suffisamment d'équipements, de matériel et de ressources logistiques soient mis à leur disposition pour qu'ils puissent s'acquitter plus efficacement de leurs fonctions d'inspection. La commission note que, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que 174 ordres d'inspection sur le travail forcé

ont été émis, 29 infractions ont été constatées, et 10 peines d'amendes ont été imposées dans le cadre du traitement administratif des infractions. **La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour renforcer la capacité institutionnelle de la SUNAFIL, et plus particulièrement du GEIT-TFI, notamment en lui assurant des ressources humaines et matérielles suffisantes pour couvrir rapidement et efficacement l'ensemble du territoire national. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur l'impact des mesures prises à cette fin, notamment dans le cadre du PNLCTF-III et de la résolution n° 217-2019-SUNAFIL. Compte tenu du fait que les inspections menées par le GEIT-TFI peuvent permettre d'identifier des travailleurs en situation de travail forcé et les libérer, ainsi que fournir aux tribunaux des documents qui serviront à engager des poursuites civiles et pénales contre les auteurs de ces pratiques, la commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur le nombre des inspections menées, les régions ciblées, les infractions constatées et des sanctions administratives imposées.**

Article 25. Application de sanctions pénales efficaces. La commission a précédemment salué l'introduction dans le Code pénal des dispositions des articles 153-B (exploitation sexuelle), 153-C (esclavage et autres formes d'exploitation) et 168-B (travail forcé), qui prévoient des peines d'emprisonnement. La commission prend note de l'adoption de la loi n° 30924 du 29 mars 2019, qui modifie l'article 168-B du Code pénal en assortissant d'amendes les peines de prison dont les auteurs de travail forcé sont passibles. La commission note également que, dans leurs observations conjointes, la CATP, la CTP, la CGTP et la CUT-Perú se déclarent préoccupées par une proposition législative (projet de loi n° 05556/2020 CR) visant à incriminer «l'exploitation des êtres humains» qui, selon elles, aboutirait à la suppression de certaines infractions prévues dans le Code pénal, parmi lesquelles l'exploitation sexuelle, le travail forcé et l'esclavage.

En outre, la commission note que, dans le contexte de l'accord-cadre de coopération interinstitutionnelle conclu le 6 août 2018 par le ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi et l'OIT, plusieurs actions sont prévues afin d'organiser des ateliers avec le ministère public, le pouvoir judiciaire et la police nationale afin de renforcer leur capacité d'enquêter, de traiter et de sanctionner efficacement les cas de travail forcé. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement fait référence à plusieurs ateliers organisés à cet égard, en collaboration avec l'OIT, en 2020. La commission note que le PNLCTF-III prévoit également des actions spécifiques pour former la police nationale et les procureurs à l'identification des situations de travail forcé. **La commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts à cet égard, et le prie de fournir des informations sur les mesures prises, en particulier dans le cadre du PNLCTF-III et de l'accord-cadre de coopération interinstitutionnelle conclu avec l'OIT, pour continuer de renforcer la capacité des autorités chargées du contrôle de l'application de la loi à mieux détecter les situations de travail forcé, identifier et protéger les victimes, mener des enquêtes et initier des poursuites dans tous les cas de travail forcé. La commission prie aussi le gouvernement de communiquer des informations sur les enquêtes menées, les procédures judiciaires engagées et les sanctions imposées en application des articles 168-B, 153-B et 153-C du Code pénal. Enfin, la commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires sur les observations des organisations syndicales concernant le projet de loi n° 05556/2020 CR.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Philippines

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 2005)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Traite des personnes. Contrôle de l'application de la loi et sanctions. La commission a précédemment prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour renforcer les capacités des organes chargés de l'application de la loi et sur les activités menées dans le cadre du Plan d'action stratégique national pour 2012-2016.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que les équipes spéciales de lutte contre la traite des personnes, en place dans tout le pays, ont organisé en tout 136 stages de formation et de renforcement des capacités, ainsi que des séminaires sur la traite des personnes et sur d'autres questions connexes. 6 593 personnes y ont participé – 2 098 venaient du secteur privé et d'organisations non gouvernementales, et 4 495 étaient des fonctionnaires. La commission note en outre que le gouvernement indique dans ses informations supplémentaires qu'en 2019 les équipes de lutte

contre la traite ont organisé une formation sur la question de la traite des personnes à des fins d'exploitation au travail pour 130 agents d'organismes publics. En outre, le Conseil interinstitutionnel de lutte contre la traite des personnes (IACAT) a organisé une formation sur le traitement des cas de traite des personnes et sur la protection des victimes.

Le gouvernement indique aussi dans son rapport de 2019 que le Bureau national d'investigation (NBI) est en train de finaliser la rédaction du manuel du NBI et des procédures opérationnelles normalisées concernant les cas de traite des personnes et les cas d'exploitation sexuelle des enfants en ligne. L'objectif est d'améliorer l'efficacité des enquêtes et des opérations dans les affaires de traite des personnes et d'exploitation sexuelle des enfants en ligne. De plus, en 2018 le NBI a mené 32 opérations à l'échelle nationale qui ont abouti à l'arrestation de 67 délinquants et permis de secourir 620 victimes, parmi lesquelles 123 mineurs. Il y a eu au total 201 cas de recrutement illégal, et la justice a été saisie de 75 (37 pour cent) de ces cas. La Police nationale a enquêté sur 300 cas de traite des personnes. Les enquêtes ont permis de secourir 1 039 victimes et d'arrêter 498 suspects. La commission note en outre qu'en 2019 le NBI a mené 55 opérations de lutte contre la traite, qui ont permis d'arrêter 234 délinquants et de secourir 504 victimes. En outre, la police nationale a enquêté sur 153 cas de traite des personnes, a porté secours à 729 victimes et a arrêté 222 suspects. Selon le gouvernement, la création dans le pays de 24 équipes spéciales de lutte contre la traite des personnes, dotées de 226 procureurs, a considérablement contribué à accroître le nombre de poursuites dans les affaires de traite des personnes. En 2019, les équipes de lutte contre la traite comptaient 236 procureurs, renforçant ainsi l'application de la loi à l'échelle locale, y compris dans les opérations de secours, afin de veiller à ce que les cas soient signalés puis soumis au procureur local. La commission note que, en 2018, 88 personnes au total ont été condamnées, contre 48 en 2017. En 2019, 76 condamnations ont été prononcées pour des cas de traite des personnes, et 85 personnes en tout ont été condamnées.

La commission note également que le Plan d'action stratégique national 2017-2021 contre la traite des personnes a été adopté. À cet égard, le gouvernement indique dans ses informations supplémentaires que le Plan d'action stratégique présente en détail les programmes de base et les résultats dans les domaines prioritaires suivants: i) prévention et sensibilisation; ii) protection, rétablissement, réadaptation et réintégration; iii) poursuites et application de la loi; et iv) partenariat et mise en réseau. L'IACAT est responsable du suivi de la pleine application, de la coopération et de la coordination de l'action nationale de lutte contre la traite. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action stratégique, six équipes ont été constituées pour lutter contre la traite et intercepter les opérations de traite présumée aux points d'entrée terrestres, aériens et maritimes, ce qui a permis d'intercepter six délinquants présumés en 2019 et de secourir 1 002 victimes. De plus, un module de renforcement des capacités de lutte contre la traite a été élaboré pour les unités gouvernementales locales, afin d'accroître leur capacité d'action concrète dans la lutte contre la traite des personnes. Des comités de lutte contre la traite et la violence à l'encontre des femmes ont été créés dans un grand nombre de provinces, villes et municipalités du pays. À des fins de prévention et d'information, des outils éducatifs et de sensibilisation ont été élaborés sur des types spécifiques de traite.

La commission relève également à la lecture du rapport de synthèse de l'UNICEF 2016 sur l'analyse de la situation des enfants aux Philippines que la traite nationale et transfrontière des femmes et des enfants à des fins d'exploitation sexuelle se poursuit (une assistance a été apportée à 1 465 victimes en 2015), et que le tourisme sexuel serait en hausse (page 24). **Prenant dûment note des mesures prises par le gouvernement, la commission le prie de continuer à prendre des mesures pour renforcer la capacité des organes chargés de contrôler l'application de la loi en matière de lutte contre la traite des personnes et d'identification des victimes. Prière également de fournir des informations statistiques sur le nombre de procédures judiciaires intentées, de condamnations prononcées et de sanctions imposées. La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises pour mettre en œuvre le Plan d'action stratégique national 2017-2021 contre la traite des personnes, et les résultats obtenus à cet égard.**

Complicité de fonctionnaires chargés de faire appliquer la loi dans des affaires de traite. La commission note que le gouvernement indique dans ses informations supplémentaires que l'IACAT applique une politique de tolérance zéro à l'égard de toute forme de complicité de fonctionnaires dans des affaires de traite. En effet, les informations comportant des allégations mettant en cause des fonctionnaires font l'objet d'enquêtes approfondies. En 2019, la plupart des allégations de complicité de fonctionnaires dans des cas de traite des personnes portaient sur des activités illicites aux points d'entrée et de sortie du pays. Plusieurs mesures ont été prises pour lutter contre la participation de fonctionnaires dans des pratiques de corruption, notamment: i) des enquêtes sur des réseaux présumés de traite des personnes dans les aéroports, sur des fonctionnaires des services d'immigration dont il a été établi qu'ils avaient facilité la traite des personnes, et sur le bureau consulaire régional de Cobato où la plupart des faux passeports ont

été délivrés; et ii) le contrôle du personnel du Bureau de l'immigration lors d'inspections visant des passagers qui quittent le pays.

Le gouvernement indique que cinq fonctionnaires ont été condamnés pour des affaires liées à la traite des personnes entre 2009 et 2020, dont trois officiers de police. Tous ont été condamnés à la prison à perpétuité. Le gouvernement indique en outre que l'IACAT est en train d'élaborer une directive pour enquêter sur les cas de corruption liés à la traite des personnes et les résoudre. ***La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour s'assurer que les agents chargés du contrôle de l'application de la loi qui seraient complices font l'objet d'enquêtes approfondies et de poursuites, et que des sanctions appropriées et dissuasives sont imposées. Elle prie aussi le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre de cas enregistrés qui ont fait l'objet de poursuites, ainsi que sur les sanctions imposées.***

Protection et assistance des victimes. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le Département des travailleurs sociaux et du développement met en œuvre depuis 2011 le Programme de réadaptation et de réinsertion des victimes de traite des personnes (RRPTP). Il s'agit d'un programme global qui garantit aux victimes des services adéquats de réadaptation et de réinsertion. Avec une approche multisectorielle, ce programme assure un ensemble complet de services qui permettent de mieux répondre aux besoins psychosociaux, sociaux et économiques des victimes. Il accroît la prise de conscience, les compétences et les capacités des familles et des communautés où les victimes retourneront finalement. Il améliore également les systèmes et mécanismes communautaires qui assurent la réadaptation des victimes et empêche que d'autres membres de la famille et de la communauté ne soient victimes de traite. Selon le Département des travailleurs sociaux et du développement, en 2018 le RRPTP a pris en charge et aidé un total de 2 318 victimes identifiées de traite, dont 1 732 (75 pour cent) étaient des femmes et 611 (26 pour cent) des mineurs. Le gouvernement indique aussi dans ses informations supplémentaires qu'en 2019 le RRPTP a pris en charge et porté assistance à 2 041 victimes de la traite. De plus, une aide financière a été apportée à 27 victimes au moyen du Programme d'indemnisation des victimes du ministère de la Justice en 2019. Au total, 291 victimes-témoins ont également reçu une assistance dans le cadre du Programme de coordination des victimes-témoins, qui est un projet pilote destiné à encourager la coopération au cours des enquêtes, des poursuites et des procès dans les affaires de traite des personnes. Le gouvernement ajoute que le centre d'opérations de l'IACAT sert de centre d'orientation pour la protection et l'assistance des victimes, y compris leur orientation vers les services de réinsertion. En 2019, le centre d'opération a fourni une assistance en matière de transport et de sécurité à 171 victimes de traite des personnes.

Le gouvernement indique également qu'en juin 2018 un centre d'hébergement et d'assistance pour les hommes victimes de traite a ouvert à Mindanao, en collaboration avec les autorités publiques locales de la ville de Tagum. Il vise à fournir des services de rétablissement, de réadaptation et de réinsertion aux victimes de traite. En 2018, le pays comptait 44 centres d'hébergement et d'assistance pour les victimes de traite: 24 pour les enfants, 13 pour les femmes, 1 pour les hommes, et 4 pour les personnes âgées, ainsi que 2 centres opérationnels. ***La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour assurer une protection et une assistance appropriées aux victimes de traite, et de fournir des informations statistiques sur le nombre de victimes qui ont été identifiées ou qui ont bénéficié des services du Programme de réadaptation et de réinsertion des victimes de traite des personnes (RRPTP).***

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1. Situation vulnérable des travailleurs migrants à l'imposition de travail forcé. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Santé, le ministère du Travail et de l'Emploi, le ministère de la Protection sociale et du Développement social, le ministère de l'Intérieur et de l'Administration locale, l'Autorité de l'aéroport international de Manille, l'Administration philippine de l'emploi à l'étranger (POEA) et le Bureau de la loterie des œuvres de bienfaisance des Philippines ont publié la circulaire conjointe n° 2017-0001, en date du 16 juin 2017, relative aux lignes directrices et aux procédures intégrées d'action pour la mise en œuvre du Programme interinstitutionnel de rapatriement médical (IMRAP) pour les Philippins qui vivent à l'étranger. Ce programme vise à établir un système et un processus intégrés de rapatriement médical dans les entités gouvernementales appropriées et pour les parties intéressées. De plus, le gouvernement indique que la POEA organise à l'intention des demandeurs d'emploi à l'étranger des séminaires d'orientation préalable à l'emploi (PEOS), par exemple sur les modalités légales de recrutement, les procédures à suivre et les documents requis pour postuler à un emploi, et sur les services gouvernementaux disponibles pour les candidats à un emploi à l'étranger et les personnes ayant un emploi à l'étranger. En 2018, la POEA a organisé des PEOS à l'échelle communautaire. En tout, 30 517 personnes y ont participé, dont 9 935 hommes, 10 848 femmes et 9 736 personnes dont le sexe n'a pas été précisé. La POEA a également conclu des partenariats avec 50 administrations locales et une organisation non gouvernementale, et organisé 48 séminaires nationaux de lutte contre le recrutement illégal et la traite des personnes. 1 695 hommes et 1 544 femmes y ont participé. La

commission prend note des indications du gouvernement dans ses informations supplémentaires selon lesquelles, avant le départ de travailleurs philippins à l'étranger, le ministère du Travail et de l'Emploi s'assure que tous les travailleurs ont les documents nécessaires. Des séminaires d'orientation avant le départ et après l'arrivée sont également organisés.

Pour prendre en compte la vulnérabilité des travailleurs philippins à l'étranger, en particulier les travailleuses domestiques, le gouvernement indique qu'il a conclu des accords bilatéraux de main-d'œuvre avec les pays de destination et qu'il entretient un dialogue régulier avec ces pays pour garantir la protection des droits et du bien-être des travailleurs. En outre, les bureaux philippins du travail à l'étranger (POLO) sont intervenus dans 40 pays pour aider les travailleurs à résoudre des problèmes et des sujets de préoccupation liés à leurs conditions de travail et à leur bien-être, notamment en ce qui concerne le logement, l'aide au rapatriement et d'autres services sociaux. De juillet 2016 à mai 2020, 3 506 000 de travailleurs philippins à l'étranger ont bénéficié d'une assistance sur place des POLO. De plus, le gouvernement indique que le Centre de commandement chargé des travailleurs philippins à l'étranger (OCC) du ministère du Travail et de l'Emploi veille à ce que toutes les préoccupations des travailleurs soient traitées rapidement. L'OCC sert de centre d'orientation et d'action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour toutes les demandes de renseignements émanant de travailleurs migrants. Le gouvernement déclare que, de 2018 à 2020, un nombre considérable de licences de bureaux d'emploi privés ont été annulées en raison d'infractions à la législation relative au recrutement, et qu'un certain nombre de recruteurs ont été condamnés.

Prenant dûment note des mesures prises par le gouvernement, la commission le prie de s'assurer que les travailleurs migrants sont pleinement protégés contre les pratiques abusives et les conditions relevant du travail forcé. La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les services fournis aux travailleurs migrants avant leur départ, et d'indiquer le nombre de travailleurs migrants victimes de pratiques de travail forcé et l'assistance qu'ils reçoivent dans ces cas. Enfin, la commission prie le gouvernement d'indiquer le nombre de recruteurs condamnés pour des pratiques illicites ainsi que les sanctions imposées.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1960)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 1 a) de la convention. Sanction de l'expression d'opinions politiques ou de la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Dans ses commentaires précédents, la commission a exprimé l'espoir que le gouvernement prendrait les mesures nécessaires dans le cadre de la révision du Code pénal, pour modifier les articles 142 (incitation à la sédition par des discours, proclamations, écrits ou emblèmes; profération de slogans ou discours séditionnaires; création, publication ou diffusion de pamphlets injurieux à l'égard du gouvernement) et 154 (publication par l'écrit, l'image ou d'autres supports, de fausses nouvelles susceptibles de troubler l'ordre public ou de porter atteinte aux intérêts ou au crédit de l'État) du Code pénal en vertu desquels des peines d'emprisonnement (comportant une obligation de travailler) peuvent être imposées.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que les articles 142 et 154 du Code pénal révisé ne prévoient pas de peines de travail forcé, mais une «peine correctionnelle de prison» en vertu de l'article 142 et une peine «d'emprisonnement correctionnel majeur» au titre de l'article 154. Les deux peines vont de six mois et un jour à six ans d'emprisonnement. À cet égard, la commission observe à nouveau que les articles 142 et 154 du Code pénal révisé sont formulés dans des termes suffisamment généraux pour pouvoir être utilisés pour sanctionner l'expression pacifique d'opinions par des peines qui prévoient un travail pénitentiaire obligatoire en vertu du chapitre 2, section 2, du manuel du «Bureau of Corrections». La commission note également que, dans le rapport de 2017 du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Comité des droits de l'homme regrette que la loi de 2012 sur la prévention de la cybercriminalité ait incriminé la diffamation sur Internet. Il a instamment prié l'État partie à envisager la dépénalisation de la diffamation (A/HRC/WG.6/27/PHL/2, paragr. 39). La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement selon lesquelles la réglementation d'application (IRR) de la loi sur la prévention de la cybercriminalité prévoit que la diffamation commise par le biais d'un système informatique ou de tout autre moyen analogue est passible d'une peine d'emprisonnement et/ou d'une amende. La commission note par conséquent avec **regret** qu'en vertu de l'article 4 c) 4) de la loi sur la prévention de la cybercriminalité la diffamation peut être sanctionnée par une peine de prison allant de six mois et un jour à six ans, peine qui comporte du travail pénitentiaire obligatoire.

La commission rappelle que l'article 1 a) de la convention interdit de recourir au travail forcé ou obligatoire en tant que sanction à l'égard de personnes qui ont ou expriment certaines opinions politiques en manifestant leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Elle souligne que, parmi les activités qui, en vertu de cette disposition, ne doivent pas faire l'objet d'une sanction comportant du travail obligatoire figurent celles qui s'exercent dans le cadre de la liberté d'exprimer des opinions politiques ou idéologiques (oralement, par voie de presse ou par d'autres moyens de communication) (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 302). **Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour abroger ou modifier les articles 142 et 154 du Code pénal révisé, ainsi que l'article 4 c) 4) de la loi sur la prévention de la cybercriminalité de manière à ce qu'aucune peine d'emprisonnement impliquant une obligation de travailler ne puisse être imposée à des personnes qui, sans avoir recouru ni incité à la violence, ont exprimé des opinions politiques ou leur opposition à l'ordre politique, social ou économique établi.**

Article 1 d). *Sanction pour participation à des grèves.* Depuis un certain nombre d'années, la commission attire l'attention du gouvernement sur l'article 263(g) du Code du travail, en vertu duquel, en cas de grève – prévue ou en cours – dans une branche d'activité considérée comme indispensable à l'intérêt national, le secrétaire d'État au Travail et à l'Emploi peut se saisir lui-même du litige et le régler, ou en ordonner le règlement par un arbitrage obligatoire. En outre, le Président peut déterminer quelles sont les branches d'activité indispensables à l'intérêt national et exercer sa propre compétence sur un conflit du travail. Le fait de déclarer une grève alors que les autorités compétentes ont décidé «d'exercer leur compétence» ou de soumettre le conflit à un arbitrage obligatoire, est interdit (art. 264), ou de participer à une grève illégale est passible d'une peine d'emprisonnement (art. 272(a) du Code du travail), qui comporte une obligation de travailler. En outre, le Code pénal révisé prévoit aussi des peines d'emprisonnement pour la participation à une grève illégale (art. 146). La commission a demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les dispositions susvisées du Code du travail et du Code pénal révisé soient modifiées, de manière à assurer leur compatibilité avec la convention.

La commission note l'explication du gouvernement concernant l'absence d'une peine de travail forcé pour la participation à une grève illégale en vertu des dispositions du Code du travail. La commission prend également note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement selon lesquelles un projet de loi de la Chambre des représentants (projet de loi limitant le pouvoir de juridiction du Président des Philippines aux différends du travail impliquant des services essentiels) a été déposé le 24 juillet 2019 et est en instance devant la Commission du travail et de l'emploi de la Chambre des représentants. Le projet de loi vise à limiter l'intervention du gouvernement conduisant à un arbitrage obligatoire aux services essentiels au sens strict du terme. La commission fait observer que conformément aux articles 272(a) et 264 du Code du travail et 146 du Code pénal, la participation à une grève illégale est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller, respectivement, de trois mois à trois ans et de six mois et un jour à six ans, peine qui comporte du travail obligatoire en vertu du chapitre 2, section 2, du manuel du «Bureau of Corrections». La commission rappelle également que la convention interdit toute peine de travail obligatoire, y compris le travail pénitentiaire obligatoire, pour sanctionner la participation pacifique à une grève. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les dispositions susmentionnées du Code du travail et du Code pénal révisé, de manière à ce qu'aucune peine d'emprisonnement (peine qui implique une obligation de travailler) ne puisse être imposée pour sanctionner la participation pacifique à une grève. Dans l'attente de l'adoption de telles mesures, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur toute décision de justice rendue en application des articles susmentionnés du Code pénal et du Code du travail pour évaluer leur application dans la pratique, indiquant en particulier les faits à l'origine des condamnations et les sanctions imposées.**

La commission soulève d'autres points dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Pologne

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1958) et protocole de 2014 (ratification: 2017)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement sur les questions soulevées dans sa précédente demande directe, et réitère par ailleurs son observation adoptée en 2019 dont le contenu est reproduit ci-dessous.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. *Situation vulnérable des travailleurs migrants à l'imposition de travail forcé.* La commission a précédemment noté les observations du Syndicat indépendant et autonome («Solidarnosc») selon lesquelles des citoyens de la République

populaire démocratique de Corée (RPDC) ont été exploités dans des conditions relevant du travail forcé en Pologne. En 2012, 509 travailleurs de la RPDC ont été légalement amenés en Pologne. Selon ces informations, ces travailleurs devaient renvoyer au régime une grande partie de leurs gains légitimes. La commission a également noté que, selon le rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en RPDC, des ressortissants de la RPDC étaient envoyés à l'étranger par leur gouvernement pour travailler dans des conditions qui constitueraient du travail forcé, principalement dans les industries minière, forestière, du textile et du bâtiment. Les travailleurs étaient obligés de travailler parfois jusqu'à vingt heures par jour, avec seulement un ou deux jours de repos par mois et des rations alimentaires quotidiennes insuffisantes. Ils étaient constamment surveillés par le personnel de sécurité et leur liberté de mouvement était indûment restreinte. Les passeports des travailleurs étaient également confisqués par les mêmes agents de sécurité.

La commission a pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle, en réponse aux indices révélés en 2016, l'Inspection nationale du travail et les garde-frontières ont mené des activités de contrôle couvrant toutes les entités employant des citoyens de la RPDC, et aucune infraction ne semblait être liée au travail forcé. Le gouvernement a en outre indiqué que, 2016 et 2017, aucun nouveau visa n'avait été délivré à des citoyens de la RPDC. Au 1^{er} janvier 2017, 400 citoyens de la RPDC se trouvaient en Pologne avec un permis de séjour valide. La commission a également pris note des informations du gouvernement selon lesquelles un certain nombre de violations des dispositions de la loi sur la promotion de l'emploi, ainsi que des règlements relevant du droit du travail, tels que le paiement indirect des salaires et la confiscation des pièces d'identité, avaient été constatées. La commission a demandé au gouvernement d'intensifier ses efforts pour s'assurer que les travailleurs migrants, en particulier ceux de la RPDC, sont pleinement protégés contre les pratiques abusives et les conditions relevant de l'imposition de travail forcé.

Le gouvernement indique dans son rapport qu'il a cessé de délivrer aux ressortissants de la RPDC de nouveaux permis de séjour temporaires pour activités rémunérées. Par conséquent, l'article 100, paragraphe 1, alinéa 4 de la loi sur les étrangers de 2013 et l'article 88 j), paragraphe 2, de la loi sur la promotion de l'emploi et les institutions du marché du travail ont été modifiés par la loi du 20 juillet 2017 et ont donc été complétés par les dispositions prévoyant un motif supplémentaire de refus du séjour temporaire. Le gouvernement indique en outre qu'il applique actuellement la résolution 2397 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 22 décembre 2017, qui permet d'accélérer le retour des employés de la RPDC dans leur propre pays. Le gouvernement a déjà retiré la majorité des permis de séjour temporaire pour activités rémunérées délivrés à des ressortissants de la RPDC en Pologne. Il indique qu'en mars 2019, pas plus de 19 ressortissants de la RPDC résidaient en Pologne, de sorte que le nombre d'employés de la RPDC en Pologne a diminué d'environ 95 pour cent.

En outre, ces dernières années, en raison des violations alléguées des droits des ressortissants de la RPDC qui travaillent en Pologne et du nombre croissant d'étrangers employés sur le territoire, la fréquence des inspections a augmenté. Le Service des garde-frontières a appliqué une surveillance spéciale aux entreprises qui emploient des citoyens de la RPDC. Le gouvernement indique que les inspections effectuées n'ont révélé aucun indice indiquant que les ressortissants de la RPDC étaient soumis au travail forcé. Il communique des statistiques recueillies par le Service des garde-frontières, selon lesquelles, en 2018, 12 108 étrangers travaillaient illégalement et 155 ressortissants de la RPDC ont été identifiés lors des inspections, dont 11 ont été employés illégalement, à savoir sans permis de séjour ou de travail valables, ou sans contrat de travail ou contrat de droit civil. Entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 2019, 4 255 étrangers ont été trouvés en situation irrégulière et 88 ressortissants de la RPDC ont été identifiés lors des inspections, dont 58 étaient employés illégalement. En outre, la commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles les inspecteurs du travail ont constaté un certain nombre d'irrégularités à la suite des inspections effectuées dans les entités qui recrutent des étrangers, telles que l'omission de fournir à un étranger un contrat traduit dans une langue compréhensible pour lui avant sa signature, ou l'omission de fournir à un étranger une copie du permis de travail. Le Service des garde-frontières a également relevé des cas de non-paiement des salaires, ou de paiement partiel seulement.

En ce qui concerne les mesures de prévention, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'Inspection nationale du travail a lancé des campagnes d'éducation et d'information visant à sensibiliser à leurs obligations les employeurs qui embauchent des étrangers et à leurs droits les étrangers qui travaillent en Pologne. En février 2018, une permanence téléphonique a été mise à la disposition des étrangers au Centre de conseil de l'Inspection nationale du travail, afin de mieux faire comprendre la législation sur l'emploi des étrangers en Pologne, en langues ukrainienne et russe. Jusqu'à présent, plus de 3 400 étrangers, dont des Ukrainiens, des Bélarussiens, des Géorgiens, des Moldaves et des Russes, ont demandé conseil auprès des experts.

La commission note que, dans ses observations finales d'août 2019, le Comité contre la torture des Nations Unies a indiqué que, bien qu'une affaire récente ait fait l'objet d'une ouverture de dossier en Pologne, impliquant 107 ressortissants de la RPDC, les enquêtes semblent inefficaces et guère impartiales, en particulier en ce qui concerne les services d'interprétation et les procédures officielles pour ceux qui font l'objet d'enquêtes. **Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour empêcher que les migrants étrangers ne soient victimes de pratiques abusives et de conditions relevant de l'imposition de travail forcé et d'assurer leur accès à la justice et à des mécanismes de recours et de réparation. La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre de victimes identifiées de pratiques abusives parmi les travailleurs migrants et sur le nombre d'enquêtes, de poursuites et de sanctions imposées aux auteurs.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Qatar

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1998)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement (voir points i) à v) sous «Cadre légal national pour les travailleurs migrants» et point i) sous «Accès à la justice et contrôle de l'application de la loi»), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Mesures liées au COVID-19. La commission salue les efforts entrepris par le gouvernement pour fournir des informations au sujet de différentes mesures prises en 2020 dans le contexte de la pandémie de COVID-19, dont: la tenue de réunions à distance du comité de règlement des différends au travail en vue de prendre des décisions sur les questions d'urgence relatives au travail et les revendications des travailleurs domestiques; le règlement des plaintes et des différends au travail par vidéoconférence; la garantie que les employeurs s'acquittent du salaire de leurs travailleurs; l'adoption de mesures légales contre les sociétés qui ne respectent pas le système de protection des salaires.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Situation de vulnérabilité des travailleurs migrants à l'imposition de travail forcé. Historique et contexte. La commission avait noté précédemment qu'à la 103^e session de la Conférence internationale du travail (CIT), en juin 2014, 12 délégués à la CIT avaient déposé plainte, en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation internationale du travail (OIT), contre le gouvernement du Qatar pour violation de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947. Elle avait également pris note des discussions qui avaient eu lieu lors de la 104^e session de la Commission de la Conférence sur l'application des normes (CAN), en juin 2015, à propos de l'application de la convention par le Qatar. La commission a en outre noté que, à sa 331^e session (octobre-novembre 2017), le Conseil d'administration a décidé de clore la procédure de plainte ouverte contre le gouvernement du Qatar et d'appuyer le programme de coopération technique convenu entre le gouvernement du Qatar et le BIT et ses modalités de mise en œuvre. Ce programme de coopération technique s'articule autour de cinq axes, à savoir: l'amélioration du paiement des salaires; le renforcement des systèmes d'inspection du travail et de la santé et la sécurité au travail (SST); l'optimisation du système de contrats qui a remplacé le système de la *kafala*, l'amélioration des procédures de recrutement; l'intensification de la prévention, de la protection et de la répression en matière de travail forcé; et la promotion des moyens d'action des travailleurs.

1. **Cadre légal national pour les travailleurs migrants.** Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les matières suivantes: i) le fonctionnement du système de parrainage (*kafala*); ii) la procédure de délivrance des visas de sortie; iii) les frais de recrutement et la substitution de contrats; iv) la confiscation des passeports; v) le paiement tardif ou le non-paiement des salaires; et vi) les travailleurs domestiques migrants.

i) **Fonctionnement du système de parrainage (*kafala*).** Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que le recrutement des travailleurs migrants et leur emploi étaient régis par la loi n° 4 de 2009 réglementant le système de parrainage. Dans le cadre de ce système, les travailleurs migrants ayant obtenu un visa doivent avoir un «parrain» (art. 180). La loi interdit aux travailleurs de changer d'employeur, un transfert provisoire de parrainage n'étant possible que si une action en justice est pendante concernant le travailleur et le «parrain». La commission a aussi pris note de la loi n° 21 de 2015 régissant l'entrée, la sortie et le séjour des travailleurs migrants, qui est entrée en vigueur en décembre 2016. Elle a observé que la principale caractéristique introduite par la loi de 2015 était le fait qu'un travailleur pouvait changer d'emploi sans le consentement de l'employeur au terme d'un contrat à

durée déterminée, ou au bout de cinq ans lorsqu'il s'agit d'un contrat à durée indéterminée (art. 21(2)), sans le consentement de l'employeur; alors qu'en vertu de la loi de 2009 une personne ne pouvait pas revenir travailler au Qatar pendant deux ans si le «parrain» refusait le transfert d'employeur. Toutefois, la commission faisait remarquer que la loi de 2015 ne semblait pas prévoir la possibilité pour un travailleur expatrié de résilier avant son terme le contrat initial (c'est-à-dire en donnant un préavis) sans le consentement de l'employeur et n'indique pas les motifs et les conditions d'ordre général de résiliation du contrat, à l'exception de quelques cas très spécifiques. La commission a exprimé le ferme espoir que la nouvelle législation éliminerait toutes les restrictions empêchant les travailleurs migrants de mettre un terme à leur relation d'emploi en cas d'abus et qu'elle permettrait aux travailleurs migrants de quitter leur emploi à certains intervalles, ou après avoir donné un préavis dans des délais raisonnables en cours de contrat, sans l'autorisation de l'employeur.

S'agissant du transfert de travailleurs victimes d'abus, la commission note que la loi n° 21 de 2015 autorise le ministre de l'Intérieur ou son représentant à approuver le transfert temporaire d'un travailleur migrant à un nouvel employeur en cas d'action en justice entre un travailleur et son employeur du moment, à la condition que le ministère du Travail approuve ce transfert. La commission prend note des données statistiques fournies par le gouvernement à propos du nombre de travailleurs qui ont changé d'employeur entre décembre 2016 et janvier 2019, et dont le total se situe à 339 420 transferts permanents. Elle note que le nombre de transferts pour cause d'abus a atteint 2 309 unités en 2019.

La commission note que le gouvernement se réfère, dans son rapport, au décret du ministère de l'Intérieur n° 25 de 2019 relatif au règlement d'application de la loi n° 21 de 2015 sur l'entrée, la sortie et le séjour des ressortissants étrangers. Elle note également que, dans les rapports de situation annuels au Conseil d'administration du BIT sur le programme de coopération technique au Qatar (rapport de situation annuel), il est signalé que des propositions de modification de la loi n° 14 de 2004 relative au travail et de la loi n° 21 de 2015 qui réglementent l'entrée, la sortie et le séjour des expatriés ont ensuite été élaborées dans le cadre du programme concernant la cessation de la relation de travail et la suppression du certificat de non-objection, l'objectif étant d'éliminer les restrictions imposées à la liberté de circulation des travailleurs voulant changer d'emploi (document GB.337/INS/5, paragr. 18).

La commission note que les amendements à la loi sur le travail n° 14 de 2014 et à la loi n° 21 de 2015 visant à supprimer les restrictions de la liberté de mouvement des travailleurs de changer d'emploi ont été approuvés par le Conseil des ministres en septembre 2019 et transmis au Conseil de la Shura pour considération.

La commission note également que, d'après les informations supplémentaires fournies par le gouvernement, les modifications législatives de 2020 ont démantelé et aboli le système de la *kafala* au Qatar. La commission note avec **intérêt** que le gouvernement indique que les dispositions de la loi n° 14 de 2004 sur le travail et la loi n° 21 de 2015 relative à la résiliation de contrats de travail et au changement d'emploi à l'initiative du travailleur ont été modifiées respectivement par le décret-loi n° 18 de 2020 et par le décret-loi n° 19 de 2020. Conformément au décret-loi n° 18 de 2020, les travailleurs peuvent résilier le contrat de travail pendant la période d'essai pour changer d'employeur, pour autant qu'ils informent, par écrit, leur employeur du moment de leur intention de résilier leur contrat, au moins un mois avant la date de résiliation. Dans ce cas, le nouvel employeur est tenu de verser à l'employeur du moment une partie des frais de recrutement et du prix du billet d'avion, pour un montant n'excédant pas l'équivalent de deux mois du salaire de base du travailleur. En outre, la loi permet à chaque partie au contrat de travail, que celui-ci soit à durée déterminée ou indéterminée, de le résilier à l'issue de la période d'essai. Dans ce cas, la partie qui souhaite résilier le contrat doit en informer l'autre, par écrit, avec un préavis d'un ou de deux mois, selon le nombre d'années d'emploi. Le décret-loi n° 19 permet à un travailleur expatrié de changer d'employeur après qu'il en aura informé le ministère du Développement administratif, du Travail et des Affaires sociales (MADLSA), pour autant que son titre de séjour soit en règle ou qu'il soit venu à échéance depuis moins de quatre-vingt-dix jours, sauf s'il est venu à échéance pour des raisons indépendantes de sa volonté. La commission note que le gouvernement indique qu'il y a eu, en 2018, 8 653 cas de changement d'employeur, contre 17 843 entre septembre 2019 et août 2020. **Saluant cette évolution législative récente, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre de transferts d'emploi et de résiliations de contrats de travail ayant eu lieu, ventilées par contrats à durée déterminée et contrats à durée indéterminée, ainsi que par genre et types d'emplois, après l'adoption des décrets n° 18 et n° 19 de 2020. La commission prie également le gouvernement d'indiquer quand le nouvel employeur doit compenser l'employeur précédent pour les frais liés au recrutement et au billet d'avion.**

ii) *Procédure de délivrance des visas de sortie.* La commission avait noté précédemment que la loi n° 4 de 2009 sur l'entrée et la sortie des travailleurs étrangers impose aux travailleurs migrants d'obtenir une autorisation de sortie signée par leur «parrain» pour pouvoir quitter le pays. Elle a pris note par la suite de l'adoption de la loi n° 21 de 2015 sur l'entrée et la sortie des travailleurs étrangers qui supprime

l'obligation d'être en possession d'un permis de sortie signé par le «parrain» pour quitter le pays. Toutefois, la loi n° 21 dispose que l'employeur peut s'opposer au départ du pays du travailleur expatrié, auquel cas ce dernier peut se pourvoir devant une Commission d'appel (art. 7(2) et (3)). La commission a en outre observé que la loi n'énumérait pas les motifs spécifiques pour lesquels l'employeur peut s'opposer au départ du travailleur migrant. La commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour supprimer les obstacles qui entravent la liberté de mouvement des travailleurs migrants.

La commission note avec **satisfaction** l'adoption de la loi n° 13 de 2018 qui modifie l'article 7 de la loi n° 21 et supprime l'exigence de permis de sortie pour les travailleurs migrants couverts par la loi sur le travail n° 14 de 2004. La commission note cependant que cette nouvelle loi spécifie que les employeurs peuvent soumettre pour accord au MADLSA une liste de travailleurs pour lesquels le certificat de «non-objection» serait toujours requis, avec justification basée sur la nature du travail. Les postes pour lesquels un permis de sortie pourrait être exigé sont limités aux travailleurs hautement qualifiés suivants: les directeurs exécutifs, les directeurs financiers, les cadres en charge de la supervision du fonctionnement journalier de l'entreprise et les directeurs des TIC. Le nombre de ces travailleurs par entreprise ne devrait pas excéder 5 pour cent de la masse salariale. Au mois de mai 2019, le nombre des entreprises ayant sollicité des exceptions pour 5 pour cent de leur personnel au maximum était de 12 430, tandis que les travailleurs étaient au nombre de 38 038. Étant donné que la loi n° 13 ne couvre pas les catégories de travailleurs qui sont en dehors du champ d'application de la loi sur le travail, la commission note que la décision ministérielle devrait être adoptée avant la fin de 2019 pour supprimer le permis de sortie pour tous les travailleurs qui ne sont pas couverts par la loi sur le travail, en particulier les travailleurs domestiques, les travailleurs de l'administration et des institutions publiques, les travailleurs employés en mer et dans l'agriculture, ainsi que les travailleurs occasionnels.

La commission note que, d'après les informations supplémentaires du gouvernement, le décret ministériel n° 95 de 2019, qui prévoit un élargissement des conditions d'attribution des visas de sortie aux travailleurs qui ne sont pas couverts par la loi sur le travail et qui abolit le certificat de non-objection demandé aux travailleurs voulant changer d'employeur, a été adopté. Elle note avec **satisfaction** que le décret n° 95 de 2019 abolit le permis de sortie exigé aux travailleurs migrants employés dans les ministères; les organes gouvernementaux et les institutions et organismes publics; les secteurs pétrolier et gazier et les bâtiments maritimes des sociétés affiliées; l'agriculture et l'élevage; et les bureaux privés, ainsi qu'aux travailleurs domestiques migrants. Ces catégories de travailleurs sont autorisées à quitter temporairement ou définitivement le pays pendant la période de validité de leur contrat de travail. Dans le cas des travailleurs domestiques, le travailleur doit informer son employeur de son intention de partir au moins soixante-douze heures à l'avance.

La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application, dans la pratique, du décret ministériel n° 95 de 2019, en particulier des informations, ventilées par genre et types d'emplois, sur le nombre de travailleurs auxquels des visas de sortie sont accordés sans qu'ils aient à fournir un certificat de non-objection de leur employeur, ainsi que sur la catégorie à laquelle ils appartiennent.

iii) *Frais de recrutement et substitution de contrats.* Précédemment, la commission avait encouragé le gouvernement à s'assurer que des frais de recrutement ne sont pas imputés aux travailleurs migrants et elle l'avait prié de veiller à ce que les contrats signés dans les pays d'origine ne soient pas modifiés au Qatar. La commission note que le gouvernement indique que les modifications apportées à l'article 33 de la loi sur le travail n° 14 de 2014 disposent que «Il est interdit au titulaire d'un agrément de recruter des travailleurs à l'étranger pour le compte de tierces parties et de percevoir quelque montant que ce soit pour le recrutement de travailleurs sous la forme de paiements, de frais de recrutement ou autres frais.» Le gouvernement souligne que cette disposition a été ajoutée aux contrats de base signés par tous les travailleurs migrants afin de préciser clairement aux employeurs et aux travailleurs que le droit qatarien interdit aux employeurs de réclamer le moindre frais de recrutement. La commission note en outre que l'activité des agences de recrutement est régie par le décret ministériel n° 8 de 2005 qui réserve le recrutement à des agences agréées et respecte les droits de tous les travailleurs. On compte actuellement 349 agences de recrutement agréées. En outre, le décret n° 8 charge les agences de recrutement du pays de sélectionner, dans le pays d'origine, des agences de recrutement qui se conforment à la loi. À cette fin, 36 accords bilatéraux et 13 mémorandums d'accord ont été signés avec des pays d'origine de travailleurs afin de leur apporter une protection légale avant qu'ils ne prennent un emploi. D'après le gouvernement, le MADLSA mène des inspections à intervalles réguliers ou à l'improviste. Le gouvernement déclare que 337 visites d'inspection ont été effectuées en 2019 et que 4 avertissements ont été signifiés. En outre, entre janvier et le 17 septembre 2020, 414 visites d'inspection ont été menées au cours desquelles 36 avertissements ont été signifiés, 7 cas se sont soldés par des conseils et des orientations, et 3 plaintes ont été déposées.

La commission prend également note de la création des modèles de contrats électroniques pour les travailleurs migrants, y compris les travailleurs domestiques migrants. D'après le gouvernement, en 2018, le nombre total de contrats électroniques approuvés par le MADLSA portait sur 389 810 travailleurs enregistrés dans le système. En outre, le Qatar prend note de la création, dans les pays d'origine des travailleurs, de Centres de visas du Qatar où il est procédé à des prises d'empreintes digitales et des dépistages médicaux avant que le travailleur n'arrive au Qatar et où le contrat est signé électroniquement. La signature électronique d'un contrat par un travailleur ou une travailleuse lui permet d'en prendre connaissance dans sa langue maternelle, lui donnant ainsi l'occasion de mieux le comprendre et d'en négocier les termes si l'une ou l'autre clause ne lui donne pas satisfaction. La commission note que des centres de visas se sont ouverts dans six pays émetteurs de main-d'œuvre: Sri Lanka, Bangladesh, Pakistan, Népal, Inde et Philippines. D'autres devraient ouvrir en Tunisie, au Kenya et en Éthiopie. Tous les services proposés par ces centres sont gratuits et sont fournis par voie électronique; les coûts sont supportés par les employeurs et acquittés par virement bancaire. En outre, la commission note que, conformément aux Principes généraux et directives opérationnelles concernant le recrutement équitable de l'OIT, un «Programme d'emploi équitable» est mis en œuvre avec le gouvernement du Bangladesh en tant que projet pilote dans le secteur de la construction. **La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures afin de s'assurer que des frais de recrutement ne sont pas mis à la charge des travailleurs et de fournir des informations sur les infractions constatées à cet égard. Considérant que la mise en place du système de contrat électronique constitue une initiative importante susceptible de contribuer à réduire les substitutions de contrats, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre de travailleurs, y compris de travailleurs domestiques, enregistrés dans le système de contrat électronique.**

iv) *Confiscation des passeports, paiement tardif ou non-paiement des salaires.* La commission note que l'article 8(3) de la loi n° 21 de 2015 interdit de confisquer un passeport et que toute personne qui enfreint cette disposition s'expose à une amende pouvant atteindre 25 000 riyals (6 800 dollars É.-U.). D'après le gouvernement, le permis de séjour est maintenant fourni dans un document séparé et ne figure plus sur le passeport. Le décret ministériel n° 18 de 2014 définit les critères et les normes d'un logement adéquat pour les travailleurs migrants, de telle sorte que ceux-ci peuvent conserver leurs documents et effets personnels, dont les passeports. Des enquêtes menées en 2017 et 2018 par l'Institut d'études et de recherches sociales et économiques (SESRI) de l'Université du Qatar ont montré que la confiscation des passeports est devenue une pratique moins courante parmi les entités couvertes par la loi sur le travail.

S'agissant de la mise en œuvre du système de protection des salaires (WPS), le gouvernement indique que le nombre des entreprises enregistrées au WPS était de 80 913 et que la proportion de travailleurs dont les salaires ont été transférés à temps sur leurs comptes bancaires a augmenté pour atteindre 92,3 pour cent, tandis que la proportion de travailleurs n'ayant pas été payés est de 7,7 pour cent. La commission note également que le gouvernement indique que 1 660 000 travailleurs sont actuellement enregistrés dans le WPS. D'après le gouvernement, en janvier 2020, l'unité du WPS a interdit les activités de 588 sociétés; puis, dans le sillage de la fermeture complète et des restrictions dues à la pandémie de COVID-19, il a été établi que d'autres sociétés ne respectaient pas le WPS et les activités de 8 756 autres sociétés ont été interdites. En outre, le décret-loi n° 18 de 2020 a modifié les articles 144 et 145 de la loi sur le travail, notamment pour aggraver les peines encourues en cas de non-respect du WPS en raison d'un retard dans le paiement du salaire ou de montants dus, ou du non-paiement des salaires aux travailleurs avant leur congé annuel.

La commission note avec **intérêt** la création du «Fonds de soutien et d'assurance pour les travailleurs» destiné à garantir le paiement des sommes dues aux travailleurs sur décision des Commissions de règlement des conflits du travail, dans le cas de l'insolvabilité d'une entreprise qui se retrouve dans l'impossibilité de payer les salaires, et cela pour éviter des procédures qui pourraient prendre du temps et affecter la capacité des travailleurs à remplir leurs obligations familiales ou autres. Ce fonds a aussi pour but de faciliter les procédures de retour des travailleurs migrants, y compris des travailleurs domestiques, dans leur pays d'origine. Il fonctionne actuellement en partie comme un projet, et un règlement final sera adopté afin d'assurer son fonctionnement total d'ici la fin de 2019.

La commission prend également note des informations du gouvernement selon lesquelles le Fonds de soutien et d'assurance pour les travailleurs, constitué en application de la décision ministérielle n° 3 de 2019, est entièrement opérationnel. Le décret alloue une somme équivalant à 60 pour cent des frais perçus sur les permis de travail afin de garantir un éventail de ressources permettant de payer les montants dus aux travailleurs et de leur apporter un soutien. Le gouvernement indique que, depuis sa création, le fonds a distribué 13 917 484 riyals (3 823 484 dollars É.-U.) au titre de l'aide financière accordée à 5 744 travailleurs. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'action menée par le Fonds de soutien et d'assurance pour les travailleurs afin de restituer aux travailleurs migrants les sommes auxquelles ils ont droit. Elle prie également le gouvernement de**

continuer à fournir des informations sur la mise en œuvre du WPS et sur l'application, dans la pratique, des articles 144 et 145 de la loi sur le travail, telle que modifiée par le décret n° 18 de 2020, y compris sur les peines appliquées en cas de retard ou de non-paiement des salaires ou de montants dus aux travailleurs.

v) *Travailleurs domestiques migrants.* Dans ses précédents commentaires, la commission avait exprimé le ferme espoir que le projet de loi sur les travailleurs domestiques soit adopté.

La commission note avec **intérêt** l'adoption de la loi n° 15 de 2017 sur les travailleurs domestiques migrants ainsi que le contrat type approuvé par le MADLSA en septembre 2017. Elle note que les travailleurs domestiques migrants ont droit à une période d'essai rémunérée (art. 6); un salaire mensuel versé à la fin du mois (art. 8); une durée maximale de travail ne pouvant dépasser dix heures par jour (art. 12); et un jour de congé hebdomadaire payé dont la durée ne peut être inférieure à vingt-quatre heures consécutives (art. 13). La commission note en outre que les travailleurs domestiques migrants peuvent mettre fin à leur contrat d'emploi avant la fin de celui-ci dans plusieurs cas; par exemple: i) l'employeur ne remplit pas ses obligations telles que spécifiées dans les dispositions de la loi; ii) le travailleur a reçu des informations fallacieuses à la signature de son contrat d'emploi; iii) l'employeur ou un membre de sa famille exercent des violences physiques; et iv) un danger grave menace la santé ou la sécurité du travailleur, dans la mesure où l'employeur avait connaissance de ce danger.

La commission prend note également des données statistiques communiquées par le gouvernement à propos du nombre de condamnations et de peines d'amende prononcées contre des employeurs de travailleuses domestiques en 2018. Elle note que 16 cas de violence ont été signalés et ont donné lieu à 12 condamnations à des peines d'un mois de prison en moyenne. La commission note également que, entre janvier et août 2020, 159 plaintes de travailleurs domestiques contre des employeurs ont été reçues: 55 cas ont été réglés, 80 sont à l'examen, 22 ont été renvoyés devant un tribunal et 2 ont été transmis pour complément d'enquête ou d'instruction. D'après le gouvernement, le MADLSA et le BIT vont publier deux manuels à l'intention des travailleurs domestiques et de leurs employeurs, s'inspirant des projets d'organisations apparentées et des organisations non gouvernementales de défense des droits des migrants. Le Manuel sur les travailleurs domestiques sera publié en plusieurs langues et fournira des informations sur les principales dispositions de la loi n° 15 de 2017. Le Manuel pour les employeurs sera publié en arabe et en anglais et contiendra aussi des informations sur les droits et les responsabilités des employeurs aux termes de la loi n° 15 de 2017. Ces manuels seront publiés dans le cadre d'une campagne plus vaste de sensibilisation du public aux droits et aux responsabilités des travailleurs domestiques et de leurs employeurs au Qatar. ***La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'application dans la pratique de la loi n° 15 de 2017, en indiquant le nombre et la nature des plaintes déposées par des travailleurs domestiques migrants, de même que l'issue de ces plaintes, y compris les sanctions imposées.***

2. *Accès à la justice et contrôle de l'application de la loi.* Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur: i) l'accès au mécanisme de présentation des plaintes; et ii) les mécanismes de contrôle des infractions à la législation du travail et l'imposition de sanctions.

i) *Accès au mécanisme de présentation des plaintes.* La commission note que le gouvernement indique que l'accès au mécanisme de dépôt de plaintes est gratuit et que les dispositifs mis en place fonctionnent en 11 langues. Elle note en outre la création des Commissions de règlement des conflits du travail (résolution du cabinet n° 6 de 2018), chargées de statuer dans un délai maximum de trois semaines sur tous les litiges afférents aux dispositions de la loi ou au contrat de travail. D'après le gouvernement, chaque travailleur ou employeur doit, en cas de différend, soumettre en premier lieu le cas au département compétent du ministère (département des relations du travail), lequel prend les mesures nécessaires pour régler le différend à l'amiable. L'accord est incorporé dans le procès-verbal des réunions de conciliation et a force exécutoire. Si le litige n'est pas tranché à l'amiable ou si le travailleur ou l'employeur refuse la proposition du département compétent, le litige est alors déféré à la Commission de règlement des conflits du travail, dont la décision peut faire l'objet d'un appel dans les 15 jours suivant son prononcé (si elle est rendue en présence des parties), ou à dater du lendemain du prononcé (si elle est rendue par défaut). La cour d'appel compétente examine l'affaire rapidement et statue dans les trente jours de sa première audience. La commission note en outre qu'un protocole a été signé entre le MADLSA et le BIT pour permettre aux travailleurs de déposer leurs plaintes en recourant à la facilitation du bureau de l'OIT de Doha. Elle note également que, sur la base de ce protocole, le BIT a transmis 72 plaintes pour 1 870 travailleurs, ce qui a permis de clore 43 dossiers (1 700 travailleurs). Les autres affaires étaient soit traitées en appel, soit en attente d'un jugement au pénal, soit en instance (document GB.337/INS/5 paragr. 46). En 2018, le nombre total de plaintes déposées par des travailleurs était de 49 894; il s'agissait principalement de cas en rapport avec des retards de paiement de salaires, de remboursement de frais de déplacement, de primes de fin d'activité et d'allocations de vacances. Sur ce total, 5 045 cas ont été

déférés aux Commissions de règlement des conflits du travail et 93 dossiers ont été clos. En outre, de janvier 2019 à août 2020, 24 351 travailleurs ont soumis des plaintes: 1 810 dossiers ont été clos, 7 272 plaintes ont été renvoyées à la Commission de règlement des conflits et 469 cas sont à l'examen. D'après le rapport du gouvernement, les arriérés de salaires, le non-paiement des heures supplémentaires et le non-remboursement des retenues sur salaire sont parmi les causes de plainte des travailleurs les plus fréquentes, outre les causes susmentionnées. De plus, le gouvernement indique qu'en juin 2020 le MADLSA a ouvert, en son siège, un bureau chargé de l'exécution des arrêts de la Cour suprême de justice et de la facilitation et de la réalisation rapide des transactions judiciaires pour les travailleurs. **La commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts afin de faciliter l'accès des travailleurs migrants aux Commissions de règlement des conflits du travail. Prière de continuer à fournir des données statistiques sur le nombre des travailleurs migrants qui ont eu recours à ces commissions, le nombre et la nature des plaintes ainsi que leur issue.**

ii) *Mécanismes de contrôle des infractions à la législation du travail et imposition de sanctions.* La commission note que le gouvernement indique que le nombre des inspecteurs du travail spécialisés dans les questions relatives aux travailleurs migrants est passé à 270. **À cet égard, la commission renvoie le gouvernement aux commentaires détaillés qu'elle formule au titre de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947.**

S'agissant des sanctions applicables, la commission note que le gouvernement indique que l'article 322 du Code pénal n° 11 de 2004 dispose que «quiconque contraint par la force quelqu'un à travailler avec ou sans salaire s'expose à une peine maximale de six mois de prison et à une amende pouvant atteindre 3 000 riyals (826 dollars É.-U.), ou à une de ces deux sanctions». Le nombre des poursuites pénales entamées pour non-paiement des salaires en 2018, à l'initiative du Bureau des questions de séjour, était de 1 164.

En 2015, le département des droits de l'homme du ministère de l'Intérieur a reçu 168 plaintes pour rétention de passeport, toutes ayant été transmises au ministère public. Une instruction a été ouverte dans la majorité des cas; les personnes reconnues coupables de cette infraction ont dû restituer les passeports et plusieurs mandats d'arrestation ont été délivrés. 232 cas de confiscation de passeport ont été transmis au ministère public en 2016 et 169 en 2017. En 2018, deux cas de confiscation de passeport ont été signalés et des amendes allant de 5 000 à 20 000 riyals (1 300 à 5 000 dollars É.-U.) ont été infligées aux deux défendeurs. La commission observe toutefois que les sanctions imposées sont uniquement des amendes. La commission rappelle au gouvernement que, aux termes de l'article 25 de la convention, le fait d'exiger illégalement du travail forcé ou obligatoire est passible de sanctions pénales, et les sanctions imposées par la loi doivent être réellement efficaces et strictement appliquées. **Soulignant à nouveau l'importance de l'application dans la pratique de sanctions effectives et dissuasives aux personnes qui imposent du travail forcé, la commission prie instamment le gouvernement de veiller à ce que des enquêtes approfondies et des poursuites soient menées à l'encontre des personnes soupçonnées d'exploitation et à ce que, conformément à l'article 25 de la convention, des sanctions efficaces et dissuasives soient effectivement appliquées aux personnes qui imposent du travail forcé à des travailleurs migrants, en particulier les travailleurs migrants les plus vulnérables. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les procédures judiciaires intentées et sur le nombre de jugements rendus à cet égard. Elle prie également le gouvernement de communiquer des informations concrètes sur les sanctions appliquées dans les faits, en indiquant le nombre de cas dans lesquels des amendes ont été imposées, le nombre de cas dans lesquels des peines d'emprisonnement ont été prononcées, ainsi que leur durée.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République arabe syrienne

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1960)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Situations de travail forcé découlant du conflit armé. Traite des personnes et esclavage sexuel. Faisant suite à ses commentaires précédents, la commission note que, dans son rapport de 2016, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays concernant sa mission en République arabe syrienne mentionne des informations crédibles selon lesquelles des femmes et des filles emprisonnées dans les zones de conflit sous le contrôle de l'État islamique en Iraq et au Levant (EIIL) font face à la traite et à l'esclavage sexuel. Certains groupes ethniques sont particulièrement vulnérables, tels que les Yézidis et les communautés ethniques et religieuses ciblées par l'EIIL (A/HRC/32/35/Add.2, paragr. 65). La commission note également que, selon le rapport de 2017 du Secrétaire général des Nations Unies sur les violences sexuelles liées aux conflits, des milliers de femmes et de filles yézidies capturées en Iraq en août 2014 et victimes de la traite vers la Syrie

continuent d'être soumises à l'esclavage sexuel, tandis que de nouveaux rapports révèlent que d'autres femmes et enfants ont été transférés de force de l'Iraq en Syrie depuis le début des opérations militaires à Mossoul (S/2017/249, paragr. 69).

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que, conformément à la loi de 2010 sur la prévention de la traite des personnes, un Département de lutte contre la traite des personnes a été créé. Cependant, depuis l'éclatement du conflit, la traite des personnes et l'esclavage sexuel ont augmenté en raison de la présence de groupes terroristes dans le pays. La commission se doit d'exprimer sa **profonde préoccupation** eu égard au fait que, après presque six années de conflit, la traite des personnes et l'esclavage sexuel sont des pratiques qui se produisent encore à grande échelle. **Tout en reconnaissant la complexité de la situation sur le terrain et la présence de groupes armés et d'un conflit armé dans le pays, la commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme immédiat à ces pratiques, qui constituent une violation grave de la convention, et pour assurer la pleine protection des personnes qui en sont les victimes. La commission rappelle qu'il est crucial que des sanctions pénales appropriées soient infligées aux auteurs de telles pratiques, de manière à ce que le recours à la traite des personnes ou à l'esclavage sexuel ne reste pas impuni. La commission prie instamment le gouvernement de prendre immédiatement des mesures efficaces à cet égard et de fournir des informations sur les résultats obtenus.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1958)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 a) de la convention. Peines comportant l'obligation de travailler imposées en tant que sanction de l'expression d'opinions politiques ou de la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Depuis plusieurs années, la commission attire l'attention du gouvernement sur certaines dispositions prévoyant l'imposition de sanctions pénales impliquant du travail pénitentiaire obligatoire, en vertu des articles 46 et 51 du Code pénal (loi n° 148 de 1949), dans certaines situations couvertes par la convention, à savoir:

- Code pénal: article 282 (outrage à un État étranger), 287 (informations exagérées qui pourraient nuire au prestige de l'État), 288 (participation à une association politique ou sociale ayant un caractère international sans autorisation) et articles 335 et 336 (rassemblement séditieux et réunions susceptibles de perturber la tranquillité publique); et
- loi sur la presse n° 156 de 1960: articles 15, 16 et 55 (publication d'un journal pour lequel le Conseil des ministres n'a accordé aucune autorisation).

La commission a précédemment noté que ces dispositions prévoient des peines d'emprisonnement d'une durée pouvant aller jusqu'à un an, peines qui impliquent une obligation de travailler en prison.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que la loi sur la presse de 1960 a été abrogée et remplacée par la loi sur les médias n° 108 de 2011 dans laquelle les peines d'emprisonnement ont été remplacées par une amende. Le gouvernement indique également qu'un projet de Code pénal a été préparé et est en cours d'adoption. **La commission exprime le ferme espoir que, au cours du processus d'adoption du nouveau Code pénal, le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que les personnes qui expriment des opinions politiques ou manifestent une opposition à l'ordre politique, social ou économique établi bénéficient de la protection prévue par la convention et que, dans tous les cas, aucune sanction pénale impliquant du travail pénitentiaire obligatoire ne puisse leur être imposée.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

République de Moldova

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1993)

Article 1 a) de la convention. Sanction de l'expression d'opinions politiques. La commission a précédemment noté que l'article 346 du Code pénal dispose que toute personne qui «attise la haine nationale, raciale ou religieuse» est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant atteindre trois ans (peine assortie d'une obligation de travailler en vertu de l'article 253 du Code d'exécution des peines). La commission a relevé que ces dispositions, qui prévoient des sanctions impliquant une obligation de travailler, sont applicables dans des circonstances qui sont définies dans des termes suffisamment larges pour susciter des interrogations quant à leur application dans la pratique. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de l'article susmentionné du Code pénal.

La commission note avec **regret** l'absence d'informations sur ce point dans le rapport du gouvernement. **En conséquence, la commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de l'article 346 du Code pénal, et d'indiquer si des décisions judiciaires ont été prononcées en application de cet article, en précisant les peines qui ont été imposées et les actes qui ont donné lieu à ces décisions.**

Article 1 b). *Mobilisation de main-d'œuvre à des fins de développement économique.* Depuis plusieurs années, la commission attire l'attention du gouvernement sur la non-conformité avec la convention de certaines dispositions de la loi n° 1192-XV du 4 juillet 2002 sur la mobilisation, de la loi n° 1352-XV du 11 octobre 2002 sur la réquisition de biens et de services dans l'intérêt public et de la décision gouvernementale portant approbation du règlement n° 751 du 24 juin 2003 relatif à la mobilisation sur le lieu de travail, en vertu desquelles les autorités centrales et locales, ainsi que les institutions militaires, peuvent, dans certaines circonstances, imposer un travail obligatoire à la population, en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement de l'économie nationale.

La commission note avec **regret** que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur les progrès accomplis en vue de modifier la législation pertinente. **La commission exprime de nouveau le ferme espoir que les mesures nécessaires seront prises pour modifier les dispositions précitées de la loi n° 1192-XV du 4 juillet 2002 sur la mobilisation, de la loi n° 1352-XV du 11 octobre 2002 sur la réquisition de biens et de services dans l'intérêt public et de la décision gouvernementale portant approbation du règlement n° 751 du 24 juin 2003, relatif à la mobilisation sur le lieu de travail, en vue de les mettre en conformité avec la convention. Elle prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Article 1 c). *Sanctions imposées pour infraction à la discipline du travail.* Dans ses précédents commentaires, la commission a noté qu'en vertu de l'article 329 du Code pénal, tout fonctionnaire qui, par négligence, ne s'acquitte pas ou s'acquitte de manière incorrecte de ses fonctions et porte ainsi gravement atteinte aux droits et intérêts légitimes d'individus ou d'organisations, ou à des intérêts publics, est passible d'une peine privative de liberté (impliquant l'obligation d'accomplir un travail pénitentiaire) pouvant atteindre trois ans. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de cet article.

La commission note avec **regret** l'absence d'informations sur ce point dans le rapport du gouvernement. **En conséquence, la commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de l'article 329 du Code pénal afin qu'elle puisse disposer des éléments nécessaires pour s'assurer que cette disposition n'est pas appliquée en tant que mesure de discipline du travail au sens de la convention. Elle prie également le gouvernement d'indiquer si des décisions judiciaires ont été prononcées en application de l'article 329 du Code pénal, et le cas échéant de préciser les peines qui ont été imposées et les actes qui ont donné lieu à ces décisions.**

Communication de textes législatifs. **La commission prie de nouveau le gouvernement de communiquer copie du règlement régissant le service à bord des navires de mer, dont il est question à l'article 58 du Code de la marine marchande, et d'indiquer toute autre disposition régissant la discipline du travail dans la marine marchande.**

République-Unie de Tanzanie

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1962)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1 et article 25 de la convention. *Traite des personnes. Sanctions et contrôle de l'application de la loi.* La commission a noté précédemment que, conformément à l'article 4 de la loi (n° 6 de 2008) sur la lutte contre la traite des êtres humains, la traite constitue une infraction, qui peut être punie d'une peine d'amende d'un montant de 5 millions à 100 millions de schillings tanzaniens (TSh) (soit de 3 172 à 63 577 dollars des États-Unis) ou d'une peine de deux à dix ans d'emprisonnement ou, cumulativement, des deux peines. Conformément à l'article 5 de la loi, quiconque favorise, organise ou facilite la traite des personnes se rend coupable d'infraction et encourt une peine d'amende de 2 millions à 50 millions de TSh (soit de 1 272 à 31 083 dollars É.-U.), ou une peine de un à sept ans d'emprisonnement, ou cumulativement ces deux peines. La commission a noté que, dans sa réponse à la liste de questions du Comité des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) de février 2015, le gouvernement avait mentionné qu'un Indien reconnu coupable d'actes relevant de la traite à l'égard de huit filles népalaises avait été condamné soit à purger une peine de dix ans de prison, soit à acquitter une amende de 15 millions de TSh, que l'intéressé avait payé l'amende et qu'il avait été remis en liberté (CEDAW/C/TZA/0/7 8/Add.1, paragr. 84). Se référant au paragraphe 319 de son Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission a rappelé que, lorsque la sanction prévue consiste en une amende ou une peine de prison de très courte durée, elle ne saurait constituer une sanction efficace au regard de la gravité de l'infraction et du caractère dissuasif que

les sanctions doivent revêtir. La commission a donc prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les sanctions prévues par la loi contre la traite sont efficaces, que des peines d'emprisonnement suffisamment efficaces et dissuasives sont imposées dans tous les cas et que ces peines sont appliquées dans la pratique. Enfin, elle l'a prié de continuer de donner des informations sur l'application de cette loi dans la pratique.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que l'une des recommandations qui ont résulté du Dialogue National de juillet 2018 avec les partenaires clés a été de revoir les dispositions relatives aux sanctions prévues par la loi contre la traite, ainsi que d'inclure la « tentative » parmi les éléments constitutifs de l'infraction de traite des êtres humains en vue de la poursuite de cette infraction. Le gouvernement indique que, pour la période 2016–2018, 76 affaires relevant de la traite ont été signalées, que 50 ont donné lieu à des enquêtes et que 60 personnes ont été condamnées. Le gouvernement ne donne cependant pas d'informations sur les sanctions imposées aux personnes condamnées pour traite des êtres humains. **À cet égard, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin que, dans la pratique, des peines suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées et appliquées dans tous les cas à l'égard de ceux qui auront commis des faits relevant de la traite des personnes. Elle le prie également de continuer de fournir des informations sur le nombre des enquêtes menées, des poursuites initiées et des condamnations prononcées dans les affaires relevant de la traite, de même que sur les sanctions spécifiquement appliquées à l'égard des personnes condamnées. Elle le prie en outre de communiquer des informations sur tout progrès concernant la révision de la loi contre la traite.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1962)

Peines d'emprisonnement comportant l'obligation de travailler. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que le gouvernement indiquait à nouveau dans son rapport qu'en vertu des dispositions de la partie XI de la loi de 1967 sur les prisons, loi qui s'applique inclusivement à Zanzibar, les peines d'emprisonnement ne comportent pas d'obligation de travailler. La commission a cependant noté qu'aux termes de l'article 61 de la loi sur les prisons, toute personne condamnée à une peine d'emprisonnement sera employée conformément à ce que le *Commissioner* déterminera et, à cette fin, devra en tout temps accomplir tel travail, telle tâche ou tel devoir qui lui seront assignés par l'officier responsable ou tout autre fonctionnaire de la prison dans laquelle il est incarcéré. L'article 50 de la loi de 1980 sur l'éducation des délinquants pour Zanzibar comporte la même disposition. La commission a observé que les détenus sont tenus d'effectuer un travail qui est déterminé par le *Commissioner* et qui leur est assigné par l'officier responsable de la prison et que, selon l'une et l'autre loi, le consentement du prisonnier à travailler n'est pas exigé. Par conséquent, les dispositions visées ci-après par la commission, dispositions dont la violation est passible d'une peine d'emprisonnement, relèvent du champ d'application de la convention.

Article 1 a) de la convention. Peines comportant l'obligation de travailler sanctionnant l'expression d'opinions politiques. 1. *Médias.* Dans ses précédents commentaires, la commission a noté avec regret que les infractions à la loi (n° 12 de 2016) sur les médias adoptée en 2016 et abrogeant la loi de 1976 du même objet sont passibles d'une peine d'emprisonnement en vertu de la partie VII (infractions et sanctions) et que certaines dispositions sont rédigées en des termes assez larges pour pouvoir être utilisées pour sanctionner l'expression d'opinions politiques ou la manifestation d'une opposition à l'ordre politique, social ou économique établi. Les dispositions en question sont les suivantes:

- l'article 50, aux termes duquel toute personne qui fait usage d'un média quel qu'il soit pour publier, délibérément ou par inadvertance, des informations trompeuses ou publier une déclaration dont le contenu est contraire aux intérêts de la défense nationale, à l'ordre public, aux intérêts économiques du pays, à la moralité publique ou encore à la santé publique, commet une infraction, laquelle est passible d'une peine de trois à cinq ans d'emprisonnement;
- l'article 51, aux termes duquel toute personne qui importe, publie, vend, propose, distribue ou produit une publication ou un extrait de publication dont l'importation est interdite commet une infraction et est passible d'une peine de trois à cinq ans d'emprisonnement la première fois, et de cinq à dix ans d'emprisonnement en cas de récidive;
- les articles 52 et 53, aux termes desquels tout acte, discours ou publication à intention séditeuse, y compris la vente, la distribution, la reproduction et l'importation d'une telle publication, est passible d'une peine de trois à cinq ans d'emprisonnement la première fois, et de cinq à dix ans d'emprisonnement en cas de récidive. La possession d'une telle publication est passible d'une peine de deux à cinq ans d'emprisonnement la première fois et de trois à dix ans d'emprisonnement en cas de récidive;

- l'article 54, aux termes duquel toute personne qui publie une déclaration mensongère ou une rumeur susceptible de déclencher la peur et l'alarme dans le public ou de troubler la paix publique, commet une infraction et est passible d'une peine de quatre à six ans d'emprisonnement.

La commission a également noté que, selon les déclarations faites par l'Équipe de pays des Nations Unies dans le cadre de l'examen périodique universel de la situation en Tanzanie en 2015, dans la mesure où le projet de loi sur les médias prévoit que nul ne sera autorisé à pratiquer le journalisme sans accréditation du Conseil d'accréditation des journalistes, l'adoption éventuelle de ce projet entraînerait la disparition des journalistes citoyens et autres journalistes bénévoles œuvrant sur les ondes de radios communautaires (A/HRC/WG.6/25/TZA/2, paragr. 40). La commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les dispositions de la loi n° 12 de 2016 sur les médias soient modifiées de manière à assurer leur conformité avec les dispositions de la convention.

La commission constate l'absence d'information sur ce point dans le rapport du gouvernement. Elle note que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié en 2020 un certain nombre de communiqués de presse sur la situation des libertés publiques en Tanzanie. La commission note en particulier que dans un communiqué de presse daté du 22 juillet 2020, trois rapporteurs spéciaux des Nations Unies ont fait référence à des éléments de preuve illustrant la détérioration de la situation des droits de l'homme depuis 2016, lorsque les rassemblements politiques des groupes d'opposition ont été interdits, avec des arrestations répétées de membres, de militants et d'opposants. Les rapporteurs ont observé qu'il existe une série de nouvelles lois utilisées pour intimider les défenseurs des droits de l'homme, réduire au silence le journalisme indépendant et restreindre davantage les libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association. Dans son communiqué de presse du 17 mars 2020 intitulé «Tanzanie: Les condamnations infligées à l'opposition mettent en évidence la poursuite de l'étouffement des libertés», le HCDH a mentionné la récente condamnation de huit membres de haut rang et d'un ancien haut dirigeant du principal parti d'opposition tanzanien, pour des chefs d'accusation tels que la sédition et le rassemblement illégal, comme une «preuve troublante de la répression de la dissidence et de l'étouffement des libertés publiques dans le pays».

La commission prend note de ces informations avec **préoccupation**. **Elle exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que les dispositions susmentionnées de la loi (n° 12 de 2016) sur les médias soient modifiées et pour s'assurer que les personnes qui expriment des opinions politiques ou s'opposent à l'ordre politique, social ou économique établi ne soient pas sanctionnées par des peines d'emprisonnement comportant l'obligation de travailler, soit en restreignant clairement la portée de ces dispositions aux circonstances ayant comporté un usage de la violence ou une incitation à la violence, soit en abrogeant les peines comportant l'obligation de travailler. Elle le prie également de fournir des informations sur l'application des dispositions susvisées, notamment sur toutes poursuites judiciaires initiées et décisions rendues par les juridictions compétentes sur la base de ces dispositions, en précisant les sanctions imposées.**

2. *Réunions, assemblées et organisations. Loi sur les organisations non gouvernementales.* La commission a noté précédemment que l'article 11 de la loi de 2002 sur les organisations non gouvernementales (ONG) prévoit que toutes ces organisations doivent soumettre une demande d'enregistrement auprès du service compétent, demande qui, en vertu de l'article 13(3), peut être acceptée ou rejetée. Selon l'article 14(1), l'enregistrement d'une ONG peut être refusé si, entre autres motifs, les activités de l'organisation en question ne servent pas l'intérêt public ou si le Conseil national des ONG a émis une recommandation défavorable à son encontre. L'article 35 prévoit une amende ou une peine de prison (impliquant l'obligation de travailler) d'un an au maximum ou ces deux peines pour punir, entre autres infractions, le fait d'animer une ONG non autorisée. La commission a noté la déclaration du gouvernement selon laquelle, aucune condamnation n'avait été prononcée sur la base de l'article 35 de la loi de 2002 sur les ONG. La commission a aussi noté que certaines dispositions de cette loi qui ont trait à l'enregistrement des ONG ont été jugées inconstitutionnelles par la Haute Cour. Se référant au paragraphe 302 de l'Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission rappelle que, parmi les activités qui, en vertu de l'article 1 a) de la convention, ne doivent pas faire l'objet d'une sanction comportant du travail obligatoire figurent celles qui s'exercent dans le cadre de la liberté d'exprimer des opinions politiques ou idéologiques ainsi que dans le cadre des droits d'association et de réunion, droits par lesquels les citoyens cherchent à faire connaître et accepter leurs opinions.

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient aucune information à ce sujet. **En conséquence, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les dispositions susmentionnées de la loi sur les ONG ne soient pas appliquées de manière à ce que des peines de prison comportant l'obligation de travailler puissent être imposées à des personnes qui ont ou expriment des opinions politiques ou s'opposent à l'ordre établi.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1931) et protocole de 2014 (ratification: 2016)

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement dans son rapport de 2019, ainsi que des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement pour faire suite à la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle prend également note des observations du Congrès des syndicats (TUC) reçues le 30 août 2019, et de la réponse du gouvernement à ces observations, reçue le 12 novembre 2019. Enfin, elle note que le TUC a fait parvenir des informations supplémentaires le 1^{er} octobre 2020.

Rappelant qu'en janvier 2016 le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a ratifié le protocole de 2014 à la convention du travail forcé, 1930, la commission observe que le gouvernement n'a pas présenté de rapport détaillé sur l'application des dispositions de cet instrument. **La commission prie le gouvernement de communiquer dans son prochain rapport des informations sur les questions soulevées ci-après de même que sur les mesures prises pour donner effet à chacune des dispositions du protocole.**

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Suppression du travail forcé sous toutes ses formes, y compris la traite des personnes. 1. Stratégies nationales. Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note avec intérêt des mesures prises pour renforcer le cadre législatif et institutionnel de lutte contre toutes les formes de travail forcé et elle a encouragé le gouvernement à poursuivre ses efforts et à fournir des informations sur la mise en œuvre des diverses stratégies adoptées. La commission note que le gouvernement indique qu'il a ordonné en juillet 2018 une évaluation indépendante de la loi de 2015 sur l'esclavage moderne. Le gouvernement a accepté ou partiellement accepté la majorité des recommandations contenues dans le rapport final de cette évaluation. Parmi les mesures prises, le gouvernement indique qu'il étudie actuellement comment renforcer l'indépendance du Commissaire indépendant à l'action contre l'esclavage (IASC), qui compte au nombre de ses missions l'élaboration d'un nouveau plan stratégique. La commission note également que le gouvernement publie des rapports annuels sur les progrès réalisés dans la lutte contre l'esclavage moderne. Selon ces rapports, le gouvernement reconnaît que l'amélioration des données sur la nature et l'ampleur de l'esclavage moderne constitue une priorité, compte tenu du caractère complexe et essentiellement dissimulé de cette forme de criminalité. Le gouvernement a créé à l'automne 2019 le Centre des données et de politique concernant l'esclavage moderne, qui a ordonné de nouvelles études afin de disposer de davantage de données sur l'esclavage moderne et en améliorer la compréhension.

En ce qui concerne l'Écosse, la commission prend note de la publication des rapports annuels d'étape sur la mise en œuvre de la Stratégie d'action contre la traite et l'exploitation des êtres humains adoptée en mai 2017. Cette stratégie comporte trois volets: l'identification et l'assistance des victimes; l'identification des auteurs et le démantèlement de leurs activités; les causes profondes de la traite et de l'exploitation. Selon le rapport annuel du Royaume-Uni sur l'esclavage moderne pour l'année 2020, même si cette stratégie a été jugée conforme à ses objectifs, le gouvernement écossais est résolu à agir avec tous les partenaires et autres parties concernées pour mettre au point une version révisée et actualisée de la stratégie.

La commission note qu'en Irlande du Nord, le ministère de la Justice a élaboré en partenariat avec des organismes officiels et des ONG sa troisième Stratégie contre l'esclavage moderne, qui couvre la période 2019-2020 et s'articule autour de trois volets essentiels: réprimer, protéger et prévenir. La commission observe que le Groupe d'action contre le crime organisé (OCTF) analyse régulièrement les progrès réalisés et documente les résultats dans ses rapports annuels. Le gouvernement indique également que l'OCTF constitue un espace de partenariat stratégique et s'emploie à développer des relations solides entre les acteurs officiellement chargés d'agir contre l'esclavage moderne.

La commission salue les mesures prises pour continuer à développer des stratégies nationales d'action contre toutes les formes de travail forcé et pour évaluer de manière régulière l'impact des mesures prises. **La commission prie le gouvernement d'indiquer si le Commissaire indépendant à l'action contre l'esclavage (IASC) a adopté un nouveau plan stratégique et, dans l'affirmative, de fournir des informations sur les mesures envisagées et les actions entreprises pour sa mise en œuvre. Elle prie également le gouvernement de communiquer des informations sur toute stratégie révisée qui aurait été adoptée pour l'Irlande du Nord et pour l'Écosse. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations détaillées et concrètes sur les conclusions qui se sont dégagées des évaluations régulières de ces stratégies, les obstacles identifiés et les mesures prises afin de les surmonter. Elle prie**

également le gouvernement d'indiquer de quelle manière les partenaires sociaux sont consultés sur l'élaboration et la mise en œuvre de ces stratégies.

2. *Mesures pour appuyer à la diligence raisonnable pour prévenir les risques de travail forcé et y faire face.* Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, conformément à la loi de 2015 sur l'esclavage moderne, certaines entreprises commerciales doivent publier au terme de chaque exercice financier une déclaration indiquant ce qu'elles ont fait pour éradiquer l'esclavage moderne au sein de leurs établissements ainsi qu'au sein de leurs chaînes d'approvisionnement. La commission note que, tout en saluant cette disposition, le TUC considère que son application n'a pas donné lieu à des déclarations satisfaisantes tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Selon le TUC, les entreprises concernées peuvent par exemple déclarer qu'elles n'ont pris aucune mesure spécifique pour lutter contre l'esclavage moderne. Dans le domaine de l'attribution des marchés publics, le TUC déclare que le gouvernement devrait user du levier considérable dont dispose le secteur public pour rehausser le degré de diligence requise en matière de droits de l'homme en assurant qu'il devienne impossible aux entreprises négligentes de répondre à des appels d'offres pour des marchés publics.

En réponse le gouvernement indique qu'il a mis en place un service central pour la publication des déclarations annuelles sur la transparence dans les chaînes d'approvisionnement; qu'il a étendu les impératifs de transparence au secteur public et; qu'il a développé des outils et des orientations grâce auxquels les organismes publics seront mieux à même de déployer la diligence raisonnable contre les formes modernes d'esclavage. En vertu de la réglementation de 2015 sur les contrats publics, sont exclues des procédures d'appel d'offres toutes les personnes physiques ou morales ayant fait l'objet dans les cinq dernières années d'une condamnation pour travail d'enfants ou traite des personnes, sur la base de la loi sur l'esclavage moderne. En mars 2020 a été publiée la première Déclaration gouvernementale sur l'esclavage moderne, qui résume les mesures déployées pour instaurer des pratiques responsables et prévenir les risques dans les chaînes d'approvisionnement des collectivités publiques. ***La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur les mesures prises pour appuyer les entreprises et les organismes publics à prendre des mesures pour identifier, prévenir et atténuer les risques de travail forcé et pour informer sur la manière dont ils appréhendent ces risques dans leurs activités, produits ou services auxquels ils peuvent être directement liés.***

3. *Identification et protection des victimes.* La commission note que, selon le rapport du Royaume-Uni de 2020 sur l'esclavage moderne, en 2019, 10 627 victimes potentielles d'esclavage moderne ont été dirigées vers le mécanisme national d'orientation (NRM) (*National referral mechanism*) par les intervenants de première ligne, ce qui représente une hausse de 52 pour cent par rapport à 2018. Il s'agissait essentiellement de victimes originaires du Royaume-Uni, de l'Albanie, du Vietnam, de la Chine et de l'Inde. Les formes d'exploitation dénoncées le plus couramment étaient l'exploitation au travail (52 pour cent) puis l'exploitation sexuelle (33 pour cent). Selon le rapport, la hausse du nombre des signalements au NRM tient probablement au fait que le NRM est désormais mieux connu et que le contrôle de application de la loi s'est renforcé. La commission note que le gouvernement indique qu'en Écosse, des règlements fixent à 90 jours la période pendant laquelle le soutien et l'assistance aux victimes adultes sont considérés comme nécessaires, compte tenu des besoins de ces dernières. Elle prend note également des accords de financement conclus avec des ONG en Écosse et en Irlande du Nord pour fournir une aide matérielle et une assistance médicale à un nombre croissant de victimes (nombre qui est passé de 158 pour la période 2016-2017 à 251 pour la période 2018-2019 en Écosse et de 20 à 38 en Irlande du Nord pour les mêmes périodes).

La commission note que, dans ses observations, le TUC indique que les organismes de première ligne qui dirigent les victimes vers le NRM ne bénéficient pas d'une formation suffisante en ce qui concerne l'identification et l'aide aux victimes, ainsi que les différentes étapes du processus prévues dans le NRM. Le TUC se réfère en particulier à la procédure de réexamen des décisions négatives afférentes au statut de victimes (décisions fondées sur des motifs raisonnables et décisions fondées sur des motifs concluants). Le TUC évoque aussi les obstacles rencontrés en ce qui concerne l'accès à des réparations et il souligne que l'assistance accordée aux victimes ne devrait pas être limitée dans le temps mais plutôt répondre à leurs besoins.

La commission note que, dans sa réponse, le gouvernement indique qu'il a engagé un processus inter administrations visant à déterminer quelle formation les agents de première ligne devraient recevoir et comment cette formation devrait être dispensée. Il indique également que le *Home Office* s'est engagé dans un programme ambitieux de transformation du NRM, visant à améliorer le processus de prise de décision et répondre aux difficultés signalées dans la prise en compte des besoins en assistance des victimes.

La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les conclusions auxquelles est parvenu le programme de transformation du NRM et sur les mesures prises pour assurer qu'une assistance et un soutien sont accordés dès qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne

est victime d'esclavage moderne et que cette assistance est assurée pendant un laps de temps suffisant pour que les victimes puissent se rétablir et se réinsérer. Elle prie le gouvernement de fournir des informations spécifiques sur le nombre des victimes ayant bénéficié des différentes formes d'assistance (médicale, psychologique, matérielle et juridique, ainsi que l'octroi d'un titre de résidence ou de travail temporaire). La commission prie également le gouvernement de communiquer des statistiques sur le nombre des personnes dirigées vers le NRM, le nombre des décisions négatives fondées sur des motifs raisonnables ou des motifs concluants et sur le nombre de telles décisions qui ont été revues par l'autorité compétente.

4. *Protection des travailleurs migrants contre les risques de pratiques abusives ou frauduleuses.* La commission note que, dans ses observations, le TUC indique que le gouvernement prévoit d'instaurer un certain nombre de programmes temporaires spécifiques d'immigration par secteur concernant les travailleurs ressortissants d'un pays membre de l'Espace économique européen (EEE) et les travailleurs ressortissants d'un pays non membre. Le TUC allègue que des visas spécifiques par secteur comportent des risques élevés pour les travailleurs migrants car ils leur confèrent un statut précaire, et il demande au gouvernement de veiller à ce que les régimes qui seront adoptés soient conçus de manière à ne pas favoriser l'exploitation. La commission note également que le TUC indique qu'une analyse de l'action déployée par les organes chargés de faire appliquer la loi montre que les organes chargés de protéger les victimes de l'esclavage moderne partagent les informations concernant leur statut migratoire. Le TUC se déclare préoccupé par cette pratique de signalement du statut migratoire par les inspecteurs du travail, qui entrave les actions menées pour identifier les victimes, prévenir et réprimer l'esclavage moderne. La commission rappelle à cet égard que, conformément à l'article 4 du Protocole, toutes les victimes de travail forcé ou obligatoire, indépendamment de leur présence ou de leur statut juridique sur le territoire national, doivent avoir effectivement accès à des mécanismes de recours et de réparation appropriés et efficaces, tels que l'indemnisation. **La commission prie le gouvernement de communiquer sa réponse aux observations du TUC et d'indiquer les mesures prises pour que les travailleurs migrants ne se retrouvent pas dans une situation de vulnérabilité accrue à l'exploitation, pour qu'ils soient protégés contre les pratiques abusives, qu'ils connaissent leurs droits et qu'ils aient effectivement accès à la justice.**

5. *Application de la législation.* La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement sur les mesures prises pour continuer de renforcer les activités de sensibilisation, ainsi que la formation et les capacités des fonctionnaires de police de première ligne et du ministère public, notamment à travers le Programme de transformation de la police concernant l'esclavage moderne en Angleterre et au pays de Galles; la désignation d'un Procureur national principal pour la traite des êtres humains en Écosse; l'adoption, à l'usage des fonctionnaires de police de première ligne, de directives sur l'identification et le signalement de victimes potentielles et la mise en place d'équipes spécialisées au sein du Ministère public (PPS) et de la Police de l'Irlande du Nord (PSNI). La commission observe que, d'après le rapport annuel du Royaume-Uni de 2020 sur l'esclavage moderne, il y avait en juin 2020, 1845 enquêtes actives, contre 1 479 en juin 2019. Le nombre des poursuites et celui des condamnations est également en progression en Angleterre et au pays de Galles. En Irlande du Nord, la PSNI a désigné un enquêteur financier pour toutes les enquêtes sur les affaires d'esclavage moderne et de traite d'êtres humains, et les avoirs de tout suspect peuvent être placés sous séquestre. Le gouvernement se réfère également aux deux premières condamnations pour traite des êtres humains qui ont été prononcées sur la base de la nouvelle législation de l'Irlande du Nord, soulignant que dans les deux cas, la procédure ne s'est pas appuyée sur les témoignages des victimes puisqu'aucune d'entre elles n'avait accepté de bénéficier des procédures prévues dans le cadre du mécanisme national de prise en charge des victimes (NRM). La commission note également que le gouvernement indique que la nouvelle législation a étendu la juridiction et renforcé les pouvoirs de la *Gangmasters and Labour Abuse Authority* (GLAA) [autorité de répression de la criminalité organisée et de l'exploitation au travail], qui enquête sur les affaires graves d'exploitation dans tous les secteurs de l'économie, en partenariat avec d'autres organes chargés de faire appliquer la loi (comme l'Inspection des normes des agences d'emploi (EAS) et le service du fisc (HMRC) compétent pour le salaire minimum national (NMW)).

La commission encourage le gouvernement à continuer de renforcer les moyens dont disposent les organes chargés de faire appliquer la loi afin qu'ils puissent identifier et adéquatement traiter les situations relevant du travail forcé de manière à ce que des poursuites judiciaires soient engagées et des sanctions efficaces et dissuasives imposées à l'encontre des auteurs. Elle prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur le nombre des enquêtes menées, des poursuites initiées et des condamnations prononcées. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations plus détaillées sur la confiscation des avoirs des auteurs ainsi que sur les ordres d'indemnisation des victimes prononcés à l'encontre des auteurs dans les affaires d'esclavage moderne et de traite.

Article 2, paragraphe 2 c). *Privatisation des prisons et du travail pénitentiaire.* Travail de prisonniers pour le compte d'entreprises privées. Depuis de nombreuses années, la commission prie le gouvernement

de prendre les mesures nécessaires pour que tout travail de prisonnier accompli dans des établissements pénitentiaires gérés par le secteur privé, de même que tout travail de prisonnier pour des entreprises privées, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des prisons, soit exécuté avec le consentement formel, libre et éclairé des intéressés.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport qu'il continue de maintenir un ensemble solide de règles qui garantissent que le travail des prisonniers ne se prête pas à des abus. Le gouvernement réitère sa conviction que le travail pénitentiaire relève de l'exception prévue par la convention, puisque le travail accompli dans les prisons du secteur public et du secteur privé fait l'objet d'une supervision et d'un contrôle par le secteur public à travers les moyens suivants: l'objectif principal de ce travail reste la réhabilitation de l'intéressé; des inspections indépendantes et rigoureuses sont menées dans les établissements pénitentiaires et les ateliers du secteur public et du secteur privé; les conditions de travail des prisonniers sont encadrées par un solide dispositif légal; les intéressés ont accès à des systèmes de plainte efficaces. Le gouvernement ajoute que le travail dans les prisons est un élément clé du bon fonctionnement des prisons, qu'elles soient administrées par le secteur public ou par le secteur privé. Le travail pénitentiaire remplit un certain nombre de fonctions importantes: il assure au prisonnier une activité utile; il donne un sens et un cadre à la journée du prisonnier; il contribue à la santé physique et mentale du prisonnier; et, ce qui est le plus important, il prépare le prisonnier à l'emploi à sa libération. Le gouvernement indique que son approche flexible a permis d'accéder à des marchés nouveaux et novateurs et d'agir de concert avec des clients pour ouvrir des voies nouvelles, comme des académies de l'emploi dans les établissements pénitentiaires. Le gouvernement réaffirme qu'il souhaite ardemment continuer à voir progresser le nombre des employeurs qui proposent une formation professionnelle valable aux détenus pendant la durée de leur peine et qui sont capables de leur offrir un soutien pour la préparation de leur libération et leur accès à un emploi.

Tout en reconnaissant l'objectif de réinsertion poursuivi par le gouvernement à travers le travail des personnes condamnées, la commission ne peut que réitérer que la privatisation du travail des prisonniers va au-delà des conditions expresses prévues à l'article 2, paragraphe 2 c), de la convention pour exclure le travail pénitentiaire obligatoire du champ d'application de celle-ci. La commission a déjà souligné que l'article 2, paragraphe 2 c) de la convention interdit expressément que des personnes condamnées soient concédées ou mises à la disposition de particuliers, compagnies ou personnes morales privées, en ce sens que l'exception prévue par cet article pour le travail obligatoire des prisonniers ne s'étend pas au travail de prisonniers s'effectuant pour des employeurs privés (notamment dans des prisons ou des ateliers pénitentiaires privatisés), même si ce travail reste placé sous la supervision et le contrôle d'une autorité publique. Ainsi, pour être compatible avec la convention, le travail de prisonniers pour le compte d'entreprises privées ne doit comporter aucune forme de coercition. Cela requiert nécessairement le consentement formel, libre et éclairé des personnes intéressées, ainsi que des garanties supplémentaires couvrant les aspects essentiels d'une relation de travail, comme le niveau de rémunération, une certaine forme de sécurité sociale et l'application des règles de sécurité et de santé au travail. Comme la commission l'a souligné de manière répétée, si les termes de la convention interdisent expressément de concéder ou de mettre des prisonniers à la disposition d'entités privées, il reste parfaitement possible aux gouvernements de continuer de respecter la convention lorsqu'ils conçoivent ou mettent en œuvre un système de privatisation du travail pénitentiaire dès lors que les exigences susmentionnées sont remplies. **En conséquence, la commission prie une fois de plus instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer qu'un consentement formel, libre et éclairé des intéressés soit requis pour que les prisonniers travaillent dans les prisons gérées par le secteur privé et pour tout travail de prisonniers s'effectuant pour le compte d'entreprises privées, que ce travail s'accomplisse dans les locaux de l'établissement pénitentiaire ou à l'extérieur de celui-ci, ledit consentement devant pouvoir être corroboré par des conditions de travail approchant celles d'une relation de travail libre.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Rwanda

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1962)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 a) de la convention. Imposition de peines de prison comportant une obligation de travailler en tant que sanction de l'expression d'opinions politiques. La commission a précédemment noté que, en vertu de l'article 50(8) de la loi n° 34/2010 du 12 novembre 2010 portant création, fonctionnement et organisation du Service correctionnel du Rwanda, une des principales obligations de la personne incarcérée est d'exercer des activités génératrices de revenus pour le pays, elle-même et la prison. La commission a noté par ailleurs le rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association,

consécutif à une visite officielle au Rwanda en janvier 2014 (A/HRC/26/29/Add.2). Dans ce document, le rapporteur spécial avait relevé avec préoccupation la prévalence de l'hostilité du gouvernement à l'égard des initiatives pacifiques de ceux qui le critiquent ainsi que l'existence d'un cadre légal qui réduit la contestation au silence. À ce sujet, le rapporteur spécial s'était référé à plusieurs dispositions du Code pénal (art. 116, 136, 451, 462, 463, 468 et 469) qui prévoient des peines d'emprisonnement comme sanction à l'expression d'opinions politiques. Notant que toute référence à une obligation de travailler en prison avait été supprimée dans le Code pénal, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises en vue d'harmoniser le Code de procédure pénale avec le Code pénal à cet égard. La commission avait prié également le gouvernement de communiquer le texte du projet d'arrêté ministériel relatif à la nature des activités génératrices de revenus pouvant être accomplies par des prisonniers.

La commission prend note de l'information du gouvernement dans son rapport selon laquelle la loi n° 30/2013 du 24 mai 2013 relative au Code de procédure pénale a supprimé la référence à l'obligation de travailler en prison. Néanmoins, la commission note que l'article 50(8) de la loi n° 34/2010 reste applicable, article qui dispose qu'une personne incarcérée peut être obligée d'exercer des activités génératrices de revenus pour le pays, elle-même et la prison. Le gouvernement considère également que les articles 116, 136, 451, 462, 463, 468 et 469 du Code pénal sont compatibles avec la convention, sans fournir de plus amples explications, et il indique qu'il n'y a pas eu de décisions de justice à cet égard. Néanmoins, la commission note que le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, dans ses observations finales concernant le quatrième rapport périodique du Rwanda du 2 mai 2016, a noté avec préoccupation que des personnalités politiques d'opposition, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme ont été poursuivis pour les dissuader d'exercer la liberté d'expression (CCPR/C/RWA/CO/4, paragr. 39 et 40).

La commission rappelle à nouveau que l'article 1 a) de la convention interdit le recours au travail obligatoire, y compris le travail pénitentiaire obligatoire, en tant que sanction à l'égard de personnes qui ont ou expriment certaines opinions politiques, ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. La commission attire à nouveau l'attention du gouvernement sur le fait que les articles précités du Code pénal sont libellés dans des termes suffisamment larges pour pouvoir être utilisés pour sanctionner l'expression pacifique d'opinions politiques et, dans la mesure où elles peuvent donner lieu à l'application de peines d'emprisonnement qui comportent une obligation de travailler, ces dispositions peuvent entrer dans le champ d'application de la convention. La commission note en outre que le projet d'arrêté ministériel sur la nature des activités génératrices de revenus pouvant être accomplies par des prisonniers n'a pas été joint au rapport du gouvernement, contrairement à ce qui est indiqué dans le rapport. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de s'assurer qu'aucune sanction pénale comportant une obligation de travailler en prison ne peut être imposée à des personnes pour avoir exprimé pacifiquement des opinions politiques, par exemple en modifiant l'article 50(8) de la loi n° 34/2010, à la suite de l'adoption de la loi n° 30/2013. La commission prie également le gouvernement de communiquer des informations sur l'application dans la pratique des articles 116, 136, 451, 462, 463, 468 et 469 du Code pénal, y compris sur les décisions de justice qui en définissent ou en illustrent la portée. Enfin, la commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer copie du projet d'arrêté ministériel relatif à la nature des activités génératrices de revenus pouvant être accomplies par des prisonniers.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Serbie

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 2003)

Article 1 a) de la convention. Sanctions pénales comportant l'obligation de travailler en tant que punition pour avoir exprimé des opinions politiques ou manifesté son opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Loi sur les réunions publiques. La commission a précédemment noté que l'article 15 de la loi n° 51/92 sur les réunions publiques prévoit que des peines de prison d'une durée maximale de soixante jours peuvent être prononcées à l'encontre des organisateurs d'une réunion publique n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour garantir l'ordre au cours de cette réunion, n'ayant pas soumis de demande au ministère de l'Intérieur au moins quarante-huit heures avant le début prévu de la réunion ou ayant passé outre l'interdiction de réunion prononcée en vertu de la loi. La commission a souligné que les dispositions qui soumettent les réunions et assemblées à une autorisation préalable accordée à la discrétion des autorités, sous peine de sanctions comportant du travail obligatoire, ne sont pas compatibles avec la convention.

La commission prend note avec **satisfaction** de l'adoption de la loi n° 6 sur les rassemblements publics, du 26 janvier 2016, qui, en ses articles 20 à 22 relatifs aux sanctions pénales applicables, prévoit uniquement des peines d'amendes et ne se réfère plus à des peines d'emprisonnement. La commission relève également que la loi n° 51/92 sur les réunions publiques a été abrogée sur décision de la Cour constitutionnelle de la République de Serbie (décision n° IUz-204/2013 du 23 octobre 2015).

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Seychelles

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1978)

Article 1 c) de la convention. Mesures disciplinaires applicables aux gens de mer. Dans ses précédents commentaires, la commission a exprimé le ferme espoir que l'article 153 de la loi sur la marine marchande, dans sa teneur modifiée en 2015, serait révisé à la lumière des dispositions de la convention, de manière à garantir qu'aucune sanction comportant une obligation d'accomplir un travail ne puisse être imposée en tant que mesure disciplinaire applicable aux gens de mer. La commission note que la loi sur la marine marchande a été modifiée par la loi sur la marine marchande (amendement), 2019 (loi n° 3 de 2020). La commission note avec **satisfaction** que les sanctions prévues en cas de violation de l'article 153 (concernant le marin qui, de manière constante et délibérée, néglige ses obligations, désobéit aux ordres légitimes ou entrave la navigation) sont désormais limitées à des amendes.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Sierra Leone

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1961)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1, de la convention. Travail agricole obligatoire. La commission se réfère depuis de nombreuses années à l'article 8(h) de la loi sur les conseils de chefferie (chap. 61) en vertu duquel les «indigènes» peuvent être astreints à un travail agricole obligatoire. À de nombreuses occasions, le gouvernement a indiqué que cette législation serait modifiée. Il a par ailleurs indiqué que cet article de la loi n'est pas appliqué dans la pratique et que, dans la mesure où il n'est pas conforme à l'article 9 de la Constitution, il est non exécutoire.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles, au moment de la ratification de la convention, les chefs investis d'un pouvoir administratif imposaient aux membres de leurs communautés des travaux forcés ou d'intérêt collectif, mais que des mesures ont été prises pour remédier à ces pratiques, notamment la création d'une Commission des droits de l'homme de la Sierra Leone. Le gouvernement indique que, en dépit de l'interdiction des pratiques de travail forcé ou obligatoire, des infractions mineures sont néanmoins commises. À cet égard, le gouvernement indique que la Commission des droits de l'homme a été saisie d'un cas concernant la réalisation de travaux communautaires par un village. **Notant que le gouvernement a déjà fait part de son intention de modifier la loi sur les conseils de chefferie, la commission le prie instamment de prendre les mesures nécessaires pour abroger l'article 8(h) de cette loi afin de la mettre en conformité avec la convention. Elle le prie en outre de continuer de fournir des informations sur l'application de ladite loi dans la pratique en ce qui concerne l'astreinte au travail obligatoire, y compris des informations sur les dossiers dont est saisie la Commission des droits de l'homme à cet égard.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Soudan

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1957)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Enlèvements à des fins d'imposition de travail forcé et sanctions. Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note de la pratique d'enlèvement à des fins d'imposition de travail forcé dans le contexte d'un conflit armé. Elle a noté que dans son dernier rapport, le gouvernement indiquait qu'aucun élément probant n'avait été trouvé en ce qui concerne des cas d'enlèvement. La commission a également pris note de l'indication, en 2016, de l'Expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Soudan selon laquelle des affrontements entre les forces gouvernementales et le Mouvement de libération du Soudan-faction Abdul Wahid se poursuivaient, surtout au Darfour, s'accompagnant de meurtres, d'enlèvements, de violence sexuelle et de déplacements de civils. La commission a noté qu'un Procureur spécial pour les crimes commis au Darfour avait été désigné et a pris note de l'information du gouvernement selon laquelle aucune des poursuites engagées par ce dernier n'était liée à des cas d'enlèvement à des fins de travail forcé. Par conséquent, la commission a prié le gouvernement de prendre immédiatement des mesures efficaces pour s'assurer que des sanctions pénales sont imposées aux auteurs de pratiques d'enlèvement à des fins d'imposition de travail forcé.

Dans son rapport, le gouvernement indique qu'il n'y a eu aucun signalement d'enlèvement à des fins de travail forcé et que le Procureur spécial pour les crimes commis au Darfour n'a été informé d'aucun cas d'enlèvement à des fins de travail forcé. Le gouvernement déclare que la situation en matière de sécurité

au Darfour est stable grâce aux efforts déployés par le gouvernement de transition qui a fait de la paix sa priorité.

La commission note d'après les informations disponibles sur le site internet des Nations Unies qu'un gouvernement de transition a été formé en août 2019 par le Conseil militaire de transition et la principale alliance d'opposition du pays pour une période de trois ans devant mener à des élections démocratiques. La commission note que l'une des priorités établies dans le cadre général du programme du gouvernement de transition est de mettre fin à la guerre et d'établir une paix juste, totale et durable. À cet égard, les mesures pratiques adoptées incluent notamment: i) la création et la mise en service d'une Commission pour la justice de transition, ainsi que l'établissement d'institutions d'indemnisation et de réparation; et ii) la création d'unités d'aide et de soutien psychologique pour les victimes de violations. En outre, la commission note que l'article 6(3) de la Constitution de transition, signée le 17 août 2019, prévoit que malgré les dispositions de lois existantes, il n'y aura pas de prescription légale pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, les exécutions extrajudiciaires, les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et les infractions relatives à la corruption et à l'abus de pouvoir commis depuis le 30 juin 1989. La commission salue la signature officielle d'un accord de paix au Soudan le 3 octobre 2020 entre le gouvernement de transition et les groupes d'opposition. **La commission prie le gouvernement de continuer de prendre des mesures pour s'assurer qu'aucun cas d'enlèvement à des fins d'imposition de travail forcé ne se produise à l'avenir et pour garantir une protection complète aux victimes de telles pratiques. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur la mise en place de la Commission pour la justice de transition, des institutions d'indemnisation et de réparation et des unités pour prendre en charge et soutenir les victimes d'infractions, et de préciser les activités qu'elles mènent pour indemniser et réintégrer les victimes d'enlèvement à des fins d'imposition de travail forcé.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1970)

Article 1 a) de la convention. Sanctions imposées pour l'expression d'opinions politiques ou la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que des peines d'emprisonnement, pouvant comporter du travail pénitentiaire obligatoire, pouvaient être imposées en application des articles 50, 66 et 69 de la loi pénale pour punir la commission d'un acte visant à déstabiliser le système constitutionnel, la publication de fausses nouvelles dans l'intention de porter atteinte au prestige de l'État ou la commission d'un acte visant à perturber la paix et la tranquillité publiques. Elle a pris note du rapport de 2016 de l'Expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Soudan dans lequel il était fait mention de mesures répressives de la part des autorités soudanaises, notamment des arrestations et des détentions de groupes politiques d'opposition, d'organisations de la société civile et d'étudiants. En conséquence, la commission a instamment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour abroger ou modifier les articles 50, 66 et 69 de la loi pénale de manière à ce qu'aucune peine de prison impliquant un travail obligatoire ne puisse être imposée à des personnes qui, sans utiliser ni prôner la violence, ont exprimé certaines opinions politiques ou manifesté leur opposition à l'ordre politique, social ou économique établi.

Le gouvernement indique dans son rapport que la loi pénale est en cours de révision. La commission note que la loi pénale a été modifiée par la loi du 13 juillet 2020 portant amendements. La commission note **avec regret** que les articles 50, 66 et 69 ne semblent pas avoir été revus.

La commission note par ailleurs que le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a indiqué dans ses observations finales de 2018 que les modifications apportées en 2013 à la loi sur les forces armées permettaient de juger des civils devant des juridictions militaires pour des crimes tels que la diffusion de fausses nouvelles (art. 66 de la loi pénale) ou l'atteinte au système constitutionnel (art. 50 de la loi pénale). Le Comité a souligné également que des opposants politiques au gouvernement avaient été poursuivis devant des juridictions militaires (document CCPR/C/SDN/CO/5, paragr. 39). **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que la législation sera révisée dans les plus brefs délais de manière à ce que les personnes qui expriment pacifiquement leurs opinions politiques ou manifestent une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi ne se voient pas imposer des sanctions comportant du travail pénitentiaire obligatoire. Ainsi, le gouvernement pourrait soit limiter le champ d'application des articles 50, 66 et 69 de la loi pénale à des situations de violence soit supprimer les sanctions impliquant du travail pénitentiaire obligatoire. Entre-temps, la commission prie le gouvernement d'indiquer les sanctions spécifiques qui auraient été infligées à des personnes en application des articles 50, 66 et 69 de la loi pénale, y compris par des juridictions militaires. Elle le prie également de fournir une copie des amendements de 2013 apportés à la loi sur les forces armées.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Trinité-et-Tobago

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1963)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que des informations complémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

Article 1 c) de la convention. Sanctions comportant un travail obligatoire imposées pour divers manquements à la discipline du travail. Dans ses commentaires qu'elle réitère depuis 2000, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les articles 157 et 158 de la loi de 1987 sur les transports maritimes aux termes desquels des peines de prison (qui impliquent une obligation de travailler en vertu des articles 255 et 269(3) du règlement sur les prisons) peuvent être imposées pour sanctionner divers manquements à la discipline du travail dans des circonstances où la vie, l'intégrité physique ou la santé des personnes n'ont pas été mises en danger.

La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que le ministère des Travaux publics et des Transports continue à examiner la loi sur les transports maritimes et que le ministère recommandera à la commission chargée de la révision législative du Cabinet d'en abroger les dispositions suivantes: l'article 157 b) (désobéissance volontaire à tout ordre légal), l'article 157 c) (désobéissance volontaire continue à un tel ordre ou négligence volontaire des devoirs) et l'article 158 a) et b) (désertion et défaut d'embarquement à bord et le fait de s'absenter sans permission). En outre, le gouvernement indique que le ministère recommandera de modifier l'article 157 e) de la loi sur les transports maritimes (association avec tout autre membre de l'équipage pour désobéir à un ordre légal ou négliger les devoirs) afin de fixer l'amende correspondante qui remplacera la peine de prison actuellement encourue. **La commission exprime de nouveau l'espoir que, dans le cadre des modifications apportées aux articles précités de la loi sur les transports maritimes, le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour qu'aucune peine de prison ne puisse être imposée aux gens de mer pour manquement à la discipline du travail.**

Article 1 d). Sanctions pour participation à des grèves. Dans ses commentaires qu'elle réitère depuis 2000, la commission note que, en vertu de l'article 8(1) de la loi sur les conflits du travail et la protection de la propriété, toute personne employée dans certains services publics (n'étant pas limités aux services dont l'interruption mettrait en danger la vie, la sécurité ou la santé d'une partie ou de l'ensemble de la population) qui, volontairement et dans l'intention de nuire, rompt son contrat de service, est passible d'une amende ou d'une peine de prison de trois mois. La commission a également noté qu'en application de l'article 69 de la loi sur les relations de travail, des peines de prison (comportant l'obligation de travailler en application du règlement sur les prisons) pouvaient être imposées à certaines catégories de travailleurs pour leur participation à une action collective.

En réponse à la demande de la commission de modification de ces dispositions, le gouvernement indique dans son rapport que la révision du chapitre 88.01 de la loi sur les relations de travail est en cours depuis 2016 et que le Conseil consultatif tripartite national examine actuellement les propositions de modification, parmi lesquelles l'abrogation de la peine de prison encourue en cas de participation à une action collective pacifique. Par ailleurs, le gouvernement indique qu'il est prévu que le ministère du Travail et du Développement des petites entreprises entamera la révision législative de la loi sur les conflits du travail et la protection de la propriété au premier semestre de 2020. La commission prend note de l'indication du gouvernement, dans ses informations supplémentaires, selon laquelle en raison des perturbations résultant de la pandémie COVID-19, la révision de cette loi n'a pas été possible. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que, dans le cadre de la modification de la loi sur les relations de travail, aucune peine de prison ne puisse être imposée à quiconque pour participation pacifique à une grève. Elle prie également de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur toutes mesures prises ou envisagées pour modifier la loi sur les conflits du travail et la protection de la propriété à cet égard.**

Turkménistan

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1997)

La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des observations reçues le 21 septembre 2020 de la Confédération syndicale internationale (CSI), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019. **La commission prie le gouvernement de fournir sa réponse aux observations de la CSI.**

La commission note également les observations de la CSI reçues le 1^{er} septembre 2019.

Article 1 b) de la convention. Imposition de travail obligatoire en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique. Production de coton. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, selon l'article 7 de la loi sur le régime juridique des urgences de 1990, l'État et les autorités gouvernementales peuvent recruter des citoyens pour travailler dans des entreprises, institutions et organisations, en vue de mobiliser la main-d'œuvre à des fins de développement économique et de prévenir les urgences. La commission a considéré que la notion de «fins de développement économique» ne semble pas satisfaire la définition de la «force majeure» définie dans la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et est donc incompatible à la fois avec l'article 2, paragraphe 2 d), de la convention n° 29 et avec l'article 1 b) de la convention n° 105, qui interdit le travail obligatoire en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique. La commission a également noté que le gouvernement a déclaré que la loi sur l'état d'urgence, la loi sur les interventions d'urgence et la loi sur la préparation et la mise en œuvre de la mobilisation au Turkménistan ne se réfèrent pas à la notion de «fins de développement économique», mais que des citoyens peuvent être employés dans des entreprises, des organisations et des institutions pendant la mobilisation afin d'assurer le fonctionnement de l'économie du pays et de produire des biens et services essentiels pour satisfaire les besoins de l'État, des forces armées et de la population en cas d'urgence. En outre, l'article 19 du Code du travail prévoit qu'un employeur peut exiger d'un travailleur qu'il effectue un travail sans lien avec son emploi dans des cas spécifiés par la loi.

Dans les conclusions qu'elle a adoptées en juin 2016, la Commission de la Conférence a prié instamment le gouvernement: i) de prendre des mesures efficaces, en droit et dans la pratique, pour veiller à ce que nul ne soit contraint, pas même les exploitants agricoles et les travailleurs des secteurs public et privé, de participer à la récolte de coton organisée par l'État ni menacé de sanctions si les quotas de production ne sont pas atteints, sous prétexte de «fins de développement économique»; ii) d'abroger l'article 7 de la loi de 1990 sur le régime juridique régissant les situations d'urgence; et iii) de solliciter l'assistance technique du BIT afin de respecter la convention, en droit et dans la pratique, et d'élaborer un plan d'action national pour éliminer le travail forcé dans le cadre de la récolte du coton organisée par l'État.

La commission a noté que, dans ses observations de 2016, l'Organisation internationale des employeurs (OIE) a exprimé sa profonde préoccupation face aux pratiques de travail forcé signalées dans la production de coton, qui affectent les exploitants agricoles, les entreprises et les travailleurs des secteurs public et privé, sous la menace de sanctions si les quotas de production n'étaient pas atteints. En outre, les observations de 2016 de la CSI ont mis l'accent sur les pratiques de mobilisation forcée par le gouvernement des salariés d'un large éventail d'institutions des secteurs public et privé pour la récolte du coton, notamment ceux d'institutions d'enseignement et de soins de santé, d'antennes locales de l'administration, de bibliothèques, de musées, d'instituts météorologiques, de centres culturels, d'organisations sportives, d'entreprises du secteur public, et d'entreprises manufacturières et des secteurs de la construction, des télécommunications et de la pêche. Ceux qui ont refusé se sont exposés à des sanctions administratives, telles que la censure publique, la cessation du paiement de leur salaire et la résiliation de l'emploi. À cet égard, la commission a noté que le gouvernement avait indiqué que, dans certaines régions du pays, l'administration locale et les producteurs agricoles, secondés par les services locaux de l'emploi, ont organisé des campagnes de recrutement volontaire parmi les personnes inscrites à l'agence pour l'emploi pendant la saison de la récolte du coton afin d'offrir un emploi saisonnier à ce segment de la population.

La commission a noté par ailleurs d'après le rapport de la mission consultative technique du BIT de septembre 2016 que, bien que les représentants des organisations internationales et des ambassades étrangères rencontrés par la mission aient indiqué l'existence de la pratique du travail forcé, dans la plupart des cas, ils ne disposaient pas de preuve directe du fait de la difficulté de se rendre dans les champs de coton. Le rapport de mission du BIT a noté les multiples stratégies nationales et plans d'action mis en place par le gouvernement, comme le Plan d'action national pour les droits de l'homme (2016-2020); le Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes (2016-2018); l'Accord-cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement signé en avril 2016; et les Objectifs de développement durable (ODD) adoptés en septembre 2016. La mission a également dûment pris note de la réelle volonté politique du gouvernement de s'attaquer au problème du travail forcé dans la récolte du coton. La commission a prié instamment le gouvernement de continuer à collaborer avec le BIT afin d'éliminer, en droit comme dans la pratique, le travail forcé associé à la récolte du coton organisée par l'État.

La commission note, d'après les observations de la CSI de 2019, qu'en novembre 2018, des travailleurs de tous les secteurs de l'économie nationale ont été envoyés dans les champs de coton, certains d'entre eux ayant même été envoyés dans des contrées éloignées à des centaines de kilomètres

de leur domicile. Pour la première fois en quinze ans, des enseignants ont été forcés de passer leurs vacances d'automne, d'une durée de neuf jours, à récolter le coton. Dans la région de Mary, la proportion d'enseignants forcés de récolter le coton pendant la saison des récoltes de 2018 a été estimée à 70 pour cent. La CSI déclare également que les personnes travaillaient depuis l'aube jusqu'à la tombée de la nuit, avec une pause déjeuner comprise entre trente et soixante minutes, et que le soir, on les accompagnait en bus en ville. Ceux qui étaient envoyés aux champs pour dix jours ou plus étaient logés dans des locaux d'habitation provisoires dont le sol était en terre, sans installations sanitaires. Les exploitants agricoles devaient produire une récolte importante de coton; devaient atteindre les quotas fixés par l'État; et payer les travailleurs que le gouvernement forçait à travailler pour la récolte du coton. Les autorités menaçaient les exploitants agricoles de leur enlever leurs terres s'ils n'atteignaient pas les quotas imposés par le gouvernement.

La commission note l'information contenue dans le rapport du gouvernement selon laquelle la décision du Conseil public, adoptée en septembre 2018, vise à améliorer les méthodes de travail dans le secteur de l'agriculture, à moderniser le travail dans ce domaine et à prévoir un vaste recrutement de producteurs privés dans l'agriculture. Conformément à cette décision, des lopins de terre devront être offerts sur une base contractuelle à des sociétés à capital social, des exploitations agricoles familiales et à d'autres entités juridiques ou d'autres producteurs, pour une période de 99 ans, aux fins de la production végétale telle que le blé et le coton. La commission prend note également de l'information du gouvernement selon laquelle il s'est procuré des machines à récolter le coton, de sorte que le recrutement de masse de ressources humaines à cette fin n'est plus nécessaire. Le gouvernement indique que, pendant la saison des récoltes de 2017, 1 200 machines de récolte ont été utilisées et, en 2018, 500 machines supplémentaires ont été achetées à l'Ouzbékistan. De plus, un contrat de 200 machines de ce type a été signé avec un fabricant de matériels agricoles. En outre, la commission note que le gouvernement indique que, en collaboration avec les partenaires sociaux, un projet de programme de coopération a été élaboré et envoyé au BIT pour examen. Ce projet établit les mesures concernant la mise en œuvre des normes et règles internationales, le travail décent, les salaires équitables et la protection sociale, de même que la participation active des partenaires sociaux sur les questions relatives au travail décent et à l'emploi. La commission note cependant qu'il n'y a pas eu d'accord sur ce projet de programme de coopération.

La commission note en outre, d'après les observations récentes de la CSI, que pendant les récoltes de coton de 2019, des employés du secteur public, notamment des enseignants, des médecins, des employés des services municipaux et des entreprises de services publics ont continué à être mobilisés pour la récolte du coton ou ont été contraints de payer des récolteurs de remplacement. Ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient pas récolter le coton ont dû verser une partie substantielle de leurs revenus. En octobre 2019, les membres du personnel enseignant avaient payé 285 manats (16 dollars des États-Unis) chacun, alors que leur revenu mensuel moyen était d'environ 90 dollars des États-Unis. D'autres preuves montrent que les travailleurs du secteur public sont mobilisés pour la récolte 2020.

La commission note que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies, dans ses observations finales d'octobre 2018, s'est déclaré préoccupé par les informations selon lesquelles nombre de travailleurs et d'étudiants continueraient à être forcés à travailler pendant la récolte du coton, sous peine de sanctions (E/C.12/TKM/CO/2, paragr. 23). Elle note également, d'après le Résumé des observations des parties prenantes sur le Turkménistan, de février 2018, présenté au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, que des personnes obligées à récolter du coton ont été forcées à signer des déclarations sur une participation «volontaire» à la récolte (A/HRC/WG.6/30/TKM/3, paragr. 49).

La commission doit exprimer sa **profonde préoccupation** face à la persistance des pratiques de travail forcé dans le secteur du coton et les mauvaises conditions de travail des personnes employées dans ce secteur. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre des mesures pour éliminer le recours au travail obligatoire des travailleurs des secteurs public et privé, ainsi que des étudiants, dans la culture du coton. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cette fin et sur les résultats concrets obtenus, en précisant les violations qui ont été constatées et les sanctions qui ont été appliquées. À cet égard, la commission encourage vivement le gouvernement à recourir à l'assistance technique du BIT afin d'éliminer, en droit comme dans la pratique, le travail forcé associé à la récolte du coton organisée par l'État, et d'améliorer le recrutement et les conditions de travail dans le secteur du coton.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui reprend le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

À la lumière de la situation décrite ci-dessus, la commission ne peut que noter l'absence de progrès tangible dans le traitement de la question de la mobilisation de personnes à des fins de travail forcé dans la récolte du coton depuis la discussion de ce cas par la Commission de la Conférence et la visite d'une

mission consultative technique du BIT dans le pays en 2016. La commission note avec une profonde préoccupation que les pratiques de travail forcé persistent dans le secteur du coton.

[Le gouvernement est prié de fournir des données complètes à la Conférence à sa 109^e session et de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Turquie

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1998)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

Elle prend également note des observations de la Confédération turque des associations d'employeurs (TISK) jointes au rapport du gouvernement.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Traite des personnes. 1. Mesures de contrôle de l'application de la législation. La commission a précédemment pris note des observations de la TISK en 2014 selon lesquelles la Turquie est un pays de destination et de transit pour la traite des femmes, des hommes et des enfants. Elle a noté que l'article 80 du Code pénal interdit la traite des personnes tant à des fins d'exploitation sexuelle qu'à des fins d'exploitation au travail. Elle a noté qu'en 2015, 330 suspects sur les 514 impliqués dans des affaires jugées en vertu de l'article 80 du Code pénal, ont été acquittés et qu'au premier trimestre de 2016, sur 148 suspects impliqués dans des affaires jugées, 118 ont été acquittés. La commission a noté avec préoccupation le faible nombre de condamnations pour des faits de traite des personnes, malgré le nombre important d'affaires portées devant la justice. La commission a instamment prié le gouvernement de redoubler d'efforts pour garantir que tous les auteurs du crime de traite font l'objet de poursuites judiciaires et que, dans la pratique, des peines de prison suffisamment efficaces et dissuasives sont imposées.

Le gouvernement indique dans son rapport que la Turquie est un pays de transit et de destination pour la traite des personnes, en particulier pour l'exploitation des femmes et des enfants. Il ajoute que le Commandement général de la gendarmerie a adopté des mesures pour lutter contre la traite des personnes, notamment à travers: i) la publication d'ordonnances d'application détaillées destinées à 81 commandements de gendarmerie provinciaux et expliquant les changements intervenus dans la lutte contre la traite des personnes; ii) la poursuite des activités des groupes de lutte contre la traite des personnes établis par le commandement de la gendarmerie dans 33 provinces; iii) l'inclusion, dans le programme de l'Académie des garde-côtes de la gendarmerie, d'une formation sur la lutte contre la traite des personnes; et iv) le lancement, le 30 octobre 2018, d'un projet d'une durée de huit mois visant à accroître l'efficacité des activités de lutte du Commandement général de la gendarmerie contre la traite des personnes, qui prévoit la formation du personnel dans ce domaine. Le gouvernement ajoute dans ses informations supplémentaires qu'une formation sur la lutte contre la traite des personnes a également été dispensée à 210 membres du personnel de la Direction générale de la sécurité entre mai 2019 et juillet 2020.

Le gouvernement indique en outre que sur la base de l'article 80 du Code pénal, 26 cas de traite des personnes à des fins de prostitution ont été identifiés en 2017, 61 personnes ont été arrêtées et 13 ont été emprisonnées; en 2018, 16 cas de traite à des fins de prostitution ont été identifiés, 128 personnes ont été arrêtées et 35 ont été emprisonnées; et de janvier à mai 2019, sept cas de traite à des fins de prostitution ont été identifiés, 60 personnes ont été arrêtées et trois ont été emprisonnées. La commission prend note de ces informations mais observe que le gouvernement n'a fourni d'information concernant les sanctions appliquées dans les cas mentionnés. La commission note en outre que le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains du Conseil de l'Europe (GRETA) a noté, dans son rapport adopté le 10 juillet 2019 concernant l'application de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains en Turquie, les informations du gouvernement selon lesquelles en 2016, 72 cas de traite des personnes ont été instruits, 42 personnes ont été condamnées et 266 personnes ont été acquittées; en 2017, 42 affaires ont été instruites, 45 personnes ont été condamnées et 96 personnes ont été acquittées; et en 2018, 82 affaires ont été instruites, 77 personnes ont été condamnées et 305 personnes ont été acquittées (paragr. 222). La commission prend également note des informations supplémentaires du gouvernement selon lesquelles, entre octobre 2019 et mars 2020, 19 personnes ont été condamnées pour traite des êtres humains et 102 personnes ont été acquittées. Sur les 19 personnes condamnées, la commission note qu'une personne a été condamnée à une amende et 18 personnes à une peine d'emprisonnement et à une amende.

La commission note également que le GRETA indique que, suite à la révocation de quelque 4 500 juges et procureurs après juillet 2016, le personnel nouvellement nommé n'avait pas reçu une formation suffisante pour enquêter et statuer efficacement sur des affaires pénales complexes, y compris concernant la traite des personnes (paragr. 219). Le GRETA a également indiqué que des difficultés

pratiques se présentaient pour juger les affaires de traite des personnes et pour faire la distinction entre la traite des personnes et certaines autres infractions, telles que la prostitution (art. 227 du Code pénal) et la violation de la liberté de travail et d'emploi (art. 117 du Code pénal). Les représentants du pouvoir judiciaire ont indiqué que les affaires instruites pour traite des personnes étaient parfois requalifiées au stade de la procédure judiciaire en d'autres infractions, généralement la prostitution, qui sont passibles de peines moins lourdes (paragr. 224). ***Tout en reconnaissant les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la traite des personnes, la commission prie instamment celui-ci de continuer de prendre les mesures nécessaires pour que des enquêtes approfondies et des poursuites soient menées à l'encontre de toutes les personnes impliquées dans la traite des personnes, tant à des fins d'exploitation sexuelle que d'exploitation au travail, et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient appliquées dans la pratique. À cet égard, la commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur l'application pratique de l'article 80 du Code pénal, notamment sur le nombre de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions spécifiques imposées, ainsi que sur les faits qui n'ont été sanctionnés que par l'imposition d'une amende. Enfin, la commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts en matière de formation des agents de la force publique, y compris les juges et les procureurs, afin que les personnes qui se livrent à la traite des personnes soient dûment poursuivies et sanctionnées au titre de l'infraction de traite des personnes, et de fournir des informations à cet égard.***

2. *Protection des victimes et assistance aux victimes.* La commission a précédemment pris note de la promulgation de la loi (n° 6458) de 2013 sur les étrangers et la protection internationale, qui a systématisé les procédures d'identification des victimes. Elle a également pris note de l'adoption de la Règlementation de la lutte contre la traite des êtres humains et la protection des victimes en 2016, qui définit les procédures et les principes de prévention de la traite des personnes et de protection des victimes, y compris l'octroi de permis de résidence aux victimes étrangères. La commission a en outre pris note du «Programme de retour volontaire et sûr» s'adressant aux victimes qui souhaitent quitter la Turquie, ainsi que des «Programmes d'appui aux victimes» qui mettent notamment à leur disposition des centres ou des lieux d'accueil, des services de santé, une aide psychosociale et une aide juridictionnelle. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application pratique de la nouvelle loi et de la nouvelle réglementation susmentionnées en ce qui concerne l'identification des victimes et la protection et d'assistance apportées à ces personnes.

Le gouvernement indique qu'entre juillet 2019 et mars 2020, les victimes de la traite étaient le plus souvent originaires de l'Ouzbékistan, de la Turquie et du Moldova. Il indique par ailleurs qu'en 2017, les directions provinciales de la gestion des migrations ont identifié 303 victimes de la traite, et 134 en 2018. Il ajoute qu'en 2019, 215 victimes de la traite ont été identifiées, et 79 au cours du premier semestre de 2020, essentiellement des femmes. Les victimes qui sont restées en Turquie ont bénéficié des programmes d'appui prévus à leur intention (24 des 134 victimes en 2018, 35 en 2019 et 42 au premier semestre de 2020), et certaines victimes qui ont préféré quitter le pays ont bénéficié du programme de retour volontaire et sûr (101 victimes en 2018, 153 en 2019 et 22 au premier semestre de 2020). La capacité des centres d'accueil pour victimes de la traite des personnes est passée à 42 places. L'ouverture d'un troisième centre d'accueil est à l'étude. Chaque victime admise dans un centre bénéficie d'un programme de soutien individualisé, qui comprenait, ces dernières années, des services tels qu'une aide financière mensuelle, des services de santé, un soutien psychologique, une formation professionnelle et l'accès au marché du travail, une aide juridictionnelle et des activités de loisirs.

Le gouvernement indique en outre qu'il a créé un Département d'aide juridique et des droits des victimes au sein de la Direction générale des affaires pénales (ministère de la Justice), qui vise à informer toutes les victimes d'infractions, y compris les victimes de la traite, de leurs droits et des services d'assistance et de soutien qui peuvent leur être fournis, ainsi qu'à aider les victimes tout au long du processus judiciaire et à leur faciliter l'accès à la justice. En outre, des directions d'aide médico-légale et de services aux victimes ont été créées dans plusieurs tribunaux afin de fournir aux victimes, y compris aux victimes de la traite des personnes, une aide juridictionnelle et des services de soutien, tels que des mesures visant à faire en sorte que les victimes de la traite ne deviennent pas victimes à nouveau, des mesures d'accompagnement des victimes de la traite pendant les audiences du tribunal et des mesures d'orientation des victimes vers les institutions compétentes pour un soutien psychologique, si nécessaire. La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle un Guide sur la manière dont les victimes doivent être approchées, comportant un chapitre sur les victimes de la traite et les victimes étrangères, a été élaboré à l'intention des professionnels qui fournissent des services aux victimes d'actes criminels, en particulier les forces de l'ordre, les professionnels de la santé et le personnel des services judiciaires.

La commission prend note de la déclaration faite par la TISK dans sa communication selon laquelle, en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations, la ligne d'assistance téléphonique

urgente 157 a été mise en place pour les victimes potentielles de la traite des personnes, dont les opérateurs fournissent des services en russe, roumain, anglais et turc. La TISK indique en outre que le Comité de coordination de la lutte contre la traite des êtres humains a été créé en vertu de la Réglementation de la lutte contre la traite des êtres humains et la protection des victimes, et a tenu sa première réunion en 2017, afin d'élaborer des mesures concernant la coopération interinstitutionnelle, des activités de sensibilisation et des supports de formation pour le personnel. La commission note en outre à cet égard les informations supplémentaires du gouvernement selon lesquelles le Comité de coordination de la lutte contre la traite des êtres humains vise à réaliser des études, à formuler des politiques et des stratégies, à élaborer un plan d'action et à instaurer une coopération pour prévenir et combattre la traite des personnes. Le Comité s'est réuni en 2017, 2018 et 2019, et ses travaux ont abouti, entre autres, i) à la nomination d'agents de liaison provinciaux pour la traite des êtres humains dans 36 provinces; ii) au lancement d'activités de sensibilisation du grand public; et iii) à la formation, en 2019, de plus de 1 000 professionnels d'institutions publiques et d'organisations non gouvernementales à la lutte contre la traite des personnes.

La commission prend note de l'indication du GRETA, dans son rapport de 2019, selon laquelle la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle est la forme la plus courante de cette infraction (paragr. 13). Le GRETA a également indiqué que la Direction générale de la gestion des migrations (DGMM), qui coordonne l'action nationale contre la traite des personnes depuis 2013, dispose d'une Direction de la protection des victimes de la traite des êtres humains (paragr. 26). La commission note que le GRETA a souligné la capacité limitée des centres d'accueil spécialisés pour les victimes de la traite, et le fait que seules quelques victimes restaient en Turquie et bénéficiaient des programmes d'assistance aux victimes. Le GRETA est également préoccupé par le manque d'assistance spécialisée pour les victimes turques de la traite et pour les hommes victimes de la traite (paragr. 169). **Tout en saluant les efforts déployés par le gouvernement, la commission le prie de continuer de prendre des mesures afin de renforcer l'identification des victimes de traite et l'assistance qui leur est accordée, et de fournir des informations à cet égard. Elle prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur les mesures élaborées par le Comité de coordination de la lutte contre la traite des êtres humains en vue de prévenir et de combattre ce crime, ainsi que de donner des précisions sur les activités du Département de la protection des victimes de la traite des êtres humains de la DGMM. Enfin, la commission prie le gouvernement d'indiquer le nombre de victimes de traite des personnes identifiées et bénéficiant d'une protection et d'une assistance, grâce aux différents programmes, directions et départements susmentionnés qui apportent une assistance aux victimes de traite.**

Article 2, paragraphe 2 a). Service militaire obligatoire. La commission a précédemment prié le gouvernement d'abroger l'article 10 de la loi n° 1111 sur le service militaire, en vertu duquel, si le nombre des conscrits assignés au personnel de réserve est excédentaire, les conscrits en question peuvent être affectés à des travaux dans des organisations ou des institutions publiques.

La commission prend note des observations de la TISK selon lesquelles la loi n° 7179 sur le recrutement militaire constitue une évolution positive en ce qui concerne la mise en conformité de la législation nationale avec la convention.

La commission prend note avec **satisfaction** de l'entrée en vigueur, le 26 juin 2019, de la loi n° 7179 sur le recrutement militaire, qui remplace la loi n° 1111 sur le service militaire et ne contient aucune disposition concernant l'obligation d'accomplir le service militaire dans des institutions ou organisations publiques.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Ukraine

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1956)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Traite des personnes. 1. *Application de la loi et mesures de lutte contre la traite des personnes.* En réponse à ses précédents commentaires, la commission note que le gouvernement se réfère, dans son rapport, au Plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains (2016-2020) et qu'il communique le rapport d'application de 2018 de ce Plan. La commission salue les informations détaillées qu'il contient sur les initiatives prises pour combattre la traite des personnes, notamment les multiples activités d'éducation et de sensibilisation ainsi que la formation dispensée aux agents de la force publique, aux procureurs et aux juges.

La commission prend également note du rapport de 2018 du Groupe d'Experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) concernant la mise en œuvre par l'Ukraine de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains. Ce rapport note un certain nombre de

développements positifs tels que la création d'unités de police spécialisées et la désignation de procureurs spécialisés, et l'augmentation sensible du nombre d'enquêtes sur les affaires de traite entre 2016 et 2017 (de 115 à 347). Le GRETA souligne aussi l'importance de prendre des mesures supplémentaires, par exemple pour s'assurer que les enquêtes sur les cas de traite des personnes aboutissent également à des condamnations, et que les peines soient proportionnées à la gravité de l'infraction. À cet égard, la commission note, d'après les informations contenues dans le rapport d'application de 2018 et la référence qu'il fait au site Internet de l'administration judiciaire de l'État, qu'en 2018 la police a enquêté sur 291 cas de traite des personnes, en application de l'article 149 du Code pénal qui incrimine la traite des êtres humains. Parmi ces cas, 185 ont fait l'objet de poursuites (dont 168 ont été soumis aux tribunaux), qui ont abouti qu'à 15 condamnations et à cinq peines d'emprisonnement. La commission note avec **préoccupation** le faible nombre de condamnations dans les cas de traite des personnes, malgré le nombre important d'affaires portées devant la justice. À ce sujet, la commission rappelle qu'en vertu de l'article 25 de la convention, l'imposition d'un travail forcé ou obligatoire est passible de sanctions pénales et les sanctions prévues par la loi doivent être réellement efficaces et strictement appliquées. **Par conséquent, la commission prie instamment et fermement le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application stricte de la législation nationale, afin que des peines d'emprisonnement suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées et appliquées aux auteurs. La commission prie en outre le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises à cet égard, y compris la formation et le renforcement des capacités des autorités chargées de faire appliquer la loi, ainsi que sur les résultats obtenus. Prière aussi de continuer à fournir des informations sur le nombre de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions spécifiques appliquées en vertu de l'article 149 du Code pénal.**

2. *Protection et assistance des victimes.* Dans ses commentaires précédents, la commission a salué les mesures prises par le gouvernement pour identifier les victimes de traite des personnes et leur assurer protection et assistance, et l'a prié de continuer à fournir des informations sur les mesures prises dans ce sens.

Concernant l'identification des victimes de la traite des personnes, la commission prend note, à la lecture du rapport d'application de 2018 et du rapport du GRETA de 2018, des informations sur la formation assurée aux acteurs concernés et d'une tendance à la hausse du nombre de victimes identifiées par le ministère de la Politique sociale (27 victimes identifiées en 2014, 83 en 2015, 110 en 2016, 198 en 2017 et 221 en 2018). Toutefois, la commission note également, d'après le rapport du GRETA de 2018, que les données statistiques sur la traite des personnes demeurent très disparates, car les différents acteurs (forces de l'ordre, ministère de la Politique sociale, Organisation internationale pour les migrations (OIM), organisations non gouvernementales et prestataires de services sociaux) tiennent leurs propres statistiques sur les victimes de la traite. Le rapport du GRETA recommande également de recruter et de former un nombre suffisant d'inspecteurs du travail sur la traite des personnes à des fins d'exploitation au travail.

En ce qui concerne l'assistance et le soutien apportés aux victimes de traite, la commission note d'après le rapport d'application de 2018, que celles-ci bénéficient d'une assistance financière et de services tels que des consultations en matière d'emploi, l'aide juridique, des examens médicaux, une assistance psychologique dans deux des 27 régions. La commission prend également note des recommandations formulées par le GRETA visant à garantir un financement et un personnel adéquats pour s'occuper des victimes de la traite des personnes, et à fournir un nombre suffisant de places à toutes les victimes qui ont besoin d'un hébergement sûr. **Prenant note des informations contenues dans le rapport de 2018 concernant l'application du Plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains (2016-2020), la commission prie le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur la protection et l'assistance fournies aux victimes de traite des personnes. À cet égard, elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre de victimes identifiées, les types d'assistance et de services qui leur sont accordés et le nombre de victimes qui en ont bénéficié. Prière également de communiquer des informations sur tout progrès réalisé en ce qui concerne les mesures prises pour améliorer l'identification des victimes de traite (formation des inspecteurs du travail, utilisation d'indicateurs et d'outils, collaboration entre les acteurs concernés).**

3. *Situation de vulnérabilité des personnes déplacées à la traite des personnes.* Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note de l'indication figurant dans le rapport de 2015 du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, selon laquelle le nombre de personnes déplacées dans leur propre pays avait augmenté d'une façon spectaculaire depuis le début de juin 2014 (A/HRC/29/34/Add.3, paragraphe 7). La commission a noté aussi que, selon l'analyse de la situation de juin 2016 sur la traite des personnes en Ukraine, l'OIM signalait que les personnes déplacées dans leur propre pays sont ciblées par des intermédiaires sans scrupule, qui proposent leurs services pour organiser leur migration ou obtenir le statut de réfugié à l'étranger.

À cet égard, la commission note que le Plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains (2016-2020) prévoit un certain nombre d'activités préventives, notamment quant aux risques que courent les personnes déplacées à l'intérieur du pays de devenir victimes de la traite, et qu'il est proposé d'élaborer un guide avec des indicateurs pour identifier les victimes de traite, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays. La commission note également, d'après le rapport d'application de 2018, que des activités de sensibilisation ont été menées, à l'intention des personnes déplacées à l'intérieur du pays ou avec leur participation. La commission note, à la lecture du rapport du GRETA de 2018, que le GRETA reste préoccupé par les conséquences négatives, pour la lutte contre la traite des êtres humains, qu'a le grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, lesquelles ont été identifiées comme étant vulnérables à la traite des personnes. **La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour que les personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui se trouvent dans une situation vulnérable, ne deviennent pas victimes de la traite des personnes.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 2000)

Article 1 a) de la convention. Peines comportant l'obligation de travailler sanctionnant l'expression d'opinions politiques ou la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, en vertu de l'article 185-1 du Code des infractions administratives, toute récidive (survenant dans le courant de la même année) de l'infraction aux règles régissant l'organisation et la tenue de réunions publiques, cortèges ou manifestations est sanctionnée d'une peine correctionnelle de travail pouvant aller jusqu'à deux mois. Elle a également noté que, selon les indications fournies par le gouvernement, le Parlement avait été saisi pour examen de deux projets de loi portant sur le droit d'assemblée pacifique. Ces textes tendent, entre autres choses, à fixer le cadre légal de l'organisation et de la conduite des rassemblements pacifiques et à modifier ou abroger l'article 185-1 du code des infractions administratives afin, comme expliqué dans le préambule, d'empêcher que l'institution judiciaire interdise des assemblées pour des considérations politiques et que, par suite, des manifestants soient arrêtés.

La commission note que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur les progrès enregistrés en ce qui concerne la modification ou l'abrogation de l'article 185-1 du code des infractions administratives. Il indique que les sanctions prévues par cet article consistent en peines correctionnelles de travail mais qu'elles punissent spécifiquement la violation des procédures d'organisation et de déroulement des réunions, rassemblements, cortèges et manifestations mais non pas le fait en soi d'avoir organisé de tel rassemblements ou d'avoir participé à ces derniers. Les conditions qui entourent l'organisation et le déroulement de rassemblements pacifiques n'ont pas encore été établies par la loi. La commission note que, selon les statistiques communiquées par le gouvernement, 43 procédures judiciaires fondées sur l'article 185-1 du code ont été ouvertes et que celles-ci ont abouti dans quatre cas à un constat d'infraction administrative (ayant donné lieu à un avertissement dans deux cas, à une peine d'amende et à une condamnation à un travail d'intérêt collectif). En outre, la commission observe que le gouvernement n'a pas fourni d'informations sur les faits ayant motivé de tels constats d'infraction administrative.

La commission rappelle que l'article 1 a) de la convention interdit le recours au travail obligatoire en tant que sanction à l'égard de personnes qui ont ou expriment des opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Parmi les activités qui, en vertu de cette disposition, ne doivent pas faire l'objet d'une sanction comportant du travail forcé ou obligatoire figurent celles qui s'exercent dans le cadre de la liberté d'exprimer des opinions politiques ou idéologiques (oralement, par voie de presse ou par d'autres moyens de communication), ainsi que de divers autres droits généralement reconnus, tels que par exemple les droits d'association et de réunion, droits par lesquels les citoyens cherchent à faire connaître et accepter leur opinion (voir paragraphes 302 de l'Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales). **La commission exprime une nouvelle fois l'espoir que, dans le cadre du processus d'adoption de la législation sur la liberté d'assemblée, le gouvernement tiendra compte de ses commentaires de manière à ce que l'article 185-1 du code des infractions administratives soit modifié ou abrogé et à assurer qu'aucune peine comportant un travail obligatoire ne puisse être imposée en tant que sanction à l'égard de personnes ayant exercé pacifiquement leur droit de réunion. En attendant l'adoption de ces projets de loi, la commission prie le gouvernement de continuer de communiquer des informations sur l'application pratique de l'article 185-1 du Code des infractions administratives, en particulier en ce qui concerne les personnes ayant été sanctionnées à une peine de travail correctionnel en indiquant, le cas échéant, les faits ayant motivé les poursuites judiciaires et les sanctions imposées.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Uruguay

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1995)

La commission prend note du rapport du gouvernement reçu en 2019 ainsi que des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration lors de sa 338^e session (juin 2020).

Article 2, paragraphe 2 c). Travail exigé comme conséquence d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire. Travail pénitentiaire. 1. *Évolution de la législation.* La commission a précédemment noté que, conformément au décret-loi n° 14.470 régissant les conditions d'emprisonnement, les détenus condamnés ont l'obligation de travailler et que, dans des circonstances particulières, l'autorité pénitentiaire peut conclure un accord avec des organisations publiques ou privées sur le recours au travail pénitentiaire et aux ateliers pénitentiaires (art. 41 et 44). Elle a noté que ces accords avaient été conclus et que le gouvernement avait indiqué qu'un certain nombre de prisonniers travaillaient pour des entreprises privées. À cet égard, la commission a également pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle, malgré les dispositions susmentionnées, le travail pénitentiaire est volontaire, et que d'après les dispositions du paragraphe 65 du décret n° 225/006 du 13 juillet 2006, avant de commencer un travail, les détenus condamnés doivent donner leur consentement par écrit.

La commission prend note de l'adoption de la loi n° 19.889 pour examen urgent (LUC) du 9 juillet 2020 qui modifie l'article 41 du décret-loi n° 14.470 et qui dispose que: 1) les détenus condamnés ont l'obligation de travailler; et 2) l'inobservation de cette obligation ne sera pas sanctionnée par la perte de droits mais entraînera une réduction des avantages (*beneficios*) auxquels les détenus peuvent prétendre qui sont fixés par la réglementation applicable. La commission observe que l'article 41 du décret-loi n° 14.470, récemment modifié, prévoit non seulement l'obligation de travailler pour les détenus condamnés, mais aussi le fait que les détenus condamnés qui refusent de travailler peuvent être sanctionnés par une réduction de leurs avantages, ce qui constitue la «menace d'une peine» au sens de la convention. À cet égard, la commission souhaite rappeler que le travail des détenus pour des entreprises privées ne peut être considéré comme compatible avec la convention que s'il existe les garanties nécessaires pour que les intéressés acceptent volontairement un travail, en donnant un consentement libre, formel et éclairé et sans être soumis à des pressions ou à la menace d'une peine quelconque, y compris la perte d'un droit ou d'un privilège (avantage), et que si ce travail est exécuté dans des conditions se rapprochant de celles d'une relation de travail libre (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 279 et 291).

Compte tenu des considérations qui précèdent, la commission veut croire que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que, tant dans la législation que dans la pratique, les détenus qui effectuent un travail pour des entités privées, comme le prévoit l'article 44 du décret-loi n° 14.470, ne le fassent qu'avec leur consentement libre, formel et éclairé, et pour que les conditions de ce travail se rapprochent de celles d'une relation de travail libre. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard. En attendant, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'articulation du nouvel article 41 du décret-loi n° 14.470 avec d'autres règlements sur le travail pénitentiaire, en particulier le paragraphe 65 du décret n° 225/006.

2. *Travail pénitentiaire dans le cadre de partenariats public-privé.* La commission a noté précédemment que, comme suite à un appel d'offres lancé en décembre 2012, pour la première fois en Uruguay un centre pénitentiaire était en construction dans le cadre d'un partenariat public-privé. La commission a prié le gouvernement d'indiquer si la question du travail des prisonniers avait été réglementée dans le contrat de partenariat public-privé, et si l'entité privée choisie pour financer et construire le centre pénitentiaire devait s'acquitter de certaines obligations en ce qui concerne la fourniture et la gestion du travail pénitentiaire.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que ni l'appel d'offres ni le contrat de partenariat public-privé ne contiennent de dispositions ou d'obligations concernant la question du travail des détenus. Observant que le centre pénitentiaire susmentionné, l'Unité n° 1 de Punta de Rieles, a été inauguré en janvier 2018, la commission note que, selon le gouvernement, les détenus travaillent dans les services internes et les activités d'entretien dans le centre. Le gouvernement se réfère à plusieurs documents contenant des informations sur le consentement, la rémunération et les conditions de travail des détenus qui ne sont pas jointes à son rapport: i) les contrats types signés avec une entité privée régissant le travail des détenus au sein de l'Unité n° 1; ii) la réglementation du travail des détenus qui travaillent pour l'entité privée; et iii) un code de conduite pour les détenus qui travaillent pour l'entité privée. Le gouvernement ajoute que l'autorité chargée de contrôler le respect du contrat de partenariat public-privé demande chaque mois des informations sur les obligations en matière de travail qui sont applicables à toutes les personnes travaillant dans la prison, qu'il s'agisse ou non de détenus. ***Se référant à ses commentaires ci-dessus, dans lesquels elle souligne la nécessité de s'assurer que les détenus qui***

travaillent pour des entités privées donnent leur consentement libre, formel et éclairé pour travailler, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur la manière dont les détenus expriment leur intérêt et donnent leur consentement pour travailler dans le cadre du partenariat public-privé. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la rémunération et les conditions de travail de ces travailleurs, et de transmettre tout document pertinent disponible, y compris les contrats types, la réglementation du travail et le code de conduite susmentionnés. La commission prie également le gouvernement de préciser le contenu des informations mensuelles, qui concernent les obligations relatives au travail dans la prison, que collecte l'autorité chargée de veiller au respect du contrat de partenariat public-privé.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1944)

La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Fédération des chambres et associations de commerce et de production du Venezuela (FEDECAMARAS), reçues le 31 août 2017; des observations de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), reçues le 11 décembre 2019; des observations conjointes de la Fédération des associations des professeurs d'université du Venezuela (FAPUV) et de la Centrale des travailleurs Alliance syndicale indépendante (CTASI), reçues le 11 septembre 2020; et des observations de la CTASI, reçues le 30 septembre 2020. **La commission prie le gouvernement de répondre aux observations susmentionnées.**

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. 1. *Traite des personnes. Flux migratoires massifs.* La commission note que, dans leurs observations, la CTV, la FAPUV et la CTASI soulignent que la traite des personnes dans le pays a augmenté en raison de la situation d'urgence humanitaire à laquelle le pays est confronté, laquelle s'est traduite par la généralisation de la pauvreté, avec un nombre croissant de personnes, principalement des enfants et des jeunes en situation de vulnérabilité économique, qui sont victimes d'exploitation par des groupes criminels à l'intérieur du pays, ou forcés à émigrer. À cet égard, la commission observe que le nombre de personnes ayant quitté la République bolivarienne du Venezuela a augmenté de façon dramatique depuis 2018 pour atteindre, selon des statistiques officielles, plus de cinq millions de personnes à ce jour. La commission note que, comme l'ont récemment souligné plusieurs organes des Nations Unies: i) les migrants vénézuéliens se heurtent à des obstacles lorsqu'ils tentent d'obtenir ou de faire légaliser des documents, ce qui est une source de difficultés dans les pays de transit et de destination, et les rend particulièrement vulnérables à la traite à des fins d'exploitation sexuelle et d'exploitation au travail; ii) les personnes qui quittent la République bolivarienne du Venezuela ou rentrent au pays sont souvent victimes d'extorsion et de réquisitions illégales, en particulier de la part de la Garde nationale bolivarienne; et iii) en raison de la fermeture des frontières et des prescriptions supplémentaires concernant l'entrée dans les pays de transit et de destination, les migrants sont contraints d'utiliser des points de passage non officiels, ce qui les expose encore davantage aux violences (A/HRC/41/18, 9 octobre 2019, paragr. 69, 72 et 73; A/HRC/RES/42/25, 8 octobre 2019, préambule et paragr. 18; et site Internet de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, Situation au Venezuela, 2020). **Compte tenu de la situation actuelle d'urgence humanitaire à laquelle le pays est confronté, et du nombre accru de personnes susceptibles d'être exposées à la traite des personnes, à l'intérieur du pays ainsi que dans les pays de transit et de destination, la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de prendre des mesures spécifiques et appropriées pour mettre en place les garanties nécessaires au niveau national, afin que la situation actuelle et les mesures prises en conséquence par les autorités nationales ne contribuent pas, directement ou indirectement, à une augmentation ultérieure des cas de traite des personnes à l'intérieur du pays ou de traite de travailleurs migrants vénézuéliens. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures spécifiques élaborées et mises en œuvre à cet égard, y compris dans le cadre d'accords bilatéraux avec les pays d'accueil.**

Cadre législatif et institutionnel. La commission a précédemment noté que plusieurs textes législatifs contiennent des dispositions concernant la traite des personnes (art. 56 de la loi organique de 2007 sur le droit des femmes à une vie sans violence, et art. 53, 56 et 57 de la loi de 2004 sur les étrangers et les migrations), et en particulier la loi organique de 2012 contre la délinquance organisée et le financement du terrorisme dont l'article 41 incrimine la traite des personnes, tout en limitant l'infraction de traite aux auteurs faisant partie d'une organisation criminelle organisée. La commission a noté en outre qu'un projet de loi contre la traite des personnes était en cours d'examen, et que diverses discussions étaient menées par le gouvernement en vue de l'élaboration des lignes stratégiques du Plan national contre la traite des personnes autour de trois axes: prévention; poursuites et sanctions; et protection des victimes. Elle a noté

que l'établissement d'une commission présidentielle de lutte contre la traite des personnes était également à l'étude. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé dans ce sens, et plus particulièrement dans l'adoption et la mise en œuvre du plan national ainsi que dans la création d'un organe de coordination. La commission prend note de l'indication générale du gouvernement, dans son rapport, selon laquelle le Plan national contre la traite des personnes pour 2016-2019 est actuellement mis à jour pour la période 2020-2023. Elle observe que, dans ses observations, la CTV se déclare préoccupée par le manque d'informations de la part du gouvernement sur l'impact du Plan national pour 2016-2019, ainsi que sur les politiques ou mesures mises en œuvre pour lutter contre la traite des personnes. La CTV fait également état du nombre croissant de victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle, à la frontière avec les îles des Caraïbes, ainsi que dans le secteur minier illégal dans l'État de Bolívar, en particulier dans l'*Arco Minero del Orinoco* (AMO) où des femmes et des filles des communautés indigènes sont victimes d'exploitation sexuelle et de servitude domestique. La commission note que, dans leurs observations conjointes, la FAPUV et la CTASI soulignent l'absence de dispositions législatives contre la traite des personnes, ainsi que l'insuffisance des actions mises en œuvre par le gouvernement dans ce domaine. Elles se réfèrent également à des cas, dans des mines illégales, de personnes exposées à diverses formes de coercition de la part de groupes armés agissant en toute impunité. À cet égard, la commission note que, dans son rapport de 2020 sur l'indépendance du système judiciaire et l'accès à la justice en République bolivarienne du Venezuela, notamment pour des violations des droits économiques et sociaux, et sur la situation des droits de l'homme dans la région de l'AMO, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme souligne une forte augmentation de l'exploitation sexuelle, de la traite et de la violence dans des zones minières depuis 2016, liée à l'existence d'un système de corruption dirigé par des groupes criminels organisés, appelés localement «*sindicatos*», qui contrôlent les mines et paient des commandants militaires pour poursuivre leurs activités illégales. La commission note que, dans son rapport, la Haute-Commissaire recommande spécifiquement de prendre des mesures urgentes pour mettre fin à l'exploitation sexuelle et au travail, ainsi qu'à la traite des personnes dans la région de l'AMO (A/HRC/44/54, 15 juillet 2020, paragr. 41 et 71). **La commission prend note de ces informations avec préoccupation et prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la traite des personnes tant à des fins d'exploitation au travail que d'exploitation sexuelle, y compris dans la région de l'Arco Minero del Orinoco. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur l'adoption et la mise en œuvre du Plan national contre la traite des personnes pour 2020-2023. Elle le prie également de fournir des informations: sur tout organe créé, notamment dans le cadre du nouveau plan national, pour coordonner spécifiquement l'intervention des nombreux acteurs participant à la lutte contre la traite des personnes; ainsi que sur toute évaluation de l'impact des mesures mises en œuvre pour lutter contre la traite des personnes, et sur les difficultés rencontrées et les actions de suivi envisagées. Enfin, la commission prie le gouvernement d'indiquer si l'adoption du projet de loi contre la traite des personnes est toujours à l'ordre du jour et, dans la négative, les raisons pour lesquelles il a été abandonné.**

Prévention et sensibilisation. La commission a précédemment noté que le Bureau national contre la délinquance organisée et le financement du terrorisme (ONCDOFT), créé en vertu de la loi organique de 2012, est chargé d'organiser, de contrôler et de superviser au niveau national toutes les mesures visant à prévenir et à combattre le crime organisé et le financement du terrorisme, et notamment la traite des personnes (article 5). La commission a encouragé le gouvernement à poursuivre ses activités de sensibilisation. La commission prend note de l'indication générale du gouvernement selon laquelle l'ONCDOFT a mené plusieurs activités de sensibilisation au sein des communautés et des établissements d'enseignement public, pour diffuser des informations sur le crime organisé, et a fourni des outils pour empêcher que des citoyens ne soient victimes de la traite. Le gouvernement ajoute qu'il a mis en place un réseau national contre le crime organisé et le financement du terrorisme qui compte des unités de coordination dans chacun des 24 États, et qui est chargé de mettre en œuvre des activités de prévention du crime organisé et du financement du terrorisme. **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour lutter contre la traite des personnes en assurant des activités de prévention et de sensibilisation globales spécifiquement axées sur la traite des personnes à des fins d'exploitation au travail et d'exploitation sexuelle, tant au niveau national que local. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur le contenu des activités menées à cette fin, sur les outils de prévention susmentionnés, et sur les résultats obtenus et les difficultés rencontrées.**

Protection des victimes. La commission a précédemment noté que la Coordination nationale pour la protection des victimes, témoins et autres parties à une procédure, en collaboration avec les unités de soins aux victimes, est chargée d'apporter une protection adéquate aux victimes dès qu'elles sont identifiées. Cette protection comprend une assistance médicale, psychologique et juridique; un logement temporaire; de l'argent pour les frais d'alimentation; et des conditions de sécurité. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations spécifiques sur le nombre de victimes ayant bénéficié d'une assistance et sur le type d'assistance prodiguée. La commission prend note de la déclaration générale du

gouvernement selon laquelle il existe plusieurs centres d'accueil pour les victimes de traite, où une assistance médicale et psychologique leur est apportée. Le gouvernement ajoute que l'ONCDOFT réexamine actuellement le protocole d'assistance aux victimes de la traite et qu'un grand nombre de parties prenantes participent à ce processus, y compris des organisations à but non lucratif qui fournissent une assistance en vue de la réintégration des victimes. La commission note que, dans leurs observations, la CTV, la FAPUV et la CTASI soulignent que le gouvernement n'a pas fourni d'informations sur le nombre de victimes identifiées, ni sur la proportion de victimes ayant reçu une assistance, ni sur le type d'assistance dont elles ont éventuellement bénéficié, ce qui est préoccupant compte tenu de la prévalence des situations de traite dans le pays. **Notant avec regret l'absence d'informations du gouvernement sur l'assistance apportée aux victimes de traite, la commission le prie de fournir des informations spécifiques sur le nombre de victimes ayant bénéficié d'une assistance et sur le type d'assistance accordée. La commission le prie aussi de fournir des informations sur le protocole d'assistance aux victimes de traite élaboré par l'ONCDOFT, une fois qu'il aura été révisé.**

Application de sanctions efficaces. La commission a précédemment noté que l'ONCDOFT est chargé de développer des programmes de formation pour les fonctionnaires du pouvoir judiciaire, du ministère public et des forces de l'ordre au sujet des différents types d'infractions couvertes par la loi organique de 2012, parmi lesquelles la traite des personnes. La commission a demandé au gouvernement de fournir des informations sur les procédures judiciaires engagées et les condamnations prononcées dans les affaires de traite, et sur les mesures prises pour renforcer les capacités des différentes autorités participant à la lutte contre ce crime. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, depuis 2018, la Feuille de route pour la lutte contre la traite frontalière a été établie afin d'améliorer la formation et le renforcement des capacités des fonctionnaires en poste aux principaux points de contrôle aux frontières, en leur fournissant des outils pour améliorer les mécanismes d'identification des victimes potentielles, les dispositifs d'assistance et les mesures de prévention et de contrôle. Prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle le Bureau du Procureur général a engagé des poursuites judiciaires pour traite des personnes, en application de l'article 41 de la loi organique de 2012, contre 163 personnes en 2017-18, la commission note avec **regret** que le gouvernement n'a pas fourni d'informations sur le nombre de condamnations ou sur la nature des sanctions imposées. Elle note en outre que, dans ses observations, la CTV souligne que la loi organique de 2012 n'est pas suffisamment mise en œuvre puisque le gouvernement n'a pas pris de mesures significatives pour lutter contre la traite des personnes. La CTV ajoute que le nombre de procédures judiciaires auxquelles se réfère le gouvernement ne reflète pas l'ampleur réelle du problème dans le pays, en particulier la fréquence de la traite de femmes et de filles dans les zones frontalières et touristiques, et qu'il n'y a pas d'informations sur les plaintes pour complicité ou corruption. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures concrètes prises pour améliorer les activités de formation et renforcer les capacités des différentes autorités participant à la lutte contre la traite des personnes, afin que ces autorités soient effectivement en mesure d'identifier les situations de traite des personnes, de mener des enquêtes adéquates et d'engager des poursuites contre les auteurs de traite, y compris tout fonctionnaire complice. La commission prie aussi le gouvernement de fournir des informations détaillées sur le nombre et la nature des enquêtes menées, des poursuites engagées, des décisions de justice prononcées et des sanctions imposées, en précisant les dispositions de la législation nationale en vertu desquelles les poursuites pénales ont été engagées.**

2. Conditions de travail relevant du travail forcé. Situation des médecins cubains. La commission a précédemment noté que, dans ses observations reçues en 2016, l'Alliance syndicale indépendante (ASI) avait exprimé des préoccupations spécifiques concernant le recrutement, les conditions de travail et l'isolement des médecins cubains venus travailler en République bolivarienne du Venezuela dans le cadre d'un accord signé entre les gouvernements des deux pays. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur ces allégations. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les médecins cubains travaillent dans le cadre d'un programme de santé mis en œuvre au titre de l'accord de coopération signé en 2000 avec la République de Cuba. Le gouvernement déclare qu'il leur fournit un logement individuel, des aliments et des allocations pour leurs dépenses personnelles et que, contrairement aux observations à motivation politique émanant de l'ASI, les médecins cubains ne sont pas isolés. La commission note cependant que, dans ses observations, la CTV fait état de nombreuses plaintes déposées par les médecins cubains au sujet de conditions de travail qui relèvent du travail forcé, notamment pour les motifs suivants: sous-paiement de leurs salaires dont la majeure partie est retenue par le gouvernement cubain; confiscation de leurs passeports; restrictions de circulation; menaces de représailles contre les travailleurs et leur famille s'ils quittent le programme; et surveillance en dehors du travail. La CTV ajoute que des travailleurs de la santé ont également dénoncé cette situation. La commission note en outre que, dans leurs observations, la FAPUV et la CTASI expriment des préoccupations similaires et soulignent en outre que: 1) outre les médecins cubains, des professionnels de la santé et d'autres travailleurs cubains qui travaillent au Venezuela en tant que «collaborateurs» sont

confrontés à la même situation; et 2) l'accord avec le gouvernement cubain pour fournir des services médicaux et autres au Venezuela n'a pas été officiellement rendu public ni même approuvé par l'Assemblée nationale. Dans ses observations supplémentaires, la CTASI se déclare préoccupée par le manque de transparence en ce qui concerne les conditions de l'accord et les conditions de travail de ces travailleurs cubains au Venezuela, et appelle le gouvernement à fournir publiquement des informations complètes à cet égard. La commission observe que, dans son rapport de 2018 sur sa mission à Cuba, l'Experte indépendante des Nations Unies sur les droits de l'homme et la solidarité internationale indique qu'en juillet 2017, selon des sources officielles, 42 000 professionnels de la santé cubains étaient en fonction dans 63 pays et que des médecins cubains exerçaient dans plus de 6 000 centres de soins ambulatoires en République bolivarienne du Venezuela (A/HRC/38/40/Add.1, 9 mai 2018, paragr. 55). La commission note qu'en mai 2019 une plainte sur les conditions de travail des médecins cubains en République bolivarienne du Venezuela a été déposée devant la Cour pénale internationale (CPI) à la suite d'une enquête menée par l'organisation non gouvernementale espagnole *Cuban Prisoners Defenders*. Elle note en outre que l'Organisation des États américains (OEA) a exprimé des préoccupations analogues face à la situation des médecins cubains. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le recrutement, les conditions de travail et la cessation de la relation de travail des médecins et des professionnels de la santé cubains, notamment en fournissant copie de l'accord conclu avec le gouvernement cubain à cet égard, ainsi que des exemples de contrats signés par des médecins cubains. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de médecins et de professionnels de la santé qui ont quitté le programme et sur les conséquences de leur démission. Enfin, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur le nombre de plaintes de médecins et de professionnels de la santé cubains enregistrées, sur la nature des violations alléguées et sur les sanctions imposées.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1964)

La commission prend note des observations reçues de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Fédération des chambres et associations de commerce et de production du Venezuela (FEDECAMARAS) le 31 août 2017. **La commission note également les observations de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), reçues le 5 novembre 2019, et prie le gouvernement de communiquer sa réponse à ces observations.**

Article 1 a) de la convention. Imposition de peines de prison comportant l'obligation de travailler en tant que sanction de l'expression d'opinions politiques ou de la manifestation d'une opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que les personnes condamnées à une peine de privation de liberté – *presidio* ou *prisión* – sont soumises à l'obligation de travailler (art. 12 et 15 du Code pénal). La commission a observé que les dispositions suivantes du Code pénal prévoient des peines de *prisión*, assorties d'un travail obligatoire en prison, pour certains comportements, à savoir:

- offense ou manque de respect à l'égard du Président de la République ou d'un certain nombre d'autorités publiques (art. 147 et 148);
- dénigrement public de l'Assemblée nationale, du Tribunal suprême de justice, etc. (art. 149);
- offense à l'honneur, la réputation ou le prestige d'un membre de l'Assemblée nationale ou d'un fonctionnaire public, ou d'un corps judiciaire ou politique (art. 222 et 225), la preuve de la véracité des faits n'étant pas admise (art. 226); et
- diffamation (art. 442 et 444).

Rappelant que la convention interdit d'imposer un travail, y compris un travail pénitentiaire, en tant que sanction aux personnes qui expriment des opinions politiques, la commission a exprimé sa profonde préoccupation face à la criminalisation des mouvements sociaux et de l'expression d'opinions politiques. Elle a prié le gouvernement de communiquer des informations sur l'application pratique des dispositions précitées, et de s'assurer qu'aucune personne qui, de manière pacifique, exprime des opinions politiques ou s'oppose à l'ordre politique, social ou économique établi, ne soit condamnée à une peine de prison aux termes de laquelle elle devrait réaliser un travail obligatoire.

La commission note que le gouvernement déclare dans son rapport que personne, et plus particulièrement aucun dirigeant d'entreprise ou de syndicat, n'a été condamné pour avoir protesté ou exprimé pacifiquement des opinions politiques. Le gouvernement ajoute qu'aucune disposition législative n'impose l'obligation de travailler aux personnes condamnées et qu'aucune plainte n'a été enregistrée à cet égard. Les personnes condamnées peuvent participer volontairement à des activités culturelles, sportives ou socio-productives afin de faciliter leur réinsertion sociale une fois libérées. La commission note que le gouvernement mentionne plusieurs dispositions du Code organique pénitentiaire (*Journal*

officiel n° 6.207 du 28 décembre 2015), et souligne que les personnes condamnées peuvent travailler dans des domaines correspondant à leurs compétences et recevoir une allocation financière en contrepartie de leur travail. Le gouvernement ajoute que le travail pénitentiaire est un moyen de réinsertion sociale et n'est obligatoire que lorsque le condamné cherche à abrégé la durée de sa peine privative de liberté, et à accéder à des peines alternatives à l'emprisonnement (art. 60, 63, 65 et 67 du code). La commission note néanmoins que le gouvernement ne fournit pas d'information sur l'application dans la pratique des articles 147 à 149, 222, 225, 226, 442 et 444 du Code pénal. Par ailleurs, se référant à ses commentaires précédents, la commission rappelle que: i) aux termes du Code organique pénitentiaire, le travail des personnes condamnées est un droit mais aussi un devoir et, en vertu de l'article 64 du Code, les personnes condamnées qui refusent le travail ou qui, volontairement, l'exécutent de manière inappropriée commettent une faute très grave et sont passibles des sanctions prévues dans le code; et ii) en vertu des articles 12 et 15 du Code pénal susmentionnés, les personnes condamnées à une peine privative de liberté de *presidio* ou de *prisión* sont soumises à l'obligation de travailler. La commission souligne que, lorsque la législation nationale prévoit l'obligation de travailler pour les personnes condamnées à des peines d'emprisonnement, comme c'est le cas dans la République bolivarienne du Venezuela pour les peines de *presidio* et *prisión*, les dispositions de la législation fixant des limites ou des restrictions à l'exercice de certains droits civils ou libertés publiques, dont la violation est passible de peines d'emprisonnement, ont une incidence sur l'application de la convention. En effet, les personnes qui ne respectent pas ces limites sont passibles d'une peine d'emprisonnement et, par conséquent, peuvent être soumises au travail obligatoire.

La commission note que, dans ses observations, la CTV se déclare préoccupée par les cas récurrents de persécution à l'encontre de personnes ayant exprimé des opinions politiques. La CTV souligne l'accroissement de la criminalisation des protestations sociales ainsi que de l'expression d'opinions politiques autres que celles du parti gouvernemental, avec une possibilité accrue de condamnations pénales comportant un travail forcé ou obligatoire. La CTV ajoute qu'il y a eu de nombreux cas de persécution de dirigeants syndicaux, dont certains ont été poursuivis devant des tribunaux militaires, et que récemment, plusieurs recteurs et professeurs d'université ont également été poursuivis pour avoir critiqué le gouvernement. La CTV mentionne se réfère également à une enquête menée par une organisation non gouvernementale dont il ressort que, en 2018, 387 cas de violation de la liberté d'expression ont été enregistrés; 24 personnes ont été détenues pour avoir publié sur des réseaux sociaux des opinions critiquant des mesures adoptées par le gouvernement, ou des données montrant la situation d'urgence sociale, économique et politique du pays.

La commission prend note de l'adoption de la Loi constitutionnelle contre la haine et pour la coexistence pacifique et la tolérance (loi n° 41.274 du 8 novembre 2017), et plus particulièrement de son article 20 qui prévoit que quiconque, publiquement ou par tout moyen de diffusion, encourage ou favorise la haine, la discrimination ou la violence à l'encontre d'une personne ou d'un groupe de personnes, en raison de leur appartenance réelle ou supposée à un groupe social, ethnique, religieux ou politique déterminé [...], ou incite à commettre ces actes, est passible d'une peine de dix à vingt ans d'emprisonnement. La commission note que, en vertu de l'article 21 de cette loi, l'appartenance réelle ou supposée à un groupe politique déterminé constitue une circonstance aggravante de l'infraction. La commission note que plusieurs entités, en particulier la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), ont exprimé leur préoccupation face au caractère général, vague et ambigu des termes utilisés à l'article 20 de la loi, et ont souligné que les déclarations du gouvernement indiquent que cette loi sera utilisée pour persécuter l'opposition politique et criminaliser l'expression d'opinions contraires à l'ordre politique établi (CIDH, Rapport sur le Venezuela, Situation des droits de l'homme au Venezuela, décembre 2017).

La commission note que, dans son rapport de 2019 sur la situation des droits de l'homme en République bolivarienne du Venezuela, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a exprimé des préoccupations similaires au sujet de la loi n° 41.274, et a souligné que les lois et réformes successives ont facilité la criminalisation de l'opposition et de toute personne critique à l'égard du gouvernement par des dispositions vagues, par des sanctions accrues pour des actes qui sont garantis par le droit à la liberté de réunion pacifique, et par l'utilisation de la juridiction militaire pour les civils. La Haute-Commissaire des Nations Unies indique en outre que ni le Bureau du Procureur général, ni le Défenseur du peuple, ni le gouvernement, ni la police n'offrent de protection aux victimes et aux témoins de violations des droits de l'homme, et que le Procureur général a contribué à stigmatiser et à discréditer les membres de l'opposition et les personnes critiques vis-à-vis du gouvernement, en violation du principe de la présomption d'innocence. L'impunité a favorisé la réapparition des violations, enhardi les auteurs et marginalisé les victimes. (A/HRC/41/18, 9 octobre 2019, paragr. 35, 36, 57, 77 et 80). La commission note que, dans sa résolution adoptée en octobre 2019, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies condamne fermement la répression et la persécution généralisées et ciblées pour des motifs politiques en République bolivarienne du Venezuela, et prie instamment le gouvernement de libérer immédiatement

tous les prisonniers politiques et toutes les autres personnes privées arbitrairement de leur liberté. La commission note en outre que le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies souligne que le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a décidé d'ouvrir un examen préliminaire de la situation dans le pays en ce qui concerne les crimes présumés qui auraient été commis depuis avril 2017 au moins, dans le contexte des manifestations et des troubles politiques y afférents. La commission note aussi que, le 30 avril 2020, plusieurs experts des droits de l'homme des Nations Unies se sont dits alarmés par l'augmentation du nombre de menaces, d'agressions et d'accusations contre des journalistes ainsi que par la criminalisation des défenseurs des droits de l'homme depuis l'état d'urgence sanitaire qui a été déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie mondiale (communiqué de presse de l'OHCHR, 30 avril 2020).

Enfin, la commission prend note du rapport de la commission d'enquête chargée, en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, d'examiner le respect, par la République bolivarienne du Venezuela, de la convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928, de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, dont le Conseil d'administration du BIT a pris note à sa 337^e session (GB.337/INS/8, octobre 2019). Elle note plus particulièrement que la commission d'enquête de l'OIT a noté avec préoccupation ce qui suit: i) des dirigeants employeurs, des dirigeants syndicaux et des dirigeants d'organisations professionnelles, ainsi que d'autres syndicalistes, se sont vus inculpés d'infractions pénales graves, prévues dans le Code pénal et dans le Code organique de justice militaire pour l'exercice de leurs activités, telles que la participation à des activités de protestation ou l'expression d'opinions sur des questions directement liées à la défense des intérêts des organisations d'employeurs et de travailleurs; et ii) leur jugement par un tribunal militaire. Ces actes constituent de graves violations de l'exercice des libertés civiles fondamentales, comme la liberté d'expression et la liberté de réunion. La commission note que les charges pénales retenues à la suite d'actions menées dans le cadre des activités des organisations d'employeurs et de travailleurs qui ont été mentionnées par la commission d'enquête de l'OIT sont notamment les suivantes: suscitation de la panique et de l'angoisse parmi la population par la diffusion de fausses informations, outrage à une sentinelle et outrage aux forces armées association illicite, trahison, terrorisme, résistance et outrage à l'autorité.

La commission **déplore** la poursuite de la criminalisation des mouvements sociaux et de l'expression d'opinions opposées à l'ordre politique, social ou économique établi. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, tant en droit que dans la pratique, pour mettre immédiatement fin à toute violation des dispositions de la convention, en s'assurant que les personnes qui expriment des opinions politiques ou manifestent pacifiquement leur opposition à l'ordre politique, social ou économique établi ne font pas l'objet de peines d'emprisonnement comportant l'obligation de travailler. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique des dispositions du Code pénal, du Code organique de justice militaire et de la loi n° 41.274 susmentionnées, ainsi que des informations détaillées sur les décisions de justice fondées sur ces dispositions, en indiquant les faits qui ont donné lieu aux condamnations et la nature des sanctions imposées. Enfin, la commission prie le gouvernement d'assurer la libération immédiate de toute personne condamnée à une peine de prison comportant l'obligation de travailler pour avoir exprimé pacifiquement des opinions politiques ou s'être opposée à l'ordre politique, social ou économique établi.**

Viet Nam

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 2007)

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 2, et article 25 de la convention. Traite des personnes. 1. Sanctions pénales et contrôle de l'application de la loi. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que l'article 119 du Code pénal interdit la traite des personnes et que l'adoption de la loi sur la prévention et la répression de la traite des personnes a renforcé la définition de la traite des personnes prévue à cet article.

La commission prend note des informations statistiques que le gouvernement a fournies dans son rapport au sujet de l'application de l'article 119 du Code pénal et de la loi sur la prévention et la répression de la traite des personnes. Le gouvernement indique que 1 059 cas de traite ont été identifiés dans le pays, concernant 1 432 auteurs et 2 674 victimes, entre 2016 et 2019. Les autorités compétentes ont enquêté sur 825 cas et engagé des poursuites (478) à l'encontre de 885 accusés. De plus, 444 affaires concernant 909 défendeurs ont été examinées par les tribunaux et des jugements ont été rendus dans 444 affaires concernant 818 défendeurs. La commission note cependant que le rapport ne contient aucune information sur le nombre de condamnations prononcées et de peines imposées. **La commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour s'assurer de la stricte application de la législation**

nationale afin que des peines de prison suffisamment efficaces et dissuasives soient prononcées à l'encontre des auteurs. Elle prie également le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises à cet égard, y compris sur la formation et le renforcement des capacités des autorités chargées de contrôler l'application de la loi, ainsi que sur les résultats obtenus. En outre, elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'application, dans la pratique, de l'article 119 du Code pénal et de la loi sur la prévention et la répression de la traite des personnes, y compris sur le nombre de poursuites engagées, de condamnations prononcées et sur les peines imposées.

2. *Politique nationale. Protection des victimes.* La commission a précédemment pris note de l'adoption du Programme de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains pour la période 2016-2020. Elle a également noté que plusieurs circulaires avaient été adoptées sur la prévention et la répression de la traite. Elle a prié le gouvernement de continuer son action de prévention et de lutte contre la et de donner des informations sur les mesures prises et les résultats obtenus.

La commission note que le gouvernement indique qu'un organisme permanent de coordination de la mise en œuvre du Programme de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains a été établi et que des mesures ont été prises pour renforcer la coopération internationale à cet égard : à titre d'exemple, des conventions internationales pertinentes ont été ratifiées et plusieurs accords bilatéraux conclus. La commission prend également note du projet concernant l'accueil, la vérification d'identité et la protection des victimes, ainsi que l'aide aux victimes (2016-2020), qui vise à permettre aux victimes de traite d'avoir accès aux services d'aide sociale de base et de s'intégrer dans la collectivité ; à encourager la société civile et les individus à participer à l'aide apportée aux victimes ; à créer des lieux d'accueil/d'hébergement pour les victimes. Entre 2016 et les six premiers mois de 2019, 1 254 victimes ont été identifiées et ont bénéficié d'une assistance adéquate, y compris d'un logement sûr, d'un soutien psychologique, de soins de santé, d'une formation aux compétences nécessaires dans le quotidien, d'une aide juridique, et le cas échéant, d'un transfert vers leur famille ou d'autres établissements d'aide aux victimes. ***La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour assurer que les victimes de traite sont dûment protégées et bénéficient des services adéquats et d'indiquer le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Elle prie également le gouvernement d'indiquer si un nouveau Programme de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains sera élaboré quand celui qui est actuellement en vigueur parviendra à échéance.***

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1. Travail imposé dans des centres de réadaptation pour toxicomanes. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que le gouvernement indiquait que les toxicomanes placés en centre de réadaptation participaient à des travaux productifs. En vertu de l'article 104 de la loi de 2013 relative au traitement des infractions administratives, il incombe au tribunal populaire de district d'examiner chaque dossier et de décider de l'envoi d'un toxicomane âgé de plus de 18 ans, pour lequel des mesures éducatives ont été appliquées sans succès dans les communes, arrondissements et municipalités, dans un centre de réadaptation obligatoire aux fins de traitement, de travail, d'éducation, de formation professionnelle et de réinsertion communautaire. Le gouvernement a également indiqué que l'article 27 du décret n° 221/2013/ND-CP réglemente les conditions de travail dans les centres de réadaptation. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application de l'article 27 du décret n° 136/2016/ND-CP dans la pratique et notamment d'indiquer le nombre de personnes envoyées en centre de réadaptation pour toxicomanes et le type de travail que ces personnes effectuaient.

La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que 37 384 personnes se trouvent actuellement en centre de réadaptation. Parmi les activités organisées à des fins thérapeutiques figurent notamment les travaux de mécanique (réparations), la couture, la menuiserie, la culture et l'agriculture, la vannerie, la fabrication de produits traditionnels et une première transformation de produits agricoles. Le gouvernement souligne que les personnes concernées sont envoyées en centre de réadaptation sur décision de justice et que les activités de réadaptation sont effectuées sous la supervision des autorités publiques. La commission note cependant que, dans ses observations finales de 2019, le Comité des droits de l'homme s'est déclaré préoccupé par la pratique consistant à soumettre des toxicomanes enfermés dans des centres de désintoxication au travail forcé et à des conditions de travail pénibles (CCPR/C/VNM/CO/3, paragr. 31). ***La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'application de l'article 27 du décret n° 136/2016/ND-CP dans la pratique, y compris sur le nombre de personnes envoyées en centre de réadaptation et sur le type d'activités qu'elles y effectuent.***

Article 2, paragraphe 2 a). Service militaire obligatoire. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, en vertu de la loi de 2009 sur la milice et les forces d'autodéfense, les Vietnamiens âgés de 18 à 45 ans et les Vietnamiennes âgées de 18 à 40 ans étaient obligés de rejoindre la milice ou les forces d'autodéfense (art. 9). Les missions de la milice et des forces d'autodéfense consistent notamment à protéger les forêts et à prévenir les feux de forêt, ou à protéger l'environnement et l'édification du

développement économique des localités et des établissements (art. 8(4)). Le gouvernement a indiqué que ces missions incluaient le dragage de canaux, la construction de routes, l'accompagnement du développement économique des ménages, la plantation d'arbres et la contribution à la réduction et à l'élimination de la pauvreté. La commission a par conséquent prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les personnes qui travaillaient en application de la législation relative à la conscription militaire obligatoire, y compris au sein de la milice et des forces d'autodéfense, n'effectuent que des travaux à caractère militaire.

La commission note avec **satisfaction** que les dispositions concernant l'engagement de la milice et des forces d'autodéfense dans des tâches de développement socio-économique avaient été supprimées par l'adoption de la loi sur la milice et les forces d'autodéfense en novembre, avec l'assistance technique du BIT. Le gouvernement indique également que la milice et les forces d'autodéfense comptent actuellement 1 396 431 membres.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Zimbabwe

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 (ratification: 1998) et protocole de 2014 (ratification: 2019)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations complémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

Elle prend note des observations du Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU) reçues le 1^{er} septembre 2019 et le 29 septembre 2020, respectivement.

Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1 et article 25 de la convention. Traite des personnes.
1. *Contrôle de l'application de la loi et sanctions.* Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note de la promulgation de la loi de 2014 sur la traite des personnes qui prévoit une peine d'emprisonnement à vie ou d'une durée d'au moins dix ans pour les délits de traite des personnes (article 3(2), parties I et II). Elle a prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application pratique de cette loi.

La commission prend note de l'information du gouvernement dans son rapport selon laquelle entre 2016 et 2018, la police a reçu et traité 72 cas de traite des personnes dont 71 cas concernaient des femmes victimes de la traite à des fins de servitude domestique au Koweït et au Moyen-Orient. Vingt-quatre personnes ont été arrêtées et les affaires se trouvent à différents niveaux de la procédure judiciaire. La commission note également que d'après le deuxième Plan national d'action contre la traite des personnes (NAPLAC 2019-2021), dans le cadre du renforcement des capacités des agents de la force publique, la police a inclus la traite des personnes dans ses modules de formation, couvrant ainsi la loi sur la traite des personnes, les enquêtes sur les affaires liées à la traite des personnes et la sensibilisation du public. Des ateliers de renforcement des capacités ont été organisés à l'intention des membres de l'appareil judiciaire sur les jugements et les procès dans les affaires de traite des personnes, auxquels ont participé 20 responsables provinciaux des poursuites pénales et 10 chefs provinciaux de la magistrature. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application effective de la loi sur la traite des personnes et de fournir des informations sur les condamnations et les sanctions appliquées. Elle le prie également de continuer à fournir des informations sur le nombre de cas de traite tant à des fins d'exploitation sexuelle que d'exploitation au travail qui ont été identifiés et ont fait l'objet d'enquêtes de la part des autorités compétentes.**

2. *Programme d'action. Protection des victimes.* Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises dans le cadre du Plan d'action national 2016-18, ainsi que sur les résultats obtenus à cet égard.

La commission note que dans ses observations, le ZCTU indique qu'il subsiste un manque de sensibilisation à la question de la traite des personnes, et que les politiques et programmes mis en place pour assister et protéger les victimes de la traite sont limités.

La commission prend note des informations du gouvernement sur les activités entreprises dans le cadre du Plan d'action national 2016-18. Ces activités comprennent: i) des campagnes de sensibilisation menées à Harare et à Bulawayo pour sensibiliser le public sur la loi sur la traite des personnes et les délits liés à la traite; ii) la distribution de matériel d'information contenant des messages contre la traite; iii) la commémoration de la Journée mondiale contre la traite des personnes, et sensibilisation aux diverses formes de traite des personnes; et iv) la mise en place d'un système d'orientation pour assurer l'assistance et la protection des victimes de la traite. Le gouvernement indique également que l'aide à la réinsertion accordée aux victimes rapatriées et aux autres victimes de traite couvre l'hébergement, le soutien médical,

éducatif, psychosocial et juridique, les formations sur les programmes scolaires, l'acquisition de compétences, les programmes de moyens de subsistance, le soutien financier pour lancer des projets générateurs de revenus et, pour ceux qui ont des enfants en âge scolaire, une aide dans le cadre des diverses bourses gouvernementales telles que le module d'aide à l'éducation de base (BEAM).

La commission note également, d'après le rapport du gouvernement au titre de la convention sur les pires formes de travail des enfants. 1999 (n° 182), que le centre d'accueil pour les victimes de traite à l'hôpital de Harare a été rénové. Au total, 100 femmes victimes de traite ont bénéficié d'une aide à la réinsertion, notamment d'un soutien pour lancer des projets générateurs de revenus ainsi que de formations universitaires et d'acquisition de compétences. Enfin, la commission note que le deuxième Plan national d'action a été actualisé sur la base des principales conclusions, des enseignements tirés et des recommandations de l'évaluation du précédent Plan national d'action, et que ce travail orientera la réponse nationale à la traite des personnes pour la période 2019-2021. **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour lutter contre la traite des personnes et de fournir des informations sur les mesures prises en matière de prévention, protection, assistance et rapatriement des victimes de traite, y compris dans le cadre du NAPLAC 2019-2021.**

Article 1, paragraphe 1, et article 2, paragraphe 1. 1. Législation concernant le vagabondage. Dans ses précédents commentaires, la commission a attiré l'attention du gouvernement sur certaines dispositions de la loi sur le vagabondage (Cap. 10: 25), en vertu desquelles toute personne suspecte de vagabondage, définie comme toute personne qui n'a pas de domicile fixe ou de moyens de subsistance déterminé et qui erre d'un lieu à un autre, ou toute personne qui vit de la mendicité ou recourt à d'autres moyens malhonnêtes ou déshonorants (article 2(a) et (b)), est susceptible d'être arrêtée par un agent de police, conduite devant un magistrat puis détenue dans un centre de réinsertion, où elle peut être prise en charge, être affectée à un emploi, ou recevoir l'instruction ou la formation nécessaires pour lui permettre de trouver ou retrouver un emploi (article 7, paragraphe 1). La commission a noté que les dispositions de la loi sur le vagabondage sont libellées en termes si généraux qu'elles peuvent être utilisées comme un moyen de contrainte indirecte au travail. Elle a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle la loi sur le vagabondage serait modifiée afin de la rendre conforme à la convention.

La commission prend note des observations du ZCTU selon lesquelles la loi sur le vagabondage reste la même et qu'aucun progrès n'a été réalisé à cet égard.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles l'alignement de divers textes de loi sur la Constitution est en cours et la loi sur le vagabondage est l'une des lois qui a été retenue pour être alignée. **La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra sans délai les mesures nécessaires pour que, dans le cadre de l'alignement de sa législation sur la Constitution, la loi sur le vagabondage soit modifiée, de sorte que ses dispositions se limitent aux situations où les personnes concernées troublent l'ordre ou la tranquillité publics ou se livrent à des activités illégales.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 (ratification: 1998)

La commission prend note du rapport du gouvernement de 2019 ainsi que des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration lors de sa 338^e session (juin 2020).

Elle prend note des observations du Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU) reçues le 1^{er} septembre 2019.

Article 1 a) de la convention. Sanctions pénales comportant l'obligation de travailler punissant l'expression d'opinions opposées à l'ordre politique, social ou économique établi. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que des peines d'emprisonnement (comportant l'obligation de travailler, conformément à l'article 76(1) de la loi sur les prisons (chap. 7:11) et à l'article 66(1) de la réglementation générale sur les prisons de 1996) peuvent être imposées dans des circonstances relevant de l'article 1 a) de la convention:

- les articles 15, 16, 19(1)(b) et (c), et 24 à 27 de la loi relative à l'ordre et à la sécurité publics (POSA): publication ou diffusion de déclarations mensongères préjudiciables à l'État; déclarations mensongères concernant le Président; actes, paroles proférées ou diffusées par des écrits, affiches ou autres signes visibles exprimant des menaces, des injures ou des insultes dans l'intention de porter atteinte à l'ordre public; non-déclaration aux autorités de l'intention d'organiser un rassemblement public; violation de l'interdiction d'organiser un rassemblement public ou une manifestation publique;

- les articles 31 et 33 de la loi portant codification et réforme de la loi pénale (chap. 9:23), qui contiennent des dispositions similaires aux dispositions précitées de la POSA en ce qui concerne la publication ou la diffusion de déclarations mensongères préjudiciables à l'État ou de déclarations mensongères concernant le Président, etc.;
- les articles 37 et 41 de la loi portant codification et réforme de la loi pénale (chap. 9:23) en vertu desquels des peines d'emprisonnement peuvent être imposées, notamment en cas de participation à des réunions ou assemblées organisées dans l'intention de perturber la paix, la sécurité ou l'ordre public, de même que pour des paroles proférées ou diffusées par des écrits, affiches ou autres signes visibles, qui ont un caractère menaçant, injurieux ou insultant et tendent de ce fait à troubler l'ordre public, ainsi que toute conduite perturbatrice animée d'intentions similaires dans un lieu public.

La commission prend note des observations du ZCTU selon lesquelles les dispositions de la POSA régissant les rassemblements publics sont toujours utilisées pour interdire les réunions syndicales et autres manifestations. Bien qu'un nouveau projet de loi abrogeant la POSA, intitulé projet de loi sur le maintien de la paix et de l'ordre (MOPO), soit devant le Parlement, celui-ci est plus draconien que la POSA. La commission prend également note de l'indication du ZCTU selon laquelle 20 membres du ZCTU font l'objet d'accusations pénales en vertu de l'article 37 du Code pénal pour avoir participé à une action de protestation organisée par le ZCTU en octobre 2018, qui, s'ils sont reconnus coupables, seront soumis au travail forcé en vertu de la loi sur les prisons.

La commission prend note de la déclaration du gouvernement dans son rapport supplémentaire selon laquelle la POSA a été abrogée en novembre 2019 et remplacée par la loi MOPO qui définit clairement les lignes de conduite des forces de police et de sécurité. Elle prend également note du contenu du projet de loi MOPO fourni par le ZCTU ainsi que de ses observations.

La commission note avec **regret** que si les articles 15, 19 et 21 de la POSA ont été abrogés, les dispositions correspondantes sont incorporées dans les articles 31, 33 et 37 du Code pénal. Elle note également que les articles 25 à 27 de la POSA concernant le défaut de notification à l'autorité de l'intention d'organiser des rassemblements publics et la violation de l'interdiction de rassemblements ou de manifestations publiques sont reproduits aux articles 7(5) et 8(11) du projet de loi MOPO, avec des peines d'emprisonnement qui comportent un travail carcéral obligatoire. À cet égard, la commission prend note de ce qui a été dit dans la déclaration de fin de mission du Rapporteur spécial des Nations unies sur les droits à la liberté de réunion et d'association pacifiques, lors de sa visite au Zimbabwe en septembre 2019, à savoir que le projet de loi MOPO ne propose pas d'amendements de fond significatifs visant à résoudre les principaux problèmes qui prévalent dans la POSA. Le projet de loi présente des similitudes inquiétantes avec la POSA, révélant une portée commune dans laquelle l'exercice du droit de réunion pacifique n'est pas pleinement garanti. En fait, le projet de loi MOPO continue de donner aux organismes chargés de contrôler l'application de la loi une large discrétion et des pouvoirs réglementaires étendus.

Se référant à son Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission rappelle une fois de plus que l'article 1 a) de la convention interdit l'utilisation de «toute forme» de travail forcé ou obligatoire, y compris le travail carcéral obligatoire, en tant que sanction à l'égard de personnes qui ont ou expriment certaines opinions politiques ou qui manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. Toutefois, la convention n'interdit pas d'appliquer des sanctions comportant du travail obligatoire aux personnes qui utilisent la violence, incitent à la violence ou préparent des actes de violence. Mais les peines comportant un travail obligatoire ne sont pas conformes à la convention dès lors qu'elles sanctionnent une interdiction d'exprimer pacifiquement des opinions non violentes qui sont critiquées à l'égard de la politique gouvernementale et du système politique établi, que cette interdiction soit prévue par la loi ou par une décision administrative. Étant donné que les opinions et les points de vue opposés au système établi peuvent être exprimés non seulement par la presse ou d'autres moyens de communication, mais aussi lors de divers types de réunions et d'assemblées, si ces réunions et assemblées sont soumises à une autorisation préalable accordée à la discrétion des autorités et si les violations peuvent être sanctionnées par des sanctions impliquant un travail obligatoire, ces dispositions entrent également dans le champ d'application de la convention (paragraphe 302-303).

La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les articles 31, 33, 37 et 41 du Code pénal et les articles 7(5) et 8(11) du projet de loi MOPO soient abrogés ou modifiés afin de les rendre conformes à la convention en veillant à ce que des peines comportant un travail obligatoire, y compris les peines d'emprisonnement comportant un travail obligatoire, ne soient pas imposées à des personnes qui ont ou expriment des opinions politiques ou des points de vue idéologiquement opposés au système politique, social ou économique établi. Dans l'attente de l'adoption de telles mesures, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application de ces dispositions dans la pratique, en fournissant des copies des décisions de justice et en indiquant les sanctions imposées.

Article 1, point d). *Peines comportant un travail obligatoire en tant que sanction de la participation à des grèves.* Dans ses précédents commentaires, la commission a fait référence à certaines dispositions de la loi sur le travail (articles 102(b), 104(2)-(3), 109(1)-(2), et 122(1)) imposant aux personnes engagées dans une action collective illégale des peines d'emprisonnement comportant un travail carcéral obligatoire. La commission a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle ces articles de la loi sur le travail étaient inclus dans le projet de Principes pour l'harmonisation et la révision des lois sur le travail au Zimbabwe. En 2011, les partenaires sociaux avaient accepté le principe de la rationalisation des mécanismes de traitement des grèves et de révision des pouvoirs ministériels et de ceux du tribunal du travail en matière de grèves. Ces principes serviraient de cadre pour modifier la section 102(b) définissant les services essentiels, la section 104 sur le vote pour la grève, les sections 107, 109 et 112 sur les sanctions excessives, y compris les longues périodes d'emprisonnement et la radiation des syndicats et le licenciement des employés impliqués dans des grèves. Bien que le gouvernement ait indiqué que la réforme du droit du travail était en cours avec la participation des partenaires sociaux et qu'il prendrait en considération les observations formulées par la commission d'experts, la commission a noté que la loi d'amendement n° 5 sur le travail, promulguée en août 2015, n'alignait pas les articles susmentionnés sur la convention. La commission a donc de nouveau exhorté le gouvernement à prendre les mesures nécessaires à cet égard.

La commission prend note de l'observation du ZCTU selon laquelle aucune modification n'a été apportée aux dispositions susmentionnées. À cet égard, elle avait noté avec un profond regret l'absence de progrès dans la réforme du droit du travail dans son observation de 2019 faite au titre de la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (n° 87).

La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient aucune information sur ce point. ***Elle prie instamment le gouvernement de veiller à ce que les articles 102(b), 104(2)-(3), 109(1)-(2) et 112(1) de la loi sur le travail (Cap. 28:01) soient modifiés de manière à ce qu'aucune peine d'emprisonnement ne puisse être imposée pour avoir organisé des grèves ou y avoir participé pacifiquement, conformément à l'article 1 d) de la convention.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 29** (Afrique du Sud, Arabie saoudite, Belize, Congo, Djibouti, Dominique, Émirats arabes unis, Espagne, Fédération de Russie, Ghana, Guinée équatoriale, Haïti, Kirghizistan, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Maldives, Mali, Mozambique, Myanmar, Niger, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas: Aruba, Pérou, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Seychelles, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Uruguay, République bolivarienne du Venezuela, Viet Nam, Zimbabwe); la **convention n° 105** (Afrique du Sud, Barbade, Belize, Congo, Djibouti, Dominique, Émirats arabes unis, Érythrée, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Grenade, Guinée équatoriale, Kazakhstan, Kirghizistan, Lesotho, Liban, Libéria, Maldives, Mozambique, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pays-Bas: Aruba, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Turkménistan, Ukraine, Zimbabwe).

La commission a pris note des informations communiquées par l'État suivant en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 105** (Roumanie).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 29** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Anguilla, Bermudes, Gibraltar, Guernesey, Île de Man, Îles Falkland (Malvinas), îles Vierges britanniques, Jersey, Montserrat et Sainte-Hélène), Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Suriname); la **convention n° 105** (Arabie saoudite, Espagne, Malte, Mauritanie, Mexique, Oman, Panama, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Anguilla, Bermudes, Gibraltar, Guernesey, Île de Man, Îles Falkland (Malvinas), îles Vierges britanniques, Jersey, Montserrat et Sainte-Hélène), Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Suriname, Uruguay).

Élimination du travail des enfants et protection des enfants et des adolescents

Observation générale

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Après les célébrations du centenaire en 2019, l'OIT célèbre un autre moment historique: la **ratification universelle** de l'une de ses conventions fondamentales, la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999. Depuis la création de l'OIT en 1919, le travail des enfants est au cœur des préoccupations; plusieurs conventions ont été adoptées dans ce domaine, dont la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, une autre convention fondamentale visant à éliminer progressivement le travail des enfants. La Marche mondiale de 1998 contre le travail des enfants, mouvement qui réclamait un renouveau de la lutte contre le travail des enfants, a permis aux mandants de l'OIT de donner un nouveau caractère d'urgence à l'élaboration d'un instrument international relatif à la lutte contre le travail des enfants et ses pires formes. Consciente de l'existence d'un consensus international croissant autour de l'idée selon laquelle certaines formes de travail des enfants étaient tellement dangereuses et préjudiciables pour le bien-être des enfants qu'elles ne pouvaient plus être tolérées, le 17 juin 1999, la communauté internationale a adopté d'une seule et même voix un nouvel instrument relatif à **l'interdiction et à l'élimination des pires formes de travail des enfants**. Aujourd'hui, la convention n° 182 n'a pas seulement remporté ce succès extraordinaire qui lui vaut d'être la première convention de l'OIT universellement ratifiée; elle a aussi contribué à élever le taux de ratification de la convention n° 138 à plus de 90 pour cent.

La commission se félicite de cette ratification universelle de la convention n° 182, qui est désormais une norme faisant autorité dans tous les États Membres de l'OIT. La commission estime que cette ratification universelle est le reflet d'un consensus mondial selon lequel les pires formes de travail des enfants sont inacceptables quel que soit le niveau de développement d'un pays et qu'elle est la preuve de la volonté des États Membres de l'OIT de garantir que tout enfant, où qu'il se trouve, est à l'abri des pires formes de travail des enfants. Cette ratification universelle ouvre également la voie à l'alignement universel des politiques et lois nationales relatives au travail des enfants et donne la possibilité d'intégrer les considérations relatives au travail des enfants dans les politiques et plans nationaux y afférents.

La commission note que la convention met tout particulièrement l'accent sur les formes extrêmes de travail des enfants et qu'elle englobe le droit pénal, la législation du travail et les composantes relatives aux programmes en mettant en évidence la nécessité de prendre des **mesures immédiates et efficaces pour interdire en droit et éliminer dans la pratique les pires formes de travail des enfants** pour toute personne **âgée de moins de 18 ans**. La **définition des pires formes de travail des enfants** comprend: a) l'esclavage et le travail forcé, y compris la traite des enfants, la servitude pour dettes et le recrutement forcé des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés; b) la prostitution des enfants et la pédopornographie; c) l'utilisation d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants; et d) les travaux qui sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant. Plusieurs pays ont adopté une législation complète interdisant les pires formes de travail des enfants ou modifié le cadre législatif existant afin de le mettre en conformité avec les dispositions de la convention. La commission a noté que, compte tenu du vaste champ d'application de la convention, dans la plupart des cas, il convient de mettre l'accent sur la nécessité de dispositions juridiques explicites afin de garantir la pleine application de la convention. À cet égard, la commission a souligné l'importance d'adopter des dispositions juridiques interdisant les pires formes de travail des enfants couvrant aussi bien les garçons que les filles de moins de 18 ans, tandis que l'interdiction de **la vente et de la traite des enfants** couvre la traite interne et externe à des fins d'exploitation au travail ou d'exploitation sexuelle.

En ce qui concerne **l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution**, la commission a souligné à plusieurs reprises qu'il importait de sanctionner tous ceux qui utilisent des enfants à des fins de prostitution en établissant clairement la distinction entre l'âge du consentement sexuel, inférieur à 18 ans dans plusieurs pays, et l'âge de la protection contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, qui est de 18 ans. En outre, notant que l'exploitation sexuelle d'enfants en ligne devient une menace grave dans de nombreux pays, la commission a souligné qu'il convenait de combattre ce phénomène en droit.

La commission rappelle que la convention définit les **travaux dangereux** comme tous travaux qui, par leur nature ou les circonstances dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant. Conformément à la convention, **les types de travaux dangereux à interdire aux personnes de moins de 18 ans doivent être déterminés** selon les circonstances nationales et

après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées. À plusieurs reprises, la commission a pris note avec satisfaction de l'adoption, par plusieurs gouvernements, de règlements portant liste des types de travaux dangereux interdits aux personnes de moins de 18 ans. La commission saisit cette occasion pour encourager vivement les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à redoubler d'efforts pour veiller à ce qu'un tel règlement soit adopté, en tenant pleinement compte des orientations qui figurent au *paragraphe 3 de la recommandation n° 190* et en consultation avec les partenaires sociaux.

La commission rappelle que la convention affirme l'importance de la ***mise en œuvre et du respect effectifs*** des dispositions donnant effet à la convention, y compris par l'établissement et l'application de ***peines*** appropriées et dissuasives, et la nécessité d'établir ou de désigner des ***mécanismes de contrôle*** appropriés pour en surveiller l'application. La commission tient à souligner le fait que de nombreux pays ont adopté un cadre législatif solide, qui prévoit des sanctions appropriées en matière pénale, administrative et autre à l'encontre de quiconque livre un enfant aux pires formes de travail des enfants. À cet égard, la commission a pris note du rôle important joué par les forces de police nationales, les agents des services des frontières et de l'immigration et les équipes ou unités spéciales établies dans plusieurs pays pour lutter contre la traite et l'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales. Elle a cependant à plusieurs reprises observé que le manque de personnel et de ressources, la corruption parmi les représentants de la loi ou la complicité avec les auteurs faisaient obstacle au contrôle efficace des pires formes de travail des enfants. En conséquence, la commission a attiré l'attention des gouvernements sur le renforcement des capacités des services chargés de l'application de la loi en matière d'identification, d'enquête, de poursuite, de condamnation et d'imposition de peines appropriées et dissuasives, y compris pour les agents complices, en cas de violation des dispositions interdisant les pires formes de travail des enfants. La commission a également souligné que, souvent, les enfants pris au piège des pires formes de travail des enfants, notamment l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et le travail dans des activités illicites, devraient être traités comme des victimes et non comme des criminels. S'agissant de la surveillance des travaux dangereux effectués par des enfants, les systèmes d'inspection du travail sont particulièrement bien adaptés dans de nombreux pays, tandis que, dans d'autres, des unités de surveillance du travail des enfants ou des unités de protection de l'enfance sont créées. Observant que, dans de nombreux pays, les enfants sont livrés à l'exploitation par le travail et engagés à des travaux dangereux dans des secteurs qui échappent à la portée normale des activités des inspecteurs du travail, tel le travail domestique des enfants, le travail dans l'agriculture ou le travail que des enfants effectuent pour leur compte, la commission a réaffirmé qu'il était nécessaire de renforcer les capacités de l'inspection du travail, d'en étendre le champ de compétences ou d'attribuer aux inspecteurs du travail des pouvoirs spéciaux afin de garantir que les enfants travaillant dans ces secteurs bénéficient de la protection prévue par la législation nationale.

Dans plusieurs pays, la commission s'est dite préoccupée par des lacunes graves dans l'application de la convention, notamment par la situation d'enfants dans des zones de conflit qui sont recrutés comme combattants ou utilisés comme boucliers humains, esclaves sexuels ou kamikazes. Elle a instamment prié les gouvernements de protéger les enfants en situation de fragilité et de crise. Elle a également pris note avec préoccupation de la situation d'enfants victimes de traite et d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, de tourisme sexuel et de travail domestique, et s'est dite préoccupée par la situation des enfants exposés aux pires formes de travail des enfants, notamment les enfants qui travaillent dans la rue, les enfants mendiants, les enfants orphelins du VIH/sida, ainsi qu'un nombre croissant d'enfants réfugiés, dont la plupart ne sont pas accompagnés. La commission a prié les gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et pour les y soustraire, les réadapter et les intégrer socialement par l'éducation ou la formation professionnelle. La commission constate que de nombreux pays ont adopté et mis en œuvre des programmes d'action concrets et des mesures efficaces dans un délai déterminé pour éliminer les pires formes de travail des enfants, comme prescrit par la convention, programmes et mesures qui ont eu des effets importants sur la prévention de ces pires formes de travail des enfants et qui ont permis de soustraire des enfants à ces activités. Il s'agit notamment de plans d'action nationaux visant à combattre et à éliminer les pires formes de travail des enfants, en particulier la traite des enfants, l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants, la servitude pour dettes des enfants et les travaux dangereux effectués par des enfants. À ce sujet, la commission tient à mettre en lumière le rôle que l'OIT a joué avec son Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) en aidant plus de 100 pays à élaborer et à mettre en œuvre des projets et des programmes assortis de délais visant à combattre les pires formes de travail des enfants. Ce programme phare, qui s'appelle désormais IPEC+, est déployé dans 62 pays de toutes les régions du monde et compte sur la participation des mandants de l'OIT (gouvernement, organisations d'employeurs et de travailleurs), d'entreprises et d'organisations de petits producteurs, d'ONG et d'organisations de la société civile. Il convient de noter que, tout en reconnaissant la pertinence du rôle joué par les ONG et les organisations de la société civile, la commission rappelle que la responsabilité ultime incombe aux gouvernements, qui doivent donc prendre toutes les

mesures en leur pouvoir pour améliorer la situation de tous les enfants exposés aux pires formes de travail des enfants, y compris les enfants des rues, en allouant toutes les ressources disponibles à cette fin.

La commission rappelle l'importance capitale de **l'accès à une éducation de base gratuite**, indispensable à la fois pour empêcher que les enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et pour contribuer à la réadaptation et à l'intégration sociale des enfants soustraits à ces activités. La commission a observé que, ces dernières années, des États Membres avaient mis en œuvre plusieurs programmes visant à améliorer l'accès à l'éducation de base gratuite, comme l'exige la convention, tels que des programmes de transferts monétaires assortis de conditions visant à allouer des prestations financières aux familles qui vivent dans la pauvreté à condition que leurs enfants aillent à l'école. La commission a également pris note des bourses d'études accordées aux enfants pour couvrir les coûts cachés de l'éducation, tels que les uniformes, les livres et le transport, ainsi que des programmes d'alimentation scolaire dans le cadre desquels des repas sont distribués aux enfants. Ces mesures ont amélioré l'accès à l'éducation au primaire et au secondaire. D'après l'Institut de statistique de l'UNESCO, le nombre d'enfants ayant l'âge du primaire ou du secondaire qui ne sont pas scolarisés a chuté de 380 millions en 1999, année d'adoption de la convention, à 258 millions en 2018, alors même que la population mondiale des enfants ayant l'âge scolaire continue de croître.

La commission rappelle qu'en vertu de la convention la **coopération internationale et l'assistance mutuelle** sont particulièrement importantes pour interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants. La commission encourage les États Membres à redoubler d'efforts pour améliorer leur collaboration par des accords de coopération multilatéraux, régionaux et bilatéraux en vue de faire disparaître les pires formes de travail des enfants. À cet égard, la commission note que la coopération internationale entre les services chargés de l'application de la loi de certains pays dans les domaines de l'échange d'informations, de la surveillance transfrontalière et de la formation contribue à la lutte contre la vente et la traite des enfants, ainsi que contre l'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales. La commission tient également à souligner que les programmes de réduction de la pauvreté contribuent fortement à briser le cycle de la pauvreté, ce qui est primordial pour éliminer les pires formes de travail des enfants. Compte tenu de l'étroite corrélation entre le travail des enfants et la pauvreté, la commission encourage les États Membres à renforcer l'entraide et l'aide aux programmes de développement socio-économique et d'éradication de la pauvreté, notamment en intégrant les préoccupations relatives au travail des enfants dans les programmes de développement rural, les plans d'atténuation de la pauvreté et les systèmes de protection sociale afin de réduire effectivement la pauvreté chez les enfants.

La commission met l'accent sur l'importance de disposer de **données adéquates et à jour** sur la nature, l'étendue et l'évolution des pires formes de travail des enfants aux fins d'une application effective de la convention dans la pratique. La commission accueille favorablement le fait que plusieurs pays ont entrepris de mener une enquête nationale sur le travail des enfants ainsi que l'inclusion d'une partie relative au travail des enfants dans leur enquête nationale sur la population active qui permet de suivre l'évolution du travail des enfants et de déterminer l'ampleur du travail des enfants et de ses pires formes. La commission encourage les États Membres à continuer de s'employer à prendre les mesures nécessaires pour garantir que les données sur la situation des enfants astreints aux pires formes de travail des enfants, ventilées dans la mesure du possible par âge et par genre, sont collectées, traitées et analysées.

La commission salue le fait que des gouvernements ont exprimé la volonté politique de répondre aux préoccupations qu'elle a exprimées et aux problèmes qu'elle a soulevés en ce qui concerne la mise en œuvre et l'application pratique des dispositions donnant effet à la convention. D'après les estimations mondiales de 2017 sur l'esclavage moderne et le travail des enfants, l'adoption de lois et de politiques efficaces, ainsi que leur mise en œuvre, ont fait reculer le travail des enfants et ses pires formes de près de 40 pour cent (soit plus de 94 millions d'enfants) depuis 2000. Étant donné que près de 73 millions d'enfants sont toujours astreints à des travaux dangereux et que d'autres pires formes de travail des enfants persistent dans de nombreux pays, la commission exprime sa préoccupation face à l'immensité du défi que représente l'élimination des pires formes de travail des enfants, qui exige des mesures d'urgence efficaces. La commission note avec préoccupation que les enfants sont de plus en plus vulnérables au travail des enfants et à ses pires formes en raison de la pandémie actuelle de COVID-19 et de la crise économique qui en résulte. À cet égard, la commission fait observer que, d'après le document thématique de 2020 de l'OIT sur les principes et droits fondamentaux au travail face au COVID-19, la pandémie pourrait ramener la lutte contre le travail des enfants et ses pires formes une génération en arrière. En effet, d'après les estimations, entre 42 et 66 millions d'enfants pourraient tomber dans l'extrême pauvreté en 2020. Une hausse des pires formes de travail des enfants est particulièrement préoccupante; des éléments attestent de nouveaux cas d'enfants en servitude pour dettes, notamment de servitude domestique, ainsi que de nouveaux cas d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, de

travaux dangereux dans les mines et l'agriculture, et de diverses activités dans des ateliers clandestins. La commission espère que la communauté internationale, en gardant à l'esprit tous les instruments internationaux pour la protection des enfants, et en partenariat avec l'Alliance 8.7, ne cédera en rien sur son engagement d'atteindre la cible mondiale 8.7 des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies d'ici à 2025. La commission estime que des mesures efficaces visant à assurer le respect de la loi doublées de politiques nationales relatives au travail des enfants, de services adaptés aux enfants et d'une participation effective des enfants, ainsi que de programmes bien conçus, notamment l'élaboration et l'extension des mesures de protection sociale, l'élargissement de l'accès à l'éducation de base gratuite et de qualité, et la promotion du travail décent pour les adultes, en particulier par la lutte contre l'informalité, donneront aux pays les ressources nécessaires pour éliminer les pires formes de travail des enfants. Tout en célébrant ce moment historique, la commission appelle les mandants tripartites à mettre cette dynamique à profit pour redoubler d'efforts et répondre aux aspirations contenues dans cette convention fondamentale en vue d'éliminer les pires formes de travail des enfants dans un avenir proche sans laisser aucun enfant de côté.

Afrique du Sud

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2000)

Article 1 de la convention. Politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et application de la convention dans la pratique. La commission a précédemment noté, dans les réponses du gouvernement à la liste, datée du 15 août 2016, des points soulevés par le Comité des droits de l'enfant (CRC), que les données du ministère du Travail indiquaient que 784 000 enfants étaient engagés dans des activités économiques entre 2013 et 2016. Dans ses observations finales du 30 septembre 2016, le Comité des droits de l'enfant s'était dit préoccupé de constater que les activités de certaines entreprises, en particulier les industries extractives, avaient une incidence négative sur le respect des droits de l'enfant, du fait notamment de l'exploitation par le travail des enfants (paragr. 17). Il avait également exprimé sa préoccupation face à la persistance d'un recours généralisé au travail des enfants, en particulier dans l'agriculture (paragr. 65). La commission a prié le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants et de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que des données actualisées suffisantes sur la situation des enfants qui travaillent soient mises à disposition.

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport selon lesquelles la Journée nationale contre le travail des enfants a été commémorée dans huit des neuf provinces afin de sensibiliser la population à la lutte contre le travail des enfants. Elle prend également note des informations du gouvernement dans son rapport au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, selon lesquelles le Programme d'action national sur le travail des enfants, qui vise à lutter contre le travail des enfants dans le pays, est en cours de mise en œuvre et se trouve actuellement dans la phase IV couvrant la période 2017-2021. La commission prend également note des informations du gouvernement selon lesquelles, d'après l'Étude de 2015 sur les activités des jeunes (SAYP 2015), sur les 11,2 millions d'enfants âgés de 7 à 17 ans, 577 000 enfants sont engagés dans le travail des enfants, contre 779 000 en 2010. C'est la province du KwaZulu-Natal qui présente le taux le plus élevé, avec environ un enfant sur dix engagé dans le travail des enfants. Les enfants sont principalement engagés dans la production et le commerce de biens et de services, y compris dans les ménages privés (52,6 pour cent), puis dans l'agriculture (46,9 pour cent) et les services de transport (25,3 pour cent). **Tout en notant les mesures prises et les résultats positifs obtenus en termes de réduction du travail des enfants, la commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants dans le pays. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur les mesures adoptées à cet égard, y compris les mesures concrètes prises dans le cadre du Programme d'action contre le travail des enfants 2017-2021, et sur les résultats obtenus en termes de nombre d'enfants retirés du travail des enfants.**

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

Article 5 de la convention. Mécanismes de surveillance et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, selon l'Étude de 2010 sur l'emploi des jeunes (SAYP 2010), l'exposition à des travaux dangereux était courante chez les enfants de 7 à 17 ans qui exerçaient des activités économiques, et que cela concernait 42,3 pour cent des enfants de 7 à 10 ans, 41,8 pour cent des enfants de 11 à 14 ans et 41,3 pour cent des enfants de 15 à 17 ans. En outre, un total de 90 000 enfants auraient été blessés au cours des 12 mois précédant la SAYP 2010 alors qu'ils exerçaient une activité économique. La commission a prié instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour éliminer les pires formes de travail des enfants, en particulier les travaux dangereux, et l'a notamment

prié de fournir des informations sur le nombre et la nature des infractions signalées par l'inspection du travail.

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient aucune information sur ce point. Elle prend note toutefois des informations fournies par le gouvernement au titre de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, selon lesquelles la restructuration et la professionnalisation de l'inspection du travail sont en cours. Ce rapport indique également que les inspecteurs du travail bénéficient de formations approfondies dans le cadre de divers programmes visant à développer leurs compétences et que l'accès à un programme de véhicules à moteur a été ouvert. En outre, diverses initiatives innovantes sont pilotées et mises en œuvre pour un fonctionnement efficace de l'inspection du travail, y compris des mesures visant à améliorer la collecte d'informations et de données relatives aux activités de l'inspection du travail.

La commission note que selon les conclusions de la SAYP 2015, 34,2 pour cent du nombre total de 577 000 enfants âgés de 7 à 17 ans qui sont engagés dans le travail des enfants exercent leur activité dans des conditions dangereuses, notamment dans des conditions de poussière, de température ou d'humidité extrêmes, et travaillent dans l'eau, des lacs, des rivières et la mer. Elle note également que la proportion d'enfants exposés à au moins une condition de travail dangereuse a diminué, passant de 41,8 pour cent en 2010 à 34,2 pour cent en 2015. L'Étude SAYP indique en outre que 84 000 enfants ont été blessés au cours des 12 mois précédant l'enquête, soit une baisse par rapport aux 91 000 enfants en 2010. **Tout en prenant note de la diminution du nombre d'enfants engagés dans des travaux dangereux, la commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts, notamment en renforçant les capacités de l'inspection du travail pour garantir que des enfants de moins de 18 ans ne sont pas engagés dans des travaux dangereux. À cet égard, la Commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir la collaboration entre l'inspection du travail et les autres parties prenantes concernées et pour former les inspecteurs du travail à la détection des cas d'enfants effectuant des travaux dangereux. Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces devant être prises dans un délai déterminé. Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux. Enfants orphelins en raison du VIH/sida et autres enfants vulnérables (OEV). Dans ses observations précédentes, la commission a noté que le département du développement social (DSD) fournit une assistance aux OEV au moyen d'un éventail de prestations incluant un soutien alimentaire, des soins à domicile, des centres d'accueil et un soutien psychosocial assuré par des agents de soins à domicile et de proximité (HCBC). Toutefois, notant que le nombre d'OEV âgés de 0 à 17 ans dont la situation est imputable au sida reste élevé, soit environ 2,1 millions d'enfants (estimations de l'ONUSIDA pour 2015), la commission a prié instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer la protection des OEV contre les pires formes de travail des enfants et de fournir des informations sur les mesures assorties de délais déterminés prises à cet égard.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles, en réaction au nombre croissant d'orphelins et d'enfants vulnérables dont la situation est imputable au sida, le DSD s'est associé à l'Association nationale des travailleurs pour l'enfance (NACCW) pour mettre en place un programme d'intervention sur cinq ans connu sous le nom d'*Isibindi*, qui signifie bravoure ou courage en langue isiZulu. L'*Isibindi* est un service communautaire de prévention et d'intervention précoce auprès des enfants et des jeunes qui apporte un soutien aux enfants vulnérables, notamment en améliorant le bien-être et les résultats scolaires des enfants, en développant des compétences et en créant des opportunités d'emploi pour les jeunes, dont ont bénéficié plus d'un million d'enfants. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'*Isibindi*, qui est mis en œuvre dans 367 sites, a réussi à faire en sorte que les enfants vulnérables restent à l'école, en particulier les enfants de familles où un enfant est à la tête de la famille. En outre, le ministère de l'éducation de base, en collaboration avec le Régime national d'aide financière aux étudiants, apporte une aide financière aux enfants vulnérables pour leurs études supérieures et pour leurs études et leur formation technique et professionnelle. Toutefois, selon les estimations de l'ONUSIDA pour 2019 pour l'Afrique du Sud, le nombre d'enfants orphelins en raison du sida âgés de moins de 17 ans a atteint environ 1,4 million. Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission se doit d'exprimer sa **préoccupation** face au nombre élevé d'enfants orphelins dont la situation est imputable au VIH/sida qui courent un risque accru d'être engagés dans les pires formes de travail des enfants. **La commission encourage donc vivement le gouvernement à poursuivre ses efforts pour assurer que ces enfants sont empêchés d'être engagés dans les pires formes de travail des enfants, notamment en continuant à leur assurer l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle et en leur fournissant une assistance et un soutien appropriés. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures concrètes prises, notamment dans le cadre de l'initiative Isibindi, et sur les résultats obtenus en termes de nombre d'orphelins et**

d'enfants vulnérables retirés des pires formes de travail des enfants et réinsérés dans l'éducation ou la formation professionnelle. Dans la mesure du possible, prière de ventiler les données fournies par genre et par âge.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Arabie saoudite

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2014)

La commission prend note des informations supplémentaires du gouvernement, qui portent sur des questions qu'elle examine dans la demande directe qui lui est adressée et, par ailleurs, réitère son observation adoptée en 2019, qui est reproduite ci-dessous.

Article 2, paragraphe 3, de la convention. Âge de fin de scolarité obligatoire. La commission avait précédemment noté que l'article 162 de la loi sur le travail et l'article 34 de son règlement d'application prévoient que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail est de 15 ans. Notant néanmoins que les élèves intégraient l'école à l'âge de 6 ans et terminaient leur scolarité obligatoire à 12 ans, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer une éducation obligatoire jusqu'à l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, soit à 15 ans.

La commission note avec **satisfaction** l'adoption de la décision ministérielle n° 14 de 2014, laquelle, lue conjointement avec la décision ministérielle n° 139 de 2004, fixe l'âge de la scolarité obligatoire à 15 ans, ce qui correspond à l'âge minimum d'admission à l'emploi. La commission note également que, conformément à l'Institut de statistique de l'UNESCO, le taux net d'inscription scolaire au niveau primaire atteignait 99,77 pour cent en 2018, alors qu'il était de 96,42 pour cent en 2014. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur l'application pratique de la décision ministérielle n° 14 de 2014, y compris des informations statistiques sur les taux d'inscription et de fréquentation scolaire dans l'enseignement primaire comme dans l'enseignement secondaire.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Congo

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2002)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a). Toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues. Vente et traite d'enfants. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté l'indication du gouvernement selon laquelle la traite d'enfants entre le Bénin et le Congo pour les faire travailler à Pointe-Noire dans le commerce ou comme employés de maison existe. Selon le gouvernement, ces enfants sont forcés à travailler toute la journée dans des conditions pénibles et sont soumis à des privations de toutes sortes. La commission a noté que les articles 345, 354 et 356 du Code pénal prévoient des sanctions pour les personnes reconnues coupables d'enlèvement ou de détournement de personnes, dont des enfants de moins de 18 ans. Elle a prié le gouvernement d'indiquer dans quelle mesure les articles 345, 354 et 356 du Code pénal ont été mis en œuvre dans la pratique. **La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur l'application des articles 345, 354 et 356 du Code pénal dans la pratique en communiquant, notamment, des statistiques sur le nombre et la nature des infractions signalées, les enquêtes menées, les poursuites engagées, les condamnations prononcées et les sanctions pénales imposées.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa b). Soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Vente et traite d'enfants. Dans ses observations précédentes, la commission a noté l'indication du gouvernement selon laquelle il reconnaît que la traite d'enfants entre le Bénin et le Congo, dont le but est de les faire travailler à Pointe-Noire dans le commerce ou comme employés de maison, est contraire aux droits de l'homme. Elle a noté également que le gouvernement a pris certaines mesures pour éliminer la traite d'enfants, dont: a) le rapatriement d'enfants par le consulat du Bénin, lesquels sont soit repris par la police nationale soit retirés de certaines familles; b) l'exigence, pour les mineurs (enfants de moins de 18 ans), de fournir aux frontières (aéroport) une autorisation administrative de sortie du territoire béninois. La commission a prié le gouvernement de communiquer des informations sur l'impact des mesures prises quant à la réadaptation et l'intégration sociale des enfants à la suite de leur retrait du travail. Elle a noté que le rapport du gouvernement ne contient aucune information à ce sujet. **La commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises dans un délai déterminé pour soustraire les enfants de moins de 18 ans**

victimes de cette pire forme de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur l'impact de ces mesures.

Application de la convention dans la pratique. La commission a noté que, selon les observations finales du Comité des droits de l'enfant sur le rapport initial du Congo en octobre 2006 (CRC/C/COG/CO/1, paragr. 85), une étude sur les causes profondes et les répercussions de la traite doit être menée dans le pays. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats de cette étude et d'en fournir une copie dès qu'elle aura été élaborée.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Djibouti

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2005)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 1 de la convention. Politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et application pratique de la convention. Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note du Programme Djibouti travail décent 2008-2012 (PDTD), dont une priorité était l'amélioration des conditions de travail par la promotion des normes nationales et internationales du travail, avec un accent particulier sur le travail des enfants. La commission a également noté l'adoption du Plan stratégique national pour l'enfance à Djibouti (PSNED), pour la période 2011-2015, pour la mise en place d'un environnement protecteur et favorable à la réalisation des droits fondamentaux des enfants. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre du PDTD et du PSNED ainsi que sur les résultats obtenus quant à l'élimination progressive du travail des enfants. Elle a également prié le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés quant à l'élaboration d'une politique nationale spécifique de lutte contre le travail des enfants.

La commission note que, selon l'UNICEF, pour la période 2002-2012, 7,7 pour cent des enfants âgés de 5 à 14 ans à Djibouti ont été engagés dans des activités considérées comme étant du travail. La commission note l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle il n'est pas en mesure de communiquer les résultats obtenus à travers le PSNED, car les études menées demeurent des projets. Le gouvernement indique aussi que le PDTD n'a pas pu être adopté en raison d'une faute d'entente avec les syndicats et qu'il espère une reprise du dialogue social, avec l'aide du Bureau, pour l'adoption et la mise en œuvre du PDTD dans un proche avenir. La commission note également l'*Annuaire statistique de Djibouti* annexé au rapport du gouvernement et l'indication du gouvernement selon laquelle la Direction de la statistique et des études démographiques (DISED) n'a effectué aucune enquête en rapport avec le travail des enfants. **La commission exprime le ferme espoir que le dialogue social reprendra sans délai et prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la mise en œuvre effective du PDTD et du PSNED. Elle le prie de fournir des informations sur les résultats obtenus quant à l'élimination progressive du travail des enfants et sur les progrès réalisés quant à l'élaboration d'une politique nationale spécifique de lutte contre le travail des enfants. Enfin, elle prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que des études sur l'étendue et la nature du travail des enfants à Djibouti soient menées dans un proche avenir et que les résultats soient par la suite communiqués au Bureau.**

Article 2, paragraphe 1. Champ d'application et inspection du travail. La commission a précédemment noté qu'en vertu de l'article 1 de la loi n° 133/AN/05/5^e portant Code du travail (ci-après «Code du travail»), ce dernier semble s'appliquer seulement à une relation de travail. Elle a également pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle le respect de l'article sur l'âge minimum d'accès au travail est effectif dans l'économie formelle mais inefficace dans les secteurs de l'économie informelle. La commission a également noté que, malgré la nouvelle loi n° 199/AN/13/6^e, complétant la loi n° 212/AN/07/5^e portant création de la Caisse nationale de sécurité sociale, qui étend les prestations du régime des soins à tous les travailleurs indépendants de l'économie informelle, le gouvernement reconnaissait que le manque de structuration de l'économie informelle l'empêchait de cerner la problématique des jeunes travailleurs dans ce secteur.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle il espère soumettre la question du travail informel au Conseil national du travail en s'inspirant particulièrement de la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015. La commission rappelle au gouvernement que la convention s'applique à toutes les branches de l'activité économique, formelle ou informelle, et qu'elle couvre tous les types d'emploi ou de travail, qu'il soit ou non effectué sur la base d'une relation de travail subordonné et qu'il soit ou non rémunéré. **La commission prie donc le gouvernement de prendre des mesures pour garantir la protection accordée par la convention aux enfants de moins de 16 ans travaillant dans l'économie informelle, notamment en adaptant et renforçant l'inspection du travail afin d'améliorer la capacité des inspecteurs du travail à identifier les cas de travail des enfants. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations à cet égard ainsi que les résultats obtenus.**

Article 2, paragraphe 3. Âge de fin de scolarité obligatoire. La commission a noté qu'en vertu de l'article 4 de la loi n° 96/AN/00/4^e, portant orientation du système éducatif djiboutien, l'État garantit l'éducation aux enfants de 6 à 16 ans. La commission a également noté que, en 2006, le taux net de scolarisation au niveau primaire était de 66,2 pour cent et de 41 pour cent au niveau secondaire.

La commission note que, malgré des améliorations dans la fréquentation scolaire, Djibouti restait caractérisé par un faible taux de scolarisation des enfants et que l'objectif, inscrit dans le PSNED, d'atteindre un taux de scolarisation de 100 pour cent pour les enfants de 6 à 10 ans en 2015 n'a pas été atteint. En effet, selon l'Institut de statistiques de l'UNESCO, en 2014, le taux de fréquentation au niveau primaire était de 67,39 pour cent et de 46,35 pour cent au secondaire. **Rappelant que la scolarité obligatoire est l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre le travail des enfants, la commission prie le gouvernement d'intensifier ses efforts pour prendre des mesures qui permettront aux enfants de fréquenter l'enseignement de base obligatoire ou de s'insérer dans un système scolaire informel. A cet égard, elle le prie de fournir des informations sur les mesures récentes prises pour augmenter le taux de fréquentation scolaire, tant à l'école primaire que dans le secondaire, afin d'empêcher que les enfants de moins de 16 ans ne travaillent. Prière de fournir des statistiques récentes sur les taux de scolarisation primaire et secondaire à Djibouti.**

Article 3, paragraphe 1. Âge d'admission aux travaux dangereux. La commission a précédemment noté que, en vertu de l'article 112 du Code du travail, la femme ou le «jeune», qui est âgé de 16 à 18 ans, ne peut être maintenu dans un emploi reconnu au-dessus de ses forces par un médecin agréé suite à la demande d'un inspecteur du travail. Toutefois, la commission a observé qu'il ne semble pas exister, dans la législation nationale, une disposition spécifiant un âge minimum de 18 ans pour tout type d'emploi ou de travail qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'exerce, soit susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des adolescents, tel qu'exigé par l'article 3, paragraphe 1, de la convention. **Notant une fois de plus l'absence d'information à cet égard dans le rapport du gouvernement, la commission le prie à nouveau de prendre les mesures nécessaires afin de garantir qu'aucune personne de moins de 18 ans n'est autorisée à exercer un travail dangereux, conformément à l'article 3, paragraphe 1. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Article 3, paragraphe 2. Détermination des types de travail dangereux. La commission rappelle que, en vertu de l'article 110 du Code du travail, le travail des jeunes est formellement interdit dans les emplois domestiques et dans l'hôtellerie, les bars et les débits de boissons, à l'exception des emplois strictement liés à la restauration, et que, en vertu de l'article 111 du Code du travail, un arrêté pris sur proposition du ministre du Travail et du ministre de la Santé, après avis du Conseil national du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (CONTESS), fixe la nature des travaux et les catégories d'entreprises interdites aux femmes, aux femmes enceintes et aux jeunes gens, et l'âge limite auquel s'applique cette interdiction. La commission a prié le gouvernement d'adopter un tel arrêté sur les travaux et entreprises interdits aux jeunes.

La commission note, une fois de plus, l'indication du gouvernement selon laquelle l'arrêté en question a été élaboré et qu'il s'engage à soumettre son adoption au CONTESS. Il indique aussi que, à ce jour, aucun contrôle sur les travaux dangereux des jeunes n'a été effectué par l'inspection du travail. **La commission prie à nouveau le gouvernement de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour que l'arrêté fixant la nature des travaux et les catégories d'entreprises interdites aux jeunes gens de moins de 18 ans soit adopté en application de l'article 111 du Code du travail dans un avenir proche.**

Notant l'intérêt exprimé par le gouvernement d'obtenir l'assistance technique du Bureau, la commission invite le gouvernement à se prévaloir de l'assistance technique du Bureau afin de faciliter la mise en œuvre de la convention.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2005)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Articles 3 b) et 7, paragraphe 2, de la convention. Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant aux fins de prostitution et mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa b). Aide pour soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants. La commission a précédemment noté que le Comité des droits de l'enfant avait de nouveau exprimé sa préoccupation au sujet du nombre élevé d'enfants, en particulier de filles, qui se prostituent et le manque de structures fournissant des services aux enfants victimes d'exploitation sexuelle.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il ne dispose pas de données actualisées sur la question. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour retirer les enfants engagés dans la prostitution, ainsi que pour assurer un suivi pour leur réadaptation et leur intégration sociale. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Articles 3 d) et 4, paragraphe 1. Travaux dangereux et détermination de ces types de travaux. En ce qui concerne l'interdiction d'engager des enfants de moins de 18 ans dans des travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant, tel qu'exigé par l'article 3 d) de la convention, ainsi que l'adoption d'une liste de travaux dangereux, la commission se réfère à ses commentaires détaillés sous la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973.

Article 6. Programmes d'action en vue d'éliminer les pires formes de travail des enfants. La commission a précédemment noté que, dans le cadre des activités menées dans le programme par pays de promotion du travail décent 2008-2012 de Djibouti (PPTD), dont l'une des priorités était l'amélioration des conditions de travail

par la promotion des normes nationales et internationales du travail, avec un accent particulier sur le travail des enfants, une des réalisations envisagées était que les mandants de l'OIT et les partenaires sociaux agissent ensemble pour prévenir et éliminer les pires formes de travail des enfants. À cet égard, il était planifié d'élaborer et de mettre en œuvre un Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le PPTD n'a pas été adopté faute d'entente entre le gouvernement et les organisations syndicales mais espère que, avec l'aide du Bureau, le dialogue social reprenne et que le Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants soit adopté et mis en œuvre. **La commission exprime le ferme espoir que le dialogue social reprendra le plus tôt possible. Elle prie à nouveau le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces afin de s'assurer que le Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants est élaboré, adopté et mis en œuvre dans les plus brefs délais et de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Article 7, paragraphe 2 d). Identification des enfants particulièrement exposés à des risques. 1. Enfants orphelins à cause du VIH/sida. Suivant ses commentaires précédents, la commission a noté que, malgré les mesures prises par le gouvernement en faveur des orphelins et enfants vulnérables, le nombre d'orphelins à cause du VIH/sida était en augmentation (atteignant le nombre de 8 800 enfants orphelins du VIH/sida).

La commission note que le gouvernement ne fournit aucune information sur les mesures prises pour la prévention des enfants orphelins du VIH/sida d'être engagés dans les pires formes de travail des enfants. Cependant, la commission note que, d'après la publication de l'UNICEF intitulée *La situation des enfants dans le monde en 2016: l'égalité des chances pour chaque enfant*, en 2014, 6 000 enfants ont été rendus orphelins à cause du VIH/sida. Elle note aussi l'élaboration par le ministère de la Santé d'un Plan national de développement sanitaire (2013-2017) qui indique que, dans le cadre du Partenariat de la Corne d'Afrique pour la lutte contre la vulnérabilité au VIH et la migration transfrontalière (HOAP), le gouvernement s'est réengagé à intensifier et à renforcer la collaboration interministérielle aux niveaux national et sous-régional afin d'arrêter la propagation du VIH/sida et d'inverser la tendance actuelle de ce fléau. **Rappelant que les orphelins à cause du VIH/sida courent un risque accru d'être engagés dans les pires formes de travail, la commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur l'impact des mesures, politiques et plans mis en œuvre sur la prévention des enfants orphelins du VIH/sida d'être engagés dans les pires formes de travail et de fournir des informations sur les résultats obtenus.**

2. Enfants vivant dans la rue. La commission a précédemment noté l'information du gouvernement selon laquelle les enfants vivant et travaillant dans la rue sont en grande majorité d'origine étrangère et travaillent souvent comme mendiants ou cireurs de chaussures. Elle a aussi noté que le Comité des droits de l'enfant restait préoccupé par le nombre très élevé d'enfants vivant dans la rue et par le fait que ces enfants restaient vulnérables face à la prostitution, aux infections sexuellement transmissibles, dont le VIH/sida, à l'exploitation économique et sexuelle, et à la violence.

La commission note que le gouvernement ne fournit aucune information à cet égard. Elle note toutefois qu'un document intitulé *Humanitarian Action for Children*, publié par l'UNICEF en 2016, indique que 200 enfants vivant dans la rue ont reçu une aide sociale grâce à l'action humanitaire menée par l'UNICEF, avec la collaboration du gouvernement. **Rappelant que les enfants de la rue sont particulièrement exposés aux pires formes de travail des enfants, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces pour les protéger des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur réintégration sociale, et de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Application de la convention dans la pratique. La commission a noté que le Comité des droits de l'enfant constatait que les enquêtes faites dans les domaines de la pauvreté, de l'éducation et de la santé présentaient des lacunes, et que les moyens existants permettant de centraliser et d'analyser les données sur la population étaient insuffisants. La commission note le souhait du gouvernement d'obtenir l'assistance technique du Bureau pour l'établissement de statistiques. **La commission prie à nouveau le gouvernement de prendre des mesures afin de s'assurer que sont disponibles des statistiques sur la nature, l'étendue et l'évolution des pires formes de travail des enfants, ventilées par âge et par sexe, et sur le nombre d'enfants protégés par les mesures donnant effet à la convention.**

Notant l'intérêt exprimé par le gouvernement d'obtenir une assistance technique, la commission invite le gouvernement à se prévaloir de l'assistance technique du Bureau afin de faciliter la mise en œuvre de la convention.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Dominique

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1983)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 2, paragraphe 2, de la convention. Élévation progressive de l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail. Notant que le gouvernement avait spécifié comme âge minimum, lors de la ratification de la convention, l'âge de 15 ans, la commission observe que la loi sur l'éducation de 1997 fixe cet âge minimum à 16 ans. **À cet égard, la commission saisit cette opportunité pour attirer l'attention du gouvernement sur les**

dispositions de l'article 2, paragraphe 2, de la convention, qui prévoient que tout Membre ayant ratifié cet instrument pourra par la suite informer le Directeur général du BIT par de nouvelles déclarations qu'il relève l'âge minimum spécifié précédemment. Une telle démarche aurait pour effet que l'âge minimum fixé par la législation nationale serait en harmonie avec ce qui est prévu au niveau international. La commission saurait gré au gouvernement d'étudier la possibilité de faire parvenir au Bureau une telle déclaration.

Article 3, paragraphe 1. Âge minimum d'admission à tous types de travail dangereux. La commission avait noté précédemment qu'en vertu de l'article 7(1) de la loi sur l'emploi des femmes, des enfants et des adolescents aucun jeune (de moins de 18 ans) ne sera employé ni ne travaillera de nuit dans un établissement industriel public ou privé, à moins qu'il ne s'agisse d'un établissement n'employant que les membres de la même famille. La commission observe cependant qu'aucune autre disposition n'interdit l'emploi des jeunes à des travaux susceptibles de mettre en danger leur santé, leur sécurité ou leur moralité. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que tous types de travail dangereux soient interdits pour les personnes de moins de 18 ans.**

Article 3, paragraphe 2. Détermination des types de travail dangereux. La commission note que le gouvernement déclare dans son rapport sur l'application de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, que les partenaires sociaux devaient être consultés en 2009 aux fins de la détermination des types de travail dangereux. **Rappelant que, en vertu de l'article 3, paragraphe 2, les types de travail dangereux seront déterminés par la législation nationale ou l'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, la commission prie le gouvernement de donner des informations sur tout progrès concernant la détermination de la liste des types de travail dangereux auxquels l'accès des personnes de moins de 18 ans sera interdit.**

Article 7, paragraphe 3. Détermination des types de travaux légers. La commission note que, si l'article 46(3) de la loi précitée permet d'employer des enfants de 14 ans pendant les vacances scolaires (c'est-à-dire à des travaux légers), les types de travaux légers auxquels ces enfants peuvent être employés ne semblent pas avoir été déterminés. Elle rappelle à cet égard que, en vertu de l'article 7, paragraphe 3, de la convention l'autorité compétente déterminera les activités constituant des travaux légers et prescrira la durée, en heures, et les conditions de l'emploi ou du travail dont il s'agit. **En conséquence, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées afin que la durée, en heures, et les autres conditions d'emploi à des travaux légers accessibles à des enfants de 14 ans pendant les vacances scolaires soient déterminées, conformément à l'article 7, paragraphe 3, de la convention.**

Article 9, paragraphe 3. Tenue de registres. La commission avait noté précédemment que l'article 8(1) de l'ordonnance sur l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants prescrit la tenue de registres ou de listes des personnes employées dont l'âge est inférieur à 16 ans, tandis que l'article 9, paragraphe 3, prescrit la tenue de tels registres pour les personnes dont l'âge est inférieur à 18 ans. **Notant que le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations à ce sujet, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que des registres ou autres documents soient tenus par l'employeur pour les personnes dont l'âge est inférieur à 18 ans. Elle le prie de donner des informations sur les dispositions prises à cet égard.**

Application de la convention en pratique. La commission note que le gouvernement déclare dans son rapport sur l'application de la convention n° 182 que des dispositions ont été prises en 2009 en vue d'étendre, en concertation avec les partenaires sociaux, la mission de l'inspection du travail aux problèmes de travail des enfants. **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur la manière dont la convention est appliquée dans la pratique, notamment des données statistiques sur l'emploi des enfants et des adolescents, des extraits de rapports pertinents des services d'inspection et des informations sur le nombre et la nature des infractions constatées mettant en cause des enfants et des adolescents.**

La commission demande au gouvernement de prendre en considération ses commentaires concernant les divergences entre la législation nationale et la convention, et elle l'invite à étudier la possibilité d'une assistance technique du BIT pour l'aider à rendre la législation conforme à la convention.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Émirats arabes unis

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1998)

Article 6 de la convention. Âge minimum d'admission à l'apprentissage. La commission avait prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que le projet de modification de l'article 42 du Code du travail soit adopté dans un très proche avenir afin de relever l'âge minimum d'admission à l'apprentissage de 12 à 15 ans, comme l'exige la convention.

La commission prend note avec **satisfaction** de l'adoption du décret ministériel n° 519 de 2018 concernant la réglementation et les conditions de formation et d'emploi des étudiants, qui est joint au rapport du gouvernement. Le décret prévoit que toute entité est autorisée à recruter des étudiants âgés de 15 ans au moins pendant leurs vacances scolaires annuelles, pour des périodes ne dépassant pas trois mois consécutifs (article 1). De plus, l'article 3 dispose que la formation ne doit pas nuire à la santé des enfants ou à leur assiduité scolaire, que l'employeur doit obtenir le consentement écrit du parent ou du tuteur légal de l'étudiant, et que ce dernier doit fournir une copie de sa carte d'identité des Émirats afin que les autorités puissent vérifier son âge, ainsi qu'un certificat d'aptitude physique ou une déclaration du parent de l'étudiant à cet effet. Enfin, l'article 4 indique que l'étudiant doit obtenir un certificat de non-objection de l'établissement d'enseignement dans lequel il ou elle est inscrit(e), et que l'employeur doit

conclure un contrat de formation avec le stagiaire précisant la nature et la durée de l'emploi, le salaire, les congés hebdomadaires et la durée de la journée de travail, laquelle ne doit pas dépasser six heures, avec une pause d'une heure.

Érythrée

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2000)

Article 1 de la convention. Politique nationale, inspection du travail et application de la convention dans la pratique. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que le gouvernement avait déclaré avoir rassemblé des données et autres informations utiles à l'élaboration d'une politique nationale et que le prochain document de politique nationale concernant les enfants devrait contribuer au renforcement des efforts visant à mettre en place des services durables en faveur de l'enfance. Toutefois, elle a noté que les rapports (A/HRC/26/L.6 et A/HRC/26/45) publiés par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en 2014 continuaient à pointer le travail des enfants dans le pays, y compris dans des activités dangereuses telles que les travaux de récolte et le bâtiment. En conséquence, la commission a instamment prié le gouvernement d'intensifier ses efforts afin mettre en œuvre des mesures concrètes telles que l'adoption d'un plan d'action national pour l'éradication définitive du travail des enfants et le renforcement des moyens d'action de l'inspection du travail.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que, considérant qu'une démarche globale est la meilleure solution pour éliminer le travail des enfants, il a adopté en 2016 une Politique d'ensemble de l'enfance. La commission note également que le gouvernement l'informe qu'il élabore actuellement un plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants. À cet égard, deux membres du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale (MLSW) ont participé à l'atelier sur le renforcement des capacités nationales pour l'analyse des données sur le travail des enfants et le travail forcé, que le BIT a organisé en février 2020 au Caire, en Égypte. La commission note en outre que le gouvernement indique que l'inspection du travail joue un rôle crucial dans la prévention du travail des enfants par les inspections régulières des lieux de travail qu'elle effectue et en s'assurant que les conditions de travail respectent les termes de la loi. Plusieurs efforts sont consentis en vue d'augmenter le nombre et de rehausser la qualité des inspections du travail, notamment par des formations des inspecteurs. Le gouvernement indique qu'au moins 45 inspecteurs du travail, y compris des nouvelles recrues, participent aux inspections dans les six régions que compte le pays. La commission note également que le gouvernement cite l'Enquête sur la main-d'œuvre en Érythrée, 2015-2016, qui indiquait que parmi les 809 670 enfants qui remplissent les conditions (c'est-à-dire les enfants du groupe d'âge de 5 à 13 ans répondant aux critères de l'enquête), 16,4 pour cent exerçaient un travail, sur lesquels 71,3 pour cent fréquentaient l'école à l'époque. L'âge moyen auquel les enfants commencent à travailler est 7 ans. Les principaux motifs donnés pour expliquer que les enfants travaillent à un jeune âge sont «pour aider dans l'entreprise familiale» (53 pour cent) et pour «arrondir le revenu familial» (33,3 pour cent). L'enquête indiquait aussi qu'alors que 11,7 pour cent des enfants combinent travail et scolarité, 4,8 pour cent peuvent travailler parce qu'ils manquent certains cours ou parce qu'ils ne vont pas du tout à l'école. À ce propos, la commission note dans le rapport de la Mission technique consultative sur l'atelier interministériel tripartite sur la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, qui s'est tenu à Asmara en mars 2019, que les mandants tripartites ont constaté la nécessité de mesures pour «Renforcer la capacité de l'inspection du travail à identifier les enfants astreints au travail dans le but de les en soustraire et de leur apporter une aide». **Tout en prenant note des mesures adoptées par le gouvernement, la commission le prie instamment de redoubler d'efforts afin d'éradiquer progressivement le travail des enfants dans le pays, notamment par l'adoption et la mise en œuvre efficace du Plan d'action national pour l'éradication du travail des enfants et de la Politique d'ensemble de l'enfance. À cet égard, la commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour renforcer les capacités de l'inspection du travail afin d'exercer une surveillance adéquate et de détecter les cas de travail des enfants dans le pays. Elle le prie en outre de fournir des informations sur le nombre des inspections de contrôle du travail des enfants qu'ont effectuées les inspecteurs du travail, ainsi que sur le nombre et la nature des infractions constatées et des sanctions imposées. Enfin, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'application de la convention dans la pratique, en particulier des données statistiques sur l'emploi d'enfants et de jeunes par groupe d'âge.**

Article 2, paragraphes 3 et 4. Âge de fin de scolarité obligatoire et âge minimum d'admission à l'emploi. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté l'indication donnée par le gouvernement suivant laquelle l'obligation scolaire s'étend sur huit années (cinq ans d'école primaire et trois ans d'école de niveau intermédiaire) et s'achève à l'âge de 14 ans. Elle a pris note des mesures adoptées par le gouvernement pour assurer la gratuité de l'enseignement pour tous les écoliers jusqu'au niveau scolaire intermédiaire, ainsi que des politiques, en particulier la Politique d'éducation pour les nomades, visant à rendre l'éducation inclusive pour tous les enfants. Elle a cependant relevé, dans les données statistiques

contenues dans le projet de proposition de Cadre stratégique de coopération et de partenariat (SPCF) liant le gouvernement et le système des Nations Unies pour 2013-2016, et dans le quatrième rapport périodique soumis par le gouvernement au Comité des droits de l'enfant (CRC/C/ER/4, paragr. 301 et tableau 28), une baisse des taux de scolarité dans l'enseignement primaire. C'est pourquoi la commission a prié le gouvernement de poursuivre sa coopération avec les institutions des Nations Unies afin d'améliorer le fonctionnement du système éducatif et l'accès à ce système, pour parvenir à une progression des taux de scolarisation et une réduction concomitante des taux de décrochage scolaire, et à ce que les enfants aillent au moins jusqu'au terme de la scolarité obligatoire, en particulier en ce qui concerne les filles.

La commission note que le gouvernement déclare que des efforts sont consentis en priorité pour améliorer l'enseignement élémentaire obligatoire dans le pays. Afin de surmonter les défis et les difficultés engendrées par les hostilités, notamment en matière de moyens et de ressources, et dans une moindre mesure les obstacles culturels pesant sur les enfants nomades et sur l'éducation des filles dans certaines régions des basses terres, des écoles primaires ne comportant aucune barrière s'ouvrent progressivement dans tout le pays. D'après les statistiques communiquées par le gouvernement, en 2017-18, 654 399 étudiants étaient scolarisés du niveau pré-primaire au niveau secondaire. Au cours des deux dernières décennies, les taux de scolarisation ont progressé de 96,4 pour cent (106,3 pour cent pour les filles), le nombre d'enseignants a augmenté de 131 pour cent et celui des écoles de 178 pour cent. En outre, une éducation extrascolaire assurée par l'Enseignement élémentaire complémentaire a été mise en place pour les enfants déscolarisés ainsi que pour relever les défis qui se posent dans les régions reculées et les régions rurales. C'est ainsi que 8 575 enfants déscolarisés (46,4 pour cent de filles) ont bénéficié d'un Enseignement élémentaire complémentaire en 2016-17. La commission note en outre dans le rapport annuel de l'UNICEF de 2016 que les mesures en cours pour promouvoir l'accès à l'éducation ont eu pour effet que 17 145 enfants déscolarisés (dont 6 541 filles) des zones les plus défavorisées ont été scolarisés au niveau primaire au cours de l'année académique 2015-16. Toutefois, la commission note que, d'après les estimations de l'UNESCO pour 2018, les taux nets de scolarisation dans le primaire et le secondaire étaient 51,5 et 41,6 pour cent respectivement, et le nombre d'enfants déscolarisés était de 241 988. **Considérant que l'enseignement obligatoire est un des moyens les plus efficaces pour combattre le travail des enfants, la commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts pour augmenter les taux de scolarisation, de fréquentation et d'achèvement scolaires, et pour réduire les taux de décrochage scolaire, en particulier chez les enfants jusqu'à l'âge de 14 ans. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus, notamment des données statistiques sur le nombre d'enfants scolarisés dans des écoles primaires et secondaires.**

Article 3, paragraphe 2. Détermination des types de travail dangereux. La commission rappelle que le gouvernement évoque depuis 2007 l'adoption imminente d'une liste des activités dangereuses interdites aux jeunes, conformément à l'article 69(1) de la Proclamation du travail. La commission a instamment prié le gouvernement de mener à son terme sans délai la rédaction de ce règlement ministériel.

La commission note que le gouvernement indique qu'en Érythrée, les enfants qui sont engagés dans le travail des enfants n'exercent pas de travaux dangereux. Pourtant, le MLSW met actuellement la dernière main au règlement dressant la liste des types de travail dangereux interdits aux jeunes de moins de 18 ans. **En conséquence, la commission exprime le ferme espoir que le règlement ministériel arrêtant la liste des activités dangereuses interdites aux personnes de moins de 18 ans sera adopté dans un futur proche. Elle prie le gouvernement de lui en fournir une copie lorsqu'il aura été adopté.**

Article 9, paragraphe 3. Tenue de registres par les employeurs. La commission a précédemment pris note de l'indication fournie par le gouvernement, selon laquelle l'obligation faite aux employeurs de tenir un registre des personnes de moins de 18 ans qu'ils emploient ferait l'objet d'un règlement à venir et que des études étaient en cours à ce sujet.

La commission note une fois encore que le gouvernement indique que le MLSW effectue toujours des études en vue d'élaborer ce règlement. **Notant que le gouvernement évoque l'adoption de ce règlement depuis 2007, la commission le prie instamment de prendre les mesures nécessaires pour que le règlement concernant la tenue de registres par l'employeur soit adopté sans retard. Elle le prie également de communiquer une copie du texte lorsqu'il aura été adopté.**

La commission encourage le gouvernement à solliciter l'assistance technique du BIT dans ses efforts pour combattre le travail des enfants.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Espagne

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année (voir *article 7, paragraphe 2, alinéas a) et b)* ci-dessous), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des commentaires formulés par l'Union générale des travailleurs (UGT) dans le rapport du gouvernement, ainsi que de la réponse du gouvernement. La commission prend également note des observations de la Confédération espagnole d'organisations d'employeurs (CEOE), reçues le 6 septembre 2019, et de la réponse du gouvernement à ces observations.

Article 7, paragraphe 2, de la convention. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants, les soustraire de ces formes de travail et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Traite à des fins d'exploitation sexuelle et d'exploitation au travail. La commission avait précédemment encouragé le gouvernement à poursuivre ses efforts pour protéger les enfants de moins de 18 ans, notamment les filles et les enfants migrants, de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Elle l'avait également prié de fournir des informations sur le nombre d'enfants migrants enregistrés dans le cadre du Protocole relatif aux mineurs étrangers non accompagnés.

La commission prend note des observations de l'UGT selon lesquelles le Plan global de lutte contre la traite des femmes et des filles à des fins d'exploitation sexuelle ne tient pas compte de la situation des victimes masculines ainsi que des autres formes d'exploitation par le travail. L'UGT souligne que les conséquences immédiates sont une protection insuffisante des garçons, victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, ainsi qu'une protection insuffisante des femmes et des filles, victimes d'autres formes de traite des personnes. La commission note que le gouvernement déclare à cet égard que l'annexe du Protocole-cadre de protection des victimes de la traite des êtres humains sur les actions pour la détection et le traitement des victimes de la traite des enfants s'applique aux filles et aux garçons.

La commission prend note du rapport du gouvernement selon lequel les informations relatives aux mineurs étrangers non accompagnés (MENA) et les informations relatives aux enfants victimes de traite et d'exploitation sexuelle proviennent de deux registres différents. Ainsi, les informations du registre sur les MENA comprennent tous les enfants migrants non accompagnés identifiés en Espagne. En avril 2019, un nombre total de 12 303 enfants migrants ont été enregistrés, dont 11 367 garçons et 936 filles. Les données concernant les victimes de traite des personnes proviennent du ministère de l'Intérieur. En 2016, six enfants sur 148 victimes ont été recensés; en 2017, neuf enfants sur 155 victimes ont été recensés; et, en 2018, six enfants sur 128 victimes ont été recensés. En ce qui concerne l'exploitation sexuelle, en 2016, trois enfants sur 433 cas ont été recensés; en 2017, six enfants sur 422 cas ont été recensés; et, en 2018, deux enfants sur 391 cas ont été recensés.

La commission prend également note des statistiques du gouvernement concernant les victimes de traite des enfants à des fins d'exploitation de leur travail, à des fins de mendicité et à des fins criminelles. En 2016, il n'y a pas eu de cas de traite des enfants à des fins d'exploitation de leur travail; en 2017 et en 2018, il y a eu quatre cas de traite des enfants à des fins d'exploitation de leur travail chaque année. En 2019, le gouvernement indique que 16 enfants victimes de traite à des fins d'exploitation de leur travail ont été soustraits de cette pire forme de travail. Entre 2016 et 2018, le gouvernement a recensé dix cas d'enfants impliqués dans des activités criminelles et quatre cas d'enfants utilisés pour la mendicité.

La commission prend bonne note de l'introduction d'une disposition spécifique pour les personnes qui travaillent avec des mineurs, afin de vérifier l'absence d'antécédent de délits sexuels contre les enfants et de délits de traite à des fins d'exploitation sexuelle, dans le projet de loi organique pour la protection intégrale de l'enfance et de l'adolescence face à la violence. La commission prend également note des informations supplémentaires du gouvernement, d'après lesquelles ce projet de loi organique modifie le texte refondu de la loi relative aux infractions et aux sanctions dans le domaine social (approuvé par le décret législatif n° 5/2000 du 4 août) en introduisant une nouvelle infraction en cas d'emploi de personnes ayant commis des délits sexuels contre les enfants. De plus, le gouvernement se réfère à plusieurs mesures prévues par ce projet de loi organique, incluant: i) la généralisation de l'obligation de signaler à l'autorité compétente toute situation de violence envers les enfants et les adolescents; ii) la création d'unités spécialisées dans la sensibilisation et la prévention des situations de violence sur les mineurs au sein des forces et des corps de sécurité du pays; et iii) l'élaboration de protocoles d'action spécifiques en matière de traite des personnes, d'abus et d'exploitation sexuelle des mineurs résidant dans des centres

de protection. Ce projet de loi est en cours de préparation par le ministère de la Santé, de la Consommation et du Bien-être, le ministère de la Justice et le ministère de l'Intérieur. Il vise à réaliser l'objectif 16.2 de l'Agenda 2030 pour le développement durable, à savoir mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants. La commission note que, dans les observations de la CEOE, cette dernière souligne l'importance de la participation des organisations syndicales et professionnelles dans ce processus pour s'assurer des avancées et des changements normatifs du projet, étant donné les connaissances qu'elles peuvent apporter sur les réalités sociales et économiques espagnoles.

De plus, elle prend note des amendements des articles 177bis (paragr. 6) et 192 (paragr. 3) du Code pénal interdisant à toute personne qui commettrait un délit sexuel contre les enfants ou un délit de traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle d'exercer une profession ou de maintenir un commerce, rémunéré ou non, qui implique un contact régulier et direct avec des mineurs.

La commission note également que l'annexe du Protocole-cadre de protection des victimes de la traite des êtres humains, sur les actions pour la détection et le traitement des victimes de la traite des enfants, est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2017. La commission note que, selon la CEOE, le réseau d'entreprises espagnoles est composé principalement de petites et moyennes entreprises (PME) et de micro PME, et que la CEOE prie une nouvelle fois le gouvernement de prendre en compte les partenaires sociaux dans le cadre des initiatives de formation de ce protocole-cadre. La commission prend note des indications du gouvernement selon lesquelles, dans le cadre des plans d'actions de l'inspection du travail, la participation des organisations professionnelles et syndicales a été réalisée par l'intermédiaire d'un Conseil général, conformément aux fonctions des statuts de l'Inspection nationale du travail et de la sécurité sociale prévues à l'article 11 (décret royal n° 192/2018). **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour protéger les enfants de moins de 18 ans contre la traite des personnes, tout en intégrant la participation des partenaires sociaux dans les mesures et les actions entreprises. Elle le prie de fournir des informations détaillées sur la procédure suivie et les résultats obtenus dans le cadre du Protocole relatif aux mineurs étrangers non accompagnés, ainsi que dans le cadre de l'annexe du protocole-cadre de protection des victimes de la traite des êtres humains. Enfin, elle le prie de communiquer des informations quant à l'adoption du projet de loi organique pour la protection intégrale de l'enfance et de l'adolescence face à la violence, et une copie du texte, une fois adopté.**

Alinéa d). *Enfants particulièrement exposés à des risques. Enfants migrants et mineurs non accompagnés.* La commission avait précédemment rappelé au gouvernement que les enfants migrants sont particulièrement exposés aux pires formes de travail des enfants et elle l'avait prié d'intensifier ses efforts pour protéger ces enfants des pires formes de travail, en garantissant notamment leur intégration dans le système scolaire. Elle l'avait prié de fournir des informations sur les mesures prises et les résultats obtenus à cet égard.

La commission prend note des indications de l'UGT selon lesquelles le Conseil des ministres a créé un groupe de travail sur les enfants migrants avec le bureau du procureur, les communautés autonomes et les organisations non gouvernementales (ONG) afin d'analyser les propositions relatives au modèle de prise en charge des MENA. Cependant, l'UGT souligne que les syndicats les plus représentatifs du pays n'ont pas été invités à faire partie de ce groupe bien qu'ils représentent les travailleurs des centres d'accueil des mineurs. L'UGT s'inquiète également du modèle de prise en charge qui se caractérise par des contrats publics ou des subventions dans lesquels les critères économiques prévalent sur la qualité du service. La commission note que le gouvernement déclare à cet égard qu'un Conseil de coordination interterritorial a été créé pour traiter la situation des MENA en facilitant l'interaction et la coordination de toutes les institutions et administrations liées à leur prise en charge. La première réunion a eu lieu en septembre 2018.

La commission prend également note des informations concernant le Programme d'orientation et de renforcement pour l'avance et l'appui dans l'éducation. Le montant total des crédits alloués à ce programme en 2018 s'élève à plus de 81 millions d'euros, lequel est distribué aux communautés autonomes. Le but de ce programme est de créer des mécanismes d'appui qui garantissent la qualité de l'éducation à travers des politiques éducatives équitables visant à réduire les taux d'abandon scolaire et d'abandon précoce des formations professionnelles. Des équipes d'orientation et des équipes psychopédagogiques situées dans la région ou dans le district scolaire disposent d'informations sur les profils socio-économiques et familiaux des groupes d'élèves à risque. Le soutien se fait par ces équipes au sein des écoles et avec l'engagement des familles. **La commission prie le gouvernement de continuer ses efforts pour protéger les enfants migrants et les mineurs étrangers non accompagnés des pires formes de travail, en garantissant leur intégration dans le système scolaire. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus dans le cadre du Programme d'orientation et de renforcement pour l'avance et l'appui dans l'éducation, ainsi que sur les**

mesures prises au sein du Conseil de coordination interterritorial en vue de faciliter la prise en charge des MENA.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui reprend le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

États-Unis d'Amérique

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 1999)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Fédération américaine du travail et Congrès des organisations professionnelles (AFL-CIO) reçues le 18 septembre 2019.

Article 4, paragraphe 1, article 5 et article 7, paragraphe 1, de la convention. Détermination des types de travail dangereux, mécanismes de surveillance et sanctions. Travaux dangereux dans l'agriculture à partir de 16 ans. La commission avait noté précédemment que l'article 213 de la loi sur les normes de travail équitables (FLSA) permet que des enfants de 16 ans et plus effectuent, dans le secteur agricole, des tâches qui ont été déclarées dangereuses ou préjudiciables à la santé ou au bien-être des personnes de cet âge par le secrétaire d'État au Travail. Le gouvernement, se référant au paragraphe 4 de la recommandation (n° 190) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, a déclaré que le Congrès a considéré comme étant sans danger et approprié le fait qu'à partir de 16 ans les enfants puissent travailler dans l'agriculture. La commission avait cependant observé que le travail dans l'agriculture a été reconnu comme «particulièrement dangereux pour des enfants» par le secrétaire d'État au Travail. Selon le site Web de l'Administration de la santé et la sécurité au travail (OSHA), l'agriculture figure parmi les secteurs d'activité les plus dangereux.

La commission a également pris note des informations détaillées communiquées par le gouvernement concernant l'intensification des efforts de protection des jeunes travailleurs dans l'agriculture sur les plans de la sécurité et de la santé. Par exemple, la Division salaires et durée du travail (WHD) du département du Travail (DOL) a élaboré une stratégie de recours à l'éducation et à la sensibilisation pour promouvoir la compréhension des droits et des responsabilités des employeurs et des travailleurs de l'agriculture. La WHD a également renforcé la protection des jeunes travailleurs en utilisant pleinement les outils réglementaires à sa disposition, notamment la nouvelle loi bannissant les produits élaborés dans le non-respect des droits des enfants (*hot goods*) et le Programme de renforcement de la pénalisation du travail des enfants, instruments qui ont permis d'imposer des sanctions plus lourdes aux auteurs d'infractions dans le domaine du travail des enfants. La commission a également pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle la norme de protection de l'environnement des travailleurs (WPS) de l'Agence de protection de l'environnement (40 C.F.R. Part 170) a été révisée pour interdire l'emploi d'enfants de moins de 18 ans à la manipulation de pesticides agricoles. La commission a encouragé le gouvernement à continuer de prendre des mesures pour que les enfants de moins de 18 ans ne soient autorisés à effectuer des travaux agricoles qu'à la condition que leur santé et leur sécurité soient protégées et qu'ils reçoivent une instruction spécifique adéquate.

La commission note que l'AFL-CIO indique dans ses observations qu'il n'y a pas eu d'amélioration significative des lois, des règles de travail connexes ou de leur application. Selon le rapport intitulé «Working Children: Federal Injury Data and Compliance Strategies Could be Strengthened» publié par le Government Accountability Office des États-Unis en novembre 2018, alors que 5,5 pour cent des enfants au travail le sont dans le secteur agricole, celui-ci est responsable de plus de la moitié des décès d'enfants au travail. Entre 2003 et 2016, 237 enfants ont perdu la vie dans des accidents du travail dans le secteur agricole, soit quatre fois plus que dans tout autre secteur. L'AFL-CIO indique également que le ministère du Travail n'a recensé que 34 infractions par an sur une période de plusieurs années et que le nombre extrêmement faible d'infractions relevées atteste le faible degré de contrôle de l'application de la loi. L'AFL-CIO indique en outre que, selon les rapports de l'organisation syndicale Farm Labor Organizing Committee (FLOC), des enfants de moins de 16 ans continuent d'effectuer des travaux dangereux dans les champs de tabac. Le fait que les ordonnances sur les travaux dangereux dans l'agriculture n'aient pas été mises à jour signifie que le ministère du Travail ne joue pas son rôle de contrôle de l'application de la législation relative à l'âge minimum d'admission à l'emploi (à l'exception de l'âge minimum légal d'admission à l'emploi dans l'agriculture, qui est de 12 ans).

La commission prend note des informations du gouvernement dans son rapport selon lesquelles l'amendement à la norme de protection des travailleurs (WPS) de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), qui interdit l'utilisation de pesticides par les jeunes travailleurs de moins de 18 ans (sauf s'ils font partie de la famille directe de l'agriculteur), est entré en vigueur en janvier 2017. Le gouvernement indique que l'OSHA et la WHD continuent de mener de vastes campagnes de sensibilisation et d'éducation pour faire en sorte que les jeunes travailleurs connaissent leurs droits, disposent d'informations précises sur la sécurité et savent où trouver des ressources utiles. La WHD a également réalisé de nombreuses enquêtes au cours de la période de référence. En cas d'infraction, la WHD applique des sanctions et des solutions efficaces pour protéger les jeunes travailleurs. La commission prend également note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement en 2020, selon lesquelles, en 2019, la WHD a recensé 858 infractions à la législation sur le travail des enfants. Dans ces affaires, la WHD a constaté que 3 073 mineurs étaient employés en violation de la loi sur les normes de travail équitables. Dans 240 des cas, des infractions aux ordonnances sur les travaux dangereux ont été constatées, avec un total de 544 mineurs employés en violation de ces ordonnances. Les infractions les plus courantes concernent souvent le non-respect des normes en matière d'heures de travail pour les jeunes de 14 et 15 ans dans les industries non agricoles, et le non-respect des ordonnances sur les travaux dangereux dans les industries non agricoles pour les jeunes de 16 et 17 ans. La commission observe que les informations ci-dessus ne concernent que les infractions relatives aux ordonnances sur les travaux dangereux dans les industries non agricoles.

La commission prend également note des informations du gouvernement sur les enquêtes relatives aux enfants travaillant dans l'agriculture menées par l'Institut national pour la sécurité et la santé au travail (NIOSH). Selon le rapport «Young Worker Injury Deaths: A Historical Summary of Surveillance and Investigative Findings» publié en 2017, la production agricole est en tête des activités occasionnant à la fois le plus grand nombre de décès (389 décès) pour l'ensemble des jeunes de moins de 18 ans et le taux de mortalité le plus élevé (19,7 pour cent) pour les jeunes âgés de 15 à 17 ans de 1994 à 2013 (p. 16). Entre 1982 et 2010, 31 enquêtes ont été conduites par le State Fatality Assessment and Control Evaluation (FACE) pour des décès de jeunes survenus dans le secteur de la production agricole. Dans près de la moitié des 31 enquêtes, le jeune travaillait dans une entreprise de sa famille; et dans 14 enquêtes, l'employeur était le parent ou le tuteur de l'enfant. Rares sont les documents attestant le suivi d'une formation appropriée; sur les 31 enquêtes, le jeune décédé n'avait reçu une formation appropriée que dans deux cas. En outre, la plupart des 31 décès faisant l'objet d'une enquête se sont produits au cours d'activités non couvertes par la réglementation sur le travail des enfants ou dont la couverture n'a pas pu être déterminée (pp. 57-58). Par ailleurs, selon la fiche d'information 2019 sur les accidents survenus à des enfants dans l'agriculture aux États-Unis de 2001 à 2015, 48 pour cent de tous les accidents mortels de jeunes travailleurs sont imputables au secteur agricole. Depuis 2009, le nombre de décès de jeunes travailleurs est plus élevé dans le secteur agricole que dans tous les autres secteurs réunis. En 2016, les jeunes travailleurs couraient 7,8 fois plus le risque d'être victimes d'un accident mortel dans le secteur agricole que dans tous les autres secteurs réunis. Les décès étaient le plus souvent dus à des incidents de transport, les tracteurs et les véhicules tout-terrain étant les principaux moyens de transport utilisés.

Tout en prenant note des mesures adoptées par le gouvernement pour protéger la santé et la sécurité des jeunes qui travaillent dans l'agriculture, la commission doit constater avec **préoccupation** qu'un nombre important de jeunes de moins de 18 ans sont encore victimes de lésions corporelles, dont certaines sont graves, lorsqu'ils sont employés sur des exploitations agricoles. En outre, selon les données statistiques, le secteur de la production agricole demeure le plus dangereux pour les enfants, responsable du plus grand nombre d'accidents mortels, notamment en ce qui concerne les enfants qui travaillent dans des entreprises familiales ou qui se livrent à des activités non couvertes par la réglementation sur le travail des enfants. À cet égard, la commission rappelle à nouveau que le travail qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'exerce, est susceptible de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant constitue une des pires formes de travail des enfants et que tout État Membre doit prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants, et ce de toute urgence. Si l'article 4, paragraphe 1, de la convention prévoit que les types de travail dangereux doivent être déterminés par la législation nationale ou l'autorité compétente, après consultation des partenaires sociaux, la commission note que, dans la pratique, le secteur agricole, qui n'est pas inscrit sur la liste des types de travail reconnus comme dangereux, reste un secteur d'activité particulièrement dangereux pour les jeunes. **La commission prie donc instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour que les enfants de moins de 18 ans ne soient autorisés à effectuer des travaux agricoles qu'à la condition que leur santé et leur sécurité soient protégées et qu'ils reçoivent une instruction spécifique adéquate. Elle le prie également de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que la réglementation sur le travail des enfants s'applique à tous les enfants travaillant dans le secteur agricole, et de renforcer la capacité des institutions chargées de surveiller le travail des enfants dans l'agriculture, afin de protéger les enfants travailleurs agricoles contre les travaux dangereux. La**

commission prie en outre le gouvernement de continuer de fournir des informations statistiques détaillées sur le travail des enfants dans le secteur agricole, notamment sur le nombre d'accidents du travail dont sont victimes des enfants employés dans ce secteur, ainsi que sur l'étendue et la nature des infractions relevées, des enquêtes menées, des poursuites engagées, des condamnations prononcées et des sanctions appliquées dans ce domaine.

Éthiopie

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1999)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues respectivement les 29 août et 1^{er} septembre 2019. Elle prend également note de la discussion détaillée que la Commission de l'application des normes de la Conférence a consacrée à l'application de la présente convention par l'Éthiopie lors de la 108^e session de la Conférence, en juin 2019.

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note de diverses mesures prises par le gouvernement afin d'abolir le travail des enfants, notamment le projet intitulé «Les Éthiopiens et la lutte contre l'exploitation des enfants» (E-FACE); la «Community Care Coalition» (Coalition pour l'appui à la communauté), prévoyant l'attribution d'une aide familiale, en nature et financière, destinée à éviter le travail des enfants; ainsi que le plan d'action national (NAP 2011-2017), axé sur la prévention de l'exploitation du travail des enfants. La commission avait observé que, d'après les résultats de l'enquête de 2015 sur le travail des enfants, le nombre des enfants de 5 à 13 ans occupés à un travail était estimé à 13 139 991 (p. 63), étant précisé que 41,7 pour cent de ces enfants ont de 5 à 11 ans (p. xii).

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport de 2019 que, dans le cadre du NAP 2011-2017, plusieurs programmes de sensibilisation du public sur le travail des enfants ont été déployés, à travers des colloques et des forums médiatiques qui ont permis de toucher 1 170 904 personnes dans des zones fortement impactées par le travail des enfants, et 441 inspecteurs du travail ont bénéficié d'une formation sur la prévention du travail des enfants. La commission prend note également de l'indication du gouvernement selon laquelle en moyenne 39 000 inspections sont effectuées chaque année, dans toutes sortes d'établissements, avec une attention particulière sur la question du travail des enfants. Il indique également que des organismes du mouvement associatif de terrain dénommés «Community Care Coalition» ont fourni une contribution considérable en mobilisant des ressources de la communauté afin d'empêcher que des enfants vulnérables ne soient entraînés dans le travail, en fournissant de l'aide à leurs familles et en pourvoyant à leur hébergement. De plus, une politique globale du travail des enfants a été adoptée en consultation avec les partenaires sociaux et des interlocuteurs qualifiés. La commission prend note du document relatif au projet E-FACE, selon lequel ce projet a influé sur le destin de plus de 18 000 enfants au travail, en leur permettant d'aller à l'école sans risquer d'avoir à abandonner leur scolarité.

La commission prend également note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement, selon lesquelles il a lancé en décembre 2019 le partenariat mondial Alliance 8.7 pour l'élimination du travail forcé, du travail des enfants et de la traite des êtres humains dans le monde. De plus, pour faire face à la pandémie de COVID-19, des activités de protection de l'enfance ont été menées auprès des enfants vulnérables, et un grand nombre d'enfants des rues ont bénéficié de la protection contre les risques socio-économiques. En outre, un suivi étroit a été mis en place pour appuyer les activités de protection communautaires destinées aux familles et aux enfants dans le besoin. **Tout en prenant note des mesures prises, la commission appelle instamment le gouvernement à poursuivre l'action nécessaire pour assurer l'abolition progressive du travail des enfants. Elle le prie de continuer de donner des informations sur les mesures concrètes prises et sur les résultats obtenus à cet égard. Elle le prie également de donner des informations détaillées sur la manière dont la convention est appliquée dans la pratique, notamment à travers des statistiques sur l'emploi des enfants et des adolescents, des extraits pertinents de rapports des services d'inspection et des informations sur le nombre et la nature des infractions constatées qui se rapportaient au travail d'enfants et d'adolescents, et sur les sanctions appliquées.**

Article 2, paragraphe 1. Champ d'application. La commission avait noté précédemment que, bien que l'article 89(2) de la proclamation n° 42 de 1993 portant loi du travail interdise l'emploi des personnes de moins de 14 ans, les dispositions de cette loi ne couvrent pas le travail s'effectuant en dehors d'une relation de travail. Elle avait noté que, selon les indications données par le gouvernement, la Constitution proclame le droit de tous les enfants, sans discrimination aucune, d'être protégés contre toute forme d'exploitation au travail, dans l'économie formelle comme dans l'économie informelle et qu'ils soient placés auprès d'un employeur ou qu'ils soient indépendants. La commission avait également noté que, d'après l'enquête de 2015 sur le travail des enfants, 89,4 pour cent du travail des enfants s'exerce dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche ainsi que dans le commerce de gros et de détail. Dans leur majorité (95,6 pour cent), les enfants économiquement actifs ont une activité qui s'exerce dans le cadre familial mais n'est pas rémunérée (p. xii). Notant avec préoccupation le nombre élevé d'enfants qui travaillent dans l'économie informelle, la commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que tous les enfants de moins de 14 ans, notamment ceux qui travaillent à leur propre compte ou dans l'économie informelle, bénéficient de la protection prévue par la convention.

La commission note que, dans ses observations finales, la Commission de la Conférence a prié instamment que le gouvernement renforce, notamment sur les plans des ressources humaines, matérielles et techniques et de la formation professionnelle, les capacités d'action de l'inspection du travail et des autres services compétents, en particulier dans l'économie informelle. Elle note également que, dans ses observations, l'OIE a relevé comme positives les mesures suivantes prises par le gouvernement en vue de combler les lacunes de la législation du travail: i) l'extension des services consultatifs du travail à l'économie informelle; et ii) le renforcement du système d'inspection du travail dans le pays afin que celui-ci puisse être accessible à toutes les entreprises et tous les lieux de travail.

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement, dans son rapport de 2019, sur les mesures actuellement prises pour étendre les services consultatifs du travail à l'économie informelle en vue de protéger les droits de tous les travailleurs, y compris les jeunes travailleurs n'ayant pas de relation d'emploi formelle, comme ceux qui travaillent pour leur propre compte ou qui travaillent dans l'économie informelle. Le gouvernement évoque également les efforts entrepris afin de renforcer le système d'inspection du travail dans le pays pour parvenir à ce que ces services touchent toutes les entreprises et tous les lieux de travail. ***La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que tous les enfants de moins de 14 ans, notamment ceux qui travaillent pour leur propre compte ou qui travaillent dans l'économie informelle, bénéficient de la protection prévue par la convention. À cet égard, elle le prie de poursuivre le déploiement des mesures de renforcement des capacités et d'extension du champ couvert par l'inspection du travail afin que cette administration exerce une surveillance adéquate et puisse déceler les situations de travail d'enfants, en particulier lorsqu'il s'agit de travail d'enfants occupés dans l'économie informelle ou d'enfants travaillant pour leur propre compte. Elle le prie de donner des informations sur les mesures prises ou les progrès réalisés à cet égard.***

Article 2, paragraphe 3. Âge de la fin de la scolarité obligatoire. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que le gouvernement déclarait avoir engagé le processus d'élaboration d'une législation visant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. Elle avait également noté que, d'après l'enquête sur le travail des enfants de 2015, le taux de scolarisation des enfants de 5 à 17 ans était de 61,3 pour cent. En outre, non moins de 2 830 842 enfants de la classe d'âge des 5 à 17 ans (soit 7,6 pour cent du total des enfants du pays) avaient abandonné leur scolarité, les taux d'abandon de scolarité étant plus élevés chez les enfants qui travaillent (10,9 pour cent) que chez ceux qui ne travaillent pas (4,1 pour cent) et surtout chez les garçons qui travaillent (11,6 pour cent) plutôt que chez les filles qui travaillent (9,8 pour cent) (pp. 86 et 88). La commission avait noté en outre que, dans ses observations finales de 2015, le Comité des droits de l'enfant se déclarait préoccupé par: i) l'absence de législation nationale sur l'éducation gratuite et obligatoire; ii) les disparités régionales persistantes en matière de taux de scolarisation et le nombre élevé d'enfants en âge de fréquenter l'école, en particulier de filles, qui ne sont toujours pas scolarisés; iii) les taux importants d'abandons de scolarité et les taux de scolarisation très bas dans l'enseignement préscolaire et dans le secondaire (CRC/C/ETH/CO/4-5, paragr. 61).

La commission note que, dans son intervention devant la Commission de la Conférence, la représentante gouvernementale de l'Éthiopie a fait état du programme d'alimentation à l'école, qui est complété par des interventions spécifiques ayant apporté des améliorations notables sur les plans de l'intégration, la participation et la réussite scolaire. La représentante a également fait état du programme «Productive Safety Net Programme», un programme à vocation de filet de sécurité en milieu rural comme en milieu urbain, qui est destiné à améliorer le revenu de certains foyers pauvres sélectionnés des milieux urbains ou ruraux. Elle a également évoqué la feuille de route 2018-2030 pour le développement de l'éducation en Éthiopie, qui vise à combler les lacunes concernant l'accès à un enseignement de qualité. Enfin, elle a évoqué la mise en place de formules alternatives pour l'éducation de base, comme par exemple les écoles mobiles, destinées à scolariser les enfants des communautés pastorales. Dans ses

conclusions, la Commission de la Conférence a incité vivement le gouvernement à introduire dans la législation des dispositions propres à instaurer la scolarité gratuite et obligatoire jusqu'à l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, qui est fixé à 14 ans, à assurer leur mise en œuvre effective et, enfin, à améliorer le fonctionnement du système éducatif par des mesures visant à faire progresser les taux de scolarisation et baisser les taux d'abandon de scolarité.

La commission prend note des observations de la CSI selon lesquelles il existe un lien étroit entre la scolarité obligatoire et l'élimination du travail des enfants, et il est donc essentiel d'introduire la scolarité obligatoire au moins jusqu'à l'âge minimum d'admission à l'emploi.

La commission note que le gouvernement déclare, dans son rapport de 2019, être attaché à mettre en place un enseignement primaire universel de qualité pour tous les enfants en âge d'être scolarisés. C'est dans cet esprit qu'il déploie actuellement sa politique de l'éducation et de la formation ainsi que son programme de développement du secteur de l'éducation pour 2016-2020 (ESD), qui ont produit à ce jour les résultats suivants: i) le nombre des écoles primaires est passé de 33 373 en 2014-15 à 36 466 en 2017-18; ii) le taux de scolarisation net est passé de 94,3 pour cent en 2014-15 à près de 100 pour cent en 2017-18, avec un indice de parité garçon-fille de 0,9 pour cent; iii) le taux d'abandon de scolarité a baissé, passant de 18 pour cent en 2008-09 à 9 pour cent en 2013-14. Le gouvernement indique aussi que le «*Urban Productive Safety Net Programme*», dont l'objectif est de permettre à plus de 300 000 écoliers marginalisés d'accéder à une alimentation de base dans le cadre du programme d'alimentation scolaire, est en cours de mise en œuvre dans certaines zones urbaines.

La commission note que, d'après le rapport annuel de l'UNICEF pour 2018, si le taux de scolarisation dans le primaire s'est amélioré (puisque'il a triplé de 2000 à 2016), la transition du primaire au secondaire continue d'être un goulot d'étranglement puisqu'on relève une tendance des enfants des zones rurales à abandonner leur scolarité à ce stade et que 25 pour cent seulement des filles en âge de suivre ce cycle d'enseignement intègrent le secondaire. En outre, d'après le rapport de l'UNICEF intitulé *Multidimensional Child Deprivation in Ethiopia, National Estimates, 2018*, globalement, 50 pour cent des enfants de 5 à 17 ans n'étaient pas scolarisés en 2016 et la proportion d'enfants de 7 à 17 ans non scolarisés était deux fois plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain. Enfin, la commission note que, dans ses observations finales de mars 2019, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW) reste préoccupé par le fait que l'école primaire ne soit toujours pas obligatoire, par les taux élevés d'abandons de scolarité et par les faibles taux d'achèvement de la scolarité dans le primaire chez les filles (CEDAW/C/ETH/CO/8, paragr. 33(a)). **Rappelant que l'éducation est l'un des moyens de lutte contre le travail des enfants les plus efficaces, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que, conformément à l'article 2, paragraphe 3, de la convention, la scolarité soit obligatoire jusqu'à l'âge minimum d'admission à l'emploi – qui est de 14 ans. Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission encourage vivement ce dernier à poursuivre ses efforts visant à faire progresser les taux de scolarisation, diminuer les taux d'abandon de scolarité et à assurer l'achèvement de la scolarité obligatoire, de manière à empêcher que les enfants de moins de 14 ans ne soient pas engagés dans le travail des enfants.**

Article 3. Détermination du travail dangereux. La commission avait noté précédemment que le décret du ministère du Travail et des Affaires sociales du 2 septembre 1997 concernant l'interdiction du travail des jeunes, qui comporte une liste détaillée des types de travaux reconnus comme dangereux, était en cours de révision. La commission avait observé que, selon l'enquête sur le travail des enfants, 23,3 pour cent des enfants âgés de 5 à 17 ans (plus précisément 28 pour cent des garçons et 18,2 pour cent des filles) exerçaient une activité s'assimilant à un travail dangereux, le nombre moyen d'heures de travail par semaine effectuées par les enfants de cette classe d'âge occupés ainsi à des activités dangereuses était de 41,4 heures et, enfin, que 50 pour cent de ces enfants travaillaient plus de 42 heures par semaine. La commission avait également noté que, s'agissant des enfants occupés dans des travaux dangereux, 87,5 pour cent étaient occupés dans l'agriculture. Elle avait également noté que 66,2 pour cent des enfants étaient engagés dans des conditions de travail dangereuses comme un travail de nuit, un travail dans un environnement insalubre ou un travail s'effectuant au moyen d'équipements dépourvus de toute sécurité (p. xiii). Elle avait prié instamment le gouvernement de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que, dans la pratique, aucune personne de moins de 18 ans ne soit affectée à un travail dangereux. Elle avait également prié le gouvernement d'indiquer si la liste des types de travaux reconnus comme dangereux avait été adoptée et, dans cette éventualité, d'en communiquer une copie.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport de 2019 que la liste des activités interdites aux jeunes a été révisée, en concertation avec les partenaires sociaux, et qu'une directive à cet égard a été émise par le ministère du Travail et des Affaires sociales en 2013. Elle note qu'une traduction non officielle de cette directive, communiquée par le gouvernement, comporte une liste de 16 activités reconnues comme dangereuses pour la santé, la sécurité et le bien-être des jeunes travailleurs, activités dont l'exercice par de jeunes travailleurs est à ce titre interdit. Cette liste énumère ainsi: le travail dans le

transport de passagers et de marchandises par la route, le rail, les airs et les voies navigables; la manipulation de lourdes charges; la pêche en mer; les travaux souterrains dans les mines et carrières; tout travail en lien avec les installations de production d'énergie électrique ou les lignes de transport de cette énergie; le travail en hauteur dans la construction; le travail dans la production de boissons alcooliques et de drogues; le travail dans des conditions extrêmes de chaleur ou de froid; le travail sous exposition de radiations ionisantes ou non ionisantes, sous rayons X ou sous rayons ultraviolets; le travail avec des matières inflammables ou explosives; le travail avec des produits chimiques toxiques et de pesticides; tous travaux susceptibles d'avoir des effets négatifs sur le développement physique et psychique des jeunes. La liste comporte également les limites maximales de poids des charges pouvant être transportées par des jeunes. **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur l'application dans la pratique de la liste révisée annexée à la directive de 2013, en particulier sur les travaux dangereux dans l'agriculture, y compris des statistiques montrant le nombre et la nature des infractions signalées dans ce domaine et des sanctions imposées.**

La commission rappelle au gouvernement qu'il peut solliciter l'assistance technique du BIT par rapport aux questions soulevées dans le présent commentaire.

La commission soulève par ailleurs d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui reprend le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

Fédération de Russie

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1979)

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Champ d'application et inspection du travail. Enfants qui travaillent dans l'économie informelle. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que l'article 63(1) du Code du travail interdisait aux enfants de moins de 16 ans de signer un contrat de travail. Elle a également noté que le gouvernement indiquait que l'emploi illégal de mineurs et la violation de leurs droits du travail étaient fréquents dans l'économie informelle. Faisant suite à ses demandes répétées depuis 2003, la commission a instamment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que tous les enfants de moins de 16 ans, y compris ceux travaillant pour leur propre compte ou dans l'économie informelle, bénéficient de la protection de la convention.

La commission note avec **préoccupation** que, d'après le rapport du gouvernement, il n'existe aucune information sur les mesures prises pour protéger les enfants de moins de 16 ans dans l'économie informelle. La commission note également que, dans ses observations finales de 2017, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est dit préoccupé par le fait que l'emploi informel demeurait néanmoins répandu dans la Fédération de Russie (E/C.12/RUS/CO/6, paragr. 32). La commission rappelle que la convention s'applique à toutes les branches d'activité économique et à tous les types d'emploi ou de travail, qu'il y ait ou non une relation de travail ou le versement d'une rémunération. À cet égard, la commission est d'avis que l'extension des mécanismes de surveillance adaptés à l'économie informelle peut être un bon moyen de garantir l'application de la convention dans la pratique, surtout dans les pays où le fait d'élargir le champ de la législation d'application à la question du travail des enfants dans l'économie informelle n'est pas une solution envisageable (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 345). **La commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que tous les enfants de moins de 16 ans, y compris ceux travaillant pour leur propre compte ou dans l'économie informelle, bénéficient de la protection de la convention. À cet égard, elle prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer les capacités de l'inspection du travail et en étendre son champ d'intervention afin de mieux contrôler la participation d'enfants à des activités économiques ne s'inscrivant pas dans une relation d'emploi ou s'effectuant dans l'économie informelle. Elle prie encore une fois le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures spécifiques prises à cet égard et sur leur mise en œuvre.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2003)

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a). Vente et traite des enfants. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, bien que la traite des enfants soit interdite par la loi (aux termes de l'article 127.1 du Code pénal), elle reste dans la pratique une source de vive préoccupation. À cet égard, la commission a prié le gouvernement de poursuivre les efforts déployés pour assurer l'élimination, dans la pratique, de la vente et de la traite d'enfants et d'adolescents de moins de 18 ans et de donner des informations sur le nombre d'infractions signalées ainsi que d'enquêtes menées,

de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions imposées dans des affaires de vente et de traite d'enfants.

La commission prend note de l'indication répétée du gouvernement, dans son rapport, sur l'incrimination de la traite des personnes par le Code pénal et la responsabilité administrative des entités juridiques visée par le Code des infractions administratives, prévue par la loi fédérale n° 58-FZ de 2013. Elle prend également note des informations statistiques que le gouvernement fournit sur les cas de traite des personnes, de travail en esclavage et de prostitution, informations qui ne montrent cependant pas nettement les cas concernant des enfants. Elle relève également que, d'après les informations que le gouvernement a fournies dans son rapport concernant l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, en mars 2018, deux membres d'un groupe organisé ont été détenus à l'aéroport international de Domodedovo en possession de 1,5 million de roubles russes (environ 19 650 dollars des États-Unis), somme correspondant au prix de la vente d'un mineur aux fins de prostitution en République de Turquie. Des poursuites pénales ont été engagées contre les participants à ces actes aux motifs de l'infraction visée au paragraphe 1 de l'article 127.1 du Code pénal. De plus, en 2018, des mesures ont été prises pour combattre la migration illégale et les infractions liées à l'exploitation des femmes et des enfants, entre autres actes. Elles ont permis de repérer 76 cas d'exploitation de femmes et d'enfants. **La commission prie en conséquence le gouvernement de donner des informations concrètes sur les mesures prises dans la pratique par les autorités chargées de faire appliquer la loi afin de garantir que des enquêtes approfondies sont menées et des poursuites engagées en cas de vente et de traite des enfants et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives sont imposées. Elle prie de nouveau le gouvernement de donner des informations sur les violations signalées, les enquêtes menées, les poursuites engagées, les condamnations prononcées et les peines imposées en cas de vente et de traite des enfants.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces devant être prises dans un délai déterminé. Alinéa b). Aide directe en vue de soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et d'assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. La commission a précédemment noté que le Programme de coopération pour 2014-2018 entre les États membres de la Communauté des États indépendants (CEI) prévoyait toute une série de mesures de lutte contre la traite des personnes et d'assistance aux victimes. Elle a prié le gouvernement d'intensifier les efforts engagés afin que les enfants victimes de la traite soient soustraits à ce genre de situations et bénéficient d'une réadaptation et d'une intégration sociale. Elle l'a également prié de donner des informations sur les mesures concrètement prises pour qu'une assistance soit fournie aux enfants victimes de la traite, ainsi que sur le nombre d'enfants ayant bénéficié de services d'assistance, notamment dans le cadre du Programme de coopération de la CEI.

La commission note que le gouvernement indique que la décision gouvernementale n° 1272 du 25 octobre 2018 a porté approbation du Programme d'État visant à garantir la sécurité des victimes, des témoins et des autres participants à une procédure pénale 2019-2023. Le gouvernement indique également que la loi n° 119-FZ du 20 août 2004 sur la protection des victimes, des témoins et des autres participants à une procédure pénale donne la base législative en la matière. Le rapport ne contient cependant aucune information sur les mesures concrètes visant à fournir une aide directe aux victimes des pires formes de travail des enfants. **La commission prie de nouveau le gouvernement de redoubler d'efforts pour que les enfants victimes de la traite soient soustraits à ce genre de situations et qu'ils bénéficient d'une réadaptation et d'une réinsertion sociale. Elle prie également le gouvernement de donner des informations détaillées sur les mesures concrètes prises pour apporter une aide aux enfants victimes de traite et sur les résultats obtenus, en communiquant le nombre d'enfants ayant bénéficié de cette assistance.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Ghana

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2007)

La commission note que le gouvernement n'a pas envoyé le rapport demandé. Elle réitère donc sa précédente observation comme suit:

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a). Toutes les formes d'esclavage ou de pratiques analogues. Vente et traite d'enfants. La commission avait noté précédemment l'information du gouvernement selon laquelle une unité de lutte contre la traite des êtres humains avait été mise en place au titre de la loi de 2005 relative à la traite des êtres humains. Elle avait en outre noté, à la lecture des réponses écrites du gouvernement à la liste de points à traiter à l'occasion du rapport initial au Comité des droits de l'homme des Nations Unies sur l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 13 juin 2016, que le Parlement a adopté en novembre 2015 l'instrument

législatif sur la traite des êtres humains (L.I. 2219) afin de contribuer à une application effective de la loi relative à la traite des êtres humains (CCPR/C/GHA/Q/1/Add.1, paragr. 74). La commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de la loi et de l'instrument législatif de 2015 relatifs à la traite des êtres humains.

La commission note avec **regret** l'absence d'informations à cet égard dans le rapport du gouvernement. Elle note que, d'après le document relatif au Plan d'action national pour l'élimination de la traite des êtres humains au Ghana 2017-2021, l'Unité de lutte contre la traite des êtres humains du Service de police ghanéen mène des enquêtes sur les cas de traite des personnes et s'efforce de poursuivre les contrevenants. En outre, l'Unité de lutte contre le trafic illicite de migrants et la traite des personnes du Service ghanéen de l'immigration mène des enquêtes et arrête les trafiquants et les passeurs tout en renforçant les capacités des fonctionnaires de l'immigration à détecter ces cas. Toutefois, selon ce document, le Ghana continue d'être un pays d'origine, de transit et de destination pour la traite des personnes, la traite des filles et des garçons à des fins d'exploitation par le travail et d'exploitation sexuelle étant plus répandue dans le pays que la traite transnationale. Le document indique en outre que les enfants sont victimes de la traite à des fins de colportage, de mendicité, de portage, d'exploitation artisanale de l'or, d'exploitation de carrières, d'élevage et d'agriculture. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que, dans la pratique, des enquêtes approfondies et des poursuites rigoureuses soient menées à l'encontre des personnes qui se livrent à la traite d'enfants et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées. À cet égard, la commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'enquêtes ouvertes, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions pénales appliquées par l'Unité de lutte contre la traite des êtres humains et l'Unité de lutte contre le trafic illicite de migrants et la traite des personnes pour délit de traite des personnes de moins de 18 ans, conformément aux dispositions de la loi relative à la traite des êtres humains.**

Alinéa b). Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques. La commission avait noté précédemment que l'article 101A de la loi n° 29 de 1960 sur les infractions pénales, modifiée par la loi de 2012 sur les infractions pénales prévoit des sanctions en cas d'exploitation sexuelle dans le cadre de l'utilisation d'une personne aux fins d'activité sexuelle qui entraîne ou est susceptible d'entraîner un préjudice physique et émotionnel, ou à des fins de prostitution ou de pornographie. La commission avait fait observer que cette disposition ne s'applique qu'aux enfants de moins de 16 ans. Elle avait donc prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier sa législation de sorte qu'elle protège toutes les personnes de moins de 18 ans des pratiques associées à la production de matériel pornographique ou à des spectacles pornographiques.

La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a pas fourni d'informations à cet égard. Elle rappelle donc une fois de plus que, conformément à l'article 3 b) de la convention, l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques constitue l'une des pires formes de travail des enfants et que, aux termes de l'article 2, le terme «enfant» s'applique à l'ensemble des personnes de moins de 18 ans. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre sa législation en conformité avec l'article 3 b) de la convention, de sorte que tous les enfants de moins de 18 ans soient protégés des infractions relevant de l'utilisation, du recrutement ou de l'offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques. Elle le prie en outre de fournir des informations sur l'application dans la pratique de l'article 101A de la loi de 1960 sur les infractions pénales, notamment le nombre d'infractions relevées, d'enquêtes ouvertes, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions imposées à cet égard.**

Alinéa d) et article 7, paragraphe 2 a) et b). Travail dangereux dans les plantations de cacao, empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et les soustraire à ce travail dangereux. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait pris note avec préoccupation du grand nombre d'enfants de moins de 18 ans exposés à des conditions dangereuses dans le secteur agricole, notamment, pour 10 pour cent d'entre eux, dans les plantations de cacao. Elle avait instamment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour éliminer le travail dangereux des enfants dans le secteur du cacao.

La commission prend note de l'information du gouvernement dans son rapport selon laquelle celui-ci, par l'intermédiaire du Conseil ghanéen du cacao et en collaboration avec d'autres partenaires sociaux tels que International Cocoa Initiatives, WINROCK, et la Fondation mondiale du cacao a mené un certain nombre d'activités visant à prévenir le travail des enfants dans le secteur du cacao. Parmi ces mesures on peut citer: la sensibilisation du personnel et des exploitants agricoles du secteur de la culture du cacaoyer; le retrait et la réinsertion des enfants se trouvant dans des conditions de travail dangereuses; et la mise à disposition de services d'éducation et de santé pour ces enfants. La commission note également, dans

la publication du BIT intitulée *Good practices and lessons learned in cocoa communities in Ghana* du projet de l'OIT/IPEC sur les communautés cacaoyères (CCP), 2015, que ce projet, qui a été mis en œuvre dans 40 communautés de sept districts du Ghana, était principalement axé sur la mobilisation sociale et la planification de l'action communautaire, la promotion d'une éducation de qualité, les moyens de subsistance durables des ménages et la surveillance du travail des enfants. Il ressort d'un rapport du projet Understanding Children's Work (UCW) intitulé *Child Labour and the Youth Decent Work Deficit in Ghana*, 2016, que, dans le cadre du projet du CCP, plus de 5 400 enfants qui travaillaient ou sont exposés au travail des enfants ont bénéficié de services d'éducation ou de formation professionnelle et plus de 2 200 ménages ont reçu une aide dans le domaine de leurs moyens de subsistance. La commission prend toutefois note d'un rapport de 2017 du projet d'UCW, intitulé *Not Just Cocoa: Child labour in the agricultural sector in Ghana*, que l'emploi des enfants dans le secteur du cacao semble avoir augmenté plus rapidement que dans d'autres secteurs. Près de 9 pour cent de tous les enfants (environ 464 000 enfants) dans les principales régions cacaoyères travaillent dans ce secteur, dont 84 pour cent (294 000 enfants) sont exposés à des travaux dangereux provoquant des blessures, notamment des blessures graves. La majorité de ces enfants travaillent en tant que travailleurs familiaux non rémunérés. La commission doit exprimer sa **profonde préoccupation** face au nombre élevé d'enfants astreints à des travaux dangereux dans le secteur du cacao. **En conséquence, la commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour faire en sorte que les personnes de moins de 18 ans ne puissent pas être embauchées pour exécuter des travaux dangereux dans ce secteur. Elle le prie de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard ainsi que sur les mesures visant à faire en sorte que les enfants travaillant dans des conditions dangereuses soient soustraits à ces travaux et bénéficient de services de réadaptation, en particulier, en veillant à ce qu'ils aient gratuitement accès à l'éducation de base et à la formation professionnelle.**

Article 4, paragraphes 1 et 3. Détermination et révision de la liste des travaux dangereux. La commission avait pris note précédemment de l'indication du gouvernement selon laquelle il envisageait de revoir et d'actualiser, le cas échéant, l'article 91 de la loi relative aux enfants, y compris la liste des travaux dangereux afin d'être en conformité avec la convention. Elle avait noté que le Comité directeur national de l'Unité chargée du travail des enfants (CLU) avait validé une liste de travaux dangereux dans le Cadre d'activités relatives au travail dangereux des enfants, intitulée *Ghana Hazardous Child Labour List* (GHAHCL), qui n'avait pas encore été adoptée en tant que loi.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le processus d'examen complet des activités dangereuses a commencé et que des mesures sont en train d'être prises pour adopter et intégrer la GHAHCL dans la loi sur les enfants. **Notant que le gouvernement évoque la révision de la liste des travaux dangereux depuis 2008, la commission le prie instamment de prendre sans plus tarder les mesures nécessaires pour finaliser et adopter la GHAHCL et l'intégrer dans la loi sur les enfants. Elle le prie en outre de fournir des informations sur toute avancée en la matière et de transmettre copie du texte, une fois qu'il aura été adopté.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et prévoir l'aide directe nécessaire et appropriée pour soustraire les enfants des pires formes de travail et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. 1. Traite dans les secteurs de la pêche et du travail domestique. La commission avait précédemment pris note d'informations émanant d'une étude effectuée par l'OIT/IPEC selon laquelle les enfants exerçaient des activités dangereuses et dans de mauvaises conditions dans le secteur de la pêche. Parmi les enfants engagés dans des activités de pêche, 11 pour cent étaient âgés de 5 à 9 ans et 20 pour cent de 10 à 14 ans. En outre, d'après les données de l'enquête, 47 pour cent des enfants engagés dans la pêche sur le lac Volta étaient victimes de traite, 3 pour cent asservis pour dettes, 45 pour cent astreints au travail forcé et 3 pour cent assujettis à l'esclavage sexuel. Profondément préoccupée par le nombre d'enfants victimes de la traite ou vendus pour travailler à des activités de pêche, parfois dangereuses comme c'est le cas dans la région du lac Volta, la commission avait instamment prié le gouvernement de redoubler d'efforts pour soustraire ces enfants aux pires formes de travail des enfants et leur apporter des services d'aide appropriés en vue de leur réadaptation et leur intégration sociale.

La commission note avec un **profond regret** l'absence d'informations sur ce point dans le rapport du gouvernement. Elle note que, d'après l'examen 2018 de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Ghana, le centre d'accueil dédié aux enfants victimes de la traite a été rénové et ouvert. Une quarantaine d'enfants récemment retirés de situations de traite étaient hébergés dans ce centre d'accueil. Ces enfants ont bénéficié d'une assistance, notamment psychologique, sociale, sous forme de conseils, d'activités de recherche de familles et de soutien nutritionnel. La commission note toutefois que, d'après le document relatif au Plan d'action national pour l'élimination de la traite des êtres humains au Ghana (2017-2021), des garçons et des filles sont victimes de la traite à des fins de travail forcé dans les secteurs de la pêche et du travail domestique, en plus de la traite à des fins d'exploitation sexuelle qui est plus

répandue dans la région de la Volta et dans la région occidentale productrice de pétrole. Il ressort également de ce document que dans les 20 communautés des régions de la Volta et du centre, 35,2 pour cent des ménages étaient composés d'enfants ayant été victimes de la traite et de l'exploitation, principalement dans les secteurs de la pêche et de la servitude domestique. La commission **déplore** le nombre important d'enfants dans les régions de la Volta et du centre du Ghana, qui sont victimes de la traite, essentiellement à des fins d'exploitation dans le secteur de la pêche et du travail domestique. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé, notamment dans le cadre du plan d'action national pour l'élimination de la traite de personnes, afin d'empêcher que les enfants soient victimes de la traite et de les retirer des pires formes de travail des enfants en veillant à leur réadaptation et à leur intégration sociale. Elle le prie en outre de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus en ce qui concerne le nombre d'enfants victimes de la traite qui ont été retirés et ont reçu une aide à la réadaptation. Prière de fournir des statistiques ventilées par genre et âge.**

2. *Système trokosi*. La commission avait noté précédemment que, malgré les efforts du gouvernement pour soustraire les enfants au système *trokosi* (rituel dans lequel les adolescentes sont promises pendant un certain temps à un sanctuaire local pour expier les péchés d'un autre membre de leur famille), la situation demeurerait inchangée dans le pays. Elle avait aussi noté que le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, dans ses observations finales du 9 août 2016 (CCPR/C/GHA/CO/1, paragr. 17), s'est dit préoccupé par la persistance de certaines pratiques préjudiciables, notamment le système *trokosi*, qui sont pourtant interdites par la loi. La commission avait instamment et fermement prié le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces pour prévenir la participation d'enfants à la servitude rituelle du *trokosi* et de mettre un terme de toute urgence à cette pratique traditionnelle.

La commission note avec un **profond regret** l'absence de toute information à ce sujet dans le rapport du gouvernement sur les mesures prises dans le cadre de programmes pour faire en sorte que les enfants ne soient pas victimes du système *trokosi* ou en soient libérés. **La commission prie donc encore une fois instamment le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour protéger les enfants de la pratique du système trokosi et pour les en soustraire s'ils en sont victimes en veillant à leur apporter une aide à leur réadaptation et à leur intégration sociale. Elle le prie de nouveau de fournir des informations sur le nombre d'enfants de moins de 18 ans qui sont affectés par le système trokosi dans le pays et le nombre d'enfants qui en ont été soustraits et ont bénéficié d'une aide à la réadaptation.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Compte tenu de la situation décrite ci-dessus, la commission doit exprimer sa profonde préoccupation face à l'incapacité répétée du gouvernement à fournir des informations sur les mesures prises pour remédier d'urgence à la situation des victimes des pires formes de travail des enfants, notamment les enfants victimes de traite à des fins d'exploitation dans l'industrie de la pêche et en servitude domestique, les enfants engagés dans des travaux dangereux dans les plantations de cacao et les enfants exploités dans des pratiques néfastes telles que le système trokosi. La commission déplore l'absence de progrès pour soustraire les enfants de ces pires formes de travail, les protéger et assurer leur réhabilitation.

[La commission demande au gouvernement de fournir des données complètes à la Conférence à sa 109^e session et de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Guyana

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1998)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Politiques nationales visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants. Plan d'action national. La commission a précédemment noté que depuis 2001 le gouvernement réitère son engagement à se doter d'une politique nationale propre à assurer l'abolition effective du travail des enfants dans le pays. La commission a noté également que, tout en ayant lancé un certain nombre de mesures visant à s'attaquer au problème du travail des enfants au moyen de programmes éducatifs, en particulier dans le cadre du projet OIT/IPEC visant à lutter contre le travail des enfants par l'éducation (projet TACKLE), le gouvernement continuait d'indiquer qu'un plan d'action national en faveur des enfants (NPAC) était en cours d'élaboration. La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas de nouvelles informations à cet égard. **La commission prie donc une fois de plus instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts afin de finaliser le plan d'action national en faveur des enfants et de communiquer copie de ce plan dans un très proche avenir. En outre, notant que, selon les indications précédentes du gouvernement, le Comité directeur national sur le travail des enfants, qui avait commencé à élaborer un plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants et sa prévention, ne fonctionne plus, la commission prie le gouvernement de fournir des informations actualisées sur les mesures prises ou envisagées pour mener ce processus.**

Article 3, paragraphe 3. Autorisation d'employer à un travail dangereux des adolescents dès l'âge de 16 ans. Dans ses précédents commentaires, la commission a observé que l'article 6(b) de la loi n° 9 de 1999 sur l'emploi des enfants et des adolescents (ci-après loi n° 9 de 1999) habilite le ministre à autoriser, par voie de règlement, l'engagement de jeunes de 16 à 18 ans dans un travail dangereux. La commission a également observé que, si les articles 41 et 46 de la loi de 1997 sur la sécurité et la santé au travail (OSHA) tendent à empêcher que des adolescents ne soient engagés dans une activité qui comporte des risques pour leur santé ou affecte leur développement mental ou émotionnel, le gouvernement n'en évoquait pas moins des difficultés quant au contrôle de l'application de ces dispositions. En conséquence, le gouvernement avait indiqué que la loi n° 9 de 1999 serait modifiée de manière à garantir que les protections prévues par la loi soient étendues à tous les jeunes de moins de 18 ans.

La commission a noté que le précédent rapport du gouvernement ne contenait rien de nouveau et qu'il y était simplement déclaré qu'aucun règlement ministériel n'avait été promulgué et que les dispositions de la loi OSHA garantissent que les jeunes de 16 à 18 ans qui sont employés à des travaux dangereux bénéficient d'une formation professionnelle spécifique adéquate. La commission a noté cependant que les mesures de contrôle et d'application des dispositions de la loi OSHA étaient inadéquates et que, bien que l'on ait signalé qu'un nombre considérable d'enfants sont engagés à des travaux dangereux, seulement trois affaires de cette nature avaient été dénoncées auprès de l'organisme public compétent.

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement ne contient pas de nouvelles informations concernant la procédure de modification de la loi n° 9 de 1999, et ce en dépit de l'engagement pris depuis des années. Elle attire une fois de plus l'attention du gouvernement sur le paragraphe 381 de l'Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, où il est souligné que l'article 3, paragraphe 3, de la convention requiert que la participation d'adolescents de 16 à 18 ans à un travail dangereux ne soit autorisée qu'à condition que la santé, la sécurité et la moralité des intéressés soient pleinement protégées et que ceux-ci aient reçu concrètement une formation professionnelle spécifique adaptée. **La commission prie par conséquent instamment le gouvernement, une fois encore, de prendre les mesures nécessaires pour que la loi n° 9 de 1999 soit modifiée dans un proche avenir de manière à la placer en conformité avec l'article 3, paragraphe 3, de la convention, en prévoyant une protection adéquate en faveur des adolescents de 16 à 18 ans, et de communiquer copie de ces amendements lorsqu'ils auront été finalisés. De plus, rappelant l'indication du gouvernement selon laquelle des efforts étaient actuellement déployés en concertation avec les partenaires sociaux en vue d'inclure de nouveaux secteurs d'activité dans la liste des travaux dangereux, la commission prie le gouvernement de communiquer copie de cette liste modifiée dès qu'elle sera disponible.**

Article 9, paragraphe 3. Tenue de registres par les employeurs. Suite à ses précédents commentaires, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'article 86(a) de la loi OSHA, chapitre 99:10, fait obligation aux employeurs d'établissements industriels de saisir, dans un registre qu'ils doivent tenir, les renseignements prescrits sur tous les salariés de moins de 18 ans. **La commission prie le gouvernement d'indiquer quelles sont les dispositions imposant la même obligation pour l'emploi des jeunes de moins de 18 ans dans des entreprises non industrielles.**

Inspection du travail et application pratique de la convention. La commission a précédemment pris note des conclusions d'une enquête par grappes à indicateurs multiples révélant l'existence d'une proportion particulièrement élevée d'enfants au travail dans le pays. Elle a également noté que, d'après la Confédération syndicale internationale (CSI), l'inspection du travail ne faisait pas respecter dans les faits l'application de la législation et que le travail des enfants était particulièrement courant dans l'économie informelle.

Dans sa réponse, le gouvernement s'est contenté d'indiquer que ses inspecteurs du travail procèdent régulièrement à des inspections des lieux de travail, et qu'ils n'ont relevé aucune preuve de travail des enfants. La commission a toutefois pris note d'un programme triennal ayant pour but, entre autres, de renforcer les capacités des autorités nationales et locales dans l'élaboration, l'application et le contrôle du respect du cadre juridique du travail des enfants, qui devrait en particulier être axé sur le travail des enfants dans l'économie informelle. **Notant l'absence d'information fournie à cet égard, la commission prie une fois de plus le gouvernement de renforcer ses efforts de lutte contre le travail des enfants, y compris dans l'économie informelle, et de fournir des informations sur les résultats enregistrés dans ce domaine. De plus, rappelant que le gouvernement met actuellement au point une enquête de base sur le travail des enfants, la commission le prie une fois de plus de communiquer des informations sur les résultats de cette enquête.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Haïti

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2007)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP) reçues le 4 septembre 2019. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP) reçues le 30 août 2017 et le 29 août 2018, concernant le dysfonctionnement des organes chargés du contrôle de l'application des lois dans la lutte contre la traite des enfants et l'absence de mesures de réadaptation et de réinsertion des enfants *restavèks* (enfants travailleurs domestiques).

La commission prend note de la communication du gouvernement reçue le 30 octobre 2018 dans laquelle il informe la commission que, suite aux conclusions de la Commission de la Conférence, il a sollicité l'assistance technique du Bureau afin notamment de l'aider à présenter les rapports dus, à renforcer les services d'inspection, à consolider le dialogue social pour la poursuite des réformes sociales, ainsi qu'à traiter les autres points soulevés par la Commission de la Conférence. Le gouvernement indique également qu'il espère pouvoir recevoir cette assistance avant la prochaine Conférence internationale du Travail. La commission espère que cette assistance technique pourra être fournie sans délai.

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires initialement formulés en 2015.

La commission note l'adoption de la loi n° CL/2014-0010 du 2 juin 2014 sur la lutte contre la traite des personnes.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a). Toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues. Vente et traite des enfants. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que, d'après le rapport de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage, une nouvelle tendance a été observée en ce qui concerne la question des enfants employés comme domestiques (désignés en créole par le terme *restavèks*). Il s'agit de l'apparition de personnes qui recrutent des enfants dans les zones rurales pour les faire travailler comme domestiques dans des ménages urbains et à l'extérieur de la maison, sur les marchés. La Rapporteuse spéciale a noté que, en raison de cette nouvelle tendance, de nombreux intervenants ont qualifié le phénomène de traite, étant donné que les parents confient désormais leurs enfants à des personnes étrangères alors que, auparavant, les enfants étaient confiés à des proches. La commission avait pris note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) selon lesquelles la traite et le trafic des enfants persistent, notamment vers la République dominicaine. La CSI avait recueilli des témoignages graves relatifs aux abus sexuels et à la violence, pouvant aller jusqu'à l'homicide, perpétrés contre les jeunes femmes et jeunes filles victimes de traite, en particulier par les militaires dominicains, et exprimé son inquiétude sur le fait qu'il ne semble pas exister de loi permettant de traduire les responsables de la traite des personnes en justice. La commission avait enfin noté l'indication du gouvernement selon laquelle l'absence d'une loi spéciale sur le trafic et la traite des personnes constitue un vide juridique important et qu'un avant-projet de loi devait être voté par le Parlement.

La commission note avec **intérêt** l'adoption de la loi n° CL/2014-0010 du 2 juin 2014 sur la lutte contre la traite des personnes. La loi prévoit que la traite, soit le recrutement, l'enrôlement, le transfert, le transport, l'hébergement ou l'accueil d'un enfant aux fins d'exploitation, constitue une circonstance aggravante donnant lieu à une peine d'emprisonnement à perpétuité (art. 11 et 21). La commission note cependant que, d'après ses observations finales de 2014 (CCPR/C/HTI/CO/1, paragr. 14), le Comité des droits de l'homme demeure préoccupé par la persistance du phénomène d'exploitation des enfants *restavèks* et par le manque de statistiques et de résultats sur les enquêtes contre les auteurs. Dans le même sens, la commission relève que, selon le rapport du 7 février 2014 de l'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Haïti (A/HRC/28/82, paragr. 65, se référant à A/HRC/25/71, paragr. 56), le phénomène des enfants *restavèks* est la conséquence de la faiblesse de l'État de droit et que ces enfants (surtout des filles) sont systématiquement soumis à des travaux forcés, non payés et soumis à des abus physiques et/ou verbaux. Leur nombre était estimé par l'UNICEF à 225 000 en 2012. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre effective de la loi n° CL/2014-0010, en veillant en particulier à ce que des enquêtes approfondies et la poursuite efficace des auteurs de traite des enfants de moins de 18 ans soient menées à leur terme. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application de cette loi dans la pratique, en communiquant notamment des statistiques sur le nombre et la nature des infractions signalées, les enquêtes menées, les poursuites engagées, les condamnations prononcées et les sanctions pénales imposées.**

Alinéas a) et d). Travail forcé ou obligatoire et travail dangereux. Travail domestique des enfants. Dans ses commentaires précédents, la commission avait relevé la situation de centaines de milliers d'enfants *restavèks* qui sont souvent exploités dans des conditions qui relèvent du travail forcé. Elle avait noté que, dans les faits, beaucoup de ces enfants, dont certains n'ont que 4 ou 5 ans, sont victimes d'exploitation, obligés de travailler de longues heures sans rémunération, objets de discriminations et de brimades en tous genres, mal logés, mal nourris et souvent victimes de violences physiques, psychologiques et sexuelles. En outre, très peu d'entre eux sont scolarisés. La commission avait également pris note de l'abrogation du chapitre IX du titre V du Code du travail, relatif aux enfants en service, par la loi de 2003 relative à l'interdiction et à l'élimination de toutes formes d'abus, de violences, de mauvais traitements ou traitements inhumains contre les enfants (loi de 2003). Elle avait noté que l'interdiction portée à l'article 2(1) de la loi de 2003 vise l'exploitation des enfants, y compris la servitude, le travail forcé ou obligatoire, les services forcés ainsi que les travaux qui, de par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité des enfants, sans cependant prévoir des sanctions en cas d'infraction à ses dispositions. La commission avait noté qu'un nombre des dispositions abrogées figurent celles de l'article 341 du Code du travail, lequel permettait de confier un enfant dès l'âge de 12 ans à une famille, pour être employé à des travaux domestiques. La commission avait néanmoins observé que l'article 3 de la loi de 2003 prévoit qu'«un enfant peut être confié à une famille d'accueil dans le cadre d'une relation d'aide et de solidarité».

La commission avait noté que, dans son rapport, la Rapporteuse spéciale s'est dite vivement préoccupée par l'imprécision de la notion d'aide et de solidarité et a estimé que les dispositions de la loi de 2003 permettent à la pratique du *restavèk* de se perpétuer. D'après le rapport de la Rapporteuse spéciale, le nombre d'enfants qui travaillent en qualité de *restavèks* serait compris entre 150 000 et 500 000 (paragr. 17), ce qui représente environ un enfant haïtien sur dix (paragr. 23). À la suite de ses entretiens avec des enfants *restavèks*, la Rapporteuse spéciale a constaté que tous s'étaient vu attribuer une lourde charge de travail par leurs familles

d'accueil, souvent incompatible avec leur plus complet développement physique et mental (paragr. 25). En outre, la Rapporteuse spéciale a été informée que ces enfants sont souvent maltraités et victimes de violences physiques, psychologiques et sexuelles (paragr. 35). Des représentants du gouvernement et de la société civile ont soulevé que des cas de passages à tabac et de brûlures étaient régulièrement signalés (paragr. 37). La commission a noté que, au vu de ses constatations, la Rapporteuse spéciale a qualifié le système restavèk de forme contemporaine d'esclavage.

La commission note les allégations de la CSI selon lesquelles le séisme du 12 janvier 2010 a conduit à une détérioration abrupte des conditions de vie de la population haïtienne et à une précarisation accrue des conditions de travail. Selon la CSI, un nombre croissant d'enfants sont employés comme restavèks et il est fort probable que leurs conditions se soient détériorées davantage. De nombreux témoignages recueillis par la CSI mettent en évidence des conditions de travail extrêmement pénibles, et l'exploitation se couple souvent à des conditions de travail dégradantes, des horaires très longs, l'absence de congés et à l'exploitation sexuelle et des situations d'extrême violence.

La commission prend note que le gouvernement reconnaît que la domesticité des enfants restavèks s'assimile au travail forcé. Elle exprime à nouveau sa **profonde préoccupation** face à l'exploitation du travail domestique des enfants de moins de 18 ans exercé dans des conditions assimilables à l'esclavage ou dans des conditions dangereuses. Elle rappelle encore une fois au gouvernement que, en vertu de l'article 3 a) et d) de la convention, le travail ou l'emploi des enfants de moins de 18 ans dans des conditions assimilables à de l'esclavage ou dangereuses constitue l'une des pires formes de travail des enfants et est, aux termes de l'article 1, à éliminer de toute urgence. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces afin de veiller, en droit et dans la pratique, à ce que les enfants de moins de 18 ans ne soient pas engagés comme domestiques dans des conditions assimilables à l'esclavage ou dans des conditions dangereuses, en tenant compte de la situation particulière des filles. À cet égard, elle prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'amender les dispositions de la législation nationale, en particulier l'article 3 de la loi de 2003, qui permettent à la pratique du restavèk de se perpétuer. En outre, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que des enquêtes approfondies et la poursuite efficace des personnes ayant soumis des enfants de moins de 18 ans à un travail domestique forcé ou à des travaux domestiques dangereux soient menées à leur terme et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique.**

Article 5. Mécanismes de contrôle. Brigade de protection des mineurs. La commission note les allégations de la CSI selon lesquelles une brigade de protection des mineurs (BPM) existe en Haïti, protégeant les frontières. Cela étant dit, la CSI indique que la corruption des fonctionnaires de chaque côté de la frontière n'a pas été éradiquée et que les voies de trafic des personnes contournent les quatre postes officiels de frontières et passent par des endroits reculés, où se produisent probablement les plus graves situations d'attentat contre la vie et l'intégrité des migrants.

La commission note les informations du gouvernement selon lesquelles la BPM est l'unité spécialisée de la police qui procède à l'arrestation des trafiquants qui sont par la suite traduits en justice. Cependant, le gouvernement indique que, durant les enquêtes judiciaires, les questions de procédure offrent souvent une porte de sortie aux inculpés. La commission doit exprimer sa **préoccupation** face à la faiblesse des mécanismes de contrôle pour empêcher le phénomène de la traite des enfants aux fins d'exploitation. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la capacité de la BPM à contrôler et combattre la traite des enfants de moins de 18 ans et inculper les coupables. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa b). Prévoir l'aide directe nécessaire et appropriée pour soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Vente et traite. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que, d'après le Rapport mondial sur la traite des personnes de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de février 2009, il n'existe ni système de prise en charge et d'assistance bénéficiant aux personnes victimes de la traite, ni centre d'accueil pour héberger les victimes de la traite. Elle avait également noté que le CEDAW, dans ses observations finales (CEDAW/C/HTI/CO/7, 10 février 2009, paragr. 26), s'est dit préoccupé par le manque de centres d'accueil pour les femmes et les filles victimes de la traite.

La commission note les allégations de la CSI selon lesquelles il existe un système public de prise en charge et d'assistance bénéficiant aux personnes victimes de la traite. Les témoignages recueillis par la CSI relatent que des victimes se sont adressées aux forces de police, lesquelles les ont acheminées vers l'Institut du bien-être social et de recherches (IBESR), qui les place ensuite dans des centres d'accueil.

La commission note que le gouvernement indique qu'un programme pilote de protection sociale était prévu mais que le séisme du 12 janvier 2010 a bouleversé la mise en œuvre de ce programme. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces afin de prévoir l'aide directe nécessaire et appropriée pour soustraire les enfants victimes de la vente et de la traite et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. À cet égard, elle prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'enfants de moins de 18 ans victimes de la traite qui ont pu être placés en centres d'accueil par l'intermédiaire des forces de police et de l'IBESR.**

Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux. Enfants restavèks. Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note de l'existence de programmes de réinsertion d'enfants restavèks, mis en place par l'IBESR de concert avec différentes organisations internationales et non gouvernementales. Elle avait noté que ces programmes privilégient la réinsertion dans le cadre familial afin de favoriser le développement psychosocial des enfants concernés. Elle avait cependant noté que, dans ses observations finales, le Comité des droits de l'enfant s'est dit profondément inquiet de la situation des enfants restavèks placés en domesticité et a notamment recommandé au gouvernement de s'attacher à titre d'urgence à faire en sorte que les restavèks se voient proposer des services de réadaptation physique et psychologique et de réinsertion sociale (CRC/C/15/Add.202, 18 mars 2003, paragr. 56-57).

La commission note les allégations de la CSI selon lesquelles elle a pris connaissance d'initiatives de réinsertion d'enfants restavèks mises en œuvre notamment avec le soutien de l'UNICEF et de l'Organisation internationale pour les migrations. La CSI, tout en saluant ces initiatives, demande au gouvernement que ces programmes continuent d'être assortis de mesures destinées à améliorer les conditions de vie des familles d'origine de ces enfants.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle les cas de maltraitance d'enfants mineurs en domesticité sont saisis par l'IBESR, qui s'assure de les placer dans des familles aux fins de réadaptation physique et psychologique. Cependant, le gouvernement reconnaît que ces cas demeurent peu nombreux. **La commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer que les enfants restavèks bénéficient de services de réadaptation physique et psychologique et de réinsertion sociale dans le cadre des programmes de réinsertion des enfants restavèks ou par l'intermédiaire de l'IBESR. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les résultats concrets obtenus en termes de nombre d'enfants qui auront bénéficié de ces mesures.**

Article 8. Coopération internationale. Vente et traite d'enfants. La commission avait précédemment noté que le ministère des Affaires sociales et du Travail, en concertation avec le ministère des Affaires étrangères, étudiait le problème des personnes exploitées en République dominicaine dans les champs de canne à sucre et des enfants réduits à la mendicité dans ce pays, et compte entreprendre des pourparlers bilatéraux en vue d'y remédier. Elle avait également observé que le CEDAW, dans ses observations finales (CEDAW/C/HTI/CO/7, 10 février 2009, paragr. 27), a encouragé le gouvernement «à effectuer des travaux de recherche sur les causes profondes de la traite et à renforcer la coopération bilatérale et multilatérale avec les pays voisins, notamment la République dominicaine, en vue de prévenir la traite et de traduire les responsables en justice».

La commission constate encore une fois que le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations à cet égard. **Elle prie à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur l'état d'avancement des pourparlers visant à l'adoption d'un accord bilatéral avec la République dominicaine, et ce dans son prochain rapport.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Kenya

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1979)

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. La commission a précédemment pris note de l'information du gouvernement selon laquelle celui-ci a mis en place plusieurs programmes d'aide sociale, y compris des programmes de transferts monétaires en faveur des orphelins et des enfants vulnérables (CT-OVC), une subvention alimentaire pour les zones urbaines et plusieurs programmes de bourses, tels que le système présidentiel de bourses en faveur des orphelins et des enfants vulnérables. Elle a par ailleurs noté que l'OIT/IPEC a appuyé plusieurs activités, dans le cadre du Programme d'action mondial (GAP 11), ainsi qu'au titre du Projet de plan d'action national (SNAP). Toutefois, la commission a noté, d'après le rapport du projet SNAP, que la question du travail des enfants reste problématique en termes de développement au Kenya du point de vue de l'accès à l'éducation, de la formation professionnelle et des services apparentés, de la protection sociale et de la lutte contre la pauvreté. La commission a donc vivement encouragé le gouvernement à accroître ses efforts visant à améliorer la situation des enfants de moins de 16 ans et à faire en sorte d'éliminer progressivement le travail des enfants dans le pays.

La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement dans son rapport sur les mesures prises pour éliminer le travail des enfants en améliorant le fonctionnement du système éducatif. À cet égard, elle prend note des mesures adoptées pour accroître les taux de scolarisation et de fréquentation scolaire et pour réduire le taux d'abandon scolaire, telles que: i) la mise en œuvre d'une politique de gratuité de l'enseignement primaire; ii) l'octroi de subventions pour l'amélioration des infrastructures des écoles primaires; et iii) la mise en œuvre de programmes d'alimentation dans certaines écoles primaires situées dans les terres arides et semi-arides, les bidonvilles et les zones touchées par la pauvreté.

La commission prend également note des informations publiées sur le site web de l'OIT selon lesquelles, en octobre 2016, l'Assemblée nationale du Kenya a adopté une politique nationale sur l'élimination du travail des enfants (NPCL) qui vise à créer des synergies et à intégrer les interventions en matière de travail des enfants dans les politiques nationales, régionales et sectorielles. La politique nationale est axée sur des stratégies visant la prévention, l'identification, le retrait, la réadaptation et la réintégration des enfants victimes de toutes les formes de travail des enfants. Elle note également dans le rapport du gouvernement au Conseil des droits de l'homme qu'un Plan d'action national pour les enfants (2015-2022) a été adopté, lequel propose de mettre en œuvre des programmes en faveur de l'enfance (A/HRC/WG.6/35/KEN/1, paragr. 16).

Toutefois, la commission prend également note des indications du gouvernement selon lesquelles 17 pour cent des enfants âgés de 5 à 17 ans sont engagés dans le travail des enfants, les secteurs de l'agriculture et du travail domestique étant les principaux domaines où le travail des enfants est le plus répandu. La commission note en outre que, selon l'analyse de la situation des enfants et des femmes au Kenya réalisée par l'UNICEF en 2017, 9,5 millions d'enfants au total pâtissent d'une pauvreté infantile multidimensionnelle. Tout en prenant note des mesures adoptées par le gouvernement, la commission doit exprimer sa **préoccupation** face au nombre important d'enfants qui sont engagés dans le travail des enfants ou qui risquent de l'être. **La commission prie donc instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour améliorer la situation des enfants de moins de 16 ans et aux fins de l'élimination progressive du travail des enfants dans le pays. Elle prie le gouvernement de continuer de fournir des informations spécifiques sur les mesures concrètes prises à cet égard, notamment les mesures prises dans le cadre de la NPCL et du Plan d'action national pour les enfants (2015-2022) ainsi que les résultats obtenus en la matière. La commission prie également le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur la manière dont la convention est appliquée dans la pratique, y compris, par exemple, des données statistiques sur l'emploi des enfants et des adolescents, des extraits de rapports des services d'inspection, et des informations sur le nombre et la nature des violations détectées et des sanctions appliquées dans le cadre desquelles des enfants et des adolescents sont concernés.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

Article 3 a) et article 7, paragraphe 1, de la convention. Pires formes de travail des enfants et sanctions. Traite des enfants. La commission note, à la lecture de la version 2018 du rapport d'évaluation sur la situation de la traite des êtres humains dans la région côtière du Kenya, de l'Organisation internationale pour les migrations (rapport d'évaluation de l'OIM), que le Kenya a été classé dans la catégorie des pays d'origine, de transit et de destination pour les hommes, les femmes et les enfants soumis au travail forcé et à la traite à des fins sexuelles. L'OIM a établi que la traite au sein du pays se produit essentiellement aux fins du travail domestique et de l'exploitation sexuelle, tandis que la traite internationale ou transfrontalière se produit aux fins du travail forcé, de l'esclavage domestique et de l'exploitation sexuelle. La traite d'enfants constitue la majeure partie des cas de traite signalés dans le pays, les enfants étant victimes de cette pratique pour travailler comme domestiques, travailler dans l'agriculture et la pêche, exercer la mendicité ou un travail sexuel dans la région côtière du Kenya. Ce rapport indique également que la traite des personnes dans la région côtière du Kenya a augmenté, les formes les plus courantes étant la traite à des fins d'exploitation au travail et d'exploitation sexuelle et la traite des enfants. La commission note également que le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), dans ses observations finales de novembre 2017, a observé avec préoccupation que les femmes et les filles, notamment dans les camps de réfugiés, risquent toujours d'être victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle ou de travail domestique forcé, et que les trafiquants sont rarement poursuivis, en particulier au titre de la loi de 2010 sur la lutte contre la traite des personnes (CEDAW/C/KEN/CO/8, paragr. 26). **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre et l'application effectives des dispositions de la loi sur la lutte contre la traite des personnes en menant des enquêtes et des poursuites approfondies contre les personnes qui se livrent à la traite des enfants et en veillant à ce que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur le nombre d'enquêtes ouvertes, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions imposées pour les infractions liées à la traite des enfants de moins de 18 ans.**

Article 3 d), article 4, paragraphe 1, et article 7, paragraphe 2 a) et b). Travail dangereux et mesures efficaces prises dans un délai déterminé pour empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants, pour les soustraire de ces pires formes de travail et pour assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Enfants travailleurs domestiques. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que l'article 12(3), lu conjointement avec l'article 24(e) du Règlement (général) de l'emploi (2014), interdit d'employer des enfants de moins de 18 ans dans différents types de travaux dangereux énumérés à l'annexe 4 du règlement, comme par exemple le travail domestique. Elle avait également noté que l'OIT/IPEC, dans le cadre du Programme d'action mondial (GAP 11), a appuyé plusieurs activités, notamment la conduite d'une analyse sur la situation des enfants travailleurs domestiques au Kenya. Selon le rapport du GAP de 2014, il est ressorti de cette analyse que des enfants de plus de 16 ans, dont certains ont commencé à travailler vers l'âge de 12-13 ans, exercent une activité de travail domestique au Kenya. Nombre d'entre eux sont sous-payés, font de longues journées de travail, comptabilisant quinze heures par jour en moyenne, et sont soumis à des violences physiques et sexuelles. La commission avait en outre noté, d'après le rapport intitulé «Road map to protecting child domestic

workers in Kenya: Strengthening the institutional and legislative response» (Feuille de route pour la protection des enfants travailleurs domestiques au Kenya: Renforcer les mesures institutionnelles et législatives à cette fin) d'avril 2014, que l'on estime à 350 000 le nombre d'enfants travailleurs domestiques au Kenya, dont la majorité sont des jeunes filles âgées de 16 à 18 ans.

La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les enfants engagés dans le travail domestique n'effectuent pas de tâches dangereuses, ainsi que des mesures efficaces dans un délai déterminé afin de soustraire les enfants à de telles pratiques et de veiller à leur réadaptation et intégration sociale.

La commission note que le gouvernement n'a fourni aucune information sur les mesures prises pour soustraire les enfants aux travaux domestiques dangereux ni sur les mesures de réadaptation et d'intégration sociale. Toutefois, elle note que le gouvernement indique dans son rapport que 17 pour cent des enfants âgés de 5 à 17 ans sont astreints au travail des enfants, notamment dans les secteurs de l'agriculture et du travail domestique. Environ 82 pour cent des travailleurs domestiques sont des filles des zones rurales qui travaillent dans des centres urbains. La commission prend note avec **préoccupation** du grand nombre d'enfants de moins de 18 ans qui sont engagés dans le travail domestique et sont soumis à des conditions de travail dangereuses. **La commission prie donc de nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que sa nouvelle réglementation sur les travaux dangereux soit effectivement appliquée afin d'empêcher les travailleurs domestiques de moins de 18 ans d'effectuer des travaux dangereux. Elle prie également le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé afin de fournir l'assistance directe nécessaire et appropriée pour soustraire les enfants engagés dans le travail domestique aux conditions de travail dangereuses et veiller à leur réadaptation et leur intégration sociale. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus, s'agissant du nombre d'enfants travailleurs domestiques soustraits à une telle situation et ayant bénéficié de mesures de réadaptation.**

Article 7, paragraphe 2. *Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux.* 1. *Enfants des rues.* Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note de l'information selon laquelle, en partenariat avec l'OIT/IPEC, le gouvernement agissait pour soustraire les enfants au travail des rues et les faire bénéficier de programmes de formation professionnelle et de formation à l'entrepreneuriat. Elle l'avait prié de continuer de fournir des informations sur les mesures prises pour protéger les enfants des rues des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles il a mis en œuvre le Fonds d'affectation spéciale pour la réadaptation des familles des rues et qu'il est en train d'élaborer une politique nationale de réadaptation des familles des rues. La commission note également que selon l'analyse de la situation des enfants et des femmes au Kenya de l'UNICEF (rapport SITAN), 2017, dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale pour la réadaptation des familles des rues, plus de 80 200 enfants et jeunes des rues ont été inscrits dans des écoles primaires et secondaires, et que 18 000 enfants des rues ont été réintégrés dans leur famille. Cependant, le rapport SITAN indique qu'il y a environ 50 000 à 250 000 enfants qui vivent et/ou travaillent dans les rues au Kenya. Tout en prenant note des mesures adoptées par le gouvernement, la commission se doit de faire part de sa **préoccupation** face au nombre important d'enfants qui travaillent dans les rues. **La commission prie donc instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour protéger les enfants des rues contre les pires formes de travail des enfants, et pour assurer la réadaptation et l'intégration sociale des enfants effectivement soustraits à la rue. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et les résultats obtenus s'agissant du nombre d'enfants des rues soustraits à ces situations et réintégrés dans la société.**

2. *Enfants orphelins en raison du VIH/sida et autres enfants vulnérables.* La commission avait précédemment noté que, d'après le rapport du projet TACKLE de l'OIT/IPEC destiné à lutter contre le travail des enfants dans le district de Siaya, Kenya, grâce à un programme national durable d'alimentation scolaire, le gouvernement du Kenya estimait à 1,78 million le nombre d'orphelins dans le pays, la moitié d'entre eux en raison du VIH/sida, et 40 pour cent d'entre eux vivant avec leurs grands-parents. Elle avait prié le gouvernement de redoubler d'efforts pour protéger les enfants victimes et orphelins en raison du VIH/sida contre les pires formes de travail des enfants, en particulier en améliorant leur accès à l'éducation.

La commission note que le gouvernement n'a fourni aucune information à ce sujet. Elle note, d'après le rapport SITAN, que 353 000 ménages bénéficient actuellement du programme de transfert d'espèces pour les orphelins et les enfants vulnérables. En outre, le programme présidentiel de bourses pour les orphelins et les enfants vulnérables est accordé à 50 enfants par circonscription. Le rapport SITAN indique en outre qu'il existe 854 institutions caritatives pour enfants enregistrées au Kenya, qui fournissent soins

et protection à environ 43 000 enfants. La commission relève toutefois dans le rapport SITAN qu'environ 3,6 millions d'enfants kenyans sont orphelins ou classés dans la catégorie des enfants vulnérables, parmi lesquels 646 887 ont perdu leurs deux parents, et 2,6 millions en ont perdu un (dont un million à cause du sida). D'autres enfants sont rendus vulnérables en raison de la pauvreté, de pratiques culturelles néfastes, d'abandons, de catastrophes naturelles, de conflits ethniques et politiques et/ou d'une prise en charge déficiente. **Rappelant que les orphelins et autres enfants vulnérables sont davantage exposés aux pires formes de travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'effort pour faire en sorte que ces enfants soient protégés contre les pires formes de travail des enfants et leur faciliter l'accès à l'éducation. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures efficaces prises dans un délai déterminé et sur les résultats obtenus à cet égard.**

Alinéa e). Tenir compte de la situation particulière des filles. Exploitation sexuelle des filles à des fins commerciales. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que des enfants étaient exploités à des fins de prostitution sur l'ensemble du territoire, notamment dans le secteur du tourisme sexuel sur la côte, dans les zones de culture du khat dans l'est, et près des mines d'or de Nyanza. La prostitution d'enfants dans des maisons closes aurait augmenté dans les comtés de Migori, Homa Bay et Kisii, en particulier à proximité des marchés le long de la frontière avec la République-Unie de Tanzanie. La commission avait prié le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour protéger les filles afin qu'elles ne soient pas victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, et de fournir des informations au sujet de ces mesures.

La commission note l'absence d'informations sur ce point dans le rapport du gouvernement. Elle note cependant que, selon le rapport SITAN, l'exploitation sexuelle d'enfants dans le cadre des voyages et du tourisme serait monnaie courante dans les grandes destinations touristiques telles que Nairobi, Mombasa, Kisumu, Kakamega, Nakuru ainsi que dans d'autres grandes villes du Kenya. Elle note également que le rapport d'évaluation de l'OIM estime que 10 000 à 15 000 filles âgées de 12 à 18 ans vivant à Diani, Kilifi, Malindi et Mombasa sont exploitées sexuellement. Ce rapport indique également que des travailleurs du sexe enfants, notamment des garçons de plage, le personnel des bars, des serveurs et autres, sont souvent contraints de fournir des services sexuels et que pendant la basse saison touristique, c'est le marché local qui perpétue le système. La commission note en outre que le Comité des droits de l'enfant, dans ses observations finales de 2016, notait avec préoccupation que la prostitution d'enfants et la pornographie mettant en scène des enfants sont des phénomènes répandus, en particulier dans le secteur du tourisme (CRC/C/KEN/CO/3-5, paragr. 37). La commission note avec une **profonde préoccupation** le grand nombre d'enfants qui sont engagés dans ces pires formes de travail au Kenya. **Elle prie donc instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour protéger les filles contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, en particulier dans les régions côtières du Kenya. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et les résultats obtenus concernant le nombre d'enfants qui sont, en pratique, soustraits à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et qui ont bénéficié de mesures de réadaptation.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Kirghizistan

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1992)

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que, sur les 1 467 000 enfants de 5 à 18 ans recensés au Kirghizistan, 672 000 (soit 45,8 pour cent) exerçaient une activité économique. Elle avait également pris note d'un certain nombre d'initiatives et actions entreprises dans le cadre du projet de l'OIT-IPEC intitulé «Lutte contre le travail des enfants en Asie centrale – l'engagement devient action» (PROACT CAR, Phase III) qui doivent contribuer à la prévention et à l'abolition des pires formes de travail des enfants au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que, d'après l'enquête nationale sur le travail des enfants portant sur la période 2014–2015, le nombre des enfants qui travaillent a diminué, étant passé de 32,9 pour cent en 2007 à 27,8 pour cent (soit 414 246 enfants) en 2014. Le gouvernement souligne en outre que le Plan-cadre des Nations unies pour le développement (PNUAD) concernant le Kirghizistan pour la période 2018–2022 a entre autres objectifs de faire reculer le travail des enfants de 27,8 pour cent actuellement à 22 pour cent en 2022. Le gouvernement donne des informations sur l'adoption du Programme d'État pour l'aide aux familles et la protection des enfants pour la décennie 2018–2028, instrument central de la politique gouvernementale de protection des enfants, y compris des enfants qui travaillent. La commission prend également note de l'adoption en 2015 du Règlement de procédure d'identification des enfants et familles connaissant des conditions de vie difficiles. L'article 7 de

ce règlement prévoit des mesures pour repérer les enfants qui travaillent et assurer leur protection, notamment en procédant à des inspections des lieux de travail et une évaluation des conditions de travail de ces enfants. Le gouvernement fait état de la mise en place en 2015 d'un Conseil de coordination pour la protection sociale et les droits de l'enfant, qui est également compétent pour les questions touchant à la prévention du travail des enfants et son éradication. Le gouvernement déclare qu'en application du Programme international pour l'élimination du travail des enfants (OIT-IPEC), au cours de la période 2013–2019, plus de 2 000 enfants et leur famille ont bénéficié d'une aide directe (notamment de services médicaux et de services juridiques, d'une aide alimentaire, d'une dotation en fournitures scolaires, d'une scolarisation et d'une formation professionnelle), aide grâce à laquelle plus de 1 000 enfants ont pu éviter d'être engagés dans le travail des enfants. La commission prend dûment note des différentes activités de sensibilisation et d'éducation entreprises par le gouvernement avec l'appui de l'OIT-IPEC dans un but de prévention du travail des enfants et de protection des enfants contre le travail des enfants. **Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission prie celui-ci de poursuivre les efforts entrepris pour faire baisser le nombre des enfants n'ayant pas atteint l'âge minimum (16 ans) qui travaillent. Elle le prie également de donner des informations sur les résultats enregistrés en termes d'élimination progressive du travail des enfants, en particulier dans le cadre du Programme d'État pour l'aide aux familles et la protection des enfants pour la décennie 2018–2028.**

Article 2, paragraphe 1. Champ d'application et inspection du travail. La commission avait noté précédemment que le Code du travail, en vertu de son article 18, s'applique à l'égard des parties à une relation de travail contractuelle, soit un travailleur et un employeur. Elle avait cependant observé que l'écrasante majorité (96 pour cent) des enfants qui travaillent sont occupés dans l'agriculture ou une activité productive familiale et que, s'agissant de leur situation en tant que travailleur, dans leur écrasante majorité (95 pour cent), ce sont des enfants qui travaillent au sein de leur famille sans être rémunérés. La commission avait prié le gouvernement d'assurer une protection en ce qui concerne les enfants travaillant de manière indépendante, les enfants occupés dans l'économie informelle et les enfants qui travaillent dans une exploitation agricole familiale, en procédant au besoin à un renforcement des services d'inspection du travail.

Le gouvernement indique que les services du Bureau du Procureur général qui ont compétence pour l'application de la législation du travail ont décelé, dans le cadre de visites d'inspection, des situations d'emploi illégal de personnes mineures, y compris à des travaux néfastes pour la santé ou la moralité des intéressés (par exemple, dans la vente de boissons alcooliques, le chargement et le déchargement de marchandises lourdes, le travail de nuit ou pendant les heures d'école). Le gouvernement indique également les résultats positifs générés par le Système d'observation du travail des enfants (CLMS) mis en place grâce à l'appui du Projet d'action contre le travail des enfants dans les pays d'Asie centrale (PROACT-CAR), déployé par l'OIT-IPEC dans trois districts afin de déceler les situations de travail des enfants, y compris dans les exploitations agricoles familiales et l'économie informelle, et de fournir un soutien social au profit de ces enfants. La commission note cependant que, dans son rapport au Comité des droits de l'enfant de novembre 2019, le gouvernement a mentionné que, selon la loi n° 72 du 25 mai 2007 portant procédure de conduite des inspections des entités économiques, les inspecteurs du travail ne sont pas habilités à procéder à des visites d'inspection sans préavis auprès d'employeurs susceptibles de commettre une infraction par rapport au travail des enfants car un employeur doit être averti de toute visite d'inspection par écrit et au moins 10 jours à l'avance. La commission note en outre que le gouvernement indique que sa décision gouvernementale n° 586 du 17 décembre 2018 a instauré une interdiction temporaire (un moratoire) sur les inspections des entreprises et que la question du renforcement de l'inspection du travail doit être examinée en 2021 dans le cadre de la Commission tripartite nationale. La commission note en outre que, d'après l'enquête sur le travail des enfants de 2014–2015, non moins de 96,2 pour cent des enfants qui travaillent sont occupés dans l'agriculture, plus précisément, dans leur grande majorité (92,7 pour cent) en tant que main-d'œuvre non rémunérée de l'exploitation agricole familiale. **La commission prie le gouvernement de poursuivre les efforts entrepris pour assurer la protection des enfants qui travaillent dans l'économie informelle et de ceux qui travaillent dans l'exploitation agricole familiale. Se référant à ses commentaires au sujet de l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, la commission le prie instamment de renforcer le fonctionnement de l'inspection du travail afin que cette dernière soit effectivement en mesure de faire appliquer et respecter les dispositions législatives donnant effet à la convention et de fournir des informations à cet égard. Elle le prie également de donner des informations sur la mise en place d'un CLMS dans d'autres districts du pays.**

Article 7. Travaux légers. La commission avait noté précédemment qu'en vertu de l'article 18 du Code du travail, les enfants scolarisés ayant 14 ans révolus peuvent conclure, sous réserve de l'accord des parents ou gardiens ou tuteurs légaux exprimé dans la forme écrite et à condition que cela ne porte pas préjudice à leur santé et n'affecte pas leur scolarité, un contrat de travail afférent à l'accomplissement de travaux légers en dehors des heures d'école. La commission avait noté qu'aux termes des articles 91 et 95

du Code du travail, la durée du travail en ce qui concerne les personnes de 14 à 16 ans ne doit pas excéder 24 heures par semaine, à raison d'un maximum de cinq heures par jour. En outre, la commission avait noté que, chez les enfants de 7 à 17 ans qui n'exercent pas un travail, le taux de scolarisation était estimé à 97,4 pour cent, contre 94,5 pour cent chez les enfants de la même tranche d'âge qui travaillent, cet écart étant imputable principalement à une moindre assiduité scolaire des enfants les plus âgés qui travaillent.

La commission note que, d'après l'enquête sur le travail des enfants portant sur la période 2014–2015, le taux d'assiduité scolaire en 2014 était estimé à 90,4 pour cent chez les enfants de 7 à 17 ans et, en outre, que 24,8 pour cent des enfants scolarisés âgés de six ans (soit 9 795 enfants) travaillaient et 39,5 pour cent des enfants scolarisés âgés de 7 à 13 ans (soit 318 590 enfants) avaient un emploi. Selon cette même étude, la durée moyenne du travail effectué par les enfants de 14 à 16 ans était de 33,6 heures par semaine, soit bien au-delà des 24 heures par semaine autorisées par l'article 91 du Code du travail. La commission note que le gouvernement indique que la liste des activités constituant des travaux légers auxquels peuvent être occupés les enfants de 14 à 16 ans n'a pas encore été déterminée et que cette question doit être étudiée par un groupe de travail tripartite sur l'amélioration de la législation dont la création est prévue par une directive du ministère du Travail et du Développement social de mai 2019. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les enfants n'ayant pas 14 ans révolus ne soient pas admis au travail ou à l'emploi. Elle prie le gouvernement d'assurer que la durée du travail en ce qui concerne les enfants de 14 à 16 ans n'excède pas les limites fixées par l'article 91 du Code du travail. Enfin, elle le prie de prendre les mesures nécessaires pour que soient déterminées les activités constituant des travaux légers auxquels, à ce titre, les enfants de 14 à 16 ans peuvent être occupés, et elle le prie de donner des informations sur tout progrès enregistré sur ce plan.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2004)

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a). Toutes formes d'esclavage ou pratiques analogues. Vente et traite d'enfants. La commission avait pris note d'informations émanant de l'OIT-IPEC selon lesquelles le ministère des Affaires étrangères s'employait à élaborer un plan d'action national contre la traite des êtres humains pour la période 2012–2015. Elle avait noté en outre que, selon le rapport du Rapporteur spécial des Nations unies sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences, la traite des femmes et des enfants à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé reste un problème dans ce pays (A/HRC/14/22/Add.2, paragr. 33). La commission s'était déclarée préoccupée par l'absence de données sur la prévalence de la traite des enfants au Kirghizistan, en même temps que par l'importance que revêtirait ce phénomène dans le pays, d'après certaines sources.

La commission prend note des indications données par le gouvernement dans son rapport en ce qui concerne l'adoption du Programme gouvernemental et plan d'action contre la traite des personnes pour 2017–2020 (plan d'action pour 2017–2020), instrument qui a comme objectifs d'améliorer le cadre légal et réglementaire pertinent, de renforcer la coopération au niveau interministériel comme au niveau international, et d'assurer une action de prévention de la traite des personnes et de protection des victimes. Le gouvernement indique en outre qu'afin de mettre en œuvre le plan d'action pour 2017–2020, le Bureau de l'Ombudsman a constitué un groupe de travail constitué de représentants des ministères et départements compétents, qui a pour mission de surveiller l'application des droits des enfants victimes de faits de traite et d'exploitation. Le gouvernement précise en particulier que, sur la base des résultats du suivi entrepris en juillet–septembre 2019 avec l'appui du programme de l'OIT visant à aider le Kirghizistan à ratifier et appliquer les normes internationales du travail et satisfaire à ses obligations en matière de rapports, il est prévu d'élaborer des recommandations pour la prévention et la répression de la traite des enfants. La commission prend note en outre de l'adoption, par effet du décret gouvernemental n° 493 du 19 septembre 2019 et avec le soutien de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de l'OIT, de critères permettant de déceler les situations dans lesquelles des enfants sont victimes de la traite, d'une part, et des instructions concernant la réadaptation sociale de ces enfants, d'autre part. La commission note que d'après les données statistiques communiquées par le gouvernement, au cours de la période 2014–2017, les juridictions compétentes ont été saisies de 15 affaires en vertu de l'article 124 du Code pénal de 1997 (interdiction de la traite des personnes), qui ont donné lieu à 12 condamnations. La commission note en outre que le nouveau Code pénal est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et que l'article 171(1) de ce Code pénal interdit la traite des personnes et précise sous son paragraphe 2, alinéa 2, et son paragraphe 3, alinéa 3, que le fait que les victimes sont des enfants constitue une circonstance aggravante. **La commission prie le gouvernement de continuer de prendre des mesures, notamment dans le cadre du plan d'action 2017–2020, pour prévenir et réprimer la traite des enfants, et de communiquer des informations sur les résultats obtenus. Elle le prie en outre de**

communiquer des données statistiques sur l'application de l'article 171 du Code pénal dans la pratique, dans les cas de traite des enfants à des fins d'exploitation au travail ou d'exploitation sexuelle, en précisant notamment le nombre des situations d'infraction signalées, les enquêtes menées, les poursuites exercées, les condamnations prononcées et les sanctions pénales imposées.

Alinéa b. Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de prostitution. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que les articles 260 et 261 du Code pénal de 1997 poursuivent comme infraction l'entraînement dans la prostitution. Elle avait cependant noté que dans ses observations finales, le Comité des droits de l'enfant se déclarait préoccupé par le fait que, dans un certain nombre d'affaires de prostitution d'enfants, il n'avait pas été mené d'enquête ni engagé de poursuites et, au surplus, que dans ces situations les enfants victimes pouvaient être considérés comme des délinquants et, à ce titre, traduits en justice et placés en détention (CRC/C/OPSC/KGZ/CO/1, paragr. 17 et 21). La commission avait également noté que, selon le rapport du Rapporteur spécial des Nations unies sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences, au Kirghizistan, les adolescentes sont particulièrement vulnérables à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales dans les zones urbaines et que la majorité de celles qui sont victimes de ces pratiques sont originaires des zones rurales (A/HRC/14/22/Add.2, paragr. 35).

La commission observe que, selon le rapport analytique sur l'étude des pratiques judiciaires portant sur les infractions de traite des personnes au Kirghizistan qui a été réalisée en 2018 par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), au cours de la période 2015–2017, les tribunaux ont examiné sur les fondements de l'article 260(3) du Code pénal de 1997 (entraînement d'une personne mineure dans la prostitution) non moins de six affaires, dans lesquelles six victimes étaient âgées de 14 à 18 ans; au cours de la période 2014–2017, les tribunaux ont examiné sur les fondements de l'article 261(3) du Code pénal (création ou exploitation de maisons de prostitution avec utilisation de personnes mineures) trois autres affaires. La commission note que, selon les informations communiquées par le gouvernement, le nouveau Code pénal de 2019 comporte un article 166(2)(1) qui interdit l'entraînement d'une personne mineure dans la prostitution. La commission note en outre que l'article 167(2) de ce Code pénal de 2019 prévoit des amendes de la catégorie VI ou des peines d'emprisonnement de la catégorie II pour sanctionner la mise en place ou la tenue de maisons de prostitution ou les actes de proxénétisme commis sciemment au détriment de personnes n'ayant pas 16 ans révolus. **Rappelant que toutes les personnes de moins de 18 ans sont protégées par la convention, la commission prie instamment le gouvernement d'assurer que l'article 167(2) du Code pénal de 2019 couvre les enfants âgés de 16 à 18 ans. Notant l'absence de dispositions légales spécifiques incriminant les clients qui utilisent un enfant de moins de 18 ans à des fins de prostitution, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect de la convention à cet égard. En outre, elle le prie de donner des informations sur l'application dans la pratique des articles 166(2)(1) et 167(2) du Code pénal de 2019, notamment sur le nombre des enquêtes ordonnées, des poursuites exercées, des condamnations prononcées et des sanctions appliquées sur la base de ces articles ainsi que sur le nombre et l'âge des personnes mineures utilisées à des fins de prostitution.**

Alinéa d) et article 4, paragraphe 3. Travaux dangereux et révision de la liste des types de travaux dangereux. Enfants travaillant dans l'agriculture. La commission avait noté précédemment que l'utilisation dans des conditions dangereuses d'une main-d'œuvre constituée d'enfants était très répandue dans le secteur agricole, en particulier dans la culture du tabac, du riz et du coton, et que la réglementation interdisant d'affecter des enfants à de tels travaux n'est pas strictement appliquée dans les zones rurales. Elle avait pris note de déclarations du gouvernement selon lesquelles le travail dans les plantations est l'une des formes de travail des enfants auxquelles s'attaque le Programme d'action des partenaires sociaux pour l'éradication des pires formes de travail des enfants. Elle avait pris note de la poursuite de la mise en œuvre d'un projet d'éradication du travail des enfants dans la production de tabac, à l'initiative d'une organisation non gouvernementale et avec le concours de travailleurs syndicaux du secteur agricole. Enfin elle avait noté que, d'après certaines informations de l'OIT/IPEC, des mesures ont été prises contre l'emploi d'enfants à des travaux dangereux dans l'agriculture à travers le projet intitulé «Lutte contre le travail des enfants en Asie Centrale – L'engagement devient action (PROACT CAR Phase III)».

La commission note que, selon les indications données par le gouvernement, le projet de liste des types de travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans a été soumis pour approbation aux ministères et départements compétents et aux partenaires sociaux. Le gouvernement indique en outre que ce projet de liste englobe des types considérablement étendus d'activités agricoles s'effectuant dans des conditions nocives ou dangereuses. Le gouvernement fait également état d'un projet intitulé «élimination du travail des enfants dans le tabac» mis en œuvre par l'ONG «Alliance pour la protection des droits des enfants», en conjonction avec le Comité central du Syndicat des travailleurs du complexe agro-industriel et avec le soutien de la Fondation pour l'élimination du travail des enfants dans le tabac et du ministère du Travail et du développement social. La commission note que, selon l'enquête nationale

sur le travail des enfants de 2014-2015, c'est dans l'agriculture que se concentre la majorité (96,2 pour cent) des enfants qui travaillent. Elle note en outre que, d'après une enquête par grappes à indicateurs multiples menée par la commission nationale de statistique avec l'aide de l'UNICEF, le nombre des enfants occupés à des travaux dangereux a reculé, étant passé de 15,2 pour cent 2014 à 11,7 pour cent en 2018. **La commission prie le gouvernement de continuer à prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des personnes de moins de 18 ans contre tous travaux dangereux, en particulier dans la production du coton, du tabac et du riz, et de donner des informations sur les résultats enregistrés. Elle le prie également de veiller à ce que la liste des types de travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans soit adoptée dans un proche avenir.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces devant être prises dans un délai déterminé. Alinéa b). Prévoir l'aide directe nécessaire et appropriée pour soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Traite des enfants. La commission avait pris note de disparités dans les chiffres concernant les enfants victimes de la traite et les victimes ayant bénéficié d'assistance. Elle avait noté que, d'après certaines informations provenant de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), cette organisation a déployé dans ce pays sur la période 2009-2012 un projet intitulé «Lutter contre la traite des personnes en Asie Centrale: Prévention, protection et renforcement des capacités» qui incluait sensibilisation du public et aide aux victimes. La commission avait également pris note de la mise en œuvre conjointe, au Kirghizistan, par l'OIT, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'ONUDC, dans le cadre de l'Initiative mondiale de l'ONU pour lutter contre la traite des êtres humains, du Programme conjoint de lutte contre la traite des êtres humains en Asie centrale, dont un volet prévoit le soutien du développement de mécanismes nationaux d'action concertée entre les organes publics chargés de faire appliquer les lois et la société civile.

Le gouvernement se réfère, dans ses réponses à l'OIM, à certains chiffres indiquant que, sur la période 2002-2018, l'OIM a identifié et fourni une assistance à près de 2 500 personnes victimes de traite, parmi lesquelles des enfants. Le gouvernement déclare en outre que, dans le cadre du support de l'OIT-IPEC, au cours de la période 2013-2019, plus de 2 000 enfants et leur famille ont bénéficié d'une aide directe, notamment de services médicaux et juridiques, d'une aide alimentaire, d'une dotation en fournitures scolaires, et d'une formation professionnelle. Le gouvernement se réfère également à l'adoption en 2015 du Règlement de procédure d'identification des enfants et familles connaissant des conditions de vie difficiles, instrument qui prévoit des mesures d'aide sociale en faveur des enfants engagés dans les pires formes de travail des enfants (art. 7). La commission note que les Directives de 2019 concernant la réadaptation sociale des enfants victimes de la traite prévoient de fournir à ces enfants une assistance psychologique, médicale, juridique et de réadaptation sociale. Elle observe en outre que le décret gouvernemental n° 101 du 5 mars 2019 a adopté un règlement portant sur l'organisation de centres d'accueil des victimes de la traite des personnes, dans lesquels les intéressés bénéficieront d'une assistance sur les plans médical, psychiatrique, social et juridique, ainsi que d'une aide pour établir le contact avec des parents ou des représentants légaux. **La commission prie le gouvernement de poursuivre les efforts entrepris pour assurer l'aide directe nécessaire aux enfants victimes de la traite et pour assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Elle le prie en outre de donner des informations sur les progrès enregistrés dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la création et le fonctionnement de centres spécialisés dans l'accueil des victimes de la traite des personnes, et de préciser le nombre des personnes de moins de 18 ans qui auront ainsi bénéficié de mesures axées sur leur réadaptation et leur intégration sociale.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Kiribati

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2009)

Article 1 de la convention. Politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et application de la convention dans la pratique. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que le gouvernement prévoyait de constituer une base de données statistiques sur l'emploi des enfants et des adolescents à partir des formulaires de déclaration d'emploi et qu'une enquête sur le travail des enfants, devant être suivie d'un rapport, allait être menée avec le concours de l'OIT-IPEC. La commission avait prié le gouvernement de poursuivre les efforts engagés, tant en ce qui concerne l'élaboration d'une politique nationale sur le travail des enfants que l'accès à des données suffisantes sur la situation du travail des enfants aux Kiribati.

Le gouvernement indique dans son rapport que les précédents commentaires de la commission ayant trait à l'élaboration d'une politique concernant le travail des enfants ont retenu toute son attention, et que cette question sera examinée de manière approfondie en concertation avec le Conseil consultatif

pour le travail décent et d'autres organes techniques apparentés. Le gouvernement communiquera dans son prochain rapport des informations actualisées à ce sujet.

Le gouvernement indique également que la création d'une base de données statistiques sur l'emploi des enfants et des adolescents à partir des formulaires de déclaration d'emploi n'a pas encore été entreprise en raison d'un taux élevé de renouvellement du personnel au sein du ministère compétent, en particulier de l'Unité relations socioprofessionnelles, qui est chargée spécifiquement de la mise en application du Code de l'emploi et des relations socioprofessionnelles de 2015 (EIRC) et du suivi de celle-ci.

Le gouvernement indique que l'évaluation rapide menée à Tarawa en 2012 avec l'OIT-IPEC dans le cadre du programme TACKLE déployé à Fidji a confirmé qu'il existait des enfants de moins de 14 ans travaillant dans l'économie informelle. Il précise que les mesures ou procédures qui permettraient de décrire avec précision la situation des enfants engagés dans le travail des enfants à Kiribati sont toujours en cours d'élaboration. La commission note que, d'après le document relatif à l'évaluation rapide qui est joint au rapport du gouvernement, il apparaît clairement que des enfants de 12 ans et moins sont engagés dans le travail des enfants.

La commission note également que l'Enquête sur les indicateurs du développement social aux Kiribati (KSDIS) réalisée en 2018-19 par l'Office national de statistique en collaboration avec le ministère de la Santé et d'autres ministères fait apparaître que 28,3 pour cent des enfants de 5 à 14 ans sont engagés dans le travail des enfants. **Considérant le pourcentage élevé d'enfants de moins de 14 ans concernés par le travail des enfants, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour élaborer et adopter une politique nationale visant à assurer l'élimination progressive du travail des enfants, y compris dans l'économie informelle. En outre, elle encourage le gouvernement à poursuivre les efforts qu'il a entrepris en vue de se doter d'une base de données statistiques comprenant des informations sur le nombre d'enfants n'ayant pas atteint l'âge minimum d'admission au travail engagés dans le travail des enfants, et elle le prie de continuer à fournir des informations sur le nombre d'enfants engagés dans le travail des enfants dans le pays.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2009)

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa b). Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de prostitution. La commission avait noté précédemment que l'article 118 f) du Code de l'emploi et des relations socioprofessionnelles de 2015 (EIRC) interdit l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution et prévoit en cas d'infraction une peine d'amende d'un montant de 5000 \$, une peine de 10 ans d'emprisonnement, ou les deux peines cumulées. La commission avait en conséquence prié le gouvernement de donner des informations sur l'application dans la pratique de l'article 118 f) de l'EIRC une fois que cet instrument serait entré en vigueur.

Le gouvernement indique dans son rapport qu'il n'a pas été signalé d'affaires ni de poursuites judiciaires en lien avec l'article 118 f) de l'EIRC. La commission note que l'évaluation rapide menée à Tarawa en 2012 avec l'OIT-IPEC dans le cadre du programme TACKLE déployé à Fidji, document qui est annexé au rapport du gouvernement, mentionne 33 enfants – toutes des filles de 10 à 17 ans – engagés dans la prostitution. Cette évaluation précise en outre que 85 pour cent de ces filles ont été entraînés dans la prostitution alors qu'elles n'avaient que 10 à 15 ans, et qu'elles se livrent le plus souvent à cette activité à bord de navires étrangers (pp. 8-9 et 18-37).

La commission note en outre que, dans son rapport au Comité des droits de l'enfant de mars 2020, le gouvernement indique que des enfants sont victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, même si ces situations tendent à ne pas être dénoncées parce qu'il est considéré que ces filles n'agissent pas sous la contrainte et que, d'une manière générale, la société n'a pas une perception claire du caractère illégal et dangereux de cette pratique (CRC/C/KIR/2-4, paragr. 193).

La commission note également que, dans leurs rapports respectifs de 2020, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et l'Équipe de pays des Nations unies pour Fidji (qui couvre inclusivement Kiribati) soulignent l'existence d'une exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, qui a cours en particulier à bord des bateaux de pêche étranger (CEDAW/C/KIR/CO/1-3, paragr. 31, et contribution de l'Équipe de pays des Nations unies pour Fidji à l'Examen périodique universel, paragr. 40). **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que toute infraction à l'article 118 f) de l'EIRC donne lieu à enquête et, le cas échéant, à des poursuites judiciaires. Elle le prie également de donner des informations sur les infractions à l'article 118 f) de l'EIRC qui ont été établies, les poursuites exercées, les condamnations prononcées et les peines imposées.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces devant être prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants, les soustraire de ces pires formes de travail et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Exploitation sexuelle à des fins commerciales. La commission avait noté précédemment qu'aux Kiribati, la police effectue des patrouilles de nuit afin d'empêcher que les enfants n'errent dans les rues et ne soient la proie d'une exploitation sexuelle à des fins commerciales. Le gouvernement déclarait que le ministère des Femmes, de la jeunesse, des sports et des affaires sociales (MWYSSA) et le ministère de la Santé et des services de santé avaient constitué de nouvelles unités, investies de fonctions de conseil et d'orientation ayant pour mission de s'attaquer aux situations problématiques, y compris à celles relevant des pires formes de travail des enfants. La commission avait prié le gouvernement d'intensifier les efforts visant à empêcher l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants dans le pays et de fournir des informations sur les mesures prises pour soustraire de cette pire forme de travail des enfants ceux qui y avaient été engagés.

Le gouvernement indique que le MWYSSA a mené des actions de sensibilisation auprès des gérants et des membres des bars «kava» qui emploient de nuit des filles n'ayant pas l'âge légal de travailler et que, par suite, le nombre des filles qui étaient encore employées dans ces établissements a diminué. Le MWYSSA a également mis sur pied un service de conseil s'adressant à ces enfants, qui leur fournit les moyens de se réinsérer dans la société, notamment par la scolarisation, et assure auprès d'eux une action de prévention de l'alcoolisme. **La commission prie le gouvernement de continuer de prendre des mesures pour empêcher que des enfants ne soient impliqués dans l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Elle le prie également de prendre les mesures nécessaires pour soustraire à cette situation relevant des pires formes de travail des enfants ceux qui y ont été engagés et pour assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Elle le prie de donner des informations à cet égard, notamment sur le nombre des enfants de moins de 18 ans qui ont effectivement été soustraits à une exploitation sexuelle à des fins commerciales et ont bénéficié d'une assistance et de soins appropriés.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Lesotho

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2001)

Article 1 de la convention. Politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants. La commission avait précédemment pris note de l'adoption d'un plan d'action pour l'élimination du travail des enfants (APEC) pour la période 2013-2017/2018, qui avait pour objectif de ramener l'incidence du travail des enfants sous les 1 pour cent à l'horizon 2016 et, dans le même temps, de fonder les bases d'une dynamique politique et institutionnelle forte en vue de l'élimination à long terme de toutes les autres formes de travail des enfants. Elle avait prié le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures concrètes prises dans le cadre de l'APEC afin d'éliminer le travail des enfants, et sur les résultats obtenus.

La commission note que, d'après le Rapport d'étape sur la mise en œuvre de l'APEC (rapport d'étape), joint au rapport du gouvernement, le plan d'action a été adopté par tous les districts, et des efforts coordonnés ont été engagés en vue d'éradiquer le travail des enfants. D'après le rapport d'étape, les acquis obtenus grâce au déploiement de l'APEC incluent: i) la révision du Code du travail afin de renforcer les dispositions relatives au travail des enfants et d'élargir le champ d'action des services de l'inspection du travail, de manière à y inclure l'économie informelle; ii) la réalisation et la diffusion dans le public de brochures de sensibilisation sur le travail des enfants, en anglais et en Lesotho; iii) l'organisation, de 2016 à 2018, de campagnes de sensibilisation sur la législation touchant au travail des enfants dans 80 pour cent des districts; iv) le déploiement de six campagnes de sensibilisation sur les lignes directrices pour l'éradication du travail des enfants dans le secteur agricole, avec une attention spéciale aux jeunes garçons employés comme gardiens de troupeaux dans les districts de Botha-Bothe et de Qacha's Nek; v) la mise en place d'équipes communautaires pour la protection des enfants dans au moins 20 communautés, pour observer la situation à cet égard au niveau des communautés; vi) l'adoption de programmes de scolarisation des enfants non scolarisés et de réinsertion des enfants déscolarisés dans l'éducation formelle. En outre, à travers des programmes d'aide aux familles vulnérables et nécessiteuses, 28 000 enfants ont bénéficié de bourses d'études dans l'enseignement secondaire et 33 000 foyers ont bénéficié du Programme d'allocations au titre d'enfants à charge. La commission note en outre que, selon le rapport d'étape de l'APEC, l'insuffisance des ressources, humaines et financières, qui seraient nécessaires pour simplifier la législation du travail en ce qui concerne les enfants, pour la formation professionnelle, et pour la production et la diffusion de matériel pédagogique, constitue un des défis qui se posent au ministère dans l'accomplissement des missions qui lui ont été confiées par l'APEC. **La commission prie le gouvernement de continuer de prendre des mesures effectives, à travers aussi bien**

le déploiement de l'APEC que l'élaboration et l'adoption d'autres plans ou programmes nationaux d'action pour l'élimination du travail des enfants dans le pays. Elle le prie de fournir des informations sur toutes mesures prises ou envisagées à cet égard.

Article 2, paragraphe 1. *Champ d'application et inspection du travail. Travail indépendant et travail dans l'économie informelle.* Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que les dispositions du Code du travail excluaient le travail indépendant du champ d'application de cet instrument. Elle avait noté qu'une unité du travail des enfants avait été créée pour contribuer à la protection des enfants qui travaillent dans l'économie informelle. La commission avait en outre noté que, d'après le rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme ainsi que la liste des points du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, un grand nombre d'enfants continuaient à travailler dans l'élevage, le commerce de rue, ou comme domestiques. Elle avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les activités déployées par l'Unité du travail des enfants pour protéger les enfants travaillant dans l'économie informelle.

La commission note que le gouvernement indique que l'Unité du travail des enfants a organisé dans les districts de Matsieng et Ha-Ramabanta des cycles de formation ainsi que des assemblées publiques visant à rendre la population et les pouvoirs publics plus attentifs à la problématique du travail des enfants. De même, des ateliers axés sur la mise en commun des connaissances relatives au travail des enfants ont été assurés, avec le concours de représentants de la population agissant dans le secteur informel. La commission note que le gouvernement indique également que le projet de texte modificatif du Code du travail, qui contient des dispositions étendant son champ d'application, ainsi que le champ d'action des services de l'inspection du travail, à l'économie informelle, doit être soumis à l'adoption du Parlement. La commission note cependant que, selon le document relatif à la phase III (2018–23) du Programme par pays pour le travail décent, plus de 50 pour cent de la population active exerce son activité dans le secteur informel. Ce document indique également que réguler et prévenir le travail des enfants constitue un problème majeur, du fait que le champ d'action de l'inspection du travail n'englobe pas les activités relevant de l'économie informelle. À cet égard, la commission note que, dans ses observations finales concernant le deuxième rapport périodique du Lesotho du 25 juin 2018, le Comité des droits de l'enfant se déclare préoccupé de constater que des enfants continuent d'être utilisés pour la garde des troupeaux et dans le travail domestique, et que le travail des enfants a une incidence négative sur la scolarisation de ces derniers, dans les zones rurales (CRC/C/LSO/CO/2, paragr. 55, a) et c)). **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la protection prévue par la convention soit assurée à l'égard des enfants qui exercent un travail indépendant et de ceux qui travaillent dans l'économie informelle, notamment de ceux qui sont employés pour la garde de troupeau ou dans le travail domestique. À cet égard, se référant à ses commentaires au sujet de l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer les capacités de l'inspection du travail et étendre le champ d'action de celle-ci afin qu'elle puisse contrôler de manière adéquate ces secteurs et y déceler les situations de travail d'enfants. Elle le prie enfin de donner des informations détaillées sur les mesures prises à cet égard, ainsi que sur les mesures prises par l'Unité du travail des enfants quant au problème de l'emploi d'enfants dans l'économie informelle. Enfin, elle exprime le ferme espoir que le projet de texte modificatif du Code du travail, qui contient des dispositions protégeant les enfants travaillant dans l'économie informelle et étendant à l'économie informelle le champ d'action des services de l'inspection du travail, sera adopté et entrera en vigueur dans un proche avenir.**

Article 2, paragraphe 3. *Âge de fin de scolarité obligatoire.* La commission avait noté précédemment qu'en vertu de la loi de 2010 sur l'éducation, au Lesotho, l'âge auquel la scolarité obligatoire cesse est de 13 ans, soit deux ans avant qu'un enfant ne soit légalement admis à travailler (15 ans). Elle avait également noté que, selon le gouvernement, le ministère de l'éducation s'employait, avec le ministère du développement social, à rendre l'enseignement gratuit et obligatoire au niveau secondaire. La commission avait instamment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer que la scolarité soit obligatoire jusqu'à l'âge minimum d'admission à l'emploi de 15 ans.

La commission note que selon les indications données par le gouvernement, aucune mesure n'a été prise sur le plan législatif en vue de rendre l'éducation obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans. Néanmoins, dans le cadre de l'APEC, il a été adopté une politique d'insertion des enfants non scolarisés dans une filière éducative non formelle. La commission rappelle que la scolarité obligatoire constitue l'un des moyens les plus efficaces de lutte contre le travail des enfants et elle souligne la nécessité de lier l'âge d'admission à l'emploi ou au travail à l'âge auquel la scolarité obligatoire prend fin, comme préconisé au paragraphe 4 de la recommandation (n° 146) sur l'âge minimum, 1973. Si la scolarité obligatoire se termine avant l'âge auquel la loi autorise les jeunes à travailler, il peut s'ensuivre un vide qui ouvre malencontreusement la porte à l'exploitation économique des enfants (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 371). **En conséquence, la commission prie instamment et fermement le**

gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que l'âge auquel la scolarité obligatoire prend fin soit porté au niveau de l'âge auquel un enfant est légalement admis à l'emploi ou au travail, soit 15 ans. Elle prie le gouvernement de donner des informations sur tout progrès enregistré à cet égard.

Application de la convention dans la pratique. La commission note que le gouvernement indique que les résultats de l'enquête sur la main-d'œuvre, laquelle comporte un module relatif au travail des enfants, n'ont pas encore été publiés. La commission note également que, d'après le rapport d'étape relatif à l'APEC, le rapport préliminaire sur le recensement de la population et du logement de 2016 révèle que 35,9 pour cent des enfants de 10 ans et plus sont concernés par le travail des enfants et que, sur ce nombre, 21 pour cent exercent des activités dans l'agriculture. Elle note également que, selon les indications communiquées par le gouvernement, l'enquête sur la violence à l'égard des enfants au Lesotho réalisée par le ministère du Développement social en 2019 fait apparaître que 11,4 pour cent des enfants de 13 à 17 ans sont engagés dans le travail des enfants. De plus, l'évaluation rapide menée en 2019 sur les populations vulnérables a fait apparaître que 19,1 pour cent des enfants participent à des chantiers de construction, 14,9 pour cent à des travaux agricoles, 2,1 pour cent aux activités des transports, 0,9 pour cent à la garde des troupeaux et 0,4 pour cent au travail domestique. Tout en prenant dûment note des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre le travail des enfants, notamment dans le cadre de l'APEC, la commission observe qu'un pourcentage élevé d'enfants d'un âge inférieur à l'âge minimum sont engagés dans le travail des enfants au Lesotho. **La commission encourage le gouvernement à poursuivre les efforts qu'il a engagés pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants. Elle le prie de continuer de donner des informations sur la situation des enfants qui travaillent au Lesotho, notamment sur le nombre d'enfants n'ayant pas l'âge minimum qui sont engagés dans le travail des enfants et sur la nature, l'étendue et les tendances de ce travail. Elle le prie également de communiquer une copie des résultats de l'enquête sur la main-d'œuvre dès que ceux-ci seront disponibles.**

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

Article 3 d), et article 7, paragraphe 2 b), de la convention. **Travaux dangereux et mesures efficaces prises dans un délai déterminé pour soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale.** *Enfants travaillant comme domestiques.* La commission avait noté précédemment que les filles employées comme domestiques sont fréquemment victimes de violences verbales ou physiques de la part de leurs employeurs, y compris, dans certains cas, de violences à caractère sexuel et qu'en règle générale, elles ne vont pas à l'école. Elle avait également noté que le gouvernement avait déclaré qu'il envisageait l'adoption d'un règlement sur le travail domestique, qui interdirait d'exposer des personnes de moins de 18 ans à un travail dangereux dans ce secteur. Elle avait également noté que, dans un rapport compilé par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme en vue de l'Examen périodique universel, au Lesotho des enfants continuent de travailler comme domestiques. En outre, le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille se déclarait également préoccupé par le nombre particulièrement élevé d'enfants travaillant comme domestiques. La commission avait donc instamment prié le gouvernement de prendre immédiatement des mesures efficaces pour protéger les enfants employés comme domestiques des travaux dangereux, notamment en élaborant et adoptant une réglementation interdisant tout emploi de personnes de moins de 18 ans dans un domestique dangereux.

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations à ce sujet. Elle note néanmoins que, d'après le rapport d'étape sur la mise en œuvre du Programme d'action pour l'élimination du travail des enfants 2013-2018 (APEC), le projet de loi devant porter Code du travail intègre des dispositions qui mettent en avant les principes et droits fondamentaux de tous les travailleurs, y compris des travailleurs domestiques. En outre, le Comité consultatif national du travail a proposé d'inclure une réglementation spéciale pour les travailleurs domestiques. La commission note que, dans ses observations finales de juin 2018, le Comité des droits de l'enfant se déclarait préoccupé par le fait que des enfants employés comme domestiques sont exposés aux pires formes de travail des enfants (CRC/C/LSO/CO/2, paragr. 55 a)). **La commission prie donc à nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces pour prévoir l'assistance directe nécessaire et appropriée afin de soustraire les enfants engagés dans le travail domestique aux conditions de travail dangereuses et veiller à leur réadaptation et leur intégration sociale. À cet égard, elle exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer que le projet de loi devant porter Code du travail qui garantit la protection des travailleurs domestiques soit adopté dans un proche avenir. Elle le prie à nouveau d'envisager l'adoption d'une réglementation spéciale qui interdirait l'emploi de toute personne de moins de 18 ans dans un travail domestique dangereux. Enfin, elle le prie de fournir des informations sur tout progrès enregistré dans ce domaine.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact avec eux. 1. *Enfants occupés comme gardien de troupeaux.* Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que les conditions faites aux enfants qui gardent les troupeaux sont souvent pénibles: longues journées d'un travail qui se prolonge parfois la nuit et qui s'effectue dans des zones isolées, sans nécessairement disposer d'une nourriture et de vêtements appropriés, malgré des conditions climatiques extrêmes. Au surplus, ces enfants ne vont pas à l'école. Elle a également noté qu'entre 10 et 14 pour cent des garçons en âge d'aller à l'école sont occupés à la garde des troupeaux et, sur ce nombre, 18 pour cent ne le font pas pour le compte de leur propre famille. La commission avait noté que le gouvernement avait adopté des directives concernant le secteur agricole, dans lesquelles une attention particulière est accordée aux garçons occupés à la garde de troupeaux. Ces directives prévoient que les enfants de moins de 13 ans ne doivent pas être occupés à cette activité, à moins que ce soit sous la supervision des parents, de l'employeur ou d'un adulte. Elles prévoient qu'il est interdit d'employer des enfants de moins de 15 ans à la garde de troupeaux dans des zones isolées, que les garçons occupés à cette activité doivent être pourvus de vêtements adaptés aux conditions climatiques extrêmes, bénéficier d'une alimentation adéquate et d'un hébergement convenable et sûr ainsi que de l'assistance médicale dont ils pourraient avoir besoin. En outre, leur temps de travail ne doit pas excéder 21 heures pendant les semaines d'école et 30 heures pendant les semaines de vacances scolaires, tout travail de nuit étant interdit en ce qui les concerne. La commission avait prié le gouvernement de donner des informations sur la mise en œuvre des directives concernant le secteur agricole et les résultats obtenus.

Tout en notant que le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations sur ce plan, la commission note que, selon le rapport d'étape de l'APEC, le ministère du Travail et de l'Emploi a mené six campagnes de mobilisation à l'attention des populations sur le contenu de ces directives dans les secteurs de Botha-Bothe et Qacha's Nek. La commission note également que d'après une enquête par grappe à indicateurs multiples effectuée par l'UNICEF en 2018, dans ce pays, chez les enfants d'un âge compris entre 5 et 17 ans, près d'un sur trois est engagé dans le travail des enfants et, sur ce nombre, les deux tiers sont occupés à la garde de troupeaux. Elle note également que, dans ses observations finales de juin 2018, le Comité des droits de l'enfant estime que les enfants occupés à la garde des troupeaux restent exposés aux pires formes de travail des enfants (CRC/C/LSO/CO/2, paragr. 55 a)). ***La commission prie donc une nouvelle fois instamment le gouvernement de prendre dans un délai déterminé des mesures efficaces pour veiller à ce que les enfants occupés à des travaux dangereux dans le cadre de la garde des troupeaux soient retirés de cette pire forme de travail des enfants et que leur réadaptation et leur intégration sociale soient assurées. À cet égard, elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la mise en œuvre des directives concernant le secteur agricole, et sur les résultats obtenus.***

2. *Enfants orphelins en raison du VIH/sida et autres enfants vulnérables.* La commission avait précédemment pris note des diverses mesures d'aide et d'assistance prises par le gouvernement en faveur de cette catégorie d'enfants, y compris l'attribution de bourses d'études et de programmes d'alimentation, et la mise en place d'un Programme d'allocations familiales (CGP), d'un programme de transferts conditionnels de ressources et d'un Plan stratégique national pour les enfants vulnérables portant sur la période 2012-2017, ainsi que des résultats obtenus grâce à ces diverses initiatives. De plus, notant que les estimations de l'ONUSIDA pour 2014 établissaient à près de 74 000 le nombre des enfants de zéro à 17 ans devenus orphelins par suite de la pandémie de VIH/sida au Lesotho, la commission avait instamment prié le gouvernement d'intensifier les efforts entrepris en vue d'assurer à ces enfants une protection contre les pires formes de travail des enfants.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le ministère du Développement social (MOSD) du Lesotho a bénéficié d'une aide de l'UNICEF et de l'Union européenne pour la collecte des données destinées au Système national d'information pour l'assistance sociale. La commission note également que, selon le rapport d'étape de l'APEC: i) un programme de bourses de scolarité a été adopté pour permettre aux enfants démunis d'accéder au deuxième cycle de l'enseignement secondaire; ii) des Équipes chargées de la protection de l'enfance au niveau des districts (DCPT) et d'autres équipes chargées de la protection de l'enfance au niveau des communautés locales (CCPT) ont été mis en place pour coordonner l'action déployée en faveur de cette catégorie d'enfants, en collaboration avec d'autres acteurs et avec les inspecteurs du travail; iii) des normes et directives nationales en faveur des enfants vulnérables ont été adoptées à l'usage des DCPT et des CCPT, des organismes de la société civile et d'autres prestataires. Ce même rapport indique en outre que, grâce au CGP, non moins de 33 000 foyers ont bénéficié de prestations en espèces et 8 063 personnes ont bénéficié de prestations en nature. La commission note cependant que, selon les estimations de l'ONUSIDA pour 2019, il y avait au Lesotho 85 000 enfants d'un âge compris entre 0 et 17 ans qui étaient orphelins par suite de la pandémie de VIH/sida. ***Tout en prenant bonne note des diverses mesures prises par le gouvernement en faveur des enfants devenus orphelins par suite de la pandémie de VIH/sida et des autres enfants vulnérables, la***

commission prie le gouvernement de poursuivre les efforts entrepris pour assurer que ces enfants, qui sont plus particulièrement exposés au risque d'être entraînés dans les pires formes de travail des enfants, soient protégés contre ces pires formes. Elle le prie de continuer de donner des informations sur les mesures spécifiques prises à cet égard et sur les résultats obtenus, en particulier s'agissant du nombre de ces enfants qui ont été bénéficiaires de ces initiatives et de la nature de l'aide octroyée.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Liban

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2003)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Champ d'application. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que le Code du travail ne s'applique qu'au travail s'effectuant dans le cadre d'une relation de travail (en vertu des articles 1, 3 et 8 du code). La commission a rappelé que la convention s'applique à toutes les branches d'activité économique et à tous les types d'emploi ou de travail, sans considération de l'existence – ou non – d'une relation de travail ni du versement d'une rémunération. La commission a noté également, à la lecture du chapitre 2, article 15, du projet d'amendements au Code du travail, qu'il semblait que l'emploi ou le travail de jeunes comprendrait aussi des formes non traditionnelles de relation de travail. La commission a donc prié le gouvernement de fournir des informations sur les progrès accomplis dans l'adoption des dispositions du projet d'amendements au Code du travail.

La commission prend note de l'absence d'information sur ce point dans le rapport du gouvernement. **Considérant que le gouvernement fait mention du projet d'amendements au Code du travail depuis plusieurs années, la commission exprime à nouveau le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour veiller à ce que les amendements au Code du travail ayant trait au travail indépendant d'enfants et au travail des enfants dans l'économie informelle soient adoptés très prochainement. La commission prie le gouvernement de communiquer copie des nouvelles dispositions dès qu'elles auront été adoptées.**

Article 2, paragraphe 2. Relever l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail. Dans ses commentaires précédents, la commission a observé que, au moment de la ratification de la convention, le Liban a déclaré comme âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail l'âge de 14 ans, et que la loi n° 536 du 24 juillet 1996 modifiant les articles 21, 22 et 23 du Code du travail interdit d'occuper des jeunes n'ayant pas 14 ans. La commission a noté aussi que le gouvernement manifestait l'intention de porter à 15 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, et que l'article 19 du projet d'amendements au Code du travail prévoyait une disposition dans ce sens. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé concernant l'adoption des dispositions du projet d'amendements au Code du travail qui portent sur l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail.

La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que les commentaires de la commission ont été pris en compte dans le projet d'amendements au Code du travail. Le projet a été soumis pour examen au Conseil des ministres. **La commission prie à nouveau le gouvernement de donner des informations sur les progrès accomplis dans l'adoption des dispositions du projet d'amendements au Code du travail qui portent sur l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail.**

Article 2, paragraphe 3. Scolarité obligatoire. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que l'âge limite pour la scolarité obligatoire était de 12 ans (loi n° 686/1998 relative à l'éducation gratuite et obligatoire dans le primaire). La commission a noté aussi que, selon le gouvernement, un projet de loi visant à porter à 15 ans l'âge minimum de la fin de la scolarité obligatoire avait été soumis au Conseil des ministres pour examen. La commission a prié le gouvernement d'indiquer les progrès accomplis à cet égard.

La commission note que, d'après le gouvernement, le ministère du Travail a pris en compte les commentaires de la commission, lesquels ont été insérés dans le projet d'amendements au Code du travail. De plus, la commission note que, dans ses observations finales de 2016, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies s'est dit préoccupé par le nombre d'enfants, en particulier parmi les réfugiés, qui ne sont pas scolarisés ou qui ont abandonné l'école, en raison notamment des capacités insuffisantes des infrastructures éducatives ou parce qu'ils n'ont pas de papiers en règle et qu'ils sont poussés à travailler pour soutenir leur famille, entre autres motifs (E/C.12/LBN/CO/2, paragr. 62).

À ce sujet, la commission rappelle la nécessité de lier l'âge minimum d'admission à l'emploi à l'âge de fin de scolarité obligatoire. Si ces deux âges ne coïncident pas, plusieurs problèmes peuvent apparaître. Si l'âge minimum d'admission au travail ou à l'emploi est inférieur à l'âge de fin de scolarité, les enfants risquent d'être incités à quitter l'école puisque la loi les autorise à travailler (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 370). Notant l'intention du gouvernement d'élever l'âge de fin de scolarité obligatoire à 15 ans, la commission lui rappelle à nouveau que, conformément à l'article 2, paragraphe 3, de la convention, l'âge minimum d'admission à l'emploi (14 ans actuellement) ne devra pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire. **La commission prie donc à nouveau instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour porter l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail à 15 ans et d'assurer l'éducation obligatoire jusqu'à cet âge, dans le cadre de l'adoption du projet d'amendements au Code du travail. Elle le prie de communiquer copie des nouvelles dispositions dès qu'elles auront été adoptées.**

Article 6. Formation professionnelle et apprentissage. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, d'après l'indication du gouvernement, l'article 16 du projet d'amendements au Code du travail fixe à 14 ans l'âge minimum d'accès à la formation professionnelle dans le cadre d'un contrat. La commission a

exprimé le ferme espoir que cet article du projet d'amendements au Code du travail serait adopté dans un très proche avenir.

La commission note que, selon le gouvernement, l'article 16 sera adopté avec le projet d'amendements au Code du travail. Le gouvernement indique aussi que le Centre national pour la formation professionnelle est chargé d'assurer la formation professionnelle et l'apprentissage. **La commission exprime à nouveau le ferme espoir que l'article 16 du projet d'amendements au Code du travail, qui fixe à 14 ans l'âge minimum d'accès à l'apprentissage, conformément à l'article 6 de la convention, sera adopté dans un très proche avenir.**

Article 7. Travaux légers. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que l'article 19 du projet d'amendements au Code du travail prévoit que l'emploi d'adolescents pour des travaux légers peut être autorisé lorsque ceux-ci ont 13 ans révolus (à l'exception de divers types de travaux industriels pour lesquels l'emploi ou le travail d'adolescents de moins de 15 ans n'est pas autorisé). La commission a noté aussi que les activités constituant des travaux légers seraient déterminées au moyen d'une ordonnance du ministère du Travail. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur les progrès accomplis à cet égard.

La commission note que, selon le gouvernement, il a demandé d'inclure les travaux légers dans le projet OIT/IPEC en cours *Country level engagement and assistance to reduce child labour in Lebanon* (Projet CLEAR) et que des réunions se sont tenues à cet égard. Le gouvernement indique que dès que ce projet aura été lancé il sera en mesure d'élaborer un texte sur les travaux légers qui sera conforme aux normes internationales applicables. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élaboration et l'adoption d'un texte déterminant les activités qui constituent des travaux légers, y compris le nombre d'heures pendant lesquelles, ainsi que les conditions dans lesquelles, des travaux légers peuvent être effectués. Elle le prie de fournir des informations sur les progrès réalisés.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 et article 7, paragraphes 1 et 2 b), de la convention. Pires formes de travail des enfants, sanctions et aide directe pour la réadaptation et l'intégration sociale. Alinéa a). Toutes formes d'esclavage ou pratiques analogues. Traite. Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note de l'adoption de la loi n° 164 de 2011 interdisant la traite des personnes. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application de cette loi dans la pratique.

La commission prend note des informations statistiques ayant trait à la traite d'enfants que le gouvernement a fournies dans son rapport. Elle note que, en 2014, cinq enfants victimes de traite à des fins d'exploitation au travail (mendicité) ainsi qu'un enfant victime de traite à des fins d'exploitation sexuelle ont été identifiés. Selon l'indication du gouvernement, tous les enfants victimes identifiés ont été confiés à des centres sociaux et de réadaptation, par exemple le foyer *Beit al Aman*, en collaboration avec Caritas. Le gouvernement indique aussi que, en 2014, le Conseil supérieur pour l'enfance a élaboré un plan d'action sectoriel sur la traite des enfants qui fait encore l'objet de consultations par les parties intéressées.

La commission note également que, dans ses observations finales de 2015, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a recommandé au gouvernement de prévoir un renforcement obligatoire des capacités dont disposent les juges, les procureurs, la police des frontières, les autorités de l'immigration et autres responsables de l'application des lois, afin d'assurer une stricte application de la loi n° 164 en poursuivant sans délai tous les cas de traite de femmes et de filles (CEDAW/C/LBN/CO/4-5, paragr. 30(a)). **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que le projet de plan d'action sectoriel sur la traite des enfants sera adopté prochainement, et de fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard. Elle le prie aussi de continuer à fournir des informations sur l'application dans la pratique de la loi n° 164 de 2011, y compris des informations statistiques sur le nombre d'enquêtes, de poursuites, de condamnations et de sanctions pénales appliquées aux auteurs de traite des enfants. Enfin, la commission prie le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises pour prévenir la traite des enfants, et pour s'assurer que les enfants victimes de traite bénéficient de services appropriés de réadaptation et d'intégration.**

Alinéas b) et c). Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques ou d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que l'article 33(b) et (c) du projet d'amendements au Code du travail dispose que l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques ou d'activités illicites sont passibles de sanctions prévues par le Code pénal, en sus des sanctions imposées en application du Code du travail. La commission a noté aussi que l'article 3 de l'annexe 1 du décret n° 8987 de 2012 sur les travaux dangereux interdit ces activités illicites pour les mineurs de moins de 18 ans. La commission a également noté les informations statistiques, ventilées par genre et par âge, fournies par le gouvernement sur le nombre d'enfants dont l'utilisation dans la prostitution avait été constatée de 2010 à 2012.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'inspection du travail est l'organe chargé de superviser l'application du décret n° 8987. La commission note avec **préoccupation** que, selon le gouvernement, aucun cas relevant de l'application du décret n'a été constaté à ce jour. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'application dans la pratique des dispositions du décret n° 8987 de 2012 qui interdisent d'utiliser des enfants à des fins de**

prostitution, de pornographie ou d'activités illicites. La commission prie le gouvernement de fournir des informations statistiques sur les poursuites menées et les condamnations prononcées en raison de l'utilisation, du recrutement ou de l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques.

En ce qui concerne le projet d'amendements au Code du travail, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour assurer l'adoption des dispositions interdisant l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants de moins de 18 ans à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques, ainsi que l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants de moins de 18 ans aux fins d'activités illicites, et l'adoption des dispositions prévoyant les peines correspondantes.

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces à prendre dans un délai déterminé. Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux. 1. Enfants réfugiés. Dans ses commentaires précédents, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises en faveur des enfants palestiniens qui travaillent, dans le cadre du Programme d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants (PAN-PFTE), pour assurer leur protection contre les pires formes de travail des enfants.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle aucune nouvelle mesure n'a été prise en raison de la situation politique et sécuritaire du pays. La commission note aussi que, selon le rapport de 2016 du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Missing out: Refugee Education in Crisis*, plus de 380 000 enfants réfugiés âgés de 5 à 17 ans sont enregistrés au Liban. On estime que moins de 50 pour cent des enfants en âge de fréquenter l'école primaire ont accès aux écoles primaires publiques et que moins de 4 pour cent des adolescents ont accès aux établissements publics du secondaire. Le rapport souligne que, depuis 2013, le gouvernement a introduit un système de classes alternées dans les écoles publiques afin de faciliter la scolarisation des enfants réfugiés. Quelque 150 000 enfants sont entrés dans ce système. La commission note aussi, à la lecture du rapport du BIT de mars 2014 sur la réponse de l'OIT à la crise des réfugiés syriens en Jordanie et au Liban, que de nombreux enfants réfugiés travaillent dans des conditions dangereuses dans le secteur agricole et dans le secteur informel urbain et s'adonnent au trafic de rue ou à la mendicité. **Tout en reconnaissant la situation difficile qui prévaut dans le pays, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour protéger les enfants réfugiés (en particulier syriens et palestiniens) contre les pires formes de travail des enfants et de fournir l'aide directe nécessaire et appropriée pour les y soustraire et pour assurer leur réadaptation et intégration sociale. Elle prie le gouvernement de donner des informations sur le nombre d'enfants réfugiés qui ont bénéficié d'initiatives prises à cet égard, ventilées, dans la mesure du possible, par âge, genre et pays d'origine.**

2. Enfants en situation de rue. La commission note que, selon le gouvernement, le ministère des Affaires sociales a pris une série de mesures pour faire face à la situation des enfants des rues, entre autres les suivantes: i) activités de sensibilisation par des campagnes éducatives, médiatiques et de publicité; ii) formation d'un certain nombre d'acteurs de la protection sociale qui œuvrent dans des institutions de protection de l'enfance; iii) activités de réadaptation et de réintégration dans leurs familles d'un certain nombre d'enfants des rues; et iv) dans le cadre de la Stratégie de réduction de la pauvreté (2011-2013), 36 575 familles ont été choisies pour bénéficier de services sociaux de base gratuits – accès à l'éducation publique obligatoire et gratuite, services médicaux. Le gouvernement indique également que le projet de 2010 de Stratégie pour la protection, la réadaptation et l'intégration des enfants des rues n'a pas encore été mis en œuvre, mais qu'il est en cours de révision.

La commission prend note de l'étude de 2015, *Children Living and Working on the Streets in Lebanon: Profile and Magnitude* (OIT et UNICEF, Save the Children International), qui fournit des informations statistiques détaillées sur le phénomène des enfants vivant dans les rues dans 18 districts du Liban. La commission note aussi que le rapport contient un certain nombre de recommandations, notamment les suivantes: i) faire respecter la législation applicable; ii) réintégrer les enfants vivant dans les rues dans l'éducation et fournir des services de base; et iii) intervenir au niveau des ménages pour mener des activités de prévention. La commission note également que, alors que le travail dans les rues est l'une des formes les plus dangereuses de travail des enfants selon les dispositions du décret n° 8987 de 2012 sur les formes dangereuses de travail des enfants, le nombre d'enfants vivant ou travaillant dans les rues qui ont été repérés reste important (1 510 enfants). De plus, la commission note que, dans ses observations finales de 2016, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a recommandé au gouvernement de lever des fonds pour offrir à ces enfants les services de prévention et de réadaptation dont ils ont besoin et de faire appliquer la législation existante relative à la lutte contre le travail des enfants (E/C.12/LBN/CO/2, paragr. 45). **Rappelant que les enfants des rues sont particulièrement vulnérables aux pires formes de travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer la protection de ces enfants et d'assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. La commission prie aussi instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre activement le projet de 2010 de stratégie pour la protection, la réadaptation et l'intégration des enfants des rues, une fois que le projet aura été révisé, et d'indiquer les résultats obtenus. Enfin, la commission prie le gouvernement d'indiquer le nombre des enfants des rues qui ont bénéficié de possibilités d'éducation et de services d'intégration sociale.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Madagascar

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2000)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations de la Confédération chrétienne des syndicats malgaches (SEKRIMA), reçues le 17 septembre 2013.

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que, selon la dernière enquête nationale sur le travail des enfants (ENTE), plus d'un enfant malgache sur quatre âgés de 5 à 17 ans (28 pour cent) travaillent, soit 1 870 000 enfants. La majorité des enfants qui travaillent se trouvent dans l'agriculture et la pêche, et sont employés dans la plupart des cas comme aides familiales. S'agissant des enfants de 5 à 14 ans, ce sont 22 pour cent qui travaillent et 70 pour cent qui fréquentent l'école. La commission avait en outre noté les allégations de la Confédération générale des syndicats des travailleurs de Madagascar (CGSTM), selon lesquelles beaucoup d'enfants mineurs du monde rural sont envoyés par leurs parents dans les grandes villes afin de travailler dans le secteur domestique dans des conditions parfois dangereuses. En outre, ces enfants n'ont pas forcément terminé leur scolarité obligatoire. La commission avait noté que le plan national d'action contre le travail des enfants à Madagascar (PNA) était dans sa phase d'extension en termes d'effectifs, de bénéficiaires et de couverture (2010-2015). Le gouvernement a indiqué que le plan de travail du Comité national de lutte contre le travail des enfants (CNLTE) pour les années 2012-13 a été adopté. Le gouvernement a enfin fait part de quelques projets, dont le projet AMAV contre le travail domestique des enfants et le plan d'action contre le travail des enfants dans les plantations de vanille dans la région de Sava, mis en œuvre dans le cadre du projet TACKLE de l'OIT/IPEC.

La commission note les observations de la SEKRIMA, selon lesquelles le phénomène du travail des enfants persiste à Madagascar. La SEKRIMA mentionne en outre un taux très élevé d'abandons scolaires au cours des cinq premières années.

La commission note les informations du gouvernement selon lesquelles le PNA a été mis en œuvre en partie par des actions de mobilisation menées dans le cadre du projet AMAV, soit notamment dans la région Amoron'i Mania, la pose de quatre panneaux «Carton rouge au travail des enfants», la distribution de dépliants sur la lutte contre le travail domestique et la sensibilisation pour la révision du *dina* (convention locale) pour y intégrer la question du travail domestique des enfants. En outre, 125 enfants de 12 à 16 ans ont été retirés du travail domestique et formés pour passer le concours en vue de l'obtention d'un diplôme. Le gouvernement indique par ailleurs célébrer chaque année la Journée mondiale contre le travail des enfants en tant que moyen de sensibilisation de masse tout en continuant à poser des affiches dans les quartiers populaires, à discuter avec les parents, les autorités locales et les responsables sociaux. Il mentionne également qu'il existe actuellement 12 comités régionaux de lutte contre le travail des enfants (CRLTE). La commission note en outre que les capacités de divers acteurs ont été renforcées sur la lutte contre le travail des enfants, soit notamment 50 acteurs dans la production de vanille dans la région de Sava et 12 dans la région d'Antalaha, 91 membres d'organisations syndicales, 43 journalistes et trois techniciens de l'Institut national de la statistique. La commission note enfin l'information du gouvernement selon laquelle la Commission nationale de lutte contre le travail des enfants (CNLTE) a procédé en 2014 à la refonte du décret n° 2007-263 du 27 février 2007 relatif au travail des enfants et du décret n° 2005-523 du 9 août 2005 portant création, missions et composition de la CNLTE. Suite à une étude sur les travaux dangereux, 19 types de travaux dangereux ont été validés en 2013 et intégrés dans le projet de décret en cours d'adoption. Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission observe toutefois que l'Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel 2012 (ENEMPSI 2012) révèle que 27,8 pour cent des enfants travaillent, soit 2 030 000 enfants. L'enquête démontre en outre que 28,9 pour cent des enfants entre 5 et 9 ans (soit 83 000) et 50,5 pour cent des enfants entre 10 et 14 ans (soit 465 000) ne sont pas scolarisés. **Tout en saluant les efforts du gouvernement pour améliorer la situation, la commission prie instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants et le prie de communiquer des informations sur les résultats obtenus par la mise en œuvre du PNA ainsi que sur les activités de la CNLTE et des CRLTE. Elle le prie enfin de communiquer une copie du décret n° 2007-263 révisé dès son adoption.**

Article 2, paragraphe 3. Âge de fin de scolarité obligatoire. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que, selon l'UNESCO, l'âge de fin de scolarité obligatoire serait inférieur à l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail. En effet, la commission avait relevé que l'âge officiel d'accès à l'enseignement primaire est de 6 ans et la durée de scolarité obligatoire est de cinq ans; l'âge de fin de scolarité obligatoire étant donc de 11 ans. La commission avait noté l'allégation de la CGSTM selon laquelle aucune modification n'avait encore été faite par le gouvernement pour résoudre le problème de la différence entre l'âge de fin de scolarité obligatoire (11 ans) et l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail (15 ans). La commission a noté l'indication du gouvernement selon laquelle le ministère de l'Éducation était en train de poursuivre ses efforts afin de pouvoir prendre des mesures pour régler l'écart entre l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail et l'âge de fin de scolarité obligatoire.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles le ministère de l'Éducation nationale a organisé la Convention nationale de l'éducation en 2014 consistant en une concertation nationale approfondie sur la mise en œuvre d'une éducation inclusive, accessible et de qualité pour tous. Elle constate toutefois avec **regret** que la question de l'âge de la scolarité n'a toujours pas été réglée et demeure encore en discussion depuis de nombreuses années. La commission rappelle au gouvernement que la scolarité obligatoire constitue l'un des moyens les plus efficaces de lutte contre le travail des enfants, et souligne combien il est nécessaire de lier l'âge d'admission à l'emploi ou au travail et l'âge auquel l'instruction obligatoire prend fin, tel que prévu au paragraphe 4 de la recommandation (n° 146) sur l'âge minimum, 1973. La commission fait observer à nouveau que, conformément à l'Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, si la scolarité obligatoire se termine avant l'âge auquel la loi autorise les jeunes à travailler, il peut s'ensuivre un vide

qui ouvre malencontreusement la porte à l'exploitation économique des enfants (paragr. 371). **Observant que le gouvernement discute de cette question depuis dix ans, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures afin de relever l'âge de fin de scolarité obligatoire de manière à le faire coïncider avec l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail à Madagascar, et ce de toute urgence. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Article 6. Formation professionnelle et apprentissage. Suite à ses commentaires précédents, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le ministère de l'Emploi, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle a élaboré un texte de loi relatif à la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (PNEFP) en collaboration avec le BIT et en consultation avec les partenaires sociaux. Le gouvernement indique que le texte de loi est au stade de projet et attend d'être validé avant d'être soumis pour adoption au Parlement. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'accélérer l'adoption du projet de loi concernant l'apprentissage et la formation professionnelle. Elle prie le gouvernement de fournir une copie de ce texte de loi dès son adoption.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des Employeurs (OIE) reçues le 30 août 2017 et prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.

Suivi donné aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 105^e session, mai-juin 2016)

La commission prend note du rapport du gouvernement reçu le 25 octobre 2016 ainsi que de la discussion approfondie qui a eu lieu à la 105^e session de la Commission de la Conférence de l'application des normes en juin 2016 au sujet de l'application par Madagascar de la convention.

Article 3 b) et article 7, paragraphe 1, de la convention. Pires formes de travail des enfants et sanctions. Prostitution des enfants. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que l'article 13 du décret n° 2007-563 du 3 juillet 2007 relatif au travail des enfants interdit catégoriquement le recrutement, l'utilisation, l'offre et l'emploi des enfants de l'un ou l'autre sexe à des fins de prostitution et que l'article 261 du Code du travail et les articles 354 à 357 du Code pénal, auxquels se réfère le décret n° 2007-563, prévoient des sanctions effrayantes et dissuasives. La commission a noté que les observations de la Confédération chrétienne des syndicats malgaches (SEKRIMA), selon lesquelles le nombre de filles mineures, dès l'âge de 12 ans, engagées dans la prostitution est croissant, surtout dans les villes, et que 50 pour cent des prostituées dans la capitale Antananarivo sont des mineures, et 47 pour cent se prostituent en raison de leur situation précaire. Par peur de représailles, 80 pour cent de ces jeunes filles préfèrent ne pas recourir aux autorités. Par ailleurs, le gouvernement a procédé aux renforcements des capacités de 120 acteurs du tourisme à Nosy-be et 35 à Tuléar sur l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. La commission a noté cependant l'absence d'information sur le nombre d'enquêtes, de poursuites et de condamnations des auteurs d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Elle a également noté la progression du tourisme sexuel impliquant des enfants, les mesures insuffisantes prises par le gouvernement pour combattre le phénomène et le faible nombre de poursuites et de condamnations, ce qui favorise l'impunité.

La commission note que la Commission de la Conférence a recommandé au gouvernement d'intensifier ses efforts pour assurer l'élimination de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et de tourisme sexuel.

La commission prend note de l'indication du gouvernement, dans son rapport, selon laquelle le ministère de la Sécurité intérieure, à travers la Police des mœurs et de la protection des mineurs (PMPM) est l'un des organismes chargés de l'application des lois pénales en matière d'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, dont la prostitution. La PMPM centralise les plaintes pénales concernant les enfants et est en charge de mener les enquêtes contre les auteurs présumés. Le gouvernement indique, en outre, que la PMPM effectue régulièrement des descentes inopinées dans des établissements ouverts la nuit pour contrôler l'identité et l'âge des personnes qui les fréquentent, mais qu'il est difficile de qualifier les mineurs appréhendés de prostitués. En outre, la commission note qu'un Code de conduite à l'adresse des acteurs du tourisme a été signé en 2013. Ce Code de conduite vise à sensibiliser tous les acteurs du tourisme pour mettre fin au tourisme sexuel dans le pays. La commission prend également note des statistiques fournies par le gouvernement sur les cas traités par les tribunaux de première instance des localités de Betroka, Ambatolampy, Arivonimamo, Nosy-be, Taolagnaro, Vatmandry, Mampikony et Ankazobe. Elle note qu'en 2015 aucune affaire d'exploitation de mineur ou de tourisme de mineur n'a été menée devant ces tribunaux. La commission se voit donc dans l'obligation de noter, une fois de plus, avec **profonde préoccupation** l'absence de poursuites et de condamnations des auteurs, ce qui fait perdurer la situation d'impunité qui semble exister dans le pays. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures immédiates et efficaces afin de s'assurer que des enquêtes approfondies et la poursuite efficace des personnes soupçonnées de recrutement, utilisation, offre et emploi d'enfants à des fins de prostitution sont menées à leur terme et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives leur sont imposées. Elle le prie de continuer à fournir des informations concernant les statistiques sur le nombre et la nature des infractions signalées, les enquêtes menées, les poursuites engagées, les condamnations prononcées et les sanctions pénales imposées à cet égard. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus grâce à la diffusion du Code de conduite auprès des divers acteurs dans le secteur du tourisme.**

Alinéa d). Travaux dangereux. Enfants travaillant dans les mines et les carrières et inspection du travail. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que des enfants travaillent dans les mines (Ilakaka) et dans les carrières de pierre dans des conditions précaires et parfois dangereuses et que les pires formes de travail des enfants s'effectuent dans le secteur informel et les zones rurales que l'administration du travail n'arrive pas à couvrir. La commission a également noté que le travail effectué par des enfants dans le secteur des mines et des carrières constitue une forme contemporaine d'esclavage, car il met en jeu la servitude pour dettes, le travail forcé et l'exploitation économique des intéressés, en particulier dans le cas des enfants non accompagnés employés dans les mines et carrières artisanales. Elle a relevé que les enfants travaillent de cinq à dix heures par jour, qu'ils s'occupent du transport de blocs de pierre ou de l'eau et certains garçons creusent des puits de 1 mètre de circonférence et de 15 à 50 mètres de profondeur, tandis que d'autres descendent dans les puits pour ramasser la terre. Les enfants, entre 3 et 7 ans, travaillent souvent au sein de groupes familiaux, cassent des pierres et transportent des paniers chargés de pierres ou de briques sur la tête, en moyenne 47 heures par semaine lorsqu'ils ne sont pas scolarisés. Les conditions de travail sont par ailleurs insalubres et l'hygiène lamentable. Tous ces enfants sont en outre exposés à des violences physiques et sexuelles ainsi qu'à de graves risques de santé, dus notamment à la contamination des eaux, aux puits instables ou à l'effondrement des galeries.

La commission fait observer que la Commission de la Conférence a recommandé au gouvernement de prendre des mesures pour améliorer les capacités de l'inspection du travail. En outre, elle prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, dans le cadre du Plan national d'action de lutte contre le travail des enfants (PNA), l'inspection du travail envisage de mener des contrôles pour prendre des mesures de prévention et de protection contre le travail des enfants dans les mines et les carrières dans les régions de Diana Thorombe et Haute Matsiatra. La commission note que le représentant gouvernemental à la Commission de l'application des normes de la Conférence a indiqué que le manque de moyens constitue l'obstacle majeur à la prise de mesures rigoureuses. Par exemple, les inspecteurs du travail ne disposent pas de moyens de locomotion, alors que le gouvernement indique, dans son rapport, que l'une des principales difficultés dans l'exécution des contrôles par les inspecteurs du travail est dû au fait que les sites d'exploitation, qui se situent en périphérie des grandes villes, sont souvent difficiles d'accès. La commission note avec une **profonde préoccupation** la situation des enfants qui travaillent dans le secteur des mines et des carrières dans des conditions particulièrement dangereuses. **La commission prie, à nouveau, instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer qu'aucun enfant de moins de 18 ans ne puisse être engagé dans un travail susceptible de nuire à sa santé, à sa sécurité ou à sa moralité. Elle le prie de fournir des informations concernant les progrès réalisés à cet égard, notamment dans le cadre du PNA, et les résultats obtenus pour sortir ces enfants de cette pire forme de travail des enfants. La commission prie également le gouvernement d'améliorer les capacités de l'inspection du travail, notamment en fournissant les ressources nécessaires, par exemple des véhicules pour permettre aux inspecteurs du travail d'accéder aux sites difficiles d'accès.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa d). Enfants particulièrement exposés à des risques. Enfants des rues. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que le ministère du Travail et des Lois sociales (MTLS) continuait son programme de scolarisation et de formation d'enfants des rues dans le cadre du Programme d'investissement public pour les actions sociales (PIP). Elle a toutefois noté que le nombre d'enfants dans les rues a augmenté ces dernières années et que les actions prises par le gouvernement à leur égard demeuraient minimales. Le gouvernement avait avancé que les programmes financés dans le cadre du PIP ont pour objectif de retirer des pires formes de travail 40 enfants ainsi occupés par année, soit 120 enfants pour trois ans. La commission a toutefois noté qu'environ 4 500 enfants vivaient dans la rue dans la capitale Antananarivo, dont la plupart sont des garçons (63 pour cent) et vivent de la mendicité ou de la fouille des ordures. Les jeunes filles vivant dans la rue sont, quant à elles, très souvent victimes d'exploitation sexuelle pour subvenir à leurs besoins ou sous la pression d'un tiers. D'autres exercent des activités domestiques et viennent gonfler les rangs des enfants travailleurs exploités.

La commission note que la Commission de la Conférence, dans ses conclusions, a prié le gouvernement d'accroître le financement du PIP pour soustraire de leur situation les enfants des rues et pour mener des campagnes de sensibilisation.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le ministère de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la femme a mis en place un programme de recensement des enfants vivant et travaillant dans les rues et des familles sans abri pour la période 2015-16. Ce programme a pour objectif de recenser le nombre d'enfants vivant et travaillant dans la rue, d'identifier les besoins des familles sans abri et d'élaborer un plan d'action à court, moyen et long terme pour leur prise en charge. La commission note que les enquêtes ont été menées, que l'analyse et l'interprétation des données ont été faites, et que des centres de regroupement ont été préparés. Les prochaines étapes consisteront dans le regroupement, la prise en charge, l'orientation, l'éducation, la scolarisation et le recasement ou le rapatriement des personnes ciblées. **La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour assurer la mise en œuvre des programmes du PIP de manière ciblée, et le prie de redoubler d'efforts pour assurer que les enfants vivant dans la rue soient protégés des pires formes de travail des enfants, et réadaptés et intégrés socialement. Elle le prie de fournir des informations sur les résultats obtenus à cet égard. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les données récoltées dans le cadre du programme de recensement des enfants vivant et travaillant dans les rues et des familles sans abri ainsi que sur les résultats obtenus pour les sortir de cette situation et les éviter de tomber dans les pires formes de travail des enfants.**

Application de la convention dans la pratique. La commission a précédemment noté que 27,5 pour cent des enfants travaillent, soit 2 030 000, dont 30 pour cent vivent en zone rurale et 18 pour cent en zone urbaine. La commission a également noté que 81 pour cent des enfants de 5 à 17 ans qui travaillent sont engagés dans une activité dangereuse, soit 1 653 000 enfants. Les secteurs agricoles, de l'élevage et de la pêche accaparent la majorité du travail des enfants (89 pour cent) et plus de 6 enfants sur 10 qui travaillent ont déclaré avoir eu un problème de santé dû à leur travail dans les douze derniers mois. La commission a également noté que le travail domestique des enfants s'inscrit souvent dans le contexte de familles pauvres des zones rurales, qui envoient leurs enfants dans les zones urbaines en réponse à leur situation précaire. Les enfants travailleurs domestiques

peuvent être contraints de travailler jusqu'à quinze heures par jour; la majorité ne reçoivent pas de salaire, celui-ci étant versé directement à leurs parents; certains dorment parfois à même le sol; et beaucoup sont victimes de violences morales, physiques ou sexuelles. La commission a exprimé sa profonde préoccupation face à la situation et au nombre d'enfants de moins de 18 ans astreints aux travaux dangereux.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle il multiplie ses efforts dans la lutte contre le travail des enfants à travers le projet Manjary Soa. Le Centre Manjary Soa, créé en 2001, offre à des enfants sélectionnés une aide de «rattrapage scolaire», puis, une fois réinsérés dans le système scolaire public, le Centre prend en charge leurs frais de scolarisation et leur octroie les fournitures scolaires nécessaires. La commission prend également note du projet Lutte contre le travail des enfants dans les régions de Diana et Atsimo Andrefana de 2014-2016 (LCTE DIAA). Le gouvernement indique que le projet LCTE DIAA a eu pour objectif de renforcer les actions d'accompagnement de réinsertion socio-économique de 100 filles âgées de moins de 18 ans retirées de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales à Nosy-be, Toliara et Mangily. **La commission prie le gouvernement d'intensifier ses efforts pour éliminer les pires formes de travail, en particulier les travaux dangereux, et le prie de fournir des informations sur tous progrès réalisés à cet égard et sur les résultats obtenus.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Mauritanie

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2001)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année (voir *article 1* ci-dessous), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM) reçues le 12 juin 2019.

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté les indications de la Confédération syndicale internationale (CSI) selon lesquelles le ministère du Travail autorisait le travail des enfants âgés de 13 ans. Elle a noté en outre les observations de la CLTM selon lesquelles les enfants en bas âge travaillaient dans des conditions dangereuses dans les secteurs agricoles, de pêche artisanale et dans les travaux du bâtiment et le ramassage des ordures, comprenant notamment des enfants d'esclaves et anciens esclaves. Elle a également noté que, d'après le rapport *MICS4 - Enquête par grappes à indicateurs multiples 2011* finalisé par l'Office national de la statistique en 2014, 22 pour cent des enfants de 5 à 14 ans étaient impliqués dans le travail des enfants. La commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'abolition effective du travail des enfants. La commission a en outre noté l'adoption d'un Plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants 2015-2020 (PANETE-RIM) et a demandé au gouvernement de fournir des informations sur les activités et les résultats obtenus dans le cadre de ce plan d'action.

La commission prend note des informations du gouvernement dans son rapport, qui indiquent qu'un Conseil national de l'enfance a été créé afin d'assister le département chargé de l'enfance en matière de coordination, d'élaboration, de mise en œuvre et suivi-évaluation des politiques, et de stratégies et programmes de l'enfance. Le gouvernement indique également la mise en place de dix tables régionales de protection des enfants, qui ont permis d'identifier en 2017 plus de 17 000 enfants victimes de violence, d'exploitation, de discrimination, d'abus ou de négligence, dont des enfants qui travaillent. Il ajoute que des événements de sensibilisation contre le travail des enfants ont été organisés au cours de l'année. La commission prend également note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement selon lesquelles une formation virtuelle a été réalisée en 2020 sur le travail des enfants dans l'agriculture et dans l'élevage, afin d'aider les structures de l'éducation formelle et non formelle à sensibiliser les enfants issus des communautés rurales sur l'interdiction et les dangers du travail des enfants dans l'agriculture et l'élevage. Dix organisations de la société civile, situées à Guidimakha (sud du pays), ont bénéficié de cette formation.

La commission note en outre que, d'après les informations de l'OIT, dans le cadre du projet intitulé «MAP 16», lancé en mars 2019 à Nouakchott, un accord a été mis en place dans le secteur de la pêche artisanale pour lutter contre le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement nationales. De plus, le ministère de l'Enfance et de la Famille va lancer un guide interactif pour la prévention du travail des enfants en Mauritanie, en octobre 2019, s'adressant entre autres aux membres du Comité de pilotage du PANETE-RIM et aux membres du Système national de protection de l'enfance.

La commission observe que, dans ses observations finales de novembre 2018, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies s'est dit profondément préoccupé par le fait que le travail des enfants demeure très fréquent dans le secteur informel, de l'agriculture, de la pêche et de l'extraction minière, et que les ressources consacrées à la mise en œuvre du PANETE-RIM sont insuffisantes (CRC/C/MRT/CO/3-5, paragr. 40).

En outre, la commission prend note des observations de la CLTM, selon lesquelles les enfants travaillent dans tous les secteurs d'activité, y compris dans les travaux dangereux susceptibles de compromettre leur santé, leur sécurité ou leur moralité.

Tout en notant les mesures prises par le gouvernement, la commission exprime sa préoccupation face à la situation des enfants qui travaillent en dessous de l'âge minimum, souvent dans des conditions dangereuses. **La commission prie instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants et de continuer à communiquer des informations sur les activités et résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants (PANETE-RIM). Elle prie également le gouvernement de communiquer des informations sur les activités du Conseil national de l'enfance et sur des tables régionales de protection des enfants pour lutter contre le travail des enfants.**

Article 3, paragraphe 3. Admission aux travaux dangereux dès l'âge de 16 ans. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, bien que l'article 1 de l'arrêté n° 239 du 17 septembre 1954, tel que modifié par l'arrêté n° 10.300 du 2 juin 1965 relatif au travail des enfants, interdise l'emploi des enfants de moins de 18 ans aux travaux dangereux, certaines dispositions, tels les articles 15, 21, 24, 25, 26, 27 et 32 de l'arrêté n° 239 et l'article 1 de l'arrêté n° R-030 du 26 mai 1992, contenaient des exceptions à cette interdiction pour les enfants âgés de 16 à 18 ans. Elle a également noté l'allégation de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM) selon laquelle des enfants sont soumis à l'exploitation dans des travaux dangereux dans les grandes villes et a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de garantir que l'exécution de travaux dangereux par des adolescents de 16 à 18 ans n'est autorisée que sous des conditions strictes de protection et de formation au préalable, en conformité avec les dispositions de l'article 3, paragraphe 3, de la convention. La commission note que le gouvernement indique qu'il prendra les mesures nécessaires pour harmoniser la législation nationale avec la convention, dans le cadre de l'actualisation du Code du travail, et qu'il s'assurera que les arrêtés en question seront amendés de manière à prévoir que l'exécution de travaux dangereux par des adolescents de 16 à 18 ans ne soit autorisée qu'en conformité avec les dispositions de l'article 3, paragraphe 3, de la convention. **La commission exprime le ferme espoir que les arrêtés n°s 239 et R-030 seront amendés afin que l'exécution des travaux dangereux par des adolescents de 16 à 18 ans ne soit autorisée qu'en conformité avec les dispositions de l'article 3, paragraphe 3, de la convention. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Article 7, paragraphe 3. Détermination des travaux légers. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, en vertu de l'article 154 du Code du travail, aucun enfant âgé de 12 à 14 ans ne pouvait être employé sans l'autorisation expresse du ministre chargé du Travail, et seulement sous certaines conditions limitant les heures de cet emploi. Observant qu'un nombre important d'enfants travaillaient en dessous de l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, qui est de 14 ans, la commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin que l'autorité compétente détermine les activités dans lesquelles l'emploi ou le travail léger des enfants de 12 à 14 ans pouvait être autorisé.

La commission note les informations du gouvernement selon lesquelles, dans le cadre de l'actualisation du Code du travail, le gouvernement va prendre les mesures nécessaires afin de déterminer les activités dans lesquelles l'emploi ou le travail léger des enfants peut être autorisé. **La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra en compte les commentaires de la commission, de manière à ce que les activités dans lesquelles l'emploi ou le travail est autorisé aux enfants de 12 à 14 ans soient déterminées par l'autorité compétente. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Ouganda

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2003)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires antérieurs, la commission a noté que,

selon l'Enquête nationale sur la main-d'œuvre et les activités des enfants de 2011-12 publiée en juillet 2013, 2,009 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans avaient une activité économique (soit environ 16 pour cent des enfants). En outre, 507 000 enfants âgés de 5 à 17 ans exerçaient des activités dangereuses (soit 25 pour cent des enfants soumis à une activité économique). La commission a également noté que le gouvernement reconnaissait le problème du travail des enfants dans le pays et les dangers que cette situation comportait. La commission a pris dûment note de l'indication du gouvernement selon laquelle le Plan d'action national (NAP) pour l'élimination des pires formes de travail des enfants en Ouganda a été lancé en juin 2012. Ce plan d'action est un cadre stratégique qui permettra de mobiliser les décideurs et de sensibiliser la population à tous les niveaux, et servira de base pour la mobilisation de ressources, l'élaboration de rapports, le suivi des activités et l'évaluation des résultats et des avancées en termes d'interventions visant à lutter contre le travail des enfants. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations détaillées sur la mise en œuvre du plan d'action national et son impact sur l'élimination du travail des enfants.

La commission prend note de l'information fournie par le gouvernement dans son rapport selon laquelle le plan d'action national est actuellement examiné par le gouvernement avec l'appui du BIT. Elle note en outre que, selon le bureau extérieur de l'OIT/IPEC, 335 enfants (156 filles et 179 garçons) ont été soustraits au travail des enfants et ont bénéficié d'une formation professionnelle. Par ailleurs, le programme de lutte contre le travail des enfants a été promu dans le cadre du Forum pour l'éducation organisé par les partenaires de développement, le Forum des partenaires dans la lutte contre le travail des enfants et d'autres instances nationales relevant des secteurs de l'éducation et du développement social. Enfin, la commission note que, selon le Rapport annuel de l'UNICEF de 2016 sur l'Ouganda, 7 226 enfants âgés de 5 à 17 ans ont été soustraits au travail des enfants (page 28). Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission se doit d'exprimer sa **préoccupation** face au nombre d'enfants assujettis au travail des enfants dans le pays, notamment à des travaux dangereux. **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts en vue d'une élimination effective du travail des enfants, en particulier les travaux dangereux. À cet égard, elle le prie de fournir des informations détaillées sur la mise en œuvre du NAP pour l'élimination des pires formes de travail des enfants une fois l'adoption du texte révisé effectuée. Elle le prie en outre de fournir des informations sur l'application de la convention dans la pratique, en particulier des statistiques sur l'emploi d'enfants de moins de 14 ans.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa b). Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de prostitution. Dans un commentaire antérieur, la commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les pratiques de recrutement ou d'offre de garçons et de filles de moins de 18 ans aux fins de prostitution soient interdites, pour pénaliser les auteurs de telles pratiques et pour veiller à ce que les garçons et les filles de moins de 18 ans qui sont utilisés, recrutés ou soumis à la prostitution soient traités en tant que victimes plutôt que délinquants. La commission a noté que le Procureur principal de la Direction des services consultatifs juridiques avait indiqué que des efforts étaient déployés pour modifier la loi de 2000 sur les enfants afin de la mettre en conformité avec la convention en ce qui concerne l'interdiction de l'utilisation, du recrutement ou de l'offre d'un enfant à des fins de prostitution.

La commission note avec **satisfaction** que l'article 8A de la loi (modifiée) de 2016 sur les enfants interdit de soumettre un enfant à un travail quelconque, y compris commercial, qui l'expose à des activités de nature sexuelle, que celui-ci soit rémunéré ou non. Elle note que l'auteur de tels actes est passible d'une amende d'un montant maximal de 100 unités monétaires ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Alinéa d). Types de travaux dangereux. Enfants travaillant dans les mines. La commission observe que, selon une analyse de la situation faite par l'UNICEF en 2015, la région Karamoja a un taux élevé de travail des enfants dans des conditions dangereuses dans les exploitations minières (p. 13). La commission observe également que, d'après le rapport annuel de l'UNICEF (2016), 344 filles et 720 garçons ont été soustraits aux pires formes de travail des enfants, telles que les travaux miniers, grâce au soutien du ministère de l'Égalité entre hommes et femmes, du Travail et du Développement social dans le cadre du plan stratégique de mise en place d'une ligne téléphonique nationale d'aide à l'enfance. En outre, la commission note que l'article 8 de la loi (modifiée) de 2016 sur les enfants interdit qu'ils soient recrutés pour des travaux dangereux, et que la liste des activités dangereuses interdites aux enfants comprend l'interdiction de faire travailler des enfants dans les mines (première liste du règlement sur l'emploi de 2012 (emploi des enfants)). La commission prend note avec **préoccupation** de la situation d'enfants travaillant dans les mines dans des conditions particulièrement dangereuses. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires en vue de l'application effective de la loi (modifiée) de 2016 sur les enfants ainsi que du règlement sur l'emploi des enfants de 2012, de façon à empêcher le recrutement d'enfants de moins de 18 ans dans les activités minières, et à fournir l'assistance directe nécessaire et appropriée pour les sortir de cette situation.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux. 1. Orphelins et enfants vulnérables. La commission a pris note dans un commentaire antérieur de l'information du gouvernement selon laquelle de multiples facteurs contribuaient au problème du travail des enfants, par exemple le fait que des enfants deviennent orphelins en raison de la pandémie du VIH/sida. La commission a noté que les orphelins et les enfants vulnérables (OEV) étaient pris en compte tant dans la politique relative aux orphelins et aux autres

enfants vulnérables, que dans le Plan stratégique national en faveur des OEV. Elle a aussi noté que les politiques et les activités du Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants en Ouganda (PAN) (2013-2017) tenaient également compte des orphelins et des personnes affectées par le VIH/sida dans leurs groupes cibles. Toutefois, notant avec préoccupation le nombre élevé d'enfants orphelins en raison du VIH/sida, la commission a instamment prié le gouvernement d'accentuer ses efforts pour protéger ces enfants des pires formes de travail.

La commission constate l'absence d'informations à cet égard dans le rapport du gouvernement. Elle note toutefois que, d'après un rapport de la Commission ougandaise de lutte contre le sida, intitulé *The Uganda HIV and AIDS country progress report: July 2015–June 2016* (Ouganda: VIH et sida. Rapport d'activité de juin 2015 à juin 2016), quelque 160 000 OEV ont bénéficié de services d'aide sociale, et il a été procédé à un recensement des acteurs dans ce domaine, entre autres réalisations. La commission note en outre que le deuxième Plan national de développement (2015/16-2019/20) comporte deux programmes d'aide aux OEV, le programme SUNRISE-OEV (qui vise à renforcer l'action nationale ougandaise pour la mise en œuvre des services en faveur des OEV) et le programme SCORE (qui vise à renforcer les actions en faveur de la communauté des OEV). Tout en prenant dûment note des plans stratégiques élaborés par le gouvernement et de la diminution du nombre d'OEV, la commission constate avec **préoccupation** que le pays compte encore approximativement 660 000 orphelins en raison du VIH/sida, selon les estimations d'ONUSIDA pour 2015. **Rappelant que les enfants devenus orphelins du fait de la pandémie du VIH/sida ainsi que d'autres enfants vulnérables sont particulièrement exposés aux pires formes de travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement d'accentuer ses efforts pour protéger ces enfants de ces pratiques. Elle le prie à nouveau de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard, en particulier dans le cadre de la politique en faveur des orphelins et des autres enfants vulnérables, du Plan stratégique national sur les OEV, des programmes SUNRISE-OEV et SCORE, ainsi que sur les résultats obtenus en la matière.**

2. *Enfants assujettis au travail domestique.* La commission a noté dans un commentaire antérieur que la liste des métiers et activités dangereux interdit d'embaucher des enfants de moins de 18 ans à certaines activités et tâches dangereuses dans le secteur du travail domestique. Toutefois, elle a noté que, selon l'Enquête nationale sur la population active et le travail des enfants (2011-12) de juillet 2013, environ 51 063 enfants, soit 10,07 pour cent des enfants âgés de 5 à 17 ans exerçant des activités dangereuses en Ouganda, sont des employés et des aides domestiques. À cet égard, la commission a fait observer que les travailleurs domestiques sont des groupes pris en compte dans le PAN et elle a prié le gouvernement de lui communiquer des informations sur l'impact du PAN sur la protection des enfants assujettis au travail domestique.

La commission constate l'absence d'informations du gouvernement à cet égard. **Rappelant que les enfants assujettis au travail domestique sont particulièrement exposés aux pires formes de travail des enfants, notamment aux travaux dangereux, la commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur l'impact du PAN sur la protection des enfants employés domestiques, en particulier le nombre de ceux assujettis à des travaux dangereux qui ont bénéficié d'initiatives prises à cet égard.**

3. *Enfants réfugiés.* La commission observe que, selon le rapport de situation de l'Ouganda publié le 31 mai 2017 par l'UNICEF, le pays compte plus de 730 000 enfants réfugiés sur un total de plus de 1,2 million de réfugiés. Elle observe également, sur la base du cadre régional actualisé commun pour la protection des enfants réfugiés du Soudan du Sud et du Soudan (juillet 2015 à juin 2017), élaboré par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'UNICEF et des organisations non gouvernementales (ONG), que des enfants de ces pays sont assujettis au travail en Ouganda (p. 5). Enfin, la commission prend note qu'un sommet ougandais de solidarité pour les réfugiés s'est déroulé à Kampala en juin 2017 pour présenter le modèle ougandais de protection et de gestion des réfugiés, pour souligner les besoins urgents et à long terme des réfugiés, et enfin pour mobiliser des ressources. **Tout en reconnaissant la situation difficile concernant les réfugiés dans le pays et les efforts déployés par le gouvernement, la commission prie instamment et fermement le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé, et ce de toute urgence afin de protéger les enfants réfugiés des pires formes de travail des enfants, et de fournir l'assistance directe nécessaire et appropriée pour les soustraire à une telle situation et pour leur réadaptation et intégration sociales. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Pakistan

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2006)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année (voir *article 9, paragraphe 1*, ci-dessous) ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail. La commission a précédemment pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle, suite au 18^e amendement constitutionnel, le pouvoir de légiférer en matière de travail avait été transféré aux provinces. Elle a donc noté aussi que la loi de 2015 sur l'interdiction de l'emploi des enfants du Khyber Pakhtunkhwa (loi KPK de 2015) et l'ordonnance de 2016 sur la restriction de l'emploi des enfants du

Pendjab (ordonnance du Pendjab de 2016) contenaient des dispositions précisant un âge minimum de 14 et 15 ans, respectivement, pour l'admission à l'emploi ou au travail. Notant que le Territoire métropolitain d'Islamabad (ICT), ainsi que les provinces du Baloutchistan et du Sindh avaient élaboré des projets de loi contenant des dispositions similaires, la commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'adoption des projets de loi dans un proche avenir.

La commission note avec **intérêt** les informations fournies par le gouvernement dans son rapport selon lesquelles la loi du Sindh sur l'interdiction de l'emploi des enfants, adoptée en 2017, fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail à 14 ans (article 3(1)). Le gouvernement indique également que le projet de loi de 2019 du Baloutchistan sur l'emploi des enfants (interdiction et réglementation) est en cours de présentation au Conseil des ministres tandis que l'administration de l'ICT s'efforce de réviser les dispositions de la loi de 1991 sur l'emploi des enfants, avec le soutien de l'OIT. **La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour s'assurer que le projet de loi de 2019 sur l'emploi des enfants au Baloutchistan (interdiction et réglementation) et la loi révisée de 1991 de l'ICT sur l'emploi des enfants, qui établit un âge minimum de 14 ans pour l'admission à l'emploi ou au travail, seront adoptés sans délai. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

Article 3, paragraphes 1 et 2. Travaux dangereux et détermination des types de travaux dangereux. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que la loi du KPK de 2015 et l'ordonnance du Pendjab de 2016 prévoyaient deux listes de types de travaux dangereux interdits aux jeunes âgés de moins de 18 ans. Elle a noté que les projets de loi de l'ICT, du Baloutchistan et du Sindh interdisaient également les travaux dangereux pour les enfants de moins de 18 ans. La commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les projets de loi interdisant l'emploi de personnes de moins de 18 ans à des travaux dangereux dans les provinces de l'ICT, du Baloutchistan et du Sindh soient adoptés dans un proche avenir, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs concernées.

La commission note avec **satisfaction** que l'article 3(2) de la loi du Sindh de 2017 sur l'interdiction de l'emploi des enfants prohibe l'emploi d'adolescents dans 38 professions et activités dangereuses énumérées dans son annexe. Elle prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle le projet de loi de 2019 du Baloutchistan sur l'emploi des enfants (interdiction et réglementation) a également mis à jour la liste des professions et des processus dangereux interdits aux jeunes, et selon laquelle l'administration de l'ICT est en train d'adopter des lois interdisant les travaux dangereux aux jeunes de moins de 18 ans. **La commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que le projet de loi de 2019 sur l'emploi des enfants au Baloutchistan (interdiction et réglementation) et les projets de loi de l'ICT qui contiennent des dispositions interdisant l'emploi de jeunes de moins de 18 ans dans les travaux et professions dangereux soient adoptés dans un proche avenir. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

Article 9, paragraphe 1. Sanctions et inspection du travail. La commission a précédemment noté que l'application de la législation sur le travail des enfants était insuffisante en raison du manque d'inspecteurs affectés à ce domaine, du manque de formation et de ressources, et de la corruption, et que les sanctions imposées étaient souvent trop mineures pour avoir un effet dissuasif. À cet égard, la commission a pris note des informations du gouvernement selon lesquelles les nouvelles lois dans les provinces du KPK et du Pendjab sur l'interdiction de l'emploi des enfants ainsi que la loi du Pendjab sur l'interdiction du travail des enfants dans les briqueteries de 2016 ont relevé les montants des amendes en cas de violation de leurs dispositions. Elle a également pris note des informations du gouvernement selon lesquelles des réformes du système d'inspection du travail étaient en cours dans le cadre du Programme de renforcement du système d'inspection du travail au Pakistan (SLISP) avec l'appui du bureau de pays de l'OIT. **La commission a prié le gouvernement de poursuivre ses efforts pour renforcer les capacités de l'inspection du travail, et de continuer à fournir des informations sur le nombre et la nature des infractions en matière d'emploi des enfants détectées par l'inspection du travail.**

La commission prend note des observations faites par la Fédération des travailleurs du Pakistan (PWF) en octobre 2017 selon lesquelles l'incidence du travail des enfants a augmenté même dans le secteur formel en raison de la suppression du système d'inspection du travail, de l'imposition de restrictions aux inspections ou du fait que les inspections sont soumises à autorisation de l'employeur.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles le projet de loi de 2019 du Baloutchistan sur l'emploi des enfants (interdiction et réglementation) et les projets de loi de l'ICT sur le travail des enfants ont relevé le montant des amendes maximales pour violation des dispositions relatives au travail des enfants. Elle prend également note des informations du gouvernement concernant l'application de la loi de 2015 du KPK selon lesquelles, en 2017, 3 367 inspections ont été effectuées et 23 condamnations prononcées sur 36 poursuites, avec des amendes de 21 921 roupies pakistanaïses (PKR) (environ 142 dollars E.-U.); tandis qu'en 2018, 8 367 inspections ont été effectuées et

95 condamnations prononcées sur 213 poursuites, avec des amendes de 134 000 PKR d'amendes (environ 863 dollars E.-U.). La commission note en outre les informations supplémentaires du gouvernement selon lesquelles en 2019, 9 538 inspections ont été effectuées et 340 poursuites engagées, avec des amendes totales de 0,56 million de PKR imposées dans les 254 cas tranchés par les tribunaux.

En ce qui concerne l'application de la loi de 2016 du Pendjab sur la restriction de l'emploi des enfants, la commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles en 2019, 30 676 inspections ont été effectuées, 2 673 cas de travail d'enfants ont été détectés, 25 établissements ont été fermés et 1 199 personnes ont été arrêtées. Le gouvernement indique en outre qu'en février 2020, le département du Travail du Baloutchistan a effectué 69 inspections du travail des enfants et que sur les six cas de travail des enfants qui ont fait l'objet de poursuites, dans trois cas, une amende de 14 000 PKR (environ 86 dollars des États-Unis) a été imposée aux contrevenants. La commission observe que les amendes imposées sont très faibles et ne semblent pas être suffisamment efficaces et dissuasives.

La commission prend également note du rapport établi par le gouvernement au titre de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, sur les différentes mesures prises dans le cadre du SLISP pour renforcer et améliorer les capacités des inspecteurs du travail provinciaux. Selon ce rapport, des formations ont été dispensées: à 121 inspecteurs du travail du Pendjab sur le contrôle efficace; à 29 inspecteurs du travail du Sindh sur l'évaluation des risques et les enquêtes sur les accidents; et à 40 inspecteurs du travail du Sindh sur la santé et la sécurité au travail dans le secteur de la construction. En outre, un profil d'inspection du travail a été élaboré et sera finalisé d'ici la fin de 2019. Le gouvernement indique également que des mesures sont prises par les gouvernements provinciaux pour augmenter le budget annuel des services de l'inspection du travail ainsi que les ressources matérielles et les indemnités de transport et de déplacement des inspecteurs du travail. **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour renforcer les capacités de l'inspection du travail et de continuer à fournir des informations sur le nombre et la nature des violations détectées et des sanctions imposées en matière d'emploi des enfants. Elle prie également le gouvernement de continuer à renforcer ses mesures pour garantir que les personnes qui enfreignent les lois susmentionnées soient poursuivies et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives leur soient infligées.**

Application de la convention dans la pratique. La commission a précédemment pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle, avec l'aide de l'UNICEF, les gouvernements du Pendjab, du Sindh, du KPK et du Baloutchistan avaient pris des mesures pour mener des enquêtes sur le travail des enfants dans leurs provinces respectives. Elle a également pris note du rapport intitulé «*Understanding Children's Work in Pakistan: An Insight into Child Labour Data (2010-15) and Legal Framework*» (Comprendre le travail des enfants au Pakistan: aperçu des données relatives au travail des enfants (2010-2015) et cadre juridique), selon lequel le nombre d'enfants de 10 à 17 ans qui travaillent a reculé de 4,04 millions en 2010-11 à 3,7 millions en 2014-15, dont 2,067 millions (55 pour cent) dans la tranche d'âge des 10-14 ans. La commission a prié instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour prévenir et éliminer le travail des enfants, et de communiquer les résultats des enquêtes sur le travail des enfants au niveau provincial dès qu'ils seront disponibles.

La commission prend note des observations faites par la PWF selon lesquelles aucune enquête spécifique sur le travail des enfants n'a été réalisée au Pakistan depuis 1996. Cependant, toutes les données fiables indiquent que l'incidence du travail des enfants, bien qu'elle ait diminué ces dernières années, est encore considérablement élevée. Le travail des enfants est très répandu dans le secteur agricole, les usines, le textile, l'habillement, le secteur du tapis et les établissements industriels, les fours à briques, les hôtels et restaurants, les ateliers automobiles et dans les mines et carrières.

La commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle le gouvernement du KPK a accordé une attention particulière à la prévention et à l'élimination du travail des enfants dans la province. Une unité exclusivement chargée du travail des enfants a été créée au sein de la Direction du travail. La commission prend également note de la déclaration du gouvernement selon laquelle des inspections régulières dans les établissements industriels ont progressivement conduit à l'élimination complète du travail des enfants dans ce secteur et les efforts se poursuivent pour parvenir au même résultat dans les établissements commerciaux. En outre, la politique 2018 du Khyber Pakhtunkhwa relative au travail des enfants et la loi de 2015 du KPK constituent une étape importante dans l'élimination du travail des enfants dans la province. Le gouvernement indique également que l'application de la politique du travail du Sindh de 2017 et des nouvelles lois sur le travail des enfants permettra d'éliminer le travail des enfants dans la province. Il indique en outre que l'enquête sur le travail des enfants est en cours dans les provinces du KPK et du Sindh et dans l'ICT, et que ce projet est en cours de réalisation au Baloutchistan. Enfin, la commission prend note de la déclaration du gouvernement dans son rapport au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, selon laquelle un système global est en cours d'élaboration pour éliminer le travail des enfants dans le pays par des programmes de

sensibilisation de la société et par la refonte des systèmes politiques, économiques et sociaux pakistanais, ainsi que par la prise de mesures qui font du travail des enfants un crime.

La commission note que selon le rapport sur les résultats de l'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) au Pendjab, 2017-18, 13,4 pour cent des enfants âgés de 5 à 17 ans travaillent, dont 10,3 pour cent dans des travaux dangereux. En outre, le rapport de la MICS de 2016-17 au KPK indique que plus de 14 pour cent des enfants de 5 à 17 ans travaillent, dont 12,3 pour cent dans des conditions dangereuses. La commission note de plus que selon le rapport de l'UNICEF sur l'analyse de la situation des enfants au Pakistan en 2017, la prévalence du travail des enfants dans le pays est élevée, et qu'elle est associée à de faibles taux de scolarisation. La persistance du travail des enfants a des racines à plusieurs niveaux telles que la pauvreté, le manque de travail décent pour les adultes, la nécessité d'une protection sociale renforcée et l'absence d'un système qui puisse garantir que tous les enfants vont à l'école plutôt que de participer à des activités économiques. Enfin, la commission note que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, dans ses observations finales de juillet 2017, s'est déclaré préoccupé par le fait que plus de deux millions d'enfants âgés de 10 à 14 ans travaillent et que 28 pour cent d'entre eux sont employés à des travaux dangereux, notamment dans l'agriculture, les briqueteries, les mines de charbon, dans la rue ou au sein du foyer (E/C.12/PAK/CO/1, paragr. 63). Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission se doit d'exprimer sa **profonde préoccupation** face au nombre important d'enfants n'ayant pas atteint l'âge minimum qui sont astreints au travail, notamment à des travaux dangereux. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants, notamment en continuant de coopérer avec l'OIT, et de fournir des informations sur les résultats obtenus. Elle le prie également une fois de plus de lui communiquer les résultats des enquêtes sur le travail des enfants au niveau provincial, lorsqu'ils seront disponibles.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui reprend le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année (voir *article 3 a)* et *article 5* ci-dessous) ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 3 a) et article 5 de la convention. Servitude pour dettes et mécanismes de surveillance. La commission a noté précédemment que la loi de 1992 sur le système de travail en servitude pour dettes (BLSA) a aboli le travail en servitude pour dettes et que des comités de vigilance de district (CVD) ont été créés pour contrôler la mise en œuvre de cette loi. Elle a noté que la BLSA était applicable sur le territoire métropolitain d'Islamabad, au Baloutchistan et au Pendjab, tandis que les provinces du Khyber Pakhtunkhwa (KPK) et du Sindh avaient adopté des lois provinciales relatives au travail en servitude pour dettes (*KPK Bonded Labour System Abolition Act 2015* et *Sindh Bonded Labour System Abolition Act 2015*). La commission a demandé au gouvernement de poursuivre ses efforts pour éliminer la servitude pour dettes des enfants et pour renforcer les capacités des CVD et des responsables de l'application des lois chargés de surveiller le travail en servitude pour dettes.

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement selon lesquelles la BLSA a été adoptée dans toutes les provinces tandis que le gouvernement du Pendjab a adopté la loi de 2018 portant modification du système de travail en servitude pour dettes (abolition) du Pendjab, qui vise essentiellement à renforcer le système actuel d'inspections et de rapports. Le gouvernement indique également que le Cabinet provincial du Baloutchistan a approuvé le projet de loi de 2020 sur l'élimination du système de travail en servitude pour dettes, qui doit être soumis au département juridique pour examen. Le projet de loi prévoit une peine d'un an d'emprisonnement et une amende de 0,1 million de roupies pakistanaises (PKR) (632,30 dollars des États-Unis) pour les personnes impliquées dans l'embauche de travailleurs en servitude pour dettes. La commission prend note en outre des informations communiquées par le gouvernement selon lesquelles les CVD ont été revitalisés dans les 36 districts du Pendjab et s'emploient avec vigilance à éliminer la servitude pour dettes des enfants sous administration du district, en particulier dans les briqueteries et les ateliers. Le gouvernement indique que 258 réunions des CVD ont eu lieu en 2019, et qu'aucun cas de servitude d'enfants pour dettes n'a été signalé lors de ces réunions. Les provinces du Sindh, du KPK et du Baloutchistan sont en train de constituer des CVD. Des unités provinciales sur le travail des enfants et le travail en servitude pour dettes ont été créées au Pendjab et au KPK, tandis que le Sindh, le Baloutchistan et le territoire métropolitain d'Islamabad font des efforts à cet égard. Le gouvernement indique également que l'administration du

Sindh a enregistré 740 briqueteries dans toute la province et les a fait entrer dans le champ d'application de diverses lois sur le travail, notamment la loi de 2015 sur l'interdiction de l'emploi des enfants au Sindh, afin de lutter contre la menace du travail en servitude pour dettes. La commission prend note en outre de la déclaration du gouvernement selon laquelle les provinces s'efforcent de renforcer les mécanismes institutionnels d'inspection et d'amélioration de l'application des lois sur le travail des enfants et le travail en servitude pour dettes, d'étendre la couverture de ces lois aux secteurs non couverts et de renforcer les capacités des inspecteurs.

La commission note toutefois, d'après le rapport du Comité national des droits de l'homme du Pakistan intitulé «Vers l'abolition de la servitude pour dettes au Pakistan en 2018», que plus de 1,3 million de personnes, dont des hommes, des femmes et des enfants, qui travaillent dans le secteur des briqueteries au Pakistan, le font dans des conditions de servitude pour dettes. Ce rapport indique en outre qu'en dépit des efforts déployés par le gouvernement et la société civile, le Pakistan reste un pays où une grande partie de la main-d'œuvre est piégée dans le cycle systémique de la servitude. **La commission encourage donc le gouvernement d'intensifier ses efforts pour éliminer la servitude pour dettes des enfants, notamment en appliquant efficacement les lois abolissant la servitude pour dettes et en créant des CVD dans toutes les provinces et en renforçant leurs capacités ainsi que celles des responsables de l'application des lois chargés du suivi du travail des enfants soumis à la servitude pour dettes. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus, y compris sur le nombre d'enfants soumis à la servitude pour dettes identifiés par les CVD et d'autres agents de la force publique, le nombre d'infractions signalées, d'enquêtes menées, de poursuites, de condamnations et de sanctions pénales imposées. Enfin, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que le projet de loi de 2020 sur l'élimination du système de travail en servitude pour dettes du Baloutchistan soit adopté dans un proche avenir.**

Article 3 d) et article 4, paragraphe 1. *Travaux dangereux.* **En ce qui concerne l'adoption de la liste des travaux dangereux, la commission renvoie à ses observations détaillées au titre de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973.**

Article 7, paragraphe 2. *Mesures efficaces dans un délai déterminé. Alinéas a) et e). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants. Accès à l'éducation de base gratuite et situation particulière des filles.* La commission a noté précédemment que, dans ses observations finales du 11 juillet 2016, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies s'est déclaré préoccupé par le grand nombre d'enfants (47,3 pour cent de tous les enfants âgés de 5 à 16 ans) non scolarisés, dont la majorité n'avait jamais fréquenté l'école et par le taux élevé d'abandon scolaire des filles, 50 pour cent au Baloutchistan et au Khyber Pakhtunkhwa (KPK) et 77 pour cent dans les zones tribales fédérales (CRC/C/PAK/CO/5, paragr. 61). La commission a exhorté le gouvernement à redoubler d'efforts pour améliorer l'accès de tous les enfants à l'éducation de base gratuite, en tenant compte de la situation particulière des filles.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles des mesures sont actuellement mises en œuvre pour améliorer la scolarisation des enfants, notamment des incitations financières sous forme de cartes *Khidmat* d'accès à des distributeurs automatiques pour les enfants vulnérables et les enfants engagés dans les pires formes de travail des enfants. Dans le cadre de ce programme, 2 000 PKR (12,64 dollars des États-Unis) sont versées à la famille lors de l'inscription d'un enfant, puis 1000 PKR (6,32 dollars des États-Unis) par mois à chaque enfant inscrit, après vérification de sa fréquentation scolaire. Le gouvernement indique que plus de 90 000 enfants identifiés travaillant dans des briqueteries ont bénéficié de ce programme. La commission note également que le gouvernement indique que les taux de scolarisation ont atteint 50,6 millions d'élèves contre 48 millions en 2016-17, soit une augmentation de 5,3 pour cent, tandis que l'écart entre les sexes s'est également réduit. Elle note dans le rapport annuel 2018 de l'UNICEF (Pakistan) que les gouvernements provinciaux se sont engagés à élaborer avec l'UNICEF des politiques essentielles telles que la politique d'éducation non formelle du Pendjab et la politique d'éducation non formelle du Sindh visant à scolariser en cinq ans 600 000 enfants non scolarisés et la politique d'éducation non formelle du KPK qui sera approuvée prochainement. Ces politiques garantissent que les enfants exclus de l'éducation aient la possibilité d'apprendre et de développer des compétences grâce à des parcours d'apprentissage alternatifs. En 2018, 550 centres d'apprentissage alternatif dans les quatre provinces ont reçu un appui direct de l'UNICEF, touchant 17 500 enfants (44 pour cent de filles). En outre, l'UNICEF a appuyé 2 784 centres d'éducation de la petite enfance dans les quatre provinces, ce qui a permis à 99 400 enfants (58 pour cent de filles) d'accéder à l'éducation de la petite enfance. La commission note toutefois que, d'après le rapport de l'UNICEF, plus de 5 millions d'enfants ne sont pas scolarisés, dont 60 pour cent sont des filles, et que ce nombre augmente considérablement après le primaire avec 17,7 millions d'adolescents âgés de 10 à 16 ans, dont 51 pour cent de filles, qui ne sont pas formellement scolarisés. Elle note en outre que, selon les statistiques de

l'UNESCO, le taux net de scolarisation dans le primaire en 2018 était de 67,7 pour cent (61,6 pour cent pour les filles et 73,37 pour cent pour les garçons) et dans le secondaire de 38,53 pour cent (36,38 pour cent pour les filles et 40,51 pour cent pour les garçons). Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission doit exprimer sa **profonde préoccupation** face aux faibles taux de scolarisation dans le primaire et le secondaire et au nombre élevé d'enfants non scolarisés. **Considérant que l'éducation est essentielle pour empêcher l'engagement des enfants dans les pires formes de travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement à renforcer ses efforts pour améliorer l'accès de tous les enfants à une éducation de base gratuite, en tenant compte de la situation particulière des filles. Elle le prie de continuer à fournir des informations sur les mesures concrètes prises à cet égard, et des statistiques sur les résultats obtenus, en particulier en ce qui concerne l'augmentation des taux de scolarisation et la réduction des taux d'abandon scolaire et du nombre d'enfants non scolarisés. Dans la mesure du possible, ces informations devraient être ventilées par âge et par genre.**

Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux. *Enfants des rues.* La commission a noté précédemment le nombre croissant d'enfants des rues et l'absence d'une stratégie systématique et complète pour les protéger. Elle a également noté la création de centres de réadaptation des enfants des rues et d'autres groupes vulnérables dans les provinces du Pendjab, du Sindh et du KPK. Elle a en outre pris note des informations du gouvernement selon lesquelles le gouvernement du KPK avait créé un centre spécial pour les enfants des rues qui leur offrait des services d'éducation, de santé, de loisirs, de sports, de pension, de nourriture, de carrière, d'orientation psychologique et autres services nécessaires. Toutefois, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a noté, dans ses observations finales du 11 juillet 2016, que les enfants qui vivent ou travaillent dans la rue, ou dont les parents sont en conflit avec la loi, sont souvent pris en charge par la police plutôt que par du personnel qualifié dans des centres de protection de l'enfance (CRC/C/PAK/CO/5, paragr. 73). La commission a prié le gouvernement d'intensifier ses efforts pour protéger les enfants des rues et de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard.

La commission note l'absence d'informations à ce sujet dans le rapport du gouvernement. Elle note que, selon les informations fournies dans un rapport des Nations Unies de 2019, intitulé «Pakistan's Street children», on estime qu'entre 1,2 et 1,5 million d'enfants vivent dans les rues des grandes villes du Pakistan. Ces enfants, qui ont souvent peu ou pas de contact avec leur famille, constituent l'une des couches les plus vulnérables de la société et se voient dénier leurs droits fondamentaux tels que l'accès au logement, à l'éducation et aux soins médicaux. Ils sont très exposés au risque d'être entraînés dans des situations de maltraitance, notamment le travail des enfants, l'exploitation sexuelle, la traite et l'arrestation et la détention arbitraires. **Rappelant que les enfants des rues sont particulièrement vulnérables aux pires formes de travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces assorties d'un délai déterminé pour protéger ces enfants et les soustraire aux pires formes de travail des enfants et pour assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Elle le prie également de fournir des informations sur les mesures spécifiques prises et sur les résultats obtenus à cet égard, en particulier sur le nombre, l'âge et le genre des enfants des rues bénéficiant d'un centre d'accueil et d'autres services de réadaptation.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2000)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 1 de la convention. Plan d'action national et application pratique de la convention. La commission a précédemment pris note des commentaires formulés par la Confédération syndicale internationale (CSI) selon lesquels le travail des enfants était présent dans les zones rurales, généralement dans l'agriculture de subsistance, et dans les zones urbaines, dans le commerce ambulant, le tourisme et le spectacle. Elle a noté que la Papouasie-Nouvelle-Guinée était l'un des 11 pays qui faisaient partie du **Programme national assorti de délais (PAD)** de l'OIT/IPEC pour 2008-2012, intitulé «Combattre le travail des enfants par l'éducation» (projet TACKLE), qui contribue à la lutte contre le travail des enfants.

La commission note, d'après le rapport fourni par le gouvernement au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, que, dans le cadre du projet TACKLE, une évaluation rapide des enfants travaillant dans les rues et des enfants exploités dans le commerce sexuel a été effectuée à Port Moresby. La commission note que, selon le gouvernement, les résultats de cette évaluation rapide sont alarmants et qu'une situation analogue concernant le travail des enfants existe probablement dans d'autres

régions du pays. Les conclusions de l'évaluation rapide indiquent que des enfants âgés seulement de 5 et 6 ans travaillent dans les rues et qu'environ 68 pour cent d'entre eux le font dans des conditions dangereuses. Quelque 47 pour cent des enfants des rues âgés de 12 à 14 ans n'ont jamais été scolarisés et 34 pour cent des enfants ayant été scolarisés ont abandonné l'école. La commission exprime sa **profonde préoccupation** face à la situation d'enfants âgés de moins de 16 ans qui sont contraints de travailler en Papouasie-Nouvelle-Guinée. **La commission prie donc instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour améliorer la situation des enfants de moins de 16 ans qui travaillent et d'assurer l'élimination effective de cette pratique. Notant qu'il n'existe pas de données concrètes ou fiables reflétant la situation réelle des enfants dans le reste du pays, la commission prie instamment le gouvernement d'entreprendre une enquête nationale sur le travail des enfants de manière à disposer de suffisamment de données actualisées sur la situation des enfants qui travaillent en Papouasie-Nouvelle-Guinée.**

Article 2, paragraphe 1. Âge minimum d'admission à l'emploi. La commission a précédemment noté que, bien que le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ait déclaré que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail était de 16 ans, l'article 103(4) de la loi sur l'emploi autorise l'emploi d'un enfant de 14 ou 15 ans pendant les horaires scolaires si l'employeur est certain que l'enfant ne fréquente plus l'école. Elle a également noté que les articles 6 et 7 de la loi de 1972 sur l'âge minimum (mer) fixent respectivement à 15 et 14 ans l'âge minimum d'accès au travail à bord d'un navire.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles le Programme d'assistance australienne au développement international, dans le cadre de ses installations et services consultatifs, en étroite consultation avec l'OIT/IPEC et le Département du travail et des relations professionnelles, a entrepris une révision de la loi sur l'emploi, et un processus d'amendement est en cours. Elle note en outre que le gouvernement indique que la question de l'âge minimum prévu dans la loi de 1972 sur l'âge minimum (mer) sera examinée à cette occasion. **Notant que le gouvernement se réfère depuis plusieurs années à la révision de la loi sur l'emploi et de la loi sur l'âge minimum (mer), la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de veiller à ce que les modifications proposées soient adoptées dans un proche avenir. Elle exprime à ce propos l'espoir que les dispositions modifiées seront conformes à l'article 2, paragraphe 1, de la convention.**

Article 2, paragraphe 3. Âge de fin de scolarité obligatoire. La commission a précédemment noté que l'enseignement n'était ni universel ni obligatoire en Papouasie-Nouvelle-Guinée et que la loi n'indique pas d'âge légal de début ou de fin de scolarité. Elle a noté que le Département de l'éducation a élaboré un Plan national d'éducation décennal pour la période 2005-2015 (NEP) visant à augmenter le nombre d'enfants scolarisés. Toutefois, la commission a observé que le NEP semblait prévoir l'enseignement de base obligatoire uniquement jusqu'à l'âge de 9 ans. Par ailleurs, la commission a noté que, selon la CSI, le taux brut de fréquentation de l'école primaire était de 55,2 pour cent et que seuls 68 pour cent de ces enfants restaient scolarisés jusqu'à l'âge de 10 ans, alors que moins de 20 pour cent de l'ensemble des enfants du pays fréquentaient l'école secondaire.

La commission note, d'après le rapport soumis par le gouvernement au titre de la convention n° 182, que le NEP reçoit une aide financière de bailleurs de fonds pour mettre en œuvre des programmes axés sur l'enseignement formel et non formel (NFE), notamment une assistance de la Banque asiatique de développement et de l'Union européenne afin d'étendre le programme NFE aux personnes démunies et défavorisées. La commission note toutefois que, selon les conclusions de l'évaluation rapide effectuée à Port Moresby en 2010-11, en dépit des réformes de l'éducation mises en place, 92,2 pour cent des enfants inscrits au niveau 3 abandonneront leur scolarité en cours de route. La commission exprime sa **profonde préoccupation** face au grand nombre d'enfants qui n'ont pas atteint l'âge minimum d'admission au travail et qui ne fréquentent pas l'école. À cet égard, la commission se doit de souligner qu'il est souhaitable de faire coïncider l'âge de fin de scolarité obligatoire et l'âge minimum d'admission au travail, comme prévu au paragraphe 4 de la recommandation (n° 146) sur l'âge minimum, 1973. Si la scolarité obligatoire se termine avant l'âge auquel la loi autorise les jeunes à travailler, il peut s'ensuivre un vide qui ouvre malencontreusement la porte à l'exploitation économique des enfants (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 371). **Par conséquent, considérant que l'enseignement obligatoire est l'un des moyens les plus efficaces de lutte contre le travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en particulier dans le cadre du NEP, pour que l'enseignement des garçons et des filles soit obligatoire jusqu'à l'âge minimum d'admission à l'emploi, qui est de 16 ans. La commission prie le gouvernement de l'informer de tout progrès réalisé à cet égard.**

Article 3, paragraphes 1 et 2. Âge minimum d'admission aux travaux dangereux et détermination de ces types de travail. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, bien que certaines dispositions de la législation nationale interdisent aux enfants de moins de 16 ans d'accomplir un travail dangereux, il n'existait pas de dispositions protégeant les enfants âgés de 16 à 18 ans dans ce domaine. La commission a également noté l'absence de toute liste de types de travail dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans.

La commission note, selon les informations fournies par le gouvernement dans son rapport, que l'examen législatif de la loi sur l'emploi qui se déroule actuellement a pour but de mettre celle-ci en conformité avec les dispositions de la convention concernant les travaux dangereux. **La commission exprime le ferme espoir que les modifications apportées à la loi sur l'emploi, dont certaines dispositions interdiront d'employer des enfants de moins de 18 ans à des travaux dangereux et d'autres détermineront les types de travail dangereux interdits à ces enfants, seront adoptées dans un proche avenir. Elle prie le gouvernement de l'informer de tout progrès réalisé à cet égard.**

Article 3, paragraphe 3. Admission aux types de travail dangereux à partir de l'âge de 16 ans. La commission a précédemment noté que les conditions de travail des jeunes seraient examinées dans le cadre de la révision en cours de la loi sur l'emploi, et que la législation relative à la sécurité et à la santé au travail serait également revue de façon à garantir que les travaux dangereux n'affectent pas la santé et la sécurité des jeunes travailleurs. **La commission exprime à nouveau le ferme espoir que la révision de la loi sur l'emploi et de la législation relative à la sécurité et à la santé au travail sera achevée dans les meilleurs délais. Elle espère aussi que les modifications apportées à la législation prévoiront des dispositions exigeant que les jeunes âgés de 16 à 18 ans, qui sont autorisés à accomplir des types de travail dangereux, reçoivent une instruction spécifique et adéquate**

ou une formation professionnelle dans la branche d'activité correspondante. La commission prie le gouvernement de communiquer dans son prochain rapport des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.

Article 9, paragraphe 3. Registres d'emploi. La commission a précédemment noté que la loi sur l'emploi ne comportait aucune disposition soumettant l'employeur à l'obligation de tenir des registres ou de conserver d'autres documents concernant les personnes de moins de 18 ans qui travaillent pour lui. Elle a également noté que l'article 5 de la loi sur l'âge minimum (mer) prévoit que les personnes assurant le commandement ou ayant la charge d'un navire doivent consigner dans un registre le nom entier, la date de naissance et les conditions d'emploi de chaque personne de moins de 16 ans employée à bord de ce navire. La commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que, conformément à l'article 9, paragraphe 3, de la convention, les employeurs soient tenus de consigner dans ces registres le nom et l'âge ou la date de naissance, dûment attestés dans la mesure du possible, des personnes de moins de 18 ans qu'ils emploient ou qui travaillent pour eux.

La commission note une fois de plus que le gouvernement indique que cette question sera traitée dans le cadre de la révision de la loi sur l'emploi. **La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires, sans plus tarder, pour veiller à ce que les employeurs soient obligés de tenir un registre consignait toutes les personnes de moins de 18 ans qui travaillent pour eux et pour fournir des informations au sujet des progrès réalisés concernant la mise en conformité de la loi sur l'emploi et de la loi sur l'âge minimum (mer) avec l'article 9, paragraphe 3, de la convention.**

La commission prie instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour que, dans le cadre de la révision de la loi sur l'emploi et de la loi sur l'âge minimum (mer), il soit dûment tenu compte des commentaires détaillés de la commission au sujet des divergences entre la législation nationale et la convention. La commission prie le gouvernement de la tenir informée dans son prochain rapport de tout progrès réalisé dans la révision de ces lois et l'invite à envisager de se prévaloir de l'assistance technique du BIT à cet égard.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Pays-Bas

Aruba

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3, paragraphe 2, de la convention. Détermination des travaux dangereux. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, selon les indications données par le gouvernement, le Département de la législation était alors saisi, pour évaluation technique et révision, d'une proposition visant à autoriser le directeur du Département du travail à déterminer les types de travail dangereux. La commission a prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que, une fois que le Département de la législation aurait donné son accord, le directeur du Département du travail procède le plus rapidement possible à cette détermination des types de travail dangereux.

La commission note avec **satisfaction** que le gouvernement a adopté, par décret ministériel n° 78 de 2013, une liste des types de travail dangereux pour lesquels il est interdit d'employer des jeunes de moins de 18 ans. Cette liste inclut: tout travail comportant le port ou le déplacement de charges lourdes; les activités impliquant de rester dans la même position; le travail au contact de substances toxiques, cancérigènes ou mutagènes ainsi qu'au contact de substances explosives, irritantes ou corrosives; le travail au contact d'animaux sauvages, venimeux ou dangereux; l'abattage d'animaux; le travail dans les établissements fournissant de l'alcool; le travail sur ou à proximité de machines ou équipements dangereux présentant des risques d'incendie, d'explosion, d'électrocution, ou d'étouffement ou effectuant des opérations de récolte ou de découpe; le travail sous l'eau; le maniement d'appareils émettant des rayonnements électromagnétiques non ionisants dangereux; le travail avec des gaz comprimés; le travail exposant à des bruits élevés et à des vibrations; le travail dans un environnement comportant des risques d'éboulement; le travail à proximité de lignes sous tension; le travail dans les hôpitaux. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique du décret ministériel n° 78, notamment sur le nombre et la nature des infractions qui ont trait à l'emploi de jeunes dans les travaux dangereux.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Pérou

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2002)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 3 a) et b), et article 7, paragraphe 2 a) et b), de la convention. Vente, traite et exploitation sexuelle commerciale et mesures efficaces prises dans un délai déterminé pour empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail, les en soustraire et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. La commission avait précédemment prié le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer la réadaptation et l'intégration sociale des enfants victimes de traite et d'exploitation sexuelle commerciale. De plus, la commission l'avait prié une nouvelle fois de veiller à ce que des enquêtes approfondies et la poursuite efficace des personnes qui emploient des enfants dans les pires formes de travail soient menées à leur terme et à ce que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique.

La commission note avec **intérêt** que, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement fait état de l'adoption de la loi n° 30963 du 18 juin 2019 qui porte ajout de nouveaux articles au Code pénal en vue de renforcer la protection accordée aux enfants contre l'exploitation sexuelle, en prévoyant des peines allant de 10 ans de prison à la perpétuité (articles 153-H, 153-I et 153-J). Elle prend également note de l'adoption du décret suprême n° 009-2019-MIMP du 10 avril 2019 portant directives relatives à l'élaboration d'un plan de réintégration individuel pour les victimes de traite. Ces directives contiennent les procédures que les différentes parties concernées doivent suivre afin de renforcer l'assistance apportée aux victimes de traite, dont les enfants. La commission prend bonne note dans le rapport du gouvernement de la loi n° 30925 du 5 avril 2019, qui renforce la mise en place d'espaces d'accueil temporaires pour les victimes de traite des personnes et d'exploitation sexuelle. Elle prend également note de l'adoption de la loi n° 3082 du 26 juin 2018, qui établit les conditions d'entrée des filles, des garçons et des adolescents dans les établissements d'hébergement, afin de garantir leur protection et leur intégrité. Cette loi sanctionne également les prestataires de services touristiques, lorsqu'ils favorisent ou permettent l'exploitation sexuelle des enfants dans leurs établissements ou lorsqu'ils ne signalent pas à l'autorité compétente des faits liés à l'exploitation sexuelle des enfants. De même, la commission prend note de deux résolutions du ministère du Commerce extérieur et du Tourisme: la première résolution (n° 430-2018-MINCETUR) concerne l'approbation d'un code de conduite contre l'exploitation sexuelle des filles, des garçons et des adolescents dans le domaine du tourisme, destiné aux prestataires de services touristiques; la deuxième résolution (n° 299-2018-MINCETUR) approuve un modèle d'affiche pour les établissements touristiques qui contient des informations relatives aux dispositions légales concernant l'exploitation sexuelle de filles, de garçons et d'adolescents et les sanctions applicables.

La commission prend note du rapport exécutif du Département informatique du ministère public spécialisé dans le crime organisé et dans les crimes de traite des personnes. Ce rapport indique que 42 pour cent des victimes de traite sont des enfants et que l'exploitation par le travail et l'exploitation sexuelle sont les principaux types de traite entre 2016 et 2019. Au cours de cette période, il y a eu 77 enfants victimes de traite, âgés de 0 à 5 ans, 256 enfants victimes de traite, âgés de 6 à 11 ans, et 1 435 enfants victimes de traite âgés de 12 à 17 ans. Par ailleurs, la commission prend note que, selon les systèmes d'information du ministère public, en 2018, un nombre total de 163 plaintes ont été enregistrées par les autorités judiciaires des différentes provinces du pays concernant les délits d'exploitation sexuelle des enfants. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement précise qu'en 2019 la Direction de la police nationale chargée d'enquêter sur la traite des personnes et le trafic illicite de migrants (DIRCTPTIM PNP) a repéré 222 enfants victimes de traite (146 filles et 76 garçons).

La commission prend note des activités de prise en charge psychologique et sociale des victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle, dans les centres d'urgence pour les femmes (CEM), qui font partie du Programme national contre la violence familiale et sexuelle du ministère de la Femme et des Populations vulnérables. Les CEM apportent également un appui au processus juridique, en facilitant l'accès à la justice, l'imposition de sanctions envers les agresseurs et l'indemnisation des victimes. De janvier à avril 2019, 23 filles de moins de 18 ans victimes d'exploitation sexuelle ont pu bénéficier des CEM. Le Département de protection de la direction générale des filles, des garçons et des adolescents propose également une prise en charge immédiate des enfants victimes de traite avec la mise en fonction de 17 unités de protection spéciale (UPE) dans tout le pays. La commission relève que, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique qu'en 2019, les équipes spécialisées des UPE ont pris en

charge 219 enfants victimes de traite (167 filles et 52 garçons) et qu'elles ont pris en charge, de janvier à mai 2020, 34 enfants victimes de traite (30 filles et 4 garçons). De même, les régions de Lima et de Madre de Dios sont pourvues de centres d'accueil résidentiels pour les filles et les adolescentes victimes de traite des personnes. Ces centres d'accueil procurent des soins individuels et différenciés selon les besoins des victimes et sont pourvus d'équipes multidisciplinaires qui mènent des activités en vue d'une réinsertion familiale quand cela contribue au bien-être de la victime. Entre janvier et mars 2019, ces centres d'accueil ont pris en charge 84 adolescentes victimes de traite des personnes. Finalement, la commission prend note que le gouvernement a formé 607 opérateurs des centres d'accueil résidentiels, provenant des zones dans lesquelles l'exploitation sexuelle est élevée, ainsi que 153 opérateurs d'hôpitaux de référence de Lima sur la problématique de l'exploitation sexuelle des filles, des garçons et des adolescents. La commission note que, dans leurs observations, la Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP), la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP), la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP) et la Centrale unitaire des travailleurs du Pérou (CUT-Perú) se disent préoccupées par le manque de mesures mises en œuvre par le gouvernement pour assurer l'intégration sociale des enfants victimes de traite et d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. **Tout en prenant note des efforts fournis par le gouvernement pour assurer la prise en charge des enfants victimes de traite et d'exploitation sexuelle commerciale, la commission prie une nouvelle fois le gouvernement de faire en sorte que des enquêtes approfondies et la poursuite efficace des personnes qui se livrent à de tels actes soient menées à leur terme et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique. Elle le prie, une fois de plus, de fournir des informations sur le nombre de condamnations prononcées et de sanctions imposées contre ces personnes. Elle prie également le gouvernement de continuer de prendre des mesures visant à soustraire les enfants à la traite et à leur porter assistance, ainsi que de continuer de fournir des informations sur le nombre d'enfants victimes ayant bénéficié d'une assistance dans ce domaine.**

Article 3 d) et article 7, paragraphe 2 a) et b). *Travaux dangereux et mesures efficaces prises dans un délai déterminé pour empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail, les en soustraire et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale.* 1. *Travail des enfants dans les mines artisanales.* La commission avait précédemment prié le gouvernement de redoubler d'efforts pour protéger les enfants qui effectuent des travaux dangereux dans les mines. De même, elle l'avait prié de communiquer des informations sur les mesures prises et les résultats obtenus, dans le contexte de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention et d'élimination du travail des enfants et de la protection des travailleurs adolescents 2012-2021 (ENPETI), pour retirer les enfants de moins de 18 ans des travaux dangereux dans les mines artisanales et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale.

La commission prend note dans le rapport du gouvernement de l'approbation de la seconde version, le 7 mai 2019, du protocole d'action du groupe spécialisé des inspecteurs du travail en matière de travail forcé et travail des enfants. Cette nouvelle version favorise le renforcement des capacités des inspecteurs en matière de pires formes de travail des enfants, et elle favorise également la collaboration entre la Superintendance nationale de supervision du travail (SUNAFIL), la police nationale, le ministère public, le bureau du Procureur et le bureau du Défenseur du peuple, en accord avec leurs propres compétences. À cet égard, la commission note que, dans leurs observations, la CATP, la CTP, la CGTP et la CUT-Perú se disent préoccupées par le fait que la SUNAFIL ne mène pas d'activités d'inspection visant à prévenir le travail des enfants dans le secteur des exploitations minières et des carrières.

S'agissant de l'autorisation du travail des adolescents, la commission note que, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement fait état de l'adoption du décret suprême n° 18-2020-TR du 25 août 2020 qui établit la procédure administrative relative à l'autorisation préalable que les adolescents doivent obtenir avant d'être employés ou d'entrer dans une relation de sujétion. Les directions régionales du travail devront réaliser une évaluation des activités et des modalités de travail des adolescents avant d'accorder une autorisation. Cette évaluation servira également de registre de base pour les activités d'inspection du travail de la SUNAFIL auprès des employeurs qui engagent des adolescents au travail. Cependant, la commission note avec **préoccupation** que le gouvernement n'a pas fourni d'informations relatives à la protection des enfants qui effectuent des travaux dangereux dans les mines. **À cet égard, la commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises et les résultats obtenus, dans le contexte de la mise en œuvre de l'ENPETI et du cadre de prise en charge multisectorielle, pour retirer les enfants de moins de 18 ans des travaux dangereux dans les mines artisanales et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'inspections menées par la SUNAFIL dans le secteur des exploitations minières et des carrières, y compris comme suite au protocole d'action de 2019, et de faire part du résultat de ces inspections.**

2. *Travail domestique des enfants.* La commission avait précédemment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer les capacités d'action de l'inspection du travail pour

empêcher les enfants travaillant comme domestiques d'être impliqués dans des travaux dangereux, les en retirer et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Elle avait également réitéré la demande adressée au gouvernement pour qu'il fournisse des informations sur les résultats obtenus.

La commission prend note que le gouvernement est en cours de renforcement des capacités d'action de l'inspection du travail à travers la nouvelle version du protocole d'action du groupe spécialisé des inspecteurs du travail en matière de travail forcé et travail des enfants.

La commission relève également que, depuis le début de l'année 2019, une seule injonction de l'inspection du travail a été émise pour vérifier le respect de la réglementation relative au travail des enfants dans le secteur du travail domestique. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que cette injonction a conduit à l'élaboration d'un rapport de l'inspection du travail qui a abouti à la clôture du dossier. À cet égard, la commission note que, dans leurs observations, la CATP, la CTP, la CGTP et CUT-Perú se disent préoccupées par le faible nombre d'injonctions de l'inspection du travail concernant le travail des enfants dans le secteur du travail domestique et soulignent que les activités des inspecteurs du travail devraient mettre l'accent sur la sensibilisation et le renforcement des capacités de toutes les parties prenantes concernées. **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer les capacités d'action de l'inspection du travail pour empêcher les enfants travaillant comme domestiques d'être impliqués dans des travaux dangereux, les soustraire de ces travaux et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Elle le prie également de communiquer des informations sur les résultats obtenus.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Philippines

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1998)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement (voir le paragraphe sur l'application de la convention dans la pratique), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Champ d'application. Enfants travaillant pour leur compte ou dans l'économie informelle. La commission avait précédemment noté les résultats de la mise en œuvre de la campagne en faveur de *barangays* exempts de travail des enfants, notamment le fait de porter à 213 le nombre de *barangays* (villages) sans travail des enfants et de soustraire en tout 7 584 enfants au travail des enfants et de les placer dans des écoles. La commission a noté cependant, d'après le rapport «Comprendre le travail des enfants et la situation de l'emploi des jeunes aux Philippines – décembre 2015» (rapport 2015 UCW), qu'on estime que le travail des enfants aux Philippines continue à toucher 2,1 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans, dont 62 pour cent travaillent dans l'agriculture, près de 6 pour cent pour leur compte et 3 pour cent dans les ménages privés, probablement en tant que travailleurs domestiques. La commission a prié le gouvernement de poursuivre ses efforts pour veiller à ce que les enfants travaillant dans l'économie informelle ou pour leur compte bénéficient de la protection prévue par la convention.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que, à partir de décembre 2018, un total de 348 *barangays* ont été déclarés sans travail des enfants par le ministère du Travail et de l'Emploi (DOLE), et que, en juin 2016, la municipalité d'Angono a été reconnue comme étant la première municipalité sans travail des enfants. La commission note également les informations du gouvernement concernant les ordonnances émises par le DOLE pour lutter contre le travail des enfants, notamment: i) l'ordonnance n° 173 de 2017 sur les directives révisées pour la mise en œuvre du Programme intégré sur les moyens de subsistance et l'emploi d'urgence (DILEEP) prévoit que les bénéficiaires de programmes de subsistance ne doivent pas être astreints au travail des enfants; ii) l'ordonnance n° 175 de 2017 sur le règlement d'application et règles relatives à la loi n° 10917, qui prévoit que les bénéficiaires du Programme spécial pour l'emploi des étudiants ne doivent pas exercer des travaux dangereux; iii) l'ordonnance n° 159 de 2016 qui comporte des dispositions interdisant le travail des enfants dans l'industrie de la canne à sucre; et iv) l'ordonnance n° 156 de 2016 sur les dispositions réglementaires régissant les conditions de vie et de travail des pêcheurs à bord des navires engagés dans des opérations de pêche commerciale, qui prévoit des sanctions en cas d'emploi d'un enfant dans ce secteur. La commission note également, d'après le rapport du gouvernement, que l'un des objectifs des amendements proposés à la loi de la République n° 9231 est de lutter contre le travail des enfants dans le secteur informel. **Notant qu'un grand nombre d'enfants sont engagés dans le travail des enfants dans le secteur informel, la commission prie le gouvernement d'intensifier ses efforts pour veiller à ce que les enfants travaillant dans l'économie informelle ou pour leur compte bénéficient de la protection prévue**

par la convention. Elle prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur les mesures prises à cet égard ainsi que sur les résultats obtenus, en ce qui concerne le nombre de ces enfants qui ont effectivement bénéficié d'une protection ainsi que des services appropriés, en particulier suite à l'adoption des ordonnances susmentionnées

Application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission notait que le gouvernement avait élaboré le programme de convergence HELP ME (appel à l'aide) visant à appliquer un programme de convergence durable et adaptable pour agir contre le travail des enfants. Elle notait également que le projet ABK3 LEAP (mis en œuvre par World Vision pour combattre l'exploitation au travail des enfants dans le secteur de la canne à sucre grâce à l'éducation) a obtenu des résultats importants dans l'élimination du travail des enfants grâce à l'aide fournie aux enfants en matière de scolarité et de moyens de subsistance. La commission a demandé au gouvernement d'intensifier ses efforts, notamment par le biais de la mise en œuvre effective du programme HELP ME afin d'éliminer progressivement le travail des enfants.

La commission note, d'après les informations du gouvernement que, en 2017, en collaboration avec le BIT, le gouvernement a lancé plusieurs programmes pour éliminer le travail des enfants, notamment le programme Convening Actors to Reduce Child Labour and Improve Working Conditions in Artisanal and Small-Scale Gold Mining (ASGM) (Mobiliser les acteurs pour réduire le travail des enfants et améliorer les conditions de travail dans les mines d'or artisanales ou à petite échelle), le projet CARING Gold Mining (PROTECTION dans les mines d'or) et le projet SHIELD Against Child Labour (BOUCLIER contre le travail des enfants). Selon le rapport du gouvernement, le projet CARING Gold Mining, qui a pour but de combattre la pauvreté dans les mines d'or artisanales ou à petite échelle, est mis en œuvre à Camarines Norte et South Cotabato. En juillet 2019, 66 enfants ont été soustraits au travail des enfants grâce à ce projet. En outre, le projet SHIELD Against Child Labour qui vise à éliminer le travail des enfants et ses pires formes, notamment dans les mines d'or à petite échelle, la pêche en haute mer et l'industrie de la canne à sucre, est mis en œuvre dans quatre régions. En 2018, avec le soutien du BIT, un registre local du travail des enfants a été établi et sera utilisé au niveau du *barangay* en vue de recueillir des données concernant les enfants qui travaillent. La commission note les informations du gouvernement selon lesquelles, dans le cadre de ce projet, un total de 596 enfants ont été identifiés comme enfants qui travaillent, dont 380 ont été retirés du travail des enfants et ont reçu l'assistance nécessaire. La commission prend également note des informations supplémentaires du gouvernement selon lesquelles, grâce à l'application de l'ordonnance administrative n° 142 de 2018 portant Directives sur l'identification des enfants engagés dans le travail des enfants et sur les services permettant de les retirer du travail des enfants, le DOLE, par le biais de ses 16 bureaux régionaux, a établi le profil des enfants qui travaillent en recourant aux bénéficiaires du programme de stages du gouvernement (GIP), afin de localiser et d'identifier les enfants engagés dans le travail, de les y soustraire et de leur fournir les services nécessaires. À cet égard, la commission note qu'entre 2018 et 2019 un total de 275 614 enfants travailleurs ont été identifiés. Parmi eux, 18 151 ont bénéficié des services nécessaires et 202 236 ont été orientés vers ces services. Afin d'accélérer l'orientation des enfants identifiés et d'évaluer leurs besoins, le DOLE a recruté dans le cadre de projets 301 animateurs communautaires qui ont été affectés à ses 16 bureaux régionaux et 92 bureaux de terrain. En outre, une directive modifiée, qui a remplacé l'ordonnance n° 142, a été émise conformément à l'ordonnance administrative n° 579 de 2019, en vertu de laquelle les enfants travailleurs identifiés doivent être suivis au moins une fois tous les six mois pour que l'on puisse suivre leurs progrès. Le gouvernement indique aussi que, pour 2020, le DOLE prévoit d'identifier 175 000 enfants afin de les soustraire au travail, et de recruter 2 500 bénéficiaires du GIP. Toutefois, en raison de la déclaration de l'état d'urgence nationale dans le pays à la suite de la pandémie de COVID-19, l'identification des enfants a été suspendue pendant un an.

Le gouvernement indique en outre que dans le cadre du programme Assistance de subsistance aux parents d'enfants qui travaillent, jusqu'en 2018 un total de 32 507 parents avaient bénéficié de cette assistance, ainsi que 3 533 parents en 2019. En outre, les équipes d'action rapide *Sagip Batang Manggagawa* (SBM QATS), un mécanisme interinstitutionnel chargé de surveiller les enfants et de les retirer du travail des enfants, ont mené en tout, jusqu'en 2018, 955 opérations qui ont permis de retirer 3 565 enfants employés dans des conditions dangereuses et relevant de l'exploitation. En 2019, les SBM QATS ont mené 19 opérations de secours et soustrait 44 enfants employés dans des conditions dangereuses et relevant de l'exploitation. Le Projet Angel Tree a fourni une assistance, dont des fournitures scolaires, à 72 440 enfants astreints au travail des enfants ou exposés au risque de travail des enfants.

La commission note également, d'après le rapport fourni par le gouvernement au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, que le Comité national sur le travail des enfants, qui est le mécanisme central de coordination des politiques pour la mise en œuvre du Programme philippin de lutte contre le travail des enfants, se donne pour objectif de soustraire un million

d'enfants au travail des enfants d'ici à 2025. La commission prend également note des informations détaillées fournies par le gouvernement sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du cadre stratégique du programme philippin contre le travail des enfants pour 2017-2022. Ainsi, dans le cadre de cette stratégie: i) un Conseil national de lutte contre le travail des enfants, qui a remplacé la commission nationale sur le travail des enfants, a été créé pour coordonner la prévention et l'élimination du travail des enfants aux Philippines; ii) le soutien financier a été renforcé pour les programmes d'aide visant à soustraire les enfants aux travaux dangereux; iii) la législation de lutte contre le travail des enfants a été améliorée et appliquée aux niveaux national et local; iv) l'accès des enfants qui travaillent et de leurs familles à la protection sociale, à la santé, à l'éducation et à un travail décent a été élargi; v) la production, la diffusion et l'utilisation des connaissances sur le travail des enfants destinées aux parties prenantes, aux décideurs et aux responsables de la mise en œuvre des programmes ont été améliorées; et vi) un système national de suivi et d'évaluation du travail des enfants a été établi et maintenu.

La commission toutefois note que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies, dans ses observations finales d'octobre 2016, se dit de nouveau préoccupé par le fait que, d'après les estimations, 1,5 million d'enfants de 5 à 14 ans travaillent et que la moitié d'entre eux le font dans des conditions à risques ou dangereuses et se trouvent exposés à diverses formes d'exploitation (E/C.12/PHL/CO/5-6, paragr. 37). Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre le travail des enfants, la commission tient à exprimer sa **préoccupation** devant le fait qu'il reste dans le pays un nombre important d'enfants engagés dans le travail des enfants, particulièrement dans des conditions dangereuses. **La commission en conséquence prie instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts afin d'éliminer progressivement le travail des enfants. Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises à ce propos, notamment dans le cadre du Programme philippin de lutte contre le travail des enfants et sur les résultats obtenus.**

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année (voir *article 3 et article 7, paragraphe 1; et article 3 b) et article 7, paragraphe 2 a) et b)*, ci-dessous), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 3 et article 7, paragraphe 1, de la convention. Pires formes de travail des enfants et sanctions. Alinéa a). Toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues. 1. Vente et traite des enfants. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait noté les mesures prises par les divers ministères et par le Conseil interinstitutions contre la traite des personnes (IACAT) pour traiter les cas relatifs à la traite des enfants. Elle demandait au gouvernement de poursuivre ses efforts en vue de renforcer la capacité des organismes de contrôle de l'application de la législation à identifier et à combattre la vente et la traite des enfants de moins de 18 ans.

La commission note, d'après les informations que le gouvernement fournit dans son rapport, que le ministère du Travail et de l'Emploi (DOLE) a émis l'ordonnance administrative n° 551 de 2018 portant création en son sein d'une Équipe spéciale de lutte contre le recrutement illégal, le recrutement de travailleurs mineurs et la traite de personnes en vue de mettre en place des programmes d'action plus ciblés, concertés, coordonnés et efficaces permettant de lutter contre le recrutement illégal et la traite des enfants. Elle note également l'information du gouvernement à propos du nombre d'activités d'orientation et de sensibilisation réalisées par le DOLE concernant les pires formes de travail des enfants. En avril 2017, le *Child Protection Compact Partnership* (Partenariat CPC) a été signé par l'IACAT et l'ambassade américaine pour soutenir la campagne que mènent les Philippines contre la traite des enfants. La commission prend note des informations supplémentaires du gouvernement selon lesquelles 123 agents des forces de l'ordre en tout ont été formés dans le cadre du partenariat CPC sur divers sujets, notamment la formation sur le terrain aux enquêtes spécifiques sur la traite des personnes. D'après le rapport du gouvernement, de septembre 2017 à septembre 2019, un total de 44 opérations de secours ont été menées dans le cadre du partenariat CPC, qui ont permis de secourir 125 mineurs.

La commission note en outre, d'après le rapport du gouvernement, que la loi de la République n° 10821 qui a été adoptée en mai 2016, prévoit qu'en cas de déclaration d'un état de catastrophe nationale et locale la Police nationale des Philippines, le ministère de la Prévoyance sociale et du Développement, avec l'appui des forces armées, doivent immédiatement renforcer les mesures globales et la surveillance pour prévenir la traite des enfants et leur exploitation dans les zones déclarées sinistrées. En outre, la loi de 2012 sur la lutte contre la traite des personnes a été étendue par la loi de la République n° 10364 intitulée «loi étendant la loi sur la lutte contre la traite des personnes de 2012», afin d'instituer des politiques visant à éliminer la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, d'établir

des mécanismes institutionnels nécessaires pour la protection et le soutien des personnes victimes de la traite et de prévoir des sanctions en cas de violation. La commission note qu'en vertu de l'article 4 A de la loi étendant la loi sur la lutte contre la traite des personnes de 2012, la tentative de traite des personnes est sanctionnée. On entend par tentative le fait qu'une personne visait à commettre une infraction de traite mais qu'elle a échoué ou qu'elle n'a pas commis tous les actes constitutifs de l'infraction. Dans les cas de traite d'un enfant, la tentative de traite implique divers actes, notamment les suivants: le fait de faciliter le voyage d'un enfant qui se rend seul dans un pays étranger sans raison valable, sans l'autorisation ou le permis requis, ou sans l'autorisation des parents; l'exécution d'une déclaration sous serment de consentement ou d'un consentement écrit pour l'adoption; et les actes visant à approcher ou à acheter un enfant dans le but de le vendre.

La commission note toutefois, d'après le Rapport de synthèse de l'UNICEF de 2016 sur la situation des enfants aux Philippines, que la traite intérieure et transfrontalière des femmes et des enfants à des fins d'exploitation sexuelle continue, 1 465 personnes victimes de la traite ayant été identifiées et aidées en 2015, et que le tourisme sexuel augmenterait. Qui plus est, la commission note que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies, dans ses observations finales d'octobre 2016, se déclarait préoccupé par l'ampleur persistante de la traite de femmes et d'enfants; le très petit nombre de poursuites et de condamnations de trafiquants; le manque de compréhension de la traite et du cadre juridique de la lutte contre la traite chez les responsables de l'application des lois; et les allégations de complicité de responsables de l'application des lois dans les cas de traite des personnes (E/C.12/PHL/CO/5-6, paragr. 41). ***Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission prie instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour éliminer dans la pratique la traite des enfants en s'assurant que des enquêtes approfondies et des poursuites sont engagées à l'égard des individus qui se livrent à la traite d'enfants, y compris les représentants de l'autorité publique suspects de complicité, et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives sont imposées. Elle demande au gouvernement de poursuivre ses efforts en vue de renforcer la capacité des organismes de contrôle de l'application de la législation à identifier et à combattre la vente et la traite des enfants de moins de 18 ans. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de violations relevées, d'enquêtes, de poursuites, de condamnations et de sanctions pénales imposées dans les affaires relatives à la traite des enfants, ainsi que sur les infractions liées aux tentatives de traite d'enfants visées par la loi étendant la loi sur la lutte contre la traite des personnes de 2012.***

2. *Recrutement obligatoire d'enfants en vue de leur utilisation dans un conflit armé.* La commission avait précédemment noté l'adoption du décret n° 138 sur un Programme-cadre global en faveur des enfants impliqués dans les conflits armés (CIAC), qui appelle les organismes nationaux et les administrations locales touchés par un conflit armé à mettre en œuvre le programme CIAC. Le programme CIAC prévoit notamment d'élaborer, de renforcer et d'améliorer les politiques destinées à promouvoir la protection et la prévention à l'égard des enfants impliqués dans les conflits armés. Elle notait également, d'après un rapport du Bureau des Nations Unies du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés de 2016, que la majorité des critères prévus dans le plan d'action visant à mettre un terme au recrutement et à l'utilisation des enfants soldats, signé entre les Nations Unies et le Front islamique de libération Moro (MILF) en 2009, ont été réalisés et que le MILF est en train d'appliquer un processus en quatre étapes visant à identifier et à libérer tous les enfants associés aux militaires. Cependant, notant d'après le rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé d'avril 2016, que des enfants continuent à être recrutés par les forces et les groupes armés, la commission prie instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts dans le but de mettre un terme dans la pratique au recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans un conflit armé, et de procéder à la démobilisation totale et immédiate de tous les enfants.

La commission note l'information du gouvernement selon laquelle en janvier 2018, le Président a signé la loi de la République n° 11188 concernant la Protection spéciale des enfants en situation de conflits armés et prévoyant des sanctions en cas de violation de ses dispositions. Cette loi impose à l'État de prendre toutes les mesures possibles pour empêcher le recrutement, le re-recrutement, l'utilisation, le déplacement d'enfants ou les violations graves des droits des enfants impliqués dans des conflits armés. Elle note l'information du gouvernement selon laquelle, pour assurer la mise en œuvre effective des dispositions de la loi n° 11188, un comité interinstitutions (IAC-CSAC) pour les enfants impliqués dans des conflits armés, présidé par le Conseil sur le bien-être des enfants (CWC) et composé de représentants de diverses organisations gouvernementales, a été créé. Ce comité a notamment pour fonction de formuler des directives et d'élaborer des programmes en collaboration avec les institutions concernées, pour traiter les cas d'enfants impliqués dans les conflits armés et suivre les cas de capture, reddition, arrestation, sauvetage ou récupération par les forces gouvernementales. À cet égard, la commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles le CWC et l'IAC-CSAC, en consultation avec l'UNICEF Philippines et la Commission des législateurs philippins, ont adopté en juin 2019, la réglementation d'application (IRR) de la loi de la République n° 11188.

La commission note également, d'après un rapport de l'UNICEF de 2017 sur les Enfants dans les conflits armés, Philippines, que la mise en œuvre du Plan d'action entre les Nations Unies et le MILF a pris fin en juillet 2017 avec le désengagement de près de 2 000 enfants qui se trouvaient dans les rangs des MILF-Forces armées islamiques bangsamoro (BIAF). Pour autant, la commission note que le rapport de juin 2019 du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé mentionne le recrutement et l'utilisation de 19 enfants (dix garçons et neuf filles) par des groupes armés (18) et des forces armées (une). Les Nations Unies ont par ailleurs reçu de nouvelles allégations concernant le recrutement et l'utilisation de 13 enfants par les groupes armés, notamment la Nouvelle armée du peuple, le groupe Maute et le groupe Abu Sayyaf. Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission se doit d'exprimer sa **préoccupation** devant le fait que les enfants continuent à être recrutés et utilisés par les forces et les groupes armés. **Elle prie en conséquence instamment le gouvernement de continuer à prendre les mesures nécessaires pour assurer la démobilisation totale et immédiate de tous les enfants et de mettre un terme, dans la pratique, au recrutement forcé d'enfants de moins de 18 ans dans les forces et les groupes armés, notamment par l'application effective de la loi de la République n° 11188 et de son règlement d'application. De plus, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et effectives pour veiller à ce que des enquêtes approfondies soient menées et des poursuites engagées à l'égard de toutes les personnes qui recrutent de force des enfants de moins de 18 ans en vue de leur utilisation dans un conflit armé, et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique.**

Article 3 b) et article 7, paragraphe 2 a) et b). *L'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques. Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants, soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Exploitation sexuelle commerciale des enfants.* La commission note que la loi de 2009 portant interdiction de la pornographie mettant en scène des enfants prévoit la protection des enfants de moins de 18 ans contre toutes les formes d'exploitation et d'abus, y compris l'utilisation d'un enfant aux fins de la production de spectacles ou de matériel à caractère pornographique et le fait d'inciter ou de contraindre un enfant à se livrer à des activités pornographiques ou d'y participer par quelques moyens que ce soit (art. 2). L'article 4 sanctionne en outre diverses infractions liées au fait d'utiliser, de recruter, d'inciter ou de contraindre des enfants aux fins de la production pornographique mettant en scène des enfants, et à la publication, détention, diffusion et accès au matériel pornographique impliquant des enfants, tout en prévoyant des peines d'emprisonnement maximales et amendes à l'encontre des auteurs de telles infractions (art. 14). La commission a noté, d'après le rapport de synthèse de l'UNICEF de 2016 sur la situation des enfants aux Philippines, que la cyberviolence est devenue une grave menace et que les nouvelles technologies exposent les enfants au risque d'être sollicités en ligne à des fins sexuelles et au risque de «grooming» (manipulation psychologique d'un enfant en vue d'en abuser sexuellement). Le nombre d'enfants contraints, souvent par des proches, à se livrer à des actes sexuels destinés à être diffusés en continu sur Internet augmente, la pédopornographie en ligne étant devenue le cybercrime le plus important dans le pays. Ce rapport indique en outre que les Philippines figurent parmi les dix premiers pays au monde produisant du matériel pornographique mettant en scène des enfants.

La commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle l'initiative intitulée *SaferKidsPH*, menée par le gouvernement australien et mise en œuvre par l'intermédiaire de Save the Children, de la Fondation Asie et de l'UNICEF, a été lancée en octobre 2019. Cette initiative vise à créer des conditions plus sûres pour les enfants. À cette fin, le gouvernement et les autres parties prenantes jouent un rôle actif pour: i) adopter un comportement positif afin de protéger les enfants contre les abus et l'exploitation en ligne; ii) renforcer les enquêtes, les poursuites et les décisions de justice dans les affaires d'abus et d'exploitation sexuels des enfants en ligne, conformément à la législation nationale; et iii) améliorer la prestation de services pour la prévention et la protection des enfants contre les abus et l'exploitation sexuels en ligne sur les lieux où ces actes sont fréquents. En outre, une étude sur l'exploitation sexuelle des enfants en ligne aux Philippines a été menée par le gouvernement en partenariat avec la Mission de justice internationale, et ses conclusions ont été rendues publiques. Le rapport du gouvernement indique aussi qu'en 2018 la police nationale des Philippines et le groupe de lutte contre la cybercriminalité ont enregistré 59 cas de pornographie infantile en 2018, et 11 cas au cours du premier trimestre de 2019. En 2018, le Bureau de la cybercriminalité du ministère de la Justice a enregistré 579 006 cas de partage, de repartage et de vente en ligne d'images et de vidéos pédopornographiques et, en 2019, 418 422 cas de ce type ont été enregistrés. De plus, de janvier à août 2020, sept plaintes en tout ont été déposées contre des groupes du crime organisé et des individus coupables de pornographie infantile, qui ont été détenus et traduits en justice.

La commission note aussi, à la lecture d'un document émanant de l'Organisation internationale pour les migrations, intitulé *Human Trafficking Snapshot*, Philippines, Septembre 2018 (Aperçu de la traite des êtres humains), que des dizaines de milliers d'enfants sont exploités et maltraités dans des repères de

cybersexe partout aux Philippines. La commission note avec une **profonde préoccupation** le nombre important d'enfants qui sont soumis à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales aux Philippines, et le faible nombre de poursuites et de condamnations à cet égard. **La commission par conséquent prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la Loi portant interdiction de la pornographie mettant en scène des enfants soit effectivement appliquée, en veillant à ce que les personnes qui impliquent des enfants dans la production de matériel pornographique et de spectacles pornographiques fassent l'objet d'enquêtes approfondies et de poursuites et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique. En outre, elle prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et effectives, assorties de délais, pour empêcher que des enfants soient livrés à l'exploitation sexuelle commerciale ainsi que pour soustraire ceux qui sont victimes de telles formes de travail des enfants, et pour assurer leur réadaptation et leur réintégration. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus.**

Article 3 d), article 4, paragraphe 1, et article 7, paragraphe 2 b). Travail dangereux et mesures assorties de délais pour prévoir l'aide directe nécessaire pour soustraire les enfants aux pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Enfants travailleurs domestiques. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté, d'après les allégations de la Confédération syndicale internationale (CSI), qu'il existait au moins un million d'enfants de moins de 18 ans engagés dans le travail domestique, dont certains dans des conditions proches de l'esclavage ou dans des conditions pénibles et dangereuses, et certains d'entre eux, notamment des filles, étaient victimes d'abus physiques, psychologiques et sexuels et d'accidents. À cet égard, la commission a noté l'adoption de la loi de la République n° 10361 instituant des politiques pour la protection et le bien-être des travailleurs domestiques et fixant à 15 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi dans le travail domestique. Elle a également noté qu'une feuille de route pour l'élimination du travail des enfants dans le travail domestique et la fourniture d'une protection adéquate aux jeunes travailleurs domestiques ayant l'âge légal de travailler a été adoptée et qu'une circulaire-mémorandum conjointe (JMC) portant Protocole sur le sauvetage et la réadaptation des *Kasambahay* (travailleurs domestiques) victimes d'abus a été signée par DOLE, le ministère de la Prévoyance sociale et du Développement, le Bureau national d'investigation et la police nationale philippine. La commission a instamment prié le gouvernement d'intensifier ses efforts pour veiller à ce que la loi de la République n° 10361 soit effectivement appliquée, de communiquer des informations sur l'application de la feuille de route pour l'élimination du travail des enfants dans le travail domestique et sur les mesures prises pour venir en aide aux travailleurs domestiques victimes d'abus et assurer leur réadaptation, conformément à la circulaire-mémorandum conjointe (JMC) portant protocole sur le sauvetage et la réadaptation des *Kasambahay* victimes d'abus.

La commission note l'information du gouvernement selon laquelle, en juillet 2017, le DOLE a émis une ordonnance administrative qui prévoit des directives concernant l'application effective des droits des travailleurs domestiques au titre de la loi de la République n° 10361 ainsi que les termes et conditions de l'emploi des enfants en vertu de la loi de la République n° 9231. Elle note également, d'après l'information du gouvernement, que DOLE, avec l'appui du BIT, a organisé la formation de 35 membres du personnel de DOLE pour améliorer leur capacité à détecter et à évaluer l'incidence du travail des enfants. En 2017, le *Bureau of Workers with Special Concerns (BWSC)* (Bureau des travailleurs ayant des problèmes spécifiques) a organisé des ateliers de renforcement des capacités pour les personnes de contact *kasambahay* au niveau régional afin de mieux prendre en compte la vulnérabilité des travailleurs domestiques. Cependant, la commission note, d'après le document du BIT sur le Dialogue social pour atteindre les objectifs de développement durable – Formalisation de l'économie informelle Fiche pays – Philippines de 2018, que le travail domestique constitue à lui seul la plus importante source d'emplois salariés pour les femmes et les jeunes travailleurs. **La commission encourage par conséquent vivement le gouvernement à intensifier ses efforts pour éviter que des enfants de moins de 18 ans soient soumis au travail domestique dans des conditions dangereuses, notamment par l'application effective de la feuille de route pour l'élimination du travail des enfants. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard ainsi que sur les résultats obtenus en termes du nombre d'enfants travailleurs domestiques qui ont été protégés ou retirés du travail des enfants et réinsérés. Elle le prie également d'intensifier ses efforts pour veiller à ce que la loi de la République n° 10361 soit effectivement appliquée et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique aux personnes qui soumettent des enfants de moins de 18 ans au travail domestique dans des conditions dangereuses ou abusives.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République arabe syrienne

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2001)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Application de la convention dans la pratique. La commission a noté précédemment que le conflit qui sévit actuellement en République arabe syrienne a des répercussions alarmantes pour les enfants. Elle a noté que le nombre d'enfants affectés par le conflit armé en Syrie a plus que doublé, passant de 2,3 à 5,5 millions, le nombre d'enfants déplacés à l'intérieur du pays a dépassé les 3 millions.

La commission prend note de l'information communiquée par le gouvernement dans son rapport sur les dispositions de la législation nationale donnant effet aux dispositions de la convention. Elle note toutefois que, d'après un rapport de 2015 de l'UNICEF, intitulé *Small Hands, Heavy Burden: How the Syria Conflict is Driving More Children into the Workforce* (Petites mains, lourdes charges: en quoi le conflit syrien augmente le nombre d'enfants qui travaillent), après quatre ans et demi de crise suite à la guerre, de nombreux enfants prennent part à des activités économiques qui sont dangereuses sur le plan mental, physique ou social et qui restreignent, voire annulent, leur droit fondamental à l'éducation. Selon ce rapport, les preuves ne manquent pas pour montrer que la crise conduit un nombre toujours croissant d'enfants vers l'exploitation dans le monde du travail. À l'heure actuelle, quelque 2,7 millions d'enfants syriens sont déscolarisés, chiffre qui est amplifié par le nombre d'enfants contraints de travailler au lieu d'aller à l'école. Les enfants syriens contribuent au revenu familial dans plus de trois quarts des foyers soumis à l'enquête. Si l'on en croit le rapport, la crise syrienne a créé des obstacles à l'application des lois et politiques nationales visant à protéger les enfants du travail des enfants, notamment en raison du nombre insuffisant d'inspecteurs du travail. En outre, dans bien des cas, on note un manque de cohérence entre les autorités nationales, les organismes internationaux et les organisations de la société civile à propos du rôle imparti à chacun, ce qui entraîne l'échec des mécanismes nationaux de lutte contre le travail des enfants.

La commission note l'information du gouvernement selon laquelle, dans son cinquième rapport périodique soumis à la Commission des droits de l'enfant, publié le 10 août 2017 (CRC/C/SYR/5, paragr. 203), le ministère des Affaires sociales et du Travail (MoSAL), en collaboration avec l'Autorité syrienne pour les questions relatives à la famille et à la population (SAFPA) ainsi qu'avec d'autres participants, a mis au point un Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants (NPA-WFCL). Le gouvernement indique également que, en collaboration avec l'UNICEF, la SAFPA a mené des enquêtes sur les pires formes de travail des enfants dans deux villes industrielles, à savoir Hassia à Homs et Haouch el Blas à Damas.

Tout en reconnaissant la complexité de la situation qui prévaut sur le terrain et la présence de groupes armés et d'un conflit armé dans le pays, la commission se doit d'exprimer à nouveau sa **profonde préoccupation** devant la situation des enfants en Syrie affectés par le conflit armé et qui sont contraints au travail forcé, y compris ses pires formes. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces dans le cadre de la mise en œuvre du NPA-WFCL pour améliorer la situation des enfants en Syrie, protéger ces enfants et empêcher qu'ils ne se retrouvent dans le travail des enfants. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus, de même que sur les résultats des enquêtes menées à Hassia et à Haouch el Blas.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2003)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a). Toutes formes d'esclavage ou pratiques analogues. Recrutement forcé d'enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés. La commission a précédemment noté que la République arabe syrienne avait adopté toute une série de réformes législatives, comme la loi n° 11/2013 qui criminalise toutes les formes de recrutement et d'utilisation d'enfants de moins de 18 ans par des forces armées ou groupes armés. Elle a noté cependant que de nombreux groupes armés, en République arabe syrienne, notamment les groupes affiliés à l'Armée syrienne libre (ASL), les Unités de protection du peuple kurde (YPG), Ahrar al-Sham, l'État islamique en Iraq et au Levant (EIIL) et d'autres encore, recruteraient et utiliseraient des enfants aux fins de missions logistiques, pour le maniement de munitions, la garde de points de contrôle et comme combattants.

La commission note, d'après l'indication du gouvernement dans son rapport, que des groupes terroristes armés recrutent des enfants, les engagent dans la violence et les exploitent sexuellement. La commission note, selon le rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme dans la République arabe syrienne du 9 juin 2016 (A/70/919, paragr. 50-52), que, depuis le début de 2015, l'UNICEF a confirmé 46 cas de recrutement (43 garçons, 1 fille, 2 dont le sexe est inconnu): 21 ont été recrutés par l'EIIL, 16 par des groupes d'opposition armés non étatiques; 5 par des groupes armés affiliés au gouvernement; 2 (dont une fille) par l'YPG, et 2 par les forces gouvernementales. L'UNICEF a indiqué que les enfants étaient recrutés de plus en plus jeunes (certains ont à peine 7 ans) par des groupes d'opposition armés non étatiques. Selon l'UNICEF, la participation des enfants au combat était monnaie courante, et certains groupes armés de l'opposition ont fait commettre à des enfants de graves violations des droits de l'homme, notamment des exécutions et des actes de torture, tandis que les forces gouvernementales auraient soumis des enfants au travail forcé ou les auraient utilisés comme boucliers humains. Le Secrétaire général se réfère également à des rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, selon lesquels l'EIIL a annoncé publiquement, le 11 décembre 2015, l'existence, déjà connue, d'une section composée d'enfants parmi ses rangs, appelée «Les lionceaux du califat». Le Haut-Commissariat a

également reçu des informations selon lesquelles l'EIIL encourageait les enfants de 10 à 14 ans à rejoindre ses rangs, et qu'il formait les enfants au combat.

En outre, la commission note, selon le rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé du 20 avril 2016 (rapport 2016 du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé, A/70/836-S/2016/360, paragr. 148 à 163), qu'au total 362 cas de recrutement et d'utilisation d'enfants ont été confirmés (le Secrétaire général indique que les chiffres ne reflètent pas toute l'ampleur des violations graves commises par toutes les parties au conflit), attribués à l'EIIL (274), à l'ASL et à des groupes qui lui sont affiliés (62), à Liwa' al-Tawhid (11), aux comités populaires (5), à l'YPG (4), à Ahrar al-Sham (3), au Front Nusra (2) et à l'Armée de l'Islam (1). Sur les cas avérés, 56 pour cent concernaient des enfants de moins de 15 ans, ce qui représente une augmentation sensible par rapport à 2014. Le Secrétaire général indique par ailleurs que l'enrôlement en masse et l'utilisation d'enfants par l'EIIL se sont poursuivis, et que des centres d'entraînement militaire où se trouvaient au moins 124 garçons de 10 à 15 ans existaient à Alep, Dayr az Zawr et Raqqah. Le recours à des enfants soldats étrangers âgés de 7 ans à peine dans 18 cas a considérablement augmenté, selon des informations vérifiées. L'ONU a également pu confirmer le recrutement et l'utilisation d'enfants âgés de 9 ans à peine par l'ASL, et le recrutement par Liwa' al-Tawhid de 11 enfants syriens réfugiés dans des pays voisins, et que l'YPG a continué à recruter des garçons et des filles âgés de 14 ans à peine pour des combats. Enfin, le recrutement et l'utilisation d'enfants par des groupes pro-gouvernementaux ont été confirmés, avec cinq cas de recrutement de garçons par le Comité populaire de Tallkhalakh (Homs) pour monter la garde et patrouiller. En outre, les forces gouvernementales affecteraient des enfants à la garde de postes de contrôle.

La commission se doit à nouveau de **déplorer profondément** l'utilisation des enfants dans des conflits armés en République arabe syrienne, notamment dans la mesure où elle entraîne d'autres violations des droits de l'enfant, telles que les enlèvements, les meurtres et la violence sexuelle. Elle rappelle à nouveau que, aux termes de l'article 3 a) de la convention, le recrutement forcé ou obligatoire des enfants de moins de 18 ans en vue de leur utilisation dans des conflits armés est considéré comme l'une des pires formes de travail des enfants et que, aux termes de l'article 1 de la convention, les États Membres doivent prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants, et ce de toute urgence. **Tout en reconnaissant la complexité de la situation qui prévaut sur le terrain et la présence de groupes armés et d'un conflit armé dans le pays, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour assurer, par tous les moyens disponibles, la démobilisation totale et immédiate de tous les enfants et pour mettre un terme, dans la pratique, au recrutement forcé d'enfants de moins de 18 ans dans les forces et groupes armés. La commission prie également à nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces pour veiller à ce que des enquêtes approfondies et des poursuites sévères soient engagées à l'encontre de toutes les personnes qui recrutent par la force des enfants de moins de 18 ans aux fins de leur utilisation dans les conflits armés, et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient infligées dans la pratique, conformément à la loi n° 11 de 2013. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'enquêtes menées, de poursuites engagées et de condamnations infligées à l'encontre de telles personnes.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces devant être prises dans un délai déterminé. Alinéa a). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants. Accès à l'éducation de base gratuite. La commission a précédemment noté que près de 5 000 écoles ont été détruites en République arabe syrienne, si bien que la paralysie de la scolarisation des enfants constitue un grave sujet de préoccupation dans la population. Ce rapport indique aussi que plus de la moitié des enfants en âge d'aller à l'école, soit 2,4 millions d'enfants, sont déscolarisés à la suite de l'occupation ou de la destruction des écoles, ou plus généralement en raison de l'insécurité.

La commission note, d'après le rapport 2016 du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé (paragr. 157), que plus de 6 500 écoles ont été détruites, partiellement endommagées, utilisées comme abris pour les déplacés ou rendues inaccessibles. Le rapport se réfère à des informations en provenance du ministère de l'Éducation selon lesquelles 571 élèves et 419 enseignants avaient été tués en 2015, et indique que l'ONU a établi que 69 attaques avaient été perpétrées contre des établissements scolaires et des membres du personnel enseignant par toutes les forces et tous les groupes armés, tuant ou blessant 174 enfants. Par ailleurs, la commission note, selon le rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, concernant sa mission en République arabe syrienne du 5 avril 2016 (A/HRC/32/35/Add.2, paragr. 50 à 53), que 400 000 enfants présentaient un risque de déscolarisation comme suite directe du conflit, de la violence et du déplacement. Bien que des installations scolaires aient été mises en place dans les centres de déplacés visités par le Rapporteur spécial, de tels centres, qui utilisent souvent des bâtiments scolaires, ne fournissent que des locaux scolaires limités.

Selon le même rapport, l'UNICEF travaille avec d'autres partenaires locaux pour atteindre près de 3 millions d'enfants et a mis en œuvre un programme d'enseignement informel pour réduire le nombre d'enfants déscolarisés. L'initiative interorganisations «Pas de génération perdue» est un programme d'autoapprentissage visant à atteindre 500 000 enfants qui ont manqué depuis des années l'école. Dans les zones qui accueillent un nombre élevé d'enfants déplacés, l'UNICEF a également réhabilité 600 écoles endommagées et mis en place 300 salles de classe dans des bâtiments préfabriqués pour accueillir 300 000 enfants supplémentaires. En outre, la commission note, selon le rapport annuel 2016 de l'UNICEF sur la République arabe syrienne, que les interventions de l'UNICEF en matière d'éducation, mettant l'accent sur la qualité, l'accès et le renforcement institutionnel, ont contribué à améliorer la fréquentation scolaire qui est passée de 3,24 millions d'enfants (60 pour cent de la population d'âge scolaire) à 3,66 millions (68 pour cent) entre 2014-15 et 2015-16. Ces efforts ont entraîné également une baisse du nombre d'enfants déscolarisés, lequel est tombé de 2,12 millions (40 pour cent) en 2014-15 à 1,75 million (32 pour cent) en 2015-16.

Néanmoins, la commission note que, dans son rapport, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays déclare que le défi qui consiste à assurer un accès ne serait-ce qu'à l'enseignement de base à beaucoup d'enfants déplacés dans leur propre pays est immense, et que plusieurs milliers d'enfants sont susceptibles de rester en dehors du système scolaire dans un avenir prévisible (A/HRC/32/35/Add.2, paragr. 53). En conséquence, la commission se doit d'exprimer à nouveau sa **profonde**

préoccupation au sujet du grand nombre d'enfants qui sont privés d'éducation à cause du climat d'insécurité qui règne dans le pays. **Tout en reconnaissant la situation particulièrement difficile que connaît le pays, la commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts et de prendre des mesures efficaces et assorties de délais pour améliorer le fonctionnement du système éducatif dans le pays et faciliter l'accès à l'enseignement de base gratuit pour tous les enfants syriens, notamment dans les zones touchées par le conflit armé, en accordant une attention particulière à la situation des filles. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures concrètes prises à ce propos.**

Alinéas a) et b). **Empêcher que des enfants ne tombent dans les pires formes de travail des enfants, soustraire les enfants victimes des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale.** 1. **Enfants affectés par les conflits armés.** La commission a précédemment noté que le recrutement et l'utilisation d'enfants dans le conflit armé en République arabe syrienne étaient devenus courants et qu'une grande majorité de ces enfants ainsi recrutés étaient formés, armés et² utilisés dans les combats.

La commission note, d'après l'indication du gouvernement, que les autorités compétentes dans la République arabe syrienne recherchent des solutions pour aider les enfants recrutés dans le conflit armé et assurer leur retour à la vie normale. Cependant, la commission note avec une **profonde préoccupation** que la situation en République arabe syrienne n'a pas changé et que le rapport 2016 du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflits armés non seulement ne fait état d'aucun enfant ayant été retiré des forces et des groupes armés, mais que les enfants continuent à être recrutés et utilisés dans le conflit armé. **En conséquence, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces et assorties de délais pour prévenir l'engagement des enfants dans les conflits armés et assurer la réadaptation et l'intégration des anciens combattants enfants. Elle prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à ce propos et sur le nombre d'enfants qui ont bénéficié d'une réadaptation et d'une intégration sociale.**

2. **Esclavage sexuel.** La commission a précédemment noté que l'EIIL avait enlevé des centaines de femmes et de jeunes filles yézidies, dont un certain nombre avaient été vendues comme «butin de guerre» ou données comme «concubines» à des combattants de l'EIIL, et que des dizaines de jeunes filles et de femmes avaient été transportées en divers lieux de République arabe syrienne, y compris Al Raqqa, Al Hasakah et Dayr az Zawr, où elles étaient maintenues en esclavage sexuel.

La commission note avec **regret** l'absence d'information dans le rapport du gouvernement sur cette question. Elle note que, selon le rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne du 15 juin 2016 intitulé «Ils sont venus pour détruire: les crimes commis par le Groupe État islamique contre les Yézidis» (A/HRC/32/CRP.2), l'EIIL a cherché à détruire les Yézidis en recourant à des violations flagrantes des droits de l'homme, et notamment au meurtre, à l'esclavage sexuel, à l'asservissement, à la torture et aux préjudices psychologiques. Le rapport indique que plus de 3 200 femmes et enfants sont toujours détenus par l'EIIL. La plupart d'entre eux se trouvent en République arabe syrienne où les filles yézidies continuent de servir d'esclaves sexuelles et les garçons yézidis sont endoctrinés, formés et utilisés dans les combats. Le rapport révèle que les femmes et les filles de plus de 9 ans yézidies retenues sont considérées comme la propriété de l'EIIL et sont vendues sur les marchés d'esclaves ou, plus récemment, par l'intermédiaire des ventes aux enchères en ligne, aux combattants de l'EIIL. Lorsqu'elles sont détenues par les combattants de l'EIIL, ces femmes et jeunes filles yézidies sont soumises à une violence sexuelle brutale et forcées régulièrement de travailler à leurs domiciles, et dans beaucoup de cas de travailler comme domestiques au service du combattant et de sa famille. La commission **déplore profondément** le fait que les enfants yézidis continuent à être victimes d'esclavage sexuel et de travail forcé. **Tout en reconnaissant la situation difficile qui prévaut dans le pays, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces et assorties de délais pour libérer les enfants yézidis de moins de 18 ans qui sont victimes de travail forcé et d'exploitation sexuelle et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Elle prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur les mesures particulières prises à ce propos, et sur le nombre d'enfants qui ont été soustraits à l'exploitation sexuelle et qui ont bénéficié d'une réadaptation.**

Alinéa d). **Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux. Enfants de populations déplacées.** La commission a précédemment noté que, au début de l'année 2013, on dénombrait 3 millions d'enfants déplacés à l'intérieur de la République arabe syrienne.

La commission note, selon le rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays concernant sa mission en République arabe syrienne du 5 avril 2016 (A/HRC/32/35/Add.2, paragr. 67), que l'étendue du conflit et le nombre important de personnes déplacées ont eu des répercussions immenses sur les enfants, beaucoup d'entre eux ayant connu une expérience personnelle avec la violence et/ou ayant été les témoins d'actes de violence extrême, et notamment de l'assassinat de membres de leurs familles et/ou de leur séparation des membres de leurs familles. Le Rapporteur spécial indique que des problèmes concernant la protection des enfants et notamment le travail des enfants résultant de la perte des moyens de subsistance des parents, le trafic, la violence sexuelle et les actes de violence liés au genre ainsi que les mariages précoces et forcés continuent à être signalés. Des enfants ont également été recrutés et utilisés par les différentes parties au conflit, aussi bien dans les combats que dans des rôles de soutien. **Constatant avec préoccupation que les enfants déplacés dans leur propre pays sont exposés à un risque plus grand d'être engagés dans les pires formes de travail des enfants, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces et assorties de délais pour protéger de tels enfants des pires formes de travail des enfants. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises à ce propos et sur les résultats réalisés.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

République-Unie de Tanzanie

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1998)

Article 1 de la convention. Politique nationale et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note des diverses mesures prises dans le cadre du Plan d'action national (PAN) visant à l'élimination du travail des enfants, notamment la délivrance de formations aux fonctionnaires et autres parties prenantes et la création et la réactivation des comités de district sur le travail des enfants. La commission a également noté que, selon les conclusions de la troisième Enquête nationale sur le travail des enfants (ENTE) - le rapport analytique publié en janvier 2016 - 34,5 pour cent des enfants âgés de 5 à 17 ans exercent une activité économique, 92 pour cent des enfants qui travaillent étant employés dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche. La commission a observé que 22,1 pour cent des enfants âgés de 5 à 11 ans et 36 pour cent des enfants âgés de 12 à 13 ans étaient impliqués dans le travail des enfants, ce qui représente un total d'environ 2,76 millions d'enfants. Notant avec préoccupation qu'un nombre important d'enfants n'ayant pas atteint l'âge minimum étaient impliqués dans le travail des enfants, la commission a instamment prié le gouvernement d'intensifier ses efforts pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants, et de continuer à prendre des mesures pour garantir que le PAN soit mis en œuvre de façon effective.

La commission prend note de l'information fournie par le gouvernement dans son rapport selon laquelle le PAN pour l'élimination du travail des enfants a été fusionné avec le PAN sur la violence à l'encontre des femmes et des enfants (VAWC). En décembre 2017, le gouvernement a approuvé la Stratégie nationale pour l'élimination du travail des enfants (2018-2022) afin de renforcer la mise en œuvre des mesures d'élimination du travail des enfants par le biais du PAN/VAWC. Selon les informations du gouvernement, cette stratégie a permis d'identifier les problèmes et les interventions qui permettraient de lutter contre le travail des enfants à tous les niveaux. Le gouvernement indique que l'OIT est en train de mettre en œuvre avec succès, avec le financement de Japan Tobacco International, le projet ARISE (Achieving Reduction of Child Labour in Support of Education - Parvenir à éradiquer le travail des enfants pour appuyer l'éducation) afin d'aider le gouvernement à mettre en œuvre le PAN/VAWC 2017/18-2021/22.

La commission prend également note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, selon lesquelles, dans le cadre du projet 2016-17 de promotion de pratiques durables pour éradiquer le travail des enfants dans le secteur du tabac (PROSPER+), plusieurs événements de sensibilisation au travail des enfants dans des communautés ciblées, impliquant 9 725 participants, ont été organisés en collaboration avec la Tanzania Leaf Tobacco Companies et Alliance One International. En outre, le programme de transfert conditionnel de fonds d'action sociale de la Tanzanie (TASAF CCT), Phase III (2012-2018), qui vise à fournir une aide financière aux populations vulnérables, y compris les enfants, a conduit à une augmentation de la scolarisation et à une réduction du travail des enfants.

La commission note également que, d'après le rapport du gouvernement de février 2016 au Conseil des droits de l'homme, la collaboration de l'État avec Plan International et WEKEZA (Appui aux moyens de subsistance et développement d'une éducation de qualité pour mettre un terme au travail des enfants) a permis d'éviter que 3 016 enfants âgés de 5 à 13 ans ne soient engagés dans le travail des enfants, de sortir du travail environ 2 232 enfants, de leur fournir des installations scolaires et de les ramener à l'école et dans les établissements d'enseignement technique. Il est également indiqué dans le rapport que l'État a collaboré avec des associations d'exploitation minière à petite échelle et a mené des actions de sensibilisation sur les effets du travail des enfants et les interdictions légales. Cette campagne a conduit certains villages de la région de Geita à adopter des arrêtés qui interdisent l'emploi des enfants dans les activités minières et agricoles (A/HRC/WG.6/25/TZA/1, parag. 63).

La commission note toutefois, à la lecture du rapport de l'OIT intitulé *Child Labour and the Youth Decent Work Deficit in Tanzania* (Le travail des enfants et le déficit de travail décent des jeunes en Tanzanie), 2018, que le travail des enfants en Tanzanie continue de toucher quelques 4,2 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans. Environ un enfant sur quatre âgé de 5 à 13 ans, soit près de 2,8 millions d'enfants, est engagé dans le travail des enfants. Près de 95 pour cent des enfants engagés dans le travail des enfants sont employés dans le secteur agricole, où ils travaillent souvent pendant de longues heures et dans des conditions dangereuses. Enfin, la commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle le travail des enfants reste un grave défi pour le développement socio-économique et constitue un obstacle majeur à la réalisation de l'éducation pour tous et d'autres objectifs de développement. La commission exprime une fois de plus sa **préoccupation** quant au fait qu'un nombre important d'enfants n'ayant pas atteint l'âge minimum continuent à être engagés dans le travail des enfants en Tanzanie. **Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission prie une fois de plus instamment ce dernier à renforcer ses efforts pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants, notamment en prenant des mesures efficaces et spécifiques dans le cadre du PAN/VAWC ainsi qu'en collaborant avec**

PROSPER, Plan International et WEKEZA. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus en termes d'élimination progressive du travail des enfants.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

Articles 3 d) et 5 de la convention. Travail dangereux et inspection du travail. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté, à la lecture du rapport analytique de l'Enquête nationale sur le travail des enfants (NCLS) de 2014, que le nombre d'enfants occupés à des travaux dangereux s'élève à environ 3,16 millions, soit 62,4 pour cent des enfants qui travaillent et 21,5 pour cent des enfants âgés de 5 à 17 ans. La majorité des enfants classés dans la catégorie des travaux dangereux sont ceux qui travaillent dans des conditions dangereuses (87,2 pour cent), suivis de ceux qui travaillent pendant de longues heures (29 pour cent). Le portage de lourdes charges est le risque le plus courant, et concerne 65,1 pour cent des enfants occupés à des travaux dangereux. En outre, 46,8 pour cent de l'ensemble des enfants occupés à des travaux dangereux sont victimes de blessures, de maladies ou sont dans un mauvais état de santé, en raison de leur travail. La commission a prié instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour éliminer cette pire forme de travail des enfants.

La commission note que le gouvernement fait référence, dans son rapport, à divers projets sur le travail des enfants mis en œuvre dans le pays, mais qu'il ne fournit aucune information particulière sur les formations dispensées aux inspecteurs du travail ou sur les activités entreprises par ces derniers pour surveiller les travaux dangereux effectués par des enfants. Elle prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle des enfants sont occupés en Tanzanie aux pires formes de travail des enfants, notamment dans les mines, les carrières et les travaux domestiques. La commission note que, selon le rapport de l'OIT intitulé «*Child Labour and the Youth Decent Work Deficit in Tanzania, 2018*» (Le travail des enfants et le déficit de travail décent des jeunes en Tanzanie, 2018), environ 41 pour cent des enfants (1 467 000 enfants) dans la tranche d'âge de 14 à 17 ans sont occupés à des travaux dangereux. Ce rapport indique que la surveillance de la mise en œuvre de la législation est un défi majeur en raison des ressources limitées pour l'inspection. La commission se voit contrainte d'exprimer une fois de plus **sa profonde préoccupation** face au nombre important d'enfants qui travaillent dans des conditions dangereuses et sont occupés à des travaux dangereux. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer et adapter les capacités de l'inspection du travail afin de garantir que les enfants de moins de 18 ans ne sont pas occupés à des travaux dangereux, en particulier dans les mines, les carrières et les travaux domestiques. À cet égard, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir la collaboration entre l'inspection du travail et les autres parties prenantes concernées et de dispenser une formation adéquate aux inspecteurs du travail pour détecter les cas d'enfants occupés à des travaux dangereux et soustraire ces enfants à cette pire forme de travail des enfants. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus.**

Article 6. Programmes d'action pour éliminer les pires formes de travail des enfants et application de la convention dans la pratique. Dans ses observations précédentes, la commission a noté qu'en collaboration avec l'OIT, le gouvernement mettait en œuvre un certain nombre de programmes, notamment le Plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants (PAN); le programme ARISE (*Achieving Reduction of Child Labour in Support of Education* - Parvenir à éradiquer le travail des enfants pour appuyer l'éducation) avec le soutien de Japan Tobacco International (JTI), et le programme PROSPER (*Promoting Sustainable Practices to Eradicate Child Labour in Tobacco* - Promotion de pratiques durables pour éradiquer le travail des enfants dans le secteur du tabac) avec le soutien de Winrock International dans le secteur du tabac. La commission a prié le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la mise en œuvre de ces programmes et sur les résultats obtenus en termes d'élimination des pires formes de travail des enfants.

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur les diverses manifestations de sensibilisation et les formations à la lutte contre le travail des enfants et ses pires formes, organisées dans le cadre du projet PROSPER. Dans son rapport, le gouvernement indique également qu'il met en œuvre la phase 2 (2015-2019) du projet *Eradicating the Worst Forms of Child Labour* (EWFL) (Éradiquer les pires formes de travail des enfants) dans les huit exploitations minières du district de Geita et le projet de l'OIT sur la Recherche mondiale sur la mesure du travail des enfants et l'élaboration des politiques (MAP) qui vise à développer les connaissances et capacités essentielles pour accélérer les progrès de la lutte contre le travail des enfants en soutenant le recueil et l'analyse de données sur le travail des enfants et sur les enfants occupés à des travaux dangereux. **La commission encourage le**

gouvernement à continuer à prendre des mesures efficaces pour éliminer les pires formes de travail des enfants, en particulier les travaux dangereux, et à fournir des informations sur les résultats obtenus. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures spécifiques prises dans le cadre des projets EWFCL et MAP pour lutter contre les travaux dangereux des enfants. Elle prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations statistiques sur la nature, l'étendue et les tendances des pires formes de travail des enfants, et sur le nombre d'enfants couverts par les mesures donnant effet à la convention.

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa a). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants. Accès à l'éducation de base gratuite. La commission note, d'après le rapport conjoint du ministère de l'Éducation, de la Science et de la Technologie et de l'UNICEF, intitulé *Global Initiative of Out-of-School children-Tanzania Country report, 2018*, qu'un total de 3,9 millions d'enfants âgés de 7 à 17 ans ne sont pas scolarisés en Tanzanie. Parmi eux, 1,7 million d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et environ 400 000 enfants en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire n'ont jamais été scolarisés. Le taux de passage de l'école primaire à l'école secondaire est de 56,3 pour cent. La commission note également, d'après les statistiques de l'UNESCO, qu'en 2018 le taux net de scolarisation au niveau primaire était de 81,33 pour cent, tandis qu'au niveau secondaire, il était de 26,55 pour cent. La commission exprime sa **préoccupation** quant aux faibles taux de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire. **Considérant que l'éducation est essentielle pour prévenir l'engagement des enfants dans les pires formes de travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour améliorer le fonctionnement du système éducatif afin de garantir que tous les enfants aient accès à une éducation de qualité. À cet égard, elle prie le gouvernement de renforcer ses mesures visant à accroître les taux de scolarisation et de fréquentation dans l'enseignement primaire et secondaire et à réduire les taux d'abandon et le nombre d'enfants non scolarisés. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus.**

Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux. Enfants orphelins du VIH/sida et autres enfants vulnérables. La commission a précédemment pris note de l'information du gouvernement selon laquelle le programme d'éducation gratuite pour l'enseignement primaire et secondaire, qui est en cours de mise en œuvre, permettra aux enfants orphelins du VIH/sida d'accéder plus largement à des possibilités éducatives. Elle a également noté que le second Plan d'action national chiffré en faveur des enfants les plus vulnérables (NCPA II, 2013-2017) appelait le gouvernement et les communautés à faciliter l'accès des enfants les plus vulnérables à des services appropriés de soins, de soutien, de protection et sociaux de base. En outre, un Plan national de surveillance et d'évaluation des enfants les plus vulnérables a été adopté en janvier 2015, afin d'assurer la coordination efficace et efficiente des interventions programmatiques en faveur des enfants les plus vulnérables. Notant que, selon les estimations de l'ONUSIDA pour 2015, il reste environ 790 000 enfants orphelins du VIH/sida en Tanzanie, la commission a prié instamment le gouvernement de renforcer ses efforts pour garantir que les enfants orphelins du VIH/sida ne soient pas engagés dans les pires formes de travail des enfants et qu'ils bénéficient d'un soutien et d'un accès à l'éducation appropriés.

La commission note que le gouvernement se réfère à la Stratégie nationale 2018-2022 pour l'élimination du travail des enfants, au Plan d'action national 2017-2022 sur la violence contre les femmes et les enfants (PAN VAWC) et au programme par pays de promotion du travail décent (PPTD) comme comportant des mesures pour traiter les questions des enfants vulnérables et des pires formes de travail des enfants. La commission note également que selon la publication de l'OIT intitulée *«Child Labour and the Youth Decent Work Deficit in Tanzania, 2018»*, l'un des objectifs de la Stratégie nationale 2018-2022 pour l'élimination du travail des enfants consiste à améliorer l'accès de tous les enfants vulnérables à des formes alternatives d'éducation. En outre, le NCPA en faveur des enfants les plus vulnérables contient un certain nombre de stratégies d'intervention conçues pour avoir un impact positif sur la vie et le bien-être de ces enfants dans le pays. La commission note toutefois que, selon les estimations de l'ONUSIDA pour 2019 pour la Tanzanie, le nombre d'enfants orphelins du sida âgés de moins de 17 ans s'élève à 860 000. **Considérant que les enfants rendus orphelins par le VIH/sida courent un risque accru d'être engagés dans les pires formes de travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts pour empêcher que ces enfants ne soient occupés dans les pires formes de travail des enfants, en particulier en élargissant leur accès à l'éducation et à la formation professionnelle et en leur fournissant une aide et un soutien appropriés. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes prises à cet égard dans le cadre du PAN-TVAVWC, du NCPA et du PPTD et sur les résultats obtenus en termes de nombre d'orphelins et d'enfants vulnérables retirés des pires formes de travail et réadaptés.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Saint-Vincent-et-les Grenadines

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourra procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Articles 3 d) et 4, paragraphe 1, de la convention. Travaux dangereux. La commission a précédemment noté que la loi sur l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants ne prescrivait pas l'interdiction générale de l'emploi d'enfants de moins de 18 ans à des travaux dangereux, outre l'interdiction du travail de nuit concernant les adolescents dans l'industrie (art. 3(2)), et ne déterminait pas non plus les types de travail dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans.

La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle des consultations auront prochainement lieu avec les parties prenantes pour examiner les questions liées aux travaux dangereux exécutés par des enfants, et un projet de rapport sera établi d'ici à la fin de 2013. **La commission exprime le ferme espoir que les consultations avec les parties prenantes, notamment les partenaires sociaux, se tiendront dans un avenir proche et que la législation interdisant d'employer des enfants de moins de 18 ans à des travaux dangereux, ainsi que la réglementation déterminant les types de travail dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans, seront bientôt adoptées. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau en la matière.**

Article 7, paragraphe 1. Sanctions pénales. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application, en pratique, des sanctions établies en vertu de la loi de 2011 sur la traite des personnes pour les délits impliquant la vente et la traite d'enfants et pour l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants à des fins de prostitution et de production de matériel pornographique.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Samoa

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2008)

Article 2, paragraphe 3, de la convention. Âge de fin de scolarité obligatoire. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que l'article 20 de la loi de 2009 sur l'éducation interdit qu'un enfant d'âge scolaire obligatoire exerce pendant les heures d'école des activités de vente ambulante ou tout autre travail de quelque nature que ce soit. La commission a noté toutefois qu'en vertu de l'article 2 de cette loi, l'enfant d'âge scolaire est défini comme toute personne de 5 à 14 ans qui n'a pas encore achevé sa huitième année de scolarité. La commission a pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle le ministère de l'Éducation, des Sports et de la Culture a engagé des consultations avec le bureau du procureur général sur l'élaboration du projet de loi révisée sur l'éducation de 2016 afin de relever l'âge de la fin de la scolarité obligatoire à 15 ans.

La commission note avec **satisfaction** l'adoption de la loi de 2019 portant amendement de la loi sur l'éducation qui, dans son article 2, relève l'âge de la fin de la scolarité obligatoire de 14 à 16 ans. La commission note en outre que l'âge minimum d'admission au travail reste fixé à 15 ans, conformément à l'article 51(1), de la loi de 2013 sur les relations de travail et d'emploi (loi LER de 2013). À cet égard, dans son Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragraphe 370, la commission indique que «si l'âge minimum d'admission au travail ou à l'emploi est inférieur à l'âge de fin de scolarité, les enfants risquent d'être incités à quitter l'école puisque la loi les autorise à travailler». **La commission encourage donc le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour porter à 16 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi en le faisant coïncider à l'âge auquel prend fin la scolarité obligatoire, conformément à l'article 2, paragraphe 3, de la convention.**

Article 3, paragraphe 2. Détermination des types de travaux dangereux. **En ce qui concerne la liste des types de travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans, la commission renvoie aux commentaires détaillés qu'elle a formulés au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.**

Article 7, paragraphes 1 et 3. Âge minimum d'admission aux travaux légers et détermination de ces types de travaux. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté qu'aux termes de l'article 51(1) de la loi LER de 2013, «nul ne doit employer un enfant de moins de 15 ans dans un lieu de travail, sauf à des travaux légers et sûrs adaptés à leurs capacités et sous les conditions qui pourraient être fixées par le directeur général du ministère du Travail». La commission a toutefois observé qu'aucun âge minimum

d'admission n'est fixé en ce qui concerne ces travaux légers. Elle a également pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle une liste de travaux légers était en cours de révision pour les enfants de moins de 15 ans, conformément à l'article 51 de la loi LER de 2013, et sera soumise pour approbation au Forum national tripartite de Samoa.

La commission prend note de l'indication du gouvernement concernant la révision de la liste des travaux légers dans le cadre de la révision en cours de la loi LER de 2013. La commission observe toutefois que l'article 22 du règlement de 2016 sur les relations de travail et d'emploi (règlement LER de 2016) fixe des heures de travail limitées pour les enfants de 12 à 14 ans. La commission rappelle que l'article 7, paragraphe 1, de la convention dispose que les lois ou règlements nationaux ne peuvent autoriser l'emploi à des travaux légers d'enfants de moins de 13 ans. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre l'article 22 du règlement de 2016 sur les relations de travail et d'emploi en conformité avec la convention, n'autorisant d'occuper à des travaux légers que les jeunes qui ont 13 ans révolus. La commission exprime une fois de plus le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que les activités à considérer comme des travaux légers soient réglementées, conformément à l'article 7, paragraphe 3, de la convention. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2008)

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa b). Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques. La commission avait précédemment noté que l'article 82 de la loi de 2013 sur les crimes érige en infraction le fait de vendre, livrer, exposer, imprimer, publier, créer, produire ou distribuer un support à contenu indécent qui présente un enfant engagé dans une activité sexuelle explicite. Elle avait toutefois observé qu'aux fins de cet article, l'enfant est défini comme toute personne de moins de 16 ans. La commission avait également pris note de l'information du gouvernement selon laquelle le ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail (MCIL), avec l'assistance technique du Samoa Technical Facility Project, procédait à une révision de la législation nationale, notamment de la loi de 2013 sur les crimes, afin d'aligner la définition d'un enfant sur les dispositions de la convention. La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants de 16 à 18 ans aux fins de production de matériel indécent soient également effectivement interdits.

La commission prend note avec **intérêt** de l'élaboration du projet de loi 2020 modifiant la loi sur les crimes, qui révisé l'article 82 de la loi de 2013 sur les crimes. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que le projet de loi portant amendement de la loi sur les crimes sera soumis au Conseil des ministres pour son approbation avant d'être examiné par le Parlement. **La Commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que le projet de loi 2020 portant modification de la loi sur les crimes soit adopté sans délai, de sorte que l'interdiction, prévue à l'article 82 de la loi de 2013 sur les crimes, de produire et de distribuer du matériel indécent présentant des enfants s'applique également aux enfants de 16 à 18 ans. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

Article 4, paragraphe 1. Détermination des types de travaux dangereux. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que la liste des travaux dangereux, qui contient une liste des types de travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans, avait été approuvée par le Conseil des ministres en mai 2018 et était en cours d'incorporation dans le règlement sur les relations de travail et d'emploi. La commission avait également pris note des informations du gouvernement selon lesquelles la liste avait été examinée par le Groupe de travail national sur la sécurité et la santé au travail et appuyée par le Forum national tripartite du Samoa. Le gouvernement avait indiqué en outre que la MCIL avait inclus cette liste dans son premier Cadre national de santé et de sécurité au travail, 2018, pour s'assurer que toutes les parties prenantes s'approprient la surveillance et la notification de toute activité contrevenant à cette liste.

La commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle la liste révisée des travaux dangereux est actuellement en cours d'examen par le bureau du procureur général avant d'être soumise au Parlement. Le gouvernement indique également qu'aucun cas de travaux dangereux effectué par des enfants de moins de 18 ans n'a été signalé via le Cadre national de santé et de sécurité au travail, 2018. **La commission exprime une fois de plus le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour faire en sorte que la liste des travaux dangereux soit adoptée et appliquée sans délai. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard. Elle prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur tous les cas de travaux**

dangereux effectués par des enfants de moins de 18 ans qui ont été signalés par le biais du Cadre national de santé et de sécurité au travail.

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa d). Entrer en contact direct avec les enfants particulièrement exposés à des risques. Enfants travaillant comme vendeurs ambulants. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note de diverses mesures prises par le gouvernement pour identifier et protéger les enfants qui travaillent comme vendeurs ambulants, notamment: i) la création, au sein du ministère de la Femme et du Développement communautaire et social (MWCSO), d'un groupe de travail sur la vente par des enfants, composé de représentants du ministère de l'Éducation, des Sports et de la Culture (MESC), du ministère de la Police (MoP), du MCIL, du bureau du procureur général et du Conseil des églises, afin de traiter les questions relatives aux enfants qui travaillent comme vendeurs ambulants; ii) le développement d'efforts de collaboration entre le MWCSO et le ministère de la Police pour entreprendre des activités de surveillance et de détection des cas d'exploitation des enfants dans l'économie formelle et informelle, notamment des inspections régulières dans les zones urbaines d'Apia et dans les zones rurales; iii) la mise en œuvre par le MCIL de programmes de sensibilisation à l'emploi des enfants dans le commerce ambulant, pour les employeurs d'Upolu et de Savaii, afin de les empêcher d'employer des enfants de moins de 18 ans pour vendre des biens et produits durant les heures de classe; iv) le lancement, par le MWCSO, en mars 2016, de l'initiative «Aider les enfants», destinée aux enfants de familles vulnérables, pour assurer leur sécurité grâce à un soutien parental positif et pour délivrer une formation et une assistance financière aux parents pour des projets créateurs de revenus; et v) la mise sur pied d'un incubateur de jeunes entrepreneurs pour le développement économique, qui vise à initier des programmes en faveur des petites entreprises et des projets générateurs de revenus pour les jeunes, les femmes et les familles vulnérables. La commission a toutefois noté que lors de la discussion qui a eu lieu lors de la 107^e session de la Commission de l'application des normes de la Conférence, en juin 2018, au sujet de l'application par le Samoa de la convention, les membres employeurs se sont dits préoccupés par la fréquence de l'exploitation de jeunes de moins de 15 ans comme vendeurs ambulants. En outre, les membres travailleurs ont indiqué qu'environ 38 pour cent du travail des enfants au Samoa était effectué par des jeunes de moins de 15 ans, ce qui remettait en question la capacité et l'engagement du gouvernement à lutter contre les pires formes de travail des enfants.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle divers services, notamment en matière d'orientation, de placement scolaire et d'aide financière, sont fournis aux familles vulnérables au titre de l'initiative «Aider les enfants». En particulier, 68 enfants de 18 familles travaillant comme vendeurs ambulants sont couverts par cette initiative et 11 de ces 18 familles ont ainsi évité que leurs enfants ne soient exposés plus ou moins fortement aux pires formes de travail des enfants. Le gouvernement indique en outre qu'en 2018-19, les inspecteurs du travail de la MCIL ont effectué des inspections dans 171 entreprises et n'ont détecté aucun cas de violation de l'article 51 de la loi de 2013 sur les relations de travail et d'emploi, qui réglemente l'emploi des enfants. En outre, le MESC a élaboré le cadre de gouvernance scolaire, selon lequel les comités scolaires surveilleront les enfants qui se livrent au commerce ambulant. La commission note en outre, d'après le dernier rapport du gouvernement sur la convention sur l'âge minimum (n° 138), 1973, qu'une protection particulière peut être accordée aux enfants vendeurs ambulants par le MESCSD par le biais de son plan de soins et de son dispositif sur la vente par des enfants. Le gouvernement indique en outre que le projet de directives interinstitutions élaboré par le MWCSO traite des questions relatives aux enfants travaillant comme vendeurs ambulants. La commission prend également note des informations fournies par le gouvernement selon lesquelles, dans le cadre du programme SWEETS, les inspecteurs du MWCSO, en collaboration avec le ministère de la Police, effectuent des inspections mensuelles pour empêcher la vente par des enfants dans la zone urbaine d'Apia pendant les heures de classe. Cependant, le gouvernement indique que la mise en œuvre de ce programme pose des problèmes en raison du manque de coordination entre les agences. ***La commission encourage une fois de plus vivement le gouvernement à poursuivre ses efforts pour identifier et protéger des pires formes de travail des enfants les enfants qui se livrent au commerce ambulant. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises et les résultats obtenus à cet égard, en particulier sur le nombre d'enfants vendeurs ambulants soustraits aux pires formes de travail des enfants et qui ont bénéficié d'une assistance.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Sénégal

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas de réponse à ses précédents commentaires. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2019, et de la réponse du gouvernement à ces observations.

Article 3 a) de la convention. Vente et traite à des fins d'exploitation économique et travail forcé. Mendicité. Législation. Dans ses commentaires précédents, la commission a constaté avec préoccupation que, bien que l'article 3 de la loi n° 2005-06 du 29 avril 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes interdise d'organiser la mendicité d'autrui en vue d'en tirer profit ou d'embaucher, d'entraîner ou de détourner une personne en vue de la livrer à la mendicité ou d'exercer sur elle une pression pour qu'elle mendie ou continue de le faire, l'article 245 du Code pénal dispose que «le fait de solliciter l'aumône aux jours, dans les lieux et dans les conditions consacrés par les traditions religieuses ne constitue pas un acte de mendicité». Elle a fait observer que, à la lecture conjointe de ces deux dispositions, il semblerait que le fait d'organiser la mendicité des enfants *talibés* ne puisse être incriminé, ne s'agissant pas d'un acte de mendicité au sens de l'article 245 du Code pénal. Elle a donc prié instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour faire adopter les divers projets de lois afin d'interdire et d'éliminer la mendicité par les enfants *talibés* et les protéger contre la vente et la traite et le travail forcé ou obligatoire et assurer leur réadaptation et intégration sociale. En outre, la commission a pris bonne note du projet de code de l'enfant ainsi que d'un projet de réglementation des *daaras* (écoles coraniques), mais elle observe qu'ils sont en phase d'élaboration ou de consultation depuis plusieurs années. Elle a donc prié le gouvernement de redoubler d'efforts pour faire adopter les divers projets de lois afin d'interdire et éliminer la mendicité par les enfants *talibés*.

La commission note avec une **profonde préoccupation** l'information du gouvernement selon laquelle la réforme législative annoncée est toujours en cours. Tout en réaffirmant son engagement à lutter contre toute forme de travail forcé et de traite des personnes, en particulier des enfants, le gouvernement indique que le projet de loi portant statut des *daaras* a été adopté en Conseil des ministres le 6 juin 2018 et est en attente de passage à l'Assemblée nationale. En outre, la Cellule de lutte contre la traite des personnes (CNLTP) a, après évaluation de la loi 2005-06 du 10 mai 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et la protection des victimes, élaboré un projet de réforme soumis pour adoption et prenant en compte la conformité technique et l'efficacité dans l'application. **Au vu de ce qui précède, la commission s'attend à ce que le gouvernement puisse sans délai faire état de l'adoption des divers projets de lois afin d'interdire et éliminer la mendicité par les enfants *talibés* et les protéger contre la vente et la traite et le travail forcé ou obligatoire. La commission prie le gouvernement de fournir des informations quant aux progrès réalisés à cet égard.**

Article 7, paragraphe 1. Sanctions et application dans la pratique. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que le nombre d'enfants *talibés* forcés à mendier – pour la plupart, des garçons âgés entre 4 et 12 ans – était estimé à 50 000. Elle a exprimé sa profonde préoccupation devant la persistance du phénomène de l'exploitation économique des enfants *talibés* et devant le faible nombre de poursuites engagées en application de l'article 3 de la loi n° 2005-06 et prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de garantir que celui-ci est effectivement appliqué. En outre, elle a noté avec regret l'absence de statistiques sur le nombre de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions imposées en application de la loi n° 2005-06 et prié le gouvernement de les fournir.

La commission note l'indication de la CSI selon laquelle, en 2019, il est estimé qu'au Sénégal plus de 100 000 enfants *talibés* sont obligés de mendier. Au sein de Dakar seulement, près de 30 000 enfants sont forcés à mendier. Une étude menée en 2017 a identifié plus de 14 800 enfants victimes de mendicité forcée à Saint-Louis et a révélé que 187 des 197 *daaras* de la ville envoient les enfants mendier pendant au moins une partie de la journée; 1 547 enfants – dont 1 089 *talibés* – ont été retirés des rues de Dakar entre juin 2016 et mars 2017, première phase du programme de «retrait». Cependant, sur les enfants signalés comme «retraités», 1 006 ont été renvoyés à la garde de leurs maîtres coraniques, qui les avaient eux-mêmes soumis à la mendicité forcée et qui les ont, à leur tour, renvoyés aux *daaras*. Le nombre d'enfants mendiant à Dakar n'a diminué que durant le premier mois du programme, les maîtres coraniques craignant alors d'éventuelles sanctions. Au bout de quelques mois, face à l'échec de l'investigation et de la poursuite des maîtres fautifs, la situation est revenue au statu quo. Bien que la deuxième phase du programme ne répète pas certaines des erreurs de la première phase et garantisse le retour des enfants à leurs parents, le programme ne parvient pas à assurer que justice soit rendue contre les maîtres coraniques ayant forcé les enfants à mendier. La CSI indique que, malgré la nature généralisée et visible des abus, les enquêtes et les poursuites sont extrêmement rares. Aucun maître coranique n'a été sujet à l'investigation de son *daara* par la police, n'a vu son dossier relayé au système judiciaire, n'a été arrêté ou poursuivi pour avoir forcé des enfants *talibés* à mendier au cours de la première année du programme de «retrait». La police omet encore souvent d'enquêter sur les cas de mendicité forcée. Une autre pratique persiste et consiste à poursuivre les maîtres coraniques pour des infractions moins graves prévues par d'autres lois, au lieu de les poursuivre pour exploitation de *talibés* en vertu de la loi n° 2005-06 ou du Code pénal. Selon l'observation de la CSI, entre 2018 et 2019, trois maîtres coraniques ont été condamnés pour avoir contraint des enfants à mendier en vertu de la loi n° 2005-06. Ils auraient été condamnés à des peines de deux ans avec sursis, de deux ans d'emprisonnement et de trois ans d'emprisonnement. Lorsque les responsables ont identifié un cas potentiel de mendicité forcée, ils ont souvent imposé des sanctions administratives aux auteurs présumés au lieu de mener une enquête et des poursuites pénales.

Dans sa réponse aux observations de la CSI, le gouvernement indique que, face au défi d'application de la loi, le ministère en charge de la protection de l'enfance a intégré, dans ses activités de communication, des

actions de plaidoyer auprès des acteurs de la chaîne judiciaire pour la répression des auteurs de délits à l'endroit des enfants.

La commission prend note de l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle une opération dénommée «Épervier», à laquelle les acteurs nationaux ont participé, a été organisée par Interpol du 6 au 10 novembre 2017 dans quelques pays de la sous-région, y compris au Sénégal. Selon le gouvernement, plusieurs poursuites et condamnations ont été recensées dans le rapport annuel de la CNLTP et dans l'étude sur l'évaluation de la loi. Deux procédures d'information judiciaire contre quatre personnes, ouvertes en mars 2017, et une procédure contre une personne sont en cours. La commission constate néanmoins que, selon le rapport soumis par le gouvernement au Comité des droits de l'homme des Nations Unies en août 2018, durant la période 2009-2016 un seul jugement a abouti, en 2011, à une condamnation d'exploitation de la mendicité d'autrui, violences et voies de fait, prévues et punies par l'article 3 de la loi n° 2005-06 (CCPR/C/SEN/5, paragr. 110-113). Elle note, en outre, que dans ses observations finales du 30 janvier 2019 le Comité des Nations Unies contre la torture demeure préoccupé par des informations indiquant que, malgré les efforts annoncés de l'État partie pour retirer de la rue les enfants *talibés* fréquentant les écoles coraniques (*daaras*), l'exploitation des enfants par des maîtres coraniques à des fins de mendicité forcée est un phénomène qui, loin de décroître, a augmenté pendant la période concernée et que ces enfants continuent d'être soumis à la traite, à la mendicité forcée et à des formes extrêmes d'abus et de négligence par ceux qui en ont la garde (marabouts). Le comité est aussi préoccupé par des informations faisant état de la connivence des autorités par rapport à ce phénomène et de leur inaction pour poursuivre les marabouts abusifs, sauf dans des cas de décès d'enfants ou d'abus extrêmes. Il a enjoint l'État à renforcer l'application des lois nationales et à mener des enquêtes impartiales et approfondies sur les actes de traite, de mauvais traitements et d'abus sexuels dont sont victimes les enfants dans les *daaras* et dans d'autres écoles, et à faire en sorte que les responsables ainsi que les agents de l'État qui sont complices et qui n'enquêtent pas sur ces allégations soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, à ce qu'ils soient sanctionnés par des peines appropriées (CAT/C/SEN/CO/4, paragr. 31-32). La commission **déplore vivement** la persistance du phénomène de l'exploitation économique des enfants *talibés* et le faible nombre de poursuites engagées en application de l'article 3 de la loi n° 2005-06. Elle rappelle une fois de plus que, en vertu de l'article 7, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre effective et le respect des dispositions donnant effet à la convention, y compris par l'application de sanctions pénales suffisamment efficaces et dissuasives. **Elle prie donc instamment le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires afin de garantir que l'article 3 de la loi n° 2005-06 est appliqué dans la pratique aux personnes se livrant à l'utilisation de la mendicité des enfants talibés de moins de 18 ans aux fins d'exploitation économique. Notant le faible impact des mesures prises, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour renforcer de manière effective les capacités des agents chargés de l'application des lois et veiller à ce que les auteurs de tels actes ainsi que les agents de l'État qui n'enquêtent pas sur ces allégations soient poursuivis et que des sanctions suffisamment dissuasives soient imposées dans la pratique aux coupables. Notant avec un profond regret l'absence de données fournies en ce sens, la commission prie une fois de plus le gouvernement de fournir des statistiques sur le nombre de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions imposées en application de la loi n° 2005-06.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que les enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et prévoir l'aide pour les soustraire à ces formes de travail. Enfants talibés. La commission a précédemment noté les différents programmes de modernisation des *daaras* et de formation des maîtres enseignants ainsi que divers plans-cadres pour éliminer les pires formes de travail des enfants. Elle a prié le gouvernement de prendre des mesures pour protéger les enfants *talibés* contre la vente, la traite et le travail forcé ou obligatoire; pour assurer leur réadaptation et intégration sociale; ainsi que de communiquer des informations sur les mesures prises en ce sens dans le cadre du Projet d'appui à la modernisation des *daaras* (PAMOD), et de fournir des statistiques sur le nombre d'enfants *talibés* retirés des pires formes de travail des enfants, dont ceux qui auraient bénéficié de mesures de réinsertion et d'intégration sociale dans le centre GINDDI.

La commission prend note de l'observation de la CSI selon laquelle la mise en œuvre du PAMOD s'avère extrêmement lente. Tant que la loi de régulation des *daaras* n'est pas adoptée, le système de régulation national des *daaras* ne peut pas être mis en place. En attendant, l'inspectorat des *daaras* semble manquer de directives et d'instructions claires concernant son rôle et ne semble pas élaborer de plans pour lutter contre la mendicité et la maltraitance des enfants dans les *daaras*. Il est également difficile de savoir si l'Inspectorat a l'intention d'inspecter tous les *daaras*, ou seulement ceux enregistrés en tant que «*daaras* modernes», créant ainsi un risque que les *daaras* non enregistrés puissent continuer à opérer en échappant à tout contrôle. La commission note que, selon la CSI, le nombre d'enfants *talibés* victimes de mendicité forcée et d'autres abus graves de la part de leurs maîtres coraniques en 2017 et 2018 reste alarmant. Les abus documentés comprennent des meurtres, passages à tabac, abus sexuels, enchaînements et emprisonnements, ainsi que de nombreuses formes de négligence et de mise en danger, et se sont produits dans au moins 8 des 14 régions administratives du Sénégal. Un rapport documente la mort de 16 enfants *talibés* victimes d'abus, de négligence ou de mise en danger par des enseignants coraniques ou leurs assistants dans les régions de Saint-Louis, Diourbel et Thiès entre 2017 et 2018. De plus, 61 cas de passage à tabac ou de maltraitance physique de *talibés* par des maîtres coraniques ou leurs assistants et 14 cas d'enfants emprisonnés, liés ou enchaînés dans des *daaras* ont eu lieu en 2017 et 2018. De multiples *daaras* renfermaient des dizaines à des centaines de *talibés* dans des conditions de saleté et de misère extrêmes, souvent dans des bâtiments inachevés, sans murs, sols ou fenêtres. Les ordures, l'eau des égouts et les mouches encombraient l'air et le sol, et les enfants dormaient par douzaines dans une seule pièce ou à l'extérieur, souvent sans moustiquaire. À ce jour, le programme de modernisation des *daaras* semble se concentrer davantage sur la construction de nouveaux «*daaras* modernes» que sur l'amélioration des infrastructures et pratiques des *daaras* existants.

À cet égard, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle plusieurs initiatives ont été entreprises avec les partenaires au développement pour la construction et l'équipement de 64 *daaras* modernes dont 32 non publics et l'octroi de subventions à 100 titulaires de *daaras*. Une enveloppe de 3 750 milliards de francs CFA (BCEAO) a été mobilisée pour le financement d'une expérience pilote de modernisation de *daaras*

incluant la formation des 32 directeurs des *daaras* non publics du PAMOD, en gestion administrative et pédagogique, en mars 2016, ainsi que la formation de 224 maîtres coraniques, 160 enseignants en langue arabe et 160 enseignants en langue française des *daaras* non publics, démarrée le 14 juillet 2016. Par ailleurs, en réponse aux observations de la CSI, le gouvernement indique que la mise en œuvre du PAMOD, dont l'échéance est fixée à décembre 2019, a abouti à la construction de 15 *daaras* modernes et au recrutement de leurs directeurs. Aussi, des démarches sont en cours pour l'enrôlement de *talibés* dans le Programme de couverture maladie universelle (CMU/*talibés*). En outre, dans la perspective de mettre un terme à l'exploitation des enfants par la mendicité, le ministère en charge de la protection des enfants a initié des concertations avec l'ensemble des parties prenantes en vue de renforcer le cadre partenarial dans la mise en œuvre d'un plan d'action national pour l'éradication de la mendicité des enfants.

La commission note cependant que, dans ses observations finales du 13 novembre 2019, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies demeure profondément préoccupé par la persistance de la pratique actuelle dans certaines écoles coraniques dirigées par des marabouts qui consiste à utiliser des enfants à des fins économiques, qui les empêche également d'avoir accès à leur droit à la santé, à l'éducation et à de bonnes conditions de vie (E/C.12/SEN/CO/3, paragr. 26). La commission prend note avec **profonde préoccupation** de la situation des enfants *talibés* victimes de mendicité forcée et d'autres abus graves de la part de leurs maîtres coraniques. **Dans ce contexte, la commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts et de prendre sans délai les mesures nécessaires pour protéger les enfants talibés contre la vente et la traite et le travail forcé ou obligatoire et assurer leur réadaptation et intégration sociale. Prière de communiquer les mesures prises, notamment dans le cadre du Programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence du secteur de l'éducation et de la formation (PAQUET) et du Projet d'appui à la modernisation des *daaras* (PAMOD) en vue de la modernisation du système des *daaras*. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement sera en mesure de fournir des statistiques sur le nombre d'enfants talibés qui auront été retirés des pires formes de travail des enfants et qui auront bénéficié de mesures de réinsertion et d'intégration sociale dans son prochain rapport.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Seychelles

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2000)

La commission prend note des observations formulées par le Syndicat général des employeurs des Seychelles (GETUS), reçues le 5 septembre 2019.

Article 3, paragraphes 1 et 2, de la convention. Âge minimum d'admission à des travaux dangereux et détermination de ces types de travail. **En ce qui concerne l'adoption de la liste des travaux dangereux, la commission renvoie aux commentaires détaillés qu'elle a formulés au sujet de l'application de l'article 3 d) et de l'article 4, paragraphe 1, de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.**

Article 3, paragraphe 3. Admission aux travaux dangereux dès l'âge de 16 ans. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, en vertu de l'article 22(4) de la réglementation des conditions d'emploi, le fonctionnaire compétent peut, à titre exceptionnel, délivrer une autorisation écrite pour l'emploi d'adolescents de 15 à 17 ans dans un lieu tel que ceux répertoriés aux alinéas (1) et (2) dudit article, et a prié le gouvernement de modifier la législation afin de la mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 3 de la convention.

La commission note que le gouvernement réitère les propositions de modification législative qui tendent à n'autoriser que les enfants de 16 ans et plus à effectuer un travail dangereux sous réserve que la sécurité ainsi que la protection de la santé et de la moralité des intéressés soient assurées. Elle note également que le gouvernement indique que les mesures nécessaires à l'adoption de ces propositions devraient être prises dans un proche avenir. À cet égard, la commission relève que, dans ses observations, le GETUS affirme que les travaux dangereux devraient être interdits aux enfants de moins de 18 ans, dans tous les cas. La commission rappelle que, en vertu de l'article 3, paragraphe 3, de la convention, seuls les adolescents dès l'âge de 16 ans peuvent être autorisés à travailler ou à exécuter un travail visé à l'article 3, paragraphe 1, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, et à condition que leur santé, leur sécurité et leur moralité soient pleinement garanties et qu'ils aient reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique et adéquate ou une formation professionnelle. **Compte tenu qu'elle soulève ce point depuis 2004, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les modifications législatives nécessaires sont adoptées dans un très proche avenir.**

Article 7, paragraphes 1 et 3. Âge minimum d'admission aux travaux légers et détermination de ces types de travaux. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté qu'en vertu de l'article 21 de la réglementation des conditions d'emploi, il était interdit d'occuper des enfants de moins de 15 ans à tout type de travail, travaux légers compris. Elle a également noté que des propositions tendant à l'insertion

dans la loi de dispositions qui autoriseraient l'emploi d'enfants de 13 à 15 ans à des travaux légers devaient être examinées dans le cadre de nouvelles discussions. À cet égard, la commission a rappelé que, en vertu de l'article 7, paragraphe 3, de la convention, l'autorité compétente déterminera les activités dans lesquelles l'emploi ou le travail d'enfants de 13 à 15 ans pourra être autorisé et prescrira la durée, en heures, et les conditions de l'emploi ou du travail dont il s'agit.

La commission note l'indication du gouvernement, en réponse à la demande de la commission, selon laquelle l'autorisation d'effectuer des travaux légers accordée aux enfants de 13 et 14 ans sera soumise aux conditions avalisées par le fonctionnaire compétent et délivrée uniquement pour la période des vacances scolaires et qu'une liste des travaux légers autorisés sera établie. À cet égard, la commission relève que le gouvernement mentionne les dispositions y relatives dans le projet de loi sur l'emploi de 2017. **Compte tenu qu'elle soulève ce point depuis 2004, la commission exprime le ferme espoir que ce projet de loi contenant les dispositions autorisant l'emploi d'enfants âgés de 13 à 15 ans pour des travaux légers sera adopté dans un proche avenir. Elle prie également le gouvernement de veiller à ce que ce projet de loi contienne des dispositions réglementant les travaux légers d'une manière conforme aux termes de l'article 7, paragraphe 3, de la convention.**

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 1999)

La commission prend note des observations formulées par la Fédération des syndicats de travailleurs des Seychelles (SFWU), reçues le 6 septembre 2019.

Article 3 et article 7, paragraphe 1, de la convention. Pires formes de travail des enfants, sanctions et application dans la pratique. Alinéa b). Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de prostitution. La commission a précédemment exprimé sa profonde préoccupation devant la situation des enfants de moins de 18 ans qui sont engagés dans la prostitution, en particulier le tourisme sexuel, situation relatée par la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la traite des personnes, en particulier les femmes et les enfants, dans son rapport de mission aux Seychelles de 2014 (A/HRC/26/37/Add.7, paragr. 10 et 11). Dans ce rapport, la Rapporteuse spéciale fait également état de plusieurs facteurs qui empêchent d'enquêter efficacement et rapidement et de poursuivre les auteurs d'actes de traite, y compris du fait que les agents de police n'ont pas une connaissance approfondie des dispositions pénales applicables en la matière (paragr. 46 et 47).

La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que quatre cas présumés de prostitution d'enfants ont été signalés: l'un est en cours d'examen et les trois autres ont été transmis au ministère public, puis portés devant la Cour suprême. Le gouvernement ajoute que, dans certains cas présumés de prostitution d'enfants, la victime présumée refuse que la police enquête. Sur ce point, la commission relève également que, dans ses observations finales de 2018, le Comité des Nations Unies des droits de l'enfant (CRC) a fait état de la vulnérabilité des enfants à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales ainsi qu'à la traite à des fins sexuelles à l'intérieur du pays dans un contexte de prospérité de l'industrie du tourisme et a affirmé que des cas de prostitution forcée imposée par des membres de la famille pour subvenir aux besoins de la famille avaient été signalés (CRC/C/SYC/CO/5-6, paragr. 24). Elle relève également que le CRC recommande notamment que: i) des recherches soient menées sur la nature et l'ampleur de l'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales; ii) les membres de l'appareil judiciaire et les agents des forces de l'ordre soient formés à ces questions; et iii) des canaux accessibles, confidentiels et adaptés aux enfants pour signaler de telles violations soient établis (paragr. 25). Elle relève que, dans son rapport, le gouvernement n'a pas fourni les informations demandées sur les progrès réalisés en matière de collecte de données concernant les enfants astreints aux pires formes de travail des enfants. **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les personnes soupçonnées d'utiliser, de recruter ou d'offrir un enfant à des fins de prostitution soient identifiées, et que des enquêtes approfondies soient menées et des poursuites engagées. Elle prie également le gouvernement de donner des informations statistiques sur le nombre et la nature des violations signalées, des enquêtes menées et des poursuites engagées. À cet égard, elle prie le gouvernement de fournir des informations sur l'issue des quatre cas de prostitution d'enfants précités, dont trois ont été transmis au ministère public puis portés devant la Cour suprême, ainsi que sur les condamnations prononcées et les sanctions pénales imposées. Elle prie également de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que suffisamment de données sur les enfants astreints aux pires formes de travail des enfants soient disponibles, en particulier sur les cas d'exploitation sexuelle à des fins commerciales.**

Article 3 d) et article 4, paragraphe 1. Pires formes de travail des enfants. Travaux dangereux et détermination de ceux-ci. Faisant suite à ses précédentes demandes à cet égard, la commission note que le gouvernement affirme de nouveau que les propositions visant à inclure le projet de liste des travaux dangereux dans la réglementation des conditions d'emploi ont été formulées et que les mesures

nécessaires à leur adoption devraient être prises dans un proche avenir. Sur ce point, la commission relève que, dans ses observations, la SFWU affirme qu'il est nécessaire que le gouvernement honore son engagement et qu'il révise certaines dispositions de la législation nationale afin de les mettre en conformité avec les dispositions des conventions relatives au travail des enfants. **Compte tenu qu'elle soulève cette question depuis 2004, la commission prie instamment le gouvernement de donner suite à l'engagement qu'il a pris à plusieurs reprises et d'adopter toutes les mesures nécessaires pour que la réglementation des conditions d'emploi soit modifiée et que le projet de liste des travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans soit adopté dans un très proche avenir.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Sierra Leone

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2011)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Champ d'application. La commission a noté précédemment que, en vertu de l'article 129 de la loi de 2007 sur les droits de l'enfant, les dispositions ayant trait à l'emploi d'enfants s'appliquent à l'emploi dans l'économie tant formelle qu'informelle. Néanmoins, conformément aux articles 52 et 53 de la loi de 1960 sur les employeurs et les salariés, les enfants âgés de moins de 15 ans ne peuvent ni être occupés ni travailler dans une entreprise industrielle, publique ou privée, ou dans une succursale de cette entreprise ou sur un navire, à l'exception des entreprises ou des navires dans lesquels seuls les membres de la même famille sont occupés.

La commission prend note, dans le rapport du gouvernement, de l'absence d'informations sur ce point. **Notant les divergences sur l'application des dispositions relatives à l'âge minimum, la commission prie à nouveau le gouvernement de faire le nécessaire pour harmoniser les dispositions de la loi sur les employeurs et les salariés et celles de la loi sur les droits de l'enfant afin que les enfants travaillant dans tous les secteurs d'activité économique, y compris les entreprises familiales, bénéficient aussi de la protection prévue dans la convention.**

Article 3, paragraphe 2. Détermination des travaux dangereux. La commission a noté précédemment que, en vertu de l'article 128(3) de la loi sur les droits de l'enfant, les types de travail dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans sont notamment les suivants: travail en mer; travail dans les mines et les carrières; travail impliquant le transport de charges lourdes; travail dans les industries manufacturières produisant ou utilisant des produits chimiques; travail sur des lieux où des machines sont utilisées; et travail notamment dans les bars, les hôtels et les lieux de divertissement où une personne risque d'être exposée à un comportement immoral. La commission a noté aussi que l'article 126 de la loi sur les droits de l'enfant et l'article 48 de la loi sur les employeurs et les salariés interdisent le travail de nuit des personnes âgées de moins de 18 ans. La commission a pris note aussi de l'indication du gouvernement selon laquelle le ministère du Travail et de la Sécurité sociale avait dressé une liste des types de travail dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans, après consultation des partenaires sociaux, des agences de protection de l'enfance et d'organisations de la société civile. Cette liste avait été validée et attendait l'approbation du Cabinet en tant qu'instrument *complémentaire statutaire*.

La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que la liste des types de travail dangereux attend encore l'approbation du Cabinet. **La commission exprime à nouveau le ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que soit adoptée prochainement la liste des types de travail dangereux interdits aux enfants âgés de moins de 18 ans. Elle le prie de fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard.**

Article 3, paragraphe 3. Admission aux travaux dangereux dès l'âge de 16 ans. La commission a noté précédemment que l'article 54(2) de la loi sur les employeurs et les salariés permet aux personnes de sexe masculin ayant atteint l'âge de 16 ans d'effectuer des travaux souterrains dans des mines, à condition de présenter un certificat médical d'aptitude à ce type de travail. Toutefois, il semblait qu'aucune disposition n'obligeait à s'assurer que les jeunes âgés de 16 à 18 ans qui effectuent des travaux dangereux avaient reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique et adéquate ou une formation professionnelle, comme l'exige l'article 3, paragraphe 3, de la convention.

La commission prend note de l'absence d'informations sur ce point. Elle rappelle à nouveau au gouvernement que, conformément à l'article 3, paragraphe 3, de la convention, la législation nationale ou l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe, autoriser l'emploi ou le travail d'adolescents dès l'âge de 16 ans à condition qu'ils aient reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique adéquate ou une formation professionnelle. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir le respect des conditions fixées à l'article 3, paragraphe 3, de la convention.**

Inspection du travail. La commission a noté précédemment que, en vertu des dispositions de l'article 132 de la loi sur les droits de l'enfant, un fonctionnaire du travail de district doit effectuer l'enquête qu'il estime nécessaire pour s'assurer que les dispositions de la partie VIII de la loi qui porte sur l'emploi des enfants et des jeunes dans l'économie informelle sont strictement observées. Aux fins de cet article, toute personne peut être interrogée par le fonctionnaire du travail de district. En outre, lorsque ce fonctionnaire est raisonnablement convaincu que les dispositions de cette partie ne sont pas respectées, il doit en avvertir la police, laquelle doit enquêter et prendre les mesures appropriées pour poursuivre l'auteur de l'infraction. La commission a noté également que des dispositions analogues figurent à l'article 133 de la loi sur les droits de l'enfant en ce qui concerne l'application par le Conseil de district des dispositions ayant trait à l'emploi d'enfants dans l'économie

informelle. La commission a pris note aussi de l'information du gouvernement, à savoir que l'Unité du travail des enfants, instituée au sein du ministère du Travail et de la Sécurité sociale, était chargée aussi de contrôler le travail des enfants sur les lieux de travail. Dans son rapport, le gouvernement a indiqué également que les inspections effectuées dans l'économie informelle avaient conclu à l'absence de travail des enfants. Toutefois, peu d'inspections étaient effectuées dans l'économie informelle et, par conséquent, on ne disposait pas de données pertinentes sur le travail des enfants dans ce secteur. De plus, le gouvernement a indiqué dans son rapport que les inspecteurs du travail, les enquêteurs et les autres principales entités chargées de faire appliquer la loi fonctionnaient encore dans le cadre de législations anciennes et n'avaient pas la formation nécessaire pour contrôler le travail des enfants.

La commission note que, dans ses commentaires de 2013 sur l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, elle avait noté que l'inspection du travail en Sierra Leone était pratiquement inopérante. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer le fonctionnement de l'inspection du travail pour qu'elle puisse contrôler effectivement le travail des enfants tant dans l'économie formelle qu'informelle. La commission prie aussi à nouveau le gouvernement de donner des informations sur le fonctionnement des unités du travail des enfants en ce qui concerne les inspections sur le travail des enfants effectuées et sur le nombre et la nature des infractions constatées.**

Application de la convention dans la pratique. La commission a noté précédemment que les données fournies par le BIT le 12 juin 2008 indiquaient que plus de la moitié de l'ensemble des enfants âgés de 7 à 14 ans travaillaient. Tout en prenant compte des mesures prises par le gouvernement, la commission a exprimé sa préoccupation devant le nombre élevé d'enfants n'ayant pas atteint l'âge minimum d'admission à l'emploi qui étaient engagés dans le travail des enfants en Sierra Leone. La commission a noté aussi, à la lecture du rapport sur le projet OIT/IPEC visant à lutter contre le travail des enfants par l'éducation (projet TACKLE), que ce projet et le Programme d'information statistique et de suivi sur le travail des enfants (SIMPOC) avaient permis d'effectuer en 2010-11, en Sierra Leone, une enquête nationale sur le travail des enfants et que le rapport sur l'enquête n'avait pas encore été publié.

La commission note que le gouvernement a communiqué les résultats de l'enquête nationale de 2011 sur le travail des enfants dans ses réponses écrites à la liste des points à traiter à l'occasion de l'examen en septembre 2016 du document réunissant ses troisième, quatrième et cinquième rapports périodiques au Comité des droits de l'enfant (CRC/C/SLE/Q/3-5/Add.1, annexe II), selon lesquels 45,9 pour cent des enfants âgés de 5 à 17 ans étaient engagés dans le travail des enfants. En particulier, 31 pour cent des enfants âgés de 5 à 14 ans étaient engagés dans le travail des enfants, et 22 pour cent des enfants âgés de 5 à 17 ans étaient dans des travaux dangereux. La commission note aussi que, selon le rapport de 2014 de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le monde, plus d'un quart (26 pour cent) des enfants âgés de 5 à 17 ans étaient engagés dans des travaux dangereux. La commission exprime sa **profonde préoccupation** devant le grand nombre d'enfants engagés dans le travail des enfants et des travaux dangereux. **La commission prie instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts pour prévenir et éliminer le travail des enfants dans le pays. Elle le prie aussi de fournir des informations sur la manière dont la convention est appliquée dans la pratique, y compris des données statistiques sur l'emploi des enfants et des jeunes.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Somalie

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2014)

La commission prend note du premier rapport du gouvernement et des observations de la Fédération des syndicats somaliens (FESTU) reçues le 1^{er} septembre 2018.

Article 3 et article 7, paragraphe 1, de la convention. Pires formes de travail des enfants et sanctions. Alinéa a). Toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues. Recrutement forcé ou obligatoire d'enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés. Le gouvernement indique dans son rapport que l'article 29 de la Constitution provisoire de 2012 prévoit le droit des enfants à être protégés des conflits armés et à ne pas y être utilisés (paragr. 6). En outre, il indique que l'Armée nationale somalienne a publié une ordonnance de l'état-major général (n° 1), stipulant que les enfants de moins de 18 ans ne peuvent pas être enrôlés dans l'armée.

La commission note que le projet de Code du travail de 2019 prévoit, en son article 7 qui traite de l'esclavage et du travail forcé ainsi que du recrutement d'enfants dans les forces armées, l'interdiction du recrutement forcé ou obligatoire d'enfants en vue de leur utilisation dans un conflit armé, cette activité étant considérée comme une forme de travail forcé ou obligatoire. Les contrevenants à cette disposition sont passibles d'une peine d'amende ou d'emprisonnement pouvant aller de trois à dix ans, ou des deux à la fois.

Selon le gouvernement, l'Armée nationale somalienne a reçu une formation aux droits humains et fait régulièrement l'objet d'activités de sensibilisation pour lutter contre l'utilisation d'enfants dans les conflits armés. Toutefois, le gouvernement indique que le système d'application de la loi est défaillant et ne protège pas de manière adéquate les enfants des pires formes de travail des enfants, en particulier

dans les parties du pays que le gouvernement ne contrôle pas. Il fait état de cas de recrutement d'enfants par des groupes armés non étatiques, qui les utilisent notamment comme espions, lors de l'ouverture et de la fermeture des points de contrôle, et les enrôlent dans leurs effectifs. En 2017, les extrémistes d'Al-Shabaab ont intensifié leur campagne de recrutement forcé d'enfants, dont certains n'avaient que huit ans. Selon la politique de protection sociale de 2019, les pratiques de recrutement d'enfants par des groupes armés ont notamment consisté à menacer les aînés, les enseignants des écoles religieuses islamiques et les communautés des zones rurales d'attaques s'ils ne fournissaient pas des milliers d'enfants dont les plus jeunes n'avaient que huit ans pour les utiliser dans des conflits armés. Les observations de la Fédération des syndicats somaliens (FESTU) reçues le 1^{er} septembre 2018 ont également signalé que des enfants étaient recrutés de force et utilisés comme soldats par les milices et les extrémistes d'Al-Shabaab.

La commission note que, selon le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur le sort des enfants dans les conflits armés de juin 2020, le recrutement et l'utilisation dans les conflits armés de 1 442 garçons et 53 filles ont été confirmés en 2019, certains des enfants n'avaient pas plus de huit ans. Al-Shabaab demeure le principal responsable de ces actes, mais les forces de sécurité gouvernementales, les forces régionales et les milices claniques ont également recruté et utilisé des enfants. Au total, 1 158 cas d'enlèvement d'enfants ont été confirmés, principalement à des fins de recrutement et d'utilisation dans des conflits armés, ainsi que 703 cas d'enfants tués ou mutilés, et plus de 200 cas de filles violées et victimes de violences sexuelles. Le Secrétaire général a souligné le nombre croissant de violations attribuées aux forces de sécurité gouvernementales (A/74/845-S/2020/525, paragr. 137, 139, 140, 142 et 145). Par ailleurs, la commission note que, dans son rapport du 24 décembre 2019, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé a précisé qu'en Somalie, pays qui s'avère être celui où les chiffres sont les plus élevés en matière de violence sexuelle en 2019, des filles ont été victimes d'abus sexuels alors qu'elles étaient au contact de forces et de groupes armés, et mariées de force à des combattants. Elle a également déclaré que l'enlèvement était le principal moyen utilisé par Al-Shabaab pour enrôler de force des enfants et en faire des combattants en Somalie (A/HRC/43/38, paragr. 27 et 32). La commission doit **déplorer** la poursuite du recrutement et de l'utilisation d'enfants dans le conflit armé en Somalie, et ce, d'autant plus qu'elle entraîne d'autres violations des droits de l'enfant, telles que des enlèvements, des meurtres et des violences sexuelles. **Tout en reconnaissant la complexité de la situation qui prévaut sur le terrain et l'existence d'un conflit armé et de groupes armés dans le pays, la commission prie instamment le gouvernement de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour assurer la démobilisation complète et immédiate de tous les enfants et de mettre un terme, dans la pratique, au recrutement forcé d'enfants de moins de 18 ans par les forces armées et les groupes armés en Somalie. La commission prie en outre instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces pour s'assurer que les personnes reconnues coupables de recrutement et d'utilisation d'enfants de moins de 18 ans dans les conflits armés fassent l'objet d'enquêtes approfondies et de poursuites, et de veiller à ce que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre et la nature des enquêtes menées contre les auteurs de ces crimes, ainsi que sur le nombre de poursuites engagées et le nombre et la nature des sanctions imposées.**

Article 6 et article 7, paragraphe 2 a) et b). Programmes d'action et mesures efficaces prises dans un délai déterminé pour la prévention, l'assistance et la libération. Enfants recrutés de force pour être utilisés dans des conflits armés. Le gouvernement indique qu'il a signé une feuille de route visant à mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants dans les conflits, en 2019.

La commission note que, dans son rapport de mars 2020 sur le sort des enfants dans le conflit armé en Somalie, le Secrétaire général de l'ONU a précisé que cette feuille de route, qui vise à accélérer la mise en œuvre des plans d'action de 2012 sur la prévention et la lutte contre le recrutement et l'utilisation des enfants, ainsi que le meurtre et les mutilations d'enfants, comprend des engagements renouvelés en faveur du renforcement du cadre législatif, du renforcement des capacités et des activités de sensibilisation des forces de sécurité, et du contrôle des troupes. La feuille de route prévoit également la création de groupes de travail régionaux sur les enfants en temps de conflits armés, afin de mettre en œuvre les plans d'action au niveau des États membres fédéraux (S/2020/174, paragr. 65 et 69). La commission note que la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) a précisé que la feuille de route visant à mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants dans les conflits détaille les mesures à prendre pour libérer les enfants qui ont été associés aux forces armées et les réintégrer dans leurs communautés.

La commission note en outre que le Secrétaire général de l'ONU a indiqué dans son rapport de mars 2020 que le gouvernement était en train d'élaborer une stratégie nationale visant à prévenir le recrutement d'enfants et à faciliter la libération et la réinsertion des enfants associés aux groupes armés,

ainsi qu'une stratégie nationale d'aide aux victimes destinée à soutenir les rescapés du conflit armé, en particulier les enfants touchés par le conflit (S/2020/174, paragr. 67).

Selon le rapport du gouvernement au Comité des droits de l'enfant d'octobre 2019, le Programme national pour le traitement et la prise en charge des combattants désengagés est axé sur la sensibilisation, l'accueil, le dépistage, la réadaptation et la réintégration des enfants précédemment engagés dans le conflit (CRC/C/SOM/1, paragr. 362). Cependant, selon le rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé de juin 2020, 236 enfants ont été détenus en 2019 pour association présumée avec des groupes armés par les forces de sécurité nationales et régionales (A/74/845-S/2020/525, paragr. 138). **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les enfants soustraits aux forces ou aux groupes armés soient traités comme des victimes plutôt que comme des délinquants. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur l'adoption et la mise en œuvre des stratégies nationales susmentionnées visant à prévenir le recrutement d'enfants, à faciliter la libération et la réintégration sociale des enfants associés aux groupes armés et à les aider, y compris toute attention particulière qui a été accordée à la libération, à la réadaptation et à l'intégration sociale des filles. En outre, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la manière dont le Programme national pour le traitement et la prise en charge des combattants désengagés a été appliqué aux enfants enrôlés dans les groupes armés et les forces armées.**

Article 7, paragraphe 2. Alinéa a). *Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants. Accès à l'éducation de base gratuite.* Le gouvernement indique que la restauration de l'éducation gratuite est l'une de ses priorités. Il a permis à des enfants, dans certaines régions, d'avoir accès à une éducation gratuite, ajoutant que 22 écoles gratuites ont été créées dans le pays. Le gouvernement souhaite mettre en œuvre des programmes qui permettront à davantage d'enfants de reprendre le chemin de l'école.

La commission note que, selon la politique de protection sociale, les taux de scolarisation sont faibles dans tout le pays, et que ceux concernant les filles sont nettement inférieurs à la moyenne. Près de 47 pour cent des enfants âgés de 6 à 17 ans ne sont pas scolarisés. En 2015, le taux net de fréquentation scolaire au niveau primaire était estimé à 21 pour cent pour les filles et à 30 pour cent pour les garçons (p. 7). Le gouvernement fédéral de la Somalie, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial, met en œuvre un programme d'alimentation scolaire couvrant plus de 20 pour cent des écoles primaires du pays. Dans les États membres fédéraux, l'alimentation scolaire est assurée en partenariat avec le ministère de l'éducation (p. 15). Il améliore la fréquentation scolaire des enfants et la sécurité alimentaire (p. 34).

La commission note également que la politique nationale de l'emploi de 2019 prévoit que la politique nationale en matière d'éducation et le plan stratégique national pour le secteur de l'éducation sont déterminants pour la révision du système éducatif, qui a été complètement détruit par le conflit (p. 7). La politique nationale de l'emploi indique que c'est le secteur privé qui contribue le plus à l'éducation (p. 10).

La commission note en outre que le rapport du Groupe de la Banque mondiale d'août 2019 souligne que la part du budget national allouée à l'éducation en Somalie est d'environ 1 pour cent. Les États membres fédéraux consacrent également une faible part de leurs ressources propres à l'éducation (p. 32).

Dans son rapport sur le sort des enfants en temps de conflit armé de juin 2020, le Secrétaire général de l'ONU a déclaré qu'avec 64 attaques contre des écoles en 2019, la Somalie est l'un des pays où le nombre d'attaques contre des écoles est le plus élevé. Parmi les incidents, on compte l'enlèvement d'enseignants et d'élèves, les menaces contre des enseignants et l'assassinat de certains d'entre eux, ainsi que la destruction et le pillage d'installations (A/74/845-S/2020/525, paragr. 141). **Considérant que l'éducation est essentielle pour prévenir les pires formes de travail des enfants, la commission encourage vivement le gouvernement à continuer de prendre les mesures nécessaires pour améliorer l'accès à l'éducation de base gratuite de tous les enfants, y compris les filles. Elle prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur les progrès réalisés en matière d'accès à l'éducation de base gratuite, notamment sur la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'éducation et du plan stratégique national pour le secteur de l'éducation. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les taux de scolarisation, de fréquentation et d'achèvement scolaires aux niveaux primaire et secondaire, ainsi que sur les taux d'abandon scolaire.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Soudan

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2003)

Article 2, paragraphe 1, de la convention. Champ d'application, inspection du travail et application de la convention dans la pratique. Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle les organes de l'État, en collaboration avec des organisations de la société civile, s'efforcent de lutter contre le phénomène du travail des enfants. Elle a également pris note de la création d'unités de police pour la protection de la famille et des enfants afin de contrôler le travail des enfants, ainsi que de l'élaboration de programmes spéciaux d'inspection du travail dans l'économie informelle et dans l'agriculture. La Commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises en collaboration avec les organisations de la société civile pour assurer l'élimination du travail des enfants; sur les mesures prises par l'inspection du travail pour enquêter et pour contrôler le travail des enfants, en particulier dans l'économie informelle; et sur les mesures prises par les unités de police pour la protection de la famille et des enfants afin de contrôler le travail des enfants.

La commission prend note de l'information fournie par le gouvernement dans son rapport selon laquelle les organisations de la société civile participent activement à la célébration annuelle de la Journée internationale de la protection de l'enfance. Le gouvernement indique également que les unités de police pour la protection de la famille et des enfants sont chargées d'adopter des programmes et des activités de protection de la famille et des enfants contre toutes les formes d'infractions, conformément à la législation en vigueur et aux obligations découlant des conventions internationales et régionales. Il indique en outre qu'un plan d'action pour la gestion des inspections relatives au contrôle du travail des enfants a été élaboré et est en attente de mise en œuvre.

La commission prend note des informations statistiques fournies par le gouvernement concernant le pourcentage d'enfants âgés de 5 à 17 ans engagés dans le travail des enfants dans chacun des états. L'État du Darfour oriental indique le pourcentage le plus élevé avec 49,4 pour cent, suivi du Darfour méridional, du Darfour central, du Kordofan méridional et du Nil bleu avec respectivement 48,2 pour cent, 45,1 pour cent, 41,4 pour cent et 38,1 pour cent, alors que l'État de Khartoum se situe à 7,5 pour cent. À cet égard, la commission note que selon la publication de l'OIT de 2019 intitulée «*Le travail des enfants dans la région arabe: une analyse quantitative et qualitative*», le Soudan est l'un des pays de la région arabe où le taux du travail des enfants est le plus élevé, avec 12,6 pour cent des enfants âgés de 5 à 14 ans. Parmi les enfants âgés de 5 à 14 ans, 18,1 pour cent effectuent un travail non familial rémunéré, 19,9 pour cent un travail indépendant et 62 pour cent un travail familial non rémunéré, l'agriculture étant le secteur d'activité prédominant (67,5 pour cent), suivi du secteur des services (23,4 pour cent) et du secteur industriel (9,1 pour cent). Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission se doit d'exprimer sa **préoccupation** quant au nombre important d'enfants en dessous de l'âge minimum qui sont engagés dans le travail des enfants au Soudan. **La commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants, en mettant particulièrement l'accent sur les États du Darfour méridional, du Darfour central, du Kordofan méridional et du Nil Bleu. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures spécifiques prises à cet égard, y compris les mesures prises en collaboration avec les organisations de la société civile, et sur les programmes adoptés par les unités de police pour la protection de la famille et des enfants. La commission prie également le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre du plan d'action pour la gestion des inspections de contrôle du travail des enfants, y compris des mesures pour renforcer les capacités de l'inspection du travail et étendre son champ d'intervention à l'agriculture et à l'économie informelle, où le travail des enfants est plus répandu. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus.**

Article 2, paragraphe 3, de la convention. Scolarité obligatoire. Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de poursuivre et de renforcer ses efforts pour réduire le nombre d'enfants non scolarisés de moins de 14 ans et de fournir des statistiques sur les résultats obtenus.

La commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle l'Union européenne (UE) a financé plusieurs programmes visant à améliorer la qualité de l'éducation dans l'est du Soudan et les états méridionaux et pour les populations déplacées, y compris le financement de projets d'éducation et de formation professionnelle dans les états de Khartoum, Gedaref et Kassala. La commission note, d'après un rapport de l'UNICEF de 2020 intitulé «*Nouveaux horizons pour l'éducation au Soudan*», que le Soudan compte l'un des plus grands nombres d'enfants non scolarisés de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Il est estimé que plus de trois millions d'enfants âgés de 5 à 13 ans ne sont pas scolarisés. **Notant avec préoccupation qu'un nombre élevé d'enfants de moins de 14 ans ne sont pas scolarisés au Soudan, la commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour améliorer le fonctionnement du système éducatif et réduire ainsi le nombre d'enfants non scolarisés. Elle le prie également de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard, notamment sur les**

programmes financés par l'UE, ainsi que des statistiques sur les résultats obtenus, en particulier en ce qui concerne l'augmentation des taux de scolarisation et la réduction des taux d'abandon scolaire.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2003)

Article 3 et article 7, paragraphe 1, de la convention. Pires formes de travail des enfants et sanctions. Alinéa a). Esclavage et pratiques analogues. 1. Enlèvements et exaction de travail forcé. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté les diverses dispositions législatives du Soudan qui interdisent le travail forcé d'enfants (et les enlèvements à cette fin), notamment l'article 30(1) de la Constitution de 2005, l'article 32 de la loi sur l'enfant de 2004 et l'article 312 du Code pénal. La commission a toutefois noté, dans plusieurs rapports des organes des Nations Unies, tels que le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le sort des enfants en temps de conflit armé, que des cas d'enlèvement d'enfants aux fins de leur exploitation au travail avaient été signalés, notamment dans l'Abiyé, le Nil Bleu et le Kordofan méridional. À cet égard, elle a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle des tribunaux spéciaux avaient été créés pour éliminer la pratique des enlèvements, et selon laquelle des services d'aide psychologique et sociale, d'éducation, de possibilités d'emplois et de formation professionnelle étaient également offerts aux enfants victimes d'enlèvement. La commission a prié instamment le gouvernement de continuer à renforcer ses efforts pour éliminer les pratiques d'enlèvement et le travail forcé d'enfants de moins de 18 ans, et de fournir des informations sur les mesures efficaces prises à cette fin dans un délai limité.

La commission prend note de l'information du gouvernement dans son rapport selon laquelle le Comité national de lutte contre la traite des personnes (NCCT) poursuit ses efforts pour éliminer la pratique des enlèvements. Elle note également que le NCCT a élaboré un Plan d'action national 2018-19 de lutte contre la traite des personnes, qui inclut l'enlèvement parmi l'un des moyens de traite des personnes. En outre, la Constitution de transition de 2019, dans son article 47, interdit toute forme d'esclavage et stipule que nul ne peut être soumis au travail forcé.

La commission note toutefois, dans le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le sort des enfants en temps de conflit armé (A/74/845-S/2020/525, du 9 juin 2020), qu'au Darfour, 18 enfants (15 garçons et 3 filles) auraient été enlevés contre rançon ou forcés de travailler comme gardiens de troupeaux par l'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid (ALS-AW) et d'autres éléments armés non identifiés (paragr. 162). Elle note en outre que, d'après le rapport du Secrétaire général sur la situation au Soudan et les activités de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (S/2020/912), du 17 septembre 2020, l'opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour a confirmé 364 incidents de violations graves, notamment des viols et autres formes de violence sexuelle et des enlèvements, qui ont touché 77 enfants (37 garçons et 40 filles). Ce rapport indique en outre que faute de ressources et de capacités sur le terrain, les enfants subissant de graves violations n'ont guère accès à la justice et l'application du principe de responsabilité reste limitée (Annexe I, paragr. 20). ***Notant avec préoccupation le nombre élevé de violations graves impliquant des enfants y compris les enlèvements à des fins de travail forcé, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates pour garantir que des enquêtes approfondies et des poursuites soient engagées à l'encontre des délinquants qui enlèvent des enfants de moins de 18 ans pour les soumettre au travail forcé, et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les activités entreprises par le NCCT pour éliminer la pratique des enlèvements d'enfants à des fins de travail forcé, et sur les résultats obtenus.***

2. *Enrôlement forcé d'enfants en vue de leur utilisation dans un conflit armé.* Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle la législation, notamment la loi sur le travail des enfants, la loi sur la police et la loi sur la fonction publique, interdit expressément de recruter des enfants de moins de 18 ans dans l'armée et prévoit des sanctions en cas de recrutement. Elle a également pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle diverses mesures ont été prises pour prévenir le recrutement d'enfants dans les forces armées, y compris la signature par le gouvernement avec l'ONU en mars 2016, d'un plan d'action pour faire cesser et prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants par ses forces de sécurité. La commission a toutefois noté avec une profonde préoccupation la persistance de la pratique du recrutement et de l'utilisation d'enfants de moins de 18 ans par les forces armées et des groupes armés. Elle a prié instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates et efficaces pour mettre un terme, dans la pratique, à l'enrôlement forcé d'enfants en vue de leur utilisation dans un conflit armé par les forces armées et des groupes armés, et de prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre le plan d'action visant à faire cesser et à prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les forces armées.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles le plan d'action est en cours d'application et des mécanismes de mise en œuvre ont été établis aux niveaux ministériel et technique ainsi que dans de nombreux États touchés par le conflit armé. Le gouvernement indique également que des ordres de commandement interdisant le recrutement d'enfants ont été émis par les forces armées soudanaises et les forces d'appui rapide (RSF). À cet égard, la commission note, dans le rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé, du 9 juin 2020, qu'au Darfour, les Nations Unies ont vérifié le recrutement et l'utilisation de trois garçons par l'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid (ALS-AW) et sont en train de vérifier 14 cas présumés de recrutement et d'utilisation d'enfants par les RSF. La commission prend également note de la déclaration du Secrétaire général se félicitant de la collaboration du gouvernement avec les Nations Unies pour le contrôle de 1 346 soldats des RSF au Darfour méridional et au Darfour occidental, au cours duquel aucun enfant n'a été identifié (A/74/845-S/2020/525, paragr. 158 et 169).

La commission prend note des informations contenues dans le rapport du Secrétaire général du 17 septembre 2020 sur la situation au Soudan et les activités de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan, selon lesquelles le gouvernement de transition du Soudan a signé un accord de paix avec l'alliance du Front révolutionnaire soudanais et la faction Minni Minawi de l'Armée de libération du Soudan (ALS), et un accord conjoint sur les principes a été signé avec la faction Abdelaziz Al-Hilu du MPLS-N (S/2020/912, paragr. 8 et 9). À cet égard, la commission prend note de la déclaration du Secrétaire général des Nations unies dans un communiqué de presse sur la signature officielle de l'accord de paix le 3 octobre 2020, selon laquelle la signature de l'accord de paix de Juba marque l'aube d'une nouvelle ère pour le peuple soudanais. Il s'agit d'une étape importante sur la voie d'une paix durable et d'un développement intégré. **Tout en saluant l'accord de paix conclu par le gouvernement de transition et les groupes rebelles, la commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour veiller à ce qu'aucun enfant de moins de 18 ans ne soit utilisé ou recruté pour un conflit armé. À cet égard, elle prie instamment le gouvernement de continuer à prendre des mesures efficaces, en collaboration avec les organes des Nations Unies opérant dans le pays, pour mettre en œuvre avec efficacité le plan d'action visant à mettre fin et à prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les forces armées. Elle prie également le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que des enquêtes approfondies et des poursuites soient engagées à l'encontre des personnes ayant recruté ou utilisé, ou continuant de recruter et utiliser, des enfants de moins de 18 ans dans le cadre d'un conflit armé, et pour que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives leur soient imposées. Elle prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.**

Article 7, paragraphe 2. *Mesures efficaces prises dans un délai déterminé.* Alinéa a). *Mesures visant à empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants. Accès à l'éducation de base gratuite.* Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note des informations du gouvernement concernant les différentes mesures adoptées par le ministère de l'Éducation publique pour faciliter l'accès à l'éducation. En outre, elle a constaté, d'après les statistiques fournies par ce même ministère, une hausse des taux de scolarisation dans le primaire, passés de 57,5 pour cent en 2000 à 73 pour cent en 2015, et dans le secondaire de 24,1 pour cent à 37,1 pour cent au cours de la même période. La commission a encouragé le gouvernement à redoubler d'efforts pour améliorer le fonctionnement du système éducatif dans le pays.

La commission note que selon les statistiques fournies par le gouvernement, en 2018, le taux brut de scolarisation en première année était de 86,9 pour cent et dans l'enseignement de base et l'enseignement secondaire, il était de 73,5 pour cent et 39,9 pour cent, respectivement. On estime que 71 301 enfants (34 255 filles et 37 046 garçons) ont abandonné l'enseignement de base en 2018. La commission note également que le gouvernement a adopté le Plan stratégique 2018-2023 du secteur de l'éducation (ESSP) qui inclut les interventions visant: à accroître l'accès à l'enseignement préscolaire et à assurer la qualité des prestations; à accroître l'équité dans l'enseignement formel de base et secondaire; à améliorer la qualité et à renforcer la rétention des élèves dans l'enseignement de base; et à améliorer l'apprentissage et le développement des compétences dans l'enseignement secondaire. À la lecture du document sur l'ESSP, la commission note que bien que davantage d'enfants accèdent aujourd'hui à l'école, le système est ralenti par des taux d'abandon élevés, ce qui fait de la réalisation de l'éducation de base universelle un grand défi pour le Soudan. Le taux de rétention a baissé de 67 pour cent en 2009 à 62 pour cent en 2017. Le document sur l'ESSP indique en outre que, selon l'Aperçu général des besoins humanitaires de 2017, 1,7 million d'enfants et d'adolescents sur les 4,8 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire ont besoin de services d'éducation de base, dont 56 pour cent de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), 7 pour cent de réfugiés, 5 pour cent de rapatriés et 32 pour cent de résidents vulnérables. La commission note que les interventions de l'ESSP devraient permettre d'augmenter les taux de scolarisation dans l'enseignement de base de 16 pour cent et dans l'enseignement secondaire de 7 pour cent entre 2018 et 2023. Elle note avec **préoccupation** les faibles taux de scolarisation et les taux élevés d'abandon aux niveaux de l'enseignement primaire et secondaire.

Considérant que l'éducation est essentielle pour empêcher l'engagement des enfants dans les pires formes de travail des enfants, la commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour améliorer le fonctionnement du système éducatif dans le pays en améliorant l'accès à l'éducation de base pour tous les enfants, y compris les personnes déplacées, les réfugiés et les enfants vulnérables. À cet égard, elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures spécifiques prises dans le cadre du PESE et sur les résultats obtenus, notamment en ce qui concerne l'augmentation des taux de scolarisation et la réduction des taux d'abandon scolaire. Dans la mesure du possible, ces informations devraient être ventilées par âge et par genre.

Alinéa b). *Soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Enfants soldats.* Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'enfants soldats soustraits aux forces armées et à des groupes armés qui ont été réintégrés à la suite des mesures prises par la Commission pour le désarmement et la démobilisation.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles la Commission pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR) a élaboré des programmes et des mesures qui permettent aux enfants démobilisés de faire la transition entre la vie dans un environnement militaire et la vie civile et de jouer un rôle clé, en tant que civils, grâce à leur acceptation par leur famille et leur communauté. La commission note également, d'après un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement, que le programme de la DDR au Soudan vise à créer des environnements favorables à la réinsertion pacifique des anciens combattants et des groupes associés. Depuis son lancement, plus de 25 000 personnes ont été démobilisées, 31 000 ont été réinsérées et 85 projets ont été mis en œuvre pour aider à la stabilisation des communautés. **La commission prie le gouvernement de continuer à prendre dans un délai déterminé des mesures efficaces pour retirer les enfants du conflit armé et assurer leur réhabilitation et leur intégration sociale. Elle le prie également de continuer à fournir des informations sur les mesures prises dans le cadre du programme de la DDR pour soustraire les enfants du conflit armé et les réinsérer, et sur le nombre de ces enfants retirés et réinsérés.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Sri Lanka

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2000)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année (voir paragraphe concernant l'application de la convention dans la pratique et l'inspection du travail ci-dessous) ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 2, paragraphe 2, de la convention. Relèvement de l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail. La commission avait noté précédemment que, selon les informations communiquées par le gouvernement, le ministère du Travail et des Relations syndicales (MoLTUR) procédait alors à la modification des lois sur le travail applicables, telles que la loi n° 47 de 1956 sur l'emploi des femmes, des jeunes et des enfants, afin de porter de 14 à 16 ans l'âge minimum d'admission au travail ou à l'emploi. La commission avait exprimé l'espoir que les amendements portant l'âge minimum d'admission à l'emploi à 16 ans seraient adoptés dans un proche avenir.

La commission note avec **intérêt** que le gouvernement indique dans son rapport que le Cabinet des ministres a donné son accord pour porter de 14 à 16 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi. Le gouvernement indique que les projets révisés de législation et réglementation sur le travail, à savoir la loi n° 47 de 1956 sur l'emploi des femmes, des jeunes et des enfants, la loi n° 19 de 1954 sur les employés de magasin et de bureau, l'ordonnance n° 45 de 1942 sur les usines, et la loi n° 15 de 1958 sur le fonds de prévoyance des employés, qui contiennent des dispositions portant l'âge minimum de 14 à 16 ans, entreront en vigueur en 2020. **La commission se félicite des mesures prises par le gouvernement pour porter l'âge minimum à l'admission à l'emploi ou au travail de 14 à 16 ans, et espère à cet égard que le projet de loi susmentionné sera adopté dans un proche avenir. La commission rappelle au gouvernement que les dispositions de l'article 2, paragraphe 2, de la convention disposent que tout Membre ayant ratifié la présente convention pourra, par la suite, informer le Directeur général du BIT, par de nouvelles déclarations, qu'il relève l'âge minimum spécifié précédemment. La commission souhaiterait que le gouvernement envisage d'envoyer une déclaration de cette nature au Bureau une fois que l'âge minimum fixé par la législation nationale aura été porté à 16 ans.**

Article 2, paragraphe 3. Scolarité obligatoire. La commission avait précédemment pris note avec intérêt de l'adoption du règlement n° 1 de 2015 sur la scolarisation obligatoire des enfants qui dispose que la scolarité est obligatoire de 5 à 16 ans. Elle avait néanmoins noté que l'âge minimum d'admission au travail était inférieur à l'âge de fin de scolarité et avait donc prié instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts pour relever l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail. **Notant que le gouvernement s'emploie actuellement à relever l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail à 16 ans, la commission le prie encore une fois de poursuivre ses efforts à cet égard, afin de faire correspondre l'âge minimum d'admission à l'emploi avec l'âge de la fin de la scolarité obligatoire, conformément à la convention.**

Application de la convention dans la pratique et inspection du travail. La commission avait précédemment encouragé le gouvernement à poursuivre ses efforts pour assurer l'abolition progressive du travail des enfants, et de prendre des mesures efficaces pour renforcer la capacité et étendre le champ d'action de l'inspection du travail afin de mieux contrôler le travail des enfants dans l'économie informelle, y compris les travailleurs domestiques.

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement selon lesquelles un groupe d'inspection spécial est chargé d'inspecter les lieux de travail employant spécifiquement au travail des enfants, tant dans le secteur formel qu'informel. En 2018, ce groupe a inspecté 472 lieux de travail. En outre, un mécanisme permet d'inspecter les lieux de travail, y compris des ménages, dans lesquels il y a des soupçons d'emploi d'enfants, et dans lesquels des équipes interdépartementales composées de membres de la police et du Département des probations et de la protection de l'enfance effectuent des inspections conjointement. En conséquence, 129 enquêtes interministérielles ont été conduites à la suite de plaintes pour travail des enfants en 2018, et deux cas de travail des enfants ont été constatés. La commission note en outre que, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique qu'en 2019, non moins de 169 enquêtes ont été ouvertes suite à des plaintes pour travail des enfants et 12 affaires de travail des enfants ont été détectées. Il précise que les enquêtes déclenchées sur plaintes pour travail des enfants se sont poursuivies même pendant la période de confinement imposé par la pandémie de COVID-19, pour le bien de la sécurité et du bien-être des enfants. Ainsi, jusqu'au 31 août 2020, suite à des enquêtes ouvertes pour faire suite à 74 plaintes, trois affaires de travail des enfants ont été détectées. De plus, des sanctions ont été imposées à l'égard de quatre employeurs en 2019 et d'un employeur en 2020, et des réparations ont été versées à deux victimes de travail des enfants en 2019.

La commission prend également note de l'information du gouvernement selon laquelle il a renforcé les mesures de sensibilisation au travail des enfants à l'intention des différentes parties prenantes, notamment les membres des comités de développement de l'enfant créés par le ministère de la Condition de la femme et de l'enfant dans les 25 districts, les fonctionnaires de terrain du Département de la main-d'œuvre et de l'emploi, qui sont en contact direct avec les élèves, les enseignants et les parents, des cinq districts dans lesquels le travail des enfants est estimé comme étant le plus fréquent, et à l'intention du grand public. En outre, en 2019, le personnel de terrain du Département du travail et du Département de la main-d'œuvre et de l'emploi a bénéficié de formations sur la législation du travail applicable en ce qui concerne les enfants et sur l'importance de l'élimination du travail des enfants. En juin 2020, la chaîne officielle YouTube du Département du travail a publié cinq vidéos sur l'importance de la prévention du travail des enfants. Le gouvernement indique également que la politique nationale pour l'élimination du travail des enfants a été adoptée en 2017 et qu'un plan d'action national est en cours d'élaboration à cet égard. La commission note à cet égard que le Comité directeur national du ministère du Travail est chargé de la coordination et du suivi de la mise en œuvre de cette politique.

La commission note que, d'après l'enquête sur l'activité des enfants 2015-16, 43 714 enfants âgés de 5 à 17 ans sont engagés dans le travail des enfants (soit 1 pour cent). Elle note également, d'après la politique nationale pour l'élimination du travail des enfants de 2017, que la prévalence du travail des enfants est particulièrement forte dans le secteur de la pêche, le tourisme, les petits domaines privés et le travail domestique. La commission observe également que le Comité des droits de l'enfant et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels se sont déclarés préoccupés par le fait que, malgré les progrès importants accomplis, un nombre considérable d'enfants sont employés comme vendeurs de rue, domestiques et travailleurs dans l'agriculture, les mines, le bâtiment, les industries manufacturières, les transports et la pêche (CRC/C/LKA/CO/5-6, paragr. 41 et E/C.12/LKA/CO/5, paragr. 43). **Se félicitant des mesures prises par le gouvernement, la commission le prie de poursuivre ses efforts pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants dans le pays, en mettant l'accent sur l'économie informelle. Elle demande au gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises et les résultats obtenus à cet égard, notamment dans le cadre de la politique nationale pour l'élimination du travail des enfants de 2017. Elle le prie également de continuer à communiquer des informations sur les mesures prises pour renforcer les capacités et étendre le champ d'action de l'inspection du travail en**

ce qui concerne les enfants qui travaillent dans le secteur informel, ainsi que sur le nombre d'enfants engagés dans le travail des enfants.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement (voir *article 6* et *article 7, paragraphe 2 a)* et *b)*, ci-dessous, concernant l'exploitation sexuelle à des fins commerciales d'enfants) ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a) et article 7, paragraphe 2, alinéas a) et b). *Vente et traite d'enfants et mesures efficaces assorties de délais en matière de prévention, d'assistance et de retrait des enfants des pires formes de travail des enfants.* La commission avait précédemment pris note de l'existence dans le pays de quatre maisons de sécurité, quatre écoles homologuées et deux centres nationaux de formation et d'orientation, qui dispensent des services médicaux, juridiques et psychologiques aux enfants victimes de traite. Le gouvernement avait aussi indiqué que onze «lieux de sécurité» pour des enfants victimes de traite étaient maintenus au niveau provincial, et que le ministère de la Justice avait constitué un Groupe de travail national anti-traite des êtres humains. En outre, il avait indiqué qu'en 2016-17, le ministère public avait pu obtenir six condamnations pour traite d'enfants. La commission avait prié le gouvernement d'indiquer le nombre d'enfants victimes de traite ayant bénéficié des services fournis par les maisons de sécurité, les écoles homologuées et les centres nationaux de formation et d'orientation. Elle avait aussi prié le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre de personnes poursuivies, reconnues coupables et condamnées dans des affaires de traite d'enfants.

Le gouvernement indique dans son rapport avoir pris diverses mesures pour empêcher la traite des êtres humains, notamment en élaborant des programmes de formation et de sensibilisation et en organisant des campagnes à l'intention des fonctionnaires et du grand public. Le gouvernement mentionne aussi l'adoption du Plan stratégique national de surveillance et de lutte contre la traite des êtres humains 2015-2019. La mise en œuvre de ce plan stratégique incombe au premier chef au Groupe de travail national anti-traite des êtres humains qui dépend du ministère de la Justice. Le gouvernement ajoute que ce groupe de travail est responsable de la supervision et du renforcement de la coordination entre les acteurs publics, de l'intensification de l'identification des victimes et des poursuites, et de l'amélioration de la protection accordée aux victimes. Le gouvernement précise que, pendant la période faisant l'objet du rapport, deux cas suspectés de traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle à but commercial ou d'exploitation par le travail ont été signalés à la police sri-lankaise. La commission note que, selon les statistiques de l'Autorité nationale de la protection de l'enfance, 125 cas de traite lui ont été signalés en 2018. De plus, elle note que le gouvernement indique, dans son rapport d'avril 2019 au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies (CRC) au titre du Protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (OPSC), qu'il existe au sein de la police sri-lankaise une unité spéciale chargée d'enquêter sur les plaintes relatives à la traite d'enfants (CRC/C/OPSC/LKA/Q/1/Add.1, paragr. 4). ***Tout en prenant dûment note des mesures prises par le gouvernement pour empêcher la traite des enfants, la commission le prie de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les coupables de traite d'enfants soient effectivement poursuivis et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives leur soient infligées dans la pratique, et de fournir des informations à cet égard. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'enfants victimes de traite identifiés par l'unité spéciale de la police créée à cette fin. Notant l'absence d'informations de la part du gouvernement sur ce point, la commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer le nombre d'enfants victimes de traite qui ont bénéficié des services fournis par les maisons de sécurité, les écoles homologuées et les centres nationaux de formation et d'orientation.***

Alinéa b). *Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques.* Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que les articles 286A, 288A, 360A et 360B du Code pénal, tels qu'amendés, interdisent l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques. Elle avait également noté la proportion élevée d'enfants dans la prostitution. En conséquence, la commission avait instamment prié le gouvernement de redoubler d'efforts pour veiller à ce que les auteurs de tels actes soient traduits en justice, qu'ils fassent l'objet d'enquêtes approfondies et de poursuites énergiques, et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique.

La commission note que, alors même que le gouvernement fait état d'une prévalence de la prostitution infantile dans certaines régions du pays, il n'existe pas de statistiques précises sur ce phénomène. Il indique dans sa Politique pour l'élimination du travail des enfants à Sri Lanka (2017) que l'exploitation sexuelle de jeunes garçons (le phénomène des «garçons de la plage») dans le tourisme est extrêmement préoccupante en raison du développement accéléré du tourisme et de la volonté de le développer davantage. Le gouvernement déclare également, dans son rapport au CRC au titre de l'OPSC d'octobre 2018, que les questions relatives à la prostitution des enfants et à la pornographie mettant en scène des enfants revêtent une importance essentielle, l'accès croissant aux technologies de l'information et de la communication faisant craindre que les enfants ne soient exposés à des dangers par l'intermédiaire des plateformes numériques (CRC/C/OPSC/LKA/1, paragr. 2). Ce rapport indique en outre qu'une base de données nationale sur les plaintes reçues par les services de police a également été créée, et que la base de données comporte également un segment dédié aux plaintes relatives à l'exploitation sexuelle et à la pornographie (paragr. 59).

La commission note en outre que, dans le rapport d'avril 2019 qu'il a remis au CRC au titre de l'OPSC, le gouvernement indique que la police sri-lankaise a identifié en 2018 neuf cas de pornographie infantile et sept cas de recrutement d'enfants (CRC/C/OPSC/LKA/Q/1/Add.1, paragr. 2). Elle observe que, dans ses observations finales de juillet 2019 au titre de l'OPSC, le CRC se déclarait préoccupé par les faibles taux de poursuites et le nombre élevé d'affaires pendantes et par les informations faisant état de la complicité des autorités dans des affaires de vente d'enfants, de prostitution des enfants et de pornographie mettant en scène des enfants (CRC/C/OPSC/LKA/CO/1, paragr. 29). **En conséquence, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour combattre la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants en veillant à ce que les articles 286A, 288A, 360A et 360B du Code pénal soient effectivement appliqués, par des enquêtes approfondies et des poursuites efficaces contre les personnes suspectées d'avoir utilisé, recruté ou offert un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques, y compris les fonctionnaires soupçonnés de complicité. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application de ces articles dans la pratique, en indiquant en particulier les informations provenant de la base de données sur les plaintes pour prostitution et pornographie impliquant des enfants, le nombre des enquêtes, des poursuites et des condamnations, ainsi que les sanctions spécifiques appliquées.**

Alinéa d) et article 4, paragraphe 3. *Travaux dangereux et révision de la liste des types de travail dangereux.* La commission avait précédemment noté que l'enquête de 2015-16 sur l'activité des enfants avait montré que 0,9 pour cent des enfants âgés de 5 à 17 ans (39 007 enfants) effectuent des travaux dangereux. Le gouvernement avait cependant déclaré qu'aucun incident lié à du travail dangereux effectué par des enfants n'avait été constaté dans l'économie formelle. La commission avait en outre noté que le gouvernement indiquait qu'une commission avait été constituée par le Commissaire général au travail pour réviser la liste des travaux dangereux à la lumière des normes internationales. Elle avait prié le gouvernement de poursuivre ses efforts pour veiller à la protection des enfants contre les travaux dangereux, y compris dans l'économie informelle, et de fournir des informations sur l'adoption de la nouvelle liste des types de travaux dangereux.

La commission prend note de l'information communiquée par le gouvernement suivant laquelle, en 2018, 472 lieux de travail ont été inspectés pour contrôler spécialement le travail des enfants et les travaux dangereux effectués par des enfants, dans le cadre d'un programme spécial d'inspections groupées, qui a permis de détecter un cas de travail dangereux effectué par des enfants. Le gouvernement mentionne que des activités de sensibilisation ont été menées visant à éliminer les travaux dangereux effectués par des enfants, en ciblant plus spécialement, notamment, tous les comités de district pour le développement de l'enfant et le personnel de terrain du département de la main-d'œuvre et de l'emploi dans les cinq districts où le travail des enfants est le plus répandu. La commission prend dûment note de l'indication donnée par le gouvernement suivant laquelle le nouveau projet de réglementation sur les occupations dangereuses, reprenant 77 situations de travail dangereux, a été finalisé en 2018 et approuvé par le cabinet des ministres. Le gouvernement indique également qu'il transmettra une copie de cette réglementation lorsqu'elle aura été adoptée.

La commission prend note du Plan d'action national pour la protection et la promotion des droits humains 2017-2021, qui comporte des activités pour l'élimination effective des types de travaux dangereux pour les enfants. **La commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts pour s'assurer que des enfants de moins de 18 ans n'effectuent pas du travail préjudiciable à leur santé, leur sécurité ou leur moralité, et à fournir des informations sur les mesures prises à cet égard. Elle prie le gouvernement de veiller à ce que le projet de nouvelle réglementation des professions dangereuses soit adopté dans un avenir proche, et de fournir une copie de la liste lorsqu'elle aura été adoptée.**

Articles 6 et 7, paragraphe 2 a) et b). *Programmes d'action et mesures efficaces assorties de délais pour la prévention, l'assistance et le retrait des enfants des pires formes de travail des enfants. Exploitation sexuelle*

d'enfants à des fins commerciales. La commission avait noté précédemment que, selon le gouvernement, des programmes de sensibilisation étaient menés à l'intention de la population et des touristes afin de promouvoir un tourisme sans danger pour les enfants et que 360 personnes travaillant dans l'hôtellerie avaient reçu une formation pour les sensibiliser à la protection des enfants. La commission avait donc encouragé le gouvernement à redoubler d'efforts pour combattre le tourisme sexuel impliquant des enfants.

La commission note que le gouvernement indique qu'en 2016 l'Autorité nationale de la protection de l'enfance a lancé des programmes ciblés, en rapport avec la politique de tolérance zéro du gouvernement, s'agissant du tourisme sexuel impliquant des enfants à l'intention des étrangers à Bentota et Kalutara, deux villes côtières du pays. Le gouvernement indique aussi que des programmes de lutte contre le travail des enfants et le tourisme sexuel impliquant des enfants ont été menés et ont visé 1 893 bénéficiaires dans le secteur des plantations et parmi le personnel enseignant et de santé.

La commission observe qu'un des objectifs du Plan d'action national pour les enfants à Sri Lanka 2016-2020 consiste à protéger les enfants contre toutes les formes d'exploitation sexuelle en rapport avec la traite, la vente et les réseaux d'exploitation sexuelle commerciale, et de répondre aux besoins de réadaptation de ces enfants. Elle prend également note du Cadre de politique et Plan d'action national pour contrer la violence sexuelle et sexiste à Sri Lanka 2016-2020 axé, entre autres, sur la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales par une sensibilisation à ce phénomène, le renforcement du mécanisme existant d'identification et la réponse aux plaintes. La commission prend note de l'information fournie par le gouvernement dans son rapport au CRC au titre de l'OPSC d'octobre 2018 qu'en ce qui concerne la sécurité des enfants en ligne, y compris face à la pornographie, il élabore des programmes de sensibilisation à l'intention des enfants (CRC/C/OPSC/LKA/1, paragr. 58). Cependant, la commission note que, dans ses observations finales de juillet 2019, le CRC se déclarait préoccupé par les cas signalés de parents qui incitent leurs enfants, en particulier les filles, à travailler dans l'industrie du sexe (CRC/C/OPSC/LKA/CO/1, paragr. 19). À cet égard, elle note que, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique qu'en 2018 quatre procédures légales ont été ouvertes pour des faits d'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales et que, en 2019 ainsi que de janvier jusqu'au 31 août 2020, sept procédures légales de cette nature ont été ouvertes, pour chacune de ces deux périodes. ***Prenant dûment note des mesures prises par le gouvernement, la commission le prie de poursuivre ses efforts pour éliminer l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, ainsi que pour empêcher que des enfants ne soient engagés dans l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et d'apporter une assistance directe pour le retrait, la réadaptation et l'insertion sociale des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur le nombre des enfants qui ont été soustraits à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, et qui ont été réadaptés et intégrés socialement.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Tadjikistan

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1993)

Article 2, paragraphe 1, de la convention. 1. *Âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail.* Dans ses précédents commentaires, la commission notait qu'en dépit de ses commentaires répétés depuis de nombreuses années, l'article 21 du Code du travail de 2016 interdit toujours l'emploi d'enfants de moins de 15 ans, un âge qui est inférieur à l'âge minimum de 16 ans que le gouvernement avait mentionné au moment de la ratification. Elle soulignait aussi que la convention vise à éliminer le travail des enfants et qu'elle permet et encourage le relèvement de l'âge minimum d'admission à l'emploi mais n'autorise pas son abaissement par rapport à l'âge spécifié à ce moment.

La commission note avec un ***profond regret*** que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur les progrès qui auraient été accomplis dans la modification de l'article 21 du Code du travail de 2016. ***En conséquence, la commission prie à nouveau instamment et fermement le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte de modifier l'article 21 du Code du travail de 2016 de manière à aligner cet âge sur celui qui a été spécifié au moment de la ratification, à savoir un âge minimum de 16 ans, afin de le mettre en conformité avec les dispositions de la convention. Elle le prie en outre de communiquer des informations sur toute avancée en la matière.***

2. *Champ d'application et inspection du travail.* Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que le Code du travail ne semble pas s'appliquer au travail effectué sans contrat de travail. Elle avait également noté que le Service ministériel de surveillance du travail, de la migration et de l'emploi, qui relève du ministère du Travail, supervise et contrôle la conformité à la législation du travail, et contrôle notamment le travail des enfants dans l'économie formelle et informelle ainsi que les enfants travaillant

à leur compte. La commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'inspections effectuées et sur le nombre d'infractions relatives au travail des enfants constatées par le Service ministériel de surveillance dans l'économie informelle.

La commission note une absence d'information sur ce point dans le rapport du gouvernement. **Se référant à ses commentaires au sujet de l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer les capacités du Service ministériel de surveillance et étendre son champ d'action, de façon à assurer un suivi adéquat du travail des enfants dans l'économie informelle et à garantir la protection octroyée par la convention aux enfants de moins de 16 ans qui travaillent dans l'économie informelle. De même, elle le prie à nouveau de communiquer des informations sur le nombre d'inspections effectuées par le Service ministériel de surveillance dans l'économie informelle ainsi que sur le nombre et la nature des infractions constatées au regard du travail des enfants dans ce secteur, et sur les sanctions imposées.**

Article 3, paragraphe 2. Détermination des types de travail dangereux. S'agissant de la liste des types de travail dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans la commission prie le gouvernement de se référer à ses commentaires détaillés au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

Application de la convention dans la pratique. La commission avait noté précédemment que, d'après l'enquête sur le travail des enfants intitulée *Working children in the Republic of Tajikistan: The results of the child labour survey 2012-2013* publiée le 17 février 2016 et conduite en coopération avec l'OIT/IPEC (rapport CLS), sur les 2,2 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui vivent au Tadjikistan, 522 000 (soit 26,9 pour cent) sont assujettis au travail, le taux d'emploi des enfants âgés de 5 à 11 ans étant de 10,7 pour cent et celui des enfants de 12 à 14 ans de 30,2 pour cent. Environ 82,8 pour cent des enfants assujettis au travail sont employés dans le secteur agricole, 4,4 pour cent dans le commerce de gros et de détail et 3 pour cent dans l'industrie manufacturière et le secteur du bâtiment. Sur le nombre total d'enfants qui travaillent, 21,7 pour cent sont engagés dans des travaux dangereux, notamment dans l'agriculture, la pêche et les activités connexes, la sylviculture et les activités connexes, le bâtiment et le travail de rue. La commission prenait également note des diverses activités menées par l'Unité de surveillance du travail des enfants (CLMU) pour combattre le travail des enfants et de la création de comités de contrôle du travail des enfants dans les *hukumats* (conseils locaux) de Kulob et Khorugh dans le but d'éradiquer le travail des enfants et de fournir une assistance aux enfants travaillant dans ces secteurs.

La commission relève dans le dernier rapport en date remis par le gouvernement à propos de l'application de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, qu'avec le soutien de l'OIT/IPEC, les organisations syndicales nationales ont réalisé une série d'activités axées sur l'éradication du travail des enfants, notamment diverses formations à l'intention des inspecteurs du travail syndicaux, des enseignants, des enfants et de leurs parents. Le gouvernement indique aussi que, dans le cadre du programme «Renforcement des capacités syndicales pour la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants» pour la période 2017-18, un travail d'identification de cas de travail forcé et de travail des enfants a été effectué dans 11 districts du pays. Les résultats du programme ont été discutés par des représentants de syndicats, d'organismes publics et de l'OIT. De plus, un plan d'action de la Fédération syndicale pour la prévention et la répression du travail forcé pendant la période 2019-2021 a été élaboré sur la base des résultats de ce programme. Le gouvernement indique en outre que les comités de contrôle du travail des enfants ont procédé à dix exercices de contrôle dans le premier semestre de 2020 au marché central de Rudaki et ont découvert trois cas de travail des enfants dans lesquels des jeunes âgés de 14 à 16 ans avaient été mis au travail par un charron («arobakash»). La commission note aussi dans la publication de 2019 de l'OIT intitulée «Some best practices employed in the project "Combating Child Labour and Human Trafficking in Central Asia – Commitment Becomes Action" implemented in Tajikistan in 2017 and 2018», que des comités de surveillance du travail des enfants ont été créés dans 12 divisions administratives couvrant tous les districts du pays.

La commission note toutefois que, dans ses observations finales de 2017, le Comité des droits de l'enfant (CRC) des Nations unies se disait gravement préoccupé par les informations selon lesquelles environ un quart des enfants de 5 à 17 ans des familles en difficulté sociale et économique se livrent à une activité économique. Il recommandait aussi de renforcer l'aptitude de la CMLU et des comités locaux de surveillance du travail des enfants (CRC/C/TJK/CO/3-5, paragr. 43). **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour assurer l'élimination progressive du travail des enfants, en particulier dans les travaux dangereux, dans le pays. Elle le prie également de fournir des informations sur l'impact des activités menées par la CMLU et les comités de surveillance du travail des enfants pour ce qui est du nombre des enfants identifiés, soustraits et de l'assistance qui leur a été apportée.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2005)

Article 4, paragraphe 1, de la convention. Détermination des travaux dangereux. Faisant suite à ses précédents commentaires, la commission prend note avec **satisfaction** de l'adoption du décret gouvernemental n° 169 de 2014, qui définit les types de travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans. En particulier, ce décret contient une liste exhaustive des types de travaux dangereux dans les différents secteurs de l'économie, tels que l'exploitation minière, la construction, l'agriculture, le transport et les industries métallurgique et chimique. Il fixe aussi les charges maximales admissibles devant être portées ou soulevées par de jeunes personnes. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique du décret gouvernemental n° 169 de 2014, y compris sur les infractions signalées et les sanctions imposées aux personnes reconnues coupables.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Tchad

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 a) de la convention. Toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues. Recrutement forcé d'enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, selon le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés du 15 mai 2013 (A/67/845-S/2013/245, paragr. 45-46), malgré les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action signé entre le gouvernement et les Nations Unies en juin 2011 portant sur les enfants associés aux forces et groupes armés au Tchad et, bien que l'Armée nationale tchadienne n'ait pas pour politique de recruter des enfants, l'équipe spéciale de pays a relevé 34 cas d'enrôlement d'enfants par cette même armée durant la période considérée. Les 34 enfants semblaient avoir été enrôlés dans le cadre d'une campagne de recrutement qui avait eu lieu entre février et mars 2012 et au cours de laquelle 8 000 nouvelles recrues avaient rejoint les rangs de l'armée. À cet égard, la commission a pris note de la nouvelle feuille de route de mai 2013 adoptée suite à la revue de la mise en œuvre des activités du Plan d'action sur les enfants associés aux forces et groupes armés au Tchad et visant à atteindre le respect complet de ce Plan d'action de 2011 par le gouvernement du Tchad et l'Équipe spéciale des Nations Unies. La commission a observé que, dans le cadre de la feuille de route, l'une des priorités était d'accélérer l'adoption de l'avant-projet du Code de protection de l'enfant, qui interdit le recrutement et l'utilisation des personnes de moins de 18 ans dans les forces de sécurité nationale et qui prévoit des sanctions à cet effet. En outre, l'établissement de procédures de plainte transparentes, efficaces et accessibles pour les cas de recrutement et d'utilisation d'enfants était envisagé pour l'année 2013, ainsi que la prise de mesures afin d'enquêter immédiatement et de manière indépendante sur toutes les allégations crédibles de recrutement ou d'utilisation d'enfants, et d'ouvrir des poursuites pénales et d'appliquer des sanctions disciplinaires appropriées.

La commission prend note des informations contenues dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies au Conseil de sécurité du 15 mai 2014 sur le sort des enfants en temps de conflit armé (A/68/878-S/2014/339). Selon ce rapport, le déploiement de troupes tchadiennes dans le cadre de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) a imprimé un nouvel élan à la mise en œuvre du plan d'action signé en juin 2011 pour faire cesser et prévenir le recrutement d'enfants dans l'Armée nationale tchadienne, et les autorités tchadiennes ont réaffirmé leur volonté de coopérer de manière constructive avec l'ONU afin d'accélérer la mise en œuvre du plan d'action. Le gouvernement tchadien, en coopération avec l'ONU et d'autres partenaires, a donc pris d'importantes mesures pour s'acquitter de ses obligations. Par exemple, une directive présidentielle adoptée en octobre 2013 a rappelé que l'âge minimum de recrutement dans l'armée et les forces de sécurité est fixé à 18 ans. Cette directive définit également des procédures de vérification de l'âge et prévoit des sanctions pénales et disciplinaires en cas de non-respect des consignes. La directive a été portée à la connaissance des commandants des huit zones de défense et de sécurité, à l'occasion notamment de plusieurs missions de formation et de contrôle. En outre, le 4 février 2014, un décret présidentiel a officiellement érigé en crime le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les conflits armés.

Le Secrétaire général affirme cependant que, si les efforts déployés par le gouvernement pour s'acquitter des engagements pris dans le cadre du plan d'action ont permis de réaliser des progrès notables, il reste toutefois un certain nombre de problèmes à régler pour assurer la pérennité des droits de l'enfant et la prévention efficace des atteintes auxdits droits. Le Tchad doit suivre un processus de sélection rigoureux et minutieux pour le recrutement et la formation de son armée et de ses forces de sécurité, de sorte qu'aucun enfant ne soit enrôlé, compte tenu notamment de la participation croissante du pays aux opérations de maintien de la paix. Bien que l'ONU n'ait recensé aucun nouveau cas de recrutement d'enfant en 2013 et que les contrôles menés conjointement avec les autorités tchadiennes n'aient pas permis d'établir la présence de mineurs, il ressort des entretiens que des soldats appartenant à des groupes armés avaient été enrôlés dans l'Armée nationale tchadienne avant l'âge de 18 ans. Selon le Secrétaire général, les autorités tchadiennes doivent continuer en priorité à renforcer les procédures opérationnelles, notamment les procédures de vérification de l'âge, de sorte que les coupables répondent de leurs actes. Enfin, le Secrétaire général a invité l'Assemblée nationale à procéder dans les meilleurs délais à l'examen et l'adoption du Code de protection de l'enfance, qui doit permettre de mieux protéger les enfants au Tchad. **La commission prie donc le gouvernement de renforcer**

ses efforts en vue d'assurer l'élimination, dans la pratique, du recrutement forcé d'enfants de moins de 18 ans par les forces et groupes armés et procéder à la démobilisation immédiate et complète de tous les enfants. La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures immédiates pour assurer que des enquêtes et des poursuites des contrevenants soient entreprises et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées aux personnes reconnues coupables d'avoir recruté et utilisé des enfants de moins de 18 ans dans des conflits armés. Finalement, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'adoption du Code de protection de l'enfance, et ce dans les plus brefs délais.

Article 7, paragraphe 2. *Mesures efficaces prises dans un délai déterminé.* Alinéas a) et b). *Empêcher que les enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et soustraire les enfants de ces pires formes de travail et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale.* Enfants ayant été enrôlés et utilisés dans un conflit armé. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que, dans son rapport sur les enfants et les conflits armés du 15 mai 2013 (A/67/845-S/2013/245, paragr. 49), le Secrétaire général indique que, quoique encourageantes, les dispositions qu'a prises le gouvernement pour obtenir la libération des enfants démobilisés, leur prodiguer des soins immédiats et les réunir avec leur famille n'étaient toujours pas à la hauteur des engagements auxquels il a souscrit dans le plan d'action signé entre le gouvernement et les Nations Unies en juin 2011 portant sur les enfants associés aux forces et groupes armés au Tchad. La commission a noté que l'une des priorités relevées dans la feuille de route de 2013 était la libération et l'appui à la réinsertion des enfants.

La commission note que, d'après le rapport du Secrétaire général du 15 mai 2014, un service central de protection de l'enfance a été créé au ministère de la Défense, ainsi que dans chacune des huit zones de défense et de sécurité, en vue de coordonner la protection et la bonne application des droits des enfants et mettre en place des activités de sensibilisation. Entre août et octobre 2013, le gouvernement et l'ONU ont procédé conjointement au contrôle de l'identité et de l'âge d'environ 3 800 soldats de l'Armée nationale tchadienne dans les huit zones. Les critères de vérification avaient été définis au préalable lors d'un atelier organisé en juillet par l'ONU. En outre, entre août et septembre 2013, 346 membres de l'Armée nationale tchadienne ont suivi un programme de formation en matière de protection de l'enfance. Depuis juillet 2013, les unités de l'Armée nationale tchadienne devant être déployées au Mali reçoivent avant leur départ une formation sur la protection de l'enfance et le droit international humanitaire; 864 soldats ont ainsi suivi en décembre une formation sur la protection de l'enfance au centre de formation de Loumia. **La commission incite le gouvernement à renforcer ses efforts et à continuer sa collaboration avec l'ONU afin de prévenir l'enrôlement d'enfants dans des groupes armés et d'améliorer la situation des enfants victimes de recrutement forcé qui sont utilisés dans les conflits armés. En outre, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour que les enfants soldats soustraits des forces et groupes armés bénéficient d'une assistance appropriée en matière de réadaptation et d'intégration sociale, y compris en les réintégrant dans le système scolaire ou dans une formation professionnelle, le cas échéant. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus dans son prochain rapport.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Togo

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1984)

Article 1 de la convention. *Politique nationale et application de la convention dans la pratique.* La commission a précédemment noté avec préoccupation le nombre d'enfants sous l'âge minimum qui travaillaient au Togo, et a instamment prié le gouvernement de renforcer ses efforts pour lutter contre le travail des enfants, notamment dans l'agriculture et dans l'économie informelle.

Le gouvernement indique dans son rapport qu'en 2016, le tableau de bord sur la protection de l'enfant au Togo a indiqué que 1 424 enfants de moins de 15 ans travaillant ont été identifiés; 860 d'entre eux ont été retirés avec l'appui de l'action sociale et d'organisations non gouvernementales. La commission note l'absence d'informations de la part du gouvernement sur les mesures prises afin d'éliminer le travail des enfants. Elle note par ailleurs que le Programme Pays de Promotion du Travail Décent (PPTD) 2019-2022 prévoit la mise en place d'un plan de lutte contre les formes inacceptables de travail, y compris le travail des enfants et ses pires formes.

La commission note que, d'après l'Enquête par grappes à indicateurs multiples menée en 2017 par l'Institut national de la Statistique et des Études économiques et démographiques (INSEED) en collaboration avec le Ministère de la santé et l'UNICEF, 43,2 pour cent des enfants âgés de 5 à 11 ans sont engagés dans le travail des enfants, et 25,2 pour cent travaillent dans des conditions dangereuses (p. 319). Les enfants âgés de 12 à 14 ans sont 54,9 pour cent à être engagés dans le travail des enfants, et 39,4 pour cent travaillent dans des conditions dangereuses (p. 319). La commission note en outre que, dans ses conclusions de fin de mission sur sa visite au Togo en mai 2019, la Rapporteuse Spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, a constaté que les enfants continuaient de travailler dans les marchés en tant que porteurs et vendeurs, à Lomé. Elle a souligné que le travail des enfants était une pratique socialement acceptée. La commission se voit dans l'obligation d'exprimer sa **profonde préoccupation** face au nombre persistant et considérable d'enfants qui travaillent

au Togo, y compris dans des conditions dangereuses. **La commission prie par conséquent instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'abolition effective du travail des enfants, y compris dans les activités dangereuses, notamment par l'adoption et la mise en œuvre d'une politique nationale tendant à éradiquer le travail des enfants. La commission prie également le gouvernement de prendre sans délai des mesures visant à sensibiliser les communautés sur le travail des enfants, et de communiquer des informations à cet égard.**

Article 2, paragraphe 1. Champ d'application et inspection du travail. La commission a précédemment noté qu'en vertu de l'article 150 du Code du travail de 2006, les enfants de moins de 15 ans ne pouvaient être employés dans aucune entreprise ni réaliser aucun type de travail, même pour leur propre compte. Elle a prié le gouvernement de continuer à prendre des mesures afin de renforcer les capacités des services de l'inspection du travail, pour veiller à ce que tous les enfants de moins de 15 ans, y compris ceux travaillant pour leur propre compte ou dans l'économie informelle, bénéficient de la protection de la convention.

Le gouvernement indique que le «Projet Gouvernance», visant à renforcer les capacités des inspecteurs sur les principes et droits fondamentaux au travail, a permis la formation d'inspecteurs du travail sur les inspections dans l'économie informelle. Le gouvernement indique également qu'en 2017, un système manuel de collecte d'informations sur les activités des services de l'inspection du travail a été mis en place. De plus, la commission note que, dans son commentaire de 2019 formulé au titre des conventions (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, la Direction générale du travail (DGT) envisage d'élaborer un plan de formation continue des inspecteurs du travail. **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts visant à renforcer les capacités de l'inspection du travail, notamment dans l'économie informelle, pour identifier les enfants travaillant en dessous de l'âge minimum d'admission à l'emploi, et le prie de communiquer des informations à cet égard, y compris sur l'inclusion dans le plan de formation, le cas échéant, d'une formation sur le travail des enfants. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les données collectées grâce au système de collecte d'informations de l'inspection du travail concernant le travail des enfants, y compris des informations statistiques sur le nombre et la nature des violations constatées, ainsi que les peines imposées en cas d'infraction.**

Article 3, paragraphe 3. Admission aux travaux dangereux dès l'âge de 16 ans. La commission a précédemment noté que l'arrêté n° 1464/MTEFP/DGTLS du 12 novembre 2007 autorisait l'emploi des enfants dès l'âge de 16 ans à des travaux dangereux. Elle a également relevé que l'arrêté autorisait les enfants de plus de 15 ans à manipuler des charges lourdes, pouvant aller jusqu'à 140 kg pour les garçons employés dans le transport sur charrette à bras. En outre, elle a noté qu'aucune mesure de protection n'était prévue pour l'exécution de ces travaux. La commission a prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de modifier l'arrêté n° 1464/MTEFP/DGTLS, de manière à le rendre conforme aux prescriptions de l'article 3, paragraphe 3, de la convention.

Le gouvernement indique que l'adoption du nouvel arrêté n° 1556/MPFTRAPS du 22 mai 2020 déterminant les travaux dangereux interdits aux enfants a remplacé l'ancien arrêté n° 1464. En ce qui concerne le transport sur charrettes à bras, la commission prend bonne note de l'élévation de l'âge minimum, de 15 à 16 ans, pour le transport de ce type de charges, pouvant aller jusqu'à 140 kg pour les garçons employés dans ce type d'activités. De plus, pour cette activité, il est prévu qu'une formation professionnelle ou une instruction spécifique et adéquate soit donnée à l'enfant, et que des mesures adéquates d'hygiène, de sécurité et de santé soient observées. L'employeur doit en outre effectuer tous les six mois une visite médicale à sa charge, au profit de l'enfant afin de juger de sa capacité à poursuivre l'activité. Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller au respect de ces prescriptions, y compris dans l'économie informelle.

En revanche, la commission note que, aux termes de l'arrêté n° 1556/MPFTRAPS, des activités figurant parmi les travaux dangereux sont toujours autorisées aux enfants dès l'âge de 15 ans, à savoir porter, traîner ou pousser certaines charges dans la limite de poids fixée à l'article 11 de l'arrêté. D'autres activités sont autorisées dès l'âge de 16 ans, à savoir: tourner des roues verticales, des treuils ou des poulies (article 9 de l'arrêté); et porter, traîner ou pousser certaines charges dans la limite de poids fixée à l'article 11 de l'arrêté. La commission constate d'une part qu'il ressort de ces dispositions que certains travaux figurant parmi les travaux dangereux peuvent être effectués par des enfants âgés de moins de 16 ans. Elle constate d'autre part que les travaux figurant parmi les travaux dangereux autorisés aux enfants dès l'âge de 16 ans, à l'exception du transport de charges sur charrettes à bras, ne semblent pas respecter les conditions strictes de protection et de formation préalable, prévues à l'article 3, paragraphe 3, de la convention. La commission rappelle au gouvernement qu'en vertu de l'article 3, paragraphe 3, de la convention l'autorité compétente peut, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe, autoriser l'emploi ou le travail d'enfants dès l'âge de 16 ans, à condition que: i) leur santé, leur sécurité et leur moralité soient pleinement garanties; et ii) qu'ils aient

reçu une formation spécifique et adéquate dans la branche d'activité concernée. **La commission prie donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 11 de l'arrêté n° 1556/MPFTRAPS du 22 mai 2020 déterminant les travaux dangereux interdits aux enfants afin de garantir que les travaux dangereux prévus par cet arrêté ne puissent être exécutés que par des enfants âgés d'au moins 16 ans. Elle prie également le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que la santé, la sécurité et la moralité des enfants âgés de 16 à 18 ans exerçant des travaux figurant parmi les travaux dangereux (d'après l'arrêté n° 1556/MPFTRAPS) soient pleinement garanties et que ces enfants aient reçu une formation spécifique et adéquate dans la branche d'activité concernée. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Article 6. Apprentissage. Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note de l'élaboration d'un projet de Code sur l'apprentissage détaillant les conditions d'un contrat d'apprentissage et précisant qu'un tel contrat ne pourrait débiter avant la fin de la scolarité obligatoire et en aucun cas avant l'âge de 15 ans. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur l'adoption de ce Code.

Le gouvernement indique que le processus d'adoption du Code sur l'apprentissage est toujours en cours. La commission note par ailleurs l'élaboration du projet de loi modifiant la loi n° 2006-010 du 13 décembre 2006 portant Code du travail. Elle note que, d'après l'exposé des motifs de ce projet de loi, ce dernier permettra, entre autres, de mieux réglementer l'apprentissage. La commission note que l'article 123 du projet de Code du travail modifié indique qu'un contrat d'apprentissage ne peut être conclu avec une personne âgée de moins de 15 ans. L'article 124 prévoit que les conditions relatives à la conclusion et à l'exécution du contrat d'apprentissage sont déterminées par la législation en vigueur en la matière. **La commission prend bonne note du projet de loi modifiant le Code du travail de 2006, qui fixe l'âge minimum pour conclure un contrat d'apprentissage à 15 ans, et veut croire que ce projet de loi, ainsi que le projet de Code sur l'apprentissage, seront adoptés dans les plus brefs délais, en conformité avec l'article 6 de la convention. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les progrès réalisés à cet égard, ainsi qu'une copie des textes, une fois adoptés.**

Article 8. Spectacles artistiques. La commission a précédemment noté que, conformément à l'article 150 du Code du travail, qui prévoit des exceptions à l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail de 15 ans, un projet d'arrêté (portant dérogation à l'âge minimum d'admission à l'emploi) avait été élaboré. Ce projet prévoyait l'octroi d'autorisations individuelles, par l'inspecteur du travail, aux enfants de moins de 15 ans pour paraître dans des spectacles publics et participer à des prises de vues cinématographiques. Le gouvernement a indiqué que ces dérogations préciseraient le nombre d'heures de travail autorisées ainsi que les conditions de travail. La commission a par conséquent prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour adopter le projet d'arrêté afin de mettre sa législation en conformité avec l'article 8 de la convention.

Le gouvernement indique que le projet d'arrêté n'est plus d'actualité, en raison de la révision en cours du Code du travail de 2006. La commission note cependant qu'aucune disposition du projet de loi modifiant la loi n° 2006-010 du 13 décembre 2006 portant Code du travail ne réglemente la participation des enfants de moins de 15 ans à des spectacles artistiques. L'article 191 du projet de loi reproduit en effet l'article 150 du Code du travail actuel de 2006, en disposant que les dérogations à l'âge minimum d'admission à l'emploi de 15 ans doivent être déterminées par arrêté ministériel. **La commission exprime par conséquent le ferme espoir que le projet de loi modifiant le Code du travail sera révisé, ou qu'un arrêté sera adopté prochainement, de façon à établir, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, un système d'autorisations individuelles pour la participation des enfants de moins de 15 ans à des spectacles artistiques, qui limitent la durée en heures de l'emploi ou du travail autorisés et qui en prescrivent les conditions, conformément à l'article 8 de la convention. La commission prie le gouvernement de communiquer toute information sur les progrès réalisés à cet égard.**

Trinité-et-Tobago

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2003)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

Article 3 d) et article 4, paragraphe 1, de la convention. Détermination des travaux dangereux. La commission a précédemment noté que le gouvernement affirmait que l'élaboration d'une liste des types de travaux dangereux pour les enfants se poursuivait en consultation avec les partenaires sociaux. Elle a cependant instamment prié le gouvernement de veiller à ce que cette liste soit adoptée dans un proche avenir, son élaboration ayant débuté en 2004.

La commission note que, dans son rapport, en réponse à la demande de la commission, le gouvernement mentionne de nouveau la loi sur la santé et la sécurité au travail, dont l'article 4 définit un «jeune» comme tout enfant de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, et dont l'article 54 fixe les limites aux heures de travail des jeunes. Elle relève cependant que le gouvernement indique que la liste des professions jugées dangereuses pour les enfants n'est toujours pas terminée. À cet égard, elle note également que l'objectif 3 de la politique nationale de l'enfance 2018-2028 («Les enfants sont protégés»), disponible sur le site Web de la Division du genre et de l'enfance du Bureau du Premier ministre, vise la prévention du travail des enfants et la participation des enfants aux travaux dangereux, y compris en définissant les professions dangereuses et les activités interdites aux enfants. **Rappelant que, en vertu de l'article 1 de la convention, tout Membre qui ratifie la convention doit prendre des mesures immédiates pour assurer l'interdiction des pires formes de travail des enfants, et ce de toute urgence, la commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'adoption de la liste des types de travaux dangereux pour les enfants dans un très proche avenir. Elle prie de nouveau le gouvernement de transmettre copie de cette liste dès qu'elle aura été adoptée.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Turkménistan

Convention (n°182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2010)

La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 21 septembre 2020, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019. **La commission prie le gouvernement de répondre à ces observations.**

La commission prend note des observations formulées par la CSI, reçues le 1^{er} septembre 2019.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa d). Travail dangereux. 1. Secteur du coton. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note de l'information du gouvernement selon laquelle les dispositions de la loi de 2013 sur l'éducation et de la loi de 2014 sur les droits de l'enfant (garanties de l'État) prévoient que la scolarité est obligatoire jusqu'à 18 ans et interdisent d'engager un enfant à des activités agricoles ou à d'autres activités qui l'empêchent d'aller à l'école. Elle avait également noté, d'après le rapport de la mission consultative technique de l'OIT qui a eu lieu à Ashgabat en septembre 2016, la déclaration du ministre de l'Éducation selon laquelle tous les enfants de moins de 18 ans sont scolarisés au Turkménistan. En outre, les déclarations faites par les organisations internationales et les ambassades que la mission a rencontrées ont indiqué qu'aucun cas de travail des enfants dans la récolte du coton n'a été constaté, en dépit de la difficulté d'accéder aux champs de coton.

La commission note, d'après les observations de la CSI, que de nombreux cas de travail des enfants ont été signalés pendant la saison de récolte du coton de 2017. Selon la CSI, pendant cette période, dans les districts de Ruhabat et de Baharly, des ordres secrets ont été émis pour mobiliser les enfants pendant leurs vacances d'automne, et des «chargements» d'enfants ont été envoyés par camion pour récolter le coton. Un recours massif au travail des enfants a été signalé dans les régions de Mary, Lebap et Dashoguz. La CSI est d'avis que les quotas imposés par l'administration centrale font peser une énorme pression sur les fonctionnaires locaux et ces derniers recourent ainsi au travail forcé et au travail des enfants. La commission note cependant, d'après la déclaration de la CSI, que le gouvernement turkmène a déployé des efforts pour que les enfants ne soient pas envoyés aux champs en 2018. Bien que les observateurs de *Turkmen.news* (une organisation indépendante des droits de l'homme) aient constaté la présence d'enfants dans les champs de coton, il semblerait qu'il s'agisse de cas isolés et non du recours systématique au travail des enfants, comme par le passé.

À cet égard, la commission prend note des informations du gouvernement dans son rapport du 26 février 2018, présenté au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, selon lesquelles il a pris des mesures nationales pour interdire le travail des enfants, en particulier dans le secteur du coton, et qu'il est interdit d'utiliser, pendant l'année scolaire, les enfants pour des travaux agricoles susceptibles d'empiéter sur leurs études. En outre, l'utilisation du travail des enfants dans le cadre des établissements d'enseignement dans tous les secteurs, notamment l'agriculture, est réprimée par le Code du travail et expose les responsables des établissements à des sanctions disciplinaires (A/HRC/WG.6/30/TKM/1, paragr. 209-212). **La commission encourage donc vivement le gouvernement à continuer de prendre des mesures efficaces pour s'assurer que les enfants de moins de 18 ans ne sont pas engagés à des travaux dangereux ou soumis au travail forcé dans le secteur du coton, notamment pendant leurs vacances scolaires ou leur temps libre. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations spécifiques sur les mesures prises à cet égard, notamment les mesures visant à faire appliquer la législation**

pertinente interdisant la participation des enfants à la récolte du coton, et sur toute infraction dénoncée, enquête menée, violation identifiée et sanction imposée.

2. *Exploitations agricoles d'État et bazars.* La commission note que, selon les récentes observations de la CSI, au cours de l'été 2019, des responsables de camps d'été ont envoyé des enfants qui y séjournaient dans des exploitations agricoles d'État pour participer à la récolte de pommes de terre. Ces enfants, âgés de 9 à 17 ans, ont été obligés de travailler toute la journée, parfois sous des températures extrêmes, sans repas corrects ni eau potable. D'après la CSI, en 2019 et 2020, *Turkmen.news* a recueilli des informations sur l'exploitation généralisée d'enfants dans des bazars, contraints d'effectuer des travaux pénibles, y compris porter de lourdes charges dans des conditions climatiques extrêmes. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les enfants de moins de 18 ans n'effectuent pas de travaux dangereux, y compris des mesures pour faire appliquer toute la législation interdisant la participation d'enfants à de telles activités et de tenir la commission informée de toute infraction signalée, enquête menée, violation identifiée et sanction imposée en vertu de toute cette législation.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui reprend le contenu de sa demande précédente, adoptée en 2019.

Turquie

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1998)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend note des observations de la Confédération turque des associations d'employeurs (TİSK), communiquées avec le rapport du gouvernement.

Article 1 de la convention. Politique nationale visant à garantir l'abolition effective du travail des enfants et application de la convention dans la pratique. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que le cadre de Politique et de Programme nationaux assorti de délais pour la prévention du travail des enfants de 2005-2015 était en cours d'actualisation et elle avait prié le gouvernement de donner des informations à ce sujet ainsi que d'intensifier les efforts visant à garantir l'abolition du travail des enfants.

Le gouvernement indique dans son rapport que le cadre de Politique et de Programme nationaux assorti de délais pour la prévention du travail des enfants de 2005-2015 a été actualisé en 2016, pour devenir le «Programme national d'élimination du travail des enfants», qui est mis en œuvre depuis mars 2017 pour la période 2017-2023. Son principal objectif est la prévention et l'élimination du travail des enfants, notamment des pires formes de travail des enfants. Il comprend des mesures de portée générale, comme celles qui tendent à éradiquer la pauvreté, améliorer la qualité et l'accessibilité de l'éducation et renforcer la sensibilisation de la population. Le gouvernement indique en outre que le Conseil de suivi et d'évaluation de l'élimination du travail des enfants, qui siège deux fois par an, est chargé du suivi et de l'évaluation du Programme national et de son Plan d'action.

La commission note que, dans sa communication, la TİSK déclare que le Plan d'action qui est associé au Programme national pour l'élimination du travail des enfants 2017-2023 comporte, outre les mesures précisées ci-dessus, des mesures qui sont axées sur la mise en œuvre et l'actualisation de la législation, sur le renforcement des structures institutionnelles existantes et la création de nouvelles et, enfin, sur l'extension du filet de protection sociale et de sécurité sociale. La TİSK indique également qu'une Déclaration conjointe sur la lutte contre le travail des enfants, qui a pour objectif d'assurer que tous les enfants soient protégés contre le travail des enfants et ses pires formes grâce à l'accès à l'éducation, à l'emploi des membres adultes de la famille et à l'extension de la protection sociale, a été signée par six ministères, dont le ministère de la Famille, du Travail et des Services sociaux, sept partenaires sociaux et l'OIT. En outre, la TİSK indique que, dans le cadre des plans d'actions des stratégies nationales pour l'emploi 2014-2023, il est prévu notamment que: i) des plans annuels de lutte contre le travail des enfants seront mis au point; ii) des actions seront menées pour développer la sensibilisation de la population par rapport au travail des enfants au niveau national et au niveau local y compris pour sensibiliser les familles; iii) un observatoire du travail des enfants sera mis en place, pour assurer la coordination.

Dans son rapport présenté au titre de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, le gouvernement indique que des unités de lutte contre le travail des enfants ont été constituées sous l'autorité des Directions provinciales du travail et de l'Agence pour l'emploi dans 81 provinces.

Le gouvernement indique dans ses informations supplémentaires qu'une nouvelle enquête sur le travail des enfants a été menée par l'Institut de la statistique de Turquie et a été publiée le 31 mars 2020. La commission note que, d'après cette enquête (*Statistiques concernant les enfants, 2019*, Institut de la

statistique de Turquie), on dénombrait 146 000 enfants de 5 à 14 ans, soit 1,1 pour cent de cette classe d'âge, exerçant une activité économique, et 28 pour cent de ces enfants (soit 41 000) n'étaient pas scolarisés. En outre, la commission note que 32 000 enfants de 5 à 11 ans, soit 0,4 pour cent de cette classe d'âge, exerçaient une activité économique. Ces enfants travaillaient dans des secteurs incluant les services et l'industrie (pp. 113, 114 et 116). **Tout en prenant dûment note des efforts entrepris par le gouvernement, la commission prie celui-ci de continuer de prendre des mesures visant à assurer l'élimination progressive du travail des enfants dans tous les secteurs. Elle le prie également de donner des informations sur la mise en œuvre du Programme national sur l'élimination du travail des enfants 2017-2023 et de son Plan d'action, et sur la mise en œuvre des plans d'actions des stratégies nationales pour l'emploi 2014-2023. Enfin, elle le prie de donner des informations sur les activités des unités de lutte contre le travail des enfants et les résultats obtenus.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2001)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend note des observations de la Confédération turque des associations d'employeurs (TİSK), communiquées avec le rapport du gouvernement.

Article 3 de la convention. Pires formes de travail des enfants. Alinéa a). Toutes formes d'esclavage ou pratiques analogues. Vente et traite des enfants. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que dans les cas de traite des enfants de moins de 18 ans, des poursuites judiciaires seraient exercées et des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives seraient appliquées dans la pratique. Elle l'avait également prié de fournir des informations sur le nombre des poursuites exercées, des condamnations prononcées et des sanctions imposées.

Le gouvernement indique dans son rapport qu'un certain nombre de mesures ont été prises sur les plans administratif et légal pour lutter contre la traite des enfants de moins de 18 ans. Il indique que, dans le cadre d'un projet (2016-2020) visant à développer les capacités des sections spécialisées dans les femmes et les enfants du Commandement Général de la Gendarmerie, une formation sur la maltraitance d'enfants et les formes modernes d'esclavage a été assurée au personnel de ce corps. La commission observe cependant que le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations sur le nombre des poursuites exercées, des condamnations prononcées et des sanctions imposées à l'égard des personnes qui se sont livrées à la traite des enfants.

La commission note que, dans son rapport sur la mise en œuvre de la convention sur la lutte contre la traite des êtres humains par la Turquie adopté le 10 juillet 2019, le Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) mentionne que, selon certaines informations, des enfants migrants et réfugiés, notamment syriens, accompagnés par des familles ou non accompagnés, seraient victimes de traite ou à risque de l'être, à des fins d'exploitation sexuelle et d'exploitation par le travail, y compris dans la mendicité, dans le secteur agricole, et par la contrainte à la délinquance (paragr. 13 et 124). **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts de lutte contre la traite des enfants de moins de 18 ans, notamment d'enfants migrants et d'enfants réfugiés, et de fournir de nouvelles informations sur les mesures prises à cet égard. Elle le prie à nouveau de fournir des informations sur le nombre spécifique des affaires de traite des enfants qui ont été décelées et qui ont donné lieu à des enquêtes, des poursuites et des condamnations, et sur les sanctions imposées par suite.**

Article 3 d) et article 4, paragraphe 1. Travaux dangereux et catégories d'emplois exclues. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que la Loi sur le travail et le Règlement sur l'emploi des enfants excluent de leur champ d'application les travailleurs des entreprises agricoles ou forestières occupant moins de 50 personnes, les travaux de construction en rapport avec l'agriculture s'effectuant dans le cadre de l'économie familiale, et le travail domestique. Elle avait noté que la loi sur la santé et la sécurité au travail (loi SST) s'applique à tous les travailleurs, y compris à ceux qui sont exclus du champ d'application de la loi sur le travail, à l'exception cependant, entre autres, des travailleurs domestiques et des travailleurs indépendants. Le gouvernement avait indiqué que le Code des obligations n° 6098 couvre le service domestique et, conformément à ce code, il incombe à l'employeur d'assurer le respect des règles concernant la santé au travail et la sécurité sur le lieu de travail. La commission avait rappelé que les enfants travaillant dans l'économie informelle, ainsi que dans le secteur domestique et de l'agriculture, constituent des groupes à haut risque qui se trouvent habituellement hors du champ d'action normal des contrôles de l'inspection du travail bien que risquant d'être exposés à des conditions de travail

dangereuses. Elle avait donc prié instamment le gouvernement de s'assurer que la protection contre les travaux dangereux soit étendue à toutes les personnes de moins de 18 ans, y compris celles qui sont occupées hors d'une relation d'emploi ou qui exercent leur activité hors du champ d'action habituel de l'inspection du travail.

Le gouvernement indique que les enfants qui accomplissent un travail pénible et dangereux dans des petites et moyennes entreprises sont l'un des principaux groupes cibles du Programme national pour l'élimination du travail des enfants 2017-2023 (le Programme national). La commission note que, dans sa communication, la TISK indique que les enfants qui travaillent dans la rue et ceux qui sont employés à un travail agricole autrement que dans le cadre familial ou qui exercent de manière itinérante et temporaire un travail agricole sont également assimilés aux groupes cibles prioritaires dans le Programme national. Ce programme national prévoit une modification du champ d'application des dispositions de la Loi sur le travail et du Règlement des conditions de travail dans les activités relevant de l'agriculture et de la foresterie, de manière à inclure dans le champ d'application de ces instruments les enfants occupés à des travaux agricoles saisonniers ou dans les entreprises qui comptent 50 ou moins de 50 salariés. La commission note que le programme national prévoit également de modifier dans le même sens le champ d'application du Règlement sur l'emploi des enfants. Dans le Programme national, le travail dans la rue, les tâches pénibles et dangereuses s'effectuant dans des petites et moyennes entreprises et le travail agricole s'effectuant de manière itinérante et temporaire, sauf dans le cadre d'une exploitation familiale, ont été déterminées comme relevant des pires formes de travail des enfants en Turquie. Il est souligné dans le Programme national (p. 21) que l'emploi itinérant et temporaire dans l'agriculture constitue pour des enfants une des activités qui comportent le plus de risques en termes de maladie professionnelle et d'accidents du travail. La plupart des enfants concernés par cette pratique travaillent de manière saisonnière, pendant quatre à sept mois, loin de leur foyer, se faisant employer notamment dans des exploitations agricoles à des tâches telles que le désherbage, l'essartage, la cueillette ou récolte, dans des conditions climatiques de chaleur et d'humidité extrêmes. Ils sont exposés aux méfaits de substances chimiques, aux piqûres d'insectes, aux douleurs lombaires, aux dangers des machines et des outils, à des journées de travail longues et à la manutention de charges lourdes. De plus, l'exposition des enfants à la violence, à la négligence et à la maltraitance peut se trouver aggravée par le contexte du travail agricole et des migrations saisonnières qui s'y attachent (pp. 33 et 34).

La commission note également dans les informations supplémentaires que le gouvernement a transmises que, d'après les statistiques de 2019 concernant les enfants, publiées le 31 mars 2020 par l'Institut de statistique de Turquie, 720 000 enfants de 5 à 17 ans étaient engagés dans une activité économique et sur ce nombre, 30,8 pour cent étaient occupés dans l'agriculture. Selon cette étude, les risques d'accident concernent 6,4 pour cent des enfants exerçant une activité économique. En moyenne, 9,1 pour cent des enfants de 5 à 17 ans exerçant une activité économique sont exposés à des facteurs influant négativement sur leur santé physique. Par exemple, 12,9 pour cent de ces enfants sont occupés à un travail dans des conditions climatiques de chaleur ou de froid extrêmes ou dans un milieu excessivement humide; 10,8 pour cent de ces enfants sont exposés à des agents chimiques, à la poussière, à des émanations, à des fumées ou à des gaz; 10,1 pour cent de ces enfants exercent une activité impliquant des postures ou des mouvements pénibles ou le maniement de charges lourdes (p. 119). **En conséquence, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que tous les enfants de moins de 18 ans soient protégés contre les travaux dangereux, y compris dans le secteur de l'agriculture, et de fournir des informations sur tout progrès accompli sur ce plan. Elle le prie également de fournir des informations sur toute concrétisation de la modification - annoncée dans le Programme national pour l'élimination du travail des enfants - du champ d'application des dispositions de la Loi sur le travail et des règlements qui y sont associés, en vue d'inclure dans ce champ d'application les enfants occupés à des travaux saisonniers dans l'agriculture ainsi que les entreprises comptant 50 ou moins de 50 salariés.**

Article 5 et article 7, paragraphe 2. Mécanismes de surveillance et mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Enfants travaillant dans la production agricole saisonnière de noisettes. La commission avait pris note du déploiement, jusqu'en 2018, d'un projet pilote de prévention des pires formes de travail des enfants dans les activités saisonnières de récolte de noisettes, ainsi que d'un projet pilote d'expérimentation de propositions concernant la récolte des noisettes en Turquie émanant du Département d'État à l'agriculture des États-Unis d'Amérique, projet mené en collaboration avec l'OIT. Elle avait pris note en outre d'une circulaire de 2016 intitulée «l'accès à l'éducation des enfants des travailleurs agricoles saisonniers, des migrants et des familles semi-migrantes», qui prévoyait des mesures concrètes concernant l'accès à l'éducation des enfants des travailleurs migrants et des familles semi-migrantes occupées à des travaux agricoles saisonniers, afin de protéger ces enfants contre le travail des enfants. Elle avait noté cependant que, entre les années 2013 et 2016, l'inspection du travail n'avait pas couvert les activités agricoles saisonnières, en particulier celles de la récolte des noisettes, et elle avait prié le gouvernement de renforcer les capacités de l'inspection du travail et d'étendre son action dans

l'agriculture. Elle avait également prié le gouvernement de poursuivre les efforts entrepris pour assurer que des enfants de moins de 18 ans ne puissent pas être affectés à des travaux dangereux dans le secteur agricole, en particulier dans le cadre des travaux agricoles saisonniers et de la récolte des noisettes.

Le gouvernement indique qu'un nouveau projet, intitulé «projet concernant les travailleurs agricoles saisonniers» (METIP), conçu afin de résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs agricoles saisonniers et leur famille, notamment la scolarisation de leurs enfants plutôt que leur occupation au travail, est actuellement déployé avec succès. Dans le cadre de ce projet, un système d'information en ligne sur le travail agricole saisonnier (e-METIP) a été mis en place par le ministère de la Famille, du Travail et des Services sociaux, en coopération avec les ministères de l'Intérieur, de la Santé et de l'Éducation nationale, de manière à opérer un suivi des travailleurs agricoles saisonniers, de leurs enfants et de la scolarisation de ces enfants lorsqu'ils sont en âge d'aller à l'école. Grâce à ce suivi, l'absentéisme scolaire a considérablement décliné. Dans les informations supplémentaires que le gouvernement a fournies, il indique en outre que 21 023 enfants issus de familles de travailleurs agricoles saisonniers ont été scolarisés au cours de l'année académique 2017-18, 16 247 l'ont été pendant l'année 2018-19 et ils étaient 15 581 pour l'année 2019-20 (pour cette dernière année scolaire, il convient de tenir compte de la pandémie de COVID-19).

Le gouvernement indique également qu'un projet mené en coopération avec l'OIT sous l'intitulé «Modèle intégré pour l'élimination des pires formes de travail des enfants dans l'activité agricole saisonnière de récolte des noisettes en Turquie» et mis en œuvre dans les provinces d'Ordu, de Düzce, de Sakarya et de Şanlıurfa, a été prorogé jusqu'à 2020. Il mentionne que des activités de formation et de sensibilisation ont été menées auprès des familles, des propriétaires de jardins et des employeurs, et qu'ainsi un grand nombre d'enfants occupés à des tâches saisonnières dans l'agriculture ont été soustraits à cette activité et réintégrés dans la filière scolaire.

La commission note que, selon les informations dont l'OIT dispose, avec le «Modèle intégré pour l'élimination des pires formes de travail des enfants dans l'activité agricole saisonnière de récolte des noisettes en Turquie», pour la campagne de récolte des noisettes de 2018, on a pu éviter à 1 022 enfants d'être mis au travail en les faisant bénéficier des services éducatifs mis en place. De plus, pendant les campagnes de récolte des noisettes de 2018 et 2019, dans les provinces cibles de Ordu, Düzce et Sakarya, les enfants occupés dans l'agriculture saisonnière ont bénéficié dans les centres d'aide sociale de services éducatifs, de prestations d'orientation et de conseil et de services de réadaptation. **Prenant dûment note des mesures prises par le gouvernement pour faire reculer le travail des enfants dans les opérations saisonnières de récolte des noisettes, la commission prie celui-ci de continuer de fournir des informations sur les activités et les résultats des différents programmes mis en œuvre à cette fin, y compris sur les activités menées au niveau des centres d'aide sociale et leurs résultats. Notant l'absence d'information concernant l'action menée par l'inspection du travail dans l'agriculture, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les inspecteurs du travail soient habilités à inspecter les sites concernés par les opérations saisonnières de récolte des noisettes afin de contrôler que des enfants de moins de 18 ans ne sont pas occupés à des tâches dangereuses dans ce cadre.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces devant être prises dans un délai déterminé. Alinéa b). Prévoir l'aide directe nécessaire et appropriée pour soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Enfants victimes de traite. La commission avait noté précédemment que le Règlement de 2016 sur la lutte contre la traite des êtres humains et la protection des victimes prévoyait des mesures de protection et d'assistance aux enfants victimes de traite. En particulier, elle prévoyait la présence de psychologues ou de travailleurs sociaux aux auditions d'enfants victimes, l'accompagnement de ces enfants par les services compétents du ministère de la Famille, du Travail et des Services sociaux, et l'accès de ces enfants aux services éducatifs ainsi qu'au programme de retour volontaire et dans des conditions sûres. La commission avait prié le gouvernement de poursuivre les efforts visant à fournir aux enfants victimes de traite l'aide directe nécessaire et appropriée en vue, notamment, de leur réadaptation et de leur intégration sociale, et de donner des informations sur les résultats obtenus.

Le gouvernement indique qu'il agit en concertation étroite avec la société civile pour assurer aide et protection aux enfants victimes de traite. Il précise que l'on a recensé 33 victimes de la traite ayant moins de 18 ans en 2016, 36 en 2017 et 56 en 2018. En outre, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que de janvier à juin 2019, 37 enfants victimes de traite ont été recensés. Il ajoute que, conformément aux procédures prévues dans le Règlement sur la lutte contre la traite des êtres humains et la protection des victimes, il revient aux Directions provinciales pour la gestion des migrations d'identifier les victimes. Le gouvernement décrit également les mesures prises pour assurer la protection des mineurs non accompagnés, avec par exemple la création des Centres d'aide à l'enfance, qui, sous l'égide du ministère de la Famille, du Travail et des Services sociaux, fournissent assistance et soutien aux enfants non accompagnés âgés de 13 à 18 ans. Le gouvernement indique également dans ses

informations supplémentaires qu'il a créé un Département de soutien juridique et des droits des victimes en tant que l'une des principales unités du ministère de la Justice. Son objectif est d'aider toutes les victimes de crimes, y compris de la traite, et en particulier les enfants, et de les conseiller pour éviter une victimisation répétée. Dans ce contexte, des Directions de soutien médico-légal et de services aux victimes ont vu le jour et sont actuellement opérationnelles dans 99 tribunaux. Le gouvernement indique également que des «salles d'audition médico-légales» ont été créées dans 72 tribunaux pour veiller à ce que les enfants victimes soient auditionnés dans un environnement approprié. Le gouvernement ajoute que, dans le cadre de plusieurs projets menés en partenariat avec des organisations internationales dans le domaine de la traite des êtres humains, il envisage de mener deux enquêtes de terrain sur la traite des enfants.

La commission note que, dans sa communication relative à l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, la TISK indique que la Commission de coordination de la lutte contre la traite des êtres humains a été créée en application du Règlement sur la lutte contre la traite des êtres humains et la protection des victimes et que cette commission a décidé de former un groupe de travail sur les enfants. La commission note en outre que le GRETA indique dans son rapport adopté le 10 juillet 2019 que, selon les autorités turques, le groupe de travail sur les enfants s'est réuni en septembre 2018 et a décidé qu'un programme de sensibilisation et de formation devait être prévu pour les différentes catégories de personnel devant s'occuper des enfants victimes de traite (paragr. 29). Le GRETA indique également qu'en vertu du règlement précité, les enfants victimes de traite sont pris en charge par les unités compétentes du ministère de la Famille, du Travail et des Services sociaux (paragr. 33). **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts visant à assurer que les enfants victimes de traite soient soustraits des pires formes de travail des enfants et bénéficient d'une réadaptation et d'une intégration sociale. Elle le prie également de fournir des informations sur les activités concrètes déployées par les unités du ministère de la Famille, du Travail et des Services sociaux qui sont responsables de la prise en charge des enfants victimes de traite, de même que sur les mesures prises par le groupe de travail sur les enfants de la Commission de coordination de la lutte contre la traite des êtres humains. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les activités du Département de soutien juridique et des droits des victimes, ainsi que de ses directions chargées de soutenir les enfants victimes de traite, et de transmettre des copies de toute étude réalisée sur la traite des enfants.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Ukraine

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1979)

Article 2, paragraphe 1, de la convention. 1. *Champ d'application et inspection du travail.* Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que le Comité des droits de l'enfant (CRC), dans ses observations finales (CRC/C/UKR/CO/3-4, paragr. 74), s'était dit préoccupé par le nombre élevé d'enfants de moins de 15 ans qui travaillent dans l'économie informelle. La commission avait également pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle le contrôle du recours au travail des enfants dans l'économie informelle reste un problème persistant qui concerne surtout le droit d'accès aux lieux de travail.

La commission note, d'après les statistiques fournies par le gouvernement dans son rapport, en réponse à sa demande de statistiques sur l'inspection du travail (dans les secteurs formel et informel), qu'il semble y avoir une diminution des activités des services d'inspection du travail en ce qui concerne le travail des enfants: 163 visites sur les lieux de travail en 2014 (le travail de 334 mineurs avait été constaté) contre 90 visites en 2017 (le travail de 177 mineurs avait été constaté). Le gouvernement ajoute que, en 2018, des inspections ont permis de constater le travail de 241 mineurs. À ce sujet, la commission renvoie à ses commentaires adoptés en 2019 sur l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, dans lesquelles elle notait que le nombre d'inspecteurs du travail a considérablement augmenté depuis 2018. Toutefois, dans ces commentaires, la commission a constaté avec une profonde préoccupation que plusieurs restrictions et limitations visant les inspections du travail restent en vigueur dans le pays. La commission note également, à la lecture des conclusions de 2019 du Comité européen des Droits sociaux dans le cadre de la Charte sociale européenne, que selon les statistiques disponibles de ce comité sur le nombre d'enfants âgés de 5 à 14 ans engagés dans le travail des enfants ou dans des travaux dangereux, l'interdiction de l'emploi des personnes âgées de moins de 15 ans n'est pas garantie dans la pratique. **La commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que des inspections du travail efficaces dans le domaine du travail des enfants soient menées dans la pratique. Elle le prie aussi de continuer à communiquer des informations sur les activités menées**

dans ce sens par les services d'inspection du travail, y compris le nombre d'inspections du travail effectuées, le nombre et la nature des cas détectés, et toutes mesures de suivi prises.

2. *Âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail.* Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que, aux termes de l'article 188(2) du Code du travail, les enfants de 15 ans peuvent, à titre exceptionnel, être autorisés à travailler avec le consentement de leurs parents ou de leurs tuteurs. Sur ce point, la commission avait constaté que cette disposition du Code permettait aux enfants d'exercer une activité économique à un âge inférieur à l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, fixé par l'Ukraine à 16 ans au moment où elle a ratifié la convention, et qu'une dérogation à l'âge minimum prévu par la convention n'est autorisée que pour les travaux légers, conformément aux conditions définies à l'article 7, paragraphe 1, de la convention.

La commission note, selon les indications du gouvernement dans son rapport et le site Internet du Parlement, que des initiatives visant à modifier le Code du travail sont en cours, mais qu'aucune modification n'y a été apportée jusqu'à présent, et que l'article 19(3) du projet actuel de Code du travail contient encore des dispositions similaires à celles de l'article 188(2). **La commission exprime une fois de plus ferme espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires, lors de la révision du projet de Code du travail, pour veiller à ce qu'aucune personne de moins de 16 ans ne soit admise à l'emploi ou au travail dans une profession quelconque, conformément à l'article 2, paragraphe 1, de la convention, sauf pour les travaux légers autorisés par l'article 7, paragraphe 1, de la convention. La commission exprime à nouveau l'espoir que le projet révisé de Code du travail sera adopté dans un proche avenir.**

Article 3, paragraphe 3, et article 6. *Admission aux travaux dangereux dès l'âge de 16 ans et formation professionnelle.* La commission avait précédemment noté que, en vertu de l'article 2(3) de la décision n° 46 de mars 1994 du ministère de la Santé de l'Ukraine, les personnes de moins de 18 ans qui suivent une formation professionnelle sont autorisées à effectuer des travaux dangereux au maximum pendant quatre heures par jour, à condition que les normes sanitaires en vigueur sur la protection des travailleurs soient strictement respectées, sans préciser toutefois un âge minimum. À ce sujet, la commission avait observé que la législation en vigueur n'interdisait pas expressément aux enfants âgés de 14 ans (âge d'admission à la formation professionnelle) à 16 ans d'accomplir un travail dangereux au cours de la formation professionnelle. Elle avait souligné qu'il convient de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les jeunes de moins de 16 ans qui sont en apprentissage n'effectuent pas de travaux dangereux, et de prendre des mesures pour relever l'âge minimum d'admission aux travaux dangereux à 16 ans, même si les conditions de protection requises sont réunies (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 380 et 385).

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations spécifiques sur ce point, mais qu'en vertu de l'article 299(4) du projet de Code du travail publié sur le site Internet du Parlement, les travaux dangereux au cours de la formation professionnelle ne sont autorisés qu'à la condition que les enfants aient atteint l'âge de 18 ans à la fin de leur formation professionnelle. **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les enfants qui suivent des programmes de formation professionnelle ou un apprentissage ne soient autorisés à effectuer des travaux dangereux qu'à partir de l'âge de 16 ans, en conformité avec l'article 3, paragraphe 3, de la convention. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout progrès réalisé dans ce sens.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

Articles 3 et 5 de la convention. *Pires formes de travail des enfants et mécanismes de contrôle. Alinéa a). Vente et traite d'enfants.* Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que le Comité des droits de l'enfant (CRC), dans ses observations finales, restait préoccupé par le fait que l'Ukraine continuait d'être l'un des premiers pays d'origine de la traite de personnes en Europe. Elle avait également pris note des informations du gouvernement sur les activités, en 2016, de formation et de renforcement des capacités de la police nationale dans la lutte contre la traite des personnes, et sur les enquêtes menées en 2015 concernant l'application de l'article 149 du Code pénal sur la traite des personnes, notamment dans le cas de six mineurs. La commission avait prié le gouvernement de fournir des informations spécifiques sur le nombre de condamnations prononcées et de sanctions imposées à l'encontre de personnes jugées coupables de faits de traite sur des jeunes de moins de 18 ans.

La commission note l'absence d'information dans le rapport du gouvernement sur cette question. À cet égard, la commission renvoie à ses commentaires sur l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, dans lesquelles elle note avec préoccupation le faible nombre de condamnations concernant la traite des personnes, malgré le nombre important de cas portés devant la justice (en 2018, il y a eu

291 enquêtes, les tribunaux ont été saisis de 168 affaires et 15 condamnations ont été prononcées, assorties de cinq peines d'emprisonnement). La commission note, sur le site Internet de l'administration judiciaire de l'État, que ces condamnations concernaient la traite de cinq enfants. **Se référant à ses commentaires sur l'application de la convention n° 29, la commission prie instamment et fermement le gouvernement de veiller à ce que des enquêtes approfondies et des poursuites soient menées à l'encontre des personnes qui se livrent à la vente et à la traite d'enfants, et à ce que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique. Elle le prie aussi, à nouveau, de fournir des informations précises sur le nombre de poursuites engagées, de condamnations prononcées et de sanctions spécifiques infligées en application de l'article 149 du Code pénal à l'encontre de personnes reconnues coupables de traite d'enfants de moins de 18 ans.**

Alinéa b). *Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques.* Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note des graves préoccupations exprimées par le CRC dans ses observations finales face à l'augmentation du nombre de cas de sévices sexuels, d'exploitation et d'implication des enfants dans la prostitution et dans la production de matériel pornographique, et face au nombre alarmant d'utilisateurs de sites Internet de pornographie infantile (5 millions de visites par mois).

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport, en réponse à la précédente demande de la commission, que, pour renforcer la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle, des modifications ont été apportées en 2018 au Code pénal, notamment à l'article 302(4) qui prévoit désormais des peines de cinq à dix ans d'emprisonnement pour l'exploitation de maisons de prostitution ou le recrutement d'enfants à des fins de prostitution. La commission note également que le gouvernement mentionne des enquêtes sur des actes sexuels impliquant des enfants, mais qu'il ne fournit pas d'informations spécifiques concernant l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application effective des articles 301 (importation, fabrication, vente et distribution de matériel pornographique), 302 (exploitation de maisons de prostitution et recrutement de personnes à des fins de prostitution) et 303 (proxénétisme ou entraînement d'une autre personne dans la prostitution) du Code pénal en ce qui concerne les cas impliquant des enfants, y compris en imposant des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives. Elle prie à nouveau le gouvernement de communiquer des informations statistiques sur le nombre et la nature des infractions signalées, des enquêtes ouvertes, des poursuites engagées, des condamnations prononcées et des sanctions pénales imposées.**

Article 7, paragraphe 2. *Mesures efficaces prises dans un délai déterminé.* Alinéa a). *Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants. Accès à l'éducation de base gratuite.* Dans son commentaire précédent, la commission avait noté, à la lecture du rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Ukraine (A/HRC/27/75), la suspension des cours dans plusieurs villes de la région de Donetsk en raison du conflit armé dans le pays, et les taux variables de fréquentation scolaire lorsque les écoles étaient restées ouvertes. Elle avait également noté que, d'après ce rapport, 35 pour cent des 155 800 personnes déplacées à l'intérieur du pays en provenance de la région de Donbass et de Crimée étaient des enfants qui devaient être scolarisés, et qu'environ 450 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont des enfants, avaient été identifiées comme venant des villes de Donetsk et de Louhansk. La commission avait exprimé sa préoccupation face à la situation d'enfants privés d'éducation en raison du climat d'insécurité qui règne dans le pays.

La commission note que le gouvernement indique, en réponse à la demande précédente de la commission, qu'entre 2016 et 2019 le nombre d'écoles en zone rurale a augmenté de manière significative, et que beaucoup a été fait pour scolariser un certain nombre d'enfants en situation de handicap dans des classes inclusives. La commission note également que le gouvernement mentionne l'ordonnance n° 367 de 2018 qui, selon le gouvernement, prévoit un accès amélioré à l'éducation pour les enfants déplacés à l'intérieur du pays, notamment: i) une scolarisation simplifiée; ii) des cours à distance et individuels; iii) la possibilité de passer l'examen scolaire final sans avoir été scolarisé; iv) l'accès à un établissement d'enseignement supérieur ou de formation professionnelle après une évaluation indépendante; et v) la possibilité d'obtenir un certificat d'études secondaires en un an. Dans ce contexte, la commission note également que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR), dans ses observations finales de 2020, reste préoccupé par les disparités régionales en matière d'accès à une éducation de qualité, et par les problèmes qui subsistent dans les régions de Donetsk et de Louhansk. La commission note également que le CESCR se dit préoccupé par le taux toujours élevé d'analphabétisme parmi la population rom, par le taux élevé d'abandon scolaire des enfants roms dans l'enseignement secondaire et par leur sous-représentation dans l'enseignement secondaire et supérieur (E/C.12/UKR/CO/7, paragr. 44). **Tout en prenant note des mesures déjà prises et de la situation difficile qui prévaut dans le pays, la commission encourage vivement le gouvernement à continuer de prendre des**

mesures pour faciliter l'accès de tous les enfants à l'éducation de base gratuite, en particulier les enfants dans des zones de conflit armé et les enfants déplacés à l'intérieur du pays, ainsi que les enfants de la population rom. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les résultats concrets obtenus dans ce sens.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 1987)

La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des observations reçues de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) le 11 décembre 2019, de la Fédération des associations de professeurs d'université du Venezuela (FAPUV) et de la Centrale des travailleurs Alliance syndicale indépendante (CTASI) le 15 septembre 2020, et de la FAPUV le 30 septembre 2020, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019. **La commission prie le gouvernement de répondre à ces observations.**

Article 1 de la convention. Politique nationale, inspection du travail et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les sanctions imposées dans les cas d'infractions constatées par les inspecteurs du travail. Elle l'avait prié une fois de plus de prendre les mesures nécessaires, dans les plus brefs délais, afin de garantir que des données actualisées sur la situation des enfants et adolescents qui travaillent dans le pays, notamment dans des travaux dangereux et dans l'économie informelle, soient rendues disponibles. La commission l'avait également prié de fournir des informations sur les mesures et les politiques nationales prises ou envisagées pour assurer que tous les enfants, y compris dans l'économie informelle, bénéficient de la protection accordée par les dispositions de la convention.

La commission prend note, dans le rapport du gouvernement, que les unités de supervision vérifient l'application de l'article 32 de la loi organique du travail, des travailleuses et des travailleurs, qui établit l'interdiction du travail des enfants de moins de 14 ans. Sur un nombre total de 18 141 inspections effectuées entre 2016 et 2018, deux cas de travail des enfants ont été détectés, s'agissant d'adolescents qui travaillent avec leurs parents dans des activités agricoles. Comme les mesures correctives prises à ce moment ont été suivies par les employeurs, le gouvernement n'a pas engagé une procédure de sanction contre eux. À cet égard, la commission note que, dans ses observations, la CTV se déclare préoccupée par le faible nombre de cas de travail des enfants détectés qui, selon elle, reflète une application inappropriée de l'article 32 de la loi organique du travail, des travailleurs et des travailleuses, par le gouvernement.

La commission prend également note que le Système national d'orientation pour une protection intégrale des enfants et des adolescents est formé de plusieurs programmes d'actions en coordination avec le Système éducatif national et le Système national de la santé, ainsi que les Systèmes nationaux intitulés «Missions» et «Grandes missions». De même, elle prend note de l'accord de coopération interinstitutionnelle signé en 2018 entre le ministère du Pouvoir populaire pour le processus social du travail et l'Institut autonome du Conseil national des droits des filles, des garçons et des adolescents, en vue de renforcer le suivi des conditions de travail des adolescents de moins de 18 ans. Cet accord établit un système de coordination des institutions à travers une plateforme technologique, en vue de l'enregistrement des données relatives au travail des adolescents de moins de 18 ans.

La commission prend note du nombre d'adolescents enregistrés lors des inspections du travail effectuées entre 2016 et 2018. En 2016, sur 10 076 inspections menées, 2 139 cas d'adolescents au travail ont été détectés (950 filles et 1 189 garçons); en 2017, sur 14 691 inspections menées, 1 879 cas d'adolescents au travail ont été détectés (887 filles et 992 garçons) et, en 2018, sur 24 465 inspections menées, 1 684 cas d'adolescents au travail ont été détectés (721 filles et 963 garçons). Le gouvernement souligne dans son rapport que, lors de ces inspections, il n'y a pas eu de cas d'enfants ou d'adolescents victimes des pires formes de travail des enfants.

La commission note que, selon le gouvernement, les enfants qui sont soumis à un travail dans l'économie informelle, spécifiquement dans le colportage, dans les marchés à ciel ouvert, dans les marchés populaires ou d'autres lieux d'activités commerciales informelles, font l'objet d'un suivi à travers différents programmes menés par les Conseils municipaux du droit des filles, des garçons et des adolescents et par les Conseils de protection des filles, des garçons et des adolescents. De même, les vérifications des conditions de travail des travailleurs indépendants ont été intégrées par le ministère du Pouvoir populaire pour le processus social du travail, dans le Programme intégral d'inspection agraire. Ce dernier fait le suivi de la participation des filles, des garçons et des adolescents à des activités dans l'économie informelle, telles que les heures de travail auxquelles ils sont soumis et les conséquences de ce type de travail sur leur fréquentation scolaire. Selon les informations du gouvernement, sur

446 activités d'inspection menées dans le travail agricole familial, le travail des enfants n'excède pas dix heures et n'interfère pas avec la fréquentation scolaire. La commission note toutefois que, dans leurs observations, la CTV, la FAPUV et la CTASI se déclarent préoccupées par le manque d'informations statistiques disponibles sur le nombre d'enfants engagés dans le travail des enfants dans l'économie informelle, ce qui empêche d'évaluer correctement l'ampleur croissante de ce phénomène, ainsi que l'application de la convention. En outre, selon la FAPUV et la CTASI, le travail des enfants fait largement obstacle à la fréquentation scolaire des enfants et des jeunes. À cet égard, la commission note, d'après les observations de la CTV, qu'en 2018, on estimait à 58 pour cent le taux d'abandon scolaire et que ce taux continue d'augmenter. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations statistiques actualisées sur le nombre d'enfants et d'adolescents qui travaillent dans le pays, notamment dans des travaux dangereux et dans l'économie informelle, ainsi que des informations sur le nombre et la nature des infractions constatées par les inspecteurs du travail et les sanctions imposées à cet égard. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les actions entreprises et les résultats obtenus dans le cadre des différents programmes, tels que le programme des Conseils municipaux du droit des filles, des garçons et des adolescents et des Conseils de protection des filles, des garçons et des adolescents qui font le suivi des enfants impliqués dans des activités de l'économie informelle, et tels que les programmes d'actions en coordination avec le Système éducatif national, le Système national de la santé et les Systèmes nationaux intitulés «Missions» et «Grandes missions», ainsi que sur leur impact sur les taux de fréquentation et d'achèvement scolaire des enfants et des jeunes.**

Article 3, paragraphe 3. Admission aux travaux dangereux dès l'âge de 16 ans. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié une nouvelle fois le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, dans les plus brefs délais, afin de mettre sa législation nationale en conformité avec la convention, en veillant à ce que la loi de 1998 sur la protection des enfants et des adolescents autorise des exceptions à l'interdiction de travaux dangereux seulement pour les jeunes âgés entre 16 et 18 ans, et uniquement dans les conditions prévues à l'article 3, paragraphe 3, de la convention.

La commission prend note dans le rapport du gouvernement qu'il souligne une nouvelle fois que sa législation interdit tous types de travail dangereux aux filles et aux garçons de moins de 18 ans. Il indique également que les articles 78 et 89 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela de 1999 et les articles 18 et 96 de la loi de 1998 sur la protection des enfants et des adolescents sont en harmonie avec la loi organique du travail, des travailleuses et travailleurs de 2012. À cet égard, la commission note que, de l'avis de la CTV, ces dispositions ne sont pas appliquées dans la pratique.

En outre, même si le règlement des conditions d'hygiène et de sécurité au travail de 1973 interdit les activités dangereuses ou insalubres aux jeunes de moins de 18 ans, la commission souligne une nouvelle fois que l'article 96 de la loi de 1998 sur la Protection des enfants et des adolescents garde ouverte la possibilité pour le pouvoir exécutif national de déterminer des âges minima plus élevés que l'âge minimum de 14 ans pour les types de travail qui sont dangereux ou préjudiciables à la santé des adolescents. De même, la commission rappelle une nouvelle fois au gouvernement que l'emploi des adolescents de 16 à 18 ans à des travaux dangereux n'est autorisé que sous réserve de l'application de conditions strictes assurant leur protection et leur formation préalable et n'est en aucun cas autorisé pour les jeunes de moins de 16 ans. **La commission prie une nouvelle fois le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, dans les plus brefs délais, afin de mettre sa législation nationale en conformité avec la convention, en veillant à ce que la loi de 1998 sur la protection des enfants et des adolescents autorise des exceptions à l'interdiction de travaux dangereux seulement pour les jeunes âgés entre 16 et 18 ans, et uniquement dans les conditions prévues à l'article 3, paragraphe 3, de la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui reprend le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2005)

La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des observations reçues de la Fédération des associations de professeurs d'université du Venezuela (FAPUV) et de la Centrale des travailleurs Alliance syndicale indépendante (CTASI) le 15 septembre 2020; de la CTASI le 30 septembre 2020; et de la FAPUV le 30 septembre 2020, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019. **La commission prie le gouvernement de répondre à ces observations.**

Article 3 a) et article 7, paragraphe 1, de la convention. Vente et traite d'enfants et sanctions. Dans ses commentaires précédents, la commission avait exprimé sa préoccupation quant à l'impunité dont semblait jouir les auteurs des crimes de traite des enfants. La commission avait prié le gouvernement d'intensifier ses efforts pour lutter contre cette impunité. Elle l'avait prié de fournir des informations sur le nombre de condamnations et de sanctions prononcées envers les auteurs de ces crimes. Elle l'avait

également prié de fournir des informations sur les progrès réalisés quant à l'adoption de l'avant-projet de loi contre la traite des personnes.

La commission prend note, dans le rapport du gouvernement, des activités réalisées par l'Office national contre la délinquance organisée et le financement du terrorisme (ONCDOFT), relatives à la prévention de la traite des personnes et du trafic illicite des migrants. Plusieurs activités de sensibilisation ont été réalisées dans les communautés et dans les institutions d'éducation publique au niveau national, ainsi que des activités de diffusion de l'information sur le crime organisé et ses risques.

La commission note que l'avant-projet de loi contre la traite des personnes n'a pas encore été adopté, mais le gouvernement rappelle à la commission que les articles 41 et 42 de la loi organique de 2012 contre la délinquance organisée et le financement du terrorisme renforcent le régime des sanctions concernant la vente et la traite des enfants et des adolescents à des fins de travail forcé ou d'exploitation sexuelle et le transport illégal des personnes à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Par ailleurs, la commission prend note des statistiques transmises par l'ONCDOFT concernant les procédures judiciaires engagées contre des auteurs des délits de traite des personnes entre 2015 et 2018. En 2015, 24 individus ont été poursuivis (13 hommes et 11 femmes); en 2016, 46 individus ont été poursuivis (22 hommes et 24 femmes); en 2017, 32 individus ont été poursuivis (12 hommes et 20 femmes) et finalement, en 2018, 131 individus ont été poursuivis (63 hommes et 68 femmes). La commission note qu'aucune donnée statistique n'indique si les poursuites engagées contre ces individus concernent des enfants de moins de 18 ans. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le processus d'adoption de l'avant-projet de loi contre la traite des personnes. La commission prie une fois de plus le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur les plaintes déposées, les condamnations émises et les sanctions prononcées en application des articles 41 et 42 de la loi contre la délinquance organisée, en indiquant les cas de victimes âgées de moins de 18 ans. Dans la mesure du possible, ces informations devraient être ventilées par âge et par genre.**

Article 3 et article 7, paragraphe 2. Pires formes de travail des enfants et mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéas a) et b). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants et les soustraire de ces pires formes de travail, et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Traite et exploitation sexuelle à des fins commerciales. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de veiller à prendre des mesures efficaces en vue de soustraire les enfants victimes de traite et d'exploitation sexuelle et d'assurer leur réadaptation et intégration sociale. Elle l'avait prié de fournir des informations sur les résultats obtenus dans le cadre des divers plans mis en œuvre, ainsi que sur le nombre d'enfants victimes de traite et d'exploitation sexuelle ayant bénéficié d'une prise en charge.

La commission prend note, selon le rapport du gouvernement, que les fonctionnaires publics ont bénéficié d'un atelier sur les enquêtes criminelles sur les cas de traite des personnes, consacré à la prévention des délits de traite et de trafic des migrants, la détection précoce des victimes potentielles, l'identification des trafiquants, l'enregistrement des informations collectées, le processus d'enquête pénale approprié et la différenciation entre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants. Un réseau national contre la délinquance organisée et le financement du terrorisme a été développé par le gouvernement, représenté dans chaque province du pays. Ce réseau est organisé en 24 coordinations qui réalisent des activités de prévention et coordonnent les différentes entités compétentes au niveau national sur les opérations de contrôle, de répression et de suivi des délits de traite des personnes et du trafic des migrants. En 2018, le gouvernement a également organisé une formation sur le renforcement des capacités des fonctionnaires publics dans les principaux lieux de contrôle frontalier. Cette formation intitulée «Route frontalière de la traite des personnes» est axée sur les mesures de prévention et la mise en place des mécanismes de contrôle pour lutter contre la traite des personnes et le trafic des migrants, mais aussi sur l'identification des victimes présumées et sur les mesures de prise en charge pour ces victimes.

La commission prend également note que le bureau du médiateur du peuple, conjointement avec l'UNICEF, a renouvelé le Plan national de formation sur les droits des victimes de traite des personnes, spécifiquement envers les femmes, les filles, les garçons et les adolescents. La mise en œuvre de ce plan fait partie des attributions du bureau du médiateur pour la promotion, la défense et la surveillance des droits de l'homme, avec la participation de toutes les entités institutionnelles du pays en lien avec la traite des personnes et le trafic des migrants.

De même, la commission prend note que le Système national d'orientation pour une protection intégrale des enfants et des adolescents, suivant le cadre de la loi organique de protection des enfants et des adolescents de 2015 (art. 117), met en œuvre des programmes de réhabilitation des filles, des garçons et des adolescents victimes d'exploitation ou d'abus, mais aussi des programmes de prévention pour éviter que les filles, les garçons et les adolescents ne soient soumis à de telles situations d'exploitation.

La commission prend note, dans le rapport du gouvernement, de la révision actuelle du Protocole relatif à l'assistance pour les victimes de traite des personnes par l'ONCDOFT. Tout en prenant note des diverses actions entreprises par le gouvernement pour lutter contre la traite et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, la commission exprime une nouvelle fois son **regret** face à l'absence d'informations fournies par le gouvernement sur les résultats obtenus dans le cadre de ses programmes. **La commission prie une nouvelle fois le gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus dans le cadre des divers programmes qu'il a mis en œuvre, ainsi que sur le nombre d'enfants victimes de traite et d'exploitation sexuelle ayant bénéficié d'une prise en charge. La commission prie également le gouvernement de lui fournir des informations quant au Protocole relatif à l'assistance pour les victimes de traite des personnes par l'ONCDOFT, une fois révisé.**

Article 3 d). Enfants exerçant des activités minières dangereuses. La commission note que, dans leurs observations, la FAPUV et la CTASI se déclarent particulièrement préoccupées par les cas d'enfants qui exercent des activités minières illégales dans l'état de Bolívar, en particulier dans le «Arco Minero del Orinoco» (AMO) où les enfants des communautés autochtones sont particulièrement exposés. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures efficaces prises dans un délai déterminé pour empêcher que les enfants ne soient engagés dans des activités minières dangereuses, pour les soustraire de ces activités et pour leur assurer des services de réadaptation.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui reprend le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

Viet Nam

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2003)

Article 9, paragraphe 1, de la convention. Sanctions, inspection du travail et application de la convention dans la pratique. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que les sanctions administratives pour le travail des enfants sont prévues par plusieurs décrets. En outre, l'article 296 du Code pénal de 2015 prévoit une responsabilité pénale en cas de violations de la loi sur l'emploi des enfants. La commission a cependant noté qu'au Vietnam un nombre important d'enfants étaient engagés dans le travail des enfants, et que les résultats des activités de l'inspection du travail ne reflétaient pas l'ampleur du travail des enfants dans ce pays, comme indiqué dans le rapport de l'Enquête nationale de 2012 sur le travail des enfants au Vietnam. La commission a également noté que le gouvernement était en train de préparer la deuxième Enquête nationale sur le travail des enfants. La commission a prié instamment le gouvernement de renforcer les capacités et d'élargir la portée de l'inspection du travail dans son action de prévention et de lutte contre le travail des enfants. Elle a également prié le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la manière dont la convention est appliquée dans la pratique.

La commission prend note de l'information du gouvernement dans son rapport selon laquelle aucun cas de travail des enfants n'a été détecté lors des activités de l'inspection du travail. Cependant, selon les informations fournies par 30 autorités au niveau des provinces et des villes, 83 enfants effectuant illégalement un travail ont été détectés. Le gouvernement indique également que 120 inspecteurs du travail, de 63 départements du travail, des invalides et des affaires sociales, ont participé à des activités de renforcement des capacités sur le travail des enfants. Le contenu de la formation comprenait les lois pertinentes, le processus d'inspection et les compétences en matière d'inspection du recours au travail des enfants. En outre, 286 inspecteurs au niveau local ont reçu une formation sur la détection, l'inspection et l'examen du travail des enfants. La commission note également que, selon l'Enquête nationale de 2018 sur le travail des enfants, 1 031 944 enfants travailleurs ont été classés comme engagés dans le «travail des enfants», ce qui représente 5,4 pour cent de la population des 5-17 ans et 58,8 pour cent des enfants travailleurs. Parmi ceux-ci, 519 805 enfants effectuaient des travaux pénibles, dangereux et risqués, soit un pourcentage de près de 50,4 pour cent du nombre total des enfants engagés dans le travail des enfants. La commission prend bonne note du fait que le nombre total d'enfants qui sont engagés dans le travail des enfants a diminué par rapport aux résultats de l'Enquête nationale de 2012 sur le travail des enfants (1,75 million). Cependant elle note avec **préoccupation** qu'il reste encore un nombre considérable d'enfants engagés dans le travail des enfants, en particulier dans des travaux dangereux. En outre, la commission observe que les résultats des activités de l'inspection du travail ne reflètent pas l'ampleur du travail des enfants au Vietnam, comme l'indique le rapport de l'Enquête nationale de 2018 sur le travail des enfants dans ce pays. **La commission prie donc instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer l'élimination effective du travail des enfants. Elle le prie à nouveau instamment de renforcer les capacités et d'élargir la portée de l'inspection du travail dans son action de détection, de suivi, de prévention et de lutte contre le travail des enfants, et de fournir des informations détaillées sur les mesures prises à cet égard. La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la manière dont la convention est appliquée dans la pratique, notamment des extraits**

des rapports des services d'inspection et des décisions de justice, ainsi que des informations sur le nombre et la nature des violations signalées et les sanctions imposées.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

Article 3 b) de la convention. Utilisation, recrutement ou offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques. La commission avait précédemment pris note des informations du gouvernement sur la mise en œuvre du Programme d'action pour lutter contre la prostitution (PACP) 2011-2015. Toutefois, le rapport du gouvernement ne contenait pas d'informations concrètes sur les mesures spécifiques de lutte contre la prostitution des enfants. La commission avait également noté que, conformément à l'article 147 du Code pénal de 2015, persuader une personne âgée de moins de 16 ans de participer à un spectacle pornographique, l'y inciter ou l'y contraindre constituaient une infraction. Cependant, les dispositions du Code pénal de 2015 ne semblaient pas interdire l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant âgé de 16 à 18 ans à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques. La commission avait donc prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour interdire l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant de moins de 18 ans à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques. Elle l'avait également prié de communiquer des informations sur les mesures ciblées prises pour combattre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants âgés de moins de 18 ans et d'indiquer les résultats obtenus.

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport selon lesquelles le PACP 2016-2020 a été adopté et mis en œuvre. Il comporte des mesures visant à éliminer la prostitution, y compris celle des enfants de moins de 18 ans. Le gouvernement indique aussi que le Viet Nam a souscrit aux déclarations d'actions à mener contre l'utilisation de l'Internet aux fins de l'exploitation sexuelle des enfants, lors du sommet organisé dans ce but en 2014 à Londres. La commission note aussi que, d'après les statistiques fournies par le gouvernement, entre 2016 et 2018 les autorités ont identifié et poursuivi un grand nombre de personnes qui enfreignaient la réglementation sur la prostitution. Six de ces personnes ont été sanctionnées, en application du droit pénal, pour avoir acheté des prestations sexuelles à des enfants. Au cours du premier semestre de 2019, quatre cas d'achat de prestations sexuelles à des personnes âgées de moins de 18 ans ont été enregistrés, dont deux ont été transmis au Bureau du Procureur du peuple. Le gouvernement fait aussi état de l'arrestation et de l'extradition d'un citoyen américain. Déféré aux autorités américaines, il a été poursuivi pour les infractions de réception et distribution de pornographie infantile, et de recel de pornographie infantile.

Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission lui rappelle à nouveau que, en application de l'article 3 b) de la convention, l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant âgé de moins de 18 ans à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques sont considérés comme faisant partie des pires formes de travail des enfants. Or l'article 147 du Code pénal de 2015 sanctionne seulement le fait de persuader une personne âgée de moins de 16 ans de participer à un spectacle pornographique, de l'y inciter ou de l'y contraindre. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour interdire l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant de moins de 18 ans à des fins de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques, en modifiant l'article 147 du Code pénal de 2015, et de fournir des informations sur tout progrès réalisé dans ce sens. La commission prie également le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur les mesures ciblées prises pour combattre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants âgés de moins de 18 ans, et d'indiquer les résultats obtenus, notamment le nombre de personnes arrêtées, poursuivies et condamnées pour exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales, ainsi que les sanctions imposées.**

Article 7, paragraphe 2 b). Mesures efficaces prises dans un délai déterminé pour apporter une aide afin de soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et d'assurer leur réadaptation et leur intégration sociale. Enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. La commission avait précédemment noté que le Comité des droits de l'enfant (CRC) s'était dit préoccupé par le nombre croissant d'enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Le CRC s'était aussi dit préoccupé par le fait que les enfants victimes d'exploitation sexuelle étaient susceptibles d'être considérés comme des criminels par la police et qu'il n'existait pas de procédures de dépôt de plainte adaptées aux enfants. La commission avait prié le gouvernement de fournir des informations concrètes sur les mesures efficaces et assorties de délais prises pour soustraire les enfants à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et pour leur apporter l'aide nécessaire en vue de leur intégration sociale.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles, entre 2016 et 2018, on a dénombré 113 personnes âgées de moins de 18 ans parmi les 13 341 personnes documentées qui exerçaient la prostitution. Le gouvernement indique aussi que trois personnes âgées de moins de 18 ans qui exerçaient la prostitution ont été identifiées au cours d'activités de police, dont une a été sanctionnée. Au cours du premier semestre de 2019, quatre personnes de moins de 18 ans exerçant la prostitution ont été identifiées, dont trois ont reçu des sanctions administratives. Le gouvernement indique aussi que, comme l'a signalé le Bureau du Procureur suprême du peuple, le nombre d'enfants exerçant la prostitution a augmenté au cours du premier semestre de 2019, incluant de nombreux enfants appartenant à des minorités ethniques et vivant dans des zones reculées ou dans des conditions difficiles. La commission note également que le décret n° 56/2017/ND-CP a été adopté en septembre 2017 pour mettre en œuvre certaines dispositions de la loi sur l'enfance de 2016 relatives à la maltraitance d'enfants, y compris les abus sexuels. Le décret dispose également que les enfants dans des situations particulières, en particulier les enfants victimes d'abus sexuels, ont droit à des soins de santé, à une assistance sociale, à une aide éducative et à une formation professionnelle, à une aide juridique, à des conseils psychologiques et à d'autres services de protection de l'enfance. En 2017-18, 48,28 pour cent des enfants victimes d'abus sexuels ont bénéficié d'une aide psychologique; 15,96 pour cent d'une assistance sociale; 9,41 pour cent de soins de santé; 6,27 pour cent d'une assistance juridique; 1,57 pour cent d'une aide éducative et d'une formation professionnelle; et 3,53 pour cent d'autres services de protection de l'enfance. Toutefois, la commission observe qu'il n'apparaît pas clairement si les enfants victimes d'abus sexuels sont victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

Notant que plusieurs personnes de moins de 18 ans se sont vu infliger des sanctions administratives pour leur engagement dans la prostitution, la commission doit souligner que les enfants qui sont utilisés, recrutés ou offerts à des fins de prostitution doivent être considérés comme des victimes et non comme des délinquants (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 510). ***La commission prie donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les enfants qui exercent la prostitution soient considérés comme des victimes et non comme des délinquants, et ne soient donc pas punis pour leur engagement dans la prostitution, et pour qu'ils reçoivent les services nécessaires à leur réadaptation et à leur intégration sociale. Elle prie également le gouvernement de donner des informations sur les progrès réalisés ou les résultats obtenus à cet égard, notamment la formation dispensée aux autorités compétentes qui s'occupent de la prostitution, ainsi que sur le nombre d'enfants identifiés comme victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et bénéficiant d'une aide en vue de leur réadaptation et de leur intégration sociale, au moyen de l'éducation, de la formation professionnelle ou de l'emploi. Enfin, la commission prie le gouvernement de clarifier la définition d'abus sexuels dans la loi sur l'enfance de 2016 et de veiller à ce que les informations fournies reflètent la situation des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, y compris la prostitution.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Zimbabwe

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 (ratification: 2000)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend note des observations du Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU) reçues le 31 août 2019 et le 29 septembre 2020, respectivement.

Article 1 et article 2, paragraphe 1, de la convention. 1. *Politique nationale, champ d'application et application de la convention dans la pratique.* Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle il poursuivait ses efforts de réinsertion des enfants dans le cadre du Plan national d'action en faveur des orphelins et autres enfants vulnérables (PAN-OEV) et du Module d'aide à l'éducation de base (BEAM). Elle a toutefois noté que, selon le rapport de 2014 sur le travail des enfants de l'Agence nationale des statistiques du Zimbabwe, 1,6 million d'enfants âgés de 5 à 14 ans étaient engagés dans une forme d'activité économique. Plus de 2,7 millions d'enfants de ce groupe d'âge étaient engagés dans des activités non économiques ou des travaux non rémunérés. Ce rapport indiquait également que les secteurs dans lesquels le travail rémunéré des enfants était le plus fréquent étaient l'agriculture, la sylviculture et la pêche. La commission a également noté que le Comité des droits de l'enfant (CRC), dans ses observations finales de mars 2016, s'était dit préoccupé par la persistance du travail des enfants, y compris dans des travaux dangereux, et par l'exploitation des enfants dans l'économie informelle, en particulier ceux issus de ménages à faible revenu, qui sont peu rémunérés et effectuent de longues journées de travail (CRC/C/ZWE/CO/2, paragr. 72). La commission a prié

instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour veiller à l'élimination progressive du travail des enfants dans tous les secteurs.

La commission prend note des observations du ZCTU selon lesquelles le travail des enfants, y compris dans les travaux dangereux, reste fréquent, en particulier dans l'économie informelle, les services domestiques, l'exploitation minière, l'agriculture et les exploitations de tabac. Des enfants dès l'âge de 12 ans sont employés dans des exploitations agricoles. Le ZCTU déclare que la situation du travail des enfants s'est aggravée en raison des mauvaises conditions socio-économiques et que le gouvernement n'a pas réussi à mettre en œuvre son précédent plan d'action élaboré à cet égard.

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que le BEAM, l'une des nombreuses formes de mesures de protection sociale, est mis en œuvre pour atteindre les enfants qui n'ont jamais été à l'école en raison de contraintes sociales et économiques. La commission prend note des informations supplémentaires du gouvernement selon lesquelles en 2018, 415 000 et en 2019, 583 547 orphelins et enfants vulnérables ont bénéficié d'une assistance éducative par l'intermédiaire du BEAM. Ce projet vise à soutenir 1 200 000 orphelins et enfants vulnérables en 2020, pour lesquels le gouvernement a porté l'allocation budgétaire à 450 millions de dollars zimbabwéens. Le gouvernement indique également que le ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale a lancé une initiative d'inspection du travail à l'échelle nationale d'avril à juillet 2018. Cette initiative a permis à tous les inspecteurs du travail de visiter les lieux de travail et de vérifier le respect de la loi sur le travail, y compris le travail des enfants. Le gouvernement indique également qu'il est en train de formaliser le secteur informel, ce qui contribuerait à réduire les déficits de travail décent ainsi que le travail des enfants dans le secteur informel. La commission prend également note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport conjoint de 2019 sur la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, selon lesquelles, en sus des 120 inspecteurs du travail du gouvernement qui effectuent des inspections dans le secteur agricole, le Conseil national pour l'emploi (NEC) dans le secteur agricole procède lui aussi à des inspections dans tout le pays. Le NEC pour l'agriculture, qui dispose de huit agents désignés répartis dans tout le pays, a effectué 301 inspections du travail pour la période de janvier à juin 2019.

La commission note en outre que, selon le document du Plan national d'action en faveur des orphelins et des enfants vulnérables, Phase III, 2016-2020 (PAN-OEV), ce cadre guidera les activités de toutes les parties prenantes engagées dans la mise en œuvre d'interventions coordonnées visant à aider les enfants à répondre à leurs besoins, à exercer leurs droits et à assurer leur protection contre l'exploitation. Toutefois, la commission note dans le rapport du gouvernement que selon les conclusions de l'Enquête de 2019 sur la main-d'œuvre et le travail des enfants, on estime que sur les 4,2 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans, environ un pour cent sont engagés dans le travail des enfants, les garçons étant plus nombreux dans ce cas que les filles. Le rapport de l'Enquête publié en 2020 indique que les secteurs dans lesquels le travail des enfants est le plus fréquent sont l'agriculture, la sylviculture et l'industrie de la pêche, ainsi que le commerce de détail. Ce rapport indique également que le travail des enfants est plus fréquent chez les enfants âgés de 10 à 14 ans et qu'environ trois pour cent des enfants n'ont jamais été scolarisés, tandis qu'un quart d'entre eux ont abandonné l'école. ***Notant qu'un nombre important d'enfants sont engagés dans le travail des enfants, la commission prie une fois de plus instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour veiller à l'élimination progressive du travail des enfants, notamment par la mise en œuvre effective du BEAM et du PAN-OEV. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur leurs effets sur l'élimination du travail des enfants. La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les services d'inspection du travail entrepris par les inspecteurs du travail et le NEC pour l'agriculture concernant le travail des enfants, et sur le nombre et la nature des violations détectées, y compris dans le secteur agricole. À cet égard, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer les capacités des services de l'inspection du travail et du NEC pour l'agriculture afin de leur permettre de surveiller et détecter de manière adéquate les cas de travail des enfants, y compris dans l'économie informelle.***

2. ***Âge minimum.*** La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles l'âge minimum d'entrée dans l'emploi a été porté de 15 à 16 ans. Elle note en conséquence que l'article 11(a)(ii) de la loi sur le travail, tel que modifié par l'article 3 de la loi de 2015 portant modification de la loi sur le travail, dispose qu'aucun employeur ne doit employer une personne âgée de moins de 16 ans, quelle que soit la profession concernée. ***La commission encourage le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour relever l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail de 14 ans (initialement spécifié) à 16 ans. À cet égard, elle le prie d'envisager la possibilité d'envoyer une nouvelle déclaration au titre de l'article 2, paragraphe 2, de la convention, notifiant ainsi au Directeur général du BIT que le gouvernement a relevé l'âge minimum précédemment spécifié.***

Article 2, paragraphe 3. Âge de fin de scolarité obligatoire. Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note de l'information du gouvernement selon laquelle l'enseignement primaire, qui dure jusqu'à neuf ans, doit être achevé à l'âge de 12 ans. Elle a également pris note des informations du gouvernement selon lesquelles diverses mesures ont été mises en œuvre, notamment: i) le programme d'alimentation scolaire; ii) l'éducation non formelle pour les enfants ayant abandonné l'école; et iii) la baisse du coût des études, qui assure la scolarisation des enfants, leur maintien à l'école et l'achèvement de leur scolarisation et qui permet de lutter contre les abandons scolaires à tous les niveaux. Notant toutefois que l'âge de fin de la scolarité obligatoire était inférieur à l'âge minimum d'admission à l'emploi, la commission a prié le gouvernement d'envisager de relever l'âge de fin de la scolarité obligatoire de manière à le faire coïncider avec l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, qui est de 14 ans.

La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a pris aucune mesure juridique à cet égard. Elle prend note de l'information du gouvernement selon laquelle le ministère de l'enseignement primaire et secondaire n'a fixé aucun âge pour l'achèvement de la scolarité obligatoire. La commission attire à nouveau l'attention du gouvernement sur la nécessité de faire coïncider l'âge de fin de la scolarité obligatoire avec l'âge minimum d'admission à l'emploi, comme le prévoit le paragraphe 4 de la recommandation (n° 146) sur l'âge minimum, 1973. Si la scolarité obligatoire se termine avant que l'âge auquel la loi autorise les jeunes à travailler, il peut s'ensuivre un vide qui ouvre malencontreusement la porte à l'exploitation économique des enfants (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 371). **La commission prie par conséquent instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour relever l'âge de fin de la scolarité obligatoire afin de le faire coïncider avec l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail qui est de 16 ans, conformément à la loi de 2015 portant modification de la législation du travail. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur toute mesure prise à cet égard.**

Article 7, paragraphe 3. Détermination des travaux légers. La commission a précédemment noté que selon l'article 3(4) du règlement sur les relations de travail, les enfants de plus de 13 ans peuvent effectuer des travaux légers dans la mesure où ces travaux font partie intégrante d'un programme éducatif ou d'une formation et que cela ne porte pas préjudice à leur éducation, à leur santé ou à leur sécurité. Le gouvernement a déclaré que l'instrument statutaire 155 de 1999 sur les types de travaux légers serait révisé au cours du processus de réforme du droit du travail. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la réforme du droit du travail est en cours et, une fois que les amendements auront été adoptés, le processus de révision des dispositions de l'instrument statutaire 155 de 1999 sur les types de travaux légers sera entrepris. **La commission exprime donc une fois de plus le ferme espoir que la liste des types de travaux légers pouvant être effectués par des enfants à partir de 13 ans sera révisée et adoptée dans un avenir proche. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard.**

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (ratification: 2000)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

Elle prend note des observations du Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU) reçues respectivement les 31 août 2019 et 29 septembre 2020.

Article 4, paragraphe 3, de la convention. Examen périodique de la liste des travaux dangereux. La commission a précédemment pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle, suite à l'adoption de la loi de 2015 portant modification de la loi sur le travail, l'accent serait mis sur la révision de son règlement d'application, y compris la liste des types de travail dangereux.

La commission prend note de l'information du gouvernement dans son rapport selon laquelle les modifications de la loi sur le travail sont toujours en cours et une fois le projet de loi adopté, le ministère du Service public, du Travail et de la Protection sociale procédera à la révision de la liste des types de travail dangereux. **Observant que le gouvernement fait référence à la révision de la liste des types de travail dangereux depuis 2003, la commission le prie à nouveau instamment de prendre les mesures nécessaires pour que la liste des types de travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans soit révisée, adoptée et mise en application dans un avenir proche. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

Article 7, paragraphe 2. Mesures efficaces prises dans un délai déterminé. Alinéa a). Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants. Accès à l'éducation de base gratuite. Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note des informations du gouvernement selon lesquelles il mettait en œuvre le module d'aide à l'éducation de base (BEAM) et le programme d'alimentation scolaire afin d'assurer que les enfants vulnérables puissent être scolarisés et de garantir

leur présence et leur maintien à l'école. La commission a toutefois noté, à la lecture du rapport national de l'UNESCO sur l'examen national de 2015 au Zimbabwe concernant l'éducation pour tous, que bien que les taux de scolarisation restent relativement élevés, environ 30 pour cent des quelque 3 millions d'enfants scolarisés dans le primaire n'achèvent pas le cycle d'éducation primaire de sept ans. Ce rapport indiquait également que l'action du gouvernement était loin de répondre aux besoins d'environ 1 million d'enfants issus de familles pauvres et défavorisées. La commission a prié instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer l'accès à l'éducation de base gratuite à tous les enfants, en particulier ceux issus de familles pauvres et défavorisées.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles il continue à renforcer le programme d'alimentation scolaire (SFP) qui est actuellement mis en œuvre dans plus de 70 pour cent de toutes les écoles agréées dans le pays. Le gouvernement indique également que le SFP a été lié au Programme d'atténuation du déficit alimentaire en tant que mesure de soutien durable pour la fourniture de nourriture aux enfants des écoles primaires. La commission note également l'information du gouvernement selon laquelle en 2019 le gouvernement a alloué 63 millions de dollars à la mise en œuvre du BEAM. Selon le rapport du gouvernement, le programme BEAM cible en particulier les enfants scolarisés issus de ménages pauvres, de ménages sans adultes, les orphelins et les enfants négligés par leurs parents, ainsi que les enfants qui n'ont jamais été scolarisés, ont abandonné l'école ou n'ont pas pu payer les frais de scolarité et les taxes en raison de leur pauvreté. La commission prend toutefois note de la déclaration du gouvernement selon laquelle, bien que de nombreux efforts soient déployés pour garantir l'accès des enfants à l'éducation et améliorer l'achèvement de l'éducation de base, les ressources financières restent insuffisantes en raison des défis économiques auxquels est confronté l'État zimbabwéen dans son ensemble.

La commission note que selon les résultats de l'enquête par grappes à indicateurs multiples de 2019 au Zimbabwe, le pourcentage d'enfants en âge d'être scolarisés qui entrent en première année de l'enseignement primaire est de 67,6 pour cent et leur taux net de fréquentation est de 90,5 pour cent. Les pourcentages d'enfants en âge d'aller à l'école primaire, en âge de fréquenter le premier cycle de l'enseignement secondaire et en âge de fréquenter le deuxième cycle de l'enseignement secondaire qui ne fréquentent aucune école sont respectivement de 4,7 pour cent, 23,6 pour cent et 70,3 pour cent. La commission note également que dans ses observations finales du 10 mars 2020, le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), s'est dit préoccupé par le taux élevé d'abandon scolaire chez les filles (CEDAW/C/ZWE/CO/6, paragr. 35). Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission se doit d'exprimer sa **préoccupation** quant au nombre élevé d'enfants qui ne fréquentent aucune école. **Considérant que l'éducation est essentielle pour prévenir l'engagement des enfants dans les pires formes de travail des enfants, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer l'accès à une éducation de base gratuite à tous les enfants, en particulier aux filles et aux enfants de familles pauvres et défavorisées, notamment au moyen du projet BEAM, du programme d'alimentation scolaire ou par un autre dispositif. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes prises à cet égard, notamment en ce qui concerne la suppression des obstacles financiers à l'éducation, en vue d'accroître les taux de fréquentation scolaire et de réduire les taux d'abandon.**

Alinéas a) et b). *Empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants, les en soustraire et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale.* 1. *Enfants effectuant des travaux dangereux dans les exploitations de tabac.* La commission prend note des observations du ZCTU selon lesquelles les enfants travaillant dans les exploitations de tabac sont engagés dans des travaux dangereux et exposés à des conditions dangereuses qui affectent leur santé et perturbent leur éducation. Elle prend également note d'un rapport fourni par le ZCTU sur une étude tripartite menée en juin 2020 sur le travail des enfants dans l'industrie du tabac par le ministère du Travail avec la participation du Syndicat général des travailleurs de l'agriculture et des plantations du Zimbabwe (GAPWUZ), du ZCTU et de la Confédération des employeurs. Selon les conclusions de cette étude, les enfants travaillant dans les exploitations de tabac effectuent de longues journées de travail, portent des charges lourdes et sont exposés à des conditions climatiques extrêmes ainsi qu'à des produits chimiques nocifs tels que la nicotine et les pesticides. La commission prend également note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement selon lesquelles le rapport sur l'enquête sur le travail des enfants dans le secteur du tabac menée en mars 2019 est en cours de validation par les parties prenantes, sera ensuite diffusé et sera suivi d'interventions post-enquête dans les quatre provinces où l'enquête a été menée. Le gouvernement indique en outre que ce rapport vise également à sensibiliser le grand public aux dangers liés au travail des enfants dans le tabac ainsi qu'à servir de fondement à des interventions et des stratégies ciblées pour l'éradication du travail des enfants dans ce secteur. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les enfants de moins de 18 ans ne soient pas engagés dans des travaux dangereux dans les exploitations de tabac et de prendre des mesures efficaces et assorties de délais pour les soustraire à ces types de travail et pour assurer leur réadaptation et leur**

intégration sociale. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard, ainsi que sur les résultats obtenus. Elle le prie également de fournir une copie des résultats de l'enquête sur le travail des enfants dans le secteur du tabac, dès qu'ils seront disponibles.

2. *Enfants effectuant des travaux dangereux dans le secteur minier.* Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note de la déclaration du ZCTU selon laquelle l'une des pires formes de travail des enfants les plus courantes au Zimbabwe était le travail dans le secteur minier, où des enfants se livrent à la récupération de minerais pour subsister. Elle a également noté que 67 pour cent des enfants travaillant dans ce secteur manipulaient des produits chimiques (notamment du mercure, du cyanure) et des explosifs, et que près de 24 pour cent de ces enfants travaillaient plus de neuf heures par jour. Le gouvernement a indiqué que le ministère des Mines et du Développement minier travaillait conjointement avec les organes chargés de faire appliquer la loi pour soustraire les enfants des activités minières illégales.

La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle les statistiques sur les enfants soustraits aux activités minières illégales ne sont pas disponibles actuellement et seront communiquées une fois obtenues. À cet égard, la commission prend note des observations du ZCTU selon lesquelles le travail dangereux des enfants est encore fréquent dans le secteur minier. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces et assorties de délais en vue d'empêcher l'engagement des enfants dans des travaux dangereux dans le secteur minier, et de prévoir leur retrait, puis leur réadaptation et leur intégration sociale. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur le nombre d'enfants soustraits aux activités minières illégales par le ministère des Mines et du Développement minier et ayant bénéficié d'une aide à la réadaptation et à l'intégration sociale.**

Alinéa d). Identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux. Orphelins en raison du VIH/sida et autres enfants vulnérables (OEV). Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note de la déclaration du gouvernement selon laquelle il s'employait à mettre en œuvre le Plan national d'action en faveur des orphelins et autres enfants vulnérables (PAN-OEV) et allouait activement des ressources financières à ces programmes qui visent tous les enfants vulnérables. Elle a également noté les effets du Dispositif harmonisé de prestations sociales en espèces (HSCT) et du projet BEAM, dont des composantes sont destinées à protéger et à soutenir les orphelins et les enfants vulnérables, ainsi que du projet national de système de gestion des cas pour répondre aux besoins des OEV. La commission a toutefois noté que, selon les estimations de l'ONUSIDA pour 2015, une moyenne de 790 000 enfants âgés de 0 à 17 ans sont orphelins à cause du VIH/sida. La commission a donc prié instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour empêcher que ces enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles l'action coordonnée entre le Comité de sélection communautaire du BEAM et le système national de gestion des cas pour la prise en charge et la protection des enfants, lequel est responsable de l'identification et de l'orientation des enfants ayants droit, ont remarquablement élargi le champ d'intervention du gouvernement en faveur des enfants vulnérables. En outre, des initiatives visant à harmoniser les programmes de protection sociale ont été prises afin que les enfants bénéficiant du BEAM puissent également bénéficier d'autres programmes tels que le programme HSCT.

La commission prend également note des informations du gouvernement selon lesquelles le PAN-OEV, qui a entamé sa phase III (2016 – 2020), utilise une approche multisectorielle pour aider et soutenir de manière complète les enfants et les familles du pays, et qu'il établit des mécanismes de coordination et des voies d'orientation pour assurer l'efficacité et l'efficience du programme. Le gouvernement indique aussi que dans le cadre de ce plan d'action, un total de 91 391 enfants (42 315 garçons et 49 076 filles), dont 508 enfants engagés dans le travail des enfants et ses pires formes, ont reçu une assistance en 2018. La commission note en outre que selon les estimations de l'ONUSIDA pour 2019, le nombre moyen d'enfants âgés de 0 à 17 ans qui sont orphelins à cause du VIH/sida est de 500 000, en diminution par rapport aux estimations de 2015. **Tout en prenant note des mesures prises par le gouvernement, la commission le prie instamment de poursuivre ses efforts pour prévenir l'engagement des orphelins et des OEV dans les pires formes de travail des enfants, notamment au moyen du PAN-OEV, du HSCT, du projet BEAM et du système national de gestion des cas. Elle le prie de fournir des informations sur les mesures prises et les résultats obtenus à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 5** (*Sainte-Lucie*); la **convention n° 77** (*Haïti*); la **convention n° 78** (*Haïti*); la **convention n° 123** (*Ouganda*); la **convention n° 124** (*Kirghizistan, Ouganda*); la **convention n° 138** (*Arabie saoudite, Belize, Brunéi Darussalam, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Grenade, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Inde, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Lesotho, Liban, Maldives, Mauritanie, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas: Aruba, Pérou, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud, Tadjikistan, Tchad, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, République bolivarienne du Venezuela, Viet Nam*); la **convention n° 182** (*Afrique du Sud, Belize, Brunéi Darussalam, Congo, Djibouti, Dominique, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Ghana, Grenade, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Inde, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Lesotho, Liban, Madagascar, Maldives, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas (Aruba et Curaçao), Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Vanuatu, République bolivarienne du Venezuela, Viet Nam, Zimbabwe*).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 59** (*Pérou*); la **convention n° 77** (*Nicaragua, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Slovaquie*); la **convention n° 78** (*Nicaragua, Panama, Pérou, Pologne, Slovaquie*); la **convention n° 79** (*Espagne, Pérou, Pologne*); la **convention n° 90** (*Arabie saoudite, Espagne, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Slovaquie, Slovénie*); la **convention n° 123** (*Arabie saoudite, Espagne, Malaisie, Slovaquie*); la **convention n° 124** (*Espagne, Panama, Pologne, Slovaquie*); la **convention n° 138** (*Espagne, Malte, Oman, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Uruguay*); la **convention n° 182** (*Malte, Mauritanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Guernesey, Îles Falkland (Malvinas) et Sainte-Hélène), Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Suriname, Uruguay*).

Égalité de chances et de traitement

Afghanistan

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1969)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Législation. La commission a précédemment noté que, bien que certaines dispositions de la loi du travail (art. 8, 9(1), 59(4) et 93), lues conjointement, offrent une certaine protection contre la discrimination fondée sur le sexe en ce qui concerne la rémunération, elles ne reflètent pas pleinement le principe de la convention. Elle prend note de l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle la Commission consultative tripartite est toujours en train de réviser la loi du travail, en vue d'assurer une meilleure conformité avec les dispositions de la convention. La commission tient à souligner que la notion de «travail de valeur égale» est au cœur même du droit fondamental des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale car non seulement elle offre de vastes possibilités de comparaison, en incluant notamment le travail «égal», le «même» travail et le travail «similaire», mais va au-delà en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de valeur égale (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 673). **La commission demande au gouvernement de continuer à communiquer des informations sur les activités et recommandations de la Commission consultative tripartite concernant la révision de la loi du travail et veut croire que, dans un proche avenir, la législation nationale donnera pleine expression et effet au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale prévu dans la convention.**

Écart de rémunération entre hommes et femmes. La commission accueille favorablement les statistiques communiquées par le gouvernement et note, d'après l'enquête sur les conditions de vie en Afghanistan (ALCS) 2013-14, que le salaire mensuel moyen des femmes est inférieur à celui des hommes pour toutes les catégories d'emploi, sauf dans le secteur public. Les hommes gagnent en moyenne 30 pour cent de plus que les femmes dans la même profession, et jusqu'à trois fois et demi de plus que les femmes dans les secteurs agricole et forestier, où les femmes représentent les deux tiers de la main-d'œuvre. La commission note, d'après l'ALCS 2016-17, que la situation des femmes s'est dégradée et que le taux d'activité des femmes est tombé de 29 pour cent en 2014 à 26,8 pour cent en 2017, et reste très en deçà de celui des hommes (80,6 pour cent en 2017). En outre, un plus grand nombre de femmes que d'hommes se trouvent dans une situation d'emploi vulnérable (89,9 pour cent de femmes contre 77,5 pour cent d'hommes). La commission **regrette** que l'ALCS 2016-17 ne contienne aucune autre information sur l'écart de rémunération entre hommes et femmes. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises pour réduire l'écart de rémunération entre hommes et femmes et s'attaquer à ses causes sous-jacentes, ainsi que des informations sur les résultats obtenus à cet égard. Rappelant l'importance de collecter régulièrement des statistiques pour évaluer la nature, l'étendue et l'évolution de l'écart de rémunération entre hommes et femmes, la commission demande au gouvernement de communiquer des informations à jour sur les gains des hommes et des femmes, ventilées par activité économique et profession, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, ainsi que toutes statistiques ou analyses disponibles sur l'écart de rémunération entre hommes et femmes.**

Article 3. Évaluation objective des emplois. Fonction publique. Se référant à ses précédents commentaires, la commission prend note du barème des traitements joint à la loi de 2008 sur les fonctionnaires, selon lequel les salaires sont déterminés par grades et échelons. Elle note que l'article 8 de la loi porte sur les critères applicables pour déterminer les grades en fonction des diplômes, des compétences et de l'expérience professionnelle. La commission note, d'après les données de l'Organisation centrale de statistiques, qu'en 2016 les femmes représentaient 22,5 pour cent de tous les employés du secteur public, mais que seules 7,5 pour cent d'entre elles occupaient un poste au troisième grade et au-delà. **La commission demande au gouvernement de communiquer des informations sur l'application pratique de l'article 8 de la loi de 2008 sur les fonctionnaires, notamment sur les méthodes et facteurs appliqués pour classer les emplois selon les différents grades, de manière à veiller à ce que les tâches exécutées essentiellement par des femmes ne soient pas sous-évaluées par rapport à celles traditionnellement exécutées par des hommes. Elle demande aussi au gouvernement de communiquer des informations sur la répartition des hommes et des femmes entre les différentes catégories et les différents postes de la fonction publique et sur leurs niveaux de gains correspondants.**

Article 4. Sensibilisation. Collaboration avec des organisations d'employeurs et de travailleurs. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle les campagnes et activités de sensibilisation du public au principe de la convention, en particulier auprès des organisations d'employeurs et de travailleurs, se sont poursuivies, certaines avec l'assistance du BIT. **La commission demande au gouvernement de continuer à communiquer des informations sur les activités de sensibilisation visant à promouvoir le principe de la convention et d'indiquer si certaines activités ont été menées en collaboration ou conjointement avec les organisations d'employeurs et de travailleurs. Elle lui demande aussi de préciser si, à la suite des activités de sensibilisation déjà réalisées, les partenaires sociaux ont pris effectivement en compte le principe de la convention dans les conventions collectives et, dans l'affirmative, de communiquer des informations à cet égard, en communiquant copie des dispositions pertinentes.**

Contrôle de l'application de la législation. La commission note que, dans la Politique nationale du travail 2017-2020, le gouvernement reconnaît un manque de fermeté dans le contrôle de l'application de la législation du travail et indique que des inspections périodiques seront conduites pour en assurer le respect, et que toute lacune donnera lieu à des mesures appropriées à l'encontre des employeurs en faute. Elle note par ailleurs que, dans ses observations finales, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a exprimé ses préoccupations face aux décisions discriminatoires des mécanismes de justice informelle à l'égard des femmes, qui affaiblissent la mise en œuvre de la législation existante, et a recommandé d'améliorer l'accès des femmes au système formel de justice (CEDAW/C/AFG/CO/1-2, 30 juillet 2013, paragr. 14).

et 15). **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour assurer un contrôle plus strict de l'application de la législation du travail ayant trait à l'application de la convention. Plus particulièrement, la commission le prie de fournir des informations sur le respect, y compris sur le niveau de conformité de l'identification des lacunes dans la mise en œuvre des obligations de la convention ainsi que sur les mesures prises à l'encontre des employeurs en manquement. Elle demande aussi au gouvernement de communiquer des informations sur toutes mesures prises ou envisagées pour améliorer l'accès des femmes au système formel de justice, ainsi que sur toutes plaintes que les tribunaux ou autres autorités compétentes auraient eues à traiter concernant le principe de la convention, y compris des informations sur les sanctions infligées et les réparations accordées.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1969)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Législation. La commission a précédemment noté que l'interdiction de la discrimination prévue à l'article 9 de la loi sur le travail a un caractère très général, et a instamment prié le gouvernement de saisir l'occasion offerte par le processus de révision de la loi sur le travail, mené dans le cadre du programme par pays de promotion du travail décent et du Plan d'action national pour les femmes d'Afghanistan (NAPWA) 2007-2017, pour modifier cette loi afin d'interdire expressément la discrimination directe ou indirecte fondée sur l'ensemble des motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, ainsi que sur tout autre motif qui pourra être spécifié après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs, conformément à l'article 1, paragraphe 1 b), de la convention. La commission note, d'après l'indication du gouvernement dans ses rapports, que la Commission consultative tripartite poursuit le processus de révision de la loi sur le travail. Se référant à ses précédents commentaires sur l'article 10(2) de la loi de 2008 sur les fonctionnaires, qui interdit seulement la discrimination en matière de recrutement fondée sur le sexe, l'ethnicité, la religion, le handicap et la «différence physique», la commission note, selon la déclaration générale du gouvernement, que les dispositions de la loi sur le travail s'appliquent aussi aux fonctionnaires. **La commission demande au gouvernement de continuer à communiquer des informations sur les activités et les recommandations de la Commission consultative tripartite concernant la révision de la loi sur le travail, et veut croire que, dans un proche avenir, la législation nationale interdira expressément, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, la discrimination directe et indirecte fondée sur les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, ainsi que sur tout autre motif qui pourra être spécifié après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs, conformément à l'article 1, paragraphe 1 b), de la convention, couvrant les tous les aspects de l'emploi et de la profession. Entre-temps, la commission demande au gouvernement de préciser comment l'article 9 de la loi sur le travail et l'article 10(2) de la loi sur les fonctionnaires s'articulent et, d'une manière générale, d'indiquer si toutes les dispositions de la loi sur le travail s'appliquent aux fonctionnaires ou uniquement les dispositions de la loi sur le travail qui sont expressément visées par les articles de la loi sur les fonctionnaires.**

Article 1, paragraphe 1 a). Discrimination fondée sur le sexe. Violence liée au travail et harcèlement sexuel. La commission prend note de la loi sur l'interdiction du harcèlement à l'égard des femmes et des enfants, adoptée en décembre 2016 et approuvée par le Président en avril 2018, qui définit et érige en délit le harcèlement physique, verbal et non verbal, et prévoit que le harcèlement est passible d'une amende. Elle note en outre que l'article 30 de la loi de 2009 sur l'élimination de la violence à l'encontre des femmes (EVAW), qui prévoit une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois en cas de harcèlement, a d'abord été intégré dans le Code pénal révisé en mars 2017, et que le gouvernement a ensuite ordonné de le supprimer en août 2017, suite aux pressions exercées par certains membres du Parlement, et que le statut actuel de cette loi n'apparaît donc pas clairement. La commission note également que plusieurs organes des Nations Unies ont exprimé leurs préoccupations face au nombre croissant d'attaques ciblées, notamment de meurtres, visant des femmes en vue, en particulier dans le secteur public, et à la prévalence du harcèlement sexuel des femmes sur le lieu de travail (rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, A/HRC/37/45, 21 février 2018, paragr. 55 et rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, A/HRC/29/27/Add.3, 12 mai 2015, paragr. 21 et 26). Elle note que, selon une enquête conduite en 2015 par la Fondation de recherche juridique sur les femmes et les enfants, basée en Afghanistan, 87 pour cent des femmes interrogées ont été victimes de harcèlement sur le lieu de travail. Elle prend également note de l'indication récente de la Commission afghane indépendante des droits de l'homme (AIHRC) selon laquelle les femmes au sein de la police sont particulièrement touchées par ce phénomène et que le ministère de l'Intérieur met actuellement au point une procédure de recours interne (rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, A/HRC/37/45, 21 février 2018, paragr. 53). La commission note que, en application du Règlement de 2015 pour l'élimination du harcèlement à l'égard des femmes (11/07/1394), des commissions chargées de traiter les plaintes ont été mises en place dans plusieurs provinces, mais que le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a récemment indiqué que les mécanismes de lutte contre le harcèlement sexuel à l'égard des femmes sur le lieu de travail reste largement inefficace en raison du faible taux de signalement, ceci étant principalement lié à la stigmatisation sociale associée à ces pratiques (rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, A/HRC/37/45, 21 février 2018, paragr. 54). **La commission demande au gouvernement de communiquer des informations sur toutes mesures concrètes (par exemple des campagnes destinées au grand public pour promouvoir l'égalité de genre) et programmes spécifiques mis en œuvre ou envisagés pour lutter contre la violence à l'encontre des femmes (et plus particulièrement envers des femmes en vue) et le harcèlement sexuel sur le lieu du travail, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, ainsi que la stigmatisation sociale associée à ces pratiques. Elle demande aussi au gouvernement de communiquer des informations sur le nombre, la nature et le résultat de toutes plaintes ou cas concernant la violence liée au travail ou le harcèlement sexuel sur le lieu de travail qu'auraient eu à**

traiter les commissions mises en place en vertu du règlement de 2015, de l'inspection du travail et des tribunaux. La commission demande aussi au gouvernement de préciser le lien existant entre la loi de 2009 sur l'élimination de la violence à l'encontre des femmes et la loi de 2016 sur l'interdiction du harcèlement des femmes et des enfants, ainsi que le statut actuel de ces deux lois. Le gouvernement est prié de communiquer copie de la loi de 2016 sur l'interdiction du harcèlement des femmes et des enfants et du Règlement de 2015 pour l'élimination du harcèlement à l'égard des femmes (11/07/1394).

Article 2. Égalité d'accès des hommes et des femmes à la formation professionnelle et à l'éducation. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le taux de scolarisation des filles représente 45 pour cent du taux de scolarisation global. Se référant à la discussion tenue à la Commission de l'application des normes de la Conférence à sa 106^e session (juin 2017) concernant l'application de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, la commission note que des groupes non étatiques ont délibérément fait obstacle à l'accès des filles à l'éducation, notamment en se livrant à des actes d'agression et en fermant des écoles pour filles, et que 35 écoles ont été utilisées à des fins militaires en 2015. Elle prend également note du faible taux de scolarisation des filles, en particulier dans l'enseignement secondaire, ainsi que des taux particulièrement élevés d'abandon de scolarité, notamment en milieu rural, en raison de l'insécurité à affronter pour se rendre à l'école ou rentrer chez soi, de l'intensification des actes d'agression visant les écoles de filles et des menaces émanant de groupes non étatiques enjoignant que les filles cessent d'aller à l'école. La commission note, d'après l'enquête sur les conditions de vie en Afghanistan 2016-17, les indications de l'Organisation centrale des statistiques selon lesquelles, en 2016, l'accès des filles à l'enseignement primaire, secondaire et supérieur n'était que de 0,71 pour cent, 0,51 pour cent et 0,39 pour cent de celui des garçons, respectivement. En outre, on estime que 37 pour cent seulement des adolescentes sont alphabétisées, contre 66 pour cent des adolescents et que, chez les adultes, 19 pour cent des femmes sont alphabétisées, contre 49 pour cent des hommes. ***Tout en reconnaissant la situation difficile prévalant dans le pays, la commission demande au gouvernement de redoubler d'efforts pour encourager l'accès des filles et des femmes à l'éducation à tous les niveaux et l'achèvement de la scolarité, et pour permettre leur participation à un plus large éventail de programmes de formation, y compris ceux dans lesquels les hommes sont traditionnellement majoritaires. Elle demande au gouvernement de communiquer des données statistiques à jour ventilées par sexe sur le taux de participation à l'éducation et d'achèvement de la scolarité à tous les niveaux, ainsi qu'aux différents programmes de formation professionnelle. La commission demande une fois encore au gouvernement de communiquer des informations sur toutes mesures prises dans le cadre de la politique d'action positive relevant du Plan national d'action pour les femmes d'Afghanistan (NAPWA) 2007-2017.***

Article 5, paragraphe 1. Mesures spéciales de protection. Travaux interdits aux femmes. La commission a précédemment noté que la liste des travaux physiquement pénibles ou dangereux interdits aux femmes, prévue par l'article 120 de la loi sur le travail, était en cours d'élaboration. ***Notant que le gouvernement n'a pas communiqué d'informations sur ce point, la commission demande de nouveau au gouvernement de veiller à ce que, dans le cadre de la réforme de la loi sur le travail en cours, toutes restrictions concernant les travaux pouvant être accomplis par des femmes soient strictement limitées à la protection de la maternité et ne soient pas fondées sur des stéréotypes concernant leurs capacités et leur rôle dans la société qui seraient contraires à la convention. Elle demande au gouvernement de communiquer copie de la liste des travaux interdits aux femmes, une fois adoptée.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Allemagne

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1956)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que des informations supplémentaires communiquées à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend note des observations de la Confédération allemande des syndicats (DGB) reçues le 21 novembre 2019. Elle prend note aussi des observations supplémentaires de la DGB reçues le 10 novembre 2020. ***La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires au sujet des observations supplémentaires de la DGB.***

Article 2 de la convention. Transparence de salaire. La commission avait précédemment pris note de l'adoption de la loi sur la promotion de la transparence de la rémunération entre les femmes et les hommes (loi sur la transparence de la rémunération), 2017 qui: 1) établit le droit pour chaque salarié dans les établissements qui occupent plus de 200 salariés d'obtenir des informations sur le salaire mensuel brut médian d'au moins six salariés de l'autre sexe qui accomplissent le même travail ou un travail de valeur égale, ainsi que sur les critères et la procédure utilisés pour fixer la rémunération; et 2) prévoit la communication régulière, par les employeurs du secteur privé occupant plus de 500 salariés, d'informations sur les mesures prises pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, et établir une égalité de rémunération entre les hommes et les femmes, ces employeurs étant également encouragés à utiliser les procédures d'évaluation interne de l'entreprise afin d'évaluer leur système de rémunération. Elle avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur: 1) la mise en œuvre de la loi sur la transparence de la rémunération; 2) la proportion des entreprises et des salariés couverts

par ces dispositions. La commission note, d'après la déclaration du gouvernement dans son rapport, que plusieurs guides, brochures et modèles de formulaires ont été diffusés afin de promouvoir la sensibilisation sur les dispositions de la loi sur la transparence de la rémunération, et des conseils ont été fournis à des groupes cibles spécifiques, notamment aux travailleurs et aux employeurs. Le gouvernement indique que, à la suite d'une évaluation menée sur la mise en œuvre de la loi en 2019, il apparaît que: 1) seuls 4 pour cent des salariés dans les entreprises occupant plus de 200 salariés ont présenté une demande d'informations; 2) 45 pour cent des entreprises examinées avaient, de manière volontaire, révisé leurs structures internes de rémunération; et 3) 44 pour cent des entreprises tenues de fournir des informations ont indiqué qu'elles s'étaient conformées à cette obligation et 40 pour cent d'entre elles qu'elles prévoyaient de le faire. La commission note que, dans ses observations, la DGB estime que l'évaluation révèle que de nouvelles modifications devraient être apportées à la loi sur la transparence de la rémunération, en particulier pour: 1) assurer le droit à l'information de tous les travailleurs quelle que soit la taille de l'entreprise; 2) introduire l'obligation d'engager des procédures d'évaluation agréées même pour les entreprises occupant moins de 500 salariés; 3) uniformiser le contenu et la forme des obligations de communication d'informations; 4) prévoir des sanctions en cas de non-respect de ces prescriptions; et 5) introduire le droit de déposer une action collective de sorte que la charge de faire respecter leurs droits n'incombe pas aux travailleurs de manière individuelle. La commission note, à ce propos, d'après l'indication du gouvernement, que dans une décision de 2019 (n° 16 Sa 983/18), le tribunal du travail de Berlin-Brandebourg a décidé qu'une femme journaliste qui alléguait une discrimination en matière de rémunération, n'avait pas été en mesure d'exercer son droit individuel pour demander des informations conformément à la loi sur la transparence de la rémunération car, en tant que travailleuse free-lance, elle n'était qu'une «quasi-salariée» et non une «salariée régulière». Elle note cependant que, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que, sur la base de l'appel interjeté par la requérante devant le tribunal fédéral du travail, celui-ci a décidé que la requérante était en mesure de demander des informations au défendeur sur les critères et les procédures de l'établissement des salaires puisqu'elle était, en tant que salariée freelance, une «travailleuse» au sens de l'article 5(2)(1) de la loi susvisée. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la mise en œuvre de la loi sur la transparence de la rémunération, et notamment sur toute évaluation menée du niveau de conformité avec les prescriptions légales en matière de communication d'informations sur l'égalité entre les hommes et les femmes et l'égalité de rémunération au niveau de l'entreprise, et sur toutes actions menées pour traiter les écarts de rémunération détectés entre les hommes et les femmes, en indiquant les répercussions de telles actions. Elle prie aussi le gouvernement de fournir des informations sur: i) toutes mesures prises pour améliorer l'application de la loi en question, notamment par la promotion de la sensibilisation des travailleurs, des employeurs et de leurs organisations respectives au sujet de ses dispositions et des solutions disponibles; ii) toutes mesures envisagées pour surmonter les obstacles entravant son efficacité qui auraient été identifiés grâce aux évaluations menées ou par les partenaires sociaux; ainsi que sur iii) le nombre d'entreprises de plus de 200 salariés et de plus de 500 salariés dans le pays, ainsi que sur la proportion de la main-d'œuvre occupée dans ces entreprises.**

Articles 2 et 3. Évaluer et traiter l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. La commission avait précédemment pris note des mesures mises en œuvre par le gouvernement pour combattre la ségrégation professionnelle verticale et horizontale entre les hommes et les femmes sur le marché du travail, mais avait exprimé sa préoccupation au sujet de la persistance du niveau élevé de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Elle avait demandé au gouvernement de redoubler d'efforts afin de réduire l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, et de traiter ses causes profondes. La commission note, d'après les informations statistiques communiquées par le gouvernement, que les disparités salariales non corrigées entre les hommes et les femmes ont légèrement baissé de 21 pour cent en 2017 à 20 pour cent en 2019, alors que l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est demeuré inchangé dans le secteur public, puisqu'il est toujours estimé à 9 pour cent en 2019. Des différences évidentes demeurent entre les régions (21 pour cent dans la partie occidentale du pays, contre 7 pour cent dans sa partie orientale). La commission note qu'en 2019, les disparités salariales entre les hommes et les femmes restent importantes dans les activités scientifiques et techniques (29 pour cent); les services financiers et l'assurance (28 pour cent); ainsi que dans les métiers de l'information et de la communication (24 pour cent) et l'industrie manufacturière (23 pour cent). Elle note aussi d'après la déclaration du gouvernement que plusieurs causes des inégalités salariales ont été identifiées parmi lesquelles: différents choix de professions, durée du travail, faible représentation des femmes aux postes de direction, interruptions de carrière pour des motifs familiaux et périodes non rémunérées passées à s'occuper des enfants. La commission se réfère à ce propos à ses commentaires concernant l'application de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, au sujet de la ségrégation professionnelle entre les hommes et les femmes et la conciliation du travail et des responsabilités familiales. Elle note que, dans

ses observations, la DGB se déclare préoccupée par la persistance des stéréotypes sur le fait que les responsabilités familiales incombent aux femmes, avec comme effets du manque à gagner, des interruptions de carrière et une présence plus forte de femmes dans le travail partiel et les «mini-emplois», affectant ainsi le niveau de leur rémunération et de leur pension. La commission note que, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique qu'un programme triennal intitulé «Renforcer les entreprises, promouvoir l'égalité de rémunération» a été lancé en juillet 2020 pour intégrer la condition de l'égalité de rémunération au cœur des politiques globales du personnel de l'entreprise. Le gouvernement ajoute qu'il sera toujours en faveur de discussions régulières dans les entreprises sur le thème de l'égalité de rémunération, qu'il établira un label pour spécifier les employeurs équitables et qu'il accordera une assistance particulière pour promouvoir l'égalité de traitement et l'égalité au travail, notamment en fournissant des exemples des meilleures pratiques. La commission accueille favorablement les initiatives mises en œuvre par le gouvernement qui ont permis de réduire légèrement l'écart salarial entre les hommes et les femmes. Elle note cependant que: 1) l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est toujours élevé puisqu'il se situe à 21 pour cent, ce qui représente l'un des taux les plus élevés de l'Union européenne (6 points de pourcentage au-dessus de la moyenne de l'Union européenne); et 2) selon l'enquête sur la structure des gains de 2019, lorsque les femmes ont les mêmes qualifications que les hommes, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes reste de 6 pour cent en 2019, ce qui est considéré comme une indication de discrimination latente à l'égard des femmes sur le marché du travail. **La commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour éliminer l'écart salarial entre les hommes et les femmes, notamment en s'attaquant aux différences de rémunération qui peuvent résulter d'une discrimination à l'encontre des femmes. Elle prie aussi le gouvernement de fournir: i) des informations sur les mesures volontaristes mises en œuvre à cet effet, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, notamment en améliorant l'accès des femmes à des emplois offrant des perspectives de carrière et des salaires élevés; ii) des informations sur toute évaluation menée sur l'impact de telles mesures, notamment sur les résultats du programme intitulé «Renforcer les entreprises, promouvoir l'égalité de rémunération»; ainsi que iii) des données statistiques sur les gains des hommes et des femmes, ventilées par activité économique et profession, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.**

La commission soulève d'autres points dans une demande directe adressée au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1961)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires communiquées à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend également note des observations de la Confédération des syndicats allemands (DGB), reçues le 21 novembre 2019. Elle prend note en outre d'observations supplémentaires de la DGB, reçues le 10 novembre 2020. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires sur les observations supplémentaires.**

Article 1, paragraphe 1 a), et articles 2 et 3 de la convention. Non-discrimination, égalité de chances et de traitement sans distinction de race, de couleur ou d'ascendance nationale. La commission avait pris note précédemment de la persistance de la ségrégation et de la discrimination dans les domaines de l'éducation et de l'emploi auxquelles se heurtent les minorités, notamment les Sinti, les Roms et les personnes d'ascendance africaine, et elle avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour s'attaquer à ces problèmes. La commission note que le gouvernement déclare dans son rapport que la situation des personnes issues de l'immigration s'est légèrement améliorée mais reste difficile. Le gouvernement indique que la situation difficile des personnes issues de l'immigration sur le marché du travail tient à plusieurs facteurs, dont le manque de maîtrise de l'allemand, le faible niveau d'instruction, une expérience professionnelle limitée ou dépassée, une méconnaissance du marché du travail allemand et la discrimination. La commission accueille favorablement l'indication du gouvernement selon laquelle, dans le cadre du Plan d'action national pour l'intégration (NAP-I), plusieurs programmes axés sur l'intégration des personnes issues de l'immigration au marché du travail continuent d'être déployés. Ainsi, nombre de grandes entreprises ont désormais intégré les questions de diversité dans leurs stratégies de développement des ressources humaines et de nombreuses petites et moyennes entreprises reconnaissent les bienfaits de l'apport de la diversité dans la force de travail. La commission accueille favorablement les diverses initiatives prises pour l'amélioration des qualifications et compétences des personnes issues de l'immigration, à travers notamment la mise en place de réseaux régionaux de travailleurs qualifiés. Elle note en outre que le gouvernement indique que: 1) le Commissaire à l'intégration du gouvernement fédéral et le ministère fédéral des Affaires économiques et de l'Énergie collaborent avec d'autres partenaires dans le cadre d'un Forum sur «la diversité dans l'économie» dont la vocation est de soutenir les entreprises dans une démarche d'ouverture interculturelle et à la diversité

dont les effets doivent être présentés lors du 13^e sommet pour l'intégration qui aura lieu au début de 2021; et 2) en mai 2019, a été lancée la méthode de travail pour mettre en place le forum sur «l'intégration dans le marché de l'emploi», qui est centré notamment sur la promotion de la formation professionnelle, la protection contre les formes d'emploi précaire et l'exploitation, l'intégration des femmes migrantes et des femmes réfugiées dans l'emploi rémunéré et leur progression professionnelle. La commission prend note plus particulièrement du déploiement du Programme (2015–2022) intitulé «Fortes sur le lieu de travail – Les mères de famille issues de l'immigration s'intègrent» (financé par le Fonds social européen), programme qui a pour but de favoriser l'accès de ces femmes un travail rémunéré à travers un accompagnement individualisé, l'acquisition de qualifications et des cours de langue. Ce programme fédéral a permis de toucher à ce jour plus de 10 000 participantes. La commission note à cet égard que, dans ses observations, la DGB accueille favorablement ces programmes mis en œuvre par le gouvernement pour favoriser l'intégration des personnes issues de l'immigration mais elle souligne que la perspective de genre devrait être plus fortement reflétée dans cette démarche.

S'agissant du secteur public, la commission note que le gouvernement déclare qu'il est conscient de sa responsabilité en tant qu'employeur et qu'il est animé de la volonté de faire progresser la proportion des personnels qui sont issus de l'immigration dans ce secteur. À cet égard, la commission note que, d'après une étude menée en 2016, la proportion moyenne que représentaient les salariés issus de l'immigration dans l'administration fédérale était estimée à 14,8 pour cent. Le gouvernement ajoute que d'autres études ont été menées au sein de l'administration fédérale en 2019 en vue d'obtenir des données approfondies sur l'égalité de chances et la diversité. Sur la base des résultats de ces études, le gouvernement élaborera des modalités nouvelles devant permettre de faire davantage progresser la participation des personnes issues de l'immigration et de surmonter les obstacles à l'accès de ces personnes au marché du travail.

Dans le domaine de l'éducation, la commission accueille favorablement les initiatives suivantes auxquelles le gouvernement se réfère dans son rapport: 1) l'élaboration, en 2018, par l'Agence fédérale contre la discrimination (ADS), de Directives pratiques générales conçues pour lutter contre la discrimination des minorités à l'école; et 2) en collaboration avec l'ADS, le concours «Équitables@l'école» (les écoles contre la discrimination), dans le cadre duquel sont présentés des projets devant servir d'exemples sur la manière dont les établissements scolaires peuvent agir en faveur de la diversité. La commission note cependant que le gouvernement déclare qu'il faudrait déployer davantage de mesures pour agir contre la discrimination dans l'éducation.

La commission note que le micro recensement réalisé en 2017 par l'Office fédéral de statistiques a donné les résultats suivants: 1) les personnes issues de l'immigration représentaient 23,6 pour cent de la population totale (ce qui correspond à 3,6 points de pourcentage de plus qu'en 2015); 2) le taux d'emploi dans cette catégorie de population était estimé à 65 pour cent contre 77,3 pour cent pour les Allemands de souche; et 3) 6,6 pour cent de ces personnes n'étaient pas dans un emploi rémunéré contre 3 pour cent pour les Allemands. En 2018, le taux de chômage moyen chez les personnes issues de l'immigration était estimé à 12,9 pour cent, contre 5,2 pour cent pour les Allemands. La commission note en outre que, selon le rapport annuel de l'ADS pour 2019, le nombre des personnes qui ont contacté l'ADS pour des questions de discrimination raciale a plus que doublé depuis 2015, et 33 pour cent, soit la plus forte proportion de l'ensemble, des cas traités par l'ADS portaient sur des faits de discrimination raciale.

S'agissant spécifiquement de la situation des Sinti et des Roms, la commission note que le gouvernement n'a pas fourni d'informations à ce sujet. Elle note cependant que, dans son rapport de 2019, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) s'est déclarée préoccupée par l'absence de statistiques officielles sur le nombre des Sinti et des Roms, et par le fait que la plus récente étude qualitative de leur situation dans le pays remonte à 2011 et que cette étude faisait ressortir un niveau élevé de discrimination et de ségrégation dans les établissements scolaires et des niveaux faibles d'éducation. L'ECRI a néanmoins relevé en tant que bonne pratique la désignation, dans un certain nombre de *Länder*, de médiateurs auprès des Sinti et des Roms, qui sont chargés d'améliorer l'interaction et la coopération entre les enfants et parents de ces communautés et les établissements scolaires (rapport de l'ECRI sur l'Allemagne, sixième cycle d'observation, 10 décembre 2019, paragr. 95-101).

Considérant le nombre élevé de personnes appartenant à une minorité ou issues de l'immigration qui vivent dans le pays et la persistance de disparités quant à leur accès à l'éducation, la formation professionnelle, l'emploi et la profession, la commission prie instamment le gouvernement:

- i) d'intensifier les efforts entrepris pour lutter contre la ségrégation et la discrimination, en particulier pour s'attaquer avec efficacité aux stéréotypes et préjugés raciaux, dans les domaines de l'éducation, de la formation et de l'emploi, notamment à l'égard des Sinti, des Roms et des personnes d'ascendance africaine;**
- ii) de donner des informations sur les mesures volontaristes déployées à cette fin, dans le contexte du NAP-I ou dans un autre cadre, et sur les résultats des mesures et des programmes déjà mis en œuvre, notamment du Programme «Fortes sur le lieu de travail – Les mères de famille issues de**

l'immigration s'intègrent»; et iii) de fournir des informations spécifiques sur les résultats générés par le Forum sur «la diversité dans l'économie» et du Forum sur «l'intégration dans le marché de l'emploi», y compris sur toutes mesures de suivi prises ou envisagées dans ce cadre.

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, La commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

La commission soulève par ailleurs d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Barbade

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1974)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Législation. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté qu'il n'y avait pas de cadre législatif consacrant le droit à l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Après avoir noté que les mécanismes existants de détermination des salaires par la négociation collective et les conseils des salaires ne semblaient pas promouvoir ni garantir effectivement ce droit, la commission a demandé au gouvernement de prendre des mesures pour donner pleinement expression dans la loi au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Dans le rapport du gouvernement concernant l'application de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, la commission note que le projet de politique nationale en matière de genre, qui comprend une section sur l'emploi, est en cours d'examen par les ministères compétents mais que le projet de loi sur l'emploi (prévention de la discrimination) n'a pas encore été adopté. La commission rappelle de nouveau qu'il est particulièrement important d'intégrer la notion de «travail de valeur égale» dans la législation pour lutter contre la ségrégation entre hommes et femmes dans certains secteurs et professions due aux stéréotypes de genre. **Compte tenu des faits nouveaux actuels en ce qui concerne la législation et la politique en matière d'égalité de genre et de non-discrimination, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale soit pleinement reflété dans la politique nationale en matière de genre et dans le projet de loi sur l'emploi (prévention de la discrimination), et de transmettre copie de cette politique et du nouveau texte de loi, une fois qu'ils auront été adoptés.**

Article 2. Écart entre les gains entre hommes et femmes et ségrégation professionnelle. La commission relève que, d'après les statistiques publiées par le Service statistique de la Barbade (enquête sur la main-d'œuvre), 52,4 pour cent de toutes les employées en 2015 gagnaient moins de 500 dollars de la Barbade (BBD) par semaine, contre 41,8 pour cent de tous les employés; près de 56 pour cent des personnes qui gagnaient entre 500 et 999 BBD par semaine étaient des hommes, contre seulement 44 pour cent de femmes. Parmi les personnes qui gagnaient entre 1 000 et 1 300 BBD, 46,6 pour cent étaient des femmes et 53,1 pour cent des hommes. Les hommes représentent également plus de la moitié des travailleurs (52,5 pour cent) dans les groupes enregistrant les gains les plus élevés (plus de 1 300 BBD). La commission note également que, d'après les données de l'enquête sur la main-d'œuvre pour 2015, la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes persiste, les femmes étant plus souvent employées dans les services ou en tant qu'employées de bureau, tandis que les hommes sont essentiellement employés dans l'artisanat ou dans des métiers apparentés, ou comme opérateurs d'engins ou machinistes. En ce qui concerne les secteurs économiques, les travailleuses sont plus nombreuses dans les services de logement et restauration et elles sont souvent deux à trois fois plus nombreuses que les hommes dans la finance et l'assurance, l'éducation et la santé et le travail social. Elles sont

également surreprésentées parmi les employés de maison. En revanche, les hommes sont largement majoritaires dans les secteurs de la construction et des transports et de l'entreposage. La commission renvoie à ses commentaires sur l'application de la convention n° 111. **La commission demande au gouvernement de prendre des mesures pour réduire l'écart entre les gains entre hommes et femmes et pour augmenter le nombre de femmes qui occupent des emplois offrant des perspectives de carrière et une rémunération supérieure. Rappelant que les inégalités salariales peuvent naître de la ségrégation entre hommes et femmes dans certains secteurs et professions, elle lui demande également de fournir des informations sur les résultats obtenus dans le cadre de la politique nationale de l'emploi et de la politique nationale en matière de genre, une fois qu'elles auront été adoptées, afin de combattre la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes et d'améliorer l'emploi des femmes et des hommes dans les secteurs et professions où ils sont sous-représentés.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1974)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 à 3 de la convention. Protection contre la discrimination. Législation. La commission avait précédemment noté que la loi de 2012 sur les droits dans l'emploi, tout en protégeant les travailleurs contre le licenciement abusif pour tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), et pour certains motifs supplémentaires, tel que prévu à l'article 1, paragraphe 1 b), de la convention, n'assurait pas une protection totale contre la discrimination directe et indirecte à l'égard de tous les travailleurs, dans tous les aspects de l'emploi et de la profession. La commission avait prié le gouvernement de combler les lacunes de la législation en matière de protection. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement se contente de rappeler les dispositions constitutionnelles relatives à l'égalité et les dispositions protectrices prévues par la loi de 2012 sur les droits dans l'emploi. Le gouvernement affirme également qu'aucune distinction, exclusion ou préférence fondée sur les motifs interdits énumérés par l'article 1, paragraphe 1 a), ou sur les motifs supplémentaires déterminés conformément à l'article 1, paragraphe 1 b), n'existe dans le pays et qu'aucun cas de discrimination n'a été signalé. En ce qui concerne l'absence présumée de discrimination, la commission estime qu'il est essentiel de reconnaître qu'aucune société n'est exempte de discrimination et qu'il faut œuvrer sans relâche pour lutter contre la discrimination dans l'emploi et la profession, qui est un phénomène universel et ne cesse d'évoluer (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 731 et 845). **Notant que le projet de loi de 2016 sur l'emploi (prévention de la discrimination) est toujours en cours d'élaboration, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures, sans retard, pour combler les lacunes de la législation en matière de protection et de veiller à ce que la législation antidiscrimination définisse et interdise expressément la discrimination directe et indirecte dans tous les aspects de l'emploi et de la profession, à l'égard de tous les travailleurs et de tous les motifs énumérés par la convention. La commission demande également à nouveau au gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour veiller à ce que tous les travailleurs soient protégés contre la discrimination, dans la pratique, non seulement en ce qui concerne le licenciement, mais aussi dans tous les aspects de l'emploi et de la profession, et pour tous les motifs énumérés par la convention. Ces mesures peuvent inclure des mesures de sensibilisation du public visant les travailleurs, les employeurs et leurs organisations, ou en collaboration avec eux, ou encore l'élaboration de codes de pratiques ou de directives relatives à l'égalité en matière d'opportunités d'emploi afin de mieux faire comprendre les principes posés par la convention. Notant avec regret que, depuis plusieurs années, le gouvernement ne fournit pas d'information sur les mesures prises pour promouvoir et garantir l'égalité de chances et de traitement sans distinction de race, de couleur et d'ascendance nationale, et pour éliminer la discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur ces motifs, la commission prie instamment le gouvernement de fournir ces informations sans délai, y compris toute étude ou enquête sur la situation sur le marché du travail des différents groupes protégés par la convention.**

Article 1, paragraphe 1 a). Discrimination fondée sur le sexe. Harcèlement sexuel. La commission avait précédemment noté que la loi de 2012 sur les droits dans l'emploi ne contenait pas de dispositions protégeant les travailleurs contre le harcèlement sexuel. Elle note que le gouvernement indique que le projet de loi sur le harcèlement sexuel sur le lieu de travail définira et interdira le harcèlement sexuel (tant le harcèlement qui s'apparente à un chantage sexuel (*quid pro quo*) que le harcèlement en raison d'un environnement de travail hostile) et qu'il portera création d'un tribunal chargé d'examiner ces plaintes et de statuer sur les questions relatives au harcèlement sexuel. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour s'assurer que le projet de loi sur le harcèlement sexuel sur le lieu de travail sera rapidement adopté et qu'il définira et interdira le harcèlement sexuel (tant le harcèlement qui s'apparente à un chantage sexuel (*quid pro quo*) que le harcèlement dû à un environnement de travail hostile) dans tous les aspects de l'emploi et de la profession, et demande au gouvernement de communiquer la version la plus récente de ce projet ou, le cas échéant, de la loi adoptée dans son prochain rapport.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Burundi

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1993)

Article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Discrimination fondée sur le sexe ou le genre. Violence fondée sur le genre. Dans son précédent commentaire, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les points suivants: 1) la mise en œuvre et l'application pratique de la loi n° 1/13 du 22 septembre 2016 portant prévention, protection des victimes et répression des violences basées sur le genre (ci-après la loi de 2016) qui définit et sanctionne, entre autres, la violence basée sur le genre (VBG), y compris la violence sexuelle, le harcèlement sexuel, les pratiques traditionnelles préjudiciables au genre et les violences économiques, lesquelles sont définies comme le refus fait à l'un des conjoints d'accéder aux ressources familiales ou d'exercer un emploi, en indiquant le nombre et la nature des cas de VBG traités par l'inspection du travail et les tribunaux ainsi que les sanctions infligées; 2) les mesures prises ou envisagées afin d'informer et de sensibiliser les employeurs, les travailleurs et leurs organisations respectives, les inspecteurs du travail, les juges ainsi que le grand public à la lutte contre les VBG, notamment les mesures prises pour mieux faire connaître la loi de 2016; et 3) les activités de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) pour lutter contre les VBG dans l'emploi. La commission note les indications du gouvernement, dans son rapport, selon lesquelles: 1) l'inspection du travail n'a détecté aucun cas de VBG dans l'emploi et la profession mais les tribunaux ont traité 4 004 cas de violences basées sur le genre entre 2016 et septembre 2018 – la sanction infligée étant la servitude pénale; 2) les mesures prises par le gouvernement pour mieux faire connaître la loi de 2016 sont, entre autres, la formation des formateurs au Centre de formation du personnel juridique; le lancement de la campagne de vulgarisation par le 2^e vice-président de la République; la traduction de la loi en langue nationale (le Kirundi); la sensibilisation des différents services de l'État; la radiodiffusion; la sensibilisation communautaire via les leaders communautaires et le Forum National des Femmes; et 3) la CNIDH a mené plusieurs activités pour lutter contre les VBG dans l'emploi. Le gouvernement ajoute que la CNIDH a participé aux activités initiées par les différents partenaires du domaine des VBG afin d'échanger avec eux, de considérer leurs réalisations et de fournir son expertise dans le domaine de la loi. Enfin, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle il envisage de procéder à l'inventaire de toutes les lois discriminatoires à l'égard des femmes afin de les modifier conformément à la Constitution et aux instruments internationaux qu'il a ratifiés, suivant en cela les recommandations de la CNIDH. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés en la matière et de fournir copie des textes modifiés au fur et à mesure de la progression de cet inventaire.**

Harcèlement sexuel. Dans son précédent commentaire, la commission avait prié le gouvernement de: 1) examiner la possibilité de compléter la définition du harcèlement sexuel en y ajoutant la notion d'environnement de travail hostile, offensant ou humiliant, et de préciser la procédure à suivre et les sanctions applicables en cas de harcèlement sexuel, en l'absence de disposition spécifique à cette fin dans la loi de 2016; et 2) fournir des informations sur les mesures pratiques prises pour prévenir et éliminer le harcèlement sexuel dans les secteurs public et privé, notamment les mesures visant à sensibiliser les employeurs, les travailleurs et leurs organisations respectives à la prévention et au traitement du harcèlement sexuel. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle la Commission Genre de l'Assemblée nationale, qui s'est réunie pour s'enquérir de l'état d'avancement de la vulgarisation de la loi de 2016 et pour émettre des recommandations, a suggéré que cette loi soit modifiée, eu égard à la non concordance de la loi avec le nouveau code pénal et la définition du harcèlement sexuel préconisée par cette commission. Quant à la procédure à suivre et les sanctions applicables en cas de harcèlement sexuel, le gouvernement indique que celles-ci sont prévues par l'article 586 du Code pénal. Enfin, dans son rapport Beijing+25, le gouvernement ajoute que le harcèlement sexuel figure aussi dans la liste des infractions prévues par la loi de 2016, qui prévoit à l'article 61 que toutes les infractions de VBG sont non-amnistiables et imprescriptibles en ce qui concerne tant l'action publique que la peine qui est incompressible et ne peut faire l'objet d'une grâce. **La commission espère que le gouvernement saisira l'opportunité de la révision de 2016 pour compléter la définition du harcèlement sexuel en y ajoutant la notion d'environnement de travail hostile, offensant ou humiliant et le prie de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes prises pour prévenir et éliminer le harcèlement sexuel dans les secteurs public et privé, telles que, par exemple, des campagnes de sensibilisation des employeurs, des travailleurs et de leurs organisations respectives.**

Article 2. Égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. Dans son précédent commentaire, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur: 1) l'augmentation des taux de scolarisation et de formation professionnelle des filles; 2) l'accès des femmes aux ressources productives et à l'emploi, y compris à des postes de responsabilité dans les secteurs public et privé; et 3) l'adoption d'une nouvelle politique nationale de genre, faisant suite à celle

qui a été adoptée en 2012, et d'en communiquer les éléments relatifs à l'égalité entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession.

S'agissant de l'augmentation des taux de scolarisation et de formation professionnelle des filles et de l'accès des femmes aux ressources productives et à l'emploi, la commission note les informations fournies par le gouvernement dans son rapport ainsi que celles figurant dans son rapport Beijing+25, selon lesquelles des mesures ont été prises pour augmenter l'accès des filles à l'éducation à tous les niveaux, à savoir l'intégration de la dimension de l'équité de genre dans l'éducation: dans le Plan national de développement (PND) (2018-2027); dans le Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation (PSDEF) (2012-2020); et dans le Plan transitoire de l'éducation (PTE) (2018-2020) dont les efforts ont été concentrés sur l'enseignement élémentaire. Elle note également la mise en place d'une cellule chargée de l'éducation inclusive pour une prise en compte de tous les groupes vulnérables, dont les personnes en situation de handicap; la réintégration scolaire des élèves filles mères; le lancement en 2018 du Projet «Tante-école et père-école» comme étant l'une des solutions pour réduire les abandons scolaires et les grossesses non désirées; la refonte des curricula et l'éradication des stéréotypes de genre dans les manuels scolaires et autres supports pédagogiques ainsi que l'organisation chaque année de la campagne «Back to school». Le taux de scolarisation des jeunes filles était de 87 pour cent en 2018. Par ailleurs, pour promouvoir la formation des femmes et des filles en sciences, ingénierie, technologie et autres disciplines, des certificats ont été octroyés à certaines femmes et filles qui se sont démarquées en matière de sciences lors de la célébration en février 2019 de la Journée internationale de la fille et de la femme de sciences. En ce qui concerne l'accès des femmes aux ressources productives et à l'emploi, la commission note qu'un projet d'autonomisation des femmes a mis à disposition des fonds de garantie afin de faciliter leur accès aux microcrédits. Il est déjà mis en œuvre dans 8 provinces (Cibitoke, Bubanza, Bururi, Makamba, Rutana, Karusi, Bujumbura-mairie et Bujumbura).

La commission note également l'adoption du PND (2018-2027), nouveau cadre de référence en matière de planification, qui tient également compte des différentes politiques d'intérêt social, notamment de la Politique nationale Genre (PNG) (2012-2025) et des plans d'actions 2017-2021 de la PNG et de la Résolution n° 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, lesquels prévoient d'inciter les ministères sectoriels à créer des cellules genre et de les impliquer dans la planification et la budgétisation sectorielles et l'allocation des budgets aux activités des ministères en rapport avec l'équité et l'égalité des genres. En effet, le gouvernement indique qu'il fait face à de nombreux défis, notamment l'insuffisance des moyens financiers pour l'opérationnalisation des plans d'action et l'absence des organes institutionnels de coordination. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour mettre en œuvre les plans d'action et la Politique nationale de genre.**

Peuples autochtones. Dans son précédent commentaire, la commission avait instamment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour: 1) assurer l'égalité d'accès des Batwa à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'emploi, y compris pour leur permettre d'exercer leurs activités traditionnelles; 2) lutter contre les stéréotypes et les préjugés à leur encontre; et 3) promouvoir la tolérance entre toutes les composantes de la population. La commission avait également prié le gouvernement de fournir des informations sur: 1) l'impact de la loi n° 1/07 du 15 juillet 2016 portant révision du Code forestier, qui prévoit que la gestion rationnelle et équilibrée des forêts est notamment fondée sur le principe d'approche participative des communautés de base; et 2) l'exercice par les Batwa de leurs activités traditionnelles sur les terres où ils vivent. La commission note que le gouvernement indique que: 1) les frais de scolarisation des élèves batwa ont été pris en charge; et des activités de sensibilisation à la scolarisation des jeunes batwa ont été réalisées par différentes associations dont l'association «Unissons-nous pour la Promotion des Batwa» (UNIPROBA); et 2) il a réservé une école secondaire à internat aux jeunes batwa (Province de Gitega) et aidé de jeunes batwa à accéder à l'enseignement secondaire et à l'université. Le gouvernement indique que la mesure visant à promouvoir la réintégration scolaire des filles mères batwa après leur grossesse n'a pas été bien accueillie par celles-ci. La commission note les informations selon lesquelles, en matière de formation professionnelle, de jeunes batwa ont été formés en mécanique auto, menuiserie, couture, informatique, construction, etc. Selon le gouvernement, la loi n° 1/07 du 15 juillet 2016 portant révision du Code forestier a eu un impact négatif sur la vie économique des peuples batwa. En effet, ils ont perdu une ressource économique qui leur permettait de vendre des produits de vannerie et des médicaments traditionnels fabriqués à base de bois et des plantes médicinales tirés de la forêt. De même, la loi n° 1/21 du 15 octobre 2013 portant Code minier a enlevé aux Batwa l'accès à l'argile pour la fabrication des pots pour leur propre usage ou pour la vente. Pour pallier ce problème, le gouvernement s'est engagé à développer des projets de gestion forestière auxquels les Batwa seraient associés pour permettre d'utiliser la forêt sous leur contrôle et avec leur permission. La commission note en outre que, dans son rapport Beijing+25, le gouvernement reconnaît que le groupe le plus marginalisé est celui de la communauté batwa, raison pour laquelle de nombreux mécanismes d'ordre juridique, législatif et institutionnel ont été mis en place pour que cette communauté puisse participer pleinement à la vie politique, économique, sociale et culturelle et pour que

ses préoccupations soient prises en compte. Le gouvernement mentionne, parmi les mesures positives prises, la distribution de terres aux Batwa afin de les aider à mieux se sédentariser et la formation dont ont bénéficié les femmes de la communauté batwa de la localité Vyegwa qui sont désormais à même de construire leurs propres maisons ou d'être embauchées sur d'autres chantiers de construction. Ces activités de formation des femmes batwa ont joué un rôle du point de vue du développement durable social et en matière de genre car elles ont contribué à changer les mentalités en améliorant les rapports sociaux entre les Batwa et les autres composantes de la population et en faisant réfléchir sur les préjugés à leur encontre. **Compte tenu du bilan tiré par le gouvernement sur l'impact des codes forestier et minier sur les possibilités des Batwa de continuer à exercer leurs occupations traditionnelles, la commission prie le gouvernement: i) d'intensifier ses efforts en vue de garantir aux peuples autochtones le droit d'exercer sans discrimination leurs activités traditionnelles et de conserver leurs moyens de subsistance; et ii) de fournir des informations détaillées sur les projets de gestion forestière développés en association avec les peuples autochtones concernés et les terres attribuées aux Batwa.**

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, la commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Congo

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1999)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 a) de la convention. Principe d'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Législation. La commission rappelle qu'elle attire l'attention du gouvernement depuis 2005 sur la nécessité de modifier les articles 80(1) et 56(7) du Code du travail, qui restreignent l'application du principe d'égalité de rémunération à l'existence de «conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement» (art. 80(1)) ou à un «travail égal» (art. 56(7)), et qui ne reflètent pas la notion de «travail de valeur égale». La commission note que le gouvernement réaffirme dans son rapport qu'il est envisagé de modifier les articles 80(1) et 56(7) du Code du travail pour que la notion de «travail de valeur égale» soit impérative. **Prenant note de l'engagement du gouvernement, la commission le prie de faire en sorte que, dans le cadre de la révision du Code du travail actuellement en cours, le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale posé par la convention soit incorporé dans le Code du travail.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1999)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 à 3 de la convention. Protection contre la discrimination. Législation. Depuis de nombreuses années, la commission souligne les lacunes du Code du travail et du Statut général de la fonction publique en matière de protection des travailleurs contre la discrimination, car ils ne couvrent pas tous les motifs de discrimination ni tous les aspects de l'emploi et de la profession énumérés par la convention. En effet, la commission rappelle que le Code du travail ne couvre que les motifs de «l'origine», du sexe, de l'âge et du statut pour ce qui est des discriminations en matière salariale (art. 80) et de l'opinion, de l'activité syndicale, de l'appartenance ou de la non-appartenance à un groupe politique, religieux ou philosophique ou à un syndicat déterminé en ce qui concerne le licenciement (art. 42). Le Statut général de la fonction publique interdit toute distinction entre hommes et femmes quant à son application générale et toute discrimination fondée sur la situation familiale en matière d'accès à l'emploi (art. 200 et 201). La commission note que le gouvernement indique que l'avant-projet portant loi nouvelle modifiant et complétant certaines dispositions du Code du travail tiendra compte des motifs de discrimination énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention. **La commission demande au gouvernement de faire en sorte que, dans le cadre de la révision du Code du travail actuellement en cours, la discrimination fondée sur tous les motifs visés par la convention soit expressément interdite, ainsi que la discrimination fondée sur tout autre motif qu'il jugera utile d'inclure dans ledit code, dans tous les aspects de l'emploi et de la profession, y compris le recrutement. La commission demande également au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les dispositions du Statut général de la fonction publique afin d'assurer une protection des fonctionnaires contre la discrimination fondée au minimum sur les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, couvrant tous les aspects de l'emploi, y compris le recrutement et la promotion. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute évolution de la législation à cet égard.**

Article 1, paragraphe 1 a). Discrimination fondée sur le sexe. Harcèlement sexuel. La commission rappelle que le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) s'est déclaré profondément préoccupé par la forte prévalence de la violence envers les femmes et les filles, notamment du harcèlement sexuel à l'école et au travail, par le retard dans l'adoption d'une loi d'ensemble de lutte contre toutes les formes de violence envers les femmes ainsi que par le défaut de sensibilisation à ce phénomène et de signalement des cas de violence fondée sur le sexe (CEDAW/C/COG/CO/6, 23 mars 2012, paragr. 23). La commission note que, depuis 2011, le gouvernement indique que l'avant-projet portant loi nouvelle modifiant et complétant certaines dispositions du Code du travail contient des dispositions contre le harcèlement sexuel. **La commission prie à nouveau le gouvernement de faire en sorte que des dispositions couvrant tant le harcèlement sexuel s'apparentant à un chantage (quid pro quo) que le harcèlement sexuel créant un environnement hostile, intimidant ou offensant soient enfin adoptées et qu'elles prévoient une protection pour les victimes de harcèlement sexuel et des sanctions pour les auteurs. La commission prie également le gouvernement de prendre, en collaboration avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, des mesures destinées à prévenir et empêcher le harcèlement sexuel, telles que des mesures de sensibilisation destinées aux employeurs, aux travailleurs et aux personnels de l'éducation ainsi qu'aux inspecteurs du travail, aux avocats et aux juges, et de mettre en place des dispositifs d'information et des procédures de plaintes tenant compte du caractère sensible de cette question afin de mettre un terme à ces pratiques et de permettre aux victimes de faire valoir leurs droits sans perdre leur emploi.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Fidji

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 2002)

Article 1 b) de la convention. Travail de valeur égale. Législation. La commission avait précédemment instamment prié le gouvernement de modifier l'article 78 de la loi de 2007 sur les relations d'emploi qui n'est pas conforme au principe de la convention en ce qu'il restreint la comparaison à la rémunération des hommes et des femmes qui ont «des qualifications identiques ou sensiblement similaires» et qui sont employés dans des «circonstances identiques ou sensiblement similaires». La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que l'article 78 de la loi de 2007 sur les relations d'emploi a été modifié en 2015 comme suit: «Un employeur ne peut refuser ni omettre d'offrir ou d'accorder à quiconque le même taux de rémunération accordé à toute autre personne ayant des qualifications identiques ou sensiblement similaires employée dans des circonstances identiques ou sensiblement similaires pour un travail correspondant à cette description, pour quel que motif que ce soit [...]». La commission note avec un **profond regret** que ces modifications à l'article 78 continuent de restreindre l'égalité de rémunération aux «personnes ayant des qualifications identiques ou sensiblement similaires employées dans des circonstances identiques ou sensiblement similaires». La commission rappelle à nouveau que la législation sur l'égalité de rémunération ne devrait pas seulement prévoir une égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, le même travail ou un travail similaire, mais qu'elle devrait également s'appliquer à des situations dans lesquelles les hommes et les femmes exercent

un travail différent, qui exige des qualifications différentes et implique des circonstances différentes, mais qui est néanmoins de valeur égale (voir Étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 673). **La commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale est dûment reflété dans l'article 78 de la loi sur les relations d'emploi.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2002)

Article 1, paragraphe 1, de la convention. Protection contre la discrimination. Service public. Législation. La commission rappelle que la loi de 1999 sur le service public ne contient aucune disposition relative à la discrimination. Dans son précédent commentaire, elle avait noté qu'à la suite de l'adoption du décret n° 36 de 2011 portant modification de la loi sur le service public, les articles 10B(2) et 10C interdisaient, dans tous les aspects de l'emploi, la discrimination fondée sur l'origine ethnique, la couleur, le genre, la religion, l'ascendance nationale et l'origine sociale, en omettant toutefois l'opinion politique. La commission avait prié le gouvernement: 1) de prendre les mesures nécessaires pour inclure l'opinion politique dans les motifs de discrimination interdits énumérés dans le décret portant modification de la loi sur le service public; et 2) de préciser comment, dans la pratique, les agents du service public et les candidats à un emploi dans le service public étaient protégés contre la discrimination fondée sur l'opinion politique. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que le décret n° 36 de 2011 portant modification de la loi sur le service public a été modifié par la loi de 2016 portant modification de la loi sur les relations d'emploi et que les parties 2A et 2B, y compris les articles 10B et 10C, du décret n° 36 de 2011 ont été abrogées. Cette modification de 2016 modifie également la définition du terme «travailleurs» qui figure dans la loi de 2007 sur les relations d'emploi, afin d'y inclure le personnel contractuel de la fonction publique.

La commission rappelle que l'article 6(2) de la loi sur les relations d'emploi interdit la discrimination fondée sur les motifs énumérés dans la convention, y compris l'opinion politique. Elle note également que l'article 4 (interprétation) de la partie I de la loi sur les relations d'emploi précise qu'un travailleur est employé dans le cadre d'un contrat de services et que la notion d'«employeur» comprend le gouvernement, d'autres entités publiques ou autorités locales et les autorités réglementaires. La commission constate que la loi de 1999 sur le service public et le décret n° 36 de 2011 portant modification de la loi sur le service public couvrent les employeurs du secteur public qui sont fonctionnaires (fonctionnaires de carrière) et que les travailleurs du secteur public au bénéfice d'un contrat de services sont couverts par la loi sur les relations d'emploi. À cet égard, elle insiste à nouveau sur le fait que les articles 10B(2) et 10C du décret n° 36 de 2011 n'interdisent pas la discrimination fondée sur l'opinion politique. Elle rappelle à nouveau que, lorsque des dispositions légales sont adoptées afin de donner effet au principe de la convention, celles-ci doivent inclure au minimum tous les motifs de discrimination énoncés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention. **La commission prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'inclure l'opinion politique dans les motifs de discrimination interdits énumérés dans la loi de 1999 sur le service public. La commission prie également le gouvernement d'indiquer, dans l'intervalle, comment les agents du service public et les candidats à un emploi dans le service public sont protégés, dans la pratique, contre la discrimination fondée sur l'opinion politique.**

Contrôle de l'application et accès à la justice. La commission rappelle que la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du travail, 100^e session, juin 2011) avait noté que l'article 266 du décret n° 21 de 2011 portant modification de la loi sur les relations d'emploi interdit toute action, procédure, recours ou plainte «qui vise ou visait à contester, ou implique le gouvernement (...), tout ministre ou la commission du service public (...), qui a été introduit en application ou dans le cadre de la (loi sur les relations d'emploi)» et qu'elle a instamment invité le gouvernement à veiller à ce que les agents de l'État aient accès aux instances judiciaires compétentes pour faire valoir leurs droits et obtenir une réparation adéquate. La commission avait donc prié le gouvernement de fournir des informations détaillées sur la procédure et les moyens de recours dont disposent les travailleurs exclus du champ d'application de la loi sur les relations d'emploi qui allèguent une discrimination dans l'emploi et la profession contestant ou impliquant des autorités. Le gouvernement indique que la loi de 2016 portant modification de la loi sur les relations d'emploi a abrogé le décret de 2011 sur les industries nationales essentielles afin de permettre aux fonctionnaires et aux travailleurs des autorités réglementaires et des banques commerciales de porter plainte par l'intermédiaire de leur syndicat (comme un conflit du travail) ou au titre d'une réclamation individuelle. Le gouvernement affirme également que tout travailleur, y compris un fonctionnaire, peut saisir les services de médiation du ministère de l'Emploi, de la Productivité et des Relations professionnelles, y compris pour toute question de discrimination exercée par son

employeur. D'après le gouvernement, en 2019, ces services ont reçu 22 plaintes pour discrimination, dont 13 avaient été déposées à titre de réclamation individuelle et neuf par des syndicats.

La commission note que, pour ce qui concerne les travailleurs du secteur privé, la loi sur les relations d'emploi prévoit une série de voies de recours, dont les services de médiation, le tribunal des relations de travail et la cour des relations de travail. En ce qui concerne les fonctionnaires, le paragraphe 28 du Statut de la fonction publique (annonce légale n° 48 de 1999) prévoit que le chef d'une administration est tenu de mettre en place, dans son ministère ou département, les procédures adéquates pour que les employés puissent demander le réexamen des mesures qui, selon eux, portent préjudice à leur emploi. La commission note que l'article 266 du décret n° 21 de 2011 peut s'appliquer aux travailleurs des secteurs tant privé que public, car il interdit toute action, procédure, recours ou plainte «qui vise ou visait à contester, ou implique le gouvernement (...), tout ministre ou la commission du service public».

La commission note en outre que la Commission nationale des droits de l'homme et de la lutte contre la discrimination (CHRAD), établie en 2009 en application de l'article 45 de la Constitution, peut recevoir des plaintes pour discrimination, enquêter et s'employer à trouver une solution par la conciliation, faute de quoi elle peut renvoyer l'affaire à un tribunal. **La commission prie le gouvernement: i) de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les travailleurs qui visent à contester les autorités publiques dans un cas de discrimination dans l'emploi ou la profession disposent d'une voie de recours formelle; ii) de fournir des informations sur l'application dans la pratique de l'article 266 de la loi sur les relations d'emploi; et iii) de fournir des informations sur les activités que la CHRAD mène contre la discrimination dans l'emploi et la profession, et de faire part de tous cas que la CHRAD aurait eu à traiter ainsi que de l'issue de ces affaires.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

France

Polynésie française

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Article 1 de la convention. Protection contre la discrimination. Secteur privé. Évolution de la législation. Dans ses commentaires précédents, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur toute mesure prise pour inclure l'«origine sociale» dans la liste des motifs de discrimination interdits par le Code du travail de la Polynésie française, afin de couvrir l'ensemble des motifs de discrimination énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, et d'indiquer les mesures prises pour assurer la protection des travailleurs contre la discrimination fondée sur ce motif dans la pratique. Afin d'étendre la protection des travailleurs contre la discrimination et de l'aligner sur les dispositions anti-discrimination applicables en France métropolitaine, la commission a également invité le gouvernement à examiner la possibilité d'ajouter «le lieu de résidence» et la «particulière vulnérabilité résultant de la situation économique [de la personne], apparente ou connue de [l']auteur» à la liste des motifs de discrimination interdits par le Code du travail de la Polynésie française. La commission note avec **satisfaction** que la loi de pays n° 2019-28 du 26 août 2019 a modifié l'article Lp. 1121-1 du Code du travail en ajoutant, après le motif «origine», les mots «notamment sociale». En ce qui concerne le lieu de résidence, le gouvernement indique que l'article 18 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, précise que «la Polynésie française peut prendre des mesures favorisant l'accès aux emplois salariés du secteur privé au bénéfice des personnes justifiant d'une durée suffisante de résidence sur son territoire ou des personnes justifiant de mariage, de concubinage ou de pacte civil de solidarité avec ces dernières [...]». Il confirme sa volonté de mettre en œuvre ces dispositions en présentant prochainement un projet de loi de pays. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur l'état d'avancement du projet de loi de pays mettant en œuvre l'article 18 de la loi organique n° 2004-192, et son impact sur la protection de la discrimination fondée sur le «lieu de résidence». Enfin, au vu de l'absence de réponse sur ce point et afin d'étendre la protection des travailleurs contre la discrimination et de l'aligner sur les dispositions anti-discrimination applicables en France métropolitaine, la commission invite de nouveau le gouvernement à examiner la possibilité d'ajouter la «particulière vulnérabilité résultant de la situation économique [de la personne], apparente ou connue de [l']auteur» à la liste des motifs de discrimination interdits par le Code du travail de la Polynésie française, et le prie de fournir des informations sur toute mesure prise en ce sens.**

Secteur public. Précédemment, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur toute mesure prise pour inclure l'«origine sociale» dans la liste des motifs de discrimination interdits par l'article 5 du Statut général des fonctionnaires de la Polynésie française et d'indiquer les mesures prises pour assurer la protection des fonctionnaires contre la discrimination fondée sur ce motif dans la

pratique. Elle l'a également invité à examiner la possibilité d'introduire la «situation de famille» dans la liste des motifs de discrimination interdits par cet article. En outre, elle l'a prié d'indiquer les raisons pour lesquelles, en Polynésie française, la liste des motifs de discrimination interdits dans la fonction publique est plus restreinte que la liste applicable dans le secteur privé et l'a invité à harmoniser la protection des fonctionnaires et des travailleurs du secteur privé contre la discrimination dans l'emploi et la profession. En ce qui concerne l'origine sociale, la commission note la réponse du gouvernement indiquant que l'article 5 du Statut général des fonctionnaires de la Polynésie française interdit la discrimination fondée sur «l'origine», ce qui recouvre nécessairement la notion d'origine sociale. Le gouvernement ajoute que, dans la pratique, les droits et obligations des fonctionnaires étant déterminés par voie réglementaire, ils ont un caractère général et impersonnel et sont donc les mêmes pour tous les fonctionnaires appartenant aux mêmes cadres d'emplois, aussi bien au moment de l'accès à l'emploi (par voie de concours) que tout au long de leur carrière. À cet égard, la commission rappelle que l'origine sociale fait partie des sept motifs de discrimination interdits énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention et que, lorsque des dispositions légales sont adoptées pour donner effet au principe de la convention, celles-ci devraient comprendre au minimum tous les motifs de discrimination énumérés à cet article. Elle rappelle également que: 1) d'après les constats qu'elle a effectués dans l'Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales (paragr. 802 à 804), dans certains pays, des personnes originaires de certaines zones géographiques ou issues de segments de la population socialement défavorisés (autres que des personnes issues de minorités ethniques) font l'objet d'exclusions en matière de recrutement, sans que leurs qualités propres soient prises en considération; et 2) étant donné la persistance de certains types de discrimination fondée sur les motifs énoncés dans la convention, l'application pleine et entière de la convention requiert dans la plupart des cas l'adoption d'une législation complète définissant et interdisant la discrimination directe et indirecte, portant au minimum sur tous les motifs énumérés dans la convention et couvrant tous les aspects de l'emploi et de la profession (paragr. 854). Des signes donnant à penser que les inégalités sociales se creusent dans certains pays mettent en lumière le caractère toujours pertinent de la lutte contre la discrimination fondée sur les classes et les catégories socioprofessionnelles. À cet égard, la commission rappelle que la discrimination et l'absence d'égalité des chances en raison de l'origine sociale renvoient à des situations dans lesquelles l'appartenance d'un individu à une classe sociale ou une catégorie socioprofessionnelle détermine son avenir professionnel, soit parce qu'il se voit refuser l'accès à certains emplois ou activités, soit parce qu'il ne peut occuper que certains emplois. Enfin, la commission relève que, comme indiqué au paragraphe précédent, le Code du travail de la Polynésie française a été amendé en 2019 pour y préciser que le mot «origine» couvrirait l'«origine sociale».

En ce qui concerne la «situation de famille», le gouvernement déclare ne pas être opposé formellement à son introduction dans la liste des motifs de discrimination interdits par l'article 5 du Statut général des fonctionnaires de la Polynésie française si cela s'avérait nécessaire. Mais, faisant référence à l'Étude d'ensemble sur l'égalité dans l'emploi et la profession de la commission de 1996, il relève que l'interdiction de la discrimination à raison du sexe, prévue à l'article 5-1 du Statut, regroupe également les discriminations fondées sur la situation de famille. Enfin, la commission accueille favorablement la déclaration du gouvernement selon laquelle il n'est pas opposé à revoir la liste des motifs de discrimination interdits fixée à l'article 5 du Statut général de la fonction publique, en s'appuyant sur celles prévues par le Code du travail de la Polynésie française. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises afin de revoir la liste des motifs de discrimination interdits fixée à l'article 5 Statut général de la fonction publique de la Polynésie française en vue d'en harmoniser le contenu avec la liste des motifs cités dans le Code du travail, y compris en ce qui concerne l'«origine sociale».**

Harcèlement sexuel et harcèlement moral. Secteurs privé et public. Dans son précédent commentaire, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur l'application des dispositions pertinentes du Code du travail et du Statut général de la fonction publique de la Polynésie française sur le harcèlement sexuel ou moral dans la pratique. Elle prend note des informations fournies par le gouvernement.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Gabon

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1961)

Article 1 b) de la convention. Égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Législation. La commission rappelle que, depuis de très nombreuses années, elle souligne la nécessité de modifier l'article 140 du Code du travail dont les dispositions sont trop restrictives par rapport à celles de la convention et ne permettent pas de comparer des travaux de nature différente ou

comportant des facteurs différents (qualifications/compétences requises, responsabilités, efforts, conditions de travail), mais qui pourraient être, dans l'ensemble, de *valeur* égale. La commission rappelle que l'article 140 conditionne l'application de l'égalité de rémunération à l'existence de «conditions égales de travail, de qualification et de rendement», d'une part, et à un travail de «*valeur* égale et de même nature», d'autre part. La commission note l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle l'actualisation du Code du travail est en cours et qu'il s'agit d'un projet prioritaire. Il indique que l'article 140 sera modifié et qu'il devient, dans le projet de Code du travail, l'article 171, lequel prévoit que: «À travail d'égale *valeur*, la rémunération est égale pour tous les travailleurs, quels que soient leur origine, leur opinion, leur sexe et leur âge. L'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de *valeur* égale et de même nature se réfère aux taux de rémunération fixés sans discrimination fondée sur le sexe.» La commission note avec **regret** que cette formulation ne prévoit toujours pas l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de *valeur* égale telle que consacrée par la convention, car elle maintient la notion de travail «de même nature». En outre, elle souligne que l'expression «à travail d'égale *valeur*, de qualification professionnelle et de rendement» retenue dans le projet d'article 171 limite l'application de l'égalité de rémunération à une comparaison de la *valeur* des qualifications professionnelles et du rendement. À cet égard, la commission rappelle que si l'on veut parvenir à éliminer la discrimination en matière de rémunération, qui s'installe inévitablement si l'on ne reconnaît pas la *valeur* du travail accompli par des hommes et par des femmes en dehors de tout préjugé sexiste, il est essentiel de comparer la *valeur* du travail dans des professions dans lesquelles le travail peut exiger des compétences et aussi impliquer des responsabilités ou des conditions de travail différentes, mais qui revêtent néanmoins dans l'ensemble une *valeur* égale. Elle souligne à cet égard que la notion de travail de «*valeur*» égale consacrée par la convention permet un large champ de comparaison et comprend le travail «égal», le «même» travail et le travail «similaire», mais va au-delà en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de *valeur* égale, ce qui est crucial pour la pleine application de la convention puisque souvent, dans les faits, les hommes et les femmes n'occupent pas les mêmes emplois. En outre, la commission rappelle que, dans la perspective d'une application effective du principe établi par la convention, il peut arriver, lorsque les femmes sont surreprésentées dans certains secteurs d'activité et professions, que les possibilités de comparaison au niveau de l'établissement ou de l'entreprise soient insuffisantes (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 673, 675 et 698). **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que le futur Code du travail donne pleine expression et plein effet au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, sans limitations contraires à la convention, et de fournir des informations sur tout progrès réalisé en ce sens.**

Articles 2 et 3. Fixation des taux de rémunération. Fonction publique. Évaluation objective des emplois. Dans son commentaire précédent, la commission avait prié le gouvernement d'expliquer de manière détaillée les méthodes et les critères utilisés pour déterminer le niveau des rémunérations suite à la mise en place, en 2015, d'un nouveau système de rémunération dans la fonction publique afin de s'assurer que les postes majoritairement occupés par des femmes n'ont pas été sous-évalués par rapport aux postes majoritairement occupés par des hommes. La commission note les informations fournies par le gouvernement selon lesquelles il ressort que le calcul du salaire d'un agent de l'État prend en compte les éléments suivants: le solde de base, la grille indiciaire de référence et la grille de bonification indiciaire. Ces éléments sont uniformisés, liquidés et payés au prorata des jours travaillés, mais la rémunération finale peut être variable car assise sur les résultats collectifs, la performance individuelle de l'agent et le versement de différentes primes et indemnités supplémentaires. Notant que, selon les explications détaillées fournies par le gouvernement, l'une des composantes importantes de la rémunération finale repose sur la performance individuelle des fonctionnaires, la commission rappelle qu'il existe une différence importante entre la notion d'évaluation du comportement professionnel – opération qui vise à évaluer la façon dont un travailleur donné assume ses fonctions (son rendement) – et la notion d'évaluation objective des emplois, qui évalue le poste de travail (et non pas le travailleur) dans le but de mesurer la *valeur* relative d'emplois n'ayant pas le même contenu. La commission rappelle en outre que l'article 3 de la convention présuppose l'utilisation de techniques adaptées à une évaluation objective des emplois. En effet, les femmes occupant très souvent des emplois différents de ceux des hommes, il convient de disposer d'une méthode de comparaison permettant de mesurer et comparer la *valeur* relative de différents emplois sur la base de facteurs objectifs et non discriminatoires (par exemple, qualifications/compétences requises, effort, responsabilités, conditions de travail) pour éviter toute évaluation sexiste. L'expérience montre que souvent des aptitudes considérées comme «féminines», telles que la dextérité ou les qualités nécessaires dans les professions sociales, sont sous-évaluées, voire négligées, à la différence des aptitudes traditionnellement «masculines», comme la capacité de manipuler de lourdes charges, ce qui contribue à perpétuer la sous-évaluation des emplois féminins et à creuser les écarts de rémunération entre hommes et femmes (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 695-701). **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour assurer que le système de**

rémunération des agents de la fonction publique mis en place en 2015 est exempt de préjugés sexistes. Notant que le gouvernement précise que les postes majoritairement occupés par des femmes n'ont pas été sous évalués par rapport à ceux occupés par les hommes, la commission prie celui-ci de fournir des informations sur la méthode utilisée pour évaluer et établir la classification des différents emplois de la fonction publique et de communiquer les grilles salariales correspondantes, ventilées par sexe.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1961)

Article 1, paragraphe 1, de la convention. Définition de la discrimination. Législation. La commission accueille favorablement l'insertion dans le projet de nouveau Code du travail d'une définition de la notion de «discrimination» identique à celle de la convention. **La commission espère que le projet de nouveau Code du travail pourra bientôt être adopté et promulgué et prie le gouvernement de fournir des informations sur l'état d'avancement des travaux. Elle le prie également de prendre les mesures nécessaires pour diffuser ces nouvelles dispositions, une fois qu'elles auront été adoptées, auprès des employeurs, des travailleurs et de leurs organisations respectives et des personnes chargées de contrôler l'application de la législation et de fournir une copie du texte.**

Article 1, paragraphe 1 a), et article 3. Discrimination fondée sur le sexe. Législation. Faisant suite à son précédent commentaire concernant l'inadéquation de certaines dispositions du Code civil en vigueur (art. 253, 254 et 261) avec les dispositions de la convention, la commission note l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle le Code civil est toujours en cours de révision et que les commentaires de la commission seront examinés. La commission rappelle que les lois régissant les relations personnelles et familiales qui n'assurent pas encore l'égalité de droits entre hommes et femmes continuent également de nuire à l'égalité entre travailleurs et travailleuses dans le domaine du travail et de l'emploi (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 787). **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les dispositions du Code civil ayant un effet discriminatoire sur l'emploi des femmes, à savoir les articles 253, 254 et 261, soient abrogées et de communiquer copie du nouveau Code civil une fois qu'il aura été adopté et promulgué.**

En ce qui concerne le travail de nuit des femmes réglementé par les articles 167 et 169 du Code du travail, la commission note que, dans le projet de nouveau Code du travail, les dispositions interdisant le travail de nuit des femmes en général ont été supprimées, et les mesures de protection ne concernent que les femmes enceintes, ce qui n'est pas incompatible avec la convention, tant qu'elles sont strictement limitées à la protection de la maternité et non fondées sur des stéréotypes concernant leurs capacités et leur rôle dans la société. **Tout en accueillant favorablement le retrait des dispositions interdisant par principe le travail de nuit des femmes dans le projet de nouveau Code du travail, la commission prie le gouvernement d'examiner la possibilité d'adopter en parallèle des mesures d'accompagnement permettant d'assurer, lors du travail de nuit, la sécurité des travailleurs, hommes et femmes, et des mesures concernant le développement de moyens de transport adéquats.**

Article 2. Égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession. Constitution. La commission accueille favorablement la loi n° 001/2018 du 12 janvier 2018 portant révision de la Constitution de la République gabonaise qui modifie plusieurs articles de la Constitution en faveur de l'égalité de genre, principalement dans le domaine électoral, et prévoit notamment que «[l']État favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux ainsi qu'aux responsabilités politiques et professionnelles» (art. 24). **Saluant la volonté du gouvernement de promouvoir l'égalité de genre au plus haut niveau, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre de l'article 24 de la Constitution visant à favoriser l'accès égal des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et aux responsabilités politiques, en droit et dans la pratique, et sur toute mesure concrète prise à cette fin.**

Politique nationale d'égalité. Précédemment, la commission a demandé au gouvernement de prendre des mesures pour: 1) lutter efficacement contre les stéréotypes relatifs aux aspirations, préférences et capacités professionnelles des femmes; et 2) remédier aux difficultés rencontrées par les femmes pour accéder aux ressources et aux facteurs de production, en particulier au crédit et à la terre, et pour encourager l'entrepreneuriat féminin. La commission note que le gouvernement se réfère à nouveau à la création d'une plateforme totalement dédiée aux femmes entrepreneurs «Women Business Center», afin d'accompagner les femmes qui souhaitent créer leur entreprise. La commission note également que le gouvernement indique qu'il a mis en place une Journée de la femme le 17 avril de chaque année et qu'il a décrété la décennie 2015-2025 «Décennie de la femme gabonaise». Selon les informations fournies par le gouvernement dans son rapport de 2020 à l'UNESCO pour l'application de la

Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, ratifiée en 2007, l'objectif de la «Décennie de la femme gabonaise» est l'autonomisation des femmes, et les résultats attendus sont la formation, l'amélioration et la transformation profonde de la condition des femmes sur tous les plans (juridique, politique, économique et social). Le gouvernement ajoute dans ce rapport que la Commission nationale consultative de la «Décennie de la femme gabonaise» a été créée dans ce cadre et qu'elle a procédé à une collecte des données de terrain sur l'ensemble du territoire afin de mieux comprendre la problématique de la condition des femmes. **La commission prend note de ces initiatives et prie le gouvernement de communiquer les résultats de la collecte de données nationales sur la condition des femmes gabonaises menée par la Commission nationale consultative de la «Décennie de la femme gabonaise». Elle le prie de fournir: i) des informations sur les mesures prises ou envisagées afin de promouvoir l'égalité de chances et de traitement entre les hommes et les femmes, y compris en matière d'emploi et de profession; et ii) des informations (y compris statistiques) sur les activités de la plateforme dédiée aux femmes entrepreneurs depuis sa mise en place. En l'absence de réponse sur les points suivants de son précédent commentaire, la commission réitère sa demande en ce qui concerne les mesures prises pour: i) lutter efficacement contre les stéréotypes relatifs aux aspirations, préférences et capacités professionnelles des femmes et à leur rôle dans la société et ainsi leur permettre d'accéder à un éventail plus large d'emplois et de professions (par le biais d'une orientation et d'une formation professionnelles exempts de préjugés sexistes); et ii) remédier aux difficultés rencontrées par les femmes pour accéder aux ressources et aux facteurs de production, en particulier au crédit et à la terre. Le gouvernement est également prié de fournir des informations sur les activités du ministère de l'Égalité des chances en matière de promotion de l'égalité des chances et de traitement entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession.**

Promotion de l'égalité de chances et de traitement sans distinction fondée sur des motifs autres que le sexe. Dans son commentaire précédent, la commission avait prié le gouvernement de formuler et d'appliquer une politique nationale d'égalité de chances et de traitement sans distinction fondée sur la race, la couleur, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle, depuis 2016, il développe sa politique d'égalité des chances et que de nombreux séminaires de renforcement de capacités ont été organisés depuis lors pour mieux lutter contre les privilèges indus et les inégalités sociales. À cet égard, la commission rappelle que la première obligation incombant aux États qui ont ratifié la convention est de formuler et d'appliquer une politique nationale visant à promouvoir l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession afin d'éliminer toute discrimination en cette matière. Elle tient à souligner en outre que la mise en œuvre d'une politique nationale d'égalité en matière d'emploi et de profession suppose l'adoption d'un éventail de mesures spécifiques qui combine généralement mesures législatives et administratives, conventions collectives, politiques publiques, mesures positives, mécanismes de règlement des différends, mécanismes de contrôle, organismes spécialisés, programmes pratiques et activités de sensibilisation (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 841 et 848). **À la lumière de ce qui précède, la commission prie instamment le gouvernement d'indiquer les obstacles éventuellement rencontrés pour mener à terme la formulation d'une politique d'égalité des chances qu'il affirme développer depuis 2016. Elle le prie également d'indiquer s'il est prévu que cette politique nationale d'égalité couvre également les autres critères de discrimination prohibés par la convention, en précisant les stratégies ou mesures concrètes envisagées ou adoptées afin de: i) lutter contre toutes formes de discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale; ii) promouvoir l'égalité de chances et traitement dans l'emploi et la profession; et iii) suivre et évaluer régulièrement les résultats obtenus en vue de revoir et d'adapter les mesures et stratégies existantes si nécessaire.**

Articles 2, 3 d) et 5. Égalité des chances entre les hommes et les femmes dans la fonction publique. Mesures positives . Quotas. S'agissant de la sous-représentation des femmes dans les catégories supérieures (A1 et A2) de la fonction publique, la commission note avec **intérêt** l'adoption de la loi n° 09/2016 du 5 septembre 2016 fixant des quotas en faveur des femmes et des jeunes et notamment d'un quota au terme duquel 30 pour cent des emplois supérieurs de l'État sont réservés aux femmes. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises dans la pratique pour mettre en œuvre ce quota et de fournir des données statistiques sur les effectifs de la fonction publique, ventilées par sexe et catégorie, afin de mesurer l'impact de cette mesure sur la représentation des femmes dans les catégories supérieures de la fonction publique. En l'absence d'information sur ce point, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir les conclusions de l'audit de la fonction publique réalisé en 2016.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Géorgie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1993)

La commission prend note des observations de la Confédération géorgienne des syndicats (GTUC), reçues le 6 octobre 2020, dans lesquelles la GTUC réitère ses observations sur des questions relatives à l'application de la convention, reçues le 30 septembre 2019.

Articles 1 et 2 de la convention. Législation. Rappelant que le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de *valeur* égale n'est pas dûment reflété dans la législation, la commission avait accueilli favorablement les informations fournies par le gouvernement dans son rapport, selon lesquelles le ministère du Travail, de la Santé et des Affaires sociales s'employait à modifier la législation du travail pour mettre en œuvre la directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 aux termes de laquelle pour un même travail ou pour un travail auquel est attribuée une *valeur* égale, la discrimination directe ou indirecte fondée sur le sexe est éliminée dans l'ensemble des éléments et conditions de rémunération. Elle avait encouragé le gouvernement à faire tout ce qui était en son pouvoir pour que la législation du travail donne pleinement expression en droit au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de *valeur* égale, de manière à assurer sans plus tarder l'application pleine et entière de la convention. Elle l'avait également instamment prié de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 57(1) de la loi de 2015 sur la fonction publique de telle sorte qu'elle reflète la notion de «travail de *valeur* égale» afin de garantir que les fonctionnaires couverts par cette loi peuvent prétendre non seulement à l'égalité de rémunération pour un travail égal, mais aussi pour un travail qui, tout en étant de nature entièrement différente, n'en présente pas moins une *valeur* égale. Dans le rapport du gouvernement, la commission relève que des modifications ont été apportées à la législation du travail en 2019 et en septembre 2020. Elle note avec **regret** que le gouvernement n'a pas saisi ces occasions pour incorporer une disposition donnant pleinement expression en droit au principe de la convention. La commission note que le gouvernement dit que la nouvelle Stratégie nationale relative au marché du travail et à la politique de l'emploi 2019-2023 contient un plan d'action visant à garantir que, tant en droit que dans la pratique, les employés reçoivent une rémunération égale pour un «travail de valeur tout aussi égale». Rappelant que l'article 57(1) de la loi de 2015 sur la fonction publique prévoit que le système de rémunération des fonctionnaires est fondé sur les «principes de transparence et d'équité, donc sur la mise en œuvre du concept à travail égal, salaire égal», la commission note que le gouvernement estime que cette disposition est conforme au principe de la convention car les coefficients sont définis sur la base non seulement de la similarité des fonctions mais aussi du niveau de responsabilité et de complexité, des compétences requises, des qualifications et de l'expérience professionnelle, ce qui, d'après le gouvernement, implique une évaluation de la valeur du travail. Malgré les assurances du gouvernement, la commission rappelle que, lorsqu'elles sont plus restrictives que le principe énoncé dans la convention et qu'elles ne donnent pas pleinement expression à la notion de «travail de valeur égale», les dispositions légales freinent les progrès dans la lutte pour l'élimination de la discrimination en matière de discrimination fondée sur le sexe (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 676 à 679). **Rappelant que la convention a été ratifiée en 1993, la commission prie de nouveau instamment le gouvernement de modifier la législation du travail, en collaboration avec les partenaires sociaux et le Conseil pour l'égalité de genre, afin de donner pleinement expression en droit au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, de manière à assurer sans plus tarder l'application pleine et entière de la convention. Notant que le gouvernement répète qu'il entend soumettre au Parlement des projets de loi relatifs à la transposition de la directive 2006/54/EC du 5 juillet 2006, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard. En outre, en ce qui concerne le secteur public, la commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier l'article 57(1) de la loi de 2015 sur la fonction publique de telle sorte qu'elle reflète la notion de «travail de valeur égale» afin de garantir que les fonctionnaires couverts par cette loi peuvent prétendre non seulement à l'égalité de rémunération pour un travail égal, mais aussi pour un travail qui, tout en étant de nature entièrement différente, n'en présente pas moins une valeur égale. Elle le prie de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Article 2. Mesures visant à réduire l'écart de rémunération entre hommes et femmes et à promouvoir l'égalité de rémunération. Dans son précédent commentaire, la commission a prié le gouvernement de donner des informations sur: 1) les mesures prises ou envisagées qui ont directement pour objectif de réduire l'écart de rémunération entre hommes et femmes (en incitant le gouvernement à poursuivre les efforts qu'il déploie pour identifier les causes profondes des inégalités de rémunération, s'attaquer à ces causes et promouvoir l'accès des femmes à un éventail plus large d'emplois à tous les niveaux); 2) les activités de sensibilisation entreprises pour promouvoir l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale; 3) les statistiques sur les salaires mensuels et horaires et les prestations annexes versées aux hommes et aux femmes, par secteur économique, ainsi que les données faisant apparaître le nombre

d'hommes et de femmes employés dans les différents secteurs. La commission note que le gouvernement déclare que le Conseil pour l'égalité de genre élabore actuellement une méthode permettant de calculer l'écart de rémunération entre hommes et femmes et de faire reculer l'inégalité. Elle prend également note des données fournies par le gouvernement sur les gains mensuels moyens par profession, pour 2017, et par secteur d'activité pour 2016, 2017 et 2018. À partir de ces informations, la commission conclut que, dans la plupart des secteurs d'activité, il n'y a pas eu de réduction de l'écart de rémunération entre hommes et femmes entre 2016 et 2018 et que cet écart demeure élevé dans la quasi-totalité des secteurs d'activité. Elle relève en particulier qu'en 2018, dans la finance et l'assurance, les hommes gagnaient beaucoup plus que les femmes (3 461 lari contre 1 498 lari). À partir des observations de la GTUC, la commission constate que l'écart de rémunération entre hommes et femmes peut être expliqué par la ségrégation horizontale et verticale entre hommes et femmes, ainsi que par de forts stéréotypes sexistes, la division inégale du travail agricole et domestique non rémunéré, et l'absence de services et de programmes soucieux de la problématique hommes-femmes. La GTUC affirme que, bien que le niveau d'instruction des hommes et des femmes soit quasiment similaire, seules 52,9 pour cent des femmes seraient en emploi, contre 67,1 pour cent des hommes. La commission relève également dans les observations de la GTUC que, d'après une étude menée par le Centre d'études en sciences sociales, les disparités entre hommes et femmes existent également pour ce qui concerne les avantages et autres composantes du salaire: 66 pour cent des hommes (éligibles à une gratification/indemnité) ont touché une gratification, contre 34 pour cent des femmes; 60 pour cent des hommes ont touché une prime, contre 41 pour cent des femmes. **Compte tenu de la persistance de la ségrégation horizontale et verticale dans le pays, la commission demande au gouvernement de redoubler d'efforts pour identifier les causes profondes des inégalités de rémunération telles que la discrimination fondée sur le genre, les stéréotypes sexistes et la ségrégation professionnelle, s'attaquer à ces causes et promouvoir l'accès des femmes à un éventail plus large d'emplois à tous les niveaux, y compris aux postes de direction ou de responsabilité et à des emplois mieux rémunérés. Prenant note de l'absence d'informations à cet égard, la commission prie de nouveau le gouvernement de donner des informations sur les mesures spécifiquement prises ou envisagées dans le cadre du concept officiel de l'égalité de genre et dans le cadre du Plan d'action 2018-2020 du Conseil pour l'égalité de genre qui ont directement pour objectif de réduire l'écart de rémunération entre hommes et femmes. De telles mesures peuvent comprendre, par exemple, le déploiement de programmes et d'activités de sensibilisation visant à éliminer les stéréotypes traditionnels quant au rôle des femmes dans la société ou encore l'adoption de mesures sur le partage du congé parental et l'accessibilité aux services de la petite enfance. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur toutes activités de sensibilisation menées pour promouvoir l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, notamment sur les gratifications, les primes et autres indemnités salariales supplémentaires. Enfin, elle prie le gouvernement de continuer à fournir des données statistiques sur les salaires mensuels et horaires et les prestations annexes versées aux hommes et aux femmes, par secteur économique, ainsi que des données faisant apparaître le nombre d'hommes et de femmes employés dans les différents secteurs.**

Contrôle de l'application. La commission avait prié le gouvernement: 1) de renforcer les capacités des autorités compétentes afin que celles-ci puissent déceler les inégalités de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale et y répondre; 2) d'examiner également si, dans la pratique, les dispositions de fond et les dispositions de procédure permettent d'agir en justice avec succès; 3) de donner des informations sur les moyens par lesquels il fait appliquer de manière effective le principe établi par la convention; 4) de donner des informations sur les décisions rendues par les tribunaux ou d'autres organes compétents dans ce domaine, ainsi que sur toute affaire touchant à l'égalité de rémunération dont le Bureau du défenseur public aurait été saisi. Elle note que le gouvernement s'engage de nouveau à rétablir un système plein et entier d'inspection du travail. À cet égard, elle prend note avec **intérêt** de l'adoption, en septembre 2020, d'une nouvelle loi sur l'inspection du travail. Elle relève également que le gouvernement affirme qu'en février 2019 une nouvelle loi sur la sécurité et la santé au travail a été adoptée et que celle-ci élargit le mandat des inspecteurs du travail en leur permettant d'effectuer des inspections inopinées dans les entreprises, et ce, dans tous les secteurs économiques, et d'imposer des sanctions en cas de violations. Elle prend également note du fait que le gouvernement affirme que le pays compte désormais 40 inspecteurs du travail et que leur nombre serait porté à 100 entre 2019 et 2020. Le gouvernement indique que trois formations ont été dispensées à un total de 47 juges sur les normes internationales du travail et le Code du travail et qu'une formation sur ce sujet a été dispensée à 15 fonctionnaires de justice. **La commission demande au gouvernement de donner des informations sur les activités de l'inspection du travail et ses conclusions sur l'application dans la pratique de l'égalité de rémunération pour les hommes et les femmes, et d'examiner si, dans la pratique, les dispositions de fond et les dispositions de procédure permettent d'agir en justice avec succès. Elle demande également au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour garantir la bonne**

application du principe de la convention, par exemple au moyen d'activités de formation de l'inspection du travail, des juges et d'autres fonctionnaires expressément liées au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. La commission demande également au gouvernement de donner des informations sur: i) le contenu et la durée des formations dispensées aux 47 juges sur la terminologie utilisée et l'application du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes; ii) les décisions rendues par les tribunaux ou d'autres organes compétents dans ce domaine; et iii) toute plainte touchant à des inégalités salariales dont le Bureau du défenseur public aurait été saisi.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1993)

La commission prend note des observations de la Confédération géorgienne des syndicats (GTUC), reçues le 6 octobre 2020, dans lesquelles la GTUC réitère ses observations sur des questions relatives à l'application de la convention, reçues le 30 septembre 2019. La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.

Article 1, paragraphe 1 a). Discrimination fondée sur le sexe. Harcèlement sexuel. Dans son précédent commentaire, la commission a demandé au gouvernement de prendre des mesures visant à: 1) prévenir, en collaboration avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, le harcèlement sexuel sur le lieu de travail; 2) garantir que l'article 6(1)(b) de la loi sur l'égalité de genre soit appliqué de manière effective (et de fournir des informations sur tous cas de harcèlement sexuel et leur issue). Elle a également demandé au gouvernement d'envisager d'inclure dans le Code du travail une disposition qui définirait et interdirait expressément le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. À cet égard, la commission note que la GTUC répète une observation qu'elle a déjà formulée selon laquelle le harcèlement sexuel au travail est l'une des formes de discrimination qui est le moins signalée. Elle note que le gouvernement indique qu'il a adopté, en 2017, l'ordonnance n° 200 portant définition des règles générales de déontologie dans le service public qui interdit le harcèlement sexuel et fait obligation aux fonctionnaires d'être conscients de l'existence de ce phénomène, de savoir que c'est interdit, tant au travail que dans l'espace public, et de se tenir informés des procédures internes et générales de signalement. Elle note également que le gouvernement fait part des modifications législatives apportées en 2019 qui introduisent une définition et une interdiction du harcèlement sexuel dans la loi sur l'élimination de toutes les formes de discrimination en tant qu'«attitude verbale, non verbale ou physique non désirée à caractère sexuel ayant pour but de porter atteinte à la dignité de la personne ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant ou offensant pour cette personne». La commission note également que le Code du travail a été modifié en septembre 2020 afin de définir le harcèlement sexuel comme «tout harcèlement direct ou indirect d'une personne visant à porter, ou portant, atteinte à la dignité de cette personne, ou créant un environnement intimidant, hostile, humiliant, dégradant ou violent pour une personne, et/ou créant les circonstances qui entraînent directement ou indirectement une dégradation de la situation d'une personne par rapport à des tiers se trouvant dans des situations similaires». La commission prend note avec **intérêt** de l'introduction d'une définition et de l'interdiction du harcèlement sexuel dans le Code du travail mais constate que cette définition ne couvre pas l'ensemble des comportements constitutifs du harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 789 et 792). Le gouvernement indique également qu'entre 2014 et 2018 le bureau du Défenseur public a examiné 15 cas de harcèlement sexuel et formulé des recommandations dans quatre cas, et que les tribunaux n'ont été saisis que de deux cas. Au vu du faible nombre d'infractions que les tribunaux et le Défenseur public ont relevées, la commission rappelle que l'absence ou le faible nombre de plaintes pour harcèlement sexuel n'indique pas nécessairement que cette forme de discrimination n'existe pas; elle peut plutôt indiquer l'absence de cadre légal approprié, le fait que les responsables gouvernementaux, les travailleurs et les employeurs et leurs organisations ne sont pas sensibilisés à cette forme de discrimination, ne la comprennent pas ou ne la reconnaissent pas, ainsi que l'absence d'accès aux mécanismes de plainte et des voies de recours, leur inadéquation ou la crainte de représailles (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 790). **La commission demande donc au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que l'interdiction du harcèlement sexuel soit appliquée de manière effective par les tribunaux et le Défenseur public et de continuer à fournir des informations sur tous cas de harcèlement sexuel traités par les tribunaux ou toute autre autorité compétente, notamment des informations sur les sanctions infligées et les réparations accordées. Elle demande également au gouvernement de prendre des mesures visant à inclure dans la législation du travail une définition complète du harcèlement sexuel comprenant le harcèlement qui s'apparente au chantage sexuel (quid pro quo) et le harcèlement qui résulte d'un environnement de travail hostile, et de fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard. Notant que le rapport du gouvernement ne contient**

pas d'information sur ce point, la commission lui demande à nouveau de prendre des mesures concrètes, en collaboration avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, pour prévenir le harcèlement sexuel au travail, notamment par l'élaboration de politiques du lieu de travail et d'activités de sensibilisation des travailleurs et des employeurs. Le gouvernement est prié de fournir des informations sur les progrès accomplis à cet égard.

Discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. La commission rappelle que l'article 2 du Code du travail interdit la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression du genre. À cet égard, elle note que, d'après le rapport de 2019 de l'Expert indépendant des Nations Unies sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre est très courante en Géorgie: les passages à tabac sont fréquents, le harcèlement et les brimades constants et l'exclusion dans les milieux éducatif, professionnel et sanitaire semblent constituer la norme (A/HRC/41/45/Add.1, 15 mai 2019, paragr. 31). D'après les conclusions de l'Expert indépendant, la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle demeure répandue au travail et une étude a montré qu'une personne sur quatre appartenant à la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et personnes de genre variant s'est vu refuser un emploi en raison de son orientation sexuelle ou de son identité de genre (paragr. 72). **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur: i) toutes mesures prises ou envisagées pour prévenir et combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans l'emploi et la profession, y compris les mesures réglementaires et de sensibilisation; et ii) les poursuites entamées et les sanctions infligées pour violation de l'article 2 du Code du travail.**

Article 1, paragraphe 3, de la convention. Discrimination lors du recrutement. La commission rappelle que, d'après les observations de la GTUC, bien que l'article 2(3) du Code du travail interdise la discrimination lors du recrutement, ces cas de discrimination restent d'actualité et ne sont pas souvent signalés parce que l'employeur n'est pas tenu de justifier une décision de ne pas recruter tel ou tel candidat (art. 5(8) du Code du travail). La commission note que, d'après le rapport spécial du Défenseur public sur la lutte contre la discrimination, la prévention de la discrimination et la situation en matière d'égalité (2018), les critères discriminatoires dans les offres d'emploi ne sont pas expressément interdits et sont fréquemment utilisés. Le Défenseur public propose d'adopter des dispositions législatives interdisant expressément les critères discriminatoires dans les relations précontractuelles. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement affirme que des modifications ont été apportées au Code du travail en février 2019. Elle note avec **intérêt** qu'un employeur ne peut plus demander à un candidat des informations qui n'ont aucun rapport avec l'exécution du travail ou l'évaluation de son aptitude à exécuter un travail, par exemple sur la religion, la foi, le handicap, l'orientation sexuelle, l'appartenance ethnique ou l'état de grossesse (art. 5(1) du Code du travail). La commission note également que le gouvernement indique que le Conseil pour l'égalité de genre élabore actuellement d'autres modifications au Code du travail visant à renforcer les droits des femmes en matière d'emploi et de profession. Dans le cadre de cette révision législative, il est proposé qu'un employeur soit tenu de motiver sa décision de ne pas recruter en cas de soupçon de discrimination. La commission note que le gouvernement affirme que le bureau du Défenseur public a enquêté sur huit cas de discrimination présumée dans des «relations précontractuelles» entre 2015 et 2018 mais qu'il ne donne aucune information sur l'issue de ces cas. **La commission demande au gouvernement de donner des informations sur tout fait nouveau concernant l'adoption des modifications législatives proposées par le Conseil pour l'égalité de genre. Elle demande également au gouvernement de: i) fournir des informations sur l'application du nouvel article 5(1) du Code du travail dans la pratique; ii) continuer à prendre des mesures pour éliminer les pratiques discriminatoires lors du recrutement, y compris dans les offres d'emploi; et iii) donner des informations sur le nombre et la nature des cas concernant la discrimination dans les «relations précontractuelles» dont ont été saisis les tribunaux ou le bureau du Défenseur public, notamment sur les sanctions infligées et les réparations accordées.**

Article 2. Égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. La commission avait demandé au gouvernement de redoubler d'efforts pour promouvoir l'égalité de genre, en particulier dans le domaine de l'emploi et de la profession, de prendre des mesures afin de faire tomber les obstacles à l'accès des femmes à l'éventail le plus large possible de professions et de secteurs d'activité, et de promouvoir un partage plus équitable des responsabilités familiales entre les hommes et les femmes. Elle a prié le gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre des principales activités du Plan d'action national pour l'égalité de genre (2014-2016), ainsi que sur toutes activités menées à bien par le Conseil pour l'égalité de genre dans le domaine de l'emploi et de la profession. La commission note que le gouvernement indique que le ministère de l'Économie et du Développement durable, en partenariat avec les organismes publics «Enterprise Georgia» et l'Agence géorgienne pour l'innovation et la technologie, met actuellement en œuvre des projets visant à promouvoir l'entrepreneuriat des femmes et leur rôle aux postes de cadre: 1) en apportant un soutien financier aux «Start up» et/ou en contribuant

à l'expansion d'une entreprise commerciale existante; 2) en dispensant des cours de formation et en fournissant des services de conseil en matière de gestion d'entreprise. Le gouvernement affirme que le Conseil pour l'égalité de genre a fait de «l'autonomisation économique des femmes» une priorité pour 2019 et qu'il est à l'origine de deux études thématiques sur les obstacles que les femmes rencontrent quand elles participent aux programmes économiques de l'État ou quand elles souhaitent accéder à l'enseignement professionnel. La commission prend également note du Plan d'action du Conseil pour l'égalité de genre pour 2018-2020. Elle relève cependant que, d'après les observations de la GTUC, malgré les mesures positives prises pour améliorer la réglementation du travail, les questions de la promotion des femmes (ségrégation professionnelle entre hommes et femmes), de l'autonomisation économique des femmes, de la participation égale des femmes au développement économique et d'un salaire digne de ce nom pour les femmes continuent de poser problème. La GTUC affirme que les inégalités entre hommes et femmes sont les plus fortes dans les zones rurales et que les stéréotypes de genre, la division inégale du travail agricole et domestique non rémunéré et le manque de services et de programmes tenant compte des questions de genre limitent les possibilités faites aux femmes d'acquérir de nouvelles compétences, de créer des entreprises agricoles ou d'autre nature et de percevoir un revenu durable. En outre, la GTUC affirme que les entrepreneuses continuent de rencontrer des difficultés quand elles souhaitent accéder à un financement, à des informations, à des formations et aux réseaux commerciaux, et quand elles doivent concilier vie professionnelle et vie familiale. Faisant référence aux données statistiques officielles, la GTUC indique que les femmes ne représentent que 29 pour cent des employés du service public, dont 21,8 pour cent à un poste de direction. **La commission demande au gouvernement de poursuivre les efforts qu'il déploie pour promouvoir l'égalité de genre dans l'emploi et la profession, notamment en adoptant des mesures visant à combattre directement les stéréotypes concernant les aspirations, préférences et capacités professionnelles des femmes, ainsi que leur rôle au sein de la famille. La commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures pour faire tomber les obstacles d'ordre juridique et pratique à l'accès des femmes à l'éventail le plus large possible de professions et secteurs d'activité, ainsi qu'à tous les niveaux de responsabilité, et de promouvoir un partage plus équitable des responsabilités familiales entre les hommes et les femmes, et de fournir des informations sur les résultats obtenus à cet égard. La commission demande également au gouvernement de donner des informations sur les conclusions et recommandations du Conseil pour l'égalité de genre tirées de ses études thématiques de 2019, ainsi que sur les résultats de son Plan d'action pour 2018-2020 dans le domaine de l'égalité de genre dans l'emploi et la profession. La commission demande au gouvernement de fournir des statistiques sur la situation des hommes et des femmes dans les différentes catégories professionnelles, notamment au niveau décisionnel, ainsi que dans tous les secteurs de l'économie.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Ghana

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1968)

La commission note que le rapport du gouvernement ne contient pas de réponse à ses précédents commentaires. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission note avec **regret**, une fois encore, que le rapport du gouvernement ne contient aucune information sur un certain nombre de ses précédents commentaires. La commission tient à rappeler qu'en l'absence des informations nécessaires elle n'est pas en mesure d'évaluer l'application effective de la convention ni les progrès accomplis depuis sa ratification. **La commission espère que le prochain rapport du gouvernement contiendra toutes les informations sur les questions abordées ci-dessous.**

Article 1 b) de la convention. Égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Législation. La commission note que, depuis l'adoption de la loi sur le travail en 2003, elle exprime ses préoccupations à propos des articles 10(b) et 68 de cette loi, qui sont formulés dans des termes trop restrictifs par rapport au principe établi par la convention qui fait référence à l'égalité de rémunération pour un travail de «valeur égale». La commission note avec **préoccupation** que le gouvernement, dans son rapport, se contente de répéter les propos antérieurement formulés selon lesquels l'expression «rémunération égale pour un travail égal sans distinction d'aucune sorte» figurant dans les articles 10(b) et 68 de la loi est synonyme du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, mais ne donne cependant aucune précision à l'appui de cette affirmation et n'explique pas comment cette loi envisage la comparaison entre des emplois de nature totalement différente. La commission rappelle une fois encore que la notion de «travail de valeur égale» est au cœur même du droit fondamental des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale et de la promotion de l'égalité. En raison d'attitudes et de stéréotypes anciens concernant les aspirations, préférences et capacités des femmes, certains emplois sont occupés de manière prédominante ou exclusivement par des femmes (par exemple les emplois liés aux soins aux personnes) et d'autres par des hommes (notamment les emplois dans le secteur de la construction). Lors de la fixation des taux de salaire, les emplois dits «féminins» sont souvent sous-évalués par rapport à un travail de valeur égale accompli par des hommes. La notion de «travail de valeur égale» est cruciale pour lutter contre la ségrégation professionnelle fondée sur le sexe qui existe sur le marché du travail de presque tous les pays, car elle permet

un large champ de comparaison et comprend le travail «égal», le «même» travail et le travail «similaire», mais va au-delà en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de valeur égale (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 672 à 679). **Par conséquent, la commission prie instamment encore une fois le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les articles 10(b) et 68 de la loi sur le travail de 2003 afin de donner pleine expression législative au principe d'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale prévu dans la convention, et de communiquer des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

Égalité de rémunération pour un travail de valeur égale dans le service public. La commission rappelle qu'une politique des salaires de la fonction publique établissant une structure unique de salaires a été précédemment adoptée et que tous les employés du service public relèvent de cette structure depuis fin 2012. La commission rappelle également que l'évaluation a été conduite sur la base de quatre critères principaux (connaissances et qualifications, responsabilités, conditions de travail et pénibilité), eux-mêmes subdivisés en 13 sous-rubriques. La commission prend note des documents communiqués par le gouvernement dans son rapport, notamment un tableau intitulé «Structure unique de salaires», un memorandum d'accord entre la Commission pour l'équité en matière de salaire et de traitement et les partenaires sociaux, et le livre blanc sur la politique des salaires fondée sur un tronc commun. Elle note cependant que le tableau «Structure unique de salaires» ne contient aucune information sur les types d'emploi relevant de chaque niveau de rémunération et qu'il ne permet donc pas à la commission d'évaluer si cette méthode d'évaluation des emplois est effectivement exempte de toute distorsion sexiste. **La commission demande donc au gouvernement de communiquer des informations sur la façon dont les emplois ont été classés dans la structure unique de salaires, afin de pouvoir évaluer les facteurs appliqués pour comparer les emplois et s'assurer qu'ils sont exempts de distorsion sexiste. Notant l'absence d'information à cet égard, la commission demande une fois encore au gouvernement de communiquer des informations sur les progrès accomplis dans l'application à tous les salariés du secteur public de la structure unique de salaires et sur l'impact de cette structure sur la rémunération relative des hommes et des femmes dans ce secteur. Elle demande aussi une fois encore de communiquer des informations spécifiques sur le nombre d'hommes et de femmes à chaque niveau de la structure. Enfin, la commission demande une fois encore au gouvernement de communiquer des informations sur l'application pratique de la structure unique de salaires, notamment sur les problèmes traités par la Commission pour l'équité en matière de salaire et de traitement et les mesures prises par cette commission pour assurer l'application pleine et entière du principe établi par la convention dans le service public.**

Article 2, paragraphe 2 c). Conventions collectives. La commission rappelle qu'elle formule depuis un certain nombre d'années des commentaires à propos de conventions collectives qui contiennent des clauses discriminatoires à l'égard des femmes, notamment sur le plan des prestations. La commission note, une fois encore, que le rapport du gouvernement ne contient aucune information spécifique répondant à ses précédents commentaires à cet égard. **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en coopération avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, pour veiller à ce que les conventions collectives ne comportent aucune clause discriminatoire fondée sur le sexe. Elle le prie également de donner des informations sur les mesures prises ou envisagées, en coopération avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, pour promouvoir le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, notamment par des méthodes d'évaluation objective des emplois dans les conventions collectives. La commission prie également le gouvernement de fournir des exemples de conventions collectives reflétant le principe établi dans la convention.**

Article 3. Évaluation objective des emplois dans le secteur privé. Dans ses précédents commentaires, la commission a demandé au gouvernement de prendre des mesures pour promouvoir des méthodes d'évaluation objective des emplois dans le secteur privé afin d'éliminer les inégalités de rémunération entre hommes et femmes. La commission note que le rapport du gouvernement ne donne aucune information sur ce point. Elle note toutefois, d'après la sixième enquête sur les niveaux de vie au Ghana, publiée en 2014, que le salaire horaire des hommes dans différents groupes professionnels reste supérieur à celui des femmes, sauf pour les employés de type administratif. La commission rappelle que la notion de «valeur égale» implique l'adoption d'une méthode permettant de mesurer et comparer la valeur relative de différents emplois. Il convient ainsi d'examiner les tâches à accomplir sur la base de critères parfaitement objectifs et non discriminatoires pour éviter toute évaluation sexiste. La convention ne prévoit aucune méthode particulière pour effectuer une telle évaluation, mais l'article 3 présume l'utilisation de techniques adaptées à une évaluation objective des emplois, permettant de comparer des facteurs tels que les compétences, l'effort, les responsabilités et les conditions de travail (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 695 à 703). **La commission demande donc une fois encore au gouvernement de prendre des mesures pour promouvoir des méthodes d'évaluation objective des emplois dans le secteur privé afin d'éliminer les inégalités de rémunération, et de fournir des informations sur les progrès accomplis à cet égard. Elle demande aussi une fois encore au gouvernement de communiquer des informations à jour sur l'écart de rémunération entre hommes et femmes dans le secteur privé, y compris des informations statistiques issues des résultats de l'enquête récente sur les niveaux de vie au Ghana.**

Article 4. Collaboration tripartite. Notant l'absence d'information sur ce point, la commission rappelle encore une fois le rôle important que jouent les organisations d'employeurs et de travailleurs pour promouvoir le principe de la convention. **La commission demande donc une fois de plus au gouvernement de fournir des informations spécifiques sur les mesures et initiatives concrètes prises pour promouvoir le principe de la convention et sur les résultats de ces initiatives. La commission demande aussi au gouvernement d'indiquer si la question de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes a été discutée spécifiquement au sein de la Commission tripartite nationale et de quelle manière il est tenu compte du principe de la convention dans l'établissement du salaire minimum.**

Contrôle de l'application de la législation. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que la Commission nationale du travail et la Commission pour l'équité en matière de salaire et de traitement traitent les plaintes des travailleurs, notamment en matière d'égalité de rémunération, et qu'il existe un Centre de résolution alternative des conflits, mis en place en application de la loi de 2010 sur la résolution alternative des conflits, pour traiter également les plaintes en matière de rémunération. La commission note que le gouvernement répète l'indication selon laquelle aucune plainte n'a été présentée sur la question de l'égalité de

rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. À cet égard, la commission rappelle que l'absence ou le faible nombre de cas de discrimination ou de plaintes pourraient être dus à une absence de cadre juridique approprié, à une méconnaissance des droits, à un manque de confiance dans les voies de recours offertes, à l'inexistence de telles voies de recours ou à la difficulté d'y accéder dans la pratique, ou encore à la crainte de représailles (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 870). **La commission demande donc au gouvernement de prendre des mesures pour faire mieux connaître la législation pertinente, renforcer les moyens dont disposent les autorités compétentes, notamment les magistrats, les inspecteurs du travail et d'autres agents de la fonction publique, pour identifier et traiter les cas de discrimination et d'inégalité de rémunération, et de s'assurer que les dispositions – de fonds ou de procédures – en vigueur donnent, dans la pratique, aux plaignants toutes les chances de faire valoir leurs droits. Le gouvernement est prié de fournir également des informations sur toute décision rendue par les tribunaux, la Commission nationale du travail, la Commission pour l'égalité en matière de salaire et de traitement et le Centre de résolution alternative des conflits ou de tout autre organe compétent, ainsi que toute violation constatée par les inspecteurs du travail ou signalée à ces derniers, concernant l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1961)

Article 1 de la convention. Motifs de discrimination interdits. Dans sa précédente observation, la commission avait prié instamment le gouvernement de prendre des mesures concrètes pour modifier la loi de 2003 sur le travail, afin qu'elle inclue au minimum tous les motifs de discrimination énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, et de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard. Elle note que, dans son rapport, le gouvernement indique que la Constitution de 1992 interdit la discrimination à l'article 17 (2) et (3) qui prévoit que «Nul ne doit être discriminé au motif du genre, de la race, de la couleur, de l'origine ethnique, de la religion, de la croyance et du statut social ou économique» et que «Aux fins du présent article, "discriminer" s'entend du fait de réserver un traitement différent à des personnes différentes uniquement ou principalement en raison de leurs caractéristiques respectives, notamment leur race, leur lieu d'origine, les opinions politiques, la couleur, le genre ou la croyance.» Le gouvernement ajoute que la loi de 2003 sur le travail interdit la discrimination tout au long du cycle de l'emploi (recrutement, évolution de la carrière et cessation de la relation de travail). La commission souligne de nouveau que les termes «statut social», «activités politiques» et «statut politique» figurant aux articles 14 et 63 de la loi de 2003 sur le travail en tant que motifs de discrimination interdits ont une portée plus restreinte que les expressions «origine sociale» et «opinion politique» employées dans la convention. Elle rappelle que l'interdiction de la discrimination fondée sur l'opinion politique prévue par la convention devrait couvrir les activités des travailleurs visant à exprimer ou à manifester leur opinion politique et que cette protection ne se limite pas exclusivement aux activités ou à la position d'un individu au sein d'un parti politique. En outre, il y a discrimination fondée sur l'origine sociale lorsque l'appartenance d'un individu à une classe sociale, une catégorie socioprofessionnelle ou une caste détermine son avenir professionnel, soit parce qu'il se voit refuser l'accès à certains emplois ou activités, soit parce qu'il ne peut occuper que certains emplois. Enfin, elle tient à réaffirmer que, lorsque des dispositions légales sont adoptées pour donner effet aux principes de la convention, celles-ci devraient comprendre tous les motifs de discrimination énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 802, 805 et 853). **Relevant que le gouvernement indique que des consultations sont en cours en vue de réviser la loi de 2003 sur le travail, la commission demande au gouvernement de saisir cette occasion pour s'assurer que la nouvelle loi sur le travail contienne, au minimum, les sept motifs de discrimination interdits énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.**

Article 1, paragraphe 1 a). Discrimination fondée sur le sexe. Harcèlement sexuel. Dans son précédent commentaire, la commission avait prié instamment le gouvernement: 1) d'élargir la définition du harcèlement sexuel afin qu'elle englobe expressément le harcèlement sexuel en raison d'un environnement de travail hostile; et 2) de prendre des mesures concrètes afin de faire mieux connaître et mieux comprendre les situations de harcèlement sexuel et les moyens d'en assurer la prévention aux inspecteurs du travail, aux magistrats et aux autres fonctionnaires concernés, ainsi qu'aux employeurs, aux travailleurs et à leurs organisations, et de communiquer des informations sur les progrès accomplis à cet égard. Le gouvernement indique: 1) que la définition du harcèlement sexuel sera élargie dans le cadre de la révision en cours de la loi sur le travail; 2) qu'il est résolu à combattre le harcèlement sexuel en procédant à des inspections et en assurant le contrôle de l'application de la législation par les organes publics et les tribunaux compétents; et 3) que davantage de programmes de sensibilisation prévoyant notamment l'organisation de séminaires et d'activités de formation et de plaidoyer seront mis en œuvre et que de nouvelles consultations avec les parties prenantes seront organisées afin de créer une prise de conscience du fait que le harcèlement sexuel au travail constitue une forme grave de discrimination

fondée sur le sexe qui doit être traitée dans le cadre de la convention. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations: i) sur tout fait nouveau lié à l'examen de la possibilité d'étendre la définition du harcèlement sexuel dans la loi sur le travail; et ii) dans l'intervalle, sur le nombre, la nature et le résultat de toutes plaintes ou affaires concernant la violence ou le harcèlement sexuel au travail qu'auraient eu à traiter l'inspection du travail et les tribunaux.**

Article 2. Égalité de chances et de traitement sans distinction de race, de couleur, de religion ou d'ascendance nationale. La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne donne, une fois de plus, aucune information sur la question de la discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion ou l'ascendance nationale. Elle rappelle que, bien que l'importance relative des problèmes liés à chacun des motifs puisse être différente d'un pays à l'autre lors de l'examen de la situation et de la prise de décisions quant aux mesures à adopter, il est essentiel d'accorder une attention à tous les motifs de discrimination énumérés dans la convention lors de la mise en œuvre de la politique nationale d'égalité (voir Étude d'ensemble de 2012, parag. 848 et 849).

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, La commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

Article 5. Mesures spéciales. Personnes en situation de handicap. Dans son précédent commentaire, la commission avait de nouveau prié le gouvernement de fournir des données sur les personnes en situation de handicap collectées par le Conseil national pour les personnes en situation de handicap créé par la loi de 2006 sur les personnes en situation de handicap, ainsi que sur l'application du mécanisme spécial d'incitation visant à encourager l'emploi de personnes en situation de handicap. La commission note que, d'après les statistiques fournies par le gouvernement (enquête du Service statistique du Ghana), en 2010, les personnes en situation de handicap représentaient 3 pour cent (737 743 personnes) de la population ghanéenne (qui compte 24 658 823 personnes). En général, parmi les personnes en situation de handicap, les femmes sont plus nombreuses que les hommes, et la plupart d'entre elles vivent dans des localités rurales plutôt que dans des localités urbaines. La commission note également que plus de la moitié des personnes en situation de handicap de 15 ans et plus avaient un emploi et que, parmi elles, les hommes (52 pour cent) étaient plus fortement représentés que les femmes (47 pour cent), et que le pourcentage de personnes en situation de handicap ayant un emploi était plus élevé dans les zones rurales (58 pour cent) que dans les localités urbaines (49 pour cent). La commission rappelle que la loi de 2006 sur les personnes en situation de handicap prévoit: 1) le droit d'accéder sans restriction aux lieux et aux bâtiments publics, à l'emploi, à l'éducation et aux transports, en fixant un délai de dix ans au terme duquel tous les bâtiments publics doivent avoir été rendus accessibles aux personnes en situation de handicap; et 2) l'obligation pour l'État de mettre en place des centres de réadaptation dans chacune des dix régions administratives du pays afin de dispenser une formation aux personnes en situation de handicap et de faciliter leur emploi. **La commission demande donc au gouvernement de fournir des informations sur: i) l'application de la loi de 2006 sur les personnes en situation de handicap, en particulier sur les obstacles rencontrés dans la pratique par les autorités concernées pour offrir une formation professionnelle et des possibilités d'emploi aux personnes en situation de handicap; ii) le fonctionnement et les activités du Conseil national pour les personnes en situation de handicap dans le**

domaine de l'emploi et de la profession; et iii) des données statistiques actualisées sur le taux d'emploi des personnes en situation de handicap, ventilées par sexe, secteur d'activité et âge.

Contrôle de l'application. Dans son précédent commentaire, la commission avait prié le gouvernement de: 1) prendre des mesures pour renforcer la capacité des fonctionnaires chargés de l'application de la loi à identifier et combattre la discrimination dans l'emploi et la profession; 2) communiquer des informations sur toute décision qu'auraient rendue les tribunaux, la Commission nationale du travail, la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative, ou tout autre organe compétent, ainsi que toute violation constatée par les inspecteurs du travail ou signalée à ces derniers, et la manière dont les cas de discrimination ont été traités; et 3) prendre des mesures concrètes pour modifier le formulaire d'inspection du travail afin qu'il vise expressément la discrimination fondée sur tous les motifs énumérés dans la convention, y compris le harcèlement sexuel. La commission prend acte de la volonté manifestée par le gouvernement de continuer de renforcer la capacité des organes et des institutions chargés de l'application de la loi afin d'identifier et combattre la discrimination dans l'emploi. Le gouvernement indique en outre que les tribunaux, la Commission nationale du travail, la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative, ou d'autres organes compétents n'ont rendu aucune décision concernant des affaires de discrimination dans l'emploi ou des cas dont des inspecteurs du travail auraient été saisis. En outre, la commission relève que le formulaire de l'inspection du travail est en cours de réexamen et que sa version révisée tiendra compte de la discrimination fondée sur l'ensemble des motifs de discrimination énumérés dans la convention, y compris le harcèlement sexuel. **La commission demande au gouvernement de fournir: i) des exemples concrets de mesures prises pour renforcer la capacité des organes et institutions chargés de l'application de la loi d'identifier et de combattre la discrimination dans l'emploi et la profession; ii) une copie du nouveau formulaire de l'inspection du travail lorsqu'il aura été adopté; iii) copie des décisions rendues par les tribunaux, la Commission nationale du travail, la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative, ou tout autre organe compétent, relatives au principe de non-discrimination dans l'emploi et la profession; et iv) des informations sur les cas de discrimination constatés par les inspecteurs du travail ou signalés à ces derniers et sur la manière dont ils ont été traités.**

Grèce

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1975)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des observations de la Fédération grecque des entreprises et des industries (SEV) et de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), reçues le 1^{er} octobre 2020, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019. La commission prend note des observations de la Confédération générale grecque du travail (GSEE) reçues les 31 août 2017 et 30 août 2019.

Évolution de la législation. La commission renvoie à ses commentaires sur l'application de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, en ce qui concerne l'application de la loi n° 4604/2019 du 12 juin 2019 sur l'égalité de genre et sur la prévention et la répression de la violence fondée sur le genre, qui appelle les entreprises des secteurs public et privé à se doter de «plans pour l'égalité» comportant des stratégies et des cibles visant à prévenir toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et qui habilite le Secrétariat général à la politique familiale et à l'égalité de genre (GSFPG) à décerner des «labels d'égalité» aux établissements qui auront agi en faveur de l'égalité de traitement, notamment de l'égalité de rémunération pour un travail égal, d'une participation équilibrée des hommes et des femmes aux postes de direction et de responsabilité, ou dans les groupes professionnels et scientifiques constitués au sein de l'entreprise (article 21).

Article 2 de la convention. Écart de rémunération entre hommes et femmes. Se référant à ses précédents commentaires concernant l'écart de rémunération entre hommes et femmes et la ségrégation professionnelle sur le marché de l'emploi, la commission note que, selon les données statistiques transmises par le gouvernement, si l'écart de rémunération entre hommes et femmes s'est resserré, passant de 15 pour cent en 2010 à 12,5 pour cent en 2014, le salaire mensuel moyen des femmes reste nettement inférieur à celui des hommes dans pratiquement tous les secteurs économiques, même lorsque hommes et femmes sont employés dans la même catégorie professionnelle. Elle observe qu'en 2018, le Bureau grec de statistique (ELSTAT) a réalisé une enquête sur la main-d'œuvre (LFS), mais elle **regrette** qu'aucune information actualisée sur l'écart de rémunération entre hommes et femmes n'ait été incluse dans cette étude, ni publiée depuis 2014. La commission note que la GSEE souligne que l'écart de rémunération entre hommes et femmes pourrait s'avérer plus élevé si des données étaient collectées convenablement, ce qui montre qu'il est urgent que le pays se dote d'un mécanisme indépendant pour

contrôler ce phénomène, enregistrer et traiter les données qui se trouvent d'ores et déjà stockées dans des systèmes informatiques servant à l'administration de l'emploi et à la sécurité sociale. La commission note que, d'après l'enquête sur la main-d'œuvre de 2018, le taux d'emploi des femmes a légèrement progressé, passant de 46,8 pour cent en 2016 à 49,1 pour cent en 2018, mais qu'il reste inférieur de 21 points de pourcentage à celui des hommes (70,1 pour cent en 2018), demeurant l'un des taux d'emploi des femmes les plus faibles de l'Union européenne (la moyenne dans l'UE étant de 66,5 pour cent), comme le souligne la GSEE. Elle note en outre que les femmes restent principalement concentrées dans les emplois faiblement rémunérés, représentant 61,2 pour cent des employés de bureau mais seulement 26,8 pour cent des cadres et hauts fonctionnaires et 9,1 pour cent des membres des conseils d'administration des principales sociétés cotées en bourse de l'UE (ELSTAT: enquête sur la main-d'œuvre, Commission européenne, Rapport sur l'égalité entre les hommes et les femmes au sein de l'Union européenne, page 27). À cet égard, le gouvernement fait référence dans ses informations supplémentaires à la loi n° 4706/2020 sur le gouvernement d'entreprise, la modernisation du marché des capitaux, qui est une transposition dans la législation grecque de la directive 2017/828 du Parlement européen et du Conseil européen, et des mesures d'application du règlement (UE) 2017/1131 et autres dispositions, adoptée le 17 juillet 2020, qui prévoient que les critères d'éligibilité pour la nomination des membres du conseil d'administration doivent inclure au moins une représentation adéquate de femmes et d'hommes pas inférieur à 25 pour cent du nombre total de membres. La commission note également que, comme le soulignent la Commission européenne et Eurostat, l'écart entre les hommes et les femmes en matière de travail non rémunéré est l'un des plus élevés de l'Union européenne, ce dont témoigne la situation du marché de l'emploi, où l'on trouve deux fois plus de femmes que d'hommes dans les emplois à temps partiel (13,2 pour cent contre 6 pour cent en 2018). Elle accueille favorablement l'indication du gouvernement concernant la mise en place du projet SHARE (3.2.2020-2.2.2022), qui vise à remettre en cause les stéréotypes et les rôles traditionnels au sein de la famille et à promouvoir l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, en mettant l'accent sur le lieu de travail des entreprises et leur participation à la promotion de l'égalité entre hommes et femmes et de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. La commission prend note de l'adoption du Plan d'action national pour l'égalité de genre (NAPGE) pour la période 2016-2020 et, plus particulièrement, de la reconnaissance par le gouvernement des éléments suivants: 1) l'écart de rémunération entre hommes et femmes, y compris au niveau des retraites, persiste et que cette question sera une priorité dans le nouveau Plan d'action national pour l'égalité de genre 2021-2025, qui est en cours d'élaboration; 2) les femmes occupent les emplois faiblement rémunérés et précaires, qui offrent peu de perspectives d'avancement ou d'opportunités d'épanouissement sur les plans professionnel et éducatif; et 3) les femmes continuent d'assumer la majeure partie des tâches ménagères et passent plus souvent que les hommes des périodes en dehors du marché du travail, ce qui pèse sur leurs revenus futurs et leurs pensions. Elle note que, par conséquent, le NAPGE définit des actions spécifiques pour étudier la transférabilité de bonnes pratiques de lutte contre l'écart de rémunération entre hommes et femmes, comme l'instauration d'un rapport annuel sur la structure de rémunération en fonction du genre et l'élaboration d'un «calculateur des salaires et traitements» qui fournit des informations actualisées et faciles d'accès sur les salaires pratiqués dans les différentes branches d'activité et régions. La commission prend également note de l'observation du SEV selon laquelle, en vue de modifier la culture des stéréotypes et la ségrégation entre hommes et femmes pour lutter contre l'écart de rémunération, il convient de prendre des mesures pour s'attaquer aux stéréotypes de genre, y compris par le biais de l'éducation préscolaire et de programmes éducatifs spéciaux relatifs à l'orientation professionnelle, et de promouvoir l'accès des jeunes femmes aux programmes scientifiques, technologiques, d'ingénierie et mathématiques. Tout en saluant l'adoption du NAPGE, la commission note qu'en avril 2019, le Groupe de travail des Nations unies sur la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique a souligné la nécessité d'assurer l'égalité d'accès des femmes au marché du travail et d'améliorer les salaires et les conditions de travail, et s'est déclaré particulièrement préoccupé par la persistance de l'écart de rémunération entre hommes et femmes et par l'absence de femmes aux postes de décision (HCDH, communiqué de presse du 12 avril 2019). **Considérant que l'écart de rémunération entre hommes et femmes et la ségrégation professionnelle sur le marché du travail persiste, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur: i) l'application de la loi n° 4706/2020 et son impact sur la présence des femmes dans les conseils d'administration; et ii) toute autre mesure prise, y compris en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, pour sensibiliser le public, procéder à des évaluations et promouvoir et faire appliquer la convention. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures volontaristes mises en œuvre, notamment dans le cadre du Plan d'action national pour l'égalité de genre pour 2016-2020 et pour 2021-2025, afin de remédier à l'écart de rémunération entre hommes et femmes en identifiant et en traitant ses causes sous-jacentes, comme la ségrégation professionnelle verticale et horizontale et les stéréotypes liés au genre concernant les aspirations, les préférences et les capacités professionnelles des femmes, et leur rôle dans la famille, et en favorisant l'accès des femmes à un plus large éventail d'emplois offrant des perspectives de carrière et des rémunérations plus élevées. Rappelant que la**

collecte périodique, l'analyse et la diffusion d'informations sont importantes pour remédier de manière appropriée aux inégalités de rémunération, tout comme le fait de savoir si les mesures prises ont un impact positif sur la situation réelle et les causes sous-jacentes de l'écart de rémunération entre hommes et femmes, la commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour fournir des données statistiques actualisées sur les écarts de rémunération entre hommes et femmes dans les secteurs public et privé.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement qui réitère le contenu de sa précédente demande, adoptée en 2019.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1984)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission prend note des observations de la Fédération grecque des entreprises et des industries (SEV) et de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), reçues le 1^{er} octobre 2020. Elle prend également note des observations de la Confédération générale grecque du travail (GSEE), reçues les 31 août 2017 et 30 août 2019). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires fournies par le gouvernement et des observations des partenaires sociaux ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Évolution de la législation. Dans sa dernière observation, la commission prenait note avec intérêt de l'adoption de la loi n° 4604/2019 du 12 juin 2019 sur l'égalité des genres, la prévention et la lutte contre la violence fondée sur le genre, qui encourage les entreprises publiques et privées à élaborer et mettre en œuvre des plans pour l'égalité, prévoyant que le Secrétariat général à la politique familiale et l'égalité des genres (GSFPG) peut attribuer aux entreprises publiques et privées des labels d'égalité pour récompenser leurs actions de promotion de l'égalité. Elle priait le gouvernement de fournir des informations sur l'application de la loi dans la pratique, et plus particulièrement, des articles 6, 7, 9, 17 et 21. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que, en application des articles 6, 7 et 9 de la loi n° 4604/2019 et sa circulaire d'application: 1) deux comités régionaux et 98 comités municipaux pour l'égalité des genres s'ont été établis afin de promouvoir les droits des femmes au niveau local; et 2) le processus de nomination des membres du Conseil national pour l'égalité des genres (ESIF) a commencé. Le gouvernement indique en outre que l'adoption des plans pour l'égalité par les ministères n'est pas encore obligatoire mais qu'un programme a été mis en place pour assurer l'acquisition progressive des compétences nécessaires. La commission note que la loi s'applique aux personnes employées ou candidates à un emploi dans les secteurs public et privé, quelles que soient la forme d'emploi et la nature des services fournis, ainsi qu'aux professionnels indépendants, aux personnes en formation ou aux candidats à une formation professionnelle (article 17). **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises pour appliquer la loi n° 4604/2019 dans la pratique, plus particulièrement concernant: i) la création, le fonctionnement, les activités et l'impact des comités municipaux et régionaux pour l'égalité des genres et du Conseil national pour l'égalité des genres; et ii) l'élaboration et la mise en œuvre des plans pour l'égalité par les employeurs, tant dans le secteur public que privé, et le nombre de labels d'égalité attribués par secteur d'activité.**

En outre, la commission avait pris note également avec intérêt de l'adoption de la loi n° 4443/2016 sur l'égalité de traitement, transposant la directive 2000/43/CE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et la directive 2000/78/CE portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail, qui remplace la loi n° 3304/2005 et élargit la liste des motifs de discrimination interdits en y ajoutant: maladie chronique, ascendance, situation familiale ou sociale, et identité ou caractéristiques de genre (art. 2(2) et 3). La commission note cependant que l'article 4(1) de la loi n° 4443/2016 prévoit qu'«une différence de traitement fondée sur une caractéristique liée à l'un des motifs de discrimination ne constitue pas une discrimination si, en raison de la nature des activités professionnelles particulières concernées ou du contexte dans lequel elles sont exercées, cette caractéristique relève d'une exigence professionnelle essentielle et déterminante, à condition que l'objectif soit légitime et que l'exigence soit proportionnée». En conséquence, la commission a prié le gouvernement de communiquer: 1) des informations sur l'application de l'article 4(1) de la loi n° 4443/2016 dans la pratique, en donnant des exemples de cas dans lesquels cette disposition a été appliquée; et 2) copie de toute décision de justice pertinente et, en particulier, de toute interprétation faite des expressions «exigence professionnelle essentielle et déterminante», «objectif légitime» et «exigence proportionnée». Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement précise qu'une différence de traitement est justifiée selon trois critères: 1) les raisons pour lesquelles la caractéristique établie constitue une qualification essentielle; 2) la raison d'être de la caractéristique spécifique; et 3) l'adéquation par rapport au principe de

proportionnalité. Le gouvernement cite également deux cas dont a été saisi l'Ombudsman, le premier où l'âge limite de 32 ans pour un poste d'expert au sein du ministère des Affaires étrangères a été jugé discriminatoire (cas n° 20180328-2018) et, le deuxième, où l'absence d'une exception en faveur des personnes en situation de handicap concernant des tests physiques pour des postes d'employés de centres de détention, a été considérée justifiée (cas n° 267553-2019). La commission prend note de ces informations.

Article 1, paragraphe 1 b), de la convention. Motifs additionnels. Handicap. Rappelant que la législation nationale interdit la discrimination fondée sur le handicap dans l'emploi et la profession, la commission note que la loi n° 4488/2017 du 13 septembre 2017 relative à l'amélioration de la protection des travailleurs et aux droits des personnes en situation de handicap prévoit que toute personne physique ou tout organisme public dans les secteurs public et privé au sens large est tenu de faciliter l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits des personnes en situation de handicap dans leur domaine de compétences ou d'activité, en prenant toutes les mesures appropriées et en évitant toute action qui pourrait constituer une discrimination à leur égard. La commission note, d'après les informations statistiques communiquées par le gouvernement, dans son rapport et ses informations supplémentaires, que douze cas de discrimination fondée sur le handicap ou une maladie chronique ont été constatés par l'inspection du travail entre 2018 et 2019 et que, d'après le rapport 2018 de l'Ombud, 14 pour cent des cas signalés concernaient la discrimination fondée sur le handicap ou une maladie chronique. La GSEE indique qu'il conviendrait de prendre des mesures spécifiques pour sensibiliser le public au fait que le traitement d'un employé en situation de handicap peut dissimuler une discrimination. La commission note que, dans ses observations finales de 2019, le Comité des droits des personnes handicapées des Nations Unies s'est déclaré préoccupé par le taux de chômage élevé des personnes en situation de handicap et par l'insuffisance des efforts pour assurer leur insertion sur le marché du travail ouvert, en particulier concernant les femmes en situation de handicap (CRPD/C/GRC/CO/1, 29 octobre 2019, paragr. 38 a)). **La commission prie le gouvernement: i) d'adopter des mesures volontaristes pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement des personnes en situation de handicap dans l'éducation, la formation professionnelle et l'emploi, notamment en améliorant leur accès à un plus large éventail d'emplois sur le marché du travail ouvert; et ii) de communiquer des données statistiques sur le taux d'emploi des personnes en situation de handicap, ventilées par sexe, âge et environnement de travail (environnement de travail séparé ou marché de travail ouvert).**

Âge. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que la limite d'âge applicable aux fonctionnaires souhaitant accéder à une formation de troisième cycle a été supprimée en vertu de la loi n° 4590/2019. La limite d'âge pour le poste de spécialiste au sein du Système national de santé a également été supprimée aux termes de la loi n° 4528/2018. La commission rappelle également que la législation nationale interdit la discrimination directe et indirecte dans l'emploi et la profession fondée sur l'âge (article 2(2)(a) de la loi n° 4443/2016). Se référant à sa demande directe de 2019 sur l'application de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, la commission accueille favorablement la suppression, à compter de février 2019, du taux de salaire minimum inférieur, fixé depuis 2012, pour les jeunes salariés de moins de 25 ans. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement explique que la plupart des cas de discrimination fondée sur l'âge concernent la fixation d'un âge maximum pour l'accès au travail et à l'emploi, et renvoie au rapport de 2019 de l'Ombudsperson, qui indique que, dans la plupart des cas, l'âge est associé, souvent de manière stéréotypée, aux caractéristiques physiques et aux compétences physiques particulières dont seules des personnes jeunes disposent sans même indiquer que ces compétences sont nécessaires pour remplir les postes en question. Le gouvernement ajoute que l'inspection du travail a examiné, en 2019, deux cas de discrimination fondée sur l'âge, et renvoie aux cas n°s 20180328-2018 et 259702-2019, dans lesquels l'Ombud a demandé le réexamen des offres d'emploi limitées à des candidats, respectivement, ne dépassant pas 32 ans ou âgés de 20 à 35. La commission note avec **préoccupation** que, dans son rapport spécial de 2018 sur l'égalité de traitement, l'Ombudsperson indique que la discrimination fondée sur l'âge est une question qui fait constamment l'objet d'enquêtes de son bureau, et mentionne plusieurs cas de limite d'âge maximum et/ou minimum indûment fixées dans les offres d'emploi dans les secteurs public et privé. La commission note toutefois que la Commission européenne a récemment observé que, si la législation nationale autorise des exceptions fondées sur l'âge pour des raisons spécifiques, il existe une jurisprudence pertinente, en particulier concernant les limites d'âge, selon laquelle de telles exceptions constituent une discrimination fondée sur l'âge (Commission européenne, Réseau européen d'experts juridiques dans le domaine de l'égalité des genres et de la non-discrimination, Rapport par pays, Grèce, 2018, p. 49 – seulement disponible en anglais). La commission rappelle que l'âge est considéré comme une condition physique pour laquelle des mesures spéciales de protection et d'assistance peuvent être nécessaires, conformément à l'article 5, paragraphe 2, de la convention (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 813). **Notant que les offres d'emploi fixent souvent des restrictions fondées sur l'âge, la commission prie le gouvernement: i) de prendre des mesures pour**

prévenir et traiter tout cas de discrimination directe ou indirecte fondée sur l'âge dans l'emploi et la profession, notamment en organisant des campagnes d'information du public et des activités de sensibilisation auprès des travailleurs, des employeurs et de leurs organisations respectives; ii) de communiquer des informations sur les mesures prises pour lutter contre la discrimination fondée sur l'âge et sur le nombre et la nature des cas de discrimination fondée sur ce motif dans l'emploi et la profession qui ont été traités par l'inspection du travail, l'Ombud et les tribunaux, ainsi que sur les sanctions infligées et les réparations accordées; et iii) de fournir des informations détaillées sur les cas spécifiques dans lesquels il a été considéré que les limites d'âge fixées dans les offres d'emploi étaient autorisées au titre des exceptions prévues par la législation nationale.

Articles 2 et 3. *Égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes.* Se référant à ses précédents commentaires sur la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes, la commission note, d'après l'enquête sur la population active (LFS) conduite par l'Office grec de la statistique (ELSTAT) que, en 2019, le taux d'emploi des femmes a légèrement augmenté, passant de 46,8 pour cent en 2016 à 51,3 pour cent, mais est resté à 20 points de pourcentage en dessous de celui des hommes (71,3 pour cent en 2019). La commission note que, d'après les observations de la GSEE, en 2018, le taux d'emploi des femmes de 49,1 pour cent était parmi les plus faibles de l'Union européenne. Elle note que, en 2019, le taux de chômage des femmes restait sensiblement plus élevé que celui des hommes (21,5 pour cent et 14 pour cent, respectivement). La commission note en outre que, d'après les données publiées en 2018 par ELSTAT, les femmes sont encore principalement concentrées dans les secteurs dans lesquels les femmes sont traditionnellement majoritaires, comme l'éducation (74,4 pour cent de femmes) et la santé et les services sociaux (71,6 pour cent de femmes), ainsi que dans les emplois peu rémunérés, soit 61,2 pour cent des employés de bureau, mais seulement 26,8 pour cent des hauts fonctionnaires et cadres, et, en 2018, 9,8 pour cent des membres du conseil d'administration des principales entreprises cotées en bourse (enquête sur la main-d'œuvre d'ELSTAT et Commission européenne, rapport 2019 sur l'égalité entre hommes et femmes dans l'Union européenne, p. 27 – seulement disponible en anglais). La commission note également que la SEV indique que les stéréotypes de genre pèsent fortement sur la division du travail existante entre hommes et femmes, au sein de la famille, sur le lieu de travail et dans la société, et que ces facteurs peuvent limiter les perspectives de carrière des femmes et contribuer à des inégalités au sein de la société. Elle note en outre que, comme l'ont souligné la Commission européenne et Eurostat, l'écart entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le temps de travail non rémunéré (le fait que les femmes font la plupart des tâches ménagères, s'occupent des membres de la famille et accomplissent d'autres tâches non rémunérées qui signifie qu'elles ont moins de temps à consacrer à un emploi rémunéré) est l'un des plus élevés de l'Union européenne, ce qui se traduit sur le marché du travail par le fait que deux fois plus de femmes que d'hommes travaillent à temps partiel (13,2 pour cent et 6 pour cent, respectivement, en 2018). La commission prend note de l'adoption du Plan d'action national pour l'égalité des genres (NAPGE) pour 2016-2020. Elle note que, dans le NAPGE, le gouvernement reconnaît que: 1) les femmes sont encore sous-représentées dans certains secteurs spécifiques de l'économie; 2) les femmes occupent des emplois mal rémunérés et précaires, qui offrent peu de perspectives d'avancement ou d'opportunités d'épanouissement sur les plans professionnel et éducatif; et 3) les femmes assument encore la plus grande partie des obligations familiales et passent plus souvent que les hommes des périodes en dehors du marché du travail. Elle note que, en conséquence, le NAPGE prévoit des mesures spécifiques visant entre autres à: 1) améliorer la participation des femmes dans l'emploi et la profession, en particulier l'entrepreneuriat féminin; 2) promouvoir l'égalité des genres dans l'éducation et la formation professionnelle; 3) garantir la participation des femmes aux processus décisionnels; et 4) mieux concilier les responsabilités professionnelles et les responsabilités familiales. La commission note également que, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que la ségrégation professionnelle fondée sur le genre constituera l'une des priorités du volet «travail» du prochain NAPGE 2021-2025. En outre, la commission note que le Groupe de travail des Nations Unies sur la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique souligne la nécessité d'assurer aux femmes l'égalité d'accès au marché du travail et d'améliorer leurs conditions de travail, et se déclare particulièrement préoccupé par l'absence de femmes à des postes de direction (A/HRC/44/51/Add.1, 16 avril 2020, paragr. 90 (c) et (i)). La commission note également que, dans son rapport de 2018, l'Ombudsperson a indiqué que le nombre de plaintes pour discrimination fondées sur le genre, en particulier sur le lieu de travail, a augmenté, représentant 57 pour cent du nombre total de plaintes reçues en 2018, et a mentionné plusieurs offres d'emploi discriminatoires ne demandant que des hommes ou des femmes. **Compte tenu de la persistance de la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes, la commission prie le gouvernement de prendre des mesures, notamment en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, pour faire mieux connaître, évaluer et promouvoir l'application des droits consacrés par la convention. Elle demande au gouvernement d'inclure des mesures proactives dans le prochain NAPGE 2021-2025 et de fournir des informations sur l'impact des mesures prises qui ont été prises dans le cadre du NAPGE 2016-2020, pour améliorer l'égalité des chances**

et de traitement entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession, en améliorant effectivement l'autonomisation économique des femmes et leur accès au marché du travail, y compris à des postes de direction.

Égalité de chances et de traitement sans distinction de race, de couleur ou d'ascendance nationale. Roms. Se référant à ses précédents commentaires sur les mesures envisagées dans le cadre du Plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'intégration sociale des Roms 2012-2020, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle 12 stratégies ont été mises en œuvre au niveau régional pour l'intégration sociale des Roms. Le gouvernement ajoute que, entre 2013 et 2015, 883 Roms ont bénéficié de projets locaux pour l'emploi, et que 2 232 autres Roms ont bénéficié des services de 27 centres d'appui à la population rom et aux groupes vulnérables. La commission prend note de l'adoption, en mai 2016, d'un projet visant à faire du Centre national de solidarité sociale une plateforme nationale de consultation et de dialogue pour la formulation et la mise en œuvre des politiques d'intégration des Roms. La commission note néanmoins que le groupe de travail des Nations Unies sur la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et la pratique et le Conseil des droits de l'homme, dans le cadre de l'examen périodique universel, se sont déclarés préoccupés par la persistance des stéréotypes et de la discrimination à l'égard des Roms en matière d'accès à l'emploi et à l'éducation, malgré les efforts déployés par le gouvernement, et lui ont expressément recommandé de mettre pleinement en œuvre la Stratégie nationale pour l'intégration des Roms 2012-2020 (A/HRC/44/51/Add.1, 16 avril 2020, paragr. 90 (j) et (k); A/HRC/33/7, 8 juillet 2016, paragr. 135 et A/HRC/WG.6/25/GRC/2, 7 mars 2016, paragr. 16 et 76). **La commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour prévenir et lutter efficacement contre la discrimination à l'égard des Roms dans l'emploi et la profession, et de fournir des informations sur l'impact des plans et programmes mis en œuvre pour renforcer l'égalité d'accès des Roms à l'éducation, à la formation et à l'emploi, y compris dans le cadre de la Stratégie pour l'intégration des Roms jusqu'en 2020. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les activités menées à cette fin, en collaboration avec le Centre national pour la solidarité sociale, ainsi que des données statistiques ventilées par sexe sur la situation des Roms sur le marché du travail.**

Travailleurs migrants. Compte tenu du nombre élevé de migrants et de réfugiés accueillis par le pays depuis 2015, la commission note que, selon l'ELSTAT, au premier trimestre de 2019, le taux de chômage des travailleurs migrants était presque deux fois plus élevé que celui des travailleurs nationaux (32,3 et 18,3 pour cent respectivement). Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement rappelle que la loi n° 4251/2014 prévoit une série de sanctions pour les employeurs qui recrutent des ressortissants de pays tiers sans document légal leur permettant d'accéder à un emploi. Le gouvernement ajoute que l'inspection du travail traite de plaintes anonymes et signalant des abus concernant l'emploi de ressortissants de pays tiers en situation de séjour irrégulier, qu'un système d'analyse de risques lui permet de procéder à des visites ciblées et qu'elle agit de manière préventive en mettant à disposition des informations. Il indique aussi qu'en 2019 l'inspection du travail a identifié 41 cas d'emploi d'étrangers en séjour irrégulier. Concernant le secteur agricole, la commission note en outre que le gouvernement souligne, dans ses informations supplémentaires, que: 1) le secteur agricole emploie un nombre élevé de travailleurs migrants, y compris des travailleurs migrants en situation irrégulière; 2) conformément à la loi n° 4554/2018 et à la loi n° 4052/2012, des inspections sont réalisées dans des entreprises et des sanctions sont imposées (y compris des sanctions administratives élevées) en cas de travail non déclaré et d'emploi illégal de ressortissants de pays tiers qui résident dans le pays de manière illégale; 3) 33 inspections ont été menées dans des entreprises de conditionnement de produits agricoles et des serres pour la culture de fraises; et 4) concernant le cas d'une plainte déposée par 164 ouvriers agricoles étrangers, le Procureur du tribunal de première instance a conclu que ces ouvriers agricoles étrangers étaient employés dans des conditions de travail particulièrement abusives et qu'ils avaient le droit d'obtenir un permis de résidence pour raisons humanitaires. Tout en prenant note de cette information, la commission note avec une **profonde préoccupation** que, dans son rapport annuel de 2018 (publié en avril 2019), le Réseau d'enregistrement des incidents de violence raciste (RVRN), réseau d'organisations non gouvernementales créé à l'initiative de la Commission nationale grecque des droits de l'homme et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, fait état d'incidents commis par des employeurs à l'égard des migrants et des réfugiés, dans lesquels les victimes sont exploitées au travail et subissent des violences physiques lorsqu'elles demandent à être payées. La commission note que, dans son rapport de 2018, l'Ombud fait état des résultats insatisfaisants de ses nombreuses interventions depuis 2008 concernant le caractère inapproprié des inspections des conditions de travail des travailleurs agricoles migrants. La commission note également que plusieurs organes de traités des Nations Unies se sont déclarés préoccupés par les cas signalés de migrants qui travaillent dans des conditions proches de l'esclavage dans le secteur agricole, et que le Conseil des droits de l'homme a recommandé, dans le cadre de l'examen périodique universel (EPU), que le gouvernement supervise efficacement les conditions de travail des travailleurs migrants (A/HRC/33/7, paragr. 135, et A/HRC/WG.6/25/GRC/2, paragr. 35). La commission note à cet égard que la GSEE indique qu'en mars 2017 la Cour européenne des droits de

l'homme (CEDH) a rendu une décision dans laquelle elle a estimé que des travailleurs bangladais étaient victimes de la traite des personnes à des fins d'exploitation par le travail dans le secteur agricole (requête CEDH n° 21884/15 «Chowdury and Others v. Greece», 30 mars 2017). La commission note que l'Ombud mentionne également plusieurs cas de discrimination fondée sur l'origine nationale dans le cadre d'offres d'emploi demandant expressément des citoyens grecs ou, dans d'autres cas, des citoyens étrangers. La commission rappelle que tous les travailleurs migrants, y compris ceux qui sont en situation irrégulière, doivent être protégés contre la discrimination dans l'emploi fondée sur les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 778). **La commission prie instamment le gouvernement de prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour traiter efficacement tous les cas de discrimination à l'égard des travailleurs migrants, hommes et femmes, en ce qui concerne les conditions d'emploi, en particulier l'exploitation par le travail dans le secteur agricole. Elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures concrètes prises ou envisagées pour promouvoir l'égalité des chances et de traitement dans l'emploi et la profession, sans distinction de race, de couleur ou d'ascendance nationale, ainsi que sur leur impact. La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur le nombre et la nature des plaintes ou cas de discrimination à l'égard de travailleurs migrants traités par l'inspection du travail, l'Ombud ou les tribunaux, les sanctions infligées et les réparations accordées, ainsi que des données statistiques, ventilées par sexe et nationalité concernant la participation des travailleurs migrants au marché du travail.**

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, la commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981 (ratification: 1988)

La commission prend note des informations complémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019. La commission prend note des observations de la Confédération générale grecque du travail (GSEE), reçues le 31 août 2017 et le 30 octobre 2019.

Mesures relatives aux responsabilités familiales pendant la pandémie de COVID-19. La commission note que le gouvernement fait référence à l'adoption de la loi d'urgence du 13 mars 2020 (O.G.A/55) et de la loi d'urgence du 20 mars 2020, qui prévoient deux mesures alternatives pour les travailleurs du secteur public, indépendamment de leur sexe, ayant des enfants affectés par la fermeture des crèches, des garderies et des écoles jusqu'à la troisième année du cycle secondaire ou ayant des enfants de quatre ans au maximum qui ne fréquentent pas une crèche ou une garderie: 1) un «congé à usage spécial» composé de cycles successifs de quatre jours (dont trois sont considérés comme des jours de congé payé et un comme un congé annuel); et 2) une réduction allant jusqu'à 25 pour cent du temps de travail journalier

sans réduction de salaire, avec l'obligation de la compenser en heures supplémentaires dès la réouverture des différents établissements. Le gouvernement ajoute que des dispositions ont été prises pour exclure des travailleurs des mesures susmentionnées compte tenu du fonctionnement complet et efficace de certains services dans le cadre de la lutte contre la pandémie (dont des travailleurs du ministère de la Santé, d'organismes prestataires de services de santé, du ministère de l'Immigration et de l'Asile, et le personnel de tous les services en uniforme). Il indique également que la loi d'urgence du 13 avril 2020 (O.G.A/784) prévoit des dispositions analogues pour les travailleurs du secteur privé; dans ce cas, le cycle de quatre jours de «congé à usage spécial» se compose de deux jours de congé accordés par l'employeur, d'un jour de congé subventionné par l'État et d'un jour de congé annuel. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les deux parents peuvent bénéficier d'un «congé à usage spécial» alternativement ou de façon complémentaire lorsqu'ils sont tous les deux employés dans le secteur public ou le secteur privé, mais ne peuvent en profiter simultanément; il est également accordé à un parent qui travaille et dont l'autre parent n'est pas employé mais est hospitalisé en raison d'une maladie ou à cause du coronavirus, ou est en situation de handicap. Alors que ces mesures ont été adoptées pour la période de fermeture des établissements scolaires et des installations de soins aux enfants, le gouvernement explique qu'elles ont été prolongées après leur réouverture et jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019-20 lorsque les enfants ou les membres de la famille immédiate faisaient partie d'un groupe à haut risque pour la COVID-19 ou l'avaient contractée. Il fait également référence à la loi n° 4722/2020, qui prévoit que les parents qui travaillent dont un enfant contracte le virus peuvent utiliser le congé spécial de 14 jours ou plus en cas de maladie d'un enfant. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application et les résultats des mesures de congé spécialement adoptées dans le contexte de la pandémie de COVID-19.**

Évolution de la législation. La commission renvoie à son commentaire sur l'application de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, à propos de l'application de la loi n° 4604/2019 du 12 juin 2019 sur l'égalité véritable entre les hommes et les femmes, et pour prévenir et combattre la violence sexiste. Elle note également avec intérêt que le gouvernement indique dans son rapport et dans les informations supplémentaires qu'il a communiquées que la loi n° 4590/2019 augmente le nombre de jours de congé en cas de maladie d'un enfant des fonctionnaires et prévoit un congé parental pour les deux parents en cas d'adoption. Par ailleurs, la loi n° 4674/2020 introduit de nouvelles dispositions relatives aux congés pour raisons familiales dans le secteur public, comme: 1) pour s'occuper d'un enfant adopté ou accueilli ou né grâce à une entente de maternité de substitution, en cas de maladie d'un enfant ou pour suivre la scolarité d'un enfant; 2) pour les travailleurs dont le conjoint ou un enfant (y compris un enfant sous tutelle) souffre de certaines maladies ou est en situation de handicap; et 3) pour les fonctionnaires ayant des besoins de mobilité (pour des raisons de santé du travailleur, du conjoint ou du partenaire, ou d'un parent au premier degré, ou pour rejoindre le conjoint du fonctionnaire qui travaille dans une autre région ou un autre pays). Le gouvernement ajoute que, conformément à la loi n° 4674/2020, certains types de congés sont également accordés aux travailleurs du secteur public bénéficiant d'un contrat à durée déterminée de droit privé. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application, la portée et les effets des mesures relatives aux congés et à la mobilité prévues par la loi n° 4590/2019 et la loi n° 4674/2020.**

Article 3 de la convention. Politique nationale. Protection contre la discrimination pour des motifs de responsabilités familiales. Se référant à ses commentaires précédents où elle avait noté que les mères ayant un emploi s'étaient vu offrir, à leur retour du congé de maternité, un emploi à temps partiel et un système de rotation de poste, la commission prend note de la référence du gouvernement à l'interdiction de la discrimination fondée sur le sexe ou la situation familiale prévue dans les lois n°s 3895/2010 et 3896/2010. La commission prend aussi note du Plan d'action national sur l'égalité de genre (NAPGE) pour la période 2016-2020, qui établit comme priorité la conciliation du travail et de la vie familiale, ainsi que plusieurs actions ciblées concernant notamment la protection contre la discrimination au motif de la grossesse et de la maternité, et le contrôle des plaintes concernant la discrimination pour des motifs de responsabilités familiales contre les hommes et les femmes. Elle note également que l'inspection du travail, en coopération avec le médiateur, est l'instance compétente pour contrôler et mettre en œuvre l'accès à l'emploi des travailleurs ayant des responsabilités familiales, et traiter les plaintes relatives aux violations des droits des travailleurs. Toutefois, la commission note, selon les informations statistiques fournies par le gouvernement dans son rapport sur l'application de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, que le nombre de travailleuses dont les modalités de travail ont été, depuis 2014, converties en travail à temps partiel et en un emploi basé sur un système de rotation de poste, avec ou sans leur consentement, a augmenté. En outre, elle note que, dans son rapport spécial de 2018 sur l'égalité de traitement, le médiateur a souligné également le nombre important de signalements relatifs aux changements imposés aux femmes à leur retour d'un congé maternité, préjudiciables à leurs conditions de travail. La commission note aussi qu'en avril 2019 le Groupe de travail des Nations Unies sur la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique s'était

déclaré préoccupé au sujet de la discrimination en cours pour des motifs de grossesse et de responsabilités familiales, indiquant que, bien que les femmes qui reprennent le travail à la suite d'un congé maternité aient le droit légalement de reprendre le même emploi ou un emploi équivalent dont les modalités et conditions ne sont pas moins favorables, on constate, dans la pratique, des lacunes graves dans l'application de la loi concernant ces questions, particulièrement à l'égard des femmes qui occupent des postes supérieurs (HCDH, Bulletin de presse du 12 avril 2019). **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures adoptées, dans le cadre de la loi n° 38/96/2010 et du Plan d'action national sur l'égalité de genre ou par tout autre moyen, pour faciliter la conciliation du travail avec la vie familiale des travailleurs et des travailleuses ayant des responsabilités familiales, notamment en veillant à ce que les travailleurs ayant des responsabilités familiales reçoivent une protection adéquate dans la pratique contre la discrimination. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur toute mesure prise pour assurer l'application effective des dispositions législatives pertinentes, et notamment les activités de sensibilisation à l'intention des employeurs, en indiquant leur impact. Elle prie aussi le gouvernement de transmettre des informations sur toute affaire de discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur les responsabilités familiales, traitée par les inspecteurs du travail, le médiateur ou les tribunaux, ainsi que sur les sanctions infligées et les mesures correctives adoptées.**

Article 5. Services et installations de soins aux enfants et d'aide à la famille. La commission avait précédemment noté que, à la suite des mesures relatives à «la conciliation du travail avec la vie familiale» (mises en œuvre dans le cadre du programme opérationnel «Développement des ressources humaines» 2007-2013), les travailleuses ont pu recevoir un bon pour des services de soins aux bébés, aux enfants et aux personnes en situation de handicap et avait demandé au gouvernement d'envisager de fournir ces bons, aussi bien aux travailleurs qu'aux travailleuses ayant des responsabilités familiales sur un pied d'égalité. La commission note, d'après l'indication du gouvernement, qu'une telle mesure a été fournie à près de 210 000 personnes et qu'en conséquence cette action se poursuivra pour la période 2014-2020, en ciblant les femmes qui ont un revenu modeste. Le gouvernement ajoute que les bénéficiaires d'une telle action sont les mères, ainsi que les hommes ou les femmes qui ont obtenu la garde de leur enfant par décision de justice. La commission note que, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que, la décision ministérielle conjointe (JMD) 71383 (O.G.B./2774/08.07.2020) a prévu la distribution de bons pour des services de garde d'enfants et de soins aux personnes en situation de handicap afin d'augmenter l'employabilité des bénéficiaires, hommes et femmes, à revenu modeste. En ce qui concerne le nombre d'installations de soins aux enfants, la commission note que dans son rapport et ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que: 1) selon les données de 2020, il existe en tout 2 489 installations publiques et 1 437 installations privées de soins aux enfants, qui accueillent respectivement 65 376 et 71 976 enfants; et 2) conformément à l'article 12 de la loi n° 1483/1984, lors de la construction de ses bâtiments, les entreprises ou établissements industriels employant plus de trois cents personnes sont tenus de prévoir un espace adéquat et approprié pour y installer une crèche afin de répondre aux besoins des travailleurs (dans ce contexte, l'Organisation grecque pour l'emploi de la main-d'œuvre gère 25 crèches dans tout le pays, accueillant 1 061 nourrissons et jeunes enfants). La commission note cependant que la GSEE se déclare préoccupée par la réduction constante des structures d'accueil de jour disponibles pour les enfants et les personnes dépendantes, et se réfère à ce propos au rapport annuel de 2016 de la Commission nationale des droits de l'homme (NCHR), soulignant la réduction constante des structures d'accueil de jour, dont le nombre était déjà insuffisant, pour les enfants et les personnes dépendantes, ce qui représente pour les femmes un frein à l'emploi ou les contraint de rester dans un emploi dans lequel leurs droits sont limités (NCHR, rapport annuel, 2016). La commission note également que, dans les observations qu'elle a présentées sur l'application de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, et de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, la Fédération grecque des entreprises et des industries (SEV) souligne qu'il est essentiel d'accroître le nombre des structures d'accueil formelles et d'en améliorer la disponibilité, l'accessibilité et la qualité, en particulier pour les nourrissons et les enfants d'âge préscolaire, afin d'accroître la participation active des femmes sur le marché du travail. Elle note aussi que la Commission européenne a récemment indiqué, en ce qui concerne la disponibilité des installations de soins aux enfants, que la situation en Grèce, qui avait un taux de participation inférieur à 10 pour cent, ne s'est guère améliorée (Commission européenne, rapport 2019 sur l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'Union européenne). Par ailleurs, elle note qu'en décembre 2018 la GSFPGE a souligné la nécessité de prendre des mesures supplémentaires pour assurer l'accueil des enfants dans le système préscolaire, ce qui contribuera à concilier la vie familiale et personnelle et la vie professionnelle de leurs parents, en particulier des femmes (GSFPGE, E-bulletin n° 18, 17 décembre 2018). La commission note qu'en avril 2019, le Groupe de travail des Nations Unies sur la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique a estimé que la préoccupation primordiale en matière d'égalité de genre est la réduction importante des services de soins fournis par l'État aux enfants et aux personnes

dépendantes, ce qui a pour effet d'augmenter les responsabilités familiales non rémunérées à la charge des femmes et de limiter leur capacité à accéder au marché du travail et à s'y maintenir, la Grèce ayant très peu d'installations de soins aux enfants, lesquelles sont d'ailleurs coûteuses. **La commission prie le gouvernement de continuer de prendre les mesures appropriées en vue d'assurer de manière effective des services et des installations de soins aux enfants qui sont adéquats, d'un coût abordable et accessibles, en vue d'aider les travailleurs et les travailleuses à concilier le travail et leurs responsabilités familiales. Elle prie aussi le gouvernement de fournir des informations sur: i) l'étendue des services de soins aux enfants et aux familles disponibles aux travailleurs et aux travailleuses ayant des responsabilités familiales; et ii) le nombre de travailleurs ayant des responsabilités familiales qui utilisent les services et installations existants de soins aux enfants et aux familles.**

Article 8. Protection contre le licenciement. La commission avait précédemment noté l'augmentation rapide du nombre de plaintes relatives aux licenciements de femmes enceintes, bien que les lois n° 3896/2010 (art. 16 et 20) et n° 3996/2011 prévoient une protection spécifique contre le licenciement abusif et prolonge à douze mois la période durant laquelle les mères qui travaillent ne peuvent être licenciées à leur retour d'un congé de maternité. Le gouvernement indique que, selon l'article 52 de la loi n° 4075/2012, le licenciement au motif d'une demande d'octroi d'un congé parental est nul et non avenu. La commission note que le NAPGE 2016-2020 fixe comme action spécifique: 1) la protection des femmes enceintes, notamment par la suppression du licenciement abusif pour «raison majeure»; 2) la protection des femmes contre la discrimination fondée sur la grossesse ou la maternité; et 3) le suivi des plaintes concernant la discrimination pour des motifs de responsabilités familiales à l'encontre des hommes et des femmes. En outre, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle l'inspection du travail, en coopération avec le médiateur, est l'organe compétent pour résoudre les plaintes en violation des droits des travailleurs et que, en 2018, les antennes régionales de l'inspection du travail ont géré 14 cas dans lesquels des femmes ont été forcées de démissionner ou ont été licenciées pendant leur congé de maternité. Dans son rapport spécial de 2018 sur l'égalité de traitement, le médiateur a indiqué que le nombre important de rapports faisant état de licenciements de femmes enceintes dans le secteur privé montre que, en dépit d'une protection renforcée dans la législation, l'interdiction à ce propos n'a pas été pleinement comprise. **La commission prie le gouvernement: i) de prendre les mesures appropriées pour assurer une protection effective des travailleurs et des travailleuses contre le licenciement au motif des responsabilités familiales, notamment en veillant à ce qu'il soit donné effet dans la pratique aux articles 16 et 20 de la loi n° 3896/2010 et à la loi n° 3996/2011; et ii) de fournir des informations sur tous cas de licenciement de travailleurs fondé sur les responsabilités familiales, traitées par les inspecteurs du travail, le médiateur ou les tribunaux, ainsi que sur les sanctions infligées et les mesures correctives fournies.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Guinée

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1960)

Article 1, paragraphe 1 a) et b), de la convention. Législation antidiscrimination. Fonction publique. Dans son précédent commentaire, la commission soulignait que la loi n° L/2014/072/CNT portant Code du travail de 2014 exclut de son champ d'application les fonctionnaires (art. 2) et que l'article 11 de la loi n° L/2001/028/AN du 31 décembre 2001 portant Statut général des fonctionnaires interdit seulement les distinctions faites entre les fonctionnaires en raison des opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, du sexe ou de l'appartenance ethnique. Depuis 1990, la commission souligne dans ses commentaires que la protection juridique des fonctionnaires contre la discrimination est insuffisante, tant en ce qui concerne les motifs de discrimination car la race, la couleur, l'ascendance nationale et l'origine sociale ne sont pas des motifs de discrimination interdits, que le champ d'application car le recrutement n'est pas couvert. **Notant que le rapport du gouvernement ne contient aucune information sur la protection des fonctionnaires contre la discrimination, la commission le prie de prendre dans un très proche avenir les dispositions nécessaires pour modifier l'article 11 de la loi n° L/2001/028/AN portant Statut général des fonctionnaires, afin d'assurer aux fonctionnaires et aux candidats à un emploi dans la fonction publique une protection efficace contre toute discrimination directe et indirecte fondée, au minimum, sur les sept motifs de discrimination énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Le gouvernement est prié de fournir des informations sur toute mesure prise en ce sens ainsi que sur tout mécanisme de réclamation permettant aux candidats à un emploi dans la fonction publique d'introduire un recours s'ils estiment qu'ils ont été discriminés lors de la procédure de recrutement.**

Discrimination fondée sur le sexe. Harcèlement sexuel. La commission note que le rapport du gouvernement ne contient aucune information sur le harcèlement sexuel. Elle relève à cet égard que, dans ses observations finales, le Comité des Nations Unies des droits économiques, sociaux et culturels souligne que «les cas de violence à l'égard des femmes, en particulier [...] la violence sexuelle, demeurent très fréquents» (E/C.12/GIN/CO/1, 30 mars 2020, paragr. 20). **La commission prie à nouveau le gouvernement de prendre des mesures visant à: i) prévenir le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession, telles que des campagnes de sensibilisation (par exemple par voie de radio ou d'autres médias) ou un renforcement des activités de prévention de l'inspection du travail dans ce domaine; et ii) informer les travailleurs, les employeurs et leurs organisations respectives de leurs droits et devoirs en la matière. Elle le prie de fournir des informations sur toute mesure prise à ces fins. Le gouvernement est à nouveau prié d'examiner si les mécanismes de plainte et les moyens de recours mis en place au niveau national et au niveau de l'entreprise sont suffisamment accessibles pour les plaignants et s'ils permettent de sanctionner les auteurs de harcèlement sexuel et d'y mettre fin, et de fournir des informations, le cas échéant, sur les résultats et les mesures de suivi d'un tel examen.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981 (ratification: 1995)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 3 et 6 de la convention. Politique nationale. Information et éducation. La commission rappelle que, selon l'article 3 de la convention, «en vue d'instaurer l'égalité effective de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes, chaque Membre doit, parmi ses objectifs de politique nationale, viser à permettre aux personnes ayant des responsabilités familiales qui occupent ou désirent occuper un emploi d'exercer leur droit de l'occuper ou de l'obtenir sans faire l'objet de discrimination et, dans la mesure du possible, sans conflit entre leurs responsabilités professionnelles et familiales». Ces mesures s'inscrivent donc dans le contexte plus large de l'égalité entre hommes et femmes. Il est fondamental que non seulement la politique soit conçue pour éliminer toute discrimination, tant dans la loi que dans les usages, contre les travailleurs ayant des responsabilités familiales, mais aussi que des mesures efficaces soient prises pour promouvoir le principe de l'égalité de chances et de traitement pour ces travailleurs dans tous les domaines de l'emploi et de la profession (voir Étude d'ensemble sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1993, paragr. 54-59). Depuis près de vingt ans, la commission souligne que les «responsabilités familiales» ne font pas partie des motifs de discrimination expressément interdits par le Code du travail. La commission note que le gouvernement déclare, dans son rapport, qu'il prendra des dispositions pour permettre aux hommes et aux femmes ayant des responsabilités familiales de jouir de leurs droits. **Rappelant qu'il n'existe toujours pas de politique nationale concernant les travailleurs ayant des responsabilités familiales, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en droit et dans la pratique, pour faire en sorte que les travailleurs – hommes et femmes – ayant des responsabilités familiales qui le souhaitent puissent accéder à un emploi ou l'occuper sans discrimination et, si possible, sans conflit entre leurs responsabilités professionnelles et familiales, notamment: i) en interdisant expressément dans le Code du travail toute discrimination fondée sur les responsabilités familiales dans tous les aspects de l'emploi et de la profession, y compris au niveau du recrutement; ii) en permettant aux travailleurs ayant des responsabilités familiales d'être informés de leurs droits et de les faire valoir; et iii) en adoptant un ensemble de mesures de soutien et des mesures de sensibilisation et d'information du public sur les problèmes auxquels les travailleurs ayant des responsabilités familiales font face, ainsi que des mesures visant à promouvoir au sein de la population le respect mutuel et la tolérance.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Guinée-Bissau

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1977)

La commission prend note du rapport du gouvernement.

Article 1 de la convention. Égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Législation. La commission avait précédemment relevé que, si l'article 156(3) de la loi générale sur le travail prévoit le droit à une rémunération égale pour un travail égal, le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale énoncé dans la convention a été intégré dans le projet de nouvelle loi sur le travail, ainsi que dans le projet d'Acte uniforme relatif au droit du travail de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), qui devrait avoir force de loi directe en Guinée-Bissau dès son adoption. La commission note les indications du gouvernement dans ses rapports selon lesquelles: 1) une demande a été faite pour inscrire le projet de nouvelle loi sur le travail à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale populaire, et 2) le projet d'Acte

uniforme relatif au droit du travail de l'OHADA n'a pas encore été adopté en raison des désaccords exprimés par les États membres de l'OHADA, certaines dispositions de ce projet d'acte étant incompatibles avec leur législation nationale. Elle note en outre qu'en juillet 2019, les ministres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont adopté un projet de directive de normes minimales en vue de l'harmonisation du droit du travail dans les États membres de la CEDEAO, élaboré en collaboration avec le BIT. ***Tout en étant consciente des difficultés auxquelles se heurte le pays, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures législatives concrètes dans un avenir proche pour que toute nouvelle législation donne pleinement expression au principe de la convention sur l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, afin de couvrir non seulement les situations où les hommes et les femmes effectuent un travail identique ou similaire, mais aussi les situations où ils effectuent un travail de nature entièrement différente mais néanmoins de valeur égale. Elle demande au gouvernement de rendre compte de tout progrès réalisé à cet égard, notamment en ce qui concerne l'adoption du projet de nouvelle loi sur le travail, du projet d'Acte uniforme relatif au droit du travail de l'OHADA et du projet de directive sur les normes minimales en vue de l'harmonisation du droit du travail de la CEDEAO. La commission demande à nouveau au gouvernement de transmettre une copie du nouveau Statut des fonctionnaires qui était en attente de promulgation selon le précédent rapport du gouvernement.***

Article 2. Promotion de l'égalité des genres. Lutter contre l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes. Se référant à ses commentaires précédents dans lesquels elle demandait au gouvernement de prendre des mesures volontaristes pour promouvoir et faciliter l'application des dispositions de la convention dans la pratique, notamment par des campagnes d'information publiques et des initiatives de sensibilisation, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la convention est en attente d'application et que davantage de mesures seront nécessaires dans la pratique pour appliquer de manière effective le principe de la convention, y compris avec l'assistance du BIT. La commission note que, selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le taux d'activité des femmes a légèrement augmenté depuis 2013 (67,3 pour cent en 2019 contre 66,5 pour cent en 2013), mais reste nettement inférieur à celui des hommes (78,9 pour cent en 2019). Elle prend note de l'adoption de la deuxième Politique nationale pour la promotion de l'égalité et de l'équité entre les genres (PNIEG II) en 2016, qui reconnaît que l'accès des femmes à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle est insuffisant et que les femmes ont tendance à être cantonnées à des tâches spécifiques qui ne nécessitent pas de prise de décision et n'offrent pas une bonne rémunération, comme dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. Elle note que le PNIEG II prévoit de lutter contre les stéréotypes de genre en assurant un meilleur accès des femmes aux postes de décision et à l'entrepreneuriat (pp. 54 et 57). La commission note que, comme cela a été récemment souligné dans le cadre de l'Examen périodique universel, les femmes ont, par rapport aux hommes, des revenus inférieurs, des taux de chômage plus élevés et des difficultés plus grandes à surmonter la pauvreté (A/HRC/WG.6/35/GNB/2, 4 novembre 2019, paragr. 60 et A/HRC/29/31/Add.1, 1^{er} avril 2015, paragr. 30 et 37). ***Tout en reconnaissant les difficultés financières auxquelles le pays fait face et compte tenu de la persistance des stéréotypes liés au genre qui déterminent les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes dans toutes les sphères de la vie, la commission prie instamment le gouvernement de veiller à la mise en œuvre effective de la deuxième Politique nationale de promotion de l'égalité et de l'équité entre les genres, afin de remédier à l'écart de rémunération entre hommes et femmes en recensant et en traitant ses causes profondes (telles que les stéréotypes concernant les aspirations, les préférences et les capacités professionnelles des femmes et leur rôle au sein de la famille), et en favorisant l'accès des femmes à un éventail plus large d'emplois offrant des perspectives de carrière et des rémunérations plus élevées. Elle demande au gouvernement de faire rapport sur les mesures et les programmes concrets mis en œuvre pour sensibiliser, évaluer, promouvoir et faire appliquer le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1977)

La commission prend note du rapport du gouvernement.

Article 1 de la convention. Protection législative contre la discrimination. La commission rappelle que l'article 24 de la Constitution et les articles 24(d) et 155 de la loi générale sur le travail n° 2/86 n'interdisent pas la discrimination fondée sur la couleur, l'origine sociale ni l'ascendance nationale, motifs qui sont énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, et que les travailleurs domestiques sont expressément exclus du champ d'application de la loi générale sur le travail (art. 1(2)). La commission avait précédemment noté que le gouvernement était en train d'élaborer une nouvelle loi sur le travail et que le

projet d'Acte uniforme relatif au droit du travail de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), qui aura force de loi en Guinée-Bissau une fois adopté, comprend des dispositions interdisant la discrimination en matière d'emploi et de profession, conformément à la convention. La commission prend note de l'indication du gouvernement, dans ses rapports, selon laquelle: 1) une demande a été faite pour inscrire la nouvelle loi sur le travail à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale populaire; et 2) le projet d'Acte uniforme relatif au droit du travail de l'OHADA n'a pas encore été adopté en raison de désaccords exprimés par les États membres de cette organisation, qui compte 17 États membres, certaines dispositions du projet d'Acte étant incompatibles avec leur législation nationale. Elle note en outre qu'en juillet 2019, les ministres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont adopté un projet de directive de normes minimales en vue de l'harmonisation du droit du travail dans les États membres de la CEDEAO, qui a été élaboré en collaboration avec le BIT. **Tout en étant consciente des difficultés auxquelles le pays fait face, la commission prie instamment le gouvernement de prendre sans tarder des mesures pour faire en sorte que toute nouvelle législation: i) interdise la discrimination directe et indirecte fondée au minimum sur tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, y compris la couleur, l'ascendance nationale et l'origine sociale, en ce qui concerne tous les aspects de l'emploi et de la profession; et ii) couvre toutes les catégories de travailleurs, dans l'économie tant formelle qu'informelle, y compris les travailleurs domestiques. Elle demande au gouvernement de fournir des informations sur: i) tout progrès réalisé à cet égard, notamment en ce qui concerne l'adoption du projet de nouvelle loi sur le travail, du projet d'Acte uniforme relatif au droit du travail de l'OHADA et du projet de directive sur les normes minimales en vue de l'harmonisation du droit du travail dans les États membres de la CEDEAO; et ii) les mesures spécifiques mises en œuvre pour faire en sorte que la protection des travailleurs et travailleuses contre la discrimination en matière d'emploi et de profession soit assurée dans la pratique, en particulier pour les travailleurs domestiques qui sont exclus du champ d'application de la loi générale sur le travail.**

Observation générale de 2018. La commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

Articles 2 et 3. Égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. La commission prend note avec **intérêt**: 1) de l'adoption de la loi n° 4/2018 sur la parité des genres, promulguée en décembre 2018, qui prévoit une représentation minimale de 36 pour cent de femmes sur les listes des partis pour les élections législatives et locales ou les nominations à l'Assemblée nationale et aux administrations locales; et 2) de l'adoption, en 2016, de la deuxième Politique nationale pour la promotion de l'égalité et de l'équité des genres (PNIEG II) ainsi que de son plan d'action pour 2016-2025. Elle note que, selon la PNIEG II, la situation des femmes en matière d'éducation et d'emploi se caractérise, entre autres, par: 1) un taux d'analphabétisme élevé (56 pour cent), un faible taux de scolarisation (67 pour cent) et un taux d'abandon scolaire significatif (18 pour cent); 2) un manque de formation spécialisée dans différents domaines techniques et professionnels; 3) une discrimination fondée sur le sexe; 4) une méconnaissance de leurs droits et une culture traditionnelle du silence; et 5) l'absence de stratégie visant à promouvoir leur esprit d'entreprise; autant de facteurs qui limitent leur indépendance économique. Elle note en outre que la PNIEG II fixe comme objectifs et mesures spécifiques: 1) l'adoption d'un programme sur l'égalité et l'équité des genres en matière d'éducation; 2) l'amélioration de l'accès des femmes à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle, en particulier dans les filières scientifiques, ainsi que l'égalité

de chances entre femmes et hommes dans les domaines productif et économique; 3) le renforcement de l'autonomisation des femmes et de leur esprit d'entreprise, notamment en garantissant l'accès au crédit à 35 pour cent des femmes; 4) la promotion de la participation des femmes à la vie publique et politique et à la prise de décision; et 5) la mise en œuvre d'activités de sensibilisation aux instruments relatifs à l'égalité entre hommes et femmes adoptés aux niveaux national et international. Par ailleurs, la commission note que le Plan stratégique et opérationnel «Terra Ranka» pour 2015-2020 prévoit la mise en œuvre de projets de promotion de l'entrepreneuriat féminin.

La commission accueille favorablement ces initiatives mais note que, selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le taux d'activité des femmes a légèrement augmenté depuis 2013 (67,3 pour cent en 2019 contre 66,5 pour cent en 2013), mais reste nettement inférieur à celui des hommes (78,9 pour cent en 2019). En outre, selon le rapport de 2019 du Secrétaire général des Nations Unies sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, malgré l'adoption de la loi sur la parité des genres, à la suite des élections législatives de mars 2019, seules 13 femmes ont obtenu des sièges au Parlement, soit le même nombre que lors de la précédente législature avant la promulgation de la loi (S/2019/664, 7 février 2019, paragr. 10 et 68). Tout en reconnaissant les difficultés financières auxquelles le pays fait face, la commission note que, comme cela a été récemment souligné dans le cadre de l'examen périodique universel (EPU): 1) le faible développement humain en Guinée-Bissau, mis en évidence par les indicateurs pertinents, touche particulièrement les femmes, et les inégalités de genre restent très importantes; et 2) il est absolument nécessaire de renforcer les normes sociales positives pour prévenir la culture et les pratiques traditionnelles discriminatoires à l'égard des femmes, en particulier en ce qui concerne l'accès des femmes à la terre et aux ressources économiques, qui reste très limité dans la pratique (A/HRC/WG.6/35/GNB/2, 4 novembre 2019, paragr. 11, 41 et 62; et A/HRC/29/31/Add.1, 1^{er} avril 2015, paragr. 27 et 38). En ce qui concerne l'éducation, la commission note que, selon le rapport annuel du Bureau de pays de l'UNICEF pour 2019, près de la moitié des filles qui étaient scolarisées dans le primaire ont abandonné avant d'avoir terminé le cycle, en raison essentiellement de grossesses ou de mariages précoces. Elle renvoie à cet égard à ses demandes directes de 2019 concernant l'application de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, dans lesquelles elle fait part de sa préoccupation au sujet des disparités entre les genres et des disparités géographiques en ce qui concerne l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement, et plus particulièrement quant à la situation des filles placées en famille d'accueil, qui sont exposées à diverses formes d'exploitation et se voient refuser l'accès à l'éducation. **Compte tenu de la persistance des stéréotypes de genre, qui déterminent les rôles et responsabilités des femmes et des hommes dans toutes les sphères de la vie, la commission demande au gouvernement de prendre des mesures proactives pour assurer la mise en œuvre effective de la deuxième Politique nationale de promotion de l'égalité et de l'équité entre les genres et de son plan d'action pour 2016-2025, ainsi que du Plan stratégique et opérationnel «Terra Ranka» pour 2015-2020, afin d'améliorer l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes dans tous les aspects de l'emploi et de la profession par des mesures efficaces telles que: i) le renforcement de l'entrepreneuriat chez les femmes et de leur accès à la formation professionnelle, au marché du travail, à la terre et au crédit; et ii) l'amélioration du taux net de fréquentation scolaire des filles, tout en réduisant les taux de déscolarisation précoce. Elle demande au gouvernement de fournir des informations sur les résultats des mesures et des programmes mis en œuvre à cette fin et sur toute activité entreprise, y compris en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, pour sensibiliser la population et lui permettre, comme aux travailleurs, aux employeurs et aux organisations qui les représentent, ainsi qu'aux responsables de l'application des lois, de mieux comprendre la convention.**

Article 5. Restrictions à l'emploi des femmes. Interdiction du travail de nuit des femmes. La commission rappelle que la loi générale sur le travail prévoit: 1) l'adoption de textes législatifs complémentaires pour faire en sorte que les femmes ne soient pas employées dans des professions dangereuses (art. 155(4)); et 2) l'interdiction du travail de nuit des femmes, sauf lorsqu'elles occupent des postes de direction ou des postes de nature technique impliquant des responsabilités, dans les services d'hygiène, de santé ou de protection sociale, en cas de situation imprévisible ou en cas de force majeure et à des postes qui, par nature, ne peuvent être occupés que la nuit (art. 160). La commission tient à rappeler que les mesures de protection adoptées en faveur des femmes peuvent être globalement classées en deux catégories: d'une part, celles qui visent à protéger la maternité au sens strict et qui relèvent à ce titre de l'article 5 et, d'autre part, celles qui ont pour finalité d'assurer de manière générale la protection des femmes en tant que telles et reposent quant à elles sur des représentations stéréotypées de leurs capacités et de leur rôle social. Ce type de mesures est contraire à la convention et constitue autant d'obstacles au recrutement et à l'emploi des femmes. Il importe par ailleurs que les dispositions relatives à la protection des personnes travaillant dans des conditions dangereuses ou difficiles visent à protéger la santé et la sécurité des hommes comme des femmes tout en tenant compte des différences

qui font que chacun d'eux est exposé, en matière de santé, à des risques spécifiques (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 839 et 840). **Compte tenu des stéréotypes de genre qui prévalent, la commission prie instamment le gouvernement de revoir l'interdiction du travail de nuit des femmes et son approche concernant les restrictions à l'emploi des femmes. Elle demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les articles 155(4) et 160 de la loi générale sur le travail, eu égard notamment aux révisions législatives en cours, afin de garantir que toute restriction aux travaux que peuvent exécuter les femmes soit rigoureusement limitée à la protection de la maternité, au sens strict, et ne soit pas fondée sur des postulats stéréotypés concernant leurs capacités et leur rôle social, ce qui serait contraire à la convention. Elle demande au gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Guinée équatoriale

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2001)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission note que le gouvernement n'a pas saisi l'occasion offerte par l'adoption de la loi fondamentale de la Guinée équatoriale, le 16 février 2012, et de la loi portant réforme de l'ordonnancement général du travail (n° 10/2012), le 24 décembre 2012, pour traiter les questions soulevées dans ses précédents commentaires.

Article 1, paragraphe 1a), de la convention. Motifs de discrimination interdits. La commission note que l'article 15 de la loi fondamentale de 2012 (ancien article 15 de la loi fondamentale de 1995) prévoit que: «toute distorsion ou discrimination fondée sur l'appartenance à une tribu ou à une ethnie, le sexe, la religion, le statut social, la politique ou tout autre motif similaire, dûment constatée, est punie par la loi». En outre, en vertu de l'article 1(3)(d) de la loi portant réforme de l'ordonnancement général du travail (ancien article 1(4) de la loi générale de 1990 sur le travail), l'État garantit l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession, et personne ne peut être soumis à une discrimination, c'est-à-dire à une distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, l'opinion politique, l'ascendance nationale, l'origine sociale ou l'appartenance syndicale. La commission note que, si l'article 1(3)(d) de la loi de 2012 portant réforme de l'ordonnancement général du travail ne contient toujours pas de référence à la religion comme motif de discrimination interdit, ce motif figure toutefois à l'article 15 de la loi fondamentale de 2012. La commission rappelle que, lorsque des dispositions légales sont adoptées pour donner effet au principe de la convention, elles devraient inclure, au minimum, tous les motifs de discrimination énoncés à l'article 1, paragraphe 1a) (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 853). **Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour ajouter le motif de «religion» à la liste des motifs de discrimination interdits, dès que possible. La commission demande à nouveau au gouvernement de fournir des informations sur l'application de l'article 15 de la loi fondamentale de 2012 et de l'article 1(3)(d) de la loi de 2012 portant réforme de l'ordonnancement général du travail dans la pratique. Le gouvernement est prié d'indiquer si des décisions judiciaires ont été rendues sur le fondement de ces dispositions et, dans l'affirmative, de fournir des informations détaillées à cet égard.**

Article 1, paragraphe 1 b), et article 5. Motifs additionnels. Mesures spéciales. La commission note que l'article 1(4) de la loi générale de 1990 sur le travail (désormais article 1(3)(d) de la loi de 2012 portant réforme de l'ordonnancement général du travail) contient des dispositions facilitant le recrutement des travailleurs âgés et des travailleurs dont la capacité de travail est réduite. La commission avait précédemment demandé une copie de la loi n° 6/1999 de réglementation de la politique nationale de l'emploi (réformes), promulguée le 6 décembre 1999. Elle note que l'article 62 de la loi n° 6/1992 de réglementation de la politique de l'emploi du 3 janvier 1992, telle que modifiée par la loi de 1999 de réglementation de la politique nationale de l'emploi (réformes), prévoit l'adoption de programmes gouvernementaux visant à promouvoir l'emploi des travailleurs ayant des difficultés pour entrer sur le marché du travail, en particulier les jeunes demandeurs d'emploi pour leur premier emploi, les femmes, les hommes de plus de 45 ans et les personnes en situation de handicap. **Le gouvernement est prié de fournir des informations sur l'application des dispositions susmentionnées dans la pratique, en ce qui concerne les travailleurs âgés, les jeunes demandeurs d'emploi et les personnes en situation de handicap.**

Articles 2 et 3. Politique nationale visant à promouvoir l'égalité de chances et de traitement. La commission rappelle que la discrimination dans l'emploi et la profession est un phénomène universel qui évolue constamment et que certaines formes de discrimination ont acquis des formes plus subtiles et moins visibles. Il est donc essentiel de reconnaître qu'aucune société n'est exempte de discrimination et qu'une action continue est nécessaire pour y remédier. De plus, les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre des politiques et des programmes nationaux d'égalité doivent être évalués périodiquement afin qu'ils puissent être adaptés aux besoins de la population, en particulier pour les groupes les plus vulnérables à la discrimination (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 731 et 847). **La commission demande au gouvernement d'indiquer s'il a adopté une politique nationale visant à promouvoir l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession et,**

le cas échéant, d'indiquer comment elle est mise en œuvre (procédures juridiques, mesures pratiques, etc.) dans chacun des domaines suivants: i) accès à la formation professionnelle; ii) accès à l'emploi et aux différentes professions; et iii) conditions d'emploi. La commission demande au gouvernement de prendre des mesures spécifiques en vue d'évaluer les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale d'égalité et de fournir des informations sur leurs effets sur les différents segments de la population. Elle lui demande aussi de fournir des données statistiques, ventilées par sexe, race, origine ethnique et religion, sur l'emploi et la formation professionnelle ainsi que toutes autres informations qui permettraient à la commission d'évaluer l'application de la convention dans la pratique de manière plus approfondie.

Article 4. Mesures à l'encontre de personnes soupçonnées d'activités préjudiciables à la sécurité de l'État. La commission demande à nouveau au gouvernement de fournir des informations sur l'application de l'article 4 de la convention dans la pratique, ainsi que des informations spécifiques sur les procédures établissant les recours auprès d'une instance compétente et indépendante.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Guyana

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1975)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Législation. Depuis 1998, la commission souligne qu'il est nécessaire de modifier l'article 2(3) de la loi n° 19 de 1990 sur l'égalité des droits qui prévoit l'«égalité de rémunération pour un même travail ou un travail de même nature», afin de le mettre en conformité avec les dispositions de la convention et de l'harmoniser avec les dispositions de la loi n° 26 de 1997 sur la prévention de la discrimination (art. 9(1)), reflétant ainsi le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. La commission note de nouveau avec **regret** que le gouvernement, dans son rapport, ne fait état d'aucun progrès. Elle rappelle qu'elle considère que la coexistence de deux concepts différents dans la législation peut conduire à un malentendu dans l'application du principe de la convention. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour modifier l'article 2(3) de la loi n° 19 de 1990 sur l'égalité des droits en vue de le mettre en conformité avec le principe de la convention et de l'harmoniser avec la loi n° 26 de 1997 sur la prévention de la discrimination, de façon à dissiper toute ambiguïté juridique.**

Article 2. Salaire minimum. La commission note que le gouvernement indique que l'ordonnance sur le salaire minimum national, adoptée en juillet 2013, ne prévoit pas de distinction de taux de rémunération fondée sur le sexe ou le genre. Elle prend note de l'adoption, en octobre 2016, d'une nouvelle ordonnance sur le salaire minimum national qui a fait passer le salaire minimum dans le secteur privé de 35 000 à 44 000 dollars guyaniens par mois (environ 210,50 dollars des États-Unis). Elle relève également, dans le discours sur le budget prononcé par le ministre des Finances en novembre 2018, que le gouvernement a également augmenté le salaire minimum de base pour les fonctionnaires à 64 200 dollars guyaniens (paragr. 3.30). La commission tient à souligner que, étant donné que les femmes sont prédominantes dans les emplois à bas salaires et qu'un système national uniforme de salaires minima contribue à augmenter les revenus des travailleurs les plus faiblement rémunérés, celui-ci a une influence sur le lien entre les salaires des hommes et ceux des femmes, ainsi que sur la réduction de l'écart de rémunération entre hommes et femmes (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 683). **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur la part de travailleurs et de travailleuses auxquels s'appliquent le nouveau salaire minimum national dans le secteur privé et le salaire minimum de base dans le secteur public, en ventilant ces chiffres par sexe. Elle lui demande de fournir toute information disponible, dont des études, montrant les effets de la mise en place et de l'augmentation d'un salaire minimum national et de l'augmentation du salaire de base minimum sur les gains des femmes dans les secteurs public et privé et sur l'écart de rémunération entre hommes et femmes.**

Article 2, paragraphe 2 c), et articles 3 et 4. Conventions collectives et coopération avec les organisations d'employeurs et de travailleurs. Évaluation objective des emplois et fixation des salaires. Dans ses précédents commentaires, afin de faciliter l'application du principe de la convention et d'établir si les emplois traditionnellement occupés par des femmes sont ou ne sont pas sous-évalués par rapport aux emplois traditionnellement occupés par des hommes, la commission a demandé au gouvernement d'indiquer si des évaluations objectives des emplois étaient effectuées ou envisagées dans les secteurs public et privé et, le cas échéant, de préciser la méthode et les critères d'évaluation utilisés. La commission note que le gouvernement indique que les taux de rémunération sont fixés par un processus de négociation collective sans qu'il soit dûment tenu compte de différences selon le sexe ou le genre. Tout en prenant note de cette information, la commission rappelle que les hommes et les femmes accomplissent généralement des travaux différents faisant appel à des compétences différentes. Par conséquent, afin de garantir l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale et d'éviter une sous-évaluation du travail traditionnellement effectué par les femmes, la commission tient à souligner qu'il importe d'évaluer chaque emploi sur la base de critères dénués de préjugés sexistes, tels que les compétences/qualifications, l'effort, les responsabilités et les conditions de travail, au moment de fixer les taux de rémunération. **La commission demande au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour faire connaître aux organisations de travailleurs et d'employeurs le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale et la nécessité d'utiliser des méthodes et des critères qui permettent, lors d'une évaluation objective des emplois, d'éviter de sous-évaluer les emplois traditionnellement occupés par des femmes lors de la fixation des taux de rémunération. La commission demande au gouvernement de fournir des informations détaillées sur la façon dont les taux de rémunération sont fixés par les partenaires sociaux, y compris sur la méthode et les critères employés. La**

commission demande également au gouvernement d'indiquer si les taux de rémunération sont fixés dans le cadre d'une négociation collective dans le secteur public.

Statistiques. La commission rappelle que des données et des statistiques pertinentes sont essentielles pour déterminer la nature, l'ampleur et les causes des inégalités de rémunération, pour fixer des priorités et concevoir des mesures utiles, pour suivre et évaluer les effets de ces mesures, ainsi que pour apporter toutes les modifications nécessaires en vue de mieux promouvoir le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. **La commission demande donc au gouvernement de fournir toute donnée statistique disponible ventilée par sexe au sujet de la répartition des hommes et des femmes dans les différents secteurs économiques et professions, ainsi que sur leurs gains respectifs, dans les secteurs public et privé.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1975)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. Dans ses précédents commentaires, la commission a demandé au gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes prises dans le cadre du Plan stratégique quinquennal de la Commission pour les femmes et l'égalité des genres de l'Assemblée nationale en vue de promouvoir l'égalité des genres en matière d'emploi et de profession, notamment la formation professionnelle, et d'accroître l'accès des femmes à tous les emplois, y compris dans les domaines non traditionnels et aux postes de décision, dans les secteurs privé et public. La commission relève que, dans son neuvième rapport périodique au Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) (2018), le gouvernement a fourni des renseignements détaillés sur la situation des femmes, mais ces informations ne répondent pas aux questions soulevées par la présente commission. D'après le rapport du gouvernement au CEDAW, on estime que 34,6 pour cent des femmes font partie de la main-d'œuvre et que 65,4 pour cent d'entre elles ne participent pas à l'économie formelle. En réalité, le recensement national de 2012 a permis de constater que la majorité de ces femmes (48,6 pour cent) effectuaient des activités non rémunérées (tâches ménagères) tandis que d'autres suivaient des études (8 pour cent) et que les autres étaient retraitées (7,1 pour cent). Le gouvernement indique également que, d'après l'enquête sur les entreprises effectuées par la Banque mondiale en 2010, les femmes sont sous-représentées parmi les hauts dirigeants des entreprises du secteur privé, où elles ne représentent qu'à peine 17 pour cent des dirigeants. La part de femmes parmi les propriétaires d'entreprises privées est néanmoins sensiblement supérieure, avec 58 pour cent (CEDAW/C/GUY/9, 10 juillet 2018, paragr. 89). Dans ce même rapport, le gouvernement indique que les femmes qui travaillent dans la production agricole syndiquée représentent 20 pour cent de la population active. Il ajoute que des mesures temporaires spéciales ont été mises en œuvre pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes dans les domaines du microcrédit, ainsi que de l'éducation et de la formation. La commission accueille favorablement le fait que, dans le rapport précité, le gouvernement indique que la parité des genres a été atteinte au sein de l'enseignement primaire au niveau national. Il y est cependant indiqué que, malgré des progrès notables réalisés dans la promotion des femmes au sein de secteurs traditionnellement dominés par les hommes (ingénierie, électricité et construction), entre 2011 et 2014, le nombre de femmes suivant un enseignement et une formation techniques et professionnels était de 38 pour cent contre 62 pour cent d'hommes. La commission note que, d'après le rapport du gouvernement au CEDAW, des efforts constants ont été déployés pour faire cesser et éliminer la persistance des stéréotypes de genre, des attitudes culturelles négatives et d'autres pratiques discriminatoires à l'égard des femmes (CEDAW/C/GUY/9, paragr. 48, 78 et 91). Dans le rapport de 2018 du BIT sur le Guyana (*Genre et travail dans les Caraïbes*), elle note aussi que le ministère de la Protection sociale collabore également avec des organismes internationaux en vue de mettre en œuvre des projets qui peuvent aider les femmes en situation de vulnérabilité à faire tomber les obstacles systémiques qui les empêchent de travailler et d'effectuer des soins, notamment la pauvreté, ainsi que la stigmatisation et la discrimination liées au VIH. Le gouvernement a également mis en place plusieurs programmes de formation permettant aux femmes d'acquérir des compétences professionnelles, en mettant l'accent sur les mères célibataires, qui sont souvent confrontées à des difficultés particulières pour accéder au marché du travail et trouver un emploi. **La commission demande au gouvernement de continuer à prendre des mesures énergiques pour faire tomber les obstacles qui entravent l'accès des femmes à l'emploi et à la profession, ainsi que l'évolution de leur carrière, notamment des mesures de sensibilisation visant à combattre tous stéréotypes de genre et attitudes patriarcales qui présupposent que la charge des responsabilités domestiques et familiales doit être portée par les femmes. Elle demande au gouvernement de préciser le statut de la Politique nationale sur le genre et l'inclusion sociale et, si celle-ci a été adoptée, de fournir des informations précises sur les mesures concrètes prises pour la mettre en œuvre, en particulier sur les résultats obtenus en matière d'emploi et de profession. Le gouvernement est également prié de fournir des informations sur les activités de la Commission pour les femmes et l'égalité des genres, y compris sur les résultats obtenus dans le cadre du Plan stratégique quinquennal précité, ainsi que sur les activités du Bureau chargé des questions de genre (GAB).**

Article 1, paragraphe 1 a). Discriminations multiples, dont la discrimination fondée sur la race. Personnes d'ascendance africaine, en particulier les femmes. La commission note que, dans son rapport sur sa mission au Guyana (du 2 au 6 octobre 2017), le groupe de travail d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine indique que le gouvernement n'a pas élaboré de plan d'action national spécifique pour combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie ou d'autres formes d'intolérance. Elle note également qu'il est indiqué que les Guyaniennes d'ascendance africaine sont souvent victimes d'inégalités et de multiples formes de discrimination au motif de la race, de la couleur, du sexe et de la croyance religieuse, et que, si davantage de femmes travaillent, elles sont de plus en plus nombreuses à occuper des

emplois peu rémunérés. La commission prend également note de la préoccupation exprimée par le groupe de travail au sujet du fort taux d'abandon scolaire des filles (A/HRC/39/69/Add.1, 13 août 2018, paragr. 30 et 31). **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes prises pour lutter contre la discrimination subie par les personnes d'ascendance africaine, en particulier les femmes et les filles, en ce qui concerne l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux différentes professions, ainsi que leur évolution de carrière. Le gouvernement est également prié de fournir toute information disponible sur la situation des hommes et des femmes d'ascendance africaine dans l'emploi et la profession, en particulier dans les zones rurales.**

Peuples autochtones. La commission note que, d'après le rapport du BIT de 2018 précité, les peuples premiers (Amérindiens) représentent 10,5 pour cent de la population. La commission relève sur le site Web du ministère des Affaires des peuples autochtones que, au cours de ces trois dernières années, 2,3 milliards de dollars guyaniens ont été consacrés à l'autonomisation des jeunes de l'arrière-pays, ce qui a abouti à la création de 2 054 entreprises rémunératrices. Les jeunes ont été formés dans le cadre du Programme consacré aux services pour l'emploi et les jeunes de l'arrière-pays (HEYS), qui a pris la suite du Programme consacré à l'entrepreneuriat et à l'apprentissage des jeunes (YEAP) et qui ciblait quelque 4 000 jeunes dans les 215 villages et communautés autochtones du pays. **La commission demande au gouvernement de continuer à prendre des mesures visant à promouvoir un large éventail de possibilités de formation et d'emploi pour les personnes autochtones et de fournir des informations sur la mise en œuvre et les résultats du Programme HEYS. Elle lui demande également de fournir toutes informations disponibles, ventilées par sexe, sur la situation des personnes autochtones dans l'emploi et la profession, notamment en ce qui concerne l'entrepreneuriat et les activités traditionnelles. Le gouvernement est de nouveau prié de fournir des informations détaillées sur les activités menées par la Commission des relations ethniques et la Commission des peuples autochtones, ainsi que sur leur impact dans les domaines de l'éducation, de la formation, de l'emploi et de la profession.**

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, la commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

Discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. La commission note également que, d'après le rapport de pays du BIT de 2018, il n'existe aucune loi relative à l'identité de genre, bien que des cas fondés de discrimination à l'endroit des personnes transgenres et d'autres membres de la communauté LGBTI aient été signalés en matière d'accès aux possibilités d'emploi. À cet égard, la commission note que, dans son rapport, le groupe de travail d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine indique que des entités de la société civile ont signalé que la discrimination à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres et des travailleurs du sexe était monnaie courante. En particulier les personnes transgenres guyaniennes sont passibles de sanctions pénales et stigmatisées et subissent des discriminations parce qu'elles sont plus visibles que d'autres membres de la communauté lesbienne, gay et bisexuelle (A/HRC/39/69/Add.1, 13 août 2018, paragr. 33). **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur toute mesure prise ou envisagée pour prévenir et combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans l'emploi et la profession, y compris sur les mesures législatives et de sensibilisation prises.**

Contrôle de l'application de la loi et statistiques. La commission note que, dans le rapport du BIT de 2018, il est indiqué que les lois visant à prévenir la discrimination n'étaient pas effectivement appliquées. Elle note que le gouvernement indique que les données statistiques demandées ne sont pas disponibles. **La commission demande de nouveau au gouvernement de fournir des informations sur le contrôle de l'application de la législation interdisant la discrimination fondée sur les motifs énoncés dans la convention et de prendre des mesures énergiques pour garantir l'accès effectif aux mécanismes d'application de la loi et leur bon fonctionnement en cas de plainte pour discrimination. Le gouvernement est également prié de prendre les mesures nécessaires pour être en mesure de recueillir et de compiler des données statistiques, ventilées par sexe, sur la participation des hommes et des femmes, ainsi que des différents groupes ethniques, aux différents secteurs et professions.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Honduras

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1956)

La commission prend note des observations du Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP), reçues le 1^{er} octobre 2020, relatives à la compilation de statistiques et aux consultations avec les partenaires sociaux ainsi que les commentaires du gouvernement à cet égard reçus le 6 novembre 2020.

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement sur les questions soulevées dans la demande directe qu'elle lui a adressée et rappelle le contenu de son observation adoptée en 2019 tel que reproduit ci-après.

La commission prend note des observations du Conseil général des travailleurs (CGT), de la Centrale des travailleurs du Honduras (CTH) et du COHEP, transmises avec le rapport du gouvernement, ainsi que de nouvelles observations du COHEP reçues le 2 septembre 2019 et de la réponse du gouvernement reçue le 9 octobre 2019.

Articles 1 et 2 de la convention. Écart de rémunération entre hommes et femmes. Statistiques. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de donner des informations sur les progrès enregistrés quant au resserrement de l'écart de rémunération entre hommes et femmes. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que depuis 2018 il existe un écart de rémunération qui est plus favorable aux femmes dans les secteurs privé et public, en raison du fait que les femmes possèdent des niveaux d'instruction plus élevés et qu'elles travaillent davantage dans les zones urbaines. Il communique à cet égard une série de données ventilées par sexe sur: les revenus moyens par branche d'activité; les salaires minima par branche d'activité; et les salaires minima par profession (niveau de responsabilité). La commission note que le gouvernement indique qu'il ne dispose pas d'informations lui permettant de procéder à un diagnostic, expliquant que la seule source d'information sur le marché de l'emploi est l'enquête permanente sur les ménages de l'Institut national de statistique (INE). La commission note que, dans leurs observations, le CGT et la CTH déclarent que, dans la pratique, les écarts de rémunération entre hommes et femmes sont importants, en particulier dans le secteur public, et qu'il serait important d'établir un comparatif par poste. La commission note également que, dans ses observations, le COHEP indique qu'il serait nécessaire de réexaminer les données statistiques communiquées par le gouvernement et il se réfère à une série d'enquêtes menées par les employeurs sur la participation des femmes à l'activité économique (le rapport concernant les femmes dans la gestion de l'entreprise «Mujeres en la gestión empresarial», l'enquête de diagnostic des systèmes de marché «Encuesta de diagnóstico sistemas de mercados», et enfin le projet sur la diligence raisonnable des entreprises en matière de droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement «La debida diligencia empresarial en materia de derechos humanos en relación con la cadena de suministros»). Le COHEP déclare que 98 pour cent des entreprises consultées au titre du projet susmentionné appliquent des conditions de rémunération égales aux hommes et aux femmes qui accomplissent le même travail. Tout en prenant note de cette information, la commission observe que les données communiquées ne permettent pas de comparer les rémunérations des hommes et des femmes dans des postes et à des niveaux de responsabilité différents mais qui peuvent néanmoins être de valeur égale. Ce faisant, la commission attire à nouveau l'attention du gouvernement sur le fait que le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale implique non seulement l'égalité de rémunération pour des emplois identiques, mais également pour des emplois qui peuvent être totalement différents mais qui sont néanmoins de valeur égale (Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 667 et 679). **Pour permettre de procéder à une analyse détaillée de l'écart de rémunération entre hommes et femmes, avec tous les éléments d'information nécessaires, la commission prie le gouvernement de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que des statistiques aussi complètes que possible soient compilées sur le niveau de rémunération des hommes et des femmes dans les secteurs public et privé. À cet égard, elle invite à se reporter en particulier à son observation générale sur l'application de la présente convention adoptée en 1998.**

Article 1 b). Travail de valeur égale. Législation. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que ni l'article 367 du Code du travail ni l'article 44 de la loi sur l'égalité de chances des femmes (LIOM) ni le décret n° 27-2015 ne garantissent l'application du principe d'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, et elle avait prié le gouvernement de fournir des informations sur tout amendement législatif. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que: i) la réforme de la législation du travail commence par la soumission au Conseil économique et social (CES) de l'intention de réformer ou modifier le Code du travail; ii) l'Institut national de la femme (INAM) a engagé un processus de réforme de la LIOM et de nombreuses réunions se sont tenues à ce sujet, avec la participation de diverses institutions de l'État et de la société civile; et iii) les autorités de haut niveau ont été avisées afin qu'elles commencent à prendre les mesures nécessaires en vue de mettre la législation du travail en adéquation avec les conventions internationales. La commission note également que, dans ses observations, le COHEP déclare qu'aucune instance représentative des employeurs n'a été convoquée en vue d'analyser la réforme de la LIOM et que le CES n'a pas non plus été saisi de cette question. **La commission veut croire que les mesures nécessaires seront prises afin que la législation reflète dûment le principe d'égalité de rémunération entre hommes et femmes lorsque les uns et les autres accomplissent un travail qui, bien qu'étant de nature différente, n'en présente pas moins une valeur égale, et elle prie le gouvernement de donner des informations à ce sujet. La commission rappelle également l'importance des consultations avec les partenaires sociaux dans le processus de réforme de la législation du travail et veut croire que le gouvernement veillera à ce qu'elles aient lieu pour toute mesure mettant en œuvre le principe de la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Hongrie

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1961)

Article 1 de la convention. Discrimination dans l'emploi et la profession. Législation. La commission rappelle ses précédents commentaires sur le Code du travail de 2012, dans lesquels elle notait que le code, même s'il pose le principe de l'égalité de traitement (art. 12), n'interdit pas expressément la discrimination et n'énumère pas non plus de motifs de discrimination interdits, pas plus qu'il ne renvoie aux motifs interdits énumérés dans la loi de 2003 sur l'égalité de traitement. La commission note avec **regret** que le gouvernement indique qu'aucune modification législative n'a été apportée à cet égard puisqu'il considère que la législation actuelle accorde suffisamment de garanties contre la discrimination à tous les travailleurs. **Rappelant que la mise en œuvre de la convention suppose un cadre législatif clair et complet ainsi que des mesures pour garantir que le droit à l'égalité et à la non-discrimination est effectif dans la pratique, la commission prie le gouvernement de prendre des mesures, en collaboration avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, en vue de modifier le Code du travail afin d'y inclure des dispositions qui définissent et interdisent la discrimination directe et indirecte, dans tous les aspects de l'emploi et de la profession, fondée au minimum sur tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention.**

Contrôle de l'application. Inspection du travail. La commission rappelle que, suite à la modification de la loi de 1996 sur l'inspection du travail, la conformité avec les dispositions relatives à l'égalité de traitement ne fait plus partie des compétences de l'inspection du travail mais incombe désormais entièrement à l'Autorité chargée de l'égalité de traitement (ETA). La commission note que le gouvernement indique que cette modification a été apportée parce que les inspecteurs du travail ne disposaient pas d'un niveau d'expertise suffisant pour traiter des cas de discrimination mais qu'ils sont toujours à même de repérer ces cas et d'en saisir l'autorité compétente. À cet égard, la commission rappelle l'importance de former les inspecteurs du travail pour renforcer leur capacité à prévenir, déceler et traiter les cas de discrimination. Elle rappelle également que les inspecteurs du travail, qui se rendent régulièrement sur les lieux de travail et ont accès aux travailleurs et aux employeurs, jouent un rôle capital dans la prévention, la détection et le traitement de la discrimination, ainsi que dans la promotion de l'égalité dans l'emploi et dans la profession. La commission observe que ce rôle est différent, et néanmoins complémentaire, de celui de l'ETA. **La commission prie donc le gouvernement de mettre en œuvre des programmes de formation adaptés afin que les inspecteurs du travail soient en mesure de prévenir, détecter et traiter de manière effective les cas de discrimination dans l'emploi et la profession. Elle prie également le gouvernement d'envisager d'élargir les compétences de l'inspection du travail afin qu'elles couvrent la législation relative à l'égalité de traitement, et de fournir des informations à cet égard. Elle prie également le gouvernement de donner des informations sur: i) la collaboration entre l'inspection du travail et l'ETA; et ii) le nombre et l'objet des cas de discrimination dans l'emploi et la profession que l'inspection du travail a transmis à l'ETA, ainsi que les motifs de discrimination invoqués, et l'issue de ces cas.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Inde

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1958)

Article 1 a) de la convention. Définition de «rémunération». La commission note, d'après le rapport du gouvernement, que le Code sur les salaires a été adopté et promulgué en 2019, en remplacement de la loi sur l'égalité de rémunération de 1976, la loi sur le paiement des salaires de 1936, la loi sur les salaires minima de 1948 et la loi sur le paiement des indemnités de 1965. Elle note que l'article 2(v) du Code définit le terme «salaire» comme «toute rémunération, sous forme de salaires, d'indemnités ou autre, exprimée en espèces ou susceptible de l'être, qui, si les conditions d'emploi, expresses ou implicites, sont remplies, est payable à une personne employée au titre de son emploi ou du travail effectué dans le cadre de cet emploi, et inclut son salaire de base, les indemnités de cherté de vie et éventuellement l'allocation de maintien en fonction». La commission note également qu'en ce qui concerne l'application du principe de l'égalité des salaires entre hommes et femmes énoncé à l'article 3 du Code, le terme «salaire» comprend également les indemnités de transport ou la valeur d'une allocation pour frais de voyage, d'une allocation-logement, d'une rémunération payable en vertu d'une décision ou d'un accord entre les parties ou d'une décision d'une cour ou d'un tribunal, et toute indemnité pour heures supplémentaires (article 2(v), alinéas (d), (f), (a) et (h)). Toutefois, le code exclut explicitement de la définition du «salaire» d'autres émoluments tels que les primes, la cotisation versée par l'employeur à un fonds de pension ou toute prime payable en

cas de licenciement. La commission rappelle que l'article 1 a) de la convention définit le terme «rémunération» très largement, en incluant dans la notion non seulement «le salaire ou traitement ordinaire, de base ou minimum» mais aussi «tous autres avantages, payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier». Au sens de la convention, le terme «rémunération» inclut notamment les primes et augmentations de salaire, les allocations de cherté de vie, les indemnités pour charges de famille, les allocations pour frais de voyage ou le remboursement de tels frais, les allocations-logement et les indemnités d'éloignement. Il couvre aussi des prestations en nature telles que la fourniture d'un logement ou de nourriture, ainsi que toutes les allocations versées au titre des régimes de sécurité sociale financés par l'entreprise ou la branche concernées (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 686 à 692). **La commission demande donc au gouvernement d'envisager de modifier la définition du terme «salaire» figurant à l'article 2 (v) du Code sur les salaires, afin de le définir largement et d'y inclure tout émolument supplémentaire quel qu'il soit, comme le prévoit l'article 1 a) de la convention.**

Article 1 b). Égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Législation. Depuis quelques années, la commission souligne le caractère limité des dispositions de la Constitution de l'Inde (article 39 (d)) et de la loi de 1976 sur l'égalité de rémunération (articles 2(h) et 4) par rapport au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de *valeur* égale tel qu'il est posé par la convention. En particulier, en vertu des dispositions législatives susmentionnées, le principe de l'égalité de rémunération est appliqué à «un travail de nature similaire» plutôt qu'à un «travail de *valeur* égale». Dans son commentaire précédent, la commission avait noté que le gouvernement était occupé à consolider sa législation du travail en quatre codes, dont un Code sur les salaires qui couvrirait certaines des questions abordées dans la loi sur l'égalité de rémunération et avait demandé au gouvernement de saisir cette occasion pour s'assurer que le principe de la convention est incorporé dans la législation nationale. La commission note que l'article 3(1) du Code sur les salaires interdit «la discrimination, dans une entreprise ou l'une de ses unités, entre salariés, sur la base du genre en matière de salaires versés par le même employeur, pour un même travail ou un travail de nature similaire effectué par tout salarié». Conformément à l'article 4, tout différend pour déterminer si un travail est de même nature ou de nature similaire sera tranché par l'autorité désignée par le gouvernement. La commission note avec **préoccupation** que l'article 2(v) définit «un même travail ou un travail de nature similaire» en employant la même formulation restrictive que celle utilisée dans la loi sur l'égalité de rémunération, à savoir «un travail pour lequel les compétences, l'effort, l'expérience et le degré de responsabilité requis sont les mêmes, lorsqu'il est accompli dans des conditions similaires par des salariés et que les différences, s'il en est, sur le plan des compétences, de l'effort, de l'expérience et du degré de responsabilité requis d'un salarié, quel que soit son genre, ne sont pas importantes dans la pratique au regard des conditions d'emploi». Elle note que le gouvernement considère cette définition comme équivalente au concept de «travail de *valeur* égale». Toutefois, la commission est d'avis que cette définition est plus limitée que le concept de «travail de *valeur* égale» énoncé dans la convention. En effet, lorsque l'on évalue si deux emplois sont de même valeur, c'est la *valeur* globale de l'emploi qui doit être prise en compte. À cet égard, la commission rappelle que la définition devrait permettre un large champ de comparaison et comprendre le travail «égal», le «même» travail et le travail «similaire» mais aller au-delà en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de *valeur* égale. Il est essentiel de comparer la *valeur* du travail dans des professions dans lesquelles le travail peut exiger des compétences et aussi impliquer des responsabilités ou des conditions de travail différentes, mais qui revêtent néanmoins dans l'ensemble une *valeur* égale, si l'on veut parvenir à éliminer la discrimination en matière de rémunération, qui s'installe inévitablement si l'on ne reconnaît pas la *valeur* du travail accompli par des hommes et par des femmes en dehors de tout préjugé sexiste (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 673 à 675). La commission attire également l'attention du gouvernement sur le fait que la convention inclut, mais ne limite pas, l'application du principe de l'égalité de rémunération pour un travail de *valeur* égale aux hommes et aux femmes «d'un même lieu de travail», et prévoit que ce principe devrait être appliqué dans différentes entreprises pour pouvoir comparer beaucoup plus largement des emplois occupés par des hommes et des emplois occupés par des femmes. La convention réclame donc que le champ de la comparaison entre les travaux effectués par des femmes et ceux qui sont effectués par des hommes soit aussi large que possible compte tenu du niveau auquel les politiques, systèmes et structures des salaires sont coordonnés (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 697 et 698). **Rappelant qu'elle soulève cette question depuis 2002, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que:**

- i) le Code sur les salaires soit modifié pour donner pleine expression au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, comme requis par la convention, et ii) ce principe ne se limite pas aux travailleurs d'un même lieu de travail mais s'applique bien à différentes entreprises et à différents secteurs. Elle demande également au gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de l'article 3 du Code sur les salaires et d'indiquer l'autorité compétente pour traiter les différends en vertu de l'article 4.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Indonésie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1958)

Article 1 b) de la convention. Égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Législation. La commission rappelle que, depuis un certain nombre d'années, elle demande au gouvernement d'améliorer l'application de la convention, notamment en modifiant la loi n° 13/2003 sur la main-d'œuvre, afin d'inscrire dans la loi le principe posé par la convention de l'égalité de rémunération pour un travail de *valeur égale*, compte tenu du fait que la loi sur la main-d'œuvre, lue conjointement avec les notes explicatives de la loi, ne traite que de l'égalité de chances (art. 5) et de l'égalité de traitement (art. 6) sans discrimination fondée sur le sexe. La commission avait considéré que des dispositions générales de ce type, quoique importantes, ne suffisaient pas pour donner effet à la convention, dans la mesure où la notion de «travail de *valeur égale*» en était absente. La commission rappelle également que, dans sa précédente observation, elle s'était félicitée du fait que l'article 11 du règlement n° 78 de 2015 sur les salaires prévoyait que «tout travailleur a droit à un salaire égal pour un travail de *valeur égale*». Elle avait toutefois relevé que cette disposition était formulée en des termes plus généraux et ne mentionnait plus une non-discrimination entre hommes et femmes. En conséquence, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur: 1) la manière dont les articles 5 et 6 de la loi n° 13/2003 sur la main-d'œuvre et l'article 11 du règlement n° 78 de 2015 étaient appliqués dans la pratique, notamment sur les éventuelles infractions portant en particulier sur le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de *valeur égale* qui auraient été détectées par les services de l'inspection du travail ou portées à leur attention, et sur toute mesure prise afin de remédier à ces infractions; et 2) d'éventuelles décisions administratives ou judiciaires appliquant le principe de la convention. En outre, la commission avait encouragé le gouvernement à envisager, dès que l'occasion se présenterait, de réviser et modifier la loi sur la main-d'œuvre, afin que la législation consacre expressément le principe de la convention, et à communiquer des informations sur toute consultation menée avec les partenaires sociaux à cette fin.

La commission relève que, dans son rapport, le gouvernement indique qu'aucun cas de discrimination salariale fondée sur le sexe n'a été recensé. Il précise en outre que l'application du principe de la convention est garantie dans la pratique par: 1) l'obligation incombant aux entreprises de mettre en place des structures et des grilles salariales applicables à leurs employés et d'informer ceux-ci de la teneur de ces structures et grilles et 2) l'existence de sanctions administratives pouvant être imposées en cas de non-respect du principe. Le gouvernement indique qu'en 2019, le nombre d'entreprises qui avaient pris des mesures afin de se doter de structures et de grilles des salaires s'établissait à 9 602 et qu'aucune différence de traitement entre hommes et femmes n'avait été constatée dans les structures et les grilles salariales examinées. La commission relève en outre que le gouvernement, en collaboration avec les partenaires sociaux et le BIT, s'emploie à promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail par les entreprises du secteur de l'habillement axées sur l'exportation.

Tout en prenant note de l'affirmation du gouvernement selon laquelle aucune discrimination salariale entre hommes et femmes n'a été constatée dans la structure et l'échelle des salaires des entreprises qu'il a contrôlées, la commission relève qu'aucune information n'est fournie sur la manière dont le principe de l'égalité de rémunération pour un «travail de *valeur égale*» entre hommes et femmes est pris en compte dans la conception de la structure et de la grille des salaires. La commission rappelle que la notion de «travail de *valeur égale*» va au-delà de l'obligation d'assurer l'égalité de rémunération pour un travail «égal», pour un «même» travail ou pour un travail «similaire», et qu'elle englobe aussi l'égalité de rémunération pour un travail qui est de nature complètement différente, mais qui est néanmoins de valeur égale. Cet aspect revêt une importance fondamentale compte tenu de la ségrégation professionnelle fondée sur le sexe qui existe sur le marché du travail en raison d'attitudes et de stéréotypes anciens concernant les aspirations, préférences et capacités des femmes, qui font que certains emplois tels que ceux liés aux soins sont occupés de manière prédominante par les femmes. Lors de la fixation des taux de salaire, les emplois dits «féminins» sont souvent sous-évalués par rapport à un travail de valeur égale accompli par des hommes (Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 673 et suivants). **Compte tenu de ce qui précède, la commission demande au gouvernement: i) d'indiquer comment il est garanti que les procédures adoptées pour fixer les salaires (y compris les augmentations salariales) sont exemptes de tout préjugé sexiste et que le travail effectué par les femmes n'est pas sous-évalué par rapport à celui des hommes qui effectuent un travail différent et utilisent des compétences différentes et ont des responsabilités et des conditions de travail différentes; ii) de fournir des informations sur les mesures adoptées ou envisagées pour assurer l'application du principe de la convention dans la conception des structures et des grilles des salaires; et**

iii) de fournir des renseignements sur toute mesure expressément adoptée pour mieux faire connaître le principe de la convention parmi les fonctionnaires, les employeurs et les travailleurs et leurs organisations, en particulier dans le secteur de l'habillement. La commission encourage en outre le gouvernement à étudier la possibilité de réexaminer et de modifier la loi sur la main-d'œuvre de façon que sa législation consacre expressément le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, en consultation avec les partenaires sociaux, et le prie de rendre compte de tout fait nouveau à cet égard.

Article 2, paragraphe 2 a). Dispositions discriminatoires en matière de prestations et d'indemnités. Depuis plus de dix ans, la commission appelle l'attention du gouvernement sur le fait que l'article 31(3) de la loi n° 1/1974 sur le mariage, qui fait de l'époux le chef de famille, peut avoir un effet discriminatoire sur les prestations et indemnités liées à l'emploi des femmes du fait que les femmes qui travaillent sont supposées être soit célibataires, soit à la recherche d'un revenu complémentaire et que, souvent, elles ne peuvent pas percevoir d'allocations familiales. La commission note que le gouvernement renvoie à l'article 6 de la loi sur la main-d'œuvre et à l'article 11 du règlement n° 78 de 2015 sur les salaires cités précédemment, et fait valoir que des dispositions plus détaillées sur les éléments de la rémunération peuvent être adoptées dans le cadre de contrats d'engagement, de règlements d'entreprise ou de conventions collectives. La commission note également que le gouvernement affirme qu'il continue de veiller à ce que les contrats d'engagement, les règlements d'entreprise et les conventions collectives ne contiennent pas de dispositions moins contraignantes que celles prévues par la législation. La commission prend acte en outre de l'explication du gouvernement selon laquelle la loi sur le mariage n'est pas invoquée comme texte de référence dans le cadre de la réglementation des relations de travail. Rappelant que les différences de traitement en matière de rémunération découlent souvent du préjugé explicite ou implicite selon lequel l'homme est le «soutien» ou «chef» de famille et que c'est à lui que reviennent à ce titre les prestations ou avantages prévus, la commission attire l'attention sur la possibilité de laisser les époux choisir lequel d'entre eux percevra les allocations plutôt que de partir du principe que les versements devraient systématiquement revenir à l'homme (Étude d'ensemble 2012, paragr. 693). **Compte tenu de tout ce qui précède, la commission invite le gouvernement à collecter des informations, en collaboration avec les partenaires sociaux, sur l'accès des femmes aux allocations familiales et aux prestations liées à l'emploi dans la pratique, et à fournir des renseignements à ce sujet. Dans l'intervalle, le gouvernement voudra bien informer la commission de toute mesure prise pour garantir que les femmes ne soient pas victimes de discrimination directe ou indirecte en ce qui concerne les allocations familiales et les prestations liées à l'emploi.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1999)

Articles 2 et 3 de la convention. Égalité de chances entre hommes et femmes. Dans sa précédente observation, la commission avait prié le gouvernement de continuer à prendre des mesures, en collaboration avec les partenaires sociaux, pour lutter contre la forte ségrégation professionnelle entre hommes et femmes, et de fournir des informations sur les résultats obtenus, notamment dans le cadre du Plan national d'action stratégique pour 2013-2019 élaboré par l'Équipe spéciale nationale pour l'égalité de chances dans l'emploi (EEO). La commission avait également prié le gouvernement de: 1) fournir des informations détaillées sur les mesures prises pour promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans le secteur public, y compris toute mesure visant à améliorer le nombre de femmes dans la catégorie du personnel titulaire; et 2) continuer à fournir des statistiques détaillées sur la répartition des hommes et des femmes dans les différentes catégories de la fonction publique. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que, dans le cadre de l'application du Plan national d'action stratégique de l'EEO, il a mené diverses activités de sensibilisation et de renforcement des capacités en ce qui concerne la thématique de l'égalité et de la non-discrimination. Elle observe toutefois qu'il ne fournit aucune précision sur les mesures prises pour remédier à la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes ni sur les résultats obtenus à cet égard. En ce qui concerne la promotion de l'égalité des genres dans le secteur public, la commission note que le gouvernement renvoie au règlement n° 14 de 2018 régissant la procédure de recrutement et précise que cette procédure se fonde sur les compétences des candidats. Le gouvernement ajoute que les femmes représentent 51 pour cent de l'ensemble des fonctionnaires, lesquels sont au nombre de 4,1 millions.

La commission note que, d'après la base de données du BIT sur les statistiques du travail (ILOSTAT), la proportion de personnes en âge de travailler qui participent au marché du travail est de 51 pour cent s'agissant des femmes, contre 78 pour cent s'agissant des hommes. Elle note également que, d'après le document du BIT sur la présence des femmes dans les entreprises et dans l'encadrement en Indonésie (intitulé «Leading to Success: The business case for women in business and management in Indonesia»,

et publié en juin 2020 dans le cadre d'un projet du BIT relatif aux femmes dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques), les femmes sont surreprésentées dans les emplois temporaires ou à temps partiel et constituent la majorité du personnel dans le secteur des services. En ce qui concerne les femmes travaillant dans l'agriculture, la commission constate que, d'après le rapport établi par la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation de l'Organisation des Nations Unies à la suite de sa visite en Indonésie, les femmes travaillant dans l'agriculture touchent une rémunération inférieure à celle des hommes et sont fortement représentées dans le secteur informel, où elles travaillent dans des conditions précaires (A/HRC/40/56/Add.2, 28 décembre 2018, paragr. 54). La commission relève en outre que, d'après le rapport susmentionné, la loi n° 18/2012 sur l'alimentation, la loi n° 19/2013 sur la protection et l'autonomisation des paysans et la loi n° 7/2016 sur la protection et l'autonomisation des pêcheurs, des pisciculteurs et des sauniers ne font pas expressément mention des femmes en tant que parties prenantes. La Rapporteuse spéciale souligne à ce propos que les lois qui prennent en considération le rôle joué par les femmes envisagent celui-ci comme un aspect de la vie familiale, plutôt que comme un élément faisant partie intégrante de la production alimentaire. Cette absence de reconnaissance compromet encore davantage le droit des femmes de bénéficier de la sécurité sociale et de programmes de protection sociale, et contribue à discréditer les femmes en tant que travailleuses agricoles (paragr. 55).

Compte tenu de ce qui précède, la commission encourage le gouvernement à procéder, en collaboration avec les partenaires sociaux, à une évaluation des mesures adoptées pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession, dans les secteurs privé et public, y compris les mesures adoptées dans le cadre de l'application du Plan national d'action stratégique pour 2013-2019 élaboré par l'EEO, et à fournir des renseignements sur les résultats obtenus, les obstacles recensés et les mesures de suivi envisagées et appliquées, y compris en ce qui concerne la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes. En outre, la commission demande au gouvernement: i) d'indiquer si un nouveau plan d'action a été publié par l'EEO; ii) de fournir des informations sur les mesures adoptées pour promouvoir l'application aux travailleurs et travailleuses ruraux du principe consacré par la convention; et iii) fournir des statistiques actualisées sur la répartition des hommes et des femmes entre les différents secteurs, les différentes professions et les différents postes, dans l'économie formelle et dans l'économie informelle.

Article 3 e). Accès à la formation et à l'orientation professionnelles. Dans sa précédente observation, la commission avait prié le gouvernement de: 1) prendre des mesures complémentaires pour promouvoir l'accès des femmes à un éventail plus large de formations et de professions, y compris celles dans lesquelles il y a traditionnellement plus d'hommes et dans celles qui offrent des perspectives d'avancement, et de fournir des informations sur les résultats obtenus; et 2) continuer à fournir des statistiques détaillées, ventilées par sexe, sur les taux d'activité dans les différents secteurs et les différentes professions, dans l'économie formelle et dans l'économie informelle, ainsi que des données sur le nombre d'hommes et de femmes participant aux cours de formation, en précisant le type de cours suivis. La commission note que, d'après les informations fournies par le gouvernement, des efforts ont été déployés pour améliorer l'accès de la population aux centres de formation. Elle note également que, d'après les statistiques fournies par le gouvernement, les femmes représentaient 37,7 pour cent de l'ensemble des personnes qui avaient suivi des cours de formation en 2018 et que les cours qui avaient attiré le plus de participantes étaient ceux qui portaient sur la gestion d'entreprise, la création de vêtements, la transformation et l'esthétique. La commission note en outre que, d'après le document de recherche précité de BIT sur la présence des femmes dans les entreprises et dans l'encadrement en Indonésie: 1) les femmes titulaires d'un diplôme d'études supérieures sont plus nombreuses que les hommes et, surtout, parmi les diplômés de l'enseignement supérieur, le pourcentage de femmes est passé de 16 pour cent en 1993 à 59 pour cent en 2018; et 2) bien que les hommes continuent de représenter la majorité (63 pour cent) des étudiants ayant obtenu un diplôme supérieur en sciences, technologie, ingénierie ou mathématiques, davantage de femmes commencent à être présentes et à occuper des professions dans ces domaines. La commission relève que certains progrès ont été accomplis à cet égard mais que, dans le domaine de l'acquisition de compétences, la ségrégation entre hommes et femmes semble persister. **La commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour promouvoir l'accès des femmes à un éventail plus large de formations et de professions, y compris celles dans lesquelles il y a traditionnellement plus d'hommes et dans celles qui offrent des perspectives d'avancement, et de fournir des informations sur les résultats obtenus ainsi que des statistiques sur le nombre d'hommes et de femmes participant aux cours de formation, en précisant le type de cours suivis.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République islamique d'Iran

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1964)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Articles 1 et 2 de la convention. Discrimination fondée sur le sexe. Restrictions légales à l'emploi des femmes. La commission rappelle qu'elle demande depuis plusieurs années au gouvernement d'abroger ou de modifier l'article 1117 du Code civil, qui autorise un mari à empêcher son épouse d'exercer une profession ou un métier technique qui seraient, selon lui, incompatibles avec les intérêts de la famille ou avec sa propre dignité ou celle de sa femme. Le gouvernement avait indiqué dans son dernier rapport que la demande de modification de l'article 1117 a été soumise à la Commission juridique et judiciaire du Parlement pour examen. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'article 1117 du Code civil remonte à 1935 et que les juges lui donnent aujourd'hui une interprétation stricte et ne l'appliquent que dans des circonstances restreintes. Le gouvernement considère que l'application de l'article 1117 ne donne pas au mari un «contrôle absolu sur le droit au travail de sa femme». Pour corroborer cette affirmation, le gouvernement fournit des résumés de plusieurs jugements où les tribunaux ont annulé les requêtes des maris, lorsqu'ils ne considéraient pas que le métier de la femme était incompatible avec «la dignité et l'honneur de la famille ou perturbait la vie quotidienne du couple». La commission note que le gouvernement explique une fois de plus qu'il existe une certaine réciprocité dans la loi et se réfère à l'article 18 de la loi sur la protection de la famille qui prévoit que les femmes ont le droit d'interdire à leur mari d'exercer une activité dans des certaines circonstances. La commission observe que le fait de donner à chaque époux le droit de restreindre le choix d'activité de l'autre, en particulier lorsque le mari a davantage l'opportunité de le faire, ne signifie pas que ces dispositions ne sont pas discriminatoires. Elle note également que, selon le rapport de 2017 de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, plusieurs athlètes féminines n'ont pas été autorisées à participer à des compétitions internationales, une interdiction émanant soit des instances sportives nationales, soit de leur mari (A/72/322, 14 août 2017, paragr. 92). **Faisant observer qu'elle soulève cette question depuis 1996, la commission prie instamment et fermement le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour abroger l'article 1117 du Code civil afin que les femmes puissent, en droit et dans la pratique, exercer librement l'emploi ou la profession de leur choix.**

Projet de plan intégré pour la population et l'excellence de la famille et autres mesures. La commission avait noté dans son commentaire précédent que le projet de plan intégré pour la population et l'excellence de la famille (projet de loi n° 315), introduisant une hiérarchisation dans les pratiques de recrutement des entités publiques et des entités privées (les emplois devaient être donnés, dans l'ordre de priorité suivant, aux hommes ayant des enfants, puis aux hommes mariés sans enfants, et ensuite aux femmes ayant des enfants) avait été révisé dans le cadre d'un nouveau projet de plan intégré pour la population et l'excellence de la famille (projet de loi n° 264), ayant le même objectif que le projet précédent, à savoir atteindre un taux de fécondité de 2,5 enfants par femme à l'horizon 2025. La commission avait noté que de nombreuses dispositions du projet précédent avaient été modifiées, mais que le projet n° 264 conservait certaines des priorités en matière de recrutement, notamment que l'article 10 prévoyait que les services gouvernementaux et non gouvernementaux devaient donner la priorité dans l'emploi aux hommes mariés ayant des enfants et aux hommes mariés sans enfants, et que le recrutement de célibataires n'était autorisé qu'en l'absence de candidats mariés ayant les qualifications requises. Toutefois, le projet de loi n° 264 prévoit que dans certaines professions dans les secteurs tels que la médecine et l'enseignement, en raison de la ségrégation fondée sur le sexe, il sera fait exception à cet article et, par conséquent, les femmes auront la priorité. Lorsqu'il sera nécessaire d'examiner la candidature de femmes, priorité sera donnée aux femmes ayant des enfants puis aux femmes mariées sans enfant. Le projet de loi n° 264 conserve également la plupart des dispositions visant à aider les femmes en ce qui concerne la protection de la maternité et les responsabilités familiales, par exemple en portant à neuf mois le congé de maternité payé avec le droit de retrouver son emploi à la fin du congé.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le projet de loi n° 264 est toujours en cours d'examen et que ses préoccupations seront prises en compte lors de la finalisation du projet de loi. Le gouvernement indique qu'il a demandé à différents organismes et groupes de référence de donner leur avis sur le projet de loi. La commission note la déclaration du gouvernement selon laquelle d'autres mesures d'incitation visant à promouvoir les politiques démographiques sont envisagées. Tout en comprenant l'importance d'une politique démographique, elle reste **préoccupée** par l'approche

adoptée pour restreindre l'accès des femmes à l'emploi par le biais du projet de loi n° 264, en particulier les femmes célibataires et les femmes sans enfants, en violation du principe de protection contre la discrimination énoncé dans la convention. **La commission demande à nouveau au gouvernement de faire en sorte que les mesures prises pour promouvoir les politiques démographiques et la protection de la maternité n'entravent pas l'accès des femmes à l'emploi dans la pratique. Plus précisément, la commission espère fermement que des mesures seront prises pour supprimer toutes les restrictions à l'emploi des femmes dans le projet de loi n° 264 et pour revoir la priorité donnée à l'emploi des hommes. Elle prie de nouveau instamment le gouvernement de veiller à ce que, dans la pratique, des mesures restrictives ne soient pas prises concernant l'introduction de quotas qui servent à limiter l'emploi des femmes dans la fonction publique.**

Harcèlement sexuel. La commission constate avec **regret** qu'aucune mesure n'a été prise pour modifier le Code du travail afin de définir et d'interdire expressément toutes les formes de harcèlement sexuel au travail, couvrant à la fois le chantage sexuel (*quid pro quo*) et l'environnement de travail hostile, et qu'aucune information n'a été fournie par le gouvernement sur d'éventuelles mesures prises à cette fin. Elle note que le gouvernement considère que la protection est suffisante, étant donné : 1) le statut général des femmes dans la société en raison des règles culturelles et religieuses qui prévalent dans le pays ; 2) la protection contre les agressions et le harcèlement sexuels dans le droit pénal ; et 3) les règles disciplinaires générales contenues dans le droit du travail, y compris les règles relatives à la détermination des cas de non-respect et de violation des circulaires et des règles de discipline de la main-d'œuvre dans les ateliers, adoptées en vertu de l'article 27(2) du Code du travail et de leurs règlements disciplinaires correspondants. La commission rappelle que, dans le projet de loi sur la sécurité des femmes contre la violence, il est proposé de criminaliser le harcèlement sexuel au travail. Elle note que, d'après les informations supplémentaires fournies par le gouvernement, le projet de loi a été renvoyé devant le Comité gouvernemental des projets de loi, à la fin du mois d'août 2020, avec quelques modifications apportées par les autorités judiciaires, et qu'il est actuellement en cours d'examen final. À cet égard, la commission rappelle que les poursuites pénales ne suffisent pas pour éliminer le harcèlement sexuel en raison du caractère sensible de cette question, de la charge de la preuve qui est difficile à apporter, notamment s'il n'y a pas de témoin (ce qui est souvent le cas) et du fait que le droit pénal met généralement l'accent sur l'agression sexuelle ou les « actes immoraux », et non sur l'ensemble des comportements constituant le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 792). En outre, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur la création, en 2015, du Comité national pour la prévention de la violence, qui est chargé de traiter tous les aspects de la violence, y compris la violence à l'égard des femmes. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique qu'il a créé une équipe spéciale sur la « sécurité des femmes sur le lieu de travail », composée d'universitaires dans le domaine de la sociologie et de la psychologie, dans le but d'identifier les problèmes, les défis et les préoccupations des femmes sur le lieu de travail. La commission prend note de ces informations. **Rappelant au gouvernement qu'il a précédemment reconnu qu'il fallait mettre en place une législation claire pour que la protection contre le harcèlement sexuel soit efficace dans la pratique, la commission le prie instamment de modifier le Code du travail afin de définir et d'interdire explicitement toutes les formes de harcèlement sexuel au travail, qu'il s'agisse de chantage sexuel (*quid pro quo*) ou d'environnement de travail hostile, et de fournir des informations sur toute mesure prise à cet égard. Dans l'intervalle, il est demandé au gouvernement de fournir une copie des modèles de règlements disciplinaires qui ont été élaborés pour servir d'exemples aux comités de discipline sur le lieu de travail. La commission demande également au gouvernement de fournir des informations sur les avancées en ce qui concerne l'adoption et la mise en œuvre du projet de loi sur la sécurité des femmes contre la violence et de fournir copie du texte une fois qu'il aura été adopté. Enfin, la commission demande au gouvernement d'entreprendre des activités visant à prévenir le harcèlement sexuel au travail, dans le cadre des travaux du Comité national pour la prévention de la violence et de l'équipe spéciale sur la sécurité des femmes sur le lieu de travail, y compris des campagnes de sensibilisation au niveau national comme sur le lieu de travail dans les secteurs public et privé.**

Égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. Le gouvernement indique que, dans le but d'améliorer l'égalité d'accès des femmes aux possibilités d'emploi, il a entrepris un examen des obstacles culturels à l'égalité de chances et de traitement des femmes et a organisé des conférences et des ateliers aux niveaux national et régional. La commission note toutefois que les résultats de cet examen n'ont pas été communiqués. La commission accueille favorablement l'adoption de la Charte des citoyens pour les droits humains (2016), dont l'article 11 prévoit que « les femmes ont le droit de prendre une part active et effective aux activités dans les domaines de l'élaboration des politiques, de la législation, de la gestion, du contrôle de l'application et de la supervision, et de bénéficier de l'égalité des chances sociales selon les normes islamiques ». La commission note toutefois que, d'après le rapport de 2017 de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, la Charte

n'est pas juridiquement contraignante et qu'elle n'offre quasiment aucune protection nouvelle aux femmes et aux groupes minoritaires (A/72/322, 14 août 2017, paragr. 7 et 8). En ce qui concerne son commentaire précédent, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle de nombreuses initiatives ont été entreprises pour encourager la participation des femmes au marché du travail et pour accroître leur représentation aux postes de direction. Parmi les mesures prises, le gouvernement fait état de l'adoption d'un décret visant à accroître la proportion de femmes occupant des postes de direction pour qu'elle atteigne 30 pour cent. Le gouvernement indique également que le nombre de femmes employées dans la gestion rurale et dans les bureaux des gouverneurs en tant qu'adjointes et conseillères, a augmenté. Le gouvernement mentionne également l'élaboration et la mise en œuvre du Plan national (2015-16) visant à soutenir l'autonomisation des femmes cadres et gouverneurs généraux par le biais d'ateliers de formation et d'autonomisation, auxquels plus de 1 900 femmes cadres moyens, dans 31 provinces, ont participé. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que le nombre de femmes cadres dans le pays a augmenté de 36 pour cent entre 2017 et 2019. La commission accueille favorablement l'indication du gouvernement selon laquelle, en 2019, le pays comptait 12 850 femmes cadres, contre 9 444 en 2017. Par contre, elle observe qu'en 2019 les femmes ne représentaient que 5,5 pour cent des cadres supérieurs, 9,3 pour cent des cadres moyens et 23 pour cent des cadres subalternes.

La commission prend note des informations du gouvernement sur le nombre de magistrates en fonction. En réponse à la précédente demande de la commission, le gouvernement indique que le nombre exact de femmes juges du siège (habilitées à dire le droit) ne peut être fourni car ces données ne sont pas recueillies. À cet égard, la commission note, d'après le rapport de 2017 de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme, que les femmes demeurent exclues de certaines professions, notamment des postes de juges du siège, bien qu'elles puissent être nommées juges auxiliaires (A/72/322, paragr. 87). La commission note également, d'après le rapport du gouvernement sur l'application de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, que le taux de participation économique des femmes est passé de 12,7 pour cent en 2014 à 17,3 pour cent en 2016 et qu'un plan d'emploi inclusif, dans le cadre duquel les femmes bénéficient d'une assistance et d'un soutien pour travailler depuis leur domicile, est mis en œuvre. À cet égard, la commission note que les femmes représentent plus de 80 pour cent des travailleurs à domicile. Le gouvernement indique qu'il a apporté son soutien à la création d'emplois dans des coopératives rurales féminines en créant des unités de microcrédit, et qu'il a encouragé les organisations et les coopératives rurales à aider les femmes vivant en zone rurale à devenir autonomes sur le plan économique et à générer des revenus en leur facilitant l'accès aux moyens de production, à la terre, au capital et aux droits de propriété. La commission note par ailleurs, d'après les informations supplémentaires communiquées par le gouvernement, qu'en raison de la conjoncture économique exceptionnelle provoquée par la propagation de la COVID-19 en 2020, un groupe de travail économique a été créé pour aider les femmes cheffes de famille à assurer leur production et leur subsistance, notamment en soutenant leur emploi dans des ateliers de fabrication de masques et de blouses. Enfin, la commission note que la Rapporteuse spéciale regrette que la discrimination fondée sur le genre soit répandue dans la société et que le rythme des changements en matière de protection des femmes contre la discrimination soit lent (A/75/213, 21 juillet 2020, paragr. 46), et que la discrimination sur le marché du travail continue d'interdire aux femmes d'exercer certaines professions (A/HRC/37/68, 5 mars 2018, paragr. 63). **Compte tenu de ce qui précède, la commission demande au gouvernement: i) d'intensifier ses efforts pour examiner et éliminer les obstacles à l'égalité de chances et de traitement auxquels se heurtent les femmes dans la pratique, notamment les obstacles culturels et fondés sur des stéréotypes; ii) de promouvoir et d'encourager la participation des femmes au marché du travail et aux postes de décision sur un pied d'égalité avec les hommes; et iii) de communiquer des statistiques à jour, concernant les secteurs public et privé, ventilées par sexe et par profession, y compris le nombre de femmes juges du siège. Rappelant qu'il est important que l'accès des femmes au marché du travail ne soit pas limité à un nombre restreint d'emplois et de professions ou au fait qu'elles soient confinées chez elles, la commission demande au gouvernement: i) de prendre des mesures pour faire en sorte que les femmes jouissent de l'égalité des chances, et de fournir des informations sur les mesures concrètes prises ou envisagées à cette fin; ii) de continuer à fournir des informations sur les mesures prises pour soutenir l'entrepreneuriat féminin, notamment celles qui visent les groupes défavorisés, les femmes vivant en zone rurale et les femmes nomades, ainsi que les femmes cheffes de famille; iii) de fournir des informations sur les résultats obtenus en la matière; et iv) de continuer à fournir des informations, notamment des statistiques, sur le nombre d'étudiants, femmes et hommes, inscrits dans les universités et les établissements de formation professionnelle et technique et sur leurs domaines d'études.**

Discrimination fondée sur la religion et l'origine ethnique. En ce qui concerne ses commentaires précédents, la commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle les minorités reconnues sont représentées par 5 membres au Parlement et sont également présentes dans les conseils urbains et ruraux. Le gouvernement indique que, comme tout autre citoyen, les membres des minorités

religieuses ont accès à l'université. Toutefois, la commission rappelle que l'impact dans la pratique de la loi sur la sélection, qui impose à tout candidat à un emploi public de faire allégeance à la religion d'État (*gozinesh*), demeure un sujet de préoccupation. Elle note que, d'après le rapport de 2019 du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran, en raison de cette pratique, les minorités religieuses, en particulier les groupes religieux non reconnus, rencontrent de sérieux obstacles pour obtenir un emploi dans la fonction publique, et que les employeurs privés observeraient également les directives de la *gozinesh*, ce qui entraîne une discrimination à l'égard d'éventuels employés non musulmans (A/74/188, 18 juillet 2019, paragr. 41 et 42). La commission rappelle que, depuis un certain nombre d'années, elle soulève la question de la situation des minorités non reconnues, en particulier les Bahaïs. Elle note que, d'après le rapport susmentionné, l'exclusion des Bahaïs des établissements scolaires et des emplois se poursuit (paragr. 50). **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour éliminer, en droit et dans la pratique, la discrimination à l'encontre des membres des minorités religieuses, en particulier des groupes religieux non reconnus, dans l'éducation, l'emploi et la profession, et d'adopter des mesures pour favoriser le respect et la tolérance au sein de la société envers tous les groupes religieux. Notant une fois de plus avec regret qu'aucune information n'a été fournie sur le rôle ou l'action du Conseiller spécial du Président pour les affaires concernant les minorités religieuses et ethniques, la commission demande au gouvernement de fournir ces informations dans son prochain rapport. La commission demande également au gouvernement de donner des informations au sujet de la loi sur la sélection et de son application dans la pratique dans l'emploi, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, et dans les centres éducatifs et de formation. La commission demande également au gouvernement d'envisager la possibilité de modifier ou d'abroger la loi sur la sélection afin que les personnes de toutes religions et origines ethniques aient un accès égal à l'emploi et aux opportunités dans les secteurs public et privé, ainsi qu'à la formation et aux établissements d'enseignement. Notant le manque de données fournies à cet égard, la commission demande à nouveau au gouvernement de fournir des informations sur les taux de participation des hommes et des femmes de minorités religieuses sur le marché du travail.**

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, la commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

Article 3 a). Dialogue social. La commission note que, de 2017 à 2019, le gouvernement a organisé six réunions consultatives tripartites pour examiner les questions relatives au travail. Elle prend également note de l'adoption et de la publication, en 2019, de la circulaire n° 46532, en vertu de laquelle tous les services exécutifs sont tenus de prendre en considération les avis des groupes de travailleurs et d'employeurs et d'autres organisations non gouvernementales lorsqu'ils adoptent ou modifient des circulaires et des procédures relatives aux entreprises, et d'inviter leurs représentants à assister aux réunions. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement signale que des assemblées consultatives d'expertes et d'élites politiques, sociales, économiques et culturelles féminines, ont été organisées dans 4 provinces en vue d'un dialogue direct, transparent et pratique pour les femmes. **La commission accueille favorablement ces initiatives et demande au gouvernement de continuer de fournir des informations sur les activités et les efforts entrepris concernant la collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs pour promouvoir l'application de la convention, notamment par le biais des différentes commissions tripartites.**

Contrôle de l'application. Notant que le gouvernement réaffirme sa volonté d'organiser des formations sur les normes internationales du travail, en collaboration avec le Centre international de formation de l'OIT à Turin, la commission veut croire que cette coopération pourra être mise en place dans un avenir proche. La commission demande à nouveau au gouvernement de fournir des informations sur le nombre et la nature des plaintes et des conflits enregistrés ayant trait à la discrimination dans l'emploi et la profession, et d'indiquer le nombre de ces cas qui concernent la discrimination fondée sur le sexe. Elle réitère en outre sa demande au gouvernement de fournir des informations sur les activités de la Commission islamique des droits de l'homme, y compris sur toute plainte qui lui aurait été soumise, aux tribunaux ou à un autre organe administratif pour discrimination dans l'emploi et la profession. La commission demande à nouveau au gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures de sensibilisation, d'éducation et de renforcement des capacités destinées aux employeurs et aux travailleurs, afin de mieux faire comprendre comment identifier et combattre la discrimination et promouvoir l'égalité dans l'emploi et la profession.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Iraq

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1959)

Articles 2 et 3 de la convention. Égalité des chances et de traitement sans distinction de race, de couleur, de religion ou d'ascendance nationale. La commission avait noté précédemment que la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités concernant sa mission en Iraq (27 février-7 mars 2016) avait relevé dans son rapport que les minorités ethniques et religieuses étaient victimes depuis longtemps de discrimination et d'exclusion en ce qui concerne certains marchés du travail, notamment l'emploi dans l'administration publique et le service public, et que cette exclusion devait être combattue, notamment en mettant en œuvre des politiques d'action positive. Le cas échéant, afin de veiller à ce que les institutions irakiennes reflètent mieux la diversité de la société. Elle avait également noté que le gouvernement étudiait un projet de loi relatif à la protection de la diversité et à la lutte contre la discrimination, ainsi qu'un projet de loi relatif à la protection des droits des groupes de minorités religieuses et ethniques (A/HRC/34/53/Add.1, 9 janvier 2017, paragr. 18 et 75). La commission avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur toutes mesures concrètes prises pour combattre la discrimination que subissent les minorités ethniques et religieuses dans l'emploi et la profession. La commission note que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur ce point dans son rapport. La commission note toutefois que, dans ses observations finales de 2019, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) a exprimé sa préoccupation face à la persistance de la discrimination raciale structurelle, de la marginalisation et de la stigmatisation que subissent les personnes d'ascendance africaine, qui sont «démensurément touchées par la pauvreté et l'exclusion sociale et se heurtent à la discrimination dans l'exercice de leurs droits à des conditions de vie convenables, à l'éducation, à la santé, au logement et à l'emploi». Le CERD s'est également déclaré préoccupé par la situation des citoyens roms qui «n'ont pas de documents nationaux d'identité uniformisés, ce qui les exposerait à la discrimination, notamment dans l'accès à l'emploi». La commission observe en outre que le CERD a regretté «l'absence d'informations sur les plaintes reçues par la Haute Commission irakienne des droits de l'homme et les tribunaux nationaux concernant la discrimination raciale» (CERD/C/IRQ/CO/22-25, 11 janvier 2019, paragr. 15, 27 et 29). À cet égard, la commission souhaite souligner que l'absence de plaintes et d'actions en justice pour discrimination raciale pourraient être dus à une absence de cadre juridique approprié, à une méconnaissance des droits, à un manque de confiance dans les voies de recours offertes, à l'inexistence de telles voies de recours ou à la difficulté d'y accéder dans la pratique ou encore à la crainte de représailles, ou encore du manque de volonté des autorités chargées d'engager les poursuites (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 870). **Tout en reconnaissant la situation difficile qui prévaut dans le pays, la commission prie le gouvernement: i) de fournir des informations sur les progrès réalisés dans l'adoption du projet de loi relatif à la protection de la diversité et à la lutte contre la discrimination et du projet de loi relatif à la protection des droits des groupes de minorités religieuses et ethniques; ii) d'intensifier ses efforts et d'adopter des mesures proactives pour lutter contre la discrimination à l'égard des groupes de minorités religieuses et ethniques; iii) de fournir des informations sur l'impact de ces mesures sur l'amélioration de l'accès de ces groupes à l'emploi et à la profession; et iv) de fournir des informations statistiques, ventilées par sexe, sur l'emploi des groupes de minorités ethniques et les secteurs et professions dans lesquels ils sont employés. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre et la nature des plaintes déposées auprès des tribunaux et autres organes compétents, tels que la Haute Commission irakienne des droits de l'homme, qui concernent la discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion ou l'ascendance nationale, en précisant les motifs invoqués.**

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, la commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Irlande

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1999)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend note des observations du Congrès des syndicats irlandais (ICTU), reçues le 31 août 2019.

Article 1, paragraphe 1 a), et article 2 de la convention. Discrimination fondée sur le genre et égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. La commission rappelle que l'article 41.2 de la Constitution prévoit que «l'État reconnaît que, par sa présence au foyer, la femme donne à l'État un soutien sans lequel le bien commun ne peut être atteint» et que «l'État doit donc s'efforcer de faire en sorte que les mères ne soient pas contraintes par la nécessité économique d'aller travailler, au risque de négliger leurs occupations au foyer». Dans ses précédents commentaires, la commission a pris note de la déclaration de politique générale de la Commission irlandaise des droits de l'homme et de l'égalité (IHREC) de juin 2018, dans laquelle l'IHREC demande que l'article 41.2 de la Constitution soit rendu neutre sur le plan du genre, qu'il fasse référence à la «vie familiale» (entendue comme comportant un large éventail de relations familiales et incluant les situations où les membres de la famille ne vivent pas sous le même toit), et qu'il reconnaisse et soutienne le travail de soins, notamment des parents et d'autres prestataires de soins familiaux. Notant le processus de révision constitutionnelle en cours, la commission avait prié instamment le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour s'assurer que l'article 41.2 de la Constitution n'encourage pas, directement ou indirectement, un traitement stéréotypé des femmes dans l'emploi et la profession. Elle prend note de la déclaration du gouvernement, dans son rapport, selon laquelle le référendum prévu sur la question a été reporté et la question renvoyée à une assemblée des citoyens, composée d'un président et de 99 citoyens choisis au hasard pour être largement représentatifs de l'électorat irlandais. La commission accueille favorablement le fait qu'en février 2020, une large majorité de l'assemblée des citoyens s'est exprimée en faveur de la suppression et/ou du remplacement de l'article 41.2 de la Constitution. Elle prend également note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement, indiquant que les réunions ultérieures de l'assemblée des citoyens ont été reportées en raison de la pandémie de la COVID-19, mais que l'assemblée s'est réunie en ligne en juillet 2020 pour examiner les propositions du public. Le gouvernement indique que la situation est suivie en permanence et que l'assemblée devrait faire une série de recommandations. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations de la Commission irlandaise des droits de l'homme et de l'égalité et l'initiative de l'assemblée des citoyens, et de veiller à ce que l'article 41.2 de la Constitution n'encourage en aucune***

façon, directement ou indirectement, un traitement stéréotypé des femmes dans l'emploi et la profession.

Article 1, paragraphe 1 a). Discrimination fondée sur l'opinion politique ou l'origine sociale. Dans son précédent commentaire, la commission avait de nouveau prié instamment le gouvernement de prendre des mesures pour assurer une protection légale contre la discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur l'opinion politique et l'origine sociale, et de fournir des informations sur les mesures adoptées ou envisagées pour assurer cette protection dans la pratique. La commission rappelle une nouvelle fois que, lorsque des dispositions légales sont adoptées pour donner effet à la convention, elles doivent inclure au moins tous les motifs de discrimination énoncés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention. La commission accueille favorablement la déclaration du gouvernement selon laquelle le ministère de la Justice et de l'Égalité a demandé la réalisation d'un travail de recherche sur l'ajout du «statut socio-économique» comme motif de discrimination interdit dans la législation sur l'égalité, dont les conclusions sont attendues à l'automne 2020. La commission note toutefois avec **préoccupation** qu'en ce qui concerne la discrimination fondée sur l'opinion politique, le gouvernement déclare qu'aucune autre évolution n'est envisagée. À cet égard, la commission prend également note des observations de l'ICTU soulignant que le chapitre 6 de l'Accord de Belfast (signé le 10 avril 1998, également connu sous le nom d'«Accord du Vendredi Saint»), intitulé «Droits, garanties et égalité des chances», engage le gouvernement d'Irlande à prendre des mesures pour garantir une protection des droits de l'homme en Irlande au moins équivalente à celle qui existe en Irlande du Nord. À cet égard, la commission note en outre que l'ICTU observe que la législation anti-discrimination en Irlande du Nord inclut l'opinion politique comme motif de discrimination interdit. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les conclusions du travail de recherche sur l'ajout du «statut socio-économique» comme motif de discrimination interdit dans la législation sur l'égalité, et sur les mesures prises ou envisagées en conséquence. Elle prie instamment le gouvernement, une fois de plus, de prendre des mesures pour assurer une protection légale formelle contre la discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur l'opinion politique et l'origine sociale et de fournir des informations sur la manière dont la protection contre la discrimination fondée sur ces deux motifs est assurée dans la pratique.***

Article 1, paragraphe 2. Conditions exigées pour un emploi déterminé. Afin de garantir que toute exception au principe de non-discrimination consacré dans la convention soit limitée aux conditions exigées pour un emploi particulier, la commission avait prié instamment le gouvernement de prendre des mesures pour modifier les dispositions pertinentes de l'article 2 de la loi de 1998 sur l'égalité en matière d'emploi, telle que révisée, qui exclut du champ d'application de la loi «les personnes employées au domicile d'une autre personne pour fournir des services personnels aux personnes y résidant, lorsque ces services touchent leur vie privée ou familiale» (l'article 2 permet ainsi aux employeurs de travailleurs domestiques de prendre les décisions de recrutement sur la base de motifs discriminatoires). La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle il n'y a pas eu de faits nouveaux à cet égard. Elle se voit donc contrainte de renvoyer à ce qu'elle a expliqué dans son observation précédente concernant ce qui peut être considéré comme des «exigences inhérentes à l'emploi», et de réitérer que des exceptions trop étendues dans le cadre de la législation sur l'égalité, qui ont pour effet d'exclure les travailleurs domestiques de la protection contre la discrimination en matière d'accès à l'emploi, peuvent aboutir à des pratiques discriminatoires de la part des employeurs à l'encontre de ces travailleurs, contraires à la convention. La commission considère que le droit au respect de la vie privée et familiale ne saurait être interprété comme un moyen de protéger des comportements qui portent atteinte au droit fondamental à l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession, y compris des comportements consistant à traiter différemment des candidats à l'emploi sur la base de l'un quelconque des motifs visés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, lorsque les conditions exigées pour l'emploi en question ne le justifient pas (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 830). À cet égard, la commission souhaite attirer une fois de plus l'attention du gouvernement sur le fait que: 1) aucune disposition de la convention ne limite son champ d'application en ce qui concerne les personnes ou les branches d'activité; et 2) la protection offerte par la convention couvre tous les aspects de l'emploi et de la profession - y compris l'accès à l'emploi ou à une profession particulière. ***La commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures pour modifier les dispositions susvisées de l'article 2 de la loi sur l'égalité en matière d'emploi, de manière à garantir que toute limitation du droit à la non-discrimination dans tous les aspects de l'emploi et de la profession soit limitée aux exigences inhérentes à l'emploi en question, telles que strictement définies.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Islande

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1963)

Article 1 de la convention. Motifs interdits de discrimination. La commission demande au gouvernement, depuis plusieurs années, de prendre les mesures nécessaires en vue de l'adoption d'une législation interdisant la discrimination, qui traite de tous les aspects de l'emploi et de la profession et couvre au moins tous les motifs énumérés à l'article 1 paragraphe 1 a), de la convention. La commission prend note de l'adoption en 2018 de deux textes législatifs concernant l'égalité de traitement et la non-discrimination: 1) la loi n° 85 sur l'égalité de traitement indépendamment de l'origine raciale ou ethnique, laquelle requiert l'égalité de traitement des personnes, quelles que soient leur race et leur origine ethnique, dans tous les domaines de la société, à l'exception du marché de travail; et 2) la loi n° 86 sur l'égalité de traitement sur le marché du travail. La commission note que l'article 1 de la loi n° 86 prévoit l'égalité de traitement à l'égard des personnes sur le marché du travail, indépendamment de la race, l'origine ethnique, la religion, le mode de vie, le handicap, la capacité réduite de travail, l'âge, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, les caractéristiques sexuelles ou l'expression de genre. La loi s'applique notamment: a) à l'accès aux emplois, au travail indépendant ou aux secteurs professionnels, notamment en ce qui concerne le recrutement et la promotion; b) à l'accès aux conseils en matière d'éducation et de formation, d'enseignement professionnel et de formation professionnelle; c) aux décisions en lien avec les salaires, les autres conditions d'emploi et les préavis de licenciement; et d) à la participation des organisations de travailleurs et d'employeurs, notamment aux services qu'elles fournissent à leurs membres. La commission accueille favorablement l'introduction dans la loi n° 86 d'un ensemble de motifs interdits de discrimination, mais constate qu'elle ne couvre pas tous les motifs de discrimination énumérés à l'article 1 paragraphe 1 a), à savoir les motifs de la couleur, de l'opinion politique, de l'ascendance nationale et de l'origine sociale. **La commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires en vue de modifier la loi n° 86 pour faire en sorte que tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention soient couverts, notamment la couleur, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Israël

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1965)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que des informations supplémentaires communiquées à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

Article 2 de la convention. Application du principe de la convention aux travailleurs assurant des soins à la personne et logés au domicile de l'employeur. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que les travailleuses étrangères assurant des soins à la personne et résidant au domicile de la personne soignée étaient exclues du bénéfice la loi de 1951 sur la durée du travail et le repos, ainsi que des dispositions sur les heures supplémentaires, et elle avait demandé au gouvernement: 1) de poursuivre ses efforts pour trouver la solution appropriée afin de faire en sorte que le travail dans le secteur des soins à la personne, dans lequel les femmes sont majoritaires, ne soit pas sous-évalué sur la base de stéréotypes liés au genre; 2) de définir des repères ou des jalons pour marquer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la convention dans des délais précis; et 3) de fournir des informations sur toute mesure prise pour amener les utilisateurs et les bénéficiaires des services de soins à la personne à reconnaître la valeur du travail des travailleurs assurant des soins à la personne. La commission concluait en rappelant au gouvernement qu'il peut solliciter l'assistance technique de BIT à cet égard. La commission note que le gouvernement réitère qu'il n'existe pas de discrimination en matière de rémunération du personnel de soins, qu'il soit israélien ou étranger; elle note aussi l'absence d'informations sur la question de la faiblesse des rémunérations dans ce secteur où les femmes sont majoritaires et sur ses efforts pour améliorer cette situation. Elle se réfère aussi aux commentaires qu'elle formule à propos de l'application de la convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, et de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. **La commission prie à nouveau le gouvernement: i) de poursuivre ses efforts pour faire en sorte que le travail dans le secteur des soins à la personne, dans lequel les femmes sont majoritaires, ne soit pas sous-évalué sur la base de stéréotypes liés au genre; ii) de définir des repères ou des jalons pour marquer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la convention dans des délais précis; et iii) de fournir des informations sur toute mesure prise pour amener les utilisateurs et les bénéficiaires des services de soins à la personne**

à reconnaître la valeur du travail des travailleurs assurant des soins à la personne. La commission rappelle au gouvernement la possibilité de faire appel à l'assistance du BIT à cet égard.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1959)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base de celles dont elle disposait en 2019.

Article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Discrimination fondée sur le sexe, la race, la couleur ou l'ascendance nationale. Étrangères résidentes assurant des soins à la personne. La commission rappelle que, dans ses précédents commentaires, elle avait noté que, bien que l'arrêt rendu par la Haute cour de justice dans l'affaire *Yolanda Gloten c. le Tribunal national du travail* (HCJ 1678/07) du 29 novembre 2009 ait confirmé qu'étaient exclues du bénéfice de la loi de 1951 sur la durée du travail et le repos les travailleuses, étrangères ou non, qui assurent des soins à la personne en résidant au domicile de celle-ci, il concluait également que le cadre légal actuel n'offrait pas de mécanisme adapté à la situation exceptionnelle de ces auxiliaires de vie, la cour n'ayant pas jugé que l'emploi à domicile, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de ces personnes correspondait au cadre général des mesures de protection de la législation du travail. La commission avait noté que l'arrêt *Gloten* reconnaissait que seul un petit nombre de ressortissants du pays étaient disposés à travailler en tant que personnels de soins et que les aides-soignantes israéliennes du secteur des soins de longue durée étaient principalement employées à temps partiel par des sociétés de soins infirmiers et que le personnel de soins étranger - composé à 80 pour cent de femmes - devait loger au domicile de l'employeur et n'avait pas le même statut que les non-résidents ou que les personnes employées à temps partiel. Elle avait également noté que le Comité du personnel gouvernemental avait soumis au ministère de l'Économie des recommandations comportant une suggestion de modifier la loi sur la durée du travail et le repos ainsi que les règlements relatifs au paiement des heures supplémentaires, de manière à préciser que les soignants résidents ne sont pas exclus du champ d'application de la loi, moyennant certains aménagements de nature à prendre en considération les difficultés dues au contrôle de leurs heures de travail. En conséquence, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur: 1) les mesures concrètes prises ou envisagées dans le cadre de l'approche graduelle de la mise en œuvre des recommandations adressées au ministère de l'Économie afin que les travailleuses étrangères soient effectivement protégées, conformément à la convention, contre toute discrimination directe ou indirecte fondée sur le sexe, la race, la couleur ou l'ascendance nationale; et 2) toute plainte déposée par les personnes dispensant des soins auprès des autorités compétentes, en précisant la nature de la plainte et les suites qui lui ont été données. La commission note que le gouvernement répète dans son rapport qu'il n'existe pas de distinction entre le personnel soignant israélien et étranger, mais il ne fournit pas d'informations sur les mesures prises ou envisagées afin d'appliquer progressivement les recommandations adressées au ministère de l'Économie par le Comité du personnel gouvernemental, ni sur d'éventuelles plaintes déposées par des soignantes étrangères et israéliennes auprès des autorités compétentes. Notant que de nombreux soignants résidents sont des femmes étrangères, la commission souligne que la situation actuelle peut ouvrir la voie à une ségrégation sur le marché du travail fondée sur le sexe, la race, la couleur contre des migrantes, qui pourraient être exposées à une discrimination à la fois directe et indirecte. ***S'agissant de la discrimination indirecte, la commission demande au gouvernement: i) de déterminer si l'exclusion du personnel soignant résident de la loi de 1951 sur la durée du travail et le repos affecte de manière disproportionnée les groupes ayant en commun des caractéristiques faisant l'objet d'une protection, comme le sexe, la race, la couleur ou l'ascendance nationale; et ii) de fournir des informations sur les mesures adoptées ou envisagées afin d'améliorer les conditions de travail du personnel soignant résident dans la pratique. La commission réitère sa demande d'information sur toute plainte déposée par des personnes dispensant des soins, pour des cas de discrimination (en précisant le nombre des plaintes, leur nature et les suites données). La commission renvoie également aux commentaires qu'elle formule à propos de l'application de la convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, et de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951.***

Articles 1 et 2. Égalité de chances et de traitement sans distinction de race, d'ascendance nationale ou de religion. Dans son précédent commentaire, la commission demandait au gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession des communautés arabe, druze et circassienne. Elle lui demandait aussi de vérifier l'impact des dispositions de la loi fondamentale de 2018 sur l'État-nation relatives à la langue officielle et aux jours de repos sur l'emploi des travailleurs de ces communautés. La commission note que le gouvernement

produit un rapport détaillé sur le marché du travail en Israël pour 2019, dans lequel on peut lire notamment que: 1) les groupes d'hommes arabes et de femmes juives ultra-orthodoxes ont intégré le marché du travail en grand nombre et leurs taux d'emploi sont actuellement proches du taux moyen d'emploi (76 pour cent en 2018 pour les deux groupes); 2) des améliorations restent nécessaires pour une meilleure intégration des femmes arabes au marché du travail (taux d'emploi de 38,2 pour cent en 2018); 3) d'autres groupes subissent encore des taux d'emploi faibles (dont les hommes juifs ultra-orthodoxes, les migrants originaires d'Éthiopie, les personnes en situation de handicap, les parents isolés et les travailleurs âgés de 45 ans et plus); et 4) les travailleurs arabes et les travailleurs ultra-orthodoxes sont surreprésentés dans les catégories d'emploi moins rémunérées. La commission note également que, selon le même rapport, le ministre du Travail, des Affaires sociales et des Services sociaux a mis en place une commission publique pour la promotion de l'emploi à l'horizon 2030 qui a arrêté des cibles en matière de taux d'emploi des différents groupes de population pour les dix prochaines années. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures adoptées afin de promouvoir et d'assurer dans la pratique l'intégration des travailleuses et travailleurs arabes, druzes et circassiens au marché du travail, y compris dans les postes bien rémunérés, et de continuer à fournir des données sur les taux d'emploi, ventilées selon le sexe et les groupes de population.**

S'agissant de l'impact de la loi fondamentale de 2018 sur l'État-nation, la commission note que le gouvernement indique qu'il s'agit d'une loi à caractère général qui régit les symboles de l'État et n'a pas de rapport avec l'emploi. Le gouvernement précise aussi que le statut accordé à la langue arabe n'a pas été modifié par cette loi. La commission note que, selon le rapport du gouvernement de 2019 relatif au marché du travail en Israël, seuls 41 pour cent des femmes arabes jugent leur maîtrise de l'hébreu bonne, très bonne voire du niveau de la langue maternelle, et il précise que leur taux d'emploi s'améliore sensiblement lorsque leur maîtrise de l'hébreu augmente. La commission rappelle que la discrimination fondée sur l'ascendance nationale peut avoir lieu lorsque la législation qui impose la langue d'un État pour pouvoir travailler dans le secteur public ou dans le secteur privé est interprétée et mise en œuvre de façon trop large et, de cette manière, affecte de façon disproportionnée les possibilités d'emploi des groupes linguistiques minoritaires (Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 764). **En conséquence, la commission prie le gouvernement de déterminer si l'application dans la pratique des dispositions de la loi fondamentale de 2018 sur l'État-nation, en particulier l'article 3 définissant l'hébreu en tant que langue d'État et l'article 11 instaurant le sabbat et les jours fériés juifs en tant que jours de repos dans le pays, a une incidence négative sur l'emploi et les possibilités d'emploi de certains groupes de population.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Italie

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1963)

La commission prend note des observations de la Confédération italienne des dirigeants et des cadres (CIDA) communiquées avec le rapport du gouvernement.

Article 1 de la convention. Discrimination fondée sur le sexe. Grossesse et maternité. Dans son observation précédente, se référant à la pratique consistant à faire signer au travailleur au moment de son embauche une lettre de démission non datée que l'employeur peut utiliser plus tard à sa convenance (*licenziamento in bianco*) et à son incidence disproportionnée sur les femmes ayant des enfants de moins de 3 ans, la commission avait prié le gouvernement: 1) d'intensifier ses efforts tendant à prévenir et à éliminer toute discrimination de cette nature à l'égard des femmes au motif de la grossesse et de la maternité; 2) de fournir des informations sur les mesures spécifiques prises en application du décret-loi n° 80/2015 (conciliation du travail, de la vie familiale et des soins à la personne) et de la loi n° 81/2017 (promotion de modalités de travail flexibles au profit des salariés des secteurs public et privé) et sur leur impact pour diminuer le nombre de démissions de travailleuses; et 3) de fournir des informations sur les effets à cet égard des mesures contenues dans les plans triennaux d'action positive de l'administration publique. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport sur les mesures prises pour faciliter la conciliation des responsabilités familiales et des responsabilités professionnelles, notamment la création d'allocations pour les crèches et d'une prime spéciale pour la naissance ou l'adoption d'un enfant. Le gouvernement communique aussi des informations actualisées sur le nombre de résiliations et de ruptures conventionnelles validées par l'inspection du travail en 2017 et 2018, qui concernaient des mères qui, dans plus de 70 pour cent des cas, occupaient un emploi. La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle, pendant la même période, il y a eu une augmentation des cas de résiliations et de ruptures

conventionnelles concernant des pères qui travaillent (15 pour cent de plus en 2017 par rapport à 2016, et 49 pour cent de plus en 2018 par rapport à 2017). La commission note que, selon les informations fournies par le gouvernement, la raison que les travailleurs évoquent le plus souvent pour expliquer leur démission reste la difficulté de concilier responsabilités professionnelles et familiales (36 pour cent des cas validés par l'inspection du travail); les travailleurs mentionnent, entre autres obstacles, les frais de la garde de leurs enfants (baby-sitter ou crèche), l'impossibilité d'accéder à un jardin d'enfants (c'est-à-dire l'absence de structures d'accueil en nombre suffisant pour répondre à la demande) et l'absence de grands-parents ou d'autres membres de la famille pouvant les aider. À cet égard, la commission note que, d'après le rapport de 2018 de l'inspection du travail sur la validation des résiliations et des ruptures conventionnelles, sur 2 062 demandes de travail à temps partiel ou d'autres modalités de travail flexibles présentées par les travailleurs concernés, les employeurs n'en ont accepté que 423. Le même rapport indique aussi que c'est dans le secteur tertiaire que l'on a enregistré la plupart des résiliations et des ruptures conventionnelles (76 pour cent), secteur où les femmes sont surreprésentées.

Constatant que les responsabilités familiales continuent de constituer un obstacle majeur pour les travailleurs, en particulier les femmes, à l'exercice de l'activité de leur choix, la commission tient à souligner que les mesures destinées à aider les travailleurs ayant des responsabilités familiales sont essentielles pour promouvoir l'égalité de genre dans l'emploi et la profession (voir Étude d'ensemble sur les conventions fondamentales, 2012, paragr. 785). À cet égard, la commission note que, d'après le rapport de 2017 sur l'enquête relative aux politiques nationales pour l'égalité des genres réalisée par l'Institut italien de statistique (ISTAT), les femmes se heurtent à des difficultés plus importantes pour accéder au marché du travail, en raison du poids des responsabilités familiales et de la difficulté de les concilier avec leur vie professionnelle. Le rapport de l'ISTAT indique que le taux d'emploi des femmes célibataires est de 81,1 pour cent, contre 70,8 pour cent pour les femmes vivant maritalement et 56,4 pour cent pour les femmes ayant des enfants. La commission prend note aussi de l'indication de la CIDA selon laquelle la conciliation des responsabilités familiales et professionnelles demeure un obstacle à l'emploi, en particulier pour les femmes cadres. La commission note également, sur le site Internet de l'Agence nationale pour les politiques actives du travail (ANPAL), qu'une analyse comparative internationale sur l'élaboration de politiques nationales axées sur la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée a été effectuée en 2019. **La commission demande donc à nouveau au gouvernement de redoubler d'efforts pour prévenir et éliminer toute discrimination à l'égard des femmes au motif de la grossesse et de la maternité, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, notamment en prenant des mesures pour promouvoir la conciliation des responsabilités professionnelles et familiales, en garantissant que ces mesures bénéficient aux hommes et aux femmes sur un pied d'égalité et en encourageant leur utilisation tant par les hommes que par les femmes. Le gouvernement est prié de fournir des informations sur l'impact des mesures prises. Notant l'adoption, le 20 juin 2019, de la directive européenne (EU) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants, la commission prie aussi le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises en application de cette directive.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Jamaïque

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1975)

Articles 1 b) et 2. paraaraphe 2 a). de la convention. Éaalité de rémunération pour un travail de valeur éaale. Législation. La commission rappelle qu'elle souligne depuis 1997 que la loi de 1975 sur l'emploi (égalité de rémunération entre hommes et femmes) n'inclut pas la notion de «travail de valeur éaale» comme le requiert la convention. n'exiaant que le paiement d'une rémunération éaale pour un travail éaale. Elle rappelle également que conformément à l'article 2(1) de la loi, le «travail éaale» est défini comme «tout travail exercé pour le compte d'un employeur par des hommes comme par des femmes. dont: a) les obligations, responsabilités ou prestations à accomplir sont similaires ou essentiellement similaires en nature, qualité et quantité; b) les conditions dans lesquelles ledit travail s'accomplit sont similaires ou essentiellement similaires; c) les qualifications requises, le niveau de compétence, l'effort impliqué et le degré de responsabilité sont similaires ou essentiellement similaires; et d) la différence, s'il en est, entre les attributions des hommes et celles des femmes n'a pas d'incidence pratique sur les conditions de travail ou ne se manifeste pas fréquemment». La commission souligne que la notion de «travail de valeur éaale» diffère de celle de «travail similaire ou essentiellement similaire». Il est fréquent que les femmes et les hommes accomplissent des tâches différentes ou qu'il existe une séaréaation professionnelle sur le marché du travail. et souvent, le travail effectué par des femmes (ou majoritairement effectué par des femmes) est sous-évalué par rapport à celui accompli par des hommes (ou majoritairement accompli par des hommes). À cet égard, la commission rappelle que la notion de «travail de valeur éaale» est cruciale

pour lutter contre la ségrégation professionnelle fondée sur le sexe qui existe sur le marché du travail de presque tous les pays, car elle permet un large champ de comparaison et comprend le travail «égal», le «même» travail et le travail «similaire», mais va au-delà en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de *valeur* égale (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 673 et suivants). La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, indépendamment du genre et conformément à la loi de 1975, toutes les catégories de travailleurs reçoivent un salaire égal pour un travail égal. Elle note aussi que, d'après le rapport du gouvernement présenté au Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, la loi de 1975 sur l'emploi (égalité de rémunération entre hommes et femmes) est en cours de révision pour s'assurer qu'elle remplit bien son objectif de garantir l'égalité de rémunération entre hommes et femmes (CEDAW/C/JAM/8, 5 mars 2020, paragr. 94). ***Tout en se félicitant de cette information, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que, dans le cadre de la révision de la loi de 1975 sur l'emploi (égalité de rémunération entre hommes et femmes), ses dispositions relatives à l'égalité de rémunération sont modifiées afin de les rendre conformes avec la convention pour: i) donner pleinement expression au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale dans la législation et ii) étendre l'application de ce principe au-delà d'un même employeur. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises à cette fin.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Japon

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1967)

La commission prend note des observations de la Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO) jointes au rapport du gouvernement. Elle prend note en outre des observations de la Fédération japonaise des entreprises (NIPPON KEIDANREN), reçues le 29 août 2019.

Articles 1 et 2 de la convention. Travail de valeur égale. Législation. La commission rappelle que le Comité tripartite constitué par le Conseil d'administration pour examiner la réclamation alléguant l'inobservation par le gouvernement du Japon de la présente convention avait conclu que d'autres mesures doivent être prises, en coopération avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, pour promouvoir et assurer l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de *valeur* égale en droit et dans la pratique, conformément à l'article 2 de la convention. C'est pourquoi, dans ses précédents commentaires, la commission, tout en se félicitant de l'adoption de la nouvelle loi de promotion de la participation et de l'avancement des femmes dans le monde du travail (loi n° 64 de 2015 entrée en vigueur le 1^{er} avril 2016), avait prié instamment le gouvernement: 1) de prendre immédiatement des mesures concrètes afin de mettre en place un cadre législatif qui établisse expressément le droit des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération pour un travail de *valeur* égale; et 2) d'envisager d'ajouter «le ratio des rémunérations des femmes à celles des hommes» à la liste des données dont la loi n° 64 de 2015 prévoit la collecte, l'analyse et la prise en considération dans les plans d'action.

S'agissant du cadre législatif, la commission note une fois de plus que le gouvernement indique dans son rapport que l'article 4 de la loi sur les normes du travail prévoit que, «en ce qui concerne les salaires, un employeur ne soumettra pas les femmes à un traitement discriminatoire par rapport aux hommes en raison de leur sexe» et que l'article 119 prévoit des sanctions en cas de non-respect de ces dispositions. Il fait valoir que tout traitement discriminatoire en matière de rémunération est interdit dès lors qu'il se fonde uniquement sur le fait que l'intéressé est une femme, et il se réfère également aux considérations générales selon lesquelles la durée moyenne d'emploi continu est plus courte pour les femmes que pour les hommes. Pour le gouvernement, tant que le système de rémunération ne permet pas de discrimination salariale entre les hommes et les femmes sur la base uniquement de leur appartenance à l'un ou l'autre sexe, ce système doit être considéré comme satisfaisant aux prescriptions de la convention. Le gouvernement déclare en outre que c'est cette interprétation qui a été retenue depuis la ratification de la convention par le Japon, en 1967. Le gouvernement se réfère une fois de plus aux lois suivantes: 1) la loi n° 113 de 1972 sur l'égalité de chances dans l'emploi (EEOL) dans sa teneur modifiée par la loi n° 92 de juin 1997, qui interdit toute discrimination fondée sur le sexe en matière de: nomination/affectation, promotion, formation, obtention d'un prêt au logement, changement de type d'emploi et situation dans l'emploi, âge légal de départ à la retraite, licenciement et renouvellement du contrat de travail (articles 6, 7 et 8); et 2) la loi n° 64 de 2015 de promotion de la participation et de l'avancement des femmes dans le monde du travail, en vertu de laquelle, à partir de 301 salariés ou plus, les employeurs sont tenus notamment de collecter et analyser les données exprimant le ratio femmes/hommes dans l'entreprise sur les plans, par exemple, des nouvelles embauches, des heures ouvrées, de l'ancienneté et des niveaux de

classification, obligation qui a été élargie aux entreprises comptant au moins 101 salariés ou plus par les amendements apportés en 2019 à la loi n° 64. Le gouvernement indique également qu'à la fin du mois de décembre 2018, non moins de 99,3 pour cent des entreprises comptant 301 salariés à plein temps ou plus étaient dotées d'un plan d'action favorisant la participation des femmes dans le monde du travail. Il communique des statistiques établissant que le ratio des femmes salariées occupant des postes de responsabilité au-dessus de la catégorie des cadres intermédiaires dans les entreprises privées était de 8,5 pour cent en 2015 et de 9,9 pour cent en 2018. Selon le gouvernement, l'écart des rémunérations entre hommes et femmes s'est progressivement resserré: le ratio des rémunérations des travailleuses par rapport aux travailleurs était de 73,6 pour cent en 2015 et de 74,7 pour cent en 2017.

La commission note que, dans ses observations, la NIPPON KEIDANREN indique que la différence de rémunération entre les hommes et les femmes est principalement due aux différences de grade et d'ancienneté. Il est donc important de prendre en considération le fait que le nombre de femmes cadres a augmenté et que la disparité due à l'ancienneté a diminué. La commission note aussi que, dans ses observations, JTUC-RENGO déclare que la loi ne prévoit pas de réponse aux disparités salariales entre hommes et femmes qui résultent du système des filières basé sur l'évolution dans la carrière, système qui rend possible un système de classement des travailleurs dans lequel les hommes sont considérés comme pouvant compter sur un plan de carrière, mais pas les femmes. Selon cette même centrale syndicale, la loi ne prévoit aucun moyen de réparation dans le cas où un employeur ne parvient pas à établir des critères rationnels de ségrégation professionnelle entre hommes et femmes après l'interdiction de la discrimination fondée uniquement sur le sexe. Dans le cadre d'une enquête sur les inégalités entre hommes et femmes dans l'emploi réalisée par JTUC-RENGO en 2017, près de 40 pour cent des personnes sondées – hommes ou femmes – ont déclaré exercer la même activité mais être classés dans des filières de carrière différentes, et près de 40 pour cent des femmes interrogées occupant des postes n'existant que dans des régions spécifiques ont déclaré qu'il ne devrait pas y avoir de différence de traitement pour le même emploi même lorsque les filières de carrière sont différentes. JTUC-RENGO réitère que, pour assurer la conformité du cadre législatif national par rapport au principe fondamental de la convention, il faudrait que l'article 4 de la loi sur les normes du travail énonce clairement le principe de la convention.

S'agissant de la demande de la commission tendant à ce que «le ratio des rémunérations des femmes aux rémunérations des hommes» soit ajouté à la liste des données dont la loi n° 64 de 2015 prévoit la prise en considération dans les plans d'action, le gouvernement indique que si les employeurs ne sont pas tenus d'observer la situation sur le plan des disparités de *rémunération* entre hommes et femmes, ils sont cependant tenus d'observer le niveau de la participation active des femmes sur les lieux de travail, y compris les écarts entre les hommes et les femmes sur le plan du ratio des cadres aux salariés et celui de l'ancienneté, ces deux éléments étant considérés comme les principaux facteurs de disparité de rémunération entre hommes et femmes. Selon le gouvernement, ces mesures contribueront avec le temps à l'élimination progressive de toute ségrégation horizontale ou verticale entre hommes et femmes au travail. S'agissant des modifications apportées à la loi n° 64 en 2019, qui étendent aux entreprises comptant 101 salariés ou plus l'obligation de l'employeur de collecter et analyser des données illustrant le ratio des femmes aux hommes pour des aspects tels que les nouvelles embauches, la durée du travail, les années d'ancienneté et les niveaux de classification, JTUC-RENGO considère que cette obligation devrait être étendue aux petites et moyennes entreprises (PME), considérant que plus de 99 pour cent des entreprises japonaises sont des PME et que les salariés des PME représentent environ 70 pour cent de l'ensemble des travailleurs du Japon.

Une fois de plus, la commission est conduite à réaffirmer que la protection contre la discrimination salariale telle qu'elle est envisagée à l'article 4 de la loi sur les normes du travail est d'une portée trop limitée, parce que cet article, en ne faisant pas référence au principe d'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de *valeur* égale (ce qui est crucial pour une application effective de la convention), ne reflète pas pleinement le principe consacré par cette dernière. La commission rappelle également que la loi sur l'égalité de chances dans l'emploi interdit toute discrimination en matière d'embauche, de nomination/affectation et d'avancement, mais ne traite pas directement d'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de *valeur* égale. La commission tient à souligner une fois de plus que la notion de travail de *valeur* égale est au cœur même de la convention. Elle permet un large champ de comparaisons, en incluant l'égalité de rémunération pour un travail «égal», pour le «même travail» ou pour un travail «similaire» tout en allant au-delà, mais en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de *valeur* égale (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 673). Il s'ensuit que les emplois devant être comparés sur la base de facteurs objectifs (comme les compétences requises, l'effort, le niveau de responsabilité, les conditions de travail, etc.) peuvent être des emplois requérant des types de compétences différents, comportant des responsabilités différentes ou s'accomplissant dans des conditions de travail différentes mais qui peuvent néanmoins présenter globalement une *valeur* égale. Ainsi, le principe établi par la convention ne trouve pas son équivalent dans le principe de non-discrimination exprimé à l'article 4 de la loi sur les normes du

travail en ce que cet article n'embrasse pas la notion de «travail de valeur égale». **En conséquence, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier la législation en vigueur afin de donner pleinement son expression au principe d'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale tel qu'il est consacré par la convention. De même, réitérant sa demande précédente, elle prie le gouvernement d'ajouter à l'éventail des données dont la loi de promotion de la participation et de l'avancement des femmes dans le monde du travail prévoit la collecte, celles qui expriment le ratio des rémunérations des femmes aux rémunérations des hommes car un tel indice peut constituer un moyen d'avertissement utile aux employeurs, qui les incite à se pencher, le cas échéant, sur une situation qui pourrait receler une discrimination salariale. Elle le prie également de donner des informations détaillées sur les activités menées par l'inspection du travail pour promouvoir et faire appliquer le principe d'égalité de rémunération entre hommes et femmes, de même que sur toute décision rendue des juridictions compétentes sur la base de l'article 4 de la loi sur les normes du travail qui ferait porter effet au principe établi par la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981 (ratification: 1995)

La commission prend note des informations complémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations complémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations à sa disposition en 2019.

Mesures spéciales pour faire face à l'impact de la COVID-19. Dans ses informations complémentaires, le gouvernement indique qu'une subvention financière spéciale a été mise en place pour soutenir l'équilibre entre le travail et la vie familiale en réponse à la COVID-19, cette subvention étant en particulier applicable aux travailleurs touchés par les fermetures d'écoles. La subvention est accordée lorsque les employeurs autorisent les travailleurs qui ont la garde d'enfants à prendre des congés payés (à l'exception des congés annuels légaux payés) pendant la fermeture temporaire d'écoles élémentaires ou d'autres établissements. Selon le gouvernement, à partir d'avril 2020, un montant équivalent aux salaires réguliers versés aux travailleurs, jusqu'à 15 000 yens (142 dollars des États-Unis) par jour, est fourni aux petites et moyennes entreprises (PME). En outre, les travailleurs des PME ont également droit à un système de congés payés pour s'occuper de leur famille. Selon le gouvernement, si le nombre total de jours de congés pris par un travailleur – qui doit s'occuper de sa famille – est de 5 jours ou plus mais de moins de 10 jours, un montant de 200 000 yens (1 890 dollars des États-Unis) est accordé. En revanche, 350 000 yens (3 310 dollars des États-Unis) sont versés si le nombre total de jours de congés pris par un travailleur est égal ou supérieur à 10. La commission note que cette mesure est applicable pour les congés pris entre le 1^{er} avril 2020 et le 31 décembre 2020.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale japonaise (JTUC-RENGO) communiquées avec le rapport du gouvernement. Elle prend note également des observations de la Fédération des entreprises du Japon (NIPPON KEIDANREN) reçues le 29 août 2019.

Article 2 de la convention. Application à toutes les catégories de travailleurs. Travailleurs non réguliers. Dans ses observations précédentes, la commission a prié le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer l'application effective de la convention aux travailleurs non réguliers, tels que les travailleurs sous contrat à durée déterminée, à temps partiel et les travailleurs détachés, dans le secteur privé comme dans le secteur public. Le gouvernement indique dans son rapport que la loi sur les congés pour garde d'enfants, les congés pour soignants et les autres mesures de protection des travailleurs s'occupant d'enfants ou d'autres membres de la famille (loi sur les congés pour garde d'enfants et soins familiaux) a été modifiée par la loi n° 14 de 2017. Les modifications permettent aux travailleurs sous contrat de durée déterminée de prendre un congé pour garde d'enfants, à condition que: 1) le salarié ait été employé par le même employeur de manière continue pendant un an ou plus au moment de la présentation de la demande de congé de garde d'enfants, et 2) qu'il ne soit pas indiqué clairement si le contrat de travail (ou le contrat de travail renouvelé) prendra fin/expirera avant que l'enfant n'atteigne l'âge d'un an et six mois. Les modifications permettent également à un travailleur sous contrat de durée déterminée de prendre un congé pour soins familiaux, à condition que: 1) le travailleur ait été employé par le même employeur de manière continue pendant un an ou plus au moment de la présentation de la demande de congé pour soins familiaux; et 2) qu'il ne soit pas indiqué clairement que le contrat de travail (ou le contrat de travail renouvelé) se terminera/expirera six mois après 93 jours à compter de la date de début du congé pour soins familiaux.

Selon le gouvernement, un dépliant intitulé «Employés sous contrat de durée déterminée ayant droit à un congé pour garde d'enfants et soins familiaux» a été publié en 2018 dans le cadre de la campagne de sensibilisation sur les amendements de 2017. En ce qui concerne les statistiques, le gouvernement indique que: 1) il n'existe pas de statistiques sur le pourcentage de congés familiaux pris par les travailleurs sous contrat de durée déterminée; 2) le pourcentage de congés pour garde d'enfants pris en 2017 par les travailleurs à durée déterminée a été de 7,5 pour cent pour les hommes et de 93 pour cent pour les femmes; 3) en 2017, 242 travailleurs à temps partiel de la fonction publique au niveau national ont pris un congé pour garde d'enfants, dont sept hommes et 235 femmes; 4) la même année, 36 travailleurs à temps partiel de la fonction publique ont pris un congé pour soins familiaux (4 hommes et 32 femmes).

La commission prend note des observations de la JTUC-RENGO selon lesquelles: 1) parmi les femmes qui étaient dans une relation de travail régulière avant la grossesse, seulement 62,2 pour cent l'étaient encore au moment où leur premier enfant avait atteint l'âge d'un an, et la proportion de ces femmes qui ont pris des congés pour s'occuper de leurs enfants a atteint 54,7 pour cent; et 2) au cours du débat qui a conduit aux amendements de 2017, la JTUC-RENGO a fait valoir que les conditions de prise de congé pour les travailleurs sous contrat à durée déterminée devraient être supprimées, et suite à cela, certaines conditions de prise de congé (comme le fait d'indiquer la probabilité de renouvellement des contrats de travail) ont été assouplies.

La commission accueille favorablement les efforts législatifs entrepris par le gouvernement pour renforcer l'application de la convention à tous les travailleurs, quel que soit leur statut contractuel. Toutefois, elle note, à la lumière des statistiques ci-dessus, que le pourcentage de congés pour garde d'enfants pris en 2017 par les travailleurs sous contrat de durée déterminée est sensiblement disproportionné entre les hommes et les femmes et entre les travailleurs réguliers et non réguliers. ***Rappelant que la convention s'applique à toutes les catégories de travailleurs et à toutes les branches de l'activité économique, la commission prie instamment le gouvernement de veiller à ce que la convention s'applique dans la pratique à toutes les catégories de travailleurs, en particulier aux travailleurs non réguliers, et de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur leurs effets. La commission prie également le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour sensibiliser les travailleurs sous contrat de durée déterminée aux amendements de 2017 de la loi sur les congés pour garde d'enfants et soins familiaux. Elle le prie enfin de continuer à fournir des statistiques ventilées par sexe sur le nombre de travailleurs non réguliers qui demandent et obtiennent un congé pour garde d'enfants et soins familiaux dans les secteurs privé et public.***

Article 4 a). Organisation du travail. Longues heures de travail. La commission a précédemment prié le gouvernement de redoubler d'efforts pour réduire les heures de travail afin de permettre aux hommes et aux femmes ayant des responsabilités familiales d'entrer sur le marché du travail et d'y rester. La commission note avec **intérêt** l'adoption en 2018 de la «Législation sur la réforme du mode de travail» qui regroupe les amendements à huit lois, y compris la loi n° 132 de 1966 sur les mesures en faveur de l'emploi, la loi n° 49 de 1947 sur les normes du travail et la loi n° 90 de 1992 sur l'amélioration de l'aménagement du temps de travail, pour s'attaquer notamment au phénomène du «*karoshi*» (décès par surmenage). La loi oblige les employeurs à mettre en œuvre des mesures spécifiques pour limiter les heures de travail des employés afin de garantir que ces derniers prennent leurs congés annuels et de créer ainsi un environnement de travail plus sain et plus souple. En ce qui concerne les heures supplémentaires, la nouvelle loi contient, entre autres mesures, deux règles qui fixent des limites maximales: 1) la règle de la limite de base, qui stipule que les heures supplémentaires ne peuvent dépasser 45 heures par mois ou 360 heures par an; et 2) la règle de la limite prolongée, qui permet aux employeurs de prolonger la limite de base dans des circonstances particulières (par exemple, une période exceptionnellement chargée, un volume inattendu de plaintes de clients ou un changement soudain dans les attentes des produits). La limite prolongée ne peut pas dépasser 100 heures par mois et 720 heures par an; et les employés ne peuvent pas faire, en moyenne, plus de 80 heures supplémentaires par mois. Le nombre de mois pendant lesquels l'employé travaille au-delà de la limite de base ne peut pas dépasser six mois par an. Les entreprises qui enfreignent ces limites s'exposent à une amende pouvant atteindre 300 000 yens (2 660 dollars des États-Unis) par travailleur. La commission note que les cadres hautement qualifiés peuvent être exemptés des nouvelles dispositions relatives aux heures supplémentaires et que, comme la pénurie de main-d'œuvre au Japon est plus grave dans certains secteurs que dans d'autres, les professions suivantes seront exemptées de cette loi pendant cinq ans: les chauffeurs de cars, les ouvriers du bâtiment, les médecins et les salariés employés dans la recherche et le développement de nouvelles technologies. Le ministère de la Santé, du Travail et de la Protection sociale (MHLW) a fixé différents délais de mise en conformité allant du 1^{er} avril 2019 au 1^{er} avril 2023 pour différentes exigences de la loi afin d'accorder aux employeurs suffisamment de temps pour modifier leurs règles de travail et mettre en place des mécanismes de conformité en fonction de la taille de l'entreprise. En sus des limites fixées pour les heures supplémentaires, la loi exige que les travailleurs qui ont droit à au moins dix jours de congé annuel

prennent au moins cinq de ces jours chaque année. Si un employé ne choisit pas volontairement d'utiliser ces jours, il incombe à l'employeur de décider du moment où le congé doit être pris. En outre, les lignes directrices pour la révision des heures de travail (*Guidelines for Improving of Working Hours Arrangement*) ont été révisées pour encourager l'introduction du système d'intervalle entre les équipes en réponse à l'application de la «Législation sur la réforme du mode de travail».

La commission prend note des observations de la NIPPON KEIDANREN indiquant que la limite des heures supplémentaires a été convenue avec les syndicats et que des mesures de sensibilisation ont été prises pour promouvoir la prise de congés payés et les lois révisées sur le temps de travail. Le gouvernement indique en outre qu'en 2017, des inspections ont été effectuées dans 25 676 lieux de travail, et parmi ceux-ci, 11 592 ont reçu des conseils pour corriger et améliorer le travail illégal en heures supplémentaires. La commission accueille favorablement les efforts faits par le gouvernement pour modifier la culture japonaise en matière de longues heures de travail, qui constitue un obstacle majeur à l'application effective de la convention. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures proactives pour assurer à tous les travailleurs l'application effective de la «législation sur la réforme du mode de travail». Elle le prie également de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées pour: i) appliquer strictement les limites des heures supplémentaires introduites en 2019-20; ii) contrôler étroitement le régime qui exempte les cadres qualifiés de la réglementation des heures supplémentaires afin d'éviter les heures de travail excessives; et iii) introduire une limite minimale sur l'intervalle de temps entre la fin d'une journée de travail et le début de la journée de travail suivante. La commission prie le gouvernement de fournir des statistiques sur le nombre de cas où des sanctions ont été imposées aux entreprises qui ne respectent pas les limites maximales d'heures supplémentaires ainsi que sur le nombre de travailleurs affectés par ces violations et le montant des sanctions imposées.**

Article 4 b) et article 5. *Congés et installations de garde d'enfants et d'aide à la famille.* La commission note que les amendements législatifs de 2017 à la loi sur les congés pour garde d'enfants et soins familiaux ont également introduit une série de nouveaux droits à des congés pour les travailleurs réguliers et non réguliers. Ces derniers ont désormais le droit de demander une prolongation de la durée du congé de garde d'enfants jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de deux ans, si l'enfant n'est pas en mesure d'entrer dans une crèche. À cet égard, une série d'initiatives ont été prises pour améliorer l'utilisation des congés de garde d'enfants par les travailleurs masculins, notamment: 1) la mise en place d'un système permettant aux travailleurs masculins de reprendre leur congé parental lorsqu'ils l'ont pris dans les huit semaines suivant l'accouchement; 2) la possibilité d'utiliser le congé parental en totalité ou jusqu'à trois fois, et 3) l'octroi de subventions aux entreprises qui encouragent les travailleurs masculins à prendre un congé parental. Le gouvernement indique qu'en 2017, le pourcentage de travailleurs ayant pris un congé pour garde d'enfants a atteint 5,14 pour cent pour les hommes et 83,2 pour cent pour les femmes, alors qu'en 2014 ce pourcentage était respectivement de 5,2 pour cent et 25,3 pour cent. En 2014, le pourcentage de travailleurs ayant utilisé le congé pour soins familiaux a atteint 1,2 pour cent pour les femmes et 1,1 pour cent pour les hommes, mais ce pourcentage a été respectivement de 2,4 pour cent et 3,1 pour cent en 2017. En outre, la même année, le nombre d'employés à plein temps de la fonction publique locale qui ont pris un congé pour garde d'enfants a été de 46 207 (2 750 hommes et 43 457 femmes), tandis que le nombre de ceux qui ont pris un congé pour soins familiaux a été de 2 816 (819 hommes et 1 997 femmes). La commission note que dans ses observations, la JTUC-RENGO s'est dite préoccupée par le fait que la grande majorité des travailleurs qui prennent un congé pour s'occuper d'un enfant étaient des femmes et qu'une telle situation allait entraîner un retour en arrière quant à la promotion de la participation des femmes à l'activité économique. La JTUC-RENGO ajoute que la proportion d'hommes qui prennent un congé pour garde d'enfants est encore faible par rapport à celle des femmes, le pourcentage de femmes atteignant 82,2 pour cent contre 6,16 pour cent pour les hommes. Cela est principalement dû au problème du nombre d'enfants qui attendent d'entrer dans les garderies agréées. La JTUC-RENGO indique qu'en dépit des plans du gouvernement visant à développer les structures de garde d'enfants, 19 895 enfants étaient sur les listes d'attente des crèches en avril 2018 [...]. La cause principale d'une telle situation est la pénurie de personnel de garde d'enfants et de personnel de soins familiaux et au fait que le niveau de rémunération de ces personnels est inférieur à la rémunération moyenne des travailleurs des autres secteurs (environ 110 000 yens, soit 900 dollars des États-Unis par mois). Bien qu'une augmentation à 3 000 yens (2 000 dollars des États-Unis par mois) ait été décidée en avril 2019 suite à l'adoption du nouveau paquet de politiques économiques («le paquet»), une telle mesure ne sera pas suffisante pour venir à bout de la disparité salariale. La JTUC-RENGO rappelle que le gouvernement est tenu de mettre en œuvre des politiques efficaces pour résoudre rapidement la question des enfants inscrits sur les listes d'attente des garderies et de promouvoir l'utilisation des congés de garde d'enfants par les hommes en fournissant des crèches de qualité en nombre suffisant. Se référant à l'enquête sur la situation de l'emploi du ministère des Affaires intérieures et des Communications de 2017, la JTUC-RENGO déclare que 3 millions des 59,21 millions de travailleurs au Japon dispensent des soins familiaux tout en travaillant. Parmi ces personnes, les hommes représentent 1,27 million de

personnes, tandis que les femmes en représentent 1,73 million. En ce qui concerne les services de congés familiaux, la JTUC-RENGO estime que, pour répondre aux besoins de la population qui est extrêmement vieillissante, il est important d'équilibrer à la fois le travail et les soins familiaux et d'allonger les congés et le temps libre pour les soins familiaux.

Dans sa réponse, le gouvernement indique qu'il a adopté un certain nombre de mesures pour renforcer la création de structures d'accueil des enfants, au nombre desquelles: 1) l'adoption du nouveau paquet de politiques économiques visant à encourager les personnes qui exercent des activités dans des garderies par une augmentation de salaire équivalente à 3 000 yens par mois; 2) la mise en œuvre du «Plan d'accélération pour l'élimination des enfants en attente» dans le cadre duquel 535 000 structures d'accueil pour enfants ont été créées en 2017; 3) le «Plan pour élever les enfants en toute sérénité» adopté en juin 2017, dans le cadre duquel 320 000 structures d'accueil pour enfants vont être créées d'ici à la fin de 2020; et 4) le «Plan global d'accueil des enfants après l'école» qui vise à créer une capacité supplémentaire d'environ 250 000 enfants pour la période de 2019 à 2021. Selon le gouvernement, en avril 2018, 27 916 places de garderie ont été créées et 2 505 enfants ont été inscrits. En outre, afin d'améliorer les installations postsecondaires, une capacité supplémentaire totale d'environ 300 000 places pour enfants sera garantie d'ici la fin de 2023.

Compte tenu de ce qui précède, la commission accueille favorablement l'action du gouvernement visant à promouvoir un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée en étendant les droits au congé aux travailleurs réguliers comme non réguliers et en permettant une meilleure répartition du congé pour garde d'enfants et du congé pour soins familiaux, en particulier pour les hommes. Toutefois, elle note que, dans la pratique: i) ce sont les femmes qui finissent par prendre la majorité de ces congés; ii) une majorité de femmes se retirent du marché du travail après la naissance de leur premier enfant; et iii) les femmes ne rejoignent la population active qu'après la naissance de leur enfant et la réduction de la charge que représente l'éducation des enfants ou pour s'occuper de parents vieillissants, souvent en tant que travailleurs non réguliers. En outre, la commission note que, bien que le gouvernement ait promis d'éliminer d'ici 2018 les longues listes d'attente pour les garderies agréées, il a dû reporter la réalisation de cet objectif à mars 2021, et elle note qu'il s'agit d'un phénomène encore aggravé par la pénurie de personnel dans les garderies et le coût de ces services. À cet égard, elle rappelle que le manque de services de garde de qualité et abordables a été identifié par les hommes et les femmes comme l'un des plus grands défis pour les femmes ayant des responsabilités familiales et exerçant un travail rémunéré; s'ajoute à cela la rigidité des horaires de ces services. Se référant à son Observation générale de 2019, la commission souhaite souligner qu'il est essentiel que les travailleurs ayant des responsabilités familiales aient accès à des structures de garde d'enfants et de soins familiaux répondant aux besoins des enfants de différents âges, à des soins après l'école, à des soins pour les personnes en situation de handicap et pour les personnes âgées, et que ces structures soient abordables, accessibles à domicile et au travail, adaptées aux horaires de travail et qu'elles dispensent des soins de qualité. **La commission prie donc instamment le gouvernement de continuer à prendre des mesures proactives pour résoudre efficacement: i) les problèmes qui découragent l'emploi des femmes; ii) la question des stéréotypes sexistes, afin que davantage d'hommes soient encouragés à profiter effectivement des nouveaux congés pour la garde d'enfants et les soins familiaux; et iii) la question du manque de possibilités/incitations pour les femmes à rejoindre le marché du travail et à y rester. Elle prie également le gouvernement de faire rapport sur les progrès accomplis pour atteindre d'ici mars 2021 l'objectif de la suppression des listes d'attente afin de faciliter l'inscription des enfants dans les garderies et sur les mesures prises pour étendre la couverture des services et installations de soins aux autres membres de la famille dépendants, ainsi que sur les résultats obtenus. La commission prie le gouvernement de fournir des statistiques, ventilées par sexe et par catégorie de travailleurs (réguliers, non réguliers), sur la mesure dans laquelle les hommes et les femmes qui travaillent font usage de leurs droits au congé à la suite des modifications apportées aux dispositions pertinentes de la loi n° 14 sur les congés pour garde d'enfants et soins familiaux.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Jordanie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1966)

Article 1 a) de la convention. Prestations supplémentaires dans la fonction publique. La commission rappelle que l'article 25(b) du règlement n° 82 de 2013 sur la fonction publique prévoit que les allocations familiales sont octroyées à un homme marié et, dans des cas exceptionnels, à une femme si son mari est frappé d'incapacité, (si elle a la charge de ses enfants, ou si elle est divorcée et ne reçoit pas de pension alimentaire pour ses enfants de moins de 18 ans), ce qui constitue une discrimination directe en matière

de rémunération contraire à la convention (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 693). La commission prend note de l'indication du gouvernement, dans son rapport, selon laquelle les allocations familiales ne reposent pas sur une discrimination fondée sur le sexe, mais sont versées au «soutien de famille», homme ou femme. À cet égard, elle souhaite attirer l'attention sur la possibilité de permettre aux deux conjoints de choisir qui bénéficiera de ces allocations, plutôt que de partir du principe qu'elles doivent être systématiquement versées au principal «soutien de famille», et seulement dans des situations exceptionnelles à l'autre conjoint. **La commission rappelle qu'elle soulève cette question depuis 2001, et elle demande au gouvernement de bien vouloir préciser si le libellé de l'article 25(b) du règlement n° 82 de 2013 accorde expressément les allocations familiales au principal «soutien de famille», qu'il soit homme ou femme. Si la disposition présume que l'homme est le «soutien de famille» et que les femmes n'ont droit aux allocations familiales que dans des circonstances exceptionnelles, la commission prie instamment le gouvernement de prendre sans tarder des mesures visant à modifier le règlement et faire en sorte que les femmes et les hommes aient droit à toutes les allocations, y compris les allocations familiales, sur un pied d'égalité. Il est demandé au gouvernement de fournir une copie du règlement n° 82 de 2013.**

Article 1 b). *Égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Législation.* Depuis 2001, la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de donner pleinement expression dans la législation au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de *valeur égale*. Dans sa précédente observation, la commission avait accueilli favorablement les recommandations figurant dans l'examen de la législation du NSCPE et celles de l'atelier de juillet 2013 visant à modifier les dispositions de la loi de 1996 sur le travail et de la loi transitoire de 2010. Les amendements proposés prévoient l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de *valeur égale*, «y compris lorsque ce travail est de nature différente», et font référence à l'utilisation de méthodes d'évaluation objective des emplois pour déterminer si des emplois sont de *valeur égale*. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'article 2 du Code du travail a été modifié pour tenir compte du concept de discrimination salariale fondée sur le sexe. Le gouvernement indique qu'une peine pouvant aller jusqu'à 1 500 dinars jordaniens peut être infligée en cas de violation de cette disposition. La commission note avec **satisfaction** que l'article 2 du Code du travail, modifié par la loi n° 14 de 2019, définit la non-discrimination en matière de rémunération comme l'application du principe de légalité de rémunération pour un travail de *valeur égale*, quel que soit le genre de la personne. **La commission prie le gouvernement: i) de fournir des informations sur l'application de l'article 2 du Code du travail, tel que modifié par la loi n° 14 de 2019, dans la pratique, y compris le nombre et la nature des violations constatées par les inspecteurs du travail; et ii) d'indiquer comment il est garanti que cet article permet un large champ de comparaison qui comprend le travail «égal», le «même» travail et le travail «similaire» mais va au-delà en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de valeur égale.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1963)

Article 1 de la convention. *Protection des travailleurs contre la discrimination. Législation.* Précédemment, la commission avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations formulées par le Comité directeur national pour l'égalité de rémunération (NSCPE) en lien avec la convention, en vue de définir et d'interdire expressément la discrimination directe et indirecte fondée au minimum sur tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, dans tous les aspects de l'emploi et de la profession, et couvrant tous les travailleurs. La commission rappelle qu'aucune disposition de la loi n° 8 de 1996 sur le travail ne définit ni n'interdit expressément la discrimination directe et indirecte fondée sur tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Notant que le rapport du gouvernement ne contient aucune information à cet égard, la commission souhaiterait rappeler que, lorsque des dispositions légales sont adoptées pour donner effet au principe de la convention, celles-ci devraient comprendre au minimum tous les motifs de discrimination énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 853). **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires sans délai en vue de modifier la loi sur le travail afin: i) d'interdire toute discrimination directe et indirecte, fondée sur au minimum tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, à l'égard de tous les aspects de l'emploi et de la profession; et ii) de couvrir toutes les catégories de travailleurs de l'économie formelle et de l'économie informelle, y compris les travailleurs domestiques.**

Article 1, paragraphe 1 a). *Discrimination fondée sur le sexe. Harcèlement sexuel.* S'agissant de l'adoption d'une définition et d'une interdiction du harcèlement qui relève du chantage sexuel

(harcèlement *quid pro quo*) ou de harcèlement sexuel en lien avec un environnement de travail hostile, la commission note de l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle, en 2019, un guide de sensibilisation au harcèlement sexuel sur le lieu de travail a été élaboré entre les partenaires sociaux et l'inspection du travail. Ce guide prévoit une définition de la violence et du harcèlement sexuel sur le lieu de travail et décrit les formes qu'ils peuvent prendre et les mécanismes pour y faire face, en particulier par les employeurs, en mettant l'accent sur la responsabilité de l'employeur de fournir un environnement de travail sûr et adéquat aux travailleurs. Le gouvernement fait également état de: 1) l'élaboration et l'adoption d'une politique d'orientation relative à la protection contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail, selon laquelle les employeurs s'engagent à offrir un environnement de travail sûr, sain et exempt de toute forme de violence menaces de violence, discrimination, harcèlement, intimidation et tout autre comportement abusif; et 2) l'introduction d'une clause particulière dans le règlement intérieur de l'entreprise, l'obligeant à adopter une politique de protection contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail – faute de quoi le règlement intérieur ne sera pas validé par l'inspection du travail. La commission note que l'article 28 (i) de la loi sur le travail prévoit que l'employeur peut licencier l'employé sans préavis s'il attaque l'employeur, le dirigeant responsable, l'un de ses supérieurs, tout salarié ou toute autre personne pendant le travail, en l'agressant physiquement ou en l'humiliant. L'article 29 (f) prévoit également que l'employé peut quitter son travail sans préavis tout en conservant ses droits légaux liés à la cessation de service ainsi qu'à l'indemnisation des dommages si l'employeur ou son représentant l'agresse pendant le travail physiquement ou l'humilie. La commission souhaite attirer l'attention du gouvernement sur l'importance d'utiliser une terminologie non sexiste pour éviter de perpétuer des stéréotypes. Elle note que les articles 296 à 299 du Code pénal (loi n° 16 de 1960) prévoient une peine d'emprisonnement en cas d'«agression sexuelle», de délit de «flirt ou comportement indécent», de «conduite immorale» et de «conduite immorale en public» mais ne donnent pas de définition claire du harcèlement sexuel. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle la Commission nationale des affaires féminines travaille sur un certain nombre d'amendements à la loi sur le travail visant à introduire l'obligation pour les employeurs d'élaborer une politique de lutte contre le harcèlement sur le lieu de travail. En l'absence de définition globale et d'interdiction du harcèlement sexuel dans la législation du travail, la commission rappelle qu'il est important de prendre des mesures efficaces pour prévenir et interdire le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 789). **La commission prie donc le gouvernement: i) d'intensifier ses efforts pour faire en sorte qu'une définition complète et une interdiction claire des deux formes de harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession (harcèlement *quid pro quo* et environnement de travail hostile) soient introduites dans la loi sur le travail et que, dans le cadre de ce processus, une terminologie non sexiste soit utilisée; ii) de continuer à prendre des mesures préventives, y compris des initiatives de sensibilisation sur le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession et sur la stigmatisation sociale attachée à cette question, auprès des travailleurs, des employeurs et de leurs organisations respectives, ainsi que des responsables de l'application des lois, en précisant les procédures et les voies de recours disponibles; et iii) fournir des informations sur le nombre, la nature et l'issue de toute plainte ou cas de harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession détectés par les inspecteurs du travail et traités par les tribunaux ou tout autre organe.**

Article 5. Mesures spéciales de protection. Restrictions à l'emploi des femmes. La commission a précédemment demandé au gouvernement de saisir l'opportunité offerte par la révision de la législation en cours pour modifier l'article 69 de la loi sur le travail et l'ordonnance n° 6828 du 1^{er} décembre 2010, de manière à ce que les restrictions, quelles qu'elles soient, à l'emploi des femmes se limitent aux exigences liées à la maternité au sens strict du terme et qu'elles ne reposent pas sur des stéréotypes quant aux aptitudes professionnelles des femmes et à leur rôle dans la société, sinon elles seraient contraires à la convention et constitueraient des obstacles au recrutement et à l'emploi des femmes. Le gouvernement indique qu'un projet de loi modifiant la loi sur le travail, y compris l'article 69, a été soumis à la Chambre des députés pour adoption et qu'il est toujours devant le Parlement. **La commission prie le gouvernement de revoir son approche quant aux restrictions à l'emploi des femmes et à prendre les mesures nécessaires pour que l'article 69 du Code du travail et l'ordonnance n° 6828 soit modifiés pour veiller à ce que toute restriction concernant les travaux pouvant être accomplis par des femmes soit limitée à la protection de la maternité au sens strict et ne soit pas fondée sur des représentations stéréotypées de leurs capacités et de leur rôle social. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Kazakhstan

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 2001)

Articles 1 et 2. Écart de rémunération entre hommes et femmes. La commission avait précédemment prié le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures prises ou envisagées pour: 1) réduire l'écart salarial significatif entre les hommes et les femmes; et 2) améliorer l'accès des femmes à un éventail plus large d'emplois, y compris dans des postes de niveau plus élevé et dans des professions mieux rémunérées, de même que dans les secteurs dans lesquels les femmes sont actuellement sous-représentées ou absentes, en vue de réduire les inégalités de rémunération entre hommes et femmes sur le marché du travail. La commission avait également prié le gouvernement de communiquer des statistiques détaillées et actualisées comparables sur les gains des hommes et des femmes, ventilées par sexe et par branche d'activité et catégorie professionnelle. La commission prend note des informations selon lesquelles en 2019: 1) la rémunération mensuelle moyenne nominale d'un travailleur est de 186 800 tenge (KZT); 2) pour les hommes, le chiffre est de 222 500 KZT, tandis que pour les femmes, il s'élève à 150 800 KZT – c'est-à-dire que la rémunération des femmes représente 67,7 pour cent de celle des hommes; et 3) lorsque le travail présente les mêmes caractéristiques en termes de qualifications et de lieu de travail, le salaire des hommes et des femmes est le même. La commission note également les nombreuses informations statistiques fournies par type d'activité économique concernant, entre autres: le nombre d'employés, leur salaire, l'indice des salaires mensuels moyens et réels, le nombre d'employés et leurs salaires par région, la moyenne salaire mensuel et indice de salaire réel par région, salaire mensuel moyen et nombre d'employés de l'industrie par type d'activité économique, etc. Enfin, la commission note que le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), dans ses observations finales, s'est dit préoccupé par le fait que l'écart de rémunération important entre les sexes (34 pour cent) et la ségrégation horizontale et verticale sur le marché du travail entravent la pleine réalisation de l'égalité au travail (CEDAW/C/KAZ/CO/5, 12 novembre 2019, paragr. 37, b)). La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement, qui indiquent toutes que l'écart de rémunération entre hommes et femmes dans le pays est toujours important. **La commission réitère donc sa demande et prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures concrètes prises pour améliorer l'accès des femmes à éventail plus large d'emploi, y compris dans des postes de niveau plus élevé et dans des professions mieux rémunérées, de même que dans les secteurs dans lesquels les femmes sont actuellement sous-représentées ou absentes, en particulier dans les secteurs industriels où les salaires sont supérieurs à la moyenne nationale, comme le pétrole et le gaz, les mines et la transformation, les transports et la construction, etc.**

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1999)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 30 septembre 2020 sur la persistance des stéréotypes sexistes, la définition de la discrimination dans le droit national et les motifs de discrimination interdits, les lacunes dans la protection contre la discrimination et l'application de la loi, la discrimination dans les annonces d'emploi, les cas de victimisation et la violence au travail. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires à ce sujet.**

Article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Motifs de discrimination interdits. Dans son commentaire précédent, la commission avait prié le gouvernement: 1) d'indiquer les raisons pour lesquelles le motif de la couleur avait été omis lors de la révision de la législation et de saisir l'opportunité offerte par toute future révision du Code du travail de 2015 pour intégrer à l'article 6(2) la couleur parmi les motifs de discrimination interdits; et 2) de donner des informations détaillées sur les mesures prises pour assurer dans la pratique une protection effective contre la discrimination fondée sur les motifs énumérés dans la convention, y compris la couleur. Dans son rapport, le gouvernement indique que le ministère du Travail et de la Protection sociale (MTPS) s'emploie à améliorer en permanence la législation du travail. **La commission veut croire que le gouvernement saisira l'opportunité d'une prochaine révision du Code du travail pour intégrer le motif de la couleur à la liste des motifs de discrimination expressément interdits par la législation. En attendant, elle le prie de donner des informations détaillées sur les mesures prises pour assurer, dans la pratique, une protection effective contre la discrimination fondée sur les motifs énumérés dans la convention, y compris la couleur.**

Article 2. Égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. Dans son précédent commentaire, la commission avait instamment prié le gouvernement de fournir: 1) des informations détaillées sur les mesures prises afin de promouvoir et d'assurer dans la pratique l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession dans un large éventail de professions, notamment dans des emplois de niveau supérieur et offrant des perspectives de carrière; et 2) des informations sur la répartition des hommes et des femmes dans les différents programmes de formation professionnelle ainsi que dans l'enseignement. La commission note les informations fournies par le gouvernement sur les mesures prises à l'égard des femmes, notamment le nombre de femmes, au 1^{er} septembre 2020, qui ont bénéficié de programmes, de cours à court-terme et de prêts pour le lancement de leur entreprise. La commission note également que le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), dans ses observations finales, accueille favorablement: 1) la représentation accrue des femmes dans le système judiciaire et à différents niveaux de l'exécutif et de la participation accrue des femmes aux partis politiques; et 2) les progrès accomplis dans la promotion de l'accès des femmes à l'emploi. La commission relève que le gouvernement a élaboré un second Plan d'action 2020-2022 relatif à la politique familiale et à l'égalité des genres. Elle note que, selon le CEDAW, ce nouveau plan devrait recentrer le cadre conceptuel de l'État sur la promotion et l'autonomisation des femmes et mettre en œuvre une solide politique d'égalité des genres. La commission note toutefois également les préoccupations exprimées par le CEDAW en ce qui concerne: a) le report à 2030 de la pleine réalisation de l'objectif de 30 pour cent de représentation des femmes aux postes de décision; b) la sous-représentation des femmes au niveau ministériel, dans le service extérieur, dans les forces armées et dans les administrations locales; c) la faible représentation des femmes au Sénat (10,6 pour cent), qui est présidé par une femme, et à la tête des organes représentatifs locaux (*maslikhat*); d) la faible représentation des femmes dans les organes directeurs des partis politiques; e) le manque de données ventilées sur la participation politique des femmes; f) les différences régionales dans la représentation politique des femmes; g) les stéréotypes sexistes discriminatoires qui entravent la participation des femmes à la vie politique et publique; h) les rapports de discrimination dans l'emploi et de harcèlement sexuel sur le lieu de travail, exacerbés par des stéréotypes sexistes persistants; i) la concentration des femmes dans les secteurs traditionnels et faiblement rémunérés de l'économie et un plafond de verre qui empêche la plupart des femmes d'accéder à des postes de direction; j) l'accès limité à l'emploi et aux régimes de sécurité sociale pour les groupes de femmes défavorisés, tels que les femmes migrantes, les travailleuses domestiques, les femmes rurales et les femmes handicapées (CEDAW/C/KAZ/CO/5. 12 novembre 2019. para. 15. 21. 29 et 37). Par ailleurs, la commission rappelle qu'elle avait pris note précédemment, de la loi de 2009 sur les garanties publiques en matière d'égalité de droits et de chances entre hommes et femmes et de la Stratégie pour l'égalité de genre 2006-2016, dont les objectifs comprennent notamment la représentation égale des femmes et des hommes dans les organes exécutifs et législatifs et aux postes de décision, l'expansion de l'entrepreneuriat féminin et l'accroissement de la compétitivité des femmes sur le marché du travail. **La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations, y compris des statistiques ventilées par sexe: i) sur l'impact des mesures prises notamment dans le cadre de la loi de 2009 sur les garanties publiques pour promouvoir et assurer dans la pratique l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes dans l'emploi et la profession, dans un large éventail de professions, notamment dans des emplois de niveau supérieur et offrant des perspectives de carrière; et ii) sur la répartition des hommes et des femmes dans les différents programmes de formation professionnelle ainsi que dans l'enseignement. Enfin, la commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées dans le cadre du second Plan d'action 2020-2022 pour mettre en œuvre le principe d'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes consacré par la convention.**

Égalité de chances et de traitement des minorités nationales, ethniques et religieuses. Dans son précédent commentaire, la commission avait instamment prié le gouvernement: 1) de fournir des informations sur les conditions d'accès des minorités nationales, ethniques et religieuses aux différentes professions de la fonction publique, en particulier relativement aux exigences linguistiques, et 2) de prendre les mesures nécessaires pour recueillir et analyser des données, ventilées par secteur d'activité et profession, illustrant la répartition des hommes et des femmes appartenant aux diverses minorités dans les secteurs public et privé, ainsi que leur participation aux différents niveaux de la formation professionnelle et de l'enseignement. Notant avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient pas de réponse précise aux questions précédemment posées, la commission se voit dans l'obligation de réitérer sa demande. **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement: i) de fournir des informations sur les mesures prises sur les conditions d'accès des minorités nationales, ethniques et religieuses aux différentes professions de la fonction publique, en particulier les exigences sur le plan linguistique; et ii) de prendre les mesures nécessaires pour recueillir et analyser des données, ventilées par secteur d'activité et profession, illustrant la répartition des hommes et des femmes appartenant aux**

diverses minorités dans les secteurs public et privé. ainsi que leur participation aux différents niveaux de la formation professionnelle et de l'enseignement.

Articles 2 et 3. *Politique nationale d'égalité.* La commission prend note des avancées suivantes saluées par le CEDAW: 1) l'adoption en 2019 du Plan national pour la période allant jusqu'en 2025 pour garantir les droits et améliorer les moyens de subsistance des personnes en situation de handicap; 2) la tenue en 2018 d'un forum pour les femmes rurales visant, entre autre, à promouvoir l'entrepreneuriat féminin; et 3) la mise en œuvre du programme intitulé «Femmes dans les affaires», mené conjointement avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, qui vise à fournir des crédits concessionnels aux entreprises dirigées par des femmes (CEDAW/C/KAZ/CO/5, 12 novembre 2019, para. 5). **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes prises pour mettre en œuvre ces divers programmes et sur l'impact de ces mesures sur la situation professionnelle des personnes en situation de handicap et des femmes rurales et sur le développement de l'entrepreneuriat féminin.**

Article 5. *Mesures spéciales de protection. Restrictions concernant l'emploi des femmes.* Dans son précédent commentaire, tout en prenant note du souhait du gouvernement de protéger la santé des femmes et leur sécurité, la commission l'avait instamment prié: 1) de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'égalité de chances ainsi qu'une protection égale sur les plans de la santé et de la sécurité entre les hommes et les femmes, et de revoir la liste des métiers interdits aux femmes actuellement en vigueur afin que les mesures de protection des femmes dans l'emploi soient limitées à la protection de la maternité au sens strict du terme et ne soient pas le reflet de stéréotypes de genre sur les aptitudes professionnelles et le rôle dans la société et dans la famille; et 2) de fournir des informations sur les mesures prises pour consulter les organisations de travailleurs et d'employeurs et sur les résultats de telles consultations. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le MTPS a mis à jour la liste des emplois que les femmes ne peuvent pas occuper, afin de la mettre en conformité avec les conditions de travail contemporaines, qui se sont améliorées dans un nombre important de lieux de travail, et leur garantir l'accès à des emplois qui ne présentent pas de danger pour leur santé grâce à l'automatisation et aux innovations technologiques. Le gouvernement précise que cette liste a été réduite de 33 pour cent et qu'elle continuera d'être raccourcie et mise à jour au fur et à mesure des progrès scientifiques et techniques. La commission accueille favorablement les efforts du gouvernement pour réduire progressivement la liste des emplois interdits aux femmes. **La commission prie le gouvernement d'indiquer dans quelle mesure les partenaires sociaux sont consultés, lors du processus de révision de cette liste, et de communiquer copie de la liste révisée. Le gouvernement est également prié de fournir des informations sur les emplois dont l'accès est désormais ouvert aux femmes et de préciser si la suppression des interdictions d'emploi a fait l'objet de campagnes d'information.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Koweït

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1966)

Article 1 de la convention. *Définition et interdiction de la discrimination dans l'emploi et la profession. Législation et pratique.* Depuis un certain nombre d'années, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour interdire de manière explicite toute discrimination, directe ou indirecte, fondée sur la race, le sexe, la couleur, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, dans tous les aspects de l'emploi et la profession, à savoir l'accès à la formation professionnelle, à l'emploi ou aux différentes professions et les conditions d'emploi, et à l'égard de tous les travailleurs nationaux ou étrangers, de toutes les branches d'activité, des secteurs public ou privé, dans l'économie formelle et l'économie informelle. Le gouvernement indique dans son rapport que l'article 2 de la loi n° 6 de 2010 sur le travail, qui prévoit que «les dispositions de la présente loi s'appliqueront à tous les travailleurs du secteur privé», et l'article 6 de cette même loi, qui prévoit que «sans préjudice de tous avantages ou droits plus favorables qui seraient accordés ou conférés aux travailleurs par des contrats individuels ou collectifs ou des règlements spéciaux appliqués par l'employeur, qui résulteraient de coutumes propres à une profession ou encore, qui auraient un caractère général, les dispositions de la présente loi établissent le niveau minimum des droits des travailleurs», établissent le principe de l'égalité de traitement entre tous les travailleurs. Le gouvernement indique également que l'article 46 prévoit qu'«il ne peut être mis fin au service d'un travailleur sans une justification ou en raison de son activité dans un syndicat ou parce qu'il revendique des droits reconnus par la loi conformément aux dispositions de la présente loi. Il ne peut être mis fin au service d'un travailleur pour des raisons de genre, de race ou de religion». La commission note dûment que l'article 46 interdit la

discrimination en matière de licenciement sur la base de trois motifs, à savoir le genre, la race et la religion. À cet égard, la commission rappelle que l'interdiction de la discrimination dans l'emploi et la profession doit s'appliquer à tous les aspects de l'emploi et la profession et doit couvrir les sept motifs de discrimination interdits mentionnés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention. **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour: i) interdire expressément dans la loi sur le travail toute discrimination directe ou indirecte fondée sur la race, le sexe, la couleur, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, dans tous les aspects de l'emploi et de la profession, y compris le recrutement, et à l'égard de tous les travailleurs; ii) assurer que, dans la pratique, tous les travailleurs sont protégés contre toutes les formes de discrimination dans l'emploi et la profession. Elle le prie de fournir des informations complètes à cet égard.**

Article 1, paragraphe 1 a). Discrimination fondée sur le sexe. Harcèlement sexuel. La commission rappelle que le gouvernement avait fait référence, dans un précédent rapport, aux articles 191 et 192 du Code pénal qui érigent en infraction passible de sanctions le fait de «deshonorer une autre personne sous la menace, par la force ou par la tromperie». Depuis un certain nombre d'années, la commission souligne qu'en général les poursuites pénales ne suffisent pas pour éliminer le harcèlement sexuel en raison du caractère sensible de cette question, de la charge de la preuve qui est difficile à apporter et du fait que le droit pénal met généralement l'accent sur l'agression sexuelle ou les «actes immoraux», et non sur l'ensemble des comportements constituant le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentale paragr. 792). Dans son précédent commentaire, elle avait prié par conséquent le gouvernement d'adopter des dispositions: 1) définissant et interdisant le harcèlement sexuel qui s'apparente à un chantage («quid pro quo») ainsi que le harcèlement dû à un environnement de travail hostile; et 2) prévoyant des réparations et des sanctions. En l'absence d'information nouvelle sur ces points, la commission rappelle une nouvelle fois, d'une part, que les dispositions en question du Code pénal ne permettent pas de couvrir tout l'éventail des comportements qui constituent un harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession et, d'autre part, que les poursuites pénales ne suffisent pas en général pour éliminer le harcèlement sexuel dans ces domaines spécifiques. La commission rappelle également que le harcèlement sexuel est une forme grave de discrimination fondée sur le sexe, en même temps qu'une violation des droits de l'être humain, et qu'il impose de prendre des mesures efficaces à des fins de prévention et d'élimination, ces mesures devant viser aussi bien le harcèlement qui s'apparente au chantage sexuel (*quid pro quo*) que le harcèlement qui résulte d'un environnement de travail hostile (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 789). La commission note en outre que, dans ses observations finales de 2017, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) se déclarait préoccupé par l'absence de dispositions légales incriminant le harcèlement sexuel sur le lieu de travail et recommandait de modifier la loi sur le travail dans le secteur privé, la loi sur la fonction publique et la loi sur les forces de police afin que le harcèlement sexuel sur le lieu de travail puisse être poursuivi pénalement et que des voies de recours soient ouvertes aux victimes de harcèlement (CEDAW/C/KWT/CO/5, paragr. 36 et 37). **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que la loi sur le travail comporte une définition complète et exprime une interdiction expresse du harcèlement sexuel sous ses deux formes (celle qui s'apparente à un chantage sexuel comme celle qui résulte d'un environnement de travail hostile). Elle le prie également: i) de prendre des mesures de prévention, notamment à travers des campagnes de sensibilisation à la question du harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession et à la stigmatisation sociale qui découle de tels agissements, auprès des travailleurs, des employeurs et de leurs organisations respectives, et des autorités chargées de contrôler l'application de la loi, sans omettre de prévoir des procédures, des réparations et des sanctions; et ii) de fournir des informations sur le nombre, la nature et l'issue de tous cas de harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession traités par l'inspection du travail, les tribunaux ou toute autre autorité compétente.**

Travailleurs migrants. Système de parrainage. La commission a noté précédemment que le système de parrainage (*kafala*) ayant cours dans le pays, système selon lequel les travailleurs migrants se trouvent dans une situation qui les lie à leur employeur sur le plan légal du fait qu'il est leur garant pour l'obtention d'un visa, n'a toujours pas été aboli. Elle avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètement prises ou envisagées afin que ce système de parrainage soit revu. Elle note que le rapport du gouvernement ne contient pas d'information sur ce point. À cet égard, elle note que, dans ses observations finales de 2017, la CEDAW a recommandé que le gouvernement «poursuive les efforts visant à abolir complètement le système *kafala* (de parrainage)» (CEDAW/C/KWT/CO/5, paragr. 37). La commission tient à souligner qu'elle considère qu'un système d'emploi de travailleurs migrants, qui place ces travailleurs dans une situation particulièrement vulnérable et offre aux employeurs la possibilité d'exercer un pouvoir disproportionné à leur encontre, peut donner lieu à une discrimination fondée sur les motifs prévus par la convention, y compris la race, la couleur, l'ascendance nationale ou le sexe (voir

Étude d'ensemble de 2012, paragr. 779). **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures proactives pour assurer à tous les travailleurs migrants, y compris les travailleuses migrantes, une protection effective contre la discrimination fondée sur tous les motifs énumérés par la convention, à savoir la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'origine sociale et l'ascendance nationale. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations statistiques sur le nombre des travailleurs et des travailleuses qui ont déposé des plaintes contre leur employeur ou leur parrain pour des motifs de discrimination et d'abus, et sur les suites de ces plaintes, en indiquant les cas dans lesquels les intéressé(e)s ont demandé et ont obtenu un changement d'emploi.**

Personnes apatrides ou résidents sans nationalité (Bidouns). Dans ses précédents commentaires, la commission avait demandé au gouvernement de fournir: 1) des informations sur les résultats de la mise en œuvre de la feuille de route adoptée par le Conseil des ministres (résolution n° 1612/2010); 2) des informations sur les mesures prises pour que toutes les personnes apatrides ou résidents sans nationalité (*Bidouns*) soient protégées, en matière d'emploi et de profession (y compris en matière d'accès à l'emploi ou à différentes professions), contre toute discrimination fondée sur l'un quelconque des motifs énumérés dans la convention; et 3) des statistiques sur le nombre des *Bidouns* qui vivent dans le pays et sur leur situation en matière d'emploi. Le gouvernement indique que le système central chargé des personnes apatrides ou résidents sans nationalité au sens de la loi n° 68 de 2015 – personnes auxquelles le gouvernement se réfère par les termes «résidents illégaux» – s'emploie activement à la mise en œuvre de la feuille de route, en plus des services qu'il assure aux les personnes apatrides sur les plans civil, culturel et social. Le gouvernement ajoute qu'en vertu de la décision n° 309 de 2011 du Conseil des ministres, le système central assure de nombreux services au bénéfice des «résidents illégaux», notamment l'éducation gratuite, des soins médicaux gratuits et la délivrance de tous documents officiels (certificats de naissance et certificats de décès, contrats de mariage et contrats de divorce et certificats d'authenticité). Le système central collabore avec l'administration (Diwan), l'Autorité publique, la Fédération des sociétés coopératives et les Autorités portuaires du Koweït. Cette collaboration permet de trouver des emplois pour les personnes apatrides répondant aux besoins du marché du travail. Selon le gouvernement, en 2018, 324 personnes apatrides ont été engagées dans des organismes gouvernementaux et 600 autres ont été engagées par la Société des pétroles du Koweït et ses entreprises. En outre, grâce à la collaboration du ministère de la Défense, certaines de ces personnes ont été engagées dans des organismes militaires. La commission prend note des mesures prises par le gouvernement pour procurer des emplois aux personnes apatrides et résidents sans nationalité mais elle souligne que le gouvernement n'indique pas comment ces personnes sont protégées contre la discrimination dans l'emploi et la profession. **La commission prie le gouvernement: i) de prendre les mesures nécessaires pour assurer que, dans la pratique, toutes les personnes apatrides ou résidents sans nationalité (Bidouns) sont protégées contre toute discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur l'un quelconque des motifs prévus par la convention, en ce qui concerne l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'emploi; ii) de donner des informations plus détaillées sur les résultats de la mise en œuvre de la feuille de route adoptée par le Conseil des ministres (résolution n° 1612/2010).**

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, La commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

Article 2. Politique nationale d'égalité. En l'absence d'information sur les progrès accomplis dans l'adoption d'une politique nationale d'égalité, la commission rappelle que: 1) l'obligation première à laquelle souscrivent les États qui ratifient la convention est de formuler et appliquer une politique nationale visant à promouvoir, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux usages nationaux, l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession, afin d'éliminer toute discrimination en cette matière; et 2) la mise en œuvre d'une politique nationale d'égalité suppose l'adoption d'un éventail de mesures spécifiques qui combine généralement mesures législatives et administratives, conventions collectives, politiques publiques, mesures positives, mécanismes de règlement des différends, mécanismes de contrôle, organismes spécialisés, programmes pratiques et activités de sensibilisation (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 841 et 848). **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour élaborer, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, et adopter une politique nationale d'égalité couvrant tous les travailleurs et visant à éliminer toute discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur l'un quelconque des motifs prévus par la convention. La commission prie le gouvernement de donner des informations sur les progrès enregistrés à cet égard.**

Article 5. Mesures spéciales de protection. Travail interdit aux femmes. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que, selon les indications données par le gouvernement, les articles 22 et 23 de la loi sur le travail, qui interdisent - sous réserve de certaines exceptions - l'emploi des femmes de nuit ou à tout travail dangereux, pénible, préjudiciable à la santé ou contraire à la moralité publique, ont pour but de protéger les travailleuses d'une manière générale et, en particulier, les travailleuses enceintes. La commission avait prié le gouvernement de faire en sorte que les mesures spéciales de protection des femmes soient limitées à ce qui est strictement nécessaire pour protéger la maternité ou que ces mesures soient fondées sur des évaluations des risques pour la sécurité et la santé des personnes intéressées et qu'elles ne constituent pas un obstacle à l'accès à l'emploi. Le rapport du gouvernement ne contient pas d'informations sur ce point, si ce n'est une référence aux dispositions du chapitre 4 relatives à la protection de la maternité et à la santé et la sécurité au travail. À nouveau, la commission tient à rappeler que les mesures de protection adoptées en faveur des femmes peuvent être globalement classées en deux catégories: d'une part, celles qui visent à protéger la maternité au sens strict et qui relèvent à ce titre de l'article 5 et, d'autre part, celles qui ont pour finalité d'assurer de manière générale la protection des femmes en tant que telles et reposent quant à elles sur des représentations stéréotypées de leurs capacités et de leur rôle social. Ce type de mesures est contraire à la convention et constitue autant d'obstacles au recrutement et à l'emploi des femmes. La commission rappelle également qu'elle considère qu'il importe par ailleurs que les dispositions relatives à la protection des personnes travaillant dans des conditions dangereuses ou difficiles visent à protéger la santé et la sécurité des hommes comme des femmes tout en tenant compte des différences qui font que chacun d'eux est exposé, en matière de santé, à des risques spécifiques (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 839-840). Par conséquent, ces restrictions, le cas échéant, doivent être justifiées et fondées sur des preuves scientifiques et, lorsqu'elles existent, elles doivent être réexaminées périodiquement à la lumière de l'évolution technologique et du progrès scientifique, afin de déterminer si elles sont encore nécessaires à des fins de protection. **La commission prie instamment le gouvernement: i) de revoir son approche concernant les restrictions à l'emploi des femmes à la lumière des principes susmentionnés et de veiller à ce que les mesures de protection adoptées soient limitées à la protection de la maternité au sens strict ou qu'elles soient fondées sur une évaluation des risques pour la sécurité et la santé des personnes intéressées et ne constituent pas un obstacle à l'accès des femmes à l'emploi; ii) de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Lettonie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1992)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats libres de Lettonie (FTUCL) communiquées avec les rapports du gouvernement.

Articles 1 et 2 de la convention. Évaluer et traiter l'écart de rémunération entre hommes et femmes. Se référant à ses observations précédentes, la commission note, d'après les informations statistiques fournies par le gouvernement dans son rapport, qu'en 2018, les écarts de rémunération brute mensuelle entre hommes et femmes étaient encore plus élevés dans le secteur public que dans le secteur privé (18,2 pour cent et 15,1 pour cent respectivement), mais qu'ils continuaient à se creuser dans le secteur

privé, tandis qu'ils diminuaient légèrement dans le secteur public. La commission note, à partir des données d'Eurostat, que l'écart de rémunération entre les sexes non ajusté (la différence entre les rémunérations horaires brutes moyennes des hommes et des femmes exprimées en pourcentage des rémunérations horaires brutes moyennes des hommes) était estimé à 14,1 pour cent en 2018. Toutefois, l'écart de rémunération entre les sexes atteignait 34,9 pour cent dans les activités financières et d'assurance et 25,3 pour cent dans le commerce de détail et la vente en gros. La commission prend note de l'adoption du Plan pour la promotion de l'égalité des droits et des chances des femmes et des hommes pour 2018-2020, qui met l'accent sur la promotion de l'indépendance économique et de l'égalité des chances des femmes et des hommes sur le marché du travail, notamment en contribuant à la réalisation des lignes directrices pour l'emploi inclusif pour 2015-2020, qui fixent comme priorité la réduction de l'écart de rémunération entre les sexes. Il prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle, en conséquence, une étude sur les facteurs et les causes de l'inégalité salariale entre les sexes, et sa prévalence dans certains secteurs, devait être finalisée par le ministère des affaires sociales dans le courant de l'année 2020. En ce qui concerne ses observations précédentes concernant l'inclusion de l'égalité de rémunération dans les indicateurs de l'«indice de durabilité» des entreprises, la commission note le manque d'informations fournies par le gouvernement sur le contenu des lignes directrices et des recommandations élaborées par des experts pour chaque entreprise ou sur toute action de suivi entreprise pour assurer leur mise en œuvre. Se référant à ses observations sur l'application de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, relative à la ségrégation professionnelle pour motif de genre, la Commission note, d'après les statistiques fournies par le gouvernement, que les femmes sont surtout représentées dans les activités économiques qui se caractérisent par de faibles niveaux de rémunération, telles que le logement et l'alimentation, l'éducation, la santé humaine et le travail social et d'autres activités de services. Il note en outre que les femmes employées dans la même activité économique que les hommes perçoivent systématiquement une rémunération inférieure. La commission prend note avec **préoccupation** de cette information. Elle note en outre que, dans son rapport de 2018 dans le cadre de l'examen national de la mise en œuvre de la Déclaration de Pékin, le gouvernement souligne que l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, les différences de participation au marché du travail et la répartition des responsabilités de soins constituent un ensemble de raisons qui ont une incidence sur les pensions des femmes, la différence entre les pensions des femmes et des hommes étant estimée à 12,7 pour cent en 2016 (p. 32). À cet égard, La commission note que, dans ses observations finales pour 2020, La commission des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) s'est déclarée préoccupée par la persistance de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, qui se traduit par une diminution des prestations de retraite, dans les professions traditionnellement dominées par les femmes (CEDAW/C/LVA/CO/4-7, 10 mars 2020, paragr. 35(a)). La commission note en outre que, dans son rapport de juillet 2020 sur l'impact des mesures COVID-19 sur l'égalité des sexes, le réseau européen d'experts juridiques en matière d'égalité des sexes et de non-discrimination de la Commission européenne a souligné que parmi les bénéficiaires d'une indemnité de maladie pour un congé en raison d'un diagnostic COVID-19 ou d'une quarantaine, les travailleuses avaient droit à une indemnité journalière de maladie inférieure de 3,5 euros (EUR) à celle des travailleurs masculins, ce qui met à nouveau en évidence l'écart de rémunération existant. **La commission prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur les mesures et les activités concrètes entreprises pour remédier à l'écart de rémunération entre les sexes, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, notamment en s'attaquant à la ségrégation professionnelle entre les sexes et en favorisant l'accès des femmes à des emplois offrant des perspectives de carrière et une rémunération plus élevée, y compris dans le cadre du plan de promotion de l'égalité des droits et des chances entre les femmes et les hommes pour 2018-2020 et de l'indice de durabilité. À cet égard, elle prie le gouvernement de fournir des informations sur le contenu de l'étude entreprise par le ministère de la protection sociale ou toute autre autorité concernant l'ampleur et les causes des écarts de salaire entre les hommes et les femmes, ainsi que sur toute recommandation formulée pour y remédier. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des données statistiques sur les salaires des hommes et des femmes, ventilés par activité économique et par profession, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1992)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que des informations supplémentaires communiquées à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

Article 1, paragraphe 2, de la convention. Discrimination fondée sur l'ascendance nationale. Conditions exigées pour un emploi déterminé. Depuis plusieurs années, la commission fait part de sa préoccupation en ce qui concerne les effets discriminatoires que les exigences linguistiques de la loi de 1999 sur la langue officielle peuvent avoir sur les opportunités d'emploi ou d'activité professionnelle des groupes minoritaires, en particulier de l'importante minorité russophone. Elle a rappelé que l'article 6(2) de la loi prévoit que les employés des institutions, organisations et entreprises privées et les travailleurs indépendants doivent utiliser la langue officielle si leurs activités ont des effets sur les «intérêts légitimes du public» et a observé que cette exigence touche un grand nombre de postes et de professions (sécurité publique, santé, moralité, soins de santé, protection des droits des consommateurs et des droits à l'emploi, sécurité sur le lieu de travail, supervision de l'administration publique). La commission a prié le gouvernement d'envisager d'établir une liste des professions pour lesquelles l'utilisation de la langue officielle est requise en vertu de l'article 6(2) de la loi sur la langue officielle, de manière à la limiter aux cas où la langue est une condition exigée pour des emplois déterminés. La commission observe que, selon les données de janvier 2017 du Bureau central de la statistique (CSB), la répartition ethnique de la population lettone montre qu'il y a 25,4 pour cent de Russes. Elle note avec **regret** l'absence de mesures prises par le gouvernement pour limiter la liste des professions pour lesquelles l'utilisation de la langue officielle est requise en vertu de la loi. La commission prend note de la déclaration du gouvernement, dans son rapport et dans ses informations supplémentaires, selon laquelle plusieurs amendements ont été apportés entre 2017 et 2020 au règlement du Conseil des ministres n° 733 de 2009 qui prescrit le niveau de maîtrise du letton requis pour chaque profession ou occupation, conformément à l'article 6(5) de la loi. Le gouvernement indique que les amendements ont essentiellement pour but: 1) d'harmoniser les professions et les métiers énumérés dans le règlement avec les titres et les codes des professions figurant dans la classification des professions; et 2) de prévoir une période transitoire jusqu'au 1^{er} juillet 2021 pour les personnes dont la maîtrise de la langue officielle pour exercer leurs fonctions professionnelles et leurs fonctions administratives a été augmentée d'au moins un niveau. À cet égard, le gouvernement rappelle que, après avoir réussi l'examen de langue lettone, la personne recevra un certificat de compétence pour prouver à son employeur et aux établissements d'enseignement sa capacité à communiquer en letton. Toutefois, si une personne ne maîtrise pas un niveau des cours de langue, elle perdra la possibilité de postuler pour le niveau suivant et n'aura qu'une seconde chance de postuler pour le même niveau une fois par an. La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement sur les différents programmes et cours d'apprentissage du letton dispensés aux enfants et aux adultes par certaines municipalités, l'Agence nationale pour l'emploi (SEA) et l'Agence de la langue lettone (LVA). À cet égard, elle note plus particulièrement qu'entre 2016 et 2018, 587 ressortissants de pays tiers ont reçu une formation linguistique en letton pour faciliter leur intégration sur le marché du travail, dans le cadre du Projet de fonds de l'asile, des migrations et de l'intégration mis en œuvre par la LVA. La commission prend également note de la déclaration du gouvernement selon laquelle l'un des objectifs du Plan de mise en œuvre de la Politique 2019-2020 d'identité nationale, de la société civile et de l'intégration est de renforcer la connaissance de la langue lettone dans la société.

Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique qu'un passage progressif au letton comme unique langue d'enseignement a été entamé et que, à cette fin, des amendements ont été introduits en 2018 dans la loi de 1998 sur l'enseignement et la loi de 1999 sur l'éducation générale. Le gouvernement déclare que la mise en œuvre de la réforme concernant la langue d'instruction sera soutenue par les nouveaux matériels d'enseignement et d'apprentissage, et par une formation des enseignants afin de les aider à mettre en œuvre avec succès le nouveau contenu de l'enseignement basé sur les compétences en letton. À cet égard, la commission note qu'en 2018, la LVA a lancé un projet qui vise à soutenir 3 500 enseignants d'ici 2021, y compris des enseignants issus de minorités ethniques, afin de les aider à développer leurs compétences en letton à des fins professionnelles. Elle note toutefois que, dans leurs observations finales, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) et le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) ont exprimé leur préoccupation quant au fait que la réforme de l'éducation créera des restrictions excessives à l'accès à l'enseignement dans les langues minoritaires. Le CERD s'est dit plus particulièrement préoccupé en ce qui concerne l'article 6 de la loi sur la langue officielle qui pourrait entraîner une discrimination directe et indirecte à l'encontre des minorités dans l'accès à l'emploi dans les institutions publiques et privées (CEDAW/C/LVA/CO/4-7, 10 mars 2020, paragr. 33; et CERD/C/LVA/CO/6-12, 25 septembre 2018, paragr. 16). La commission tient à rappeler qu'une discrimination fondée sur l'ascendance nationale peut avoir lieu lorsque la législation imposant la langue d'un État pour pouvoir travailler dans le secteur public ou dans le secteur privé est interprétée et mise en œuvre de façon trop large et, de cette manière, affecte de façon disproportionnée et négative les opportunités d'emploi et d'activité professionnelle des groupes linguistiques minoritaires. En outre, elle rappelle que, pour rester dans le champ d'application de l'exception prévue à l'article 1, paragraphe 2, de la convention concernant les conditions exigées pour un emploi déterminé, toute restriction concernant l'accès à un emploi doit

être requise par les caractéristiques de cet emploi et avoir un caractère proportionnel aux conditions qu'il exige. Cette exception doit être interprétée de manière restrictive afin d'éviter toute restriction injustifiée de la protection que la convention vise à assurer (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 764 et 827-831). **Compte tenu de la persistance d'un grand nombre de postes et de professions pour lesquels l'utilisation de la langue officielle est requise en vertu de l'article 6(2) de la loi sur la langue officielle, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour éviter toute restriction injustifiée des opportunités d'emploi et d'activité professionnelle pour tout groupe en limitant le nombre de professions où la maîtrise de la langue lettone est considérée comme une condition exigée pour un emploi déterminé. Elle prie en outre le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les cours de langue lettone et les activités menées pour garantir que sa législation nationale, y compris la réforme en cours concernant la langue d'instruction, ne crée pas dans la pratique une discrimination directe ou indirecte dans l'accès à l'éducation et à l'emploi pour les groupes minoritaires, en particulier l'importante minorité russophone.**

Article 1, paragraphe 2, et article 4. *Discrimination fondée sur l'opinion politique. Conditions exigées pour un emploi déterminé. Activités préjudiciables à la sécurité de l'État.* Depuis plusieurs années, la commission se réfère aux dispositions contraignantes de la loi de 2000 sur la fonction publique de l'État, qui prévoit que pour faire acte de candidature à un poste dans la fonction publique, la personne concernée ne doit ni occuper ni avoir occupé «un poste permanent dans le service de sécurité de l'État, du renseignement ou du contre-espionnage de l'URSS, de la République socialiste soviétique de Lettonie (RSS) ou d'un pays étranger» (article 7(8)), ou ne doit ni être ni avoir été «membre d'une organisation qui a été interdite par la loi ou par décision judiciaire» (article 7(9)). La commission avait attiré l'attention du gouvernement sur le fait que la loi s'applique à tout poste de fonctionnaire de l'État et concerne aussi l'emploi dans certains services en particulier, quel que soit le niveau de responsabilité, et avait prié le gouvernement de modifier les articles 7(8) et 7(9) de la loi ou de prendre des mesures pour préciser et définir clairement les fonctions auxquelles s'appliquent ces articles. La commission prend note de la déclaration réitérée du gouvernement selon laquelle l'objectif de ces restrictions est d'empêcher l'entrée dans la fonction publique de personnes qui ne sont pas loyales envers l'État et qui pourraient constituer une menace pour la sécurité nationale. Le gouvernement ajoute qu'en avril 2019, le ministère de la Justice a préparé un rapport sur la nécessité et l'opportunité des restrictions imposées par la loi sur la fonction publique de l'État aux anciens employés du Comité de sécurité nationale de la RSS de Lettonie, et a conclu que ces restrictions devraient être maintenues afin de «garantir une fonction publique de l'État loyale, professionnelle et politiquement neutre, qui assure un fonctionnement légal, stable, efficace et transparent de l'administration publique». Observant que, dans son rapport, le ministère de la Justice a souligné qu'il serait toutefois plus approprié pour un pays démocratique d'évaluer les circonstances individuelles de chaque cas et d'adopter une décision fondée sur cette évaluation du degré de coopération passée, de la nature du travail, etc. la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle ces informations n'étant pas disponibles, cette recommandation serait impossible à mettre en œuvre. En ce qui concerne le nombre de personnes renvoyées ou dont la candidature a été rejetée en application des articles 7(8) et 7(9) de la loi sur la fonction publique de l'État, le gouvernement déclare que ces données ne sont pas disponibles pour l'instant. Tout en comprenant les préoccupations du gouvernement et en prenant note de ses explications, la commission attire à nouveau son attention sur le fait que la loi sur la fonction publique s'applique à tout fonctionnaire de l'État et concerne aussi l'emploi dans certains services en particulier, quel que soit le niveau de responsabilité. Elle rappelle qu'afin de rester dans le champ de l'exception prévue à l'article 1, paragraphe 2, concernant les conditions exigées pour un emploi déterminé ou à l'article 4 sur la sécurité de l'État, cette exception doit être interprétée de manière restrictive afin d'éviter toute restriction injustifiée de la protection que la convention vise à assurer. Plus particulièrement, elle rappelle que des critères tels que l'opinion politique ne peuvent être pris en compte comme conditions exigées en vertu de l'article 1, paragraphe 2, que pour certains postes impliquant des responsabilités particulières directement liées à l'élaboration de la politique gouvernementale. En outre, pour que les mesures ne soient pas discriminatoires au sens de l'article 4 de la convention, elles doivent: 1) viser une personne en raison des activités pour lesquelles elle est mise en cause sur la base d'une suspicion légitime ou de preuves, ces mesures devenant discriminatoires lorsqu'elles sont prises uniquement en raison de l'appartenance à un groupe ou à une communauté déterminés; 2) s'appliquer à des activités pouvant être qualifiées de préjudiciables à la sécurité de l'État; et 3) être suffisamment bien définies et délimitées, de sorte qu'elles ne puissent pas devenir un moyen de discrimination fondé sur l'opinion politique. Outre ces conditions de fond, l'application légitime de cette exception doit respecter le droit de la personne visée par les mesures de recourir à une instance compétente établie suivant la pratique nationale (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 832-835). **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les articles 7(8) et 7(9) de la loi sur la fonction publique de l'État afin de limiter leur champ d'application à des fonctions et des postes bien déterminés de la fonction publique de l'État, conformément aux**

dispositions de la convention. Elle le prie de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard. Entretemps, la commission prie le gouvernement de fournir toute donnée disponible sur l'application des articles 7(8) et 7(9) dans la pratique, y compris sur le nombre de personnes dont la candidature a été rejetée en vertu de ces articles, les raisons de ces décisions et les fonctions concernées, ainsi que tout recours formé contre ces décisions.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Liban

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1977)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Écarts de rémunération entre hommes et femmes. La commission rappelle son commentaire antérieur selon lequel, d'après les statistiques publiées en octobre 2011 par l'Administration centrale de la statistique, l'écart de rémunération entre hommes et femmes était estimé à 6,2 pour cent dans les services; 10,8 pour cent dans le commerce; 21 pour cent dans l'agriculture; 23,8 pour cent dans l'industrie manufacturière; et 38 pour cent dans les transports et les communications pour l'année 2007. **En l'absence d'informations plus récentes sur ce point dans le rapport du gouvernement, la commission lui demande à nouveau de prendre les mesures nécessaires pour recueillir, analyser et communiquer les données relatives à la rémunération des hommes et des femmes, et aux écarts de rémunération, dans les différents secteurs d'activité économique, y compris le secteur public, et pour les différentes catégories professionnelles. La commission demande à nouveau au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour remédier aux écarts de rémunération entre hommes et femmes, y compris des mesures de sensibilisation au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale auprès des employeurs, des travailleurs et de leurs organisations, et de fournir des informations sur toute action entreprise en ce sens et sur les éventuels obstacles rencontrés.**

Article 2. Législation. Égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Depuis plus de quarante ans, la commission demande au gouvernement de veiller à ce que le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale soit pleinement incorporé dans la législation. La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement se borne à indiquer que le nouveau projet de Code du travail est toujours en cours d'examen. **La commission se voit donc dans l'obligation de prier instamment le gouvernement de s'assurer que le projet de Code du travail reflète expressément le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, afin de permettre un large champ de comparaison entre différents emplois portant non seulement sur des travaux égaux ou similaires, mais également sur des travaux de nature entièrement différente mais globalement de valeur égale. Espérant vivement que le gouvernement pourra faire état de progrès en ce sens dans un proche avenir, elle lui demande de communiquer copie des dispositions pertinentes, dès qu'elles auront été adoptées.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1977)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Protection des travailleurs contre la discrimination, y compris le harcèlement sexuel. Législation et pratique. Depuis plus de vingt ans, la commission prie le gouvernement d'introduire dans le Code du travail, une définition et une interdiction générale de la discrimination directe et indirecte fondée sur les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, dans tous les aspects de l'emploi et de la profession dans le cadre de la réforme du Code du travail. La commission rappelle que le Code du travail actuellement en vigueur (Code du travail de 1946 dans sa teneur modifiée) ne couvre que la discrimination entre hommes et femmes dans certains aspects de l'emploi (art. 26) et n'offre pas de protection efficace contre toutes les formes de harcèlement sexuel, à savoir le harcèlement qui s'apparente à un chantage (*quid pro quo*) et la création d'un environnement de travail hostile. En effet, le seul article du code qui pourrait s'appliquer en cas de harcèlement sexuel est une disposition qui autorise le salarié à quitter son travail sans préavis lorsque «l'employeur ou son représentant commet un délit contre les mœurs sur sa personne» (art. 75(3)). La commission rappelle à cet égard que la législation qui n'offre aux victimes de harcèlement sexuel comme seule possibilité d'obtenir réparation que la possibilité de démissionner ne leur accorde pas une protection suffisante puisque, dans les faits, elle sanctionne les victimes et pourrait les dissuader de chercher à obtenir réparation (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 792). La commission note avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient aucune information sur l'état d'avancement ni sur le contenu de la réforme du Code du travail en cours. Elle observe toutefois que, d'après le troisième rapport annuel (2015) sur la mise en œuvre du Plan stratégique national pour les femmes au Liban (2011-2021), le ministère du Travail aurait préparé un projet de loi incriminant le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. **Par conséquent, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que le futur Code du travail contienne des dispositions définissant et interdisant la discrimination directe et indirecte fondée, au**

minimum, sur l'ensemble des motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, dans tous les aspects de l'emploi et de la profession tels que définis à l'article 1, paragraphe 3, ainsi que le harcèlement sexuel sous toutes ses formes (le harcèlement quid pro quo ou de contrepartie et la création d'un environnement de travail hostile). Le gouvernement est à nouveau prié de fournir des informations détaillées sur tout progrès réalisé en vue d'adopter le projet de Code du travail. En l'absence de protection législative complète contre la discrimination, la commission demande également à nouveau au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour assurer, dans la pratique, la protection des travailleurs contre la discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale et contre le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession, notamment des mesures visant à sensibiliser les travailleurs, les employeurs et leurs organisations respectives à ces questions, afin d'améliorer la prévention en la matière.

Travailleurs domestiques étrangers. Discrimination multiple. Depuis plus de dix ans, la commission examine les mesures prises par le gouvernement pour remédier à l'absence de protection légale des travailleurs domestiques, qui sont en majorité des femmes étrangères, dans la mesure où ils sont exclus du champ d'application du Code du travail et sont particulièrement exposés à la discrimination, y compris au harcèlement, fondée sur le sexe et d'autres motifs comme la race, la couleur ou l'origine ethnique. La commission note que, dans ses observations finales, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) a constaté «avec préoccupation que, malgré les mesures prises par l'État partie, les domestiques migrants continuent d'être victimes de l'exploitation et de la violence». Il a également constaté «avec préoccupation que, souvent, les victimes ne sont pas en mesure de demander de l'aide parce qu'elles sont confinées au domicile de leur employeur ou que leur passeport leur a été retiré». Le CERD a notamment recommandé les mesures suivantes: «abolir les conditions rendant les domestiques migrants vulnérables face à la violence et à l'exploitation, notamment le système de parrainage et de logement chez l'employeur»; «étendre le champ du Code du travail à la domesticité, en accordant ainsi aux domestiques les mêmes conditions d'emploi et droits au travail que les autres travailleurs, y compris le droit de changer de profession, et en soumettant le travail domestique au contrôle de l'inspection du travail»; «veiller à ce que tout texte législatif spécifique relatif à la domesticité vise à combattre toute aggravation de la vulnérabilité des travailleurs de ce secteur face à la violence et à l'exploitation»; et «mener des campagnes en vue de faire évoluer l'attitude de la population envers les domestiques migrants et de mieux faire connaître leurs droits» (CERD/C/LBN/CO/18-22, 5 octobre 2016, paragr. 41-42). Le gouvernement indique que les travailleurs domestiques sont régis par le Code des obligations et des contrats et se réfère à nouveau au contrat type et au projet de loi concernant l'emploi des travailleurs domestiques. Il indique également qu'un projet de loi visant à ratifier la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, a été soumis au Conseil des ministres et que le Comité directeur national du ministère du Travail, qui est chargé d'étudier les relations entre employeurs et travailleurs domestiques, est actuellement en train d'élaborer d'importantes mesures pour garantir le respect du contrat et abolir le système de parrainage. Le gouvernement précise toutefois que ce processus prendra du temps. À cet égard, la commission note que le gouvernement indique que ni le ministère du Travail ni les organismes officiels n'ont établi de restrictions en matière de changement d'employeur et que c'est une question qui concerne uniquement le travailleur et l'employeur. **Rappelant ses commentaires antérieurs et notant avec regret que la situation n'a pas évolué depuis, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, en collaboration avec les partenaires sociaux, pour que soit assurée aux travailleurs domestiques migrants une véritable protection, en droit et aussi dans la pratique, contre la discrimination directe et indirecte fondée sur l'ensemble des motifs énumérés par la convention, y compris contre le harcèlement sexuel, et dans tous les aspects de leur emploi, soit par le biais de l'adoption du projet de loi concernant l'emploi des travailleurs domestiques, soit dans le cadre plus général de la législation du travail. La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé en ce sens ainsi que sur tout changement législatif visant à abolir le système de parrainage. Elle demande au gouvernement de veiller plus particulièrement à ce que toute nouvelle règle envisagée afin de réglementer le droit des travailleurs migrants de changer d'employeur n'impose pas de conditions ni de restrictions susceptibles d'accroître la dépendance de ces travailleurs migrants à l'égard de leur employeur et ainsi d'aggraver leur vulnérabilité par rapport aux abus et aux pratiques discriminatoires.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Libye

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1961)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues respectivement les 26 août et 1^{er} septembre 2019.

La commission prend note de la complexité de la situation sur le terrain et du conflit armé qui sévit dans le pays.

**Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes
(Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)**

La commission prend note des débats, qui ont eu lieu au sein de la Commission de l'application des normes (CAN) de la Conférence, sur l'application de la convention et des conclusions adoptées.

Articles 1 et 3 b) de la convention. Définition de la discrimination. Projet de Constitution. La commission note que, dans ses conclusions, la CAN a demandé au gouvernement de modifier l'article 7 du projet de Constitution pour faire en sorte que les motifs de discrimination fondés sur la race, l'ascendance nationale et l'origine sociale y soient inclus comme motifs de discrimination interdits. La commission prend note des observations de l'OIE et de la CSI selon lesquelles les deux organisations ont demandé au gouvernement de modifier l'article 7 du projet de Constitution. Elle note aussi l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle le ministre du Travail et de la Réadaptation a adressé deux lettres (lettres n^{os} 791 et 789, toutes deux datées du 29 août 2019) au Président du Conseil présidentiel sur la possibilité d'incorporer ces modifications dans le projet de Constitution et dans la Constitution une fois adoptée. **La commission espère que le projet de Constitution sera modifié comme demandé et elle prie le gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à cet égard.**

Législation du travail. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que la loi n° 12 de 2010 promulguant la loi sur les relations professionnelles (LRA de 2010) ne contient pas de définition de la discrimination. Elle a également noté que l'article 3 de la LRA de 2010 interdit la discrimination fondée sur «l'affiliation syndicale, l'origine sociale ou tout autre motif discriminatoire» mais ne mentionne pas expressément les motifs de race, couleur, sexe, religion, opinion politique et ascendance nationale. Dans ses conclusions, la CAN a demandé au gouvernement de: 1) prendre des mesures concrètes pour assurer que la discrimination directe ou indirecte fondée sur quelque motif que ce soit est interdite en droit et dans la pratique; 2) s'assurer ce que la législation couvre, directement ou indirectement, tous les motifs de discrimination interdits qui figurent à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, et prendre des mesures pour interdire la discrimination dans l'emploi et la profession, en droit et dans la pratique; et 3) inclure une définition du terme «discrimination» dans la LRA de 2010. La commission prend note des observations de l'OIE et de la CSI selon lesquelles elles ont demandé au gouvernement de modifier la LRA de 2010 conformément aux conclusions de la CAN. À cet égard, la commission prend note des indications du gouvernement selon lesquelles les mots «ou tout autre motif de discrimination» figurant à l'article 3 de la LRA de 2010 couvrent toutes les formes de discrimination sans exception et que la possibilité d'inclure la définition figurant au l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention dans le nouveau projet de loi du travail est prise en considération. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour que la législation du travail contienne une définition claire et complète de la discrimination dans l'emploi et la profession couvrant au minimum tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de de la convention, et de fournir des informations à cet égard.**

Articles 1 à 3. Discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale. Travailleurs migrants originaires de l'Afrique subsaharienne. La commission note que, dans ses conclusions, la CAN a demandé au gouvernement de: 1) s'assurer que les travailleurs migrants sont protégés contre la discrimination ethnique et raciale et le travail forcé; 2) sensibiliser et promouvoir l'égalité des chances dans l'emploi pour tous; 3) prendre des mesures immédiates pour remédier à la discrimination raciale et ethnique à l'encontre des travailleurs migrants originaires de l'Afrique subsaharienne (y compris les travailleuses migrantes) et, en particulier, pour mettre un terme aux pratiques de travail forcé; et 4) mener des études et des enquêtes pour examiner la situation des groupes vulnérables, y compris les travailleurs migrants, afin d'identifier leurs problèmes et les solutions possibles. La commission prend également note des observations de la CSI qui indique que les travailleurs migrants originaires d'Afrique subsaharienne, et en particulier les femmes, restent particulièrement exposés au risque de discrimination. Selon la CSI, le gouvernement devrait adopter et fournir des informations sur les mesures concrètes prises ou envisagées pour garantir que l'interdiction, dans la loi et dans la pratique, de la discrimination directe et indirecte est effective pour tous les travailleurs sur le territoire libyen, indépendamment de leur origine, nationalité ou statut. La CSI demande en outre l'adoption de mesures visant à garantir que les victimes de discrimination aient accès à la justice et obtiennent une protection contre les représailles et une indemnisation pour leurs préjudices, et que des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives soient imposées aux auteurs de comportements discriminatoires. Enfin, la CSI souligne l'importance fondamentale du renforcement des capacités des services d'inspection du travail en vue de lutter contre toutes les formes de discrimination dans l'emploi et la profession. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur les efforts qu'il déploie pour lutter contre la traite des êtres humains, en particulier: 1) la législation nationale interdisant la traite des êtres humains; 2) un projet de loi visant à alourdir les peines applicables à la traite des êtres humains en cours d'examen devant les autorités législatives; 3) l'enquête du ministère public sur les cas d'abus; et 4) l'assistance des victimes qui ne peuvent se permettre de payer leurs frais juridiques par un conseil désigné par le tribunal. La

commission note également que le gouvernement a indiqué qu'il collabore avec les pays voisins, les pays d'origine des victimes et des auteurs de violations, ainsi qu'avec les organisations locales et internationales compétentes, telles que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), pour lutter contre la traite des personnes. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique en outre qu'il n'existe pas de données actuelles sur le nombre de personnes condamnées, ni sur le nombre de cas. De plus, la majorité des foyers informels pour travailleurs migrants sont fermés et les quelques autres sont en train d'être fermés suite au contrôle des forces de l'ordre. Des services médicaux et thérapeutiques sont fournis aux travailleurs migrants dans les refuges officiellement reconnus, tels que les refuges «Tajoura» et «Baten el Jabbal», en coordination avec l'OIM, Médecins sans frontières et la Croix Rouge.

La commission prend note avec une **profonde préoccupation** du rapport du Comité des Nations Unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW), qui indique que les travailleurs migrants originaires d'Afrique subsaharienne continuent d'être victimes d'une grave discrimination et que les actes de violence physique et verbale à leur encontre persistent, notamment de la part de fonctionnaires libyens, tels que des représentants de la Direction de la lutte contre les migrations clandestines et les garde-côtes libyens. La commission note également que, bien que la LRA de 2010 prévoit des mécanismes de règlement des conflits du travail, le CMW déclare très préoccupé par l'impunité généralisée dont jouissent les auteurs de violations des droits des travailleurs migrants, lesquels ne peuvent demander justice par crainte d'être détenus pour entrée et séjour irréguliers (CMW/C/LBY/CO/1, 8 mai 2019, paragr. 28, 30 et 34). **Tout en prenant note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement, de la complexité de la situation qui prévaut sur le terrain en raison du conflit armé en cours dans le pays, ainsi que de l'impact de la pandémie de COVID-19 actuelle, la commission prie instamment le gouvernement: i) de prendre des mesures supplémentaires pour remédier à la discrimination raciale et ethnique à l'encontre des travailleurs migrants originaires d'Afrique subsaharienne, notamment des mesures visant à garantir que la législation sur la non-discrimination est appliquée dans la pratique et que les travailleurs migrants victimes de discrimination dans l'emploi et la profession ont accès aux recours, indépendamment de leur statut juridique dans le pays; et ii) des mesures de sensibilisation et de promotion de l'égalité de chances dans l'emploi. La commission demande au gouvernement de fournir des informations à cet égard.**

Assistance technique. La commission note que la CAN a invité le gouvernement à continuer de participer activement à l'assistance technique du BIT, afin de promouvoir des politiques équitables et efficaces en matière de migration de main-d'œuvre. La commission prend également note des observations de l'OIE concernant trois projets pour lesquels le gouvernement recevra une assistance technique du Bureau: 1) le Projet «Renforcer la capacité des ressortissants libyens et des acteurs nationaux à s'attaquer aux formes inacceptables de travail et à promouvoir des politiques de migration de main-d'œuvre justes et efficaces»; 2) le Programme phare «Emplois pour la paix et la résilience»; et 3) le projet «Soutien à une migration équitable au Maghreb (AMEM)». **Notant que ces projets sont actuellement suspendus, la commission demande au gouvernement de fournir des informations sur la reprise de l'assistance technique fournie par le Bureau et sur ses résultats.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Lituanie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1994)

Articles 1 et 2 de la convention. *Évaluation et réduction de l'écart de rémunération entre hommes et femmes.* Se référant à ses commentaires précédents où elle notait que depuis 2011, l'écart de rémunération entre hommes et femmes s'était régulièrement creusé, la commission note, d'après les données d'Eurostat pour 2020, que l'écart de rémunération non ajustée entre hommes et femmes (différence entre les gains horaires bruts moyens des hommes et des femmes exprimée en pourcentage des gains horaires bruts moyens des hommes) est passé de 15,2 pour cent en 2017 à 14 pour cent en 2018. Elle note en outre, d'après les informations statistiques fournies par le gouvernement, qu'en 2018, l'écart de rémunération entre les hommes et femmes était estimé à 14,1 pour cent dans le secteur public et à 14,2 pour cent dans le secteur privé. La commission note que le gouvernement, dans son rapport, indique que le Programme sur les progrès à accomplir par la Lituanie pour 2014-2020 se fixe comme objectif de ramener l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes à 7 pour cent d'ici à 2030. Le gouvernement ajoute qu'à cette fin, il prévoit de poursuivre la mise en œuvre des mesures identifiées dans le Plan d'action 2018-2021 pour la mise en œuvre du Programme national sur l'égalité de chances entre les femmes et les hommes 2015-2021, à savoir: 1) réalisation d'enquêtes sur les écarts salariaux et diffusion de leurs résultats; 2) campagnes de sensibilisation et activités éducatives et événements de

communication, y compris des séminaires d'information pour des groupes cibles (partenaires sociaux, médias, décideurs politiques) sur les écarts de rémunération et de pension entre les hommes et les femmes et leurs causes afin de résoudre les problèmes liés à la ségrégation du marché du travail; et 3) études thématiques, y compris des audits de rémunération, en vue d'accroître la transparence salariale et de présenter leurs résultats au Conseil tripartite. La commission prend également note que le gouvernement indique qu'il continuera à lutter contre la ségrégation sectorielle et professionnelle entre les hommes et les femmes sur le marché du travail. À cet égard, la commission note, d'après les informations statistiques fournies par le gouvernement, qu'en 2018, les femmes gagnaient moins que les hommes dans toutes les activités, à l'exception des secteurs du transport, du stockage et de la construction. Les écarts de rémunération les plus importants ont été observés dans les activités financières et les assurances (37,3 pour cent), l'information et la communication (27,8 pour cent), la santé et le travail social (26,9 pour cent) et l'industrie manufacturière (24,8 pour cent). En 2018, le salaire horaire brut moyen dans l'industrie, la construction et les services (hors administration publique, défense et assurance sociale obligatoire) était estimé à 4,95 euros (EUR) pour les femmes et 5,75 (EUR) pour les hommes. La commission note en outre qu'en 2017, alors que les femmes représentaient 77,1 pour cent des fonctionnaires (hors fonctionnaires statutaires), leur rémunération était en moyenne de 10,3 pour cent inférieure à celle des hommes. La commission note que, selon le rapport européen de 2019 sur l'égalité entre les femmes et les hommes, la différence entre les gains des hommes et des femmes s'explique en grande partie par la concentration des femmes dans les secteurs faiblement rémunérés et dans certaines catégories de professions. Selon ce rapport, des études plus récentes ont également confirmé que les différences de salaires entre les hommes et les femmes sont dues à des taux de salaire fixés de manière injuste et inéquitable sans tenir compte de la plupart des facteurs internes et externes. Les employeurs affectent le plus souvent des hommes à des postes à responsabilités et mieux rémunérés, alors que les indicateurs de l'éducation concernant les femmes sont plus élevés que ceux des hommes dans la société actuelle (p. 16). La commission note en outre que, dans leurs récentes observations finales, plusieurs organes de l'ONU chargés de l'application des traités se sont déclarés préoccupés par la persistance de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, qui se traduit par des niveaux inférieurs de prestations de retraite et de salaires dans les professions traditionnellement dominées par les femmes (CEDAW/C/LTU/CO/6, 12 novembre 2019, paragr. 36; et CCPR/C/LTU/CO/4, 29 août 2018, paragr. 15). ***Se félicitant de la récente tendance à la baisse observée dans l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, la commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts et de fournir des informations sur les mesures et activités concrètes qui sont menées, dans le cadre du Plan d'action 2018-2021 pour la mise en œuvre du Programme national sur l'égalité de chances entre les femmes et les hommes 2015-2021 ou d'une autre manière, pour remédier à l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, notamment en s'attaquant à la ségrégation professionnelle entre les hommes et les femmes et en favorisant l'accès des femmes à des professions offrant des perspectives de carrière et une rémunération plus élevée. Rappelant que l'article 23(2) du Code du travail prévoit qu'un employeur qui a plus de 20 employés en moyenne doit soumettre au comité d'entreprise et au syndicat, au moins une fois par an, des informations actualisées, ventilées par sexe et par profession, sur la rémunération moyenne des employés (à l'exception des postes de direction), la commission prie le gouvernement de fournir des informations statistiques sur les gains des hommes et des femmes, ventilées par activité économique et par profession, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.***

Articles 3 et 4. Évaluation objective des emplois. Collaboration avec les organisations de travailleurs et d'employeurs. Se référant à ses commentaires précédents où elle avait noté qu'à la suite d'une enquête menée en 2015 sur la mise en œuvre de la méthodologie d'évaluation des emplois et des postes, le Conseil tripartite avait suggéré une mise à jour de la méthodologie de 2005, la commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle cette méthodologie n'a pas été révisée. La commission rappelle 1) que l'article 26(2)(3) du Code du travail prévoit qu'un employeur doit utiliser des critères uniformes d'évaluation des emplois; 2) que l'article 140(3) prévoit que les systèmes de rémunération sont déterminés par des conventions collectives ou, en l'absence d'une telle convention (sur les lieux de travail où sont employés en moyenne au moins 20 travailleurs), qu'ils doivent être approuvés par l'employeur après des procédures d'information et de consultation, et être accessibles à tous les travailleurs; et 3) que l'article 140(5) prévoit que le système de rémunération doit être conçu de manière à éviter toute discrimination fondée sur le genre ou sur d'autres motifs. Elle prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle, sur les 259 conventions collectives actuellement en vigueur, seules 10 conventions collectives contiennent des dispositions prévoyant que les entreprises doivent garantir des salaires équitables et concurrentiels pour tous leurs employés et éviter toute discrimination, notamment fondée sur le genre. La commission constate le manque d'informations sur le point de savoir si ces instruments contiennent ou non des dispositions spécifiques sur les systèmes de rémunération. À cet égard, la commission note que, selon le rapport européen de 2019 sur l'égalité entre les femmes et

les hommes, les systèmes de rémunération manquent généralement de transparence car 1) les salaires sont généralement fixés par un accord individuel et non par une convention collective; et 2) les salaires individuels font partie des données sensibles protégées par des clauses de confidentialité légales ou contractuelles (p. 18). En ce qui concerne les conventions collectives, la commission note que le gouvernement fait référence à la mise en œuvre, de 2017 à 2020, du projet «Modèle de coopération entre les syndicats et les employeurs pour le développement du dialogue social» qui vise à renforcer le dialogue social entre les organisations d'employeurs et de travailleurs, en vue de mettre en place des mesures méthodologiques pour la négociation collective. **Compte tenu de la persistance de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, la commission prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur l'application des articles 26 (2), (3), et 140 (3) et (5), du Code du travail dans la pratique, en indiquant notamment comment il est garanti que les systèmes de rémunération sont fondés sur des méthodes objectives d'évaluation des emplois qui sont exemptes de tout préjugé sexiste. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur i) toute mesure prise ou envisagée pour promouvoir la transparence des salaires; et ii) toute mesure prise, en coopération avec les partenaires sociaux, pour promouvoir le principe de la convention dans les négociations par branche, territoire et entreprise, et pour veiller à ce que le travail dans les secteurs et professions où les femmes sont prédominantes ne soit pas sous-évalué. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des extraits pertinents de conventions collectives contenant des dispositions qui reflètent le principe de la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1994)

Articles 2 et 3 de la convention. Égalité de chances et de traitement entre les hommes et les femmes. La commission avait précédemment noté la persistance de la ségrégation professionnelle entre les hommes et les femmes et des attitudes discriminatoires concernant le rôle respectif des hommes et des femmes au travail, et elle avait demandé au gouvernement de fournir des informations: 1) sur les mesures prises, dans le cadre du Programme national sur l'égalité de chances entre les femmes et les hommes pour 2015-2021 et du Plan d'action qui l'accompagne pour 2015-2017 ou par tout autre moyen, visant à réduire de manière effective la ségrégation professionnelle entre les hommes et les femmes et à promouvoir l'égalité de chances et de traitement entre les hommes et les femmes dans l'emploi et la profession, y compris en matière de recrutement, ainsi que sur les résultats obtenus; et 2) sur la répartition des hommes et des femmes dans l'emploi, ventilée par secteur économique et par profession. La commission note que le gouvernement, dans son rapport, indique que le plan d'action 2018-2021 pour la mise en œuvre du Programme national sur l'égalité de chances entre les femmes et les hommes pour 2015-2021 continue de soutenir les initiatives visant à: 1) s'attaquer aux stéréotypes de genre et à la ségrégation entre les hommes et les femmes, ainsi qu'à leurs causes et conséquences, notamment par l'échange de bonnes pratiques; 2) s'attaquer à la ségrégation entre les hommes et les femmes dans l'éducation; et 3) diffuser des informations sur l'égalité de chances dans l'emploi à l'intention des partenaires sociaux. La commission note, d'après les informations statistiques fournies par le gouvernement, qu'en 2018, les femmes représentaient 47,2 pour cent des personnes employées (contre 52,8 pour cent pour les hommes) et 45,3 pour cent des participants ayant bénéficié de mesures actives du marché du travail (contre 54,7 pour cent pour les hommes). À cet égard, elle note, d'après les données d'Eurostat, que le taux d'emploi des femmes est passé de 75,5 pour cent en 2017 à 77,4 pour cent en 2019 (contre 79 pour cent pour les hommes en 2019), soit l'un des taux d'emploi des femmes les plus élevés parmi les pays de l'Union européenne. La commission accueille favorablement ces informations. Elle note toutefois, selon les données statistiques de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE), que la part des femmes dans les conseils d'administration des plus grandes sociétés cotées en bourse a reculé, passant de 14 pour cent en 2010 à 12 pour cent en 2019. La commission note, d'après le rapport du gouvernement de 2019 dans le cadre de l'examen national de la mise en œuvre de la déclaration de Beijing (rapport national Beijing+25), que malgré une attention accrue à la question de l'égalité des genres, les violations du principe de l'égalité de chances entre les femmes et les hommes sont toujours manifestes dans de nombreux domaines, et la ségrégation entre les hommes et les femmes sur le marché du travail reste une réalité. En effet, alors que près de 27 pour cent des femmes contre 6 pour cent des hommes travaillent dans l'éducation, la santé et les activités sociales, il y a quatre fois plus d'hommes (31 pour cent) que de femmes (8 pour cent) qui travaillent dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM). Le gouvernement ajoute, dans ce rapport, que l'égalité des genres s'agissant du niveau d'instruction et de participation s'est légèrement améliorée, tandis que la situation concernant la ségrégation dans les filières d'études reste problématique, 37 pour cent des étudiantes étant toujours concentrées dans les domaines de l'éducation, de la santé et du bien-être, des

sciences humaines et des arts. La commission rappelle que, en vertu de l'article 26 (6) du Code du travail, les employeurs, ayant plus de 50 employés en moyenne, ont l'obligation d'adopter et de publier les mesures mettant en œuvre et faisant respecter les principes de la politique d'égalité de chances. La commission note cependant, d'après le rapport Beijing+25, que dans les entreprises inspectées par l'inspection nationale du travail, cette disposition n'a généralement pas été appliquée. Elle note en outre que, dans ses observations finales de 2019, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) reste préoccupé par: 1) la persistance de stéréotypes sexistes et discriminatoires à l'égard des femmes ainsi que par les appels au respect des valeurs et des rôles traditionnels assignés aux femmes, notamment dans les médias, comme l'indique l'enquête menée à ce sujet par la Médiatrice pour l'égalité de chances; 2) par la possibilité que la loi sur la consolidation des liens familiaux renforce les stéréotypes discriminatoires concernant les rôles et responsabilités des femmes et des hommes dans la famille et la société; et 3) la ségrégation professionnelle verticale et horizontale entre les hommes et les femmes (CEDAW/C/LTU/CO/6, 12 novembre 2019, paragr. 20 et 36). **La commission prie instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour lutter efficacement contre les stéréotypes sur les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes dans la famille et dans la société, ainsi que contre la ségrégation professionnelle entre les hommes et les femmes. À cet égard, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur: i) les mesures prises pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement entre les hommes et les femmes dans l'éducation, l'emploi et la profession, notamment dans le cadre du Plan d'action 2018-2021 pour la mise en œuvre du Programme national sur l'égalité de chances entre les femmes et les hommes pour 2015-2021; ii) toute évaluation faite de l'impact de ces mesures et sur l'application de l'article 26 (6) du Code du travail dans la pratique; et iii) la répartition des hommes et des femmes dans l'emploi, ventilées par secteur économique et profession.**

Égalité de chances et de traitement sans distinction de race, de couleur et d'ascendance nationale. Roms. Se référant à ses commentaires précédents concernant la discrimination persistante à l'encontre des Roms dans l'éducation et l'emploi, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'intégration des Roms dans le marché du travail est renforcée par: 1) la mise en œuvre de mesures générales qui relèvent de la responsabilité de la Bourse du travail lituanienne; et 2) la mise en œuvre de projets spécifiques visant à intégrer les Roms dans le marché du travail. À cet égard, le gouvernement fait référence au Projet «Travailler avec les Roms: nouvelles possibilités d'emploi et défis à relever», mis en œuvre en collaboration avec des représentants de la communauté rom, à la suite duquel, en 2018, 40 personnes ont participé à un processus général de développement des compétences, y compris des cours de langue, et 78 personnes ont commencé à chercher un emploi ou à étudier ou ont obtenu un emploi, y compris en tant qu'indépendants. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle l'un des principaux obstacles identifiés pour l'intégration des Roms sur le marché du travail est le manque d'éducation de base, les services d'enseignement à distance fournis par le Centre de la communauté rom ne remédiant que partiellement à cette situation. Se référant à ses commentaires précédents concernant l'adoption d'un Plan d'action pour l'intégration des Roms dans la société lituanienne pour 2015-2020, elle regrette toutefois le manque d'informations fournies par le gouvernement sur sa mise en œuvre. La commission note en outre que, dans leurs récentes observations finales, plusieurs organes de l'ONU chargés de l'application des traités se sont déclarés préoccupés par: 1) la persistance des stéréotypes, des préjugés et de l'intolérance à l'égard des Roms, qui sont à l'origine d'une discrimination dans les domaines de l'éducation et de l'emploi; 2) la persistance de faibles taux d'alphabétisation parmi les Roms par rapport à la population générale; 3) la persistance d'une faible proportion d'enfants et de jeunes roms qui terminent l'enseignement de base et la baisse du nombre de Roms ayant reçu un enseignement secondaire et supérieur; et 4) le faible taux d'emploi parmi les Roms, en particulier parmi les femmes roms (CERD/C/LTU/CO/9-10, 7 juin 2019, paragr. 17; et CCPR/C/LTU/CO/4, 29 août 2018, paragr. 7). La commission prend note avec **préoccupation** de ces informations. Elle note en outre, d'après les informations statistiques fournies par le gouvernement, que, parmi les plaintes pour discrimination fondée sur la race, la nationalité, la langue, l'origine, l'appartenance ethnique ou la citoyenneté reçues par le Bureau du médiateur pour l'égalité de chances de 2017 à 2019, 11 concernaient l'emploi et 10 l'éducation. La commission observe toutefois que ces informations ne concernent pas spécifiquement les Roms. Elle note en outre que, selon le rapport de pays sur la non-discrimination de la Commission européenne de 2019, aucun cas de discrimination à l'égard des Roms n'a été porté devant les tribunaux de 2015 à 2018, et qu'aucune plainte concernant la discrimination à l'égard des Roms n'a été soumise à la Médiatrice pour l'égalité de chances ou n'a donné lieu à l'ouverture d'une enquête par le médiateur en 2018. **La commission prie instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination à l'égard des Roms, notamment par des campagnes de sensibilisation visant à lutter contre les préjugés et stéréotypes, afin d'assurer de manière effective l'égalité de chances et de traitement dans l'éducation, l'emploi et la profession pour la communauté rom. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur: i) les mesures spécifiques prises à cette fin et**

toute évaluation de leur impact, ainsi que tout nouveau plan d'action élaboré dans le cadre du suivi du Plan d'action pour l'intégration des Roms dans la société lituanienne pour 2015-2020; et ii) la participation des Roms aux cours d'éducation et aux formations professionnelles, ainsi qu'au marché du travail.

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, la commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Luxembourg

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2001)

Article 1, paragraphe 1 a) et b), de la convention. Motifs de discrimination interdits. Législation. La commission a précédemment noté que, conformément à la loi du 3 juin 2016 modifiant le Code du travail, la loi du 13 mai 2008 relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes et les statuts des fonctionnaires communaux et de l'État, une discrimination «fondée sur le changement de sexe» est assimilée à une discrimination fondée sur le sexe. Elle avait toutefois attiré l'attention du gouvernement sur le fait que, bien que l'article 454 du Code pénal définisse la discrimination comme «toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, [...], de leurs opinions politiques [...]», les motifs de la couleur, de l'opinion politique, de l'ascendance nationale et de l'origine sociale ne sont pas couverts par le Code du travail (article L.241-1), ni par la loi du 16 avril 1979 fixant le Statut général des fonctionnaires de l'État (article 1 bis) ni par la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux (article 1 bis). Elle avait demandé au gouvernement de modifier ces dispositions afin d'y inclure la couleur, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale. La commission note que le gouvernement indique, dans son rapport, que la loi du 7 novembre 2017 modifiant le Code du travail et les statuts des fonctionnaires communaux et de l'État, a introduit la «nationalité» parmi les motifs de discrimination interdits. Tout en accueillant favorablement cette information, la commission tient à rappeler que la notion d'«ascendance nationale» couvre les distinctions faites sur la base du lieu de naissance, de l'ascendance ou de l'origine étrangère d'une personne, et diffère donc de la «nationalité» (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 764). Elle prend également note de la déclaration répétée du gouvernement selon laquelle les victimes de discrimination, pour des motifs qui ne sont pas interdits par l'article L.241-1 du Code du travail tels que la couleur, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale, peuvent déposer une plainte en vertu de l'article 454 du Code pénal pour laquelle le ministère public évaluera l'opportunité des poursuites. Le gouvernement ajoute que l'article L.244-3 du Code du travail prévoit un renversement de la charge de la preuve devant les tribunaux du travail lorsque des faits permettent de présumer l'existence d'une discrimination, alors qu'en vertu du Code pénal, il appartient au plaignant de prouver l'existence d'une discrimination. La commission ne peut que répéter que les poursuites pénales ne suffisent généralement pas à éliminer la discrimination sur le lieu de travail: 1) en raison de sa nature particulière, qui découle des

caractéristiques spécifiques de l'environnement de travail (crainte de représailles, perte d'emploi, hiérarchie, etc.); et 2) en raison de la charge de la preuve, cette dernière étant souvent difficile à assumer. En effet, la charge de la preuve peut constituer un obstacle important, notamment parce que la plupart des informations requises dans le cadre d'une procédure engagée pour traitement inéquitable ou discriminatoire sont aux mains de l'employeur (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 885). En outre, la commission souhaite attirer l'attention du gouvernement sur le fait que, au niveau national, il semble que l'on s'accorde à considérer que la législation ne protège pas contre la discrimination fondée sur la couleur, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale dans l'emploi et la profession. La commission se réfère à cet égard à la campagne de sensibilisation menée en 2018 par le Centre pour l'égalité de traitement (CET) pour lutter contre les discriminations à l'embauche qui ne faisait référence qu'aux seuls motifs de discrimination énumérés à l'article L.241-1 du Code du travail, sans faire aucune référence à l'article 454 du Code pénal (CET, rapport annuel de 2018, p. 75). **Afin de permettre aux travailleurs de faire valoir efficacement leurs droits en matière de discrimination fondée sur l'ensemble des motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier la liste des motifs de discrimination interdits par le Code du travail (article L.241-1), la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (article 1bis) et par la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux (article 1bis), afin d'y inclure les motifs de la couleur, de l'opinion politique, de l'ascendance nationale et de l'origine sociale. Elle demande au gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard. La commission demande également au gouvernement de fournir des informations sur le nombre de décisions administratives et judiciaires rendues par les autorités compétentes sur des cas ou des plaintes pour discrimination dans l'emploi et la profession, y compris sur la base de l'article 454 du Code pénal, en précisant le motif de discrimination invoqué, les réparations accordées et les sanctions infligées.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Madagascar

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1962)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Législation. Depuis plusieurs années, la commission souligne que les dispositions sur l'égalité de rémunération de l'article 53 du Code du travail sont plus restrictives que celles de la convention, dans la mesure où elles limitent l'application du principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale à l'exercice d'un même emploi et à la possession des mêmes qualifications professionnelles. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que, en mars 2016, la Conférence nationale des inspecteurs du travail (SAIT) a évoqué la question de la modification de certaines dispositions du Code du travail, dont l'article 53, et qu'un projet visant à la modification de cette disposition sera prochainement transmis au Conseil national du travail (CNT) afin de recueillir l'avis des partenaires sociaux à cet égard. **Rappelant qu'elle considère que la consécration pleine et entière par la législation du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale revêt une importance capitale pour assurer l'application effective de la convention, la commission veut croire que le gouvernement saisira l'occasion du projet de révision du Code du travail pour intégrer pleinement le principe de la convention dans le nouveau Code du travail, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, tout en veillant à ce que les nouvelles dispositions englobent non seulement le travail égal ou le travail accompli dans des conditions égales, mais également le travail qui est de nature entièrement différente, mais néanmoins de valeur égale. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard, ainsi que sur toutes autres mesures prises ou envisagées pour promouvoir et assurer l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale dans la pratique.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1961)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Protection contre la discrimination. Depuis plusieurs années, la commission souligne que ni le Code du travail ni le Statut général des fonctionnaires n'interdisent la discrimination fondée sur l'ensemble des motifs énumérés par la convention et prie le gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour mettre la législation en conformité avec la convention. La commission avait en effet noté que

la discrimination fondée sur la couleur et l'origine sociale n'est pas interdite par le Code du travail (art. 261) et que la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'origine sociale n'est pas interdite par le Statut général des fonctionnaires (art. 5). La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que, en mars 2016, la Conférence nationale des inspecteurs du travail (SAIT) a évoqué la modification des dispositions du Code du travail relatives aux motifs de discrimination interdits et qu'un projet visant à introduire la couleur et l'origine sociale dans la liste de ces motifs et à interdire expressément toute discrimination, y compris la discrimination indirecte, sera prochainement transmis au Conseil national du travail (CNT) afin de recueillir l'avis des partenaires sociaux à cet égard. En ce qui concerne la fonction publique, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, bien qu'il considère que le terme «couleur» ne soit pas approprié à la réalité de la société malgache, il étudie actuellement la possibilité d'inclure ce motif dans la liste des motifs de discrimination interdits. Le gouvernement ajoute qu'il envisage également d'introduire des dispositions définissant et interdisant toute discrimination, y compris la discrimination indirecte, et que l'ensemble de ces questions seront soulevées lors d'une prochaine révision du Statut général des fonctionnaires. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés dans la révision du Code du travail et du Statut général des fonctionnaires pour harmoniser et compléter les dispositions de la législation nationale afin d'interdire, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, toute discrimination fondée sur l'ensemble des motifs énumérés dans la convention, y compris la race, la couleur et l'origine sociale, et d'inclure une définition de la discrimination qui englobe explicitement la discrimination indirecte. La commission prie le gouvernement d'indiquer toutes mesures prises ou envisagées à cet égard, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur l'interprétation et l'application pratique de l'article 261 du Code du travail et de l'article 5 du Statut général des fonctionnaires, en communiquant copie de toutes décisions judiciaires ou administratives rendues en vertu de ces dispositions.**

Offres d'emploi discriminatoires. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté les allégations de la Confédération générale des syndicats des travailleurs de Madagascar (FISEMA) concernant le fait que des offres d'emplois pour des postes de gardiens, d'employés domestiques ou d'ouvriers dans les zones franches d'exportation diffusées, par voie radiophonique ou affichées dans la rue, posent comme condition préalable au recrutement le fait d'appartenir à une certaine religion ou d'être un homme ou une femme. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle certaines offres d'emploi diffusées par voie radiophonique ou affichées sur les places publiques sont discriminatoires eu égard à une appartenance religieuse ou à un sexe. Compte tenu du fait que la diffusion des offres d'emploi, par voie radiophonique ou par affichage public, est devenue une pratique courante, le gouvernement indique qu'il envisage d'adopter des dispositions pour réglementer cette pratique de manière conforme aux dispositions de la convention. **La commission veut croire que le gouvernement adoptera, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, des mesures visant à renforcer l'application de la législation nationale et interdire en pratique toute forme de discrimination directe et indirecte fondée sur tous les motifs énumérés dans la convention, et notamment l'appartenance religieuse et le sexe, dans les offres d'emploi diffusées par voie radiophonique ou affichage public. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur toute avancée réalisée en ce sens.**

Travailleurs domestiques. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que la Confédération chrétienne des syndicats malgaches (SEKRIMA) soulignait la précarité des conditions de travail des travailleurs domestiques, certains étant employés sans contrat de travail. La commission note que le gouvernement indique que les travailleurs domestiques jouissent des mêmes droits que les autres travailleurs, car la législation du travail leur est applicable et ils peuvent porter plainte auprès de l'inspection du travail en cas de violation de leurs droits. La commission note toutefois que, dans ses observations finales, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) s'est dit préoccupé par la situation précaire des femmes et des jeunes filles qui travaillent comme employées de maison au domicile des particuliers et a recommandé au gouvernement de renforcer encore les prérogatives des inspecteurs du travail en matière de surveillance des lieux de travail, y compris au domicile des particuliers (CEDAW/C/MDG/CO/6-7, 24 novembre 2015, paragr. 30 et 31). **La commission veut croire que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour s'assurer que les travailleurs et travailleuses domestiques jouissent en pratique de la protection offerte par les dispositions du Code du travail, notamment celles relatives à la non-discrimination et aux conditions de travail. Elle prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur le nombre et les résultats des contrôles effectués par l'inspection du travail pour s'assurer de l'application effective des dispositions du Code du travail envers les travailleurs et les travailleuses domestiques, en communiquant des extraits de rapports d'inspection ou d'études pertinents.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Malawi

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1965)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Discrimination fondée sur le sexe. Harcèlement sexuel. La commission rappelle qu'elle avait demandé au gouvernement d'envisager de modifier la définition du harcèlement sexuel énoncée à l'article 6(1) de la loi de 2013 sur l'égalité de genre (LEG) afin que cette définition couvre explicitement le harcèlement sexuel dû à un environnement de travail hostile, et de faire en sorte que

les termes «personne raisonnable» contenus dans cette définition du harcèlement ne se réfèrent plus au harceleur mais à une tierce personne, de manière à garantir une protection effective contre toutes les formes de harcèlement sur le lieu de travail. Notant que le rapport du gouvernement ne contient aucune information à ce sujet, la commission note cependant l'inclusion, dans la Politique de gestion de la fonction publique du Malawi 2018-2022, d'une stratégie axée sur le «déploiement de programmes visant à éliminer toutes les formes de violence sur le lieu de travail et au foyer, notamment la violence fondée sur le genre et plus spécifiquement la violence sexuelle». **Afin d'assurer une protection complète contre le harcèlement sexuel, la commission prie le gouvernement de modifier l'article 6(1) de la LEG de manière à faire en sorte que les termes «personne raisonnable» apparaissant dans la définition ne se réfèrent plus au harceleur mais à une tierce personne. Elle prie le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises en application de l'article 7 de la LEG pour assurer que les employeurs ont mis au point et adopté des politiques et des procédures appropriées en vue d'éliminer le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. En outre, elle le prie de prendre des mesures propres à lutter contre le harcèlement sexuel dans la fonction publique, notamment en instaurant des procédures de plainte, des sanctions et des réparations adéquates. Elle incite le gouvernement à envisager de mener, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, des campagnes de sensibilisation qui seront axées spécifiquement sur le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession.**

Article 2. Politique nationale d'égalité. Promouvoir l'égalité et l'inclusion dans la fonction publique. La commission accueille favorablement les statistiques sur la répartition des hommes et des femmes aux postes de décision (grades A à F) communiquées par le gouvernement. Ces statistiques montrent que les femmes n'ont jamais excédé 26 pour cent du personnel de ces niveaux (25 pour cent dans la classe A – une seule femme – et 10 pour cent dans la classe B). La commission prend note avec *intérêt* de l'adoption en février 2018 de la Politique de gestion de la fonction publique du Malawi pour 2018-2020, laquelle se réfère explicitement à de nombreuses lois, dont la loi de 2000 sur l'emploi et la LEG. Elle note en outre que cette politique reconnaît que «la fonction publique n'est pas suffisamment inclusive en termes de genre» et à l'égard d'autres groupes et que «selon certains avis, les personnes ayant un handicap et les personnes venant de cultures différentes ne sont pas représentées équitablement dans la fonction publique, où quelques groupes occupent les postes stratégiques, sur la base d'affinités politiques ou tribales». Selon cette politique, le gouvernement s'engage à prendre les actions suivantes: promouvoir l'inclusion sociale et l'équité dans l'emploi; prendre des mesures d'ordre législatif, exécutif ou administratif propres à garantir le droit à l'emploi et la promotion des femmes, des membres de minorités ethniques et des personnes ayant un handicap ainsi que des groupes sociaux marginalisés et vulnérables, conformément à la LEG et à d'autres instruments; et déployer une démarche stratégique et systématique de développement des ressources humaines dans la fonction publique. **La commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre la stratégie pour l'égalité et la diversité qui est inscrite dans la Politique de gestion de la fonction publique et, notamment, de prendre toutes mesures d'ordre législatif, exécutif ou administratif propres à cette fin, et de promouvoir effectivement l'égalité de chances et de traitement pour tous à tous les niveaux de la fonction publique à travers la formation et la sensibilisation. Le gouvernement est prié de donner des informations spécifiques sur les résultats obtenus à travers cette politique s'agissant de l'emploi des femmes, des personnes en situation de handicap et des personnes appartenant à des groupes marginalisés ou vulnérables, et de faire état des difficultés éventuellement rencontrées.**

Promouvoir l'égalité des genres. Politique nationale de 2015 sur l'égalité de genre et loi de 2013 sur l'égalité de genre (LEG). La commission rappelle l'adoption en 2015 de la Politique nationale sur l'égalité de genre, dont l'un des objectifs était «d'instaurer, aussi bien dans l'économie formelle que dans l'économie informelle, un environnement favorable à l'égalité entre hommes et femmes sur le plan des chances dans l'emploi et sur celui des avantages liés à l'emploi» en s'efforçant de parvenir à l'élimination de la ségrégation professionnelle et de la discrimination et en révisant la législation du travail. Elle rappelle également l'adoption de la LEG dont le but est de promouvoir l'égalité de genre et de prévoir une réparation pour la discrimination directe ou indirecte fondée sur le sexe, pour les pratiques néfastes et le harcèlement sexuel. La LEG prévoit également l'adoption de programmes prévus pour faire connaître ses dispositions. La commission note avec *intérêt* que le gouvernement a pris les mesures suivantes afin de promouvoir la LEG: un plan de déploiement et de suivi de la loi a été lancé en 2016; une Commission du genre a été créée; des conférences de sensibilisation ont été organisées dans l'ensemble du pays à l'intention des magistrats, de la police, des représentants du secteur privé et des organismes communautaires et de la société civile; une action a été menée auprès des différentes parties prenantes afin de faire connaître les dispositions de la loi; un guide pédagogique sur la LEG a été publié. Le gouvernement indique qu'il serait nécessaire de revoir et d'approfondir la réglementation sur l'égalité de genre et d'introduire des dispositions sur le genre dans d'autres lois, comme la loi sur la fonction publique, la loi sur la commission de la fonction publique et la loi sur la commission des droits de l'homme, afin que ces instruments soient harmonisés avec les dispositions de la LEG. Le gouvernement souligne également qu'il serait nécessaire d'intensifier les campagnes d'éducation civique et de sensibilisation ciblant les chefs traditionnels ainsi que les femmes, et il reconnaît qu'il reste encore beaucoup de chemin à faire avant de parvenir à l'égalité entre hommes et femmes, en particulier dans l'emploi, dans la formation et dans l'éducation. **La commission prie le gouvernement de poursuivre son action de diffusion d'informations sur la loi de 2013 sur l'égalité de genre et d'intensifier les efforts entrepris à cet égard auprès des travailleurs, des employeurs et de leurs organisations. Elle le prie de prendre les mesures propres à l'adoption du règlement prévu par cette loi et de revoir les dispositions relatives à l'égalité de genre dans la législation à la lumière de la loi de 2013. Elle le prie également de donner des informations sur le Plan de déploiement et de suivi de la loi sur l'égalité de genre ainsi que sur toute mesure prise en vue de promouvoir dans l'économie formelle comme dans l'économie informelle l'égalité entre hommes et femmes en termes de chances dans l'emploi et des avantages liés à l'emploi, en application de la Politique nationale sur l'égalité de genre.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Maroc

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1963)

Article 2 de la convention. Égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. Fonction publique. La commission note avec **intérêt** les mesures prises par le gouvernement pour institutionnaliser l'égalité de genre dans la fonction publique par le déploiement, en collaboration avec ONU Femmes, d'une Stratégie de mise en œuvre de l'approche genre dans la fonction publique qui prévoit: 1) la mise en place de structures administratives, une gestion sensible au genre des ressources humaines et des compétences ainsi que l'ancrage de l'égalité dans les comportements et la culture organisationnelle de l'administration; 2) le renforcement des capacités et la mise en œuvre de formations; 3) l'adoption d'un manuel des procédures pour l'insertion de l'approche genre dans les opérations de recrutement, de sélection et de nomination dans la fonction publique; et 4) la modification du Statut de la fonction publique pour y inclure des dispositions permettant notamment l'octroi d'un congé aux pères ainsi que des dispositions en matière d'allaitement. Elle note aussi que cette approche prévoit l'élaboration d'un cahier des charges modèle relatif à la mise en place de crèches à proximité du lieu de travail qui devra être adopté par tous les départements ministériels. S'agissant de la nomination de femmes à des fonctions supérieures dans la fonction publique, la commission accueille favorablement la nomination, entre fin 2012 et mi-2019, de 12,4 pour cent de femmes à des hautes fonctions et d'un total de 23 pour cent de femmes à des postes à tous niveaux de responsabilité. Elle note également l'obligation de faire siéger une femme dans la commission chargée des entretiens de sélection des candidats à ces postes. **La commission veut croire que le gouvernement sera en mesure de mettre en œuvre sa politique d'institutionnalisation de l'égalité de genre dans la fonction publique et de continuer à promouvoir l'emploi des femmes, à tous les niveaux, y compris dans les postes à responsabilités, et le prie de poursuivre les efforts entrepris en la matière. La commission demande au gouvernement de procéder à des évaluations régulières de cette politique et de fournir des informations sur les résultats obtenus, en communiquant notamment des statistiques à l'appui de ces évaluations. Elle le prie également de fournir des informations sur toute modification du Statut de la fonction publique relative au congé de paternité et sur toute mesure prise pour permettre aux fonctionnaires hommes et femmes de mieux concilier leurs responsabilités professionnelles et leurs responsabilités familiales (crèches, etc.).**

Secteur privé. La commission note que le gouvernement indique que la Stratégie nationale pour l'Emploi (SNE) à l'horizon de 2025 vise, entre autres, à promouvoir l'inclusion sociale et l'équité, en particulier pour les jeunes, les femmes, les travailleurs ruraux et les travailleurs informels. Le gouvernement rappelle également que, suite au bilan du Plan gouvernemental pour l'égalité ICRAM 1 (2012-2016), le Plan ICRAM2 (2017-2021) a pu identifier 7 axes stratégiques, portant notamment sur le renforcement de l'employabilité et l'autonomisation économique des femmes et la diffusion d'une culture d'égalité et de lutte contre les discriminations et les stéréotypes fondés sur le genre. La commission accueille favorablement les nombreux programmes et projets comportant des volets visant à améliorer la participation des femmes au marché du travail, à intégrer l'approche genre dans toutes les politiques concernant l'emploi, à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes et à lutter contre les stéréotypes de genre, en particulier dans les médias. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il apporte son soutien financier à la réalisation de projets de partenariat avec des associations travaillant dans le domaine de la «protection des droits de la femme au travail», qui ont notamment comme objectifs de sensibiliser les femmes sur leurs droits et les employeurs sur l'importance de mettre en place une culture d'égalité professionnelle dans l'entreprise. La commission note aussi que, selon le rapport intitulé «Examen national approfondi de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing après 25 ans» (Beijing+25), de nombreuses mesures ont été prises pour améliorer l'accès des femmes à la propriété foncière, aux services financiers et au crédit ainsi qu'aux réseaux professionnels et entrepreneuriaux, et développer ainsi l'entreprenariat des femmes. **Accueillant favorablement les mesures et initiatives prises par le gouvernement pour faire progresser l'égalité de genre dans l'emploi et la profession, la commission veut croire que le gouvernement sera en mesure de les mettre en œuvre afin d'accroître la participation des femmes tant dans l'emploi salarié que dans l'emploi indépendant, de lutter activement contre les stéréotypes de genre et les préjugés et d'éliminer les obstacles à l'égalité des genres. La commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures en ce sens et de fournir des informations sur les mesures prises, les évaluations réalisées et les résultats obtenus sur l'ensemble du territoire, y compris dans les zones rurales.**

Organisme chargé de promouvoir l'égalité et de lutter contre la discrimination. La commission note avec **intérêt** la promulgation de la loi n° 79.14 relative à l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination (APALD), le 21 septembre 2017, qui a notamment pour mission de recevoir et d'examiner les plaintes pour discrimination, de formuler des recommandations aux autorités compétentes et de veiller aux suites qui leur sont données. Elle note également que cette institution,

composée entre autres de membres de l'administration publique et de la société civile, de représentants syndicaux et de représentants des entreprises, a également pour mission de donner un avis sur les propositions de lois et de proposer des modifications à la législation nationale, de promouvoir les principes de l'égalité et de la non-discrimination, en particulier envers les femmes, et de diffuser les bonnes pratiques en la matière. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que l'APALD puisse être mise en place et soit en mesure de fonctionner, notamment en lui accordant les moyens et le personnel nécessaires pour lui permettre d'accomplir non seulement ses missions relatives au traitement des réclamations, mais également ses missions de conseil, de recommandation, de sensibilisation et de formation. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard ainsi que des informations sur les activités déployées par l'APALD pour lutter contre la discrimination et promouvoir l'égalité dans l'emploi et la profession, notamment sur le nombre et la nature des cas de discrimination traités et leur issue.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Maurice

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 2002)

La commission prend note du rapport du gouvernement ainsi que des informations supplémentaires communiquées à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

Article 2 de la convention. Fixation des salaires minima. Règlements relatifs à la rémunération. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de modifier les règlements relatifs à la rémunération en vigueur dans les activités de production du sel, du sucre et du thé, de manière à en supprimer toutes les désignations professionnelles sexospécifiques restantes ainsi que les taux de rémunération différenciés entre hommes et femmes. La commission note que ces trois règlements ont été remplacés en 2019. Elle note ainsi que règlement de 2019 relatif à la rémunération dans la production du sel ne comporte plus de désignation sexospécifique des emplois mais cependant que, dans sa deuxième annexe, il prévoit encore expressément deux catégories différentes de rémunération, une pour les salariés de sexe masculin et une autre pour les salariés de sexe féminin (même si les mêmes taux de rémunération s'appliquent à l'une et l'autre catégorie). La commission note également que dans les règlements de 2019 concernant les rémunérations dans la production sucre (travailleurs agricoles) d'une part, et la production de thé d'autre part, les désignations sexospécifiques des emplois subsistent et ce sont encore des taux de rémunération différents pour les hommes et pour les femmes qui apparaissent pour les mêmes emplois. **La commission prie instamment le gouvernement de modifier sans délai les règlements de 2019 relatifs à la rémunération en vigueur dans les activités de production du sel, du sucre (travailleurs agricoles) et du thé, de manière à supprimer de ces trois règlements toutes les désignations sexospécifiques des emplois qui y apparaissent encore, ainsi que les catégories de rémunération sexospécifiques et les taux ainsi différenciés de rémunération pour les mêmes emplois. La commission prie également le gouvernement de donner des informations sur les mesures spécifiquement prises pour assurer que, lors de la détermination des taux minima de rémunération par profession et par secteur couvert par les règlements relatifs à la rémunération, les qualifications ou compétences considérées comme «féminines» ne soient pas sous-évaluées par comparaison avec celles qui sont traditionnellement considérées comme «masculines» et que les professions à dominante féminine ne soient pas sous-évaluées par comparaison avec les professions à dominante masculine. Elle l'invite également à se reporter aux commentaires qu'elle formule dans le contexte de l'application de la convention n° 111 sur la discrimination (emploi et profession), 1958.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2002)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires communiquées à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

Article 1, paragraphe 1 a), et article 2 de la convention. Discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance nationale et l'origine sociale. Dans ses précédents commentaires, la commission exprimait ses préoccupations devant la situation des travailleurs appartenant à la communauté créole malaise et avait prié instamment le gouvernement de prendre des mesures volontaristes pour s'attaquer sans plus attendre à la discrimination fondée sur la race, la couleur, l'origine ethnique et l'origine sociale. Le

gouvernement déclare dans son rapport que Maurice est un pays multiculturel et que personne ne s'est déclaré comme appartenant à la communauté créole malaise lors du dernier recensement de population. La commission note que, dans son rapport d'activités pour la période 2016-2019, la Commission de l'égalité des chances (EOC) déclare que les plaintes pour discrimination fondée sur l'origine ethnique, la race, la caste et le lieu d'origine représentent neuf pour cent du nombre total des plaintes reçues. Elle note également que, dans ses observations finales de 2018, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) s'est déclaré préoccupé de constater que les Créoles sont confrontés à une discrimination *de facto* dans toutes les sphères de la vie et qu'ils sont surexposés à la pauvreté et ont un accès limité à l'emploi, au logement, aux soins de santé et à l'éducation. La commission note avec **regret** que, comme le constate le CERD, les mesures prises par le gouvernement et la Commission pour l'égalité des chances n'ont guère contribué à améliorer la situation socio-économique des Créoles et que des mesures spéciales à cet effet font défaut (CERD/C/MUS/CO/20-23, 19 septembre 2018, paragr. 26). **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures volontaristes pour s'attaquer à la discrimination fondée sur la race, la couleur, l'origine ethnique et l'origine sociale, notamment à l'encontre des travailleurs appartenant à des communautés créoles. La commission encourage également le gouvernement à procéder à des études ou des recherches sur la situation des différents groupes sur le marché du travail, en vue d'éliminer la discrimination dans l'emploi et la profession.**

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, la commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

Article 1, paragraphe 2. Conditions exigées pour un emploi déterminé. La commission avait noté précédemment que l'article 13 de la loi de 2008 sur l'égalité de chances (EOA) prévoit un large éventail de cas dans lesquels un employeur effectif ou potentiel peut faire des distinctions à l'égard d'une personne sur la base du sexe et que l'article 6(3) de l'EOA et l'article 4(3) et (4) de la loi de 2008 sur les droits dans l'emploi (ERiA) prévoient que les conditions, prescriptions ou pratiques ayant, ou étant susceptibles d'avoir, un «effet pénalisant» ne sont pas considérées comme des discriminations lorsqu'elles sont «justifiées» ou «raisonnables compte tenu des circonstances». La commission avait prié instamment le gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que les exceptions admises correspondent de manière concrète et objective à des conditions exigées pour un emploi déterminé. La commission note que la loi n° 20 de 2019 sur les droits des travailleurs (WRA) a remplacé l'ERiA, mais elle prévoit aussi, à l'article 5(3), que: «il n'y a pas discrimination lorsque l'on impose ou propose d'imposer une condition, une exigence ou une pratique qui a ou qui est susceptible d'avoir un effet défavorable, dès lors que ladite condition, exigence ou pratique est raisonnable dans les circonstances». En outre, la commission note que le gouvernement indique que les Directives destinées aux employeurs citent les dispositions de l'article 13 de l'EOA sans donner d'autres indications quant à leur portée ou leur application. À cet égard, la commission rappelle que les travailleurs des deux sexes devraient avoir le droit de chercher à exercer librement tout emploi ou toute profession et que les exclusions ou préférences par rapport à un emploi déterminé devraient être établies de manière concrète et objective, compte dûment tenu des exigences inhérentes à l'emploi dont il s'agit, et loin de toute influence de stéréotypes ou préjugés quant aux rôles des hommes et des femmes. **En conséquence, la commission demande au gouvernement de revoir l'application dans la pratique de l'article 13 de la loi de 2008 sur l'égalité de chances et l'article 5(3) de la**

loi n° 20 de 2019 sur les droits des travailleurs, de manière à assurer que les exceptions admises reposent effectivement sur les conditions exigées pour un emploi déterminé et qu'elles ne portent nullement atteinte aux droits des travailleurs des deux sexes de chercher librement à exercer une profession ou un emploi déterminé. Elle le prie de donner des exemples des emplois concernés ainsi que des informations sur toute décision des juridictions compétentes donnant une interprétation de ces dispositions, de même que sur tout avis, décision ou recommandation de l'EOC dans ce domaine.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Mauritanie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 2001)

La commission prend note des observations de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM), reçues le 28 août 2019, et des observations de la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM), reçues le 12 juin 2019. Elle note également la réponse du gouvernement aux observations des deux organisations, reçue le 21 octobre 2019.

Articles 1 et 2 de la convention. Principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Législation et conventions collectives. La commission rappelle que ni le Code du travail, ni la loi n° 93-09 du 18 janvier 1993 portant Statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'État, ni la Convention collective générale du travail (CCGT) de 1974 ne reflètent le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale posé par la convention. La commission note que, dans son rapport et dans sa réponse aux observations de la CGTM et de la CLTM, le gouvernement se réfère à nouveau à la réforme en cours du Code du travail et de la CCGT de 1974 et indique qu'il prendra les mesures nécessaires pour les modifier afin que leurs dispositions donnent clairement expression au principe de la convention. Il ajoute que des mesures seront aussi prises à cette fin pour modifier le Statut général des fonctionnaires. **Soulignant que la convention requiert la mise œuvre du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour intégrer ce principe à la législation du travail, dans le cadre de la réforme annoncée du Code du travail et de la CCGT de 1974 et des modifications envisagées de la loi n° 93-09 du 18 janvier 1993. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises en ce sens.**

Application de la convention dans la pratique. La commission prend note des observations de la CGTM selon lesquelles, dans la pratique, des différences significatives entre les hommes et les femmes existent au niveau de la rémunération pour des emplois de même valeur. Selon l'organisation, les employeurs font en sorte que les femmes n'accèdent pas à certains postes de travail hautement qualifiés, et, même si elles y parviennent, elles ne sont pas traitées de la même manière que leurs homologues masculins. La CGTM allègue qu'il existe des disparités de traitement de l'ordre de 30 pour cent entre les salaires des hommes et des femmes et que celles-ci sont privées de plusieurs autres avantages liés aux fonctions. La commission note aussi les observations de la CLTM dans lesquelles elle affirme que, dans le secteur formel, il n'y a pas de discrimination dans la rémunération des hommes et des femmes pour des postes qui ont la même qualification professionnelle et catégorielle. La CLTM affirme que la discrimination se situe surtout sur le pourvoi des postes de responsabilités et la promotion interne, qui bénéficient plus aux hommes qu'aux femmes. La commission rappelle une nouvelle fois que, pour déterminer la nature, l'ampleur et les causes des inégalités de rémunération entre hommes et femmes, il est indispensable de disposer de données et de statistiques pertinentes en vue de définir des priorités et de concevoir des mesures adaptées, de contrôler et d'évaluer l'efficacité de celles-ci et d'apporter les ajustements qui pourraient s'avérer nécessaires (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 887-891). La commission note que le gouvernement se borne à indiquer qu'il prendra les mesures nécessaires pour recueillir et analyser des données sur la politique générale des salaires dans le pays pour redresser, le cas échéant, les éventuels dysfonctionnements pouvant exister au niveau de certains secteurs d'activité. **Par conséquent, la commission réitère sa demande précédente au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour recueillir et analyser des données sur les salaires des hommes et des femmes et l'invite à entreprendre l'examen des causes de l'écart de rémunération entre hommes et femmes afin de mettre au point les mesures appropriées pour y remédier. La commission demande également au gouvernement de répondre aux observations de la CGTM à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1963)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM), reçues le 12 juin 2019, et de la réponse du gouvernement reçue le 21 octobre 2019.

Article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance nationale ou l'origine sociale. Anciens esclaves et descendants d'esclaves. Dans son précédent commentaire, la commission demandait au gouvernement de prendre des mesures pour combattre la discrimination, y compris la discrimination fondée sur l'origine sociale, et la stigmatisation à laquelle certaines parties de la population, en particulier les anciens esclaves et les descendants d'esclaves, étaient confrontées en matière d'accès à l'éducation, à la formation et à l'emploi, ainsi que des mesures pour promouvoir de manière effective l'égalité réelle et la tolérance au sein de la population. La commission note que, dans ses observations, la CLTM fait état de discriminations concernant l'accès aux postes bien rémunérés et à responsabilités au bénéfice d'une seule composante de la population, les mauritaniens arabes, et de l'existence d'une politique d'exclusion des travailleurs noirs Haratines et afro-mauritaniens de certains secteurs d'activité alors même qu'ils sont majoritaires dans la population. La commission note que le rapport du gouvernement ne contient aucune information sur ce point mais elle observe que, dans sa réponse aux observations de la CLTM sur l'application de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, le gouvernement réfute les allégations de politique de l'emploi discriminatoire envers les Haratines et les afro-mauritaniens. La commission relève également que des informations générales sur les mesures prises pour lutter contre la discrimination et la stigmatisation, en tant que séquelles de l'esclavage, ont été fournies par le gouvernement dans sa réponse aux observations de la CLTM sur l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930. Le gouvernement indique notamment que, sous l'impulsion des leaders religieux et avec la participation des organisations de la société civile, ont été prises des mesures d'information et sensibilisation sur l'illégitimité de l'esclavage et sur la vulgarisation de la loi n° 2015-031 du 10 septembre 2015 abrogeant et remplaçant la loi n° 2007-048 du 3 septembre 2007 portant incrimination de l'esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes. Ont également sillonné le pays des caravanes de sensibilisation destinées à faire connaître leurs droits aux personnes affectées par les séquelles de l'esclavage. Le gouvernement ajoute que des actions positives de formation et d'insertion en faveur de jeunes diplômés d'origine haratine et afro-mauritanienne ont été mises en œuvre pour leur permettre de trouver un emploi, notamment via la mise en place de trois fonds destinés aux bénéficiaires de ces actions ciblées. La commission prend note du rapport de la Mission de haut niveau qui s'est rendue en Mauritanie en avril 2018 et a recommandé l'adoption d'un plan d'action de lutte contre le travail forcé et l'esclavage afin, entre autres, d'institutionnaliser et de coordonner les actions de sensibilisation à l'esclavage et ses séquelles, notamment la discrimination. En outre, la commission prend note, d'après un communiqué de la Présidence de la République, de la création, par décret du 29 novembre 2019, d'une Délégation générale à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion («Taazour»), qui a pour «objectif de généraliser la protection sociale, d'éliminer toutes les formes d'inégalités, de renforcer la cohésion nationale, de lutter contre la pauvreté et de coordonner l'ensemble des interventions dans les zones cibles». Elle note que cette Délégation de rang ministériel devrait mettre en œuvre, au cours des cinq prochaines années, un «programme de promotion économique et sociale en faveur des populations qui ont été victimes des inégalités et de la marginalisation à travers le renforcement des moyens de production, l'amélioration du pouvoir d'achat des pauvres, leur accès à l'éducation, à la santé, à l'eau potable, à un habitat décent et à l'énergie». Enfin, la commission relève que, dans ses observations finales, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) s'est déclaré préoccupé par le fait que «la survivance de certaines structures sociales traditionnelles et des préjugés culturels continuent d'alimenter la discrimination raciale et la marginalisation des Haratines, en particulier dans l'accès à l'éducation, à l'emploi, au logement, à la santé et aux services sociaux» et par «la représentation très limitée des Négro-Africains (Halpular, Soninké et Wolof) et des Haratines dans les affaires politiques et publiques, notamment dans les postes de responsabilité et de décision au sein de l'administration, de l'armée et de la police, et les postes électifs au niveau national, ainsi que dans le secteur privé et les médias» (CERD/C/MRT/CO/8-14, 30 mai 2018, paragr. 11-12). La commission renvoie également à ses commentaires sur l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, concernant les activités de sensibilisation aux questions liées à l'esclavage et ses séquelles, en particulier la discrimination et la stigmatisation. **Prenant note de la volonté du gouvernement de lutter activement contre les séquelles de l'esclavage, en particulier la discrimination à laquelle les anciens esclaves et les descendants d'esclaves sont confrontés, la commission lui demande d'intensifier ses efforts pour sensibiliser toutes les composantes de la population au caractère illégitime de l'esclavage et de ses séquelles, et pour éliminer la stigmatisation et la discrimination, en particulier les préjugés sociétaux, et promouvoir l'égalité sans distinction de race, de couleur, d'ascendance nationale ni d'origine sociale dans l'emploi et la profession. Elle lui demande aussi de poursuivre, notamment dans le cadre de la Délégation Taazour, ses actions positives en faveur de l'éducation, de la formation et de**

l'emploi des personnes affectées par la stigmatisation et la discrimination fondées sur la race, la couleur, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, et de fournir des informations sur les mesures prises en ce sens et les résultats obtenus.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Mexique

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1952)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires qu'il a fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020), ainsi que des observations de la Confédération authentique des travailleurs de la République mexicaine (CAT), transmises avec les informations supplémentaires du gouvernement. La commission prend également note des observations de la Confédération autonome des travailleurs et employés du Mexique (CATEM), de la Confédération internationale des travailleurs (CIT) et de la Confédération régionale ouvrière mexicaine (CROM) jointes au rapport du gouvernement.

Article 1 b) de la convention. Égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Législation. Dans ses précédents commentaires, la commission a relevé que l'article 86 de la loi fédérale du travail prévoyait qu'à un travail égal accompli dans un poste, une journée et des conditions d'efficacité eux aussi égaux devait correspondre un salaire égal et a prié le gouvernement de prendre des mesures pour traduire pleinement dans la législation le principe de la convention. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que de nombreuses modifications ont été apportées à la législation afin d'y intégrer le principe de l'égalité de genre (que la commission examine plus en détail dans sa demande directe relative à la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958). Elle constate néanmoins que ces réformes n'ont pas porté modification de l'article 86 de la loi fédérale du travail. Elle rappelle que la législation ne devrait pas seulement prévoir l'égalité de rémunération pour un travail égal, pour le même travail ou pour un travail similaire, mais appréhender aussi les situations dans lesquelles les hommes et les femmes accomplissent des travaux différents mais qui sont néanmoins de *valeur égale* (Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 679). ***La commission prie de nouveau le gouvernement de prendre des mesures pour traduire pleinement dans la législation le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale posé par la convention.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Monténégro

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 2006)

Article 1 b) de la convention. Travail de valeur égale. Législation. Dans sa précédente demande, la commission avait noté que, la loi de 2011 sur le travail, prévoyait de manière explicite, à l'article 77(2), le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale en garantissant à tous les hommes et les femmes employés une rémunération égale pour un travail égal ou un travail de valeur égale effectué auprès d'un employeur, mais que l'article 77(3) de la même loi continue de limiter la notion de «travail de valeur égale» à un travail exigeant le même niveau d'études ou d'éducation ou de qualifications professionnelles, de responsabilités et de compétences, ainsi que les mêmes conditions de travail et de rendement. La commission avait aussi attiré l'attention du gouvernement sur le fait que l'expression «auprès d'un employeur» de l'article 77(2) de la loi sur le travail limite l'application du principe de rémunération égale aux travailleurs employés par le même employeur. La commission prend note de l'adoption de la nouvelle loi de 2020 sur le travail et du fait que l'article 99 prévoit le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de même valeur. Toutefois, la commission note avec **regret** que le libellé des articles 99(1) et 99(2) est le même que celui des anciens articles 77(1) et 77(2) de la loi de 2011 sur le travail. La commission rappelle donc une fois de plus que la notion de travail de valeur *égale* implique de comparer la valeur relative des emplois ou des professions qui peuvent impliquer *différents* types de compétences, de responsabilités ou de conditions de travail, qui sont pourtant globalement de valeur égale (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 673, 675 et 677). ***La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier la loi de 2020 sur le travail afin de donner pleinement expression au principe de la convention dans la législation, et de veiller à ce que la comparaison entre la valeur relative des emplois ou des professions puisse impliquer différents employeurs et aussi différents types de compétences, de responsabilités ou***

de conditions de travail, qui sont néanmoins de valeur égale. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur toutes les mesures prises à cette fin.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Mozambique

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1977)

Article 1 de la convention. Législation. Depuis de nombreuses années, la commission prie de manière répétée le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour modifier l'article 108 (3) de la loi n° 23/2007 sur le travail, qui prescrit le droit de tous les salariés à l'égalité de rémunération pour un «travail égal» sans distinction basée, entre autres, sur le sexe, de manière à ce qu'il reflète pleinement le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale qu'énonce la convention. Elle avait noté précédemment que le gouvernement indiquait que le principe de la convention est couvert par cette disposition, et elle avait rappelé que la notion de «travail de valeur égale» englobe et dépasse l'égalité de rémunération pour un travail «égal», un «même» travail ou un travail «similaire» et qu'elle comprend également le travail qui, étant de nature entièrement différente, est néanmoins de valeur égale. La commission note que le gouvernement déclare dans son rapport que la révision de la loi sur le travail a déjà été discutée avec les partenaires sociaux, a été soumise au conseil des ministres et qu'elle est maintenant à l'examen à l'assemblée nationale. Elle prend également note de l'adoption de la loi n° 10/2017 du 1^{er} août approuvant le statut général des agents et employés de l'État, communiquée par le gouvernement, et plus particulièrement de l'article 54 (2) de cette loi qui prévoit que tous les agents et employés de l'État ont droit à l'égalité de rémunération pour un «travail égal». Regrettant que le gouvernement n'ait pas profité de l'occasion pour inclure dans le texte une disposition énonçant de manière explicite l'égalité de rémunération pour un travail d'égale valeur, comme le prescrit la convention, la commission note toutefois qu'en 2021, le gouvernement bénéficiera de l'assistance technique du BIT dans le cadre du projet #Trade4DecentWork, afin d'améliorer l'application des conventions fondamentales de l'OIT à l'échelon national, en particulier par la modification de sa législation nationale. **La commission veut croire que le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour modifier l'article 18 (3) de la loi n° 23/2007 et l'article 54 (2) de la loi n° 10/2017, afin de refléter pleinement le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale dans sa législation nationale, de manière à recouvrir non seulement les situations dans lesquelles les hommes et les femmes effectuent le même travail ou un travail similaire, mais aussi les situations dans lesquelles ils effectuent un travail d'une nature entièrement différente mais qui est néanmoins de valeur égale. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard, en particulier à la suite de l'assistance technique apportée par le BIT.**

La commission soulève d'autres points dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1977)

Article 1 de la convention. Protection des travailleurs contre la discrimination. Législation. La commission avait noté précédemment que les articles 35 et 36 de la Constitution et l'article 54 (1) de la loi sur le travail n° 23/2007 prévoient l'égalité de droits au travail pour tout travailleur ou travailleuse, quelles que soient sa couleur, sa race, son sexe, son ascendance ethnique, son lieu de naissance, sa langue, son état civil, sa condition sociale, son âge, son niveau d'instruction, ses convictions religieuses et politiques et son affiliation à une organisation syndicale. Elle avait noté toutefois que la législation nationale n'interdit pas de manière explicite les formes directes ou indirectes de discrimination dans tous les aspects de l'emploi et de la profession. Regrettant l'absence répétée d'information de la part du gouvernement concernant le champ d'application de l'article 54 (1) de la loi sur le travail dans la pratique, la commission note qu'il déclare dans son rapport qu'un nouveau projet de loi sur le travail est actuellement à l'examen devant l'Assemblée nationale. À cet égard, la commission note qu'en 2021 le gouvernement bénéficiera de l'assistance technique du BIT dans le cadre du projet «#Trade4DecentWork», afin d'améliorer l'application des conventions fondamentales de l'OIT à l'échelon national, en particulier en modifiant la législation. **Compte tenu de l'actuelle révision de la loi sur le travail, la commission veut croire que le gouvernement saisira chaque occasion d'interdire explicitement dans la législation nationale la discrimination directe et indirecte et de faire en sorte que cette interdiction couvre: i) tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, de même que tout autre motif déjà mentionné dans la législation conformément à l'article 1, paragraphe 1 b); et ii) tous les aspects de l'emploi et de la profession (éducation, orientation et formation professionnelles, accès à l'emploi et à différentes**

professions et conditions d'emploi). Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli en la matière, en particulier à la suite de l'assistance technique fournie par le BIT.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Namibie

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2001)

Article 1, paragraphe 1 b), de la convention. Motifs supplémentaires, y compris le statut VIH. Législation. Dans son commentaire précédent, la commission avait prié le gouvernement de prendre des mesures pour assurer la cohérence entre l'article 5 de la loi sur le travail qui définit la discrimination et l'article 33 sur le licenciement, afin d'interdire les licenciements fondés sur le statut VIH/sida, le degré de handicap physique ou mental ou les responsabilités familiales. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que la loi sur le travail est en cours de révision et que l'article 33 (3) sera modifié pour élargir l'interdiction de licenciement et assurer que le licenciement d'un employé fondé sur le statut VIH/sida, le degré d'handicap physique ou mental ou les responsabilités familiales est interdit. La commission avait également prié le gouvernement de fournir des informations sur les cas de discrimination liés au statut VIH/sida traités par les inspecteurs du travail et les tribunaux du travail. La commission note qu'à cet égard, le gouvernement se réfère à une affaire judiciaire de 2000, dans laquelle le tribunal a considéré que le refus d'employer une personne sur le seul fondement de son statut VIH était discriminatoire. Tout en prenant note de cette information, la commission rappelle que le fait qu'aucune nouvelle affaire n'ait été traitée par les tribunaux au cours des vingt dernières années peut indiquer un manque de sensibilisation, un manque d'accès aux voies de recours ou une crainte de représailles. À cet égard, la commission tient à souligner que, selon les résultats de la toute première enquête de population sur le VIH en Namibie, connue sous le nom de NamPHIA, le pays est devenu le premier pays d'Afrique dont plus des trois quarts de la population touchée par le VIH ont une charge virale indétectable (ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas transmettre le virus) et accueille favorablement cette remarquable réalisation. Toutefois, elle note que la Namibie se classe toujours au cinquième rang mondial des pays fortement touchés par le VIH, avec un taux estimé à 12,1 pour cent des adultes âgés de 15 à 49 ans vivant avec le VIH, selon les derniers chiffres du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA). **La commission veut croire que le gouvernement veillera effectivement à ce que l'article 33 (3) de la loi sur le travail soit modifié pour élargir l'interdiction de licenciement et faire en sorte que le licenciement fondé sur le statut VIH/sida (réel ou supposé), le degré de handicap physique ou mental ou les responsabilités familiales soit interdit. Elle prie le gouvernement de fournir une copie de l'amendement une fois qu'il sera adopté. La commission prie également le gouvernement: i) d'adopter des mesures spécifiques pour garantir que les travailleurs victimes de discrimination fondée sur le statut VIH (réel ou supposé) ont un accès effectif à des voies de recours juridiques; et ii) de fournir des informations sur le nombre de cas de discrimination fondée sur le statut VIH et sur leurs résultats.**

Articles 2 et 5. Mise en œuvre de la politique nationale d'égalité. Action positive. La commission rappelle que, dans son commentaire précédent, elle avait pris note de: 1) l'adoption du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme (NHRAP) 2015-2019, dont l'un des principaux domaines est «le droit de ne pas être victime de discrimination», en particulier pour certains groupes, tels que les femmes, les peuples autochtones, les personnes en situation de handicap et les personnes LGBTI; et 2) la publication, en novembre 2017, par le Bureau de l'Ombudsman, du rapport spécial sur le racisme et la discrimination, qui contient des recommandations à l'intention du gouvernement (formulation de programmes et de stratégies, sensibilisation, soutien aux victimes, etc.) et des organisations d'employeurs (révision des procédures de recrutement, formation à la détection des discriminations, mise en place de procédures de traitement des plaintes pour discrimination, etc.). La commission rappelle en outre que les actions suivantes ont été envisagées dans le cadre du NHRAP: 1) un examen complet du cadre réglementaire afin d'évaluer le respect des obligations en matière de non-discrimination; 2) l'élaboration d'un livre blanc sur les droits des peuples autochtones; 3) l'étude d'instruments juridiques comparables protégeant les droits des personnes en situation de handicap et l'élaboration de niveaux de référence (à savoir des normes concernant la conception des bâtiments); 4) l'étude et la révision des lois et politiques afin de repérer et de modifier les dispositions discriminatoires à l'égard des «groupes vulnérables» (à savoir les femmes, les enfants, les personnes âgées, les minorités sexuelles, les personnes en situation de handicap et les peuples autochtones); 5) l'examen de la loi n° 29 de 1998 sur l'action positive (emploi) en vue d'établir que la race conserve sa pertinence en ce qui concerne les critères d'action positive; et 6) l'examen de la loi n° 26 de 1991 sur l'interdiction de la discrimination raciale en vigueur en vue d'adopter une nouvelle législation contre la discrimination. Pour donner suite à sa demande

d'informations sur la mise en œuvre du NHRAP 2015-2019 et sur l'impact du rapport spécial sur le racisme et la discrimination du Bureau de l'Ombudsman, la commission note que le gouvernement se contente d'indiquer que la Fédération des employeurs de Namibie (NEF) a déclaré avoir diffusé les recommandations de l'Ombudsman et du NHRAP à tous ses membres. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures concrètes adoptées pour mettre en œuvre le Plan d'action national en faveur des droits de l'homme 2015-2019, en particulier l'examen du cadre législatif et réglementaire, ainsi que des informations sur toute recherche entreprise, les obstacles rencontrés et les résultats obtenus à cet égard. Elle prie en outre le gouvernement d'indiquer les suites données aux recommandations du rapport spécial du Bureau de l'Ombudsman sur le racisme et la discrimination et les mesures concrètes prises pour lutter contre cette forme de discrimination.**

Groupes désignés. Personnes défavorisées en raison de leur race, femmes et personnes en situation de handicap. Dans son commentaire précédent, la commission avait prié le gouvernement: 1) de redoubler d'efforts pour promouvoir l'accès des travailleurs des trois «groupes désignés» aux possibilités de formation et d'emploi, en vertu de la loi de 1998 sur l'action positive (emploi); et 2) de fournir des informations sur toute évolution législative concernant le projet de loi de 2015 relatif au nouveau cadre d'autonomie économique équitable. La commission note que le gouvernement se réfère au rapport 2016-2017 de la Commission sur l'équité en matière d'emploi (EEC), dans lequel il est indiqué qu'après 19 ans de mise en œuvre de l'action positive, «les employés blancs», qui ne représentent que 4 pour cent de la main-d'œuvre, occupent 56 pour cent des postes du niveau de directeur exécutif et 26 pour cent des postes d'encadrement. En outre, le gouvernement indique que les résultats obtenus pour les personnes en situation de handicap sont encore assez décevants par rapport aux autres groupes, car elles sont sous-représentées à presque tous les niveaux professionnels. La commission accueille favorablement l'indication du gouvernement selon laquelle l'EEC a pris un certain nombre de mesures pour intensifier ses efforts vers la transformation du lieu de travail, notamment les initiatives suivantes: 1) l'EEC a identifié certaines dispositions de la loi de 1998 sur l'action positive (emploi) à modifier et a proposé des amendements qui sont actuellement examinés par le Conseil consultatif du travail (LAC); 2) l'EEC a entrepris la révision de ses directives à l'intention des employeurs et des règlements d'application de la loi de 1998 sur l'action positive (emploi); 3) l'EEC poursuit des employeurs pour non-respect des dispositions de la loi de 1998 sur l'action positive (emploi); 4) l'EEC se rend sur les lieux de travail pour dispenser une formation sur l'action positive; 5) le système de gestion des cas de l'EEC a été introduit en 2017 pour gérer le processus de rapport sur l'action positive; et 6) l'EEC identifie les domaines où des projets de recherche sont particulièrement nécessaires et, dans ce contexte, sélectionne des projets de recherche en faveur des personnes en situation de handicap. La commission accueille favorablement les efforts déployés par le gouvernement pour s'attaquer aux causes sous-jacentes persistantes de la discrimination à l'égard des «groupes désignés». **La commission prie le gouvernement de continuer: i) à intensifier ses efforts pour promouvoir l'accès des groupes désignés aux possibilités de formation et d'emploi et à examiner régulièrement les mesures d'action positive afin d'évaluer leur pertinence et leur impact, et de fournir des informations sur toute mesure prise à cet égard et sur les résultats obtenus; et ii) à fournir des informations sur toute suite donnée aux travaux de la Commission sur l'équité en matière d'emploi (EEC) liés à la révision de la loi de 1998 sur l'action positive (emploi), et sur les activités de l'EEC. Le gouvernement est à nouveau prié de fournir des informations sur toute évolution concernant le projet de loi de 2015 relatif au nouveau cadre d'autonomie économique équitable.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Nicaragua

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1967)

La commission prend note des informations complémentaires fournies par le gouvernement sur les questions soulevées dans la demande directe qu'elle lui a adressée, et répète son observation adoptée en 2019 dont le texte suit.

Article 1 b) de la convention. Législation. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement d'harmoniser sa législation, à savoir la loi n° 648 de 2008 sur l'égalité des droits et des chances, afin d'intégrer pleinement le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, qui est consacré par la convention. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement fournit des informations détaillées sur la législation en vigueur, en particulier la loi n° 648 de 2008, mais aucune sur l'harmonisation de cette loi avec le principe énoncé dans la convention. La commission rappelle que la notion de «travail de valeur égale» est au cœur même du droit fondamental des hommes et des femmes à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, et de la promotion de l'égalité. La notion de «travail de valeur égale» est cruciale pour lutter contre la ségrégation professionnelle fondée sur le sexe qui existe sur le marché du travail de presque tous les pays car elle permet un large champ de comparaison et comprend le travail «égal», le «même» travail et le travail «similaire» mais va au-delà en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de valeur égale (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, parag. 673).

Rappelant l'importance de veiller à ce que les hommes et les femmes disposent d'une base juridique claire pour faire valoir leur droit à une rémunération égale pour un travail de valeur égale face à leurs employeurs et aux autorités compétentes, que leur réclamation se fonde sur des données comparables provenant de leur propre employeur ou d'autres données comparables provenant d'autres employeurs, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour harmoniser la loi n° 648 de 2008 sur l'égalité des droits et des chances, afin d'intégrer pleinement le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, qui est consacré dans la convention, et de communiquer des informations sur les progrès accomplis à cet égard.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Nigéria

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1974)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Législation. La commission avait précédemment noté que, depuis plus de dix ans, le gouvernement indique que le projet de loi de 2006 sur les normes de travail, qui devrait prévoir l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, n'a pas encore été adopté. Elle note que le gouvernement déclare à nouveau dans son rapport que des dispositions prévoyant le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale ont été insérées dans le projet de loi (art. 11.2). Le gouvernement ajoute que, dans tous les cas, la Constitution prévoit l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. La commission note cependant que l'article 17(3)(e) de la Constitution prévoit «l'égalité de rémunération pour un travail *égal*, sans discrimination sur la base du sexe ou de tout autre motif». À cet égard, la commission souhaite rappeler que le libellé de cette disposition restreint indûment le champ des comparaisons entre les emplois occupés par les hommes et les emplois occupés par les femmes et ne reflète pas la notion de «travail de valeur égale» telle qu'elle est prévue dans la convention, notion qui est cruciale pour lutter contre la ségrégation professionnelle fondée sur le genre qui existe sur le marché du travail, car elle permet un large champ de comparaisons et comprend le travail «égal», le «même» travail et le travail «similaire», mais va au-delà en englobant le travail de nature entièrement différente et néanmoins de valeur égale (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 672-675). La commission note avec un **profond regret** que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur l'état d'avancement des travaux relatifs à l'adoption du projet de loi sur les normes du travail. Elle note que, dans leurs observations finales, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies comme le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) ont fait part de leurs préoccupations quant au retard pris dans l'adoption du projet de loi susmentionné et ont recommandé que le gouvernement accélère l'adoption des lois en suspens (CCPR/C/NGA/CO/2, 29 août 2019, et CEDAW/C/NGA/CO/7-8, 24 juillet 2017). **La commission prie donc instamment le gouvernement de fournir des informations actualisées sur l'état actuel de l'adoption du projet de loi sur les normes du travail. Elle veut croire que de réels progrès seront faits prochainement dans l'adoption de dispositions dans la législation nationale qui reflètent pleinement le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale et permettent la comparaison non seulement de travaux égaux, de mêmes travaux ou de travaux similaires, mais également de travaux de nature entièrement différente.**

Article 2 de la convention. Écart salarial entre hommes et femmes. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle des efforts sont faits pour obtenir les informations statistiques pertinentes pour évaluer les progrès réalisés dans l'application du principe de la convention. À cet égard, elle rappelle que, pour déterminer la nature, l'ampleur et les causes de la discrimination et des inégalités de rémunération, il est indispensable de disposer de données et de statistiques pertinentes en vue de définir des priorités et de concevoir des mesures adaptées, de contrôler et d'évaluer l'efficacité de celles-ci et d'apporter les ajustements qui pourraient s'avérer nécessaires (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 891). Toutefois, la commission observe, d'après le rapport du gouvernement de 2019 dans le cadre de l'examen au niveau national de la mise en œuvre de la Déclaration de Beijing, que l'écart concernant la participation des femmes à la population active est encore assez important, avec une estimation de moins de 25 pour cent des femmes constituant la main-d'œuvre officielle du pays (NBS, 2018). Dans ce rapport, le gouvernement reconnaît que, malgré la contribution des femmes à l'économie et à la lutte contre la pauvreté par le biais du travail rémunéré et non rémunéré à la maison, dans la communauté et sur le lieu de travail, des disparités de genre existent en ce qui concerne les indices économiques du pays, en particulier en ce qui concerne l'accès des femmes aux moyens de production, et donne quelques exemples concrets: i) les marchés du travail nigériens sont genrés, car la majorité des personnes qui occupent un emploi formel sont des hommes. Les données du NBS pour 2018 confirment que seulement 32,5 pour cent des femmes sont employées dans le secteur privé (non agricole); ii) les femmes ne dirigent que 20 pour cent des entreprises du secteur formel, et 23 pour cent de ces entreprises sont dans le secteur de la vente au détail; les femmes représentent 37 pour cent de la main-d'œuvre totale dans l'industrie de la confection et elles sont très peu représentées dans les industries du bois, des métaux ou des produits chimiques, dans la construction et les transports; et iii) les possibilités d'emploi limitées et le caractère limité du secteur des petites et moyennes entreprises font que la microentreprise ou l'entreprise informelle sont devenues une stratégie par défaut pour de nombreux Nigériens; iv) les données montrent que les hommes ont deux fois plus de chances d'obtenir un financement que les femmes. En 2007, par exemple, environ 64 pour cent des prêts décaissés ont été alloués à des hommes. Cela s'explique en partie par des critères de présélection stricts et par l'absence de connexion entre les possibilités offertes et les femmes dans les zones rurales; v) l'accès des femmes à la terre, un actif productif essentiel, est limité. Selon le rapport du gouvernement, bien que la loi sur l'administration des terres soit égalitaire sur le papier, il faut poursuivre les travaux pour la rendre opérationnelle, car la pratique prédominante est l'héritage

patrilinéaire (de père en fils); et vi) les femmes sont nettement sous-représentées dans les emplois salariés stables, tant dans le secteur privé que dans le secteur public; et celles qui ont des emplois dans l'économie formelle sont limitées par leur rôle en matière de procréation. De ce fait, de nombreuses femmes occupent des postes de bas niveau qui leur offrent la souplesse nécessaire pour gérer leur ménage tout en travaillant dans l'économie formelle.

La commission note également que, selon le rapport mondial sur l'écart salarial entre hommes et femmes établi par le Forum économique mondial, cet écart était élevé en 2018 puisqu'il était estimé à 35 pour cent. À cet égard, elle observe également que, dans ses observations finales, le CEDAW se déclare préoccupé par le manque de renseignements sur les activités des inspecteurs du travail afin de traiter les plaintes et d'enquêter sur l'écart salarial qui existerait entre les hommes et les femmes, surtout dans le secteur privé (CEDAW/C/NGA/CO/7-8, 24 juillet 2017, paragr. 35). **Compte tenu de l'absence d'une législation qui reflète pleinement le principe de la convention et de la persistance d'un écart salarial important entre hommes et femmes, la commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts afin de prendre des mesures proactives, y compris en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, pour sensibiliser, faire des évaluations, promouvoir et contrôler l'application des dispositions de la convention dans la pratique, en particulier auprès des travailleurs, des employeurs, de leurs organisations respectives et des fonctionnaires chargés de l'application de la législation. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour traiter les causes sous-jacentes de l'écart salarial persistant entre hommes et femmes identifiées dans son rapport soumis dans le cadre de l'examen national de la mise en œuvre de la Déclaration de Beijing, telles que les pratiques traditionnelles et les stéréotypes de genre concernant les aspirations professionnelles, les préférences et les capacités des femmes, ainsi que leur rôle dans la famille, et pour encourager l'accès des femmes à un plus large éventail d'emplois offrant des perspectives de carrière et une rémunération plus élevée. Notant que l'importance des microentreprises en tant que principale source de revenus en fait un domaine stratégique pour l'autonomisation des femmes, la commission demande au gouvernement d'indiquer les mesures concrètes adoptées pour promouvoir l'autonomisation économique et l'entrepreneuriat des femmes, ainsi que les résultats obtenus. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir des informations statistiques à jour sur la rémunération des hommes et des femmes, ventilées par secteur économique et profession.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2002)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Législation. La commission avait noté que, depuis plus de dix ans, le gouvernement indique que le projet de loi de 2006 sur les normes de travail, qui devrait comprendre des dispositions relatives à l'égalité de chances et de traitement, n'a pas encore été adopté. Elle note que le gouvernement déclare à nouveau dans son rapport que des dispositions couvrant le principe de l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et dans la profession ont été insérées dans le projet de loi. La commission note avec un **profond regret** que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur tout progrès dans l'adoption du projet de loi sur les normes du travail, pas plus que sur l'adoption du projet de loi de 2016 sur le genre et l'égalité des chances, qui prévoient une protection contre la discrimination fondée sur le sexe, l'âge et le handicap; encouragent l'égalité des genres; et prévoient des mesures temporaires spécifiques, y compris dans l'emploi et dans la profession. Elle note que, dans leurs observations finales, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies et le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) ont fait part de leurs préoccupations quant au retard pris dans l'adoption des deux projets de loi susmentionnés et ont recommandé que le gouvernement accélère l'adoption des lois en suspens et adopte une législation complète contre la discrimination qui: i) contienne une liste complète des motifs de discrimination interdits, y compris la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'origine sociale et l'ascendance nationale; ii) couvre la discrimination directe et indirecte; et iii) prévoit des voies de recours efficaces, y compris de recours judiciaire (CCPR/C/NGA/CO/2, 29 août 2019, paragr. 17, et CEDAW/C/NGA/CO/7-8, 24 juillet 2017, paragr. 9, 10 et 35 (b)). **La commission prie donc instamment le gouvernement de fournir des informations actualisées sur l'état actuel de l'adoption du projet de loi sur les normes du travail et le projet de loi sur le genre et l'égalité des chances. Elle veut croire que de réels progrès seront faits prochainement dans l'adoption d'une législation nationale qui interdise explicitement la discrimination directe et indirecte fondée sur au minimum tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, couvrant tous les stades de l'emploi, tout en veillant à ce que les motifs supplémentaires déjà énumérés dans la législation nationale soient préservés dans toute nouvelle législation. Par ailleurs, la commission souligne à nouveau l'importance d'adopter des dispositions visant à prévenir et interdire le harcèlement sexuel sur le lieu de travail, qui constitue une manifestation grave de discrimination fondée sur le sexe, et prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout progrès accompli en la matière.**

Articles 1 et 3 de la convention. **Discrimination fondée sur le sexe en matière d'emploi dans les forces de police.** Depuis de nombreuses années, la commission attire l'attention du gouvernement sur le caractère discriminatoire des articles 118 à 128 du règlement de 1968 sur la police nigérienne, qui prévoit des conditions spéciales en matière de recrutement et de conditions de services applicables aux femmes et sur leur incompatibilité avec la convention. Elle avait souligné, en particulier, que les critères et les dispositions concernant la grossesse et la situation matrimoniale prévus par les articles 118, 124 et 127 constituent une discrimination directe, et que les articles 121, 122 et 123 portant sur les tâches que les femmes policières peuvent exécuter étaient susceptibles d'aller au-delà de ce qui est permis par l'article 1, paragraphe 2, de la

convention. La commission avait aussi noté que des dispositions légales fixant des critères de taille identiques pour les hommes et pour les femmes étaient susceptibles de constituer une discrimination indirecte envers les femmes. Tout en notant l'indication d'ordre général fournie par le gouvernement selon laquelle cette question a été transmise à la Commission des services de police qui devra l'examiner, la commission rappelle les femmes doivent avoir le droit de choisir librement un emploi ou une profession et que les exclusions ou préférences vis-à-vis d'un emploi particulier dans le cadre de l'article 1, paragraphe 2, de la convention doivent être définies objectivement en dehors de tout stéréotype et préjugé négatif sur les rôles des hommes et des femmes (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 788). Elle note en outre que, dans ses observations finales, le CEDAW s'est déclaré préoccupé par: i) l'article 42(3) de la Constitution, qui valide toute loi qui pourrait imposer des restrictions discriminatoires à l'égard des nominations dans la police nigériane; et ii) les dispositions susmentionnées à caractère discriminatoire de la loi et du règlement de la police (CEDAW/C/NGA/CO/7-8, 24 juillet 2017, paragr. 11). **Rappelant une nouvelle fois que chaque État Membre pour lequel la présente convention s'applique doit, conformément à l'article 3 c), abroger toute disposition incompatible avec l'égalité de chances et de traitement, la commission prie instamment le gouvernement de mettre sans attendre sa législation en conformité avec la convention et d'indiquer toutes mesures prises à cet égard visant à assurer effectivement l'égalité de chances et de traitement des femmes dans les forces de police. Elle demande une nouvelle fois au gouvernement de fournir copie de la Politique de genre de la police nigériane, ainsi que des informations spécifiques sur son application et son impact, y compris toutes mesures visant à traiter les stéréotypes et les préjudices négatifs sur le rôle des hommes et des femmes sur le marché du travail.**

Articles 2 et 3. Égalité de chances entre hommes et femmes. La commission avait précédemment noté que la Politique nationale de 2006 sur le genre était en cours de révision et que, bien qu'aucune information complémentaire n'ait été fournie sur les activités de formation proposées par la Direction nationale de l'emploi (NDE) et le Programme d'enseignement et de formation technique et professionnelle (TVET) destiné aux femmes vivant en zone rurale et aux femmes en situation de handicap, le gouvernement avait mentionné le Projet «Services communautaires et emploi des femmes et des jeunes» (CSWYE). Ce projet avait pour objectif d'offrir des opportunités d'emplois temporaires dans le cadre de services communautaires, dans les domaines du nettoyage et de la construction légère, qui permettront aux femmes au chômage, aux jeunes et aux personnes en situation de handicap de trouver un emploi, tout en garantissant un niveau de revenu donné, pendant une période pouvant aller jusqu'à une année. La commission note avec **regret** que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur les mesures prises pour encourager l'égalité de chances entre hommes et femmes dans l'emploi et dans la profession. Toutefois, la commission note, d'après le rapport du gouvernement de 2019 dans le cadre de l'examen national de la mise en œuvre de la Déclaration de Beijing, que ce dernier reconnaît que, bien qu'il y ait eu des réalisations majeures en ce qui concerne les progrès en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes, il reste plusieurs défis à relever, comme par exemple les stéréotypes de genre, les normes sociales et les obstacles culturels; le manque de données à jour ventilées par sexe; la prise en compte du caractère transversal des inégalités de genre; l'insuffisance du financement pour la mise en œuvre de programmes et de politiques; l'insécurité, la violence de genre et les conflits; la non-application des principaux traités et la mauvaise application de certaines lois et politiques sectorielles (comme la Politique nationale de genre). La commission note également que, dans ses observations finales, le CEDAW se déclare préoccupé par ce qui suit: i) les projets CSWYE et «Growing Girls and Women in Nigeria» ne disposent pas de bases législatives à même de garantir leur application; ii) l'absence de mécanisme permettant de suivre les progrès du projet CSWYE; iii) l'absence de renseignements sur les plans visant à étendre ledit projet aux zones rurales où vit la majorité des femmes; iv) les femmes possèdent moins de 7,2 pour cent de la superficie terrestre du pays et leurs droits fonciers dans les zones rurales ne sont pas garantis; et v) les femmes rurales continuent de faire face à des obstacles physiques, économiques et autres qui entravent l'accès, entre autres, à l'éducation et à l'emploi (CEDAW/C/NGA/CO/7-8, 24 juillet 2017, paragr. 19 et 41). La commission note que, dans le cadre de l'examen périodique universel, plusieurs organismes et institutions des Nations Unies ont fait part de leur préoccupation devant le fait qu'un grand nombre de femmes et de filles ont abandonné l'école, en particulier dans la région du nord-est, en raison de l'insurrection de Boko Haram (A/HRC/WG.6/31/NGA/2, 27 août 2018, paragr. 60 à 62). À cet égard, elle note, d'après le rapport statistique de 2018 sur les hommes et les femmes au Nigéria, publié par le Bureau national des statistiques (NBS), que le taux de scolarisation des filles en âge d'aller à l'école dans l'éducation primaire a diminué de 48,6 pour cent en 2014 à 47,5 pour cent en 2016, et que les taux d'achèvement par les filles des études primaires, des études secondaires de premier cycle et des études secondaires de deuxième cycle en 2016 étaient, respectivement, de 64,8 pour cent, 38,9 pour cent et 28,7 pour cent. Elle note que le taux d'alphabétisation parmi les filles et les femmes entre 15 et 24 ans reste bas: 59,3 pour cent en 2016, comparé à 70,9 pour cent pour les hommes. Tout en observant que le rapport du NBS ne contient pas d'informations sur la situation des femmes dans le secteur privé, la commission note que celles-ci ne représentaient que 44,9 pour cent des employés de la fonction publique en 2015 et se trouvaient principalement dans les grades les plus bas, et qu'il en était de même dans les ministères, les départements et les organismes fédéraux. Observant, d'après le rapport statistique du NBS, que les femmes sont souvent désavantagées, comparées aux hommes, dans l'accès aux opportunités d'emploi et dans les conditions de travail, et que les opportunités d'emploi de bon nombre d'entre elles sont aussi restreintes à cause de leurs responsabilités familiales, la commission note avec **préoccupation** que le rapport du NBS sur le chômage et le sous-emploi indique que le nombre de femmes employées a diminué entre 2017 et 2018, alors que leur taux de chômage a augmenté de 5,4 points de pourcentage. La commission note que, dans ses observations finales, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies fait part de sa préoccupation concernant la discrimination à l'égard des femmes en matière d'accès à la justice, l'éducation, l'emploi et la jouissance des droits à la terre et la propriété persiste, tant en droit qu'en pratique (CCPR/C/NGA/CO/2, 29 août 2019, paragr. 16). Elle note également que, dans ses observations finales, le CEDAW se déclare préoccupé par la persistance de pratiques préjudiciables et de stéréotypes discriminatoires concernant les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes dans la famille et dans la société, qui perpétuent la subordination des femmes dans les sphères privée et publique (CEDAW/C/NGA/CO/7-8, 24 juillet 2017, paragr. 21). La commission note que le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, dans le cadre de l'examen périodique universel, a recommandé spécifiquement au gouvernement de: i) renforcer les opportunités d'éducation pour les filles; ii) poursuivre ses efforts pour faciliter l'autonomisation économique des femmes et leur accès aux opportunités économiques, en particulier dans les

zones rurales; iii) prévenir la violence et la discrimination à l'égard des femmes; et iv) redoubler d'efforts pour faire en sorte que les femmes aient accès à la justice, en sensibilisant les juges et autres personnels judiciaires sur les questions de genre (A/HRC/40/7, 26 décembre 2018, paragr. 148). **Compte tenu de l'absence d'une législation qui reflète pleinement les principes de la convention, la commission prie instamment le gouvernement de renforcer ses efforts afin de prendre des mesures proactives, y compris en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, pour sensibiliser, faire des évaluations, promouvoir et contrôler l'application des dispositions de la convention dans la pratique, en particulier auprès des travailleurs, des employeurs, de leurs organisations respectives et des fonctionnaires chargés de l'application de la législation. Elle prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises, notamment dans le cadre de la révision de la Politique nationale de genre de 2006, pour améliorer l'égalité de chances et de traitement entre les hommes et les femmes dans l'emploi et dans la profession, en particulier dans les zones rurales, en améliorant l'autonomisation économique des femmes et leur accès à l'éducation et à l'emploi, y compris dans des postes à décision, ainsi qu'en favorisant le taux de scolarité des femmes et des filles tout en réduisant leurs abandons précoces du système scolaire. La commission prie le gouvernement de fournir des informations statistiques sur la participation des hommes et des femmes dans l'éducation, la formation, l'emploi et la profession, ventilées par catégorie et poste professionnels, aussi bien dans le public que dans le privé, ainsi que dans l'économie informelle.**

Discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion, l'ascendance nationale et l'origine sociale. Minorités ethniques et religieuses. La commission avait précédemment noté que l'article 42(1)(a) de la Constitution prévoit qu'un citoyen nigérian d'une communauté, d'un groupe ethnique, d'un lieu d'origine, de sexe, de religion ou d'opinion politique donné(e) ne doit en aucune manière subir des préjudices ou des restrictions à cause de ces motifs, que cela soit expressément énoncé dans toute loi en vigueur au Nigéria, ou appliqué dans la pratique par cette loi, ou par toute mesure exécutive ou administrative du gouvernement que les citoyens nigériens d'autres communautés, groupes ethniques, lieux d'origine, sexe, opinions religieuses ou politiques n'ont pas à subir. Elle notait en outre que cet article ne fait que protéger les citoyens et ne contient pas d'interdiction explicite de la discrimination dans l'emploi et dans la profession. Ayant pris note du fait que le Nigéria est une société comportant une grande diversité ethnique et linguistique, la commission a prié à plusieurs reprises le gouvernement de fournir des informations sur l'application de la convention aux différents groupes ethniques et religieux présents dans le pays. Elle note avec **regret** que le gouvernement ne fournit toujours pas d'information sur ce point, pas plus que sur la discrimination dans l'emploi et la profession résultant de la pratique visant à attribuer certaines professions ou un statut social à une personne sur la base de son ascendance. La commission note avec **préoccupation** que, dans ses observations finales, le Comité des droits de l'homme s'est dit préoccupé par: i) les allégations de discrimination à l'encontre de minorités religieuses, notamment la discrimination envers les chrétiens dans les États du nord en termes d'accès à l'éducation et à l'emploi; et ii) les rapports faisant état de discrimination à l'encontre de certaines minorités ethniques dans divers aspects de leur vie, y compris l'accès à l'éducation et à l'emploi, en raison de l'inégalité d'accès entre les personnes autochtones et les colons, et la mise à l'écart de la société de certains groupes tels que les Osu (CCPR/C/NGA/CO/2, 29 août 2019, paragr. 44 et 50). **Compte tenu de l'absence d'une législation nationale qui interdirait explicitement la discrimination directe et indirecte fondée sur tous les motifs énoncés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention couvrant tous les stades de l'emploi, la commission prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur toutes mesures prises, en droit comme dans la pratique, pour traiter la question de la discrimination dans l'emploi et la profession à laquelle les minorités ethniques et religieuses sont confrontées, y compris les groupes nomades et les chrétiens des États du nord. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur toute mesure positive et de sensibilisation prise afin de promouvoir l'égalité des chances et de traitement dans l'emploi et dans la profession pour les minorités ethniques et religieuses, ainsi que sur tout progrès accompli sur le plan législatif en matière de droits des minorités.**

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, la commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population. **La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Nouvelle-Zélande

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1983)

La commission prend note des informations complémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations complémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de Business Nouvelle-Zélande et du Conseil des syndicats de Nouvelle-Zélande (NZCTU) communiquées avec les rapports du gouvernement.

Article 1 b) de la convention. Travail de valeur égale. Évolution de la législation. La commission a précédemment noté que la loi de 2000 sur les relations d'emploi (ERA), la loi de 1993 sur les droits de l'homme (HRA) et la loi de 1972 sur l'égalité de rémunération (EPA) ne reflètent pas pleinement le principe établi par la convention, dans la mesure où elles limitent l'exigence de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes à un même travail ou à un travail substantiellement similaire. La commission a toutefois noté que, suite à la décision historique de 2014 de la Cour d'appel de Nouvelle-Zélande (*Terranova Homes & Care Ltd contre Service and Food Workers' Union Nga Ringa Tota Inc.* (CA631/2013 [2014] NZCA516) du 28 octobre 2014, qui a conclu que l'EPA ne se limite pas à prévoir l'égalité de rémunération pour un même travail identique ou un travail similaire, un groupe de travail paritaire (GTP) tripartite a été créé en 2015 pour élaborer des principes d'équité salariale. La commission a précédemment noté que, suite aux recommandations du GTP, un projet de loi sur l'emploi (Équité salariale et égalité de rémunération) a été présenté au Parlement le 26 juillet 2017; sa finalité est d'éliminer et prévenir toute discrimination entre hommes et femmes en matière de rémunération ou autres conditions d'emploi. La commission a précédemment exprimé un certain nombre de préoccupations concernant les dispositions du projet de loi et a prié le gouvernement de prendre des mesures pour s'assurer que toute nouvelle législation reflète pleinement le principe établi par la convention.

La commission prend note de l'indication du gouvernement, dans son rapport, selon laquelle le projet de loi susmentionné est devenu caduc par la suite. Le gouvernement indique qu'il a convoqué à nouveau le GTP (appelé RGTR) en décembre 2017, et que celui-ci a recommandé que les principes d'équité salariale soient mis en œuvre en modifiant l'EPA existante plutôt qu'en créant une nouvelle loi. Suite aux recommandations du RGTR, le gouvernement a présenté le projet de loi portant modification de la loi sur l'égalité de rémunération en septembre 2018. Le NZCTU indique qu'il a exprimé un certain nombre de préoccupations concernant les amendements mais que, selon lui, les dispositions du projet de loi étaient suffisamment larges pour tenir compte du concept de "travail de valeur égale". Le gouvernement déclare également que le projet de loi vise à tenir compte du concept de «travail de valeur égale». La commission accueille favorablement l'adoption de la loi de 2020 portant modification de la loi sur l'égalité de rémunération (2020 n° 45), qui est entrée en vigueur le 6 novembre 2020. Elle note plus particulièrement que la loi prévoit qu'un employeur doit veiller à ce que: 1) il n'y ait pas de différenciation, sur la base du genre, entre les taux de rémunération offerts et accordés par l'employeur à ses salariés qui effectuent le même travail ou un travail substantiellement similaire (article 2AAC(a)); et 2) il n'y ait pas de différence, sur la base du genre, entre les taux de rémunération offerts et offerts par l'employeur pour un travail effectué exclusivement ou principalement par des femmes et les taux de rémunération qui seraient payés aux hommes qui ont des compétences, des responsabilités et une expérience identiques ou substantiellement similaires, et qui travaillent dans des conditions identiques ou substantiellement similaires et avec des degrés d'effort identiques ou substantiellement similaires (article 2AAC(b)). La loi définit le travail qui est ou était «principalement effectué par des employés de sexe féminin» comme un travail qui est actuellement, ou qui a été historiquement, exercé par une main-d'œuvre dont environ 60 pour cent ou plus des membres sont des femmes (article 13F(2)).

La commission note que de plus la loi de 2020 portant modification de la loi sur l'égalité de rémunération: 1) établit une distinction entre la demande d'égalité de rémunération (en cas de violation présumée de l'article 2AAC(a)), la demande d'équité salariale (en cas de violation présumée de l'article 2AAC(b)) et la demande pour discrimination illégale (en cas de discrimination fondée sur le genre concernant d'autres conditions d'emploi que la rémunération, conformément à l'article 2A; 2) offre à l'employé qui peut alléguer un de ces trois types de violations le choix entre une demande au titre de l'EPA, une demande au titre de la HRA de 1993 ou une demande auprès de l'Autorité pour la résolution d'un grief personnel au titre de la ERA de 2000 (article 2B; tout en 3) prévoyant qu'en cas de demande d'équité salariale, au lieu de devoir passer par les tribunaux, les salariés peuvent utiliser un processus de négociation d'équité salariale plus simple et plus accessible qui peut conduire à un règlement de demande d'équité salariale. La commission note que les demandes d'équité salariale peuvent être déposées par un salarié individuel, un syndicat au nom d'un ou de plusieurs salariés, ou plusieurs syndicats agissant conjointement au nom des membres de chaque syndicat, et que les demandes déposées par les syndicats

peuvent l'être auprès de plusieurs employeurs. Des copies des règlements des demandes d'équité salariale doivent être remises au ministère des Entreprises, de l'Innovation et de l'Emploi (MBIE) à des fins statistiques et analytiques (articles 13A à 13ZZG). À cet égard, la commission note que, de l'avis de Business New Zealand, il s'agit là d'une meilleure solution que de laisser les parties suivre la voie du litige, ce qui a trop souvent entraîné une longue procédure et, si, à terme, les plaignants obtiennent gain de cause, des conséquences préjudiciables pour les employeurs.

Tout en reconnaissant les efforts déployés par le gouvernement pour introduire dans sa législation nationale de nouvelles dispositions définissant l'«équité salariale» et prévoyant un processus de négociation simplifié en matière d'équité salariale, la commission note que le gouvernement n'a pas saisi cette occasion pour prendre en considération les préoccupations qu'elle avait précédemment exprimées. Prenant note de la déclaration du gouvernement selon laquelle la loi de 2020 portant modification de la loi sur l'égalité de rémunération reflète le principe de la convention, la commission souhaite attirer l'attention du gouvernement sur le fait que la loi continue de restreindre l'égalité des taux de rémunération: 1) «au même travail ou à un travail substantiellement similaire» (à la fois dans le cas d'une demande d'égalité de rémunération et d'une demande d'équité salariale, par exemple les articles 2AAC(a), 13B, 13E, 13ZE); ou 2) à «des compétences, des responsabilités et une expérience identiques ou substantiellement similaires» et à «un travail effectué dans des conditions identiques ou substantiellement similaires et avec des degrés d'effort identiques ou substantiellement similaires» (par exemple les articles 2AAC(b), 13ZE). Elle note également que les dispositions de la loi limitent le champ de comparaison à «l'employeur du salarié» (pour une demande d'égalité de rémunération, article 2AAC(a)) ou à «un autre salarié du même employeur» (pour une demande d'équité salariale, article 13B), sauf lorsqu'un syndicat soulève une demande d'équité salariale multi-employeurs (articles 13B et 13E(3)). Tout en prenant note de la déclaration du gouvernement selon laquelle il publiera des orientations pour l'interprétation de la signification des compétences, responsabilités, conditions de travail et/ou degrés d'effort «substantiellement similaires», la commission est tenue de réitérer que le concept de «travail de valeur égale» qui est au cœur de la convention permet un large champ de comparaison, incluant mais allant au-delà d'une rémunération égale pour un travail «égal», «identique» ou «similaire», et englobe également un travail de nature entièrement *différente* qui est néanmoins de *valeur* égale. Il s'ensuit que les emplois à comparer sur la base de facteurs objectifs (tels que les compétences, les efforts, les responsabilités, les conditions de travail, etc.) peuvent impliquer *différents* types de compétences, de responsabilités ou de conditions de travail, qui peuvent néanmoins être de *valeur* égale dans leur ensemble. En tant que tel, le principe de la convention n'est pas équivalent au concept d'«équité salariale» tel qu'il est inscrit dans la loi de 2020 portant modification de la loi sur l'égalité de rémunération, et il n'est pas non plus pleinement reflété dans la disposition relative à «l'égalité de rémunération pour un travail identique ou substantiellement similaire» ou pour des compétences, responsabilités, conditions de travail et/ou degrés d'effort «identiques ou substantiellement similaires». En outre, la commission rappelle que l'application du principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale ne doit pas se limiter à des comparaisons entre hommes et femmes dans la même entreprise, car elle implique que l'on compare plus largement des emplois exercés par des hommes et des emplois exercés par des femmes dans des lieux différents ou des entreprises différentes, ou entre différents employeurs (Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 676-679 et 697-698). Enfin, la commission note que, selon Business New Zealand, l'objectif de la convention au moment de son adoption était de garantir que les femmes reçoivent le même salaire que les hommes, et non pas qu'elles soient payées ce qui est payé aux hommes effectuant un travail entièrement différent. Business New Zealand ajoute qu'il est nettement préférable de laisser au marché le soin de déterminer les taux de rémunération. À cet égard, la commission tient à rappeler que si le terme «valeur» n'est pas défini dans la convention, il renvoie à la valeur d'un emploi aux fins du calcul de la rémunération. Dans le contexte de la convention, le terme «valeur» indique qu'il faut utiliser des facteurs autres que les forces du marché pour assurer l'application du principe, car les forces du marché peuvent être intrinsèquement sexistes (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 674). **La commission prie donc le gouvernement de fournir des informations sur toute mesure prise ou envisagée pour donner une pleine expression législative au principe de la convention en vue de garantir que, lorsqu'il s'agit de déterminer si deux emplois sont de valeur égale: i) la valeur globale de l'emploi est prise en compte sans limiter la comparaison à un travail, des conditions, des compétences, des responsabilités, une expérience et/ou des degrés d'effort «identiques ou substantiellement similaires», et la définition permet de comparer des emplois de nature entièrement différente sans préjugés sexistes; et ii) le champ de comparaison va au-delà de la même entreprise. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application pratique de la loi de 2020 portant modification de la loi sur l'égalité de rémunération, y compris sur le nombre et la nature des règlements des demandes d'égalité de rémunération convenus, ainsi qu'une copie des orientations fournies par le gouvernement pour l'interprétation de la loi. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur toute autre décision judiciaire ou administrative relative**

au principe de la convention, ainsi que sur la manière dont il est garanti que, lors de l'application de la loi sur l'égalité de rémunération, de la loi sur les relations d'emploi et de la loi sur les droits de l'homme, le concept plus large de travail de valeur égale inscrit dans la convention soit pris en compte.

Ségrégation professionnelle entre hommes et femmes et règlements des demandes relatives à l'équité salariale dans le secteur public. La commission a précédemment noté la nécessité de mesures susceptibles d'apporter une réponse au problème de la sous-évaluation du travail effectué par des femmes dans le secteur des soins, ainsi que dans d'autres secteurs qui emploient principalement des femmes, notamment dans le soutien éducatif spécialisé et le travail social. Elle prend note de l'adoption de la loi de 2020 sur la fonction publique (2020 n° 40), et note plus particulièrement que les articles 80 à 84 de cette loi, telle que modifiée par la loi de 2020 portant modification de la loi sur l'égalité de rémunération, réglementent les revendications d'équité salariale et le processus de négociation en matière d'équité salariale dans la fonction publique. À cet égard, elle note que le NZCTU indique qu'il soutient l'introduction de revendications d'équité salariale dans le secteur public et qu'il est impliqué dans des accords tripartites pour contrôler ces revendications et aider à y répondre. En ce qui concerne les règlements des demandes d'équité salariale dans le secteur public, la commission a précédemment noté que la loi de 2017 portant règlement (équité de rémunération) en faveur des travailleurs du secteur des soins et de l'aide sociale fixe les taux de salaire horaire minima payables par les employeurs afin de remédier à la sous-évaluation antérieure du travail dans ce secteur, qui est principalement effectué par des femmes. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle, à la suite d'un règlement s'appliquant à plus de 55 000 travailleurs, les travailleurs du secteur des soins à domicile et du handicap ont bénéficié d'augmentations salariales allant de 15 à 50 pour cent en fonction de leurs qualifications et de leur expérience. Elle note en outre que, bien que les travailleurs du secteur de la santé mentale et de l'aide aux toxicomanes aient été exclus du règlement, le gouvernement ainsi que les syndicats et les employeurs sont convenus en juillet 2018 d'étendre le règlement à ces travailleurs, qui sont en majorité des femmes. À cet égard, la commission note que la loi de 2020 modifiant la loi sur les règlements concernant les travailleurs de soutien (équité salariale) est entrée en vigueur le 7 août 2020, couvrant désormais les travailleurs du secteur de la santé mentale et de l'aide aux toxicomanes. En ce qui concerne les demandes d'équité salariale déposées par les travailleurs du secteur du soutien éducatif employés par le ministère de l'Éducation, et par les travailleurs sociaux statutaires employés par le ministère de l'Enfance, la commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle les deux demandes d'équité salariale ont été réglées en 2018 pour ces travailleurs qui ont été victimes d'une sous-évaluation historique fondée sur le genre, convenant ainsi d'une augmentation de leur taux horaire minimum. La commission accueille favorablement les règlements des demandes d'équité salariale conclus dans les professions du secteur public qui emploient principalement des femmes. Elle note que le gouvernement ajoute que sept demandes d'équité salariale émanant de trois syndicats sont en cours, couvrant environ 62 000 salariés dans quatre groupes professionnels du secteur de la santé publique (Conseils de santé de district, DHB) où les femmes sont majoritairement employées, à savoir les soins infirmiers, la profession de sage-femme, le travail de bureau et les rôles sanitaires et techniques connexes. Elle note que selon le rapport trimestriel sur la main-d'œuvre employée par les DHB, les femmes représentaient fin 2018 environ 89 pour cent des infirmières des DHB, 78 pour cent du personnel d'entreprise, de bureau et autre, et 81 pour cent du personnel annexe et scientifique des DHB. La commission note que Business New Zealand souligne à nouveau que la plupart des femmes qui cherchent à obtenir des règlements des demandes d'équité salariale travaillent dans le secteur public, entre autres comme infirmières ou enseignantes, où le problème n'est pas lié à la discrimination mais à la disponibilité des fonds. Business New Zealand ajoute que certains emplois sont moins bien rémunérés que d'autres, mais que cela sera toujours le cas et reflète souvent la nature du secteur, et que les augmentations arbitraires, par le biais d'accords d'équité salariale, sans augmentation de la productivité, ont des effets négatifs inévitables: certains salariés perdent leur emploi et certaines entreprises ferment, car l'augmentation n'est pas supportable financièrement. La commission note que le gouvernement n'est pas d'accord avec la suggestion selon laquelle les règlements des demandes d'équité salariale portent sur des demandes salariales générales, plutôt que sur des demandes d'équité salariale. En ce qui concerne les mesures visant à lutter contre la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes et leurs effets sur l'écart de rémunération entre hommes et femmes, la commission renvoie à ses observations au titre de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. **Compte tenu de l'absence de législation reflétant pleinement le principe de la convention, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour que les règlements des demandes d'équité salariale traitent la question de la sous-évaluation du travail effectué par les femmes conformément au principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur les demandes d'équité salariale en cours dans le secteur public, en particulier dans le secteur de la santé. La commission prie également le gouvernement**

d'indiquer toute autre mesure prise pour remédier à la sous-évaluation du travail effectué par les femmes dans les secteurs où elles sont majoritairement employées.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2000)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Motifs de discrimination interdits. Législation. Se référant à ses précédents commentaires concernant la protection légale contre la discrimination fondée sur les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, la commission se félicite de l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle l'article 8 de la version finale du projet de loi sur les relations professionnelles interdit la discrimination directe et indirecte fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'état de grossesse, l'opinion politique, l'origine ethnique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, à l'encontre des travailleurs ou des candidats à un emploi ou dans toute politique ou pratique en matière d'emploi. Le gouvernement ajoute que des consultations supplémentaires ont eu lieu entre le Conseil consultatif tripartite national (NTCC) et le bureau du Procureur général afin d'apporter les modifications finales au projet de loi dont la promulgation était prévue en 2015. La commission note que le gouvernement ne fournit aucune information sur l'état d'avancement de la révision de la loi de 1978 sur l'emploi, notamment la révision des articles 97 à 100, qui interdisent uniquement la discrimination à l'égard des femmes. Elle note que, dans le cadre du programme par pays de promotion du travail décent de 2013-2015, dont l'échéance a été reportée à 2017, priorité a été accordée à l'achèvement du projet de loi sur les relations professionnelles et à la révision de la loi sur l'emploi en fonction de la nouvelle version du projet de loi sur les relations d'emploi. **Tout en notant qu'aucun de ces projets de loi n'a à ce jour été promulgué, la commission veut croire que le projet de loi sur les relations professionnelles sera adopté prochainement, et prie le gouvernement de communiquer des informations sur tout progrès accompli à cet égard. Elle le prie également de communiquer des informations sur les progrès réalisés en ce qui concerne la révision de la loi de 1978 sur l'emploi, et en particulier les articles 97 à 100, en collaboration avec les organisations de travailleurs et d'employeurs en vue d'aligner les dispositions relatives à la discrimination avec celles du projet de loi sur les relations professionnelles et de les mettre en conformité avec la convention.**

Discrimination fondée sur le sexe. Service public. Depuis plus de quinze ans, la commission souligne l'effet discriminatoire de l'article 36(2)(c)(iv) de la loi de 1995 sur le service public (administration) qui prévoit que les appels à candidature peuvent préciser que «seuls des hommes ou des femmes seront nommés, promus ou mutés dans certaines proportions», et de l'article 20.64 de l'ordonnance générale n° 20 et de l'article 137 de la loi de 1988 sur les services d'enseignement qui prévoient que les femmes fonctionnaires et les enseignantes n'ont droit à certaines allocations pour leur mari et leurs enfants que si elles sont soutien de famille. Elles sont considérées comme étant «soutien de famille» si elles sont célibataires ou divorcées ou si leur mari est invalide, étudiant ou au chômage. La commission note avec un **profond regret** que, en dépit de l'adoption en 2014 de la nouvelle loi sur le service public (administration), qui abroge la loi de 1995, l'article 36(2)(c)(iv) a été conservé. Cependant, elle note que la Politique nationale sur l'équité de genre et l'inclusion sociale dans la fonction publique (GESI) adoptée en 2013 et son plan d'action font une priorité de la révision des conditions d'emploi visant à assurer l'égalité d'accès et des conditions d'emploi à toutes les personnes indépendamment de leur sexe. **Notant l'effet discriminatoire de l'article 36(2)(c)(iv) de la loi de 2014 sur le service public (administration), de l'article 20.64 de l'ordonnance générale n° 20 et de l'article 137 de la loi de 1988 sur les services d'enseignement, la commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures sans délai, pour réviser et modifier ces lois afin de les mettre en conformité avec la convention. Elle le prie en outre de communiquer des informations sur toutes mesures prises suite à la mise en œuvre de la GESI et de son plan d'action et sur tout progrès accompli afin d'instaurer l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes dans le service public.**

Discrimination à l'encontre de certains groupes ethniques. Faisant référence à ses commentaires précédents concernant les allégations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) sur l'accroissement de la violence à l'encontre des travailleurs et des entrepreneurs asiatiques, auxquels il est reproché de «voler des emplois», la commission note que le gouvernement ne fournit aucune information à cet égard. **La commission prie à nouveau le gouvernement de mener des enquêtes sur les allégations de discrimination contre les travailleurs et les entrepreneurs asiatiques, notamment sur les actes de violence, et de fournir des informations sur les résultats de ces enquêtes. Elle le prie également de fournir des informations sur les mesures concrètes prises pour assurer la protection, en matière d'emploi et de profession, contre toute discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale, ainsi que sur toute mesure prise ou envisagée pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement des membres des différents groupes ethniques dans l'emploi et la profession.**

Article 2. Politique nationale d'égalité. La commission note que le gouvernement ne fournit toujours pas d'information concernant une politique nationale visant spécifiquement la discrimination fondée sur tous les motifs énumérés dans la convention. S'agissant de la discrimination fondée sur le sexe, la commission note que certains articles de la Politique nationale sur l'équité de genre et l'inclusion sociale dans la fonction publique

(GESI) de 2013 et de la Politique nationale de promotion des femmes et de l'égalité de genre de 2011-2015 semblent traiter la question de l'égalité de genre dans l'emploi et la profession. La commission rappelle que, bien que l'importance relative des problèmes liés à chacun des motifs puisse être différente d'un pays à l'autre, lors de l'examen de la situation et de la prise de décisions quant aux mesures à adopter, il est essentiel d'accorder une attention à tous les motifs de discrimination énumérés dans la convention, lors de la mise œuvre de cette politique nationale d'égalité, ce qui suppose l'adoption d'une combinaison de mesures législatives et administratives, de conventions collectives, de politiques publiques, de mesures d'action positive, de mécanismes de règlement des différends et de contrôle de l'application, d'organes spécialisés, de programmes pratiques et d'activités de sensibilisation (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 848 et 849). **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur les mesures prises ou envisagées, en collaboration avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, pour mettre en œuvre une politique nationale visant à garantir et promouvoir l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession, à l'égard de tous les motifs énumérés dans la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Pays-Bas

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1971)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration lors de sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend également note des observations de la Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV), de la Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV) et de la Fédération syndicale des professionnels (VCP)) reçues le 29 août 2019, ainsi que des observations supplémentaires de la CNV et de la FNV reçues le 24 septembre 2020, qui ont également été transmises par le gouvernement.

Article 2 de la convention. Mesures pour réduire les différences de rémunération des travailleurs à temps partiel et des travailleurs sous d'autres formes non conventionnelles de contrats de travail. La commission avait précédemment pris note des recommandations formulées par le Groupe de travail Part-Time Plus créé pour traiter la question de l'égalité de rémunération dans un contexte national plus ample, dans lequel les hommes travaillent généralement à temps plein et les femmes à temps partiel. Elle avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures ciblées prises pour réduire l'écart de rémunération entre hommes et femmes, compte tenu du nombre élevé de femmes travaillant à temps partiel et de leur concentration dans des emplois généralement moins bien rémunérés, et de donner des informations détaillées sur les résultats obtenus. La commission prend note de la déclaration du gouvernement, dans son rapport, selon laquelle un nombre élevé de femmes travaillent encore à temps partiel, en particulier des jeunes femmes; l'écart entre le nombre moyen d'heures de travail hebdomadaire effectuées par les femmes et celles effectuées par les hommes (28 heures et 39 heures respectivement, en 2017) est beaucoup plus importante que la moyenne européenne. Le gouvernement indique qu'en conséquence il a décidé de mener une étude sur l'action interdépartementale (IBO) afin de déterminer les causes et les effets du travail à temps partiel, ainsi que les obstacles éventuels à une durée du travail plus longue ou moins longue, afin d'élaborer des ensembles de mesures pertinentes. À propos des préoccupations précédemment exprimées par la FNV et la CNV au sujet de l'écart de rémunération entre hommes et femmes en ce qui concerne d'autres formes de contrats de travail non conventionnels (contrat de travail à durée déterminée, contrats zéro heure ou contrats portant sur un nombre d'heures indéterminé et travailleurs indépendants), la commission prend note de l'absence d'informations fournies par le gouvernement. Toutefois, elle note que, dans leurs observations supplémentaires, la FNV et la CNV soulignent que, en raison de la pandémie de COVID-19: 1) le nombre d'heures travaillées par les femmes a diminué plus rapidement que celui des hommes, ce qui a nui à la situation des femmes sur le marché du travail et à la réalisation de l'égalité de rémunération; et 2) un nombre élevé de travailleurs liés par des contrats flexibles ont perdu leur emploi. À cet égard, la commission note que, dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que, le 22 juin 2020, un régime provisoire (TOFA) a été introduit pour les «travailleurs flexibles» qui ont été licenciés après le 1^{er} mars en raison de la crise de la COVID-19, et qui ont subi une perte substantielle de revenus. Ce régime consiste en un paiement brut unique de 1 650 euros (EUR) pour la période de mars à mai 2020. **Compte tenu de l'absence de mesures prises pour remédier aux différences de rémunération des travailleurs à temps partiel, la commission prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur toute mesure prise pour réduire l'écart de rémunération entre hommes et femmes, en prenant en considération – notamment dans le cadre du suivi de l'étude sur l'action interdépartementale prévue sur le travail à temps partiel – le nombre élevé de femmes qui travaillent à temps partiel, ainsi que leur concentration dans des emplois généralement**

moins bien rémunérés. La commission prie à nouveau le gouvernement de donner des informations sur toute mesure prise ou envisagée pour évaluer et traiter les différences de rémunération dans d'autres formes de contrats de travail non conventionnels, et sur les éventuels obstacles à ce que ces travailleurs engagés des poursuites judiciaires en raison d'inégalités de rémunération entre hommes et femmes.

Mesures pour réduire l'écart de rémunération entre hommes et femmes. Se référant à ses commentaires précédents, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'écart de rémunération non corrigé entre les hommes et les femmes est passé de 20 pour cent en 2014 à 19 pour cent en 2016 dans le secteur privé, et de 10 pour cent en 2014 à 8 pour cent en 2016 dans le secteur public. Le gouvernement ajoute que, après correction (en tenant compte des différences existantes (travail à temps partiel et travail à temps plein, âge, niveau d'occupation, postes de direction), en 2016 la différence s'est maintenue à 7 pour cent dans le secteur privé et à 5 pour cent dans le secteur public, ces chiffres étant inchangés par rapport à 2014. La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle l'écart de rémunération entre hommes et femmes s'explique en grande partie par la répartition inégale et persistante des responsabilités de soins à la personne entre les hommes et les femmes, ce qui entrave la participation des femmes au marché du travail. À cet égard, la commission renvoie à ses observations sur l'application de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. En ce qui concerne les femmes aux postes de direction, la commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle leur nombre augmente trop lentement: à la mi-2017, les femmes ne représentaient que 11,7 pour cent des membres des conseils d'administration et 16,2 pour cent des membres des conseils de surveillance. Le gouvernement ajoute qu'un plus grand nombre d'entreprises doit s'efforcer pour que les femmes accèdent à des postes plus élevés. Il a commencé à suivre les progrès réalisés à cet égard, notamment au moyen d'une analyse comparative sur les entreprises parvenant à la diversité aux postes de direction, et grâce à la mise en place d'un nouvel indicateur d'activité. La commission note que le gouvernement a demandé au Conseil économique et social (SER) de donner des orientations sur les mesures qui contribueraient efficacement à la diversité de genre aux postes de direction. La commission prend note de ces informations. Toutefois, elle note avec **regret** l'absence répétée d'informations du gouvernement sur les mesures supplémentaires prises pour remédier, en collaboration avec les partenaires sociaux, à la dimension des écarts de rémunération qui est peut-être due à la discrimination. À ce sujet, elle note que la FNV, la CNV et la VCP demandent instamment au gouvernement de soutenir une proposition de loi sur l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes qui: 1) obligerait les entreprises occupant plus de 50 personnes à démontrer qu'une rémunération égale est versée aux femmes et aux hommes pour un travail égal; et 2) introduirait un système de certification obligeant les employeurs à fournir tous les trois ans des chiffres sur la rémunération des salariés, et à remédier aux situations d'inégalité de rémunération, ou à payer des amendes, l'inspection du travail étant chargée de ce contrôle. En outre, les syndicats estiment qu'il est nécessaire de lutter contre le fait qu'une part de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes pourrait être due à la discrimination, intentionnelle ou non, tout en améliorant la situation sur le marché du travail des femmes qui sont encore surreprésentées dans les secteurs moins bien rémunérés, tels que l'éducation, les soins de santé, la garde d'enfants, le nettoyage et le commerce de détail. Dans leurs observations supplémentaires, la FNV et la CNV ajoutent que la pandémie de COVID-19 a montré que ces secteurs sont vitaux. Or les femmes ont travaillé en première ligne pendant le récent confinement, mais cela ne se reflète pas dans le niveau de leur rémunération. **Compte tenu de la persistance des écarts de rémunération entre hommes et femmes, la commission prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur les mesures proactives mises en œuvre pour réduire les écarts de rémunération entre hommes et femmes, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, notamment en améliorant l'accès des femmes à des emplois offrant des perspectives de carrière et une rémunération plus élevée. La commission prie plus particulièrement le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises ou envisagées pour remédier à l'écart de rémunération qui est peut-être dû à la discrimination fondée sur le genre, y compris des informations sur toute proposition législative portant sur le principe de la convention. Enfin, la commission prie le gouvernement de donner des informations statistiques sur les gains des hommes et des femmes, ventilés par activité économique et par profession, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1973)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires communiquées à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend également note des observations de la Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV), de la Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV) et de la Fédération syndicale des professions libérales (VCP), reçues le 29 août 2019, ainsi que des observations supplémentaires de la CNV et de la FNV, reçues le 24 septembre 2020, qui ont également été transmises par le gouvernement.

Articles 2 et 3 de la convention. Politique nationale sur l'égalité. La commission a précédemment pris note des différentes mesures mises en œuvre dans le cadre du Plan d'action 2014-2018 contre la discrimination sur le marché du travail, en collaboration avec les partenaires sociaux, afin de lutter contre la discrimination dans l'emploi. Elle a prié le gouvernement de fournir des informations sur toute évaluation des effets de ces mesures sur la promotion de l'égalité et la lutte contre la discrimination fondée sur les motifs énoncés à l'article 1, paragraphe 1) a), de la convention. La commission prend note de la déclaration du gouvernement, dans son rapport, selon laquelle un nouveau Plan d'action 2018-2021 contre la discrimination sur le marché du travail est actuellement mis en œuvre, s'appuyant sur le plan d'action précédent. Le gouvernement indique que: 1) les mesures précédemment mentionnées, comme la Charte de la diversité qui a été signée par 180 entreprises publiques et privées, sont encore appliquées; et 2) plusieurs autres mesures sont en cours de mise en œuvre, comme l'élargissement du contrôle effectué par l'inspection du travail, pour s'assurer que des garanties suffisantes sont en place au niveau de l'entreprise en vue d'appliquer une politique de recrutement et de sélection exempte de toute discrimination. La commission accueille favorablement ces informations. Prenant note de la déclaration du gouvernement selon laquelle les résultats de ces mesures seront examinés ultérieurement, la commission note avec **regret** le manque répété d'informations fournies par le gouvernement sur les effets des mesures mises en œuvre pour promouvoir l'égalité et lutter contre la discrimination sur le marché du travail. Elle note en outre que, dans leurs observations, la FNV, la CNV et la VCP appuient l'élargissement des pouvoirs de contrôle de l'inspection du travail qui est, selon elles, indispensable pour lutter contre la discrimination lors des entretiens d'embauche où une grande partie de la discrimination a lieu. Elles soulignent cependant que des mesures supplémentaires sont nécessaires pour garantir aux inspecteurs du travail une capacité suffisante d'assurer que les règles sont strictement appliquées et à traiter les plaintes pour discrimination. **La commission prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur l'impact des différentes mesures mises en œuvre pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement et lutter contre la discrimination dans l'emploi et la profession pour tous les motifs couverts par la convention, en particulier lors des processus de recrutement et de sélection, notamment dans le cadre du Plan d'action 2018-2021 contre la discrimination sur le marché du travail. Notant que le Plan d'action prendra fin en 2021, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute nouvelle politique ou nouveau plan d'action élaboré à titre de suivi, notamment en collaboration avec les partenaires sociaux.**

Égalité de chances et de traitement sans distinction de race, de couleur ou d'ascendance nationale. Minorités ethniques. La commission a précédemment noté les taux de chômage élevés des personnes «non occidentales» issues de l'immigration (personnes dont les deux parents sont nés hors des Pays-Bas) et la nécessité de lutter contre la discrimination à l'égard de certains groupes ethniques, en particulier les personnes d'origine marocaine et turque, en matière d'accès au marché du travail. Se référant à ses commentaires précédents concernant les mesures génériques prises par le gouvernement pour lutter contre la discrimination, en particulier dans le cadre du Plan d'action contre la discrimination sur le marché du travail, la commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle le principal objectif du Programme «Poursuivre l'intégration sur le marché du travail» consiste à évaluer l'efficacité des diverses mesures, instruments et politiques mis en œuvre pour lutter contre la discrimination et améliorer la position sur le marché du travail de toutes les personnes non occidentales issues de l'immigration, y compris les hommes et les femmes d'origine marocaine et turque. Le gouvernement ajoute que les résultats de l'évaluation sont attendus en 2020-2021. La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle la situation des personnes issues de l'immigration non occidentale s'est améliorée tant dans le domaine de l'éducation que de l'emploi. À cet égard, elle note, d'après les statistiques transmises par le gouvernement, que leur taux d'emploi net est passé de 57,5 pour cent en 2017 à 60,5 pour cent en 2018. La commission accueille favorablement ces informations. Elle regrette toutefois que le gouvernement ne fournisse toujours pas d'informations, malgré des demandes répétées, sur: 1) les mesures spécifiques prises pour lutter contre la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale à l'encontre des minorités non occidentales; et 2) l'évaluation des effets des mesures déjà mises en œuvre. À cet égard, elle note que, dans leurs observations, la FNV, la CNV et la VCP soulignent la persistance de la discrimination à l'encontre des personnes issues de l'immigration non occidentale dans l'éducation et l'accès à l'emploi, en évoquant des cas où des agences de travail temporaire acceptent des demandes discriminatoires de la part d'entreprises de recrutement qui demandent explicitement des personnes qui ne sont pas issues de l'immigration. Les syndicats ajoutent qu'il est complexe d'évaluer dans quelle mesure de telles pratiques existent en raison de la difficulté de recueillir les données pertinentes. La commission note en outre que, dans ses observations finales de

2019, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a exprimé des préoccupations spécifiques quant au fait que les personnes appartenant à des groupes ethniques minoritaires continuent à être victimes de discrimination sur le marché du travail (CCPR/C/NLD/CO/5, 22 août 2019, paragr. 15). La commission note en outre que, dans son rapport de 2020, la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a exprimé à ce sujet des préoccupations spécifiques: 1) le taux de chômage des personnes issues de l'immigration, qui reste deux fois et demie plus élevé que celui des autres Néerlandais; les personnes considérées comme appartenant à la deuxième génération de migrants non occidentaux sont généralement confrontées à un taux de chômage encore plus élevé, malgré un niveau d'éducation supérieur; 2) le pourcentage plus élevé de personnes appartenant à des minorités ethniques qui occupent un emploi «marginal» (défini comme un emploi nécessitant un engagement de moins de 20 heures/semaine) par rapport aux Néerlandais de souche; et 3) la position moins favorable des minorités ethniques, en particulier celles d'origine marocaine et turque, qui sont particulièrement défavorisées en termes de revenus. La Rapporteuse spéciale a souligné que les minorités ethniques sont victimes de discrimination tant à l'embauche qu'après, une fois qu'elles sont sur le lieu de travail, ainsi que dans l'enseignement. Environ 30 pour cent des élèves turcs et marocains de la deuxième génération ont abandonné l'école en 2016 (A/HRC/44/57/Add.2, 2 juillet 2020, paragr. 69-75). La commission note en outre que, dans son rapport de 2019, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) a exprimé des préoccupations similaires en soulignant que l'écart d'emploi de ces groupes ne se réduit pas, en partie en raison de la discrimination. À cet égard, elle note que l'ECRI a recommandé aux autorités d'insérer des indicateurs et des cibles mesurables à atteindre pour tous les objectifs et mesures du Plan d'action contre la discrimination sur le marché du travail, tout en continuant à mettre l'accent sur l'accès au marché du travail, de veiller à ce que des procédures de recrutement non discriminatoires soient élaborées et mises en œuvre, et d'élargir les compétences des inspections du travail au domaine du recrutement (CRI(2019)19, 4 juin 2019, p. 10, et paragr. 74 et 77). **La commission prie donc instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour lutter efficacement contre la discrimination et garantir l'égalité de chances et de traitement dans l'enseignement, l'emploi et la profession aux personnes non occidentales issues de l'immigration, y compris celles d'origine marocaine et turque. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes mises en œuvre à cette fin, en particulier dans le cadre du Plan d'action contre la discrimination sur le marché du travail, ainsi que sur toute évaluation de leurs effets, notamment en fournissant les résultats de l'évaluation qui sont attendus en 2020-2021. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur tous les cas de discrimination à l'encontre de personnes non occidentales issues de l'immigration traités par les inspecteurs du travail, l'Institut néerlandais des droits de l'homme ou les tribunaux, ainsi que sur les sanctions imposées et les réparations accordées.**

Travailleurs migrants. La commission note que, dans leurs observations supplémentaires, la FNV et la CNV expriment leur profonde préoccupation quant au nombre élevé de travailleurs migrants dans l'agriculture, l'alimentation, les transports et d'autres secteurs particulièrement exposés à des conditions de travail dangereuses du fait de la pandémie de la COVID-19, car ils vivent et travaillent souvent ensemble. Les syndicats soulignent en outre que les mesures de santé et de sécurité pour les travailleurs migrants sur les lieux de travail, dans les logements ou dans les transports vers ou depuis leur lieu de travail ne sont pas appliquées, car ils travaillent et vivent sans pouvoir respecter la distanciation sociale, sans précautions d'hygiène, et sont contraints de travailler même lorsqu'ils présentent les symptômes de la COVID-19. Cela a eu pour conséquence qu'un grand nombre de travailleurs ont été infectés. En outre, même si les équipements sont suffisants, ce qui n'est généralement pas le cas, les travailleurs migrants, en raison de leur charge de travail, n'ont souvent pas le temps de se laver les mains et de maintenir propres les matériels et les machines. Se référant à sa demande directe de 2019 sur la convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, la commission note en outre que, dans ses observations finales de 2019, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a exprimé sa préoccupation quant au nombre croissant de travailleurs migrants, en particulier de Pologne et de Hongrie, qui sont contraints par les agences de placement à travailler dans des conditions d'exploitation (CCPR/C/NLD/CO/5, 22 août 2019, paragr. 26). **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures volontaristes pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement des hommes et des femmes migrants dans l'emploi et la profession, en particulier en luttant contre l'exploitation des travailleurs migrants et en leur garantissant des conditions de travail sûres. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures et programmes mis en œuvre à cette fin, en particulier pour renforcer les inspections du travail dans les secteurs employant un grand nombre de migrants, ainsi que sur leurs effets. Enfin, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur le nombre et la nature des cas de discrimination à l'égard des travailleurs migrants détectés par les inspecteurs du travail, l'Institut néerlandais des droits de l'homme ou les tribunaux, ou qui leur sont signalés, ainsi que sur les sanctions imposées et les réparations accordées.**

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, la commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs, de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République de Corée

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1997)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires communiquées à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend également note des observations de la Fédération des syndicats coréens (FKTU), jointes au rapport du gouvernement, ainsi que des observations de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), reçues le 20 septembre 2019. En outre, elle prend note des observations de la KCTU, transmises avec les informations supplémentaires du gouvernement, et des commentaires du gouvernement en réponse à ces observations.

Articles 1 et 2 de la convention. Législation. La commission rappelle que l'article 8(1) de la loi sur l'égalité dans l'emploi et les mesures visant à promouvoir l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale (anciennement loi sur l'égalité dans l'emploi et les mesures visant à promouvoir la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale) ne prévoit l'égalité de salaire pour un travail de valeur égale que «dans la même entreprise», et que le règlement n° 422 sur l'égalité de traitement dispose que le travail exécuté par des hommes et celui exécuté par des femmes ne peut être comparé que s'il s'agit d'un «travail de nature similaire». Dans son dernier commentaire, compte tenu de la persistance et de l'ampleur de l'écart de rémunération entre hommes et femmes, elle a de nouveau instamment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que la loi et le règlement précités soient mis en conformité avec la convention. Elle a également prié le gouvernement de continuer à fournir des données statistiques sur l'écart de rémunération entre hommes et femmes. Dans son rapport, le gouvernement rappelle que: 1) depuis sa promulgation en 1997, le règlement n° 117 sur l'égalité de chances dans l'emploi précise que deux emplois en partie différents mais considérés comme étant intrinsèquement de valeur égale après évaluation de l'emploi constituent un «travail de valeur égale»; 2) en 2013, la notion de «travail de valeur similaire» a été ajoutée au règlement précité afin d'établir une norme plus claire en matière d'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale (d'après l'article 4.1 dudit règlement, le travail de *valeur* égale vise les emplois exercés par des hommes et des femmes qui sont notamment de valeur «égale ou similaire» au regard des compétences, de la pénibilité ou des conditions de travail); et 3) de plus, en 2019, le champ d'application de la disposition portant interdiction de la discrimination salariale au motif du genre a été élargi et couvre désormais tous les lieux de travail et non plus ceux de cinq employés et plus.

La commission note que, le 14 mars 2019, la Cour suprême a jugé qu'il ne pouvait y avoir de traitement discriminatoire «déraisonnable» fondé sur des éléments sans lien avec le travail et interdit la discrimination salariale fondée sur le statut social ou le genre, en vertu de la loi sur les normes du travail et de la loi sur l'égalité dans l'emploi et les mesures visant à promouvoir l'équilibre entre la vie

professionnelle et la vie familiale (cas 2015 Du 46321). En l'espèce, elle a jugé que le fait de payer des honoraires différents aux conférenciers à temps plein et aux conférenciers à temps partiel constituait une discrimination «déraisonnable» fondée sur un élément sans lien avec le travail, et que cela contrevenait aux principes de «l'égalité de traitement et de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égal», invalidant la différence de rémunération. Tout en saluant cette décision, la commission relève que le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égal défendu par la Cour suprême est plus étroit que le principe consacré par la convention en ce qu'il ne donne pas expression à la notion d'égalité de rémunération pour un travail de «valeur» égale, au sens de l'article 1 de la convention. Tout en prenant note des différentes mesures prises par le gouvernement pour promouvoir le principe de l'égalité de rémunération entre les travailleurs et les travailleuses et pour réduire la ségrégation professionnelle, la commission souhaite souligner que, quand la loi fait partie d'une approche globale visant à éliminer la discrimination salariale entre hommes et femmes, il est essentiel qu'elle soit appropriée et qu'elle garantisse le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, au sens de l'article 1 de la convention. **La commission prie instamment le gouvernement de garantir que son cadre juridique ne prévoit pas uniquement l'égalité de rémunération pour un travail égal, un même travail ou un travail similaire, mais qu'il encadre les situations dans lesquelles les hommes et les femmes exécutent un travail différent mais néanmoins de valeur égale, afin de ne pas entraver la progression sur la voie de l'éradication de la discrimination salariale entre hommes et femmes. À cet égard, elle prie le gouvernement de fournir une liste à jour des dispositions (législatives, réglementaires ou d'autre nature) mettant en œuvre le principe de la convention, notamment en garantissant que: i) les hommes et les femmes reçoivent une rémunération égale pour un travail de «valeur» égale; ii) le champ de comparaison entre hommes et femmes va au-delà de la comparaison au sein d'un même établissement ou d'une même entreprise.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1998)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires communiquées à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend également note des observations de la Fédération des syndicats coréens (FKTU) et de la Fédération des employeurs de Corée (KEF), jointes au rapport du gouvernement, ainsi que des observations de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), reçues le 20 septembre 2019. En outre, elle prend note des observations de la KCTU et de la KEF, transmises avec les informations supplémentaires du gouvernement, et des commentaires du gouvernement en réponse à ces observations.

Article 1 de la convention. Discrimination fondée sur l'opinion politique. Enseignants. La commission rappelle que, dans son précédent commentaire, elle avait déclaré que, dans la mesure où les activités politiques des enseignants d'écoles maternelles, primaires et secondaires se déroulaient *en dehors* de l'établissement scolaire et *n'avaient pas de lien* avec l'enseignement, une interdiction générale de toutes activités politiques ne constituait pas une condition exigée au sens de l'article 1, paragraphe 2, de la convention, et qu'elle avait conclu que les mesures disciplinaires prises à l'encontre des enseignants qui se livraient à de telles activités constituaient une discrimination fondée sur l'opinion politique, en violation de la convention. En conséquence, elle avait instamment prié le gouvernement de prendre des mesures immédiates pour garantir que les enseignants d'écoles maternelles, primaires et secondaires jouissent, comme le prévoit la convention, d'une protection contre la discrimination fondée sur l'opinion politique, ainsi que des mesures permettant de garantir que les enseignants ne font pas l'objet de mesures disciplinaires pour de tels motifs. La commission note que le gouvernement rappelle de nouveau que la Constitution coréenne exige la neutralité politique de l'éducation en maternelle, au primaire et au secondaire et qu'il renvoie aux décisions de la Cour constitutionnelle de 2012 et de 2014 en la matière, de même qu'à sa décision du 23 avril 2020 dans laquelle la Cour confirmait la constitutionnalité de l'interdiction faite aux enseignants de maternelle, du primaire et du secondaire d'adhérer à un parti politique ou à une autre organisation politique (conformément à l'article 65(1) de la loi sur les fonctionnaires d'État). La commission ne peut que réitérer que, bien que, dans certaines circonstances, les restrictions relatives à l'opinion politique puissent constituer une condition exigée de bonne foi pour certains postes (condition exigée pour un emploi déterminé), il est essentiel que ces restrictions ne dépassent pas certaines limites. En effet, de telles pratiques pourraient enfreindre les dispositions de la convention qui exigent la mise en œuvre d'une politique tendant à éliminer la discrimination fondée sur l'opinion politique, notamment en ce qui concerne l'emploi dans le secteur public (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 831). La commission note que le gouvernement

indique que plusieurs projets d'amendement visant à garantir la liberté politique des fonctionnaires et des enseignants, en particulier l'affiliation à un parti politique et le droit de participer à une campagne électorale, sont à l'examen par l'Assemblée nationale. Elle note également que le gouvernement s'engage à veiller à ce que les demandes de la commission y soient examinées. À cet égard, dans les observations de la KCTU, la commission relève que les projets de loi de 2017 portant modification de la loi sur les fonctionnaires d'État, de la loi sur les fonctionnaires territoriaux et de la loi électorale sont toujours à l'examen par la commission permanente compétente, bien que la Commission nationale des droits de l'homme ait recommandé de modifier ces textes. **Rappelant que la protection à l'égard d'opinions qui ne s'exprimeraient ni ne se manifesteraient pas serait vaine, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le statut de ces modifications. Elle prie instamment le gouvernement de prendre des mesures concrètes afin de garantir que les enseignants jouissent d'une protection contre la discrimination fondée sur l'opinion politique, comme prévu par la convention.**

Conditions exigées pour un emploi déterminé. Opinion politique et fonctionnaires. Dans son précédent commentaire, la commission avait prié le gouvernement: 1) d'envisager de limiter l'interdiction des activités politiques à certains postes et, par conséquent, d'envisager la possibilité d'adopter une liste d'emplois de la fonction publique pour lesquels l'opinion politique constituera une condition exigée pour ces emplois; et 2) dans l'intervalle, de fournir des informations sur l'application de l'article 65(1) de la loi sur les fonctionnaires d'État dans la pratique. La commission note que le gouvernement admet que la liberté des fonctionnaires en matière d'expression de leur opinion politique et d'activités politiques est limitée, conformément à l'article 7 de la Constitution qui dispose que: 1) «tous les fonctionnaires sont employés au service de l'ensemble de la population et responsables devant l'ensemble de la population»; et 2) «le statut et l'impartialité politique des fonctionnaires sont garantis». Le gouvernement ajoute qu'il convient de comprendre cet article en gardant à l'esprit le but servi par la fonction publique, système dans lequel les fonctionnaires sont recrutés sur la base des qualifications exigées pour un certain grade et non pour un poste précis. Ce n'est qu'ultérieurement que les tâches et les postes sont attribués. Le gouvernement affirme que cette caractéristique propre à la fonction publique coréenne fait qu'il serait difficile de définir à l'avance les tâches qui pourraient être sujettes à limitations en matière d'activités et d'opinion politiques, et d'en établir la liste. Il ajoute cependant qu'il comprend tout à fait qu'il est nécessaire de garantir une plus grande liberté d'expression politique aux fonctionnaires et s'engage à soutenir activement ce processus, quand l'Assemblée nationale commencera à réviser les lois pertinentes en la matière, afin de veiller à ce qu'une discussion approfondie ait lieu sur cette question. Dans les informations supplémentaires qu'il a fournies, le gouvernement fait référence à la décision de la Cour constitutionnelle du 23 avril 2020 qui a estimé que l'interdiction de former ou d'adhérer à un parti politique était constitutionnelle «car elle vise à assurer la neutralité politique de fonctionnaires employés au service de l'ensemble de la population» mais a considéré que l'interdiction de former ou d'adhérer à «toute autre organisation politique» était inconstitutionnelle car trop ambiguë. À cet égard, le gouvernement déclare qu'il modifiera la loi sur les fonctionnaires d'État pour apporter plus de clarté et veiller à la neutralité politique des fonctionnaires. En ce qui concerne l'application de la loi sur les fonctionnaires d'État, dans la pratique, le gouvernement affirme que, parmi les fonctionnaires encourant des mesures disciplinaires pour non-respect de l'article 65(1) entre 2015 et 2019, aucun fonctionnaire des services généraux (y compris les enseignants) n'a été visé par une mesure disciplinaire pour non-respect de l'interdiction de s'affilier à un parti politique. La commission prend toutefois note de l'observation de la KCTU selon laquelle des enseignants ont été inculpés en 2015 et 2017 pour la violation présumée de l'article 66 de la loi sur les fonctionnaires d'État, interdisant aux fonctionnaires de s'engager dans une activité collective pour une campagne ou des activités autres que relevant du service public; ces affaires sont toujours en instance devant les tribunaux. L'organisation ajoute que plusieurs syndicats ont demandé la révision des dispositions de plusieurs lois qui restreignent de manière excessive le droit des fonctionnaires de mener des activités politiques. La commission tient à rappeler que, dans les cas où l'un des motifs énumérés par la convention est pris en compte pour déterminer les conditions exigées pour un emploi déterminé, il convient de réexaminer objectivement si les exigences de l'emploi justifient réellement ces conditions. Elle ne peut donc que réitérer que l'opinion politique ne peut être une condition préalable justifiée par une condition exigée pour un emploi déterminé que si cette restriction s'applique à un éventail restreint d'emplois et non à l'ensemble du secteur public. **La commission prie de nouveau le gouvernement d'envisager de limiter l'interdiction des activités politiques à certains postes et, par conséquent, d'envisager la possibilité d'adopter, dans un futur proche, une liste d'emplois de la fonction publique pour lesquels l'opinion politique constituera une condition exigée pour ces emplois. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard, y compris à l'Assemblée nationale.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981 (ratification: 2001)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires communiquées à la lumière de la décision prise par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend également note des observations de la Fédération des syndicats coréens (FKTU) et de la Fédération des employeurs de Corée (KEF), communiquées avec le rapport du gouvernement, ainsi que des observations de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), reçues le 20 septembre 2019. Elle prend également note des observations de la KEF communiquées avec les informations supplémentaires du gouvernement.

Article 3 de la convention. Politique nationale. Évolution de la législation. Dans son commentaire précédent, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les points suivants: 1) application dans la pratique de la loi-cadre de 2014 sur l'égalité des genres, telle que modifiée, et de la loi de 2007 sur l'égalité dans l'emploi et les mesures visant à promouvoir l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale, telle que modifiée; 2) mesures concrètes prises en application des plans favorisant l'égalité des genres en matière d'emploi et le soutien aux travailleurs ayant des responsabilités familiales; et 3) système du brevet d'entreprise respectueuse de la famille, en indiquant les critères pris en compte et les processus d'attribution du brevet à une entreprise. La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement dans son rapport, notamment la mise en œuvre du deuxième Plan-cadre pour les politiques d'égalité des genres (2018-2022) qui vise à garantir l'égalité des droits et des chances entre hommes et femmes et la création d'infrastructures sociales favorisant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, ainsi que la mise en place d'un Comité chargé de l'égalité des genres et des plans de mise en œuvre annuels. La commission note avec **intérêt** que le champ d'application de la loi sur l'égalité dans l'emploi et les mesures visant à promouvoir l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée, qui concernait auparavant uniquement les entreprises de cinq salariés ou plus, a été étendu à tous les lieux de travail, à l'exception des lieux où travaillent des membres de la famille vivant ensemble et des employés de maison (article 2 du décret présidentiel n° 28910 du 28 mai 2018), et que le congé de paternité, prévu à l'article 18-2 de la loi, a été porté de cinq à dix jours, en août 2019.

La commission prend note, selon l'indication du gouvernement, de la mise en œuvre du «Plan pour l'emploi des femmes» qui constitue le sixième Plan-cadre pour l'égalité des chances dans l'emploi et porte sur trois axes (prévenir les interruptions de carrière, soutenir le réemploi après une interruption de carrière et créer un environnement de travail non discriminatoire), et composé de sept grands projets et 64 stratégies de mise en œuvre. Le gouvernement indique que des mesures ont été prises pour renforcer l'appui et la qualité des services de garde d'enfants et des crèches et pour veiller au respect des droits de maternité et parentaux des travailleurs, grâce aux lacunes qui ont été comblées en ce qui concerne le congé de maternité et le congé parental (notamment par une augmentation allant jusqu'à des prestations après les trois premiers mois du congé parental jusqu'à 50 pour cent maximum du salaire de base, et l'autorisation accordée aux travailleurs en poste depuis moins d'un an à prendre un congé parental). La gestion d'entreprise respectueuse de la famille a également été encouragée, celle-ci consistant en la sensibilisation du public à cette question, un meilleur soutien et davantage de conseils aux entreprises pour promouvoir l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le renforcement de la coopération entre secteur public et secteur privé, et la promotion d'une culture respectant les heures de travail. Le gouvernement indique que les résultats d'une enquête de 2018 sur le suivi de la mise en œuvre montrent un soutien accru à la garde d'enfants et la propagation d'une culture de «l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée». Le gouvernement a mis en place des allocations familiales à hauteur de 100 000 won par mois (soit 80 dollars de États-Unis) destinées à 90 pour cent des familles ayant les revenus les plus faibles, et a développé l'infrastructure de soutien à la garde d'enfants (à savoir, création de 12 garderies communautaires, 574 jardins d'enfants publics et 238 garderies publiques). Le gouvernement indique également avoir renforcé le système de soutien à la garde d'enfants, notamment pour les familles vulnérables, en améliorant les services de garde d'enfants à domicile et en augmentant l'aide aux frais de garde pour les familles monoparentales. Enfin, il indique que le plafond des primes pour congé parental pour les pères a été relevé et que le taux de remplacement du revenu des prestations pour réduction des heures de travail pendant les périodes de garde d'enfants a été augmenté (jusqu'à 80 pour cent); un programme de soutien aux vacances des travailleurs a été mis en place, et davantage d'entreprises ont été encouragées à demander un «brevet d'entreprise respectueuse de la famille» (3 833 en janvier 2020, contre 2 807 en 2017). La commission prend note des informations que le gouvernement a fournies sur les critères pris en compte et le processus suivi pour attribuer ce brevet.

La commission accueille favorablement ces initiatives, ainsi que la mise en œuvre du deuxième Plan-cadre pour la promotion des activités économiques des femmes en pause de carrière (2015-2018) et de l'entrée en vigueur du troisième Plan-cadre (2020-2024). La commission note que nombre de ces initiatives

sont spécifiquement destinées aux femmes et que le nom même de certains plans et initiatives montre que les soins à la personne (en particulier à l'égard des enfants) sont associés aux travailleuses. La commission tient à rappeler que la convention et la recommandation qui l'accompagne (recommandation (n° 165) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981) ont pour double objectif d'instaurer l'égalité de chances et de traitement dans la vie professionnelle entre hommes et femmes ayant des responsabilités familiales, d'une part, et entre hommes et femmes ayant de telles responsabilités et ceux qui n'en ont pas, d'autre part. S'il existe des inégalités entre travailleurs et travailleuses en ce qui concerne leurs responsabilités familiales, et si cette situation provoque une restriction de l'activité économique des seules travailleuses, il serait justifié d'élaborer des mesures en faveur des femmes, à condition que l'accès n'en soit pas formellement refusé aux hommes, s'il leur arrivait de se trouver dans une position similaire (voir Étude d'ensemble de 1993 relative aux travailleurs ayant des responsabilités familiales, paragr. 25 à 29). La commission prend également note des observations formulées par la FKIU et la KCTU selon lesquelles les obligations familiales sont encore très majoritairement associées aux femmes, et assumées par celles-ci, ce qui a une incidence disproportionnée sur la carrière de ces travailleuses. **Compte tenu de ce qui précède, la commission prie le gouvernement: i) d'indiquer les mesures concrètes prises pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi entre travailleurs et travailleuses ayant des responsabilités familiales, ainsi qu'entre travailleurs ayant des responsabilités familiales et ceux qui n'en ont pas; ii) d'indiquer, plus particulièrement, comment il est garanti que ces mesures favorables à la famille ne renforcent pas le stéréotype associant principalement les responsabilités familiales aux travailleuses et n'aient pas pour effet de féminiser certaines formes d'emploi et modalités de travail; et iii) de continuer à fournir des informations sur toute évolution législative ou des politiques visant à l'application de la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République de Moldova

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1996)

Article 5 de la convention. Mesures spéciales de protection et d'assistance. Restrictions à l'emploi des femmes. Dans ses commentaires précédents, la commission avait exprimé l'espoir que les restrictions à l'emploi des femmes seraient strictement limitées à la protection de la maternité. La commission note avec **satisfaction** que l'article 248 du Code du travail de 2003, tel que révisé en 2020, limite l'interdiction de travailler dans les travaux souterrains aux femmes enceintes, aux femmes ayant récemment accouché et aux femmes qui allaitent, ainsi qu'aux activités qui présentent des risques pour leur sécurité ou leur santé ou qui peuvent avoir des conséquences sur la grossesse ou l'allaitement. La commission souligne que toute mesure de protection applicable à l'emploi des femmes doit être rigoureusement proportionnée à la nature et à l'étendue de la protection recherchée, et se limiter à la protection de la maternité pour être compatible avec le principe d'égalité. La commission souhaite également souligner que les dispositions relatives à la protection des personnes travaillant dans des conditions dangereuses ou difficiles doivent viser à protéger la santé et la sécurité des hommes et des femmes au travail, et être établies sur la base d'une évaluation démontrant qu'il existe des risques spécifiques pour la santé des femmes et des hommes. **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur l'application dans la pratique de l'article 248 du Code du travail, en particulier en ce qui concerne les critères permettant de déterminer quelles activités présentent des risques pour les femmes enceintes, les femmes ayant récemment accouché et les femmes qui allaitent, et sur les mesures prises pour garantir que ces critères sont compatibles avec le principe d'égalité entre les femmes et les hommes.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République démocratique du Congo

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1969)

Articles 1 et 2 de la convention. Égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Définition de la rémunération. Législation. Dans son précédent commentaire, la commission avait noté avec regret que l'article 86 du Code du travail limitait l'application du principe d'égalité de salaires à des «conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement». La commission avait également noté que l'article 7.8 du Code du travail qui définit le terme de «rémunération» excluait des prestations auxquelles le principe consacré par la convention s'applique. La commission note que le gouvernement indique qu'aucune mesure n'a été prise concernant la mise en conformité de la législation avec la convention mais

que cette question sera examinée prochainement. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier les dispositions du Code du travail afin d'y inclure expressément le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale et s'assurer qu'il s'applique à tous les éléments de la rémunération telle que définie par l'article 1 a) de la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2001)

Articles 1 et 2 de la convention. Protection des travailleurs contre la discrimination fondée sur l'ensemble des motifs visés par la convention dans tous les aspects de l'emploi et la profession. Législation. Secteurs public et privé. Dans ses précédents commentaires, la commission avait relevé que les dispositions en lien avec la discrimination incluses dans la loi n° 16/013 du 15 juillet 2016 portant statut des agents de carrière des services publics de l'État (ci-après loi n° 16/013) et le Code du travail (articles 62, 128 et 234) ne définissaient et n'interdisaient pas toutes les formes de discrimination dans l'emploi et la profession fondées sur tous les motifs énumérés par la convention. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que la question de la définition de la discrimination dans la législation sera soumise à discussion au sein du Conseil national du travail. **La commission demande une nouvelle fois au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour qu'une définition de la discrimination directe et indirecte, fondée au minimum sur tous les motifs énumérés dans la convention et couvrant tous les aspects de l'emploi et de la profession, soit introduite dans la législation applicable au secteur public et au secteur privé.**

Article 1, paragraphe 1 a), et article 3 d). Discrimination fondée sur le sexe. Congés dans la fonction publique. La commission note avec **regret** que, depuis 2007, elle demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires en vue de modifier l'article 30 de loi n° 16/013 selon lequel l'agent de sexe féminin qui a bénéficié d'un congé de maternité ne peut plus, au cours de la même année, faire valoir son droit au «congé de reconstitution» (congé annuel payé). La commission note que le gouvernement indique que la question sera examinée avec les syndicats, en commission paritaire. **La commission demande au gouvernement d'indiquer: i) si la question de l'incompatibilité de l'article 30 de la loi n° 16/013 avec la convention a été discutée par la commission paritaire; et ii) si des mesures ont été adoptées en vue de sa modification.**

Discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique. Peuples autochtones. Après avoir souligné à de nombreuses reprises la marginalisation dont font l'objet les membres des peuples autochtones «pygmées», la commission avait demandé au gouvernement de prendre sans tarder des mesures en vue de mettre fin à la discrimination dans l'emploi à leur encontre. La commission note que le gouvernement ne fournit pas d'information sur les éventuelles mesures adoptées en ce sens. Le gouvernement indique, comme il l'avait fait dans de précédents rapports, qu'un projet de loi portant promotion et protection des droits des peuples autochtones pygmées suit son cours au Parlement. La commission note à cet égard que le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a récemment observé que le Parlement était saisi du projet de loi sur la protection des peuples autochtones depuis 2014 et que les femmes membres des peuples pygmées continuaient de se heurter à de multiples formes de discrimination (CEDAW/C/COD/CO/8, 6 août 2019, paragr. 44). **La commission demande au gouvernement, une fois de plus, de prendre des mesures dans les plus brefs délais pour mettre fin à la discrimination à l'encontre des travailleurs et des travailleuses appartenant aux peuples autochtones pygmées. Plus précisément, la commission demande au gouvernement de prendre des mesures, telles que la formation des inspecteurs du travail et des employeurs, la mise à disposition de matériel pédagogique destiné au public et d'autres mesures de sensibilisation, pour: i) lutter contre les préjugés et les stéréotypes dont sont victimes les peuples autochtones; ii) lutter contre les discriminations en lien avec leurs conditions de travail (y compris leur rémunération); et iii) permettre aux membres des peuples autochtones d'accéder à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle, à l'emploi et aux autres ressources leur permettant d'exercer leurs activités traditionnelles et de subsistance, y compris aux terres. La commission demande en outre au gouvernement de fournir des informations sur tout développement éventuel concernant le projet de loi sur la protection des peuples autochtones.**

Observation générale de 2018. En ce qui concerne les points susmentionnés, et de manière plus générale, la commission souhaiterait appeler l'attention du gouvernement sur son observation générale sur la discrimination fondée sur la race, la couleur et l'ascendance nationale, adoptée en 2018. Dans cette observation générale, la commission note avec préoccupation que les attitudes discriminatoires et les stéréotypes fondés sur la race, la couleur ou l'ascendance nationale des travailleurs et travailleuses continuent d'entraver leur accès à l'enseignement, aux programmes de formation professionnelle et leur

accès à un plus large éventail d'opportunités d'emplois, ce qui entraîne une ségrégation professionnelle persistante et des rémunérations inférieures pour un travail de valeur égale. La commission estime donc qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale et coordonnée pour s'attaquer aux barrières et obstacles auxquels se heurtent les personnes dans l'emploi et la profession en raison de leur race, de leur couleur ou de leur ascendance nationale, et pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement pour tous. Une telle approche devrait comprendre l'adoption de mesures convergentes visant à combler les lacunes en matière d'éducation, de formation et de compétences, à assurer une orientation professionnelle impartiale, à reconnaître et à valider les qualifications obtenues à l'étranger, et à valoriser et reconnaître les connaissances et compétences traditionnelles qui peuvent être utiles pour accéder à un emploi et progresser dans la vie active et pour exercer une profession. La commission rappelle également que, pour être efficaces, ces mesures doivent comprendre des actions concrètes, telles que l'adoption de législations, de politiques, de programmes, de mécanismes, de processus participatifs et de procédures de recours et de réparation, visant à combattre les préjugés et les stéréotypes et à promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance entre toutes les composantes de la population.

La commission attire l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2018 et le prie de fournir des informations en réponse aux questions posées dans ladite observation.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

République démocratique populaire lao

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2008)

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Protection des travailleurs contre la discrimination. Législation. Champ d'application. La commission avait noté précédemment que la nouvelle loi de 2014 sur le travail exclut de son champ d'application les fonctionnaires, entre autres, et que, d'après le gouvernement, la loi n° 74/NA de 2015 sur les fonctionnaires interdit la discrimination à l'égard des fonctionnaires. Elle avait également noté qu'en prévoyant que les travailleurs domestiques doivent «honorer leur contrat de travail», l'article 6 de la loi sur le travail les exclut du champ d'application de ladite loi. Rappelant que le principe de la convention s'applique à tous les travailleurs, la commission avait prié le gouvernement de préciser comment les fonctionnaires et les travailleurs domestiques étaient protégés contre la discrimination dans l'emploi et la profession. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement souligne que les contrats conclus par les travailleurs domestiques et leurs employeurs font l'objet d'une réglementation spécifique. Le gouvernement ajoute que le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale élabore actuellement un projet de décision sur la gestion des travailleurs domestiques, qui sera en conformité avec la convention. **La commission demande donc au gouvernement de fournir des informations détaillées sur la réglementation spécifique concernant les travailleurs domestiques à laquelle le gouvernement se réfère et de préciser comment elle assure la protection des travailleurs domestiques contre la discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur tous les motifs énumérés dans la convention. Elle demande également au gouvernement de fournir des informations sur le projet de décision ministérielle sur la gestion des travailleurs domestiques. Notant que, d'après les informations fournies par le gouvernement, la loi n° 74/NA de 2015 sur les fonctionnaires n'est disponible qu'en laotien, la commission prie le gouvernement de communiquer une copie de ce texte, en précisant les dispositions qui offrent une protection aux fonctionnaires contre la discrimination dans l'emploi et la profession fondée sur les motifs énumérés dans la convention.**

Article 1, paragraphe 1 a). Interdiction de la discrimination. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que la loi de 2014 sur le travail, qui a modifié la loi de 2007 sur le travail, interdit la discrimination directe et indirecte sur le lieu de travail en termes généraux (art. 3(28) et 141(9)), sans définir clairement la discrimination directe et indirecte. En outre, la commission avait noté que, bien que certaines dispositions interdisent la discrimination fondée sur le genre, la loi de 2014 sur le travail n'interdit plus expressément la discrimination fondée sur la race, la religion et les croyances, motifs qui figuraient auparavant à l'article 3(2) de la loi de 2007 sur le travail, et qu'elle n'interdit pas non plus la discrimination fondée sur la couleur, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale. La commission prend note de la réponse du gouvernement, qui renvoie à l'article 35 de la Constitution, telle que révisée en 2015, lequel prévoit que tous les citoyens lao sont égaux devant la loi indépendamment de leur sexe, leur statut social, leur éducation, leurs croyances et leur appartenance ethnique. Elle prend également note de la déclaration très générale du gouvernement selon laquelle il s'emploie à promouvoir l'égalité des droits de toutes les personnes sans discrimination. La commission tient donc à rappeler une fois de plus l'importance de définitions claires et complètes de ce qui constitue une discrimination et, en particulier, de ce qui constitue une discrimination directe et indirecte, pour identifier et combattre ses

nombreuses manifestations (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 743 à 745). En outre, rappelant que la loi de 2014 sur le travail semble n'interdire que la discrimination exercée par l'employeur à l'encontre de ses propres travailleurs, la commission appelle de nouveau l'attention du gouvernement sur le fait que la convention protège un plus large éventail de situations, y compris celles dans lesquelles une discrimination est exercée par un travailleur à l'égard d'un autre travailleur. Enfin, la commission souligne une fois de plus que, lorsque des dispositions juridiques sont adoptées pour donner effet à la convention, elles devraient viser expressément au minimum tous les motifs énoncés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, à savoir la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale et l'origine sociale (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 853). **La commission demande encore une fois au gouvernement de préciser si l'interdiction de la discrimination concerne à la fois l'emploi et les différentes professions et s'applique d'une manière égale aux employeurs et aux travailleurs. Elle demande aussi au gouvernement de prendre des mesures pour modifier la loi de 2014 sur le travail afin de définir clairement la discrimination directe et indirecte, et d'interdire expressément la discrimination fondée sur au minimum tous les motifs énoncés dans la convention, et de fournir des informations sur les progrès réalisés à cette fin. Dans l'intervalle, le gouvernement est prié à nouveau de préciser comment les travailleurs sont protégés, dans la pratique, contre la discrimination directe et indirecte fondée sur tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention.**

Discrimination fondée sur le sexe. Harcèlement sexuel. Dans son précédent commentaire, la commission avait noté que l'article 83(4) de la loi de 2014 sur le travail permet aux travailleurs de résilier le contrat d'emploi en cas de harcèlement ou de harcèlement sexuel par l'employeur, ou lorsque ce dernier n'agit pas en cas de harcèlement sexuel, et que l'article 141(4) interdit aux employeurs de violer les droits individuels des travailleurs, en particulier les droits des femmes, par des propos, des regards, des messages, des contacts ou des attouchements. Toutefois, la commission avait noté que la loi de 2014 sur le travail ne définit pas expressément le harcèlement sexuel et ne l'interdit pas non plus, et qu'il n'apparaît pas clairement comment les dispositions précitées protègent les travailleurs contre toutes les formes de harcèlement sexuel dans l'emploi, et prévoient des recours et des sanctions adéquates. En réponse à sa demande d'information sur les mesures prises pour définir, prévenir et interdire le harcèlement sexuel au travail, le gouvernement avait indiqué que le viol était réprimé par les articles 128 et 129 du Code pénal de 2005. La commission avait donc rappelé que les poursuites pénales ne suffisent pas pour éliminer le harcèlement sexuel en raison du caractère sensible de cette question, de la charge de la preuve qui est plus lourde et plus difficile à apporter, notamment s'il n'y a pas de témoin, et du fait que le droit pénal met généralement l'accent sur l'agression sexuelle ou les «actes immoraux», et non sur l'ensemble des comportements constituant le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 792). La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a pas répondu à ses précédentes demandes. Elle note également que, dans ses observations finales de 2018, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est dit préoccupé par les obstacles qui continuent de dissuader les femmes et les filles de porter plainte lorsqu'elles sont victimes de discrimination ou de violence fondée sur le genre, y compris de violence familiale, de viols conjugaux ou de harcèlement sexuel, tels que la stigmatisation, la peur des représailles, les stéréotypes de genre discriminatoires profondément ancrés dans les mentalités et le manque de connaissances juridiques (CEDAW/C/LAO/CO/8-9, 14 novembre 2018, paragr. 13a)). **En conséquence, la commission prie de nouveau le gouvernement de prendre des mesures pour: i) définir, prévenir et interdire le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession, tant le harcèlement sexuel qui s'apparente à un chantage sexuel (quid pro quo) que le harcèlement sexuel dû à un environnement de travail hostile; ii) prévoir des sanctions et des réparations adéquates; et iii) fournir des informations sur les progrès accomplis à cet égard. Dans l'intervalle, le gouvernement est prié de fournir des informations sur l'application dans la pratique des articles 83(4) et 141(4) de la loi de 2014 sur le travail, notamment en ce qui concerne les cas de harcèlement sexuel. En vue de sensibiliser la population à cette question, la commission encourage de nouveau le gouvernement à élaborer et à mettre en œuvre des mesures concrètes pour prévenir et éliminer le harcèlement sexuel dans l'emploi et la profession, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, par exemple au moyen de guides pratiques, de formations, de séminaires ou d'autres activités de sensibilisation, et à fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard. Enfin, en ce qui concerne le contrôle de l'application, la commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle aucun cas de harcèlement sexuel n'a été signalé, et renvoie aux commentaires qu'elle formule à ce sujet dans sa demande directe.**

Article 1, paragraphe 1 b). Motifs additionnels de discrimination. La commission avait noté précédemment que les articles 87(1), 100 et 141(2) de la loi de 2014 sur le travail offrent une protection contre la discrimination fondée sur la grossesse, la situation matrimoniale et le statut VIH en matière de recrutement et de licenciement, mais qu'ils n'interdisent plus la discrimination fondée sur la nationalité, l'âge ou le statut socio-économique, contrairement à la loi de 2007 sur le travail. **Relevant qu'une fois de**

plus, aucune information n'a été fournie sur ce point, la commission se voit contrainte de demander encore une fois au gouvernement d'indiquer les mesures prises, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, en vue de maintenir le même niveau de protection contre la discrimination fondée sur la nationalité, l'âge ou le statut socio-économique, motifs auparavant prévus par la loi de 2007 sur le travail, et ce pour tous les aspects de l'emploi.

Article 4. Activités préjudiciables à la sécurité de l'État. La commission a maintes fois demandé au gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de l'article 65 du Code pénal de 2005, qui interdit de manière générale les activités considérées comme préjudiciables à la sécurité de l'État, y compris les «activités de propagande», et d'indiquer comment il fait en sorte que cette disposition n'aboutisse pas dans la pratique à une discrimination fondée sur l'opinion politique dans l'emploi et la profession. La commission prend note de l'information communiquée par le gouvernement selon laquelle l'article 65 a été remplacé par l'article 117 du nouveau Code pénal de 2017, dont les dispositions sont identiques. Elle prend également note des renvois répétés que fait le gouvernement à l'article 44 de la Constitution sur la liberté d'association, et à l'article 11 de la loi de 2007 sur les syndicats, qui porte sur les conventions collectives. Elle relève toutefois avec **préoccupation** qu'une fois encore, le gouvernement ne fournit aucune information sur l'application dans la pratique de la législation en vigueur. **En conséquence, la commission prie instamment le gouvernement de donner des renseignements détaillés sur l'application dans la pratique de l'article 117 du Code pénal de 2017 et de l'article 11 de la loi de 2007 sur les syndicats et, en particulier, de décrire les mesures prises pour faire en sorte que cette disposition n'aboutisse pas dans la pratique à une discrimination fondée sur l'opinion politique dans l'emploi et la profession, notamment en communiquant des informations sur toute plainte déposée par des travailleurs ou des extraits de toute décision judiciaire à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Rwanda

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1980)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations du Congrès du travail et de la fraternité des travailleurs (COTRAF-RWANDA), reçues le 24 juin 2018. **Elle prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à cet égard.**

Articles 1 b) et 2 de la convention. Égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. Législation. La commission rappelle que l'expression «travail de valeur égale» telle que définie à l'article 1.9 de la loi n° 13/2009 du 27 mai 2009 portant réglementation du travail ne mentionne que le «travail similaire» et qu'elle est par conséquent trop restreinte pour donner pleinement effet au principe de la convention. Elle rappelle également que cette loi ne comporte pas de dispositions de fond prescrivant l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale et que la Constitution ne mentionne que «le droit à un salaire égal pour un travail égal». La commission note que le gouvernement continue de répéter que, dans la pratique, il n'y a pas de discrimination entre les hommes et les femmes sur le plan de la rémunération et que, dans le cadre de la révision en cours de la loi n° 13/2009, le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale sera pleinement reflété dans la législation. Il indique que la révision portera également sur les différences linguistiques entre les versions kinyarwandaïse et anglaise de l'article 12. La commission renvoie de nouveau aux paragraphes 672 à 679 de son Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, qui expliquent la notion de «travail de valeur égale», laquelle ne se limite pas aux notions de travail «égal», de «même» travail et de travail «similaire», mais appréhende aussi les situations dans lesquelles les hommes et les femmes accomplissent des travaux différents, mais qui sont néanmoins de valeur égale. **Notant qu'il n'y a aucune avancée à cet égard depuis un certain nombre d'années, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier la loi n° 13/2009 du 27 mai 2009 portant réglementation du travail, notamment les articles 1.9 et 12, de façon à pleinement refléter le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale dans la législation.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Sainte-Lucie

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 1983)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus

tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 1 a) de la convention. Définition de la rémunération. La commission rappelle que la loi de 2000 sur l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession ne contient pas de définition du terme «rémunération». La commission prend note de l'adoption de la loi n° 6 de 2011 modifiant le Code du travail qui modifie l'article 95 du Code du travail de 2006 pour y inclure une définition de la «rémunération totale», c'est-à-dire «tous les salaires de base qui sont payés au salarié ou que l'employeur doit payer au salarié pour le travail ou les services qu'il a effectués pour l'employeur pendant la période d'emploi». La commission note que l'article 2 du Code du travail continue à exclure de la définition de salaire le paiement des heures supplémentaires, des commissions, des frais de service, des frais d'hébergement, des congés payés et d'autres prestations. La commission rappelle que la convention définit très largement le terme «rémunération» à l'article 1 a) et prévoit que ce terme couvre non seulement «le salaire ou traitement ordinaire, de base ou minimum», mais aussi «tous autres avantages, payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier» (voir Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 686). **La commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour modifier à nouveau l'article 95 du Code du travail afin de veiller à ce que, au moins aux fins de l'application des principes de la convention, la notion de «rémunération» couvre non seulement le salaire de base, mais aussi tous autres avantages ou prestations découlant de l'emploi du travailleur.**

Prestations et salaires différents pour les femmes et les hommes. La commission note avec regret que, malgré l'annonce précédente du gouvernement à cet égard, la loi n° 6 de 2011 modifiant le Code du travail n'abroge ni la législation existante qui établit des taux de salaire différents pour les hommes et les femmes ni la loi sur le contrat de service qui prévoit des âges différents pour les hommes et les femmes en ce qui concerne le droit à une indemnité de licenciement. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre sans délai des mesures pour abroger toutes les dispositions de la législation prévoyant des salaires différents pour les hommes et les femmes, ainsi que la loi sur le contrat de service qui prévoit des âges différents pour les hommes et les femmes en ce qui concerne le droit à une indemnité de licenciement. La commission demande également au gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Saint-Vincent-et-les Grenadines

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 (ratification: 2001)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 1 de la convention. Travail de valeur égale. La commission prend note avec regret de l'indication du gouvernement selon laquelle il n'y a pas eu d'avancée concernant la modification de l'article 3(1) de la loi de 1994 sur l'égalité de rémunération, qui n'est pas conforme au principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de valeur égale. **La commission prie à nouveau le gouvernement de prendre des mesures pour modifier sans plus tarder l'article 3(1) de la loi sur l'égalité de rémunération afin que la législation prévois l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de valeur égale, comme requis par la convention. Elle le prie en outre de la tenir informée des avancées en la matière.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 2001)

Article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Protection législative contre la discrimination. La commission rappelle que l'article 13 de l'ordonnance constitutionnelle de 1979 contient une interdiction générale de toute discrimination fondée sur le sexe, la race, le lieu d'origine, les opinions politiques, la couleur ou la croyance. Depuis plusieurs années, la commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que l'article 13 de la Constitution: 1) ne fait pas référence aux motifs de l'«ascendance nationale» ni de l'«origine sociale» énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention; et 2) exclut les non-ressortissants de son champ d'application, alors que la convention couvre à la fois les nationaux et les non-nationaux. Elle a souligné en outre l'absence de toute législation spécifique interdisant la discrimination dans l'emploi et la profession et a rappelé que les dispositions constitutionnelles, tout en étant importantes, ne sont généralement pas suffisantes pour traiter des cas spécifiques de discrimination dans l'emploi et la profession, et qu'un cadre législatif plus détaillé est nécessaire (voir

Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, paragr. 851). Se référant à ses commentaires précédents, dans lesquels elle avait noté l'intention du gouvernement d'adopter une loi similaire à la loi type de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) sur l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi et la profession, la commission note avec **regret** que le gouvernement a déclaré, dans son rapport, qu'aucune autre mesure n'a été prise à cet égard. En ce qui concerne l'article 27 de la loi de 2006 sur l'éducation (Cap. 202) qui interdit la discrimination en matière d'admission dans un établissement scolaire ou une école, fondée sur un certain nombre de motifs, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le «statut social» est similaire à l'«origine sociale», mais qu'aucune décision judiciaire n'a été rendue en ce qui concerne la signification de l'expression «statut social». Le gouvernement ajoute que des projets d'amendements à la loi de 2003 sur la protection de l'emploi ont été élaborés pour interdire le licenciement fondé sur les motifs de race, couleur, genre, état civil, statut social, orientation sexuelle, grossesse, religion, opinion ou affiliation politique, nationalité ou origine sociale ou autochtone de l'employé. Notant que ces amendements doivent encore être approuvés par l'autorité compétente, la commission souhaite rappeler que le principe de l'égalité de chances et de traitement doit s'appliquer à tous les aspects de l'emploi et de la profession. Aux termes de l'article 1, paragraphe 3, de la convention, les mots «emploi» et «profession» recouvrent l'accès à la formation professionnelle, l'accès à l'emploi et aux différentes professions, ainsi que les conditions d'emploi (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 749). La commission note que, dans leurs observations finales, plusieurs organes des Nations Unies chargés de l'application des traités ont récemment exprimé des préoccupations concernant: 1) le fait que l'article 13 de la Constitution ne s'applique pas aux non-ressortissants; et 2) l'absence de dispositions interdisant spécifiquement la discrimination en matière d'emploi et de profession (CCPR/C/VCT/CO/2/Add.1, 9 mai 2019, paragr. 8; et CMW/C/VCT/CO/1, 17 mai 2018, paragr. 26). **Compte tenu de l'absence persistante de progrès dans l'élaboration d'une législation qui reflète pleinement les dispositions de la convention, la commission prie instamment le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour assurer un cadre législatif efficace qui interdise explicitement la discrimination directe et indirecte fondée, au minimum, sur tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention (race, couleur, sexe, religion, opinion politique, ascendance nationale et origine sociale), concernant toutes les étapes du processus d'emploi et couvrant tous les travailleurs, nationaux et non nationaux. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard. La commission rappelle que le gouvernement peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.**

Articles 2 et 3 a). *Absence de politique nationale d'égalité.* Se référant à ses commentaires précédents concernant l'absence d'une politique nationale de promotion de l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession, la commission prend note de la déclaration répétée du gouvernement selon laquelle l'autorité compétente n'a pas encore élaboré de politique nationale d'égalité. Le gouvernement déclare toutefois que des mesures appropriées seront prises pour formuler une telle politique dans un avenir proche. À cet égard, la commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que l'obligation première des États qui ratifient la convention est de formuler et d'appliquer une politique nationale visant à promouvoir l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession, en vue d'éliminer toute discrimination à cet égard (voir Étude d'ensemble de 2012, paragr. 841). **Compte tenu de l'absence de législation reflétant pleinement les principes de la convention, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre une politique nationale visant à promouvoir l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession, afin de contribuer efficacement à l'élimination de la discrimination directe et indirecte et à la promotion de l'égalité de chances et de traitement pour toutes les catégories de travailleurs. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Tadjikistan

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1993)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 11 septembre 2019.

**Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes
(Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)**

Article 2 de la convention. Égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. La commission prend note de la discussion qui a eu lieu au sein de la Commission de l'application des normes (CAN) de la Conférence internationale du Travail, à sa 108^e session (juin 2019), sur l'application de la convention, et des conclusions adoptées. Dans ses conclusions, la Commission de la Conférence a demandé au gouvernement: 1) de rendre compte des mesures concrètes prises pour faire en sorte que la discrimination directe et indirecte pour tout motif est interdite en droit et dans la pratique; et 2) de communiquer sans délai des informations sur la mise en œuvre dans la pratique de la loi-cadre n° 89 du 1^{er} mars 2005 sur les garanties de l'État en matière d'égalité de droits entre hommes et femmes et d'égalité de chances dans l'exercice de ces droits (loi de 2005 sur les garanties de l'État).

La commission accueille favorablement les informations détaillées fournies par le gouvernement dans son rapport concernant le cadre législatif et les politiques et programmes élaborés et mis en œuvre en matière d'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes. Elle note en particulier que le gouvernement reconnaît que l'égalité des genres ne peut être réalisée si les lois et les politiques ne sont pas appliquées dans la pratique et si la discrimination indirecte persiste. Le gouvernement ajoute que, pour détecter la discrimination indirecte, la législation du pays dans ce domaine doit être améliorée et que la première priorité consiste donc à la modifier. Il indique également que, pour améliorer la politique visant à assurer l'égalité de fait entre les genres, la Stratégie nationale de développement pour 2030 prévoit les mesures suivantes: 1) améliorer la législation afin de mettre en œuvre les garanties de l'État en matière d'égalité de chances entre hommes et femmes; 2) élaborer des mécanismes institutionnels pour introduire des obligations nationales et internationales visant à garantir l'égalité des genres et améliorer les opportunités offertes aux femmes dans le cadre des politiques sectorielles; 3) activer des mécanismes pour l'éducation et l'inclusion sociale des femmes, notamment les femmes des zones rurales; 4) renforcer les capacités et la sensibilisation en matière de genre du personnel dans tous les secteurs de l'administration; et 5) intégrer la question de la budgétisation tenant compte du genre dans le processus de détermination budgétaire. La commission accueille favorablement l'indication du gouvernement selon laquelle, en vue de réaliser l'égalité de fait entre les genres, un groupe de travail sur l'amélioration des lois et règlements visant à éliminer les stéréotypes liés au genre, à protéger les droits des femmes et à prévenir la violence familiale a fait des propositions concernant l'introduction des concepts de discrimination directe et indirecte, l'adoption de mesures temporaires et une analyse obligatoire des lois dans une optique tenant compte du genre. En ce qui concerne la loi de 2005 sur les garanties de l'État, la commission note que, en 2018, la Commission des femmes et des affaires familiales (CWFA) a suivi sa mise en œuvre en recueillant et analysant des données fournies par les ministères et les organismes centraux et par certaines autorités exécutives locales. Le gouvernement indique en outre qu'un rapport, qui comprend une analyse de l'application des articles de la loi et des conclusions et recommandations visant à améliorer son contrôle et son application, a été établi à cet égard.

La commission note qu'il ressort des observations de la CSI que celle-ci regrette l'absence d'informations concrètes fournies par le gouvernement aux organes de contrôle qui permettraient pourtant une évaluation plus complète de la situation dans le pays. Elle note en outre que la CSI souligne la nécessité non seulement d'élaborer des lois, mais aussi de mettre en œuvre des politiques spécifiques pour éliminer toutes les formes de discrimination et de prendre des mesures proactives pour identifier et traiter les causes sous-jacentes de la discrimination et des inégalités entre les genres, profondément ancrées dans les valeurs traditionnelles et sociales. La commission prend note de la déclaration de la CSI selon laquelle le nom même de l'organisme chargé de la mise en œuvre de la politique nationale de protection et de garantie des droits et des intérêts des femmes et de leur famille – la «Commission des femmes et des affaires familiales» – soulève une question car il semble consacrer l'idée que les femmes sont les seules personnes qui doivent assumer des responsabilités vis-à-vis de leur famille. À cet égard, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, dans le but d'éliminer les stéréotypes concernant les rôles et les devoirs des femmes et des hommes dans la famille et dans la société et de mieux faire connaître et garantir l'égalité de droits et de chances entre hommes et femmes, une série de mesures ont été mises en œuvre dans différents secteurs de la société et les possibilités qu'offrent les médias sont largement utilisées. Plus de 200 programmes sur la compréhension de l'importance de l'égalité de droits et de chances entre hommes et femmes ont été élaborés et diffusés par les membres de la CWFA. Dans les informations supplémentaires qu'il a fournies, le gouvernement affirme également qu'il prend toutes les mesures nécessaires pour éradiquer la discrimination à l'égard des femmes fondée sur des idées stéréotypées quant à leurs capacités et à leur rôle dans la société, discrimination qui est contraire à la convention et qui fait obstacle au recrutement et à l'emploi des femmes.

La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle l'élargissement des possibilités économiques pour les femmes et leur compétitivité sur le marché du travail ainsi que le développement de leurs activités entrepreneuriales jouent un rôle essentiel pour garantir l'égalité des genres. À cet égard, elle prend note des informations détaillées concernant les mesures adoptées pour soutenir le développement de l'entrepreneuriat féminin par l'octroi de subventions, l'accès au microcrédit et la création d'un groupe de travail inter-institutions chargé d'appuyer l'entrepreneuriat féminin dans le cadre du Comité national pour l'investissement et la gestion immobilière. Le gouvernement indique également que, à la suite de l'adoption des observations finales de 2018 du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), (CEDAW/C/TJK/CO/6, 14 novembre 2018, paragr. 37), il a formulé, dans le cadre de larges discussions avec la société civile, puis adopté en mai 2019, un Plan national d'action pour la mise en œuvre des recommandations du CEDAW 2019-2022. À cet égard, la commission note que le CEDAW, tout en se félicitant des mesures prises pour aider les femmes chefs d'entreprise et réaffecter le travail domestique et le travail à domicile, s'est déclaré préoccupé entre autres par: 1) la forte concentration des femmes dans le secteur informel et dans les emplois mal rémunérés des secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture; 2) la faible présence des femmes sur le marché du travail (32,6 pour cent) et leur taux d'emploi (40,5 pour cent) inférieur à celui des hommes (59,5 pour cent); 3) l'absence de couverture sociale, le manque d'établissements préscolaires et les responsabilités familiales incompatibles avec un travail rémunéré, éléments qui rendent les femmes particulièrement exposées au chômage; 4) l'adoption en 2017 de la liste des métiers interdits aux femmes; et 5) l'accès insuffisant à l'emploi pour les femmes moins à même de soutenir la concurrence sur le marché du travail, telles que les femmes en situation de handicap, les mères de plusieurs enfants, les femmes à la tête d'une famille monoparentale, les femmes enceintes et les femmes dont le compagnon a émigré sans elles.

En ce qui concerne l'emploi des femmes dans la fonction publique, la commission accueille favorablement les diverses mesures prises par le gouvernement. Elle prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, au 1^{er} juillet 2019, il y avait 18 835 fonctionnaires actifs au total (19 119 au 1^{er} janvier 2019), dont 4 432 femmes, soit 23,5 pour cent des fonctionnaires (4 441 ou 23,2 pour cent au 1^{er} janvier 2019). Il y avait 5 676 fonctionnaires à des postes de direction, soit 30,1 pour cent de l'ensemble des fonctionnaires, dont 1 044 femmes (18,4 pour cent). La commission note que, d'après les informations supplémentaires du gouvernement, les femmes représentaient 23,7 pour cent des fonctionnaires et 19,1 pour cent des fonctionnaires à des postes de direction (au 1^{er} avril 2020). En vue de promouvoir l'égalité des genres dans la fonction publique, le gouvernement ajoute que l'Agence de la fonction publique (CSA) et tous les organes de l'État prennent des mesures appropriées pour recruter des femmes dans la fonction publique à tous les niveaux de l'administration. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, au cours du premier semestre de 2019, la CSA et l'Institut d'administration publique ont organisé 24 cours de formation professionnelle à l'intention des fonctionnaires, dont quatre cours de formation et 20 cours de perfectionnement professionnel auxquels ont participé 977 personnes, dont 236 femmes, soit 24,1 pour cent. Conformément aux prescriptions du formulaire de rapport statistique de l'État n° 1-GS, «Rapport sur la composition quantitative et qualitative de la fonction publique», la CSA procède également à un suivi trimestriel et établit un rapport statistique sur le nombre de fonctionnaires, y compris les femmes, dont les résultats sont transmis aux organes compétents de l'État et examinés lors des réunions du Conseil pour prendre les mesures nécessaires. Le gouvernement mentionne également les mesures positives adoptées pour promouvoir l'emploi des femmes dans la fonction publique grâce à la mise en œuvre, depuis 2017, du Programme d'État pour le développement, la sélection et le placement des femmes et des filles talentueuses comme cadres dirigeants du Tadjikistan 2017-2022, ainsi que la mise en œuvre de mesures d'incitation et de quotas pour les femmes et l'octroi, dès leur première nomination dans la fonction publique, de trois échelons supplémentaires sur la grille des grades, conformément au décret présidentiel n° 869 adopté en 2017. Selon le gouvernement, suite à la mise en œuvre de ces mesures, 36 femmes ont été recrutées à divers postes de la fonction publique au cours du premier semestre 2019.

Accueillant favorablement l'évolution positive de la situation en ce qui concerne la promotion de l'égalité entre les genres dans l'emploi et la profession, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, la commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement entre hommes et femmes dans ces domaines et, en particulier, de prendre les mesures appropriées, notamment par une révision législative, pour combattre la discrimination indirecte et la séparation professionnelle. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le contenu, les conclusions et les recommandations du rapport établi en vue d'analyser l'application de la loi n° 89 de 2005 sur les garanties de l'État ainsi que sur toute mesure prise à cet égard. La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées sur la situation des hommes et des femmes dans l'emploi et la profession, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, ainsi que sur les résultats de toute mesure positive prise pour améliorer l'accès des femmes à

l'emploi et leurs résultats. Notant que le rapport du gouvernement ne contient aucune information sur les mesures concrètes prises pour traiter la discrimination directe et indirecte fondée sur des motifs autres que le sexe et leurs résultats, la commission prie le gouvernement de fournir ces informations dans son prochain rapport.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Tchad

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1966)

Article 1, paragraphe 1 a), de la convention. Motifs de discrimination. La commission note avec **préoccupation** que, depuis de nombreuses années, le Code du travail est toujours en cours d'adoption. ***La commission ne peut qu'espérer que le gouvernement sera bientôt en mesure de faire état de l'adoption du nouveau Code du travail et le prie de s'assurer qu'il contiendra des dispositions interdisant expressément toute discrimination directe et indirecte fondée, au minimum, sur tous les motifs énumérés à l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, notamment la race, la couleur, l'ascendance nationale et l'origine sociale, à tous les stades de l'emploi et de la profession. La commission prie le gouvernement de communiquer copie du code dès qu'il aura été adopté ainsi que de tout texte d'application en matière de non-discrimination et d'égalité dans l'emploi et la profession.***

Discrimination fondée sur le sexe et égalité de traitement entre hommes et femmes. La commission rappelle que, dans un précédent commentaire, le gouvernement avait reconnu que l'article 9 de l'ordonnance n° 006/PR/84 de 1984 qui accorde au mari le droit de s'opposer aux activités de son épouse est totalement dépassé et qu'il prendrait des mesures pour abroger cette disposition qui ne correspond plus aux réalités actuelles. Il précisait par ailleurs que la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes est, entre autres, due au taux important d'analphabétisme et à des facteurs sociaux. La commission avait alors prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires. Elle note toutefois qu'il se contente de mentionner à nouveau les articles 13, 14, 33, 38, 39 et 42 de la Constitution et 369 du Code pénal. ***La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour abroger formellement l'article 9 de l'ordonnance de 1984 et lutter activement contre les stéréotypes et préjugés sur les capacités et aspirations professionnelles des hommes et des femmes. La commission prie également le gouvernement de prendre des mesures pour sensibiliser les parents, et l'ensemble de la population, à l'importance de scolariser et maintenir à l'école les filles et les garçons, et pour promouvoir l'accès des filles et des femmes à un éventail plus large de formations et de professions, en particulier celles qui sont traditionnellement masculines. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toutes mesures prises à cet égard.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Turquie

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (ratification: 1967)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK), reçues le 31 août 2020 et de la réponse du gouvernement, reçue le 4 novembre 2020. En outre, la commission prend note des observations de la Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İS) transmises par le gouvernement le 3 novembre 2020.

La commission prend note des observations de la Confédération turque des associations d'employeurs (TİSK) reçues le 31 août 2017, soutenues par l'Organisation internationale des employeurs (OIE), ainsi que de la réponse du gouvernement. La commission prend également note des observations de l'Internationale de l'éducation (IE) et du Syndicat turc des travailleurs de l'enseignement, de la formation professionnelle et de la science (EGITIM SEN), reçues le 1^{er} septembre 2017 et de la réponse du gouvernement à ces observations. Elle prend également note des observations de la Confédération turque des associations d'employés du secteur public (Türkiye Kamu-Sen) et de la TÜRK-İS qui ont été jointes au rapport du gouvernement.

Articles 1 et 4 de la convention. Discrimination fondée sur l'opinion politique. Activités préjudiciables à la sécurité de l'État. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté avec un profond regret que le gouvernement n'avait fourni aucune information sur l'application pratique de la loi antiterroriste et du Code pénal dans des affaires concernant l'expression d'opinions politiques par des journalistes, des

écrivains et des éditeurs. **Constatant que le gouvernement n'a pas fourni les informations requises, la commission prie instamment de communiquer des informations sur l'application de la loi antiterroriste et du Code pénal dans les affaires impliquant des journalistes, des écrivains et des éditeurs, ainsi que dans toutes les actions en justice intentées contre ces derniers, en précisant les charges retenues contre eux et l'issue de ces affaires.**

Licenciements massifs dans le secteur public: fonctionnaires, enseignants et membres du pouvoir judiciaire. La commission prend note des observations d'EGITIM SEN alléguant le licenciement arbitraire de centaines de ses membres (1 546 en août 2017) de leur poste d'enseignant sans aucune preuve ni aucune audience devant un tribunal; plus de 300 d'entre eux ont été licenciés de leur poste universitaire parce qu'ils avaient critiqué le gouvernement et signé une pétition en ce sens. Elle note également que, selon la Türkiye Kamu-Sen, en 2015, 75 000 chefs d'établissement ont perdu leur emploi du jour au lendemain (dont 50 000 étaient membres d'EGITIM SEN). La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que les licenciements de fonctionnaires, de membres du pouvoir judiciaire et d'enseignants ont eu lieu après la tentative de coup d'État de juillet 2016, «au motif de leur appartenance, de leur affiliation ou de leur relation avec une organisation terroriste». Le gouvernement ajoute qu'en vertu du Code pénal et de la loi sur les fonctionnaires (loi n° 657), les fonctionnaires qui font l'objet d'une enquête en raison de leur appartenance à une organisation terroriste ou d'une atteinte à l'ordre constitutionnel, peuvent être suspendus de leurs fonctions, car «l'exercice de leurs fonctions publiques constitue une menace majeure pour la sécurité des services publics, entraînant la perturbation de celle-ci». Le gouvernement souligne que les fonctionnaires doivent respecter le critère de loyauté envers l'État. Il indique également avoir adopté plusieurs décrets sur l'état d'urgence, dont le décret-loi n° 667 sur les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence, qui prévoit que «les membres du pouvoir judiciaire, y compris de la Cour constitutionnelle, et tous les agents de l'État seront démis de leurs fonctions professionnelles ou de la fonction publique s'ils sont considérés comme ayant une affiliation, une appartenance, une connexion ou un lien avec des organisations terroristes ou avec des groupes, des formations ou des structures qui, selon le Conseil de sécurité nationale, participent à des activités contre la sécurité nationale de l'État». Les membres du pouvoir judiciaire qui ont été démis de leurs fonctions peuvent déposer plainte devant le Conseil d'État. Le gouvernement ajoute que, en vertu du décret-loi d'urgence n° 6851, une commission chargée d'examiner les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence (ci-après la commission d'enquête) a été créée pour un mandat de deux ans, afin d'examiner et de statuer sur les demandes présentées par les fonctionnaires, par l'intermédiaire des gouvernorats ou de la dernière institution qui les a employés, contre ces radiations de leur emploi, l'annulation de bourses, la dissolution d'organisations ou la réduction des échelons de retraite dans le cas de personnel retraité. Selon le gouvernement, les plaintes sont examinées à partir des pièces versées au dossier, et la décision de la commission d'enquête est soumise au contrôle des tribunaux. À cet égard, la commission prend note des allégations de la KESK selon lesquelles, bien que 4 ans se soient écoulés, au 3 juillet 2020, 18 100 affaires étaient encore en instance devant la commission d'enquête. Elle allègue en outre: 1) qu'aucun mécanisme transparent ne permet aux fonctionnaires, qui n'ont aucune idée du motif de leur licenciement, de contester les prétendues preuves présentées contre eux; 2) que la commission d'enquête n'a adopté aucun critère clair dans sa procédure; et 3) que la sélection des affaires à examiner est arbitraire puisqu'elle ne suit aucun ordre chronologique ou autre. La KESK indique également que, selon un communiqué de presse publié par la commission d'enquête, 96 000 demandes ont été rejetées et 12 200 fonctionnaires ont été réintégrés, ce qui signifie que 89 pour cent des demandes ont été rejetées. Elle souligne en outre que même si les fonctionnaires dont les demandes ont été rejetées ont la possibilité de saisir les tribunaux administratifs, cela prendra plusieurs années.

La commission note, d'après le rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) sur l'impact de l'état d'urgence sur les droits de l'homme en Turquie (janvier-décembre 2017), que «à la suite de la tentative de coup d'État [juillet 2016], au moins 152 000 fonctionnaires ont été licenciés, et certains ont également été arrêtés, pour des liens présumés avec le coup d'État, dont 107 944 personnes figurant sur les listes jointes aux décrets sur l'état d'urgence» et plus de «4 200 juges et procureurs ont été licenciés». Le rapport du HCDH indique également que «22 474 autres personnes ont perdu leur emploi en raison de la fermeture d'institutions privées, telles que des fondations, des syndicats et des médias» (paragr. 8). La commission note que, selon ce qu'a constaté le HCDH, «les licenciements se sont accompagnés de sanctions supplémentaires appliquées aux personnes physiques licenciées par décret ou par des procédures établies par décret», notamment l'interdiction à vie de travailler dans le secteur public et dans des entreprises de sécurité privées, ainsi que la confiscation systématique de biens et l'annulation des passeports (paragr. 68). Selon le rapport du HCDH, «les personnes licenciées ont perdu leurs revenus et leurs prestations sociales, y compris l'accès à l'assurance médicale et aux prestations de retraite». Enfin, la commission note que le HCDH s'est dit préoccupé par «la stigmatisation liée au fait d'avoir été considéré comme ayant des liens avec une organisation terroriste, ce qui peut compromettre leurs chances de trouver un emploi» (paragr. 70).

La commission renvoie également le gouvernement à son observation de 2018 sur l'application de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, sur les licenciements massifs qui ont eu lieu dans le secteur public en vertu des décrets sur l'état d'urgence, et à la discussion qui a eu lieu au sein de la Commission de l'application des normes (CAN) de la Conférence en juin 2019 sur l'application par la Turquie de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, ainsi qu'à son observation actuelle au titre de la convention n° 98.

La commission rappelle que, en vertu de l'article 1, paragraphe 1 a), de la convention, la discrimination fondée sur l'opinion politique est interdite en matière d'emploi ou de profession. Elle rappelle également qu'au paragraphe 805 de son Étude d'ensemble de 2012 sur les conventions fondamentales, la commission a indiqué que la protection contre la discrimination fondée sur l'opinion politique suppose une protection à l'égard d'activités consistant à exprimer ou à manifester une opposition aux principes et aux opinions politiques établis, et en ce qui concerne l'affiliation à un parti politique. La convention prévoit des exceptions, notamment des mesures que justifie la sécurité de l'État au titre de l'article 4, qui ne sont pas considérées comme une discrimination et doivent être interprétées strictement pour éviter toute limitation injustifiée de la protection contre la discrimination. La commission rappelle également qu'il est indiqué aux paragraphes 833-835 de son Étude d'ensemble de 2012 que ces mesures «doivent viser une personne en raison des activités pour lesquelles elle est mise en cause sur la base d'une suspicion légitime ou de preuves» et qu'elles «deviennent discriminatoires dès lors qu'elles sont prises uniquement en raison de l'appartenance à un groupe ou à une communauté déterminés». Comme «ces mesures s'appliquent à des activités qui peuvent être qualifiées de préjudiciables à la sécurité de l'État [...] [l]e simple fait d'exprimer une opinion, des croyances religieuses ou philosophiques ou des positions politiques ne suffit pas à justifier l'application de cette exception. Les personnes se livrant à des activités dont le but est d'exprimer ou de manifester, par des moyens non violents, une opposition aux principes politiques établis ne sont pas exclues de la protection assurée par la convention en vertu de l'article 4. [...] [T]outes les mesures relevant de la sécurité de l'État devraient être suffisamment bien définies et délimitées, de sorte qu'elles ne puissent pas devenir un moyen de discrimination sur la base d'un des motifs visés dans la convention. Les dispositions formulées dans des termes généraux comme «absence de loyauté», «intérêt public», «comportements antidémocratique» ou «nuisible à la société» doivent être examinées avec soin à la lumière de l'incidence que les activités en question peuvent avoir sur l'accomplissement des tâches ou sur l'exercice effectif de l'emploi ou de la profession de la personne concernée. À défaut, de telles mesures entraîneront vraisemblablement des distinctions et des exclusions fondées sur l'opinion politique [...] contraires à la convention». En outre, la commission rappelle que «l'application légitime de cette exception doit respecter le droit de la personne visée par les mesures "de recourir à une instance compétente établie suivant la pratique nationale"». La commission rappelle également qu'«il est important que l'instance de recours soit indépendante de l'autorité administrative ou gouvernementale et offre une garantie d'objectivité et d'indépendance», et ait «compétence pour examiner les raisons qui sont à l'origine des mesures prises contre le requérant et pour lui donner l'entière possibilité de se défendre».

La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures appropriées pour garantir le plein respect des obligations de la convention, en tenant compte des différents critères susmentionnés. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre de licenciements dans le secteur public, notamment d'enseignants, qui ont eu lieu pour des raisons liées à la sécurité de l'État. La commission prie en outre le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur le nombre total de recours examinés par la commission d'enquête ou par les tribunaux, et leurs résultats, et d'indiquer si, dans le cadre de la procédure, les personnes licenciées peuvent faire valoir leurs droits en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant. La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires concernant les allégations de la KESK sur le délai de la procédure de contrôle par les tribunaux. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de plaintes déposées par des employés licenciés alléguant une discrimination fondée sur l'opinion politique.

Recrutement dans le secteur public. La commission prend note des indications du gouvernement concernant le recrutement du personnel dans la fonction publique, en réponse à sa demande relative aux allégations formulées par la KESK au sujet de la discrimination à l'égard des fonctionnaires (enregistrement de données inappropriées dans les dossiers du personnel, ainsi qu'utilisation discriminatoire des promotions, nominations et du système de récompense) et de l'absence de sanctions appropriées en cas de discrimination. La commission note que le gouvernement indique que, dans le cas d'une première nomination ou d'un renouvellement dans le secteur public, il convient de mener une «enquête de sécurité» et une «vérification des archives» dans la plus stricte confidentialité à chaque étape. Selon le gouvernement, il n'est donc pas possible de donner des informations à des personnes ou des institutions autres que l'institution qui demande l'enquête. Le gouvernement ajoute que le recrutement dans les institutions et organisations publiques se fait selon une procédure centrale d'examen et de placement fondée sur le mérite. La commission note, d'après les observations de la Türkiye Kamu-Sen,

que la pratique en matière de nomination et de promotion consistant en des examens oraux ou des entretiens favorise les syndicats proches du gouvernement et est discriminatoire à l'égard des membres d'autres syndicats. Le syndicat ajoute que «en dépit des jugements rendus par les tribunaux [...] considérant que les entretiens ne constituent pas un moyen d'évaluation équitable», «le gouvernement n'applique toujours pas ces décisions de justice et continue d'agir de manière discriminatoire». En outre, la commission note que la KESK, dans ses observations de 2020, se dit à nouveau préoccupée par l'impartialité, la neutralité et l'indépendance de la majorité des personnes qui siègent dans les comités chargés de prendre des décisions sur l'adéquation des candidats à la fonction publique et allègue que les examens oraux sont utilisés pour sélectionner ceux qui sont loyaux envers le gouvernement plutôt que ceux qui peuvent prétendre à entrer dans la fonction publique. L'organisation allègue une interprétation large et vague du Code pénal et de la loi anti-terrorisme en ce qui concerne le recrutement de nouveaux fonctionnaires et la vie professionnelle des fonctionnaires. La KESK allègue également que le décret présidentiel n° 225, publié le 25 octobre 2018, exige que «les candidats soient soumis à une "enquête de sécurité" et à une "vérification des archives" de manière à couvrir également les membres de leur famille». Selon l'organisation, des dizaines de personnes n'ont pas été recrutées au motif qu'une enquête judiciaire avait été ouverte à leur encontre dans le passé, même en cas d'acquittement depuis. La KESK affirme en outre que: 1) le décret a été soumis à la Cour constitutionnelle qui a jugé qu'il était contraire aux articles 13 et 20 de la Constitution et a donc été supprimé; et 2) un projet de loi réglementant les mêmes questions sera discuté au Parlement en octobre 2020. La commission prend note que le gouvernement, dans sa réponse, indique que, suite à l'annulation par la Cour constitutionnelle du règlement en vigueur sur les «enquêtes de sécurité» et la «vérification des archives», et conformément à la décision de la Cour constitutionnelle, des travaux préparatoires sont en cours pour soumettre un nouveau texte de loi au Parlement à partir d'octobre 2020, et que les objections avancées par la KESK n'ont aucun fondement juridique. La commission note que le gouvernement rappelle que, conformément à l'article 3 (3), intitulé «Principes fondamentaux» de la loi n° 657 sur les fonctionnaires, «l'État doit fonder l'entrée dans la fonction publique, l'avancement et la promotion d'échelon et la cessation des fonctions sur le système du mérite et veiller à ce que les fonctionnaires bénéficient d'une égalité de chances dans la mise en œuvre de ce système» et que l'entrée dans la fonction publique et la promotion aux postes de direction soient fondées sur le mérite.

La commission prend bonne note de l'abolition du décret présidentiel n° 225, publié le 25 octobre 2018, et exprime le ferme espoir que le nouveau texte de loi annoncé par la KESK et le gouvernement garantira que le recrutement dans la fonction publique s'effectue sans discrimination fondée sur les motifs énoncés dans la convention, en particulier l'opinion politique. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à cet égard dans la loi et dans la pratique, y compris toute procédure d'«enquête de sécurité» et de «vérification des archives» mise en place par le futur règlement. La commission prie également le gouvernement de veiller à ce que les personnes qui allèguent avoir été victimes de discrimination, dans le cadre du recrutement et de la sélection dans le secteur public, aient un accès effectif à des procédures adéquates d'examen de leur cas et à des recours appropriés. Le gouvernement est prié de fournir des informations sur toute procédure en vigueur permettant de faire appel d'une décision défavorable dans le cadre du processus de recrutement, sur le nombre et l'issue de ces recours, et sur l'application effective des décisions de justice concernant la discrimination dans le recrutement et la sélection dans la fonction publique.

Articles 1 et 2. Protection des travailleurs contre la discrimination au stade du recrutement. Législation. Depuis plusieurs années, la commission se réfère au fait que l'article 5 (1) du Code du travail, qui interdit toute discrimination fondée sur la langue, la race, le sexe, l'opinion politique, les convictions philosophiques, la religion et l'appartenance à une secte, ou d'autres considérations similaires dans le cadre de la relation d'emploi, n'interdit pas une telle discrimination au stade du recrutement. La commission note avec **satisfaction** l'adoption, en avril 2016, de la loi sur l'institution des droits de l'homme et de l'égalité de la Turquie (loi n° 6701) qui, dans son article 6, interdit la discrimination fondée sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, la foi, la secte, les convictions philosophiques ou l'opinion politique, l'origine ethnique, la fortune, la naissance, l'état civil, l'état de santé, le handicap ou l'âge, lors du processus de candidature, de recrutement et de sélection, qui couvre l'emploi ou la cessation de la relation d'emploi, les annonces d'emploi, les conditions de travail, l'orientation professionnelle, l'accès à la formation professionnelle, la reconversion, la formation en cours d'emploi, les «intérêts sociaux et sujets similaires». Selon l'article 6 (3) de la loi, il est interdit à l'employeur ou à ses représentants de rejeter une candidature pour cause de grossesse, de maternité ou de soins aux enfants. La commission note que les contrats de travail ou de prestations, qui sont exclus du champ d'application de la législation du travail, et le travail indépendant sont couverts par les dispositions de l'article 6 de la loi n° 6701. La commission accueille également favorablement l'inclusion de l'emploi dans les institutions et organisations publiques dans le champ d'application de cet article. ***La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application en pratique de l'article 6 de la loi n° 6701 et, en particulier, d'indiquer si***

des plaintes ont été déposées par des travailleurs ou si des rapports d'inspection du travail ont été établis en vertu de l'article 6, et leurs résultats.

Article 2. Non-discrimination. Égalité entre les hommes et les femmes. Éducation et formation professionnelles dans les emplois dans les secteurs public et privé. La commission rappelle que, dans ses commentaires précédents, elle avait souligné la nécessité de promouvoir l'accès des femmes à une éducation et une formation professionnelle adéquates, et d'accroître leur participation à la vie active et au secteur public. En ce qui concerne l'emploi des femmes dans la fonction publique, la commission note, selon l'indication du gouvernement, que leur participation a considérablement augmenté, grâce à des dispositions temporaires concernant le temps de travail et les congés non rémunérés dont peuvent bénéficier les mères et les pères. En ce qui concerne le secteur privé, elle note également que, selon les statistiques sur la main-d'œuvre de février 2019, le taux d'activité des femmes était de 34 pour cent (contre 33,3 pour cent en février 2018). La commission accueille favorablement les informations détaillées fournies par le gouvernement dans son rapport, sur les nombreux programmes, projets, mesures et activités élaborés et mis en œuvre en vue de promouvoir l'égalité des genres, notamment les initiatives de sensibilisation visant à lutter contre les stéréotypes liés au genre et la violence à l'égard des femmes, les stratégies visant à concilier les responsabilités familiales et professionnelles, comme la création de jardins d'enfants et la fourniture de services de garde d'enfants, les programmes de formation professionnelle pour les femmes dans des domaines non traditionnels, les programmes de formation en cours d'emploi et de formation à l'entrepreneuriat. La commission note que le gouvernement fait également état de l'adoption d'un Plan d'action pour l'emploi des femmes (2016-2018) relevant du Programme intitulé «Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour les femmes: autonomisation des femmes par le travail décent en Turquie», mis en œuvre conjointement par le BIT et l'Agence turque pour l'emploi (ISKUR), et financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA). Le gouvernement ajoute que le plan d'action vise à renforcer les compétences professionnelles des femmes et leurs moyens d'accès au marché du travail, et que 81 représentants provinciaux pour l'égalité des genres, qui ont reçu une formation dans ce domaine, ont été nommés pour suivre l'application de ce plan et en rendre compte, en collaboration avec le personnel de l'ISKUR. La commission note également, d'après les observations formulées par la TISK, que, selon les statistiques du travail, «l'une des questions qu'il faut aborder pour faciliter l'accès des femmes au marché du travail est l'éducation». La TISK ajoute que, compte tenu du grand nombre de femmes employées dans l'économie informelle - en particulier dans l'agriculture - «la priorité doit être donnée aux politiques qui permettront de réduire le travail non déclaré ou l'emploi des femmes dans l'économie informelle». La TISK souligne en outre que l'un des principaux obstacles à l'entrée des femmes sur le marché du travail et à leur progression professionnelle est la difficulté qu'elles rencontrent pour concilier travail et tâches domestiques et que, malgré les efforts déployés, le nombre de garderies d'enfants est insuffisant. La commission prend note des allégations de la TÜRK-İS selon lesquelles, malgré toutes les mesures légales et les politiques mises en place contre la discrimination, des exemples de traitements différenciés sont encore signalés dans la pratique. Selon la TÜRK-İS, si les droits des femmes enceintes sont régis par la loi, les femmes sont menacées de licenciement par leur employeur lorsqu'elles tombent enceintes ou lorsqu'elles demandent à bénéficier d'un congé de maternité légal, en particulier dans le secteur privé. L'organisation s'inquiète également du nouveau congé postnatal qui condamnerait les femmes à des emplois à long terme peu rémunérés ou au travail à temps partiel. En outre, la commission prend note des allégations de la KESK selon lesquelles l'égalité entre les hommes et les femmes est toujours un problème dans le secteur public, étant donné que les politiques et pratiques en vigueur entraînent la discrimination et que les politiques du gouvernement pèsent lourdement sur les femmes, l'objectif étant de les tenir à l'écart de la vie publique, sociale, économique et professionnelle. Elle affirme en outre que le taux de femmes dans le secteur public est de 38 pour cent contre 62 pour cent pour les hommes, et que les femmes sont orientées vers certains postes et secteurs, tels que la santé, les services sociaux et l'éducation, qui sont considérés comme adaptés aux femmes. En outre, le fait d'être une femme suppose certaines barrières sociales et professionnelles, ce qui explique que seuls 8 pour cent des postes supérieurs et de direction sont occupés par des femmes. On compte environ 650 000 enseignantes, mais seulement 25 femmes sur les 1 299 cadres supérieurs du ministère de l'Éducation (1,9 pour cent). La KESK ajoute que, selon les chiffres officiels, le taux de participation des femmes à la population active était de 29,7 pour cent en mai 2020 alors qu'il était de 34,4 pour cent un an auparavant, soit 1,3 million de femmes en moins. Selon la KESK, s'il est vrai que la pandémie de COVID-19 a provoqué une baisse du taux d'emploi, ce sont les femmes qui sont les plus touchées. La commission prend note que le gouvernement, dans sa réponse, indique qu'il est très important que les femmes soient individuellement et socialement plus fortes, bénéficient de possibilités d'éducation plus qualifiées, renforcent leur efficacité dans les mécanismes de prise de décision, acquièrent un niveau d'emploi plus élevé grâce à un meilleur accès au marché du travail, à la sécurité sociale, au développement de l'entrepreneuriat féminin et à la création d'une plus grande valeur ajoutée dans l'économie. Le gouvernement ajoute que l'autonomisation des

femmes sur le marché du travail et le renforcement de leur participation à la vie active figurent parmi ses grandes priorités et rappelle les investissements du secteur privé pour la création de crèches, de garderies et en faveur de l'enseignement préscolaire. La commission accueille favorablement les informations fournies par le gouvernement concernant les objectifs quantitatifs fixés dans la «section femmes» du 11^e plan de développement (2019-2023). Grâce à la fourniture de services d'orientation et de subventions aux femmes entrepreneurs, au développement d'environnements numériques et de coopératives et à la promotion de la formation dans des domaines non traditionnels, ce plan devrait permettre de porter: 1) le taux d'activité des femmes à 38,5 pour cent; 2) le taux d'emploi des femmes à 34 pour cent; 3) le taux de femmes exerçant une activité indépendante à 20 pour cent; et 4) le taux d'employeurs féminins à 10 pour cent. En outre, la commission accueille favorablement l'adoption du «Document de stratégie et plan d'action sur l'autonomisation des femmes» pour la période 2018-2023, qui repose sur les cinq éléments suivants: la prise de conscience par les femmes de leur propre valeur; le droit d'avoir des options et de choisir parmi elles; le droit d'accéder aux opportunités et aux ressources; le droit de pouvoir exercer un contrôle sur leur propre vie à l'intérieur et à l'extérieur du foyer; et la capacité de peser sur l'évolution de la société afin de créer un ordre social et économique plus équitable au niveau national et international. La commission note qu'il est envisagé dans ce cadre de procéder à une évaluation de la législation sur le marché du travail de manière à assurer l'autonomisation des femmes et à apporter les améliorations nécessaires pour une mise en œuvre efficace, ainsi qu'à des études pour l'emploi des femmes dans des professions qui ne se limitent pas aux domaines d'emploi traditionnels et, plus généralement, à diverses mesures pour lutter contre la ségrégation professionnelle. Le gouvernement souligne également la participation accrue des femmes à la vie active et le taux d'emploi plus élevé des femmes entre 2002 et 2019 (respectivement de 27,9 à 34,4 pour cent et de 25,3 à 28,7 pour cent). La commission note que, dans ses observations finales, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) s'est déclaré préoccupé par «la persistance de stéréotypes discriminatoires profondément enracinés concernant les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes dans la famille et dans la société», qui «mettent trop l'accent sur le rôle traditionnel des femmes en tant que mères et épouses, ce qui compromet le statut social, l'autonomie, les possibilités d'éducation et les carrières professionnelles des femmes». Le CEDAW a également noté avec préoccupation «les attitudes patriarcales [...] en hausse au sein des autorités de l'État et de la société» et «le taux élevé d'abandon scolaire et la sous-représentation des filles et des femmes dans la formation professionnelle et l'enseignement supérieur, en particulier dans les zones rurales défavorisées et les communautés de réfugiés» (CEDAW/C/TUR/CO/7, 25 juillet 2016, paragr. 28 et 43). **Tout en prenant note de l'évolution encourageante de la promotion de l'égalité des genres dans l'emploi, mais aussi de l'augmentation très lente du taux d'activité des femmes, la commission prie le gouvernement d'intensifier ses efforts et de continuer à prendre des mesures spécifiques volontaristes, notamment dans le cadre du «Document de stratégie et Plan d'action pour l'autonomisation des femmes» (2018-2023), du 11^e Plan de développement (2019-2023) et du Programme BIT-ISKUR-SIDA, pour promouvoir l'accès des femmes à une éducation et une formation professionnelle adéquates et à un emploi formel et rémunéré, y compris à des postes de niveau supérieur. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre des objectifs quantitatifs de la «section femmes» du 11^e plan de développement, ainsi que les résultats de toute évaluation du cadre législatif concernant l'emploi des femmes et les conclusions de toute étude menée dans le domaine de la ségrégation professionnelle fondée sur le genre. La commission prie le gouvernement d'adopter des mesures volontaristes pour lutter activement contre les stéréotypes liés au genre persistants et les préjugés en ce qui concerne les aspirations, les préférences et les capacités des femmes et leur «adéquation» à certains emplois ou leur intérêt ou leur disponibilité pour des emplois à temps plein et leur rôle dans la société. La commission prie également le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour permettre aux hommes et aux femmes de concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales, notamment en développant des structures de garde d'enfants et d'aide à la famille, et en éliminant les obstacles administratifs dont fait état le gouvernement à cet égard. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires en réponse aux allégations de la TURK-İS concernant le licenciement ou les menaces de licenciement de femmes enceintes en raison de leur grossesse ou de la prise intégrale d'un congé de maternité.**

Code vestimentaire. La commission accueille favorablement l'indication du gouvernement selon laquelle, suite aux modifications en 2013 et 2016 du règlement sur le code vestimentaire du personnel employé dans les institutions publiques, les organisations de sécurité et les forces armées, les femmes travaillant dans ces institutions et organisations sont désormais autorisées à travailler avec la tête couverte. La commission espère que le gouvernement continuera à veiller à ce que toutes les personnes travaillant dans les institutions publiques, les organisations de sécurité et les forces armées continuent à bénéficier de la protection contre toute discrimination religieuse fondée sur un code vestimentaire.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui réitère sa précédente demande, adoptée en 2019.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 100** (Albanie, Allemagne, Angola, Barbade, Belize, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Danemark: Groenland, Djibouti, Dominique, Fidji, France: Polynésie française, Gabon, Gambie, Géorgie, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, République islamique d'Iran, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Liban, Libye, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Zélande: Tokélaou, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Soudan du Sud, Suriname, Tchad, Timor-Leste); la **convention n° 111** (Afghanistan, Albanie, Allemagne, Argentine, Barbade, Belize, Burundi, Chine, Comores, Congo, Djibouti, Dominique, Fidji, France: Polynésie française, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Hongrie, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Zélande: Tokélaou, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Soudan du Sud, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Turquie); la **convention n° 156** (Belize, Grèce, Guatemala, Guinée, Islande, Japon, Kazakhstan, République de Corée, Saint-Marin).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 100** (Mali, Malte); la **convention n° 111** (Mali, Malte).

Consultations tripartites

Antigua-et-Barbuda

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 2002)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 5, paragraphe 1, de la convention. Consultations tripartites efficaces. Dans son rapport, le gouvernement indique que le Conseil national du travail révisé actuellement le Code du travail. La commission note que le gouvernement envisage de créer un sous-comité composé de membres du Conseil national du travail et de représentants de travailleurs et d'employeurs qui sera chargé d'examiner les normes internationales du travail, d'ouvrir la concertation à la population, le cas échéant, et de formuler des recommandations au ministre sur les mesures à prendre. Elle note cependant que le rapport du gouvernement ne contient toujours pas d'information sur les consultations tripartites ayant trait aux questions relatives aux normes internationales du travail couvertes par l'article 5, paragraphe 1, de la convention. **Rappelant les commentaires qu'elle formule depuis 2008 au sujet des activités du Conseil national du travail et relevant que l'article B7 du Code du travail, qui établit les procédures du conseil, n'inclut pas les questions visées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention, la commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les activités du Conseil national du travail au sujet des questions relatives aux normes internationales du travail couvertes par la convention. Elle le prie également d'indiquer à quel organisme il incombe de mener les consultations tripartites nécessaires pour donner effet à la convention. Elle le prie de nouveau de fournir des informations précises et détaillées sur la teneur et l'issue des consultations tripartites menées sur toutes les questions relatives aux normes internationales du travail couvertes par l'article 5, paragraphe 1 a) à e), de la convention, en particulier celles concernant le questionnaire sur les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence (article 5, paragraphe 1 a)), les rapports à présenter sur l'application des conventions ratifiées (article 5, paragraphe 1 d)) et les propositions relatives à la dénonciation de conventions ratifiées (article 5, paragraphe 1 e)).**

Article 5, paragraphe 1 b). Soumission au Parlement. Le gouvernement réitère les informations fournies en avril 2014, en indiquant que les 20 instruments adoptés par la Conférence entre ses 83^e et 101^e sessions (1996-2012) ont été de nouveau soumis au Parlement le 11 mars 2014. Il ajoute que le Commissaire au travail et le Secrétaire permanent adresseront une demande de soumission de ces instruments au Parlement au ministre avant le 15 novembre 2017. **La commission se réfère aux observations qu'elle formule depuis longtemps sur l'obligation de soumission et prie de nouveau le gouvernement d'indiquer si des consultations efficaces ayant abouti à des conclusions ou des modifications ont été tenues sur les propositions faites au Parlement d'Antigua-et-Barbuda en lien avec la soumission des instruments précités, et notamment d'indiquer à quelle date ces instruments ont été soumis au Parlement. De plus, elle prie le gouvernement de fournir des informations sur la teneur (ordre du jour, débats et résolutions) et sur l'issue des consultations tripartites menées en lien avec la soumission d'instruments adoptés par la Conférence depuis 2014: le protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, et la recommandation (n° 203) sur le travail forcé (mesures complémentaires), 2014, adoptés par la Conférence, à sa 103^e session, ainsi que la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, adoptée par la Conférence, à sa 104^e session.**

Article 5, paragraphe 1 c). Examen des conventions non ratifiées et des recommandations. Le gouvernement indique que les conventions non ratifiées citées dans son rapport ont été soumises au Conseil national du travail le 11 novembre 2017 pour réexamen avec les partenaires sociaux. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations actualisées sur l'issue du réexamen des conventions non ratifiées, en particulier des instruments suivants: i) la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, qui est une convention dite de gouvernance; ii) la convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970 (qui porte révision de la convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921, et de la convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952, auxquelles Antigua-et-Barbuda est partie); iii) la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003 (qui porte révision de la convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958, également ratifiée par Antigua-et-Barbuda).**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Bangladesh

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1979)

Article 5, paragraphe 1, de la convention. Consultations tripartites efficaces. La commission fait bon accueil aux informations fournies par le gouvernement au sujet des consultations tripartites tenues au sein du Conseil consultatif tripartite (TCC), au cours de la période considérée, sur les questions relatives aux normes internationales du travail couvertes par l'article 5, paragraphe 1, de la convention. À cet égard, la commission note que, en 2017, le TCC a examiné la possibilité de ratifier la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973. Le gouvernement indique que des travaux préparatoires à la ratification de la convention n° 138 sont en cours, en particulier des consultations tripartites au sein du TCC. En ce qui concerne

l'éventuelle ratification de la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, et de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, le gouvernement réaffirme que la ratification de ces instruments n'est pas envisageable dans un avenir proche. Il indique que, compte tenu de la situation socio-économique actuelle dans pays, il faudrait un temps considérable pour créer des systèmes administratifs et juridiques favorables avant la ratification. À propos de la ratification et de l'application des instruments de l'OIT relatifs au cadre de la sécurité et à la santé au travail (SST), envisagées dans la Déclaration d'engagement tripartite de 2013 adoptée après les événements tragiques du Rana Plaza et de l'usine Tazreen, le gouvernement indique que la ratification de ces instruments n'est pas prévue. Bien que le pays n'ait pas ratifié ces instruments, le gouvernement est déterminé à assurer l'application de la législation existante en matière de SST. Le gouvernement mentionne à ce sujet la mise en œuvre d'un ensemble d'initiatives visant à améliorer dans le pays la situation des travailleurs dans ce domaine, notamment l'adoption d'une politique nationale de SST en 2013 et la création d'une unité permanente de sécurité au travail, qui relève de la direction du département d'inspection des usines et des établissements du ministère du Travail et de l'Emploi (MOLE). Le gouvernement fait également état de la création, en mars 2017, d'un TCC de 20 membres pour le secteur du prêt-à-porter. Il n'indique toutefois pas si des consultations tripartites ont été menées pour examiner l'éventuelle ratification des instruments de SST. Enfin, il mentionne l'application de mesures au cours de la période considérée pour renforcer le TCC, par exemple la création en 2017 d'une unité à cette fin au MOLE. En outre, la constitution du TCC a été incorporée dans la loi sur le travail du Bangladesh de 2006, au moyen d'amendements introduits en 2018. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations spécifiques et détaillées sur la teneur, l'issue et la fréquence des consultations tripartites menées au sujet de toutes les questions relatives aux normes internationales du travail couvertes par la convention, en particulier en ce qui concerne les réponses aux questionnaires sur les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence (article 5, paragraphe 1 a)), la soumission des instruments adoptés par la Conférence au Parlement (article 5, paragraphe 1 b)), le réexamen, à des intervalles appropriés, de conventions non ratifiées et de recommandations auxquelles il n'a pas encore été donné effet (article 5, paragraphe 1 c)), y compris les instruments de l'OIT relatifs au cadre de la sécurité et de la santé au travail (SST); et les rapports à présenter sur l'application des conventions ratifiées (article 5, paragraphe 1 d)).**

Dans le contexte de la pandémie mondiale de COVID-19, la commission rappelle les orientations complètes fournies par les normes internationales du travail. Elle encourage les États Membres à s'engager plus amplement dans la consultation tripartite et le dialogue social, lesquels constituent une base solide pour élaborer et mettre en œuvre des réponses efficaces aux profondes répercussions socio-économiques de la pandémie. **La commission invite le gouvernement à fournir dans son prochain rapport des informations actualisées sur les mesures prises à cet égard, conformément à l'article 4 de la convention et aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152, notamment pour renforcer les capacités des mandants tripartites et consolider les mécanismes et les procédures, et sur les défis et les bonnes pratiques identifiés.**

Botswana

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1997)

La commission prend note des observations de la Fédération des syndicats du Botswana (BFTU) reçues le 1^{er} octobre 2020. La BFTU indique que le gouvernement a soumis en 2019 une liste révisée des services essentiels au Parlement sans avoir préalablement consulté le Conseil consultatif du travail comme le prévoit la loi. La BFTU indique en outre que les rapports soumis à l'OIT en 2019 et 2020 n'ont pas été élaborés en consultation avec les partenaires sociaux. Enfin, la BFTU allègue que la dernière réunion tripartite pour discuter des mesures à prendre pour faire face à la pandémie COVID-19 a eu lieu le 17 mars 2020. De nombreuses mesures ont été prises depuis lors sans consultation avec les partenaires sociaux. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à cet égard.**

Article 5, paragraphe 1, de la convention. Consultations tripartites efficaces. Dans son observation de 2018, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations détaillées à jour sur le contenu et le résultat des discussions tripartites efficaces tenues avec le Conseil consultatif du travail et le Conseil consultatif de haut niveau (Sous-Comité consultatif de haut niveau) (Sub-HLCC) sur toutes les questions liées aux normes internationales du travail entrant dans le champ d'application de l'article 5, paragraphe 1, de la convention, en particulier au sujet de l'éventuelle ratification de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 et de la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969. La commission avait en outre demandé des informations sur la fréquence des consultations et sur la jurisprudence liée à l'application de la convention. Le gouvernement indique que le Conseil consultatif du

travail s'est réuni en 2016 et 2017 pour discuter du projet de loi de 2015 sur les différends du travail, ainsi que de la nomination des médiateurs et des arbitres. Le gouvernement mentionne également le Comité du secteur du travail du Conseil consultatif de haut niveau (HLCC), qui est une structure tripartite chargée d'examiner les questions relatives au travail et à l'emploi, et indique que le HLCC se réunit quatre fois par an. Le gouvernement ajoute que la législation du travail du Botswana est actuellement examinée par un comité tripartite de révision de la législation du travail, dans le but de l'aligner sur les dispositions des conventions de l'OIT ratifiées, de combler les lacunes législatives et de transposer diverses décisions judiciaires dans la loi. **Constatant que le gouvernement n'a pas fourni les informations demandées concernant la mise en œuvre de l'article 5, paragraphe 1, de la convention, la commission le prie à nouveau de fournir des informations détaillées à jour sur la teneur et les résultats spécifiques des discussions tripartites efficaces menées par les organes compétents au sujet de toutes les questions relatives aux normes internationales du travail, comme l'exige l'article 5, paragraphe 1, points a) à e), de la convention, y compris à propos de la ratification éventuelle des conventions n^{os} 81 et 129. La commission invite également le gouvernement à continuer de fournir des informations sur les activités des organes tripartites concernés, et sur les résultats de l'examen du comité tripartite de révision de la législation du travail, dans la mesure où ces résultats sont pertinents pour l'application des dispositions de la convention.**

Dans le contexte de la pandémie mondiale de COVID-19, la commission rappelle les orientations complètes fournies par les normes internationales du travail. Elle encourage le gouvernement à s'engager plus amplement dans la consultation tripartite et le dialogue social, lesquels constituent une base solide pour élaborer et mettre en œuvre des réponses efficaces aux profondes répercussions socio-économiques de la pandémie. **La commission invite le gouvernement à fournir dans son prochain rapport des informations actualisées sur les mesures prises à cet égard, conformément à l'article 4 de la convention et aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152, notamment pour renforcer les capacités des mandants tripartites et consolider les mécanismes et les procédures, et sur les défis et les bonnes pratiques identifiés.**

Burundi

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1997)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations formulées par la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU), reçues le 19 août 2019 et le 14 août 2020.

Articles 2 et 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de communiquer une copie des dispositions législatives, administratives ou autres donnant effet aux dispositions de la convention, en particulier celles régissant la composition et le fonctionnement du Comité national de dialogue social (CNDS) et des comités provinciaux du dialogue social (CPDS), ainsi que de fournir des informations détaillées sur les consultations tenues annuellement sur les questions concernant les normes internationales du travail énoncées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention. Le gouvernement se réfère à la Charte Nationale de Dialogue Social adoptée par les mandants tripartites en 2011, qui énumère les mécanismes de consultations tripartites et leur fonctionnement. Il indique que le CNDS a été créé par le Décret N° 100/132 du 21 mai 2013, portant révision du Décret N° 100/47 du 09/02/2012 portant création, composition et fonctionnement du Comité National de Dialogue Social. Le CNDS est composé par: 7 représentants du gouvernement; 7 représentants des employeurs; et 7 représentants des travailleurs. Il est présidé par une personnalité indépendante choisie par les partenaires sociaux. La commission note que le CNDS se réunit une fois chaque trimestre en session ordinaire et chaque fois qu'il y en a besoin en sessions extraordinaires. Elle note également que les consultations menées par les CNDS peuvent se concentrer sur tous les thèmes ayant un rapport avec le monde du travail. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement explique que les consultations efficaces entre les mandants tripartites sur les questions des activités de l'OIT se font à travers le CNDS. Le gouvernement précise que le CNDS, en tant qu'organe national de dialogue tripartite, dispose des branches provinciales dans toutes les provinces du Pays, les Comités Provinciaux de Dialogue Social (CPDS), créés par l'Ordonnance Ministérielle n° 570/1697 du 21/11/2017. La commission note que les membres des CPDS élisent un bureau tripartite composé par un Président, un Vice-Président et un Secrétaire, qui se réunit une fois par mois. En outre, le gouvernement se réfère au Comité de Dialogue Social dans la Branche (CDSB), le mécanisme pour des consultations sur

des questions sectorielles qui est actif dans quelques secteurs, comme la santé et l'éducation, tandis que les autres nécessitent une action dans le cadre de les redynamiser. Dans ses observations, la COSYBU souligne que, depuis l'adoption de la charte nationale sur le dialogue social en 2011 et la mise en place de ces structures du dialogue social aucun instrument international n'a été ratifié ni adopté. La COSYBU soutient qu'elle continue à demander d'ouvrir des consultations relatives aux ratifications de conventions non ratifiées de l'OIT, notamment les 2 conventions de gouvernance non encore ratifiées par le Burundi: la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, et la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que ces deux conventions sont actuellement en train d'être examinées par le ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale. En outre, la COSYBU indique qu'elle soutient la requête qui se trouve devant le Parlement en vue d'adopter les recommandations ci-après: la recommandation (n° 199) sur le travail dans la pêche, 2007; la recommandation (n° 200) sur le VIH et le sida, 2010; la recommandation (n° 201) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011; la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012; (n° 203) sur le travail forcé (mesures complémentaires), 2014; la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015; la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017. La COSYBU demande d'être informée sur la suite de la requête. La commission constate que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur le contenu et les résultats des consultations tripartites qui ont eu lieu au sein des mécanismes de consultations tripartites susmentionnés. **La commission prie le gouvernement de communiquer une copie des dispositions législatives régissant la composition et le fonctionnement du CNDS, des CDSB et des CPDS. En outre, elle prie le gouvernement de fournir de l'information détaillée et actualisée concernant le nombre, distribution et état de fonctionnement de l'ensemble de ces mécanismes dans le pays. Elle le prie de communiquer des informations détaillées sur la fréquence, le contenu et les résultats des consultations tripartites tenues sur chacune des questions liées aux normes internationales du travail énoncées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention, y compris les consultations menées pour réexaminer les perspectives de ratification de conventions non ratifiées de l'OIT, et en particulier celles identifiées par les partenaires sociaux, à savoir la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952; la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969; la convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981; la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000; la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011; et la convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019.**

Article 4. Support administratif. La commission note les informations supplémentaires communiquées par le gouvernement suite à ses précédents commentaires, dans laquelle il indique qu'en réalité il n'y a pas de support administratif aux procédures de consultations, mais que ces formations sont organisées occasionnellement par les confédérations et fédérations des syndicats. La commission rappelle qu'en vertu de l'article 4 de la convention, il appartient à l'autorité compétente – l'État – d'assumer «la responsabilité du support administratif des procédures» de consultation et que cette responsabilité, comme elle l'a noté dans son Étude d'ensemble de 2000, englobe clairement celle du financement qu'elle suppose. La commission observe que l'article 4, paragraphe 2, de la convention concerne le financement des mesures qui devraient être prises afin de prévoir une formation appropriée pour permettre aux personnes participant aux procédures de consultation de remplir leurs fonctions de manière efficace. **La commission espère que le gouvernement prendra les mesures nécessaires sans délai pour assumer les responsabilités qui lui incombent normalement. Elle prie le gouvernement de tenir le Bureau informé de tout fait nouveau à cet égard.**

COVID-19. La commission note que, compte tenu de la pandémie liée au COVID-19, les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail peuvent avoir été reportées. Dans ce contexte, la commission rappelle les orientations prévues par les normes internationales du travail et encourage le gouvernement à utiliser des consultations tripartites et le dialogue social en tant que fondement solide pour l'élaboration et la mise en œuvre de réponses efficaces aux profondes répercussions socio-économiques de la pandémie. **La commission invite le gouvernement à fournir, dans son prochain rapport, des informations actualisées sur toute disposition prise à cet égard, notamment en ce qui concerne les mesures prises pour le renforcement des capacités des mandants tripartites, conformément à l'article 4 de la convention et aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152, ainsi que l'amélioration des procédures et mécanismes tripartites nationaux. Elle le prie également de fournir des informations sur les défis rencontrés et de bonnes pratiques identifiées concernant l'application de la convention, pendant et suivant la période de pandémie.**

Chili

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1992)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision prise par le Conseil d'administration lors de sa 338^e session (juin 2020). La commission procède à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend également note des observations de la Centrale unitaire des travailleurs du Chili (CUT-Chile), reçues le 13 septembre 2018 et le 6 octobre 2020. **La commission prie le gouvernement de communiquer sa réponse à ce sujet.**

Tripartisme et dialogue social. Pandémie de COVID-19. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport supplémentaire sur les mesures prises pour promouvoir le tripartisme et le dialogue social dans le pays. À cet égard, le gouvernement mentionne notamment la mise en œuvre de projets de formation syndicale au niveau régional dans le cadre du fonds de formation syndicale, ainsi que la mise en place de tables rondes tripartites de dialogue social aux niveaux national et régional, où des consultations ont eu lieu sur tout un ensemble de questions relatives au travail, telles que la réglementation du droit à l'alimentation, la promotion du travail des femmes dans certains secteurs, la reconversion professionnelle et la reconnaissance de droits au travail pour les agents de ramassage des ordures ménagères. La commission note toutefois que la CUT-Chile signale que les organisations de travailleurs n'ont pas été consultées sur la nouvelle législation du travail qui a été adoptée dans le cadre de l'urgence sanitaire provoquée par la pandémie de COVID-19, par exemple la loi n° 21.227 du 6 avril 2020, qui permet l'accès aux prestations de l'assurance chômage dans des circonstances exceptionnelles, la loi n° 21.220 du 26 mars, qui modifie le Code du travail en ce qui concerne le télétravail, ainsi que le certificat électronique mis en œuvre par la Direction du travail. Dans le contexte de la pandémie mondiale de COVID-19, la commission rappelle les orientations complètes fournies par les normes internationales du travail. Elle encourage les États Membres à s'engager plus amplement dans la consultation tripartite et le dialogue social, lesquels constituent une base solide pour élaborer et mettre en œuvre des réponses efficaces aux profondes répercussions socio-économiques de la pandémie. **La commission invite le gouvernement à fournir dans son prochain rapport des informations actualisées sur les mesures prises à cet égard, conformément à l'article 4 de la convention et aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152, notamment pour renforcer les capacités des mandants tripartites et consolider les mécanismes et les procédures, et sur les défis et les bonnes pratiques identifiés.**

Articles 2 et 5 de la convention. Consultations tripartites effectives. La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement concernant les activités menées par le Conseil supérieur du travail entre 2017 et le 1^{er} octobre 2020. En particulier, le gouvernement évoque la tenue de consultations tripartites sur l'éventuelle ratification du Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930. Le gouvernement indique que cet instrument a été soumis à la Chambre des députés, et que la procédure d'approbation de sa ratification est en cours. De plus, des communications ont été adressées aux organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives du secteur maritime sur les amendements de 2018 au Code de la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006). Par ailleurs, le gouvernement mentionne la création de diverses commissions tripartites sectorielles permanentes, par exemple la Commission thématique sur le handicap et la Commission thématique sur l'application de la MLC, 2006. En ce qui concerne cette dernière commission, le gouvernement indique qu'une analyse de la législation nationale a été effectuée afin d'identifier les ajustements législatifs nécessaires pour garantir le respect de la MLC, 2006. Par ailleurs, le gouvernement évoque à nouveau la tenue de consultations tripartites en 2014, 2015 et 2019 dans le cadre du Conseil consultatif pour la sécurité et la santé au travail, ainsi que divers ateliers tripartites régionaux sur l'élaboration de la Politique nationale sur la sécurité et la santé au travail (PNSST) en vue de respecter les dispositions de la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006. À ce sujet, le gouvernement indique que, contrairement à ce qu'a indiqué la Confédération de la production et du commerce (CPC) dans ses observations du 1^{er} septembre 2016, les organisations d'employeurs ont également été invitées à participer à ces ateliers tripartites (8 août et 22 juillet 2014, et 9 mars 2015). De plus, entre 2017 et 2018, des consultations et des ateliers tripartites ont été organisés, dont certains avec la collaboration du BIT, afin d'élaborer le Programme national sur la sécurité et la santé au travail, qui a finalement été adopté le 2 février 2018. Le gouvernement indique qu'en avril 2019 la nouvelle version de ce programme a été soumise pour observations aux membres du Conseil consultatif. Le gouvernement signale également que, dans le cadre du groupe chargé du travail portuaire, des

consultations tripartites ont eu lieu sur l'éventuelle ratification de la convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979, et qu'une assistance technique a été officiellement demandée au Bureau le 21 janvier 2020 pour la préparation d'une analyse des éventuelles lacunes juridiques de la législation nationale à cet égard.

La commission note toutefois que, dans ses observations, la CUT-Chile affirme que dans la pratique il n'y a pas de consultations tripartites efficaces sur les questions de travail au sein du Conseil supérieur du travail, et que cet organe ne fonctionne qu'à des fins d'information. Ainsi, la CUT-Chile dénonce le fait que les partenaires sociaux n'ont pas été consultés avant la soumission de diverses normes internationales du travail, dont certaines ont été ratifiées. Elle soutient notamment qu'il n'y a pas eu de consultation tripartite sur les instruments suivants: convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019; convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007; Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981; convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997; convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995; convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992; convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981; convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975; convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969; et convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947. La CUT-Chile note en outre que, si le gouvernement a consulté le Bureau au sujet de l'éventuelle dénonciation de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, il n'a pas consulté les partenaires sociaux à ce sujet. De plus, la CUT-Chile affirme qu'elle n'a pas reçu suffisamment à l'avance pour pouvoir les commenter copie des rapports sur les conventions ratifiées, soumis en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'OIT. Dans ce contexte, La commission rappelle que, pour être «efficaces», les consultations doivent nécessairement être préalables à la décision définitive, quelles que soient la nature ou la forme des procédures retenues. L'efficacité des consultations supposera donc, dans la pratique, que les représentants des employeurs et des travailleurs disposent suffisamment à l'avance de tous les éléments nécessaires à la formation de leur propre opinion (voir Étude d'ensemble sur les consultations tripartites, 2000, paragr. 31). Enfin, la commission note que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur les consultations tripartites tenues sur les réponses aux questionnaires concernant les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail; le réexamen, à des intervalles appropriés, de conventions non ratifiées et de recommandations; et les propositions relatives à la dénonciation de conventions ratifiées (*article 5, paragraphe 1 a), b), c) et e)*). **La commission prie donc le gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées sur le contenu spécifique, la fréquence et les résultats des consultations tripartites menées sur toutes les questions relatives aux normes internationales du travail visées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention. En outre, à la lumière des observations de la CUT-Chile, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les consultations menées avec les partenaires sociaux en vue d'améliorer le fonctionnement des procédures prescrites par la convention, y compris la possibilité d'établir un calendrier pour l'établissement des rapports avec un préavis raisonnable (article 5, paragraphe 1 d)).**

Chine

Région administrative spéciale de Hong-kong

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (notification: 1997)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 2, paragraphe 1, et article 3, paragraphe 1, de la convention. Consultations tripartites efficaces. Élection des représentants des partenaires sociaux. Depuis quelques années, la commission prie le gouvernement et les partenaires sociaux de promouvoir et de renforcer le tripartisme et le dialogue social de façon à faciliter le fonctionnement des procédures régissant des consultations tripartites efficaces, y compris en faisant en sorte que la Confédération des syndicats de Hong-kong (HKCTU) puisse participer de façon significative au processus de consultation. Dans ses commentaires précédents, la commission disait s'inquiéter que la HKCTU soit exclue d'une participation significative au processus de consultation parmi les organisations les plus représentatives de travailleurs au Conseil consultatif du travail (LAB), du fait du système électoral en place dans la Région administrative spéciale de Hong-kong. Dans ce contexte, le comité rappelle les observations précédentes de la HKCTU, qui s'est déclarée préoccupée par le mode scrutin pour les élections des représentants au LAB, l'organe tripartite désigné pour les consultations tripartites aux fins de la convention. Dans ses observations, la HKCTU a indiqué que la composition du

LAB comprend six représentants des travailleurs, dont cinq sont élus par des syndicats enregistrés, le sixième étant nommé ad personam par le gouvernement. Il a noté que, selon le système actuel, que tous les votes sont d'égale valeur, indépendamment de la taille du syndicat, selon le principe de «un syndicat, une voix». De plus, le système électoral permet aux électeurs de voter pour une liste de cinq candidats, en bloc, lors d'un scrutin unique. Par conséquent, si la liste de cinq candidats obtient plus de la moitié des voix, la liste remporte les cinq sièges. Dans ses observations, la HKCTU a fait valoir que ce système électoral était injuste et l'avait effectivement empêché d'être élu au LAB, malgré son statut de seconde confédération syndicale la plus importante du pays. La commission prend note de l'indication du gouvernement que sa position concernant l'observance de la convention reste inchangé. La commission note que le gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong-kong, dans son rapport, réitère à nouveau sa volonté de garantir des consultations tripartites efficaces dans le cadre du fonctionnement du LAB, et qu'il reprend des informations fournies précédemment concernant le système électoral. Le gouvernement réaffirme que, dans la Région administrative spéciale de Hong-kong, chaque syndicat de travailleurs est libre d'adhérer à un ou plusieurs groupes syndicaux ou de rester non affilié. Le gouvernement indique que plus de la moitié des syndicats enregistrés ne sont pas affiliés à aucun syndicat important et que, puisque tous les syndicats enregistrés ont le droit d'exercer leur libre choix lors de l'élection, aucun group peut dicter les résultats de celle-ci. Le gouvernement réitère son engagement à continuer de veiller à ce que tous les syndicats enregistrés, y compris ceux affiliés à la HKCTU, jouissent du même droit que les autres syndicats enregistrés de présenter des candidats et de voter lors de l'élection des représentants des travailleurs du LAB. Néanmoins, le gouvernement réitère qu'il serait incorrect et inapproprié que le système d'élection des représentants des travailleurs au LAB soit modifié à l'avantage d'une organisation particulière. Dans ce cadre, la commission note que la dernière élection des représentants des travailleurs au LAB s'est tenue en novembre 2018. Le gouvernement indique que 12 candidatures ont été reçues, qui incluaient quatre représentants des travailleurs en poste et que, à l'issue du vote des syndicats à bulletin secret, trois représentants des travailleurs en poste et deux autres candidats ont été élus. Le HKCTU n'a pas été élu au LAB. Le comité rappelle que l'expression «organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs», telle que prévue à l'article premier de la convention, «ne signifie pas seulement l'organisation la plus importante des employeurs et l'organisation la plus importante des travailleurs». Au paragraphe 34 de son Étude d'ensemble de 2000 sur les consultations tripartites, le comité renvoie à l'avis consultatif n° 1 de la Cour permanente de Justice internationale, en date du 31 juillet 1922, dans lequel la Cour a établi que l'utilisation du pluriel dans le mot «organisations» à l'article 389 du Traité de Versailles se rapporte tant aux organisations d'employeurs qu'à celles des travailleurs. Sur la base de cet avis, l'Étude d'ensemble a précisé que l'expression «organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives» ne signifie pas seulement la plus grande de ces organisations. Si, dans un pays déterminé, il existe deux ou plusieurs organisations d'employeurs ou de travailleurs qui représentent des courants d'opinion significatifs, même si l'une d'entre elles est plus importante que les autres, elles peuvent toutes être considérées comme «les organisations les plus représentatives» aux fins de la convention. Dans de tels cas, les gouvernements doivent s'efforcer d'obtenir l'accord de toutes les organisations intéressées lorsqu'ils instaurent les procédures tripartites (Étude d'ensemble de 2000 sur les consultations tripartites, paragr. 34). **La commission prie donc instamment le gouvernement, de nouveau, de tout mettre en œuvre, avec le concours des partenaires sociaux, pour veiller à ce que le tripartisme et le dialogue social soient promus et renforcés de façon à faciliter l'application des procédures qui assurent des consultations efficaces, lesquelles comprennent les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, comme l'exigent les articles 1 et 2 de la convention, notamment en encourageant le LAB à modifier son système électoral existant. Le comité demande également, de nouveau, au gouvernement de lui fournir des informations sur les progrès réalisés pour assurer une participation effective de la HKCTU au processus consultatif, parmi les organisations de travailleurs les plus représentatives.**

Article 5, paragraphe 1. Consultations tripartites efficaces. Le gouvernement indique que, au cours de la période considérée, le Comité sur l'application des normes internationales du travail (CIILS), qui relève du LAB, a été consulté sur l'ensemble des rapports soumis au titre de l'article 22 de la Constitution de l'OIT. Les procédures pour la préparation de ces rapports et des copies des rapports ont été transmises à tous les membres du LAB. En 2018, des membres du CIILS ont rencontré des responsables du Bureau du logement et des transports et du Département de la marine du gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong-kong et ont été informés des progrès accomplis en matière d'application de la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006), dans la Région administrative spéciale de Hong-kong. La commission prend note du rapport du LAB 2017-18, communiqué avec le rapport du gouvernement. **La commission prie le gouvernement de continuer de communiquer des informations actualisées sur la teneur et les résultats des consultations qui ont eu lieu sur toutes les questions concernant les normes internationales du travail visées par la convention (article 5, paragraphe 1 a) à e)).**

Dans le contexte de la pandémie global de COVID-19, la commission rappelle les orientations détaillées prévues par les normes internationales du travail et encourage le gouvernement à utiliser des consultations tripartites et le dialogue social en tant que fondement solide pour l'élaboration et la mise en œuvre de réponses efficaces aux profondes répercussions socio-économiques de la pandémie. **La commission invite le gouvernement à fournir dans son prochain rapport des informations actualisées sur les mesures prises à cet égard, conformément aux orientations prévues à l'article 4 de la convention et les paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152, notamment en ce qui concerne les mesures prises pour le renforcement des capacités des mandants tripartites ainsi que l'amélioration des procédures et mécanismes tripartites nationaux. Elle le prie également de fournir des informations sur les défis rencontrés et de bonnes pratiques identifiées.**

Colombie

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1999)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision prise par le Conseil d'administration lors de sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de la mise en œuvre de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des réponses du gouvernement aux observations des partenaires sociaux de 2016, qui figurent dans son rapport de 2019. Elle prend également note des observations conjointes de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de l'Association nationale des employeurs de Colombie (ANDI) reçues le 4 septembre 2019. Elle prend note enfin des observations de la Confédération générale du travail (CGT), reçues le 16 septembre 2019. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses réponses à cet égard.**

Tripartisme et dialogue social dans le contexte de la pandémie de COVID-19. La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement dans son rapport supplémentaire sur les consultations tripartites tenues au sein des différentes sous-commissions de la Commission permanente de coordination des politiques salariales et de l'emploi (CPCPSL) au sujet des mesures prises dans le domaine du travail pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19. En particulier, le gouvernement mentionne les consultations tripartites qui ont eu lieu sur diverses questions - mesures visant à prévenir les pertes d'emploi, suite donnée aux plaintes portées contre la suspension de contrats, imposition de congés sans solde par l'employeur, licenciements. De plus, le gouvernement fait état de l'adoption de la Stratégie d'intermédiation du travail pendant la COVID-19 dans le cadre de laquelle 70 cas ont été traités, ainsi que de la mise en place le 30 juillet de la Mission pour l'emploi, qui bénéficiera de l'assistance technique du BIT afin d'élaborer des stratégies et des instruments pour améliorer l'emploi dans le pays. La commission prend également note des informations détaillées fournies par le gouvernement sur les avancées entre 2012 et 2020 de la Commission spéciale de traitement des conflits déferés à l'OIT, qui a continué à se réunir virtuellement pendant la quarantaine établie en raison de la pandémie. La commission prend note aussi des informations détaillées fournies par le gouvernement dans son rapport supplémentaire sur les quatre sessions que la sous-commission des affaires internationales a tenues entre mars et septembre 2020, au cours desquelles la sous-commission a notamment examiné les points suivants: les diverses mesures prises par les États Membres de l'OIT pour faire face à l'impact de la pandémie sur le marché du travail; la mise en œuvre des activités de coopération technique auxquelles le BIT participe dans le pays; les rapports supplémentaires sur les conventions ratifiées; le suivi de l'application de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, en particulier l'élaboration de mesures visant à atténuer l'impact de la pandémie sur le travail domestique. La commission rappelle, dans le contexte de la pandémie mondiale de COVID-19, les orientations complètes fournies par les normes internationales du travail. Elle encourage les États Membres à s'engager plus amplement dans la consultation tripartite et le dialogue social, lesquels constituent une base solide pour élaborer et mettre en œuvre des réponses efficaces aux profondes répercussions socio-économiques de la pandémie. **La commission invite le gouvernement à continuer de fournir des informations actualisées sur les mesures prises en ce qui concerne la consultation tripartite dans le cadre de la pandémie de COVID-19, en particulier celles qui visent à renforcer les capacités des mandants et à consolider les mécanismes et les procédures tripartites, conformément à l'article 4 de la convention et aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152 sur les consultations tripartites relatives aux activités de l'Organisation internationale du Travail, 1976. Prière aussi de donner des informations sur les défis et les bonnes pratiques identifiés.**

Article 3, paragraphe 1, de la convention. Élection des représentants des partenaires sociaux. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour réaliser le recensement syndical prévu à l'article 5 de la loi n° 278 du 30 avril 1996. À cet égard, la commission note que, selon le gouvernement, le mécanisme de recensement permet de déterminer la représentativité des centrales syndicales dans les différents organes tripartites du pays. La commission note avec **intérêt** qu'en 2017 un recensement des syndicats a été effectué pour la première fois depuis plus de 30 ans. La comparaison des résultats ayant fait apparaître des divergences, le ministère du Travail a entamé un processus de vérification qui a permis de comparer, d'un côté, les données sur le nombre de syndicats qu'il avait recensés et, de l'autre, les informations fournies par les centrales syndicales. Le gouvernement indique que des ateliers ont été organisés périodiquement avec les centrales syndicales, au cours desquels elles ont été consultées et leurs commentaires pris en compte. Le gouvernement indique aussi que la plupart des centrales syndicales du pays ont également été consultées sur la méthodologie utilisée pendant la vérification. Le gouvernement ajoute que la vérification a permis de déterminer précisément quels étaient, entre autres, les registres syndicaux annulés, les registres actifs et inactifs, la portée du recensement et les organisations non fédérées. Le gouvernement indique que, depuis mars 2018, les résultats du recensement et le processus de vérification font l'objet de bulletins trimestriels. La commission note néanmoins que le gouvernement indique que, d'importantes divergences ayant été identifiées entre les informations fournies par les centrales syndicales et celles issues du recensement des syndicats, le processus de vérification n'est pas encore achevé. Le gouvernement ajoute que l'objectif est d'empêcher qu'une organisation enregistrée auprès du ministère du Travail ne prétende être la porte-parole du mouvement syndical. À ce sujet, le gouvernement s'engage à maintenir, avec les centrales syndicales, un mécanisme permanent pour actualiser les données du recensement syndical. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées et actualisées sur les mesures prises dans le cadre du processus de vérification du recensement des syndicats par le ministère du Travail, et sur les résultats du recensement.**

Article 5. Consultations tripartites efficaces. La commission prend note des informations détaillées fournies par le gouvernement concernant les consultations tripartites tenues entre 2017 et 2019 sur les questions relatives aux normes internationales du travail couvertes par l'article 5, paragraphe 1, de la convention, dans le cadre de la sous-commission tripartite des affaires internationales de la CPCPSL. En ce qui concerne l'examen des conventions non ratifiées, le gouvernement indique que des consultations tripartites ont eu lieu sur l'éventuelle ratification de la convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971, de la convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975, de la convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977, et de la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000. Le gouvernement indique que la procédure de ratification des conventions n°s 149 et n° 183 est actuellement en cours au Congrès de la République. Par ailleurs, il y a eu des consultations tripartites sur les mesures nécessaires pour envisager l'éventuelle ratification de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006). Le gouvernement indique que, pendant les consultations tripartites, il a également été convenu de prendre des mesures afin de concentrer les efforts sur l'examen du respect des conventions ratifiées. Le gouvernement mentionne l'organisation de diverses activités relatives aux normes internationales du travail menées dans le cadre de la sous-commission des affaires internationales, par exemple des cours de formation sur le mécanisme d'examen des normes de l'OIT (MEN).

La commission note toutefois que la CGT indique qu'il n'y a eu de consultation tripartite ni sur les propositions de dénonciation de conventions (*article 5, paragraphe 1 e*), de la convention), ni sur les rapports adressés au Bureau en application de l'article 19 de la Constitution de l'OIT qui portent sur les conventions non ratifiées ou sur les recommandations auxquelles il n'a pas été donné effet, conformément au *paragraphe 5 e* de la recommandation n° 152. En outre, la CGT affirme qu'une assistance technique et financière est nécessaire pour accroître la fréquence des consultations tripartites au sein de la sous-commission des affaires internationales. En ce qui concerne la manière dont les vues des organisations représentatives sont prises en considération lors des consultations tripartites, le gouvernement indique que, conformément aux dispositions de la loi n° 278 de 1996, les décisions de la CPCPSL sont prises à la suite d'un consensus des secteurs représentatifs. Le gouvernement indique que les demandes de chacun des participants à la CPCPSL sont prises en compte et soumises au scrutin, afin d'assurer des consultations tripartites efficaces, conformément aux dispositions de la convention. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations actualisées et détaillées sur le contenu et le résultat des consultations tripartites tenues au sujet de toutes les questions liées aux normes internationales du travail couvertes par l'article 5, paragraphe 1, de la convention.**

Djibouti

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 2005)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 et article 3, paragraphe 1, de la convention. Participation des organisations représentatives. Le gouvernement réitère dans son rapport que deux projets de textes ont été élaborés en 2013 en consultation avec les partenaires sociaux. Ces textes ont été présentés au Conseil national du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (CONTESS) en 2014. Le premier texte a pour objectif de créer un cadre institutionnel pour régler la question de la représentativité telle que prévue à l'article 215 du Code du travail, qui prévoit que «le caractère représentatif des organisations syndicales est déterminé par le résultat des élections professionnelles» et que «le classement des organisations syndicales issu des résultats des élections professionnelles est constaté par arrêté du ministre chargé du travail». Toutefois, ledit arrêté est toujours en cours d'élaboration, de telle sorte que les critères de représentativité des organisations d'employeurs et de travailleurs restent à déterminer. Le second texte vise à renforcer les procédures électorales à suivre dans les élections professionnelles ou nationales, consistant en des élections libres et indépendantes qui sont essentielles pour pouvoir garantir la constitution d'organisations de travailleurs et d'employeurs légitimes, mais aussi leur représentativité. Le gouvernement précise que les deux projets de textes n'ont pas été validés par les membres du CONTESS. Le CONTESS a chargé la commission permanente d'examiner lesdits projets qui, par la suite, ne les a pas adoptés. Le gouvernement indique qu'il informera le Bureau de tout développement en la matière. **La commission se réfère à ses commentaires sur l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et exprime le ferme espoir que le gouvernement adoptera les projets de textes susmentionnés dans les plus brefs délais afin de permettre des critères objectifs et transparents aux fins de la désignation des représentants des travailleurs dans les instances tripartites nationales et internationales, y compris pour la Conférence internationale du Travail.**

Article 4, paragraphe 2. Financement de la formation. Le gouvernement indique qu'un séminaire en droit du travail a été organisé au profit des membres des syndicats de base affiliés aux deux principales centrales de syndicats des travailleurs djiboutiens les plus représentatives. Le séminaire s'est déroulé du 28 au 31 août 2016 à l'Institut national de l'administration publique. Ce séminaire a été financé par le secrétariat exécutif chargé de la réforme de l'administration. De plus, le Plan d'action opérationnel 2014-2018 de la politique nationale de l'emploi prévoit un volet de formation sur la législation du travail pour les délégués syndicaux et les employeurs. **La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur les arrangements appropriés pris pour le financement de la formation nécessaire aux personnes participant aux procédures consultatives, tel que prévu par la convention.**

Article 5. Consultations tripartites requises par la convention. Fréquence des consultations tripartites. La commission prend note du procès-verbal détaillé de la réunion du CONTESS tenue les 27 et 28 novembre 2016, communiqué par le gouvernement en annexe de son rapport. Elle prend note à cet égard de l'ordre du jour de la réunion qui comprenait des projets de textes d'application du Code du travail, ainsi que l'examen de conventions non ratifiées (article 5, paragraphe 1c), de la convention). À cet égard, la commission note avec **intérêt** les projets de ratification adoptés à l'unanimité concernant la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), ainsi que le protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930. **La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations détaillées sur la teneur et l'issue des consultations tripartites menées sur chacune des questions énumérées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention, et en particulier de continuer à communiquer copie des procès-verbaux des réunions du Conseil national du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Équateur

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1979)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement pour faire suite à la décision prise par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle examinera ici l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année et sur la base des informations dont elle disposait déjà en 2019. La commission prend également note de la mission d'assistance technique menée en décembre 2019 par le Bureau à la demande du gouvernement pour contribuer à ce que les trois catégories de mandants parviennent à s'accorder sur une feuille de route devant permettre de renforcer le dialogue social et de s'engager dans la voie de réponses concrètes aux commentaires des organes de contrôle.

La commission prend note des observations formulées par l'Union nationale des éducateurs (UNE) et l'Internationale des services publics (ISP), reçues le 29 août 2019, ainsi que des réponses du gouvernement à ces observations, jointes à son rapport supplémentaire de 2020. Elle prend également note des observations de l'ISP reçues le 28 septembre 2020, ainsi que des observations de la Confédération équatorienne des organisations de classe des travailleurs (CEDOCUT) et de l'Association

syndicale des travailleurs agricoles bananiers et paysans (ASTAC), reçues le 1^{er} octobre 2020, observations qui ont trait à l'application de la présente convention. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires en ce qui les concerne.**

Tripartisme et dialogue social dans le contexte de la pandémie de COVID-19. La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement dans son rapport supplémentaire au sujet des consultations tripartites ayant eu lieu les 12 et 25 juin 2020 au sein du Conseil national du travail et des salaires (CNTS). Le gouvernement précise que l'objectif de ces consultations était de présenter les directives émises par le ministère du Travail afin d'amortir les effets de la pandémie, et aussi de recevoir les propositions des représentants des travailleurs et des employeurs pour préserver l'emploi pendant la période d'urgence sanitaire. Il expose que les membres du CNTS se sont accordés pour constituer une commission technique composée de deux représentants des employeurs et de deux représentants des travailleurs afin d'élaborer des propositions destinées à garantir la durabilité de l'emploi et des entreprises et à faire face à la situation que le pays traverse en raison de la pandémie de COVID-19. La commission note cependant que, dans ses observations, l'ISP argue que, depuis mars 2020, dans le cadre de l'état d'exception qui a été décrété, le gouvernement a pris de nombreuses mesures d'ordre administratif et a promulgué plusieurs décrets exécutifs sans que des consultations tripartites n'aient eu lieu à ce sujet. L'ISP déclare que ces mesures ont entraîné une régression des droits des travailleurs, en particulier des travailleurs du secteur public. L'ISP se réfère, entre autres mesures, à l'introduction de la possibilité de réduire la journée de travail et la rémunération des travailleurs du secteur public, ainsi qu'à la suppression d'un certain nombre de postes dans ledit secteur. L'ISP se réfère aussi à l'approbation de la loi organique d'appui humanitaire pour combattre la crise résultant de la COVID-19, arguant que cette loi introduit dans le code du travail des réformes régressives. Pour leur part, l'ASTAC et la CEDOCUT soutiennent que les organisations de travailleurs n'ont pas été consultées préalablement à l'adoption, le 17 septembre 2020, de l'accord ministériel MDT-2020-185, qui comporte une nouvelle forme de calcul du salaire de base unifié et qui instaure la possibilité de geler ces salaires en 2021. L'ASTAC et la CEDOCUT soulignent la nécessité d'adopter des mesures propres à garantir la représentation des travailleurs et des employeurs dans les instances tripartites, ainsi que leur participation réelle et effective dans l'élaboration des normes (voir paragraphe 5 c) de la recommandation (n° 152) sur les consultations tripartites relatives aux activités de l'Organisation internationale du Travail, 1976. Dans ce contexte, la commission rappelle quelle somme de ressources représentent les normes internationales du travail et elle incite les États Membres à encourager les consultations tripartites et le dialogue social et à s'y impliquer le plus possible, un tel dialogue étant le fondement le plus solide du développement et de l'application de réponses efficaces aux effets économiques et sociaux profonds de la pandémie. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations détaillées et actualisées sur les consultations tripartites menées au sujet des mesures prises pour faire face aux effets économiques et sociaux de la pandémie. De même, elle invite le gouvernement à fournir dans son prochain rapport des informations détaillées sur les mesures prises pour favoriser la consolidation des capacités des mandants et pour renforcer les mécanismes et les procédures tripartites, conformément à l'article 4 de la convention et aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152. Elle l'invite également à fournir des informations sur les difficultés rencontrées et sur les bonnes pratiques qui se seront dégagées.**

Articles 1, 2 et 3, paragraphe 1. Procédures adéquates. Élections des représentants des partenaires sociaux au Conseil national du travail et des salaires (CNTS). Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de donner des informations sur les consultations menées en vue d'instaurer des procédures assurant des consultations tripartites effectives. De même, elle avait prié le gouvernement de communiquer ses commentaires sur les observations de l'ISP et de l'UNE estimant que le gouvernement avait opté systématiquement pour un contournement des organisations de travailleurs susceptibles de faire obstacle à la mise en œuvre de ses réformes et dénonçant le fait que celui-ci était intervenu directement dans la constitution d'organisations disposées à légitimer son action. L'ISP et l'UNE soutenaient que le gouvernement n'avait pas procédé à des consultations effectives avec elles et n'avait pas donné de réponse aux diverses propositions qu'elles avaient présentées en vue de la création d'un espace de dialogue bipartite pour le secteur public, tel que l'était précédemment le Conseil national du travail. Dans son rapport de 2020, le gouvernement indique que, conformément à l'accord ministériel MDT-044 du 30 janvier 2016, des modifications ont été introduites dans l'article 10 de l'accord ministériel MDT-2015-0240 du 20 octobre 2015 régissant l'organisation, la composition et le fonctionnement du CNTS. Notamment, les termes «centrales syndicales de personnes qui travaillent de manière légalement reconnue» sont remplacés par les termes: «centrales, confédérations, fronts, organisations et/ou syndicats de personnes travaillant qui sont les plus représentatifs au niveau national». Le gouvernement déclare que, par suite, le CNTS sera composé des organisations de travailleurs les plus représentatives au niveau national. À cet égard, la commission note que, dans ses observations de 2020, l'ISP dénonce l'inexistence de procédures adéquates et l'absence de volonté politique lorsqu'il s'agit de déterminer quels sont les «organisations les plus représentatives» de sorte que, dans la pratique, il n'existe pas d'institution

propre à une consultation tripartite sur les normes internationales du travail. De plus, l'ISP et l'UNE réaffirment qu'elles continuent d'être ignorées en tant qu'organisations représentatives du secteur public, de même que sont ignorées les organisations qui leur sont affiliées. Dans sa réponse, le gouvernement indique que le ministère du Travail s'appuie sur un registre des organisations de travailleurs, dans lequel le niveau de représentation est déterminé par le nombre des travailleurs que représente chaque organisation selon les registres institutionnels. Au paragraphe 34 de son Étude d'ensemble de 2000, la commission explique que la formule «organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs» de l'article 1 de la convention «ne signifie pas seulement l'organisation la plus importante des employeurs et l'organisation la plus importante des travailleurs. Si, dans un pays déterminé, il existe deux ou plusieurs organisations d'employeurs ou de travailleurs qui représentent des courants d'opinion significatifs, même si l'une d'entre elles est plus importante que les autres, elles peuvent être considérées toutes comme «les organisations les plus représentatives» aux fins de la convention. Le gouvernement doit s'efforcer d'obtenir l'accord de toutes les organisations intéressées lorsqu'il instaure les procédures consultatives prévues par la convention mais, si cela n'est pas possible, c'est en dernier ressort au gouvernement qu'il appartient de décider, en toute bonne foi et à la lumière des circonstances nationales, quelles sont les organisations qui doivent être considérées comme les plus représentatives.»

S'agissant de la procédure de sélection des représentants devant siéger au CNTS, l'article 10, paragraphe 1, de l'accord ministériel de 2015 dispose que le ministre du Travail convoque «les organisations des employeurs et des travailleurs afin que soient élus, à travers un électeur désigné pour chacune d'elles, les représentants principaux et suppléants au CNTS». S'il ne se dégage pas d'accord, le ministère du Travail convoque une deuxième élection. À cet égard, la commission observe que l'ISP et l'UNE reprochent au gouvernement de n'avoir pas donné de réponse aux candidatures qu'elles avaient présentées en vue de la désignation des nouveaux représentants au CNTS en 2018. À cela, le gouvernement répond que l'ISP n'a pas été considérée [en vue de siéger] comme membre du CNTS parce que cette organisation ne satisfait pas aux conditions requises à cette fin. Enfin, la commission note que l'ASTAC et la CEDOCUT dénoncent l'introduction, ces dernières années, de diverses réformes législatives qui font obstacle à la tenue de consultations tripartites et, en particulier, à la représentation d'organisations de travailleurs librement élues par leurs organisations, dans diverses instances tripartites nationales comme le Conseil directeur de l'Institut équatorien de sécurité sociale (IESS), dans lequel les travailleurs n'ont pas de représentation depuis mai 2018. L'ASTAC et la CEDOCUT, faisant référence au *Rapport sur les violations des droits syndicaux* publié par la Confédération syndicale internationale (CSI), signalent que l'on a constaté entre 2013 et 2015 une baisse de représentation des partenaires sociaux et une désinstitutionnalisation du dialogue social et du tripartisme. De même, ce rapport dénonce l'apparition, parallèlement aux organisations de travailleurs existantes, d'organisations de travailleurs parallèles, proches du gouvernement. Enfin, la commission note que la feuille de route présentée par la mission d'assistance technique effectuée en décembre 2019 proposait comme élément central l'inclusion dans le CNTS de toutes les organisations syndicales représentatives. La commission souligne que la garantie de la participation de toutes les organisations syndicales représentatives au sein du CNTS constituerait un élément primordial pour la réalisation de consultations efficaces et d'une manière générale pour l'application de la convention. **À la lumière des observations des organisations de travailleurs, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que toutes les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs du pays puissent faire partie du CNTS et des autres organes consultatifs de caractère tripartite, comme le Conseil directeur de l'Institut équatorien de sécurité sociale (IESS), conformément au paragraphe 5, alinéa c) de la recommandation n° 152. La commission prie également le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour recueillir l'accord de toutes les organisations intéressées, y compris les organisations des travailleurs librement élues par leurs membres, en vue de l'instauration de procédures consultatives sur les critères à appliquer pour déterminer la représentativité parmi ces organisations.**

Article 5. Consultations tripartites efficaces. La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement au sujet des consultations tripartites qui ont été consacrées aux normes internationales du travail entre juin 2019 et 2020. Le gouvernement indique que des consultations tripartites ont eu lieu en février 2019 dans le cadre de réunions de travail organisées à cet effet pour discuter des commentaires à formuler sur le projet de convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement et la recommandation (n° 206) du même objet à l'issue de la 108^e session de la Conférence internationale du travail. En outre, le gouvernement fait savoir que, sur la base de l'appui manifesté par les partenaires sociaux le 19 septembre 2019, un rapport technique a été envoyé au ministère des Relations extérieures et de la Mobilité humaine afin que les mesures nécessaires soient prises au sujet de la ratification de la convention n° 190 et de la recommandation n° 206. D'autre part, le gouvernement indique que plusieurs institutions nationales participent actuellement à l'élaboration d'un rapport sur la possibilité de ratifier le protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930. Il déclare que, une fois finalisé, ce rapport sera soumis pour discussion sur une éventuelle ratification à l'Assemblée nationale et à d'autres

instances nationales. La commission observe cependant que le gouvernement n'indique pas si des consultations tripartites ont eu lieu à propos de la ratification éventuelle du protocole. S'agissant des consultations consacrées aux rapports sur les conventions ratifiées, le gouvernement indique que, une fois que ces rapports auront été envoyés au Bureau, ils seront portés à la connaissance des organisations d'employeurs et de travailleurs à travers leurs représentants au sein du CNTS. À cet égard, la commission appelle l'attention du gouvernement sur le fait que, pour être «efficaces», les consultations doivent nécessairement être préalables à la décision définitive, quelles que soient la nature ou la forme des procédures retenues. [...] L'efficacité des consultations supposera donc, dans la pratique, que les représentants des employeurs et des travailleurs disposent suffisamment à l'avance de tous les éléments nécessaires à la formation de leur propre opinion» (voir Étude d'ensemble de 2000 sur les consultations tripartites, paragr. 31).

La commission note cependant que l'UNE et l'ISP soutiennent qu'elles n'ont été consultées ni au sujet des normes internationales du travail, ni au sujet de la demande d'assistance technique adressée par le gouvernement au Bureau en lien avec la réforme du code du travail, ni encore sur les autres réformes de la législation du travail qui ont été décidées au sein du CNTS. De son côté, le gouvernement indique qu'au cours de l'année 2019, il a entretenu le dialogue avec les organisations de travailleurs sur les propositions de réforme dans le domaine du travail et les avantages qui en sont attendus. De même, dans son rapport supplémentaire de 2020, le gouvernement mentionne une réunion ayant eu lieu le 25 mai 2020 avec diverses organisations de travailleurs du secteur public affiliées à l'ISP dans le cadre de laquelle ont été abordées des questions telles que la visite de la mission technique de l'OIT dans le pays et le processus de ratification de la convention n° 190. Enfin, le gouvernement fait état de consultations tripartites ayant eu lieu tout au long de l'année 2019 au sein du CNTS à propos de la révision et de l'adoption de réformes dans le domaine du travail et de la fixation des salaires pour 2020. Il évoque en outre l'instauration, en application de l'accord ministériel MDT-2018-00008, de quatre instances permanentes de dialogue social, dont une pour le secteur public. Il indique que l'ISP a demandé le 15 juin 2018 à siéger dans cette instance de dialogue pour le secteur public, démarche dont la réception a été accusée dans le document MDT-2018-0535 du 18 juillet 2018. **La commission prie le gouvernement de continuer de donner des informations actualisées sur le contenu spécifique et les résultats des consultations tripartites menées sur l'ensemble des questions liées aux normes internationales du travail qui sont visées à l'article 5, paragraphe 1, alinéas a) à e) de la convention. De même, eu égard aux observations de l'UNE et de l'ISP, la commission prie le gouvernement de donner des informations détaillées sur les dispositions garantissant que toutes les organisations les plus représentatives participent aux dites consultations. Elle le prie de communiquer des informations sur les consultations menées avec les partenaires sociaux sur la manière dont le fonctionnement des procédures prévues par la convention pourrait être perfectionné, y compris sur la possibilité de programmer dans le temps l'élaboration des rapports avec suffisamment d'anticipation pour que les partenaires sociaux puissent y apporter leurs contributions (article 5, paragraphe 1, alinéa d).**

Fidji

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1998)

Article 3 de la convention. Choix des représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement d'expliquer la manière dont les organisations nationales d'employeurs et de travailleurs représentatives avaient été en mesure de choisir leurs représentants. À cet égard, la commission prend note de la discussion qui a eu lieu en juin 2019 à la Commission de l'application des normes de la Conférence au sujet de l'application par les Fidji de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948. La Commission de la Conférence avait demandé au gouvernement, entre autres, de s'abstenir de toute ingérence dans la désignation des représentants des partenaires sociaux au sein des organes tripartites, et de réunir à nouveau et sans délai le Conseil consultatif sur les relations du travail (ERAB) pour entamer un processus de réforme législative. Le gouvernement indique dans son rapport que, conformément à la loi sur les relations du travail de 2007, en ce qui concerne l'ERAB, le ministre de l'Emploi est l'autorité habilitée, et les représentants des travailleurs et des employeurs sont nommés parmi les personnes désignées par les organisations de travailleurs et d'employeurs. Le gouvernement ajoute qu'il n'exerce pas d'ingérence dans la désignation des représentants des partenaires sociaux à l'ERAB. Dans ce contexte, la commission prend note de l'article 8(3) de la loi de 2007, qui prévoit qu'en procédant aux nominations à l'ERAB, «le ministre peut tenir compte des principes d'égalité énoncés à l'article 38 de la Constitution, et nécessaires au bon fonctionnement du Conseil». Le gouvernement indique que, après l'expiration du mandat des membres de l'ERAB en octobre 2019, il a invité les partenaires sociaux à présenter au ministre leurs candidats. La Fédération de commerce et d'employeurs des Fidji (FCEF) a présenté ses candidats les 21 octobre et

23 octobre 2019, respectivement, tandis que le Congrès des syndicats des Fidji (FTUC) a présenté les siens le 30 octobre 2019. La commission renvoie néanmoins à son observation de 2019 relative à l'application de la convention n° 87, dans laquelle le FTUC a fait observer que le gouvernement n'avait pas indiqué à quel moment la nomination des membres de l'ERAB aurait lieu, malgré l'urgence de la situation, et a rappelé les observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), qui restait préoccupée par la manipulation gouvernementale des organes tripartites nationaux, réduisant ainsi la possibilité d'un véritable dialogue tripartite. **Se référant à son observation de 2019 au titre de la convention n° 87, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement s'abstiendra de toute ingérence induite dans la nomination et la désignation de représentants des partenaires sociaux à l'ERAB, et qu'il veillera à ce que les partenaires sociaux puissent librement désigner leurs représentants. La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour nommer les membres de l'ERAB sans délai afin que l'ERAB puisse se réunir à nouveau et tenir des consultations tripartites régulières aux fins des procédures couvertes par la convention. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations actualisées sur les progrès réalisés à cet égard.** En outre, la commission prie le gouvernement de décrire la manière dont le pouvoir discrétionnaire prévu à l'article 8, paragraphe 3, de la loi sur les relations du travail de 2007 a été appliqué dans la pratique.

Article 5, paragraphe 1. Consultations tripartites efficaces. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'ERAB s'est réunie régulièrement au cours de la période considérée, malgré le boycott du FTUC et son retrait des réunions de l'ERAB en juin 2018, février 2019 et août 2019. À cet égard, se référant à son observation de 2019 sur l'application de la convention n° 87, la commission note que, selon le FTUC, le fait que le gouvernement mentionne un boycott montre clairement que des problèmes persistent dans le processus de nomination des membres de l'ERAB. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement concernant les consultations tripartites menées au sein de l'ERAB au cours de la période considérée. Le gouvernement fait état de la soumission au Parlement du questionnaire sur l'abrogation ou le retrait des conventions suivantes: convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919; convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921; convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929; convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934; convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937; et convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939. Le gouvernement indique que ces conventions ont été abrogées ou retirées. En outre, des consultations tripartites ont eu lieu dans le cadre de la campagne de ratification de la Déclaration du centenaire de l'OIT; des propositions d'instruments nouvellement adoptés et en attente de soumission au Parlement, notamment la convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019, ont été examinées. En ce qui concerne le réexamen de conventions non ratifiées, le gouvernement indique qu'il est envisagé de ratifier le protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 et la convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985, qui est accompagnée de la recommandation (n° 170) sur les statistiques du travail, 1985. Enfin, le gouvernement indique qu'il reste déterminé à tenir des consultations tripartites concernant les rapports sur l'application des conventions ratifiées (*article 5, paragraphe 1 d*) et les propositions relatives à la dénonciation de conventions ratifiées (*article 5, paragraphe 1 e*). La commission prend note de la ratification, le 25 juin 2020, de la convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019. Toutefois, le gouvernement n'a pas fourni les informations détaillées demandées sur la teneur et l'issue des consultations tripartites menées en application de cet article de la convention. **La commission prie donc le gouvernement de fournir des informations actualisées et détaillées sur la teneur et l'issue des consultations tripartites menées au sujet de toutes les questions relatives aux normes internationales du travail couvertes par la convention, en particulier en ce qui concerne les questionnaires sur les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence (article 5, paragraphe 1 a)), la soumission des instruments adoptés par la Conférence au Parlement (article 5, paragraphe 1 b)), le réexamen, à des intervalles appropriés, de conventions non ratifiées et de recommandations auxquelles il n'a pas encore été donné effet (article 5, paragraphe 1 c)), les rapports à présenter sur l'application des conventions ratifiées (article 5, paragraphe 1 d)) et la proposition de dénonciation de conventions (article 5, paragraphe 1 e)).**

Dans le contexte de la pandémie mondiale de COVID-19, la commission rappelle les orientations complètes fournies par les normes internationales du travail. Elle encourage le gouvernement à s'engager plus amplement dans la consultation tripartite et le dialogue social, lesquels constituent une base solide pour élaborer et mettre en œuvre des réponses efficaces aux profondes répercussions socio-économiques de la pandémie. **La commission invite le gouvernement à fournir dans son prochain rapport des informations actualisées sur les mesures prises à cet égard, conformément à l'article 4 de la convention et aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152, sur les consultations tripartites relatives aux activités de l'Organisation internationale du Travail, 1976, notamment pour renforcer les capacités des mandants tripartites et consolider les mécanismes et les procédures. Elle l'invite**

également à fournir des informations sur les difficultés rencontrées et sur les bonnes pratiques qui se seront dégagées.

Grenade

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1994)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. La commission rappelle avoir demandé dans ses précédents commentaires que le gouvernement donne des informations détaillées sur toutes les consultations tripartites menées sur les différents aspects touchant aux normes internationales du travail visés dans la convention. Le gouvernement déclare dans son rapport que le tripartisme fonctionne bien dans le pays, dans la mesure où il a évolué vers la création d'une Commission des partenaires sociaux. Cette commission associe des organisations de la société civile ainsi que la conférence des églises, et elle a pour mission d'observer le déploiement du programme 2014-2016 d'ajustement structurel du Fonds monétaire international à Grenade, notamment les réformes en matière de travail. Le gouvernement précise en outre qu'une révision exhaustive du Code du travail a été menée au cours de l'exercice 2014-15. Il rappelle enfin que, conformément à l'article 21(2) de la loi sur l'emploi, les fonctions du Conseil consultatif du travail reflètent les dispositions de l'article 5, paragraphe 1, de la convention. **La commission prie le gouvernement de donner des informations détaillées sur les activités du Conseil consultatif du travail dans les consultations tripartites sur les différents aspects touchant aux normes internationales du travail visés à l'article 5, paragraphe 1, de la convention. La commission prie également le gouvernement d'indiquer la fréquence à laquelle ces consultations ont lieu ainsi que la teneur de la participation des partenaires sociaux lors des consultations.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Madagascar

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1997)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 2 et 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur le contenu et l'issue des consultations tripartites menées sur chacune des questions visées à l'article 5, paragraphe 1. Le gouvernement signale qu'il déploie ses efforts pour respecter les obligations découlant des conventions qu'il a ratifiées, y compris la convention n° 144, et reconnaît que les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail n'étaient pas appliquées de manière efficace. Toutefois, il met en exergue que des améliorations notables ont été mises en œuvre à l'issue d'un atelier de renforcement des capacités sur les normes internationales du travail et l'élaboration des rapports organisé par le BIT les 22 et 23 octobre 2016. En 2016, le gouvernement a répondu aux commentaires de la commission relatifs aux conventions n°s 29, 87, 98, 100, 105, 111 et 182. Il ajoute que, bien que les partenaires sociaux aient été consultés avant l'envoi définitif des réponses, ils n'ont transmis aucune observation à cet égard. En 2017, le gouvernement a répondu aux commentaires de la commission concernant les conventions n°s 6, 26, 81, 87, 88, 95, 97, 98, 124, 129, 159 et 173. À la suite des consultations tripartites qui ont été effectuées, les observations des syndicats des travailleurs les plus représentatifs ont été insérées aux réponses définitives. Concernant le réexamen des conventions non ratifiées et des recommandations auxquelles il n'a pas encore été donné effet, le gouvernement indique qu'il a mené des consultations tripartites sur 11 instruments relatifs au temps de travail (les conventions n°s 1, 30, 47, 106 et 175 et les recommandations n°s 13, 98, 103, 116, 178 et 182). Le gouvernement précise qu'il a envoyé ses réponses aux syndicats les plus représentatifs d'employeurs et de travailleurs, mais la Confédération des syndicats des travailleurs révolutionnaires malagasy (FISEMARE) a été la seule à communiquer des commentaires à cet égard. Il ajoute que, du 28 février au 1^{er} mars 2017, le ministère en charge du travail a organisé avec le soutien du Bureau international du Travail un atelier tripartite de validation de l'état des lieux de la convention n° 151 sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978. Cet état des lieux a été validé à l'unanimité par les représentants des trois parties présents. En outre, un comité de pilotage de la promotion de la convention n° 151 a été mis en place afin d'en suivre le processus de ratification et d'effectuer un plaidoyer auprès des autorités compétentes telles que le gouvernement et le Parlement. Le gouvernement indique également avoir répondu à l'abrogation des conventions n°s 21, 50, 64, 65, 86 et 104 et au retrait des recommandations n°s 7, 61 et 62, inscrits à l'ordre du jour de la 107^e session de la Conférence internationale du Travail en 2018. Il précise que ces réponses ont été communiquées aux partenaires sociaux les plus représentatifs, mais que ces derniers n'ont pas fait d'observations à cet égard. Dans son Étude d'ensemble de 2000, *Consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail*, paragraphe 71, la commission rappelle que le paragraphe 2 (3) de la recommandation (n° 152) sur les consultations tripartites relatives aux activités de l'Organisation internationale du Travail, 1976, précise que les consultations ne devraient être pratiquées par voie de communications écrites que «lorsqu'elles sont acceptées comme appropriées et suffisantes par ceux qui participent aux procédures consultatives». La commission note avec **intérêt** que le gouvernement, avec l'appui du Bureau, a organisé les 12, 13 et 14 septembre 2017 un atelier de validation de l'étude comparative entre les textes en vigueur et les dispositions de la convention du travail maritime, 2006

(MLC, 2006), et de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007, en vue de leur ratification. Il ajoute que les deux feuilles de route sur la ratification de la MLC, 2006, et de la convention n° 188 ont été validées à l'unanimité par les acteurs tripartites présents. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations actualisées sur la manière dont le gouvernement assure des consultations tripartites efficaces, ainsi que sur le contenu et l'issue des consultations tripartites menées sur chacune des questions visées à l'article 5, paragraphe 1. Elle prie également le gouvernement de la tenir informée de toute évolution relative à la ratification des conventions n°s 151, 188 et de la MLC, 2006.**

Article 3. Choix des représentants des employeurs et des travailleurs par leurs organisations respectives. La commission note que la mise en œuvre du décret n° 2011-490 sur les organisations syndicales et la représentativité implique pour les acteurs tripartites d'entreprendre diverses actions, y compris la tenue des élections des délégués du personnel au niveau des entreprises sises sur le territoire de Madagascar par le ministère en charge du travail, la convocation des partenaires sociaux pour une confrontation des résultats provisoires, ainsi que la consolidation par arrêté ministériel des résultats définitifs des représentativités nationale et régionale. Le gouvernement indique que c'est par rapport à ce processus que les élections de délégués du personnel ont été lancées en 2014 dans tout Madagascar. Il ajoute que l'arrêté n° 34-2015 portant sur la détermination de la représentativité syndicale au titre des années 2014-15 a été adopté et est sorti en février 2014. Cependant, cet arrêté a fait l'objet de contestation de la part de certains syndicats de travailleurs, tels que la Confédération générale des syndicats des travailleurs de Madagascar (FISEMA), la FISEMARE et le Syndicat révolutionnaire malgache (SEREMA), alléguant que le résultat du dépouillement, plaçant le Syndicat chrétien malagasy (SEKRIMA) au premier rang des syndicats les plus représentatifs au niveau national, était erroné. En mars 2015, ces syndicats ont introduit un recours en annulation. Le gouvernement explique que, le recours étant suspensif, l'application de l'arrêté a été suspendu jusqu'à la délibération du Conseil d'État rejetant le recours en 2017. En outre, étant donné que la représentativité conditionne la mise en œuvre des différents organismes en matière de travail impliquant une représentation tripartite, tels que les Conseils de gestion des services médicaux interentreprises ou le conseil d'administration de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNAPS), les acteurs tripartites concernés avaient convenu d'adopter une solution alternative. Dans ce contexte, le gouvernement indique qu'il a été procédé à une reconduction tacite de tous les représentants des différentes organisations syndicales siégeant dans les diverses structures de dialogue social existantes ainsi que dans les organismes en matière de travail précités. **La commission prie le gouvernement de tout mettre en œuvre, en consultation avec les partenaires sociaux, pour veiller à ce que le tripartisme et le dialogue social soient promus de façon à faciliter les procédures garantissant des consultations tripartites efficaces (articles 2 et 3). À cet égard, elle prie le gouvernement de communiquer des informations actualisées sur toute évolution relative au choix des représentants des employeurs et des travailleurs ainsi que sur les dates de leurs élections aux fins des procédures visées par la convention. La commission prie également le gouvernement de communiquer une copie de l'arrêté en vigueur lors de son prochain rapport.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

République démocratique du Congo

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 2001)

La commission prend note du rapport du gouvernement transmis en juin 2019, en réponse aux commentaires formulés dans les précédentes observations de la commission initialement formulés en 2013. En ce qui concerne le manquement sérieux à l'obligation de soumettre les instruments adoptés par la Conférence en conformité avec l'article 19, paragraphes 5 et 6, de la Constitution de l'OIT, le gouvernement indique qu'il s'engage à soumettre aux autorités compétentes les instruments adoptés par la Conférence Internationale du Travail, tout en respectant les dispositions de la convention. Il fournit également une liste des organisations représentatives d'employeurs (trois organisations) et de travailleurs (douze organisations), indiquant qu'elles ont pris part à la rédaction des rapports. La commission note toutefois avec **regret** que le rapport du gouvernement ne contient toujours pas de réponse à ses précédents commentaires, réitérés depuis 2013, dans lesquels elle avait prié le gouvernement de présenter des informations détaillées sur le contenu des consultations tripartites menées et des recommandations formulées par les partenaires sociaux sur chacune des questions relatives aux normes internationales du travail visées à l'article 5, paragraphe 1, de la convention. **Notant que, depuis plusieurs années, le gouvernement n'a pas communiqué d'informations sur l'application pratique de la convention, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur les consultations menées avec les partenaires sociaux concernant les propositions présentées au Parlement à l'occasion de la soumission des instruments adoptés par la Conférence (article 5, paragraphe 1 b)). Elle demande une nouvelle fois au gouvernement de fournir des informations précises sur la fréquence, la teneur et l'issue des consultations tripartites menées sur toutes les questions concernant les normes internationales du travail couvertes par la convention et les autres activités de l'OIT, notamment pour ce qui est des questionnaires sur les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence (article 5, paragraphe 1 a)), de la soumission des instruments adoptés par la Conférence au Parlement (article 5, paragraphe 1 b)), le réexamen, à des intervalles appropriés, des conventions non ratifiées et des recommandations auxquelles il n'a pas encore été donné effet (article 5, paragraphe 1 c)), et des rapports à présenter sur l'application des conventions ratifiées (article 5, paragraphe 1 d)).**

COVID-19. La commission note que, compte tenu de la pandémie liée au COVID-19, les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail peuvent avoir été reportées. Dans ce contexte, la commission rappelle les orientations prévues par les normes internationales du travail et encourage le gouvernement à utiliser des consultations tripartites et le dialogue social en tant que fondement solide pour l'élaboration et la mise en œuvre de réponses efficaces aux profondes répercussions socio-économiques de la pandémie. **La commission invite le gouvernement à fournir, dans son prochain rapport, des informations actualisées sur toute disposition prise à cet égard, conformément à l'article 4 de la convention et aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152, notamment en ce qui concerne les mesures prises pour le renforcement des capacités des mandants tripartites ainsi que l'amélioration des procédures et mécanismes tripartites nationaux. Elle le prie également de fournir des informations sur les défis rencontrés et les bonnes pratiques identifiées concernant l'application de la convention, pendant et suivant la période de pandémie.**

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète au présent commentaire en 2021.]

République dominicaine

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1999)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année et de celles dont elle disposait en 2019. Ainsi, la commission prend note des observations de la Confédération autonome des syndicats ouvriers (CASC), de la Confédération nationale des travailleurs dominicains (CNTD) et de la Confédération nationale de l'unité syndicale (CNUS), reçues le 5 septembre 2019 et le 1^{er} octobre 2020. **La commission prie le gouvernement d'envoyer ses commentaires à cet égard.**

Tripartisme et dialogue social dans le contexte de la pandémie de COVID-19. La commission prend note de ce que, dans leurs observations de 2020, la CASC, la CNTD et la CNUS affirment que le gouvernement a adopté des mesures pour faire face aux effets de la pandémie qui affectent les travailleurs et la production en général, sans avoir consulté préalablement les partenaires sociaux, sauf dans des cas exceptionnels (paragraphe 5 c) de la recommandation (n° 152) sur les consultations tripartites relatives aux activités de l'Organisation internationale du Travail, 1976. Les organisations de travailleurs n'ont été consultées que sur les mesures dont l'approbation nécessitait un vote tripartite, comme le retrait de fonds de l'Institut dominicain de prévention et protection contre les risques du travail (IDROPIL). S'agissant des mesures d'aide sociale prises par le gouvernement afin d'atténuer les effets de la pandémie, les centrales syndicales affirment que les partenaires sociaux ont été consultés séparément à ce sujet, ce qui a provoqué des suspicions chez les organisations de travailleurs et l'exclusion des représentants de ceux en situation de grande vulnérabilité, comme les travailleurs migrants, les travailleurs domestiques, les personnes en situation de handicap et les professions indépendantes. Par ailleurs, elles signalent que des consultations tripartites ont eu lieu le 11 septembre 2020 dans le cadre du Comité consultatif du travail, lors desquelles a été décidée la mise en œuvre commune de mesures à caractère économique, social et sanitaire afin de faire face à la crise qui frappe depuis des années le secteur touristique du pays (qui occupe plus de 500.000 travailleurs formels et informels) et qui a été aggravée par la pandémie. La commission rappelle les grandes orientations données par les normes internationales du travail et invite les États membres à participer à des consultations tripartites et à un dialogue social étendu en tant que base solide sur laquelle fonder l'élaboration et la mise en œuvre de ripostes efficaces aux graves conséquences socio-économiques de la pandémie. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations actualisées sur les mesures adoptées afin d'atténuer et endiguer les effets de la COVID-19. Elle prie en particulier le gouvernement de l'informer sur les mesures adoptées afin de promouvoir la capacité des mandants et de renforcer les mécanismes et processus tripartites, de même que les enjeux et les bonnes pratiques identifiées, conformément à l'article 4 de la convention et aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152.**

Article 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. En réponse aux précédents commentaires de la commission, le gouvernement fournit une copie du règlement de fonctionnement de l'instance tripartite chargée de traiter les questions relatives aux normes internationales du travail, qui a été élaboré avec l'assistance technique du BIT, ainsi que des copies des procès-verbaux des réunions de l'instance tripartite. Aux termes de l'article 2 du règlement, l'instance tripartite a notamment pour fonctions d'analyser et d'examiner l'application des conventions ratifiées; d'examiner et d'élaborer des rapports sur les conventions ratifiées; d'examiner et de promouvoir la mise en œuvre des recommandations des mécanismes de contrôle de l'OIT; et d'analyser le contenu et les conséquences

possibles des conventions non ratifiées, ainsi que des recommandations auxquelles il n'a pas encore été donné suite. L'article 6 du règlement prévoit que l'instance tripartite se réunit une fois tous les trois mois au minimum. La commission note que le gouvernement fait savoir que l'instance tripartite a débuté ses travaux le 20 juin 2018. Elle prend en outre note des convocations et des procès-verbaux des sept réunions de travail qui ont eu lieu entre le 20 juin 2018 et le 16 juillet 2019, au cours desquelles des consultations tripartites ont eu lieu sur divers cas en instance devant le Comité de la liberté syndicale. La commission observe néanmoins que le gouvernement ne fournit pas d'informations dans son rapport sur la tenue de consultations tripartites au sujet des points énumérés à l'article 5, paragraphe 1, de la convention, à savoir: a) les réponses aux questionnaires sur les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail; b) la soumission des instruments au Congrès national; c) le réexamen à intervalles appropriés de conventions non ratifiées et de recommandations; d) les rapports sur les conventions ratifiées soumis au Bureau en application des dispositions de l'article 22 de la Constitution de l'OIT; et e) les propositions relatives à la dénonciation de conventions ratifiées. La commission note que, dans leurs observations, la CASC, la CCNTD et la CNUS affirment que le tripartisme s'est affaibli ces dernières années et que les organisations de travailleurs n'ont pas été consultées à propos de décisions importantes en matière de travail. Les centrales syndicales se réfèrent à leur participation à des réunions informelles en décembre 2019 et en août 2020, avec diverses autorités et organisations de travailleurs domestiques afin de discuter de l'application de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, et notamment de la méthodologie à utiliser pour la fixation des salaires des travailleurs domestiques. À cet égard, elles font remarquer que ces réunions se sont tenues en l'absence des organisations d'employeurs. Enfin, les centrales syndicales évoquent l'instance tripartite pour le règlement des conflits en République dominicaine et affirment que celle-ci ne sert qu'à tenir des réunions à caractère informatif. Elles indiquent qu'en conséquence, le 16 juillet 2019, la CNUS et la CNTD ont mis fin à leur participation à cette instance dans l'espoir de voir les responsabilités établies, de même que des solutions concrètes aux conflits qui ont éclaté en son sein. **En conséquence, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées sur la fréquence et la teneur des consultations qui ont eu lieu dans le cadre de l'instance tripartite chargée de traiter les questions relatives aux normes internationales du travail en rapport avec l'application de la convention, ainsi que sur l'issue de ces consultations.**

Serbie

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 2005)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement, à la lumière de la décision du Conseil d'administration adoptée à sa 338^e session (juin 2020). La commission examine l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de l'Association serbe des employeurs (SAE), de la Fédération des syndicats autonomes de Serbie (CATUS) et de la Confédération syndicale «Nezavisnost», jointes au rapport du gouvernement de 2019. Elle prend également note des observations de la CATUS, jointes aux informations supplémentaires de 2020.

Articles 2 et 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. La commission note que, suite aux recommandations et au rapport de la Commission de la Conférence (107^e session, juin 2018), un atelier tripartite consacré à l'application de la convention n° 144 a été tenu le 25 janvier 2019, avec l'assistance technique du BIT. Des représentants de syndicats et d'associations d'employeurs et le secrétaire du Conseil économique et social de la République de Serbie ont assisté à cet atelier. Il a été convenu, lors de cet atelier, que les questions relatives aux travaux préliminaires de la délégation de la Serbie en vue de sa participation à la Conférence internationale du travail (CIT), seraient abordées lors des consultations tripartites menées en présentiel dans le cadre du Conseil économique et social, au moins deux fois par an (avant et après la Conférence), en sus des questions traitées par communications écrites. Dans ce contexte, le gouvernement indique que la composition de la délégation et le cadre de sa participation seront examinés individuellement en tant que point distinct du programme de travail du Conseil économique et social. Il indique également que les consultations approfondies, tenues pendant les réunions du conseil, aborderont toutes les autres questions pertinentes au regard de la coopération avec l'OIT, dont: les réponses aux questionnaires; les recommandations soumises aux autorités compétentes quant à la soumission des conventions et des recommandations de l'OIT, conformément à l'article 19 de la Constitution de l'OIT; l'examen et le réexamen à intervalles réguliers des conventions qui n'ont pas été ratifiées et des recommandations auxquelles il n'a pas encore été donné effet en vue d'étudier les mesures à prendre, le cas échéant; les questions découlant de l'obligation de soumettre les rapports nationaux, conformément à l'article 22 de la Constitution de l'OIT; les questions concernant la proposition relative à

la dénonciation de certaines conventions ratifiées. Le gouvernement signale également que, le 25 septembre 2018, le Conseil économique et social a organisé une journée d'information à l'Assemblée nationale au cours de laquelle les discussions ont notamment porté sur le renforcement du dialogue social et des capacités du conseil et des partenaires sociaux. La commission note, d'après les observations de la SAE, qu'au cours de l'année 2018 et du premier semestre 2019, des consultations tripartites ont eu lieu au sein du Conseil économique et social sur différents sujets économiques et sociaux, consultations qui ont débouché sur l'adoption de conclusions. Néanmoins, la SAE fait valoir que ces conclusions n'ont pas été mises en œuvre par les institutions nationales responsables. À cet égard, la SAE souligne que le Conseil économique et social est la plus haute institution nationale de dialogue social et constitue une plateforme juridique, dont les initiatives doivent être respectées par les institutions compétentes.

La commission prend également note des informations communiquées par le gouvernement dans son rapport supplémentaire, concernant le contenu des consultations tripartites tenues lors des cinq sessions du Conseil économique et social qui ont eu lieu entre le 17 mars et le 14 septembre 2020, notamment l'adoption de son plan de travail 2020. Dans ses observations, la CATUS soutient que le dialogue social en Serbie est encore balbutiant. Elle considère qu'il faut adopter de nouvelles mesures pour renforcer le dialogue social dans le pays, et souligne que le Conseil économique et social est l'organe qui garantit la transparence du processus de dialogue social, dans la mesure où c'est en son sein que l'on peut entendre les points de vue des partenaires sociaux et parvenir à un consensus. **La commission prie le gouvernement de poursuivre les efforts qu'il déploie pour prendre des mesures efficaces assorties de délais en vue de garantir des consultations tripartites efficaces, conformément aux dispositions de la convention, et le prie de faire rapport sur la nature, la teneur et la fréquence des consultations portant sur les questions relevant du champ d'application des alinéas a) à e) du paragraphe 1 de l'article 5 de la convention.**

Dans le contexte de la pandémie mondiale de COVID-19, la commission rappelle les orientations détaillées qu'offrent les normes internationales du travail. Elle encourage les États Membres à recourir plus largement aux consultations tripartites et au dialogue social, car ils constituent de solides fondements à l'élaboration et la mise en œuvre de réponses efficaces aux profondes répercussions socio-économiques de la pandémie. **La commission demande au gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations actualisées sur les mesures prises à cet égard, conformément à l'article 4 de la convention et aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152, sur les consultations tripartites relatives aux activités de l'Organisation internationale du Travail, 1976, notamment en ce qui concerne les mesures prises pour renforcer les capacités des mandants tripartites et améliorer les mécanismes et les procédures en la matière. Elle l'invite également à fournir des informations sur les difficultés rencontrées et sur les bonnes pratiques qui se seront dégagées.**

Tchad

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1998)

Articles 2 et 5 de la convention. Consultations tripartites efficaces. Assistance technique. Depuis 2014, la commission invite le gouvernement à fournir des informations concernant les progrès réalisés suite à l'assistance fournie par le BIT en 2013 sur les questions liées aux consultations tripartites et au dialogue social. Toutefois, la commission note une fois de plus que le gouvernement ne communique pas les informations demandées sur les activités et les progrès réalisés pour assurer les consultations tripartites efficaces requises par la convention. En outre, la commission rappelle que, aux termes de l'article 5, paragraphe 2, de la convention, les consultations tripartites requises devront avoir lieu à des intervalles appropriés fixés d'un commun accord, mais au moins une fois par an (voir Étude d'ensemble sur les consultations tripartites, 2000, paragr. 119 et 120). Par conséquent, la commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises et les progrès réalisés concernant les questions liées aux consultations tripartites et au dialogue social. **En particulier, la commission prie le gouvernement de fournir des informations précises et détaillées sur la fréquence, le contenu et les résultats des consultations tripartites menées par le Haut Comité pour le travail et la sécurité sociale sur toutes les questions relatives aux normes internationales de travail couvertes par l'article 5, paragraphe 1, de la convention, notamment pour ce qui est des questionnaires sur les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence (art. 5, paragr. 1 a)), de la soumission des instruments adoptés par la Conférence au Parlement (art. 5, paragr. 1 b)), et le réexamen, à des intervalles appropriés, des conventions non ratifiées et des recommandations auxquelles il n'a pas encore été donné effet (art. 5, paragr. 1 c)), et des rapports à présenter sur l'application des conventions ratifiées (art. 5, paragr. 1 d)).**

Article 4, paragraphe 2. Formation. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement selon lesquelles la crise économique que traverse le pays a ralenti la plupart des activités,

y compris celles relatives à la formation pour les participants aux procédures de consultations. ***La commission prie une fois encore le gouvernement de décrire les arrangements pris pour le financement de toute formation nécessaire aux participants aux procédures consultatives.***

Dans le contexte de la pandémie mondiale COVID-19, la commission rappelle les orientations fournies par les normes internationales du travail. Elle encourage le gouvernement à s'engager plus largement dans la consultation tripartite et le dialogue social, qui constituent une base solide pour élaborer et mettre en œuvre des réponses efficaces aux profondes répercussions socio-économiques de la pandémie. ***La commission invite le gouvernement à fournir dans son prochain rapport des informations actualisées sur les mesures prises à cet égard, conformément à l'article 4 de la convention et aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152, notamment en ce qui concerne les mesures prises pour renforcer les capacités des mandants tripartites et consolider les mécanismes et les procédures, ainsi que les défis et les bonnes pratiques identifiés.***

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 (ratification: 1983)

Suivi des recommandations de la commission d'enquête (plainte présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT)

La commission rappelle que, à sa 332^e session (mars 2018), le Conseil d'administration a approuvé la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner une plainte, présentée au titre de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, alléguant le non-respect par le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela de la convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928, la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 et la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976. La commission note que la commission d'enquête a achevé ses travaux en septembre 2019 et que son rapport a été soumis au Conseil d'administration, qui en a pris note à sa 337^e session (octobre 2019).

La commission prend note du document soumis au Conseil d'administration (GB.340/INS/13), contenant la réponse du gouvernement au rapport de la commission d'enquête, ainsi que de la discussion du Conseil d'administration sur le sujet à sa 340^e session en octobre 2020, qui se poursuivra à sa prochaine session en mars 2021. Dans cette réponse, ainsi que dans son rapport à la commission, le gouvernement indique qu'il n'accepte pas les recommandations de la commission d'enquête, considérant que leur mise en œuvre éventuelle entraînerait la violation de la Constitution de la République, et des principes de la séparation des pouvoirs, de la légalité, de l'indépendance, de la souveraineté et de l'autodétermination de la République bolivarienne du Venezuela. Néanmoins, la commission observe que le gouvernement n'a pas fait usage de la prérogative qui lui est accordée par la Constitution de l'OIT - dans un délai de trois mois à compter de la réception du rapport - de soumettre le différend à la Cour internationale de justice. En outre, la commission note que le gouvernement exprime sa volonté d'améliorer l'application des conventions ratifiées par le pays sur la base de suggestions constructives des organes de contrôle de l'OIT et de recevoir une assistance technique du Bureau.

La commission rappelle qu'en formulant des commentaires sur l'application de la convention par le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, elle a soulevé un grand nombre des questions examinées par la commission d'enquête. La commission d'enquête susmentionnée a confirmé et examiné en détail un certain nombre de questions que la commission d'experts avait soulevées en ce qui concerne l'application de cette convention de gouvernance. À cet égard, la commission d'enquête a indiqué dans son rapport que, compte tenu de la gravité des questions soulevées, la situation et les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ses recommandations devraient être suivis attentivement par les organes de contrôle de l'OIT concernés. Elle prévoit notamment que le gouvernement doit soumettre à cette commission les rapports sur l'application des conventions qui font l'objet de la plainte, pour examen lors de sa réunion de novembre-décembre 2020.

La commission note que, ayant établi que le gouvernement n'a pas démontré qu'il respectait les obligations de consultation prévues par la convention, la commission d'enquête a recommandé que les autorités concernées prennent sans plus tarder – ces obligations devant être mises en œuvre d'ici le 1^{er} septembre 2020 – les mesures nécessaires pour assurer le respect conforme et effectif des obligations de consultation prévues par la convention, et pour que la Fédération des chambres et associations de commerce et de production du Venezuela (FEDECAMARAS) et des organisations syndicales non affiliées au gouvernement ne soient plus exclus du dialogue social ou des consultations. En particulier, la commission a recommandé, dans le cadre d'un dialogue tripartite avec les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs:

- i) l'établissement de procédures de consultation tripartites efficaces. Compte tenu des faiblesses manifestes du dialogue social dans le pays, le gouvernement ayant lui-même reconnu la nécessité de mettre en place des mécanismes de dialogue social, la commission d'enquête a conseillé de créer dès que possible des organes ou d'autres formes institutionnalisées de dialogue social afin de faciliter la mise en œuvre des obligations énoncées dans la convention concernant les consultations destinées à promouvoir l'application des normes internationales du travail,
- ii) l'institutionnalisation du dialogue et de la consultation de manière à couvrir les questions prévues dans toutes les conventions de l'OIT ratifiées ou liées à leur mise en œuvre.

Tout en notant que le gouvernement souligne dans son rapport son désaccord avec les conclusions et recommandations de la commission d'enquête, la commission rappelle qu'en de précédentes occasions, lors du suivi des recommandations d'une commission d'enquête, la commission a observé que la Constitution de l'OIT ne soumet pas les conclusions d'une commission d'enquête au consentement de l'État concerné. À cet égard, la commission a rappelé qu'en vertu de l'article 32 de la Constitution de l'OIT, la seule autorité compétente qui peut confirmer, modifier ou annuler les conclusions ou recommandations d'une commission d'enquête est la Cour internationale de justice. En conséquence, un gouvernement qui a choisi de ne pas se prévaloir de la possibilité de saisir la Cour doit tenir compte des conclusions et donner suite aux recommandations de la commission d'enquête à la lumière des dispositions de la Constitution de l'OIT.

La commission prend note des observations, relatives au suivi des recommandations de la commission d'enquête, et à l'application de la convention, formulées par les organisations suivantes: l'Alliance syndicale indépendante (ASI), reçue le 30 septembre 2020; la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), reçue le 30 septembre 2020; FEDECAMARAS, avec le soutien de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), reçue le 1^{er} octobre 2020; et la Confédération des syndicats autonomes (CODESA), la Confédération générale du travail (CGT) et l'Union nationale des travailleurs du Venezuela (UNETE), reçue le 1^{er} octobre 2020. Enfin, la commission prend note des observations de la Centrale bolivarienne socialiste des travailleurs et travailleuses de la ville, de la campagne et de la pêche du Venezuela (CBST-CCP) reçues le 3 décembre 2020, selon lesquelles la CBST-CCP a réussi, en coordination avec le gouvernement et malgré des conditions défavorables, à maintenir le respect de la convention dans le courant de l'année 2020. **La commission prie le gouvernement de lui transmettre ses observations à ce sujet.**

Articles 2, 5 et 6 de la convention. Consultations tripartites effectives. La commission note qu'une fois de plus, le gouvernement déclare qu'il a toujours respecté pleinement la convention et que les organes de contrôle de l'OIT, y compris la commission d'enquête, confondent la consultation tripartite prévue par la convention de l'OIT avec le dialogue social en général, que le gouvernement prétend également promouvoir. À cet égard, la commission note **avec regret** que, bien que les conclusions du rapport de la commission d'enquête aient rappelé au gouvernement l'étendue des obligations contenues dans la convention - conclusions auxquelles la commission se réfère - le gouvernement ne présente aucune preuve que des consultations tripartites aient eu lieu sur l'un des sujets prévus à l'article 5, paragraphe 1, de la convention, se contentant de faire valoir qu'il favorise le dialogue social en général. La commission note à cet égard que les exemples cités par le gouvernement dans son rapport pour revendiquer l'existence d'un tel dialogue social (le gouvernement indique qu'il a tenu des réunions au plus haut niveau avec des représentants des employeurs, notamment la FEDECAMARAS, le CONSECOMERCIO et la FEDEINDUSTRIA, et fait état de déclarations publiques de ces représentants, qui ont reconnu l'existence d'un dialogue social avec le gouvernement), ainsi que les mesures liées à la lutte contre la pandémie que le gouvernement énumère (prétendant les avoir adoptées en tenant compte des différentes suggestions et recommandations des différents secteurs productifs du pays), ne contiennent aucune indication ou preuve de respect des obligations concrètes de consultation établies dans la convention pour promouvoir l'application des normes internationales du travail.

Parallèlement, la commission note que les observations présentées par FEDECAMARAS, ASI, CTV, UNETE, CGT et CODESA affirment que le gouvernement ne respecte pas les obligations de consultation tripartite contenues dans la convention; elles soulignent que les exemples et les mesures mentionnés par le gouvernement ne s'apparentent pas non plus à un dialogue social efficace; elles regrettent l'absence de dialogue social et de consultation tripartite dans le pays; et elles déclarent que le gouvernement n'a aucune volonté d'installer un quelconque mécanisme tripartite. À cet égard, FEDECAMARAS indique que les déclarations publiques de ses représentants auxquelles le gouvernement fait référence ont été partiellement transcrites et ne témoignent aucunement d'une entente ou bien du respect de la convention; et qu'on ne peut pas affirmer que les quelques réunions tenues entre certains de ses représentants et le gouvernement pour résoudre des questions opérationnelles dans le cadre de la pandémie, ni l'indigence des réponses obtenues pour faire face à la crise, peuvent être considérés comme un dialogue social efficace.

En ce qui concerne la transmission par le gouvernement de ses rapports sur l'application des conventions ratifiées aux organisations d'employeurs et de travailleurs, la commission note que presque toutes les observations des partenaires sociaux font état de retards dans leur remise et d'absence de toute consultation ou discussion tripartite sur le sujet. Sur la base des informations fournies par le gouvernement, la commission peut seulement constater, s'agissant de la transmission des rapports, l'application de l'article 23, paragraphe 2, de la Constitution de l'OIT, transmission qui, selon plusieurs organisations, a été faite trop tard pour pouvoir remplir sa fonction (par exemple, selon la communication de transmission envoyée par l'UNETE, la CGT et le CODESA, les rapports ont été transmis 24 heures avant la date limite fixée par le Conseil d'administration de l'OIT pour leur envoi à la commission).

La commission note, tout comme la commission d'enquête, que bien que les informations des rapports du gouvernement auxquelles elle a eu accès se réfèrent à la convention, le gouvernement n'a présenté aucune preuve qu'elles impliquent ou s'accompagnent d'une quelconque tentative ou invitation à la consultation tripartite authentique. Pour les autres sujets de consultation énumérés à l'article 5, paragraphe 1, de la convention visant à promouvoir l'application des normes internationales du travail, le gouvernement ne mentionne ni ne fournit aucune preuve, et ne donne aucune information sur les procédures de consultation visant à mettre en œuvre la convention.

La commission ne peut donc que constater que le gouvernement, une nouvelle fois, ne présente aucun élément permettant de témoigner de son respect des obligations qui lui incombent en vertu de la convention, que ce soit en ce qui concerne la consultation effective sur les questions relatives à l'OIT visée à l'article 5, paragraphe 1, ou en ce qui concerne la nature et la forme des procédures de consultation visées à l'article 2, paragraphe 2.

Compte tenu de ce qui précède, la commission constate avec **un profond regret** qu'aucun progrès n'a été réalisé ni dans le respect de la convention, ni dans la mise en œuvre des recommandations formulées par la commission d'enquête à cet égard.

La commission est consciente de l'examen en cours par le Conseil d'administration du suivi du rapport de la commission d'enquête. Compte tenu des graves violations des droits du travail décrites ci-dessus, du non-respect systémique d'un certain nombre de conventions de l'OIT et du grave manque de coopération de la part des autorités vénézuéliennes en ce qui concerne ses obligations, la commission juge critique que, dans Normes de l'OIT, la situation dans le pays doit bénéficier de toute l'attention continue de l'OIT et du système de contrôle de l'OIT afin d'obtenir des mesures solides et efficaces susceptibles de garantir le respect, en droit et en pratique, des conventions concernées.

Dans le contexte de la pandémie COVID-19, la commission rappelle les nombreuses orientations fournies par les normes internationales du travail. La commission encourage le gouvernement à s'engager dans une consultation tripartite et un dialogue social aussi large que possible, afin de disposer d'une base solide pour l'élaboration et la mise en œuvre de réponses efficaces aux effets économiques et sociaux profonds de la pandémie. ***La commission prie le gouvernement d'envoyer, dans son prochain rapport, des informations actualisées sur les mesures prises à cet égard, conformément aux orientations fournies à l'article 4 de la convention ainsi qu'aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation n° 152, notamment en ce qui concerne les mesures visant à former les mandants tripartites et à renforcer les mécanismes et les procédures, ainsi que sur les défis et les bonnes pratiques identifiés.***

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 144** (Afghanistan, Albanie, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Chine: Région administrative spéciale de Macao, Comores, Congo, Danemark, Dominique, Éthiopie, France: Nouvelle-Calédonie, Ghana, Guyana, Iraq, Jordanie, Kirghizistan, Libéria, Malaisie, Mexique, Pays-Bas: Aruba, République centrafricaine, République de Moldova, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Singapour).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 144** (Égypte, Estonie, France: Polynésie française).

Administration et inspection du travail

Albanie

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 2004)

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 2007)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière d'inspection du travail, la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n°s 81 (inspection du travail) et 129 (inspection du travail dans l'agriculture) dans un même commentaire.

Mesures liées à la COVID-19. La commission prend note de la déclaration du gouvernement dans son rapport concernant les activités de l'inspection du travail liées à la COVID-19. Le gouvernement indique en particulier que l'Inspection nationale du travail et des services sociaux (SLSSI) et l'Inspection nationale de la santé font partie d'un groupe de travail chargé de contrôler les protocoles pertinents visant à réduire la transmission de l'infection entre salariés en vue d'assurer un environnement de travail sûr et salubre.

Articles 10, 11 et 16 de la convention n° 81, et articles 14, 15 et 21 de la convention n° 129. Effectifs et moyens matériels des services d'inspection du travail; étendue des inspections effectuées. La commission avait précédemment noté que le nombre d'inspecteurs du travail n'était pas suffisant pour exécuter pleinement les tâches d'inspection requises par la loi et que le manque de ressources financières limitait la capacité des inspecteurs à se déplacer. La commission note avec **préoccupation** l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle le nombre d'employés de la SLSSI reste inchangé à 155, avec 37 employés au niveau central et 118 au niveau régional. Elle prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle le budget total de la SLSSI pour 2020 s'élève à 186 300 000 lekë (ALL) (environ 1 781 000 dollars É.-U.), dont 120 278 000 ALL (environ 1 150 000 dollars É.-U.) pour le financement des salaires, 20 086 000 ALL (environ 192 000 dollars É.-U.) pour le fonds d'assurance sociale et le reste pour les investissements et les dépenses de fonctionnement. Six véhicules sont disponibles, dont trois sont utilisés par la Direction centrale. Seules trois des douze directions régionales disposent d'un véhicule. En outre, le gouvernement indique qu'il y a 46 tablettes et 55 ordinateurs portables à la disposition des inspecteurs. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que le budget alloué à l'inspection du travail soit suffisant pour assurer l'exécution efficace des tâches de l'inspection, y compris la mise à disposition de bureaux convenablement équipés et des moyens de transport nécessaires. La commission prie également une fois de plus le gouvernement de communiquer des informations précises sur les effectifs et les moyens matériels de la SLSSI pour la réalisation des inspections dans l'agriculture, y compris les moyens de transports et les bureaux locaux.**

Article 12, paragraphe 1, et article 16, de la convention n° 81, et article 16, paragraphe 1, et article 21, de la convention n° 129. Droit des inspecteurs à la libre entrée sur les lieux de travail et à la réalisation d'inspections aussi souvent que nécessaire pour assurer l'application efficace des dispositions légales pertinentes. La commission avait précédemment noté que 10 pour cent des inspections étaient des inspections non programmées et/ou des inspections d'urgence, pour lesquelles un agent ordonnateur doit délivrer une autorisation dans les 24 heures.

La commission prend note des informations du gouvernement selon lesquelles 13 079 établissements ont été inspectés en 2019, 78 pour cent de ces inspections étant des inspections planifiées. Parmi les 2 823 inspections non programmées, 197 étaient consécutives à des accidents du travail, 600 ont été réalisées en réponse à des plaintes et 2 026 ont été effectuées suite à des indications de violations flagrantes. Au cours des trois premiers mois de 2020, 2 524 établissements, au total, ont été inspectés, dont 90 pour cent dans le cadre d'inspections planifiées. Parmi les 239 inspections non programmées, 38 ont été consécutives à des accidents du travail, 135 ont été réalisées en réponse à des plaintes et 66 ont été effectuées suite à des indications de violations flagrantes.

La commission note également que le gouvernement fait référence, en ce qui concerne les procédures d'inspection, à la loi n° 10433 de 2011 sur l'inspection et à la loi n° 9643 de 2006 sur l'inspection du travail. L'article 13 de la loi sur l'inspection du travail prévoit que l'inspecteur et le contrôleur du travail sont autorisés à pénétrer dans les locaux de travail de toute entité sans avertissement préalable. Selon l'article 26 de la loi sur l'inspection, les inspections doivent être effectuées dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'inspection en tant que principe, et les inspections «hors programme» ne peuvent être effectuées que dans des situations prescrites. L'article 27 de la loi sur l'inspection prévoit également que la procédure d'inspection administrative est lancée, en règle générale, sur délivrance d'une autorisation de l'inspecteur en chef ou de l'inspecteur en chef de la branche territoriale. L'inspection ne peut être initiée sans autorisation qu'en cas de violation flagrante ou de survenance d'événements,

d'accidents ou d'incidents ayant affecté ou pouvant affecter la vie ou la santé ou l'environnement. Le déclenchement d'une telle inspection doit être immédiatement noté dans une partie spéciale du rapport d'inspection, et l'inspecteur est tenu d'en informer sans délai la personne responsable de la délivrance de l'autorisation. L'article 27 prévoit en outre que bien que la délivrance d'une autorisation en violation des dispositions pertinentes n'invalide pas la décision de l'inspection, elle constitue une infraction disciplinaire.

Se référant à son Étude d'ensemble de 2006, *Inspection du travail*, paragraphes 265 et 266, la commission observe que le maintien des restrictions à la libre initiative des inspecteurs à cet égard, telles que l'exigence d'une autorisation formelle délivrée par une autorité supérieure, ne peuvent que contrarier la poursuite des objectifs que les instruments assignent à l'inspection du travail. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures législatives nécessaires pour que les inspecteurs du travail soient habilités à effectuer des visites sans avertissement préalable sur les lieux de travail assujettis au contrôle de l'inspection, conformément à l'article 12, paragraphe 1 a), de la convention n° 81 et à l'article 16, paragraphe 1 a), de la convention n° 129, et qu'ils puissent procéder à des inspections du travail aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales, conformément à l'article 16 de la convention n° 81 et à l'article 21 de la convention n° 129. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et de continuer à en fournir sur la réalisation des inspections dans la pratique, en indiquant le nombre d'inspections prévues et non prévues, ainsi que le nombre total des lieux de travail assujettis au contrôle de l'inspection. Enfin, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur toute mesure disciplinaire imposée aux inspecteurs du travail en rapport avec les procédures d'autorisation d'inspection en vertu de la loi sur l'inspection.**

Article 6 de la convention n° 81 et article 8 de la convention n° 129. *Conditions de service.* La commission prend note de l'indication du gouvernement, en réponse aux précédents commentaires de la commission sur l'échelle de rémunération et les perspectives de carrière des inspecteurs du travail, selon laquelle le transfert et la promotion des inspecteurs du travail, en leur qualité de fonctionnaires, sont soumis à la loi n° 152 de 2013 sur la fonction publique, ainsi qu'à la décision du Conseil des ministres (DCM) n° 243 de 2015 sur l'admission, la mobilité, la période probatoire et la nomination dans la catégorie des cadres, et à la DCM n° 242 de 2015 sur le pourvoi des postes vacants dans la catégorie des cadres subalternes et intermédiaires. En ce qui concerne les niveaux de rémunération actuels, le gouvernement fournit des informations sur les catégories salariales en vigueur des inspecteurs du travail, et indique que les inspecteurs de terrain perçoivent un salaire de base de 38 000 ALL, avec un complément salarial lié au niveau d'éducation et à l'ancienneté. Le gouvernement indique également qu'il n'est pas en mesure de fournir de données comparatives entre les inspecteurs du travail et les inspecteurs des impôts, car il ne dispose que d'informations limitées. La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle la question de la rémunération des inspecteurs sera abordée dans le cadre de la réforme des salaires et de la classification des postes en cours. **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts pour améliorer les conditions d'emploi des inspecteurs du travail dans le cadre de la réforme en cours des salaires et de la classification des postes, et de fournir des informations sur les progrès réalisés ou les résultats obtenus. Elle prie également le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer la disponibilité de données comparatives sur l'échelle de rémunération réelle des inspecteurs du travail par rapport à d'autres catégories comparables de fonctionnaires exerçant des fonctions similaires, tels que les inspecteurs des impôts ou les policiers, et de fournir ces informations lorsqu'elles seront disponibles.**

Articles 5 a), 17 et 18 de la convention n° 81, et article 12, paragraphe 1, et articles 22 et 24 de la convention n° 129. *Poursuites et sanctions.* La commission avait précédemment pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle la politique menée par la SLSSI visait à réduire le nombre d'amendes de manière rationnelle, et elle avait prié le gouvernement de fournir des statistiques concernant les poursuites et les sanctions.

La commission prend note de l'indication du gouvernement, et des informations contenues dans les rapports annuels sur les activités d'inspection pour 2018 et 2019 (disponibles sur le site web du gouvernement), selon lesquelles 175 amendes ont été imposées en 2018 et 160 amendes en 2019 (contre les 381 amendes en 2011 précédemment notées par la commission). Des amendes ont été perçues pour une valeur totale de 26 138 600 ALL (environ 249 900 dollars E.-U.), à laquelle viennent s'ajouter 559 268 ALL (environ 5 340 dollars E.-U.) d'intérêts sur les arriérés de paiement des amendes. En outre, en 2019, 53 décisions d'inspection ont fait l'objet d'un recours devant la SLSSI, dont 45 ont été confirmées. Il y a eu également 44 procédures judiciaires liées aux sanctions imposées à divers établissements, dans le cadre desquelles la décision d'inspection a été confirmée pour 23 cas (avec 18 autres cas toujours en instance). La commission note également que, selon le rapport annuel sur les activités d'inspection de 2019, des mesures administratives (un avertissement, une amende ou une suspension d'activités) ont été imposées à la suite de 27 pour cent du total des inspections effectuées. En outre, un pourcentage plus

élevé de violations a été détecté lors d'inspections non programmées, notamment dans 78,6 pour cent des inspections effectuées à la suite d'accidents, 64 pour cent à la suite d'indications de violations flagrantes et 48 pour cent à la suite de plaintes. **Notant avec préoccupation la baisse significative du nombre d'amendes imposées depuis 2011, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures qu'il prend pour assurer l'application de sanctions appropriées en cas de violation des dispositions légales applicables aux inspecteurs du travail. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les raisons de cette baisse et de continuer à communiquer des informations détaillées sur le nombre et la nature des amendes imposées, les résultats des recours judiciaires contre les décisions d'inspection et le pourcentage de violations détectées lors d'inspections non programmées et programmées, respectivement.**

Questions concernant spécifiquement l'inspection du travail dans l'agriculture

Article 6, paragraphe 1 a) et b), et paragraphe 3, et article 19 de la convention n° 129. Activités d'inspection du travail dans l'agriculture. La commission avait précédemment noté que le nombre d'inspections dans le secteur agricole représentait 0,8 pour cent du total des inspections, et que près de la moitié de la main-d'œuvre en Albanie était employée dans le secteur agricole.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, en 2019, 284 inspections ont été effectuées dans le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (2,1 pour cent du total des inspections effectuées), couvrant 1 519 employés (0,5 pour cent du nombre total d'employés dans les lieux de travail inspectés). Dix-neuf mesures administratives ont été imposées, dont six suspensions d'activités (en raison de violations des dispositions légales sur l'emploi), neuf avertissements et une amende. Au cours des trois premiers mois de 2020, 67 inspections ont été effectuées dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche (2,6 pour cent du total des inspections effectuées), couvrant 450 employés (0,8 pour cent des employés sur les lieux de travail inspectés). Dix mesures administratives ont été imposées, dont trois suspensions de travail, six avertissements et une amende. Le gouvernement indique également qu'il n'existe pas de formations spécifiques pour les inspections dans le secteur agricole, mais que les thèmes des formations organisées en 2019 auront un impact direct sur les inspections dans tous les secteurs économiques. **Notant le faible pourcentage persistant de visites d'inspection effectuées dans l'agriculture, la commission prie à nouveau le gouvernement de redoubler d'efforts pour assurer l'application de la législation dans l'agriculture, y compris en matière de sécurité et santé au travail, et de continuer à fournir des informations sur le nombre d'inspections effectuées dans ce secteur. Elle prie également le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises ou envisagées pour assurer la formation des inspecteurs du travail sur des sujets liés à l'agriculture, et sur tout progrès réalisé à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Bangladesh

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1972)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement le 15 septembre 2020 en réponse à une plainte en instance présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT. Au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020), la commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base de ces informations supplémentaires reçues du gouvernement (voir les articles 2, 4, 7, 10, 11, 12, 16 et 23 ci-dessous), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission note que la plainte susmentionnée, présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, alléguant le non-respect par le Bangladesh de la présente convention, ainsi que de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et en instance devant le Conseil d'administration. Lors de sa 340^e session (octobre–novembre 2020), le Conseil d'administration, compte tenu des informations communiquées par le gouvernement sur la situation de la liberté syndicale dans le pays, et prenant dûment note de l'engagement du gouvernement à continuer d'améliorer la situation générale et à traiter les questions en suspens devant les organes de contrôle: i) a demandé au gouvernement d'élaborer, avec le soutien du Bureau et des secrétariats du groupe des employeurs et du groupe des travailleurs, et en pleine consultation avec les partenaires sociaux concernés, une feuille de route des mesures à prendre et des résultats concrets attendus, assortie d'un calendrier, en vue de traiter toutes les questions en suspens mentionnées dans la plainte présentée à la 108^e session de la Conférence internationale du travail (2019) en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT; ii) a demandé au gouvernement de rendre compte des progrès accomplis à cet égard au Conseil d'administration à sa

prochaine session; et iii) a reporté la décision sur la suite à donner à la plainte à sa 341^e session (mars 2021).

Articles 2, 4, 12 et 23 de la convention. Inspection du travail dans les zones franches d'exportation (ZFE) et les zones économiques spéciales (ZES). Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié à ce que les ZFE et les ZES passent sous le contrôle de l'inspection du travail.

La commission note que le gouvernement renvoie dans son rapport à l'adoption, en février 2019, de la loi sur les ZFE. Elle se félicite que le chapitre XIV de ladite loi prévoie désormais que des inspections du travail soient effectuées par des inspecteurs du travail désignés conformément à la loi sur le travail du Bangladesh (BLA) et de l'indication du gouvernement que des inspecteurs du travail du Département de l'inspection des fabriques et usines (DIFE) aient déjà entrepris des inspections du travail dans cinq usines de ZFE. La commission note par ailleurs que le gouvernement indique que des consultations sont en cours avec les travailleurs, les investisseurs et les acteurs concernés pour discuter de la façon d'intégrer au mieux les inspections du travail effectuées par le DIFE aux actuelles activités de supervision de l'Autorité des zones franches d'exportation du Bangladesh (BEPZA). Le gouvernement indique dans les informations supplémentaires fournies qu'un cadre d'inspection est en cours d'élaboration et qu'il sera communiqué une fois terminé. En particulier, elle note que l'article 168 de la loi sur le travail dans les ZFE autorise l'inspecteur en chef et les autres inspecteurs désignés conformément à la BLA à mener des inspections, mais qu'ils doivent obtenir l'approbation du secrétaire exécutif de la BEPZA. À cet égard, la commission rappelle que, en vertu de l'article 4, paragraphe 3, de la loi sur l'Autorité des zones franches d'exportation du Bangladesh, l'un des objectifs de la BEPZA est d'encourager et de promouvoir l'investissement étranger dans la zone. La commission rappelle que l'article 12 de la convention prévoit que les inspecteurs du travail munis de pièces justificatives de leurs fonctions seront autorisés à pénétrer librement sans avertissement préalable à toute heure du jour et de la nuit dans tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection. ***Tout en se félicitant des progrès réalisés en permettant des inspections du travail du DIFE dans les zones franches d'exportation (ZFE) et les zones économiques spéciales (ZES), la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'issue des discussions et des consultations susmentionnées, y compris le cadre d'inspection en cours d'élaboration. En outre, la commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les inspecteurs du travail sont autorisés à pénétrer librement sans avertissement préalable dans les établissements des ZFE et des ZES, sans aucune restriction. À cet égard, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la nature et les modalités de l'approbation de la BEPZA pour effectuer des inspections, notamment d'indiquer si chaque inspection doit faire l'objet d'une demande préalable séparée et, dans l'affirmative, de préciser le nombre de demandes présentées et approuvées, ainsi que le délai écoulé entre la présentation et l'approbation de la demande, et les raisons invoquées en cas de refus. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir des informations statistiques sur les inspections du travail effectuées dans des ZFE et des ZES, ventilées selon qu'elles relèvent du DIFE ou de la BEPZA, y compris sur le nombre total d'inspections effectuées, les violations constatées et les mesures adoptées en conséquence.***

Article 6. Statut et conditions de service du personnel de l'inspection du travail. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté qu'il était compliqué de maintenir les inspecteurs du travail en poste et qu'un certain nombre d'inspecteurs du travail récemment recrutés avaient quitté le DIFE après leur formation pour travailler dans d'autres services du gouvernement. Elle notait également qu'une étude sur les motifs du taux élevé de diminution des effectifs au sein du DIFE recommandait notamment de créer des postes de haut niveau et de prévoir le développement des compétences du personnel de l'inspection du travail. À cet égard, la commission note que le gouvernement indique que, conformément aux recommandations de cette étude, une nouvelle proposition, prévoyant le recrutement d'un nombre important d'inspecteurs du travail et la création de postes de haut niveau, a été faite. La commission note que les amendements adoptés en novembre 2018 à la BLA prévoient la création d'une catégorie de poste supplémentaire au sein de l'inspection du travail, portant à six le nombre de catégories de poste au sein du service de l'inspection du travail (contre cinq précédemment). ***La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations de l'étude sur les motifs du taux élevé de diminution des effectifs du DIFE et de communiquer des informations sur la mise en place de la nouvelle structure de carrière adoptée en 2018, y compris le nombre de nominations pour chaque fonction, ainsi que des informations sur le taux de diminution des effectifs des inspecteurs aux différents niveaux professionnels.***

Articles 7, 10, 11 et 16. Ressources humaines et ressources matérielles de l'inspection du travail. Fréquence et minutie des inspections du travail. Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que 575 postes de l'inspection du travail avaient été approuvés en 2014 sans être pourvus et que le nombre d'inspecteurs du travail avait diminué pour passer de 345 en 2017 à 320 en 2018.

La commission note avec **préoccupation** qu'en réponse à sa demande, le gouvernement fournit des statistiques indiquant que le nombre d'inspecteurs du travail a encore diminué à 308 en août 2019. Cependant, elle note également les informations supplémentaires du gouvernement selon lesquelles, à partir de 2020, le DIFE a été renforcé avec 933 postes supplémentaires. La commission note également les informations sur le nombre d'inspections du travail effectuées et la formation dispensée aux inspecteurs du travail, et prend note que le gouvernement répète les informations de juillet 2017 sur l'équipement et les facilités de transport disponibles au DIFE. Enfin, elle se félicite des informations concernant l'augmentation du budget du DIFE, passant de 351,20 millions à 418,5 millions de taka du Bangladesh.

La commission note que dans les informations supplémentaires fournies, le gouvernement fait à nouveau référence à des propositions visant à augmenter les effectifs du DIFE, indiquant qu'il a été proposé de créer 1 698 postes supplémentaires, y compris des postes de haut niveau. **Se félicitant de la proposition d'augmenter le nombre d'inspecteurs du travail, la commission prie le gouvernement de continuer de faire tout son possible pour recruter un nombre suffisant d'inspecteurs du travail qualifiés, y compris en prenant des mesures pour pourvoir les 575 postes de l'inspection du travail déjà approuvés en 2014. Elle le prie également de continuer de communiquer des informations sur la proposition d'augmenter encore le nombre d'inspecteurs du travail. À cet égard, elle prie le gouvernement de clarifier si les 993 postes supplémentaires mentionnés par le gouvernement ont été pourvus ou seulement approuvés. La commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour veiller à ce que les lieux de travail soient inspectés aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales, et de fournir des informations sur le nombre actuel d'inspecteurs du travail exerçant actuellement au sein du DIFE (pas seulement sur le nombre de postes approuvés ou proposés), et le nombre de visites d'inspection menées, ventilées par secteur. Prenant note des informations que le gouvernement a fournies à cet égard, la commission le prie de fournir des informations actualisées sur le budget, l'équipement et les facilités de transport du DIFE, ainsi que sur la formation dispensée aux inspecteurs du travail.**

Article 12, paragraphe 1, article 15 c), et article 16. *Inspections sans avertissement préalable. Devoir de confidentialité en matière de plainte.* Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté une hausse du nombre d'inspections inopinées (aléatoires ou effectuées suite à une plainte) de 2,5 pour cent de toutes les visites d'inspection en 2014 à 20 pour cent en 2016-17, à comparer avec celles effectuées moyennant un préavis (inspections régulières).

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la BLA autorise les inspecteurs du travail à traiter les plaintes en toute confidentialité. Elle note également avec **préoccupation** que les inspections dans les usines sont en général annoncées alors que celles dans les commerces et les établissements ne le sont généralement pas; elle prend également note des informations relatives au nombre d'inspections menées dans les deux cas. La commission rappelle l'importance de mener un nombre suffisant d'inspections sans avertissement préalable, que ce soit dans des usines, des commerces ou des établissements, pour s'assurer que, lorsqu'une inspection inopinée est menée à la suite d'une plainte, la confidentialité de la plainte est préservée. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations supplémentaires sur les mesures spécifiques adoptées ou envisagées pour veiller à ce que les inspecteurs du travail traitent comme absolument confidentielle la source de toute plainte et s'abstiennent de révéler à l'employeur qu'une visite d'inspection fait suite à une plainte, y compris les mesures relatives aux inspections dans les usines. Elle le prie également de fournir des informations plus précises sur le nombre de visites d'inspection inopinées et de visites d'inspection effectuées moyennant un préavis, ventilées par usines de prêt-à-porter, commerces, établissements et autres usines, et de communiquer des informations statistiques sur l'issue de ces visites, ventilées de la même façon.**

Articles 17 et 18. *Procédures judiciaires, contrôle efficace de l'application et sanctions suffisamment dissuasives.* La commission prend note des informations fournies par le gouvernement en réponse à sa demande de statistiques sur les poursuites en cas d'infractions aux dispositions légales. En 2018, 42 866 inspections du travail ont été effectuées et 116 618 infractions ont été constatées (contre 40 386 inspections et 100 336 infractions en 2017), 1 531 cas ont été portés devant les tribunaux du travail (contre 1 583 en 2017) et 798 ont été résolus (contre 574 en 2017). La commission note que les cas portés devant la justice n'ont été sanctionnés que par des amendes dont le montant total pour 2018 s'élevait à 3,55 millions de taka du Bangladesh (soit environ 41 268 dollars des États-Unis, en moyenne, environ 52 dollars des États-Unis par cas résolu). La commission note également que le gouvernement réitère que le DIFE compte un juriste responsable du suivi des cas de violation du droit du travail que les inspecteurs du travail ont détectés, qu'une société de conseil juridique est affiliée au DIFE et qu'il est prévu de créer une unité juridique au sein du DIFE. Le gouvernement indique que cette unité devrait être composée de 17 juristes. La commission note avec **regret** que le gouvernement ne fournit pas de réponse

à sa demande d'information sur toute mesure prise ou envisagée pour garantir que les sanctions prononcées en cas de violations du droit du travail sont suffisamment dissuasives, y compris des sanctions autres que des amendes. **La commission prie une fois encore le gouvernement de fournir des informations sur toute mesure adoptée ou envisagée pour garantir que les sanctions en cas de violation du droit du travail sont suffisamment dissuasives et pour améliorer les procédures en vue d'une application effective des dispositions légales. À cet égard, elle le prie également de fournir des informations sur les progrès accomplis dans la mise en place d'une unité juridique au sein du DIFE, y compris sur le nombre d'agents qui devraient l'intégrer et leur fonction respective. Enfin, la commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur les décisions rendues dans les cas renvoyés devant la justice (comme l'imposition d'amendes et de peines de prison) et de préciser les dispositions légales auxquelles les décisions se rapportent.**

La commission avait précédemment noté que les fonctionnaires du Département du travail (DOL) traitent par la conciliation des cas présumés de violation de la liberté syndicale et avait demandé des informations sur les mesures prises afin d'assurer l'application des dispositions légales relatives à la liberté syndicale. À cet égard, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle conformément à la BLA, le DOL n'intervient pas dans la procédure de conciliation relative à des cas de violation de la liberté syndicale. La commission prend dûment note de cette information et renvoie à ses commentaires formulés au titre des conventions n^{os} 87 et 98.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, et qui réitère le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Congo

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1999)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Absence d'informations pratiques permettant d'apprécier le fonctionnement de l'inspection du travail au regard des dispositions de la convention et des dispositions légales nationales pertinentes. La commission prend note des informations actualisées en ce qui concerne le nombre et la répartition géographique et par catégorie du personnel de l'inspection du travail. La commission relève, par comparaison avec les données figurant dans son rapport reçu en 2008, une diminution substantielle des effectifs de l'inspection du travail, en particulier des inspecteurs du travail (de 75 à 55) et des contrôleurs principaux (de 96 à 72). Elle rappelle que, suivant l'article 10 de l'instrument, pour l'exercice efficace des fonctions du service d'inspection du travail, le nombre des inspecteurs du travail devrait être fixé en tenant compte, entre autres critères, du nombre, de la nature, de l'importance et de la situation des établissements assujettis au contrôle de l'inspection; du nombre et de la diversité des catégories de travailleurs qui sont occupés dans ces établissements; du nombre et de la complexité des dispositions légales dont l'application doit être assurée; des moyens matériels d'exécution mis à la disposition des inspecteurs; et des conditions pratiques dans lesquelles les visites d'inspection devront s'effectuer.

Si les dispositions légales relatives à l'inspection du travail, à ses attributions et à ses pouvoirs sont disponibles, force est de constater en revanche l'absence de données chiffrées sur les autres sujets définis à l'article 10 et, de l'aveu même du gouvernement, il n'existe pas de mesures particulières pour faire porter effet aux dispositions de l'article 11 sur les conditions matérielles de travail des inspecteurs du travail, ces derniers ne bénéficiant pas de facilités de transport nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. La commission note toutefois que, selon le gouvernement, désormais leurs frais de déplacement et les dépenses accessoires leur sont remboursés par l'autorité compétente sur présentation de justificatifs à l'autorité compétente, ce qui n'était pas toujours le cas, selon le rapport reçu en 2008.

La commission demande à nouveau au gouvernement de fournir dans son prochain rapport toutes les informations disponibles permettant d'apprécier le niveau d'application de la convention en droit et en pratique. Ces informations devraient notamment porter sur: i) la répartition géographique à jour de l'effectif des fonctionnaires chargés des fonctions d'inspection définies par l'article 3, paragraphe 1, de la convention; ii) la répartition géographique des établissements assujettis ou, à tout le moins, de ceux dans lesquels le gouvernement estime que les conditions de travail appellent une protection particulière de la part de l'inspection du travail; iii) la fréquence, le contenu et le nombre de participants aux formations dispensées aux inspecteurs du travail au cours de leur carrière; iv) le niveau de rémunération et les conditions d'avancement dans la carrière de ces derniers au regard d'autres fonctionnaires publics assumant des responsabilités de niveau comparable; v) la part du budget national allouée à la fonction d'inspection du travail; vi) la description des cas dans lesquels les inspecteurs visitent les entreprises, de la procédure suivie et des moyens de transport qu'ils utilisent à cet effet, des activités qu'ils y exercent et du résultat de ces activités; vii) la part des activités de contrôle de la législation menées par les inspecteurs au regard de celle de leurs activités de conciliation.

La commission demande en outre au gouvernement de communiquer copie de tout rapport d'activité d'inspection émanant des directions régionales, y compris des rapports cités dans ses rapports reçus au BIT en

2008 et 2011; copie du projet ou du texte définitif du statut particulier des inspecteurs du travail; copies des projets de texte d'amendement du Code du travail, ainsi que du memorandum dont il annonce l'envoi au BIT en vue d'un meilleur fonctionnement de l'inspection du travail.

Afin de mettre en place un système d'inspection du travail répondant aux objectifs socio-économiques visés par la convention, la commission demande instamment au gouvernement de s'efforcer de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre des mesures décrites dans les observations générales qu'elle a formulées en 2007 (sur la nécessité d'une coopération efficace entre les services d'inspection du travail et les organes judiciaires), en 2009 (sur la nécessité de disposer de statistiques des établissements industriels et commerciaux assujettis à l'inspection du travail et au nombre des travailleurs couverts), et en 2010 (sur la publication et le contenu d'un rapport annuel sur le fonctionnement des services d'inspection du travail). Elle rappelle à nouveau au gouvernement la possibilité de recourir à l'assistance technique du BIT et de solliciter, dans le cadre de la coopération financière internationale, un appui financier à l'effet de donner l'impulsion nécessaire à l'établissement et au fonctionnement du système d'inspection du travail et lui saurait gré de communiquer des informations sur tout progrès réalisé ou toute difficulté rencontrée.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Dominique

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1983)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Articles 3, 6, 7, 10 et 16 de la convention. *Nombre, conditions de service et fonctions des inspecteurs du travail.* Nombre de visites d'inspection du travail. La commission note que, d'après le dernier rapport du gouvernement, le Département du travail n'est pas en mesure d'accroître son personnel et que les inspecteurs de travail exercent leurs activités dans tous les domaines de l'administration du travail. Le gouvernement déclare également qu'il met tout en œuvre pour parvenir à ce que les inspecteurs fassent preuve de professionnalisme dans leur conduite. **La commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer quels sont les critères et le processus de recrutement des inspecteurs du travail et de préciser quelle est la formation professionnelle qui leur est assurée, à leur entrée en fonction et en cours d'emploi. Elle le prie également d'indiquer comment il est assuré que les conditions de rémunération et les perspectives de carrière offertes aux inspecteurs reflètent l'importance et les particularités de leurs fonctions et tiennent compte, en outre, de leur mérite personnel.**

La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur le temps et les ressources consacrés à la médiation/conciliation dans les conflits de travail, en relation avec les fonctions fondamentales de l'inspection prévues par la convention. Elle demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer que, conformément à l'article 3, paragraphe 2, toute fonction qui pourrait être confiée à l'inspection du travail, en sus de ses fonctions principales, ne fera pas obstacle à l'exercice effectif de ces fonctions principales. Elle le prie également de fournir des informations sur les dispositions prises pour assurer que, conformément à l'article 16, les établissements sont inspectés aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire.

Article 15. *Devoir de confidentialité.* Se référant à ses précédents commentaires, la commission note que, d'après le rapport du gouvernement, aucun changement de nature à faire porter effet à cet article de la convention n'a été introduit dans la législation et cette question doit être soumise à la Commission consultative des relations du travail. Le gouvernement indique également que le département et l'inspection du travail ont toujours maintenu une stricte confidentialité. **La commission demande une fois encore que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour que la législation soit complétée de manière à faire porter pleinement effet à l'article 15 de la convention et tienne le Bureau informé de tout progrès à cet égard, notamment de lui communiquer tout texte pertinent, à l'état de projet ou définitif.**

Articles 5 a), 17, 18, 20 et 21. *Coopération avec le système judiciaire et application de sanctions adéquates. Publication d'un rapport annuel et teneur de ce rapport.* La commission note que, d'après le rapport du gouvernement, des mesures vont être prises en vue d'améliorer la qualité du rapport annuel sur les services d'inspection. **La commission exprime l'espoir que le gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer l'établissement et la publication d'un rapport annuel sur les travaux des services d'inspection du travail et que ce rapport contiendra des informations sur tous les points énumérés à l'article 21 de la convention, notamment des statistiques des visites d'inspection, des infractions constatées, des sanctions imposées ainsi que des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle.** À cet égard, la commission attire l'attention du gouvernement sur les indications fournies au paragraphe 9 de la recommandation (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, quant à la nature des informations qui doivent être incluses dans les rapports annuels sur l'inspection du travail.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Fédération de Russie

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1998)

La commission prend note des observations de la Confédération du travail de Russie (KTR), reçues le 30 septembre 2020. La commission note que la KTR fait référence aux contraintes qui pèsent sur le travail de l'inspection du travail de l'État dans le contexte de la pandémie, alléguant notamment le refus de l'inspection du travail de l'État de répondre aux plaintes soumises par des travailleurs pendant la pandémie, et une augmentation des violations des droits au travail. La commission note également que la KTR soulève des préoccupations liées au fonctionnement du système d'inspection du travail, notamment i) le nombre insuffisant d'inspecteurs de l'État au vu de l'extension de leurs fonctions et de leur charge de travail; ii) les conditions de travail des inspecteurs du travail par rapport à celles d'autres fonctionnaires des autorités fédérales opérant au niveau régional; iii) les restrictions existantes aux pouvoirs des inspecteurs du travail, y compris sur l'étendue des inspections, et leurs implications pratiques; et iv) les informations insuffisantes dans les rapports sur le travail des inspections du travail de l'État. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires en réponse à ces graves allégations.**

Évolution législative. La commission prend note des observations de la KTR indiquant que de nouvelles exigences pour la conduite des inspections seront introduites par la loi fédérale n° 248-FZ du 31 juillet 2020 sur la surveillance par l'État (supervision) et la surveillance municipale dans la Fédération de Russie, qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2021 (loi fédérale n° 248-FZ). La commission note que, selon la KTR, cette loi contient également des restrictions potentielles aux pouvoirs des inspecteurs du travail. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires sur les observations de la KTR. Elle prie également le gouvernement de fournir une copie de la Loi fédérale n° 248-FZ.**

N'ayant pas été reçu d'informations supplémentaires, la commission réitère ses commentaires adoptés en 2019 et repris ci-dessous.

La commission prend note des observations de la Confédération du travail de Russie (KTR), reçues le 26 septembre 2019. **La commission prie le gouvernement de lui faire part de ses commentaires à ce sujet.**

Article 3, paragraphe 1, et articles 6, 10 et 16 de la convention. Nombre d'inspecteurs du travail et couverture des lieux de travail par les visites de l'inspection du travail. Dans son précédent commentaire, la commission a constaté que le nombre d'inspecteurs du travail ne cessait de diminuer au fil des ans, de 2 680 à 2 102 entre 2012 et 2016. Elle notait également que, d'après le rapport de 2016 du Service fédéral du travail et de l'emploi (Rostrud), le nombre d'inspecteurs du travail était insuffisant pour parvenir à couvrir dûment les établissements, ce qui fait que l'inspection consiste souvent en une vérification et un contrôle des documents envoyés par les bureaux du Rostrud et non une réelle visite d'inspecteurs du travail sur place. La commission note avec **préoccupation**, d'après les informations que fournit le gouvernement dans son rapport, que le nombre réel d'inspecteurs du travail continue à diminuer, tombant à 1 835 inspecteurs en 2018. La commission note, d'après le rapport 2018 du Service fédéral du travail et de l'emploi, que la rotation du personnel réduit l'efficacité des activités des inspecteurs du travail. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir le recrutement d'un nombre suffisant d'inspecteurs du travail pour assurer que les lieux de travail sont inspectés aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales en question. Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre d'inspecteurs du travail. La commission demande aussi des informations sur les conditions de service des inspecteurs du travail (y compris les salaires, les prestations et les perspectives de carrière), en comparaison avec les fonctionnaires engagés dans des fonctions similaires dans d'autres services gouvernementaux (tels que les inspecteurs d'impôt ou la police), ainsi que sur les raisons du taux de départs élevé des inspecteurs du travail.**

Articles 7, 17 et 18. Application de la législation du travail. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté l'écart existant entre le nombre de cas signalés par l'inspection du travail, le nombre d'enquêtes ouvertes et le nombre de condamnations. Elle avait noté que le gouvernement indiquait que des poursuites pénales étaient rarement engagées parce que l'intention criminelle ne pouvait pas être établie. S'agissant des poursuites administratives, la commission notait que, selon le gouvernement, il arrive qu'elles ne soient pas engagées parce que les rapports d'infraction établis par l'inspection du travail étaient incomplets ou qu'ils ne contenaient pas les documents demandés, et que la décision de clore une affaire administrative était souvent communiquée trop tardivement pour que l'inspection du travail puisse faire appel dans les délais prescrits.

La commission constate, d'après les informations fournies par le gouvernement, que l'écart entre le nombre d'affaires dont est saisi le bureau du procureur par les inspections du travail fédérales (7 580) et le nombre de procédures pénales engagées (518) est toujours très important, et que le rapport du gouvernement ne dit rien sur le nombre de condamnations réelles. La commission note également un

nombre important d'annulations d'actes d'inspection, ordonnances, décrets, conclusions et autres décisions des inspecteurs du travail par les autorités judiciaires en 2018 (1 206). **La commission prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'application effective des dispositions légales dont l'exécution incombe aux inspecteurs du travail. Elle prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur les mesures concrètes prises pour combler les lacunes constatées en la matière, telles que, notamment, la formation des inspecteurs du travail s'agissant de l'établissement de rapports d'infraction complets, y compris le recueil des éléments de preuve nécessaires; l'amélioration de la communication et des activités de coordination avec le personnel judiciaire concernant les éléments de preuve requis pour établir la violation du droit du travail et poursuivre efficacement les auteurs de tels actes; ainsi que la nécessité d'informer rapidement l'inspection du travail de l'issue des affaires jugées. La commission prie le gouvernement de fournir des statistiques concrètes sur les affaires administratives et pénales signalées par l'inspection du travail, dont les dispositions légales pertinentes, les enquêtes menées, les poursuites engagées et les sanctions imposées. La commission demande également des informations sur les raisons pour lesquelles un nombre important de décisions prises par les inspecteurs du travail ont été annulées.**

Articles 12 et 16. Pouvoirs et prérogatives de l'inspection du travail. Dans ses commentaires précédents, la commission notait que l'article 357 du Code du travail permet aux inspecteurs du travail d'interroger uniquement les employeurs (et non les travailleurs) et que la loi fédérale n° 294-FZ, le Code du travail et le règlement n° 875 contiennent nombre de restrictions aux pouvoirs des inspecteurs, notamment leur liberté d'initiative en ce qui concerne la tenue d'inspections, sans avertissement préalable (art. 9(12) et 10(16) de la loi n° 294-FZ), et leur liberté d'accès aux établissements (sans ordre d'un supérieur hiérarchique) à toute heure du jour et de la nuit (art. 10(5) et 18(4) de la loi n° 294-FZ). Elle avait aussi noté que ces textes contiennent des restrictions quant aux motifs permettant une visite non programmée (art. 360 du Code du travail, art. 10(2) de la loi n° 294-FZ et art. 10 du règlement n° 875 de 2012). La commission notait également que, en vertu de l'article 19(6)(1) et (2) du Code des infractions administratives, les inspecteurs du travail engagent leur responsabilité administrative lorsqu'ils ne respectent pas certaines de ces restrictions, par exemple lorsqu'ils effectuent des inspections pour des motifs autres que ceux permis par la loi. Elle priait instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre la législation nationale en conformité avec les *articles 12 et 16* de la convention.

La commission note que le gouvernement mentionne l'adoption d'une approche fondée sur le risque dans le travail des services d'inspection du travail. À cet égard, elle note que la résolution n° 197 de février 2017 sur l'adoption de réformes de certains lois de la Fédération de Russie, prévoit que selon l'évaluation des risques, les inspections prévues ne peuvent pas être menées: i) plus d'une fois tous les deux ans pour les lieux de travail considérés comme présentant un risque élevé; ii) plus d'une fois tous les trois ans pour les lieux de travail considérés comme présentant un risque important; iii) plus d'une fois tous les cinq ans pour ceux considérés comme présentant un risque moyen; et iv) plus d'une fois tous les six ans pour ceux considérés comme présentant un risque modéré. De plus, pour les lieux de travail considérés comme présentant un risque faible, les inspections planifiées ne sont pas autorisées. À cet égard, la commission note que, aux termes des amendements apportés par la loi fédérale n° 480-FZ du 25 décembre 2018 à la loi fédérale n° 294-FZ, les inspections ne peuvent pas être prévues pour les petites et moyennes entreprises présentant un risque faible. La commission note également que, en 2018, 37 plaintes ont été déposées au titre de l'article 19(6)(1) contre des responsables des inspections nationales du travail pour violation des prescriptions relatives à la procédure de surveillance de l'État. **Rappelant et mettant l'accent à ce qu'il importe d'autoriser pleinement les inspecteurs du travail à effectuer des visites sans avertissement préalable afin de garantir l'efficacité de la surveillance, la commission prie de nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre la législation nationale en conformité avec les articles 12 et 16 de la convention. Notamment, elle prie instamment le gouvernement de veiller à ce que les inspecteurs du travail soient autorisés: i) à effectuer des visites sans avertissement préalable, conformément à l'article 12, paragraphe 1 a) et b), de la convention; ii) à interroger les employeurs et le personnel, conformément à l'article 12, paragraphe 1 c) i); et iii) à permettre que les établissements soient inspectés aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales pertinentes, conformément à l'article 16. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur l'impact du système d'inspection fondée sur le risque sur la couverture des lieux de travail par l'inspection du travail. À cet égard, elle prie le gouvernement de fournir des statistiques sur le nombre d'inspections du travail effectuées chaque année depuis la mise en application de ce système, indiquant le nombre d'inspections dans les petites, moyennes et grandes entreprises. La commission prie le gouvernement de fournir des informations supplémentaires sur les plaintes présentées en vertu de l'article 19(6)(1) du Code des infractions administratives, indiquant les prescriptions de la loi sur le contrôle de l'État qui n'étaient pas respectées, précisant notamment les violations concernant des inspections du travail réalisées pour des**

motifs autres que ceux qu'autorise la loi, et les sanctions considérées contre les inspecteurs du travail sur la base de telles violations.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui reprend le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

Grenade

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1979)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Articles 20 et 21 de la convention. Établissement et publication de rapports annuels d'inspection et communication de ces rapports au BIT. Dans ses commentaires précédents, la commission avait constaté que, malgré ses commentaires réitérés à ce sujet, aucun rapport annuel d'inspection n'avait été communiqué au BIT depuis 1995. La commission note que le gouvernement souligne l'importance d'établir, de publier et de transmettre des rapports annuels de l'inspection du travail, mais qu'il indique que les rapports annuels tels qu'élaborés actuellement ne contiennent pas tous les sujets requis qui sont énumérés à l'article 21. **La commission prie instamment le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour veiller à ce que les rapports annuels d'inspection soient publiés puis transmis au BIT conformément aux dispositions des articles 20 et 21. La commission rappelle à nouveau au gouvernement qu'il peut avoir recours à l'assistance technique du BIT à cette fin.**

La commission prie le gouvernement, en tout état de cause, de fournir des informations statistiques aussi détaillées que possible sur les activités des services d'inspection du travail (établissements industriels et commerciaux assujettis au contrôle de l'inspection, nombre d'inspections, infractions décelées et dispositions légales auxquelles elles se rapportent, sanctions imposées, nombre d'accidents du travail et de cas de maladie professionnelle, etc.) afin que la commission puisse évaluer en toute connaissance de cause l'application de la convention dans la pratique.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Haïti

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1952)

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs et des travailleuses des secteurs public et privé (CTSP), reçues le 1^{er} septembre 2019, dans lesquelles elle réitère ses observations de 2016, 2017 et 2018 et ajoute que la situation s'est aggravée.

Articles 3, 12, 13, 15, 16, 17 et 18 de la convention. Exercice des fonctions principales de l'inspection du travail. Sanctions appropriées. Dans son précédent commentaire, la commission avait noté les indications du gouvernement concernant les obstacles rencontrés dans l'application de la convention dans la pratique, notamment un nombre insuffisant d'inspecteurs du travail, et avait demandé au gouvernement de fournir des informations détaillées, accompagnées de données statistiques, sur la planification et la mise en œuvre des visites systématiques d'inspection à travers tout le pays, y compris dans les zones franches, ainsi que leurs résultats. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement concernant la planification et la mise en œuvre des visites d'inspection dans deux des 10 départements du pays dans plusieurs secteurs d'activité, notamment: i) dans le département de l'Ouest, 64 visites (32 premières visites et 32 de rattrapage) réalisées en 2017, 16 visites (dont 11 dans le secteur textile), 31 interventions ponctuelles en entreprise et 24 enquêtes, réalisées en 2018, et 42 visites planifiées et 10 services conseils réalisés en 2019; et ii) dans le département du Nord-Est, 10 premières visites et 10 visites de suivi réalisées en 2018. Le gouvernement indique que l'objectif principal de l'inspection du travail dans cette période a été la correction des non-conformités constatées plutôt que les sanctions. La commission note aussi que la CTSP, dans ses observations, indique que les inspecteurs ne fournissent pas de conseils techniques aux travailleurs et aux employeurs et se limitent à calculer les prestations légales dans les conflits entre employeurs et travailleurs. La CTSP indique en outre qu'il n'y a pas de statistiques d'inspection du travail dans le pays, qu'elle n'est en connaissance d'aucune planification ni mise en œuvre des visites systématiques à travers le pays et que, dans les faits, l'inspection du travail n'existe que dans le secteur textile. **Tout en prenant dûment note des progrès accomplis depuis 2017 par l'inspection du travail du pays, notamment concernant la planification et la mise en œuvre des visites dans deux des 10 départements du pays, la commission prie le gouvernement d'intensifier ses efforts**

pour étendre progressivement la planification et la réalisation des visites d'inspection dans toutes les régions et tous les secteurs économiques du pays. La commission prie aussi le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises à cet égard, y compris des statistiques concernant le nombre des visites d'inspection planifiées et réalisées, ventilées par secteur, ainsi que des détails sur les résultats de ces visites, notamment les mises en demeure établies, les procédures légales entamées ou recommandées et les sanctions imposées et appliquées. La commission prie également le gouvernement de s'assurer que, dans ses visites d'inspection, les inspecteurs accomplissent leurs fonctions principales en conformité avec l'article 3 de la convention.

Articles 6, 10 et 11. *Personnel et moyens matériels à la disposition de l'inspection du travail.* La commission note que le gouvernement indique, en réponse à ses commentaires précédents: i) que, entre 2014 et 2017, grâce au projet de renforcement des capacités du ministère des Affaires sociales et du Travail (ILO-MAST) piloté par le BIT, une équipe de 20 fonctionnaires dont 12 inspecteurs de terrain et 8 formateurs a été créée; ii) que, en 2018, des moyens de transport (six motocyclettes et une voiture) ont été fournis à certains bureaux régionaux du MAST et que des efforts sont envisagés pour doter tous les services d'inspection des moyens nécessaires afin de garantir la présence de l'inspection du travail sur les lieux de travail; et iii) qu'il prévoit une révision à la hausse des salaires du corps d'inspecteurs du travail au même titre que tous les autres inspecteurs de l'administration publique. La commission prend note de l'observation de la CTSP selon laquelle le gouvernement n'aurait pas fait d'efforts pour changer le statut des inspecteurs du travail afin de leur donner de meilleures conditions d'emploi, telles qu'un salaire décent, une garantie d'emploi productif, et des avantages sociaux, ce qui pourrait mettre en péril l'indépendance des inspecteurs. **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts visant à augmenter progressivement le nombre d'inspecteurs et de moyens matériels d'exécution à leur disposition pour permettre d'assurer un service efficace des fonctions du service d'inspection. La commission prie aussi le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour améliorer les conditions de service des inspecteurs, y compris l'augmentation de leur rémunération. À cet égard, elle le prie de fournir des informations sur les arilles de rémunération et les perspectives de carrière des inspecteurs du travail, en comparaison avec les fonctionnaires publics exerçant des fonctions similaires au sein d'autres services du gouvernement, tels que les inspecteurs des impôts et la police.**

Articles 6, 7, paragraphe 1, et article 15 a). *Recrutement des inspecteurs. Interdiction d'avoir un intérêt quelconque direct ou indirect dans les entreprises placées sous leur contrôle.* Dans son précédent commentaire, la commission avait pris note que la CTSP indiquait dans ses observations que le recrutement des inspecteurs du travail se fait sur une base de clientélisme. La commission note que le gouvernement indique que, pour s'assurer de la pleine application des articles 47 à 75 du décret du 17 mai 2005 portant révision du statut général de la fonction publique qui règle la procédure de recrutement des agents de la fonction publique, dont celui des inspecteurs du travail, il dispose d'une structure administrative créée à cet effet, dénommée Office du management des ressources humaines (OMRH). La commission note aussi que la CTSP réitère en 2019 ses observations précédentes à ce sujet et indique l'aggravation du manque d'indépendance de l'inspection du travail par rapport aux employeurs. **La commission prie le gouvernement de s'assurer que les inspecteurs du travail soient recrutés uniquement sur la base de l'aptitude du candidat à remplir les tâches qu'il aura à assumer et qu'ils aient le statut et les conditions de service nécessaires pour les rendre indépendants de tout changement de gouvernement et de toute influence extérieure induite, en conformité avec les articles 6 et 7, paragraphe 1, de la convention. La commission prie également le gouvernement de lui fournir des informations sur la composition de l'OMRH et ses prérogatives.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Inde

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1949)

La commission prend note des observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 16 septembre 2020. La CSI déclare que, dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19, un nombre d'États (notamment Uttar Pradesh, Madhya Pradesh, Rajasthan et Gujarat) ont apporté des modifications à leur législation du travail par le biais d'amendements, d'ordonnances ou de décrets exécutifs, contournant ainsi les consultations tripartites et les débats parlementaires. La CSI affirme que les modifications, étant basées sur les dispositions relatives aux mesures extraordinaires de la loi sur les usines de 1948, portent gravement atteinte aux droits des travailleurs et les laissent sans protection, notamment en ce qui concerne les heures de travail, la sécurité et la santé et les salaires. La CSI exprime également sa préoccupation par rapport aux dispositions adoptées dans l'État de Madhya Pradesh, qui exempte les «usines non-dangereuses» des inspections de routine du commissaire au travail,

et permet à ces usines de soumettre, à la place, des certifications émises par des tiers relativement à la conformité. La CSI déclare que cette exemption est une violation de la convention et va mettre en danger la santé et la sécurité des travailleurs. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à cet égard.**

En outre, la commission prend note que le projet de loi sur la sécurité et la santé au travail (SST) et les conditions de travail, précédemment noté par la commission, a été adopté en 2020. La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base de la législation nouvellement adoptée (voir *articles 12 et 17* ci-dessous), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations du Conseil des employeurs indiens (CIE), reçues le 30 août 2019, des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 1^{er} septembre 2019, ainsi que de la réponse du gouvernement aux observations de la CSI.

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

La commission prend note de la discussion tenue par la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail, lors de sa 108^e session (juin 2019), sur l'application de la convention, et des conclusions qu'elle a adoptées. Les conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence ont appelé le gouvernement à: i) s'assurer que le projet de législation, en particulier le Code sur les salaires et la loi sur la SST et les conditions de travail soient conformes à la convention; ii) s'assurer que des inspections du travail efficaces soient effectuées dans tous les lieux de travail, y compris dans l'économie informelle et dans toutes les zones économiques spéciales (ZES); iii) promouvoir la collaboration entre les agents de l'inspection du travail et les employeurs et les travailleurs ou leurs organisations, en particulier lorsqu'il s'agit de donner suite aux rapports d'inspection; iv) accroître les ressources à la disposition des services d'inspection du gouvernement central et des gouvernements des États; v) s'assurer que les inspecteurs du travail aient tous pouvoirs pour entreprendre des visites de routine et des visites inopinées et pour engager des procédures judiciaires; vi) poursuivre ses efforts en vue de la constitution de registres des lieux de travail à l'échelon central et à celui des États; vii) fournir des informations détaillées sur les progrès accomplis s'agissant des mesures prises pour améliorer le système de collecte des données, en permettant l'enregistrement de données dans tous les secteurs; viii) s'assurer que le fonctionnement du programme d'autocertification n'entrave pas et n'interfère en aucune manière avec les prérogatives et les fonctions par lesquelles les inspecteurs du travail effectuent des visites régulières et inopinées, dans la mesure où il s'agit seulement d'un outil complémentaire; ix) soumettre son rapport annuel sur l'inspection du travail au BIT; x) fournir des informations sur le nombre de visites de routine et de visites inopinées, ainsi que sur les sanctions dissuasives infligées en cas d'infraction afin de garantir la mise en œuvre des protections du travail dans la pratique. La Commission de l'application des normes de la Conférence a également invité le gouvernement à accepter une mission de contacts directs et à rédiger un rapport, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, sur le progrès accompli dans la mise en application de la convention, en droit comme dans la pratique. La commission note avec **préoccupation** la déclaration dans le rapport du gouvernement selon laquelle il n'accepte aucune mission de contacts directs.

Articles 2 et 4 de la convention. Inspection du travail dans les ZES. Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que, selon des indications précédentes du gouvernement, très peu d'inspections avaient été effectuées dans les zones économiques spéciales (ZES), et que les commissaires au développement continuaient d'exercer des fonctions d'inspection dans certaines ZES. La commission prend note des observations de la CSI qui se dit préoccupée de constater que des pouvoirs d'inspection du travail sont actuellement exercés par les commissaires au développement, dont la fonction consiste à attirer les investissements dans les ZES. La commission note également les observations formulées par le CIE selon lesquelles certaines ZES ont des juridictions dans plus d'un État et que, en raison de cette difficulté administrative, des commissaires au développement ont été désignés pour contrôler le fonctionnement des ZES. Le CIE ajoute que les commissaires au développement se sont vu attribuer plein pouvoir pour faire appliquer la législation du travail par le biais des inspecteurs du travail délégués par les gouvernements locaux.

La commission note l'indication du gouvernement, fournie en réponse aux préoccupations exprimées par la CSI, selon laquelle les inspecteurs du travail délégués dans les États travaillent de façon indépendante, sont rémunérés par les États et peuvent conduire des inspections de leur propre initiative sans en notifier préalablement les commissaires pour le développement. La commission prend note également des indications du gouvernement, en réponse à sa demande visant à garantir la tenue d'inspections du travail dans toutes les ZES, selon lesquelles le nombre d'inspections a augmenté de manière sensible ces trois dernières années. À cet égard, la commission note avec **intérêt**, d'après les informations statistiques fournies par le gouvernement, que le nombre d'inspections menées dans six des

sept ZES entre 2016-17 et 2018-19 a augmenté comme suit: de 0 à 62 dans la ZES Falta et Kolkata; de 26 à 30 à Vishakapatnam; de 46 à 105 à Mumbai; de 16 à 30 à Noida; de 368 à 2 806 à Kandla; et de 189 à 222 à Chennai. Le nombre d'inspections dans la ZES Cochin a baissé de 22 à 18 au cours de cette même période. La commission note cependant que le nombre de sanctions imposées reste faible et que, dans trois des sept ZES, aucune sanction n'a été imposée pendant cette période. **La commission prie le gouvernement, en accord avec les conclusions de la Commission de l'application des normes de 2019, de veiller à ce que des inspections du travail efficaces soient menées dans les toutes les ZES existantes. Tout en se félicitant des informations déjà parvenues, la commission prie le gouvernement de fournir des statistiques plus détaillées sur le nombre d'inspecteurs du travail responsables d'inspections dans ces zones, le nombre de visites d'inspection, le nombre et la nature des infractions signalées, le nombre des sanctions infligées, le montant des amendes imposées et recueillies, ainsi que des informations, le cas échéant, sur les poursuites judiciaires. Elle prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre d'entreprises et de travailleurs dans chacune des ZES et de fournir des informations actualisées indiquant dans quelles ZES les pouvoirs de l'inspection du travail ont été délégués aux commissaires pour le développement, y compris les pouvoirs spécifiques qui ont été délégués et la manière dont les inspections sont effectuées dans ces ZES.**

Articles 4, 20 et 21. Disponibilité des informations statistiques sur les activités des services d'inspection du travail aux niveaux central et des États. Disponibilité de statistiques dans des secteurs spécifiques. La commission note que, en réponse à sa précédente demande le priant de fournir un rapport annuel d'inspection du travail, le gouvernement se réfère au rapport 2018-19 qu'a publié le ministère du Travail et de l'Emploi, qui contient des informations statistiques sur les activités d'inspection au niveau central (y compris sur le nombre d'inspections du travail, le nombre d'irrégularités constatées, le nombre de poursuites et de condamnations, ainsi que le nombre d'accidents dans les mines). Au niveau des États, la commission note les informations statistiques sur les activités de l'inspection du travail, que le gouvernement a fournies avec son rapport (y compris sur le nombre d'inspections du travail dans 14 États, le nombre d'infractions constatées, et le nombre de poursuites et de condamnations imposées dans 15 États). Enfin, la commission se félicite des informations communiquées sur le portail Web Shram Suidha du ministère du Travail et de l'Emploi, au sujet de lieux de travail enregistrés dans neuf États, ainsi que sur les discussions en cours dans d'autres États en vue de l'intégration d'informations dans le portail. La commission prend note également des observations formulées par la CSI selon lesquelles les données statistiques fournies ne sont pas suffisantes pour permettre une évaluation du fonctionnement réel des services de l'inspection du travail. **La commission prie instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts afin de veiller à ce que l'autorité centrale (au niveau central ou aux niveaux des États) publie et communique au BIT des rapports annuels sur les activités de l'inspection du travail, qui contiennent l'ensemble des données requises par l'article 21. Conformément aux conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence de 2019, la commission encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts pour établir des registres des lieux de travail aux niveaux central et des États. À cet égard, la commission prie également une nouvelle fois le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les progrès accomplis concernant les mesures prises afin d'améliorer le système de collecte des données permettant l'enregistrement des données dans tous les secteurs.**

Articles 10 et 11. Ressources matérielles et humaines aux niveaux central et des États. La commission note avec **intérêt** l'indication du gouvernement qui fait suite à sa demande d'accroître les ressources dans les inspections centrales et des États, selon laquelle plus de 574 inspecteurs du travail ont été recrutés au niveau des États ces deux dernières années, portant ainsi le nombre total d'inspecteurs du travail à 3 721. Le gouvernement ajoute que, au niveau central, le nombre d'inspecteurs du travail est de 4 702. La commission note également l'information fournie par le gouvernement concernant le niveau central et celui de 19 États, au sujet des facilités de transport ou des autorisations de transport qui ont été mises à disposition, ainsi que des ressources matérielles disponibles.

La commission note la déclaration du CIE selon laquelle l'utilisation de la technologie, en particulier la technologie de l'information et des communications, a contribué à promouvoir le respect de la législation. Elle note également les observations formulées par la CSI selon laquelle les ressources humaines et matérielles de l'inspection du travail sont insuffisantes. La commission note que le gouvernement répond que les inspecteurs au niveau central et dans la plupart des États disposent de véhicules pour effectuer leurs visites d'inspection. **Conformément aux conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence de 2019, la commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures afin d'accroître les ressources mises à la disposition des inspections au niveau local et des États et de fournir des informations sur les mesures concrètes qui ont été prises à cet égard. Elle prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre d'inspecteurs du travail, les ressources et les moyens de transport et/ou les budgets disponibles pour couvrir les frais de déplacement des services d'inspection du travail, au niveau central et pour chaque État, et de fournir**

également des informations statistiques sur les lieux de travail assujettis à l'inspection tant au niveau central qu'à celui des États.

Articles 12 à 17. *Libre initiative des inspecteurs du travail de pénétrer sur des lieux de travail sans avertissement préalable et libre décision des inspecteurs du travail d'engager des poursuites judiciaires sans avertissement préalable.* La commission a précédemment prié le gouvernement de veiller à ce que toute législation élaborée dans le cadre de la réforme législative en cours respecte les principes de la convention. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle, en réponse à sa demande, le Code sur les salaires a été adopté en août 2019. La commission note que, conformément à l'article 51(5)(b) du Code sur les salaires, les inspecteurs du travail sont qualifiés d'«inspecteurs-facilitateurs» pouvant inspecter les établissements «sous réserve d'instructions ou de directives émises de temps à autre par le gouvernement concerné». Elle note en outre que le Code sur les salaires prévoit que les inspecteurs-facilitateurs doivent, avant d'entamer des poursuites pour infraction, donner aux employeurs la possibilité de se conformer aux dispositions du code, dans un certain délai et par instruction écrite (art. 54(3)).

En outre, la commission prend note de l'adoption, le 28 septembre 2020, du Code sur la SST et les conditions de travail. Le code prévoit que, sous réserve de règles prescrites, les inspecteurs-facilitateurs peuvent pénétrer sur tout lieu qui est utilisé comme lieu de travail, ou qu'ils ont un motif raisonnable de croire qu'il est utilisé comme tel, et d'inspecter et examiner l'établissement ainsi que tous locaux, installation, machine, article ou autre matériel pertinent (art. 35(1) et (2)). La commission note que, bien que le code donne également aux inspecteurs-facilitateurs et à d'autres agents adéquatement autorisés le pouvoir de pénétrer sur les lieux de travail à tout moment pendant les heures de travail normales ou à toute autre heure qu'ils estiment nécessaire, il exige qu'ils aient formulé une notification écrite à l'employeur avant d'entreprendre une enquête (art. 20(1)). En ce qui concerne les inspections dans les mines (art. 41), les inspecteurs-facilitateurs doivent laisser au moins trois jours avant d'entreprendre une inspection (aux fins d'enquête, de nivellement ou de mesure de toute mine ou de toute production provenant d'une mine), sauf dans des situations d'urgence, suite à un ordre écrit de la part de l'Inspecteur-facilitateur en chef. La commission note en outre que l'article 110 prévoit qu'un inspecteur-facilitateur ne devra pas initier de procédures de poursuite contre un employeur pour toute infraction couverte par le chapitre XII du code (sur les infractions et les sanctions), et devra laisser à l'employeur la possibilité de se mettre en conformité avec les dispositions pertinentes du code dans un délai de 30 jours à partir de la date d'émission de la notification accordant ladite possibilité, et, si l'employeur se met en conformité avec les dispositions concernées dans le délai accordé, aucune procédure de poursuite ne devra être initiée contre cet employeur. L'article 110 prévoit en outre que la période de notification ne s'applique pas en cas d'accident, ou lorsqu'une infraction de la même nature se répète dans une période de trois ans à partir de la date à laquelle la première infraction a été commise. En outre, la commission prend note des statistiques fournies par le gouvernement concernant le nombre de condamnations prononcées et de sanctions imposées au niveau central et pour 11 États, pour la période allant de 2016 à 2019.

La commission rappelle qu'en vertu de l'article 12, paragraphe 1 a) de la convention, les inspecteurs du travail seront autorisés à pénétrer librement sans avertissement préalable à toute heure du jour et de la nuit dans tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection, et elle rappelle en outre que l'article 17 de la convention prévoit que, sous réserve de certaines exceptions, les personnes qui violeront ou ne respecteront pas les dispositions légales dont l'exécution incombe aux inspecteurs du travail seront passibles de poursuites légales immédiates, sans avertissement préalable, et qu'il est laissé à la libre décision des inspecteurs du travail de donner des avertissements ou des conseils au lieu d'intenter ou de recommander des poursuites. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour veiller à ce que les inspecteurs du travail soient autorisés, en droit et dans la pratique, à faire des visites d'inspections sans avertissement préalable, conformément à l'article 12, paragraphe 1 a) et b) de la convention. À cet égard, notant que le Code sur les salaires prévoit que les inspections ne doivent avoir lieu que conformément aux instructions ou aux directives fournies par le gouvernement concerné, la commission prie instamment le gouvernement de veiller à ce que les instructions émises donnent plein pouvoir aux inspecteurs du travail, conformément à l'article 12, paragraphe 1 a) et b), de la convention. La commission prie également le gouvernement de fournir davantage d'informations sur le sens du terme «enquête» à l'article 20 du Code sur la SST et les conditions de travail, et d'indiquer si les inspecteurs sont obligés de fournir un avertissement par écrit pour toutes les inspections en vertu du code. Elle le prie également instamment de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les inspecteurs du travail ont la possibilité d'entreprendre des poursuites légales sans notification préalable, lorsque cela est nécessaire, conformément à l'article 17 de la convention. À cet égard, la commission prie le gouvernement de fournir davantage d'informations sur le sens du terme «inspecteurs-facilitateurs», y compris les fonctions et les pouvoirs des fonctionnaires qui exercent ce rôle. Notant les informations statistiques déjà fournies, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur le**

nombre et la nature des infractions constatées, le nombre des sanctions imposées, le montant des amendes imposés et perçues, ainsi que des informations, le cas échéant, sur les poursuites pénales.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui réitère le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

Kirghizistan

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 2000)

La commission prend note des observations formulées par la Fédération des syndicats du Kirghizistan (KFTU), reçues le 30 septembre 2020.

Articles 12, 16, 17 et 18 de la convention. Limitations et restrictions à l'inspection du travail. Application effective des sanctions prévues par le droit du travail. 1. Moratoire sur les inspections du travail. La commission prend note de l'indication du gouvernement dans son rapport concernant l'adoption de la décision gouvernementale n° 586 de 2018 qui interdit temporairement l'inspection des entités économiques. La commission note avec une **profonde préoccupation** que la décision gouvernementale n° 586 impose cette interdiction temporaire entre le 1^{er} janvier 2019 et le 1^{er} janvier 2021 (art. 1). La décision gouvernementale indique, dans son préambule, qu'elle vise à: créer les conditions favorables au développement des entreprises et aux investissements, appuyer les activités économiques des entreprises et empêcher l'ingérence d'organes habilités dans les activités des entreprises. Néanmoins, la commission note que selon la KFTU, depuis que les inspections ont été interdites, toute violation aux droits des travailleurs ne peut être investiguée que sur la base d'une plainte du travailleur, ce qui crée des conditions favorables pour que les employeurs cachent les cas de violations aux droits du travail et les accidents du travail. La KFTU déclare en outre que le moratoire a eu un impact négatif sur la sécurité au travail et la prévention des accidents du travail.

Tout en notant que des inspections peuvent être effectuées à la demande de personnes physiques et morales en cas de violations des droits au travail (art. 1, paragr. 4), la commission rappelle que l'article 16 de la convention dispose que les établissements sont inspectés aussi souvent qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales pertinentes. **Rappelant qu'un moratoire imposé à l'inspection du travail est une violation grave de la convention, la commission prie instamment le gouvernement de supprimer l'interdiction temporaire des inspections et de veiller à ce que les inspecteurs du travail puissent procéder à des inspections aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales, conformément à l'article 16 de la convention. La commission prie également le gouvernement de faire part de ses commentaires au sujet des observations de la KFTU.**

2. Autres limitations à l'inspection du travail. La commission avait précédemment noté avec préoccupation que la loi n° 72 de 2007 (telle que modifiée) sur la conduite des inspections dans les entreprises prévoit diverses limitations aux pouvoirs de l'inspection du travail et à la réalisation des inspections du travail, y compris des restrictions en ce qui concerne: i) le pouvoir d'effectuer des inspections du travail sans avertissement préalable (les visites d'inspection programmées doivent être notifiées au moins 10 jours avant l'inspection (art. 6, paragr. 6)); ii) la libre initiative des inspecteurs du travail (les inspections du travail nécessitent une autorisation formelle, en coordination avec l'organisme chargé de développer l'esprit d'entreprise (art. 12, paragr. 3)); iii) la fréquence des inspections du travail (par exemple, les inspections programmées ne doivent pas être effectuées plus d'une fois par an dans les lieux de travail considérés à haut risque et pas plus d'une fois tous les trois ans dans les lieux de travail présentant un risque moyen (art. 6, paragr. 3), et les inspections ne doivent pas être effectuées dans les nouvelles entreprises au cours des trois premières années de leur exploitation (art. 6, paragr. 8); et iv) la portée des inspections, notamment en ce qui concerne les questions pouvant faire l'objet des inspections (art. 6, paragr. 5, et art. 7, paragr. 4). En outre, un inspecteur risque d'être démis de ses fonctions, conformément à l'article 20 de la loi n° 72, lorsqu'un tribunal ne confirme pas l'existence d'une violation constatée par cet inspecteur et estime qu'il y a faute de l'inspecteur. La commission note que l'article 11 de la loi n° 72 dispose que les inspections programmées et non programmées n'ont pas pour objet d'imposer des sanctions financières ou autres aux entreprises et que, en cas de violation de la législation observée pendant une inspection programmée, les inspecteurs peuvent donner un avertissement écrit à l'entreprise pour lui demander d'éliminer la violation dans les 30 jours (trois jours si la violation affecte la sécurité ou la santé) et, une fois ce délai échu, prendre les mesures prévues par la loi pour exercer des pressions sur l'entreprise.

La commission note, selon l'indication du gouvernement, que ces dispositions de la loi n° 72 n'ont pas été amendées et qu'il prévoit d'examiner la question dans le cadre de la Commission nationale tripartite. Le gouvernement déclare que, conformément à la loi n° 72, l'organe agréé par l'État ne peut procéder à des inspections non programmées sur site qu'après accord du ministère de l'Économie. La

commission note avec une **profonde préoccupation**, selon l'affirmation du gouvernement, que c'est uniquement sous cette forme que les inspecteurs du travail peuvent vérifier que les employeurs se conforment à la législation du travail, et le gouvernement affirme en outre que, de cette manière, si l'organisation dispose d'un avocat qualifié, il n'y a pratiquement aucune chance pour qu'une inspection assortie d'un avis préalable ou se limitant à étudier les documents fournis par l'employeur aboutisse à prouver que des violations de la législation du travail ont été effectivement commises. La commission note également que les observations de la KFTU se réfèrent au nombre d'accidents du travail, et indiquent que la loi n° 72 a eu un impact négatif sur la sécurité au travail et la prévention des accidents du travail.

La commission rappelle son observation générale de 2019 concernant les conventions sur l'inspection du travail, dans laquelle elle a exprimé sa préoccupation concernant les réformes qui affaiblissent considérablement le fonctionnement inhérent des systèmes d'inspection du travail et a prié instamment les gouvernements de supprimer ces restrictions, afin de se conformer à la convention n° 81. **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 12 de la convention, les inspecteurs du travail soient habilités à effectuer sans avertissement préalable des visites sur les lieux de travail assujettis au contrôle de l'inspection, et pour faire en sorte que les inspecteurs du travail soient en mesure d'engager ou de recommander immédiatement, si nécessaire, des poursuites judiciaires sans avertissement préalable, conformément à l'article 17 de la convention. Elle prie en outre instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les inspecteurs soient en mesure de procéder aux inspections du travail aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales. La commission demande également au gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard, y compris sur l'examen qu'a fait la Commission nationale tripartite de cette question. Elle rappelle que le gouvernement peut bénéficier de l'assistance technique de l'OIT à cet égard.**

Article 13, paragraphe 2 b). *Mesures visant à assurer la sécurité et la santé des travailleurs.* Dans ses précédents commentaires, la commission s'est référée à l'article 17 de la loi sur la sécurité et la santé au travail et à l'article 402 du Code du travail et a prié le gouvernement de mettre la législation nationale en conformité avec les dispositions de la convention, en habilitant les inspecteurs du travail à prendre des mesures exécutoires immédiates en cas de danger imminent pour la santé ou la sécurité des travailleurs, même lorsqu'aucune infraction spécifique à la législation n'a été identifiée. La commission note, selon l'indication du gouvernement, qu'il prévoit d'examiner la question dans le cadre de la Commission nationale tripartite. **La commission demande encore une fois au gouvernement de prendre des mesures pour mettre la législation nationale en conformité avec l'article 13, paragraphe 2 b), de la convention, et de communiquer des informations sur les mesures prises.**

Articles 20 et 21. *Rapport annuel de l'inspection du travail.* Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises par l'autorité centrale d'inspection du travail en vue de publier et de transmettre au Bureau un rapport annuel sur les activités de l'inspection du travail. À cet égard, la commission prend note des informations statistiques sur les visites de l'inspection du travail et les violations constatées que le gouvernement fournit dans son rapport de 2019, mais note que le gouvernement n'a pas présenté de rapport annuel sur les activités de l'inspection du travail. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les rapports d'inspection annuels soient publiés et transmis à l'OIT, conformément aux dispositions des articles 20 et 21.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Liban

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1962)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Réforme de la législation du travail. La commission prend note des informations fournies par l'Équipe d'appui technique de l'OIT au travail décent et le Bureau régional de l'OIT pour les États arabes selon lesquelles une réunion tripartite a eu lieu en 2019 avec l'appui du BIT et une nouvelle réforme de la législation du travail est en cours. **La commission prie le gouvernement de tenir compte des questions soulevées ci-après ainsi que dans une demande adressée directement au gouvernement dans le cadre de cette nouvelle réforme, afin que**

le nouveau Code du travail soit pleinement conforme à la convention, et de lui faire part de toute avancée en la matière.

Article 3, paragraphes 1 et 2, de la convention. Fonctions principales et additionnelles des inspecteurs du travail.
 1. *Supervision des affaires syndicales.* La commission avait noté précédemment que, conformément à l'article 2 (c) du décret n° 3273 du 26 juin 2000, les services de l'inspection du travail sont habilités à contrôler les organisations et les confédérations professionnelles à tous les niveaux afin de vérifier que celles-ci, de par leurs activités, n'outrepassent pas les limites prescrites par la législation, leurs règlements intérieurs et leurs statuts. La commission rappelle qu'elle avait demandé pendant plusieurs années au gouvernement de prendre des mesures pour limiter l'ingérence des inspecteurs du travail dans les affaires syndicales internes. La commission prend note de la réponse du gouvernement dans son rapport selon laquelle le rôle des inspecteurs du travail se limite à l'accès aux dossiers syndicaux et aux cas où un syndicat présente son rapport final ou un membre du conseil syndical dépose une plainte. Le gouvernement indique qu'aucune plainte à cet égard n'est actuellement enregistrée auprès du Département des relations professionnelles et des syndicats. La commission prend en outre note des statistiques communiquées par le gouvernement selon lesquelles, en 2015, les services de l'inspection du travail ont supervisé 207 élections syndicales et reçu 13 demandes d'autorisation de constituer un syndicat.

À cet égard, la commission rappelle que, conformément à l'article 3, paragraphe 1 de la convention, le système d'inspection du travail a pour fonctions principales de contrôler et assurer l'application des conditions de travail et la protection des travailleurs dans l'exercice de leur profession, et que, conformément à l'article 3, paragraphe 2, si d'autres fonctions sont confiées aux inspecteurs du travail, celles-ci ne devront pas faire obstacle à l'exercice de leurs fonctions principales ni porter préjudice d'une manière quelconque à l'autorité ou à l'impartialité nécessaires aux inspecteurs dans leurs relations avec les employeurs et les travailleurs. En outre, dans son Étude d'ensemble de 2006, intitulée *Inspection du travail*, paragraphe 80, la commission a émis des réserves quant au recours excessif des inspecteurs du travail à un contrôle étroit des activités des syndicats et des organisations d'employeurs, lorsque cela se traduit par des actes d'ingérence dans les activités légitimes de ces organisations. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, compte tenu de la réforme en cours de la législation du travail, pour s'assurer que les fonctions confiées aux inspecteurs du travail ne fassent pas obstacle à leur objectif principal, qui est de prévoir la protection des travailleurs, en conformité avec l'article 3, paragraphe 1, de la convention n° 81. À cet égard, la commission prie instamment le gouvernement de faire en sorte que tout contrôle des activités syndicales soit effectué uniquement aux fins de la protection des droits des syndicats et de leurs membres, et qu'il ne se traduise pas par des actes d'ingérence dans leurs activités légitimes et leurs affaires internes.**

2. *Permis de travail pour les travailleurs migrants.* La commission prend note des statistiques fournies par le gouvernement selon lesquelles, en 2015, une part importante des activités de l'inspection du travail a été axée sur la délivrance (60 814) et le renouvellement (148 860) de permis de travail, ainsi que sur les inspections relatives aux permis de travail (253). **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures spécifiques pour veiller à ce que les fonctions confiées aux inspecteurs du travail qui sont relatives à l'émission et au contrôle des permis de travail, ne fassent pas obstacle à l'objectif principal des inspecteurs du travail, à savoir assurer l'application des dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs, tel que prévu par l'article 3, paragraphe 1 de la convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le temps et les ressources consacrés aux activités de l'inspection du travail dans ces domaines, par rapport aux activités visant à assurer l'application des dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs.**

Article 12, paragraphes 1 et 2. Droit des inspecteurs du travail de pénétrer librement dans les établissements assujettis au contrôle de l'inspection. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de modifier le mémorandum n° 68/2 de 2009, qui prévoit que toute visite d'inspection non-programmée doit être autorisée par écrit par le chef de service. Elle note que, conformément à l'article 6 du décret n° 3273 de 2000 relatif à l'inspection du travail, les inspecteurs du travail sont autorisés à pénétrer librement et sans avertissement dans tous les établissements assujettis au contrôle de l'inspection pendant les heures de travail dans l'entreprise et dans tous ses locaux; en cas de visite d'inspection, ils doivent informer l'employeur de leur présence sur les lieux, à moins qu'ils ne jugent cette information préjudiciable à l'exercice de leurs fonctions. Toutefois, la commission prend note également de l'indication du gouvernement selon laquelle une autorisation écrite est requise pour qu'une inspection puisse être effectuée et que les inspections sont effectuées dans le cadre du programme annuel ou mensuel de l'inspecteur. À cet égard, la commission rappelle que l'article 12 de la convention dispose que les inspecteurs du travail munis de pièces justificatives de leurs fonctions sont habilités à pénétrer librement et sans avertissement préalable, à toute heure du jour et de la nuit, dans tout établissement assujetti au contrôle de l'inspection. Elle rappelle que l'obligation d'obtenir une autorisation préalable pour pouvoir entreprendre une inspection dans tous les cas constitue une restriction au droit des inspecteurs d'effectuer une inspection de leur propre initiative, y compris lorsqu'ils ont des raisons de penser qu'une entreprise enfreint les dispositions légales. **La commission prie à nouveau le gouvernement de prendre des mesures pour que le mémorandum n° 68/2 de 2009 soit modifié de sorte à ce que les inspecteurs du travail munis de pièces justificatives de leurs fonctions soient autorisés à pénétrer librement dans tout établissement assujetti au contrôle de l'inspection, conformément à l'article 12, paragraphe 1 de la convention, et de fournir des copies de tous textes ou documents montrant les progrès accomplis à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Ouganda

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1963)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 4 de la convention. Surveillance et contrôle d'une autorité centrale. Dans ses précédents commentaires, la commission a prié le gouvernement de poursuivre les efforts déployés pour replacer le système d'inspection du travail sous la surveillance et le contrôle d'une autorité centrale, après la décentralisation de 1995. À cet égard, la commission rappelle que la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail a examiné le présent cas à plusieurs reprises (2001, 2003 et 2008) et que les conclusions de la Commission de la conférence ont mis l'accent sur la nécessité de placer le système d'inspection sous la responsabilité d'une autorité centrale. La commission relève que, dans son rapport, le gouvernement indique que le ministère du Genre, du Travail et du Développement social joue un rôle de surveillance, même si le système d'inspection est décentralisé. Le gouvernement indique que ce ministère a pris des mesures visant à modifier la législation et à placer le système d'inspection sous une autorité centrale. **La commission prie instamment le gouvernement de poursuivre les efforts déployés pour placer le système d'inspection du travail sous une autorité centrale afin de garantir un fonctionnement cohérent du système et de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard, y compris copie de tout texte de loi adopté.**

Articles 10, 11 et 16. Ressources du système d'inspection du travail et visites d'inspection. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de poursuivre ses efforts pour veiller à ce que des ressources humaines et financières soient allouées à l'inspection du travail. La commission note que le gouvernement indique que le ministère du Genre, du Travail et du Développement social continue de garantir que des ressources humaines et matérielles sont allouées à l'inspection du travail et que des véhicules supplémentaires ont été remis au Département du travail. Cependant, elle note que le gouvernement indique que le manque de ressources financières continue de poser problème. De plus, elle prend note du rapport de 2016 sur l'examen des activités de mise en œuvre de la sécurité et de la santé au travail (SST), effectué par le vérificateur général du ministère du Genre, du Travail et du Développement social, dans lequel figurent les éléments suivants: a) sur le million de lieux de travail que le pays compterait, d'après les estimations, seuls 476 ont fait l'objet d'une inspection entre 2013 et 2015 (212 en 2012-13, 125 en 2013-14 et 139 en 2014-15, d'après les rapports annuels d'activité des départements); b) le ministère du Genre, du Travail et du Développement social a fait l'acquisition de matériel d'analyse et de laboratoire clinique mais le Département de la SST n'a pas entièrement formé les inspecteurs à son utilisation; c) l'application de la législation relative à la SST n'est pas effective par manque de personnel et de moyens logistiques. En ce qui concerne les problèmes de personnel, la commission note que, d'après ledit rapport, seuls 22 des 48 postes approuvés sont actuellement pourvus. **La commission note avec préoccupation les ressources humaines et matérielles limitées allouées à l'inspection du travail et prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour veiller à ce qu'il y ait suffisamment d'inspecteurs du travail dotés des ressources nécessaires, y compris en pourvoyant les postes vacants, conformément aux articles 10 et 11 de la convention, afin de garantir que les lieux de travail sont inspectés aussi souvent qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales en question, comme prescrit par l'article 16 de la convention.**

Articles 20 et 21. Publication et communication d'un rapport annuel sur l'inspection du travail. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note que le gouvernement s'engageait à publier, et à soumettre au BIT, un rapport annuel sur les travaux des services d'inspection, en application de l'article 20 de la loi de 2006 sur l'emploi. La commission note que le gouvernement indique qu'un projet de rapport annuel a été établi. Elle note toutefois avec **préoccupation** qu'aucun rapport n'a été publié ni soumis au BIT. **La commission prie de nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que des rapports annuels sur l'inspection du travail seront publiés et communiqués régulièrement au BIT dans les délais fixés à l'article 20 et qu'ils contiendront les informations requises à l'article 21 a) à g).**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Pakistan

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1953)

Article 3, paragraphes 1 et 2, article 4, paragraphe 2, et articles 10 et 16 de la convention. Efficacité de l'organisation des services d'inspection du travail et la surveillance et le contrôle des autorités centrales au niveau des provinces. Nombre des inspecteurs du travail, nombre des inspections et caractère approfondi de celles-ci. La commission avait noté précédemment qu'il existait toujours une pénurie marquée d'inspecteurs du travail par rapport au nombre des lieux de travail assujettis à l'inspection. Elle avait noté également que les directions provinciales de l'administration du travail sont investies d'un certain nombre de fonctions, telles que l'enregistrement des syndicats et le rôle de conciliateur ainsi que le règlement des conflits du travail, qui n'ont pas de lien avec les fonctions principales des inspecteurs du travail (telles que définies à l'article 3, paragraphe 1, de la convention).

La commission note que le gouvernement déclare dans son rapport que les gouvernements des provinces s'emploient à renforcer le personnel de l'inspection du travail et à étendre le champ d'action de

cette institution. Elle prend dûment note, à cet égard, des éléments contenus dans le rapport sur l'inspection du travail pour l'année 2018, qui font apparaître une légère augmentation globale du nombre des inspecteurs par rapport aux mêmes chiffres de l'année 2017 dans les provinces respectivement: du Punjab (de 221 à 225 inspecteurs du travail mais sans changement (13) pour les inspecteurs des mines); du Sindh (de 117 à 132 inspecteurs du travail et de 26 à 21 inspecteurs des mines); et du Khyber Pakhtunkhwa (de 40 à 50 inspecteurs du travail). La commission note une baisse globale des effectifs dans une province, le Baloutchistan (de 73 à 63 inspecteurs du travail et de 9 à 16 inspecteurs des mines) et elle note également qu'une part significative des postes à pourvoir restent vacants au Baloutchistan (37 pour cent), au Khyber Pakhtunkhwa (46 pour cent) et au Sindh (30 pour cent). Elle prend note des informations communiquées par le gouvernement quant au nombre des contrôles effectués par les différentes directions de l'inspection du travail, au nombre des travailleurs couverts par ces contrôles et, enfin, au décompte approximatif de la main-d'œuvre au Pakistan, qui s'élevait à 65,50 millions en 2017-18. Le gouvernement indique qu'en matière de statistiques, la transmission des données concernant l'inspection du travail par les provinces progresse mais qu'il y a encore parfois des disparités dans les données transmises dans les différents rapports.

En réponse aux questions qu'elle avait formulées précédemment concernant les autres fonctions confiées aux inspecteurs du travail, la commission note que le gouvernement déclare que les autres fonctions en question n'interfèrent pas avec l'exercice de leurs fonctions principales telles que visées à l'article 3, paragraphe 1, de la convention. Il déclare par exemple qu'au Punjab, le temps consacré par les inspecteurs du travail aux autres fonctions telles que l'enregistrement des syndicats, la conciliation et le règlement des litiges ne représente qu'environ 5 pour cent de leur temps de travail total, ce qui leur laisse amplement assez de temps pour l'exercice de leurs fonctions principales. En ce qui concerne ce détournement du temps des inspecteurs du travail vers leurs fonctions additionnelles plutôt que leurs fonctions principales de contrôler et assurer les conditions de travail et la protection des travailleurs dans l'exercice de leur profession, la commission rappelle que, selon l'article 3, paragraphe 2, de la convention, si d'autres fonctions sont confiées aux inspecteurs du travail, celles-ci ne devront pas faire obstacle à l'exercice de leurs fonctions principales ni porter préjudice d'une manière quelconque à l'autorité ou à l'impartialité nécessaires aux inspecteurs dans leurs relations avec les employeurs et les travailleurs. **La commission prie instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts pour assurer que le nombre des inspecteurs du travail soit suffisant pour permettre d'assurer l'exercice efficace des fonctions du service d'inspection, notamment en avisant au pourvoi des postes encore vacants dans chaque province. Elle le prie de continuer d'assurer la disponibilité d'une information exacte quant au nombre des inspecteurs du travail en fonction dans chaque province et de continuer de donner des informations sur ce nombre (et sur celui des postes vacants), de même que sur le nombre des inspections effectuées dans chaque province. Elle le prie de fournir de plus amples informations sur les mesures prises en vue du renforcement des autorités responsables de l'inspection du travail dans les quatre provinces. À cet égard, elle le prie à nouveau de communiquer un organigramme illustrant l'organisation des services de l'inspection du travail dans chacune des provinces.**

Article 12. Autorisation des inspecteurs du travail de pénétrer librement dans tout établissement. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que la loi du Sindh de 2017 sur la sécurité et la santé sur le travail (SST) restreint la possibilité d'opérer des visites d'inspection à «tout moment raisonnable» (et n'autorise un accès «à tout moment» que dans les situations de danger avéré ou potentiel) (art. 19). Elle avait rappelé qu'en vertu de l'article 12 de la convention, les inspecteurs du travail seront autorisés à pénétrer librement sans avertissement préalable à toute heure du jour et de la nuit dans tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection. Elle avait également noté que la loi du Pendjab de 2019 sur la SST, qui traite inclusivement de l'inspection du travail, ne comporte aucune disposition sur le pouvoir des inspecteurs du travail de pénétrer librement et sans avertissement préalable dans tout établissement assujéti à l'inspection.

La commission note que le gouvernement réitère que les inspecteurs du travail peuvent pénétrer librement et sans avertissement préalable dans les lieux de travail en vertu de la loi de 1934 sur les fabriques et de la loi de 1923 sur les mines. Elle note à cet égard que les informations communiquées par le gouvernement quant à la législation applicable dans les provinces respectives font apparaître que la loi de 1934 sur les fabriques n'est pas applicable dans les provinces du Khyber Pakhtunkhwa et du Sindh, qui ont adopté des lois provinciales sur les fabriques en 2013 et en 2015, respectivement.

À cet égard, la commission note que, tant dans la loi sur les fabriques de 1934 que dans la loi du Sindh sur les fabriques de 2015 et la loi du Khyber Pakhtunkhwa sur les fabriques de 2013, les dispositions relatives aux pouvoirs des inspecteurs ne mentionnent pas expressément que les inspecteurs peuvent pénétrer sans avertissement préalable, mais qu'ils peuvent pénétrer dans les établissements (qui sont assujettis à l'inspection ou dont ils ont des raisons de penser qu'ils le sont) comme ils l'estiment approprié, sous réserve de tout règlement pris par le gouvernement (article 11 de la loi de 1934 sur les fabriques,

article 12 de la loi du Khyber Pakhtunkhwa sur les fabriques et article 13 de la loi du Sindh sur les fabriques). **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que, dans toutes les provinces, les inspecteurs du travail soient autorisés, en droit et dans la pratique, à pénétrer librement et sans avertissement préalable à toute heure du jour ou de la nuit dans tous les lieux de travail assujetti à l'inspection, conformément à l'article 12, paragraphe 1, de la convention. Elle prie le gouvernement de donner des informations sur tout règlement (ou instrument législatif) qui aurait un impact sur l'exercice des pouvoirs des inspecteurs du travail tels qu'ils sont énoncés à l'article 11 de la loi sur les fabriques de 1934, à l'article 12 de la loi du Khyber Pakhtunkhwa sur les fabriques et à l'article 13 de la loi du Sindh sur les fabriques. Enfin, elle le prie de fournir des informations sur l'exercice de ce droit dans la pratique dans les provinces du Khyber Pakhtunkhwa et du Sindh, en indiquant le nombre des inspections effectuées avec et sans avertissement préalable.**

Articles 17 et 18. *Application effective. Sanctions suffisamment dissuasives prévues dans les cas de violations du droit du travail et d'obstruction à des inspecteurs du travail agissant dans l'exercice de leurs fonctions.* La commission se félicite des informations contenues dans le rapport sur l'inspection du travail pour l'année 2018, qui fournissent une réponse à sa demande précédente en ce qui concerne les voies légales d'exécution, et concernent le nombre des infractions décelées, le nombre des condamnations et le montant des amendes imposées par les Directions du travail et les Départements des mines de chaque province. Elle note également qu'en réponse à sa précédente demande concernant les cas d'obstruction à l'inspection du travail, le gouvernement déclare qu'il n'a pas été signalé de cas d'obstruction à des inspecteurs du travail agissant dans l'exercice de leurs fonctions dans l'ensemble des provinces. Elle note en outre qu'en réponse à sa précédente demande concernant les progrès accomplis s'agissant de l'alourdissement des sanctions prévues, le gouvernement fait état de l'adoption, en janvier 2020, de la loi du Khyber Pakhtunkhwa de 2019 sur la sécurité, l'inspection et la réglementation dans les mines, instrument qui a majoré le montant des amendes applicables dans les cas d'infraction dans le secteur minier. **Notant que le gouvernement a fait état précédemment d'un projet de législation du travail au Baloutchistan et au Sindh qui comporterait des sanctions plus lourdes, la commission prie le gouvernement de continuer de donner des informations sur les progrès accomplis en ce qui concerne le relèvement, dans chacune des provinces, du niveau des amendes et autres sanctions prévues dans les cas d'infractions à la législation du travail et d'obstruction à l'action des inspecteurs du travail agissant dans l'exercice de leurs fonctions. Elle le prie également de continuer de donner des informations pour chacune des provinces sur le nombre des infractions décelées, le nombre des infractions de cette nature qui ont donné lieu à des poursuites, les condamnations prononcées par la suite ainsi que le nombre et le montant des amendes imposées, de même que sur la proportion des amendes imposées qui sont effectivement recouvrées dans la pratique dans chacune des provinces. Notant que le gouvernement indique qu'il n'a pas été signalé de cas d'obstruction faite à des inspecteurs du travail agissant dans l'exercice de leurs fonctions, la commission prie instamment le gouvernement de donner des informations sur les raisons possibles de cette constatation, notamment si elle ne serait pas due à un défaut d'investigation suffisante de cette question ou encore à une réticence des inspecteurs du travail de signaler ce type d'incidents. Elle le prie de donner des informations sur tout fait de cette nature qui serait signalée à l'avenir, pour chacune des provinces, y compris sur les suites données à de pareils incidents et les sanctions imposées par suite (notamment le montant des amendes).**

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Paraguay

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1967)

La commission prend note des observations de la Centrale nationale des travailleurs (CNT) et de la Centrale unitaire des travailleurs authentique (CUT-A), reçues en 2019.

Articles 6, 7, 10 et 11 de la convention. *Inspecteurs du travail. Statut et conditions de service, recrutement, formation, nombre et moyens matériels de travail.* Se référant à ses commentaires précédents, la commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que la création du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (MTESS), en application de la loi n° 5115 de 2013, a permis d'améliorer les conditions de travail des inspecteurs du travail. En particulier, la commission note que, selon les informations transmises par le gouvernement: i) la rémunération des inspecteurs est supérieure à celle qu'ils percevaient à l'ancien ministère de la Justice et du Travail; ii) des concours ont été organisés pour l'entrée dans la fonction publique de nouveaux inspecteurs (le MTESS comptait 31 inspecteurs en 2015 et 25 inspecteurs en 2019); iii) une formation a été dispensée aux nouveaux inspecteurs dans le cadre du plan de formation réalisé par le bureau de l'OIT pour le cône Sud de l'Amérique latine, et une formation continue a été dispensée aux inspecteurs entre 2015 et 2019 dans différents domaines,

notamment le travail forcé, le travail des enfants et la sécurité et la santé au travail; et iv) le bureau de la Direction générale de l'inspection et du contrôle du travail (DGIF) dispose de nouveaux locaux, et les inspecteurs ont toutes les fournitures de bureau nécessaires.

La commission note que la CUT-A indique dans ses observations qu'elle est préoccupée par: i) le nombre insuffisant d'inspecteurs (moins de 30) pour couvrir l'ensemble du territoire national; ii) le manque de formation initiale et continue des inspecteurs et l'absence d'un profil de poste présentant les conditions requises pour occuper un poste; iii) le manque d'inspecteurs ayant le statut de fonctionnaire nommé; les inspecteurs sont maintenus dans la catégorie des agents contractuels et ne peuvent donc pas exercer pleinement leurs fonctions; et iv) le faible niveau de rémunération des inspecteurs. La commission note également que, en ce qui concerne les travailleurs du secteur public, la CNT indique dans ses observations que les agents contractuels ne bénéficient pas de la même protection que les fonctionnaires nommés – entre autres, droit à la retraite, soins de santé, couverture en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

La commission note que, d'après les informations fournies par le gouvernement, tous les inspecteurs entrés en service en 2015 étaient des fonctionnaires sous contrat temporaire et avaient été recrutés à la suite d'un concours fondé sur le mérite, tandis que 22 des 25 inspecteurs en poste en 2019 étaient des fonctionnaires sous contrat temporaire, et trois des fonctionnaires permanents. À cet égard, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les inspecteurs sont nommés par voie de concours public, conformément aux articles 15 et 35 de la loi n° 1626 de 2000 sur la fonction publique, et au décret n° 3857 de 2015 portant adoption des règles générales de sélection pour l'entrée et la promotion dans la fonction publique, tant pour les postes permanents que temporaires. L'article 8 de ce décret dispose que le concours au mérite est un mécanisme de sélection technique qui permet de recruter temporairement des personnes dans l'administration publique, et qui s'applique aux postes de techniciens, d'agents payés à la journée ou de professionnels, entre autres.

En ce qui concerne le recrutement temporaire des inspecteurs du travail, ce qui semble être le cas pour la grande majorité d'entre eux, la commission rappelle que cette situation n'est pas conforme à l'article 6 de la convention, lequel dispose que le statut et les conditions de service des inspecteurs doivent leur assurer la stabilité dans leur emploi et les rendre indépendants de tout changement de gouvernement et de toute influence extérieure induite. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que le statut et les conditions de service des inspecteurs du travail répondent aux exigences de l'article 6 de la convention. À ce sujet, elle prie également le gouvernement de fournir un complément d'information sur la structure des salaires et des avantages applicables aux inspecteurs du travail et aux fonctionnaires exerçant des fonctions similaires au sein d'autres services gouvernementaux (comme les inspecteurs des impôts ou les agents de police). La commission prie aussi le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour augmenter le nombre d'inspecteurs du travail en exercice. La commission le prie également de continuer à fournir des informations sur le nombre d'inspecteurs et leur répartition par région, sur leur statut et sur leurs conditions de service, en précisant les modalités de leur recrutement et la rémunération qu'ils perçoivent. La commission prie aussi le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de bureaux locaux aménagés de façon appropriée et sur les facilités de transport nécessaires à l'exercice des fonctions des inspecteurs du travail, conformément à l'article 11 de la convention.**

Articles 11, 12, 16 et 18. Application de la législation du travail dans la région du Chaco. Se référant à ses commentaires précédents sur la création d'unités chargées de faire appliquer la législation du travail dans la région du Chaco, la commission note que, dans ses observations, la CUT-A indique qu'il y a de graves déficiences dans les inspections du travail de cette région et que, bien que le gouvernement y ait ouvert un bureau du MTESS, ce bureau n'a ni les moyens ni l'autonomie nécessaires pour enquêter sur place et constater d'éventuelles irrégularités, puisque les inspecteurs ne peuvent pénétrer dans les propriétés rurales que sur décision de justice. De plus, selon la CUT-A, les travailleurs doivent non seulement se rendre au bureau du MTESS pour porter plainte mais aussi remettre à leur employeur la notification officielle qui invite ce dernier à fournir des éclaircissements. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires sur les observations de la CUT-A. Se référant aux commentaires au'elle formule au titre de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le fonctionnement du bureau du MTESS établi dans la région du Chaco et les impacts des activités du bureau sur l'application de la législation en ce qui concerne les conditions de travail et la protection des travailleurs dans cette région. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de visites d'inspection effectuées, de violations constatées et de sanctions imposées. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur le nombre d'inspecteurs du travail en exercice dans la région.**

Article 12, paragraphe 1 a). Restrictions au droit des inspecteurs de pénétrer librement à leur propre initiative dans les lieux de travail assujettis au contrôle de l'inspection. Dans ses commentaires précédents,

la commission avait prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, y compris la modification de la résolution n° 1278 de septembre 2011 (qui établit les principes directeurs et les orientations techniques et juridiques régissant certains aspects relatifs aux services d'inspection et de contrôle, ainsi que les procédures d'inspection au stade de l'instruction), pour garantir le libre accès des inspecteurs du travail à tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection. À ce sujet, la commission note que, selon le gouvernement, la résolution n° 47 de 2016 porte adoption de la procédure générale d'inspection destinée à contrôler l'observation de la législation du travail, de la sécurité sociale et de la sécurité et de la santé au travail, et abrogation des paragraphes 1.1. à 1.19. de la résolution n° 1278 qui portent sur les procédures d'inspection.

La commission note que l'article 3 de la résolution n° 47 dispose ce qui suit: i) la procédure générale d'inspection peut être engagée d'office, en vertu d'un ordre d'inspection signé par le ministre ou le vice-ministre du Travail, ou à la demande d'une partie; dans ce dernier cas, la DGIF transmet les plaintes et/ou les demandes d'inspection au service du conseiller juridique du vice-ministre du Travail pour qu'il se prononce sur le bien-fondé de l'inspection (paragr. 1.1.); ii) afin de procéder à des inspections à la suite de plaintes ou de demandes, les ordres d'inspection respectifs doivent avoir été émis et, dans le cas où le service du conseiller juridique du vice-ministre du Travail estimerait qu'ils sont infondés, les ordres d'inspection sont rejetés et classés (paragr. 1.1.); iii) dans les cas d'une inspection d'office ou à la demande d'une partie (une fois que la demande ou la plainte a été jugée recevable), le directeur général de l'inspection et du contrôle du travail soumet un projet d'ordre d'inspection au ministre ou au vice-ministre du Travail (paragr. 1. 2.); iv) entre autres conditions, l'ordre d'inspection doit être signé par le ministre ou le vice-ministre, sans quoi il est déclaré nul et non avenue (paragr. 1.2.); v) les inspecteurs en possession d'un ordre d'inspection sont autorisés à pénétrer librement sans avertissement préalable à toute heure du jour et de la nuit dans tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection, et à y rester le temps nécessaire; et vi) afin d'élargir le domaine de l'inspection (c'est-à-dire afin de contrôler des éléments ne figurant pas dans l'ordre d'inspection), les inspecteurs doivent signaler cette situation au directeur général de l'inspection et du contrôle du travail afin qu'il puisse proposer au ministre ou au vice-ministre l'élargissement de l'ordre d'inspection, en particulier si l'on a constaté une situation de risque grave et imminent pour la vie, l'intégrité physique, la sécurité et la santé des travailleurs (paragr. 1. 2.).

La commission note que la résolution n° 56 de 2017 a élargi la résolution n° 47 susmentionnée. Elle porte adoption du règlement relatif, d'une part, à la procédure administrative visant à s'assurer du respect des normes du travail, de la sécurité sociale et de la sécurité et de la santé au travail et, d'autre part, à la procédure administrative engagée en cas d'inobservation de ces normes. Le règlement susmentionné dispose ce qui suit: i) lorsqu'une plainte pour infractions présumées et/ou une demande d'inspection sont adressées à la DGIF, l'inspecteur qui a reçu la plainte doit la soumettre pour examen au directeur général de la DGIF (art. 1); ii) dès réception du dossier de la plainte et/ou de la demande d'inspection, le directeur général le transmet à la direction du service du conseiller juridique du Vice-ministre du Travail, laquelle décide si une inspection est appropriée ou non; si la direction du service du conseiller juridique recommande une inspection, la DGIF soumet le projet d'ordre d'inspection au ministre ou au vice-ministre (art. 2); iii) dans le cas d'une procédure d'office, la DGIF soumet pour signature le projet d'ordre d'inspection au ministre ou au vice-ministre (art. 3); et iv) une fois émis l'ordre d'inspection par le ministre ou le vice-ministre, il est transmis à la DGIF (art. 4).

La commission note qu'en vertu des dispositions des résolutions n° 47 et 56 susmentionnées, seuls les inspecteurs en possession d'un ordre d'inspection préalablement autorisé par une autorité compétente supérieure (le ministre ou le vice-ministre du Travail) sont autorisés à pénétrer librement à toute heure du jour et de la nuit dans tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection. À ce sujet, la commission rappelle que l'article 12 de la convention dispose que les inspecteurs du travail munis de pièces justificatives sont autorisés à pénétrer librement sans avertissement préalable à toute heure du jour et de la nuit dans tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection. La commission rappelle également que l'obligation d'obtenir une autorisation préalable pour pouvoir mener une inspection constitue une restriction au droit des inspecteurs d'effectuer une inspection de leur propre initiative, y compris lorsqu'ils ont des raisons de penser qu'une entreprise enfreint les dispositions légales qu'ils sont tenus de faire respecter. **La commission prie donc instamment le gouvernement de prendre sans retard les mesures nécessaires pour modifier la résolution n° 47 de 2016 et la résolution n° 56 de 2017 du MTESS, qui portent sur la procédure administrative d'inspection visant à vérifier le respect des normes du travail, de la sécurité sociale et de la sécurité et de la santé au travail, afin de veiller à ce que les inspecteurs du travail munis de pièces justificatives de leurs fonctions soient autorisés à pénétrer librement dans tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection, comme le prévoit l'article 12, paragraphe 1 a), de la convention, sans avoir besoin de l'autorisation préalable d'une autorité supérieure.**

Article 16. *Fréquence et soin des inspections du travail.* La commission note que l'article 3, paragraphe 2.1, de la résolution n° 47 susmentionnée dispose ce qui suit: i) il est possible d'effectuer plus

d'une visite d'inspection au cours de la vérification et de l'examen prévus dans un même ordre d'inspection, à condition que, lors de la première visite, il n'ait pas été possible, pour des raisons justifiées, de recueillir toutes les données pertinentes; et ii) plus de deux visites ne peuvent en aucun cas être effectuées pendant la période couverte par l'ordre d'inspection.

De plus, la commission note que la CNT indique dans ses observations qu'en 2019, pendant plus de deux mois (entre le 16 août et le 1^{er} novembre), 98 contrôles ont été effectués dans des entreprises ayant fait l'objet de plaintes pour inobservation des normes du travail. La CNT souligne toutefois que si ce chiffre indique un nombre de visites par mois (environ 40 inspections) qui représente le double de la moyenne mensuelle de 2017 et d'une partie de 2018, ces visites ont visé moins d'un pour cent des entreprises enregistrées auprès de la Direction du registre des employeurs et des travailleurs en juin 2019 (59 567 entreprises à l'échelle nationale). Par conséquent, la CNT indique que l'inspection du travail ne remplit pas son rôle fondamental de protection des droits au travail. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour inspecter les établissements aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales pertinentes, conformément à l'article 16 de la convention.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Pérou

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1960)

La commission prend note du rapport et des informations supplémentaires fournies par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission prend également note des observations de la Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP) sur l'application de la convention, reçues en 2019, qui se réfèrent aux différentes questions soulevées par la commission dans son commentaire précédent.

En outre, la commission prend note des observations de la CATP reçues en 2020, communiquées avec le rapport du gouvernement, qui réitérent les observations de 2019 et soulèvent, entre autres, les nouvelles questions suivantes: i) le décret législatif n° 1499 de mai 2020 a modifié l'article 6 de la loi générale n° 28806 sur l'inspection du travail (LGIT), afin de supprimer la fonction en matière d'orientation et de conseil technique que les inspecteurs du travail assuraient auprès des employeurs et des travailleurs, et qui a débouché, dans le contexte actuel de la pandémie, à la présentation par les employeurs d'un grand nombre de demandes de suspension temporaire de travail qui n'étaient pas conformes aux prescriptions prévues par la loi, et qui ont dû être déclarées comme irrecevables par l'Autorité administrative du travail; ii) le nombre d'inspecteurs du travail de la Surintendance nationale de contrôle de l'application de la législation du travail (SUNAFIL) est insuffisant, ce qui mène à une surcharge de travail pour ces inspecteurs, faisant obstacle à l'exercice efficace de leurs fonctions; iii) l'inspection du travail est limitée au secteur privé, ce qui signifie que les travailleurs du secteur public sont exclus de son champ d'application; iv) la SUNAFIL ne respecte pas les conditions en matière de sécurité et de santé des inspecteurs du travail, y compris les mesures de prévention et de protection pertinentes dans le contexte de la pandémie; v) le centre de formation et de renforcement des capacités de la SUNAFIL ne planifie pas correctement ses activités, nuisant ainsi à la formation du personnel de l'inspection; vi) l'inspection du travail n'est pas informée des accidents du travail qui se produisent dans l'économie informelle, et ces derniers ne font donc pas l'objet d'enquêtes; vii) la SUNAFIL n'a pas de plan de travail qui permettrait de contrôler régulièrement les entreprises récidivistes, d'évaluer leurs infractions les plus fréquentes et de garantir le respect des amendes imposées par les organes compétents sur recommandation du personnel de l'inspection; et viii) depuis 2015, les informations annuelles sur l'inspection du travail ne sont plus publiées sur la page web officielle. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires en réponse à ces allégations graves.**

Articles 6 et 15 a), de la convention. Statut et conditions de service des inspecteurs. Dans son commentaire précédent, la commission a pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle la SUNAFIL et les gouvernements régionaux ne relevaient pas encore du nouveau régime de la fonction publique prévu par la loi n° 30057 sur la fonction publique (LSC) de juillet 2013, et que leurs effectifs relevaient donc du régime professionnel des activités privées, en attendant la mise en œuvre du régime de la fonction publique. À cet égard, la commission note que le gouvernement signale qu'en juin 2019, l'Autorité nationale de la fonction publique (SERVIR) comptait 463 entités devant être intégrées dans le régime prévu par la LSC, dont la SUNAFIL et 17 gouvernements régionaux. En outre, le gouvernement indique dans son rapport supplémentaire que la mise en œuvre du nouveau régime de la fonction publique se fait par entité et par agent, et que, pour ce qui est des entités, le transfert se fait de manière progressive, en quatre étapes (début de l'intégration dans le processus et mise au point de l'entité, analyse

de la situation de l'entité, application d'améliorations internes et concours organisés sous le nouveau régime), en conformité avec le document intitulé «Lignes directrices pour le passage d'une entité publique au régime de la fonction publique, loi n° 30057», adopté par Résolution présidentielle n° 034-2017-SERVIR/PE. Le gouvernement indique aussi que la SUNAFIL se trouve actuellement dans la deuxième étape, et que le processus n'est donc pas encore terminé. Le gouvernement indique que le transfert des agents vers le nouveau régime de la fonction publique se produit une fois que l'entité concernée a achevé son processus de transfert. Le gouvernement indique en outre que le personnel exerçant des fonctions d'inspection dans les gouvernements régionaux et transféré à la SUNAFIL dans le cadre de la loi n° 30814 pour renforcer le système d'inspection du travail, n'est pas soumis au processus de transfert vers le nouveau régime de la fonction publique. La commission note également que la CATP souligne qu'il est important que le gouvernement veille à ce que la mise en œuvre de la LSC ne nuise pas au statut et aux conditions de service des inspecteurs. **La commission prie le gouvernement d'indiquer le nombre d'inspecteurs qui ont déjà été transférés dans le système de la fonction publique, de ceux qui sont en cours de transfert, de ceux dont le transfert n'a pas encore commencé, et de ceux qui ne feront pas partie du processus de transfert. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur l'impact que l'intégration de l'inspection du travail dans le nouveau système de la fonction publique a sur les conditions de service, la grille de salaire, et les perspectives de carrière du personnel des gouvernements régionaux exerçant des fonctions d'inspection. En outre, la commission prie le gouvernement d'indiquer le statut de chacune de ces catégories d'inspecteurs, en précisant s'ils bénéficient tous de garanties, notamment la stabilité dans leur emploi et leur indépendance de tout changement de gouvernement et de toute influence extérieure, qu'ils aient ou non été intégrés dans le système de la fonction publique. La commission prie également le gouvernement de donner des informations sur les barèmes de salaires, les avantages et les perspectives de carrière des inspecteurs du travail, par rapport à d'autres catégories de fonctionnaires exerçant des fonctions similaires, comme les inspecteurs des impôts ou la police.**

Article 12, paragraphe 1 a) et c), et article 15 c). *Portée du droit de libre accès des inspecteurs aux établissements placés sous leur contrôle.* Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que les dispositions de la LGIT, en particulier les articles 10 à 13, disposent que l'inspection du travail doit toujours agir à la suite d'un ordre de l'autorité supérieure. La commission note avec **regret** qu'une fois de plus, aucun progrès n'a été réalisé à cet égard et que les dispositions susmentionnées de la LGIT restent en vigueur. La commission rappelle que, dans son Étude d'ensemble de 2006 sur l'inspection du travail (paragr. 265 et 266), elle indique que les diverses restrictions imposées par la législation ou la pratique au droit d'entrée des inspecteurs dans les lieux de travail, par exemple à la liberté d'initiative des inspecteurs, en exigeant une autorisation formelle délivrée par une autorité supérieure ou par une autre autorité compétente, ne peuvent que freiner la réalisation des objectifs énoncés dans les instruments en matière d'inspection du travail. **La commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que, tant en droit que dans la pratique, les visites d'inspection ne soient pas assujetties à un ordre de l'autorité supérieure.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Pologne

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1995)

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 1995)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière d'inspection du travail, la commission estime qu'il convient d'examiner la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, dans un même commentaire.

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application des conventions sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, y compris le résumé du rapport annuel de l'inspection du travail de 2019 (voir l'article 3 1) et 2) de la convention n° 81 et l'article 6 1) et 3) de la convention n° 129 ci-dessous), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations du Syndicat indépendant et autonome «Solidarnosc» reçues le 19 août 2019, ainsi que de la réponse du gouvernement à ces observations, reçues le 26 septembre 2019.

Article 2, paragraphe 1, articles 5 a) et 6, articles 12, paragraphe 1, et 16 de la convention n° 81, et articles 4, 6, 12, 16, paragraphe 1, et 21 de la convention n° 129. Couverture des lieux de travail par les inspections du travail. Restriction à la collaboration entre les agents de l'inspection du travail et d'autres institutions publiques et à la liberté d'accès des inspecteurs aux lieux de travail. La commission avait précédemment pris note des restrictions imposées à l'activité de l'inspection du travail par la loi sur la liberté de l'activité économique (AFEA) en ce qui concerne l'autorisation préalable de l'autorité d'inspection, ainsi que des difficultés pratiques que pose l'inspection des lieux de travail où exercent plusieurs employeurs et la conduite d'inspections conjointes. La commission note que la loi sur les entrepreneurs, adoptée en 2018, a remplacé l'AFEA. Elle note que, en vertu des articles 48(1) et 54(1) de la loi sur les entrepreneurs, l'avertissement préalable à l'entité ou à la personne contrôlée est requise et des contrôles simultanés d'une ou plusieurs des activités du même entrepreneur ne sont pas permis, mais que les articles 48(11)-(1) et 54(1)-(8) prévoient que ces restrictions ne sont pas applicables lorsque l'inspection est effectuée sur la base d'un accord international ratifié. En ce qui concerne l'autorisation, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'autorisation préalable de l'autorité d'inspection vise à garantir la transparence, la fiabilité, la validité et la légitimité des organes administratifs publics. Elle note qu'en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 49 de la loi sur les entrepreneurs, les inspecteurs du travail sont habilités à conduire des inspections sans autorisation préalable de l'autorité d'inspection, sauf dans les cas où des activités de contrôle sont nécessaires pour prévenir un délit ou une infraction, ou pour obtenir des preuves qu'une telle infraction a été commise, ou lorsque les inspections sont justifiées par un danger direct pour la vie, la santé ou l'environnement, pour autant que cette autorisation soit présentée à l'employeur dans les trois jours à compter de la date du début du contrôle. En outre, la commission note que la loi sur les entrepreneurs habilite les inspecteurs à n'exercer des activités de contrôle que pendant les heures de travail (art. 51(1)).

La commission rappelle que, en vertu de l'article 12 de la convention n° 81 et de l'article 16 de la convention n° 129, les inspecteurs du travail munis de pièces justificatives de leurs fonctions sont autorisés à pénétrer librement sans avertissement préalable à toute heure du jour et de la nuit dans tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection. ***La commission demande au gouvernement de veiller à ce que la loi sur les entrepreneurs soit modifiée de manière à ce que les inspecteurs du travail dûment habilités puissent entrer librement, sans réserve, sur tout lieu de travail assujéti à l'inspection, conformément à l'article 12, paragraphe 1, de la convention n° 81 et de l'article 16, paragraphe 1 de la convention n° 129. Notant l'absence d'informations à cet égard, la commission demande à nouveau au gouvernement d'indiquer si la réalisation d'inspections conjointes avec d'autres autorités publiques, y compris l'inspection sanitaire de l'État et l'inspection du transport routier, est possible en vertu de la loi sur les entrepreneurs.***

Article 3, paragraphes 1 et 2, de la convention n° 81, et article 6, paragraphes 1 et 3, de la convention n° 129, et activités de l'inspection du travail concernant la protection des travailleurs migrants dans une situation irrégulière. Fonctions additionnelles confiées aux inspecteurs du travail. La commission prend note de l'indication du gouvernement, en réponse à sa précédente demande, selon laquelle l'Inspection nationale du travail supervise et contrôle le respect des dispositions légales liées à la sécurité et la santé au travail (SST), ainsi que la légalité de l'emploi des citoyens polonais et des travailleurs migrants. L'Inspection nationale du travail contrôle les visas et les permis de résidence ou les permis de travail, l'existence de contrats de travail écrits ou de contrats soumis au droit civil et le respect de la législation du travail. L'Inspection nationale du travail cible essentiellement les entités dans lesquelles des travailleurs migrants ressortissants de pays n'appartenant pas à l'UE/EEE et la Suisse travaillent, en raison du risque élevé de situations irrégulières. Les contrôles sont effectués sur la base des résultats de précédents contrôles, de renvois ou de plaintes déposées par d'autres institutions, y compris les gardes-frontières. Le gouvernement indique que l'Inspection nationale du travail peut aussi effectuer des contrôles à la suite de plaintes déposées par des travailleurs migrants, essentiellement pour le non-paiement des salaires ou l'absence de contrats de travail écrits. En outre, l'Inspection nationale du travail cible les agences d'emploi temporaire, ainsi que les employeurs qui envoient des travailleurs en Pologne et les employeurs en Pologne qui détachent des travailleurs dans d'autres pays.

La commission prend note des données statistiques communiquées par le gouvernement selon lesquelles, en 2018, 7 817 contrôles ont été effectués au total concernant la légalité de l'emploi des travailleurs migrants; ces contrôles ont fait apparaître des infractions au droit du travail relatives au paiement des salaires et autres prestations (concernant 1 555 travailleurs migrants), aux examens médicaux (concernant 780 travailleurs migrants), à la formation en matière de SST (concernant 1 370 travailleurs migrants), aux registres sur les heures de travail (concernant 662 travailleurs migrants), et autres réglementations au temps de travail, notamment les périodes de repos (concernant 569 travailleurs migrants). Ces inspections ont également fait apparaître l'absence de permis de travail (pour 3 101 travailleurs migrants), le non-respect par les employeurs des conditions prévues par le permis de travail ou de séjour (pour 1 087 travailleurs migrants) et des infractions liées à l'obligation des employeurs

de conclure des contrats de travail écrits (pour 916 travailleurs migrants). Le gouvernement indique que les inspecteurs du travail ont émis des décisions ou ordonné oralement de prendre des mesures correctives liées à ces infractions. Il indique également que les infractions aux dispositions légales de la législation du travail donnent lieu à des notifications de la part de l'Inspection nationale du travail à l'Institution d'assurance sociale, au chef du Bureau des douanes et des recettes, et à la police ou aux gardes-frontières. La commission note également avec **préoccupation** que, selon le rapport annuel de l'inspection du travail 2018, disponible sur le site Internet de l'Inspection nationale du travail, l'Inspection nationale du travail a réalisé 176 visites d'inspection conjointes avec les gardes-frontières, et qu'elle a envoyé 711 notifications aux gardes-frontières concernant le travail exécuté illégalement par des travailleurs migrants. Ce rapport indique également que l'inspecteur du travail en chef a signé un nouvel accord de coopération avec le chef des gardes-frontières pour faire face à l'augmentation considérable du nombre de travailleurs migrants originaires de pays n'appartenant pas à l'UE. La commission note en outre l'indication du gouvernement dans son rapport supplémentaire qu'en 2019, les inspecteurs du travail ont effectué 8 348 contrôles de la légalité de l'emploi et du travail exécuté par des travailleurs migrants, ce qui représente une augmentation de sept pour cent par rapport à 2018. En outre, selon le résumé du rapport annuel de l'inspection du travail de 2019, l'Inspection nationale du travail a contrôlé la légalité du travail exécuté par 43 400 travailleurs migrants en 2019, dont 5 947 personnes ont été considérées comme faisant du travail «illégal» (ceci est en lien avec l'absence du permis de travail requis dans la majorité des cas).

La commission note que les observations de Solidarnosc concernent les nouvelles tâches exécutées par les inspecteurs, au nombre desquelles l'activité de contrôle accrue de la légalité de l'emploi des travailleurs migrants. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre des mesures pour veiller à ce que les fonctions additionnelles assignées aux inspecteurs du travail n'interfèrent pas avec l'objectif principal des inspecteurs du travail qui est d'assurer la protection des travailleurs conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la convention n° 81 et à l'article 6, paragraphe 1, de la convention n° 129. À cet égard, elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur la manière dont il veille à ce que la coopération avec d'autres autorités, comme les gardes-frontières, ne porte pas préjudice d'une manière quelconque à l'autorité ou à l'impartialité nécessaires aux inspecteurs dans leurs relations avec les employeurs et les travailleurs, conformément à l'article 3 de la convention n° 81 et à l'article 6, paragraphe 3, de la convention n° 129. La commission prie également le gouvernement d'indiquer la manière dont l'Inspection nationale du travail veille au respect des obligations des employeurs en ce qui concerne les droits statutaires des travailleurs migrants, y compris ceux en situation irrégulière. Elle prie également le gouvernement de communiquer des informations sur les ordonnances rendues par les inspecteurs du travail concernant les infractions au droit du travail (par exemple, ordonnances relatives à l'établissement d'un contrat de travail, au paiement des salaires impayés ou autres prestations découlant de leur emploi) concernant les travailleurs migrants en situation irrégulière, ainsi que les résultats obtenus suite à ces ordres.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Portugal

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1962)

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 1983)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière d'inspection du travail, la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n° 81 (inspection du travail) et 129 (inspection du travail dans l'agriculture) dans un même commentaire.

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020) et des informations dans le rapport de 2018 sur les activités de l'Autorité des conditions de travail (ACT). En outre, la commission prend note des observations de la Confédération générale des travailleurs portugais – Intersyndicale nationale (CGTP-IN), de l'Union générale des travailleurs (UGT) et de la Confédération des employeurs du Portugal (CIP), communiquées avec le rapport du gouvernement.

La commission note en outre les observations formulées par l'UGT et par la Confédération du commerce et des services du Portugal (CCSP), reçues en 2020, communiquées avec les informations supplémentaires du gouvernement. Elle prend note des allégations de l'UGT selon lesquelles l'ACT: i) se concentre sur la prévention, au détriment des inspections et de l'application de sanctions; ii) ne coordonne pas assez ses activités avec les partenaires sociaux; et iii) publie ses rapports d'activités sur les inspections

à des intervalles irréguliers et avec de nombreux retards. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à cet égard.**

La commission note qu'une réclamation sur base de l'article 24 de la Constitution de l'OIT a été présentée au Conseil d'administration par le Syndicat des inspecteurs du travail (SIT) alléguant le non-respect par le Portugal de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, de la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 et de la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981. À sa 340^e session (octobre-novembre 2020), le Conseil d'administration a décidé que la réclamation était recevable et a décidé de désigner un comité tripartite chargé de l'examiner (GB.340/INS/19/8, paragr. 5). La commission note que les allégations contenues dans la réclamation se réfèrent aux *articles 7 et 10* de la convention n° 81, et aux *articles 9 et 14* de la convention n° 129, concernant la formation et le nombre des inspecteurs du travail. Conformément à sa pratique habituelle, la commission a décidé de suspendre son examen de ces questions, dans l'attente de la décision du Conseil d'administration à propos de la réclamation.

Mesures prises dans le contexte de la pandémie de COVID-19. La commission apprécie les efforts déployés par le gouvernement pour fournir des informations sur les mesures concernant l'inspection du travail qui ont été prises par le gouvernement dans le contexte de la pandémie de COVID-19, y compris le décret n° 2-C/2020 du 17 avril 2020 réglementant l'extension de l'état d'urgence décrété par le Président de la République, qui prévoit le renforcement des ressources et des pouvoirs de l'ACT. La commission prend également note de l'indication de la CCSP selon laquelle un groupe de travail, présidé par l'Inspecteur général et avec la participation des partenaires sociaux, a été établi pour contrôler les questions concernant le travail durant la crise découlant de la pandémie de COVID-19, et que ce groupe a contrôlé la mise en œuvre des mesures d'urgence, et un rapport sur les inspections effectuées par l'ACT.

Article 6 de la convention n° 81 et article 8 de la convention n° 129. Statut et conditions de service des inspecteurs du travail. La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement dans son rapport en réponse à sa précédente demande concernant les heures supplémentaires. Elle note également que le gouvernement indique que la carrière des inspecteurs du travail ainsi que leur évolution professionnelle sont régies par le décret-loi n° 112/2001 qui arrête le cadre légal et définit la structure des carrières des inspecteurs de l'administration publique. En plus du salaire de base fixé par ce décret-loi, les inspecteurs ont aussi droit à une prime pour l'exercice de la fonction d'inspection correspondant à 22,5 pour cent du salaire de base. Le gouvernement indique qu'en application de ce décret-loi sera mis en place un nouveau système de carrière et de rémunération pour les inspecteurs du travail. À ce propos, la commission note que l'UGT indique s'être opposée à la dégradation des conditions de travail des inspecteurs du travail et à leur absence de perspectives de carrière (qui empêche l'avancement). Le syndicat indique aussi qu'en 2018 a été signée une convention tripartite intitulée «Combattre la précarité et réduire la segmentation du travail et promouvoir davantage de dynamisme dans la négociation collective», comportant des mesures visant à renforcer les conditions de service à l'ACT. L'UGT indique que cet accord comporte des mesures de renforcement des conditions de service à l'ACT, du nombre des inspecteurs du travail, des systèmes d'information de l'ACT, et des mécanismes donnant la parole aux partenaires sociaux. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises afin d'améliorer les conditions de service des inspecteurs du travail, ainsi que sur les résultats obtenus suite à la mise en œuvre de la convention tripartite de 2018. À cet égard, elle souhaite recevoir des informations sur les mesures prises, notamment dans le contexte du nouveau système de carrière et de rémunération, pour faire en sorte que les niveaux de rémunération et les perspectives de carrière des inspecteurs du travail correspondent à ceux d'autres fonctionnaires exerçant des fonctions similaires. En outre, la commission souhaite recevoir des informations sur la stabilité d'emploi des inspecteurs du travail (à l'exclusion des postes de direction), y compris des informations sur la proportion d'inspecteurs ayant deux, cinq et plus de huit années d'ancienneté.**

Articles 9 et 10 de la convention n° 81 et articles 11 et 14 de la convention n° 129. Experts techniques et nombre suffisant d'inspecteurs du travail. Dans ses précédents commentaires, la commission s'est félicitée de l'annonce par le gouvernement que l'ACT procédait au recrutement de 117 inspecteurs du travail. Elle note que 53 inspecteurs supplémentaires ont été recrutés en septembre 2019 et 80 autres en mai 2020, ce qui porte le nombre total des inspecteurs du travail à 417 en 2020 (par rapport à 359 inspecteurs en 2012). La commission note également que le gouvernement indique qu'en plus des inspecteurs du travail, l'ACT a un personnel d'encadrement composé de 505 personnes (contre 514 en 2016) et qu'un certain nombre de concours ont été ouverts pour recruter des techniciens supérieurs. À cet égard, la commission note que la CGTP-IN déclare que le nombre d'inspecteurs du travail comme celui du personnel de soutien restent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement du service d'inspection. La CGTP-IN indique également que l'ACT ne garantit pas la présence d'au moins un technicien de la santé et la sécurité au travail dans chaque bureau régional. **La commission se félicite des efforts déployés par le gouvernement pour assurer le recrutement d'un nombre suffisant d'inspecteurs du travail afin de garantir l'exercice**

efficace des fonctions de l'inspection du travail, et prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur toutes autres mesures prises en ce sens. Elle prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les formations ou autres mesures prises afin de faciliter l'intégration rapide de ces nouveaux inspecteurs. Enfin, elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour faire en sorte que des spécialistes techniciens dûment qualifiés soient associés à l'action de l'inspection du travail.

Article 16 de la convention n° 81 et article 21 de la convention n° 129. *Inspections aussi fréquentes et aussi soigneuses qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions.* La commission note qu'en réponse à sa précédente demande concernant la stratégie en matière d'inspection mise en œuvre pour assurer une couverture satisfaisante des entreprises par des visites d'inspection du travail suffisamment exhaustives, le gouvernement indique que la définition des priorités de l'inspection est basée sur: i) la surveillance des entreprises dans lesquelles des accidents du travail se sont produits ou des maladies professionnelles se sont déclarées; et ii) la prise en compte du nombre de travailleurs pouvant être touchés par les situations considérées comme les plus graves pour leur sécurité ou leur santé physique et mentale. Le gouvernement indique que le nouveau système d'information aidera à rendre les actions d'inspection plus efficaces et plus efficientes. Il ajoute que ce processus prévoit la consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au conseil consultatif de l'ACT et ayant souscrit à la Campagne ibérique pour la prévention des accidents au travail (2016-2018) et à la Campagne nationale pour la sécurité et la santé des travailleurs temporaires (2016-2018).

La commission note que la CGTP-IN affirme que le nombre des visites d'inspection a fortement diminué au fil des ans, de même que le nombre des lieux de travail inspectés et le nombre des travailleurs couverts. À cet égard, la commission prend note de la baisse substantielle du nombre des inspections (de 90 758 en 2011 à 37 482 en 2017), du nombre des exploitations inspectées (de 80 159 en 2011 à 24 584 en 2017), et du nombre des travailleurs couverts (de 609 343 en 2011 à 317 838 en 2017). Toutefois, elle note aussi que, au cours de la même période, le nombre des infractions constatées a augmenté, passant de 17 607 en 2011 à 24 352 en 2017. À cet égard, la commission prend note de l'indication du gouvernement, selon laquelle un changement de critères statistiques a eu lieu en 2013 concernant la collecte d'informations sur le nombre de visites d'inspection et des lieux de travail visités, en vue d'éviter de majorer les données en comptant une visite à un même lieu de travail pour des sujets différents comme de nouvelles visites. Le gouvernement déclare en outre que les données concernant le résultat des visites d'inspections menées indiquent qu'il n'y a pas eu de changement important dans le nombre des sanctions appliquées. La commission prend en outre note que, selon les informations contenues dans le rapport de 2018 sur les activités de l'ACT, le nombre d'inspections (38 287), le nombre d'entreprises inspectées (25 200), le nombre de travailleurs couverts par les inspections (399 836) et le nombre d'infractions constatées (26 465) ont tous augmenté par rapport à 2017. **Rappelant qu'il est important de veiller à ce que les lieux de travail soient inspectés aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales en question, la commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur l'évolution du nombre total des inspections du travail effectué et des travailleurs couverts. À cet égard, la commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur le nombre des inspections planifiées par rapport au nombre de celles consécutives à des plaintes ou des accidents; sur la durée moyenne ou normale des inspections planifiées par rapport aux inspections consécutives; et sur la nature et le nombre des infractions constatées et des sanctions appliquées pour chaque type d'inspection.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui réitère le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

Qatar

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1976)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année et du rapport annuel de l'inspection du travail de 2019 qu'il a fourni (voir articles 3, 5 a), 7, 10, 9, 12, 13, 16, 17, 18 and 21 e) ci-dessous), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Mesures prises dans le contexte de la pandémie de COVID-19. La commission apprécie les efforts déployés par le gouvernement pour fournir des informations dans son rapport concernant les diverses mesures prises en 2020 dans le contexte de la pandémie de COVID-19, y compris le contrôle effectué par l'unité sur la sécurité et la santé au travail (SST) du Département de l'inspection du travail, au moyen d'inspections périodiques et d'inspections surprises. Le gouvernement fournit des informations sur la

mise en œuvre de campagnes de sensibilisation et d'information, l'établissement de groupes de travail interministériels et la création d'un service téléphonique afin de recevoir des plaintes et des observations de la part des travailleurs.

Coopération technique. Suite à ses précédents commentaires, la commission se félicite des informations contenues dans le rapport du gouvernement concernant les progrès réalisés dans le cadre du programme de coopération technique entre le gouvernement et le BIT (2018–20), en particulier le second pilier qui concerne l'amélioration des systèmes d'inspection du travail et de SST. À cet égard, la commission note avec **intérêt** l'adoption de la politique d'inspection du travail en avril 2019. Cette politique a été élaborée sur la base de l'évaluation du système d'inspection du travail du Qatar, établie par le ministère du Développement administratif, du Travail et des Affaires sociales et le BIT. La politique comprend la collecte de données, la mise en œuvre d'une stratégie fondée sur des données probantes ainsi que des mesures visant à assurer la transparence et la responsabilisation des inspections. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport supplémentaire, selon lesquelles il travaille actuellement à la mise en œuvre de la politique, qui a été diffusée parmi tous les inspecteurs, et selon lesquelles la stratégie de mise en œuvre est axée sur la collection et l'analyse de données, ainsi que sur le renforcement continu des capacités des inspecteurs. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées sur les mesures prises dans le cadre de la coopération technique en cours pour renforcer l'application de la convention, y compris sur l'application de la politique d'inspection du travail.**

Articles 3, 12 et 16 de la convention. *Nombre suffisant d'inspections du travail et couverture des lieux de travail.* La commission a précédemment prié instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts en matière de planification stratégique et d'élaboration d'un plan d'inspection stratégique moderne. À cet égard, la commission note avec **intérêt** que le gouvernement a indiqué qu'en mars 2019, l'unité stratégique de l'inspection du travail est devenue opérationnelle et a commencé à élaborer un plan d'inspection stratégique moderne. Le gouvernement indique, en réponse à la précédente demande de la commission sur l'établissement des priorités, que des priorités et des objectifs d'inspection ont été identifiés concernant des questions récurrentes, en particulier la prévention des chutes de hauteur et le paiement des salaires.

La commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle 21 178 entreprises ont été inspectées en 2018, avec un total de 43 366 visites d'inspection (contre 44 550 en 2016). Ce nombre comprend 19 328 visites d'inspection du travail, 22 736 visites d'inspection de la SST et 1 302 visites d'inspection sur la protection du salaire. Selon les informations dans le rapport annuel de l'inspection du travail de 2019, 21 644 entreprises ont été inspectées en 2019, avec un total de 43 842 visites d'inspection (21 763 concernant les conditions de travail et 22 079 concernant la SST). La commission prend également note des informations fournies en réponse à ses précédents commentaires selon lesquelles la plupart des inspections en matière de travail et de SST n'ont pas permis de déceler d'infractions, mais que 100 pour cent des inspections en matière de protection des salaires ont décelé des infractions. Les visites d'inspection ont débouché sur : 1 419 rapports d'infractions en 2018, ainsi que 235 rapports d'infractions sur la SST et les conditions de travail et 2 318 rapports concernant le système de protection du salaire en 2019; 6 548 avertissements pour remédier à une infraction en 2018, et 8 127 en 2019; 797 suspensions des transactions avec le ministère du Développement administratif, du Travail et des Affaires sociales en 2018 et 495 suspensions en 2019; et 3 524 cas où des conseils ont été fournis en 2018 et 3 509 cas en 2019. Le rapport du gouvernement indique qu'environ 70 pour cent des visites en 2018 et en 2019 n'ont révélé aucune violation (31 078 inspections en 2018 et 30 357 inspections en 2019, toutes en matières de travail et de SST).

La commission prend dûment note des informations dans le rapport annuel de l'inspection du travail de 2019, selon lesquelles des mesures d'application immédiate ont été prises dans 1 070 cas concernant les conditions de travail et 495 cas concernant la SST en 2019. La commission prend également note des informations dans le rapport supplémentaire du gouvernement, selon lesquelles, entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2020, 19 117 visites d'inspection sur des lieux de travail ont été effectuées (ayant mené à la publication de 4 945 rapports d'infraction), ainsi que 4 500 visites d'inspection aux logements des travailleurs (ayant mené à la publication de 1 915 rapports d'infraction) et il y a eu une suspension de transaction pour 19 131 compagnies.

La commission prend également note de la déclaration figurant dans l'Évaluation du système qatarien d'inspection du travail selon laquelle, à l'heure actuelle, les employeurs reçoivent parfois un préavis d'inspection soit parce que les inspecteurs ont besoin de plus d'informations sur l'emplacement du lieu de travail, soit pour donner le temps aux employeurs de rassembler la documentation pertinente. L'évaluation indique que la pratique consistant à informer les employeurs de visites imminentes doit cesser, car l'efficacité d'une enquête dépend souvent de l'imprévisibilité de la visite. **Notant que plus que deux tiers des visites d'inspection du travail et de la SST n'ont révélé aucune violation, mais que la totalité**

des inspections en matière de protection des salaires ont décelé des infractions, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les catégories les plus fréquentes d'infractions en matière de protection des salaires, ainsi que des informations concernant les raisons possibles pour le faible taux de détection d'infractions durant les inspections en matières de travail et de SST. Elle prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les activités du groupe stratégique, notamment l'application du plan d'inspection stratégique moderne, ainsi que sur les progrès réalisés par rapport aux priorités et objectifs fixés, y compris en particulier par rapport aux salaires. Rappelant que les inspecteurs du travail munis de pièces justificatives de leurs fonctions seront autorisés à pénétrer librement et sans avertissement préalable dans tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection, conformément à l'article 12, elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre total d'inspections effectuées, ainsi que sur les résultats de ces visites, et d'indiquer expressément le nombre de ces inspections qui ont été inopinées et de celles qui ont été effectuées avec avertissement préalable.

Articles 5 a), 17, 18 et 21 e). *Coopération efficace entre l'inspection du travail et le système judiciaire. Procédures légales et application effective de sanctions appropriées.* La commission a précédemment noté que les inspecteurs du travail, lorsqu'ils détectent un manquement, établissent des rapports d'infraction qui sont ensuite envoyés aux tribunaux pour suite à donner. Elle a noté que la plupart des inspections n'avaient donné lieu à aucune autre mesure. Elle a également noté que le programme de coopération technique comprenait un examen de la législation pertinente afin de renforcer les pouvoirs d'exécution des inspecteurs du travail.

À cet égard, la commission se félicite de l'indication du gouvernement selon laquelle des plans sont en cours d'élaboration, dans le cadre de la coopération technique en cours, pour renforcer les mécanismes d'application et donner aux inspecteurs du travail des pouvoirs accrus en la matière. Le gouvernement déclare que les inspecteurs du travail recevront des directives claires à suivre, y compris en ce qui concerne l'identification des situations nécessitant une action immédiate comme, par exemple, pour suspendre les activités ou adopter d'autres mesures d'application strictes en cas de non-respect. La commission note également que le nombre de rapports d'infraction envoyés aux tribunaux en 2019 était de 235 en ce qui concerne les conditions de travail et à la SST, et de 2 318 concernant le système de protection des salaires. Elle observe une fois de plus qu'aucune information sur l'issue de ces affaires n'a été communiquée, mais prend note de la déclaration du gouvernement, en réponse à la demande précédente de la commission, selon laquelle des travaux sont en cours pour fournir ces statistiques. La commission prend note en outre de la déclaration figurant dans l'Évaluation du système d'inspection du travail qatarien selon laquelle le Département de l'inspection du travail ne dispose pas d'informations facilement accessibles sur les sanctions, amendes ou peines d'emprisonnement imposées par le pouvoir judiciaire et que les inspecteurs se sont dits frustrés que le pouvoir judiciaire ne les informe pas du résultat après leur renvoi d'une entreprise devant un tribunal. À cet égard, la commission note avec **intérêt** que le gouvernement fait référence à un protocole d'accord entre le ministère du Développement administratif, du Travail et des Affaires sociales et le Conseil supérieur de la magistrature, qui vise à mettre en place un échange électronique d'informations sur les affaires portées devant les tribunaux, les décisions rendues et les recours pertinents. La commission prend note des informations dans le rapport supplémentaire du gouvernement selon lesquelles le protocole comprend aussi la possibilité de partager des copies de contrats de travail et des informations sur le transfert des salaires. Le gouvernement indique que le protocole constitue une première étape vers une meilleure coopération et efficacité, aidant les plaideurs et soutenant les travailleurs dans le pays. **La commission prie instamment le gouvernement de continuer de poursuivre ses efforts, dans le cadre du programme de coopération technique en cours, pour renforcer l'efficacité des mécanismes d'application, y compris en adoptant des mesures visant à renforcer les pouvoirs d'exécution des inspecteurs du travail. Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations précises sur les mesures prises pour promouvoir une collaboration efficace entre l'inspection du travail et le système judiciaire, y compris la mise en œuvre du protocole d'accord. Elle prie à nouveau instamment le gouvernement de fournir des informations sur l'issue des affaires renvoyées au pouvoir judiciaire par les inspecteurs du travail au moyen des rapports d'infraction, y compris sur les sanctions imposées et les amendes perçues en vertu de la législation du travail et les dispositions juridiques auxquelles elles se rapportent.**

Articles 5 a), 9 et 13. *Inspection du travail dans le domaine de la SST.* La commission a noté précédemment que, en vertu de l'article 100 du Code du travail, les inspecteurs sont habilités à établir des rapports d'urgence qui sont soumis au ministre, s'ils détectent un danger imminent sur le lieu de travail. Ces rapports donneront lieu à la décision du ministre de fermer partiellement ou totalement l'établissement jusqu'à disparition du danger. La commission a demandé des informations sur le nombre de ces rapports ainsi que sur le nombre d'accidents du travail, y compris les accidents du travail mortels, avec une ventilation par profession ou secteur.

La commission prend note des informations fournies par le gouvernement en réponse à sa précédente demande selon laquelle 22 736 inspections de SST ont été effectuées en 2018, et 22 079 visites en 2019 (contre 14 526 en 2016). Elle prend note des informations fournies sur un certain nombre de mesures prises par l'inspection du travail pour améliorer la SST, notamment: i) la participation de l'inspection du travail à l'élaboration de la politique nationale de SST, qui portera sur l'analyse et la collecte des données; ii) les activités préventives entreprises par le département de SST de l'inspection du travail pour faire face au stress thermique, y compris des inspections ciblées des heures de travail pendant l'été; iii) des ateliers de sensibilisation et une conférence sur la SST pour célébrer la journée nationale de la SST; et iv) une formation complémentaire des inspecteurs sur les questions de SST. Le gouvernement indique que le secteur de la construction demeure une priorité et que, dans le cadre du protocole d'accord avec l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (BWI), 13 inspections conjointes ont été effectuées. La commission note les informations dans le rapport annuel de l'inspection de 2019, selon lesquelles il y a eu 117 accidents du travail mortels en 2019 (contre 117 en 2017 et 123 en 2018), et elle constate que les statistiques fournies dans le rapport annuel de l'inspection du travail ne sont pas ventilées par profession ou secteur. Elle note également l'absence d'informations sur la mise en œuvre dans la pratique des décisions de fermeture prises en application de l'article 100 de la loi sur le travail et elle prend note des informations figurant dans l'Évaluation du système d'inspection du travail qatarien selon lesquelles le processus d'approbation par le Ministre pour arrêter les activités prend généralement deux ou trois jours.

La commission note en outre les informations fournies concernant la mise en œuvre du Plan d'action national sur le stress thermique entre juin et août 2020 par l'Unité de SST. Cela a inclus une campagne d'inspection ayant mené à la fermeture de 263 lieux de travail pour violations du décret ministériel relatif au stress thermique et aux heures de travail. En outre, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle il a renforcé le contrôle des logements des travailleurs dans le but de protéger leur santé et leur sécurité. À cet égard, la commission prend note qu'en 2020, le Code du travail a été modifié afin de prévoir spécifiquement que les logements que les employeurs fournissent aux travailleurs doivent satisfaire aux conditions et spécifications contenues dans la décision ministérielle pertinente (arrêté ministériel n° 18 de 2014 fixant les conditions et spécifications des logements de travailleurs) (article 106bis) et afin d'établir des sanctions applicables en cas de non-conformité (voir article 145bis). **La commission prie instamment le gouvernement de continuer de prendre des mesures immédiates et assorties de délais pour faire face au nombre d'accidents du travail mortels, notamment des mesures supplémentaires pour renforcer les capacités des inspecteurs du travail en matière de contrôle de la SST, en particulier dans le secteur du bâtiment. Elle le prie de continuer à fournir des informations sur le nombre d'accidents du travail, y compris les accidents du travail mortels, et de veiller à ce que ces informations soient ventilées par profession ou secteur. Elle prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre et le type de visites d'inspection effectuées en matière de SST et sur les mesures prises pour appliquer la législation relative au stress thermique. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre de violations constatées, le nombre de rapports d'infraction établis et, en particulier, les informations précédemment demandées concernant la suite donnée par les autorités judiciaires à ces rapports, ainsi que des informations sur l'application des articles 106bis et 145bis du Code du travail. En outre, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les inspections conjointes menées avec le BWI, y compris les modalités de ces inspections et la méthode de sélection des cibles visées par ces inspections. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir davantage d'informations détaillées sur l'application dans la pratique par les inspecteurs du travail du pouvoir d'ordonner des mesures exécutoires immédiates en cas de danger imminent pour la santé ou la sécurité des travailleurs, en indiquant le nombre de rapports d'urgence et de décisions de fermeture prises en application de l'article 100 du Code du travail, et, séparément, en application du décret ministériel relatif au stress thermique et aux heures de travail, désagrégés par profession et secteur.**

Articles 7 et 10. Recrutement et formation des inspecteurs du travail et l'exercice efficace de leurs fonctions. La commission prend dûment note du fait que l'un des objectifs de la politique d'inspection du travail est la mise en place d'un cadre de formation et de perfectionnement pour les inspecteurs du travail. À cet égard, elle prend note avec **intérêt** des informations détaillées fournies par le gouvernement sur l'élaboration d'un plan de formation stratégique quadriennal 2019-2022 par l'unité stratégique de l'inspection du travail, qui comprend trois volets de formation. Elle prend également note des informations fournies pour 2018 sur le nombre de visites d'étude et de stages de formation, leur contenu et le nombre de participants. La commission prend note en outre de l'indication du gouvernement selon laquelle il renforcera les capacités des inspecteurs en matière d'établissement et de rédaction et de publication des rapports d'infraction. En outre, la commission prend note de l'information dans le rapport annuel de l'inspection du travail selon laquelle, en 2019, 200 inspecteurs ont reçu une formation concernant les compétences en matière d'inspection, et 196 ont reçu une formation concernant la législation en matière de travail. La commission prend en outre note de l'indication du gouvernement

dans son rapport supplémentaire selon laquelle la mise en œuvre du plan de formation stratégique avait été temporairement suspendue en raison de la pandémie de COVID-19, mais a repris sous forme de formation à distance sur le travail forcé en juillet 2020, et sur la SST en octobre 2020.

En outre, elle prend note de l'indication du gouvernement, en réponse à la demande antérieure de la commission concernant le recrutement, selon laquelle il envisage de définir des normes, qualifications et exigences spécifiques pour les inspecteurs nouvellement recrutés, et que les nouveaux inspecteurs suivront une formation initiale spécialisée. Enfin, la commission prend note de l'information contenue dans le rapport annuel de l'inspection du travail de 2019 selon laquelle quatre interprètes travaillent avec les inspecteurs. Elle prend note à cet égard de la déclaration figurant dans l'Évaluation du système d'inspection du travail qatarien selon laquelle le nombre d'interprètes travaillant avec l'inspection devrait être augmenté. **La commission prie le gouvernement de continuer à poursuivre ses efforts pour s'assurer que les inspecteurs reçoivent une formation suffisante pour s'acquitter de leurs fonctions. À cet égard, elle prie le gouvernement de continuer de fournir des informations sur la mise en œuvre du plan stratégique de formation 2019-2022, en précisant le nombre d'inspecteurs du travail qui ont reçu une formation, la durée de cette formation, les sujets couverts, et en spécifiant s'il s'agit d'une formation d'initiation ou une formation continue. Elle le prie de continuer à fournir des informations sur l'élaboration prévue de normes pour le recrutement des inspecteurs, ainsi que sur la formation initiale dispensée aux nouveaux inspecteurs. Elle prie en outre le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises pour assurer le recrutement d'inspecteurs du travail et d'interprètes aptes à s'exprimer dans les langues des travailleurs migrants, et d'indiquer les différentes langues pour lesquelles les interprètes peuvent apporter leur assistance.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Roumanie

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1973)

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 1975)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière d'inspection du travail, la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n° 81 (inspection du travail) et n° 129 (inspection du travail dans l'agriculture) dans un même commentaire.

Article 3, paragraphes 1 et 2, de la convention n° 81, et article 6, paragraphes 1 et 3, de la convention n° 129. 1. *Autres fonctions confiées aux inspecteurs du travail en matière d'immigration.* La commission avait précédemment noté que, conformément au règlement sur l'organisation et le fonctionnement de l'inspection du travail (approuvé en vertu de l'ordonnance gouvernementale n° 488/2017), les inspecteurs du travail sont chargés de superviser l'emploi des travailleurs migrants (art. 12, paragr. 1) B i)).

La commission note que le gouvernement fait référence dans son rapport à l'ordonnance n° 25/2014 qui prévoit que, pour l'emploi et le détachement d'étrangers, les employeurs occupant des travailleurs migrants sans permis de travail doivent payer les rémunérations dues aux travailleurs concernés, ainsi que tous les impôts, frais et cotisations de sécurité sociale applicables, comme si ces travailleurs étaient en possession du permis approprié, y compris à ceux qui sont rentrés dans leur pays d'origine (art. 38, paragr. 1 et 2). En outre, les employeurs sont responsables, y compris de manière conjointe et solidaire, vis-à-vis du sous-traitant, des retards de paiement des salaires pour le travail effectué par des migrants en situation irrégulière (art. 38, paragr. 4). La commission note également que, s'il est constaté qu'un migrant effectue un travail sans permis, l'Inspection générale de l'immigration ou, le cas échéant, les inspecteurs du travail des inspections territoriales du travail doivent l'informer par écrit, en roumain et en anglais, de ses droits au recouvrement de ses rémunérations impayées, avant l'exécution d'une éventuelle obligation de retour dans son pays. La commission note en outre que, d'après les informations du rapport annuel de 2019 sur les activités de l'inspection du travail (rapport annuel de 2019), 1 302 contrôles ont été effectués sur le respect des dispositions pertinentes de l'ordonnance n° 25/2014, dont 667 conjointement avec l'Inspection générale de l'immigration; 69 sanctions ont été appliquées, dont 55 ordonnances d'amendes représentant un montant de 1 928 000 lei (464 500 dollars E.-U.) et 14 avertissements; et 135 mesures pour remédier aux non-conformités constatées ont été ordonnées.

La commission note que, bien que l'ordonnance n° 25/2014 prévoie le rétablissement des droits statutaires des travailleurs migrants en situation irrégulière, les informations pertinentes du rapport annuel de 2019 n'indiquent pas comment les inspecteurs du travail appliquent ces dispositions. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures spécifiques pour que les fonctions confiées aux inspecteurs du travail ne fassent pas obstacle à l'objectif principal des inspecteurs du travail, qui est**

d'assurer la protection des travailleurs, conformément à leurs fonctions principales, telles qu'énoncées à l'article 3, paragraphe 1, de la convention n° 81 et à l'article 6, paragraphe 1, de la convention n° 129. Prenant note des informations fournies dans le rapport annuel qui portent sur l'application de l'ordonnance n° 25/2014, la commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures spécifiques prises par l'inspection pour assurer le respect des droits des travailleurs migrants, y compris ceux en situation irrégulière. De plus, la commission prie le gouvernement d'indiquer le nombre de cas dans lesquels ces travailleurs ont exercé les droits qui leur sont garantis, tels que le versement de salaires dus ou de prestations de sécurité sociale, en précisant le nombre de cas constatés pendant des contrôles effectués par la seule inspection du travail, et le nombre de cas constatés pendant des contrôles conjoints de l'inspection du travail et de l'Inspection générale de l'immigration. La commission prie en outre le gouvernement de donner des informations sur le nombre de cas dans lesquels des travailleurs migrants ont été expulsés à la suite d'activités de contrôle des inspecteurs du travail, et de ventiler ces informations en fonction, d'une part, des contrôles effectués par la seule inspection du travail, et d'autre part des contrôles effectués conjointement avec l'Inspection générale de l'immigration.

2. **Contrôle du travail non déclaré.** La commission note que, en application de l'article 12, paragraphe 1) B, du règlement sur l'organisation et le fonctionnement de l'inspection du travail, l'inspection du travail identifie les cas de travail non déclaré et les signale, le cas échéant, aux organes chargés des enquêtes pénales (alinéa b); l'inspection du travail vérifie si l'activité exercée constitue une relation de travail en vertu d'un autre type de contrat (alinéa d); et l'inspection du travail ordonne la conclusion d'un contrat de travail individuel ainsi que l'inscription du travailleur concerné au registre général en tant que salarié (alinéa e). La commission note également que, selon les informations contenues dans le rapport annuel de 2019, 67 632 contrôles ont été effectués à cet égard qui ont permis de constater que 8 551 personnes travaillaient sans être déclarées, dont 5 942 personnes sans contrat de travail. En outre, 4 793 mesures ont été ordonnées pour remédier aux non-conformités constatées. **La commission prie le gouvernement de préciser la définition du travail non déclaré dans la législation nationale, et d'indiquer les mesures spécifiques ordonnées pour corriger les non-conformités. Elle prie le gouvernement de continuer à donner des informations sur le travail de l'inspection du travail en ce qui concerne le travail non déclaré, en indiquant le nombre de personnes effectuant un travail non déclaré qui ont été identifiées, le nombre de cas dans lesquels l'inspection du travail ordonne la conclusion d'un contrat de travail, ainsi que les mesures prises par l'inspection en ce qui concerne ces travailleurs lorsqu'un contrat de travail n'est pas conclu par la suite.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1949)

La commission prend note des observations du Congrès des syndicats (TUC), communiquées avec le rapport du gouvernement et reçues le 13 octobre 2020, ainsi que de la réponse du gouvernement, reçue le 29 octobre 2020.

Mesures liées à la COVID-19. La commission apprécie les efforts déployés par le gouvernement pour fournir des informations dans son rapport concernant les mesures prises par la Direction de la santé et de la sécurité (*Health and Safety Executive*) (HSE) et la Direction de la santé et de la sécurité d'Irlande du Nord (*Health and Safety Executive Northern Ireland*) (HSENI) en réaction à la pandémie de la COVID-19, qui comprennent la fourniture d'informations et de conseils techniques, et la mise en place de lignes d'assistance téléphonique dédiées aux travailleurs, aux syndicats et au public pour signaler les préoccupations concernant les pratiques sur le lieu de travail. La commission prend également note de la déclaration du gouvernement selon laquelle la HSE continue à s'engager avec les parties prenantes tripartites pendant cette période.

Articles 6, 10 et 11 de la convention. Nombre et conditions de service des inspecteurs du travail. La commission avait précédemment noté avec préoccupation la baisse du nombre des inspecteurs, et elle avait noté les allégations du TUC concernant les importants problèmes auxquels était confrontée la HSE pour recruter ou retenir ses effectifs, en raison de limitations dans la progression de carrière et de salaires peu attrayants par rapport à des postes similaires dans les secteurs privé ou public.

En ce qui concerne les mesures de recrutement et de rétention, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'efficacité de la HSE démontre qu'elle dispose d'un nombre suffisant d'inspecteurs pour assurer l'exécution efficace de ses fonctions. La commission prend note des statistiques du rapport annuel 2019-20 de la HSE indiquant que la HSE comptait 1 059 inspecteurs, agents de visite et agents de conformité réglementaire en mars 2020, contre 1 066 en mars 2019. La commission note cependant que le TUC allègue l'existence de difficultés pour inverser la tendance à la baisse du

nombre d'inspecteurs et qu'il n'y a que 290 inspecteurs réglementaires de grade principal équivalents à temps plein pour l'ensemble du Royaume-Uni, à l'exclusion de l'Irlande du Nord. La commission prend également note de la déclaration du gouvernement selon laquelle des ressources financières et humaines supplémentaires ont été obtenues pour soutenir l'action de la HSE face à la pandémie de la COVID-19. À cet égard, la commission note que, selon le TUC, le personnel supplémentaire obtenu grâce à ce financement ne peut être engagé, pour cet exercice budgétaire, que sous contrat à durée déterminée. Le TUC indique également que les ressources supplémentaires ont été utilisées pour payer des heures supplémentaires au personnel du HSE.

En ce qui concerne les conditions d'emploi des inspecteurs, la commission prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle il réfute les observations du TUC et maintient que la politique salariale du secteur public est appliquée de manière équitable. La commission prend note néanmoins de la référence du TUC aux données issues des entretiens de cessation de service, au cours desquels les membres du personnel quittant la HSE ont indiqué à cette dernière que la rémunération était le principal facteur ou un facteur significatif pour une grande majorité d'entre eux dans leur décision de partir. Le TUC affirme en outre que les salaires plus élevés du personnel temporaire engagé dans le cadre de la pandémie ont également entraîné le mécontentement du personnel restant. En réponse aux observations du TUC, le gouvernement affirme qu'il estime que son financement est adéquat, y compris en ce qui concerne la réponse à la COVID-19. La commission rappelle que, dans son Étude d'ensemble de 2006, *Inspection du travail*, paragraphes 204 et 209, elle a souligné l'importance des niveaux de rémunération et des perspectives de carrière des inspecteurs pour attirer un personnel de qualité, le retenir et le mettre à l'abri de toute influence indue. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des statistiques sur le nombre d'inspecteurs du travail à la HSE, ainsi que des informations détaillées sur les conditions d'emploi des inspecteurs du travail, y compris leur échelle de rémunération réelle et leurs perspectives de carrière, par rapport à des catégories comparables de fonctionnaires exerçant des fonctions similaires, comme les inspecteurs des impôts ou les policiers. En outre, la commission prie le gouvernement d'indiquer toute mesure prise ou envisagée pour recruter de nouveaux inspecteurs du travail ou pour améliorer les conditions d'emploi des inspecteurs du travail, en vue de les retenir au sein du service de l'inspection du travail. La commission invite le gouvernement à envisager d'ouvrir des discussions avec les partenaires sociaux sur cette question, et elle prie le gouvernement de fournir des informations sur le résultat de toute discussion ayant eu lieu.**

Articles 6, 11 et 15 a). *Ressources financières des services de l'inspection du travail.* La commission avait précédemment noté l'utilisation du dispositif de recouvrement des frais d'intervention (FFI), qui oblige les employeurs qui contreviennent aux exigences de la sécurité et de la santé au travail (SST) à prendre à leur charge les dépenses encourues par la HSE du fait de leurs infractions (constats d'infraction, enquêtes, mesures correctives et/ou contrôle de la conformité aux règles). À cet égard, la commission, sur la base du rapport annuel 2018-19 de la HSE, avait noté les questions préoccupantes relatives à la gestion efficace des ressources financières et l'effet de la nature incertaine des recettes tirées du FFI sur la budgétisation. Elle avait également pris note des préoccupations du TUC concernant le risque de conséquences involontaires, telles que la réticence des employeurs à demander activement des conseils et des informations techniques à la HSE.

En réponse aux observations du TUC, la commission note que le gouvernement considère qu'il n'y a pas de risque de réticence de la part de l'employeur, car pour ce dernier le fait de devoir payer les dépenses de la HSE résulterait en premier lieu d'une inspection ou d'une enquête sans qu'il y ait eu de prise en charge des dépenses de la HSE. La commission note également que, en réponse à sa demande au gouvernement de prendre des mesures pour résoudre les problèmes de budgétisation, le gouvernement indique que le financement est régulièrement discuté au niveau supérieur de la HSE. La commission note que le Plan d'activité 2019-20 de la HSE fait référence à l'augmentation des coûts recouvrés pour le travail réglementaire, et à la soumission au conseil d'administration de la HSE de propositions pour une future stratégie de frais et de charges. La HSE indique en outre dans son rapport annuel 2019-20 qu'elle s'attend à une réduction significative de ses recettes en raison de sa capacité réduite à entreprendre des activités à coûts recouvrables et commerciales pendant le confinement dû à la COVID-19, et à ce que cela entraîne inévitablement un besoin de financement supplémentaire de la part du gouvernement. **Réaffirmant que l'inspection du travail est une fonction publique vitale, au cœur de la promotion et de l'application de conditions de travail décentes, et reconnaissant les défis particuliers auxquels le pays est confronté dans le contexte de la COVID-19, la commission prie le gouvernement de continuer à prendre les mesures nécessaires pour garantir que des ressources budgétaires suffisantes soient allouées à l'inspection du travail. En ce qui concerne le système de recouvrement des dépenses, la commission prie le gouvernement d'indiquer si des employeurs ont été ou seront interrogés sur leurs réticences ou leurs préoccupations éventuelles à demander une assistance technique et des conseils à la HSE à la lumière du dispositif FFI, ainsi que des informations détaillées sur la stratégie de la HSE concernant les frais et les charges, y compris les objectifs de recettes fixés en ce qui concerne le**

recouvrement des dépenses et le dispositif FFI, le cas échéant. En outre, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur le résultat des propositions de la HSE concernant le financement, s'agissant de l'obtention de ressources supplémentaires.

Articles 10 et 16. Ressources du système d'inspection du travail et visites d'inspection. 1. *Couverture des lieux de travail par l'inspection du travail.* La commission avait précédemment pris note de la réforme de la stratégie de l'inspection du travail concernant la planification et le ciblage des lieux de travail pour les inspections, et avait souligné l'importance de veiller à ce que les catégories de travailleurs souvent vulnérables ne soient pas exclues de la protection parce qu'elles ne sont pas employées dans des lieux ou des secteurs à haut risque, ou parce qu'elles sont employées dans des secteurs où l'inspection du travail est considérée comme nécessitant trop de ressources. À cet égard, le TUC avait allégué que certains lieux de travail potentiellement dangereux échappaient à l'inspection parce que les variations d'une région à l'autre et d'autres anomalies n'étaient pas prises en compte dans l'approche de la HSE.

La commission prend note des statistiques présentées dans le rapport annuel 2019-20 de la HSE, qui font état de 13 300 inspections réalisées en 2019-20, y compris des nombres approximatifs d'inspections dans les différents secteurs. Elle note également que le gouvernement fait référence au travail de réflexion et d'amélioration en cours sur le système basé sur les renseignements permettant de cibler les lieux de travail (programme «*Going to the Right Places*» et outil de ciblage «*Find-it*»), y compris les visites d'évaluation des performances. Le gouvernement indique qu'à la suite de cette évaluation, des mesures ont été prises pour s'assurer que les ressources soient réorientées vers les secteurs où des problèmes ont été identifiés. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il est particulièrement important de continuer à surveiller les secteurs en dehors des groupes à haut risque existants, et qu'il tient compte des travailleurs vulnérables dans l'établissement des priorités et des programmes d'inspection. La commission prend également note des observations du TUC selon lesquelles le taux élevé de blessures sur les lieux de travail à faible risque remet en question l'approche de la HSE. Le TUC déclare que le classement des risques est basé sur le modèle d'inspection des usines et n'est pas adapté aux lieux de travail actuels, où les risques liés à diverses maladies professionnelles, y compris l'infection par la COVID-19 et les maladies cardiovasculaires professionnelles, ainsi que les risques psychosociaux, peuvent affecter des travailleurs de tous types. Le TUC s'inquiète également du fait que les données disponibles pour l'outil de ciblage «*Find-it*» soient limitées, et que la baisse du nombre des inspecteurs aura un effet sur la qualité et la quantité des données disponibles. À cet égard, la commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations du TUC, indiquant que la HSE dispose d'un personnel spécialisé dans le travail sur les risques psychosociaux et que les données sur le sujet sont enregistrées et communiquées chaque année, ce qui permet d'établir des priorités et d'allouer des ressources. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations plus détaillées sur la manière dont les catégories de travailleurs vulnérables, ou les travailleurs des secteurs en dehors des groupes à haut risque identifiés, sont pris en compte dans les priorités et les programmes d'inspection de la HSE. Elle prie en outre le gouvernement de continuer à fournir des statistiques sur le nombre d'inspections effectuées, ventilées par secteur d'activité, ainsi que des informations sur les résultats de l'évaluation entreprise du programme «*Going to the Right places*» et de l'outil de ciblage «*Find-it*», notamment sur leurs effets sur la qualité et la quantité des visites de l'inspection du travail.**

2. *Stratégies pour la mise en conformité des petites et moyennes entreprises (PME) à faible risque.* La commission avait précédemment noté que surmonter des problèmes de longue date, tels que l'aide aux petites entreprises pour qu'elles puissent gérer les risques de manière proportionnée, était l'un des objectifs de la période couverte par le rapport annuel 2018-19 de la HSE. À cet égard, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la HSE a fourni sur son site web, pour répondre aux besoins des PME, des conseils et des orientations dont il examine actuellement les effets. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les effets des mesures prises par la HSE sur la conformité des PME avec les dispositions légales pertinentes, et de continuer à fournir des informations sur les mesures prises pour atteindre cet objectif. Elle le prie de fournir des informations sur les résultats de son examen des effets des orientations fournies.**

Articles 17 et 18. Poursuites judiciaires immédiates pour violation des dispositions légales dont l'application est soumise au contrôle d'inspecteurs du travail. La commission avait précédemment constaté une baisse du nombre de cas présentés par la HSE qui ont donné lieu à un jugement ou à une condamnation, et elle avait demandé des informations sur l'évaluation par la HSE des raisons de cette baisse. À cet égard, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les modifications apportées en février 2016 aux lignes directrices en matière de condamnations dans les cas de poursuites liées à la santé et à la sécurité ont eu pour effet d'augmenter le niveau des sanctions disponibles, ce qui a entraîné un allongement des procédures, et le gouvernement est encore en train d'examiner les facteurs qui entravent le travail en matière de poursuites. La commission note que, d'après le rapport annuel 2019-20 de la HSE, 355 cas de poursuites ont fait l'objet d'un jugement au cours de la

période couverte par ce rapport, contre 396 en 2018-19 et 509 en 2017-18. Elle prend également note des observations du TUC, qui convient que la modification des lignes directrices en matière de condamnations ralentit les procédures, car la perspective d'une augmentation potentielle des amendes a entraîné un allongement des audiences de détermination des sanctions. Selon le TUC, le travail en la matière demande beaucoup de temps et de ressources aux inspecteurs et la question de ces implications en matière de ressources doit être résolue. Le TUC prie également le gouvernement d'inclure les syndicats dans la révision en cours. La commission note en outre que le gouvernement indique qu'il n'y a pas eu de changements dans la politique de la HSE en ce qui concerne les prises de décision et que le gouvernement reste déterminé à engager des poursuites lorsqu'il existe suffisamment de preuves pour offrir une perspective réaliste de condamnation et qu'il est dans l'intérêt public de le faire. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur son évaluation des facteurs qui entravent les activités de la HSE en matière de poursuites judiciaires et sur toute mesure prise ou envisagée pour améliorer la situation, y compris une augmentation des allocations de temps et de ressources aux inspecteurs, et à fournir des informations sur toute consultation tenue à ce sujet. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations supplémentaires sur le rôle des inspecteurs dans les procédures, y compris sur le temps et les ressources consacrés aux poursuites judiciaires en tant que proportion du temps et des ressources globales des inspecteurs.**

Saint-Vincent-et-les Grenadines

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1998)

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 2010)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière d'inspection du travail, la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n°s 81 (inspection du travail) et 129 (inspection du travail dans l'agriculture) dans un même commentaire.

Article 3, paragraphe 2, articles 10, 16, 17 et 18 de la convention n° 81, et article 6, paragraphe 3, articles 14, 21, 22 et 24 de la convention n° 129. Fonctions additionnelles attribuées aux inspecteurs du travail. Nombre d'inspecteurs, nombre de visites d'inspection et contrôle de l'application. En ce qui concerne ses commentaires précédents concernant le personnel limité dont dispose le Département du travail pour assurer l'exercice des fonctions de l'inspection, la commission note que le gouvernement indique dans son rapport que la situation reste la même, compte tenu des contraintes budgétaires nationales et du taux de rotation relativement élevé des agents de l'administration du travail ces cinq dernières années. La commission note en outre que cinq fonctionnaires agissent actuellement en tant qu'inspecteurs du travail, mais qu'ils exercent d'autres fonctions en plus des inspections. Toutefois, le gouvernement indique qu'un certain nombre d'inspecteurs de la sécurité et de la santé au travail (SST) seront recrutés dans la foulée de la promulgation de la loi sur la SST.

La commission note qu'en 2019, 41 visites d'inspection ont été menées et 12 autres ont été effectuées de janvier à août 2020. En 2019, ces visites d'inspection ont concerné des magasins, des lieux de travail de professionnels, des hôtels et des établissements industriels, ainsi que des lieux de travail de travailleurs domestiques et de travailleurs de la sécurité. Cette année-là, aucune visite d'inspection n'a eu lieu dans l'agriculture. Elle prend note à cet égard de l'indication du gouvernement selon laquelle il y a eu une forte baisse du nombre de travailleurs dans le secteur agricole au cours des 15 dernières années.

La commission rappelle que, conformément à l'article 3, paragraphe 2, de la convention n° 81 et à l'article 6, paragraphe 3, de la convention n° 129, les autres fonctions confiées aux inspecteurs du travail ne devront pas faire obstacle à l'exercice de leurs fonctions principales, telles que définies à l'article 3, paragraphe 1, de la convention n° 81 et à l'article 6, paragraphe 1, de la convention n° 129. **Prenant note des contraintes budgétaires nationales, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées pour veiller à ce que les services d'inspection du travail soient dotés d'un nombre suffisant d'inspecteurs du travail pour leur permettre d'assurer l'exercice efficace des fonctions du service d'inspection et d'inspecter les lieux de travail aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire. À cet égard, elle le prie de continuer de fournir des informations sur le nombre d'inspecteurs du travail (y compris d'inspecteurs de la SST) et le nombre de visites d'inspection effectuées, dont le nombre d'inspections menées dans le secteur agricole. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur les résultats de ces inspections, comme le nombre d'infractions détectées et les sanctions imposées. Enfin, elle prie le gouvernement d'indiquer toutes les autres fonctions exercées par les fonctionnaires chargés de l'inspection du travail et de préciser le temps qu'ils consacrent à ces autres fonctions.**

Article 7 de la convention n° 81 et article 9 de la convention n° 129. Formation adéquate des inspecteurs du travail. Faisant suite à son précédent commentaire, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle aucune formation n'a été dispensée aux inspecteurs du travail depuis 2011 et la majorité des agents de l'administration du travail qui ont été formés ne sont plus employés par le Département du travail. Le gouvernement déclare que les nouveaux agents ont été transférés d'autres ministères ou départements gouvernementaux et n'ont bénéficié que d'une formation en cours d'emploi de la part d'agents plus expérimentés du Département. **La commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour garantir que tous les inspecteurs du travail reçoivent une formation appropriée pour l'exercice de leurs fonctions et de fournir des informations sur le contenu, la fréquence et la durée de toute formation prodiguée aux nouveaux inspecteurs ou aux inspecteurs récemment transférés, ainsi que des informations similaires sur la formation des inspecteurs plus expérimentés.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Sénégal

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1962)

Article 13, paragraphe 2 b), de la convention. Mesures immédiatement exécutoires en matière de sécurité et santé au travail. La commission avait noté précédemment que le décret n° 2006-1255 du 15 novembre 2006 limite l'application des mesures immédiatement exécutoires en cas de danger imminent pour la santé et la sécurité aux situations résultant du non-respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité et à la santé au travail (art. 18), sauf dans le secteur du bâtiment, où l'inobservation de la législation n'est pas requise pour qu'un ordre de cesser le travail soit donné (art. 19 et 20). Le gouvernement avait indiqué que ces restrictions étaient à l'étude dans le cadre des réflexions concernant le renforcement des pouvoirs juridiques des inspecteurs du travail. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que le projet de renforcement des pouvoirs juridiques des inspecteurs du travail, qui nécessite la révision de plusieurs dispositions de la législation nationale du travail, suis son cours et est l'objet de concertations avec les différents acteurs concernés. **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts afin de prendre les mesures nécessaires pour mettre, dans les meilleurs délais, sa législation et sa pratique en pleine conformité avec l'article 13, paragraphe 2 b), de la convention permettant aux inspecteurs d'ordonner des mesures immédiatement exécutoires en cas de danger imminent pour la santé et la sécurité des travailleurs, sans obligation de déterminer l'existence ou non de violation des dispositions législatives ou réglementaires dans tout établissement industriel et commercial.**

Articles 17 et 18. Application effective des sanctions appropriées pour la violation des dispositions légales. Faisant suite à ses commentaires précédents, la commission note d'après les statistiques fournies par le gouvernement que, tandis que le nombre de lettres d'observations (556 en 2015, 1 062 en 2016, 1 069 en 2017 et 1 429 en 2018) et les mises en demeure (24 en 2015, 54 en 2016 et 56 en 2018) délivrées par les inspecteurs du travail pour enjoindre les employeurs à se conformer à la législation ont augmenté, des mesures plus sévères, telles que les procès-verbaux d'infraction (58 en 2014, 2 en 2015, zéro en 2017 et 1 en 2018) ont radicalement diminué. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les raisons de la diminution du nombre des procès-verbaux d'infraction établis. Elle le prie également de fournir des informations spécifiques sur le nombre annuel de documents soumis par l'inspection du travail aux procureurs et aux juges, le nombre de cas pour lesquels des poursuites ou une action en justice ont été engagées, et l'issue des procédures engagées.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Serbie

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 2000)

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 2000)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière d'inspection du travail, la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n°s 81 (inspection du travail) et 129 (inspection du travail dans l'agriculture) dans un même commentaire.

Article 12, paragraphe 1 a), de la convention n° 81, et article 16, paragraphe 1 a), de la convention n° 129. Libre accès des inspecteurs du travail aux établissements, sans avertissement préalable. La commission avait précédemment pris note des restrictions que la loi sur le contrôle de l'inspection imposait sur les pouvoirs

des inspecteurs en ce qui concerne: i) la possibilité donnée aux inspecteurs du travail d'effectuer une visite d'inspection sans avertissement préalable (art. 16, 17, 49 et 60); et ii) la portée des inspections (art. 16). La commission avait pris note des conclusions de 2019 de la Commission de l'application des normes relatives à l'application des conventions n^{os} 81 et 129 par la Serbie, dans laquelle la Commission demandait au gouvernement de modifier sans délai les articles 16, 17, 49 et 60 de la loi sur le contrôle de l'inspection, d'entreprendre des réformes législatives en consultation avec les partenaires sociaux et d'assurer une collaboration efficace entre les inspecteurs du travail et les partenaires sociaux. Sur ce point, la commission avait pris note des indications du gouvernement selon lesquelles le ministère du Travail, de l'Emploi, des Anciens combattants et des Affaires sociales avait tenu des consultations avec le ministère de l'Administration publique et de l'Administration locale, qui a publié la loi sur le contrôle de l'inspection, et un atelier tripartite devait avoir lieu en 2020.

La commission se félicite de l'indication du gouvernement, dans son rapport, selon laquelle un atelier tripartite s'est déroulé à Belgrade, en février 2020, pour donner suite aux conclusions de la Commission de l'application des normes, et que des représentants du Bureau du Premier ministre serbe, du ministère du Travail, de l'Emploi, des Anciens combattants et des Affaires sociales, du ministère de l'Administration publique et de l'Administration locale, de l'inspection du travail, de la Direction de la santé et de la sécurité au travail, de l'Association serbe des employeurs (SAE), de la Confédération syndicale «Nezavisnost», de la Confédération des syndicats autonomes de Serbie (CATUS) et du BIT y ont participé. La commission prend note des conclusions de l'atelier citées par le gouvernement et note avec **intérêt** que, parmi les points de consensus qui en sont ressortis, figure la décision de créer un groupe de travail tripartite chargé de définir la forme que les modifications à apporter devront prendre, notamment s'il faut uniquement modifier la loi sur le contrôle de l'inspection ou s'il convient d'élaborer une loi spécifique sur l'inspection du travail. La commission note également que, d'après les informations supplémentaires que le gouvernement a soumises au sujet de l'application de la convention (n^o 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, le ministère du Travail, de l'Emploi, des Anciens combattants et des Affaires sociales a communiqué au Conseil économique et social les résultats de cet atelier tripartite consacré aux conventions n^{os} 81 et 129, le 4 mars 2020. La commission note également que l'article 60, paragraphe 1, de la loi sur le contrôle de l'inspection, qui prévoyait des amendes pour les inspecteurs du travail qui effectuaient une inspection sans en avoir averti au préalable par écrit l'entité visée par le contrôle, a été modifié et supprimé. **Prenant dûment note de ces informations, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises pour modifier la loi sur le contrôle de l'inspection, notamment sur la création du groupe de travail tripartite et les conclusions de ses travaux, ainsi que sur toutes autres mesures prises pour garantir que bonne suite sera donnée aux conclusions de la Commission de l'application des normes, en consultation avec les partenaires sociaux. La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'application dans la pratique de l'article 12, paragraphe 1 a), de la convention n^o 81, et de l'article 16, paragraphe 1 a), de la convention n^o 129, notamment des statistiques sur le nombre et la nature des inspections menées sans avertissement préalable (par exemple, comme suite à des accidents du travail, des plaintes ou des violations graves).**

Article 3, paragraphe 1 a) et b), et articles 7, 10 et 16 de la convention n^o 81, et article 6, paragraphe 1 a) et b), et articles 9, 14 et 21 de la convention n^o 129. Nombre suffisant d'inspecteurs du travail qualifiés et de visites d'inspection pour garantir l'application effective des dispositions légales. La commission avait précédemment pris note de la diminution du nombre d'inspecteurs du travail depuis 2016, ainsi que des préoccupations des syndicats au sujet du nombre insuffisant d'inspecteurs et du fait qu'ils ne disposaient pas de moyens et de conditions de travail appropriés. À cet égard, la commission avait prié le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures qu'il avait prises pour mettre en œuvre son projet de plan d'action triennal destiné à l'embauche de fonctionnaires effectuant des inspections et les recommandations d'une analyse des services d'inspection conduite en 2019.

La commission note que le gouvernement affirme que l'inspection du travail comptait 229 inspecteurs du travail pour 409 868 entités commerciales enregistrées, en mai 2020 (soit une diminution par rapport aux 240 inspecteurs du travail pour 416 815 entreprises commerciales enregistrées en 2019), et qu'elle est chargée de contrôler le respect de la législation du travail dans ces entités. Elle prend également note que le gouvernement se réfère à l'adoption, sur décision du gouvernement, du plan d'action triennal destiné à l'embauche de fonctionnaires effectuant des inspections et relevant des services de l'inspection nationale, d'après lequel il est nécessaire d'employer 13 inspecteurs du travail supplémentaires en 2020 et 27 inspecteurs du travail supplémentaires en 2021. Le gouvernement signale également qu'il y a actuellement 38 postes d'inspecteur du travail vacants. La commission note en outre que, d'après le gouvernement, tous les inspecteurs du travail sont dotés d'ordinateurs portables et de modems leur permettant d'accéder à l'internet mobile mais que les services de l'inspection du travail ne disposent pas de suffisamment de numériseurs et d'imprimantes et qu'ils ont besoin de matériel informatique, notamment de nouveaux ordinateurs de bureau. **La commission prie le**

gouvernement de fournir des informations complémentaires sur la mise en œuvre du Plan d'action triennal destiné à l'embauche de fonctionnaires effectuant des inspections et relevant des services de l'inspection nationale, en indiquant le nombre exact d'inspecteurs supplémentaires recrutés. La commission prie également le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les bureaux des services de l'inspection du travail sont suffisamment équipés. À cet égard, elle prie le gouvernement d'indiquer toute mesure prise ou envisagée pour améliorer les moyens matériels dont disposent les inspecteurs du travail et pour remédier aux insuffisances repérées pour ce qui concerne le matériel informatique.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Sierra Leone

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1961)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 6 et 7 de la convention. Recrutement et formation des inspecteurs du travail et indépendance de ceux-ci. La commission note que, d'après le rapport du gouvernement, les inspecteurs du travail n'ont pas bénéficié d'opportunités de formation dans des domaines techniques ou spécialisés, mais que des formations initiales sont dispensées aux inspecteurs du travail au sein des différentes unités du ministère du Travail et de la Sécurité sociale. La commission note également que le gouvernement indique que, en ce qui concerne les qualifications du personnel de l'inspection du travail, l'un des facteurs pris en considération dans le recrutement est l'affiliation politique. La commission rappelle que, en vertu de l'article 6 de la convention n° 81, le personnel de l'inspection sera composé de fonctionnaires publics dont le statut et les conditions de service leur assurent la stabilité dans leur emploi et les rendent indépendants de tout changement de gouvernement et de toute influence extérieure induite et que, en vertu de l'article 7, ceux-ci seront recrutés uniquement sur la base de l'aptitude du candidat à remplir les tâches qu'il aura à assumer. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que les inspecteurs du travail sont recrutés uniquement sur la base de leurs aptitudes à remplir les tâches qu'ils auront à assumer, conformément à l'article 7 de la convention. Prenant dûment note des contraintes budgétaires, la commission exprime l'espoir que le gouvernement sera en mesure de prendre les dispositions nécessaires pour mettre en place un programme de formation continue à l'usage des inspecteurs du travail et elle le prie de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard.**

Article 12, paragraphe 1 a). Visites sans avertissement préalable et liberté des inspecteurs de pénétrer dans tous les locaux assujettis au contrôle. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que les propriétaires des lieux de travail sont avisés préalablement des visites formelles d'inspection. À cet égard, la commission rappelle que, en vertu de l'article 12 de la convention, les inspecteurs du travail munis de pièces justificatives seront autorisés à pénétrer librement sans avertissement préalable dans tout établissement assujetti au contrôle de l'inspection. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires, notamment dans le contexte de la réforme de la législation du travail actuellement en cours, pour que les inspecteurs du travail soient autorisés, en droit et dans la pratique, à pénétrer librement sans avertissement préalable dans tout établissement assujetti à l'inspection.**

Article 18. Sanctions appropriées. La commission note que le gouvernement se réfère, à propos des amendes ou peines applicables, à la loi de 1974 sur les fabriques, et elle observe à cet égard que les montants des amendes sont extrêmement faibles. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires dans le cadre de la réforme de la législation du travail actuellement en cours, pour que les inspecteurs du travail aient la possibilité d'imposer des sanctions appropriées en cas de violation des dispositions légales dont l'application est soumise à leur contrôle.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Slovénie

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1992)

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 1992)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière d'inspection du travail, la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n°s 81 (inspection du travail) et 129 (inspection du travail dans l'agriculture) dans un même commentaire.

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

Législation. La commission avait précédemment pris note des réformes législatives concernant la loi sur l'inspection du travail (LIA) de 2014 et avait prié le gouvernement d'indiquer dans quelle mesure les

inspecteurs du travail sont liés par les principes généraux inscrits dans la loi sur l'inspection et comment les dispositions qui se chevauchent ou sont en contradiction sont appliquées en pratique dans le cadre de l'action quotidienne des inspecteurs du travail.

La commission note que le gouvernement fait référence dans son rapport à l'article 3 de la LIA qui prévoit que, sauf disposition contraire dans cette même loi, la réalisation des inspections et les inspecteurs sont soumis aux dispositions de la loi sur l'inspection qui régissent ce domaine, aux dispositions qui régissent la procédure administrative générale et aux dispositions des règlements spécifiques qui régissent la supervision de chaque service d'inspection opérant au sein de la direction de l'inspection. Le gouvernement indique à cet égard que les inspecteurs effectuent leur travail conformément à la LIA, mais que pour les questions qui ne sont pas régies par cette loi, ils se réfèrent à la loi sur l'inspection. À cet égard, la commission note que la qualification des inspecteurs, la décision de mener une inspection, l'octroi de pouvoirs complémentaires, y compris la saisie de documents, les archives en matière d'inspection et les entités assujetties au contrôle de l'inspection sont des domaines couverts par la LIA (art. 9 à 11 et 13 à 15), et que les procédures d'inspection et l'accès aux lieux de travail sont régis par la loi sur l'inspection. La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement.

Article 3, paragraphe 1 a) et b), et paragraphe 2, de la convention n° 81, et article 6, paragraphe 1 a) et b), et paragraphe 3, de la convention n° 129. Fonctions confiées aux inspecteurs du travail. Fonctions complémentaires confiées aux inspecteurs du travail concernant l'immigration. La commission avait noté précédemment avec préoccupation que les inspecteurs du travail peuvent imposer des amendes aux travailleurs étrangers qui effectuent un travail en violation de la loi sur l'emploi, l'emploi indépendant et le travail des étrangers (art. 51, 60, 61, 63 et 66) et sont tenus d'informer les autorités de police lorsque leurs activités de contrôle leur font soupçonner la présence d'étrangers en situation de résidence illégale (art. 44(4)). La commission avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les missions de contrôle exercées par l'inspection du travail au titre de la loi sur l'emploi, l'emploi indépendant et le travail des étrangers ne portent pas préjudice à l'exercice des fonctions principales qui sont de faire respecter les dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs. Elle avait également demandé des informations sur la manière dont l'inspection du travail veille au respect des obligations des employeurs concernant les droits des travailleurs migrants.

La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les sanctions pour violation de la loi sur l'emploi, l'emploi indépendant et le travail des étrangers ne portent pas atteinte à la protection des droits des travailleurs migrants ni à leur droit à des conditions de travail correctes. Aux termes de l'article 19(1)-2 de la LIA, les inspecteurs peuvent interdire au travailleur concerné d'exercer son travail jusqu'à ce que l'irrégularité constatée soit corrigée, si, au cours d'une inspection, ils découvrent que l'employeur a permis à un étranger ou à une personne apatride de travailler en violation de la réglementation régissant l'emploi des étrangers. Selon le rapport annuel de l'inspection du travail (rapport annuel) de 2019, les inspecteurs ont relevé 49 infractions en 2019, contre 29 en 2018. Le gouvernement indique également que l'inspection du travail a, à quelques occasions en 2018 et 2019, imposé des sanctions aux travailleurs migrants en raison de ces violations. Le gouvernement indique en outre qu'un travailleur migrant dont le contrat de travail est jugé nul et non avenu, conformément à l'article 23 de la loi sur la relation d'emploi, ne bénéficie de la protection des droits des travailleurs que s'il prouve l'existence d'une relation d'emploi devant la justice.

La commission rappelle que, conformément à l'article 3, paragraphes 1 et 2, de la convention n° 81 et à l'article 6, paragraphes 1 et 3, de la convention n° 129, le système de l'inspection du travail a pour fonction d'assurer l'application des dispositions légales relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs dans l'exercice de leur profession, et que toute autre tâche qui pourrait être confiée aux inspecteurs du travail ne doit pas faire obstacle à l'exercice de leurs fonctions principales. Elle rappelle également que ni la convention n° 81 ni la convention n° 129 ne contiennent de disposition suggérant l'exclusion de quelque travailleur que ce soit de la protection de l'inspection du travail en raison du caractère irrégulier de sa relation de travail (Étude d'ensemble de 2006, *Inspection du travail*, paragr. 77). Se référant au paragraphe 452 de son Étude d'ensemble de 2017, *Œuvrer ensemble pour promouvoir un milieu de travail sûr et salubre*, la commission indique en outre que les travailleurs vulnérables peuvent ne pas être disposés à coopérer avec les services de l'inspection du travail s'ils craignent des conséquences négatives suite aux activités d'inspection, comme perdre leur travail ou être expulsés du pays. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour faire en sorte que les tâches confiées aux inspecteurs du travail ne fassent pas obstacle à l'objectif fondamental de leur mission, à savoir assurer la protection des travailleurs, conformément aux fonctions principales énoncées à l'article 3, paragraphe 1, de la convention n° 81 et à l'article 6, paragraphe 1, de la convention n° 129. Elle prie le gouvernement de fournir des informations supplémentaires sur le nombre de cas dans lesquels des sanctions ont été imposées à des travailleurs migrants, les violations concernées et les sanctions imposées. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la manière**

dont les services de l'inspection du travail veillent au respect des obligations des employeurs concernant les droits des travailleurs étrangers, notamment ceux se trouvant en situation irrégulière, y compris des informations spécifiques sur le paiement des salaires et le versement d'autres prestations dues pour le travail qu'ils ont effectué.

Articles 6 et 10 de la convention n° 81 et articles 8 et 14 de la convention n° 129. *Nombre et conditions de service des inspecteurs du travail. Stabilité et indépendance des inspecteurs du travail.* La commission avait précédemment noté la baisse continue du nombre d'inspecteurs du travail et leur lourde charge de travail, ainsi que les problèmes liés aux pressions extérieures que subissent les inspecteurs, de la part tant des plaignants que des employeurs, comme l'indique le rapport annuel de 2017. Elle avait prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les inspecteurs du travail soient en nombre suffisant pour assurer l'exercice efficace des fonctions des services de l'inspection, et de fournir des informations sur les mesures prises pour s'attaquer au problème des pressions que subissent les inspecteurs du travail.

La commission prend note de l'information du gouvernement selon laquelle le nombre de postes approuvés au sein des services de l'inspection du travail est passé de 106 en 2017 à 121 en 2019, et que des procédures de recrutement sont en cours. Selon le rapport annuel de 2019, les services de l'inspection du travail comptent 120 employés, dont 91 inspecteurs (contre 81 en 2018) et le nombre d'entreprises est passé de 215 354 en 2018 à 220 236 en 2019. Il ressort également du rapport annuel que les inspecteurs, en particulier ceux chargés du contrôle des conditions de travail et des relations d'emploi ainsi que des affaires sociales, éprouvent toujours des difficultés à traiter rapidement toutes les demandes. En 2019, les services de l'inspection du travail ont reçu 7 215 plaintes, dont environ 80 pour cent relèvent de la compétence des inspecteurs chargés du contrôle des conditions de travail et des relations d'emploi. En outre, selon les informations contenues dans le rapport annuel de 2019, le nombre de ces inspecteurs a augmenté ces dernières années en raison de leur lourde charge de travail, mais qu'en revanche le nombre des inspecteurs chargés du contrôle de la sécurité et de la santé au travail a diminué (de 41 en 2008 à 31 en 2019). À cet égard, le rapport annuel indique que des mesures seront prises pour renforcer les inspections en matière de sécurité et de santé au travail.

La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle, d'après une évaluation des risques liés au travail des services d'inspection, presque tous les employés des services de l'inspection du travail, et en particulier les inspecteurs, seraient exposés à des risques de violence de la part de tiers, en raison de la nature de leur travail. Pour y remédier, les services de l'inspection du travail ont pris des mesures pour empêcher l'accès non autorisé à leurs bureaux, ont rédigé des instructions décrivant les mesures à prendre pour lutter contre cette violence, et ont organisé diverses conférences et ateliers sur la gestion du stress, la communication dans les situations difficiles et d'autres sujets pertinents. Dans le cadre de la protection contre les agressions, certaines inspections sont effectuées par deux inspecteurs ou en association avec d'autres autorités de contrôle, et les inspecteurs peuvent également requérir la présence des policiers lors de l'inspection. Le gouvernement ajoute qu'en plus des dispositions relatives à l'indépendance des inspecteurs prévues par la loi sur l'inspection et la LIA, certaines inspections sont effectuées par des inspecteurs du siège social plutôt que par les services locaux lorsqu'il semble nécessaire d'empêcher toute influence extérieure de la part d'acteurs locaux. La commission note par ailleurs que, malgré tout, il ressort du rapport annuel de 2019 que les inspecteurs du travail continuent d'être submergés par le nombre de dossiers dont ils ont la charge et de subir de fortes pressions de la part des plaignants et des employeurs, qui se traduisent sous la forme d'insultes, d'inconduite et d'agressivité sur des questions qui ne relèvent pas de leur compétence. **Tout en prenant note de l'augmentation du nombre d'inspecteurs de 2017 à 2019, la commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour faire en sorte que les inspecteurs du travail soient en nombre suffisant pour assurer l'exercice efficace de leurs fonctions, tant en ce qui concerne les inspecteurs chargés de contrôler les conditions de travail et les relations d'emploi que les inspecteurs de la sécurité et de la santé au travail. Elle prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises à cet égard. En outre, la commission prie instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts pour s'attaquer aux problèmes soulevés dans le rapport annuel de 2019 concernant la violence, le harcèlement et les autres pressions extérieures que subissent les inspecteurs du travail, afin notamment de garantir leur indépendance vis-à-vis d'influences extérieures indues.**

Article 12, paragraphe 1 b), de la convention n° 81, et article 16, paragraphe 1 b), de la convention n° 129. *Accès aux lieux de travail assujettis au contrôle de l'inspection.* La commission avait noté précédemment que, conformément à l'article 21 de la loi sur l'inspection concernant des établissements ou d'autres locaux dont la personne responsable n'est pas propriétaire, les personnes propriétaires ou détentrices de locaux de travail, de locaux de production ou d'autres sites ou terrains peuvent refuser aux inspecteurs l'accès à ces lieux dans certaines situations. La commission prend note de l'explication du gouvernement en réponse à sa demande, à savoir qu'une inspection ne peut être refusée que dans les cas exceptionnels

prévus par l'article 21 de la loi sur l'inspection. Le gouvernement indique en outre que, si une personne refuse, sans raison valable, d'autoriser une inspection, elle peut être soumise aux mêmes mesures qu'un témoin qui refuse de témoigner, et l'inspection peut être effectuée contre son gré. En référence à ses commentaires ci-dessus sur la LIA et la loi sur l'inspection, la commission note que la LIA ne contient pas de dispositions relatives à l'accès aux lieux de travail assujettis au contrôle de l'inspection. La commission rappelle qu'en vertu de l'article 12, paragraphe 1 b), de la convention n° 81 et de l'article 16, paragraphe 1 b), de la convention n° 129, les inspecteurs du travail devraient être habilités à pénétrer de jour dans tous les locaux qu'ils peuvent avoir un motif raisonnable de supposer être assujettis au contrôle de l'inspection afin d'assurer efficacement la protection des travailleurs, et que ces articles ne permettent aucune restriction. Se référant à son Étude d'ensemble de 2006, *Inspection du travail*, paragraphe 266, la commission rappelle également que les diverses restrictions imposées par la législation ou la pratique au droit d'entrée des inspecteurs dans les lieux de travail ne peuvent que contrarier la poursuite des objectifs que la convention assigne à l'inspection du travail. **La commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures pour mettre la législation nationale en conformité avec l'article 12 de la convention n° 81 et l'article 16 de la convention n° 129 pour faire en sorte que les inspecteurs du travail soient habilités à pénétrer de jour dans les locaux qu'ils peuvent avoir un motif raisonnable de supposer être assujettis au contrôle de l'inspection. Entre-temps, elle prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur l'application pratique de l'article 21 de la loi sur l'inspection, en indiquant le nombre de fois où des inspecteurs se sont vu refuser l'accès à des lieux de travail en vertu de cet article, les raisons invoquées à chaque refus fondé sur une ou plusieurs des exceptions prévues à l'article 21, et l'issue de toute procédure de réexamen de chaque refus.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Sri Lanka

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1956)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission note qu'une réclamation au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT a été présentée au Conseil d'administration par le Syndicat du personnel navigant de cabine alléguant le non-respect par le Sri Lanka de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et de la convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949. À sa 334^e session (octobre 2018), le Conseil d'administration a décidé que la réclamation était recevable et a décidé de désigner un comité tripartite chargé de l'examiner (GB.334/INS/14/3). Conformément à la pratique passée, la commission a décidé de suspendre son examen de l'application de la convention, pour ce qui est de la mise en application effective des mesures décidées par les inspecteurs du travail s'agissant de l'institution de poursuites et de l'impartialité du système d'inspection du travail, dans l'attente de la décision du Conseil d'administration à propos de la réclamation.

La commission prend note des observations du Syndicat des employés de la banque de Ceylan (CBEU), du Syndicat du personnel des plantations de Ceylan (CESU), de la Fédération du travail de Ceylan (CFL) et du Syndicat des travailleurs du commerce, de l'industrie et autres de Ceylan (CMU) sur l'application de la convention, et de la réponse du gouvernement à celles-ci, toutes reçues en 2018.

Articles 3, 4, 5 a) 16, 20 et 21 de la convention. Efficacité du fonctionnement du système d'inspection du travail et statistiques fiables permettant d'évaluer son efficacité. Rapports annuels de l'inspection du travail. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport concernant la période se terminant le 31 août 2016, en réponse aux précédents commentaires de la commission sur l'application du système d'inspection du travail (LISA), et l'indication du gouvernement selon laquelle tous les inspecteurs du travail et les inspecteurs de la santé et la sécurité au travail (SST) ont reçu une formation à l'utilisation du système. Dans ce contexte, le gouvernement a déclaré qu'à partir de 2017, il sera possible de publier chaque année un rapport complet de l'inspection du travail, conformément aux prescriptions des articles 20 et 21 de la convention. Quoi qu'il en soit, la commission note que les observations du CBEU, du CESU, de la CFL et du CMU contestent l'administration du système LISA et son efficacité quant à la collecte de données, et allèguent que ce système ne systématise pas l'action de l'inspection du travail et ne contribue pas à l'amélioration de sa qualité. Dans sa réponse, le gouvernement affirme que le système LISA s'est continuellement amélioré depuis son lancement, grâce à l'ajout de nouveaux modules qui devraient contribuer à accélérer les inspections auxquelles ils se rapportent. La commission prend dûment note que le rapport annuel de 2017 du Département du travail contient des informations sur les lois et règlements relevant de la compétence de l'inspection du travail, ainsi que des statistiques sur le

nombre des inspecteurs du travail, d'usines enregistrées, de visites d'inspection, de cas portés devant les tribunaux par les fonctionnaires du travail, et d'accidents du travail. Néanmoins, ce rapport annuel ne contient pas de statistiques sur les maladies professionnelles ou sur les établissements assujettis au contrôle de l'inspection, en dehors des usines, et le nombre des travailleurs occupés dans ces établissements. **La commission prie le gouvernement de continuer de publier et de communiquer à l'OIT un rapport annuel de l'inspection du travail, conformément à l'article 20 de la convention. La commission prie également le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que ce rapport annuel contienne des informations complètes sur tous les sujets énoncés à l'article 21 a) à g) de la convention, y compris en particulier: les statistiques des établissements assujettis au contrôle de l'inspection et le nombre des travailleurs occupés dans ces établissements (article 21 c)); et les statistiques des maladies professionnelles (article 21 g)). La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cet égard. En outre, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur la mise en œuvre de l'application LISA dans la pratique, notamment sur son impact sur l'efficacité de l'action de l'inspection du travail, tant pour ce qui est du nombre et de la qualité des inspections que de la collecte des statistiques.**

Article 3, paragraphe 1 a) et b), et articles 9, 13 et 14. *Rôle de l'inspection du travail dans le domaine de la sécurité et la santé au travail (SST). Déclaration des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle à l'inspection du travail.* Suite à ses précédents commentaires, la commission prend note des informations sur le nombre des visites d'inspection communiquées par le gouvernement et dans le rapport annuel 2017 du Département du travail. Elle note aussi l'indication fournie par le gouvernement à propos du rôle de l'Institut national de la santé et la sécurité au travail, qui dispense en permanence des services de formation des inspecteurs relative aux questions de SST. À cet égard, la commission note les observations du CBEU, du CESU, de la CFL et du CMU qui font remarquer que cet institut manque de ressources en termes de personnel formé et d'équipement. En outre, s'agissant des mesures prises pour que l'inspection du travail soit informée des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle, ces mêmes organisations allèguent qu'il n'existe pas, entre l'inspection générale du travail et l'inspection de la SST, de lien proprement dit qui permette: i) un partage et un archivage de l'information; et ii) un suivi par les inspecteurs de la SST des problèmes détectés par l'inspection générale du travail. Les syndicats allèguent en outre que les lésions professionnelles sont rarement déclarées. À ce sujet, le gouvernement déclare que, en raison du champ d'application de l'ordonnance sur les usines, certains lieux de travail, comme les domaines et plantations, ne peuvent être contrôlés que par des inspecteurs de l'inspection générale du travail, mais pas par des inspecteurs de la SST. La commission note également l'indication du gouvernement dans son rapport supplémentaire selon laquelle les accidents du travail et les cas de maladie professionnelle sont signalés régulièrement aux divisions concernées, et que le personnel d'inspection du Département du travail (comprenant les fonctionnaires du travail, les ingénieurs-inspecteurs d'usines, les ingénieurs spécialistes d'usines, et les fonctionnaires médicaux) reçoivent tous des formations comprenant des composantes en matière de SST. Le gouvernement déclare à cet égard que, lorsque des fonctionnaires du travail identifient des milieux de travail ou des lieux de travail dangereux pendant les inspections, ils renvoient ces cas vers le Bureau de district des ingénieurs d'usines, ou la Division de la sécurité au travail. **La commission prie le gouvernement de fournir davantage d'informations sur les mesures prises pour s'assurer d'une coopération effective entre les inspecteurs de l'inspection générale du travail et les inspecteurs de la SST dans le but d'assurer l'application effective des dispositions légales en matière de SST. En outre, la commission prie le gouvernement d'indiquer la manière dont il est assuré que l'inspection du travail est informée des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle, conformément à l'article 14 de la convention, et de fournir des informations complémentaires sur l'application de cette disposition dans la pratique, y compris des informations statistiques sur les accidents du travail et les cas de maladie professionnelle signalés.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Tadjikistan

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 2009)

Articles 3, 4, 5 b), 6, 8, 10, 11, 13, 17 et 18 de la convention. *Fonctionnement du système d'inspection du travail sous la surveillance et le contrôle d'une autorité centrale et dualité des fonctions d'inspection assumées par l'État et les inspecteurs du travail des syndicats dans ce système.* La commission avait précédemment noté que les responsabilités de l'inspection du travail incombent au service d'État de l'inspection du travail, de la migration et de l'emploi (SILME), qui relève du ministère du Travail, de la Migration et de l'Emploi, ainsi qu'à l'inspection créée par la Fédération des syndicats indépendants, et avait demandé des informations complémentaires sur les relations entre ces deux inspections. À cet égard, la commission note, d'après l'indication du gouvernement dans son rapport, que l'inspection des syndicats fonctionne

sous la direction de comités syndicaux nationaux et régionaux, mais que les inspecteurs syndicaux œuvrent en étroite collaboration avec les inspecteurs du travail du SILME. La commission note que le gouvernement fait état de 276 inspections conjointes menées entre 2018 et le premier semestre de 2020, et indique que la Fédération des syndicats indépendants compte actuellement 17 comités de branche, portant sur tous les secteurs de l'économie, et 28 inspecteurs du travail (soit une baisse par rapport aux 36 inspecteurs syndicaux qui existaient en 2018). La commission constate néanmoins qu'aucune information n'est communiquée en réponse à ses précédentes demandes concernant les points suivants: i) le statut et les conditions de service des inspecteurs du travail du SILME; et ii) les sources de financement de l'inspection du travail des syndicats. La commission note également qu'en vertu de la loi sur les inspections des entités économiques n° 1269 (loi n° 1269), adoptée en 2015 et modifiée par la suite (2017, 2019, 2020), un Conseil pour la coordination des activités des organes d'inspection a été créé et qu'il est chargé de coordonner les plans d'inspection des organes d'inspection, afin d'éviter la duplication des inspections (articles 5 et 6). **La commission prie le gouvernement de fournir des informations complémentaires sur les relations entre le SILME et l'inspection du travail des syndicats, y compris sur les modalités de tout accord mis en place pour assurer une coopération efficace entre ces deux organes, et sur les relations entre ces deux inspections et le Conseil pour la coordination des activités des organes d'inspection. La commission prie également le gouvernement de communiquer copie de la réglementation régissant le statut et les conditions de service des inspecteurs du travail de l'État, ainsi que les obligations et les pouvoirs des inspecteurs syndicaux, afin de permettre à la commission de procéder à une évaluation complète en la matière, ainsi que des informations sur les conditions de service des inspecteurs du travail de l'État (y compris la rémunération et les perspectives de carrière) par rapport aux conditions applicables aux catégories similaires de fonctionnaires et d'inspecteurs syndicaux. En l'absence d'informations à cet égard, la commission prie encore une fois le gouvernement de communiquer des informations sur les sources de financement destinées au fonctionnement de l'inspection du travail des syndicats. Enfin, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre d'inspecteurs du SILME et le nombre d'inspecteurs syndicaux, ainsi que sur les moyens matériels dont ils disposent.**

Articles 12 et 16. Pouvoirs des inspecteurs du travail. 1. *Moratoire sur les inspections.* La commission avait précédemment noté avec une profonde préoccupation que, conformément à la loi n° 1505 du 21 février 2018, qui prévoit un moratoire pour les inspections sur les lieux de travail, les dispositions du code portant sur les inspections du travail sont suspendues durant la période d'application de la loi n° 1505. À cet égard, la commission note avec une **profonde préoccupation** que, conformément au décret gouvernemental n° 990 de janvier 2018, tel que modifié en 2019, un moratoire sur tous les types d'inspection des activités des entreprises liées à la fabrication a été imposé jusqu'au 1^{er} janvier 2021. Le gouvernement indique qu'en 2019, le SILME a inspecté 2 069 entités économiques, dont 1 662 inspections programmées et 375 inspections non programmées. La commission note également, selon l'indication du gouvernement, que durant cette période, les inspections prévues de 818 entités économiques n'ont pas été réalisées ou ont été reportées pour divers motifs, entre autres, en raison de leur intégration dans la catégorie des installations industrielles, de l'arrêt temporaire ou permanent de leurs activités, ou de leur liquidation. À cet égard, la commission rappelle son observation générale de 2019 sur les conventions relatives à l'inspection du travail, dans laquelle elle a exprimé sa préoccupation concernant les réformes qui affaiblissent considérablement le fonctionnement inhérent des systèmes d'inspection du travail, s'agissant par exemple de moratoire imposé à l'inspection du travail, et a prié instamment les gouvernements de supprimer ces restrictions, afin de se conformer à la convention n° 81. **Rappelant que tout moratoire imposé à l'inspection du travail est une violation grave de la convention, la commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir qu'aucune autre restriction de cette nature ne sera imposée à l'inspection du travail à l'avenir. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur toute évolution à cet égard, et de continuer à communiquer des informations sur le nombre de visites d'inspection réalisées par le SILME, ventilées par type d'inspection et par secteur.**

2. *Autres restrictions aux pouvoirs des inspecteurs du travail.* La commission avait précédemment noté qu'en vertu des articles 19 et 348 du Code du travail, les employeurs doivent garantir aux inspecteurs du travail du SILME le libre accès aux lieux de travail, mais avait noté toutefois avec préoccupation que la loi sur les inspections des entités économiques prévoit un certain nombre de restrictions aux inspections. À cet égard, la commission note que la précédente loi sur les inspections des entités économiques a été abrogée, et note avec **préoccupation** que la loi n° 1269 semble contenir des restrictions similaires aux pouvoirs des inspecteurs, notamment en ce qui concerne: i) la fréquence des inspections (art. 22); ii) la durée des inspections (art. 26); iii) la possibilité pour les inspecteurs du travail de réaliser des visites d'inspection sans avertissement préalable (art. 16, 19, 21 et 24); et iv) la portée des inspections (art. 25). **Se référant à son observation générale de 2019 sur les conventions relatives à l'inspection du travail, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour**

garantir que les inspecteurs du travail soient habilités à effectuer des visites sans avertissement préalable et qu'ils puissent effectuer des inspections du travail aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales en question, conformément aux articles 12 et 16 de la convention.

Article 13. Mesures de prévention en cas de danger pour la sécurité et la santé des travailleurs. La commission avait précédemment demandé au gouvernement d'indiquer si les inspecteurs du travail de l'État sont autorisés à prendre des mesures destinées à éliminer les déficiences constatées dans une installation, un aménagement ou des méthodes de travail qu'ils peuvent avoir un motif raisonnable de considérer comme une menace à la santé ou à la sécurité des travailleurs. À cet égard, la commission note qu'en vertu de l'article 30 de la loi n° 1269, les inspecteurs sont habilités à décider de la suspension temporaire des activités d'une entité économique, pour une période maximale de trois mois et dans des circonstances prédéterminées, notamment en raison d'un danger pour la vie ou la santé des travailleurs. Le gouvernement indique également qu'à la suite des visites d'inspections menées en 2019, 1 663 cas d'infractions ont été constatés concernant le respect des normes de sécurité. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations complémentaires indiquant si les inspecteurs du travail de l'État sont autorisés à prendre des mesures destinées à éliminer les déficiences constatées dans une installation, un aménagement ou des méthodes de travail qu'ils peuvent avoir un motif raisonnable de considérer comme une menace à la santé ou à la sécurité des travailleurs, conformément à l'article 13. Notant que le gouvernement fait état de 1 663 cas d'infractions aux normes de sécurité et santé au travail (SST) constatées en 2019, la commission prie également le gouvernement de fournir des informations statistiques sur l'application dans la pratique du pouvoir des inspecteurs concernant la suspension temporaire des activités d'une entité économique, conformément à l'article 30 de la loi n° 1269, en ce qui concerne la sécurité et à la santé.**

Articles 20 et 21. Obligation de publier et de communiquer un rapport annuel sur le fonctionnement de l'inspection du travail. La commission note avec **regret** que, si le gouvernement a fourni des informations statistiques concernant l'inspection du travail, il n'a pas communiqué de rapport annuel sur les activités des services d'inspection du travail depuis un certain nombre d'années. La commission note toutefois que le gouvernement mentionne l'existence d'un centre d'informations et de ressources sur la SST, qui dispose de données sur la législation du travail, la réglementation en matière de SST, et sur d'autres questions. La commission note également qu'en vertu de l'article 37 de la loi n° 1269, les organes d'inspection doivent présenter des rapports annuels au Conseil pour la coordination des activités des organes d'inspection. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que le rapport annuel de l'inspection du travail soit publié et transmis à l'OIT dans un avenir proche, conformément à l'article 20 de la convention, et à ce que ce rapport contienne des informations sur tous les points énumérés à l'article 21.**

À la lumière de la situation décrite ci-dessus, la commission note avec préoccupation qu'il n'y a pas eu de progrès significatif depuis le dernier examen par la commission en 2018, en ce qui concerne les limitations importantes au fonctionnement de l'inspection du travail, y compris les restrictions législatives sur la réalisation de visites d'inspection et le moratoire imposé à l'inspection dans les entreprises liées à la fabrication, qui constituent une violation grave de la convention.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de fournir des données complètes à la Conférence à sa 109^e session et de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Turquie

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1951)

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires fournies au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend note également des observations de la Confédération turque des associations d'employeurs (TISK), communiquées avec le rapport du gouvernement, reçu le 29 septembre 2020, et des observations de la Confédération des syndicats de la fonction publique (MEMUR-SEN), communiquées avec les informations supplémentaires du gouvernement.

Mesures prises dans le contexte de la pandémie de COVID-19. La commission note que, selon les indications données par le gouvernement dans son rapport supplémentaire, le nombre des inspections a diminué en raison de la pandémie de COVID-19, et que l'inspection du travail s'est plutôt concentrée sur l'examen des demandes d'allocation de chômage partiel (allocations de chômage versées à la suite d'une demande de réduction ou de suspension de la période d'emploi). Le gouvernement indique également

que les inspecteurs du travail ont informé les employeurs, les travailleurs et les professionnels de sécurité et de santé au travail (SST) des mesures de SST pour se protéger contre la COVID-19 sur le lieu du travail. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les développements à cet égard.**

Articles 3, 5 b), 10 et 16 de la convention. Inspection du travail et SST, y compris dans le secteur minier et dans le cadre de la sous-traitance. La commission rappelle qu'elle a noté précédemment que plusieurs organisations syndicales ont exprimé leur préoccupation au sujet des inspections portant sur la sécurité et la santé au travail (SST), en particulier au sujet du caractère trop restreint du champ couvert par ces inspections, de l'inobservation très répandue des règles de SST et de l'incidence élevée des accidents du travail et des maladies professionnelles. À cet égard, la commission prend note des informations statistiques contenues dans le rapport du gouvernement, qui incluent le nombre des lieux de travail et des travailleurs dans le secteur minier et ses activités sous-traitantes, le nombre des inspections portant sur la SST effectuées sur ces lieux de travail et le nombre des accidents du travail et des cas de maladie professionnelle qui y ont été enregistrés. La commission note que le nombre total des accidents du travail déclarés en 2017, en 2018 et au cours des cinq premiers mois de 2019 reste significatif (359 653 en 2017; 430 769 en 2018 et 159 099 pour les cinq premiers mois de 2019) et que le nombre total des inspections portant sur la SST menées était de 10 804 en 2017, de 12 649 en 2018, et de 3 088 en 2019. La commission prend également note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) sur l'application des conventions n^{os} 155, 167, 176 et 187 dans ce pays, où il est allégué que le nombre des accidents du travail mortels s'est alourdi en 2020, ainsi que de la réponse du gouvernement selon laquelle le nombre d'accidents ne devrait pas être examiné isolément, mais devrait être évalué au fil des ans, en fonction des conditions de SST et du nombre d'employés dans le pays. Le gouvernement indique que les inspections sur la SST, y compris dans les mines, ont diminué en raison de la pandémie de COVID-19. **S'agissant des accidents du travail, la commission invite le gouvernement à se reporter à ses commentaires détaillés de 2020 relatifs à l'application des conventions ratifiées en matière de SST par la Turquie. Elle prie le gouvernement d'indiquer la raison de la diminution de 75 pour cent du nombre d'inspections concernant la SST en 2019, y de continuer de communiquer des statistiques sur le nombre des inspections portant sur la SST et celui des accidents du travail et cas de maladie professionnelle enregistrés pour l'ensemble des lieux de travail, y compris le secteur minier et les activités de sous-traitance. En l'absence d'informations à cet égard, la commission prie à nouveau le gouvernement de donner des informations sur les arrangements actuellement en vigueur qui assurent la collaboration entre les fonctionnaires de l'inspection du travail et les employeurs et les travailleurs ou leurs organisations.**

Articles 5 a), 7, paragraphe 3, 17 et 18. Contrôle de l'application effective de la législation prescrivant des sanctions suffisamment dissuasives. Coopération efficace entre les services d'inspection et le système judiciaire. La commission prend dûment note des informations statistiques communiquées par le gouvernement concernant le nombre des inspections menées et des sanctions imposées au cours de la période 2016–19. Toutefois, la commission note qu'il n'a pas été communiqué d'informations sur la stratégie adoptée pour s'attaquer au problème de l'application effective de sanctions dissuasives qu'a souligné en 2015 la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail, à propos de l'application de la convention n^o 155 par la Turquie. Le gouvernement indique que, malgré un accroissement des amendes imposées pour non-respect de la loi n^o 6331 sur la sécurité et la santé au travail, telle que modifiée par la loi n^o 6645 de 2015, le nombre des sanctions administratives par inspection qui ont été appliquées au cours de la période 2016–2018 a diminué, comparé à ce qu'il était en 2014, et la commission note que, selon les données statistiques dans le rapport supplémentaire du gouvernement, ce nombre a encore baissé entre 2018 et 2019. La commission observe également avec **préoccupation** que le nombre total des peines d'amende imposées pour la période 2016–19 (3 938 en 2016; 3 485 en 2017; 2 637 en 2018 et 470 en 2019) reste faible, comparé à celui des inspections effectuées sur la SST au cours de la période correspondante (14 287 en 2016; 10 804 en 2017; 12 649 en 2018 et 3 088 en 2019) et que le nombre des entreprises dont les activités ont été suspendues suite à des inspections portant sur la SST a très nettement baissé (820 en 2016; 726 en 2017; 239 en 2018 et 49 en 2019). S'agissant de la collaboration effective entre les services de l'inspection du travail et l'appareil judiciaire, la commission note que, d'après les informations parvenues du Bureau de l'OIT d'Ankara, les programmes de formation professionnelle dispensés aux inspecteurs du travail et aux contrôleurs de l'Institution de sécurité sociale (ISS) en 2018 et en 2019 comprenaient une composante relative aux procédures judiciaires, avec la participation de juges relevant du ministère de la Justice. La commission prend également note des observations de la TISK concernant la participation, en février 2020, de 40 inspecteurs du travail et deux juges à la Cour suprême et à l'Académie de justice turque à des cycles de formation organisés par le Centre international de formation de l'OIT de Turin. **La commission prie le gouvernement de fournir de plus amples informations sur les effets de l'augmentation des amendes décidée en 2015 au regard, en particulier, sur le respect de la législation concernant la SST et de continuer de communiquer des informations statistiques sur les amendes et autres sanctions imposées, comparées au nombre des**

infractions décelées. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les raisons de cette baisse plus récente du nombre d'amendes imposées, et la baisse du nombre de sanctions appliquées par inspection. Elle prie en outre le gouvernement de continuer de prendre les mesures nécessaires pour assurer une coopération efficace entre les services de l'inspection du travail et l'appareil judiciaire, et de communiquer des informations à cet égard.

Articles 10 et 16. Nombre d'inspecteurs du travail, fréquence et soin des inspections du travail. Faisant suite à ses précédents commentaires, dans lesquels elle a noté que le nombre des inspecteurs du travail s'élevait au total à 974, la commission note que, selon les indications du gouvernement dans son rapport supplémentaire, en août 2020, on dénombrait 939 inspecteurs du travail et 91 contrôleurs relevant de la Direction des orientations et de l'inspection du ministère de la Famille, du Travail et des Services sociaux, et 80 nouveaux inspecteurs du travail adjoints devaient être recrutés. La commission prend également note des statistiques communiquées par le gouvernement concernant le nombre des inspections portant respectivement sur la SST et sur les aspects d'ordre administratif qui ont été menées chaque année au cours de la période 2010–2018. S'agissant de l'action déployée pour lutter contre le travail des enfants, la commission se réjouit des informations communiquées par le gouvernement concernant la formation dispensée dans ce domaine aux inspecteurs du travail et aux contrôleurs de 2017 à 2019, d'une part, et les lieux de travail s'étant avérés avoir employé des enfants, d'autre part. La commission note également que, selon le rapport supplémentaire du gouvernement, certaines activités concernant le travail des enfants ont été reportées en raison de la pandémie de COVID-19.

Concernant la demande qu'elle a exprimée afin qu'il soit veillé à ce que le nombre des inspecteurs du travail et des inspections menées soit suffisant pour assurer l'application effective des dispositions légales, la commission prend note des observations de la TISK, qui considère que le nombre des inspecteurs du travail n'a pas été suffisamment accru pour être en adéquation avec le nombre croissant des travailleurs et celui des lieux de travail. Selon la TISK, la détermination de secteurs et entreprises prioritaires, avec des plans d'inspection différents selon la taille et le type des entreprises considérées, serait également nécessaire pour parvenir à une utilisation plus efficace des ressources. La MEMUR-SEN considère également qu'en raison d'un manque de personnel et d'équipement, les inspections du travail ne peuvent être effectuées de manière adéquate. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet. Observant que le nombre des inspecteurs du travail est resté relativement le même depuis la période couverte par ses précédents commentaires, la commission prie également le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour assurer que le nombre des inspecteurs du travail est suffisant pour que ceux-ci puissent s'acquitter de leurs fonctions de manière efficace et que les lieux de travail sont inspectés aussi souvent et aussi soigneusement que nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales pertinentes. En outre, elle prie le gouvernement de fournir de plus amples informations quant au rôle des contrôleurs dans le système d'inspection du travail, notamment quant à leurs fonctions et à leurs attributions. S'agissant du suivi de la question du travail des enfants, la commission invite à se reporter aux commentaires qu'elle formule dans le contexte de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 et dans celui de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande adressée directement au gouvernement.

Ukraine

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 2004)

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 2004)

La commission prend note des observations de la Fédération des syndicats de l'Ukraine (FPU), reçues le 30 septembre 2020. La commission a procédé à l'examen de l'application des conventions n°s 81 et 129 sur la base des observations reçues de la FPU cette année (voir *articles 12, paragraphe 1 a) et b), 16 et 17 de la convention n° 81 et articles 16, paragraphe 1 a) et b), 21 et 22 de la convention n° 129 ci-dessous*), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière d'inspection du travail, la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n°s 81 (inspection du travail) et 129 (inspection du travail dans l'agriculture) dans un même commentaire.

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats libres de l'Ukraine (KVPU) sur l'application de ces conventions, reçues le 29 août 2019.

Articles 4, 6, et 7 de la convention n° 81 et articles 7, 8 et 9 de la convention n° 129. Organisation du système d'inspection du travail sous la supervision et le contrôle d'une autorité centrale. Décentralisation

partielle des fonctions de l'inspection du travail. La commission avait précédemment noté la prise de fonctions en matière d'inspection du travail de «fonctionnaires autorisés» dans les autorités locales, en sus de l'Inspection du travail de l'État (SLS). Elle a prié le gouvernement, conformément aux conclusions rendues par la Commission de l'application des normes de la Conférence (Commission de l'application des normes) en 2018, de veiller à ce que les fonctions d'inspection des autorités locales soient placées sous le contrôle et la surveillance de l'Inspection du travail de l'État. À cet égard, la commission prend à nouveau note de l'information fournie par le gouvernement dans son rapport concernant les efforts déployés pour éviter la duplication d'inspections entre l'Inspection du travail de l'État et les autorités locales. La commission prend également note de l'information fournie par le gouvernement concernant les formations menées par l'Inspection du travail de l'État avec les inspecteurs du travail dans les autorités locales. En réponse aux commentaires précédents de la commission sur le recrutement de ces fonctionnaires autorisés, y compris les qualifications requises, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il est nécessaire pour les fonctionnaires de soumettre des informations à l'Inspection du travail de l'État sur leurs qualifications et leurs expériences professionnelles afin d'obtenir un certificat de service en tant qu'inspecteur du travail, et qu'il y avait, au 1^{er} janvier 2019, 1 258 inspecteurs du travail avec un certificat de service, dont 531 travaillaient pour des autorités locales. La commission prend néanmoins note que le gouvernement ne fournit pas de réponse en ce qui concerne les dispositions légales régissant les conditions d'emploi de ces fonctionnaires autorisés, les qualifications requises pour leur recrutement, ou la question de savoir s'il existe des concours réguliers pour leur recrutement, comme il en existe pour les inspecteurs de l'Inspection du travail de l'État. La commission rappelle que la Commission de l'application des normes a recommandé, dans ses conclusions de 2018, que le gouvernement veille à ce que le statut et les conditions de service des inspecteurs du travail garantissent la transparence, leur indépendance, leur impartialité et leur responsabilité conformément aux conventions. **La commission prie donc instamment le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour veiller à ce que les fonctions d'inspection des autorités locales soient placées sous la supervision et le contrôle de l'Inspection du travail de l'État. La commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer les dispositions légales régissant le statut et les conditions de service de ces fonctionnaires (article 6 de la convention n° 81 et article 8 de la convention n° 129), et la façon dont il est assuré que leurs statut et conditions de service puissent garantir leur indépendance à l'égard de toute influence extérieure indue. La commission prie également le gouvernement de fournir davantage d'informations sur la façon dont il est assuré que les «fonctionnaires autorisés» travaillant en tant qu'inspecteurs du travail aient les aptitudes adéquates pour l'exercice efficace de leurs fonctions d'inspection (article 7, paragraphe 1, de la convention n° 81 et article 9, paragraphe 1, de la convention n° 129). À cet égard, la commission prie le gouvernement de fournir des informations relatives aux fonctionnaires autorisés travaillant en tant qu'inspecteurs du travail dans les autorités locales, y compris sur le nombre d'autorités locales employant ce type d'inspecteurs et le nombre d'inspecteurs dans chaque autorité, les taux de rémunération et la durée d'emploi de ces inspecteurs comparée aux inspecteurs de l'Inspection du travail de l'État, et si les programmes de formation pour les inspecteurs de l'Inspection du travail de l'État sont également requis pour les inspecteurs du travail dans les autorités locales.**

Articles 10, 11 et 16 de la convention n° 81 et articles 14, 15 et 21 de la convention n° 129. *Moyens matériels et ressources humaines permettant la couverture adéquate des lieux de travail par l'inspection du travail.* La commission avait précédemment prié pour des informations sur le pourvoi des postes vacants d'inspecteurs du travail, sur les mesures prises pour améliorer la situation budgétaire de l'Inspection du travail de l'État, et sur les moyens matériels aux niveaux central et local de l'Inspection du travail de l'État. À cet égard, la commission se félicite de l'indication du gouvernement selon laquelle, au 1^{er} janvier 2019, le nombre des inspecteurs du travail était de 710 (contre 615 inspecteurs en 2018) sur 1 003 postes (contre 904 en 2018). La commission constate néanmoins une absence d'information sur les moyens matériels aux niveaux central et local de l'Inspection du travail de l'État. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour fournir des moyens matériels suffisants (bureaux, matériel et fournitures de bureau, moyens de transport et remboursement des frais de déplacement) aux niveaux central et local de l'Inspection du travail de l'État. La commission prie instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts pour pourvoir les postes vacants d'inspecteurs du travail, et de continuer à fournir des statistiques sur le nombre d'inspecteurs du travail.**

Article 12, paragraphe 1 a) et b), et articles 16 et 17 de la convention n° 81 et article 16, paragraphe 1 a) et b), et articles 21 et 22 de la convention n° 129. *Restrictions et limitations imposées sur l'inspection du travail.* 1. *Moratoire sur les inspections du travail.* La commission avait précédemment pris note avec une profonde préoccupation qu'un moratoire avait été imposé sur l'inspection du travail entre le 1^{er} janvier 2018 et le 22 février 2018. À cet égard, la commission note que le gouvernement déclare que la loi imposant le moratoire sur la supervision de l'État n'est plus en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2019. La commission prend également note des observations de la FPU, alléguant qu'un moratoire sur les mesures de surveillance de l'État, prévues dans les entreprises considérées comme étant à risque moyen ou faible,

a été imposé depuis mars 2020 pour faire face à la pandémie de la COVID-19. **Compte étant tenu des difficultés particulières auxquelles le pays est confronté dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, la commission prie instamment le gouvernement de reprendre les inspections normales dès qu'il sera possible de le faire, en respectant les principes directeurs en matière de santé publique dans le pays. La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires sur toute évolution à cet égard.**

2. *Autres restrictions.* La commission avait précédemment noté que la loi n° 877 de 2007 relative aux principes fondamentaux de la supervision et du contrôle de l'activité économique par l'État (loi n° 877) et le décret ministériel n° 295 de 2017 relatif à la procédure de contrôle par l'État et de surveillance par l'État du respect de la législation du travail (décret n° 295), prévoient plusieurs restrictions aux pouvoirs des inspecteurs du travail. Ces restrictions concernent notamment: i) le droit d'initiative des inspecteurs du travail de procéder à des inspections sans avertissement préalable (article 5 du décret n° 295 et article 5, paragraphe 4, de la loi n° 877); ii) la fréquence des inspections du travail (article 5, paragraphe 1, de la loi n° 877); et iii) les pouvoirs discrétionnaires des inspecteurs du travail leur permettant d'engager des procédures judiciaires immédiates sans avertissement préalable (articles 27 et 28 du décret n° 295). La commission avait prié instamment le gouvernement, conformément avec les conclusions de 2018 de la Commission de l'application des normes, de prendre les mesures nécessaires et d'engager les réformes appropriées afin de mettre les services d'inspection du travail et la législation en conformité avec les conventions.

La commission prend note avec un **profond regret** que le gouvernement n'a pas répondu à la demande de la commission à cet égard. La commission prend également note des observations de la KVPU selon lesquelles, suite à une décision de la sixième cour d'appel administrative datant du 14 mai 2019, le décret n° 295 ne s'applique plus aux inspections du travail et l'Inspection du travail de l'État ne peut contrôler le respect de la législation relative au travail que sur la base des critères de la loi n° 877. Selon la KVPU et la FPU, les procédures d'inspections reproduisent en large partie les dispositions de la loi n° 877 et l'Inspection du travail de l'État conduit les visites d'inspection conformément aux prescriptions de la loi. À cet égard, la commission prend note de l'adoption du décret ministériel n° 823 du 21 août 2019 sur la procédure de contrôle par l'État du respect du droit du travail, tel qu'amendé par les décrets ministériels n° 1132 du 4 décembre 2019 et n° 617 du 8 juillet 2020. La commission note avec **préoccupation** que le décret n° 823, tel qu'amendé, prévoit des restrictions aux pouvoirs de l'inspection du travail, en ce qui concerne la durée maximale des visites d'inspection du travail (art. 9). La commission observe également que, si les modifications apportées par le décret ministériel n° 1132 semblent avoir supprimé certaines restrictions prévues par le décret n° 823, la loi n° 877 prévoit toujours des restrictions aux pouvoirs des inspecteurs du travail. À cet égard, la commission prend également note des observations de la FPU, alléguant qu'en vertu de l'article 1, paragraphe 2, des procédures modifiées, l'inspection du travail doit être réalisée conformément à la loi n° 877, à l'exception des mesures visant à détecter l'emploi informel. La commission note également que la FPU fait état du décret ministériel n° 383 du 20 mai 2020, qui limite la fréquence des mesures de surveillance de l'État prévues en fonction du niveau de risque et attribué à une entité économique, à savoir: i) une fois tous les deux ans pour les entités à haut risque; ii) une fois tous les trois ans pour les entités à risque moyen; et iii) une fois tous les cinq ans pour les entités à faible risque (art. 5). La FPU allègue en outre qu'un projet de loi sur les principes fondamentaux de la surveillance de l'État, élaboré par le gouvernement, reprend en grande partie les dispositions de la loi n° 877 et limite également les pouvoirs des inspecteurs du travail.

La commission rappelle son observation générale de 2019 concernant les conventions sur l'inspection du travail, dans laquelle elle a exprimé sa préoccupation concernant les réformes qui affaiblissent considérablement le fonctionnement inhérent des systèmes d'inspection du travail, et a prié instamment les gouvernements de supprimer ces restrictions, afin de se conformer à la convention n° 81 et à la convention n° 129. La commission rappelle également que, conformément à l'article 12, paragraphe 1 a) et b), de la convention n° 81 et l'article 16, paragraphe 1 a) et b), de la convention n° 129, les inspecteurs du travail munis de pièces justificatives de leurs fonctions seront autorisés à pénétrer librement sans avertissement préalable à toute heure du jour et de la nuit dans tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection, et à pénétrer de jour dans tous les locaux qu'ils peuvent avoir un motif raisonnable de supposer être assujettis au contrôle de l'inspection. La commission rappelle également que l'article 16 de la convention n° 81 et l'article 21 de la convention n° 129 disposent que les établissements devront être inspectés aussi souvent et aussi soigneusement que nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales pertinentes. En outre, l'article 17 de la convention n° 81 et l'article 22 de la convention n° 129 prévoient que les personnes qui violeront ou négligeront d'observer les dispositions légales dont l'exécution incombe aux inspecteurs du travail seront passibles de poursuites légales immédiates, sans avertissement préalable, et qu'il est laissé à la libre décision des inspecteurs du travail de donner des avertissements ou des conseils au lieu d'intenter ou de recommander des poursuites. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires et d'adopter les réformes appropriées pour mettre les services de l'inspection du travail et la législation**

nationale en conformité avec les dispositions des conventions n^{os} 81 et 129, y compris l'article 12, paragraphe 1 a) et b), et les articles 16 et 17 de la convention n^o 81, ainsi que l'article 16, paragraphe 1 a) et b), et les articles 21 et 22 de la convention n^o 129, et de veiller à ce qu'aucune autre restriction ne soit adoptée. La commission rappelle que le gouvernement peut se prévaloir de l'assistance technique du BIT à cet égard. La commission prie également le gouvernement de faire part de ses commentaires sur les observations de la FPU, de communiquer des informations sur les éventuelles révisions de la législation réglementant l'inspection du travail, et de transmettre une copie de la nouvelle loi sur les principes fondamentaux de la surveillance de l'État, si elle est adoptée. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le projet de loi n^o 1233 du 2 septembre 2019, qui a été approuvé par la Commission parlementaire de la politique sociale et des droits des vétérans, et qui prévoit des limitations additionnelles aux pouvoirs des inspecteurs du travail, relatives à l'application d'amendes pour certaines catégories d'entrepreneurs, et une baisse du montant des amendes applicables.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n^o 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1967)

La commission prend note du rapport et des informations supplémentaires fournis par le gouvernement, à la lumière de la décision du Conseil d'administration adoptée à sa 338^e réunion (juin 2020).

La commission prend note des observations conjointes de la Centrale des travailleurs Alliance syndicale indépendante (CTASI) et de la Fédération des associations de professeurs d'université du Venezuela (FAPUV), reçues le 15 septembre 2020, des observations de la CTASI, reçues le 30 septembre 2020, et des observations de la Centrale bolivarienne socialiste des travailleurs et travailleuses de la ville, de la campagne et de la pêche du Venezuela (CBST-CCP), reçues le 3 décembre 2020. ***La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à cet égard.***

Article 3, paragraphe 1 a) et b), et articles 13 et 16 de la convention. Activités d'inspection dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail (SST). La commission note que, en réponse à sa précédente demande concernant la SST, le gouvernement indique dans son rapport que: i) selon le rapport et les comptes, en 2018, l'Institut national de la prévention, de la santé et de la sécurité au travail (INPSASEL) a réalisé 1 671 visites d'inspection relatives aux conditions de sécurité et de santé au travail; ii) en 2019, cet institut a mis en œuvre 103 mesures générales et 3 014 mesures de suivi au niveau national, consistant en des mesures de prévention et de contrôle des conditions et de l'environnement de travail; ces mesures ont été conduites par une équipe multidisciplinaire de fonctionnaires relevant des administrations publiques pour la sécurité et de la santé des travailleurs (GERESAT), rattachées aux bureaux de coordination de l'inspection, de la santé au travail et de l'éducation; et iii) l'INPSASEL compte actuellement plus de 170 inspecteurs. Le gouvernement indique également qu'aucun ordre immédiatement exécutoire n'a été donné puisqu'aucun manquement aux obligations relatives à la SST, susceptible d'entraîner un danger grave et immédiat pour la vie ou à la santé des travailleurs, n'a été constaté. À cet égard, la commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que l'absence totale d'infractions graves constatées (sur une longue période et concernant une grande proportion de la population) pourrait, dans certains cas, être le signe que les lieux de travail n'ont pas été inspectés selon la fréquence et le soin requis. ***S'agissant de ses commentaires concernant les conventions sur la SST, la commission prie le gouvernement de faire tout son possible pour que les inspections relatives à la SST soient réalisées aussi soigneusement et aussi souvent que nécessaire, et de continuer à communiquer des informations détaillées à cet égard, sur les activités de l'inspection du travail dans le domaine de la SST. En ce qui concerne l'application de l'article 13 de la convention dans la pratique, la commission prie le gouvernement d'enquêter et de faire rapport sur les raisons pour lesquelles il n'y a pas eu d'ordre immédiatement exécutoire imposé en cas de danger imminent pour la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que des informations sur la pratique dans l'avenir.***

Article 6, article 7, paragraphe 1, et article 15 a). Indépendance et pouvoirs des inspecteurs du travail. Statut et conditions de services du personnel exerçant des fonctions d'inspection. Sélection des inspecteurs. La commission note que, en réponse à son précédent commentaire sur les critères de sélection des inspecteurs, le gouvernement indique que ces critères portent sur les compétences, la formation et l'expérience des candidats et que l'idéologie politique ne fait pas partie des conditions d'admission à l'emploi. Le gouvernement indique aussi que l'admission des fonctionnaires exerçant des fonctions d'inspection est réglementée par les dispositions de la loi sur le statut de la fonction publique, le règlement

d'application de la loi sur la carrière administrative et le règlement interne relatif à l'admission et la titularisation, fondé sur la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela, disposant que la nomination ou la révocation des fonctionnaires ne peut être motivée par une quelconque affiliation ou orientation politique. Le gouvernement indique également qu'aucune plainte pour discrimination n'a été déposée par des travailleurs ayant candidaté pour l'inspection du travail. À cet égard, la commission note que la CTASI et la FAPUV, dans leurs observations conjointes, réaffirment que la nomination et la révocation des fonctionnaires sont motivées par des critères politiques et que les inspecteurs ne peuvent pas exercer leurs activités en toute indépendance. La CTASI réaffirme également que la sélection du personnel d'inspection est discriminatoire, en fonction de l'idéologie politique. La commission rappelle qu'en vertu de l'article 6 de la convention, le personnel d'inspection doit être composé de fonctionnaires dont le statut et les conditions de services leur garantissent une stabilité dans leur emploi et les rendent indépendants des changements de gouvernement et de toute influence extérieure indue. En outre, l'article 7 exige que les inspecteurs du travail soient recrutés uniquement sur la base de leur aptitude à remplir les tâches qu'ils auront à assumer, et que les moyens de vérifier ces aptitudes seront déterminés par l'autorité compétente. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires sur les observations de la CTASI et de la FAPUV, et de fournir des informations sur les mesures prises ou envisagées pour assurer la stabilité et l'indépendance des inspecteurs du travail, comme l'exige la convention.**

Articles 10 et 11. Nombre d'inspecteurs et moyens matériels. La commission note que, en réponse à sa précédente demande, le gouvernement indique qu'en 2019, l'inspection du travail comptait 196 inspecteurs affectés aux unités de contrôle du ministère du Pouvoir populaire pour le processus social de travail (MINPPTRASS), répartis dans tout le pays en fonction de la population active, du nombre d'industries et de la taille du territoire. Le gouvernement indique qu'au mois d'août 2020, on dénombrait 184 unités de contrôle. Il indique également qu'au moins une unité de contrôle est établie dans chaque État et que l'INPSASEL est récemment arrivé au terme de la première phase du Programme intensif de formation complète (PIFI). À cet égard, la commission note que, selon la CTASI et la FAPUV, le système d'inspection du travail n'est pas efficace, car le MINPPTRASS manque de personnel, ce ministère disposant du budget le moins élevé, d'un petit nombre d'inspecteurs et de faibles ressources pour le transport et le déplacement pour le personnel. La CTASI ajoute que ce budget très restreint limite l'exercice de la fonction principale du ministère qui est de veiller au respect de la législation du travail. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à ce sujet. Tout en prenant note d'une légère baisse du nombre d'inspecteurs du travail, la commission s'attend à ce que le gouvernement prenne toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exercice efficace des fonctions du service d'inspection. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre d'inspecteurs du travail et en particulier sur les moyens matériels dont ils disposent pour exercer leurs fonctions (véhicules et locaux, entre autres).**

Article 12, paragraphes 1 et 2, et article 15 c). Avis de présence de l'inspecteur lors des visites d'inspection. Période horaire des contrôles. Obligation de confidentialité. Dans son précédent commentaire, la commission avait noté que l'article 514, paragraphe 1, de la loi organique sur le travail, les travailleurs et les travailleuses (LOTTT) maintient l'obligation des inspecteurs de prouver leur identité à leur arrivée, de communiquer le motif de leur visite, et qu'il n'autorise les visites que durant les heures de travail, ce qui limite l'accès des inspecteurs aux établissements. La commission note l'indication du gouvernement, selon laquelle, étant donné que l'article 89, paragraphe 1, de la Constitution dispose que, dans les relations de travail, la réalité prime sur la forme ou les apparences, les agents d'inspection peuvent entrer librement à toute heure du jour ou de la nuit dans tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection, quelles que soient les heures de travail fixées par l'employeur, puisque l'article 516 de la LOTTT dispose que le champ d'action de l'agent d'inspection s'étend aux entités de travail et, en général, aux lieux où s'exercent les activités. La commission rappelle qu'elle avait précédemment exprimé sa préoccupation par rapport à l'obligation de signaler la raison d'une inspection, prévue à l'article 514, paragraphe 1, qui pourrait mettre en danger la confidentialité de l'existence d'une plainte, ainsi que l'identité du plaignant. **La commission prie encore une fois le gouvernement de modifier l'article mentionné pour: i) consacrer dans la législation nationale le principe de confidentialité et la possibilité pour l'inspecteur muni de pièces justificatives de ses fonctions de ne pas informer de sa présence lorsqu'il estime qu'un tel avis risque de porter préjudice à l'efficacité du contrôle, comme prévu aux articles 12, paragraphe 2, et 15 c); ii) donner effet à l'article 12, paragraphe 1 a), de la convention, et autoriser les inspecteurs munis de pièces justificatives de leurs fonctions à pénétrer librement, à toute heure du jour ou de la nuit, dans tout établissement assujéti au contrôle de l'inspection.**

Article 16. Fonction de contrôle des inspecteurs du travail, fréquence et portée des visites d'inspection. La commission note, selon l'indication du gouvernement, que le nombre de visites d'inspection était de 45 211 en 2016, de 38 791 en 2017 et de 31 174 en 2018. La commission note également qu'en 2019, ce nombre était de 12 599. La commission note, selon l'indication du gouvernement également, que le

nombre de sanctions imposées était de 844 en 2016, de 1 313 en 2017, de 7 722 en 2018 et de 5 101 en 2019. Le gouvernement indique également qu'en 2016 et 2017, des inspections du travail axées sur l'application de sanctions ont été mises en place dans différents États, en conséquence de quoi, le recouvrement des amendes a augmenté de 100 pour cent par rapport à 2016 et de 22,82 pour cent par rapport à 2017. À cet égard, la commission note que la CTASI et la FAPUV dans leurs observations conjointes, ainsi que la CTASI dans ses observations, indiquent que, en ce qui concerne le travail des enfants en particulier, domaine dans lequel il existe de graves problèmes, ces chiffres ne correspondent pas à la réalité du pays. La commission note également, selon l'indication de la CTASI, qu'avec la pandémie que l'on connaît actuellement, les activités des inspections du travail et des tribunaux du travail ont ralenti, ce qui freine le contrôle du respect de la législation du travail et fait obstacle au dépôt de plaintes pour violation des droits du travail. Enfin, la CTASI indique que si les inspections du travail sont habilitées à imposer des sanctions, calculées selon le salaire minimum, celles-ci sont généralement très faibles. **La commission prie le gouvernement de lui faire part de ses commentaires à ce sujet.**

La commission prend note avec préoccupation de la baisse importante du nombre total de visites d'inspection conduites en 2019 par rapport aux années précédentes, et demande au gouvernement d'expliquer les raisons de cette baisse. La commission prie également le gouvernement de continuer à communiquer des informations statistiques concernant les infractions aux lois sur le travail qui ont été constatées, en indiquant les dispositions légales auxquelles elles se rapportent et les sanctions imposées. En ce qui concerne ses commentaires en suspens sur la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, la commission le prie également de fournir des informations détaillées sur les activités d'inspection menées dans le domaine du travail des enfants par l'inspection.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Viet Nam

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1994)

Articles 5 a) et 16 de la convention. Inspections effectuées aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire. Auto-inspection et auto-évaluation. Plans annuels d'inspection. La commission avait pris note précédemment des informations fournies par le gouvernement sur l'utilisation par l'inspection du travail de formulaires d'auto-inspection, ainsi que de la baisse du nombre des questionnaires d'auto-inspection auxquels il a été répondu et des recommandations émises, par rapport aux infractions constatées au cours de la période 2005-2012. À cet égard, la commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que la législation du travail ne prévoit pas de sanctions à l'encontre des entreprises qui ne renvoient pas les questionnaires d'auto-inspection remplis, si bien que: i) peu d'entreprises renvoient les questionnaires d'auto-inspection remplis; ii) les questionnaires auxquels il est répondu sont d'une qualité médiocre; et iii) peu de recommandations ont été émises. Le gouvernement mentionne plusieurs mesures qui sont envisagées pour rendre plus efficaces les questionnaires d'auto-inspection, lesquels sont un outil pour aider l'inspection du travail à accroître le nombre et l'efficacité des inspections.

La commission note avec **préoccupation** que le gouvernement indique qu'en raison de plusieurs difficultés, dont des effectifs insuffisants, le travail d'inspection n'a pas été effectué de manière régulière et soignée. À ce sujet, la commission note que, selon le gouvernement, le nombre d'inspections a été de 3 667 en 2016, 3 298 en 2017, 3 652 en 2018 et 3 969 en 2019. La commission note en outre que, conformément à la directive du Premier ministre n° 20/CT-TTg, en date du 17 mai 2017, qui porte sur la réorganisation des activités d'inspection et de contrôle des entreprises, le plan annuel d'inspection doit être élaboré et adopté de sorte à ce qu'une entreprise ne soit pas soumise à plus d'une inspection annuelle par un organisme d'inspection de l'État. De plus, en ce qui concerne les inspections ponctuelles, la directive interdit d'élargir le champ d'application de l'inspection et d'inspecter des éléments qui ne relèvent pas de la décision de procéder à une inspection. À ce sujet, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle un certain nombre d'inspections qui étaient prévues n'ont pas pu être réalisées, en raison du chevauchement de fonctions et de mandats avec d'autres organismes. La commission fait observer que les restrictions à la fréquence et à la portée des inspections pourraient limiter la capacité des inspecteurs du travail d'inspecter les lieux de travail aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales pertinentes, conformément à l'article 16. À ce propos, la commission rappelle son observation générale de 2019 sur les conventions relatives à l'inspection du travail, dans laquelle elle a exprimé sa préoccupation concernant les réformes qui affaiblissent considérablement le fonctionnement inhérent des systèmes d'inspection du travail, et a prié instamment les gouvernements de supprimer ces restrictions, afin de se conformer à la convention. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que, conformément à l'article 16 de la convention, les lieux de travail soient**

inspectés aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales en question. La commission prie également le gouvernement de fournir davantage d'informations sur l'impact de la directive du Premier ministre n° 20/CT-TTg du 17 mai 2017 relative aux inspections de l'inspection du travail, notamment en ce qui concerne leur fréquence et leur portée. À cet égard, la commission prie le gouvernement de fournir des statistiques détaillées sur les visites d'inspection effectuées, ventilées par secteur et par type d'inspection (inspections effectuées conformément aux plans d'inspection, inspections régulières ou inspections ponctuelles), et indiquant le nombre d'inspections effectuées à la suite de plaintes ou d'accidents, ainsi que le nombre d'inspections annoncées par rapport à celui d'inspections inopinées. La commission prie également le gouvernement de fournir davantage d'informations spécifiques concernant les raisons pour lesquelles certaines des inspections planifiées n'ont pas pu être effectuées, en spécifiant les fonctions et mandats qui ont empêché la réalisation de ces inspections à cause de leur chevauchement avec d'autres organismes. En outre, la commission demande aussi des informations sur le nombre de questionnaires d'auto-inspection émis par les autorités et renvoyés par les entreprises. Rappelant que l'auto-inspection et l'auto-évaluation doivent compléter et non remplacer l'inspection du travail, la commission prie le gouvernement de fournir davantage d'informations sur les mesures prises par les inspecteurs du travail dans les cas où des entreprises ne répondraient pas aux questionnaires d'auto-inspection.

Article 3, paragraphe 2. Autres fonctions confiées aux inspecteurs du travail. Faisant suite à ses commentaires précédents sur les multiples fonctions exercées par les inspecteurs et le faible nombre d'inspecteurs, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le nombre total d'inspecteurs reste insuffisant. Le gouvernement déclare que seul un tiers environ des 464 inspecteurs du secteur du travail, en poste au ministère du Travail, des Invalides de guerre et des Affaires sociales (MOLISA), dans les entités exerçant des fonctions d'inspection spécialisées dans le cadre du MOLISA ou dans les départements provinciaux du travail, des invalides et des affaires sociales, effectuent des tâches d'inspection du travail. La commission note que, conformément à l'article 214 du Code du travail de 2019, l'inspection du travail est notamment chargée de traiter les plaintes et les dénonciations dans le domaine du travail. Toutefois, la commission prend note aussi de la déclaration du gouvernement selon laquelle les inspecteurs du travail n'interviennent pas dans le processus de règlement des différends du travail, conformément aux dispositions du Code du travail et du Code de procédure pénale. **Compte tenu des difficultés évoquées par le gouvernement au sujet du nombre d'inspecteurs par rapport à leur charge de travail croissante, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur toutes autres fonctions ou responsabilités qui sont confiées aux inspecteurs du travail ou qu'ils sont censés avoir, ventilées par niveau national et niveau provincial. La commission prie aussi le gouvernement de donner des informations détaillées sur la proportion de temps et de ressources que les inspecteurs du travail consacrent à leurs fonctions principales, telles que définies à l'article 3, paragraphe 1, par rapport à toutes les autres fonctions qui leur sont confiées, au niveau national et au niveau provincial. La commission encourage fermement le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que, conformément à l'article 3, paragraphe 2, de la convention, les fonctions confiées aux inspecteurs du travail en plus des fonctions principales ne fassent pas obstacle à l'exercice de leurs fonctions principales.**

Articles 5 a), 20 et 21. Publication d'un rapport annuel d'inspection. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le service d'inspection du MOLISA élabore un rapport annuel d'inspection, en vertu des règlements du service d'inspection du gouvernement, qui contient les informations couvertes par l'article 21, à l'exception des statistiques des accidents du travail et des maladies professionnelles. La commission note néanmoins que l'on n'a pas transmis au Bureau un rapport annuel sur les activités des services d'inspection du travail. À cet égard, la commission note que le gouvernement demande l'assistance technique du Bureau en vue de la création d'une base de données des entreprises qui couvrira tous les types de production et d'activités, afin de l'aider à fournir des informations sur les sujets énumérés à l'article 21 c) de la convention. **La commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le rapport annuel de l'inspection du travail soit publié et communiqué prochainement au BIT, conformément à l'article 20 de la convention, et pour que ce rapport annuel contienne des informations sur tous les sujets énumérés à l'article 21. La commission espère que l'assistance technique demandée par le gouvernement sera fournie prochainement afin d'assurer la création d'un registre des entreprises ainsi que le plein respect des articles 20 et 21 de la convention.**

Articles 10 et 11. Moyens à la disposition de l'inspection du travail. Faisant suite à ses commentaires précédents, dans lesquels elle avait noté que le gouvernement indiquait que les moyens humains et matériels ainsi que les équipements à la disposition de l'inspection du travail étaient inadaptés, la commission note que, d'après le gouvernement, il a été difficile d'accroître le nombre d'inspecteurs du travail. Le gouvernement précise que quelque 155 fonctionnaires exercent des tâches d'inspection du travail, fonctionnaires qui sont en poste au service d'inspection du MOLISA, dans des entités exerçant des fonctions d'inspection spécialisées dans le cadre du MOLISA, ou dans les départements provinciaux du

travail, des invalides et des affaires sociales. Le gouvernement indique que l'équipe d'inspection du travail est très expérimentée mais que le nombre actuel d'inspecteurs est jugé encore insuffisant. La commission note en outre que, d'après le gouvernement, certaines localités ont peu d'inspecteurs, alors qu'ils ont davantage de tâches à accomplir, ce qui complique leur travail et a un impact négatif sur la validité et l'efficacité des activités d'inspection. En ce qui concerne les moyens matériels, la commission prend note de l'article 6 de la circulaire n° 14/2015/TT-BLDTBXH de 2015 du MOLISA, telle que modifiée, qui indique que les inspecteurs doivent disposer de moyens et d'équipements de travail à l'agence, conformément à la législation, et qui précise les équipements à fournir aux inspecteurs lors de leurs déplacements professionnels. **La commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour garantir que l'inspection du travail dispose des moyens humains et matériels suffisants pour l'exercice efficace de ses fonctions. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de l'article 6 de la circulaire n° 14/2015/TT-BLDTBXH, telle que modifiée, et de continuer à communiquer des informations sur les instruments et autres moyens matériels dont disposent les inspecteurs du travail.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Zimbabwe

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 (ratification: 1993)

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 (ratification: 1993)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière d'inspection du travail, la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n°s 81 (inspection du travail) et 129 (inspection du travail dans l'agriculture) dans un même commentaire.

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

Article 3, paragraphe 1 a) et b), et articles 4 et 6 de la convention n° 81, et article 6, paragraphe 1 a) et b), et articles 7 et 8 de la convention n° 129. Fonctions assumées par les agents désignés. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer si les «agents désignés» des conseils de l'emploi (qui relèvent du ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale) assument les fonctions d'inspection du travail prévues à l'article 3, paragraphe 1 a) et b), de la convention n° 81 et à l'article 6, paragraphe 1 a) et b), de la convention n° 129, ou s'ils assument exclusivement d'autres fonctions, telles que la conciliation et la médiation des conflits du travail. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que les «agents désignés» exercent des fonctions de conciliation et de médiation des conflits du travail dans leurs secteurs respectifs, en plus des fonctions d'inspection du travail. La commission prend également note des indications du gouvernement selon lesquelles les «agents désignés» des conseils de l'emploi se voient conférés leurs pouvoirs en vertu de l'article 63 de la loi sur le travail et exercent des fonctions similaires à celles des agents de l'administration du travail, à ceci près qu'ils n'opèrent que dans un secteur particulier. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la manière dont les services de l'inspection du travail assurent la supervision et le contrôle des agents désignés dans l'exercice de leurs fonctions d'inspection du travail, conformément à l'article 4 de la convention n° 81 et à l'article 7 de la convention n° 129. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations spécifiques sur les pouvoirs et les fonctions de ces agents en matière d'inspection du travail, les moyens mis à leur disposition, les procédures de recrutement les concernant et les formations qui leur sont dispensées. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir davantage d'informations sur le statut et les conditions de service des agents désignés exerçant des fonctions d'inspection du travail (article 6 de la convention n° 81 et article 8 de la convention n° 129), y compris leurs conditions relatives à la sécurité de l'emploi et au niveau de leur rémunération, en comparaison avec la sécurité de l'emploi et la rémunération des autres employés exerçant des fonctions d'inspection du travail, et sur la manière dont le gouvernement veille à ce que le statut et les conditions de service des agents désignés soient de nature à assurer leur indépendance de toute influence extérieure indue.**

Article 13 de la convention n° 81 et article 18 de la convention n° 129. Mesures préventives immédiatement exécutoires prises par les inspecteurs du travail. La commission avait précédemment noté que la loi sur les usines et les chantiers ne donne que partiellement effet à l'article 13 de la convention n° 81, et elle avait pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle le projet de loi sur la sécurité et la santé au travail (SST) donnerait expressément aux inspecteurs des pouvoirs immédiatement exécutoires pour ordonner l'interruption des activités en cas de danger imminent pour le travailleur. La

commission note que, en réponse à sa demande précédente, le gouvernement se réfère à nouveau à certaines dispositions de la loi sur les usines et les chantiers relatives aux pouvoirs des inspecteurs (art. 5(6), 6 et 19(1)(a) et (b)) et indique que la compétence des inspecteurs en vertu de cette loi est limitée aux usines et aux chantiers, de sorte que les environnements non industriels, tels que le secteur agricole, ne sont pas pris en compte. Le gouvernement ajoute que le projet de loi sur la SST vise à étendre le mandat des inspecteurs à tous les lieux de travail. La commission note en outre que, selon les informations supplémentaires fournies par le gouvernement, le projet de loi sur la SST a été soumis à l'examen de la Commission ministérielle en charge de la législation. **La commission prie le gouvernement de poursuivre ses efforts en vue de donner pleinement effet à l'article 13, paragraphe 2 b), de la convention n° 81 et à l'article 16, paragraphe 2 b), de la convention n° 129, afin d'habiliter les inspecteurs à ordonner des mesures immédiatement exécutoires en cas de danger imminent pour la santé ou la sécurité des travailleurs dans tous les secteurs, et de fournir des exemples de cas où les inspecteurs d'usine ont pris des mesures préventives immédiatement exécutoires, y compris, mais sans s'y limiter, en émettant des ordres d'interruption d'activité ou en ordonnant la cessation des activités en question. Tout en se félicitant de l'indication selon laquelle le projet de loi sur la SST progresse, la commission fait observer que le gouvernement mentionne le projet de loi sur la SST proposé ou à venir depuis un certain nombre d'années; la commission veut croire que le gouvernement sera bientôt en mesure de fournir des informations spécifiques sur l'adoption de ce projet de loi.**

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 63** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Guernesey et Sainte-Hélène), Uruguay); la **convention n° 81** (Afrique du Sud, Albanie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Comores, Djibouti, Émirats arabes unis, Espagne, Fédération de Russie, France: Polynésie française, Grenade, Guinée-Bissau, Haïti, Inde, Kirghizistan, Liban, Malawi, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie: Tanganyika, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Guernesey et Île de Man), Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, République bolivarienne du Venezuela, Viet Nam, Zimbabwe); la **convention n° 85** (République-Unie de Tanzanie: Zanzibar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Anguilla, îles Vierges britanniques, Montserrat et Sainte-Hélène)); la **convention n° 129** (Albanie, Espagne, France: Polynésie française, Malawi, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, Roumanie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Serbie, Slovaquie, Suède, Ukraine, Uruguay, Zimbabwe); la **convention n° 150** (Belize, Côte d'Ivoire, Dominique, États-Unis d'Amérique, Liban, Malawi, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Île de Man et Sainte-Hélène), Togo, Trinité-et-Tobago, Ukraine, Uruguay, République bolivarienne du Venezuela, Zimbabwe); la **convention n° 160** (Côte d'Ivoire, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Gibraltar, Île de Man et Jersey), Ukraine).

La commission a pris note des informations communiquées par l'État suivant en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 81** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Jersey).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 81** (Seychelles, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Gibraltar, Guernesey, Île de Man et Jersey)); la **convention n° 150** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Gibraltar, Guernesey et Île de Man)).

Politique et promotion de l'emploi

Observation générale

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

La commission prend note du fait que, au cours de l'année qui s'est écoulée depuis sa précédente session de novembre 2019, le monde est devenu le théâtre d'une pandémie mondiale aux conséquences sanitaires et socio-économiques marquées et de grande ampleur. Les mesures de confinement prises pour contrôler la propagation du virus de la COVID-19 entraînent la fermeture d'entreprises de toutes tailles dans de nombreux secteurs économiques, causant des pertes d'emplois par millions. En outre, le fonctionnement des systèmes et établissements d'enseignement et de formation professionnelle a été bouleversé, contraignant nombre d'entre eux à suspendre leurs activités en raison de la pandémie. Les États Membres de l'OIT s'efforcent d'atténuer les impacts de la crise sanitaire et socio-économique en prenant des mesures de riposte et de relance aux effets immédiats ou à long terme, la crise suivant son cours.

La crise de la COVID-19 menace la survie d'entreprises, d'emplois et de revenus pour les travailleurs, y compris les indépendants, en aggravant la pauvreté et en creusant les inégalités existantes dans le domaine de l'accès à l'emploi et au travail décent. En outre, la commission observe que la pandémie accélère des changements qui s'opéraient déjà dans la structure et l'organisation du travail en raison de la mondialisation, de la numérisation et d'autres innovations technologiques qui conduisent à l'apparition de nouvelles modalités de travail. Le télétravail et le travail passant par des plateformes numériques augmentent de manière exponentielle, car les mesures d'urgence prises pour empêcher la propagation du virus ont incité un grand nombre de travailleurs à recourir au travail à domicile et avec des moyens électroniques lorsque cela est possible.

Si la nature et l'étendue des impacts de la pandémie varient selon les régions et les pays, ainsi que selon les secteurs économiques et au sein d'un même secteur, l'accès au plein emploi, productif et librement choisi et au travail décent est essentiel pour tous les travailleurs, tout comme il est essentiel que les employeurs puissent conserver une main-d'œuvre compétente et qualifiée afin de garantir le bon fonctionnement de leurs entreprises.

Dans ce contexte, la commission souhaite appeler l'attention sur son Étude d'ensemble de 2020, intitulée *Promouvoir l'emploi et le travail décent dans un monde en mutation*, consacrée à l'application de la convention n° 122 et de sept autres instruments relatifs à l'emploi¹, et sur l'addendum à celle-ci, publié après l'éruption de la pandémie de COVID-19, dans lequel elle examine l'impact de cette pandémie sur l'application des instruments objets de l'Étude d'ensemble. L'Étude d'ensemble est déjà disponible sur le site Web de NORMLEX et l'addendum à l'Étude d'ensemble sera également disponible dès sa publication au début de 2021.

En outre, et compte tenu des nombreuses dimensions de la crise socio-économique et de l'emploi en cours, la commission souhaite que la présente observation générale permette de mieux faire connaître, comprendre et utiliser les principes et orientations contenus dans la convention n° 122, qui est une convention de gouvernance prioritaire consacrée à la promotion du plein emploi, productif et librement choisi et du travail décent. Elle tient également à souligner l'importance de plusieurs instruments relatifs à l'emploi connexes, principalement de ceux qui ne sont pas objets de l'Étude d'ensemble ou de son addendum mais que la commission néanmoins considère comme directement applicables au moment de concevoir, d'élaborer et de mettre effectivement et durablement en place des mesures de relance de l'économie, des mesures pour l'emploi et des mesures de création d'emplois.

La commission fait observer que, pris ensemble, ces instruments abondent en orientations pratiques qui peuvent aider les mandants de l'OIT à élaborer et à mettre effectivement en œuvre des mesures de riposte et de relance globales, échelonnées et multidimensionnelles qui aideront les pays à faire face à la crise mondiale actuelle en garantissant une relance inclusive et durable, ainsi qu'une résilience et un état de préparation renforcés leur permettant de faire face aux futures crises qui surviendraient.

Promotion du plein emploi, productif et librement choisi, du travail décent et des possibilités de création de revenus

Article 1. Dans son observation générale de 2005 sur la convention n° 122, la commission a noté que le principal objectif de la convention n° 122, tel qu'il était exprimé en son *article 1, paragraphe 1*, était la

¹ La convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983, et la recommandation (n° 168) qui l'accompagne; la convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996, et la recommandation (n° 184) qui l'accompagne; la recommandation (n° 169) concernant la politique de l'emploi (dispositions complémentaires), 1984; la recommandation (n° 198) sur la relation de travail, 2006; et la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015.

recherche d'une «politique active de l'emploi, qui a pour principal objectif de politique macroéconomique l'élaboration et la mise en œuvre de ladite politique. Afin d'atteindre l'objectif du plein emploi productif, ce dernier ne doit pas apparaître au terme de la réflexion mais doit plutôt être envisagé tout au long du processus de formulation de la politique macroéconomique.»

Cela étant, la commission souhaite appeler particulièrement l'attention sur les orientations globales qui figurent dans la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, en ce qui concerne les mesures à prendre en faveur de l'emploi et du travail décent pour le redressement et la résilience, entre autres objectifs, face aux situations de crise (paragr. 1). La recommandation n° 205 dispose expressément que, pour permettre le redressement et renforcer la résilience, les Membres devraient adopter et mettre en œuvre une stratégie globale et durable de l'emploi visant à promouvoir le plein emploi, productif et librement choisi, et le travail décent pour les femmes et les hommes, en tenant compte des dispositions de la convention n° 122 (recommandation n° 205, paragr. 7 a) et 10).

L'article 2 dispose que les gouvernements doivent revoir régulièrement, dans le cadre d'une politique économique et sociale coordonnée, les mesures prises en vue d'atteindre les objectifs de la politique nationale de l'emploi.

La commission note à cet égard que les effets de ces mesures devraient être régulièrement évalués afin que celles-ci puissent être adaptées selon que de besoin, afin de surmonter les difficultés par des dispositions aussi bien générales que ciblées. De plus, dans les commentaires qu'elle formule depuis plusieurs années au sujet de l'application de la convention n° 122, la commission souligne qu'il est nécessaire d'examiner et d'évaluer régulièrement l'évolution de la situation du marché du travail national, notamment en collectant, compilant et diffusant des informations sur les tendances de l'emploi, y compris sur la taille et la répartition de la population active, le travail, l'emploi, le chômage, les heures de travail et la sous-utilisation de la main-d'œuvre, entre autres. Des données fiables relatives au marché du travail sont essentielles pour garantir que les politiques d'emploi sont adéquates et que les systèmes d'enseignement et de formation sont à même d'anticiper les besoins de compétences, ainsi que de répondre aux besoins actuels et nouveaux en la matière. Cet élément revêt une importance cruciale compte tenu que la crise ravage certains secteurs économiques de premier plan, dont le tourisme et l'aviation, y compris les chaînes d'approvisionnement mondiales, et qu'elle en bouleverse profondément d'autres, ne laissant souvent aux travailleurs en bout de chaîne guère d'autre option que de chercher un emploi alternatif comme et où ils le peuvent. En revanche, certains secteurs enregistrent une hausse de la demande, notamment la santé, les services d'urgence, l'alimentation et l'agriculture, ainsi que le secteur informatique. En outre, la commission constate que les entreprises et les travailleurs de ces secteurs sont souvent en première ligne face à la pandémie, là où il faut garantir la sécurité au travail et le respect des principes et droits fondamentaux au travail et des normes internationales du travail en tant qu'éléments faisant partie intégrante de la riposte à la crise.

L'article 3 de la convention n° 122 appelle les États Membres à mener des consultations au sujet de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures actives du marché du travail. La commission estime qu'il convient, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, et avec leur participation active, de planifier et de mettre en œuvre des mesures inclusives et tenant compte des questions de genre pour promouvoir l'emploi durable et le travail décent, les possibilités de création de revenus et une croissance riche en emplois, et d'en contrôler l'exécution et de tenir compte de l'avis des représentants des milieux intéressés par les mesures à prendre. À cet égard, la recommandation n° 205 souligne l'importance de la consultation et du dialogue social en envisageant des consultations supplémentaires avec les organisations de la société civile, le cas échéant (paragr. 8 d) et 11). (Voir également la partie VII de l'addendum à l'Étude d'ensemble de 2020 intitulée *Promouvoir l'emploi et le travail décent dans un monde en mutation*.)

La commission note que l'élaboration et la mise en œuvre d'une riposte effective aux lendemains socio-économiques de la crise de la COVID-19 nécessite une approche multidimensionnelle incluant un éventail de mesures échelonnées, allant des mesures d'urgence immédiate aux mesures à moyen et long termes. Elle rappelle que, dans le document de 2009 intitulé *Surmonter la crise: Un Pacte mondial pour l'emploi* que la Conférence a adopté dans le contexte de la crise financière et économique de 2008, il est demandé aux États Membres de l'OIT d'apporter une réponse à la crise dans le cadre du travail décent, fondée sur les normes internationales du travail, garantissant le lien entre progrès social et développement économique.

La commission note que la pandémie a mis l'accent sur la nécessité de renforcer les systèmes d'hygiène publique dans la plupart des États Membres. À cet égard, elle rappelle l'importance dans le cadre de la réponse à la pandémie des instruments relatifs à la politique sociale, tels que la convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962, et la convention (n° 82), sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947, qui visent l'amélioration des niveaux de vie et le progrès

social des peuples concernés et établissent des principes généraux appelant les États Membres à veiller à ce que toutes ces politiques soient principalement orientées vers le bien-être et le développement de la population ainsi que vers la promotion de son désir de progrès social. Le préambule de la convention n° 117 affirme que le développement économique doit servir de base au progrès social, prévoyant, entre autres, que toutes les initiatives devraient être prises au moyen de mesures appropriées sur le plan international, régional ou national, pour encourager des améliorations dans des domaines tels que, entre autres, l'hygiène public et la sécurité sociale (voir également l'article 4 de la convention n° 82).

La commission rappelle que la convention n° 122 et le corpus d'instruments relatifs à l'emploi connexes sont étroitement liés aux principes et droits fondamentaux au travail et aux conventions fondamentales et prioritaires. Dans son préambule, se référant à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, la convention n° 122 affirme que «toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage». En outre, elle y met en exergue certains instruments qui présentent un intérêt direct pour la politique de l'emploi, notamment la convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948, et la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. La convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997, tout en réglementant les agences d'emploi privées et leur coordination avec les services publics de l'emploi, institue la protection des droits des travailleurs fondée sur les normes internationales du travail.

Pour atteindre l'objectif du plein emploi, productif et librement choisi, fixé dans la convention n° 122, il convient de prendre certaines mesures cruciales. Premièrement, il faut un engagement politique afin de garantir le droit au travail au moyen de la réalisation du plein emploi. Deuxièmement, les États Membres doivent mettre en place ou renforcer les institutions nécessaires pour garantir la meilleure organisation possible du marché du travail. Troisièmement, les États doivent prendre des mesures visant à soutenir l'accès de tous à l'emploi en soutenant l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie, afin de faire reculer l'inadéquation des compétences et d'anticiper les demandes de main-d'œuvre, en particulier dans un monde du travail qui change rapidement, à un rythme notamment imprimé par la mondialisation, la numérisation et les innovations technologiques, rythme qui continue de s'accélérer. Dans ce contexte, la commission note que la pandémie bouleverse considérablement certains secteurs sur lesquels elle a des effets dévastateurs, tandis qu'elle fait augmenter la demande dans d'autres. La pandémie met ainsi en lumière la nécessité de systèmes résilients et intégrés pouvant s'adapter efficacement et rapidement aux situations de crise en reconvertissant et en perfectionnant les travailleurs afin d'accroître leur employabilité et de faciliter leur redéploiement dans d'autres professions et secteurs où la demande est élevée.

La commission fait observer que la convention n° 122, lue conjointement avec le corpus d'instruments relatifs à l'emploi interdépendants et solidaires susmentionné, fournit un cadre global à la réalisation du droit au plein emploi, productif et librement choisi, et au travail décent, ainsi qu'à l'éducation et à la formation professionnelle en tant que condition nécessaire à la réalisation de cet objectif.

Éducation, formation professionnelle et apprentissage tout au long de la vie

La convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975, et la recommandation (n° 195) sur la mise en valeur des ressources humaines, 2004, contiennent des orientations détaillées dans ce domaine. En particulier, la convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975, demande aux États de mettre en place des politiques et des programmes complets et concertés d'orientation et de formation professionnelles en établissant, en particulier grâce aux services publics de l'emploi, une relation étroite entre l'orientation et la formation professionnelles et l'emploi (article 1 (1)). La convention n° 142 reflète la notion de l'emploi librement choisi en demandant aux pays de développer des politiques et programmes ouverts à tous qui devront «encourager et aider toutes personnes, sur un pied d'égalité et sans discrimination aucune, à développer et à utiliser leurs aptitudes professionnelles dans leur propre intérêt et conformément à leurs aspirations, tout en tenant compte des besoins de la société» (article 1 (5)).

Dans son préambule, la recommandation (n° 195) sur la mise en valeur des ressources humaines, 2004, reconnaît que «l'éducation et la formation tout au long de la vie contribuent de manière significative à promouvoir les intérêts des individus, des entreprises, de l'économie et de la société dans son ensemble, particulièrement au vu du défi essentiel consistant à parvenir au plein emploi, à l'élimination de la pauvreté, à l'insertion sociale et à une croissance économique durable dans l'économie mondialisée». La recommandation n° 195 demande aux Membres de prendre des mesures pour faciliter l'accès à la formation tout au long de la vie, compte tenu que l'éducation et la formation sont essentielles pour répondre aux nouveaux besoins de compétences des travailleurs et des employeurs.

La commission constate que cette crise rend l'accès à l'éducation et à la formation, ainsi qu'aux services de conseils en matière d'emploi et aux services de placement, particulièrement crucial pour les

jeunes femmes et les jeunes hommes. Les jeunes sont déjà défavorisés sur le marché du travail de la plupart des pays; dans certains pays, leur taux de chômage est deux fois plus élevé que celui des travailleurs adultes. Afin d'éviter une «génération confinement» qui subirait les effets de la crise actuelle pendant des décennies, les politiques en faveur de l'emploi des jeunes et les mesures actives du marché du travail devraient être élaborées de telle sorte qu'elles garantissent notamment l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et au développement des capacités, et qu'elles facilitent le passage de l'éducation et la formation au travail.

Dans le contexte de la crise actuelle, la commission fait observer que les systèmes d'enseignement et de formation devraient aider les travailleurs qui s'efforcent d'utiliser leurs compétences transférables, de se reconvertir ou de se perfectionner, afin que ceux-ci puissent être redéployés vers d'autres emplois appropriés. Afin de garantir une résilience socio-économique accrue face à de futures crises, la commission insiste sur le fait que les études d'impact sur l'emploi ainsi que la compilation et l'analyse des informations relatives au marché du travail sont des outils essentiels qui permettent l'élaboration et la mise en œuvre de politiques fondées sur des données factuelles pour la promotion du plein emploi, productif et librement choisi, et du travail décent.

La commission se félicite de l'assistance technique fournie par le Bureau pour l'évaluation rapide de l'impact de la COVID-19 sur l'emploi. Elle note que les «directives de l'OIT sur les diagnostics rapides pour évaluer l'impact de la COVID-19 sur l'économie et le marché du travail au niveau national» ont été appliquées dans 47 pays couvrant toutes les régions, pour aider les mandants tripartites à formuler des recommandations politiques ciblées pour une reprise riche en emplois, en mettant l'accent sur les groupes durement touchés tels que les migrants, les travailleurs de l'économie informelle, les femmes et les jeunes. Ces directives ont encouragé un engagement tripartite fort pour faire face à l'impact de la crise sur les marchés du travail. Dans certains cas, des évaluations ont été menées en coopération avec la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement et des institutions financières régionales telles que la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque interaméricaine de développement.

La recommandation n° 205 reconnaît qu'il est nécessaire, en situation de crise, d'évaluer les nouveaux besoins de compétences et d'y répondre, et dispose que les États devraient élaborer ou adapter, en consultation avec les établissements d'enseignement et de formation et les partenaires sociaux, un programme national d'enseignement, de formation, de reconversion et d'orientation professionnelle qui évalue les nouveaux besoins de compétences liés au redressement et y réponde. Elle invite les États à coordonner les services d'éducation, de formation et de reconversion, y compris l'enseignement supérieur, l'apprentissage, la formation professionnelle et la formation à l'entrepreneuriat, afin de permettre aux personnes dont l'éducation ou la formation ont été interrompues d'accéder à l'éducation ou à la formation (paragr. 19 c)).

Dans la Déclaration du centenaire de l'OIT (2019), la Conférence affirme que, dans son approche de l'avenir du travail centrée sur l'homme, l'OIT doit notamment consacrer ses efforts à promouvoir l'acquisition de compétences, d'aptitudes et de qualifications en faveur de tous les travailleurs tout au long de la vie active pour remédier aux déficits de compétences, existants ou attendus, garantir que les systèmes d'éducation et de formation sont adaptés aux besoins du marché du travail et renforcer la capacité des travailleurs d'accéder aux possibilités de travail décent (partie II, section A iii)). Ces objectifs sont plus importants que jamais pour garantir un avenir du travail meilleur après la pandémie de COVID-19.

Promotion d'entreprises durables en tant que facteurs déterminant l'emploi productif et le travail décent

La commission note que la réalisation du plein emploi, productif et librement choisi ne peut se faire sans l'instauration d'environnements propices à la création et à la croissance d'entreprises durables et résilientes. La recommandation n° 205 reconnaît qu'il est important de créer ou de rétablir un environnement favorable à des entreprises durables, en particulier les petites et moyennes entreprises ainsi que les coopératives et l'économie sociale et solidaire, pour créer des emplois, du travail décent et des revenus (paragr. 11 c)).

La commission se félicite à cet égard du suivi et de la collecte par l'OIT des principales ressources d'information disponibles sur le fonctionnement des entreprises dans la crise, y compris son impact sur les entreprises, les réponses des entreprises et les mesures de politique publique visant à soutenir les entreprises touchées. Le Bureau a lancé des produits, des outils et des lignes directrices spécifiques en ligne pour aider les entreprises à s'adapter à l'impact de la pandémie, notamment un site sur les ressources sur la COVID-19 pour les entreprises et une section sur la résilience des PME face à la crise de la COVID-19, qui orientent sur l'évaluation de l'impact de la COVID-19, l'informalité dans les micro et petites entreprises, la continuité des activités commerciales, la protection des travailleurs et le financement

accessible à tous, entre autres. Une section consacrée aux entreprises et la COVID a également été créée au sein du Helpdesk du BIT qui donne assistance aux entreprises multinationales, comprenant des check-lists pour contrôle de prévention et limitation de la COVID-19 sur les lieux de travail des petites et moyennes entreprises et des conseils sur le télétravail.

La recommandation (n° 189) sur la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises, 1998, reconnaît que les petites et moyennes entreprises jouent un rôle fondamental dans la croissance économique et le développement, qu'elles sont de plus en plus à l'origine de la majorité des emplois créés dans le monde et qu'elles peuvent contribuer à l'instauration d'un environnement propice à l'innovation et à l'entrepreneuriat. En outre, elle reconnaît que les petites et moyennes entreprises offrent aux femmes et aux autres groupes traditionnellement défavorisés la possibilité d'accéder, dans de meilleures conditions, à des emplois productifs, durables et de qualité. Elle demande aux gouvernements de créer un environnement propice à la croissance et au développement de ces entreprises et levant les obstacles à leur bon fonctionnement.

Par la suite, avec l'adoption de la recommandation (n° 193) sur la promotion des coopératives, 2002, la Conférence a également reconnu l'importance des coopératives, qui opèrent dans tous les secteurs de l'économie, y compris l'économie informelle, dans la création d'emplois. Elle demande aux Membres de prendre des mesures pour soutenir et renforcer les coopératives en mettant en place une politique et un cadre juridique favorables, conformes à la nature et à la fonction des coopératives et fondés sur les valeurs et principes coopératifs (paragr. 3 et 6). La commission note que, dans le contexte de la pandémie, les coopératives et autres organisations d'économie sociale et solidaire du monde entier ont fourni une assistance essentielle à leurs membres, mettant en relation les personnes ayant besoin de soutien avec les gouvernements locaux et les partenaires sociaux. Les coopératives financières ont fourni un soutien en liquidités à leurs membres, en lançant le financement participatif et d'autres initiatives de solidarité pour soutenir les micro, petites et moyennes entreprises locales ainsi que les personnes en situation de vulnérabilité. De nombreuses coopératives ont transformé leurs produits et services pour répondre aux besoins locaux urgents en équipements de protection et en assistance sociale. Dans le cadre des projets de coopération au développement en cours, l'OIT a inclus l'impact de la COVID-19 dans les outils de gestion de projets pour mieux évaluer et prendre en compte des besoins actuels et futurs des coopératives. Un soutien financier et technique direct est fourni aux organisations d'économie sociale et solidaire (OESS) touchées par la crise. À l'échelle mondiale, le Bureau documente les bonnes pratiques des coopératives et des OESS face à la crise, afin que ces exemples puissent fournir des réponses et informations sur l'élaboration de mesures de redressement à prendre par les mandants de l'OIT.

La commission prend également note du fait que la recommandation n° 205 demande aux États de créer, dans les situations de crise, des mécanismes d'incitation des entreprises multinationales à coopérer avec les entreprises nationales pour créer de l'emploi, productif et librement choisi, et du travail décent, compte tenu de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale (paragr. 11 h)).

Non-discrimination et inclusion

La commission a précédemment souligné qu'il était important, en temps de crise, d'élaborer et de mettre efficacement en œuvre des politiques d'emploi inclusives faisant de l'égalité de chances et de traitement une priorité et prenant en compte les besoins et préoccupations des personnes en situation de vulnérabilité. Dans le contexte de la pandémie, la commission note que les politiques de l'emploi devraient prévoir des mesures intégrées et ciblées.

À cet égard, la commission fait observer que toutes les mesures de riposte et de relance devraient tenir compte des questions de genre. Les femmes sont beaucoup touchées par la pandémie: plus de femmes que d'hommes ont perdu leur emploi et les taux de chômage des femmes sont dans l'ensemble supérieurs à ceux des hommes. En outre, les femmes sont plus susceptibles d'occuper des emplois précaires, faiblement rémunérés et informels que les hommes. Il n'en reste pas moins qu'elles sont surreprésentées dans certains emplois et secteurs de première ligne pendant cette pandémie, par exemple dans les supermarchés ou l'économie du soin (médecins, infirmières et autres professionnelles de santé, travailleuses domestiques, entre autres travailleuses). La commission note que non seulement ces travailleuses sont plus exposées au virus que les autres mais qu'elles doivent aussi multiplier les heures de travail, pendant la pandémie, tout en assumant la charge accrue que représente le fait de s'occuper de leurs enfants ou de leurs proches âgés ou malades.

Ces inégalités sont aggravées dans les situations de discrimination multiple et croisée, notamment fondée sur le sexe, la race, la couleur, la religion, le handicap, le statut migratoire, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, entre autres motifs. La commission souligne que, quand les personnes appartiennent à plusieurs groupes défavorisés, la discrimination multiple et croisée s'ajoute aux inégalités existantes, qu'elle aggrave, ce qui n'est pas sans conséquences sur la santé et l'économie.

Les mesures prises pour faire face à la crise doivent tenir compte des formes de discrimination multiple et croisée et des inégalités, y compris des inégalités de genre généralisées. À titre d'exemple, les femmes appartenant à des groupes minoritaires subissent une inégalité persistante pendant la crise de la COVID-19, compte tenu des charges qu'elles doivent assumer du fait des effets conjugués de la discrimination fondée sur le genre et de l'inégalité de genre. Les femmes appartenant à des minorités sont représentées de manière disproportionnée dans l'économie informelle, où les emplois sont plus exposés aux bouleversements et n'offrent ni couverture santé, ni prestations de chômage ni congé de maladie rémunéré.

Cette pandémie montre également qu'il est important de lutter non seulement contre la discrimination mais aussi contre la stigmatisation. La commission note que certains groupes accusés de transmettre le virus, dont les migrants et les travailleurs de première ligne dans le domaine de la santé, ont été stigmatisés. Certains soignants ont été la cible de faits de stigmatisation, de violence et de harcèlement pendant la pandémie, car ils étaient considérés comme de possibles sources d'infection en raison de leur travail. Les membres de ces groupes sont également plus souvent la cible de violences et de harcèlement. Compte tenu de ce qui précède, la commission souligne qu'il importe d'aborder clairement la stigmatisation et la discrimination au moment d'élaborer et de mettre en œuvre les mesures de riposte à la crise et les mesures de relance.

À cet égard, la recommandation n° 205 dispose que «lorsqu'ils prennent des mesures sur l'emploi et le travail décent en réponse à des situations de crise [...] les Membres devraient tenir compte de [...] la nécessité de lutter contre la discrimination, les préjugés et la haine fondés sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale, l'origine sociale, le handicap, l'âge, ou l'orientation sexuelle ou tout autre motif» (paragr. 7 f)).

La commission note que, dans de nombreux pays, la majorité de la population est employée dans l'économie informelle, où nombre de groupes défavorisés sont surreprésentés. Bien qu'elle ait récemment examiné la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, dans son Étude d'ensemble, la commission souhaite néanmoins, dans la présente observation générale, encourager les États à se reporter aux orientations qui figurent dans la recommandation n° 204 au sujet de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures visant non seulement à faciliter la transition vers l'économie informelle, mais aussi à empêcher que des emplois de l'économie formelle ne tombent dans l'informalité.

Consultations tripartites et dialogue social

La commission rappelle que les consultations tripartites et le dialogue social sont essentiels en temps normal et qu'ils revêtent une importance encore plus grande en période de crise (Étude d'ensemble de 2010, paragr. 794). En son *article 3*, la convention n° 122 impose aux États qui l'ont ratifiée de consulter les partenaires sociaux et les représentants des milieux intéressés par les mesures à prendre. La reconnaissance de l'importance des consultations et du dialogue social est un fil conducteur que l'on retrouve dans la convention n° 122 et les recommandations qui s'y rapportent (nos 122 et 169), ainsi que dans tous les instruments relatifs à l'emploi mis en évidence dans la présente observation générale, qui imposent aux États Membres de consulter les partenaires sociaux et les représentants des groupes intéressés. (Voir également la partie VII de l'addendum à l'Étude d'ensemble de 2020.)

La commission prend note des préoccupations que les organisations d'employeurs et de travailleurs ont exprimées dans leurs observations selon lesquelles les gouvernements ont souvent pris des mesures d'urgence pour atténuer les effets de la crise en élaborant des politiques pour l'emploi sans qu'elles participent à ces travaux. À cet égard, la commission relève que des consultations effectives et un dialogue social participatif facilitent la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de solutions concertées tenant compte des points de vue et des préoccupations des individus et des groupes intéressés, et qu'ils assurent une plus grande appropriation des résultats du processus participatif et une plus grande adhésion à ceux-ci. La recommandation n° 205 met l'accent sur l'importance du dialogue social et des consultations tripartites dans la réponse aux situations de crise (préambule, paragraphes 8 d), 24 et 25). En particulier, en son paragraphe 24, elle demande aux Membres de veiller à ce que toutes les mesures prévues par la présente recommandation soient élaborées ou promues par le biais d'un dialogue social associant les femmes au même titre que les hommes, compte tenu de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976.

Conclusions

La commission note que la plupart des pays, y compris ceux qui n'ont pas ratifié la convention n° 122, ont adopté, sous une forme ou une autre, un plan, une politique ou une stratégie pour l'emploi visant à promouvoir l'emploi et la création d'emplois. Elle relève néanmoins que les rapports des pays et des partenaires sociaux mettent en évidence des lacunes et des difficultés qui risquent de limiter les retombées positives de ces plans, politiques et stratégies en cette période charnière de la crise. Elle fait

observer que nombre de ces politiques ne répondent pas aux besoins de tous les groupes de la population, en particulier de ceux qui ont le plus de mal à accéder au marché du travail (les femmes, les jeunes, les travailleurs âgés, les personnes en situations de handicap, les minorités raciales et ethniques, entre autres groupes). À cet égard, la commission note que les informations que les États ont fournies au sujet de l'application de la convention n° 122, y compris dans le contexte de la pandémie, montrent que, pour répondre à la crise, l'adoption d'une approche inclusive, sur la base de données fiables sur le marché du travail, a permis aux États de développer des réponses ciblées efficaces qui tiennent compte des différents besoins et préoccupations des travailleurs, des entreprises et des secteurs économiques.

Par conséquent, la commission encourage les gouvernements et les partenaires sociaux des pays où des lacunes et des difficultés ont été mises en évidence à prendre les mesures nécessaires pour élaborer, annoncer et mettre en œuvre, au moyen d'un dialogue social participatif, des politiques pour l'emploi inclusives, soucieuses de la problématique hommes-femmes et complètes qui tiennent compte des dispositions de la convention n° 122 et du corpus d'instruments relatifs à l'emploi adoptés. Elle rappelle que les mandants peuvent se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.

La commission note également que plusieurs pays ont expressément adapté leurs politiques de l'emploi en vigueur pour répondre aux sujets de préoccupation se faisant jour pendant la pandémie, notamment la protection de la survie et de la viabilité des entreprises et des moyens d'existence, le maintien dans l'emploi et la création d'emplois, l'éducation et la formation, en particulier la reconversion et le perfectionnement. Les gouvernements sont encouragés à veiller à ce que ces politiques et leur mise en œuvre prennent tous les groupes de la population en compte, en particulier ceux que la crise a rendu plus vulnérables, et à ce qu'elles tiennent compte de la nécessité de renforcer les institutions nationales et la coopération internationale en vue d'améliorer la résilience et l'état de préparation à de futures crises, quelle que soit leur forme.

La nécessité d'aborder la dimension humaine de la pandémie de la COVID-19 doit être au premier plan des mesures de riposte et de relance. À cet égard, la commission rappelle que la Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail adoptée par la Conférence en juin 2019 appelle l'OIT à «transposer dans son deuxième siècle d'existence son mandat constitutionnel au service de la justice sociale avec une inlassable énergie, en développant son approche de l'avenir du travail centrée sur l'humain, qui place les droits des travailleurs ainsi que les besoins, les aspirations et les droits de toutes les personnes au cœur des politiques économiques, sociales et environnementales» (Déclaration du centenaire, partie I, section D). En adoptant la Déclaration du centenaire, les mandants tripartites ont souligné les changements transformateurs en cours dans le monde du travail ainsi que les inégalités persistantes qui subsistent. Ils ont reconnu qu'il était impératif d'agir d'urgence pour saisir les opportunités et relever le défi afin de façonner un avenir du travail juste, inclusif et sûr avec le plein emploi productif et librement choisi et un travail décent pour tous (Déclaration du centenaire, partie I). La commission considère que répondre à cet appel est plus important que jamais dans le contexte de la pandémie, qui représente l'un des défis les plus importants auquel l'OIT et ses mandants sont encore confrontés. L'approche centrée sur l'homme est la clé du succès et de la durabilité des efforts déployés pour surmonter cette crise.

La commission encourage les mandants à veiller à ce que toutes les mesures de riposte et de relance élaborées et mises en œuvre soient fondées sur le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, notamment des principes et droits fondamentaux au travail et des normes internationales du travail, notamment les conventions fondamentales et de gouvernance ainsi que les conventions techniques. Elle prie les gouvernements de fournir des informations sur les mesures prises pour garantir que les celles adoptées en lien avec la promotion de l'emploi et le travail décent pendant et après la crise sont fondées sur ces principes et normes.

Enfin, afin de permettre à la commission d'évaluer efficacement l'application des conventions ratifiées et au Bureau de faciliter l'échange de bonnes pratiques, de solutions novatrices et efficaces, et d'enseignements tirés, la commission invite les mandants à continuer de collecter et de joindre à leurs rapports des informations détaillées sur les politiques inclusives et les mesures actives du marché de l'emploi tenant compte des questions de genre qui ont été adoptées ou qui sont envisagées pour faire face à la pandémie et à la crise socio-économique que celle-ci laisse dans son sillage et qui auraient des effets sur l'application de la convention n° 122 et les instruments relatifs à l'emploi supplémentaires examinés dans la présente observation générale, en particulier sur:

- les nouveaux programmes et politiques relatifs à l'emploi adoptés compte tenu de l'impact de la crise de la COVID-19;
- les adaptations apportées à des politiques et à des programmes existants afin de promouvoir l'emploi et le travail décent;

- les mesures prises pour créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat et aux entreprises de toutes tailles, en particulier les micro, petites et moyennes entreprises;
- les mesures prises pour promouvoir les coopératives en tant que source de revenus et de moyens d'existence pour les travailleurs, en particulier ceux de l'économie informelle et ceux appartenant à des groupes défavorisés;
- la façon dont les politiques, programmes et mesures relatifs à l'emploi garantissent l'inclusion et intègrent le principe fondamental de la non-discrimination et de l'égalité de chances et de traitement, à commencer par l'égalité de genre;
- les mesures prises pour établir ou renforcer les institutions nationales nécessaires pour garantir une riposte et une relance efficaces, y compris le service public de l'emploi et les agences d'emploi privées, là où elles existent, ainsi que les établissements d'enseignement et d'orientation et de formation professionnelles;
- les exemples de consultations et de dialogue social menés au moment de procéder à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'examen des mesures de riposte et de relance;
- les obstacles rencontrés lors de l'élaboration et de la mise en œuvre effective des mesures de riposte et de relance comme suite à la crise, ainsi que les enseignements tirés.

La commission estime qu'il est essentiel, pour surmonter les effets ravageurs de la pandémie, d'élaborer un programme porteur de changements profonds pour l'emploi et le travail décent qui soit aligné sur l'approche centrée sur l'humain, adoptée par la Conférence dans la Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail, en 2019, et sur les objectifs de développement durable, et qui soit fondé sur les principes et droits fondamentaux au travail et les normes internationales du travail. La commission exprime l'espoir que la poursuite de cet objectif, guidée par la convention n° 122 et les instruments y relatifs, transformera les difficultés que le monde entier connaît actuellement en des possibilités pour un avenir du travail meilleur.

Djibouti

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1978)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 1 de la convention. Adoption et mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. Assistance technique du BIT. En réponse aux commentaires antérieurs, le gouvernement indique dans son rapport que, bien que la stratégie d'élaboration d'une politique nationale de l'emploi ait été initiée en avril 2003 et que des structures aient été créées, l'élaboration d'un document de politique nationale de l'emploi n'a toujours pas abouti. La commission note que le Forum national sur l'emploi qui s'est tenu en 2010 a révélé la nécessité de définir une nouvelle politique de l'emploi adaptée aux besoins du marché du travail et qui devra viser en priorité la réforme du système de formation professionnelle et l'amélioration des services d'appui à l'emploi. Le gouvernement indique que, sur une population de 818 159 habitants en âge de travailler, les estimations récentes révèlent un taux de chômage de 48,4 pour cent. Le gouvernement précise également que, suite à une mission d'évaluation de la coopération technique effectuée par le BIT en mars 2011, il avait réitéré son engagement à élaborer un programme Djibouti pour le travail décent. Il ajoute qu'il attend l'appui du Bureau à cette fin. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises afin de garantir que l'emploi, comme élément clé de la réduction de la pauvreté, soit au cœur des politiques macroéconomiques et sociales, ainsi que sur les progrès réalisés dans l'adoption d'une politique nationale visant au plein emploi au sens de la convention.**

Emploi des jeunes. Le gouvernement indique qu'en 2012, malgré un certain recul, le chômage touchait tout particulièrement les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. En outre, bien que le pays ne dispose pas actuellement d'une stratégie formalisée pour favoriser l'emploi des jeunes, plusieurs initiatives ont été mises en place afin d'améliorer le fonctionnement du marché du travail, de promouvoir l'entrepreneuriat et de fournir des formations en adéquation avec les besoins du marché du travail. **La commission invite le gouvernement à fournir des informations sur la manière dont les mesures prises se sont traduites en opportunités d'emplois productifs et durables pour les jeunes, ainsi que sur la collaboration des partenaires sociaux à leur mise en œuvre.**

Article 2. Collecte et utilisation des données sur l'emploi. Le gouvernement a transmis, en mars 2014, l'aperçu de la situation de l'emploi préparé par l'Observatoire national de l'emploi et des qualifications. Le nombre d'emplois est en augmentation (création de 30 118 emplois en 2007, 35 393 emplois en 2008 et 37 837 emplois en 2010). **La commission invite le gouvernement à indiquer les mesures prises pour améliorer le système d'information sur le marché du travail et à consolider les mécanismes permettant de lier ce système d'information à la prise de décisions en matière de politique d'emploi. Elle demande également au gouvernement de fournir des données statistiques actualisées ventilées par âge et par sexe, ainsi que toute autre donnée pertinente concernant l'importance numérique et la répartition de la main-d'œuvre, la nature et la portée du chômage et du sous-emploi et les tendances en la matière.**

Article 3. Collaboration des partenaires sociaux. La commission rappelle l'importance des consultations requises par la convention et prie à nouveau le gouvernement de fournir des indications concernant les mesures prises ou envisagées afin que les représentants des milieux intéressés soient consultés au sujet des politiques de l'emploi.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Irlande

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1967)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Articles 1 et 2 de la convention. Mesures liées à la politique de l'emploi. Impact de la COVID-19. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur l'impact des mesures pour l'emploi prises dans le cadre de ses deux grandes stratégies jumelles: le Plan d'action pour l'emploi et les Passerelles vers l'emploi 2016-2020. Elle avait également prié le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les procédures de décision et de révision des mesures pour l'emploi mises en œuvre dans le cadre d'une politique économique et sociale globale. La commission note avec **intérêt** que le Plan d'action pour l'emploi a permis une forte croissance du nombre des emplois. Dans son rapport supplémentaire, le gouvernement indique qu'au premier trimestre de 2020, l'emploi total est passé à 2 353 500, ce qui représente 490 300 personnes supplémentaires ayant un emploi depuis le lancement du Plan d'action pour l'emploi en 2012. La commission note en outre que ces chiffres sont les plus élevés jamais enregistrés dans le pays en matière d'emploi et qu'ils sont nettement supérieurs à l'objectif de 2,1 millions fixé par le gouvernement pour 2020. Le gouvernement indique que le taux de chômage, qui avait atteint un pic de près de 16 pour cent en 2012, est tombé à 4,7 pour cent au premier trimestre de 2020 et que le chômage de longue durée est tombé à 1,2 pour cent, bien en deçà de l'objectif de 2,5 pour cent fixé dans le plan «Passerelles vers l'emploi 2016-2020». La commission note que les politiques du gouvernement ont fait progresser le taux d'emploi de plus de 15 pour cent dans les huit régions entre le premier trimestre 2012 et le premier trimestre 2020. La commission note en outre que les objectifs fixés dans le Programme pour le gouvernement en 2016 pour la création de 200 000 emplois supplémentaires d'ici 2020, dont 135 000 emplois en dehors de Dublin, ont été dépassés avec des créations d'emplois totalisant 272 700. Le gouvernement indique que l'impact de la COVID-19 sur l'économie irlandaise ressort des chiffres de l'enquête sur la main-d'œuvre pour le deuxième trimestre 2020, qui indiquent que l'emploi a reculé de 149 800 (-6,3 pour cent), ramenant le nombre total d'emplois à 2 222 500. La commission note qu'un nouveau programme pour le gouvernement a été introduit en juin 2020, fixant un nouvel objectif de création de 200 000 emplois supplémentaires d'ici 2025. En ce qui concerne les procédures de décision et de révision des mesures pour l'emploi mises en œuvre, le gouvernement indique qu'une série de paramètres et d'indices sont utilisés comme indicateurs de progrès pour relever les défis et réaliser les «Pathways to Work 2016-2020». Les progrès réalisés par rapport aux paramètres sont présentés tous les trimestres à la commission du cabinet, et les mesures sont publiées sur le site Web du ministère, puis révisées et mises à jour chaque année afin de refléter les principaux défis et questions abordés dans le cadre de cette stratégie. La commission note, d'après les informations supplémentaires fournies par le gouvernement, que la majorité des activités menées dans le cadre de la stratégie «Pathways to Work 2016-2020» sont désormais achevées et reflètent le paysage économique très différent résultant de la pandémie de COVID-19. À cet égard, le gouvernement indique que le ministère de l'Emploi et de la Protection sociale (DEASP) est en train d'élaborer une stratégie de remplacement pour la période 2020-2025, visant à garantir que des résultats positifs sur le marché du travail soient réalisables pour tous les groupes de la société irlandaise et que la main-d'œuvre irlandaise soit bien placée pour répondre aux défis économiques actuels et futurs. Le gouvernement indique en outre que le ministère de l'Emploi et de la Protection sociale continuera à revoir ses programmes d'activation du marché du travail pour s'assurer qu'ils restent alignés sur les besoins du marché du travail. Le Conseil consultatif sur le marché du travail devrait rester un élément important du processus de redressement, donnant des orientations sur les politiques actives en faveur du marché du travail qui sont nécessaires pour relever les défis économiques auxquels l'Irlande est confrontée dans l'immédiat et à plus long terme. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées et actualisées, notamment des données statistiques ventilées par sexe, âge, région et secteur économique, sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'emploi, le chômage et le sous-emploi visible et sur les mesures prises ou envisagées pour relever les défis rencontrés. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre et les résultats du nouveau programme de création de**

200 000 emplois supplémentaires d'ici à 2025. Le gouvernement est en outre prié de fournir des informations actualisées sur l'élaboration, la mise en œuvre et l'impact de la stratégie pour l'emploi pour la période 2020-2025.

Politiques et programmes relatifs à l'éducation et à la formation. La commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur l'impact du Plan d'action pour l'éducation, de la Stratégie nationale des compétences 2025 et de la Stratégie pour une éducation et une formation approfondies 2014-2019. Le gouvernement indique que l'examen annuel du Plan d'action pour l'éducation enregistre un taux de réalisation de 85 pour cent en 2018, atteignant 86 pour cent au premier trimestre de 2019. Les principales réalisations du plan d'action de 2018 à 2020 comprennent: la création de l'Université technologique de Dublin; une enquête de satisfaction des employeurs, ainsi que le lancement de onze nouveaux programmes d'apprentissage en 2019 et de trois en 2020. Le gouvernement indique que grâce au Plan d'action en faveur de l'apprentissage et des stages pour la période 2016-2020, le nombre de programmes d'apprentissage est passé de 25 à 58, et 20 autres sont en cours de développement. Les passerelles vers l'apprentissage ont également été revues afin de garantir que le système national d'apprentissage intègre davantage de personnes d'horizons divers et soit accessible à tous. En outre, le gouvernement a lancé une plate-forme nationale pour les places d'apprentissages en 2019 (www.apprenticeshipjobs.ie) et une campagne nationale de promotion, Generation Apprenticeship, a été créée pour promouvoir la participation à l'apprentissage et les possibilités offertes aux niveaux local, régional et national. La commission note que le nombre d'employeurs prenant part au système d'apprentissage est passé de 3 558 en 2015 à plus de 6 000 en 2019 et que les nouvelles inscriptions annuelles d'apprentis sont passées de 3 153 à 6 177 entre 2015 et 2019. Le gouvernement indique que l'impact de la COVID-19 sur le recrutement dans les programmes d'apprentissage, avec une baisse de 60 pour cent du recrutement à partir du milieu de 2020. Un programme d'incitation à l'apprentissage, limité dans le temps, a été mis en place pour les employeurs d'apprentis. Il prévoit le versement d'une subvention de 3 000 euros sur une période de deux ans pour chaque nouvel apprenti enregistré entre le 1^{er} mars et le 31 décembre 2020 et toujours employé au troisième trimestre 2021. En ce qui concerne la stratégie nationale des compétences pour 2025, le gouvernement indique que le niveau de participation des adultes à l'apprentissage tout au long de la vie en Irlande est passé de 6,9 pour cent en 2016 à 12,6 pour cent en 2019. Un Conseil national des compétences ainsi qu'un Groupe d'experts sur les besoins futurs en compétences (EGFSN) ont été créés pour conseiller le gouvernement sur les besoins futurs en compétences et les questions connexes du marché du travail qui peuvent avoir un impact sur le potentiel national en matière de croissance de l'emploi. Le gouvernement ajoute que neuf Forums régionaux sur les compétences ont été créés afin d'engager le dialogue avec les employeurs, les entreprises et les prestataires d'éducation et de formation au niveau régional pour adapter les réponses aux besoins en compétences. Ces forums ont travaillé avec plus de 1 498 entreprises en 2019, dont 75 pour cent étaient des petites, moyennes et micro-entreprises. La commission prend note de la mise en œuvre de la stratégie pour une éducation et une formation approfondies 2014-2019 (FET), qui a permis de réaliser des progrès significatifs dans le domaine de l'éducation et qui fait l'objet d'une évaluation et d'un examen périodiques. Le gouvernement indique que, dans le cadre du budget 2018, le taux de prélèvement au titre du Fonds national de formation (FNT) a été augmenté (de 0,1 pour cent en 2018 à 0,8 pour cent et de 0,1 pour cent supplémentaire en 2019 et 2020) et qu'un ensemble de réformes, élaborées en consultation avec les employeurs, permettent d'adapter le fonds en fonction des besoins des employeurs. Le gouvernement indique en outre que, dans le cadre de ces réformes, plusieurs politiques et programmes, tels que *Skills to Advance*, *Springboard+* et *Skillnet Ireland*, ont été mis en œuvre pour promouvoir l'amélioration et la requalification de la main-d'œuvre actuelle. La commission note que *Skills to Advance*, qui est un cadre de politiques de développement des employés, permet un soutien ciblé des groupes défavorisés de la main-d'œuvre irlandaise, en mettant l'accent sur les personnes ayant un niveau de compétences plus faible. Il aide également les petites et moyennes entreprises à développer leur main-d'œuvre. La commission note en outre que le gouvernement a également lancé le programme «Skill to Compete» en réponse au besoin urgent d'activation, de perfectionnement et de requalification des travailleurs qui ont perdu leur emploi à la suite de la COVID-19. Il prévoit 19 000 emplois supplémentaires à temps plein et à temps partiel, en donnant la priorité au placement des personnes qui ont perdu leur emploi en raison de la pandémie. Le gouvernement prévoit qu'une période d'au moins 18 mois sera nécessaire pour remédier pleinement aux bouleversements du marché du travail causés par la COVID-19. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées et actualisées, y compris des statistiques ventilées par âge et par sexe, sur l'impact du plan d'action pour l'éducation, de la stratégie nationale pour les compétences 2025, des programmes d'apprentissage et d'autres mesures pertinentes, en ce qui concerne la possibilité pour les jeunes, les femmes et les personnes appartenant à des groupes défavorisés d'obtenir un emploi durable. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur l'impact des initiatives et des programmes de perfectionnement et de requalification, tels que les**

programmes «Skill to Compete» et «Springboard+ 2020», sur les personnes qui ont perdu leur emploi à la suite de la COVID-19 et sur les tendances de l'emploi.

Article 3. Consultations avec les partenaires sociaux. En réponse à la précédente demande de la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations complémentaires sur les activités du Forum économique travailleurs-employeurs (LEEF) en matière d'élaboration, de mise en œuvre et d'examen des mesures et programmes coordonnés de politiques de l'emploi et de leurs liens avec d'autres politiques économiques et sociales. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que, pour faire face à la COVID-19, le protocole national «Retour au travail en toute sécurité» a été introduit en mai 2020. Il est conçu pour aider les employeurs et les travailleurs à mettre en place des mesures visant à prévenir la propagation de la COVID-19 sur le lieu de travail. L'initiative a été menée conjointement par le département du Premier ministre (le *Taoiseach*), le département des affaires, des entreprises et de l'innovation et l'Autorité de santé et de sécurité. Le protocole a été élaboré et adopté à la suite de discussions au sein du LEEF, permettant un dialogue de haut niveau entre le gouvernement, les syndicats et les représentants des employeurs sur des questions revêtant une importance stratégique nationale. La commission note qu'un sous-groupe du LEEF a été créé pour superviser la mise en œuvre du protocole dans toute l'Irlande, parallèlement aux prescriptions légales existantes en matière de santé et de sécurité au travail. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des exemples de la participation des partenaires sociaux à l'élaboration, la mise en œuvre et l'étude des mesures adoptées pour promouvoir le plein emploi, productif et librement choisi, y compris les mesures visant à faire face à l'impact considérable de la COVID-19 sur le marché du travail.**

Japon

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1986)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission examine l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année (voir la section concernant la pandémie de COVID-19), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO), jointes au rapport du gouvernement. La commission prend également note des observations de la Fédération du commerce du Japon (NIPPON KEIDANREN), jointes au rapport du gouvernement et appuyées par l'Organisation internationale des employeurs (OIE). Elle prend également note de la réponse du gouvernement aux observations du Syndicat des travailleurs des services postaux du Japon (YUSANRO) de 2016.

Pandémie de COVID-19. Impact socio-économique. Mesures de riposte et de relance. La commission prend note des graves conséquences sociales et économiques provoquées par la pandémie de COVID-19 aux niveaux national et local, ainsi que des mesures d'atténuation prises par le gouvernement. La commission note que l'état d'urgence a été déclaré le 7 avril 2020, lequel a ensuite été levé dans toutes les préfectures le 25 mai 2020. Plusieurs plans d'action d'urgence, représentant plus de 20 pour cent du produit intérieur brut (PIB) du Japon, ont été adoptés pour faire face à la pandémie de COVID-19, protéger les citoyens et aller sur la voie de la reprise économique. Dans ce contexte, la commission prend note des informations communiquées par le gouvernement dans son rapport supplémentaire concernant la vaste gamme de mesures qu'il a prises pour protéger l'emploi et les moyens de subsistance. Le gouvernement mentionne, entre autres, les mesures suivantes: prolongation des mesures spéciales prévues par la subvention pour l'adaptation de l'emploi jusqu'en décembre 2020; lancement d'un fonds d'aide aux travailleurs qui sont obligés de quitter leur travail à cause des effets de la pandémie de COVID-19 et qui ne peuvent pas bénéficier d'indemnités pendant cette période; et aide aux entreprises pour assurer la continuité des activités (comme les paiements en espèces aux petites et moyennes entreprises (PME)) et subventions financières aux travailleurs touchés par la fermeture des écoles. La commission note, d'après les observations de la JTUC-RENGO que, au vu des perspectives négatives qu'entraînent les effets de la pandémie, la subvention d'adaptation de l'emploi devrait être prolongée au moins jusqu'en mars 2021. JTUC-RENGO fait valoir que des mesures supplémentaires devraient être prises pour encourager les employeurs à maintenir les travailleurs dans l'emploi. Rappelant que les normes internationales du travail offrent des orientations détaillées, la commission souhaite attirer l'attention du gouvernement sur la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, qui offre des lignes directrices pour l'élaboration et la mise en œuvre de réponses efficaces, consensuelles et inclusives aux effets socio-économiques dévastateurs de la pandémie. **La commission demande au gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations actualisées sur l'impact de la pandémie mondiale de COVID-19, et sur les mesures prises, en consultation avec les partenaires sociaux, pour y faire face lors**

de la mise en œuvre des programmes et mesures visant à garantir la réalisation des objectifs de la convention et sur leurs résultats.

Articles 1 et 2 de la convention. Tendances de l'emploi et mesures actives du marché du travail. La commission prend note du rapport du gouvernement reçu en août 2019, contenant des informations détaillées en réponse à son observation de 2017. La commission note que le gouvernement fait état de la mise en œuvre des mesures prévues dans le cadre de la «Vision à long terme: comment faire face au problème du déclin de la population et dynamiser l'économie locale du Japon» et de la stratégie globale qui l'accompagne, prévoyant des mesures pour l'intégration des personnes en situation de handicap sur le marché du travail. En outre, la commission prend note de l'adoption, en 2018, de la «loi sur la promotion intégrale des politiques du travail» et du décret d'application de cette loi en vue de promouvoir une réforme du travail permettant aux travailleurs de choisir différentes modalités de travail en fonction de leur situation personnelle. En décembre 2018, le gouvernement a également adopté les «Lignes directrices de base relatives aux politiques du travail» qui met en évidence l'importance d'exploiter efficacement les capacités des travailleurs. Le gouvernement indique également que, depuis 2018, le «guichet des ressources humaines» est le principal bureau public de l'emploi fournissant des services de placement, en particulier dans les secteurs confrontés à de graves pénuries de main-d'œuvre, tels que la protection sociale, la construction, la sécurité et les transports. À cet égard, la commission prend note des informations statistiques, établies sur la base de l'enquête sur la main-d'œuvre du Bureau de la statistique et fournies par le gouvernement, concernant les tendances de l'emploi pour la période 2016-2018. Ces données montrent une hausse du taux d'activité malgré la baisse de la population en âge de travailler. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées sur l'impact des mesures prises en matière d'emploi, notamment les mesures prévues dans le cadre de la Stratégie de revitalisation du Japon, de la «Vision à long terme: comment faire face au problème du déclin de la population et dynamiser l'économie locale du Japon» et des «Lignes directrices de base relatives aux politiques du travail». Elle demande également au gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées et actualisées, comprenant des statistiques sur les tendances de l'emploi, ventilées par âge, sexe et secteur économique. La commission demande aussi encore une fois au gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées sur les procédures de décision et de révision des mesures pour l'emploi prises dans le cadre de la politique économique et sociale globale.**

Article 3. Participation des partenaires sociaux. En réponse aux commentaires précédents de la commission, le gouvernement répète que le Conseil tripartite de la politique du travail a débattu de questions importantes concernant l'adoption, la modification et la mise en œuvre de la législation relative à l'emploi, et qu'il est tenu compte de ses opinions dans la planification et la conception des politiques ayant trait à l'emploi. Dans ses observations, NIPPON KEIDANREN indique avoir participé de manière constructive à la formulation des lignes directrices de base. La commission se félicite de l'indication du gouvernement selon laquelle des consultations ont également été tenues avec les représentants des travailleurs et des employeurs directement concernés par les politiques de l'emploi en cours d'élaboration, par exemple, personnes en situation de handicap qui ont été consultées dans le contexte du sous-comité pour l'emploi des personnes en situation de handicap relevant du Conseil de la politique du travail. **La commission demande au gouvernement de continuer à fournir des informations sur les activités du Conseil tripartite de la politique du travail en ce qui concerne l'élaboration, la mise en œuvre et le réexamen des mesures et programmes de politique de l'emploi, y compris ceux adoptés pour faire face à l'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19, et la manière dont est assurée la coordination de ces politiques et programmes avec d'autres politiques économiques et sociales. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées, en donnant des exemples concrets, sur la manière dont les représentants des personnes concernées par les mesures à prendre sont consultés et dont leurs points de vue sont pris en compte dans l'élaboration, la mise en œuvre et le réexamen des politiques et programmes pour l'emploi.**

Libye

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1971)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations communiquées en août 2020 par le gouvernement dans son rapport, en réponse à son observation de 2018. La commission prend note de la complexité de la situation qui prévaut sur le terrain et du conflit armé dans le pays.

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du travail, 107^e session, mai-juin 2018)

La commission rappelle la discussion qui a eu lieu à la Commission de l'application des normes de la Conférence (Commission de l'application des normes) à sa 107^e session, en mai-juin 2018, concernant l'application de cette convention. Consciente de la complexité de la situation sur le terrain et de l'existence d'un conflit armé, la Commission de l'application des normes a souligné l'impact et les conséquences des conflits sur la pauvreté et le développement et a reconnu l'importance de l'emploi et du travail décent pour promouvoir la paix, permettre le redressement et renforcer la résilience. Prenant en compte la déclaration du gouvernement et la discussion au sein de la (Commission de l'application des normes), la commission a prié le gouvernement de fournir des statistiques actualisées sur le marché du travail, ventilées par sexe et par âge, des informations sur la stratégie relative au marché du travail et sur la manière dont les objectifs en matière d'emploi devraient être atteints, des informations sur les progrès réalisés dans la collecte et l'analyse de données sur le marché du travail, et des informations sur les mesures visant à promouvoir la création et le développement de petites et moyennes entreprises, ainsi que sur les mesures prises pour accroître la participation des personnes en situation de vulnérabilité au marché du travail. La Commission de l'application des normes a prié instamment le gouvernement de soumettre un rapport détaillé à la commission d'experts pour sa prochaine session en novembre 2018. Elle l'a également prié instamment de se prévaloir de l'assistance technique du BIT pour adopter et mettre en œuvre sans retard une politique active visant à promouvoir le plein emploi, productif et librement choisi, en consultation avec les partenaires sociaux. La Commission de l'application des normes a appelé l'OIT, la communauté internationale et les organisations d'employeurs et de travailleurs à collaborer afin de renforcer en Libye le système d'administration du travail pour que, ainsi, le plein emploi, productif et librement choisi, devienne dès que possible une réalité dans le pays.

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. Consultations avec les partenaires sociaux. La commission note, à la lecture du rapport du gouvernement, ainsi que du rapport national de 2020 soumis au Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (le rapport EPU 2020), que l'article 56 du projet de Constitution de la Libye indique que tous les citoyens jouissent du droit au travail et que le gouvernement s'efforce de créer des opportunités d'emploi en stimulant l'économie, en s'employant à promouvoir les investissements ainsi que les plans et programmes d'emploi des jeunes. Le rapport EPU 2020 indique que le ministère du Travail et de la Réadaptation a œuvré à l'adoption d'un ensemble de mesures concrètes pour atteindre ces objectifs, notamment l'extension de programmes de formation destinés au travail dans le secteur privé et de projets de développement. En outre, le ministère du Travail s'efforce de promouvoir le travail et l'emploi dans le cadre des projets de développement et dans le secteur de la construction, l'un des secteurs à plus forte intensité de main-d'œuvre. En partenariat avec le secteur privé, le ministère du Travail a recensé un certain nombre de domaines d'emploi et de nouveaux métiers porteurs et encourage les jeunes à se former dans ces domaines. À cet égard, des initiatives de formation ont été lancées, notamment sur l'utilisation de l'énergie solaire et renouvelable et sur la pêche en mer (document A/HRC/WG.6/36/LBY/1, 18 août 2020, paragr. 42 b) à d)). La commission prend également note du rapport de la Banque mondiale de juillet 2020 sur l'économie libyenne, qui révèle que celle-ci a dernièrement été frappée par quatre crises qui se chevauchent, à savoir un conflit qui s'intensifie et étouffe l'activité économique; la fermeture des champs pétrolifères, qui a mis en grande partie en veilleuse la principale activité génératrice de revenus du pays; la chute des cours du pétrole qui réduit les revenus de la production des champs pétrolifères encore exploitables; et la pandémie de COVID-19, qui menace de freiner davantage l'économie. Le rapport de 2020 de la Banque mondiale souligne que le conflit armé et le blocus des principaux ports et terminaux pétroliers du pays en janvier 2020 ont engendré la plus grave crise politique, économique et humanitaire à laquelle la Libye ait été confrontée depuis 2011. L'impact économique s'est déjà fait sentir en 2019, lorsque la croissance du PIB réel a fortement ralenti, tombant à 2,5 pour cent après une période de reprise soutenue en 2017-18. En outre, le pays devrait souffrir d'une profonde récession en 2020, avec une contraction du PIB prévue d'environ 41 pour cent. La commission note que le gouvernement, invoquant les circonstances particulières du pays, sollicite l'assistance technique du Bureau. **La commission encourage le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour bénéficier de l'assistance technique du BIT afin de lui permettre d'élaborer, d'adopter et de mettre en œuvre sans tarder une politique nationale active visant à promouvoir le plein emploi, productif et librement choisi, en consultation avec les partenaires sociaux. Elle prie le gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées sur les mesures prises et les progrès accomplis en la matière.**

Article 2. Tendances de l'emploi. Information sur le marché du travail. La commission prend note des estimations fournies par le gouvernement en réponse à ses commentaires précédents concernant l'évolution de l'emploi en 2020. Selon le Centre d'information et de certification, la population en âge de travailler (âgée de 15 à 64 ans) est estimée à 4 750 000 personnes (61 pour cent de la population totale), dont 70 pour cent constituent la population active. Le gouvernement ajoute que 86 pour cent de la

population active a un emploi, et que les 14 pour cent restants en recherchent un. À cet égard, la commission prend note des informations statistiques fournies par le gouvernement sur le nombre de demandeurs d'emploi au 23 mars 2020, ventilé par âge, sexe, qualifications et région. Le gouvernement rapporte qu'à cette époque, 128 678 demandeurs d'emploi (dont 56 pour cent de femmes) étaient inscrits dans les 76 bureaux de l'emploi. La majorité de ces demandeurs d'emploi sont inscrits dans les régions de l'Ouest (55 pour cent) et du Centre (27 pour cent). ***Notant que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur la nature et l'impact des mesures prises pour améliorer le système d'information sur le marché du travail, la commission réitère sa demande à cet égard. Elle prie également de nouveau le gouvernement d'indiquer l'utilisation qui est faite des informations obtenues sur le marché du travail, en collaboration avec les partenaires sociaux, s'agissant de l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation et la modification des mesures actives du marché du travail. La commission prie en outre le gouvernement de continuer de fournir des statistiques actualisées, ventilées par sexe et par âge, concernant la taille et la répartition de la population active, le type d'emploi et son volume, le chômage et le sous-emploi visible.***

Promotion des petites et moyennes entreprises. La commission prend note de l'indication du gouvernement, en réponse à ses commentaires précédents, selon laquelle le ministère du Travail et de la Réadaptation est soucieux du principe de partenariat avec le secteur privé, conformément aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Il s'efforce également de prendre différentes initiatives nationales dans des domaines qui favorisent le renforcement des capacités du marché du travail libyen par des mesures et des moyens qui sont appropriés à la phase actuelle. Le gouvernement fait référence à la mise en œuvre de plusieurs programmes et projets par le Fonds de soutien financier, remis en service en vertu du décret n° 237 de 2018 du ministère du Travail, afin de créer des débouchés pour les demandeurs d'emploi en promouvant différentes activités économiques, en collaboration avec les partenaires sociaux. En 2020, le Fonds de soutien financier a mis au point un plan d'action opérationnel dans le cadre du programme exécutif général destiné à financer des projets économiques. En outre, plusieurs protocoles d'accord (MoU) concernant le financement des petites et moyennes entreprises (PME) ont été conclus afin de stimuler le partenariat entre les secteurs privé et public pour promouvoir la création d'emplois plus nombreux. ***La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations détaillées et actualisées sur la nature et l'impact des mesures prises pour créer un environnement propice à des entreprises durables, en particulier les PME, ainsi que sur d'autres occasions d'entrepreneuriat propres à contribuer à la création de revenus et d'emplois.***

Emploi des femmes. La commission prend note de l'indication du gouvernement, dans son rapport EPU 2020, selon laquelle les femmes représentent une grande part de la population active du pays dans tous les domaines, et que cette part augmente chaque année. Le gouvernement indique que, selon les statistiques officielles, les femmes représentent 37 pour cent de la population active, et la proportion de femmes occupant des postes de direction et dans le système judiciaire a augmenté (document A/HRC/WG.6/36/LBY/1, paragr. 63). La commission prend également note des informations fournies par le gouvernement en ce qui concerne les mesures prises pour accroître le taux d'activité des femmes, notamment aux postes de direction et de décision dans tous les secteurs économiques. Le gouvernement fait notamment référence à la création, en vertu du décret n° 210 de 2016, de l'Unité de soutien et d'autonomisation des femmes. Le gouvernement ajoute que plusieurs unités d'autonomisation des femmes ont été mises en place dans différents ministères. Le gouvernement fait également référence à une campagne visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes avec la participation de l'Unité de soutien et d'autonomisation des femmes. Plusieurs recommandations ont été formulées dans le cadre de cette campagne; elles sont actuellement mises en œuvre dans le cadre du plan stratégique de l'unité. Parmi ces recommandations, on citera la fixation d'un quota de 30 pour cent de femmes aux postes de direction, l'obligation d'offrir un environnement favorable aux personnes ayant des besoins spéciaux et aux femmes en situation de handicap dans les institutions publiques, la création d'un groupe de travail chargé de mener une étude sur la violence à l'égard des femmes dans le milieu de travail. En outre, le gouvernement indique qu'il envisage d'élaborer des politiques visant à accroître la représentation des femmes, qui demeure faible, dans la vie politique. Enfin, le gouvernement indique que, selon les statistiques publiées le 17 juin 2020 par le Centre de documentation et d'information, le secteur public emploie 1 127 730 femmes. ***La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations détaillées et actualisées sur la nature des mesures prises pour accroître le taux d'activité des femmes, notamment aux postes de direction et de décision dans les secteurs public et privé. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées sur l'impact de ces mesures, y compris des données statistiques actualisées, ventilées par âge, sexe et secteur économique ou profession.***

Personnes en situation de handicap. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations actualisées et détaillées sur l'impact des mesures actives pour l'emploi adoptées en vue de promouvoir l'emploi de personnes souffrant de handicap mental et physique.

Elle avait en outre prié le gouvernement de fournir des statistiques à jour, ventilées suivant l'âge et le sexe, indiquant le nombre de personnes en situation de handicap employées dans les secteurs public et privé. Le gouvernement fait référence à la mise en œuvre des objectifs stratégiques de l'Unité de soutien et d'autonomisation des personnes en situation de handicap, qui relève du ministère du Travail et de la Réadaptation. Les objectifs stratégiques visés sont notamment la formation et la réadaptation des personnes en situation de handicap et la mise en place de mécanismes de communication efficaces entre les employeurs et cette catégorie de demandeurs d'emploi. Le gouvernement mentionne également, entre autres activités, le lancement de campagnes de sensibilisation aux droits des personnes en situation de handicap à l'intention des partenaires sociaux et la création d'une base de données sur les personnes en situation de handicap en âge de travailler. Il précise qu'en 2020 236 personnes en situation de handicap sont employées dans le secteur public, dont 68 femmes. **La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations détaillées et actualisées, y compris des statistiques ventilées par sexe et par âge, sur la nature et l'impact des mesures adoptées ou envisagées pour promouvoir l'emploi des travailleurs en situation de handicap sur le marché libre du travail et, en particulier, des mesures visant à accroître le nombre et la proportion de femmes en situation de handicap dans l'emploi**

Travailleurs migrants. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle des efforts particuliers ont été accomplis par le ministère du Travail et de la Réadaptation, en collaboration avec de nombreux pays, pour identifier les travailleurs migrants et occasionnels travaillant dans l'économie informelle, en vue de protéger leurs droits conformément aux conventions internationales. En outre, le gouvernement fait référence à l'adoption d'une stratégie nationale de renforcement des ressources humaines visant à donner des conseils et des orientations aux travailleurs migrants qui pénètrent sur le marché du travail libyen. La commission note que, dans ses observations finales du 8 mai 2019, le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW), établi par l'Organisation des Nations Unies, a noté que le gouvernement rédige actuellement une nouvelle loi sur le travail qui vise à renforcer la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille. Le Comité s'est néanmoins déclaré préoccupé par les informations selon lesquelles les travailleurs migrants et les membres de leur famille détenus par la Direction de la lutte contre les migrations clandestines, des groupes armés, des passeurs ou des trafiquants sont fréquemment assujettis au travail forcé. La commission avait également exprimé sa préoccupation quant au grand nombre d'informations faisant état de collusion et de complicité de certains représentants des institutions de l'État avec des réseaux de trafic et de traite. Elle a également exprimé sa préoccupation quant au fait que, bien souvent, les migrants en situation irrégulière ne sont pas rémunérés pour le travail accompli, ne reçoivent pas la rémunération convenue, ou sont dénoncés à la Direction de la lutte contre les migrations clandestines par leurs employeurs une fois le travail accompli (document CMW/C/LBY/CO/1, paragr. 12, 26 et 36). La commission souligne que le travail forcé ou obligatoire, lorsqu'il existe, est incompatible avec le principe de l'emploi librement choisi énoncé à l'article 1, paragraphe 3, de la convention. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures prises pour remédier aux cas signalés de mauvais traitements infligés aux travailleurs migrants et à leur famille, y compris ceux qui sont détenus par la Direction de la lutte contre les migrations clandestines. Elle prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur les progrès accomplis concernant l'élaboration de la nouvelle loi sur le travail visant à renforcer la protection des droits des travailleurs migrants et de leurs familles, ainsi que sur l'élaboration et l'adoption de toute stratégie visant à lutter contre les migrations clandestines, et d'en fournir copie du texte une fois qu'elles auront été adoptées. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées sur les mesures prises ou envisagées pour promouvoir l'emploi des travailleurs migrants.**

Pandémie de COVID-19. Impacts socio-économiques. Mesures d'intervention et de relance. La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement concernant les mesures d'intervention qu'il a prises pour atténuer les graves conséquences de la pandémie de COVID-19. Le gouvernement indique que, sur la base d'une proposition présentée par le Conseil présidentiel pour faire face à l'impact de la pandémie, le Centre libyen/coréen du ministère du Travail et de la Réadaptation a transformé la chaîne de formation d'opérateurs de travaux de couture en une chaîne de production, sous la supervision de l'Unité de soutien et d'autonomisation des femmes du ministère du Travail. Ce centre fabrique des masques de protection et contribue à la fabrication de vêtements médicaux spécialisés pour les hôpitaux et les centres de santé de Tripoli et de la région du Sud. En outre, le gouvernement indique que l'Unité de soutien et d'autonomisation des femmes a soumis une proposition de plan d'urgence contre la COVID-19 au chef du gouvernement de l'unité nationale qui propose, entre autres mesures, de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de nourriture et de fournitures médicales dans toutes les régions, et d'adopter des mesures urgentes pour apporter un soutien aux familles déplacées et aux groupes ayant besoin de soins et d'assistance en matière de santé et de nutrition. Dans ce contexte, rappelant les orientations détaillées fournies par les normes internationales du travail, la commission

souhaite attirer l'attention du gouvernement sur la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, qui énonce des principes directeurs pour l'élaboration et la mise en œuvre de réponses efficaces, consensuelles et inclusives face aux profondes répercussions socio-économiques de la pandémie. **La commission invite le gouvernement à fournir dans son prochain rapport des informations actualisées sur l'impact de la pandémie mondiale de COVID-19 et sur la nature et l'impact des mesures concrètes prises pour y faire face, ainsi que sur la réalisation de l'objectif du plein emploi, productif et librement choisi.**

Madagascar

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1966)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. Dans ses commentaires précédents, la commission avait exprimé l'espoir que le gouvernement serait prochainement en mesure de faire état de progrès dans la formulation et la mise en œuvre d'une politique de l'emploi. À cet égard, la commission note avec **intérêt** les indications du gouvernement selon lesquelles la loi n° 2015-040 du 9 décembre 2015 portant orientation de la Politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (PNEFP) a été adoptée et fait l'objet d'une campagne de sensibilisation. Il ajoute que le Plan national de l'emploi et de la formation (PANEF) a été remplacé par le Plan d'action opérationnel (PAO), qui contient les différents axes de mise en œuvre de la PNEFP. Le gouvernement indique que la PNEFP vise, avec la mise en œuvre de la Politique générale de l'État (PGE), le Plan national de développement (PND) et l'objectif de développement durable (ODD), à enrayer le chômage et le sous-emploi à l'horizon 2020, à travers la création de suffisamment d'emplois formels pour résorber les demandeurs d'emploi. La PNEFP vise également à constituer un système d'information pertinent sur le marché du travail et de la formation professionnelle ainsi qu'à concevoir et instituer un système harmonisé de certification et de formation. Le gouvernement indique que quatre salons de l'emploi ont eu lieu en décembre 2015 et que 1 119 jeunes déscolarisés ont été formés et insérés aux petits métiers ruraux dans le cadre d'un partenariat avec l'UNESCO. Toujours dans le cadre de la promotion de l'emploi, le gouvernement fait état de deux initiatives «Rapid Result» (IRR) du ministère de l'Emploi, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (MEETFP) qu'il indique avoir pleinement atteint. La première initiative visait à établir une adéquation entre la formation et l'emploi dans 12 secteurs de croissance. La seconde initiative a mis en place un centre de formation professionnelle (CFP) dans la ville d'Andranofeno-Sud afin d'y générer des emplois. Le CFP dispense des formations à une centaine d'étudiants dans six grands axes: le tourisme, l'hôtellerie et la restauration, l'agriculture et l'élevage, l'art et les métiers du bois, la mécanique auto, le bâtiment et les travaux publics. Le gouvernement indique également que 1 058 jeunes ruraux déscolarisés ont été formés à 15 types de métiers dans plusieurs régions, et 59 personnes handicapées ont été formées par le Centre national de formation des personnes en situation de handicap (CNFPPSH) dans les régions d'Analanjirifo et Sava. En outre, l'Observatoire national de l'emploi et de la formation a été transformé en Office national de l'emploi et de la formation. Concernant la valorisation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, le gouvernement fait état de la réhabilitation en 2015 de 5 lycées techniques professionnels, de 60 salles de classes et de l'accréditation de 97 établissements techniques publics et privés. Le gouvernement ajoute que 4 CFP pour les femmes sont désormais opérationnels. **La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer toute évolution relative à la mise en œuvre de la Politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi que sur son impact sur le taux d'emploi et la réduction du chômage, et sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle. La commission réitère sa demande au gouvernement de faire parvenir des informations permettant d'examiner comment les principales orientations de la politique économique, dans des domaines tels que les politiques monétaire, budgétaire, commerciale ou de développement régional, contribuent «dans le cadre d'une politique économique et sociale coordonnée» à la poursuite des objectifs de l'emploi établis par la convention. La commission prie également le gouvernement de communiquer des informations actualisées sur les mesures adoptées ou envisagées pour créer des emplois durables, réduire le sous-emploi et lutter contre la pauvreté, notamment parmi les catégories particulières de travailleurs, telles que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les travailleurs ruraux et ceux de l'économie informelle. À cet égard, elle prie le gouvernement de fournir de plus amples informations concernant le type de formation dispensé par le CNFPPSH aux personnes handicapées.**

Coordination de la politique de l'éducation et de la formation avec la politique de l'emploi. La commission note avec **intérêt** que, selon l'article 2 de la PNEFP, elle a pour objectif la mise en œuvre d'une politique de création massive d'emplois et de promotion de la formation professionnelle. L'article 10 de la PNEFP précise que cette politique vise notamment les activités de création d'emploi, le soutien aux entreprises, l'intermédiation sur le marché du travail, la promotion directe de l'emploi des jeunes, des femmes et du public vulnérable, la promotion du travail décent et l'extension de la protection sociale. Elle institue à l'article 5 le droit d'être formé et qualifié indépendamment de sa situation personnelle et sociale et du niveau de scolarité atteint. La commission note également que l'article 46 préconise la création d'un partenariat entre l'État, les collectivités territoriales et les partenaires techniques et financiers afin de lancer et financer des actions de promotion de l'emploi en faveur des jeunes, des femmes et des catégories défavorisées. Le gouvernement indique que l'action menée en faveur de l'emploi des jeunes se traduit, d'une part, par la promotion de l'auto-emploi et de l'entreprise traditionnelle ou informelle et, d'autre part, par l'appui à l'insertion dans les entreprises et les activités classiques. Parmi les objectifs de cette action figurent l'accompagnement des jeunes dans leurs projets professionnels et le renforcement des capacités de financement. Le ministère dispense des formations aux jeunes afin de promouvoir l'auto-emploi et la création de petites et moyennes entreprises et industries. Ainsi, durant l'année 2015 et le premier semestre de l'année 2016, 1 436 jeunes issus de six régions ont été formés à cet effet. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les résultats de l'action menée**

pour assurer la coordination des politiques d'éducation et de formation professionnelle avec la politique de l'emploi. Elle prie à nouveau le gouvernement de communiquer les résultats obtenus par la mise en œuvre de ces programmes, en termes d'accès des jeunes diplômés à un emploi durable. La commission prie également le gouvernement d'indiquer l'impact des mesures prises pour promouvoir la création de petites et moyennes entreprises.

Collecte et utilisation des données sur l'emploi. Le gouvernement indique que l'enquête périodique auprès des ménages a été entamée puis remplacée par le recensement global de la population en raison des priorités de l'État eu égard à la forte augmentation de la population. Toutefois, il fait état de l'élaboration d'un projet en partenariat avec le Bureau international du Travail afin d'établir un système de bases de données fiables sur l'emploi. L'Office national de l'emploi et de la formation sera chargé de la gestion de ce système. Le gouvernement indique également qu'en 2016 le MEETFP a commencé à mettre en place des services régionaux de l'insertion à l'emploi (SRIE) dans les directions régionales et que neuf directions régionales disposent actuellement de SRIE, qui ont pour mission de gérer le système régional d'information sur l'emploi, impliquant l'intermédiation entre les jeunes en quête d'emploi et les entreprises. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur l'avancement du projet pour l'établissement d'un système de bases de données fiables sur l'emploi. Par ailleurs, elle prie le gouvernement de fournir de plus amples informations sur l'impact des SRIE relatif à la collecte et l'utilisation des données sur l'emploi.**

Article 3. Participation des partenaires sociaux à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques. Le gouvernement indique qu'un accord national sur l'emploi et la formation professionnelle a été signé avec les partenaires sociaux en octobre 2015 et avec les groupements des entreprises relevant des cinq axes prioritaires en novembre 2015. Le gouvernement fait également état de la signature de deux autres conventions auxquelles ont pris part les partenaires sociaux, soit la convention de financement de l'Équipe d'appui technique de la PNEFP et celle de son fonds de mise en œuvre. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations actualisées sur les consultations menées avec les représentants des partenaires sociaux sur les matières couvertes par la convention. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les consultations menées avec les représentants des catégories les plus défavorisées de la population, en particulier avec ceux des travailleurs des zones rurales et de l'économie informelle.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Mauritanie

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949 (ratification: 1964)

La commission prend note du rapport du gouvernement. Elle note en outre les observations de la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM), reçu le 12 juin 2019, ainsi que les informations fournies par le gouvernement en réponse à ces observations, reçu le 21 octobre 2019.

Partie II de la convention. Suppression progressive des bureaux de placement payants à fin lucrative. La CLTM allègue un manque de transparence dans le recrutement des travailleurs par les bureaux de placement à but lucratif, indiquant que des structures intermédiaires telles que des bureaux de placement officieux bénéficient de l'indifférence, voire la complicité des autorités, et permettent de duper les travailleurs. La CLTM fait notamment mention de travailleurs domestiques qui auraient été maltraités, abusés et considérés comme des esclaves après avoir été recrutés par un bureau de placement pour travailler dans le Royaume d'Arabie saoudite. La commission observe que le gouvernement ne répond pas aux observations de la CLTM alléguant que des travailleuses domestiques recrutées par un bureau de placement pour travailler dans le Royaume d'Arabie saoudite ont été soumises à des conditions d'esclavage. À cet égard, la commission prend note des préoccupations exprimées par le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, à sa 308^e séance, concernant l'examen du rapport initial de la Mauritanie, que, selon les informations dont le Comité disposait, «environ 900 femmes travaillant dans les pays du Golfe sont victimes de la traite» (CMW/C/SR.308, 11 avril 2016, paragr. 7; voir aussi les Observations finales concernant le rapport initial de la Mauritanie, CMW/C/MRT/CO/1, 31 mai 2016 paragr. 30). **La commission prie le gouvernement de communiquer sa réponse aux observations présentées par la CLTM concernant les travailleuses domestiques recrutées pour travailler à l'étranger.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Mozambique

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964 (ratification: 1996)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 2 de la convention. Formulation et application d'une politique active de l'emploi. La commission note avec **intérêt** que, suite à l'assistance technique offerte par le BIT, le Mozambique a adopté en 2016 une Politique nationale de l'emploi (NEP) dont le principal objectif consiste à promouvoir la création d'emplois, l'entrepreneuriat et un emploi durable afin de contribuer au développement économique et social du pays et au bien-être de la population. La NEP contient, parmi ses principaux objectifs, la création de nouveaux emplois (en particulier dans le secteur privé); la mise en œuvre de programmes contribuant à l'augmentation de la productivité, de la concurrence et au développement du capital humain; l'instauration de conditions institutionnelles nécessaires pour permettre un meilleur fonctionnement du marché du travail; et l'assurance d'une harmonisation des politiques sectorielles ainsi que d'un cadre institutionnel pour l'emploi et l'emploi indépendant. La commission prend note de la publication de la Quatrième évaluation nationale de la pauvreté, 2016, selon laquelle le taux de pauvreté national se situe entre environ 41 et 45 pour cent de la population (ce qui représente entre 10,5 et 11,3 millions de personnes extrêmement pauvres). Le rapport indique également que, la main-d'œuvre du pays étant concentrée dans l'agriculture de subsistance et dans des entreprises informelles à faible productivité, le pays se caractérise par des niveaux de vulnérabilité élevés des personnes comme des foyers, en particulier dans les zones rurales situées au nord et dans le centre du pays. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations complètes sur les résultats obtenus et sur les difficultés rencontrées pour atteindre les objectifs fixés dans la Politique nationale de l'emploi, en particulier sur les résultats des programmes destinés à stimuler la croissance et le développement économiques, améliorer les normes de travail et les niveaux de vie, répondre aux besoins du marché du travail et lutter contre les problèmes du chômage et du sous-emploi.**

Article 2 a). Collecte et utilisation des informations relatives au marché du travail. La commission note que l'Institut national des statistiques (INE) a mis en place une enquête sur les ménages pour 2014-15. Elle observe que, selon les informations statistiques figurant dans le rapport sur la politique de l'emploi, le taux de chômage était de 25,3 pour cent en 2015. La principale source d'emploi est l'emploi indépendant (73,1 pour cent de la population économiquement active), tandis que l'emploi salarial représentait 20 pour cent de la population économiquement active. En outre, 15 pour cent d'entre elle travaillaient en tant que travailleurs familiaux non rémunérés (8,5 pour cent étaient des hommes et 21 pour cent des femmes), 7,3 pour cent étaient des travailleurs temporaires et 9 pour cent des travailleurs occasionnels. La commission note également que la NEP appelle à l'amélioration du système d'information du marché du travail dans le pays. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations actualisées, y compris des statistiques ventilées par secteur économique, sexe et âge, sur la situation actuelle et les tendances de la population active, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi dans l'ensemble du pays.**

Emploi des jeunes. La commission note que les principaux objectifs de la NEP sont notamment la promotion de l'investissement en vue de la création d'emplois pour les jeunes (hommes et femmes) et l'encouragement à la formation professionnelle et à la mobilité du travail pour les jeunes. Afin d'atteindre ces objectifs, la NEP établit des lignes d'action visant à: promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes par des programmes de formation, en particulier dans les zones rurales, et à améliorer l'accès au crédit; investir dans la formation des jeunes et accroître le nombre de stages. Le gouvernement indique qu'en 2015 des conférences de sensibilisation sur le règlement concernant les stages avant embauche ont été organisées à l'échelle nationale et provinciale afin d'encourager les entreprises à engager des stagiaires. En outre, le gouvernement fait référence à la mise en place de programmes financiers visant à soutenir les initiatives entrepreneuriales mises au point par des jeunes. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur la façon dont la mise en œuvre de la Politique nationale de l'emploi, du règlement concernant les stages avant embauche et d'autres programmes assurant l'éducation et la formation professionnelle des jeunes ou soutenant l'entrepreneuriat des jeunes (hommes ou femmes) a permis d'accroître l'accès des jeunes à un emploi productif et durable.**

Emploi des femmes. La commission note que la NEP préconise des initiatives renforcées destinées à promouvoir l'égalité de genre dans les programmes de développement économique et social. Les lignes d'action établies dans cette politique sont les suivantes: promouvoir l'emploi des femmes, y compris dans les emplois traditionnellement occupés par des hommes; donner la priorité à l'éducation et à la formation professionnelle dans le but de promouvoir l'égalité des chances dans l'emploi entre les femmes et les hommes; et éliminer la discrimination de genre dans l'accès à l'emploi. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées mises à jour sur les résultats des mesures spécifiques adoptées et mises en œuvre dans le cadre de la NEP afin de promouvoir l'égalité des chances entre femmes et hommes dans l'emploi et dans les revenus et d'éliminer l'écart entre hommes et femmes dans l'éducation, en particulier pour ce qui est des taux d'alphabétisation.**

Éducation et formation professionnelle. La commission avait précédemment demandé au gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus dans le cadre de la Stratégie de l'emploi et de la formation professionnelle (EEFP), 2006-2015, et du Programme intégré pour la réforme de l'enseignement professionnel (PIREP). La commission note, d'après le rapport sur la NEP, que l'accès à l'enseignement supérieur est limité et que le taux d'achèvement des études reste très bas (13 pour cent). Le rapport ajoute que l'éducation et la formation professionnelle ne sont que très faiblement en rapport avec les besoins du marché du travail. Le gouvernement indique que des réformes ont été introduites dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle afin de faire face à ces problèmes. En particulier, le gouvernement se réfère à l'adoption de la loi sur la formation professionnelle dans le cadre du PIREP, selon laquelle l'Autorité nationale pour la formation professionnelle, dont le conseil exécutif comprend des représentants des partenaires sociaux, est l'organe responsable du système d'éducation et de formation professionnelle. En outre, les centres de formation professionnelle et les instituts techniques établis dans le pays ont été rénovés. Enfin, le gouvernement indique qu'en 2014 dans le cadre de l'EEFP, 2 490 672 emplois (dont 464 413 destinés aux femmes) ont été créés et que 633 971 personnes ont participé à une formation (219 260 étaient des femmes). **La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations, y compris des statistiques, ventilées par âge et sexe, sur l'impact des mesures prises dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle et sur leur lien avec les possibilités d'emploi.**

Article 3. Consultations avec les partenaires sociaux. La commission note que, avant son adoption, la NEP a été examinée en mai 2016 par les partenaires sociaux au sein de la Commission consultative du travail. En outre, conformément à la NEP, la Commission consultative du travail et l'Observatoire pour le développement sont les organes chargés du suivi de la mise en œuvre de la NEP. **La commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations détaillées sur le rôle joué par les partenaires sociaux dans la promotion et la mise en œuvre de la NEP.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Nigéria

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948 (ratification: 1961)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 et 3 de la convention. Contribution du service de l'emploi à la promotion de l'emploi. La commission prend note avec **intérêt** de l'adoption, le 19 juillet 2017, de la politique nationale de l'emploi (PNE) révisée, qui comporte un large éventail d'améliorations du réseau du service de l'emploi. La commission accueille favorablement, en particulier, l'article 4.7.6 de la PNE, aux termes duquel le gouvernement s'engage à améliorer la collecte, le traitement et l'analyse des données statistiques et autres informations sur l'emploi et le marché de l'emploi pour parvenir, notamment, à une meilleure planification de l'emploi et du développement social, et à établir et entretenir un système d'information actualisé sur les offres d'emploi, les changements sectoriels, les déséquilibres géographiques et les autres paramètres concernant l'emploi et le revenu. Elle note en outre que, aux termes de l'article 4.7.7 de la PNE, le gouvernement s'engage à mettre en place, par l'intermédiaire du ministère fédéral du Travail et de l'Emploi (MFTE), un minimum de deux centres locaux de l'emploi (CLE) dans l'ensemble des 744 circonscriptions administratives du pays. Les CLE assureront un large éventail de prestations en matière d'emploi auprès des demandeurs d'emploi des zones urbaines et rurales du pays, notamment en matière de formation professionnelle, d'orientation, de conseil de carrière et d'information sur les offres d'emploi. **La commission prie le gouvernement de donner des informations détaillées sur les mesures prises ou envisagées pour mettre en application les dispositions de la politique nationale de l'emploi et le réseau que celle-ci prévoit, s'agissant de la structure et du fonctionnement du service de l'emploi. Elle le prie également de communiquer des informations actualisées, notamment des données statistiques ventilées par âge et par sexe, faisant apparaître le nombre et l'implantation des bureaux publics de l'emploi, y compris des centres locaux de l'emploi établis dans les différentes circonscriptions administratives du pays, l'effectif de nouveau personnel recruté, le nombre des demandes d'emploi reçues, le nombre des offres d'emploi publiées et le nombre des personnes placées dans l'emploi par ces bureaux. Elle le prie d'indiquer comment le service de l'emploi réalise, en coopération avec d'autres organismes publics et privés intéressés, la meilleure organisation possible du marché de l'emploi en vue de parvenir à une situation de plein emploi, productif et librement choisi et de la maintenir.**

Articles 4 et 5. Consultation des partenaires sociaux. Le gouvernement indique que les partenaires sociaux ont participé, avec d'autres parties prenantes, au processus de révision et de validation de la PNE et de son système d'application, préalablement à son adoption par le Conseil exécutif fédéral, en juillet 2017. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour faire porter effet aux dispositions de l'article 4, en vertu duquel des arrangements appropriés, prévoyant l'institution d'une ou de plusieurs commissions consultatives nationales et, s'il y a lieu, de commissions régionales et locales, doivent être pris en vue d'assurer la coopération de représentants des employeurs et des travailleurs à l'organisation et au fonctionnement du service de l'emploi ainsi qu'au déploiement de la politique du service de l'emploi. Dans ce contexte, et se référant à nouveau à ses précédents commentaires, la commission prie à nouveau le gouvernement de donner des informations sur les consultations menées au sein du Conseil consultatif national du travail au sujet de l'organisation et du fonctionnement des bureaux de placement et des registres de professionnels et de cadres, ainsi que sur l'élaboration de politiques et de programmes concernant le service de l'emploi.**

Article 6. Organisation du service de l'emploi. Le gouvernement indique que certains bureaux de l'emploi et certains registres de professionnels et de cadres ont été requalifiés sur le modèle de centres de l'emploi. Il ajoute que les services offerts par les bureaux de l'emploi ont été améliorés et que ces bureaux ont été informatisés et peuvent désormais procéder à l'enregistrement des demandeurs d'emploi grâce à une plateforme informatique connectée au Réseau national de l'emploi en ligne (NELEX), auquel demandeurs et employeurs peuvent accéder. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations détaillées actualisées, notamment des données statistiques illustrant l'impact de la réorganisation et de la restructuration des services de l'emploi menées dans le cadre de la politique nationale révisée de l'emploi. Elle le prie en outre de donner des informations actualisées sur le fonctionnement des centres de l'emploi et la mesure dans laquelle ces centres répondent aux besoins des employeurs et des travailleurs, en particulier dans les régions du pays qui connaissent des taux de chômage élevés. Elle le prie de communiquer dans son prochain rapport des informations actualisées sur les progrès concernant la création de centres locaux de l'emploi dans l'ensemble des 744 circonscriptions administratives du pays, comme prévu par la politique nationale de l'emploi, de même que sur les autres mesures prises ou envisagées pour satisfaire aux besoins des employeurs et des travailleurs de toutes les régions du pays.**

Article 7. Catégories particulières de demandeurs d'emploi. La commission accueille favorablement les dispositions des articles 4.7.3 et 4.7.4 de la PNE révisée, dans lesquels le gouvernement s'engage à élaborer et mettre en œuvre un éventail de mesures axées sur une plus large participation des femmes dans la population active et sur l'aptitude à l'emploi des personnes ayant un handicap. S'agissant de l'emploi des femmes, la commission note que le gouvernement fédéral et les gouvernements des États s'apprentent à mettre en place

des programmes de promotion du travail indépendant des femmes, en particulier dans les communautés rurales, et que le ministère fédéral des Affaires féminines et du Développement social s'apprête à mettre en place, avec d'autres ministères d'État et conseils locaux, des programmes de parrainage et des activités d'orientation professionnelle adaptées aux hommes et aux femmes dans les 744 circonscriptions administratives (PEN, art. 4.7.3). S'agissant de l'emploi des personnes ayant un handicap, l'article 4.7.4 de la PNE prévoit notamment que le gouvernement soutiendra l'adoption d'un projet de loi en faveur des personnes handicapées, ainsi que la création de centres de réadaptation professionnelle destinés à développer et mettre en valeur les compétences et le potentiel de ces personnes. **La commission prie le gouvernement de donner des informations actualisées sur les mesures prises pour promouvoir l'emploi des femmes, en particulier dans les collectivités rurales, notamment sur les activités de parrainage et les activités d'orientation professionnelle adaptées aux hommes et aux femmes assurées au niveau des localités, et sur la participation du service de l'emploi dans ce domaine. Elle le prie de donner des informations détaillées sur les mesures prises ou envisagées pour faire porter pleinement effet aux dispositions de l'article 7.7.4 de la politique nationale de l'emploi, notamment de communiquer le texte de la loi sur les personnes handicapées lorsque cet instrument aura été adopté. Elle rappelle que le gouvernement peut recourir à l'assistance technique du Bureau pour parvenir à la réalisation de ces objectifs.**

Article 8. Emploi des jeunes. La commission note que l'article 4.7.1 de la PNE met l'accent sur la création d'emplois en faveur des jeunes, en particulier dans l'agriculture. Le gouvernement envisage notamment qu'un emploi temporaire soit offert chaque année à quelque 500 000 jeunes diplômés dans les secteurs de l'éducation, de l'agriculture, de la santé et des impôts. **Se référant à nouveau à ses précédents commentaires, la commission prie le gouvernement de donner des informations détaillées sur l'impact des mesures prises par le service de l'emploi pour aider les jeunes à trouver un emploi adéquat, de même que sur l'impact des mesures prises à cet égard par la Direction nationale de l'emploi et le Programme national d'élimination de la pauvreté. Elle le prie également de donner des informations sur les mesures spécifiques prises pour mettre en œuvre les dispositions de la politique nationale de l'emploi qui concernent l'entrepreneuriat chez les jeunes – notamment la formation professionnelle et l'accès au crédit, aux assurances et aux autres services de financement – et l'acquisition de compétences chez les jeunes au chômage. Elle le prie de donner des informations sur les services et activités spécifiques proposés par le service de l'emploi pour parvenir aux objectifs énoncés à l'article 4.7.1 de la politique nationale de l'emploi, qui ont trait à la création de possibilités d'emploi et à la promotion de l'acquisition de compétences chez les jeunes.**

Article 10. Mesures tendant à encourager la pleine utilisation du service de l'emploi. Le gouvernement indique que les agences d'emploi privées sont incitées à publier toutes leurs offres d'emploi sur la plateforme NELEX, et qu'il envisage en outre de prendre certaines mesures propres à rendre le public plus conscient des activités des bureaux de l'emploi et de la plateforme NELEX. **Réitérant sa demande précédente, la commission prie le gouvernement de donner des informations détaillées sur les mesures prises ou envisagées par les services de l'emploi, en collaboration avec les partenaires sociaux, pour encourager la pleine utilisation du service de l'emploi. Elle le prie également de communiquer des exemples d'activités déployées pour parvenir à toucher la main-d'œuvre dans les diverses zones géographiques du pays.**

Article 11. Coopération entre le service public de l'emploi et les bureaux de placement privés à fins non lucratives. La commission prend note des dispositions de la PNE qui concernent la réglementation des activités des agences d'emploi privées opérant dans le pays. Elle note en particulier que le gouvernement s'engage à assurer, à travers le ministère fédéral du Travail et de l'Emploi, une protection adéquate des travailleurs placés par l'intermédiaire de ces agences. Le gouvernement indique que des ateliers annuels de développement des capacités organisés avec des agences d'emploi privées ont eu pour effet de renforcer la coopération entre celles-ci et le service public de l'emploi. Il ajoute que ces ateliers se sont traduits par une amélioration de la conformité des activités de ces agences avec les dispositions légales et par une plus grande attention aux principes du travail décent. **La commission prie le gouvernement de continuer de communiquer des informations actualisées sur les mesures prises ou envisagées pour assurer une coopération efficace entre le service public de l'emploi et les bureaux de placement privés à fins non lucratives, notamment sur la teneur des ateliers annuels de développement des capacités organisés par ces agences et les résultats de ces ateliers.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983 (ratification: 2010)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 1 à 4 de la convention. Politique nationale. Promotion des possibilités d'emploi des personnes handicapées sur le marché libre du travail. La commission note que le présent rapport du gouvernement n'aborde pas la plupart des questions soulevées dans les précédents commentaires concernant la mise en œuvre de la convention depuis sa ratification. La commission avait pris note des indications fournies par le gouvernement concernant un projet de loi visant à assurer la pleine inclusion des Nigériens ayant un handicap dans la société, projet de loi dont l'Assemblée nationale était alors saisie. De plus, malgré l'existence d'une politique nationale de réadaptation des personnes handicapées, y compris des stratégies de mise en œuvre, le gouvernement déclare dans un rapport très succinct avoir assuré au moins 2 pour cent de sa main-d'œuvre pour des personnes handicapées convenablement qualifiées. En outre, il fait état de la délivrance de lettres de recommandation devant permettre aux personnes handicapées d'accéder à un emploi rémunéré, de l'organisation de programmes d'accès à l'indépendance économique et enfin de l'attribution d'aides à la mobilité et d'appareillages. De plus, il déclare s'être efforcé de rendre la réadaptation professionnelle accessible à toutes les catégories de personnes handicapées. **La commission réitère sa demande d'informations complètes sur les questions soulevées dans ses précédents commentaires, notamment des informations spécifiques sur le statut du projet de loi. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations complètes sur la**

mise en œuvre de la politique nationale de réadaptation professionnelle des personnes handicapées. Prière également de communiquer des informations pertinentes sur la mise en œuvre de la convention, notamment des données statistiques ventilées, dans la mesure du possible, par âge, sexe et nature du handicap, ainsi que tous extraits pertinents de rapports, études ou enquêtes ayant trait à des questions couvertes par la convention.

Article 5. Consultations. La commission prie à nouveau le gouvernement de préciser la manière dont les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs et les organisations représentatives composées ou s'occupant de personnes handicapées sont consultées dans la pratique sur la mise en œuvre de la politique de réadaptation professionnelle et d'emploi des personnes handicapées.

Articles 7 et 9. Accès des personnes handicapées aux services de l'emploi. Personnel qualifié chargé pour les personnes handicapées. Le gouvernement indique qu'il veille à ce que les personnes chargées d'assurer l'orientation professionnelle, la formation professionnelle, le placement, l'emploi et d'autres services connexes aux personnes handicapées et d'évaluer ces services soient dotées de connaissances adéquates en ce qui concerne le handicap et ses contraintes ainsi que les difficultés d'intégration des personnes handicapées dans la vie active, sur le plan économique comme sur le plan social. La commission prie le gouvernement de décrire les mesures prises ou envisagées en vue de fournir et d'évaluer les services d'orientation et de formation professionnelle pour toutes les personnes ayant un type de handicap quel qu'il soit et de préciser si les services existants pour les travailleurs en général sont utilisés avec les adaptations nécessaires. Elle le prie à nouveau de fournir de plus amples informations sur le nombre des personnes ayant bénéficié d'une telle formation ainsi que sur le personnel qualifié mis à la disposition des personnes handicapées.

Article 8. Zones rurales et collectivités isolées. Le gouvernement indique que, dans les zones rurales et les collectivités isolées, les personnes handicapées pouvant recevoir une formation sont attachées à des artisans locaux, tels que les tailleurs, les coiffeurs, les barbiers ou les réparateurs de pneumatiques. La commission prie à nouveau le gouvernement de décrire les mesures prises pour favoriser la mise en place ou l'extension de services de réadaptation professionnelle et d'emploi pour personnes handicapées dans les zones rurales et les collectivités isolées.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Nouvelle-Zélande

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948 (ratification: 1949)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de Business Nouvelle-Zélande (BusinessNZ) et du Conseil des syndicats de Nouvelle-Zélande (NZCTU).

Articles 1 et 3 de la convention. Contribution du service de l'emploi à la promotion de l'emploi. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises pour organiser le mieux possible le marché de l'emploi et sur les résultats des mesures mises en œuvre, notamment les effets des réformes de l'aide sociale sur la qualité des services pour l'emploi et la promotion de l'emploi. La commission note que le gouvernement réaffirme qu'il s'engage à améliorer le bien-être et le niveau de vie dans le pays, par le biais notamment d'une stratégie économique et d'une stratégie pour l'emploi, cette dernière exposant la conception du gouvernement du marché du travail et fournissant une feuille de route pour une série de plans visant à améliorer les résultats en matière d'emploi pour les groupes de population dont la situation sur le marché du travail est peu satisfaisante (Maoris, peuples du Pacifique jeunes et personnes en situation de handicap). Les consultations sur la réforme de l'enseignement professionnel et des systèmes de protection sociale ont commencé en 2019, et le ministère du Développement durable examine actuellement les recommandations de mai 2019 du groupe consultatif d'experts sur la protection sociale concernant le financement et le renforcement de l'aide à l'emploi par le biais du système de protection sociale. Le gouvernement met également l'accent sur la loi de 2015 de modification de la sécurité sociale (n° 2), ainsi que la loi de 2016 de modification de la sécurité sociale (extension des services aux jeunes et mesures correctives), qui appelle des prestataires locaux à fournir un soutien global afin d'accompagner les jeunes dans leur emploi, dans leurs études ou leur formation. Il explique également le fonctionnement de plusieurs programmes d'aide sociale, notamment le programme Mana in Mahi, destiné aux jeunes de 18 à 24 ans, ainsi que le service NEET qui s'adresse aux jeunes de 16 et 17 ans qui n'étudient pas, ne travaillent pas ou ne suivent pas de formation. Le gouvernement souligne que sa priorité est d'aider les personnes à obtenir un emploi satisfaisant et durable, tout en reconnaissant la valeur du travail non rémunéré, comme les soins aux enfants et aux autres membres de la famille et le bénévolat au sein de la communauté. La commission note que le gouvernement, dans son rapport supplémentaire, fait état de plusieurs mesures prises pour faire face à l'impact économique de la pandémie de COVID-19, notamment:

subventions salariales accessibles à la majorité des employeurs, aide aux congés et accès immédiat aux prestations. Le gouvernement indique en outre que les «Regional Skills Leadership Groups», créés en 2019, ont été complétés par des bureaux intérimaires supplémentaires de manière à ce que les besoins immédiats du marché du travail et les besoins en compétences des régions soient satisfaits.

La commission note en outre que BusinessNZ fait observer que *Work and Income* (travail et revenu), le service public de l'emploi, est perçu par de nombreux employeurs comme fournissant des candidats moins qualifiés et moins fiables que ceux que l'on trouve ailleurs et que les employeurs préfèrent publier eux-mêmes leurs offres d'emploi. BusinessNZ exprime également des inquiétudes quant à l'employabilité des personnes formées uniquement dans des établissements de formation, dépourvues d'expérience sur le terrain, en soulignant les problèmes inhérents aux propositions de réforme du système d'éducation et de formation. Dans ses observations supplémentaires, BusinessNZ soutient que la manière dont les subventions salariales ont été établies n'aide pas nécessairement les petits employeurs mis en difficulté par la pandémie. Le NZCTU s'inquiète du fait que les réformes de l'aide sociale sont davantage axées sur la réduction du nombre de bénéficiaires que sur la qualité et la durabilité de l'emploi. Il estime qu'il faudrait mettre davantage l'accent sur un ensemble de politiques actives de l'emploi sur le marché du travail. Dans ses observations supplémentaires, le NZCTU prétend que certains employeurs pourraient avoir utilisé les prestations sans se conformer à la législation du travail. **Compte tenu des préoccupations exprimées, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées, ventilées par groupes de population, niveau de compétence, âge et sexe, sur la nature et l'impact des mesures prises pour organiser le mieux possible le marché de l'emploi, notamment dans le cadre des mesures prises pour faire face à la pandémie de COVID-19 et en atténuer les effets. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur toutes les mesures prises ou envisagées pour rendre le service public de l'emploi plus attrayant pour les employeurs du pays, afin de garantir que le service pour l'emploi contribue dans toute la mesure du possible à la réalisation et au maintien du plein emploi productif.**

Articles 4 et 5. Coopération de représentants des travailleurs et des employeurs. La commission avait précédemment prié le gouvernement d'indiquer comment les consultations sont tenues concernant les questions couvertes par la convention. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle des comités consultatifs et des groupes de travail sont mis en place pour les projets de haut niveau. Elle se félicite des informations détaillées fournies sur le Groupe consultatif d'experts sur la protection sociale (WEAG), créé en mai 2018, pour fournir des conseils et des recommandations sur l'avenir du système de sécurité sociale de la Nouvelle-Zélande, en consultation avec les principaux groupes de parties prenantes (Iwis et Maoris, peuples du Pacifique et personnes en situation de handicap). Le gouvernement se réfère également au groupe de consultation sur l'exploitation des travailleurs migrants temporaires, composé de représentants des entreprises, de syndicats, de migrants et d'étudiants internationaux, ainsi qu'au groupe de référence pour la révision de la stratégie néo-zélandaise en matière de handicap, dont la majorité des membres sont des personnes en situation de handicap. La commission note toutefois que, selon BusinessNZ, le WEAG semble davantage soucieux d'offrir une aide sociale qu'un emploi, aucun employeur ne participant directement au groupe d'experts. Le NZCTU, quant à lui, se félicite de la création du WEAG, mais indique que ses recommandations ne sont pas appliquées. Il considère également qu'il faudrait se concentrer davantage sur les politiques actives du marché du travail et salue les efforts du gouvernement pour mettre en place un groupe de travail tripartite sur l'avenir du travail. **Compte tenu des observations des partenaires sociaux, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre des recommandations du WEAG ainsi que des informations sur la manière dont le gouvernement collabore avec les représentants des travailleurs et des employeurs pour mettre au point des politiques concernant le service de l'emploi et autres questions couvertes par la convention.**

Article 6, alinéas b) iv) et c). Travailleurs migrants. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour faciliter tout déplacement de travailleurs d'un pays à l'autre. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il a conçu et proposé des réformes en matière d'immigration de sorte que le régime d'immigration soutienne l'économie et le marché du travail du pays, notamment en ajustant les compétences nécessaires à celles qu'offre l'immigration, en veillant à ce que des visas de travail temporaires soient accordés en cas de réelles pénuries régionales et en investissant dans les capacités de mise en conformité avec les règles d'immigration. Le gouvernement envisage actuellement de modifier les visas bénéficiant de l'appui de l'employeur, le but étant que les employeurs recrutent davantage de nationaux et que les travailleurs migrants temporaires ne soient pas exploités et bénéficient de salaires et de conditions de travail conformes aux valeurs nationales. Un examen politique et opérationnel approfondi est également en cours pour mieux comprendre l'exploitation des travailleurs migrants temporaires et identifier des solutions efficaces et durables, ainsi que de nombreuses autres initiatives liées à l'exploitation des migrants (augmentation des droits et taxes d'immigration, recherche sur les

travailleurs sexuels migrants et rétablissement du droit au repos et aux pauses-repas prescrits pour les travailleurs migrants par l'amendement de 2018 de la loi sur les relations du travail). Le gouvernement informe également qu'il a remplacé le visa de travail post-études, appuyé par l'employeur, par un visa de travail post-études offrant des droits de travail ouverts aux étudiants internationaux d'un certain niveau de qualification. La commission note que, dans son rapport supplémentaire, le gouvernement se réfère au programme «Visitor Care Manaaki Manuhiri (Assistance aux ressortissants étrangers touchés par la COVID-19)» qui consiste en une aide en nature aux travailleurs migrants qui connaissent de graves difficultés financières et ne peuvent satisfaire leurs besoins élémentaires. En outre, le gouvernement a alloué 50 millions de dollars pour lutter contre l'exploitation des migrants temporaires, car on estime que les migrants sont davantage exposés à la pandémie. Il s'agit notamment d'un système amélioré pour signaler l'exploitation et un plan d'action en matière d'information et d'éducation pour les migrants et les employeurs sur leurs droits et obligations.

La commission prend note des observations de BusinessNZ, qui indiquent que la situation des travailleurs migrants est actuellement en pleine mutation, de nombreux employeurs ne parvenant pas à trouver les travailleurs qualifiés ou non qualifiés dont ils ont besoin. BusinessNZ suggère en outre que si l'accent mis par le gouvernement sur l'emploi des nationaux est compréhensible, les travailleurs migrants sont indispensables et l'accès à leurs compétences s'avère difficile compte tenu des délais actuels d'immigration. BusinessNZ ajoute que, si les tribunaux sont actuellement saisis d'un plus grand nombre de cas d'exploitation de migrants, la majorité d'entre eux concernent l'exploitation de migrants par des employeurs qui ne connaissent pas les lois du pays ou qui sont peu disposés à les respecter. Dans ses observations supplémentaires, BusinessNZ fait référence aux difficultés qu'éprouvent les employeurs à trouver des travailleurs dans l'agriculture et l'horticulture, secteurs qui dépendent fortement de l'immigration en raison des restrictions aux frontières. **Prenant bonne note des informations fournies et compte tenu des préoccupations exprimées par BusinessNZ, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'impact de la réforme du régime d'immigration sur la circulation des travailleurs d'un pays à l'autre et sur l'emploi des travailleurs migrants dans la pratique, notamment dans le cadre des mesures prises pour faire face à la pandémie de COVID-19 et en atténuer les effets négatifs. Le gouvernement est prié de fournir des statistiques sur la situation de l'emploi des travailleurs migrants, y compris ceux qui bénéficient d'un visa de travail post-études.**

Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir, dans son prochain rapport, des informations actualisées sur l'impact de la pandémie mondiale de COVID-19 sur la mise en œuvre des mesures prises ou envisagées pour donner effet aux dispositions de la convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948.

Sierra Leone

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948 (ratification: 1961)

La commission fait bon accueil à la réponse du gouvernement aux commentaires qu'elle formule depuis de nombreuses années sur l'application de la convention.

Articles 3, 4 et 5. Contribution du service de l'emploi à la promotion de l'emploi. Consultation des partenaires sociaux. La commission rappelle que, dans son rapport de 2004, le gouvernement avait indiqué qu'il se proposait de renforcer le service de l'emploi et qu'une législation sur ce service figurait à l'ordre du jour de la Commission consultative paritaire, pour discussion. Dans ses commentaires formulés initialement en 2004, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer comment les réformes du service de l'emploi lui avaient permis de s'acquitter de sa tâche essentielle, à savoir «réaliser la meilleure organisation possible du marché de l'emploi comme partie intégrante du programme national tendant à assurer et à maintenir le plein emploi ainsi qu'à développer et à utiliser les ressources productives» (article 1 de la convention), en coopération avec les partenaires sociaux (articles 4 et 5). Elle avait également prié le gouvernement de communiquer les données statistiques disponibles sur le nombre de bureaux de placement publics existants, de demandes d'emploi reçues, d'offres d'emploi notifiées et de placements effectués par les bureaux (Point IV du formulaire de rapport). La commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur les fonctions du ministère du Travail et de la Sécurité sociale (MLSS), en particulier en ce qui concerne la planification de la main-d'œuvre et du développement des ressources humaines, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de l'emploi et du marché du travail, la prise en compte des besoins des groupes défavorisés et la formation professionnelle. La commission prend également note de l'indication du gouvernement selon laquelle il existe six bourses de l'emploi dans le pays, mais que l'on manque de ressources pour en créer d'autres. En outre, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la Commission consultative paritaire (JCC), composée de représentants des travailleurs, des employeurs et du gouvernement, se réunit régulièrement au niveau national pour examiner la politique de l'emploi, en particulier les questions relatives au travail et à l'emploi. Le gouvernement ne fournit pas d'informations sur les réformes du service de l'emploi ni sur la législation

proposée dans ce domaine ni les informations statistiques demandées. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de communiquer des informations détaillées et actualisées sur les réformes du service de l'emploi effectuées, y compris l'élaboration de la législation pertinente, et la manière dont ces réformes ont contribué aux objectifs énoncés à l'article 1 de la convention. Elle le prie en outre de communiquer les données statistiques actualisées qui ont été recueillies sur le nombre de bureaux de placement publics existants, de demandes d'emploi reçues, d'offres d'emploi notifiées et de placements effectués par les bureaux. La commission prie le gouvernement de fournir de plus amples détails sur le fonctionnement de la JCC. En particulier, le gouvernement est prié de fournir des informations détaillées et actualisées sur les consultations au sein de la JCC au sujet de l'élaboration de la législation et de la politique relatives au service de l'emploi, ainsi que sur les discussions de la JCC au sujet des dispositions de la convention, de manière plus générale. Elle invite également le gouvernement à envisager la possibilité d'instituer des commissions consultatives régionales ou locales, comme le prévoit l'article 4, paragraphe 2.**

Article 7. Catégories particulières de demandeurs d'emploi. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle une préférence spécifique est accordée aux personnes en situation de handicap au stade de la présélection pour pourvoir certains postes. **Le gouvernement est prié de fournir des informations sur la nature et l'impact de cette mesure, en indiquant les postes pour lesquels cette préférence s'applique. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur toute autre mesure prise pour donner effet à cet article de la convention.**

Article 11. Coopération entre le service public de l'emploi et les bureaux de placement privés. Le gouvernement indique qu'il y a un manque de coordination entre le service public de l'emploi et les bureaux de placement privés. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises ou envisagées aux niveaux national et régional pour assurer une coopération efficace entre le service public de l'emploi et les bureaux de placement privés à fins non lucratives.**

Point V du formulaire de rapport. Application dans la pratique. Le gouvernement signale qu'il existe six bourses de l'emploi au niveau régional et que des fonctions leur ont été assignées. Le gouvernement indique que l'on manque de ressources pour créer d'autres bourses de l'emploi dans le pays, en particulier dans les régions sous-développées. La commission note que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur la nature ou l'impact des réformes du service de l'emploi qu'il avait mentionnées dans son rapport de 2004 ni sur la manière dont le service de l'emploi assure «la meilleure organisation possible du marché de l'emploi comme partie intégrante du programme national tendant à assurer et à maintenir le plein emploi ainsi qu'à développer et à utiliser les ressources productives», comme l'exige l'article 1 de la convention. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées sur la nature et l'impact des mesures prises pour assurer la mise en place d'un réseau de bureaux de l'emploi en nombre suffisant pour desservir chaque zone géographique du pays. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut recourir à l'assistance technique du Bureau s'il le souhaite.**

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 2** (Maroc, Myanmar); la **convention n° 88** (Belize, Guinée-Bissau, Liban, Libye, Lituanie, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maurice, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Pays-Bas, Pays-Bas (Aruba, Partie caribéenne des Pays-Bas et Sint-Maarten)); la **convention n° 96** (Libye, Luxembourg, Mauritanie); la **convention n° 122** (Barbade, Chine, Gabon, Grèce, Guinée, Honduras, République islamique d'Iran, Iraq, Islande, Israël, Japon, Liban, Macédoine du Nord, Mali, Mongolie, Monténégro, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pays-Bas (Aruba, Partie caribéenne des Pays-Bas et Sint-Maarten), Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sri Lanka, Tadjikistan, Tchad); la **convention n° 159** (Liban, Macédoine du Nord, Madagascar, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Norvège, Pays-Bas); la **convention n° 181** (Macédoine du Nord, Maroc, Mongolie, Pays-Bas).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 2** (Maurice); la **convention n° 96** (Malte); la **convention n° 181** (Mali).

Orientation et formation professionnelles

Guyana

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974 (ratification: 1983)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Articles 2 et 6 de la convention. Formulation et application d'une politique visant à promouvoir l'octroi de congés-éducation payés. La commission rappelle que, depuis des années, elle demande au gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises pour donner effet à la convention. Dans son rapport, le gouvernement fournit des résumés des décisions des tribunaux concernant l'octroi de congés-éducation payés dans le secteur public. Le gouvernement indique que la formation dans le secteur privé est dispensée en fonction des besoins de l'entreprise, tels que la planification de la relève, les besoins en ressources humaines et la mise à niveau de la technologie, tandis que dans le secteur public elle est assurée par un système de bourses d'études. Cette formation est fournie en fonction des besoins en main-d'œuvre prévus par le gouvernement, et les possibilités de formation sont annoncées dans les divers ministères et organismes ainsi que dans les journaux nationaux. La commission rappelle une fois de plus que la convention exige du gouvernement qu'il formule et applique une politique visant à promouvoir, par des méthodes adaptées aux conditions et pratiques nationales et par étapes si nécessaire, l'octroi de congés-éducation rémunérés aux fins de formation professionnelle à tous les niveaux, d'éducation générale, sociale et civile et de formation syndicale (*article 2*) en concertation avec les partenaires sociaux (*article 6*). **Notant que les informations contenues dans le rapport du gouvernement n'indiquent pas la manière dont il est donné effet à l'article 2 de la convention, la commission prie le gouvernement d'indiquer le contenu et la portée de la politique visant à promouvoir l'octroi de congés-éducation payés aux fins spécifiées à l'article 2 de la convention et de communiquer les textes, y compris les communiqués, déclarations et autres documents gouvernementaux, par lesquels cette politique est exprimée. En outre, la commission prie de nouveau le gouvernement de fournir tous les détails sur les mesures prises ou envisagées pour donner effet à ces dispositions de la convention.**

Articles 5 et 6. Modalités d'octroi des congés-éducation payés par des conventions collectives. Consultation avec les partenaires sociaux. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le Comité national tripartite créé en 1993 a constitué un sous-comité chargé des questions de formation et de placement. Elle ajoute qu'aucune information n'est disponible sur la manière dont les autorités publiques, les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs et les établissements d'enseignement ou de formation ont été consultés sur la formulation et l'application de la politique nationale visant à promouvoir l'octroi de congés-éducation payés aux fins prévues par la convention. Le gouvernement déclare que les partenaires sociaux prévoient l'octroi de certaines formes de congé-éducation rémunérés dans le secteur privé au moyen du processus de négociation. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les dispositions prises pour permettre aux organisations d'employeurs et de travailleurs et aux établissements d'enseignement et de formation de participer à l'élaboration et à l'application de la politique nationale de promotion du congé-éducation payé aux fins énoncées à l'article 2 de la convention.**

Article 8. Non-discrimination. Le gouvernement indique que la formation visée à l'alinéa a) de l'article 2 comprend la formation des apprentis et des groupes en situation de vulnérabilité. À cet égard, la commission note que la loi sur la formation industrielle (chap. 39:01), mentionnée dans le rapport du gouvernement, régit l'apprentissage, mais que le paragraphe 1 de l'article 3 de la loi ne vise que les apprentis de sexe masculin. Le gouvernement ne fournit pas d'informations concernant la formation des groupes en situation de vulnérabilité. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations, y compris des statistiques ventilées par sexe, sur les possibilités de formation en apprentissage offertes aux garçons et aux filles. Notant que le paragraphe 1 de l'article 3 de la loi sur la formation industrielle pourrait être interprété de sorte à exclure les filles, la commission prie le gouvernement d'envisager de modifier la loi afin d'étendre l'apprentissage aux apprentis hommes et femmes. Elle prie également le gouvernement d'apporter des précisions sur les mesures prises pour faire en sorte que les groupes en situation de vulnérabilité aient accès à des congés-éducation payés.**

Application de la convention. Point V du formulaire de rapport. **La commission prie le gouvernement de donner un aperçu général de la manière dont la convention est appliquée, y compris, par exemple, des extraits de rapports, d'études et d'enquêtes et des statistiques ventilées par sexe et par âge sur le nombre de travailleurs ayant bénéficié d'un congé-éducation payé au cours de la période considérée.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 140** (Afghanistan, Belize, Guinée, Macédoine du Nord, Mexique, Nicaragua, Pays-Bas: Aruba, République-Unie de Tanzanie); la **convention n° 142** (Afghanistan, Kenya, Liban, Macédoine du Nord, Mexique, Monténégro, Nicaragua, Pays-Bas, Pays-Bas: Aruba, République-Unie de Tanzanie, Tadjikistan).

Sécurité de l'emploi

Cameroun

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982 (ratification: 1988)

La commission prend note des informations contenues dans le rapport du gouvernement reçu en septembre 2020.

La commission prend note également des observations de l'Union générale des travailleurs du Cameroun (UGTC), reçues le 6 novembre 2020. **Le gouvernement est prié de communiquer ses commentaires à cet égard.**

Article 2 de la convention. Catégories d'emplois exclues de l'application de la convention. Dans sa réponse aux commentaires précédents de la commission, le gouvernement indique que, à l'exception des fonctionnaires régis par le Statut général de la fonction publique, toute personne travaillant sous l'autorité d'un employeur moyennant rémunération est considérée comme «travailleur» et protégée par le Code du travail de 1992. Dans ses observations, l'UGTC soutient que les travailleurs et travailleuses domestiques font souvent l'objet de licenciements abusifs. **La commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer copie des textes législatifs qui s'appliquent aux travailleurs domestiques en relation avec la convention. De plus, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées concernant la manière dont il assure une protection adéquate aux travailleurs de l'économie informelle sur les matières couvertes par la convention. La commission prie le gouvernement d'indiquer si les conditions d'emploi des fonctionnaires publics assurent aux intéressés une protection au moins équivalente à celle que prévoit la convention.**

Article 8. Procédure du droit de recours. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté les observations de la Confédération des travailleurs unis du Cameroun (CTUC), qui estimait que les licenciements des travailleurs de certaines sociétés ne sont pas conformes à la procédure établie conformément à la législation nationale faute d'autorisations de licenciement demandées ou accordées par l'inspecteur du travail. Le gouvernement dit à nouveau que la procédure de licenciement des travailleurs est encadrée par l'article 34(1) du Code du travail et ses textes d'application et indique que les inspecteurs du travail sur le terrain veillent jour et nuit au respect de cette disposition. L'UGTC affirme que, bien que le gouvernement affirme que les inspecteurs du travail mènent les inspections jour et nuit, les inspecteurs du travail ne font pas de contrôles pendant la nuit alors que la loi les y autorise. De plus, selon l'UGTC, les inspecteurs attendent que les plaintes des travailleurs leur arrivent pour entamer la conciliation au lieu de faire les contrôles dans les entreprises de manière préventive. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'application dans la pratique de cet article, notamment au sujet de procédures d'autorisation de licenciement.**

Article 11. Préavis. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté les observations de la CTUC indiquant que, dans la pratique, les employeurs procèdent au licenciement sans respecter l'obligation de préavis instituée par l'article 34(1) du Code du travail. Le gouvernement se réfère à nouveau à l'article 34 du Code du travail et à l'arrêté n° 15/MTPS/SG/CJ du 26 mai 1993 déterminant les conditions et la durée du préavis compte tenu de l'ancienneté du travailleur et de sa classification professionnelle. Le gouvernement indique que, en cas de violation de cette disposition, la partie qui se sent lésée a la latitude de saisir l'inspection du travail qui, au cours de la conciliation, œuvre à trouver une solution. La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas répondu aux observations de la CTUC. **La commission réitère donc sa demande au gouvernement d'indiquer la manière dont il est assuré que les travailleurs obtiennent un préavis raisonnable de licenciement.**

Article 12, paragraphe 3. Définition de la faute grave. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que la faute grave n'est pas définie par le Code du travail mais par la jurisprudence. Elle prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les règlements intérieurs des entreprises définissent les conditions de la faute grave et en cas de litige, l'inspection du travail est suffisamment compétente pour arbitrer. Néanmoins, dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note des observations de la CTUC selon lesquelles, dans la pratique nationale, l'employeur définit unilatéralement la gravité de la faute alors que, selon la législation camerounaise, le juge est le seul habilité à le faire. **La commission prie le gouvernement de clarifier la question de la définition de la faute grave dans la pratique. Elle prie à nouveau le gouvernement de fournir des décisions judiciaires qui permettent d'examiner l'application de l'article 12, paragraphe 3, de la convention dans la pratique et l'appréciation, par les tribunaux, de la notion de «faute grave».**

Articles 12, 13 et 14. Indemnité de départ. Consultation des représentants des travailleurs. Licenciements pour des motifs de nature économique, technologique, structurelle ou similaire. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer si les travailleurs licenciés

ont perçu leurs indemnités de départ et de fournir des informations sur toutes les mesures prises pour atténuer les effets des licenciements, telles que celles envisagées dans les paragraphes 25 et 26 de la recommandation (n° 166) sur le licenciement, 1982. La commission avait noté que l'article 40(3) du Code du travail institue une obligation pour l'employeur de réunir les délégués du personnel et l'inspecteur du travail afin de tenter d'éviter un licenciement pour motif économique. En outre, l'article 40(9) du Code du travail énonce que le travailleur licencié bénéficie d'une priorité d'embauche, à égalité d'aptitude professionnelle, pendant deux ans dans la même entreprise. Dans son rapport, le gouvernement indique que, pour atténuer les effets du licenciement pour motif économique, il encourage les employeurs à faire usage des mesures contenues dans les paragraphes 25 et 26 de la recommandation n° 166. Dans ses observations, l'UGTC se réfère au licenciement de 14 000 travailleurs par un groupe d'entreprises suite à l'impact de la pandémie de COVID-19 et indique que ni les syndicats ni le gouvernement n'ont été saisis avant ces licenciements. De plus, l'UGTC affirme que certains ont été licenciés sans paiement des droits. **La commission prie à nouveau le gouvernement de communiquer au Bureau copie de l'arrêté n° 22/MTPS/SG/CJ fixant les modalités de licenciement pour motif économique. La commission prie le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur l'application de ces articles de la convention, ainsi que sur les mesures prises pour atténuer les effets des licenciements pour des motifs économiques ou similaires, telles que celles envisagées dans les paragraphes 25 et 26 de la recommandation n° 166.**

Application de la convention dans la pratique. Pandémie de COVID-19. Le gouvernement indique que, à cause de la pandémie de COVID-19, le Cameroun a enregistré 14 000 licenciements pour motif économique en 2020. En réponse à la demande précédente de la commission, le gouvernement indique que les décisions judiciaires permettant d'examiner l'application des *articles 4, 5 et 7* de la convention sont attendues par le ministre de la Justice et qu'elles seront transmises dès que possible. Il indique que la procédure de licenciement a été respectée pour les entreprises dont les responsables se sont rapprochés des services d'inspection du travail. Il informe la commission que, dans les régions du Centre et du Littoral, le nombre de procès-verbaux de conciliation totale est plus élevé que ceux des conciliations partielles et de non-conciliation. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'application dans la pratique de ces articles, y compris des statistiques concernant les activités des organismes de recours et le nombre de licenciements pour motifs d'ordre économique. Se référant à ses précédents commentaires relatifs aux motifs valables et non valables de licenciement et à la procédure de défense préalable au licenciement, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des décisions judiciaires permettant d'examiner l'application des articles 4, 5 et 7 de la convention. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations détaillées sur l'impact de la pandémie mondiale de COVID-19 sur l'application de la convention.**

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982 (ratification: 2000)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 1 de la convention. Depuis un certain nombre d'années, la commission prie le gouvernement de donner des informations sur la révision en cours du projet de loi sur les relations professionnelles, instrument qui, selon le rapport du gouvernement de 2013, comporte des dispositions relatives à la cessation de la relation de travail qui visent à faire porter effet à la convention. Dans sa réponse aux commentaires précédents de la commission, le gouvernement indique que le projet de loi sur les relations professionnelles est encore en instance devant le Département du travail et des relations professionnelles et fait actuellement l'objet de dernières consultations techniques. Il ajoute que la commission technique de travail du Département du travail et des relations professionnelles a mené diverses consultations auprès d'interlocuteurs nationaux tels que le Bureau du procureur général, le Bureau du bâtonnier général, la Commission de réforme du droit constitutionnel, le Département de l'administration du personnel, le Département du trésor et le Département du plan, du commerce et de l'industrie, de même qu'avec d'autres organismes spécialisés extérieurs, dont l'OIT. **Se référant à ses précédents commentaires, la commission exprime une fois de plus l'espoir que le gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour que la nouvelle législation fasse porter pleinement effet aux dispositions de la convention. De même, réitérant une demande précédente, elle prie le gouvernement de communiquer au BIT un rapport détaillé ainsi que la teneur de la nouvelle législation dès que celle-ci aura été adoptée, afin d'être en mesure d'en examiner la conformité avec la convention.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 158** (Lettonie, Macédoine du Nord, Monténégro, Niger, Sainte-Lucie).

Salaires

État plurinational de Bolivie

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970 (ratification: 1977)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations de la Confédération des entreprises privées de Bolivie (CEPB) et de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues les 26 avril et 3 septembre 2019, ainsi que de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2019.

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

La commission prend note que sur la base du suivi fait dans son commentaire précédant des conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence (ci-après, la Commission de la Conférence), adoptées en juin 2018 concernant l'application de la convention, la Commission de la Conférence a examiné pour la deuxième fois le cas en juin 2019.

Articles 3 et 4, paragraphes 1 et 2, de la convention. Facteurs pour déterminer le niveau du salaire minimum et pleine consultation des partenaires sociaux. Dans son précédent commentaire, la commission a observé qu'alors que le gouvernement affirmait qu'avaient eu lieu des consultations des partenaires sociaux, la CEPB et l'OIE affirmaient que ce n'avait pas été le cas. La commission a observé aussi qu'il y avait des divergences de vues entre le gouvernement et lesdites organisations d'employeurs quant aux critères qui auraient été pris en considération pour définir le salaire minimum. Dans ce contexte, la commission a exprimé le ferme espoir que, en suivi des conclusions de la Commission de la Conférence de juin 2018, une mission de contacts directs pourrait être menée à bien sans tarder afin de contribuer à éliminer les difficultés rencontrées dans l'application de la convention. La commission prend note que, en 2019, la Commission de la Conférence a regretté que le gouvernement n'ait pas donné suite à toutes les conclusions de la discussion de 2018, en particulier le fait qu'il n'a pas accepté une mission de contacts directs. En conséquence, dans ses conclusions de 2019, la Commission de la Conférence a prié instamment une fois de plus le gouvernement de: i) consulter pleinement et de bonne foi les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives au sujet de la fixation des salaires minima; ii) prendre en considération, pour déterminer le niveau des salaires minima, les besoins des travailleurs et de leurs familles et les facteurs d'ordre économique, conformément à l'article 3 de la convention; iii) se prévaloir sans tarder de l'assistance technique du BIT pour assurer le respect de la convention, en droit et dans la pratique; et iv) accepter une mission de contacts directs de l'OIT avant la 109^e session de la Conférence internationale du Travail. La commission prend note que le gouvernement indique dans son rapport que: i) une mission de contacts directs n'est pas nécessaire car l'application de la convention ne rencontre aucune difficulté; ii) la Centrale ouvrière bolivienne (COB) présente annuellement une liste de recommandations contenant, entre autres points, une proposition d'augmentation du salaire minimum national; iii) il n'en va pas de même avec la CEPB au motif que l'article 10 de son statut prévoit que cette organisation ne pourra pas représenter juridiquement ses organisations affiliées, ce que soit lors de la négociation ou de la résolution de conflits individuels entre des travailleurs et des employeurs; iv) malgré cela, l'augmentation annuelle des salaires minima a tenu compte de la position des travailleurs et des employeurs avec lesquels le gouvernement dialogue de bonne foi et respectueusement, en les consultant régulièrement, comme le montrent les réunions des groupes de travail auxquelles participent des représentants de la CEPB et de la COB; et v) la fixation du salaire minimum national est basée sur des facteurs d'ordre économique et social, prenant en considération l'inflation et la productivité, ainsi que d'autres indicateurs économiques, comme le produit interne brut (PIB), le PIB par habitant, l'indice des prix à la consommation, la croissance économique, le taux de chômage, les fluctuations du marché et le coût de la vie. Par ailleurs, la commission note que la CEPB et l'OIE réitérent dans leurs dernières observations, comme elles l'ont fait lors des débats lors de la Commission de la Conférence, que: i) le gouvernement dialogue et négocie avec les organisations de travailleurs, en particulier avec la COB, et empêche le secteur employeur de participer aux consultations sur la fixation du salaire minimum national, ainsi que de présenter ses propositions et critères pertinents; et ii) en fixant le salaire minimum, le gouvernement ne prend pas en compte des critères techniques objectifs adaptés à la réalité économique du pays, tels que la productivité. Finalement, la commission prend note que la CSI, en faisant référence aux différents facteurs d'ordre économique et social qui ont été pris en compte dans la fixation du salaire minimum, indique que, dans la présente décennie, la Bolivie est le pays de l'Amérique Latine qui l'a augmenté le plus, sans que les principales variables macroéconomiques subissent des effets négatifs, y compris l'inflation.

La commission observe que des contradictions et des divergences entre le gouvernement et la CEPB persistent concernant tant les consultations pleines et de bonne foi des organisations représentatives des employeurs que les critères qui auraient été pris en compte dans la fixation du salaire minimum. Dans ce contexte, la commission prend note avec **regret** du refus du gouvernement d'accepter une mission de contacts directs dans le pays en vue de contribuer à éliminer les difficultés rencontrées dans l'application de la convention. Rappelant une fois de plus que les missions de contacts directs constituent une forme efficace de dialogue dont l'objectif est de trouver une solution positive aux problèmes, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement reconsidérera favorablement cette possibilité et qu'une telle mission pourra être menée à bien avant la 109^e réunion de la Conférence Internationale du Travail, tel que demandé par la Commission de la Conférence.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Burundi

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928 (ratification: 1963)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU), reçues le 24 août 2020, ainsi que de la réponse du gouvernement.

Article 3 de la convention. Fonctionnement du mécanisme de fixation des salaires minima. Dans ses précédents commentaires, la commission a rappelé que le Code du travail prévoit que des ordonnances du ministre ayant le travail dans ses attributions, prises après avis du Conseil national du travail (CNT), fixent les zones de salaire et les salaires de base minima interprofessionnels garantis (art. 74(a)) et que le CNT est obligatoirement saisi pour étudier les éléments pouvant servir de base à la détermination du salaire minimum et procéder annuellement à l'examen des taux de salaires minima (art. 249, paragr. 1). En l'absence d'informations montrant qu'il était donné effet à ces articles, la commission a demandé au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires afin de réactiver sans délai le processus d'examen des taux de salaires minima et de communiquer des informations à cet égard, ainsi que sur les salaires minima catégoriels applicables fixés par des accords collectifs dans les différentes branches d'activité ou dans les entreprises. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que les mesures nécessaires afin de réactiver le processus d'examen des taux de salaires minima ont été prises et qu'à cet effet, une note sera envoyée aux partenaires sociaux pour qu'ils donnent leurs avis et propositions en la matière. Elle note également que la COSYBU demande au gouvernement d'accélérer le processus d'examen des taux de salaires minima. Dans sa réponse, le gouvernement indique que: i) le CNT a déjà examiné cette question et une étude sur le salaire minimum s'est avérée impérieuse; et ii) le recrutement d'un consultant pour mener cette étude et faire des propositions concrètes à appliquer est à l'examen. Enfin, la commission note que le gouvernement ne fournit aucune information sur les salaires minima catégoriels applicables fixés par des accords collectifs dans les différentes branches d'activité ou dans les entreprises. Notant l'absence de progrès tangibles sur l'activation du mécanisme de fixation des salaires minima prévu aux articles 74 et 249 du code du travail, ainsi que l'absence d'information sur les résultats de la négociation collective en matière de salaire minimum, la commission se voit obligée de réitérer ses dernières demandes. **Elle prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires afin de réactiver sans délai le processus d'examen des taux de salaires minima, tel que prévu à l'article 249 du Code du travail, et de fournir des informations à cet égard, notamment sur toute ordonnance adoptée suite à cet examen en application de l'article 74 du même code. Elle prie également à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur les salaires minima catégoriels applicables fixés par des accords collectifs dans les différentes branches d'activité ou dans les entreprises.**

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Guinée-Bissau

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928 (ratification: 1977)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Fonctionnement du mécanisme de fixation du salaire minimum. Dans ses derniers commentaires, la commission a rappelé que le dernier décret fixant le salaire minimum en application des articles 110 et 114 du Code du travail a été adopté en 1988 et qu'il était obsolète. Notant que le gouvernement indiquait dans son rapport de 2011 qu'une étude sur la fixation du salaire minimum national était en cours de finalisation, elle l'a prié de fournir des informations sur tout progrès réalisé en la matière. La commission note avec **regret** qu'un nouveau décret fixant le salaire minimum n'a toujours pas été adopté. Elle note que le gouvernement se réfère dans son rapport à un accord signé avec les syndicats pour mener une étude visant à fixer le salaire minimum national. **La commission prie le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour fixer le salaire minimum en application des articles 110 et 114 du Code du travail et de fournir des informations à cet égard, notamment sur toute étude menée en la matière et sur la consultation des partenaires sociaux.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Ouganda

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928 (ratification: 1963)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Article 3 de la convention. Application des méthodes de fixation des salaires minima. La commission rappelle qu'elle a prié le gouvernement, suite à l'examen du présent cas par la Commission de l'application des normes de la Conférence, en juin 2014, de fournir des informations sur la réactivation annoncée du Conseil consultatif des salaires minima et la fixation ultérieure d'un nouveau salaire minimum dans le pays. Elle note que, dans son rapport, le gouvernement indique qu'un Conseil consultatif des salaires minima a été nommé en 2015 et que celui-ci a mené une étude complète de l'économie en vue de conseiller le gouvernement quant à la possibilité de fixer un salaire minimum dans le pays et à la forme qu'il devrait prendre. Dans son rapport, le gouvernement indique également que le cabinet examinait le rapport du conseil. Malgré les progrès réalisés en ce qui concerne la réactivation du dispositif de fixation du salaire minimum en 2015, la commission note avec **préoccupation** que le salaire minimum, dont la dernière définition remonte à 1984, n'a toujours pas été ajusté. **La commission prie donc le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour revoir le niveau du salaire minimum sans délai. Rappelant qu'il importe d'associer étroitement les organisations d'employeurs et de travailleurs à tous les stades de ce processus, elle prie le gouvernement de fournir des informations sur la composition du Conseil consultatif des salaires minima et sur les consultations menées avec les partenaires sociaux lors de la révision du niveau du salaire minimum.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Rwanda

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928 (ratification: 1962)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission prend note des observations du Congrès du travail et de la fraternité du Rwanda (COTRAF-RWANDA) sur l'application de la convention, reçues en 2018.

Article 1 et article 3, paragraphe 2, de la convention. Mécanisme de fixation du salaire minimum. Consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs. Suite à ses derniers commentaires priant le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'accélérer le processus de fixation des taux de salaires minima, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, la commission note que, malgré de précédentes indications du gouvernement selon lesquelles un projet de texte fixant les salaires minima était en attente d'approbation, le gouvernement se réfère à nouveau dans son rapport à une étude de 2015 sur la question et à la poursuite des consultations. Le gouvernement se réfère en outre à la révision législative en cours. La commission note que le COTRAF-RWANDA souligne l'absence continue d'un mécanisme approprié pour ajuster le salaire minimum, afin de répondre au coût croissant de la vie et à l'inflation dans le pays. À cet égard, la commission prend note de l'adoption de la loi n° 66/18 du 30 août 2018 portant réglementation du travail au Rwanda (Code du travail), dont l'article 68 prévoit la détermination du salaire minimum par arrêté du ministre ayant le travail dans ses attributions. La commission note également que le Conseil national du travail est chargé de proposer, ou de donner son avis, sur la fixation et la modification des salaires minima, en vertu de l'article 3 de l'arrêté n° 125/03 du 25 octobre 2010. La commission note cependant avec **regret** que, selon les informations disponibles, les nouveaux taux de salaires minima n'ont toujours pas été fixés et rappelle que le dernier ajustement de ces taux remonte à 1980. **La commission exprime le ferme espoir que l'arrêté ministériel fixant le salaire minimum prévu à l'article 68 du nouveau Code du travail sera adopté sans délai et prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard. En outre, elle prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les consultations tenues à cette fin, y compris sur le rôle joué par le Conseil national du travail. La commission rappelle au gouvernement la possibilité de se prévaloir de l'assistance technique du BIT.**

Article 4. Sanctions. La commission note que le Code du travail ne contient aucune disposition prévoyant des sanctions en cas de non-respect des dispositions de la législation nationale concernant le salaire minimum. **La commission prie le gouvernement d'assurer que la fixation des taux de salaires minima sera accompagnée de la mise en place d'un système de sanctions afin d'assurer que les salaires effectivement versés ne soient pas inférieurs aux taux minima qui seront fixés. Elle le prie de fournir des informations à cet égard.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Ukraine

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949 (ratification: 1961)

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970 (ratification: 2006)

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992 (ratification: 2006)

La commission prend note des observations conjointes de la Confédération des syndicats libres de l'Ukraine (KVPU) et de la Fédération des syndicats de l'Ukraine (FPU) sur l'application de la convention n° 95 (protection des salaires), reçues le 29 septembre 2020, et qui se réfèrent à la situation continue d'arriérés de salaires dans le pays. La commission note que cette question grave est traitée dans ses commentaires en suspens sur l'application de cette convention.

La commission prend également note des observations de la FPU reçues le 30 septembre 2020 concernant l'application: i) de la convention n° 131 (salaires minima), lesquelles se réfèrent également à des questions examinées par la commission dans ses commentaires en suspens sur l'application de cette convention; et ii) de la convention n° 173 (protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur).

En outre, la commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) concernant l'application des conventions n°s 131, 95 et 173, reçues le 16 septembre 2020, lesquelles se réfèrent également à des questions examinées par la commission dans ses commentaires en suspens sur l'application de ces conventions.

La commission rappelle qu'en 2019, elle a demandé au gouvernement de répondre de manière complète en 2021 à ses commentaires sur l'application des conventions n°s 131, 95 et 173. Elle prie le gouvernement de fournir également dans ses rapports de 2021 ses commentaires aux observations de KVPU, FPU et de la CSI reçues en 2020.

N'ayant pas reçu d'informations supplémentaires du gouvernement suite à la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020), la commission réitère ses commentaires adoptés en 2019 et reproduits ci-après.

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière de salaires, la commission estime qu'il convient d'examiner la convention n° 131 (salaire minimum) et les conventions n°s 95 et 173 (protection des salaires) dans un même commentaire. La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) sur l'application des conventions n°s 95 et 131, reçues le 29 août 2019. Elle prend également note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) concernant l'application de la convention n° 131, reçues le 1^{er} septembre 2019.

Développements législatifs

Dans ses derniers commentaires, la commission avait noté que le projet de Code du travail remplacerait à la fois le Code du travail de 1971 et la loi sur les salaires de 1995, qui sont les principaux textes législatifs donnant effet aux conventions ratifiées sur les salaires. Elle avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés en vue de l'adoption de la nouvelle législation. ***Notant que le projet de Code du travail n'a pas encore été adopté, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la finalisation de la réforme de la législation du travail.***

Salaire minimum

Article 3 de la convention n° 131. Critères pour déterminer le niveau du salaire minimum. La commission note que, dans leurs observations de 2019, la CSI et la KVPU indiquent que le salaire minimum ne tient pas suffisamment compte des besoins des travailleurs et de leurs familles, ni du coût de la vie. Selon la CSI, le salaire minimum fixé pour 2019 est inférieur de 12 pour cent au revenu minimum de subsistance calculé par le ministère de la Politique sociale; cette référence n'est d'ailleurs pas adéquate étant donné qu'elle ne prend pas en compte un certain nombre de dépenses des ménages. La KVPU déclare également que le gouvernement n'a pas pris en compte la suggestion des syndicats d'introduire un système d'indexation pour s'assurer que le salaire minimum ne perd pas de sa valeur sous l'effet de la hausse de l'inflation durant l'année. En outre, la KVPU note qu'en fixant le salaire minimum, le gouvernement ne tient pas compte du niveau global des salaires dans le pays, ce qui entraîne un écart important entre le salaire minimum et le salaire moyen. ***La commission prie le gouvernement de communiquer ses observations à cet égard.***

Article 4, paragraphe 2. Pleine consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs. La commission note que la KVPU indique que les négociations sur la détermination du salaire minimum n'ont

pas été menées conformément à la procédure établie par l'Accord général applicable. La KVPU indique également que ni le gouvernement ni le Parlement n'ont officiellement entendu la position des syndicats et que, par conséquent, le salaire minimum résulte d'une décision unilatérale du gouvernement. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses observations à cet égard.**

Article 5. Application de la loi. La commission prend note de l'indication de la KVPU selon laquelle des inspections en bonne et due forme ne sont pas effectuées en raison du moratoire sur les inspections et de l'absence d'un nombre approprié d'inspecteurs. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses observations à cet égard. Elle renvoie également à ses commentaires sur l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et de la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969.**

Protection des salaires

Article 12 de la convention n° 95. Situation des arriérés de salaires dans le pays. Dans ses commentaires précédents, la commission avait examiné la situation des arriérés de salaires dans le pays, situation qui est particulièrement courante dans les mines de charbon appartenant à l'État. Suite à ces commentaires, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport de 2019, notamment en ce qui concerne les mesures prises entre 2017 et mai 2019 pour le paiement des salaires et des arriérés de salaires dans les mines de charbon appartenant à l'État. Toutefois, la commission note avec **préoccupation** que, d'après les informations fournies par le gouvernement, le montant des arriérés de salaires dans le secteur de l'extraction du charbon a augmenté au cours des premiers mois de 2019. Elle note également que les observations de la KVPU de 2019 font état de la persistance de la situation en ce qui concerne les arriérés de salaires. La KVPU rappelle également, qu'en raison d'arriérés de salaires durables et systématiques, des tensions sociales persistent dans les communautés minières. La commission tient à souligner une fois de plus qu'une situation dans laquelle une partie de la force de travail se voit systématiquement privée des fruits de son travail ne peut durer éternellement et, qu'en conséquence, une action prioritaire s'impose pour mettre un terme à ces pratiques. La commission rappelle une fois de plus que l'application de l'article 12 dans la pratique comporte trois éléments essentiels: 1) un contrôle efficace; 2) des sanctions appropriées; et 3) des voies de recours pour le préjudice subi, y compris une indemnisation équitable des pertes résultant du retard de paiement (voir Étude d'ensemble de 2003 sur la protection du salaire, paragr. 368).

En ce qui concerne l'efficacité du contrôle, la commission note que le gouvernement indique que depuis le début de 2019, les inspecteurs du travail ont effectué des visites d'inspection pour vérifier le respect de la législation du travail dans huit entreprises du secteur de l'extraction du charbon. Dans six de ces entreprises, 24 infractions à la législation sur le travail, l'emploi et l'assurance sociale obligatoire de l'État ont été décelées, dont certaines concernaient le paiement des salaires. D'autre part, la commission note que la KVPU se déclare de nouveau préoccupée par le fait que les organes de l'État qui contrôlent et supervisent l'application de la législation pertinente ne traitent pas au fond la question des arriérés de salaires. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer un contrôle efficace du paiement régulier des salaires dans le pays. Elle prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard et renvoie à ses observations sur l'application des conventions n°s 81 et 129 sur l'inspection du travail.**

En ce qui concerne l'imposition de sanctions appropriées, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement, notamment de l'indication selon laquelle, afin de résoudre systématiquement le problème des arriérés de salaire, le ministère de la Politique sociale a élaboré un projet de modification de la législation en vigueur visant à renforcer la protection du droit des travailleurs au paiement régulier des salaires, y compris en augmentant le montant des indemnités à verser en cas de retard de paiement des salaires. La commission note que la KVPU indique que les employeurs paient parfois une partie des arriérés de salaires pour éviter toute responsabilité administrative et pénale. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés dans l'adoption de mesures visant à garantir que les sanctions en cas de non-paiement ou de paiement irrégulier des salaires sont appropriées.**

En ce qui concerne les voies de recours pour le préjudice subi, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement, notamment l'indication que, conformément à la loi sur les frais de justice, les plaintes déposées par des personnes physiques aux fins du recouvrement des salaires sont exemptées du paiement des frais de justice. D'autre part, la commission note que la KVPU réaffirme qu'il est difficile pour les travailleurs d'utiliser les voies de recours en raison de leur méconnaissance du droit et du coût d'une représentation légale. La KVPU indique en outre que la plupart des décisions des tribunaux concernant le recouvrement des arriérés de salaires n'ont pas été exécutées. **La commission prie le gouvernement de communiquer ses observations à cet égard. En outre, notant que le gouvernement indique que le projet d'amendements susmentionné, élaboré par le ministère de la Politique sociale, prévoit la mise en place d'un mécanisme pour garantir le paiement des arriérés de**

salair e en cas d'insolvabilité de l'employeur, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.

La pratique du salaire «dans des enveloppes». Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour mettre un terme à la pratique selon laquelle les travailleurs sont contraints d'accepter le paiement non déclaré de leurs salaires, qui sont remis «dans des enveloppes», ce qui entraîne le non-paiement des cotisations sociales y afférentes. La commission note, selon l'indication du gouvernement, que le ministère de la Politique sociale a élaboré un projet d'amendements à la législation en vigueur dans le but de lutter contre le recours au travail non déclaré, en tenant compte des bonnes pratiques internationales en la matière. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les progrès réalisés à cet égard.**

Articles 5 à 8 de la convention n° 173. Créances salariales protégées par un privilège. Faisant suite à ses commentaires précédents, la commission note que l'article 64 du Code de la procédure de faillite de 2018 prévoit que les créances des travailleurs découlant de la relation de travail sont protégées par un privilège et doivent être payées en priorité. **Notant que l'article 2(4) du Code de la procédure de faillite exclut les entreprises publiques de son application, la commission prie le gouvernement de préciser comment les créances des travailleurs sont protégées dans le cas d'entreprises publiques.**

Assistance technique du BIT

La commission note que le pays reçoit une assistance technique du Bureau sur les questions soulevées dans les présents commentaires. **Elle veut croire que le gouvernement sera en mesure de rendre compte dans son prochain rapport des progrès concrets accomplis en vue de l'application pleine et effective des conventions ratifiées sur les salaires.**

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928
(ratification: 1944)

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949 (ratification: 1982)

Afin de donner une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées sur les salaires, la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n° 26 (salaires minima) et n° 95 (protection du salaire) dans un même commentaire.

La commission prend note des observations formulées conjointement par la Fédération des chambres et associations de commerce et de production du Venezuela (FEDECAMARAS) et l'Organisation internationale des employeurs (OIE), sur l'application de la convention n° 26, qui ont été reçues le 1^{er} octobre 2020. La commission prend également note des observations des organisations de travailleurs suivantes, concernant l'application des conventions n° 26 et/ou n° 95: la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), reçues le 21 août et le 30 septembre 2020; la Fédération des associations de professeurs d'université (FAPUV) et la Centrale des travailleurs de l'Alliance syndicale indépendante (CTASI), reçues le 28 août 2020; la CTASI, reçues le 30 septembre 2020; la Confédération des syndicats autonomes (CODESA), la Confédération générale du travail (CGT) et l'Union nationale des travailleurs du Venezuela (UNETE), reçues le 1^{er} octobre 2020; l'Union nationale des fonctionnaires de la carrière législative et des travailleurs et travailleuses de l'Assemblée nationale (SINFUCAN) et la CTASI, reçues le 5 octobre 2020; et la Centrale bolivarienne socialiste des travailleurs et travailleuses de la ville, de la campagne et de la pêche du Venezuela (CBST-CCP), reçues le 3 décembre 2020.

Salair e minimum

Suivi des recommandations de la commission d'enquête (plainte présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT)

Article 3 de la convention n° 26. Participation des partenaires sociaux à la fixation du salaire minimum. La commission rappelle qu'en mars 2018, dans le cadre de la plainte présentée par 33 délégués employeurs à la Conférence internationale du Travail en 2015 en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, alléguant le non-respect par la République bolivarienne du Venezuela de la convention n° 26, de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, le Conseil d'administration a mis sur pied une commission d'enquête pour examiner les questions faisant l'objet de la plainte. La commission note que la commission d'enquête a achevé ses travaux en septembre 2019 et que son rapport a été présenté au Conseil d'administration, qui en a pris note à sa 337^e session (octobre 2019).

La commission prend note du document soumis au Conseil d'administration à sa 340^e session en octobre 2020 (GB.340/INS/13) contenant la réponse du gouvernement au rapport de la commission d'enquête, ainsi que de la discussion qui a eu lieu au sein du Conseil d'administration sur ce sujet et qui se poursuivra à sa prochaine session en mars 2021. Dans cette réponse, le gouvernement a déclaré qu'il n'acceptait pas les recommandations de la commission d'enquête, car leur mise en œuvre éventuelle entraînerait la violation de la Constitution de la République et des principes de séparation des pouvoirs, de légalité, d'indépendance, de souveraineté et d'autodétermination appliqués par la République bolivarienne du Venezuela. Néanmoins, la commission observe que le gouvernement n'a pas fait usage de la prérogative que lui donne la Constitution de l'OIT - dans un délai de trois mois à compter de la réception du rapport - pour soumettre le différend à la Cour internationale de Justice. Par ailleurs, la commission note que le gouvernement exprime sa volonté d'améliorer l'application des conventions de l'OIT ratifiées par le pays sur la base de suggestions constructives des organes de contrôle de l'Organisation, et de recevoir l'assistance technique du BIT. La commission rappelle qu'en de précédentes occasions, lors du suivi des recommandations d'une commission d'enquête, la commission a observé que la Constitution de l'OIT ne soumet pas les conclusions d'une commission d'enquête à l'accord de l'État concerné. Elle a rappelé qu'en vertu de l'article 32 de la Constitution de l'OIT, la seule autorité compétente pour confirmer, amender ou annuler les conclusions ou les recommandations d'une commission d'enquête est la Cour internationale de Justice. En conséquence, un gouvernement qui a choisi de ne pas se prévaloir de la possibilité de soumettre la question à la Cour se doit de tenir compte des conclusions et de faire suite aux recommandations émises par la commission d'enquête à la lumière des principes de la Constitution de l'OIT.

La commission prend note des conclusions de la commission d'enquête concernant les allégations selon lesquelles les augmentations du salaire minimum ont été décidées sans consultation tripartite (paragr. 437 à 442 du rapport de la commission d'enquête, ci-après «le rapport»). En particulier, la commission d'enquête a conclu ce qui suit: «... il découle des informations recueillies que la convention n° 26 n'a pas été respectée par le gouvernement. En effet, il y a eu de nombreuses augmentations pour lesquelles le gouvernement n'a pas fourni de preuve tangible de consultation et, en outre, s'agissant des lettres envoyées par le gouvernement pour montrer qu'il avait consulté les organisations d'employeurs et de travailleurs, la commission considère que le simple envoi de communications tardives et/ou génériques, par lesquelles le gouvernement demandait, dans l'abstrait, "les propositions que vous voudrez bien nous transmettre sur la question du salaire minimum pour les six prochains mois", sans fournir aucune information sur les méthodes de fixation et d'application des salaires minima envisagées, ne peut être considéré comme conforme aux dispositions de la convention qui imposent au gouvernement des obligations en matière de consultations pour que celles-ci aient effectivement lieu» (paragr. 442 du rapport).

La commission prend également note des recommandations de la commission d'enquête (paragr. 495 à 497 du rapport) dans lesquelles la commission d'enquête a noté «avec une profonde préoccupation qu'il n'a pas été donné suite aux recommandations antérieures des organes de contrôle de l'OIT sur les questions soulevées et que la situation actuelle est grave», et a estimé que les autorités concernées devaient donner effet à ces recommandations sans plus tarder et achever leur mise en œuvre le 1^{er} septembre 2020 au plus tard. La commission d'enquête a prié instamment le gouvernement de solliciter l'assistance technique du BIT pour la mise en œuvre de ces recommandations. Sur la question de la consultation sur les salaires minima (paragr. 497, 3) i) du rapport), la commission d'enquête a recommandé que soient prises les mesures nécessaires pour assurer l'exécution pleine et effective des obligations de consultation prévues par la convention n° 26, et pour que la FEDECAMARAS et les organisations syndicales qui ne sont pas proches du gouvernement cessent d'être exclues du dialogue social ou de la consultation. En particulier, la commission d'enquête a recommandé, par l'intermédiaire d'un dialogue tripartite avec les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, d'établir des procédures de consultation tripartite efficaces. A la lumière des graves lacunes du dialogue social dans le pays et étant donné que le gouvernement lui-même a reconnu la nécessité de créer des mécanismes de dialogue social, la commission d'enquête a recommandé enfin de créer dans les meilleurs délais des organes ou d'autres formes institutionnalisées de dialogue social pour faciliter l'exécution des obligations de consultation correspondantes.

Enfin, la commission note que la commission d'enquête a recommandé «de mettre en place dès que possible des espaces de dialogue pour accompagner la mise en œuvre des recommandations: i) une table de discussion tripartite incluant toutes les organisations représentatives; ii) une table de discussion entre les autorités concernées et la FEDECAMARAS sur les questions relatives à celle-ci [...]; et iii) une autre table de discussion avec les organisations de travailleurs pour traiter les questions qui les concernent particulièrement». La commission d'enquête a estimé que ces mécanismes «devraient être constitués avant la session du Conseil d'administration du BIT en mars 2020, être dotés d'un calendrier des réunions

et d'une présidence indépendante jouissant de la confiance des mandants tripartites et, si l'un d'eux le demande, bénéficiant de la présence et de l'assistance du BIT» (paragr. 497, 4) du rapport).

La commission prend note avec une **profonde préoccupation** des conclusions de la commission d'enquête sur le manque de consultation de la part du gouvernement au sujet de la fixation du salaire minimum dans le pays.

Par ailleurs, faisant suite à ses précédents commentaires sur ce sujet, la commission note que le gouvernement se réfère dans son rapport aux communications qu'il a adressées en réponse au rapport de la commission d'enquête. De plus, le gouvernement indique que, au regard de l'impact de la crise sanitaire sur le pays et de la situation des différents secteurs économiques et sociaux, et tenant compte des vues exprimées publiquement par les organisations d'employeurs et de travailleurs, il a procédé à une deuxième augmentation du salaire minimum national en avril 2020, en pleine pandémie et malgré la paralysie de nombreux secteurs dans le pays. La commission note avec une **profonde préoccupation** que la FEDECAMARAS et l'OIE, la CODESA, la CGT et l'UNETE, la CTV, la SINFUCAN, la FAPUV et la CTASI soulignent toutes que les dernières augmentations du salaire minimum (janvier et avril 2020) ont de nouveau été décidées unilatéralement et sans consultation par le gouvernement. La FEDECAMARAS et l'OIE soulignent que, même avant la situation d'urgence sanitaire, aucun progrès n'avait été réalisé dans la mise en place d'une table de dialogue tripartite et que ni cette recommandation ni aucune autre de la commission d'enquête, lesquelles devaient être pleinement mises en œuvre avant septembre 2020, n'ont été partiellement ou totalement suivies d'effet par le gouvernement. Plusieurs des organisations de travailleurs qui ont adressé des commentaires à la commission soulignent aussi qu'il n'a pas été donné suite aux recommandations de la commission d'enquête sur le dialogue social et la consultation.

Dans ce contexte, la commission déplore que le gouvernement n'ait pas respecté ses obligations de consultation en ce qui concerne la fixation du salaire minimum dans le pays. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires, y compris dans le cadre des recommandations formulées par la commission d'enquête, pour assurer le plein respect de la convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.**

La commission est informée de ce que le Conseil d'administration est en train d'examiner le suivi du rapport de la commission d'enquête. Au vu des violations graves des droits du travail exposées ci-dessus, du non-respect systématique d'un certain nombre de conventions de l'OIT et du grave manque de coopération de la part des autorités du Venezuela en ce qui concerne ses obligations, la commission estime qu'il est très important que, dans le contexte des normes de l'OIT, la situation dans le pays reçoive toute l'attention de l'OIT et de son système de contrôle, et ce, de manière continue, afin de parvenir à des mesures solides et efficaces pouvant conduire au respect, en droit et dans la pratique, des conventions visées.

Protection du salaire

Article 4 de la convention n° 95. «Cestaticket socialista». Dans ses commentaires précédents, tout en prenant note des observations des partenaires sociaux, la commission avait examiné le système du «cestaticket socialista» (prestation alimentaire accordée aux travailleurs par l'employeur pour protéger le pouvoir d'achat des travailleurs en matière d'aliments, établie par le décret n° 2066 de 2015; le décret prévoit diverses modalités de mise en œuvre de la prestation, y compris des prestations en nature). La commission avait prié le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour engager sans délai un dialogue au niveau national auquel participeront toutes les organisations d'employeurs et de travailleurs concernées, et qui permettra d'examiner d'éventuelles solutions durables, y compris tout ajustement nécessaire au système du «cestaticket socialista», afin de garantir le plein respect de l'article 4 de la convention. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique que lorsque le «cestaticket socialista» sera inscrit dans les conventions collectives du travail, ses modalités d'application seront fixées d'un commun accord par les parties aux conventions. Le gouvernement ajoute ce qui suit: i) les syndicats devront donner aux travailleurs des orientations sur l'utilisation correcte des coupons, tickets ou cartes électroniques d'alimentation; et ii) le paiement et la fourniture d'aliments s'ajoutent à ce que le travailleur ou la travailleuse doit percevoir en tant que salaire; en aucun cas le «cestaticket socialista» ne remplace le paiement du salaire, ni partiellement ni moins encore dans sa totalité. Par ailleurs, la commission prend note des nouvelles observations des organisations de travailleurs sur cette question, dans lesquelles elles continuent de faire état des difficultés persistantes rencontrées dans la mise en œuvre de ce système. Dans ce contexte, la commission observe avec regret que le gouvernement n'a pas pris de mesures pour engager un dialogue au niveau national sur ces questions, comme elle l'en avait prié dans ses commentaires précédents. **Par conséquent, la commission se voit obligée de prier à nouveau le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour engager sans délai un dialogue au niveau national avec toutes les organisations d'employeurs et de travailleurs concernées, et d'examiner d'éventuelles solutions durables, y compris tout ajustement nécessaire au système du «cestaticket socialista». La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.**

Article 5. Paiement électronique du salaire. La commission note que, dans leurs observations, la CTV, la CTASI et la FAPUV soulignent que le paiement électronique des salaires s'est généralisé, donnant lieu à un très grave inconvénient pour les travailleurs lorsqu'ils doivent effectuer des paiements en espèces et à des difficultés insurmontables dans les nombreuses zones où il n'y a pas de services bancaires; de plus, le système bancaire limite le montant des retraits en espèces. La commission rappelle que l'article 5 prévoit que le salaire sera payé directement au travailleur intéressé. Ce même article autorise certaines exceptions dès lors qu'elles sont prévues par la législation nationale, une convention collective ou une sentence arbitrale ou que le travailleur intéressé accepte un autre procédé. La commission rappelle également qu'elle a considéré que le paiement des salaires par virement bancaire électronique est compatible avec la convention dans la mesure où les dispositions de l'article 5 sont respectées (Étude d'ensemble de 2003, protection du salaire, paragr. 84). Cela étant, la commission considère qu'il y a un problème d'application dans la pratique lorsque les circonstances rendent difficile voire impossible pour les travailleurs d'obtenir en espèces, de la banque ou de l'institution concernée, le montant correspondant à leur salaire, comme le dénoncent les organisations de travailleurs dans le cas présent. **La commission prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour régler ce problème et de fournir des informations à cet égard.**

Article 12. Retard dans le paiement du salaire. La commission note que, dans ses observations, la CTASI mentionne plusieurs cas de retard de paiement de salaires, notamment le cas de travailleurs de l'Assemblée nationale. **Rappelant l'importance de payer le salaire à intervalles réguliers, la commission prie le gouvernement de communiquer ses commentaires à ce sujet.**

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 26** (Dominique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Anguilla, Sierra Leone, Slovaquie, Zimbabwe); la **convention n° 95** (Dominique, Équateur, Kirghizistan, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, République bolivarienne du Venezuela); la **convention n° 99** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Anguilla, Zimbabwe); la **convention n° 131** (Équateur, Kirghizistan, Uruguay).

La commission a pris note des informations communiquées par les États suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 26** (Turquie); la **convention n° 95** (Malaisie, Turquie); la **convention n° 99** (Turquie).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 26** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (îles Vierges britanniques et Montserrat)); la **convention n° 95** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Montserrat, Nicaragua); la **convention n° 99** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Île de Man et Jersey)).

Temps de travail

Haïti

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919 (ratification: 1952)

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921 (ratification: 1952)

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930 (ratification: 1952)

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957 (ratification: 1958)

La commission note que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière de temps de travail, la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n°s 1, 14, 30 et 106 dans un même commentaire.

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP) reçues le 29 août 2018, de l'Association des industries d'Haïti (ADIH) reçues le 31 août 2018, et de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 1^{er} septembre 2018.

Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 107^e session, mai-juin 2018)

La commission prend note de la discussion qui a eu lieu à la Commission de l'application des normes de la Conférence (Commission de la Conférence), et qui a notamment porté sur l'impact de la loi portant organisation et réglementation du travail sur la durée de vingt-quatre heures répartie en trois tranches de huit heures (ci-après la loi sur le temps de travail) de 2017 sur l'application des conventions ratifiées en matière de temps de travail. Dans ses conclusions, la Commission de la Conférence a demandé au gouvernement: i) d'examiner, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, la conformité du Code du travail et de la loi sur le temps de travail avec les conventions ratifiées de l'OIT sur le temps de travail; ii) de renforcer l'inspection du travail et les autres mécanismes de contrôle pertinents pour garantir que les travailleurs bénéficient de la protection prévue dans les conventions; iii) de faire rapport à la commission sur ces mesures; et iv) de se prévaloir d'une assistance technique pour traiter ces problèmes.

La commission note qu'au terme de la discussion de la Commission de la Conférence le gouvernement a rappelé que les conventions ratifiées par Haïti faisaient partie du corpus juridique interne conformément à l'article 276-2 de la Constitution haïtienne, étant au-dessus des textes nationaux dans la hiérarchie des normes et pouvant être invoquées sans réserve devant les tribunaux. Prenant note des observations de la commission d'experts concernant l'application de la loi sur le temps de travail, le gouvernement a indiqué qu'il envisageait la réalisation de consultations tripartites en vue d'identifier et d'adresser les principales difficultés rencontrées dans l'application de la loi, ainsi que l'adoption d'arrêtés ou de mesures réglementaires. Par ailleurs, le gouvernement a affirmé être conscient du retard enregistré dans la finalisation du processus de réforme du Code du travail; les discussions avaient été entamées au niveau de la primature et se poursuivaient dans un cadre tripartite, dans l'esprit de l'Accord de San José signé entre les partenaires sociaux le 21 mars 2018 et en tenant compte des recommandations du Bureau.

Par ailleurs, la commission note que, dans ses observations, la CTSP regrette l'absence de progrès sur les questions de temps de travail depuis la discussion à la Commission de la Conférence. Cependant, la CTSP indique que les discussions sur la réforme du Code du travail ont repris. En outre, la commission note que l'ADIH confirme la reprise, en août 2018, des discussions tripartites sur la réforme du Code du travail. Selon l'ADIH, la loi sur le temps de travail doit être abrogée, et les organisations d'employeurs et de travailleurs doivent être consultées sur la mise en œuvre des conventions ratifiées en la matière. La commission note également que la CSI se réfère à la discussion du cas lors de la Commission de la Conférence et signale notamment que: i) la loi sur le temps de travail qui libéralise la réglementation sur ce sujet entraîne de graves abus; ii) cette loi a été adoptée sans consultations et en dehors du processus de négociation d'un nouveau Code du travail; et iii) la situation est aggravée par le manque de moyens de l'inspection du travail. La CSI se réfère plus particulièrement: i) aux travailleurs dans les secteurs informel et domestique qui subissent des conditions de travail indignes tant au regard de la durée du temps de travail qu'en matière de droit au congé; ii) aux agents de sécurité et aux travailleurs des entreprises de sous-traitance dans le secteur du textile, où sont à déplorer l'absence d'horaires de travail fixes et le refus du paiement des heures supplémentaires par les employeurs; et iii) aux travailleurs des zones franches d'exportations qui sont particulièrement exposés à des abus. **La commission prie le gouvernement de fournir ses commentaires sur l'ensemble de ces observations.**

Enfin, la commission prend note de la communication du gouvernement, reçue le 30 octobre 2018, dans laquelle il informe la commission que, suite aux conclusions de la Commission de la Conférence, il a sollicité l'assistance technique du Bureau, afin notamment de l'aider à présenter les rapports dus, à renforcer les services d'inspection, à consolider le dialogue social pour la poursuite des réformes sociales, ainsi qu'à traiter les autres points soulevés par la Commission de la Conférence. Le gouvernement indique également qu'il espère pouvoir recevoir cette assistance avant la prochaine Conférence internationale du Travail. **La commission espère que cette assistance technique pourra être fournie sans délai. Elle prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les résultats de l'assistance technique envisagée, ainsi que sur les mesures adoptées pour**

garantir la mise en œuvre effective dans la législation et dans la pratique des conventions ratifiées en matière de temps de travail.

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 1** (*Émirats arabes unis, Guinée équatoriale, République bolivarienne du Venezuela*); la **convention n° 14** (*Viet Nam*); la **convention n° 30** (*Guinée équatoriale*); la **convention n° 47** (*Ouzbékistan*); la **convention n° 89** (*Émirats arabes unis*); la **convention n° 101** (*Sierra Leone*); la **convention n° 132** (*Azerbaïdjan*); la **convention n° 153** (*Ukraine, Uruguay*); la **convention n° 171** (*Côte d'Ivoire*); la **convention n° 175** (*Fédération de Russie, Guatemala*).

La commission a pris note des informations communiquées par les États suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 14** (*Turquie, Ukraine, Zimbabwe*); la **convention n° 47** (*Ukraine*); la **convention n° 106** (*Ukraine*); la **convention n° 153** (*Turquie, République bolivarienne du Venezuela*).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 1** (*Uruguay*); la **convention n° 14** (*Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Îles Falkland (Malvinas), îles Vierges britanniques, Montserrat et Sainte Hélène)*); la **convention n° 30** (*Uruguay*); la **convention n° 101** (*Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Anguilla et Île de Man)*); la **convention n° 106** (*Uruguay*); la **convention n° 132** (*Uruguay*).

Sécurité et santé au travail

Belize

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960 (ratification: 1983)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Observation générale de 2015. La commission souhaite attirer l'attention du gouvernement sur son observation générale de 2015 se rapportant à la convention, et notamment la demande d'information figurant au paragraphe 30 de celle-ci.

La commission prend note de l'information contenue dans le présent rapport du gouvernement, selon laquelle le projet de loi sécurité et santé au travail (SST) tient réellement compte de toutes les observations de la commission puisqu'elle assure la protection effective des travailleurs exposés aux radiations ionisantes dans le cadre de leur travail. La commission note également, d'après le rapport du gouvernement, que des dispositions ont été formulées dans le projet de loi SST afin de fixer les doses maximales de radiations ionisantes autorisées, de prévoir un transfert à un autre emploi (en particulier pour les femmes enceintes) et d'empêcher l'exposition professionnelle en cas de situation d'urgence. En outre, selon les informations disponibles, le projet de loi SST n'a pas encore été adopté car on craint qu'il ne constitue une charge trop lourde pour les employeurs. La commission note que, en dépit de la demande qu'elle lui a précédemment adressée, le gouvernement n'a pas fourni de rapport détaillé. Elle souhaite insister sur le fait que l'indication selon laquelle la nouvelle législation est en cours d'adoption n'exempte pas le gouvernement de l'obligation d'assurer l'application des dispositions de la convention pendant la période de transition et de transmettre les informations correspondantes dans son rapport. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur l'application de la convention, y compris de la nouvelle législation, si celle-ci a été adoptée, et, dans le cas contraire, la façon dont le gouvernement garantit l'application dans la pratique des dispositions de la convention. Elle renouvelle également la demande qu'elle a adressée au gouvernement le priant de répondre en détail à sa précédente observation, qui était conçue dans les termes suivants:**

Article 3, paragraphe 1, et article 6, paragraphe 2, de la convention. Doses maximales de radiations ionisantes autorisées. Se référant à ses précédents commentaires, la commission prend note de la réponse du gouvernement indiquant que, le 13 mars 2009, le Conseil consultatif du travail a été réactivé et que sa mission essentielle est de réviser la législation nationale du travail. La commission note que le ministère recherche actuellement un consultant pour collaborer à la révision de la législation avec le Conseil consultatif du travail, et que les commentaires qu'elle a formulés seront soumis au conseil. **La commission espère que, dans le cadre de la révision en cours de la législation nationale du travail, il sera tenu dûment compte des limites d'exposition adoptées par la Commission internationale de radioprotection (CIRP) afin d'assurer la protection efficace des travailleurs exposés aux radiations ionisantes dans le cadre de leur travail.**

Article 14. Fourniture d'un autre emploi. La commission note que le gouvernement indique dans sa réponse que la loi sur le travail ne contient pas de disposition relative au transfert des travailleuses enceintes d'un poste comportant une exposition à des radiations ionisantes à un autre emploi. Elle note toutefois qu'il déclare que la politique nationale sur la sécurité et la santé au travail, que le Cabinet a adoptée le 9 novembre 2004, peut constituer un cadre adapté à l'élaboration d'une législation qui prévoirait un tel transfert, et que la législation est élaborée en consultation avec le Conseil consultatif du travail. **La commission espère que, dans le processus de révision de la législation nationale du travail actuellement en cours, il sera tenu dûment compte de la nécessité de veiller à ce qu'un autre emploi convenable, ne comportant pas d'exposition à des radiations ionisantes, soit offert aux travailleurs ayant absorbé de manière cumulée une dose efficace de rayonnements telle que toute nouvelle exposition comporterait un risque inacceptable pour leur santé, ainsi qu'aux femmes enceintes qui autrement pourraient se trouver devant un dilemme en ayant à choisir entre préserver leur santé ou conserver leur emploi.**

Exposition professionnelle en situation d'urgence. La commission note que la loi sur le travail ne contient actuellement aucune disposition fixant les circonstances dans lesquelles l'exposition exceptionnelle est autorisée. **La commission prie le gouvernement de tenir compte, dans le cadre de la révision en cours de la législation nationale du travail, de la nécessité de déterminer les circonstances dans lesquelles l'exposition exceptionnelle est autorisée et de rendre la protection aussi efficace que possible en cas d'accident et lors d'opérations de secours, notamment en ce qui concerne la conception et la protection du lieu de travail et des équipements, et l'amélioration des techniques d'intervention d'urgence qui, lorsqu'elles sont appliquées, épargnent au personnel d'intervention une exposition à des radiations ionisantes.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Chine

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
(ratification: 2007)

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
(ratification: 2002)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière de sécurité et de santé au travail (SST), la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n°s 155 (sécurité et santé des travailleurs) et 167 (SST dans la construction) dans un même commentaire.

La commission prend note des informations supplémentaires sur l'application des conventions n°s 155 et 167 fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de ces conventions sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année (voir *article 11 c) et e)* et application dans la pratique de la convention n° 155 et *article 35* et application dans la pratique de la convention n° 167 ci-dessous), ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Mesures liées à la COVID-19. La commission prend note des informations que le gouvernement a fournies dans son rapport supplémentaire au sujet des mesures relatives à la SST prises dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, notamment celles visant à renforcer la prévention et le contrôle au moment de la reprise des travaux concernant les projets de construction et de génie civil.

A. Dispositions générales

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Article 11 c) et e) de la convention. Production de statistiques annuelles sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et application de la convention dans la pratique. La commission avait précédemment pris note des 26 393 cas de maladies professionnelles signalés en 2013, dont 23 152 cas de pneumoconiose. En réponse à sa demande sur les mesures concrètes prises pour lutter contre la pneumoconiose, la commission prend note des informations contenues dans le rapport du gouvernement sur les différentes mesures de prévention prises en matière de SST ces dernières années, notamment l'élaboration de plans de prévention des risques et de contrôle dans les mines de charbon. La commission prend également note avec **intérêt** de l'adoption en 2019 d'un Plan d'action national pour la prévention et le contrôle de la pneumoconiose. À cet égard, elle se félicite du fait que, dans son rapport supplémentaire, le gouvernement indique qu'entre juillet 2019 et décembre 2020, 10 départements et la Fédération nationale des syndicats de Chine ont publié conjointement l'Avis relatif à la diffusion du Plan d'action renforcé pour la prévention et le contrôle de la pneumoconiose. Le gouvernement indique que les départements ont redoublé d'efforts dans cinq domaines, dont le contrôle et l'application de la loi, qu'ils ont œuvré à la promotion d'une prise en charge spécialisée des maladies professionnelles dans des secteurs clés, tels que le secteur minier et la métallurgie, et qu'ils ont procédé à un examen de la gestion des risques liés aux poussières dans plusieurs secteurs. En outre, la commission note que, dans son rapport supplémentaire, le gouvernement indique que la Chine publie des données sur les maladies professionnelles dans un bulletin statistique annuel sur le développement des services de santé publique. Le gouvernement indique à cet égard qu'il y avait 19 428 cas de maladies professionnelles en 2019 (dont 15 898 cas de pneumoconiose professionnelle), ce qui représente une diminution par rapport aux 23 497 cas de maladies professionnelles en 2018 (dont 19 468 cas de pneumoconiose professionnelle). La commission note également que le gouvernement indique qu'en 2019, il y a eu 44 609 accidents du travail entraînant la mort de 29 519 travailleurs. La commission prend note du fait que, d'après le gouvernement, les chiffres de 2019 font apparaître une baisse de 33,5 pour cent du nombre d'accidents depuis 2015 et une baisse de 34,1 pour cent du nombre de décès. **La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des données statistiques sur les accidents du travail et les maladies professionnelles au niveau national. La commission prie également le gouvernement de continuer ses efforts en matière de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, et de continuer à communiquer des informations sur les mesures préventives spécifiques prises à cet égard, y compris dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action national pour la prévention et le contrôle de la pneumoconiose, ainsi que sur leurs effets.**

B. Protection dans des branches d'activité spécifiques

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Article 8 de la convention. Coopération entre deux ou plusieurs employeurs exerçant simultanément des activités sur un même chantier de construction. La commission avait précédemment pris note de l'article 24 du règlement administratif sur la sécurité au travail dans les projets de construction, qui prévoit que l'entrepreneur principal est responsable d'une manière générale de la sécurité au travail sur le chantier. Lorsque l'entrepreneur principal sous-traite un programme de construction à toute autre entité, il doit formuler explicitement les droits et les obligations respectifs de chacune des parties en matière de sécurité au travail. L'entrepreneur principal et l'entreprise sous-traitante devront assumer une responsabilité conjointe et solidaire à l'égard de la sécurité du projet sous-traité et devront se partager les fonctions et les responsabilités. La commission avait également noté que selon le gouvernement, le caractère inadéquat de la responsabilisation et de la responsabilité était un facteur contribuant à la forte incidence des accidents dans le secteur de la construction, et la commission avait demandé des informations sur l'application de l'article 24 dans la pratique.

La commission prend note des données statistiques communiquées par le gouvernement, en réponse à la précédente demande de la commission, concernant l'application de la législation dans le secteur de la construction en général. Le gouvernement fait état de l'adoption de l'avis sur le développement accéléré de la sous-traitance générale de projets (n° 93 de 2016), qui dispose que les entreprises peuvent sous-traiter directement des travaux de conception ou de construction à des entreprises possédant les qualifications correspondantes, mais que l'entrepreneur principal est pleinement responsable entre autres, de la qualité et de la sécurité du projet, conformément au contrat signé avec l'entité de construction. Le gouvernement indique également que le ministère du Logement et du Développement urbain et rural a publié un avis sur les mesures de gestion relatives à l'évaluation et aux sanctions dans le cadre de l'attribution de contrats et de la sous-traitance de projets de construction (n° 1 de 2019), qui détermine les infractions relatives à l'attribution illégale de contrats, à la sous-traitance et à la sous-traitance illégale et établit également des normes relatives aux enquêtes et aux sanctions. Le gouvernement indique également que les mesures relatives à la gestion de la sous-traitance des projets de construction de maisons et d'infrastructures municipales (décret n° 47 du ministère du Logement et du Développement urbain et rural) ont été révisées en 2019, selon lesquelles l'entrepreneur d'un projet en sous-traitance doit posséder les qualifications nécessaires aux travaux requis et doit respecter les mesures de gestion de la sécurité au travail prises par l'entrepreneur principal sur le chantier. La commission rappelle qu'en conformité avec l'article 8, paragraphe 1 a), de la convention, chaque fois que deux ou plusieurs employeurs entreprennent simultanément des travaux sur un chantier, il incombera à l'entrepreneur principal, ou tout autre personne ou organisme assumant le contrôle effectif ou la responsabilité principale de l'ensemble des activités du chantier, de coordonner les mesures prescrites, dans le domaine de la sécurité et de la santé, et que ces mesures soient respectées pour autant que cela soit compatible avec la législation nationale. La commission rappelle aussi que, conformément à l'article 8, paragraphe 1 c), chaque employeur restera responsable de l'application des mesures prescrites pour les travailleurs placés sous son autorité. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises pour assurer la mise en œuvre des mesures prescrites en matière de santé et de sécurité sous la responsabilité de l'entrepreneur principal, lorsque deux ou plusieurs employeurs entreprennent simultanément des travaux sur un chantier, en particulier concernant les chantiers sur lesquels opèrent plusieurs échelons d'entreprises sous-traitantes. Prenant note des informations générales communiquées par le gouvernement, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations détaillées sur l'application et le contrôle du respect de l'article 24 du règlement administratif sur la sécurité au travail dans les projets de construction dans la pratique, y compris les inspections effectuées, les infractions constatées, et les sanctions appliquées en cas de non-conformité, dont les amendes collectées et les cas de poursuites. La commission prie à ce que ces informations détaillées indiquent avec quelle fréquence les entrepreneurs principaux, indépendamment des sous-traitants, font l'objet de mesures d'application.**

Article 18, paragraphe 1. Travaux en hauteur, notamment sur des toits. La commission prend note de l'indication du gouvernement, en réponse à la précédente demande de la commission, selon laquelle les chutes depuis des points élevés constituent le principal type d'accident dans la construction, représentant 52,2 pour cent du total des accidents en 2018. Le gouvernement indique que le contrôle des équipements de protection individuelle (comme les ceintures de sécurité) doit être renforcé afin de prévenir ces chutes, et qu'en 2019, le ministère du Logement et du Développement urbain et rural, en collaboration avec l'administration d'État chargée de la réglementation des marchés et le ministère de la Gestion des situations d'urgence, a publié un avis pour renforcer le contrôle et la gestion des équipements de protection individuelle. Le gouvernement indique également qu'il prend des mesures pour renforcer le suivi des projets considérés comme étant à haut risque, notamment ceux impliquant des travaux en

hauteur, à travers, en particulier, l'élaboration de règles d'application détaillées concernant ces projets et la réalisation d'inspections ciblées. **La commission prie instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts pour appliquer les mesures de sécurité relatives aux travaux en hauteur et pour promouvoir l'utilisation d'équipement de sécurité sur tous les sites de construction. Elle prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur les mesures d'application mises en œuvre à cet égard, et de communiquer des données sur le nombre d'accidents du travail signalés (y compris les accidents mortels et graves) dus à des chutes depuis des points élevés, ainsi que le nombre et la nature des infractions détectées et des sanctions imposées pour non-conformités.**

Article 35. *Application effective des dispositions de la convention et application dans la pratique.* La commission avait précédemment noté que le gouvernement avait identifié les facteurs qui contribuent aux accidents dans le secteur de la construction, notamment l'absence d'uniformisation des standards applicables au secteur de la construction, le caractère inadéquat du régime de la propriété des entreprises, du système de reddition de comptes et des responsabilités des entreprises, le manque de rigueur pour ce qui est d'éliminer les risques professionnels cachés et le caractère inadéquat des enquêtes et des sanctions imposées suite aux accidents du travail. La commission avait noté qu'en 2018, l'industrie de la construction était, pour la neuvième année consécutive, le secteur enregistrant le plus grand nombre d'accidents du travail.

La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement, en réponse à sa précédente demande, sur les mesures prises par le ministère du Logement et du Développement urbain et rural, pour améliorer l'application de la convention, y compris: i) des mesures visant à renforcer les inspections de sécurité dans le secteur de la construction, dont l'élimination de 360 000 risques potentiels pour la sécurité sur les chantiers de construction et la suspension des licences de 164 entreprises en 2018; ii) l'amélioration de la réglementation du marché de la construction pour lutter contre la sous-traitance illégale; iii) la sensibilisation accrue à la sécurité dans la construction et la formation des travailleurs dans la construction; et iv) la mise en place d'un système national d'information sur la sécurité dans la construction pour promouvoir le contrôle, la collaboration et le partage d'informations. Le gouvernement indique que les départements chargés du logement et de la construction urbaine et rurale à tous les niveaux ont inspecté 320 155 projets, enquêté sur 11 302 activités illégales, sanctionné 8 161 entreprises et imposé des amendes à hauteur de 102 millions de yuan environ (environ 15 513 000 dollars E.-U.). En 2018, il y a eu 734 accidents du travail dans le cadre de projets de logement et de projets municipaux à l'échelle nationale, entraînant la mort de 840 travailleurs. À cet égard, la commission prend note avec **préoccupation** de la déclaration du gouvernement selon laquelle cela représente une hausse de 4,1 pour cent du nombre de décès dus à des accidents dans ce secteur, entre 2017 et 2018. Les principales causes d'accident étaient les chutes depuis des points élevés, les chutes d'objets, les accidents mécaniques et les accidents liés aux grues. La commission note en outre qu'en 2018, 983 cas de maladies professionnelles ont été signalés dans le secteur de la construction, essentiellement liés à des projets de génie civil (827 cas). Se référant aux commentaires ci-dessus sur la convention n° 155, la commission prend note que la maladie professionnelle principale signalée dans le secteur de la construction était la pneumoconiose. Dans son rapport supplémentaire, le gouvernement mentionne également les mesures prises pour renforcer la responsabilisation des personnes responsables. Le gouvernement se réfère également à une vaste enquête menée en 2019 au cours de laquelle 163 446 projets sélectionnés au hasard ont fait l'objet d'une inspection, 351 677 risques potentiels pour la sécurité ont été analysés, 58 888 mises en demeure ont été établies afin que des mesures correctives soient adoptées dans le délai imparti, 304 rappels à la loi ont été adressés et 6 437 avis de suspension des travaux ou des activités de l'entreprise ont été prononcés. **La commission prie instamment le gouvernement de poursuivre ses efforts pour assurer l'application de la convention dans la pratique, et de continuer à communiquer des informations sur les mesures concrètes prises pour réduire le nombre d'accidents mortels dans ce secteur. La commission prie également instamment le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour assurer l'application effective de la convention au travers de services d'inspection appropriés dans ce secteur, ainsi que de sanctions et de mesures correctives appropriées. Enfin, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'application de la convention dans la pratique, notamment sur le nombre et la nature des infractions signalées, et les mesures prises pour y remédier, le nombre de sanctions et les mesures correctives appliquées, ainsi que sur le nombre, la nature et la cause des accidents du travail et des maladies professionnelles signalées.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Comores

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921 (ratification: 1978)

Articles 1, 2 et 3 de la convention. Interdiction de l'emploi de la céruse et du sulfate de plomb dans les travaux de peinture intérieure des bâtiments. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport selon lesquelles il n'y a aucune disposition particulière dans la loi nationale qui applique les dispositions de la présente convention, mais le Code du travail donne des indications générales pour des mesures qui iraient dans ce sens. **La commission espère que, dans son prochain rapport, le gouvernement sera en mesure de fournir des informations précises sur les mesures prises, en droit et dans la pratique, pour réglementer l'utilisation de la céruse et du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments conformément aux dispositions de la convention.**

Application dans la pratique. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il n'y a pas de rapport des services d'inspection qui donnerait des informations sur la manière dont la convention est appliquée dans la pratique ou qui fournirait des données statistiques y relatives. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations, lorsqu'elles seront disponibles, sur l'application de la convention dans la pratique, y compris des informations statistiques sur les cas de saturnisme chez les ouvriers peintres, en indiquant notamment la morbidité et la mortalité dues au saturnisme.**

Guyana

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974 (ratification: 1983)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission note que le projet de règlement du 31 janvier 2003 sur l'utilisation sans risque de produits chimiques au travail est à l'examen. Elle prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle ce projet de règlement prévoit une protection contre le cancer professionnel et renvoie à la norme internationale fixée pour les limites d'exposition par la Conférence américaine des spécialistes gouvernementaux d'hygiène industrielle. La commission note aussi que le chapitre 3.6 de l'annexe 2 du projet contient des règles applicables en matière de carcinogénicité; elle prend note de la déclaration du gouvernement selon laquelle ce projet devrait prévoir des examens médicaux. Elle espère que le règlement sera adopté sous peu, qu'il assurera l'application de la convention et qu'il prévoira des examens médicaux ou biologiques ou autres tests ou investigations, pendant et après l'emploi, conformément à l'article 5 de la convention. **La commission prie le gouvernement de transmettre des informations sur les mesures prises pour assurer l'application de la convention et de transmettre copie de ce règlement dès qu'il sera adopté.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Sierra Leone

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963 (ratification: 1964)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Depuis un certain nombre d'années, la commission attire l'attention du gouvernement sur le fait que la législation nationale ne contient pas de dispositions donnant effet à la *Partie II de la convention* (interdiction de la vente, de la location, de la cession à tout autre titre et de l'exposition de machines dépourvues de dispositif de sécurité approprié) et qu'elle n'assure pas la pleine application de son *article 17* (qui vise tous les secteurs d'activité économique) puisqu'elle n'est pas applicable à certaines branches d'activité, notamment aux transports par mer, air ou terre et à l'industrie minière.

Dans les rapports fournis depuis 1979, le gouvernement indique, en réponse aux commentaires de la commission, qu'un projet de loi portant révision de la loi de 1974 sur les fabriques était en voie de préparation et que ce projet contiendrait des dispositions correspondant à celles de la convention et s'appliquerait à tous les secteurs d'activité économique. Dans son dernier rapport (reçu en 1986), le gouvernement indique que le projet de loi de 1985 sur les fabriques a été examiné par la commission parlementaire compétente et qu'il allait être soumis au Parlement pour adoption.

Avec son rapport pour la période prenant fin le 30 juin 1991, le gouvernement a fourni copie d'extraits de la loi sur les fabriques, notamment de dispositions qui devraient donner effet à la *Partie II* de la convention. À cet égard, le gouvernement a été prié d'indiquer à quel stade de la procédure législative se trouvait le projet,

ainsi que l'organe où il était à l'examen. **Le gouvernement n'ayant fourni aucune information, la commission exprime à nouveau l'espoir que le projet de loi susmentionné sera adopté dans un avenir proche, et demande au gouvernement d'en communiquer copie dès qu'il aura été adopté.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Turquie

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960
(ratification: 1968)

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963 (ratification: 1967)

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967 (ratification: 1975)

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
(ratification: 2005)

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985
(ratification: 2005)

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
(ratification: 2015)

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995
(ratification: 2015)

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006 (ratification: 2014)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière de sécurité et santé au travail (SST), la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n°s 115 (protection contre les radiations), 119 (protection des machines), 127 (poids maximum), 155 (sécurité et santé des travailleurs), 161 (services de santé), 167 (SST dans la construction), 176 (SST dans les mines) et 187 (cadre promotionnel pour la SST) dans un même commentaire.

La commission prend note des informations supplémentaires sur les conventions ratifiées en matière de SST, fournies par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020).

La commission prend également note des observations formulées par la Confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK) sur l'application des conventions n°s 155 et 161, reçues le 31 août 2020, les observations formulées par la Confédération syndicale internationale (CSI) sur l'application des conventions n°s 155, 167, 176 et 187, reçues le 16 septembre 2020, les observations formulées par la Confédération turque des associations d'employeurs (TISK) sur l'application des conventions n°s 115, 119, 127, 155, 161, 167, 176 et 187, reçues le 29 septembre 2020, et les observations formulées par la Confédération des syndicats de la fonction publique (MEMUR-SEN) sur l'application de la convention n° 155, communiquées avec le rapport supplémentaire du gouvernement. En outre, la commission prend note des réponses du gouvernement aux observations de la CSI et de la KESK, reçues le 4 novembre 2020. La commission a procédé à l'examen de l'application des conventions n°s 115, 119, 127, 155, 161, 167, 176 et 187 sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement et des partenaires sociaux cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Mesures adoptées dans le contexte de la pandémie de COVID-19. La commission note les observations de la TISK concernant les mesures prises en réponse à la pandémie de COVID-19, y compris la diffusion par la Direction générale de la sécurité et santé au travail d'informations générales et sectorielles concernant la SST et la pandémie de COVID-19, ainsi que les mesures prises par les organisations d'employeurs et leurs sociétés membres dans le secteur de la métallurgie et le secteur textile, telles que la distribution d'équipements de protection individuelle. La commission prend également note des observations de la CSI qui allèguent que la contagion et les décès dus à la pandémie de COVID-19 sont devenus prédominants dans les usines, et cela de façon préoccupante. À cet égard, la CSI se réfère à: i) la situation d'une entreprise de mariage dans laquelle plus de 1 000 employés seraient en train de travailler sans mesures de prévention; et ii) un manque allégué en matière de mesures de prévention et de protection pour les travailleurs du secteur de la construction, ainsi que le licenciement de travailleurs qui font part de leurs inquiétudes concernant des questions de SST. La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de la CSI concernant les actions qu'il a entreprises dans le contexte de la pandémie, y compris des changements législatifs et la mise à disposition d'orientations, prenant en

compte des pratiques comparatives. Le gouvernement indique que les procédures nécessaires concernant certaines plaintes dûment soulevées par des employés ont déjà été effectuées par les autorités compétentes. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les développements à cet égard, y compris sur les mesures prises pour veiller à l'application dans la pratique des conventions ratifiées en matière de SST dans le contexte de la pandémie de COVID-19.**

La commission prend note des observations de la TISK, communiquées avec le rapport du gouvernement de 2019 sur les conventions n^{os} 115, 119, 127, 155, 161 et 187.

Articles 2, 3, 4, paragraphe 3 a), et 5 de la convention n^o 187, articles 4, 7 et 8 de la convention n^o 155, article 1 de la convention n^o 115, article 16 de la convention n^o 119, article 8 de la convention n^o 127, articles 2 et 4 de la convention n^o 161, article 3 de la convention n^o 167 et article 3 de la convention n^o 176. Amélioration continue de la sécurité et de la santé au travail en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives et un organe tripartite consultatif national. Politique nationale et programme national en matière de sécurité et de santé au travail. La commission a précédemment noté l'indication du gouvernement selon laquelle le Conseil national tripartite de santé et sécurité au travail (Conseil national de SST) se réunissait deux fois par an et avait pour objectif de conseiller le ministère du Travail et de la Sécurité sociale ainsi que le gouvernement sur le développement de politiques et stratégies à développer pour améliorer les conditions en matière de SST. Elle avait également pris note de l'adoption de la Politique nationale de SST (III) et du Plan d'action national pour la période de 2014-2018, qui comportaient des objectifs liés à l'élaboration d'un système de compilation et d'enregistrement de statistiques des accidents de travail et des cas de maladies professionnelles et à l'amélioration des performances des services de santé au travail.

La commission note avec **préoccupation** que le gouvernement a indiqué dans son rapport que la dernière réunion du Conseil national de SST s'est tenue en juin 2018 et que l'examen de la Politique nationale et du Plan d'action en matière de SST pour 2014-2018, ainsi que l'adoption de la nouvelle politique de SST et du nouveau Plan d'action pour 2019-2023, sont toujours en attente. La commission rappelle que le précédent règlement du Conseil national de SST de 2013 précisait que sa composition comprenait 13 représentants des partenaires sociaux (et 13 des institutions publiques), et elle note que le gouvernement a indiqué que, conformément au décret-loi n^o 703 de 2018, le Conseil national de SST serait réorganisé et ses nouveaux membres seraient nommés par le Président. À cet égard, la commission note les préoccupations de la KESK, qui indique qu'il n'y a pas eu de réunion du Conseil national de SST depuis 2018, ce qui est confirmé par la réponse du gouvernement. La commission note également les observations de la MEMUR-SEN concernant la nécessité d'avoir des mécanismes de dialogue social afin d'établir une liste de maladies professionnelles. Le gouvernement fournit aussi des informations, en réponse à la demande de la commission, sur les progrès réalisés à l'égard des indicateurs annuels de performance pour chacun des sept objectifs énoncés dans le Plan d'action national 2014-2018. La commission note également la référence faite par le gouvernement aux réunions et aux consultations tripartites avec les représentants sectoriels dans les secteurs de la construction et des mines ainsi que des observations formulées par la TISK sur l'application de la convention n^o 155 selon lesquelles des mesures sont prises pour améliorer le dialogue social en matière de SST. La commission prend néanmoins note des observations de la KESK selon lesquelles le Plan d'action national 2019-2023 n'a pas encore été adopté.

La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur l'examen de la Politique nationale en matière de SST et du Plan d'action national en matière de SST pour la période 2014-2018, y compris l'évaluation des progrès réalisés en ce qui concerne les indicateurs de performance. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la formulation et l'adoption d'une nouvelle politique et d'un nouveau programme de SST pour la période suivante. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les consultations menées à cet égard avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations sur le rétablissement du Conseil national de SST et d'indiquer s'il comprend des représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs. Enfin, la commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires au sujet des observations de la MEMUR-SEN sur le besoin d'établir une liste de maladies professionnelles en consultation avec les partenaires sociaux.

Articles 2 et 3 de la convention n^o 187 et article 4 de la convention n^o 155. Prévention en tant que principe de la politique nationale en matière de SST. Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note des mesures proposées dans le Document de politique nationale III (2014-2018) visant à abaisser le taux des accidents de travail dans la métallurgie, les mines et la construction.

La commission se félicite des informations détaillées fournies par le gouvernement, en réponse à sa demande, sur l'application dans la pratique des conventions n^{os} 167 et 176, notamment sur le nombre d'accidents de travail et d'accidents du travail mortels. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle, bien que les niveaux prévus par les indicateurs de performance du Document de politique nationale III (2014-2018) n'aient pas été atteints, les efforts visant à réduire les accidents de travail et les

maladies professionnelles se poursuivent. Le gouvernement indique qu'il est prévu de réviser les objectifs et indicateurs pertinents lors de la préparation du Plan d'action 2019-23 afin de prévoir des actions plus efficaces, après la restructuration du Conseil national de SST. À cet égard, la commission se félicite des informations fournies par le gouvernement concernant plusieurs activités menées dans le secteur de la construction visant à réduire le nombre d'accidents de travail et de la référence faite par le gouvernement au lancement imminent d'un grand projet visant à améliorer la SST dans le secteur minier. En outre, la commission note les observations de la TISK concernant la publication de deux communiqués sur les accidents industriels majeurs en juin et en juillet 2020. La commission note néanmoins avec **préoccupation** l'indication du gouvernement selon laquelle, en 2017, il y a eu 587 accidents du travail mortels dans le secteur de la construction et 86 dans le secteur minier. La commission prend également note que, selon la CSI, le nombre d'accidents du travail mortels a augmenté en 2020 par rapport à 2019 avec, comme causes de décès principales, le syndrome de compression, les incidents liés à la circulation, et les chutes. À cet égard, la commission prend note de la réponse du gouvernement selon laquelle le nombre d'accidents ne devrait pas être examiné isolément, mais devrait plutôt être évalué au fil des années, sur la base des conditions de travail en matière de SST et du nombre d'employés dans le pays. La MEMUR-SEN allègue également l'existence d'insuffisances concernant divers aspects du système national de SST, et l'existence d'un nombre élevé d'accidents industriels par jour. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires au sujet des observations de la MEMUR-SEN. La commission prie également le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour réduire les accidents du travail dans les secteurs et les lieux de travail où les travailleurs sont particulièrement exposés (en particulier dans le secteur de la métallurgie, les mines et la construction et où les machines sont utilisées). Elle prie le gouvernement de continuer à fournir des informations détaillées sur le nombre d'accidents du travail, y compris les accidents du travail mortels, dans tous les secteurs et sur tous les lieux de travail. Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur les maladies professionnelles, y compris le nombre de cas de maladies professionnelles enregistrés et, si possible, ventilées par secteur, groupe d'âge et genre.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Ukraine

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974 (ratification: 2010)

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (ratification: 2012)

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995 (ratification: 2011)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière de sécurité et de santé au travail (SST), la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n°s 139 (cancer professionnel), 155 (SST) et 176 (sécurité et santé dans les mines) dans un même commentaire.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) concernant l'application des conventions n°s 155 et 176, reçues le 16 septembre 2020, alléguant l'absence de mesures de prévention et de protection des travailleurs contre la propagation de la COVID-19 et le manque d'équipements de protection individuelle dans tout le pays, en particulier dans le secteur des soins de santé et des mines. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à cet égard.**

La commission prend également note des observations de la Confédération des syndicats libres de l'Ukraine (KVPU) concernant l'application des conventions n°s 155 et 176, reçues en 2019.

A. Dispositions générales

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Article 11 c) de la convention. Notification des accidents du travail et des cas de maladies professionnelles. La commission note, selon les observations de la KVPU, que les employeurs ne suivent pas, dans la pratique, les procédures de notification mises en place par la décision n° 337 du 17 avril 2019 du Cabinet des ministres de l'Ukraine, portant approbation de la procédure d'enregistrement et d'enquête concernant les accidents et les cas de maladies professionnelles. La KVPU allègue que, au cours du premier semestre de 2019, les employeurs n'ont pas envoyé les notifications dans les délais fixés,

concernant 120 accidents sur les 209 enregistrés par l'Inspection du travail de l'État. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à cet égard, et de prendre les mesures nécessaires pour faire appliquer pleinement la décision n° 337 dans la pratique, afin de veiller à ce que les employeurs notifient les accidents du travail et les cas de maladies professionnelles.**

B. Protection contre les risques spécifiques

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Articles 2, 3 et 4 de la convention. Remplacement des substances et agents cancérigènes, mesures à prendre pour protéger les travailleurs, enregistrement des données et mise à disposition d'informations. La commission note que le rapport du gouvernement ne répond pas à ses commentaires précédents sur les questions couvertes par l'article 2 (remplacement des substances et agents cancérigènes), l'article 3 (mesures à prendre pour protéger les travailleurs et enregistrer les données) et l'article 4 (mettre à la disposition des travailleurs des informations sur les risques que comportent ces substances et les mesures requises) de la convention. La commission note également avec **préoccupation** que le gouvernement: i) réitère les difficultés qu'il avait précédemment soulevées concernant l'application de ces articles dans la pratique, notamment l'insuffisance de financement qui empêche de prendre des mesures visant à remplacer les substances et agents cancérigènes par des substances ou agents non cancérigènes ou moins dangereux, et l'absence d'un système approprié pour enregistrer le nombre de travailleurs exposés à des substances et agents cancérigènes; et ii) indique qu'il n'existe actuellement aucune mesure spéciale propre à garantir que les travailleurs qui ont été, sont ou peuvent être exposés à des substances et agents cancérigènes reçoivent toutes les informations disponibles sur les risques que comportent ces substances et les mesures requises. **Tout en tenant compte des difficultés soulevées par le gouvernement, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce qu'il soit donné pleinement effet aux articles 2, 3 et 4 de la convention dans un proche avenir, et de communiquer des informations sur les mesures prises à cet égard.**

C. Protection dans des branches d'activité spécifiques

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Article 5, paragraphes 1 et 2 e), et article 16 de la convention. Surveillance de la sécurité et de la santé dans les mines, suspension des activités dans les mines, mesures correctives et application de la loi. En réponse à ses précédents commentaires sur les inspections effectuées dans les mines, la commission prend note des informations statistiques fournies par le gouvernement dans son rapport, concernant le nombre d'inspections effectuées, les violations constatées et le montant total des amendes infligées. La commission prend également note des observations de la KVPU, alléguant que l'application de la loi n° 877-V de 2007 sur les principes fondamentaux de la supervision et du contrôle de l'activité économique par l'État restreint les inspections dans les mines. La KVPU fait également état de deux accidents mortels qui se sont produits en 2017-18 dans le même lieu de travail minier à un an d'intervalle, et ce parce que l'ordonnance interdisant l'utilisation de certains équipements, rendue par le tribunal administratif à la suite d'une demande de l'Inspection du travail de l'État, n'a pas été appliquée. **Se référant à ses commentaires concernant les restrictions aux pouvoirs des inspecteurs du travail, adoptés en 2020 dans le cadre de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et de la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, la commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application effective des dispositions de la présente convention, conformément à l'article 16. À cet égard, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations statistiques sur les violations constatées lors des inspections, ainsi que des informations détaillées sur les mesures prises par les inspecteurs dans de tels cas, y compris les sanctions imposées et les mesures correctives qui ont été prises. En outre, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations complémentaires sur l'application dans la pratique de l'article 5, paragraphe 2 e), concernant le pouvoir de l'autorité compétente de suspendre ou de restreindre, pour des motifs de sécurité et de santé, les activités minières jusqu'à ce que les conditions à l'origine de la suspension ou de la restriction soient corrigées.**

Article 5, paragraphe 2 c) et d), article 7 et article 10 d). Mesures visant à éliminer ou à réduire au minimum les risques pour la sécurité et la santé dans les mines. Procédures d'enquête sur les accidents graves et les accidents mortels et établissement et publication des statistiques. Mesures correctives appropriées et mesures prises par les employeurs à la suite d'enquêtes pour prévenir de futurs accidents. Suite à ses précédents commentaires, la commission note que le gouvernement fait état de la procédure d'enquête sur les accidents dans les entreprises de l'industrie du charbon, en application de la décision n° 337 du 17 avril 2019 du Cabinet des ministres de l'Ukraine, portant approbation des procédures d'enquête et d'enregistrement concernant les accidents et les cas de maladies professionnelles. Toutefois, la commission note que, selon le gouvernement, 23 pour cent des enquêtes ordonnées en 2018 sont encore en cours, de même que 5 pour cent de celles ordonnées en 2017 et 5 pour cent de celles ordonnées en

2016, principalement en raison de l'absence de conclusions rendues à l'issue de la procédure d'enquête. La KVPU allègue également que les procédures de notification des accidents du travail et des cas de maladies professionnelles en place ne sont pas suivies dans la pratique. En ce qui concerne les mesures prises pour s'attaquer aux causes de ces accidents, le gouvernement indique que l'Inspection du travail de l'État a formé une commission chargée d'examiner les documents réglementaires relatifs à l'élimination des gaz, à la ventilation et à la lutte contre les phénomènes dynamiques dus au gaz, mais n'indique pas les mesures prises dans les mines en général. La commission note néanmoins, selon les observations de la CSI, qu'il y a un taux élevé d'accidents du travail et de cas de maladies professionnelles dans le secteur minier, et note l'allégation de la CSI selon laquelle les accidents du travail et les cas de maladies professionnelles dans les mines sont sous-estimés, étant donné que peu de données existent dans ce secteur. La CSI allègue également que selon l'Inspection du travail de l'État, 68,7 pour cent des travailleurs dans les mines travaillent dans des conditions qui ne satisfont pas aux normes sanitaires et d'hygiène en vigueur, que 53,5 pour cent d'entre eux travaillent dans un environnement excessivement poussiéreux, 42,3 pour cent dans un environnement excessivement bruyant, 14,2 pour cent sont exposés à des vibrations excessives et 9,8 pour cent sont exposés de manière excessive à des produits chimiques dangereux. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à propos des observations de la CSI. La commission prie également le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir qu'il soit donné pleinement effet à l'article 10 d) de la convention, en vertu duquel les employeurs doivent veiller à ce que tous les accidents et les incidents dangereux fassent l'objet d'une enquête et que des mesures correctives appropriées soient prises pour y remédier. En ce qui concerne l'article 5, paragraphe 2 d), sur l'établissement et la publication des statistiques sur les cas d'accidents, de maladies professionnelles et d'incidents dangereux, la commission renvoie à ses commentaires adoptés en 2020 concernant l'article 11 c) de la convention n° 155. La commission prie également le gouvernement de fournir davantage d'informations détaillées sur les mesures prises pour garantir le respect des obligations des employeurs dans le secteur minier, prévues aux articles 7 et 10.**

Article 5, paragraphe 2 f). *Droit des travailleurs et de leurs représentants d'être consultés au sujet des questions et de participer aux mesures relatives à la SST.* Suite à ses précédents commentaires sur les procédures mises en place pour faire respecter les droits des travailleurs et de leurs représentants d'être consultés et de participer aux mesures relatives à la SST (art. 5, paragr. 2 f)), la commission note qu'en vertu de l'article 42 de la loi sur la protection au travail, les représentants pour les questions de SST peuvent demander une assistance aux organes chargés du contrôle étatique de la SST, et ont le droit de participer et de faire des propositions appropriées lors des inspections. La commission note cependant, d'après les observations de la KVPU, que la législation nationale ne prévoit pas de procédures obligatoires et documentées pour garantir la participation effective des travailleurs et de leurs représentants aux consultations en matière de SST sur le lieu de travail. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires à cet égard et de fournir davantage d'informations sur la mise en place de procédures efficaces en vue de donner effet aux droits des travailleurs et de leurs représentants d'être consultés au sujet des questions de sécurité et santé au travail, et de participer aux mesures relatives à la sécurité et à la santé sur le lieu de travail, conformément aux exigences de cet article.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2022].

Uruguay

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
(ratification: 1988)

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985
(ratification: 1988)

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986 (ratification: 1995)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière de sécurité et de santé au travail (SST), la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n°s 155 (SST), 161 (services de santé au travail) et 162 (amiante) dans un même commentaire.

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020), informations qui ont trait aux mesures adoptées pour faire face à la situation sanitaire d'urgence imposée dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.

Mesures liées à la COVID-19. La commission apprécie les efforts déployés par le gouvernement pour fournir des informations sur les mesures de SST adoptées par le gouvernement dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, notamment l'adoption de divers décrets et résolutions dans ce domaine. La commission prend note en particulier des résolutions n° 52/020 (du 13 mars 2020) et n° 54/020 (du 19 mars 2020) du ministère du travail et de la sécurité sociale, élaborées selon un processus tripartite au sein du conseil national de la sécurité et de la santé au travail (CONASSAT) instaurant certaines dispositions et recommandations pour la prévention du risque lié à la COVID-19 dans le milieu de travail ainsi que les clauses minimales que doivent comporter des protocoles de prévention, contrôle et application. De même, la commission prend note de la résolution de l'inspection générale du travail et de la sécurité sociale du 14 avril 2020, qui prévoit la formation des équipes spéciales d'inspecteurs du travail, sous l'égide des directeurs de division et des coordinateurs, pour organiser et contrôler l'exécution des mesures de SST dans le cadre de la situation d'urgence sanitaire.

S'agissant des autres questions en suspens, la commission réitère les commentaires qu'elle a adoptés en 2019 et qui sont reproduits ci-après.

La commission prend note des observations de l'Assemblée intersyndicale des travailleurs – convention nationale des travailleurs (PIT-CNT) sur l'application de la convention n° 161, transmises par le gouvernement.

A. Dispositions générales

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Articles 4, 7 et 8 de la convention. Formulation d'une politique nationale et adoption d'une législation en matière de SST, en consultation avec les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés. Faisant suite à ses précédents commentaires, la commission note que, dans le cadre de la loi n° 19172 sur la réglementation et le contrôle du cannabis, et du décret n° 120/2014 qui régit cette loi, le décret n° 128/016 du 2 mai 2016 a été adopté. Il établit la procédure à suivre dans les cas de consommation d'alcool, de cannabis et d'autres drogues sur le lieu de travail et pendant le travail. La commission se félicite de l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle le projet de décret n° 128/016 a fait l'objet d'un consensus au sein du Conseil national pour la santé et la sécurité au travail (CONASSAT) en 2015.

La commission note que l'article 3 du décret n° 128/016 dispose que, dans les domaines bipartites de la santé et de la sécurité (créés en application du décret n° 291/007, qui met en œuvre les dispositions de la convention) ou dans les domaines des relations professionnelles par secteur d'activité, des directives et des procédures systématiques seront adoptées pour détecter les situations de consommation d'alcool et de drogues, et des mesures visant à prévenir la consommation et à la dépister de manière précoce seront prises afin de faciliter une intervention rapide. La commission note également que le gouvernement indique dans son rapport qu'en 2016, un sous-groupe de travail a été créé au sein du CONASSAT pour élaborer une politique nationale de SST, et que ce sous-groupe a poursuivi ses activités en 2017. La commission prend également note des informations fournies par le gouvernement au sujet de l'adoption de plusieurs décrets sur la sécurité et la santé au travail (décrets n°s 119/017, 143/017 et 7/018), en consultation avec les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressés, ainsi que de l'élaboration d'un recueil sur les normes relatives à la SST. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la formulation de la politique nationale de SST en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressés les plus représentatives. La commission prie aussi le gouvernement de continuer à communiquer des informations sur le réexamen périodique de la situation en matière de SST et de milieu de travail qui est effectué dans le cadre du CONASSAT.**

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

Articles 3, 4 et 6 de la convention. Institution progressive de services de santé pour tous les travailleurs, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives. Législation. Dans ses commentaires précédents, La commission avait noté que le deuxième paragraphe de l'article 16 du décret n° 127/014, qui régit l'application de la convention dans tous les secteurs, dispose que, dans un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du décret, tous les secteurs d'activité devront disposer de services de santé et sécurité au travail.

La commission note que la PIT-CNT indique, dans ses observations, que les délais prévus par le décret n° 127/014 ont expiré, que ces délais ont été très peu respectés et que la grande majorité des entreprises n'ont pas mis en place des services de santé au travail. À ce sujet, la commission note que le décret n° 127/014 a été modifié par le décret n° 126/019 du 6 mai 2019, que le CONASSAT a approuvé par consensus. En particulier, la commission note que l'article 1 du décret n° 126/019 annule le délai prévu au paragraphe 2 de l'article 16 du décret n° 127/014 et dispose ce qui suit: i) les services de prévention et de

santé au travail sont obligatoires dans les entreprises et institutions comptant plus de 300 travailleurs, quelle que soit leur activité ou leur nature; ii) cette obligation sera progressivement appliquée aux entreprises comptant de 50 à 300 travailleurs, en fonction de la liste par secteur d'activité que le CONASSAT devra soumettre au pouvoir exécutif; et iii) toutes les entreprises et institutions comptant plus de cinq travailleurs, quelle que soit leur activité ou leur la nature, devront disposer de services de santé et de sécurité au travail dans un délai maximum de dix-huit mois à compter de l'entrée en vigueur du décret n° 126/019. La commission note également que l'article 3 de ce décret dispose que toutes les entreprises et institutions soumises à l'obligation de fournir des services de santé et de sécurité au travail disposent d'un délai de 180 jours, à compter de l'entrée en vigueur du décret qui leur est applicable, ou à l'expiration du délai qui était prévu, pour achever la mise en œuvre des services mentionnés ci-dessus.

La commission note que, selon le gouvernement, le caractère obligatoire des services de santé s'applique actuellement, quel que soit le nombre de travailleurs occupés, aux secteurs suivants: chimie, médicaments, pharmacie, carburants et secteurs connexes (en vertu du décret n° 128/014, modifié par le décret n° 109/017 du 24 avril 2017); établissements de soins médicaux collectifs, mutualités et coopératives médicales (en vertu du décret n° 197/014 du 16 juillet 2014); produits laitiers et boissons non alcoolisées, bière et de orge maltée, qui font partie du groupe d'activités relevant de la transformation et de la conservation des aliments, des boissons et du tabac (en vertu du décret n° 242/018 du 6 août 2018); activités considérées comme portuaires (en vertu de l'article 15 du décret n° 394/018 du 26 novembre 2018); et dans une partie des activités des secteurs du froid et des produits métalliques, des machines et des équipements (en vertu du décret n° 127/019 du 6 mai 2019). **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les progrès réalisés dans la mise en place de services de santé pour tous les travailleurs, dans tous les branches d'activité économique et dans toutes les entreprises. En particulier, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur l'obligation progressive, pour les entreprises comptant de 50 à 300 travailleurs, d'avoir des services de santé et de sécurité au travail, y compris sur les décrets adoptés dans ce sens, ainsi que sur cette obligation, progressive, pour les entreprises comptant de 5 à 50 travailleurs.**

B. Protection contre les risques spécifiques

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Articles 3, paragraphe 1, et 5 de la convention. Mesures pour prévenir et contrôler les risques pour la santé que comporte l'exposition professionnelle à l'amiante et pour protéger les travailleurs contre ces risques. Système d'inspection et sanctions. La commission avait noté précédemment que le décret n° 154/002 interdit la fabrication, l'importation et la commercialisation de l'amiante, et elle avait prié le gouvernement de donner des informations sur les inspections effectuées pour veiller au respect de l'interdiction de l'amiante. La commission note que le gouvernement indique à ce sujet ce qui suit: i) les inspections et les contrôles relatifs à l'amiante sont confiés à la Division des conditions du milieu de travail (CAT) de l'Inspection générale du travail et de la sécurité sociale du ministère du Travail et de la Sécurité sociale, de l'Administration des risques qui relève de la Banque des assurances de l'État, et du ministère de la Santé publique; ii) la formation du personnel de l'inspection générale du travail lui permet de détecter des cas spécifiques d'exposition à l'amiante; iii) lorsque la CAT détecte la présence d'amiante sur les lieux qui ont été inspectés, elle ordonne immédiatement les mesures préventives nécessaires, l'élimination du produit cancérogène, un examen médical des travailleurs, et même la fermeture de l'établissement en cas de non-respect de la législation; et iv) l'Inspection générale du travail ou le ministère de la Santé publique sanctionnent les infractions à l'interdiction de fabriquer et de commercialiser des produits contenant de l'amiante, tandis que la Direction nationale de l'environnement, qui relève du ministère du Logement, de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, sanctionne les infractions à l'interdiction de commercialiser des déchets contenant de l'amiante.

Article 17. Démolition des installations ou ouvrages contenant de l'amiante et élimination de l'amiante. Élaboration d'un plan de travail en consultation avec les travailleurs ou leurs représentants. Notant l'absence d'informations à cet égard, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir que: i) la démolition des installations ou ouvrages contenant des matériaux isolants friables en amiante, et l'élimination de l'amiante de bâtiments ou ouvrages lorsque l'amiante risque d'être mis en suspension dans l'air, ne soient entreprises que par des employeurs ou entrepreneurs reconnus par l'autorité compétente comme étant qualifiés pour exécuter de tels travaux; et ii) l'employeur ou l'entrepreneur, avant d'entreprendre des travaux de démolition, doit élaborer un plan de travail, en consultation avec les travailleurs ou leurs représentants.

Article 19. Élimination des déchets contenant de l'amiante. La commission note que, en réponse à ses commentaires précédents, le gouvernement mentionne l'article 21 de la loi n° 17283 sur la protection de l'environnement, telle que modifiée en 2019, qui prévoit, d'une part, qu'il est dans l'intérêt général de protéger l'environnement contre toute atteinte pouvant résulter de la production, de la manipulation et

de toute opération de gestion des déchets et de leurs composants, quels qu'en soient le type et le cycle de vie, et, d'autre part, qu'il en va aussi de l'intérêt général que le ministère du Logement, de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement prenne les mesures nécessaires pour réglementer la gestion des déchets, quel qu'en soit le type, notamment la production, la collecte, le transport, le stockage, la commercialisation, le recyclage et d'autres formes de réutilisation des déchets, leur traitement et leur élimination finale. La commission note que le gouvernement fournit des informations sur le guide pour l'élimination des déchets dangereux qui a été élaboré pour renforcer la formation du personnel municipal à la gestion des déchets, en particulier l'amiante, et qu'il indique également qu'il dispose d'une liste d'opérateurs agréés et autorisés à manipuler, transporter, détruire et éliminer les déchets, y compris les déchets dangereux. **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises pour garantir que: i) l'employeur élimine les déchets contenant de l'amiante d'une manière qui ne présente de risque ni pour la santé des travailleurs intéressés, y compris ceux qui manipulent des déchets d'amiante, ni pour celle de la population faisant partie du voisinage de l'entreprise; et ii) des mesures appropriées soient prises par l'autorité compétente et par les employeurs pour prévenir la pollution de l'environnement général par les poussières d'amiante provenant des lieux de travail.**

Article 22, paragraphe 2. Obligation des employeurs d'arrêter par écrit une politique et des procédures relatives aux mesures d'éducation et de formation périodique des travailleurs sur les risques dus à l'amiante. Notant l'absence d'information à cet égard, la commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les employeurs arrêtent par écrit une politique et des procédures relatives aux mesures d'éducation et de formation périodique des travailleurs sur les risques dus à l'amiante et les méthodes de prévention et de contrôle.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui réitère le contenu de sa précédente demande adoptée en 2019.

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (ratification: 1984)

La commission prend note des observations transmises par la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), reçues le 2 septembre 2015, et par l'Union nationale des travailleurs du Venezuela (UNETE), reçues le 2 octobre 2015, ainsi que de la réponse du gouvernement à ces dernières, reçue le 8 décembre 2015. La commission prend également note des observations conjointes de l'UNETE, la CTV, la Confédération générale du travail (CGT) et la Confédération des syndicats autonomes (CODESA), reçues les 8 et 12 septembre 2016, ainsi que de la réponse du gouvernement reçue le 11 novembre 2016.

Articles 4 et 8 de la convention. Formulation, mise en application et examen périodique d'une politique nationale cohérente en matière de sécurité, de santé des travailleurs et de milieu de travail, et mesures pour donner effet à cette politique nationale en concertation avec les organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressés. Dans ses précédents commentaires, la commission avait pris note que le gouvernement avait indiqué que des tables rondes avaient été organisées en 2014 avec la participation de représentants des organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, sur le thème des conditions relatives à la sécurité et la santé au travail (SST) dans différents secteurs de l'économie. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que la Politique nationale de prévention, de sécurité et de santé au travail est arrêtée par la loi organique sur la prévention, les conditions et le milieu de travail (LOPCYMAT) et indique une nouvelle fois les dispositions légales pertinentes. La commission note avec **regret** que le gouvernement ne parle pas des examens périodiques de la politique nationale, ni de la manière dont s'effectuent les consultations; de même, il n'indique pas quelles sont les organisations de travailleurs et d'employeurs ayant été consultées à ce propos. **En conséquence, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur le contenu de sa politique nationale de SST (au-delà des dispositions de la LOPCYMAT). La commission prie également le gouvernement de fournir des informations concrètes sur les consultations menées avec les organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressés en vue de la formulation, de la mise en œuvre et de l'évaluation de sa politique nationale à laquelle se réfère l'article 4, et sur l'adoption de mesures visées à l'article 8.**

Article 5 e). **Protection des travailleurs et de leurs représentants contre toutes mesures disciplinaires consécutives à des actions effectuées par eux à bon droit conformément à la politique nationale de SST.** Dans son précédent commentaire, la commission avait pris note d'allégations réitérées de diverses organisations de travailleurs dénonçant le licenciement injustifié de délégués de prévention. La commission note également que, tant la CTV et l'UNETE dans leurs observations respectives, que l'UNETE, la CTV, la CGT et la CODESA dans leurs observations conjointes, réitèrent ces allégations. La commission note avec **profond regret** que le gouvernement ne fournit pas d'informations sur la question. La

commission rappelle que, comme elle l'avait exprimé au paragraphe 26 de son Étude d'ensemble de 2009 relative aux normes de l'OIT sur la sécurité et la santé au travail, le principe selon lequel les travailleurs et leurs représentants doivent être protégés contre toutes mesures disciplinaires en vertu de l'article 5 e) constitue l'une des grandes sphères d'action de la politique nationale, ce qui témoigne de l'extrême importance octroyée à ce principe. **La commission prie instamment le gouvernement d'examiner, conjointement avec les organisations syndicales précitées, la situation de tous les délégués de prévention qui auraient subi un préjudice et, au cas où ils auraient été licenciés comme conséquence d'initiatives prises à bon droit conformément à la politique mentionnée à l'article 4 de la convention, de veiller à ce qu'ils soient réintégrés à leurs postes de travail, sans perte d'avantages. La commission prie le gouvernement de fournir des informations à cet égard.**

Articles 6 et 15. Fonctions et responsabilités et coordination. La commission note qu'en réponse à sa précédente demande, le gouvernement indique que le Conseil national de sécurité et santé au travail créé en vertu de l'article 36 de la LOPCYMAT n'est pas en fonction. **La commission prie le gouvernement de l'informer de ses intentions quant à l'application de l'article 36 de la LOPCYMAT s'agissant de l'entrée en fonction du conseil précité. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les mesures adoptées ou qu'il prévoit d'adopter pour assurer la coordination nécessaire entre diverses autorités et organismes chargés de donner effet aux dispositions de la convention. De même, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les consultations qui ont eu lieu avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives à propos des dites mesures, ainsi que sur leurs résultats.**

Article 7. Examens d'ensemble ou examens portant sur des secteurs particuliers réalisés à des intervalles appropriés. Dans son précédent commentaire, la commission observait que les informations communiquées par le gouvernement à propos des examens effectués ou en cours se rapportant à des secteurs spécifiques évoqués par l'article 7 de la convention avaient un caractère général et ne lui permettaient pas d'évaluer si ces examens donnaient effet à cet article. La commission note que le gouvernement indique que les industries réalisent des examens périodiques obligatoires et signalent les maladies professionnelles à l'Institut national de prévention, de santé et de sécurité au travail (INPSASEL), qui compile et systématise ces informations, et lance les alertes et les actions qu'elles nécessitent. Le gouvernement communique également des bulletins épidémiologiques pour 2017 et une partie de 2018, qui renferment des données statistiques, ventilées par secteur, sur les maladies professionnelles et les accidents du travail. La commission observe toutefois que le gouvernement ne précise pas quels sont les problèmes que ces statistiques auraient permis d'identifier, ni les moyens efficaces mis en œuvre pour y remédier. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations concrètes et détaillées sur les principaux problèmes identifiés par le biais des examens réalisés dans le cadre de l'article 7 de la convention, les moyens efficaces mis en œuvre pour les résoudre, sur l'ordre de priorités des mesures prises ou prévues, et sur l'évaluation des résultats obtenus.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète au présent commentaire en 2022.]

Zimbabwe

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
(ratification: 2003)

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985
(ratification: 2003)

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986 (ratification: 2003)

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990 (ratification: 1998)

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993
(ratification: 2003)

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995
(ratification: 2003)

Afin de fournir une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées en matière de sécurité et de santé au travail (SST), la commission estime qu'il convient d'examiner les conventions n°s 155 (sécurité et santé des travailleurs), 161 (services de santé au travail), 162 (amiante), 170 (produits chimiques), 174 (prévention des accidents industriels majeurs) et 176 (sécurité et santé dans les mines) dans un même commentaire.

La commission prend note du rapport du gouvernement et des informations supplémentaires fournies à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI), reçues le 16 septembre 2020. Elle prend également note des observations du Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU) reçues le 29 septembre 2020, ainsi que de la réponse du gouvernement contenue dans son rapport supplémentaire.

Projet de loi sur la SST. La commission prend note de l'information fournie par le gouvernement dans son rapport indiquant que la nouvelle loi sur la SST, dont l'objectif est une plus grande conformité avec les conventions sur la SST ratifiées par le Zimbabwe, a été soumise à la commission ministérielle sur la législation pour être ensuite soumise au cabinet. La commission note également que le ZCTU indique avoir participé à l'élaboration de la loi. **Dans ce contexte, la commission prie le gouvernement de prendre en considération les commentaires qu'elle formule à propos de l'application des conventions n^{os} 155, 161, 162, 170, 174 et 176. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les faits nouveaux survenant à ce sujet et de transmettre une copie de toute nouvelle législation lorsqu'elle aura été adoptée.**

A. Dispositions générales

Convention (n^o 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Application de la convention dans la pratique. La commission note que, suivant les observations de la CSI, l'Autorité nationale de la sécurité sociale (NSSA) a enregistré en 2018 un pic dans le nombre des accidents du travail mortels, avec 5 965 blessés et 70 décès comptabilisés, contre 5 007 blessés et 65 décès en 2017, soit une hausse de 19 pour cent. L'exploitation minière, l'agriculture et la sylviculture, la production de métaux, le transport et le stockage et les activités manufacturières sont parmi les secteurs les plus susceptibles aux accidents. En particulier, les conditions de travail et les soins de santé sont lamentables tandis que les établissements de santé manquent de personnel et les normes de SST sont mauvaises. La situation s'est aggravée avec la pandémie de la COVID-19, les hôpitaux devant faire face à un approvisionnement irrégulier en eau qui contrarie leurs efforts pour appliquer des mesures d'hygiène. La CSI préconise l'adoption de mesures de prévention et de protection pour combattre la COVID-19 ainsi que la fourniture au personnel de santé d'un équipement de protection individuelle adéquat.

La commission note que le gouvernement dit avoir entrepris des inspections conjointes afin de mener à bien avec efficacité les contrôles et les inspections des lieux de travail en matière de SST, même pendant le confinement dû à la COVID-19. Le gouvernement indique que 3 767 inspections ont été effectuées entre le 1^{er} septembre 2019 et le 30 septembre 2020, dont 2 636 inspections et évaluations d'usines effectuées en divers lieux de travail. La commission prend également note de l'information communiquée par le gouvernement dans son rapport sur la convention n^o 170 suivant laquelle traduire en justice les cas de violation constatés reste un défi, du fait que le système judiciaire est peu familier avec les questions de SST et que les sanctions sont peu dissuasives. Le gouvernement indique qu'à cet égard, des activités de sensibilisation et des formations sont organisées à l'intention du système judiciaire afin de faciliter les poursuites. **La commission prie le gouvernement de faire part de ses commentaires sur les observations de la CSI. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur toute mesure prise ou envisagée pour faire face à la montée du nombre des accidents du travail, et de fournir des statistiques, notamment sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, ventilées par secteur d'activité, par âge et par genre, ainsi que sur les évolutions en ce qui concerne le nombre de la population active. La commission prie en outre le gouvernement de prendre des mesures de prévention et de protection adéquates afin de garantir un milieu de travail sûr à tous les travailleurs dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, en particulier aux travailleurs de la santé.**

Article 13. Protection des travailleurs qui se sont retirés d'une situation de travail présentant un péril imminent et grave. La commission note que le gouvernement indique, en réponse à ses précédents commentaires, que le paragraphe 5(d) de la politique nationale de SST prévoit le droit pour les travailleurs de refuser de s'engager dans tout travail qui n'aurait pas été sécurisé. La commission note aussi que le gouvernement se réfère à l'article 22(2) du projet de loi sur la SST qui énonce le droit des travailleurs de refuser de faire un travail susceptible de constituer un danger imminent pour sa sécurité ou sa santé. **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures pour faire en sorte que les travailleurs qui se sont retirés d'une situation de travail dont ils avaient un motif raisonnable de penser qu'elle présente un péril imminent et grave pour leur vie ou leur santé doivent être protégés de conséquences indues, et de fournir des informations sur toute législation qui aurait été adoptée sur la question.**

Article 16. Devoir qui incombe aux employeurs de veiller à la sécurité au niveau de l'entreprise. La commission avait noté précédemment que la législation nationale mentionnée par le gouvernement ne semble pas imposer à l'employeur l'obligation générale de s'assurer que, dans la mesure où cela est

raisonnable et pratiquement réalisable, les lieux de travail, les machines, les matériels et les procédés de travail placés sous son contrôle sont sûrs et ne présentent pas de risques.

La commission note que le gouvernement indique que le projet de loi sur la SST énonce explicitement les obligations des employeurs d'offrir un milieu de travail sûr (article 21). **La commission prie le gouvernement de prendre des mesures faisant en sorte que le projet de loi sur la SST impose à l'employeur une obligation générale d'assurer, dans la mesure où cela est raisonnable et pratiquement réalisable, la sécurité au niveau de l'établissement, conformément à l'article 16 de la convention.**

B. Protection contre des risques spécifiques

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Législation. La commission avait noté précédemment que le gouvernement indiquait qu'il envisageait d'adopter un texte de loi sur la SST ainsi qu'un règlement sur l'amiante qui permettraient d'assurer une meilleure surveillance de l'exposition professionnelle au chrysotile (amiante blanc). La commission prend note des observations du ZCTU suivant lesquelles la réglementation en vigueur ne couvre pas toutes les formes d'amiante. La commission note également que le gouvernement indique dans son rapport que le règlement envisagé sur l'amiante couvrira toutes les formes d'amiante, comme le prescrit l'article 2 de la convention et donnera effet à toutes les dispositions de la convention. **Notant que le gouvernement se réfère depuis 2014 à la réglementation sur l'amiante, la commission prie le gouvernement de faire en sorte que, dans le cadre de l'actuelle réforme de la loi, il soit donné pleinement effet à l'article 14 (étiquetage de l'amiante et des produits contenant de l'amiante), à l'article 15, paragraphe 4 (fourniture par l'employeur d'un équipement de protection respiratoire adéquat), à l'article 17 (démolition des installations ou ouvrages contenant de l'amiante), et à l'article 20, paragraphe 4 (droit des travailleurs ou de leurs représentants de faire appel à l'autorité compétente au sujet des résultats de la surveillance du milieu de travail). La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur tout progrès accompli s'agissant de l'adoption de la réglementation envisagée sur l'amiante, et d'en fournir une copie lorsqu'elle sera adoptée.**

Article 6, paragraphes 2 et 3, de la convention. Coopération entre employeurs et préparation des procédures à suivre dans des situations d'urgence. La commission avait pris note précédemment des activités de promotion organisées par la NSSA en vue de l'élaboration de programmes de préparation aux situations d'urgence et d'évaluations en entreprise sur ce sujet dans tous les grands secteurs de l'économie.

La commission note que le gouvernement indique que le texte de loi sur l'amiante qui avait été envisagé prévoira la mise en place d'un mécanisme de coopération entre employeurs exploitant le même lieu de travail, ainsi que le projet de loi sur la SST. **La commission prie le gouvernement de veiller à ce que le texte de règlement envisagé sur l'amiante et la nouvelle loi sur la SST donnent pleinement effet à cet article. Dans l'attente de leur adoption, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la manière dont les employeurs qui se livrent simultanément à des activités sur un même lieu de travail collaborent afin de se conformer aux mesures de santé et de sécurité dans la pratique, conformément à l'article 6, paragraphe 2, de la convention.**

Article 15, paragraphes 1 et 2. Limites d'exposition et révision périodique. La commission avait noté précédemment que la limite d'exposition professionnelle était fixée à 0,5 f/ml et qu'une révision planifiée était censée abaisser cette limite à 0,1 f/ml. À cet égard, la commission note que le gouvernement indique que la limite d'exposition au chrysotile a été révisée et est maintenant de 0,1 f/ml. Le gouvernement déclare aussi que la limite d'exposition est donnée par les principes directeurs de 2017 de la NSSA pour les limites d'exposition professionnelle aux poussières et contaminants chimiques, et que ces principes directeurs vont être promus au statut de dispositions réglementaires dans le cadre des réglementations sur les substances dangereuses et sur l'amiante qui sont envisagées. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur tout progrès accompli s'agissant de l'adoption de dispositions réglementaires pertinentes prescrivant des limites d'exposition des travailleurs à l'amiante et d'autres critères d'exposition, et un examen périodique à ce sujet, en tenant dûment compte du progrès technologique et des avancées dans les connaissances techniques et scientifiques.**

Article 21. Examens médicaux. Faisant suite à ses précédents commentaires, la commission note que le gouvernement se réfère de manière répétée à la troisième annexe de l'instrument statutaire (SI) n° 68 de 1990 sur la prévention des accidents et l'indemnisation des travailleurs (articles 1(1) et 5(c)) et à l'article 11 du règlement (général) relatif aux usines et ateliers, qui prescrivent des examens médicaux pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à des substances nocives dans toutes les industries, y compris celle du chrysotile. En outre, le chapitre V de la loi sur la pneumoconiose prescrit des examens, et en particulier des radios du thorax pour les travailleurs exposés professionnellement aux poussières (que la loi définit comme travail exercé sur ou dans une exploitation minière ou tout autre domaine comportant un processus dégageant des poussières). Le gouvernement indique également que la

réglementation sur l'amiante qui est envisagée comportera aussi des dispositions propres aux examens médicaux. La commission rappelle que, au titre de l'article 21, paragraphe 1, de la convention, les travailleurs doivent pouvoir bénéficier des examens médicaux nécessaires à la surveillance de leur santé en fonction du risque professionnel et au diagnostic des maladies professionnelles provoquées par l'exposition à l'amiante, lesquels peuvent nécessiter des examens après la cessation d'emploi. **La commission prie le gouvernement de faire en sorte que des dispositions spécifiques en matière d'examen médical des travailleurs exposés à l'amiante, y compris après la cessation ou la fin de leur emploi, soient incluses dans la réglementation sur l'amiante qui est envisagée, conformément à l'article 21 de la convention. Dans l'attente de l'adoption de cette réglementation, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la manière dont les examens médicaux des travailleurs exposés à l'amiante sont pratiqués dans la pratique, en application des actuelles dispositions législatives de nature générale.**

Application de la convention n° 162 dans la pratique. La commission prend note de l'indication du gouvernement suivant laquelle aucune contravention n'a été signalée à ce jour. Le gouvernement déclare aussi que les services d'inspection de la SST de la NSSA procèdent régulièrement à des inspections dans des usines de production de chrysotile afin de contrôler le respect de la loi sur les usines et ateliers et d'autres dispositions législatives sur le même sujet. Le gouvernement indique en outre que la mise en application se heurte à défis en raison de ressources limitées pour l'acquisition d'équipements et d'accessoires. **La commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour fournir des informations statistiques sur l'application de la convention, y compris les rapports correspondants de la NSSA, des informations statistiques sur le nombre de travailleurs couverts par la législation, le nombre des maladies professionnelles déclarées comme imputables à l'amiante, et le nombre et la nature des contraventions signalées.**

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Article 6, paragraphe 1, de la convention. Systèmes de classification. Faisant suite à ses précédents commentaires, la commission prend note de l'indication du gouvernement suivant laquelle le SI n° 12 de 2007 sur les règles relatives aux substances dangereuses, pesticides et autres substances toxiques a été abrogé par le SI n° 268 de 2018 sur les règles générales relatives aux substances dangereuses, qui réglemente l'étiquetage de différentes substances dangereuses. La commission observe que le SI n° 268 de 2018 ne semble pas renfermer de critères spécifiques pour la classification de toutes les substances chimiques. Le gouvernement indique que, considérant les insuffisances de la législation nationale face aux prescriptions de l'article 6, paragraphe 1, de la convention, un règlement spécifique traitant des agents chimiques dangereux sera élaboré pour accompagner le projet de loi sur la SST, afin de donner des orientations spécifiques en matière de classification et d'étiquetage des substances chimiques conformes au Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques. **En conséquence, la commission prie le gouvernement de veiller à la mise en place de systèmes et de critères spécifiques pour la classification de toutes les produits chimiques, ainsi que de procédures pour leur étiquetage, notamment par l'adoption de la réglementation envisagée sur les agents chimiques dangereux. Dans l'attente de l'adoption de cette réglementation, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la manière dont les produits chimiques sont classées dans la pratique ainsi que sur leur étiquetage.**

Application de la convention n° 170 dans la pratique. La commission avait noté précédemment que la NSSA et l'Agence pour la gestion de l'environnement (EMA) assurent le contrôle et l'application des dispositions législatives relatives à l'enregistrement et à l'étiquetage des produits chimiques et imposent des sanctions en cas d'infraction constatée.

La commission note que, d'après les observations du ZCTU, à cause des limites du système de contrôle, des employeurs continuent d'exposer des travailleurs à des milieux de travail dangereux où sont utilisés des produits chimiques non étiquetés. La commission note que le gouvernement indique que 4 285 inspections effectuées dans différents secteurs ont révélé 117 cas d'exposition à des substances chimiques, dont 17 dans l'agriculture, mais que les statistiques ne sont pas ventilées en fonction du déclencheur chimique. Le gouvernement déclare aussi que des ordres d'amélioration ont été délivrés dans la plupart des infractions constatées. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre des inspections réalisées à cet égard, le nombre et la nature des contraventions signalées, et le nombre et la nature des sanctions imposées.**

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Articles 4 et 17 de la convention. Formuler, mettre en œuvre et revoir périodiquement une politique nationale cohérente et élaboration d'une politique globale d'implantation. Faisant suite à ses précédents commentaires, la commission prend note des observations du ZCTU suivant lesquelles le gouvernement

n'a pas entamé la révision de la législation relative à l'implantation des installations à risque d'accident majeur.

La commission note également que le gouvernement indique dans son rapport qu'une réglementation spécifique sur la prévention des accidents industriels majeurs sera élaborée en tenant compte des dispositions essentielles de la convention. Le gouvernement déclare que la réglementation qu'il envisage comportera des dispositions relatives à l'implantation d'installations présentant un risque d'accident majeur. La commission prend note en outre de l'indication du gouvernement selon laquelle la politique nationale de SST, telle que révisée en 2019, indique en son paragraphe 4.18 que la gestion des risques d'accidents majeurs se fera par une démarche systémique efficace, avec notamment une implantation appropriée des installations à risque d'accident majeur dans le respect des politiques et procédures édictées régulièrement par le gouvernement. ***Se référant aux points additionnels soulevés dans la demande directe correspondante, la commission prie instamment le gouvernement de redoubler d'efforts pour donner pleinement effet à la convention. La commission le prie de continuer à fournir des informations sur tout progrès accompli à cet égard, y compris sur les dispositions relatives à l'implantation des installations à risques d'accident majeur, et à communiquer une copie du texte de la réglementation précitée lorsqu'elle aura été adoptée. La commission prie également le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la mise en application et la révision périodique de la politique nationale de SST relative aux aspects spécifiques aux installations à risques d'accident majeur, en concertation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives et avec d'autres parties intéressées susceptibles d'être affectées.***

C. Protection dans des branches d'activité spécifiques

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Article 16, paragraphe 2, de la convention. Services d'inspection et application de la convention dans la pratique. La commission note que la CSI évoque dans ses observations plusieurs accidents mortels survenus dans l'industrie minière en 2018-19, dont deux accidents majeurs qui ont tué 37 personnes. La CSI se réfère aussi au rapport 2018 de la Chambre des mines du Zimbabwe selon lequel 81 accidents mortels ont été enregistrés en 2018, contre 32 en 2017, soit une augmentation de 153 pour cent. Les éboulements (48 pour cent), les accidents causés par le gaz (14,8 pour cent) et ceux survenant dans les puits (7,4 pour cent) sont les principales causes d'accidents mortels. La CSI indique que le taux élevé d'accidents mortels résulte d'une mauvaise conception des sites miniers et d'un manque de contrôle de l'exploitation minière. La CSI allègue un manque de respect des règles de sécurité et d'hygiène destinées à protéger les travailleurs contre la COVID-19 dans le secteur minier. La commission prend également note des observations du ZCTU faisant état du peu de ressources disponibles qui freine la réalisation des activités de contrôle.

La commission note que le gouvernement indique que le peu de ressources disponibles pour le contrôle est la conséquence d'une situation économique défavorable. Le gouvernement déclare aussi que des stratégies seront mises en place pour faire en sorte que le peu de ressources disponibles soit utilisé pour des activités d'inspection efficaces. ***La commission prend note avec préoccupation de l'augmentation significative du nombre des accidents mortels dans le secteur minier, et prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la disponibilité des ressources nécessaires à des services d'inspection appropriés à cet égard. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre des inspections réalisées dans des mines, le nombre des cas de non-respect détectés et les questions auxquelles ils se rapportent, ainsi que sur les mesures de réparation ordonnées et les sanctions imposées. La commission prie en outre le gouvernement de fournir des informations détaillées sur le nombre des accidents professionnels dans le secteur minier, y compris sur les accidents du travail mortels, ventilés par cause et par âge.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 13** (République bolivarienne du Venezuela); la **convention n° 45** (Kirghizistan, Ouganda, Tadjikistan, Tunisie, République bolivarienne du Venezuela, Viet Nam); la **convention n° 62** (République démocratique du Congo, Tunisie); la **convention n° 115** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Bermudes, Guernesey et Jersey), Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Uruguay); la **convention n° 119** (Kirghizistan, République démocratique du Congo, Tadjikistan, Turquie, Ukraine); la **convention n° 120** (Kirghizistan, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tadjikistan, Tunisie, Ukraine, République bolivarienne du Venezuela, Viet Nam); la **convention n° 127** (Turquie, République bolivarienne du Venezuela); la

convention n° 136 (Uruguay); la **convention n° 139** (Fédération de Russie, Pays-Bas, Ukraine, Uruguay, République bolivarienne du Venezuela); la **convention n° 148** (Pays-Bas, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Anguilla, Tadjikistan, Zambie); la **convention n° 155** (Belize, Brésil, Chine, Côte d'Ivoire, Mali, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, République bolivarienne du Venezuela, Viet Nam, Zimbabwe); la **convention n° 161** (Côte d'Ivoire, Turquie, Ukraine, Uruguay, Zimbabwe); la **convention n° 162** (Ouganda, Uruguay, Zimbabwe); la **convention n° 167** (Belgique, Chine, Turquie, Uruguay); la **convention n° 170** (Belgique, Chine, Chypre, Pays-Bas, République-Unie de Tanzanie); la **convention n° 174** (Ukraine, Zimbabwe); la **convention n° 176** (États-Unis d'Amérique, Mongolie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Zambie, Zimbabwe); la **convention n° 184** (Ukraine, Uruguay); la **convention n° 187** (Burkina Faso, Chili, Côte d'Ivoire, Iraq, Kazakhstan, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Turquie, Viet Nam).

La commission a pris note des informations communiquées par l'État suivant en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 45** (Ukraine).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 13** (Uruguay); la **convention n° 45** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Gibraltar et Îles Falkland (Malvinas)), Turquie); la **convention n° 115** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Bermudes, Guernesey et Jersey)); la **convention n° 119** (Uruguay); la **convention n° 120** (Uruguay); la **convention n° 136** (Uruguay); la **convention n° 139** (Uruguay); la **convention n° 148** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Guernesey, Uruguay); la **convention n° 176** (Uruguay); la **convention n° 184** (Uruguay).

Sécurité sociale

Arménie

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925 (ratification: 2004)

La commission prend note des observations de la Confédération des syndicats d'Arménie (CTUA), communiquées avec le rapport du gouvernement.

Article 11 de la convention. Paiement de la réparation aux victimes d'accidents du travail en cas d'insolvabilité de l'employeur ou de l'assureur. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de prendre sans délai les mesures nécessaires pour assurer que quelques 800 travailleurs employés par des sociétés mises en liquidation après 2004 qui, après l'adoption de la décision gouvernementale n° 1094-N de 2004, n'ont reçu aucune réparation, bénéficient des réparations qui leur sont dues. La commission note que le gouvernement indique qu'à l'heure actuelle on dénombre 210 anciens salariés d'entreprises mises en liquidation ayant droit à des réparations liées à un accident du travail mais n'ayant pas encore perçu ces réparations parce que les entreprises ainsi mises en liquidation n'ont pas trouvé nouvel acquéreur. La commission note en outre que, selon le gouvernement, de nouvelles mesures sont en discussion en vue d'honorer les droits à réparation des personnes concernées. La commission note à cet égard que la CTUA déclare que le ministère du Travail et des Questions sociales a soumis à un débat public un projet de loi tendant à modifier le Code civil de manière à prévoir l'imputation sur le budget de l'État des réparations restant dues à des travailleurs n'en ayant pas bénéficié consécutivement à un accident du travail ou une maladie professionnelle. **Rappelant qu'elle soulève cette question depuis 2013, la commission prie instamment le gouvernement d'indemniser les travailleurs susmentionnés qui le sollicitent actuellement et, dès à présent, les travailleurs se trouvant dans une situation similaire. À cet égard, la commission s'attend à ce que le gouvernement fasse prochainement rapport sur l'adoption des mesures veillant à assurer l'indemnisation due aux travailleurs victimes d'accidents du travail et à leurs ayants droit de manière effective, en cas d'insolvabilité de l'employeur ou de l'assureur, et prie le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises ou envisagées dans cet objectif.**

La commission a été avisée que, sur la base des recommandations du Groupe de travail tripartite sur le Mécanisme d'examen des normes (le «groupe de travail du MEN») le Conseil d'administration a décidé que les États Membres à l'égard desquels la convention est en vigueur devraient être encouragés à ratifier la convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980] ou la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952 en acceptant la Partie VI de cet instrument (voir GB.28/LILS/2/1). Les conventions n°s 121 et 102, plus récentes, reflètent une approche plus moderne des prestations en cas d'accidents du travail. **En conséquence, la commission incite le gouvernement à suivre la décision prise par le Conseil d'administration à sa 328^e session (novembre 2016) approuvant les recommandations du groupe de travail du MEN, et d'envisager la ratification de la convention n° 121 ou de la convention n° 102 (Partie VI), qui sont les instruments plus à jour dans ce domaine.**

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2021.]

Djibouti

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925 (ratification: 1978)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 1, paragraphe 2, de la convention. Égalité de traitement en matière de réparation des accidents du travail. Depuis que la convention a été ratifiée en 1978, la commission attire l'attention du gouvernement sur la nécessité d'amender l'article 29 du décret n° 57-245 de 1957 sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles pour mettre la réglementation nationale en conformité avec l'article 1, paragraphe 2, de la convention, en assurant aux ressortissants des États ayant ratifié la convention, ainsi que leurs ayants droit, l'égalité de traitement avec les ressortissants de Djibouti en matière de réparation des accidents du travail. Aux termes du décret de 1957, contrairement aux ressortissants nationaux, les étrangers victimes d'accidents du travail qui transfèrent leur résidence à l'étranger ne perçoivent plus une rente, mais une indemnité forfaitaire égale à trois fois la rente qui leur était versée. La commission note à ce sujet que, dans son rapport, le gouvernement fait référence à la loi n° 154/AN/02/4^e-L du 31 décembre 2002, portant codification du

fonctionnement de l'Organisme de protection sociale et du régime général de retraite des travailleurs salariés, en indiquant que celle-ci n'opère aucune différence de traitement entre salariés nationaux et salariés étrangers et leurs ayants droit pour l'octroi des indemnités relatives aux accidents du travail et n'établit, conformément à la convention, aucune condition de résidence envers les travailleurs étrangers en vue de bénéficier de leurs droits aux prestations. La commission observe cependant que la loi précitée ne régit pas les rentes d'accidents du travail à titre principal mais uniquement la question de leur cumul avec les prestations de retraite. Elle observe en outre que, dans son rapport au titre de la convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925, le gouvernement continue de se référer aux dispositions du décret n° 57-245 de 1957 en ce qui concerne le régime juridique des rentes d'accidents du travail. **Compte tenu des éléments qui précèdent, la commission prie à nouveau le gouvernement de procéder à l'amendement de l'article 29 du décret n° 57-245 de façon à mettre la législation nationale en pleine conformité avec l'article 1, paragraphe 2, de la convention.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927 (ratification: 1978)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 1 de la convention. Établissement d'un système d'assurance-maladie obligatoire. La commission note que la loi n° 212/AN/07/5ème-L portant création de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a prévu que de nouveaux instruments sociaux complémentaires, tels que notamment l'assurance-maladie, seront institués par voie réglementaire (art. 5 de la loi). Elle note également l'adoption de la loi n° 199/AN/13/6^e-L du 20 février 2013 élargissant la couverture des soins aux travailleurs indépendants et du décret n° 2013-055/PR/MTRA du 11 avril 2013 fixant les modalités d'immatriculation et les cotisations des travailleurs indépendants auprès de la CNSS. Le gouvernement déclare que ces textes sont précurseurs de l'instauration dans un avenir proche d'une assurance-maladie universelle à Djibouti. **La commission veut croire que, une fois instaurée, cette assurance prendra à sa charge le versement des indemnités de maladie aux assurés, lesquelles sont à l'heure actuelle à la charge de l'employeur ce qui est contraire à la convention. Le gouvernement est prié de tenir le Bureau informé de toute évolution quant à l'introduction d'une assurance-maladie universelle.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933 (ratification: 1978)

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933 (ratification: 1978)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Établissement d'un système d'assurance-invalidité obligatoire. Se référant à son observation au titre de la convention n° 24, la commission rappelle que, depuis un certain nombre d'années, le système national de protection sociale est dans une phase de restructuration impliquant la fusion des différentes caisses d'assurance existantes en vue d'en rationaliser la gestion. Dans ce contexte, alors que le système de protection sociale ne prévoit pas de branche spécifique relative aux prestations d'invalidité, le gouvernement indique que la loi n° 154/AN/02/4^e-L du 31 janvier 2002, portant codification du fonctionnement de l'Office de protection sociale (OPS) et du régime général de retraite des travailleurs salariés, prévoit certaines dispositions autorisant les travailleurs âgés de 50 ans et plus, atteints d'une diminution permanente de leurs capacités physiques ou mentales, à prétendre à une pension de retraite anticipée lorsqu'ils justifient d'un minimum de 240 mois d'assurance (art. 60 et suivants). La commission souligne à cet égard que, si elle se justifie dans le contexte d'une retraite anticipée, la fixation d'un âge minimum pour bénéficier de la protection en cas d'invalidité, comme le prévoit la loi n° 154, est contraire aux articles 4 des conventions n°s 37 et 38. En outre, la durée de stage préalable ouvrant droit à une pension d'invalidité ne saurait, aux termes des articles 5, paragraphe 2, des conventions n°s 37 et 38, excéder 60 mois d'affiliation. **Au vu de l'insuffisance de ces dispositions pour donner effet aux principales exigences des conventions n°s 37 et 38, la commission demande au gouvernement de procéder à la réalisation des études de faisabilité nécessaires pour l'établissement d'un régime d'assurance-invalidité.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Guinée

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962 (ratification: 1967)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 5 de la convention. Paiement des prestations en cas de résidence à l'étranger. Se référant à ses précédents commentaires, la commission note avec **intérêt** la conclusion, en 2012, de la convention générale de sécurité sociale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui vise notamment à permettre aux travailleurs migrants retraités ayant travaillé dans un des 15 États membres de la CEDEAO d'exercer leur droit à la sécurité sociale dans leur pays d'origine moyennant la coordination des systèmes nationaux de sécurité sociale. **Toutefois, dans la mesure où Cabo Verde est l'unique autre pays de la CEDEAO ayant ratifié la convention, la commission réitère sa demande au gouvernement d'indiquer si, comme elle croit le comprendre à la lecture de l'article 91 du Code de la sécurité sociale, les ressortissants de tout État ayant accepté les obligations de la convention pour la branche correspondante devraient en principe pouvoir prétendre au service de leurs prestations en cas de résidence à l'étranger. Dans l'affirmative, prière d'indiquer si une procédure de transfert de prestations à l'étranger a été mise en place par la Caisse nationale de sécurité sociale pour répondre aux éventuelles demandes de transfert des prestations à l'étranger. En outre, la commission prie le gouvernement de préciser si les ressortissants guinéens qui transféreraient leur résidence à l'étranger pourraient également bénéficier du transfert de leurs prestations à l'étranger, conformément au principe de l'égalité de traitement établi par l'article 5 de la convention.**

Article 6. Paiement des prestations aux familles. Se référant aux commentaires qu'elle formule depuis de nombreuses années en ce qui concerne l'octroi des allocations familiales au titre d'enfants résidant à l'étranger, la commission note que, selon l'article 94, alinéa 2, du code, pour donner droit aux prestations familiales, les enfants à charge «doivent résider en République de Guinée, sauf dispositions particulières applicables des conventions internationales de sécurité sociale de l'Organisation internationale du Travail, d'accords de réciprocité ou de conventions bilatérales ou multilatérales». S'agissant d'accords de réciprocité ou de conventions bilatérales ou multilatérales, la commission rappelle que la Guinée n'a conclu jusqu'à présent aucun accord de ce genre pour le paiement des allocations familiales au titre des enfants résidant à l'étranger. En ce qui concerne les dispositions particulières applicables des conventions de l'OIT, elle rappelle qu'aux termes de l'article 6 de la convention n° 118 tout État qui a accepté les dispositions de la convention pour la branche i) (Prestations aux familles) doit garantir le bénéfice des allocations familiales à ses propres ressortissants et aux ressortissants de tout État ayant accepté les obligations de la convention pour cette même branche, ainsi qu'aux réfugiés et aux apatrides, en ce qui concerne les enfants qui résident sur le territoire de l'un de ces États, dans les conditions et limites à fixer d'un commun accord entre les États intéressés. **La commission note que le rapport du gouvernement ne fournit aucune information à cet égard et espère que ce dernier pourra confirmer formellement dans son prochain rapport que le paiement des prestations familiales s'étend également aux assurés à jour dans le paiement de leurs cotisations (qu'ils soient nationaux, réfugiés, apatrides ou ressortissants des États ayant accepté les obligations de la convention pour la branche i)) dont les enfants résident sur le territoire de l'un de ces États et non pas en Guinée. La commission demande également au gouvernement de fournir des informations sur la manière dont, dans de tels cas, la levée de la condition de résidence est prise en compte pour l'application de l'article 99, alinéa 2, du code qui ne reconnaît comme enfants à charge que les enfants «qui vivent avec l'assuré», ainsi que de son article 101 qui subordonne le paiement des allocations familiales à la consultation médicale de l'enfant une fois par an, jusqu'à l'âge où il est suivi par le service médical scolaire, et à l'assistance régulière aux cours des établissements scolaires ou de formation professionnelle des enfants bénéficiaires d'âge scolaire.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Haïti

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
(ratification: 1955)

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
(ratification: 1955)

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927 (ratification: 1955)

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927
(ratification: 1955)

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
(ratification: 1955)

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale internationale (CSI) reçues le 25 septembre 2020 et prie le gouvernement de fournir des commentaires à cet égard.

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP), reçues le 1^{er} septembre 2019, concernant l'application des conventions n°s 12, 17, 24, 25 et 42. La commission note que le CTSP invoque le dysfonctionnement du Conseil d'administration des Organismes de sécurité sociale (CAOSS), ainsi que la nécessité de réaliser des études et des audits actuariels sur l'Office d'assurance accidents du travail, maladie et maternité (OFATMA) et de reprendre les discussions sur une réforme approfondie du ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST), dans le cadre du dialogue social. Dans le même temps, le comité prend note de l'indication selon laquelle une campagne en faveur de la ratification de la convention n° 102 et la mise en œuvre de la recommandation n° 202 a été menée. **La commission demande au gouvernement de fournir ses commentaires sur ces observations.**

La commission prend note des observations de la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP), reçues le 30 août 2017 et le 29 août 2018, ainsi que des observations de l'Association des industries d'Haïti (ADIH), reçues le 31 août 2018, concernant l'application des conventions ratifiées en matière de sécurité sociale. La commission note avec une **profonde préoccupation** que les rapports du gouvernement au titre des conventions n°s 12, 17, 24, 25 et 42 n'ont pas été reçus. Tout en se voyant donc obligée de renouveler ses précédents commentaires initialement formulés en 2012, la commission note que, par une communication reçue le 30 octobre 2018, le gouvernement indique que, suite aux conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence, il a sollicité l'assistance technique du Bureau, afin notamment de l'aider à présenter les rapports dus, à renforcer les services d'inspection, à consolider le dialogue social pour la poursuite des réformes sociales, ainsi qu'à traiter les autres points soulevés par la Commission de la Conférence. Le gouvernement indique également qu'il espère pouvoir recevoir cette assistance avant la prochaine Conférence internationale du Travail. La commission espère que cette assistance technique pourra être fournie sans délai et qu'elle donnera lieu à l'envoi dans les temps de tous les rapports dus. **Elle prie également le gouvernement de communiquer ses commentaires en réponse aux observations de la CTSP et de l'ADIH.**

La commission note que les observations formulées par la Confédération des travailleurs des secteurs public et privé (CTSP), reçues le 31 août 2016, réitèrent la plupart des questions soulevées précédemment selon lesquelles, même si certains efforts ont été réalisés par l'État afin d'améliorer la couverture de l'assurance sociale, ces derniers ont essentiellement concerné la région de la capitale, laissant ainsi de côté la population vivant en zone rurale.

Elle note cependant que, le 15 septembre 2015, la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP) a fait part de ses observations en ce qui concerne l'application des conventions à l'examen. La CTSP indique que la couverture contre les accidents du travail est extrêmement faible dans le contexte d'une économie informelle qui représente 90 pour cent de l'économie du pays. L'affiliation des employeurs auprès de l'Office d'assurance accidents du travail, maladie et maternité (OFATMA), bien qu'elle représente une obligation légale, est seulement une réalité pour moins de 5 pour cent des travailleurs. En ce qui concerne le cas spécifique des travailleurs agricoles, la CTSP considère qu'il y a un besoin urgent de prendre des mesures pour étendre la couverture effective auprès de l'OFATMA dans la mesure où ces derniers représentent la majorité des travailleurs dans le pays et génèrent 30 pour cent du produit intérieur brut alors qu'ils sont totalement dépourvus de protection sociale.

La commission est pleinement consciente de l'indication donnée par le gouvernement dans son dernier rapport selon laquelle la loi du 28 août 1967 portant création de l'OFATMA couvre l'ensemble des travailleurs dépendants, quel que soit le secteur d'activité, mais que l'inexistence d'entreprises agricoles formelles fait que la plupart des travailleurs agricoles sont engagés dans l'agriculture familiale de subsistance et sont exclus du champ d'application de la législation en matière de sécurité sociale. Néanmoins, la commission constate que l'application de la législation existante semble poser des difficultés même en ce qui concerne les travailleurs de l'économie formelle. En outre, le régime de l'assurance-maladie n'a jamais été établi, bien que le gouvernement

ait indiqué poursuivre ses efforts pour établir progressivement une branche assurance-maladie couvrant l'ensemble de la population et permettre à l'OFATMA de regagner la confiance de la population.

Afin de mieux pouvoir évaluer les défis que rencontre le pays dans l'application des conventions de sécurité sociale et de mieux accompagner les initiatives prises en la matière, la commission demande au gouvernement de lui fournir dans son prochain rapport plus d'informations concernant le fonctionnement de l'assurance-accidents du travail gérée par l'OFATMA (nombre des affiliés, montant des cotisations collectées annuellement, nombre des accidents du travail et maladies professionnelles enregistrés, montant des prestations versées au titre des accidents du travail et maladies professionnelles). Prière de fournir également des informations sur les stratégies visant à accroître la participation des personnes protégées et l'utilisation des services de l'OFATMA par ces dernières.

Assistance internationale. La commission constate que le gouvernement reçoit un appui substantiel de l'OIT et de la communauté internationale, notamment en matière d'inspection du travail. De surcroît, depuis 2010, l'OIT et le système des Nations Unies dans son ensemble tiennent à la disposition du gouvernement leur expertise en matière d'élaboration d'un socle de protection sociale. La commission considère qu'il est nécessaire que le gouvernement envisage de manière prioritaire la création de mécanismes permettant de fournir à l'ensemble de la population, y compris aux travailleurs informels et à leur famille, un accès à des soins de santé de base et à un revenu minimum lorsque leur capacité de gain est affectée à la suite de la maladie ou d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle. À cet égard, la Conférence internationale du Travail a adopté, en 2012, la recommandation n° 202 sur les socles de protection sociale visant à mettre en place un ensemble de garanties élémentaires de sécurité sociale visant à prévenir et réduire la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale. Dans ce sens, la mise en œuvre des conventions et celle de la recommandation n° 202 devraient se poursuivre en parallèle, en recherchant et en exploitant les synergies et les complémentarités.

La commission rappelle que la création d'un socle de protection sociale a été inscrite par le gouvernement haïtien comme un des éléments du Plan d'action pour le relèvement et le développement d'Haïti, adopté en mars 2010. Toutefois, le gouvernement n'a, à ce stade, communiqué aucune information quant aux mesures prises aux fins de la réalisation de cet objectif. La commission note, en outre, la conclusion en 2015 d'un programme national de promotion du travail décent incluant un volet dédié à la création d'un socle de protection sociale.

Conclusions et recommandations adoptées dans le cadre du mécanisme d'examen des normes. La commission note que, lors de sa 328^e session en octobre 2016, le Conseil d'administration du BIT a adopté les conclusions et recommandations du Groupe de travail tripartite du mécanisme d'examen des normes, rappelant que les conventions nos 17, 24, 25 et 42 auxquelles Haïti est partie sont dépassées, a demandé au Bureau d'effectuer un travail de suivi destiné à encourager les États parties à ces conventions à ratifier les instruments suivants dans la mesure où ils représentent les normes les plus à jour en la matière:

- Pour ce qui est des accidents du travail et maladies professionnelles: la convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980], et/ou la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, et à accepter les obligations énoncées dans sa Partie VI.
- Pour ce qui est des soins médicaux et indemnités de maladie: la convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969, et/ou la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, et à accepter les obligations énoncées dans ses Parties II et III.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Kenya

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925 (ratification: 1964)

Réforme législative. Faisant suite à ses précédents commentaires, dans lesquels elle avait noté que le gouvernement indiquait qu'il était en train de modifier la loi de 2007 sur les prestations en cas d'accidents du travail (WIBA, 2007) et qu'il s'employait à élaborer un nouveau texte de loi pour combler les lacunes actuelles, la commission prend note de l'indication du gouvernement dans son rapport selon laquelle un projet de loi a été soumis au Trésor national afin d'obtenir un accord sur ses implications financières s'il est adopté. La commission note également avec **intérêt** que le gouvernement a lancé un processus pour faire du Fonds des maladies professionnelles prévu dans le projet de loi un régime d'assurance sociale accidents du travail, et que la première réunion de dialogue social de haut niveau pour traiter cette question s'est tenue le 23 septembre 2020. **La commission s'attend à ce que ces initiatives législatives donnent plein effet à la convention, et que ses commentaires soient dûment pris en compte à cette fin. La commission prie le gouvernement de la tenir informée de l'adoption du projet de loi et de la création du Fonds des maladies professionnelles, ainsi que de l'adoption de toute autre mesure liée à leur mise en œuvre.**

Article 5 de la convention. Paiement des indemnités dues en cas d'incapacité permanente ou de décès sous forme de rente. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que, conformément à l'article 30 de la loi WIBA de 2007, un employé atteint d'une incapacité permanente a droit à un capital versé en une seule fois équivalant à 96 salaires mensuels. La commission avait invité le gouvernement à revoir cette loi de sorte que les victimes d'accidents du travail atteintes d'une incapacité permanente, ou

leurs ayants droit en cas d'accident mortel, reçoivent les indemnités sous forme de rente, et à réserver les indemnités sous forme de capital dans les cas où la garantie d'un emploi judicieux serait fournie aux autorités compétentes. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle le nouveau régime d'assurance sociale accidents du travail prévoira le versement d'une rente aux victimes d'accidents du travail souffrant d'une incapacité permanente ou aux ayants droit des victimes d'un accident du travail mortel. Le gouvernement ajoute que, en cas de paiement d'indemnités sous forme de capital, l'organisme gouvernemental chargé de l'administration de l'assurance sociale susmentionnée versera l'indemnité après avoir obtenu la garantie que le capital sera judicieusement utilisé. **La commission exprime l'espoir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour qu'une indemnité sous forme de rente soit payée aux travailleurs ayant subi une incapacité permanente ou à leurs ayants droit, selon le cas, conformément à l'article 5 de la convention, dans le cadre du nouveau régime d'assurance sociale accidents du travail. La commission exprime aussi l'espoir que, dans les cas où l'indemnité serait payée sous forme de capital, le gouvernement prendra les garanties nécessaires pour s'assurer qu'elle est judicieusement utilisée par les bénéficiaires. La commission prie le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises à cette fin dès l'adoption du nouveau régime d'assurance sociale accidents du travail.**

Articles 9 et 10. Gratuité de l'assistance médicale, chirurgicale et pharmaceutique. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que l'article 47 de la loi WIBA de 2007, dispose que l'employeur doit payer les frais médicaux raisonnablement engagés à la suite d'un accident du travail. La commission avait également pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle l'expression «frais raisonnables» serait définie lors de la révision de la loi WIBA de 2007, afin d'y inclure toutes les interventions médicales nécessaires. La commission avait accueilli favorablement l'indication du gouvernement selon laquelle l'article 55 du projet de loi contiendrait une liste des frais encourus par un travailleur suite à un accident du travail, qui seraient à la charge de l'employeur. **La commission espère que le gouvernement prendra sans plus tarder les mesures nécessaires pour que les victimes d'accidents du travail aient droit, sans frais pour eux, à l'assistance médicale, à l'assistance chirurgicale et pharmaceutique ainsi qu'à la fourniture des appareils de prothèse et d'orthopédie qui seraient reconnues nécessaires par suite de ces accidents, sans limitation de coût, en vue de donner pleinement effet aux articles 9 et 10 de la convention. La commission prie le gouvernement de donner des informations sur les dispositions législatives et autres mesures prises ou envisagées à cette fin.**

Article 11. Réparation aux victimes des accidents de travail en cas d'insolvabilité de l'employeur ou de l'assureur. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que la loi de WIBA 2007, ne contenait pas les dispositions nécessaires visant à assurer en tout état de cause, en cas d'insolvabilité de l'employeur ou de l'assureur, le paiement de la réparation aux victimes d'accidents du travail, comme l'exige l'article 11 de la convention. **La commission exprime l'espoir que le gouvernement mettra à profit la réforme législative en cours pour régler cette question, et le prie de donner des informations sur les mesures prises ou envisagées pour assurer en tout état de cause le paiement de la réparation due aux victimes des accidents et à leurs ayants droit, conformément à l'article 11 de la convention.**

La commission a été informée que, sur la base des recommandations du Groupe de travail tripartite du mécanisme d'examen des normes (MEN), le Conseil d'administration a décidé que les États Membres pour lesquels la convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925, est en vigueur devraient être encouragés à ratifier la convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980], ou la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, en acceptant la Partie VI de la convention n° 102 (voir GB.328/LILS/2/1), qui reflètent l'approche plus moderne en matière de prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles. **La commission invite par conséquent le gouvernement à donner suite à la décision que le Conseil d'administration a prise à sa 328^e session (octobre-novembre 2016), dans laquelle celui-ci approuve les recommandations du Groupe de travail tripartite du MEN, et à envisager la ratification des conventions n°s 121 ou 102 (Partie VI) qui sont les instruments les plus à jour dans ce domaine, tirant avantage de la révision législative en cours et de la mise en place d'un régime d'assurance sociale accidents du travail.**

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Gibraltar

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Article 7 de la convention. Supplément d'indemnisation alloué aux personnes nécessitant l'assistance constante d'une autre personne. Dans ses précédents commentaires, la commission a relevé que, aux termes de l'article 16 de la loi n° 10 de 1952 sur la sécurité sociale (assurance contre les lésions

professionnelles), la pension d'invalidité peut être relevée dans les cas où une personne ayant une incapacité évaluée à 100 pour cent a besoin d'une assistance constante. Elle a demandé en conséquence au gouvernement de donner des informations sur la nature de l'assistance supplémentaire que les personnes présentant une incapacité permanente de moins de 100 pour cent pouvaient recevoir, dans le cas où leur état exigeait l'assistance constante d'une autre personne. La commission prend note de la réponse que le gouvernement a apportée dans son rapport, d'après laquelle la disposition susmentionnée de la législation nationale ne contrevient pas à l'article 7 de la convention. **La commission rappelle que l'article 7 de la convention dispose qu'un supplément d'indemnisation sera alloué aux victimes d'accidents du travail atteintes d'incapacité nécessitant l'assistance constante d'une autre personne, quel que soit leur taux d'incapacité, et pas uniquement à celles présentant une incapacité évaluée à 100 pour cent. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur toute mesure prise pour garantir que les victimes d'accidents du travail atteintes d'incapacité de moins de 100 pour cent peuvent bénéficier de l'aide constante d'une autre personne soit parce que cette aide leur est directement fournie, soit parce qu'elles touchent une indemnité couvrant l'embauche du tiers aidant.**

Article 9. Assistance pharmaceutique. La commission prend note des informations que le gouvernement a fournies comme suite à sa précédente demande concernant la fourniture d'une assistance pharmaceutique gratuite aux victimes d'accidents industriels qui ne sont pas hospitalisées.

La commission a été informée du fait que, sur la base des recommandations du Groupe de travail tripartite du mécanisme d'examen des normes (MEN), le Conseil d'administration a décidé que les États Membres pour lesquels la convention n° 17 était en vigueur devraient être invités à ratifier la convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980], ou la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, en acceptant sa Partie VI (voir document GB.328/LILS/2/1), qui reflètent l'approche plus moderne en matière de prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles. **La commission invite par conséquent le gouvernement à donner suite à la décision que le Conseil d'administration a prise à sa 328^e session (octobre-novembre 2016), dans laquelle celui-ci approuve les recommandations du Groupe de travail tripartite du MEN, et à envisager la ratification des conventions n°s 121 ou 102 (Partie VI), qui sont les instruments les plus à jour dans ce domaine.**

Île de Man

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Articles 9 et 10 de la convention. Participation au coût des médicaments et des appareils de prothèse. La commission prend dûment note des informations fournies par le gouvernement comme suite à son précédent commentaire sur les exceptions à la participation au coût des médicaments et des appareils de prothèse, en particulier du grand nombre d'exceptions au paiement des frais de prescription pour les personnes les plus en difficulté et celles qui ont le moins de moyens pour les payer, et de la participation financière demandée aux autres personnes pour ouvrir le droit à la remise gratuite de médicaments sur ordonnance et d'appareils de prothèse.

La commission a été informée du fait que, sur la base des recommandations du Groupe de travail tripartite du mécanisme d'examen des normes ((MEN), le Conseil d'administration a décidé que les États Membres pour lesquels la convention n° 17 était en vigueur devraient être invités à ratifier la convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980], ou à accepter la Partie VI de la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952 (voir document GB.328/LILS/2/1), qui reflètent l'approche plus moderne en matière de prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles. **La commission invite par conséquent le gouvernement à donner suite à la décision que le Conseil d'administration a prise à sa 328^e session (novembre 2016), dans laquelle celui-ci approuve les recommandations du Groupe de travail tripartite du MEN, et à envisager de ratifier la convention n° 121 ou à accepter la Partie VI de la convention n° 102, qui sont les instruments les plus à jour dans ce domaine.**

Sainte-Lucie

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925 (ratification: 1980)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission note qu'en réponse à son observation précédente le gouvernement indique que, contrairement à l'article 7 de la convention, aucune disposition de la législation nationale ne prévoit l'allocation d'un supplément d'indemnisation aux victimes d'accidents atteintes d'incapacité nécessitant l'assistance constante d'une autre personne, et que l'indemnisation de tous les frais (médicaux, chirurgicaux ou pharmaceutiques, etc.) est limitée à 20 000 dollars des Caraïbes orientales, alors qu'aucun plafonnement de cette nature n'est prévu par la convention en cas d'accident du travail (articles 9 et 10 de la convention). La commission constate avec **regret** que, depuis l'entrée en vigueur de la convention à l'égard de Sainte-Lucie, en 1980, le gouvernement n'a pas été en mesure de rendre les dispositions de la législation nationale conformes aux articles 7, 9 et 10 de cet instrument. **Dans cette situation, la commission estime nécessaire de demander que le gouvernement procède à une étude actuarielle qui déterminera les implications financières de l'introduction dans le système d'assurance national des prestations garanties par ces articles de la convention. La commission souhaite rappeler au gouvernement qu'il lui est loisible de faire appel à l'assistance technique du Bureau à ce sujet.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Sierra Leone

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925 (ratification: 1961)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission note que le pays est mentionné dans un paragraphe spécial du rapport de la Commission de l'application des normes de la Conférence pour manquement à l'obligation de fournir des informations en réponse aux commentaires de la commission. **La commission espère que le gouvernement sera bientôt en mesure de faire rapport sur l'application de la convention n° 17 et rappelle que l'assistance technique du Bureau est à sa disposition.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un très proche avenir.

Tunisie

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962 (ratification: 1965)

Articles 4 et 5 de la convention. *Service des prestations de vieillesse, d'invalidité et de survivants en cas de résidence à l'étranger.* Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de mettre sa législation en pleine conformité avec la convention en supprimant les restrictions affectant le paiement des prestations de vieillesse, d'invalidité et de survivants dues aux nationaux tunisiens lorsque ceux-ci ne résidaient pas en Tunisie à la date à laquelle la demande d'attribution des prestations a été faite (art. 49 du décret n° 74-499 du 27 avril 1974 et art. 77 de la loi n° 81-6 du 12 février 1981). La commission prend note de la réponse donnée par le gouvernement dans son rapport quant aux mesures prises afin d'assurer dans la pratique l'application des articles 4 et 5 de la convention. Elle note en particulier que, suivant les instructions du ministère des Affaires sociales de 2007 et 2016 relatives à l'application de la circulaire de la Banque centrale tunisienne n° 93/21 du 10 décembre 1993 telle que modifiée par la circulaire 2007-21 du 14 août 2007, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) assure le transfert à l'étranger des prestations de vieillesse, d'invalidité et de survivants dues à des nationaux tunisiens vivant à l'étranger, aux nationaux des pays ayant conclu des accords bilatéraux avec la Tunisie et aux ressortissants de ceux des pays de l'Union européenne qui ne sont pas liés par des accords bilatéraux avec la Tunisie lorsque ces personnes résident dans leur pays d'origine. Le gouvernement indique également qu'en vertu des nombreux accords bilatéraux de sécurité sociale conclus par la Tunisie avec d'autres pays comme la France, des pensions sont également transférées vers des pays tiers liés aux deux pays par des instruments de coordination en matière de sécurité sociale. Compte tenu de ces éléments, le gouvernement estime que l'incompatibilité de la législation avec les articles 4 et 5 de la convention est largement dépassée par la multiplication des conventions internationales de sécurité sociale prévoyant l'exportation des prestations, donnant effet dans la pratique aux articles susmentionnés. Enfin, la commission note une fois de plus que le gouvernement indique qu'un projet de loi et de décret a été élaboré en vue d'assurer la conformité de la législation nationale avec les obligations de la Tunisie découlant de la convention. **Prenant note des informations communiquées par le gouvernement sur les mesures prises pour assurer, dans la pratique, le versement des prestations de sécurité sociale aux nationaux tunisiens qui résident à l'étranger de la même manière qu'aux nationaux étrangers, la**

commission rappelle que la convention prescrit également l'adoption de mesures législatives donnant effet à ses dispositions. La commission exprime le ferme espoir que le gouvernement prendra sans plus attendre les mesures nécessaires sur le plan législatif pour rendre la législation nationale pleinement conforme aux articles 4 et 5 de la convention en abrogeant la condition de résidence à la date de la demande des prestations, à laquelle les nationaux sont soumis pour pouvoir percevoir leurs prestations de vieillesse, d'invalidité ou de survivants à l'étranger. La commission prie le gouvernement de donner des informations sur les mesures d'ordre législatif prises à cet égard, ainsi que sur tout fait nouveau concernant la conclusion de nouveaux accords bilatéraux ou multilatéraux de conservation des droits de sécurité sociale et de paiement des prestations à l'étranger, notamment dans l'Union européenne. Enfin, la commission prie le gouvernement de fournir des informations statistiques des transferts de prestations de sécurité sociale à l'étranger dans les branches pour lesquelles la Tunisie a accepté les obligations de la convention.

République bolivarienne du Venezuela

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
(ratification: 1982)

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980] (ratification: 1982)

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967 (ratification: 1983)

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969 (ratification: 1982)

Afin de donner une vue d'ensemble des questions relatives à l'application des conventions ratifiées sur la sécurité sociale, la commission estime qu'il convient d'examiner dans un même commentaire les conventions n°s 102 (norme minimum), 121 (prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles), 128 (prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants) et 130 (soins médicaux et indemnités de maladie).

La commission prend note des observations de la Centrale des travailleurs de l'Alliance syndicale indépendante (ASI) sur l'application des conventions n°s 102 et 130, reçues le 30 septembre 2020.

La commission note avec **profond regret** que le gouvernement n'ait pas répondu en détail aux observations que l'ASI a adressées en 2011 et 2016 sur la mise en œuvre des conventions susmentionnées. La commission rappelle que l'ASI avait affirmé ce qui suit: 1) la législation prévue par la loi organique de 2002 sur le système de sécurité sociale, modifiée partiellement en 2012 (LOSSS), est source d'incohérences juridiques, en raison du manque de clarté et de volonté politique dans la mise en œuvre du système de prestations prévu par la loi, ce qui se traduit par un système incomplet, désorganisé et inéquitable, et; 2) les usagers du système de sécurité sociale rencontrent des difficultés procédurales pour faire valoir leurs droits devant la justice, en particulier devant le Tribunal suprême de justice (TSJ), lequel a donné des signaux contradictoires au regard de la progressivité qui devrait caractériser la mise en œuvre du droit fondamental à la sécurité sociale, notamment en accusant des retards dans les procédures et des reculs jurisprudentiels. **La commission prie instamment le gouvernement de répondre en détail à ce sujet, et souligne l'importance du dialogue avec les partenaires sociaux dans la prise de décisions en matière de sécurité sociale. De même, la commission attire l'attention du gouvernement sur les nouveaux points soulevés par l'ASI dans ses observations de 2020 (voir article 10 de la convention n° 102, article 10 de la convention n° 121 et article 13 de la convention n° 130, et article 71, paragraphe 3, et article 72, paragraphe 2, de la convention n° 102) et le prie de transmettre ses commentaires à cet égard.**

Partie II. Soins médicaux. Article 10 de la convention n° 102, article 10 de la convention n° 121 et article 13 de la convention n° 130. **Prestations de soins médicaux.** Se référant à ses commentaires précédents, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur le réseau de services de santé organisé par niveaux, et sur le nombre de soins médicaux fournis de 2016 à 2018. Par ailleurs, la commission prend note des observations de l'ASI dans lesquelles l'organisation allègue que la crise qui sévit actuellement dans le pays a notamment conduit à un épuisement des médicaments et des fournitures de base pour la prévention et le traitement approprié des maladies, ainsi qu'à un manque de soins aux personnes souffrant de maladies chroniques, de problèmes de malnutrition, aux femmes enceintes et aux nouveau-nés. Toutes ces difficultés viennent s'ajouter à une mauvaise gestion de la pandémie de COVID-19. **La commission prie le gouvernement de transmettre ses commentaires à cet égard et d'indiquer comment est garanti l'accès aux soins médicaux, sous des conditions qui soient raisonnables, à toutes les personnes protégées, comme le prévoit l'article 13 de la convention n° 130. En**

ce qui concerne la convention n° 121, la commission prie à nouveau le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises ou envisagées pour prévoir expressément dans la législation pertinente les prestations de soins de santé énumérées à l'article 10 de la convention, à tout le moins.

Article 16, paragraphe 1, de la convention n° 130. Soins médicaux pendant toute la durée de l'éventualité. La commission prend note de la réponse du gouvernement à sa demande précédente concernant la durée des soins médicaux pour les assurés, leurs conjoints et leurs enfants, compte étant tenu de la limite de 52 semaines prévue à l'article 128 du règlement général de la loi sur la sécurité sociale. Plus spécifiquement, la commission note que, selon le gouvernement, au-delà de cette période le travailleur assuré doit être examiné à nouveau afin de déterminer l'état de son handicap et de savoir si son incapacité continue d'être temporaire ou si elle a cessé, ou si son incapacité est permanente. La commission note aussi que les prestations dont le travailleur bénéficie ou le revenu du travailleur sont maintenus pendant cet examen, comme le prévoient l'article 10 de la loi sur la sécurité sociale et l'article 128 du règlement général de la loi sur la sécurité sociale. La commission note également que, d'après les informations données sur le site Internet de l'Institut vénézuélien des assurances sociales (IVSS) qui renvoie à cette législation, lorsque l'assuré ayant suivi un traitement médical pour une maladie de longue durée arrive en fin de son droit à des soins médicaux, il continue de bénéficier de ces prestations si un avis médical indique que sa guérison est possible. **Rappelant que l'article 16, paragraphe 1, de la convention exige que les soins médicaux, comme le dispose l'article 10, soient également fournis aux époux et aux enfants des personnes protégées pendant toute la durée de l'éventualité, la commission prie le gouvernement d'indiquer les dispositions de la législation nationale qui garantissent que tous les enfants et les époux des travailleurs assurés reçoivent les soins médicaux requis par la convention aussi longtemps qu'ils en ont besoin.**

Articles 10 et 19 (lus conjointement avec l'article 5), et articles 13 et 16, paragraphes 2 et 3, de la convention n° 130. Personnes protégées et législation sur les soins médicaux. La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement en réponse à ses demandes précédentes sur les articles 10 et 19 de la convention n° 130 (lus conjointement avec l'article 5), concernant la protection de l'ensemble des salariés et de leurs ayants droit, ou de 75 pour cent de la population économiquement active et des personnes à leur charge. La commission prend également note des informations communiquées par le gouvernement en réponse à ses demandes précédentes au sujet des articles 13 et 16, paragraphes 2 et 3, de la convention sur la nécessité de communiquer copie des lois et règlements qui précisent les soins médicaux assurés aux personnes couvertes, et qui consacrent la pratique consistant à continuer de fournir des soins médicaux en cas de maladie lorsque le bénéficiaire cesse d'appartenir au groupe des personnes protégées.

Article 22, lu conjointement avec l'article 1 h) de la convention n° 130, articles 13, 14, paragraphe 2, et 18, paragraphe 1, lus conjointement avec l'article 19 de la convention n° 121, et articles 10, 17 et 23, lus conjointement avec l'article 26 de la convention n° 128. Niveau des prestations de maladie en espèces. La commission prend bonne note des informations fournies par le gouvernement sur le niveau des prestations de maladie en espèces (convention n° 130), et en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles (convention n° 121). **En ce qui concerne les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants prévues par la convention n° 128, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement et le prie de communiquer des informations sur l'application des articles 10, 17 et 23, lus conjointement avec l'article 26, sur le niveau des prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants pour un bénéficiaire type, comme prévu dans la convention.**

Article 4, article 7, article 8 et article 18, lu conjointement avec l'article 1 e) i) de la convention n° 121. La commission prend note des informations communiquées par le gouvernement en réponse à ses demandes précédentes concernant l'article 4 (couverture), l'article 7 (conditions dans lesquelles un accident sur le trajet doit être considéré comme un accident du travail), l'article 8 (liste des maladies professionnelles) et l'article 18, lu conjointement avec l'article 1 e) i) (âge des enfants à charge), de la convention n° 121.

Article 21 de la convention n° 121, et article 29 de la convention n° 128. Revalorisations des prestations. Données statistiques. Dans ses commentaires précédents, la commission avait attiré l'attention du gouvernement sur la nécessité de fournir les données statistiques requises dans le formulaire de rapport pour pouvoir évaluer l'impact réel des revalorisations des pensions et des autres prestations en espèces à long terme, compte tenu des variations du niveau général des gains ou de l'évolution du coût de la vie. **La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir les informations statistiques spécifiques nécessaires pour évaluer l'application de l'article 21 de la convention n° 121 et de l'article 29 de la convention n° 128.**

Article 22, paragraphe 1 d) et e) et paragraphe 2, de la convention n° 121, et article 32, paragraphe 1 d) et e) et paragraphe 2, de la convention n° 128. Motifs de suspension des prestations. Se référant à ses commentaires précédents sur la nécessité de modifier l'article 160 du règlement général de la loi sur l'assurance sociale de 1989, modifié partiellement en 2012, selon lequel la pension n'est pas octroyée

quand l'éventualité (invalidité ou incapacité partielle) est due à une violation de la loi ou à la perpétration d'un délit ou d'une atteinte contre la morale et les bonnes mœurs, la commission note que le gouvernement indique son intention de soumettre officiellement pour évaluation la modification susmentionnée, par les voies régulières et par le biais des instances compétentes. La commission note que le gouvernement apporte la même réponse en ce qui concerne la nécessité de prévoir que, lorsque les prestations sont suspendues, une partie de celles-ci doit être servie aux personnes à la charge du bénéficiaire. **La commission prie le gouvernement d'indiquer toute mesure prise ou envisagée en vue d'harmoniser la législation nationale avec les dispositions de l'article 22 de la convention n° 121 et de l'article 32 de la convention n° 128 relatives à la suspension des prestations.**

Article 21, paragraphe 1, lu conjointement avec l'article 1 h) et i), de la convention n° 128. Âge des enfants pour avoir droit à des prestations en espèces en cas de décès du soutien de famille. En ce qui concerne la nécessité, exprimée dans ses commentaires précédents, de modifier l'article 33 de la loi sur l'assurance sociale afin de porter de 14 à 15 ans l'âge auquel les enfants ont droit à une pension de survivants, la commission note que le gouvernement indique que les observations de la commission seront prises en compte lors de l'actualisation de la loi sur la sécurité sociale. **La commission espère fermement que des mesures appropriées seront prises sans délai pour rendre la législation conforme aux prescriptions de l'article 21, paragraphe 1, de la convention n° 128, et prie le gouvernement d'indiquer toute mesure prise ou envisagée à cette fin.**

Article 38, paragraphes 2 et 3, de la convention n° 128. Secteur agricole. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer toute augmentation du nombre des salariés du secteur agricole protégés par la convention. La commission note avec **regret** que le gouvernement ne fournit pas ces informations. La commission rappelle que l'article 38, paragraphe 2, de la convention n° 128 oblige tout Membre, qui a fait une déclaration excluant temporairement de l'application de la convention les salariés du secteur agricole, à indiquer dans les rapports sur l'application de la convention tout progrès réalisé à cet égard ou, s'il n'a pas de changement à signaler, à fournir toutes explications appropriées. La commission rappelle aussi que l'article 38, paragraphe 3, de la convention n° 128 prévoit que tout Membre doit augmenter le nombre des salariés protégés du secteur agricole dans la mesure et selon le rythme permis par les circonstances. **La commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer toute augmentation du nombre des salariés du secteur agricole protégés par la convention.**

Article 71, paragraphe 3, et article 72, paragraphe 2, de la convention n° 102. Responsabilité générale de l'État en ce qui concerne le service des prestations et la bonne administration des institutions et services de sécurité sociale. Se référant à ses commentaires précédents sur la transition vers un système de sécurité sociale réformé qui doit se fonder sur les principes solides de la bonne gouvernance et du dialogue social, la commission prend note de l'indication du gouvernement relative à la convocation d'une Assemblée nationale constituante en 2017, réunissant tous les secteurs et acteurs sociaux concernés, affectés ou touchés par les modifications de la législation relatives à chaque sujet traité. En outre, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur les difficultés rencontrées pour maintenir le niveau des salaires et le pouvoir d'achat des travailleurs et de leurs familles, et pour maintenir l'accès de la population aux biens et services essentiels pendant la crise économique et sociale actuelle, laquelle a été aggravée par l'embargo économique et commercial que subit le pays. D'autre part, la commission note que, dans ses observations, l'ASI allègue que cela fait maintenant quatre ans que le pays est confronté à une urgence humanitaire à grande échelle à laquelle viennent s'ajouter de graves défaillances du système hospitalier et sanitaire, soulignant la nécessité d'une aide et d'une coopération internationales, ainsi que, entre autres problèmes, l'abandon de plusieurs établissements de soins pour personnes âgées qui s'est accéléré en 2019. De plus, la commission prend note des allégations de l'ASI relatives à des problèmes liés aux bonnes pratiques de transparence, de contrôle et de suivi de la gestion des prestations monétaires et des programmes sociaux. L'ASI insiste sur l'urgence d'appliquer la LOSSS dont la mise en œuvre favoriserait l'amélioration de la qualité de vie de la population en tant qu'élément central de la politique sociale. **Compte tenu des informations communiquées par le gouvernement sur les difficultés rencontrées, la commission prie le gouvernement de faire tout son possible pour que des prestations médicales et en espèces soient fournies dans le contexte actuel aux personnes protégées, conformément à l'article 71, paragraphe 3, de la convention n° 102. La commission prie le gouvernement d'indiquer toute mesure prise ou envisagée à cet égard. Elle le prie également de transmettre ses commentaires relatifs aux observations de l'ASI concernant la gouvernance des institutions et services de sécurité sociale.**

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 12** (Dominique, Guinée-Bissau, Ouganda); la **convention n° 17** (Djibouti, Guinée-Bissau, Kirghizistan, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du

Nord: Jersey); la **convention n° 18** (Arménie, Djibouti, Guinée-Bissau, Tunisie); la **convention n° 19** (Dominique, Fidji, Guinée-Bissau, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago); la **convention n° 42** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Guernesey); la **convention n° 102** (Barbade, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Île de Man, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Tchad, Ukraine, Uruguay); la **convention n° 118** (Guinée, Uruguay); la **convention n° 121** (Uruguay); la **convention n° 128** (Barbade, Belgique); la **convention n° 157** (Kirghizistan).

La commission a pris note des informations communiquées par les États suivants en réponse à une demande directe concernant: la **convention n° 17** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Îles Falkland (Malvinas), Montserrat et Sainte-Hélène)); la **convention n° 19** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Guernesey); la **convention n° 24** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Jersey); la **convention n° 25** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Jersey); la **convention n° 42** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Montserrat); la **convention n° 118** (Barbade).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 12** (Malaisie (Malaisie péninsulaire et Sarawak), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Anguilla, Bermudes, Gibraltar, Guernesey, Île de Man, Îles Falkland (Malvinas), îles Vierges britanniques, Jersey, Montserrat et Sainte-Hélène)); la **convention n° 14** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Anguilla); la **convention n° 17** (Malaisie: Malaisie péninsulaire, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Anguilla, Bermudes, Gibraltar, Guernesey, Île de Man, Îles Falkland (Malvinas), îles Vierges britanniques, Jersey, Montserrat et Sainte-Hélène)); la **convention n° 19** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Anguilla, Bermudes, Gibraltar, Guernesey, Île de Man, Îles Falkland (Malvinas), îles Vierges britanniques, Jersey, Montserrat et Sainte-Hélène), Uruguay, Zimbabwe); la **convention n° 24** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Guernesey, Île de Man et Jersey)); la **convention n° 25** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Guernesey, Île de Man et Jersey)); la **convention n° 42** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Anguilla, Bermudes, Gibraltar, Guernesey, Île de Man, Îles Falkland (Malvinas), Jersey et Montserrat)); la **convention n° 71** (France (Nouvelle-Calédonie et Polynésie française)); la **convention n° 118** (Uruguay); la **convention n° 121** (Uruguay); la **convention n° 128** (Belgique, Uruguay); la **convention n° 130** (Belgique, Uruguay).

Protection de la maternité

Guinée équatoriale

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952 (ratification: 1985)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Se référant à ses commentaires sur l'application de l'article 6 de la convention, la commission note que, comme la loi n° 8/1992, les articles 111 et 112 de la loi n° 2/2005 du 9 mai 2005 sur les fonctionnaires permettent de licencier une femme pour une faute très grave, après instruction du dossier disciplinaire. Dans des rapports précédents, le gouvernement avait manifesté son intention d'adapter la législation de manière à ce que les fautes commises par des travailleuses enceintes fassent l'objet d'une procédure disciplinaire après le congé de maternité ou le congé postnatal. **La commission exprime l'espoir que le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour interdire formellement de signifier un préavis de licenciement à une fonctionnaire lorsqu'elle est absente en raison d'un congé de maternité, ou à une date telle que le délai du préavis expire pendant son absence en raison d'un congé de maternité.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 103** (Tadjikistan); la **convention n° 183** (République dominicaine).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

L'État Membre suivant a fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 103** (Uruguay).

Politique sociale

Dominique

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (ratification: 1983)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 6 de la convention. Législation donnant effet à la convention. La commission constate que le gouvernement n'a jamais fourni d'informations concrètes sur l'application de la convention. **Elle saurait par conséquent gré au gouvernement de réunir et de joindre à son prochain rapport des informations actualisées indiquant le nombre moyen de marchés publics passés chaque année et le nombre approximatif de travailleurs qui participent à leur exécution, des extraits de rapports d'inspection faisant apparaître les cas dans lesquels le paiement a été retenu, des contrats ont été annulés ou des prestataires ont été exclus de l'appel d'offres public pour infraction au règlement sur les salaires équitables, ainsi que toute autre précision qui permettrait à la commission de se faire une idée claire de la façon dont la convention est appliquée dans la pratique.**

En outre, la commission a appris que le gouvernement avait conclu avec la Banque mondiale un accord pour le financement d'un projet d'assistance technique favorisant la croissance et la protection sociale afin d'améliorer, entre autres, la transparence du fonctionnement et l'efficacité de la gestion des marchés publics. **La commission souhaiterait recevoir des informations supplémentaires concernant la réalisation de ce projet et les résultats obtenus, notamment en ce qui concerne les modifications éventuellement apportées ou envisagées à la législation sur les marchés publics, qui pourraient avoir des répercussions sur l'application de la convention.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Jamaïque

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (ratification: 1962)

Article 2 de la convention. Insertion de clauses de travail dans les contrats publics. Application de la convention. Point V du formulaire de rapport. La commission renvoie à ses observations successives depuis 2009, en rappelant qu'elle commente depuis plusieurs années sur l'absence de lois, de règlements ou de pratiques donnant effet aux dispositions de la convention. Dans ses commentaires précédents, initialement formulés en 2014, la commission avait exprimé l'espoir que le gouvernement prendrait rapidement des mesures pour assurer la mise en œuvre effective de la convention, tant en droit qu'en pratique. La commission prend note de la réponse du gouvernement, indiquant qu'il n'existe actuellement aucune loi ou régime général en place qui impose l'inclusion de clauses de travail particulières dans les contrats publics, tels que définis par la convention. En outre, il n'existe aucune politique ou pratique imposant l'inclusion dans les contrats publics de clauses garantissant des protections de base telles que les salaires (y compris les allocations), une durée de travail et autres conditions de travail, qui ne soient pas moins favorables que celles établies. La commission note que le gouvernement indique qu'il procède actuellement à des modifications législatives pour insérer des clauses de travail dans les contrats publics. À cet égard, la commission note, d'après les documents disponibles sur le site Web du ministère jamaïcain des Finances et de la Fonction publique, que la loi sur les marchés publics de 2015, le règlement sur les marchés publics de 2018 et le manuel révisé des procédures de passation des marchés du secteur public (mars 2014) ne contiennent aucune référence aux clauses de travail et n'exigent l'insertion d'aucune clause du type prescrit par l'article 2(1) dans les marchés publics auxquels la convention s'applique. Une fois de plus, la commission attire l'attention du gouvernement sur le paragraphe 45 de son Étude d'ensemble 2008, *Les clauses de travail dans les contrats publics*, qui précise que «le seul fait que la législation nationale s'applique à tous les travailleurs n'est pas de nature à dispenser les États ayant ratifié la convention de prendre les mesures nécessaires pour que les contrats publics contiennent les clauses de travail prévues par l'article 2 de la convention». Comme la commission l'a observé dans l'Étude d'ensemble de 2008, «la convention est d'une construction très simple: toutes ses dispositions s'articulent autour d'une prescription fondamentale, à laquelle elles sont liées directement, à savoir l'obligation, prévue au *paragraphe 1 de l'article 2*, d'insérer des clauses de travail garantissant des salaires et autres conditions de travail favorables pour les travailleurs intéressés. Par conséquent, si la législation nationale ne prévoit pas de telles clauses de travail, ou pas dans les termes spécifiques énoncés au *paragraphe 1 de l'article 2*, l'application des *articles 3, 4 et 5* de celle-ci devient sans objet» (Étude d'ensemble 2008, paragr. 176). La

commission observe que les clauses de travail que requiert la convention – qui devraient être établies par l'autorité compétente en consultation avec les partenaires sociaux – sont des clauses ayant un contenu très spécifique (Étude générale 2008, paragr. 46). Les clauses requises doivent garantir aux travailleurs employés dans le cadre de contrats publics, tels qu'ils sont définis aux *alinéas a) à d)* de l'article 1 de la convention, le paiement de salaires (y compris les allocations), une durée du travail et d'autres conditions de travail qui ne soient pas moins favorables que les conditions établies pour un travail de même nature dans la profession ou l'industrie intéressée [et qui s'appliquent] dans la région où le travail est effectué (article 2, paragraphe 1, de la convention). ***Notant une fois de plus qu'elle formule depuis plusieurs années des commentaires sur le fait que le gouvernement n'a pas donné effet à la convention, la commission rappelle que l'inclusion de clauses de travail appropriées dans tous les contrats publics couverts par la convention ne nécessite pas nécessairement la promulgation d'une nouvelle législation, mais peut également être réalisée par des instructions administratives ou des circulaires. La commission attend du gouvernement qu'il prenne sans plus tarder toutes les mesures nécessaires pour mettre sa législation nationale en pleine conformité avec les exigences fondamentales de la convention. La commission prie le gouvernement de tenir le Bureau informé des progrès accomplis et rappelle que le gouvernement peut, s'il le souhaite, faire appel à l'assistance technique du BIT à cet égard.***

Maurice

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (ratification: 1969)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle examine l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, de même que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 1, paragraphe 3, de la convention. Champ d'application. Sous-traitants. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que les dispositions de l'article 46, paragraphe 5, de la loi de 2006 sur les marchés publics, qui prescrit l'insertion de clauses de travail dans tous les contrats publics, ne sont pas applicables aux sous-traitants ni aux cessionnaires et qu'au lieu de cela, c'est à l'entrepreneur principal qu'il appartient d'assurer le respect des clauses de travail et de fournir à l'autorité des marchés publics la preuve que ces clauses sont respectées. L'article 46, paragraphe 8, de la loi sur les marchés publics ne soumet aucunement l'entrepreneur principal à une quelconque obligation de veiller au respect de ces clauses de travail par le sous-traitant et ne lui impose pas non plus de fournir la preuve que ces clauses sont respectées. Par suite, dans sa demande directe de 2017, la commission avait à nouveau appelé l'attention du gouvernement sur les paragraphes 75 à 81 de son Étude d'ensemble de 2008 sur les clauses de travail dans les marchés publics, où il est souligné que le *paragraphe 3 de l'article 1* de la convention demande aux autorités compétentes de prendre les mesures appropriées pour assurer l'application de la convention dans les travaux exécutés par des sous-traitants ou par des cessionnaires de contrats. La commission avait donc à nouveau prié le gouvernement de prendre sans plus attendre toutes les mesures nécessaires pour assurer que les clauses de travail s'appliquent pleinement dans les travaux exécutés par des sous-traitants ou par des cessionnaires de contrats. La commission note que dans son rapport supplémentaire le gouvernement se réfère à l'adoption de la loi n° 20 de 2019 sur les droits des travailleurs (WRA), qui annule et remplace la loi de 2008 sur les droits en matière d'emploi (ERiA) depuis le 24 octobre 2019. Elle note avec **intérêt** que l'article 29 (1) de la WRA établit la responsabilité conjointe du sous-traitant et de l'employeur (principal) en matière de paiement de la rémunération du travailleur et de conditions d'emploi du travailleur, notamment en ce qui concerne la sécurité, la santé et le bien-être de ce dernier. En outre, l'article 3 de la WRA énonce que «aucune partie solidairement responsable avec un sous-traitant en vertu de l'alinéa (1) ne peut invoquer pour se soustraire à une créance soutenue par un travailleur pour le recouvrement de sa rémunération le fait qu'elle a déjà payé au sous-traitant une quelconque somme due en vertu des arrangements conclus avec ce dernier». En outre, l'article 29 (4) de la WRA dispose: «tout travailleur employé par un sous-traitant bénéficiera, s'agissant du paiement de sa rémunération, des mêmes créances privilégiées sur le patrimoine du contractant principal que s'il avait été directement employé par lui, sans l'intermédiaire d'un sous-traitant».

La commission note que le gouvernement indique dans son rapport de 2019 que le document standard d'adjudication de marchés publics portant sur «des services de sécurité, des services de nettoyage, y compris de nettoyage des rues, et de collecte et élimination des ordures ménagères» comporte des clauses qui régissent la sous-traitance. Le gouvernement ajoute que tout élément de sous-traitance proposée par l'entrepreneur principal est soumis à l'approbation de l'employeur (l'autorité publique). Par suite, les conditions applicables aux sous-traitants en ce qui concerne les clauses de travail sont les mêmes que celles qui sont applicables à l'entrepreneur principal. Nonobstant ces indications de

la part du gouvernement, la commission observe que le document standard d'adjudication des marchés publics (SCS/RFQ-GCC18/10-13) (dans sa teneur révisée du 18 octobre 2013) ne contient aucune clause établissant la responsabilité de l'adjudicataire d'assurer le respect des clauses de travail par un sous-traitant. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur la manière dont l'article 29 de la loi n° 20 de 2019 sur les droits des travailleurs (WRA) est appliqué dans la pratique des contrats de marchés publics, et de communiquer au Bureau des copies de documents standards d'adjudication actuellement en usage.**

Article 2. Insertion de clauses de travail. Dans ses précédents commentaires, la commission avait noté que, selon les indications données par le gouvernement, les documents type d'appels d'offres portant sur l'acquisition de biens sont basés sur des modèles de la Banque mondiale, qui ne comportent pas de clauses de travail du type de celles qui sont prévues par la convention. Par suite, la commission avait instamment prié le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application des prescriptions de la convention à cet égard. Le gouvernement indique que les documents type d'appels d'offres ayant pour objet l'acquisition de biens ne comportent pas de clauses de travail du type de celles qui sont prévues par la convention parce que les biens en question sont importés et non pas élaborés dans le pays, si bien que les travailleurs concernés par le processus d'élaboration de ces biens se trouvent hors du territoire de Maurice et, par conséquent, de sa juridiction. Le gouvernement ajoute que ces travailleurs-là sont couverts par la législation applicable dans leur pays. Tout en prenant note des explications du gouvernement, la commission tient à souligner que la convention est applicable à tous les contrats publics, qu'il s'agisse de contrats d'ouvrage (ayant pour objet, par exemple, la construction d'une nouvelle autoroute ou l'agrandissement d'un terminal d'aéroport), de contrats portant sur l'acquisition de biens (par exemple, l'acquisition de nouveaux uniformes pour les fonctionnaires des douanes ou de nouveaux ordinateurs pour un ministère), ou encore de contrats de service (portant par exemple sur le nettoyage de locaux ou des services de maintenance informatique). À cet égard, la commission appelle l'attention du gouvernement sur le Guide pratique que le BIT a consacré en 2008 à la convention n° 94 et la recommandation n° 84 sur les clauses de travail (contrats publics), document qui fournit des indications sur les prescriptions de la convention afin d'améliorer, en dernière analyse, l'application de cet instrument dans la législation et la pratique des pays (page 7). Par exemple, s'agissant de l'application de la convention à des contrats de marchés publics transfrontières, ce guide souligne que, si le travail s'accomplissant hors de l'État contractant n'entre pas dans le champ des dispositions de la convention, cela ne signifie pas que tous les contrats qui présentent une dimension transnationale sont exclus du champ d'application de la convention. Dans le cas de marchés publics comportant l'utilisation de travailleurs étrangers que l'on fait venir dans le pays où le contrat doit être exécuté, les prescriptions de la convention afférentes aux clauses de travail sont pleinement applicables et les travailleurs en question jouiront pleinement de la protection prévue par ces clauses (pages 18 et 19). **La commission prie à nouveau le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer que le champ d'application de la loi de 2006 sur les marchés publics dans sa teneur modifiée s'étende à tous les types de contrats publics envisagés par la convention.**

Article 5, paragraphe 1. Sanctions adéquates. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour assurer l'application de sanctions adéquates en cas de non-respect des clauses de travail contenues dans les contrats de marchés publics. Le gouvernement se réfère à l'article 45 (6) de la loi de 2006 sur les marchés publics, qui dispose que « aucun contractant ne peut prétendre à aucun paiement quel qu'il soit au titre du travail accompli en exécution du contrat de marchés publics à moins d'avoir produit, en même temps que sa demande de paiement, une attestation déclarant: a) les taux de rémunération et la durée du travail s'appliquant aux différentes catégories de travailleurs employés pour l'exécution du contrat; b) si une rémunération au titre du travail effectué est due; et c) toute autre information que l'autorité publique administrant l'exécution du contrat peut demander de produire pour vérifier que la présente loi a bien été respectée ». En outre, l'article 46 (7) dispose que, dans le cas où une rémunération reste due à un travailleur employé en exécution d'un contrat de marché public, l'organisme public administrant le contrat « peut, à moins que la rémunération ait été versée avant cela par le contractant, assurer le paiement de ladite rémunération par prélèvement sur les sommes dues au titre du contrat ». **La commission prie le gouvernement de donner des informations actualisées et détaillées sur la manière dont il est donné effet dans la pratique à l'article 46 (7) de la loi de 2006 sur les marchés publics, ainsi que, d'une manière plus générale, à l'article 5, paragraphe 1, de la convention.**

Application de la convention dans la pratique. Notant que le gouvernement n'a pas fourni d'informations sur l'application de la convention dans la pratique, la commission exprime à nouveau l'espoir que le gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour que soient compilées et communiquées des informations détaillées et actualisées, notamment des données statistiques ventilées par sexe et âge, illustrant l'application des dispositions de la convention dans la pratique.

Nicaragua

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962 (ratification: 1981)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

Suites données aux conclusions de la Commission de l'application des normes (Conférence internationale du Travail, 108^e session, juin 2019)

La commission prend note de la discussion qui a eu lieu devant la Commission de l'application des normes, en juin 2019, à propos de l'application de la convention. La Commission de la Conférence a demandé au gouvernement d'agir en urgence pour: i) s'assurer que les politiques du marché du travail sont menées en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, libres et indépendantes afin de contribuer à réaliser les principes de la convention, en s'appuyant sur l'assistance technique du BIT; ii) s'assurer que les travailleurs migrants et leur famille sont dûment protégés contre la discrimination; et iii) élaborer et mettre en œuvre des politiques économiques et du marché du travail solides et durables, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, libres et indépendantes. À cet égard, la Commission de la Conférence a encouragé le gouvernement à se prévaloir de l'assistance technique du BIT. De même, elle a prié le gouvernement de fournir à la commission d'experts de plus amples informations sur les mesures prises, en vue de leur examen à la session suivante.

Parties I et II de la convention. Amélioration des niveaux de vie. Dans ses précédents commentaires, la commission avait exprimé sa vive préoccupation par rapport à la situation grave dans laquelle se trouvait le pays en raison de la crise politique et sociale qui a fait suite aux manifestations ayant débuté le 18 avril 2018 et qui a gravement nui aux conditions de vie de la population. Elle avait pris note des informations figurant dans le rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) intitulé «Violations des droits de l'homme et abus dans le contexte des manifestations au Nicaragua, 18 avril-18 août 2018», dans lequel celui-ci se disait préoccupé par les violations des droits de l'homme et les abus recensés dans le cadre des manifestations. La commission avait pris note en particulier de ce que, depuis le début de la crise, de nombreuses personnes avaient perdu leur emploi, le nombre de personnes en situation de pauvreté avait augmenté, les occupations illégales de terres privées par des groupes progouvernementaux s'étaient multipliées et l'exercice du droit à la santé a été considérablement affecté. À cet égard, la commission avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur les résultats obtenus par le Plan national de développement humain (PNDH 2012-2016), la «Stratégie d'alliance avec le pays» (EAP) du Nicaragua pour 2018-2022, ainsi que sur toutes les mesures visant à améliorer le niveau de vie de la population nicaraguayenne, notamment en ce qui concerne les groupes en situation de vulnérabilité, tels que les femmes, les jeunes, les personnes atteintes d'un handicap, les petits producteurs pratiquant une agriculture de subsistance, les communautés autochtones et les personnes d'ascendance africaine. Ainsi, tout en prenant note des conséquences néfastes de la crise politique et sociale sur les conditions de vie de la population, la commission priait le gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que les mesures adoptées tiennent compte des besoins familiaux essentiels des travailleurs. Elle le priait en outre de communiquer des informations sur toutes les mesures prises et sur les résultats obtenus en la matière. À cet égard, la commission rappelait au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du BIT.

La commission note que le gouvernement indique que, grâce à la mise en œuvre de plusieurs programmes et projets sociaux, de grandes avancées ont pu être réalisées en matière d'augmentation du bien-être de la population et de diminution de l'extrême pauvreté. Le gouvernement signale toutefois que, en 2018, certains secteurs de l'économie ont subi un recul de croissance de 3,8 pour cent qui est la conséquence des troubles qui ont agité le pays au cours des derniers mois. La commission prend également note des informations communiquées par le gouvernement à propos des programmes qui se sont déroulés entre 2014 et 2018 pour les petits producteurs et les travailleurs du secteur rural. Le gouvernement cite notamment la mise en œuvre du «Programme d'appui à l'adaptation aux changements des marchés et aux effets du changement climatique», par lequel 14 273 familles productrices de café et de cacao ont reçu une formation et un appui technique. En outre, dans le cadre du «Plan spécial d'appui aux petits producteurs», 205 979 producteurs et productrices ont bénéficié d'une assistance technique et d'un accompagnement. D'autre part, le gouvernement indique que la négociation collective a permis d'augmenter le salaire minimum de 380 000 travailleurs des différentes branches de l'économie. S'agissant de l'accès à la santé de la population, le gouvernement indique que le pays compte 1 520 centres de santé et 66 cliniques mobiles et que le personnel de santé a augmenté, passant de 5 566 à 6 318 médecins et de 31 124 à 35 841 travailleurs de la santé. Le gouvernement ajoute que 752 052 travailleurs sont affiliés à la sécurité sociale. S'agissant de l'éducation, le gouvernement mentionne la mise en place du «Plan d'éducation 2017-2021» dont l'objectif est de continuer à améliorer l'accès de la population à l'éducation (en particulier les communautés autochtones et les personnes d'ascendance africaine), de même que la qualité de l'enseignement et la formation globale. Enfin, le gouvernement signale la construction de 57 859 logements destinées à garantir le droit à l'habitation de 236 165 personnes. Or la commission note que le gouvernement ne donne toujours pas d'informations sur les résultats obtenus par le Plan national de développement humain (PNDH 2012-2016) et la «Stratégie d'alliance avec le pays» (EAP) du Nicaragua pour 2018-2022. **La commission réitère sa demande au gouvernement pour qu'il communique des informations détaillées, y compris des statistiques ventilées par sexe et par âge, sur les résultats obtenus grâce à la «Stratégie d'alliance avec le pays» (EAP) du Nicaragua pour 2018-2022, ainsi que sur toutes les mesures visant à améliorer le niveau de vie de la population nicaraguayenne (article 2), notamment en ce qui concerne les groupes en situation de vulnérabilité, tels que les femmes, les jeunes, les personnes atteintes d'un handicap, les petits producteurs pratiquant une agriculture de subsistance, les communautés autochtones et les personnes d'ascendance africaine. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les dispositions prises pour que ces mesures tiennent compte des besoins familiaux essentiels des travailleurs tels que l'alimentation et sa valeur nutritive, le logement, l'habillement, l'assistance médicale et l'éducation (article 5, paragraphe 2). Elle**

le prie en outre de continuer à communiquer des informations détaillées sur toutes les mesures prises et sur les résultats obtenus en la matière.

Partie III. Travailleurs migrants. Dans ses précédents commentaires, la commission avait demandé au gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises pour que les conditions de travail des migrants contraints de vivre loin de leurs foyers tiennent compte de leurs besoins familiaux. Elle le priait en outre de communiquer des informations statistiques sur le nombre de travailleurs migrants contraints de vivre loin de leurs foyers. La commission prend note que, suivant des informations en provenance de la Direction générale de la migration et de l'étranger, le nombre des Nicaraguayens ayant émigré à l'étranger en quête de travail ainsi que celui des travailleurs étrangers venus dans le pays pour la même raison sont en augmentation. En 2014, le nombre des Nicaraguayens ayant émigré à l'étranger était de 2 641, tandis que, en 2018, ils étaient 336 965. Quant au nombre des travailleurs étrangers présents au Nicaragua, il était de 5 194 en 2014 et de 183 275 en 2018. D'autre part, la commission prend note de la copie de l'accord conclu entre le Costa Rica et le Nicaragua en décembre 2007 afin de réguler la procédure de gestion de la migration binationale à des fins de travail en matière de travailleurs temporaires. Cet accord dispose que le gouvernement du Costa Rica doit garantir aux travailleurs nicaraguayens l'identité de droits au travail, de rémunérations et d'apurements contractuels avec celles et ceux prévus par le système juridique national pour ses ressortissants, de même que des conditions de logement correspondant à celles recommandées dans les dispositions nationales en matière de sécurité et d'hygiène. S'agissant de cet accord, le gouvernement se réfère à la «recommandation collective spécifique sur le travail temporaire dans l'agriculture» approuvée le 1^{er} septembre 2017 par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale (MTSS) du Costa Rica, qui autorise 750 travailleurs étrangers à travailler pendant une durée déterminée aux semences et à la récolte du melon au Costa Rica. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des données statistiques actualisées, ventilées suivant le sexe et l'âge, sur le nombre de travailleurs migrants contraints de vivre loin de leurs foyers.**

Article 13. Épargne résultant d'un acte spontané de l'épargnant. Dans ses précédents commentaires, la commission avait prié le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises pour encourager les salariés et les producteurs indépendants à pratiquer une des formes d'épargne résultant d'un acte spontané évoquées dans la convention. Elle le priait également d'indiquer les mesures prises en vue de protéger ces mêmes personnes contre l'usure, en particulier les mesures visant les femmes. La commission note que le gouvernement indique que 524 coopératives sont inscrites au Registre national des coopératives du ministère de l'Économie familiale, communautaire, coopérative et associative (MEFCCA). Il ajoute que ces coopératives ont des activités d'intermédiaires financiers, tant pour l'épargne que pour le crédit, avec leurs 123 862 associés dont près de la moitié (52 588) sont des femmes. **La commission prie le gouvernement de continuer à communiquer des informations détaillées et actualisées sur les mesures prises pour encourager les salariés et les producteurs indépendants à pratiquer une des formes d'épargne résultant d'un acte spontané évoquées dans la convention. Elle le prie en outre de communiquer des informations spécifiques et détaillées sur les mesures prises en vue de protéger ces personnes contre l'usure, en précisant en particulier les mesures prises en vue de réduire les taux d'intérêt sur les prêts par un contrôle des opérations des bailleurs de fonds et en favorisant l'obtention de prêts, à des fins appropriées, par l'intermédiaire d'organisations coopératives de crédit ou d'institutions placées sous le contrôle de l'autorité compétente. Enfin, la commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures adoptées à cet égard visant les femmes en particulier.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Norvège

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (ratification: 1996)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations formulées conjointement par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et la Confédération des entreprises norvégiennes (NHO), reçues en octobre 2020. Elle note également les observations de la Confédération des entreprises norvégiennes (NHO) et la Confédération norvégienne des syndicats (LO), communiquées avec le rapport du gouvernement. **Le gouvernement est prié de faire part de ses commentaires à ce sujet.**

Article 2 de la convention. Insertion de clauses de travail dans les contrats publics. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de fournir des informations actualisées sur la façon dont le règlement n° 112/2008 est appliqué dans la pratique et de communiquer un résumé de l'évaluation concernant le règlement. Le gouvernement fait à nouveau référence à l'évaluation dudit règlement réalisée par le Bureau du vérificateur général de Norvège, en 2016 et indique que les résultats de l'évaluation ont été publiés dans un rapport officiel. Les résultats du rapport de 2016 révèlent que dans le cadre des procédures de passation de marchés publics les autorités publiques n'ont pas toujours mis en place des procédures et systèmes appropriés pour prévenir le dumping social. Le rapport de 2016 souligne par ailleurs la corrélation qui existe entre, d'une part, le développement des procédures et systèmes de passation et, d'autre part, le respect du règlement. Le gouvernement réitère

que bien 86 pour cent des contrats du marché public incluent une clause de travail, le respect du règlement est généralement plus élevé parmi les autorités centrales que parmi les municipalités. Le gouvernement indique que, selon le rapport de 2016, l'application inadéquate du règlement peut notamment être attribuée au manque de compréhension de ses exigences. Le rapport indique toutefois qu'il est possible d'améliorer les informations et de fournir des conseils sur la façon d'appliquer le règlement. La commission note que, suivant l'avis le Bureau du vérificateur général de Norvège, le gouvernement a adopté un certain nombre de mesures visant à lutter contre les pratiques de dumping social dans le processus d'attribution des marchés publics. La commission note également qu'en septembre 2018, le gouvernement a élaboré et publié en ligne un nouveau guide sur le Règlement relatif aux conditions de rémunération et de travail sur les marchés publics. Le gouvernement indique que le ministère du Travail et des Affaires sociales a demandé à l'Agence de gestion publique et d'administration en ligne (Difi) de prendre des mesures, d'une part, pour développer davantage le guide en ligne, et d'autre part, pour familiariser les autorités publiques avec son contenu. La Commission note avec **intérêt** qu'un guide similaire a également été élaboré sur la législation relative aux marchés publics, dans le but de limiter le nombre de sous-traitants dans la chaîne des contrats dans les secteurs particulièrement exposés au dumping social. Dans leurs observations, le NHO et l'OIE soutiennent l'initiative du ministère du Travail et des Affaires sociales qui a demandé au Difi de développer davantage le guide en ligne pour aider les autorités publiques à donner effet à la convention. Ils soulignent toutefois que toute mesure prise pour diffuser des informations sur le Règlement doit garantir la transparence et faire la distinction entre les meilleures pratiques et les exigences du droit applicable. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle il prévoit de mener une évaluation de la mise en application dudit Règlement une évaluation dans quelques temps. La commission note également que dans ses lettres d'attribution à tous les organismes gouvernementaux pour 2018 et 2019, le gouvernement a demandé instamment que les marchés publics soient exécutés de manière à lutter contre la criminalité liée au travail. En ce qui concerne l'observation de la LO sur l'inclusion des régimes de retraite dans les conditions de salaire et de travail des employés, le NHO et l'OIE partagent l'avis du gouvernement selon lequel la convention n'implique aucune obligation concernant les régimes de retraite professionnelle. À cet égard, le gouvernement indique qu'il a nommé un Comité d'experts pour examiner plusieurs questions liées aux marchés publics et au financement public des services sociaux. Ce comité examinera également les questions liées aux conditions de rémunération et de travail ainsi qu'aux régimes de retraite des employés de services sociaux. Le gouvernement indique également que les ressources de l'Autorité de l'inspection du travail ont été augmentées de 110 millions de couronnes norvégiennes (NOK) de 2013 à 2019, dont environ 34 millions de NOK pour la lutte contre la criminalité liée au travail. Il indique par ailleurs que plusieurs autorités publiques ont développé leurs propres modèles de marchés publics visant à promouvoir le travail décent et à lutter contre la criminalité liée au travail, le dumping social et l'exploitation des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement. Ces modèles mettent en œuvre des clauses contractuelles standards, y compris des clauses relatives aux droits du travail qui imposent une réglementation plus stricte que celle actuellement en vigueur, sur les marchés publics. La Commission note que le gouvernement a entrepris de rédiger un guide à l'intention des autorités publiques qui souhaitent appliquer des normes plus strictes aux marchés publics. Dans ses observations, la Confédération norvégienne des syndicats (LO) indique que l'Autorité européenne de surveillance (AES) a envoyé un avis formel au gouvernement concernant les restrictions à la sous-traitance sur les marchés publics en Norvège, dans lequel elle indique que la loi norvégienne sur les marchés publics n'est pas conforme au droit de l'Espace économique européen (EEE). L'AES a également demandé des informations concernant la politique municipale relative aux marchés publics (modèles) destinée à lutter contre la criminalité liée au travail. La LO observe en outre que le gouvernement a rejeté une proposition du Parti travailliste norvégien visant à modifier la loi nationale sur les marchés publics pour la mettre en conformité la nouvelle décision de la Cour de justice de l'Union européenne (affaire C 395/18 – Tim SpA). L'arrêt de la Cour stipule que le gouvernement a l'obligation de veiller à ce que, dans l'exécution des marchés publics, les opérateurs économiques se conforment aux obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail qui constituent des valeurs cardinales égales aux autres principes de base tels que la transparence, la concurrence, la prévisibilité et la non-discrimination. La Commission note que la LO continuera ses efforts pour incorporer la nouvelle jurisprudence de la Cour dans le droit national. Il prend également note des observations de l'OIE et la NHO, indiquant que toute mesure prise pour donner effet à la convention n° 94 devrait prendre en considération la législation pertinente de l'EEE/UE sur la libre circulation et des règles concernant les marchés publics. **La commission demande au gouvernement de continuer à fournir des informations sur la manière dont la convention est appliquée, en communiquant par exemple des extraits de rapports officiels et notamment des rapports de l'inspection du travail, en indiquant le nombre d'inspections menées concernant les contrats de l'administration publique, le nombre et la nature des infractions relevées et des sanctions infligées, le cas échéant. Elle demande en outre au gouvernement de tenir le Bureau informé de toute évolution**

du cadre juridique et réglementaire national pertinent ainsi que du résultat des évaluations de l'application Règlement relatif aux conditions de rémunération et de travail sur les marchés publics.

Pays-Bas

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (ratification: 1952)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV), de la Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV) et de la Fédération syndicale des professionnels (VCP), reçues le 29 octobre 2019. **La commission prie le gouvernement de formuler ses commentaires à ce sujet.**

Articles 1 et 2 de la convention. Insertion de clauses de travail dans les contrats publics. Depuis un certain nombre d'années, la commission demande au gouvernement de fournir des informations sur tout progrès accompli pour assurer l'application effective des prescriptions fondamentales de la convention. La commission a également prié le gouvernement de fournir des informations actualisées sur le Code de comportement responsable de l'employeur (le Code) et son impact ainsi que sur le nombre et la nature des sanctions infligées par les comités sectoriels dans les cas de non-respect de ses dispositions. Le gouvernement indique que le Code contient un ensemble de principes qui exigent des conditions de travail adéquates, le paiement équitable des salaires et d'autres conditions de travail et d'emploi. Il ajoute que, bien que le Code ne soit pas juridiquement contraignant, il lance un appel moral aux commanditaires, aux entrepreneurs, aux employeurs, aux syndicats et aux intermédiaires pour qu'ils développent, acceptent et exécutent les projets de manière socialement responsable. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle le Code a été signé par près de 1 500 parties en 2019. Elle note en outre les informations fournies par le gouvernement selon lesquelles une cinquantaine de plaintes sont reçues chaque année dans le cadre de la mise en application du Code et que de telles plaintes peuvent entraîner des sanctions. Dans leurs observations, les organisations de travailleurs se déclarent préoccupées par la position adoptée par le gouvernement selon laquelle aucun ajustement supplémentaire n'est nécessaire en ce qui concerne l'application de la convention. Elles soulignent que les Pays-Bas n'ont jamais effectivement appliqué la convention. En effet, la loi sur les marchés publics de 2012, telle que modifiée en 2016, fournit un cadre juridique général pour les marchés publics qui met en œuvre les directives européennes mais ne donne pas effet à l'article 2 de la convention. La commission prend note des observations formulées par les syndicats néerlandais au sujet des dispositions de l'article 2.115 de la loi sur les marchés publics, dans lesquelles ils estiment que lesdites dispositions sont purement indicatives et n'assurent pas l'application de l'article 2 de la convention. Les organisations de travailleurs se réfèrent également dans leurs observations à la *Wet Aanpak Schijnconstructies* (WAS) de juillet 2015, qui introduit une «chaîne de responsabilité» sur le plan civil pour le paiement des salaires dus aux travailleurs engagés dans le cadre de contrats publics. La commission note que ni la loi néerlandaise de 2016 sur les marchés publics (telle que modifiée), ni la WAS ne contiennent pas de dispositions donnant effet à la convention. En ce qui concerne le Code, la FNV, la CNV et la VNP indiquent que l'application du Code est limitée à ses signataires, soulignant que le Code lui-même n'est qu'un guide volontaire pour inciter les signataires à adopter un comportement plus responsable sur le marché, mais ne contient aucune disposition contraignante. Les syndicats néerlandais expriment leur désaccord avec la position adoptée par le gouvernement néerlandais qui tente de démontrer que l'existence du Code témoigne de la mise en œuvre matérielle de la convention 94 aux Pays-Bas. À cet égard, les syndicats font observer que l'Autorité néerlandaise pour les consommateurs et les marchés (ACM), qui est une institution gouvernementale, est d'avis que l'insertion des normes salariales dans le Code enfreindrait le droit européen de la concurrence. Les organisations de travailleurs observent par ailleurs que, nonobstant l'importance du Code, son existence ne témoigne pas de la mise en œuvre matérielle de la convention, car il ne contient pas de dispositions exigeant l'application de l'article 2 de la convention. Par conséquent, les organisations de travailleurs considèrent que, malgré les affirmations répétées, le gouvernement des Pays-Bas n'a pas l'intention de se conformer pleinement aux exigences de la convention n° 94. Tout en notant l'importance du Code de conduite responsable du marché, en tant qu'un instrument volontaire, la commission souhaite attirer l'attention du gouvernement sur son Étude d'ensemble de 2008 sur les clauses de travail public (paragr. 128), dans laquelle elle a souligné que l'insertion de clauses de travail dans les spécifications ou les conditions générales des documents d'appel d'offres ne suffit pas à donner effet à la prescription de base du *paragraphe 1* de l'article 2 de la convention selon lequel la clause de travail doit faire partie intégrante du contrat public signé par l'entrepreneur qui a été choisi. **Tout en rappelant que, depuis**

nombreuses années, la commission demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'application de la convention, elle exprime une nouvelle fois le ferme espoir que le gouvernement prendra sans plus tarder toutes les mesures nécessaires afin de rendre sa législation nationale en pleine conformité avec les exigences fondamentales de la convention. À cet égard, la commission souhaite rappeler que l'insertion de clauses de travail appropriées dans tous les contrats publics visés par la convention ne nécessite pas forcément l'adoption d'une nouvelle législation mais peut trouver aussi application par voie d'instructions ou de circulaires administratives.

Partie V du formulaire de rapport. La commission prie le gouvernement de communiquer, dans son prochain rapport, des informations concrètes et à jour sur l'application pratique de la convention. En particulier, la commission prie le gouvernement de communiquer des exemples de contrats publics conclus au cours de la période considérée qui contiennent des clauses de travail au sens de la convention, ainsi que des extraits de rapports des services d'inspection faisant apparaître le nombre et la nature de toutes infractions et les sanctions imposées, des informations sur le nombre de marchés publics attribués au cours de la période considérée, le nombre approximatif de travailleurs concernés par leur exécution et tous autres détails ayant un lien avec l'application pratique de la convention.

République démocratique du Congo

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949 (ratification: 1960)

Article 2 de la convention. Insertion de clauses de travail dans les contrats publics. Depuis 2011, la commission demande au gouvernement de prendre toute mesure appropriée afin que des dispositions donnant pleinement effet à l'article 2 de la convention soient incorporées dans les clauses administratives générales du cahier des charges prévues par l'article 49 de la loi n° 10/010 relatives aux marchés publics. Le gouvernement indique qu'il s'engage à soumettre la problématique au Conseil National du Travail. Le gouvernement reproduit également, une liste des textes législatifs et réglementaires qui sont attribués pour régir l'organisation et le fonctionnement des marchés publics ainsi que les procédures de passation, d'exécution et de contrôle des contrats passés par l'État, les provinces et d'autres entités publiques. À cet égard, la commission note, encore une fois, que la législation régissant les marchés publics ne contient aucune disposition prévoyant l'insertion des clauses de travail dans les contrats publics, telles que décrites à l'article 2, paragraphes 1 et 2, de la convention. La commission appelle à nouveau l'attention du gouvernement sur l'Étude d'ensemble de 2008 sur les clauses de travail dans les contrats publics et sur le Guide pratique sur la convention (n° 94) et la recommandation (n° 84) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949, publié par le Bureau en septembre 2008 qui proposent des orientations ainsi que des exemples à suivre pour que la législation nationale soit en conformité avec la convention. **Notant que le gouvernement n'a communiqué aucune information concernant les mesures prises ou envisagées pour donner concrètement effet aux prescriptions essentielles de la convention, à savoir l'insertion de clauses de travail dans les contrats publics comme prévu à l'article 2 de la convention, la commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la pleine application de la convention, et de tenir le Bureau informé de tout progrès réalisé à cet égard, notamment en ce qui concerne la soumission de la problématique aux autorités compétentes.**

La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 82** (Nouvelle-Zélande: Tokélaou); la **convention n° 94** (Guyana, Macédoine du Nord, Malaisie: Sabah, Mauritanie, Nigéria, Ouganda, Pays-Bas (Aruba et Sint-Maarten), Serbie, Sierra Leone, Singapour); la **convention n° 117** (Ghana, Guinée, Madagascar, République de Moldova).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 94** (Pays-Bas: Partie caribéenne des Pays-Bas); la **convention n° 117** (Malte).

Travailleurs migrants

Barbade

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949 (ratification: 1967)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Articles 7 et 9 de la convention. Opérations effectuées gratuitement et transferts de fonds. Dans ses précédents commentaires, la commission estimait que le fait de demander aux travailleurs migrants participant au Programme Canada/Caraïbes sur les travailleurs agricoles saisonniers («Programme de travail à la ferme») de remettre directement depuis le Canada 25 pour cent de leurs gains au gouvernement de la Barbade sous forme d'épargne obligatoire, dont 5 pour cent sont gardés par le gouvernement pour frais d'administration du programme, pourrait être contraire à l'esprit de l'article 9 de la convention. La commission avait également pris note des préoccupations exprimées par le Congrès des syndicats et des associations de personnel de la Barbade qui estime que cette prescription, de même que la déduction immédiate des salaires de certains coûts tels que les coûts de voyage, les cotisations aux régimes de pensions et les contributions médicales, ne sont pas sans poser des difficultés pour les travailleurs concernés, de sorte que le programme doit être revu. La commission attire également l'attention du gouvernement sur le fait que faire payer aux travailleurs les frais purement administratifs liés au recrutement, à l'introduction et au placement est interdit par la convention (voir l'Étude d'ensemble sur les travailleurs migrants, 1999, paragr. 170).

La commission note les indications du gouvernement selon lesquelles ces dispositions sont prévues pour qu'un pourcentage des gains des travailleurs participant à des programmes à l'étranger soit remis lorsqu'ils reviennent dans leur pays, et les travailleurs voyageant dans le cadre de programmes à l'étranger doivent signer un «accord» (contrat d'emploi) les autorisant à déduire 20 pour cent de leurs salaires pour couvrir les coûts administratifs et les contributions à la sécurité sociale nationale. Selon le gouvernement, lors de leur arrivée au Canada, les travailleurs rencontrent les chargés de liaison de la Barbade et, dans leur pays, le Bureau national de l'emploi leur offre gratuitement des services concernant leur emploi, afin de superviser les préparatifs de leur départ. La commission note que le «contrat de travail au Canada de travailleurs agricoles saisonniers des Caraïbes du Commonwealth – 2013» prévoit que le travailleur accepte que l'employeur remette à l'agent gouvernemental 25 pour cent de son salaire pour chaque période de paie et qu'un pourcentage donné de ces 25 pour cent soit retenu par le gouvernement pour payer les frais administratifs liés à l'exécution du programme» (section IV, paragr. 1 et 3). Le travailleur accepte également de payer à l'employeur une partie des coûts de transport, et l'employeur, au nom du travailleur, avancera les frais liés à l'obtention du permis de travail, qui seront remboursés par l'agent gouvernemental (section VII, paragr. 3 et 4). **La commission prie le gouvernement de préciser pourquoi il est jugé nécessaire de demander aux travailleurs migrants recrutés dans le cadre du «Programme de travail à la ferme» de remettre 25 pour cent de leur salaire au service de liaison dans le cadre d'une d'épargne obligatoire, notamment pour frais administratifs, et d'indiquer si le service de liaison a un rôle dans le recrutement, l'introduction et le placement des travailleurs migrants et si une partie des frais administratifs retenus par le service de liaison porte sur le recrutement, l'introduction ou le placement. La commission demande également au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que les travailleurs migrants qui le souhaitent soient autorisés à transférer tout ou partie de leurs gains et économies, et de fournir des informations sur toutes mesures prises, en collaboration avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, pour contrôler l'impact du «Programme de travail à la ferme» sur la situation des travailleurs migrants de la Barbade.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Israël

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949 (ratification: 1953)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires communiquées cette année par le gouvernement, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

Article 6 de la convention. Égalité de traitement. Travailleurs étrangers assurant des soins à la personne et logés au domicile de l'employeur. Dans ses commentaires précédents, la commission avait rappelé la décision de la Haute Cour de justice dans l'affaire *Yolanda Gloten c. le Tribunal national du travail* (HCJ

1678/07) du 29 novembre 2009 confirmant que les personnes assurant des soins à la personne et logées au domicile de l'employeur, qu'il s'agisse de nationaux ou d'étrangers, sont exclues de l'application de la loi de 1951 sur la durée du travail et le repos. Elle note, à cet égard, que la Haute Cour a également reconnu la nécessité de mettre en place un cadre législatif approprié et clair garantissant une rémunération adéquate et des conditions de travail favorables pour cette catégorie de travailleurs (essentiellement des femmes). En outre, la commission avait pris note de l'indication du gouvernement selon laquelle il s'efforçait d'adopter une approche progressive pour la mise en œuvre des recommandations faites au ministère de l'Économie en vue d'améliorer la situation des travailleurs étrangers assurant des soins à la personne, qui portaient notamment sur des modifications de la législation et un salaire global. La commission avait également noté que, bien que les aidants nationaux et étrangers soient exclus de la loi sur les heures de travail et de repos, la grande majorité des femmes israéliennes travaillant dans le secteur des soins de longue durée occupent pour la plupart des emplois à temps partiel, tandis que les aidants étrangers sont, pour la plupart des travailleurs assurant des soins à domicile, tenus de résider au domicile de leur employeur, qui n'ont pas le droit de prévoir des arrangements à l'extérieur de ce domicile ni d'occuper un emploi à temps partiel. Elle avait donc prié le gouvernement de veiller à ce que les conditions de travail des travailleurs étrangers assurant des soins à la personne soient mises en conformité avec les dispositions de l'article 6 de la convention. Dans son rapport, le gouvernement réaffirme que la loi de 1951 sur la durée du travail et le repos ne s'applique pas aux travailleurs assurant des soins à la personne, quelle que soit la nationalité des travailleurs. La commission note que le gouvernement ne fournit pas d'informations concernant les progrès accomplis dans la mise en œuvre progressive des recommandations faites au ministère de l'Économie mentionné dans son précédent rapport. La commission fait en outre observer que, dans ses observations finales de 2019, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies (CESCR) a noté que 58 pour cent des travailleurs migrants en Israël, dont la plupart sont des femmes, sont employés en tant que personnes assurant des soins à domicile et a exprimé sa préoccupation quant au fait qu'ils sont exclus de l'application de la loi de 1951 sur la durée du travail et le repos et que leurs conditions de travail ne sont pas véritablement contrôlées par les autorités du travail. Le CESCR a également indiqué qu'Israël a conclu des accords bilatéraux avec certains des pays d'origine des travailleurs migrants pour protéger les droits de ces derniers, mais que les travailleurs originaires de pays non liés par un accord bilatéral avec Israël peuvent être victimes d'exploitation et d'abus (E/C.12/ISR/CO/4, 12 novembre 2019, paragr. 28). **La commission réitère sa demande au gouvernement: i) de poursuivre, en concertation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs intéressées, les efforts entrepris pour faire en sorte que le cadre législatif envisagé garantisse des conditions de rémunération et de vie favorables aux travailleurs assurant des soins à la personne, conformément aux dispositions de l'article 6 de la convention (comme par exemple en ce qui concerne la possibilité d'exercer des activités en dehors du domicile ou d'avoir un emploi à temps partiel); et ii) de fournir des informations détaillées sur les progrès accomplis et sur les obstacles éventuellement rencontrés à cet égard. Elle renvoie également aux commentaires qu'elle a formulés dans le contexte de l'application de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, et de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. Le gouvernement est prié de fournir des extraits d'accords bilatéraux avec les pays d'origine des travailleurs migrants, en particulier des dispositions concernant la protection des travailleurs migrants contre les situations abusives.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Italie

Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975 (ratification: 1981)

Partie I. Migrations dans des conditions abusives. Articles 2 à 7 de la convention. Coopération multilatérale et bilatérale. Dans sa précédente observation, la commission avait noté la nature complexe et mondiale du phénomène des migrations en situation irrégulière ainsi que les efforts déployés par le gouvernement pour trouver des solutions au problème des migrations dans des conditions abusives. La commission l'avait prié de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour rechercher (en collaboration avec les organisations de travailleurs et d'employeurs) une coopération aux niveaux national, bilatéral, multilatéral et régional propre à apporter une réponse au problème des migrations en situation irrégulière, dans le plein respect des droits humains des travailleurs migrants, afin que les personnes qui organisent ou favorisent les mouvements clandestins de migrants soient poursuivies en justice et sanctionnées. La commission avait également prié le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau à cet égard, de même que sur toutes les mesures prises au niveau national pour assurer, en droit et dans la pratique, le respect des droits humains de tous les travailleurs migrants. La

commission prend note des informations fournies par le gouvernement dans son rapport, sur l'Agence italienne de coopération pour le développement (AICS) – instituée par la loi n° 125 de 2014 – qui est chargée des actions axées sur les migrations et le développement, y compris des recherches visant à identifier les meilleures approches ainsi que des programmes et projets visant à assurer des migrations sûres, organisées et en situation régulière. Dans ce cadre, en 2017, l'AICS a publié un rapport sur «les migrations durables et les interventions dans le pays d'origine», qui définit un certain nombre d'interventions politiques (entre autres, politiques actives du travail, de l'éducation et de la formation professionnelle, investissements dans les pays d'origine, programmes «préparatoires» pour les travailleurs migrants, politiques de migration circulaire) pour lutter contre les migrations dans des conditions abusives. La commission note aussi l'indication du gouvernement selon laquelle l'AICS fait également intervenir des organisations et des associations de migrants en Italie. En outre, le gouvernement indique qu'il a contribué à la conception du Plan d'investissement extérieur (PEI) de l'Union européenne (UE) qui constitue le cadre des investissements en Afrique et dans les pays limitrophes de l'UE, en vue de promouvoir des interventions durables pour s'attaquer à certaines des causes profondes des migrations. À propos de la coopération internationale, la commission note également que le gouvernement fournit des informations détaillées sur les nombreux accords conclus, depuis avril 2017, pour traiter la question des migrations en situation irrégulière et réglementer les rapatriements, y compris les accords bilatéraux avec des pays européens et non européens, tels que l'Algérie, l'Égypte et le Nigéria, et les protocoles d'accord avec plusieurs pays, par exemple la Gambie, le Ghana, Malte, le Niger, le Sénégal et le Soudan. La commission note en outre, selon le site Internet du gouvernement, qu'en 2017 un protocole d'accord a été conclu avec le gouvernement libyen sur la coopération dans les domaines du développement, de la lutte contre l'immigration illégale et la traite des êtres humains et du trafic de migrants, et sur le renforcement de la sécurité des frontières entre l'État libyen et la République italienne. Divers acteurs ont critiqué ce protocole en raison de son impact sur les droits humains des migrants, dont plus récemment la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe (CdE) qui a demandé la suspension des activités de coopération en place avec les garde-côtes libyens qui ont un impact, direct ou indirect, sur le retour en Libye des personnes interceptées en mer, tant que des garanties claires de respect des droits de l'homme n'auront pas été mises en place (déclaration du 30 janvier 2020). La Commissaire a aussi demandé à tous les États membres du Conseil de l'Europe de revoir d'urgence leurs activités de coopération (Recommandation «Sauver des vies. Protéger les droits. Comblent le manque de protection des réfugiés et des migrants en Méditerranée», juin 2019).

En ce qui concerne les mesures prises au niveau national pour assurer le respect des droits humains de tous les travailleurs migrants, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur un certain nombre de mesures législatives adoptées, notamment l'augmentation de 20 pour cent des sanctions à l'encontre de l'employeur d'un travailleur migrant qui ne possède pas de permis de séjour ou dont le permis a expiré, en vertu du décret législatif n° 151 de 2015 modifiant l'article 22 du décret législatif n° 286 de 1998 (loi codifiée sur l'immigration); et les mesures visant à lutter contre l'exploitation au travail dans l'agriculture, prises en application de la loi n° 199 de 2016. À cet égard, la commission prend note, en particulier, des protocoles signés entre différents ministères et autorités publiques pour lutter contre l'intermédiation illégale du travail et l'exploitation des travailleurs agricoles («*caporalato*»), en collaboration avec des syndicats, des organisations de la société civile et des organisations d'entreprises agricoles. Par ailleurs, la commission note que le gouvernement fait état des difficultés rencontrées dans la lutte contre le trafic de migrants, en particulier lorsque le trafic s'effectue par voie maritime, difficultés qui sont dues aux stratégies que suivent les organisations criminelles pour échapper à la juridiction des pays de destination. La commission note aussi que le gouvernement indique que les difficultés ont encore été exacerbées ces derniers temps puisque les passeurs choisissent maintenant, parmi les victimes de la traite, des jeunes ayant une expérience de la pêche ou parlant l'anglais, et leur confient la conduite des embarcations au-delà des eaux territoriales du pays d'origine.

Reconnaissant les efforts du gouvernement et soulignant la nécessité constante d'une coopération multilatérale et d'une action cohérente, en particulier au niveau européen, pour traiter de manière globale et efficace les migrations dans des conditions abusives, la commission prie le gouvernement de continuer à prendre des mesures pour promouvoir la coopération à différents niveaux afin de traiter les migrations en situation irrégulière dans le plein respect des droits humains des travailleurs migrants. Le gouvernement est également prié de fournir des informations à cet égard, notamment sur les progrès réalisés pour surmonter les difficultés actuelles dans la lutte contre la traite des migrants et dans l'engagement de poursuites à l'encontre des auteurs. La commission prie aussi le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises par l'AICS pour assurer des migrations sûres, organisées et en situation régulière, et de continuer à fournir des informations sur les mesures adoptées au niveau national pour assurer le respect, en droit et dans la pratique, des droits humains de tous les travailleurs migrants. Elle encourage en outre le gouvernement à revoir son protocole d'accord de 2017 avec la Libye afin de garantir le respect des droits humains de tous les travailleurs migrants.

Articles 1 et 9. Normes minimales de protection. Accès à la justice. La commission rappelle que, dans son observation précédente, elle avait souligné que l'accès à la justice, notamment un accès adéquat à l'assistance et au conseil, est un droit de l'homme fondamental qui doit être garanti à tous les travailleurs migrants en droit et dans la pratique, et avait souligné aussi l'importance qui s'attache à ce que des procédures efficaces et rapides soient accessibles. À ce sujet, la commission avait prié le gouvernement: 1) de préciser la portée de l'expression «conditions de travail relevant d'une exploitation caractérisée», à l'article 1(1)(b) du décret législatif n° 109/2012 – qui prévoit l'octroi d'un permis de séjour de six mois pour des motifs humanitaires, à l'initiative ou avec l'avis favorable des tribunaux, aux ressortissants de pays tiers qui, dans des situations de «conditions de travail relevant d'une exploitation caractérisée», portent plainte ou coopèrent avec la justice dans les poursuites pénales engagées contre l'employeur; 2) d'indiquer comment il est assuré dans la pratique que tous les travailleurs migrants en situation irrégulière ont accès aux tribunaux dans les cas présumés de violation de leurs droits découlant d'un emploi antérieur, notamment en cas de non-paiement ou de paiement incomplet du salaire, des cotisations de sécurité sociale et d'autres prestations; 3) de fournir des données, ventilées par sexe et par origine, sur le nombre des travailleurs migrants en situation irrégulière qui ont introduit une action devant les juridictions administratives ou judiciaires pour des violations de leurs droits de l'homme fondamentaux ou de droits afférents à leur emploi antérieur; 4) de donner des informations sur la manière dont est assurée la défense juridique des travailleurs migrants en situation irrégulière, y compris dans les centres de détention; et 5) de continuer de fournir des informations sur les inspections menées dans la construction et l'agriculture ainsi que dans les autres secteurs pour déceler tout emploi illégal de migrants, et sur les résultats obtenus.

À propos de la portée spécifique de l'expression «conditions de travail relevant d'une exploitation caractérisée», qui figure à l'article 1, paragraphe 1 *b*), du décret législatif n° 109/2012, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle la loi n° 132 de 2018 a abrogé le permis de séjour temporaire pour raisons humanitaires, qui était prévu par ce décret. Le gouvernement indique toutefois que l'article 22 de la loi codifiée sur l'immigration, telle que modifiée par la loi n° 132 de 2018, prévoit toujours que le travailleur étranger qui porte plainte contre son employeur en invoquant des «conditions de travail relevant d'une exploitation caractérisée» et coopère à la procédure pénale y afférente, peut se voir délivrer un permis de séjour spécial d'une durée de six mois, sous réserve de l'avis favorable du procureur. Conformément à l'article 22, paragraphe 12 *sexies* de la loi codifiée sur l'immigration, ce permis spécial permet de prendre un emploi et peut être converti, après son expiration, en un permis de séjour autorisant l'exercice d'un emploi salarié ou d'un travail indépendant. Quant à la notion de «conditions de travail relevant d'une exploitation caractérisée», le gouvernement renvoie à l'article 603 *bis* du Code pénal, tel que modifié par la loi n° 199 de 2016, qui définit le délit d'intermédiation illégale du travail et d'exploitation au travail. La commission note que, selon cet article, l'existence d'une exploitation au travail est présumée dans l'une ou plusieurs des circonstances suivantes: 1) paiement réitéré de rémunérations qui ne correspondent pas à ce qui est établi dans les conventions collectives nationales ou territoriales signées par les organisations de travailleurs les plus représentatives au niveau national, ou qui ne sont pas proportionnelles au volume et à la qualité du travail effectué; 2) violation répétée des normes régissant la durée du travail, les périodes de repos et les congés annuels; 3) violation des normes relatives à la sécurité et à la santé au travail; et 4) soumission du travailleur à des conditions de travail, des méthodes de surveillance et des conditions de logement dégradantes. En ce qui concerne l'accès des travailleurs migrants à la justice dans la pratique, la commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les travailleurs migrants qui allèguent le non-paiement ou le paiement incomplet du salaire, des cotisations de sécurité sociale et d'autres prestations ont le droit de demander réparation aux tribunaux en vertu de l'article 2126 du Code civil, qui prévoit le paiement de la rémunération pour la période pendant laquelle le travail a été effectué ainsi que le paiement par l'employeur des cotisations de sécurité sociale. Le gouvernement indique que la plainte peut être déposée soit par le travailleur migrant concerné, soit par un syndicat ou une autre association, et précise que les travailleurs migrants en situation irrégulière peuvent également dénoncer la situation devant les inspecteurs du travail et les bureaux locaux du service national de sécurité sociale. En outre, le gouvernement indique que, le 10 février 2017, le ministère de l'Intérieur et le ministère du Travail et des Politiques sociales ont pris un décret conjoint définissant les conditions et les modalités applicables pour garantir que les travailleurs migrants occupés illégalement auront accès aux informations concernant leurs droits et la manière de les faire valoir, avant l'exécution de tout ordre d'expulsion, conformément à la directive européenne 2009/52/CE. Sur la base de ce décret, une «note d'information» a été élaborée, qui contient des informations sur le droit à une rémunération et à des prestations de sécurité sociale ainsi que sur les différentes possibilités de faire valoir ces droits. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle les organisations d'employeurs et de travailleurs et les inspecteurs du travail communiquent cette note aux travailleurs. La commission note aussi, à la lecture de la «note d'information» jointe au rapport du gouvernement, qu'elle doit être signée par le travailleur, à qui un

exemplaire est remis, et qu'un autre exemplaire est adressé au Bureau de l'immigration chargé des procédures de rapatriement. La commission constate toutefois qu'il n'y a pas d'indication sur les langues dans lesquelles cette note est disponible. Elle constate également que la note d'information ne contient pas d'informations sur la possibilité qu'ont les travailleurs migrants d'obtenir un permis de séjour spécial en cas de «conditions de travail relevant d'une exploitation caractérisée» au regard de l'article 22 de la loi codifiée sur l'immigration. Quant aux résultats des inspections du travail, la commission prend note des informations fournies par le gouvernement à partir des données recueillies en 2016 par l'Inspection nationale du travail. La commission note que les inspecteurs du travail ont constaté la présence de 1 357 travailleurs migrants non européens en situation irrégulière, en particulier dans l'industrie et la manufacture, puis dans le secteur tertiaire. La commission note également que le rapport de 2018 de l'inspection du travail, disponible sur son site Internet, contient des informations spécifiques concernant la constatation de cas d'intermédiation illégale du travail et d'exploitation de travailleurs, y compris des travailleurs migrants. En particulier, la commission note que, en 2018, 7 160 inspections ont été effectuées dans l'agriculture et qu'elles ont permis de constater des situations irrégulières dans plus de 50 pour cent des cas. Sur les 5 114 travailleurs en situation irrégulière qui ont été identifiés, 65,5 pour cent n'avaient pas de contrat et, parmi eux, 263 étaient des travailleurs migrants non ressortissants de l'Union européenne qui n'avaient pas de permis de séjour. La commission note que l'inspection du travail a identifié 478 travailleurs migrants victimes d'exploitation, dont 350 dans l'agriculture, et 157 travailleurs migrants sans permis de séjour qui étaient aussi victimes d'exploitation (130 dans l'agriculture). Enfin, la commission note que, dans ses observations finales de 2017, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies s'est déclaré préoccupé par l'absence de procédures claires et efficaces permettant aux travailleurs migrants de dénoncer des conditions de travail abusives, notamment en ce qui concerne les arriérés de salaire (CCPR/C/ITA/CO/6, 1^{er} mai 2017, paragr. 28 d)). **Compte tenu de tout ce qui précède, la commission prie le gouvernement: i) d'indiquer comment on garantit dans la pratique que tous les travailleurs migrants en situation irrégulière ont accès à des informations complètes sur leurs droits au travail et les moyens de recours disponibles, y compris sur la possibilité d'obtenir un «permis de séjour spécial», dans une langue qu'ils comprennent et avec des garanties de confidentialité appropriées, ainsi qu'à une aide juridique, également dans les centres de détention, en précisant les mesures prises en collaboration avec les partenaires sociaux; ii) de fournir des données ventilées par sexe et par origine sur le nombre de travailleurs migrants en situation irrégulière qui ont introduit une action devant les juridictions administratives ou judiciaires pour des violations de leurs droits de l'homme fondamentaux ou de droits afférents à leur emploi antérieur; iii) de fournir des informations sur le nombre de plaintes déposées par des travailleurs migrants auprès de l'inspection du travail alléguant des «conditions de travail relevant d'une exploitation caractérisée» (telles que, par exemple, le non-paiement ou le sous-paiement des salaires et des prestations de sécurité sociale ou autres) et leurs résultats (violations constatées, sanctions imposées, remboursements ordonnés); et iv) de fournir des informations sur le nombre de permis spéciaux délivrés en vertu de l'article 22(12) sexies de la loi codifiée sur l'immigration.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Malaisie

Sabah

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949 (ratification: 1964)

Article 6, paragraphe 1 a), de la convention. Traitement non moins favorable. Taxe sur les travailleurs étrangers. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait noté que, dans plusieurs secteurs, une taxe annuelle devait être versée par les travailleurs étrangers au Département de l'immigration et qu'il y avait une ambiguïté quant à la possibilité de prélever cette taxe sur le salaire des travailleurs. La commission note que le gouvernement indique dans son rapport que: 1) au 1^{er} janvier 2018, une politique a été adoptée pour concrétiser l'intention du gouvernement, à savoir que toute taxe imposée à l'embauche de travailleurs étrangers sera à la charge des employeurs; et 2) un Comité directeur des prélèvements différenciés a été créé pour examiner l'incidence du système de prélèvement fiscal. **Rappelant que la taxe prélevée sur les salaires des travailleurs étrangers peut constituer un traitement défavorable à l'égard de ces travailleurs par rapport aux nationaux, en violation de l'article 6, paragraphe 1 a), de la convention, la commission demande au gouvernement de préciser: i) la situation juridique actuelle à la lumière de la nouvelle politique de 2018 et les résultats attendus de ces changements; ii) le rôle exact du Comité directeur des prélèvements différenciés nouvellement créé et**

comment il s'inscrit dans ce cadre; et iii) l'impact de l'examen réalisé par le Comité directeur sur le prélèvement des taxes.

Article 6, paragraphe 1 b). *Traitement non moins favorable. Prestations de sécurité sociale.* Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait instamment prié le gouvernement d'adopter des mesures pour mettre fin aux inégalités de traitement entre les travailleurs nationaux et les travailleurs étrangers sur le plan des prestations de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les indemnisations en cas d'accident du travail. À cet égard, la commission prend note des conclusions adoptées en 2018 par la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail sur l'application de la convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925, par la péninsule de Malaisie et le Sarawak. La commission prend note avec **satisfaction** des informations communiquées par le gouvernement selon lesquelles les travailleurs étrangers sont désormais couverts par la loi sur la sécurité sociale des employés.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 97** (*Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guatemala, Guyana, Israël, Italie, Kenya, Kirghizistan, Malaisie: Sabah, Malawi, Tadjikistan*); la **convention n° 143** (*Guinée, Italie, Kenya, Ouganda*).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

L'État Membre suivant a fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 97** (*Malaisie*).

Gens de mer

Observation générale

Convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006)

La commission prend note avec une **profonde préoccupation** des défis que posent les restrictions et les autres mesures prises par les gouvernements du monde entier pour endiguer la pandémie de COVID-19, ainsi que de leurs effets, pour ce qui concerne la protection des droits des gens de mer telle qu'énoncée dans la convention ¹.

La commission prend note des observations de la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) et de la Chambre internationale de la marine marchande (ICS), que le Bureau a reçues respectivement les 1^{er} et 26 octobre 2020, d'après lesquelles tous les États ayant ratifié la MLC, 2006, contreviennent à des dispositions importantes de la convention pendant la pandémie de COVID-19, tout particulièrement en ce qui concerne la coopération entre les Membres, l'accès aux soins médicaux et le rapatriement de gens de mer. L'ITF et l'ICS relèvent que, outre les préoccupations humanitaires liées aux violations des droits des gens de mer, il existe désormais un risque que l'épuisement et d'autres problèmes de santé entraînent de graves accidents maritimes. La commission prend également note des réponses que les gouvernements de Barbade, de Chypre, de la France, du Honduras, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Irlande, de la Lituanie, du Myanmar, des Palaos, de la Pologne, de la République de Corée, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Sénégal et de Singapour lui ont transmises comme suite à ces observations, réponses dans lesquelles ceux-ci admettent qu'il existe de nombreux problèmes et mettent en exergue les différentes mesures prises pour garantir, autant que possible, la protection des droits des gens de mer. Plusieurs autres gouvernements ont fourni au Bureau des informations sur les mesures qui ont été prises en lien avec l'application de la convention pendant la pandémie (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Croatie, Danemark, Espagne, Grèce, Irlande, Japon, Malaisie, Panama et Slovaquie). Le Bureau a également reçu des informations sur des centaines de plaintes individuelles de gens de mer, informations directement adressées par les gens de mer concernés ou transmises par l'Équipe de gestion de crise pour les gens de mer mise en place par le Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (OMI) ².

En particulier, la commission note que, d'après les informations fournies par l'ITF et l'ICS, des centaines de milliers de gens de mer (environ 400 000 d'après l'ITF) sont actuellement bloqués à bord et tout autant attendent à terre, ceux-ci ne pouvant ni les relever ni gagner leur vie. Cette situation s'est transformée en une crise humanitaire, et ce, malgré un niveau de dialogue social jusqu'alors inégalé entre les principaux acteurs du secteur maritime à l'échelle internationale et la forte coopération entre eux ainsi qu'avec nombre de gouvernements et d'institutions des Nations Unies, sous la direction de l'OIT et de l'OMI.

La commission note avec une **profonde préoccupation** que, alors que les ports du monde entier continuent d'opérer sans interruption pendant la pandémie, il demeure extrêmement difficile pour les gens de mer – qui assurent un service clé de première ligne pour la société, plus de 90 pour cent du commerce mondial s'effectuant par voie maritime (notamment pour les denrées alimentaires, les médicaments et les fournitures médicales vitales) – de débarquer et de transiter par d'autres pays en vue de leur rapatriement. L'ITF et l'ICS disent qu'elles ont reçu des milliers de plaintes individuelles de gens de mer du monde entier décrivant des situations désespérées dans lesquelles les dispositions de la MLC, 2006, sont violées. Dans plusieurs cas, les gens de mer sont priés de continuer à travailler au-delà de la période convenue dans leur contrat d'engagement maritime, et sont privés de l'accès à des soins médicaux à terre (*Règle 4.1*), ainsi que de leur droit au rapatriement (*Règle 2.5*), au congé annuel et à la permission à terre (*Règle 2.4*). Il est rappelé que la plupart des navires ne disposent pas de personnel ayant suivi une formation aux soins médicaux à bord et que, de ce fait, les gens de mer ne bénéficient d'aucun soin médical quand ils ne peuvent avoir accès aux soins médicaux à terre.

La commission note l'indication de l'ITF selon laquelle les États ayant ratifié la MLC, 2006, se retranchent derrière la notion de force majeure pour justifier leurs manquements à la convention. La MLC, 2006, est un instrument du travail complet à destination du secteur maritime, applicable à tous les pays l'ayant ratifié, et non une compilation de réglementations du travail à appliquer de façon sélective, si les

¹ La commission prend note de la [Note d'information sur les questions relatives au travail maritime et au coronavirus \(COVID-19\)](#) élaborée par le Bureau pour apporter une réponse rapide aux questions concernant la mise en œuvre de la convention, ainsi que de la [Nouvelle déclaration du bureau de la Commission tripartite spéciale de la MLC, 2006, sur la maladie à coronavirus \(COVID-19\)](#).

² L'Équipe de gestion de crise pour les gens de mer a été créée en avril 2020 afin notamment de suivre l'évolution de la situation, de coordonner les efforts, de communiquer avec toutes les parties prenantes et de fournir un soutien ciblé aux gens de mer pour régler les cas individuels et répondre aux situations particulièrement urgentes concernant les changements d'équipage, le rapatriement, l'accès aux soins médicaux et/ou l'abandon.

circonstances le permettent et dans la mesure où elles le permettent. Au début de la pandémie, les États ayant ratifié la MLC, 2006, en leur qualité d'État du port, d'État du pavillon ou d'État fournisseur de main-d'œuvre, pouvaient être confrontés à de véritables situations de force majeure qui les empêchaient matériellement de respecter des obligations qui leur incombent au titre de la convention. Toutefois, la commission ne peut que noter que plus de dix mois se sont écoulés depuis lors, ce qui constitue en toute objectivité un délai suffisant pour que de nouvelles modalités aient été étudiées et mises en place, conformément aux normes internationales du travail. On peut arguer de la force majeure pour une condition excluant l'illicéité du non-respect d'une obligation conventionnelle uniquement dans le cas d'événement(s) imprévu(s) et imprévisible(s) créant une impossibilité absolue et matérielle de s'acquitter de ladite obligation. En revanche, les cas dans lesquels il est plus difficile ou plus contraignant de respecter une obligation internationale ne constituent pas un cas de force majeure. **La commission souligne que la notion de force majeure ne peut plus être invoquée dès lors qu'il existe des options permettant de respecter les dispositions de la MLC, 2006, même si cela est plus difficile ou plus contraignant, et prie instamment les États ayant ratifié la MLC, 2006, qui ne l'ont pas encore fait d'adopter toutes les mesures nécessaires sans délai afin de rétablir la protection des droits des gens de mer et de s'acquitter pleinement des obligations qui leur incombent au titre de la MLC, 2006.**

La commission accueille favorablement les résolutions que l'Assemblée générale des Nations Unies ³, le Conseil d'administration du BIT ⁴ et le Comité de la sécurité maritime de l'OMI ⁵, ont récemment adoptées et dans lesquelles ces instances prient instamment les États Membres de désigner les gens de mer comme des travailleurs clés afin de faciliter leur embarquement ou leur débarquement, en toute sécurité et sans entrave, les permissions à terre et, quand cela est nécessaire, les soins médicaux à terre. La commission fait observer que, compte tenu du caractère essentiellement international du secteur maritime, il est impossible de respecter plusieurs obligations de la MLC, 2006, sans permettre aux gens de mer de franchir les frontières dans des conditions adéquates. **La commission encourage donc vivement les États ayant ratifié la MLC, 2006, qui ne l'ont pas encore fait de considérer sans délai, en leur qualité d'État du pavillon, d'État du port ou d'État fournisseur de main-d'œuvre, que les gens de mer sont des travailleurs clés et d'établir dans la pratique les conséquences d'une telle qualification, afin de rétablir le respect des droits de ces personnes tels que consacrés dans la convention.**

Tous les gouvernements doivent trouver le bon équilibre entre la protection de la santé publique, d'une part, et le respect des droits et de la dignité des gens de mer, d'autre part. La commission prend note à ce propos du *Cadre de protocoles recommandé visant à garantir la sécurité de la relève et du voyage des équipages pendant la pandémie de coronavirus (COVID-19)* qui a été proposé par un vaste éventail d'associations internationales dotées du statut consultatif à l'OMI qui représentent le secteur des transports maritimes (MSC.1/Circ. 1636). L'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que le BIT et l'OMI, dans les résolutions susmentionnées, se réfèrent à la mise en œuvre de ce cadre qui contient les orientations nécessaires pour garantir la sécurité de la relève et du voyage des équipages. **La commission espère que les gouvernements se référeront à ces orientations quand ils adopteront les mesures nécessaires de façon urgente pour s'acquitter à nouveau des obligations qui leur incombent au titre de la MLC, 2006.**

Dans leurs observations, l'ITF et l'ICS affirment que les États ayant ratifié la MLC, 2006, ne respectent pas les obligations qui leur incombent au titre de l'article I de la MLC, 2006, d'après lequel les Membres coopèrent entre eux pour assurer l'application effective et le plein respect de la convention. La commission reconnaît que de nombreux gouvernements ont pris des mesures importantes aux niveaux bilatéral, régional et international pour trouver des solutions et mettre en place des actions permettant de surmonter les obstacles auxquels les gens de mer et les armateurs se retrouvent confrontés du fait de la pandémie. Elle observe cependant que, d'après les informations fournies par l'ITF et l'ICS ainsi que les éléments communiqués au Bureau, les dispositions de la convention continuent d'être ignorées dans le monde entier. En effet, des centaines de milliers de gens de mer du monde entier sont toujours à bord alors que leur contrat d'engagement maritime a expiré depuis longtemps déjà; souvent, ils ont embarqué il y a bien plus de onze mois, durée maximale par défaut des périodes d'embarquement découlant des dispositions de la convention. Des cas d'épuisement physique et psychique, d'anxiété, de maladie, voire de suicide, ont été signalés. Des milliers de gens de mer ont débarqué mais ne sont pas autorisés à regagner leur pays d'origine: ils sont donc bloqués dans un pays étranger. En outre, des centaines de gens de mer se sont vu refuser des soins médicaux à terre, ce qui a entraîné la mort de plusieurs d'entre eux. Dans de nombreux cas, des restrictions portuaires sont régulièrement mises en place dans un bref délai,

³ Assemblée des Nations Unies, [Résolution 75/17](#) sur la coopération internationale face aux difficultés connues par les gens de mer à cause de la pandémie de (COVID-19) et en appui aux chaînes d'approvisionnement mondiales, A/RES/75/17 (2020).

⁴ Conseil d'administration du BIT, [résolution](#) concernant les questions relatives au travail maritime et la pandémie de COVID-19.

⁵ Comité de la sécurité maritime de l'OMI, [résolution MSC.473\(ES.2\)](#), sur les mesures recommandées pour faciliter les changements d'équipage, l'accès aux soins médicaux et les voyages des gens de mer pendant la pandémie de COVID-19.

ce qui empêche de planifier l'itinéraire des navires de façon raisonnable. Dans le même temps, le manque de coordination en ce qui concerne l'application et le respect de la MLC, 2006, accroît le risque que le navire et l'équipage soient interdits de voyager; parfois, les manquements de l'État entraînent l'immobilisation du navire. La commission estime que ces éléments constituent une base suffisante pour conclure que les Membres, dans leur ensemble, ne respectent pas l'article I, paragraphe 2, de la MLC, 2006. La convention ne contient aucune disposition autorisant la suspension temporaire de l'application de ses dispositions en cas de crise, qu'elle soit sanitaire ou d'autre nature. En revanche, la commission estime que c'est précisément en temps de crise que la protection assurée par la MLC, 2006, prend tout son sens et que cet instrument doit être le plus scrupuleusement appliqué, d'autant plus que la convention ne contient que des normes minimales relatives à la protection des droits des gens de mer. **Par conséquent, la commission prie instamment les gouvernements d'adopter les mesures nécessaires, en consultation avec les organisations de gens de mer et d'armateurs concernées, pour renforcer leur coopération mutuelle afin d'assurer l'application effective et le plein respect de la convention, a fortiori pendant la pandémie de COVID-19, là où cet instrument est le plus nécessaire.**

La commission note que, d'après l'ITF, la non-prise en charge du rapatriement des gens de mer à la fin de leur contrat figure de fait la prorogation forcée des contrats (ou la poursuite du travail sans contrat) dans des circonstances où le consentement ne peut à l'évidence être donné librement. L'ITF ajoute que cela soulève la question grave du recours massif à une forme de travail forcé sur des navires dans le monde entier. À cet égard, la commission renvoie à l'article III de la MLC, 2006, d'après lequel tout Membre vérifie que les dispositions de sa législation respectent, dans le contexte de la convention, le droit fondamental à l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire. La commission observe qu'il va sans dire que l'inaction même de certains États Membres au moment de garantir la relève d'équipage ou de permettre aux gens de mer de rentrer chez eux fait que ces personnes n'ont d'autre choix que de rester à bord et crée des circonstances les maintenant pendant des mois dans des situations pouvant relever du travail forcé. **Par conséquent, la commission prie tous les États ayant ratifié la MLC, 2006, en leur qualité d'État du pavillon, d'État du port ou d'État fournisseur de main-d'œuvre, d'adopter les mesures nécessaires ou de renforcer celles en vigueur sans délai afin de garantir qu'aucun marin n'est forcé de continuer à travailler aux termes d'arrangements contractuels prorogés sans qu'il ait pu exprimer son consentement libre, formel et éclairé.**

La MLC, 2006, contient un système solide destiné à garantir l'application de ses dispositions. En vertu de la Règle 5.1.1, paragraphe 1, tout Membre s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en vertu de la convention à l'égard des navires qui battent son pavillon. **Se fondant sur les informations disponibles, la commission prie instamment tous les États qui ont ratifié la MLC, 2006, et qui ont des responsabilités en tant qu'État du pavillon d'adopter les mesures nécessaires ou de renforcer celles en vigueur sans délai, y compris en augmentant la fréquence des inspections, si nécessaire, afin de garantir que les navires qui battent leur pavillon respectent pleinement les dispositions de la convention. En particulier, la commission prie les États du pavillon qui ne l'ont pas encore fait de veiller à ce que:**

- a) **toute prolongation du contrat d'engagement maritime se fasse avec le consentement librement exprimé du marin (Règle 2.1, paragraphe 2);**
- b) **aucun honoraire ni autre frais ne soit facturé aux gens de mer directement ou indirectement, en tout ou en partie, pour le recrutement ou le placement, ainsi que pour toute obligation de quarantaine préalable à l'embarquement, en dehors des coûts autorisés en application de la Norme A1.4, paragraphe 5;**
- c) **l'interdiction de la renonciation au congé payé annuel minimum soit strictement appliquée, sauf dans les cas prévus par l'autorité compétente (Règle 2.4 et Norme A2.4, paragraphe 3);**
- d) **des permissions à terre soient accordées aux gens de mer dans un souci de santé et de bien-être, pour autant qu'elles soient compatibles avec les exigences pratiques de leurs fonctions et dans le strict respect de toute mesure de santé publique applicable à la population locale (Règle 2.4, paragraphe 2);**
- e) **les gens de mer soient rapatriés sans frais pour eux-mêmes dans les cas et dans les conditions spécifiées dans la convention, dans le strict respect de la durée maximale par défaut de la période d'embarquement découlant des dispositions de la convention (11 mois) (Règle 2.5 et Règle 2.4);**
- f) **les navires battant leur pavillon soient dotés d'un nombre suffisant de gens de mer employés à bord pour assurer la sécurité et l'efficacité de l'exploitation du navire, l'attention nécessaire étant accordée à la sûreté, quelles que soient les circonstances, compte tenu du souci d'éviter une trop grande fatigue aux gens de mer ainsi que de la nature et des conditions particulières du voyage (Règle 2.7);**

- g) les gens de mer qui travaillent sur des navires battant leur pavillon soient couverts par des mesures appropriées pour la protection de leur santé et aient accès à des soins médicaux rapides et adéquats pendant la durée de leur service à bord, y compris à la vaccination (Règle 4.1);**
- h) les gens de mer travaillant à bord des navires qui battent leur pavillon bénéficient d'un système de protection de la santé au travail et vivent, travaillent et se forment à bord des navires dans un environnement sûr et sain (Règle 4.3);**
- i) les gens de mer aient accès à des installations de bien-être à terre, s'il en existe, dans le strict respect de toute mesure de santé publique applicable à la population locale (Règle 4.4);**
- j) des mesures soient prises pour soutenir le bien-être des gens de mer à bord des navires, en particulier durant les périodes étendues de service à bord, y compris les arrangements pour contacter la famille et les proches.**

La commission souligne que la non-application des principes et prescriptions fondamentaux énumérés ci-dessus sous prétexte des risques liés à une crise sanitaire prolongée peut vider la convention de son sens, en particulier à un moment et dans une situation où sa protection serait la plus nécessaire. Cette non-application a des conséquences préjudiciables directes sur la sécurité de la navigation: elle accroît de manière exponentielle le risque d'accidents maritimes, aux conséquences imprévisibles sur les vies humaines et l'environnement, et les perturbations incommensurables sur la fourniture et la distribution de biens de première nécessité à l'échelle internationale.

Au titre de la *Règle 5.2.1, paragraphe 1*, chaque navire étranger faisant escale dans le port d'un Membre est susceptible d'être inspecté pour vérifier la conformité aux prescriptions de la convention (y compris concernant les droits des gens de mer) relatives aux conditions de travail et de vie des gens de mer à bord du navire. La commission a souligné le rôle complémentaire fondamental que le contrôle de l'État du port joue dans l'application de la convention. Elle attire en particulier l'attention des gouvernements sur l'obligation de prendre des mesures pour veiller à ce qu'un navire ne prenne pas la mer tant que toute non-conformité n'aura pas été rectifiée ou que le fonctionnaire autorisé n'aura pas accepté un plan visant à la rectifier, dans les situations prévues aux termes de la *Norme A5.2.1*. À cet égard, elle estime que l'extrême fatigue des gens de mer qui sont à bord depuis plus de onze mois (durée maximale par défaut de la période d'embarquement) constitue non seulement une situation de toute évidence dangereuse pour la santé et la sécurité des gens de mer concernés mais également pose un sérieux danger pour la sécurité de la navigation de manière générale. À cet égard, elle renvoie à la *Norme A2.7, paragraphe 2*, qui vise à faire en sorte que les gens de mer travaillent à bord de navires dotés d'effectifs suffisants pour assurer la sécurité, l'efficacité et la sûreté de l'exploitation des navires et qui souligne la nécessité d'éviter ou de restreindre la durée du travail excessive afin d'assurer un repos suffisant et de limiter la fatigue. **Tout en prenant note des difficultés que les autorités de contrôle de l'État du port rencontrent au moment d'effectuer des inspections pendant la pandémie, la commission prie les États ayant ratifié la convention auxquels incombent des responsabilités en tant qu'État du port et qui ne l'ont pas encore fait d'adopter les mesures nécessaires sans délai afin de s'acquitter pleinement des obligations qui leur incombent au titre de la convention. En particulier, la commission prie les gouvernements ayant des responsabilités d'État du port de:**

- a) permettre aux gens de mer d'exercer leur droit au congé à terre conformément à la Règle 2.4, paragraphe 2, dans le strict respect de toute mesure de santé publique applicable à la population locale;**
- b) faciliter le rapatriement des gens de mer qui servent sur des navires faisant escale dans leurs ports ou traversant leurs eaux territoriales ou intérieures (Norme A2.5.1, paragraphe 7);**
- c) permettre et faciliter le remplacement de gens de mer qui ont débarqué et, par conséquent, garantir les effectifs de sécurité des navires en traitant rapidement et sans discrimination le dossier des nouvelles recrues qui entrent sur leur territoire exclusivement pour regagner leur navire (Règle A2.5.1, paragraphe 7);**
- d) s'assurer que les gens de mer travaillant à bord de navires qui se trouvent sur leur territoire ont accès à leurs installations médicales à terre s'ils requièrent des soins médicaux immédiats (Règle 4.1);**
- e) s'abstenir d'adopter des mesures nationales restrictives ou des réglementations portuaires qui pourraient faire obstacle à une planification préalable raisonnable de l'itinéraire des navires, ou de les modifier sans cesse, et éviter d'appliquer la convention et d'en contrôler le respect d'une manière qui ne serait pas en harmonie avec les pratiques des autres États contractants.**

La commission note que les États fournisseurs de main-d'œuvre doivent jouer un rôle essentiel dans la coopération avec les États du pavillon et les États du port afin de garantir le respect des droits des gens de mer. **La commission prie les gouvernements qui ont des responsabilités en matière de fourniture de main-d'œuvre qui ne l'ont pas encore fait d'adopter immédiatement les mesures nécessaires pour faire**

en sorte que les installations et services nécessaires soient mis en place en ce qui concerne le transport, le dépistage et la quarantaine afin d'accueillir les gens de mer actuellement à l'étranger et de permettre aux autres gens de mer de rejoindre leur navire.

La commission note que la pandémie de COVID-19 met à rude épreuve le cadre juridique énoncé dans la MLC, 2006, dans le but de protéger les conditions de travail et de vie décentes des gens de mer. Cette pandémie révèle également le rôle essentiel des gens de mer et la très grande importance du secteur maritime dans l'économie mondiale. Il est à regretter que les réponses publiques et privées, apportées à l'échelle mondiale, ne respectent pas toujours les besoins de la main-d'œuvre maritime ni n'en tiennent systématiquement compte, à tel point qu'il est urgent de rétablir le plein respect des droits fondamentaux des gens de mer et de tirer les bons enseignements pour l'avenir. Si la communauté internationale n'y parvient pas, la possibilité d'attirer de jeunes talents vers la profession maritime peut également être compromise. La commission accueille favorablement le fait que la question de l'impact de la COVID-19 sur le secteur maritime a été inscrite à l'ordre du jour de la quatrième réunion de la Commission tripartite spéciale de la MLC, 2006, prévue en avril 2021.

La commission continuera à examiner les informations fournies par les gouvernements et/ou les partenaires sociaux sur les questions soulevées dans la présente observation générale afin de s'assurer de la bonne application de la convention, pendant cette période de crise, par les États Membres qui l'ont ratifiée.

Congo

Convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006) (ratification: 2014)

La commission note avec un **profond regret** que le gouvernement n'a pas présenté son premier rapport sur l'application de la convention pour la quatrième année consécutive. Dans la mesure où le rapport demandé n'a pas été reçu, la commission a examiné l'application de la convention à partir des informations disponibles et accessibles au public.

Article I. Questions d'ordre général. Mesures d'application. La commission note que les dispositions de la convention sont principalement mises en œuvre par la loi n° 30-63 du 4 juillet 1963, portant Code de la Marine marchande, modifiée par la loi n° 63-65 du 30 décembre 1965; par des arrêtés et décrets du ministère des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande; ainsi que par le règlement n° 08/12-UEAC-088-CM-23 de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), portant adoption du Code communautaire de la Marine marchande du 22 juillet 2012 (ci-après CCMM), lequel est directement applicable au Congo et fait partie des documents qui doivent être à bord des navires battant pavillon congolais et des navires étrangers opérant dans les eaux territoriales congolaises. En outre, la commission note également que le Code du travail n'exclut pas les gens de mer de son champ d'application. Après examen des informations disponibles, la commission constate l'incohérence entre certaines dispositions nationales, et entre celles-ci et le CCMM, ainsi que l'absence d'informations disponibles sur la mise en œuvre de plusieurs dispositions de la convention. La commission souligne la nécessité d'éviter toute incohérence dans les dispositions applicables. Elle rappelle que, conformément à l'article I de la convention, tout Membre qui la ratifie s'engage à donner plein effet à ses dispositions afin de garantir le droit de tous les gens de mer à un emploi décent. **Par conséquent, la commission prie le gouvernement d'adopter sans délai les mesures nécessaires pour mettre en œuvre la convention, prenant en compte les points soulevés dans la demande qu'elle lui adresse directement. Elle prie le gouvernement de fournir une copie de tous les textes législatifs ou autres instruments de réglementation une fois adoptés, ainsi que des informations complètes sur la mise en œuvre de la convention, y compris des statistiques actualisées sur le nombre de gens de mer qui sont des nationaux, des résidents au Congo ou qui travaillent à bord des navires battant pavillon congolais. La commission rappelle au gouvernement qu'il a la possibilité de se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2023.]

Dominique

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976 (ratification: 2004)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le

gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Article 2 de la convention. Application de la législation. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle une commission tripartite spéciale a été désignée afin de conseiller le gouvernement sur toutes les questions concernant les changements de la législation et des institutions nécessaires en vue de la ratification de la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006). Elle note en outre qu'un plan d'action national a été élaboré afin de rédiger des recommandations à adresser au gouvernement sur les questions relatives à la législation et à l'administration maritimes. Tout en se félicitant des mesures actives que le gouvernement a prises en vue de la ratification de la MLC, 2006, la commission est conduite à observer que le premier rapport du gouvernement sur l'application de la convention n° 147 ne contient aucune information sur la législation ou la réglementation, ou sur toutes autres mesures donnant effet aux dispositions de ladite convention. ***C'est pourquoi la commission prie le gouvernement d'indiquer en détail la façon dont chacun des articles de la convention s'applique dans la loi et dans la pratique nationales, et d'expliquer en particulier la façon dont les dispositions de la loi maritime internationale de 2002 et le Règlement maritime de la Dominique, également de 2002, sont équivalentes dans leur ensemble aux conventions mentionnées dans l'annexe de la convention, portant sur les normes de sécurité, les mesures concernant le régime de sécurité sociale, les conditions d'emploi à bord et les arrangements relatifs à la vie à bord, comme l'exige l'article 2 de la convention.***

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Gabon

Convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006) (ratification: 2014)

La commission note avec un **profond regret** que le gouvernement n'a pas présenté son premier rapport sur l'application de la convention pour la quatrième année consécutive. Dans la mesure où le rapport demandé n'a pas été reçu, la commission a examiné l'application de la convention à partir des informations disponibles et accessibles au public.

Article I. Questions d'ordre général. Mesures d'application. La commission note que les dispositions de la convention sont principalement mises en œuvre par le règlement n° 08/12-UEAC-088-CM-23 de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) portant adoption du Code communautaire de la Marine marchande du 22 juillet 2012 (ci-après CCMM), lequel est directement applicable au Gabon et fait partie des documents qui doivent être à bord des navires battant pavillon gabonais et des navires étrangers opérant dans les eaux territoriales gabonaises. En outre, la commission note que l'article 1 du Code du Travail n'exclut pas les gens de mer de son champ d'application. La commission note l'absence d'informations disponibles sur la mise en œuvre de plusieurs dispositions de la convention. Elle rappelle que, conformément à l'article I de la convention, tout Membre qui la ratifie s'engage à donner plein effet à ses dispositions afin de garantir le droit de tous les gens de mer à un emploi décent. ***Par conséquent, la commission prie le gouvernement d'adopter sans délai les mesures nécessaires pour mettre en œuvre la convention, prenant en compte les points soulevés dans la demande qu'elle lui adresse directement. Elle prie également le gouvernement de fournir une copie de tous les textes législatifs ou autres instruments de réglementation une fois adoptés, ainsi que des informations complètes sur la mise en œuvre de la convention, y compris des statistiques actualisées sur le nombre de gens de mer qui sont des nationaux, des résidents au Gabon ou qui travaillent à bord des navires battant pavillon gabonais. La commission rappelle au gouvernement qu'il a la possibilité de se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Maldives

Convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006) (ratification: 2014)

La commission note avec un **profond regret** que le gouvernement n'a pas présenté son premier rapport sur l'application de la convention pour la quatrième année consécutive. Dans la mesure où le rapport demandé n'a pas été reçu, la commission a examiné l'application de la convention à partir des informations disponibles et accessibles au public.

Article I. Questions d'ordre général. Mesures d'application. La commission note que dans son rapport au titre de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, telle qu'amendée, le gouvernement indique que, suivant la promulgation de la loi n° 35/2015 (premier amendement à la loi n° 69/78 sur la navigation maritime des Maldives), «le pouvoir d'établir des

règlements concernant le travail maritime a été délégué au ministre». Cependant, aucun règlement n'a encore été finalisé. Dans le même rapport, le gouvernement indique aussi que la Haute Cour de la République des Maldives a, dans l'affaire n° 2010/HC-A/62, mis particulièrement l'accent sur «la nécessité d'établir un régime juridique particulier pour les gens de mer. Selon le jugement susvisé, la législation générale sur l'emploi, lorsqu'elle s'applique aux gens de mer, n'est pas en mesure d'assurer la protection de leurs droits, vu qu'ils ont des conditions d'emploi qui leur sont particulières, compte tenu de leur environnement de travail unique.»

La commission note que la loi n° 69/78 des Maldives sur la navigation maritime, telle qu'amendée, n'est pas disponible en anglais, tout comme la plupart des lois maldiviennes. En conséquence, l'analyse de l'application de la convention s'est principalement basée sur la loi de 2008 sur l'emploi. La commission note, à ce propos que l'article 34 (a) de cette loi exclut de l'application des dispositions du chapitre sur la durée du travail les «équipages des navires de mer». La commission en conclut que le reste des dispositions de la loi sur l'emploi est applicable aux gens de mer. **La commission prie le gouvernement d'adopter, sans délai, les mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions de la convention et de communiquer des informations sur tous développements à cet égard. Elle prie aussi le gouvernement de transmettre des copies en anglais de la législation pertinente, ou un résumé de telles dispositions. La commission rappelle au gouvernement qu'il a la possibilité de se prévaloir de l'assistance technique du Bureau à cet égard.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 22** (Iraq); la **convention n° 23** (Iraq); la **convention n° 68** (Guinée équatoriale); la **convention n° 71** (Djibouti, France); la **convention n° 92** (Chine: Région administrative spéciale de Macao, Guinée équatoriale, Iraq); la **convention n° 108** (Cameroun, Canada, Chine: Région administrative spéciale de Macao, Danemark: Îles Féroé, Fidji, Sainte-Lucie); la **convention n° 146** (Cameroun, Iraq); la **convention n° 147** (Iraq); la **convention n° 185** (Congo, Croatie, Hongrie, Jordanie, Kiribati, Maldives, Monténégro, Myanmar, République de Moldova, Sri Lanka); la **MLC, 2006** (Afrique du Sud, Bahamas, Canada, Chine: Région administrative spéciale de Hong-kong, Congo, Danemark: Îles Féroé, Fidji, Finlande, France: Nouvelle-Calédonie, Gabon, Indonésie, Japon, Jordanie, Kiribati, Libéria, Malaisie, Maldives, Malte, Maurice, Pays-Bas: Curaçao, Portugal, Roumanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Seychelles, Slovénie, Tuvalu, Viet Nam).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 22** (Cuba, Égypte, France: Polynésie française); la **convention n° 23** (Égypte, France: Polynésie française); la **convention n° 55** (Égypte, France: Polynésie française); la **convention n° 56** (Égypte, France: Polynésie française); la **convention n° 58** (France: Polynésie française); la **convention n° 68** (Égypte); la **convention n° 69** (Égypte, France: Polynésie française); la **convention n° 92** (Cuba, Égypte); la **convention n° 108** (Cuba, Estonie, France (Nouvelle-Calédonie et Polynésie française), Tchéquie); la **convention n° 134** (Égypte); la **convention n° 146** (France: Polynésie française); la **convention n° 147** (Égypte, France: Polynésie française); la **convention n° 163** (Tchéquie); la **convention n° 164** (Tchéquie); la **convention n° 166** (Égypte); la **convention n° 185** (Croatie); la **MLC, 2006** (Estonie).

Pêcheurs

Libéria

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959 (ratification: 1960)

Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959 (ratification: 1960)

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959 (ratification: 1960)

La commission note avec **préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires.

La commission note que, dans ses rapports communiqués sur l'application de plusieurs conventions relatives à la pêche, le gouvernement indique que la loi maritime libérienne, RLM-107 (ci-après «loi maritime»), et le règlement maritime libérien, RLM-108 (ci-après le «règlement»), ont été modifiés en 2013 pour répondre aux commentaires antérieurs de la commission sur l'application de ces conventions, sans fournir d'informations supplémentaires. **Rappelant que, depuis plus de vingt ans, le gouvernement est prié de fournir des informations sur l'applicabilité de la législation existante aux pêcheurs, et notant qu'il ne ressort pas clairement de la réponse du gouvernement s'il existe des dispositions appropriées dans les textes tels que modifiés pour couvrir les pêcheurs, la commission prie à nouveau le gouvernement d'apporter des éclaircissements à ce sujet.**

Dans le but de fournir une vue complète des questions qui doivent être traitées en rapport avec l'application des conventions relatives à la pêche, la commission estime qu'il est approprié de les examiner dans un commentaire unique, conformément à ce qui suit.

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Article 1 de la convention. Champ d'application. Âge minimum. La commission note que l'article 326(2) de la loi maritime dispose que «les personnes de moins de 16 ans ne doivent pas être employées au travail à bord des navires libériens immatriculés conformément à cette disposition, à l'exception des navires à bord desquels seuls sont employés les membres d'une même famille, les navires-écoles et les navires de formation». La commission rappelle que, aux termes de l'article 2 de la convention, les enfants de moins de 15 ans ne doivent pas être employés au travail à bord des bateaux de pêche. La commission rappelle aussi que l'exclusion des navires à bord desquels seuls sont employés les membres d'une même famille n'est pas prévue dans la convention. En outre, la commission note que, aux termes de l'article 290 de la loi maritime, sa partie 10 – qui traite des gens de mer occupés à bord des navires de la marine marchande et de l'âge minimum – ne s'applique qu'aux personnes engagées à bord des navires d'une jauge nette minimum de 75 tonneaux. Par ailleurs, l'article 326 de la même partie, qui fixe l'âge minimum du travail en mer, ne s'applique qu'aux navires immatriculés conformément à la loi maritime. L'article 51 restreint l'application de la procédure d'immatriculation à l'égard de certains navires, à savoir: a) les navires d'une jauge nette minimum de 20 tonneaux, possédés par un citoyen du Libéria et engagés uniquement dans le commerce côtier entre les ports du pays ou entre les ports du pays et ceux des autres pays d'Afrique de l'Ouest; et b) les navires de mer d'une jauge nette supérieure à 500 tonneaux engagés dans le commerce extérieur, possédés par un citoyen du Libéria. La commission rappelle que, conformément à l'article 1 de la convention, le terme «bateau de pêche» inclut tous les bateaux, navires ou bâtiments, quels qu'ils soient, de propriété publique ou privée, affectés à la pêche maritime dans les eaux salées, avec pour seule exception la pêche dans les ports ou dans les estuaires de fleuves, ainsi que les personnes qui se livrent à la pêche sportive ou de plaisance. **La commission prie le gouvernement de préciser si le chapitre 10 de la loi maritime s'applique aux pêcheurs. Si c'est le cas, rappelant que la convention s'applique à tous les navires de pêche, sans considération de leur tonnage ou du fait que seuls y sont employés les membres d'une même famille, la commission prie le gouvernement d'adopter sans délai les mesures nécessaires en vue de donner pleinement effet à la convention. Si ce n'est pas le cas, la commission prie le gouvernement d'indiquer les dispositions nationales qui donnent effet aux prescriptions de la convention.**

Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959

Application de la convention. La commission avait précédemment demandé au gouvernement de fournir des précisions sur la législation applicable aux pêcheurs en ce qui concerne le certificat médical. La commission avait noté, d'après les informations fournies par le gouvernement, que la législation en vigueur ne s'applique qu'aux bateaux de pêche de 500 tonneaux ou plus. Rappelant que la convention s'applique à tous les bateaux de pêche quelle que soit leur jauge, la commission avait demandé au gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour faire en sorte que les pêcheurs employés à bord des bateaux de pêche d'une jauge inférieure à 500 tonneaux soient soumis aux mêmes prescriptions concernant le certificat médical en conformité avec la disposition de la convention. La commission **regrette** de noter que le gouvernement n'a pas fourni de réponse à son observation antérieure. **La commission prie en conséquence à nouveau le gouvernement d'adopter sans délai les mesures nécessaires pour donner pleinement effet aux dispositions de la convention.**

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Application de la convention. Dans ses commentaires antérieurs, la commission avait demandé au gouvernement d'expliquer comment il est donné effet aux dispositions de la convention et de fournir des précisions sur l'application de la législation en vigueur aux bateaux de pêche. La commission **regrette** de noter que le gouvernement ne fournit aucune information à ce propos. **La commission prie en conséquence à nouveau le gouvernement d'adopter sans délai les mesures nécessaires afin de donner pleinement effet aux dispositions de la convention.**

La commission espère que le gouvernement fera tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Sierra Leone

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966 (ratification: 1967)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle pourrait procéder alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

Articles 3 à 15 de la convention. Brevets de capacité. Depuis plusieurs années, la commission formule des commentaires sur l'absence de législation donnant effet à la convention. **La commission demande au gouvernement de fournir des informations détaillées sur tout progrès concret réalisé pour adopter des lois nationales donnant effet à la convention.** Elle croit comprendre que le Bureau est disposé à fournir des conseils et à répondre favorablement à toute demande d'assistance technique en la matière. **Enfin, la commission prie le gouvernement de transmettre des informations à jour sur l'industrie de la pêche, notamment des statistiques sur la composition et la capacité de la flotte de pêche du pays, et le nombre approximatif de pêcheurs qui exercent une activité rémunérée dans ce secteur.**

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 125** (France: Polynésie française); la **convention n° 126** (Sierra Leone); la **convention n° 188** (Afrique du Sud, Angola, Argentine).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 113** (Croatie, Cuba, Équateur); la **convention n° 114** (Équateur); la **convention n° 125** (France: Nouvelle-Calédonie, Trinité-et-Tobago); la **convention n° 126** (Danemark: Îles Féroé, France (Nouvelle-Calédonie et Polynésie française)); la **convention n° 188** (Estonie, France).

Dockers

Congo

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979 (ratification: 1986)

La commission note avec une **profonde préoccupation** que le rapport du gouvernement n'a pas été reçu. Elle se voit donc obligée de renouveler ses précédents commentaires. La commission informe le gouvernement que, s'il n'a pas transmis de réponse aux points soulevés le 1^{er} septembre 2021 au plus tard, elle procédera alors à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations à sa disposition à sa prochaine session.

La commission note avec **regret** que le rapport soumis par le gouvernement est identique au dernier rapport qu'il a soumis en 2007, sur la base duquel la commission avait établi son observation de 2008, reprise en 2009, 2010 et 2011, faute de réponse du gouvernement. **La commission prie instamment le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT pour résoudre tout problème lié à l'application de cette convention, et espère qu'un rapport sera communiqué pour examen à sa prochaine session. Dans l'intervalle, et en l'absence d'informations nouvelles, la commission est amenée, une nouvelle fois, à réitérer sa précédente observation qui était conçue dans les termes suivants:**

La commission note les informations fournies par le gouvernement selon lesquelles une commission nationale technique consultative d'hygiène, de sécurité du travail et de la prévention des risques professionnels a été créée, conformément au décret n° 2000-29 du 17 mars 2000 donnant effet à l'article 7 de la convention. Toutefois, les informations demandées sur l'application des articles 2, 4, 5, 6 et 11 à 36 seront fournies par le gouvernement ultérieurement. S'agissant des autres informations demandées au gouvernement, la commission constate que celui-ci soit n'a pas répondu aux questions soulevées dans ses précédents commentaires, soit a fourni des informations qui sont applicables aux entreprises en général. Le gouvernement semble indiquer que les travailleurs portuaires doivent être traités de la même manière que les autres travailleurs et que les ports sont considérés comme toute autre entreprise. **Se référant aux articles 4 à 7 de la convention, la commission souhaite rappeler que le gouvernement doit prendre des mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions spécifiques de la convention. Elle se voit donc obligée de réitérer ses commentaires précédents qui étaient conçus dans les termes suivants:**

La commission attire l'attention du gouvernement sur l'absence de dispositions relatives à la sécurité et l'hygiène qui soient spécifiques aux manutentions portuaires. La commission a précédemment noté qu'un projet d'arrêté destiné à régir ce domaine a été élaboré par les services techniques du ministère du Travail et de la Sécurité sociale. Dans son rapport pour la période se terminant le 30 juin 1993, le gouvernement a répété cette information en ajoutant que ce projet se trouve en instance d'adoption. La commission espère que les dispositions du texte en question assureront l'application des dispositions suivantes de la convention: *article 4* (Objectifs et domaines à couvrir par des mesures à prescrire dans la législation nationale, conformément à la *Partie III de la convention*); *article 5* (Responsabilité des employeurs, propriétaires, capitaines de navire ou toutes autres personnes, selon le cas, dans l'application des mesures de sécurité et d'hygiène; *article 7* (obligation de collaboration des employeurs lorsque plusieurs d'entre eux se livrent simultanément à des activités sur un même lieu de travail). **Elle prie le gouvernement de communiquer une copie de cet arrêté dès qu'il aura été adopté.**

Dans ses précédents rapports, le gouvernement s'est référé aux arrêtés n° 9033/MTERFPPS/DGT/DSSHT portant organisation et fonctionnement des centres sociosanitaires des entreprises installées en République du Congo et n° 9034/MTERFPPS/DGT/DSSHT déterminant les modalités de constitution des centres sociosanitaires communs à plusieurs entreprises installées en République du Congo. **Ces textes n'ayant jamais été reçus, la commission saurait gré au gouvernement d'en communiquer copie.**

Article 6. La commission note, d'après le rapport du gouvernement pour la période se terminant le 30 juin 1993, que des séances d'information et de sensibilisation des travailleurs relatives aux mesures de sécurité dans le milieu de travail doivent être organisées afin que le chef d'établissement informe les travailleurs des dangers résultant de l'utilisation des machines ainsi que des précautions à prendre. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les dispositions relatives à l'organisation de ces séances ainsi que les dispositions prises pour donner effet à l'alinéa c) du paragraphe 1 de cet article.**

Article 8. La commission note la déclaration du gouvernement dans son rapport pour la période se terminant le 30 juin 1993 selon laquelle toutes les mesures de sécurité sont prévues au chapitre II de l'arrêté n° 9036 du 10 décembre 1986. La commission constate que cette partie de l'arrêté contient des dispositions prévoyant des mesures de protection de caractère général alors que la convention exige l'adoption de mesures spécifiques à l'emploi portuaire. **Elle prie le gouvernement d'indiquer les dispositions prescrivant l'adoption des mesures efficaces (clôture, balisage ou autres moyens appropriés, y compris, si nécessaire, l'arrêt du travail) pour faire en sorte que les dockers soient protégés dans le cas où leur lieu de travail comporte un risque jusqu'à ce que celui-ci soit éliminé.**

Article 14. La commission note, d'après le rapport du gouvernement pour la période se terminant le 30 juin 1993, que l'application de cet article est assurée par les inspecteurs du travail à l'occasion de leurs visites dans les entreprises. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les dispositions assurant que les matériels et installations électriques soient construits, aménagés, exploités et entretenus de manière à prévenir tout danger et de préciser les normes reconnues par l'autorité compétente pour les matériels et installations électriques.**

Article 17. La commission note que l'article 41 de l'arrêté n° 9036, cité par le gouvernement dans son rapport pour la période se terminant le 30 juin 1993 comme donnant effet à cet article de la convention, ne

comporte que les mesures spécifiques à prendre pour l'utilisation d'appareils de levage dans des conditions atmosphériques particulières (action du vent). **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour assurer que l'accès à la cale ou au pont à marchandises soit effectué par un moyen conforme aux dispositions de cet article.**

Article 21. La commission a pris connaissance des dispositions des articles 47 à 49 de l'arrêté n° 9036 citées par le gouvernement dans son rapport pour la période se terminant le 30 juin 1993 comme donnant effet à cet article de la convention. Elle note que les articles cités prévoient des mesures de protection de quelques machines ou de parties et organes qui peuvent être dangereux. **Elle prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées afin que tout appareil de levage, tout accessoire de manutention et toute élingue ou dispositif de levage faisant partie intégrante d'une charge soient conformes aux dispositions de la convention.**

Articles 22, 23, 24 et 25. Faisant suite à ses commentaires antérieurs, la commission note que le gouvernement se réfère, dans son rapport pour la période se terminant le 30 juin 1993, à la certification des machines, y compris les appareils de levage, faite par le contrôle technique et les organes conseillers comme une mesure de caractère général assurant la solidité et le bon fonctionnement des appareils de levage. Cependant, ces articles de la convention prévoient un complexe de mesures visant à assurer l'utilisation d'appareils et d'accessoires sans dangers ni risques pour les travailleurs: essais de tout appareil de levage et tout accessoire de manutention (tous les cinq ans dans les navires); examen approfondi (au moins une fois tous les douze mois); inspection avant chaque utilisation. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les dispositions prescrivant que les mesures énumérées ci-dessus soient effectuées à l'égard de tous les appareils de levage – aux ports et dans les navires – ainsi que de tous les accessoires de manutention.**

Article 30. La commission note que l'article 43 de l'arrêté n° 9036 auquel se réfère le gouvernement n'a pas de rapport avec la fixation des charges aux appareils de levage. **Elle prie le gouvernement d'indiquer les dispositions relatives à la fixation des charges aux appareils de levage.**

Article 34. **La commission prie le gouvernement de fournir une copie de consignes concernant le port de matériel de protection individuelle auxquelles se réfère le gouvernement dans son rapport pour la période se terminant le 30 juin 1993.**

Article 35. Faisant suite à ses commentaires antérieurs, la commission note que l'article 147 du Code du travail régit l'évacuation de blessés et malades transportables, non susceptibles d'être traités par les moyens dont l'employeur dispose. Elle note que le gouvernement se réfère également dans ses rapports aux arrêtés n°s 9033 et 9034 mentionnés sous le paragraphe 2 ci-dessus. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises, en vertu des textes mentionnés ou par d'autres voies, pour assurer que des moyens suffisants, notamment en personnel formé, soient facilement disponibles pour administrer les premiers secours.**

Article 37, paragraphe 1. La commission rappelle qu'aux termes de cette disposition de la convention des comités comprenant des représentants des employeurs et des travailleurs doivent être créés dans tous les ports où sont occupés un nombre important de travailleurs. **Rappelant la déclaration du gouvernement selon laquelle les comités d'hygiène et de sécurité prévus par la loi n'ont pas été créés, la commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour assurer la formation de ces comités dans les ports avec un nombre important de travailleurs.**

Article 38, paragraphe 1. Le gouvernement a indiqué dans son rapport qu'en l'absence de comités de sécurité et d'hygiène leurs tâches en matière d'instruction et de formation sont confiées à un agent spécialisé dans ce domaine au niveau de l'entreprise. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations sur les activités de ces agents.**

Article 39. La commission note que l'article 61 de la loi n° 004/86 du 25 février 1986 instituant le Code de sécurité sociale donne partiellement effet à cet article de la convention. **Elle prie le gouvernement d'indiquer les dispositions en assurant l'application aux maladies professionnelles.**

Article 41, paragraphe 1 a). Faisant suite à ses commentaires antérieurs, la commission note que le gouvernement s'est référé à l'arrêté n° 9036 du 10 décembre 1986 comme le texte établissant des obligations de caractère général pour les personnes et organismes concernés par les manutentions portuaires (considérant le port comme n'importe quelle entreprise industrielle) ainsi que l'indication faite par celui-ci en même temps que des mesures spécifiques aux manutentions portuaires n'ont pas été prises. **La commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour préciser les obligations spécifiques des personnes et des organismes concernés par les manutentions portuaires.**

En l'absence d'informations sur l'application des dispositions ci-dessous, la commission prie le gouvernement d'indiquer les mesures spécifiques qui donnent effet aux dispositions suivantes de la convention.

- **Article 9, paragraphes 1 et 2.** Mesures de sécurité à prendre (éclairage et marquage) en cas d'obstacles dangereux.
- **Article 10, paragraphes 1 et 2.** Entretien des sols utilisés pour la circulation des véhicules ou le gerbage des produits et précautions à prendre lors du gerbage.
- **Article 11, paragraphes 1 et 2.** Largeur des couloirs et couloirs distincts pour les piétons.
- **Article 16, paragraphes 1 et 2.** Sécurité du transport par eau vers un navire ou en un autre lieu et pour en revenir, et sécurité de l'embarquement et du débarquement; sécurité du transport sur terre vers un lieu de travail ou pour en revenir.
- **Article 18, paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5.** Réglementation concernant les panneaux de cale.
- **Article 19, paragraphes 1 et 2.** Protection des ouvertures sur les ponts; fermeture des écoutilles lorsqu'elles ne sont plus en service.
- **Article 20, paragraphes 1, 2, 3 et 4.** Mesures de sécurité à prendre lorsque des véhicules à moteur sont utilisés dans la cale; fixation des panneaux de cale; réglementation en matière de ventilation; moyens d'évacuation sans danger des trémies pendant le chargement ou le déchargement de cargaisons de vrac solides.

- Article 26, paragraphes 1, 2 et 3. Reconnaissance mutuelle des dispositions prises par les Membres en ce qui concerne les essais et les examens.
- Article 27, paragraphes 1, 2 et 3. Indication des charges maximales d'utilisation des appareils de levage.
- Article 28. Plans de gréement.
- Article 29. Résistance et construction des palettes destinées à porter des charges.
- Article 31, paragraphes 1 et 2. Aménagement des terminaux de conteneurs et organisation du travail dans ces terminaux.
- Article 38, paragraphe 2. Âge minimum limite pour conduire les appareils de levage.

La commission s'attend à ce que le gouvernement fasse tout son possible pour prendre les mesures nécessaires dans un proche avenir.

République de Moldova

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979 (ratification: 2007)

Cadre législatif et réglementaire donnant effet à la convention. Dans ses précédents commentaires, tout en prenant note de la loi sur la sécurité et la santé au travail (RM n° 186-XVI du 10 juillet 2008) ainsi que du règlement de sécurité pour les tâches effectuées à bord de navires de navigation intérieure, la commission avait demandé au gouvernement de préciser les dispositions législatives et réglementaires qui donnent effet à chaque article de la convention. Le gouvernement déclare qu'en vertu de l'article 20 de la loi n° 595/1999 relative aux traités internationaux de la République de Moldova, les dispositions des traités internationaux qui, selon leur formulation, sont susceptibles de s'appliquer sans l'adoption d'actes normatifs spéciaux, sont exécutoires et directement applicables dans le système judiciaire de la République de Moldova. De l'avis du gouvernement, dans la mesure où le Ministère de l'économie et des infrastructures a approuvé le 18 décembre 2018, par l'ordonnance n° 604, les listes de contrôle sur les zones de contrôle de l'Agence navale, y compris la liste de contrôle relative à la sûreté et la sécurité des opérations dans la zone portuaire, les articles 9, paragraphes 1 et 2; 10, paragraphe 1; 11, paragraphe 1; 11, paragraphe 2; 12; 13, paragraphe 1; 13, paragraphe 2; 13, paragraphe 4; 15; 16; 17, paragraphe 1; 18, paragraphes 1, 2, 3 et 4; 22; 23; 24; 27 et 38 de la convention sont donc directement applicables. Le gouvernement précise en outre que les mesures visant à vérifier la bonne application desdits articles de la convention sont en cours d'approbation. **Tout en prenant note de l'indication du gouvernement selon laquelle un certain nombre d'articles de la convention sont directement applicables en vertu de l'ordonnance n° 604 en question, la commission observe que de manière générale les informations fournies dans le rapport demeurent insuffisantes en ce qu'elles ne lui permettent toujours pas d'évaluer l'effet donné à de nombreuses dispositions de la convention. La commission rappelle la nécessité de fournir des informations plus spécifiques en précisant les dispositions de la loi ou des règlements nationaux donnant effet à chaque article de la convention. La commission veut croire que le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour fournir de telles informations dans son prochain rapport, y compris des informations sur les mesures qui viseront à garantir la bonne application des articles de la convention auxquelles le gouvernement se réfère. À cet égard, la commission renvoie à la liste ci-dessous des dispositions pour lesquelles elle demande un complément d'information sur les mesures prises pour y donner effet.**

Par ailleurs, compte tenu de son importance, la commission avait demandé au gouvernement de communiquer copie du règlement de sécurité du port franc international de Giurgiulesti et tout autre règlement ou norme applicable aux employeurs et aux travailleurs. À cet égard, la commission note l'indication du gouvernement selon laquelle l'Agence navale est en train d'élaborer un ensemble de règlements au niveau départemental, notamment le règlement du complexe portuaire de Giurgiulesti et le règlement des capitaines de port Giurgiulesti. **La commission prie le gouvernement de communiquer copie de ces règlements, si possible dans une des langues de travail du Bureau.**

Article 1 de la convention. Manutention portuaire. Dans ses précédents commentaires la commission avait demandé au gouvernement de fournir des informations sur la manière dont les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées ont été consultées pour établir la définition de «manutention portuaire». La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle, jusqu'à présent, aucune organisation d'employeurs portuaires n'a encore été constituée. Le gouvernement précise que, conformément à la loi n° 239/2008 sur la transparence du processus décisionnel, la consultation publique est obligatoire durant tout le processus d'élaboration et d'adoption des règlements techniques, ou de tout autre acte normatif. **La commission espère qu'à l'avenir le gouvernement pourra indiquer la manière dont les organisations de travailleurs intéressées et, le cas échéant, les organisations d'employeurs sont consultées ou associées dans l'établissement ou la révision de la définition de «manutention portuaire».**

Article 5, paragraphe 1. Responsabilité d'appliquer les mesures envisagées à l'article 4, paragraphe 1. Dans ses précédents commentaires la commission avait noté l'indication que l'article 10(1) de la loi sur la sécurité et la santé au travail dispose que l'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs, et elle avait demandé au gouvernement un complément d'information sur la législation nationale qui déterminerait les personnes responsables de faire observer l'ensemble des mesures mentionnées dans l'article 4 de la convention. La commission note que le gouvernement indique que la loi sur la sécurité et la santé au travail est mise en œuvre par la décision gouvernementale n° 95 du 5 février 2009. **La commission prie le gouvernement de communiquer copie de la décision gouvernementale n° 95 du 5 février 2009 en indiquant les dispositions pertinentes qui déterminent les personnes responsables de faire observer l'ensemble des mesures mentionnées à l'article 4 de la convention.**

Article 6, paragraphe 1. Mesures pour garantir la sécurité des travailleurs portuaires. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle les fonctions de contrôle dans le domaine de la sécurité dans le complexe portuaire de Giurgiulesti sont actuellement sous la responsabilité de l'Agence navale, laquelle a prévu de mener des campagnes périodiques d'information sur la sécurité dans la zone portuaire. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations concernant les campagnes périodiques d'information sur la sécurité menée dans l'ensemble des manutentions portuaires du pays.**

Article 7, paragraphe 2. Dispositions pour une collaboration étroite entre employeurs et travailleurs. La commission avait précédemment noté la constitution d'un comité syndical pour donner effet aux prescriptions de la convention. La commission note que, dans son dernier rapport, le gouvernement indique toutefois qu'aucun comité syndical des employés du complexe portuaire de Giurgiulesti n'a encore été créé. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les comités syndicaux, ou tout autre mécanisme mis en place dans les ports du pays, y compris le port de Giurgiulesti, en vue d'assurer la pleine collaboration et consultation des employeurs et des travailleurs dans l'application des mesures envisagées à l'article 4, paragraphe 1, de la convention.**

Article 14. Aménagement, construction, exploitation et entretien des installations électriques. La commission prend note de l'indication selon laquelle, conformément à la loi sur l'énergie n° 174 du 21 septembre 2017, l'Agence nationale de régulation de l'énergie, en tant qu'entité responsable de la supervision de l'énergie de l'État, est chargée d'élaborer et d'approuver la réglementation de l'exploitation des centrales électriques, des réseaux électriques et des installations électriques des consommateurs finaux. À cet égard, en 2019, l'Agence nationale a publié sur sa page Web le projet de règles d'exploitation des installations électriques et le projet de règles de sécurité pour l'exploitation des installations électriques afin de les soumettre à la consultation publique. **La commission prie le gouvernement d'informer sur l'entrée en vigueur de ce nouveau cadre réglementaire et d'en préciser les principales dispositions donnant effet à cet article de la convention.**

Article 15. Moyens appropriés et sûrs d'accès au navire pendant le chargement ou le déchargement. La commission prend note de l'indication selon laquelle dans le complexe portuaire de Giurgiulesti des mains courantes, des passages d'accès spéciaux et des escaliers aménagés avec des niveaux assurent l'accès aux navires. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur les mesures prises pour assurer dans tous les ports du pays des moyens d'accès offrant des garanties de sécurité lorsqu'un navire est chargé ou déchargé bord à quai ou bord à bord.**

Article 16. Sécurité du transport par eau vers un navire ou en un autre lieu et pour en revenir, et sécurité de l'embarquement et du débarquement; sécurité du transport sur terre vers un lieu de travail ou pour en revenir. La commission note l'indication selon laquelle l'Agence navale est en train d'élaborer un ensemble de règlements au niveau départemental, y compris le règlement relatif au complexe portuaire de Giurgiulesti, qui contiendra des dispositions relatives à la sécurité du transport dans la zone portuaire, ainsi que dans le périmètre maritime du port. Une fois approuvés conformément aux procédures légales, ces règlements seront transmis par le gouvernement au Bureau. **La commission prie le gouvernement de communiquer copie des règlements une fois adoptés et d'en préciser les principales mesures donnant effet à cet article de la convention.**

Article 17. Accès à la cale ou au pont à marchandises d'un navire. La commission note l'indication selon laquelle l'Agence navale étudie la possibilité d'élaborer des règlements techniques sur des moyens d'accès équivalents, comme l'exige le paragraphe 1 b). **La commission prie le gouvernement de faire état de tout fait nouveau à cet égard et espère qu'il sera en mesure d'indiquer la façon dont l'autorité compétente détermine l'acceptabilité des moyens d'accès à la cale ou au pont à marchandises d'un navire, donnant ainsi plein effet à cet article de la convention.**

Article 34. Fourniture et utilisation d'équipements de protection individuelle. Soins et entretien des équipements de protection individuelle et des vêtements de protection. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle des équipements et des vêtements de protection individuelle sont requis pour tous les travailleurs impliqués dans les opérations de manutention de la cargaison au port, les

travaux de construction portuaire et autres travaux nécessitant une présence physique dans la zone opérationnelle du port. La commission note en outre l'indication que l'Agence navale est en train d'élaborer un ensemble de règlements pour les ports. **La commission prie le gouvernement de préciser le texte législatif ou réglementaire établissant les circonstances dans lesquelles la fourniture et l'entretien convenable par l'employeur d'équipements de protection individuelle et de vêtements de protection, et l'usage approprié et le soin de ces équipements et vêtements de protection par les travailleurs, sont exigées. En l'absence d'un tel texte, la commission encourage le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que l'Agence navale adopte un texte réglementaire afin de donner plein effet à cet article de la convention.**

Article 38, paragraphe 1. Fourniture d'une formation et d'une instruction suffisantes. La commission note l'indication que, les travailleurs du Port fluvial d'Ungheni et tous les résidents (agents économiques) du port international franc de Giurgiulesti doivent, mensuellement ou chaque fois que cela est approprié, suivre des cours et tester leurs connaissances concernant leurs fonctions et l'équipement utilisé. **La commission prie le gouvernement de fournir des précisions sur le contenu des cours auxquels il fait référence dans les ports d'Ungheni et de Giurgiulesti, et d'indiquer dans quelle mesure des formations et instructions préalables quant aux risques et précautions à prendre sont dispensées aux travailleurs employés dans les manutentions portuaires du pays.**

En l'absence d'informations sur leur application, la commission prie une nouvelle fois le gouvernement de préciser les mesures prises ou envisagées, en droit et dans la pratique, pour donner pleinement effet aux dispositions suivantes de la convention:

- Article 6, paragraphe 2. Consultation des travailleurs sur les procédés de travail;
- Article 7, paragraphe 1. Dispositions en vertu desquelles l'autorité compétente consulte les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées;
- Article 8. Mesures destinées à protéger les travailleurs contre les risques de santé autres que les émanations dangereuses;
- Article 9. Mesures de sécurité concernant l'éclairage et la signalisation des obstacles dangereux;
- Article 10. Aménagement des sols utilisés pour la circulation des véhicules ou le gerbage des produits dans des conditions de sécurité;
- Article 11. Largeur des passages prévus pour les piétons et des passages prévus pour les appareils de manutention;
- Article 12. Moyens appropriés et suffisants de lutte contre l'incendie;
- Article 13, paragraphes 1 à 3 et 5 à 6. Protection efficace de toutes les parties dangereuses des machines, possibilité de couper rapidement l'alimentation en énergie de chaque machine si cela est nécessaire et mesures de protection lors de travaux de nettoyage, d'entretien ou de réparation, et précautions suffisantes lorsqu'un dispositif de sécurité est enlevé;
- Article 19. Protection des ouvertures sur les ponts;
- Article 20. Mesures de sécurité à prendre lorsque des véhicules à moteur sont utilisés dans la cale; fixation des panneaux de cale; réglementation en matière de ventilation et moyens d'évacuation sans danger des trémies pendant le chargement ou le déchargement de cargaisons de vrac solides;
- Article 21. Conception des appareils de levage, des accessoires de manutention et des dispositifs de levage;
- Article 22, paragraphes 3 et 4. Nouvel essai des appareils de levage à quai et certification des appareils de levage ou des accessoires de manutention.
- Article 24. Inspection des accessoires de manutention et des élingues;
- Article 25. Registres des appareils de levage et des accessoires de manutention;
- Article 26. Reconnaissance mutuelle des dispositions prises à des fins d'essai et d'examen;
- Article 31. Aménagement des terminaux de conteneurs et organisation du travail dans ces terminaux;
- Article 32. Manutention, entreposage et arrimage de substances dangereuses; observation des règlements internationaux applicables au transport des marchandises dangereuses et prévention de l'exposition des travailleurs aux substances ou aux atmosphères dangereuses;
- Article 35. Évacuation des blessés;
- Article 36, paragraphe 3. Examens médicaux devant être effectués sans frais pour le travailleur et confidentialité des constatations faites lors des examens médicaux;

- **Article 37. Comités de sécurité et d'hygiène;**
- **Article 38, paragraphe 2. Âge minimum pour conduire les appareils de levage et autres appareils de manutention.**
- **Article 39. Déclaration des accidents du travail;**
- **Article 40. Réglementation concernant les installations sanitaires et les salles d'eau appropriées; et**
- **Article 41. Obligations en matière de sécurité et de santé au travail, et sanctions appropriées.**

Partie V du formulaire de rapport. Application de la convention dans la pratique. La commission note l'indication du gouvernement selon laquelle la mise en œuvre de la convention est partiellement mise en œuvre par la participation de plusieurs organes administratifs tels que: l'Agence navale, responsable du contrôle de la sécurité au travail dans le complexe portuaire de Giurgiulesti; l'Inspection nationale du travail, chargée d'enquêter sur les accidents du travail et les recommandations en matière de sécurité au travail; les ministères d'exécution qui assurent une consultation publique inclusive des travailleurs portuaires et la transparence du processus décisionnel; ainsi que les agents économiques responsables de la formation périodique et du contrôle des connaissances en matière de sécurité, sûreté et hygiène au travail dans la zone portuaire. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la manière dont la convention est appliquée dans le pays et notamment de fournir des informations sur le nombre de dockers protégés par la législation, le nombre et la nature des infractions signalées, et le nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles rapportés.**

Textes législatifs et réglementaires donnant effet à la convention. De manière générale, la commission constate que le gouvernement omet de fournir copie des textes législatifs et réglementaires donnant effet à la convention mentionnés dans son rapport. **Se référant à ces précédents commentaires, la commission prie le gouvernement de fournir copie des textes mentionnés et de tous autres textes pertinents relatifs à la sécurité et à la santé dans le secteur de la manutention portuaire, en particulier le règlement de sécurité pour les tâches effectuées à bord de navires de navigation intérieure (cité dans ses précédents rapports), l'ordonnance n° 604 approuvée le 18 décembre 2018 par le ministère de l'Économie et des Infrastructures, ainsi que la décision gouvernementale n° 95 du 5 février 2009 relative à la mise en œuvre de la loi sur la sécurité et la santé au travail, ainsi que les différents textes et règlements en cours d'élaboration mentionnés dans le présent commentaire, si possible dans l'une des langues de travail du Bureau.**

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète aux présents commentaires en 2024.]

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 32** (Chili, Chine, Chine: Région administrative spéciale de Hong-kong, Croatie, Kirghizistan, Singapour); la **convention n° 137** (Costa Rica, Cuba, Égypte, Finlande); la **convention n° 152** (Cuba, Danemark, Égypte, Équateur, Finlande, Monténégro).

Informations complémentaires aux rapports de 2019 reçues en 2020

Les États Membres suivants ont fourni en 2020 des informations complémentaires dont l'examen par la CEACR n'a toutefois pas conduit à une modification des commentaires de la CEACR adoptés en 2019: la **convention n° 32** (Canada); la **convention n° 137** (France); la **convention n° 152** (France).

Peuples indigènes et tribaux

Brésil

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (ratification: 2002)

La commission prend note des observations de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), reçues le 31 octobre 2020. La commission observe que, en plus de transmettre des informations relatives à des questions déjà soulevées par la commission dans ses commentaires précédents, la CUT fait également référence aux effets de la pandémie de COVID-19 sur les peuples indigènes. La CUT allègue que, compte tenu des inégalités raciales et socio-économiques, ainsi que l'absence d'assistance de la part de l'État, les peuples indigènes, et en particulier les communautés quilombas et les peuples isolés ou avec qui la prise de contact n'est que récente, se retrouvent dans une situation de grande vulnérabilité et de risque aggravé face aux effets de la COVID-19.

La commission prend note de la réponse du gouvernement aux observations de la CUT, reçue le 4 décembre 2020, qui concerne l'impact de la COVID. Dans la mesure où cette réponse a été reçue trop tardivement pour pouvoir être examinée par la commission au cours de sa présente session, la commission propose d'examiner ces deux communications ultérieurement. **La commission prie le gouvernement d'envoyer sa réponse aux autres observations présentées par la CUT.**

Par ailleurs, la commission réitère les commentaires adoptés en 2019, qui sont reproduits ci-après.

La commission prend note des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) qui contiennent des commentaires généraux sur l'application de la convention, reçues le 2 septembre 2019; des observations conjointes de l'OIE et de la Confédération nationale de l'industrie (CNI), reçues le 31 août 2018; des observations de la Confédération nationale des carrières types de l'État (CONACATE), reçues le 28 août 2017, et des observations de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), reçues le 23 mars 2017, qui comprennent un rapport de la COICA sur l'application de la convention dans divers pays.

Réclamation présentée au titre de l'article 24 de la Constitution. Droit des communautés quilombolas sur les terres occupées traditionnellement. Centre spatial de lancement de l'Alcantara. Depuis de nombreuses années, la commission examine la question de l'impact de l'implantation du centre spatial de l'Alcantara (CEA) et du centre de lancement de l'Alcantara (CLA) sur les droits des communautés quilombolas de l'Alcantara. La commission note qu'à sa 337^e session (octobre-novembre 2019) le Conseil d'administration a déclaré recevable la réclamation présentée en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT par le Syndicat des travailleurs et travailleuses ruraux de l'Alcantara (STTR) et le Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'agriculture familiale de l'Alcantara (SINTRAF), alléguant l'inexécution par le Brésil de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989. La commission observe que les allégations contenues dans la réclamation se réfèrent aux conséquences de l'extension de la zone du centre de lancement spatial de l'Alcantara sur les droits des communautés quilombolas et les terres qu'ils occupent traditionnellement. **Conformément à sa pratique habituelle, la commission décide de suspendre l'examen de cette question jusqu'à ce que le Conseil d'administration adopte son rapport sur la réclamation.**

Article 3 de la convention. Droits de l'homme. La commission observe que certains organes des Nations unies et la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ont exprimé ces dernières années leur préoccupation face à la situation de conflictivité autour des revendications territoriales, aux menaces, aux atteintes aux droits et à l'intégrité des peuples indigènes au Brésil. La commission prend note du communiqué conjoint du 8 juin 2017 de trois rapporteurs spéciaux des Nations Unies et un rapporteur de la CIDH intitulé «Des experts de l'ONU et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme mettent en garde contre des atteintes aux droits autochtones et environnementaux au Brésil». Les experts ont déclaré que, «au cours des 15 dernières années, le Brésil a enregistré le nombre le plus élevé de meurtres de défenseurs de l'environnement et des terres dans le monde [...] Les populations autochtones sont particulièrement menacées». La commission constate que, dans ses observations préliminaires du 12 novembre 2018 concernant sa visite au Brésil, la CIDH a souligné que «sont associés aux conflits autour des terres et aux déplacements forcés, le harcèlement, les menaces et les meurtres contre ces personnes. La CIDH note avec préoccupation que l'impunité de ces actes de violence rurale contribue à leur perpétuation et à leur augmentation». En outre, lors de son déplacement dans l'État du Mato Grosso, la CIDH a pu constater la grave situation humanitaire à laquelle font face les peuples Guarani et Kaïowá qui est due en grande partie à la violation de leurs droits sur les terres. La CIDH a visité les terres indigènes de Dorados-Amambaipaguá et a reçu des informations sur les victimes du dénommé «massacre

de Caaraó» au cours duquel une personne a été tuée et six autres membres de ces peuples ont été blessées, ainsi que des informations faisant état de fréquentes attaques armées par des milices.

La commission note en outre que la CIDH a adopté le 29 septembre 2019 des mesures conservatoires concernant les membres de la communauté Guýraroka du peuple indigène Guaraní Kaiowá considérant que les informations à sa disposition permettaient *prima facie* de considérer que les familles de cette communauté se trouvent dans une situation grave et urgente dans la mesure où leurs droits à la vie et à l'intégrité personnelle sont sérieusement menacés. La CIDH a tenu compte des informations relatives au niveau élevé de conflictivité entre les membres de la communauté et les propriétaires terriens et à des menaces de mort à l'encontre des premiers (résolution 47/2019, mesure conservatoire n° 458-19).

La commission exprime sa **préoccupation** face à ces informations. **La commission prie instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie, l'intégrité physique et psychologique ainsi que l'ensemble des droits garantis par la convention aux peuples indigènes et tribaux. La commission considère que les peuples indigènes et tribaux ne peuvent faire valoir leurs droits, en particulier en matière de possession et de propriété des terres qu'ils occupent traditionnellement, que si des mesures adéquates sont adoptées pour garantir un climat dépourvu de violence, pressions, craintes et menaces de toute sorte.**

Articles 6, 7, 15 et 16. Consultations. La commission s'est précédemment référée au processus de réglementation du droit à la consultation des peuples indigènes et quilombolas engagé depuis 2012. Le gouvernement avait indiqué à cet égard que le processus de négociation avec les peuples concernés avait connu certaines difficultés et que le Secrétariat général de la Présidence cherchait à rétablir le dialogue. Le gouvernement étudiait la possibilité de proposer, sur la base d'un cas pratique, un mécanisme de consultation envisageable. La commission avait également noté que la CNI et l'OIE avaient souligné que l'absence d'une réglementation sur la consultation, comme prévue par la convention, générerait une insécurité juridique pour les entreprises.

Dans son rapport, le gouvernement indique que, ces dernières années, plusieurs peuples indigènes ont pris des initiatives dans ce domaine en indiquant à l'État la manière dont ils souhaitaient être consultés. Dans ce contexte, ils ont élaboré leurs propres protocoles de consultation préalable, dans lesquels ils formalisent la diversité des procédures adaptées à la construction d'un dialogue permettant de pouvoir participer effectivement aux processus de prise de décisions qui peuvent affecter leurs vies, leurs droits ou leurs territoires. Le gouvernement se réfère notamment à l'appui octroyé par la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI) dans le cadre de l'élaboration des protocoles de consultation des peuples indigènes Xingu en 2016, du peuple indigène Krenak en 2018 et du Peuple Tupiniquim en 2018, et des discussions en cours au sein du Conseil indigène de Roraima (CIR). La commission observe à cet égard, d'après les informations disponibles sur le site Internet du ministère public, que d'autres communautés ont adopté ce type de protocoles. En outre, s'agissant des politiques, programmes, actions et projets relatifs à l'assistance sociale pour les peuples indigènes, le gouvernement indique que la FUNAI multiplie les efforts pour signer des accords avec les institutions prestataires en vue de garantir le respect des spécificités sociales culturelles de ces peuples et respecter leur droit à la consultation libre, préalable et éclairée, lorsqu'il y a lieu.

Le gouvernement signale également qu'il existe une demande croissante d'infrastructure de la part des communautés indigènes (service d'électricité, captation et distribution d'eau ou construction de routes). À cet égard, la FUNAI s'assure que toutes les actions, activités ou projets respectent le droit à la consultation libre, préalable et éclairée, de manière à ce que les relations entre l'État brésilien et les communautés indigènes ne sont pas verticales. Le gouvernement indique que la FUNAI, à travers ses unités décentralisées, fournit l'appui technique, logistique et parfois financier aux organes partenaires et aux municipalités dans le ressort desquelles se trouvent les terres indigènes pour organiser les réunions nécessaires.

La commission salue l'élaboration de protocoles de consultation propres à certains peuples indigènes et le rôle joué par la FUNAI à cet égard. **La commission prie le gouvernement de fournir davantage d'informations sur le statut de ces protocoles et d'indiquer comment dans la pratique il est assuré que ces protocoles s'appliquent de manière systématique et coordonnée sur l'ensemble du territoire à chaque fois que des mesures législatives ou administratives susceptibles de toucher directement les peuples indigènes et tribaux sont envisagées. La commission encourage par ailleurs le gouvernement à poursuivre les efforts en vue de l'adoption d'un cadre réglementaire sur la consultation qui permette aux peuples indigènes et quilombolas de disposer d'un mécanisme approprié leur garantissant le droit d'être consulté et de participer effectivement chaque fois que sont envisagées des mesures législatives ou administratives susceptibles de les toucher directement, favorisant ainsi une plus grande sécurité juridique pour tous les protagonistes. La commission rappelle la nécessité de consulter les peuples indigènes et quilombolas dans le cadre de ce processus et de leur permettre d'y participer pleinement à travers leurs institutions représentatives de manière à pouvoir exprimer leurs points de vue et influencer**

sur le résultat final du processus. Elle prie le gouvernement de fournir des informations sur les processus de consultation menés, y compris ceux engagés sur la base des Protocoles de consultations développés par les différentes communautés indigènes, et sur leurs résultats.

Article 14. Terres. La commission rappelle que les deux organes responsables de l'identification et la démarcation des terres et la délivrance de titres de propriété y relatifs sont la FUNAI, pour les terres occupées traditionnellement par les peuples indigènes, et l'Institut national de colonisation et réforme agraire (INCRA), pour les terres occupées traditionnellement par les peuples quilombolas. La procédure est réglementée respectivement par les décrets n° 1775/96 et n° 4887/03. Le gouvernement décrit les différentes étapes de la procédure parmi lesquelles: la demande d'ouverture d'une procédure administrative de régularisation; l'élaboration d'une étude de zone (contenant des éléments anthropologiques, historiques, cartographiques, fonciers et environnementaux); la déclaration des limites; la phase contradictoire; la démarcation physique; la publication de l'arrêté de reconnaissance établissant les limites du territoire; l'enregistrement et la concession de titres de propriété collective à la communauté par décret. La commission prend note des informations statistiques communiquées par le gouvernement sur les procédures de démarcation des terres dans les États du Mato Grosso et du Rio Grande do Sul. Elle observe que dans l'État du Rio Grande do Sul, sur 48 procédures, 20 ont abouti à une régularisation et 28 sont en cours (au stade de l'étude, de la déclaration ou de la délimitation). En ce qui concerne l'État du Mato Grosso, sur 50 procédures 24 ont abouti à une régularisation et 26 sont en cours. La commission observe également d'après les informations disponibles sur le site internet de la FUNAI que sur l'ensemble du territoire 440 terres ont été régularisées. En outre, 43 terres ont eu leurs limites identifiées, pour 75 les limites ont été déclarées et pour 9 terres les limites ont été homologuées. Enfin, pour 116 terres, le processus en est au stade de l'étude.

La commission note que dans ses observations, la CONACATE se réfère à la proposition d'amendement de la Constitution (PEC) n° 215/2000 en examen par le Congrès national qui a pour objectif d'attribuer au Congrès national la compétence exclusive en matière d'approbation de la démarcation des terres traditionnellement occupées par les peuples indigènes ainsi que celle de ratifier les démarcations déjà homologuées. La CONACATE indique que la décision finale concernant toute nouvelle démarcation de ces terres ne relèverait plus du ministère compétent, mais relèverait du Congrès, au sein duquel sont amplement représentés les secteurs de l'agro-industrie.

La commission observe par ailleurs, d'après les informations disponibles sur le site du Tribunal Suprême Fédéral (STF), que, en septembre 2019, la FUNAI a déposé auprès du STF un recours extraordinaire (RE) 1.017.365/SC sur la question du «cadre temporel». Le cadre temporel est une approche suivie par certaines juridictions aux termes de laquelle ne doivent être reconnues comme terres occupées traditionnellement par les peuples indigènes que celles effectivement occupées le 5 octobre 1988, date de promulgation de la Constitution. Le STF a reconnu la portée générale de la question constitutionnelle traitée dans cette affaire, dont la décision finale aura force obligatoire pour toutes les instances du système judiciaire. En outre, la commission observe d'après les informations disponibles sur le site du Congrès que deux mesures provisoires ont été adoptées en 2019 visant à transférer la compétence de l'identification, la délimitation, la démarcation et l'enregistrement des terres indigènes de la FUNAI au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement (MP 870/2019 et MP 886/2019). La première mesure a été rejetée par le Congrès national et la seconde a été considérée comme inconstitutionnelle par le STF.

La commission constate que, dans ses observations préliminaires du 12 novembre 2018 concernant sa visite au Brésil, la CIDH «a reçu plusieurs témoignages concernant les difficultés et les longs délais auxquels font face les communautés indigènes pour accéder à la propriété foncière. Il résulte de ces difficultés que les terres domaniales destinées à ces communautés sont occupées par des propriétaires terriens et des entreprises extractives privées, ce qui génère des conflits, comme les expulsions, déplacements, invasions et autres formes de violences». La CIDH exprime en outre sa préoccupation face à l'affaiblissement, ces dernières années, d'institutions telles que la FUNAI.

La commission rappelle qu'aux termes de l'article 14 de la convention, les droits de propriété et de possession sur les terres qu'ils occupent traditionnellement doivent être reconnus aux peuples indigènes et tribaux. En outre, des mesures doivent être prises dans les cas appropriés pour sauvegarder le droit de ces peuples d'utiliser les terres non exclusivement occupées par eux, mais auxquelles ils ont traditionnellement accès pour leurs activités traditionnelles et de subsistance. À cet égard, la commission a souligné dans son observation générale de 2018 que l'occupation traditionnelle comme source du droit de propriété et de possession est la pierre angulaire sur laquelle repose le système des droits fonciers établis par la convention. **La commission veut croire que le gouvernement continuera à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la pleine application de la convention en ce qui concerne les droits de propriété et de possession des peuples indigènes et tribaux sur l'ensemble des terres qu'ils occupent traditionnellement. Elle prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour donner suite dans**

les plus brefs délais aux procédures en instance devant la FUNAI concernant la délimitation, la démarcation et l'enregistrement des terres indigènes et devant l'INCRA en ce qui concerne les terres occupées traditionnellement par les Quilombolas. La commission prie notamment le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises en ce qui concerne la situation des peuples Guarani et Kaiowa. Prière de fournir des informations sur les ressources et les moyens humains et matériels mis à la disposition tant de la FUNAI que de l'INCRA pour mener à bien leur mission à chaque étape de la procédure – études, délimitation, démarcation et enregistrement des terres.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement et qui reprend le contenu de sa demande précédente, adoptée en 2019.

Guatemala

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (ratification: 1996)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations du Comité de coordination des associations de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et de la finance (CACIF) reçues le 30 août 2019, et des observations de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) reçues le 2 septembre 2019, qui contiennent des commentaires d'ordre général sur l'application de la convention. La commission prend également note des observations conjointes du Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et des Syndicats globaux du Guatemala reçues le 30 septembre 2019, qui ont été élaborées avec la Coordination et la Convergence nationale Maya *Waquib' kej*, l'Association des avocats et des notaires mayas du Guatemala (NIM AJPU), l'Association pour la survie culturelle (Cultural Survival), le Comité de l'unité paysanne (CUC), l'Alliance politique du secteur des femmes (APSM), le Collectif écologiste Madre Selva et les autorités ancestrales mayas, garifunas et xincas. La commission prend note des réponses du gouvernement aux observations de l'OIE et du CACIF, ainsi qu'à celles du Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et des Syndicats globaux du Guatemala, reçues le 30 octobre 2019.

La commission prend également note des observations supplémentaires du CACIF et de l'OIE, reçues le 1^{er} octobre 2020. Enfin, la commission prend note des observations du Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et des Syndicats globaux du Guatemala, reçues le 16 octobre 2020. ***La commission prie le gouvernement de communiquer ses observations à leur égard.***

La commission note que certaines informations transmises par le gouvernement ont trait à des mesures prises dans le contexte de la crise sanitaire et économique due à la pandémie de COVID-19 pour conseiller les travailleurs indigènes sur leurs droits au travail et leur fournir un soutien économique. Le gouvernement indique que, ayant été identifiés comme l'un des groupes vulnérables touchés par la situation, les peuples indigènes ont bénéficié d'actions urgentes pour répondre à leurs besoins économiques.

La commission observe que, dans ses observations supplémentaires, le Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et les Syndicats globaux du Guatemala allèguent que certaines mesures que les autorités ont adoptées dans le contexte de la pandémie, comme les restrictions de la liberté de mouvement, ont eu des effets disproportionnés sur la situation économique des communautés indigènes paysannes. Les organisations syndicales déclarent également que certaines communautés indigènes n'ont pas bénéficié des protocoles sanitaires pour combattre la COVID-19 ni de mesures éducatives, comme des cours diffusés par la télévision à laquelle elles n'avaient pas accès. ***La commission veut croire que dans le cadre des mesures que le gouvernement indique prendre, une protection appropriée sera assurée aux peuples indigènes contre la pandémie de COVID-19 et ses répercussions.***

Articles 2 et 33 de la convention. Action coordonnée et systématique. Cadre institutionnel et politique nationale sur les peuples indigènes. Dans ses commentaires précédents, la commission a pris note de la création du Cabinet des peuples indigènes et de l'interculturalité, ainsi que de l'action menée en vue de l'élaboration de la Politique sur les peuples indigènes et l'interculturalité. Elle a également pris note des informations faisant état de l'instabilité institutionnelle et de l'absence d'un cadre juridique solide et de ressources budgétaires et humaines pour répondre aux demandes des peuples indigènes. À ce sujet, la commission a prié le gouvernement d'assurer la coordination et la systématisation efficaces des actions menées par les différentes institutions chargées de mettre en œuvre les droits des peuples indigènes

prévus dans la convention, en définissant leur cadre juridique et en leur garantissant les ressources nécessaires.

La commission note que le gouvernement fait état dans son rapport de la création, en janvier 2020, du Cabinet chargé spécifiquement du développement social pour remplacer le Cabinet des peuples indigènes et de l'interculturalité. L'une des responsabilités du nouveau cabinet, auquel participe le Vice-président de la République, est de fournir des orientations techniques afin d'élaborer des politiques de développement destinées aux peuples indigènes, de coordonner la conception et la gestion d'un plan d'action pour les peuples indigènes et l'interculturalité, et de soutenir la création d'institutions indigènes. La commission note que le cabinet a créé six tables rondes thématiques relatives aux populations les plus exposées à l'exclusion et à la vulnérabilité, dont la Table ronde thématique sur les peuples indigènes. Les activités de cette dernière visent notamment à améliorer les mécanismes de contrôle des services fournis par les institutions de l'État aux peuples indigènes, et à favoriser des initiatives pour développer des processus de consultation, ainsi qu'un ordre du jour législatif sur les peuples indigènes. La commission note que, dans ses informations supplémentaires transmises en 2020, le gouvernement indique que la direction de la Table ronde thématique sur les peuples indigènes a été transférée au ministère du Travail et de la Sécurité sociale. Elle prend également note des informations relatives aux activités et aux réunions que la table ronde mène pour traiter les questions liées aux droits des peuples indigènes (droits au travail; coordination et formation linguistique du personnel des entités de l'État qui fournissent des services publics aux communautés indigènes; et suivi de la mise en œuvre des décisions de justice). De plus, la commission note également que, conformément à sa mission de coordination et d'articulation interinstitutionnelles, la Table ronde thématique sur les peuples indigènes a mené un exercice d'orientation avec ses membres pour identifier les domaines d'intervention en fonction des priorités nationales et des indicateurs axés sur les peuples indigènes.

La commission note que, dans leurs observations, le Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et les Syndicats globaux du Guatemala soulignent qu'il existe un grand nombre d'institutions et de services administratifs pour les peuples indigènes qui sont dispersés, faibles et instables et qui manquent de ressources, ce qui nuit à la mise en place de politiques publiques efficaces en faveur des peuples indigènes. Ces organisations ajoutent qu'aucun mécanisme efficace de participation des peuples indigènes n'a été créé dans aucun des domaines qui les intéressent.

La commission prend note des changements apportés aux institutions chargées de traiter les questions relatives aux peuples visés par la convention et en particulier, la création de la Table ronde thématique sur les peuples indigènes au sein du ministère du Travail et de la Sécurité sociale. **La commission veut croire que la création de la Table ronde thématique sur les peuples indigènes permettra la mise en place d'un cadre institutionnel solide et stable pour les peuples indigènes. À ce sujet, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures que la table ronde a adoptées pour s'assurer que les multiples entités responsables des questions couvertes par la convention développent une action systématique et coordonnée, en coopération avec les peuples indigènes. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations précises sur les moyens et les ressources dont disposent la Table ronde thématique sur les peuples indigènes et les autres institutions responsables des questions indigènes pour mener à bien leur mandat, ainsi que des informations sur les évaluations des résultats obtenus à travers leurs actions.**

En ce qui concerne l'élaboration de la politique nationale sur les peuples indigènes, le gouvernement indique que ce processus a été mené par le Cabinet des peuples indigènes et que la Table ronde thématique sur les peuples indigènes est actuellement chargée de le poursuivre. Dans leurs observations, le Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et les Syndicats globaux du Guatemala indiquent que ni les peuples indigènes ni les syndicats n'ont été consultés sur la politique qui a été proposée. En réponse à ces observations, le gouvernement indique que les peuples indigènes participent depuis 2014 à la formulation de cette politique, au cours de journées de consultation communautaire dans différents lieux dont l'objectif est de faciliter l'accès et la participation des dirigeants locaux. Il ajoute qu'à cette fin le soutien d'institutions et d'organisations présentes dans les communautés a été recherché, comme par exemple l'Académie des langues mayas du Guatemala (ALMG), le Bureau pour la défense des femmes indigènes, les autorités municipales indigènes et les organisations indigènes locales. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que le projet de Politique sur les peuples indigènes et l'interculturalité 2019-2032 reste à l'ordre du jour de la Table ronde thématique sur les peuples indigènes qui a mis en place un comité de suivi interinstitutionnel avec des membres du Secrétariat général de la planification et de la programmation de la présidence (SEGEPLAN). Toutefois, l'arrivée de la pandémie de COVID-19 et la déclaration de l'état d'urgence subséquente ont suspendu toute activité.

La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations actualisées sur l'état d'avancement du processus d'adoption de la politique sur les peuples indigènes et l'interculturalité, en

indiquant en particulier comment les peuples indigènes ont participé à l'élaboration de la politique sur l'ensemble du territoire national, quelles ont été leurs contributions au contenu du projet de politique, et quand ce projet devrait être finalisé.

Mise en œuvre des accords de paix. Dans des commentaires précédents, la commission a mentionné un certain nombre d'engagements inscrits dans l'Accord sur l'identité et les droits de l'homme des peuples indigènes, qui fait partie des Accords de paix de 1996, engagements qui n'ont toujours pas été respectés. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises pour les mettre en œuvre. Le gouvernement rappelle que le Secrétariat pour la paix a pour mission de suivre et de coordonner les mesures destinées à faire respecter l'Accord sur l'identité et les droits des peuples indigènes, et que le secrétariat apporte aussi un soutien technique, professionnel et logistique. La commission note que, dans ses observations finales de 2019 concernant le Guatemala, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale des Nations Unies (CERD) a réitéré sa préoccupation face aux progrès limités qui ont été accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones, et face à l'absence de prise en compte des droits de l'homme et des questions de genre dans l'application du Programme national de réparation (document CERD/C/GTM/CO/16-17). Dans ses informations présentées par écrit en 2019 à la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail, le gouvernement a réaffirmé son intérêt pour les engagements de l'accord qui sont en suspens ou partiellement remplis, et a manifesté sa détermination sans réserve à y donner suite. **La commission prie le gouvernement de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre l'Accord sur l'identité et les droits des peuples indigènes, avec la participation des peuples indigènes, et de fournir des informations sur les progrès réalisés dans ce sens, en soulignant, le cas échéant, les obstacles empêchant sa pleine application. La commission prie également le gouvernement de communiquer des informations sur les activités du Programme national de réparation relatives aux victimes du conflit armé qui appartiennent à des peuples indigènes.**

Article 3. Droits de l'homme. Dans des commentaires précédents, la commission a exprimé sa profonde inquiétude face à l'augmentation considérable du nombre d'actes de violence et face à la répression de la protestation sociale des peuples indigènes. La commission a prié instamment le gouvernement de prendre des mesures pour enquêter sur ces actes de violence et pour engager des procédures judiciaires afin d'identifier les coupables et de les sanctionner. La commission prend note des informations du gouvernement sur l'état d'avancement des enquêtes menées par le ministère public et des procédures pénales liées à quatre cas de meurtres et d'atteintes à l'intégrité physique de dirigeants et de défenseurs des peuples indigènes. Elle prend également note des informations du vice-ministre de la Sécurité du ministère de l'Intérieur relatives aux analyses des risques que la Division de la protection des personnes et de la sécurité a menées et aux mesures de sécurité adoptées pour assurer la sécurité des parents et des proches des dirigeants assassinés. Le gouvernement indique que, depuis 2015, il n'y a pas eu d'enquêtes spécifiques sur la répression de la protestation sociale des peuples indigènes. La commission prend également note des informations du ministère public concernant 11 dossiers ouverts qui portent sur des cas d'assassinats et de menaces contre des défenseurs et/ou des dirigeants de peuples indigènes, et qui en sont actuellement au stade de l'enquête. En ce qui concerne les enquêtes sur le décès d'indigènes lors des manifestations sociales ayant eu lieu à Totonicapán en octobre 2012, auxquels la commission s'était référée dans des commentaires précédents, le gouvernement signale que sept personnes accusées de ces crimes bénéficient de mesures de substitution à la détention provisoire qu'a ordonnées le juge pénal de première instance, mesures qui ont fait l'objet d'un recours du ministère public et de l'Association des quarante-huit cantons de Totonicapán.

La commission note que, dans leurs observations, le Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et les Syndicats globaux du Guatemala font état de l'assassinat de deux maires élus d'origine maya, ainsi que de la persécution de communicants indigènes. Elle note également que, dans ses observations finales de 2019 concernant le Guatemala, le CERD a indiqué qu'il continue d'être gravement préoccupé par les actes de violence, les menaces et les atteintes à la vie dont sont victimes des responsables et des défenseurs des droits de peuples autochtones et de personnes d'ascendance africaine, et par le fait que la procédure pénale est utilisée indûment pour incriminer ces défenseurs (document CERD/C/GTM/CO/16-17). Par ailleurs, le Comité contre la torture des Nations Unies, dans ses observations finales de 2018 sur le Guatemala, indique que les entreprises de sécurité privée usurpent parfois certaines fonctions de la police nationale civile, ce qui crée un climat d'intimidation au sein des communautés autochtones (document CAT/C/GTM/CO/7). La commission note que, dans ses informations présentées par écrit en 2019 à la Commission de l'application des normes, le gouvernement mentionne l'élaboration d'une politique publique de protection des défenseurs des droits de l'homme au Guatemala, ainsi qu'un processus visant à faire connaître à l'échelle nationale le dispositif de suivi des recommandations formulées pour le Guatemala, dans le cadre des systèmes de protection internationale des droits de l'homme.

La commission prend note de toutes ces informations et réitère sa **profonde préoccupation** face à la persistance des informations faisant état de meurtres et d'agressions contre les défenseurs des peuples indigènes et des communicants indigènes, et face au manque d'informations sur les décisions judiciaires établissant les responsabilités et sanctionnant les auteurs de ces actes. La commission rappelle que les droits consacrés dans la convention ne peuvent être exercés que dans un environnement où les droits fondamentaux de l'homme, notamment ceux qui concernent la vie et les personnes, sont pleinement respectés et garantis. **Par conséquent, la commission prie instamment et fermement une fois de plus le gouvernement à redoubler d'efforts pour faire avancer les enquêtes et les processus visant à identifier et à sanctionner les auteurs matériels et intellectuels des actes de violence et de persécution commis contre les défenseurs des peuples indigènes et des communicants indigènes. La commission prie également le gouvernement d'indiquer les progrès réalisés dans le processus d'adoption de la politique publique de protection des défenseurs des droits de l'homme, et les actions prévues dans le cadre de cette politique pour protéger les droits des peuples indigènes.**

Article 6. Consultation. Mécanisme approprié de consultation. La commission rappelle que la question de l'adoption d'un mécanisme approprié de consultation fait l'objet de ses commentaires depuis plusieurs années. Dans sa dernière observation, tout en notant que deux projets de loi sur la consultation des peuples indigènes avaient été soumis au Congrès de la République, la commission a constaté que le gouvernement n'avait pas communiqué d'informations sur la manière dont les peuples indigènes avaient été consultés sur ces projets de loi. Elle a également pris note des arrêts rendus à ce sujet par la Cour constitutionnelle qui a considéré que le Congrès de la République devait adopter une législation pour mettre en œuvre la consultation des peuples indigènes. La commission a aussi noté les préoccupations exprimées par les partenaires sociaux face à l'absence d'un cadre réglementaire de consultation élaboré en concertation avec les peuples indigènes. Le gouvernement indique que, depuis 2007, le Congrès a été saisi de cinq initiatives législatives sur la consultation. La commission note que le gouvernement n'a pas transmis d'informations sur l'état d'avancement de ces initiatives ni sur les processus qui ont été menés pour consulter les peuples indigènes au sujet du contenu de ces initiatives. La commission note que le Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et les Syndicats globaux du Guatemala indiquent que les projets de loi sur la consultation présentés ont été rejetés par les organisations indigènes, et soulignent qu'on a voulu considérer que la simple présence des peuples indigènes dans des réunions organisées par le ministère du Travail et de la Protection sociale démontrait que les peuples indigènes appuyaient ces projets de loi. La commission note également que, dans ses observations, le CACIF reconnaît les efforts du pouvoir exécutif pour établir une procédure qui apportera une sécurité juridique au processus de consultation préalable. Néanmoins, le CACIF se dit à nouveau préoccupé par l'absence d'une procédure précise aux fins du droit à la consultation, si bien que des décisions judiciaires contradictoires continuent d'être prises en la matière. En réponse, le gouvernement indique qu'en octobre 2019 la commission de travail du Congrès a convoqué les organisations représentatives des peuples indigènes et les entités intéressées à une audience publique pour faire connaître et discuter le contenu d'une initiative législative sur la consultation. La commission observe, à la lecture de la réponse du gouvernement aux observations des syndicats, que cette convocation portait sur une audience d'une journée, qu'elle était rédigée uniquement en espagnol et qu'elle limitait la participation des peuples indigènes à deux personnes par organisation. Dans ses informations supplémentaires de 2020, le gouvernement fournit une copie de l'initiative législative susmentionnée, présentée à la Commission législative du Congrès le 22 octobre 2019. Pour sa part, dans ses observations de 2020, le CACIF se réfère à l'avis consultatif de la Cour constitutionnelle de juillet 2020 dans lequel la Cour rappelle que le Congrès de la République doit réglementer le processus de consultation par l'intermédiaire d'une disposition légale. Le CACIF insiste sur l'importance d'adopter une loi contenant les normes nécessaires pour doter le pays d'une procédure relative à la consultation.

La commission rappelle qu'il est important que les gouvernements, avec la participation des peuples indigènes et tribaux, établissent, de façon prioritaire, des mécanismes de consultation appropriés avec les institutions représentatives de ces peuples. À cet égard, elle réitère l'importance de consulter préalablement les peuples indigènes avant d'établir des mécanismes de consultation (voir les observations générales de 2010 et de 2018). La commission rappelle également que les consultations doivent être formelles et sans réserve, et viser à instaurer un dialogue authentique entre les gouvernements et les peuples indigènes, ce qui suppose de laisser suffisamment de temps aux peuples indigènes pour qu'ils puissent organiser leurs propres processus internes de prise de décisions et participer efficacement aux décisions adoptées. **Sur la base de ces critères et des informations fournies par le gouvernement et les partenaires sociaux, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement d'engager un processus de consultation avec les peuples indigènes en vue de la discussion puis de l'adoption d'un mécanisme approprié de consultation des peuples indigènes, et prie le gouvernement de fournir des informations à ce sujet. La commission encourage l'ensemble des parties concernées à mettre tout en œuvre pour participer de bonne foi au processus susmentionné, afin de**

mener un dialogue constructif qui permette d'obtenir des résultats positifs. La commission renouvelle sa demande d'informations sur les consultations menées avec les peuples indigènes, leurs modalités, l'entité chargée de ces consultations et le cadre dans lequel elles se déroulent.

Article 14. Terres. Dans ses commentaires précédents, la commission a observé que les informations transmises par le gouvernement sur la mise en œuvre du Programme de régularisation et d'attribution des terres de l'État ne montraient pas de progrès dans l'identification et l'enregistrement de terres communales des peuples visés par la convention. La commission a prié le gouvernement d'adopter sans retard les mesures nécessaires pour protéger les droits à la terre des peuples indigènes, et de fournir des informations sur les zones de terres titularisées, ainsi que sur l'application dans la pratique de la réglementation nationale sur les terres communales. Le gouvernement indique que, dans le cadre du Règlement spécifique de 2009 pour la reconnaissance et la déclaration de terres communales, des fonctionnaires du Registre des informations cadastrales (RIC) se sont rendus dans les communautés pour faire connaître ce règlement et ont élaboré des diagnostics préalables des terres communales. La commission note que ce règlement établit l'obligation de consulter les communautés indigènes avant de procéder au relevé cadastral des terres dont ces communautés sont propriétaires, qu'elles possèdent ou qu'elles détiennent. De 2005 à 2019, le RIC a établi 36 diagnostics dans 36 communautés dont les terres étaient susceptibles d'être déclarées terres communales, et 11 communautés ont obtenu la reconnaissance de leurs terres. Dans ses informations présentées par écrit en 2019 à la Commission de l'application des normes, le gouvernement indique que, étant donné les caractéristiques socioculturelles du pays, le processus de reconnaissance et de déclaration des terres communales est lent. ***La commission prie instamment le gouvernement d'intensifier ses efforts et de prendre les mesures nécessaires pour accélérer les processus d'identification, de titularisation et d'enregistrement des terres traditionnellement occupées par les peuples indigènes. À cet égard, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées sur les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans ces processus, et sur les modalités de la participation des peuples indigènes à leur mise en œuvre.***

Dans ses commentaires précédents, la commission a noté que le Secrétariat de la Présidence aux questions agricoles avait pris des mesures pour faciliter le règlement de conflits agraires et avait prié le gouvernement d'indiquer les conflits résolus et ceux en suspens. À cet égard, le gouvernement indique que, entre 2015 et 2019, le Secrétariat aux questions agricoles a traité en tout 1 484 cas, qui concernaient 2 149 personnes appartenant à différentes communautés ethniques. Il indique également que, dans le cadre de la commission de la Présidence pour le dialogue, où interviennent diverses entités gouvernementales ainsi que des groupes de la société civile, dix cas au total, liés à des conflits concernant des terres et des ressources naturelles, ont été examinés. La commission note que le Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et les Syndicats globaux du Guatemala indiquent que le manque de protection de la propriété collective des peuples indigènes persiste. Elle note également que, dans ses observations finales de 2019 concernant le Guatemala, le CERD mentionne des allégations d'expulsions forcées de peuples indigènes de leurs territoires sans protection juridique adéquate et, dans certains cas, au moyen d'un recours excessif à la force (document CERD/C/GTM/CO/16-17). ***La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures appropriées pour enquêter sur les cas d'expulsion visant des communautés indigènes, et pour s'assurer que ces communautés disposent des moyens adéquats pour défendre leurs droits. La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur le nombre de conflits fonciers qui ont été traités et résolus grâce à l'intervention du Secrétariat aux questions agricoles et de la commission de la Présidence pour le dialogue, en donnant des exemples d'accords conclus.***

Articles 6 et 15. Consultation. Ressources naturelles. Cimenterie à Sacatepéquez. Depuis 2011, la commission prend note des conflits qui ont eu lieu à San Juan Sacatepéquez en raison du projet d'installation d'une cimenterie, et des efforts du gouvernement pour promouvoir le dialogue entre les communautés indigènes et l'entreprise chargée du projet. Dans sa dernière observation, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre de l'accord-cadre de paix et de développement conclu par la municipalité de San Juan Sacatepéquez, le gouvernement et 12 communautés indigènes, en vertu duquel il a été convenu de favoriser un climat de confiance, de déjudiciariser des procédures pénales en cours et de porter une attention particulière aux victimes, dans le contexte de la mise en place d'une cimenterie. À ce sujet, le gouvernement indique que, en 2017 et 2018, la commission de la Présidence pour le dialogue a pris contact avec les acteurs désireux de surmonter le conflit, et que des lettres d'entente ont été signées pour réaffirmer la coopération entre les communautés, l'entreprise *Cementos Progreso*, qui est chargée du projet de cimenterie, et la municipalité de San Juan Sacatepéquez. Le gouvernement indique que l'entreprise, en coordination avec la municipalité, poursuit la mise en œuvre de projets au profit des communautés suivantes: Asunción Chivoc et Cruz Blanca, Las Trojes 1, Santa Fe Ocaña, Pajoques et Pilar 1. La commission note dûment que, selon le gouvernement, le dialogue a été entravé par des manifestations de maires et de dirigeants de communauté qui ont rejeté le projet qu'a l'entreprise de la cimenterie d'ouvrir une route régionale de

contournement à San Antonio Las Trojes. Elle note que, dans leurs observations, le Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et les Syndicats globaux du Guatemala indiquent que les conflits et la violence persistent entre les partisans des projets menés par l'entreprise Cementos Progreso et les opposants, et que les droits fondamentaux de communautés de San Juan Sacatepéquez, qui se sont déclarées en résistance pacifique, ont été enfreints. Tout en prenant dûment note du fait que le gouvernement réaffirme qu'il est déterminé à mettre en œuvre un plan d'action immédiat pour répondre aux demandes des communautés, dans lequel les communautés et leurs représentants prendront toute leur place en y participant et en s'y engageant, la commission note que les conflits persistent entre des communautés indigènes et les autorités locales au sujet de la mise en œuvre du projet de cimenterie de San Juan Sacatepéquez. **À cet égard, la commission encourage le gouvernement à continuer de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir un climat de confiance et de dialogue entre les autorités locales, l'entreprise et l'ensemble des communautés affectées par le projet. La commission prie le gouvernement de fournir des informations spécifiques sur les progrès réalisés dans le respect de l'accord-cadre pour la paix et le développement, et d'indiquer comment les communautés indigènes concernées ont été associées à sa mise en œuvre. Elle prie également le gouvernement de communiquer des informations sur les mesures prises pour enquêter sur les allégations des syndicats concernant les violations des droits des membres des communautés indigènes.**

Révision de la législation minière. Dans ses commentaires précédents, la commission a rappelé au gouvernement la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour mettre la législation minière en conformité avec les exigences de la convention en matière de consultation et de participation. La commission note que le ministère de l'Énergie et des Mines a institué une commission de révision chargée d'élaborer une proposition de réforme de la loi minière, qui vise à intégrer le contenu des *articles 6 et 15* de la convention. Elle note que, à ce jour, six initiatives de réforme de cette loi ont été soumises au Congrès de la République, et que la Cour constitutionnelle a rendu plusieurs arrêts ordonnant la réalisation de consultations avec les communautés affectées par les projets miniers. Dans ses observations, le CACIF souligne les énormes pertes économiques, y compris les pertes d'emplois, qu'a entraînées la suspension de projets miniers, faute d'une procédure claire de consultation. Pour leur part, le Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala et les Syndicats globaux du Guatemala soulignent que le gouvernement n'a pas procédé aux consultations ordonnées par la Cour constitutionnelle au sujet de plusieurs projets miniers, et que les territoires où habitent les peuples indigènes continuent d'être cédés aux fins de projets d'extraction, sans aucune participation des communautés affectées. À cet égard, le gouvernement répond que, en l'absence de législation sur la consultation dans le pays, les orientations de la Cour constitutionnelle ont été suivies. Il ajoute que le ministère de l'Énergie et des Mines a veillé à ce que des espaces d'inclusion et de participation des représentants indigènes soient établis dans les zones d'impact des projets.

La commission note avec **préoccupation** l'absence persistante d'un mécanisme permettant de réaliser de manière systématique et sûre des processus de consultation des peuples indigènes dans les cas de projets d'extraction de ressources naturelles sur des territoires des peuples indigènes, ce qui a donné lieu à plusieurs décisions judiciaires ayant constaté le non-respect de l'obligation de consultation. **À cet égard, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre la législation minière en vigueur en conformité avec les articles 6 et 15 de la convention, et pour que des mécanismes appropriés de consultation des peuples indigènes, élaborés en consultation avec les peuples intéressés, soient mis en œuvre en coordination avec toutes les institutions concernées, dans le but d'instaurer un climat de confiance et assurer la sécurité juridique. La commission souligne que la mise en place de mécanismes de consultation efficaces contribue à prévenir et à résoudre des conflits par le dialogue et à apaiser les tensions sociales.**

La commission exprime l'espoir que l'assistance technique que le Bureau a fournie au gouvernement pour l'application de la convention contribuera à résoudre les problèmes soulevés dans ses commentaires, et à promouvoir la pleine application de la convention, en particulier les droits des peuples indigènes qui sont consacrés dans la convention.

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Honduras

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (ratification: 1995)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). La commission

a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations formulées par le Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP), reçues en 2018, en septembre 2019 et le 1er octobre 2020. Elle note que l'Organisation internationale des employeurs (OIE) a appuyé les observations de 2018 du COHEP et a envoyé, en septembre 2019, des observations générales sur l'application de la convention. La commission prend note de la réponse du gouvernement à cet égard. La commission prend note aussi des observations de la Centrale générale des travailleurs (CGT) et de la Centrale des travailleurs du Honduras (CTH), reçues le 5 octobre 2020, ainsi que de la réponse du gouvernement à ce sujet, reçue le 30 octobre 2020.

**Suivi des conclusions de la Commission de l'application des normes
(Conférence internationale du Travail, 105^e session, mai-juin 2016)**

Article 3 de la convention. Droits de l'homme. Dans leurs commentaires précédents, tant cette commission que la Commission de la Conférence, dans ses conclusions de 2016, ont pris note avec une profonde préoccupation des informations faisant état de meurtres, de menaces et de violences dont ont été victimes des représentants et défenseurs des droits des peuples indigènes, ainsi que du climat d'impunité. Elles ont prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour protéger de manière appropriée les membres des communautés indigènes et leurs représentants contre les actes de violence et les menaces, et d'enquêter et de fournir des informations sur les meurtres et les actes de violence signalés.

Dans son rapport, le gouvernement mentionne d'une manière générale les mesures de sécurité et de protection prises par la Direction générale du système de protection (DGSP) en faveur de diverses communautés indigènes et paysannes, par exemple des mesures de police ou des mesures destinées à mettre en place des infrastructures et des technologies pour les défenseurs des droits de l'homme dans leurs communautés. Le gouvernement mentionne également l'adoption de mesures préventives qui revêtent la forme de cours de formation dispensés aux autorités locales, ou d'activités de sensibilisation à l'importance de l'action des défenseurs des peuples indigènes. À ce sujet, la commission note que, parmi les parquets spécialisés, le service du Procureur spécial pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des communicateurs sociaux et des agents judiciaires a été créé en 2018.

La commission **regrette** que le gouvernement n'ait pas fourni d'informations plus spécifiques sur les mesures concrètes prises dans le cadre des enquêtes menées et des procédures judiciaires en cours en ce qui concerne les actes de violence, notamment les meurtres, dont les représentants de peuples indigènes et leurs défenseurs ont été victimes. À ce sujet, la commission note à propos de l'assassinat de Berta Cáceres (ancienne présidente du Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras – COPINH), auquel elle a fait référence dans son observation précédente, que, d'après des informations officielles du pouvoir judiciaire et du ministère public, le 29 novembre 2018, la première chambre du tribunal de jugement ayant compétence nationale a déclaré coupables sept personnes pour leur participation à ce meurtre. La commission note également que les services du Procureur spécial chargé des crimes contre la vie ont demandé, en décembre 2019, l'ouverture d'un procès contre une personne accusée d'être l'auteur intellectuel du meurtre de Berta Cáceres.

La commission note que, dans son rapport de 2019, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne reconnaît que les personnes qui défendent les droits des peuples autochtones sont l'un des groupes spécifiques de défenseurs des droits de l'homme en situation de risque au Honduras. Il note que les menaces qui pèsent sur les peuples autochtones sont intrinsèquement liées à la défense de leurs terres et de leurs ressources naturelles, à la lutte contre le racisme et la discrimination, ainsi qu'à la revendication de leurs droits économiques, sociaux et culturels et de leur accès à la justice. Il affirme que les défenseurs autochtones des peuples lenca, maya, tolupán, garífuna, nahua, pech tawahka et miskito sont souvent confrontés à la mort, à la criminalisation, à la stigmatisation, au harcèlement judiciaire et à la discrimination en raison de leur lutte pour les droits de leurs peuples, et souligne que la grande majorité des meurtres et agressions contre ces peuples restent impunis, soit parce qu'une enquête n'est pas ouverte, soit parce que l'enquête n'aboutit pas (A/HRC/40/60/Add.2).

Dans ses informations supplémentaires transmises en 2020, le gouvernement indique que la DGSP a amélioré le modèle d'évaluation des risques collectifs et individuels, ainsi que l'identification des risques grâce à un suivi continu; ce modèle permet de «caractériser» la population et de recourir à des régimes de protection de nature technique. En outre, l'Unité de prévention et d'analyse du contexte (UPAC), qui fait partie intégrante du Mécanisme national de prévention, a conçu quatre plans de prévention qui procèdent au diagnostic du contexte et prévoient des mesures de prévention pour certaines communautés indigènes, dont la communauté lenca dans le département de la Paz, le peuple tolupán de la Montaña de la Flor dans le département de Francisco Morazán et les communautés garífunas dans le

département de Cortés. Le gouvernement indique par ailleurs qu'en 2017 et 2018, le ministère public a enregistré 18 plaintes pour atteinte à la vie contre des membres de peuples indigènes et afro-honduriens; six ont fait l'objet de poursuites judiciaires et ont conduit à six condamnations. De la même façon, 45 plaintes pour menaces ont été déposées; deux ont fait l'objet de poursuites judiciaires et ont conduit à deux condamnations. En outre, le gouvernement indique qu'à la suite de la mort violente de plusieurs membres de peuples indigènes et afro-honduriens (un assassinat à Warunta, municipalité d'Ahuas dans le département de Gracias a Dios et des assassinats multiples dans la communauté de Santo Tomás, municipalité de Gualcinse dans le département de Lempira) et de menaces proférées à l'encontre du peuple lenca à La Iguala dans les départements de Lempira et de La Paz, le Procureur spécial chargé des ethnies et du patrimoine culturel a demandé l'application de mesures de protection.

En ce qui concerne les sept personnes reconnues coupables de l'assassinat de Berta Cáceres, le gouvernement indique que quatre ont été condamnées à des peines de 50 ans de prison et trois autres à des peines de 30 ans de prison. Le procès de la personne soupçonnée d'être l'auteur intellectuel du meurtre (l'ancien directeur exécutif de Desarrollos Energéticos S. A. (DESA)) est toujours en cours d'instruction.

La commission prend bonne note de ces informations relatives aux actions adoptées pour protéger les peuples indigènes et afro-honduriens menacés. **À cet égard, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures de protection appliquées à la demande du Procureur spécial chargé des ethnies et du patrimoine culturel à la suite des morts violentes et des menaces dont ont été victimes des membres de peuples indigènes et afro-honduriens, en précisant leur nature et les personnes qui en ont bénéficié.**

La commission prie instamment le gouvernement de continuer de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir un climat exempt de violence, dans lequel l'intégrité physique et psychologique des membres des communautés indigènes et de leurs représentants est dûment protégée et l'exercice plein et effectif de leurs droits fondamentaux et collectifs, ainsi que leur accès à la justice, sont garantis. Tout en notant et saluant la condamnation des auteurs matériels du meurtre de Berta Cáceres, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures appropriées pour déterminer les responsabilités et pour identifier et punir les auteurs intellectuels de ce meurtre. La commission prie le gouvernement de continuer de communiquer des informations détaillées sur les plaintes pour violences et menaces à l'encontre des membres de peuples indigènes et afro-honduriens et de leurs représentants, dans le cadre de la revendication de leurs droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que sur les enquêtes et les poursuites qui ont été engagées.

Articles 6 et 7. Procédures appropriées de consultation et de participation. La commission rappelle que, à l'instar de la Commission de la Conférence en 2016, elle avait prié instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre en place un mécanisme approprié de consultation et de participation conformément à ce que prévoit la convention, et pour garantir que les peuples couverts par la convention sont consultés et peuvent participer de manière appropriée à l'élaboration de ce mécanisme. La commission a noté que, de mai à octobre 2016, des ateliers avaient été organisés avec les neuf peuples indigènes et afro-honduriens en vue de les consulter au sujet d'un avant-projet de loi sur la consultation préalable, libre et éclairée des peuples indigènes, et que le processus a été marqué par l'absence d'organisations représentatives telles que l'Organisation fraternelle noire du Honduras (OFRANEH) et le COPINH.

Le gouvernement indique dans son rapport de 2019 que, après avoir mené les consultations sur l'avant-projet de loi, un atelier national a été organisé avec la participation des organisations des peuples intéressés, lesquelles ont présenté une ébauche de projet auquel avaient contribué huit des neuf peuples indigènes et afro-honduriens, le peuple lenca s'étant retiré du processus. L'OFRANEH et le COPINH n'avaient pas participé non plus à ce dialogue. Le gouvernement indique que, depuis lors, il est resté ouvert aux organisations qui souhaiteraient exprimer leurs vues sur l'ébauche révisée de l'avant-projet de loi de consultation. Il ajoute que, le 14 juillet 2018, il s'est réuni avec la Confédération des peuples indigènes du Honduras (CONPAH), qui regroupe tous les peuples indigènes et afro-honduriens. Lors de cette réunion, le gouvernement a indiqué qu'il avait soumis l'avant-projet de loi au Congrès national, lequel a ensuite institué une commission consultative spéciale sur la loi relative à la consultation. Le gouvernement indique également qu'il a bénéficié des commentaires techniques du BIT.

Dans ses informations supplémentaires de 2020, le gouvernement fait part des actions menées avant la déclaration de l'état d'urgence (adopté le 16 mars 2020) pour faire connaître en détail le contenu du projet de loi aux secteurs concernés, obtenir des avis techniques et inviter à la coopération pour faire connaître le projet, mener des consultations et approuver le projet. Le gouvernement indique travailler à l'établissement d'une liste des institutions indigènes et afro-honduriennes afin qu'elle soit prête lorsque sera initié le processus de consultation pour approuver le projet de loi. Le gouvernement signale encore que l'état d'urgence impose des restrictions à la liberté de circulation et au droit de réunion, ce qui

empêche d'entamer un processus de consultation avec tous les peuples indigènes et afro-honduriens. Des réunions virtuelles de prise de contact ont néanmoins été organisées grâce à des plateformes numériques avec plusieurs représentants des peuples indigènes, mais tous n'ont pas pu y participer. En outre, le gouvernement fournit des informations sur deux processus de consultation menés par l'État: l'un avec le Conseil territorial miskito de Diunat sur la mise en œuvre du projet d'énergie photovoltaïque 90 et l'autre avec les Conseils territoriaux de la Moskitia sur le projet d'exploitation pétrolière sur les côtes de la région.

La commission note que, dans ses observations de 2019, le COHEP réitère son soutien à l'adoption d'une loi sur la consultation préalable, libre et éclairée, qui doit être élaborée conformément à la convention et partagée avec tous les acteurs sociaux. Dans ses observations supplémentaires transmises en 2020, le COHEP indique qu'en février 2020, il a participé à une réunion avec la Commission législative du Congrès national de la République au cours de laquelle il a pu faire part de sa position sur le projet de loi, indiquant en particulier que la loi ne devrait réglementer que les questions liées à la convention; que la consultation n'a pas un caractère contraignant puisque la décision finale revient à l'État; que dans le cas où la loi ne serait pas adoptée, il n'y aura aucun investissement étranger ou national dans des projets qui supposent un développement pour les communautés compte tenu de l'insécurité juridique résultant du vide juridique. Le COHEP ajoute qu'il a demandé au gouvernement de consulter les représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives. Par ailleurs, en réponse aux observations faites en 2020 par la CGT et la CTH indiquant qu'il n'y avait eu aucune discussion sur la convention au sein du Conseil économique et social, le gouvernement signale que dans le cadre de ce même conseil, une commission technique tripartite a été instituée pour discuter du projet de loi sur la consultation préalable libre et informée, mais que seuls les employeurs et le gouvernement ont accrédité leurs représentants. Le gouvernement déclare que des réunions de travail ont eu lieu pour examiner, discuter et rédiger ledit projet de loi avant son renvoi au Congrès national.

La commission prend dument note des informations fournies et encourage le gouvernement à continuer de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'établir un mécanisme approprié de consultation des peuples couverts par la convention pour toutes les mesures législatives ou administratives susceptibles de les toucher, conformément à la convention. À cet égard, la commission considère qu'il est de la plus haute importance que la loi qui sera adoptée résulte d'un processus de consultation complète, libre et éclairée avec tous les peuples indigènes et afro-honduriens. Par conséquent, elle prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les peuples indigènes et afro-honduriens soient consultés et puissent participer de manière appropriée au processus, par le biais de leurs entités représentatives, afin qu'ils puissent exprimer leurs vues et influencer sur le résultat final du processus. En attendant l'adoption de la loi, la commission prie le gouvernement de continuer de communiquer des informations sur les consultations menées au sujet des mesures susceptibles de toucher directement les peuples indigènes.

Articles 20, 24 et 25. Protection des droits du peuple miskito. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'impact des mesures prises pour améliorer la protection et les conditions de travail des plongeurs de la communauté miskito et sur une éventuelle réglementation de la pêche sous-marine. Le gouvernement indique qu'il mène des activités à des fins de réparation intégrale qui vont au-delà de la réparation ponctuelle des personnes affectées par la pêche sous-marine et qui ont pour objectif de bénéficier à l'ensemble de la communauté miskito. Ces processus de réparation sont élaborés avec les victimes (plongeurs handicapés) et les organisations qui représentent le peuple miskito du Honduras, afin d'orienter l'État dans la mise en œuvre de projets qui répondent réellement à leurs besoins. En ce qui concerne les mesures prises dans le domaine de la santé, le gouvernement mentionne: une convention de coopération visant à fournir des services de santé complets à la population engagée dans des activités de pêche sous-marine, la priorité étant donnée aux plongeurs touchés par le syndrome de décompression; un projet de création d'un centre de médecine hyperbare et sous-marine pour fournir des soins médicaux préventifs, thérapeutiques et de réadaptation aux plongeurs qui ont gardé des séquelles; et la mise en service d'un bateau ambulance. Le gouvernement indique également que des bourses d'études ont été accordées à des enfants de plongeurs handicapés ou décédés (de 2016 à 2019, 148 bourses ont été octroyées à des enfants et à des adolescents, et 500 bourses à des jeunes pour mener des études supérieures); qu'un projet de construction de logements sociaux est en cours dans diverses municipalités du département de Gracias a Dios; qu'un fonds a été créé pour la réalisation de différents projets productifs, en consultation avec la population miskito; et que 177 inspections du travail ont été effectuées sur des bateaux de plongée sous-marine qui ont donné lieu à une diminution des risques professionnels et une amélioration de la productivité.

La commission note que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale des Nations Unies, dans ses observations finales de 2019, s'est déclaré préoccupé par la situation des plongeurs miskitos qui continuent de travailler dans des conditions précaires et ne bénéficient pas de mesures adéquates pour

assurer leur sécurité au travail, ainsi que par le nombre croissant de plongeurs qui sont victimes d'accidents liés à la pratique de la pêche sous-marine (CERD/C/HND/CO/6-8). La commission note également qu'au cours de sa visite dans la région de la Moskitia, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a observé une situation préoccupante de pauvreté, de chômage, d'absence de services sanitaires et d'énergie, et de manque d'eau et d'assainissement.

La commission salue l'approche intégrée suivie par le gouvernement en ce qui concerne la situation des plongeurs miskitos, qui vise non seulement à offrir une réparation complète aux victimes de la pêche sous-marine et à leurs familles, mais aussi à améliorer les conditions de vie et de travail des membres de la communauté miskito. **La commission encourage le gouvernement à continuer de prendre des mesures spécifiques à cet égard, en indiquant les résultats obtenus et les difficultés qui continuent d'exister en ce qui concerne l'inspection et l'amélioration des conditions de travail des plongeurs miskitos, ainsi que les conditions de vie du peuple miskito. Prière d'indiquer comment les membres du peuple miskito participent à l'élaboration, l'application et l'évaluation de ces mesures.**

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement, qui reprend le contenu de sa demande précédente adoptée en 2019.

Inde

Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957 (ratification: 1958)

Articles 2 à 5 de la convention. Protection des Dongria Kondh. Dans sa précédente observation, la commission a prié le gouvernement de fournir des informations plus spécifiques sur la mise en œuvre par le gouvernement de l'État d'Odisha du plan de conservation et de développement, qui couvre treize groupes tribaux particulièrement vulnérables, dont les Dongria Kondh, et sur les mesures prises pour donner effet aux décisions prononcées par la Cour suprême de l'Inde dans son arrêt du 18 avril 2013 sur la protection des droits religieux des tribus recensées et autres habitants traditionnels des forêts dans les collines de Niyamgiri. La commission note que, dans son rapport, le gouvernement indique qu'il attend des informations du gouvernement de l'État d'Odisha en réponse aux questions soulevées par la commission. La commission rappelle qu'elle avait précédemment mentionné la situation de la communauté des Dongria Kondh, ainsi que du projet d'exploitation d'une mine de bauxite dans les districts de Kalahandi et de Rayagada de l'État d'Orissa sur les terres qu'ils occupent traditionnellement, et qu'elle avait pris note avec intérêt de l'arrêt de la Cour suprême de l'Inde du 18 avril 2013, qui donne des orientations au gouvernement et au ministère des Affaires tribales afin qu'ils se conforment à la loi de 2006 sur les tribus recensées et autres habitants traditionnels des forêts (reconnaissance des droits forestiers). **La commission prie le gouvernement de s'assurer que les droits et les intérêts des Dongria Kondh et des autres groupes tribaux particulièrement vulnérables soient pleinement respectés et garantis, et d'indiquer les mesures prises à cette fin. La commission le prie également de fournir des informations sur la mise en œuvre du plan de conservation et de développement élaboré par le gouvernement de l'État d'Odisha et sur les mesures prises pour donner effet aux ordonnances rendues par la Cour suprême de l'Inde dans son arrêt du 18 avril 2013 sur la protection des droits religieux des tribus recensées et autres habitants traditionnels des forêts dans les collines de Niyamgiri. La commission prie aussi le gouvernement d'indiquer les mesures prises pour garantir que les communautés intéressées participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces mesures. La commission se réfère en outre au point ci-dessous sur la mise en œuvre de la loi de 2006 sur la reconnaissance des droits forestiers.**

Articles 11 à 13. Droits fonciers. Dans son observation précédente, la commission a prié le gouvernement de continuer à fournir des informations sur la mise en œuvre de la loi de 2006 sur les tribus recensées et autres habitants traditionnels des forêts (reconnaissance des droits forestiers) et de la loi de 2013 sur le droit à une réparation équitable et à la transparence dans l'acquisition, la réhabilitation et le repeuplement de terres. La commission prend note de l'indication du gouvernement selon laquelle, d'après le rapport mensuel d'étape élaboré par le ministère des Affaires tribales à partir des informations reçues des gouvernements des États, 4 196 880 plaintes (4 052 702 plaintes individuelles et 144 178 plaintes communautaires) avaient été déposées et 1 859 595 titres de propriété (à la suite de 1 789 670 plaintes individuelles et de 69 925 plaintes communautaires) avaient été délivrés au 31 mars 2018. La commission note en outre, à la lecture du dernier rapport mensuel disponible sur le site Internet du ministère des Affaires tribales en date du 12 mars 2020, qui couvre la période se terminant le 30 novembre 2019, que 4 241 135 plaintes (4 092 183 plaintes individuelles et 148 952 plaintes communautaires) avaient été déposées et 1 977 097 titres de propriété (à la suite de 1 900 923 plaintes individuelles et 76 174 plaintes communautaires) avaient été délivrés. Dans son rapport annuel 2019-2020, le ministère des Affaires tribales indique également qu'il cherche à accélérer la mise en œuvre de la loi de 2006 sur la

reconnaissance des droits forestiers, notamment en donnant plus de publicité à cette loi et plus d'informations aux bénéficiaires visés.

La commission note que le 13 février 2019, la Cour suprême de l'Inde, dans son arrêt sur l'affaire *Wildlife First et consorts c. ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique et consorts* (requête n° 109/2008), a ordonné aux gouvernements des États d'expulser les personnes/parties dont les plaintes au titre de la loi de 2006 sur la reconnaissance des droits forestiers avaient été rejetées. La commission note qu'il s'agit des 21 États suivants: Andhra Pradesh, Assam, Bihar, Chhattisgarh, Goa, Gujarat, Himachal Pradesh, Jharkhand, Karnataka, Kerala, Madhya Pradesh, Maharashtra, Manipur, Odisha, Rajasthan, Tamil Nadu, Telangana, Tripura, Uttarakhand, Uttar Pradesh et Bengale occidental. La commission note que, selon le rapport annuel 2019-20 du ministère des Affaires tribales, le ministère a formé une requête devant la Cour suprême le 26 février 2019 par laquelle il lui demandait d'envisager de modifier son arrêt du 13 février et d'ordonner aux gouvernements des États de présenter des déclarations sous serment détaillées au sujet de la procédure suivie et du rejet des plaintes, et de suspendre entretemps l'expulsion des communautés concernées. La commission note que, le 28 février 2019, la Cour suprême a suspendu son arrêt d'expulsion après avoir considéré que les gouvernements des États n'avaient pas fourni suffisamment d'informations sur la manière dont les décisions relatives aux plaintes avaient été prises. La Cour a ordonné à tous ces États de présenter une déclaration sous serment avant le 12 juillet 2019, dans laquelle ils devaient indiquer la procédure ayant abouti au rejet des plaintes, l'autorité compétente qui a rejeté les plaintes et les dispositions de la loi en vertu desquelles les ordonnances d'expulsion ont été rendues. La Cour a également demandé aux États de préciser si la procédure établie par la loi de 2006 sur la reconnaissance des droits forestiers a été respectée, notamment en ce qui concerne le rôle des *Gram Sabhas* (assemblées de village), et d'indiquer la procédure applicable pour procéder à une expulsion une fois que les ordonnances de rejet ont été rendues. La commission note qu'en juillet 2019 le sursis aux expulsions a encore été prolongé.

La commission note avec **préoccupation** qu'environ 9 millions d'habitants des forêts seraient menacés d'expulsion suite à des ordonnances (document A/74/183, 17 juillet 2019, paragr. 34). La commission note que les titulaires de mandat de l'ONU ont exprimé à plusieurs reprises leurs préoccupations quant à l'incapacité de garantir une application appropriée de la loi de 2006 sur la reconnaissance des droits forestiers, notamment en ce qui concerne la transparence de la procédure, le consentement avant le déplacement ou l'expulsion, et l'octroi d'une réparation et d'une indemnisation adéquates (UA IND 13/2019, 19 juin 2019; IND 9/2017, 24 août 2017; IND 9/2013, 8 juillet 2013, entre autres). La commission note également, à la lecture du rapport de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard, qu'un nombre disproportionné de déplacements, liés à des projets de divers types, semblent concerner des personnes appartenant à des tribus recensées (A/HRC/34/51/Add.1, 10 janvier 2017, paragr. 48). La commission note en outre que des préoccupations ont été exprimées au sujet d'allégations de violence, de harcèlement, d'intimidation et d'arrestations arbitraires de personnes appartenant aux communautés concernées qui ont cherché à exercer leurs droits (UA IND 1/2018, 30 janvier 2018; IND 1/2019, 16 janvier 2019, entre autres). La commission rappelle que, conformément à l'article 12, paragraphes 2 et 3, de la convention, les peuples intéressés ne devront pas être déplacés de leurs territoires habituels sans leur libre consentement et que, en cas de déplacement, les intéressés recevront des terres d'une qualité au moins égale à celle des terres qu'ils occupaient antérieurement et leur permettant de subvenir à leurs besoins et d'assurer leur développement futur ou, lorsqu'ils préfèrent recevoir une indemnisation en espèces ou en nature, ils seront ainsi indemnisés, sous réserve des garanties appropriées.

Compte tenu de ce qui précède, la commission prie le gouvernement de: i) fournir des informations sur tout fait nouveau concernant l'arrêt de la Cour suprême du 13 février 2019; et ii) prendre les mesures nécessaires pour reconnaître et protéger pleinement les droits sur les terres des tribus recensées et autres habitants traditionnels des forêts, et pour respecter pleinement le rôle et les fonctions de la Gram Sabha, tels qu'énoncés également dans la loi de 2006 sur la reconnaissance des droits forestiers. Prière de fournir des informations à ce sujet, notamment sur toute plainte déposée contre une décision prise en vertu de la loi de 2006 sur la reconnaissance des droits forestiers et de la loi de 2013 sur le droit à une réparation équitable et à la transparence dans l'acquisition, la réhabilitation et le repeuplement de terres. La commission prie également le gouvernement de communiquer des informations sur l'état de la reconnaissance des droits des tribus recensées sur leurs terres qui ne relèvent pas du champ d'application de la loi de 2006 sur la reconnaissance des droits forestiers.

Articles 5 et 11 à 13. *Projet de politique forestière nationale.* La commission note que, le 14 mars 2018, le ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique a rendu public le projet de politique forestière nationale de 2018 pour permettre à la population de s'exprimer à ce sujet et que, à ce jour, les révisions de la politique existante sont encore en discussion. **La commission prie le**

gouvernement de veiller à ce que les tribus recensées et autres habitants traditionnels des forêts participent à l'élaboration de la nouvelle politique forestière nationale, et à ce que les droits prévus dans la convention soient pleinement reconnus dans la nouvelle politique. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur toute mesure prise à cet égard et sur l'état d'avancement de l'adoption de la politique forestière.

Projet de barrage de Sardar Sarovar. La commission a précédemment noté l'indication du gouvernement selon laquelle l'État de Gujarat n'avait pas encore fourni d'informations actualisées sur la réinstallation des 260 familles restantes affectées par le barrage de Sardar Sarovar. La commission a prié le gouvernement de fournir des informations actualisées sur les mesures prises en vue de la réinstallation de toutes les familles affectées par le barrage de Sardar Sarovar, dans l'État du Madhya Pradesh et dans les autres États concernés. La commission prend note des informations fournies par le gouvernement sur les progrès réalisés, depuis juin 2018, dans la réinstallation et la réadaptation des familles affectées par le projet dans l'État du Gujarat. La commission note également que le barrage de Sardar Sarovar a été récemment agrandi. Elle note, d'après les communications des titulaires de mandat de l'ONU, que cette expansion pourrait avoir entraîné l'expulsion et le déplacement forcé de 40 000 familles (Appel urgent conjoint (JUA) IND 8/2017, 29 août 2017). Selon la même source, la réadaptation serait trop lente, on aurait promis surtout aux agriculteurs des terres arides et non cultivables ou une maigre compensation en espèces, et les sites de réinstallation ne – seraient pas habitables et manqueraient d'infrastructures – assainissement, canalisations d'eau ainsi que d'écoles, d'accès aux centres de santé et d'accès à d'autres droits fondamentaux. ***Se référant aux dispositions de la convention sur le déplacement, qui ont été rappelées ci-dessus, la commission prie le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les personnes appartenant à la population tribale déplacée en raison de l'expansion du projet de barrage de Sardar Sarovar bénéficie d'une réinstallation et d'une indemnisation, conformément à l'article 12, paragraphes 2 et 3, de la convention. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises à cette fin et sur les progrès réalisés en matière de réinstallation et d'indemnisation. Elle le prie également d'indiquer l'état général d'avancement des progrès réalisés dans la réinstallation et la réadaptation des familles affectées par le projet, et de préciser le nombre de familles appartenant à la population tribale qui n'ont pas encore été réinstallées, ainsi que les mesures prises en ce qui les concerne.***

La commission soulève d'autres questions dans une demande qu'elle adresse directement au gouvernement.

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 107** (Ghana, Guinée-Bissau, Inde, République arabe syrienne); la **convention n° 169** (Brésil, Dominique, Guatemala, Honduras).

Catégories particulières de travailleurs

Argentine

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996 (ratification: 2006)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement à la lumière de la décision prise par le Conseil d'administration lors de sa 338^e session (juin 2020). La commission procède à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA Autonome) et de l'Union Industrielle argentine (UIA) reçues respectivement les 30 septembre et 1^{er} octobre 2020. **La commission prie le gouvernement de communiquer sa réponse à cet égard.**

Promotion du télétravail. La commission prend note de l'adoption, le 16 mars 2020, de la résolution 2020-207-APN-MT qui promeut le télétravail des agents du secteur public national, à l'exception de ceux qui fournissent des services essentiels, et qui recommande aux entreprises privées de fonctionner avec un nombre minimum de travailleurs et d'adopter le télétravail. Le 16 mars 2020, la résolution n° 21/20 a également été adoptée. Elle établit que les employeurs qui autorisent leurs effectifs à travailler à domicile doivent indiquer à l'Assurance contre les risques professionnels (ART) le domicile où les tâches seront effectuées ainsi que la fréquence de ces tâches. Ce domicile est alors considéré comme un milieu de travail aux effets de la loi sur les risques professionnels. La commission prend également note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement. En particulier, elle prend note avec **intérêt** de l'adoption de la loi n° 27555 du 30 juillet 2020, qui régit le télétravail. L'article 2 de la loi n° 27555 dispose que l'on entend par contrat de télétravail le «contrat en vertu duquel l'accomplissement de tâches, l'exécution de travaux ou la fourniture de services sont effectués totalement ou en partie au domicile de la personne qui travaille, ou dans des lieux autres que les sites de l'établissement ou des établissements de l'employeur, en recourant aux technologies de l'information». L'article susmentionné prévoit en outre que les conditions légales minimales pour le contrat de télétravail seront établies par une loi spécifique, tandis que les règlements propres à chaque activité seront établis au moyen de la négociation collective. La commission note également que la loi n° 27555 dispose que les personnes recrutées pour travailler à domicile jouissent des mêmes droits et obligations que les personnes qui travaillent sur le lieu de travail (article 3), notamment les droits à la liberté syndicale et à la négociation collective (articles 12 et 13), ainsi que de la protection contre les risques professionnels (article 14). L'article 3 dispose en outre que la rémunération des personnes en télétravail ne peut être inférieure à celle qu'ils recevraient s'ils travaillaient sur le lieu de travail. L'article 4 précise que les jours ouvrables doivent être convenus à l'avance par écrit, dans les limites prévues par la loi. La loi n° 27555 régit également le droit à la déconnexion numérique (article 5), la possibilité de modifier la journée de travail pour que le travailleur puisse s'occuper d'autres personnes dans certains cas (article 6) et le droit à la formation (article 11). La loi établit également un certain nombre d'obligations pour l'employeur, par exemple la fourniture de l'équipement, des outils de travail et du support nécessaires à l'exécution des tâches, ainsi que la compensation des coûts de connexion et/ou de consommation de services que le travailleur peut être amené à supporter pour effectuer le télétravail (articles 9 et 10). Enfin, la loi n° 27555 établit que le passage du travail présentiel au télétravail doit être volontaire et convenu par écrit (article 7), et que le travailleur peut y mettre un terme à tout moment (article 8).

La commission note que, dans ses observations, la CTA souligne que, si la loi n° 27555 reprend les droits et les obligations énoncés dans la convention et la recommandation (n° 184), sur le travail à domicile, 1996, l'exercice effectif de ces droits pose des problèmes dans la pratique, car il est subordonné à une négociation collective ultérieure. Elle affirme également que le contrôle effectif du respect des obligations sera l'objet d'une réglementation ultérieure des organes publics compétents. De plus, la CTA souligne que la loi considère le télétravail comme un nouveau contrat de travail (article 2) et non comme une modalité ou une faculté dont l'employeur dispose pour organiser le travail dans le cadre de la loi sur le contrat de travail (loi n° 20.744). La CTA indique aussi que la possibilité qui est prévue d'effectuer un travail en fonction d'objectifs (art. 4, paragr. 1, de la loi) laisse sans effet dans la pratique le droit du travailleur à une journée de travail limitée (art. 4, paragr. 2) et le droit à la déconnexion (article 5). Dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail, la CTA ajoute que l'article 14 de la loi n° 27555 constitue un recul dans la protection des travailleurs, puisqu'il établit que les accidents qui surviennent pendant le travail sont «présupposés» être des accidents du travail, tandis que la loi n° 24557 sur les risques et accidents du travail actuellement en vigueur dispose que ces accidents sont «considérés» comme des accidents du travail. La commission note également que la CTA indique que la loi n° 27555 indique expressément qu'elle entrera en vigueur dans un délai de 90 jours à compter de la date de la fin de la

période d'isolement social, préventif et obligatoire (ASPO) établie en application du décret de nécessité et d'urgence 297/2020 qui est actuellement en vigueur. Il est donc impossible de savoir quand la loi n° 27555 entrera en vigueur. La CTA souligne que, bien que dans le contexte de la pandémie le nombre de télétravailleurs ait augmenté de manière exponentielle, on ne connaît pas leurs conditions de travail. En effet, la loi n'étant pas encore en vigueur en raison du prolongement de l'ASPO, ce sont les employeurs qui ont établi unilatéralement la prestation des tâches selon la modalité du télétravail, sans aucun contrôle des autorités. La CTA souligne que la seule exception à cette situation a été « l'Accord réglementant la modalité de télétravail, qui a été conclu pendant les restrictions » dues à la pandémie de COVID-19 par le pouvoir judiciaire de la province de Buenos Aires et l'Association judiciaire de la Province de Buenos Aires, accord qui ne s'applique que pendant l'ASPO. La CTA souligne en outre qu'il n'y a pas de registre des télétravailleurs qui étaient actifs avant la pandémie ou qui le sont pendant la pandémie, contrairement à ce que prévoit le paragraphe 7 de la Recommandation n° 184.

La commission note que, pour sa part, l'UIA déclare que le processus législatif qui a débouché sur l'adoption de la loi n° 27555 a été trop bref pour permettre un dialogue social efficace. L'UIA note que, pendant les discussions qui ont eu lieu pendant l'examen de la loi, les associations d'entreprises ont exprimé leur profonde inquiétude face à divers aspects de la nouvelle loi qui sont difficiles à mettre en œuvre dans la pratique, et qui sont de surcroît contraires aux normes internationales du travail. À cet égard, l'UIA souligne que la loi n° 27555 n'établit pas de critère objectif pour déterminer si un contrat est exécuté selon la modalité du télétravail ou s'il s'agit d'un service temporaire à distance, lequel, selon les dispositions de la convention, est exclu du régime du travail à domicile. Par ailleurs, l'UIA est opposée à l'interdiction, en application de la loi n° 27555, de contacter les travailleurs en dehors des heures de travail (art. 5, paragr. 2 de la loi), ainsi qu'à l'obligation pour l'employeur de prévoir un système pour empêcher tout contact avec le travailleur en dehors des heures de travail (art. 4, paragr. 2). Enfin, l'UIA mentionne l'article 17, paragraphe 1, de la loi n° 27555 qui dispose qu'en cas de prestations transnationales de télétravail, c'est la loi la plus favorable au travailleur qui s'applique au contrat de travail, c'est-à-dire la loi en vigueur dans le lieu d'exécution des tâches ou la loi en vigueur dans le lieu du domicile de l'employeur, selon le cas. L'UIA mentionne également l'article 17, paragraphe 2, qui dispose que les conventions collectives (conclues en vertu de l'article 2 de la loi n° 27555) fixent un plafond pour le nombre de ces recrutements. À ce sujet, l'UIA dénonce le fait que, dans les cas où la loi argentine ne s'appliquerait pas, cette situation serait contraire au principe de territorialité de la loi sur le contrat de travail (loi n° 20.744), et entraînerait une insécurité juridique qui pourrait compromettre le respect des accords internationaux.

La commission prie le gouvernement de transmettre des informations détaillées et actualisées sur l'application dans la pratique de la loi n° 27555 du 30 juillet 2020, y compris la date de son entrée en vigueur, et des informations statistiques actualisées sur le nombre de travailleurs en télétravail, ventilées par âge, sexe et secteur, ainsi que sur le nombre de conventions collectives conclues en application de l'article 2 de cette loi. La commission prie également le gouvernement d'indiquer comment le droit à une journée de travail limitée et le droit à la déconnexion sont garantis. Rappelant en outre que le télétravail peut être un moyen utile pour certaines personnes qui ont parfois de grandes difficultés pour accéder à l'emploi (comme les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées), la commission prie le gouvernement d'adresser des informations sur l'impact de la loi n° 27555 sur l'emploi de ces personnes.

Cuba

Convention (n° 110) sur les plantations, 1958 (ratification: 1958)

La commission prend note des informations supplémentaires communiquées par le gouvernement, suite à la décision prise par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle examinera ici l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année et sur la base des informations dont elle disposait déjà en 2019.

La commission prend note des observations formulées par l'Association syndicale indépendante de Cuba (ASIC) en date du 28 août 2018. Elle prend également note de la réponse du gouvernement auxdites observations, reçue le 22 novembre 2018 et reproduite dans le rapport supplémentaire reçu cette année.

Partie IV. Salaires. Articles 24 à 35. Dans ses commentaires précédents, la commission a demandé au gouvernement d'indiquer comment il est donné effet à cette partie de la convention, qui prévoit l'instauration de procédures de fixation de salaires minima pour les travailleurs des plantations. La commission note que, selon les indications du gouvernement, à Cuba, le salaire minimum est fixé par une disposition légale et il est établi conformément au niveau de développement économique et social atteint, l'avis des organisations concernées ayant été entendu. Entre autres dispositions, le gouvernement se réfère à l'article 109 du code du travail, promulgué par la loi n° 116 du 20 décembre 2013, qui détermine les éléments constitutifs du salaire. Le gouvernement se réfère également à l'article 126 du Règlement du

Code du travail, promulgué par décret n° 326 du 12 juin 2014 et qui, faisant écho à l'article 113 du code du travail, établit le système salarial et dispose que le salaire minimum correspond «au salaire du premier groupe de complexité de la grille des salaires». Le gouvernement se réfère également aux diverses modalités de rémunération existantes, comme la rémunération au rendement, qui a pour objectif de stimuler la productivité du travail, et la rémunération au temps, selon lequel le salaire est déterminé en fonction du temps travaillé. Le gouvernement ajoute que, selon l'Office national de statistique et d'information, en 2017, le salaire mensuel moyen dans les entreprises d'État des secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture était de 834 pesos. La commission rappelle ses précédents commentaires relatifs à l'application de la convention n° 131 sur la fixation des salaires minima, 1970, dans lesquels elle faisait observer que cette convention prévoit (sous son *article 4, paragraphe 2*) la consultation des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressées ou, en l'absence de telles organisations, des représentants des employeurs et des travailleurs intéressés, au sujet de l'établissement et de l'application des méthodes permettant de fixer et d'ajuster de temps à autre les salaires minima payables aux groupes de salariés protégés, ou des modifications qui y seraient apportées. De même, l'*article 24* de la convention n° 110 prévoit spécifiquement la consultation des partenaires sociaux pour la fixation du salaire minimum dans le secteur des plantations. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations détaillées et actualisées sur la manière dont les représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressés sont consultés dans le cadre de la détermination du salaire minimum, comme l'exige l'article 24 de la convention. De même, elle prie le gouvernement de communiquer des informations sur la manière selon laquelle il est assuré que les travailleurs du secteur des plantations bénéficient au moins du salaire minimum établi, notamment des informations sur le nombre des inspections consacrées à la question du paiement du salaire minimum dans les plantations et sur leurs résultats.**

Partie V de la convention (congés annuels payés). Articles 36 à 42. Dans ses commentaires précédents, la commission avait noté que l'article 107 du code du travail autorise l'employeur à requérir la présence du travailleur dans des circonstances exceptionnelles et qu'il lui permet également de reporter ou de réduire les congés annuels dus au travailleur ainsi que de ne payer à celui-ci qu'une part réduite des congés accumulés. À ce propos, la commission avait prié le gouvernement d'indiquer de quelle manière il est assuré que cette disposition du code du travail donne pleinement effet à l'*article 41* de la convention, qui dispose que tout accord portant sur l'abandon du droit au congé annuel payé ou sur la renonciation audit congé devra être considéré comme nul. La commission note que le gouvernement indique qu'il ressort de l'article 107 du code du travail que, s'il y a report des congés annuels, cela n'advient que de manière exceptionnelle, comme le prévoit cet article, et non de manière systématique. Sur les «circonstances exceptionnelles», le gouvernement fait valoir qu'il ne peut s'agir d'une situation se produisant régulièrement mais bien uniquement de circonstances qui contribuent de manière directe ou décisive à imposer l'accomplissement d'une tâche qui ne pourrait souffrir d'être différée. Le gouvernement ajoute que la loi prévoit que, lorsque la période constitutive des droits aux congés est accomplie, il est possible de différer ces congés, ce qui ne signifie pas que les congés auxquels le travailleur a droit ne sont pas accordés. Le gouvernement indique également que, l'attribution simultanée de la rémunération des congés auxquels le travailleur a droit et du salaire dû au titre du travail accompli, un congé minimal effectif de sept jours par an étant garanti, n'exclut pas que des périodes plus longues puissent être accordées au cours de l'année. **Réitérant ses commentaires précédents, la commission rappelle que l'article 41 de la convention dispose que tout accord portant sur l'abandon du droit au congé annuel payé ou sur la renonciation audit congé devra être considéré comme nul et, par voie de conséquence, elle prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire porter pleinement effet à cet article de la convention.**

Parties IX et X (droit d'organisation et de négociation collective – liberté syndicale). Articles 54 à 70. Dans ses commentaires précédents, la commission avait prié le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises ou prévues pour faire en sorte que les travailleurs des plantations ne soient pas l'objet de discriminations ou de préjudices dans leur emploi au motif d'avoir exercé pacifiquement le droit de grève, et des informations sur l'exercice du droit de grève dans la pratique. De même, elle l'avait prié de donner des informations sur le nombre des conventions collectives en vigueur dans le secteur des plantations, en précisant le nombre des exploitations et des travailleurs auxquels elles s'appliquent. Dans sa réponse, le gouvernement indique que les organisations qui existent dans le secteur de l'agriculture sont: 1) l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP), qui est l'association de masse des membres de coopératives, des paysans et de leur famille; 2) l'Association cubaine des techniciens agricoles et forestiers (ACTAF), qui représente les techniciens et autres membres des professions de l'agriculture, de l'élevage et de la foresterie. Le gouvernement indique également qu'il n'existe à Cuba aucune loi ou autre disposition légale qui interdirait le droit de grève et qu'il n'existe pas non plus de sanction pénale de l'exercice d'un tel droit. Il ajoute que, même s'il n'existe pas de norme juridique réglant le droit de grève, il existe cependant des dispositions qui protègent le droit à l'égalité dans le travail sans discrimination

aucune. Enfin, la commission prend note des données statistiques communiquées par le gouvernement, qui font apparaître que, l'année 2018, le nombre des travailleurs du secteur d'État affiliés au syndicat des travailleurs de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie et du tabac était de 307 469 et le nombre des travailleurs du secteur non étatique affiliés à ce syndicat était de 17 122. La commission note en outre que le nombre des travailleurs au bénéfice de conventions collectives du travail s'élève à 273 867 et en outre que 7159 conventions collectives sont en vigueur et que celles-ci couvrent plus de 2 800 000 travailleurs. **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur les mesures prises ou envisagées pour assurer que, dans la pratique, les travailleurs des plantations bénéficient d'une protection adéquate contre tout acte de discrimination en lien avec leur emploi qui tend à amoindrir leur liberté sur le plan syndical. De même, elle le prie de continuer de communiquer des données statistiques sur les conventions collectives en vigueur dans le secteur des plantations et de préciser le nombre des travailleurs couverts par ces conventions.**

Partie XI (Inspection du travail). Articles 71 à 84. Dans ses commentaires précédents, la commission avait pris note d'observations de l'ASIC selon lesquelles dans les plantations, des pratiques de soumission de personnes privées de leur liberté à un travail forcé auraient cours, de même que l'on y rencontrerait des pratiques de recours au travail d'enfants pendant les vacances scolaires. L'ASIC dénonçait l'emploi, en période de récolte, d'élèves du secondaire dans des exploitations agricoles d'État, emploi qui ne donnerait lieu à aucune rémunération mais uniquement à un «crédit académique» et à des appréciations favorables en perspective de l'accès à l'université. La commission note également que, dans sa réponse aux observations de l'ASIC, le gouvernement déclare que l'Office national de l'inspection n'a relevé aucun cas de travail forcé dans l'agriculture et que l'Office de la population, qui relève du ministère du Travail et de la Sécurité sociale, n'a été saisi d'aucune plainte ou dénonciation de cet ordre. S'agissant du travail des personnes privées de liberté, le gouvernement déclare que ces personnes ne sont pas soumises à un travail forcé, étant donné que leur accès au travail est essentiellement volontaire et que, en outre, ces personnes jouissent dans ce cadre des droits du travail et des droits de sécurité sociale prévus par l'ordre juridique interne. Cela étant, la commission note que le gouvernement n'a pas fourni d'informations spécifiques sur le nombre, l'âge, le type et les conditions du travail qui est accompli par les personnes privées de liberté et par les élèves du cycle secondaire dans les plantations en période de récolte. D'autre part, le gouvernement indique que l'article 2, alinéa d) du Code du travail énonce l'interdiction du travail des enfants et prévoit une protection spéciale pour les jeunes de 15 à 18 ans qui commencent à travailler, ceci afin de protéger leur plein développement. Le gouvernement ajoute que, dans le cadre du premier cycle du secondaire, il est prévu de consacrer un certain temps à la formation au travail, ce qui se conçoit comme une démarche propre à développer chez les scolaires les valeurs de travail, de collectivité et de responsabilité, dans le cadre de laquelle sont menées des activités relevant du processus d'orientation et de formation professionnelles. À cet égard, la commission avait prié le gouvernement de donner des informations détaillées, ventilées par âge et par type de travail, sur le nombre des personnes privées de liberté et des scolaires du secondaire qui travaillent dans des exploitations agricoles d'État. Elle avait également prié le gouvernement d'indiquer de quelle manière ces personnes sont rémunérées, quelles sont leurs conditions de travail et comment il est assuré que les scolaires concernés sont libres de travailler ou de ne pas le faire. De même, elle avait prié le gouvernement de continuer de fournir des informations détaillées sur les mesures de supervision et de contrôle du respect des conditions de travail dans les plantations. La commission prend note des données statistiques communiquées par le gouvernement sur le nombre des visites de l'inspection du travail effectuées dans le secteur de l'agriculture et les infractions relevées dans ce cadre. Le gouvernement indique en particulier qu'en 2018 l'Office national de l'inspection du travail a assuré 141 inspections, qui ont donné lieu au constat de 898 infractions, dont 347 en matière de sécurité de santé au travail. Les principales infractions concernaient des carences sur le plan des conditions d'hygiène et de sécurité des travailleurs et la violation des règles concernant la fourniture d'équipements de protection individuelle. **Par suite, la commission prie le gouvernement d'indiquer de quelle manière l'inspection du travail assure que les activités relevant du processus d'orientation et de formation professionnelle menées dans le secteur des plantations sont conformes à l'article 6 de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973. En outre, elle prie à nouveau le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur le nombre des scolaires du secondaire et des personnes privées de liberté qui sont employées dans les plantations, leur âge, la nature et les conditions de leur travail, leur rémunération ainsi que les dispositions garantissant que ces personnes sont libres de travailler ou de ne pas le faire. Enfin, la commission prie le gouvernement de continuer de fournir des informations détaillées sur les mesures de supervision et de contrôle du respect des conditions de travail prévues en ce qui concerne les travailleurs des plantations, en particulier sur les visites de l'inspection du travail menées dans les plantations, les infractions à la législation du travail constatées et les sanctions imposées.**

Point IV du formulaire de rapport. Application dans la pratique. La commission note que le gouvernement n'a pas fourni d'informations en ce qui concerne l'application de la convention dans la

pratique. **En conséquence, réitérant sa demande précédente, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations détaillées et actualisées sur l'application de la convention dans la pratique, notamment: i) toutes études récentes illustrant les conditions économiques et sociales des travailleurs des plantations; ii) des données statistiques, ventilées par sexe et par âge, sur le nombre des exploitations agricoles et des travailleurs auxquels la convention s'applique; iii) une copie des conventions collectives applicables au secteur; iv) le nombre des organisations de travailleurs et d'employeurs actives dans le secteur des plantations et toute autre information susceptible de permettre à la commission d'évaluer la situation des travailleurs des plantations par rapport aux dispositions de la convention.**

[Le gouvernement est prié de répondre de manière complète au présent commentaire en 2021.]

Grèce

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977 (ratification: 1987)

La commission prend note des informations supplémentaires fournies par le gouvernement au vu de la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa 338^e session (juin 2020). Elle a procédé à l'examen de l'application de la convention sur la base des informations supplémentaires reçues du gouvernement cette année, ainsi que sur la base des informations dont elle disposait en 2019.

La commission prend note des observations de la Confédération générale grecque du travail (GSEE) reçues le 3 septembre 2019. **Elle prie le gouvernement de fournir ses commentaires à cet égard.**

Article 2 de la convention. Élaboration et mise en œuvre d'une politique des services et du personnel infirmiers. Enseignement des soins infirmiers et formation à ces soins. La commission rappelle que, dans son rapport précédent, le gouvernement avait indiqué qu'une stratégie nationale sur la santé publique était en cours d'élaboration et qu'un projet de loi portant réforme des soins de santé primaires avait été soumis au Parlement. Le gouvernement indique dans son dernier rapport qu'une série de dispositions relevant de la législation du travail ont été adoptées depuis 2013 et que lesdites dispositions s'appliquent inclusivement aux travailleurs salariés du secteur privé, y compris à ceux appartenant au personnel infirmier. La commission note que des modifications ont été apportées à la loi n° 1579/1985 définissant les soins infirmiers dans les spécialités de pathologie, chirurgie, pédiatrie et santé mentale. Elle note que la décision ministérielle n° A4/203/1988 fixe les conditions d'obtention d'un diplôme d'infirmier/infirmière spécialisé. Elle note qu'en vertu de la loi n° 2519/1997 les diplômés des départements visiteurs médicaux des instituts d'enseignement technologique (IET) peuvent accéder à une spécialité de soins infirmiers en santé mentale. À travers la promulgation de l'article 45 de la loi n° 4486/2017, le Conseil national pour le développement de la pratique infirmière a défini d'autres spécialités dans ce domaine. D'après les chiffres compilés par la Direction des soins infirmiers, en novembre 2018, 1 550 infirmiers/infirmières avaient acquis une spécialité en pathologie, 1 953 en chirurgie, 920 en pédiatrie et 945 en tant que visiteurs médicaux en santé mentale. S'agissant de la politique d'éducation et de formation professionnelle du personnel infirmier, le gouvernement indique que des enseignants suppléants ont été recrutés dans les spécialités qui le nécessitaient en procédant à un appel à candidature lancé par décision ministérielle et que les infirmières scolaires sont recrutées par les directions régionales de l'enseignement public. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, au cours de la période considérée, deux instituts universitaires d'enseignement (IUE) et sept IET assuraient les programmes d'études en soins infirmiers de premier cycle. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que, dans le contexte de la lutte contre la pandémie de la COVID-19, le renforcement du personnel infirmier et l'amélioration de ses compétences figurent parmi les principales mesures prises par le ministère de la Santé pour renforcer le système de soins de santé. À cet égard, la commission note avec **intérêt** l'adoption de la loi 4690/2020 ratifiant: a) la loi d'urgence datée du 13 avril 2020 sur les «mesures visant à faire face aux conséquences persistantes de la pandémie de la COVID-19 et autres dispositions urgentes» et b) la loi d'urgence du 1^{er} mai 2020 sur les «mesures supplémentaires visant à faire face aux conséquences persistantes de la pandémie de la COVID-19 et à permettre le retour à une vie sociale et économique normale», ainsi que d'autres dispositions. En vertu de la loi 4690/2020, toutes les spécialités de soins infirmiers sont établies en conformité avec les normes européennes. La loi prévoit également la création de 2 250 postes d'infirmiers spécialisés stagiaires et le recrutement de ces derniers. Afin de répondre aux besoins créés par la pandémie, le gouvernement a lancé des programmes de formation dans les spécialités des soins intensifs et des urgences ainsi que des soins infirmiers de santé publique et santé communautaire. Ces programmes, qui seront offerts pour la période 2020-2021, visent principalement les infirmiers et infirmières au chômage. En vertu de la même loi, le programme «Soyez volontaire pour lutter contre la COVID-19» a été élaboré puis mis en œuvre dans les établissements de santé publique jusqu'en juin 2020. La commission note que plus de 10 000 participants ont dispensé des services volontaires dans plus de 10 000 établissements, les personnes ayant des spécialités en rapport avec les soins de santé

représentant 38,9 pour cent des participants, dont 6,4 pour cent d'infirmiers et 11,9 pour cent d'infirmiers assistants. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tout fait nouveau concernant l'adoption d'une stratégie nationale de santé et les réformes des soins de santé primaires. Elle le prie de donner des informations sur toute modification de la législation qui aurait trait au fonctionnement des services publics et privés de santé et, le cas échéant, de communiquer copie des textes pertinents.**

Elle le prie également de donner des informations sur les mesures prises pour prévenir les pénuries de personnel infirmier qualifié ou pour y suppléer, en indiquant les mesures prises sur le plan de l'éducation et de la formation professionnelle et sur celui des conditions d'emploi et de travail, notamment des perspectives de carrière et de la rémunération, en vue d'attirer des hommes et des femmes dans la profession et de les y retenir. Dans le contexte de la pandémie mondiale de la COVID-19, la commission prie le gouvernement de fournir des informations actualisées sur la mise en œuvre des mesures prises pour renforcer le système de santé et pour répondre à la demande croissante de personnel infirmier qualifié.

Infirmières «exclusives». Dans ses précédents commentaires, la commission a noté que la pénurie de personnel infirmier qualifié entraînait des pratiques spécifiques, notamment le recours à des infirmières dites «exclusives», à savoir des travailleuses migrantes employées à un titre quasi-infirmier, et même à des services hospitaliers informels fournis par les familles des patients, qui sont de plus en plus tolérées dans les établissements publics. En réponse à la demande d'informations exprimée précédemment par la commission au sujet des infirmières dites «exclusives», le gouvernement produit les chiffres de l'emploi dans cette catégorie provenant des différentes régions du pays. Dans ses observations, la GSEE exprime sa préoccupation quant à cette forme de travail atypique. **La commission prie le gouvernement de fournir dans son prochain rapport des informations détaillées sur les conditions de recrutement et de travail des infirmiers/infirmières étrangères et des infirmiers/infirmières «exclusives» et sur les mesures prises pour réglementer leurs activités. Elle le prie de communiquer ses commentaires concernant l'observation de la GSEE.**

Article 5, paragraphes 2 et 3. Détermination des conditions d'emploi et de travail. Le gouvernement indique qu'il n'y a pas de convention collective en vigueur qui couvre le personnel infirmier du pays. Il mentionne néanmoins la convention collective du 19 septembre 2014 «régulant les conditions de rémunération et d'emploi des travailleurs membres d'associations de premier degré de la Fédération des syndicats de l'Institution des soins de santé de Grèce (OSNIE) employés dans les cliniques privées du pays membres de l'Association des cliniques grecques (SEK)». Le gouvernement ajoute que tous litiges s'élevant entre des salariés de la profession infirmière et leurs employeurs peuvent être soumis à conciliation, médiation ou arbitrage. La commission note que chaque année le département compétent du ministère du Travail enregistre un nombre relativement faible de règlements de litiges opposant des parties émanant d'organisations syndicales couvrant le personnel hospitalier à des employeurs assurant des services de santé. En particulier, le gouvernement indique que du 1^{er} juin 2019 au 15 juillet 2020, le département compétent du ministère n'a traité aucune affaire impliquant la résolution de conflits entre les employés infirmiers et leurs employeurs par la conciliation. La commission prend également note d'une série de sentences arbitrales mentionnées par le gouvernement. Par ailleurs, la GSEE observe qu'il existe d'importantes difficultés en ce qui concerne la procédure de négociation collective et la conclusion de nouvelles conventions collectives sectorielles, difficultés encore aggravées par l'expiration des anciennes conventions collectives, permettant ainsi aux employeurs de payer le personnel infirmier des hôpitaux privés sur la base du salaire minimum. **La commission prie le gouvernement de donner des informations sur l'évolution et les résultats des négociations collectives portant sur la détermination des conditions d'emploi et de travail du personnel infirmier.**

Article 6. Conditions d'emploi du personnel infirmier. Sécurité sociale. Durée du travail. Le gouvernement indique que le personnel infirmier des secteurs public et privé bénéficie d'une couverture d'assurance contre les risques suivants: vieillesse, invalidité, décès, maladie, maternité et chômage. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que le département compétent du ministère du Travail et des Affaires sociales envisage d'inclure les infirmières qui relèvent de la protection des retraites de l'ancienne Caisse du secteur public, dans le régime de retraite des professions lourdes et pénibles. En réponse à la question formulée précédemment par la commission au sujet de la liste des activités pénibles et insalubres figurant dans la loi n° 3863/2010, le gouvernement indique qu'une nouvelle liste a été finalisée par le Conseil de la sécurité sociale après consultation des partenaires sociaux. Il a été tenu compte dans ce cadre des conclusions du Comité permanent des activités pénibles et insalubres, dans lequel siègent des représentants des partenaires sociaux, des experts du ministère du Travail et de la Sécurité sociale (anciennement IKA-ETAM, actuellement EFKA) et des représentants d'institutions scientifiques. Le gouvernement indique que cette nouvelle liste s'efforce de rationaliser et moderniser l'ancienne en tenant compte de l'évolution des technologies et ses les incidences sur les conditions de

travail actuelles. Il indique également qu'avec la loi n° 3863/2010 les salariés qui étaient exclus de la liste précédente ont continué d'être pris en considération dans le régime des pensions jusqu'à la fin de 2015, afin d'assurer la protection de cette catégorie. La commission note en particulier que la nouvelle liste stipule notamment que le personnel infirmier des deux sexes au bénéfice de contrats à durée déterminée ou indéterminée, qui est employé dans des établissements de soins, des cliniques, des laboratoires microbiologiques et biochimiques et des institutions d'assurance-santé, est couvert par la réglementation sur les activités pénibles ou insalubres, les seules exceptions concernant le personnel employé dans des centres de santé dans le cadre de la rationalisation et de la modernisation de la réglementation des activités pénibles ou insalubres. Dans ses observations, la GSEE exprime sa préoccupation quant aux conditions de travail difficiles du personnel infirmier, aggravées par le sous-effectif des hôpitaux et l'horaire de travail imposé. En particulier, la GSEE soutient que, selon la législation actuelle, le personnel infirmier des hôpitaux travaille en trois équipes consécutives de huit heures. **La commission prie le gouvernement de communiquer le texte de la réglementation sur les activités pénibles ou insalubres. En outre, réitérant sa demande précédente, elle le prie d'indiquer si cette exclusion a des effets sur la protection du personnel infirmier sur le plan de la sécurité sociale et, dans l'affirmative, dans quelle mesure. Rappelant que cet article de la convention vise à garantir que les membres du personnel infirmier ont droit – au même titre que tous les autres travailleurs – à un repos et à des loisirs suffisants pour éviter la fatigue, la commission prie le gouvernement de donner suite aux observations de la GSEE concernant les dispositions légales permettant de faire trois équipes de travail consécutives de huit heures et de fournir des informations sur les dispositions ou autres mesures prises pour garantir que le personnel infirmier bénéficie de conditions d'emploi et de travail au moins équivalentes à celles des autres travailleurs en ce qui concerne la durée du travail, y compris la réglementation et la compensation des heures supplémentaires, heures incommodes ou astreignantes et du travail par équipes.**

Article 6. Conditions d'emploi du personnel infirmier. Sécurité sociale. Durée du travail. Le gouvernement indique que le personnel infirmier des secteurs public et privé bénéficie d'une couverture d'assurance contre les risques suivants: vieillesse, invalidité, décès, maladie, maternité et chômage. Dans ses informations supplémentaires, le gouvernement indique que le département compétent du ministère du Travail et des Affaires sociales envisage d'inclure les infirmières qui relèvent de la protection des retraites de l'ancienne Caisse du secteur public, dans le régime de retraite des professions lourdes et pénibles. En réponse à la question formulée précédemment par la commission au sujet de la liste des activités pénibles et insalubres figurant dans la loi n° 3863/2010, le gouvernement indique qu'une nouvelle liste a été finalisée par le Conseil de la sécurité sociale après consultation des partenaires sociaux. Il a été tenu compte dans ce cadre des conclusions du Comité permanent des activités pénibles et insalubres, dans lequel siègent des représentants des partenaires sociaux, des experts du ministère du Travail et de la Sécurité sociale (anciennement IKA-ETAM, actuellement EFKA) et des représentants d'institutions scientifiques. Le gouvernement indique que cette nouvelle liste s'efforce de rationaliser et moderniser l'ancienne en tenant compte de l'évolution des technologies et ses les incidences sur les conditions de travail actuelles. Il indique également qu'avec la loi n° 3863/2010 les salariés qui étaient exclus de la liste précédente ont continué d'être pris en considération dans le régime des pensions jusqu'à la fin de 2015, afin d'assurer la protection de cette catégorie. La commission note en particulier que la nouvelle liste stipule notamment que le personnel infirmier des deux sexes au bénéfice de contrats à durée déterminée ou indéterminée, qui est employé dans des établissements de soins, des cliniques, des laboratoires microbiologiques et biochimiques et des institutions d'assurance-santé, est couvert par la réglementation sur les activités pénibles ou insalubres, les seules exceptions concernant le personnel employé dans des centres de santé dans le cadre de la rationalisation et de la modernisation de la réglementation des activités pénibles ou insalubres. Dans ses observations, la GSEE exprime sa préoccupation quant aux conditions de travail difficiles du personnel infirmier, aggravées par le sous-effectif des hôpitaux et l'horaire de travail imposé. En particulier, la GSEE soutient que, selon la législation actuelle, le personnel infirmier des hôpitaux travaille en trois équipes consécutives de huit heures. **La commission prie le gouvernement de communiquer le texte de la réglementation sur les activités pénibles ou insalubres. En outre, réitérant sa demande précédente, elle le prie d'indiquer si cette exclusion a des effets sur la protection du personnel infirmier sur le plan de la sécurité sociale et, dans l'affirmative, dans quelle mesure. Rappelant que cet article de la convention vise à garantir que les membres du personnel infirmier ont droit – au même titre que tous les autres travailleurs – à un repos et à des loisirs suffisants pour éviter la fatigue, la commission prie le gouvernement de donner suite aux observations de la GSEE concernant les dispositions légales permettant de faire trois équipes de travail consécutives de huit heures et de fournir des informations sur les dispositions ou autres mesures prises pour garantir que le personnel infirmier bénéficie de conditions d'emploi et de travail au moins équivalentes à celles des autres travailleurs en ce qui concerne la durée du travail, y compris la réglementation et la compensation des heures supplémentaires, heures incommodes ou astreignantes et du travail par équipes.**

Article 7. Sécurité et santé au travail. En réponse aux précédents commentaires de la commission, le gouvernement indique que la stratégie nationale de santé et de sécurité au travail (2016-2020) a été adoptée après consultation des partenaires sociaux au sein du Conseil de la santé et de la sécurité au travail, qui relève du Conseil suprême du travail. Dans ses observations, la GSEE constate que les mauvaises conditions de santé et de sécurité dans lesquelles le personnel infirmier travaille l'exposent à l'épuisement et à des conditions de surmenage. La GSEE se réfère à une série d'études qui montrent que des horaires de travail par équipes irréguliers, combinés au très petit nombre d'infirmières travaillant à chaque poste, font peser une lourde charge sur ces travailleuses, rendant l'accomplissement de leurs tâches extrêmement difficile. En particulier, la GSEE indique que l'équipe du matin est généralement assurée par deux à quatre infirmières, tandis que les équipes de l'après-midi et de la nuit sont assurées par une seule infirmière. La commission note que, dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, le besoin en personnel infirmier a augmenté, ce qui risque d'aggraver ces phénomènes. **La commission prie le gouvernement de communiquer le document relatif à la stratégie nationale actuellement en vigueur, et réitère sa demande précédente le priant de donner des informations sur les progrès réalisés et les résultats obtenus dans les domaines liés à la sécurité et à la santé du personnel infirmier au travail, y compris en ce qui concerne la garantie d'une dotation en personnel adéquate sur tout travail par équipes pendant la pandémie COVID-19. La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur les mesures mises en œuvre pour prévenir et réduire les risques psychosociaux, et promouvoir la santé mentale et le bien-être, en plus de prévenir le risque d'effets à long terme sur le bien-être des infirmières, notamment dans le contexte de la pandémie.**

Exposition à des risques particuliers. La commission note que d'après le document du BIT: «La COVID-19 et le monde du travail, réponses politiques des pays», le gouvernement a alloué 85 millions d'euros au ministère de la Santé pour soutenir l'achat d'équipements sanitaires et l'embauche de 2000 professionnels de la santé. Elle attire l'attention du gouvernement sur le paragraphe 49 de la recommandation n° 157, qui dispose que: «1) toutes les mesures possibles devraient être prises pour éviter que le personnel infirmier soit exposé à des risques particuliers. Lorsque l'exposition à de tels risques est inévitable, des mesures devraient être prises pour la réduire au minimum; 2) des mesures telles que la fourniture et l'utilisation de vêtements protecteurs, l'immunisation, une durée du travail réduite, des pauses plus fréquentes, un éloignement provisoire du risque ou un congé annuel plus long devraient être prévues pour le personnel infirmier normalement occupé à des travaux présentant des risques particuliers, afin de réduire son exposition à ces risques; 3) en outre, le personnel infirmier qui est exposé à des risques particuliers devrait recevoir une compensation financière». La commission attire également l'attention du gouvernement sur les directives de l'OIT sur le travail décent dans les services publics d'urgence, 2018, qui reconnaissent la nécessité de protéger les travailleurs des services publics d'urgence, y compris les travailleurs de la santé d'urgence, contre l'exposition aux maladies transmissibles. En particulier, les paragraphes 50 et 51 de ces directives soulignent que des équipements de protection individuelle (EPI) appropriés et suffisants devraient être fournis aux travailleurs des services publics d'urgence (SPE) pour les protéger contre l'exposition à des conditions dangereuses et que les travailleurs et/ou leurs représentants devraient être consultés et participer à la sélection et à l'utilisation correcte des EPI. **Notant que le personnel infirmier, qui est souvent en contact étroit avec les patients, court un risque élevé d'être infecté lorsqu'il traite des patients chez lesquels la présence de la COVID-19 est suspectée ou confirmée, en particulier lorsque les précautions de lutte contre l'infection, y compris l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI), ne sont pas strictement appliquées, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées sur les mesures de sécurité adoptées ou envisagées, y compris la fourniture d'EPI et la formation à leur utilisation, ainsi que la mise en place de pauses adéquates pendant le travail en équipes et la limitation des heures excessives dans la mesure du possible, en vue de protéger la santé et le bien-être des infirmières et de limiter autant que possible leur risque de contracter la COVID-19.**

Exposition à des risques particuliers. La commission note que d'après le document du BIT: «La COVID-19 et le monde du travail, réponses politiques des pays», le gouvernement a alloué 85 millions d'euros au ministère de la Santé pour soutenir l'achat d'équipements sanitaires et l'embauche de 2000 professionnels de la santé. Elle attire l'attention du gouvernement sur le paragraphe 49 de la recommandation n° 157, qui dispose que: «1) toutes les mesures possibles devraient être prises pour éviter que le personnel infirmier soit exposé à des risques particuliers. Lorsque l'exposition à de tels risques est inévitable, des mesures devraient être prises pour la réduire au minimum; 2) des mesures telles que la fourniture et l'utilisation de vêtements protecteurs, l'immunisation, une durée du travail réduite, des pauses plus fréquentes, un éloignement provisoire du risque ou un congé annuel plus long devraient être prévues pour le personnel infirmier normalement occupé à des travaux présentant des risques particuliers, afin de réduire son exposition à ces risques; 3) en outre, le personnel infirmier qui est exposé à des risques particuliers devrait recevoir une compensation financière». La commission attire également l'attention du gouvernement sur les directives de l'OIT sur le travail décent dans les services

publics d'urgence, 2018, qui reconnaissent la nécessité de protéger les travailleurs des services publics d'urgence, y compris les travailleurs de la santé d'urgence, contre l'exposition aux maladies transmissibles. En particulier, les paragraphes 50 et 51 de ces directives soulignent que des équipements de protection individuelle (EPI) appropriés et suffisants devraient être fournis aux travailleurs des services publics d'urgence (SPE) pour les protéger contre l'exposition à des conditions dangereuses et que les travailleurs et/ou leurs représentants devraient être consultés et participer à la sélection et à l'utilisation correcte des EPI. ***Notant que le personnel infirmier, qui est souvent en contact étroit avec les patients, court un risque élevé d'être infecté lorsqu'il traite des patients chez lesquels la présence de la COVID-19 est suspectée ou confirmée, en particulier lorsque les précautions de lutte contre l'infection, y compris l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI), ne sont pas strictement appliquées, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées sur les mesures de sécurité adoptées ou envisagées, y compris la fourniture d'EPI et la formation à leur utilisation, ainsi que la mise en place de pauses adéquates pendant le travail en équipes et la limitation des heures excessives dans la mesure du possible, en vue de protéger la santé et le bien-être des infirmières et de limiter autant que possible leur risque de contracter la COVID-19.***

Exposition à des risques particuliers. La commission note que d'après le document du BIT: «La COVID-19 et le monde du travail, réponses politiques des pays», le gouvernement a alloué 85 millions d'euros au ministère de la Santé pour soutenir l'achat d'équipements sanitaires et l'embauche de 2000 professionnels de la santé. Elle attire l'attention du gouvernement sur le paragraphe 49 de la recommandation n° 157, qui dispose que: «1) toutes les mesures possibles devraient être prises pour éviter que le personnel infirmier soit exposé à des risques particuliers. Lorsque l'exposition à de tels risques est inévitable, des mesures devraient être prises pour la réduire au minimum; 2) des mesures telles que la fourniture et l'utilisation de vêtements protecteurs, l'immunisation, une durée du travail réduite, des pauses plus fréquentes, un éloignement provisoire du risque ou un congé annuel plus long devraient être prévues pour le personnel infirmier normalement occupé à des travaux présentant des risques particuliers, afin de réduire son exposition à ces risques; 3) en outre, le personnel infirmier qui est exposé à des risques particuliers devrait recevoir une compensation financière». La commission attire également l'attention du gouvernement sur les directives de l'OIT sur le travail décent dans les services publics d'urgence, 2018, qui reconnaissent la nécessité de protéger les travailleurs des services publics d'urgence, y compris les travailleurs de la santé d'urgence, contre l'exposition aux maladies transmissibles. En particulier, les paragraphes 50 et 51 de ces directives soulignent que des équipements de protection individuelle (EPI) appropriés et suffisants devraient être fournis aux travailleurs des services publics d'urgence (SPE) pour les protéger contre l'exposition à des conditions dangereuses et que les travailleurs et/ou leurs représentants devraient être consultés et participer à la sélection et à l'utilisation correcte des EPI. ***Notant que le personnel infirmier, qui est souvent en contact étroit avec les patients, court un risque élevé d'être infecté lorsqu'il traite des patients chez lesquels la présence de la COVID-19 est suspectée ou confirmée, en particulier lorsque les précautions de lutte contre l'infection, y compris l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI), ne sont pas strictement appliquées, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées sur les mesures de sécurité adoptées ou envisagées, y compris la fourniture d'EPI et la formation à leur utilisation, ainsi que la mise en place de pauses adéquates pendant le travail en équipes et la limitation des heures excessives dans la mesure du possible, en vue de protéger la santé et le bien-être des infirmières et de limiter autant que possible leur risque de contracter la COVID-19.***

Exposition à des risques particuliers. La commission note que d'après le document du BIT: «La COVID-19 et le monde du travail, réponses politiques des pays», le gouvernement a alloué 85 millions d'euros au ministère de la Santé pour soutenir l'achat d'équipements sanitaires et l'embauche de 2000 professionnels de la santé. Elle attire l'attention du gouvernement sur le paragraphe 49 de la recommandation n° 157, qui dispose que: «1) toutes les mesures possibles devraient être prises pour éviter que le personnel infirmier soit exposé à des risques particuliers. Lorsque l'exposition à de tels risques est inévitable, des mesures devraient être prises pour la réduire au minimum; 2) des mesures telles que la fourniture et l'utilisation de vêtements protecteurs, l'immunisation, une durée du travail réduite, des pauses plus fréquentes, un éloignement provisoire du risque ou un congé annuel plus long devraient être prévues pour le personnel infirmier normalement occupé à des travaux présentant des risques particuliers, afin de réduire son exposition à ces risques; 3) en outre, le personnel infirmier qui est exposé à des risques particuliers devrait recevoir une compensation financière». La commission attire également l'attention du gouvernement sur les directives de l'OIT sur le travail décent dans les services publics d'urgence, 2018, qui reconnaissent la nécessité de protéger les travailleurs des services publics d'urgence, y compris les travailleurs de la santé d'urgence, contre l'exposition aux maladies transmissibles. En particulier, les paragraphes 50 et 51 de ces directives soulignent que des équipements de protection individuelle (EPI) appropriés et suffisants devraient être fournis aux travailleurs des services publics d'urgence (SPE) pour les protéger contre l'exposition à des conditions dangereuses et que les travailleurs

et/ou leurs représentants devraient être consultés et participer à la sélection et à l'utilisation correcte des EPI. **Notant que le personnel infirmier, qui est souvent en contact étroit avec les patients, court un risque élevé d'être infecté lorsqu'il traite des patients chez lesquels la présence de la COVID-19 est suspectée ou confirmée, en particulier lorsque les précautions de lutte contre l'infection, y compris l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI), ne sont pas strictement appliquées, la commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées et actualisées sur les mesures de sécurité adoptées ou envisagées, y compris la fourniture d'EPI et la formation à leur utilisation, ainsi que la mise en place de pauses adéquates pendant le travail en équipes et la limitation des heures excessives dans la mesure du possible, en vue de protéger la santé et le bien-être des infirmières et de limiter autant que possible leur risque de contracter la COVID-19.**

Partie V du rapport. Application pratique. La commission prend note des statistiques des étudiants enregistrés en soins infirmiers pour l'année académique 2017-18 ainsi que des étudiants enregistrés pour les années académiques allant de 2013 à 2018. La commission prend également note des informations détaillées sur les personnes exerçant la profession infirmière par niveau de formation et domaine dans le secteur public et le secteur privé, basées sur des estimations, selon lesquelles 135 361 médecins et 55 963 infirmières et sages-femmes étaient employés début 2020. Elle constate un déséquilibre prononcé dans la disponibilité des médecins par rapport aux infirmières en Grèce et observe que, selon le profil de santé 2019 de la Commission européenne sur la Grèce, ce pays compte le plus grand nombre de médecins mais aussi le plus petit nombre d'infirmières pour 1 000 habitants de tous les pays de l'Union européenne. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées, ventilées par âge, sexe et région, concernant la situation du personnel infirmier dans le pays, y compris le ratio infirmière/population, le nombre de membres du personnel infirmier ventilé par établissements publics et privés, le nombre d'étudiantes qui obtiennent chaque année leur diplôme des écoles d'infirmières et le nombre d'établissements offrant un enseignement et une formation en soins infirmiers, le nombre d'infirmières et d'infirmiers qui entrent dans la profession ou la quittent chaque année, l'organisation et le fonctionnement de toutes les institutions qui fournissent des services de santé, ainsi que les études, enquêtes et rapports officiels traitant des questions relatives au personnel de santé dans le secteur de la santé en Grèce, y compris ceux qui pourraient avoir été élaborés dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.**

Malawi

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977 (ratification: 1986)

Article 2 de la convention. Politique nationale des services et du personnel infirmiers. Consultation. La commission prend note avec **intérêt** de l'ensemble des initiatives prises par le gouvernement au cours de la période considérée en ce qui concerne les services de santé publique et le personnel de santé, en particulier les services et le personnel infirmiers. Ces politiques ont été élaborées après consultation des parties prenantes et avec leur participation active, notamment le secteur privé, des établissements de formation sanitaire, les autorités de réglementation et des organisations de la société civile. La commission prend note de l'adoption en juillet 2017 de la première Politique nationale de santé du Malawi (NHP), qui établit un cadre général pour orienter la mise en place du secteur national de la santé. Elle compte parmi ses domaines prioritaires la prestation des services de santé, les ressources humaines pour la santé, les fonctions de direction et la gouvernance ainsi que le financement de la santé. Pour ce qui est du personnel de santé, la NHP 2017 prévoit l'adoption de mesures visant à garantir le recrutement, le déploiement et le maintien d'un nombre suffisant de travailleurs de la santé, motivés et dûment formés, y compris des infirmiers et des infirmières, en fonction des besoins sanitaires de la population, à tous les niveaux de la prestation des services de santé. La commission prend également note de l'adoption en 2017 du Plan stratégique à moyen terme pour le secteur de la santé II (HSSP II), qui définit plusieurs objectifs et activités et oriente l'utilisation des ressources au cours de la période 2017-2022. Le HSSP II prévoit un ensemble de stratégies prioritaires, notamment: améliorer la rétention et le recrutement de travailleurs de la santé motivés et judicieusement déployés, et renforcer la planification des effectifs de santé. La commission prend également note de l'élaboration, conformément aux politiques susmentionnées relatives à la santé et aux travailleurs de la santé, de la Politique relative au personnel infirmier et aux sages-femmes (NMP), qui a été adoptée en juin 2018. Cette politique fournit un cadre pour la fourniture de services de soins infirmiers et de sages-femmes complets, équitables et de qualité, qui contribueront à la réalisation des objectifs sanitaires du pays. Toutefois, les difficultés constatées dans la NMP 2018 sont entre autres le fardeau de la morbidité dans le pays, ainsi que des taux élevés de mortalité maternelle (439 pour cent mille naissances), de mortalité néonatale (27 pour mille naissances vivantes) et un taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans qui s'élève à 64 pour mille. Il est noté qu'il faudra réduire de 84 pour cent le taux de mortalité maternelle pour atteindre les objectifs de développement durable. Les principaux objectifs de la NMP 2018 sont les suivants: ramener le taux de vacance des postes

de personnel infirmier et de sages-femmes, de 63 pour cent actuellement, à 50 pour cent d'ici à 2022; fournir des conseils aux décideurs, aux parties prenantes et aux partenaires en vue de la planification et de la mise en œuvre efficaces des services infirmiers et de sages-femmes; faciliter la prestation de services infirmiers et de sages-femmes de qualité; promouvoir un encadrement et une supervision cliniques de qualité des étudiants en soins infirmiers ainsi que le placement en temps utile des nouveaux diplômés en soins infirmiers et de sages-femmes. En outre, la NMP 2018 prévoit la participation d'un large éventail d'acteurs à son suivi et à sa mise en œuvre – entre autres, organisations de travailleurs, associations de personnel infirmier, organisations du secteur privé, partenaires de développement et organisations non gouvernementales. De plus, la commission prend note de la mise en place du Programme de santé allemand du Malawi (MGHP), qui prévoit l'adoption de mesures, conformément à la NHP 2017 et au HSSP II, pour améliorer la répartition et accroître les qualifications du personnel clinique et infirmier dans le domaine des soins de santé maternelle et néonatale. **La commission prie le gouvernement de communiquer des informations détaillées et actualisées sur les mesures prises dans le cadre de la Politique nationale de santé, du Plan stratégique pour le secteur de la santé II 2017-2022, de la Politique relative au personnel infirmier et aux sages-femmes et du Programme de santé allemand du Malawi, ainsi que des informations sur leur impact dans la pratique. En particulier, la commission prie le gouvernement de communiquer des informations détaillées sur la mise en œuvre et les effets des mesures destinées à assurer au personnel infirmier des conditions d'emploi et de travail, y compris des perspectives de carrière et une rémunération, qui soient propres à attirer et à retenir le personnel dans la profession.**

Soins infirmiers de santé communautaire. La commission note que, selon le HSSP II, une proportion importante de la population du Malawi (84 pour cent) n'a pas accès aux soins de santé, en particulier les personnes résidant dans les zones rurales et reculées du pays. Dans ce contexte, la commission note l'adoption en novembre 2017 de la première Stratégie nationale de santé communautaire 2017-2022 (NCHS). Alignée sur les politiques nationales de santé en place et sur le HSSP II, la NCHS 2017 a été élaborée au terme d'un processus consultatif intensif avec les acteurs du secteur de la santé, dont les collectivités locales. Le premier objectif de la NCHS 2017 est d'assurer des services de santé communautaire intégrés de qualité, abordables, culturellement acceptables, scientifiquement appropriés et accessibles à chaque ménage. À cette fin, la NCHS 2017 compte parmi ses objectifs stratégiques celui de constituer un personnel de santé communautaire en nombre suffisant, équitablement réparti et bien formé, qui comprendra le personnel infirmier communautaire. La commission note que, selon la NCHS 2017, il existe une carence du personnel infirmier communautaire. La NCHS 2017 indique aussi que ce personnel est utilisé pour combler les lacunes des établissements de santé et qu'il dispose donc de moins de temps pour la communauté. Il est confronté à diverses difficultés - manque de clarté en ce qui concerne ses fonctions et ses tâches, formation et supervision inadéquates et mesures d'incitation insuffisantes. Pour remédier à la pénurie de travailleurs de la santé communautaire (CHW) suffisamment formés et motivés, la NCHS 2017 prévoit un certain nombre d'interventions essentielles: recrutement de CHW supplémentaires, notamment au moins deux infirmières de santé communautaire (CHN) par centre de santé et une aide-sage-femme (CMA) par structure de santé communautaire; promotion d'une répartition géographique équitable des CHW; et formation initiale et continue intégrée de grande qualité pour tous les CHW. La NCHS 2017 prévoit également le lancement d'un ensemble plus normalisé d'incitations financières, non financières et sociales ou en fonction des résultats, pour accroître la rétention des CHW et contribuer à la qualité de leurs résultats dans tout le pays. La commission note aussi que la NMP 2018 inclut un domaine d'action prioritaire en ce qui concerne les soins infirmiers et la profession de sage-femme en santé communautaire. À ce sujet, la NMP 2018 prévoit notamment les stratégies suivantes: assurer l'orientation des services de soins infirmiers et de sages-femmes en santé communautaire et renforcer ces services en intégrant les soins infirmiers en santé communautaire dans tous les services de soins infirmiers et de sages-femmes. **La commission prie le gouvernement de donner des informations détaillées et actualisées sur la mise en œuvre effective, le suivi et l'impact des mesures prises dans le cadre de la Stratégie nationale de santé communautaire 2017-2022 et de la Politique relative au personnel infirmier et aux sages-femmes 2018, en ce qui concerne les services de soins infirmiers et le personnel infirmier, y compris les infirmières, les sages-femmes et les travailleuses/travailleurs de santé communautaire.**

Infirmières de santé mentale. La commission note que, selon le HSSP II, beaucoup de personnes au Malawi souffrent de troubles mentaux. La plupart demande des soins médicaux dans les établissements de santé, mais elles sont mal diagnostiquées parce qu'elles présentent des symptômes physiques. Des troubles courants tels que la dépression et l'anxiété, dont la prévalence serait de 10 à 20 pour cent, passent souvent inaperçus ou ne sont pas traités. Le gouvernement indique dans le HSSP II qu'au moins 20 infirmiers psychiatriques et agents cliniques psychiatriques sont formés chaque année mais que le nombre des effectifs psychiatriques actifs dans des domaines liés à la santé mentale est très faible, en raison de la pénurie générale de personnel infirmier dans le système de santé. **La commission prie le**

gouvernement de donner des informations détaillées et actualisées sur les mesures prises ou envisagées pour assurer les soins infirmiers quantitativement et qualitativement nécessaires pour amener la population au niveau de santé le plus élevé possible.

Article 2, paragraphes 2 a) et 3. Éducation et formation du personnel infirmier. La commission note que la priorité du HSSP II est d'améliorer la qualité de la formation en accroissant les possibilités de formation et d'éducation, en particulier grâce à la formation professionnelle continue (CPD). Le HSSP II prévoit des mesures spécifiques pour promouvoir une formation initiale de qualité aux soins infirmiers et à la profession de sage-femme, notamment pour institutionnaliser une révision périodique des programmes d'études pour tous les établissements de formation, ainsi que des ratios d'étudiants par tuteur dans certains programmes de formation aux soins infirmiers et à la profession de sage-femme. Le HSSP II prévoit aussi des mesures destinées à faciliter une collaboration constante entre les enseignants et le personnel clinique et communautaire. Il compte également des mesures pour encourager l'ensemble du personnel infirmier et des sages-femmes à poursuivre leur formation continue, en pérennisant cette formation et en aidant le personnel infirmier et les sages-femmes qui suivent des cours de perfectionnement et une formation en cours d'emploi. La commission note à ce propos que le Conseil du personnel infirmier et des sages-femmes du Malawi, avec l'aide du MGHP, a réintroduit la CPD obligatoire pour les infirmières sages-femmes. **La commission prie le gouvernement de donner des informations détaillées et actualisées sur la nature, la mise en œuvre, le suivi et l'impact des mesures prises, afin d'assurer au personnel infirmier, y compris aux sages-femmes, une éducation et une formation de qualité appropriées pour l'exercice de ses fonctions et pour son évolution professionnelle.**

Article 5, paragraphe 2. Détermination des conditions d'emploi et de travail. En réponse aux commentaires précédents de la commission, le gouvernement indique que la convention collective pour le secteur infirmier n'a toujours pas été conclue. **La commission prie le gouvernement de continuer à fournir des informations sur l'état d'avancement de la négociation collective et sur les progrès réalisés dans ce sens, et de transmettre copie de la convention collective conclue pour le secteur infirmier.**

Article 7. Sécurité et santé au travail. La commission note que, le 19 mars 2020, le président du Malawi a déclaré l'état de catastrophe nationale en réponse à la pandémie de COVID-19. Le Plan national de préparation et de réponse à la COVID-19 a ensuite été lancé pour la période de mars à juin 2020. Il a notamment pour objectif de renforcer les capacités des travailleurs de la santé en ce qui concerne les maladies très infectieuses (comme la COVID-19), et d'acquérir des fournitures et des équipements pour doter tous les centres de traitement. À ce sujet, la commission attire l'attention du gouvernement sur le paragraphe 49 de la recommandation (n° 157) sur le personnel infirmier, 1977: «1) Toutes les mesures possibles devraient être prises pour éviter que le personnel infirmier soit exposé à des risques particuliers. Lorsque l'exposition à de tels risques est inévitable, des mesures devraient être prises pour la réduire au minimum; 2) des mesures telles que la fourniture et l'utilisation de vêtements protecteurs, l'immunisation, une durée du travail réduite, des pauses plus fréquentes, un éloignement provisoire du risque ou un congé annuel plus long devraient être prévues pour le personnel infirmier normalement occupé à des travaux présentant des risques particuliers, afin de réduire son exposition à ces risques, et 3) en outre, le personnel infirmier qui est exposé à des risques particuliers devrait recevoir une compensation financière». La commission attire également l'attention du gouvernement sur les *Directives de l'OIT sur le travail décent dans les services publics d'urgence, 2018*, qui reconnaissent la nécessité de protéger les travailleurs des services publics d'urgence contre l'exposition aux maladies transmissibles, notamment le personnel médical d'urgence. En particulier, les paragraphes 50 et 51 des directives soulignent que des équipements de protection individuelle (PPE) appropriés et suffisants devraient être fournis aux travailleurs des services publics d'urgence pour les protéger contre l'exposition à des conditions dangereuses, et que les travailleurs et/ou leurs représentants devraient être consultés et participer au choix des PPE et aux conditions de bonne utilisation des PPE. **Notant que le personnel infirmier, parce qu'il est souvent en contact étroit avec les patients, court un risque élevé d'infection pendant le traitement de patients dont la contagion par la COVID-19 est suspectée ou confirmée, lorsque les précautions de lutte contre l'infection, y compris l'utilisation d'équipements de protection individuelle (PPE), ne sont pas strictement appliquées, la commission prie le gouvernement de donner des informations détaillées et actualisées sur les mesures de sécurité prises ou envisagées, notamment la fourniture de PPE et la formation à leur utilisation, l'octroi de pauses appropriées pendant les changements d'équipes et la limitation de la durée du travail dans la mesure du possible, afin de protéger la santé et le bien-être du personnel infirmier et de limiter autant que possible le risque de contracter la COVID-19.**

Point V du formulaire de rapport. Application dans la pratique. La commission note que, selon l'Observatoire mondial de la santé de l'OMS, le nombre total de personnel infirmier et de sages-femmes au Malawi est passé de 4 573 en 2016 à 7 957 en 2018. Néanmoins, le HSSP II indique que le taux global de vacance des postes de personnel infirmier est actuellement de 66 pour cent (63 pour cent pour les

assistants de santé communautaire, 72 pour cent pour les chefs techniciens en soins infirmiers, 45 pour cent pour les chefs du personnel infirmier et 31 pour cent pour les aides-sages-femmes communautaires). Cette pénurie de personnel est un fardeau pour les professionnels des soins infirmiers et les sages-femmes qui sont en activité. ***La commission prie le gouvernement de communiquer des informations détaillées et actualisées sur l'application de la convention dans la pratique, y compris des statistiques ventilées par sexe, âge et région en ce qui concerne: le ratio personnel infirmier/population; et le nombre de personnes inscrites dans les écoles de soins infirmiers et le nombre d'infirmières et d'infirmiers qui entrent dans la profession et la quittent chaque année. Prière aussi de donner des informations sur l'organisation et le fonctionnement de toutes les institutions qui fournissent des services de santé, et de communiquer des études, enquêtes et rapports officiels sur les difficultés du personnel de santé dans le secteur de la santé au Malawi.***

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: la **convention n° 110** (Mexique); la **convention n° 149** (Congo, Ghana, Guinée, Guyana, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Malte, Tadjikistan); la **convention n° 172** (Allemagne, Belgique, Guyana, Iraq, Irlande, Liban); la **convention n° 177** (Albanie, Argentine, Macédoine du Nord, Tadjikistan); la **convention n° 189** (Allemagne, Équateur, Guyana, Irlande, Philippines).

II. Observations concernant la soumission aux autorités compétentes des conventions et recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail (article 19 de la Constitution)

Albanie

Défaut grave de soumission. La commission note avec **préoccupation** que le gouvernement n'a pas répondu à ses observations précédentes. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime donc une fois de plus le ferme espoir, comme l'avait fait en juin 2019 la Commission de la Conférence, que le gouvernement d'Albanie s'acquittera de ses obligations constitutionnelles de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. Se référant à ses observations précédentes, la commission réitère sa demande au gouvernement aux fins qu'il fournisse des informations sur la soumission au Parlement albanais de 24 instruments: le protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947, adopté par la Conférence à sa 82^e session, la recommandation (n° 193) sur la promotion des coopératives, 2002, et la recommandation (n° 194) sur la liste des maladies professionnelles, 2002, adoptées par la Conférence à sa 90^e session, ainsi que les instruments adoptés à ses 78^e, 84^e, 86^e, 89^e, 92^e, 95^e (recommandation n° 198), 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Angola

Défaut de soumission. La commission observe avec **regret** que le gouvernement n'a pas communiqué les informations demandées dans son observation de 2018. **La commission réitère donc de nouveau sa demande au gouvernement aux fins qu'il communique les informations requises en vertu de l'article 19 de la Constitution de l'OIT sur les 17 instruments qui n'ont pas encore été soumis à l'Assemblée nationale. Il s'agit notamment de la recommandation (n° 180) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992, adoptée par la Conférence à sa 79^e session; du protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947, adopté par la Conférence à sa 82^e session; et des instruments adoptés aux 86^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions de la Conférence (2003-2017). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Antigua-et-Barbuda

Défaut de soumission. La commission observe que le gouvernement n'a pas répondu à sa demande directe de 2018. Elle rappelle donc de nouveau les informations communiquées par le gouvernement en avril 2014 selon lesquelles le ministre du Travail a de nouveau soumis, le 11 mars 2014, au Cabinet d'Antigua-et-Barbuda les instruments adoptés par la Conférence de sa 83^e session à sa 101^e session (1996-2012). **La commission prie de nouveau le gouvernement d'indiquer les dates auxquelles les 23 instruments adoptés par la Conférence de sa 83^e session à sa 101^e session ont été soumis au Parlement d'Antigua-et-Barbuda. La commission le prie en outre de nouveau de communiquer des informations sur la soumission au Parlement du protocole relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, et de la recommandation (n° 203) sur le travail forcé (mesures complémentaires), 2014, adoptés par la Conférence à sa 103^e session; de la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, adoptée par la Conférence à sa 104^e session; et de la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, adoptée par la Conférence à sa 106^e session. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Bahamas

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a pas répondu à son observation de 2018. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime le ferme espoir, comme l'avait fait en juin 2019 la Commission de la Conférence, que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente (Parlement). En conséquence, elle prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Parlement de 24 instruments adoptés par la Conférence à 14 sessions tenues de 1997 à 2017 (85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session.**

Bahreïn

Défaut grave de soumission. La commission observe que le gouvernement n'a pas répondu à ses observations précédentes. Se référant à ses commentaires de 2019, elle prend note des informations fournies par le gouvernement le 18 juillet 2019 selon lesquelles il s'est acquitté de ses obligations constitutionnelles moyennant la soumission à l'autorité compétente (Conseil des ministres) des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail. Elle prend également note des informations communiquées par le gouvernement le 22 juillet 2019, selon lesquelles la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, a été soumise au Conseil des ministres. La commission note que le gouvernement ne précise pas la date de soumission. La commission rappelle une fois encore ses observations précédentes dans lesquelles elle avait noté que, en vertu de l'article 47(a) de la Constitution nationale, la soumission des conventions internationales est faite au Conseil des ministres, qui est l'organe responsable de l'élaboration de la politique publique de l'État et du suivi de sa mise en œuvre. La commission rappelle en outre que le gouvernement a indiqué en septembre 2011 que, avec la création d'une Assemblée nationale – composée du Conseil consultatif (*Majlis Al-Shura*) et du Conseil des représentants (*Majlis Al-Nuwab*) –, il est apparu nécessaire d'établir un mécanisme nouveau pour assurer la soumission à l'Assemblée nationale des instruments adoptés par la Conférence. La commission souligne que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. La commission rappelle que l'OIT est prête à explorer avec les autorités nationales les voies selon lesquelles un tel mécanisme pourrait être mis en place pour que les instruments adoptés par la Conférence soient effectivement soumis à l'Assemblée nationale et que les obligations de Bahreïn au regard de la Constitution de l'OIT soient ainsi remplies. **La commission exprime le ferme espoir, comme l'avait fait en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019 la Commission de la Conférence, que le gouvernement prendra des mesures sans délai pour soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'Assemblée nationale. En conséquence, elle prie instamment le gouvernement de fournir des informations sur la soumission à l'Assemblée nationale des 23 instruments adoptés par la Conférence à 14 sessions tenues de 2000 à 2017 (88^e session, 89^e session, 90^e session, 91^e session, 92^e session, 94^e session, 95^e session, 96^e session, 99^e session, 100^e session, 101^e session, 103^e session, 104^e session). Elle réitère de nouveau sa demande au gouvernement aux fins qu'il précise quelle est l'autorité compétente à laquelle la recommandation n° 205**

a été soumise, ainsi que la date de soumission, et elle rappelle à nouveau au gouvernement qu'il peut solliciter l'assistance technique du BIT en ce qui concerne ses obligations de soumission. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).

Belize

Défaut grave de soumission. La commission note avec **préoccupation** que le gouvernement n'a pas répondu à ses observations précédentes. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. La commission exprime le ferme espoir, comme l'avait fait en juin 2017, juin 2018 et juin 2019 la Commission de la Conférence, que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente (Assemblée nationale). **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la soumission à l'Assemblée nationale de 41 instruments en instance adoptés par la Conférence lors de 21 sessions qui se sont tenues entre 1990 et 2017. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

État plurinational de Bolivie

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses commentaires précédents. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. Elle note qu'aucune information n'a été fournie sur la soumission à l'Assemblée législative plurinationale des 29 instruments adoptés par la Conférence à 19 sessions tenues entre 1993 et 2017. **La commission prie instamment le gouvernement de donner des informations relatives à la soumission des 29 instruments adoptés par la Conférence depuis 1993 qui n'ont pas encore été soumis à l'Assemblée législative plurinationale. Elle rappelle au gouvernement qu'il peut solliciter l'assistance technique du BIT s'il le souhaite. Elle prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Brunéi Darussalam

Défaut grave de soumission. La commission note avec **préoccupation** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission prie donc instamment le gouvernement de fournir des informations sur la soumission aux autorités nationales compétentes, au sens de l'article 19, paragraphes 5 et 6, de la Constitution de l'OIT, des dix instruments adoptés par la Conférence à ses 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2007-2017). La commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau afin que celui-ci l'aide à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de la Constitution en ce qui concerne la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes. Elle prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Chili

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime de nouveau le ferme espoir, comme l'avait fait en juin 2019 la Commission de la Conférence, que le gouvernement de Chili s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles aux autorités compétentes. En conséquence, la commission réitère sa demande au gouvernement aux fins qu'il communique les informations demandées, en indiquant la date de soumission au Congrès national des 26 instruments adoptés à l'occasion de 16 sessions de la Conférence entre 1996 et 2017 (83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 95^e (recommandation (n° 198) sur la relation de travail, 2006), 96^e, 99^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la**

convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).

Comores

Défaut grave de soumission. La commission note avec **préoccupation** que le gouvernement n'a pas fourni les informations demandées dans son observation de 2018. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime de nouveau le ferme espoir, tout comme la Commission de la Conférence en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019, que le gouvernement se conformera à son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. Elle prie donc instamment le gouvernement de fournir des informations sur la présentation à l'Assemblée de l'Union des Comores des 44 instruments adoptés par la Conférence à ses 22 sessions tenues entre 1992 et 2017. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Congo

Défaut grave de soumission. La commission note avec **préoccupation** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime de nouveau le ferme espoir, comme l'avait fait en juin 2019 la Commission de la Conférence, que le gouvernement du Congo s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles aux autorités compétentes. La commission demande une fois de plus au gouvernement d'appliquer la procédure de soumission en ce qui concerne les 65 conventions, recommandations et protocoles adoptés par la Conférence à 31 sessions tenues entre 1970 et 2017, qui n'ont pas encore été soumis à l'Assemblée nationale. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Croatie

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a pas fourni les informations demandées dans son observation de 2018. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime le ferme espoir, tout comme la Commission de la Conférence en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019, que le gouvernement se conformera à son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. Elle prie donc instamment le gouvernement de fournir des informations sur la présentation au Parlement croate des 22 instruments adoptés par la Conférence à 13 sessions tenues entre 1998 et 2017 (86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Dominique

Défaut grave de soumission. La commission note avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses commentaires précédents. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime le ferme espoir, comme l'a fait la Commission de la Conférence en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019, que le gouvernement respectera son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. La commission prie donc à nouveau instamment le gouvernement de fournir des informations sur la soumission à la Chambre de l'Assemblée des 42 instruments adoptés par la Conférence à 21 sessions tenues entre 1993 et 2017 (80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions). Elle prie également le gouvernement de fournir des informations sur la soumission de la convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement et de la recommandation (n° 206), 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).** La commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau afin que

celui-ci l'aide à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de la Constitution en ce qui concerne la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes.

El Salvador

Défaut grave de soumission. La commission note que le gouvernement n'a pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. Dans ce contexte, la commission rappelle les informations fournies par un représentant gouvernemental devant la Commission de la Conférence à sa 108^e session en juin 2019 indiquant que le pays remerciait le BIT de la coopération technique apportée à l'élaboration du protocole relatif aux procédures institutionnelles afférentes à la soumission des instruments de l'OIT. Le représentant gouvernemental a indiqué que le gouvernement prendrait bientôt les premières mesures pour soumettre les conventions et recommandations pertinentes à l'autorité compétente. **La commission exprime de nouveau le ferme espoir, tout comme la Commission de la Conférence en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019, que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité nationale compétente. Elle le prie donc instamment, une fois de plus, de soumettre à l'Assemblée législative les instruments adoptés à 23 sessions de la Conférence qui se sont tenues entre octobre 1976 et juin 2017. En outre, la commission prie de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission des instruments restants adoptés par la Conférence à ses 63^e (convention n° 148 et recommandations n°s 156 et 157), 67^e (convention n° 154 et recommandation n° 163), 69^e (recommandation n° 167) et 90^e (recommandations n°s 193 et 194) sessions. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Gabon

Défaut grave de soumission. La commission note avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses observations précédentes. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime le ferme espoir, comme l'avait fait en juin 2017, juin 2018 et juin 2019 la Commission de la Conférence, que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. Par conséquent, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Parlement des 25 instruments adoptés à ses 82^e, 83^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Gambie

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission à l'Assemblée nationale des huit instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2010-2017). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Grenade

Défaut grave de soumission. La commission note avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **Se référant à ses observations précédentes, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de communiquer la date à laquelle les instruments adoptés par la Conférence entre 1994 et 2006 ont été soumis au Parlement de la Grenade et de fournir des informations sur les décisions prises le cas échéant par le Parlement au sujet desdits instruments. La commission réitère sa demande au gouvernement aux fins qu'il fournisse des informations sur la soumission au Parlement des neuf instruments adoptés aux 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e,**

104^e et 106^e sessions de la Conférence (2007-2017). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).

Guinée

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission prie donc à nouveau instamment au gouvernement de fournir des informations sur la soumission à l'Assemblée nationale des 29 instruments adoptés par la Conférence entre octobre 1996 et juin 2017 (84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Guinée-Bissau

Soumission. La commission note que le gouvernement n'a fourni aucune réponse à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission réitère donc une fois de plus sa demande au gouvernement de fournir des informations sur la soumission à l'Assemblée de la République des 19 instruments restants adoptés par la Conférence à ses 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e et 104^e sessions (2001-2015). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Guinée équatoriale

Défaut grave de soumission. La commission note avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime le ferme espoir, comme l'a fait en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019 la Commission de la Conférence, que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. Par conséquent, elle prie à nouveau instamment le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission au Parlement des 35 instruments adoptés par la Conférence entre 1993 et 2017. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Guyana

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a de nouveau pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission prie par conséquent de nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Parlement du Guyana des huit instruments adoptés par la Conférence à ses 96^e, 99^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions. Elle prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Haïti

Défaut grave de soumission. La commission note avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **À l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente (l'Assemblée nationale). Par conséquent, la commission prie à nouveau instamment le**

gouvernement de communiquer des informations concernant la soumission des 63 instruments suivants à l'Assemblée nationale:

- **les instruments restants adoptés à la 67^e session (conventions n^{os} 154 et 155, et recommandations n^{os} 163 et 164);**
- **les instruments adoptés à la 68^e session;**
- **les instruments restants adoptés à la 75^e session (convention n^o 168 et recommandations n^{os} 175 et 176); et**
- **les instruments adoptés lors de 25 sessions de la Conférence qui ont eu lieu entre 1989 et 2017.**

La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n^o 190) et de la recommandation (n^o 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).

Hongrie

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **Par conséquent, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission à l'Assemblée nationale des instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2010-2017). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n^o 190) et de la recommandation (n^o 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Îles Marshall

Défaut grave de soumission. La commission note que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. La commission rappelle que les Îles Marshall sont devenues Membre de l'Organisation le 3 juillet 2007. Conformément aux alinéas a) du paragraphe 5 et a) du paragraphe 6 de l'article 19 de la Constitution de l'OIT, le Bureau a communiqué au gouvernement le texte des conventions, des recommandations et du protocole adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2010-2017). **La commission réitère sa demande au gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Parlement des huit instruments adoptés par la Conférence entre 2010 et 2017. Elle prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n^o 190) et de la recommandation (n^o 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

La commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau afin que celui-ci l'aide à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de la Constitution de l'OIT en ce qui concerne la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes.

Îles Salomon

Défaut grave de soumission. La commission note avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses commentaires précédents. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **À l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019, la commission exprime donc une fois encore le ferme espoir que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente (le Parlement national). Par conséquent, la commission prie à nouveau instamment le gouvernement de prendre des mesures pour soumettre sans délai au Parlement national les 63 instruments en instance adoptés par la Conférence de 1984 à 2017, et de fournir au Bureau international du Travail les informations requises au titre de l'article 19 de la Constitution. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n^o 190) et de la recommandation (n^o 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

La commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau afin que celui-ci l'aide à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de

la Constitution en ce qui concerne la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes.

Iraq

Défaut de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT.

La commission rappelle de nouveau les informations détaillées communiquées par le gouvernement en novembre 2017, comprenant les dates de soumission au Conseil des représentants (*Majlis Al-Nuwaab*) de chacun des instruments adoptés par la Conférence à ses 88^e, 90^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e et 101^e sessions (2000-2012). Elle rappelle également l'indication du gouvernement selon laquelle les recommandations soumises au Conseil des représentants n'ont pas été examinées par le conseil, mais ont été transmises au ministère du Travail et des Affaires sociales, qui, selon l'indication du gouvernement, est l'autorité compétente quant aux recommandations. La commission rappelle en outre les informations communiquées par le gouvernement en mars 2017, d'après lesquelles le protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, a été soumis à l'autorité compétente. À cet égard, elle note qu'aucune information n'a été communiquée concernant la date de soumission, ou indiquant si l'instrument en question a été effectivement soumis au Conseil des représentants (*Majlis Al-Nuwaab*). La commission rappelle encore une fois que, en vertu de l'article 19, paragraphes 5 et 6, de la Constitution de l'OIT, tout Membre de l'Organisation s'engage à soumettre les instruments adoptés par la Conférence à l'autorité ou aux autorités dans la compétence desquelles rentre la matière en vue de les transformer en loi ou de prendre des mesures d'un autre ordre. Dans le mémorandum de 2005 concernant l'obligation de soumettre les conventions et recommandations aux autorités compétentes, le Conseil d'administration a indiqué que l'autorité compétente est l'autorité qui, en vertu de la Constitution de chaque État, a le pouvoir de légiférer ou de prendre des mesures d'un autre ordre en vue de la mise en œuvre des conventions et recommandations. L'autorité nationale compétente est normalement l'Assemblée législative. **La commission réitère par conséquent sa demande au gouvernement aux fins qu'il fournisse des informations plus spécifiques sur la soumission au Conseil des représentants des 12 instruments restants adoptés par la Conférence de 2000 à 2015. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission au Conseil des représentants de la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, adoptée par la Conférence à sa 106^e session, ainsi que de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Kazakhstan

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumettre les instruments adoptés à l'autorité compétente est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la date à laquelle la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, a été soumise au Parlement. De plus, la commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Parlement des 36 instruments restants adoptés par la Conférence entre 1993 et 2017, y compris sur la date à laquelle chacun a été soumis au Parlement. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Kirghizistan

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que, une fois de plus, le gouvernement n'a pas répondu à ses commentaires précédents. Elle rappelle donc de nouveau les informations communiquées par le gouvernement en novembre 2016 concernant la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, concernant les caractéristiques de l'économie informelle au Kirghizistan. Elle avait cependant noté que le gouvernement n'avait communiqué aucune information sur la soumission. La commission se réfère donc une fois de plus aux commentaires formulés depuis 1994 et rappelle que, conformément à l'article 19 de la Constitution de l'OIT, chaque Membre s'engage à soumettre les instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail à l'autorité ou aux autorités dans la compétence desquelles rentre la matière en vue de les transformer en lois ou de prendre des mesures d'un autre ordre. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système

normatif de l'OIT. *À l'instar de la Commission de la Conférence en 2016, 2017, 2018 et 2019, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. Elle prie à nouveau instamment le gouvernement de fournir des informations sur la soumission aux autorités compétentes des 42 instruments adoptés par la Conférence à 21 sessions tenues entre 1992 et 2017. La commission rappelle au gouvernement qu'il peut se prévaloir de l'assistance technique du BIT pour rattraper ce retard important. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).*

Kiribati

Soumission au Parlement. La commission note avec **satisfaction** l'indication du gouvernement selon laquelle les 23 instruments adoptés par la Conférence à ses 88^e, 89^e, 90^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e, 106^e et 108^e sessions ont été soumis à l'autorité compétente. Elle se félicite des progrès accomplis par le gouvernement dans son respect de son obligation constitutionnelle de soumission.

Koweït

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a toujours pas communiqué les informations demandées quant à la soumission à l'autorité compétente (l'Assemblée nationale). Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. Comme l'a fait la Commission de la Conférence en 2016, 2017, 2018 et 2019, elle exprime le ferme espoir que le gouvernement remplira son obligation de soumettre à l'Assemblée nationale (*Majlis Al-Ummah*) les conventions, recommandations et protocoles adoptés. ***La commission prie donc à nouveau le gouvernement de faire connaître la date à laquelle les instruments adoptés par la Conférence à ses 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e et 104^e sessions ont été soumis à l'Assemblée nationale (Majlis Al-Ummah). En outre, se référant à ses commentaires précédents, elle le prie de nouveau de préciser la date à laquelle ont été soumis à l'Assemblée nationale les instruments adoptés par la Conférence à ses 77^e (conventions n°s 170 et 171, recommandations n°s 177 et 178 et protocole de 1990), 80^e (recommandation n° 181), 86^e (recommandation n° 189) et 89^e (convention n° 184 et recommandation n° 192) sessions. Elle réitère également sa demande aux fins que le gouvernement donne des informations sur les mesures prises en vue de la soumission à l'Assemblée nationale de la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa 106^e session. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).***

Liban

Défaut grave de soumission. La commission note que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. La commission rappelle aussi, une fois de plus, les informations communiquées par le gouvernement en février 2016 indiquant que le ministère du Travail avait soumis la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, au Conseil des ministres pour examen, et que ce dernier avait décidé d'établir une commission spéciale chargée d'étudier ladite recommandation. ***La commission renvoie de nouveau à ses commentaires précédents et prie le gouvernement d'indiquer la date à laquelle les instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2010 à 2017) ont été soumis à l'Assemblée nationale (Majlis Al-Nuwwab). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).***

Libéria

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses commentaires précédents. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. ***La commission exprime donc une fois de plus le ferme espoir, comme l'avait fait la Commission de la Conférence en 2017, 2018 et 2019, que le gouvernement s'acquittera de son obligation***

de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. Elle réitère aussi sa demande au gouvernement aux fins qu'il fournisse des informations sur la soumission à l'Assemblée législative nationale des 23 instruments adoptés par la Conférence à ses 77^e, 82^e, 88^e, 89^e, 90^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).

Libye

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses commentaires précédents. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime une fois de plus le ferme espoir, comme l'avait fait la Commission de la Conférence en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019, que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles aux autorités compétentes. Elle prie donc à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission aux autorités compétentes (au sens de l'article 19, paragraphes 5 et 6, de la Constitution de l'OIT) des 35 conventions, recommandations et protocoles adoptés par la Conférence lors de 18 sessions qu'elle a tenues entre 1996 et 2017. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Macédoine du Nord

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses commentaires précédents. La commission rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission prie donc instamment le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission à l'Assemblée de la République (Sobranie) de 27 instruments (conventions, recommandations et protocoles) adoptés par la Conférence entre octobre 1996 et juin 2017. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Malaisie

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses commentaires précédents. La commission rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime par conséquent une fois de plus le ferme espoir, comme l'avait fait en juin 2019 la Commission de la Conférence, que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. Elle prie à nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission au Parlement de la Malaisie des instruments adoptés par la Conférence à sa 95^e session (recommandation n° 198) et à ses 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2006-2017). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Malawi

Défaut de soumission. La commission note que le gouvernement n'a pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle par conséquent les informations qu'il a fournies concernant la soumission au Président, le 12 décembre 2018, de la recommandation (n° 200) sur le VIH et le sida, 2010, adoptée par la Conférence à sa 99^e session, de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, adoptée par la Conférence à sa 100^e session, de la recommandation (n° 203) sur le travail forcé (mesures complémentaires), 2014, adoptée par la Conférence à sa 103^e session, et de la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, adoptée par la Conférence à sa 104^e session. En outre, le gouvernement indique que la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, a été soumise à l'autorité compétente. La commission rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. Tout en prenant note de

l'indication du gouvernement selon laquelle le Président est membre du Parlement, la commission rappelle que l'obligation de soumission ne saurait être considérée comme remplie tant que les instruments adoptés par l'OIT n'ont pas été soumis à l'organe législatif. **La commission prie donc à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Parlement, y compris les dates correspondantes, des sept instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2010-2017). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Maldives

Défaut grave de soumission. La commission note que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que la République des Maldives est devenue Membre de l'Organisation le 15 mai 2009. Par la suite, conformément aux alinéas a) du paragraphe 5 et a) du paragraphe 6 de l'article 19 de la Constitution de l'OIT, le Bureau a communiqué au gouvernement les textes de la convention, des recommandations et du protocole adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions. **La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Majlis du peuple (en indiquant les dates de soumission) des instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2010-2017). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).** La commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau afin que celui-ci l'aide à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de la Constitution en ce qui concerne la soumission des instruments adoptés par la Conférence au Majlis du peuple.

Malte

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a pas répondu à ses commentaires précédents. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime le ferme espoir, comme l'avait fait en 2017, 2018 et 2019 la Commission de la Conférence, que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission à la Chambre des représentants des instruments adoptés par la Conférence à ses 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2007-2017). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Mexique

Défaut de soumission. **La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Sénat de la République des instruments adoptés aux 95^e, 96^e, 100^e, 103^e et 104^e sessions de la Conférence. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Mozambique

Soumission. La commission note que le gouvernement n'a pas répondu à ses précédents commentaires. **Elle le prie donc à nouveau instamment de donner des informations sur la soumission à l'Assemblée de la République des 33 instruments adoptés par la Conférence à l'occasion de 16 sessions qui ont eu lieu entre 1996 et 2014. Elle le prie également de préciser la date à laquelle la convention n° 129 a été soumise à l'Assemblée de la République. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Pakistan

Défaut grave de soumission. La commission note que le gouvernement n'a pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle les informations que le gouvernement a fournies le 24 juillet 2019,

d'après lesquelles le ministère des Pakistanais à l'étranger et de la Valorisation des ressources humaines (Ministry of Overseas Pakistanis and Human Resource Development, MOPHRD) a entamé la procédure de soumission au Parlement des instruments en instance. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime le ferme espoir, comme l'avait fait en 2017, 2018 et 2019 la Commission de la Conférence, que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. La commission prie une fois de plus le gouvernement de mener à terme la procédure de soumission aux autorités nationales compétentes des 39 instruments restants adoptés par la Conférence à 19 sessions qu'elle a tenues entre 1994 et 2017, et de tenir le Bureau informé des progrès réalisés. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Défaut grave de soumission. La commission note avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime par conséquent le ferme espoir, comme l'a fait la Commission de la Conférence en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019, que le gouvernement satisfera à son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. Par conséquent, elle prie à nouveau instamment le gouvernement de soumettre au Parlement national les 23 instruments adoptés par la Conférence à 14 sessions tenues entre 2000 et 2017. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

République arabe syrienne

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a, une fois de plus, pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que le gouvernement a indiqué en septembre 2015 que le Conseil consultatif pour la consultation et le dialogue social a tenu des discussions sur la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes. Elle rappelle également que 39 instruments adoptés par la Conférence sont encore en instance de soumission au Conseil du peuple. Dans ce contexte, la commission rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumettre les instruments adoptés à l'autorité compétente est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime donc le ferme espoir, comme l'a fait la Commission de la Conférence en juin 2018 et juin 2019, que le gouvernement fournira des informations sur la soumission au Conseil du peuple des 39 instruments adoptés par la Conférence à ses 66^e et 69^e sessions (les recommandations n°s 167 et 168), à ses 70^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 85^e, 86^e, 90^e (les recommandations n°s 193 et 194), et à ses 91^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions. La commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour soumettre les instruments en instance sans délai. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

République centrafricaine

Défaut de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la soumission à l'Assemblée nationale des instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2010-2017). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

République de Moldova

Soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission prie par conséquent à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Parlement des 14 instruments adoptés par la Conférence à ses 92^e, 94^e, 95^e (recommandation n° 198), 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e et 106^e sessions. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

République démocratique du Congo

Défaut grave de soumission. La commission note que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à sa demande directe de 2018. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **Réitérant sa demande précédente, la commission prie le gouvernement de donner des informations sur les suites accordées aux huit instruments adoptés de la 99^e session (2010) à la 106^e session (2017) de la Conférence qui n'ont pas encore été soumis au Parlement. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Rwanda

Défaut grave de soumission. La commission constate que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses commentaires précédents. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission prie donc instamment le gouvernement de communiquer des informations sur la date de soumission à l'Assemblée nationale des 36 conventions, recommandations et protocoles adoptés par la Conférence à 19 sessions qu'elle a tenues entre 1993 et 2017 (80^e, 82^e, 83^e, 84^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e (recommandation n° 198), 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Sainte-Lucie

Défaut grave de soumission. La commission note avec une **profonde préoccupation** qu'une fois de plus le gouvernement n'a fourni aucune réponse à ses commentaires précédents. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **Comme la Commission de la Conférence l'a fait en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019, la commission exprime de nouveau le ferme espoir, que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. Elle prie à nouveau instamment le gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Parlement des 48 conventions, recommandations et protocoles qui n'ont pas encore été soumis, adoptés par la Conférence entre 1980 et 2017, (66^e et 67^e (conventions n°s 155 et 156 et recommandations n°s 164 et 165), 68^e (convention n° 157 et protocole de 1982), 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

La commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau afin que celui-ci l'aide à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de la Constitution en ce qui concerne la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes.

Saint-Vincent-et-les Grenadines

Défaut grave de soumission. La commission note avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses commentaires précédents. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un

élément fondamental du système normatif de l'OIT. **Comme l'a fait la Commission de la Conférence en juin 2017, en juin 2018 et en juin 2019, la commission exprime le ferme espoir que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre à l'autorité compétente (l'Assemblée) les conventions, recommandations et protocoles adoptés par la Conférence. Elle prie donc instamment le gouvernement de fournir des informations sur la soumission à l'Assemblée des 29 instruments (conventions, recommandations et protocoles) adoptés par la Conférence au cours de 16 sessions qui ont eu lieu de 1995 à 2017 (82^e, 83^e, 85^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

La commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau afin que celui-ci l'aide à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de la Constitution en ce qui concerne la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes.

Seychelles

Défaut grave de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses commentaires précédents. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime donc de nouveau le ferme espoir, à l'instar de la Commission de la Conférence en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019, que le gouvernement satisfera à son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente (l'Assemblée nationale). Elle prie instamment le gouvernement de communiquer les informations demandées sur la soumission à l'Assemblée nationale des 20 instruments adoptés par la Conférence lors de 12 sessions tenues entre 2001 et 2017. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

La commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau afin que celui-ci l'aide à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de la Constitution en ce qui concerne la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes.

Sierra Leone

Défaut grave de soumission. La commission note avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement n'a à ce jour pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime une fois de plus le ferme espoir, comme l'a fait la Commission de la Conférence en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019, que le gouvernement se conformera à son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente (le Parlement). Par conséquent, elle prie à nouveau instamment le gouvernement de fournir des informations sur la soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence en octobre 1976 (convention n° 146 et recommandation n° 154, adoptées à sa 62^e session) et de tous les instruments adoptés entre 1977 et 2017. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019). Le gouvernement est instamment prié de prendre sans délai des mesures pour soumettre au Parlement les 101 instruments en instance.** La commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau afin que celui-ci l'aide à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de la Constitution en ce qui concerne la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes.

Somalie

Défaut grave de soumission. La commission note que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime le ferme espoir, comme l'a fait la Commission de la Conférence en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019, que le gouvernement se conformera à son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente. Elle prie donc instamment le gouvernement de prendre sans délai des mesures pour soumettre à l'autorité nationale compétente les**

52 instruments adoptés par la Conférence entre 1989 et 2017 et de fournir au Bureau international du Travail les informations requises au titre de l'article 19 de la Constitution de l'OIT. Elle prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).

La commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut se prévaloir de l'assistance technique du Bureau afin que celui-ci l'aide à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de la Constitution en ce qui concerne la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes.

Tchad

Défaut de soumission. La commission note avec **regret** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2010-2017). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Timor-Leste

Défaut grave de soumission. La commission note que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses commentaires précédents. **Elle prie donc de nouveau le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission au Parlement national des instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2010-2017). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

La commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau afin que celui-ci l'aide à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de la Constitution en ce qui concerne la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes.

Tuvalu

Défaut grave de soumission. La commission note avec **préoccupation** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que Tuvalu est devenu Membre de l'Organisation le 27 mai 2008. En vertu des alinéas a) du paragraphe 5 et a) du paragraphe 6 de l'article 19 de la Constitution de l'OIT, le Bureau a communiqué au gouvernement les textes de la convention, des recommandations et du protocole adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2010-2015). **La commission veut croire que le gouvernement prendra des mesures pour soumettre sans délai les huit instruments adoptés par la Conférence entre 2010 et 2017 et fournir au Bureau les informations requises au titre de l'article 19 de la Constitution de l'OIT. Elle prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Dans ce contexte, la commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau afin que celui-ci l'aide à satisfaire aux obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de la Constitution de l'OIT en ce qui concerne la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes.

Vanuatu

Défaut grave de soumission. La commission note avec une **profonde préoccupation** que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. **La commission exprime une fois de plus le ferme espoir, comme l'avait fait en juin 2016, juin 2017, juin 2018 et juin 2019 la Commission de la Conférence, que le gouvernement s'acquittera de son obligation de soumettre les conventions, recommandations et protocoles à l'autorité compétente (le Parlement de Vanuatu). Elle prie instamment le gouvernement de**

fournir des informations sur la soumission au Parlement de Vanuatu des instruments adoptés par la Conférence lors de 11 sessions qu'elle a tenues entre 2003 et 2017 (91^e, 92^e, 94^e, 95^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).

La commission rappelle que, s'il le souhaite, le gouvernement peut solliciter l'assistance technique du Bureau afin que celui-ci l'aide à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de l'article 19 de la Constitution.

Yémen

Défait grave de soumission. La commission note que le gouvernement n'a une fois de plus pas répondu à ses précédents commentaires. Elle rappelle par conséquent les informations fournies à la Conférence par le gouvernement en juin 2018 indiquant qu'il n'avait pas été en mesure de soumettre à la Chambre des représentants les instruments adoptés par la Conférence en raison du conflit en cours au Yémen. **Notant la complexité de la situation dans le pays, en particulier le conflit en cours, la commission veut croire que, lorsque les circonstances nationales le permettront, le gouvernement sera en mesure de fournir des informations sur la soumission à la Chambre des représentants des instruments adoptés par la Conférence à ses 90^e, 94^e, 96^e, 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions, ainsi que sur la soumission des recommandations n°s 191, 192 et 198, adoptées par la Conférence à ses 88^e, 89^e et 95^e sessions. La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Zambie

Défait grave de soumission. Date de soumission. La commission note avec **regret** qu'une fois de plus le gouvernement n'a pas répondu à ses commentaires précédents. Elle rappelle que l'obligation constitutionnelle de soumission est de la plus haute importance et qu'elle constitue un élément fondamental du système normatif de l'OIT. Elle rappelle à nouveau l'information transmise par le gouvernement en septembre 2010 selon laquelle 12 instruments adoptés par la Conférence entre 1996 et 2007 avaient été soumis à l'Assemblée nationale. **La commission prie à nouveau le gouvernement d'indiquer les dates auxquelles les instruments mentionnés ont été soumis à l'Assemblée nationale. Elle le prie aussi à nouveau de fournir des informations sur toute mesure prise par l'Assemblée nationale en relation avec la soumission, et sur les consultations tripartites menées préalablement avec les partenaires sociaux. La commission prie à nouveau le gouvernement de fournir des informations sur la soumission à l'Assemblée nationale des instruments adoptés par la Conférence à ses 99^e, 100^e, 101^e, 103^e, 104^e et 106^e sessions (2010-2017). La commission prie en outre le gouvernement de communiquer des informations sur la soumission de la convention (n° 190) et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées par la Conférence à sa 108^e session (juin 2019).**

Demandes directes

En outre, des demandes relatives à certaines questions sont adressées directement aux États suivants: Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, Équateur, Érythrée, Éthiopie, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Honduras, Îles Cook, Inde, République islamique d'Iran, Irlande, Italie, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Lesotho, Lituanie, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Monténégro, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Palaos, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Saint-Marin, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Singapour, Slovaquie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suriname, Tadjikistan, Tchéquie, Thaïlande, Togo, Tonga, Tunisie, Turkménistan, Ukraine, Uruguay, République bolivarienne du Venezuela, Viet Nam, Zimbabwe.



Annexes

**Annexe I. Tableau des rapports sur les conventions ratifiées,
enregistrés au 12 décembre 2020
(articles 22 et 35 de la Constitution)**

L'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail dispose que «Chacun des Membres s'engage à présenter au Bureau international du Travail un rapport annuel sur les mesures prises par lui pour mettre à exécution les conventions auxquelles il a adhéré. Ces rapports seront rédigés sous la forme indiquée par le Conseil d'administration et devront contenir les précisions demandées par ce dernier.» La Constitution prévoit, à son article 23, que le Directeur général présentera à la plus proche session de la Conférence un résumé des rapports qui lui auront été communiqués par les Membres en application de l'article 22, et que chaque Membre communiquera copie de ces rapports aux organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.

À sa 204^e session (novembre 1977), le Conseil d'administration avait approuvé les dispositions suivantes concernant la présentation par le Directeur général à la Conférence de résumés des rapports fournis par les gouvernements au titre des articles 22 et 35 de la Constitution:

- a) la pratique suivie pendant plusieurs années au sujet des rapports postérieurs aux premiers rapports et qui consistait à les classer sous forme de tableaux, sans résumé de leur contenu, serait étendue à tous les rapports, y compris les premiers rapports;
- b) le Directeur général devrait faire en sorte qu'à la Conférence on puisse consulter le texte original de tous les rapports sur les conventions ratifiées qui ont été reçus; de plus, des photocopies de ces rapports pourraient être fournies aux membres des délégations qui en feraient la demande.

À sa 267^e session (novembre 1996), le Conseil d'administration a approuvé de nouvelles mesures de rationalisation et de simplification.

Les rapports reçus au titre des articles 22 et 35 de la Constitution figurent sous forme simplifiée dans un tableau en annexe au rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, les premiers rapports étant indiqués entre parenthèses.

Les personnes désirant consulter les rapports ou en obtenir des copies peuvent s'adresser au secrétariat de la Commission de l'application des normes.

Annexe I. Rapports demandés sur les conventions ratifiées

(articles 22 et 35 de la Constitution)

Relevé des rapports enregistrés au 12 décembre 2020 et des rapports non reçus*Note: Les premiers rapports sont indiqués entre parenthèses.*

Afghanistan	7 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 100, 111, 137, 140, 141, 142, 144	
Afrique du Sud	10 rapports demandés
· 1 rapport reçu: Convention no MLC, 2006	
· 9 rapports non reçus: Conventions nos 29, 81, 87, 98, 105, 138, 182, 188, 189	
Albanie	15 rapports demandés
· 8 rapports reçus: Conventions nos 81, 111, 129, 141, 144, 151, 154, 177	
· 7 rapports non reçus: Conventions nos 11, 87, 98, 100, 135, 185, (MLC, 2006)	
Algérie	5 rapports demandés
· 1 rapport reçu: Convention no 87	
· 4 rapports non reçus: Conventions nos 11, 98, 135, 144	
Allemagne	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 97, 100, 111, 122, 172, 189	
Angola	7 rapports demandés
· 6 rapports reçus: Conventions nos 12, 18, 81, 87, 98, (188)	
· 1 rapport non reçu: Convention no 100	
Antigua-et-Barbuda	11 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 81, 87, 98, 100, 111, 135, 142, 144, 151, 154	
Arabie saoudite	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 90, 105, 123, 138, 182	
Argentine	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 11, 87, 98, 135, 144, 151, 154, 177	
Arménie	8 rapports demandés
· 2 rapports reçus: Conventions nos 17, 18	
· 6 rapports non reçus: Conventions nos 87, 98, 135, 144, 151, 154	
Australie	5 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 11, 87, 98, 135, 144	
Autriche	6 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 87, 98, 135, 141, 144	
Azerbaïdjan	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 11, 87, 98, 135, 144, 151, 154	
Bahamas	6 rapports demandés
· 4 rapports reçus: Conventions nos 11, 87, 98, 144	
· 2 rapports non reçus: Conventions nos 185, MLC, 2006	
Bangladesh	5 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 81, 87, 98, 144	

Barbade	21 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no 118 · 20 rapports non reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 29, 42, 81, 87, 97, 98, 100, 102, 105, 111, 122, 128, 135, 138, 144, 172 	
Bélarus	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no 87 · 5 rapports non reçus: Conventions nos 11, 98, 144, 151, 154 	
Belgique	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 11, 87, 98, 128, 130, 141, 144, 151, 154, 170, 172	
Belize	22 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 19, 29, 87, 88, 97, 98, 100, 105, 111, 115, 135, 138, 140, 141, 144, 150, 151, 154, 155, 156, 182 	
Bénin	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 87, 98, 135, 144, 154 	
Bolivie (Etat plurinational de)	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 87, 98, 131, 136, 162, 167 	
Bosnie-Herzégovine	7 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 6 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 135, 144, 151, 154 · 1 rapport non reçu: Convention no 11 	
Botswana	4 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 87, 98, 144, 151 	
Brésil	7 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 3 rapports reçus: Conventions nos 98, 151, 154 · 4 rapports non reçus: Conventions nos 11, 135, 141, 144 	
Brunéi Darussalam	2 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no 182 · 1 rapport non reçu: Convention no 138 	
Bulgarie	4 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 11, 87, 98, 144	
Burkina Faso	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 87, 98, 135, 141, 144 	
Burundi	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 11, 26, 87, 98, 111, 135, 144	
Cabo Verde	2 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 87, 98 	
Cambodge	2 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 87, 98 	
Cameroun	5 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 108, 146, 158	

Canada	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 27, 32, 87, 98, 108, 144, MLC, 2006	
Chili	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 27, 32, 87, 98, 144, 187	
Chine	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 4 rapports reçus: Conventions nos 144, 155, 167, 170 · 2 rapports non reçus: Conventions nos 27, 32 	
Chine - Région administrative spéciale de Hong-kong	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 3 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 144 · 3 rapports non reçus: Conventions nos 32, 108, MLC, 2006 	
Chine - Région administrative spéciale de Macao	10 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 2 rapports reçus: Conventions nos 87, 98 · 8 rapports non reçus: Conventions nos 22, 23, 27, 68, 69, 92, 108, 144 	
Chypre	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 87, 98, 114, 144, 152, MLC, 2006 	
Colombie	5 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 3 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 144 · 2 rapports non reçus: Conventions nos 22, 23 	
Comores	13 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 3 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 144 · 10 rapports non reçus: Conventions nos 6, 11, 13, 14, 81, 89, 100, 101, 106, 111 	
Congo	15 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 144, 149, 150, 152, 182, 185, MLC, 2006, (188) 	
Costa Rica	9 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no 87 · 8 rapports non reçus: Conventions nos 92, 98, 113, 114, 134, 137, 144, 147 	
Côte d'Ivoire	11 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 87, 98, 100, 133, 144, 150, 155, 160, 161, 171, 187 	
Croatie	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 27, 32, 87, 98, 113, 185, MLC, 2006	
Cuba	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 22, 23, 27, 87, 92, 98, 108, 110, 113, 137, 152	
Danemark	8 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no 27 · 7 rapports non reçus: Conventions nos 87, 98, 108, 126, 144, 152, MLC, 2006 	
Danemark - Groenland	5 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 7, 87, 98, 100, 126 	
Danemark - Iles Féroé	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 4 rapports reçus: Conventions nos 98, 108, 126, MLC, 2006 · 2 rapports non reçus: Conventions nos 27, 87 	

Djibouti	22 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 12, 17, 18, 19, 24, 29, 37, 38, 71, 81, 87, 98, 100, 105, 108, 111, 122, 125, 126, 138, 144, 182	
Dominique	24 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 12, 14, 19, 22, 26, 29, 81, 87, 94, 95, 97, 98, 100, 105, 108, 111, 135, 138, 144, 147, 150, 169, 182	
Egypte	15 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 22, 55, 56, 68, 69, 71, 87, 92, 98, 134, 137, 144, 147, 152, 166	
El Salvador	3 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 87, 98, 144	
Emirats arabes unis	7 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 29, 81, 89, 105, 138, 182	
Equateur	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 113, 114, 144, 152	
Erythrée	4 rapports demandés
· 2 rapports reçus: Conventions nos 105, 138 · 2 rapports non reçus: Conventions nos 87, 98	
Espagne	12 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 77, 78, 79, 81, 90, 105, 123, 124, 129, 138, 182	
Estonie	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 27, 87, 98, 108, 144, MLC, 2006, 188	
Eswatini	3 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 87, 98, 144	
Etats-Unis d'Amérique	5 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 105, 150, 160, 176, 182	
Ethiopie	4 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 138, 144	
Fédération de Russie	11 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 77, 78, 79, 81, 90, 105, 124, 138, 139, 182	
Fidji	10 rapports demandés
· 2 rapports reçus: Conventions nos 87, 98 · 8 rapports non reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 100, 108, 111, 144, MLC, 2006	
Finlande	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 27, 87, 98, 108, 137, 144, 152, MLC, 2006	
France	12 rapports demandés
· 7 rapports reçus: Conventions nos 82, 87, 98, 137, 144, 152, 188 · 5 rapports non reçus: Conventions nos 27, 71, 125, 149, 185	
France - Nouvelle-Calédonie	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 71, 87, 98, 108, 125, 126, 144, (188)	

France - Polynésie française	23 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 14 rapports reçus: Conventions nos 22, 23, 55, 56, 58, 69, 71, 87, 98, 108, 126, 144, 146, 147 · 9 rapports non reçus: Conventions nos 29, 81, 82, 100, 111, 125, 129, 142, 149 	
France - Terres australes et antarctiques françaises	14 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 22, 23, 58, 68, 69, 87, 92, 98, 108, 111, 133, 134, 146, 147 	
Gabon	4 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 100, 111, 122, (MLC, 2006) 	
Gambie	8 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 2 rapports reçus: Conventions nos 87, 98 · 6 rapports non reçus: Conventions nos 29, 100, 105, 111, 138, 182 	
Géorgie	3 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no 122 · 2 rapports non reçus: Conventions nos 100, 111 	
Ghana	10 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 4 rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 117, 144 · 6 rapports non reçus: Conventions nos 29, 105, 107, 138, 149, 182 	
Grèce	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 122, 142, 149, 156	
Grenade	13 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 12, 19, 29, 81, 87, 97, 98, 100, 105, 111, 138, 144, 182 	
Guatemala	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 87, 97, 98, 100, 110, 111, 122, 149, 156, 169, 175	
Guinée	17 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 7 rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 117, 121, 122, 143, 149 · 10 rapports non reçus: Conventions nos 114, 118, 135, 140, 151, 156, (167), (176), (187), (189) 	
Guinée - Bissau	22 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 6, 12, 17, 18, 19, 26, 27, 29, 45, 68, 69, 81, 88, 92, 98, 100, 105, 107, 108, 111, 138, 182 	
Guinée équatoriale	14 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 14, 29, 30, (68), 87, (92), 98, 100, 103, 105, 111, 138, 182 	
Guyana	14 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 94, 97, 98, 100, 105, 111, 138, 139, 140, 144, 149, 172, 182, 189 	
Haïti	24 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 12, 14, 17, 19, 24, 25, 29, 30, 42, 45, 77, 78, 81, 87, 90, 98, 100, 105, 106, 107, 111, 138, 182 	
Honduras	5 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 87, 100, 111, 122, 169	

Hongrie	12 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 3 rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 122 · 9 rapports non reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 140, 142, 144, 182, 185, MLC, 2006 	
Iles Salomon	7 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 6 rapports reçus: Conventions nos 29, 42, 98, 105, 138, 182 · 1 rapport non reçu: Convention no 81 	
Inde	7 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 81, 100, 107, 111, 122, 138, 182 	
Indonésie	3 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 100, 111, MLC, 2006 	
Iran (République islamique d')	3 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 122	
Iraq	13 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 22, 23, 92, 100, 107, 111, 122, 144, 146, 147, 149, 172, 182 	
Irlande	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 122, 172, 177, 189	
Islande	4 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 100, 111, 122, 156 	
Israël	4 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 97, 100, 111, 122	
Italie	7 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no 122 · 6 rapports non reçus: Conventions nos 97, 100, 111, 143, 149, 189 	
Jamaïque	14 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 2 rapports reçus: Conventions nos 100, (MLC, 2006) · 12 rapports non reçus: Conventions nos 29, 94, 97, 105, 111, 117, 122, 138, 144, 149, 182, (189) 	
Japon	5 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 2 rapports reçus: Conventions nos 122, 156 · 3 rapports non reçus: Conventions nos 87, 100, MLC, 2006 	
Jordanie	8 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 3 rapports reçus: Conventions nos 105, 111, 185 · 5 rapports non reçus: Conventions nos 100, 122, 142, 144, MLC, 2006 	
Kazakhstan	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 87, 100, 105, 111, 122, 156	
Kenya	10 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 4 rapports reçus: Conventions nos 17, 138, 149, 182 · 6 rapports non reçus: Conventions nos 97, 100, 111, 140, 142, 143 	
Kirghizistan	32 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 17, 27, 29, 32, 45, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 95, 97, 98, 100, 105, 111, 119, 120, 122, 124, 131, 138, 142, 144, 149, 154, 157, 159, 160, 182 	

Kiribati	10 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182, 185, MLC, 2006	
Koweït	1 rapport demandé
· Aucun rapport reçu: Convention no 111	
Lesotho	9 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 100, 105, 111, 135, 138, 144, 158, 182	
Lettonie	5 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 122, 142, 158	
Liban	12 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 81, 88, 100, 105, 111, 122, 138, 142, 159, 172, 182	
Libéria	10 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 87, 98, 105, 111, 112, 113, 114, 144, MLC, 2006	
Libye	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 88, 96, 100, 111, 122, 130, 138	
Lituanie	7 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 88, 100, 111, 122, 142, 159, 181	
Luxembourg	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 88, 96, 100, 111, 142, 158, 159	
Macédoine du Nord	13 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 87, 88, 94, 98, 100, 111, 122, 140, 142, 158, 159, 177, 181	
Madagascar	12 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 88, 100, 105, 111, 117, 122, 138, 144, 159, 182, 185	
Malaisie	6 rapports demandés
· 4 rapports reçus: Conventions nos 88, 95, 123, 144	
· 2 rapports non reçus: Conventions nos 100, MLC, 2006	
Malaisie - Malaisie - Péninsulaire	4 rapports demandés
· 3 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 17	
· 1 rapport non reçu: Convention no 19	
Malaisie - Malaisie - Sabah	2 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 94, 97	
Malaisie - Malaisie - Sarawak	4 rapports demandés
· 3 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 94	
· 1 rapport non reçu: Convention no 19	
Malawi	17 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 26, 45, 81, 97, 98, 99, 100, 105, 107, 111, 129, 144, 149, 150, 158, 159, 182	

Maldives	8 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 100, 105, 111, 138, 182, 185, MLC, 2006	
Mali	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 88, 100, 111, 122, 159, 181	
Malte	13 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 29, 88, 96, 100, 105, 111, 117, 138, 149, 159, 182, MLC, 2006	
Maroc	7 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 2, 94, 100, 111, 122, 158, 181	
Maurice	7 rapports demandés
· 6 rapports reçus: Conventions nos 2, 88, 94, 100, 111, 159	
· 1 rapport non reçu: Convention no MLC, 2006	
Mauritanie	9 rapports demandés
· 4 rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 182	
· 5 rapports non reçus: Conventions nos 94, 96, 100, 111, 122	
Mexique	10 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 96, 100, 105, 110, 111, 140, 142, 144, 159, 172	
Mongolie	6 rapports demandés
· 5 rapports reçus: Conventions nos 88, 100, 111, 122, 159	
· 1 rapport non reçu: Convention no 181	
Monténégro	11 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 2, 88, 100, 111, 122, 140, 142, 152, 158, 159, 185	
Mozambique	7 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 88, 98, 100, 105, 111, 122	
Myanmar	3 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 2, 29, 185	
Namibie	3 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 100, 111, 158	
Népal	2 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 100, 111	
Nicaragua	15 rapports demandés
· 12 rapports reçus: Conventions nos 6, 17, 77, 78, 95, 100, 105, 111, 122, 137, 140, 142	
· 3 rapports non reçus: Conventions nos 88, 117, MLC, 2006	
Niger	6 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 100, 111, 117, 142, 158, 181	
Nigéria	6 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 88, 94, 100, 111, 159, 185	

Norvège	7 rapports demandés
· 4 rapports reçus: Conventions nos 94, 100, 111, 122 · 3 rapports non reçus: Conventions nos 88, 142, 159	
Nouvelle-Zélande	5 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 82, 88, 100, 111, 122	
Nouvelle-Zélande - Tokélaou	3 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 82, 100, 111	
Oman	4 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 182	
Ouganda	22 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 26, 29, 45, 81, 87, 94, 95, 98, 100, 105, 111, 122, 123, 124, 138, 143, 162, 182	
Ouzbékistan	7 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 47, 52, 103, 105, 138, 182	
Pakistan	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 90, 105, 138, 182	
Panama	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 77, 78, 81, 105, 124, 138, 182	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	13 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 26, 27, 29, 87, 98, 99, 100, 105, 111, 122, 138, 158, 182	
Paraguay	12 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 59, 77, 78, 79, 81, 90, 105, 123, 124, 138, 182	
Pays-Bas	12 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 88, 94, 100, 111, 122, 139, 140, 142, 148, 159, 170, 181	
Pays-Bas - Aruba	13 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 87, 88, 94, 105, 113, 114, 122, 138, 140, 142, 144, 182	
Pays-Bas - Curaçao	7 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 87, 88, 94, 122, 172, 182, MLC, 2006	
Pays-Bas - Partie caribéenne des Pays-Bas	3 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 88, 94, 122	
Pays-Bas - Sint-Maarten	3 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 88, 94, 122	
Pérou	10 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 59, 77, 78, 79, 81, 90, 105, 138, 182	
Philippines	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 77, 87, 90, 105, 138, 151, 182	

Pologne	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 77, 78, 79, 81, 90, 105, 124, 129, 138, 182	
Portugal	13 rapports demandés
· 4 rapports reçus: Conventions nos 81, 129, MLC, 2006, 187	
· 9 rapports non reçus: Conventions nos 6, 29, 77, 78, 105, 124, 138, 182, 189	
Qatar	5 rapports demandés
· 2 rapports reçus: Conventions nos 29, 81	
· 3 rapports non reçus: Conventions nos 105, 138, 182	
République arabe syrienne	9 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 81, 105, 107, 123, 124, 129, 138, 182	
République centrafricaine	3 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 144	
République de Corée	5 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 122, 156, MLC, 2006	
République de Moldova	19 rapports demandés
· 4 rapports reçus: Conventions nos 105, 122, 138, 144	
· 15 rapports non reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 92, 100, 111, 117, 129, 133, 142, 152, 158, 181, 182, 185	
République démocratique du Congo	15 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 27, 81, 87, 94, 95, 98, 100, 111, 117, 119, 120, 135, 144, 150, 158	
République démocratique populaire lao	7 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 6, 29, 100, 111, 138, 144, 182	
République dominicaine	4 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 102, 144	
République-Unie de Tanzanie	15 rapports demandés
· 13 rapports reçus: Conventions nos 17, 19, 29, 63, 95, 105, 131, 138, 140, 142, 148, 170, 182	
· 2 rapports non reçus: Conventions nos 12, (185)	
République-Unie de Tanzanie - Tanganyika	3 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 45, 81, 101	
République-Unie de Tanzanie - Zanzibar	1 rapport demandé
Tous les rapports reçus: Convention no 85	
Roumanie	13 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 6, 27, 29, 81, 87, 98, 105, 117, 122, 129, 138, 182, (MLC, 2006)	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	18 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 24, 25, 29, 42, 81, 102, 105, 115, 120, 138, 148, 150, 160, 182, 187	
Royaume-Uni - Anguilla	12 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 12, 14, 17, 19, 26, 29, 42, 85, 99, 101, 105, 148	
Royaume-Uni - Bermudes	7 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 29, 42, 105, 115	

Royaume-Uni - Gibraltar	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 29, 42, 45, 81, 105, 150, 160, MLC, 2006	
Royaume-Uni - Guernesey	14 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 24, 25, 29, 42, 63, 81, 105, 115, 148, 150, 182	
Royaume-Uni - Ile de Man	14 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 24, 25, 29, 42, 81, 99, 101, 102, 105, 150, 160	
Royaume-Uni - Iles Falkland (Malvinas)	9 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 12, 14, 17, 19, 29, 42, 45, 105, 182	
Royaume-Uni - Iles Vierges britanniques	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 12, 14, 17, 19, 26, 29, 85, 105	
Royaume-Uni - Jersey	12 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 24, 25, 29, 42, 81, 99, 105, 115, 160	
Royaume-Uni - Montserrat	10 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 12, 14, 17, 19, 26, 29, 42, 85, 95, 105	
Royaume-Uni - Sainte-Hélène	10 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 12, 14, 17, 19, 29, 63, 85, 105, 150, 182	
Rwanda	12 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 26, 29, 42, 81, 87, 98, 100, 105, 122, 123, 138, 182	
Sainte-Lucie	18 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 5, 7, 11, 12, 17, 19, 29, 87, 94, 97, 98, 100, 105, 108, 111, 154, 158, 182	
Saint-Kitts-et-Nevis	5 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 105, 138, 182, MLC, 2006	
Saint-Marin	16 rapports demandés
· 6 rapports reçus: Conventions nos 98, 140, 148, 156, 159, 160	
· 10 rapports non reçus: Conventions nos 29, 87, 105, 119, 138, 142, 144, 151, 161, 182	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	15 rapports demandés
· 3 rapports reçus: Conventions nos 81, 111, 129	
· 12 rapports non reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 29, 100, 105, 108, 122, 138, 144, 182, MLC, 2006	
Samoa	5 rapports demandés
· 4 rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 182	
· 1 rapport non reçu: Convention no MLC, 2006	
Sao Tomé-et-Principe	8 rapports demandés
· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 81, 87, 98, 105, 138, 182, (183)	
Sénégal	9 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 87, 182	
· 7 rapports non reçus: Conventions nos 6, 10, 29, 81, 105, 138, 183	
Serbie	9 rapports demandés
· 4 rapports reçus: Conventions nos 81, 129, 138, 144	
· 5 rapports non reçus: Conventions nos 29, 87, 90, 105, 182	

Seychelles	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 5 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 138, 182 · 1 rapport non reçu: Convention no MLC, 2006 	
Sierra Leone	24 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 17, 19, 22, 26, 29, 32, 45, 81, 87, 88, 94, 95, 98, 99, 100, 101, 105, 111, 119, 125, 126, 138, 144, 182 	
Singapour	10 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 2 rapports reçus: Conventions nos 32, 138 · 8 rapports non reçus: Conventions nos 19, 29, 81, 94, 98, 100, 144, 182 	
Slovaquie	11 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 77, 78, 81, 90, 105, 123, 124, 129, 138, 182	
Slovénie	9 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 90, 105, 129, 138, 142, 182, MLC, 2006	
Somalie	15 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no (182) · 14 rapports non reçus: Conventions nos 17, 19, 22, 23, 29, 45, 84, 85, 87, 94, 95, 98, 105, 111 	
Soudan	5 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 4 rapports reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 182 · 1 rapport non reçu: Convention no 81 	
Soudan du Sud	7 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 98, 100, 105, 111, 138, 182 	
Sri Lanka	9 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 5 rapports reçus: Conventions nos 81, 98, 105, 138, 182 · 4 rapports non reçus: Conventions nos 29, 90, 185, (MLC, 2006) 	
Suède	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 129, 138, 182	
Suisse	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no 29 · 5 rapports non reçus: Conventions nos 6, 81, 105, 138, 182 	
Suriname	6 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 100, 105, 111, 182	
Tadjikistan	27 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 22 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 45, 47, 52, 81, 87, 95, 98, 106, 111, 115, 119, 120, 122, 138, 142, 148, 155, 160, 177, 182 · 5 rapports non reçus: Conventions nos 97, 103, 105, 124, 149 	
Tchad	15 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 6, 11, 29, 81, 87, 98, 100, 102, 105, 111, 122, 138, 144, 151, 182 	
Tchéquie	8 rapports demandés
Tous les rapports reçus: Conventions nos 27, 87, 98, 108, 144, 154, 163, 164	
Thaïlande	9 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, 19, 29, 105, 111, 127, 138, 182, 187 	

Timor-Leste	6 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 4 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, (100), (111) · 2 rapports non reçus: Conventions nos 29, 182 	
Togo	13 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 3 rapports reçus: Conventions nos 29, 138, 150 · 10 rapports non reçus: Conventions nos 13, 14, 26, 81, 95, 102, 105, 129, 182, 187 	
Trinité-et-Tobago	15 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 9 rapports reçus: Conventions nos 19, 29, 81, 105, 122, 125, 138, 150, 182 · 6 rapports non reçus: Conventions nos 87, 97, 98, 100, 111, 144 	
Tunisie	26 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 12, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 29, 45, 52, 62, 81, 89, 95, 99, 105, 106, 118, 119, 120, 127, 138, 142, 150, 182, (MLC, 2006) 	
Turkménistan	4 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 105, 138, 182 	
Turquie	25 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> Tous les rapports reçus: Conventions nos 14, 26, 29, 42, 45, 81, 87, 95, 98, 99, 102, 105, 115, 118, 119, 127, 135, 138, 153, 155, 161, 167, 176, 182, 187 	
Tuvalu	1 rapport demandé
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Convention no MLC, 2006 	
Ukraine	28 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 1 rapport reçu: Convention no 102 · 27 rapports non reçus: Conventions nos 14, 29, 45, 47, 81, 95, 103, 105, 106, 115, 119, 120, 129, 131, 132, 138, 139, 150, 153, 155, 160, 161, 173, 174, 176, 182, 184 	
Uruguay	37 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> Tous les rapports reçus: Conventions nos 1, 13, 14, 19, 29, 30, 63, 81, 95, 98, 102, 103, 105, 106, 115, 118, 119, 120, 121, 128, 129, 130, 131, 132, 136, 138, 139, 148, 150, 153, 155, 161, 162, 167, 176, 182, 184 	
Vanuatu	4 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 105, 182, 185 	
Venezuela (République bolivarienne du)	26 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 5 rapports reçus: Conventions nos 26, 81, 87, 95, 144 · 21 rapports non reçus: Conventions nos 1, 3, 13, 14, 19, 29, 45, 102, 105, 118, 120, 121, 127, 128, 130, 138, 139, 150, 153, 155, 182 	
Viet Nam	11 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · 9 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 45, 81, 120, 138, 155, 182, 187 · 2 rapports non reçus: Conventions nos 122, MLC, 2006 	
Yémen	10 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, 19, 29, 58, 81, 105, 132, 138, 182, 185 	
Zambie	20 rapports demandés
<ul style="list-style-type: none"> · Aucun rapport reçu: Conventions nos 12, 17, 18, 19, 29, 81, 95, 103, 105, 129, 131, 136, 138, 148, 150, 155, 173, 176, 182, 187 	

Zimbabwe**19 rapports demandés**

Tous les rapports reçus: Conventions nos 14, 19, 26, 29, 81, 87, 98, 99, 105, 129, 138, 150, 155, 161, 162, 170, 174, 176, 182

Total général

Au total, 1.796 rapports (article 22) ont été demandés,
718 (soit 39,98 pour cent) ont été reçus.

Au total, 208 rapports (article 35) ont été demandés,
141 (soit 67,79 pour cent) ont été reçus.

**Annexe II. Tableau statistique des rapports
sur les conventions ratifiées, enregistrés au 12 décembre 2020
(article 22 de la Constitution)**

Année de la réunion de la commission d'experts	Rapports demandés	Rapports reçus à la date demandée		Rapports enregistrés pour la session de la commission d'experts		Rapports enregistrés pour la session de la Conférence	
1932	447	-		406	90,8 %	423	94,6 %
1933	522	-		435	83,3 %	453	86,7 %
1934	601	-		508	84,5 %	544	90,5 %
1935	630	-		584	92,7 %	620	98,4 %
1936	662	-		577	87,2 %	604	91,2 %
1937	702	-		580	82,6 %	634	90,3 %
1938	748	-		616	82,4 %	635	84,9 %
1939	766	-		588	76,8 %	-	
1944	583	-		251	43,1 %	314	53,9 %
1945	725	-		351	48,4 %	523	72,2 %
1946	731	-		370	50,6 %	578	79,1 %
1947	763	-		581	76,1 %	666	87,3 %
1948	799	-		521	65,2 %	648	81,1 %
1949	806	134	16,6 %	666	82,6 %	695	86,2 %
1950	831	253	30,4 %	597	71,8 %	666	80,1 %
1951	907	288	31,7 %	507	77,7 %	761	83,9 %
1952	981	268	27,3 %	743	75,7 %	826	84,2 %
1953	1 026	212	20,6 %	840	75,7 %	917	89,3 %
1954	1 175	268	22,8 %	1 077	91,7 %	1 119	95,2 %
1955	1 234	283	22,9 %	1 063	86,1 %	1 170	94,8 %
1956	1 333	332	24,9 %	1 234	92,5 %	1 283	96,2 %
1957	1 418	210	14,7 %	1 295	91,3 %	1 349	95,1 %
1958	1 558	340	21,8 %	1 484	95,2 %	1 509	96,8 %

**À la suite d'une décision du Conseil d'administration, des rapports détaillés
ont été demandés depuis 1959 et jusqu'en 1976 seulement pour certaines conventions**

1959	995	200	20,4 %	864	86,8 %	902	90,6 %
1960	1 100	256	23,2 %	838	76,1 %	963	87,4 %
1961	1 362	243	18,1 %	1 090	80,0 %	1 142	83,8 %
1962	1 309	200	15,5 %	1 059	80,9 %	1 121	85,6 %
1963	1 624	280	17,2 %	1 314	80,9 %	1 430	88,0 %
1964	1 495	213	14,2 %	1 268	84,8 %	1 356	90,7 %
1965	1 700	282	16,6 %	1 444	84,9 %	1 527	89,8 %
1966	1 562	245	16,3 %	1 330	85,1 %	1 395	89,3 %
1967	1 883	323	17,4 %	1 551	84,5 %	1 643	89,6 %
1968	1 647	281	17,1 %	1 409	85,5 %	1 470	89,1 %
1969	1 821	249	13,4 %	1 501	82,4 %	1 601	87,9 %
1970	1 894	360	18,9 %	1 463	77,0 %	1 549	81,6 %
1971	1 992	237	11,8 %	1 504	75,5 %	1 707	85,6 %
1972	2 025	297	14,6 %	1 572	77,6 %	1 753	86,5 %
1973	2 048	300	14,6 %	1 521	74,3 %	1 691	82,5 %
1974	2 189	370	16,5 %	1 854	84,6 %	1 958	89,4 %
1975	2 034	301	14,8 %	1 663	81,7 %	1 764	86,7 %
1976	2 200	292	13,2 %	1 831	83,0 %	1 914	87,0 %

Année de la réunion de la commission d'experts	Rapports demandés	Rapports reçus à la date demandée	Rapports enregistrés pour la session de la commission d'experts	Rapports enregistrés pour la session de la Conférence
--	-------------------	-----------------------------------	---	---

À la suite d'une décision du Conseil d'administration (novembre 1976), des rapports détaillés ont été demandés depuis 1977 jusqu'en 1994, selon certains critères, à des intervalles de deux ans ou de quatre ans

1977	1 529	215	14,0 %	1 120	73,2 %	1 328	87,0 %
1978	1 701	251	14,7 %	1 289	75,7 %	1 391	81,7 %
1979	1 593	234	14,7 %	1 270	79,8 %	1 376	86,4 %
1980	1 581	168	10,6 %	1 302	82,2 %	1 437	90,8 %
1981	1 543	127	8,1 %	1 210	78,4 %	1 340	86,7 %
1982	1 695	332	19,4 %	1 382	81,4 %	1 493	88,0 %
1983	1 737	236	13,5 %	1 388	79,9 %	1 558	89,6 %
1984	1 669	189	11,3 %	1 286	77,0 %	1 412	84,6 %
1985	1 666	189	11,3 %	1 312	78,7 %	1 471	88,2 %
1986	1 752	207	11,8 %	1 388	79,2 %	1 529	87,3 %
1987	1 793	171	9,5 %	1 408	78,4 %	1 542	86,0 %
1988	1 636	149	9,0 %	1 230	75,9 %	1 384	84,4 %
1989	1 719	196	11,4 %	1 256	73,0 %	1 409	81,9 %
1990	1 958	192	9,8 %	1 409	71,9 %	1 639	83,7 %
1991	2 010	271	13,4 %	1 411	69,9 %	1 544	76,8 %
1992	1 824	313	17,1 %	1 194	65,4 %	1 384	75,8 %
1993	1 906	471	24,7 %	1 233	64,6 %	1 473	77,2 %
1994	2 290	370	16,1 %	1 573	68,7 %	1 879	82,0 %

À la suite d'une décision du Conseil d'administration (novembre 1993), des rapports détaillés ont été demandés en 1995, à titre exceptionnel, seulement pour cinq conventions

1995	1 252	479	38,2 %	824	65,8 %	988	78,9 %
------	-------	-----	--------	-----	--------	-----	--------

À la suite d'une décision du Conseil d'administration (novembre 1993), des rapports ont été demandés, selon certains critères, à des intervalles de deux ans ou de cinq ans

1996	1 806	362	20,5 %	1 145	63,3 %	1 413	78,2 %
1997	1 927	553	28,7 %	1 211	62,8 %	1 438	74,6 %
1998	2 036	463	22,7 %	1 264	62,1 %	1 455	71,4 %
1999	2 288	520	22,7 %	1 406	61,4 %	1 641	71,7 %
2000	2 550	740	29,0 %	1 798	70,5 %	1 952	76,6 %
2001	2 313	598	25,9 %	1 513	65,4 %	1 672	72,2 %
2002	2 368	600	25,3 %	1 529	64,5 %	1 701	71,8 %
2003	2 344	568	24,2 %	1 544	65,9 %	1 701	72,6 %
2004	2 569	659	25,6 %	1 645	64,0 %	1 852	72,1 %
2005	2 638	696	26,4 %	1 820	69,0 %	2 065	78,3 %
2006	2 586	745	28,8 %	1 719	66,5 %	1 949	75,4 %
2007	2 478	845	34,1 %	1 611	65,0 %	1 812	73,2 %
2008	2 515	811	32,2 %	1 768	70,2 %	1 962	78,0 %
2009	2 733	682	24,9 %	1 853	67,8 %	2 120	77,6 %
2010	2 745	861	31,4 %	1 866	67,9 %	2 122	77,3 %
2011	2 735	960	35,1 %	1 855	67,8 %	2 117	77,4 %

Année de la réunion de la commission d'experts	Rapports demandés	Rapports reçus à la date demandée	Rapports enregistrés pour la session de la commission d'experts	Rapports enregistrés pour la session de la Conférence
--	-------------------	-----------------------------------	---	---

À la suite d'une décision du Conseil d'administration (novembre 2009 et mars 2011), des rapports sont demandés, selon certains critères, à des intervalles de trois ans ou de cinq ans

2012	2 207	809	36,7 %	1 497	67,8 %	1 742	78,9 %
2013	2 176	740	34,1 %	1 578	72,5 %	1 755	80,6 %
2014	2 251	875	38,9 %	1 597	70,9 %	1 739	77,2 %
2015	2 139	829	38,8 %	1 482	69,3 %	1 617	75,6 %
2016	2 303	902	39,2 %	1 600	69,5 %	1 781	77,3 %
2017	2 083	785	37,7 %	1 386	66,5 %	1 543	74,1 %
2018	1 683	571	33,9 %	1 038	61,7 %	1 194	70,9 %

À la suite d'une décision du Conseil d'administration (novembre 2018), des rapports sont demandés, selon certains critères, à des intervalles de trois ans ou de six ans

2019	1 788	645	36,1 %	1 217	68,1 %	CIT 2020 reportée en raison de la pandémie de COVID-19	
------	-------	-----	--------	-------	--------	--	--

En raison du report de la 109^e session de la Conférence en juin 2021 dû à la pandémie de COVID-19, le Conseil d'administration a décidé en mars 2020 d'inviter les États membres à fournir des informations supplémentaires sur les rapports soumis en 2019, mettant en lumière les faits nouveaux qui auraient pu survenir entretemps s'agissant de l'application des dispositions des conventions étudiées. En outre, des rapports ont été demandés sur la base d'une note de bas de page adoptée par la commission d'experts demandant un rapport pour 2020 et dans le cadre du suivi des manquements à l'obligation de présenter des rapports

2020	1 796	394	21,9 %	718	40,0 %		
------	-------	-----	--------	-----	--------	--	--

Annexe III. Liste des observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

Afrique du Sud

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Albanie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
87, 98
MLC, 2006

Algérie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA)
- Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA); Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP)
- Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA); Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP); Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA); Internationale des Services Publics (ISP)
- Confédération syndicale des forces productives (COSYFOP); IndustriALL Global Union (IndustriALL); Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA); Internationale des Services Publics (ISP)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)
- Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP)

sur les conventions nos

MLC, 2006
98
87, 98
87, 98
87, 98
MLC, 2006
87, 98

Allemagne

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération allemande des syndicats (DGB)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
97, 100, 111, 122
MLC, 2006

Antigua-et-Barbuda

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Argentine

- Association des travailleurs de l'Etat (ATE)
- Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA Autonome)
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération générale du travail de la République argentine (CGT RA)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)
- Union industrielle argentine (UIA)

sur les conventions nos

151, 154
87, 98, 111, 135, 144, 177
MLC, 2006
87, 98, 144
MLC, 2006
87, 98, 135, 144, 154, 177

Arménie

- Confédération des syndicats d'Arménie (CTUA)

sur les conventions nos

17, 18, 87, 98, 135, 144, 151, 154

Australie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Bahamas

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Bahreïn

- Fédération générale des syndicats du Bahreïn (GFBTU)

sur la convention no

111

Bangladesh

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

87, 98

MLC, 2006

Barbade

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Bélarus

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Congrès des syndicats démocratiques du Bélarus (BKDP)

sur les conventions nos

87

87, 98, 154

Belgique

- Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique (CGSLB); Confédération des syndicats chrétiens (CSC); Fédération générale du travail de Belgique (FGTB)
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Conseil national du travail (CNT)
- Fédération des entreprises de Belgique (FEB); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

87, 98, 151, 154

MLC, 2006

144

98, 154

MLC, 2006

Belize

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Bénin

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Bosnie-Herzégovine

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Botswana

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération des syndicats des secteurs public, privé et parapublic du Botswana (BOFEPUSU); Fédération des syndicats du Botswana (BFTU)

sur les conventions nos

87

87, 98, 144, 151

Brésil

- Centrale des syndicats brésiliens (CSB); Force Syndicale; Centrale unitaire des travailleurs (CUT)
- Centrale unitaire des travailleurs (CUT)
- Centrale unitaire des travailleurs (CUT); Fédération nationale des travailleurs domestiques (FENATRAD); Fédération internationale des travailleuses domestiques (FITD)
- Centrale unitaire des travailleurs (CUT); Forum national de prévention et d'élimination du travail des enfants (FNPETI) ; Syndicat national des agents de l'inspection du travail (SINAIT)
- Confédération nationale de l'industrie (CNI); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Confédération nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Internationale des Services Publics (ISP)
- Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

98, 151, 154

98, 151, 169

189

138, 182

98, 135, 144, 154

98, 151, 154

98

98, 144, 151, 154, 155

98

Bulgarie

- Association des industriels de Bulgarie (BIA)
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération du travail (PODKREPA)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)
- Union des entreprises privées (UPEE)

sur les conventions nos

87, 98, 131

MLC, 2006

87, 98

MLC, 2006

87, 98, 144

Burkina Faso

- Confédération syndicale burkinabé (CSB)

sur les conventions nos

87, 98, 135, 144

Burundi

- Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU)

sur les conventions nos

11, 26, 87, 98, 111, 135, 144

Cabo Verde

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Cambodge

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Internationale de l'Education (IE)

sur les conventions nos

87, 98

87, 98

Cameroun

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Syndicat national des inscrits maritimes et assimilés du Cameroun (SYNIMAC)
- Union générale des travailleurs du Cameroun (UGTC)

sur les conventions nos

87, 98

9, 108

9, 16, 87, 98, 108, 146, 158

Canada

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Congrès du travail du Canada (CLC)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

87, 98, 144

MLC, 2006

Chili

- Centrale unitaire des travailleurs de Chili (CUT-Chile)
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

87, 98, 144, 187

MLC, 2006

87

MLC, 2006

Chine

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
26, 111, 122
MLC, 2006

Chine - Région administrative spéciale de Hong-kong

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération des syndicats de Hong-Kong (HKCTU)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
87, 98
87, 98
MLC, 2006

Chypre

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Colombie

- Association nationale des employeurs de Colombie (ANDI)
- Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT); Confédération des travailleurs de Colombie (CTC)
- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

87, 98, 144
87, 98, 144
87, 98

Congo

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Costa Rica

- Association nationale des chercheurs en criminologie (ANIC)
- Association nationale des professionnels du secteur des soins infirmiers (ANPE)
- Association Nationale des Salariés du secteur public et privé (ANEP); Centre syndical Juanito Mora Porras (CSJMP)
- Confédération des travailleurs Rerum Novarum (CTRN)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Syndicat des travailleurs du Banco Popular (SIBANPO)
- Union costaricienne des chambres et associations d'entreprises privées (UCCAEP)

sur les conventions nos

29, 89, 105, 111
87
98
87, 98
87
98
87

Croatie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Danemark

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Danemark (Iles Féroé)

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Djibouti

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Egypte

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Syndicat des travailleurs de la Bibliotheca Alexandrina (BASU); Centre de services pour les syndicats et les travailleurs (CUTWS) ; Syndicat des travailleurs de l'organisation des services ambulanciers de l'Egypte ; Syndicat des travailleurs de l'autorité de perception des impôts fonciers (RETA); Internationale des Services Publics (ISP)

sur les conventions nos

87
87, 98

El Salvador

- Association nationale de l'entreprise privée (ANEP); Organisation internationale des employeurs (OIE)

sur les conventions nos

87, 98, 144

Equateur

- Association du personnel de maison rémunéré (ATRH)
- Association syndicale des travailleurs agricoles, bananiers et paysans (ASTAC)
- Association syndicale des travailleurs agricoles, bananiers et paysans (ASTAC); Confédération équatorienne des organisations de classe des travailleurs (CEDOCUT)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Internationale des services publics (ISP) en Équateur

sur les conventions nos

189
81, 87, 88, 98
81, 87, 95, 98, 110, 131, 144
87
87, 98, 144

Espagne

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération espagnole d'organisations d'employeurs (CEOE)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)
- Union générale des travailleurs (UGT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
81, 129
MLC, 2006
29, 78, 81, 129, 138

Estonie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Eswatini

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Congrès des syndicats du Swaziland (TUCOSWA)

sur les conventions nos

87
87, 98

Etats-Unis d'Amérique

- Fédération américaine du travail et Congrès des organisations professionnelles (AFL-CIO)

sur la convention no

150

Ethiopie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Fédération de Russie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération du travail de Russie (KTR)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
81
MLC, 2006

Fidji

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
87
MLC, 2006

Finlande

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

France

- CGT des marins du grand ouest; Fédération nationale des syndicats maritimes (FNSM); Union fédérale CGT des pensionnés et veuves de la marine marchande (UFPVMM CGT)
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

98

MLC, 2006

France (Nouvelle-Calédonie)

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Gabon

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Gambie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Géorgie

- Confédération géorgienne des syndicats (GTUC)

sur les conventions nos

100, 111, 122

Ghana

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Grèce

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération grecque des entreprises et industries (SEV); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

98, 100, 111, 144, 150, 160

MLC, 2006

Grenade

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Guatemala

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Mouvement syndical et populaire autonome du Guatemala; Syndicats globaux du Guatemala
- Organisation internationale des employeurs (OIE); Comité de coordination des associations de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et de la finance (CACIF)

sur les conventions nos

87, 98

87, 98, 100, 111, 122, 149, 169, 175

122, 169, 175

Haïti

- Confédération nationale des éducatrices et éducateurs d'Haïti (CNEH); Fédération nationale des travailleurs en éducation et en culture (FENATEC); Union nationale des normaliens d'Haïti (UNNOH); Union nationale des normaliens/normaliennes et éducateurs/éducatrices Haïti (UNNOEH); Internationale de l'Éducation (IE)
- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

87, 98

12, 17, 24, 25, 42, 87, 98

Honduras

- Centrale générale des travailleurs (CGT); Centrale des travailleurs du Honduras (CTH)
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

87, 100, 122, 169

MLC, 2006

87

27, 29, 42, 81, 87, 100, 102, 105, 111, 122, 169

MLC, 2006

Hongrie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Iles Marshall

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Inde

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

81

MLC, 2006

Indonésie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Iran (République islamique d')

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Iraq

- Fédération générale des syndicats irakiens (GFITU)
- Réseau de fédérations et syndicats d'Iraq (CIFWU); Fédération des organisations syndicales et professionnelles indépendantes en Iraq (FITPUI); Fédération des conseils et syndicats de travailleurs de l'Iraq (FWCUI); Fédération générale des syndicats irakiens (GFITU); Fédération générale des syndicats et des salariés d'Iraq (GFTUEI); Fédération générale des syndicats de la République d'Iraq (GFTURI); Fédération générale des syndicats d'Iraq (GFWUI); Fédération des syndicats du pétrole d'Iraq (IFOU); Union des professionnels de l'ingénierie technique (UTEP)

sur les conventions nos

87, 98

87, 98

Irlande

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Islande

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Italie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Jamaïque

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Japon

- Apaken Kobe (Syndicat des travailleurs non réguliers occasionnels/temporaires/à temps partiel); Syndicat solidaire, Suginami; Syndicat solidaire des travailleurs, section d'Itabashi; Syndicat Rakuda (Syndicat indépendant des agents de la municipalité de Kyoto)
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO)
- Fédération du commerce du Japon (NIPPON KEIDANREN)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
87, 98

MLC, 2006
122
87, 100, 122, 156
MLC, 2006

Jordanie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
98
MLC, 2006

Kazakhstan

- Confédération des employeurs de la République du Kazakhstan (KRRK)
- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos
87
87, 100, 111

Kenya

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
MLC, 2006

Kirghizistan

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération des syndicats du Kirghizistan (FPK)

sur les conventions nos
87, 98
81, 87, 98, 144

Kiribati

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
MLC, 2006

Lettonie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération des syndicats libres de Lettonie (FTUCL)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
100, 111, 122, 142
MLC, 2006

Liban

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
MLC, 2006

Libéria

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)
- Syndicat national des travailleurs de la santé du Libéria (NAHWUL)

sur les conventions nos
MLC, 2006
MLC, 2006
87, 98

Lituanie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
MLC, 2006

Luxembourg

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
MLC, 2006

Malaisie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
MLC, 2006

Maldives

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Malte

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Maroc

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Maurice

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Mexique

- Confédération authentique des travailleurs de la République mexicaine (CAT)

sur les conventions nos

96, 100, 105, 110, 111, 140, 142, 144, 159, 172

Mongolie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Monténégro

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Mozambique

- Syndicat national de la fonction publique (SINAFIP); Internationale des Services Publics (ISP)

sur la convention no

98

Myanmar

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Nicaragua

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Nigéria

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

MLC, 2006

Norvège

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération des entreprises norvégiennes (NHO)
- Confédération des entreprises norvégiennes (NHO); Organisation internationale des employeurs (OIE)
- Confédération norvégienne des syndicats (LO)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006

100

94, 111

94, 100, 111, 122

MLC, 2006

Nouvelle-Zélande

- Business Nouvelle-Zélande
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Conseil des syndicats de Nouvelle-Zélande (NZCTU)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

82, 88, 100, 111, 122

MLC, 2006

82, 88, 100, 111, 122

MLC, 2006

Ouzbékistan

- Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA)

sur les conventions nos
29, 105

Pakistan

- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
87, 98

Palaos

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
MLC, 2006

Panama

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération nationale de l'unité syndicale indépendante (CONUSI)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
29, 81, 138, 182
MLC, 2006

Pays-Bas

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)
- Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV); Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV)

sur les conventions nos
MLC, 2006
MLC, 2006
100, 111, 122, 140, 142, 148, 159, 181

Pays-Bas (Curaçao)

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
MLC, 2006

Pays-Bas (Sint-Maarten)

- Association de l'hôtellerie et du commerce de Sint-Maarten (SHTA)

sur les conventions nos
87, 88, 144

Pérou

- Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP)
- Centrale unitaire des travailleurs du Pérou (CUT-Perú); Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP); Centrale autonome des travailleurs du Pérou (CATP); Confédération des travailleurs du Pérou (CTP)

sur les conventions nos
81
29, 102, 105, 122, 138, 159, 182

Philippines

- Alliance des enseignants concernés (ACT); Alliance nationale des enseignants et employés de bureau (SMP-NATOW); Internationale de l'Education (IE)
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
87, 98

MLC, 2006
87
MLC, 2006

Pologne

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
MLC, 2006

Portugal

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération du commerce et des services du Portugal (CCSP)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)
- Union générale des travailleurs (UGT)

sur les conventions nos
MLC, 2006
81, 187, 189
MLC, 2006
6, 29, 77, 78, 81, 105, 124, 129, 138, 182, 187, 189

République de Corée

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération coréenne des syndicats (KCTU)
- Fédération des employeurs de Corée (KEF)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
100, 111
111, 122, 156
MLC, 2006

République dominicaine

- Confédération autonome des syndicats ouvriers (CASC); Confédération nationale des travailleurs dominicains (CNTD); Confédération nationale d'unité syndicale (CNUS)

sur les conventions nos

87, 98, 102, 144

République-Unie de Tanzanie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Roumanie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Congrès des syndicats (TUC)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
29, 81, 182
MLC, 2006

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Bermudes)

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Gibraltar)

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Île de Man)

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Îles Falkland (Malvinas))

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Îles Vierges britanniques)

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Îles Caïmans)

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Rwanda

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur la convention no

98

Saint-Kitts-et-Nevis

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Saint-Vincent-et-les Grenadines

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Samoa

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Sénégal

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Serbie

- Association serbe des employeurs (SAE)
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Confédération des syndicats autonomes de Serbie (CATUS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

81, 129, 138
MLC, 2006
138, 144
MLC, 2006

Seychelles

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Singapour

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Slovaquie

- Association des unions industrielles (AIU)
- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

26, 144
MLC, 2006
MLC, 2006

Slovénie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Somalie

- Fédération des syndicats somaliens (FESTU)

sur les conventions nos

87, 98

Soudan

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Sri Lanka

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Suède

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Suisse

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Thaïlande

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Togo

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Tunisie

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Turkménistan

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos

105, 182

Turquie

- Confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK)
- Confédération des syndicats de la fonction publique (MEMUR-SEN)
- Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İS)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Confédération turque des associations d'employés du secteur public (Türkiye Kamu-Sen)
- Confédération turque des associations d'employeurs (TİSK)
- Internationale de l'Éducation (IE)

sur les conventions nos

87, 98, 111, 155, 161
29, 42, 81, 87, 98, 155
98, 100, 111
87, 155, 161, 167, 176, 187
26
29, 81, 95, 98, 115, 119, 127, 155, 161,
167, 176, 187
87, 98

Tuvalu

- Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
- Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)

sur les conventions nos

MLC, 2006
MLC, 2006

Ukraine

- Confédération des syndicats libres de l'Ukraine (KVPU); Fédération des syndicats de l'Ukraine (FPU)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération des syndicats de l'Ukraine (FPU)

sur les conventions nos

95
95, 131, 155, 173, 176
81, 102, 129, 131, 160, 173

Uruguay

- Chambre nationale du commerce et des services de l'Uruguay (CNCS);
Chambre des industries de l'Uruguay (CIU); Organisation internationale des
employeurs (OIE)

sur les conventions nos

98, 131, 144

Venezuela (République bolivarienne du)

<ul style="list-style-type: none"> • Association de retraités et de pensionnés d'Alcasa (AJUPAL); Fédération nationale de professionnels et de techniciens occupant des fonctions administratives dans les universités du Venezuela (FENASIPRUV); Mouvement syndical 10 "La voz del Sidorista" (MS10) ; Syndicat SPT 7 de professionnels et de techniciens de l'enseignement dans l'Etat de Táchira 	sur les conventions nos 26, 87, 95
<ul style="list-style-type: none"> • Centrale bolivarienne socialiste des travailleurs et travailleuses de la ville, de la campagne et de la pêche du Venezuela (CBST-CCP) 	26, 81, 87, 95, 144
<ul style="list-style-type: none"> • Centrale des travailleurs Alliance syndicale indépendante (CTASI) 	1, 26, 29, 81, 87, 95, 102, 105, 130, 144, 182
<ul style="list-style-type: none"> • Centrale des travailleurs Alliance syndicale indépendante (CTASI); Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV); Fédération des associations de professeurs d'université du Venezuela (FAPUV) 	87
<ul style="list-style-type: none"> • Centrale des travailleurs Alliance syndicale indépendante (CTASI); Fédération des associations de professeurs d'université du Venezuela (FAPUV) 	26, 29, 81, 95, 138, 182
<ul style="list-style-type: none"> • Centrale des travailleurs Alliance syndicale indépendante (CTASI); Syndicat national des fonctionnaires de la carrière législative, travailleurs et travailleuses de l'Assemblée nationale (SINFUCAN) 	26, 87, 95
<ul style="list-style-type: none"> • Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) 	26, 29, 87, 95, 138, 144
<ul style="list-style-type: none"> • Confédération générale du travail (CGT); Confédération des syndicats autonomes (CODESA); Union nationale des travailleurs du Venezuela (UNETE) 	26, 87, 144
<ul style="list-style-type: none"> • Fédération des associations de professeurs d'université du Venezuela (FAPUV) 	87, 138, 182
<ul style="list-style-type: none"> • Fédération des chambres et associations de commerce et de production du Venezuela (FEDECAMARAS); Organisation internationale des employeurs (OIE) 	26, 87, 144
<ul style="list-style-type: none"> • Fédération des travailleurs de l'Etat de Bolivar (FETRA-BOLIVAR) 	87
<ul style="list-style-type: none"> • Mouvement MOV 7 "La Voz Alcasiana" 	87

Viet Nam

<ul style="list-style-type: none"> • Chambre internationale de la marine marchande (ICS) 	sur les conventions nos MLC, 2006
<ul style="list-style-type: none"> • Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT) 	MLC, 2006

Zimbabwe

<ul style="list-style-type: none"> • Confédération syndicale internationale (CSI) 	sur les conventions nos 87, 155, 161, 176
<ul style="list-style-type: none"> • Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU) 	14, 26, 29, 81, 87, 98, 99, 105, 129, 138, 150, 182

Annexe IV. Résumé des informations communiquées par les gouvernements en ce qui concerne l'obligation de soumettre les instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes

L'article 19 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, par ses paragraphes 5, 6 et 7, fait obligation aux États Membres de soumettre aux autorités compétentes, dans un délai déterminé, les conventions, les recommandations et les protocoles adoptés par la Conférence internationale du Travail. Ces mêmes dispositions prévoient que les gouvernements des États Membres doivent informer le Directeur général du Bureau international du Travail des mesures prises pour soumettre les instruments aux autorités compétentes et communiquer également tous renseignements sur l'autorité ou les autorités considérées comme compétentes.

Conformément à l'article 23 de la Constitution, un résumé des informations communiquées par les États Membres en application de l'article 19 est présenté à la Conférence.

Lors de sa 267^e session (novembre 1996), le Conseil d'administration a approuvé de nouvelles mesures de rationalisation et de simplification. À cet égard, le résumé de ces informations est publié en annexe au rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations.

Le présent résumé porte sur les informations nouvellement reçues relatives à la soumission aux autorités compétentes du protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, et de la recommandation (n° 203) sur le travail forcé (mesures complémentaires), 2014, adoptés à la 103^e session de la Conférence (juin 2014), de la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, adoptée à la 104^e session de la Conférence (juin 2015), ainsi que de la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017, adoptée à la 106^e session de la Conférence (juin 2017), de la convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019, et de la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019, adoptées à la 108^e session de la Conférence (juin 2019).

Les informations résumées comprennent les communications qui ont été transmises au Directeur général du Bureau international du Travail après la clôture de la 108^e session de la Conférence (juin 2019) et qui n'ont donc pas pu être présentées à la Conférence à cette session.

Azerbaïdjan. La convention n° 190 et la recommandation n° 206 ont été soumises au Parlement (*Milli Majlis*) le 4 novembre 2019.

Barbade. La convention n° 190 et la recommandation n° 206 ont été soumises au Parlement le 21 juillet 2020.

Belgique. La déclaration gouvernementale, les textes de la convention n° 190 et de la recommandation n° 206 ainsi que l'avis du Conseil national du travail ont été transmis au Parlement le 2 juillet 2020.

Canada. Le gouvernement a soumis la convention n° 190 et la recommandation n° 206 à la Chambre des communes le 9 octobre 2020 et au Sénat le 14 octobre 2020.

Costa Rica. Le gouvernement a soumis la recommandation (n° 203) sur le travail forcé (mesures complémentaires), 2014, à l'Assemblée législative le 23 mars 2019.

Estonie. La convention n° 190 et la recommandation n° 206 ont été soumises au Parlement estonien (*Rigikogu*) le 9 décembre 2019.

États-Unis d'Amérique. Le gouvernement a soumis la convention n° 190 et la recommandation n° 206 au Sénat et à la Chambre des représentants le 9 octobre 2020.

Finlande. La convention n° 190 et la recommandation n° 206 ont été soumises au Parlement finlandais (*Rigikogu*) le 5 février 2020.

France. La recommandation n° 205 a été soumise à l'Assemblée nationale le 5 février 2020.

Guatemala. Le gouvernement a soumis la convention n° 190 et la recommandation n° 206 au Congrès national le 11 juin 2020.

Indonésie. Le gouvernement a soumis la convention n° 190 et la recommandation n° 206 à la Chambre des représentants du peuple de la République d'Indonésie (DPR-RI) le 9 juin 2020.

Islande. Le gouvernement a soumis la convention n° 190 et la recommandation n° 206 au Parlement islandais (*Althing*) le 20 janvier 2020. Le gouvernement a indiqué qu'il a recommandé la ratification de la convention n° 190.

Israël. Le gouvernement a soumis la convention n° 190 et la recommandation n° 206 à la *Knesset* le 19 août 2020.

Japon. Le gouvernement a soumis la convention n° 190 et la recommandation n° 206 à la *Diète* le 12 juin 2020. Le gouvernement indique qu'il entreprend une analyse de la législation nationale en vue d'une éventuelle ratification de la convention.

Kiribati. Le gouvernement a soumis les instruments suivants au Parlement le 30 août 2019: le protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930; la recommandation (n° 203) sur le travail forcé (mesures complémentaires), 2014; la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015; la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017; la convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019, et la recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, 2019.

Lettonie. Le gouvernement a soumis la convention n° 190 et la recommandation n° 206 au Parlement letton le 17 octobre 2019.

Maroc. Le gouvernement a soumis la convention n° 190 et la recommandation n° 206 à l'Assemblée nationale le 1^{er} octobre 2019.

Myanmar. Le gouvernement a soumis la convention n° 190 et la recommandation n° 206 à la séance du cinquième jour de la 17^e session ordinaire du deuxième *Pyidaungsu Hluttaw*, le 24 juillet 2020.

Niger. La convention n° 190 et la recommandation n° 206 ont été soumises à l'Assemblée nationale le 9 janvier 2020.

Nouvelle-Zélande. La convention n° 190 et la recommandation n° 206 ont été soumises à la Chambre des représentants de Nouvelle-Zélande le 23 octobre 2019.

Ouzbékistan. Le gouvernement a soumis la convention n° 190 et la recommandation n° 206 à l'*Oliy Majlis* le 24 mars 2020.

Sénégal. La convention n° 190 et la recommandation n° 206 ont été soumises à l'Assemblée nationale le 9 janvier 2020.

Slovaquie. La convention n° 190 et la recommandation n° 206 ont été soumises au Conseil national le 26 novembre 2019.

Slovenie. La convention n° 190 et la recommandation n° 206 ont été soumises à l'Assemblée nationale le 17 décembre 2019.

Trinité-et-Tobago. Le gouvernement a soumis la convention n° 190 et la recommandation n° 206 à la Chambre des représentants le 13 mars 2020 et au Sénat le 17 mars 2020.

Turquie. La convention n° 190 et la recommandation n° 206 ont été soumises à la Grande Assemblée nationale le 12 décembre 2019.

Annexe V. Situation générale des États Membres relative à la soumission aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence (31^e à 108^e session de la Conférence internationale du Travail, 1948-2019)

Note. Le numéro des conventions et des recommandations est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre C ou R, lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Les protocoles sont indiqués par la lettre P suivie du numéro de la convention correspondante. Les conventions ratifiées et les recommandations correspondantes sont considérées comme ayant été soumises.

Il a été tenu compte de la date d'admission ou de réadmission des États Membres à l'OIT pour déterminer les sessions de la Conférence dont les textes adoptés sont pris en considération.

La Conférence n'a pas adopté de conventions ou recommandations lors de ses 57^e, 73^e, 93^e, 97^e, 98^e, 102^e, 105^e et 107^e sessions (juin 1972, juin 1987, juin 2005, juin 2008, juin 2009, juin 2013, juin 2016 et juin 2018).

Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Afghanistan	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103	104, 106, 108
Afrique du Sud	
81, 82 (C176, R183), 83-92, 94-96, 99-101	103, 104, 106, 108
Albanie	
79-81, 82 (C176, R183), 83, 84 (C178, P147, R186), 85, 87, 88, 90 (P155), 91, 94, 95 (C187, R197)	78, 82 (P081), 84 (C179, C180, R185, R187), 86, 89, 90 (R193, R194), 92, 95 (R198), 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Algérie	
47-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103	104, 106, 108
Allemagne	
34-56, 58-72, 74-76, 77 (C170, R177), 78-92, 94-96, 99-101, 103 (P029), 104, 106	77 (C171, P089, R178), 103 (R203), 108
Angola	
61-72, 74-78, 79 (C173), 80, 81, 82 (R183, C176), 83-85, 87-90, 96	79 (R180), 82 (P081), 86, 91, 92, 94, 95, 99-101, 103, 104, 106, 108
Antigua-et-Barbuda	
68-72, 74-82, 84, 87, 94, 100	83, 85, 86, 88-92, 95, 96, 99, 101, 103, 104, 106, 108
Arabie saoudite	
61-72, 74-92, 94-96, 99-101	103, 104, 106, 108
Argentine	
31-56, 58-72, 74-90, 92, 94-96, 99-101, 103	91, 104, 106, 108

	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Arménie	80-92, 94-96, 99-101	103, 104, 106, 108
Australie	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Autriche	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99, 101, 103 (P029)	100, 103 (R203), 104, 106, 108
Azerbaïdjan	79-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Bahamas	61-72, 74-84, 87, 91, 94	85, 86, 88-90, 92, 95, 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Bahreïn	63-72, 74-87	88-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Bangladesh	58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Barbade	51-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 108	103, 104, 106
Bélarus	37-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Belgique	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Belize	68-72, 74-76, 84, 87, 88, 94	77-83, 85, 86, 89-92, 95, 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Bénin	45-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Bolivie (Etat plurinational de)	31-56, 58-72, 74-79, 80 (C174), 81 (C175), 82 (C176), 83 (C177), 84 (C178, C179, C180), 85 (C181), 87, 88 (C183), 89 (C184), 91, 100	80 (R181), 81 (R182), 82 (P081, R183), 83 (R184), 84 (P147, R185, R186, R187), 85 (R188), 86, 88 (R191), 89 (R192), 90, 92, 94-96, 99, 101, 103, 104, 106, 108

Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Bosnie-Herzégovine	
80-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Botswana	
64-72, 74-92, 94-96, 99, 100	101, 103, 104, 106, 108
Brésil	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Brunéi Darussalam	
	96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Bulgarie	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 106	104, 108
Burkina Faso	
45-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103 (P029), 104	103 (R203), 106, 108
Burundi	
47-56, 58-72, 74-92, 95, 96, 99-101, 103, 104, 106	94, 108
Cabo Verde	
65-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Cambodge	
53-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103 (R203), 104	103 (P029), 106, 108
Cameroun	
44-56, 58-72, 74-92, 94-96, 101, 108	99, 100, 103, 104, 106
Canada	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Chili	
31-56, 58-72, 74-82, 84 (C178, C179, C180, P147), 87, 94, 95 (C187, R197), 100	83, 84 (R185, R186, R187), 85, 86, 88-92, 95 (R198), 96, 99, 101, 103, 104, 106, 108
Chine	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108

	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Chypre	45-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Colombie	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103	104, 106, 108
Comores	65-72, 74-78, 87	79-86, 88-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Congo	45-53, 54 (C131, C132), 55, 56, 58 (C138, R146), 59, 60 (C142, R150), 61, 62, 63 (C148, C149, R157), 64-66, 67 (C154, C155, C156), 68 (C158), 71 (C160, C161), 74, 75 (C167, C168), 76, 84, 87, 91, 94, 96	54 (R135, R136), 58 (C137, R145), 60 (C141, C143, R149, R151), 63 (R156), 67 (R163, R164, R165), 68 (C157, P110, R166), 69, 70, 71 (R170, R171), 72, 75 (R175, R176), 77-83, 85, 86, 88-90, 92, 95, 99-101, 103, 104, 106, 108
Costa Rica	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Côte d'Ivoire	45-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Croatie	80-85, 87, 91, 94	86, 88-90, 92, 95, 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Cuba	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Danemark	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Djibouti	64-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Dominique	68-72, 74-79, 87	80-86, 88-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Egypte	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108

Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
El Salvador 31-56, 58-61, 63 (C149), 64, 67 (R164, R165, C155, C156), 69 (R168, C159), 71, 72, 74-81, 87, 90 (P155)	62, 63 (R156, R157, C148), 65, 66, 67 (R163, C154), 68, 69 (R167), 70, 82-86, 88, 89, 90 (R193, R194), 91, 92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Emirats arabes unis 58-72, 74-92, 95, 96	94, 99-101, 103, 104, 106, 108
Equateur 31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103 (P029), 104	103 (R203), 106, 108
Erythrée 80-92, 94-96, 99-101	103, 104, 106, 108
Espagne 39-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Estonie 79-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Eswatini 60-72, 74-92, 94-96	99-101, 103, 104, 106, 108
Etats-Unis d'Amérique 66-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Ethiopie 31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Fédération de Russie 37-56, 58-72, 74-88, 91, 94, 95 (C187, R197), 103, 104	89, 90, 92, 95 (R198), 96, 99-101, 106, 108
Fidji 59-72, 74-82, 84, 85, 87, 89, 90 (P155), 92, 94, 108 (C190)	83, 86, 88, 90 (R193, R194), 91, 95, 96, 99-101, 103, 104, 106, 108 (R206)
Finlande 31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
France 31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108

	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Gabon	45-56, 58-72, 74-81, 82 (C176), 83 (C177), 84, 85 (C181), 87, 89 (C184), 91, 94	82 (P081, R183), 83 (R184), 85 (R188), 86, 88, 89 (R192), 90, 92, 95, 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Gambie	82-92, 94-96	99-101, 103, 104, 106, 108
Géorgie	80-92, 94-96, 99-101	103, 104, 106, 108
Ghana	40-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 104	103, 106, 108
Grèce	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Grenade	66-72, 74-92, 94, 95, 100 (C189)	96, 99, 100 (R201), 101, 103, 104, 106, 108
Guatemala	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Guinée	43-56, 58-72, 74-83, 87, 95 (R197, C187), 100	84-86, 88-92, 94, 95 (R198), 96, 99, 101, 103, 104, 106, 108
Guinée - Bissau	63-72, 74-88, 94, 106	89-92, 95, 96, 99-101, 103, 104, 108
Guinée équatoriale	67-72, 74-79, 84, 87	80-83, 85, 86, 88-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Guyana	50-56, 58-72, 74-92, 94, 95, 100	96, 99, 101, 103, 104, 106, 108
Haïti	31-56, 58-66, 67 (C156, R165), 69-72, 74, 75 (C167), 87	67 (C154, C155, R163, R164), 68, 75 (C168, R175, R176), 76-86, 88-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Honduras	38-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108

Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes		Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)	
Hongrie			
31-56, 58-72, 74-92, 94-96		99-101, 103, 104, 106, 108	
Iles Cook			
104, 106		108	
Iles Marshall			
		99-101, 103, 104, 106, 108	
Iles Salomon			
74, 87		70-72, 75-86, 88-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Inde			
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106		108	
Indonésie			
33-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108			
Iran (République islamique d')			
31-56, 58-72, 74-89, 90 (R193, R194), 91, 92, 94-96, 100, 101, 103, 104, 106, 108		90 (P155), 99	
Iraq			
31-56, 58-72, 74-87, 88 (C183), 89, 90 (P155), 91, 94, 95 (C187, R197), 96 (C188), 100 (C189)		88 (R191), 90 (R193, R194), 92, 95 (R198), 96 (R199), 99, 100 (R201), 101, 103, 104, 106, 108	
Irlande			
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106		108	
Islande			
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108			
Israël			
32-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108			
Italie			
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106		108	
Jamaïque			
47-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106		108	

	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Japon	35-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Jordanie	39-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103	104, 106, 108
Kazakhstan	82 (C176, R183), 87, 88, 91	80, 81, 82 (P081), 83-86, 89, 90, 92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Kenya	48-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	103, 104, 106, 108
Kirghizistan	87, 89, 103 (P029)	79-86, 88, 90-92, 94-96, 99-101, 103 (R203), 104, 106, 108
Kiribati	88-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Koweït	45-56, 58-72, 74-76, 78, 79, 80 (C174), 81-85, 87, 88, 90, 91	77, 80 (R181), 86, 89, 92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Lesotho	66-72, 74-92, 94-96, 100, 101, 103 (P029), 104	99, 103 (R203), 106, 108
Lettonie	79-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Liban	32-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101, 103, 104, 106, 108
Libéria	31-56, 58-72, 74-76, 77 (C170, C171, R177, R178), 78-81, 82 (C176, R183), 83-87, 91, 94	77 (P089), 82 (P081), 88-90, 92, 95, 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Libye	35-56, 58-72, 74-82, 87	83-86, 88-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Lituanie	79-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108

Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Luxembourg 31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Macédoine du Nord 80-83, 85, 87, 88, 95 (C187, R197)	84, 86, 89-92, 94, 95 (R198), 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Madagascar 45-56, 58-72, 74-91, 94-96, 100, 103 (P029)	92, 99, 101, 103 (R203), 104, 106, 108
Malaisie 41-56, 58-72, 74-92, 94, 95 (C187, R197)	95 (R198), 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Malawi 49-56, 58-72, 74-92, 94-96, 103 (P029)	99-101, 103 (R203), 104, 106, 108
Maldives	99-101, 103, 104, 106, 108
Mali 45-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Malte 49-56, 58-72, 74-92, 94, 95, 103 (P029)	96, 99-101, 103 (R203), 104, 106, 108
Maroc 39-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Maurice 53-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Mauritanie 45-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Mexique 31-56, 58-72, 74-92, 94, 95 (R198), 99, 100 (C189), 101, 106	95 (C187, R197), 96, 100 (R201), 103, 104, 108
Mongolie 52-56, 58-72, 74-81, 82 (C176, R183), 83-92, 94-96, 99-101	82 (P081), 103, 104, 106, 108

Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Monténégro 96, 99-101, 103, 104, 106	108
Mozambique 61-72, 74-82, 87, 103 (P029), 104, 106	83-86, 88-92, 94-96, 99-101, 103 (R203), 108
Myanmar 31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Namibie 65-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103 (P029), 104, 106, 108 (C190)	103 (R203), 108 (R206)
Népal 51-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	103, 104, 106, 108
Nicaragua 40-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103	104, 106, 108
Niger 45-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Nigéria 45-56, 58-72, 74-92, 94, 95, 100, 104	96, 99, 101, 103, 106, 108
Norvège 31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Nouvelle-Zélande 31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Oman 81-92, 95 (R197, R198), 99	94, 95 (C187), 96, 100, 101, 103, 104, 106, 108
Ouganda 47-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Ouzbékistan 80-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	

	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Pakistan	31-56, 58-72, 74-80, 87, 91	81-86, 88-90, 92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Palaos		101, 103, 104, 106, 108
Panama	31-56, 58-72, 74-87, 88 (R191), 89 (R192), 90 (R193, R194), 92, 94, 95 (R197, R198), 96 (R199), 99-101, 103, 104, 106	88 (C183), 89 (C184), 90 (P155), 91, 95 (C187), 96 (C188), 108
Papouasie-Nouvelle-Guinée	61-72, 74-87	88-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Paraguay	40-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Pays-Bas	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Pérou	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101	103, 104, 106, 108
Philippines	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Pologne	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Portugal	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Qatar	58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
République arabe syrienne	31-56, 58-65, 67, 68, 69 (C159, R167), 71, 72, 74-76, 77 (C170, R177), 84, 87-89, 90 (P155), 94	66, 69 (R168), 70, 77 (C171, P089, R178), 78-83, 85, 86, 90 (R193, R194), 91, 92, 95, 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
République centrafricaine	45-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101, 103, 104, 106, 108

Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
République de Corée	
79-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
République de Moldova	
79-91, 95 (C187, R197), 104	92, 94, 95 (R198), 96, 99-101, 103, 106, 108
République démocratique du Congo	
45-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101, 103, 104, 106, 108
République démocratique populaire lao	
48-56, 58-72, 74-81, 82 (R183, C176), 83-92, 94-96, 99, 100, 103	82 (P081), 101, 104, 106, 108
République dominicaine	
31-56, 58-72, 74-92, 94, 95, 99, 100	96, 101, 103, 104, 106, 108
République-Unie de Tanzanie	
46-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Roumanie	
39-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	
31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Rwanda	
47-56, 58-72, 74-79, 81, 85, 87, 95 (C187, R197)	80, 82-84, 86, 88-92, 94, 95 (R198), 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Sainte-Lucie	
67 (C154, R163), 68 (C158, R166), 87	66, 67 (C155, C156, R164, R165), 68 (C157, P110), 69-72, 74-86, 88-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Saint-Kitts-et-Nevis	
84, 87, 94	83, 85, 86, 88-92, 95, 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Saint-Marin	
68-72, 74-92, 94-96, 99-101	103, 104, 106, 108
Saint-Vincent-et-les Grenadines	
84, 86, 87, 94	82, 83, 85, 88-92, 95, 96, 99-101, 103, 104, 106, 108

	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Samoa	94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Sao Tomé-et-Principe	68-72, 74-92, 94-96, 99-101	103, 104, 106, 108
Sénégal	45-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Serbie	89-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Seychelles	63-72, 74-88, 94	89-92, 95, 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Sierra Leone	45-56, 58-61, 62 (C145, C147, R153, R155)	62 (C146, R154), 63-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Singapour	50-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 104	103, 106, 108
Slovaquie	80-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Slovénie	79-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Somalie	45-56, 58-72, 74, 75, 87	76-86, 88-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Soudan	39-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Soudan du Sud		101, 103, 104, 106, 108
Sri Lanka	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Suède	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108

	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Suisse	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Suriname	61-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103	104, 106, 108
Tadjikistan	81-92, 94-96, 99-101, 103 (P029)	103 (R203), 104, 106, 108
Tchad	45-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101, 103, 104, 106, 108
Tchéquie	80-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Thaïlande	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99, 100 (R201), 101, 103, 104	100 (C189), 106, 108
Timor-Leste	92, 94-96	99-101, 103, 104, 106, 108
Togo	44-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Tonga		106, 108
Trinité-et-Tobago	47-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	
Tunisie	39-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Turkménistan	81-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Turquie	31-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108	

	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés ont été soumis aux autorités que le gouvernement considère comme compétentes	Nos. des sessions de la Conférence dont les textes adoptés n'ont pas été soumis (y compris les cas où aucune information n'a été communiquée)
Tuvalu		99-101, 103, 104, 106, 108
Ukraine	37-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108
Uruguay	31-56, 58-72, 74-89, 90 (R193, R194), 91, 92, 95 (R197, R198), 99-101, 103 (R203), 104, 108 (C190)	90 (P155), 94, 95 (C187), 96, 103 (P029), 106, 108 (R206)
Vanuatu		91, 92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Venezuela (République bolivarienne du)	41-56, 58-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103	104, 106, 108
Viet Nam	79-92, 94-96, 99-101, 103, 104	106, 108
Yémen	49-56, 58-72, 74-87, 88 (C183), 89 (C184), 91, 95 (C187)	88 (R191), 89 (R192), 90, 92, 94, 95 (R197, R198), 96, 99-101, 103, 104, 106, 108
Zambie	49-56, 58-72, 74-92, 94-96	99-101, 103, 104, 106, 108
Zimbabwe	66-72, 74-92, 94-96, 99-101, 103, 104, 106	108

**Annexe VI. Situation générale des États Membres relative à la soumission
aux autorités compétentes des instruments adoptés par la Conférence
(à la date du 12 décembre 2020)**

Sessions de la CIT	Nombre d'Etats pour lesquels, selon les informations fournies par le gouvernement:			Nombre d'Etats membres de l'OIT lors de la session
	Tous les instruments ont été soumis	Certains instruments ont été soumis	Aucun instrument n'a été soumis	

Tous les instruments adoptés entre les 31ème et 53ème sessions ont été soumis aux autorités compétentes par les Etats membres

54e	(Juin 1970)	119	1	0	120
55e	(Octobre 1970)	120	0	0	120
56e	(Juin 1971)	120	0	0	120
58e	(Juin 1973)	122	1	0	123
59e	(Juin 1974)	125	0	0	125
60e	(Juin 1975)	125	1	0	126
61e	(Juin 1976)	131	0	0	131
62e	(Octobre 1976)	129	1	1	131
63e	(Juin 1977)	131	2	1	134
64e	(Juin 1978)	134	0	1	135
65e	(Juin 1979)	135	0	2	137
66e	(Juin 1980)	138	0	4	142
67e	(Juin 1981)	138	4	1	143
68e	(Juin 1982)	142	2	3	147
69e	(Juin 1983)	143	2	3	148
70e	(Juin 1984)	143	0	6	149
71e	(Juin 1985)	145	1	3	149
72e	(Juin 1986)	145	0	4	149
74e	(Octobre 1987)	147	0	2	149
75e	(Juin 1988)	144	2	3	149
76e	(Juin 1989)	142	0	5	147
77e	(Juin 1990)	136	3	8	147
78e	(Juin 1991)	140	0	9	149
79e	(Juin 1992)	145	1	10	156
80e	(Juin 1993)	151	2	14	167
81e	(Juin 1994)	156	1	14	171
82e	(Juin 1995)	148	9	16	173
83e	(Juin 1996)	149	2	23	174
84e	(Octobre 1996)	155	3	16	174
85e	(Juin 1997)	149	2	23	174
86e	(Juin 1998)	143	0	31	174
87e	(Juin 1999)	173	0	1	174
88e	(Juin 2000)	144	4	27	175
89e	(Juin 2001)	139	4	32	175
90e	(Juin 2002)				

Sessions de la CIT	Nombre d'Etats pour lesquels, selon les informations fournies par le gouvernement:			Nombre d'Etats membres de l'OIT lors de la session
	Tous les instruments ont été soumis	Certains instruments ont été soumis	Aucun instrument n'a été soumis	
90e (Juin 2002)	134	8	33	175
91e (Juin 2003)	146	0	30	176
92e (Juin 2004)	135	0	42	177
94e (Février 2006)	149	0	29	178
95e (Juin 2006)	131	14	33	178
96e (Juin 2007)	127	2	49	178
99e (Juin 2010)	117	0	66	183
100e (Juin 2011)	122	4	57	183
101e (Juin 2012)	116	0	69	185
103e (Juin 2014)	93	14	78	185
104e (Juin 2015)	96	0	90	186
106e (Juin 2017)	74	0	113	187
108e (Juin 2019)	28	3	156	187

Annexe VII. Liste par pays des commentaires présentés par la commission

Les commentaires ci-dessous mentionnés ont été rédigés soit sous la forme d' "observations", qui sont reproduites dans ce rapport, soit sous la forme de "demandes directes", qui ne sont pas reproduites mais communiquées directement aux gouvernements intéressés. Sont également mentionnées les réponses reçues aux demandes directes, dont la commission a pris note.

Afghanistan	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 111, 140, 141, 142, 144</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Afrique du Sud	Observations pour les conventions nos 29, 105, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 105, 182, 186, 188</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Albanie	Observations pour les conventions nos 81, 87, 98, 129 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 100, 111, 129, 141, 144, 151, 154, 177</i> Observation sur la soumission
Algérie	Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demande directe pour la convention no 87</i>
Allemagne	Observations pour les conventions nos 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 172, 189</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Angola	Observation pour la convention no 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 98, 100, 188</i> Observation sur la soumission
Antigua-et-Barbuda	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 144, 151 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 135</i> Observation sur la soumission
Arabie saoudite	Observations pour les conventions nos 29, 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 138</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Argentine	Observations pour les conventions nos 87, 154, 177 <i>Demandes directes pour les conventions nos 98, 111, 144, 177, 188</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Arménie	Observations pour les conventions nos 17, 87, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 18, 144</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Australie	Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 98</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Autriche	<i>Demande directe sur la soumission</i>
Azerbaïdjan	<i>Demandes directes pour les conventions nos 132, 144</i>
Bahamas	Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 144, 186</i> Observation sur la soumission
Bahreïn	Observation sur la soumission
Bangladesh	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 81, 87, 98, 144 <i>Demande directe pour la convention no 81</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>

Barbade	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 87, 97, 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 97, 100, 102, 105, 111, 122, 128, 144</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 118</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Bélarus	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demande directe sur la soumission</i>
Belgique	<i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 98, 128, 144, 167, 170, 172</i>
Belize	Observation générale Observations pour les conventions nos 87, 98, 105, 115 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 88, 97, 100, 105, 111, 138, 140, 144, 150, 154, 155, 156, 182</i> Observation sur la soumission
Bénin	<i>Demande directe générale</i> <i>Demande directe pour la convention no 144</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Bolivie (Etat plurinational de)	<i>Demande directe générale</i> Observation pour la convention no 131 Observation sur la soumission
Bosnie-Herzégovine	Observation pour la convention no 87 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 98, 135, 144, 151, 154</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Botswana	Observations pour les conventions nos 87, 98, 144 <i>Demande directe pour la convention no 87</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Brésil	Observations pour les conventions nos 98, 169 <i>Demandes directes pour les conventions nos 98, 144, 151, 155, 169</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Brunéi Darussalam	<i>Demandes directes pour les conventions nos 138, 182</i> Observation sur la soumission
Bulgarie	Observation pour la convention no 87 <i>Demande directe pour la convention no 144</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Burkina Faso	<i>Demande directe pour la convention no 187</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Burundi	Observations pour les conventions nos 11, 26, 87, 98, 111, 144 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 111, 135</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Cabo Verde	<i>Demande directe sur la soumission</i>
Cambodge	Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demande directe pour la convention no 87</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Cameroun	Observations pour les conventions nos 87, 98, 158 <i>Demandes directes pour les conventions nos 108, 146</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Canada	Observation pour la convention no 87 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 98, 108, 144, 186</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>

Chili	Observations pour les conventions nos 87, 98, 144 <i>Demandes directes pour les conventions nos 32, 87, 98, 187</i> Observation sur la soumission
Chine	Observations pour les conventions nos 155, 167 <i>Demandes directes pour les conventions nos 32, 111, 122, 144, 155, 167, 170</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Région administrative spéciale de Hong-kong	Observations pour les conventions nos 87, 98, 144 <i>Demandes directes pour les conventions nos 32, 186</i>
Région administrative spéciale de Macao	Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 92, 108, 144</i>
Chypre	<i>Demande directe pour la convention no 170</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Colombie	Observations pour les conventions nos 87, 98, 144 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 98</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Comores	Observations pour les conventions nos 13, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 98, 100, 111, 144</i> Observation sur la soumission
Congo	Observation générale Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 100, 111, 152, 182, 186 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 100, 105, 111, 144, 149, 182, 185, 186</i> Observation sur la soumission
Costa Rica	Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 137</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Côte d'Ivoire	<i>Demande directe générale</i> <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 150, 155, 160, 161, 171, 187</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Croatie	Observation pour la convention no 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 32, 87, 98, 185</i> Observation sur la soumission
Cuba	Observation pour la convention no 110 <i>Demandes directes pour les conventions nos 137, 152</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Danemark	<i>Demandes directes pour les conventions nos 144, 152</i>
Groenland	<i>Demande directe pour la convention no 100</i>
Iles Féroé	<i>Demandes directes pour les conventions nos 108, 186</i>
Djibouti	Observation générale Observations pour les conventions nos 19, 24, 37, 38, 87, 122, 138, 144, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 17, 18, 29, 71, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Dominique	Observation générale Observations pour les conventions nos 29, 81, 94, 138, 147 <i>Demandes directes pour les conventions nos 12, 19, 26, 29, 87, 95, 97, 100, 105, 111, 135, 144, 150, 169, 182</i> Observation sur la soumission
Egypte	Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 137, 152</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
El Salvador	Observation pour la convention no 87 Observation sur la soumission

Emirats arabes unis	Observations pour les conventions nos 29, 105, 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 29, 81, 89, 105, 182</i>
Equateur	Observations pour les conventions nos 87, 98, 144 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 95, 131, 152, 189</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Erythrée	Observations pour les conventions nos 87, 98, 105, 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 105, 138</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Espagne	Observation pour la convention no 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 129, 182</i>
Eswatini	Observation pour la convention no 87 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 98</i>
Etats-Unis d'Amérique	Observations pour les conventions nos 105, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 105, 150, 160, 176, 182</i>
Ethiopie	Observation pour la convention no 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 138, 144</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Fédération de Russie	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 29, 81, 105, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 105, 138, 139, 175, 182</i>
Fidji	Observations pour les conventions nos 87, 98, 100, 111, 144 <i>Demandes directes pour les conventions nos 19, 100, 108, 111, 186</i>
Finlande	<i>Demandes directes pour les conventions nos 98, 137, 152, 186</i>
France	<i>Demandes directes pour les conventions nos 71, 87, 98</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Nouvelle-Calédonie	<i>Demandes directes pour les conventions nos 144, 186</i>
Polynésie française	Observation pour la convention no 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 100, 111, 125, 129</i>
Gabon	Observation générale Observations pour les conventions nos 100, 111, 186 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 122, 186</i> Observation sur la soumission
Gambie	Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 100, 111</i> Observation sur la soumission
Géorgie	Observations pour les conventions nos 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Ghana	Observations pour les conventions nos 100, 111, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 107, 111, 117, 144, 149, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Grèce	Observations pour les conventions nos 100, 111, 149, 156 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 122, 156</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Grenade	Observation générale Observations pour les conventions nos 81, 144 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 97, 100, 105, 111, 138, 182</i> Observation sur la soumission
Guatemala	Observations pour les conventions nos 87, 98, 169 <i>Demandes directes pour les conventions nos 97, 100, 111, 156, 169, 175</i>

Guinée	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 111, 118, 156 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 117, 118, 122, 140, 143, 149, 156</i> Observation sur la soumission
Guinée - Bissau	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 26, 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 12, 17, 18, 19, 81, 88, 100, 107, 111, 138, 182</i> Observation sur la soumission
Guinée équatoriale	Observation générale Observations pour les conventions nos 87, 98, 103, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 29, 30, 68, 92, 105, 138, 182</i> Observation sur la soumission
Guyana	Observation générale Observations pour les conventions nos 98, 100, 111, 138, 139, 140 <i>Demandes directes pour les conventions nos 94, 97, 144, 149, 172, 182, 189</i> Observation sur la soumission
Haïti	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 1, 12, 14, 17, 24, 25, 30, 42, 81, 87, 98, 106, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 77, 78, 81, 87, 100, 111, 138, 182</i> Observation sur la soumission
Honduras	Observations pour les conventions nos 87, 100, 169 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 122, 169</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Hongrie	Observation pour la convention no 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 185</i> Observation sur la soumission
Iles Cook	<i>Demande directe sur la soumission</i>
Iles Marshall	Observation sur la soumission
Iles Salomon	<i>Demande directe pour la convention no 98</i> Observation sur la soumission
Inde	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 81, 100, 107 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 100, 107, 138, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Indonésie	Observations pour les conventions nos 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 186</i>
Iran (République islamique d')	Observation pour la convention no 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 122</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Iraq	<i>Demande directe générale</i> Observation pour la convention no 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 22, 23, 92, 100, 111, 122, 144, 146, 147, 149, 172, 187</i> Observation sur la soumission
Irlande	Observations pour les conventions nos 111, 122 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 172, 189</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Islande	Observation pour la convention no 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 122, 156</i>
Israël	Observations pour les conventions nos 97, 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 97, 100, 111, 122</i>

Italie	Observations pour les conventions nos 111, 143 <i>Demandes directes pour les conventions nos 97, 100, 111, 143</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Jamaïque	Observation générale Observations pour les conventions nos 94, 100 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Japon	Observations pour les conventions nos 87, 100, 122, 156 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 122, 156, 186</i>
Jordanie	Observations pour les conventions nos 98, 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 144, 185, 186</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Kazakhstan	Observations pour les conventions nos 87, 100, 105, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 105, 111, 156, 187</i> Observation sur la soumission
Kenya	Observations pour les conventions nos 17, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 97, 100, 111, 138, 142, 143, 149, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Kirghizistan	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 81, 87, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 17, 29, 32, 45, 81, 87, 95, 97, 98, 100, 105, 111, 119, 120, 124, 131, 138, 144, 149, 157, 182</i> Observation sur la soumission
Kiribati	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 138, 182, 185, 186</i> Observation sur la soumission
Koweït	Observation pour la convention no 111 <i>Demande directe pour la convention no 111</i> Observation sur la soumission
Lesotho	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 105, 111, 138, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Lettonie	Observations pour les conventions nos 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 158</i>
Liban	Observation générale Observations pour les conventions nos 29, 81, 100, 111, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 88, 100, 105, 111, 122, 138, 142, 150, 159, 172, 182</i> Observation sur la soumission
Libéria	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 87, 98, 112, 113, 114 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 111, 144, 186</i> Observation sur la soumission
Libye	Observations pour les conventions nos 111, 122 <i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 96, 100</i> Observation sur la soumission
Lituanie	Observations pour les conventions nos 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 100, 111</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Luxembourg	Observation pour la convention no 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 96, 100, 111</i>

Macédoine du Nord	<i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 94, 100, 111, 122, 140, 142, 158, 159, 177, 181</i> Observation sur la soumission
Madagascar	Observation générale Observations pour les conventions nos 100, 105, 111, 122, 138, 144, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 88, 100, 111, 117, 159, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Malaisie	<i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 144, 186</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 95</i> Observation sur la soumission
Sabah	Observation pour la convention no 97 <i>Demandes directes pour les conventions nos 94, 97</i>
Malawi	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 111, 149 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 97, 100, 111, 129, 150</i> Observation sur la soumission
Maldives	Observation générale Observation pour la convention no 186 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 105, 138, 182, 185, 186</i> Observation sur la soumission
Mali	Observation pour la convention no 29 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 111, 122, 155, 159</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Malte	<i>Demandes directes pour les conventions nos 149, 159, 186</i> Observation sur la soumission
Maroc	Observation pour la convention no 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 2, 100, 111, 181</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Maurice	Observations pour les conventions nos 94, 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 100, 111, 186</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Mauritanie	Observations pour les conventions nos 29, 96, 100, 111, 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 94, 96, 100, 111, 138</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Mexique	Observation pour la convention no 100 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 110, 111, 140, 142, 144, 159</i> Observation sur la soumission
Mongolie	<i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 122, 159, 176, 181</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Monténégro	<i>Demande directe générale</i> Observation pour la convention no 100 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 122, 142, 152, 158, 185</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Mozambique	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 29, 100, 105, 111, 122 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 88, 100, 105, 111</i> Observation sur la soumission
Myanmar	Observation pour la convention no 29 <i>Demandes directes pour les conventions nos 2, 29, 185</i>
Namibie	Observation pour la convention no 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111</i>
Népal	<i>Demande directe sur la soumission</i>

Nicaragua	Observations pour les conventions nos 100, 117 <i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 100, 111, 140, 142</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Niger	Observation pour la convention no 29 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 111, 158</i>
Nigéria	Observation générale Observations pour les conventions nos 88, 100, 111, 159 <i>Demandes directes pour les conventions nos 94, 100, 111</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Norvège	Observation pour la convention no 94 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 122, 159</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Nouvelle-Zélande	Observations pour les conventions nos 88, 100 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Tokélaou	<i>Demandes directes pour les conventions nos 82, 100, 111</i>
Oman	Observation pour la convention no 29 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Ouganda	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 26, 81, 105, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 12, 17, 19, 29, 45, 81, 94, 95, 100, 111, 123, 124, 138, 143, 162, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Ouzbékistan	Observation pour la convention no 105 <i>Demandes directes pour les conventions nos 47, 87, 105</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Pakistan	Observations pour les conventions nos 29, 81, 98, 105, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 105, 138, 182</i> Observation sur la soumission
Palaos	<i>Demande directe sur la soumission</i>
Panama	<i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 105, 138, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 98, 111, 138, 158 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 111, 122, 138</i> Observation sur la soumission
Paraguay	Observations pour les conventions nos 29, 81 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Pays-Bas	Observations pour les conventions nos 94, 100, 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 100, 111, 122, 139, 142, 148, 159, 170, 181</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Aruba	Observation générale Observation pour la convention no 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 88, 94, 105, 122, 138, 140, 142, 144, 182</i>
Curaçao	<i>Demandes directes pour les conventions nos 182, 186</i>
Partie caribéenne des Pays-Bas	<i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 122</i>
Sint-Maarten	Observation générale Observation pour la convention no 87 <i>Demandes directes pour les conventions nos 88, 94, 122</i>

Pérou	Observations pour les conventions nos 29, 81, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 105, 138, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Philippines	Observations pour les conventions nos 29, 87, 105, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 105, 151, 182, 189</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Pologne	Observations pour les conventions nos 29, 81, 129 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 129</i>
Portugal	Observations pour les conventions nos 81, 129 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 129, 186, 187</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Qatar	Observations pour les conventions nos 29, 81 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
République arabe syrienne	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 29, 105, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 105, 107, 129, 182</i> Observation sur la soumission
République centrafricaine	Observations pour les conventions nos 87, 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 144</i> Observation sur la soumission
République de Corée	Observations pour les conventions nos 100, 111, 156 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 156</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
République de Moldova	Observations pour les conventions nos 105, 111, 152 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 117, 138, 144, 185</i> Observation sur la soumission
République démocratique du Congo	Observations pour les conventions nos 94, 100, 111, 144 <i>Demandes directes pour les conventions nos 62, 81, 100, 111, 119, 120, 150</i> Observation sur la soumission
République démocratique populaire lao	<i>Demande directe générale</i> Observation pour la convention no 111 <i>Demandes directes pour les conventions nos 100, 111</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
République dominicaine	Observations pour les conventions nos 87, 98, 144 <i>Demandes directes pour les conventions nos 102, 183</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
République-Unie de Tanzanie	Observation générale Observations pour les conventions nos 29, 105, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 17, 19, 29, 95, 105, 138, 140, 142, 148, 170, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
République-Unie de Tanzanie.Tanganyika République-Unie de Tanzanie.Zanzibar	Observation générale <i>Demande directe pour la convention no 81</i> <i>Demande directe pour la convention no 85</i>
Roumanie	Observation générale Observations pour les conventions nos 81, 129 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 129, 186</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 105</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Observations pour les conventions nos 29, 81 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 42, 102, 115, 120, 148, 150, 160, 187</i>

Anguilla	<i>Demandes directes pour les conventions nos 26, 85, 99, 148</i>
Bermudes	<i>Demande directe pour la convention no 115</i>
Gibraltar	Observation pour la convention no 17 <i>Demande directe pour la convention no 160</i>
Guernesey	<i>Demandes directes pour les conventions nos 42, 63, 81, 115</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 19</i>
Ile de Man	Observation pour la convention no 17 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 102, 150, 160</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 17</i>
Iles Falkland (Malvinas)	<i>Demande directe pour la convention no 85</i>
Iles Vierges britanniques	<i>Demandes directes pour les conventions nos 17, 115, 160</i>
Jersey	<i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 24, 25, 81</i> <i>Demande directe pour la convention no 85</i>
Montserrat	<i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 17, 42</i> <i>Demandes directes pour les conventions nos 63, 85, 150</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 17</i>
Rwanda	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 26, 100, 105 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 138, 182</i> Observation sur la soumission
Sainte-Lucie	Observation générale Observations pour les conventions nos 17, 87, 98, 100 <i>Demandes directes pour les conventions nos 5, 19, 29, 87, 100, 108, 111, 154, 158, 182</i> Observation sur la soumission
Saint-Kitts-et-Nevis	Observation générale <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 138, 182, 186</i>
Saint-Marin	<i>Demande directe générale</i> <i>Demandes directes pour les conventions nos 98, 156</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Saint-Vincent-et-les Grenadines	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 81, 100, 111, 129, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 100, 102, 105, 111, 122, 129, 138, 144, 182, 186</i> Observation sur la soumission
Samoa	Observations pour les conventions nos 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 138, 182, 186</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Sao Tomé-et-Principe	Observation générale Observation pour la convention no 98 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 87, 138, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Sénégal	Observations pour les conventions nos 81, 87, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 182</i>
Serbie	Observations pour les conventions nos 81, 105, 129, 144 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 94, 105, 129, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Seychelles	Observations pour les conventions nos 105, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 105, 182, 186</i> Observation sur la soumission
Sierra Leone	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 17, 29, 81, 88, 119, 125, 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 26, 81, 94, 95, 100, 101, 105, 111, 126, 138, 144, 182</i> Observation sur la soumission

Singapour	<i>Demandes directes pour les conventions nos 32, 94, 144</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Slovaquie	<i>Demande directe pour la convention no 26</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Slovénie	Observations pour les conventions nos 81, 129 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 129, 186</i>
Somalie	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 87, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 182</i> Observation sur la soumission
Soudan	Observations pour les conventions nos 29, 105, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 138, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Soudan du Sud	<i>Demande directe générale</i> <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 98, 100, 105, 111, 138, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Sri Lanka	Observation générale Observations pour les conventions nos 81, 98, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 105, 122, 182, 185</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Suède	<i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 129</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Suisse	<i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81</i>
Suriname	<i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 100, 105, 111, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Tadjikistan	Observations pour les conventions nos 81, 111, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 45, 81, 87, 97, 98, 103, 105, 111, 115, 119, 120, 122, 138, 142, 148, 149, 155, 177, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Tchad	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 87, 111, 144, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 100, 102, 105, 111, 122, 138, 182</i> Observation sur la soumission
Tchéquie	<i>Demandes directes pour les conventions nos 98, 154</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Thaïlande	<i>Demande directe pour la convention no 111</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Timor-Leste	<i>Demandes directes pour les conventions nos 87, 98, 100, 111</i> Observation sur la soumission
Togo	Observation pour la convention no 138 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 150</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Tonga	<i>Demande directe sur la soumission</i>
Trinité-et-Tobago	Observations pour les conventions nos 105, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 19, 29, 81, 138, 150, 182</i>
Tunisie	Observation générale Observation pour la convention no 118 <i>Demandes directes pour les conventions nos 18, 45, 62, 81, 120</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>

Turkménistan	Observations pour les conventions nos 105, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 105, 182</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Turquie	Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 98, 111, 115, 119, 127, 135, 138, 155, 161, 167, 176, 182, 187 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 87, 111, 115, 119, 127, 138, 155, 161, 167, 176, 182, 187</i> <i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 95, 99, 153</i>
Tuvalu	<i>Demande directe générale</i> <i>Demande directe pour la convention no 186</i> Observation sur la soumission
Ukraine	<i>Demande directe générale</i> Observations pour les conventions nos 29, 81, 95, 105, 129, 131, 138, 139, 155, 173, 176, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 102, 105, 115, 119, 120, 129, 138, 139, 150, 153, 155, 160, 161, 174, 176, 182, 184</i> <i>Réponses reçues à des demandes directes pour les conventions nos 14, 45, 47, 106</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Uruguay	Observations pour les conventions nos 29, 98, 155, 161, 162 <i>Demandes directes pour les conventions nos 29, 63, 81, 102, 115, 118, 121, 129, 131, 136, 139, 150, 153, 155, 161, 162, 167, 176, 184</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Vanuatu	Observation générale <i>Demande directe pour la convention no 182</i> Observation sur la soumission
Venezuela (République bolivarienne du)	Observations pour les conventions nos 26, 29, 81, 87, 95, 102, 105, 121, 128, 130, 138, 144, 155, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 1, 13, 29, 45, 81, 95, 120, 127, 138, 139, 150, 155, 182</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 153</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Viet Nam	Observations pour les conventions nos 29, 81, 138, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 45, 81, 120, 138, 155, 182, 186, 187</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>
Yémen	<i>Demande directe générale</i> Observation sur la soumission
Zambie	<i>Demande directe générale</i> <i>Demandes directes pour les conventions nos 148, 176</i> Observation sur la soumission
Zimbabwe	Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 98, 105, 129, 138, 155, 161, 162, 170, 174, 176, 182 <i>Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 81, 99, 105, 129, 150, 155, 161, 162, 174, 176, 182</i> <i>Réponse reçue à une demande directe pour la convention no 14</i> <i>Demande directe sur la soumission</i>